Région îledeFrance

Conseil régional

RAA 397

JANVIER 2020

ISSN 0762-6096

Recueil
des actes administratifs
de la Région d'Île-de-France

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL

RELATIONS INTERNATIONALES

- N° CP 2020-071 du 31 janvier 2020 relative aux actions internationales - Premières affectations 2020…….9

TRANSPORTS ET MOBILITÉS DURABLES

- N° CP 2020-076 du 31 janvier 2020 relative aux études en vue de la réalisation d'un service de navette autonome et la connaissance des usages du boulevard périphérique……...26

- N° CP 2020-003 du 31 janvier 2020 relative à l'affectation de la contribution régionale aux transports publics franciliens et des participations à la tarification solidarité transports et Imagine R……...60

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- N° CP 2020-117 du 31 janvier 2020 relative à l'attribution de la protection fonctionnelle au bénéfice de Monsieur Pierre SERNE, conseiller régional d'Île-de-France……70

- N° CP 2020-077 du 31 janvier 2020 relative au rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux - janvier 2020……...71

- N° CP 2020-079 du 31 janvier 2020 relative l'attribution de la subvention en faveur de la SECRIF - premier acompte 2020……...76

- N° CP 2020-070 du 31 janvier 2020 relative aux affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 "services généraux" - premier rapport 2020……...78

- N° CP 2020-066 du 31 janvier 2020 relative aux affectations provisionnelles et spécifiques des autorisations d'engagement relatives à la gestion des ressources humaines - 1er rapport - Habilitation de la Présidente du conseil régional d'Île-de-France à signer une convention avec l'association sportive et culturelle des personnels de la Région Île-de-France (ASCRIF)……..80

- N° CP 2020-067 du 31 janvier 2020 relative aux dispositions favorisant l'offre de formation professionnelle des agents - habilitation de la Présidente à signer une convention de partenariat portant sur la formation professionnelle territorialisée avec le centre national de la fonction publique (CNFPT)……..97

- N° CP 2020-005 du 31 janvier 2020 relative aux premières affectations provisionnelles et versement cotisation en faveur des associations suivantes : Cigref, SIPP'N'CO du SIPPEREC, EPSILON, Club utilisateurs CORIOLIS, "crédits de la direction des Systèmes d'Information" - Protocole d'accord transactionnel avec la société Micro Focus……...122

- N° CP 2020-075 du 31 janvier 2020 relative aux affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme relatives à la communication institutionnelle - Premier rapport pour 2020…….167

LYCÉES

- N° CP 2020-081 du 31 janvier 2020 relative à l'attribution de subventions aux fédérations de parents d'élèves - Année scolaire 2019-2020……...169

- N° CP 2020-059 du 31 janvier 2020 relative à l'approbation du principe du contrat de concession pour la gestion et l'exploitation de la restauration scolaire de certains lycées régionaux……181

- N° CP 2020-062 du 31 janvier 2020 relative à l'équipement pédagogique et numérique dans les EPLE - 1er rapport de l'année 2020……186

- N° CP 2020-063 du 31 janvier 2020 relative à l'organisation du concours Green Hackathon……...200

- N° CP 2020-064 du 31 janvier 2020 relative à l'affectation d'autorisation d'engagement pour le lancement d'un marché relatif à l'accompagnement de la délégation francilienne des métiers aux finales nationales des 46èmes Olympiades des métiers à Lyon - Cérémonie de remise des médailles régionales aux lauréats franciliens des 46èmes sélections régionales des Olympiades des métiers……..202

- N° CP 2020-047 du 31 janvier 2020 relative à la maintenance immobilière - marchés - fourniture et acheminement de gaz et d'électricité dans les lycées franciliens - affectation provisionnelle - 1er rapport de l'année 2020……...204

- N° CP 2020-051 du 31 janvier 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 - 4ème année de mise en œuvre - 1er rapport……..212

- N° CP 2020-052 du 31 janvier 2020 relative à la lutte contre le décrochage scolaire - Première affectation 2020……287

- N° CP 2020-001 du 31 janvier 2020 relative à la dénomination lycée horticole - Montreuil - 93 - Lycée des métiers de l'Horticulture et du Paysage Jeanne Baret……312

- N° CP 2020-006 du 31 janvier 2020 relative aux forfaits d'externat des établissements privés sous contrat d'association pour l'année 2019/2020 - 1er rapport……..313

- N° CP 2020-008 du 31 janvier 2020 relative à la politique de tarification de la restauration scolaire dans les lycées publics franciliens - 1er rapport pour 2020……320

- N° CP 2020-015 du 31 janvier 2020 relative aux ajustements de dotations 2019-2020 et 2018-2019 des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac. Aide régionale aux lycées privés……356

- N° CP 2020-017 du 31 janvier 2020 relative à l'accès Internet très haut débit dans les lycées franciliens - 1er rapport pour 2020……..373

- N° CP 2020-020 du 31 janvier 2020 relative à la carte des formations professionnelles initiales adaptation de l'offre de formation pour la rentrée 2020……376

- N° CP 2020-021 du 31 janvier 2020 relative à l'enquête d'insertion des lycéens IVA……401

- N° CP 2020-025 du 31 janvier 2020 relative aux travaux dans les EPLE - 1er rapport de l'année 2020 - budget 2020……403

- N° CP 2020-026 du 31 janvier 2020 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales de la région Île-de-France - 1er rapport de l'année 2020 - budget 2020……416

- N° CP 2020-034 du 31 janvier 2020 relative aux protocoles transactionnels relatifs à des opérations de travaux dans les EPLE franciliens……427

- N° CP 2020-036 du 31 janvier 2020 relative à l'attribution de subventions à des associations pour développer le lien entre les lycées et les entreprises……...449

- N° CP 2020-038 du 31 janvier 2020 relative aux affectations d'autorisations d'engagement 2020 - Dotation globale de fonctionnement et dotations de contrôles techniques et contrats d'entretien obligatoires des établissements scolaires du second degré - Dotation pour l'utilisation du plateau technique du collège le Luzard à Noisiel (77)……..459

- N° CP 2020-046 du 31 janvier 2020 relative au soutien aux actions citoyennes et mémorielles - 1ère affectation pour 2020……479

- N° CP 2020-045 du 31 janvier 2020 relative aux parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels 2019-2020……481

- N° CP 2020-018 du 31 janvier 2020 relative à la gestion foncière des EPLE - Janvier 2020……488

- N° CP 2020-054 du 31 janvier 2020 relative aux conventions d'utilisation d'équipements sportifs……..503

- N° CP 2020-012 du 31 janvier 2020 relative à la sécurisation des lycées - Première affectation - Budget 2020……558

SÉCURITÉ ET AIDE AUX VICTIMES

- N° CP 2020-057 du 31 janvier 2020 relative au bouclier de sécurité : 1ère affectation pour l'année 2020……...565

SPORT, LOISIRS, JEUNESSE, CITOYENNETÉ ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 2020-028 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France - Investissement - 1er rapport pour 2020……649

- N° CP 2020-060 du 31 janvier 2020 relative à l'affectation d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement au profit des îles de loisirs - 1er rapport pour 2020……832

- N° CP 2020-022 du 31 janvier 2020 relative à la 1ère affectation - Centre Hubertine Auclert - Jeunesse et citoyenneté……845

- N° CP 2020-055 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale en faveur du Sport en Île-de-France - Fonctionnement - 1er rapport pour 2020……889

AFFAIRES EUROPÉENNES

- N° CP 2020-039 du 31 janvier 2020 relative aux actions européennes : premières affectations 2020 - Accords de partenariat……959

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET AMÉNAGEMENT

- N° CP 2020-030 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - 1ère affectation pour 2020……..1015

- N° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 relative au politique air énergie climat : Modification de règlements d'intervention : 1ère affectation 2020 et signature de Charte méthanisation……..1046

- N° CP 2020-100 du 31 janvier 2020 relative au budget participatif écologique……1158

- N° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 relative au règlement d'intervention de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030……...1173

- N° CP 2020-002 du 31 janvier 2020 relative au soutien aux organismes associés : premières affectations 2020 - Biennale d'architecture et du Paysage - RI Plan Friches - Adhésion Club des Acteurs du Grand Paris - Avenant convention Disney n°9 - Signature du PPA - Grand Orly……1219

- N° CP 2020-040 du 31 janvier 2020 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) : 1er rapport pour 2020 - Contrat régional territorial (CRT)……..1358

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 2020-080 du 31 janvier 2020 relative à la dotation 2020 (1ère affectation en fonctionnement) au GIP Genopole - Marchés de prestations……1471

- N° CP 2020-073 du 31 janvier 2020 relative au déploiement et animation du Service Public Régional de l'Orientation dans les bassins d'emploi et aides individuelles au DAEU 2019-2020……1485

SOLIDARITÉS, SANTÉ ET FAMILLE

- N° CP 2020-042 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France - 1ère affectation pour 2020……..1495

- N° CP 2020-013 du 31 janvier 2020 relative aux formations sanitaires et sociales : avances sur la subvention globale de fonctionnement 2020 - fusion université de Paris - PQFC et PACTE……1564

- N° CP 2020-050 du 31 janvier 2020 relative aux formations sanitaires et sociales - aides en faveur des étudiants - 1ère affection pour 2020……1608

- N° CP 2020-004 du 31 janvier 2020 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles - 1er rapport pour 2020……1611

TOURISME

- N° CP 2020-014 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale en faveur du tourisme en Île-de-France - Première affectation 2020……..1675

SMART RÉGION

- N° CP 2020-016 du 31 janvier 2020 relative à la mise en œuvre du Programme "Construire au futur, Habiter le futur" et de la stratégie Smart Région……..1709

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ

- N° CP 2020-010 du 31 janvier 2020 relative au soutien à Choose Paris Région, anciennement dénommée Paris Région Entreprises - 1ère affectation 2020……..1749

- N° CP 2020-048 du 31 janvier 2020 relative à Paris Région UP - Aides PM'up, TP'up et Innov'up mobilisées pour les entreprises franciliennes - 1er rapport pour 2020……1756

- N° CP 2020-023 du 31 janvier 2020 relative aux politiques régionales en faveur de l'innovation et de l'entrepreneuriat……...1779

AGRICULTURE ET RURALITÉ

- N° CP 2020-043 du 31 janvier 2020 relative au PNR : frais de structure 2020 - Convention et avenant - Dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural……...1815

- N° CP 2020-011 du 31 janvier 2020 relative aux contrats ruraux : Anciens et nouveaux dispositifs - Avenant – 1ère affectation 2020……1855

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- N° CP 2020-007 du 31 janvier 2020 relative à la prime régionale pour les employeurs d'apprentis pour 2020 : 1ère affectation pour l'Agence de Services et de Paiement (ASP)……...1972

- N° CP 2020-024 du 31 janvier 2020 relative à l'affectation pour une subvention globale de fonctionnement au GIP CARIF Défi Métiers (1ère affectation 2020) et conventions "AGORA"……..1974

- N° CP 2020-009 du 31 janvier 2020 relative à la validation des acquis de l'expérience : programme d'information, d'entretiens conseil et de promotion de la VAE et PRIC 2020, chéquiers VAE 2020…….2415

- N° CP 2020-037 du 31 janvier 2020 relative au financement des écoles de la deuxième chance en Île-de-France - avance 2020 ; convention de transfert au Hub de la Réussite ; subvention action expérimentale…….2418

- N° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 relative au soutien régional à l'association régionale des missions locales et aux missions locales : conventions, avances et avenant de transfert Hub de la Réussite…….2445

- N° CP 2020-019 du 31 janvier 2020 relative aux espaces de Dynamique d'Insertion (EDI) 2020 : affectation 2020……...2515

CULTURE, PATRIMOINE ET CRÉATION

- N° CP 2020-053 du 31 janvier 2020 relative aux premières affectations 2020 pour les aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel - Soutien au fonctionnement de la Maison Jean Cocteau……2618

- N° CP 2020-027 du 31 janvier 2020 relative aux premières affectations 2020 en faveur des organismes associés à l'action culturelle régionale……2686

LOGEMENT

- N° CP 2020-093 du 31 janvier 2020 relative à l'approbation du projet de la convention ORCOD-IN du Val Fourré à Mantes-la-Jolie……2696

HANDICAP

- N° CP 2020-031 du 31 janvier 2020 relative à la politique régionale en faveur du handicap et des MDPH - 1ère affectation pour 2020……..2729

ARRÊTÉS DE LA PRÉSIDENTE
DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- N° 2020-01 du 2 janvier 2020 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Maison Locale de Gagny-Les Pavillons-sous-Bois……...2788

- N° 2020-02 du 2 janvier 2020 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de l'Assemblée générale de la Mission locale d'Argenteuil-Bezons……2789

- N° 2020-03 du 2 janvier 2020 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de l'Assemblée générale de la Mission locales de la Marne aux Bois……2790

- N° 2020-04 du 2 janvier 2020 portant désignation, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val d'Oise le 23 janvier 2020……2791

- N° 2020-05 du 6 janvier 2020 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Commission Consultative des Service Publics Locaux (CCSPL).....2792

- N° 2020-06 du 7 janvier 2020 portant délégation de signature du Pole Achats, Performance, Commande Publique, Juridique et transformation Numérique……2793

- N° 2020-07 du 7 janvier 2020 portant modification de l'arrêté n°16-154 du 30 mai 2016 Institut de formation d'aides-soignants –IFAS de l'Association de formation des professionnels de santé – AFPS……2797

- N° 2020-08 du 7 janvier 2020 portant modification de l'arrêté n°16-180 du 30 mai 2016 augmentation de capacité d'accueil annuelle – Institut de formation d'auxiliaires de puériculture (IFAP) du Lycée Camille Pissarro……2798

- N° 2020-09 du 7 janvier 2020 portant modification de l'arrêté n°18-63 du 19 mars 2018 – Ecole d'infirmiers Anesthésistes (IADE) de l'Assistance Publique (Hôpitaux de Paris (AP-HP) site Espaces Broussais – centre de formation et de développement des compétences (CFDC)……..2799

- N° 2020-10 du 7 janvier 2020 portant modification de l'arrêté n°18-64 du 19 mars 2018 – Ecole d'infirmiers de bloc opératoire (IBODE) de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris site Espace Broussais – Centre de formation et de développement des Compétences (CFDC)……..2800

- N° 2020-11 du 7 janvier 2020 portant délégations de signature du Pole Finances……2801

- N° 2020-12 du 7 janvier 2020 portant délégations de signatures du Pole Entreprises et Emploi……2804

- N° 2020-13 du 8 janvier 2020 portant délégations de signature du Pole Patrimoine et Moyens Généraux……..2807

- N° 2020-14 du 8 janvier 2020 portant désignation des candidats admis concourir au concours de maîtrise d'œuvre en vue de la rénovation globale du Lycée de Cachan (94)……2811

- N° 2020-15 du 8 janvier 2020 portant délégations de signature du Pole Formation professionnelle et apprentissage……2812

- N° 2020-16 du 13 janvier 2020 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie A de la Région d'Ile-de-France……..2816

- N° 2020-17 du 13 janvier 2020 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel de la Commission consultative paritaire de la catégorie C de la Région d'Ile-de-France……..2819

- N° 2020-18 du 13 janvier 2020 portant désignation, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val d'Oise le 13 février 2020 ……2822

- N° 2020-19 du 20 janvier 2020 portant composition du Comité technique de la région d'Ile-de-France……..2823

- N° 2020-20 du 20 janvier 2020 fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur para médical : renouvellement de capacité……2828

- N° 2020-21 du 28 janvier 2020 portant décision de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de France prise en vertu de la délégation donnée par le Conseil régional : équipements des EPLE – cessions de biens mobiliers anciens et hors d'usage……2829

- N° 2020-22 du 29 janvier 2020 portant nomination au Comité de lecture de résidences d'écrivains de la Région Ile-de-France……2849

- N° 2020-23 du 30 janvier 2020 portant modification de l'arrêté d'agrément délivré à un établissement de formation en travail social Ecole Normale Sociale ENS……..2851

DÉLIBERATIONS
DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 20-001 du 31 janvier 2020 relative à l'approbation de la participation financière de l'Agence des espaces verts à la protection sociale complémentaire des agents pour le risque santé et la prévoyance……..2853

- N° 20-002 du 31 janvier 2020 relative à l'approbation de la convention de participation à la protection sociale complémentaire 2020-2025 souscrite par le CIG Grande Couronne pour le risque santé……2855

- N° 20-003 du 31 janvier 2020 relative à l'approbation de l'acte modificatif n°2 au marché de travaux d'aménagements paysagers du Bois Moreau Fontaine de l'espace naturel régional de la Butte Pinson…..2861

- N° 20-004 du 31 janvier 2020 relative à l'habilitation donnée à la Présidente à solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie pour le financement des études préalables au traitement des sols pollués du site de la Butte Pinson (95)……...2862

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-071

DU 31 JANVIER 2020

ACTIONS INTERNATIONALES - PREMIÈRES AFFECTATIONS 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2018-176 du 4 juillet 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CP 2018-045 du 24 janvier 2018 portant attribution de subventions et affectations d'autorisations d'engagement dans le cadre des coopérations décentralisées affectations provisionnelles et régularisation ;

VU l'accord de coopération signé entre le Comité Populaire de Hanoi et la Région Ile de France le 20 décembre 1989 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 21 décembre 2010 ;

VU la convention cadre de partenariat entre la Région Île-de-France et Expertise France (délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017) ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-071 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **64 000 €** sur le chapitre 930, « services généraux », code fonctionnel 048 « autres actions internationales », programme HP048-017 « Coopération décentralisée », action 10401702 « coopération décentralisée » du budget 2020 pour la prise en charge de prestations à l'occasion de l'accueil de délégations issues des zones de coopération prioritaire ainsi que diverses prestations de service, dont la réalisation d'études, la mobilisation d'experts, la couverture des frais d'interprétariat et de traduction, la location de salles, de minibus ou de voitures avec chauffeurs ; l'achat de documentations et de livres, l'achat de cadeaux protocolaires et toutes dépenses directes générées par l'organisation d'une manifestation. Cette affectation couvrira également la prise en charge de la redevance du bureau de PRX-Madagascar au sein de l'ambassade de France à Antananarivo.

Article 2 :

Approuve la convention de coopération avec Expertise France relative au fonctionnement de PRX-Vietnam, telle qu'elle figure en annexe 1 de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

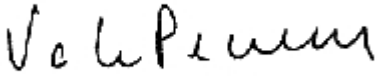
Affecte une autorisation d'engagement de **154 118 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2020.

Article 3 :

Approuve la convention de coopération avec Expertise France relative à la représentation de la Région à Antananarivo, telle qu'elle figure en annexe 2 de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **112 748 €** disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », programme HP 048-017 (104017) « Coopération décentralisée », Action 10401702 « Coopération décentralisée », du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167094-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1: Convention Expertise France PRX Vietnam

CONVENTION DE COOPÉRATION

EXPERTISE FRANCE, l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est 73, rue de Vaugirard, 75006 PARIS, immatriculée sous le numéro N° SIRET : 808 734 792 00027, représentée par Monsieur Jérémie PELLET, son Directeur Général.
(Ci-après dénommée « Expertise France »)

D'une part,

Et

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération n °CP.
(Ci-après dénommée « la Région »).

D'autre part,
(Ci-après désignés ensemble « les Parties »).

PREAMBULE

Expertise France est l'agence publique de référence de la coopération technique internationale française. Sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Économie, l'Agence appartient au dispositif français d'aide publique au développement. Elle inscrit son action dans le cadre de la politique extérieure de développement, d'influence et de diplomatie économique de la France avec pour mission de concourir à la promotion de l'assistance technique et de l'expertise internationale publique française à l'étranger. Expertise France assure à ce titre des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement de capacités, de mobilisation de l'expertise technique, ainsi qu'une fonction d'ensemblier de projets de développement et de solidarité internationale faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés. Dans ce cadre, elle conduit et participe à des projets d'assistance technique au Vietnam.

La Région entretient depuis 1989 une coopération avec le Comité populaire de Hanoi marquée par la création de l'Institut des Métiers de la Ville en 2002. Le Vietnam faisant désormais partie des pays prioritaires au titre du développement économique des acteurs régionaux, le Conseil régional a décidé, par sa délibération n° CR 2017-129 du 6 juillet 2017, que sa représentation auprès du Comité populaire de Hanoi serait dénommée Paris Région Expertise-Vietnam à partir du 1er novembre 2017.

Par une convention de coopération public-public, adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017, la Région et Expertise France se sont associés afin d'assurer la promotion de l'expertise francilienne à l'international.

En raison de leur mission commune de promotion de l'expertise française au Vietnam, les deux parties se sont également associées dans les activités de Paris Région Expertise - Vietnam (PRX-Vietnam) afin de mutualiser leurs moyens et leur capacité de mobilisation des acteurs franciliens de l'expertise ainsi que des financements extérieurs.

La présente convention définit le contenu et les modalités financières de cette coopération pour la période du **1er février 2020 au 31 janvier 2021**.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre, le champ, les règles, et l'organisation de la coopération entre Expertise France et la Région qui unissent leurs efforts et leurs moyens pour assurer pendant un an le fonctionnement du bureau de représentation de la Région Île-de-France à Hanoi nommé Paris Région Expertise Vietnam (PRX-Vietnam).

- ARTICLE 2 : MISSIONS DE PARIS REGION EXPERTISE VIETNAM

La Région et Expertise France sont associées pour assurer les missions suivantes de PRX-Vietnam :

- Concevoir et conduire avec les services du Comité Populaire de Hanoi des projets de coopération répondant à un besoin d'assistance par la mobilisation d'organismes publics ou privés franciliens dans le cadre défini par l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et le Comité Populaire de Hanoi le 20 décembre 1989 et les comités mixtes de coopération ;

- Mobiliser des experts franciliens afin de répondre avec Expertise France Vietnam à des appels d'offre ou appels à projets de bailleurs internationaux au Vietnam ou dans les pays voisins;

- Faire la promotion des entreprises franciliennes auprès de la commande publique vietnamienne, d'investisseurs privés ou de bailleurs de fonds internationaux et les accompagner dans leurs démarches commerciales sur place ;

- Rechercher des financements auprès d'organismes publics nationaux supportant l'action extérieure des collectivités locales tels que le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ou l'Agence Française de développement, ou auprès de bailleurs internationaux *ou de partenaires privés.*

- **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION**

La Région Île de France s'engage à :

- verser à Expertise France un montant maximum de **154 118 Euros** correspondant au strict remboursement des frais exposés par elle pour le fonctionnement global de Paris Region Expertise Vietnam pour un an. Ces frais sont détaillés en annexe de la présente convention.

- autoriser Expertise France à utiliser les références de Paris Région Expertise ou de Paris Region Expertise-Vietnam dans le cadre d'appel d'offres internationaux.

- **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS D'EXPERTISE FRANCE**

Expertise France s'engage à :

- gérer les personnels de PRX-Vietnam, le représentant de la Région et son assistant au moyen de contrats de travail et payer les salaires mensuellement selon les conditions de rémunération conclues avec la Région Île de France.

- inscrire et déclarer les membres du bureau PRX-Vietnam auprès des organismes sociaux et fiscaux compétents et procéder au paiement des charges afférentes.

- assurer la gestion financière et administrative de la structure de projet PRX-Vietnam. Payer les factures et autres demandes de décaissements concernant le fonctionnement du bureau de PRX-Vietnam, après s'être assuré de la conformité et de la réalité des livraisons, dans les 05 jours qui suivent la réception de la demande de paiement par la coordination Expertise France à Hanoi.

- Respecter la législation vietnamienne et les directives des organismes bailleurs dans la passation de contrats de prestation ou de travaux avec des organismes privés.

- Conseiller le bureau PRX-Vietnam sur les points juridiques et fiscaux en vigueur au Vietnam.

- Mettre à la disposition de la Région Île-de-France les documents originaux ou certifiés conformes, ainsi que les informations relatives à l'engagement et au paiement des dépenses et à la situation du compte bancaire, soit par correspondance, soit lors d'éventuels déplacements sur place de personnes mandatées par la Région Île de France dans le cadre d'un Audit.

- Tenir à la disposition de toute personne mandatée par la Région Île de France l'ensemble des documents restés sur place (bons de commande, bordereaux de livraison, journaux comptables….) relatifs à la gestion de la convention pendant une période de trois (3) ans suivant la date de fin d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 5-1 : Modalités de versement du montant global octroyé par Région Île-de-France à Expertise France:

Le montant global octroyé par Région Île-de-France à Expertise France sera versé en plusieurs tranches dans les conditions suivantes :

- Une ou plusieurs tranches, correspondant à des acomptes dans la limite de 80% du montant total prévu, seront payées par la Région sur présentation pour chaque demande d'une demande de versement accompagnée d'un rapport financier portant sur les dépenses réalisées.

- Une dernière tranche, correspondant au solde de la contribution financière, sera payée sur présentation d'une demande de versement accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses (précisant les dépenses, les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées) signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ; ainsi que d'une déclaration de bonne exécution de la mission.

Article 5-2. Eligibilité des dépenses, entrée en vigueur et durée de convention

Les dépenses éligibles correspondent aux dépenses réalisées sur la durée de la mission, soit du 1er février 2020 au 31 janvier 2021.

La présente convention entre en vigueur au 1er février 2020 et prend fin au versement du solde, ou en cas d'application des règles de caducité définies à l'article 5-3.

Article 5-3. Caducité de convention.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date de vote de la convention par l'assemblée délibérante, Expertise France n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la contribution devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. A compter de la date de première demande de versement, Expertise France dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat non versé est caduc.

ARTICLE 6. MODIFICATIONS

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les deux parties. Cet accord sera matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications correspondant aux changements apportés.

ARTICLE 7. LITIGES ET RESILIATION

En cas de litiges, les deux parties s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, chacune des parties peut résilier la présente convention sous réserve d'un préavis de trois mois.

Cette convention est éditée en langue française et quatre (4) exemplaires serons composés, deux (2) pour EXPERTISE FRANCE, les deux (2) autres pour la REGION ÎLE DE FRANCE.

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et par délégation,
la Directrice Générale adjointe des services chargée des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme

Madame Aude ROTHENBURGER

Pour EXPERTISE FRANCE

Le Directeur Général,

Monsieur Jérémie PELLET

ANNEXE

EXPERTISE FRANCE
L'AGENCE FRANÇAISE D'EXPERTISE TECHNIQUE INTERNATIONALE

BUDGET PREVISIONNEL

PRX Vietnam

Durée de la mission: 12 mois (01/02/2020 - 31/01/2021)

A - Couts salariaux (€)	**Nbr mois**	**Montant/mois**	**123 205,64 €**
Forfaits mensuels Expert international	12	6 977,42	83 729,24 €
Forfait mensuel Assistant de projet	12	2 189,08	26 276,00 €
Frais de gestion d'Expertise France			13 200,00 €
B- Frais de fonctionnement PRX (1)	**Unité**	**Prix unitaire**	**30 912,00 €**
Billet d'avion HN-Paris-HN (Expert international et sa famille)	3	1200,00	3 600,00 €
Déménagement retour	1	7000,00	7 000,00 €
Fonctionnement du bureau PRX-Vietnam (*)	1	12 000,00	12 000,00 €
Imprévus	1	5 000,00	5 000,00 €
Frais de gestion d'Expertise France sur fonctionnement			3 312,00 €
TOTAL (A+B) (€)			**154 117,64 €**

1) Les dépenses de fonctionnement sont remboursées à concurrence des frais réels engagés, sur présentation des justificatifs originaux des dépenses correspondantes.

(*) billets d'avion internationaux et nationaux, frais de séjour lors de missions, dépenses générales, téléphone, courrier, internet, électricité, déplacements, traduction, réception et représentation

Annexe 1: Convention Expertise France PRX Madagascar

CONVENTION DE COOPÉRATION

EXPERTISE FRANCE, l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est 73, rue de Vaugirard, 75006 PARIS, immatriculée sous le numéro N° SIRET : 808 734 792 00027, représentée Monsieur Jérémie PELLET, son Directeur général,
(Ci-après dénommée « Expertise France »)

D'une part,

Et

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération n° CP.
(Ci-après dénommée « la Région »).

D'autre part,
(Ci-après désignés ensemble « les Parties »).

PREAMBULE

Expertise France est l'agence publique de référence de la coopération technique internationale française. Sous la tutelle conjointe des ministères en charge de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Économie, l'Agence appartient au dispositif français d'aide publique au développement. Elle inscrit son action dans le cadre de la politique extérieure de développement, d'influence et de diplomatie économique de la France avec pour mission de concourir à la promotion de l'assistance technique et de l'expertise internationale publique française à l'étranger. Expertise France assure à ce titre des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement de capacités, de mobilisation de l'expertise technique, ainsi qu'une fonction d'ensemblier de projets de développement et de solidarité internationale faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés. Dans ce cadre, elle conduit et participe à des projets d'assistance technique à Madagascar.

La Région entretient depuis 1990 une coopération avec la Commune Urbaine d'Antananarivo marquée par la création de l'Institut des Métiers de la Ville en 2008. Madagascar faisant désormais partie des pays prioritaires au titre de la solidarité internationale des acteurs régionaux, le Conseil régional a décidé, par sa délibération n° CR 2017-129 du 6 juillet 2017, que sa représentation auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo est dénommée Paris Région Expertise-Madagascar à partir du 1er février 2018.

Par une convention de coopération public-public, adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017, la Région et Expertise France se sont associés afin d'assurer la promotion de l'expertise francilienne à l'international.

En raison de leur mission commune de promotion de l'expertise française à Madagascar, les deux parties se sont également associées dans les activités de Paris Région Expertise - Madagascar (PRX-Madagascar) afin de mutualiser leurs moyens et leur capacité de mobilisation des acteurs franciliens de l'expertise ainsi que des financements extérieurs.

La présente convention définit le contenu et les modalités financières de cette coopération pour la période du **1er février 2020 au 31 janvier 2021**.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre, le champ, les règles, et l'organisation de la coopération entre Expertise France et la Région qui unissent leurs efforts et leurs moyens pour assurer pendant un an le fonctionnement du bureau de représentation de la Région Île-de-France à Antananarivo nommé Paris Région Expertise Madagascar.

- ARTICLE 2 : MISSIONS DE PARIS REGION EXPERTISE MADAGASCAR

La Région et Expertise France sont associées pour assurer les missions suivantes de PRX-Madagascar :

- Concevoir et conduire avec les services de la Commune Urbaine d'Antananarivo des projets de coopération répondant à un besoin d'assistance par la mobilisation d'organismes publics ou privés franciliens dans le cadre défini par l'accord de coopération signé entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 20 décembre 1990 et les comités mixtes de coopération ;

- Mobiliser des experts franciliens afin de répondre avec Expertise France à des appels d'offre ou appels à projets de bailleurs internationaux à Madagascar ou dans les pays voisins;

- Faire la promotion des entreprises franciliennes auprès de la commande publique malgache, d'investisseurs privés ou de bailleurs de fonds internationaux et les accompagner dans leurs démarches commerciales sur place ;

- Rechercher des financements auprès d'organismes publics nationaux supportant l'action extérieure des collectivités locales tels que le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ou l'Agence Française de développement, ou auprès de bailleurs internationaux ou de partenaires privés.

- **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION**

La Région Île de France s'engage à :

- Verser à Expertise France un montant maximum de **112 748 Euros** correspondant au strict remboursement des frais exposés par elle pour la gestion du contrat de travail de la représentante de la Région à Antananarivo et de ses frais de fonctionnement pour un an. Ces frais sont détaillés en annexe de la présente convention.

- Autoriser Expertise France à utiliser les références de Paris Région Expertise ou de Paris Région Expertise-Madagascar dans le cadre d'appel d'offres internationaux.

- **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS D'EXPERTISE FRANCE**

Expertise France s'engage à :

- Gérer la représentante de la Région en tant qu'experte internationale au moyen d'un contrat de travail et payer les salaires mensuellement selon les conditions de rémunération conclues avec la Région Île de France.
- Payer les frais de fonctionnement relatifs à la mission de la représentante de la Région.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 5-1 : Modalités de versement du montant global octroyé par Région Île de France à Expertise France:

Le montant global octroyé par Région Île de France à Expertise France sera versé en plusieurs tranches dans les conditions suivantes:

Une ou plusieurs tranches , correspondant à des acomptes dans la limite de 80% du montant total prévu, seront payées par la Région sur présentation pour chaque demande d'une demande de versement accompagnée d'un rapport financier portant sur les dépenses réalisées.

Une dernière tranche, correspondant au solde de la contribution financière, sera payée sur présentation d'une demande de versement accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses (précisant les dépenses, les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées) signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ; ainsi que d'une déclaration de bonne exécution de la mission.

Article 5-2. Eligibilité des dépenses, entrée en vigueur et durée de convention

Les dépenses éligibles correspondent aux dépenses réalisées sur la durée de la mission, soit du 1er février 2020 au 31 janvier 2021.

La présente convention entre en vigueur au 1er février 2020 et prend fin au versement du solde, ou en cas d'application des règles de caducité définies à l'article 5-3.

Article 5-3. Caducité de convention.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date de vote de la convention par l'assemblée délibérante, Expertise France n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. A compter de la date de première demande de versement, Expertise France dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la convention non versé est caduc.

ARTICLE 6. MODIFICATIONS

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les deux parties. Cet accord sera matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications correspondant aux changements apportés.

ARTICLE 7. LITIGES ET RESILIATION

En cas de litiges, les deux parties s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, chacune des parties peut résilier la présente convention sous réserve d'un préavis de trois mois.

Cette convention est éditée en langue française et quatre (4) exemplaires serons composés, deux (2) pour EXPERTISE FRANCE, les deux (2) autres pour la REGION ÎLE DE FRANCE.

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux,

Le

Pour la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et par délégation,
la Directrice Générale adjointe des services chargé des affaires européennes,
de la coopération internationale et du tourisme,

Madame Aude ROTHENBURGER

Pour EXPERTISE FRANCE

Le Directeur Général

Monsieur Jérémie PELLET

ANNEXE

BUDGET PREVISIONNEL

Expert : Tamara TEISSEDRE PHILIP
Représentante de la Région IDF à Madagascar (PRX-Madagascar)
Durée de la mission : 12 mois

A - Couts salariaux (€)	Nbr mois	Montant/mois	93 147,58 €
Salaires mensuels Expert international	12	3 812,50 €	45 750,00 €
Prime d'expatriation	12	1 445,00 €	17 340,00 €
Charges patronales mensuelles / Expert International	12	1 323,12 €	15 877,48 €
Aléas forfaitaires mensuelle pour augmentation des charges / Expert international	12	300,00 €	3 600,00 €
Assurances rapatriement + biens mobiliers	12	50,00 €	600,00 €
Frais de gestion d'Expertise France			9 980,10 €
B- Frais de fonctionnement PRX (1)	**Unité**	**Prix unitaire**	**19 600,00 €**
Billet d'avion HN-Paris-HN (Expert international et sa famille)	3	1 500,00 €	4 500,00 €
Frais de fonctionnement (2)	1	11 000,00 €	11 000,00 €
Divers imprévus	1	2 000,00 €	2 000,00 €
Frais de gestion d'Expertise France			2 100,00 €
TOTAL (A+B) (€)			**112 747,58 €**

(1) facturables sur présentation des justificatifs

(2) Frais de déplacement professionnels de l'experte sur le lieu de mission et dans le pays de mission (carburant, taxis, hébergement le cas échéant), frais de mission en France si nécessaire, frais de représentation, communications téléphoniques et internet, fournitures et consommables de bureau, y compris électricité et petites réparations, consommables et maintenance bureautique, publication et presse, et autres frais de relatifs à la bonne réalisation de la mission de l'expert.

Les dépenses de fonctionnement sont remboursées à concurrence des frais réels engagés, sur présentation des justificatifs originaux des dépenses correspondantes.

** Ces lignes sont budgétées par Expertise France en fonction des besoins du projet.*

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-076

DU 31 JANVIER 2020

ÉTUDES EN VUE DE LA RÉALISATION D'UN SERVICE DE NAVETTE AUTONOME ET LA CONNAISSANCE DES USAGES DU BOULEVARD PÉRIPHÉRIQUE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUIF) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-54 du 09 mars 2017 approuvant le Plan « anti-bouchon et pour changer la route », modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-076 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Autorise la présidente du conseil régional à signer la convention d'échanges d'informations entre la Région, Île-de-France Mobilités, Renault et GeoTwin jointe en annexe 2 à la présente délibération pour la réalisation d'une étude sur la mise en place d'un service de mobilité partagée, électrique et autonome, entre l'Aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et La Défense.

Article 2 :

Décide de participer au financement des frais liés à une enquête de préférences déclarées sur les véhicules autonomes visant à alimenter une étude sur la mise en place d'un service de mobilité partagée, électrique et autonome, entre l'Aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et La Défense détaillé dans la fiche projet jointe en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention à l'Institut Paris Région d'un montant maximum prévisionnel de 25 850 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 25 850 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 80 « Services communs », programme HP 80-001 « Etudes générales », action 18000101 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2020.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution d'une subvention fixée à l'article 2, à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

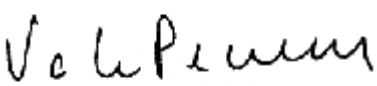
Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 80 « Services communs », programme HP 80-001 « Etudes générales », action 18000101 « Etudes générales, expérimentations et innovations » du budget 2020, pour la réalisation de la mission d'élaboration d'une stratégie de communication autour du véhicule autonome.

Article 5 :

Autorise la présidente du conseil régional à signer la convention de travail avec la ville de Paris jointe en annexe 4 à la présente délibération visant à améliorer les connaissances sur les usages du boulevard périphérique parisien.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167351-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiche Projet

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-076

DOSSIER N° 20001032 - PARTICIPATION AUX FRAIS LIES A UNE ETUDE SUR LE VEHICULE AUTONOME ENTRE ROISSY ET LA DEFENSE

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT (n° 00001064)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 938-80-6574-180001-200
Action : 18000101- Etudes générales, expérimentations et innovations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT	51 700,00 € TTC	50,00 %	25 850,00 €
	Montant total de la subvention		25 850,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT PARIS REGION (IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF)
Adresse administrative : 15 RUE FALGUIERE 75015 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fouad AWADA, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'un financement visant à la participation aux frais liés à une étude sur le véhicule autonome entre Roissy et La Défense

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les données sont attendues et nécessaires dans le cadre d'une autre étude dont le rendu est prévu pour le mois de février 2020.

Description :
L'objectif est de participer aux frais liés à une étude sur le véhicule autonome partagé qui sera menée par l'Institut Paris Région. Cette étude vise à mieux connaître la demande potentielle des futurs usagers des véhicules autonomes. Elle servira de source de données pour la mise en place d'un service de mobilité partagée (multi passagers), propre et autonome entre l'Aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et La Défense.
Au-delà des frais liés à la réalisation de l'étude sur le véhicule autonome en tant que telle, elle nécessite aussi l'acquisition de deux bases de données (BVD sur les établissements en Île-de-France, AirDNA sur les locations AirBnB en Île-de-France) ainsi que l'acquisition du logiciel MobiAnalyst On-Line de calcul d'accessibilité routière.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de préférences déclarées sur le véhicule autonome	25 000,00	48,36%
Base de données BVD sur les établissements en Île-de-France	16 200,00	31,33%
Base de données AirDNA sur les locations AirBnB en Île-de-France	4 500,00	8,70%
Logiciel MobiAnalyst On-Line de calcul d'accessibilité routière	6 000,00	11,61%
Total	51 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-deFrance	25 850,00	50,00%
Institut Paris Région	25 850,00	50,00%
Total	51 700,00	100,00%

Annexe 2 : convention d'échanges d'informations

Convention d’échanges d’informations

Etude d’un nouveau service de mobilité partagée, électrique et autonome sur la région Île-de-France type entre Roissy-Charles-de-Gaulle et La Défense

Table des matieres

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 4

1 OBJET DE LA CONVENTION 4

2 DONNEES 5

2.1 PERIMETRE 5
2.2 DONNEES IDENTIFIEES POUR LE PROJET 5
2.3 MODALITES DE MISE A DISPOSITION DES DONNEES 5
2.4 MODALITES D'UTILISATION DES DONNEES 5
2.5 PROPRIETE DES DONNEES 5

3 RESULTATS DU PROJET 6

3.1 CONTENU DES LIVRABLES 6
3.2 MODALITES DE PARTAGE DES LIVRABLES 6
3.3 PROPRIETE DES LIVRABLES 6

4 CONFIDENTIALITE 6

5 DISPOSITIONS GENERALES 6

5.1 MODIFICATION DE LA CONVENTION 6
5.2 DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES 6
5.3 RESILIATION DE LA CONVENTION 6
5.3.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL 6
5.3.2 RESILIATION POUR FAUTE 7
5.3.3 RESILIATION POUR CAS DE FORCE MAJEURE 7
5.4 DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 7

6 RGPD 7

Entre

La région Île-de-France, ayant son siège 2, rue Simone Veil – 94300 Saint-Ouen, représentée par Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée à la signature de la présente par délibération n° CP 2020-076 du 31 janvier 2020,
ci-après désigné par « Région »,

Le Syndicat des Transports d'Île-de-France, dont le nom d'usage est Île-de-France Mobilités, ayant son siège au 39bis-41, rue de Châteaudun - 75009, représenté par Monsieur Laurent PROBST dûment habilité à la signature de la présente par délibération 2016/302 du 16 juillet 2016,
ci-après désigné « Île-de-France Mobilités »,

Renault S.A.S, société par actions simplifiée au capital de 533 941 113 euros, ayant son siège au 13/15, quai Alphonse le Gallo - 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée sous le n° 780 129 987 au R.C.S. de Nanterre, agissant en son nom, représentée par Monsieur Hadi ZABLIT qualité de Renault, Alliance SVP Business Development, dûment habilité aux fins des présentes,
Renault S.A.S. agit au nom et pour le compte de sa filiale Regienov,
ci-après désigné « Renault »,

GEOTWIN, société par actions simplifiée au capital de 10 000€, ayant son siège social au 17, rue Campagne Première – 75014 Paris, immatriculée sous le n° 843.549.809 au R.C.S. de Paris, agissant par sa présidente, Madame Göknur SIRIN-JUBIN,
Ci-après désignée « GeoTwin »

Les parties susvisées sont ci-après collectivement désignées « Signataires » ou « Parties » ou individuellement la « partie »

Il est convenu ce qui suit :

Contexte général de l'opération

Une étude est réalisée afin d'analyser la mise en place d'un service de mobilité partagée (multi passagers), électrique et autonome demain, sur la région Île-de-France. Après une possible expérimentation entre l'Aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et La Défense (« Projet »). Cette initiative vise à déployer, dans les années à venir, un nouveau service de mobilité utile aux Franciliens, aux touristes et visiteurs d'affaires, pour l'attractivité internationale de la Région. Complémentaire aux réseaux de transports existants, ce service vise à être une alternative attrayante à l'usage de voiture individuelle, d'entreprise ou de location.

Compte tenu de ses compétences, RENAULT a choisi GeoTwin afin d'exécuter le Projet. GeoTwin a pour activité l'étude des comportements des populations dans les déplacements privés et professionnels en milieu urbain. Elle dispose dans ce domaine d'une forte compétence technique et d'outils performants.

Cette prestation, qui fait l'objet d'une commande Regienov n°4203434359, sera réalisée sous l'égide des Conditions Générales d'Achat Regienov, filiale Renault chargée de la R&D. Les conditions générales d'achat (CGA) stipulent le transfert des Résultats (comme ce terme est défini aux CGA) au fur et à mesure de sa réalisation au bénéfice de Renault. Les modalités financières de la prestation assurée par GeoTwin figurent à la Commande.

La Région et Île-de-France Mobilités se sont déclarées intéressées par le Projet et souhaitent mettre certaines données (présentées dans l'article 2) à disposition de Renault et de GeoTwin pour les besoins du Projet en contrepartie d'un accès aux résultats des analyses.

Dans le cadre de la présente convention, les mots suivants, lorsqu'ils sont précédés d'une majuscule, auront la signification suivante :

Projet = désigne l'étude d'un nouveau service de mobilité partagée, électrique et autonome sur la Région Île-de-France qui pourrait être expérimenté entre l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle et La Défense réalisée par la partie responsable de l'étude.
Données = désigne les données échangées dans le cadre de la présente convention, transmises par le Fournisseur, et mises à disposition des Parties et encadrées par l'article 2 des présentes.
Fournisseur = désigne la Partie qui met à disposition des autres Parties à la présente Convention des Données dont elle peut librement concéder des droits d'usage dans le cadre de la présente Convention.
Livrables et Résultats = désigne les rendus attendus dans le cadre de la présente convention que s'engagent à réaliser puis à mettre à disposition aux autres Parties et encadrés par l'article 3 des présentes.
Convention = désigne la présente convention de partage de données dans le cadre de la réalisation de l'étude d'un nouveau service de mobilité partagée, électrique et autonome sur la région Île-de-France qui pourrait être expérimenté entre l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle et La Défense.

1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques, juridiques et financières dans lesquelles :

- les Données sont mises à disposition par le Fournisseur ainsi que les conditions d'utilisation de ces livrables par les Signataires ;
- les Livrables du Projet sont mis à disposition par Renault ainsi que les conditions d'utilisation de ces livrables par les Signataires

2 Données

2.1 Périmètre

Les Données mises à disposition par le Fournisseur portent sur le territoire de l'Île-de-France sur la base d'un zonage de 1805 zones.

2.2 Données identifiées pour le Projet

Le Projet nécessite l'analyse de données disponibles sur le territoire francilien et fournies par les Signataires listés dans le tableau ci-dessous (ci-après « le Fournisseur ») :

Données	**Fournisseur**
-Extraction des matrices Origine/Destination : à la période de pointe du matin / à la journée, par mode de transport (voiture/transports en commun), tous motifs, pour la situation modélisée actuelle et le scénario modélisé 2015 -Extraction des données de télé billettiques sur les pôles de Roissy et de La Défense : par jour sur une année, par sens (entrée, sortie, correspondance) et par heure	Île-de-France Mobilités

2.3 Modalités de mise à disposition des données

Île-de-France Mobilités concède à Renault et GeoTwin un droit non-exclusif d'accéder, traiter et d'utiliser les Données pour les besoins du Projet. Ce droit est concédé à Renault et GeoTwin à titre gratuit et en contrepartie de l'accès aux Résultats.
Île-de-France Mobilités garantit la fraîcheur des Données et déclare qu'elles sont libres des droits de tiers, leur détention, utilisation ou intégration dans d'autres supports ou Résultats ne porte aucune atteinte aux droits des tiers.
Île-de-France Mobilités fournira tous éléments d'information nécessaires à leur utilisation (spécifications, documentation technique, manuel, guide opératoire, …).

2.4 Modalités d'utilisation des Données

Renault et GeoTwin reconnaissent que les Données constituent des informations confidentielles et veilleront à ce titre à les garder confidentielles et à ne pas les divulguer ou les communiquer à des tiers.
GeoTwin s'engage au titre des présentes à ne traiter les Données que pour les seules finalités définies par la Région, Île-de-France Mobilités et, le cas échéant Renault, pour les seuls besoins du Projet. GeoTwin ne pourra sous-traiter la prestation convenue avec Renault/Regienov et à ce titre mettre les Données à disposition de tiers sous-traitants.

2.5 Propriété des Données

Dans le cadre de la Convention, le Fournisseur reste titulaire des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature afférents aux Données.

3 Résultats du projet

3.1 Contenu des Livrables

Dans le cadre de la Commande, GeoTwin s'est engagé à accomplir sa prestation et à remettre à Renault les premiers Résultats (présentation et rapport de l'étude) dans un délai maximum de 90 jours après la fourniture des Données. Renault mettra ces Résultats à disposition de la région et Île-de-France Mobilités dans un délai de 60 jours suite à la remise de GeoTwin.

3.2 Modalités de partage des Livrables

En contrepartie des droits consentis par Île-de-France Mobilités ci-avant, Renault concède à la Région et Île-de-France Mobilités un droit non-exclusif d'accéder, traiter et utiliser les Résultats dans le cadre et pour les besoins du Projet. Toute publication de Résultats devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite de Renault.

3.3 Propriété des Livrables

Dans le cadre de la Convention, le Fournisseur reste titulaire des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature afférents aux Livrables qu'il met à disposition.
La mise à disposition des Livrables ne pourra en aucun cas être interprétée comme conférant un droit quelconque autre que celui stipulé expressément dans les présentes, ni comme une divulgation au sens du droit des brevets.
Le Fournisseur concèdera gratuitement aux autres Parties, un droit d'utilisation des Livrables, à titre non exclusif et non cessible, pour la durée de la présente Convention, dans le respect des obligations de confidentialité de l'article 4 ci-après.

4 Confidentialité

Les partenaires ne sont pas soumis à l'obligation de confidentialité prévue aux articles 2.4 et 3.2 de la Convention en cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer le propriétaire concerné de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer. Si une partie seulement de l'Information Confidentielle tombe dans le champ d'application de l'une des exceptions ci-dessus énumérées, seule cette partie de l'Information Confidentielle sera exonérée des obligations de confidentialité.

5 Dispositions générales

5.1 Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

5.2 Droit applicable et règlement des litiges

La présente convention est soumise au droit français.
Les Signataires s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.
Les litiges éventuels entre les Signataires, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal administratif de Paris.

5.3 Résiliation de la convention

5.3.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

La Région et Île-de-France Mobilités peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général.

A cet effet, les Parties se réuniront à l'initiative de la partie la plus diligente afin de s'accorder sur la possibilité ou non de poursuivre l'exécution des présentes.

5.3.2 Résiliation pour faute

A la demande expresse et motivée de l'un des Signataires, la présente Convention peut être résiliée en cas de méconnaissance, par l'une des parties de ses obligations et notamment en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité, sans que la partie défaillante ne puisse réclamer aucune indemnité. La résiliation sera effective à l'issue d'un délai d'un mois courant à compter de la réception d'une mise en demeure envoyée par courrier recommandée restée infructueuse.

5.3.3 Résiliation pour cas de force majeure

Si, pour un cas de force majeure, les Parties ne sont plus en mesure d'assurer les obligations mises à leur charge par les présentes, la présente Convention pourra être résiliée sans indemnité.
A cet effet, l'une ou l'autre des Parties enverra par courrier recommandé aux autres Parties une notification motivée justifiant d'un cas de force majeure. Les autres parties s'engagent à se rapprocher afin de convenir ou non de la résiliation de la présente Convention ou de sa poursuite, en tout ou partie.

5.4 Date d'effet et durée de la convention

La durée de la présente Convention est liée à celle de la commande entre Regienov et GeoTwin et à la remise de Résultats. A l'expiration de la commande ou suite à la remise des Résultats, les Parties considèrent que les présentes sont terminées sans besoin d'une notification quelconque. Les Données seront restituées au Fournisseur.

6 RGPD

Dans le cadre de la présente Convention, les Parties s'engagent à respecter le Règlement n°2016/679, dit Règlement général sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) et la loi n°78-17 Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.
Dans le cadre de la présente Convention, les Parties s'engagent à mettre à disposition des autres Parties des données et bases de données anonymisées, de sorte qu'aucune donnée à caractère personnel (toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable) ne sera échangée durant l'Expérimentation.

La présente convention est établie en quatre (4) exemplaires originaux.

A PARIS, notifié le ,

La présidente du conseil régional Île-de-France **Valérie Pécresse**	**Le Directeur Général d'Île-de-France – Mobilités** **Laurent Probst**
Renault, Alliance SVP Business Development **Hadi Zablit**	**La Présidente et directrice générale de GeoTwin** **Göknur Sirin-Jubin**

Annexe 3 : convention Institut Paris Région - Région

CONVENTION DE FINANCEMENT D'UNE ETUDE DE PREFERENCE DECLAREE SUR UN SERVICE DE VEHICULE AUTONOME ENTRE L'AEROPORT DE ROISSY CHARLES DE GAULLE ET LA DEFENSE

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
dûment mandaté par la délibération N° CP2020-076 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : INSTITUT PARIS REGION
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 775684483 - 00065
Code APE : 71.12B
dont le siège social est situé au 15 rue Falguière, 75015 Paris ;
ayant pour représentant Monsieur Fouad Awada, Directeur général,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-54 du 9 mars 2017 modifiée par délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019, portant sur les révisions de ce plan.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2020-076 du 31 janvier 2020, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'INSTITUT PARIS REGION pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : REALISATION D'UNE ENQUETE DE PREFERENCE DECLAREE SUR UN SERVICE DE VEHICULE AUTONOME ENTRE L'AEROPOIRT DE ROISSY CHARLES DE GAULLE ET LA DEFENSE.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 51 700,00 € TTC, soit un montant maximum de subvention de 25 850,00 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 31 janvier 2020 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 31 janvier 2020.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2020-076 du 31 janvier 2020.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
INSTITUT PARIS REGION
Monsieur FOUAD AWAD, Directeur général

ANNEXE 1

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-076

DOSSIER N° 20001032 - PARTICIPATION AUX FRAIS LIES A UNE ETUDE SUR LE VEHICULE AUTONOME ENTRE ROISSY ET LA DEFENSE

Dispositif : Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT (n° 00001064)
Délibération Cadre : CR2017-54 du 09/03/2017
Imputation budgétaire : 938-80-6574-180001-200
Action : 18000101- Etudes générales, expérimentations et innovations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route – Management de la mobilité - FCT	51 700,00 € TTC	50,00 %	25 850,00 €
	Montant total de la subvention		25 850,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INSTITUT PARIS REGION (IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF)
Adresse administrative	:	15 RUE FALGUIERE 75015 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Fouad AWADA, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : attribution d'un financement visant à la participation aux frais liés à une étude sur le véhicule autonome entre Roissy et La Défense

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les données sont attendues et nécessaires dans le cadre d'une autre étude dont le rendu est prévu pour le mois de février 2020.

Description :
L'objectif est de participer aux frais liés à une étude sur le véhicule autonome partagé qui sera menée par l'Institut Paris Région. Cette étude vise à mieux connaître la demande potentielle des futurs usagers des véhicules autonomes. Elle servira de source de données pour la mise en place d'un service de mobilité partagée (multi passagers), propre et autonome entre l'Aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et La Défense.
Au-delà des frais liés à la réalisation de l'étude sur le véhicule autonome en tant que telle, elle nécessite aussi l'acquisition de deux bases de données (BVD sur les établissements en Île-de-France, AirDNA sur les locations AirBnB en Île-de-France) ainsi que l'acquisition du logiciel MobiAnalyst On-Line de calcul d'accessibilité routière.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- **REGION ILE DE FRANCE**

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	**Montant**	**%**
Etude de préférences déclarées sur le véhicule autonome	**25 000,00**	**48,36%**
Base de données BVD sur les établissements en Île-de-France	**16 200,00**	**31,33%**
Base de données AirDNA sur les locations AirBnB en Île-de-France	**4 500,00**	**8,70%**
Logiciel MobiAnalyst On-Line de calcul d'accessibilité routière	**6 000,00**	**11,61%**
Total	**51 700,00**	**100,00%**

Recettes (€)		
Libellé	**Montant**	**%**
Région Île-deFrance	**25 850,00**	**50,00%**
Institut Paris Région	**25 850,00**	**50,00%**
Total	**51 700,00**	**100,00%**

Annexe 4 : Convention d'études sur le Boulevard Périphérique

Convention d’études pour améliorer la connaissance du trafic et de ses nuisances sur le boulevard périphérique

Entre

- L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France**, représentée par la présidente du conseil régional, dûment mandatée par délibération n° CP2020-076 de la commission permanente en date du 31 janvier 2020

- La **Métropole du Grand Paris** représentée par le Président Patrick OLLIER

- Le **Conseil Départemental des Hauts-de-Seine**, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n°XX en date du

- Le **Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis**, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n°XX en date du

- Le **Conseil Départemental du Val-de-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n°XX en date du

- **La Ville de Paris** représentée par Madame la Maire de Paris dûment mandatée par délibération n°2019 DVD 119 en date du 2019

- Le Syndicat des Transports d'Île-de-France , établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016/091 en date du 30 mars 2016,

Ci-après désigné **Ile-de-France-Mobilités ou IDFM**

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2019 DVD 119 en date du_____ relative à l'approbation de la convention d'études pour améliorer la connaissance du trafic et de ses nuisances sur le boulevard périphérique.

Préambule :

Une infrastructure d'intérêt métropolitain et régional appelée à se transformer

Voie communale de la Ville de Paris qui en assure l'entretien et l'exploitation, le boulevard périphérique est avant tout une infrastructure métropolitaine et régionale : tant la place qu'il représente dans les flux de transport que les nuisances qu'il engendre pour ses riverains l'illustrent.

C'est donc à cette échelle et dans un cadre partenarial qu'il convient d'apporter des réponses aux différents enjeux soulevés par cette infrastructure.

Améliorer notre connaissance de cette infrastructure pour nourrir sa transformation

Transformer cette infrastructure implique aujourd'hui de d'enrichir notre connaissance du boulevard périphérique avec de nouvelles données. Ainsi que l'a relevé la Mission d'information et d'évaluation du Conseil de Paris sur le devenir du périphérique parisien, les données disponibles sont aujourd'hui insuffisantes et « *comprendre le rôle joué par le périphérique dans l'économie de la mobilité francilienne requiert un éclairage statistique actualisé et le plus complet possible, puisque les pratiques ont évolué rapidement ces dernières années* ».

La présente Convention, qui s'inscrit dans ce cadre, a pour finalité de lister et définir les données à acquérir et les études à mener concernant le boulevard périphérique. Ces études viendront nourrir les échanges sur l'avenir du périphérique entre les collectivités du Grand Paris et devraient à cette fin permettre :

- de mieux comprendre le rôle joué par le périphérique dans la mobilité francilienne, et en particulier d'améliorer notre connaissance sur les origines-destinations et sur les usages du boulevard périphérique. Il s'agit là d'une condition indispensable pour être en mesure de proposer des alternatives crédibles à la voiture individuelle et à l'autosolisme. Plus généralement, de tester des moyens d'enquête innovants permettant de disposer de données fiables et régulières qui viendront compléter les données issues de l'Enquête Globale Transport et les données plus récentes qui ne renseignent que sur des aspects purement quantitatifs du trafic.

- de tester des instruments de mesure innovants nécessaires à la mise en œuvre des politiques de mobilité des années à venir : réserver des voies du périphérique aux véhicules propres, au covoiturage, et le cas échéant aux transports collectifs, si ces propositions sont mises en œuvre, nécessitera de disposer des instruments de mesure permettant de contrôler la mise en œuvre de ces politiques. Certains de ces instruments sont encore à l'état de prototypes et il convient donc de les tester pour déterminer ceux d'entre eux qui seront les plus efficaces pour faire évoluer les usages sur le boulevard périphérique ;

- d'affiner notre connaissance des nuisances engendrées par la circulation automobile sur cette infrastructure et de mesurer l'impact des décisions adoptées pour transformer le périphérique.

Dans ce cadre les Parties conviennent ce qui suit :

Article 1

–

Principes

Les parties à la Convention confient à la Ville de Paris, propriétaire et exploitant du boulevard périphérique, le soin de lancer les enquêtes et études définies dans les articles suivants.

La Ville de Paris s'engage à partager les résultats de ces études avec toutes les parties à cette Convention (ci-après « la Convention »).

Article 2

–

Comité de pilotage

Les Départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne s'engagent à mettre à disposition leurs moyens d'observation et d'étude relatifs aux voiries départementales structurantes connectées au périphérique.

L'Etat et les Départements, gestionnaires de réseaux routiers structurants, s'engagent à mettre à disposition les données pertinentes des réseaux routiers nationaux et départementaux connectés au périphérique.

Les Parties à la Convention définissent, au sein d'un comité de pilotage, le cadre méthodologique dans lequel les études et enquêtes prévues par cette Convention seront menées et les données utilisées. Les membres du comité de pilotage sont consultés à chaque étape du déroulement des études et enquêtes. Les autres collectivités franciliennes qui le souhaitent peuvent également rejoindre ce comité afin d'y suivre la conduite des études et d'être associées à leurs résultats.

Ces résultats seront également partagés au sein de l'atelier du boulevard périphérique, qui associe également les communes et EPT du périmètre intra-A86.

Article 3

–

Enquêtes relatives aux flux empruntant actuellement le périphérique et les voies structurantes qui lui sont connectées : origines-destinations, composition du trafic, profils des usagers

Actuellement le périphérique est équipé de boucles de comptage, permettant d'avoir en continu la donnée sur les débits.

La Ville de Paris mène également, à intervalles réguliers, des enquêtes plaques pour caractériser la composition de trafic. Une première analyse de données origines-destinations (O-D) issues des données *Floating Car Data* (FCD) des véhicules particuliers a également été engagée en 2019.

Ces données doivent être complétées, afin de dégager une connaissance plus fine des usagers de l'infrastructure. Il s'agit notamment de réaliser les enquêtes et analyses suivantes (liste non exhaustive), sur le périphérique et son aire d'influence immédiate, définie comme l'ensemble des voies nationales et départementales connectées au périphérique dans un rayon de 1 km : :

- analyse de données FCD ou autres données GPS, permettant de connaître les matrices O-D, si possible par catégories de véhicules

- analyse du trafic des poids lourds, afin de caractériser leur transit. Cette analyse pourrait être faite en utilisant le modèle MODUS de la DRIEA, et/ou à partir de

données FCD ou de données issues des boîtiers de suivi des flottes, avec des méthodologies innovantes à tester.

- Mesure du nombre d'usagers par véhicule, afin de connaître notamment les potentiels de covoiturage : cette enquête pourra être faite sur la base de dispositifs innovants (reconnaissance par caméra et analyse d'images notamment), puisque les mesures par comptage visuel sont difficiles à réaliser avec un niveau de précision suffisant dans le contexte du boulevard périphérique (vitesse de circulation et distance d'observation importante). Ces dispositifs de mesure par caméra pourront nécessiter, pour être réalisés, quelques travaux de réseaux/génie civil.

- étude exploratoire pour progresser dans la connaissance des usages : il s'agit d'enquêter sur les usagers afin d'obtenir des données plus qualitatives sur leur profil, leur motif de déplacement, les déterminants de l'utilisation du périphérique, leur sensibilité aux alternatives, etc.

Article 4

–

Études relatives aux usages et au contrôle des voies dédiées

Études relatives aux futurs usages de la voie réservée :

A la lumière des données recueillies, il sera procédé à une analyse du potentiel d'usage des voies dédiées par les véhicules « propres » et par les véhicules en covoiturage, selon différents scenarios.
Ile-de-France Mobilités étudiera l'opportunité d'utilisation de la voie dédiée par des lignes de transport en commun, au regard de la demande et de l'offre existante en matière de transports collectifs dans le cœur de l'agglomération.

Études relatives au contrôle des voies dédiées

Il est proposé de tester des solutions techniques qui permettraient de contrôler les véhicules sur les voies dédiées Crit'air/covoiturage, par des dispositifs de caméras et vidéo-verbalisation. En effet, la pertinence des voies dédiées est fortement dépendante de la capacité technique et règlementaire à s'assurer du bon respect des règles de circulation sur ces voies.

Article 5

–

Études relatives à la qualité de l'air et aux nuisances sonores

Il existe actuellement deux stations Airparif et trois stations Bruitparif sur le boulevard périphérique.

Dans la perspective de l'adoption de mesures ayant un effet sur la circulation sur le boulevard périphérique, il est proposé de poser des capteurs air et bruit supplémentaires à des emplacements où les conditions de circulations sont le plus susceptibles d'évoluer, afin de mesurer finement l'évolution des nuisances sonores et environnementales en lien avec la transformation progressive du boulevard périphérique, ainsi que des capteurs mesurant les particules ultrafines (de taille inférieure à 0.1 µm), l'ammoniac et les métaux. Enfin, des campagnes de mesures régulières pourront également être menées.

Par ailleurs, des études innovantes pourront être réalisées :

- études de l'influence des paramètres liés au trafic (météorologie, volume, vitesse, composition) sur les concentrations
- des mesures des émissions en conditions réelles de circulation

Article 6

–

Durée

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification pour une durée de 5 ans.

La présente convention est établie en huit (8) exemplaires originaux.

Pour la Ville de Paris, **Anne HIDALGO** Maire de Paris	Pour la Région Île-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pour l'Etat, **Michel CADOT** Préfet de la Région d'Ile-de-France Préfet de Paris	Pour le Département des Hauts-de-Seine, **Patrick DEVEDJIAN** Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine
Pour le Département de Seine-Saint-Denis, **Stéphane TROUSSEL** Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	Pour le Département du Val-de-Marne, **Christian FAVIER** Président du Conseil départemental du Val-de-Marne
Pour Île-de-France Mobilités, **Laurent PROBST** Directeur Général	Pour La Métropole du Grand Paris **Patrick OLLIER** Président

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-003

DU 31 JANVIER 2020

AFFECTATION DE LA CONTRIBUTION RÉGIONALE AUX TRANSPORTS PUBLICS FRANCILIENS ET DES PARTICIPATIONS À LA TARIFICATION SOLIDARITÉ TRANSPORTS ET IMAGINE R

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, et notamment son article 1er ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 63-14 du 21 novembre 2014 relative aux aides régionales au financement des déplacements en transports en commun : action régionale d'aide au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France et aide régionale en faveur des jeunes pour leur faciliter l'utilisation des transports en commun ;

VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif unique des forfaits Navigo, Navigo Solidarité et Imagine R Etudiant « toutes zones » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 03-16 du 21 janvier 2016 relative à la suppression de la réduction tarifaire dans les transports pour les étrangers en situation irrégulière ;

VU la délibération n° CR 2017-08 du 23 janvier 2017 relative à l'ajustement du montant de la subvention régionale relative au financement du titre de transport des jeunes suite à la suppression des zones tarifaires ;

VU la délibération n° CP 2018-007 du 24 janvier 2018 relative aux conventions entre la région Île-de-France et Île-de-France Mobilités pour les années 2018, 2019 et 2020 pour la tarification solidarité transports et Imagine R ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-003 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 *:*

Décide d'affecter au Syndicat des Transports d'Île-de-France une autorisation d'engagement de 388 329 500 € disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-019 (181019) « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », action 18101901 « Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens », du budget 2020.

Article 2 :

Décide d'attribuer au Syndicat des Transports d'Île-de-France au titre de la participation régionale en 2020 au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Ile-de-France, une subvention forfaitaire d'un montant de 72 440 000 €.

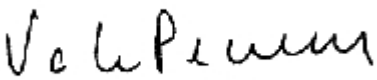
Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit de 72 440 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-020 (181020) « Actions spécifiques en matière de tarification », action 18102003 « Aide au transport des personnes les plus modestes », du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'attribuer au Syndicat des Transports d'Île-de-France une subvention forfaitaire en 2020 contribuant au financement de la carte Imagine R, d'un montant de 23 900 000 €.

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondant au montant de subvention susmentionné, soit de 23 900 000 €, disponible sur le chapitre 938 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-020 (181020) « Actions spécifiques en matière de tarification », action 18102001 « Carte Imagine R», du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc162934-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1: fiche projet tarification solidarités transport

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-003

DOSSIER N° 19011912 - Action régionale d'aide au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Île-de-France pour 2020

Dispositif : Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes (n° 00000294)
Délibération Cadre : CP2018-007 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 938-810-65738-181020-200
Action : 18102003- Aide aux transports des personnes les plus modestes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	72 440 000,00 € HT	100,00 %	72 440 000,00 €
	Montant total de la subvention		72 440 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : FINANCEMENT PAR LA RÉGION DES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES LES PLUS MODESTES EN ÎLE-DE-FRANCE

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La tarification Solidarité Transport inclut la gratuité Solidarité Transport et la réduction Solidarité Transport.

* La gratuité est ouverte aux allocataires du RSA résidant en Île-de-France sous conditions de ressources fixées par le Île-de-France - Mobilités ainsi qu'aux membres de leur foyer, aux personnes résidant en Île-de-France et bénéficiaires à la fois de l'ASS et de la CMU-C et aux jeunes Franciliens résidant en Ile-de-France, sortis du système scolaire et sans emploi, stagiaires de la formation professionnelle continue et engagés dans l'un des dispositifs suivants du Service public régional de formation et d'insertion professionnelle : Avenir Jeunes, programme Compétences, Ecole de la Deuxième chance.
* Réduction Solidarité Transport.

La réduction Solidarité Transport est ouverte aux personnes résidant en Île-de-France et bénéficiaires de la CMU-C ainsi qu'aux membres de leur foyer, et aux allocataires de l'ASS non bénéficiaires de la CMU-C.

La réduction Solidarité Transport :
o permet de bénéficier du demi-tarif pour l'achat de tickets t+ extraits d'un carnet et/ou de billets « origine-destination » à l'unité ou en carnet ;
o donne le droit de circuler avec un forfait Navigo Solidarité, semaine ou mois, vendu avec 75% de réduction par rapport au forfait Navigo de même zonage et même durée.

Détail du calcul de la subvention :
La convention porte la contribution de la Région en 2020 à hauteur de 72 440 000 €.
Les droits à réduction et les forfaits Navigo Solidarité sont délivrés sur passe Navigo.
La contribution financière apportée par la Région vise à couvrir les coûts supplémentaires découlant des mesures du dispositif qui vont au-delà des principes définis par la loi SRU du 13/12/2000 (extension du taux de réduction de 50 % à 75 % pour les forfaits Navigo Solidarité), ainsi qu'une partie des coûts de gestion.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Annexe 2: fiche projet Imagine R

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-003

DOSSIER N° 19011911 - Financement des déplacements des jeunes en transport en commun pour 2020

Dispositif : Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R (n° 00000291)
Délibération Cadre : CP2018-007 du 24/01/2018
Imputation budgétaire : 938-810-65738-181020-200
Action : 18102001- Carte Imagine R

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	23 900 000,00 € HT	100,00 %	23 900 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 900 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN 75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide régionale en faveur des jeunes pour l'utilisation des transports en commun.

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Détail du calcul de la subvention :
La subvention de la Région vise plus précisément à contribuer au financement des coûts découlant du transfert de la clientèle des étudiants du pass Navigo vers l'abonnement Imagine R.

La subvention de la Région est égale à un forfait de référence actualisé en fonction des hausses tarifaires. Sans hausse tarifaire depuis 2017, la subvention pour l'année 2020 reste pour la quatrième année consécutive sur le montant de 23,9 Millions €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-117

DU 31 JANVIER 2020

ATTRIBUTION DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE AU BÉNÉFICE DE MONSIEUR PIERRE SERNE, CONSEILLER RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 4135-29 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU le rapport n°CP 2020-117 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

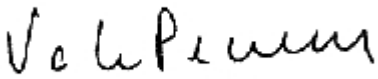
Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'accorder à Monsieur Pierre Serne, Conseiller Régional d'Ile-de-France, le bénéfice de la protection fonctionnelle prévue par les dispositions de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales, pour les faits décrits en exposé des motifs.

Les dépenses correspondantes sont prélevées sur les crédits du chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » programme HP 0202-012 « Fonctionnement des services » action 10201208 « Frais d'actes et de contentieux ».

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le , depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc171187-DE-1-1) et affichage ou notification le .

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-077

DU 31 JANVIER 2020

RAPPORT DONNANT MANDATS SPÉCIAUX AUX ÉLUS RÉGIONAUX - JANVIER 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU Le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU Les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 DU 21 septembre 2017.

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 04-16 du 22 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU Le budget de la Région pour l'année 2019 ;

VU La délibération n° CP 2019-035 du 24 janvier 2019 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 « Services généraux » ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-077 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

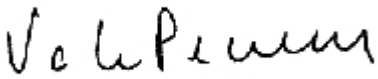
Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167276-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Liste des mandats spéciaux

TABLEAU CP DU 31 JANVIER 2020

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSPORT SUR SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
PECRESSE	**Valérie**	Portugal	Lisbonne	Signature accord avec l'aire métropolitaine de Lisbonne	**10/02/2020**	**11/02/2020**	x	x	x			x
DIRRINGER	**Marie-Christine**	Portugal	Lisbonne	Signature accord avec l'aire métropolitaine de Lisbonne	**10/02/2020**	**11/02/2020**	x	x	x			x
DUBLANCHE	**Alexandra**	France	Cannes	Salon du MIPIM	**09/03/2020**	**11/03/2020**	x	x	x			x
DUGOIN-CLÉMENT	**Jean-Philippe**	Côte d'Ivoire	Abidjan	Rencontres d'Abidjan	**27/02/2020**	**28/02/2020**		x	x	x	x	x

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-079

DU 31 JANVIER 2020

ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION EN FAVEUR DE LA SECRIF - PREMIER ACOMPTE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.4135-22 à L.4135-25 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017, relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2017 ;

VU la délibération n° CP 2018-051 du 24 janvier 2018 relative à l'approbation de la convention 2018-2022 entre la Région et la SECRIF ;

VU le budget de la Région pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

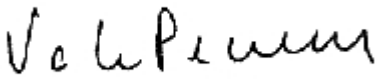
VU le rapport n°CP 2020-079 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'attribuer à la SECRIF un premier acompte d'un montant de 1 120 000 euros et d'affecter une autorisation d'engagement du même montant, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP021-019 (102019) « Société d'entraide des conseillers régionaux », action 10201901 « SECRIF » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

31/01/2020 12:17:53

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167639-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-070

DU 31 JANVIER 2020

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES ET SPÉCIFIQUES D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME SUR LES CHAPITRES 930 ET 900 "SERVICES GÉNÉRAUX" - PREMIER RAPPORT 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

Vu Le budget de la Région pour l'année 2020

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-070 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 24 538 000 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » pour les dépenses de fonctionnement des services, répartie sur les programmes suivants :

- Programme HP 0202-011 « Charges liées aux immeubles » pour un montant provisionnel de 18 942 600 euros,

- Programme HP 0202-012 « Fonctionnement des services » pour un montant provisionnel de 5 010 400 euros,

- Programme HP 0202-013 « Véhicules » pour un montant provisionnel de 585 000 euros.

Article 2 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 1 412 000 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme

HP 021-020 « Fonctionnement général du Conseil régional » pour les dépenses liées au fonctionnement de l'Assemblée régionale.

Article 3 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 244 000 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 022 « Conseil économique, social et environnemental régional », programme HP 022-023 « Fonctionnement général du CESER » pour les dépenses liées au fonctionnement du CESER.

Article 4 :

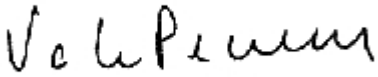
Affecte une autorisation de programme de 3 544 000 euros disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-001 « Moyens des services » pour les dépenses d'équipement de la collectivité, dont 466 600 euros à titre provisionnel et 3 077 400 euros affectés spécifiquement.

Le montant affecté spécifiquement se répartit comme suit :

- Action 10200101 « Travaux » : 2 345 400 euros sont affectés pour la réalisation de travaux d'aménagement, d'adaptation et de mise aux normes sur les bâtiments régionaux.

- Action 10200103 « Matériel et mobilier » : 732 000 euros sont affectés à l'acquisition de mobilier et d'équipements nécessaires au fonctionnement des services, de matériels de cuisine complémentaires ainsi que de compléments d'équipements audiovisuels et de sécurité.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167107-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-066

DU 31 JANVIER 2020

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES ET SPÉCIFIQUES DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT RELATIVES À LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - 1ER RAPPORT
HABILITATION DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE À SIGNER UNE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DES PERSONNELS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE (ASCRIF)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 9 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU Le budget de la région Ile-de-France pour 2020 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 930 « Services généraux », 932 « Enseignement », 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » et 900 « Services Généraux » ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-066 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dépenses associées aux frais de personnel :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 3.276.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004) du budget 2020 pour les dépenses liées aux agents des services du siège.

Article 2 : Formation, information des élus régionaux :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 300.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-021 « Formation, information des élus régionaux » (102021) du budget 2020 pour les dépenses de formation des élus du Conseil régional.

Article 3 : Indemnités et charges du CESER :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 40.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 022 « Conseil économique, social et environnemental régional», programme HP 022-022 « Indemnités et charges du CESER » (102022) du budget 2020 pour les dépenses de formation des élus du CESER.

Article 4 : Dépenses associées aux agents des lycées :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 700.000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-024 « Dépenses associées aux agents des lycées » (122024) du budget 2020 pour les dépenses liées aux agents des lycées.

Article 5 : Amélioration de l'environnement professionnel :

Affecte à titre provisionnel une autorisation de programme de 100.000 € disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0201 « Personnel non ventilé », programme HP 0201-026 Amélioration de l'environnement professionnel » (102026) du budget 2020 pour les dépenses liées à l'intégration professionnelle et au maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Article 6 : Frais de fonctionnement des groupes d'élus :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 15.000 € disponible sur le chapitre 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus », programme HP 01-003 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » (101003) du budget 2020 pour les dépenses liées à la formation des collaborateurs de groupes d'élus.

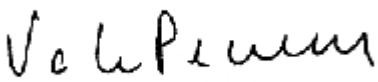
Article 7 : Dépenses associées aux frais de personnel :

Autorise la Présidente de la Région d'Ile-de-France à signer la convention, telle que présentée dans l'annexe 1 établie entre la Région d'Ile-de-France et l'ASCRIF, et affecte une autorisation d'engagement de 205.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004), action 10200403 « ASCRIF » du budget 2020, correspondant au 1er acompte de la subvention annuelle.

Article 8 : Dépenses associées aux équipements de protection individuelle des agents des lycées :

Affecte une autorisation d'engagement de 975.000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 « participation aux charges de fonctionnement des lycées publics » (122017), action « Equipements de protection individuelle des agents des lycées » (12201708) du budget 2020 pour les dépenses liées aux équipements de protection individuelle des agents des lycées.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166911-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Convention entre l'ASCRIF et la région Île-de-France

CONVENTION N° 20-01

Entre : La Région Ile-de-France domiciliée 2 rue Simone Veil 93400 ST OUEN, représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente en exercice dûment habilitée à cet effet par délibération n° CR 92-15 en date du 18 décembre 2015, désignée ci-après par « la Région »

Et : L'Association Sportive et Culturelle des Personnels de la Région Ile-de-France, domiciliée 2 rue Simone Veil 93400 ST OUEN dont le N° de SIREN est le 443 620 471, représentée par son président en exercice, Monsieur Michel MORA dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 23 mai 2019, désignée ci-après « l'ASCRIF »

PREMIERE PARTIE – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Objet

La Région a décidé d'encourager et de soutenir le développement des activités de l'ASCRIF, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901, ouverte aux personnels de la Région Ile-de- France, et dont le but est de favoriser la participation de ses adhérents à des activités sportives, culturelles et de loisirs.

Il est précisé que les activités de l'ASCRIF entrent dans le champ d'application de l'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée.

Article 2 : Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir financièrement les activités de l'ASCRIF par le versement d'une subvention annuelle, sous réserve du vote des crédits 2020 par l'assemblée délibérante, et dans la limite de leur disponibilité.

Cette subvention est versée au vu d'un dossier d'appel de subvention présenté par l'ASCRIF en juin, comportant un budget prévisionnel, ainsi qu'un document décrivant les conditions d'utilisation de la subvention demandée.

La Région s'engage à mettre gratuitement à la disposition de l'ASCRIF des moyens matériels adaptés à ses besoins, compte tenu en particulier de ses effectifs, en termes de :

- bureaux,
- lignes téléphoniques, affranchissement postal,
- matériel et connexion informatiques et numérique,
- moyens de reprographie - salles de réunion,
- accès au dispositif d'archivage,
- approvisionnement en fournitures de bureaux,

- local de stockage dans le bâtiment Influence 2 situé à ST OUEN

La Région s'engage à faciliter la participation de ses agents aux activités organisées par l'ASCRIF, dans le respect du fonctionnement de leur service et des missions qu'ils leur incombent.

Au regard de leur intérêt régional, les archives de l'ASCRIF pourront faire l'objet d'un dépôt aux archives de la Région, dans le cadre des moyens alloués par la présente convention.

Article 3 : Obligations de l'ASCRIF

Article 3.1 : Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

L'ASCRIF s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 3.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s)

L'ASCRIF s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois. Elle saisit ses offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des aides régionale selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 3.3 : Rapport d'activité et bilan

L'ASCRIF s'engage à transmettre à la Région pour chaque exercice, avant le 30 juin de l'année suivante :

1°) un rapport d'activité annuel, décrivant notamment l'utilisation de la subvention annuelle versée par la Région ;

2°) le bilan et les comptes du dernier exercice certifiés par un commissaire aux comptes choisi sur la liste mentionnée à l'article L225-219 du Code de Commerce conformément à l'article L612-4 du même code.

Article 3.4 : Dépôt des comptes

L'ASCRIF déposera à la préfecture, ses comptes, ainsi que la présente convention datée et signée, conformément à l'article 10, 6e alinéa, de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.

Par ailleurs, l'ASCRIF s'engage à porter à la connaissance de la Région :

- le nom et les coordonnées du commissaire aux comptes ;
- toute modification de ses statuts ou de la composition de ses organes statutaires (conseil d'administration, bureau, président et trésorier) ;

- le montant et l'objet des autres subventions qui lui auront été attribuées durant l'exécution de la présente convention ;
- par écrit, documents à l'appui, toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- les différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants, ainsi que les éventuelles difficultés qu'elle pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans son déroulement.

De plus, l'ASCRIF s'engage, à l'occasion de sa participation à des événements extérieurs, à promouvoir les atouts de la Région Ile-de-France.

Enfin, l'ASCRIF s'engage à faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'utilisation des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toute pièce justificative.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention est effectué sur présentation d'un appel de fonds sur le compte ouvert au nom de l'ASCRIF au Crédit Du Nord, Paris Vaneau (compte N°30076 – 02037 – 18379600200 – 19).

La subvention annuelle est mandatée en deux fois :

- **Un premier acompte versé après signature annuelle de la convention** correspondant à 50% de la subvention votée au budget 2020 ;
- **le solde versé après l'Assemblée Générale**, après communication notamment à la Région du rapport d'activité et des comptes certifiés par le commissaire aux comptes de l'exercice écoulé.

Cette dépense est imputée sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », Programme HP0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel », Action 10200403 « ASCRIF ».

Le comptable assignataire de la Région est le Directeur régional des finances publiques d'Ile-de France et du Département de Paris (9 rue Réaumur 75002 PARIS).

Au titre de l'année 2020, le montant de la subvention s'élève à **410.000 €**, sous réserve du vote du budget et de la disponibilité des crédits.

Article 5 : Modalités de versement du solde de la subvention

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un rapport d'activité et des comptes certifiés par le commissaire aux comptes de l'exercice écoulé,
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,

- le justificatif de recrutement (convention de stage) du stagiaire ou de l'alternant devant être recruté dans le cadre du dispositif « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » (cf art 3.2), conformément à la dérogation présentée en annexe à cette convention.

Les documents financiers seront signés par le commissaire aux comptes. Tous justificatifs et documents comptables seront mis à disposition dans les bureaux de l'ASCRIF.

Article 6 : Révision du montant de subvention

Le montant de la subvention accordée par la Région pourra être révisé conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 et prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2017

Article 7 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par l'ASCRIF du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, l'ASCRIF est invitée à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'ASCRIF sont à la charge de cette dernière.

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, et ce, pour une durée d'un an. Elle expire à la date d'achèvement des obligations respectives des deux parties.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant soumis à l'approbation de la commission permanente de la Région Ile-de-France et du conseil d'administration de l'ASCRIF.

<u>Article 10</u> : Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites dans les conditions suivantes.
La Région peut également prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

La résiliation sera effective à l'issue d'un délai de préavis de 6 mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée par lettre recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :
- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

La résiliation ne peut intervenir qu'après que la partie défaillante aura été mise en demeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'ASCRIF par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

DEUXIEME PARTIE – GESTION DE LA SALLE MULTISPORTS ET DE L'ESPACE PUTTING GREEN DE L'IMMEUBLE « INFLUENCE 1 »

<u>Article 11</u> : Gestion de la salle multisports

L'assemblée régionale a décidé d'implanter ses services administratifs ainsi que la Présidence de la Région Île-de-France à Saint-Ouen en Seine-Saint-Denis, en prenant en location le site « Influence », 2 rue Simone Veil à compter du 29 janvier 2018 (délibération CR n° 219-16 du 18 novembre 2016).

Le bâtiment « Influence 1 » comprend une salle multisports équipée par le bailleur. La gestion de cette salle multisports a été confiée à l'ASCRIF, en application de l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983.

L 'ASCRIF et la Région ont décidé d'une amplitude horaire d'ouverture de 7h30 à 19h30.

Le Conseil d'Administration de l'ASCRIF se laisse la possibilité de pouvoir moduler cette amplitude horaire à tout moment de l'année et après concertation avec la Région.

Un espace « putting green », dédié à l'initiation au golf, est également installé au sein du bâtiment « Influence 1 ».

L'exploitation des espaces sportifs (salle multisports et espace putting green) comprend les deux missions essentielles suivantes :

Accueil et animation des usagers dans un objectif de loisirs, de sport et de détente :

- Accueil des usagers et garantie de leur sécurité,
- Animation des équipements, organisation et coordination d'activités et d'animations sportives ou de loisirs propices à leur fréquentation,
- Diversification et renouvellement de l'offre d'activités,
- Développement avec la Région d'événements fédérateurs,
- Création d'équipes en vue de la participation à des compétitions et des challenges interentreprises, à des stages d'initiation ou stages de perfectionnement en lien ou pas, avec les activités proposées par l'ASCRIF.

Exploitation des activités dont l'ASCRIF a la responsabilité :

- Gestion technique, administrative et financière des activités dont elle a la responsabilité,
- Maintenance des équipements et renouvellement des petits équipements sportifs,
- Achat du gros matériel sportif qu'elle jugera nécessaire d'ajouter à la salle de sport, et après délibération de son CA et validation par les services techniques de la Région sur la faisabilité,
- Prestation extérieure missionnée à la suite de la publication et du lancement d'un marché public pour s'occuper du recrutement, de la formation et de l'encadrement du personnel qualifié affecté à la salle multisports.

L'ASCRIF s'assurera du niveau des pratiquants, surveillera la pratique des activités physiques et sportives se déroulant dans la salle, vérifiera que le matériel est en bon état et bien utilisé, et assurera une formation aux adhérents à la bonne utilisation de l'ensemble des appareils avec délivrance d'un certificat validant leur utilisation en autonomie.

Pour la mise en place de l'activité golf, l'ASCRIF s'engage à l'entretien du putting green.

Article 12 : Usagers de la salle multisports

L'accès à la salle multisports est réservé aux personnes suivantes :

Personnels de la Région Île-de-France adhérents de l'association, et invités*.
(*****Le nombre d'invités sera limité et laissé à la discrétion du vote du Conseil d'administration de l'ASCRIF).

L'entrée de la salle multisports se fera obligatoirement avec un badge délivré par l'ASCRIF.

Article 13 : Conditions d'exploitation

Sont proposés aux usagers :

- l'accès aux espaces musculation et cardio-training aux plages horaires précisées à l'entrée de la salle, et conformément à l'article 11 de la présente convention,

- des cours collectifs de fitness, yoga, pilates, boxe…alternant chaque jour la nature et le niveau des cours.

Ces séances peuvent évoluer suivant les périodes de l'année.

Les cours collectifs sont sous la responsabilité d'éducateurs sportifs diplômés.

Des animations et évènements fédérateurs seront proposés aux plages horaires les plus fréquentées par les usagers (début de matinée, midi et/ou début de soirée).

Le conseil d'administration de l'ASCRIF déterminera les tarifs d'accès à la salle multisports dès sa prise d'exploitation. Ces tarifs seront révisables chaque année.

Cette organisation vise le développement et l'incitation à la pratique sportive et/ou activité physique pour toutes et tous.

<u>Article 14</u> : Règlement intérieur

Le règlement intérieur de la salle multisports, en annexe n°1 à la présente convention, est élaboré par l'ASCRIF. Toute modification du règlement intérieur ne peut intervenir que par décision expresse de son conseil d'administration.

Le règlement intérieur est consultable sur le site internet de l'ASCRIF et affiché à l'entrée de la salle, à la vue de tous les usagers, au même titre que :

- la déclaration d'établissement d'activités physiques, cette déclaration ne relève pas de la responsabilité de l'ASCRIF.
- un tableau d'organisation des secours dans l'établissement comportant les adresses et numéros de téléphone des personnes et organismes susceptibles d'intervenir en cas d'urgence,
- les garanties d'hygiène et de sécurité et les normes techniques particulières applicables à l'encadrement des activités physiques et sportives,
- la copie de l'attestation d'assurance en responsabilité civile de l'ASCRIF,
- les titres, diplômes, cartes professionnelles et récépissés de déclaration des personnels chargés de l'enseignement, de l'encadrement ou de l'animation des activités sportives.

L'ASCRIF informe notamment les usagers de la faculté qui leur est offerte de prendre connaissance du règlement intérieur et d'exprimer leur avis (cahier, site internet) sur le service rendu.

L'ASCRIF veille :

- au respect du règlement intérieur par les usagers,
- à l'absence de tout agissement qui pourrait entraîner la dégradation des ouvrages, matériels et équipements (vandalisme, effraction…),
- au comportement respectueux des adhérents lors de leur pratique dans la salle envers les autres adhérents, les coachs sportifs et le personnel salarié et bénévole de l'association.

<u>Article 15</u> : Engagements de la Région

La Région met à disposition de l'ASCRIF un plan d'évacuation, met en place et assure l'entretien et le suivi technique réglementaire des installations et équipements de protection incendie et de premiers secours (sécurité incendie, extincteurs, défibrillateur…), à l'exclusion de la trousse de secours.

La Région s'engage à mettre en place un dispositif de contrôle adapté par badge pour l'accès à la salle multisports.

La Région est responsable et assure les prestations d'entretien courant (approvisionnement en consommables, divers ampoules, papiers toilettes), souscrit en son nom et à ses frais l'ensemble des abonnements en énergie et fluides nécessaires à l'exploitation de la salle, s'assure de la propreté des locaux, surfaces, installations et équipements (notamment sanitaires), de manière à maintenir les biens en état de fonctionnement et d'exploitation.

Le gros nettoyage et les interventions techniques significatives doivent être réalisés en dehors de toute présence du public.

La Région fournit, au titre du premier équipement, des biens meubles (voir annexe n°2 : liste des matériels).

La Région autorise l'ASCRIF à utiliser le logo de la Région de façon permanente à l'intérieur des installations, ainsi que sur tous les supports d'informations édités par l'ASCRIF, en lien avec la salle multisports.

<u>Article 16</u> : Engagements de l'ASCRIF

L'ASCRIF se conforme aux dispositions de sécurité et d'évacuation définies par la Région et par les normes en vigueur.

L'ASCRIF s'engage au renouvellement et à l'entretien du petit matériel sportif.

Concernant l'exploitation de la salle multisports, l'ASCRIF s'engage à participer à une réunion annuelle avec la Région, au cours du premier trimestre de chaque année, pour faire un bilan de fonctionnement.

L'ASCRIF assure l'administration des autorisations d'accès par badge à la salle multisports, et la mise à jour des cartes d'accès, et ce, pour les coaches sportifs et adhérents.

L'ASCRIF s'engage à faire réaliser la maintenance et les réparations afférentes aux gros matériels.

Dans le cas où, un appareil serait rendu inutilisable et que le coût de sa réparation dépasse son prix d'achat, l'ASCRIF s'engage à en informer dans les plus brefs délais la Région qui prendra à sa charge financière le remplacement dudit appareil défectueux (qualité et fonctionnalités identiques ou équivalentes).

L’ASCRIF se charge du nettoyage, de l'entretien et du maintien en état de tous les matériels sportifs de la salle multisports, ainsi que de l’espace dédié à la pratique du golf.

L’ASCRIF assure la maintenance, l’utilisation et les dépenses liées à la location d’une boxe internet/Wifi dans la salle de sport.
Cette dernière permet le fonctionnement optimal des appareils sportifs, leur mise à jour et le fonctionnement d’un terminal de carte bleue.

Article 17 : Responsabilité et assurances

L’ASCRIF s’assure auprès d’une compagnie d’assurance, afin de couvrir tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de l’exploitation de la salle multisports **:**

- une police d’assurance de responsabilité civile, couvrant notamment sa responsabilité à l’égard des usagers ainsi que de son personnel. La police d’assurance couvre les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporels, matériels, immatériels) causés aux tiers.
- une assurance de dommage aux biens garantissant l’ensemble des biens mis à sa disposition contre les risques de toute nature (incendie, dégâts des eaux, explosions, foudre, grèves, actes de vandalisme…) pour leur valeur réelle.

Article 18 : Règlement des litiges

En cas de litige, né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possible, avant de saisir la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires originaux

Le	Le
Pour la Région d’Ile-de-France	**Pour l’ASCRIF Association Sportive et Culturelle des personnels de la Région Ile-de-France**

Association Sportive et Culturelle des Personnels
de la Région Île de France

ANNEXE 1

REGLEMENT INTERIEUR DE LA SALLE MULTISPORTS

Article I : Adhésions

L'accès à la salle multisports est réservé aux adhérents et invités à jour de leurs inscriptions, munis d'une carte d'accès nominative.
Le badge région n'est pas accepter. En cas d'oubli de votre carte vous ne pouvez pas accéder à la salle.

En cas de perte de la carte d'accès, il convient de prévenir l'ASCRIF par mail, afin que la réédition de votre carte soit faite dans les 48h suivant la demande, sous réserve de fournir obligatoirement une photo pour la nouvelle carte. (La première réédition est gratuite, les suivantes seront facturées 10 € pour chaque demande).

Article II : Inscription et désinscription sur la plateforme sportive

L'adhérent bénéficie d'un compte personnel sur la plateforme sportive, il peut s'inscrire et se désinscrire à tout moment à un cours collectif.
Les absences répétées aux cours collectifs sans désinscription préalable **30 min avant le début du cours** sur la plateforme entraîneront :

- L'envoi par l'ASCRIF d'un mail d'avertissement
- L'impossibilité de s'inscrire aux cours sur la plateforme à partir de 2 avertissements et ce pour une durée de 2 semaines (après la notification de l'ASCRIF)

Article Ill : Horaires de la salle multisports

La salle multisports est ouverte selon les plages horaires mentionnées à l'article 11 de la convention entre la Région et l'ASCRIF.

Le Conseil d'administration de l'ASCRIF se réserve le droit d'y apporter des modifications à tout moment.

Aucune personne ne sera autorisée à accéder à la salle en dehors des horaires d'ouverture du planning.

Article IV : Modalités d'accès et vestiaires

La salle multisports se trouvant à l'intérieur des bâtiments du Conseil régional d'Île-de-France, aucune personne ne peut y pénétrer sans un contrôle préalable au poste de sécurité ou à l'accueil du bâtiment.

Chaque personne devra présenter sa carte d'accès à l'accueil situé à l'entrée de la salle multisports.

L'utilisation des vestiaires est obligatoire pour se changer, afin de mettre une tenue correcte de sport, ainsi que des chaussures de sport propres et adaptées à l'activité en salle **(chaussures extérieures interdites après la zone de déchaussage, conformément à la signalétique mise à votre disposition)**.

L'accès au vestiaire et douches des femmes est strictement interdit aux personnels masculins et inversement.

Des casiers sont mis à la disposition des adhérents pendant la durée de leur entraînement. A la fin de celui-ci, les casiers devront impérativement être libérés.

Le port de chaussures de sport spécifiques uniquement utilisées pour la salle multisports, est obligatoire durant la séance.

Article V : Hygiène & règles d'usage

Pour des raisons d'hygiène :

- il est obligatoire de se munir d'une serviette pendant sa séance, afin de protéger les appareils de la transpiration ;
- tout adhérent sans serviette se verra refuser l'accès à la salle ;
- il est demandé de nettoyer les appareils après utilisation ; des produits appropriés sont mis à votre disposition ;
- il est interdit de déplacer les appareils de musculation et machines de cardio training ;
- les haltères, disques et barres de musculation, doivent être rangés après toute utilisation à leurs emplacements respectifs.
- des savons sont mis à votre disposition dans les sanitaires ; ils sont la propriété de l'ASCRIF.

Il est rappelé qu'il est interdit d'exercer une activité professionnelle à l'intérieur de la salle multisports. Tout cours privé est interdit sans l'autorisation du conseil d'Administration de l'ASCRIF.

Article VI : Sécurité

Conformément aux normes en vigueur, et compte tenu de la surface de la salle, le nombre maximum de personnes autorisées est fixé à 50 pour la salle multisport. La salle de musculation et cardio training ne dispose pas en permanence de coach sportif. Il convient donc d'utiliser les appareils en toute sécurité et dans la limite de ses capacités.

La pratique sportive dans la salle multisports est interdite à un sportif isolé. Dans le cas où ce dernier se retrouverait seul dans la salle, il s'engage à stopper immédiatement toute activité physique.

L'entrée est strictement interdite aux mineurs de moins de 16 ans. **Article VII : Perte, vol, dégradation**

Il est rappelé que des casiers individuels fermés par digicode sont à la disposition des adhérents dans les vestiaires. L'ASCRIF se dégage de toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'objets non entreposés dans ces derniers, pendant la durée de l'entrainement. Toute dégradation volontaire ou involontaire du matériel et des locaux doit être immédiatement déclarée à l'ASCRIF sur les heures ouvrables du bureau.

Article VIII : Sanctions

Conformément à l'article 7 (radiation) des statuts de l'association, l'ASCRIF se réserve le droit d'exclure temporairement ou définitivement toute personne pour motif grave. Toute attitude et/ou comportement qui risquerait d'importuner ou entraîner un danger pour les autres adhérents, ou qui viserait à dégrader volontairement les installations de la salle multisports, exposerait les auteurs aux sanctions prévues au présent article.

Article IX: Civisme

Il est interdit de fumer ou de manger dans la salle de sport ou dans les vestiaires /douches.

L'hydratation régulière est vivement recommandée lors de l'activité physique.
Boissons alcoolisées interdites. Bouteilles et gourdes en plastique uniquement.

L'usage du téléphone portable est autorisé sans gêne pour les autres adhérents.

Article X : Signalétique dans la salle

Une signalétique spécifique a été mise en place pour votre confort et votre sécurité ; il est demandé de la respecter.

ANNEXE 2

INFLUENCE 1

LISTE DES EQUIPEMENTS DE LA SALLE DE FITNESS fournis par la REGION

EQUIPEMENTS	REFERENCES	QUANTITES
Tapis T7xi	CA026	6
Elliptique E7xi	CA011	7
Vélo U7xi	CA030	4
Pédalo R7xi	CA017	3
Water Rower	CA018	2
MS80 G3	MU032	1
Leg Extension	MU025	1
Smith Machine	MU039	1
MG PRO ADJ CRUNCH BOARD A77	MU003	1
Adjustable Bench MG A86-03	MU003	2
Rack + Haltères (2 à 26 Kg)	MU035	1
150 kg poids	MU001	1
7xi Système	SY001	1
TAPIS MAT 140X60X15 MM BLEU	WT041	20
GYM BALL ANTI BURST 65 CM	WT030	4
BOXING MAN	WT133	2
PILLING HAID SET DE 3 PIECES	WT053	1
DOUBLE ESPALIER	AMA001	1
BARRE DE DANSE 1.5 M	AMA001	2
CONSOLE DANSE	AMA001	3

Pour information, les équipements lourds (vélos, tapis, rameurs, etc.) sont de la gamme MATRIX.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-067

DU 31 JANVIER 2020

DISPOSITIONS FAVORISANT L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DES AGENTS - HABILITATION DE LA PRÉSIDENTE À SIGNER UNE CONVENTION DE PARTENARIAT PORTANT SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE TERRITORIALISÉE AVEC LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE (CNFPT)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment ses articles 22 et suivants ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 12-1 ;

VU la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale notamment ses articles 11, 23, et 25 ;

VU le décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriales

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget de la région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

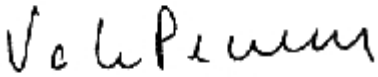
VU le rapport n°CP 2020-067 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve la convention de partenariat relative à la formation professionnelle territorialisée entre la délégation régionale première couronne d'Ile-de-France du centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et la Région Ile-de-France, jointe en annexe de la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166909-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Convention de partenariat entre le CNFPT et la région Île-de-France

Délégation
Première Couronne - Ile-de-France

Convention de partenariat portant sur la formation professionnelle territorialisée entre la Région Ile-de-France et la délégation de la première Couronne d'Ile-de-France

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France N° CP 2020-067 du 28 janvier 2020 ;

Entre d'une part

La Région Ile-de-France (désignée ci-après la Région), située 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente de la Région Ile-de-France

Et d'autre part

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale Délégation de la Première Couronne (désigné ci-après CNFPT) 145 Avenue Jean Lolive 93695 PANTIN Cedex, représenté par Monsieur Luc NEEL, Directeur de la délégation.

Ci-après conjointement désignés « les Parties »

Il est exposé ce qui suit :

Préambule

La formation professionnelle tout au long de la vie représente l'un des principaux leviers de la gestion des compétences et constitue l'outil privilégié de la stratégie de développement qualitatif des services publics locaux.

Le dispositif issu de la loi du 19 février 2007 a renforcé les droits individuels et collectifs à la formation des agents et agentes territoriaux qui s'exercent selon un jeu de responsabilités croisées entre les agents ou les agentes, les employeurs ou les employeuses et le CNFPT.

Ce dispositif implique :

- pour les collectivités : de mettre en place les conditions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie,
- pour les agents : d'être pleinement acteurs de leur formation et de leur évolution professionnelle,
- pour le CNFPT : de répondre au mieux aux besoins de formation résultant tant des parcours individuels des agents que des dynamiques collectives impulsées par les collectivités.

Dans ce cadre, l'exercice du droit à la formation résulte d'une relation indispensable entre l'agent territorial et son employeur et relève autant de l'engagement des autorités territoriales que de l'offre de service du CNFPT.

C’est pour définir les modalités de cette relation que la délégation régionale Première couronne d’Ile-de-France du CNFPT et la Région s’engagent dans le présent partenariat pour développer la formation et son usage comme levier de la qualité du service public.

Entre les deux parties, il a été convenu ce qui suit,

ARTICLE 1 - Objet du partenariat

La présente convention a pour objet de définir le contenu du partenariat pluriannuel entre le CNFPT et la Région dans les domaines de la formation des agents territoriaux employés par la collectivité et de l’accompagnement des projets de la collectivité dès lors qu’ils ont un lien avec la formation de ses agents. Elle prévoit également les modalités d’organisation et de financement des actions. Ce partenariat dégage de nouvelles perspectives de collaboration, de manière à améliorer la programmation des formations, la mobilisation des agents et la cohérence des actions.

Dans ce cadre, les objectifs de la convention de partenariat permettront notamment de :

- Favoriser l’exercice du droit à la formation
- Poser les principes d’un partenariat entre la Région et le CNFPT
- Constituer un outil de communication.

ARTICLE 2 – Les objectifs prioritaires du partenariat

2.1 Les objectifs stratégiques de la Région

La Région développe depuis plusieurs années une importante politique de formation qui se traduit par de très nombreuses actions en faveur des agents régionaux répartis sur l’ensemble de l’Ile-de-France.

La Région a défini ainsi ses objectifs stratégiques de développement des compétences de ses agents ou d’accompagnement des politiques publiques qu’elle met en œuvre dans le cadre de son plan de formation pluriannuel.

Ce dernier pose d’abord les axes et principes majeurs de la politique de formation de la Région, tant pour les agents des lycées que pour ceux du siège, avec deux enjeux primordiaux : l’accompagnement des services dans la réalisation de leurs missions et celui des agents dans leur carrière professionnelle.

Le plan de formation s’attache également à présenter en détail, d‘une part, les principaux parcours et projets de formation prévus sur la période, et d’autre part, des outils renouvelés ou nouveaux de gestion modernisée du plan ainsi que des modalités pédagogiques innovantes.

Trois principes majeurs guident le plan triennal et sont déclinés dans l’ensemble des actions de formation :

1. D’accompagner la modernisation de l’administration régionale et la diffusion de nouvelles méthodes de travail dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques, dans la conduite des projets, et dans les modes de management ;

2. Garantir la permanente employabilité des agents de la Région et accompagner leur évolution professionnelle, tant en interne qu’en externe ;

3. Contribuer à la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité et à la prévention des accidents du travail et des risques psychosociaux, et favoriser le bien-être au travail de l'ensemble des agents régionaux

2.2 Les objectifs stratégiques du CNFPT

Priorité sera accordée aux actions intra au regard du projet 2016-2021, adopté le 30 mars 2016, autour d'une double ambition : accompagner les évolutions propres à l'action publique locale et développer une offre de service de qualité.

Cette double ambition se traduit par les 8 orientations nationales suivantes :

Accompagner les évolutions propres à l'action publique locale

Priorité 1 : accompagner encore mieux les évolutions statutaires des agents territoriaux
Priorité 2 : contribuer à donner du sens à l'action publique
Priorité 3 : accompagner par le développement des compétences des agents territoriaux, les projets institutionnels et de territoire
Priorité 4 : former à l'innovation publique locale comme démarche de recherche de réponses adaptées aux mutations

Développer une offre de service de qualité

Priorité 5 : créer une dynamique de formation élargie
Priorité 6 : proposer des contenus de formation toujours plus pertinents
Priorité 7 : développer les usages pédagogiques rendant les stagiaires acteurs de leur formation
Priorité 8 : améliorer le niveau d'accueil des stagiaires

Par ailleurs, sept grandes causes nationales sont réaffirmées et privilégiées :

- l'égalité femmes-hommes
- la prise en compte du handicap en situations professionnelles
- la lutte contre l'illettrisme
- le développement durable
- le développement des ressources psycho-sociales
- la lutte contre les discriminations
- la pénibilité et les transitions professionnelles

2.3 Définition du champ des actions prioritaires pour le partenariat

Sur la base des objectifs énoncés ci-avant, les parties s'accordent sur la mise en œuvre d'actions contractualisées et priorisées, notamment :

- promouvoir, en plus des formations d'intégration et de professionnalisation obligatoires, l'accompagnement à la formation des agents tout au long de leur carrière ;
- accompagner les politiques publiques menées par la Région en contribuant au déploiement de formations de perfectionnement à destination des agents conformément au plan de formation adopté par la Région Ile-de-France ;
- aider au développement des formateurs internes régionaux notamment dans la mise en place de formation de formateurs internes et l'animation de communauté de formateurs internes ;
- favoriser le développement des actions d'évaluation post-formation ou dites « évaluation à froid » ;
- favoriser le développement des formations en intra à destination des agents des lycées

durant les congés scolaires, et donc hors présence élèves, au sein des établissements. Dans cet objectif, le CNFPT veillera à proposer un nombre suffisant de formateurs afin de garantir la réalisation de ces formations ;
- favoriser la réflexion commune et le développement d'une offre d'e-formation. Dans ce cadre, un travail de partenariat sera réalisé dans la cadre de la conception et de partage d'ingénierie portant sur des séminaires en lignes ou des séminaires restreints en ligne.
- Favoriser une réflexion commune sur le développement d'une offre de formation en adaptative learning à l'attention des chefs d'équipe au sein des lycées et d'agents régionaux du siège
- Favoriser le développement de l'apprentissage en application de la loi du 6 aout 2019 de transformation de la fonction publique

Enfin, des actions de formation pourront notamment être organisées sur les grandes causes d'intérêt général sur lesquelles le CNFPT s'est engagé (égalité femmes-hommes, lutte contre les discriminations et pour l'égalité des chances, prise en compte des travailleurs en situation de handicap, lutte contre l'illettrisme, développement de la santé au travail et prévention des risques psychosociaux).

ARTICLE 3 – Modalité de mise en œuvre du partenariat

3.1 Pilotage et suivi du partenariat :

Un comité de suivi est institué entre la délégation de la Première couronne d'Ile-de-France et la Région.

Il est composé :

- Pour la Région :

La directrice générale adjointe en charge des ressources humaines ou son représentant, la directrice chargée du développement et de l'accompagnement des ressources humaines, le chef du service formation et les chargés de projet formation.

- Pour le CNFPT :

Le directeur de la délégation ou son représentant.

Les parties peuvent également associer les différents collaborateurs concernés par la mise en œuvre du présent partenariat.

Les missions du comité de suivi sont les suivantes :

- assurer la mise en œuvre et le suivi des actions prévues au présent partenariat ;
- définir le programme des actions;
- examiner a minima trois fois par an le bilan qualitatif et quantitatif des actions menées (mars, juin et septembre pour la préparation du programme d'actions de l'année suivante);
- définir d'un commun accord les ajustements à apporter;
- régler en concertation les éventuelles difficultés de mise en œuvre des actions ;
- veiller à la bonne exécution financière des actions entreprises ;
- proposer des actions qui feront l'objet éventuel d'une communication commune.

ARTICLE 4 – Définition des actions concernées et du programme annuel :

4.1 Définition des actions

Le programme d'actions participe à la mise en œuvre du plan de formation de la Région Ile-de-France. Il répond notamment à une partie des actions qui seront organisées dans la collectivité en intra.

Il ne traite donc pas des actions en inter auxquelles les agents de la Région Ile-de-France peuvent prétendre. Toutefois, en cas de difficultés sur les stages inter, l'équipe territorialisée du CNFPT s'engage à être un relais actif auprès des autres délégations pour le compte de la Région.

Les actions envisagées dans le cadre du partenariat doivent s'inscrire dans le plan de formation et la présente convention.

Le CNFPT s'engage à garantir la faisabilité des actions.

Le CNFPT s'engage à donner une réponse sur la faisabilité des actions qui n'auraient pas été prévues dans la présente convention, notamment en cas d'évolution du contexte propre à la Région.

Les actions visées par la convention sont :

- des actions collectives prises en charge financièrement sur la cotisation versée par la Région, dans la limite des enveloppes budgétaires organisées dans les locaux régionaux et au seul bénéfice de ses agents, intitulées ci-après « les actions Intra sur cotisation » ;

- des actions organisées dans les locaux du CNFPT ou pris à bail par lui, accueillant des agents inscrits à titre individuel, intitulées en "ventes de places à l'unité" ;

- les actions d'évaluation des formations ;

- les actions de formation des formateurs internes régionaux ;

- les ressources numériques telles que les séminaires en ligne et autres modules de formation à distance qui pourront être mises à disposition de la Région pour la formation de ses agents au titre de la cotisation. Les modalités d'utilisation seront précisées ultérieurement ;

- l'ingénierie des actions de formation de type « évènementiel » qui pourront être mise à disposition de la Région dans le cadre de la cotisation.

4.2.1 Les actions de formation en intra issue de la cotisation régionale

Ces actions concernent un projet et un groupe d'agents régionaux. L'effectif minimal de stagiaires est de 15 (sauf limite inhérente à la nature de la formation comme dans le domaine de l'hygiène, de la sécurité et de la santé au travail, ou pour les stages en bureautique pour lesquels un minimum de 8 postes est requis)

- Programmation du volume de jour de formation en intra pour l'année n+1 :

Les actions de formation en intra issue de la cotisation régionale sont évoquées au sein du comité de suivi.

Dans le cadre de ce comité, à compter du mois de septembre et avant la fin du mois d'octobre, le CNFPT et la Région, après s'être entendus sur les actions prioritaires, définissent, pour l'année

n+1, un volume[1] de jours de formation envisageables sur la cotisation. Cette estimation engage le CNFPT à réaliser les actions dans le volume de jours fixé. La Région de son côté s'engage à réaliser ce volume d'action de manière à garantir la bonne utilisation de la cotisation.
Le CNFPT examinera en cas de besoin quelques demandes complémentaires d'actions intra que la Région pourrait exprimer en cours d'année.

Les parties se rencontrent une fois par semestre pour dresser le bilan de la réalisation des actions et procéder aux ajustements.
En fonction de ce bilan, des besoins de la Région et de la notification du budget supplémentaire de la délégation première couronne, une réévaluation de ce volume pourra être faite.

- Programmation des actions de formation

La Région saisit d'une demande d'appui le CNFPT pour le volet de développement des compétences professionnelles des agents de la collectivité sous la forme d'un cahier des charges de demande de formation.

La délégation de la première couronne formulera en réponse, et dans les deux mois, une proposition d'action de formation professionnelle sous la forme d'un cahier des charges de réponse de formation incluant le scénario d'action de formation, l'intervenant ou les intervenants en charge de l'animation pédagogique de la formation ou l'organisme de formation retenu.

Les actions mises en œuvre seront conçues, de manière privilégiée, en recourant aux méthodes actives et inversées.

Après validation par la Région, elles peuvent aussi revêtir des formes distancielles, partielles ou intégrales, sous forme d'une e-communauté ou bien d'une classe virtuelle. Elles peuvent également prendre la forme d'une immersion dans une autre collectivité école. Elles peuvent enfin prendre la forme d'une séquence de co-conception ou toute autre forme pédagogique pertinente pour répondre aux besoins de la Région.

Le choix des dates des actions est arrêté d'un commun accord entre la Région et le CNFPT.

La Région convoque les stagiaires, informe le CNFPT du lieu exact de l'action. Le CNFPT convoque le formateur.

La Région prend toutes les mesures préalables qui conditionnent le bon déroulement de l'action. Elle assure notamment l'information et la sensibilisation des agents et de leurs encadrants. A sa demande, le CNFPT peut être associé à ces démarches préalables.

La Région met à la disposition des stagiaires et des formateurs la salle de formation adaptée et le matériel pédagogique adéquat de toute nature. Dans la mesure du possible, la Région peut assurer la restauration lors de la pause-déjeuner pour les stagiaires. Les formateurs pourront accéder à l'offre de restauration mais sans prise en charge financière de la Région.

La Région inscrit préalablement à la formation ses agents. A réception de la liste d'émargement, le CNFPT communiquera une attestation de formation. Ces pièces sont conservées par le CNFPT au sein des services de formation de la délégation Première Couronne.

L'ouverture de la formation et son bilan sont assurés par la Région en présence du formateur et, le cas échéant, d'un responsable du CNFPT.

[1] Pour l'année 2020, le nombre de jours de formation a été fixé à 870 jours, soit 13.050 jours stagiaires.

4.2.2 : La vente de places à l'unité :

Certaines actions, relatives à l'hygiène et sécurité peuvent faire l'objet de vente à l'unité (V.P.U). L'inscription se fait, préalablement à la formation sur la plateforme d'inscription en ligne. Un bon de commande est généré. Il précise l'objet de la formation, les dates prévisionnelles, et le coût de l'action.

Il s'agit des actions de formations de professionnalisation et de perfectionnement continues.

Les bulletins non renseignés sur la partie relative à la participation financière n'étant pas valides, ils seront retournés à la Région.

Toute annulation de la participation à une action doit être communiquée au moins 15 jours avant la date de la session.

4.2.3 : l'accompagnement du CNFPT dans le dispositif régional des formateurs internes

Afin de développer son offre de formation à l'attention de ses agents, la Région a notamment mis en place depuis 2015 un dispositif de formateurs internes.

La formation interne consiste à faire assurer la formation d'agents de la Région par d'autres agents de la collectivité, et sur la base du volontariat. Cette modalité de formation favorise ainsi la reconnaissance des compétences personnelles et professionnelles des formateurs internes.

En outre, elle permet également d'améliorer l'adéquation des formations proposées aux agents régionaux avec le contexte francilien, les spécificités de la collectivité et avec les attentes des agents formés.

Tous les formateurs internes reçoivent, avant d'assurer leur première formation interne, une formation de formateur interne, qui pourra notamment porter sur la pédagogie pour adultes, la préparation des formations, l'élaboration des supports pédagogiques et l'animation de groupes.

Les formateurs internes reçoivent cette formation dans un délai de six mois après avoir été retenus comme formateurs internes, et dans tous les cas avant d'effectuer leurs premières interventions auprès des agents régionaux.

La formation des formateurs internes est assurée par le CNFPT, sur cotisation et hors volume du nombre annuel de jours de formation programmé en intra.

Pourront en être dispensés les agents ayant déjà qualité de formateur auprès du CNFPT ou d'autres organismes dispensant des formations professionnalisantes pour le secteur public local.

Un agent ayant reçu cette formation de formateur interne et ayant cessé d'être formateur interne pendant trois années consécutives ou plus devra suivre à nouveau cette formation, ou, *a minima*, une remise à niveau liée à la pédagogie et à la transmission des savoirs.

Peut s'ajouter à cela, dans la limite de 2 jours par an, la participation aux réunions du réseau des formateurs internes dans le but de partager leurs expériences et pratiques. Ces réunions, auxquelles les formateurs internes s'engagent à participer, auront lieu sur le temps de travail de l'agent, mais ne peuvent donner lieu à rémunération et ne sont pas prises en compte dans le calcul de la limite temporelle de formation interne. Le CNFPT pourra être associé et assister à ces réunions.

Article 5 - Evaluation des actions

Afin de réaliser chaque année l'évaluation des actions de formation, le comité de suivi s'appuiera notamment sur les indicateurs suivants, co-construits et renseignés par les parties :

- nombre de participants ;
- nombre de jours de formation stagiaires réalisés ;
- le nombre moyen de participants par session, le nombre de présents/le nombre d'inscrits
- la répartition femmes/hommes ;
- la répartition par tranche d'âge ;
- la répartition par catégorie statutaire ;
- bilans « à chaud » réalisés par les stagiaires ;
- atteinte des objectifs fixés par la Région et le CNFPT ;
- impact sur le service public local de la collectivité ;
- le taux d'absentéisme ;
- le taux de refus opposés aux agents régionaux en inter ;
- un bilan global sur l'offre de formation en prépa-concours (taux de réussite aux préparations concours, taux de réussite au concours après prépa, taux d'absentéisme,….).

L'évaluation des actions de formation menées au cours de l'année précédente permettra le cas échéant d'apporter des ajustements au présent partenariat.

Le partenariat est l'occasion de mettre en œuvre des actions expérimentales, par exemple pour le développement de l'évaluation qualitative des formations.

L'évaluation qualitative :

A l'issue des actions de formation, on distingue l'évaluation des acquis, l'évaluation du transfert et l'évaluation de l'impact de la formation.

- L'évaluation des acquis (évaluation à chaud/à court terme)

Elle concerne l'efficacité pédagogique et est pratiquée de manière systématique à la fin de chaque session de formation au moyen d'une fiche d'évaluation renseignée par les stagiaires. Elle est doublée si possible d'une évaluation orale par un conseiller formation du CNFPT et/ou de la Région.

Elle permet de confirmer les objectifs et les modalités pédagogiques, le contenu, la durée ainsi que les méthodes pédagogiques du formateur et sa relation au groupe.

- L'évaluation du transfert des acquis du stagiaire (évaluation à froid/à moyen terme)

A l'évaluation à chaud des actions de formation, on peut adjoindre l'évaluation à moyen terme, c'est-à-dire mesurer la capacité de transfert des acquis des stagiaires pour la réalisation de leur mission quotidienne.

Elle peut se concrétiser par des rencontres ou via un questionnaire dans les six mois qui suivent l'action de formation.

A titre expérimental et a minima, l'évaluation à froid concernera chaque année 3 parcours de formation. La liste des parcours concernés sera établie par la Région et transmise au CNFPT avant la mise en place des parcours de formation.

A titre d'exemple, l'évaluation à froid pourrait porter sur la formation des formateurs internes de la Région.

Article 6 - Mesures de responsabilisation concernant les actions de formation

6-1 Annulation tardive de l'action programmée en intra

- L'annulation par la Région :

Toute annulation par la Région de l'action programmée doit être notifiée par courriel au CNFPT.

En application des délibérations du conseil d'administration du CNFPT, les dispositions suivantes s'appliquent aux cas d'annulation tardive des actions programmées en intra:

- lorsque l'annulation intervient moins d'un mois avant le premier jour de l'action, la Région prend à sa charge 50 % du coût total de l'action,
- lorsque l'annulation intervient moins de huit jours francs avant le premier jour de l'action, la Région prend à sa charge 100 % du coût total de l'action,

Toute formation commencée est due en totalité.

Compte tenu de la complexité du montage de l'action de formation et de son coût, ce niveau de participation est fixé par jour et par groupe à :

Catégorie de formation intra	Pénalité en cas d'annulation*
Niveau 1	400 euros
Niveau 2	600 euros
Niveau 3	800 euros
Niveau 4	1000 euros
Niveau 5	1200 euros

* Intègre les coûts pédagogiques de formation et la rémunération des formateurs

Sauf cas express mentionné par le CNFPT dès acceptation du projet intra, le tarif appliqué en cas d'annulation est de 600 euros par jour et par groupe.

- L'annulation par le CNFPT :

L'annulation par le CNFPT doit être transmise à la Région par courriel au responsable du service formation et au responsable de l'action de formation au sein de la Région. En cas d'urgence, l'information de l'annulation peut être transmise par téléphone et par courriel. Le CNFPT doit préciser le motif de l'annulation, et propose une nouvelle date ou indique le délai nécessaire pour en proposer une. La nouvelle proposition du CNFPT doit tenir compte d'un délai raisonnable de convocation des agents régionaux de manière à assurer un nombre suffisant de stagiaires.

6-2 Absentéisme des stagiaires :

La Région s'engage à poursuivre son effort de lutte contre l'absentéisme. Le CNFPT apporte à la demande de la Région un appui technique pour la mise en œuvre de cette politique de ressources humaines. Il peut par exemple s'agir d'un soutien pour établir la programmation annuelle, de la participation à une journée annuelle d'information, diffusion d'un support de communication commun.

Le CNFPT met en œuvre les moyens nécessaires pour essayer de répondre aux demandes de programmations particulières en faveur des agents des lycées (regroupement d'un grand nombre de sessions pendant les vacances scolaires). Cet objectif requiert une grande anticipation des parties.

Le contrôle des présences s'effectue à partir des listes d'émargement fournies par le CNFPT ou reprenant les éléments essentiels de la formation (l'intitulé, les dates, le nom des stagiaires et du formateur).

Après avoir été signées par les stagiaires, les listes sont collectées par la Région et doivent impérativement être retournées au CNFPT dans les meilleurs délais.

- Pour les cas d'absentéisme des stagiaires aux actions programmées en inter :

L'agent régional est tenu dans l'intérêt du service de suivre les actions de formation déterminées avec la Région. Toute absence est à justifier auprès du service formation de la Région puisque la formation continue constitue du temps de travail pour l'agent.

Le contrôle des présences s'effectue à partir des listes d'émargement. Le CNFPT adresse mensuellement à la Région un état des présences aux formations qu'il organise.

ARTICLE 7 - LES TARIFS :

Les tarifs sont fixés conformément à la délibération du conseil d'administration du CNFPT du 5 novembre 2014. La grille tarifaire figure en annexe à la présente convention (décision 2019/dec/007).

ARTICLE 8 - MODALITES DE PAIEMENT :

Le CNFPT émettra, après service fait, le ou les titres de recettes regroupant toute ou partie des prestations réalisées.

Le titre de recettes comporte la référence du n° de décompte et du nom de la structure du CNFPT ainsi que les dates des actions, l'intitulé de la formation et les lieux de réalisation détaillés dans la proposition de décompte.

A l'appui du titre de recettes, sera produit le décompte comportant l'intitulé du stage, le nom des stagiaires, la date, la durée en jours et le coût.

Un avis des sommes à payer accompagné de la proposition de décompte indiquant la somme due au titre des actions réalisées seront adressés après prise en charge et contrôle des titres de recettes par l'Agent comptable du CNFPT, via Chorus. La région s'engage à communiquer à cette fin au CNFPT, ses références Chorus.

Le règlement s'effectuera par voie de mandatement et par virement au compte ci-dessous :

Nom du titulaire du compte : CNFPT Agence comptable Adresse de cet établissement : Compte ouvert au nom de : Sous le numéro de compte : IBAN : Code établissement : Code guichet : Clé RIB :

ARTICLE 9 - DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er février 2020 pour une durée de deux ans.

ARTICLE 10 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est préalablement autorisée par la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION

L'une ou l'autre des parties peut prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations respectives. Dans ce cas, la partie obligeante adresse à la partie considérée défaillante une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la partie obligeante adresse à la partie considérée défaillante la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 12 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour tout litige concernant l'exécution de la présente convention, ainsi qu'en cas d'interprétation des clauses et des conditions ci-dessus indiquées, le tribunal administratif de Paris sera seul compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

Fait à Saint-Ouen, le Pour la Région (cachet et signature)	Fait à Saint-Ouen, le Pour le CNFPT, la délégation de la Première Couronne d'Ile-de-France

Annexe 2 - Délibération du CNFPT fixant la participation des employeurs

Envoyé en préfecture le 20/02/2019
Reçu en préfecture le 20/02/2019
Affiché le 20/02/2019
ID : 075-180014045-20190205-2019_DEC_007-AR

DÉCISION 2019/DEC/007
FIXANT LE NIVEAU DE PARTICIPATION FINANCIÈRE DES EMPLOYEURS POUR CERTAINES FORMATIONS ET INTERVENTIONS DU CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Le président du Centre national de la fonction publique territoriale

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée, relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et en particulier son article 8,

VU le décret n° 87-811 du 5 octobre 1987 modifié, relatif au Centre national de la fonction publique territoriale et en particulier son article 17 selon lequel : *« Le conseil d'administration […] approuve les conditions générales de tarification des prestations et services … »* et son article 18 qui indique que *« Le président […] peut recevoir délégation du conseil d'administration pour prendre toute décision concernant :*
- […]
- la fixation des tarifs et redevances diverses susceptibles d'être perçues par le Centre national de la fonction publique territoriale »,

VU la délibération du conseil d'administration n° 2014-174 du 5 novembre 2014 relative à l'évolution des activités du CNFPT soumises à participation financière,

VU la délibération du conseil d'administration n° 2015-001 du 28 janvier 2015 par laquelle le conseil d'administration a délégué au président ses attributions notamment en matière de fixation de tarifs et redevances diverses susceptibles d'être perçus par l'établissement,

VU la délibération du conseil d'administration n° 2015-104 du 24 juin 2015 relative aux formations bureautiques sans participation financière,

VU la délibération du conseil d'administration n° 2019-009 du 16 janvier 2019 relative à l'abrogation de la facturation pour absentéisme des stagiaires,

VU la décision n° 2015/DEC/006 du 11 février 2015 fixant le niveau de participation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements pour certaines formations et interventions du Centre national de la fonction publique territoriale, modifiée par les décisions n° 2015/DEC/041 du 12 octobre 2015 et n° 2017/DEC/007 du 3 mars 2017,

VU la décision n° 2017/DEC/027 du 13 juillet 2017 fixant les tarifs de participation des agents des fonctions publiques d'État et hospitalière aux préparations concours A+,

VU la décision n° 2018/DEC/055 du 13 décembre 2018 fixant le niveau de participation financière des collectivités territoriales et de leurs établissements pour les formations obligatoires des membres des CHSCT,

Envoyé en préfecture le 20/02/2019
Reçu en préfecture le 20/02/2019
Affiché le 20/02/2019
ID : 075-180014045-20190205-2019_DEC_007-AR

DECIDE

Article 1er – Le niveau de participation financière de la part des employeurs pour les formations et interventions payantes du Centre national de la fonction publique territoriale est fixé comme indiqué en annexe.

Article 2 – Les décisions n° 2015/DEC/006 (modifiée par les décisions n° 2015/DEC/041 du 12 octobre 2015 et n° 2017/DEC/007 du 3 mars 2017), n° 2017/DEC/027 du 13 juillet 2017 et n° 2018/DEC/055 du 13 décembre 2018 susvisées sont abrogées, sous réserve des dispositions transitoires prévues au second alinéa de l'article 4.

Article 3 – Les crédits nécessaires à l'exécution de la présente décision sont inscrits au budget des exercices concernés.

Article 4 – La présente décision entre en vigueur immédiatement.

Cependant, les tarifs fixés au point 2.1 de l'annexe sont applicables pour toute formation en relevant débutant après le vendredi 4 mars 2019, le début d'une formation étant le premier jour où les stagiaires ont accès à l'e-communauté de leur formation, ou, à défaut, le premier jour de formation en présentiel. Pour les formations débutant au plus tard le vendredi 4 mars, les tarifs précédents restent en vigueur.

Article 5 – Il sera rendu compte au conseil d'administration à sa plus prochaine séance de la présente décision.

Fait à Paris, le 5 février 2019

Pour le président et par délégation
La directrice générale

France BURGY

Envoyé en préfecture le 20/02/2019
Reçu en préfecture le 20/02/2019
Affiché le 20/02/2019
ID : 075-180014045-20190205-2019_DEC_007-AR

ANNEXE : FIXATION DU NIVEAU DE PARTICIPATION FINANCIERE DES EMPLOYEURS POUR CERTAINES FORMATIONS ET INTERVENTIONS DU CNFPT

Les formations ou actions suivantes sont organisées par le CNFPT avec une participation financière des employeurs :

1. LES ACTIONS DE FORMATIONS « INTRA » HORS PROGRAMME

1.1 Actions de formations « intra » hors programme nécessitant un travail de création de toutes pièces (notamment la rédaction d'un cahier des charges) et totalement inédit ou totalement nouveau, sans aucun lien avec des actions déjà conçues dans l'ensemble de l'établissement.

Catégorie de formation intra hors programme[1]	Participation financière
Niveau 1	400 € par jour pour un groupe
Niveau 2	600 € par jour pour un groupe
Niveau 3	800 € par jour pour un groupe
Niveau 4	1 000 € par jour pour un groupe
Niveau 5	1 200 € par jour pour un groupe

1.2 Actions en « intra » d'accompagnement de projets :

S'ajoutent le cas échéant à la participation financière prévue ci-dessus (pour une action de formation intra hors programme totalement nouvelle), une participation pour l'appui à la conception et à la mise en œuvre de projets en lien avec la formation (ou d'accompagnements de projets).

Catégorie d'accompagnement de projets	Participation financière
Accompagnement	250 € la ½ journée
Accompagnement de haute expertise	400 € la ½ journée
Accompagnement de très haute expertise	600 € la ½ journée

Cette participation ne concerne pas les actions relatives à l'élaboration d'un plan de formation qui, elles, ne donnent pas lieu à participation financière.

1.3 Responsabilisation des employeurs en cas d'annulation d'actions de formations en intra sans participation financière

Les actions de formation en intras sont organisées dans le cadre de conventions passées préalablement avec la ou les collectivités ou établissements concernés. Ces conventions prévoient que, si une formation en intra sans participation financière est annulée sans motif valable du fait de la collectivité bénéficiaire, cette dernière verse une participation financière :

- à hauteur de 50 % du montant fixé par la convention, si l'annulation est connue au plus un mois avant la date de la formation (de date à date) ;
- à hauteur de 100 % du montant fixé par la convention, si l'annulation est connue au plus une semaine avant la date de la formation (de date à date).

[1] Niveau de participation financière fixé en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations

Envoyé en préfecture le 20/02/2019
Reçu en préfecture le 20/02/2019
Affiché le 20/02/2019
ID : 075-180014045-20190205-2019_DEC_007-AR

Le montant de participation est fixé dans la convention, par application de l'un des montants suivants :

Catégorie de formation intra hors programme[2]	Participation financière
Niveau 1	400 € par jour pour un groupe
Niveau 2	600 € par jour pour un groupe
Niveau 3	800 € par jour pour un groupe
Niveau 4	1 000 € par jour pour un groupe
Niveau 5	1 200 € par jour pour un groupe

2. LES ACTIONS DE FORMATION DU DOMAINE DE L'HYGIÈNE, LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ AU TRAVAIL :

2.1 Formation règlementaire des agents territoriaux membres du CHSCT

Intitulé de la formation	Participation financière en €
Module 1 : premier mandat ou mandat renouvelé (3 jours)	En inter et en union : 180 euros par stagiaire. En intra : 2 500 euros par groupe.
Module 2 : l'approfondissement des compétences des membres du CHSCT (2 jours)	Si le module 1 a été suivi par l'agent ou le groupe concerné : En inter et en union : 120 euros par stagiaire. En intra : 500 euros par groupe. Si le module 1 n'a pas été suivi par l'agent ou le groupe concerné : En inter et en union : 150 euros par stagiaire. En intra : 1 500 euros par groupe.

Dès lors qu'ils correspondent à la commande, ces tarifs s'appliquent, que le stagiaire ait suivi la formation dans son intégralité, partiellement ou pas du tout, ou, pour les groupes, quel que soit le nombre de stagiaires présents.

Les règles relatives aux annulations des formations organisées en intra, figurant au 1.3 ci-dessus, s'appliquent.

2.2 Les autres formations du domaine de l'hygiène, la sécurité et la santé au travail

Intitulé de la formation	Participation financière en € par jour et par agent
Formation initiale minimale obligatoire (FIMO) et formation continue obligatoire préalable à la qualification professionnelle de conducteur routier ou nécessaire à son exercice	Le tarif appliqué par stagiaire correspond au coût TTC facturé par le prestataire retenu sur marché ou au coût de l'intervention en régie (y compris dans ce cas les frais de location de matériel engagés par le CNFPT) divisé par 8
Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES)	Le tarif appliqué par stagiaire correspond au coût TTC facturé par le prestataire retenu sur marché

[2] Niveau de participation financière fixé dans la convention en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations.

Envoyé en préfecture le 20/02/2019
Reçu en préfecture le 20/02/2019
Affiché le 20/02/2019
ID : 075-180014045-20190205-2019_DEC_007-AR

	ou au coût de l'intervention en régie (y compris dans ce cas les frais de location de matériel engagés par le CNFPT) divisé par 8

Pour ces formations, les tarifs par jour pour un groupe sont les suivants :

Catégorie de formation hygiène – sécurité – santé au travail[3]	Participation financière par jour et par groupe
Niveau 1	400 € par jour pour un groupe
Niveau 2	600 € par jour pour un groupe
Niveau 3	800 € par jour pour un groupe
Niveau 4	1 000 € par jour pour un groupe
Niveau 5	1 200 € par jour pour un groupe

3. LES FORMATIONS DU DOMAINE DES LANGUES :

- Hormis les formations en langue régionales dont le financement est mis en œuvre sans participation à la condition qu'il existe une charte ou toute autre forme de déclaration prévoyant la formation des agents territoriaux à l'usage de cette langue régionale ;
- Hormis les formations à l'anglais professionnel destinées aux sapeurs-pompiers professionnels.

Pour toute autre formation en langues, les niveaux de participation financière sont les suivants :

Formations en langue	Participation financière
Par groupe par jour	Le tarif appliqué correspond au coût TTC de la prestation achetée par marché ou au coût de l'intervention en régie
Par stagiaire par jour	Le tarif appliqué correspond au tarif groupe tel que déterminé ci-dessus, divisé par huit

Les formations à distance (e-formations) en matière de langues étrangères donnent lieu à une participation financière correspondant au coût TTC de la prestation achetée par le CNFPT par marché (par apprenant, par langue et par an) ou au coût de l'intervention en régie le cas échéant.

4. LES FORMATIONS DU DOMAINE DE LA REMISE À NIVEAU (POUVANT ÊTRE PRÉALABLES AUX PRÉPARATIONS AUX CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS DE CATÉGORIE C)

Ces formations correspondant aux degrés 3 et 4 du cadre de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme :

[3] Niveau de participation financière fixé en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations

Envoyé en préfecture le 20/02/2019
Reçu en préfecture le 20/02/2019
Affiché le 20/02/2019
ID : 075-180014045-20190205-2019_DEC_007-AR

Actions de remise à niveau pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie C	Participation financière par agent
Participation financière de la collectivité au-delà de 20 jours par stagiaire pour les stagiaires des départements de métropole	50 € par jour et par stagiaire

Pour ces formations, les tarifs par jour pour un groupe sont les suivants (pour les groupes de stagiaires des départements de métropole uniquement, et au-delà de 20 jours par stagiaire) :

Actions de remise à niveau pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie C[4]	Participation financière par groupe
Niveau 1	400 € par jour pour un groupe
Niveau 2	600 € par jour pour un groupe
Niveau 3	800 € par jour pour un groupe
Niveau 4	1 000 € par jour pour un groupe
Niveau 5	1 200 € par jour pour un groupe

Pour les agents des départements d'Outremer, ces taris s'appliquent uniquement au-delà de 30 jours par stagiaire.

5. LES FORMATIONS DU DOMAINE DE LA REMISE À NIVEAU (POUVANT ÊTRE PRÉALABLES AUX PRÉPARATIONS AUX CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS DE CATÉGORIE B ET A)

Ces formations correspondant aux degrés 3 et 4 du cadre de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme :

Actions de remise à niveau pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie B et A	Participation financière par agent
Participation financière de la collectivité au-delà de 10 jours par stagiaire pour les stagiaires des départements de métropole uniquement	50 € par jour et par stagiaire

Pour ces formations, les tarifs par jour pour un groupe sont les suivants (pour les groupes de stagiaires des départements de métropole uniquement, et au-delà de 10 jours par stagiaire) :

Actions de remise à niveau pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie B et A[5]	Participation financière par groupe
Niveau 1	400 € par jour pour un groupe
Niveau 2	600 € par jour pour un groupe
Niveau 3	800 € par jour pour un groupe

[4] Niveau de participation financière fixé en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations

[5] Niveau de participation financière fixé en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations.

Envoyé en préfecture le 20/02/2019
Reçu en préfecture le 20/02/2019
Affiché le 20/02/2019
ID : 075-180014045-20190205-2019_DEC_007-AR

Actions de remise à niveau pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie B et A[5]	Participation financière par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour pour un groupe
Niveau 5	1 200 € par jour pour un groupe

Pour les agents des départements d'Outremer, ces taris s'appliquent uniquement au-delà de 30 jours par stagiaire.

6. LES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL (BILAN PROFESSIONNEL, ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ…) ET HORMIS LA VAE QUI NE DONNE PAS LIEU À PARTICIPATION FINANCIÈRE

Actions d'accompagnement individuel Participation financière
100 €, par heure d'accompagnement individuel

7. LES ACTIONS DE FORMATION HORS PROGRAMME DIPLÔMANTES OU CONDUISANT À UNE CERTIFICATION (HORMIS POUR LE FORMATIONS PERMETTANT D'ACCÉDER À UN TITRE DÉLIVRÉ PAR LE CNFPT)

Les actions de formation hors programme diplômantes ou conduisant à une certification	Participation financière
Par groupe	Le tarif appliqué correspond au coût TTC de la prestation achetée par marché ou au coût de l'intervention en régie
Par stagiaire	Le tarif appliqué correspond au tarif groupe tel que déterminé ci-dessus, divisé par huit

8. LES ACTIONS DE FORMATION AU BÉNÉFICE DE PERSONNES EMPLOYÉES PAR DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES OU LEURS ÉTABLISSEMENTS EN « CONTRATS AIDÉS » (HORMIS LES EMPLOIS D'AVENIR)

Les « contrats aidés » au sens de la présente décision concernent les dispositifs d'insertion dans l'emploi ou de formation en alternance, prenant la forme de contrats de droit privé par détermination de la loi. Sont notamment concernés :
- les contrats uniques d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE),
- les contrats d'apprentissage.

Les emplois d'avenir sont des contrats aidés, mais dont les bénéficiaires ont accès aux formations du CNFPT dans les mêmes conditions que les agents publics territoriaux.

Actions de formation pour les agents en « contrats aidés » sauf emplois d'avenir	Participation financière par stagiaire
	60 € par jour par stagiaire

Envoyé en préfecture le 20/02/2019
Reçu en préfecture le 20/02/2019
Affiché le 20/02/2019
ID : 075-180014045-20190205-2019_DEC_007-AR

Actions de formation pour les agents en « contrats aidés » sauf emplois d'avenir[6]	Participation financière par groupe
Niveau 1	400 € par jour pour un groupe
Niveau 2	600 € par jour pour un groupe
Niveau 3	800 € par jour pour un groupe
Niveau 4	1 000 € par jour pour un groupe
Niveau 5	1 200 € par jour pour un groupe

9. LES ACTIONS DE FORMATION AU BÉNÉFICE DE PERSONNES QUI NE RELÈVENT PAS DE LA COMPÉTENCE DU CNFPT (HORS « CONTRATS AIDÉS » ET HORS AGENTS PUBLICS SUIVANT UNE PRÉPARATION AUX CONCOURS A+)

Actions de formation pour les agents qui ne relèvent pas de la compétence du CNFPT (hors « contrats aidés »)	Participation financière par stagiaire
Préparation concours	80 € par jour par stagiaire
Formation continue	150 € par jour par stagiaire

Actions de formation pour les agents qui ne relèvent pas de la compétence du CNFPT (hors « contrats aidés »)	Participation financière par groupe
Niveau 1	400 € par jour pour un groupe
Niveau 2	600 € par jour pour un groupe
Niveau 3	800 € par jour pour un groupe
Niveau 4	1 000 € par jour pour un groupe
Niveau 5	1 200 € par jour pour un groupe

10. LES PRÉPARATIONS AUX CONCOURS A+ POUR LES AGENTS PUBLICS NE RELEVANT PAS DE LA COMPÉTENCE DU CNFPT

Ces tarifs tiennent compte :
- de l'effectif sur chaque dispositif,
- du nombre d'épreuves préparées,
- de la complexité du dispositif mis en place.

Ces tarifs excluent l'hébergement et la restauration des candidats.

Les modalités de versement, de remboursement le cas échéant, seront déclinées dans le cadre d'une convention signée au moment de l'inscription.

Dispositif	Forfait par personne
- Préparation au concours interne administrateur	
Préparation à l'écrit	2 000 €
Préparation à l'oral	1 400 €
Dispositif 2e chance	900 €

[6] Niveau de participation financière fixé en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations.

Envoyé en préfecture le 20/02/2019
Reçu en préfecture le 20/02/2019
Affiché le 20/02/2019
ID : 075-180014045-20190205-2019_DEC_007-AR

Dispositif	Forfait par personne
- Préparation au concours interne conservateur du patrimoine	
Préparation à l'écrit	2 500 €
Préparation à l'oral	1 400 €
Dispositif 2e chance	200 €
- Préparation au concours interne conservateur de bibliothèques	
Préparation à l'écrit	1 600 €
Préparation à l'oral	1 400 €
Dispositif 2e chance	160 €
- Préparation au concours interne ingénieur en chef	
Préparation à l'écrit	1 000 €
Préparation à l'oral	500 €
Dispositif 2e chance	600 €
- Préparation à l'examen professionnel d'administrateur	
Préparation à l'oral	530 €
- Préparation à l'examen professionnel d'ingénieur en chef	
Préparation à l'oral	530 €

11. Les tests et formations préalables à la délivrance du certificat individuel pour l'activité « Utilisation à titre professionnel des produits phytopharmaceutiques » dans les catégories « Applicateur en collectivités territoriales » et « Applicateur opérationnel en collectivités territoriales »

	Test (QCM)	Formation (deux jours)
Par personne	60 €	220 €
Par groupe	300 €	1 200 €

12. Autres formations diverses relevant des activités de l'établissement avec participation financière

Catégorie de formation du domaine payant [7]	Participation financière par groupe	Participation financière par stagiaire
Niveau 1	400 € par jour pour un groupe	50 € par jour par stagiaire
Niveau 2	600 € par jour pour un groupe	75 € par jour par stagiaire
Niveau 3	800 € par jour pour un groupe	100 € par jour par stagiaire
Niveau 4	1 000 € par jour pour un groupe	125 € par jour par stagiaire
Niveau 5	1 200 € par jour pour un groupe	150 € par jour par stagiaire

13. Des tarifs et des modalités particuliers peuvent être fixés par voie conventionnelle.

[7] Niveau de participation financière fixé en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-005

DU 31 JANVIER 2020

PREMIÈRES AFFECTATIONS PROVISIONNELLES ET VERSEMENT COTISATION EN FAVEUR DES ASSOCIATIONS SUIVANTES: CIGREF, SIPP'N'CO DU SIPPEREC, EPSILON, CLUB UTILISATEURS CORIOLIS, "CRÉDITS DE LA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION" - PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ MICRO FOCUS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 02-315 du 20 janvier 2002 portant adhésion au club utilisateurs CORIOLIS ;

VU la délibération CR 01-14 du 13 février 2014 portant la création d'une association Epsilon pour mutualiser les projets informatiques communs à plusieurs régions ;

VU la délibération n° CP 2018-420 du 31 mai 2018 portant adhésion au CIGREF et troisièmes affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement sur le chapitre 930 crédits de la direction des systèmes d'information et cotisations en faveur du CIGREF, d'EPSILON et du club utilisateurs CORIOLIS ;

VU la délibération n° CP 2018-462 du 17 octobre 2018 portant adhésion à la centrale d'achats SIPP'N'CO du SIPPEREC ;

VU la délibération n° CP 2018-580 du 21 novembre 2018 portant approbation de la convention constitutive modifiée du GIE d'infogérance publique communautaire du Datacenter régional ;

VU les marchés de fourniture de logiciels et prestations de maintenance n° 10M0457 et n°120202 avec la société MICROFOCUS ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-005 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme **5 655 000 €** sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-002 (102002) « Moyens informatiques des services » du budget 2020, pour les dépenses d'investissement liées aux Systèmes d'Information.

Article 2 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **5 876 950 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services » du budget 2020 pour les dépenses de fonctionnement liées aux Systèmes d'Information.

Article 3 :

Décide le versement de la cotisation à l'association Cigref, au titre de l'année 2020.
Affecte à cet effet, une autorisation d'engagement de **10 000 €** prélevée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10200205 « Informatique » du budget 2020.

Article 4 :

Décide le versement de la cotisation à l'association SIPPEREC au titre de la participation financière d'adhésion à la SIPP'N'CO pour l'année 2020.
Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **11 200 €** prélevée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10200205 « Informatique » du budget 2020.

Article 5 :

Décide le versement de la cotisation à l'association EPSILON, au titre de l'année 2020.
Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **3 750 €** prélevée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10200205 « Informatique » du budget 2020.

Article 6 :

Décide le versement de la cotisation à l'association Club des Utilisateurs Coriolis, au titre de l'année 2020.
Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **100 €** prélevée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services », action 10200205 « Informatique » du budget 2020.

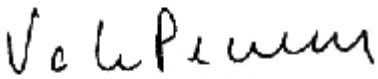
Article 7 :

Décide d'approuver le protocole d'accord transactionnel ci-annexé (en Annexe 1) avec la société Micro Focus pour un montant de 88.225,00 € HT, soit **105.870,00 €** TTC et autorise la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France à le signer.

Article 8 :

Les dépenses correspondantes à ce protocole seront prélevées sur les crédits du chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme 102002 « Moyens informatiques des services », action 10200202 « Développement de logiciels et progiciels ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc164736-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Projet de Protocole Transactionnel Région IDF-Micro Focus

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Entre

La société Micro Focus

Et

La Région Ile-de-France

PS

CE PROTOCOLE TRANSACTIONNEL EST CONCLU ENTRE LES SOUSSIGNES :

Micro Focus, société par actions simplifiée, ayant son siège 1, Place de la Pyramide, Tour Atlantique, LA DEFENSE 9, 92911 PARIS LA DÉFENSE CEDEX, dont le numéro d'immatriculation est 439 129 180 R.C.S. de NANTERRE, représentée par Monsieur François Benhamou, en sa qualité de Sales VP & Country General Manager, Micro Focus France, Belgium & Luxembourg, dûment habilité aux fins des présentes, (**Annexes 1 et 2**)

ci-après dénommée « **Micro Focus** »,

Et

La Région Ile-de-France, ayant son siège 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente du conseil régional en exercice, dument habilitée par délibération de la commission permanente n° CP 2020-005, du 31 janvier 2020,

ci-après dénommée « **la Région Ile-de-France** »,

Ci-après dénommées individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

FYS

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le courant des années 2011 à 2013, la Région Ile-de-France a souscrit, auprès d'un distributeur, dans le cadre de deux marchés à bon de commande, des licences relatives à des logiciels dont les droits de licence sont gérés par la société Micro Focus (ci-après, les « Progiciels »).

Le 12 octobre 2018, Micro Focus a initié une procédure de vérification de licences et d'audit de conformité de licences logicielles relative à l'utilisation des Progiciels.

Suite à cette procédure, Micro Focus a transmis par courriel du 18 décembre 2018 (**Annexe 3**) la restitution des résultats de l'audit indiquant à la Région Ile-de-France qu'elle considérait que son utilisation des Progiciels était non conforme en raison du fait :

- Qu'elle avait utilisé plus de licences que celles souscrites car elle avait donné accès aux serveurs à des prestataires externes pendant les phases de développement/test ;

- Qu'elle avait installé des licences sur des serveurs virtuels alors que la duplication de licences n'est pas autorisée par le contrat de licence d'utilisateur final Micro Focus (EULA MF017) ;

- Qu'elle ne disposait pas de licence pour l'environnement de Disaster Recovery ;

Microfocus demandait à la Région Ile-de-France de régulariser la situation en procédant à l'achat de redevances de licences et de maintenance pour l'usage passé, de régler des intérêts de retard et des redevances de licence pour l'avenir pour un montant chiffré à la somme de 269 019 € HT, soit 322 823 € TTC.

Par courriers en date des 22 mars 2019 et 6 juin 2019 Microfocus abaissait le montant de la somme précitée à 122 313 euros HT, en n'imposant la régularisation de l'utilisation des redevance pour l'usage passé que pour la durée d'un an et en ne facturant pas le paiement d'intérêts, notamment en raison du fait que les non-conformités n'étaient pas intentionnelles.

La Région Ile-de-France a répondu par courriers en date des 26 avril 2019 et 19 juillet 2019, en indiquant qu'elle considérait que les demandes de Micro Focus étaient infondées et demandait la production de justificatifs.

En parallèle, les Parties ont entrepris des discussions afin de parvenir à une issue amiable du litige qui soit respectueuse de leurs intérêts respectifs. Suite à la négociation menée entre les Parties, celles-ci sont parvenues à un accord. Aux termes de ces discussions et au prix de concessions réciproques, les Parties, ont décidé de conclure le présent protocole d'accord transactionnel (ci-après, le « **Protocole Transactionnel** ») afin de mettre un terme à leur litige.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

1. Objet du Protocole Transactionnel

Pour mettre fin à leur différend et éviter les frais et le délai d'un procès, et après avoir pris l'exacte mesure de leur désaccord et en pleine connaissance de leurs droits respectifs, les Parties ont convenu de conclure le présent Protocole Transactionnel en se faisant des concessions réciproques.

Le Protocole Transactionnel a pour objet de résoudre amiablement, de manière globale tout litige présent ou à venir entre les Parties relatif à l'ensemble des faits décrits ci-dessus en préambule du Protocole Transactionnel afin de mettre un terme à leur litige portant sur les Progiciels dans le cadre de la

RS

procédure de vérification de licences et d'audit de conformité initié par Micro Focus le 12 octobre 2018, afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

2. Les concessions de la Région Ile-de-France

En contrepartie des engagements pris par Micro Focus au titre du Protocole Transactionnel, la Région Ile-de-France s'engage à :

- **Passer commande, dans le respect des règles de la commande publique qui s'imposent à elle en tant que pouvoir adjudicateur au sens du code de la commande publique, auprès d'un distributeur ou revendeur des licences et prestations de maintenance listées, en l'occurrence auprès de la société SCC, titulaire du marché n°16000486 « marché de fourniture de logiciels et de prestations associées » , selon le devis annexé au présent protocole (Annexe 4) pour un montant de 88.225,00 euros HT soit 105.870,00 € TTC. Cette commande devra être passée dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la notification du Protocole Transactionnel et (ii) payer audit distributeur ou revendeur agréé la somme ferme, définitive, non remboursable et non annulable indiquée dans ledit devis (les sommes dues en sus au titre de la TVA devant être également payées par la Région Ile de France) dans les délais convenus avec ledit distributeur ou revendeur agréé ;**

- **Renoncer expressément, définitivement et irrévocablement à tous griefs, demande, prétention, réclamation, droit, actions et instance nés ou à naître de quelque nature qu'elle soit, fondés sur les faits décrits au préambule.**

3. Les concessions de Micro Focus

En contrepartie des engagements pris par la Région Ile-de-France au titre du Protocole Transactionnel, Micro Focus s'engage à :

- **Mettre fin et clôturer la procédure de vérification de licences et d'audit de conformité de licences logicielles relative à l'utilisation des Progiciels, initiée le 12 octobre 2018, la société Micro Focus déclarant être remplie de la totalité de ses droits pour la période antérieure à la signature du Protocole Transactionnel ;**

- **Renoncer expressément, définitivement et irrévocablement à tous griefs, demande, prétention, réclamation, droit, actions et instance nés ou à naître de quelque nature qu'elle soit, fondés sur les faits décrits au préambule.**

4. Indivisibilité des clauses du Protocole Transactionnel

Considérant la nature des concessions réciproques que les Parties se sont consenties au titre du Protocole Transactionnel, les clauses de celui-ci présentent un caractère indivisible.

5. Autorité de chose jugée

L'ensemble des stipulations du Protocole Transactionnel aura force obligatoire et les Parties reconnaissent ainsi expressément et irrévocablement que ces stipulations sont acceptées par la signature du Protocole Transactionnel à titre transactionnel, forfaitaire et définitif.

PS

Les Parties conviennent expressément que la présente transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil et a notamment autorité de chose jugée en dernier ressort en application de l'article 2052 de ce même code et qu'elle aura ainsi pour effet de les remplir dans leurs droits, mettant fin à tous différends nés ou à naître des rapports de droit ou de fait ayant existé entre elles.

6. Confidentialité

Les Parties s'engagent à conserver au différend exposé et au Protocole Transactionnel un caractère strictement confidentiel, sauf pour celles-ci à se prévaloir du Protocole Transactionnel devant les tribunaux pour en exiger le respect des termes ou demander à ce que soit sanctionné leur non-respect.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas pour le cas où l'une ou l'autre des Parties aurait besoin de justifier auprès de l'administration fiscale des écritures passées en exécution du Protocole Transactionnel.

Elle ne s'applique pas non plus aux experts comptables, commissaires aux comptes ou assureurs des Parties, ceux-ci étant soumis au secret professionnel à l'égard de leur client.

Cette obligation de confidentialité ne s'oppose pas à la communication de la présente convention aux élus du Conseil Régional conformément aux dispositions des articles L. 4132-17 et suivants du CGCT ou de tout autre texte faisant obligation à la Région d'en assurer communication.

7. Dispositions finales

- Les Parties signataires du Protocole Transactionnel conservent chacune la charge de l'ensemble de leurs frais liés au Protocole Transactionnel en ce compris les éventuels honoraires de leurs conseils.
- Chacune des Parties s'engage à ne pas dénigrer, de quelque façon que ce soit, l'autre Partie au Protocole Transactionnel et à ne rien dire, suggérer ou entreprendre, vis-à-vis de tout tiers au Protocole Transactionnel, qui puisse porter atteinte à son image ou à sa réputation.
- Les Parties s'efforceront de traiter à l'amiable tout différend susceptible d'affecter la validité, l'interprétation et/ou l'exécution du Protocole Transactionnel qui pourra être communiqué par l'une ou l'autre des Parties pour les besoins de sa défense.
- Le Protocole Transactionnel sera régi, interprété et exécuté conformément au droit français.
- Chacune des Parties reconnaît que le respect de ses obligations est directement conditionné par le respect par l'autre Partie des siennes propres.
- L'ensemble des stipulations du Protocole Transactionnel constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties eu égard à son objet et entrera en vigueur au jour de sa signature.

FFS

En trois (3) exemplaires originaux.

Signature précédée de la mention « Bon pour renonciation à tout recours »	Signature précédée de la mention « Bon pour renonciation à tout recours »
Bon pour renonciation à tout recours	
Pour Micro Focus	**Pour la Région Ile-de-France**
Le 6/12/2019	**Le**
A la Défense	**A**
Par : Francois BENHAMOU	**Par :**.....

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Statuts de Micro Focus

Annexe 2 : Délégation de signature

Annexe 3 : courriel du 18 décembre 2018 et restitution des résultats de l'audit

Annexe 4 : Devis

MICRO FOCUS SAS
Société par actions simplifiée au capital de 40.000 €
Siège Social : Tour Atlantique, 1 Place de la Pyramide - La Défense 9
92911 PARIS LA DEFENSE Cedex
439 129 180 RCS NANTERRE

STATUTS

MISE A JOUR AU 31 OCTOBRE 2017

ARTICLE 1- FORME

La société a la forme d'une société par actions simplifiée, régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, ainsi que par les présents statuts. La société comportera indifféremment un ou plusieurs associés.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci est dénommé « associé unique » L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés, le terme collectivité des associés désignant indifféremment l'associé unique ou les associés.

Dans tous les cas non visés par les présents statuts, il sera fait application des dispositions en vigueur et notamment celles du Code de Commerce sur les sociétés anonymes.

La société ne peut en aucun cas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet tant en France qu'à l'Etranger

- la commercialisation, l'importation, l'exportation, la distribution, la promotion sous toutes ses formes et par tous moyens de matériel et de logiciels informatiques et de leur support, ainsi que la fourniture de toutes prestations de services liées à cette activité et notamment en matière d'assistance technique, de conseils, de maintenance et de formation.

- la fourniture de solutions dans l'environnement informatique multi-plateforme destinées à l'optimisation des performances et de fiabilité

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités susvisées, sous quelque forme que ce soit, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, ou par tout autre mode,

- Et plus généralement, la participation directe ou indirecte à toutes opérations financières, immobilières, mobilières, commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est MICRO FOCUS SAS

Tous actes et documents émanant de la société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", et de l'énonciation du montant du capital social.

B

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à l'adresse suivante :

Tour Atlantique, 1 Place de la Pyramide - La Défense 9
92911 Paris La Défense Cedex

Il peut être transféré en tout autre endroit par une simple décision du président, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

A cet égard, la société sera automatiquement dissoute par anticipation en cas de dissolution ou liquidation, amiable ou judiciaire, de redressement judiciaire ou de déclaration de cessation des paiements de l'associé unique ou l'un quelconque de ses associés.

ARTICLE 6 - APPORTS

La soussignée apporte à la société une somme de quarante mille euros (€. 40.000) correspondant à quatre mille (4.000) actions de dix euros (€ 10) de valeur nominale chacune, toutes de numéraire, souscrites en totalité et libérées à hauteur de vingt mille euros (€ 20.000), ainsi qu'il résulte du certificat établi par le dépositaire des fonds, la banque SOCIETE GENERALE, AGENCE PARIS CHAMPS-ELYSEES, située 91, avenue des Champs-Elysées, 75008 PARIS.

La somme a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, à ladite banque, dans les huit jours de la réception des fonds.

ARTICLE 7- CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à quarante mille euros (€. 40.000), divisé en quatre mille (4.000) actions de dix euros (€. 10) de nominal chacune, libérées de moitié à la souscription.

ARTICLE 8- MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

8.1. Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi.

L'associé unique ou la collectivité des associés est seul compétent pour décider, sur le rapport du président, une augmentation de capital.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si la collectivité des associés le décide expressément, ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible.

B

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

8.2. La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'associé unique ou la collectivité des associés. Elle ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

8.3. Les décisions relatives aux modifications du capital social sont prises par l'associé unique ou la collectivité des associés, à la majorité requise pour l'adoption des décisions dite extraordinaires conformément à l'article 19 des statuts.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées de la moitié lors de la souscription. Le solde devra être libéré dans un délai de cinq années en une ou plusieurs fois sur décision du Président.

ARTICLE 10-FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La propriété résulte de l'inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur

ARTICLE 11-TRANSMISSION DES ACTIONS

11.1. Modalités de transmission

Les actions de la société ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements de titres"

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement au plus tard dans les vingt (20) jours qui suivent la réception de l'ordre de mouvement.

11.2. Cession des actions, en cas de pluralités d'associés

11.2.1 Sont libres les cessions entre les associés ou par un associé à une société que l'associé contrôle directement ou indirectement à plus de 50% de ses droits de vote.

11.2.2. Toutes autres cessions d'actions, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, sont soumises à l'agrément du président. Il en est de même en cas d'apports en société, en cas d'apport partiel d'actifs, de fusion ou de scission, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception.

Elle indique notamment le nombre d'actions à céder, le prix des actions, les nom, prénoms, profession, raison sociale, domicile ou siège social, et nationalité du cessionnaire proposé et si les actions ne sont pas entièrement libérées, une acceptation de la négociation par le cessionnaire.

Dans le cas de transmission de droits de souscription d'une augmentation de capital, le cédant adressera une demande d'agrément conformément aux dispositions de l'alinéa ci-dessus.

La décision prise par le président est notifiée aux intéressés par lettre recommandée avec avis de réception dans les trois (3) mois qui suivent la notification de la demande d'agrément.

Si la demande est acceptée, la transmission des actions doit être effectuée par le demandeur au cessionnaire proposé, et ceci dans les quinze (15) jours de la notification de l'acceptation.

S'il s'agit de droits de souscription, ceux-ci seront transmis dans les mêmes conditions et le même délai.

En cas de refus d'agrément du bénéficiaire, le président doit convoquer une assemblée ou provoquer une décision des associés qui sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un associé, soit par un tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction de capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

ARTICLE 12 - EXCLUSION

En cas de pluralité d'associé, tout associé peut être exclu dans les cas suivants modification

de son contrôle au sens de l'article L. 233.3. du Code de Commerce,

- mise en redressement judiciaire,
- prononcé d'une condamnation pénale à l'encontre d'un associé,
- faits ou actes susceptibles de porter atteinte aux intérêts, à la réputation ou à l'image de marque de la société,
- interdiction faite à un associé de la société de participer à l'activité d'une société concurrente,
- responsabilité d'une faute de gestion dans le cas où l'associé responsable occuperait des fonctions de direction dans la société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés à la majorité des deux tiers. L'associé faisant l'objet de la procédure d'exclusion ne participe pas au vote.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception ou d'une télécopie, et ce afin qu'il puisse présenter aux autres associés les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision collective des associés.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un acquéreur pour les actions de l'associé exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de cession des actions de l'associé exclu sera fixé soit d'un commun accord entre les parties concernées soit, à défaut d'accord, dans les conditions prévues par l'article 1843- 4 du Code Civil. La cession des actions sera effectuée par le président de la société sur le registre des mouvements des actions et le prix devra être payé à l'associé exclu dans les huit jours de la décision de fixation du prix.

La décision collective d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions. En cas de modification du contrôle d'une personne morale associée la suspension des droits de vote peut être décidée par le président de la société dès la notification du changement de contrôle.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution,

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATIACHES AUX ACTIONS

13.1. Droits et obligations générales

13.1.1. Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part déterminée par les présents statuts.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les délibérations, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par les statuts.

13.1.2. Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions des associés.

13.1.3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre d'actions auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

13.2. Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Droits dans les bénéfices et sur l'actif social

Toute action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et les réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition en cours comme en cas de liquidation.

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE ET USUFRUIT

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises en cas de pluralités d'associés sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Si une ou plusieurs actions sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour l'adoption des décisions collectives ordinaires, sauf convention contraire notifiée à la société.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des actions remises en gage.

ARTICLE 15 - PRESIDENT

15.1. Nomination

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale. Le président peut être choisi en dehors des associés.

FD

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants ou le représentant de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations, et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent

Le président personne morale est représenté par son représentant légal, lequel peut désigner un représentant permanent auprès de la société.

En cas de changement de son représentant, elle doit le notifier immédiatement, par lettre recommandée avec accusé de réception à la société. Le changement de représentant ne prend effet à l'égard de la société qu'à compter de cette notification.

Le président est nommé par l'associé unique ou par décision collective des associés à la majorité retenue pour l'adoption des décisions ordinaires conformément à l'article 19 des statuts.

Le président peut, à toute époque, se démettre de ses fonctions, il peut, de même, être révoqué à tout moment et ce qu'elle qu'en soit la cause par décision collective des associés prise à la majorité ordinaire.

La durée des fonctions du président est fixée par la décision qui le nomme. Elle peut être d'une durée illimitée.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieures à six mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par l'associé unique ou par la collectivité des associés. Le président remplaçant ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur

Le président, personne physique sera considéré comme démissionnaire d'office à la date de son 65ème anniversaire.

Le président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles 432-6 et suivants du Code du travail.

15.2. Pouvoirs

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Dans les rapports avec les tiers, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

15.3. Rémunération

En contrepartie de l'exercice de ses fonctions, le président peut percevoir une rémunération. Il a droit au remboursement de ses frais professionnels sur présentation de justificatifs.

La rémunération du président est fixée par la décision qui le nomme et peut être revue chaque année par l'associé unique ou par la collectivité des associés délibérant à la majorité requise pour l'adoption des décisions ordinaires, conformément à l'article 19 des statuts.

Le président, personne physique, peut être lié à la société par un contrat de travail correspondant à un emploi effectif.

ARTICLE 15 - DIRECTEUR GENERAL

Sur proposition du président, les associés, à la majorité requise pour l'adoption des décisions ordinaires, peuvent nommer un directeur général, personne physique, associé ou non, pour la même durée que le mandat du président.

Le directeur général est révocable à tout moment selon les modalités et formes prévues pour sa nomination.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président. L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par les associés sur proposition du président.

La rémunération du directeur général est fixée par la décision qui le nomme et pourra être revue chaque année par la collectivité des associés.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LE DIRIGEANTS

17.1. Les conventions qui peuvent être conclues directement ou par personne interposée entre la Société ou les dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par la loi.

Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur ces conventions.

Toutefois, par dérogation, lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, il est seulement fait mention de ces conventions sur le registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président, d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales. Ces dernières sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

17.2. Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de Commerce s'appliquent au président dans les conditions déterminées par cet article, conformément à l'article L 227-12 dudit Code.

PB

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, nommés par l'associé unique ou par les associés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Ils sont informés de chaque décision nécessitant une décision collective dans les mêmes conditions et formes que l'associé unique ou que les associés.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

19.1. Compétence des associés

L'associé unique ou les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes

Décisions ordinaires.

- nomination des commissaires aux comptes,
- nomination du président et du directeur général,
- approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices,
- et d'une manière générale toutes décisions n'ayant pas pour conséquence la modification des statuts.

Décisions extraordinaires.

- modification de l'objet social
- augmentation, réduction et amortissement du capital social
- fusion, scission, apport partiel d'actifs et dissolution de la société,
- adoption ou modification de la clause statutaire relatives à l'agrément des cessions d'actions,
- dissolution,
- de transformation en une société d'une autre forme,
- d'une manière générale toutes modifications statutaires,

Conformément aux dispositions légales, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'actionnaire unique ou la pluralité des actionnaires en cas d'urgence. Il peut également requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des actionnaires ou de toutes délibérations de l'actionnaire unique convoqué en assemblée.

19.2. Toute autre décision relève de la compétence du président.

19.3. Modes de délibérations - Quorum -Majorité

19.3.1 - Quorum

L'assemblée des associés ne délibère valablement, sur première convocation que si les associés présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

19.3.2 -Majorité

i. Opérations requérant l'unanimité

Les décisions emportant adoption ou modification des clauses statutaires prévoyant l'inaliénabilité des actions, l'agrément des cessions d'actions, l'exclusion d'un associé par cession forcée de ses actions et la suspension des droits non pécuniaires dans les cas prévus par la loi, ne peuvent être valablement prises qu'à l'unanimité des associés.

ii. Autres décisions

Les autres décisions collectives sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus des deux tiers des voix des associés présents ou représentés à l'exception des décisions dites ordinaires qui sont prises à la majorité des associés présents ou représentés. Les décisions sont prises à l'unanimité si elles sont prises par acte sous seing privé

19.3.3. Règles de délibérations

Les décisions sont prises à l'initiative du président ou en cas de carence, par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social

Ces décisions sont prises, au choix du président, en assemblée ou par acte sous seing privé.

i. Délibération prises en assemblée

Lorsque le président décide de réunir les associés en assemblée, il devra les convoquer par tous moyens quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés. Les commissaires aux comptes sont également convoqués quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion par lettre recommandée avec avis de réception.

Deux membres du comité d'entreprise désignés en son sein peuvent assister aux assemblées générales dans les conditions prévues par la loi et requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des actionnaires ou de toutes délibérations de l'actionnaire unique convoqué en assemblée. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toutes délibérations requérant l'unanimité des actionnaires.

La réunion aura lieu au choix du président, au siège social ou en tout autre endroit indiqué par celui-ci. L'assemblée sera présidée par le président ou toute personne de leur choix Les associés peuvent se faire représenter par toute personne de leur choix. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

RB

Les mandats peuvent être donnés par tout moyen écrit et notamment par télécopieur ou télex. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

ii. Téléconférence ou vidéoconférence

Les délibérations de l'assemblée peuvent être prises par voie de téléconférence ou vidéoconférence. Dans ce cas, le président, dans les meilleurs délais, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance portant

- l'identité des associés votants, et le cas échéant des associés qu'ils représentent (ou des associés représentés et l'identité des représentants),
- l'identité des associés ne participant pas aux délibérations (non-votants),
- ainsi que, pour chaque résolution, l'identité des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le président en adresse une copie par télécopieur ou tout autre moyen à chacun des associés. Les associés votant en retournent une copie au président, par télécopieur ou tout autre moyen. En cas de vote par mandataire, une preuve du mandat est également envoyée le jour de la délibération au président, par télécopieur ou tout autre moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

iii. Délibérations prises par acte sous seing privé

Les décisions collectives peuvent valablement résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés. Si le président n'est pas associé, cet acte devra lui être communiqué dans les meilleurs délais.

Le président en adresse une copie par télécopieur ou tout autre moyen à chacun des associés. Les associés votant en retournent une copie au président, par télécopieur ou tout autre moyen. En cas de vote par mandataire, une preuve du mandat est également envoyée le jour de la délibération au président, par télécopieur ou tout autre moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

19.4. Procès-verbaux

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial coté et paraphé. Ce registre est tenu au siège de la société. Il est signé par le président.

HB

Les procès-verbaux devront indiquer le mode de délibération, la date de la délibération, les associés présents, représentés ou absents et l'identité de toute personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote des associés (adoption ou rejet).

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

ARTICLE 20 - DROIT D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

20.1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation ou assemblée, au moins huit jours à l'avance.

20.2. Chaque associé peut à tout moment consulter au siège social les états comptables et documents sociaux. Il peut en prendre copie.

20.3. Tout associé peut demander que lui soient communiqués, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

20.4. Tout associé peut poser par écrit aux commissaires aux comptes des questions relatives à la gestion et la bonne marche de la société. Il peut notamment les interroger au moment de l'approbation des comptes annuels. Les commissaires aux comptes devront répondre aux questions posées dans un délai raisonnable et en tout état de cause, avant la date de la délibération concernant l'approbation des comptes annuels.

20.5. Quel qu'en soit le mode, toute consultation des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à cette approbation.

ARTICLE 21 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er Novembre et se termine le 31 Octobre.

ARTICLE 22- INVENTAIRE- COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissement et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous les documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales. Le président devra en outre réunir les représentants du comité d'entreprise préalablement à l'approbation des comptes annuels.

ARTICLE 23 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le président doit soumettre l'approbation des comptes à l'associé unique ou à la collectivité des associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice.

Après approbation des comptes de l'exercice et constatation d'un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'associé unique ou la collectivité des associés décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'associé unique ou la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 24 - PAIEMENT DES DIVIDENDES- ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini .

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou par la collectivité des associés, ou à défaut par le président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice., sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 25 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaitre ces pertes, de consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision est prise à la majorité requise pour l'adoption des décisions extraordinaires, conformément à l'article 19 des statuts.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions simplifiée, et dans le délai fixé par l'article 225-248 du Code de Commerce, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

PB

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'associé unique ou la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 26 - TRANSFORMATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme par décision de l'associé unique ou avec l'accord unanime des autres associés sans condition d'antériorité d'existence et sans obligation d'approbation de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de l'associé unique ou de tous les associés.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de l'associé unique tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

ARTICLE 27 - DISSOLUTION- LIQUIDATION

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés.

La dissolution peut également être demandée en justice par tout intéressé ou par le Ministère public. Le tribunal peut accorder à la société un délai maximum de six mois pour procéder à une augmentation de capital, il ne peut prononcer la dissolution si le jour où il statue sur le fond la régularisation a eu lieu.

Enfin, la dissolution de la société peut également être prononcée dans les conditions du droit commun applicables aux sociétés anonymes dans le cas où les capitaux propres de la société deviendraient inférieurs à la moitié du montant du capital social.

Les dispositions de l'article 1844-5 du code civil relatives à la dissolution entraînant la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, ne sont pas applicables aux sociétés dont l'associé unique est une personne physique. Par dérogation, l'associé unique personne physique pourra décider de procéder à une liquidation conventionnelle.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du président.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés aux conditions prévues pour l'approbation des comptes annuels. Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation", ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

Par dérogation lorsque l'actionnaire unique est une personne physique, celui-ci pourra décider de procéder à une liquidation conventionnelle.

ARTICLE 28- CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de la liquidation soit entre la société et les associés ou le président, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la lot et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

Fait à Paris
Le
En autant d'exemplaires que requis par la loi

RB

MICRO FOCUS INTERNATIONAL HOLDINGS LIMITED
South Bank House, Barrow Street,
Dublin 4, Ireland

DELEGATION DE SIGNATURE

Le soussigné Graham Norton, représentant de la société MICRO FOCUS INTERNATIONAL HOLDINGS LIMITED, Président de la société MICRO FOCUS SAS, une société par actions simplifiée au capital de 40.000 euros, ayant son siège social Tour Atlantique, La Défense 9, 1 place de la Pyramide, 92911 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 439 129 180 (ci-après la « **Société** »),

Délégue par la présente à François Benhamou, Country General Manager de la société Micro Focus, pour et au nom de la Société, le pouvoir de signer et parapher, tout contrat commercial, toute proposition commerciale, tout marché public et toute transaction, après avoir reçu l'accord en interne conformément à la procédure d'approbation en vigueur dans la Société.

François Benhamou n'est pas autorisé à sous-déléguer les pouvoirs qui lui sont donnés aux termes de la présente délégation de signature.

Ce pouvoir est valable jusqu'au 12/07/2021 à partir de la présente date.

François Benhamou est dégagé de toute responsabilité qu'il pourrait encourir au titre du présent pouvoir, sauf faute lourde ou intentionnelle avérée de sa part.

Ce pouvoir sera régi par et interprété conformément au droit français.

Fait à La Défense

Le 13/07/2018

Bon pour délégation de signature à François Benhamou

MICRO FOCUS INTERNATIONAL HOLDINGS LIMITED
Par Graham Norton *

* Veuillez faire précéder votre signature des mots écrits à la main : « *Bon pour délégation de signature* à François Benhamou »

Bon pour acceptation de délégation de signature

François Benhamou, Country General Manager**

** Veuillez faire précéder votre signature des mots écrits à la main : « *Bon pour acceptation de délégation de signature* »

PD

Région Ile de France: restitution des résultats de l'audit

Anne-Marie Chailleux - Compliance Manager

18 décembre 2018

Confidentiel–Sans préjudice et sous réserve des stipulations du contrat

Agenda

- Votre déclaratif
- Architecture déployée
- Analyse
- Résolution d'une situation de non-conformité

MICRO FOCUS

Votre déclaratif

Votre déclaratif

- Le Cobol Micro Focus est utilisé au sein d'une application exploitée par Région Ile de France:
  - Coriolis (développée par Bull/ATOS)
- Il s'agit d'une application de gestion financière, budgétaire et comptabilité qui inclut des procédés automatisés (batchs)
- Accès tiers : Les prestataires de BULL/ATOS accèdent aux serveurs pendant les phases de développement/test
- Accès web identifié
- 3 développeurs déclarés
- Reprise d'activité: cluster actif/passif

Confidentiel–Sans préjudice et sous réserve des stipulations du contrat

MICRO FOCUS

Architecture déployée

Architecture – déploiement sur environnement AIX

		Cores physiques	Cores virtualisés	Licences installées	Commentaires
Fin-p-bdd2-a 	ENT1-INV (PROD)	8	2	600000460961 Server Express 5.1 08 1 utilisateur nommé 600000460964 Server for COBOL 5.1 08 2 cores de production	Cores physiques installés et non cores virtuels
Fin-p-bdd2-b 	ENT1-BAC (BACK UP)	8	2	600000460961 Server Express 5.1 08 1 utilisateur nommé 600000460964 Server for COBOL 5.1 08 2 cores de production	Duplication: - 600000460961 - 600000460964
Fin-t-bdd1 	ENT1-BAC (TEST)	8	2	600000460962 Server Express 5.1 08 1 utilisateur nommé 600000166629 Server for COBOL 5.1 08 1 core de test	Cores physiques installés et non cores virtuels

Confidentiel–Sans préjudice et sous réserve des stipulations du contrat

MICRO FOCUS



Analyse

Analyse

- Les solutions COBOL sont hébergées sur des partitions virtuelles:
  - Vous avez installé 2 cores physiques de production et 1 core physique de test
  - Vous auriez du installer 2 cores virtualisés de production, 2 cores virtualisés de DR (Disaster Recovery) et 2 cores virtualisés de test

- Accès tiers : vous avez déclaré que les prestataires de BULL/ATOS accédaient aux serveurs pendant les phases de développement/test
  - Une extension de droit d'usage est nécessaire

Confidentiel–Sans préjudice et sous réserve des stipulations du contrat

MICRO FOCUS

Règles de partitionnement logiciel

- Le mode de calcul pour établir le prix du Core virtualisé est le suivant (contrat de licence d'utilisateur final MF017, annexe E.1.a)ii) pages 15-16):

> Les Cores/CPU devant faire l'objet d'une licence correspondront au nombre "prévisible" de Cores/CPU, calculé en fonction du rapport entre le nombre de Cores/CPU ayant subi un partitionnement logiciel comme un pourcentage des Cores/CPU du système informatique complet, augmenté de dix pour cent (10%). Par exemple, pour un système de 8 Cores/CPU où le partitionnement logiciel a été utilisé, de telle sorte que seulement 4 Cores/CPU sont alloués à l'utilisation du Progiciel, les redevances de Licence de Serveur seront facturées à hauteur de 60% de l'ensemble du système informatique Core/CPU (50% + 10% = 60% pour les redevances d'une licence de système de 8 Cores/CPU).

- Exemple: Serveur de Production ENT1-INV
- Prix des 2 Cores virtualisés = Prix de (2/8+0,1)*8 Cores physiques = Prix de 2,8 Cores arrondi à 3 Cores.
- Le delta correspond donc au prix de 1 Core physique (3-2).

MICRO FOCUS

PB

Accès tiers

- Des prestataires ont accès à vos serveurs.

Voir articles 1 et 2 (pages 2 et 3), ci-dessous de notre contrat de licence d'utilisateur final MF017:

1. **CONCESSION DE LICENCE.** En contrepartie du paiement des redevances de licence, non remboursables, identifiées sur le Bon de Commande du Progiciel, le Concédant concède au Licencié, en qualité d'utilisateur final, un droit personnel, incessible, sans droit de sous-licencier et non exclusif d'utiliser le Progiciel, conformément aux termes du présent Contrat de Licence, et pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle. **Le Licencié n'a le droit d'utiliser le Progiciel que pour ses seuls besoins internes et à son seul profit.** Afin d'éviter toute ambiguïté, la licence accordée par les présentes n'autorise pas les modes d'utilisation suivants : (i) l'accès ou l'utilisation du Progiciel par les tiers (y compris et sans limitation les "outsourceurs") pour les besoins internes du Licencié, sans le consentement préalable écrit du Concédant et sans paiement d'une redevance supplémentaire, (ii)

2. **LIMITATIONS D'UTILISATION.**

Progiciel, en tout ou en partie, sauf tel que prévu à l'Annexe 1 du présent Contrat. Dans le cadre des présentes, les tiers comprennent notamment et sans limitation, les consultants, les outsourceurs, les clients du Licencié et le public ; Le Licencié s'engage à ne pas :

2.5 Céder, vendre, louer, prêter, sous-licencier, outsourcer (externaliser), ou distribuer, transférer ou mettre le Progiciel à la disposition de tiers, ou autoriser ou désigner un tiers pour le faire ;

2.10 Utiliser pour ses besoins, ou autoriser tout tiers à utiliser tout ou partie d'un programme d'application logicielle créé, en tout ou en partie, en utilisant le Progiciel en l'absence d'une Licence de Progiciel de Déploiement dûment concédée et valable ;

MICRO FOCUS

Résolution d'une situation de non-conformité

Résolution d'une situation de non-conformité

La résolution d'une situation de non-conformité est basée sur 3 parties:

- Le composant « Back usage »
- Les intérêts
- Les licences « Go forward »

Confidentiel–Sans préjudice et sous réserve des stipulations du contrat

MICRO FOCUS

Résolution d'une situation de non-conformité

- Redevances pour l'usage passé

L'usage passé englobe les redevances de licence et de maintenance calculées sur la base d'une durée limitée (de type location).

- "Intérêts"

Notre contrat standard EULA spécifie un taux d'intérêt de 1,5% basé au mois. Dans cette estimation, nous avons décidé de ne pas calculer les intérêts

- Redevances de licence pour l'avenir

Il s'agit du montant correspondant aux redevances dues pour poursuivre l'utilisation des Logiciels Micro Focus au terme de la Période de Location.

Calculs

- Prix unitaire d'une licence Server for Cobol:
  - 17 879€ HT (incluant la 1ère année de maintenance)
  - La licence de DR est calculée à 25% du prix catalogue, soit 4 469€ HT (incluant la 1ère année de maintenance)

- Achat de licences complémentaires (Go Forward):
  - 1 Core manquant PROD = 17 879€ HT
  - 3 Cores manquants DR = 13 409 € HT
  - 2 Cores manquants TEST = 35 758€ HT
  - Accès tiers (TEST) = 17 725€ HT

Total Go Forward: 84 771€ HT

- Régularisation du passé (Back Usage) sur 5 ans:

Total Back Usage: 184 248€ HT

Total: 269 019€ HT

Confidentiel–Sans préjudice et sous réserve des stipulations du contrat

Proposition Commerciale

Date	04/12/2019
A l'attention de	M Francois SUBRENAT
Client	Région Ile-de-France
compte	323607
tel	01 53 85 00 00
email	Francois.SUBRENAT@iledefrance.fr

notre ref.	QT-2946524 v2
de	Thierry MONNIER
tel	+33141913311
Fax	+33141913794
email	TMONNIER@fr.scc.com
Limite de validité de l'offre	20/12/2019

SCC
96 rue des Trois Fontanot
92000 NANTERRE

Adresse de facturation

DSI
2 RUE SIMONE VEIL
93400
ST OUEN

Code	Ref. constructeur	Désignation	Qté	P.U.H.T.	Prix public	Taux de Remise %	Total
-	COB517	License for Server for COBOL v 5.1.17 for System p running AIX 6.1/7.1/7.2 64 Bit for 1 CPU(s) 1Cores(s) Totalling 1 Core(s)	1	€ 15.227,00	€ 15.699,00	3,01%	€ 15.227,00
-	COB51SUPP	1 an Support et Maintenance for Server for COBOL v 5.1.17	1	€ 3.426,00	€ 3.426,00	,00%	€ 3.426,00
-	COB51TEST	Test License for Server for COBOL v 5.1.17 for System p running AIX 6.1/7.1/7.2 64 Bit for 1 CPU(s)2 Cores(s) Totalling 2 Core(s)	1	€ 30.455,00	€ 31.398,00	3,00%	€ 30.455,00
-	COB51TESTSUPP	1 an Support et Maintenance for Test Licences for Server for COBOL v 5.1.17	2	€ 3.426,00	€ 3.426,00	,00%	€ 6.852,00
-	COB51DR	Disaster Recovery for Server for COBOL v 5.1.17 for System p running AIX 6.1/7.1/7.2 64 Bit for 1CPU(s) 3 Cores(s) Totalling 3 Core(s)	1	€ 11.420,00	€ 11.775,00	3,01%	€ 11.420,00
-	COB51DR SUPP	1 an Support et Maintenance for Disaster Recovery for Server for COBOL v 5.1.17	3	€ 857,00	€ 857,00	,00%	€ 2.571,00
-	COB51PS	License for Server for COBOL v 5.0.01 for pSeries running AIX 6.1 64 Bit for 1 CPU(s) 1 Cores(s) Totalling 1 Core(s) for s/n 600000166629	1	€ 18.274,00	€ 18.840,00	3,00%	€ 18.274,00

Total HT	**€ 88.225,00**
TVA	**€ 17.645,00**
Total TTC	**€ 105.870,00**

Cachet et signature du client	N° commande	Signature

Les prix seront augmentés de tous droits et taxes applicables au jour de la facturation (éco-participation DEEE, redevance pour copie privee ...)

MERCI DE RAPPELER LA REFERENCE DE CE DEVIS (QT...) SUR VOTRE BON DE COMMANDE
Cette proposition ne peut être maintenue en cas de hausse de tarifs constructeurs pendant le délai de l'offre
La disponibilité du stock est donnée à titre indicatif. Il est rappelé que ces stocks varient à tout moment

Mode de règlement
MANDAT ADMINISTRATIF 30 jours

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-075

DU 31 JANVIER 2020

AFFECTATIONS PROVISIONNELLES D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME RELATIVES À LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE
PREMIER RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la commande publique ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégation d'attribution du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-075 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

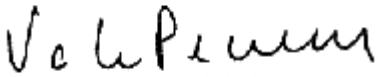
Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement de 5 398 000 €, à titre provisionnel, sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP0202-003 (102003) « communication institutionnelle » du budget 2020 pour les dépenses de fonctionnement récurrentes liées à la communication institutionnelle de la Région.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme de 182 000 €, à titre provisionnel, sur le chapitre 900 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP0202-003 (102003) « communication institutionnelle » du budget 2020 pour les dépenses d'investissement récurrentes liées à la communication institutionnelle de la Région.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167309-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-081

DU 31 JANVIER 2020

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX FÉDÉRATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES

ANNÉE SCOLAIRE 2019-2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 39-10 du 30 septembre 2010 relative à la réussite et l'égalité des lycéennes et des lycéens ;

VU La délibération n° CP 11-400 du 19 mai 2011, « pour la réussite de toutes et tous, développer une culture de l'égalité ; soutenir les fédérations de parents d'élèves franciliens » ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-081 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif de soutien aux fédérations de parents d'élèves franciliens au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **44 400 €.**

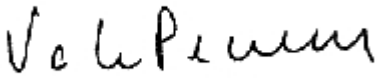
Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 11-400 du 19 mai 2011 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **44 400 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2020.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objet de l'article 1 à compter du 2 septembre 2019, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167590-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-081

DOSSIER N° 19011655 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2019-2020 A L'ASSOCIATION DE GESTION DU COMITE REGIONAL FCPE ILE-DE-FRANCE

Dispositif : Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens (n° 00001078)
Délibération Cadre : CR39-10 du 30/09/2010
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens	38 705,00 € TTC	71,05 %	27 500,00 €
	Montant total de la subvention		27 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION DE GESTION DU COMITE REGIONAL FCPE ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	14 RUE D'ASTORG 75008 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	MONSIEUR LE PRESIDENT, DE L'ASSOCIATION DE GESTION DU COMITE REGIONAL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action porte sur toute l'année scolaire 2019-2020

Description :
L'association de Gestion du Comité Régional FCPE Ile de France poursuit en 2019-2020 son action d'information et de sensibilisation en direction des parents, enseignants et élèves des lycées professionnels ainsi que des actions en matière d'information sur l'orientation après le lycée.

Dans le cadre d'une démarche de rapprochement des territoires et pour faciliter la communication entre les responsables associatifs FCPE d'ile de France et les parents d'élèves, l'association de Gestion du Comité Régional FCPE Ile de France investira dans un dispositif de visioconférence.

Il est à cet effet prévu :

-d'acquérir du matériel de visio-conférence,
-de s'abonner à des salles virtuelles pour l'ensemble des adhérents,
-d'organiser des séminaires,
-d'organiser des journées thématiques sur l'orientation lycée et post-bac,

-d’organiser des forums dans les lycées
-de réaliser des documents, plaquettes, flyers à destination des parents et des élèves
-de déployer des outils de communication internet.

Public : les parents et élèves franciliens des lycées d'Ile de France

Le bénéficiaire s’engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement de l'association de Gestion du comité régional FCPE	3 200,00	8,27%
Séminaire Administrateurs FCPE Ile de France	1 500,00	3,88%
Débat Parcours Sup	1 230,00	3,18%
Veille Juridique	2 500,00	6,46%
Action pour un rapprochement territorial	2 600,00	6,72%
Communication à destination des parents et lycéens (1)	7 800,00	20,15%
Mise en place de réunions à destination des parents et lycéens (1)	4 400,00	11,37%
Fonctionnement des sites internet imputables aux actions lycées (1)	1 550,00	4,00%
Participation aux commissions d'appels, d'ajustements, de réaffectations des élèves de terminale (1)	1 250,00	3,23%
Formations adhérents (DHG, Conseil de discipline, conseil de classe, CA, Affelnet,...) (1	3 600,00	9,30%
Organisation de soirées thématiques à destination des parents et lycéens (réforme du lycée, prévention addiction, citoyenneté,…)	8 300,00	21,44%
Accueil Stagiaire (1)	775,00	2,00%
Total	38 705,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	27 500,00	71,05%
Reversement statutaire indemnités CESER	8 000,00	20,67%
Subvention FNDVA	600,00	1,55%
Adhésions	105,00	0,27%
Autres recettes	2 500,00	6,46%
Total	38 705,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-081

DOSSIER N° 19011656 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2019-2020 A L'UA PEEP DE CRETEIL

Dispositif : Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens (n° 00001078)
Délibération Cadre : CR39-10 du 30/09/2010
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens	8 500,00 € TTC	64,12 %	5 450,00 €
		Montant total de la subvention	5 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	UA PEEP CRETEIL UNION ACADEMIQUE DES PARENTS D ELEVES DE L ENSEIGNEMENT PUBLIC DE CRETEIL
Adresse administrative	:	3 VLA BRETAGNE 94430 CHENNEVIERES-SUR-MARNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action porte sur toute l'année scolaire 2019-2020

Description :
Pour cela différentes actions sont mises en œuvre tout au long de l'année :
-organisation de réunions avec les représentants des associations pour les informer et débattre de l'ensemble des problématiques liées à la scolarité. Envoi de lettres d'information,
-collecte de l'ensemble des demandes faites par les parents dans les établissements scolaires et notamment en lycées pour les transmettre et assurer un suivi avec le rectorat.
Rôle de liaison avec la Région Ile-de-France pour traiter les problèmes relatifs aux lycées, à l'instar des interventions des associations départementales avec les conseils départementaux.
-Présence dans les commissions d'appel de fin de seconde, la commission académique d'appel des conseils de discipline, la commission d'ajustement des affectations pour l'entrée en lycée.
-Participation au niveau national aux débats sur l'ensemble des problèmes de scolarité pour mettre l'accent sur les spécificités de notre région en participant activement aux activités de notre fédération au travers des congrès, des groupes de travail ou des journées d'information.
-Afin de répondre à la particularité de notre région qui compte 3 académies, notre union académique est en relation permanente avec les unions académiques de Paris et Versailles pour traiter ensemble les

problèmes relatifs à notre région et organiser notre action au sein du CIAEN.
-Gestion d'un réseau de formateurs formés et agrées par la fédération. Cela a permis de dispenser aux élus sur toute l'académie des formations sur les conseils d'administration, les commissions d'appel, les conseils de classe ou la gestion d'une association. Nous maintenons une formation spécifique sur le site internet.
-soutien des actions des associations qui organisent des réunions d'information sur différents thèmes notamment liés aux problèmes d'orientation.
-soutien à l'enseignement professionnel en maintenant la présence des représentants des parents dans les lycées professionnels et en participant aux conseils de plusieurs CFA.
-atelier de reprographie mis en place en 2013 a tiré plus de 200.000 copies sur l'année 2018/2019. Un système de cofinancement avec les associations départementales PEEP permet toujours de proposer ce service gratuitement à toutes les associations locales pour leurs lettres d'information, documents de rentrée, professions de foi …
-Mise à disposition gratuite du local de Chennevières à toute association PEEP pour leur permettre des réunions dans un lieu équipé et convivial.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- CHENNEVIERES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyer	1 500,00	17,65%
Charges local	500,00	5,88%
Frais de fonctionnement	800,00	9,41%
Atelier reprographie	2 300,00	27,06%
Salaires et charges personnels	2 000,00	23,53%
Subventions associations	1 400,00	16,47%
Total	8 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 450,00	64,12%
Subventions fédérations PEEP	2 200,00	25,88%
Dons reçus	850,00	10,00%
Total	8 500,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-081

DOSSIER N° 19011657 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2019-2020 A L'ADA PEEP PARIS

Dispositif : Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens (n° 00001078)
Délibération Cadre : CR39-10 du 30/09/2010
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens	27 000,00 € TTC	18,52 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PEEP ASSOCIATION DEPARTEMENTALE ACADEMIQUE DES PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE PARIS ADA PEEP DE PARIS
Adresse administrative : 14 RUE HOUDART 75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action porte sur toute l'année scolaire 2019-2020

Description :
Accompagnement des familles de lycéens franciliens : conseiller et soutenir les familles dans la scolarité de leurs enfants du lycée à l'enseignement supérieur, les informer des aides régionales existantes, œuvrer pour la reconnaissance du rôle des parents au sein des lycées, accompagner les familles faisant face aux situations de handicap, représenter les familles dans toutes les instances régionales et académiques concernant l'enfance, le handicap, l'éducation,.

Organisation de réunions diverses d'information sur les actions et dispositifs mis en place en direction des parents d'élèves de lycéens franciliens.

Intégration harmonieuse des élèves atteints de handicaps et des enfants précoces.

Organisation en collaboration avec l'Agep (association générale des étudiants de Paris) de séances d'information à destination des lycéens et de leurs familles sur les conditions d'étude à l'université.

Organisation d'ateliers de prise de parole pour lycéens.

Participation au financement de services de reprographie pour le réseau de l'ADA Peep de Paris : impression / reproduction de documents en direction des parents d'élèves.

Aide à la prise en main de l'ENT par les parents de lycéens

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement courant et administratif	8 700,00	32,22%
Pôle informatique	4 800,00	17,78%
Action d'information et manifestations diverses	6 300,00	23,33%
Rémunération intermédiaires et honoraires	6 500,00	24,07%
Adhésions reversées	700,00	2,59%
Total	27 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 000,00	18,52%
Subvention département/ville de Paris	20 000,00	74,07%
Subvention Fédération Peep	2 000,00	7,41%
Total	27 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-081

DOSSIER N° 19011661 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2019-2020 A L'UA PEEP DE L'ACADEMIE DE VERSAILLES

Dispositif : Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens (n° 00001078)
Délibération Cadre : CR39-10 du 30/09/2010
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux fédérations de parents d'élèves franciliens	8 141,20 € TTC	79,23 %	6 450,00 €
		Montant total de la subvention	6 450,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PEEP UNION DES ASSOCIATIONS PEEP DE L ACADEMIE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 1 ALL HENRI SELLIER 92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action porte sur toute l'année scolaire 2019-2020

Description :
Fonctionnement courant, organisation de rencontres, colloques, forums et manifestations diverses d'information sur le fonctionnement des dispositifs et autres actions éducatives mises en place en direction des familles et des lycéen-ne-s francilien-ne-s pour l'année scolaire 2019-2020.

-L'accompagnement des Associations départementale, et des associations locales.
-Participation aux instances de l'académie,
-Organisation d'un dîner débat dans les Hauts-de-Seine,
-Rencontre avec les présidents des associations de l'académie,
-Accompagnement des associations locale en difficultés,
-Médiation entre les établissements et les adhérents PEEP,
-L'organisation de débats conférences
-Conférence/débats sur parcourssup dans l'Essonne,
-Conférence/débats sur les réformes des lycées dans les Yvelines,
-L'organisation de forums
-Forum de l'orientation dans l'Essonne,

-Forum sur les différences (handicap) dans le Val d'Oise.

Public : parents d'élèves/familles

Localisation géographique :
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Subventions accordées aux associations locale	1 000,00	12,28%
Investissement kakémono	300,00	3,68%
Investissement micro /enceinte	600,00	7,37%
Investissement vidéo projecteur	600,00	7,37%
Participations aux frais du local Saint Germain	612,00	7,52%
COMAC	360,00	4,42%
Frais kilométriques	1 069,20	13,13%
Actions de communications assemblée générale	700,00	8,60%
Dîner/débat,	600,00	7,37%
Table ronde des présidents	200,00	2,46%
Formation	200,00	2,46%
Forums	1 500,00	18,42%
Conférences	400,00	4,91%
Total	8 141,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	6 450,00	79,23%
Participation aux frais	1 691,20	20,77%
Total	8 141,20	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-059

DU 31 JANVIER 2020

APPROBATION DU PRINCIPE DU CONTRAT DE CONCESSION POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DE CERTAINS LYCÉES RÉGIONAUX

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 20 janvier 2020 ;

VU l'avis du comité technique du 28 janvier 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-059 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

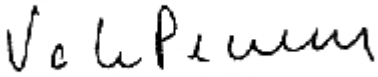
Article 1 :

Approuve le principe d'un contrat de concession pour la gestion et l'exploitation de la restauration scolaire pour les lycées dont la liste est annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de 250 000€ disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes » du programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle », action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » pour un durée de quatre ans

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167018-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe 1

Annexe 1 à la délibération CP 2020-059 : Liste des lycées intégrés au contrat de concession de restauration scolaire

Liste des lycées actuellement en DSP

UAI	Nom	Adresse	Commune	DEPT
0781950W	LOUISE WEISS	201 AVENUE DU GAL DE GAULLE	ACHERES	78
0781859X	VINCENT VAN GOGH	RUE JULES FERRY	AUBERGENVILLE	78
0781949V	DE VILLAROY	2 RUE VIOLLET LE DUC	GUYANCOURT	78
0781839A	JEAN MONNET	PLACE DE L EUROPE	LA QUEUE LEZ YVELINES	78
0781861Z	LOUIS DE BROGLIE	1 AVENUE JEAN BERANGER	MARLY LE ROI	78
0911962N	MARIE LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	MENNECY	91
0911945V	MARGUERITE YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	MORANGIS	91
0911938M	CAMILLE CLAUDEL	17 RUE ROBESPIERRE	PALAISEAU	91
0951722F	JEAN MONNET	RUE JEAN MONNET	FRANCONVILLE	95
0951753P	LEONARD DE VINCI	2 RUE ROBQUIN	SAINT WITZ	95
0951710T	CAMILLE CLAUDEL	AVENUE FEDERICO GARCIA LORCA	VAUREAL	95
0781860Y	LES PIERRES VIVES	1 RUE DES ALOUETTES	CARRIERES SUR SEINE	78
0911961M	EDMOND MICHELET	5 BOULEVARD ABEL CORNATON	ARPAJON	91
0951922Y	CAMILLE SAINT SAENS	18 RUE GUYNEMER	DEUIL LA BARRE	95
0951723G	MONTESQUIEU	165 RUE EMILE ZOLA	HERBLAY	95
0781952Y	SONIA DELAUNAY	AVENUE DE ST GERMAIN	VILLEPREUX	78
0781845G	JULES FERRY	7 RUE BOUYSSEL	CONFLANS SAINTE HONORINE	78
0781883Y	DUMONT D'URVILLE	2 AVENUE DE FRANCHE COMTE	MAUREPAS	78
0781898P	CHARLES DE GAULLE	10 RUE GUSTAVE EIFFEL	POISSY	78
0921230M	LEONARD DE VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDOU	LEVALLOIS PERRET	92
0911937L	FRANCOIS TRUFFAUT	RUE GEORGES POMPIDOU	BONDOUFLE	91

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-062

DU 31 JANVIER 2020

ÉQUIPEMENT PÉDAGOGIQUE ET NUMÉRIQUE DANS LES EPLE 1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n°CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numériques

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-062 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **253 817 €,** conformément au tableau figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **253 817 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) sur le budget régional 2020.

Article 2 :

Décide d'attribuer à une cité mixte régionale de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques une dotation d'un montant de **85 440 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une un montant d'autorisation de programme de **85 440 €**, disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) sur le budget régional 2020.

Article 3 :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **496 421 €,** conformément au tableau figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **496 421 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2020.

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **9 050 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) sur le budget régional 2020 au titre des marchés publics relatifs à l'achat d'équipements informatiques ainsi que les réseaux informatiques et le marché SIER, pour les lancements des marchés BTS audiovisuel et à l'accompagnement de la transformation numérique ainsi que les Etudes.

Article 5 :

Décide d'attribuer à des cités mixtes régionales de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **66 189 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **66 189 €**, disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT» (12203004) sur le budget régional 2020.

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **780 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT » (12203004) sur le budget régional 2020, au titre des marchés publics d'équipements informatiques ainsi que les réseaux informatiques et le marché SIER, pour les lancements des marchés BTS audiovisuel et à l'accompagnement de la transformation numérique ;

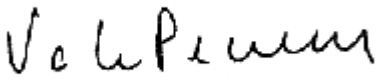
Article 7 :

Affecte une autorisation d'engagement de **2 150 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres service périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) sur le budget régional 2020, afin de réaliser la maintenance et le maintien en conditions opérationnelles de l'infrastructure informatique.

Article 8 :

Adopte pour l'année 2020 la structure du barème de répartition du Plan prévisionnel des Équipements TICE figurant en **annexe 3** à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166593-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 Dotations financières aux lycées

ANNEXE au rapport
Dotations financières au titre du présent rapport

750 238,00 €

75 - PARIS - LP-GUSTAVE FERRIE-PARIS 10E ARRONDISSEMENT(0750775K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**27 766,00 €**
			27 766,00 €

75 - PARIS - LPO LYC METIER-DORIAN-PARIS 11E ARRONDISSEMENT(0750676C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**14 449,00 €**
			14 449,00 €

75 - PARIS - LP-CHENNEVIERE MALEZIEUX-PARIS 12E ARRONDISSEMENT(0750783U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**5 136,00 €**
			5 136,00 €

75 - PARIS - LGT-PIERRE-GILLES DE GENNES-ENCPB-PARIS 13E ARRONDISSEMENT(0750685M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE EAU & PROPRETE	Reforme BTS Metiers de l'eau : pilote filtre a sable suite devis Pignat LB/CJ/D19466c	1	**17 280,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE EAU & PROPRETE	Reforme BTS Metiers de l'eau : matériel de mesure	1	**4 335,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE EAU & PROPRETE	renovation diplome Metiers de l'eau : salle automatisme suite devis Schneider Electric	1	**16 419,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE EAU & PROPRETE	Reforme BTS Metiers de l'eau : pilote filtre a charbon LB/CJ/D19466c	1	**23 360,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR CAP POUR FILIERE EAU & PROPRETE	Reforme BTS Metiers de l'eau : pilote de biologie suite devis Pignat LB/CJ/D19466c	1	**56 040,00 €**
			117 434,00 €

75 - PARIS - LPO LYC METIER-FRESNEL-PARIS 15E ARRONDISSEMENT(0750695Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**29 515,00 €**
			29 515,00 €

75 - PARIS - LT-BATIMENT-SAINT-LAMBERT-PARIS 19E ARRONDISSEMENT(0750697A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Laveur de vitres WVP pour entretien	1	**192,00 €**
			192,00 €

77 - MEAUX - LGT-JEAN VILAR-MEAUX(0772229E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**16 807,00 €**
			16 807,00 €

77 - DAMMARIE LES LYS CEDEX - LPO LYC METIER-FREDERIC JOLIOT CURIE-DAMMARIE-LES-LYS(0771027Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**29 986,00 €**
			29 986,00 €

77 - BRIE COMTE ROBERT CEDEX - LPO-BLAISE PASCAL-BRIE-COMTE-ROBERT(0772230F)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**25 917,00 €**
			25 917,00 €

77 - FONTAINEBLEAU CEDEX - LGT-FRANCOIS COUPERIN-FONTAINEBLEAU(0770926N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**20 132,00 €**
			20 132,00 €

77 - MEAUX CEDEX - LP-CHARLES BAUDELAIRE-MEAUX(0771880A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**4 783,00 €**
			4 783,00 €

77 - CHAMPAGNE SUR SEINE - LPO LYC METIER-LA FAYETTE-CHAMPAGNE-SUR-SEINE(0770920G)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement de frais de maintenance : CUCV600 (back up) + transmab 300 (cylindre+essai+codeur) + secheur (remplacement)	1	**7 371,00 €**
			7 371,00 €

77 - MOISSY CRAMAYEL CEDEX - LPO-DE LA MARE CARREE-MOISSY-CRAMAYEL(0772296C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Equipement Audiovisuel grande salle	Subvention liée à la modernisation numérique de l'audiovisuel et platefromes de communications du lycée	1	**19 201,00 €**
			19 201,00 €

77 - BUSSY ST GEORGES - LGT-MARTIN LUTHER KING-BUSSY-SAINT-GEORGES(0772292Y)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**11 847,00 €**
			11 847,00 €

77 - NEMOURS CEDEX - LPO-ETIENNE BEZOUT-NEMOURS(0770940D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**3 520,00 €**
			3 520,00 €

78 - VERSAILLES - LGT-LA BRUYERE-VERSAILLES(0782563M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Equipement Audiovisuel grande salle	Subvention liée à la modernisation numérique de l'audiovisuel et plateformes de communications du lycée	1	**16 873,00 €**
			16 873,00 €

78 - MONTIGNY LE BRETONNEUX - LPO-EMILIE DE BRETEUIL-MONTIGNY-LE-BRETONNEUX(0781819D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**4 368,00 €**
			4 368,00 €

78 - RAMBOUILLET CEDEX - LPO-LOUIS BASCAN-RAMBOUILLET(0782549X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**8 602,00 €**
			8 602,00 €

91 - MENNECY CEDEX - LPO-MARIE LAURENCIN-MENNECY(0911962N)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
DIVERS AUTRES	Retrait par le Commissariat à l'Energie Atomique des sources radioactives dans les 10 lycées de l'Essonne par groupement piloté par le lycée Marie Laurencin de MENNECY selon devis CEA N°19/043-C du 23/10/2019_9 868,80 euros (D.A.)	1	**9 869,00 €**
			9 869,00 €

91 - EPINAY SOUS SENART - LGT-MAURICE ELIOT-EPINAY-SOUS-SENART(0911927A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**9 045,00 €**
			9 045,00 €

91 - LES ULIS - LPO-L'ESSOURIAU-LES ULIS(0911492C)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**13 438,00 €**
			13 438,00 €

92 - NANTERRE - LP-CLAUDE CHAPPE-NANTERRE(0921626T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
PLAN DE TRAVAIL (A PRECISER EN COMMENTAIRES)	Remplacement des bacs de plonge cuisine selon devis TDI N°19110027 du 06/11/2019	1	**2 159,00 €**
			2 159,00 €

92 - LA GARENNE COLOMBES - LP LYC METIER-LA TOURNELLE-LA GARENNE-COLOMBES(0920158X)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Equipement Audiovisuel grande salle	LA TOURNELLE - La Garenne Colombes - INT0920158X => instruire 11842 € au titre de la modernisation de l'équipement audiovisuel de la salle polyvalente => Octalino	1	**11 842,00 €**
			11 842,00 €

92 - VAUCRESSON - EREA-TOULOUSE LAUTREC-VAUCRESSON(0921935D)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**13 090,00 €**
			13 090,00 €

92 - RUEIL MALMAISON - LPO LYC METIER-GUSTAVE EIFFEL-RUEIL-MALMAISON(0922398G)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**9 193,00 €**
			9 193,00 €

92 - PUTEAUX - LP LYC METIER-VOILIN-PUTEAUX(0921500F)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**21 821,00 €**
			21 821,00 €

93 - NOISY LE GRAND CEDEX - LGT-FLORA TRISTAN-NOISY-LE-GRAND(0931565W)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
CAMERA POUR PRESENTATION	DEMANDE POUR LA SVT. SELON DEVIS VIDEO PLUS DN094446 DU 18/11/19_5 996,38 euros	1	**5 997,00 €**
			5 997,00 €

93 - AULNAY SOUS BOIS CEDEX - LGT-JEAN ZAY-AULNAY-SOUS-BOIS(0930833A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) DE SPORT	machine guidée (multipower) + banc réglable + complément de charge	1	**8 500,00 €**
			8 500,00 €

93 - AULNAY SOUS BOIS CEDEX - LGT-VOILLAUME-AULNAY-SOUS-BOIS(0930834B)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**

MAQUETTE(S) PÉDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE ELECTRICITE & ELECTRONIQUE	Degroupeur mecanique et son armoire de commande avec option convoyeur et son instrumentation	1	**47 708,00 €**
			47 708,00 €

93 - DRANCY - LPO LYC METIER-PAUL LE ROLLAND-DRANCY(0932229T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**27 546,00 €**
			27 546,00 €

93 - DRANCY - LPO-EUGENE DELACROIX-DRANCY(0930119Z)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**17 306,00 €**
			17 306,00 €

94 - CRETEIL - LPO-LEON BLUM-CRETEIL(0941413A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**21 039,00 €**
			21 039,00 €

94 - ST MAUR DES FOSSES - LP LYC METIER-GOURDOU-LESEURRE-SAINT-MAUR-DES-FOSSES(0940140S)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**12 108,00 €**
			12 108,00 €

94 - CHAMPIGNY SUR MARNE - LP LYC METIER-GABRIEL PERI-CHAMPIGNY-SUR-MARNE(0940132H)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Equipement Audiovisuel grande salle	Subvention d'un écran d'affichage dynamque	1	**4 946,00 €**
			4 946,00 €

94 - CHOISY LE ROI - LPO LYC METIER-JACQUES BREL-CHOISY-LE-ROI(0940141T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Remboursement de frais de maintenance : multibroche grass (contacts pneumatique) + scie (moteur + renvoi angle)	1	**6 266,00 €**
			6 266,00 €

94 - MAISONS ALFORT CEDEX - LGT-EUGENE DELACROIX-MAISONS-ALFORT(0940116R)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Equipement Audiovisuel grande salle	Subvention liée à la modernisation numérique de l'audiovisuel et plateformes de communications du lycée	1	**29 207,00 €**
			29 207,00 €

95 - ERMONT CEDEX - LGT-VAN GOGH-ERMONT(0950645K)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Equipement Audiovisuel grande salle	Subvention liée à la modernisation numérique de l'audiovisuel et plateformes de communications du lycée	1	**4 728,00 €**
			4 728,00 €

95 - TAVERNY CEDEX - LPO-LOUIS JOUVET-TAVERNY(0951763A)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**21 566,00 €**
			21 566,00 €

95 - MONTMORENCY CEDEX - LP LYC METIER-TURGOT-MONTMORENCY(0951281B)

Libellé demande	Commentaire demande	Quantité accordé	Somme Montant Accordé
Equipement Audiovisuel grande salle	Subventions pour achat d'écrans d'affichages dynamiques	1	**8 320,00 €**
Equipement Audiovisuel grande salle	Subvention liée à la modernisation numérique de l'audiovisuel et plateformes de communications du lycée	1	**7 939,00 €**
			16 259,00 €

95 - LUZARCHES - LGT-GERARD DE NERVAL-LUZARCHES(0950647M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**20 132,00 €**
			20 132,00 €

95 - ST OUEN L AUMONE - LPO-JEAN PERRIN-SAINT-OUEN-L'AUMONE(0951104J)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
MAQUETTE(S) PÉDAGOGIQUE(S) OU SYSTEME(S) DIDACTIQUE(S) POUR FILIERE CPGE	CPGE TSI robot endoscopiste (concours supelec)suite devis DMS education	1	**12 789,00 €**
			12 789,00 €

95 - EAUBONNE - LPO-LOUIS ARMAND-EAUBONNE(0951974E)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**4 253,00 €**
			4 253,00 €

95 - ERAGNY SUR OISE - LP LYC METIER-AUGUSTE ESCOFFIER-ERAGNY(0951618T)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	Suite au mail du 15/11/19. Selon devis Maison LEJEUNE du 12/06/19 (divers matériels de cuisine : poèle + pince + bassine + batteur)_11 531,51 euros	1	**11 532,00 €**
EQUIPEMENT(S) POUR BAC POUR FILIERE HOTELLERIE RESTAURATION TOURISME	Suite au mail du 15/11/19. Selon devis Maison LEJEUNE du 06/06/19 (batteur + cutter + plaque induction)_23 999,81 euros	1	**24 000,00 €**
			35 532,00 €

Annexe n°2 Dotations financières aux CMR

ANNEXE au rapport
Dotations financières régionaux au titre du présent rapport
151 629,00 €

75 - PARIS - LG-MONTAIGNE-PARIS 6E ARRONDISSEMENT(0750657G)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**18 368,00 €**
			18 368,00 €

75 - PARIS - LGT-CHAPTAL-PARIS 8E ARRONDISSEMENT(0750663N)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
LAVE BATTERIE RESTAURATION 27 KW	renouvellement lave batterie suite devis 3C N°2019071656 : coordo DPM+FCRSH	1	**85 440,00 €**
			85 440,00 €

75 - PARIS - LG-HELENE BOUCHER-PARIS 20E ARRONDISSEMENT(0750714U)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**25 321,00 €**
			25 321,00 €

92 - VANVES CEDEX - LGT-MICHELET-VANVES(0920149M)			
Libellé demande	**Commentaire demande**	**Quantité accordé**	**Somme Montant Accordé**
Subvention d'équipements Lycées UP	Subvention d'équipements numériques accordée aux lycées lauréats de l'appel à projet "Lycée Up". Ces équipements ne font pas partie d'un marché public régional.	1	**22 500,00 €**
			22 500,00 €

Annexe n°3 : Plan prévisionnel des Equipements TICE

PLAN PREVISIONNEL DES EQUIPEMENTS TICE

Chaque EPLE est doté annuellement, d'une enveloppe réservée, pour bâtir en autonomie la stratégie d'Equipements Numériques en fonction de ses besoins. C'est à partir de l'application dédiée Lystore dans Monlycée.net que l'EPLE effectue ses choix au sein du catalogue de produits proposé à partir des marchés régionaux.

Le calcul de l'enveloppe pour l'année 2020 est basé sur :

- Une part fixe de 5 000 € par établissement
- Une part variable en fonction des effectifs de lycéens par type de formation, avec un taux de base de 18 € par élève et un coefficient multiplicateur selon le type de formation

Domaine	Type de formation	Coefficient appliqué au nombre d'élèves
Prébac	A1	1
	A2	1,5
	A3	2
	A4	4
Postbac	A5	1,5
	A6	2,5
	A7	4

L'enveloppe globale représente un montant de **14 000 0000 €.**

Cette enveloppe sera complétée d'un montant de 4 000 000 € pour accélérer le déploiement des vidéoprojecteurs et écrans interactifs

A1 : Formations prébac générales et élémentaires,
A2 : Formations de type prébac techniques et professionnelles dans le domaine des services, EREA,
A3 : Formations de type prébac techniques et professionnelles dans le domaine industriel
A4 : Formations de type prébac à besoins spécifiques (Ex : arts, design)
A5 : Classes préparatoires littéraires, sections de techniciens supérieurs dans le domaine des services
A6 : Formations de type postbac techniques et professionnelles dans le domaine industriel et classes préparatoires scientifiques
A7 : Formations de type postbac techniques et professionnelles à besoins spécifiques (art, design)

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-063
DU 31 JANVIER 2020

ORGANISATION DU CONCOURS GREEN HACKATHON

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la commande publique ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU la délibération n° CR 2017-50 du 9 mars 2017 relative au rapport «Plan vert de l'Ile-de-France: La nature pour tous et partout» ;

VU la délibération n° CR 72-12 du 27 septembre 2012 relative « à la pérennisation de la démarche Lycées écoresponsables »;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-063 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

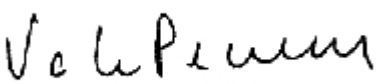
Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve l'organisation du concours Green Hackathon pour l'année 2020 dont les frais d'organisation s'élèvent à **110 000€** répartis entre l'accompagnement à l'élaboration du concept et l'organisation des événements.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **110 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 «Schéma des formations » action 12800501 « budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166609-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-064

DU 31 JANVIER 2020

AFFECTATION D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT POUR LE LANCEMENT D'UN MARCHÉ RELATIF À L'ACCOMPAGNEMENT DE LA DÉLÉGATION FRANCILIENNE DES MÉTIERS AUX FINALES NATIONALES DES 46ÈMES OLYMPIADES DES MÉTIERS À LYON
CÉRÉMONIE DE REMISE DES MÉDAILLES RÉGIONALES AUX LAURÉATS FRANCILIENS DES 46ÈMES SÉLECTIONS RÉGIONALES DES OLYMPIADES DES MÉTIERS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 47-08 du 26 juin 2008 relative à la participation de la région Ile-de-France aux olympiades des métiers ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative aux actions « Agir pour la réussite des élèves » ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et prorogeant le schéma des formations ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 2019-298 du 03 juillet 2019 relative aux Olympiades des métiers ;

VU La délibération n° CP 2019-372 du 17 octobre 2019 relative aux Olympiades des métiers ;

VU La délibération n° CP 2019-510 du 20 novembre 2019 relative aux Olympiades des métiers ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-064 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Attribution d'affectation pour le lancement d'un marché d'accompagnement,

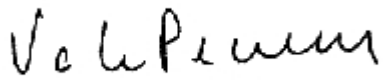
d'hébergement et de préparation à Lyon de la délégation francilienne des métiers aux finales nationales des 46èmes Olympiades des métiers

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 170.000 € pour le lancement du marché d'accompagnement, d'hébergement et de préparation de la délégation francilienne des métiers aux 46èmes finales nationales des Olympiades des métiers à Lyon, prélevés sur le chapitre 932 – Enseignement, Code fonctionnel 28 - Autres services périscolaires et annexes, programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Olympiades des métiers » (12800508) du budget 2020 ;

Article 2 : Cérémonie de remise des médailles régionales aux lauréats franciliens des 46èmes sélections régionales des Métiers

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 5.000 € pour l'organisation de la cérémonie de remise des médailles aux lauréats franciliens des 46èmes sélections régionales des Métiers, prélevés sur le chapitre 932 – Enseignement, Code fonctionnel 28 - Autres services périscolaires et annexes, programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action « Olympiades des métiers » (12800508) du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166915-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-047

DU 31 JANVIER 2020

MAINTENANCE IMMOBILIÈRE - MARCHÉS - FOURNITURE ET ACHEMINEMENT DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ DANS LES LYCÉES FRANCILIENS - AFFECTATION PROVISIONNELLE 1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;

VU Le code de la commande publique;

VU La délibération n° CP 09-1063 du 17 novembre 2009 relative à l'occupation d'éléments immobiliers au sein de l'aérodrome de Cerny par le lycée Alexandre Denis

VU La délibération n° CP 13-516 du 11 juillet 2013 relative à la participation de la Région Ile-de-France au SIGEIF ;

VU La délibération n° CP 14-483 du 18 juin2014 relative à l'adhésion au groupement de commandes du SIPPEREC pour l'achat d'électricité ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations du conseil régional à sa présidente, notamment en matière de marchés publics ;

VU La délibération n° CR 76-16 du 16 juin 2016 relative à l'adhésion de la Région Ile de France au SIPPEREC, au titre de la compétence « Développement des Energies Renouvelables » ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget régional 2020 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement »

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-047 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte un volume d'affectation complémentaire de **1 000 000,00 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-018 (122018) « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires », action « Prestations liées aux travaux » (12201802) du budget régional 2020 pour les marchés figurant en **annexe 1**.

Article 2 :

Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine de lycées pour un montant total de **74 122,00 €** conformément au tableau figurant en **annexe 2**.
Affecte à ce titre un montant total d'autorisation d'engagement de **74 122,00 €** prélevé sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Maintenance immobilière » (12201702) du budget régional 2020.

Article 3:

Décide d'affecter le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture d'électricité du premier semestre 2020 au titre des EPLE pour un montant de **10 000 000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Prestation électricité des lycées publics» (12201707) du budget régional 2020.

Article 4:

Décide d'affecter le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture d'électricité du premier semestre 2020 au titre des CMR pour un montant de**2 000 000,00 €** sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action «Prestation électricité des cités mixtes régionales – parties communes » (12203107) du budget régional 2020.

Article 5:

Décide d'affecter le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture de gaz du premier semestre 2020 au titre des EPLE pour un montant de **10 000 000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-017 (122017) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action « Prestation chauffage des lycées publics» (12201706) du budget régional 2020.

Article 6 :

Décide d'affecter, le budget nécessaire au paiement des factures relatives à la fourniture de gaz du premier semestre 2020 au titre des CMR pour un montant de **3 000 000 €** sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action «Prestation chauffage des cités mixtes régionales – parties communes» (12203106) du budget régional 2020.

Article 7:

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **315 000,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222-018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires»:
-Action 12201801 du budget régional 2020 «Actions de gestion scolaire » **45 000,00 €** afin d'assurer les dépenses directes issues des marchés à procédure adaptée : la commande d'ouvrages et fournitures spécifiques, les publications aux journaux officiels et groupe moniteur.

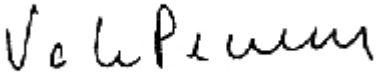
-Action 12201803 du budget régional 2020 « Impôts, loyers, taxes » : **30 000,00 €** pour permettre le règlement direct, si nécessaire, de taxes de balayage pour les lycées désaffectés, taxes foncières dans certains cas de figure, les redevances d'archéologie préventive, les taxes d'urbanisme liées au logement de fonction et les dépenses liées aux charges de copropriété de certains établissements.

-Action 12201805 du budget régional 2020 «Contentieux, intérêts moratoires, charges exceptionnelles»: **240.000,00 €** afin d'assurer les dépenses directes concernant le règlement des honoraires d'avocats.

Article 8:

Décide d'affecte une autorisation d'engagement de **31 000 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP 222-018 (122 018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Impôts, loyers, taxes» (12201803) du budget régional 2020.
.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166305-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Affectation marché

Annexe 1

Marchés à bon de commande

Chapitre 932 « enseignement »
Code fonctionnel 222 « lycées publics »
Programme HP 222-018 (122018) « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires »
Action « Prestations liées aux travaux » (12201802)

LIBELLE	Montant
Marché à bons de commande pour des prestations de déménagement et de stockage en garde meubles	1 000 000 €
Marché relatif à des prestations de reprographie, d'impression ou de traitement de documents	
Marché à bons de commande pour la surveillance et protection humaine contre les risques d'incendie et de panique dans les EPLE	
Marché à bons de commande pour la surveillance anti-intrusion	

Annexe 2 : Affectations travaux de maintenance

ANNEXE 2

Exercice commission JANVIER 2020
Commission permanente du 31 janvier 2020
Dispositif Maintenance, contrôles et entretien des EPLE
Numéro de rapport 47

Code dossier	Code dispositif	Code profil gestionnaire	Bénéficiaire	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision	Code commission
20000153	00000571	PLYC-MAPP	LGT RICHELIEU RUEIL MALMAISON	RICHELIEU 92 RUEIL REMPLCT VITRAGES	Affectation	10 260,00	AD000204
20000154	00000571	PLYC-MAPP	LP LEONARD DE VINCI BAGNEUX	VINCI BAGNEUX 92 ELAGAGES	Affectation	7 400,00	AD000204
20000155	00000571	PLYC-MAPP	LGT TURGOT PARIS 03EME	TURGOT 75013 TVX RENOV VITRAGES	Affectation	10 000,00	AD000204
20000156	00000571	PLYC-MAPP	LGT SOPHIE GERMAIN PARIS 04EME	GERMAIN 75004 TVX CONSLID FENÊTRES	Affectation	8 000,00	AD000204
20000157	00000571	PLYC-MAPP	LPO BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE	PASCAL VILLMOBLE 93 TVX ELAGAGE	Affectation	6 000,00	AD000204
20000158	00000571	PLYC-MAPP	LPO RENE CASSIN LE RAINCY	CASSIN RAINCY 93 ELAGAGE	Affectation	15 000,00	AD000204
20000159	00000571	PLYC-MAPP	LPO PAUL LANGEVIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	LANGEVIN SAINT GENNNE 91 ELAGAGE DE HAIES	Affectation	6 462,00	AD000204
20000160	00000571	PLYC-MAPP	LP LYC METIER CHATEAU DES COUDRAIES ETIOLLES	CHATEAU DES COUDRAIES 91 ETIOLLES ELAGAGE	Affectation	11 000,00	AD000204
				TOTAL 12201702		**74 122,00**	

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-051

DU 31 JANVIER 2020

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS: DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 - 4ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 1ER RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 69-08 du 26 juin 2008 portant transformation de la SAERP en société publique locale d'aménagement : approbation des statuts, habilitation des représentants de la Région Ile-de-France au sein des instances de gestion de la SAERP à poursuivre les opérations de transformation ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU la délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 relative au programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération CR 83-16 du 19 mai 2016 « Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins »;

VU la délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées Franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 ;

VU l'accord-cadre n°1800347 lots 1 et 5 portant sur la maîtrise d'ouvrage d'opérations de construction neuve et d'opérations ciblées dans les lycées et autres bâtiments de la Région, attribué en commission d'appel d'offres le 22 février 2019 et notifié le 30 avril 2019 respectivement au groupement Sequano Aménagement-Aménagement 77 et à la société EMBASE;

VU le budget régional d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-051 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve les programmes des opérations suivantes:

- Lycée neuf à Colombes (92) – Construction neuve
- Lycée Santos Dumont à Saint-Cloud (92) – Construction d'espaces sportifs
- CMR Lakanal à Sceaux (92) – Rénovation de la demi-pension

Article 2 :

Autorise la Présidente à signer avec IDF CD, conformément aux taux de rémunération votés dans le cadre de la délibération n° CR 112-12 du 23 novembre 2012 portant transformation d'IDF CD en société publique locale, la convention de mandat et dont le modèle est joint en annexe 1 à la délibération pour l'opération suivante :

- CMR Lakanal à Sceaux (92) – Rénovation de la demi-pension,
  pour un taux de rémunération arrêté à 3,30%

Article 3:

Autorise la Présidente, pour les opérations visées à l'article 1, à faire toute demande en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie ;

Article 4:

Autorise la Présidente à signer les conventions en annexe 2, 3 et 4 à la délibération, avec le Département des Hauts de Seine et la Ville de Vanves pour les travaux de rénovation des Cités Mixtes Départementales suivantes :

- CMR Lakanal à Sceaux (92)
- CMR Michelet à Vanves (92)

Article 5:

Autorise la Présidente à signer la convention en annexe 5 à la délibération, pour la participation financière du constructeur au coût d'équipement de la ZAC, avec le Département du Val-de-Marne concernant l'opération de restructuration-extension du lycée Adolphe Chérioux à Vitry-sur-Seine (94) ;

Article 6:

Affecte un montant d'autorisation de programme de 9 476 104€ disponible sur chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « lycées publics » programme HP222-003 (122003) « construction des lycées neufs », action 12200301 « construction des lycées neufs » du budget 2020, pour les opérations visées à l'annexe 6 à la délibération ;

Article 7 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 35 605 216€ disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-004 « Rénovation des lycées publics» (122004), action « rénovation des lycées publics » (12200401) du budget 2020 pour les opérations visées à l'annexe 6 à la délibération ;

Article 8 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 2 800 000€ disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », Programme HP 224-035 « Rénovation des cités mixtes régionales» (122035), action « rénovation des cités mixtes régionales » (12203501) du budget 2020 pour l'opération visée à l'annexe 6 ;

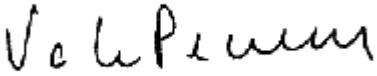
Article 9 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de 1 778 554€ disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-005 « Grosses réparations dans les lycées publics» (122005), action « grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget 2020 pour l'opération de reconstruction du lycée Marcel Cachin à Saint Ouen sur Seine (93), visée à l'annexe 6 à la délibération ;

Article 10 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de 4 431 000€ disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », Programme HP 222-018 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires» (122018), action « prestations liées aux travaux » (12201802) du budget 2020 pour l'opération de reconstruction du lycée Marcel Cachin à Saint Ouen sur Seine (93), visée à l'annexe 6 à la délibération ;

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166570-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 à la délibération:Convention type IDF CD

CONVENTION DE MANDAT

N° XX

OPERATION :

OBJET DE LA CONVENTION : **MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE**

MAITRE D'OUVRAGE : **REGION ILE-DE-FRANCE**
Pôle lycées
2 rue Simone Veil
93400 Saint – Ouen sur Seine

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisée par la délibération de la commission permanente n° ,

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et **ÎLE DE FRANCE CONSTRUCTION DURABLE** (IDF CD), société publique locale, sise Cité Régionale de l'Environnement d'Ile de France, 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING, son Directeur Général, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 13 février 2018.

ci-après dénommé " *le mandataire* ",

d'autre part

Sont convenus de ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

ARTICLE 8 : ASSURANCES

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

ARTICLE 1 : OBJET ET ENVELOPPE FINANCIERE

La présente convention porte sur l'opération de **XX**, comportant les missions définies aux articles 2422-1 et suivants du code de la commande publique relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues à la présente convention, sur la base du programme figurant à l'***annexe 1A*** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

L'enveloppe financière est fixée à XX euros, toutes dépenses confondues. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération).

Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à l'***annexe 2A***.

Elle est définitivement arrêtée à l'approbation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet définitif, ou, à défaut, du projet.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Programme de l'opération
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
- Annexe 2B : Demande d'avance de fonds, Planning prévisionnel détaillé des dépenses 2B bis, Décompte des paiements effectués par le mandataire 2B ter,
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Charte graphique et ses annexes
- Annexe 5 : Documents techniques à remettre par le mandataire au pôle lycées au cours de l'opération
- Annexe 6 : Plan d'archivage

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

3.1 – Le prix

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.
Ce montant, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.

Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :

Montant HT = [A x B] / [1 + (B x TVA en vigueur)]

A = Montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues

B = Taux de rémunération

Le taux de rémunération est fixé à : XX%

3.2 Ajustement de la Rémunération

Il est convenu que lorsque le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme de l'opération excède le montant d'origine de l'opération, toutes dépenses confondues (rémunération du mandataire comprise).

La rémunération est également ajustée, lors du bilan de fin de mission, sur la base des règlements effectués. A ce stade, le montant de la rémunération ne pourra cependant pas être inférieur au montant résultant du taux indiqué dans la présente convention appliqué à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat.

3.3 – Acomptes

Le règlement de la rémunération du mandataire est fractionné selon les étapes suivantes :

Phase	Rémunération du mandataire	% en fonction de l'étape de l'opération
Phase 1	Remise au MO de la note de synthèse des diagnostics finalisés et publication de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	3%
	Publication de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	2%
	Validation du rapport d'analyse du jury 1	2%
	Validation du dossier de consultation des concepteurs	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 2	Démarrage des commissions techniques	2%
	Validation du rapport d'analyse du jury 2	5%
	Notification du marché de maîtrise d'œuvre	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 3	Transmission esquisse	2%
	Transmission du rapport APS	5%
	Validation APS	3%
	Sous-total	**10%**
Phase 4	Transmission de l'APD	2%
	Validation de l'APD	4%
	Notification de l'avenant au MOE en phase APD	4%
	Sous-total	**10%**
Phase 5	Validation du PRO	3%
	Validation du DCE	3%
	Validation du RAO	4%
	Sous-total	**10%**
Phase 6	Exécution des travaux	40%
	Sous-total	**40%**
Phase 7	Réception	2,5%
	Levées des réserves / Mise à disposition des ouvrages	2,5%
	Sous-total	**5%**
Phase 8	Etablissement du BFM	2,5%
	Quitus	2,5%
	Sous-total	**5%**

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Les missions qui ont données lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes sous réserve de la validation du service fait par le service opérationnel de la Région.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la transmission d'une facture dématérialisée est possible sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : https://chorus-pro.gouv.fr.

3.4 – Paiement

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Le délai de paiement cours à compter de la réception des justificatifs et dossier complet fournis par le mandataire conformément à la présente convention.

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 1C***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe. L'interlocuteur de la Région, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération, aura un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de 3 ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération ainsi agréé par le maître d'ouvrage est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1*** de la convention.

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, l'équipe de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'opération ;
- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de l'opération et fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé ;
- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l'opération, établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 1B*** de la présente convention. A cet effet, il dresse et tient à jour le calendrier opérationnel (Diagramme de Gant) et ses évolutions tout au long de l'opération. Il doit être en capacité de le transmettre au maître d'ouvrage à tout moment ;
- pilote, la démarche Qualité Environnementale pour les opérations concernées et notamment la procédure de certification lorsque celle-ci s'applique à l'opération ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de la concertation ;
- gère, le cas échéant, la mise en œuvre du 1% artistique ;
- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l'opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;
- applique, pour ce faire, les procédures prévues par le code de la commande publique relatif aux marchés publics et leurs textes d'application, et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http : // marchespublics.iledefrance.fr). Il assure la dématérialisation des procédures, le suivi de la passation et le cas échéant des avenants, en utilisant l'outil informatique spécifique du maître d'ouvrage. Il rend compte des marchés qu'il a passé ;
- gère l'exécution des marchés, assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues par la règlementation des marchés publics ;
- procède à la signature et à la notification des protocoles transactionnels, le cas échéant ;
- en cas de réclamation indemnitaire, fait des propositions de provisions pour risques ;
- établit les comptes rendus des réunions à chaque phase de l'opération telles que : lancement des diagnostics, synthèse des diagnostics, questions/réponses, commissions techniques, négociations, mise au point du projet (APS, APD, PRO, DCE….) ;
- de manière générale, établit les comptes rendus de toutes les réunions signalées auxquelles il participe, avec ou hors présence du maître d'ouvrage ;
- s'approprie les résultats de l'ensemble des diagnostics liés à l'opération, y compris ceux dont il n'a pas assuré la passation et/ou l'exécution.
- participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage ;
- organise, chaque mois pendant les travaux, une réunion de « maîtrise d'ouvrage » entre le maître d'ouvrage, l'utilisateur, la maîtrise d'œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu (hors réunions de chantier et OPC) ;
- prépare la réunion semestrielle d'évaluation sur le suivi de l'opération avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier, en établissant les documents suivants : le calendrier de l'opération à jour, le bilan financier provisoire actualisé de l'opération, un échéancier des dépenses de l'opération, le rapport d'avancement des études, des travaux et plus généralement de tous les marchés en cours et la synthèse des difficultés éventuelles rencontrées ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Le responsable de l'opération assiste à la réunion semestrielle. Il en établit le compte-rendu qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France » ;
- fait une note de bilan des réclamations gérées pendant l'opération.

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées du **6.1** au **6.5** ci-dessous.

Chaque phase doit être réalisée conformément aux délais fixés à l'***annexe 1B*** de la convention.

Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***annexe 1B***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des concepteurs, dossier de consultation des entreprises, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics).

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » donne lieu à pénalité dans des conditions fixées à l'***article 12.1*** de la convention.

6.1 – De la notification de la convention de mandat à l'envoi de l'AAPC de maîtrise d'œuvre

Le maitre d'ouvrage lui remet les diagnostics et études préalables qu'il a fait réaliser, ainsi que tous les référentiels Région, les différents programmes de l'opération et les objectifs du maître d'ouvrage.
Sous cinq jours, il rend une note de compréhension de l'opération qui intègre également son analyse financière et un calendrier de mise en œuvre qu'il tiendra à jour tout au long de l'opération.

Le mandataire assure la constitution du dossier de consultation (DCC) des concepteurs et rédige l'avis d'appel public à concurrence (AAPC) pour le marché de maîtrise d'œuvre.

Le maitre d'ouvrage lui remet les diagnostics et études préalables qu'il a fait réaliser, ainsi que tous les référentiels Région, les différents programmes de l'opération et les objectifs du maître d'ouvrage.
Sous cinq jours, il rend une note de compréhension de l'opération qui intègre également son analyse financière et un calendrier de mise en œuvre qu'il tiendra à jour tout au long de l'opération.

Sur la base du dossier d'opération remis par le maître d'ouvrage, le mandataire apprécie la nécessité de réaliser le cas échéant toute autre étude non réalisée par le maître d'ouvrage et en réfère au maître d'ouvrage.
Avec l'accord du maître d'ouvrage, il lance la consultation pour les marchés correspondants dans les supports appropriés, selon les modes et les procédures réglementaires propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il réceptionne les offres, les analyse et s'assure de la conformité des études remises. Les résultats des diagnostics sont alors analysés par le mandataire au regard de la fiche financière que le maître d'ouvrage lui a remis au début de l'opération. Il lui appartient d'alerter le maître d'ouvrage sur les difficultés techniques et de les confronter avec le budget de l'opération, de proposer des solutions.

Le mandataire soumet à l'accord du maître d'ouvrage, pour validation :
- le projet de règlement de consultation de maîtrise d'œuvre,
- le DCC complet et finalisé.

Concomitamment à la constitution du DCC, le mandataire rédige le projet d'AAPC pour le marché de maîtrise d'œuvre qu'il soumet également à l'accord du maître d'ouvrage.

Le mandataire remet le DCC (y compris les questions-réponses) au maître d'ouvrage selon les prescriptions de ce dernier (cf. annexe 5 : arborescence et codification).

Il envoie aux publications l'AAPC de maîtrise d'œuvre dès qu'il est validé par le maître d'ouvrage dans les supports appropriés selon les modes et les procédures propres au maître d'ouvrage.

6.2 – De l'envoi de l'AAPC de maîtrise d'œuvre à la notification du marché de maîtrise d'œuvre

6.2.1 : Assistance pour le choix du maître d'œuvre

Le mandataire assure, en coordination et sous le contrôle du maître de l'ouvrage, la procédure de sélection des maîtres d'œuvre et la négociation du marché de maîtrise d'œuvre conformément aux procédures prévues par la réglementation relative aux marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage :

- il rédige et publie l'AAPC et les éventuels avis rectificatif sur les supports appropriés.

- il établit le rapport d'analyse des candidatures selon les modalités suivantes demandées par le maître d'ouvrage :
  - contexte de l'opération : présentation de l'opération, objectifs du projet, nature et montant prévisionnel des travaux ;
  - déroulement de la procédure avec la publication des avis d'appel publics à la concurrence ;
  - présentation des équipes candidates : recevabilité administrative et technique intégrant une analyse détaillée des candidatures au regard des critères de l'AAPC avec une proposition de classification (sur les supports souhaités par le maître d'ouvrage).

- il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de sélection ou de 1ère phase :
  - finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http : //www. iledefrance.fr/marches-publics/) ;
  - assure la présentation orale de l'opération devant le jury ;
  - rédige et envoie les courriers d'attribution et de rejets aux candidats.

- il gère l'ensemble de la consultation dans le respect de l'anonymat et de l'égalité de traitement des candidats :
  - transmet le DCC complet et validé aux équipes concurrentes ;
  - organise et est présent à la (les) visite(s) du site ;
  - à l'issue des réponses aux questions des candidats, transmet, en deux exemplaires, sur CDROM les fichiers informatiques sous format pdf du DCC finalisé (y compris réponses aux questions et modificatifs ou rectificatifs engendrés par celles-ci) ;
  - organise et est présent à la (aux) réunion(s) d'information ;
  - organise et est présent aux commissions techniques ;

- il réalise la synthèse des travaux de la commission technique et rédige le rapport d'analyse selon les modalités définies par le maître d'ouvrage, à savoir :
  - rappel de l'opération : site, bâti, programme, objectifs, procédures, indemnités et règlement de consultation,
  - présentation de chaque projet à partir des documents remis par les candidats,
  - analyse détaillée de chacun des projets et notamment l'analyse architecturale, urbanistique, fonctionnelle, technique, réglementaire, environnemental, phasage des travaux, économique, en accord avec les critères énoncés dans l'AAPC et le RPC.

- il assiste le maître d'ouvrage pour la réunion du jury de désignation du ou des lauréats, ou jury de 2ème phase :
  - finalise les tâches liées à la procédure (cf. site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ;
  - s'assure de la présence des « experts » de la commission technique ;
  - assure une présentation orale de qualité de l'ensemble des travaux de la commission technique à l'attention du jury ;
  - rédige le procès-verbal du jury qu'il soumet pour approbation au maître d'ouvrage ;
  - rédige et envoie les courriers d'attribution et de rejets motivés

- il assiste le maître d'ouvrage pour la négociation du marché de maîtrise d'œuvre, transmet le rapport de la commission technique au lauréat, analyse les propositions de l'équipe lauréate (taux de complexité, taux de rémunération), rédige les comptes rendu de réunion de négociation ;

- il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité puis notifie le marché et publie l'avis d'attribution ;

- le cas échéant, il règle les indemnités aux personnalités qualifiées membres du jury.

6.2.2 : Passation des autres marchés d'études

Aux différents stades des études, le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :
- études techniques nécessaires au travail de la commission technique ;
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- coordination système sécurité incendie (CSSI) le cas échéant ;
- ordonnancement et pilotage de chantier (OPC) le cas échéant ;

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.

Il rédige les marchés et, après l'accord du maître d'ouvrage sur ces marchés, lance les consultations correspondantes dans les supports appropriés, selon les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage. Dans ce cadre, il procède notamment à l'analyse des candidatures et des offres ; la soumet, pour approbation, au maître d'ouvrage (Cf. article 7.2 de la présente convention).

6.3 – De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la validation du dossier d'avant-projet

6.3.1 : Suivi des études de maîtrise d'œuvre

En application de l'article L2422-6 du code de la commande publique, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projet.

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers APS, APD, PRO et DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :
- CSPS
- Contrôleur technique
- CSSI
- Assistant câblage
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire des dossiers APS, APD, PRO ou DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :
- programmation fonctionnelle et technique
- sécurité incendie
- qualité environnementale
- énergie
- Autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase pour le soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

La synthèse des documents à remettre à chaque phase au maître d'ouvrage (services opérationnels de la Région, lycées, outil de gestion du patrimoine) est présentée à l'annexe 5.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

En phase de validation d'APD, le mandataire effectue un contrôle de la cohérence avec les objectifs et du programme initial, amandée le cas échéant, des remarques de la commission technique du jury de concours reprises lors des négociations avec l'équipe de maîtrise d'œuvre.
Dans ce cadre, il vérifie notamment le respect des éléments suivants : le maintien des objectifs, le respect de programme fonctionnel et environnemental, le respect des surfaces et des fiches techniques du programme. Il rend une note synthèse au maître d'ouvrage dans laquelle il fait des propositions de correction des éventuels écarts.

Le mandataire joint à son analyse du dossier APD le projet d'avenant au marché de maîtrise d'œuvre qui arrête l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Ce projet d'avenant est accompagné d'un rapport de présentation. Ce projet est, le cas échéant, soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante du maître d'ouvrage. Le mandataire notifie au maître d'œuvre l'avenant à son marché dans les plus courts délais.

6.3.2 : Permis de construire et autorisations administratives

Au cours de la phase APS ou APD, selon les spécificités de l'opération et en concertation avec le maître d'ouvrage, le mandataire prépare le permis de construire et toutes autres autorisations administratives.

Il compulse, en concertation avec le maître d'œuvre, les dossiers de demande de permis de construire et éventuellement de permis de démolir puis transmet à la signature du maître d'ouvrage ces demandes.

Il dépose ces dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à l'obtention de ces permis.
Il transmet les arrêtés au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Il remet l'ensemble des demandes d'autorisation (permis de construire, permis de démolir, dossier Loi sur l'eau, Installations classées, etc) en y annexant les avis ou rapports d'instruction correspondants sous un fichier PDF unique regroupant les pièces scannées au service ressources techniques bâti et foncier de la Direction des opérations du Pôle Lycées.

6.4 – Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux

6.4.1 : De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC Travaux

Suivi des études de maîtrise d'oeuvre

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers PRO/DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :

- CSPS
- CSSI le cas échéant
- Contrôleur technique
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier PRO/DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :

- sécurité incendie
- amiante, plomb
- autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase pour le soumettre à l'approbation du maître d'Ouvrage.

Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

Autorisations administratives

Il transmet les arrêtés liés aux autorisations administratives au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Elaboration et passation des marchés de travaux

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises de travaux, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Dès la phase d'élaboration du DCE, il prépare l'ensemble du dossier marché et rédige l'AAPC. L'ensemble des documents sont soumis pour approbation au maître d'ouvrage.

6.4.2 : Du lancement de l'AAPC Travaux à la notification des marchés Travaux

A compter de l'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, le mandataire transmet les DCE aux candidats qui en font la demande, assiste le maître d'ouvrage dans la préparation et lors des séances de la commission d'appel d'offres.

Il exerce le suivi de l'analyse réalisée par le maître d'œuvre et compulse le dossier final d'analyse.

Il assure la mise au point du ou des marchés de travaux.

Il prépare le dossier nécessaire à la transmission du dossier marché au contrôle de légalité. Il ne notifie le marché qu'après communication de l'accusé réception par la préfecture.

Il informe sans délai le maître d'ouvrage de la date de notification des marchés et lui transmet le marché et publie l'avis d'attribution.

6.5 – De la notification des marchés de travaux à la fin de la garantie de parfait achèvement

6.5.1 : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.

Il participe à toutes les réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant d'un suivi rigoureux du montant des travaux et assure la maîtrise des dérives liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Il tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable au maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux, et notamment les documents suivants :

- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

6.5.2 : Réception de l'ouvrage

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités prévues aux articles 41 et 42 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'Arrêté du 8 septembre 2009 (NOR: ECEM0916617A publié au JORF n°0227 du 1 octobre 2009).

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Après les opérations préalables à la réception, il organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maître d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision à ou aux entrepreneurs dans les délais prévus à l'article 41.3 du CCAG travaux.

La remise de l'ouvrage à la Région intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

6.5.3 : Prestations de déménagement, gardiennage et fourniture du premier équipement du lycée

Sur la base des référentiels régionaux, le mandataire organise et coordonne la passation et le suivi des marchés de mobilier, de déménagement et de gardiennage au regard du phasage de l'opération.

Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises, selon le mode de passation et les procédures propres au maître d'ouvrage.

Il organise en lien avec les utilisateurs les interventions sur site, met en place toute action visant le bon déroulement de ces marchés (réunion sur site avec les prestataires, réunion d'information avec les utilisateurs, inventaire, état des lieux,…) et effectue un contrôle qualité.

Il veille au respect des délais contractuels et à la bonne coordination des intervenants en fonction des impératifs liés au calendrier scolaire, tels que les périodes d'examen ou de fermeture d'établissement.

En cas de difficulté, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Il assure la réception des opérations.

6.5.4 : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du maître d'œuvre après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

Les missions du mandataire en lien avec le quitus de l'opération sont détaillées à l'article 15 ci-après.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHÉS

7.1 : Conditions d'approbation des marchés par le maître d'ouvrage

Le/la président(e) de la Région, par délégation du conseil régional, est chargé(e), pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire, par délégation du/de la président(e) de la Région Ile-de-France. Cette signature ne peut intervenir qu'une fois que le/la président(e) de la Région en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

Le mandataire rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente, dans le respect de la réglementation et conformément aux procédures régionales.

En application de l'article L2422-6 du code de la commande publique, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du maître d'œuvre et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect des procédures régionales.

7.2 : Passation et exécution des marchés

Pour tous les marchés et accords-cadres dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il applique les procédures réglementaires et celles propres au maître d'ouvrage.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le(s) rapport(s) d'analyse. Il mène, le cas échant, les négociations. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation selon les procédures régionales. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du maître d'ouvrage le cas échéant. Le cas échant, il fait la mise au point des marchés.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec

la totalité du dossier d'appel d'offre au Pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution et en vérifie la parution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

7.3 : Modifications aux marchés

Les modifications aux marchés doivent respecter les dispositions des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Elles sont, avant tout début d'exécution :
- négociées avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;
- le cas échéant, approuvées préalablement par la CAO du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmises par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signées et notifiées au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : Informations sur les marchés

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – Assurance du mandataire

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants ».

8.2 – Police dommage ouvrage et tous risques chantier

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » est soumise à l'accord préalable et express du maître d'ouvrage qui se prononce au vu des informations transmises par le mandataire portant notamment sur le montant de l'opération, sa complexité technique, les risques spécifiques identifiés, le nombre de macro lots et l'existence de locaux d'habitation.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire souscrit pour le compte de la Région, maître d'ouvrage, les contrats d'assurances Dommage Ouvrage de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la garantie, il déclare et assure la gestion des sinistres survenus pendant la durée d'exécution et de parfait achèvement du chantier. Il en rend compte au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus aux contrats.

8.3 – Assurances des intervenants à la construction

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :

- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – Conditions des avances de fonds versées au mandataire

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – Versement des avances de fonds

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
2 - Le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les annexes 2A (bilan de l'autorisation de programme) ; 2B (demande d'avance de fonds / rémunération), 2B bis (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et 2B ter (fiche navette : la liste des factures relatives aux dépenses de la dernière demande d'avance et le total des dépenses de l'opération) en format Excel. Les factures acquittées en 3 exemplaires.
4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en 2 exemplaires.

9.3 – Rejet des demandes d'avances de fonds

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;
- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire d'IDF CD dédié aux opérations du Pôle lycées.
Ils sont reversés annuellement à la Région accompagnés d'un extrait du relevé de compte bancaire sur lequel ils sont versés.

ARTICLE 11 : ÉVALUATION ET CONTRÔLES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération.

11.1 – Evaluation

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué, notamment sur les critères suivants :

- Respect des dispositions du contrat de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage ; les propositions de solutions et documents de synthèse ; les comptes rendus des réunions
- Qualité du suivi technique : préparation de l'analyse des phases et rapport de synthèse au niveau APS, APD, PRO, DCE ainsi qu'en phase de réalisation
- Présence et coordination sur le chantier
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics) ; la qualité des rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

11.2 – Contrôle financier et comptable

11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, sur le compte bancaire d'IDF CD dédié aux opérations du Pôle Lycées.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :

- un certificat attestant l'état d'avancement de l'opération effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. ***annexe 3***).
- un échéancier prévisionnel de l'opération faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

11.3 – Reporting de suivi

Durant toute la durée de sa mission, le mandataire s'engage à fournir de façon trimestrielle au maître d'ouvrage les données suivantes (sur la base de 2 tableaux différents qui seront communiqués par la région):

Tableau n°1 : Données permettant le suivi des délais de paiement :
- Nom de votre structure
- Nom de l'opération
- Numéro du contrat
- Donneur d'ordres (Pôle Lycées / Enseignement supérieur / autre)
- Numéro de la facture
- Raison sociale du tiers payé
- Siret du tiers payé
- Date de réception de la facture
- Date de règlement de la facture
- Montant payé TTC

Ce tableau sera à renvoyer par mail
-au service contrôle de gestion de la Région Île-de-France : Sylvie.TOULOTTE@iledefrance.fr ; quentin.ordonez@iledefrance.fr
-à la Direction des opérations : le Directeur de projet associé à l'opération et sa cheffe de service

Tableau n°2 : Données permettant le suivi de la dépense
- Raison sociale du tiers payé
- Siret du tiers payé
- code APE du tiers payé
- adresse postale avec n° du code postal du tiers payé
- dépenses trimestrielles par tiers en euros TTC
- Montant total des dépenses payées en euros TTC

Ce tableau sera à renvoyer par mail à la direction des achats de la Région Île-de-France : isabelle.clamens@iledefrance.fr ; quentin.ordonez@iledefrance.fr

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

12.1 – Pénalités

- Respect du cadre calendaire de l'opération

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 1B***, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

- Maintien de la structure opérationnelle

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non-respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, le mandataire est passible d'une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

- Transmission des comptes rendus et synthèses

En cas de défaut de remise des comptes rendus ou des synthèses demandés par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour de retard 15 jours après la mise en demeure.

- Ajournement ou réfaction de prix en cas de remises de dossiers incomplets

Dans le cas de production de rapport, compte-rendu, synthèse ou tout autre dossier incomplet, en quantité et/ou en qualité, mais nécessitant des compléments, améliorations ou mises au point, le maître d'ouvrage peut en prononcer l'ajournement.
Si les documents produits ne sont que partiellement exploitables, le maître d'ouvrage peut décider d'une réfaction déterminée en rapport avec le travail accompli et exploitable. La décision d'ajournement ou de réfaction, qui s'exprime en un montant forfaitaire HT, sont notifiées au mandataire.

- Pénalité pour absence aux rendez-vous ou réunions

Pour toute absence non excusée à un rendez-vous ou une réunion auquel il aurait été dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €). Elle est défalquée de l'acompte correspondant à phase en relation avec le rendez-vous ou la réunion manqué.

- Présence aux réunions de chantier

En cas d'absence du mandataire à une des réunions de chantier, celui-ci est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de quatre cents euros (400 €) par absence.

- Transmission des pièces pour les demandes d'avances

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Bilan financier annuel

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de huit cents euros (800 €) par mois de retard.

- Transmission des documents visés à l'annexe 5

En cas de non remise des documents prévus à l'***annexe 5*** le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Transmission des pièces pour ester en justice et des pièces nécessaires à la gestion des précontentieux et contentieux

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 13*** (capacité d'ester en justice) et de l'***article 6.6***, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de deux cents euros (200 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

- Transmission du DOE vérifié

En cas de remise d'un DOE incomplet résultant d'une absence de vérification et de diligence de sa part, le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euro (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir la preuve de sa diligence.

- Transmission des pièces du quitus

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 15*** (délivrance du quitus), le mandataire est passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de cent euros (100 €) par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;

- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;

- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;

- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier,

- les cas de force majeure : tous les événements exceptionnels non imputables au mandataire et n'ayant pu ni être prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir ses engagements.

12.2 – Frais exclus du budget d'opération

- Charge des intérêts moratoires

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

- Charge des frais financiers

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira le pôle opérationnelle en charge de l'opération et le pôle achats, performance, commande publique, juridique (PAPCPJ) de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :
- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants au PAPCPJ :
- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire,
  - permis de démolir (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),
  - toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :
- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier au PAPCPJ dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête au PAPCPJ pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - Propriété des études

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

14.2 - Dispositions fiscales

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 17.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : ***art.7.4 de la présente convention.***

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. : ***annexe 2C***

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu synthétique du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier du respect ou non du calendrier et du coût de l'opération ;

- Le dossier de fin d'opération visé en ***annexe 6*** : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'***annexe 6*** peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Le maître d'ouvrage peut refuser de délivrer le quitus pour le cas où à la date du quitus, il subsiste encore des litiges avec les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération.

Si le maître d'ouvrage accepte de délivrer le quitus bien qu'il subsiste encore des litiges liés à l'opération alors le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments utiles pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

16.1- Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié – dénonciation – injonction

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, IDF CD s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16.2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de la société, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.
Le mandataire, IDF CD, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans la société, dans un délai de 15 jours.

16.2- Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés en ***annexe 6***.

17.1- Défaillance du mandataire

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

17.2 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1A***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5% en cas de résiliation des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***annexe 6***.

17.3 – Non obtention des autorisations administratives

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 17.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 17.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le
Pour Île de France Construction Durable
Le Directeur Général

Monsieur Mathias DOQUET-CHASSAING

(*signature et cachet*)

Le
Pour la Région d'Ile-de-France

NOTIFICATION DE LA CONVENTION :

Reçu NOTIFICATION de la convention le : ……

Reçu l'avis de réception postal de la NOTIFICATION de la convention le : ……

_____

Le titulaire :

ANNEXE 1A

CONVENTION DE MANDAT N° XX

PROGRAMME DE L’OPÉRATION

ANNEXE 1B

CONVENTION DE MANDAT N° XX

CADRE CALENDAIRE DE L'OPÉRATION

La mission du mandataire est divisée en huit phases :

Phase 1 : De la notification de la convention de mandat à la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre
Phase 2 : De la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage à la notification du marché de maîtrise d'œuvre
Phase 3 : De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD
Phase 4 : De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux
Phase 5 : Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux
Phase 6 : De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux
Phase 7 : De la réception des travaux à la fin de la GPA
Phase 8 : De la fin de la GPA au quitus

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires

Délais par missions encadrées : en jours ouvrables :
M = délai maximum
m = délai minimum

Phases concernées	**Délai global par phase**	**Missions encadrées**	**Délai des missions encadrées à respecter**
Phase 1 De la notification de la convention de mandat à la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre	mois	- remise du dossier par le maître d'ouvrage / remise d'une proposition de diagnostics (liste, évaluation, procédure, calendrier, AAPC)	15 jours M
		1) Diagnostics hors CAO - De la validation propositions de diagnostics / A la remise des cahiers des charges diagnostics	15 jours M
		De l'accord du maître d'ouvrage sur le cahier des charges du diagnostic / Au lancement de la consultation	3 jours M
		- Du lancement de la consultation / A la remise du rapport d'analyse des offres	25 jours M
		- De la validation du rapport d'analyse pour le choix des prestataires à retenir / A la notification des marchés	12 jours M
		OU	
		2) Diagnostics avec CAO - De la validation propositions de diagnostics / A la remise des cahiers des charges diagnostics	15 jours M
		- De l'accord du PL sur le cahier des charges du diagnostic / A l'envoi de l'AAPC pour validation au PAPCPJ	3 jours M
		- De la validation de l'AAPC par le PAPCPJ / Au lancement de la consultation	3 jours M
		- Du lancement de la consultation / A la remise du rapport d'analyse des offres	25 jours M
		- De la transmission du PV de CAO / A la	12 jours M

		notification des marchés	
Phase 2 De la validation de l'AAPC de maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage à la notification du marché de maîtrise d'œuvre	mois	- De la date de notification de la réception des plis / A la remise du projet de rapport d'analyse des candidatures	30 jours M
		- De la remise du projet provisoire de rapport d'analyse des candidatures / A la validation du rapport d'analyse par le PL	10 jours M
		- De la validation du rapport d'analyse par le PL/ A la transmission du rapport numérisé et de 10 exemplaires (papier+clé USB)	14 jours m avant la date de jury
		- De la transmission arrêté de jury de 1ère phase / A la remise du DCC au concepteur	12 jours M
		- De la transmission des projets anonymisés/ A la communication des documents aux membres de la commission technique - De la fin des commissions techniques/ A la transmission du projet provisoire de rapport d'analyse au PL	3 jours M 30 jours M
		- De la remise du projet provisoire de rapport de synthèse / A la validation du rapport d'analyse de la commission technique par le PL	15 jours m
		- De la transmission du rapport validé en 10 exemplaires (papier + clé USB) + 1 envoi numérisé / A la 2ème phase du jury	14 jours m
		- De la transmission du PV du jury d'attribution / Aux négociations et mise au point du marché - De la validation de la mise au point du marché / A la transmission du marché de maîtrise d'œuvre au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	12 jours M 5 jours M
		- De la réception de l'AR préfecture / A la notification du marché de maîtrise d'œuvre	3 jours M
Phase 3 De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification de l'avenant APD	mois (*)	- De la réception de l'APS/ A la transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'APS - De la réception de l'APD / A la transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'APD pour l'avenant APD	25 jours M 25 jours M
		- De la notification de la délibération / A l'envoi de l'avenant pour contrôle de légalité	5 jours M
		- De la réception AR préfecture / A la notification de l'avenant	3 jours M
Phase 4 De la notification de l'avenant APD au lancement de l'AAPC travaux	mois (*)	- De la réception du projet et DCE / A l'analyse et transmission des documents formalisés au PL	20 jours M
		- De la validation du DCE par le PL / A la transmission de l'AAPC au PAPCPJ	5 jours M
		- De la validation de l'AAPC par le PAPCPJ / A l'envoi de l'AAPC aux publications	3 jours M

Phase 5 Du lancement de l'AAPC travaux à la notification des marchés de travaux	mois	- De la transmission du PV de CAO d'ouverture / A la transmission du RAO (entreprise générale) OU - De la transmission du PV de CAO d'ouverture / A la transmission du RAO (lots séparés)	30 jours 40 jours
		- De la transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération d'autorisation à signer le(s) marché(s) / A la transmission du(des) marché(s) au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	15 jours M
		- De la réception de l'AR préfecture / A la notification marché	5 jours M
Phase 6 De la notification des marchés de travaux à la réception des travaux	mois	En cas d'avenant : - De la réception proposition d'avenant(s) par le maître d'œuvre / A l'analyse et transmission d'une proposition d'avenant au maître d'ouvrage	10 jours M
		- De la notification de la délibération / A l'envoi de l'avenant au PAPCPJ pour le contrôle de légalité	5 jours M
		- De la réception de l'AR préfecture / A la notification avenant	3 jours M
Phase 7 De la réception à la fin de la GPA	mois (**)	- Du constat d'un désordre par l'établissement / Au déclenchement de l'intervention de l'entreprise	5 jours M
Phase 8 De la fin de la GPA au quitus	mois	- De l'échéance de la période de parfait achèvement / A la transmission de l'ensemble des éléments relatifs au quitus d'opération	3 mois M

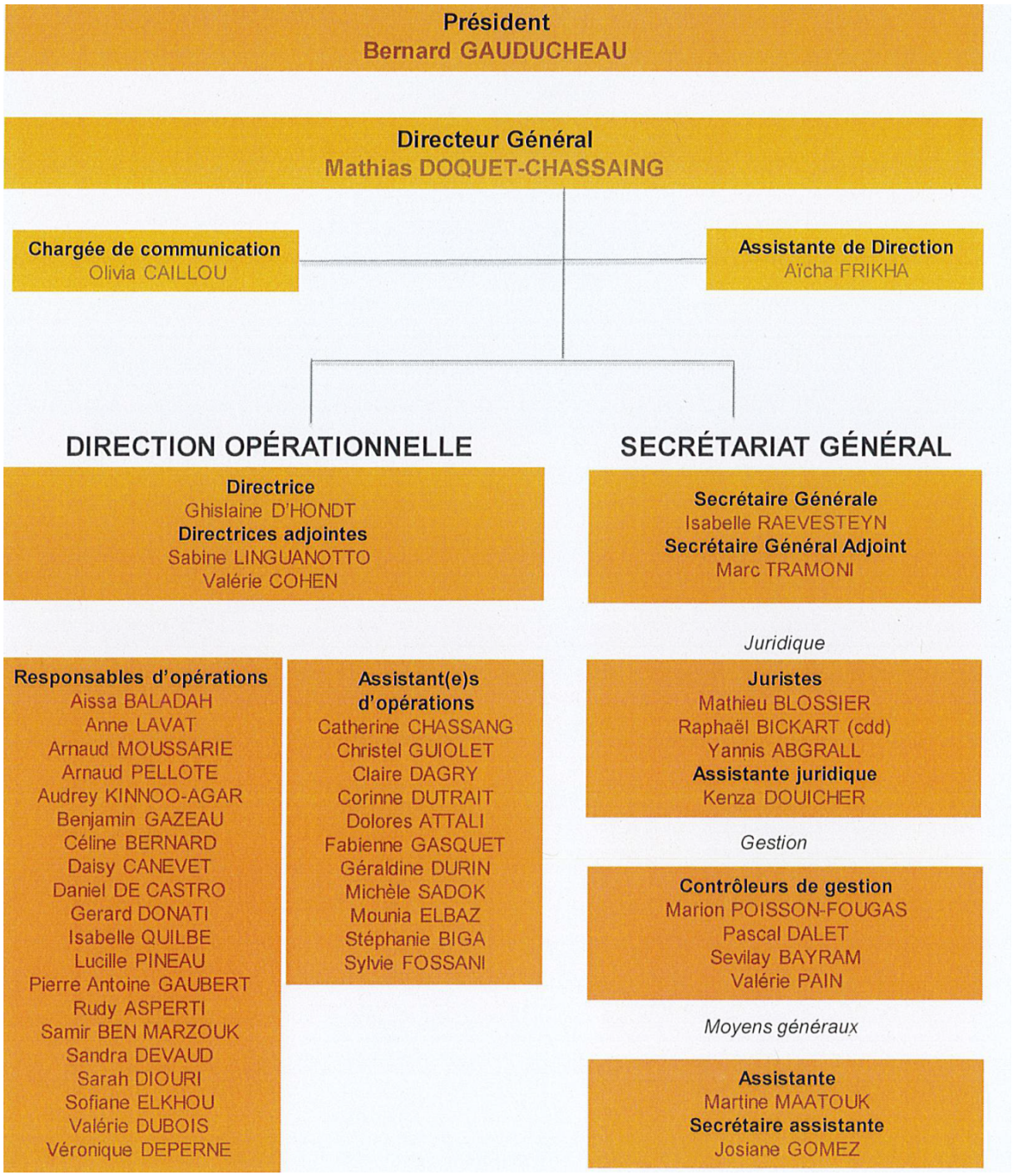
(*) ***hors avenant de maîtrise d'œuvre supplémentaire***

(**) ***sous réserve d'une prolongation éventuelle de la GPA***

ANNEXE 1C

CONVENTION DE MANDAT N° XX

STRUCTURE ET ORGANISATION
MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE



ANNEXE 2A

CONVENTION DE MANDAT N° XX

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	**AP votées**	**CP mandatées**			**AP disponibles**
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du ……	€	€	€	€	€
CP n° du ……	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE
€

Le mandataire en la personne de la _____ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Le

Pour le mandataire

ANNEXE 2B

CONVENTION DE MANDAT N° XX

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS
N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

Le (Cachet et signature du mandataire)	***Cadre réservé aux services de la Région*** Pour la Présidente du Conseil régional Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de Imputation budgétaire : N° engagement : N° pré mandat : Le

ANNEXE 2B bis

CONVENTION DE MANDAT N° XX

PLANNING PRÉVISIONNEL DÉTAILLÉ DES DÉPENSES :

Désignation lignes budgétaires en euros TTC	***Cumul des dépenses antérieures***	***Année N***				***N+1***	***N+2***	***N+3***
		Mois 1	***Mois 2***	***Mois 3***	***Total année N***			
Sous-total dépenses								

Le

(Cachet et signature du mandataire)

ANNEXE 2B ter

FICHE NAVETTE

Décompte des paiements effectués par le mandataire

CONVENTION DE MANDAT N° XX

CUMUL ANTERIEUR	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
			-	Lycée XXX à XXXXXX

DATE	OBJET	FOURNISSEURS	N° FACTURE	MONTANT EUROS	Rémunération en EUROS	OBSERVATIONS

	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL
TOTAL GENERAL			

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 2C

CONVENTION DE MANDAT N° XX

BILAN FINANCIER D'OPERATION VALANT BILAN DE FIN DE MISSION

Fiche récapitulative

AP AFFECTEES			MONTANTS TTC
CP n°	DU	AP affectée n°	
CP n°	DU	AP affectée n°	
TOTAL DES AP AFFECTEES			0,00 €
RELIQUAT D'AP			0,00 €
AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)			**#VALEUR!**

AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX		MONTANTS TTC
N°1	DU	
N°2	DU	
N°3	DU	
N°4	DU	
N°5	DU	
N°6	DU	
N°7	DU	
N°8	DU	
N°9	DU	
N°10	DU	
N°11	DU	
N°12	DU	
N°13	DU	
N°14	DU	
N°15	DU	
TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)		**- €**

CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX	
CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PRIS PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX (2)	
TRÉSORERIE SUR AVANCES DE FONDS (1-2)	**- €**

ACOMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE			MONTANTS TTC
N° Facture	PHASES	DATE	
F1	Validation du DCC		- €
F2	Notification du marché de maîtyrise d'œuvre		
F3	Validation de l'APS		
F4	Notification de l'avenant au marché de Maîtrise		
F5	lancement de l'AAPC travaux		
F6	Notification du marché de travaux		
F7	Direction de l'exécution des travaux		
F8	Direction de l'exécution des travaux		
F9	Direction de l'exécution des travaux		
F10	Direction de l'exécution des travaux		
F11	Direction de l'exécution des travaux		
F12	Levée des réserves		
TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)			**- €**

REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES (4)			[(A*B)+TVA(A*B)]+C
Taux (A) :	%	Montant réel des travaux (B) : 0,00 €	
Forfait pour désignation du MOE TTC (C) :			**#VALEUR!**
TROP PERCU EN REMUNERATION (3-4)			#VALEUR!
REMUNERATION DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS (4-3)			#VALEUR!

PRODUITS FINANCIERS	MONTANTS TTC
CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)	
PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)	
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)	**- €**

TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION	MONTANTS TTC
TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	- €
TROP PERCU EN REMUNERATION	#VALEUR!
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER	0,00 €
TOTAL DES TITRES DE RECETTES	**#VALEUR!**

ANNEXE 3

CONVENTION DE MANDAT N° XX

BILAN FINANCIER ANNUEL

Mandataire :

Date de mise à jour :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	Observa-tions
Cumul avances reçues avant 201_	Cumul avances reçues en 201_	Cumul des avances versées (1 + 2)	Paiements effectués hors rémunération avant 201_	Paiements effectués hors rémunération en 201_	Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5)	Ecart entre avances et paiements (3 - 6)	Cumul rémunération reçue avant 201_	Cumul rémunération reçue en 201_	Total des rémunérations versées (8 + 9)	Total général des versements (3 + 10)	Cumul produits financiers avant 201_	Cumul produits financiers en 201_	Total produits financiers (12+ 13)	

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 201_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 201- ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

Le :

Cachet et signature du comptable :

BILAN FINANCIER

Liste des dépenses

ANNEXE 3 page 2 sur 2

POSTE DE DEPENSE	NOM DU TITULAIRE	MONTANT DU MARCHE INITIAL EN € HT	MONTANT DE L'AVENANT N°1 *	MONTANT DE LA REVISION EN € HT	CUMUL DES REGLEMENTS EN € HT	MONTANT DE LA TVA ACQUITTEE	CUMUL DES REGLEMENTS EN € TTC	EXERCICE BUDGETAIRE
ETUDES							0,00	
Total études spéciales et complémentaires :							0,00	
Etude topographique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol complémentaire - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Total diagnostics techniques :							0,00	
Diagnostic : amiante - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Diagnostic : plomb - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total indemnités de concours							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de maîtrise d'œuvre - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de contrôle technique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SPS - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SSI - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché OPC							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TRAVAUX							0,00	
Total marché(s) de travaux - marché n°							0,00	
Marché de travaux lot n°1 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°2 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°3 - marché n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Total frais de concessionnaires							0,00	
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
ASSURANCES							0,00	
Total Assurance construction							0,00	
Assurance : TRC - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Assurance : DO - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
DIVERS							0,00	
Total frais de reprographie							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total frais de publications							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total référé préventif							0,00	
Facture n°								
MANDATAIRE							0,00	
Total honoraires ** - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								

TOTAL	0,00

LEGENDE :

* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants

** Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

ANNEXE 4

CONVENTION DE MANDAT N° XX

L'annexe présente la charte graphique à respecter par le titulaire pour toute transmission de documents et les modalités de gestion documentaire via une DATA BOX dédiée à l'opération.

CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

1. PRESENTATION

La Région Ile de France met en place une base de gestion patrimoniale (documentaire et descriptive) et assure la mise à jour et l'exploitation des plans des 471 lycées dont elle est en charge pour l'entretien, la rénovation, et la construction.

Elle contient des plans, photos, documents techniques et réglementaires, état des surfaces, occupations des locaux et données descriptives du patrimoine.

L'ensemble de ces documents et informations serviront de base de travail pour les différents intervenants notamment dans les opérations de restructuration ou de maintenance.

Les versions numériques des plans des établissements seront constituées pour l'essentiel dans le cadre des opérations.

Un soin particulier y sera apporté :

- fiabilité des informations, notamment qualité des DOE et plans de récolement
-
- respect des règles de format et d'organisation des informations, précisées dans la présente charte graphique

2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

Géomètres :
Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la Région Ile de France, y compris en cours d'opération.

En amont (esquisse, A.P.S…) l'application de la charte est recommandée.

Maîtrise d'œuvre et entreprises :

Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.

Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.

L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la Région Ile-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices…),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.
Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la Région Ile-de-France, au service connaissance du patrimoine de la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la Région Ile de France est :
Service Ressources Techniques Bâti et Foncier

Région Ile-de-France

Pôle Lycées

Direction des opérations

2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen sur Seine

Contact : **connaissance.patrimoine@iledefrance.fr**

La CHARTE GRAPHIQUE Version V2.0.1 d'octobre 2016 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier *CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V2.0.1*, à transmettre systématiquement :

- Document *CHARTE GRAPHIQUE - version* 2.0.1 d'octobre 2016
- Les annexes contenant les fichiers prototypes *ANNEXES-PROTO CHG V2.0.1*

4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans la GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques), les fichiers DCC, ceux-ci doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

☐ 1er dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

- **RPC** : Règlement particulier de concours *(pièce N°1)*
- **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP *(pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3)*
- **Objectifs du MOA** *(pièce N°3)*
- **Programme fonctionnel** *(pièce N°4.1)*
- **Programme Technique** *(pièce N°4.2)*
- **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes *(pièce N°4.3)*
- **Documents d'urbanisme, situation** *(pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4)*
- **Réponses aux questions**

☐ 2ème dossier : **Diagnostics techniques** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

- **Diagnostic sondage de sol**
- **Diagnostic structures et fondations**
- **Diagnostic clos/couvert**
- **Diagnostic aménagement intérieur**
- **Diagnostic fluides et réseaux**
- **Diagnostic sécurité incendie**
- **Diagnostic alarme anti-intrusion**
- **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**
- **Autres…**

DATA BOX

La Direction des opérations a mis en place des plateformes de gestion documentaire pour chaque opération du Plan Pluriannuel d'Investissement. Elles sont créées dans l'outil GEDIF (application « alfresco »).

L'objectif de ces « data box » est de constituer un espace partagé entre tous les intervenants de l'opération, y compris les mandataires et maîtres d'œuvre. Chaque intervenant aura la possibilité de consulter les documents mais également de déposer des documents afin de les mettre à disposition de tous.

En fonction des missions de chacun, des droits d'accès en écriture/lecture sont affectés.
Une invitation d'accès aux communautés GEDIF sera envoyée à chaque utilisateur. Il conviendra de les accepter pour pouvoir accéder aux espaces documentaires.

Une notice d'utilisation de ces espaces sera remise à chaque titulaire lors de la réunion de lancement de l'opération. Les renseignements complémentaires sont à prendre à l'adresse : connaissance.patrimoine@iledefrance.fr

ANNEXE 5

CONVENTION DE MANDAT N° XX

DOCUMENTS TECHNIQUES A REMETTRE PAR LE MANDATAIRE AU PÔLE LYCEES AU COURS DE L'OPERATION

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et déposées dans la DATA BOX afférente à l'opération, selon le repérage suivant :

		Maître d' Ouvrage			**Mandataire**
		Service concerné par la transmission	**Document version n° _ en date du _**	**Date de dépôt sur GEDIF**	**A faire**
N°	**Désignation des pièces**			**le**	
A	Extrait du rapport en CP	DO/ DP			
B	Description de l'opération *(fiches CP)* et enveloppe financière opération	DO/DP			
E	Etude de faisabilité	DO/DP			
O	Objectifs du maître d'ouvrage	DO/DP			
P	Eléments de programmation :				
P1	· *Programme fonctionnel du projet*	DO/ PROG			
P2	· *Programme technique et environnemental détaillé*	DO/ SQE			
P3	● *Fiches techniques par local*	DO/ PROG			
P_4	· *Programme fonctionnel et technique du phasage et des bâtiments provisoires*	DO/ PROG/ SQE			
R	Documents administratifs :				
R1	· *Modèle d'AAPC concours*	*DCP/ CAO-jury*			
R2	· *Règlement particulier de concours type*	*DCP/ CAO-jury*			
R_3	· *Modèle de présentation des 5 références (sommaire, fiches..) à l'attention du mandataire*	*DCP/ CAO-jury*			
R4	· *Modèle rapport d'analyse candidatures jury 1ère phase*	*DCP/ CAO-jury*			

	· *Annexe 1 liste des candidats*				
	· *Annexe 2 grilles d'analyse et candidats*				
	· *Modèle de grilles de références architecturales à l'attention des architectes candidats*				
R5	· *Documents administratifs types marché de maîtrise d'œuvre avec ou sans QE : A.E, C.C.T.P, C.C.A.P*	*DCP/ SCPA*			
R6	· *Modèles de lettre de rejet des candidatures jury 1 et jury 2*	*DCP/ CAO-jury*			
R_7	· *Documents administratifs types consultation assistance technique QE : C.C.T.P*	DO/ SQE			
R_8	· *Documents types consultations membres commissions Techniques (C.C.T.P) : fiches missions*	*DO/ DP*			
	Economiste - Contrôleur technique				
R_9	· *Documents types consultations (C.C.T.P) : fiches missions*	*DO/ DP*			
	Audiovisuel - Maquettiste				
R10	· *Tableau récapitulatif des étapes d'un marché de maitrise d'œuvre – concours de maitrise d'œuvre – désignation de maitrise d'œuvre selon l'article 74.III du CMP*	DO/ DP			
C	<u>Cahiers des charges Région *:*</u>				
C_1	● *Note sur la qualité environnementale*	*DO/ SQE*			
C_2	· *Cahier des charges Région des câblages ET1 parties I – II –III*	DPM / ICATS			
	· *Cahier des charges (pour installation téléphonique guide PABX)*				
	· *Note de cadrage sur le suivi du câblage multimédia assuré par les Assistants Techniques Câblage*				
C_3	· *Charte régionale graphique pour les relevés de géomètre*	*DO/ SRTBF*			
	· *Note sur structuration des fichiers DDC – RPC pour intégration sur GEDIF*				

C_4	· *Note sur l'organisation des commissions techniques*	DO/DP			
C_5	· *Note sur les concours (organisation et déroulement)*	*DCP/ CAO-jury*			
C_6	· *Cadre de décomposition du coût*	DO/DP			
D	Diagnostics techniques :				
D1	· *Sondages de sol*	DO/DP			
D2	· *Fondations / Structure*				
D3	· *Clos / couvert*				
D4	· *Aménagements intérieurs / second œuvre*				
D5	· *Fluides et réseaux*				
D_6	· *DOE Electricté*	*DPM/Service Energie*			
D_7	● *Dispositions constructives et moyens de secours – Alarme / anti-intrusion*	DO/DP			
D_8	● *Espaces extérieurs - étude phytosaniataire - biodiversité*	DO/ SQE			
D_9	· *Accessibilité des personnes handicapées*	DO/ HAND			
D_{10}	· *Assainissement*	DO/DP			
D_P	· *Plomb*	DPM/service amiante et plomb			
DA	· *Amiante*	DPM/service amiante et plomb			
	Flocages, calorifugeages et faux – plafonds				
	Recherches étendues				
DQE	*AES - analyse environnementale de site*	DO/ SQE			
U	Documents d'urbanisme *réglementaire*				
U1	· Plan Locaux d'Urbanisme (PLU)	DO/DP			
F	Documents fonciers :				
F1	· *Plan cadastral*	DO/ SRTBF			
F1'	● *PV de bornage - arrêté de délimitation*	DO/ SRTBF			

F2	*· PV de mise à disposition à la Région - Acte de transfert*	DO/ SRTBF			
Go	Relevés de géomètre :				
Go1	*· Plan topographique / Plans / coupes / Façades*	DO/ SRTBF			
Go2	*· Tableaux de surfaces*	DO/ SRTBF			
Go3	*● Maquette 3 D*	DO/ SRTBF			
Gr	*Documents graphiques autres :*				
Gr1	*· Photographies aériennes*	DO/ SRTBF			
Gr2	*· Photographies du site*	DO/ SRTBF			
I	Carnet d'identité et de santé du patrimoine	DPM/ Antenne			
S	PV de commissions de sécurité	DO/DP			
V	Rapport des services vétérinaires	DO/DP			
X	Autres documents et comptes rendus :				
X1	*● Tableau suivi des réunions de synthèse des phases études*	DO/DP			
X2	*● Cahier des charges communication chantier*	DO/DP			
X3	*● Note de présentation de la databox GEDIF*	DO/ SRTBF			

ANNEXE 6

PLAN D'ARCHIVAGE

CONVENTION DE MANDAT N° XX

Dossier de fin d'opération à transmettre par le mandataire

Les pièces devront être classées selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission selon le repérage suivant:
-Pôle Lycées/Direction de la Performance/SCC: dossier complet nécessaire à la délivrance du quitus
Le plan d'archivage sera transmis pour validation avant tout envoi de pièces à la Direction de la Performance budgétaire et contractuelle
Ce versement viendra en complément du dépôt des pièces dans la DATA BOX de l'opération, conformément aux indications de l'annexe n°4, et devra respecter la charte graphique de la Région Ile-de-France

N°	Dossier	Sous-dossier	Document	DUA(1)	Point de départ du délai(2)	Nb d'exemplaires	Format
1	**Diagnostics, Concours et Etudes**	A	Diagnostics	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
		B	Dossier Concours (toutes les pièces relatives au concours, y compris ONR(4) si DUA 5 ans non dépassée)			1ex	papier
		C	Dossiers APS, APD, PROJET (plans et pièces administratives afférentes), DCE			1ex	papier
2	**Marché de maîtrise d'œuvre**		AE, CCAP, CDPGF, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
3	**Marché de Contrôle technique**	A	AE, CCAP, CCTP, Candidature, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, Attestation d'assurance, Correspondance, DGD ou autre document valant arrêté des comptes	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
4	**Marché de Coordonnateur SSI**						
5	**Marché de Coordonnateur SPS**	B	Publicité, Réception et examen des offres	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
6	**Marché d'OPC**						
7	**Marché HQE**	C	Offres non retenues, offres sans suite(4)	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
8	**Marché d'Assurance**						
9	**Autres marchés hors Travaux**	D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
10	**Lettre de Commande**		Consultation, Devis, Lettre de commande, Correspondance	10 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
11	**Marché de Travaux**	A	AE, CCAP, CCTP, DPGF, RC, Candidature, Contrôle de légalité, Avis d'attribution, Avenant, Ordre de service, PV de réception (OPR, PV avec réserves, sans réserve, de levée de réserves), Acte spécial de sous-traitance, DGD, Attestation d'assurance, Correspondance	30 ANS	Date de réception des travaux	1ex	papier
		B	Publicité, Réception et examen des offres (dossier de consultation des entreprises, AAPC, RAO, dossier de séance CAO)	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
		C	Offres non retenues, offres sans suite(4)	5 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
		D	Procédure infructueuse	10 ANS	Notification du marché concerné	1ex	papier
12	**Autorisations administratives**	A	Demande de permis de construire accompagnée des pièces administratives		Vie du bâtiment(3)		
		B	Demande de permis de démolir accompagnée des pièces administratives				
		C	Déclaration préalable des travaux, Déclaration d'achèvement des travaux				
		D	Arrêté du permis de construire et ses attendus			1ex	papier
		E	Déclaration réglementaire d'ouverture de chantier				
		F	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité				
		G	Arrêté d'ouverture du Maire				
		H	Autres demandes (dossier loi sur l'eau, taxes diverses, ...)				
13	**Pièces techniques(5)**	A	Compte-rendus de réunions de chantier		Vie du bâtiment(3)	1ex	papier
		B	Compte-rendus OPC, Calendrier détaillé d'exécution			1ex	papier
		C	Plan général global de coordination (PGC), Rapport CSPS, Registre-journal de la coordination			1ex	papier
		D	Rapports du contrôleur technique			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		E	Rapport initial SSI, Procès-verbal de réception SSI, Dossier d'identité SSI			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		F	Bilan des surfaces construites			1ex	papier
		G	Guide de maintenance (notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements,plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés)			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		H	Carnet de vie (établi par l'AMO HQE, présentation de la qualité environnementale de l'opération) et Carnet sanitaire des réseaux d'eau			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		I	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		J	DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage)			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
		K	DOE (dossier des ouvrages exécutés, revêtu de la mention "déclaré conforme par le maître d'œuvre" et validé par le mandataire, comprenant les plans de recolement des ouvrages)			2ex	papier+clé USB (1 + 1)
14	**Dossier contentieux**		Dossier référé préventif, pré-contententieux, contentieux (correspondance, mémoire en réclamation, note de synthèse, décision de justice, protocole transactionnel,...)		Vie du bâtiment(3)	1ex	papier

(1)Durée d'utilité administrative: durée légale pendant laquelle un document est susceptible d'être conservé et utilisé par l'administration
(2)Point de départ à partir duquel commence à courir le délai pour la conservation des documents administratifs
(3)Vie du bâtiment: conserver tant que l'immeuble existe les pièces et marchés importants (construction et modification de l'immeuble)
(4)Le titulaire est autorisé par le service des archives à éliminer les pièces grisées à échéance de la DUA, dans le respect des procédures Région

Annexe 2 à la délibération: Convention Département CMR Lakanal à Sceaux

Convention de participation financière entre le Département des Hauts de Seine et la Région Ile-de-France pour l'opération de restructuration et extension de la demi-pension de la cité mixte régionale Lakanal à Sceaux

Le Département des Hauts-de-Seine, dont le siège est à la Défense, 57 rue des Longues Raies, 92000 Nanterre, représenté par son Président, Monsieur Patrick DEVEDJIAN, dûment habilité par délibération en date du xx xx xxxx ;

ci-après dénommée « le Département »,

d'une part,

Et

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est 2, rue Simone Veil, 93400, Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération n° CP 2020-051 en date du 31 janvier 2020 ;

ci-après dénommée « la Région »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELÉ

Le lycée Lakanal à Sceaux fait partie d'une cité mixte régionale comprenant également un collège et des formations post-bac.

Issu des chantiers Jules Ferry, l'établissement conçu par l'architecte Anatole de Baudot a ouvert ses portes en 1881. Certains éléments patrimoniaux sont inscrits aux Monuments historiques depuis 2001.

L'établissement a fait l'objet d'une opération de rénovation du clos et du couvert des bâtiments anciens, livrée en 2017 (toiture, menuiseries extérieures, façades). Il fait également l'objet d'un programme de maintenance pour la remise en état des salles d'enseignement, hors bâtiment G.

La cité scolaire comptait à la rentrée de septembre 2018 un total de 2.564 élèves répartis dans 70 divisions avec 619 collégiens pour 20 divisions, 1.075 lycéens pour 30 divisions et 870 élèves post-bac pour 20 divisions.

La Région a inscrit à son plan pluriannuel d'investissement l'opération de restructuration complète et d'extension du service de restauration.

Par délibération CP 2020-051 du 31 janvier 2020, la Région a approuvé le programme et a affecté l'enveloppe prévisionnelle de cette opération (pour la part relative aux études).

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Département confie à la Région la maîtrise d'ouvrage des travaux et en définit les modalités administratives, techniques et financières.

ARTICLE 2 – Modalités relatives à la maîtrise d'ouvrage

2-1 - Eléments de la maîtrise d'ouvrage de la Région concourant à l'opération :

Les éléments de maîtrise d'ouvrage se rapportant au collège que le Département confie à la Région comprennent :

- Consultation et préparation du choix du maître d'œuvre,
- Conclusion et gestion du marché de maîtrise d'œuvre,
- Conclusion et gestion du marché de contrôle technique,
- Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier,
- Conclusion et gestion des contrats d'assurances,
- Conclusion et gestion du marché de coordination « sécurité et protection de la santé des travailleurs »,
- Consultation et préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs,
- Conclusion et gestion des marchés de travaux et de fournitures,
- Gestion financière et comptable de l'opération,
- Gestion administrative,
- Action en justice dans les conditions définies à l'article 8.

Les services techniques de la Région s'engagent à rendre compte régulièrement aux services du Département de l'avancement des études et des différentes phases de travaux, notamment au moment de la validation de l'avant-projet définitif (APD).

La Région, au titre de la présente convention, dépose les demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

La Région aura recours à un maitre d'ouvrage délégué pour la réalisation de cette opération.

2-2 - Descriptif de l'opération :

Le programme de l'opération prévoit la restructuration complète et l'extension de l'ordre de 700m² en surface utile du service de restauration qui assure quotidiennement en production sur place plus de 2.000 déjeuners (hors commensaux) et près de 456 petits déjeuners et diners (180 internes et 276 internes externés). A terme le service de restauration pourra accueillir 2.636 élèves et 200 adultes.

Les objectifs de l'opération sont :

- mettre le bâtiment A aux normes d'accessibilité ;
- remettre à niveau les différentes installations techniques, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité au travail ;
- optimiser l'organisation des espaces afin de rationaliser le fonctionnement et les différents flux ;
- mettre en place un concept de laverie-vaisselle en intégrant une dépose plateau avec tri participatif et tri-sélectif dans le cadre de l'engagement de la Région Ile de France en faveur du développement durable dans les lycées ;
- réintégrer le projet de la demi-pension avec extension de capacité dans un patrimoine architectural de qualité patrimoniale.

2-3 - Echéancier prévisionnel :

Le démarrage des travaux est programmé en 2023 pour une livraison cible en 2026.

ARTICLE 3 – Mise à disposition des ouvrages

Les ouvrages sont remis conjointement aux deux collectivités, dès la date d'effet de la réception des travaux notifiée aux entreprises. Cette mise à disposition fait l'objet d'un procès-verbal signé par les représentants des deux collectivités territoriales.

Dans le cas de remises partielles, celles-ci n'interviendront qu'après les réceptions partielles correspondantes.

Une fois l'ouvrage remis, celui-ci intègre l'ensemble immobilier scolaire, géré par la Région dans le cadre de la convention générale du XX/XX/2019, signé entre la Région et le Département.

La Région reste responsable de la levée des réserves de réception et de la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux

Il appartient à la Région de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre des marchés et du CCAG travaux.

Dès la mise à disposition des ouvrages, la Région remet au chef d'établissement un dossier constitué des pièces suivantes :

- Décision de réception EXE6
- Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux (RVRAT)
- Procès-Verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité compétente

ARTICLE 4 – Coût, financement et montant de la participation du Département

4-1 - Montant prévisionnel des travaux :

L'enveloppe financière prévisionnelle est fixée à 16.000.000 € MTDC *(toutes dépenses confondues (tous honoraires, rémunérations et frais divers inclus))*.

Cette enveloppe comprend :

- la participation financière du Département HT qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération : frais de concours, frais d'études, travaux ;
- la participation financière de la Région HT ;
- le montant de la TVA à la charge du Département qui sera, pour la part qui lui revient, bénéficiaire du reversement au titre du fonds de compensation de la TVA ;
- le montant de la TVA à la charge de la Région qui sera, pour la part qui lui revient, bénéficiaire du reversement au titre du fonds de compensation de la TVA.

Le cas échéant, elle sera révisée par avenant pour prendre en compte travaux supplémentaires et/ou aléas non prévus à ce jour.

4-2 - Participation du Département :

A partir de la dépense globale de 16.000.000 € Toutes Dépenses Confondues (tous honoraires, rémunérations et frais divers inclus) et au regard de l'effectif de collégiens par rapport à l'effectif global (24 %), il en résulte une participation de 3.840.000 €.

Le montant effectif de la participation du Département est calculé sur la base des dépenses réelles exposées par la Région. Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèrent inférieures aux montants initialement prévus, la subvention du Département attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux prévu à la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèrent supérieures aux montants initialement prévus, sauf révision par avenant, la subvention du Département est plafonnée au montant précisé dans la présente convention.

ARTICLE 5 – Versement de la participation du Département

L'opération est entièrement retracée sur le budget de la Région, hors augmentation de la TVA, qui inscrit l'ensemble des dépenses à son budget d'investissement chapitre 902 « Enseignement, Code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes » programme HP 224-035 « rénovation des cités mixtes régionales » action « rénovation des cités mixtes régionales » (12203501).

Les modalités de versement de la participation financière départementale sont les suivantes :

1. Signature de la convention : 5 %
2. Notification du marché de maitrise d'œuvre : 10 %
3. Validation de l'avant-projet définitif (APD) : 10 %
4. Ordre de service (OS) de démarrage des travaux : 30 %
5. OS + 18 mois : 20 %
6. Réception : 20 %
7. Quitus : 5 %

A chacune des étapes de ces différentes phases, la Région émet un titre de recette correspondant à la part du Département, accompagné des éléments justifiant l'état d'avancement.

ARTICLE 6 – Bilan définitif

Hors le cas de résiliation de la convention qui est réglé par les dispositions spécifiques de l'article 12 ci-après, les parties conviennent que la mission de la Région s'achève dès lors que l'ensemble des ouvrages a été réceptionné dans les conditions définies à l'article 3 et qu'il a été procédé au règlement de tous les marchés de travaux et du marché de maitrise d'œuvre (le quitus sera donc réalisé avant quitus du marché du mandataire).

La Région établit alors le bilan considéré à ce stade définitif de l'opération et le communique au Département.

La mission de la Région prend fin lorsque ce bilan d'opération est approuvé par le Département sous un délai de trois mois. A défaut, le bilan établi par la Région est réputé accepté.

Le bilan de l'opération doit prendre en compte les éléments suivants :

- L'historique pour chaque année civile des dépenses réglées par la Région ainsi que les versements effectués par le département (et la Ville) à la Région, au titre de leurs parts respectives. Il fait ressortir le cas échéant les sommes restant dues par l'une ou l'autre des collectivités au titre de leurs contributions respectives à l'opération définies à l'article 5 ou dans le cadre d'une modification prévue par avenant conformément à l'article 10,

- Etablissement d'un constat des ouvrages destinés au Département : ce constat donne lieu à un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes,

- Réception des ouvrages et levée des réserves de réception,

- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,

- Remise des dossiers complets définis à l'article 3 ci-dessus,

- Remise au Département du bilan de fin de mission de l'opération comportant l'état détaillé des dépenses et recettes réalisés, visé par le comptable régional.

La Région et le Département s'engagent à honorer sous délai de six mois à compter de la communication du bilan définitif leurs éventuelles obligations financières au regard de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 7 – Assurances

La Région fait son affaire de la souscription des polices d'assurances.

ARTICLE 8 – Capacité d'ester en justice

Au titre de l'opération faisant l'objet de la présente convention, la capacité d'ester en justice est dévolue à la Région.

D'une manière générale, la Région assure le règlement de tout litige lié aux travaux de construction ou de réhabilitation.

Les actions en garantie biennale et décennale sont menées par la Région.

ARTICLE 9 – Communication

Pour toute communication institutionnelle concernant ce projet, la Région doit informer les différents intervenants de la participation du Département et apposer son logotype sur tous les supports.

Dès le commencement, et pendant toute la durée des travaux, la Région appose à la vue du public dans de bonnes conditions de visibilité un panneau d'information faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier du Département des Hauts-de-Seine ».

ARTICLE 10 – Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par les assemblées délibérantes des deux collectivités.

ARTICLE 11 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par la dernière des parties.

Sauf résiliation dans les conditions fixées à l'article 12, elle prend fin dès lors que les deux collectivités ont rempli leurs obligations financières respectives après communication du bilan définitif de l'opération définie à l'article 6.

ARTICLE 12 – Résiliation

Dans le cas d'un motif légitime et sérieux invoqué par l'une ou l'autre partie, la résiliation de la présente convention peut intervenir sous réserve du respect d'un préavis de six mois.

La résiliation ne peut être effective qu'après le règlement financier des sommes réellement engagées par la Région et le cas échéant restitution des sommes versées par le Département qui n'ont donné lieu, par la Région, à aucun paiement.

ARTICLE 13 – Litiges

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront déférés au Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux

Le

A Nanterre	A Saint-Ouen, le
Pour le Département	Pour la Région Ile-de-France

Annexe 3 à la délbération: Convention Département CMR Michelet à Vanves

Convention de participation financière entre le Département des Hauts de Seine et la Région d'Ile-de-France pour les travaux de recomposition des équipements sportifs extérieurs de la Cité scolaire Michelet à Vanves

Le Département des Hauts-de-Seine, dont le siège est à la Défense, 57 rue des Longues Raies, 92000 Nanterre, représenté par son Président, Monsieur Patrick DEVEDJIAN, dûment habilité par délibération en date du xx xx xxxx ;
ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est 2, rue Simone Veil, 93400, Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération n° CP 2020-051 en date du 31 janvier 2020 ;
ci-après dénommée « la Région »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELÉ

La cité scolaire Michelet à Vanves réunit collège, lycée d'enseignement général et de classes préparatoires aux grandes écoles dans des bâtiments partiellement inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et entourés d'un parc de 15 hectares.

A la rentrée 2018, elle accueillait 2 334 élèves, 620 élèves au collège et 1 714 en lycée.

Le Cité scolaire Michelet dispose d'infrastructures sportives composées de plusieurs terrains extérieurs (football, rugby, athlétisme, basketball, handball…) - dont une grande partie n'est plus aujourd'hui utilisée en raison de leur vétusté - et intérieurs (gymnastique, arts martiaux, agrès…). Une piscine complète l'offre.

Actuellement, les équipements intérieurs sont également utilisés par le LP Dardenne et le collège Saint-Exupéry de Vanves. Ils sont également mis à disposition les soirs après les cours (après 18 heures) pour des associations sportives.

La région Ile-de-France souhaite entreprendre la recomposition des équipements sportifs extérieurs de la Cité scolaire Michelet. Le programme prévoit ainsi de réaménager environ 38 500 m² d'espaces pour l'exercice des activités sportives de plein air. La région Ile-de-France qui assure la maîtrise d'ouvrage pour la totalité de ces travaux a sollicité une participation financière du Département – au titre de l'usage des collégiens - et de la Ville de Vanves – au titre d'un usage associatif hors temps scolaire.

Le département des Hauts-de-Seine et la ville de Vanves se sont accordés avec la Région pour participer à l'investissement de ces équipements. La présente convention a pour objet de définir la participation du Département. Il est précisé que la participation de la Ville fait l'objet d'une convention spécifique.

Par délibération N° CP 15-127 du 29 janvier 2015, la Région a approuvé le programme et a affecté l'enveloppe prévisionnelle de cette opération pour les études.

Par délibération ……, le Département a approuvé le programme et a affecté l'enveloppe prévisionnelle de cette opération revenant à sa charge.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Département confie à la Région la maîtrise d'ouvrage des travaux et définit les modalités administratives, techniques et financières.

ARTICLE 2 – Modalités relatives à la maîtrise d'ouvrage

2-1 Eléments de la maîtrise d'ouvrage de la Région concourant à l'opération :

Les éléments de maîtrise d'ouvrage se rapportant au collège que le Département confie à la Région comprennent :

- Consultation et préparation du choix du maître d'œuvre,
- Conclusion et gestion du marché de maîtrise d'œuvre,
- Conclusion et gestion du marché de contrôle technique,
- Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier,
- Conclusion et gestion des contrats d'assurances,
- Conclusion et gestion du marché de coordination « sécurité et protection de la santé des travailleurs »,
- Consultation et préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs,
- Conclusion et gestion des marchés de travaux et de fournitures,
- Gestion financière et comptable de l'opération,
- Gestion administrative,
- Action en justice dans les conditions définies à l'article 8.

La Région, au titre de la présente convention, dépose les demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

2-2 Descriptif des travaux :

Les aires sportives existantes, d'une surface totale de 20 056 m² se composent de :
- 2 terrains de foot (6000 m² et 2267 m²),
- 1 terrain de rugby (8260 m²),
- 1 terrain multisports (2313 m²),
- 2 pistes d'athlétisme (581 m² et 635 m²).

Le programme prévoit la réalisation de :
- 1 terrain multisport couvert 55 x 42m,
- 1 plateau de lancer (disque, poids javelot) 55 x 50 m,
- 1 anneau d'athlétisme (6760 m²) (dont espace de saut– 4 pistes pour l'anneau + 6 pistes droites),
- 1 terrain de foot/rugby 95 x 65 m,

Pour une surface totale de 18 354 m².

- des espaces bâtis :
  - un vestiaire élèves (4 X 18m²)
  - un vestiaire professeurs (2 x 9 m²)
  - des sanitaires (2 x 4 m²)
  - des locaux de rangement (20 m²)
  - un local ménage/entretien (6 m²)
  - un local matériel de lancer (2 x 5 m²)
  - un local de rangement/maintenance (2 x 5 m²)
  - une loge pour le gardien (environ 20m²)
  - un local destiné aux associations
  - une chaufferie (7 m²)

Pour une surface utile totale de 182 m².

Il est également prévu :
- l'éclairage extérieur des trois terrains non couverts par des mâts,
- l'installation de poteaux pour la pratique du football à 7 ;

Dans la perspective de l'ouverture à un public extrascolaire, une séparation physique entre les installations sportives en partie sud et le parc du lycée est nécessaire. Une clôture sera donc construite sur tout le linéaire ; elle devra s'intégrer à la composition générale du parc.

2-3 Echéancier prévisionnel :

L'exécution des travaux est programmée au 1er trimestre 2020 pour une livraison attendue à l'été 2021.

ARTICLE 3 – Réception des travaux et mise à disposition des ouvrages

3-1 Mise à disposition des ouvrages :

Les ouvrages sont remis conjointement aux deux collectivités, dès la date d'effet de la réception des travaux notifiée aux entreprises. Cette mise à disposition fait l'objet d'un procès-verbal signé par les représentants des deux collectivités territoriales.

Dans le cas de remises partielles, celles-ci n'interviendront qu'après les réceptions partielles correspondantes.

Une fois l'ouvrage remis, celui-ci intègre l'ensemble immobilier scolaire, géré par la Région dans le cadre de la convention générale du XX/XX/2019, signé entre la Région et le Département.

La Région reste responsable de la levée des réserves de réception et de la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux

Il appartient à la Région de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre des marchés et du CCAG travaux. La Région reste tenue à ses obligations en matière de réception et de mise à disposition.

Dès la mise à disposition des ouvrages, la Région remet au Département, en deux exemplaires, un dossier constitué des pièces suivantes :

- Décision de réception EXE6
- Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux (RVRAT)
- Procès-Verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité compétente

ARTICLE 4 – Coût , financement et montant de la participation du Département

4-1 Montant prévisionnel des travaux :

L'enveloppe financière prévisionnelle est fixée à : 7 765 500 € *toutes dépenses confondues (tous honoraires, rémunérations et frais divers inclus)*. Cette enveloppe comprend :

- la participation financière du Département HT qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération : frais de concours, frais d'études, travaux.
- la participation financière de la Région HT
- la participation financière de la Ville HT
- le montant de la TVA à la charge du Département qui sera, pour la part qui lui revient, bénéficiaire du reversement au titre du fonds de compensation de la TVA

- le montant de la TVA à la charge de la Région qui sera, pour la part qui lui revient et la part à la charge de la ville, bénéficiaire du reversement au titre du fonds de compensation de la TVA

Le cas échéant, elle sera révisée par avenant pour prendre en compte travaux supplémentaires et/ou aléas non prévus à ce jour.

4-2 Participation du Département :

La Région et la Ville ont convenu que la part de cette dernière est évaluée en pourcentage à 30 % au regard du coût global de l'opération et correspond à un tiers de l'amplitude de fonctionnement des équipements. Par conséquent, La Région et le Département financent 70 % du coût d'investissement.

A partir de la dépense globale de 7 765 500 € Toutes Dépenses Confondues (tous honoraires, rémunérations et frais divers inclus) et au regard de l'effectif de collégiens par rapport à l'effectif global, il en résulte la part départementale suivante :

- Rentrée 2018 : la cité scolaire présente un effectif de 1714 lycéens et 620 collégiens, représentant donc 27 % de l'effectif global ;
- Part à la charge du Département des Hauts-de-Seine : 1 467 679 € (représentant 27% de 5 435 850 €, part restante TTC après financement de la Ville.)

Le montant effectif de la participation du Département est calculé sur la base des dépenses réelles exposées par la Région. Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèrent inférieures aux montants initialement prévus, la subvention du Département attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux prévu à la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèrent supérieures aux montants initialement prévus, sauf révision par avenant, la subvention du Département est plafonnée au montant précisé dans la présente convention.

ARTICLE 5 – Versement de la participation du Département

L'opération est entièrement retracée sur le budget de la Région, hors augmentation de la TVA, qui inscrit l'ensemble des dépenses à son budget d'investissement chapitre 902 « Enseignement, Code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes » programme HP 224-035 « rénovation des cités mixtes régionales » action « rénovation des cités mixtes régionales » (12203501).

Les modalités de versement de la participation financière départementale sont les suivantes :

1. Signature de la convention : 10%
2. Notification MOE : 5%
3. Validation APD : 10%
4. OS de démarrage des travaux : 30%
5. OS +12 mois : 20 %
6. Réception : 20%
7. Quitus : 5%

A chacune des étapes de ces différentes phases, l'appel de fonds émis par la Région est accompagné d'un rapport de synthèse d'exécution.

La Région émettra le titre de recette correspondant à la part du Département, telle qu'elle a été définie ci-dessus.

ARTICLE 6 : Bilan définitif

Hors le cas de résiliation de la convention qui est réglé par les dispositions spécifiques de l'article 12 ci-après, la mission de la Région s'achève lorsque les conditions qui suivent sont remplies.

Dès lors que l'ensemble des ouvrages a été réceptionné dans les conditions définies à l'article 3 et qu'il a été procédé au règlement de tous les marchés et autres prestations, la Région établit le bilan définitif de l'opération et le communique au Département.

La mission de la Région prend fin lorsque ce bilan définitif d'opération est approuvé par le Département sous un délai de trois mois. A défaut, le bilan établi par la Région est réputé accepté.

Le bilan définitif de l'opération doit prendre en compte les éléments suivants :

- L'historique pour chaque année civile des dépenses réglées par la Région ainsi que les versements effectués par le département (et la Ville) à la Région, au titre de leurs parts respectives. Il fait ressortir le cas échéant les sommes restant dues par l'une ou l'autre des collectivités au titre de leurs contributions respectives à l'opération définies à l'article 5 ou dans le cadre d'une modification prévue par avenant conformément à l'article 10,

- Etablissement d'un constat des ouvrages destinés au Département : ce constat donne lieu à un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes,

- Réception des ouvrages et levée des réserves de réception,

- Mise à disposition des ouvrages,

- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,

- Remise des dossiers complets définis à l'article 3 ci-dessus,

- Remise au Département du bilan de fin de mission de l'opération comportant l'état détaillé des dépenses et recettes réalisés, visé par le comptable régional.

La Région et le Département s'engagent à honorer sous délai de six mois à compter de la communication du bilan définitif leurs éventuelles obligations financières au regard de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 7 : Assurances

La Région fait son affaire de la souscription des polices d'assurances.

ARTICLE 8 : Capacité d'ester en justice

Au titre de l'opération faisant l'objet de la présente convention, la capacité d'ester en justice est dévolue à la Région.

D'une manière générale, la Région assure le règlement de tout litige lié aux travaux de construction ou de réhabilitation.

Les actions en garantie biennale et décennale sont menées par la Région.

ARTICLE 9 – Communication

Pour toute publicité et communication concernant ce projet, la Région doit informer les différents intervenants de la participation du Département et apposer son logotype sur tous les supports.

Dès le commencement, et pendant toute la durée des travaux, la Région appose à la vue du public dans de bonnes conditions de visibilité un panneau d'information faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier du Département des Hauts-de-Seine ».

ARTICLE 10 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par les assemblées délibérantes des deux collectivités.

ARTICLE 11 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par la dernière des parties.

Sauf résiliation dans les conditions fixées à l'article 12, elle prend fin dès lors que les deux collectivités ont rempli leurs obligations financières respectives après communication du bilan définitif de l'opération définie à l'article 6.

ARTICLE 12 : Résiliation

Dans le cas d'un motif légitime et sérieux invoqué par l'une ou l'autre partie, la résiliation de la présente convention peut intervenir sous réserve du respect d'un préavis de six mois.

La résiliation ne peut être effective qu'après le règlement financier des sommes réellement engagées par la Région et le cas échéant restitution des sommes versées par le Département qui n'ont donné lieu, par la Région, à aucun paiement.

ARTICLE 13 – Litiges

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront déférés au Tribunal administratif territorialement compétent.

Pièce annexée :

- délibérations du conseil régional et du conseil départemental

Fait en deux exemplaires originaux

Le

A Nanterre	A Paris, le
Pour le Département	Pour la Région Ile-de-France

Annexe 4 à la délibération: Convention Ville de Vanves CMR Michelet à Vanves

Convention de participation financière entre la Ville de Vanves et la Région d'Ile-de-France pour les travaux de rénovation des équipements sportifs extérieurs de la Cité scolaire Michelet à Vanves

La ville de Vanves, dont le siège est à Vanves – 23, rue Mary Besseyre CS 40001 92172 Vanves Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Bernard GAUDUCHEAU, dûment habilité par délibération XX-XXX en date du 11 décembre 2019 ;

ci-après dénommée « la Ville »

d'une part,

Et

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est 2, rue Simone Veil, 93400, Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par délibération n° CP 2020-051 en date du 31 janvier 2020 ;

ci-après dénommée « la Région »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELÉ

La cité scolaire Michelet à Vanves réunit collège, lycée d'enseignement général et classes préparatoires aux grandes écoles dans des bâtiments partiellement inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et entourés d'un parc de 15 hectares.

A la rentrée 2018, elle accueillait 2 334 élèves, 620 élèves au collège et 1 714 en lycée.

Le Cité scolaire Michelet dispose d'infrastructures sportives composées de plusieurs terrains extérieurs (football, rugby, athlétisme, basketball, handball…) - dont une grande partie n'est plus aujourd'hui utilisée en raison de leur vétusté - et intérieurs (gymnastique, arts martiaux, agrès…). Une piscine complète l'offre.

Actuellement, les équipements intérieurs sont également utilisés par le lycée professionnel Dardenne et le collège Saint-Exupéry de Vanves. Ils sont également mis à disposition les soirs après les cours (après 18 heures) pour des associations sportives.

La région Ile-de-France souhaite entreprendre la recomposition des équipements sportifs extérieurs de la Cité scolaire Michelet. Le programme prévoit ainsi de réaménager environ 38 500 m² d'espaces pour l'exercice des activités sportives de plein air. La région Ile-de-France qui assure la maîtrise d'ouvrage pour la totalité de ces travaux a sollicité une participation financière du Département – au titre de l'usage des collégiens - et de la Ville – au titre d'un usage associatif hors temps scolaire.

Le département des Hauts-de-Seine et la Ville se sont accordés avec la Région pour participer à l'investissement de ces équipements. La présente convention a pour objet de définir la participation de la Ville. Il est précisé que la participation du Département fait l'objet d'une convention spécifique.

Par délibération N° CP 15-127 du 29 janvier 2015, la Région a approuvé le programme et a affecté l'enveloppe prévisionnelle de cette opération pour les études.

Par délibération ……, la Ville a approuvé le programme et a affecté l'enveloppe prévisionnelle de cette opération revenant à sa charge.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir d'une part, la nature des travaux programmés et les modalités de versement à la Région, maître d'ouvrage, de la participation de la Ville.

ARTICLE 2 – Descriptif des travaux et échéancier prévisionnel

2-1 Descriptif :

Les aires sportives existantes, d'une surface totale de 20 056 m² se composent de :
- 2 terrains de foot (6000 m² et 2267 m²),
- 1 terrain de rugby (8260 m²),
- 1 terrain multisports (2313 m²),
- 2 pistes d'athlétisme (581 m² et 635 m²).

Le programme prévoit la réalisation de :
- 1 terrain multisport couvert 55 x 42m,
- 1 plateau de lancer (disque, poids javelot) 55 x 50 m,
- 1 anneau d'athlétisme (6760 m²) (dont espace de saut– 4 pistes pour l'anneau + 6 pistes droites),
- 1 terrain de foot/rugby 95 x 65 m,

Pour une surface totale de 18 354 m².

- des espaces bâtis :
  - un vestiaire élèves (4 X 18m²)
  - un vestiaire professeurs (2 x 9 m²)
  - des sanitaires (2 x 4 m²)
  - des locaux de rangement (20 m²)
  - un local ménage/entretien (6 m²)
  - un local matériel de lancer (2 x 5 m²)
  - un local de rangement/maintenance (2 x 5 m²)
  - une loge pour le gardien (environ 20m²)
  - un local destiné aux associations
  - une chaufferie (7 m²)

Pour une surface utile totale de 182 m².

Il est également prévu :
- l'éclairage extérieur des trois terrains non couverts par des mâts,
- l'installation de poteaux pour la pratique du football à 7 ;

Dans la perspective de l'ouverture à un public extrascolaire, une séparation physique entre les installations sportives en partie sud et le parc du lycée est nécessaire. Une clôture sera donc construite sur tout le linéaire ; elle devra s'intégrer à la composition générale du parc.

2-2 Echéancier prévisionnel :

L'exécution des travaux est programmée au 1er trimestre 2020 pour une livraison attendue à l'été 2021.

ARTICLE 3 – Répartition des charges et montant de la participation de la Ville

3-1 Montant prévisionnel des travaux :

L'enveloppe financière prévisionnelle est fixée à : 7 765 500 € toutes dépenses confondues (tous honoraires, rémunérations et frais divers inclus).

Cette enveloppe comprend :

- la participation financière du Département HT qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération : frais de concours, frais d'études, travaux.
- la participation financière de la Région HT
- la participation financière de la Ville HT
- le montant de la TVA à la charge du Département qui sera, pour la part qui lui revient, bénéficiaire du reversement au titre du fonds de compensation de la TVA
- le montant de la TVA à la charge de la Région qui sera, pour la part qui lui revient et la part à la charge de la ville, bénéficiaire du reversement au titre du fonds de compensation de la TVA

Le cas échéant, elle sera révisée par avenant pour prendre en compte des travaux supplémentaires et/ou aléas non prévus à ce jour.

3- 2 Participation de la Ville :

La Région et le Département financent 70 % du coût d'investissement.

Par conséquent, la Région et la Ville conviennent que la part de cette dernière est évaluée en pourcentage à 30 % au regard du coût global de l'opération et correspond à un tiers de l'amplitude de fonctionnement des équipements.

A partir de la dépense globale de 7 765 500 € Toutes Dépenses Confondues, il en résulte la part municipale suivante :

- Part à la charge de la Ville : 1 941 375 € (représentant 30,00 % du coût total HT, soit 6 471 250 €)

Le montant effectif de la participation de la Ville est calculé sur la base des dépenses réelles exposées par la Région. Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèrent inférieures aux montants initialement prévus, la subvention municipale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux prévu à la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèrent supérieures aux montants initialement prévus, sauf révision par avenant, la subvention de la Ville est plafonnée au montant précisé dans la présente convention.

ARTICLE 4 – Versement de la participation de la Ville

L'opération est entièrement retracée sur le budget de la Région hors augmentation de la TVA, qui inscrit l'ensemble des dépenses à son budget d'investissement chapitre 902 « Enseignement, Code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes » programme HP 224-035 « rénovation des cités mixtes régionales » action « rénovation des cités mixtes régionales » (12203501).

Les modalités de versement de la participation financière municipale sont les suivantes :

1. Signature de la convention : 5%
2. OS de démarrage des travaux : 45%
3. Réception : 45%
4. Quitus : 5%

A chacune des étapes de ces différentes phases, l'appel de fonds émis par la Région est accompagné d'un document justifiant l'avancée de l'opération.

La Région émettra le titre de recette correspondant à la part de la Ville, telle qu'elle a été définie ci-dessus.

ARTICLE 5 : Bilan définitif

Hors le cas de résiliation de la convention qui est réglé par les dispositions spécifiques de l'article 11 ci-après, la mission de la Région s'achève lorsque les conditions qui suivent sont remplies.

Dès lors que l'ensemble des ouvrages a été réceptionné et qu'il a été procédé au règlement de tous les marchés et autres prestations, la Région établit le bilan définitif de l'opération et le communique à la Ville.

La mission de la Région prend fin lorsque ce bilan définitif d'opération est approuvé par la Ville sous un délai de trois mois. A défaut, le bilan établi par la Région est réputé accepté.

Le bilan définitif de l'opération doit prendre en compte les éléments suivants :

- l'historique pour chaque année civile des dépenses réglées par la Région ainsi que les versements effectués par la Ville (et le Département) à la Région, au titre de leurs parts respectives. Il fait ressortir le cas échéant les sommes restant dues par l'une ou l'autre des collectivités au titre de leurs contributions respectives à l'opération définies à l'article 5 ou dans le cadre d'une modification prévue par avenant conformément à l'article 8 ;

- un bilan de fin de mission de l'opération comportant l'état détaillé des dépenses et recettes réalisés, visé par le comptable régional.

La Région et la Ville s'engagent à honorer sous délai de six mois à compter de la communication du bilan définitif leurs éventuelles obligations financières au regard de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 6 : Assurances

La Région fait son affaire de la souscription des polices d'assurances.

ARTICLE 7 : Capacité d'ester en justice

Au titre de l'opération faisant l'objet de la présente convention, la capacité d'ester en justice est dévolue à la Région.

D'une manière générale, la Région assure le règlement de tout litige lié aux travaux de construction ou de réhabilitation.

Les actions en garantie biennale et décennale sont menées par la Région.

ARTICLE 8 – Information

Pour toute publicité et communication concernant ce projet, la Région doit informer les différents intervenants de la participation de la Ville et apposer son logotype sur tous les supports.

Dès le commencement, et pendant toute la durée des travaux, la Région appose à la vue du public dans de bonnes conditions de visibilité un panneau d'information faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Ville de Vanves ».

ARTICLE 9 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par les assemblées délibérantes des deux collectivités.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par la dernière des parties.

Sauf résiliation dans les conditions fixées à l'article 11, elle prend fin dès lors que les deux collectivités ont rempli leurs obligations financières respectives après communication du bilan définitif de l'opération définie à l'article 5.

ARTICLE 11 : Résiliation

Dans le cas d'un motif légitime et sérieux invoqué par l'une ou l'autre partie, la résiliation de la présente convention peut intervenir sous réserve du respect d'un préavis de six mois.

La résiliation ne peut être effective qu'après le règlement financier des sommes réellement engagées par la Région et le cas échéant restitution des sommes versées par la Ville qui n'ont donné lieu, par la Région, à aucun paiement.

De plus, en cas de résiliation à l'initiative de la Région ou de la Cité scolaire de la convention de mise à disposition et d'exploitation des équipements sportifs extérieurs de la Cité scolaire Michelet à Vanves au profit de la Ville conduisant la Ville à ne plus pouvoir utiliser les équipements sportifs cofinancés par elle, la Ville peut demander à la Région la restitution d'une partie de la participation versée en faveur de cette opération.

Cette restitution est calculée de la façon suivante :

Participation restituée = participation versée par la Ville x ((15 ans – durée de mise à disposition des biens cofinancés) / 15 ans).

Enfin, en cas de résiliation à l'initiative de la Ville s'il y a non-respect des engagements de la Région ou de la Cité scolaire, notamment en termes d'amplitude des horaires ou d'accès aux équipements, elle pourra également demander à la Région la restitution d'une partie de la participation versée selon les mêmes termes que précédemment.

ARTICLE 12 – Litiges

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront déférés au Tribunal administratif territorialement compétent.

Pièce annexée :

- délibérations du conseil régional et du conseil municipal

Fait en deux exemplaires originaux

Le

A Vanves

A Paris, le

Pour la Ville de Vanves

Pour la Région Ile-de-France

Annexe 5 à la délibération:Convention Département Lycée Adolphe Chérioux à Vitry sur Seine

Département du Val-de-Marne

Zone d'aménagement concerté
départementale Chérioux

RESTRUCTURATION ET EXTENSION DU LYCEE ADOLPHE CHERIOUX

sis,195 rue Julien Grimau 94 400 Vitry-sur-Seine

Convention à souscrire entre le Département du Val-de-Marne et la Région Île-de-France en tant que constructeur

déterminant les modalités de participation financière du constructeur au coût d'équipement de la zone (article L.311-4 du Code de l'Urbanisme)

ENTRE :

Le Département du VAL-DE-MARNE,
situé à l'Hôtel du Département, 21-29, avenue du Général-de-Gaulle, 94054 CRETEIL CEDEX, représenté par M. Christian FAVIER, Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération du Conseil départemental n° 2019-7-3 du 6 mai 2019,

désigné par « Le Département »

d'une part,

ET

La Région ÎLE-DE-FRANCE,
Située 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional, dûment habilitée par délibération du Conseil régional N° 2019-..... du 2019,

Ci-après dénommée « la Région » ou « le constructeur »

d'autre part,

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) départementale Chérioux a été créée par arrêté du Préfet du Val-de-Marne le 25 février 2011, après approbation du dossier de création par le Conseil départemental le 24 janvier 2011 et avis favorable de la Ville de Vitry-sur-Seine.

Ce projet d'aménagement a pour objectif de réaliser un pôle emploi-formation-recherche au sein du domaine départemental Chérioux. Il permettra la construction et la réhabilitation de 100 000 m² de surfaces de planchers et la valorisation du patrimoine architectural et paysager du site sous la forme d'un campus urbain. Le domaine totalisera environ 170 000 m² à terme, la surface développée via la ZAC venant s'ajouter aux bâtiments maintenus sur site.

Par délibération du 14 novembre 2011, le Conseil départemental a concédé la maîtrise d'ouvrage de la ZAC à la Société d'Economie Mixte d'Aménagement et de Développement du Val-de-Marne (Sadev 94). Le traité de concession d'aménagement a été signé entre le Département et Sadev 94 le 20 décembre 2011.

Suite à la phase administrative de création de la ZAC, le Conseil départemental a approuvé le 14 décembre 2015, la délibération portant sur l'avenant n°1 à la concession d'aménagement entre le Conseil départemental et Sadev 94 et celle approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Chérioux.

Après réception de l'avis de la Ville de Vitry-sur-Seine sur le dossier de réalisation, le Préfet du Val-de-Marne a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que le Programme des Equipements Publics (PEP) le 13 juin 2016, marquant l'entrée en phase opérationnelle de la ZAC.

Bien que la ZAC couvre l'ensemble des 36 ha du domaine, l'intervention de Sadev 94 porte principalement sur le secteur sud, où seront réhabilités les bâtiments historiques et où sera développée la majeure partie des surfaces à construire. Sadev 94 interviendra dans une 2ème phase sur la pointe nord du domaine, lorsque celle-ci aura été libérée par le lycée.

Des constructions seront donc susceptibles d'émerger dans la ZAC en dehors de ces deux secteurs opérationnels, sans faire l'objet d'une cession, location ou concession d'usage avec l'aménageur. Or, de la même façon que les nouvelles constructions développées par l'aménageur, elles profiteront également des nouveaux aménagements inscrits au PEP.

C'est le cas du projet de restructuration - extension du lycée Adolphe Chérioux par la Région Ile-de-France.

Le code de l'urbanisme prévoit dans ce cas, dans son article L. 311-4, qu'une convention précisant les conditions de participation au coût d'équipement de la zone soit signée avec chaque constructeur. Cette convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire ou de lotir.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet des travaux.

La Région souhaite réaliser ou faire réaliser un important projet de restructuration et d'extension du lycée Adolphe Chérioux, sur un terrain situé sur le domaine départemental Chérioux et appartenant au Conseil départemental et dont l'emprise dédiée au projet fera prochainement l'objet d'une procédure de déclassement et de cession au profit de la Région. Ce terrain est situé à l'adresse du lycée, 195 rue Julian Grimau, 94400 Vitry-sur-Seine.

Le projet vise la restructuration et l'extension du lycée Adolphe Chérioux pour une surface plancher édifiée et réhabilitée totale de 22 067 m², dont 10 592 m² de surface de plancher créée.

Article 2 : Modalités de calcul de la participation des constructeurs au sein de la ZAC

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, le Département du Val-de-Marne, par délibération de la Commission permanente n° 2019-3-4 du 06/05/2019, a fixé les modalités de calcul de la participation des constructeurs de la façon suivante :

- Conformément au dossier de réalisation approuvé, le coût du PEP de la ZAC est estimé de façon prévisionnelle à 3 700 000 € HT pour un programme global de construction de 100 000 m² de surface de plancher. Le montant de la participation due par chaque constructeur – hors secteurs opérationnels de l'aménageur – est ainsi établi à 37 € HT par m² de surface de plancher créée.

- Les constructions d'équipement public intervenant hors secteurs opérationnels de l'aménageur sont exonérées de participation.

Article 3 : Participation demandée à la Région

Au regard du statut d'équipement public du lycée, la Région est exonérée de toute participation au coût d'équipement de la zone.

La participation de la Région s'élève ainsi à **zéro euro (0 €).**

Article 4 : Durée de la convention.

La présente convention s'achèvera à la livraison du projet de restructuration - extension du Lycée Chérioux, la déclaration d'achèvement des travaux faisant foi. En cas de dépôt d'un permis modificatif visant à augmenter les mètres carrés construits, un avenant à la présente convention devra être rédigé.

Article 5 : Mesures de publicité

La présente convention fera l'objet de mesures de publicité au regard des dispositions des articles R. 332-41 alinéa 3 et R. 332-42 du Code de l'Urbanisme.

Article 6 : Litiges.

Les litiges liés à l'exécution des présentes seront portés devant la juridiction compétente.

Fait à Créteil, le

En 2 exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France,	Pour le Département du Val-de-Marne,
La Présidente du Conseil régional Valérie PECRESSE	Le Président du Conseil départemental Pour le Président du Conseil départemental et par délégation le Vice-Président Pierre GARZON

Annexe 6 à la délibération: Récapitulatif des affectations

Libellé pôle LYCEES
Commission Commission permanente du 31 janvier 2020

Action	Numéro de rapport	Dossier - Code	Dossier	Montant proposé de la décision	Code de l'enveloppe
12200301 - Construction des lycées neufs	CP2020-051	D1400150	77 CHELLES LYC BACHELARD/LUMIERE CONSTRUCTION D'UN INTERNAT DE 150 PLACES	557 226,00	HP222-003
12200301 - Construction des lycées neufs	CP2020-051	D1400153	95 BEZONS EUGENE RONCERAY CONSTRUCTION D'UN INTERNAT DE 100 PLACES	518 878,00	HP222-003
12200301 - Construction des lycées neufs	CP2020-051	D2000009	92 COLOMBES LYCEE NEUF CONSTRUCTION	7 000 000,00	HP222-003
12200301 - Construction des lycées neufs	CP2020-051	D2000035	92 SAINT CLOUD SANTOS DUMONT GYMNASE	1 400 000,00	HP222-003
			SOUS-TOTAL	**9 476 104,00**	
12200401 - Rénovation des lycées publics	CP2020-051	D1100313	93 BOBIGNY LP ALFRED COSTES RESTRUCTURATION PARTIELLE	784 164,00	HP222-004
12200401 - Rénovation des lycées publics	CP2020-051	D1400155	95 BEZONS LYC EUGENE RONCERAY RENOVATION GLOBALE	3 454 152,00	HP222-004
12200401 - Rénovation des lycées publics	CP2020-051	D1400157	78 LA QUEUE LES YVELINES LYC JEAN MONNET RESTRUCTURATION DU SERVICE DE RESTAURATION	100 000,00	HP222-004
12200401 - Rénovation des lycées publics	CP2020-051	D1500185	75008 RACINE RC RESTRUCT SERV RESTAURATION	1 132 900,00	HP222-004
12200401 - Rénovation des lycées publics	CP2020-051	D1600216	91 RIS ORANGIS LYC PIERRE MENDES FRANCE RENOVATION AVEC EXTENSION	30 000 000,00	HP222-004
12200401 - Rénovation des lycées publics	CP2020-051	D1300329	92 NANTERR J CURIE EXTE RESTRUC	134 000,00	HP222-004
			SOUS-TOTAL	**35 605 216,00**	
12200501 - Grosses réparations dans les lycées publics	CP2020-051	D1700226	MGP - 93 SAINT OUEN LYC MARCEL CACHIN RENOVATION GLOBALE - RECONSTRUCTION	1 778 554,00	HP222-005
12201802 - Prestations liées aux travaux	CP2020-051	D2000120	93 SAINT OUEN CACHIN RECONSTRUCTION	4 431 000,00	HP222-018
12203501 - Rénovation des cités mixtes régionales	CP2020-051	D2000036	92 SCEAUX LAKANAL RENOVATION DP	2 800 000,00	HP224-035

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-052

DU 31 JANVIER 2020

LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE
PREMIÈRE AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la commande publique ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 Schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 Mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; apport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 « Lycées municipaux de la ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération du Conseil Régional N° CR 33-13 du 26 avril 2013 relative au plan d'action de lutte contre le décrochage ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la « nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens – le projet éducatif régional »;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens dans les visas ;

VU La délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-052 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux établissements porteurs d'actions à destination des décrocheurs scolaires

Décide de participer au financement des projets détaillés dans les fiches-projets en annexe à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 351.500 €.

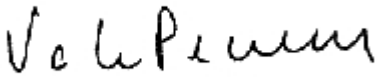
Affecte à cette fin une autorisation d'engagement de **351 500 €,** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes » - Programme : HP 28-005 (128005 Schéma des formations) - Action « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » 12800501 du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er septembre 2019, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 : Marché de prospection téléphonique auprès des décrocheurs scolaires

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **292 052 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes » - Programme HP28-005 (128005) « Schéma des Formations » - Action « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves », 12800501 Code fonctionnel 28 – Autres services périscolaires et annexes du budget régional 2020 dans le cadre des marchés de prospection téléphonique et prise de rendez-vous pour les jeunes repérés en situation de décrochage scolaire en Ile-de-France.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 12 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 12 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166368-DE-1-1) et affichage ou notification le 12 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Fiches projets

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20000391 - Action de raccrochage scolaire - Micro-lycée et Pôle Innovant Lycéen 2020 - 0750690T - FRANCOIS-VILLON PARIS 14EME

Dispositif : Subvention spécifique lycées et administration générale (fonctionnement) (n° 00001158)
Imputation budgétaire : 932-28-65735.1-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	100 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LGT FRANCOIS VILLON PARIS 14EME
Adresse administrative	:	10 AVENUE MARC SANGNIER 75014 PARIS 14EME
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	Monsieur Nicolas BRAY, Proviseur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Description :
1) Le Microlycée 75 est un établissement public qui permet à des jeunes (16-25 ans) ayant « décroché » pendant leur scolarité au lycée général, technologique ou professionnel, de reprendre leurs études. Il prépare aux baccalauréats généraux ES et L et propose un cycle terminal depuis 2014 (classes de Première et de Terminale). Outre l'objectif du baccalauréat, le Microlycée vise à permettre aux jeunes rescolarisés de reprendre confiance en eux, de se re-socialiser et d'envisager une poursuite d'études dans le supérieur.

L'objectif de l'obtention du diplôme du baccalauréat constitue un levier important pour motiver les élèves dans leur démarche de rescolarisation. C'est pourquoi l'équipe enseignante s'attache à donner les moyens à chaque élève de se préparer à l'examen dans les meilleures conditions possibles, ce qui passe par un climat scolaire apaisé et un suivi individualisé. Il s'agit ainsi de lui permettre de reprendre confiance en soi pour entrer dans une logique de réussite.

Environ 50 jeunes de 16 à 24 ans , qui ont été déscolarisés pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, et qui souhaitent reprendre des études générales pour passer leur baccalauréat. Le passage en 1ère générale est en général nécessaire, mais des exceptions peuvent être faites en fonction des situations des jeunes qui souhaitent s'inscrire. Le rectorat impose d'accueillir en priorité des élèves parisiens.

2) Le « Pôle Innovant Lycéen » dont les objectifs communs sont d'offrir à des groupes d'élèves une possibilité de reprise de formation en déterminant pour chaque élève un parcours de formation adapté en

s’appuyant sur leur projet personnel initial afin de le faire évoluer ou de le transformer au gré des expériences, rencontres, stages vécus et des compétences évaluées tout au long de l’année. L'offre pédagogique proposée est différente et adaptée au public recruté.
110 élèves sont concernés par les 5 actions du PIL.
5 thématiques sont mises en place :
"Lycée Inversée" : teste leurs capacités pour réintégrer une filière (générale, technologique ou professionnelle) en ayant acquis les compétences et l'autonomie nécessaires ;
"Lycée au Long Cours" : cursus de socialisation et de formation qui va aider les jeunes à se reconstruire durant un an ou plus si nécessaire, à se réconcilier avec leur avenir. Ce travail s'effectue en collaboration étroite avec un réseau d'institutions de soins partenaires.
"Lycée des Futurs" : valorise le retour vers des activités professionnelles en leur donnant une finalité, préservation de l'environnement, développement durable et solidarité internationale.
"Lycée Solidarité Internationale" : conduire vers une reprise progressive d'activités scolaires et d'abord de retrouver une "utilité sociale" au travers d'actions bénévoles dans des associations de solidarité, de stages en France et à l'étranger.
"Sport et Avenir" : exploite leurs compétences dans les filières sportives inexploitées dans le milieu scolaire. La pratique physique ainsi que la réflexion autour de cette pratique permettent aux jeunes désireux de s'investir dans une formation d'encadrement sportif de réfléchir à un projet d'orientation cohérent ou bien d’envisager un retour en formation initiale par l’exploitation de la curiosité et la culture sportive.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants et frais des actions du microlycée	40 000,00	39,80%
Intervenants et frais d'action des 5 thématiques du PIL	60 500,00	60,20%
Total	100 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	100 500,00	100,00%
Total	100 500,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20000392 - Action de raccrochage scolaire - Nouvelle Chance 2020 - 0920135X - EMMANUEL MOUNIER CHATENAY-MALABRY

Dispositif : Subvention spécifique lycées et administration générale (fonctionnement) (n° 00001158)
Imputation budgétaire : 932-28-65735.1-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	29 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LGT EMMANUEL MOUNIER CHATENAY MALABRY
Adresse administrative	:	35 RUE DES PRES HAUTS 92290 CHATENAY MALABRY
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Description :
Le projet vise à replacer le jeune au cœur de l'institution scolaire en l'amenant à devenir acteur de sa réussite et en l'accompagnant pour se projeter dans un parcours sur moyen et long termes.
Il lui permet aussi de se réinscrire dans un groupe et de bâtir des projets communs.
La démarche se construit avec des temps forts et mobilisateurs sur les 2 années de cursus proposées (niveau première et niveau terminale).
Une première période jusqu'en novembre se bâtit autour d'une double proposition en fonction du niveau.
Sur le niveau de la première année d'arrivée dans la structure : les objectifs sont de redonner de l'appétence scolaire en replaçant les élèves en situation de réussite et en les aidant à se projeter à moyen ou long terme en construisant avec eux un projet d'avenir.
A travers un parcours en ateliers, favorisant une interaction dans le travail entre élèves et enseignants, l'élève est amené à donner du sens à l'acquisition des savoirs et des compétences. Ce parcours s'appuie sur la transversalité des compétences des différentes matières enseignées et vise à permettre à l'élève de mobiliser et développer des compétences et à les réinvestir autour de savoirs pluriels. En parallèle les ateliers guident l'élève vers une construction de son projet de vie.
Sur le niveau de la deuxième année d'évolution dans la structure : les objectifs sont de réimpulser les acquis de l'année précédente en soulignant la route déjà parcourue et en fixer les nouveaux toujours dans une visée post-bac. Le début du parcours est à la fois collectif et individuel : il s'axe sur une remise en œuvre des compétences avec les savoirs nouveaux à acquérir. Encadré de son référent, l'élève prend connaissance des objectifs de l'année à venir pour l'emmener vers son projet d'avenir et établir son cheminement en déterminant les échéances.

Environ 35 jeunes, élèves décrocheurs depuis plus de 6 mois et souhaitant repréparer un baccalauréat.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants et frais des actions	29 500,00	100,00%
Total	29 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	29 500,00	100,00%
Total	29 500,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20000393 - Action de raccrochage scolaire - Nouvelle Chance 2020 - 0931198X - ALFRED-COSTES BOBIGNY

Dispositif : Subvention spécifique lycées et administration générale (fonctionnement) (n° 00001158)
Imputation budgétaire : 932-28-65735.1-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	17 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LP ALFRED COSTES BOBIGNY
Adresse administrative	:	146 AVENUE HENRI BARBUSSE 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Description :
Trait d'union est un dispositif académique Nouvelles Chances destiné à accueillir des élèves décrocheurs de 16 à 18 ans, issus principalement de collèges ou de lycées.

Le dispositif est rattaché au lycée Alfred Costes de Bobigny « Hors les murs » et est installé dans des locaux mis à disposition par la mairie de Bobigny. Les cours ont donc lieu sur les deux sites. L'équipe se compose d'un enseignant coordonnateur, d'un professeur de mathématiques (tous deux à temps plein), d'une professeure de lettres histoire géographie (12h), d'une assistante d'éducation et de 3 enseignants (anglais, PSE et EPS) effectuant chacun 2h hebdomadaires au dispositif. Des séances d'analyse de pratique sont encadrées par une psychanalyste une fois par mois et des synthèses d'équipe ont lieu toutes les 3 semaines.

L'objectif est de rescolariser des élèves sortis du système scolaire en leur permettant de construire un parcours de formation en définissant les besoins de chacun des élèves pour leur proposer un parcours individualisé en les remettant à niveau dans les matières générales et travailler à l'inclusion scolaire.
Les actions menées des apprentissages scolaires dans les matières générales pour 3 groupes, chacun correspondant à un niveau qui s'échelonnent de la 4ème à la 1ère avec des évaluations régulières pour situer les élèves ; un travail sur l'orientation et un conseil coopératif qui est un lieu de médiation et de proposition, qui permet de donner une visibilité à tous les élèves sur le parcours de chacun.
La mise en place de l'Art-thérapie, pour mieux accompagner les élèves et leur permettre de trouver des solutions par eux-mêmes en stimulant leur créativité, nous souhaitons mettre en place un temps de médiation artistique encadré par un art-thérapeute.Il s'agit d'un atelier de prévention des souffrances

psychiques.

Environ 22 élèves entre 16 et 18 ans ; les élèves intègrent notre dispositif après être passés en commission à la DSDEN du 93.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants et frais des actions	17 500,00	100,00%
Total	17 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	17 500,00	100,00%
Total	17 500,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20000394 - Action de raccrochage scolaire - Nouvelle Chance 2020 - 0931233K - JEAN-BAPTISTE-CLEMENT GAGNY

Dispositif : Subvention spécifique lycées et administration générale (fonctionnement) (n° 00001158)
Imputation budgétaire : 932-28-65735.1-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	14 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LP LYC METIER JEAN BAPTISTE CLEMENT GAGNY
Adresse administrative	:	25 RUE DES TROIS NOYERS 93220 GAGNY
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Description :
Plusieurs groupes sont constitués dont un groupe classe, qui suit un EDT classique du lundi au vendredi et parallèlement, des élèves sont accueillis en parcours individualisé, sur un EDT plus léger et adapté à leur problématique, ceci permet d'augmenter la capacité d'accueil de la structure. Par ailleurs, un travail en collaboration avec Uniscité est mis en place sur le projet Booster 93 et plusieurs élèves ont pu effectuer un service civique alterné avec l'école. Il est souhaité un accueil aux Eclaireurs de France pour mener un projet Onusien, appelé Alter Egaux sur lequel l'équipe va s'investir, notamment autour de la notion de développement durable. Le soutien et l'appui d'une psychologue a été très bénéfique tant pour l'équipe, que pour les élèves. L'accompagnement individualisé est davantage privilégié selon les besoins et difficultés des élèves.

Le principe d'une journée passée à Second Cap est le suivant : cours fondamentaux les 5 matinées de la semaine. Le niveau scolaire des élèves pouvant varier d'une classe de 5ème à un bon niveau de Seconde Générale en place 2 groupes distincts pour le scolaire. Les matières enseignées en priorité sont le français, les mathématiques, l'anglais, l'histoire et la géographie, la prévention santé environnement, l'éducation civique et morale et l'EPS. L'après-midi, les activités sportives et culturelles doivent être privilégiées. Les activités culturelles, lorsqu'elles sont riches et variées, permettent aux élèves de se restaurer, de reprendre confiance en eux dans une démarche de découverte et d'ouverture. Le travail se fait par cycles autour du Slam et du Théâtre. Le choix de ces activités n'est pas anodin puisque par expérience, on sait que le Slam par exemple est un excellent moyen de faire entrer les élèves dans l'écriture, exercice en principe très rebutant et difficile pour eux. Quant au sport, le maintien de l'activité

"boxe" est un réel choix pédagogique, l'intervenant en charge de cette activité ayant bien compris les enjeux importants, notamment en terme de socialisation. La socialisation est un point sur lequel le nouveau projet pédagogique de la structure va s'appuyer davantage en mettant en place plusieurs actions spécifiques, avec l'acquis des codes sociaux nécessaires à une bonne intégration dans le monde du travail ou celui relatif au milieu scolaire. La participation collective à l'entretien des locaux par exemple, permet à chacun de s'inscrire dans une démarche de vivre ensemble et la responsabilité d'un élève chaque jour, pour la prise du petit déjeuner tel que : servir, débarrasser, ranger et nettoyer, favorise le partage.

Environ 20 jeunes âgés de 16 à 18 ans, mais compte tenu du faible taux de redoublement, prise en charge des élèves âgés de 15 ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants et frais des actions	14 500,00	100,00%
Total	14 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	14 500,00	100,00%
Total	14 500,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20000395 - Action de raccrochage scolaire - Nouvelle Chance 2020 - 0932034F - WOLFGANG-AMADEUS-MOZART LE BLANC MESNIL

Dispositif : Subvention spécifique lycées et administration générale (fonctionnement) (n° 00001158)
Imputation budgétaire : 932-28-65735.1-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LGT WOLFGANG AMADEUS MOZART LE BLANC MESNIL
Adresse administrative	:	10 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE 93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Description :
Nouvel chance dit "nouvel élan" est destiné à rescolariser tout au long de l'année scolaire des jeunes lycéens décrocheurs de seconde générale. La structure accueille un public d'élèves de 16 à 20 ans ayant décroché ou en voie de décrochage de la classe de seconde du lycée général, venant de l'ensemble du département de la Seine-Saint-Denis, sa capacité est de 15 places. C'est accueil de pédagogies adaptés permet au jeune de s'inscrire à nouveau dans une dynamique de formation générale, technologique, ou professionnelle.

4 axes de travail répondent aux besoins de ce public spécifique : un accueil personnalisé, le bien-être, une pédagogie de la réussite et la prévention du redécrochage.
L'accueil, formalisé en 8 étapes échelonnées dans le temps (3 semaines) engage l'ensemble des professionnels concernés par la scolarité de l'élève (équipe éducative élargie aux personnels médico-sociaux et psychologue de l'éducation nationale). L'objectif étant la remobilisation à la scolarité, le bien-être est au cœur du dispositif : heures inscrites dans l'emploi du temps, attention et souci, quotidiens aux élèves.
3 axes de travail organisent ces heures pour réparer, sécuriser, donner du sens. La pédagogie de la réussite vise à ce que les jeunes trouvent ou retrouvent une posture d'élève. Une démarche est mise en place qui donne du temps au raccrochage, en s'adaptant au rythme de l'élève et qui cible la capacité de travailler en autonomie. L'ensemble de l'équipe est engagée, à travers 4 ateliers transdisciplinaires, dans une pédagogie qui fait en sorte que l'élève agisse sur ce qu'il apprend. Cette pédagogie privilégie le but d'apprentissage, dans le cadre des enseignements par discipline et implique le choix de l'évaluation par

compétences et de la co-évaluation. La prévention du redécrochage se déroule en 2 étapes : un grand oral de fin d'année afin de préparer, dans les meilleures conditions possibles, le retour des élèves dans le système éducatif et l'organisation d'un tutorat dans l'établissement d'affectation afin d'étayer le raccrochage.

Environ 15 lycéens décrocheurs de la Seine-Saint-Denis, niveau seconde générale, âge, 16 à 20 ans.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants et frais des actions	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SSubvention régionale	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20000396 - Action de raccrochage scolaire - Nouvelle Chance 2020 - 0932667U - LYCEE PLAINE COMMUNE SAINT DENIS

Dispositif : Subvention spécifique lycées et administration générale (fonctionnement) (n° 00001158)
Imputation budgétaire : 932-28-65735.1-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	19 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LYCEE POLYVALENT PUBLIC PLAINE COMMUNE
Adresse administrative	:	70 AV GEORGES SAND 93210 SAINT-DENIS (LA PLAINE SAINT-DENIS)
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Description :
Projet qui apportent des réponses alternatives à la rupture scolaire à des élèves vivant des situations familiales et sociales complexes pour permettre une remobilisation scolaire et une réorientation en lycée professionnel pour la majorité d'entre eux lors de l'année scolaire suivante.

Les jeunes accueillis rencontrent, en majorité, un manque de confiance en soi, un rejet voire une défiance vis à vis des institutions, et ont des problématiques avérées d'addictions, des conduites à risques, c'est pourquoi il a été décidé de travailler avec des associations dont les champs de compétences peuvent permettre de constituer un levier pour ces élèves, former l'équipe enseignante et permettre d'accompagner les jeunes grâce à une meilleure appréhension de ces problématiques. Pour consolider tous ces axes, un voyage scolaire sera organisé avec la ville de Saint-Denis qui sert d'évaluation formative. 5 jours en continu afin d'évaluer les savoirs (CFG et DNB, préparation aux oraux), le savoir-être et le savoir-faire ainsi que la confiance.

Les actions prévues s'imbriquent entre elles et permettent de répondre aux objectifs suivants :
- axe pédagogique : assurer l'acquisition et la consolidation des compétences fondamentales en référence au référentiel de CAP et de 3ème dans toutes les disciplines à travers un enseignement adapté pour permettre une progression individualisée ; accompagner l'élève dans ses démarches de stages et dans leur projet individuel ; réconcilier l'élève avec les apprentissages et travailler sur l'estime de soi en apprenant différemment.
- axe de socialisation : négocier des règles de vie au quotidien et poser des repères pour la prise de

décisions collective. Les accompagner dans la préparation d'activités en autonomie : le tutorat ; favoriser la participation des élèves dans les activités de la vie quotidienne dans le cadre du projet ; organiser des moments de débats et de régulation : l'atelier point média, le Grand Conseil, le groupe de Paroles et le Café des Parents et des responsables légaux. Un groupe classe constitué pour favoriser la dynamique et la cohésion : vivre ensemble en partageant des valeurs communes en terme d'écocitoyenneté.
- axe d'orientation : repérage des lieux ressources et culturels en vue de construire un projet personnel en lien avec les réalités économiques du bassin, et avec l'accompagnement de professionnels et journées des métiers liés à l'environnement avec des parcours atypiques et des métiers autour du développement durable du CAP au BTS en passant par la VAE et la formation tout au long de la vie. Des activités pédagogiques sont prévues et reposent sur l'interdisciplinarité, l'analyse systémique, globale et impartiale des problématiques énergétiques.

Environ 25 élèves âgés entre 16 et 18 ans, en situation de décrochage scolaire et manquant de repères sociaux. Provenant de collèges du département, de lycées professionnels, de missions locales, ils sont pour la plupart entrés dans un processus de rejet de l'institution scolaire.

Les parcours proposés sont "cousus mains" tout au long de l'année et en lien avec les MLDS et EPLE du département, de l'académie, élèves avec des intégrations en continue. Les profils sont discutés en commissions départementales et ciblent des jeunes motivés, sans diplôme ni qualification professionnelle, qui souhaitent intégrer une école dédiée à la construction de leur projet d'insertion sociale et professionnelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS (LA PLAINE SAINT-DENIS)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants et frais des actions	19 500,00	100,00%
Total	19 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	19 500,00	100,00%
Total	19 500,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20000397 - Action de raccrochage scolaire - Micro-lycée 2020 - 0932577W - GERMAINE-TILLION LE BOURGET

Dispositif : Subvention spécifique lycées et administration générale (fonctionnement) (n° 00001158)
Imputation budgétaire : 932-28-65735.1-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LGT GERMAINE TILLION LE BOURGET
Adresse administrative	:	48 B RUE ANIZAN CAVILLON 93350 LE BOURGET
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Description :
Le Microlycée est un établissement public expérimental qui permet à une cinquantaine de jeunes âgés de 16 à 25 ans ayant été déscolarisés de reprendre leurs études. Il prépare aux baccalauréats généraux ES et L, et propose un cycle terminal (1e/Terminale). Outre l'objectif du baccalauréat, il vise à permettre à ces jeunes de reprendre confiance en eux, de se re-socialiser et d'envisager une poursuite d'études dans le supérieur. Il sert aussi de « plateforme » d'orientation pour des jeunes décrocheurs. Il s'inscrit dans le réseau des dispositifs Nouvelle chance de la Direction académique de Seine Saint-Denis et en particulier avec le dispositif « nouvel élan » au sein du lycée Mozart au Blanc-Mesnil, ouvert à de jeunes décrocheurs de 16-18 ans rescolarisés en classe de 2nde.

Les enseignants exercent également au sein du lycée Germaine Tillion du Bourget, auquel il est rattaché administrativement et bénéficie ainsi de l'appui des équipes de ce lycée et de l'ensemble des services - CDI, restauration, secrétariat, pôle médico-social ...
Les locaux se situent au rez de jardin de l'établissement et occupent ainsi un espace spécifique et réservé, dont 2 salles équipées d'un vidéoprojecteur interactif et d'une dizaine de postes d'ordinateurs connectés facilitant ainsi les démarches de pédagogie active. 2 autres salles sont par ailleurs destinées aux cours en effectif réduit. Un bureau, une salle de réunion et une pièce pour les accueils individualisés et une grande salle d'arts plastiques partagée avec le lycée.

Cette configuration permet une relation étroite entre enseignants et élèves, des circulations aisées, favorables à un suivi et des interrelations apaisées. Tous ces éléments concourent à l'entretien d'un climat scolaire serein et propice au retour à l'école pour des jeunes dont les rapports aux adultes et aux

institutions ont pu dans le passé être très dégradés.

Ils ont souvent connu des parcours de vie faits de ruptures qui ne sont pas uniquement scolaires. Des problématiques familiales, financières, médicales, psychologiques souvent difficiles ont contribué à leur décrochage scolaire. La grande majorité d'entre eux sont boursiers et majeurs.

50 élèves environ accueillis ont « décroché », en classe de Seconde, de Première ou de Terminale, ou encore après une réorientation en lycée professionnel « subie »

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LE BOURGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants et frais des actions	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20000398 - Action de raccrochage scolaire - Micro-lycée 2020 - 0940129E - JEAN-MACE VITRY SUR SEINE

Dispositif : Subvention spécifique lycées et administration générale (fonctionnement) (n° 00001158)
Imputation budgétaire : 932-28-65735.1-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE
Adresse administrative	:	34 RUE JULES FERRY 94400 VITRY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	Madame Virginie SCHACHTEL, Proviseure

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Description :
Le Microlycée du Val de Marne est destiné à rescolariser des jeunes en rupture scolaire totale allant de 6 mois à plusieurs années, pour leur permettre de reprendre des études, préparer un baccalauréat général ou technologique, construire un projet personnel de formation et de scolarisation.
Sont également travaillées : l'estime de soi, la resocialisation, la reconstruction d'une image positive du monde des adultes.

Les modalités de recrutement des élèves se fondent sur une démarche volontaire du jeune avec 2 entretiens d'entrée, sans dossier, ni test (à l'exception des élèves de terminale pour lesquels il est demandé un écrit libre de 2 pages). Un enseignement organisé en petits groupes ou classes de 5 à 15 élèves. Un suivi du parcours de raccrochage individualisé et institutionnalisé par un adulte référent.
Une alternance de temps de cours, disciplinaires et interdisciplinaires et de dispositifs culturels, sportifs et de vie collective.

Une construction du collectif avec une semaine d'intégration en début d'année et des temps forts, répartis dans l'année (journées extra, journées de restitution des projets et ateliers, repas conviviaux). Un séminaire de révisions hors les murs pour les 1ères et les Terminales en fin d'année.
Une stabilisation de la reprise d'études des élèves, passant par une lutte contre le redécrochage.
Un travail sur le post-bac pour inscrire durablement les élèves dans leurs études (suivi de cohorte, moments institutionnalisés pour les nouveaux bacheliers en bac+1, travail sur les terminales pour qu'ils se projettent dans le supérieur avec rencontre de professionnels).

Environ 90 jeunes décrocheurs déscolarisés depuis au moins 1 an, entre 16 et 25 ans, principalement originaires de l'académie de Créteil, de niveau 2de, 1ère et Terminale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants et frais des actions	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20000399 - Action de raccrochage scolaire - Micro-lycée 2020 - 0951399E - ALFRED-KASTLER CERGY

Dispositif : Subvention spécifique lycées et administration générale (fonctionnement) (n° 00001158)
Imputation budgétaire : 932-28-65735.1-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LGT ALFRED KASTLER CERGY
Adresse administrative	:	26 AVENUE DE LA PALETTE 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Description :
Le microlycée permet de raccrocher les élèves dans l'ouest du 95 et le nord du 78 et permet à 68% de ces élèves qui obtiennent leur baccalauréat de poursuivre leurs études.

Le raccrochage scolaire des jeunes peut s'étaler sur une période de 1 à 3 ans. Les jeunes sont scolarisés en classe de Première ou Terminale (L, ES ou STMG) selon leurs choix et leurs possibilités.
Ils sont suivis activement par un professeur référent qui les accompagne dans leurs choix et dans la résolution de leurs difficultés économiques, sociales et médicales. Le professeur référent prend appui lorsque cela est possible sur les parents, mais aussi sur les différents partenaires administratifs, sociaux et médicaux.

L'objectif est une resocialisation et une rescolarisation des élèves décrochés et un accompagnement jusqu'au baccalauréat général L ou ES et technologique STMG et avec la finalité de poursuites d'études supérieures.
Les invitations aux visiteurs internes (IA IPR, collègues et stagiaires) et externes à l'Education Nationale (Presse, parents, associations,...) permet de valoriser le microlycée.

Pour les moyens humains, 3 professeurs coordonnateurs ayant chacun une décharge partielle de service et des professeurs référents, chaque référent ayant 4 élèves "référés" et 2 heures de concertation hebdomadaire pour l'ensemble de l'équipe pédagogique.

Le fiinancement permet de mettre en place des journées d'intégration, séminaire de révisions, suivi

psychologique par un spécialiste, des ateliers théâtre en français, en anglais, des sorties culturelles et de faire appel à des intervenants extérieurs.

Environ 75 à 85 jeunes décrochés sont concernés, âgés de 17 à 24 ans et déscolarisés depuis plus de six mois et sans diplôme. Jeunes ayant au moins dans le passé débuté une seconde générale et technologique ou seconde professionnelle et ceux souhaitant poursuivre leurs études après l'obtention du baccalauréat.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants et frais des actions	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-052

DOSSIER N° 20000400 - Action de raccrochage scolaire - Micro-lycée 2020 - 0772586T - MICRO LYCEE DE SENART

Dispositif : Subvention spécifique lycées et administration générale (fonctionnement) (n° 00001158)
Imputation budgétaire : 932-28-65735.1-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LYP MICRO LYCEE DE SENART
Adresse administrative	:	CLG PYRAMIDE - 2 AVENUE DES PLATANES 77127 LIEUSAINT
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant	:	

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : l'action propose de prendre en charge les jeunes qui en ont besoin dès le début de l'année scolaire, afin d'empêcher les situations de se dégrader.

Description :
L'objectif du microlycée est de proposer aux jeunes décrocheurs qui le souhaitent de passer ou repasser un baccalauréat.
Cette structure de raccrochage scolaire offre 1 niveau de 2nde (Classe Raly : retour au lycée) et 3 filières de niveau 1ère ainsi que niveau Terminale : (L; ES; STMG).

La structure du microlycée est hébergée au collège de la Pyramide à Lieusaint sous le couvert hiérarchique du Proviseur du lycée de la Mare Carrée à Moissy Cramayel.
Cette structure désectorisée accueille des jeunes de Seine-et-Marne et de l'Essonne venant de communes plus ou moins éloignées.

Ces jeunes viennent parfois de très loin, faute d'autres structures du même genre et 5 à 10 jeunes, chaque année, louent un logement étudiant ou trouvent une structure d'hébergement pour se rapprocher du Microlycée.
L'essentiel des jeunes viennent de villes voisines du district de Brie-Sénart et celui de Melun, du bassin d'Evry et celui de Montgeron et d'autres secteurs de Seine-et-Marne.

10 enseignants à temps complet accueillent les jeunes en cours et font vivre la structure sur des temps de permanence. Ces enseignants dit "permanents" sont présents sur la structure environ une trentaine d'heures par semaine. L'établissement ne bénéficie d'aucun autre personnel (pas de CPE, pas de surveillant, plus de personnel administratif). Les professeurs assument donc en plus de leurs enseignements l'ensemble des missions prises en charge par l'administration et la vie scolaire. Malgré la

surcharge de travail, l'effet de la diminution du nombre d'interlocuteurs et leur dé-spécialisation est un facteur très important pour le raccrochage des élèves et permet une grande qualité des relations humaines. Des enseignants coordonnent le travail de l'équipe et consacrent davantage de temps encore à la vie du microlycée. Le travail d' équipe est ici fondamental et s'inscrit à raison de 4 h par semaine dans l'emploi du temps de chacun et permet à la fois la répartition des tâches et un accompagnement cohérent et coordonné pour chaque jeune.
3 enseignants supplémentaires sont nommés à mi-temps et 4 autres enseignants interviennent pour quelques heures par semaine afin de couvrir tous les enseignements nécessaires à la préparation du baccalauréat.

L'accompagnement de chaque jeune dans son processus de raccrochage s'appuie également sur un temps de tutorat individualisé, temps qui permet de soutenir chaque jeune et éventuellement de l'orienter vers des partenaires (assistante sociale, psychologues, CMP, centre d'addictologie...)
Le micro-lycée dispose pour les 7 groupes classe de 6 salles de classe dédiées et une petite salle à partager avec le collège. Une salle sert de salle d'accueil, de pôle administratif et en même temps de salle de travail pour les élèves.

Tous doivent avoir vécu une période de décrochage scolaire d'au moins 6 mois et près de 9 élèves sur sur 10 ont connu une période de décrochage supérieure à une année, un élève sur 5 a connu une période d'arrêt supérieure à 3 ans. Pour ce qui est du niveau scolaire ils doivent avoir acquis le brevet des collèges. De rares cas de rupture scolaire avant la 3ème peuvent être examinées par l'équipe.
Les parcours et histoires des jeunes accueillis illustrent les travaux scientifiques sur le décrochage, le décrochage est un processus multifactoriel, s'analysant à partir de plusieurs ruptures ou difficultés (sociales, familiales, scolaires, personnelles). Il n'existe pas de typologie satisfaisante de ces élèves, chacun ayant une situation spécifique : jeunes mamans ou jeune papa, phobiques, addicts, dépressifs, en rupture familiale, salariés, problématiques judiciaires.... Ces différentes caractéristiques pouvant être cumulatives.Tous les jeunes accueillis sont désireux de reprendre leur scolarité pour passer un baccalauréat L/ES ou STMG.

90 jeunes environ, élèves raccrocheurs de niveau lycée, provenant majoritairement du sud de la Seine et Marne et du Nord de l'Essonne, âgés de 17 à 25-26 ans. Les effectifs pour chaque classe varient en fonction des candidatures des élèves.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s’est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LIEUSAINT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Intervenants et frais des actions	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-001

DU 31 JANVIER 2020

DÉNOMINATION LYCÉE HORTICOLE - MONTREUIL - 93 - LYCÉE DES MÉTIERS DE L'HORTICULTURE ET DU PAYSAGE JEANNE BARET

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la délibération n°CR_92_15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attribution du Conseil Régional à sa commission permanente ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de l'éducation, et notamment son article L 421-24 ;

VU l'avis du Conseil d'Administration du lycée de Montreuil en date du 27 juin 2019 ;

VU l'avis du Maire de Montreuil en date du 04 septembre 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

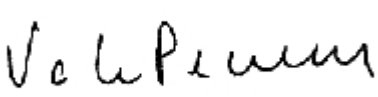
VU le rapport n°CP 2020-001 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide de donner au lycée Horticole, sis 16 rue Paul Doumer 93100 Montreuil, UAI 0931779D, le nom de « Lycée des métiers de l'horticulture et du paysage Jeanne Baret ».

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc169900-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-006

DU 31 JANVIER 2020

FORFAITS D'EXTERNAT DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION POUR L'ANNÉE 2019/2020 - 1ER RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation, notamment son article L.442-9 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération du conseil régional n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 86-16 du 20 mai 2016 « Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public » ;

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-006 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'adopter la répartition de la première provision pour l'année 2020 de la contribution régionale aux dépenses de rémunération des personnels techniciens, ouvriers et de service pour leurs activités relatives à l'externat des établissements privés sous contrat d'association conformément au tableau joint en annexe.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 24 015 313 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 223 « Lycées privés » Programme HP 223-028 (code action 12202801) « Lycées privés forfait d'externat « personnel » du budget 2020.

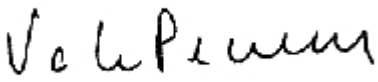
Article 2 :

Décide d'adopter la répartition de la première provision pour l'année 2020 de la contribution régionale au fonctionnement matériel des classes sous contrat d'association des établissements d'enseignement privés conformément au tableau joint en annexe.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 23 219 338 € disponible sur le chapitre 932 «Enseignement» code fonctionnel 223 «Lycées privés», programme HP 223-016 (122016)

«Lycées privés forfait d'externat - matériel», action «Lycées privés forfait d'externat - matériel» (12201601) du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc163549-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FORFAIT D'EXTERNAT - REPARTITION PAR ETABLISSEMENT

ANNEXE A LA DELIBERATION
FORFAIT EXTERNAT 2019-2020 (en euros)

UAI	TYPE	NOM LYCEE PRIVE	COMMUNE	(arrondi)DOTATION 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL (70%) (arrondi)DOTATION	(arrondi)DOTATION 1ER VERSEMENT PART MATERIEL (70%) (arrondi)DOTATION
0753820V	LYP	FRANCS BOURGEOIS	PARIS 04EME	176 351,00 €	170 347,00 €
0753824Z	LCM	MASSILLON	PARIS 04EME	106 371,00 €	101 018,00 €
0753827C	LCM	LOUISE DE MARILLAC	PARIS 05EME	80 944,00 €	76 871,00 €
0753598D	LCM	SEVIGNE	PARIS 05EME	70 447,00 €	66 902,00 €
0753647G	LCM	ALSACIENNE	PARIS 06EME	125 265,00 €	118 962,00 €
0754029X	LYP	CARCADO SAISSEVAL	PARIS 06EME	311 227,00 €	331 906,00 €
0753842U	LCM	NOTRE DAME DE SION	PARIS 06EME	111 736,00 €	106 113,00 €
0754025T	LP	SAINT NICOLAS	PARIS 06EME	462 839,00 €	407 598,00 €
0753838P	LCM	SAINT SULPICE	PARIS 06EME	136 696,00 €	129 816,00 €
0753844W	LYP	SAINTE GENEVIEVE	PARIS 06EME	131 027,00 €	132 628,00 €
0753840S	LCM	STANISLAS	PARIS 06EME	479 366,00 €	448 333,00 €
0754030Y	LYT	ALBERT DE MUN	PARIS 07EME	449 928,00 €	449 350,00 €
0753849B	LCM	ALMA	PARIS 07EME	63 449,00 €	60 256,00 €
0753851D	LCM	LA ROCHEFOUCAULD	PARIS 07EME	99 373,00 €	94 372,00 €
0753809H	LCM	PAUL CLAUDEL	PARIS 07EME	124 099,00 €	117 854,00 €
0753850C	LCM	SAINT THOMAS D'AQUIN	PARIS 07EME	85 377,00 €	81 080,00 €
0753852E	LYP	SAINTE JEANNE ELISABETH	PARIS 07EME	64 312,00 €	61 415,00 €
0754860A	LYP	THERESE CHAPPUIS	PARIS 07EME	13 763,00 €	13 071,00 €
0753873C	LCM	FENELON / SAINTE MARIE	PARIS 08EME	254 636,00 €	242 404,00 €
0754037F	LG	FENELON-SAINTE-MARIE-LA-PLAINE-MONCEAU	PARIS 08EME	41 149,00 €	45 591,00 €
0753825A	LYC	MORVAN	PARIS 09EME	12 364,00 €	11 742,00 €
0753887T	LCM	BOSSUET-NOTRE DAME	PARIS 10EME	113 369,00 €	107 664,00 €
0753883N	LCM	EDGAR POE	PARIS 10EME	64 149,00 €	60 921,00 €
0753885R	LCM	ROCROY SAINT VINCENT DE PAUL	PARIS 10EME	146 493,00 €	139 121,00 €
0753890W	LYP	CHARLES PEGUY	PARIS 11EME	140 801,00 €	139 515,00 €
0753815P	LCM	COURS DES PETITS CHAMPS	PARIS 11EME	72 080,00 €	71 802,00 €
0754479L	LCM	OZAR HATORAH	PARIS 11EME	47 121,00 €	44 749,00 €
0753935V	LCM	ENIO GEORGES LEVEN	PARIS 12EME	54 585,00 €	51 838,00 €
0751883P	LYT	INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE	PARIS 12EME	105 064,00 €	113 995,00 €
0753897D	LCM	SAINT MICHEL DE PICPUS	PARIS 12EME	277 076,00 €	263 629,00 €
0753898E	LCM	SAINT PIERRE FOURIER	PARIS 12EME	121 067,00 €	114 974,00 €
0750330B	LYT	ECOLE TECHNIQUE SUPERIEURE LABORATOIRE	PARIS 13EME	109 403,00 €	112 836,00 €
0754042L	LYT	LE REBOURS	PARIS 13EME	279 759,00 €	291 154,00 €
0753902J	LCM	NOTRE DAME DE FRANCE	PARIS 13EME	55 518,00 €	52 724,00 €
0754924V	LP	NOTRE DAME DE FRANCE	PARIS 13EME	237 631,00 €	222 154,00 €
0753834K	LCM	YABNE	PARIS 13EME	100 539,00 €	95 479,00 €
0754045P	LYP	CATHERINE LABOURE	PARIS 14EME	130 631,00 €	130 317,00 €
0753874D	LCM	ACTIVE BILINGUE JANINE MANUEL	PARIS 15EME	117 334,00 €	111 430,00 €
0753915Y	LCM	BLOMET	PARIS 15EME	137 372,00 €	129 404,00 €
0753916Z	LCM	SAINTE ELISABETH	PARIS 15EME	58 784,00 €	55 826,00 €
0753948J	LCM	ASSOMPTION	PARIS 16EME	75 813,00 €	71 997,00 €
0753941B	LCM	GERSON	PARIS 16EME	93 774,00 €	89 055,00 €
0753943D	LCM	INSTITUT DE LA TOUR	PARIS 16EME	103 105,00 €	97 916,00 €
0753946G	LCM	NOTRE DAME DES OISEAUX	PARIS 16EME	110 803,00 €	105 227,00 €
0753919C	LCM	PASCAL	PARIS 16EME	54 585,00 €	51 838,00 €
0754666P	LYT	PASSY-SAINT HONORE	PARIS 16EME	203 830,00 €	221 341,00 €
0753947H	LC	SAINT JEAN DE PASSY	PARIS 16EME	160 815,00 €	153 004,00 €
0753933T	LCM	SAINT LOUIS DE GONZAGUE	PARIS 16EME	155 450,00 €	147 997,00 €
0753217P	LYT	SAINTE THERESE FONDATION D'AUTEUIL	PARIS 16EME	72 524,00 €	47 758,00 €
0752937K	LCM	ACTIVE BILINGUE ETOILE	PARIS 17EME	93 541,00 €	88 834,00 €
0755537L	LYC	ALLIANCE RACHI	PARIS 17EME	11 431,00 €	10 855,00 €
0754081D	LCM	SAINTE URSULE-LOUISE DE BETTIGNIES	PARIS 17EME	90 742,00 €	86 175,00 €
0753959W	LCM	ST MICHEL DES BATIGNOLLES	PARIS 17EME	118 267,00 €	112 316,00 €
0754086J	LYP	CHARLES DE FOUCAULD	PARIS 18EME	189 647,00 €	194 350,00 €
0754239A	LP	SAINT JEAN DE MONTMARTRE	PARIS 18EME	149 059,00 €	134 152,00 €
0753231E	LCM	SINAI	PARIS 18EME	23 327,00 €	22 153,00 €
0755352K	LYC	ASSOCIATION N'R HATORAH	PARIS 19EME	25 893,00 €	24 590,00 €
0754325U	LCM	BETH HANNA	PARIS 19EME	59 950,00 €	56 933,00 €
0754015G	LYT	JULES RICHARD MICROTECHNIQUE	PARIS 19EME	69 981,00 €	68 929,00 €
0754016H	LYT	L'INITIATIVE	PARIS 19EME	193 263,00 €	185 564,00 €
0754965P	LYP	LUCIEN DE HIRSCH	PARIS 19EME	48 520,00 €	46 079,00 €
0753384W	LCM	BETH YACOV	PARIS 20EME	1 633,00 €	1 551,00 €
0753537M	LYT	ESTBA	PARIS 20EME	104 201,00 €	108 268,00 €
0755025E	LYC	HEIKHAL MENAHEM SINAI	PARIS 20EME	17 729,00 €	16 837,00 €
0755709Y	LYC	SAINTE LOUISE	PARIS 20EME	93 074,00 €	88 391,00 €
0772275E	LYP	MAURICE RONDEAU	BUSSY-SAINT-GEORGES	250 810,00 €	231 445,00 €
0771720B	LCM	GASNIER GUY - SAINTE BATHILDE	CHELLES	59 251,00 €	56 269,00 €
0771200L	LYP	BLANCHE DE CASTILLE	FONTAINEBLEAU	158 973,00 €	157 731,00 €
0771232W	LCM	SAINT ASPAIS JEANNE D'ARC	FONTAINEBLEAU	80 478,00 €	76 428,00 €
0772602K	LYP	SAINTE CELINE	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	75 276,00 €	72 580,00 €

UAI	TYPE	NOM LYCEE PRIVE	COMMUNE	(arrondi)DOTATION 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL (70%) (arrondi)DOTATION	(arrondi)DOTATION 1ER VERSEMENT PART MATERIEL (70%) (arrondi)DOTATION
0771237B	LYP	SAINT LAURENT LA PAIX NOTRE DAME	LAGNY-SUR-MARNE	204 670,00 €	201 501,00 €
0771246L	LCM	INSTITUTION BOSSUET	MEAUX	232 312,00 €	220 364,00 €
0772153X	LYC	JEAN ROSE	MEAUX	193 823,00 €	184 638,00 €
0771238C	LYT	INSTITUTION SAINT ASPAIS	MELUN	364 738,00 €	358 733,00 €
0772840U	LYC	SAINTE MARIE LA ROCHE AUX COQ	NEMOURS	17 029,00 €	16 172,00 €
0772324H	LYT	SAINTE THERESE	OZOIR-LA-FERRIERE	118 034,00 €	113 601,00 €
0772290W	LYP	SAINTE CROIX	PROVINS	59 017,00 €	56 047,00 €
0772151V	LP	LES SINOPLIES	ROISSY-EN-BRIE	23 840,00 €	21 972,00 €
0783282U	LGT	BLANCHE DE CASTILLE	LE CHESNAY	215 144,00 €	206 514,00 €
0783297K	LGT	LE BON SAUVEUR	LE VESINET	121 067,00 €	114 974,00 €
0783283V	LGT	L ERMITAGE	MAISONS LAFFITTE	58 084,00 €	55 161,00 €
0783289B	LGT	NOTRE DAME	MANTES LA JOLIE	137 862,00 €	134 453,00 €
0783537W	LP	NOTRE DAME	MANTES LA JOLIE	37 090,00 €	34 519,00 €
0783330W	LP	ROULLEAU	MEULAN	20 995,00 €	19 539,00 €
0781899R	LGT	ST FRANCOIS D ASSISE	MONTIGNY LE BRETONNEUX	151 835,00 €	145 813,00 €
0781974X	LGT	ST EXUPERY	MONTIGNY LE BRETONNEUX	65 549,00 €	64 344,00 €
0781664K	LGT	STE THERESE	RAMBOUILLET	131 797,00 €	128 693,00 €
0781581V	LP	ST THOMAS DE VILLENEUVE	ST GERMAIN EN LAYE	85 657,00 €	73 519,00 €
0781856U	LP	ST EREMBERT	ST GERMAIN EN LAYE	63 823,00 €	52 636,00 €
0783286Y	LGT	ST EREMBERT	ST GERMAIN EN LAYE	187 688,00 €	182 461,00 €
0783288A	LGT	NOTRE DAME	ST GERMAIN EN LAYE	291 585,00 €	270 747,00 €
0783323N	LT	ST THOMAS DE VILLENEUVE	ST GERMAIN EN LAYE	131 190,00 €	141 708,00 €
0783657B	LG	ST AUGUSTIN	ST GERMAIN EN LAYE	44 788,00 €	42 534,00 €
0783344L	LGT	NOTRE DAME	VERNEUIL SUR SEINE	283 538,00 €	280 472,00 €
0781582W	LP	NOTRE DAME DU GRANDCHAMP	VERSAILLES	224 498,00 €	226 337,00 €
0782100J	LP	LES CHATAIGNIERS	VERSAILLES	63 333,00 €	58 943,00 €
0783053V	CPGE	STE GENEVIEVE	VERSAILLES	244 372,00 €	234 008,00 €
0783293F	LGT	LES CHATAIGNIERS	VERSAILLES	42 455,00 €	47 822,00 €
0783325R	LP	ST VINCENT DE PAUL	VERSAILLES	90 508,00 €	85 971,00 €
0783350T	LGT	ST JEAN HULST	VERSAILLES	224 171,00 €	212 890,00 €
0783351U	LGT	NOTRE DAME DU GRANDCHAMP	VERSAILLES	238 634,00 €	239 843,00 €
0910808J	LGT	ST CHARLES	ATHIS MONS	208 589,00 €	205 599,00 €
0912384X	LGT	JEANNE D ARC	BRETIGNY	7 465,00 €	7 089,00 €
0910812N	LG	ST PIERRE	BRUNOY	179 150,00 €	170 135,00 €
0910843X	LPO	ST PIERRE	BRUNOY	193 683,00 €	201 849,00 €
0911264E	LP	OPTOMETRIE	BURES SUR YVETTE	47 167,00 €	51 391,00 €
0912161E	LPO	ST LEON	CORBEIL ESSONNES	221 139,00 €	214 297,00 €
0910815S	LGT	JEANNE D ARC	ETAMPES	71 614,00 €	68 010,00 €
0912117G	LPO	NOTRE DAME DE SION	EVRY	161 445,00 €	154 639,00 €
0912342B	LGT	LA SALLE ST NICOLAS	IGNY	9 564,00 €	9 083,00 €
0910824B	LGT	SACRE COEUR	LA VILLE DU BOIS	125 732,00 €	122 993,00 €
0910819W	LGT	COURS SECONDAIRE	ORSAY	57 851,00 €	54 940,00 €
0912321D	LPO	ST MARTIN	PALAISEAU	128 834,00 €	128 385,00 €
0911844K	LG	RUDOLF STEINER	VERRIERES LE BUISSON	3 733,00 €	3 545,00 €
0910823A	LGT	ILE DE FRANCE	VILLEBON SUR YVETTE	54 585,00 €	51 838,00 €
0910826D	LGT	ST LOUIS ST CLEMENT	VIRY CHATILLON	148 592,00 €	144 105,00 €
0910838S	LGT	BETH RIVKAH	YERRES	9 798,00 €	9 305,00 €
0920904H	LGT	STE MARIE LA CROIX	ANTONY	313 653,00 €	298 307,00 €
0920889S	LGT	STE GENEVIEVE	ASNIERES SUR SEINE	124 566,00 €	118 297,00 €
0920894X	LGT	ST GABRIEL	BAGNEUX	77 166,00 €	80 843,00 €
0922691A	LGT	HAUTEFEUILLE	BOIS-COLOMBES	7 465,00 €	7 089,00 €
0920897A	LGT	NOTRE DAME	BOULOGNE BILLANCOURT	301 943,00 €	294 778,00 €
0920898B	LGT	RAMBAM	BOULOGNE BILLANCOURT	61 583,00 €	58 484,00 €
0920906K	LGT	NOTRE DAME	BOURG LA REINE	124 099,00 €	117 854,00 €
0920907L	LGT	SOPHIE BARAT	CHATENAY MALABRY	167 907,00 €	170 802,00 €
0920908M	LGT	ST THOMAS DE VILLENEUVE	CHAVILLE	95 640,00 €	90 827,00 €
0921663H	LGT	JEANNE D ARC	COLOMBES	135 296,00 €	132 256,00 €
0921484N	LPO	MONTALEMBERT	COURBEVOIE	304 649,00 €	305 547,00 €
0920963X	LP	ST FRANCOIS D ASSISE	FONTENAY AUX ROSES	65 012,00 €	52 691,00 €
0922653J	LPO	LA SALLE ST NICOLAS	ISSY LES MOULINEAUX	162 075,00 €	152 266,00 €
0920916W	LGT	LA SOURCE	MEUDON	47 354,00 €	44 971,00 €
0920917X	LGT	NOTRE DAME	MEUDON	152 558,00 €	144 880,00 €
0920981S	LP	ST PHILIPPE	MEUDON	42 105,00 €	34 725,00 €
0920918Y	LGT	JEANNE D ARC	MONTROUGE	48 054,00 €	45 635,00 €
0920985W	LP	GEORGES GUERIN	NEUILLY SUR SEINE	94 614,00 €	83 812,00 €
0920919Z	LGT	NOTRE DAME DE STE CROIX	NEUILLY SUR SEINE	182 929,00 €	174 047,00 €
0920875B	LGT	STE MARIE	NEUILLY SUR SEINE	110 640,00 €	103 716,00 €
0920921B	LGT	ST DOMINIQUE	NEUILLY SUR SEINE	163 755,00 €	155 514,00 €
0921365J	LGT	MADELEINE DANIELOU	RUEIL MALMAISON	145 560,00 €	137 654,00 €
0920928J	LGT	LA SALLE PASSY BUZENVAL	RUEIL MALMAISON	266 836,00 €	257 614,00 €
0921932A	LP	LA SALLE PASSY BUZENVAL	RUEIL MALMAISON	20 388,00 €	16 815,00 €
0920937U	LGT	SUGER	VAUCRESSON	41 289,00 €	41 843,00 €
0932110N	LYC	CHNE OR	AUBERVILLIERS	24 494,00 €	23 261,00 €
0930961P	LCM	L'ESPERANCE	AULNAY-SOUS-BOIS	128 298,00 €	121 841,00 €
0931026K	LYT	PROTECTORAT SAINT JOSEPH	AULNAY-SOUS-BOIS	58 924,00 €	62 786,00 €
0930936M	LP	SAINT BENOIST DE L'EUROPE	BAGNOLET	73 317,00 €	73 360,00 €
0930962R	LCM	CHARLES PEGUY	BOBIGNY	54 585,00 €	51 838,00 €
0932721C	LP	Marcel LAMI	BOBIGNY	17 846,00 €	16 609,00 €
0930933J	LP	ASSOMPTION	BONDY	122 676,00 €	120 191,00 €
0932619S	LG	SAINT GERMAIN	DRANCY	56 685,00 €	53 832,00 €
0931573E	LP	PRIVE ROBERT SCHUMAN	DUGNY	91 512,00 €	78 322,00 €

UAI	TYPE	NOM LYCEE PRIVE	COMMUNE	(arrondi)DOTATION 1ER VERSEMENT PART PERSONNEL (70%) (arrondi)DOTATION	(arrondi)DOTATION 1ER VERSEMENT PART MATERIEL (70%) (arrondi)DOTATION
0932618R	LP	PRIVE ROBERT SCHUMAN	DUGNY	28 739,00 €	30 700,00 €
0931464L	LCM	MERKAZ HATORAH DES GARCONS	GAGNY	15 863,00 €	15 304,00 €
0930929E	LP	JEANNE LA LORRAINE	LE RAINCY	77 515,00 €	73 271,00 €
0932303Y	LCM	MERKAZ HATORAH DES FILLES	LE RAINCY	22 161,00 €	21 464,00 €
0931812P	LCM	SAINT LOUIS-SAINTE CLOTILDE	LE RAINCY	107 071,00 €	104 135,00 €
0931813R	LCM	GROUPE SCOLAIRE ALLIANCE	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	39 656,00 €	37 660,00 €
0930965U	LCM	HENRI MATISSE	MONTREUIL	74 646,00 €	70 890,00 €
0930960N	LP	ORT	MONTREUIL	68 745,00 €	62 399,00 €
0931796X	LP	ORT	MONTREUIL	98 393,00 €	107 214,00 €
0931369H	LP	FRANCOISE CABRINI	NOISY-LE-GRAND	111 992,00 €	105 038,00 €
0932036H	LP	FRANCOISE CABRINI	NOISY-LE-GRAND	186 475,00 €	189 383,00 €
0932653D	LYC	SAINT JOSEPH LA SALLE	PANTIN	38 723,00 €	36 774,00 €
0931797Y	LYT	JEAN BAPTISTE DE LA SALLE	SAINT-DENIS	219 832,00 €	214 164,00 €
0930946Y	LP	SAINT VINCENT DE PAUL	SAINT-DENIS	43 388,00 €	40 381,00 €
0932654E	LYC	SAINTE MARIE	STAINS	29 159,00 €	27 692,00 €
0931799A	LCM	FENELON	VAUJOURS	133 663,00 €	132 160,00 €
0930974D	LCM	BLANCHE DE CASTILLE	VILLEMOMBLE	156 663,00 €	148 875,00 €
0941407U	LP	C.E.3P	IVRY-SUR-SEINE	44 578,00 €	44 614,00 €
0941909P	LYP	PALISSY	BOISSY-SAINT-LEGER	21 928,00 €	20 824,00 €
0940823J	LYP	FOYER DES PTT	CACHAN	154 261,00 €	142 162,00 €
0941877E	LYP	NOTRE DAME DES MISSIONS	CHARENTON-LE-PONT	103 105,00 €	97 916,00 €
0940885B	LCM	SAINT ANDRE	CHOISY-LE-ROI	83 277,00 €	79 086,00 €
0942354Y	LGT	ENSEMBLE SAINTE MARIE	CRETEIL	166 134,00 €	172 027,00 €
0941711Z	LCM	OZAR HATORAH DES FILLES	CRETEIL	29 626,00 €	28 135,00 €
0941943B	LYP	OZAR HATORAH DES GARCONS	CRETEIL	20 761,00 €	19 717,00 €
0942355Z	LP	ENSEMBLE SAINTE MARIE	JOINVILLE-LE-PONT	107 327,00 €	101 277,00 €
0940880W	LCM	ALBERT DE MUN	NOGENT-SUR-MARNE	138 095,00 €	131 146,00 €
0940881X	LCM	MONTALEMBERT	NOGENT-SUR-MARNE	83 744,00 €	79 529,00 €
0940882Y	LYP	SAINT MICHEL DE PICPUS	SAINT-MANDE	97 040,00 €	92 157,00 €
0940878U	LYP	TEILHARD DE CHARDIN	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	308 194,00 €	316 596,00 €
0940891H	LCM	PETIT VAL	SUCY-EN-BRIE	88 409,00 €	83 960,00 €
0942376X	LYC	COURS DU HAMEAU	THIAIS	9 098,00 €	8 640,00 €
0940853S	LP	POULLART DES PLACES	THIAIS	41 662,00 €	38 584,00 €
0940822H	LYT	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	VINCENNES	252 886,00 €	261 493,00 €
0941724N	LYT	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	VINCENNES	79 218,00 €	68 373,00 €
0940821G	LYT	GREGOR MENDEL	VINCENNES	150 855,00 €	162 461,00 €
0941722L	LYT	GREGOR MENDEL	VINCENNES	32 191,00 €	29 960,00 €
0940877T	LCM	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	VINCENNES	88 642,00 €	84 959,00 €
0941719H	LCM	EPIN	VITRY-SUR-SEINE	60 417,00 €	59 171,00 €
0950800D	LP	COGNACQ-JAY	ARGENTEUIL	176 514,00 €	168 360,00 €
0951998F	LPO	GARAC	ARGENTEUIL	230 003,00 €	202 883,00 €
0952208J	LG	ST JOSEPH	ARGENTEUIL	56 451,00 €	53 611,00 €
0950753C	LGT	NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	ENGHIEN LES BAINS	128 298,00 €	121 841,00 €
0950812S	LP	JEANNE D ARC	FRANCONVILLE LA GARENNE	101 659,00 €	98 785,00 €
0952158E	LGT	PAUL RICOEUR	LOUVRES	47 820,00 €	45 414,00 €
0950759J	LGT	NOTRE DAME DE BURY	MARGENCY	218 433,00 €	215 608,00 €
0952126V	LG	APPRENDRE AUTREMENT	MONTMAGNY	9 098,00 €	8 640,00 €
0950804H	LP	NOTRE FAMILLE	OSNY	33 241,00 €	30 937,00 €
0950761L	LGT	NOTRE DAME DE LA COMPASSION	PONTOISE	203 317,00 €	197 970,00 €
0950762M	LGT	ST MARTIN DE FRANCE	PONTOISE	85 610,00 €	81 302,00 €
0951221L	LGT	VAUBAN	PONTOISE	72 663,00 €	71 592,00 €
0950785M	LGT	NOTRE DAME	SANNOIS	152 558,00 €	146 763,00 €
0950805J	LP	ST JEAN	SANNOIS	32 355,00 €	31 562,00 €
0950786N	LGT	LA SALLE ST ROSAIRE	SARCELLES	133 896,00 €	133 797,00 €
0951940T	LGT	OZAR HATORAH	SARCELLES	10 731,00 €	10 191,00 €
0951048Y	LGT	TORAT EMET	SARCELLES	24 727,00 €	23 483,00 €
0951994B	LPO	ORT	VILLIERS LE BEL	85 027,00 €	85 145,00 €
				24 015 313,00 €	**23 219 338,00 €**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-008

DU 31 JANVIER 2020

POLITIQUE DE TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCÉES PUBLICS FRANCILIENS - 1ER RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU Le Code de la commande publique ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loI n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous ;

VU le décret n° 2019-351 du 23 avril 2019 relatif à la composition des repas servis dans les restaurants collectifs en application de l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime ;

VU La délibération du Conseil régional CR 23-14 du 14 février 2014 « renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace »;

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 « Simplifier le fonctionnement du conseil régional » ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération CR 2017-59 du 10 mars 2017 « Plan d'urgence pour les lycées franciliens : Des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 » ;

VU La délibération CP 16-362 du 12 juillet 2016 relative à la réforme du service public de la restauration scolaire des lycées publics d'Ile-de-France : évolution du cadre technique de mise en œuvre et du modèle de compensation régionale applicable à partir de la rentrée scolaire 2016 ;

VU la délibération CP 2018-541 du 21 novembre 2018 relative à l'évolution de la politique de restauration scolaire dans les lycées publics ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-008 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve les dotations afférentes au versement de la deuxième avance de compensation régionale, dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élèvent à 4 501 315 €, conformément à la répartition figurant en annexe I à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 4 501 315 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2020.

Article 2 :

Approuve les dotations afférentes au solde de la compensation régionale, dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, au titre de l'année scolaire 2018-2019 qui s'élèvent à 245 907,60 €, conformément à la répartition figurant en annexe II à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de 245 907,60 €, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2020.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de 200 000 € destinée au financement des frais annexes de mise en œuvre des différents supports et outils de communication de la tarification au quotient familial, sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 «autres services périscolaires et annexes», programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle », action 12800401 « Aide régionale à la demi-pension » du budget 2020.

Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de 300 000 € au titre du marché d'urgence restauration pour l'année 2020 sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes » du budget 2020 programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle », action 12800401 « aide régionale à la demi-pension ».

Article 5 :

Affecte une autorisation de programme de 250 000 **€** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 (122001) «Études générales lycées publics» action (12200101) «Études générales lycées publics» du budget 2020 pour une assistance à maîtrise d'ouvrage système d'information au vue de l'acquisition et la mise en œuvre d'un logiciel de la gestion de la production et des

flux de denrées alimentaires de la restauration scolaire des lycées publics.

Article 6 :

Affecte une autorisation d'engagement de 200 000 **€** disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes » du budget 2020 programme HP 28-011 (128011) « Aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » Action 12801101 « aide à l'introduction de produits locaux et biologiques dans les lycées » du budget 2020 afin de lancer une consultation pour une assistance à maîtrise d'ouvrage à la mise en œuvre de la généralisation de l'approvisionnement en produits biologiques et/ou locaux dans les restaurations scolaires des lycées publics.

Article 7 :

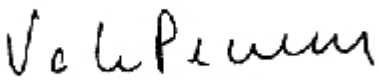
Approuve l'application d'un tarif unique de 3 euros pour les cités mixtes de Paris et de Seine-Saint-Denis.

Article 8 :

Décide d'autoriser la Présidente à signer avec le Département de Seine-Saint-Denis, la convention relative à la gestion des cités scolaires du Département de Seine-Saint-Denis.*

Une annexe 3 ci-jointe est créée en conséquence.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc164998-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE I

ANNEXE I

TARIFICATION SOCIALE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE -

DOTATIONS DE COMPENSATION REGIONALE - 2ème avance 2019/2020

Code UAI	Code tiers	Type	Patronyme	Adresse	Code postal	Commune	Dotations affectées
0750647W	R3406	LGT	TURGOT	69 RUE DE TURBIGO	75003	PARIS 03EME	9 886,00 €
0750648X	R3407	LG	VICTOR-HUGO	27 RUE DE SEVIGNE	75003	PARIS 03EME	8 510,00 €
0750651A	R3408	LGT	SIMONE-WEIL	7 RUE DE POITOU	75003	PARIS 03EME	4 634,00 €
0750770E	R3409	LP	ABBÉ-GRÉGOIRE (L')	70 BIS RUE DE TURBIGO	75003	PARIS 03EME	3 126,00 €
0750652B	R3412	LG	CHARLEMAGNE	14 RUE CHARLEMAGNE	75004	PARIS 04EME	2 980,00 €
0750653C	R3411	LGT	SOPHIE-GERMAIN	9 RUE DE JOUY	75004	PARIS 04EME	2 702,00 €
0750654D	R3415	LG	HENRI IV	23 RUE CLOVIS	75005	PARIS 05EME	14 917,00 €
0750655E	R3413	LG	LOUIS-LE-GRAND	123 RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS 05EME	26 329,00 €
0750656F	R3414	LG	LAVOISIER	17 RUE HENRI BARBUSSE	75005	PARIS 05EME	428,00 €
0750657G	R3418	LG	MONTAIGNE	17 RUE AUGUSTE COMTE	75006	PARIS 06EME	5 196,00 €
0750658H	R3416	LG	SAINT-LOUIS	44 BD SAINT MICHEL	75006	PARIS 06EME	20 862,00 €
0750663N	R3422	LGT	CHAPTAL	45 BD DES BATIGNOLLES	75008	PARIS 08EME	23 485,00 €
0750664P	R3421	LGT	RACINE	20 RUE DU ROCHER	75008	PARIS 08EME	49 604,00 €
0750668U	R3429	LG	JACQUES-DECOUR	12 AVENUE TRUDAINE	75009	PARIS 09EME	101,00 €
0750669V	R3425	LG	JULES-FERRY	77 BOULEVARD DE CLICHY	75009	PARIS 09EME	15 270,00 €
0750670W	R3426	LG	LAMARTINE	121 RUE DU FG POISSONNIERE	75009	PARIS 09EME	5 076,00 €
0750671X	R3424	LPO	EDGAR-QUINET	63 RUE DES MARTYRS	75009	PARIS 09EME	7 877,00 €
0750673Z	R3428	LG	COLBERT	27 RUE DE CHATEAU LANDON	75010	PARIS 10EME	8 379,00 €
0750674A	R3430	LT	JULES-SIEGFRIED	12 RUE D'ABBEVILLE	75010	PARIS 10EME	3 796,00 €
0750776L	R3431	LP	MARIE-LAURENCIN	114 QUAI DE JEMMAPES	75010	PARIS 10EME	5 432,00 €
0750558Z	R3230	LPO	PAUL-POIRET	19 RUE DES TAILLANDIERS	75011	PARIS 11EME	3 705,00 €
0750675B	R3435	LGT	VOLTAIRE	101 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	75011	PARIS 11EME	28 241,00 €
0750676C	R3433	LPO	DORIAN	74 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE	75011	PARIS 11EME	12 740,00 €
0750778N	R3436	LP	TURQUETIL	18 PASSAGE TURQUETIL	75011	PARIS 11EME	6 816,00 €
0750677D	R3440	LPO	ELISA-LEMONNIER	20 AVENUE ARMAND ROUSSEAU	75012	PARIS 12EME	3 494,00 €
0750680G	R3438	LGT	ARAGO	4 PL DE LA NATION	75012	PARIS 12EME	19 585,00 €
0750783U	R3441	LP	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	33 AVENUE LEDRU ROLLIN	75012	PARIS 12EME	7 266,00 €
0750683K	R3446	LG	CLAUDE-MONET	1 RUE DU DOCTEUR MAGNAN	75013	PARIS 13EME	8 506,00 €
0750685M	R3364	LGT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS 13EME	27 377,00 €
0750785W	R3447	LP	GALILÉE	28 RUE DE PATAY	75013	PARIS 13EME	2 709,00 €
0750787Y	R3449	LP	ARTS-GRAPHIQUES	61 RUE CORVISART	75013	PARIS 13EME	8 160,00 €
0751710B	R3451	LP	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	13 AV BOUTROUX	75013	PARIS 13EME	9 059,00 €
0753268V	R3444	LPO	JEAN-LURCAT	48 AVENUE DES GOBELINS	75013	PARIS 13EME	3 342,00 €
0750689S	R3455	LG	PAUL-BERT	7 RUE HUYGHENS	75014	PARIS 14EME	2 148,00 €
0750690T	R3456	LGT	FRANCOIS-VILLON	10 AV MARC SANGNIER	75014	PARIS 14EME	2 273,00 €

Code UAI	Code tiers	Type	Patronyme	Adresse	Code postal	Commune	Dotations affectées
0750691U	R3453	LPO	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS 14EME	14 032,00 €
0750692V	R3454	LGT	EMILE-DUBOIS	14 RUE EMILE DUBOIS	75014	PARIS 14EME	7 269,00 €
0752799K	R3366	EREA	CROCÉ-SPINELLI	1 RUE CROCE SPINELLI	75014	PARIS 14EME	2 386,00 €
0752846L	R3459	LP	ERIK-SATIE	2 RUE PIERRE CASTAGNOU	75014	PARIS 14EME	7 129,00 €
0754476H	R3357	LPO	GUILLAUME-TIREL	237 BOULEVARD RASPAIL	75014	PARIS 14EME	6 919,00 €
0750612H	R3367	LT	ENSAAMA	63 RUE OLIVIER DE SERRES	75015	PARIS 15EME	11 506,00 €
0750693W	R3462	LG	BUFFON	16 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS 15EME	2 178,00 €
0750695Y	R3385	LPO	FRESNEL	31 BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS 15EME	6 924,00 €
0750696Z	R3381	LGT	ROGER-VERLOMME	24 RUE FONDARY	75015	PARIS 15EME	3 038,00 €
0750793E	R3380	LP	BEAUGRENELLE	62 RUE SAINT CHARLES	75015	PARIS 15EME	4 131,00 €
0751708Z	R3383	LPO	LOUIS-ARMAND	319 RUE LECOURBE	75015	PARIS 15EME	11 295,00 €
0753256G	R3368	EREA	ALEXANDRE-DUMAS	29 BIS RUE DE CRONSTADT	75015	PARIS 15EME	8 238,00 €
0754475G	R3460	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	20 RUE BOURSEUL	75015	PARIS 15EME	7 336,00 €
0750698B	R3386	LGT	CLAUDE-BERNARD	1 AVENUE DU PARC DES PRINCES	75016	PARIS 16EME	857,00 €
0750700D	R3388	LGT	JEAN-BAPTISTE-SAY	11 BIS RUE D'AUTEUIL	75016	PARIS 16EME	6 230,00 €
0750702F	R3389	LG	JEAN-DE-LA-FONTAINE	1 PL DE LA PORTE MOLITOR	75016	PARIS 16EME	3 538,00 €
0750703G	R3390	LG	MOLIERE	71 RUE DU RANELAGH	75016	PARIS 16EME	3 597,00 €
0750796H	R3369	LP	OCTAVE-FEUILLET	9 RUE OCTAVE FEUILLET	75016	PARIS 16EME	1 982,00 €
0750707L	R3370	LT	ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE	70 BOULEVARD BESSIERES	75017	PARIS 17EME	18 659,00 €
0750708M	R3800	LPO	JEAN-DROUANT	20 RUE MEDERIC	75017	PARIS 17EME	14 403,00 €
0750710P	R3379	LT	AUGUSTE-RENOIR	24 RUE GANNERON	75018	PARIS 18EME	2 625,00 €
0750800M	R3378	LP	EDMOND-ROSTAND	15 RUE DE L'EVANGILE	75018	PARIS 18EME	7 000,00 €
0752608C	R3349	LP	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	135 RUE BELLIARD	75018	PARIS 18EME	8 055,00 €
0750650Z	R3354	LPO	ALEMBERT (D')	22 SNTE DES DOREES	75019	PARIS 19EME	7 291,00 €
0750711R	R3351	LG	HENRI-BERGSON	27 RUE EDOUARD PAILLERON	75019	PARIS 19EME	3 409,00 €
0750712S	R3350	LPO	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	75019	PARIS 19EME	20 024,00 €
0750802P	R3355	LP	HECTOR-GUIMARD	19 RUE CURIAL	75019	PARIS 19EME	14 533,00 €
0752700C	R3353	LP	ARMAND-CARREL	45 RUE ARMAND CARREL	75019	PARIS 19EME	12 300,00 €
0754684J	R3210	LPO	GEORGES-BRASSENS		75019	PARIS 19EME	19 760,00 €
0750714U	R3363	LG	HÉLÈNE-BOUCHER	75 COURS DE VINCENNES	75020	PARIS 20EME	5 354,00 €
0750715V	R3358	LGT	MAURICE-RAVEL	89 CRS DE VINCENNES	75020	PARIS 20EME	24 245,00 €
0750808W	R3360	LP	ETIENNE-DOLET	7 RUE D'EUPATORIA	75020	PARIS 20EME	2 946,00 €
0750828T	R3698	EREA	EDITH-PIAF	316 RUE DE BELLEVILLE	75020	PARIS 20EME	6 412,00 €
0754530S	R3362	LPO	MARTIN-NADAUD	23 RUE DE LA BIDASSOA	75020	PARIS 20EME	4 907,00 €
0750699C	R3387	LG	JANSON-DE-SAILLY	106 RUE DE LA POMPE	75116	PARIS 16EME	31 206,00 €
0750705J	R3372	LGT	HONORÉ-DE-BALZAC	118 BD BESSIERES	75849	PARIS 17EME	13 482,00 €
					71	**établissements**	**689 207,00 €**

Code UAI	Code tiers	Type	Patronyme	Adresse	Code postal	Commune	Dotations affectées
0770918E	R3250	LPO	URUGUAY-FRANCE	1 AVENUE DES MARRONNIERS	77211	AVON	35 200,00 €
0771436T	R3668	LEGTPA	BOUGAINVILLE	DOM DE SANSALLE RN 19	77257	BRIE-COMTE-ROBERT	27 934,00 €
0772230F	R15059	LPO	BLAISE-PASCAL	15 ALLÉE DU COMMANDANT GUESNET	77253	BRIE-COMTE-ROBERT	7 165,00 €
0772292Y	R19061	LGT	MARTIN-LUTHER-KING	21 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	77600	BUSSY-SAINT-GEORGES	9 974,00 €
0771357G	R3667	LEGTPA	BRETONNIÈRE (LA)	La Bretonnière	77120	CHAILLY-EN-BRIE	728,00 €
0770342D	R3251	EREA	LEOPOLD-BELLAN	DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN	77260	CHAMIGNY	3 282,00 €
0770920G	R3252	LPO	LAFAYETTE	PLACE DES CELESTINS	77430	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	36 786,00 €
0770922J	R3254	LGT	GASTON-BACHELARD	32 AVENUE DE L'EUROPE	77505	CHELLES	24 293,00 €
0772276F	R18914	LPO	JEHAN-DE-CHELLES	47 RUE DES CITES	77500	CHELLES	9 032,00 €
0771995A	R3255	LP	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	71 RUE PASTEUR	77410	CLAYE-SOUILLY	11 348,00 €
0771997C	R3256	LP	JACQUES-PRÉVERT	7 AVENUE JEAN JAURES	77385	COMBS-LA-VILLE	5 057,00 €
0772127U	R3257	LGT	GALILÉE	AVENUE ANDRE MALRAUX	77385	COMBS-LA-VILLE	6 140,00 €
0771658J	R3258	LPO	GUÉ-A-TRESMES (DU)	DOMAINE DU GUE A TRESMES	77440	CONGIS-SUR-THEROUANNE	40 060,00 €
0770924L	R3259	LPO	JULES-FERRY	4 RUE HENRI DUNANT	77527	COULOMMIERS	51 964,00 €
0772751X	P0023982	LPO	CHARLOTTE-DELBO	2 AVENUE ROBERT BADINTER	77230	DAMMARTIN-EN-GOELE	2 692,00 €
0770926N	R3262	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	ROUTE HURTAULT	77305	FONTAINEBLEAU	19 899,00 €
0770927P	R3263	LG	FRANÇOIS-1ER	11 RUE VICTOR HUGO	77300	FONTAINEBLEAU	25 222,00 €
0772685A	R3983	LGT	SAMUEL-BECKETT	19 RUE DU LION	77260	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	5 864,00 €
0770943G	R3265	LP	BENJAMIN-FRANKLIN	RUE DE LA FORET - LA ROCHETTE	77000	LA ROCHETTE	21 799,00 €
0771512A	R3264	LGT	VAN-DONGEN	45 RUE JEAN MERMOZ	77400	LAGNY-SUR-MARNE	9 528,00 €
0772294A	R3235	LGT	EMILY-BRONTË	10 BIS MAIL LE CORBUSIER	77185	LOGNES	4 180,00 €
0770930T	R3270	LGT	HENRI-MOISSAN	20 COURS DE VERDUN	77100	MEAUX	25 708,00 €
0770931U	R18495	LGT	PIERRE-DE-COUBERTIN	CHAUSSÉE DE PARIS	77100	MEAUX	27 475,00 €
0770932V	R3269	LP	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	CHAUSSÉE DE PARIS	77100	MEAUX	1 785,00 €
0771880A	R3271	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	BOULEVARD DU CHEVALIER BAYARD	77333	MEAUX	5 334,00 €
0772229E	R15275	LGT	JEAN-VILAR	83 AVENUE SALVADOR ALLENDE	77100	MEAUX	27 675,00 €
0770933W	R3272	LGT	JACQUES-AMYOT	6 BIS RUE MICHELET	77000	MELUN	22 169,00 €
0770934X	R3273	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	2 BIS RUE EDOUARD BRANLY	77011	MELUN	13 196,00 €
0771996B	R3276	LPO	HONORÉ-DE-BALZAC	AVENUE PAUL LANGEVIN	77290	MITRY-MORY	15 497,00 €
0772296C	R19203	LPO	MARE-CARRÉE (DE LA)	RUE DU LYCEE	77552	MOISSY-CRAMAYEL	3 216,00 €
0770938B	R18497	LPO	ANDRÉ-MALRAUX	AVENUE DU LYCEE	77130	MONTEREAU-FAULT-YONNE	29 609,00 €
0772277G	R19205	LPO	HENRI-BECQUEREL	1 BOULEVARD HENRI ROUSSELLE	77370	NANGIS	7 741,00 €

Code UAI	Code tiers	Type	Patronyme	Adresse	Code postal	Commune	Dotations affectées
0770940D	R3704	LPO	ETIENNE-BEZOUT	31 AVENUE ETIENNE DAILLY	77796	NEMOURS	12 263,00 €
0772225A	R3203	LP	LINO-VENTURA	AVENUE MARCEL PAGNOL	77834	OZOIR-LA-FERRIERE	2 921,00 €
0770942F	R3715	LPO	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	3 RUE DU COLLEGE	77160	PROVINS	16 799,00 €
0771336J	R3282	LPO	PANNEVELLES (LES)	ROUTE DE CHALAUTRE LA PETITE	77487	PROVINS	37 584,00 €
0771763Y	R3283	LGT	CHARLES-LE-CHAUVE	4 RUE J. BODIN DE BOISMORTIER	77680	ROISSY-EN-BRIE	12 860,00 €
0772295B	R20737	LPO	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	RUE DE VILPRES	77540	ROZAY-EN-BRIE	12 452,00 €
0770687D	R3284	ERPD	SAINT-MAMMES	13 RUE DU CAPITAINE BALLOT	77670	SAINT-MAMMES	10 630,00 €
0772244W	R3286	LP	ANTONIN-CARÈME	1 PLACE GUSTAVE COURBET	77176	SAVIGNY-LE-TEMPLE	6 874,00 €
0772688D	R3919	LPO	EMILIE-DU-CHÂTELET	35 COURS DU DANUBE	77700	SERRIS	12 545,00 €
0770944H	R3285	LP	AUGUSTE-PERDONNET	1 ALLÉE DU CHATEAU	77400	THORIGNY-SUR-MARNE	8 837,00 €
0772342C	R3289	LPO	CLÉMENT-ADER	74 RUE GEORGES CLEMENCEAU	77220	TOURNAN-EN-BRIE	23 808,00 €
0770945J	R3290	LP	GUSTAVE-EIFFEL	4 AVENUE D'ORMES	77130	VARENNES-SUR-SEINE	7 560,00 €
0772310T	R3236	LPO	SIMONE-SIGNORET	PLACE DU 14 JUILLET	77000	VAUX-LE-PENIL	8 356,00 €
					45	**établissements**	**711 041,00 €**
0781950W	R3718	LPO	LOUISE-WEISS	201 AVENUE DU GAL DE GAULLE	78260	ACHERES	7 147,00 €
0781859X	R3722	LPO	VINCENT-VAN-GOGH	RUE JULES FERRY	78410	AUBERGENVILLE	46 876,00 €
0781860Y	R3723	LPO	PIERRES-VIVES (LES)	1 RUE DES ALOUETTES	78420	CARRIERES-SUR-SEINE	43 263,00 €
0780486E	R3298	ERPD	BATELLERIE (LA)	36 QUAI DE LA REPUBLIQUE	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	6 357,00 €
0781845G	R3300	LGT	JULES-FERRY	7 RUE BOUYSSEL	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	10 826,00 €
0783447Y	R3761	LPO	SIMONE-WEIL	RUE DU VAL D'OISE	78700	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	14 284,00 €
0781578S	R3301	LPO	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	PLACE FRANCOIS RABELAIS	78042	GUYANCOURT	10 724,00 €
0781949V	R19046	LGT	VILLAROY (DE)	2 RUE E VIOLLET LE DUC	78041	GUYANCOURT	24 826,00 €
0783213U	R3677	ERPD	HÉRIOT	RUE DU COMMANDANT HERIOT	78125	LA BOISSIERE-ECOLE	4 269,00 €
0782822U	R3304	LGT	CORNEILLE	1 AVENUE PIERRE CORNEILLE	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	13 089,00 €
0783214V	R3303	LP	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	49 AVENUE MAURICE DE HIRSCH	78170	LA CELLE-SAINT-CLOUD	5 557,00 €
0783259U	R3307	ERPD	ERPD LA-VERRIERE	2 RUE GEORGES LAPIERRE	78320	LA VERRIERE	2 663,00 €
0782602E	R3306	LP	JEAN-MOULIN	18 RUE DU DOCTEUR AUDIGIER	78150	LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	6 545,00 €
0782568T	R3308	LG	ALAIN	25 ROUTE DE LA CASCADE	78110	LE VESINET	7 956,00 €
0780422K	R3310	LGT	FRANCOIS-VILLON	RUE SALVADOR ALLENDE	78133	LES MUREAUX	17 192,00 €
0781984H	R3309	LPO	VAUCANSON	14 RUE ALBERT THOMAS	78132	LES MUREAUX	7 305,00 €
0781884Z	R15875	LPO	CONDORCET	ALLÉE CONDORCET	78520	LIMAY	13 548,00 €
0781951X	R16239	LPO	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	PLACE PIERRE BEREGOVOY	78200	MAGNANVILLE	8 498,00 €
0782539L	R3669	LGT	SAINT-EXUPÉRY	8 RUE MARCEL FOUQUE	78201	MANTES-LA-JOLIE	12 573,00 €
0783533S	R3671	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	21 RUE DE LA LYRE	78711	MANTES-LA-VILLE	3 679,00 €
0781861Z	R8267	LGT	LOUIS-DE-BROGLIE	1 AVENUE JEAN BERANGER	78160	MARLY-LE-ROI	30 607,00 €
0780515L	R3311	LGT	SEPT-MARES (LES)	13 RUE DE LA BEAUCE	78310	MAUREPAS	6 323,00 €
0781883Y	R15879	LPO	DUMONT-D'URVILLE	2 AVENUE DE FRANCHE COMTE	78310	MAUREPAS	1 291,00 €
0781512V	R3672	LGT	DESCARTES	6 BOULEVARD DESCARTES	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	6 254,00 €
0781819D	R18986	LPO	EMILIE-DE-BRETEUIL	3 RUE DU CANAL	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	7 772,00 €
0780582J	R3674	LGT	JEAN-VILAR	1033 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	78375	PLAISIR	4 761,00 €
0781898P	R18229	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	10 RUE GUSTAVE EIFFEL	78306	POISSY	45 225,00 €
0781983G	R3675	LPO	ADRIENNE-BOLLAND	62 BOULEVARD DEVAUX	78300	POISSY	3 365,00 €

Code UAI	Code tiers	Type	Patronyme	Adresse	Code postal	Commune	Dotations affectées
0782546U	R3676	LGT	LE-CORBUSIER	88 RUE DE VILLIERS	78300	POISSY	13 480,00 €
0781948U	R3664	LPO	LAVOISIER	40 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	2 635,00 €
0782549X	R3313	LPO	LOUIS-BASCAN	5 AVENUE DU GAL LECLERC	78513	RAMBOUILLET	16 321,00 €
0782593V	R3314	LP	JEAN-PERRIN	1 RUE LUCIEN SAMPAIX	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	3 704,00 €
0783140P	R3312	LGT	JULES-HARDOUIN-MANSART	26 RUE VICTORIEN SARDOU	78210	SAINT-CYR-L'ECOLE	6 008,00 €
0780004F	R3665	LEGTPA	AGRICOLE	ROUTE FORESTIERE DES PRINCESSES	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	8 514,00 €
0782132U	R3229	LGT	JEANNE-D'ALBRET	6 RUE GIRAUD TEULON	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	14 495,00 €
0782556E	R3317	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	2 BOULEVARD HECTOR BERLIOZ	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	3 664,00 €
0782557F	R3710	LPO	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	72 RUE LEON DESOYER	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	16 004,00 €
0782924E	R3319	LGT	EVARISTE-GALOIS	8, RUE EVARISTE GALOIS	78500	SARTROUVILLE	18 366,00 €
0783431F	R3755	LPO	JULES-VERNE	2 RUE DE LA CONSTITUANTE	78500	SARTROUVILLE	2 977,00 €
0780273Y	R3689	LP	LOUIS-BLÉRIOT	1 RUE LEO LAGRANGE	78197	TRAPPES	9 384,00 €
0780584L	R3690	LP	HENRI-MATISSE	55 RUE DE MONTFORT	78196	TRAPPES	9 532,00 €
0782562L	R3692	LG	HOCHE	73 AVENUE DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	10 153,00 €
0782563M	R3693	LGT	LA-BRUYÈRE	31 AVENUE DE PARIS	78000	VERSAILLES	12 027,00 €
0782565P	R3712	LPO	JULES-FERRY	29 RUE DU MARECHAL JOFFRE	78000	VERSAILLES	15 436,00 €
0782567S	R3694	LGT	MARIE-CURIE	70 AVENUE DE PARIS	78002	VERSAILLES	11 933,00 €
0782603F	R3695	LP	JACQUES-PRÉVERT	88 AVENUE DES ETATS UNIS	78000	VERSAILLES	3 466,00 €
0781952Y	R19646	LPO	SONIA-DELAUNAY	AVENUE DE ST GERMAIN	78450	VILLEPREUX	26 116,00 €
0782587N	R3673	LPO	VIOLLET-LE-DUC	1 ROUTE DE SEPTEUIL	78640	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	4 010,00 €
					48	**établissements**	**581 000,00 €**
0910628N	R3322	LP	PAUL-BELMONDO	23 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC	91290	ARPAJON	4 512,00 €
0911632E	R3323	LGT	RENÉ-CASSIN	17 RUE JEAN MOULIN	91294	ARPAJON	13 715,00 €
0911961M	R18145	LGT	EDMOND-MICHELET	5 BOULEVARD ABEL CORNATON	91290	ARPAJON	28 141,00 €
0910623H	R3324	LGT	MARCEL-PAGNOL	AVENUE DE LA TERRASSE	91205	ATHIS-MONS	10 601,00 €
0910676R	R3325	LPO	CLÉMENT-ADER	37 BIS RUE G.ANTHONIOZ DE GAULL	91200	ATHIS-MONS	7 123,00 €
0911937L	R3724	LPO	FRANCOIS-TRUFFAUT	RUE GEORGES POMPIDOU	91072	BONDOUFLE	43 595,00 €
0910975R	R3714	LPO	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 RUE HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY-SUR-ORGE	27 211,00 €
0911021R	R3327	LGT	TALMA	1 RUE DES CERFS	91805	BRUNOY	12 242,00 €
0910630R	R3339	LP	ALEXANDRE-DENIS	CHÂTEAU MONTMIRAULT AV CARNOT	91590	CERNY	8 627,00 €
0910620E	R3703	LPO	ROBERT-DOISNEAU	95 BOULEVARD JEAN JAURES	91107	CORBEIL-ESSONNES	2 740,00 €
0912364A	P0037479	LPO	NIKOLA-TESLA	15/21 CHEMIN DU CHAMP DE COURSE	91410	DOURDAN	21 587,00 €
0910755B	R3332	LP	NADAR	42 BIS RUE CHARLES MORY	91210	DRAVEIL	9 824,00 €
0911927A	R3200	LGT	MAURICE-ELIOT	RUE DE PROVENCE	91860	EPINAY-SOUS-SENART	19 916,00 €
0910622G	R3705	LPO	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	2 AVENUE GEOFFROY SAINT HILAIRE	91150	ETAMPES	17 500,00 €
0911401D	R3333	LP	NELSON-MANDELA	8 RUE JULIEN PRANVILLE	91150	ETAMPES	5 750,00 €
0910629P	R3335	LP	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	2 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	91450	ETIOLLES	12 027,00 €
0911251R	R3336	LGT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	91012	EVRY-COURCOURONNES	21 308,00 €
0911254U	R3337	LP	CHARLES-BAUDELAIRE	AVENUE DE LA LIBERTE	91000	EVRY-COURCOURONNES	12 800,00 €
0911343R	R15795	LP	AUGUSTE-PERRET	1 AVENUE DE LA LIBERTE	91024	EVRY-COURCOURONNES	4 879,00 €
0911828T	R3329	LPO	GEORGES-BRASSENS	8 RUE GEORGES BRASSENS	91080	EVRY-COURCOURONNES	15 464,00 €
0911913K	R3321	LGT	VALLÉE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	8 RUE DE MADRID	91192	GIF-SUR-YVETTE	2 612,00 €

Code UAI	Code tiers	Type	Patronyme	Adresse	Code postal	Commune	Dotations affectées
0910631S	R3338	LP	JEAN-MONNET	51 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	91260	JUVISY-SUR-ORGE	14 257,00 €
0911492C	R18509	LPO	ESSOURIAU (DE L')	AVENUE DE DORDOGNE	91940	LES ULIS	1 714,00 €
0910715H	R3343	LP	JEAN-PERRIN	26 RUE LEONTINE SOHIER	91163	LONGJUMEAU	10 716,00 €
0911577V	R3342	LGT	JACQUES-PRÉVERT	23 RUE JULES FERRY	91162	LONGJUMEAU	5 839,00 €
0910632T	R3345	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	91300	MASSY	12 502,00 €
0910687C	R3344	LGT	FUSTEL-DE-COULANGES	11 RUE DES MIGNEAUX	91300	MASSY	4 894,00 €
0910727W	R3346	LPO	PARC-DE-VILGÉNIS	80 RUE DE VERSAILLES	91305	MASSY	3 960,00 €
0911962N	R16853	LPO	MARIE-LAURENCIN	51 RUE PAUL CEZANNE	91542	MENNECY	56 980,00 €
0910625K	R3544	LGT	ROSA-PARKS	2 PLACE DE L EUROPE	91230	MONTGERON	30 786,00 €
0911353B	R3347	EREA	JEAN-ISOARD	4 RUE RAYMOND PAUMIER	91230	MONTGERON	4 317,00 €
0911945V	R15365	LPO	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	91423	MORANGIS	44 468,00 €
0911037H	R3545	LP	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	12 BIS ROUTE DU BOIS POMMIER	91390	MORSANG-SUR-ORGE	5 029,00 €
0910429X	R3555	EREA	CHÂTEAU-DU-LAC (LE)	2 RUE DE LA ROCHE	91340	OLLAINVILLE	2 756,00 €
0910626L	R3546	LGT	BLAISE-PASCAL	18 RUE ALEXANDRE FLEMING	91406	ORSAY	6 697,00 €
0911938M	R3725	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	17 RUE ROBESPIERRE	91120	PALAISEAU	24 054,00 €
0912251C	R3547	LPO	HENRI-POINCARÉ	36 RUE LEON BOURGEOIS	91122	PALAISEAU	16 357,00 €
0911493D	R3548	LP	LES-FRÈRES-MOREAU	RUE DE BRUNOY	91480	QUINCY-SOUS-SENART	11 927,00 €
0911578W	R3549	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	AVENUE DE L AUNETTE	91133	RIS-ORANGIS	9 384,00 €
0911346U	R3550	LGT	ALBERT-EINSTEIN	AVENUE DE LA LIBERTE	91706	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	7 010,00 €
0911946W	R15431	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	1 PLACE LEONARD DE VINCI	91240	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	14 907,00 €
0910627M	R3552	LGT	JEAN-BAPTISTE-COROT	9 PLACE DAVOUT	91605	SAVIGNY-SUR-ORGE	27 168,00 €
0912142J	R3742	LPO	GASPARD-MONGE	1 PLACE GASPARD MONGE	91600	SAVIGNY-SUR-ORGE	19 480,00 €
0910756C	R3554	LP	LOUIS-ARMAND	9 RUE PIERRE DE COUBERTIN	91330	YERRES	12 007,00 €
					44	**établissements**	**649 383,00 €**
0920130S	R3615	LGT	DESCARTES	1 AVENUE LAVOISIER	92761	ANTONY	10 297,00 €
0921676X	R3614	LP	THÉODORE-MONOD	26 AVENUE LEON JOUHAUX	92160	ANTONY	1 970,00 €
0920131T	R3556	LGT	AUGUSTE-RENOIR	137 RUE DU MENIL	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	8 726,00 €
0920150N	R3558	LP	PRONY (DE)	4 RUE DE BRETAGNE	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	6 199,00 €
0920429S	R3559	EREA	MARTIN-LUTHER-KING	6 RUE CONTRAT SOCIAL	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	1 716,00 €
0920680P	R3561	LP	LÉONARD-DE-VINCI	5 AVENUE HENRI BARBUSSE	92220	BAGNEUX	3 548,00 €
0921595J	R3562	LP	DANIEL-BALAVOINE	7 RUE MARCEAU DELORME	92270	BOIS-COLOMBES	1 155,00 €
0920134W	R3563	LGT	JACQUES-PRÉVERT	163 RUE DE BILLANCOURT	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	7 261,00 €
0922443F	R3762	LPO	ETIENNE-JULES-MAREY	154 RUE DE SILLY	92100	BOULOGNE-BILLANCOURT	11 605,00 €
0920135X	R3565	LGT	EMMANUEL-MOUNIER	35 RUE DES PRES HAUTS	92290	CHATENAY-MALABRY	12 116,00 €
0921166T	R3566	LPO	JEAN-JAURÈS	280 AVENUE JEAN JAURES	92291	CHATENAY-MALABRY	16 193,00 €
0921555R	R3567	LGT	JACQUES-MONOD	46 RUE DU FORT	92140	CLAMART	3 797,00 €
0920136Y	R3570	LPO	NEWTON-ENREA	1 PLACE JULES VERNE	92110	CLICHY	10 245,00 €
0920137Z	R3573	LGT	GUY-DE-MAUPASSANT	52 RUE ROBERT SCHUMAN	92701	COLOMBES	9 851,00 €
0921229L	R3575	LP	ANATOLE-FRANCE	130 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	3 260,00 €
0922427N	R3753	LPO	CLAUDE-GARAMONT	69 RUE DE L'INDUSTRIE	92701	COLOMBES	4 161,00 €
0920138A	R3577	LGT	PAUL-LAPIE	5 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND	92401	COURBEVOIE	10 603,00 €
0921625S	R3578	LP	PAUL-PAINLEVÉ	5 RUE DE LA MONTAGNE	92400	COURBEVOIE	5 237,00 €

Code UAI	Code tiers	Type	Patronyme	Adresse	Code postal	Commune	Dotations affectées
0920810F	R3579	EREA	JEAN-MONNET	106 BOULEVARD RAYMOND POINCARE	92380	GARCHES	6 509,00 €
0921156G	R3580	LPO	GALILÉE	79 AVENUE CHANDON	92230	GENNEVILLIERS	6 633,00 €
0922397F	R3743	LPO	EUGÈNE-IONESCO	152 AVENUE DE VERDUN	92130	ISSY-LES-MOULINEAUX	7 509,00 €
0921230M	R3585	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92304	LEVALLOIS-PERRET	48 307,00 €
0920163C	R3586	LP	LOUIS-GIRARD	85 RUE LOUIS GIRARD	92240	MALAKOFF	4 800,00 €
0920798T	R3587	LGT	RABELAIS	6 RUE GEORGES LANGROGNET	92190	MEUDON	3 505,00 €
0920164D	R3590	LP	JEAN-MONNET	128 AVENUE JEAN JAURES	92120	MONTROUGE	6 458,00 €
0921399W	R3589	LGT	MAURICE-GENEVOIX	29 AVENUE DU FORT	92120	MONTROUGE	8 395,00 €
0921626T	R3593	LP	CLAUDE-CHAPPE	54 RUE DES ALOUETTES	92000	NANTERRE	2 049,00 €
0922464D	R3779	LPO	LOUISE-MICHEL	11 BOULEVARD DU MIDI	92000	NANTERRE	4 264,00 €
0920143F	R3597	LG	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 RUE DE LONGCHAMP	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	24 499,00 €
0920166F	R3596	LP	VASSILY-KANDINSKY	96 BOULEVARD BINEAU	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	3 943,00 €
0920144G	R3598	LGT	AGORA (L')	120 RUE DE VERDUN	92816	PUTEAUX	5 562,00 €
0921500F	R3599	LP	VOILIN	26 RUE LUCIEN VOILIN	92800	PUTEAUX	9 529,00 €
0920801W	R3602	LGT	ALEXANDRE-DUMAS	112 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	92210	SAINT-CLOUD	2 098,00 €
0922276Z	R3603	LPO	SANTOS-DUMONT	39 RUE PASTEUR	92210	SAINT-CLOUD	3 096,00 €
0920145H	R3604	LGT	LAKANAL	3 AVENUE PDT FRANKLIN ROOSEVELT	92331	SCEAUX	24 627,00 €
0920802X	R3844	LGT	JEAN-PIERRE-VERNANT	21 RUE DU DR LEDERMANN	92310	SEVRES	9 343,00 €
0920147K	R3607	LGT	PAUL-LANGEVIN	2 RUE PAYRET DORTAIL	92150	SURESNES	10 664,00 €
0920171L	R3608	LP	LOUIS-BLÉRIOT	67 RUE DE VERDUN	92150	SURESNES	2 393,00 €
0920149M	R3609	LGT	MICHELET	5 RUE JULLIEN	92174	VANVES	10 193,00 €
0921505L	R3610	LP	DARDENNE	25 RUE LOUIS DARDENNE	92170	VANVES	2 889,00 €
0921935D	R3611	EREA	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	131 AVENUE DE LA CELLE ST CLOUD	92420	VAUCRESSON	11 186,00 €
0922277A	R3612	LPO	CHARLES-PETIET	65 BOULEVARD GALLIENI	92391	VILLENEUVE-LA-GARENNE	1 805,00 €
					42	**établissements**	**348 196,00 €**
0930116W	R3619	LGT	HENRI-WALLON	146 RUE DES CITES	93300	AUBERVILLIERS	11 974,00 €
0930117X	R3616	LGT	LE-CORBUSIER	44 RUE LEOPOLD RECHOSSIERE	93533	AUBERVILLIERS	15 859,00 €
0930833A	R3622	LGT	JEAN-ZAY	AVENUE DU MARECHAL JUIN	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	20 238,00 €
0930834B	R3620	LGT	VOILLAUME	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	11 026,00 €
0932119Y	R3623	LPO	EUGÈNE-HÉNAFF	55 AVENUE RASPAIL	93170	BAGNOLET	20 666,00 €
0931198X	R3625	LP	ALFRED-COSTES	146 AVENUE HENRI BARBUSSE	93000	BOBIGNY	13 108,00 €
0931613Y	R3624	LGT	LOUISE-MICHEL	70 AVENUE JEAN JAURES	93000	BOBIGNY	6 827,00 €
0932123C	R3731	LPO	ANDRE-SABATIER	140 RUE DE LA REPUBLIQUE	93000	BOBIGNY	14 583,00 €
0930118Y	R3627	LGT	JEAN-RENOIR	11 RUE FREMIN	93141	BONDY	3 387,00 €
0932282A	R3781	LPO	LEO-LAGRANGE	2 RUE COMPAGNON	93140	BONDY	3 213,00 €
0932126F	R3632	LPO	FRANCOIS-RABELAIS	RUE FRANCOIS RABELAIS	93440	DUGNY	11 255,00 €
0930120A	R3633	LGT	JACQUES-FEYDER	10 RUE HENRI WALLON	93806	EPINAY-SUR-SEINE	14 843,00 €
0931735F	R3634	LP	LOUISE-MICHEL	12 RUE JEAN BAPTISTE CLEMENT	93800	EPINAY-SUR-SEINE	650,00 €
0931272C	R3635	LGT	GUSTAVE-EIFFEL	16 CHEMIN DE LA RENARDIERE	93220	GAGNY	23 304,00 €
0930128J	R3637	LP	DENIS-PAPIN	34 AVENUE MICHELET	93120	LA COURNEUVE	7 414,00 €
0931430Z	R3639	LGT	JACQUES-BREL	4 RUE DULCIE SEPTEMBER	93120	LA COURNEUVE	13 478,00 €
0930831Y	R3641	LP	ARISTIDE-BRIAND	120 AVENUE ARISTIDE BRIAND	93155	LE BLANC-MESNIL	4 474,00 €

Code UAI	Code tiers	Type	Patronyme	Adresse	Code postal	Commune	Dotations affectées
0932118X	R3640	LPO	JEAN-MOULIN	2 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC-MESNIL	11 102,00 €
0932577W	P0028709	LGT	GERMAINE-TILLION	48 BIS RUE ANIZAN CAVILLON	93350	LE BOURGET	8 286,00 €
0930830X	R3643	LGT	ALBERT-SCHWEITZER	11 ALLÉE VALERE LEFEBVRE	93342	LE RAINCY	10 056,00 €
0932222K	R3642	LPO	RENÉ-CASSIN	16 ALLÉE DES BOSQUETS	93340	LE RAINCY	8 038,00 €
0932073Y	R3644	LPO	PAUL-ROBERT	2 RUE DU CHATEAU	93260	LES LILAS	7 553,00 €
0930136T	R3645	LP	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	1 BOULEVARD DE PARIS	93320	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	6 405,00 €
0931585T	R3646	LGT	ANDRÉ-BOULLOCHE	18 BOULEVARD GUTENBERG	93190	LIVRY-GARGAN	9 639,00 €
0932120Z	R3647	LPO	HENRI-SELLIER	73 AVENUE DU COLONEL FABIEN	93190	LIVRY-GARGAN	17 171,00 €
0930121B	R3648	LGT	JEAN-JAURES	1 RUE DOMBASLE	93105	MONTREUIL	8 870,00 €
0930122C	R18521	LGT	CONDORCET	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL	5 448,00 €
0930130L	R3949	LP	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL	140,00 €
0931779D	R1331	LPO	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	16 RUE PAUL DOUMER	93512	MONTREUIL	3 705,00 €
0932116V	R3650	LPO	EUGÉNIE-COTTON	58 AVENUE FAIDHERBE	93100	MONTREUIL	20 795,00 €
0932291K	R3812	LPO	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	55 BOULEVARD LOUIS ARMAND	93330	NEUILLY-SUR-MARNE	8 680,00 €
0931565W	R3652	LGT	FLORA-TRISTAN	27 RUE DES HAUTS ROSEAUX	93166	NOISY-LE-GRAND	9 404,00 €
0932047V	R18858	LPO	EVARISTE-GALOIS	32 AVENUE MONTAIGNE	93165	NOISY-LE-GRAND	9 415,00 €
0932638M	P0033460	LPO	LYCEE INTERNATIONAL DE L'EST PARISIEN	1 promenade Marco Polo	93160	NOISY-LE-GRAND	12 168,00 €
0930123D	R15801	LGT	OLYMPE-DE-GOUGES	Rue de Montreuil à Claye	93130	NOISY-LE-SEC	7 283,00 €
0930124E	R3655	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	110 AVENUE JEAN JAURES	93500	PANTIN	11 742,00 €
0930135S	R3656	LP	SIMONE-WEIL	121 AVENUE JEAN LOLIVE	93500	PANTIN	5 581,00 €
0932117W	R3654	LPO	LUCIE-AUBRAC	51 RUE VICTOR HUGO	93500	PANTIN	10 118,00 €
0932267J	R3756	LPO	LIBERTE	27 A RUE DE LA LIBERTE	93230	ROMAINVILLE	11 043,00 €
0931739K	R3658	LP	JEAN-MOULIN	2 RUE MISSAK MANOUCHIAN	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	3 074,00 €
0932031C	R15357	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	102 RUE LAVOISIER	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	11 246,00 €
0930138V	R3662	LP	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	12 RUE DE LA LIBERTE	93200	SAINT-DENIS	14 968,00 €
0932667U	P0036077	LPO	PLAINE-COMMUNE	70 AVENUE GEORGE SAND	93200	SAINT-DENIS	5 002,00 €
0930126G	R3543	LPO	AUGUSTE-BLANQUI	54 RUE CHARLES SCHMIDT	93404	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	18 629,00 €
0932074Z	R3542	LPO	MARCEL-CACHIN	11 RUE MARCEL CACHIN	93400	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	4 073,00 €
0932030B	R15269	LPO	MAURICE-UTRILLO	152 RUE JEAN DURAND	93240	STAINS	8 692,00 €
0931193S	R3540	LP	HÉLÈNE-BOUCHER	70 AVENUE GILBERT BERGER	93290	TREMBLAY-EN-FRANCE	6 865,00 €
0932046U	R17099	LPO	LÉONARD-DE-VINCI	115 ROUTE DES PETITS PONTS	93290	TREMBLAY-EN-FRANCE	3 598,00 €
0930127H	R3539	LGT	GEORGES-CLEMENCEAU	130 RUE DE NEUILLY	93250	VILLEMOMBLE	9 586,00 €
0932221J	R3757	LPO	BLAISE-PASCAL	18 RUE MARC VIEVILLE	93250	VILLEMOMBLE	4 083,00 €
0931584S	R3537	LPO	JEAN-ROSTAND	8 RUE PIERRE AUDAT	93420	VILLEPINTE	6 734,00 €
0932260B	R3730	LPO	GEORGES-BRASSENS	RUE DES BANCS PUBLICS	93420	VILLEPINTE	14 798,00 €
					52	**établissements**	**510 289,00 €**
0940171A	R3534	EREA	STENDHAL	6 RUE DESIRE DAUTIER	94380	BONNEUIL-SUR-MARNE	9 789,00 €
0940580V	R3533	LGT	Lycée fusionné	61 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94230	CACHAN	94 390,00 €
0940112L	R3531	LGT	LOUISE-MICHEL	7 RUE PIERRE MARIE DERRIEN	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	6 929,00 €
0940113M	R3530	LPO	LANGEVIN-WALLON	126 AVENUE ROGER SALENGRO	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	11 251,00 €
0941951K	R3528	LPO	MARX-DORMOY	500 RUE DU PROFESSEUR MILLIEZ	94507	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	12 288,00 €
0942269F	P0015628	LPO	PAULINE-ROLAND	17 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	94550	CHEVILLY-LARUE	8 553,00 €

Code UAI	Code tiers	Type	Patronyme	Adresse	Code postal	Commune	Dotations affectées
0941232D	R3518	LPO	JEAN-MACÉ	103 RUE MIRABEAU	94600	CHOISY-LE-ROI	7 980,00 €
0941930M	R19129	LPO	GUTENBERG	16 RUE DE SAUSSURE	94000	CRETEIL	7 684,00 €
0941298A	R3524	LP	MICHELET	1 RUE MICHELET	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	3 392,00 €
0941301D	R3525	LPO	FRÉDÉRIC-MISTRAL	7 RUE FREDERIC MISTRAL	94260	FRESNES	433,00 €
0940134K	R3516	LP	VAL-DE-BIÈVRE	15 RUE D'ARCUEIL	94257	GENTILLY	3 178,00 €
0940115P	R3507	LGT	ROMAIN-ROLLAND	17 RUE LUCIEN NADAIRE	94200	IVRY-SUR-SEINE	19 910,00 €
0941972H	R3508	LPO	FERNAND-LÉGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	94200	IVRY-SUR-SEINE	6 063,00 €
0941474S	R3515	LPO	DARIUS-MILHAUD	80 RUE DU PROFESSEUR BERGONIE	94276	LE KREMLIN-BICETRE	27 645,00 €
0941975L	R3234	LPO	PIERRE-BROSSOLETTE	5 RUE PIERRE BROSSOLETTE	94270	LE KREMLIN-BICETRE	5 854,00 €
0940116R	R3488	LGT	EUGENE-DELACROIX	5 RUE PIERRE CURIE	94704	MAISONS-ALFORT	12 800,00 €
0941355M	R3487	LPO	PAUL-BERT	1 RUE DU GUE AUX AUROCHS	94700	MAISONS-ALFORT	6 353,00 €
0940117S	R3493	0	EDOUARD-BRANLY	8 RUE BAUYN DE PERREUSE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	6 602,00 €
0940118T	R3490	LPO	LOUIS-ARMAND	173 BOULEVARD DE STRASBOURG	94130	NOGENT-SUR-MARNE	6 953,00 €
0940137N	R3491	LP	LA-SOURCE	54 AVENUE DE LA SOURCE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	19 922,00 €
0940319L	R3494	EREA	FRANÇOIS-CAVANNA	3 AVENUE DE JOINVILLE	94130	NOGENT-SUR-MARNE	4 779,00 €
0940138P	R3495	LP	ARMAND-GUILLAUMIN	RUE PIERRE CORNEILLE	94310	ORLY	19 813,00 €
0940120V	R3497	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	6 BOULEVARD MAURICE BERTEAUX	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	36 653,00 €
0940121W	R3498	LGT	ARSONVAL (D')	65 RUE DU PONT DE CRETEIL	94107	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	9 014,00 €
0940122X	R3510	LPO	CONDORCET	1 AVENUE CONDORCET	94210	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	12 338,00 €
0940140S	R3511	LP	GOURDOU-LESEURRE	50 BOULEVARD DE CHAMPIGNY	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	9 478,00 €
0940585A	R3496	LPO	FRANCOIS-MANSART	25 AVENUE DE LA BANQUE	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	9 165,00 €
0942130E	R3499	LPO	PARC-MONTALEAU	2 BIS RUE PIERRE SEMARD	94372	SUCY-EN-BRIE	7 761,00 €
0940123Y	R3500	LGT	GUILLAUME-APOLLINAIRE	42 RUE DU PAVE DE GRIGNON	94320	THIAIS	19 475,00 €
0941952L	R3501	LPO	FRANCOIS-ARAGO	36 AVENUE DE L'EUROPE	94190	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	15 859,00 €
0940143V	R3505	LP	JEAN-MOULIN	8 RUE DU DOCTEUR LEBEL	94307	VINCENNES	7 000,00 €
0941294W	R3476	LPO	ADOLPHE-CHERIOUX	195 RUE JULIAN GRIMAU	94408	VITRY-SUR-SEINE	1 037,00 €
					32	**établissements**	**430 341,00 €**
0950641F	R18539	LPO	JEAN-JAURÈS	25 RUE CHARLES LECOQ	95100	ARGENTEUIL	4 514,00 €
0950666H	R3486	LPO	GEORGES-BRAQUE	21 RUE VICTOR PUISEUX	95100	ARGENTEUIL	7 319,00 €
0951811C	R3466	LPO	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	7 ALLÉE F ET N LEGER	95104	ARGENTEUIL	13 520,00 €
0950164M	R3470	EREA	FRANCOISE-DOLTO	106 RUE ROUSSEL	95260	BEAUMONT-SUR-OISE	4 661,00 €
0951748J	R3469	LPO	EVARISTE-GALOIS	14 BOULEVARD LEON BLUM	95260	BEAUMONT-SUR-OISE	9 714,00 €
0952173W	P0030507	LPO	DE BEZONS	5 RUE MARCEL LANGLOIS	95875	BEZONS	1 765,00 €
0951399E	R3473	LGT	ALFRED-KASTLER	26 AVENUE DE LA PALETTE	95011	CERGY	4 778,00 €
0951637N	R3474	LGT	GALILÉE	11 AVENUE DU JOUR	95801	CERGY	10 010,00 €
0951756T	R18856	LPO	JULES-VERNE	1 RUE MICHEL STROGOFF	95800	CERGY	12 116,00 €
0951282C	R3679	LP	VEXIN (DU)	2 RUE JEAN HAMON	95750	CHARS	10 475,00 €
0950656X	R3680	LP	LE-CORBUSIER	2 RUE PAUL BLOCH	95240	CORMEILLES-EN-PARISIS	11 338,00 €
0951922Y	R3214	LGT	CAMILLE-SAINT-SAENS	18 RUE GUYNEMER	95170	DEUIL-LA-BARRE	60 512,00 €
0951788C	R19249	LPO	GEORGE-SAND	AVENUE DU LYCEE	95331	DOMONT	4 424,00 €
0951974E	R3744	LPO	LOUIS-ARMAND	32 RUE STEPHANE PROUST	95600	EAUBONNE	10 084,00 €
0952196W	P0034141	LPO	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	95880	ENGHIEN-LES-BAINS	985,00 €

Code UAI	Code tiers	Type	Patronyme	Adresse	Code postal	Commune	Dotations affectées
0951618T	R3683	LP	AUGUSTE-ESCOFFIER	77 RUE DE PIERRELAYE	95610	ERAGNY	1 660,00 €
0950645K	R3684	LGT	VAN-GOGH	RUE DU GENERAL DECAEN	95123	ERMONT	8 069,00 €
0951673C	R3686	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 ALLÉE JEAN DE FLORETTE	95120	ERMONT	8 081,00 €
0951727L	R3728	LPO	CHARLES-BAUDELAIRE	13 RUE DU GRAND TREMBLAY	95470	FOSSES	9 329,00 €
0951722F	R3726	LPO	JEAN-MONNET	RUE JEAN MONNET	95131	FRANCONVILLE	61 541,00 €
0951766D	R18171	LGT	SIMONE-DE-BEAUVOIR	171 AVENUE DE STALINGRAD	95141	GARGES-LES-GONESSE	7 916,00 €
0951787B	R3475	LPO	ARTHUR-RIMBAUD	99 AVENUE DE LA DIV LECLERC	95140	GARGES-LES-GONESSE	5 529,00 €
0950646L	R3687	LGT	RENÉ-CASSIN	7 AVENUE FRANCOIS MITTERRAND	95500	GONESSE	16 420,00 €
0951723G	R3729	LGT	MONTESQUIEU	165 RUE EMILE ZOLA	95220	HERBLAY-SUR-SEINE	87 779,00 €
0951147F	R3392	LGT	FRAGONARD	ALLÉE LE NOTRE	95290	L'ISLE-ADAM	8 060,00 €
0950647M	R3393	LGT	GÉRARD-DE-NERVAL	PLACE DE L'EUROPE	95270	LUZARCHES	65 094,00 €
0950648N	R3394	LGT	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	20 RUE DE JAIGNY	95160	MONTMORENCY	13 237,00 €
0951937P	R3215	LPO	PAUL-EMILE-VICTOR	116 RUE DE LIVILLIERS	95520	OSNY	3 045,00 €
0950649P	R3397	LPO	CAMILLE-PISSARRO	1 RUE HENRI MATISSE	95300	PONTOISE	18 526,00 €
0950658Z	R3365	LP	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	45 AVENUE DU CHATEAU	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	5 775,00 €
0951104J	R3399	LPO	JEAN-PERRIN	2 RUE DES EGALISSES	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	15 416,00 €
0951753P	R16193	LGT	LÉONARD-DE-VINCI	2 RUE ROBQUIN	95470	SAINT-WITZ	22 335,00 €
0950983C	R3400	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 ALLÉE DE CORMEILLES	95110	SANNOIS	8 430,00 €
0951710T	R3678	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	AVENUE FEDERICO GARCIA LORCA	95490	VAUREAL	48 569,00 €
0951090U	R3405	LP	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	1 RUE DE GOUSSAINVILLE	95400	VILLIERS-LE-BEL	832,00 €
					35	**établissements**	**581 858,00 €**

369	**Total Etablissements**	**4 501 315,00 €**

ANNEXE II

ANNEXE 2

TARIFICATION SOCIALE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE -

DOTATIONS DE COMPENSATION REGIONALE - Solde AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2018/2019

Code tiers	Code UAI	Type	Patronyme de l'établissement	adresse	code postale	Commune	Dotations affectées
R3406	0750647W	LGT	TURGOT	69 RUE DE TURBIGO	75003	PARIS 03EME	35 771,95 €
R3413	0750655E	LG	LOUIS-LE-GRAND	123 RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS 05EME	6 888,40 €
R3425	0750669V	LG	JULES-FERRY	77 BOULEVARD DE CLICHY	75009	PARIS 09EME	987,77 €
R3435	0750675B	LGT	VOLTAIRE	101 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	75011	PARIS 11EME	19 919,55 €
R3438	0750680G	LGT	ARAGO	4 PL DE LA NATION	75012	PARIS 12EME	24 302,06 €
R3453	0750691U	LPO	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS 14EME	3 283,00 €
R3388	0750700D	LGT	JEAN-BAPTISTE-SAY	11 BIS RUE D'AUTEUIL	75016	PARIS 16EME	2 113,60 €
R3350	0750712S	LPO	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	75019	PARIS 19EME	2 614,90 €
R3431	0750776L	LP	MARIE-LAURENCIN	114 QUAI DE JEMMAPES	75010	PARIS 10EME	1 101,00 €
R3441	0750783U	LP	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	33 AVENUE LEDRU ROLLIN	75012	PARIS 12EME	171,00 €
R3378	0750800M	LP	EDMOND-ROSTAND	15 RUE DE L'EVANGILE	75018	PARIS 18EME	2 179,52 €
R3353	0752700C	LP	ARMAND-CARREL	45 RUE ARMAND CARREL	75019	PARIS 19EME	1 771,56 €
					12	**établissements**	**101 104,31 €**
R3258	0771658J	LPO	GUÉ-A-TRESMES (DU)	DOMAINE DU GUE A TRESMES	77440	CONGIS-SUR-THEROUANNE	11 937,60 €
R18497	0770938B	LPO	ANDRÉ-MALRAUX	AVENUE DU LYCEE	77130	MONTEREAU-FAULT-YONNE	587,00 €
R3282	0771336J	LPO	PANNEVELLES (LES)	ROUTE DE CHALAUTRE LA PETITE	77487	PROVINS	5 761,60 €
R3290	0770945J	LP	GUSTAVE-EIFFEL	4 AVENUE D'ORMES	77130	VARENNES-SUR-SEINE	604,00 €
					4	**établissements**	**18 890,20 €**
R3722	0781859X	LPO	VINCENT-VAN-GOGH	RUE JULES FERRY	78410	AUBERGENVILLE	1 145,59 €
R3677	0783213U	ERPD	HÉRIOT	RUE DU COMMANDANT HERIOT	78125	LA BOISSIERE-ECOLE	973,30 €
R3313	0782549X	LPO	LOUIS-BASCAN	5 AVENUE DU GAL LECLERC	78513	RAMBOUILLET	1 121,00 €
R19646	0781952Y	LPO	SONIA-DELAUNAY	AVENUE DE ST GERMAIN	78450	VILLEPREUX	8 881,98 €
					4	**établissements**	**12 121,87 €**
R3552	0910627M	LGT	JEAN-BAPTISTE-COROT	9 PLACE DAVOUT	91605	SAVIGNY-SUR-ORGE	2 668,20 €
					1	**établissement**	**2 668,20 €**
R3558	0920150N	LP	PRONY (DE)	4 RUE DE BRETAGNE	92600	ASNIERES-SUR-SEINE	1 773,30 €
R3566	0921166T	LPO	JEAN-JAURÈS	280 AVENUE JEAN JAURES	92291	CHATENAY-MALABRY	3 831,80 €
R3579	0920810F	EREA	JEAN-MONNET	106 BOULEVARD RAYMOND POINCARE	92380	GARCHES	3 336,70 €
R3607	0920147K	LGT	PAUL-LANGEVIN	2 RUE PAYRET DORTAIL	92150	SURESNES	81,80 €
R3611	0921935D	EREA	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	131 AVENUE DE LA CELLE ST CLOUD	92420	VAUCRESSON	4 519,40 €
					5	**établissements**	**13 543,00 €**
R3619	0930116W	LGT	HENRI-WALLON	146 RUE DES CITES	93300	AUBERVILLIERS	2 230,50 €
R3620	0930834B	LGT	VOILLAUME	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	4 539,60 €
R3731	0932123C	LPO	ANDRE-SABATIER	140 RUE DE LA REPUBLIQUE	93000	BOBIGNY	9 540,90 €
R3632	0932126F	LPO	FRANCOIS-RABELAIS	RUE FRANCOIS RABELAIS	93440	DUGNY	175,44 €
R3637	0930128J	LP	DENIS-PAPIN	34 AVENUE MICHELET	93120	LA COURNEUVE	1 648,20 €
R3639	0931430Z	LGT	JACQUES-BREL	4 RUE DULCIE SEPTEMBER	93120	LA COURNEUVE	2 590,40 €
P0028709	0932577W	LGT	GERMAINE-TILLION	48 BIS RUE ANIZAN CAVILLON	93350	LE BOURGET	1 792,80 €
R3652	0931565W	LGT	FLORA-TRISTAN	27 RUE DES HAUTS ROSEAUX	93166	NOISY-LE-GRAND	188,90 €
					8	**établissements**	**22 706,74 €**
R3533	0940580V	LGT	Lycée fusionné	61 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	94230	CACHAN	26 145,75 €
R19129	0941930M	LPO	GUTENBERG	16 RUE DE SAUSSURE	94000	CRETEIL	11 051,85 €
R3524	0941298A	LP	MICHELET	1 RUE MICHELET	94120	FONTENAY-SOUS-BOIS	3 107,00 €
R3510	0940122X	LPO	CONDORCET	1 AVENUE CONDORCET	94210	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	750,75 €
R3499	0942130E	LPO	PARC-MONTALEAU	2 BIS RUE PIERRE SEMARD	94372	SUCY-EN-BRIE	816,54 €
					5	**établissements**	**41 871,89 €**
R3470	0950164M	EREA	FRANCOISE-DOLTO	106 RUE ROUSSEL	95260	BEAUMONT-SUR-OISE	285,80 €
R3686	0951673C	LP	GUSTAVE-EIFFEL	9 ALLÉE JEAN DE FLORETTE	95120	ERMONT	785,40 €
R3729	0951723G	LGT	MONTESQUIEU	165 RUE EMILE ZOLA	95220	HERBLAY-SUR-SEINE	16 354,24 €
R3400	0950983C	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 ALLÉE DE CORMEILLES	95110	SANNOIS	425,20 €
R3678	0951710T	LPO	CAMILLE-CLAUDEL	AVENUE FEDERICO GARCIA LORCA	95490	VAUREAL	15 150,75 €
					5	**établissements**	**33 001,39 €**
					44	**Total Etablissements**	**245 907,60 €**

Convention CMR 93_version CP 31.01.2020.pdf

CONVENTION RELATIVE
A LA GESTION DES CITES SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT DE SEINE-SAINT-DENIS

La Région d'Ile-de-France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment habilitée par délibération n° CP 2020-008 du 31 janvier 2020

ci-après dénommée la "**Région**",

d'une part,

Le Département de la Seine-Saint-Denis, représenté par son Président en vertu de la délibération n°

ci-après dénommé le "**Département**",

d'autre part,

***Après avoir rappelé que** :*

- Conformément aux articles L 1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les cités scolaires du second degré du Département ont été mises à disposition conjointe de la Région et du Département, collectivités de rattachement respectives des lycées et des collèges, le 1er janvier 1986. En application de l'article L 216-4 du code de l'éducation, les représentants de la Région et du Département ont signé en 1986 une convention confiant au Département la gestion du fonctionnement, des grosses réparations et de l'équipement de ces cités scolaires,

- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales a confié aux Régions et aux Départements les missions d'accueil, de restauration, d'hébergement, ainsi que d'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les établissements dont ils ont la charge, et prévu le transfert des personnels techniciens, ouvriers et de service correspondant à ces missions,

- Vu l'accord des deux collectivités pour tout mettre en œuvre afin d'aboutir à des partitions dès qu'elles sont réalisables sur le plan immobilier.

Une convention relative à la gestion des cités scolaires du second degré du Département de la Seine Saint Denis signée par la Région et le Département a été approuvée en 2007. Cette convention a pris effet le jour de sa notification, soit le 1er mars 2007, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale puisse excéder 10 ans. Cette convention étant arrivée à expiration, il convient de redéfinir les conditions de gestion des cités scolaires du second degré du Département de la Seine Saint Denis.

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1 – STIPULATIONS GENERALES

1.1. Objet.

La présente convention définit les conditions dans lesquelles la Région se voit confier la gestion des missions concernant le fonctionnement, les grosses réparations et l'équipement, ainsi que l'accueil, la restauration, l'hébergement et l'entretien général et technique dans les cités scolaires du second degré, également appelés «ensembles immobiliers », ci-après désignées comme « cités scolaires ».

1-2. Champ d'application.

La présente convention concerne les cités scolaires du second degré, sises sur le territoire du Département de la Seine-Saint-Denis, dont la liste est jointe en annexe 1.

1-3. Missions confiées à la Région dans les cités scolaires.

La Région se voit confier, en accord avec le Département et en application de l'article L.216-4 du code de l'éducation, les missions suivantes dans les cités scolaires :

- la gestion des dépenses liées à la fourniture d'énergie et d'abonnements des moyens de communications, la maintenance et l'entretien des installations de chauffage ainsi que les Contrats Techniques Obligatoires et les Contrats d'Entretien Obligatoires des lycées et des collèges constituant ces cités scolaires,
- la gestion des programmes de grosses réparations définis en accord avec le Département,
- la gestion des missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique, y compris le recrutement et la gestion des personnels adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement exerçant leurs fonctions dans ces cités scolaires,
- la gestion de l'utilisation par des tiers des locaux des cités scolaires en dehors des heures d'enseignement scolaire (articles L. 213-2-2 et L. 214-6-2 du code de l'éducation)
- la gestion des équipements numériques partagés et spécifiques « lycées » ainsi que de la maintenance des équipements numériques de ces espaces.

Par ailleurs, les opérations de reconstruction, d'extension ou de rénovation lourde, ainsi que celles nécessitant un engagement financier pluriannuel, mentionnées aux alinéas 2 et 3 de l'article 6, sont assurées, sauf accord contraire des deux collectivités, par la Région.

1-4. Comité de concertation et de coordination.

Un comité de concertation et de coordination, placé sous la co-présidence des directeurs généraux des deux collectivités chargés respectivement des lycées et des collèges, a pour mission d'assurer la cohérence des actions Régionale et Départementale engagées dans le cadre de la présente convention.

Dans les délais fixés aux articles ci-après, le comité se réunit au moins deux fois par an.

Le comité a en charge l'élaboration concertée de tous projets d'avenants à la présente convention.

I – DISPOSITIONS RELATIVES AUX DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET A LA RESTAURATION

ARTICLE 2 – REPARTITION DES CHARGES

Les dépenses de fonctionnement des parties communes aux 2 établissements sont supportées par chaque collectivité et calculées sur la base d'une clef de répartition des dépenses au prorata des effectifs « lycéens et collégiens » constatés par l'autorité académique à la rentrée N-2.

Chaque collectivité définit ses orientations générales, vote les budgets correspondants et fixe, pour chaque établissement relevant de sa compétence, la dotation de fonctionnement qui lui sera versée.

ARTICLE 3 – DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT

Conformément à l'article L 421-11 du code de l'éducation, la Région pour les lycées, le Département pour les collèges, notifient aux établissements avant le 1er novembre de l'année précédant l'exercice budgétaire le montant prévisionnel des participations aux dépenses de fonctionnement qui leur seront allouées, ainsi que les orientations et évolutions fixées par les assemblées délibérantes. Ces éléments font également l'objet d'une information réciproque entre les deux collectivités de rattachement.

Chaque collectivité verse directement aux établissements relevant de sa compétence les participations qui leur sont allouées, ainsi que toutes les dotations complémentaires accordées en cours d'année, et définit le calendrier de ces versements. Les lycées et collèges et leurs collectivités de rattachement correspondent directement sur toutes les questions relatives aux dotations de fonctionnement.

Dès lors qu'il y a nécessité d'une réponse concertée des deux collectivités sur une demande de révision de dotations touchant, dans une ou plusieurs cités scolaires, les deux composantes lycée et collège, la collectivité saisie en informe l'autre collectivité et lui propose une solution de règlement. Dans tous les cas, l'assemblée délibérante de chaque collectivité est seule habilitée à statuer sur les dotations complémentaires à attribuer aux établissements relevant de sa compétence.

En cas de modification du périmètre des dépenses prises en charge via le versement de dotations de fonctionnement aux établissements, le Département procède au remboursement à la Région de la part collège au prorata des effectifs de collégiens constatés par l'autorité académique à la rentrée N-2.

ARTICLE 4 – CONTROLE BUDGETAIRE

Les actes budgétaires des lycées et collèges constitués en cités scolaires sont transmis à la collectivité de rattachement compétente, au représentant de l'Etat, ainsi qu'à l'autorité académique dans les conditions prévues à l'article L. 421-11 du code de l'éducation.

La Région effectue les opérations matérielles de contrôle sur les actes budgétaires des lycées et le Département pour les collèges. Les établissements transmettent au Département l'ensemble des pièces budgétaires et financières relatives aux collèges et la Région transmet le compte financier des lycées pour information au Département.

ARTICLE 5 – RESTAURATION

La Région fixe une grille tarifaire de restauration qui s'applique aux lycéens. Le Département applique sa propre tarification aux collégiens.

Chaque collectivité conserve son propre financement de sa politique sociale en faveur de l'aide à la restauration.

Le fonctionnement de la restauration scolaire au sein de la cité mixte est financé pour partie par la contribution du Département versée à la Région et fixée dans la présente convention.

Cette contribution correspond à la participation du Département au financement des frais de fonctionnement des cités scolaires régionales telle que fixée dans la présente convention.

En conséquence, le collège reverse au lycée uniquement les dépenses générées par l'accueil des collégiens demi-pensionnaires au sein de la restauration sur la base du tarif de référence régional délibéré annuellement par la Région et au regard du nombre de repas commandés par le collège.

Suivant la délibération n° CP 2018-541 du 21 novembre 2018, ce tarif correspond au coût de fabrication d'un repas par le lycée, il intègre les dépenses relatives aux achats de denrées alimentaires, les charges de fonctionnement (eau, petites fournitures, contrats de maintenance…) et la cotisation au fonds commun régional du service d'hébergement (FCRSH).

Le tarif de référence régional est indexé sur l'indice INSEE prévu à la délibération n° CP 2018-541. Il fait l'objet d'une actualisation annuelle. La Région notifie au Département le nouveau tarif de référence régional approuvé par délibération.

II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX PROGRAMMES DE TRAVAUX ET A LA MAINTENANCE

ARTICLE 6 – CHAMP DE L'INTERVENTION REGIONALE

La gestion des programmes annuels d'intervention est confiée à la Région.

Un programme d'interventions se décompose de la manière suivante :

- Les travaux de grosses réparations relevant de la section d'investissement du budget Régional. Ils comprennent les opérations d'entretien, de réparation et d'amélioration des bâtiments, les travaux de renouvellement des installations de chauffage (P3 renouvellement et P3 garantie totale), aires extérieures et clôtures, les travaux de sécurité et de mise aux normes pédagogiques les travaux de mise en place de câblage et de télécommunications ainsi que, d'une manière générale, toutes opérations ayant pour objet de maintenir les établissements dans un état optimum de fonctionnement,
- Les dépenses relatives au fonctionnement regroupant les dépenses relatives aux contrôles techniques obligatoires, contrats d'entretien de maintenance et travaux d'entretien imputés en section de fonctionnement du budget Régional, les dépenses

relatives à la fourniture de chauffage et d'électricité, aux abonnements des moyens de communications et à la maintenance des installations de chauffage.

Les opérations d'extension, reconstruction, construction ou rénovations lourdes, soumises aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique font l'objet de conventions spécifiques à passer entre la Région et le Département.

La Région et le Département peuvent également convenir que certaines opérations non soumises aux dispositions de la loi N° 85-704 précitée, mais dont l'importance et le coût impliquent un engagement pluriannuel des deux collectivités, fassent également l'objet de conventions spécifiques.

ARTICLE 7 – REMUNERATION DE LA REGION AU TITRE DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

La mission de la Région concernant les grosses réparations sur les lycées ou les collèges et la quote-part des parties communes donne lieu à une rémunération prévisionnelle TTC, résultant de l'application d'un taux de 1,3 % sur le montant HT de la participation Départementale.

Ces stipulations ne s'appliquent pas au cas où la conduite d'opération est déléguée à l'EPLE.

Dans le cas des opérations d'extension, reconstruction, construction ou rénovations lourdes visées par l'article 6, la convention spécifique fixera un niveau de rémunération spécifique au titre de la maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 8 – TRAVAUX GERES PAR LA COLLECTIVITE NON GESTIONNAIRE A TITRE DEROGATOIRE

À titre exceptionnel, la collectivité non gestionnaire peut assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux dans les collèges des CMR, hors parties communes et sous réserve d'un accord préalable de la collectivité gestionnaire avant tout commencement d'exécution. Les travaux ne porteront que sur des interventions de finition, à l'exclusion de travaux relevant de la sécurité, d'intervention sur les réseaux, la structure, ou le clos-couvert. La collectivité non gestionnaire devra transmettre en amont à la collectivité gestionnaire, un programme précisant la nature des travaux, leur estimation financière, leur localisation et leur échéancier de réalisation. Ces travaux seront menés en association avec les services compétents de la collectivité gestionnaire et seront réalisés aux frais et risques de la seule collectivité non gestionnaire.

ARTICLE 9 – ELABORATION DU PROGRAMME D'INTERVENTION REGIONALE CONCERNANT LES ENSEMBLES IMMOBILIERS

9.1 - Au cours de l'année N-1, au plus tard en octobre, les deux collectivités établissent d'un commun accord le programme prévisionnel des interventions Régionales à individualiser pour les cités scolaires au cours de l'année N en provisionnant une réserve pour travaux imprévisibles et urgents.

Ce projet de programme constitue la base de la proposition budgétaire destinée à être soumise, d'une part à l'assemblée délibérante de la collectivité chargée de la maîtrise d'ouvrage, en ce qui concerne sa propre part et l'inscription budgétaire globale, d'autre part à l'assemblée délibérante de l'autre collectivité, s'agissant de sa participation au programme de travaux et du montant de la rémunération de la collectivité chargée de la maîtrise d'ouvrage.

Pour chaque cité scolaire, le programme distingue les opérations rattachées à chaque entité éducative collège et lycée et retient, pour les opérations indissociables touchant des bâtiments ou locaux d'usage commun, une clef de répartition des dépenses au prorata des effectifs de lycéens et collégiens constatés par l'autorité académique à la rentrée N-2.

Pour simplifier la gestion comptable et par dérogation au principe ci-avant, dans le cas d'inscription d'une intervention sur plusieurs programmes (tranche, phase, études, travaux…), la clef de répartition sera unique et le programme de référence sera le programme de la première identification, hors diagnostic préalable.

9.2 - Le programme indicatif annuel des opérations retenues pour chacun des lycées et des collèges, ou non dissociables et rattachées aux cités scolaires, est fixé toutes dépenses confondues mention faite des taux de TVA en vigueur et selon les règles d'éligibilité des dépenses au FCTVA.

9.3 - Les éventuels dépassements sur les opérations individualisées peuvent être financés par des ajustements d'opération, des suppressions d'opérations les moins urgentes ou des prélèvements sur les provisions. Les travaux urgents et imprévisibles sont financés dans le cadre de provisions arrêtées au moment de l'élaboration et de la validation du programme annuel et, si nécessaire, par des ajustements ou substitution d'opération. Les modifications qui dépassent le montant global de la participation du Département doivent faire l'objet d'une nouvelle délibération des deux collectivités, sauf si le dépassement est dû au seul changement de taux de TVA en vigueur.

9.4 - Le programme des travaux, y compris la provision visée au 9.3, arrêté annuellement comporte des opérations qui peuvent être réalisées au moyen d'avances allouées aux établissements.

9.5 – Une proposition de programme prévisionnel de travaux pluriannuel des interventions Régionales à individualiser pour les cités scolaires couvrant une période de 5 ans sera également établie annuellement et transmise au Département à chaque fin d'exercice budgétaire, de manière indicative.

ARTICLE 10 – MODALITES DE CONCERTATION

Le programme précité est établi au vu des comptes-rendus des visites préalables des lieux organisées par la Région au minimum une fois l'an en présence des chefs d'établissement ainsi que d'un représentant de l'autre collectivité. Ce programme s'appuie également, autant que possible, sur des schémas d'action pluriannuelle. Lorsque ces schémas concernent des remises à niveau de locaux d'enseignement, la Région s'assure auprès de l'autre collectivité et du Rectorat, de l'adéquation de ces travaux avec les besoins pédagogiques des deux établissements.

Lors de la réunion relative à l'examen du projet de programme, les représentants de la Région font la synthèse des différentes démarches concertées ayant servi de base à cette proposition de programme.

ARTICLE 11 – ADOPTION DU PROGRAMME D'INTERVENTIONS - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES

Le programme de travaux pour l'année N et le montant correspondant ne deviennent définitifs qu'après vote des budgets et affectation des autorisations de programme par chaque collectivité, selon les règles qui leur sont applicables.

Le budget de chaque collectivité comporte, en dépense, les autorisations de programme nécessaires au financement de l'ensemble du programme de travaux dont elle a la charge et de sa part de financement pour les travaux pour lesquels elle n'assure pas la maîtrise d'ouvrage. La participation de l'autre collectivité figure en recette.

ARTICLE 12 – GESTION DU PROGRAMME D'INTERVENTIONS REGIONALES

Dès lors qu'il a été défini en concertation et adopté par les deux collectivités, le programme d'interventions Régionales visé à l'article 6 est conduit et géré par la Région.

À ce titre, cette collectivité fait notamment son affaire de l'obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires.

ARTICLE 13 – VERSEMENT DE LA PARTICIPATION DÉPARTEMENTALE

Pour chaque cité scolaire, la participation due à la Région pour l'année N, toutes dépenses confondues, y compris la TVA au taux en vigueur, est constituée de :

a) la part des dépenses propres au Département ;
b) la quote-part des dépenses communes ;
d) la rémunération de la Région au titre de la maîtrise d'ouvrage concernant les grosses réparations, telle que prévue à l'article 7.

Versement initial
Le premier versement TTC de la participation intervient sous la forme d'une avance de 40 % au printemps de l'année N, après le vote par l'assemblée délibérante de l'enveloppe financière correspondant au programme prévisionnel, hors provision.

Compte-rendu annuel et versements complémentaires
La Région établit au titre de chaque année le bilan comptable des opérations réalisées, arrêté au 31 décembre, et les transmet au Département. Après un simple accord entre les deux parties, les titres sont émis par la Région.

Ce bilan retrace l'état d'avancement des opérations en termes d'engagements, de mandatements, de reports et de solde.

Les versements complémentaires du Département sont effectués chaque année en fonction des dépenses mandatées par la Région, figurant sur ce bilan comptable.

Le solde de la participation du Département est versé à la fin de chaque opération du bilan comptable.

Ces documents seront à transmettre à l'appui de la demande d'éligibilité de la contribution départementale du FCTVA.

Les opérations soldées à un montant inférieur aux avances donnent lieu au remboursement par la Région du trop-perçu au bénéfice de l'autre collectivité.

III – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUIPEMENT

ARTICLE 14 – ORIENTATIONS ET DOTATIONS

Equipements partagés au sein de la cité scolaire
La Région équipe l'ensemble de la cité scolaire pour le périmètre des équipements partagés (utilisés par les deux parties collège et lycée de la cité scolaire) figurants en annexe 3 de la présente convention)

Les deux collectivités établissent d'un commun accord le programme prévisionnel des équipements partagés lors de la réunion de concertation portant sur l'élaboration du programme d'investissements des cités mixtes visé aux articles 9, 10 et 11.

Le Département rembourse à la Région une part des dépenses engagées au prorata du nombre de collégiens conformément aux engagements pris lors de la réunion suscitée. La participation est calculée sur le montant TTC des dépenses effectuées par la Région.

Les versements du Département sont effectués chaque année en fonction des dépenses mandatées par la Région.

Equipements spécifiques à l'usage des collégiens ou des lycéens au sein de la CMR
Les équipements à usage spécifique des collégiens sont fournis par le Département par l'octroi d'avances ou de dotation en nature.

Les équipements à usage spécifique des lycéens sont fournis par la Région par l'octroi d'avances ou de dotation en nature.

Chaque collectivité définit ses orientations, les communique aux Établissements relevant de sa compétence, et vote les budgets destinés à l'octroi d'avances ou de dotations en nature concernant le premier équipement spécifique ou le renouvellement d'équipements spécifiques.

Les lycées et collèges adressent à leur collectivité de rattachement respective leurs demandes d'équipements.

Chaque collectivité verse directement à chacun des établissements relevant de sa compétence l'avance d'équipement, ou leur livre ces équipements s'il s'agit de dotations en nature.

La Région est l'interlocuteur de la cité scolaire pour les équipements partagés et pour les équipements spécifiques au lycée.

Le Département est l'interlocuteur de la cité scolaire pour les équipements spécifiques au collège.

Conformément à l'article L 421-17 du code de l'éducation, la collectivité notifie le cas échéant au Chef d'établissement son intention de conserver la propriété des biens faisant l'objet d'une avance ou d'une dotation en nature.

La Région est chargée de la coordination des avances ou dotations effectuées au profit des lycées et collèges dans les cités scolaires dont elle a la charge, dans les conditions ci-après.

ARTICLE 15 – DOTATIONS DE PREMIER EQUIPEMENT. RENOUVELLEMENT D'EQUIPEMENT

Les locaux créés spécifiquement à l'usage du lycée ou du collège d'une cité scolaire sont dotés d'un premier équipement mobilier par la collectivité de rattachement de l'établissement considéré. La collectivité procède par avances à l'établissement, ou lui attribue une dotation en nature.

Lorsqu'il examine le programme prévisionnel de travaux visé à l'article 6 ci-avant, ou lors d'une réunion spécifique, le comité de coordination et de concertation établit la liste des opérations d'investissement nécessitant une action conjointe des deux collectivités en matière de premier équipement mobilier. Il s'agit, notamment, des salles de restaurant, centres de documentation et d'information, salles de sport et, d'une manière générale, de tous locaux utilisés en commun par les lycéens et collégiens.

Dans les cas visés au paragraphe précédent, le comité constate, au regard des derniers effectifs connus (collégiens, lycéens, étudiants post-baccalauréat s'il y a lieu) constatés par l'autorité académique, la part (en pourcentage) incombant à chaque collectivité pour équiper les locaux. Le cas échéant, le comité peut préconiser, notamment en présence de contraintes particulières (locaux situés dans un site classé, environnement architectural…), un projet d'équipement spécifique défini en liaison avec la maîtrise d'œuvre. Ce projet, après accord de la Région et du Département, est financé au moyen d'avances des collectivités versées à l'établissement ou, si un marché à bons de commandes adéquat a été passé par l'une des deux collectivités, sur ce marché.

Les deux collectivités échangent régulièrement les informations nécessaires à une prise en compte harmonieuse, dans chaque cité scolaire, des besoins du lycée comme du collège.

ARTICLE 16 - EQUIPEMENTS LIES AUX TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DANS L'ENSEIGNEMENT

La Région assure la dotation des cités scolaires en matériel informatique aussi bien pour la partie lycée que pour la partie collège, ceci afin d'en faciliter la maintenance. L'équipement de la partie collège tient compte du référentiel en équipement du Département et ses ajustements sont actés lors de la réunion de concertation portant sur l'élaboration du programme d'investissements des cités mixtes visé aux articles 9, 10 et 11.
En investissement : La Région s'engage à équiper les établissements en respectant un ratio de 1 PC pour 4 élèves. La Région s'engage à renouveler les PC tous les cinq ans.
En fonctionnellement : la Région garantit la maintenance du parc informatique des CMR du Département de la Seine-Saint-Denis dans les mêmes conditions que les lycées franciliens.

Le Département rembourse à la Région ces équipements pour la totalité des dépenses engagées afférentes au collège conformément à la validation du programme prévisionnel des équipements partagés visé à l'article 14 et au vu du planning d'occupation des salles de cours transmis par les établissements.

La participation est calculée sur le montant TTC des dépenses effectuées par la Région.

Le cas échéant, les adaptations de locaux nécessaires sont intégrées au programme de grosses réparations, dans les conditions définies à l'article 6.

Ces programmes prennent en compte les référentiels des deux collectivités. En cas de nécessité d'adaptation de ces référentiels du fait des particularités de certaines cités scolaires, la Région sollicite au préalable l'accord du Département. Toutefois, la pérennité des spécificités à respecter devra être suffisante pour éviter le renouvellement trop rapide des infrastructures de câblage et de connexion.

Espace numérique de travail

La Région assure la fourniture de l'espace numérique de travail monlycée.net à la cité scolaire pour la communauté scolaire du lycée et du collège sauf demande expresse de la communauté éducative d'utiliser l'espace numérique de travail Webcollège auquel cas le Département en assure la fourniture au collège.

Maintenance des équipements informatiques

- Maintenance des Infrastructures (réseaux et serveurs) et des équipements bureautiques (ordinateurs, imprimantes, vidéoprojecteurs) pour les lycéens et les collégiens.

La Région prend en charge la maintenance des infrastructures numériques et des équipements bureautiques de la cité scolaire.

Le Département rembourse à la Région, les opérations de maintenance au prorata du nombre de collégiens au sein de la cité scolaire en N-2. La participation est calculée sur le montant TTC des dépenses effectuées par la Région.

IV – DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS ASSURANT LES MISSIONS D'ACCUEIL, DE RESTAURATION ET D'HEBERGEMENT ET D'ENTRETIEN GENERAL ET TECHNIQUE

ARTICLE 17 – STIPULATIONS GENERALES

Ainsi qu'il est rappelé à l'article 1 de la présente convention, la Région assure la gestion des missions d'accueil, de restauration et d'hébergement, d'entretien général et technique pour les cités scolaires dans le cadre des compétences dévolues aux deux collectivités.

La Région détermine les moyens nécessaires et fixe les modalités de fonctionnement pour assurer ces missions et garantir la qualité du service public de l'éducation au sein des cités mixtes Régionales.

Les personnels adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement affectés aux cités scolaires pour l'exercice de ces missions transférées aux collectivités par l'Etat dans le cadre de la loi du 13 août 2004, sont placés sous l'autorité fonctionnelle du chef d'établissement qui, assisté de l'adjoint- gestionnaire et, le cas échéant de chefs d'équipes, organise le service pour l'ensemble de la cité scolaire.

La Région assure le recrutement et la gestion des personnels autres que ceux mentionnés à l'article L.211-8 du code de l'éducation.

ARTICLE 18 – PERSONNEL DEPARTEMENTAL DE LA CITE MIXTE D'ALEMBERT/DIDEROT

Afin de faciliter la gouvernance et le management de la cité mixte Diderot/d'Alembert à Aubervilliers, le Département accepte que la Région procède à l'intégration dans ses effectifs des personnels qui en auraient exprimé le souhait. Pour les autres personnels, le Département s'engage à leur proposer une nouvelle affectation au sein des services départementaux.

Comme pour les autres postes ATTEE des autres cités mixtes, le Département participera au financement des postes des agents qui intégreront la Région conformément à l'article 20 ci-après.

ARTICLE 19 – DETERMINATION DES EMPLOIS

Le nombre des emplois et leur niveau dans les cadres d'emploi sont déterminés par la Région. Celle-ci détermine également dans quel cadre d'emploi les personnels sont recrutés.

Les créations, suppressions, ou transformations de postes concernant les collèges, ayant une incidence sur la participation financière du Département, devront faire l'objet d'une information annuelle au comité de concertation et de coordination.

Le nombre des emplois, qui étaient affectés à chaque cité scolaire par l'académie à la date du 31 décembre 2019, est précisé à l'annexe 2.

ARTICLE 20 – PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

La participation financière du Département relative aux dépenses de personnels assurant les missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique s'établit sur la base des arrêtés définitifs publiés le 27 mai 2010 portant droit à compensation en faveur des Régions pour ces personnels.

La contribution du Département correspond à la différence entre les dépenses exposées par la Région et la compensation financière correspondante que lui verse l'Etat, au prorata des effectifs de collégiens sur l'effectif total d'élèves de chaque cité scolaire.

La participation due par le Département au titre d'une année civile N est calculée en prenant comme référence :

- les charges de personnel exposées par la Région au titre de cette année N. Ces dépenses de personnel s'entendent comme les rémunérations, primes et indemnités, ainsi que les charges sociales afférentes, versées par la Région pour les personnels effectivement en poste dans les cités scolaires, à l'exclusion de tout autre dépense,
- la compensation financière versée par l'Etat au titre de l'année N pour ces cités scolaires.

Les effectifs sont constatés à la rentrée scolaire de septembre de l'année (N-1), sur la base de données fournie par le rectorat de l'Académie de Créteil. Il n'est pas effectué d'ajustement en fonction des effectifs définitifs de l'année scolaire.

La contribution est calculée par les services de la Région. Ceux-ci transmettent au Département un état récapitulatif détaillé des dépenses réellement exposées au titre de l'année N à l'appui du titre de recette correspondant.

V – AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 21 – LOGEMENTS DE FONCTION

Pour ce qui concerne les cités scolaires, la Région assure la gestion de l'ensemble des logements de fonction.

Elle définit les critères d'attribution des logements de fonction, dans le respect de la réglementation applicable, pour la totalité du parc de logements de chaque cité scolaire. Elle attribue les logements par nécessité absolue de service, utilité de service ou par convention d'occupation précaire en fonction de ces critères, selon les procédures en usage pour l'ensemble des établissements scolaires dont elle a la charge.

Elle assure le cas échéant la remise en état et les travaux de toute nature relevant du propriétaire dans les logements de fonction prévus dans le cadre du programme des travaux visé aux articles 9 et 10.

Pour chaque cité scolaire, le programme des travaux et remise en état des logements de fonctions est calculé sur la base d'une clef de répartition des dépenses au prorata des effectifs de lycéens et collégiens constatés par l'autorité académique à la rentrée N-2.

ARTICLE 22 - UTILISATION DES LOCAUX

La Région assume la coordination des demandes relatives à l'utilisation des locaux des cités scolaires en dehors des heures d'enseignement, notamment dans le cadre des articles 212-15 et L. 216-1 du code de l'éducation.

ARTICLE 23 – REPRESENTATION DES COLLECTIVITES AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION

Les collectivités territoriales sont représentées aux conseils d'administration dans les conditions prévues à l'article L 421-2 du code de l'éducation. Pour les prises de décision, le représentant de la collectivité de rattachement est le conseiller départemental lors des conseils d'administration du collège, et le conseiller régional lors des conseils d'administration du lycée.

ARTICLE 24– LITIGES AVEC DES TIERS

La Région se substitue à l'autre collectivité dans tous les contentieux, engagés par des tiers, relatifs aux dits travaux définis à l'article 6.

La Région se substitue également au Département pour les litiges nés des opérations d'équipement qu'elle mène et pour ceux qui se rapportent à l'exécution de l'article 21.

Elle informe le Département de l'évolution des actions contentieuses en cours.

ARTICLE 25 - ASSURANCES

25.1 - Assurances des biens mobiliers et immobiliers

Les cités mixtes régionales sont garanties dans le cadre des contrats « Dommages aux biens » 1ère et 2ème ligne souscrits par la Région Ile-de-France auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables. La Région assure la totalité des biens meubles et immeubles des cités mixtes Régionales, sans distinction de la nature et des propriétaires des bâtiments ou du mobilier.

Les garanties minimales souscrites sont les suivantes :

- Incendie – Chute de la Foudre – Explosion,
- Chute d'avion – Choc de véhicules terrestres identifiés ou non identifiés,
- Tempête, grêle, neige,
- Dégât des eaux et fluides – Gel,
- Fumées,
- Attentat – Vandalisme,
- Catastrophes naturelles,
- Dommages électriques et électroniques,
- Effondrement,
- Vol,
- Bris de Glaces,
- Bris de machine – Tous risques informatiques et matériels électroniques,
- Evénements non dénommés – Tous risques sauf.

Au titre de la prise en charge de l'assurance des biens, la Région est la collectivité interlocutrice et responsable pour tous les actes de gestion incombant au propriétaire, tels que la mise à disposition temporaire de tout ou partie des locaux à des associations en dehors des heures de formation ou pour l'attribution des logements de fonction.

25.2 - Responsabilité civile- Assurances

La Région est civilement responsable selon les règles de droit commun et sans recours possible à l'encontre du Département, des conséquences dommageables pouvant résulter des bâtiments et équipements dépendant des établissements constituant la cité mixte régionale, tant à l'égard des élèves, que des professeurs, agents et tiers. Il en est de même s'agissant des parties communes.

La Région déclare, par conséquent, être dûment assurée à ce titre, aux termes d'un contrat d'assurance « responsabilité civile et risques annexes» 1ère et 2ème ligne, souscrits auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

ARTICLE 26- PARTITION

La Région et le Département conviennent que la séparation des cités scolaires en deux entités autonomes, dès lors qu'elle est réalisable sur le plan immobilier, doit être favorisée. Chaque partition, ainsi que ses modalités, est subordonnée aux votes des délibérations concordantes des deux collectivités territoriales

Lors de la partition d'une cité scolaire, la Région transmet au Département les documents suivants :

- un dossier de plans des bâtiments et espaces transférés,

- les derniers rapports de vérifications périodiques des installations (électriques, de gaz, de chauffage, de désenfumage, de ventilation, d'ascenseurs...),
- les derniers rapports de visite établis par la commission de sécurité et les services vétérinaires,
- le ou les différents rapports de diagnostic amiante réalisés pour les bâtiments transférés,
- les 3 derniers programmes annuels d'intervention avec l'état d'avancement des opérations pour les bâtiments ou les espaces transférés.

Les personnels adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement sont invités à se prononcer entre leur maintien dans un cadre d'emploi de la Région ou leur éventuel accueil dans un corps du Département.

Une convention particulière, dressant l'état des lieux des biens ainsi répartis et définissant les règles d'utilisation des services et locaux à usage commun, est signée par la Région et le Département et un avenant à la présente convention organise la sortie des entités concernées du régime des cités scolaires.

ARTICLE 27 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet, après sa signature par les parties.

Elle est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale puisse excéder 10 ans.

ARTICLE 28 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la présente convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par délibérations concordantes des deux collectivités territoriales.

ARTICLE 29 - RESILIATION

À la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis de 6 mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,

- l'inexécution des prestations est consécutive à un cas de force majeure.

Toutefois, si ce délai expire en cours d'année scolaire, la date d'effet de la résiliation est reportée à la fin de cette dernière.

En outre, les deux collectivités s'engagent, chacune pour ce qui la concerne, à ce que toutes les opérations financées soient conduites à leur terme sous le régime juridique et financier fixé par la présente convention.

Le	Le
Pour la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil Régional	Pour le Département de la Seine-Saint-Denis Le Président du Conseil Départemental
Valérie PECRESSE	Stéphane TROUSSEL

ANNEXE 1

LISTE DES CITES SCOLAIRES DU 93 :

Lycée D'ALEMBERT et collège DIDEROT à AUBERVILLIERS

Lycée et collège Henri WALLON à AUBERVILLIERS

Lycée et collège Jean RENOIR à BONDY

Lycée et collège Jean JAURES à MONTREUIL SOUS BOIS

Lycée et collège Olympe de GOUGES à NOISY LE SEC

ANNEXE 2

NOMBRE DE POSTES AFFECTES DANS LES CITES SCOLAIRES DU 93 AU 31 DECEMBRE 2019

COMMUNES	CITES SCOLAIRES	POSTES AFFECTES AU 31 DECEMBRE 2019
AUBERVILLIERS	Henri Wallon	**20**
BONDY	Jean Renoir	**24**
MONTREUIL-SOUS-BOIS	Jean Jaurès	**30**
NOISY-LE-SEC	O. de Gouges	**23**
AUBERVILLIERS	D'Alembert	**10**
	TOTAL	**107**

ANNEXE 3

Périmètre des équipements partagés

Equipements CMR	**Partages**
MOBILIERS	
Mobiliers administratif (Direction, sous-direction, secrétariat, réunion,…)	OUI
Mobilier CDI	OUI si un CDI unique
Mobilier de restauration	OUI
Mobilier d'internat	NON
Mobilier informatique	OUI pour salles
Mobilier scolaire	OUI pour salles
Mobilier de laboratoire	OUI pour salles
Mobiliers d'atelier	NON
TICE	
Serveurs et réseaux	OUI
Ordinateurs	OUI pour salles
Tablettes	NON
Imprimantes	NON
Vidéoprojecteurs /TNI	OUI pour salles
Audiovisuels et périphériques multimédia	NON
Photocopieurs	OUI
ENT	
AUTRES	
Drapeaux	OUI
Tableaux scolaires	OUI pour salles
Matériels d'entretien	OUI
Plateaux de self-service	OUI
Véhicules de service	
Véhicules pédagos (hybride)	NON
Véhicules pédagos (TP, Bus,…)	NON
Equipements sportifs	OUI
Matériels de mesure	
Cuisines	OUI
Maquettes ou équipements spécifiques pédagogiques (accompagnement réformes des diplômes)	NON
EXAO	NON
Machines-outils	NON
Bornes QF	OUI
Equipements adaptés aux handicapés	OUI
Equipements divers pédagogiques	NON
Equipements divers non pédagogiques (billard,…)	OUI (dans les parties communes uniquement)

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-015

DU 31 JANVIER 2020

AJUSTEMENTS DE DOTATIONS 2019-2020 ET 2018-2019 DES AIDES SOCIALES AUX LYCÉENS ET ÉLÈVES POST-BAC. AIDE RÉGIONALE AUX LYCÉES PRIVÉS.

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 16-01 du 5 avril 2001 Fonctionnement des établissements scolaires, mesures de rentrée scolaire 2001-2002, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires ;

VU la délibération n° CR 43-03 du 25 septembre 2003 relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements scolaires du second degré, la mise en place du quotient familial année scolaire 2003-2004 ;

VU la délibération n° CR 21-04 du 24 juin 2004 relative au fonctionnement des établissements scolaires, aide régionale aux lycéens gratuité des manuels scolaires année scolaire 2004-2005 ;

VU la délibération n° CR 44-08 du 26 juin 2008 Aides sociales aux élèves en formations post-bac au sein des lycées franciliens ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 '' Simplifier le fonctionnement du conseil régional '';

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;

VU la délibération n° CR 86-16 du 20 mai 2016 Mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public ;

VU la délibération n° CR 2019-038 du 19 septembre 2019 « un budget d'autonomie éducative pour tous les lycées au service de la réussite des lycéens franciliens » ;

VU la délibération n° CP 2018-181 du 30 mai 2018 Dotations initiales 2018-2019 et ajustements de dotations 2017-2018 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac.

VU la délibération n° CP 2019-189 du 22 mai 2019 Dotations initiales 2019-2020 et ajustements de dotations 2018-2019 et 2017-2018 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens et élèves post-bac ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 et plus particulièrement les dispositions du

chapitre 932 « enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-015 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élèvent à **9 425 €**, conformément à la répartition figurant en annexe I à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **9 425 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » du budget 2020.

Article 2 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'équipement aux élèves pré-bac au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élèvent à **6 832 €**, conformément à la répartition figurant en annexe II à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **6 832 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2020.

Article 3 :

Approuve la dotation afférente à l'aide régionale à l'équipement aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élève à **1 224 €**, conformément à l'annexe III à la délibération**.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **1 224 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », action 12800902 « Aide régionale à l'équipement des élèves en BTS» du budget 2020.

Article 4 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale aux frais de concours au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élèvent à **41 063 €**, conformément à l'annexe IV à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **41 063 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE » du budget 2020.

Article 5 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale à l'acquisition de manuels scolaires destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2019-2020 qui s'élèvent à **26 492 €**, conformément à la répartition figurant en annexe V à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **26 492 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « l'aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires » du budget 2020.

Article 6 :

Approuve les dotations afférentes à l'aide régionale aux frais de concours au titre de l'année scolaire 2018-2019 qui s'élèvent à **10 517 €**, conformément à la répartition figurant en annexe VI à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **10 517 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS et CPGE et formations post bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE » du budget 2020.

Article 7 :

Le règlement d'intervention du dispositif « budget d'autonomie éducative francilien » approuvé par délibération n° CR 2019-038 du 19 septembre 2019 est modifié ainsi que suit :

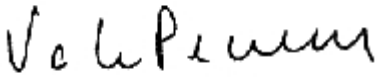
Au point 2.1, il convient de lire : « Sont éligibles les projets des lycées publics franciliens (EPLE, EPLEA, EPLEFPA), des micro-lycées, du Pôle Innovant lycéen (PIL) et des lycées privés sous contrat d'association ».

Au point 3.1, est ajouté un dernier alinéa : « Pour les lycées privés, le montant de la subvention régionale qui pourra être attribuée pour le ou les projets par année scolaire, est au maximum de 2 000 € ».

Au point 3.2, 1er alinéa, il convient de lire : « Les lycées peuvent décider de monter des projets dans la limite du montant maximum de la subvention régionale pouvant leur être attribuée ».

Au point 3.3, 1er alinéa, il convient de lire : «La subvention régionale est versée au lycée sur factures détaillées dans un état récapitulatif des paiements, produit par l'établissement signé par l'agent comptable, ou par l'expert-comptable, accompagné du dernier RIB de l'établissement, une fois la conformité avec la politique régionale attestée ».

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166429-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe I

Annexe I
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2019-2020

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3127	0753647G	LYC GENE	ALSACIENNE	109 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS	2 177 €
R3160	0754042L	LYC POLYV	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI	75013	PARIS	2 666 €
R3038	0910823A	LYC GT	ILE-DE-FRANCE	RUE DU BARON DE NIVIÈRE	91120	VILLEBON SUR YVETTE	1 666 €
R3036	0910824B	LYC GT	SACRÉ-CŒUR	PASSAGE DE GRAVILLE	91620	LA VILLE DU BOIS	1 053 €
R3041	0911844K	LYC GENE	STEINER	62 RUE DE PARIS	91370	VERRIERES LE BUISSON	180 €
P0040350	0912384X	LGT PR	JEANNE D'ARC	31 rue ALFRED LEBLANC	91220	BRETIGNY SUR ORGE	131 €
R3061	0920875B	LYC GT	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY SUR SEINE	283 €
P0042118	0942443V	LYC GT	SAINT-JOSEPH	55 RUE DE VERDUN	94800	VILLEJUIF	556 €
R3063	0921365J	LYC GT	MADELEINE-DANIÈLOU	61/63 RUE DU GÉNÉRAL MIRIBEL	92508	RUEIL MALMAISON	713 €
					9	**Établissements**	**9 425 €**

Annexe II

Annexe II
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2019-2020

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
P0022087	0750436S	LYC PROF	CLAUDE-ANTHIME-CORBON	5 RUE CORBON	75015	PARIS	2 480 €
R3338	0910631S	LYC PROF	JEAN-MONNET	51 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	91260	JUVISY SUR ORGE	1 360 €
R18527	0941018W	LYC POLYV	EDOUARD-BRANLY	33 RUE DU PETIT BOIS	94000	CRETEIL	2 992 €
					3	**Établissements**	**6 832 €**

Annexe III

ANNEXE III
AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
AU TITRE DE 2019-2020

LYCEES PUBLICS

Code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3627	0930118Y	LYC GT	JEAN RENOIR	11 RUE FREMIN BP 133	93140	BONDY	1 224 €
					1	**Établissement**	**1 224 €**

Annexe IV

ANNEXE IV
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

LYCEES PUBLICS

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3363	0750714U	LYC GENE	HELENE-BOUCHER	75 COURS DE VINCENNES	75020	PARIS	819 €
R3262	0770926N	LYC GT	FRANCOIS-COUPERIN	ROUTE HURTAULT	77305	FONTAINEBLEAU CEDEX	15 €
R3263	0770927P	LYC GENE	FRANCOIS-1ER	11 RUE VICTOR HUGO	77300	FONTAINEBLEAU	3 166 €
R3229	0782132U	LYC GT	JEANNE-D'ALBRET	6 RUE GIRAUD TEULON	78101	ST GERMAIN EN LAYE CEDEX	1 356 €
R3692	0782562L	LYC GENE	HOCHE	73 AVENUE DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	8 429 €
R3693	0782563M	LYC GT	LA-BRUYERE	31 AVENUE DE PARIS	78000	VERSAILLES	1 497 €
R3336	0911251R	LYC GT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	91012	EVRY COURCOURONNES CEDEX	6 548 €
R3597	0920143F	LYC GENE	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 RUE DE LONGCHAMP	92200	NEUILLY SUR SEINE	2 107 €
R3605	0920146J	LYC GENE	MARIE-CURIE	1 RUE CONSTANT PILATE	92331	SCEAUX CEDEX	251 €
R3602	0920801W	LYC GT	ALEXANDRE-DUMAS	112 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	92210	ST CLOUD	1 059 €
R3616	0930117X	LYC GT	LE-CORBUSIER	44 RUE LEOPOLD RECHOSSIERE	93533	AUBERVILLIERS CEDEX	2 387 €
R3648	0930121B	LYC GT	JEAN-JAURES	1 RUE DOMBASLE	93105	MONTREUIL CEDEX	161 €
R3660	0930125F	LYC GT	PAUL-ELUARD	15 AVENUE JEAN MOULIN	93206	ST DENIS CEDEX	3 234 €
R3543	0930126G	LYC POLYV	AUGUSTE-BLANQUI	54 RUE CHARLES SCHMIDT	93404	ST OUEN SUR SEINE CEDEX	255 €
R3399	0951104J	LYC POLYV	JEAN-PERRIN	2 RUE DES EGALISSES	95310	ST OUEN L AUMONE	4 437 €
P0034141	0952196W	LYC POLYV	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	95880	ENGHIEN LES BAINS	1 682 €
				Total établissements publics	**16**	**Établissements**	**37 403 €**

LYCEES PRIVES

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3157	0753897D	LYC GENE	SAINT-MICHEL-DE-PICPUS	53 RUE DE LA GARE DE REUILLY	75012	PARIS	244 €
R3177	0753933T	LYC GENE	SAINT-LOUIS-DE-GONZAGUE	12 RUE BENJAMIN FRANKLIN	75016	PARIS	1 191 €
R3160	0754042L	LYC POLYV	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI	75013	PARIS	802 €
R3013	0783282U	LYC GT	BLANCHE-DE-CASTILLE	1 AVENUE DE LA BRETECHE	78150	LE CHESNAY	558 €
R3061	0920875B	LYC GT	SAINTE-MARIE	24 BOULEVARD VICTOR HUGO	92200	NEUILLY SUR SEINE	865 €
				Totat établissements privés	**5**	**Établissements**	**3 660 €**
					21	**Établissements**	**41 063 €**

Annexe V

ANNEXE V
AIDE RÉGIONALE A L'ACQUISITION DE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2019-2020

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3456	0750690T	LYC GT	FRANCOIS-VILLON	10 AVENUE MARC SANGNIER	75014	PARIS	5 250 €
R3409	0750770E	LYC PROF	ABBE-GREGOIRE (L')	70 BIS RUE DE TURBIGO	75003	PARIS	3 000 €
R3919	0772688D	LYC POLYV	EMILIE-DU-CHATELET	35 COURS DU DANUBE	77700	SERRIS	646 €
R15365	0911945V	LYC POLYV	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	91423	MORANGIS CEDEX	5 250 €
R3633	0930120A	LYC GT	JACQUES-FEYDER	10 RUE HENRI WALLON	93801	EPINAY SUR SEINE CEDEX	2 258 €
R3516	0940134K	LYC PROF	VAL-DE-BIEVRE	15 RUE D'ARCUEIL	94257	GENTILLY CEDEX	3 788 €
R18545	0950650R	LYC POLYV	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	2 RUE J J ROUSSEAU	95200	SARCELLES	6 300 €
					7	**Établissements**	**26 492 €**

Annexe VI

ANNEXE VI
AIDE RÉGIONALE AUX FRAIS DE CONCOURS
AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2018-2019

LYCEES PUBLICS

N° tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations nettes
R3453	0750691U	LYC POLYV	RASPAIL	5 BIS AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS	2 409 €
R3263	0770927P	LYC GENE	FRANCOIS-1ER	11 RUE VICTOR HUGO	77300	FONTAINEBLEAU	1 879 €
R3692	0782562L	LYC GENE	HOCHE	73 AVENUE DE ST CLOUD	78000	VERSAILLES	2 572 €
R3336	0911251R	LYC GT	PARC-DES-LOGES	BOULEVARD DES CHAMPS ELYSEES	91012	EVRY COURCOURONNES CEDEX	10 €
R3597	0920143F	LYC GENE	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	41 RUE DE LONGCHAMP	92200	NEUILLY SUR SEINE	639 €
R3604	0920145H	LYC GT	LAKANAL	3 AVENUE PDT FRANKLIN ROOSEVELT	92331	SCEAUX CEDEX	969 €
R3602	0920801W	LYC GT	ALEXANDRE-DUMAS	112 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	92210	ST CLOUD	389 €
R3543	0930126G	LYC POLYV	AUGUSTE-BLANQUI	54 RUE CHARLES SCHMIDT	93404	ST OUEN SUR SEINE CEDEX	1 650 €
					8	**Établissements**	**10 517 €**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-017

DU 31 JANVIER 2020

ACCÈS INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT DANS LES LYCÉES FRANCILIENS 1ER RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code des postes et télécommunications et notamment son article L.32 ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération CR n°64-12 du 22 novembre 2012 relativement à l'ajustement des contrats particuliers Région-départements 2007-2013 avec Paris, les Yvelines et la Seine-Saint-Denis ;

VU La délibération CR n°63-13 du 27 septembre 2013 relative à la mise en œuvre de la SRDEI : la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU La délibération CP n°14-225 du 10 avril 2014 relative à l'adhésion au groupement de commandes du SIPPEREC ;

VU La délibération CP n°14-754 du 20 novembre 2014 relative à la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

VU La délibération CP n°11-249 du 10 mars 2011 et son avenant n°11-436 du 19 mai 2011 relatifs à la mise en œuvre du contrat particulier avec la ville de Paris sur le très haut débit second degré (THD2D) ;

VU Les délibérations CP n°13-150 du 23 janvier 2013 et CP n°13-200 du 4 avril 2013 relatives à la mise en œuvre du très haut débit pour les EPLE régionaux de Seine-et-Marne ;

VU La délibération CP n°15-255 du 9 avril 2015 relative à la mise en œuvre du très haut débit pour les EPLE régionaux de Seine-Saint-Denis ;

VU Les délibérations CP n°15-596 du 8 octobre 2015 et CP n°19-301 du 3 juillet 2019 relatives à l'activation de l'accès Internet très haut débit des EPLE des Yvelines ;

VU La délibération CP n°16-429 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre du très haut débit pour les EPLE du Val-de-Marne ;

VU La délibération CP n°17-042 du 27 janvier 2017 relative à la mise en œuvre du très haut débit dans les lycées franciliens redevance mensuelle bande passante pour 2017 ;

VU La délibération CP n°17-173 du 17 mai 2017 relative à la mise en œuvre du très haut débit pour les lycées et CFA du Val d'Oise ;

VU La délibération CP n°18-044 du 24 janvier 2018 relative à l'accès Internet très haut débit dans les lycées franciliens – Nouveaux lycées à connecter et redevance d'exploitation et de bande

passante pour 2018 ;

VU La délibération CP n°18-309 du 4 juillet 2018 relative à la mise en œuvre de l'accès Internet très haut débit pour les lycées franciliens – Raccordement au très haut débit de lycées du Val d'Oise, des Hauts-de-Seine et de l'Essonne ;

VU La délibération CP n°19-019 du 24 janvier 2019 relative à l'accès internet très haut débit dans les lycées franciliens - nouveaux lycées à connecter et redevance d'exploitation et de bande passante pour 2019 ;

VU La délibération CP n°19-301 du 3 juillet 2019 relative à l'accès internet très haut débit dans les lycées franciliens - 2ème rapport pour 2019 ;

VU La délibération CR n°84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numérique ;

VU La délibération CR n°92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR n°2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération CR n°93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération CR n°01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR n°33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-017 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

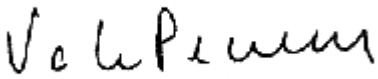
Article 1 :
Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **1 437 840 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action 12201709 « Accès Internet THD lycées publics » du budget régional 2020

Article 2 :
Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **49 940 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP224-031 « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action 12203108 « Accès Internet CMR » du budget régional 2020 réparti à hauteur de :

- **33 460 €** pour les lycées
- **16 480 €** pour les collèges

Article 3 :
Affecte une autorisation de programme d'un montant de **21 000 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget régional 2020

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc164712-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-020

DU 31 JANVIER 2020

CARTE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES INITIALES ADAPTATION DE L'OFFRE DE FORMATION POUR LA RENTRÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code de l'éducation ; notamment son article L 214-13-1 ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code du travail ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 16-79 du 20 mai 2016 relative à une carte unique des formations professionnelles initiales tournées vers les emplois de demain ;

VU La délibération n° CR 01-17 du 23 janvier 2017 relative au CPRDFOP ;

VU La délibération n° CP 2018-041 du 24 janvier 2018 relative à la carte unique des formations professionnelles initiales et à l'adaptation de l'offre de formation pour la rentrée 2018 ;

VU La délibération n° CP 2019-014 du 24 janvier 2019 relative à la carte des formations professionnelles initiales et à l'adaptation de l'offre de formation pour la rentrée 2019 ;

VU L'avis du CREFOP du 28 janvier 2020 relatif à la carte des formations professionnelles initiales ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-020 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

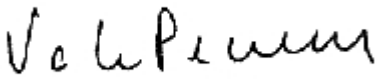
Adopte la carte des formations professionnelles initiales sous statut scolaire, présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Article 2 :

Approuve la convention annuelle d'application du contrat de plan régional de

développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2020 présentée en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167220-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1

CARTE ANNUELLE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES INITIALES (en place d'entrants)

Filières PPI	Niveau	DIPLOMES	Durée cursus	Bassin économique	Dpt	Commune	Etablissement Nom	Statut Etab	AVIS DE SYNTHESE REGION	CREATION	SUPPRESSION	SOLDE
Alimentation	Niveau 5	PATISSERIE, GLACERIE, CHOCOLATERIE, CONFISERIE SPECIALISEES (MC NIVEAU V)	1 an	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	12		12
		PATISSIER (CAP)	2 ans	Paris (T1)	78	PARIS 07EME	ALBERT-DE-MUN	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total Alimentation										24		24
Audiovisuel	Niveau 4	FCIL niveau 4 VIDEO	1 an	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	BRASSAI	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total Audiovisuel										12		12
Automobile & engins	Niveau 3	CONCEPTION ET REALISATION DE CARROSSERIE (BTS)	1 an	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-5	-5
	Niveau 4	MAINTENANCE DES VEHICULES OPTION C MOTOCYCLES (BAC PRO)	1 an	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	NANTERRE	CLAUDE-CHAPPE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
		REPARATION DES CARROSSERIES (BAC PRO)	2 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-3	-3
	Niveau 5	PEINTURE EN CARROSSERIE (CAP)	1 an	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-5	-5
		REPARATION DES CARROSSERIES (CAP)	2 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-5	-5
Total Automobile & engins											-24	-24
BTP	Niveau 5	COUVREUR (CAP)	2 ans	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	MONTROUGE	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		MAINTENANCE DE BATIMENTS DE COLLECTIVITES (CAP)	2 ans	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	MONTROUGE	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		SERRURIER METALLIER (CAP)	1 an	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
Total BTP										12	-24	-12
Coiffure-esthétique	Niveau 4	ESTHETIQUE COSMETIQUE PARFUMERIE (BAC PRO)	3 ans	Centre 77	77	MELUN	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
		METIERS DE LA COIFFURE (BAC PRO)	3 ans	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	ANDRE-SABATIER	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements (groupe de travail)	24		24
				Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	ORLY	ARMAND-GUILLAUMIN	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements (groupe de travail)	24		24
				Paris (T1)	75	PARIS 12EME	ELISA-LEMONNIER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
				Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY-COURCOURONNES	CHARLES-BAUDELAIRE	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements (groupe de travail)	30		30
				Seine-Aval	78	MAGNANVILLE	LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements (groupe de travail)	30		30
				Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	SCEAUX	FLORIAN	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements (groupe de travail)	30		30
	Niveau 5	COIFFURE (CAP)	2 ans	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	ANDRE-SABATIER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	ORLY	ARMAND-GUILLAUMIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
				Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY-COURCOURONNES	CHARLES-BAUDELAIRE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Seine-Aval	78	MAGNANVILLE	LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	SCEAUX	FLORIAN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
		METIERS DE LA COIFFURE (CAP)	2 ans	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	ELISA-LEMONNIER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
Total Coiffure-esthétique										192	-150	42
Commerce	Niveau 3	MANAGEMENT COMMERCIAL OPERATIONNEL (BTS)	2 ans	Est 77	77	NANGIS	HENRI-BECQUEREL	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	24		24

				Est 95	95	DOMONT	GEORGE-SAND	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
		TECHNICO-COMMERCIAL (BTS)	2 ans	Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	NOISY-LE-GRAND	FRANCOISE-CABRINI	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
		TECHNICO-COMMERCIAL (BTSA)	2 ans	Seine-Aval	78	MAULE	BUAT (LE)	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
	Niveau 4	METIERS DE L'ACCUEIL (BAC PRO)	2 ans	Sud Ouest Francilien	78	LA QUEUE-LES-YVELINES	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
			3 ans	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	MAISONS-ALFORT	PAUL-BERT	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Plaine Commune (EPT 6)	93	LA COURNEUVE	ARTHUR-RIMBAUD	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
		METIERS DE LA RELATION CLIENT (2nde commune) OPTION à préciser (BAC PRO)	3 ans	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	BEAUGRENELLE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		METIERS DE LA RELATION CLIENT (2nde commune) METIERS DE L'ACCUEIL (BAC PRO)	3 ans	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
				Porte Sud du Grand Paris	91	RIS-ORANGIS	PIERRE-MENDES-FRANCE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
		METIERS DE LA RELATION CLIENT (2nde commune) OPTION A ANIMATION ET GESTION DE L'ESPACE COMMERCIAL (BAC PRO)	3 ans	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANCOIS-ARAGO	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
				Paris (T1)	75	PARIS 06EME	CARCADO-SAISSEVAL	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	35		35
						PARIS 18EME	SUZANNE-VALADON	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements (municipal)	18		18
				Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	NOTRE-DAME	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
		METIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE OPTION A ANIMATION ET GESTION DE L'ESPACE COMMERCIAL (BAC PRO)	1 an	Porte Sud du Grand Paris	91	DRAVEIL	NADAR	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-18	-18
			3 ans	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	THEOPHILE-GAUTIER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements (municipal)		-12	-12
						PARIS 13EME	JEAN-LURCAT	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
				Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	MAISONS-ALFORT	PAUL-BERT	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	24		24
				Plaine Commune (EPT 6)	93	LA COURNEUVE	ARTHUR-RIMBAUD	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements	24		24
				Porte Sud du Grand Paris	77	CESSON	SONIA-DELAUNAY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Seine-Aval	78	MEULAN	ROULLEAU	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
				Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	24		24
						NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
		METIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE OPTION A ANIMATION ET GESTION DE L'ESPACE COMMERCIAL (BAC PRO) OU B ?	3 ans	Plaine Commune (EPT 6)	93	AUBERVILLIERS	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		METIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE OPTION B PROSPECTION CLIENTELE ET VALORISATION DE L'OFFRE COMMERCIALE (BAC PRO)	2 ans	Sud Ouest Francilien	78	LA QUEUE-LES-YVELINES	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			3 ans	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	THEOPHILE-GAUTIER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements (municipal)	12		12
						PARIS 13EME	JEAN-LURCAT	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
				Porte Sud du Grand Paris	77	CESSON	SONIA-DELAUNAY	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	24		24
	Niveau 5	EMPLOYE DE COMMERCE MULTI-SPECIALITES (CAP)	2 ans	Plaine Commune (EPT 6)	93	EPINAY-SUR-SEINE	LOUISE-MICHEL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		EMPLOYE DE COMMERCE MULTI-SPECIALITES (CAP) ou CAP fusionnés/rénovés à préciser	2 ans	Est Ensemble (EPT 8)	93	MONTREUIL	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total Commerce										449	-222	227

Communication	Niveau 3	FCIL niveau 3 COMMUNICATION ?	1 an	Paris (T1)	75	PARIS 07EME	ALBERT-DE-MUN	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
Total Communication											-24	-24
Electricité, électronique	Niveau 3	ELECTROTECHNIQUE (BTS)	2 ans	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	RASPAIL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
						PARIS 15EME	LOUIS-ARMAND	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
	Niveau 4	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	3 ans	Nord Est 77	77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
Total Electricité, électronique										30	-54	-24
Hôtellerie restauration tourisme	Niveau 4	ACCUEIL-RECEPTION (MC NIVEAU IV)	1 an	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	COURBEVOIE	PAUL-PAINLEVE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	6		6
	Niveau 5	CUISINE (CAP)	2 ans	Marne la Vallée	77	SERRIS	EMILIE-DU-CHATELET	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	12		12
Total Hôtellerie restauration tourisme										18		18
Informatique	Niveau 3	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS options A (SISR) et B (SLAM) (BTS)	2 ans	Est Ensemble (EPT 8)	93	MONTREUIL	ORT (PROFESSIONNEL)	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
							ORT DANIEL MAYER	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
Total Informatique										30	-30	0
Maintenance et construction aéronautique	Niveau 4	AERONAUTIQUE 2nde commune (BAC PRO) OPTION AVIONIQUE	3 ans	Nord Est 77	77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	12		12
		AERONAUTIQUE OPTION AVIONIQUE (BAC PRO)	2 ans	Nord Est 77	77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	12		12
Total Maintenance et construction aéronautique										24		24
Matériaux souples	Niveau 4	METIERS DE LA MODE - V?TEMENT (BAC PRO)	3 ans	Paris (T1)	75	PARIS 07EME	ALBERT-DE-MUN	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
				Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	GARCHES	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
	Niveau 5	ESSAYAGE-RETOUCHE-VENTE (MC NIVEAU V)	1 an	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	NANTERRE	LOUISE-MICHEL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
Total Matériaux souples											-30	-30
Métiers d'art	Niveau 2	DNMAD Innovation sociale	3 ans	Est Ensemble (EPT 8)	93	BONDY	ASSOMPTION	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
	Niveau 4	FERRONNIER D'ART (BMA)	1 an	Plaine Commune (EPT 6)	93	LA COURNEUVE	DENIS-PAPIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
Total Métiers d'art										30	-6	24
Plasturgie	Niveau 3	EUROPLASTICS ET COMPOSITES, OPTION POP : PILOTAGE ET OPTIMISATION DE LA PRODUCTION (BTS)	2 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	GENNEVILLIERS	GALILEE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
	Niveau 4	PLASTIQUES ET COMPOSITES (BAC PRO)	3 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	GENNEVILLIERS	GALILEE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
	Niveau 5	COMPOSITES, PLASTIQUES CHAUDRONNES (CAP)	2 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	GENNEVILLIERS	GALILEE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
Total Plasturgie											-45	-45
Productique	Niveau 3	FCIL niveau 3 SUPERVISEUR D'ACTIVITES DE MAINTENANCE NUCLEAIRE	1 an	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		MAINTENANCE DES SYSTEMES OPTION A SYSTEMES DE PRODUCTION(BTS)	2 ans	Versailles Saclay	78	TRAPPES	LOUIS-BLERIOT	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements	30		30
						VERSAILLES	JULES-FERRY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
Total Productique										42	-30	12
Sanitaire et social	Niveau 3	SERVICES ET PRESTATIONS DES SECTEURS SANITAIRE ET SOCIAL (BTS)	1 an	Nord Est 77	77	MEAUX	JEAN-ROSE	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
	Niveau 4	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE COMMUNE option B en structure (BAC PRO)	3 ans	Sud 77	77	AVON	URUGUAY-FRANCE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
		ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE OPTION B - EN STRUCTURE (BAC PRO)	2 ans	Versailles Saclay	91	LONGJUMEAU	JEAN-PERRIN	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	15		15
			3 ans	Sud 91	91	ETAMPES	NELSON-MANDELA	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	15		15

		ANIMATION - ENFANCE ET PERSONNES AGEES (BAC PRO)	3 ans	Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	ROSNY-SOUS-BOIS	JEAN-MOULIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
				Sud 77	77	AVON	URUGUAY-FRANCE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
		SERVICES AUX PERSONNES ET AUX TERRITOIRES (BAC PRO AG)	3 ans	Sud Ouest Francilien	78	RAMBOUILLET	MFR LA GRANGE COLOMBE	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipement dans le cadre d'une formation contractualisée avec l'Etat	25		25
		SERVICES DE PROXIMITE ET VIE LOCALE (BAC PRO)	3 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Grand Paris Seine Ouest (EPT 3)	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	ETIENNE-JULES-MAREY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Paris (T1)	75	PARIS 06EME	CARCADO-SAISSEVAL	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements		-7	-7
				Sud 91	91	ETAMPES	NELSON-MANDELA	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Versailles Saclay	78	TRAPPES	HENRI-MATISSE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
	Niveau 5	ACCOMPAGNANT EDUCATIF PETITE ENFANCE (CAP)	1 an	Sud 91	91	ETAMPES	NELSON-MANDELA	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
			2 ans	Grand Roissy - Le Bourget	77	LONGPERRIER	CHARLES-DE-GAULLE	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements	12		12
		AIDE A DOMICILE (MC NIVEAU V)	1 an	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		SERVICES AUX PERSONNES ET VENTE EN ESPACE RURAL (CAPA)	2 ans	Brie-Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	BRETONNIERE (LA)	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements	16		16
Total Sanitaire et social										188	-139	49
Sécurité	Niveau 4	METIERS DE LA SECURITE (BAC PRO)	3 ans	Est 95	95	ERMONT	GUSTAVE-EIFFEL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
				Grand Roissy - Le Bourget	93	DRANCY	EUGENE-DELACROIX	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements	24		24
Total Sécurité										48		48
Sport	Niveau 4	ANIMATION-GESTION DE PROJETS DANS LE SECTEUR SPORTIF (MC NIVEAU IV)	1 an	Sud 77	77	AVON	URUGUAY-FRANCE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		JEUNESSE EDUC. POPULAIRE ET SPORT (BP)	2 ans	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
Total Sport										36		36
Tertiaire administratif	Niveau 3	SUPPORT A L'ACTION MANAGERIALE (BTS)	1 an	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	MICHEL-ANGE	PUBLIC	Favorable sans travaux supplémentaires avec équipements	15		15
	Niveau 4	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	3 ans	Est 95	95	MONTMORENCY	TURGOT	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	ROSNY-SOUS-BOIS	JEAN-MOULIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Grand Paris Sud Est Avenir (EPT 11)	94	CRETEIL	SAINT-EXUPERY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Grand Roissy - Le Bourget	93	DRANCY	EUGENE-DELACROIX	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	91	MORANGIS	MARGUERITE-YOURCENAR	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
					94	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANCOIS-ARAGO	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Paris (T1)	75	PARIS 15EME	BEAUGRENELLE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
						PARIS 17EME	MARIA-DERAISMES	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements (municipal)		-24	-24
						PARIS 18EME	SUZANNE-VALADON	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements (municipal)		-18	-18
				Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	PUTEAUX	VOILIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30

				Plaine Commune (EPT 6)	93	AUBERVILLIERS	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
						EPINAY-SUR-SEINE	LOUISE-MICHEL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Porte Sud du Grand Paris	91	RIS-ORANGIS	PIERRE-MENDES-FRANCE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Seine-Aval	95	BEZONS	BEZONS (DE)	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	MONTROUGE	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
				Versailles Saclay	78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	CORNEILLE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
Total Tertiaire administratif										15	-372	-357
Transport logistique	Niveau 4	LOGISTIQUE (BAC PRO)	1 an	Nord Est 77	77	MEAUX	JEAN-ROSE	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
		TRANSPORT (BAC PRO)	3 ans	Grand Paris Sud Est Avenir (EPT 11)	94	CRETEIL	SAINT-EXUPERY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
Total Transport logistique										39		39
Total général										**1189**	**-1150**	**39**

Annexe 2

ANNEXE 2

Convention annuelle d'application du contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, relative à la programmation des formations professionnelles sous statut scolaire pour la rentrée 2020

Entre
La Région Ile de France, représentée par la Présidente du Conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, agissant en qualité et dûment habilité à cet effet, ci-après dénommée la Région d'une part,
Et
La région académique d'Ile-de-France représentée par Monsieur Gilles PECOUT recteur de la région académique Île-de-France, recteur de Paris, chancelier des universités et la Direction Régionale Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt d'Île-de-France représentée par Monsieur Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, agissant en qualité et dûment habilité à cet effet, ci-après dénommés les autorités académiques d'autre part.

La loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'Ecole de la République confie à la Région la responsabilité d'arrêter la carte des formations professionnelles initiales en voie scolaire, après accord des autorités académiques.

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et la démocratie sociale prévoit la mise en place du CREFOP et l'élaboration en son sein d'un contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles.

Le contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDFOP), adopté par l'assemblée régionale le 24 janvier 2019, fixe le cadre de référence dans lequel s'inscrit la stratégie de développement de la formation professionnelle en Île-de-France.

POUR LA RENTREE 2020, IL EST CONVENU PAR LA PRESENTE CONVENTION LES DISPOSITIONS SUIVANTES.

ARTICLE 1 : PREAMBULE

Conformément à l'article L 214-13-1 du code de l'éducation, les autorités académiques et la Région déterminent conjointement la liste des ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale sous statut scolaire en fonction des moyens disponibles. Après accord des autorités académiques, la Région arrête la carte régionale des formations professionnelles initiales qui est mise en œuvre par la Région et par l'Etat dans l'exercice de leurs compétences respectives. Les autorités académiques mettent en œuvre les ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale conformément à la liste annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : DEFINITION DE LA LISTE DES EVOLUTIONS DE LA CARTE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES DE LA VOIE SCOLAIRE

Pour la rentrée 2020, la liste des ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale sous statut scolaire figure en annexe à la présente convention en deux parties : les formations pré-bac, les formations post-bac.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ECHANGES D'INFORMATIONS DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE

Les autorités académiques et la Région conviennent de s'informer mutuellement des conditions de la mise en œuvre de cette liste afin d'assurer la mise en place effective des formations qui seront ouvertes à la rentrée scolaire 2020 : mise en place des investissements régionaux (locaux, équipements) signalés dans la liste conjointe, résultats des affectations de mai-juin 2020.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à sa signature et s'applique à l'année scolaire 2020/2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS ULTERIEURES DE LA CONVENTION

Toute modification ultérieure de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu dans les mêmes conditions que celle-ci.

Fait à Paris, le

Gilles PECOUT, recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités

Benjamin BEAUSSANT, directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE, présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Annexes à la convention annuelle d'application du CPRDFOP

CONVENTION ANNUELLE D'APPLICATION PROJETS D'OUVERTURE ET DE FERMETURE SCOLAIRE PREBAC (en places d'entrants)

Filières PPI	Niveau	DIPLOMES	Durée cursus	Bassin économique	Dpt	Commune	Etablissement Nom	Statut Etab	AVIS DE SYNTHESE REGION	CREATION	SUPPRESSION	SOLDE
Alimentation	Niveau 5	PATISSERIE, GLACERIE, CHOCOLATERIE, CONFISERIE SPECIALISEES (MC NIVEAU V)	1 an	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	12		12
		PATISSIER (CAP)	2 ans	Paris (T1)	78	PARIS 07EME	ALBERT-DE-MUN	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total Alimentation										24		24
Audiovisuel	Niveau 4	FCIL niveau 4 VIDEO	1 an	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	BRASSAI	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total Audiovisuel										12		12
Automobile & engins	Niveau 4	MAINTENANCE DES VEHICULES OPTION C MOTOCYCLES (BAC PRO)	1 an	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	NANTERRE	CLAUDE-CHAPPE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
		REPARATION DES CARROSSERIES (BAC PRO)	2 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-3	-3
	Niveau 5	PEINTURE EN CARROSSERIE (CAP)	1 an	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-5	-5
		REPARATION DES CARROSSERIES (CAP)	2 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-5	-5
Total Automobile & engins											-19	-19
BTP	Niveau 5	COUVREUR (CAP)	2 ans	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	MONTROUGE	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		MAINTENANCE DE BATIMENTS DE COLLECTIVITES (CAP)	2 ans	Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	MONTROUGE	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
		SERRURIER METALLIER (CAP)	1 an	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
Total BTP										12	-24	-12

Coiffure-esthétique	Niveau 4	ESTHETIQUE COSMETIQUE PARFUMERIE (BAC PRO)	3 ans	Centre 77	77	MELUN	INSTITUTION-SAINT-ASPAIS	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
		METIERS DE LA COIFFURE (BAC PRO)	3 ans	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	ANDRE-SABATIER	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements (groupe de travail)	24		24
				Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	ORLY	ARMAND-GUILLAUMIN	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements (groupe de travail)	24		24
				Paris (T1)	75	PARIS 12EME	ELISA-LEMONNIER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
				Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY-COURCOURONNES	CHARLES-BAUDELAIRE	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements (groupe de travail)	30		30
				Seine-Aval	78	MAGNANVILLE	LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements (groupe de travail)	30		30
				Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	SCEAUX	FLORIAN	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements (groupe de travail)	30		30
	Niveau 5	COIFFURE (CAP)	2 ans	Est Ensemble (EPT 8)	93	BOBIGNY	ANDRE-SABATIER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	ORLY	ARMAND-GUILLAUMIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
				Porte Sud du Grand Paris	91	EVRY-COURCOURONNES	CHARLES-BAUDELAIRE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Seine-Aval	78	MAGNANVILLE	LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	SCEAUX	FLORIAN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
		METIERS DE LA COIFFURE (CAP)	2 ans	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	ELISA-LEMONNIER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30

Total Coiffure-esthétique										192	-150	42
Commerce	Niveau 4	METIERS DE L'ACCUEIL (BAC PRO)	2 ans	Sud Ouest Francilien	78	LA QUEUE-LES-YVELINES	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
			3 ans	Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	MAISONS-ALFORT	PAUL-BERT	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Plaine Commune (EPT 6)	93	LA COURNEUVE	ARTHUR-RIMBAUD	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
		METIERS DE LA RELATION CLIENT (2nde commune) OPTION à préciser (BAC PRO)	3 ans	Paris (T1)	75	PARIS 15EME	BEAUGRENELLE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		METIERS DE LA RELATION CLIENT (2nde commune) METIERS DE L'ACCUEIL (BAC PRO)	3 ans	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
				Porte Sud du Grand Paris	91	RIS-ORANGIS	PIERRE-MENDES-FRANCE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
		METIERS DE LA RELATION CLIENT (2nde commune) OPTION A ANIMATION ET GESTION DE L'ESPACE COMMERCIAL (BAC PRO)	3 ans	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANCOIS-ARAGO	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
				Paris (T1)	75	PARIS 06EME	CARCADO-SAISSEVAL	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	35		35
						PARIS 18EME	SUZANNE-VALADON	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements (municipal)	18		18
				Seine-Aval	78	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	NOTRE-DAME	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
		METIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE OPTION A ANIMATION ET GESTION DE L'ESPACE COMMERCIAL (BAC PRO)	1 an	Porte Sud du Grand Paris	91	DRAVEIL	NADAR	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-18	-18
			3 ans	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	THEOPHILE-GAUTIER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements (municipal)		-12	-12

						PARIS 13EME	JEAN-LURCAT	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
				Paris Est Marne et Bois (EPT 10)	94	MAISONS-ALFORT	PAUL-BERT	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	24		24
				Plaine Commune (EPT 6)	93	LA COURNEUVE	ARTHUR-RIMBAUD	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements	24		24
				Porte Sud du Grand Paris	77	CESSON	SONIA-DELAUNAY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Seine-Aval	78	MEULAN	ROULLEAU	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
				Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	FLORA-TRISTAN	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	24		24
						NEMOURS	ETIENNE-BEZOUT	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
		METIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE OPTION A ANIMATION ET GESTION DE L'ESPACE COMMERCIAL (BAC PRO) OU B ?	3 ans	Plaine Commune (EPT 6)	93	AUBERVILLIERS	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		METIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE OPTION B PROSPECTION CLIENTELE ET VALORISATION DE L'OFFRE COMMERCIALE (BAC PRO)	2 ans	Sud Ouest Francilien	78	LA QUEUE-LES-YVELINES	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
			3 ans	Paris (T1)	75	PARIS 12EME	THEOPHILE-GAUTIER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements (municipal)	12		12
						PARIS 13EME	JEAN-LURCAT	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
				Porte Sud du Grand Paris	77	CESSON	SONIA-DELAUNAY	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	24		24
	Niveau 5	EMPLOYE DE COMMERCE MULTI-SPECIALITES (CAP)	2 ans	Plaine Commune (EPT 6)	93	EPINAY-SUR-SEINE	LOUISE-MICHEL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
		EMPLOYE DE COMMERCE MULTI-SPECIALITES (CAP) ou CAP fusionnés/rénovés à préciser	2 ans	Est Ensemble (EPT 8)	93	MONTREUIL	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE (DE L')	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
Total Commerce										371	-207	164

Electricité, électronique	Niveau 4	METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE SES ENVIRONNEMENTS CONNECTES (BAC PRO)	3 ans	Nord Est 77	77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
Total Electricité, électronique											-24	-24
Hôtellerie restauration tourisme	Niveau 4	ACCUEIL-RECEPTION (MC NIVEAU IV)	1 an	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	COURBEVOIE	PAUL-PAINLEVE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	6		6
	Niveau 5	CUISINE (CAP)	2 ans	Marne la Vallée	77	SERRIS	EMILIE-DU-CHATELET	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	12		12
Total Hôtellerie restauration tourisme										18		18
Maintenance et construction aéronautique	Niveau 4	AERONAUTIQUE 2nde commune (BAC PRO) OPTION AVIONIQUE	3 ans	Nord Est 77	77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	12		12
		AERONAUTIQUE OPTION AVIONIQUE (BAC PRO)	2 ans	Nord Est 77	77	MEAUX	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFESSIONNEL)	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	12		12
Total Maintenance et construction aéronautique										24		24
Matériaux souples	Niveau 4	METIERS DE LA MODE - V?TEMENT (BAC PRO)	3 ans	Paris (T1)	75	PARIS 07EME	ALBERT-DE-MUN	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
				Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	GARCHES	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
	Niveau 5	ESSAYAGE-RETOUCHE-VENTE (MC NIVEAU V)	1 an	Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	NANTERRE	LOUISE-MICHEL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
Total Matériaux souples											-30	-30

Métiers d'art	Niveau 4	FERRONNIER D'ART (BMA)	1 an	Plaine Commune (EPT 6)	93	LA COURNEUVE	DENIS-PAPIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
Total Métiers d'art											-6	-6
Plasturgie	Niveau 4	PLASTIQUES ET COMPOSITES (BAC PRO)	3 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	GENNEVILLIERS	GALILEE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
	Niveau 5	COMPOSITES, PLASTIQUES CHAUDRONNES (CAP)	2 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	GENNEVILLIERS	GALILEE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-6	-6
Total Plasturgie											-30	-30
Sanitaire et social	Niveau 4	ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE 2NDE COMMUNE option B en structure (BAC PRO)	3 ans	Sud 77	77	AVON	URUGUAY-FRANCE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
		ACCOMPAGNEMENT SOINS ET SERVICES A LA PERSONNE OPTION B - EN STRUCTURE (BAC PRO)	2 ans	Versailles Saclay	91	LONGJUMEAU	JEAN-PERRIN	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	15		15
			3 ans	Sud 91	91	ETAMPES	NELSON-MANDELA	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
		ANIMATION - ENFANCE ET PERSONNES AGEES (BAC PRO)	3 ans	Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	ROSNY-SOUS-BOIS	JEAN-MOULIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
				Sud 77	77	AVON	URUGUAY-FRANCE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
		SERVICES AUX PERSONNES ET AUX TERRITOIRES (BAC PRO AG)	3 ans	Sud Ouest Francilien	78	RAMBOUILLET	MFR LA GRANGE COLOMBE	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipement dans le cadre d'une formation contractualisée avec l'Etat	25		25
		SERVICES DE PROXIMITE ET VIE LOCALE (BAC PRO)	3 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	95	ARGENTEUIL	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Grand Paris Seine Ouest (EPT 3)	92	BOULOGNE-BILLANCOURT	ETIENNE-JULES-MAREY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Paris (T1)	75	PARIS 06EME	CARCADO-SAISSEVAL	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements		-7	-7

				Sud 91	91	ETAMPES	NELSON-MANDELA	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Versailles Saclay	78	TRAPPES	HENRI-MATISSE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-12	-12
	Niveau 5	ACCOMPAGNANT EDUCATIF PETITE ENFANCE (CAP)	1 an	Sud 91	91	ETAMPES	NELSON-MANDELA	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
			2 ans	Grand Roissy - Le Bourget	77	LONGPERRIER	CHARLES-DE-GAULLE	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements	12		12
		AIDE A DOMICILE (MC NIVEAU V)	1 an	Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	94	GENTILLY	VAL-DE-BIEVRE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		SERVICES AUX PERSONNES ET VENTE EN ESPACE RURAL (CAPA)	2 ans	Brie-Créçois	77	CHAILLY-EN-BRIE	BRETONNIERE (LA)	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements	16		16
Total Sanitaire et social										164	-139	25
Sécurité	Niveau 4	METIERS DE LA SECURITE (BAC PRO)	3 ans	Est 95	95	ERMONT	GUSTAVE-EIFFEL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
				Grand Roissy - Le Bourget	93	DRANCY	EUGENE-DELACROIX	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements	24		24
Total Sécurité										48		48
Sport	Niveau 4	ANIMATION-GESTION DE PROJETS DANS LE SECTEUR SPORTIF (MC NIVEAU IV)	1 an	Sud 77	77	AVON	URUGUAY-FRANCE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		JEUNESSE EDUC. POPULAIRE ET SPORT (BP)	2 ans	Plaine Commune (EPT 6)	93	SAINT-DENIS	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
Total Sport										36		36
Tertiaire administratif	Niveau 4	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	3 ans	Est 95	95	MONTMORENCY	TURGOT	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	ROSNY-SOUS-BOIS	JEAN-MOULIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Grand Paris Sud Est Avenir (EPT 11)	94	CRETEIL	SAINT-EXUPERY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24

				Grand Roissy - Le Bourget	93	DRANCY	EUGENE-DELACROIX	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Grand-Orly Seine Bièvre (EPT 12)	91	MORANGIS	MARGUERITE-YOURCENAR	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
					94	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	FRANCOIS-ARAGO	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Paris (T1)	75	PARIS 15EME	BEAUGRENELLE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
						PARIS 17EME	MARIA-DERAISMES	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements (municipal)		-24	-24
						PARIS 18EME	SUZANNE-VALADON	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements (municipal)		-18	-18
				Paris Ouest La Défense (EPT 4)	92	PUTEAUX	VOILIN	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
				Plaine Commune (EPT 6)	93	AUBERVILLIERS	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
						EPINAY-SUR-SEINE	LOUISE-MICHEL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Porte Sud du Grand Paris	91	RIS-ORANGIS	PIERRE-MENDES-FRANCE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Seine-Aval	95	BEZONS	BEZONS (DE)	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
				Vallée Sud Grand Paris (EPT 2)	92	MONTROUGE	JEAN-MONNET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
				Versailles Saclay	78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	CORNEILLE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
Total Tertiaire administratif											-372	-372

Transport logistique	Niveau 4	LOGISTIQUE (BAC PRO)	1 an	Nord Est 77	77	MEAUX	JEAN-ROSE	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	15		15
		TRANSPORT (BAC PRO)	3 ans	Grand Paris Sud Est Avenir (EPT 11)	94	CRETEIL	SAINT-EXUPERY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
Total Transport logistique										39		39
Total général										**940**	**-1001**	**-61**

CONVENTION ANNUELLE D'APPLICATION PROJETS D'OUVERTURE ET DE FERMETURE SCOLAIRE POSTBAC (en places d'entrants)

Filières PPI	Niveau	DIPLOMES	Durée cursus CFPI	Bassin économique	Dpt	Commune	Etablissement Nom	Statut Etab	AVIS DE SYNTHESE REGION	CREATION	SUPPRESSION	SOLDE
Automobile & engins	Niveau 3	CONCEPTION ET REALISATION DE CARROSSERIE (BTS)	1 an	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-5	-5
Total Automobile & engins											-5	-5
Commerce	Niveau 3	MANAGEMENT COMMERCIAL OPERATIONNEL (BTS)	2 ans	Est 77	77	NANGIS	HENRI-BECQUEREL	PUBLIC	Favorable sans travaux avec équipements	24		24
				Est 95	95	DOMONT	GEORGE-SAND	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
		TECHNICO-COMMERCIAL (BTS)	2 ans	Grand Paris Grand Est (EPT 9)	93	NOISY-LE-GRAND	FRANCOISE-CABRINI	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
		TECHNICO-COMMERCIAL (BTSA)	2 ans	Seine-Aval	78	MAULE	BUAT (LE)	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	24		24
Total Commerce										78	-15	63
Communication	Niveau 3	FCIL niveau 3 COMMUNICATION ?	1 an	Paris (T1)	75	PARIS 07EME	ALBERT-DE-MUN	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements		-24	-24
Total Communication											-24	-24

Electricité, électronique	Niveau 3	ELECTROTECHNIQUE (BTS)	2 ans	Paris (T1)	75	PARIS 14EME	RASPAIL	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
						PARIS 15EME	LOUIS-ARMAND	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
Total Electricité, électronique										30	-30	0
Informatique	Niveau 3	SERVICES INFORMATIQUES AUX ORGANISATIONS options A (SISR) et B (SLAM) (BTS)	2 ans	Est Ensemble (EPT 8)	93	MONTREUIL	ORT (PROFESSIONNEL)	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
							ORT DANIEL MAYER	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
Total Informatique										30	-30	0
Métiers d'art	Niveau 2	DNMAD Innovation sociale	3 ans	Est Ensemble (EPT 8)	93	BONDY	ASSOMPTION	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	30		30
Total Métiers d'art										30		30
Plasturgie	Niveau 3	EUROPLASTICS ET COMPOSITES, OPTION POP : PILOTAGE ET OPTIMISATION DE LA PRODUCTION (BTS)	2 ans	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	GENNEVILLIERS	GALILEE	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-15	-15
Total Plasturgie											-15	-15
Productique	Niveau 3	FCIL niveau 3 SUPERVISEUR D'ACTIVITES DE MAINTENANCE NUCLEAIRE	1 an	Sud 77	77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRE-MALRAUX	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements	12		12
		MAINTENANCE DES SYSTEMES OPTION A SYSTEMES DE PRODUCTION(BTS)	2 ans	Versailles Saclay	78	TRAPPES	LOUIS-BLERIOT	PUBLIC	Favorable avec travaux et équipements	30		30
						VERSAILLES	JULES-FERRY	PUBLIC	Favorable sans travaux ni équipements		-30	-30
Total Productique										42	-30	12
Sanitaire et social	Niveau 3	SERVICES ET PRESTATIONS DES SECTEURS SANITAIRE ET SOCIAL (BTS)	1 an	Nord Est 77	77	MEAUX	JEAN-ROSE	PRIVE	Favorable sans travaux ni équipements	24		24

Total Sanitaire et social										24		24
Tertiaire administratif	Niveau 3	SUPPORT A L'ACTION MANAGERIALE (BTS)	1 an	Boucle Nord de Seine (EPT 5)	92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	MICHEL-ANGE	PUBLIC	Favorable sans travaux supplémentaires avec équipements	15		15
Total Tertiaire administratif										15		15
Total général										**249**	**-149**	**100**

[redacted]

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-021

DU 31 JANVIER 2020

ENQUÊTE D'INSERTION DES LYCÉENS IVA

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 par laquelle le Conseil Régional a adopté le Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 45-13 du 20 juin 2013 par laquelle le Conseil Régional a adopté le Contrat de plan francilien de développement de la formation professionnelle (CPFDFP) ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 par laquelle le Conseil Régional a décidé de proroger le Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007 2013 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 79-16 du 19/20 mai 2016 relative à une carte unique des formations professionnelles initiales tournée vers les emplois de demain ;

VU Le marché n° 1800716 du 01 février 2019 pour la réalisation d'enquêtes par téléphone auprès des non répondants des enquêtes annuelles d'insertion des lycéens en Ile-de-France ;

VU La convention du 13 mars 2019 pour la mise en œuvre régionale en Île-de-France des enquêtes sur l'insertion des lycéens dans la vie active (IVA) du ministère de l'éducation nationale et sur le suivi des élèves sortant des établissements d'enseignement technique agricole, convention approuvée par la délibération CP n° 18-432 du 21 novembre 2018 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

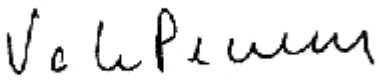
VU le rapport n°CP 2020-021 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement de 150 000 € disponible sur le chapitre 932 « enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-005 (128005) « Schéma des formations », action « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » (12800501) du budget 2020 pour la réalisation d'une interrogation par téléphone des non-répondants à l'enquête d'Insertion dans la Vie Active (IVA) et à l'enquête de suivi des élèves sortant des établissements techniques agricoles de février 2020 en Ile-de-France.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166185-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-025

DU 31 JANVIER 2020

TRAVAUX DANS LES EPLE - 1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2020 - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération du CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 « relative à la mise en place du bouclier de sécurité » ;

VU la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 6ème rapport de l'année 2018 » comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-025 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **2.750.000,00 €** dont 250.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action (12200101) « Etudes générales lycées publics » du budget 2020.

Article 2 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **3.000.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovations des lycées publics », action (12200402) « Bâtiments démontables» du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **29.819.000,00 €** dont 1.100.000 .00 € au titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2020.

Article 4 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **1.000.000,00 €** à titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200602) « Fonds d'urgence » du budget 2020.

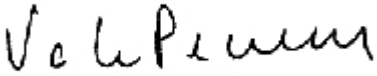
Article 5 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **1.452.734,66 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2020.

Article 6 :

Subordonne le versement des dotations de l'annexe 5 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc165095-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes 1 à 4 : Listes des affectations

Annexe n° : 1

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP222-001 Études générales lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTATION PROV ETUDES 2020 EPLE DM	12200101	2031	150 000,00
		REGION	99	2019-AFFECTATION PROV ÉTUDES EPLE 2020 DO	12200101	2031	100 000,00
		REGION	99	2019-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES ETUDES 2020	12200101	2031	2 500 000,00

Total Annexe n° : 1 **2 750 000,00**

Dont

Etudes générales lycées publics (12200101) **2 750 000,00**

Annexe n° : 2

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP222-004 Rénovation des lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTATION BÂTIMENTS DÉMONTABLES 2020	12200402	21351	3 000 000,00

Total Annexe n° : 2 **3 000 000,00**

Dont

Bâtiments démontables (12200402) **3 000 000,00**

Annexe n° : 3

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-005 Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTATION PROV TRAVAUX EPLE 2020 DM	12200501	2313	1 000 000,00
		REGION	99	2019-AFFECTATION PROV TRAVAUX EPLE 2020 DO	12200501	2313	100 000,00
		REGION	99	2019-AFFECTATIONS ACCORD-CADRES TRAVAUX 2020	12200501	2313	18 000 000,00
75	PARIS 03EME	ABBÉ-GRÉGOIRE (L')	0750770E	2019-BAC PRO TRANSPORT FLUVIAL	12200501	2313	30 000,00
75	PARIS 03EME	ABBÉ-GRÉGOIRE (L')	0750770E	2019-MC ASSISTANCE CONSEIL VENTE A DISTANCE	12200501	2313	25 000,00
75	PARIS 05EME	LOUIS-LE-GRAND	0750655E	2019-DPE POUR LE REMPLACEMENT DES 5 ASCENSEURS VÉTUSTES DU LYCÉE AVEC PRIORISATION.	12200501	2031	25 000,00
75	PARIS 06EME	FÉNELON	0750660K	2019-RÉFECTION SALLE 301 ET REMPLACEMENT 19 FENÊTRES	12200501	2031	75 000,00
75	PARIS 06EME	SAINT-LOUIS	0750658H	2019-REMPLACEMENT DES INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE COLLECTIVES	12200501	2313	600 000,00
75	PARIS 10EME	JULES-SIEGFRIED	0750674A	2019-REMPLACEMENT ASCENSEUR URGENT MOE CSPS CT	12200501	2031	20 000,00
75	PARIS 10EME	JULES-SIEGFRIED	0750674A	2019-REMPLACEMENT ASCENSEUR URGENT MOE CSPS CT	12200501	2313	100 000,00
75	PARIS 18EME	RABELAIS	0750688R	2019-RÉHABILITATION FAÇADES, complément de l'opération 18B001722200532856	12200501	2031	5 000,00
77	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LAFAYETTE	0770920G	2019-MOD: TRAVAUX DE REPRISE DES VESTIAIRES ET RÉAMÉNAGEMENT PARTIEL DE LA DEMI-PENSION	12200501	2313	100 000,00
77	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LAFAYETTE	0770920G	2019-PASSAGE DU FIOUL AU GAZ	12200501	2313	470 000,00
77	CHELLES	GASTON-BACHELARD	0770922J	2019-MOD: ETUDES POUR LA CRÉATION D'UN FOYER LYCÉENS PAR LA FERMETURE DU PRÉAU DU BÂTIMENT D	12200501	2031	30 000,00
77	CHELLES	GASTON-BACHELARD	0770922J	2019-MOD: ETUDES POUR LA RÉHABILITATION COMPLÈTE DU SOUS-SOL DU BÂTIMENT DEMI-PENSION	12200501	2031	50 000,00
77	CHELLES	GASTON-BACHELARD	0770922J	2019-MOD: TRAVAUX DE RÉNOVATION COMPLÈTE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES DU BÂTIMENT D	12200501	2313	200 000,00
77	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	0772127U	2019-MOD: ETUDES POUR LA RÉFECTION DE SALLES DE SCIENCES	12200501	2031	30 000,00
77	CONGIS-SUR-THEROUANNE	GUÉ-A-TRESMES (DU)	0771658J	2019-MOD: ETUDES POUR LA RECONSTRUCTION DU BÂTIMENT D SUITE INCENDIE	12200501	2031	20 000,00
77	LONGPERRIER	CHARLES-DE-GAULLE	0772228D	2019-MOD: ETUDES POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA DEMI-PENSION (MARCHE EN AVANT)	12200501	2031	30 000,00
77	MELUN	JACQUES-AMYOT	0770933W	2019-MOD: ÉTUDES POUR LA RÉNOVATION (TOITURES, SOLS,MURS ET PLAFONDS) DES VESTIAIRES DU GYMNASE	12200501	2031	40 000,00
77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ-MALRAUX	0770938B	2019-MOD: TRAVAUX DE MODIFICATION DE L'ATELIER NUCLÉAIRE	12200501	2313	230 000,00
78	LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	JEAN-MOULIN	0782602E	2019-MR - TRAVAUX D¿ADAPTATION PÉDAGOGIQUE DE 3 SALLES DE COURS ET CIRCULATION EN REZ-DE-JARDIN ET FOURNITURES ET POSES DE SERRURES ÉLECTRONIQUES	12200501	2313	410 000,00
78	MANTES-LA-JOLIE	JEAN-ROSTAND	0782540M	2019- TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE DEUX BLOCS SANITAIRES EN REZ-DE-CHAUSSÉE DES BÂTIMENTS A ET B; TRAVAUX DIVERS DANS LA SALLE DES PROFESSEURS ET DANS LES HUIT LOGEMENTS & REMPLACEMENT DE 8 PORTES D¿ACCÈS AUX LOGEMENTS	12200501	2031	48 500,00
78	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	EMILIE-DE-BRETEUIL	0781819D	2019-RÉNOVATION DES TOITURES BÂT GÉNÉRAL ET TECHNIQUE	12200501	2031	40 000,00
78	PORCHEVILLE	LAVOISIER	0781948U	2019-MISE EN CONFORMITÉ DES AMÉNAGEMENTS RÉALISÉES DANS LES ATELIERS	12200501	2031	10 000,00
78	TRAPPES	LOUIS-BLÉRIOT	0780273Y	2019-MR 2019 - 2021 : TRANSFERT DU BTS MAINTENANCE DES SYSTÈMES (MEI) DU LYCEE FERRY (78 VERSAILLES) AU LYCÉE BLERIOT(78 TRAPPES)	12200501	2313	550 000,00
78	TRAPPES	LOUIS-BLÉRIOT	0780273Y	2019-REMPLACEMENT DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION CHAUFFAGE ET CRÉATION DE CTA ET DISTRIBUTION AÉRAULIQUE	12200501	2313	180 000,00
78	VERSAILLES	MARIE-CURIE	0782567S	2019-DPE_STRUCTURE MÉTALLIQUE FACADES SUD BATIMENTS ENSEIGNEMENTS	12200501	2031	20 000,00
78	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	VIOLLET-LE-DUC	0782587N	2019-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES RÉSEAUX ENTERRÉS ET MISE EN CONFORMITÉ DES LOCAUX TECHNIQUES ET CHAUFFERIES	12200501	2313	1 104 000,00
91	QUINCY-SOUS-SENART	LES-FRÈRES-MOREAU	0911493D	2019-MOD: MOE RÉNOVATION DE LA TOITURE DU LYCÉE	12200501	2031	60 000,00
91	YERRES	LOUIS-ARMAND	0910756C	2019-MOD: TRAVAUX DE REPRISE D'UN MUR DE LA DEMI-PENSION ET RÉAMÉNAGEMENT PARTIEL	12200501	2313	80 000,00
92	BOULOGNE-BILLANCOURT	JACQUES-PRÉVERT	0920134W	2019-DÉMOLITION , RECONSTRUCTION D'UN MUR EN LIMITE DE PROPRIÉTÉ	12200501	2031	15 000,00
92	CLICHY	RENÉ-AUFFRAY	0922149L	2019-ETUDES POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA LAVERIE AVEC REMPLACEMENT DU LAVE-VAISELLE.	12200501	2031	29 000,00

Annexe n° : 3

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-005 Grosses réparations dans les lycées publics

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
92	CLICHY	RENÉ-AUFFRAY	0922149L	2019-TRAVAUX DE RÉAMÉNAGMENT DE LA LAVERIE AVEC REMPLACEMENT DU LAVE-VAISSELLE	12200501	2313	270 000,00
92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT	0922427N	2019-ETUDES POUR LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA LAVERIE AVEC REMPLACEMENT DU LAVE-VAISELLE.	12200501	2031	42 000,00
92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT	0922427N	2019-TRAVAUX DE RÉAMÉNAGMENT DE LA LAVERIE AVEC REMPLACEMENT DU LAVE-VAISSELLE URGENT	12200501	2313	408 000,00
92	COLOMBES	GUY-DE-MAUPASSANT	0920137Z	2019-TRAVAUX DE RÉFECTION DE BLOCS SANITAIRES ET DOUCHES DU BÂTIMENT C (GYMNASE)	12200501	2313	234 000,00
92	LEVALLOIS-PERRET	LÉONARD-DE-VINCI	0921230M	2019-TRAVAUX DE RÉAMÉNAGMENT DE LA LAVERIE AVEC REMPLACEMENT DU LAVE-VAISSELLE - URGENT	12200501	2313	250 000,00
92	NEUILLY-SUR-SEINE	VASSILY-KANDINSKY	0920166F	2019-CHANGEMENT D'ÉNERGIE PASSAGE FIOUL AU GAZ	12200501	2313	180 000,00
92	RUEIL-MALMAISON	GUSTAVE-EIFFEL	0922398G	2019-AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE DE SCIENCES	12200501	2031	15 000,00
92	RUEIL-MALMAISON	GUSTAVE-EIFFEL	0922398G	2019-AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE DE SCIENCES	12200501	2313	290 000,00
92	SEVRES	JEAN-PIERRE-VERNANT	0920802X	2019-MISSION DE MAÎTRISE D¿ŒUVRE DANS LE CADRE DE L¿OPÉRATION DE RESTRUCTURATION PARTIELLE DE LA DEMI-PENSION (MISE EN PLACE DU TRI SÉLECTIF EN LAVERIE ET MODIFICATIONS PARTIELLES DE LA CUISINE)	12200501	2031	95 000,00
92	VANVES	DARDENNE	0921505L	2019-RENOVATION DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE	12200501	2313	590 000,00
93	DUGNY	FRANCOIS-RABELAIS	0932126F	2019-MOD: ETUDES POUR LA REPRISE DES ÉTANCHÉITÉS DES TOITURES TERRASSES	12200501	2031	25 000,00
93	GAGNY	GUSTAVE-EIFFEL	0931272C	2019-MOD MOE - ETUDES POUR LA CRÉATION D'UNE SALLE DE MUSCULATION	12200501	2031	30 000,00
93	GAGNY	GUSTAVE-EIFFEL	0931272C	2019-MOD: TRAVAUX SUR TOITURES TERRASSE - PHASE 2	12200501	2313	600 000,00
93	NOISY-LE-GRAND	EVARISTE-GALOIS	0932047V	2019-MOD MR 2018: TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DU PÔLE SCIENCES (4 SALLES DE SCIENCES ET 2 LABOS) complément de l'opération 18B2032220060206	12200501	2313	400 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	CHARLES-DE-GAULLE	0932031C	2019-MOD 2018: TRAVAUX RÉFECTION DE L'ENSEMBLE DE LA COUR DU LYCÉE complément de l'opération 18B0192220050055	12200501	2313	250 000,00
93	VILLEMOMBLE	BLAISE-PASCAL	0932221J	2019-MOD: ÉTUDES POUR LA RÉFECTION ET MISE AUX NORMES DE 2 TOITURES TERRASES IRRÉPARABLES, BÂTIMENT ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL	12200501	2031	20 000,00
94	ALFORTVILLE	MAXIMILIEN-PERRET	0940126B	2019-MOD: MOE POUR LA RÉFECTION DES ÉTANCHÉITÉS DE L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT	12200501	2031	70 000,00
94	CACHAN	Lycée Polyvalent	0940580V	2019-MOD: TRAVAUX DE RÉFECTION DES PEINTURES DANS DES SALLES DE CLASSE ET LES LOCAUX DE LA VIE SCOLAIRE	12200501	2313	50 000,00
94	CHARENTON-LE-PONT	ROBERT-SCHUMAN	0941974K	2019-MOD 2019: TRAVAUX POUR LA FERMETURE DE PALIERS DES LOGEMENTS DE FONCTION	12200501	2313	200 000,00
95	DEUIL-LA-BARRE	CAMILLE-SAINT-SAENS	0951922Y	2019-DANS LE CADRE DE L'AUGMENTATION D'EFFECTIF POUR LA RENTRÉE 2020: FUSION DES SALLES 122 ET 124, TRAVAUX DE DÉMOLITION, ÉLECTRIQUE, ÉCLAIRAGE (LED), REVÊTEMENT DE SOL ET PEINTURE + TRAVAUX DE RÉNOVATION ET RÉAMÉNAGEMENT DE LA SALLE 118 +CRÉATION ET RESTRUCTURATION DE 2 SALLES DE SCIENCES (222 ET 223)	12200501	2313	50 000,00
95	DOMONT	GEORGE-SAND	0951788C	2019-REMPLACEMENT DES CONVECTEURS ÉLECTRIQUES PAR DES RADIATEURS A EAU CHAUDE	12200501	2313	270 000,00
95	ENGHIEN-LES-BAINS	GUSTAVE-MONOD	0952196W	2019-RÉFECTION DES FAÇADES ET COUVERTURES DU CHÂTEAU LÉON COMPLÉMENT POUR LA MOE SUITE À UNE SOUS ESTIMATION DU TAUX DE RÉMUNÉRATION DE LA MOE complément de l'opération 18B026322200532099	12200501	2031	8 500,00
95	GOUSSAINVILLE	ROMAIN-ROLLAND	0950667J	2019-LIÉ À L'AUGMENTATION DES EFFECTIFS ET L'ARRIVÉE DES BD	12200501	2313	45 000,00
95	VAUREAL	CAMILLE-CLAUDEL	0951710T	2019-TRAVAUX DE RÉNOVATION DU BATIMENT 1 SUITE À L'INCENDIE DU 7 JUIN 2019	12200501	2313	1 200 000,00
95	VILLIERS-LE-BEL	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	0951090U	2019-AMÉLIORATION DES INSTALLATIONS THERMIQUE DANS LES ATELIERS	12200501	2313	500 000,00

Total Annexe n° : 3	**29 819 000,00**

Dont

Grosses réparations dans les lycées publics (12200501)	**29 819 000,00**
en Constructions (2313)	28 966 000,00
en Frais d'études (2031)	853 000,00

Annexe n° : 4

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-FU EPLE 2020	12200602	236.1	1 000 000,00

Total Annexe n° : 4 **1 000 000,00**

Dont

Fonds d'urgence (12200602) **1 000 000,00**

Annexe 5 : fiches de synthèse de dotations

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 03EME	TURGOT	0750647W	36384	12/11/2019	2019-TRAVAUX RÉNOVATION ESCALIER D	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 03EME	ABBÉ-GRÉGOIRE (L')	0750770E	36375	12/11/2019	2019-MISE EN PLACE D'UNE DOUBLE FENÊTRE DANS LE BUREAU DE LA PROVISEURE POUR PALLIER AUX PROBLÈMES THERMIQUES ET ACOUSTIQUES	5 451,00	5 451,00	12200601	236.1
75	PARIS 04EME	SOPHIE-GERMAIN	0750653C	36386	12/11/2019	2019-TRAVAUX REMISE EN ÉTAT DE DEUX VESTIAIRES EPS	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 09EME	EDGAR-QUINET	0750671X	36405	12/11/2019	2019-RÉFECTION LABORATOIRE PRÉPARATION DE SCIENCE + LOCAL STOCKAGE	115 000,00	115 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 10EME	GUSTAVE-FERRIE	0750775K	36374	12/11/2019	2019-REMPLACEMENT DE LA CARTE DE L'ASCENSEUR - HS SUITE AUX ORAGES, INFILTRATION D'EAU DANS L'ARMOIRE TECHNIQUE	4 935,00	4 935,00	12200601	236.1
75	PARIS 10EME	GUSTAVE-FERRIE	0750775K	36376	12/11/2019	2019-REMISE EN ÉTAT DU DÉSENFUMAGE - EXUTOIRE DANS LE GYMNASE	992,00	992,00	12200601	236.1
75	PARIS 11EME	PAUL-POIRET	0750558Z	36385	12/11/2019	2019-TRAVAUX SUR LES PLANS ÉVACUATION ET DE SÉCURITÉ	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 12EME	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	0750784V	36334	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE MISES AUX NORMES SUIVANT RAPPORT DES BUREAUX DE CONTRÔLE SUR LES 2 SITES (ELECTRICITÉ, GAZ, SSI, ASCENSEUR, MONTE-CHARGE, AUTOMATISME, ¿	40 000,00	40 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	0751710B	36333	12/11/2019	2019-TRAVAUX POUR REPRISE DES ÉPAUFRURES PRÊTES À TOMBER DES FACADES	47 544,00	47 544,00	12200601	236.1
75	PARIS 13EME	JEAN-LURCAT	0753268V	36332	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DES PARTIES BASSES DES MURS DES CIRCULATIONS DES ÉTAGES	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 15EME	BEAUGRENELLE	0750793E	36340	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE MAÇONNERIE REPRISE MURS LOCAL SOUS-SOL ET FAÇADE RUE GINOUX	36 000,00	36 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 15EME	ALEXANDRE-DUMAS	0753256G	36343	12/11/2019	2019-LEVÉE DES OBSERVATIONS DES ORGANISMES DE CONTRÔLE (SSI, ÉLECTRICITÉ, ASCENSEURS, ETC¿)	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 17EME	ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE	0750707L	36404	12/11/2019	2019-DIVERS TRAVAUX DE PEINTURE BAT A (HALL, WC¿)	6 660,00	6 660,00	12200601	236.1
75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	0750708M	36381	12/11/2019	2019-TRAVAUX RÉNOVATION PARQUET SALLE NORMANDIE SUITE INFILTRATION	15 000,00	15 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 17EME	JEAN-DROUANT	0750708M	36382	12/11/2019	2019-TRAVAUX RÉNOVATION ESCALIER D ET B	52 000,00	52 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	ALEMBERT (D')	0750650Z	36403	12/11/2019	2019-SUITE À DÉGATS DES EAUX TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DU SOUS-SOL DU BAT. C PEINTURE, SOL, MURS	13 500,00	13 500,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	BÂTIMENT (DU)	0750697A	36383	12/11/2019	2019-TRAVAUX D'ADAPTATION PLONGE EN DEMI PENSION	8 000,00	8 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 19EME	GEORGES-BRASSENS	0754684J	36349	12/11/2019	2019-MISE EN PEINTURE DU COULOIR 3ÈME ÉTAGE ET DES PALIERS	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
75	PARIS 20EME	EDITH-PIAF	0750828T	36416	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE PEINTURE ET FAUX PLAFOND SALLE DES COMMENCAUX	28 179,49	28 179,49	12200601	236.1
77	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LAFAYETTE	0770920G	36290	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT ET INSTALLATION DE 33 D'EXTINCTEURS SITE DE CHAMPAGNE-SUR-SEINE (ADMINISTRATION, BÂTIMENT B, BÂTIMENT A, BÂTIMENT C, BÂTIMENT D, BÂTIMENT F ET LOGEMENT) REMPLACEMENT ET INSTALLATION DE 15 EXTINCTEURS SITE DE FONTAINEROUX (BÂTIMENT A, BÂTIMENT G, BÂTIMENT B, BÂTIMENT C ET BÂTIMENT E)	12 578,00	12 578,00	12200601	236.1
77	CHAMPS-SUR-MARNE	RENE-DESCARTES	0772223Y	36292	07/11/2019	2019-FOURNITURE ET POSE D'ÉLEMENTS ACOUSTIQUES SUR MURS ET PLAFOND DANS LE HALL	17 040,00	17 040,00	12200601	236.1
77	COMBS-LA-VILLE	GALILÉE	0772127U	36314	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT ÉVIER, MISE EN PLACE DE CLOISONS SÉPARTIVES ET DÉPLACEMENT DE LAVE VAISSELLES DANS GRANDE ET PETITE PLONGE	6 541,00	6 541,00	12200601	236.1
77	MONTEREAU-FAULT-YONNE	ANDRÉ-MALRAUX	0770938B	36316	07/11/2019	2019-MISE AUX NORMES EN VUE DE L'INSTALLATION DE PC LIVRÉS PAR LA RÉGION IDF DANS LES SALLES SVT : 30 PRISES RÉSEAUX ET 20 PRISES PC, SALLES B326 ET B329, BÂTIMENT B (TRAVAUX À RÉALISER PAR LES AGENTS DE MAINTENANCE EN INTERNE)	6 059,23	6 059,23	12200601	236.1
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	CORNEILLE	0782822U	36356	12/11/2019	2019-CRÉATION DE TRAPPES DE VISITES SUR RÉSEAU EXTRACTION CUISINE	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
78	LA CELLE-SAINT-CLOUD	CORNEILLE	0782822U	36359	12/11/2019	2019-RÉFECTION TCE , SOL ,MUR, PLAFOND LOGEMENT 9680 SUITE À MUTATION CHEFFE CUISINE	10 000,00	10 000,00	12200601	236.1
78	LE VESINET	ALAIN	0782568T	36406	12/11/2019	2019-MISE EN CONFORMITÉ PORTAILS ET PORTILLON BARRES PALPEUSES	6 200,00	6 200,00	12200601	236.1
78	MARLY-LE-ROI	LOUIS-DE-BROGLIE	0781861Z	36407	12/11/2019	2019-CONFORMITÉ DES 3 ASCENSEURS	16 534,20	16 534,20	12200601	236.1
78	MAUREPAS	SEPT-MARES (LES)	0780515L	36438	12/08/2019	2019-FOURNITURE ET REMPLACEMENT DE 18 EXTINCTEURS	1 500,00	1 500,00	12200601	236.1
78	TRAPPES	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	0781297L	36341	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE REPARATION DU MONTE CHARGE DE LA DEMI PENSION BATIMENT C	4 500,00	4 500,00	12200601	236.1
91	ATHIS-MONS	MARCEL-PAGNOL	0910623H	36323	07/11/2019	2019-MISE EN PLACE DE 100 M2 DE FILMS ANTI UV SUR LES VERRIÈRES DU CDI (BÂTIMENT C)	14 520,00	14 520,00	12200601	236.1
91	BRETIGNY-SUR-ORGE	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	0910975R	36287	07/11/2019	2019-MODERNISATION ÉLECTRIQUE ASCENSEUR BÂTIMENT B (ÉLÉMENTS ÉLECTRIQUES ET MACHINERIE)	18 000,00	18 000,00	12200601	236.1
91	DRAVEIL	NADAR	0910755B	36286	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT DE 96 EXTINCTEURS DE PLUS DE 10 ANS EN 2020 SUR L'ENSEMBLE DU LYCÉE	8 400,00	8 400,00	12200601	236.1
91	DRAVEIL	NADAR	0910755B	36313	07/11/2019	2019-POSE DE BARRE ANTI-PANIQUE SUR PORTE D'ISSUE DE SECOURS SALLE 005 ET SALLE DES ACTES/ CDI ET REMISE EN ÉTAT ISSUE DE SECOURS SALLE A006	4 200,00	4 200,00	12200601	236.1
91	ETIOLLES	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	0910629P	36284	07/11/2019	2019-RENOUVELLEMENT DE 75 EXTINCTEURS SUR L'ENSEMBLE DU LYCÉE	4 900,00	4 900,00	12200601	236.1
91	ETIOLLES	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	0910629P	36285	07/11/2019	2019-RÉNOVATION DES MURS EN CARRELAGE DU COULOIR CUISINE PÉDAGOGIQUE	2 900,00	2 900,00	12200601	236.1
91	EVRY-COURCOURONNES	PARC-DES-LOGES	0911251R	36283	07/11/2019	2019-DIAGNOSTIC VITRAGE DU CDI	5 900,00	5 900,00	12200601	236.1
91	MASSY	GUSTAVE-EIFFEL	0910632T	36282	07/11/2019	2019-INSTALLATION D¿UN EXTRACTEUR D¿AIR CHAUD COUPLÉ AU FONCTIONNEMENT DU COMPRESSEUR ATELIERS	5 234,00	5 234,00	12200601	236.1
92	BOULOGNE-BILLANCOURT	ETIENNE-JULES-MAREY	0922443F	36368	12/11/2019	2019-RÉFECTION DU LOGEMENT (N° 7426) DU CHEF D'ÉTABLISSEMENT SUITE À MOUVEMENT DE PERSONNEL	18 000,00	18 000,00	12200601	236.1
92	COLOMBES	CLAUDE-GARAMONT	0922427N	36387	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE RÉFECTION EN PEINTURE DU LOGEMENT N°5982 OCCUPÉ PAR L'AGENT D'ACCUEIL ET DES SALLES DE BAINS DES LOGEMENTS PROVISEUR N° 5980 ET AGENT-COMPTABLE 9153 ET ATP 9154.	20 031,00	20 031,00	12200601	236.1
92	COURBEVOIE	PAUL-LAPIE	0920138A	36394	12/11/2019	2019-REMISE EN ÉTAT DE L'ASCENSEUR DE LA CUISINE	10 093,47	10 093,47	12200601	236.1
92	GARCHES	JACQUES-BREL (EREA)	0922287L	36361	12/11/2019	2019-ACQUISITION D'UN BANC DE CHARGE POUR ASSURER LES ESSAIS MENSUEL DU GROUPE ÉLECTROGÈNE	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
92	LA GARENNE-COLOMBES	TOURNELLE (LA)	0920158X	36398	12/11/2019	2019-MISE EN CONFORMITÉ DE L'ASCENSEUR	7 900,00	7 900,00	12200601	236.1
92	LEVALLOIS-PERRET	LÉONARD-DE-VINCI	0921230M	36393	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ DE L'ASCENSEUR DES LOGEMENTS ET DU MONTE-CHARGES DE L'ATELIER.	13 916,00	13 916,00	12200601	236.1
92	RUEIL-MALMAISON	RICHELIEU	0920799U	36358	12/11/2019	2019-CRÉATION D'UN CHASSIS DE VENTILATION CONFORT CÔTÉ PLONGE	22 000,00	22 000,00	12200601	236.1
92	SAINT-CLOUD	ALEXANDRE-DUMAS	0920801W	36357	12/11/2019	2019-REMPLACEMENT DES STORES DÉFECTUEUX SUR LOGEMENT N° 2603; 2604 ET 2605	14 000,00	14 000,00	12200601	236.1
92	VAUCRESSON	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	0921935D	36360	12/11/2019	2019-DIAGNOSTIC PHYTOSANITAIRE	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
92	VAUCRESSON	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	0921935D	36362	12/11/2019	2019-MISE EN PLACE D'UN RIDEAU D'AIR CHAUD DANS LE HALL DU BÂTIMENT PRINCIPAL	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
92	VILLENEUVE-LA-GARENNE	CHARLES-PETIET	0922277A	36392	12/11/2019	2019-REMPLACEMENT DU SURPRESSEUR DES ATELIERS	26 400,00	26 400,00	12200601	236.1
93	AUBERVILLIERS	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	0931024H	36278	07/11/2019	2019-REMISE EN ÉTAT REVÊTEMENT ÉTANCHÉITÉ ADHÉRENT LOCAUX (ESSENCE, LABO PEINTURE, DÉCHETS)	10 200,00	10 200,00	12200601	236.1
93	BONDY	LEO-LAGRANGE	0932282A	36276	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT DE 28 EXTINCTEURS DE PLUS DE 10 ANS DE L'ENSEMBLE DU LYCÉE	6 470,00	6 470,00	12200601	236.1
93	DUGNY	FRANCOIS-RABELAIS	0932126F	36275	07/11/2019	2019-RÉNOVATION DU SOL DÉGRADÉ DANS LE FOYER, CIRCULATION D'ACCÈS AU FOYER , BUREAU ASSISTANTE VIE SCOLAIRE. PROTECTION MURALE DES CIRCULATIONS À PROXIMITÉ.	20 000,00	20 000,00	12200601	236.1
93	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	0930136T	36269	07/11/2019	2019-TRAVAUX SUR LA SIRÈNE DE L'ALARME INCENDIE	901,80	901,80	12200601	236.1
93	MONTREUIL	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	0930130L	36267	07/11/2019	2019-TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU LOGEMENT DE FONCTION DE L'AGENT COMPTABLE INSALUBRE (110M2, REVÊTEMENT MURS, SOL ET PLAFOND)	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
93	MONTREUIL	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	0930130L	36303	07/11/2019	2019-TRAVAUX DE DÉMANTÈLEMENT DES POMPES À CARBURANT DANGEREUSES EXTÉRIEURES DES ATELIERS AUTOMOBILES	10 300,00	10 300,00	12200601	236.1
93	MONTREUIL	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	0930130L	36322	07/11/2019	2019-ADAPTATION DES LOCAUX : DÉMANTÈLEMENT DE LA LIGNE DE MÉTALLISATION DES ATELIERS MÉCANIQUE AUTO	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
93	MONTREUIL	EUGÉNIE-COTTON	0932116V	36265	07/11/2019	2019-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES PLANS INCENDIE OBSOLÈTE DU SITE POUR CCS	8 038,00	8 038,00	12200601	236.1
93	MONTREUIL	EUGÉNIE-COTTON	0932116V	36266	07/11/2019	2019-TRAVAUX DE MISE EN PLACE DU TRI PARTICIPATIF AU SELF (AGRANDISSEMENT D'UNE CLOISON ET REPRISE DE CARRELAGES)	1 020,00	1 020,00	12200601	236.1
93	NOISY-LE-GRAND	EVARISTE-GALOIS	0932047V	36312	07/11/2019	2019-TRAVAUX DE MESURES CORRECTIVES D'HYGIÈNE EN PRODUCTION CUISINE (PEINTURE CIRCULATION ÉCAILLÉE, FAÏENCE MURALE, REPRISE DE CARRELAGES ET SOL DÉGRADÉS, BATIS MÉTALLIQUES CORRODÉS ET PROTECTIONS INOX SUR PORTES INTERIEURES ÉCAILLÉES)	30 000,00	30 000,00	12200601	236.1
93	PANTIN	LUCIE-AUBRAC	0932117W	36263	07/11/2019	2019-CRÉATION D'UNE SALLE DE SCIENCES A2-11 (SOLS, MURS, PLAFOND ET PAILLASSES) BÂTIMENT A	80 000,00	80 000,00	12200601	236.1
93	ROSNY-SOUS-BOIS	JEAN-MOULIN	0931739K	36262	07/11/2019	2019-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 69 EXTINCTEURS SUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT	15 037,00	15 037,00	12200601	236.1
93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	0932129J	36261	07/11/2019	2019-TRAVAUX DE PEINTURE, SOL, MUR, PLAFOND, ÉCLAIRAGE, DANS LES BUREAUX DU PROVISEUR, DU PROVISEUR ADJOINT, SECRÉTARIAT DE DIRECTION, GESTIONNAIRE.	14 000,00	14 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-DENIS	ENNA (L')	0932129J	36301	07/11/2019	2019-POSE D'UNE CLOISON AMOVIBLE SALLE VIE SCOLAIRE	17 000,00	17 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	AUGUSTE-BLANQUI	0930126G	36259	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT DE 151 BAES SUR L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT EN VUE DE LA COMMISSION DE SECURITÉ 2020	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
93	SAINT-OUEN-SUR-SEINE	AUGUSTE-BLANQUI	0930126G	36260	07/11/2019	2019-ACHAT DE CAPOT DE PROTECTION POUR DM AVEC ALARME	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	EDOUARD-BRANLY	0941018W	36299	07/11/2019	2019-POSE DE CARRELAGE DANS LOCAL RÉSERVES ALIMENTAIRES SUITE RAPPORT VÉTERINAIRE	5 235,00	5 235,00	12200601	236.1
94	CRETEIL	GUTENBERG	0941930M	36250	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT DE 70 BAES PAR LES PERSONNELS TECHNIQUE DU LYCÉE AU BÂTIMENT A	7 876,87	7 876,87	12200601	236.1
94	LE PERREUX-SUR-MARNE	PAUL-DOUMER	0940119U	36297	07/11/2019	2019-REPRISE DES PEINTURES DES CAGES D'ESCALIER	20 508,00	20 508,00	12200601	236.1
94	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	CONDORCET	0940122X	36246	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT DE 7 STORES DU RÉFECTOIRE	7 625,00	7 625,00	12200601	236.1
94	SUCY-EN-BRIE	PARC-MONTALEAU	0942130E	36241	07/11/2019	2019-RÉFECTION DU SOL DEVANT L'ASCENSEUR DE LA DEMI-PENSION	1 452,00	1 452,00	12200601	236.1
94	SUCY-EN-BRIE	PARC-MONTALEAU	0942130E	36242	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT DU BARDAGE SUR LE PARKING SUITE À UN ACCROCHAGE D'UN VÉHICULE DE LA MAIRIE, VU AVEC CELLULE ASSURANCE RIF	7 643,00	7 643,00	12200601	236.1
94	SUCY-EN-BRIE	PARC-MONTALEAU	0942130E	36243	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT DU VOLET ROULANT DE LA SALLE DU PROVISEUR ET DE LA SALLE DE RÉUNION	3 022,00	3 022,00	12200601	236.1
94	SUCY-EN-BRIE	PARC-MONTALEAU	0942130E	36244	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT DES CELLULES DE LA PORTE DE L'ASCENSEUR BÂTIMENT A EN CUISINE	1 594,00	1 594,00	12200601	236.1
94	VITRY-SUR-SEINE	ADOLPHE-CHERIOUX	0941294W	36237	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT DE 30 STORES DU BÂTIMENT A ET B	6 213,60	6 213,60	12200601	236.1
95	CERGY	JULES-VERNE	0951756T	36409	12/11/2019	2019-REMISE EN PEINTURE DE LA CAGE D'ESCALIER DE LA DEMI-PENSION	7 000,00	7 000,00	12200601	236.1
95	CERGY	JULES-VERNE	0951756T	36410	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE MISE EN PLACE D'UNE POMPE DE RELEVAGE DANS LE LOCAL TGBT	3 590,00	3 590,00	12200601	236.1
95	DOMONT	GEORGE-SAND	0951788C	36344	12/11/2019	2019-REMPLACEMENT DE L'AUTOCOMMUTATEUR, SUITE DCE AT CÂBLAGE.	55 000,00	55 000,00	12200601	236.1
95	ENGHIEN-LES-BAINS	GUSTAVE-MONOD	0952196W	36346	12/11/2019	2019-TRAVAUX ASSAINISSEMENT DP	21 000,00	21 000,00	12200601	236.1
95	ERAGNY	AUGUSTE-ESCOFFIER	0951618T	36390	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE RÉNOVATION DU LOGEMENT DE L'INFIRMIÈRE DE L'INTERNAT VÉTUSTE. REMPLACEMENT DES SOLS ABIMÉS ET DES PEINTURES. LOGT N°3891	10 500,00	10 500,00	12200601	236.1
95	ERAGNY	AUGUSTE-ESCOFFIER	0951618T	36413	12/11/2019	2019-REMISE EN PEINTURE DE LA CAGE D'ESCALIER DU BATIMENT B ET DE L'ATTENTE DU RÉFECTOIRE	6 000,00	6 000,00	12200601	236.1
95	ERMONT	VAN-GOGH	0950645K	36371	12/11/2019	2019-RÉNOVATION DES SANITAIRES FILLE-GARÇON BATIMENT B	50 000,00	50 000,00	12200601	236.1
95	JOUY-LE-MOUTIER	HAUTIL (DE L')	0951824S	36412	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE REMISE EN PEINTURE DES MURS DE 10 SALLES DE CLASSE AU BATIMENT PRINCIPAL.	25 000,00	25 000,00	12200601	236.1
95	MONTSOULT	JEAN-MERMOZ	0950949R	36345	12/11/2019	2019-MISE À NIVEAU DE L'INSTALLATION TÉLÉPHONIQUE DU LYCÉE SELON CCTP SUITE DCE AT CÂBLAGE.	18 400,00	18 400,00	12200601	236.1

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP222-006 Travaux de maintenance

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
95	OSNY	PAUL-EMILE-VICTOR	0951937P	36401	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE RÉNOVATION DES ESCALIERS EXTÉRIEURS DES LOGEMENTS. REMPLACER LES MARCHES EN BOIS TRÈS DÉGRADÉES PAR DES MARCHES EN ACIER GALVANISÉ, (METALLERIE).	3 000,00	3 000,00	12200601	236.1
95	OSNY	PAUL-EMILE-VICTOR	0951937P	36411	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE REMISE EN PEINTURE DES SALLES G101, G104, G109, G107, G112, G108	10 500,00	10 500,00	12200601	236.1
95	OSNY	PAUL-EMILE-VICTOR	0951937P	36414	12/11/2019	2019-TRAVAUX DE TRAITEMENT ANTI-ROUILLE DES ELÉMENTS MÉTALLIQUES EXTERIEURS DU LYCÉE : MAINS-COURANTES, STRUCTURE ESCALIERS DE SECOURS, BARREAUDAGES.	17 000,00	17 000,00	12200601	236.1
95	TAVERNY	LOUIS-JOUVET	0951763A	36365	12/11/2019	2019-RÉFECTION DES SALLES DE CLASSE DU PÔLE BTS SNIR	47 000,00	47 000,00	12200601	236.1
95	TAVERNY	LOUIS-JOUVET	0951763A	36366	12/11/2019	2019-RÉFECTION DU LOGEMENT N°3765 CHEF D'ÉTABLISSEMENT	14 000,00	14 000,00	12200601	236.1

Total Annexe n° : 1 **1 452 734,66**

Dont

Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics (12200601) **1 452 734,66**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-026

DU 31 JANVIER 2020

TRAVAUX DANS LES CITÉS MIXTES RÉGIONALES DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE - 1ER RAPPORT DE L'ANNÉE 2020 - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code de la commande publique ;

VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 relative au « Travaux dans les EPLE de la région Ile-de- France – 6ème rapport de l'année 2018 » comprenant l'article 10 stipulant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-026 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **50.000,00 €** à titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202905) « Fonds d'urgence CMR » du budget 2020.

Article 2:

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **82.813,71 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code

fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de maintenance dans les CMR- part lycées » du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **33.265,83 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de maintenance dans les CMR- part collèges » du budget 2020.

Article 4 :

Subordonne le versement des dotations en annexe 5 à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme **3.909.445,00 €** dont 200.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2020.

Article 6 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.170.555,00 €** dont 110.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2020.

Article 7 :

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **250.000,00 €** dont 50.000,00 € au titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203401) « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2020.

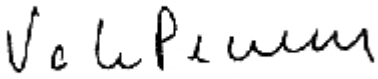
Article 8:

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **80.000,00 €** dont 50.000,00 € à titre d'affectations provisionnelles, figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203402) « Etudes générales cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2020.

Article 9:

Décide d'affecter, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **300.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participations à cités mixtes régionales » programme HP 224-035 (122035) « Rénovations des cités mixtes régionales », action (12203501) « Rénovations des cités mixtes régionales » du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166307-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexes 1 à 4 : Listes des affectations

Annexe n° : 1

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-FU CMR 2020		12202905	236.1	50 000,00

Total Annexe n° : 1 **50 000,00**

Dont

Fonds d'urgence aux cités mixtes régionales (12202905) **50 000,00**

Annexe n° : 2

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-032 Grosses réparations dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTATION PROV DGP LYCEES		12203201	2313	50 000,00
				2019-AFFECTATION PROV DPM COLLÈGES 2020		12203202	4551	80 000,00
				2019-AFFECTATION PROV DPM LYCÉES 2020		12203201	2313	150 000,00
				2019-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES COLLÈGES TRAVAUX 2020		12203202	4551	1 000 000,00
				2019-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES TRAVAUX LYCÉES 2020		12203201	2313	2 180 000,00
				2019-AFFECT PROV DGP COLLEGES 2020		12203202	4551	30 000,00
75	PARIS 14EME	FRANCOIS-VILLON	0750690T	PROG-2019-TRANSFERT DU PIL EN DÉFINITIF AU RDJ DU BÂTIMENT B AVEC TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT		12203201	2313	640 000,00
	PARIS 16EME	JEAN-BAPTISTE-SAY	0750700D	PROG-2019-TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU DESCENSEUR À PLATEAUX DANS LA DEMI PENSION	150 000,00	12203201	2313	89 445,00
						12203202	4551	60 555,00
93	AUBERVILLIERS	ALEMBERT (D')	0932122B	PROG-2019-MOD: TRAVAUX DE RÉFECTION DE 4 SALLES ATELIERS DE LA MODE (SOL, MURS, PLAFONDS ÉCLAIRAGE, ELECTRICITÉ, CANALYS MACHINES, ETC¿) EN 2 TRANCHES, TRAVAUX DE 2 SALLES EN 2019 ET 2 SALLES EN 2020 complément de l'opération 18B012622403233991		12203201	2313	300 000,00
	MONTREUIL	JEAN-JAURES	0930121B	PROG-2019- MOD: TRAVAUX DE CRÉATION D'UN CDI EN RDC Y COMPRIS RÉAMÉNAGEMENT DE LA SALLE DES PROFESSEURS ET DU PÔLE THÉATRE - PROGRAMME 2018 PARTIE LYCÉE complément de l'opération 18B2052240320001		12203201	2313	500 000,00

Total Annexe n° : 2 **5 080 000,00**

Dont

Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées (12203201) **3 909 445,00**

Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part collèges (12203202) **1 170 555,00**

Annexe n° : 3

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-034 Etudes générales cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTATION PROV DO COLLÈGES 2020		12203402	4551	50 000,00
				2019-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES ÉTUDES COLLÈGES 2020		12203402	4551	30 000,00
				2019-AFFECTATIONS ACCORDS-CADRES ÉTUDES LYCÉES 2020		12203401	2031	200 000,00
				2019-AFFECTATIONS PROV DO LYCEES 2020		12203401	2031	50 000,00

Total Annexe n° : 3 **330 000,00**

Dont

Etudes générales cités mixtes régionales - part lycées (12203401) **250 000,00**

Etudes générales cités mixtes régionales - part collège (12203402) **80 000,00**

Annexe n° : 4

Budget 2020 Chapitre 902

HP224-035 Rénovation des cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-AFFECTATION ACCORDS CADRES P2P3PFI		12203501	2313	300 000,00

Total Annexe n° : 4 **300 000,00**

Dont

Rénovation des cités mixtes régionales (12203501) **300 000,00**

Annexe 5 : fiches de synthèse de dotations

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 **Chapitre 902**

HP224-029 Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
75	PARIS 05EME	HENRI IV	0750654D	36372	12/11/2019	PROV-2019-CARENCE MAC PLOMBERIE : INTERVENTION SUR 3 IMPORTANTES INFILTRATIONS EN SOUS SOL (ATELIERS, LOCAL COMPRESSEUR, ET SOUS-STATION) PROVOQUANT DES INONDATIONS	31 816,54	24 088,30	12202901	236.1
75	PARIS 05EME	HENRI IV	0750654D	36372	12/11/2019	PROV-2019-CARENCE MAC PLOMBERIE : INTERVENTION SUR 3 IMPORTANTES INFILTRATIONS EN SOUS SOL (ATELIERS, LOCAL COMPRESSEUR, ET SOUS-STATION) PROVOQUANT DES INONDATIONS		7 728,24	12202902	4551
75	PARIS 13EME	RODIN	0750682J	36335	12/11/2019	PROV-2019-PROVISIONS 2019: TRAVAUX DE SÉCURITÉ SUITE À UNE CHUTE DE VITRE DANS LA COUR: MESURES CONSERVATOIRES POUR LA SÉCURISATION DE 300 MENUISERIES BOIS AINSI QUE LES TRAVAUX ANNEXES (REMPLACEMENT VITRAGES CASSÉS ET REVISION TOTAL DE MASTIC DÉGRADÉ OU ABSENT TOTALEMENT)	65 700,00	40 162,41	12202901	236.1
75	PARIS 13EME	RODIN	0750682J	36335	12/11/2019	PROV-2019-PROVISIONS 2019: TRAVAUX DE SÉCURITÉ SUITE À UNE CHUTE DE VITRE DANS LA COUR: MESURES CONSERVATOIRES POUR LA SÉCURISATION DE 300 MENUISERIES BOIS AINSI QUE LES TRAVAUX ANNEXES (REMPLACEMENT VITRAGES CASSÉS ET REVISION TOTAL DE MASTIC DÉGRADÉ OU ABSENT TOTALEMENT)		25 537,59	12202902	4551
94	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	36233	08/11/2019	PROG-2019-TRAVAUX DE MISE EN PLACE D'UNE CLOISON SÉPARATRICE PÔLE SECRÉTARIAT, BÂTIMENT PRINCIPAL, 1ER ÉTAGE - PARTIE LYCÉE	5 992,00	5 992,00	12202901	236.1
94	VINCENNES	HECTOR-BERLIOZ	0940124Z	36234	08/11/2019	PROG-2019-MISE EN PEINTURE DU CDI DU BÂTIMENT PRINCIPAL AU 1ER ÉTAGE - PARTIE LYCÉE	12 571,00	12 571,00	12202901	236.1

Total Annexe n° : 1 **116 079,54**

Dont

Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part lycées (12202901) **82 813,71**

Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales - part collège (12202902) **33 265,83**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-034

DU 31 JANVIER 2020

PROTOCOLES TRANSACTIONNELS RELATIFS À DES OPÉRATIONS DE TRAVAUX DANS LES EPLE FRANCILIENS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la commande publique ;

VU Le code civil et notamment ses articles 2044 à 2052 ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU Le budget 2019 de la Région et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement» ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La convention de mandat n° 334 MAN DAS 02 du 15 janvier 2003 conclue avec ICADE Promotion ;

VU Le marché n°09/132 relatif au macro-lot n° 1 « clos couvert » notifié le 19 novembre 2009 à la société Campenon Bernard Construction ;

VU Les délibérations n° CP 08-777 du 27 novembre 2008, n° CP 13-880 du 20 novembre 2013, n° CP 16-033 du 22 janvier 2016, n° CP 17-168 du 17 mai 2017, n° CP 19-017 du 24 janvier 2019, n° CP 19-0355 du 18 septembre 2019 affectant un montant total d'autorisations de programme de 11 257 515 € pour la restructuration d'ensemble et à l'extension du lycée Henri Matisse à Trappes (78) ;

VU La convention de mandat n° 08 SO 497-06 notifiée le 09 février 2010 à la Semaest;

Le marché de maîtrise d'œuvre n°10 M 0305 relatif à la restructuration d'ensemble et à l'extension du lycée Henri Matisse à Trappes (78) notifié le 20 septembre 2011, son avenant n°1 notifié le 30 octobre 2013, son avenant n°2 notifié le 4 août 2017 et son avenant n°3 notifié le 6 mars 2018 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-034 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

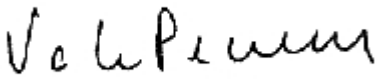
Article 1 :

Approuve le protocole transactionnel ci-annexé, relatif au marché conclu avec la société Campenon Bernard Construction pour le macro-lot n°1 « clos couvert » (marché n°09/132) dans le cadre de l'opération de rénovation et d'extension du lycée agricole et horticole de Saint-Germain-en-Laye, qui prévoit le versement d'une indemnité de 101 084,00 euros HT, soit 121 300,80 euros TTC, et autorise la Présidente à le signer.

Article 2 :

Approuve le protocole transactionnel ci-annexé, relatif au marché conclu avec le groupement de maîtrise d'œuvre Isabelle Biro (architecte) / EPDC (BET) / MEBI (Economiste) / RFR Archivolt (Amo hqe) pour le marché de maîtrise d'œuvre (marché n°10 M 0305) dans le cadre de l'opération de rénovation d'ensemble et d'extension du lycée Henri Matisse à Trappes (78) qui prévoit le versement d'une indemnité de 30 112,50 euros HT, soit 36 135,00 euros TTC, et autorise la Présidente à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc155589-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Protocole CBC

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

entre

La **Région Ile-de-France**, dont le siège est sis 2, rue Simone Veil, 93400, Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente du Conseil régional en exercice, dûment autorisée par délibération de la Commission permanente n° [•], transmise en préfecture le [•] (annexe 1),

Ci-après désignée la « **Région Ile-de-France** »

d'une part,

et

La **Société Campenon Bernard Construction**, société par actions simplifiée à associé unique, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 341 972 156, dont le siège social est situé 1, rue du petit Clamart, 78140, Vélizy-Villacoublay, représentée par son Président, Monsieur Vincent Correale, ayant tout pouvoir à cet effet,

Ci-après désignée la « **Société Campenon Bernard Construction** »

d'autre part,

Ci-après collectivement désignées les « Parties » ou individuellement une « Partie ».

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

1.

En novembre 2009, la Région Ile-de-France a entrepris la rénovation et l'extension du lycée agricole et horticole de Saint-Germain-en-Laye par la passation d'un marché public de travaux alloti en sept macro-lots :

- macro-lot n° 1 : clos couvert ;
- macro-lot n° 2 : lots techniques 1 ;
- macro-lot n° 3 : lots techniques 2 ;
- macro-lot n° 4 : lots techniques 3 ;
- macro-lot n° 5 : lots techniques 4 ;

- macro-lot n° 6 : lots architecturaux ;
- macro-lot n° 7 : VRD / espaces verts.

La Région Ile-de-France, maître d'ouvrage, a confié à Icade Promotion la maîtrise d'ouvrage déléguée de cette opération par convention de mandat nº 334 MAN DAS 02 du 15 janvier 2003. La mission de maîtrise d'œuvre des travaux a elle été confiée à un groupement conjoint d'entreprises ayant pour mandataire la SARL d'Architecture ART'UR (marché n° 06/01 notifié le 13 janvier 2006).

Par un acte d'engagement notifié le 19 novembre 2009, la Région Ile-de-France a attribué à la Société Campenon Bernard Construction le macro-lot n° 1 « clos couvert » (marché n° 09/132).

La Société Campenon Bernard Construction s'est engagée à réaliser l'ensemble des prestations relatives audit lot pour un prix global et forfaitaire de 11 665 000,00 euros HT.

La durée contractuelle globale du marché tous lots confondus s'étalait sur une période de 38 mois et le calendrier prévisionnel des travaux prévoyait trois phases d'exécution donnant lieu à des réceptions partielles.

2.

Les travaux de la première phase ont débuté en juillet 2010.

Le 17 décembre 2010, le maître d'œuvre constatait que les chantiers de terrassement des bâtiments A, B, C et les sous-sols du bâtiment D étaient inondés par d'importantes quantités d'eau.

Ayant constaté une fuite en pied du mur d'enceinte du réservoir de l'aqueduc de Retz inondant la chaussée du chemin de la Jonction et s'écoulant sur les talus jouxtant le lycée, le maitre d'œuvre faisait valoir que les arrivées d'eau sur le chantier résultaient du réservoir et en informait son propriétaire, la Lyonnaise des eaux.

Les 5 et 26 janvier 2011, deux arrivées d'eaux importantes inondaient le pied des talus des terrassements, la plateforme des bâtiments A, B et C ainsi que les sous-sols du bâtiment D.

Les mois suivants, les arrivées d'eau se poursuivaient de manière récurrente et variable en pied des talus et sur la plateforme des bâtiments A, B, et C en cours de construction.

Provoquant des mouvements de sol et l'apparition de trous et de déformations sur la structure de la chaussée et son revêtement, ces inondations ont perturbé la réalisation des fondations des ouvrages en construction et provoqué des retards dans le calendrier contractuel d'exécution des travaux de la première phase concernant :

- les terrassements de la plateforme, y compris la reprise des talus, lesquels se sont déroulés du 10 septembre au 29 octobre 2010, soit avec 15 jours calendaires de retard ;
- les murs périmétriques, lesquels se sont déroulés du 3 septembre au 10 décembre 2010, soit avec 20 jours calendaires de retard ;
- la plateforme des bâtiments A, B et C, lesquels se sont déroulés du 3 septembre 2010 au 14 janvier 2011, soit avec 36 jours calendaires de retard.

Le chantier de la décoration florale a été réceptionné le 11 janvier 2012, soit 12 mois après la réception prévisionnelle initialement fixée au 27 décembre 2010.

3.

Par lettre du 6 juin 2011, la Société Campenon Bernard Construction a adressé à la Région Ile-de-France un devis n° 2405-30 daté du 6 mai 2011 correspondant au *« préjudice subi lors de la réalisation des travaux de la zone de décoration florale phase 1 liée aux venues d'eau en provenance du réservoir d'eaux pluviales »* couvrant la période du 1er juillet 2010 au 11 mars 2011 (annexe 2).

La Société Campenon Bernard Construction soutient que les inondations survenues sur le chantier auraient rendu les conditions d'exécution du marché plus difficiles que celles prévues par les documents de la consultation et nécessité la réalisation de prestations supplémentaires non prévues par le contrat.

La réclamation de la Société Campenon Bernard Construction, telle que résultant du devis adressé à la Région Ile-de-France, portait sur les chefs de préjudice et les montants suivants :

- 110 753,90 euros HT au titre de l'indemnisation des coûts supplémentaires des matériaux et moyens de lavage comprenant :
  - 4 098,40 euros HT au titre de la fourniture et pose d'un feutre géotextile sur le terrain ;
  - 16 800,00 euros HT au titre de la fourniture et pose d'un lit de cailloux en surface du géotextile ;
  - 60 668,00 euros HT au titre du repli en fin de chantier ;
  - 2 187,50 euros HT au titre de la location de la pompe ;
  - 27 000,00 euros HT au titre de la mise en place d'une grue en chenilles en remplacement d'une grue sur roue ;

- 140 400,00 euros HT au titre de l'indemnisation du coût supplémentaire de la main d'œuvre comprenant :
  - 9 900,00 euros HT au titre du pompage d'eau dans la zone de juillet 2010 à janvier 2011 ;
  - 1 350,00 euros HT au titre du pompage d'eau dans la zone bassin B2 du 21 février au 11 mars 2011 ;
  - 41 580,00 euros HT au titre du renfort d'effectifs de 3 compagnons du 4 octobre au 2 décembre 2010 ;
  - 62 370,00 euros HT au titre du renfort d'effectifs de 11 compagnons du 3 décembre 2010 au 6 janvier 2011 ;
  - 11 025,00 euros HT au titre du renfort d'effectifs de 7 compagnons du 10 janvier au 14 janvier 2011 ;
  - 14 175,00 euros HT au titre du renfort d'effectifs de 5 compagnons pour les terrassements et la réalisation du dallage du bassin du 21 février au 11 mars 2011.

Ainsi, la Société Campenon Bernard Construction chiffrait son préjudice résultant des arrivées d'eau sur la période du 1er juillet 2010 au 11 mars 2011 à hauteur de 251 153,90 euros HT, soit 300 380,06 euros TTC.

4.

Par une requête enregistrée le 5 mars 2014, la Région Ile-de-France a demandé au juge des référés du tribunal administratif de Versailles de désigner un expert ayant notamment pour mission de rendre un avis motivé sur les causes et les origines des désordres affectant les travaux du lycée et de recueillir l'ensemble des éléments de nature à apprécier les responsabilités encourues et les préjudices subis par les intervenants aux travaux.

Par une ordonnance n° 1401701 en date du 18 juin 2014, le juge des référés du tribunal administratif de Versailles désignait M. Pierre André Cauquil en qualité d'expert.

Le 18 août 2014, l'expert demandait aux parties de lui remettre un mémoire justifiant les préjudices qu'elles estimaient avoir subis suite aux arrivées d'eau, en différenciant les préjudices résultant de la fuite du réservoir d'eau, de ceux résultant de la présence permanente et fluctuante d'eau en pied de talus et sur la plateforme des bâtiments A, B et C.

Le 29 novembre 2014, la Société Campenon Bernard Construction communiquait à l'expert le devis n° 2405-30 du 6 mai 2011 ci-avant mentionné faisant état des préjudices qu'elle considérait avoir subi à l'occasion des travaux. La Société Campenon Bernard Construction communiquait à l'expert l'ensemble des pièces justificatives de ses demandes par courrier daté du 10 juin 2015.

A l'occasion de la transmission de son projet de décompte final du marché n° 09/132 le 12 février 2016, la Société Campenon Bernard Construction a saisi la Région Ile-de-France d'un mémoire en réclamation portant sur l'indemnisation de l'ensemble des préjudices qu'elle estimait avoir subis dans l'exécution des travaux, incluant notamment les préjudices causés par les inondations sur le chantier de la décoration florale (annexe 2).

5.

Au terme des opérations d'expertise qui ont porté sur l'appréciation des seules conséquences financières des inondations, l'expert a remis son rapport au greffe du tribunal administratif de Versailles le 5 janvier 2017 et en a communiqué copie à l'ensemble des parties, dont la Région Ile-de-France et la Société Campenon Bernard Construction.

Dans son rapport, l'expert a confirmé, en premier lieu, que deux problèmes distincts affectaient le chantier, à savoir :

- une arrivée récurrente et variable d'eau en pied de talus du chemin de la Jonction et sur la plateforme des bâtiments A, B et C, sur la période du 1er juillet au 15 décembre 2010, en raison de la pluviométrie supérieure à la moyenne saisonnière des mois de juin à novembre 2010 alimentant et faisant remonter les nappes d'eau ;
- une arrivée soudaine d'eau du 15 décembre 2010 au 11 mars 2011 causée par une fracture du bajoyer du réservoir d'eau appartenant à la Lyonnaise des eaux situé au nord des bâtiments A, B, C et D du lycée.

En deuxième lieu, l'expert a apprécié le caractère imprévisible des inondations sur le chantier par la Société Campenon Bernard Construction.

S'agissant des venues d'eaux causées par les nappes phréatiques, l'expert relève que le rapport d'étude géotechnique de la société BOTTE Sondages du 17 juillet 2006 mentionnait la présence et la fluctuation de nappes phréatiques météoriques. Il constate que ces informations n'ont pas été reprises dans les documents de la consultation du marché attribué et en conclut que la société Campenon Bernard Construction n'a pas pu apprécier et incorporer les conséquences des remontées des nappes phréatiques dans le prix arrêté et convenu pour la réalisation des travaux dans le marché initial.

S'agissant de la rupture du bajoyer du réservoir d'eau, l'expert estime qu'il s'agit d'un phénomène naturel exceptionnel et imprévisible.

En troisième et dernier lieu, l'expert a recalculé le montant des préjudices invoqués par la Société Campenon Bernard dans sa demande indemnitaire sur la base du devis n° 2405-30 du 6 mai 2011 et de ses pièces justificatives.

Le rapport d'expertise retient cinq postes de préjudices distincts, à savoir :

- la location de la grue rendue nécessaire par la présence d'eau dans les terrains pour une période de 51 jours de location ;
- le coût de la main d'œuvre afin d'assurer le pompage permanent de la plateforme sur la période du 1er septembre 2010 au 30 janvier 2011 soit 92 jours, déduction faite de 8 jours d'intempéries ;
- la location de pompes pour une durée de 5 mois, en considérant que le pompage était nécessaire dans la réalisation des travaux et était donc en partie inclus dans le prix pour 10 % de la durée de location ;
- la réalisation d'une plateforme de circulation des engins rendue nécessaire compte tenu des terrains en place et des arrivées d'eau, en considérant qu'une partie de la plateforme, représentant 10% du montant demandé par la société, était prévue dans le prix du marché initial ;
- le coût de la main d'œuvre supplémentaire visant à pallier le retard de 10 jours des travaux prévus pour le gros œuvre en raison des arrivées d'eau, déduction faite de 13 jours d'intempéries.

Le montant calculé pour chaque poste a ensuite été affecté *prorata temporis* selon que le préjudice résultait :

- de la montée des nappes d'eaux sur la période du 1er juillet au 15 décembre 2010 ;
- de la rupture du bajoyer du réservoir d'eau sur la période du 15 décembre 2010 au 11 mars 2011.

Ainsi, l'expert a conclu que la Société Campenon Bernard Construction pouvait obtenir réparation à hauteur des montants suivants :

- 61 720,00 euros HT au titre de l'indemnisation des préjudices consécutifs à la montée de la nappe comprenant :
    - 15 531,00 € HT au titre de la location de la grue à chenilles correspondant à une durée de 51 jours ;
    - 3 920,00 € HT au titre de la main d'œuvre ayant assuré le pompage permanent de la plateforme pour une durée de 56 jours ;
    - 1 020,00 € HT au titre de la location de pompes pour une durée de 3 mois et demie ;

- 17 616,00 € HT au titre de la réalisation d'une plateforme de circulation des engins pendant une durée de 3 mois et demie ;
- 23 633,00 € HT au titre de la mobilisation de main d'œuvre supplémentaire pour pallier les retards consécutifs aux arrivées d'eaux pendant une durée de 3,5 mois.

- 39 364,00 euros HT au titre de l'indemnisation des préjudices consécutifs à la fracture du réservoir comprenant :
  - 2 520,00 € HT au titre de la main d'œuvre ayant assuré le pompage permanent de la plateforme pour une durée de 36 jours ;
  - 1 050,00 € HT au titre du pompage dans la zone B2 pendant une durée de 15 jours ;
  - 437,00 € HT au titre de la location de pompes pour une durée d'1 mois et demie ;
  - 15 100,00 € HT au titre de la réalisation d'une plateforme de circulation des engins pendant une durée de 3 mois ;
  - 20 257,00 € HT au titre de la mobilisation de main d'œuvre supplémentaire pour pallier les retards consécutifs aux arrivées d'eaux pendant une durée de 3 mois.

A la suite du dépôt du rapport d'expertise, les parties se sont rapprochées en vue de trouver un accord amiable concernant l'indemnisation des seuls préjudices consécutifs aux inondations, mentionnés dans la demande indemnitaire de la Société Campenon Bernard Construction adressée le 6 juin 2011 à la Région Ile-de-France, et repris dans son mémoire en réclamation du 12 février 2016 (annexe 2).

C'est dans ce contexte que les parties ont décidé de régler le litige qui les oppose par la conclusion d'un protocole transactionnel (ci-après le « présent protocole », en ce comprenant le protocole transactionnel et ses annexes).

*

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Les Parties conviennent de mettre un terme global et définitif à leur différend relatif à l'indemnisation du coût des travaux supplémentaires réalisés par la Société Campenon Bernard Construction à la suite d'importantes inondations survenues du 1er juillet 2010 au 11 mars 2011 sur le chantier du marché n° 09/132 portant sur la rénovation et l'extension du lycée agricole et horticole de Saint-Germain-en-Laye.

Ce différend résulte de la présentation, par la Société Campenon Bernard Construction, d'une demande indemnitaire adressée le 6 juin 2011 à la Région Ile-de-France (annexe 2), et de la présentation de cette même demande le 29 novembre 2014 à l'expert désigné par ordonnance n° 1401701 du juge des référés du tribunal administratif de Versailles.

Sur la base du rapport d'expertise déposé le 5 janvier 2017 au greffe du tribunal administratif de Versailles, les Parties ont arrêté ci-après les conditions financières du règlement de leur différend portant sur les inondations susvisées et le coût qui en est résulté, sans préjudice des autres demandes indemnitaires faites par la société CBC dans son mémoire en réclamation notifié le 12 février 2016 à la Région Ile-de-France dans le cadre de l'établissement du décompte général définitif afférant au marché susvisé n° 09/132.

Article 2 : Concessions réciproques

Afin de mettre un terme à leur différend, la Région Ile-de-France accepte d'indemniser la Société Campenon Bernard Construction à hauteur des chefs de réclamation dont le bien-fondé a été retenu par le rapport d'expertise déposé le 5 janvier 2017 au greffe du tribunal administratif de Versailles.

Ainsi, la Région Ile-de-France accepte de verser à la société Campenon Bernard Construction les sommes suivantes :

- 61 720,00 euros HT au titre de l'indemnisation des préjudices consécutifs à la montée de la nappe ;
- 39 364,00 euros HT au titre de l'indemnisation des préjudices consécutifs à la fracture du réservoir.

Au total, la Région Ile-de-France versera à la société Campenon Bernard Construction, à titre forfaitaire, définitif et transactionnel la somme de **101 084,00 euros HT, soit 121 300,80 euros TTC**.

Cette somme correspond à l'ensemble des préjudices subis par la société Campenon Bernard Construction à raison du coût des travaux supplémentaires exécutés dans le cadre du marché n° 09/132 à la suite d'inondations sur le chantier sur la période du 1er juillet 2010 au 11 mars 2011.

En contrepartie des engagements pris par la Région Ile-de-France dans le cadre du présent protocole, la Société Campenon Bernard Construction renonce expressément et définitivement au surplus de sa demande indemnitaire figurant dans son devis n° 2405-30 du 6 mai 2011.

La Société Campenon Bernard Construction renonce définitivement et irrévocablement à toute action, prétention ou à tout recours contre la Région Ile-de-France relatif à l'indemnisation du coût des travaux supplémentaires consécutifs aux inondations du chantier.

Article 3 : Modalités de paiement

Le paiement de la somme mentionnée à l'article 2 du présent protocole s'effectuera par virement bancaire au profit de la Société Campenon Bernard Construction, selon les coordonnées communiquées à la Région Ile-de-France (annexe 3).

La société Icade Promotion, mandataire de la Région Ile-de-France, procèdera au paiement de la somme due dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification à la Société Campenon Bernard Construction du présent protocole, signé par les Parties, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Article 4 : Frais et dépens

Les Parties conservent à leur charge l'intégralité des frais et dépens qu'elles ont pu exposer, au titre du litige en général et de la rédaction du présent protocole, en ce compris les frais et honoraires de leurs conseils respectifs le cas échéant.

Article 5 : Autorité

Le présent protocole est conclu conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est revêtu de l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Le tribunal administratif de Versailles est seul compétent pour connaître de l'interprétation et de l'exécution du présent protocole.

Article 6 : Entrée en vigueur

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur dès sa notification par la Région au titulaire, après accomplissement des formalités de transmission au représentant de l'Etat dans la Région, conformément aux dispositions des articles L. 4141-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Article 7 : Confidentialité

Les parties s'engagent à conserver au différend exposé et au présent accord un caractère confidentiel, sauf pour celles-ci à se prévaloir de cet accord devant les tribunaux pour en exiger le respect des termes ou demander à ce que soit sanctionné leur non-respect.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas pour le cas où l'une ou l'autre des parties aurait besoin de justifier auprès de l'administration fiscale des écritures passées en exécution du présent accord.

Elle ne s'applique pas non plus aux experts comptables, commissaires aux comptes ou assureurs des parties, ceux-ci étant soumis au secret professionnel.

D'une manière générale, cette obligation trouve sa limite dans le respect par la Région des règles qui régissent l'adoption du présent protocole transactionnel ainsi que sa mise en œuvre et ne s'applique pas pour les cas où le protocole est transmis aux personnes et autorités habilitées par la loi à en obtenir communication.

Fait en quatre exemplaires originaux de 9 pages chacun, non comprise l'annexe comportant trois documents, chaque Partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

Fait à Vélizy-Villacoublay, le 24/6/2019

"lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à tout recours"

CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION
SIRET
341 972 156 00119
CS 20221 - 78140 VELIZY VILLACOUBLAY
1 rue du Petit-Clamart

Pour la Région Ile-de-France[1]

La Présidente,

Pour la Société Campenon Bernard Construction[2],

Le Président,

Annexes :

1. Délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France n° _____ en date du _____ ;

2. Devis nº 2405-30 portant demande d'indemnisation des préjudices subis par la Société Campenon Bernard Construction à la suite des inondations, adressé le 6 juin 2011 à la Région Ile-de-France, le 10 juin 2015 à l'expert, et repris dans le mémoire en réclamation du 12 février 2016 ;

3. RIB de la société CBC.

[1] **Cachet de la Région Ile-de-France et signature de son représentant légal précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à tout recours ».**
[2] **Cachet de la Société Campenon Bernard Construction et signature de son représentant légal précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à tout recours ».**

Protocole Atelier BIRO

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP n°2017-125 de la Commission Permanente en date du 8 mars 2017 et domicilié en cette qualité 2 rue Simone Veil Saint-Ouen-sur-Seine (93) ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

D'UNE PART,

ET :

Le groupement de maîtrise d'œuvre Isabelle Biro (architecte) / EPDC (BET) / MEBI (Economiste) / RFR – Archivolt (Amohqe) représenté par sa mandataire Isabelle Biro ci-après dénommé « Le Maître d'Œuvre »

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région Ile-de-France, Maître d'Ouvrage, a décidé de confier mandat à la SEMAEST, pour la restructuration d'ensemble et l'extension du lycée Henri Matisse à Trappes (78).

La convention n°08SO497-06, signée entre les intéressés et notifiée le 09/02/2010, formalise cette décision.

Un marché de maîtrise d'œuvre 10 M 0305 a été attribué à l'issue d'un concours au groupement atelier Isabelle Biro – EPDC – REF Eléments – MEBI représenté par l'architecte Isabelle Biro mandataire du groupement pour un montant provisoire de 640 181,00€ HT (notifié le 20/09/2011)

Ce marché a eu plusieurs modifications et compléments.

Avenant 1

Un avenant 1 a été notifié le 30 /10 /2013 au Maître d'œuvre, conformément à l'article 4.3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) du marché initial, le programme de l'opération a été complété par la mise en œuvre de prestations complémentaires.

L'avenant n°1 avait pour objet de fixer le forfait définitif de rémunération du Maître d'œuvre ainsi que l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux en incluant les prestations complémentaires jugées nécessaires par le maître d'ouvrage.

Avec une masse supplémentaire de travaux de 951 006, 57 € HT rémunérée à un taux de 9,96 % pour les missions restant à effectuer représentant 50% de l'ensemble de la mission, le montant supplémentaire d'honoraires est de :
951 006,57 x 9,96 % x 50% = 47 360,13 € HT
Montant de la nouvelle mission complémentaire forfaitaire : 40 000,00 € HT
Montant supplémentaire d'honoraire total : 87 360,13 € HT

Le forfait définitif total de la rémunération est de :

F_D = 785 092,15 € HT

Le coût prévisionnel définitif des travaux (C_D) établi par le maître d'œuvre, et accepté par le maître d'ouvrage est fixé à :

CD = 7 088 881,62 € HT

Après négociation, le taux définitif de rémunération (t_d) global est fixé pour la mission de base à **9,29%** du coût prévisionnel définitif fixé ci-dessus.

Le montant total du marché a été porté à **785 092,15 € HT** par le présent avenant :

	Montant HT	Montant TTC (*19,6% et **20%)	% d'augmentation induit par l'avenant par rapport au marché initial[1]	% d'augmentation tous avenants cumulés par rapport au marché initial
marché initial	640 181,00 €	*765 656,48 €		
avenant n°1	57 551,02 €	*68 831,02 €	+ 8,99%	
Avenant n°2	87 360,13 €	**104 832,16 €	+ 13,65%	22,64%
Nouveau montant du marché	785 092,15 €	**942 110,58 €		

Avenant 2

Des évolutions postérieures à l'avenant relatives à la phase DCE, à l'adaptation du projet suite à l'appel d'offres travaux et à des travaux supplémentaires en phase chantier ont modifié la masse des travaux :

Montant des travaux supplémentaires phase PRO DCE :	673 282,95 € HT
Montant des travaux supplémentaires phase DET :	277 723,62 € HT
Montant total des travaux supplémentaires :	951 006,57 € HT

et des missions complémentaires forfaitaires liées au dépôt du permis de construire de la cuisine provisoire, ainsi que les modifications en cours d'appel d'offres dans le DCE ont conduit à la notification d'un avenant n°2 qui se décompose de la façon suivante :

Montant des travaux, avenant n°1 :	**6 137 875,05 €**
Masse de travaux supplémentaires :	**951 006,57 €**
Nouveau montant des travaux :	**7 088 881,62 €**
Mission restant à effectuer :	50%
Rémunération complémentaire en prenant en compte l'ensemble de la mission. **Taux 9,96% :**	**94 720,25 €**

Rémunération complémentaire compte tenu des missions non exécutées :	47 360,13 €
Nouvelle rémunération de la mission de base :	658 636,15 €
Nouveau taux de rémunération :	9,29 %
Missions complémentaires comprises dans le marché initial :	
Études de Diagnostic :	21 400,00 €
CDPGF forfaitaire :	32 100,00 €
Mission QE :	32 956,00 €
Nouvelle mission complémentaire :	
PC et DCE :	40 000,00 €
Total des missions complémentaires :	126 456,00€
FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION :	785 092,15 €
AUGMENTATION PAR RAPPORT AU MARCHE INITIAL :	22,64 %

Le montant du marché arrêté à l'avenant 2 est de :

	Montant HT	Montant TTC (*19,6% et **20%)	% d'augmentation induit par l'avenant par rapport au marché initial[2]	% d'augmentation tous avenants cumulés par rapport au marché initial
marché initial	640 181,00 €	*765 656,48 €		
avenant n°1	**57 551,02 €**	***68 831,02 €**	**+ 8,99%**	
Avenant n°2	**87 360,13 €**	****104 832,16 €**	**+ 13,65%**	**22,64%**
Nouveau montant du marché	**785 092,15 €**	****942 110,58 €**		

Avenant 3

Un avenant 3 formalisant le changement du nom des représentants des membres du groupement de maîtrise d'œuvre a été notifié le 6 mars 2018 sans d'autre incidence sur les autres termes du marché de maîtrise d'œuvre.

A –DEMANDE INITIALE D'INDEMNISATION DU MAITRE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre a adressé un mémoire en réclamation daté du 04/06/2018

Le groupement dont l'EURL Ateliers Biro est le mandataire demande à la SEMAEST, mandataire de la Région Ile de France, de bien vouloir assurer la prise en charge des divers préjudices subis dans le cadre du suivi de l'exécution du chantier de l'opération de restructuration partielle du lycée Henri Matisse à Trappes (78).

Du fait des difficultés rencontrées par le GROUPE SESAR dont les entreprises étaient titulaires des lots 03 et 04 du marché de travaux, la mission de maitrise d'œuvre n'a pas pu être exécutée dans les conditions initialement prévues.

Les entreprises titulaires des lots électricité et plomberie respectivement Sesar Électricité et Sesar IDF ont subi les difficultés du groupe Sesar, il a été nécessaire au maitre d'œuvre à partir de juin 2017 de réaliser un suivi administratif et financier qui n'était pas prévu.

Les entreprises Sesar Électricité et Sesar IDF ont été placées simultanément en redressement le 04/07/2017 puis mises en liquidation le 18/09/2017 avec un jugement de mise en liquidation du Tribunal de Commerce d'Evry en date du 22/09/2018, la liquidation de l'entreprise avec non poursuite du chantier par le repreneur désigné par le tribunal de commerce a eu pour conséquence la disparition du chantier des titulaires des lots 03 et 04.

Le maître d'œuvre a, pour permettre la fin de l'opération et l'ouverture du lycée à la rentrée de septembre 2017, poursuivi le chantier avec les sous-traitants des entreprises titulaires.
Il a ensuite été nécessaire de finir l'ensemble des travaux n'ayant pas été réalisés à l'échéance de septembre 2017 et qui n'avaient pas d'impact sur le fonctionnement de l'établissement notamment en ce qui concerne la ventilation de confort ou le changement des équipements sanitaires non conformes au marché.

Ainsi le marché de maîtrise d'œuvre dont la phase DET aurait dû prendre fin à fin octobre 2017, s'est poursuivi jusqu'à fin février 2018 en raison de l'obligation de procéder à certains travaux uniquement pendant les périodes de vacances, notamment le portage et la mise en service de CTA au R+2, la finalisation de réseaux de ventilation compris pose de bouches dans les salles de classes, la finalisation des réseaux de chauffage distribuant les batteries chaudes des CTA en toiture.

B –COMPLEMENT A LA DEMANDE D'INDEMNISATION DU MAITRE D'ŒUVRE

A la suite des échanges avec le maître d'ouvrage la maîtrise d'œuvre a été amenée le 04/10/2018 à détailler ses demandes relatives à la fin du chantier résultant des retards de l'entreprise Sisap et aussi du traitement des tâches à finaliser du fait de la défaillance de l'entreprise Sesar et de la non reprise du chantier par le repreneur de Sesar à savoir SpieBatignolle Energie.

Le prolongement de la phase DET de 4 mois au-delà du délai contractuel est lié à 2 causes :

1) Retard de livraison de l'entreprise SISAP

L'entreprise SISAP n'a pas fini ces travaux qu'au 14/12/2017 ce qui a nécessité la poursuite des réunions hebdomadaires de chantier au-delà du délai d'exécution soit les 02/11/2017, 09/11/2017, 16/11/2017, 23/11/2017, 30/11/2017, 07/12/2017 et 14/12/2017.
Soit un total de 7 réunions d'une demi-journée chacune.

2) Finalisation des travaux des entreprises SESAR

La disparition des entreprises SESAR du chantier au 18/09/2017 a nécessité la réalisation de taches complémentaires au-delà du délai d'exécution.

Le MOE a fait valoir un dépassement du délai pour l'exécution des lots plomberie, ventilation et électricité jusqu'au mois de février 2017, alors que des remplacements de matériel de plomberie ont notamment été réalisés pendant les vacances de l'été 2018.

Analyse des contrats de sous-traitance

Afin d'arrêter les travaux réalisés par les sous-traitants sous la responsabilité des entreprises SESAR soit avant le 18/09/2017, il a fallu analyser les contrats de sous-traitance.
Après analyse de ceux-ci, la maîtrise d'œuvre a isolé les prestations restant à réaliser.
Cette tache a nécessité deux demi-journées par sous-traitant pour les deux chefs de projet (architecte et BET) soit pour 3 sous-traitants (voir page 5 du mémoire en réclamation) un équivalent de 6 journées de travail.

Etablissement de liste de travaux non exécutés pour consultation des entreprises

Après le 18/09/2017 et une fois en possession de liste des travaux à finir par les sous-traitants des entreprises SESAR, il a fallu établir dans les listes de prestations non exécutées afin de consulter des entreprises permettant de finir ces travaux.

Cette tache a nécessité deux demi-journées par nouvel intervenant pour les deux chefs de projet (architecte et BET) soit pour 2 entreprises (voir page 5 du mémoire en réclamation) un équivalent de 4 journées de travail.

Suivi de l'exécution

Les travaux restant à réaliser ont été exécutés au fur et à mesure tout au long de l'hiver 2017/2018, avec notamment la fin des travaux sur les réseaux chauffage

Cette tache a nécessité la réalisation de réunions sur site avec les différentes entreprises, en complément de celles décomptées en A du présent document, au nombre de 9 (18/12/2017, 11/01/2018, 15/01/2018, 25/01/2018, 08/02/2018, 15/02/2018, 22/02/2018, 01/03/2018 et 08/03/2018), nécessitant la présence des deux chefs de projet (architecte et BET) pour une demi-journée à chaque fois soit un équivalent de 9 journées de travail.

Suivi financier des travaux à restant à réaliser

La réalisation de ces travaux a nécessité un suivi financier avec une analyse des factures et une transmission au mandataire. Nous avons eu à traiter pour les entreprises en poursuite ou en remplacement des entreprises SESAR un total de 21 situations.

Bercytel	4
Circul Air	5
PGC	8
VDN	3
STEPC	1

Cette tache a nécessité pour chaque situation une demi-journée répartie entre les deux chefs de projets (architecte et BET) soit un équivalent de 10,5 journées de travail.

Récapitulatif du temps passé

Sur la base des éléments présentés, la MOE fait valoir la réalisation de taches complémentaires à sa mission de base pour un équivalent de 33 journées de travail soit quasiment 7 semaines pleines.



C - EXPRESSION FINANCIERE DE LA DEMANDE DU MAITRE D'OEUVRE

- Pour l'évènement 1 augmentation de 20% du DET mensuel de début juin 2017 à fin octobre 2017, du fait de l'augmentation du suivi administratif et financier engendré par la situation des entreprises

DET mensuel € HT	Nbre de mois	Total groupement	Part Ateliers Biro	Part EPDC	Part MEBI	Part Élément Ingénierie
10 960,00	5 x 20%	10 960,00	7 781,60	2 520,80	657,60	0,00

- Pour les évènements 2 et 3 DET mensuel complémentaire de début novembre 2017 à fin février 2018, du fait de la prolongation au-delà du délai contractuel du chantier :

DET mensuel € HT	Nbre de mois	Total groupement	Part Ateliers Biro	Part EPDC	Part MEBI	Part Élément Ingénierie
10 960,00	4	43 840,00	31 126,40	10 083,20	2 630,40	0,00

Le montant total de la réclamation est de :

Poste	Total groupement	Part Ateliers Biro	Part EPDC	Part MEBI	Part Élément Ingénierie
Augmentation DET	10 960,00	7 781,60	2 520,80	657,60	0,00
DET complémentaire	43 840,00	31 126,40	10 083,20	2 630,40	0,00
TOTAL	54 800,00	38 908,00	12 604,00	3 288,00	0,00

D - DISCUSSIONS AVEC LA MAITRISE D'OUVRAGE , CONCESSIONS RECIPROQUES ET CONCLUSION D'UN ACCORD

La maîtrise d'œuvre a adressé un mémoire en réclamation le 04/06/2018 à la maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de l'instruction du mémoire des informations complémentaires sur la prolongation de la mission DET d'octobre 2017 à février 2018 ont été demandés le 21/09/2018 à la maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage en particulier la nature des tâches effectuées, le temps passé.

Le 04 octobre 2018, la maîtrise d'œuvre a produit une note complémentaire détaillant le travail effectué pendant la prolongation de la phase DET.

Le 15 octobre 2018, la Région Ile de France informe la maîtrise d'œuvre par son mandataire la Semaest que l'analyse de la réclamation aboutit à un montant de 30 112,50 € HT.

L'analyse est résumée dans le tableau ci-après :

	Augmentation DET	*Observation*	DET Supplémentaire	*Observation*	TOTAL
Demande initial	10 960,00 €		43 840,00 €		54 800,00 €
Détail au réel	*Le détail n'a pas été demandé sur ce poste*		*Le MOE a justifié 33 jours, qu'il est proposé de valoriser à 730 € / jour*		
Proposition RIF	6 022,50 €	*Application de la même réduction que sur le poste "DET Supplémentaire", soit - 45%*	24 090,00 €	*Soit -45 % par rapport à la demande initiale*	30 112,50 €

Le 24 octobre 2018 le maître d'ouvrage a été informé du désaccord de la maîtrise d'œuvre. Le MOE a transmis une nouvelle proposition ramenant la réclamation de 54 800€ à 43 840,00€ en renonçant à la rémunération de l'augmentation du DET chiffrée dans la réclamation initiale à 10 960,00€ ;

Le 28 novembre 2018 le maître d'ouvrage a informé la maîtrise d'œuvre du maintien de la proposition d'une rémunération complémentaire de 30 000€ au titre de la réclamation. Le MOA a opposé au MOE l'existence d'un avenant 2 au contrat notifié ainsi que le fait qu'une liquidation d'entreprise en cours de chantier, bien qu'étant aléatoire, n'est pas une situation imprévisible et relève de la mission du MOE.
Après discussions et échanges avec le mandataire et le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage a accepté le protocole proposé pour un montant de 30 112 ,50 HT soit 36 135,00 € TTC (taux de TVA correspondant au taux en vigueur selon la date de réalisation du service fait).

Cette proposition a été adressée par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre y a répondu favorablement le 13/12/2018.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

C'est dans un tel contexte que les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu le présent protocole

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la fin du marché de travaux afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

Le maître d'œuvre renonce à toutes ses prétentions financières initialement réclamées et accepte la proposition de la Région Ile-de-France de **30 112,50** € HT soit **36 135,00**€ TTC.

Le groupement de maîtrise d'œuvre atelier Isabelle Biro – EPDC – REF Eléments – MEBI représenté par l'architecte Isabelle Biro mandataire renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire la Semaest toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle aurait pu exposer dans le cadre de son marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du lycée Henri Matisse à Trappes.
Le groupement de maîtrise d'œuvre déclare ainsi être pleinement rempli dans ses droits découlant de l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du lycée Henri Matisse à Trappes et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à Atelier Isabelle Biro sur le compte bancaire n°30002 00474 0000007822Y 65 CL PARIS BUTTE CAILLE.

Selon les conditions suivantes : Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole

Article 4 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le
En trois exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour le Groupement de Maîtrise d'œuvre

lu et approuvé, bon pour transaction
le 5 [illegible] 2019

EURL Ateliers BIRO
28 rue Sedaine 75011 Paris
Tél. : 01 43 57 92 48 - Fax : 01 58 30 99 50
agence@atelierbiro.fr
Siret : 493 202 873 00011

Pour la Région Ile-de-France

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Dûment habilitée par la délibération de la Commission Permanente
n° CP.....
du ...

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-036

DU 31 JANVIER 2020

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DES ASSOCIATIONS POUR DÉVELOPPER LE LIEN ENTRE LES LYCÉES ET LES ENTREPRISES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 26 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative à la réussite des élèves, « paroles de lycéen-ne-s », la suite de la consultation ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 94-16 du 19 mai 2016 portant sur l'ouverture des lycées sur le monde de l'entreprise ;

VU La délibération n° CP 16-441 du 21 septembre 2016 relatif au développement du lien entre les lycées et les entreprises ;

VU La délibération n° CP 2018-186 du 30 mai 2018 relatif à l'affectation d'autorisation d'engagement pour le lancement d'un marché d'hébergement à Caen de l'équipe francilienne des métiers aux finales nationales des 45èmes olympiades des métiers ; affectation d'autorisation d'engagement pour l'organisation de la cérémonie de remise des médailles d'or aux lauréats franciliens. Affectation d'une subvention à l'association C possible ;

VU La délibération n° CP 2018-357 du 19 septembre 2018 relatif à la politique de soutien au développement du lien entre les lycées et les entreprises 2ème affectation pour 2018 ;

VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-036 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique

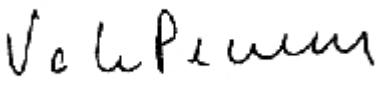
Décide de participer au titre du dispositif « Ouvrir les lycées sur le monde de l'entreprise » au financement des projets détaillés dans les fiches-projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 50 000 € ;

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme : HP 28-005 (128005 Schéma des formations) - Action « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » 12800501 du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projets annexées à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc160302-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-036

DOSSIER N° 19009962 - LES ENTRETIENS DE L'EXCELLENCE 2019-2020

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	105 000,00 € TTC	9,52 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ENTRETIENS DE L'EXCELLENCE
CLUB XXI E SIECLE
Adresse administrative : 9 B RUE DE VEZELAY
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle SARROIS, Déléguée générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action porte sur l'ensemble de l'année scolaire 2019-2020

Description :
L'Association « les Entretiens de l'Excellence » oeuvre pour rétablir l'égalité des Chances en organisant entre autres, des journées de rencontres et d'échanges entre des jeunes lycéens issus des diversités sociale, rurale et culturelle et des professionnels aux parcours d'excellence.

Il s'agit de réduire trois fractures essentielles :
• Information : la double méconnaissance du fonctionnement du système scolaire français et du monde du travail pénalise les familles de milieux modestes. L'objectif est de pallier cette inégalité de fait.
• Territoire : la démarche proposée ne se limite pas sur uniquement à la problématique des quartiers et des banlieues, mais aussi sur le clivage urbain/rural.
• Dispositions : il s'agit de produire les compétences nécessaires à un parcours autonomisant. L'action proposée vise à permettre aux jeunes de se familiariser avec les valeurs de l'entreprise.

1 - La tournée de l'excellence : Impact : 2500 jeunes
2 - Les promotions de l'excellence : Impact : 125 jeunes

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tournée des entretiens de l'excellence : transports élèves et intervenants	35 000,00	33,33%
Tournée des entretiens de l'excellence : sécurité, mise à disposition	20 000,00	19,05%
Promotion de l'excellence : transports	10 000,00	9,52%
Promotion de l'excellence : interventions, conférences,...	40 000,00	38,10%
Total	105 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fondations, entreprises	40 000,00	38,10%
CGET	5 890,00	5,61%
Taxe d'apprentissage	22 460,00	21,39%
Ville de Colombes	4 000,00	3,81%
Ville de Villetaneuse	4 000,00	3,81%
Ville de Sarcelles	12 000,00	11,43%
Région Ile-de-France	10 000,00	9,52%
Politique de la ville Montreuil sous Bois	2 250,00	2,14%
Politique de la ville Chanteloup les Vignes	2 200,00	2,10%
Politique de la ville Gagny	2 200,00	2,10%
Total	105 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20000191 - 100 000 tuteurs 100 000 stages-réaffectation

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	24 164,00 € TTC	41,38 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : C POSSIBLE
Adresse administrative : 12 AVENUE DE LOWENDAL
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 septembre 2017 - 6 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 2018-186 du 30 mai 2018 d'un soutien régional à hauteur de 10 000 €. La demande de versement envoyée par le maître d'ouvrage dans les délais impartis n'ayant pu faire l'objet d'un traitement, suite à la non réception par la Région des documents nécessaires a versement des subventions dans les délais impartis, la subvention est devenue caduque. La fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles initiales.

Description :
L'association vise à créer du lien entre des lycéens en difficulté scolaire et des représentants du monde économique, afin de prévenir tout décrochage scolaire et de travailler sur un projet professionnel concret. Elle s'appuie sur la mobilisation de tuteurs issus de l'entreprise pour accompagner ces jeunes individuellement.

L'association s'efforce d'identifier, en relation étroite avec les établissements et les familles de chaque jeune, la voie professionnelle susceptible de motiver durablement les jeunes concernés, notamment à partir de la mise en place d'un ou plusieurs stages en entreprise.

L'action proposée a été mise en oeuvre dans 22 lycées des 3 académies franciliennes.

La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 2018-186 du 30 mai 2018, d'un soutien régional à hauteur de 10 000 €. La demande de versement envoyée par le maître d'ouvrage n'ayant pu faire l'objet d'un traitement suite à suite à la non réception par la Région des documents nécessaires a versement des

subventions dans les délais impartis, la subvention est devenue caduque. La fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles initiales
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel (dont charges de personnel)	24 164,00	100,00%
Total	24 164,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	9 164,00	37,92%
Région Ile de France	10 000,00	41,38%
TA	5 000,00	20,69%
Total	24 164,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-036

DOSSIER N° 20000428 - 100 000 tuteurs 100 000 stages-réaffectation

Dispositif : Ecole Entreprise (n° 00000967)
Délibération Cadre : CP16-441 du 21/09/2016
Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
Action : 12800501- Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	57 984,00 € TTC	51,74 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : C POSSIBLE
Adresse administrative : 12 AVENUE DE LOWENDAL
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 septembre 2018 - 5 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente opération a fait l'objet, par délibération n° CP 2018-357 du 19 septembre 2018 d'un soutien régional à hauteur de 30 000 €. La demande de versement envoyée par le maître d'ouvrage dans les délais impartis n'ayant pu faire l'objet d'un traitement, suite à la non réception par la Région des documents nécessaires a versement des subventions dans les délais impartis, la subvention est devenue caduque. La fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles initiales.

Description :
L'association vise à créer du lien entre les lycéens et des représentants du monde économique, afin notamment de prévenir tout décrochage scolaire et de travailler sur un projet professionnel concret. Elle s'appuie sur la mobilisation de tuteurs issus de l'entreprise pour accompagner ces jeunes individuellement.

L'association s'efforce d'identifier, en relation étroite avec les établissements et les familles de chaque jeune, la voie professionnelle susceptible de motiver durablement les jeunes concernés, notamment à partir de la mise en place d'un ou plusieurs stages en entreprise.

L'action proposée a été mise en oeuvre auprès de 30 établissement des 3 académies franciliennes.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnel (dont charges de personnel)	57 984,00	100,00%
Total	57 984,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	17 984,00	31,02%
Région Ile-de-France	30 000,00	51,74%
Taxe d'apprentissage	10 000,00	17,25%
Total	57 984,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-038

DU 31 JANVIER 2020

AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2020 DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ET DOTATIONS DE CONTRÔLES TECHNIQUES ET CONTRATS D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU SECOND DEGRÉ DOTATION POUR L'UTILISATION DU PLATEAU TECHNIQUE DU COLLÈGE LE LUZARD A NOISIEL (77)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11,

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n°CR 2017-162 du 21 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional,

VU La délibération du Conseil Régional N°CR 2019-041 en date du 19 septembre 2019 relative à la dotation globale de fonctionnement des établissements scolaires publics pour 2020,

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017,

VU L'arrêté préfectoral n° IDF-2019-09-20-008 du 20 septembre 2019 portant désaffectation de biens immeubles,

VU L'arrêté préfectoral n° IDF-2019-11-08-001 du 8 novembre 2019 portant abrogation de la désaffectation de biens immeubles pour l'accueil provisoire des élèves du lycée de la cité scolaire Gabriel Fauré Paris 13 ème,

VU Le budget régional pour 2020,

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-038 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Affecte une autorisation d'engagement de **69 371 644 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » du budget 2020, afin de verser aux établissements scolaires gérés par la Région la dotation globale de fonctionnement pour 2020 conformément à la répartition figurant en annexe 1.

Article 2

Affecte une autorisation d'engagement de **7 107 694 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action (12203101) «DGFL Cités mixtes régionales» du budget 2020, afin de verser aux établissements scolaires situés en ensembles immobiliers et gérés par la Région la dotation globale de fonctionnement pour 2020 conformément à la répartition figurant en annexe 1.

Article 3

Affecte une autorisation d'engagement de **119 364 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP224-020 (122020) « Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales », action (12202001) «DGFL Cités mixtes départementales» du budget 2020, afin de verser aux établissements scolaires situés en ensembles immobiliers et gérés par les départements la dotation globale de fonctionnement pour 2020 conformément à la répartition figurant en annexe 1.

Article 4

Affecte, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **2 145 514 €,** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » du budget 2020, pour le fonds commun de fonctionnement 2020.

Article 5

Affecte, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **219 828 €,** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action (12203101) «DGFL Cités mixtes régionales»») du budget 2020, pour le fonds commun de fonctionnement 2020.

Article 6

Affecte, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **3 692 €,** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-020 (122020) «Participation aux charges de fonctionnement

des lycées dans les cités mixtes départementales », action (12202001) «DGFL Cités mixtes départementales» du budget 2020, pour le fonds commun de fonctionnement 2020.

Article 7

Affecte une autorisation d'engagement de **9 055 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action (12201705) « DGFL lycées publics » du budget 2020, afin de verser au collège Le Luzard à Noisiel (77) la participation aux charges de fonctionnement liées à l'utilisation de son plateau technique pour 2020.

Article 8

Affecte une autorisation d'engagement de **37 501 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », Code fonctionnel 224 « Participations à des cités mixtes », programme HP 224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action (12203101) «DGFL Cités mixtes régionales» du budget 2020, afin de verser au lycée Gabriel Fauré (Paris 13ème) (UAI 075064L), la dotation de fonctionnement des locaux de l'ex lycée Lazare-Ponticelli (Paris13ème) pour l'année 2020.

Article 9

Affecte une autorisation de programme de **26 096 €** disponible sur le chapitre 932 'Enseignement', code fonctionnel 224 'Participations à des cités mixtes', programme HP224-031 (122031) 'Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales', action 'Entretien des cités mixtes régionales – part lycées ' (12203102) du budget régional 2020, afin de verser au lycée Gabriel Fauré (Paris 13ème) (UAI 075064L) la dotation de contrôle technique obligatoire et de contrat d'entretien obligatoire de l'année 2020 pour le fonctionnement des locaux de l'ex lycée Lazare Ponticelli (Paris 13ème).

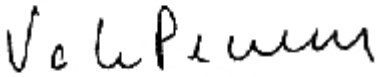
Article 10

Affecte une autorisation d'engagement disponible de **13 881 908 €** prélevée sur le chapitre 932 'Enseignement', code fonctionnel 222 'Lycées publics', programme HP222-017 (122017) 'Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics', action 'Maintenance immobilière' (12201702) du budget régional 2020, afin de verser aux établissements scolaires gérés par la Région la dotation de contrôle technique obligatoire et de contrat d'entretien obligatoire de l'année 2020, conformément à la répartition figurant en annexe 2 de la présente délibération.

Article 11

Affecte une autorisation d'engagement disponible de **1 965 565 €** prélevée sur le chapitre 932 'Enseignement', code fonctionnel 224 'Participations à des cités mixtes', programme HP224-031 (122031) 'Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales', action 'Entretien des cités mixtes régionales – part lycées ' (12203102) du budget régional 2020, afin de verser aux établissements scolaires situés en ensembles immobiliers et gérés par la Région la dotation de contrôle technique obligatoire et de contrat d'entretien obligatoire de l'année 2020, conformément à la répartition figurant en annexe 2 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166310-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION: DGFL 2020 PAR CATEGORIE (EPLE - CMR - CMD)

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION – DGFL 2020 PAR CATEGORIE
(EPLE – CMR - CMD) (en euros)

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2020 brute arrondie	DGFL 2020 notifiée
0750647W	TURGOT	PARIS 03EME	LYC GT	175 395	**170 133**
0750651A	SIMONE-WEIL	PARIS 03EME	LYC GT	121 161	**117 526**
0750770E	ABBE-GREGOIRE (L')	PARIS 03EME	LYC PROF	64 510	**62 575**
0750653C	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	LYC GT	98 997	**96 027**
0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	LYC GENE	311 751	**302 398**
0750658H	SAINT-LOUIS	PARIS 06EME	LYC GENE	269 053	**260 981**
0750660K	FENELON	PARIS 06EME	LYC GENE	129 256	**125 378**
0752961L	GUSTAVE-EIFFEL	PARIS 07EME	LYC PROF	73 541	**71 335**
0750664P	RACINE	PARIS 08EME	LYC GT	128 111	**124 268**
0750667T	CONDORCET	PARIS 09EME	LYC GENE	108 778	**105 515**
0750671X	EDGAR-QUINET	PARIS 09EME	LYC POLYV	114 348	**110 918**
0750673Z	COLBERT	PARIS 10EME	LYC GENE	81 319	**78 879**
0750674A	JULES-SIEGFRIED	PARIS 10EME	LYC TECHNO	90 708	**87 987**
0750775K	GUSTAVE-FERRIE	PARIS 10EME	LYC PROF	106 196	**103 010**
0750776L	MARIE-LAURENCIN	PARIS 10EME	LYC PROF	71 835	**69 680**
0750558Z	PAUL-POIRET	PARIS 11EME	LYC POLYV	66 955	**64 946**
0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	LYC POLYV	247 271	**239 853**
0750778N	TURQUETIL	PARIS 11EME	LYC PROF	98 532	**95 576**
0750788Z	MARCEL-DEPREZ	PARIS 11EME	LYC PROF	131 082	**127 150**
0750677D	ELISA-LEMONNIER	PARIS 12EME	LYC POLYV	242 645	**235 366**
0750680G	ARAGO	PARIS 12EME	LYC GT	119 727	**116 135**
0750783U	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	LYC PROF	104 064	**100 942**
0750784V	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	PARIS 12EME	LYC PROF	40 191	**38 985**
0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCI	PARIS 13EME	LYC GT	530 237	**514 330**
0750785W	GALILEE	PARIS 13EME	LYC PROF	83 174	**80 679**
0750787Y	ARTS-GRAPHIQUES	PARIS 13EME	LYC PROF	144 637	**140 298**
0751710B	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	PARIS 13EME	LYC PROF	99 520	**96 534**
0753268V	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	LYC POLYV	263 293	**255 394**
0750691U	RASPAIL	PARIS 14EME	LYC POLYV	222 667	**215 987**
0750692V	EMILE-DUBOIS	PARIS 14EME	LYC GT	147 202	**142 786**
0752799K	CROCE-SPINELLI	PARIS 14EME	EREA	141 740	**137 488**
0752846L	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	LYC PROF	69 786	**67 692**
0754476H	GUILLAUME-TIREL	PARIS 14EME	LYC POLYV	189 703	**184 012**
0750612H	ENSAAMA	PARIS 15EME	LYC TECHNO	265 923	**257 945**
0750695Y	FRESNEL	PARIS 15EME	LYC POLYV	146 404	**142 012**
0750696Z	ROGER-VERLOMME	PARIS 15EME	LYC GT	101 171	**98 136**
0750697A	BATIMENT (DU)	PARIS 15EME	LYC TECHNO	128 554	**124 697**
0750793E	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	LYC PROF	57 873	**56 137**
0750794F	BRASSAI	PARIS 15EME	LYC PROF	41 987	**40 727**
0751708Z	LOUIS-ARMAND	PARIS 15EME	LYC POLYV	191 695	**185 944**
0753256G	ALEXANDRE-DUMAS	PARIS 15EME	EREA	133 718	**129 706**
0754475G	LEONARD-DE-VINCI	PARIS 15EME	LYC POLYV	124 177	**120 452**
0750796H	OCTAVE-FEUILLET	PARIS 16EME	LYC PROF	40 029	**38 828**
0750707L	ECOLE-NATIONALE-DE-COMMERC	PARIS 17EME	LYC TECHNO	312 428	**303 055**
0750708M	JEAN-DROUANT	PARIS 17EME	LYC POLYV	161 218	**156 381**
0750688R	RABELAIS	PARIS 18EME	LYC GT	249 391	**241 909**
0750710P	AUGUSTE-RENOIR	PARIS 18EME	LYC TECHNO	108 432	**105 179**
0750800M	EDMOND-ROSTAND	PARIS 18EME	LYC PROF	52 151	**50 586**
0752608C	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLI	PARIS 18EME	LYC PROF	97 230	**94 313**
0750650Z	ALEMBERT (D')	PARIS 19EME	LYC POLYV	217 685	**211 154**
0750712S	DIDEROT	PARIS 19EME	LYC POLYV	260 830	**253 005**
0750802P	HECTOR-GUIMARD	PARIS 19EME	LYC PROF	237 231	**230 114**
0750828T	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	EREA	115 637	**112 168**
0752700C	ARMAND-CARREL	PARIS 19EME	LYC PROF	87 276	**84 658**
0754684J	GEORGES-BRASSENS	PARIS 19EME	LYC GENE	66 311	**64 322**
0750808W	ETIENNE-DOLET	PARIS 20EME	LYC PROF	61 952	**60 093**
0754530S	MARTIN-NADAUD	PARIS 20EME	LYC POLYV	129 194	**125 318**
0770918E	LYCEE POLYVALENT URUGUAY-F	AVON	LYC POLYV	322 738	**313 056**
0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	LEGTPA	244 542	**237 206**
0772230F	BLAISE-PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	LYC POLYV	137 630	**133 501**
0772292Y	MARTIN-LUTHER-KING	BUSSY-SAINT-GEORGES	LYC GT	157 195	**152 479**
0771357G	BRETONNIERE (LA)	CHAILLY-EN-BRIE	LEGTPA	132 768	**128 785**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2020 brute arrondie	DGFL 2020 notifiée
0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	EREA	165 891	**160 914**
0770920G	LAFAYETTE	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	LYC POLYV	409 907	**397 610**
0772223Y	RENE-DESCARTES	CHAMPS-SUR-MARNE	LYC POLYV	100 632	**97 613**
0770922J	GASTON-BACHELARD	CHELLES	LYC GT	222 416	**215 744**
0771171E	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	LYC PROF	193 017	**187 226**
0772276F	JEHAN-DE-CHELLES	CHELLES	LYC POLYV	138 297	**134 148**
0771995A	CHAMP-DE-CLAYE (LE)	CLAYE-SOUILLY	LYC PROF	162 821	**157 936**
0771997C	JACQUES-PREVERT	COMBS-LA-VILLE	LYC PROF	112 201	**108 835**
0772127U	GALILEE	COMBS-LA-VILLE	LYC GT	103 017	**99 926**
0771658J	GUE-A-TRESMES (DU)	CONGIS-SUR-THEROUANNE	LYC POLYV	298 881	**289 915**
0770924L	LYCEE POLYVALENT DE COULOM	COULOMMIERS	LYC POLYV	462 676	**448 796**
0771027Y	FREDERIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	LYC POLYV	254 835	**247 190**
0772751X	CHARLOTTE-DELBO	DAMMARTIN-EN-GOELE	LYC POLYV	125 008	**121 258**
0770927P	INTERNATIONAL FRANCOIS-1ER	FONTAINEBLEAU	LYC GENE	189 908	**184 211**
0772685A	SAMUEL-BECKETT	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	LYC GT	108 827	**105 562**
0770943G	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	LYC PROF	359 336	**348 556**
0771512A	VAN-DONGEN	LAGNY-SUR-MARNE	LYC GT	154 395	**149 763**
0771663P	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	LYC GT	121 728	**118 076**
0772294A	EMILY-BRONTE	LOGNES	LYC GT	111 704	**108 353**
0772228D	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	LYC POLYV	147 370	**142 949**
0770930T	HENRI-MOISSAN	MEAUX	LYC GT	229 830	**222 935**
0770931U	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	LYC GT	309 382	**300 101**
0770932V	PIERRE-DE-COUBERTIN (PROFES	MEAUX	LYC PROF	130 208	**126 302**
0771880A	CHARLES-BAUDELAIRE	MEAUX	LYC PROF	133 644	**129 635**
0772229E	JEAN-VILAR	MEAUX	LYC GT	161 545	**156 699**
0770933W	JACQUES-AMYOT	MELUN	LYC GT	202 255	**196 187**
0770934X	LEONARD-DE-VINCI	MELUN	LYC POLYV	453 817	**440 202**
0771996B	HONORE-DE-BALZAC	MITRY-MORY	LYC POLYV	161 636	**156 787**
0772296C	MARE-CARREE (DE LA)	MOISSY-CRAMAYEL	LYC POLYV	181 771	**176 318**
0770938B	ANDRE-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	LYC POLYV	468 128	**454 084**
0772312V	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	LYC POLYV	142 826	**138 541**
0770687D	SAINT-MAMMÈS	SAINT-MAMMES	E.R.P.D.PU	177 459	**172 135**
0772277G	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	LYC POLYV	114 278	**110 850**
0770940D	ETIENNE-BEZOUT	NEMOURS	LYC POLYV	150 655	**146 135**
0771940R	GERARD-DE-NERVAL	NOISIEL	LYC POLYV	91 644	**88 895**
0771941S	RENE-CASSIN	NOISIEL	LYC POLYV	172 259	**167 091**
0772225A	LINO-VENTURA	OZOIR-LA-FERRIERE	LYC PROF	105 187	**102 031**
0772243V	CAMILLE-CLAUDEL	PONTAULT-COMBAULT	LYC GT	135 827	**131 752**
0770942F	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	PROVINS	LYC POLYV	126 868	**123 062**
0771336J	PANNEVELLES (LES)	PROVINS	LYC POLYV	387 056	**375 444**
0771763Y	CHARLES-LE-CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE	LYC GT	218 611	**212 053**
0772295B	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	ROZAY-EN-BRIE	LYC POLYV	117 150	**113 635**
0772188K	PIERRE-MENDES-FRANCE	SAVIGNY-LE-TEMPLE	LYC GT	154 520	**149 884**
0772244W	ANTONIN-CAREME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	LYC PROF	226 127	**219 343**
0772688D	EMILIE-DU-CHATELET	SERRIS	LYC POLYV	241 203	**233 967**
0770944H	AUGUSTE-PERDONNET	THORIGNY-SUR-MARNE	LYC PROF	197 248	**191 331**
0772120L	JEAN-MOULIN	TORCY	LYC GT	153 705	**149 094**
0772342C	CLEMENT-ADER	TOURNAN-EN-BRIE	LYC POLYV	210 384	**204 072**
0770945J	GUSTAVE-EIFFEL	VARENNES-SUR-SEINE	LYC PROF	132 477	**128 503**
0772310T	SIMONE-SIGNORET	VAUX-LE-PENIL	LYC POLYV	159 469	**154 685**
0772332S	SONIA-DELAUNAY	CESSON - VERT ST DENIS	LYC POLYV	96 435	**93 542**
0781950W	LOUISE-WEISS	ACHERES	LYC POLYV	96 108	**93 225**
0781859X	VINCENT-VAN-GOGH	AUBERGENVILLE	LYC POLYV	169 513	**164 428**
0781860Y	PIERRES-VIVES (LES)	CARRIERES-SUR-SEINE	LYC POLYV	163 122	**158 228**
0780486E	BATELLERIE (LA)	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	E.R.P.D.PU	140 677	**136 457**
0781845G	JULES-FERRY	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	LYC GT	142 018	**137 757**
0783447Y	SIMONE-WEIL	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	LYC POLYV	198 963	**192 994**
0781578S	HOTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	LYC POLYV	272 814	**264 630**
0781949V	VILLAROY (DE)	GUYANCOURT	LYC GT	116 530	**113 034**
0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	E.R.P.D.PU	416 136	**403 652**
0782822U	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LYC POLYV	206 409	**200 217**
0783214V	LUCIEN-RENE-DUCHESNE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	LYC PROF	71 008	**68 878**
0781839A	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	LYC POLYV	155 629	**150 960**
0783259U	ERPD	LA VERRIERE	E.R.P.D.PU	158 528	**153 772**
0782602E	JEAN-MOULIN	LE CHESNAY	LYC PROF	148 194	**143 748**
0782568T	ALAIN	LE VESINET	LYC GT	113 352	**109 951**
0780422K	FRANCOIS-VILLON	LES MUREAUX	LYC GT	194 517	**188 681**
0781984H	VAUCANSON	LES MUREAUX	LYC POLYV	165 057	**160 105**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2020 brute arrondie	DGFL 2020 notifiée
0781884Z	CONDORCET	LIMAY	LYC POLYV	146 589	**142 191**
0781951X	LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	LYC POLYV	141 526	**137 280**
0782539L	SAINT-EXUPERY	MANTES-LA-JOLIE	LYC GT	247 345	**239 925**
0782540M	JEAN-ROSTAND	MANTES-LA-JOLIE	LYC POLYV	249 579	**242 092**
0783533S	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	LYC POLYV	187 562	**181 935**
0781861Z	LOUIS-DE-BROGLIE	MARLY-LE-ROI	LYC GT	85 826	**83 251**
0780515L	SEPT-MARES (LES)	MAUREPAS	LYC GT	103 120	**100 026**
0781883Y	DUMONT-D'URVILLE	MAUREPAS	LYC POLYV	97 580	**94 653**
0781512V	DESCARTES	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LYC GT	108 346	**105 096**
0781819D	EMILIE-DE-BRETEUIL	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	LYC POLYV	155 083	**150 431**
0780582J	JEAN-VILAR	PLAISIR	LYC GT	98 579	**95 622**
0781898P	CHARLES-DE-GAULLE	POISSY	LYC GT	148 311	**143 862**
0781983G	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	LYC POLYV	181 210	**175 774**
0781948U	LAVOISIER	PORCHEVILLE	LYC POLYV	274 463	**266 229**
0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	LYC POLYV	370 569	**359 452**
0782593V	JEAN-PERRIN	SAINT-CYR-L'ECOLE	LYC PROF	137 216	**133 100**
0783140P	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	LYC GT	124 744	**121 002**
0780004F	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LEGTPA	275 597	**267 329**
0782132U	JEANNE-D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC GT	269 651	**261 561**
0782556E	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC POLYV	120 981	**117 352**
0782557F	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC POLYV	230 565	**223 648**
0782924E	EVARISTE-GALOIS	SARTROUVILLE	LYC GT	194 561	**188 724**
0783431F	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	LYC POLYV	178 561	**173 204**
0780273Y	LOUIS-BLERIOT	TRAPPES	LYC PROF	87 861	**85 225**
0780584L	HENRI-MATISSE	TRAPPES	LYC PROF	105 246	**102 089**
0781297L	PLAINE-DE-NEAUPHLE (LA)	TRAPPES	LYC GT	140 946	**136 718**
0782563M	LA-BRUYERE	VERSAILLES	LYC GT	237 271	**230 153**
0782565P	JULES-FERRY	VERSAILLES	LYC POLYV	333 410	**323 408**
0782567S	MARIE-CURIE	VERSAILLES	LYC GT	254 105	**246 482**
0782603F	JACQUES-PREVERT	VERSAILLES	LYC PROF	81 898	**79 441**
0781952Y	SONIA-DELAUNAY	VILLEPREUX	LYC POLYV	89 700	**87 009**
0782587N	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	LYC POLYV	364 002	**353 082**
0910628N	PAUL-BELMONDO	ARPAJON	LYC PROF	118 524	**114 968**
0911632E	RENE-CASSIN	ARPAJON	LYC GT	161 509	**156 664**
0911961M	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	LYC GT	161 724	**156 872**
0910623H	MARCEL-PAGNOL	ATHIS-MONS	LYC GT	211 834	**205 479**
0910676R	CLEMENT-ADER	ATHIS-MONS	LYC POLYV	162 134	**157 270**
0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	LYC POLYV	125 669	**121 899**
0910975R	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	BRETIGNY-SUR-ORGE	LYC POLYV	343 305	**333 006**
0911021R	TALMA	BRUNOY	LYC GT	130 542	**126 626**
0910630R	ALEXANDRE-DENIS	CERNY	LYC PROF	280 277	**271 869**
0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	LYC POLYV	440 664	**427 444**
0911828T	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	LYC POLYV	287 530	**278 904**
0912364A	NIKOLA TESLA	DOURDAN	LYC POLYV	320 842	**311 217**
0910755B	NADAR	DRAVEIL	LYC PROF	112 387	**109 015**
0911927A	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	LYC GT	72 895	**70 708**
0910622G	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	LYC POLYV	307 374	**298 153**
0911401D	NELSON-MANDELA	ETAMPES	LYC PROF	135 686	**131 615**
0910629P	CHATEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	LYC PROF	190 139	**184 435**
0911251R	PARC-DES-LOGES	EVRY	LYC GT	206 620	**200 421**
0911254U	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY	LYC PROF	166 954	**161 945**
0911343R	AUGUSTE-PERRET	EVRY	LYC PROF	129 644	**125 755**
0911913K	VALLEE-DE-CHEVREUSE (DE LA)	GIF-SUR-YVETTE	LYC GT	158 441	**153 688**
0910631S	JEAN-MONNET	JUVISY-SUR-ORGE	LYC PROF	149 509	**145 024**
0911492C	ESSOURIAU (DE L')	LES ULIS	LYC POLYV	229 303	**222 424**
0911983L	JULES-VERNE	LIMOURS	LYC GT	102 916	**99 829**
0910715H	JEAN-PERRIN	LONGJUMEAU	LYC PROF	150 834	**146 309**
0911577V	JACQUES-PREVERT	LONGJUMEAU	LYC GT	134 619	**130 580**
0910632T	GUSTAVE-EIFFEL	MASSY	LYC PROF	135 182	**131 127**
0910687C	FUSTEL-DE-COULANGES	MASSY	LYC GT	121 404	**117 762**
0910727W	PARC-DE-VILGENIS	MASSY	LYC POLYV	399 703	**387 712**
0911962N	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	LYC POLYV	138 090	**133 947**
0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	LYC GT	396 852	**384 946**
0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	EREA	153 801	**149 187**
0911945V	MARGUERITE-YOURCENAR	MORANGIS	LYC POLYV	113 700	**110 289**
0911037H	ANDRE-MARIE-AMPERE	MORSANG-SUR-ORGE	LYC PROF	93 492	**90 687**
0910429X	CHATEAU-DU-LAC (LE)	OLLAINVILLE	EREA	106 150	**102 965**
0910626L	BLAISE-PASCAL	ORSAY	LYC GT	130 903	**126 976**
0911938M	CAMILLE-CLAUDEL	PALAISEAU	LYC GT	80 882	**78 456**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2020 brute arrondie	DGFL 2020 notifiée
0912251C	HENRI-POINCARE	PALAISEAU	LYC POLYV	139 547	**135 361**
0911493D	LES-FRERES-MOREAU	QUINCY-SOUS-SENART	LYC PROF	132 399	**128 427**
0911578W	PIERRE-MENDES-FRANCE	RIS-ORANGIS	LYC PROF	136 382	**132 291**
0911946W	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	LYC POLYV	191 647	**185 898**
0911346U	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	LYC GT	139 210	**135 034**
0912163G	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	LYC POLYV	129 726	**125 834**
0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	LYC GT	304 842	**295 697**
0912142J	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	LYC POLYV	270 230	**262 123**
0910756C	LOUIS-ARMAND	YERRES	LYC PROF	84 405	**81 873**
0920130S	DESCARTES	ANTONY	LYC GT	146 943	**142 535**
0921676X	THEODORE-MONOD	ANTONY	LYC PROF	210 631	**204 312**
0920131T	AUGUSTE-RENOIR	ASNIERES-SUR-SEINE	LYC GT	110 508	**107 193**
0920150N	PRONY (DE)	ASNIERES-SUR-SEINE	LYC PROF	114 957	**111 508**
0920429S	MARTIN-LUTHER-KING	ASNIERES-SUR-SEINE	EREA	108 031	**104 790**
0920680P	LEONARD-DE-VINCI	BAGNEUX	LYC PROF	86 248	**83 661**
0920132U	ALBERT-CAMUS	BOIS-COLOMBES	LYC GT	160 417	**155 604**
0921595J	DANIEL-BALAVOINE	BOIS-COLOMBES	LYC PROF	134 418	**130 385**
0920134W	JACQUES-PREVERT	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC GT	188 399	**182 747**
0922443F	ETIENNE-JULES-MAREY	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC POLYV	130 106	**126 203**
0922801V	NOUVEAU LYCEE	BOULOGNE-BILLANCOURT	LYC GT	86 638	**84 039**
0920135X	EMMANUEL-MOUNIER	CHATENAY-MALABRY	LYC GT	127 455	**123 631**
0921166T	JEAN-JAURES	CHATENAY-MALABRY	LYC POLYV	212 711	**206 330**
0921555R	JACQUES-MONOD	CLAMART	LYC GT	121 070	**117 438**
0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	LYC POLYV	332 125	**322 161**
0922149L	RENE-AUFFRAY	CLICHY	LYC POLYV	259 010	**251 240**
0920137Z	GUY-DE-MAUPASSANT	COLOMBES	LYC GT	217 782	**211 249**
0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	LYC POLYV	102 128	**99 064**
0922427N	CLAUDE-GARAMONT	COLOMBES	LYC POLYV	119 420	**115 837**
0920138A	PAUL-LAPIE	COURBEVOIE	LYC GT	139 718	**135 526**
0921625S	PAUL-PAINLEVE	COURBEVOIE	LYC PROF	74 485	**72 250**
0922615T	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	LYC GENE	69 846	**67 751**
0920810F	JEAN-MONNET	GARCHES	EREA	116 370	**112 879**
0922287L	JACQUES-BREL	GARCHES	EREA	166 316	**161 327**
0921156G	GALILEE	GENNEVILLIERS	LYC POLYV	355 489	**344 824**
0922397F	EUGENE-IONESCO	ISSY-LES-MOULINEAUX	LYC POLYV	140 193	**135 987**
0920158X	TOURNELLE (LA)	LA GARENNE-COLOMBES	LYC PROF	136 889	**132 782**
0922249V	MONTESQUIEU	LE PLESSIS-ROBINSON	LYC POLYV	92 749	**89 967**
0921230M	LEONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	LYC POLYV	282 675	**274 195**
0920163C	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	LYC PROF	91 083	**88 351**
0921592F	COTES-DE-VILLEBON (LES)	MEUDON	LYC PROF	156 533	**151 837**
0920164D	JEAN-MONNET	MONTROUGE	LYC PROF	93 573	**90 766**
0921399W	MAURICE-GENEVOIX	MONTROUGE	LYC GT	128 373	**124 522**
0920141D	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	LYC GT	263 509	**255 604**
0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	LYC PROF	78 018	**75 677**
0922464D	LOUISE-MICHEL	NANTERRE	LYC POLYV	90 892	**88 165**
0920143F	FOLIE-SAINT-JAMES (LA)	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC GENE	89 378	**86 697**
0920166F	VASSILY-KANDINSKY	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC PROF	56 910	**55 203**
0920144G	AGORA (L')	PUTEAUX	LYC GT	121 701	**118 050**
0921500F	VOILIN	PUTEAUX	LYC PROF	92 060	**89 298**
0920799U	RICHELIEU	RUEIL-MALMAISON	LYC GT	276 643	**268 344**
0922398G	GUSTAVE-EIFFEL	RUEIL-MALMAISON	LYC POLYV	108 103	**104 860**
0920801W	ALEXANDRE-DUMAS	SAINT-CLOUD	LYC GT	150 437	**145 924**
0922276Z	SANTOS-DUMONT	SAINT-CLOUD	LYC POLYV	122 299	**118 630**
0920170K	FLORIAN	SCEAUX	LYC PROF	114 119	**110 695**
0920802X	JEAN-PIERRE-VERNANT	SEVRES	LYC GT	237 760	**230 627**
0920147K	PAUL-LANGEVIN	SURESNES	LYC GT	196 598	**190 700**
0920171L	LOUIS-BLERIOT	SURESNES	LYC PROF	75 269	**73 011**
0921505L	DARDENNE	VANVES	LYC PROF	62 171	**60 306**
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC (EREA)	VAUCRESSON	EREA	300 230	**291 223**
0921594H	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	LYC GT	130 124	**126 220**
0922277A	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	LYC POLYV	114 656	**111 216**
0930117X	LE-CORBUSIER	AUBERVILLIERS	LYC GT	266 827	**258 822**
0931024H	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	LYC PROF	181 319	**175 879**
0930833A	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC GT	227 702	**220 871**
0930834B	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC GT	404 029	**391 908**
0930846P	VOILLAUME (PROFESSIONNEL)	AULNAY-SOUS-BOIS	LYC PROF	106 912	**103 705**
0932119Y	EUGENE-HENAFF	BAGNOLET	LYC POLYV	217 631	**211 102**
0931198X	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	LYC PROF	133 254	**129 256**
0931613Y	LOUISE-MICHEL	BOBIGNY	LYC GT	184 191	**178 665**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2020 brute arrondie	DGFL 2020 notifiée
0932123C	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	LYC POLYV	153 049	**148 458**
0930129K	MADELEINE-VIONNET	BONDY	LYC PROF	114 621	**111 182**
0932282A	LEO-LAGRANGE	BONDY	LYC POLYV	87 319	**84 699**
0932026X	ALFRED-NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	LYC POLYV	216 518	**210 022**
0930119Z	EUGENE-DELACROIX	DRANCY	LYC POLYV	328 725	**318 863**
0932229T	PAUL-LE-ROLLAND	DRANCY	LYC POLYV	102 318	**99 248**
0932126F	FRANCOIS-RABELAIS	DUGNY	LYC POLYV	163 171	**158 276**
0930120A	JACQUES-FEYDER	EPINAY-SUR-SEINE	LYC GT	235 276	**228 218**
0931735F	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	LYC PROF	107 445	**104 222**
0931233K	JEAN-BAPTISTE-CLEMENT	GAGNY	LYC PROF	91 482	**88 738**
0931272C	GUSTAVE-EIFFEL	GAGNY	LYC GT	247 391	**239 969**
0930128J	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	LYC PROF	116 016	**112 536**
0931430Z	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	LYC GT	170 784	**165 660**
0931738J	ARTHUR-RIMBAUD	LA COURNEUVE	LYC PROF	117 005	**113 495**
0930831Y	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	LYC PROF	145 991	**141 611**
0932034F	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	LYC GT	155 183	**150 528**
0932118X	JEAN-MOULIN	LE BLANC-MESNIL	LYC POLYV	152 728	**148 146**
0932577W	GERMAINE-TILLION	LE BOURGET	LYC GT	110 732	**107 410**
0930830X	ALBERT-SCHWEITZER	LE RAINCY	LYC GT	201 372	**195 331**
0932222K	RENE-CASSIN	LE RAINCY	LYC POLYV	129 097	**125 224**
0932073Y	PAUL-ROBERT	LES LILAS	LYC POLYV	101 165	**98 130**
0930136T	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	LYC PROF	176 244	**170 957**
0931585T	ANDRE-BOULLOCHE	LIVRY-GARGAN	LYC GT	161 368	**156 527**
0932120Z	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	LYC POLYV	183 864	**178 348**
0930122C	CONDORCET	MONTREUIL	LYC GT	135 849	**131 774**
0930130L	CONDORCET (PROFESSIONNEL)	MONTREUIL	LYC PROF	69 374	**67 293**
0931779D	HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE	MONTREUIL	LYC POLYV	142 555	**138 278**
0932116V	EUGENIE-COTTON	MONTREUIL	LYC POLYV	133 644	**129 635**
0932291K	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	LYC POLYV	155 226	**150 569**
0931565W	FLORA-TRISTAN	NOISY-LE-GRAND	LYC GT	107 938	**104 700**
0932047V	EVARISTE-GALOIS	NOISY-LE-GRAND	LYC POLYV	159 304	**154 525**
0932638M	INTERNATIONAL DE L'EST PARISIE	NOISY-LE-GRAND	LYC POLYV	141 128	**136 894**
0930133P	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	LYC PROF	204 834	**198 689**
0930124E	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	LYC GT	144 276	**139 948**
0930135S	SIMONE-WEIL	PANTIN	LYC PROF	110 908	**107 581**
0932117W	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	LYC POLYV	165 736	**160 764**
0932267J	LIBERTE	ROMAINVILLE	LYC POLYV	134 087	**130 064**
0931739K	JEAN-MOULIN	ROSNY-SOUS-BOIS	LYC PROF	135 020	**130 969**
0932031C	CHARLES-DE-GAULLE	ROSNY-SOUS-BOIS	LYC GT	144 086	**139 763**
0930125F	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	LYC GT	397 194	**385 278**
0930138V	FREDERIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	LYC PROF	184 493	**178 958**
0932121A	SUGER	SAINT-DENIS	LYC POLYV	238 306	**231 157**
0932129J	ENNA (L')	SAINT-DENIS	LYC POLYV	275 469	**267 205**
0932667U	PLAINE-COMMUNE	SAINT-DENIS	LYC POLYV	220 304	**213 695**
0930126G	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN	LYC POLYV	151 216	**146 680**
0932074Z	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN	LYC POLYV	203 518	**197 412**
0932048W	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	LYC POLYV	201 210	**195 174**
0932030B	MAURICE-UTRILLO	STAINS	LYC POLYV	194 492	**188 657**
0931193S	HELENE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	LYC PROF	125 187	**121 431**
0932046U	LEONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	LYC POLYV	165 176	**160 221**
0930127H	GEORGES-CLEMENCEAU	VILLEMOMBLE	LYC GT	134 724	**130 682**
0932221J	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	LYC POLYV	82 684	**80 203**
0931584S	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	LYC POLYV	261 136	**253 302**
0932260B	GEORGES-BRASSENS	VILLEPINTE	LYC POLYV	121 434	**117 791**
0940126B	MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE	LYC POLYV	260 350	**252 539**
0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	EREA	161 047	**156 216**
0940580V	LYCEE POLYVALENT DE CACHAN	CACHAN	LYC POLYV	678 227	**657 880**
0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	175 182	**169 927**
0940113M	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	249 382	**241 901**
0940132H	GABRIEL-PERI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC PROF	125 400	**121 638**
0941951K	MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	LYC POLYV	187 259	**181 641**
0941974K	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	LYC POLYV	82 915	**80 428**
0941470M	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LYC GT	212 969	**206 580**
0941604H	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (PROFES	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	LYC PROF	135 198	**131 142**
0942269F	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	LYC POLYV	162 197	**157 331**
0940141T	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	LYC POLYV	136 273	**132 185**
0941232D	JEAN-MACE	CHOISY-LE-ROI	LYC PROF	107 141	**103 927**
0940114N	SAINT-EXUPERY	CRETEIL	LYC POLYV	272 370	**264 199**
0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	LYC POLYV	207 341	**201 121**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2020 brute arrondie	DGFL 2020 notifiée
0941413A	LEON-BLUM	CRETEIL	LYC POLYV	153 714	**149 103**
0941930M	GUTENBERG	CRETEIL	LYC POLYV	196 100	**190 217**
0941298A	MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	LYC PROF	146 432	**142 039**
0941347D	PABLO-PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS	LYC GT	128 472	**124 618**
0941301D	FREDERIC-MISTRAL	FRESNES	LYC POLYV	168 941	**163 873**
0940134K	VAL-DE-BIEVRE	GENTILLY	LYC PROF	79 506	**77 121**
0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	LYC GT	180 317	**174 907**
0941972H	FERNAND-LEGER	IVRY-SUR-SEINE	LYC POLYV	127 938	**124 100**
0941474S	DARIUS-MILHAUD	LE KREMLIN-BICETRE	LYC POLYV	276 104	**267 821**
0941975L	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	LYC POLYV	74 056	**71 834**
0940119U	PAUL-DOUMER	LE PERREUX-SUR-MARNE	LYC POLYV	126 430	**122 637**
0940742W	GUILLAUME-BUDE	LIMEIL-BREVANNES	LYC POLYV	208 064	**201 822**
0940116R	EUGENE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT	LYC GT	146 672	**142 272**
0941355M	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	LYC POLYV	118 227	**114 680**
0940118T	LOUIS-ARMAND	NOGENT-SUR-MARNE	LYC POLYV	211 980	**205 621**
0940137N	LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	LYC PROF	168 236	**163 189**
0940319L	FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE	EREA	87 059	**84 447**
0940138P	ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY	LYC PROF	118 791	**115 227**
0940120V	MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC GT	329 039	**319 168**
0940121W	ARSONVAL (D')	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC GT	171 318	**166 178**
0940122X	CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC POLYV	102 042	**98 981**
0940140S	GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC PROF	82 584	**80 106**
0940585A	FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC POLYV	168 735	**163 673**
0941918Z	CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE	LYC POLYV	172 968	**167 779**
0942130E	PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE	LYC POLYV	141 980	**137 721**
0940123Y	GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS	LYC GT	265 119	**257 165**
0941952L	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	LYC POLYV	208 589	**202 331**
0940143V	JEAN-MOULIN	VINCENNES	LYC PROF	124 427	**120 694**
0940129E	JEAN-MACE	VITRY-SUR-SEINE	LYC POLYV	350 544	**340 028**
0940145X	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	LYC PROF	103 793	**100 679**
0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE cedex	LYC POLYV	696 075	**675 193**
0950640E	JULIE-VICTOIRE-DAUBIE	ARGENTEUIL	LYC GT	117 742	**114 210**
0950641F	JEAN-JAURES	ARGENTEUIL	LYC POLYV	380 268	**368 860**
0950666H	GEORGES-BRAQUE	ARGENTEUIL	LYC POLYV	244 841	**237 496**
0951811C	FERNAND-ET-NADIA-LEGER	ARGENTEUIL	LYC POLYV	192 305	**186 536**
0950709E	VIRGINIA-HENDERSON	ARNOUVILLE	LYC PROF	116 780	**113 277**
0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	EREA	137 608	**133 480**
0951748J	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	LYC POLYV	178 036	**172 695**
0952173W	EUGENE-RONCERAY	BEZONS	LYC POLYV	165 614	**160 646**
0951399E	ALFRED-KASTLER	CERGY	LYC GT	117 640	**114 111**
0951637N	GALILEE	CERGY	LYC GT	170 742	**165 620**
0951756T	JULES-VERNE	CERGY	LYC POLYV	192 331	**186 561**
0951282C	VEXIN (DU)	CHARS	LYC PROF	105 473	**102 309**
0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	LYC PROF	172 821	**167 636**
0951922Y	CAMILLE-SAINT-SAENS	DEUIL-LA-BARRE	LYC GT	133 503	**129 498**
0951788C	GEORGE-SAND	DOMONT	LYC POLYV	168 027	**162 986**
0951974E	LOUIS-ARMAND	EAUBONNE	LYC POLYV	140 643	**136 424**
0952196W	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	LYC POLYV	335 837	**325 762**
0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY	LYC PROF	193 411	**187 609**
0950645K	VAN-GOGH	ERMONT	LYC GT	145 180	**140 825**
0950657Y	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	LYC PROF	151 432	**146 889**
0951673C	GUSTAVE-EIFFEL	ERMONT	LYC POLYV	96 022	**93 141**
0951727L	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	LYC POLYV	195 857	**189 981**
0951722F	JEAN-MONNET	FRANCONVILLE	LYC POLYV	203 928	**197 810**
0951766D	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	LYC GT	180 673	**175 253**
0951787B	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	LYC POLYV	158 101	**153 358**
0950646L	RENE-CASSIN	GONESSE	LYC GT	261 352	**253 511**
0950667J	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	LYC POLYV	350 525	**340 009**
0951723G	MONTESQUIEU	HERBLAY	LYC GT	126 595	**122 797**
0951824S	HAUTIL (DE L')	JOUY-LE-MOUTIER	LYC POLYV	118 249	**114 702**
0951147F	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM	LYC GT	129 521	**125 635**
0950647M	GERARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	LYC GT	103 938	**100 820**
0950648N	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	MONTMORENCY	LYC GT	128 861	**124 995**
0951281B	TURGOT	MONTMORENCY	LYC PROF	71 915	**69 758**
0950949R	JEAN-MERMOZ	MONTSOULT	LYC PROF	122 338	**118 668**
0951937P	PAUL-EMILE-VICTOR	OSNY	LYC POLYV	80 715	**78 294**
0950649P	CAMILLE-PISSARRO	PONTOISE	LYC POLYV	251 818	**244 263**
0950658Z	CHATEAU-D'EPLUCHES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC PROF	175 229	**169 972**
0951104J	JEAN-PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC POLYV	236 950	**229 841**

UAI	Nom établissement	Commune	type	DGFL 2020 brute arrondie	DGFL 2020 notifiée
0951728M	EDMOND-ROSTAND	SAINT-OUEN-L'AUMONE	LYC POLYV	147 167	**142 752**
0951753P	LEONARD-DE-VINCI	SAINT-WITZ	LYC GT	92 857	**90 071**
0950983C	TOUR-DU-MAIL (LA)	SANNOIS	EREA	95 834	**92 959**
0950650R	JEAN-JACQUES-ROUSSEAU	SARCELLES	LYC POLYV	343 248	**332 951**
0950947N	TOURELLE (DE LA)	SARCELLES	LYC POLYV	300 849	**291 824**
0950651S	JACQUES-PREVERT	TAVERNY	LYC GT	131 587	**127 639**
0951763A	LOUIS-JOUVET	TAVERNY	LYC POLYV	227 938	**221 100**
0951710T	CAMILLE-CLAUDEL	VAUREAL	LYC POLYV	175 622	**170 353**
0951090U	PIERRE-MENDES-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	LYC PROF	138 103	**133 960**
	SOUS-TOTAL EPLE EREA ERPD LYA			**71 517 158**	**69 371 644**
0750648X	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	LYC GENE	60 172	**58 367**
0750652B	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	LYC GENE	110 109	**106 806**
0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	LYC GENE	265 099	**257 146**
0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	LYC GENE	99 721	**96 729**
0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	LYC GENE	131 092	**127 159**
0750662M	VICTOR-DURUY	PARIS 07EME	LYC GENE	130 321	**126 411**
0750663N	CHAPTAL	PARIS 08EME	LYC GT	274 028	**265 807**
0750668U	JACQUES-DECOUR	PARIS 09EME	LYC GENE	165 214	**160 258**
0750669V	JULES-FERRY	PARIS 09EME	LYC GENE	98 157	**95 212**
0750670W	LAMARTINE	PARIS 09EME	LYC GENE	64 063	**62 141**
0750675B	VOLTAIRE	PARIS 11EME	LYC GT	194 119	**188 295**
0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	LYC GENE	155 634	**150 965**
0750682J	RODIN	PARIS 13EME	LYC GENE	90 409	**87 697**
0750683K	CLAUDE-MONET	PARIS 13EME	LYC GENE	141 569	**137 322**
0750684L	GABRIEL-FAURE	PARIS 13EME	LYC GENE	84 250	**81 722**
0750689S	PAUL-BERT	PARIS 14EME	LYC GENE	62 229	**60 362**
0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	LYC GT	109 759	**106 466**
0750693W	BUFFON	PARIS 15EME	LYC GENE	155 354	**150 693**
0750694X	CAMILLE-SEE	PARIS 15EME	LYC GENE	94 980	**92 131**
0750698B	CLAUDE-BERNARD	PARIS 16EME	LYC GT	154 451	**149 817**
0750699C	JANSON-DE-SAILLY	PARIS 16EME	LYC GENE	285 563	**276 996**
0750700D	JEAN-BAPTISTE-SAY	PARIS 16EME	LYC GT	169 039	**163 968**
0750702F	LA-FONTAINE	PARIS 16EME	LYC GENE	90 600	**87 882**
0750703G	MOLIERE	PARIS 16EME	LYC GENE	135 457	**131 393**
0750704H	CARNOT	PARIS 17EME	LYC GENE	127 584	**123 756**
0750705J	BALZAC	PARIS 17EME	LYC GT	168 484	**163 429**
0750711R	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	LYC GT	289 584	**280 896**
0750714U	HELENE-BOUCHER	PARIS 20EME	LYC GENE	156 015	**151 335**
0750715V	MAURICE-RAVEL	PARIS 20EME	LYC GT	208 774	**202 511**
0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	LYC GT	205 534	**199 368**
0782546U	LE-CORBUSIER	POISSY	LYC GT	175 597	**170 329**
0782562L	HOCHE	VERSAILLES	LYC GENE	332 958	**322 969**
0920798T	RABELAIS	MEUDON	LYC GT	94 713	**91 872**
0920142E	PASTEUR	NEUILLY-SUR-SEINE	LYC GENE	122 932	**119 244**
0920145H	LAKANAL	SCEAUX	LYC GT	407 478	**395 254**
0920146J	MARIE-CURIE	SCEAUX	LYC GENE	131 655	**127 705**
0920149M	MICHELET	VANVES	LYC GT	217 713	**211 182**
0930116W	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	LYC GT	171 009	**165 879**
0932122B	ALEMBERT (D')	AUBERVILLIERS	LYC POLYV	125 013	**121 263**
0930118Y	JEAN-RENOIR	BONDY	LYC GT	211 394	**205 052**
0930121B	JEAN-JAURES	MONTREUIL	LYC GT	267 331	**259 311**
0930123D	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	LYC GT	183 001	**177 511**
0940117S	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	LYC GENE	99 691	**96 700**
0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	LYC POLYV	166 581	**161 584**
0940124Z	HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES	LYC GT	143 092	**138 799**
	SOUS-TOTAL CMR			**7 327 522**	**7 107 694**
0783548H	LYCEE FRANCO-ALLEMAND	BUC	LYC GENE	40 765	**39 542**
0783549J	INTERNATIONAL	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	LYC GENE	82 291	**79 822**
	SOUS-TOTAL CMD			**123 056**	**119 364**
	TOTAL GÉNÉRAL			**78 967 736**	**76 598 702**

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION:TABLEAU MONTANTS CTO-CEO PAR EPLE

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION –DOTATION DE FONCTIONNEMENT SPECIFIQUE CEO - CTO 2(
PAR CATEGORIE (EPLE – CMR) (en euros)

UAI	Nom établissement	Commune	type	Total dotation CEO-CTO notifée
0750558Z	PAUL POIRET	PARIS 11EME	LYC POLYV	18 881,00
0750612H	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE ARTS APPLIQ.	PARIS 15EME	LYC TECHNO	25 112,00
0750647W	TURGOT	PARIS 03EME	LYC GT	33 639,00
0750650Z	D'ALEMBERT	PARIS 19EME	LYC POLYV	43 684,00
0750651A	SIMONE WEIL	PARIS 03EME	LYC GT	10 485,00
0750653C	SOPHIE GERMAIN	PARIS 04EME	LYC GT	20 483,00
0750655E	LOUIS LE GRAND	PARIS 05EME	LYC GENE	111 980,00
0750658H	SAINT LOUIS	PARIS 06EME	LYC GENE	113 217,00
0750660K	FENELON	PARIS 06EME	LYC GENE	48 214,00
0750664P	RACINE	PARIS 08EME	LYC GT	24 327,00
0750667T	CONDORCET	PARIS 09EME	LYC GENE	22 368,00
0750671X	EDGAR QUINET	PARIS 09EME	LYC POLYV	18 358,00
0750673Z	COLBERT	PARIS 10EME	LYC GENE	13 510,00
0750674A	JULES SIEGFRIED	PARIS 10EME	LYC TECHNO	13 974,00
0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	LYC POLYV	62 624,00
0750677D	ELISA LEMONNIER	PARIS 12EME	LYC POLYV	34 143,00
0750680G	ARAGO	PARIS 12EME	LYC GT	15 284,00
0750685M	PIERRE-GILLES DE GENNES - ENCPB	PARIS 13EME	LYC GT	192 886,00
0750688R	RABELAIS	PARIS 18EME	LYC GT	16 677,00
0750691U	RASPAIL	PARIS 14EME	LYC POLYV	118 656,00
0750692V	EMILE DUBOIS	PARIS 14EME	LYC GT	17 533,00
0750695Y	FRESNEL	PARIS 15EME	LYC POLYV	61 954,00
0750696Z	ROGER VERLOMME	PARIS 15EME	LYC GT	11 771,00
0750697A	BATIMENT-ST LAMBERT	PARIS 19EME	LYC TECHNO	10 353,00
0750707L	ECOLE NATIONALE DE COMMERCE	PARIS 17EME	LYC TECHNO	50 745,00
0750708M	JEAN DROUANT	PARIS 17EME	LYC POLYV	77 599,00
0750710P	AUGUSTE RENOIR	PARIS 18EME	LYC TECHNO	28 953,00
0750712S	DIDEROT	PARIS 19EME	LYC POLYV	84 920,00
0750770E	L'ABBE GREGOIRE	PARIS 03EME	LYC PROF	12 087,00
0750775K	GUSTAVE FERRIE	PARIS 10EME	LYC PROF	22 547,00
0750776L	MARIE LAURENCIN	PARIS 10EME	LYC PROF	10 898,00
0750778N	TURQUETIL	PARIS 11EME	LYC PROF	26 082,00
0750783U	CHENNEVIERE MALEZIEUX	PARIS 12EME	LYC PROF	38 228,00
0750784V	METIERS DE L'AMEUBLEMENT	PARIS 12EME	LYC PROF	5 814,00
0750785W	GALILEE	PARIS 13EME	LYC PROF	13 020,00
0750787Y	ARTS GRAPHIQUES CORVISART	PARIS 13EME	LYC PROF	24 939,00
0750788Z	MARCEL DEPREZ	PARIS 11EME	LYC PROF	37 305,00
0750793E	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	LYC PROF	17 069,00
0750794F	BRASSAÏ	PARIS 15EME	LYC PROF	4 722,00
0750796H	OCTAVE FEUILLET	PARIS 16EME	LYC PROF	16 104,00
0750800M	EDMOND ROSTAND	PARIS 18EME	LYC PROF	13 960,00
0750802P	HECTOR GUIMARD	PARIS 19EME	LYC PROF	40 352,00
0750808W	ETIENNE DOLET	PARIS 20EME	LYC PROF	15 271,00
0750828T	EDITH PIAF	PARIS 20EME	EREA	21 626,00
0751708Z	LOUIS ARMAND	PARIS 15EME	LYC POLYV	20 349,00
0751710B	NICOLAS LOUIS VAUQUELIN	PARIS 13EME	LYC PROF	14 654,00
0752608C	HOTELIER	PARIS 18EME	LYC PROF	68 819,00
0752700C	ARMAND CARREL	PARIS 19EME	LYC PROF	6 701,00
0752799K	CROCE SPINELLI	PARIS 14EME	EREA	8 785,00
0752846L	ERIK SATIE	PARIS 14EME	LYC PROF	21 098,00
0752961L	GUSTAVE EIFFEL	PARIS 07EME	LYC PROF	5 527,00
0753256G	ALEXANDRE DUMAS	PARIS 15EME	EREA	15 227,00
0753268V	JEAN LURCAT	PARIS 13EME	LYC POLYV	52 279,00
0754475G	LEONARD DE VINCI	PARIS 15EME	LYC POLYV	120 882,00
0754476H	GUILLAUME TIREL	PARIS 14EME	LYC POLYV	153 573,00
0754530S	MARTIN NADAUD	PARIS 20EME	LYC POLYV	30 584,00
0754684J	GEORGES BRASSENS	PARIS 19EME	LYC GENE	8 894,00
0770342D	LEOPOLD BELLAN	CHAMIGNY	EREA	13 032,00
0770687D	SAINT MAMMES	MORET SUR LOING CEDEX	E.R.P.D.PU	36 147,00
0770918E	LYCEE POLYVALENT URUGUAY FRANCE	AVON CEDEX	LYC POLYV	77 499,00
0770920G	LA FAYETTE	CHAMPAGNE SUR SEINE	LYC POLYV	43 503,00
0770922J	GASTON BACHELARD	CHELLES	LYC GT	28 524,00
0770924L	LYCEE POLYVALENT DE COULOMMIERS	COULOMMIERS CEDEX	LYC POLYV	61 243,00
0770927P	FRANCOIS Ier	FONTAINEBLEAU	LYC GENE	45 424,00
0770930T	HENRI MOISSAN	MEAUX CEDEX	LYC GT	32 769,00
0770932V	PIERRE DE COUBERTIN	MEAUX CEDEX	LYC PROF	46 525,00
0770933W	JACQUES AMYOT	MELUN	LYC GT	30 733,00
0770934X	LEONARD DE VINCI	MELUN	LYC POLYV	28 487,00
0770938B	ANDRE MALRAUX	MONTEREAU FAULT YONNE	LYC POLYV	66 037,00
0770940D	ETIENNE BEZOUT	NEMOURS	LYC POLYV	19 580,00
0770942F	THIBAUT DE CHAMPAGNE	PROVINS	LYC POLYV	32 190,00
0770943G	BENJAMIN FRANKLIN	LA ROCHETTE	LYC PROF	39 107,00
0770944H	AUGUSTE PERDONNET	THORIGNY SUR MARNE	LYC PROF	38 411,00
0770945J	GUSTAVE EIFFEL	VARENNES SUR SEINE	LYC PROF	24 612,00
0771027Y	JOLIOT CURIE	DAMMARIE LES LYS	LYC POLYV	28 177,00

UAI	Nom établissement	Commune	type	Total dotation CEO-CTO notifée
0771171E	LOUIS LUMIERE	CHELLES	LYC PROF	18 167,00
0771336J	LES PANNEVELLES	PROVINS	LYC POLYV	75 799,00
0771357G	LA BRETONNIERE	CHAILLY EN BRIE	LEGTPA	37 540,00
0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	LEGTPA	52 331,00
0771512A	VAN DONGEN	LAGNY SUR MARNE	LYC GT	37 868,00
0771658J	DU GUE A TRESMES	CONGIS SUR THEROUANNE	LYC POLYV	71 262,00
0771663P	GEORGE SAND	LE MEE SUR SEINE	LYC GT	21 342,00
0771763Y	CHARLES LE CHAUVE	ROISSY EN BRIE	LYC GT	33 507,00
0771880A	CHARLES BAUDELAIRE	MEAUX	LYC PROF	19 212,00
0771940R	GERARD DE NERVAL	NOISIEL	LYC POLYV	19 326,00
0771941S	RENE CASSIN	NOISIEL	LYC POLYV	16 431,00
0771995A	LE CHAMP DE CLAYE	CLAYE SOUILLY	LYC PROF	26 577,00
0771996B	HONORE DE BALZAC	MITRY MORY	LYC POLYV	33 782,00
0771997C	JACQUES PREVERT	COMBS LA VILLE	LYC PROF	30 396,00
0772120L	JEAN MOULIN	TORCY	LYC GT	15 167,00
0772127U	GALILEE	COMBS LA VILLE	LYC GT	13 453,00
0772188K	PIERRE MENDES FRANCE	SAVIGNY LE TEMPLE	LYC GT	21 367,00
0772223Y	RENE DESCARTES	CHAMPS SUR MARNE	LYC POLYV	19 487,00
0772225A	LINO VENTURA	OZOIR LA FERRIERE	LYC PROF	14 066,00
0772228D	CHARLES DE GAULLE	LONGPERRIER	LYC POLYV	21 425,00
0772229E	JEAN VILAR	MEAUX	LYC GT	25 192,00
0772230F	BLAISE PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT CEDEX	LYC POLYV	25 343,00
0772243V	CAMILLE CLAUDEL	PONTAULT COMBAULT CEDEX	LYC GT	18 147,00
0772244W	ANTONIN CAREME	SAVIGNY LE TEMPLE	LYC PROF	48 706,00
0772276F	JEHAN DE CHELLES	CHELLES	LYC POLYV	29 170,00
0772277G	HENRI BECQUEREL	NANGIS	LYC POLYV	13 750,00
0772292Y	MARTIN LUTHER KING	BUSSY SAINT GEORGES	LYC GT	19 957,00
0772294A	EMILY BRONTE	LOGNES	LYC GT	23 753,00
0772295B	DE LA TOUR DES DAMES	ROZAY EN BRIE	LYC POLYV	16 017,00
0772296C	DE LA MARE CARREE	MOISSY CRAMAYEL	LYC POLYV	29 335,00
0772310T	SIMONE SIGNORET	VAUX LE PENIL	LYC POLYV	21 134,00
0772312V	FLORA TRISTAN	MONTEREAU FAULT YONNE	LYC POLYV	12 542,00
0772332S	SONIA DELAUNAY	VERT ST DENIS/CESSON	LYC POLYV	33 741,00
0772342C	CLEMENT ADER	TOURNAN EN BRIE	LYC POLYV	45 559,00
0772685A	SAMUEL BECKETT	LA FERTE SOUS JOUARRE	LYC GT	16 197,00
0772688D	EMILIE DU CHÂTELET	SERRIS	LYC POLYV	46 576,00
0772751X	CHARLOTTE DELBO	DAMMARTIN EN GOELE	LYC POLYV	28 152,00
0780004F	AGRICOLE DE ST GERMAIN EN LAYE	SAINT GERMAIN EN LAYE	LEGTPA	54 911,00
0780273Y	LOUIS BLERIOT	TRAPPES CEDEX	LYC PROF	27 175,00
0780422K	FRANCOIS VILLON	LES MUREAUX	LYC GT	19 475,00
0780486E	LA BATELLERIE	CONFLANS SAINTE HONORINE	E.R.P.D.PU	50 301,00
0780515L	DES SEPT MARES	MAUREPAS CEDEX	LYC GT	33 244,00
0780582J	JEAN VILAR	PLAISIR CEDEX	LYC GT	13 888,00
0780584L	HENRI MATISSE	TRAPPES CEDEX	LYC PROF	22 144,00
0781297L	LA PLAINE DE NEAUPHLE	TRAPPES	LYC GT	21 633,00
0781512V	DESCARTES	MONTIGNY LE BRETONNEUX	LYC GT	8 576,00
0781578S	D'HOTELLERIE ET DE TOURISME	GUYANCOURT	LYC POLYV	120 638,00
0781819D	EMILIE DE BRETEUIL	MONTIGNY LE BRETONNEUX	LYC POLYV	24 352,00
0781839A	JEAN MONNET	LA QUEUE LES YVELINES	LYC POLYV	26 032,00
0781845G	JULES FERRY	CONFLANS SAINTE HONORINE	LYC GT	14 142,00
0781859X	VINCENT VAN GOGH	AUBERGENVILLE	LYC POLYV	32 354,00
0781860Y	LES PIERRES VIVES	CARRIERES SUR SEINE	LYC POLYV	14 432,00
0781861Z	LOUIS DE BROGLIE	MARLY LE ROI	LYC GT	11 413,00
0781883Y	DUMONT D'URVILLE	MAUREPAS	LYC POLYV	10 511,00
0781884Z	CONDORCET	LIMAY	LYC POLYV	18 141,00
0781898P	CHARLES DE GAULLE	POISSY	LYC GT	12 355,00
0781948U	LAVOISIER	PORCHEVILLE	LYC POLYV	47 029,00
0781949V	DE VILLAROY	GUYANCOURT	LYC GT	21 791,00
0781950W	LOUISE WEISS	ACHERES	LYC POLYV	13 297,00
0781951X	LEOPOLD SEDAR SENGHOR	MAGNANVILLE	LYC POLYV	35 210,00
0781952Y	SONIA DELAUNAY	VILLEPREUX	LYC POLYV	37 021,00
0781983G	ADRIENNE BOLLAND	POISSY	LYC POLYV	23 600,00
0781984H	VAUCANSON	LES MUREAUX	LYC POLYV	25 776,00
0782132U	JEANNE D'ALBRET	SAINT GERMAIN EN LAYE	LYC GT	69 687,00
0782539L	SAINT EXUPERY	MANTES LA JOLIE	LYC GT	37 553,00
0782540M	JEAN ROSTAND	MANTES LA JOLIE	LYC POLYV	28 892,00
0782549X	LOUIS BASCAN	RAMBOUILLET	LYC POLYV	60 593,00
0782556E	LEONARD DE VINCI	SAINT GERMAIN EN LAYE	LYC POLYV	19 803,00
0782557F	JEAN-BAPTISTE POQUELIN	SAINT GERMAIN EN LAYE	LYC POLYV	20 209,00
0782563M	LA BRUYERE	VERSAILLES	LYC GT	29 702,00
0782565P	JULES FERRY	VERSAILLES	LYC POLYV	59 752,00
0782567S	MARIE CURIE	VERSAILLES	LYC GT	32 448,00
0782568T	ALAIN	LE VESINET	LYC GT	32 568,00
0782587N	VIOLLET LE DUC	VILLIERS SAINT FREDERIC	LYC POLYV	48 686,00
0782593V	JEAN PERRIN	SAINT CYR L'ECOLE	LYC PROF	21 956,00
0782602E	JEAN MOULIN	LE CHESNAY	LYC PROF	28 879,00
0782603F	JACQUES PREVERT	VERSAILLES	LYC PROF	22 785,00
0782822U	CORNEILLE	LA CELLE SAINT CLOUD	LYC POLYV	73 344,00
0782924E	EVARISTE GALOIS	SARTROUVILLE	LYC GT	27 926,00

UAI	Nom établissement	Commune	type	Total dotation CEO-CTO notifée
0783140P	MANSART	SAINT CYR L'ECOLE	LYC GT	22 430,00
0783213U	HERIOT	LA BOISSIERE ECOLE	E.R.P.D.PU	41 536,00
0783214V	LUCIEN RENE DUCHESNE	LA CELLE SAINT CLOUD	LYC PROF	20 661,00
0783259U	LA VERRIERE	LA VERRIERE	E.R.P.D.PU	19 670,00
0783431F	JULES VERNE	SARTROUVILLE	LYC POLYV	34 676,00
0783447Y	SIMONE WEIL	CONFLANS SAINTE HONORINE	LYC POLYV	69 832,00
0783533S	CAMILLE CLAUDEL	MANTES LA VILLE	LYC POLYV	38 752,00
0910429X	ROCHE	OLLAINVILLE	EREA	22 283,00
0910620E	ROBERT DOISNEAU	CORBEIL ESSONNES	LYC POLYV	50 736,00
0910622G	GEOFFROY SAINT HILAIRE	ETAMPES CEDEX	LYC POLYV	42 756,00
0910623H	MARCEL PAGNOL	ATHIS MONS	LYC GT	40 853,00
0910625K	ROSA PARKS	MONTGERON	LYC GT	85 703,00
0910626L	BLAISE PASCAL	ORSAY	LYC GT	30 458,00
0910627M	JEAN BAPTISTE COROT	SAVIGNY SUR ORGE	LYC GT	44 991,00
0910628N	PAUL BELMONDO	ARPAJON	LYC PROF	21 934,00
0910629P	CHATEAU DES COUDRAIES	ETIOLLES	LYC PROF	58 551,00
0910630R	ALEXANDRE DENIS	CERNY	LYC PROF	17 604,00
0910631S	JEAN MONNET	JUVISY SUR ORGE	LYC PROF	26 644,00
0910632T	GUSTAVE EIFFEL	MASSY	LYC PROF	18 195,00
0910676R	CLEMENT ADER	ATHIS MONS	LYC POLYV	22 076,00
0910687C	FUSTEL DE COULANGES	MASSY	LYC GT	20 184,00
0910715H	JEAN PERRIN	LONGJUMEAU	LYC PROF	24 865,00
0910727W	DU PARC DE VILGENIS	MASSY	LYC POLYV	42 359,00
0910755B	NADAR	DRAVEIL	LYC PROF	38 636,00
0910756C	LOUIS ARMAND	YERRES	LYC PROF	24 221,00
0910975R	JEAN PIERRE TIMBAUD	BRETIGNY SUR ORGE	LYC POLYV	50 296,00
0911021R	TALMA	BRUNOY CEDEX	LYC GT	28 398,00
0911037H	ANDRE-MARIE AMPERE	MORSANG SUR ORGE	LYC PROF	19 324,00
0911251R	PARC DES LOGES	EVRY	LYC GT	26 520,00
0911254U	BAUDELAIRE	EVRY	LYC PROF	32 820,00
0911343R	AUGUSTE PERRET	EVRY	LYC PROF	20 808,00
0911346U	ALBERT EINSTEIN	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	LYC GT	21 889,00
0911353B	JEAN ISOARD	MONTGERON	EREA	24 846,00
0911401D	NELSON MANDELA	ETAMPES CEDEX	LYC PROF	39 848,00
0911492C	DE L'ESSOURIAU	LES ULIS	LYC POLYV	25 014,00
0911493D	LES FRERES MOREAU	QUINCY SOUS SENART	LYC PROF	18 706,00
0911577V	JACQUES PREVERT	LONGJUMEAU	LYC GT	20 663,00
0911578W	PIERRE MENDES-FRANCE	RIS ORANGIS	LYC PROF	25 989,00
0911632E	RENE CASSIN	ARPAJON	LYC GT	37 601,00
0911828T	GEORGES BRASSENS	COURCOURONNES	LYC POLYV	18 089,00
0911913K	DE LA VALLEE DE CHEVREUSE	GIF SUR YVETTE	LYC GT	43 478,00
0911927A	MAURICE ELIOT	EPINAY SOUS SENART	LYC GT	5 834,00
0911937L	FRANCOIS TRUFFAUT	BONDOUFLE	LYC POLYV	28 967,00
0911938M	CAMILLE CLAUDEL	PALAISEAU	LYC GT	20 935,00
0911945V	MARGUERITE YOURCENAR	MORANGIS	LYC POLYV	10 098,00
0911946W	LEONARD DE VINCI	SAINT MICHEL SUR ORGE	LYC POLYV	27 288,00
0911961M	EDMOND MICHELET	ARPAJON	LYC GT	33 124,00
0911962N	MARIE LAURENCIN	MENNECY	LYC POLYV	30 220,00
0911983L	JULES VERNE	LIMOURS	LYC GT	17 723,00
0912142J	GASPARD MONGE	SAVIGNY SUR ORGE	LYC POLYV	49 000,00
0912163G	PAUL LANGEVIN	SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	LYC POLYV	17 852,00
0912251C	HENRI POINCARE	PALAISEAU	LYC POLYV	37 823,00
0912364A	NIKOLA TESLA	DOURDAN	LYC POLYV	49 400,00
0920130S	DESCARTES	ANTONY	LYC GT	33 411,00
0920131T	AUGUSTE RENOIR	ASNIERES SUR SEINE	LYC GT	32 892,00
0920132U	ALBERT CAMUS	BOIS COLOMBES	LYC GT	145 146,00
0920134W	JACQUES PREVERT	BOULOGNE BILLANCOURT	LYC GT	34 489,00
0920135X	EMMANUEL MOUNIER	CHATENAY MALABRY	LYC GT	24 535,00
0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	LYC POLYV	49 917,00
0920137Z	GUY DE MAUPASSANT	COLOMBES	LYC GT	29 886,00
0920138A	PAUL LAPIE	COURBEVOIE CEDEX	LYC GT	35 600,00
0920141D	JOLIOT CURIE	NANTERRE	LYC GT	24 487,00
0920143F	LA FOLIE SAINT JAMES	NEUILLY SUR SEINE	LYC GENE	13 547,00
0920144G	L'AGORA	PUTEAUX	LYC GT	24 184,00
0920147K	PAUL LANGEVIN	SURESNES	LYC GT	21 187,00
0920150N	DE PRONY	ASNIERES SUR SEINE	LYC PROF	46 920,00
0920158X	LA TOURNELLE	LA GARENNE COLOMBES	LYC PROF	15 752,00
0920163C	LOUIS GIRARD	MALAKOFF	LYC PROF	24 051,00
0920164D	JEAN MONNET	MONTROUGE	LYC PROF	34 986,00
0920166F	VASSILY KANDINSKY	NEUILLY SUR SEINE	LYC PROF	4 206,00
0920170K	FLORIAN	SCEAUX	LYC PROF	26 167,00
0920171L	LOUIS BLERIOT	SURESNES	LYC PROF	25 861,00
0920429S	MARTIN LUTHER KING	ASNIERES SUR SEINE	EREA	30 141,00
0920680P	LEONARD DE VINCI	BAGNEUX	LYC PROF	31 232,00
0920799U	RICHELIEU	RUEIL MALMAISON	LYC GT	89 174,00
0920801W	ALEXANDRE DUMAS	SAINT CLOUD	LYC GT	67 521,00
0920802X	JEAN-PIERRE VERNANT	SEVRES	LYC GT	49 266,00
0920810F	JEAN MONNET	GARCHES	EREA	94 191,00
0921156G	GALILEE	GENNEVILLIERS	LYC POLYV	50 923,00

UAI	Nom établissement	Commune	type	Total dotation CEO-CTO notifée
0921166T	JEAN JAURES	CHATENAY MALABRY	LYC POLYV	44 565,00
0921229L	ANATOLE France	COLOMBES	LYC POLYV	20 995,00
0921230M	LEONARD DE VINCI	LEVALLOIS PERRET	LYC POLYV	64 254,00
0921399W	MAURICE GENEVOIX	MONTROUGE	LYC GT	22 859,00
0921500F	VOILIN	PUTEAUX	LYC PROF	11 046,00
0921505L	DARDENNE	VANVES	LYC PROF	10 018,00
0921555R	JACQUES MONOD	CLAMART	LYC GT	20 418,00
0921592F	LES COTES DE VILLEBON	MEUDON LA FORET	LYC PROF	28 258,00
0921594H	MICHEL ANGE	VILLENEUVE LA GARENNE	LYC GT	13 729,00
0921595J	DANIEL BALAVOINE	BOIS COLOMBES	LYC PROF	14 300,00
0921625S	PAUL PAINLEVE	COURBEVOIE	LYC PROF	14 850,00
0921626T	CLAUDE CHAPPE	NANTERRE	LYC PROF	16 314,00
0921676X	THEODORE MONOD	ANTONY	LYC PROF	32 150,00
0921935D	TOULOUSE-LAUTREC	VAUCRESSON	EREA	89 619,00
0922149L	RENE AUFFRAY	CLICHY	LYC POLYV	73 973,00
0922249V	MONTESQUIEU	LE PLESSIS ROBINSON	LYC POLYV	10 354,00
0922276Z	SANTOS DUMONT	SAINT CLOUD	LYC POLYV	38 640,00
0922277A	CHARLES PETIET	VILLENEUVE LA GARENNE CE	LYC POLYV	69 615,00
0922287L	JACQUES BREL	GARCHES	EREA	39 534,00
0922397F	EUGENE IONESCO	ISSY LES MOULINEAUX	LYC POLYV	37 821,00
0922398G	GUSTAVE EIFFEL	RUEIL MALMAISON	LYC POLYV	24 777,00
0922427N	CLAUDE GARAMONT	COLOMBES	LYC POLYV	17 339,00
0922443F	ETIENNE JULES MAREY	BOULOGNE BILLANCOURT	LYC POLYV	32 542,00
0922464D	LOUISE MICHEL	NANTERRE	LYC POLYV	17 340,00
0922615T	LUCIE AUBRAC	COURBEVOIE	LYC GENE	12 138,00
0922801V	NOUVEAU LYCEE	BOULOGNE BILLANCOURT	LYC GT	19 216,00
0930117X	LE CORBUSIER	AUBERVILLIERS CEDEX	LYC GT	75 481,00
0930119Z	EUGENE DELACROIX	DRANCY	LYC POLYV	48 634,00
0930120A	JACQUES FEYDER	EPINAY SUR SEINE	LYC GT	22 705,00
0930122C	CONDORCET (AUTOMOBILE)	MONTREUIL	LYC GT	36 356,00
0930124E	MARCELIN BERTHELOT	PANTIN	LYC GT	40 188,00
0930125F	PAUL ELUARD	SAINT DENIS	LYC GT	40 765,00
0930126G	AUGUSTE BLANQUI	SAINT OUEN	LYC POLYV	15 314,00
0930127H	GEORGES CLEMENCEAU	VILLEMOMBLE	LYC GT	35 623,00
0930128J	DENIS PAPIN	LA COURNEUVE	LYC PROF	29 886,00
0930129K	MADELEINE VIONNET	BONDY	LYC PROF	26 333,00
0930133P	THEODORE MONOD	NOISY LE SEC	LYC PROF	27 234,00
0930135S	SIMONE WEIL	PANTIN	LYC PROF	25 704,00
0930136T	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	LES PAVILLONS SOUS BOIS	LYC PROF	25 593,00
0930138V	FREDERIC BARTHOLDI	SAINT DENIS	LYC PROF	35 798,00
0930830X	ALBERT SCHWEITZER	LE RAINCY	LYC GT	40 443,00
0930831Y	ARISTIDE BRIAND	LE BLANC MESNIL	LYC PROF	52 171,00
0930833A	JEAN ZAY	AULNAY SOUS BOIS	LYC GT	23 562,00
0930834B	VOILLAUME	AULNAY SOUS BOIS	LYC GT	57 762,00
0931024H	JEAN PIERRE TIMBAUD	AUBERVILLIERS	LYC PROF	23 422,00
0931193S	HELENE BOUCHER	TREMBLAY EN FRANCE	LYC PROF	21 752,00
0931198X	ALFRED COSTES	BOBIGNY	LYC PROF	25 602,00
0931233K	JEAN BAPTISTE CLEMENT	GAGNY	LYC PROF	50 744,00
0931272C	GUSTAVE EIFFEL	GAGNY	LYC GT	30 967,00
0931430Z	JACQUES BREL	LA COURNEUVE	LYC GT	31 824,00
0931565W	FLORA TRISTAN	NOISY LE GRAND	LYC GT	31 029,00
0931584S	JEAN ROSTAND	VILLEPINTE	LYC POLYV	35 796,00
0931585T	ANDRE BOULLOCHE	LIVRY GARGAN	LYC GT	21 980,00
0931613Y	LOUISE MICHEL	BOBIGNY	LYC GT	17 850,00
0931735F	LOUISE MICHEL	EPINAY SUR SEINE	LYC PROF	20 521,00
0931738J	ARTHUR RIMBAUD	LA COURNEUVE	LYC PROF	14 832,00
0931739K	JEAN MOULIN	ROSNY SOUS BOIS	LYC PROF	27 982,00
0931779D	HORTICULTURE ET PAYSAGE	MONTREUIL	LYC POLYV	17 595,00
0932026X	ALFRED NOBEL	CLICHY SOUS BOIS	LYC POLYV	32 011,00
0932030B	MAURICE UTRILLO	STAINS	LYC POLYV	30 061,00
0932031C	CHARLES DE GAULLE	ROSNY SOUS BOIS	LYC GT	30 242,00
0932034F	WOLFGANG AMADEUS MOZART	LE BLANC MESNIL	LYC GT	26 796,00
0932046U	LEONARD DE VINCI	TREMBLAY EN FRANCE	LYC POLYV	20 205,00
0932047V	EVARISTE GALOIS	NOISY LE GRAND	LYC POLYV	34 984,00
0932048W	BLAISE CENDRARS	SEVRAN	LYC POLYV	25 361,00
0932073Y	PAUL ROBERT	LES LILAS	LYC POLYV	32 334,00
0932074Z	MARCEL CACHIN	SAINT OUEN	LYC POLYV	25 541,00
0932116V	EUGENIE COTTON	MONTREUIL	LYC POLYV	33 252,00
0932117W	LUCIE AUBRAC	PANTIN	LYC POLYV	33 048,00
0932118X	JEAN MOULIN	LE BLANC MESNIL	LYC POLYV	29 901,00
0932119Y	EUGENE HENAFF	BAGNOLET	LYC POLYV	40 188,00
0932120Z	HENRI SELLIER	LIVRY GARGAN	LYC POLYV	24 914,00
0932121A	SUGER	SAINT DENIS	LYC POLYV	56 707,00
0932123C	ANDRE SABATIER	BOBIGNY	LYC POLYV	22 848,00
0932126F	FRANCOIS RABELAIS	DUGNY	LYC POLYV	48 412,00
0932221J	BLAISE PASCAL	VILLEMOMBLE	LYC POLYV	22 725,00
0932222K	RENE CASSIN	LE RAINCY	LYC POLYV	22 083,00
0932229T	LE ROLLAND	DRANCY	LYC POLYV	31 138,00
0932260B	GEORGES BRASSENS	VILLEPINTE	LYC POLYV	38 321,00

UAI	Nom établissement	Commune	type	Total dotation CEO-CTO notifée
0932267J	LIBERTE	ROMAINVILLE	LYC POLYV	26 256,00
0932282A	LEO LAGRANGE	BONDY	LYC POLYV	20 103,00
0932291K	NICOLAS JOSEPH CUGNOT	NEUILLY SUR MARNE	LYC POLYV	39 312,00
0932577W	GERMAINE TILLION	LE BOURGET	LYC GT	38 760,00
0932638M	INTERNATIONAL	NOISY LE GRAND	LYC POLYV	90 063,00
0932667U	PLAINE-COMMUNE	SAINT-DENIS	LYC POLYV	26 214,00
0940112L	LOUISE MICHEL	CHAMPIGNY SUR MARNE	LYC POLYV	21 740,00
0940113M	LANGEVIN WALLON	CHAMPIGNY SUR MARNE	LYC POLYV	59 852,00
0940114N	ANTOINE DE SAINT EXUPERY	CRETEIL	LYC POLYV	40 441,00
0940115P	ROMAIN ROLLAND	IVRY SUR SEINE	LYC GT	37 908,00
0940116R	EUGENE DELACROIX	MAISONS ALFORT	LYC GT	28 841,00
0940118T	LOUIS ARMAND	NOGENT SUR MARNE	LYC POLYV	35 394,00
0940119U	PAUL DOUMER	LE PERREUX SUR MARNE	LYC POLYV	23 541,00
0940120V	MARCELIN BERTHELOT	SAINT MAUR DES FOSSES	LYC GT	46 738,00
0940121W	D'ARSONVAL	SAINT MAUR DES FOSSES CE	LYC GT	26 295,00
0940122X	CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC POLYV	23 514,00
0940123Y	GUILLAUME APOLLINAIRE	THIAIS	LYC GT	28 789,00
0940126B	MAXIMILIEN PERRET	ALFORTVILLE CEDEX	LYC POLYV	102 017,00
0940129E	JEAN MACE	VITRY SUR SEINE CEDEX	LYC POLYV	39 303,00
0940132H	GABRIEL PERI	CHAMPIGNY SUR MARNE	LYC PROF	14 502,00
0940134K	VAL DE BIEVRE	GENTILLY	LYC PROF	21 318,00
0940137N	LA SOURCE	NOGENT SUR MARNE	LYC PROF	38 535,00
0940138P	ARMAND GUILLAUMIN	ORLY	LYC PROF	10 958,00
0940140S	GOURDOU-LESEURRE	SAINT MAUR DES FOSSES	LYC PROF	26 535,00
0940141T	JACQUES BREL	CHOISY LE ROI	LYC POLYV	22 189,00
0940143V	JEAN MOULIN	VINCENNES	LYC PROF	8 109,00
0940145X	CAMILLE CLAUDEL	VITRY SUR SEINE CEDEX	LYC PROF	21 369,00
0940171A	STENDHAL	BONNEUIL SUR MARNE	EREA	19 881,00
0940319L	FRANCOIS CAVANNA	NOGENT SUR MARNE	EREA	19 731,00
0940580V	LYCEE POLYVALENT DE CACHAN	CACHAN	LYC POLYV	40 636,00
0940585A	FRANCOIS MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	LYC POLYV	25 041,00
0940742W	GUILLAUME BUDE	LIMEIL BREVANNES CEDEX	LYC POLYV	23 294,00
0941018W	EDOUARD BRANLY	CRETEIL	LYC POLYV	48 452,00
0941232D	JEAN MACE	CHOISY LE ROI	LYC PROF	14 229,00
0941294W	ADOLPHE CHERIOUX	VITRY SUR SEINE CEDEX	LYC POLYV	32 483,00
0941298A	MICHELET	FONTENAY SOUS BOIS	LYC PROF	14 610,00
0941301D	FREDERIC MISTRAL	FRESNES	LYC POLYV	31 842,00
0941347D	PABLO PICASSO	FONTENAY SOUS BOIS	LYC GT	27 493,00
0941355M	PAUL BERT	MAISONS ALFORT	LYC POLYV	20 222,00
0941413A	LEON BLUM	CRETEIL	LYC POLYV	23 253,00
0941470M	CHAMPLAIN	CHENNEVIERES SUR MARNE	LYC GT	51 754,00
0941474S	DARIUS MILHAUD	LE KREMLIN BICETRE CEDEX	LYC POLYV	28 908,00
0941918Z	CHRISTOPHE COLOMB	SUCY EN BRIE	LYC POLYV	49 882,00
0941930M	GUTENBERG	CRETEIL	LYC POLYV	28 812,00
0941951K	MARX DORMOY	CHAMPIGNY SUR MARNE	LYC POLYV	29 301,00
0941952L	FRANCOIS ARAGO	VILLENEUVE SAINT GEORGES	LYC POLYV	31 119,00
0941972H	FERNAND LEGER	IVRY SUR SEINE	LYC POLYV	49 679,00
0941974K	ROBERT SCHUMAN	CHARENTON LE PONT	LYC POLYV	45 672,00
0941975L	PIERRE BROSSOLETTE	LE KREMLIN BICETRE	LYC POLYV	14 183,00
0942130E	PARC MONTALEAU	SUCY EN BRIE CEDEX	LYC POLYV	56 107,00
0942269F	PAULINE ROLAND	CHEVILLY LARUE	LYC POLYV	39 975,00
0950164M	FRANCOISE DOLTO	BEAUMONT SUR OISE	EREA	44 243,00
0950640E	JULIE-VICTOIRE DAUBIE	ARGENTEUIL	LYC GT	14 025,00
0950641F	JEAN JAURES	ARGENTEUIL CEDEX	LYC POLYV	48 960,00
0950645K	VAN GOGH	ERMONT	LYC GT	42 305,00
0950646L	RENE CASSIN	GONESSE	LYC GT	48 770,00
0950647M	GERARD DE NERVAL	LUZARCHES	LYC GT	28 430,00
0950648N	JEAN JACQUES ROUSSEAU	MONTMORENCY	LYC GT	33 526,00
0950649P	CAMILLE PISSARRO	PONTOISE	LYC POLYV	25 922,00
0950650R	JEAN JACQUES ROUSSEAU	SARCELLES	LYC POLYV	55 831,00
0950651S	JACQUES PREVERT	TAVERNY	LYC GT	21 626,00
0950656X	LE CORBUSIER	CORMEILLES EN PARISIS	LYC PROF	65 102,00
0950657Y	FERDINAND BUISSON	ERMONT	LYC PROF	49 933,00
0950658Z	CHATEAU D'EPLUCHES	SAINT OUEN L'AUMONE	LYC PROF	69 477,00
0950666H	GEORGES BRAQUE	ARGENTEUIL CEDEX	LYC POLYV	21 417,00
0950667J	ROMAIN ROLLAND	GOUSSAINVILLE	LYC POLYV	53 098,00
0950709E	VIRGINIA HENDERSON	ARNOUVILLE LES GONESSE	LYC PROF	32 661,00
0950947N	DE LA TOURELLE	SARCELLES	LYC POLYV	49 501,00
0950949R	JEAN MERMOZ	MONTSOULT	LYC PROF	37 003,00
0950983C	LA TOUR DU MAIL	SANNOIS	EREA	57 943,00
0951090U	PIERRE MENDES FRANCE	VILLIERS LE BEL	LYC PROF	41 705,00
0951104J	JEAN PERRIN	SAINT OUEN L'AUMONE	LYC POLYV	33 175,00
0951147F	FRAGONARD	L'ISLE ADAM	LYC GT	36 560,00
0951281B	TURGOT	MONTMORENCY	LYC PROF	33 306,00
0951282C	DU VEXIN	CHARS	LYC PROF	19 112,00
0951399E	ALFRED KASTLER	CERGY	LYC GT	18 921,00
0951618T	AUGUSTE ESCOFFIER	ERAGNY	LYC PROF	31 801,00
0951637N	GALILEE	CERGY	LYC GT	25 432,00
0951673C	GUSTAVE EIFFEL	ERMONT	LYC POLYV	31 214,00

UAI	Nom établissement	Commune	type	Total dotation CEO-CTO notifée
0951710T	CAMILLE CLAUDEL	VAUREAL	LYC POLYV	32 721,00
0951722F	JEAN MONNET	FRANCONVILLE	LYC POLYV	38 964,00
0951723G	MONTESQUIEU	HERBLAY	LYC GT	14 570,00
0951727L	CHARLES BAUDELAIRE	FOSSES	LYC POLYV	40 596,00
0951728M	EDMOND ROSTAND	SAINT OUEN L'AUMONE	LYC POLYV	27 037,00
0951748J	EVARISTE GALOIS	BEAUMONT SUR OISE	LYC POLYV	53 389,00
0951753P	LEONARD DE VINCI	SAINT WITZ	LYC GT	34 288,00
0951756T	JULES VERNE	CERGY	LYC POLYV	28 773,00
0951763A	LOUIS JOUVET	TAVERNY	LYC POLYV	30 379,00
0951766D	SIMONE DE BEAUVOIR	GARGES LES GONESSE	LYC GT	37 798,00
0951787B	ARTHUR RIMBAUD	GARGES LES GONESSE	LYC POLYV	39 184,00
0951788C	GEORGE SAND	DOMONT CEDEX	LYC POLYV	41 702,00
0951811C	FERNAND ET NADIA LEGER	ARGENTEUIL	LYC POLYV	31 064,00
0951824S	DE L'HAUTIL	JOUY LE MOUTIER	LYC POLYV	26 538,00
0951922Y	CAMILLE SAINT SAENS	DEUIL LA BARRE	LYC GT	42 157,00
0951937P	PAUL EMILE VICTOR	OSNY	LYC POLYV	16 064,00
0951974E	LOUIS ARMAND	EAUBONNE	LYC POLYV	31 258,00
0952173w	LYCEE DE BEZONS	BEZONS	LYC POLYV	30 918,00
0952196W	GUSTAVE MONOD	ENGHIEN LES BAINS	LYC POLYV	68 613,00
		SOUS-TOTAL EPLE EREA ERPD LYA		**13 881 908,00**

UAI	Nom établissement	Commune	type	Total dotation CEO-CTO 2020 notifiée
0750648X	VICTOR HUGO	PARIS 03EME	LYC GENE	27 183,00
0750652B	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	LYC GENE	25 403,00
0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	LYC GENE	102 408,00
0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	LYC GENE	33 461,00
0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	LYC GENE	57 659,00
0750662M	VICTOR DURUY	PARIS 07EME	LYC GENE	63 248,00
0750663N	CHAPTAL	PARIS 08EME	LYC GT	68 507,00
0750668U	JACQUES DECOUR	PARIS 09EME	LYC GENE	50 805,00
0750669V	JULES FERRY	PARIS 09EME	LYC GENE	76 500,00
0750670W	LAMARTINE	PARIS 09EME	LYC GENE	20 385,00
0750675B	VOLTAIRE	PARIS 11EME	LYC GT	51 535,00
0750679F	PAUL VALERY	PARIS 12EME	LYC GENE	38 739,00
0750683K	CLAUDE MONET	PARIS 13EME	LYC GENE	21 648,00
0750684L	GABRIEL FAURE	PARIS 13EME	LYC GENE	16 880,00
0750682J	RODIN	PARIS 13EME	LYC GENE	33 711,00
0750690T	FRANCOIS VILLON	PARIS 14EME	LYC GT	40 343,00
0750689S	PAUL BERT	PARIS 14EME	LYC GENE	21 787,00
0750693W	BUFFON	PARIS 15EME	LYC GENE	79 284,00
0750694X	CAMILLE SEE	PARIS 15EME	LYC GENE	30 783,00
0750698B	CLAUDE BERNARD	PARIS 16EME	LYC GT	43 401,00
0750699C	JANSON DE SAILLY	PARIS 16EME	LYC GENE	69 910,00
0750702F	JEAN DE LA FONTAINE	PARIS 16EME	LYC GENE	52 290,00
0750700D	JEAN-BAPTISTE SAY	PARIS 16EME	LYC GT	39 168,00
0750703G	MOLIERE	PARIS 16EME	LYC GENE	22 935,00
0750704H	CARNOT	PARIS 17EME	LYC GENE	51 874,00
0750705J	HONORE DE BALZAC	PARIS 17EME	LYC GT	37 627,00
0750711R	HENRI BERGSON	PARIS 19EME	LYC GT	61 532,00
0750714U	HELENE BOUCHER	PARIS 20EME	LYC GENE	46 936,00
0750715V	MAURICE RAVEL	PARIS 20EME	LYC GT	50 571,00
0770926N	FRANCOIS COUPERIN	FONTAINEBLEAU	LYC GT	52 417,00
0782546U	LE CORBUSIER	POISSY	LYC GT	46 716,00
0782562L	HOCHE	VERSAILLES	LYC GENE	95 661,00
0920798T	RABELAIS	MEUDON	LYC GT	28 338,00
0920142E	PASTEUR	NEUILLY SUR SEINE	LYC GENE	28 561,00
0920145H	LAKANAL	SCEAUX	LYC GT	51 919,00
0920146J	MARIE CURIE	SCEAUX	LYC GENE	31 861,00
0920149M	MICHELET	VANVES	LYC GT	78 391,00
0932122B	D'ALEMBERT	AUBERVILLIERS	LYC POLYV	21 464,00
0930116W	HENRI WALLON	AUBERVILLIERS	LYC GT	29 833,00
0930118Y	JEAN RENOIR	BONDY	LYC GT	25 245,00
0930121B	JEAN JAURES	MONTREUIL	LYC GT	34 680,00
0930123D	OLYMPE DE GOUGES	NOISY LE SEC	LYC GT	24 185,00
0940117S	EDOUARD BRANLY	NOGENT SUR MARNE	LYC GENE	32 761,00
0940743X	GEORGES BRASSENS	VILLENEUVE LE ROI	LYC POLYV	19 255,00
0940124Z	HECTOR BERLIOZ	VINCENNES	LYC GT	27 765,00
			CMR	**1 965 565,00**
		Total général	**EPLE + CMR**	**15 847 473,00**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-046

DU 31 JANVIER 2020

SOUTIEN AUX ACTIONS CITOYENNES ET MÉMORIELLES - 1ÈRE AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivité territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n°CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 2016-96 du 19 mai 2016 Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » ;

VU la délibération n° CP 2017-162 du 22 septembre 2017 Simplification du fonctionnement du conseil régional ;

VU la délibération n° CP 2019-248 du 3 juillet 2018 relative à la 2ème affectation d'autorisations d'engagements pour des actions de sensibilisation citoyenne sur le devoir de mémoire et les valeurs de la République – Année scolaire 2019-2020 ;

VU le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU le rapport n°CP 2020-046 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à l'enseignement du Latin en Île-de-France

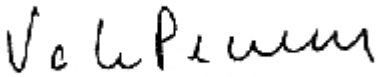
Décide de soutenir et valoriser l'enseignement du latin en Île-de-France en favorisant la participation de lycéens franciliens au concours international de latin d'Arpino, en Italie du 7 au 10 mai 2020.

Affecte à cette fin une autorisation d'engagement de **25 000,00 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2020, au titre des marchés publics relatifs à l'organisation d'une épreuve de sensibilisation et de sélection, ainsi qu'à la participation de lycéens franciliens au Certamen Ciceronianum Arpinas.

Article 2 : Cérémonie de restitution des voyages à Auschwitz-Birkenau

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000,00 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2020, au titre des marchés publics pour prendre en charge tous les frais inhérents à cette cérémonie.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166267-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-045

DU 31 JANVIER 2020

PARCOURS EUROPÉENS DE FORMATION DANS LES SECTIONS EUROPÉENNES DES LYCÉES PROFESSIONNELS 2019-2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 Schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 Mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 « Lycées municipaux de la ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et prorogeant le schéma des formations ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-045 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique

Décide de maintenir pour l'année scolaire 2019-2020, le montant maximum de l'aide individuelle versée aux lycéens à 426 € par séjour, le nombre de ces aides étant plafonné à 25 élèves par établissement.

Décide pour l'année scolaire 2019-2020, que le montant maximum de la subvention destinée à prendre en charge les dépenses supportées pour nouer des partenariats avec des entreprises européennes offrant des stages, est de 2 000 € par établissement.

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Développement des parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels », des aides individuelles aux

lycéens d'un montant maximum prévisionnel de **320 778,00 €**, dont le détail figure en annexe à la présente délibération.

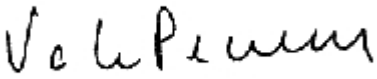
Décide de participer, au titre du dispositif « Développement des parcours européens de formation dans les sections européennes des lycées professionnels », au financement des dépenses supportées par les établissements pour nouer des partenariats avec des entreprises européennes offrant des stages, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **143 504,00 €,** conformément à l'annexe à la présente délibération.

Subordonne le versement des aides individuelles à la remise par chaque établissement bénéficiaire d'un compte-rendu d'utilisation et à la transmission d'un bilan financier.

Affecte une autorisation d'engagement de **443 994,00 €** prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), action "Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves" (12800501) du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des aides individuelles visées à l'article unique de la présente délibération à compter du 1er septembre 2019, afin de couvrir la totalité de l'année scolaire 2019-2020, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération N° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166463-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Tableau des Affectations

Dossier - Code	Code RNE	Statut	Académie	Bénéficiaire	Dept	Nombre Elèves	Pays de destination	Villes de destination	Cofinancement Européen	Montant bourses	Forfait partenariat européen	Reliquat N-1	Montant proposé
EX047574	0951281B	Public	Versailles	LP TURGOT MONTMORENCY	95	18	IRLANDE	Dublin	oui	7 668,00 €	2 000,00 €	0,00 €	9 668,00 €
EX047576	0752846L	Public	Paris	LP ERIK SATIE PARIS 14EME	75	24	ESPAGNE	Madrid - Barcelone	non	10 224,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 224,00 €
EX047578	0782587N	Public	Versailles	LPO LYC METIER VIOLLET LE DUC VILLIERS SAINT FREDERIC	78	10	ALLEMAGNE	Berlin	oui	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €
EX047579	0932116V	Public	Créteil	LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL	93	15	ESPAGNE	Valence	oui	6 390,00 €	2 000,00 €	0,00 €	8 390,00 €
EX047580	0910629P	Public	Versailles	LP LYC METIER CHATEAU DES COUDRAIES ETIOLLES	91	25	NORVEGE - IRLANDE	Aleind - Galway	oui	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX047583	0910755B	Public	Versailles	LP LYC METIER NADAR DRAVEIL	91	20	Irlande - Espagne	Dublin - Estepona	oui	8 520,00 €	2 000,00 €	0,00 €	10 520,00 €
EX047586	0752700C	Public	Paris	LP ARMAND CARREL PARIS 19EME	75	5	IRLANDE	Galway	oui	2 130,00 €	2 000,00 €	4 130,00 €	***Couvert par les reliquats***
EX047587	0951788C	Public	Versailles	LPO GEORGE SAND DOMONT	95	5	IRLANDE	Dublin	oui	2 130,00 €	1 800,00 €	0,00 €	3 930,00 €
EX047589	0750651A	Public	Paris	LGT SIMONE WEIL PARIS 03EME	75	11	IRLANDE	Cork	oui	4 686,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 686,00 €
EX047590	0921500F	Public	Versailles	LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX	92	4	IRLANDE	Cork	oui	1 704,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 704,00 €
EX047592	0940112L	Public	Créteil	LPO LYC METIER LOUISE MICHEL CHAMPIGNY SUR MARNE	94	4	IRLANDE - MALTE	nc	non	1 704,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 704,00 €
EX047593	0750436S	Public	Paris	LYCEE PROF CLAUDE ANTHIME CORBON	75	9	IRLANDE	Cork	oui	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX047595	0781859X	Public	Versailles	LPO VINCENT VAN GOGH AUBERGENVILLE	78	6	IRLANDE	Dublin	oui	2 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 556,00 €
EX047609	0752388N	Public	Paris	LP PIERRE LESCOT PARIS	75	25	Irlande - Espagne	Dublin Cork Valence	oui	10 650,00 €	2 000,00 €	7 091,00 €	5 559,00 €
EX047610	0951787B	Public	Versailles	LPO LYC METIER ARTHUR RIMBAUD GARGES LES GONESSE	95	12	Malte + Espagne	La Valette + Séville	oui	5 112,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 112,00 €
EX047612	0910628N	Public	Versailles	LP PAUL BELMONDO ARPAJON	91	25	ESPAGNE	Estepona	oui	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX047613	0783351U	Privé	Versailles	LGT PR NOTRE DAME DE GRANDCHAMP	78	10	IRLANDE	Dublin	oui	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €
EX047614	0910727W	Public	Versailles	LPO LYC METIER PARC DE VILGENIS MASSY	91	9	IRLANDE	Dublin	oui	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX047616	0780584L	Public	Versailles	LP LYC METIER HENRI MATISSE TRAPPES	78	4	IRLANDE	Dublin	non	1 704,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 704,00 €
EX047619	0950656X	Public	Versailles	LP LYC METIER LE CORBUSIER CORMEILLES EN PARISIS	95	8	ALLEMAGNE	BERLIN	oui	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €
EX047636	0910620E	Public	Versailles	LPO LYC METIER ROBERT DOISNEAU CORBEIL ESSONNES	91	15	IRLANDE	Dublin	oui	6 390,00 €	2 000,00 €	0,00 €	8 390,00 €
EX047637	0941232D	Public	Créteil	LP JEAN MACE CHOISY LE ROI	94	3	IRLANDE	Dublin	oui	1 278,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 278,00 €
EX047638	0951282C	Public	Versailles	LP DU VEXIN CHARS	95	13	MALTE	Mosta	oui	5 538,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 538,00 €
EX047639	0922427N	Public	Versailles	LPO LYC METIER CLAUDE GARAMONT COLOMBES	92	6	IRLANDE	Dublin	oui	2 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 556,00 €
EX047640	0950657Y	Public	Versailles	LP FERDINAND BUISSON ERMONT	95	8	IRLANDE	Dublin	oui	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €

Dossier - Code	Code RNE	Statut	Académie	Bénéficiaire	Dept	Nombre Elèves	Pays de destination	Villes de destination	Cofinancement Européen	Montant bourses	Forfait partenariat européen	Reliquat N-1	Montant proposé
EX047641	0921676X	Public	Versailles	LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92	92	25	DANEMARK IRLANDE République Tchèque	Copenhague Dingle Ostrava	oui	10 650,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 650,00 €
EX047642	0781581V	Privé	Versailles	LP PR SAINT THOMAS DE VILLENEUVE SAINT GERMAIN EN LAYE	78	7	IRLANDE	Cork	oui	2 982,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 982,00 €
EX047643	0772277G	Public	Créteil	LPO HENRI BECQUEREL NANGIS	77	6	IRLANDE	Waterford	oui	2 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 556,00 €
EX047644	0782557F	Public	Versailles	LPO LYC METIER JEAN-BAPTISTE POQUELIN ST GERMAIN EN LAYE	78	13	IRLANDE	Cork	oui	5 538,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 538,00 €
EX047647	0922653J	Privé	Versailles	LPO PR METIER SAINT NICOLAS ISSY-LES-MOULINEAUX	92	6	IRLANDE	Cork	non	2 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 556,00 €
EX047648	0754029X	Privé	Paris	LPO PR METIER CARCADO SAISSEVAL PARIS 06EME	75	9	ESPAGNE	Barcelone	non	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX047649	0753350J	Public	Paris	DERAISMES LP 75017 PARIS	75	4	IRLANDE	Dublin	oui	1 704,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 704,00 €
EX047660	0782603F	Public	Versailles	LP JACQUES PREVERT VERSAILLES	78	8	ESPAGNE	Séville	oui	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €
EX047662	0921932A	Privé	Versailles	LP PR LA SALLE PASSY BUZENVAL RUEIL-MALMAISON	92	5	MALTE	La Valette	non	2 130,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 130,00 €
EX047664	0912163G	Public	Versailles	LPO PAUL LANGEVIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	91	9	IRLANDE ESPAGNE	Dublin Estepona	oui	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX047673	0772225A	Public	Créteil	LP LINO VENTURA OZOIR LA FERRIERE	77	3	IRLANDE ESPAGNE	Gallway Barcelone	oui	1 278,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 278,00 €
EX047674	0951974E	Public	Versailles	LPO LOUIS ARMAND EAUBONNE	95	12	ESPAGNE MALTE	Valence - La Valette	oui	5 112,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 112,00 €
EX047675	0930126G	Public	Créteil	LPO AUGUSTE BLANQUI SAINT OUEN 93	93	7	IRLANDE	Dublin	oui	2 982,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 982,00 €
EX047676	0750793E	Public	Paris	LP BEAUGRENELLE PARIS 15EME	75	8	IRLANDE	Dublin	oui	3 408,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 408,00 €
EX047696	0750650Z	Public	Paris	LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME	75	6	ALLEMAGNE	Berlin	oui	2 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 556,00 €
EX047697	0781578S	Public	Versailles	LPO LYC METIER D'HOTELLERIE ET DE TOURISME GUYANCOURT	78	24	IRLANDE	Dublin	oui	10 224,00 €	2 000,00 €	0,00 €	12 224,00 €
EX047698	0783325R	Privé	Versailles	LP PR SAINT VINCENT DE PAUL VERSAILLES	78	7	IRLANDE Portugal Espagne	Cork - Ponte de Lima Seville	non	2 982,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 982,00 €
EX047699	0912251C	Public	Versailles	LPO LYC METIER HENRI POINCARE PALAISEAU	91	11	IRLANDE	Cork	oui	4 686,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 686,00 €
EX047700	0920170K	Public	Versailles	LP LYC METIER FLORIAN SCEAUX	92	12	IRLANDE ESPAGNE	Dublin Séville	oui	5 112,00 €	2 000,00 €	359,00 €	6 753,00 €
EX047701	0750787Y	Public	Paris	LP ARTS GRAPHIQUES (CORVISART) PARIS 13EME	75	2	HONGRIE LETTONIE	Budapest Riga	oui	852,00 €	0,00 €	0,00 €	852,00 €
EX047705	0754042L	Privé	Paris	LPO PR METIER LE REBOURS PARIS 13EME	75	11	IRLANDE	Dublin	oui	4 686,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 686,00 €
EX047714	0920963X	Privé	Versailles	LP PR SAINT FRANCOIS D ASSISE FONTENAY	92	15	IRLANDE ESPAGNE	Gallway Valence	oui	6 390,00 €	2 000,00 €	0,00 €	8 390,00 €
EX047715	0940141T	Public	Créteil	LPO JACQUES BREL CHOISY LE ROI	94	9	ANGLETERRE	Londres	non	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €

Dossier - Code	Code RNE	Statut	Académie	Bénéficiaire	Dept	Nombre Elèves	Pays de destination	Villes de destination	Cofinancement Européen	Montant bourses	Forfait partenariat européen	Reliquat N-1	Montant proposé
EX047717	0750785W	Public	Paris	LP GALILEE PARIS 13EME	75	12	ALLEMAGNE	Berlin	oui	5 112,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 112,00 €
EX047720	0922443F	Public	Versailles	LPO LYC METIER ETIENNE JULES MAREY BOULOGNE	92	13	MALTE	Sliema	oui	5 538,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 538,00 €
EX047725	0752845K	Public	Paris	LYCEE PROFESSIONNEL THEOPHILE GAUTIER	75	9	ESPAGNE	Malaga	oui	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX047727	0783533S	Public	Versailles	LPO LYC METIER CAMILLE CLAUDEL MANTES LA VILLE	78	19	IRLANDE ESPAGNE	Dublin Séville	oui	8 094,00 €	2 000,00 €	0,00 €	10 094,00 €
EX047728	0782822U	Public	Versailles	LGT CORNEILLE LA CELLE SAINT CLOUD	78	9	MALTE ESPAGNE	La Valette Séville	oui	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX047730	0911945V	Public	Versailles	LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS	91	9	IRLANDE	Cork	oui	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX047731	0754530S	Public	Paris	LPO MARTIN NADAUD PARIS 20EME	75	14	ESPAGNE	Madrid	oui	5 964,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 964,00 €
EX047733	0941974K	Public	Créteil	LPO ROBERT SCHUMAN CHARENTON LE PONT	94	0	IRLANDE	Dublin	non	0,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX047734	0940143V	Public	Créteil	LP JEAN MOULIN VINCENNES	94	4	ITALIE	Rome	oui	1 704,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 704,00 €
EX047737	0921592F	Public	Versailles	LP LYC METIER LES COTES DE VILLEBON MEUDON LA FORET	92	25	IRLANDE	Dublin	oui	10 650,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	10 650,00 €
EX047738	0951727L	Public	Versailles	LPO CHARLES BAUDELAIRE FOSSES	95	12	ESPAGNE	Barcelone	oui	5 112,00 €	2 000,00 €	0,00 €	7 112,00 €
EX047739	0922398G	Public	Versailles	LPO LYC METIER GUSTAVE EIFFEL RUEIL MALMAISON	92	7	IRLANDE	Dublin	oui	2 982,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 982,00 €
EX047741	0772312V	Public	Créteil	LPO LYC METIER FLORA TRISTAN MONTEREAU FAULT YONNE	77	7	IRLANDE	Dublin	oui	2 982,00 €	1 794,00 €	1 390,00 €	3 386,00 €
EX047745	0910812N	Privé	Versailles	LG PR SAINT PIERRE BRUNOY CEDEX	91	3	MALTE REPUBLIQUE TCHEQUE	ST Julians Prague	oui	1 278,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 278,00 €
EX047747	0750776L	Public	Paris	LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME	75	6	ESPAGNE	Grenade	oui	2 556,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 556,00 €
EX047748	0750796H	Public	Paris	LP LYC METIER OCTAVE FEUILLET PARIS 16EME	75	6	Italie, Espagne, Portugal, Allemagne et Finlande	Rome, Parme, Barcelonne, Lisbonne, Porto, Berlin	oui	0,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 000,00 €
EX047749	0922276Z	Public	Versailles	LPO LYC METIER SANTOS DUMONT SAINT CLOUD	92	9	IRLANDE ESPAGNE	Cork- Malaga	oui	3 834,00 €	2 000,00 €	0,00 €	5 834,00 €
EX047750	0940580V	Public	Créteil	LPO LYCEE FUSIONNE CACHAN	94	2	IRLANDE	Dublin	non	852,00 €	2 000,00 €	0,00 €	2 852,00 €
EX047751	0951673C	Public	Versailles	LP GUSTAVE EIFFEL ERMONT 95	95	4	IRLANDE	Dublin	oui	1 704,00 €	2 000,00 €	0,00 €	3 704,00 €
EX047752	0752608C	Public	Paris	LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME	75	15			non	6 390,00 €	2 000,00 €	0,00 €	8 390,00 €
EX047753	0950949R	Public	Versailles	LP JEAN MERMOZ MONTSOULT	95	7	IRLANDE	Dublin	non	2 982,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 982,00 €
EX047754	0750671X	Public	Paris	LPO EDGAR QUINET PARIS 9EME	75	10	IRLANDE ESPAGNE	Dublin Barcelone	non	4 260,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 260,00 €
EX047755	0771171E	Public	Créteil	LP LOUIS LUMIERE CHELLES	77	2	IRLANDE ESPAGNE	Dublin Séville	oui	852,00 €	1 960,00 €	2 812,00 €	***Couvert par les reliquats***
EX047756	0920150N	Public	Créteil	LP LYC METIER DE PRONY ASNIERES	92	11	IRLANDE	Dublin	non	4 686,00 €	2 000,00 €	0,00 €	6 686,00 €
EX047757	0783431F	Public	Versailles	LPO LYC METIER JULES VERNE SARTROUVILLE	78	20	IRLANDE ESPAGNE	Dublin Séville	oui	8 520,00 €	0,00 €	0,00 €	8 520,00 €
EX047758	0781839A	Public	Versailles	LPO LYC METIER JEAN MONNET LA QUEUE LES YVELINES	78	5	IRLANDE	Dublin	oui	2 130,00 €	2 000,00 €	0,00 €	4 130,00 €
						753				**320 778,00 €**	**143 554,00 €**	17 782,00 €	**443 994,00 €**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-018

DU 31 JANVIER 2020

GESTION FONCIÈRE DES EPLE - JANVIER 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code de l'Education ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CP 2018-566 du 21 novembre 2018 relative à la gestion foncière des EPLE ;

VU la délibération n° CP 2019-302 DU 3 juillet 2019 relative à la gestion foncière des EPLE ;

VU la délibération n° CP 2019-447 du 17 octobre 2019 relative à la gestion foncière des EPLE ;

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-018 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'approuver la convention de mise a disposition et d'entretien relative à l'aménagement de la liaison douce T3 située sur la commune de Tournan-en-Brie entre la communauté de commune Les portes briardes, la ville de Tournan-en-Brie et la région.

Autorise la présidente à signer la convention annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Autorise l'acquisition de la parcelle K 43 pour une superficie de 23 807 m² ainsi que le bâtiment qu'elle supporte pour un montant de 3 850 000 euros.

Autorise la présidente de la région à signer l'acte d'acquisition à intervenir.

Affecte une autorisation de programme de 4 200 000 euros disponible sur le chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « lycées publics » programme HP 222-002 (122002) « acquisitions», action 12200202 « acquisitions d'immeubles » du budget régional 2020.

Les frais de notaires sont à la charge de l'acquéreur.

Article 3 :

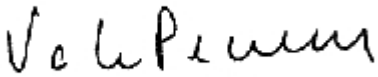
L'article 1 la délibération n° CP 2019-447 du 17 octobre 2019 est modifiée comme suit : « Autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à proposer au préfet de région de se prononcer sur la désaffectation de la parcelle AI 26 p 1 pour une superficie de 11 330 m² et de la parcelle AI 26 p 2 pour une superficie de 337,80 m² du terrain d'assiette du lycée Parc de Vilgénis situé à Massy. »

Article 4 :

Approuve l'avenant à la convention conclue avec la société Enoris relative à l'occupation d'une partie de la parcelle AI 26 sur une emprise d'une superficie de 337,80 m² figurant en annexe à la délibération.

Autorise la présidente à signer l'avenant annexé à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166114-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention de mise à disposition entre la communauté de communes les portes briardes, la ville de Tournan en Brie et la région

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ET D'ENTRETIEN N°4
RELATIVE A L'AMENAGEMENT DE LA LIAISON DOUCE T3
SITUEE SUR LA COMMUNE DE TOURNAN-EN-BRIE

ENTRE :

La Communauté de communes Les Portes briardes entre villes et forêts, représentée par Monsieur Jean-François Oneto, Président, autorisé par délibération n°042/2014 du Conseil communautaire en date du 7 octobre 2014, ci-après dénommée « la CCPB»,

d'une part,

ET

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente, autorisée par délibération n° de la Commission Permanente en date du……, dénommé « la Région »

ET

La commune de Tournan-en-Brie représentée par Monsieur Laurent Gautier, Maire, autorisé par délibération n°2019/111 du Conseil municipal en date du 17 octobre 2019, dénommée « la Commune »,

d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 5211-10 et L. 2122-22 alinéa 4 ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCL-BCCL-2009 n°179 du 24 novembre 2009 portant création de la Communauté de communes Les Portes briardes entre villes et forêts entre les communes de Férolles-Attilly, Gretz-Armainvilliers, Lésigny et Ozoir-la-Ferrière ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2012 n°128 en date du 31 octobre 2012 portant extension du périmètre de la Communauté de communes les Portes briardes entre villes et forêts à la commune de Tournan-en-Brie ;

Vu l'arrêté préfectoral 2018/DRCL/BLI/37 en date du 20 avril 2018 portant modification des statuts de la Communauté de communes Les Portes briardes entre villes et forêts ;

Vu la délibération n°042/2014 du Conseil communautaire en date du 7 octobre 2014 autorisant Monsieur le Président à accomplir certains actes de gestion au titre de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les dispositions de l'article L5211-4 du CGCT ;

Considérant que, conformément à l'article L.5214-16-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, « la CCPB peut confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public » ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 21 mai 2019 validant la procédure selon laquelle les conventions de mise à disposition et d'entretien seront approuvées par décision ;

Considérant que la présente convention de coopération n'obéissant qu'à des considérations d'intérêt général répond aux conditions fixées par les textes et la jurisprudence communautaire et nationale en matière de coopération entre personnes publiques, et peut ainsi être passée sans mise en concurrence ni publicité préalable ;

Considérant la décision de la Communauté de communes Les Portes briardes entre villes et forêts n°XXX en date du XXXX portant approbation de la convention de mise à disposition et d'entretien entre la Communauté de communes et la Région Ile-de-France relative à la liaison douce T3, située sur la commune de Tournan-en-Brie et de Gretz-Armainvilliers ;

EXPOSE PREALABLE :

Par délibération n°027/2018 du Conseil communautaire en date du 10 avril 2018, la CCPB a approuvé son schéma directeur cyclable intercommunal.

Le programme d'aménagement s'inscrit dans un projet de territoire permettant d'offrir un réseau cyclable sécurisé, continu, confortable, couvrant l'ensemble du territoire et adapté à la configuration de chaque voie. Le schéma a été réalisé en intégrant les projets communaux et départementaux.

Sur la commune de Tournan-en-Brie, le projet comprend deux liaisons reliant les communes de Gretz-Armainvilliers et de Tournan-en-Brie :

- La liaison T3 sud relie, via l'avenue de Paris, les quartiers les plus à l'est de la commune de Gretz-Armainvilliers et les quartiers sud de la commune de Tournan-en-Brie jusqu'à l'entrée sud de la gare. Elle dessert le collège Hutinel, où elle se raccorde à la liaison projetée par la commune de Gretz-Armainvilliers (traversée du centre-ville jusqu'à la gare via la rue de Paris).

- La liaison T3 nord dessert la gare de la commune de Tournan-en-Brie, son centre-ville, le collège Jean-Baptiste Vermay, le lycée Clément Ader, l'Uranoscope et le centre-ville de la commune de Gretz-Armainvilliers.

Les parties consentent, par la présente convention, à la mise à disposition au bénéfice de la CCPB, à titre gracieux, des emprises impactées par le passage de ladite liaison. La convention définit les modalités par lesquelles la CCPB entend confier la gestion des liaisons douces à la Commune qui dispose des compétences humaines et techniques ainsi que de l'expérience nécessaire pour assurer une telle mission.

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise à disposition des espaces nécessaires à la réalisation de la liaison T3 nord et les conditions dans lesquelles la CCPB confie la gestion de son entretien à la Commune.

ARTICLE II : LOCALISATION DE L'ITINERAIRE OBJET DE LA CONVENTION

La liaison T3 nord, objet de la présente convention, est située sur les communes de Gretz-Armainvilliers et de Tournan-en-Brie.

ARTICLE III : CARACTERISTIQUES DES AMENAGEMENTS

Sur les parcelles objet de la présente convention, les travaux consistent en l'aménagement de pistes cyclables mono ou bidirectionnelles sur trottoir ou accotements.

La création de ces pistes implique la modification ou le déplacement de certains trottoirs existants.

Ces aménagements sont les suivants :
- Piste cyclable en enrobés noirs délimitée par des bordures P1
- Voie verte en enrobés noirs délimitée par des bordures P1
- Réfection de trottoir existant
- Espaces verts engazonnés
- Haies
- Signalisation verticale de police ou directionnelle
- Signalisation horizontale (figurines cyclistes)
- Poteau incendie (déplacé)

Les aménagements projetés figurent sur le plan de situation et le plan d'aménagement annexés à la présente convention.

ARTICLE IV : MODALITES DE MISE A DISPOSITION DES PARCELLES AFFERENTES A LA REALISATION DE L'OUVRAGE

IV.1 Nature des biens mis à disposition

L'emprise foncière faisant l'objet de la présente mise à disposition est désignée telle que délimitée au plan annexé à la présente convention et comme suit :

Section	N°	Localisation	Surface estimée (m²)
AB	272	La Mare à Dieu	332 m²
AB	273	La Mare à Dieu	540 m²

IV.2 Droits et obligations

La CCPB pourvoit à l'exécution des travaux d'aménagement tels que décrits à l'article III. Elle assure toutes les obligations et responsabilités du maître d'ouvrage.

A ce titre, elle fait son affaire des procédures administratives préalables à la réalisation des travaux et veille au respect de la réglementation en vigueur (normes, homologations, certifications).

Elle s'engage à veiller au respect des préconisations des gestionnaires de voirie communale.

Elle informera les parties de l'avancement des travaux.

Après réception définitive des travaux par la CCPB, un procès-verbal d'achèvement des travaux sera établi et adressé à chaque partie. Il précisera la surface exacte de l'emprise utilisée pour la réalisation de l'ouvrage. Les plans de récolement correspondant et le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO) seront annexés au dit procès-verbal.

La Région autorise la CCPB à intervenir sur les parcelles référencées à l'article IV, où la CCPB assure techniquement et financièrement l'intégralité des travaux liés à l'aménagement de la piste cyclable, tels que décrits à l'article III.

IV.3 Clauses financières

La mise à disposition des emprises publiques propriétés de la Région utiles à la réalisation de l'ouvrage est consentie à titre gratuit au bénéfice de la CCPB.

ARTICLE V : ENTRETIEN ULTERIEUR DE L'OUVRAGE

Conformément aux compétences respectives de chacune des parties, les modalités d'entretien des équipements et aménagements réalisés dans le cadre de cette opération, sont décrites ci-après.

V.1 Responsabilité de la Commune

Dans un objectif de maintien des caractéristiques initiales des aménagements paysagers, de sécurité des usagers, de pérennité du patrimoine et d'agrément du paysage, la Commune assurera toute les opérations d'entretien mentionnées ci-dessous, que cette situation procède d'un accident d'une vétusté ou encore d'une non-conformité aux règlementations en vigueur.

La Commune sollicitera les autorisations nécessaires auprès de la Région pour intervenir sur l'ouvrage tel que décrit à l'article V.2.

V.2 Consistance des services

Ces services comprennent l'ensemble des moyens matériels ainsi que les moyens humains nécessaires à leur exécution.

Sans être exhaustif, l'entretien de ces espaces implique notamment des prestations en matière de voirie, de propreté urbaine, de viabilité hivernale, de signalétique et de réseaux. La consistance des prestations détaillées ci-dessous figure à titre indicatif. Pour connaître les prestations qui devront être réalisées sur chaque espace, il convient de se référer aux descriptifs des aménagements et plans annexés.

En matière de voirie, notamment :

- Entretien et maintenance de la piste (structure et revêtement) pour l'ensemble de l'itinéraire sur la largeur aménagée en enrobés ou en béton, en y intégrant les ouvrages, aménagements ou équipements accompagnant le projet

En matière de viabilité hivernale, notamment :

- Traitement préventif (salage)

En matière de propreté urbaine, exploitation et nettoyage de la section de piste cyclable considérée comprenant notamment :

- Nettoyage à la repasse (canettes, papiers, déchets sur l'espace public)
- Balayage mécanique
- Lavage mécanique

En matière de signalétique, notamment :

- Maintenance de la signalisation horizontale sur l'ensemble de la section cyclable considérée : marquage au sol de délimitation de voies, bandes de Stop, figurines de vélos, traversées de voirie (appliquées à la piste c'est-à-dire hors marquage de passages pour piétons)
- Entretien et maintenance de la signalétique de direction sur l'ensemble de la piste cyclable ainsi que les panneaux de police attenant à la piste

En matière d'espaces verts, notamment :

- Gestion des massifs (taille, désherbage, renouvellement)

La Commune fait son affaire de l'exécution des missions incombant aux services susvisés dans le respect de la continuité et de la sécurité du service public rendu aux usagers.

La Commune assure la gestion des services concernés, le cas échéant, en relation avec les autres communes.

Les ouvrages, remis en l'état par la CCPB dans le cadre des aménagements, dont l'entretien reste à la charge de la Commune sont décrits ci-après :

Trottoir, signalisation et bordures afférentes, espaces-verts engazonnés, poteau incendie

V.3 Modalités de remboursement des charges supportées par la Commune pour la gestion des services

La Commune procède à l'ensemble des dépenses nécessaires à la gestion ainsi qu'au bon fonctionnement des services objets de la présente convention.

Dans le respect de la commande publique, la Commune réalisera des devis qui nécessiteront l'approbation par la CCPB avant engagement des travaux.

La Commune transmettra trimestriellement à la CCPB un état des dépenses qu'elle a acquittées au titre du service dont elle assure la gestion.

Ces états de dépenses devront être accompagnés d'un état précisant pour chaque dépense : le service en cause, le fournisseur, la nature de la dépense, le numéro de facture, les montants HT, TVA et TTC et le numéro de mandat.

À la fin de chaque trimestre échu, la CCPB s'engage à procéder au remboursement des sommes avancées par la commune.

Le principe d'une avance pourra être envisagé, le cas échéant, en cas de travaux imprévus et exceptionnels, après avis concordants des services techniques de la Commune et de la CCPB.

Les dépenses liées à l'exercice des missions confiées par la présente convention pourront faire l'objet d'une comptabilisation distincte dans le budget de la Commune, selon les normes comptables en vigueur.

Tout intérêt moratoire dû par la Commune pour défaut de paiement dans les délais restera à sa charge.

ARTICLE VI : COMMUNICATION

Avant et pendant la réalisation de l'ouvrage, la CCPB se réserve la possibilité d'implanter des panneaux de communication et ce, jusqu'à 1 mois après la réalisation des aménagements. Elle devra également solliciter l'accord de la Commune sur le positionnement de ces panneaux. La CCPB se porte garante du maintien de ces panneaux dans de bonnes conditions d'entretien et de visibilité pendant toute la durée d'implantation sur site.

ARTICLE VII : MODIFICATIONS ULTERIEURES APPORTÉES AUX AMÉNAGEMENTS ET AUX ÉQUIPEMENTS

Les modifications éventuelles envisagées par la CCPB devront être compatibles avec les objectifs de sécurité des différentes catégories d'usagers de la route. En conséquence, elles devront être soumises au préalable à l'avis de Madame la Présidente de la Région ou de Monsieur le Maire en fonction du domaine public impacté.

ARTICLE VIII : RESPONSABILITES

Les parties sont informées que, le cas échéant, leur responsabilité liée à l'existence de cet aménagement pourra être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire, au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager ou un tiers riverain du domaine public du fait du non-respect par les autres parties des obligations qui leur sont imparties, découlant de la présente convention.

Il appartiendra à la Commune de faire respecter le Code de la route et notamment ses articles R412-30 et R.415-14 et d'assurer les responsabilités en matière de pouvoir de police afin de garantir la sécurité des usagers.

Pendant la durée de la convention, la Commune assure, sous sa responsabilité, la bonne exécution des prestations qui lui seront confiées. Elle s'engage à contracter les polices d'assurance nécessaires à la couverture des activités accomplies dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE IX : DATE D'EFFET- DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les parties.

Elle est établie pour une durée de trois ans, renouvelable à la date anniversaire pour la même durée par tacite reconduction.

En cas d'avis contraire sur cette reconduction, le réclamant devra adresser en ce sens, aux autres parties, une lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 6 mois avant la fin de la convention. Les parties s'engagent alors à se réunir pour définir à nouveau les modalités de gestion des équipements et aménagements, objet de la présente convention.

ARTICLE X : RESILIATION DE LA CONVENTION

Pour des motifs d'intérêt général (extension/fusion de la CCPB à un autre EPCI) ou d'un commun accord entre les parties, chacune des parties pourra résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception aux autres parties et ce, dans un délai d'un mois.

ARTICLE XI : MODIFICATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les trois parties.

ARTICLE XII : DIFFERENDS ET REGLEMENT DES LITIGES

Si aucune solution amiable n'est trouvée ou si elle n'est pas acceptée par les trois parties, tous les litiges auxquels la présente convention pourra donner lieu tant pour sa validité que pour son interprétation, son inexécution ou sa résolution, seront réglés par le tribunal compétent, à savoir le Tribunal Administratif de Melun. Le droit français est seul applicable.

ARTICLE XIII : PIECES ANNEXES

- Plan de situation
- Plan des aménagements
- Tableau descriptif des aménagements

Ozoir-la-Ferrière,

Le

Pour la Commune de Tournan-en-Brie	**Pour la CCPB**	**Pour la Région Ile-de-France**
Le Maire	Le Président,	La Présidente,
Laurent Gautier	Jean-François Oneto	Valérie Pécresse

Avenant convention d'occupation Enoris sur le lycée Parc de Vilgenis à Massy

Avenant n° 1 à la Convention de mise à disposition de terrain à titre provisoire Lycée VILGENIS - MASSY

ENTRE :
La **Région Ile de France** personne morale de droit public, ayant son siège 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN, dont le numéro SIRET est 23750007900312.

Représentée par :
Madame Valérie PECRESSE
Agissant en qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France et spécialement autorisé à mettre à disposition une emprise du lycée de Vilgénis à MASSY par délibération n° 2020-018 du 31 janvier 2020.
Une copie de cette délibération est annexée aux Présentes. **(Annexe n°xx)**

Ci-après désignée : « **La Région Ile De France** ».

D'une part,

ET :

La Société dénommée **ENORIS**, Société par actions simplifiée au capital de 200 000 €, dont le siège est à MASSY (91300), 17 route de la Bonde, identifiée au SIREN sous le numéro 804 182 673 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de EVRY.
Représentée par Monsieur Grégoire WINTREBERT, en qualité de Directeur Général,

Désignée ci-après "ENORIS"

D'autre part,

PREAMBULE

En tant que Délégataire du réseau de distribution de chaleur, la société ENORIS est légalement investie de la mission de service public de distribution de chaleur sur les communes de Massy et d'Antony, qu'elle exerce au travers d'un Contrat de Délégation de Service Public conclu avec les autorités locales compétentes en la matière, le Syndicat Mixte de Massy, Antony, Hauts de Bièvre et Chilly Mazarin (SIMACUR).

Que pour mener à bien sa mission, elle développe, construit, entretient et exploite des ouvrages parmi lesquels figurent un réseau de distribution de chaleur.

Que, pour les besoins de sa mission de service public, elle a sollicité « **La Région Ile De France** » en vue de l'installation de deux canalisations de chauffage urbain pour

l’alimentation de la ZAC VILGENIS, grevant un terrain de 337,80 m² sur la parcelle cadastrée numéro AI 26.

La convention initiale signée le 29 août 2019 avait pour objet de préciser les modalités de mise à disposition d’occupation de ce terrain. Les travaux de ce chantier n’ont pas pu être réalisés pendant la période prévue à la convention.

En conséquence, ENORIS a à nouveau sollicité la région afin d’obtenir la prorogation du délai d’occupation du terrain. Les parties se sont rapprochées pour procéder à la rédaction du présent avenant.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

L’autorisation est consentie pour une nouvelle période : du 10 février 2020 jusqu’au 17 avril 2020, conformément au planning annexé au présent avenant. A la date d’expiration soit au plus tard le 17 avril 2020, les effets de la convention cesseront de plein droit. L’occupant ne pourra pas prétendre à son maintien dans les lieux en raison du caractère précaire et révocable de la convention.

Article 2 :

L’article 3.1.1 alinéa 1 de la convention est modifié comme suit : « Enoris prend les lieux dans l’état où ils se trouvent à compter de la signature de la convention par les parties et jusqu’au 17 avril 2020 au plus tard. ».

Article 3 :

L'article 4.1 alinéa 1 de la convention est modifié comme suit : « La présente convention prend effet à compter de la signature de la convention par les parties et prendra fin soit :

- à l'achèvement des travaux visés dans la présente convention,

- à la désaffectation de l'emprise concernée,

- au plus tard le 17 avril 2020, conformément au planning joint en annexe au présent avenant. ».

Article 4 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Article 5 :

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Fait à Massy, le

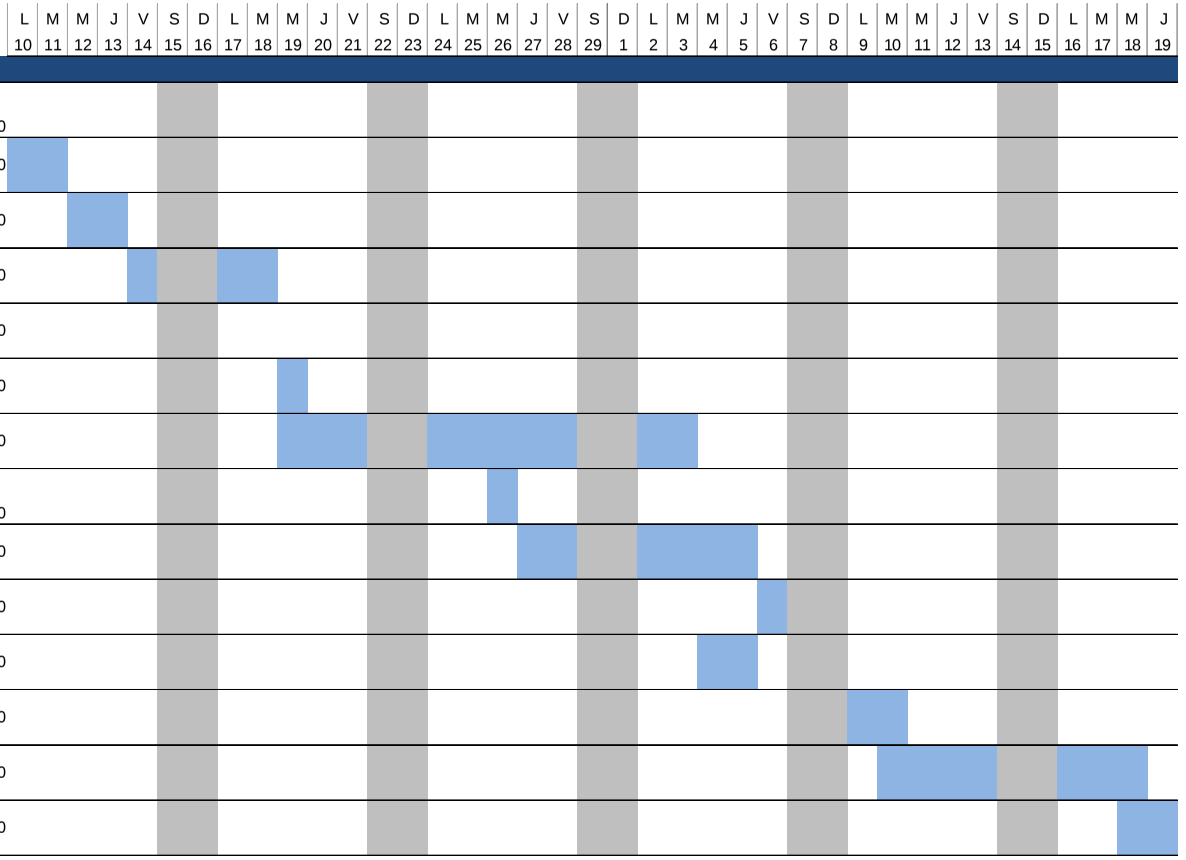
En deux exemplaires originaux

Pour la **Région Ile-de-France** Pour **ENORIS**

	Phases	Date de début	Date de fin		L 20	M 21	M 22	J 23	V 24	S 25	D 26	L 27	M 28	M 29	J 30	V 31	S 1	D 2	L 3	M 4	M 5	J 6	V 7	S 8	D 9
1	**Phasage Place du quartier**																								
1.01	Etat des lieux (constat d'huissier)	20/01/2020	20/01/2020	20/01/2020																					
1.02	Aménagement de l'accès chantier	10/02/2020	11/02/2020	10/02/2020																					
1.03	Mise en sécurité de la zone du chantier (barriérage, signalisation etc)	12/02/2020	13/02/2020	12/02/2020																					
1.04	Elagage et abattage des arbres, évacuation	14/02/2020	18/02/2020	14/02/2020																					
1.05	Construction d'une chambre de vannes (vacances de Pâques)	06/04/2020	17/04/2020	06/04/2020																					
1.06	Gestion et stockage du matériel	19/02/2020	19/02/2020	19/02/2020																					
1.07	Réalisation de la tranchée	19/02/2020	03/03/2020	19/02/2020																					
1.08	Bardage des tubes en tranchée	26/02/2020	26/02/2020	26/02/2020																					
1.09	Assemblage et soudage des tubes	27/02/2020	05/03/2020	27/02/2020																					
1.10	Mise en épreuve du réseau	06/03/2020	06/03/2020	06/03/2020																					
1.11	Géolocalisation du réseau	04/03/2020	05/03/2020	04/03/2020																					
1.12	Réalisation des moussages	09/03/2020	10/03/2020	09/03/2020																					
1.13	Fermeture de la tranchée , évacuation des déchets	10/03/2020	18/03/2020	10/03/2020																					
1.14	Nettoyage chantier et repli	18/03/2020	19/03/2020	18/03/2020																					

ANNEXE N°1

	Phases	Date de début	Date de fin	
1	**Phasage Place du quartier**			
1.01	Etat des lieux (constat d'huissier)	20/01/2020	20/01/2020	20/01/2020
1.02	Aménagement de l'accès chantier	10/02/2020	11/02/2020	10/02/2020
1.03	Mise en sécurité de la zone du chantier (barriérage, signalisation etc)	12/02/2020	13/02/2020	12/02/2020
1.04	Elagage et abattage des arbres, évacuation	14/02/2020	18/02/2020	14/02/2020
1.05	Construction d'une chambre de vannes (vacances de Pâques)	06/04/2020	17/04/2020	06/04/2020
1.06	Gestion et stockage du matériel	19/02/2020	19/02/2020	19/02/2020
1.07	Réalisation de la tranchée	19/02/2020	03/03/2020	19/02/2020
1.08	Bardage des tubes en tranchée	26/02/2020	26/02/2020	26/02/2020
1.09	Assemblage et soudage des tubes	27/02/2020	05/03/2020	27/02/2020
1.10	Mise en épreuve du réseau	06/03/2020	06/03/2020	06/03/2020
1.11	Géolocalisation du réseau	04/03/2020	05/03/2020	04/03/2020
1.12	Réalisation des moussages	09/03/2020	10/03/2020	09/03/2020
1.13	Fermeture de la tranchée , évacuation des déchets	10/03/2020	18/03/2020	10/03/2020
1.14	Nettoyage chantier et repli	18/03/2020	19/03/2020	18/03/2020



DÉLIBÉRATION N°CP 2020-054
DU 31 JANVIER 2020

CONVENTIONS D'UTILISATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 2019-041 du 19 septembre 2019 relative à la Dotation Globale de Fonctionnement des lycées pour l'année 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-054 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'approuver les conventions de mise à disposition d'équipements sportifs de la Ville d'Athis-Mons au bénéfice des lycées Clément Ader et Marcel Pagnol, figurant en annexe à la délibération, et d'autoriser la présidente à les signer.

Article 2 :

Décide d'approuver les conventions de mise à disposition d'équipements sportifs de la Ville de Combs-la-Ville au bénéfice des lycées Galilée et Jacques Prévert, figurant en annexe à la délibération, et d'autoriser la présidente à les signer.

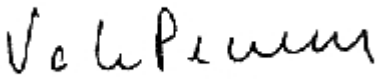
Article 3 :

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la Ville des Ulis au bénéfice du lycée de l'Essouriau, figurant en annexe à la délibération, et d'autoriser la présidente à la signer.

Article 4 :

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la Ville de Sannois au bénéfice de l'EREA La Tour du Mail, figurant en annexe à la délibération, et d'autoriser la présidente à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166377-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention Lycée Clément Ader

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la ville d'ATHIS-MONS, représentée par Madame Christine RODIER, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite ville en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 21 septembre 2016, déposée en Sous-Préfecture de PALAISEAU le 29 septembre 2016, donnant délégation au Maire en vertu de l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région d'Ile de France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération n°CP 2020-054 en date du 31 janvier 2020

Dénommée ci-après " la Région ",

ET

Le lycée Clément ADER, ayant son siège 37 bis rue Geneviève Anthonioz-de Gaulle à ATHIS-MONS (91200), représenté par son proviseur, spécialement autorisé par délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du XX / XX / XXXX

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L. 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de l'Etablissement les installations sportives figurant en annexe à la présente convention, annexe qui définit les conditions et les horaires d'utilisation, à savoir :

- Le gymnase Georges ARGANT, sis avenue Henri DUNANT à ATHIS-MONS
- Le gymnase Pierre de COUBERTIN sis avenue Aristide BRIAND à ATHIS-MONS
- Le stade de la cité de l'Air sis avenue Jean MERMOZ à ATHIS-MONS

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux.

L'Etablissement souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant) qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

La Collectivité prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- dégât des eaux et bris de glaces,
- foudre,
- explosions,
- dommages électriques,
- tempête, grêle,
- vol et détérioration à la suite de vol.

La Collectivité assure les responsabilités qui lui incombent, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

Article 3- Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition du Lycée à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2020, elle est plafonnée à 8 € par élève sur le calcul de la dotation dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France**.**

Article 4- Prise d'effet et durée de la convention :

La convention prend effet au 1er septembre 2019.

Elle est conclue pour une durée de trois années scolaires consécutives.

La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse.

Article 5- Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 6- Résiliation :

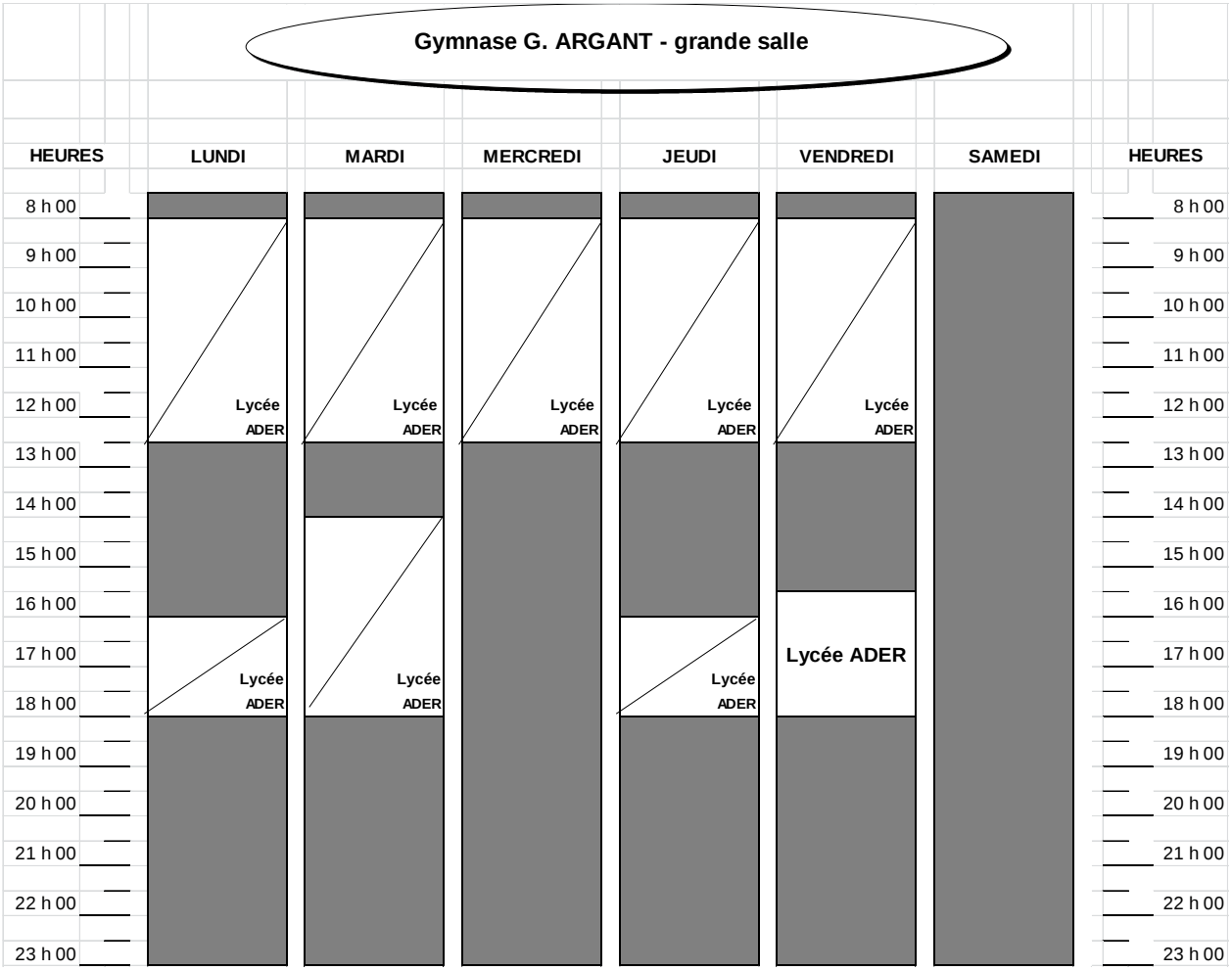
La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

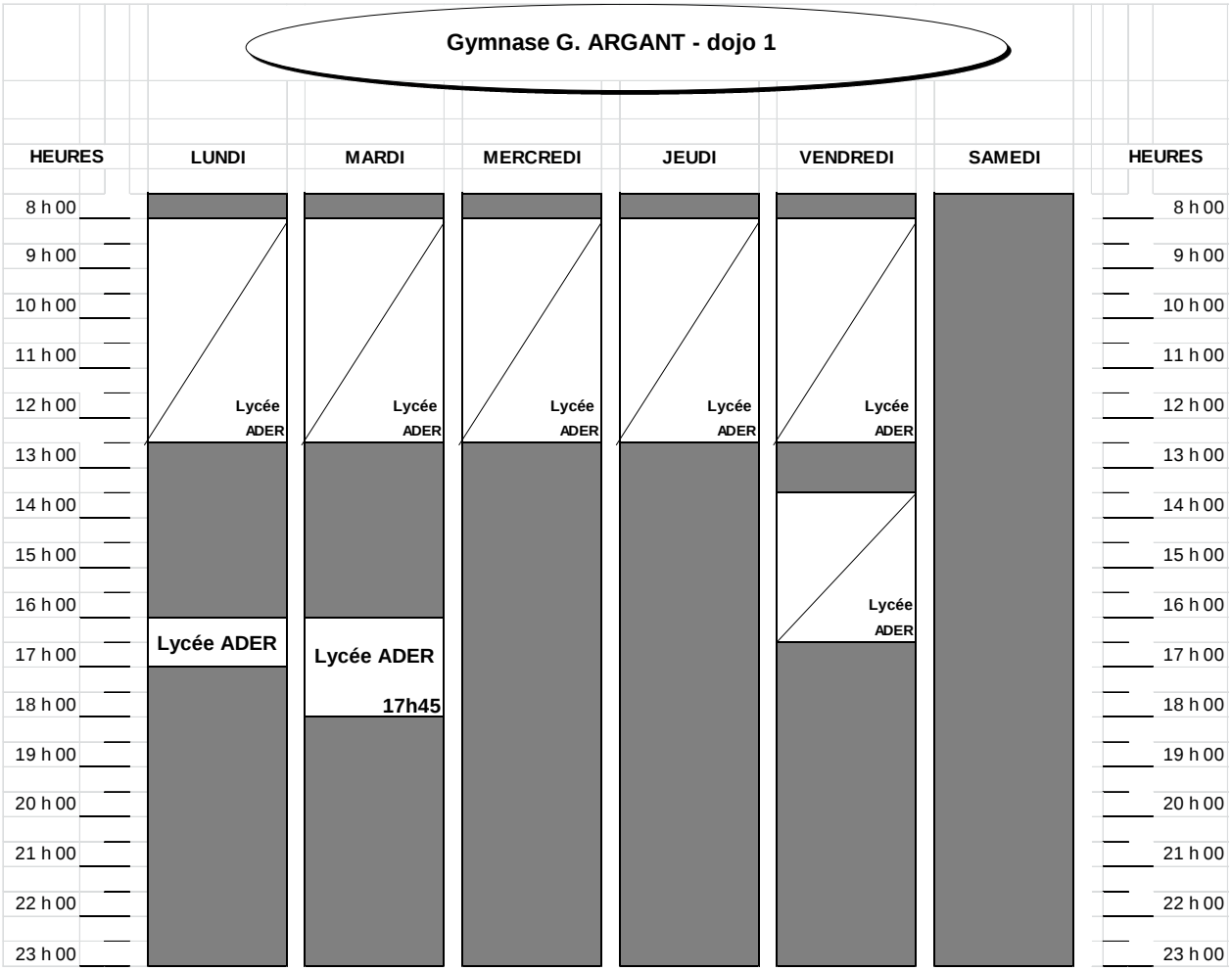
Article 7- Litiges :

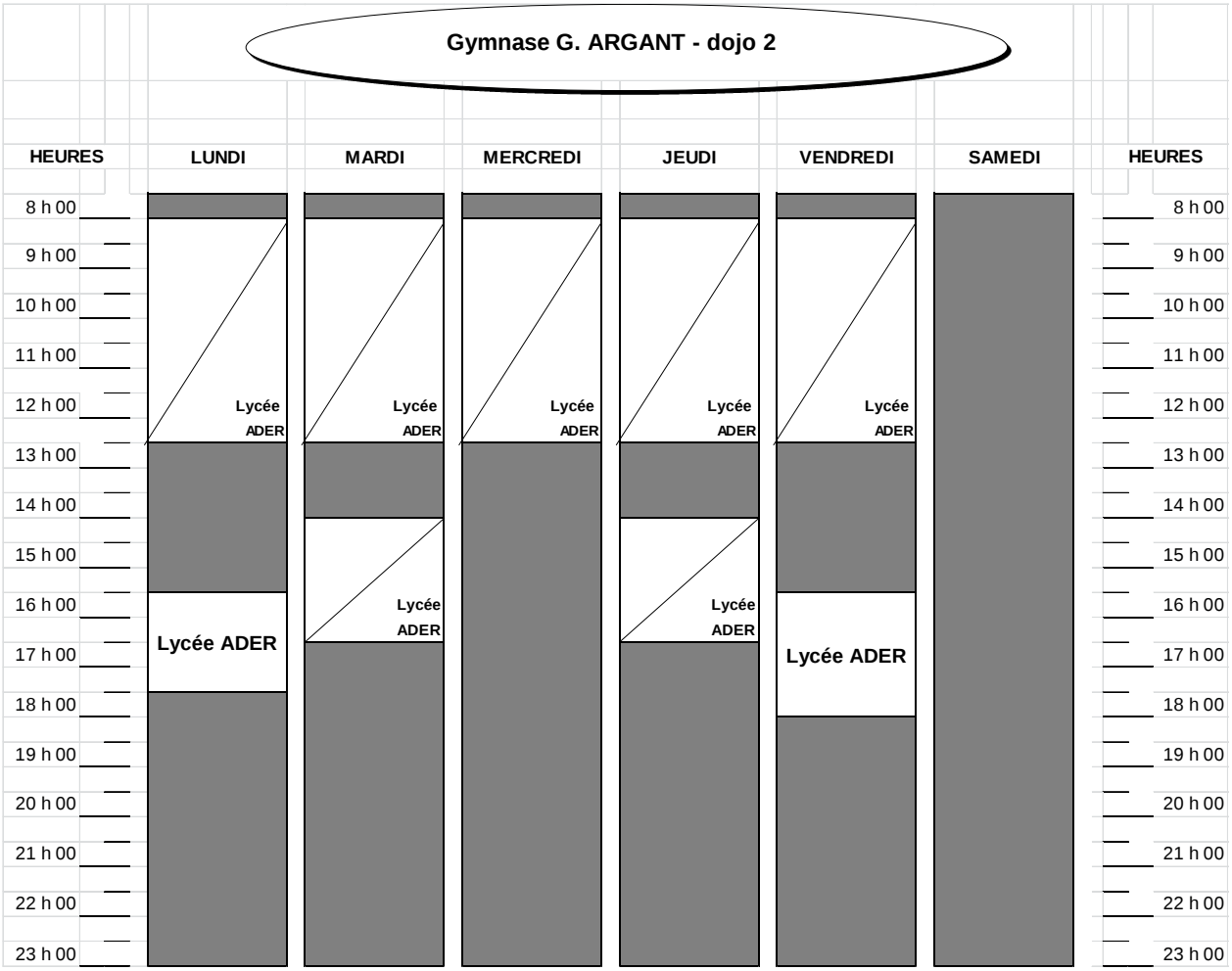
En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

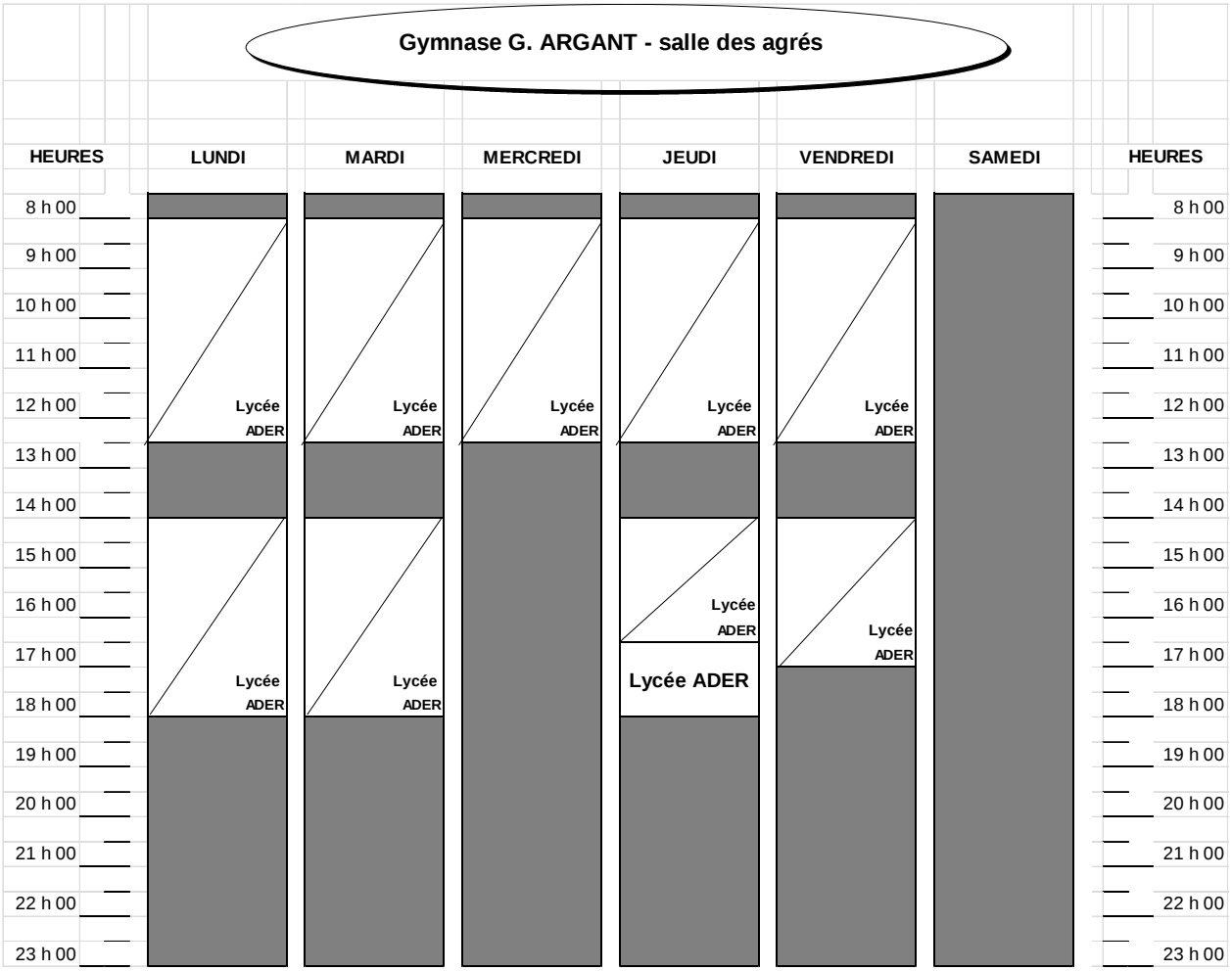
Fait à	Fait à	Fait à
Le	Le	Le
Pour la Collectivité	Pour la Région	Pour l'Etablissement

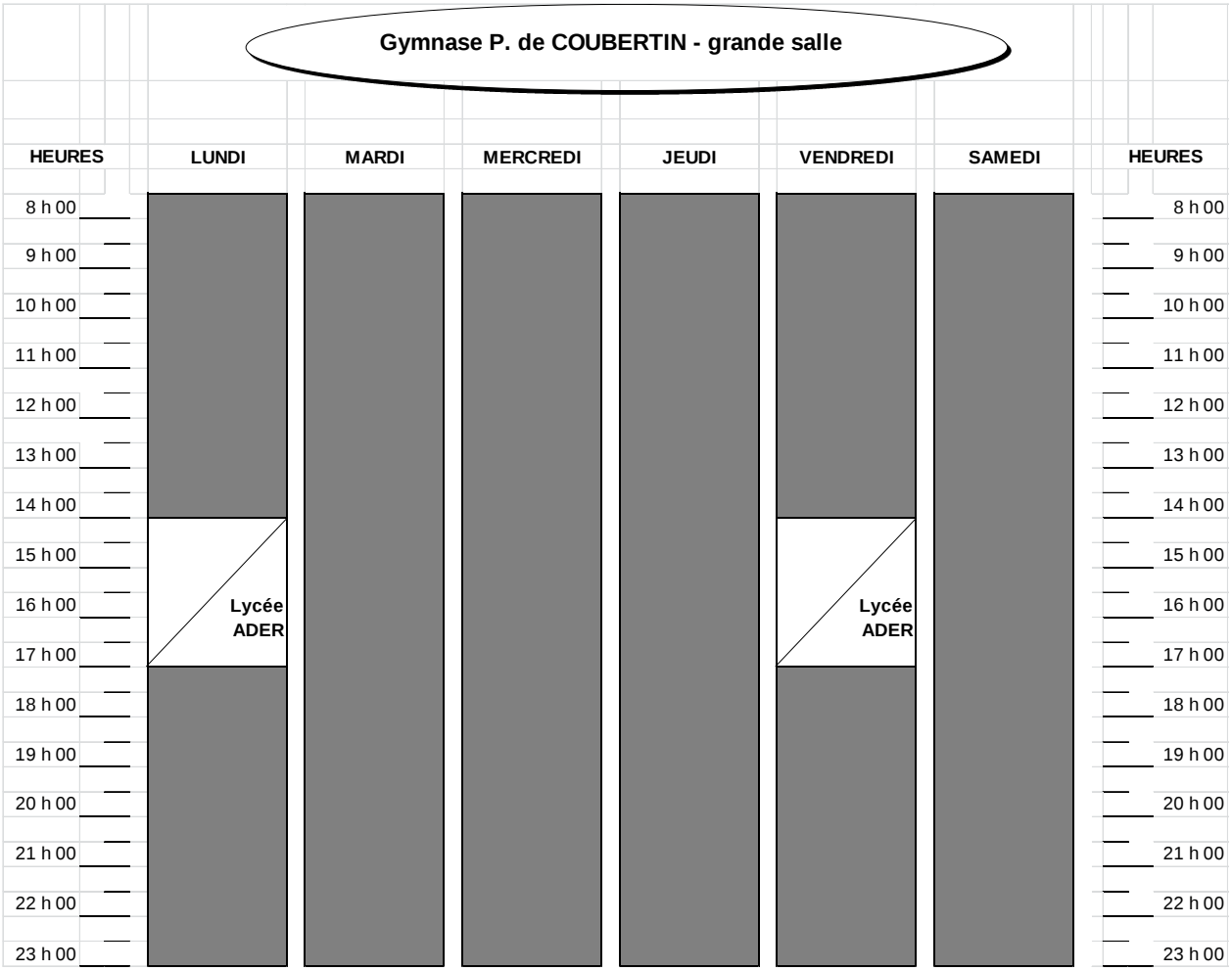
Annexe 1 – Horaires d'utilisation

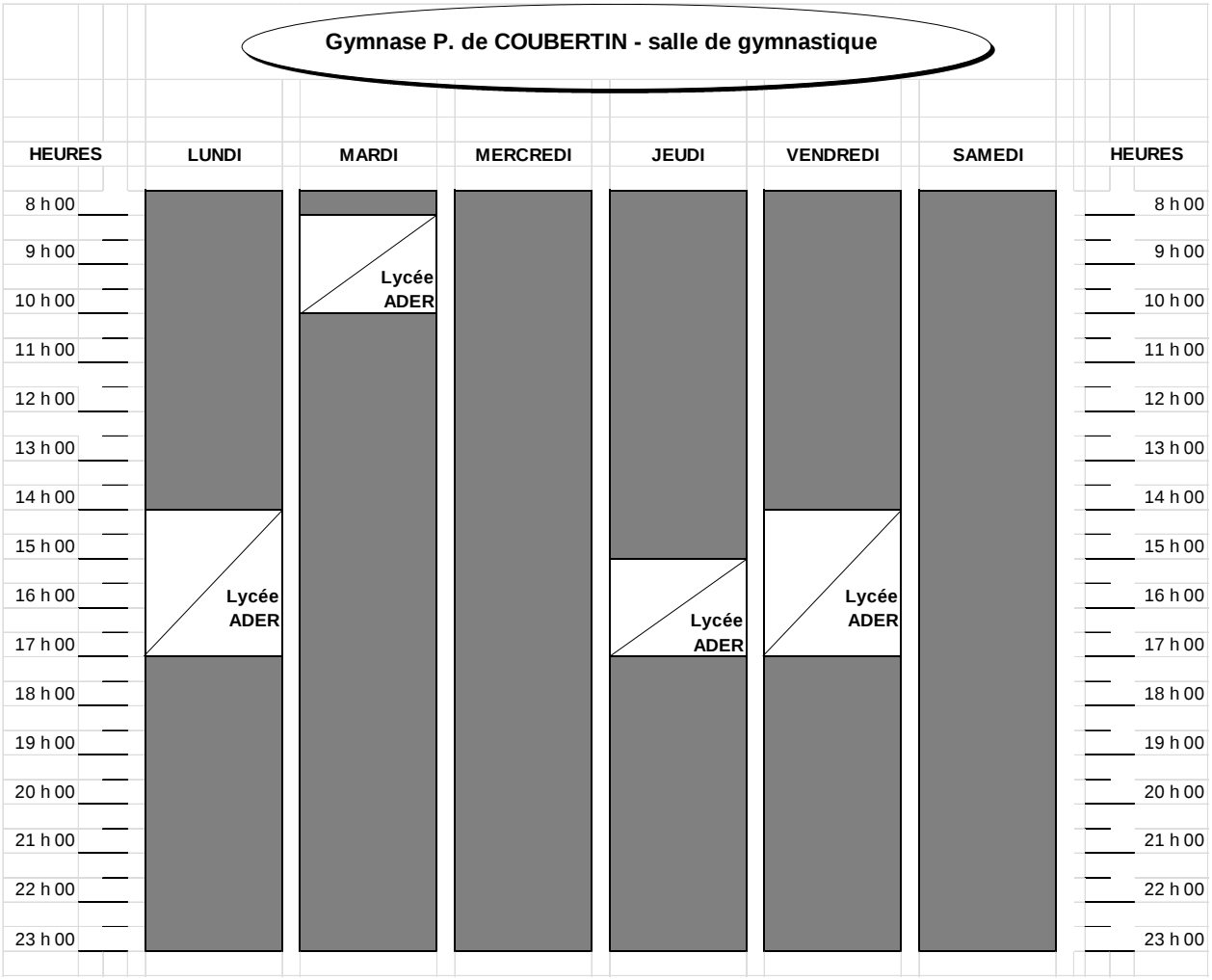


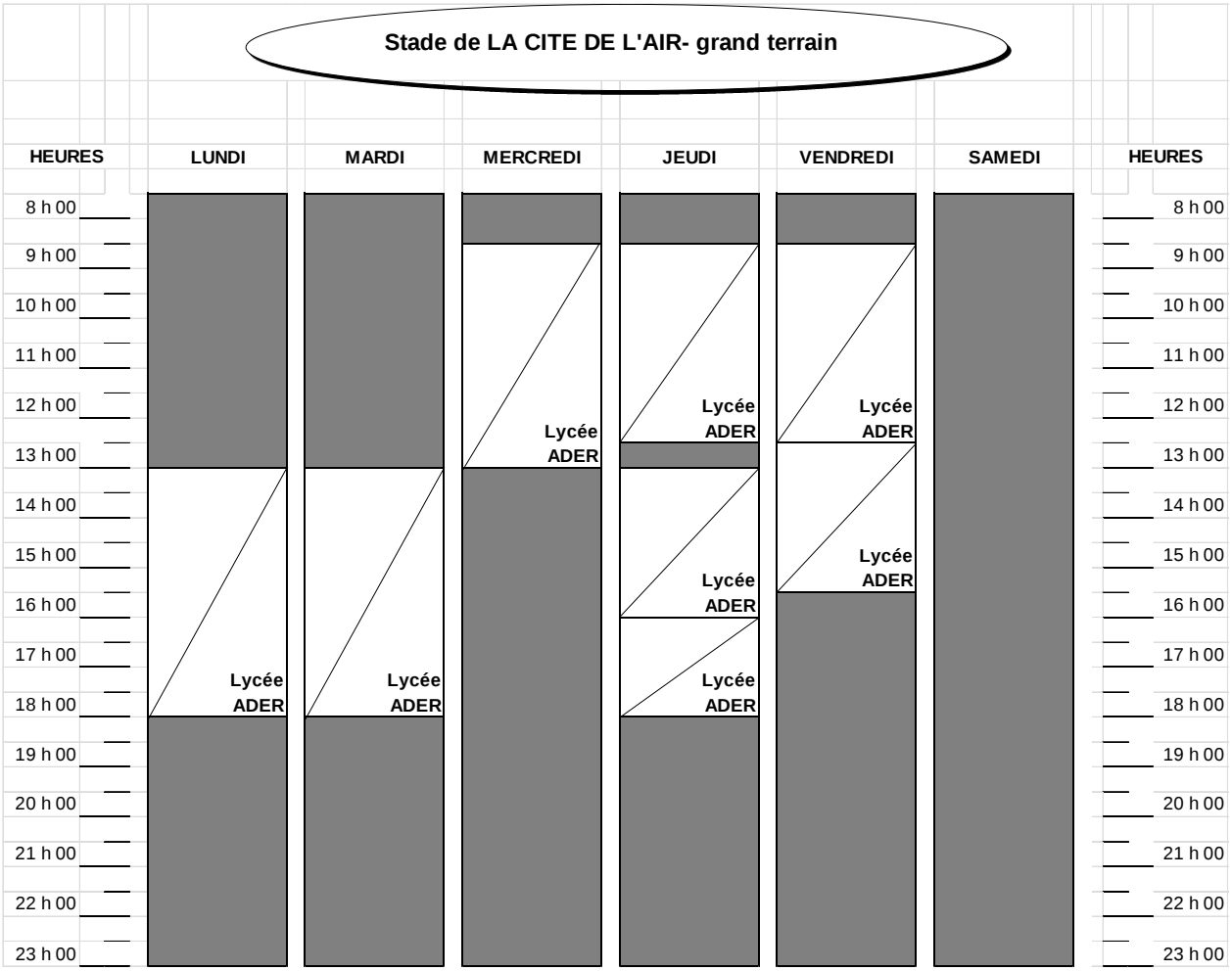

Gymnase G. ARGANT - dojo 1
HEURES
LUNDI
MARDI
MERCREDI
JEUDI
VENDREDI
SAMEDI
HEURES
8 h 00
9 h 00
10 h 00
11 h 00
12 h 00
13 h 00
14 h 00
15 h 00
16 h 00
17 h 00
18 h 00
19 h 00
20 h 00
21 h 00
22 h 00
23 h 00
Lycée ADER
Lycée ADER
17h45

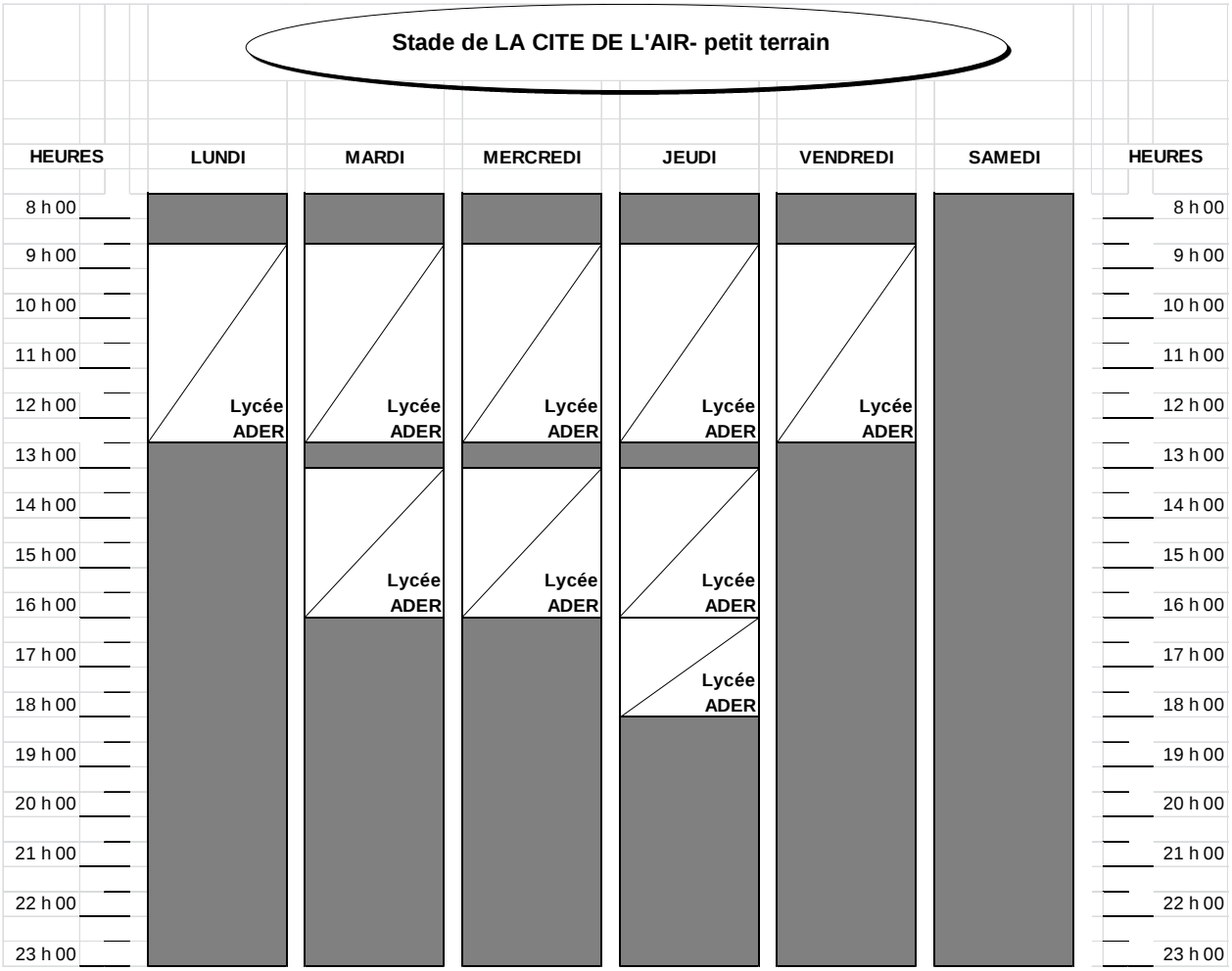

Gymnase G. ARGANT - dojo 2
HEURES
LUNDI
MARDI
MERCREDI
JEUDI
VENDREDI
SAMEDI
HEURES
8 h 00
9 h 00
10 h 00
11 h 00
12 h 00
13 h 00
14 h 00
15 h 00
16 h 00
17 h 00
18 h 00
19 h 00
20 h 00
21 h 00
22 h 00
23 h 00
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER


Gymnase G. ARGANT - salle des agrés
HEURES
LUNDI
MARDI
MERCREDI
JEUDI
VENDREDI
SAMEDI
HEURES
8 h 00
9 h 00
10 h 00
11 h 00
12 h 00
13 h 00
14 h 00
15 h 00
16 h 00
17 h 00
18 h 00
19 h 00
20 h 00
21 h 00
22 h 00
23 h 00
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER


Gymnase P. de COUBERTIN - grande salle
HEURES
LUNDI
MARDI
MERCREDI
JEUDI
VENDREDI
SAMEDI
HEURES
8 h 00
9 h 00
10 h 00
11 h 00
12 h 00
13 h 00
14 h 00
15 h 00
16 h 00
17 h 00
18 h 00
19 h 00
20 h 00
21 h 00
22 h 00
23 h 00
Lycée ADER
Lycée ADER


Gymnase P. de COUBERTIN - salle de gymnastique
HEURES
LUNDI
MARDI
MERCREDI
JEUDI
VENDREDI
SAMEDI
HEURES
8 h 00
9 h 00
10 h 00
11 h 00
12 h 00
13 h 00
14 h 00
15 h 00
16 h 00
17 h 00
18 h 00
19 h 00
20 h 00
21 h 00
22 h 00
23 h 00
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER


Stade de LA CITE DE L'AIR- grand terrain
HEURES
LUNDI
MARDI
MERCREDI
JEUDI
VENDREDI
SAMEDI
HEURES
8 h 00
9 h 00
10 h 00
11 h 00
12 h 00
13 h 00
14 h 00
15 h 00
16 h 00
17 h 00
18 h 00
19 h 00
20 h 00
21 h 00
22 h 00
23 h 00
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER
Lycée ADER


Stade de LA CITE DE L'AIR- petit terrain
HEURES
LUNDI
MARDI
MERCREDI
JEUDI
VENDREDI
SAMEDI
HEURES
8 h 00
9 h 00
10 h 00
11 h 00
12 h 00
13 h 00
14 h 00
15 h 00
16 h 00
17 h 00
18 h 00
19 h 00
20 h 00
21 h 00
22 h 00
23 h 00
Lycée ADER

Convention Marcel Pagnol

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la ville d'ATHIS-MONS, représentée par Madame Christine RODIER, Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite ville en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 21 septembre 2016, déposée en Sous-Préfecture de PALAISEAU le 29 septembre 2016, donnant délégation au Maire en vertu de l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région d'Ile de France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération n°CP 2020-054 en date du 31 janvier 2020

Dénommée ci-après " la Région ",

ET

Le lycée Marcel PAGNOL, ayant son siège 3 avenue de la Terrasse Prolongée à ATHIS-MONS (91200), représenté par son proviseur**,** spécialement autorisé par délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du XX/XX/XXXX

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L. 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de l'Etablissement les installations sportives figurant en annexe à la présente convention, annexe qui définit les conditions et les horaires d'utilisation, à savoir :

- Le gymnase Georges CARPENTIER, sis avenue de la Terrasse prolongée à ATHIS-MONS
- Le stade Auguste DELAUNE sis 2 rue Marx Dormoy à ATHIS-MONS

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux.

L'Etablissement souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant) qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

La Collectivité prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- dégât des eaux et bris de glaces,
- foudre,
- explosions,
- dommages électriques,
- tempête, grêle,
- vol et détérioration à la suite de vol.

La Collectivité assure les responsabilités qui lui incombent, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

Article 3- Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition du Lycée à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2020, elle est plafonnée à 8 € par élève sur le calcul de la dotation dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France**.**

Article 4- Prise d'effet et durée de la convention :

La convention prend effet au 1er septembre 2019.

Elle est conclue pour une durée de trois années scolaires consécutives.

La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse.

Article 5- Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 6- Résiliation :

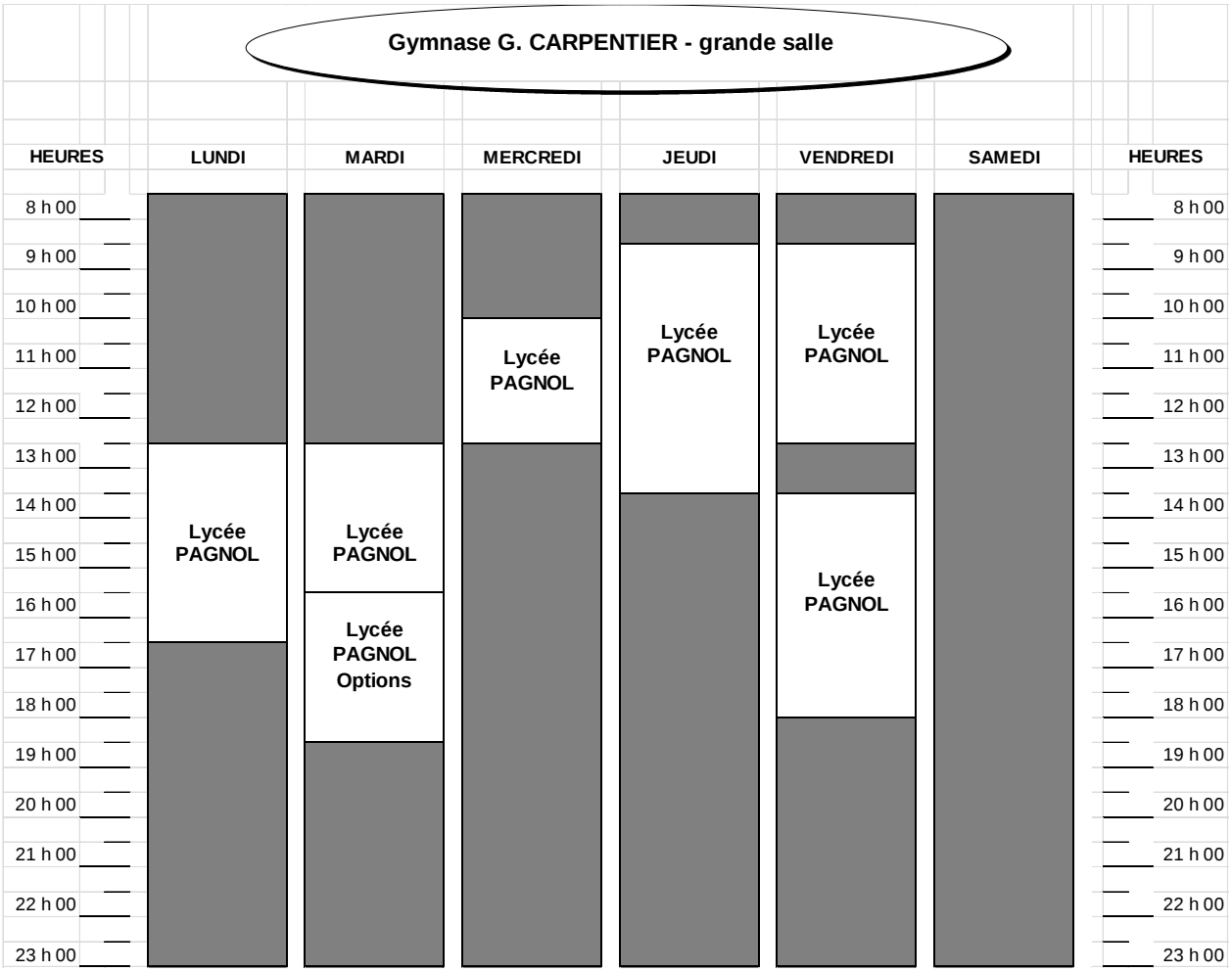
La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

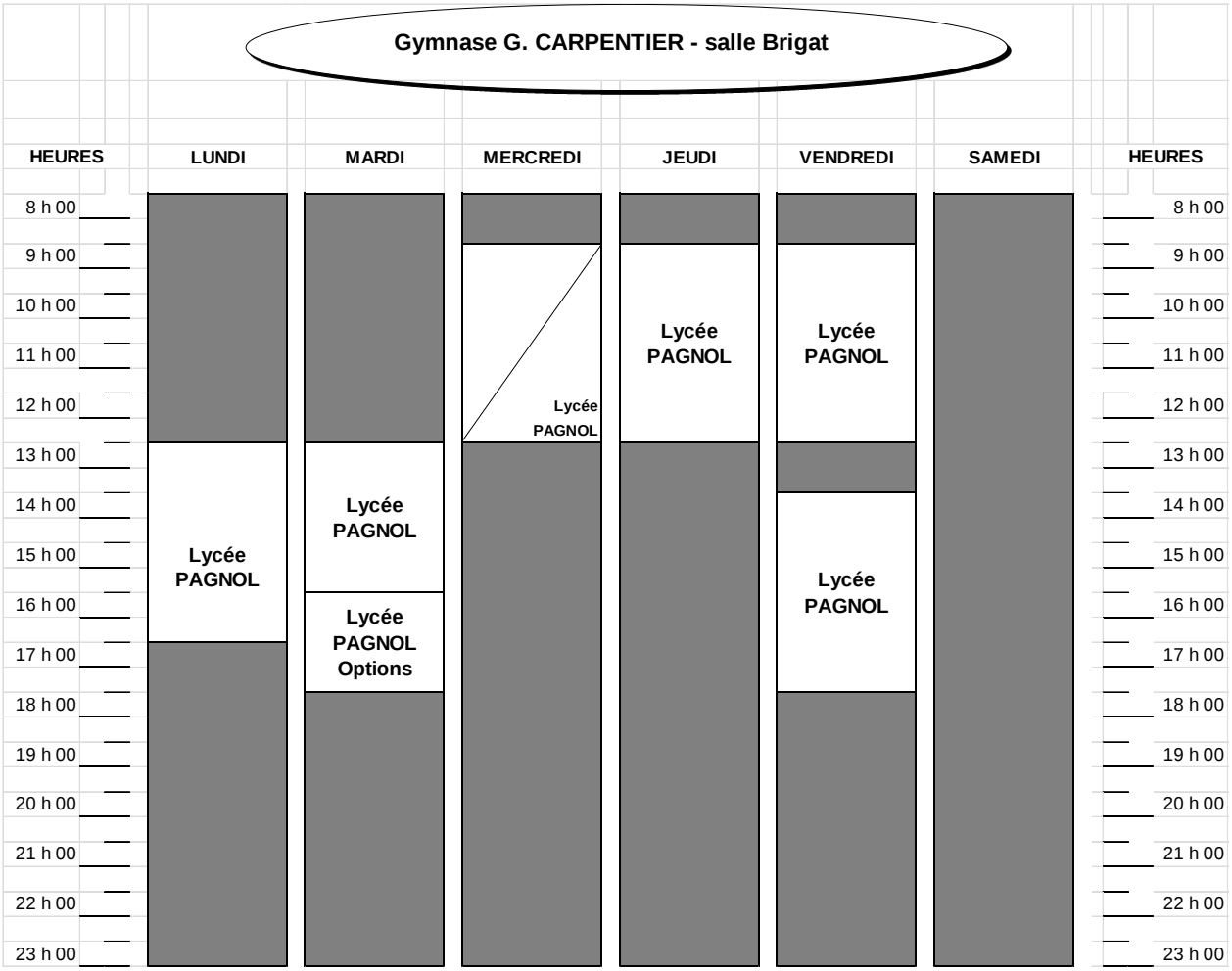
Article 7- Litiges :

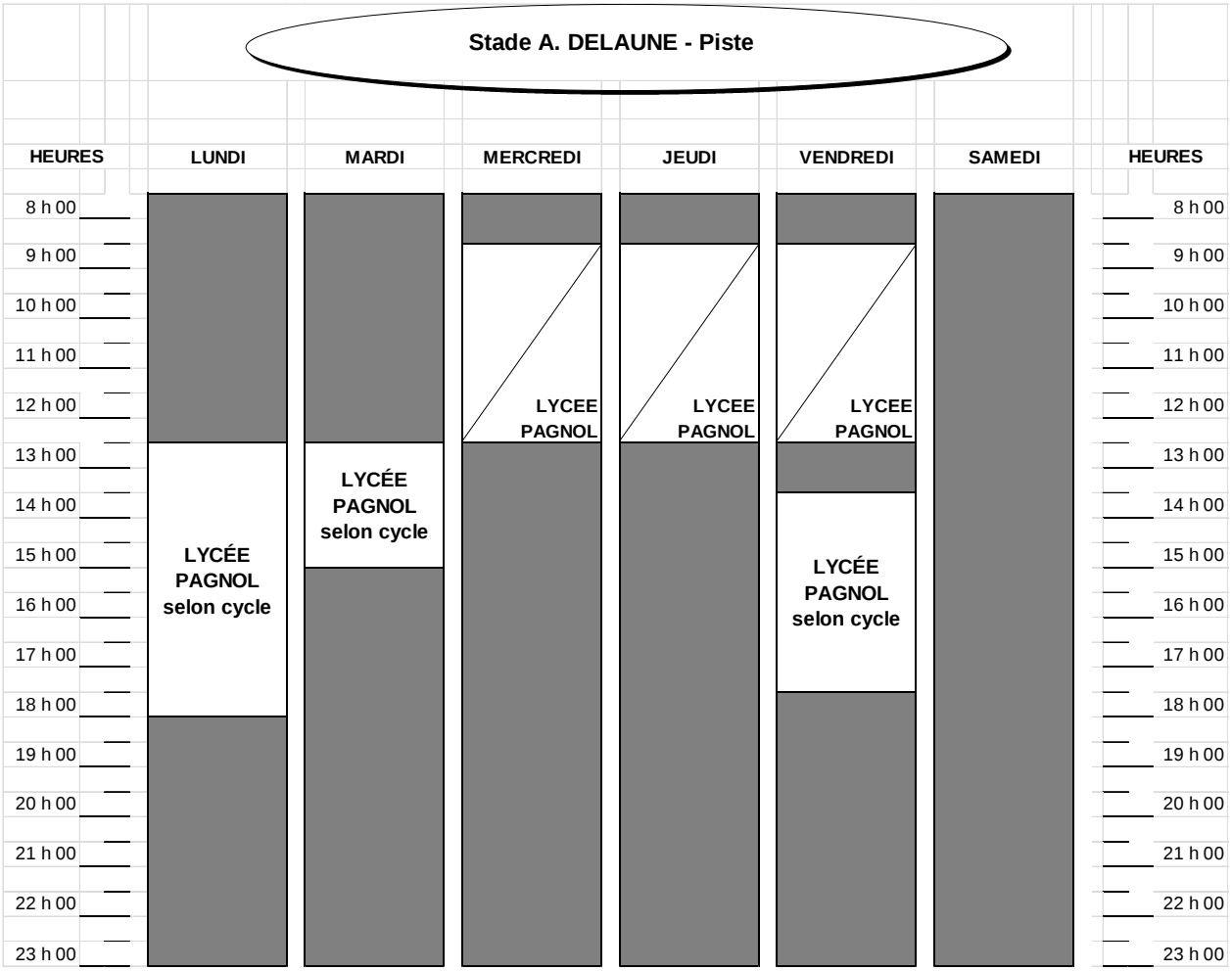
En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à	Fait à	Fait à
Le	Le	Le
Pour la Collectivité	Pour la Région	Pour l'Etablissement

Annexe 1 – Horaires d'utilisation




Gymnase G. CARPENTIER - salle Brigat
HEURES
LUNDI
MARDI
MERCREDI
JEUDI
VENDREDI
SAMEDI
HEURES
8 h 00
9 h 00
10 h 00
11 h 00
12 h 00
13 h 00
14 h 00
15 h 00
16 h 00
17 h 00
18 h 00
19 h 00
20 h 00
21 h 00
22 h 00
23 h 00
Lycée PAGNOL
Lycée PAGNOL
Lycée PAGNOL Options
Lycée PAGNOL
Lycée PAGNOL
Lycée PAGNOL
Lycée PAGNOL


Stade A. DELAUNE - Piste
HEURES
LUNDI
MARDI
MERCREDI
JEUDI
VENDREDI
SAMEDI
HEURES
8 h 00
9 h 00
10 h 00
11 h 00
12 h 00
13 h 00
14 h 00
15 h 00
16 h 00
17 h 00
18 h 00
19 h 00
20 h 00
21 h 00
22 h 00
23 h 00
LYCÉE PAGNOL selon cycle
LYCÉE PAGNOL selon cycle
LYCEE PAGNOL
LYCEE PAGNOL
LYCEE PAGNOL
LYCÉE PAGNOL selon cycle

Convention Lycée Galilée

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la commune de Combs-la-Ville, représentée par Monsieur Guy GEOFFROY, Maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 26 septembre 2016

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région d'Ile de France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération n°CP 2020-054 en date du 31 janvier 2020

Dénommée ci-après " la Région ",

ET

Le lycée Galilée, sis avenue André Malraux à Combs-la-Ville (77385), représenté par son proviseur Madame Cécile CHANOZ**,** agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du ……..

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L. 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de l'Etablissement les installations sportives suivantes :

- Gymnase Salvador Allende
- Gymnase Paloisel
- Gymnase Jacques Cartier
- Complexe sportif Alain Mimoun

La mise à disposition est effective sur les créneaux fixés en annexe (planning d'utilisation des équipements sportifs par le lycée).

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités et des locaux attribués (salles, vestiaires, …).

Dans le cadre de l'utilisation des équipements, l'Etablissement :

- s'engage à utiliser les équipements dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs ainsi qu'à réparer et indemniser la Collectivité pour les dégâts matériels commis et les pertes constatées ;

- s'oblige à se conformer aux dispositions du règlement intérieur de chaque équipement qui est affiché dans les locaux utilisés ou à proximité de l'équipement ;

- s'engage à faire accompagner et surveiller les élèves en toute circonstance par un enseignant ou toute personne habilitée ;

- s'engage à réserver l'usage de cet équipement à une pratique sportive ou assimilée ;

- s'engage à ne réserver que les créneaux horaires dont il a réellement besoin et à avertir sans délai le service municipal des sports lorsqu'un créneau ne sera pas utilisé ;

- ne pourra concéder l'utilisation, dont il bénéficie en vertu de la présente convention, à un autre établissement scolaire ou à un tiers sans l'autorisation préalable de la Collectivité.

La Collectivité quant à elle :

- s'engage à laisser les équipements mentionnés à l'article 1 de la présente convention, à la jouissance de l'établissement pendant les périodes convenues entre les deux parties en début de chaque année scolaire ;

- assure les responsabilités qui lui incombent, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur ;

- notifie à l'établissement par envoi recommandé le règlement intérieur d'utilisation des équipements ainsi que les consignes et dispositions de sécurité incendie (dispositifs d'alarme, itinéraires d'évacuation et moyens de lutte contre l'incendie) toute modification est notifiée dans les mêmes conditions sous un délai de huit jours ;

- veille à l'affichage des conditions d'évacuation des locaux ;

- assure la responsabilité du gardiennage ;

- prend toutes mesures de nature à interdire l'utilisation des équipements en dehors de toute surveillance.

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux.

L'Etablissement souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant) qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

La Collectivité prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- dégât des eaux et bris de glaces,
- foudre,
- explosions,
- dommages électriques,
- tempête, grêle,
- vol et détérioration à la suite de vol.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2020, elle est plafonnée à 8 € par élève, dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considérée et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France**.**

Article 4 - Prise d'effet et durée de la convention :

La convention prend effet au 1er septembre 2019.

Elle est conclue pour une durée de cinq années scolaires consécutives.

La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse.

Article 5 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 6 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 7 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à	Fait à	Fait à
Le	Le	Le
Pour la Collectivité	Pour la Région	Pour l'Etablissement

PLANNING UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS PAR LE LYCEE GALILEE EN 2019-2020

	LUNDI		MARDI		MERCREDI		JEUDI		VENDREDI	
	MATIN	APRES-MIDI	MATIN	APRES-MIDI	MATIN	APRES-MIDI	MATIN	APRES-MIDI	MATIN	APRES-MIDI
GYMNASE SALVADOR ALLENDE		X		X		X				
GYMANSE PALOISEL			X	X			X	X	X	X
GYMNASE JACQUES CARTIER	X	X	X	X			X	X	X	X
COMPLEXE ALAIN MIMOUN	x	x	x	x	x		x	x		

Convention Lycée Jacques Prévert

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la commune de Combs-la-Ville, représentée par Monsieur Guy GEOFFROY, Maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 26 septembre 2016

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région d'Ile de France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération n°CP 2020-054 en date du 31 janvier 2020

Dénommée ci-après " la Région ",

ET

Le lycée Jacques Prévert, sis 7 avenue Jean Jaurès à Combs-la-Ville (77385), représenté par son proviseur Monsieur François FRIAUD**,** agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du ……..

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L. 214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de l'Etablissement les installations sportives suivantes :

- Gymnase Salvador Allende
- Gymnase Paloisel
- Gymnase Jacques Cartier
- Complexe sportif Alain Mimoun

La mise à disposition est effective sur les créneaux fixés en annexe (planning d'utilisation des équipements sportifs par le lycée).

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités et des locaux attribués (salles, vestiaires, …).

Dans le cadre de l'utilisation des équipements, l'Etablissement :

- s'engage à utiliser les équipements dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs ainsi qu'à réparer et indemniser la Collectivité pour les dégâts matériels commis et les pertes constatées ;

- s'oblige à se conformer aux dispositions du règlement intérieur de chaque équipement qui est affiché dans les locaux utilisés ou à proximité de l'équipement ;

- s'engage à faire accompagner et surveiller les élèves en toute circonstance par un enseignant ou toute personne habilitée ;

- s'engage à réserver l'usage de cet équipement à une pratique sportive ou assimilée ;

- s'engage à ne réserver que les créneaux horaires dont il a réellement besoin et à avertir sans délai le service municipal des sports lorsqu'un créneau ne sera pas utilisé ;

- ne pourra concéder l'utilisation, dont il bénéficie en vertu de la présente convention, à un autre établissement scolaire ou à un tiers sans l'autorisation préalable de la Collectivité.

La Collectivité quant à elle :

- s'engage à laisser les équipements mentionnés à l'article 1 de la présente convention, à la jouissance de l'établissement pendant les périodes convenues entre les deux parties en début de chaque année scolaire ;

- assure les responsabilités qui lui incombent, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur ;

- notifie à l'établissement par envoi recommandé le règlement intérieur d'utilisation des équipements ainsi que les consignes et dispositions de sécurité incendie (dispositifs d'alarme, itinéraires d'évacuation et moyens de lutte contre l'incendie) toute modification est notifiée dans les mêmes conditions sous un délai de huit jours ;

- veille à l'affichage des conditions d'évacuation des locaux ;

- assure la responsabilité du gardiennage ;

- prend toutes mesures de nature à interdire l'utilisation des équipements en dehors de toute surveillance.

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux.

L'Etablissement souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant) qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

La Collectivité prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- dégât des eaux et bris de glaces,
- foudre,
- explosions,
- dommages électriques,
- tempête, grêle,
- vol et détérioration à la suite de vol.

Article 3 - Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2020, elle est plafonnée à 8 € par élève, dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la Collectivité à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considérée et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France**.**

Article 4 - Prise d'effet et durée de la convention :

La convention prend effet au 1er septembre 2019.

Elle est conclue pour une durée de cinq années scolaires consécutives.

La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse.

Article 5 - Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 6 - Résiliation :

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance. Toutefois, à la demande de l'Etablissement, la date d'effet de la résiliation peut être fixée à la fin de l'année scolaire en cours.

Article 7 - Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à	Fait à	Fait à
Le	Le	Le
Pour la Collectivité	Pour la Région	Pour l'Etablissement

PLANNING UTILISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS PAR LE LYCEE PREVERT EN 2019-2020

	LUNDI		MARDI		MERCREDI		JEUDI		VENDREDI	
	MATIN	APRES-MIDI	MATIN	APRES-MIDI	MATIN	APRES-MIDI	MATIN	APRES-MIDI	MATIN	APRES-MIDI
GYMNASE SALVADOR ALLENDE					X	X			X	X
GYMANSE PALOISEL	X	X			X	X				
GYMNASE JACQUES CARTIER	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
COMPLEXE ALAIN MIMOUN										

Convention EREA Tour du Mail

CONVENTION TRIPARTITE DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX AU PROFIT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE COMPETENCE REGIONALE

ENTRE

Le propriétaire de l'équipement, la ville de SANNOIS, représentée par Monsieur Bernard JAMET, Maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du …….

Dénommée ci-après « la Collectivité »,

ENTRE

La Région d'Ile de France, dont le siège est 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen (93400), représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du conseil régional, agissant en vertu d'une délibération en date du 31 janvier 2020

Dénommée ci-après " la Région ",

ET

Le lycée La Tour du Mail, 70 allée des Cormeilles à Sannois (95110) représenté par son proviseur Madame Line DELAPORTE**,** spécialement autorisée par délibération du conseil d'administration de l'établissement en date du ……..

Dénommée ci-après « l'Etablissement »

APRES AVOIR RAPPELE :

Au titre de l'article L. 100-1 du Code de Sport, de l'article L. 214-4 du Code de l'Education et de l'article L. 1311-15 du code des collectivités territoriales, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Equipements mis à disposition :

La Collectivité s'engage à mettre à la disposition de l'Etablissement les installations sportives figurant en annexe à la présente convention, annexe qui définit les conditions et les horaires d'utilisation.

Un état des lieux, établi contradictoirement, est réalisé avant la signature de la convention et annexé à la présente.

Article 2 – Utilisation :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de l'année scolaire. Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Collectivité et l'Etablissement. Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Collectivité, ou non utilisé par l'Etablissement, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps et les activités scolaires, l'Etablissement assumera la responsabilité des équipements et matériels qu'il utilise. La Collectivité assurera la responsabilité du gardiennage.

D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Collectivité pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En cas de dégradation, les utilisateurs devront engager leurs responsabilités et assumer la charge financière des réparations.

Le coût financier de la remise en état des locaux ou/et des matériels imputable à l'Etablissement sera évalué selon un devis établi par les services techniques de la ville si les travaux peuvent se faire en régie, ou par une entreprise dans les autres cas.

La somme exigée pour le remboursement d'une perte ou endommagement d'un matériel sera calculée selon le coût du matériel neuf minoré par un coefficient de vétusté (-10 % par année).

S'agissant des ERP des 4 premières catégories, les utilisateurs devront s'assurer du passage de la commission de sécurité et prendre connaissance du procès-verbal.

En dehors des périodes d'utilisation, la Collectivité conserve la libre disponibilité des lieux et en assurera la responsabilité.

Chacune des deux parties garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des locaux.

L'Etablissement souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant) qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

La Collectivité assure les responsabilités qui lui incombent, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

Article 3- Dispositions Financières :

Les installations sportives, objets de la présente convention, sont mises à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année de validité de la présente convention. Pour l'année 2020, elle est plafonnée à 8 € par élève sur le calcul de la dotation dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire.

Dans le cadre de la présente convention, l'Etablissement verse à la Collectivité la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre de l'Etablissement. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considéré et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France**.**

Article 4- Prise d'effet et durée de la convention :

La présente convention prend effet au 1er septembre 2019.

Elle est conclue pour une durée initiale d'un an, renouvelable tacitement 4 fois par période d'un an. Sa date maximale de validité est donc fixée au 31 aout 2024.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'une des parties au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de la convention.

Article 5- Modifications :

Toute modification à la présente convention sera introduite par voie d'avenant approuvé par la commission permanente du conseil régional, le conseil d'administration de l'établissement et l'instance délibérante de la collectivité locale.

Article 6- Résiliation / Dénonciation :

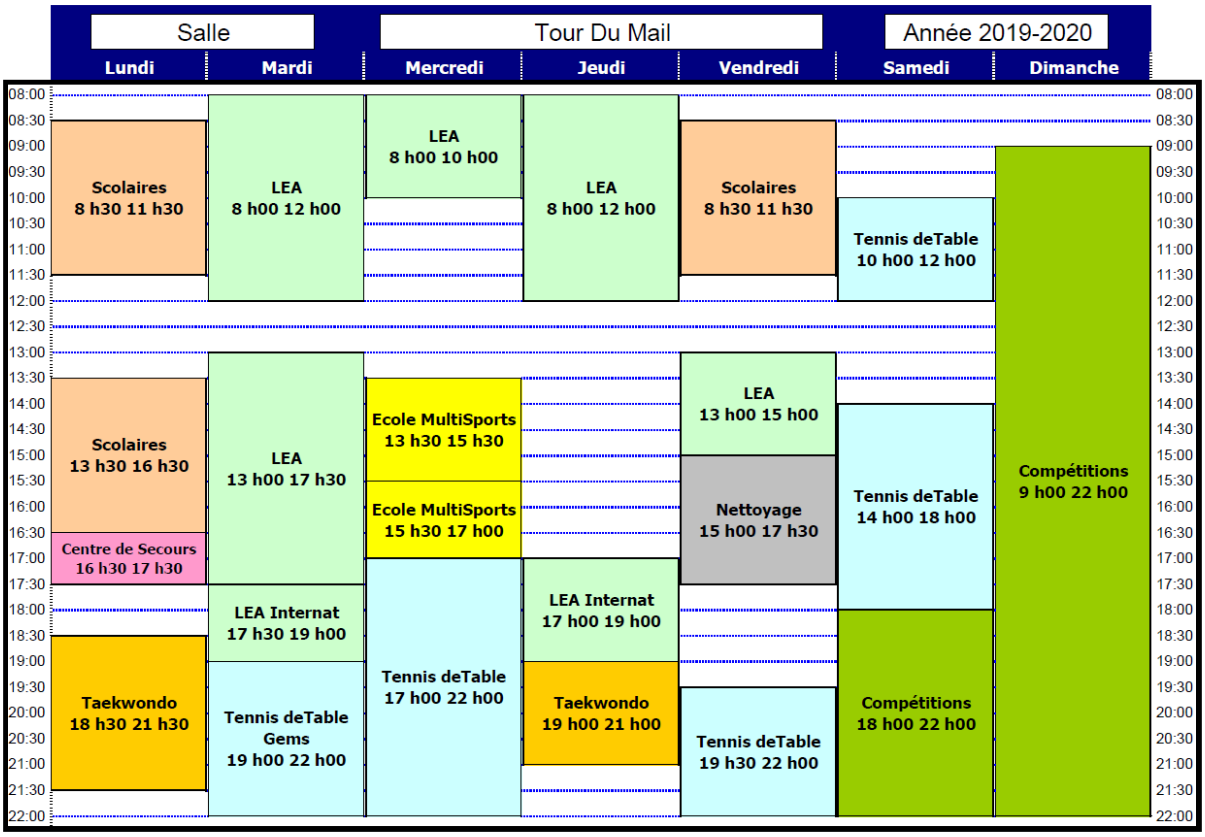
La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée adressée au moins trois mois à l'avance sous réserve de l'accord de la collectivité.

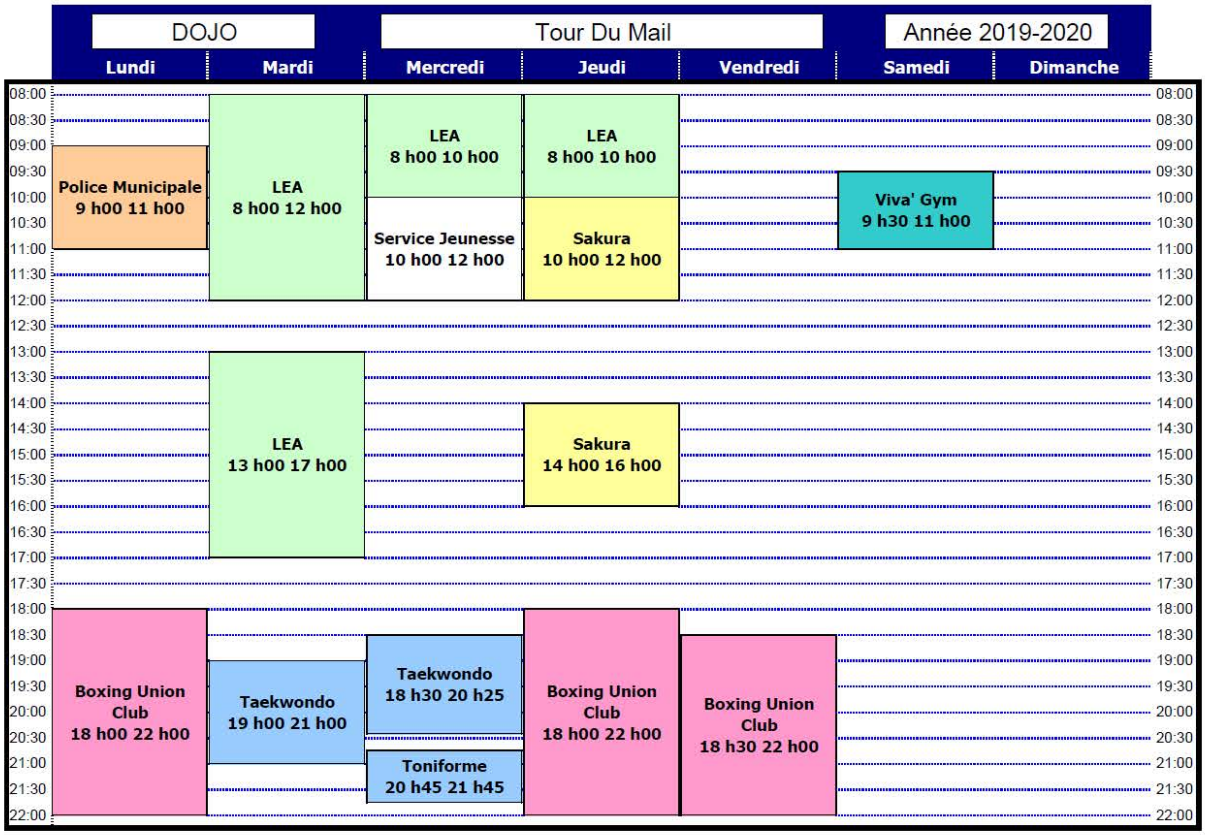
Article 7- Litiges :

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges à naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à	Fait à	Fait à
Le	Le	Le
Pour la Collectivité	Pour la Région	Pour l'Etablissement

Annexe - Planning d'utilisation des installations mises à disposition




DOJO
Tour Du Mail
Année 2019-2020
Lundi
Mardi
Mercredi
Jeudi
Vendredi
Samedi
Dimanche
Police Municipale 9 h00 11 h00
LEA 8 h00 12 h00
LEA 8 h00 10 h00
Service Jeunesse 10 h00 12 h00
LEA 8 h00 10 h00
Sakura 10 h00 12 h00
Viva' Gym 9 h30 11 h00
LEA 13 h00 17 h00
Sakura 14 h00 16 h00
Boxing Union Club 18 h00 22 h00
Taekwondo 19 h00 21 h00
Taekwondo 18 h30 20 h25
Toniforme 20 h45 21 h45
Boxing Union Club 18 h00 22 h00
Boxing Union Club 18 h30 22 h00

Convention Lycée de l'Essouriau

CONVENTION

Mise à disposition d’équipements sportifs septembre 2019/juin 2022

Entre

LA COMMUNE DES ULIS

ET

LE LYCEE DE L’ESSOURIAU

ET

LA REGION ILE-DE-FRANCE

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La COMMUNE DES ULIS, sise Rue du Morvan, 91940 LES ULIS, représentée par Madame Françoise MARHUENDA, agissant en qualité de Maire et en vertu de l'autorisation qui lui en a été donnée par le Conseil Municipal suivant la délibération n° 2014/027 en date du 14 avril 2014,

Ci-après dénommée **la Commune**, d'une part,

ET

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional, sis 2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE et dûment habilitée par délibération n°CP 2020-054 en date du 31 janvier 2020

Ci-après dénommée la Région,

Le lycée de l'ESSOURIAU, sis Avenue de Dordogne – 91940 LES ULIS – Etablissement public local d'enseignement représenté par Madame Nadine FUIRET , Proviseure, habilitée par délibération du conseil d'administration en date du XX/XX/XXXX

Ci-après dénommée le lycée de l'Essouriau, d'autre part.

Au titre de l'article L214-4 du Code de l'Education, la Région doit veiller à ce que toutes les conditions soient requises afin que puissent être organisées les activités physiques et sportives des lycéens prévues par les programmes nationaux de cet enseignement.

Dans ce cadre, la commune des Ulis met à disposition ses installations sportives dont la proximité avec le **lycée de l'Essouriau** lui permet de mener à bien sa mission d'intérêt général.

Aussi, considérant que les installations sportives, dont la commune des Ulis est propriétaire, répondent aux nécessités du fonctionnement de l'enseignement de l'éducation physique et sportive de l'établissement scolaire, les signataires s'accordent sur la mise à disposition au profit du **lycée de l'Essouriau** des installations sportives décrites à l'article 1, dans les conditions fixées par la présente convention.

EXPOSE

Article 1 – OBJET

La Commune met à la disposition, à titre précaire, **du lycée** qui l'accepte:

Les équipements sportifs de plein-air suivants :

Nb	Désignation	Lieux
1	**Stade Jean Marc Salinier** (installations d'athlétisme, 1 terrain	Avenue des Cévennes

	d'honneur, 2 terrains synthétiques)	
1	**Terrain de base ball des Pampres**	Avenue de Champagne

Les équipements sportifs couverts suivants :

Nb	Désignation	Lieux
1	**Piscine municipale**	Avenue de l'Aubrac
1	**Gymnase des Amonts**	Rue de Vendée
1	**Gymnase des Bathes**	Rue de l'Aube
1	**Gymnase de Courdimanche**	Rue de l'Aube
1	**Gymnase de l'Epi d'Or**	Rue de Franche-Comté
1	**Gymnase de l'Essouriau**	1 avenue de Dordogne

ARTICLE 2 : Conditions d'utilisation

La commune des Ulis entretient ces installations dans le cadre de sa mission pour les besoins culturels et sportifs spécifiques des élèves.

Les investissements autres que le maintien des installations en état de fonctionnement conformes aux obligations de sécurité relèvent de la seule décision de la commune des Ulis au regard de sa mission.
Le lycée de l'Essouriau pourra utiliser ces installations pour y assurer l'enseignement de l'Education Physique et Sportive.
Toute autre activité que le **lycée de l'Essouriau** souhaiterait y organiser est soumise à l'autorisation écrite préalable de la commune des Ulis.

Concernant la piscine :
La surveillance des bassins durant les séances de natation sera assurée par un personnel municipal ayant le titre de MNS dans le respect de la règlementation. En cas d'accident, pour la bonne coordination des secours, les enseignants devront en début d'année scolaire prendre connaissance du plan d'organisation de la surveillance et des secours de la piscine.

Règles générales d'utilisation des locaux :
L'accès aux équipements sportifs ne pourra se faire qu'en présence des enseignants.
Dans la mesure du possible, un local fermant à clé pour le rangement de matériel pédagogique sera tenu à la disposition des utilisateurs qui en assureront alors la gestion, seul le matériel nécessaire à l'activité pourra y être entreposé.

Dans tous les cas, il est strictement interdit de stocker ou d'utiliser des matières inflammables ou explosives dans les équipements.

Tout matériel, propriété du **lycée de l'Essouriau**, déposé dans l'enceinte de ces installations sportives, dont l'utilisation n'est plus effective pour cause de dégradation ou autre motif doit être récupéré par ce dernier, à l'issue du trimestre scolaire en cours.

Gestion des fluides :
- Les utilisateurs veilleront à la bonne utilisation des fluides lors de l'usage des salles et annexes (douches, toilettes, vestiaires, locaux matériels, administratifs) mis à disposition et objet de la présente convention :

- ainsi, l'éclairage des salles et annexes ne sera utilisé qu'en cas de nécessité, chaque utilisateur éteindra systématiquement les lumières au moment de quitter l'équipement.

- concernant l'eau, les utilisateurs veilleront à n'utiliser que ce qui leur est nécessaire.

Tout dysfonctionnement observé par les utilisateurs pour ce qui concerne les fluides sera signalé à la direction des sports (ex : fuites, salles surchauffées, etc…..) pour intervention.

ARTICLE 3 : **Horaires d'utilisation**

Les installations sportives, objet de la présente convention, sont mises à la disposition du **lycée de l'Essouriau** pour la pratique de l'enseignement de l'Education Physique et Sportive, selon les emplois du temps joints en annexe.

Ces emplois du temps sont établis chaque année en concertation entre le chef d'établissement, ou son adjoint, et le Maire des Ulis ou son représentant.

Ces horaires ne sont valables que pour une année scolaire.
Les périodes de congés scolaires sont exclues de ces horaires.

Durant ces horaires, **le lycée de l'Essouriau** est considéré comme l'utilisateur des installations sportives. La commune des Ulis s'interdit ainsi d'en concéder l'utilisation à autrui, sauf accord entre les parties prévu dans un avenant, conformément aux dispositions de l'article 11 de la présente convention.

La commune des Ulis pourra utiliser les installations sportives pour les besoins de ses propres activités à titre exceptionnel durant les horaires réservés au **lycée de l'Essouriau.**
Dans ce cas, la commune des Ulis s'engage à confirmer au chef d'établissement, par écrit dans les plus brefs délais, l'indisponibilité momentanée de l'installation sportive.

L'installation sportive peut, sur demande de l'administration de l'Education Nationale, être utilisée durant les horaires réservés **au lycée de l'Essouriau** pour des examens officiels.

ARTICLE 4 : **Modalités financières**

Les installations sportives, objet de la présente convention, sont mises à disposition du **lycée de l'Essouriau** à titre onéreux.

La Région verse annuellement aux établissements de compétence régionale une Dotation Globale de Fonctionnement des Lycées (DGFL) qui est destinée à payer les dépenses de fonctionnement des établissements, dont la redevance pour la location d'équipements sportifs communaux ou intercommunaux.

Le montant de cette redevance est calculé en fonction du nombre d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considérée. Pour l'année 2020, elle est fixée à 8 € par élève, dans la limite des dépenses déclarées par l'établissement au cours de l'année scolaire.

Dans le cadre de la présente convention, le lycée verse à la ville la participation financière calculée selon la règle fixée au précédent alinéa.

Un titre de recette doit être émis chaque année par la ville à l'encontre du **lycée de l'Essouriau**. Ce titre prend la forme d'un justificatif précisant le nombre total d'élèves inscrits dans l'établissement au 1er janvier de l'année considérée et le coût par élève tel qu'il a été fixé par le conseil régional d'Île-de-France.

ARTICLE 5 : **Entretien et maintenance**

L'entretien et la maintenance (petites réparations) des installations sont à la charge de la Commune des Ulis. Celle-ci, s'engage notamment à prendre toute disposition pour que **le lycée de l'Essouriau** puisse l'utiliser dans des conditions

normales de fonctionnement et conforme à la règlementation en vigueur en matière de sécurité.

ARTICLE 6 : Nettoyage, prêt de badge(s)magnétique(s)

Le nettoyage de fond est à la seule charge de la Commune des Ulis. **Le lycée de l'Essouriau**, pour sa part, est responsable des « salissures » causées pendant ses horaires d'utilisation et est tenu de rendre l'établissement dans l'état dans lequel il l'a trouvé (jeter les bouteilles d'eau usagées, nettoyer le sol si crachats, vomis, traces de chaussures inhabituelles…)..

En cas de perte ou de vols de clé(s) ou badge(s) magnétique(s), le lycée devra en faire la déclaration par écrit à la ville des Ulis dans les 24 heures, il devra supporter les frais de changement des serrures et des clés où des badges. Les clés ou les badges devront être restitués à la ville à chaque fin d'année scolaire ou en cas de résiliation du présent contrat.
Il est rappelé que la reproduction des clés de sécurité du type DENY est strictement interdit.

ARTICLE 7 : Responsabilités – Assurance

La responsabilité des partenaires et des enseignants est définie selon les textes et la jurisprudence en vigueur et en particulier les articles L911-4 du Code de l'Education, et 121-3 du Code pénal.
La commune des Ulis ne saurait être tenue responsable des vols commis durant les horaires d'utilisation par le lycée.
Le lycée de l'Essouriau, pour sa part, est responsable des dégradations causées pendant ses horaires d'utilisation, aussi bien à l'installation proprement dite qu'aux équipements qui y sont affectés.
Le lycée de l'Essouriau s'engage à prévenir immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, la Commune des Ulis des dégradations et des incidents constatés pendant l'utilisation.
Le lycée de l'Essouriau s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter de l'utilisation par lui-même des installations en tant qu'utilisateur.
Tous les autres dommages feront l'objet d'une police d'assurance contractée par le propriétaire.

ARTICLE 8 : Sécurité

La Commune des Ulis s'engage à effectuer des contrôles de sécurité périodiques des installations et des équipements, objet de la présente convention, conformément à la règlementation en vigueur. Les documents relatifs à ces contrôles sont à la disposition du **lycée de l'Essouriau** dans les registres de sécurité situés dans l'enceinte des installations.

Le lycée de l'Essouriau s'engage préalablement à toute utilisation des installations à :

- prendre connaissance du règlement intérieur des installations sportives, en informer les élèves et à le faire respecter,
- prendre connaissance des voies d'accès, des entrées, ainsi que des issues d'évacuation,
- localiser l'emplacement des extincteurs,
- contrôler les entrées et les sorties des élèves,
- signaler à la commune tout problème de sécurité dont il aurait connaissance et concernant aussi bien l'installation proprement dite que les équipements qui y sont affectés
- organiser annuellement un exercice de sécurité en situation (avec et sans préparation) en collaboration avec la ville,
- fournir un projet d'organisation des secours.

Le lycée de l'Essouriau s'engage à fournir le nom et les coordonnées téléphoniques des personnes habilitées à :
- Prévenir les secours,

- Conduire les opérations de sécurisation, se mettre à disposition des équipes d'intervention, en charge du projet d'organisation des secours dès leur arrivée sur les lieux.

Vigilance Attentats : le lycée s'engage à assurer la sécurité des lycéens conformément aux dispositifs du plan Vigipirate en vigueur.

ARTICLE 9 : **Organisation des manifestations sportives**

Dans le cadre de la sécurité renforcée autour des rassemblements, le lycée de l'Essouriau s'engage à respecter les préconisations liées aux établissements scolaires quant à l'organisation des manifestations sportives.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois années scolaires consécutives, du 03 septembre 2019 au 28 juin 2022. La reconduction de cette convention ne peut se faire que de manière expresse. Elle prend effet à la date de sa signature dans les conditions prévues à l'article L 421-14 du Code de l'Education.

ARTICLE 11 : Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention en cours d'exécution doit faire l'objet d'un avenant librement négocié par les parties.
La présente convention peut être dénoncée au plus tard trois mois avant sa date anniversaire de signature par l'une des parties et, par lettre recommandée avec accusé réception.

En cas d'absence de l'utilisateur pendant plus de 4 semaines ou de sous-utilisation avérée de l'équipement sur un créneau, la commune se réserve le droit de récupérer le créneau, sauf accord préalable.

Article 12 : Litiges

Les parties signataires s'engagent à tout mettre en œuvre, en cas de litige ou de contestation concernant la présente convention ou son application pour parvenir à un accord.
Dans le cas où, à l'issue de cette procédure, aucun accord concernant ce litige ou cette contestation ne pourrait être trouvé, les parties s'en remettraient à la juridiction compétente.

Fait aux Ulis, Le
en 3 exemplaires originaux

Pour le Conseil régional d'Ile de France	Pour le lycée Essouriau	Pour la commune des Ulis
La Présidente	La Proviseure	Le Maire
Valérie PECRESSE	Nadine FUIRET	Françoise MARHUENDA

ANNEXE

- **Règlements des équipements sportifs**
  - Règlement intérieur piscine
  - Règlement des équipements sportifs
- **Planning d'occupation 2019-2020**
- **Charte de la laïcité**
- **Arrêté n° 2015/0097 relatif au nouveau plan d'organisation de la surveillance et des secours.**

Créneaux piscine Lycée ESSOURIAU 2019-2020

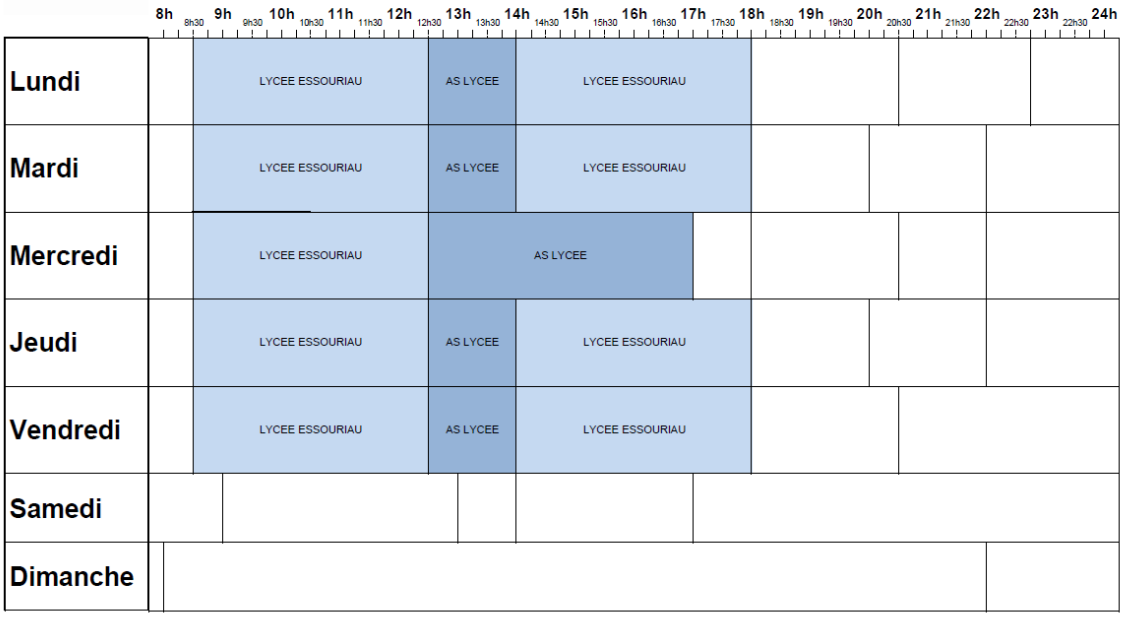
Période scolaire considérée : du 16 septembre 2019 au 19 juin 2020

JOUR	NOMBRE DE CRENEAUX HORAIRES	NOMBRE DE CLASSE	NOMBRE DE LIGNES D'EAU	HORAIRE DE DEBUT DE SEANCE	HORAIRE DE FIN DE SEANCE	TOTAL SEANCE
MARDI	1	Non défini	4	8h45	10h30	1h45
MARDI	1	Non défini	4	16h00	17h00	1h00
JEUDI	1	Non défini	4	16h00	17h00	1h00
VENDREDI	1	Non défini	4	8h45	10h30	1h45
VENDREDI	1	Non défini	4	14h00	16h00	2h00
TOTAUX	**5**		**20**			**7h30**

COSEC DE L'ESSOURIAU

SALLE C

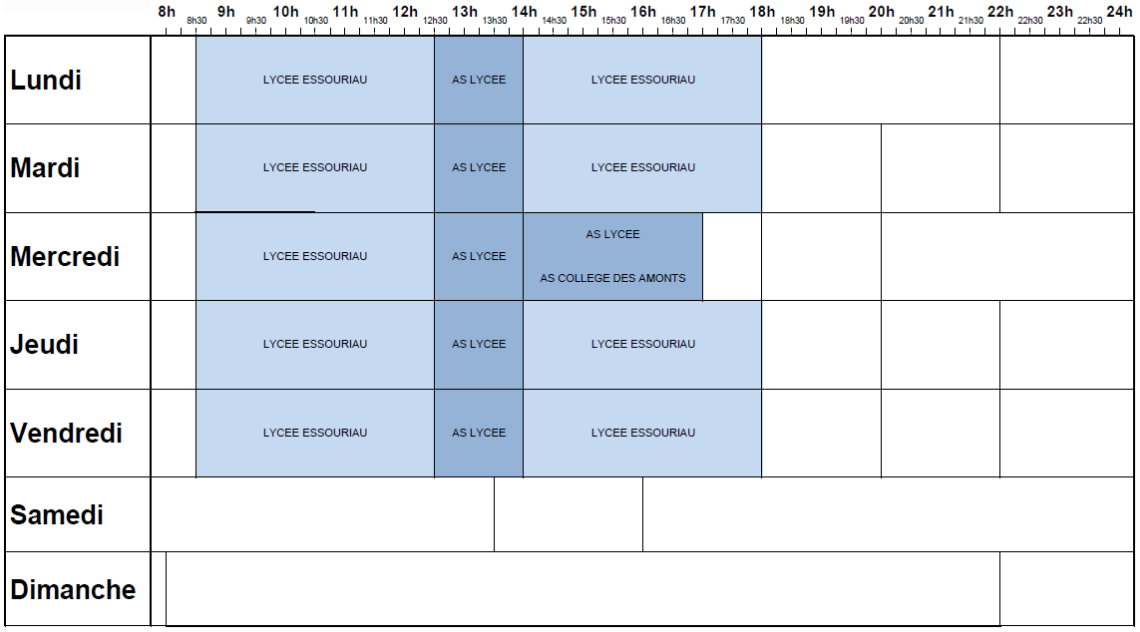
Planning 2019-2020



COSEC DE L'ESSOURIAU

SALLE A

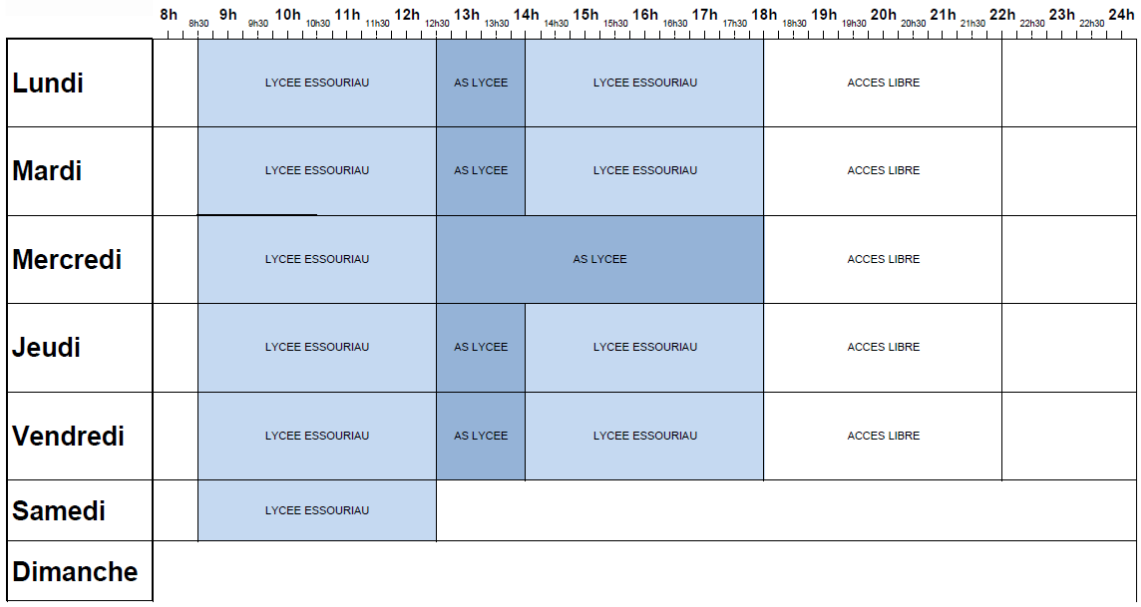
Planning 2019-2020



COSEC DE L'ESSOURIAU

Plateau Evolution

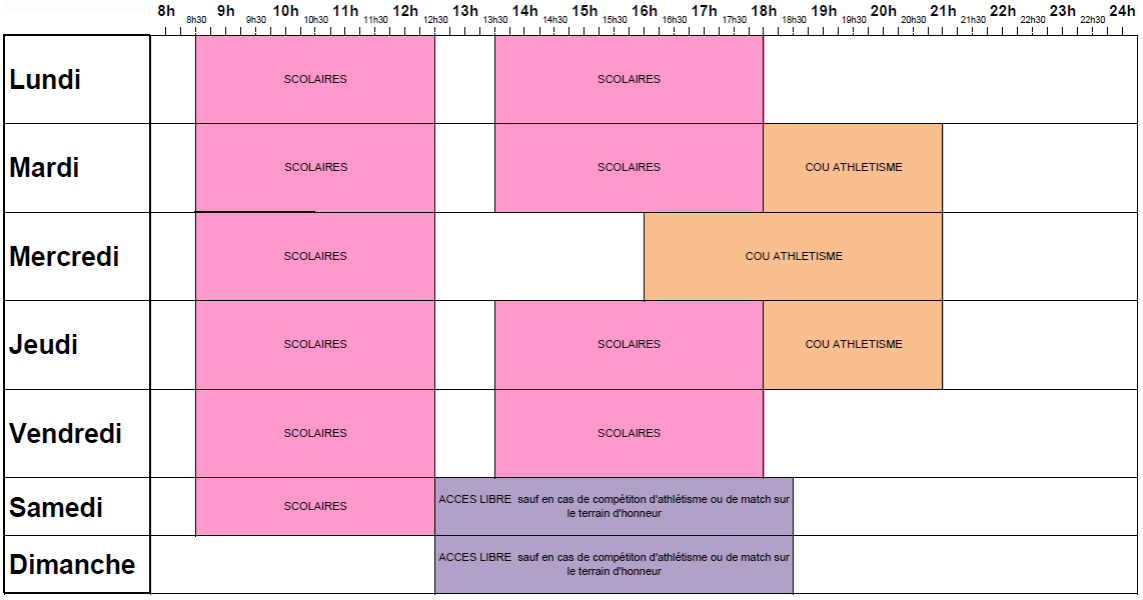
Planning 2019-2020



STADE JEAN MARC SALINIER

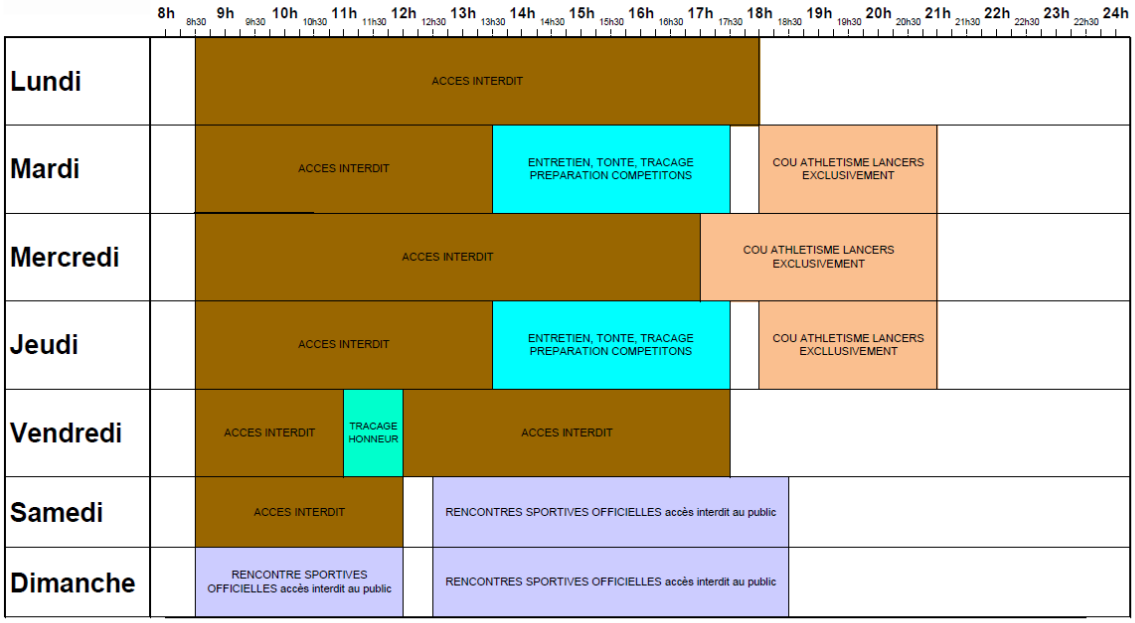
INSTALLATIONS ATHLETISME

Planning 2019-2020



STADE JEAN MARC SALINIER
TERRAIN D'HONNEUR

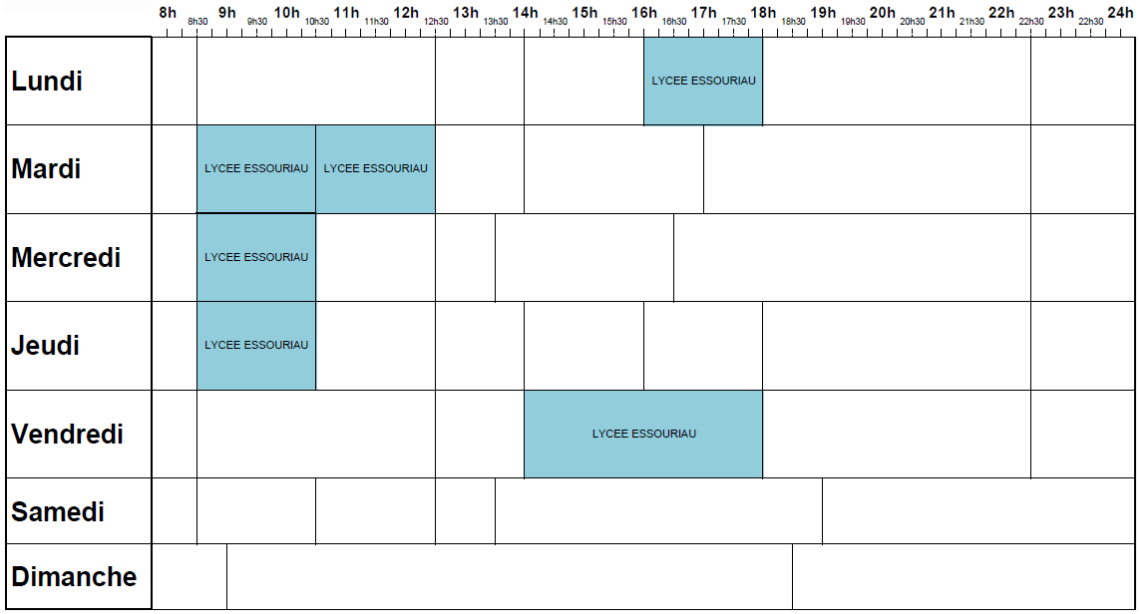
Planning 2019-2020



(Suivant l'état du terrain d'honneur, en cas d'intempéries, toutes les activités s'y déroulant pourront être suspendues)
Equipement interdit à tout public en dehors des heures réservées aux compétitons etr entrainements

STADE JEAN MARC SALINIER
TERRAIN SYNTHETIQUE N°2

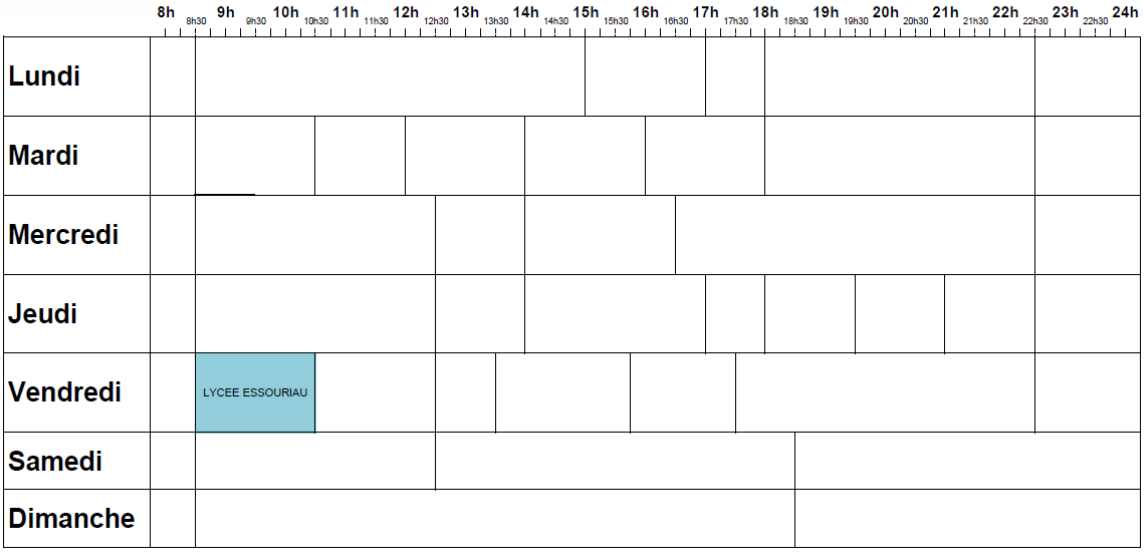
Planning 2019-2020



STADE JEAN MARC SALINIER

TERRAIN SYNTHETIQUE N°3

Planning 2019-2020



DÉLIBÉRATION N°CP 2020-012

DU 31 JANVIER 2020

SÉCURISATION DES LYCÉES
PREMIÈRE AFFECTATION - BUDGET 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération n° CR 2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération du conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU la délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018, et notamment son article 10 approuvant la convention-type encadrant les dotations pour la réalisation de travaux dans les EPLE ;

VU le budget de la Région pour 2020 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU le rapport n°CP 2020-012 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte pour une opération une autorisation de programme de **870.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700101 « Etudes de sécurité des lycées » du budget régional 2020, conformément au tableau figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Article 2 :

Affecte pour deux opérations une autorisation de programme de **3.630.000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700102 « Travaux de sécurité dans les lycées » du budget régional 2020, conformément au tableau figurant en annexe 1 de la présente délibération.

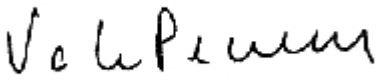
Article 3 :

Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **84.510 €**, conformément au tableau figurant en annexe 2 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces dotations à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 2018-466 du 17 octobre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **84.510 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc164194-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1

Annexe n° : 1

Budget 2020 Chapitre 902

HP27-001 Sécurisation des lycées

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	Objet intervention	Mt opération	Action	Nature	Montant
		REGION	99	2019-MAC D'ASSISTANCE M.O. + ACCORD-CADRE SUR LES ETUDES RELATIVES A LA SURETE DES LYCEES FRANCILIENS complément de l'opération 18B00442700133382		12700101	2031	870 000,00
		REGION	99	2019-MAC SECURITE VRD + ACCORDS-CADRES DE TRAVAUX DANS LES LYCEES FRANCILIENS complément de l'opération 18B00442700133307		12700102	2313	3 400 000,00
93	VILLEMOMBLE	BLAISE-PASCAL	0932221J	2019-TRAVAUX DE CRÉATION D'UN SAS ET D'UN CONTRÔLE D'ACCÈS complément de l'opération 18B0033270010045		12700102	2313	230 000,00

Total Annexe n° : 1 **4 500 000,00**

Dont

Etudes de sécurité des lycées (12700101) **870 000,00**

Travaux de sécurité dans les lycées (12700102) **3 630 000,00**

Annexe n° 2

Synthèse des fiches de demande de dotation

Budget 2020 Chapitre 902

HP27-001 Sécurisation des lycées

Dept	Commune	Etablissement	Code UAI	N° de la demande	Date de la demande	Objet de la demande	Montant demandé	Montant proposé	Action	Nature
78	PLAISIR	JEAN-VILAR	0780582J	36472	12/11/2019	2019-FOURNITURE ET POSE DE SERRURES ÉLECTRONIQUES POUR LES NIVEAUX A, B ET E (ENVIRON 51 SERRURES)	30 000,00	30 000,00	12700103	236.1
92	SURESNES	PAUL-LANGEVIN	0920147K	36470	12/11/2019	2019-REMPLACEMENT DE 3 PORTES EXTÉRIEURES BÂTIMENT E (RDC, SOUS-SOL ET ACCÈS ÉTAGES)	31 000,00	31 000,00	12700103	236.1
93	AUBERVILLIERS	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	0931024H	36469	07/11/2019	2019-REMISE EN ÉTAT DE LA CENTRALE D'ALARME ANTI-INTRUSION	8 160,00	8 160,00	12700103	236.1
93	MONTREUIL	EUGÉNIE-COTTON	0932116V	36475	07/11/2019	2019-SÉCURISATION DE 2 PORTAILS AUTOMATIQUES BATTANTS SUITE DEGRADATIONS : INSTALLATION DE VERROUS MOTORISÉS (PRESTATIONS HORS MAC ET À FAIRE REALISER PAR MAINTENEUR EN CONTRAT LYCÉE)	2 450,00	2 450,00	12700103	236.1
94	VITRY-SUR-SEINE	ADOLPHE-CHERIOUX	0941294W	36239	07/11/2019	2019-REMPLACEMENT DE 36 VERINS DU GYMNASE SUITE AU PASSAGE DE LA CCS	3 900,00	3 900,00	12700103	236.1
95	SAINT-OUEN-L'AUMONE	JEAN-PERRIN	0951104J	36471	12/11/2019	2019-MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU ACTIF COMPOSÉ DE SWITCHS POUR L'INSTALLATION DE LA VIDÉOPROTECTION (AFIN D'ÉVITER QUE CETTE INSTALLATION SOIT PRISE SUR LE RÉSEAU PÉDAGOGIQUE)	9 000,00	9 000,00	12700103	236.1

Total Annexe n° 2 : 84 510,00

Dont

Subventions pour la sécurité des EPLE (12700103) 84 510,00

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-057

DU 31 JANVIER 2020

BOUCLIER DE SÉCURITÉ : 1ÈRE AFFECTATION POUR L'ANNÉE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.613-13 ;

VU la délibération modifiée n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération modifiée n° CP 16-132 du 18 mai 2016 relative à la mise en œuvre du bouclier de sécurité, et adoptant les règlements d'intervention régionaux « soutien à l'équipement en vidéoprotection » et « soutien à l'équipement des polices municipales » ;

VU la délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 adoptant la convention-type relative à l'équipement en vidéoprotection et affectant des crédits à ce titre ;

VU la délibération n° CP 2017-073 du 8 mars 2017 adoptant la convention type relative au soutien à l'équipement immobilier des polices municipales ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-057 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement en vidéoprotection », au financement des projets d'équipement détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 861 558 €.**

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 861 558 €**, disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « bouclier de sécurité », action 15700103 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2020.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics », au financement d'équipements détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **913 629 €**.

Subordonne le versement des subventions à la signature, avec les collectivités territoriales bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération modifiée n° CR 10-16 du 22 janvier 2016 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **913 629 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « bouclier de sécurité », action 15700104 « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter un solde de subvention d'un montant d'autorisation de programme de **12 600 €** au bénéfice de la commune d'Ozouer-le-Voulgis, dont le projet est détaillé en annexe 2 à la présente délibération, disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « sécurité » du programme HP 57-001 (157001) « bouclier de sécurité », action 15700103 « soutien à l'équipement en vidéoprotection » du budget 2020.

Article 4 :

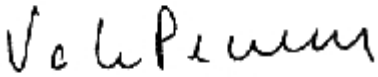
Décide de procéder à un engagement de dépenses, afin de réaliser l'achat de véhicules et divers équipements pour la brigade régionale de sécurité, en autorisation de programme d'un montant de **45 000 €.**

Affecte une autorisation de programme de **45 000 €**, imputée sur le chapitre 905 « aménagement des territoires » du code fonctionnel 57 « sécurité » du programme HP 57-001 « bouclier de sécurité » - action 15700104 « soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics » du budget 2020.

Article 5 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166443-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

DOSSIER N° EX021456 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE CLICHY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	604 971,00 € HT	23,80 %	144 000,00 €
	Montant total de la subvention		144 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLICHY
Adresse administrative : 80 BOULEVARD JEAN JAUR S
92110 CLICHY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rémi MUZEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Clichy

Dates prévisionnelles : 22 avril 2017 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Clichy souhaite s'adapter aux nouvelles menaces et augmenter son parc de caméras de vidéoprotection d'ici à 2020. La commune dispose actuellement d'un Centre de Supervision Urbain et de 49 caméras sur l'ensemble de son territoire. Il est prévu d'installer 32 caméras supplémentaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 144 000€ pour 32 caméras, représentant 30% de 480 000€.

Localisation géographique :

- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel (32 caméras)	33 562,00	5,55%
Logiciels	41 561,00	6,87%
Raccordement (travaux dont génie civil, ...)	529 848,00	87,58%
Total	604 971,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France (sollicitée)	144 000,00	23,80%
FIPD EC	178 865,00	29,57%
Département EC	43 799,00	7,24%
Commune de Clichy ATT	238 307,00	39,39%
Total	604 971,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX023567 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection – CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	287 153,00 € HT	18,28 %	52 500,00 €
		Montant total de la subvention	52 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CAVP COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL PARISIS
Adresse administrative	:	271 CHAUSSEE JULES CESAR 95250 BEAUCHAMP
Statut Juridique	:	Communauté d'Agglomération
Représentant	:	Monsieur Yannick BOËDEC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la Communauté d'Agglomération Val Parisis (CAPV)

Dates prévisionnelles : 1 juin 2017 - 30 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Les lieux de transport en commun, tels que les gares routières et les bus, constituant le parcours obligé d'un voyageur, nécessitent de les équiper également en vidéoprotection, afin d'assurer un maillage complet du territoire en Ile-de-France.
Il s'agit pour les responsables de la Communauté d'Agglomération de disposer d'un outil fédérateur sur les communes pourvues d'une gare routière, permettant de traiter les fonctions complémentaires et essentielles à la vie de la commune.
Sur ce territoire de 15 communes, 4 gares routières dites sensibles sont prévues d'être équipées d'un système vidéo réactif relié aux Centres de supervision de la Communauté d'agglomération. Il s'agit des communes des gares d'Ermont, Eaubonne, Herblay, Cormeilles-en-Parisis et Montigny-les-Cormeilles.
Cette nouvelle phase d'implantation de 10 caméras a été étudiée en étroite collaboration avec les acteurs locaux, les référents sûreté de la police nationale et les polices municipales locales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 35%.
Le coût de revient à la caméra ayant été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention de 52 500 € pour 10 caméras.

Localisation géographique :
- CA VAL PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de 10 caméras, fibre, logiciels	182 171,00	63,44%
Raccordement (travaux de génie civil...)	104 982,00	36,56%
Total	287 153,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (sollicitée)	52 500,00	18,28%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	234 653,00	81,72%
Total	287 153,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046304 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D AUFFREVILLE BRASSEUIL

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	58 485,00 € HT	35,00 %	20 469,00 €
		Montant total de la subvention	20 469,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUFFREVILLE-BRASSEUIL
Adresse administrative : RUE DU VILLAGE
78930 AUFFREVILLE-BRASSEUIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Serge ANCELOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Auffreville-Brasseuil

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Souhaitant prévenir les actes délictueux et apporter davantage de sécurité pour ses habitants, la commune d'Auffreville-Brasseuil a lancé le projet d'installation d'un dispositif de vidéoprotection sur son territoire, qui comprendra 10 caméras. Ce projet vise des plusieurs objectifs, à savoir :
- sécuriser les biens et les personnes : les caméras offrent le moyen de dissuader les délinquants qui tenteraient de passer à l'acte tout en créant un sentiment de sécurité à l'égard de la population ;
- améliorer la sécurité des habitants : la vidéoprotection constitue un moyen complémentaire d'élucidation pour les services de gendarmerie dans le cadre des enquêtes ;
- envisager une coproduction de la sécurité avec les communes voisines qui disposent actuellement d'un dispositif similaire (Soindres, Mantes-la-Ville, Mantes-la-Jolie). En effet, l'élucidation des affaires par les services de gendarmerie ou de police implique une couverture en images du territoire qui dépasse largement les limites de la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :

- AUFFREVILLE-BRASSEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose de 10 caméras	58 485,00	100,00%
Total	58 485,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 469,00	35,00%
Subvention Etat FIPD (attribuée)	9 748,00	16,67%
Autofinancement communal	13 647,00	23,33%
DETR (sollicitée)	14 621,00	25,00%
Total	58 485,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046435 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE LEVALLOIS-PERRET

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	274 040,00 € HT	16,42 %	45 000,00 €
		Montant total de la subvention	45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE LEVALLOIS PERRET
Adresse administrative	:	57 RUE GABRIEL P RI 92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Isabelle BALKANY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Levallois-Perret

Dates prévisionnelles : 30 avril 2019 - 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Levallois s'est engagée depuis plusieurs années dans une politique de prévention renforcée. L'objectif est dans le cas présent de poursuivre le renforcement du dispositif existant face à de nouveaux besoins de sécurisation du territoire de la Ville, dans le respect des dispositions réglementaires existantes en matière de vidéoprotection. La présente extension représente une installation de 10 nouvelles caméras.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 45 000€ pour 10 caméras, représentant 30% de 150 000€.

Localisation géographique :

- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (10 caméras)	81 339,00	29,68%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	192 701,00	70,32%
Total	274 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 000,00	16,42%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	15 000,00	5,47%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	195 563,00	71,36%
Subvention Département (sollicitée)	18 477,00	6,74%
Total	274 040,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046464 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE NOINTEL

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	105 156,00 € HT	34,95 %	36 750,00 €
	Montant total de la subvention		36 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOINTEL
Adresse administrative : 1 RUE DE L'ORANGERIE
95590 NOINTEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Martine LEGRAND, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Nointel

Dates prévisionnelles : 25 juin 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Installation d'un système de vidéoprotection comprenant 7 caméras sur le territoire de la commune de Nointel, afin d'assurer la sécurité et la tranquillité des habitants. Il permettra de lutter contre le nombre d'incivilités et de cambriolages qui ont un impact sur le bien être des habitants. Ce système vient en continuité du réseau de vidéoprotection de Beaumont-sur-Oise, du fait que les deux communes sont limitrophes. Ce maillage de caméras est important afin de sécuriser le territoire et faciliter le travail des forces de sécurité, dans un contexte de violences urbaines survenues à Beaumont-sur-Oise en 2016.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 35%.
Cependant, le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 36 750 € pour 7 caméras.

Localisation géographique :

- NOINTEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 7 caméras	24 768,00	23,55%
Logiciels	3 370,00	3,20%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	77 018,00	73,24%
Total	105 156,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	36 750,00	34,95%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	35 783,00	34,03%
Subvention Département (sollicitée)	6 334,00	6,02%
DETR (sollicitée)	26 289,00	25,00%
Total	105 156,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046520 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - GRAND PARIS SEINE OUEST

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	2 340 112,00 € HT	16,60 %	388 500,00 €
	Montant total de la subvention		388 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE OUEST
Adresse administrative : 9 ROUTE DE VAUGIRARD
92190 MEUDON
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest

Dates prévisionnelles : 15 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Au regard du niveau Vigipirate Alerte Attentat en région parisienne, l'établissement public territorial Grand Paris Seine-Ouest souhaite adapter de manière durable les dispositifs de sûreté publique, avec la mise en place d'un dispositif de vidéoprotection urbaine. 74 caméras seront déployées sur les communes de Chaville, Ville-d'Avray, Meudon, Sèvres et Vanves. Le système répondra aux finalités suivantes :
- sécurité des personnes,
- prévention des atteintes aux biens,
- protection des bâtiments publics,
- prévention d'actes terroristes,
- prévention du trafic de stupéfiants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 35%.
Cependant, le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 388 500 € pour 74 caméras.
Sont exclues les dépenses d'études de 193 970 €.

Localisation géographique :

- CHAVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose de 74 caméras	365 562,00	14,43%
Logiciels	95 373,00	3,76%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	1 869 108,00	73,76%
Ecrans de contrôle	10 069,00	0,40%
Etudes de conception (dépenses non éligibles)	193 970,00	7,65%
Total	2 534 082,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	388 500,00	15,33%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	440 000,00	17,36%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	1 705 582,00	67,31%
Total	2 534 082,00	100,00%

DOSSIER N° EX046604 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE LINAS

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	40 980,00 € HT	30,00 %	12 294,00 €
	Montant total de la subvention		12 294,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LINAS
Adresse administrative : 1 PLACE ERNEST PILLON
91310 LINAS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François PELLETANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Linas

Dates prévisionnelles : 2 août 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Linas souhaite étendre son système de vidéoprotection par l'acquisition de 19 nouvelles caméras, en équipant sa zone d'activités économiques, sur laquelle ont été constatés plusieurs incidents : cambriolages d'entrepôts, incendie d'origine criminelle, incivilités, etc.
De plus, la ville va équiper un secteur regroupant le centre sportif municipal, la nouvelle école maternelle, ainsi qu'un parking et l'accès à un site qui devrait inclure une zone d'aménagement concerté (ZAC) dans les années à venir.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- LINAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 19 caméras	40 980,00	100,00%
Total	40 980,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 294,00	30,00%
Subvention Commune (sollicitée)	28 686,00	70,00%
Total	40 980,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046681 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	294 189,00 € HT	31,19 %	91 768,00 €
		Montant total de la subvention	91 768,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : 505 PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91054 COURCOURONNES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur MICHEL BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart

Dates prévisionnelles : 9 août 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La communauté d'agglomération Grand Paris Sud Essonne Sénart dispose de 3 centres de supervision urbains intercommunaux (CSUI) : l'un en mutualisation avec la ville d'Evry-Courcouronnes, le second à Lieusaint et le troisième au Coudray-Montceaux, dans le site de l'ancienne communauté d'agglomération Seine Essonne.
Du fait du départ prochain des équipes des services urbains et de la maitrise d'ouvrage de ce site, il est prévu de déménager le CSUI du Coudray-Montceaux au sein d'un nouveau site administratif de la ville de Corbeil-Essonnes.
Ce qui implique de reconfigurer le réseau fibre comprenant 268 caméras par la création d'un réseau fédérateur et des travaux de dévoiement, du fait du déménagement du centre de supervision urbain intercommunal.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses liées aux études, soit 22 293 € HT, sont inéligibles.
S'agissant d'une modification du réseau de vidéoprotection, le total des dépenses subventionnables est de 294 189 € HT :
- hors ZSP pour 236 caméras, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des seules dépenses éligibles (259 062 €), soit une subvention de 77 718 € ;
- en ZSP pour 32 caméras, le taux maximum d'intervention s'établit à 40% des seules dépenses éligibles (35 127 €), soit une subvention de 14 050 €.
Soit un montant total de subvention proposé de 91 768 € HT.

Localisation géographique :
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux pour 268 caméras (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	294 189,00	92,96%
Frais d'études (dépenses non éligibles)	22 293,00	7,04%
Total	316 482,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	91 768,00	29,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	224 714,00	71,00%
Total	316 482,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046744 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BUSSY ST GEORGES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	363 751,00 € HT	14,85 %	54 000,00 €
		Montant total de la subvention	54 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUSSY-SAINT-GEORGES
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77600 BUSSY-SAINT-GEORGES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yann DUBOSC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Bussy-Saint-Georges

Dates prévisionnelles : 14 août 2019 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La ville de Bussy-Saint-Georges a déployé en deux phases (2008 et 2013) un système de vidéoprotection comportant aujourd'hui :
- 36 caméras analogiques, principalement des caméras dômes motorisées,
- un centre de supervision urbain (CSU) situé dans les locaux de la police municipale avec :
- une salle serveur pour le système d'enregistrement et les matériels de traitement des flux vidéo et de gestion des écrans,
- une salle de visionnage avec le mur d'écran et les postes opérateurs.
La ville souhaite aujourd'hui étendre son système de vidéoprotection avec 12 caméras supplémentaires.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Les frais d'études ne sont pas éligibles pour 18 000 €.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 54 000€ pour 12 caméras, représentant 30% de 180 000€.

Localisation géographique :

- BUSSY-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels et travaux de génie civil (12 caméras)	82 805,00	21,69%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres…)	280 946,00	73,59%
Etudes, ... (non éligibles)	18 000,00	4,72%
Total	381 751,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	54 000,00	14,15%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	180 000,00	47,15%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	147 751,00	38,70%
Total	381 751,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046749 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE COURBEVOIE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	345 513,00 € HT	11,72 %	40 500,00 €
	Montant total de la subvention		40 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Courbevoie

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La Ville de Courbevoie développe depuis 2010 un réseau de vidéoprotection composé actuellement de 88 caméras reliées à un mur d'image situé dans les locaux de la police municipale et réparties en trois secteurs. La tranche 2019 prévoit l'installation de 9 caméras supplémentaires sur des sites sur lesquels une dégradation de la sécurité a été constatée en 2018. A noter qu'en 2016, le réseau a été relié au réseau de la Préfecture de Police de Paris.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Les frais d'études ne sont pas éligibles pour 17 308 €.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 40 500€ pour 9 caméras, représentant 30% de 135 000€.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (9 caméras)	48 320,00	13,32%
Logiciels	2 647,00	0,73%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	294 546,00	81,18%
Etudes, ... (non éligibles)	17 308,00	4,77%
Total	362 821,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 500,00	11,16%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	312 321,00	86,08%
Subvention Département (sollicitée)	10 000,00	2,76%
Total	362 821,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046821 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'ARCUEIL

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	108 282,00 € HT	30,00 %	32 484,00 €
	Montant total de la subvention		32 484,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARCUEIL
Adresse administrative : 10 AVENUE PAUL DOUMER
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian METAIRIE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Arcueil

Dates prévisionnelles : 30 janvier 2019 - 1 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune d'Arcueil dispose depuis janvier 2018 de 11 caméras. Aujourd'hui, la Ville souhaite élargir son dispositif à l'aide de 9 caméras. En effet, de nouveaux besoins en termes de politique globale de prévention et de sécurité s'expriment sur le territoire, tels que renforcer la lutte contre la délinquance (notamment les trafics de stupéfiants, faire reculer le sentiment d'insécurité, faciliter l'élucidation des faits délictueux, aide à l'investigation). Un des objectifs sera notamment de sécuriser le futur Centre Municipal de Santé (aux abords de la place Marcel Cachin) et de redoubler la surveillance concernant les faits de trafic de stupéfiants et de rodéos sauvages (entre autres).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Localisation géographique :

- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (9 caméras)	63 902,00	59,01%
Logiciels	11 047,00	10,20%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	33 333,00	30,78%
Total	108 282,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	32 484,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	50 798,00	46,91%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	25 000,00	23,09%
Total	108 282,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046838 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE VAUX SUR SEINE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	51 390,00 € HT	30,00 %	15 417,00 €
		Montant total de la subvention	15 417,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUX-SUR-SEINE
Adresse administrative : 218 RUE DU GENERAL DE GAULLE
78740 VAUX-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude BREARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Vaux-sur-Seine

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Installation de 6 nouvelles caméras afin de surveiller le territoire de la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles, hors dépenses de dossier de préfecture et certificat de conformité pour 2 188 €.

Localisation géographique :
- VAUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat et pose de 6 caméras	51 390,00	95,92%
Dossier de préfecture, certificat de conformité (dépenses non éligibles)	2 188,00	4,08%
Total	53 578,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 417,00	28,77%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	26 789,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	11 372,00	21,23%
Total	53 578,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046943 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BOBIGNY

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	597 066,00 € HT	12,06 %	72 000,00 €
	Montant total de la subvention		72 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOBIGNY
Adresse administrative : 31 AV DU PRESIDENT SALVADOR ALLENDE
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane de PAOLI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Bobigny

Dates prévisionnelles : 11 septembre 2019 - 1 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Ce projet d'extension du système de vidéoprotection de la voie publique (16 caméras) s'inscrit dans le cadre du développement de la politique de prévention de la commune de Bobigny et vise à satisfaire les objectifs suivants :
- La sécurité des personnes,
- La prévention des atteintes aux biens,
- La prévention du trafic de stupéfiants,
- La lutte contre les dépôts d'ordure sauvages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.

Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 72 000€ pour 16 caméras, représentant 30% de 240 000€.

Localisation géographique :

- BOBIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (16 caméras)	158 918,00	26,62%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	403 308,00	67,55%
Ecrans de contrôle	34 840,00	5,84%
Total	597 066,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	72 000,00	12,06%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	525 066,00	87,94%
Total	597 066,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX047131 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE VILLEJUIF

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	737 537,00 € HT	29,29 %	216 000,00 €
	Montant total de la subvention		216 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEJUIF
Adresse administrative : ESPLANADE PIERRE-YVES COSNIER
94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck LE BOHELLEC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Villejuif

Dates prévisionnelles : 10 septembre 2019 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Villejuif souhaite étendre son système de vidéoprotection à l'aide de 48 caméras supplémentaires. Ce dispositif à pour objectif de :
- dissuader la commission de délits,
- identifier les auteurs,
- permettre de déclencher les interventions de police, sur identification d'actes en cours (renforcement de la réactivité) ou susceptibles d'intervenir (proactivité),
- rassurer les administrés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de

216 000€ pour 48 caméras, représentant 30% de 720 000€.

Localisation géographique :

- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (48 caméras)	346 096,00	46,93%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	391 441,00	53,07%
Total	737 537,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	216 000,00	29,29%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	521 537,00	70,71%
Total	737 537,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX047137 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'ACHERES

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	733 590,00 € HT	19,32 %	141 750,00 €
	Montant total de la subvention		141 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ACHERES
Adresse administrative : 6-8 RUE DESCHAMPS-GUERIN
78260 ACHERES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Marc HONORE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Achères

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Avec l'implantation de la vidéoprotection sur son territoire, la ville d'Achères entend lutter plus efficacement contre certaines formes de délinquances touchant directement la population. Il s'agit donc de :
- sécuriser des points sensibles avec un système de prévention dissuasif,
- prévenir au mieux les actes de délinquance,
- assurer la protection des personnes et des biens,
- renforcer la veille urbaine pour un traitement plus rapide des dégradations,
- faciliter dans certains cas les enquêtes judiciaires.

Ainsi, 27 caméras assurent un maillage cohérent de l'ensemble du territoire, sur les lieux et les espaces les plus fréquentés : les abords de certains établissements publics (la mairie, les écoles, crèches, centres de loisirs, les établissements sportifs, le cinéma, le centre culturel), la Place du marché et le centre-ville, le quartier de la gare, la Place du quatorze juillet,etc.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 35%.
Cependant, le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 141 750 € pour 27 caméras.

Localisation géographique :

- ACHERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 27 caméras et génie civil	733 590,00	100,00%
Total	733 590,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	141 750,00	19,32%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	73 359,00	10,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	518 481,00	70,68%
Total	733 590,00	100,00%

DOSSIER N° EX047294 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BLARU

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	24 949,00 € HT	35,00 %	8 732,00 €
	Montant total de la subvention		8 732,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BLARU
Adresse administrative : 8 RUE DE VERNON
78270 BLARU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Joëlle ROLLIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Blaru

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La ville de Blaru a pris la décision de faire installer un système de vidéoprotection de 7 caméras sur la commune. Les endroits qui ont été choisis sont la Mairie, le parking de la salle des fêtes, la place Saint-Hilaire (place centrale du village).
Le système de vidéoprotection aidera la police municipale à lutter contre les infractions diverses, les cambriolages, et assurera la sécurité des habitants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 35%.

Localisation géographique :

- BLARU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 7 caméras	24 949,00	100,00%
Total	24 949,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 732,00	35,00%
Subvention Etat FIPD (attribuée)	6 237,00	25,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	9 980,00	40,00%
Total	24 949,00	100,00%

DOSSIER N° EX047433 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DU CHESNAY-ROCQUENCOURT

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	405 000,00 € HT	30,00 %	121 500,00 €
		Montant total de la subvention	121 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU CHESNAY-ROCQUENCOURT
Adresse administrative : BP 150
78150 LE CHESNAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe BRILLAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune du Chesnay-Rocquencourt

Dates prévisionnelles : 25 mars 2019 - 25 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
En mai 2018, la ville du Chesnay-Rocquencourt a ouvert un nouveau centre de supervision urbain afin d'exploiter au mieux les images des caméras de vidéoprotection. Aujourd'hui, le centre assurant une veille permanente sur le territoire communal, la commune souhaite étendre son maillage sur un territoire plus vaste, avec des quartiers non couverts, sur l'ouest et sur l'est du territoire. Sont concernés en priorité la ZAC du Bourg en cours de finition, sur la commune déléguée de Rocquencourt, et des carrefours sur la commune déléguée du Chesnay. 27 nouvelles caméras classées en voie publique sont prévues.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 27 caméras	94 645,00	23,37%
Logiciels	5 704,00	1,41%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	304 651,00	75,22%
Total	405 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	121 500,00	30,00%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	162 000,00	40,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	121 500,00	30,00%
Total	405 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX047475 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE SEVRAN

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	742 400,00 € HT	24,83 %	184 316,00 €
	Montant total de la subvention		184 316,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SEVRAN
Adresse administrative : 28 AVENUE DU GENERAL LECLERC
93270 SEVRAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane BLANCHET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Sevran

Dates prévisionnelles : 27 mai 2019 - 1 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Il s'agit de la 2ème phase de la mise en œuvre du dispositif de vidéoprotection avec l'installation de 14 caméras en ZSP et 26 hors ZSP (soit 40 au total).
Le nombre de caméras et leur emplacement ont été déterminés en prenant en compte les préconisations des diagnostics de sûreté de la DTSP 93 et les propositions de la Police nationale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension d'un équipement de vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 40% en ZSP et 30% hors ZSP .
En ZSP : Le plafond de 15 000€ HT/ unité n'est pas dépassé. La subvention s'élève à 67 316€ (168 290 x 40%).
Hors ZSP : Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 117 000€ pour 26 caméras, représentant 30% de 390 000€.

Soit un total de subvention de 184 316€.
L'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) n'est pas éligible pour 24 500€.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (40 caméras)	682 400,00	88,98%
Ecrans de contrôle	60 000,00	7,82%
AMO (non éligible)	24 500,00	3,19%
Total	766 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	184 316,00	24,03%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	107 100,00	13,97%
Subvention Etat DSIL (sollicitée)	322 104,00	42,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	153 380,00	20,00%
Total	766 900,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX047478 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE BOISSY LE CHATEL

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	233 563,00 € HT	35,00 %	81 747,00 €
		Montant total de la subvention	81 747,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY-LE-CHATEL
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77169 BOISSY-LE-CHATEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Guy DHORBAIT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Boissy-le-Châtel

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 15 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Afin de mieux répondre face aux dégradations de biens, aux vols, aux cambriolages et aux violences physiques, la commune de Boissy-le-Chatel décide d'installer un dispositif de vidéoprotection constitué de 22 caméras.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une création d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 35%.
Les études ne sont pas éligibles pour 47 332€.

Localisation géographique :

- BOISSY-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (22 caméras)	45 222,00	16,10%
Logiciels	50 098,00	17,84%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	137 914,00	49,10%
Ecrans de contrôle	329,00	0,12%
Etudes (non éligibles)	47 332,00	16,85%
Total	280 895,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	81 747,00	29,10%
Subvention Commune (attribuée)	199 148,00	70,90%
Total	280 895,00	100,00%

DOSSIER N° EX047495 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE VILLEBON SUR YVETTE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	134 124,00 € HT	30,00 %	40 237,00 €
	Montant total de la subvention		40 237,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEBON-SUR-YVETTE
Adresse administrative : PLACE GERARD NEVERS
91140 VILLEBON-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Dominique FONTENAILLE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Villebon-sur-Yvette

Dates prévisionnelles : 19 avril 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La mise en place de 16 nouvelles caméras avec système d'enregistrement permettra à la police municipale de Villebon-sur-Yvette de lutter efficacement contre les dégradations du domaine public, et de mettre en place avec différents partenaires (gendarmerie, police…), des actions ciblées de prévention et de protection des biens et des personnes, dans le but de :
- prévenir les troubles à la tranquillité (voisinage) et à l'ordre public, les rassemblements de personne, les exactions et les dégradations sur les bâtiments communaux, ainsi que les agressions sur les personnes ;
- alerter les différentes instances pour prévenir et faire cesser tout désordre ;
- informer le Maire et les autorités compétentes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'une extension hors ZSP de l'équipement en vidéoprotection, le taux maximum d'intervention s'établit à 30% des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- VILLEBON-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et pose de 16 caméras	63 821,00	47,58%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	38 171,00	28,46%
Matériel informatique et d'enregistrement	32 132,00	23,96%
Total	134 124,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 237,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	93 887,00	70,00%
Total	134 124,00	100,00%

DOSSIER N° EX047577 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'AUBERVILLIERS

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	356 880,00 € HT	12,61 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 2 RUE DE LA COMMUNE DE PARIS
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Mériem DERKAOUI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Aubervilliers

Dates prévisionnelles : 6 novembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Installation de 10 caméras supplémentaires afin d'élargir le panel des ressources disponibles dans le cadre de la politique de prévention de la délinquance et de maintien de la tranquillité publique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'une extension d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 30%.
Le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 45 000€ pour 10 caméras, représentant 30% de 150 000€.
Les études ne sont pas éligibles pour 63 100€.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels (10 caméras)	156 012,00	37,15%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	200 868,00	47,83%
Etudes, Formations, AMO, DOE, … (non éligibles)	63 100,00	15,02%
Total	419 980,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 000,00	10,71%
Subvention Etat FIPD (sollicitée)	150 000,00	35,72%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	154 980,00	36,90%
Subvention DPV 2019 attribuée	70 000,00	16,67%
Total	419 980,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX047716 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE DE LEUVILLE-SUR-ORGE

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	47 412,00 € HT	35,00 %	16 594,00 €
		Montant total de la subvention	16 594,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE LEUVILLE SUR ORGE
Adresse administrative	:	RUE JULES FERRY 91310 LEUVILLE-SUR-ORGE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Eric BRAIVE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune de Leuville-sur-Orge

Dates prévisionnelles : 8 novembre 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Leuville-sur-Orge veut renforcer sa politique de prévention et de sécurité par l'implation de 14 caméras de vidéoprotection. Ces équipements vont permettre de mieux lutter contre la délinquance de voie publique, et de mieux assurer la sécurité des habitants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection hors ZSP, le taux maximum d'intervention est de 35%, (hors frais d'études, formation, AMO et DOE pour 1 200 € HT).

Localisation géographique :
- LEUVILLE-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 14 caméras	38 130,00	78,44%
Travaux (fibre optique, génie civil, raccordement, autres...)	2 642,00	5,43%
Ecrans de contrôle	6 640,00	13,66%
Etudes, Formations, AMO, DOE (dépenses non éligibles)	1 200,00	2,47%
Total	48 612,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	16 594,00	34,14%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	22 535,50	46,36%
Subvention Département (sollicitée)	9 482,50	19,51%
Total	48 612,00	100,00%

DOSSIER N° EX044420 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE D'ERAGNY-SUR-OISE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	20 168,00 € HT	30,00 %	6 050,00 €
	Montant total de la subvention		6 050,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'ERAGNY-SUR-OISE
Adresse administrative	:	PLACE LOUIS DON MARINO 95611 ERAGNY-SUR-OISE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Thibault HUMBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune d'Eragny-sur-Oise

Dates prévisionnelles : 21 février 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune souhaite acquérir un nouveau véhicule (Dacia Duster Essentiel) pour remplacer un des véhicules, ancien et peu fiable, de sa police municipale, afin d'assurer la continuité du service.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- ERAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicule Dacia Duster Essentiel	20 168,00	100,00%
Total	20 168,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 050,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	10 718,00	53,14%
Département 95 (sollicitée)	3 400,00	16,86%
Total	20 168,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX045333 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MAUREPAS

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	207 586,00 € HT	30,00 %	62 276,00 €
	Montant total de la subvention		62 276,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MAUREPAS
Adresse administrative	:	2 PLACE D'AUXOIS 78310 MAUREPAS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur GREGORY GARESTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Maurepas

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 31 août 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Pour lutter contre les cambriolages, l'intrusion non-autorisée dans les lieux recevant du public et plus généralement la délinquance de voie publique, la commune de Maurepas souhaite :
- d'une part acquérir des équipements de sécurité à destination de sa police municipale, afin de poursuivre l'acquisition de matériels de protection : 3 caméras piétons et un gilet pare-balles complémentaire ;
- d'autre part réhabiliter les clôtures d'enceinte de deux écoles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- MAUREPAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un gilet pare-balles	676,00	0,33%
Achat de 3 caméras piétons	1 710,00	0,82%
Achat et pose de 2 clôtures anti-intrusion	205 200,00	98,85%
Total	207 586,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	62 276,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	716,00	0,34%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	144 594,00	69,65%
Total	207 586,00	100,00%

DOSSIER N° EX046612 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MANTES-LA-VILLE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	428 743,00 € HT	30,00 %	128 622,00 €
	Montant total de la subvention		128 622,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES-LA VILLE
Adresse administrative : MAIRIE
78711 MANTES-LA-VILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Cyril NAUTH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Mantes-la-Ville

Dates prévisionnelles : 9 juillet 2019 - 1 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le projet consiste en la création d'un poste de police municipale dans les anciens garages municipaux afin de permettre aux agents d'assurer leurs missions dans un local sécurisé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux immobiliers nécessaires au renforcement de la sécurité des agents de police municipale	428 743,00	100,00%
Total	428 743,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	128 622,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	117 000,00	27,29%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	183 121,00	42,71%
Total	428 743,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX046673 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE COURBEVOIE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	2 123 000,00 € HT	30,00 %	636 900,00 €
	Montant total de la subvention		636 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Courbevoie

Dates prévisionnelles : 17 juillet 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Il s'agit d'effectuer la rénovation de l'immeuble accueillant la police municipale afin de renforcer la sécurisation des agents dans le cadre d'un développement des effectifs et de leurs missions.
La ville de Courbevoie a connu depuis une trentaine d'années, une forte augmentation démographique qui s'est traduite par de nouveaux besoins de services à la population. Actuellement dotée d'une Police municipale et d'un système de vidéoprotection, la municipalité doit faire face à une constante évolution des effectifs de ce service d'une part, et à l'extension progressive de ce système de surveillance d'autre part. Ces services sont implantés dans des locaux qui ne permettent pas aujourd'hui d'envisager une évolution, il est donc nécessaire de restructurer ces locaux en procédant à une extension sur la parcelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Démolition	120 000,00	5,65%
Voirie et Réseaux Divers	160 000,00	7,54%
Escalier extérieur + métal déployé	670 000,00	31,56%
Façade, menuiseries extérieures, isolation	210 000,00	9,89%
traitement d'air, chauffage, plomberie	320 000,00	15,07%
courants forts, courants faibles	230 000,00	10,83%
réfection étanchéité	30 000,00	1,41%
Corps d'état secondaires	190 000,00	8,95%
Autres travaux	193 000,00	9,09%
Total	2 123 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	636 900,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	986 100,00	46,45%
Autres subventions - Fonds Métropolitain pour l'Investissement (sollicitées)	500 000,00	23,55%
Total	2 123 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX046807 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE SAINT-CLOUD

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	5 247,00 € HT	30,00 %	1 574,00 €
	Montant total de la subvention		1 574,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SAINT-CLOUD
Adresse administrative	:	13 PLACE CHARLES DE GAULLE 92210 SAINT CLOUD
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Eric BERDOATI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Saint-Cloud

Dates prévisionnelles : 30 août 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Afin d'améliorer la capacité opérationnelle de sa police municipale, la commune de Saint-Cloud souhaite acquérir 16 gilets pare-balles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- SAINT-CLOUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
16 Gilets pare-balles	5 247,00	100,00%
Total	5 247,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 574,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	3 673,00	70,00%
Total	5 247,00	100,00%

DOSSIER N° EX046861 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MONTGERON

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	17 244,00 € HT	30,00 %	5 173,00 €
	Montant total de la subvention		5 173,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGERON
Adresse administrative : 112 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91230 MONTGERON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie CARILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Montgeron

Dates prévisionnelles : 4 septembre 2019 - 30 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Acquisition d'équipements afin d'assurer la sécurité des forces de police municipale en renouvelant du matériel usagé (1 voiture : Berlingo Citroën) et en acquérant 5 gilets pare-balles pour les nouveaux agents.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 5 gilets pare-balles	2 348,00	13,62%
Achat d'un véhicule Citroën Berlingo	14 896,00	86,38%
Total	17 244,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 173,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	12 071,00	70,00%
Total	17 244,00	100,00%

DOSSIER N° EX047022 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE CHILLY MAZARIN

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	2 875,00 € HT	29,98 %	862,00 €
	Montant total de la subvention		862,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN
Adresse administrative : 5 PLACE DU 8 MAI 1945
91380 CHILLY-MAZARIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul BENEYTOU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Chilly-Mazarin

Dates prévisionnelles : 13 septembre 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Chilly-Mazarin souhaite renforcer ses effectifs au sein de la police municipale. Dans ce cadre, il est nécessaire d'équiper rapidement les nouveaux agents afin d'assurer leur sécurité sur le terrain : acquisition de 5 gilets pare-balles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 5 gilets pare-balles	2 875,00	100,00%
Total	2 875,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	862,00	29,98%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	2 013,00	70,02%
Total	2 875,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX047071 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE BOURG-LA-REINE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	4 010,00 € HT	30,00 %	1 203,00 €
	Montant total de la subvention		1 203,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BOURG LA REINE
Adresse administrative	:	6 BOULEVARD CARNOT 92340 BOURG-LA-REINE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Patrick DONATH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Bourg-la-Reine

Dates prévisionnelles : 17 septembre 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Bourg-la-Reine procède à l'achat 8 caméras piétons pour les agents de sa police municipale. Cela lui permettra d'améliorer sa capacité opérationnelle dans le cadre de ses missions.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
8 Caméras piétons	4 010,00	100,00%
Total	4 010,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 203,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	2 005,00	50,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	802,00	20,00%
Total	4 010,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX047487 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE L'ILE SAINT DENIS

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	53 795,00 € HT	30,00 %	16 138,00 €
	Montant total de la subvention		16 138,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ILE-SAINT-DENIS
Adresse administrative : 1 RUE MECHIN
93450 L'ILE SAINT DENIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Mohamed GNABALY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de l'Île-Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 14 octobre 2019 - 11 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Sécurisation du groupe scolaire Paul Langevin par la rehausse des grilles extérieures :
Le groupe scolaire Paul Langevin est situé en plein cœur de ville, dans le quartier nord. L'équipement, constitué d'un bâtiment pour l'école maternelle et d'un autre pour l'école élémentaire, est entouré de 127 ml de grilles, et dispose de 4 portails. Cependant, à la suite d'intrusions indésirables dans le courant de l'année scolaire 2018-2019, et après concertation avec la communauté éducative et les parents d'élèves, il a été décidé de procéder à la rehausse de l'ensemble des grilles disposées en périmètre du groupe scolaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dispositifs anti-intrusion (barrières, …)	53 795,00	100,00%
Total	53 795,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	16 138,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	37 657,00	70,00%
Total	53 795,00	100,00%

DOSSIER N° EX047496 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	52 606,00 € HT	30,00 %	15 781,00 €
	Montant total de la subvention		15 781,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative	:	54 RUE JEAN JAURES 77875 MONTEREAU-FAULT-YONNE CEDEX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur James CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l''équipement des forces de sécurité pour la commune de Montereau-Fault-Yonne

Dates prévisionnelles : 23 octobre 2019 - 1 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
1) Achat d'un bateau pneumatique d'assistance, de patrouille et d'intervention (ZODIAC MILPRO SRR 530 + moteur Suzuki DP 80 ATL) :
Les inondations de janvier 2018 ont été l'occasion pour la ville de Montereau-Fault-Yonne de déclencher son plan communal de sauvegarde "crue". Cette expérience a mis en évidence la nécessité de se doter d'un bateau pneumatique d'assistance, de patrouille et d'intervention. Ce bateau participera également à la prévention des noyades en période estivale, ainsi qu'à la lutte contre la pollution et la lutte contre les nuisances produites par l'utilisation notamment de jets skis.

2) Interopérabilité police nationale/police municipale : Achat d'un second terminal radio :
Régulièrement sollicitée par les forces de sécurité de l'État, la Police Municipale doit pouvoir joindre la

"salle d'information et de commandement" de la Police Nationale à tout moment. Par ailleurs, l'achat de cette seconde radio (la première radio étant affectée au Centre de Supervision Urbain) permettra aux policiers municipaux d'être avisés des faits majeurs sur leur secteur de compétence en temps réel.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terminal de radiocommunication	1 190,00	2,26%
ZODIAC MILPRO SRR 530 + moteur Suzuki DP 80 ATL	51 416,00	97,74%
Total	52 606,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 781,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	36 825,00	70,00%
Total	52 606,00	100,00%

DOSSIER N° EX047540 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE VILLEPARISIS

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	6 694,00 € HT	30,00 %	2 008,00 €
	Montant total de la subvention		2 008,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VILLEPARISIS
Adresse administrative	:	32 RUE DE RUZE 77270 VILLEPARISIS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Hervé TOUGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Villeparisis

Dates prévisionnelles : 22 février 2019 - 1 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Il s'agit d'acquérir pour les policiers municipaux 5 radios portatives ainsi que 6 caméras piétons.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- VILLEPARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
6 Caméras piétons	3 492,00	52,17%
5 Terminaux portatifs de radiocommunication	3 202,00	47,83%
Total	6 694,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	2 008,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	4 686,00	70,00%
Total	6 694,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX047544 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE COURTRY

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	17 505,00 € HT	30,00 %	5 251,00 €
	Montant total de la subvention		5 251,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE COURTRY
Adresse administrative	:	52 RUE DU GENERAL LECLERC 77181 COURTRY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Xavier VANDERBISE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Courtry

Dates prévisionnelles : 26 juillet 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
Le véhicule Renault Kangoo du service de police municipale affichant au compteur plus de 166 000 km, la commune de Courtry souhaite en acquérir un nouveau de même type.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- COURTRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'un véhicule Renault Kangoo	17 505,00	100,00%
Total	17 505,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 251,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	12 254,00	70,00%
Total	17 505,00	100,00%

DOSSIER N° EX047581 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE CHILLY MAZARIN

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	2 970,00 € HT	30,00 %	891,00 €
	Montant total de la subvention		891,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN
Adresse administrative : 5 PLACE DU 8 MAI 1945
91380 CHILLY-MAZARIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul BENEYTOU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Chilly-Mazarin

Dates prévisionnelles : 7 novembre 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Chilly-Mazarin souhaite renforcer ses effectifs de police. L'arrivée de nouveaux agents nécessite l'acquisition de nouveaux équipements garentissant leur sécurité sur le terrain et leurs missions quotidiennes. Dans ce cadre, la municipalité souhaite se doter de 6 nouveaux gilets pare-balles.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 6 gilets pare-balles	2 970,00	100,00%
Total	2 970,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	891,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	2 079,00	70,00%
Total	2 970,00	100,00%

DOSSIER N° EX047694 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE LINAS

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	33 283,00 € HT	30,00 %	9 985,00 €
	Montant total de la subvention		9 985,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE LINAS
Adresse administrative	:	1 PLACE ERNEST PILLON 91310 LINAS
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur François PELLETANT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Linas

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2019 - 1 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La ville de Linas souhaite acquérir deux motos électriques de police municipale Zero DS,et commencer ainsi la transition de son parc de véhicules vers des véhicules propres, afin de limiter les émissions de polluants atmosphériques. Cette démarche s'inscrit dans un contexte global de renforcement de la sécurité sur le territoire linois (augmentation du nombre de caméras de vidéo surveillance, renouvellement de l'équipement...).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux appliqué est de 30%.

Localisation géographique :

- LINAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de deux motos électriques ZERO DS 14	33 283,00	100,00%
Total	33 283,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 985,00	30,00%
Subvention Etat (sollicitée)	1 800,00	5,41%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	21 498,00	64,59%
Total	33 283,00	100,00%

DOSSIER N° EX047702 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	42 358,00 € HT	30,00 %	12 707,00 €
	Montant total de la subvention		12 707,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON
Adresse administrative	:	13 BLD FOCH 92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Patrick OLLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Rueil-Malmaison

Dates prévisionnelles : 13 septembre 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Reuil-Malmaison procède à l'achat de 34 caméras piétons pour sa police municipale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :
- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
34 Caméras piétons	42 358,00	100,00%
Total	42 358,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	12 707,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	29 651,00	70,00%
Total	42 358,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-057

DOSSIER N° EX047768 - Soutien à l'équipement des forces de sécurité et sécurisation des équipements publics - COMMUNE DE VANVES

Dispositif : Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics (n° 00000949)
Délibération Cadre : CP2017-608 du 22/11/2017
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700104- Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement des forces de sécurité et à la sécurisation des équipements publics	27 361,00 € HT	30,00 %	8 208,00 €
	Montant total de la subvention		8 208,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VANVES
Adresse administrative : 23 RUE MARY BESSEYRE
92172 VANVES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard GAUDUCHEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement des forces de sécurité pour la commune de Vanves

Dates prévisionnelles : 22 novembre 2019 - 1 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il s'agit de tenir compte de l'urgence du projet et des délais entre la saisine de la Région et la présentation de ce projet en commission permanente.

Description :
La commune de Vanves procède à l'achat d'un véhicule neuf de type Renault Kadjar dans le cadre du renforcement de la Police Municipale et de l'extension des horaires. Le véhicule actuellement en dotation a été mis en circulation en 2008 et tombe régulièrement en panne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant d'un territoire hors ZSP, le taux maximum est de 30%.

Localisation géographique :

- VANVES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 véhicule Renault Kadjar (hors frais d'immatriculation et de carte grise)	27 361,00	100,00%
Total	27 361,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 208,00	30,00%
Autofinancement communal (minimum 20% du coût HT du projet)	19 153,00	70,00%
Total	27 361,00	100,00%

ANNEXE 2 : FICHE PROJET EX013275

DOSSIER N° EX013275 - Soutien à l'équipement en vidéoprotection - COMMUNE D'OZOUER-LE-VOULGIS - Réaffectation pour solde

Dispositif : Soutien à l'équipement en vidéoprotection (n° 00000947)
Délibération Cadre : CP16-132 du 18/05/2016
Imputation budgétaire : 905-57-204141-157001-300
Action : 15700103- Soutien à l'équipement en vidéo protection

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'équipement en vidéoprotection	44 776,00 € HT	28,14 %	12 600,00 €
		Montant total de la subvention	12 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'OZOUER LE VOULGIS
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE - BP 6
77390 OZOUER-LE-VOULGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Nicolas GUILLEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'équipement en vidéoprotection pour la commune d'Ozouer-le-Voulgis

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2016 - 20 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Du fait d'une erreur matérielle, il est proposé dans le présent rapport de procéder à la réaffectation du solde d'une subvention à hauteur de 12 600 € correspondant au reliquat restant dû à la commune d'Ozouer-le-Voulgis, la subvention allouée initialement par délibération n° CP 16-572 du 16 novembre 2016 étant caduque.

Description :
8 caméras seront mises en place : 3 caméras fixes (anti-vandalisme et étanches), et 5 caméras VPI (visualisation de plaques d'immatriculation) aux entrées et sorties du village.

3 zones ont été identifiées comme étant à sécuriser :
- la zone de commerces, située au coeur du village, et l'église classée,
- les entrées et sorties du village afin d'identifier les véhicules et leurs plaques d'immatriculation,
- les entrées et sorties de la zone des Etards.

2 points relais ont été déterminés, le premier sur le château d'eau de la commune, le second sur un mât au niveau des Etards.

Le centre d'enregistrement comprend :
- un serveur de stockage permettant l'enregistrement des flux en continu sur 20 jours,

- une baie pour la mise en place des éléments d'enregistrement,
- un écran pour l'exploitation des caméras,
- un écran pour la visualisation multivue,
- les licences.

La transmission des données se fera par la mise en place d'un dispositif radio, pour éviter le coût de déploiement d'une infrastructure câblée et la nuisance visuelle engendrée par celle-ci.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
S'agissant de la première installation d'un équipement de vidéoprotection, le taux maximum d'intervention est de 35%.
Cependant, le coût de revient à la caméra a été fixé à 15 000€ HT/unité maximum, soit une subvention maximum de 42 000€ pour 8 caméras, représentant 35% de 120 000€.

Réaffectation :
- Prévisionnel : dépenses : 149 240 € / subvention : 42 000 € / Taux : 28,14%
- Réalisé : dépenses : 114 615,24 € / subvention 32 252,73 € / Taux : 28,14%
- Montant déjà versé : 19 652,73 € (3 545,64 + 16 107,09)
- Reste dû 12 600 € (32 252,73 - 19 652,73)

Localisation géographique :
- OZOUER-LE-VOULGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Centres d'enregistrement	24 838,00	16,64%
Points relais	10 004,00	6,70%
Déploiement vidéo sur la commune	55 953,00	37,49%
Génie civil	58 445,00	39,16%
Total	149 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	42 000,00	28,14%
DETR (att)	59 696,00	40,00%
Commune d'Ozouer-le-Voulgis (att)	47 544,00	31,86%
Total	149 240,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-028

DU 31 JANVIER 2020

POLITIQUE RÉGIONALE DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - INVESTISSEMENT - 1ER RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du sport ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée, relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 modifiée, portant délégation de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « La Région s'engage pour l'emploi : 100.000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 modifiée, portant les nouvelles ambitions pour le sport en Île-de-France – Première partie ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité;

VU la délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017 portant adoption de nouvelles conventions types suite aux votes des délibérations cadre de décembre 2016 et mars 2017 ;

VU la délibération n° CP 2018-303 du 4 juillet 2018 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 4ème rapport pour 2018;

VU la délibération n° CP 2019-342 du 18 septembre 2019 relative à la politique régionale du sport en Île-de-France – Investissement – 6ème rapport pour 2019;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-028 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32001 «Equipements sportifs d'intérêt régional»

1.- Dispositif « Equipements sportifs de proximité »

Décide de participer au titre du dispositif «Équipements sportifs de proximité» au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n°2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **2 182 242,88 €.**

Affecte une autorisation de programme de **2 182 242,88 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Equipement sportifs d'intérêt régional », action «Équipements sportifs de proximité» (13200110) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-303 du 4 juillet 2018, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

2.- Dispositif « Achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap »

Décide de participer au titre du dispositif « Achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n° 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **11 529,88 €.**

Affecte une autorisation de programme de **11 529,88 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Équipement sportifs d'intérêt régional », action «Achat d'équipements en faveur du handisport» (13200102) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2017-199 du 17 mai 2017, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

3.- Dispositif « Equipements sportifs d'intérêt régional »

Décide de participer au titre du dispositif « Équipements sportifs d'intérêt régional » au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n° 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 744 462,99 €.**

Affecte une autorisation de programme de **1 744 462,99 €** disponible sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Équipement sportifs d'intérêt régional », action « Équipements sportifs de niveau régional » (13200101) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 2018-303 du 4 juillet 2018, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

4.- Hors dispositif

Décide d'attribuer des subventions hors dispositif d'un montant maximum prévisionnel de 331 871,40 € pour le financement des projets détaillés dans les fiches projets jointes en annexe n°3 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 331 871,40 € disponibles sur le chapitre 903 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32-001 (132001) «Équipement sportifs d'intérêt régional », action «Equipements sportifs de proximité» (13200110) du budget régional 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention jointe en annexe n°4 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexes n°2 et 3 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3, de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR01- 16 du 21 janvier 2016.

Article 3

Décide de retirer la subvention EX039582 attribuée au Comité Handisport d'Île-de-France par délibération n° CP 2019-342 du 18/09/2019.

Désaffecte en conséquence l'autorisation de programme correspondante de **4 881 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Équipement sportifs d'intérêt régional », action « Achat d'équipements en faveur du handisport » (13200102) du budget régional 2020.

Article 4

Décide de ramener le montant de la base subventionnable de la subvention accordée au Paris Football Club par délibération n° CP 2019-342 du 18 septembre 2019, à 6 700 000 € HT. Le taux d'intervention régional est ramené à 14,93%. La subvention est maintenue à hauteur de 1 000 000 €.

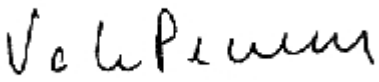
Approuve la fiche projet modifiée correspondante telle qu'elle figure en annexe n°5 de la délibération.

Approuve en conséquence l'avenant n°1 à la convention conclue avec le Paris Football Club, tel qu'il figure en annexe n°6 de la délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5

Approuve les règlements d'intervention et les conventions type modifiées des dispositifs investissement suivants : - « terrains synthétiques de grands jeux », - « équipements sportifs de proximité », - « équipements sportif d'intérêt régional » (ESIR), - « équipements sportifs mis à disposition des lycées », - « plan piscines régional », tels qu'ils figurent en annexes n° 7 à 16 de la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167062-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 - Tableau récapitulatif des subventions

RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS PAR DISPOSITIF			
Département	**Commune / Bénéficiaire**	**Libellé / type de projet**	**Subvention maximum**
EQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITE			**2 182 242,88 €**
78	Versailles	Création de 3 zones de fitness extérieures en accès libre	54 733,21 €
77	Communauté de Communes des Portes Briardes	Construction d'une salle de gymnastique intercommunale à Lésigny	100 000,00 €
94	Villejuif	Réfection des sols des 2 terrains de tennis extérieurs du complexe sportif Guy Boniface	10 500,00 €
94	Sucy en Brie	Réhabilitation du city stade de la fosse rouge	8 486,00 €
94	Sucy en Brie	Réhabilitation de 2 courts de tennis couverts au parc des sports (couverture et éclairage)	28 411,63 €
78	Chatou	Construction d'un terrain multisports en accès libre au stade Charles Finaltéri	74 001,00 €
78	Chatou	Construction de vestiaires pour les terrains de football sur le satde Charles Finaltéri	55 240,00 €
78	Chatou	Construction du gymnase Finaltéri	187 489,40 €
93	Livry Gargan	Aménagement d'un aire de skate park	39 441,05 €
93	Livry Gargan	Remplacement du sol sportif et de l'éclairage du gymnase Alfred Marcel Vincent	32 572,20 €
92	Bièvres	Rénovation / extension du gymnase "Domaine Louis Ratel"	200 000,00 €
91	SARL Les Carneaux	Construction d'un manège couvert avec pares-bottes et filet coupe vent	106 368,15 €
77	Chalautre la Grande	Installation d'un parcours de fitness	2 797,10 €
77	Communauté d'Agglomération du Pays de Fontainebleau	Réfection du petit parquet, stade équestre du grand parquet	150 000,00 €
78	Ecuries Agnès Decrion	Réhabilitation du centre équestre (carrière, manège, boxes…)	80 000,00 €
91	Etampes	Remplacement de l'entoilage , charpente et éclairage des tennis couverts du stade du Pont de Pierre	15 583,68 €
78	Thoiry	Couverture d'un court de tennis	59 802,00 €
94	Club Aviron Marne Joinville	Réaménagement du ponton d'embarquement existant	40 569,60 €
77	Varennes sur Seine	Création d'un Dojo	60 000,00 €
95	Saint Prix	Création d'une aire de jeu de football loisir au complexe sportif Christian Dufresne	100 000,00 €
78	Ecuries Grandpierre Orgeval	Création d'un barns moderne avec boxes, scellerie et aire de pansage	48 514,20 €
93	Coubron	Aménagement d'un jeu d'arc au parc sportif pour la pratique du tir Beursault	19 894,75 €
94	Villejuif	Construction de la Maison des arts martiaux	100 000,00 €
78	Cercle Hippique du Pin à Le Pin	Rénovation et aménagement des infrastructures	93 158,00 €
77	Ecuries BOSTY JUMP à St Martin en Bière	Réhabilitation avec création d'une salle de remise en forme, changement toitures et réfection des flux d'écuries	100 000,00 €
78	Ecuries du Bois Vallée à le TARTRE GAUDRAN	Construction d'un bâtiment pour manège équestre et espaces de stockage	80 844,69 €
78	Ecuries CHRISTEN à CRESPIERES	Rénovation du manège avec 2 écuries	120 000,00 €
78	Ecuries VALLEE de CHEVREUSE à Magny les Hameaux	Construction d'un marcheur circulaire automatique pour chevaux et poneys	22 984,50 €

77	Les Ecuries Racle Parmentier à Tournan en Brie	Création d'un manège circulaire couvert et d'un vestiaire	31 000,00 €
91	Audrey Blum Horse Stade à Dourdan	Aménagement d'une écurie active : mise en place d'un automate et d'un abris	29 156,25 €
77	RV Equitation à Ozouer le Voulgis	Réhabilitation des aménagements	130 695,47 €
SUBVENTIONS SPECIFIQUES HORS CADRE			**331 871,40 €**
75	Société Equestre de l'Etrier à Paris	Réhabilitation du centre équestre de l'Etrier de Paris	150 000,00 €
78	Cercle Hippique de Parly II Le Chesnay	Rénovation de la fosse à fumier	15 813,00 €
78	Cercle Hippique de Parly II Le Chesnay	Remplacement des pares bootes des 2 manèges et des portes d'accès au manège	14 863,00 €
78	EARL CEPY à Le Perray en Yvelines	Réfection des sols, création d'une aire d'évolution et d'un vestiaire	100 000,00 €
95	ESAT La montagne à Cormeilles en Parisis	Aménagement pour label Equi Handi Club, réfection clôture du paddock et des portes sanitaires	9 990,40 €
95	ASE Bois de la Noue à Chaumontel	Création d'un rond de longe couvert	32 205,00 €
95	ASE Bois de la Noue à Chaumontel	Rénovation d'une rangée de boxe	9 000,00 €
ESIR			**1 744 462,99 €**
95	Conseil départemental du Val d'Oise	Extension du CDFAS : constuction du nouveau bâtiment (hébergement/ restauration)	850 000,00 €
78	Fédération Française de Golf	Création du centre national d'entrainement au Golf national de St Quentin en Yvelines	894 462,99 €
ACHAT EQUIPEMENT ET MATERIEL POUR LA PRATIQUE HANDISPORT			**11 529,88 €**
77	Comité IDF Canoë Kayak	Achat d'un kayak de course en ligne parakayak, 2 pagaies parakayak, 1 montre GPS	4 359,00 €
77	Ligue IDF Aviron	Achat d'un portant en carbone, de siège adapté, chaussures adaptées, housse et stroke coach GPS training -Ambassadeur du Sport Antoine Jesel	5 202,88 €
92	Comité IDF Handisport	Matériels Ambassadeur du Sport Robert Citerne	1 968,00 €

Annexe n°2 - Fiches projets

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047655 - Conseil Départemental du Val d'Oise (95) : Construction d'un nouveau bâtiment dédié à l'accueil des pôles sportifs régionaux (hébergement et restauration)

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204132-132001-300
Action : 13200101- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	7 740 000,00 € TTC	10,98 %	850 000,00 €
		Montant total de la subvention	850 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
Adresse administrative	:	2 AVENUE DU PARC 95000 CERGY
Statut Juridique	:	Département
Représentant	:	Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un nouveau bâtiment dédié à l'accueil des pôles sportifs régionaux (hébergement et restauration)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Vu la nature et l'ampleur du projet, le conseil départemental du Val d'Oise a souhaité planifier ces travaux pour une ouverture de l'établissement en nouvelle configuration pour la saison sportive 2022/2023

Description :
Le CDFAS est un site référence pour la formation des athlètes et la pratique du sport de haut-niveau en Ile-de-France. Situé à Eaubonne dans le Val d'Oise, son objectif général est de proposer au monde du sport national, régional et départemental, un équipement structurant en capacité d'accueillir notamment les Pôles sportifs, des manifestations sportives d'envergure et des formations essentiellement à caractère sportif.

Le CDFAS s'inscrit dans la démarche du Parcours d'Excellence Sportive. Il accueille 3 pôles Espoirs pour les sportifs franciliens : handball, basket-ball, athlétisme et un sport-étude football (PFA Sport)

Le projet global se décompose en deux phases distinctes :
- 1ère phase du projet : réhabilitation de l'équipement existant datant de plus de 25 ans pour répondre aux nouvelles normes environnementales en termes de consommation d'énergie. Il sera également "relifté", afin de mieux s'intégrer dans le quartier et valoriser l'environnement architectural.

- 2ème phase du projet qui sera instruite ultérieurement : construction d'un nouveau bâtiment permettant de répondre aux nouveaux standards d'accueils des sportifs internationaux en doublant la capacité d'accueil en hébergement et en restauration, construction d'un nouvel espace de stationnement de 120 places, et accroissement des surfaces dédiées au pôle santé pour le suivi préventif et curatif des athlètes de haut-niveau évoluant sur le site.

Pour le CDAS, le projet global signifie :
- développer son offre d'hébergement
- développer son offre de restauration
- développer son offre de stationnement

La Phase 2 consiste :

Zone d'accueil : construction hall accueil/ réception / banque d'accueil/bagagerie
Zone hébergement : lieu de vis (pôles et autres sportifs), salle détente, sanitaires, bureau coordinateur des pôles, bureau maitre d'internat, bureau gouvernante, vestiaires personnel CDFAS, chambres, locaux de service, locaux d'entretien, laverie, buanderie, monte-charge
Zone restauration : espace restauration, espace petit-déjeuner, espace VIP, stockage, local déchets, vestiaires personnel restauration, équipement cuisine
Espace médico-sportif : cabinet médical, espace kiné, vestiaires sanitaires, espace détente (sauna, jacuzzi, hammam), espace régénération (bain froids, bain chaud, cryo)
Locaux techniques : atelier, local de stockage et local déchets (bacs de tri, ventilation...)
Circulation : couloirs et cheminements
Espaces extérieurs : hall d'accueil/réception
Stationnement : parking 120 places

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Montant TTC des travaux : 8 078 400 €
Montant TTC des travaux éligibles : 7 740 000 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de voirie , de parking d'un montant de 338 400€ TTC)
Taux d'intervention maximum ciblé dans le RI : 30%
Taux d'intervention ramené à : 10.98%
Montant de la subvention appliquée : 850 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10.52% du montant TTC des travaux, soit 10.98% du montant TTC des travaux éligibles.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Zone accueil - administratif	440 400,00	5,45%
Zone hébergement	4 747 800,00	58,77%
Zone restauration	1 428 000,00	17,68%
Locaux techniques	180 000,00	2,23%
Circulations extérieures	811 800,00	10,05%
Espaces extérieures dont parking	338 400,00	4,19%
Equipements et mobiliers	132 000,00	1,63%
Total	8 078 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (sollicitée)	850 000,00	10,52%
Département 95	7 228 400,00	89,48%
Total	8 078 400,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047539 - FÉDÉRATION FRANÇAISE DE GOLF - Création du centre national d'entraînement au Golf national de St Quentin en Yvelines

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200101- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	2 981 543,30 € TTC	30,00 %	894 462,99 €
		Montant total de la subvention	894 462,99 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE GOLF
Adresse administrative : 68 RUE ANATOLE FRANCE
92300 LEVALLOIS-PERRET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Lou CHARON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création du centre national d'entraînement au Golf national de St Quentin en Yvelines

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'équipement ayant prévu l'accueil de sportifs dès septembre 2019, les travaux ont été programmé dès le début de l'été; le reste de l'effectif intègrera le centre en fin d'année 2020 après achèvement des travaux.

Description :
Le Golf National est composé, notamment, de :
- Trois parcours de golf : L'ALBATROS (18 trous), L'AIGLE (18 trous) et L'OISELET (9 trous);
- Un bâtiment (ERP: catégorie 5) utilisé en tant que bâtiment d'accueil du Centre de formation.

Aujourd'hui, la Fédération Française de Golf entend compléter les infrastructures existantes du Golf National par la création :
1/ D'un bâtiment dédié à un centre d'entrainement à la préparation physique et à la récupération
2/ De zones d'entrainement golfique aux différents compartiments du jeu et plus particulièrement aux approches de différentes longueurs : putting, chipping, wedging, bunker
3/ D'un laboratoire technologique d'analyse de la performance en golf, doté notamment de matériel tel que des caméras haute vitesse, radars, sam-putt lab…
4/ D'une structure d'hébergements sur place,
5/ Création d'une zone dédiée à l'entrainement au petit-jeu (short game area).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Montant TTC des dépenses : 3 084 881,18 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 2 981 543,30 € (sont exclues les dépenses liées à la dépose de revêtements)
Taux d'intervention maximum RI : 30%
Taux d'intervention appliqué : 30%
Montant de la subvention : 894 462,99 €

La participation régionale correspond à 30% du montant des dépenses éligibles, soit 29% du montant global des travaux.

Localisation géographique :
- GUYANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 638 552,62	85,53%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	217 968,56	7,07%
Maitrise d'œuvre (Phase APS)	151 800,00	4,92%
Autres dépenses (frais Design Golf)	76 560,00	2,48%
Total	3 084 881,18	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	894 462,99	29,00%
Subvention Etat (sollicitée)	294 863,23	9,56%
Subvention Département (sollicitée)	77 122,03	2,50%
CNDS	642 683,58	20,83%
Autres recettes (préciser)	1 175 749,35	38,11%
Total	3 084 881,18	100,00%

DOSSIER N° EX047707 - ACHAT D'EQUIPEMENT EN FAVEUR DU HANDISPORT - COMITÉ RÉGIONAL ILE-DE-FRANCE DE CANOË-KAYAK

Dispositif : Achat d'équipement en faveur du handisport (n° 00000040)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-20421-132001-300
Action : 13200102- Achat d'équipements en faveur du handisport

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Achat d'équipement en faveur du handisport	5 449,00 € TTC	80,00 %	4 359,00 €
	Montant total de la subvention		4 359,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CTE REGIONAL ILE DE FRANCE DE CANOE KAYAK
Adresse administrative	:	3 ROUTE DE TORCY 77360 VAIRES SUR MARNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur S BASTIEN TESTER, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'achat de matériel en canoë-kayak des athlètes franciliennes de haut niveau en situation de handicap.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 décembre 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le matériel servira à une athlète handisport pour ses sélections pour les jeux de Tokyo. Au vu des spécificités de ce matériel, il doit être commandé à l'étranger et les délais sont très long. cette anticipation permettra d'avoir le matériel le plus rapidement possible.

Description :
Acheter du matériel spécifique comme 1 Kayak de course en ligne parakayak, 2 pagaies parakayak, 1 montre GPS pour mesurer les performances physiques, des habits techniques spécifiques, des accessoires parakayak.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAIRES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 Kayak de course en ligne parakayak, 2 pagaies parakayak, 1 montre GPS et accessoires parakayak	5 449,00	100,00%
Total	5 449,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	4 359,00	80,00%
Participation Ligue, Comité régional ou Fédération	550,00	10,09%
Aide athlète de la fédération	540,00	9,91%
Total	5 449,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047708 - ACHAT D'EQUIPEMENT EN FAVEUR DU HANDISPORT - COMITE REGIONAL ILE DE FRANCE HANDISPORT

Dispositif : Achat d'équipement en faveur du handisport (n° 00000040)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-20421-132001-300
Action : 13200102- Achat d'équipements en faveur du handisport

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Achat d'équipement en faveur du handisport	2 460,00 € TTC	80,00 %	1 968,00 €
	Montant total de la subvention		1 968,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMITE HANDISPORT ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative	:	44 RUE LOUIS LUMIERE 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Murielle VANDECAPPELLE-SICLIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de matériel indispensable pour la pratique de l'escrime de haut niveau (2 câbles électriques avec 150 leds et 4 boitiers de connexion aux tenues blanches).

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Acquisition du matériel indispensable pour la pratique de l'escrime de haut niveau de Robert CITERNE, ambassadeur du sport de la Région Île-de-France. Il s'agit de 2 câbles électriques avec 150 leds et de 4 boitiers de connexion aux tenues blanches.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
2 câces électriques avec 150 leds et 4 boitiers de connexion	2 460,00	100,00%
Total	2 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 968,00	80,00%
Comité Ile-de-France Handisport	492,00	20,00%
Total	2 460,00	100,00%

DOSSIER N° EX047742 - ACHAT D'EQUIPEMENT EN FAVEUR DU HANDISPORT - LIGUE IDF AVIRON

Dispositif : Achat d'équipement en faveur du handisport (n° 00000040)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-20421-132001-300
Action : 13200102- Achat d'équipements en faveur du handisport

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Achat d'équipement en faveur du handisport	6 503,60 € TTC	80,00 %	5 202,88 €
	Montant total de la subvention		5 202,88 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF AVIRON
Adresse administrative : ROUTE DE TORCY
77360 VAIRES-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian VANDENBERGHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide pour l'achat d'équipements techniques pour le rameur para-olympique Antoine Jesel, avec le statut d'ambassadeur régional du sport.

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2027
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Achat divers matériels pour le rameur para-olympique Antoine JESEL, ambassadeur du sport de la Région Île-de-France. Il s'agit d'un portant en carbone pour son bateau de compétition, d'un nouveau siège à coulisse plus ergonomique, de nouvelles chaussures adaptées, d'une housse de transport pour protéger et préserver la coque, des dames de nages connectées.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- JOINVILLE-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
1 portant carbone, siège à coulisse, chaussures, plaquette et housses, strocke coach GPS	6 503,60	100,00%
Total	6 503,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 202,88	80,00%
Département	650,36	10,00%
Partenaires privés	650,36	10,00%
Total	6 503,60	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX044876 - SAINT-PRIX (95) - Création d'une aire de jeu de football loisir en accès libre au complexe sportif Christian Dufresne

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT PRIX
Adresse administrative : 45 RUE D'ERMONT
95390 SAINT-PRIX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ENJALBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une aire de jeu de football loisir en accès libre au complexe sportif Christian Dufresne

Dates prévisionnelles : 19 août 2019 - 22 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité le démarrage anticipé des travaux afin de pouvoir réaliser ces derniers avant la période hivernale, période pouvant entrainer du retard sur le chantier.

Description :
La commune de Saint Prix, dans le cadre de son programme de développement du sport et de la croissance de la pratique du sport loisir, envisage de moderniser et faciliter les activités sur une aire de jeu libre.
Il existe actuellement au sein du complexe sportif une aire de plus de 1800 m² en herbe natuelle à disposition des sportifs, leur permettant de pratiquer divers sports (football, Ultimate, activités ludiques...). Cependant cette aire n'est pas praticable en toute saison et notamment en période humide.
La commune souhaite ainsi réaliser des travaux pour mettre cet espace en accès libre, en créant une aire de jeu libre en revêtement synthétique.
Les travaux consistent en la réalisation d'une plateforme drainée, de la pose d'un revêtement en synthétique et installation d'une main courante et de pare-balon sur le pourtour. Il est également prévu d'installer un système d'encaissement par bordurage du futur revêtement afin d'empêcher le système de remplissage de se déverser dans les réseaux d'assainissement et les milieux environnants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter **2 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements en accès libre

Montant HT des dépenses : 219 551 €
Plafond HT des dépenses : 200 000 €
Taux d'intervention arbitré et ramené à : 50%
Montant de la subvention : 100 000 €

La participation régionale correspond à 50% des dépenses éligibles, soit 45,55 % du montant global de l'opération.

Localisation géographique :

- SAINT-PRIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux préparatoires	7 844,45	3,57%
Terrassements	28 003,52	12,75%
Travaux infrastructure	24 637,60	11,22%
Assainissement et drainage	11 519,16	5,25%
Terrain	114 163,10	52,00%
Fourniture et pose équipements sportifs	3 539,63	1,61%
Fourniture et pose clôture	25 651,14	11,68%
Travaux abords	4 192,40	1,91%
Total	219 551,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	60 031,82	27,34%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	100 000,00	45,55%
Subvention Département (sollicitée)	39 519,18	18,00%
Participation Ligue ou Fédération	20 000,00	9,11%
Total	219 551,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX044945 - VARENNES SUR SEINE (77) - Création d'un DOJO

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	500 000,00 € HT	12,00 %	60 000,00 €
		Montant total de la subvention	60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES SUR SEINE
Adresse administrative : PLACE JEAN SEJOURENE
77130 VARENNES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JOS RUIZ, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un DOJO

Dates prévisionnelles : 2 mai 2019 - 30 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Vu les délais des travaux, la commune souhaite pouvoir disposer de l'équipement dès le début de l'année 2020

Description :
Dans le cadre du réaménagement du site de la Grande Garenne, la Ville de Varennes-sur-Seine envisage d'y construire un nouveau DOJO en remplacement de l'équipement actuel situé Rue Grande. Outre la volonté de la Ville d'offrir à ses habitants un équipement moderne et de qualité, la commune souhaite que son DOJO, aujourd'hui situé dans le centre historique de Varennes-sur-Seine, bénéficie à terme d'une localisation plus centrale à l'échelle du territoire communal.

La surface bâtie du futur DOJO sera d'environ 470 m2 répartie sur 1 niveau de plain-pied. Cette surface constitue une donnée fondamentale de l'opération.
Il sera plus fonctionnel et mieux adapté aux différentes disciplines qui seront pratiquées. La surface de ce nouveau DOJO sera doublée par rapport à la surface du DOJO actuel (220 m²).
Le bâtiment disposera d'une meilleure isolation et de plus de luminosité ce qui permettra aux utilisateurs un meilleur confort pour la pratique de leur activité.
Lors des compétitions, il sera également possible d'accueillir quelques spectateurs dans ce nouveau DOJO, alors que le DOJO actuel ne le permet pas.

Le nouveau DOJO offrira un lieu de vie qualitatif, propre à l'éducation physique aux loisirs, favorisant l'accueil des établissements scolaires et des clubs locaux : le judo, le jujitsu, le taïso, le dakaïto ryu, le

yoga, le qi gong et le taïchi. Les espaces devront être adaptés à des pratiquants de tous âges. Les clubs de Dakaito et de judo ont une section féminine.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter **2 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Réhabilitation ou construction de salles spécialisées

Montant HT des travaux : 878 317.30 €
Montant HT des travaux éligibles : 874 967.30 € (sont exclues les dépenses relatives à au frais d'entretien courant d'un montant de 3 350.00€)
Plafond HT des travaux éligibles : 500 000.00€
Taux d'intervention RI : 20 %
Taux d'intervention arbitré et ramené à : 12%
Montant de la subvention appliquée : 60 000.00 €

La subvention appliquée représente 12% du plafond HT des travaux éligibles, soit 6,83% du montant HT du projet global.

Localisation géographique :
- VARENNES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	763 117,30	86,88%
Etudes et maîtrise d'œuvre	115 200,00	13,12%
Total	878 317,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	686 587,30	78,17%
Région Ile-de-France	60 000,00	6,83%
Subvention Département (sollicitée)	131 730,00	15,00%
Total	878 317,30	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047386 - LIVRY-GARGAN (93) : Aménagement d'une aire de Skate Park

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	78 882,10 € HT	50,00 %	39 441,05 €
		Montant total de la subvention	39 441,05 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIVRY-GARGAN
Adresse administrative : 3 PLACE FRAN OIS MITTERRAND
93190 LIVRY-GARGAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Yves MARTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'une aire de Skate Park

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 août 2109
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : travaux envisagés durant l'été pour lancer l'activité dès le début de la saison sportive 2019/20

Description :
Ce projet d'aménagement de skate-park a pour but de répondre à une demande (démarche de concertation impulsée par le service municipal de la jeunesse) formulée par les jeunes participant au "Conseil Local de la Jeunesse".

Les éléments de glisse urbaine seront destinés à une utilisation polyvalente pour la pratique du BMX, roller, skate-board, trottinettes, destinée aux pratiques de niveaux débutant au pratiquant confirmé.

Les 6 modules implantés répondront à des caractéristiques de durabilité (résistance aux intempéries…) et seront insonorisés : 1 lanceur droit, 1 lanceur courbé, 1 module central type table de saut, 1 double vague, 1 banc de glisse, 1 barre à glisse (+ 1 panneau d'information).
La surface de glisse nécessite la fourniture et la mise en œuvre de béton bitumeux avec enduit superficiel monocouche, dressement de surface et compactage du fond de forme, pose de bordures en béton et de grille fonte, fourniture de grave recyclée et raccordement des caniveaux à grille sur le réseau existant.

Laissé en libre accès, il sera plus largement accessible à un public familial, jeunes et adultes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre
Montant HT des travaux : 78 882.10€
Montant HT des travaux éligibles : 78 882.10 €
Taux d'intervention : 50% , (correspondant au taux maximum ciblé dans le RI)
Montant de la subvention appliquée : 39 441.05 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50% montant HT des travaux éligibles.

Localisation géographique :
- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	42 447,10	53,81%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	36 435,00	46,19%
Total	78 882,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	39 441,05	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	39 441,05	50,00%
Total	78 882,10	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047428 - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LES PORTES BRIARDES ENTRE VILLES ET FORÊTS (77) - Construction d'une salle de gymnastique intercommunale à Lésigny

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	500 000,00 € HT	20,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE DE COMMUNES LES PORTES BRIARDES ENTRE VILLES ET FORETS
Adresse administrative : 43 AVENUE DU G N RAL DE GAULLE
77330 OZOIR-LA-FERRIERE
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur JEAN-FRAN OIS ONETO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Construction d'une salle de gymnastique intercommunale sur la commune de Lésigny

Dates prévisionnelles : 18 novembre 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité un démarrage anticipé des travaux, afin de réaliser certains travaux hors période d'eau (terrassement, gros œuvre , charpente, couverture).

Description :
La construction d'une salle de gymnastique répond aux besoins des associations pour la pratique des activités gymniques. Elles sont représentées sur le territoire de la Communauté de Communes : gymnastique artistique féminine, gymnastique artistique masculine, gymnastique rythmique et bay gym.
Toutes les communes n'ont cependant pas actuellement la possibilité de proposer toutes ces disciplines sur le territoire par manque de moyens humains et logistiques. Malgré tout, chaque année les demandes sont croissantes et dépassent les possibilités d'accueil.

Actuellement on compte 3 salles sur le territoire, proche de la vétusté pour certaines et peu sécurisés en raison de l'absence de certains équipements et matériels.

Aussi, ce futur équipement doté d'une surface de 1939 m², situé sur la commune de Lésigny, permettra de répondre à la demande (entrainements, compétitions).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter **2 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction d'une salle spécialisée

Montant HT des dépenses : 4 659 256 €
Plafond HT des dépenses : 500 000 €
Taux d'intervention maximum RI : 20%
Montant de la subvention : 100 000 €

La participation régionale représente 2,15% du montant global de l'opération, soit 20% du montant plafond des dépenses fixé par le règlement d'intervention pour cette catégorie d'équipement.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	3 595 909,00	77,18%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	106 747,00	2,29%
Etudes et maîtrise d'œuvre	215 790,00	4,63%
Autres dépenses (assurances, aléas)	740 810,00	15,90%
Total	4 659 256,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	3 642 091,00	78,17%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	2,15%
Autres recettes (FCTVA)	917 165,00	19,68%
Total	4 659 256,00	100,00%

DOSSIER N° EX047450 - SUCY EN BRIE (94) - Réhabilitation de courts de tennis couverts au parc des sports

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	257 825,69 € HT	11,02 %	28 411,63 €
	Montant total de la subvention		28 411,63 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY-EN-BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation de courts de tennis couverts au parc des sports

Dates prévisionnelles : 20 mai 2019 - 4 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité un démarrage des travaux dès la période estivale pour avancer un maximum les travaux sous une météo favorable compte tenu de la technicité et des matériaux utilisés.

Description :
Afin de pouvoir accueillir les associations sportives et les Sucyciens dans de bonnes conditions, la Ville de SUCY EN BRIE souhaite réhabiliter les deux courts de tennis couverts situés au sein du parc des Sports.

Le Parc des Sports est un espace de 47 hectares ouvert au public avec un secteur « sportif » : terrains de football, rugby, beach volley, piste d'athlétisme, courts de tennis et un secteur « détente » : la plaine, accueillant un plan d'eau, forêt, pelouses et une gloriette avec des tables de pique-nique ainsi que des aires de jeux pour enfants et une aire de street-workout.

Au préalable à cette réhabilitation, différentes étapes ont été élaborées (diagnostic, étude des besoins et travaux envisagés) et sont décrites ci-dessous :

Diagnostic de l'existant :
- Charpente vieillissante, non isolée qui pourrait potentiellement s'endommager lors de grosses intempéries et devenir dangereux.
- Couverture trop lourde pour la charpente.
- Eclairage non adapté avec surconsommation d'énergie.
- Une mauvaise isolation due à la couverture qui détériore les conditions de jeux des usagers

(associations, scolaires, particuliers).

Besoins :
- Nouvel éclairage, plus efficace et moins coûteux pour la collectivité en énergie.
- Sécuriser le toit des tennis couverts.
- Augmenter la température des tennis sans dépenses énergétiques supplémentaires.

Description des travaux de réhabilitation :
- Renforcer la charpente pour consolider toute la structure.
- Changer l'isolation de la couverture.
- Installation d'un éclairage LED moins énergivore et préconisé par la fédération française de tennis.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Réhabilitation d'un équipement couvert et de son éclairage

RENFORCEMENT STRUCTURE ET TOITURE
Montant HT des dépenses : 271 085,64 €
Montant HT des dépenses éligibles : 231 535,34 € (sont exclues les dépenses liées à la dépose et évacuation gravas)
Taux d'intervention RI : 10%
Montant de la subvention : 23 153,56 €

REFECTION ECLAIRAGE
Montant HT des dépenses : 28 631,85 €
Montant HT des dépenses éligibles : 26 290,35 € (sont exclues les dépenses liées à la dépose)
Taux d'intervention RI : 20%
Montant de la subvention : 5 258,05 €

La subvention globale de 28 411,63 € représente 9,46% du coût global de l'opération, soit un taux moyen de 11,02% du montant des dépenses éligibles.

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux couverture métallique	271 085,64	90,45%
Travaux éclairage	28 631,85	9,55%
Total	299 717,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	271 305,86	90,52%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	28 411,63	9,48%
Total	299 717,49	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047467 - SUCY EN BRIE (94) - Réhabilitation du city stade de la fosse rouge

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	16 972,00 € HT	50,00 %	8 486,00 €
		Montant total de la subvention	8 486,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY-EN-BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du city stade de la fosse rouge

Dates prévisionnelles : 14 juin 2019 - 4 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de l'utilisation de l'équipement pendant la période estivale et des contraintes techniques des entreprises, la commune a sollicité le démarrage anticipé des travaux.

Description :
Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Sucy-en-Brie souhaite réhabiliter le City stade situé dans le quartier de la Fosse rouge (ancien quartier prioritaire).

Au préalable à cette réhabilitation, différentes étapes ont été élaborées (diagnostic, étude des besoins et travaux envisagés) et sont décrites ci-dessous :

Diagnostic de l'existant :

-Revêtement synthétique décollé, trous dans le terrain, poteaux de clôture descellés. Le terrain est inutilisable en l'état et est susceptible de mettre en danger l'intégrité physique des pratiquants.
-Les scolaires et les associations ne peuvent plus l'utiliser.
-Malgré l'état du terrain, il reste très utilisé par les particuliers de par sa localisation.

Besoins :

Un terrain type city stade capable d'accueillir dans les meilleures conditions, les scolaires et associations à proximité.

-Avoir un lieu qui respecte l'intégrité physique des pratiquants.
-Dégager de nouveaux créneaux sportifs sur un équipement adapté à la pratique du basket et du football afin d'accueillir de nouvelles associations.

Description des travaux :

Les travaux sont décomposés de la manière suivante :

-Sceller de nouveaux poteaux pour consolider la clôture du city stade.
-Poser un nouveau revêtement synthétique adapté à la pratique et qui tienne dans le temps.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter **1 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipement en accès libre

Montant HT des dépenses : 16 972 €
Montant HT des dépenses éligibles : 16 972 €
Taux d'intervention maximum RI : 50%
Montant de la subvention : 8 486 €

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Revêtement	15 667,00	92,31%
Pose et fourniture de clôture	170,00	1,00%
Pose et fourniture poteaux et massifs bétons	1 135,00	6,69%
Total	16 972,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	8 486,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	8 486,00	50,00%
Total	16 972,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047468 - BIEVRES (91) : Rénovation - extension du gymnase "Domaine Louis Ratel"

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	2 365 435,20 € TTC	8,46 %	200 000,00 €
		Montant total de la subvention	200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BIEVRES
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
91570 BIEVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne PELLETIER LE BARBIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 août 2019 - 15 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au vu des délais et de la nature des travaux, la commune souhaite qu'ils soient achevés pour la rentrée sportive 2020/2021.

Description :
Le Gymnase construit en 1978 ne répond aujourd'hui plus totalement aux besoins fonctionnels des différents sports pratiqués, ainsi qu'aux normes de sécurité et d'accessibilité des ERP.

Le projet consiste en :
*La création d'une extension du gymnase
*La création de salles pour activités sportives supplémentaires et assurer au maximum la polyvalence (par exemple, utilisation possible d'une partie de la salle afin de recevoir d'autres activités comme la GRS, le Taekwondo, etc…) ;
*Assurer la sécurité du matériel et des locaux ;
*Mettre en conformité le bâtiment existant
*Créer des vestiaires arbitres homme et femme, permettant l'accueil de compétitions, notamment de basket
*Penser le réaménagement du gymnase dans le respect des normes d'accessibilité aux personnes handicapées et à mobilité réduite, ainsi que des règles de sécurité incendie.

Objectifs :
*Augmenter la capacité d'accueil des pratiquants multisports (gym, taekwondo, judo, kravmaga, badminton, basket, ...), et développer l'offre faite aux écoles, centre de loisirs et crèche communale.

*Augmenter les créneaux horaires (matin, midi et soir)
*Faciliter l'accès à la pratique du sport du public féminin (boxe, gym, sophrologie, danse, basket, ...)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant TTC des travaux : 2 365 435.20 €
Montant TTC des travaux éligibles : 2 365 435.20 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 10%
Montant de la subvention : 236 543.52 €
Plafond de la subvention appliquée : 200 000 €

Le plafond de la subvention appliquée représente 8.46% du montant TTC des travaux.

Localisation géographique :
- BIEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 365 435,20	100,00%
Total	2 365 435,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	1 915 435,20	80,98%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	8,46%
Subvention Département (sollicitée)	250 000,00	10,57%
Total	2 365 435,20	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047470 - CHATOU (78) : Construction d'un terrain multisports en accès libre au stade Finalteri

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	148 002,00 € HT	50,00 %	74 001,00 €
	Montant total de la subvention		74 001,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATOU
Adresse administrative : 11 PL GENERAL DE GAULLE
78400 CHATOU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric DUMOULIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un terrain multisports en accès libre au stade Finalteri

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au vu des délais et de la nature des travaux de ce projet, la commune de Chatou souhaite livrer l'équipement pour la saison sportive 2020/2021

Description :
Le terrain en accès libre, de 40 x 20m en synthétique, garnissage sable et clôturé, est destiné à accueillir des usagers souhaitant pratiquer un sport de manière individuelle ou collective sans appartenir à une association. Il 'agit alors de pratique libre.
Ce terrain en accès libre permettra de pratiquer du football principalement. Il ne sera pas éclairé afin de ne pas favoriser la pratique nocturne.

Les objectifs sont de deux ordres :
- sur le plan sportif : mieux répondre aux besoins des catoviens, de continuer à faire du sport un outil éducatif favorisant le vivre ensemble, de développer et améliorer l'offre d'activités sportives sur le quartier en s'appuyant sur les nouveaux équipements
- sur le plan socio-éducatif : ouvrir le quartier sur le reste du territoire mais aussi de mieux exploiter les ressources locales et accompagner les publics de ces quartiers vers les différentes structures et les équipements de la ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter **2 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre

Montant HT des travaux : 148 002 €
Montant HT des travaux éligibles : 148 002 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 50%
Montant de la subvention appliquée : 74 001 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50% du montant HT des travaux éligibles, soit 50% du montant HT du projet

Localisation géographique :

- CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	129 384,00	87,42%
Etudes et maîtrise d'œuvre	18 618,00	12,58%
Total	148 002,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	74 001,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	74 001,00	50,00%
Total	148 002,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047471 - CHATOU (78) : Construction de vestiaires pour les terrains de football sur le stade Charles Finalteri

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	138 100,00 € HT	40,00 %	55 240,00 €
		Montant total de la subvention	55 240,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATOU
Adresse administrative : 11 PL GENERAL DE GAULLE
78400 CHATOU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric DUMOULIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de vestiaires pour les terrains de football sur le stade Charles Finalteri

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : au vu de la nature et des délais des travaux de ce projet, la commune de Chatou souhaite pouvoir ouvrir l'équipement pour la rentrée sportive 2020/2021.

Description :
L'opération concerne la construction de vestiaires extérieurs dédiés aux utilisateurs des terrains synthétiques du stade Charles Finalteri. Auparavant les vestiaires étaient en algéco et ne permettaient pas une homologation de niveau 5 des terrains par la FFF.

Ces locaux s'articuleront autour de 2 blocs vestiaires et 2 blocs douches. Il y aura aussi un local de rangement destiné au matériel des footballeurs et un local arbitre. Superficie estimative de 56,90 m2.

Ils seront implantés au sud de l'équipement, permettant un accès indépendant pour une gestion en autonomie de cette entité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires

Montant HT des travaux : 138 100 €
Montant HT des travaux éligibles : 138 100 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 40 %
Montant de la subvention appliquée : 55 240 €

Le montant de la subvention appliquée représente 40% du montant HT des travaux éligibles, soit 40% du montant HT des travaux.

Localisation géographique :

- CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	119 604,00	86,61%
Etudes et maîtrise d'œuvre	17 211,00	12,46%
Autres dépenses (Controle technique, CSPS)	1 285,00	0,93%
Total	138 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	55 240,00	40,00%
Subvention Commune (sollicitée)	82 860,00	60,00%
Total	138 100,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047474 - CHATOU (78) : Construction d'un gymnase au stade Charles Finaltéri

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	1 874 894,00 € HT	10,00 %	187 489,40 €
		Montant total de la subvention	187 489,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATOU
Adresse administrative : 11 PL GENERAL DE GAULLE
78400 CHATOU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric DUMOULIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un gymnase au stade Charles Finaltéri

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : au vu de la nature et des délais des travaux, la commune de Chatou souhaite programmer les travaux pour une ouverture de l'équipement à la rentrée sportive 2020/2021.

Description :
Le projet concerne la construction d'une salle multisports. Il s'agit d'un équipement sportif polyvalent pour des activités sportives et de loisirs indoor.

Le projet comprend :
- la construction d'un plateau sportif de 44 par 24 mètres avec marquages et équipements multisports (handball, basketball, badminton, volley-ball)
- la construction des locaux annexes tels que les locaux techniques, vestiaires, hall d'accueil, locaux de rangements...
- les travaux de démolition du gymnase existant situé au nord-ouest de la parcelle

Les objectifs sont de deux ordres :
- sur le plan sportif : mieux répondre aux besoins des associations sportives (foot, rugby, escrime, badminton, gymnastique etc.) et de continuer à faire du sport un outil éducatif favorisant le vivre ensemble, de développer et améliorer l'offre d'activités sportives sur le quartier en s'appuyant sur les nouveaux équipements.
- sur le plan socio-éducatif : ouvrir le quartier sur le reste du territoire mais aussi de mieux exploiter les ressources locales et accompagner les publics de ces quartiers vers les différentes structures et

équipements de la ville.

Le Chatou Badminton Club sera le club résident de cet équipement, dans lequel les jeunes et les adultes pourront pratiquer cette activité mixte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un équipement couvert

Montant HT des travaux : 2 076 782€
Montant HT des travaux éligibles : 1 874 894 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de désamiantage, démolition, clôtures et espaces verts d'un montant de 201 888€)
Taux maximum ciblé dans le RI : 10%
Montant de la subvention appliquée : 187 489,40 €

Le montant de la subvention appliquée représente 10% du montant HT des travaux éligibles, soit 9,03% du montant HT des travaux.

Localisation géographique :
- CHATOU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 737 602,00	83,67%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	65 390,00	3,15%
Etudes et maîtrise d'œuvre	259 450,00	12,49%
Autres dépenses (Controle technique, CSPS))	14 340,00	0,69%
Total	2 076 782,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	1 889 292,60	90,97%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	187 489,40	9,03%
Total	2 076 782,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047516 - VILLEJUIF (94) - Réfection des sols des 2 terrains de tennis extérieurs du complexe sportif Guy Boniface

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	70 000,00 € HT	15,00 %	10 500,00 €
		Montant total de la subvention	10 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEJUIF
Adresse administrative : ESPLANADE PIERRE-YVES COSNIER
94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck LE BOHELLEC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection des sols des deux terrains de tennis extérieurs du complexe sportif Guy Boniface

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité un démarrage anticipé des travaux afin de mettre à disposition les nouveaux équipements rénovés et sécurisés pour la rentrée scolaire et sportive 2020/2021.

Description :
Reprise et changement des surfaces de revêtement des deux terrains de tennis extérieurs pour remédier aux fissures et déformations du revêtement initial.

Les deux terrains de tennis en extérieur du complexe sont insuffisamment utilisés du fait de leur exposition aux intempéries. Pour autant la commune est notoirement sous équipée pour la pratique du tennis. Les sportifs ne disposent actuellement que de quatre terrains couverts utilisés pratiquement à temps plein pour les activités du club de tennis local.
Ces terrains seront détruits à moyen terme dans le cadre de l'opération d'aménagement Campus Grand Parc. Cette suppression s'ajoutera à une précédente suppression de trois terrains extérieurs rendue nécessaire pour l'installation d'un collège provisoire lors de la réhabilitation du collège Karl Marx.

Pour remédier à cette situation et dans l'attente de la construction d'un nouvel équipement dédié à la pratique du tennis programmé pour 2021, la ville a décidé de répondre favorablement à la sollicitation du club local en s'engageant au plus tôt à couvrir les deux terrains implantés dans le complexe sportif et à

réhabiliter leur surface.

Les sols des deux terrains de tennis n'ont bénéficié d'aucune intervention de réhabilitation depuis de nombreuses années. Du fait de leur continuelle exposition aux intempéries, des dégradations importantes du revêtement sont constatées.
Les nombreuses fissures et déformations de la surface de jeu en altèrent les conditions d'utilisation et rendent la pratique sportive dangereuse. La réalisation de la couverture ayant pour but d'en intensifier leur usage, la réhabilitation des sols des deux terrains est donc rendue indispensable.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter **1 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'équipements extérieurs

Montant HT des dépenses : 75 000 €
Montant HT des dépenses éligibles : 70 000 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de nettoyage et d'assurances)
Taux d'intervention maximum RI : 15%
Montant de la subvention : 10 500 €

La participation régionale représente 15% du montant des dépenses éligibles, soit 14% du coût global des travaux.

Localisation géographique :
- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	65 000,00	86,67%
Etudes et maîtrise d'œuvre	5 000,00	6,67%
Frais assurances, nettoyage	5 000,00	6,67%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	64 500,00	86,00%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	10 500,00	14,00%
Total	75 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047602 - CHALAUTRE LA GRANDE (77) - Installation d'un parcours de fitness

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	5 594,20 € HT	50,00 %	2 797,10 €
		Montant total de la subvention	2 797,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHALAUTRE LA GRANDE
Adresse administrative : 5 RUE BEAUREGARD
77171 CHALAUTRE-LA-GRANDE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame MICH LE PANNIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'un parcours de fitness

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en l'installation de 6 agrès de fitness :
- une balançoire
- un ski de fond
- une bicyclette/rameur
- une planche abdominale,
- un gouvernail

et d'un panneau d'information global en acier avec visuels pour la pratique des usagers.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter **1 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction équipement sportif en accès libre

Montant HT des dépenses : 5 594,20 €
Montant HT des dépenses éligibles : 5 594,20 €

Taux d'intervention maximum RI : 50%
Montant de la subvention : 2 797,10 €

Localisation géographique :

- CHALAUTRE-LA-GRANDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture 6 agrès	5 244,20	93,74%
Pose et fourniture panneau info	350,00	6,26%
Total	5 594,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	2 997,10	50,00%
Subvention Région Ile-de-France	2 997,10	50,00%
Total	5 994,20	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047650 - LIVRY-GARGAN (93)- Remplacement sol sportif et de l'éclairage au gymnase Alfred Marcel Vincent

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	162 861,00 € HT	20,00 %	32 572,20 €
	Montant total de la subvention		32 572,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LIVRY-GARGAN
Adresse administrative : 3 PLACE FRAN OIS MITTERRAND
93190 LIVRY-GARGAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-Yves MARTIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement sol sportif et de l'éclairage au gymnase Alfred Marcel Vincent

Dates prévisionnelles : 11 juin 2019 - 1 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : vu la nature des travaux, la commune a souhaité les programmer durant la période estivale afin de limiter les impacts de fermeture pour les pratiquants et que l'équipemnt soit réouvert pour la rentrée 2019/2020.

Description :
Nature des travaux :
Remise à niveau de l'équipement pour la pratique sportive (remplacement du sol sportif et remplacement des 52 projecteur existants par des projecteurs à LED)

Objectifs :
- sécurité pour les utilisateurs
- répondre aux normes sportives fédérales pour la pratique des sports collectifs
- répondre aux normes sportives pour la pratique du handball au niveau national

Remplacement du sol sportif :
- Fourniture et pose d'un revêtement de sol sportif en PULASTIC ELITE COMFORT 65
- Tracés des jeux aux coloris homologués pour : tennis, basket, hand-ball, volley (central et 3 jeux avec angles repères)
- Pose d'une paire de but réglementaire à la fédération française de handball en aluminium d'un seul bloc.

Remplacement de l'éclairage :-
- Remplacement des 52 projecteurs existants par des projecteurs à LED.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : pose de sols sportifs intérieurs

Montant HT des travaux : 134 872.80 €
Montant HT des travaux éligibles : 131 764.80 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de démolition et de dépose d'un montant de 3 108€)
Taux maximum ciblé dans le RI : 20%
Montant de la subvention appliquée : 26 352.96 €

Type d'opération : réfection ou création d'un éclairage
Montant HT des travaux : 31 096.20 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 20%
Montant de la subvention appliquée : 6 219.24 €

Montant HT des travaux du projet : 165 969€ = 134 872.80 € + 31 096.20 €
Montant HT des travaux éligibles du projet : 162 861€ = 131 764.80 € +31 096.20 €
Montant de la subvention appliquée : 32 572.20€ = 26 352.96 € + 6 219.24 €

Le montant de la subvention appliquée représente 20% du montant HT des travaux éligibles, soit 19.63% du montant HT du projet.

Localisation géographique :
- LIVRY-GARGAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sol sportif	134 872,80	81,26%
Pose et Eclairage en LEDS	31 096,20	18,74%
Total	165 969,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	133 396,80	80,37%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	32 572,20	19,63%
Total	165 969,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047682 - VERSAILLES (78) - Création de 3 zones de fitness extérieurs

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	109 466,42 € HT	50,00 %	54 733,21 €
		Montant total de la subvention	54 733,21 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRAN OIS DE MAZIERES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de 3 zones de fitness extérieurs

Dates prévisionnelles : 7 octobre 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité le démarrage anticipé des travaux par rapport au calendrier de travaux arrêté avec l'entreprise missionnée, et pour éviter de décaler la mise en oeuvre en période hivernale.

Description :

Le projet consiste en la création de 3 zones de fitness extérieur en Ville :
1) Boulevard de la Reine : installation de 4 agrès fitness sur un sol souple (4.73m de large sur 18.06m de long)
2) Avenue de Paris à l'angle de la rue de l'Assemblée nationale : 4 agrès fitness et 1 agrès de Street Work Out (6.33m de large sur 16.29m de long) sur sol souple et en bordure d'une piste cyclable,
3) Avenue de Saint cloud au bas du chemin du Janicule : 3 agrès fitness et 1 agrès Street work out (5.02m de large sur 14.77m) avec un sol souple et là aussi en bordure d'une piste cyclable.

Un panneau précisant le niveau de difficulté et les consignes d'utilisation des agrès est prévu sur chaque site.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter **2 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipements en accès libre

Montant HT des dépenses : 118 970,42 €
Montant HT des dépenses éligibles : 109 466,42 € (sont exclues les dépenses liées à la dépose et démolition d'éléments existants)
Taux d'intervention maximum RI : 50%
Montant de la subvention : 54 733,21 €

La participation régionale représente 50% du montant des dépenses éligibles, soit 46,01% du coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture des agrès	31 255,00	26,27%
Travaux dalle site 1	14 394,24	12,10%
Travaux dalle site 2	10 795,68	9,07%
Travaux dalle site 3	2 056,32	1,73%
Travaux dalles béton (hors sol souple)	60 469,18	50,83%
Total	118 970,42	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	64 237,21	53,99%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	54 733,21	46,01%
Total	118 970,42	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047704 - ETAMPES (91) - Remplacement de l'entoilage, charpente et éclairage des tennis couverts du stade du Pont de Pierre

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	136 118,40 € TTC	11,45 %	15 583,68 €
		Montant total de la subvention	15 583,68 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ETAMPES
Adresse administrative : 4 RUE SAINT ANTOINE
91152 ETAMPES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur BERNARD LAPLACE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de l'entoilage, charpente et éclairage des tennis couverts du stade du Pont de Pierre

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 15 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité le démarrage anticipé des travaux pour une réalisation avant la rentrée sportive de septembre.

Description :
Après avoir été exposée aux intempéries de très nombreuses années, la membrane PVC de couverture présentent dorénavant un vieillissement très avancé mais normal après cette période d'utilisation. En effet, la toile est noircie par la poussière et l'humidité (les salissures sont entrées dans la trame) de ce fait l'effet « frigidaire » est beaucoup plus intense en hiver. Toute soudure extérieure, en vue d'une réparation est dorénavant impossible.

Le projet de remplacement consiste en :

- la protection et installation du chantier,
- le démontage des toiles,
- la réparation de la charpente,
- le changement des 2 membranes de couverture,
- le changement des 4 pignons,
- le remplacement du chêneau entre les courts,
- la dépose et l'évacuation de l'éclairage existant,

- la fourniture et la pose du nouvel éclairage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération :

Réhabilitation d'un équipement couvert

Montant TTC des dépenses : 116 400 €
Montant TTC des dépenses : 116 400 €
Taux d'intervention maximum RI : 10%
Montant de la subvention : 11 640 €

Réfection d'éclairage
Montant TTC des dépenses : 19 718,40 €
Montant TTC des dépenses : 19 718,40 €
Taux d'intervention maximum RI : 20%
Montant de la subvention : 3 943,68 €

Le cumul des deux subventions est de 15 583,68 €; il représente une participation régionale moyenne de 11,45%.

Localisation géographique :

- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux entoilage et charpente	116 400,00	85,51%
Travaux de réfection de l'éclairage	19 718,40	14,49%
Total	136 118,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	97 848,72	71,89%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	15 583,68	11,45%
Participation Ligue ou Fédération	22 686,00	16,67%
Total	136 118,40	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047718 - VILLEJUIF (94) - Construction de la Maison des arts martiaux

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	500 000,00 € HT	20,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEJUIF
Adresse administrative : ESPLANADE PIERRE-YVES COSNIER
94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck LE BOHELLEC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction de la Maison des arts martiaux

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2020 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en l'aménagement d'une coque pour la réalisation d'une salle comprenant deux espaces de combat, des vestiaires et locaux attenants (sanitaires, douches sportifs, locaux rangement matériel, locaux entretien, buanderie, local club, espace accueil public). Places de parking en sous-sol.

L'étude prospective des équipements sportifs met en évidence un déficit général d'équipements sportifs sur la commune de Villejuif et tout particulièrement des espaces dédiés à la pratique d'activités et de sports d'opposition.
Le taux d'équipement actuel de la commune en salle d'arts martiaux, constitué d'une salle dédiée et de deux espaces provisoires, est nettement inférieur aux moyennes départementale, régionale et nationale.

Pourtant, les associations et les clubs d'arts martiaux sont nombreux sur la commune et très dynamiques. Ces activités connaissent un engouement certain auprès des publics jeunes mais se trouvent limitées dans leur développement par la saturation des équipements et espaces actuels qui leurs sont destinés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Salle spécialisée

Montant HT des dépenses : 1 549 000 €
Plafond HT éligible : 500 000 €
Taux d'intervention maximum RI : 20%
Montant de la subvention : 100 000 €

La participation régionale représente 20% du montant maximum des dépenses éligibles, soit 6,46 % du coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	548 300,00	35,40%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	65 700,00	4,24%
Etudes et maîtrise d'œuvre	235 000,00	15,17%
Achat coque	700 000,00	45,19%
Total	1 549 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	1 148 094,00	74,12%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	100 000,00	6,46%
CNDS	300 906,00	19,43%
Total	1 549 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047724 - THOIRY (78) - Couverture d'un court de tennis

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	299 010,00 € TTC	20,00 %	59 802,00 €
		Montant total de la subvention	59 802,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE THOIRY
Adresse administrative : 3 PLACE DE LA FONTAINE
78770 THOIRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRAN OIS MOUTOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : couverture d'un court de tennis

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 30 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en la couverture d'un court de tennis existant. Est utilisé un procédé constructif "polygonale", une forme adaptée au gabarit tennis demandé par la FFT. La configuration se veut dynamique et contemporaine pour s'intégrer parfaitement à tous les paysages urbains.

Répondant à la politique volontariste de respect de l'environnement, le bâtiment est exclusivement composé de matériaux recyclables (aluminium et membrane textile).
Les polygonales s'installent rapidement en toute sécurité afin de réduire le temps d'immobilisation du terrain. Faciles à mettre en œuvre, ces bâtiments sont également évolutifs (adjonction de modules supplémentaires) modulables et peuvent être déplacés sur d'autres sites à moindre coût.
La membrane translucide garantit un éclairage naturel réparti uniformément sur toute la surface du bâtiment, sans zone d'ombre et sans effet d'éblouissement. Elle assure un éclairage zénithal pour un confort de jeu optimal.
L'adjonction d'une double membrane synthétique apporte une isolation thermique et phonique dans le bâtiment, et permet d'optimiser le chauffage. Les joueurs peuvent ainsi évoluer, été comme hiver dans des conditions de jeu agréables. Cette double membrane est aussi recommandée pour pallier au phénomène de condensation propre aux bâtiments non isolés.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : couverture d'un équipement sportif

Montant TTC des dépenses : 301 980 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 299 010 € (sont exclues les frais de dépose)
Taux d'intervention maximum RI : 20%
Montant de la subvention : 59 802 €

La participation régionale représente 20% du montant des dépenses éligibles, soit 19,80% du montant global de l'opération.

Localisation géographique :

- THOIRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	283 980,00	94,04%
Etudes et maîtrise d'œuvre	18 000,00	5,96%
Total	301 980,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	227 178,00	75,23%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	59 802,00	19,80%
Participation Ligue ou Fédération	15 000,00	4,97%
Total	301 980,00	100,00%

DOSSIER N° EX047766 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU (77) : réfection du Petit Parquet et de l'aire d'échauffement, stade équestre du Grand Parquet

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	400 000,00 € HT	37,50 %	150 000,00 €
		Montant total de la subvention	150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 44 RUE DU CH TEAU 77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur PASCAL GOUHOURY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection du Petit Parquet et de l'aire d'échauffement, stade équestre du Grand Parquet

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : vu la nature des travaux, la collectivité souhaite que les carrières soient prêtes pour l'ouverture de la saison de printemps 2020.

Description :
Le projet consiste en l'ensablement du Petit Parquet en vue :
- d'augmenter le nombre de ses utilisations et d'usagers autour de cette carrière,
- densifier la programmation touristique, sportive et évènementielle du stade équestre à plus 50 000 personnes, son turn-over et le nombre d'engagements par date,
- de réduire les frais de fonctionnement et d'entretien
- de maitriser davantage les coûts opérationnels propres (consommation en eau, temps de la main-d'œuvre pour entretien, etc.).

L'ambition est de faire du site du Grand Parquet une référence au niveau régional et d'accroître la fréquentation des épreuves équestres.

Les travaux permettront la transformation des sols sportifs du Petit Parquet et de son aire d'échauffrement, afin de les adapter à une offre de qualité et de ce fait de rentabiliser :
-mouvement de terre, apport de quelques centimètres de terre végétale
-Gabarit Olympique de l'aire du Petit PArquet

-mise en place d'un fond de forme, d'un drainage périphérique, d'un sablon fin de sol équestre d'une qualité équivalente aux autres carrières présentes,
-travaux d'arrosage, de réfection des accotements et voieries/allées d'accès et périphérique, d'évacuation des eaux pluviales vers des zones de rétention et puisards; -réfection de l'aire d'échauffement liée au petit Parquet, le Spring Garden, aménagement de l'allée de circulation piétonne et reprise de l'escalier

L'équipe en charge du Stade Equestre du Grand Parquet passera beaucoup moins de temps pour l'entretien du Petit Parquet, et se consacrera davantage au développement général du site et à sa promotion (ensemble des sols sportifs, gestion de l'environnement proche et du volet paysagés, communication, planification et partenariats, intendance, évènementiel, logistique).

Le public ciblé est un public de cavalier amateurs et professionnels, exclusivement par le biais d'évènements et de concours organisés par des acteurs divers (FFE, CREIF, privés, EME, associations), soit 700 clubs adhérents et 100 000 licenciés environs.

Les travaux du Petit Parquet, première phase d'un programme d'opérations de rénovation du stade équestre du Grand Parquet, permettront d'augmenter le nombre d'utilisateurs et d'usagers autour de cette carrière et de sa carrière d'échauffement, de densifier la programmation touristique, sportive et évènementielle du stade équestre à plus de 50 000 personnes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction centre équestre

Montant HT des travaux :804 528 €
Plafond HT des travaux éligibles : 400 000 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de décapage , dépose, aléas et divers...)
Taux maximum ciblé dans le RI : 37,50% (50 % pour la 1ère tranche de 200 000 € HT et 25% sur la 2ème tranche de 200 000€)
Montant de la subvention appliquée : 150 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 37,50% du plafond HT des travaux éligibles, soit 18.64% du montant HT du projet

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux Aire Petit Parquet	662 040,00	82,29%
Pose et Travaux aire d'échauffement spring garden	39 000,00	4,85%
Aleas et divers	35 052,00	4,36%
Honoraires et MO	68 436,00	8,51%
Total	804 528,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CA Pays de Fontainebleau	246 625,00	30,65%
Région Ile-de-France	150 000,00	18,64%
CD77 CID	257 903,48	32,06%
Fonds Eperon	150 000,00	18,64%
Total	804 528,48	100,00%

DOSSIER N° EX047930 - COUBRON (93) - Aménagement d'un jeu d'arc au parc sportif pour la pratique du tir Beursault

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	39 789,50 € HT	50,00 %	19 894,75 €
	Montant total de la subvention		19 894,75 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COUBRON
Adresse administrative : 133 RUE JEAN-JAURES
93470 COUBRON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Ludovic TORO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'un jeu d'arc au parc sportif pour la pratique du tir Beursault

Dates prévisionnelles : 2 décembre 2019 - 30 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La commune a sollicité un démarrage anticipé des travaux afin de pouvoir réaliser les travaux de terrassement avant la période la plus rude de l'hiver.

Description :
Le parc sportif de Coubron propose aux sportifs, aux scolaires, et aux associations locales, bon nombre d'équipements pour la pratique sportive : terrain de football, terrain synthétique, boulodrome, terrains de tennis notamment.

Une association de tir à l'arc est implantée sur Coubron depuis 1994, le « Club Compagnie Coubronnais de Tir à l'Arc » qui est devenue le « Club Compagnie Coubron Vaujours de tir à l'arc », et enfin en 2013 prend le nom de « Compagnie d'arc Coubron Vaujours ».

La pratique du tir à l'arc dans la Compagnie est synonyme de plaisir mais aussi de performance puisque ses membres participent régulièrement à des compétitions à divers niveaux. Depuis 2003 les 2579 participations aux concours fédéraux ont placé la Compagnie 773 fois sur les podiums.

L'effectif des adhérents est en pleine croissance de 25 adhérents en 2012 il est passé en 2019 à 50, dont un tiers de femmes. Sur ces 50 adhérents 32 sont des adultes et 18 des jeunes.

La Compagnie s'entraine depuis de nombreuses années dans un site qui n'est absolument pas adapté à

la pratique de ses activités, sur un terrain adjacent à un bassin d'orage, propriété du Département, et lorsque les conditions climatiques ne le permettent pas, en salle au gymnase Paul Bert de Vaujours ou au gymnase Jean Corlin de Coubron.
Les archers disposent pour ce faire de leurs propres équipements, soit des cibles et des panneaux de bois (appelés « gardes ») ainsi que de leurs propres pas de tir.

Néanmoins, de par sa nature, ce terrain, très humide et non aménagé spécifiquement à cet effet (absence de nivèlement et pas stabilisé), n'est pas adapté à la pratique de ce sport ce qui, notamment lorsque les conditions climatiques sont difficiles, ne permet pas aux adhérents de pratiquer leur passion dans de bonnes conditions.

Dès lors, afin de compléter son offre en équipements sportifs, et de répondre aux attentes des pratiquants du tir à l'arc, la commune souhaite aménager au sein de son parc sportif, sur un terrain disponible, un jeu d'arc pour la pratique du tir de type beursault.

Le projet consiste pour la commune en :
- l'aménagement du terrain : drainage, mise à niveau, réalisation d'une grave, fourniture et pose des bordurettes,
- la réalisation d'une clôture,
- la réalisation de dalles béton pour l'implantation des pas de tir et d'un local faisant office de club house,
- l'acquisition d'un chalet à cette fin (club house, local de stockage, abri en cas d'intempéries),
- la réalisation des réseaux.

Il sera complété par la fourniture par l'association « la Compagnie d'Arc Coubron Vaujours » de quatre pas de tir, des panneaux de bois faisant office de « pare-flèches » et des cibles.

Ce nouvel équipement, qui sera certes utilisé à titre principal par cette association, sera néanmoins en accès libre et ouvert à tout pratiquant de tir à l'arc qui en ferait la demande, même non adhérent à celle-ci.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : équipement sportif en accès libre

Montant HT des dépenses : 39 789,50 €
Montant HT des dépenses éligibles : 39 789,50 €
Taux d'intervention maximum : 50%
Montant de la subvention : 19 894,75 €

Localisation géographique :
- COUBRON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux terrassement parcelle	24 962,00	62,74%
Pose et fourniture Dalle béton et pas de tir	4 713,82	11,85%
Travaux clôture et portail	7 455,35	18,74%
Pose et fourniture châlet	2 658,33	6,68%
Total	39 789,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	19 894,75	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	19 894,75	50,00%
Total	39 789,50	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047087 - ECURIES LES CARNEAUX - BOIGNEVILLE (91) - Construction d'un manège couvert avec parebotte et filets coupe vent

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	225 472,61 € HT	47,18 %	106 368,15 €
		Montant total de la subvention	106 368,15 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CARNEAUX
Adresse administrative : LES CARNEAUX
91720 BOIGNEVILLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame AGN S NIERENBERGER, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un manège couvert avec pare botte et filets coupe-vent

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 30 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La gérante a sollicité le démarrage des travaux dès le début de l'état pour les raisons suivantes :
- Nécessité d'une livraison du manège pour l'hiver 2020,
- Contraintes des entrepreneurs avec des congés au mois d'août,
- Inaccessibilité du terrain à l'automne avec l'obligation d'avoir terminé les fondations obligatoires pour recevoir l'ossature métallique en septembre.

Description :
Le projet consiste en la construction d'un manège couvert et réhabilitation des ses abords pour favoriser un accès PSH. Les travaux permettront de garantir une pratique par tout temps et éviter ainsi l'annulation des cours; un confort pour les enseignants et les cavaliers.

En détail, la construction d'un manège comprend : le terrassement de la plateforme, les fondations, la charpente métallique, la descente des eaux, les tôles, les pignons, le toit, l'alimentation électrique et l'eau, l'éclairage, la récupération des eaux, les pare-bottes, les porte, le sable, le système d'arrosage.
Les travaux comprennent également l'aménagement des abords du manège (éclairage, talus) ainsi que les aménagements extérieurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : centre équestre

Montant HT des dépenses : 229 772, 61 €
Montant HT des dépenses éligibles : 225 472,61 € (sont exclues les dépenses liées aux diagnostics - ici études de sols)
Taux d'intervention RI : 50% maximum jusqu'à 200 000 € HT puis +25% sur les dépenses au delà de 200 000 €
Montant de la subvention : 100 000 € + 6 368,15 € = 106 368,15 €

La participation régionale représente 47,18% du montant éligible de dépenses, soit 46,29% du montant global de l'opération.

Localisation géographique :

- BOIGNEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	62 940,62	27,39%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	144 428,99	62,86%
Etudes et maîtrise d'œuvre	19 300,00	8,40%
Autres dépenses (préciser)	3 103,00	1,35%
Total	229 772,61	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	106 368,15	46,29%
Fonds propres	123 404,46	53,71%
Total	229 772,61	100,00%

DOSSIER N° EX047683 - ECURIE AGNES DECRION à Mesnil-le-Roi (78) - Réhabilitation du centre équestre (carrières, manège, boxes...)

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	321 279,26 € HT	24,90 %	80 000,00 €
		Montant total de la subvention	80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL ECURIE AGNES DECRION
Adresse administrative : 52 RUE DE LA MARNE
78600 LE MESNIL LE ROI
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame AGNES DECRION, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du centre équestre (carrières, manège, boxes...)

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le demandeur a sollicité un démarrage anticipé des travaux en raison de la programmation de relogement à l'extérieur des chevaux dans les espaces loués pour l'occasion, les travaux lourds ne pouvant se réaliser que si les écuries sont vides.

Description :
Le projet consiste en la réhabilitation du centre équestre.
Les travaux de voiries et de réseaux ainsi que les équipements divers, s'ils font partie intégrante du projet, ne sont pas pris en compte dans le calcul de la subvention régionale.

REHABILITATION DES VOIRIES
1- Voirie en enrobés située à l'entrée de l'établissement (accès des poids lourds de livraison de consommables et d'enlèvement du fumier)
2- Voirie en stabilisé située à l'entrée de l'établissement parallèle à la vie en enrobés (accès des poids lourds de livraison de consommables et d'enlèvement du fumier)
3- Voiries béton des circulations internes de l'établissement distribuant les boxes, le manège et la carrière

REHABILITATION DES RESEAUX
4- Alimentation électrique de l'établissement
5- Alimentation en eau potable

6- Evacuation des eaux usées
7- Evacuation des eaux pluviales

REHABILITATION CARRIERE/ DOUCHE CHEVAUX
8- Carrière équestre non couverte(Réhabilitation sol et clôture)
9- Douche et préparation des chevaux

REHABILITATION DES BATIMENTS
10-Bâtiment A Bloc de 7 boxes
11-Bâtiment B Bloc de 12 boxes
12-Bâtiment D bis Sellerie
13-Bâtiment E Bloc de 5 boxes
14-Bâtiment F Bloc de 4 boxes
15-Bâtiment G Bloc de 8 boxes
16-Bâtiment H Hangar à paille
17-Bâtiment I bloc de 6 boxes bois
18-Bâtiment J Manège

EQUIPEMENTS DIVERS
Station de forage pour alimentation en eau potable
Système d'arrosage de la carrière et du manège

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un centre équestre

Montant HT des dépenses : 656 803,54 €
Montant HT des dépenses éligibles : 321 279,26 € (sont exclues les dépenses liées à la voierie, au stationnement et aux réseaux divers)
Taux d'intervention maximum RI : 50% puis 25% supplémentaire sur la tranche de dépenses supérieure à 200 000 € HT
Taux d'intervention ramené à : 24,90 %
Montant de la subvention attribuée : 80 000 €

La participation régionale représente 24,90% du montant des dépenses éligibles, soit 12,18% du coût global du projet.

Localisation géographique :
- LE MESNIL-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	593 323,22	90,33%
Etudes et maîtrise d'œuvre	63 480,32	9,67%
Total	656 803,54	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	80 000,00	12,18%
Fonds propres	576 803,54	87,82%
Total	656 803,54	100,00%

DOSSIER N° EX047735 - ECURIE GRANDPIERRE - ORGEVAL (78) - Création d'un barns moderne avec boxes, scellerie et aire de pansage

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	80 857,00 € TTC	60,00 %	48 514,20 €
		Montant total de la subvention	48 514,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL L'ECURIE GRANDPIERRE
Adresse administrative : CHEMIN DU MOULIN A VENT
78630 ORGEVAL
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JACK GRANDPIERRE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un barns moderne avec boxes, sellerie et aire de pansage

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à construire 10 boxes pour les chevaux de club pensés différemment des boxes existants :

- Des box pensés pour recevoir du public donc des allées plus larges qui facilitent le travail du cheval (aujourd'hui dans l'écurie actuelle, il y a de véritables embouteillages dans l'allée qui n'a pas été pensée pour recevoir des groupes scolaires ou handicapés)
- Une sellerie spécifique pour les groupes
- Une aire de pansage pour qu'ils puissent assister et/ou faire les soins des chevaux et faire de la pédagogie dans de bonnes conditions

Ces nouveaux boxes permettraient aussi :

- D'être plus grands donc de laisser plus de place pour les chevaux , d'être mieux ventilés pour leur bien être
- D'avoir une accessibilité qui permet de curer au bob cat pour faciliter le travail des apprenties. Il est plus intéressant pour L'Ecurie comme pour elles qu'elles passent plus de temps à la pédagogie et à l'accueil du public qu'à curer des boxes !
- D'avoir un accès plus au calme et une vue sur les champs pour que le public de l'Ecurie (enfants comme

adultes) puisse être davantage en communion avec la nature.

Concernant la pratique handisport :

Depuis bientôt 3 ans, L'Ecurie Grandpierre travaille avec du public handicapé
de plusieurs structures avec des situations de handicap différents:
-des ESAT (l'ESAT de Saint Germain en Laye, L'ESAT de Chambourcy)
- un IME (l'IME de Carrière sous Poissy)
- des foyers d'adultes handicapés (le Foyer « Vivre ensemble » de Saint Germain)
- des enfants autistes ou handicapés suivis par des équi coachs privées.

Plusieurs programmes annuels sont mis en place en fonction des différents publics PSH accueillis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction ou réhabilitation de centre équestre

Montant TTC des dépenses : 80 857 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 80 857 €
Taux d'intervention RI appliqués : 50% + 10% pour pratique handisport
Montant de la subvention : 48 514,20 €

Localisation géographique :
- ORGEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	80 857,00	100,00%
Total	80 857,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	48 514,20	60,00%
Fonds propres	32 342,80	40,00%
Total	80 857,00	100,00%

DOSSIER N° EX047763 - CLUB AVIRON MARNE ET JOINVILLE à Joinville le Pont (94) - Réaménagement du ponton d'embarquement existant

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	81 139,20 € TTC	50,00 %	40 569,60 €
		Montant total de la subvention	40 569,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVIRON MARNE ET JOINVILLE
Adresse administrative : 97 QUAI DE LA MARNE
94340 JOINVILLE LE PONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ARNAULD DAMOISEAU, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réaménagement du ponton d'embarquement existant

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 30 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les travaux programmés par le Club correspond à une opération globale de rénovation de la base nautique d'aviron Marne Joinville, et plus particulièrement la salle des rameurs indoor, la salle de musculation, les vestiaires féminins, qui datent de 1990.

Le présent projet, objet de la demande de subvention correspond à l'agrandissement du ponton d'embarquement et de débarquement de 1990 pour continuer à assurer la pratique du sport au plus grand nombre.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction de centres/bases nautiques

Montant TTC des dépenses : 81 139,20 €
Montant TTC des dépenses éligibles : 81 139,20 €
Taux d'intervention maximum RI : 50%
Montant de la subvention : 40 569,60 €

Localisation géographique :

- JOINVILLE-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture de l'extension du ponton	81 139,20	100,00%
Total	81 139,20	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	40 569,60	50,00%
Fonds propres	40 569,60	50,00%
Total	81 139,20	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047917 - SCEA LES ÉCURIES RACLE PARMENTIER (77) : Création d'un manège circulaire couvert et d'un vestiaire

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	65 750,00 € HT	47,15 %	31 000,00 €
		Montant total de la subvention	31 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCEA LES CURIES RACLE PARMENTIER
Adresse administrative : CHEMIN DE LA ROSI RE
77220 TOURNAN-EN-BRIE
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur Jean-Baptiste RACLE, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un manège circulaire couvert et d'un vestiaire

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au vu des délais et de la nature des travaux, le porteur de projet souhaite pouvoir les finaliser pour l'été 2020

Description :
L'objectif de ce projet est :
- de permettre de dédoubler les groupes de classe et de les accueillir dans de meilleures conditions
- de permettre le travail des équidés par tout temps

Manège circulaire couvert :
Rond de longe couvert pour les chevaux, avec les spécifications techniques suivantes :

- diamètre extérieur de 17,62 mètres environ
- clôture formée de panneaux périphériques en béton armé de 300 cm environ
- panneaux réalisés en béton armé et vibré à l'état brut, ép 7 cm jusqu'à 200 cm de hauteur
- un portail coulissant sur rail à deux battants
- livraison et mise en place de sablon blanc nivelé

Vestiaires
- fourniture et pose chalet en bois de 48M2

Nivellement et Terrassement pour création du manège + vestiaires en décapant le sablon existant pour retrouver le fond de forme puis apport d'éco grave nivelé et compacté à 0%. Passage des réseaux.

Les publics cibles :
Écoles d'âge maternelles et primaires
Enfants et adolescents handicapés

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction centre équestre

Manège équestre + nivellement
Montant HT des travaux : 55 000€
Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %
Montant de la subvention appliquée : 27 500 €

Type d'opération : réhabilitation ou construction de vestiaires

Terrassement + vestiaires
Montant HT des travaux : 10 750€
Taux maximum ciblé dans le RI : 40 %
Taux intervention ramené à : 32,56%
Montant de la subvention appliquée : 3 500 €

Le montant de la subvention appliquée de 31 000€ représente 47,15 % du montant HT du projet

Localisation géographique :
- TOURNAN-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux (terrassement, nivellement)	20 000,00	30,42%
Pose et fourniture rond de longe	37 000,00	56,27%
Pose et fourniture chalet vestiaire	8 750,00	13,31%
Total	65 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (sollicitée)	31 000,00	47,15%
Autres recettes (préciser)	34 750,00	52,85%
Total	65 750,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047947 - EARL CHRISTEN à CRESPIERES (78) - Rénovation du manège avec deux écuries

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	400 000,00 € HT	30,00 %	120 000,00 €
		Montant total de la subvention	120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL CHRISTEN
Adresse administrative : 27 AVENUE MARCEAU
75116 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame AURORE CHRISTEN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du manège avec deux écuries

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste à remplacer l'actuel manège vétuste et trop petit par un nouveau plus grand et plus adapté aux normes actuelles notamment de sécurité. L'actuel manège étant bâti autour des boxes, il convient également de remplacer les boxes actuels (eux-aussi vétustes) par des boxes neufs.
Tout ceci est d'autant plus essentiel que l'un des objectifs de l'organisation de la structure est d'accueillir et d'aider des cavaliers atteints de handicap.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : centre équestre

Montant HT des dépenses : 594 627 €
Plafond HT des travaux : 400 000 €

Taux d'intervention appliqué sur la tranche 0-200 000 € : 50 %
Taux d'intervention appliqué sur la tranche > 200 000 € : 10 %
Montant de subvention accordée : 120 000 €

La participation régionale représente 30% des dépenses éligibles, soit 20,18% du coût global de l'opération.

Localisation géographique :

- CRESPIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	6 500,00	1,09%
Travaux préparatoires chantier	4 070,00	0,68%
Terrassement / Stabilisation	37 400,00	6,29%
Gros oeuvre	159 722,00	26,86%
Charpente / Couverture	166 352,00	27,98%
Manège	17 832,00	3,00%
Electricité / Plomberie	40 775,00	6,86%
Equipement des écuries	161 976,00	27,24%
Total	594 627,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	234 627,00	39,46%
Emprunt	240 000,00	40,36%
Subvention Région (attribuée)	120 000,00	20,18%
Total	594 627,00	100,00%

DOSSIER N° EX047953 - CERCLE HIPPIQUE DU PIN à LE PIN (77) - Rénovation et aménagement des infrastructures

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	186 316,00 € HT	50,00 %	93 158,00 €
		Montant total de la subvention	93 158,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERCLE HIPPIQUE DU PIN
Adresse administrative : 30 RUE DE VERDUN
77181 LE PIN
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PIERRE KLEIN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation et aménagement des infrastructures

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La rénovation des écuries et de l'espace Qilin/Révérence constitué par les vestiaires et le manège dédié prioritairement à l'équitation adaptée, équithérapie et équicie, doit être envisagée dès l'été 2019 pour être pleinement opérationnel dès début septembre 2019, période de reprise des activités annuelles.

Description :
Les travaux objet du projet consistent en :

- la mise en conformité PMR des toilettes, vestiaires et rampe d'accès;
- l'aménagement des pare bottes, des séparations amovibles et des sols des manèges;
- l'aménagement et la réfection du sol de la carrière et du paddock;
- l'agencement des écuries, de la ventilation, de l'ouverture ou élargissement des portes pour faciliter la manutention et le passage d'engins de curage, des murs de séparation pour améliorer le confort des chevaux;
- la réfection d'une toiture d'écurie;
- le déplacement de la fumière et du stockage de fourrage pour ouvrir l'espace d'accueil afin d'augmenter les places de parking et réduire l'impact de l'activité sur le voisinage.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction d'un centre équestre

Montant HT des dépenses : 214 496 €
Montant HT des dépenses éligibles : 186 316 € (sont exclues les dépenses liées à la démolition ou dépose)
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 93 158 €

La participation régionale représente 50 % du montant des dépenses éligibles, soit 43,43 % du coût global de l'opération.

Localisation géographique :
- LE PIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux PMR	7 715,00	3,60%
Travaux de couverture toiture	69 360,00	32,34%
Travaux pour pare botte 40X20	11 190,00	5,22%
Travaux pour pare botte 15X30	8 181,00	3,81%
Travaux de terrassement sur carrière, manège et paddock	118 050,00	55,04%
Total	214 496,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	93 158,00	43,43%
Fonds EPERON	24 000,00	11,19%
Autres recettes (préciser)	97 338,00	45,38%
Total	214 496,00	100,00%

DOSSIER N° EX047956 - ECURIES DU BOIS VALLEE à TARTRE GAUDRAN (78) - Construction d'un bâtiment pour manège équestre et espace de stockage

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	161 689,37 € HT	50,00 %	80 844,69 €
		Montant total de la subvention	80 844,69 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECURIES DU BOIS VALLEE
Adresse administrative : RD 983
78113 LE TARTRE-GAUDRAN
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur HERV LOUIS JEAN ST PHANE GRANDURY, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un bâtiment pour manège équestre et espace de stockage

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 24 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le porteur du projet a sollicité un démarrage anticipé des travaux dès la fin de l'été pour pouvoir mettre le nouvel équipement a disposition des cavaliers pour les stages d'hiver; cet équipement couvert permettant une pratique à l'abri des intempéries et évitant un arrête des activités pendant l'hier.

Description :
Les Écuries du Bois Vallée ont actuellement une activité de pension équestre sur un terrain de 10 hectares comprenant :
- Pour héberger les chevaux : 25 paddocks avec abris et arbres et 17 boxes.
- Pour les cavaliers : sellerie, espace détente, sanitaires.
- Pour pratiquer l'équitation : 2 carrières, 2 ronds de longe dont un fermé, des espaces de pansages, une douche chevaux, des accès directs aux chemins de balades.

Pour rentabiliser la structure il est projeté de créer de nouvelles activités sur le site :
- Poney Club.
- Cheval Club orienté Tourisme Equestre.
- Initiation à l'équitation éthologique.

Le développement de ces nouvelles activités nécessite d'équiper la structure avec :
- Un manège équestre

- Des chemins d'accès et un parking
- Un espace de stockage sécurisé pour le foin, la paille et le matériel en remplacement de 6 lieux de stockage sous tente.

En plus de permettre le développement des nouvelles activités ces équipements vont renforcer l'attractivité de l'activité pension.

Le projet consiste en la :

- création d'un bâtiment à charpente bois de 1200 m2 (60*20) contenant un manège équestre couvert de 800 m2, un espace couvert de 200 m2 avec parking handicapé et accueil du public assistant au travail des chevaux, un espace de stockage de 200 m2 pour le foin, la paille et les engins de travail;
- réfection de 180 m de chemins d'accès;
- création d'un parking VL de 570 m2 pour la clientèle;
- création de 180 m de chemins d'accès aux manèges et au stockage;
- récupération des eaux pluviales pour l'arrosage des carrières et du manège.
- création d'un accès pompier et d'une station de pompage incendie.

Seule la création du manège et l'espace de stockage de matériels sportifs font l'objet du calcul de la subvention.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : centre équestre

Montant HT des dépenses : 174 644,19 €
Montant HT des dépenses éligibles : 161 689,37 € (sont exclues les dépenses liées aux travaux non liés à la pratique sportive)
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 80 844,68 €

La participation régionale correspond à 50% des dépenses éligibles, soit 46,29% du montant global de l'opération.

Localisation géographique :
- LE TARTRE-GAUDRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux maçonnerie manège	17 072,00	9,77%
Travaux de terrassements	58 714,70	33,62%
Travaux charpente bois	98 877,49	56,61%
Total	174 664,19	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres de la Commune	93 819,50	53,71%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	80 844,69	46,29%
Total	174 664,19	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047962 - AUDREY BLUM HORSE TRADE (91) : Automate et abris pour aménagement d'une écurie active

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	58 312,50 € HT	50,00 %	29 156,25 €
	Montant total de la subvention		29 156,25 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AUDREY BLUM HORSE TRADE
Adresse administrative : HARAS DE SEMONT
91410 DOURDAN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame AUDREY BLUMENFELD, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : un automate et abris pour aménagement d'une écurie active

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le concept de l'écurie active (ou automatisée) est dans l'air du temps. Les clients sont particulièrement friands de ce mode de fonctionnement, encore très peu répandu en IDF.

L'écurie active vise à améliorer le bien-être et la santé des chevaux au travers d'un mode de vie plus naturel, tout en y associant le sport.
L'abord de la relation avec le cheval est ainsi différent. Les chevaux sont plus sereins, les risques sont alors réduits. La découverte pour les enfants, du « cheval au naturel » est extrêmement enrichissante et est beaucoup plus sécurisée.

Objectifs de l'Ecurie active :
- les chevaux vivent en 2 troupeaux, ils sont donc en permanence en contact avec leurs congénères
- l'espacement maximal entre les différentes zones favorise les déplacements
- la distribution automatique toutes les 2heures d'aliments concentrés sur demande (quantité personnalisable par cheval)
-le fourrage disponible 12h/24h en mode "slow food" pour éviter la suralimentation (foin dans des filets à petites mailles)
- abris pour les périodes de pluie et/ou de vent

C'est un système de fonctionnement optimal qui permet de toucher un public féminin et plus diversifié (scolaires, maison de retraite, handicapé).

Cette approche permet également une sensibilisation à l'écologique :
-moins de foin est consommé (pas de gâchis)
- le ramassage des crottins favorise l'entretien et le maintien des sols et le fait de ne pas vermifuger les chevaux favorisent l'herbe des pâtures.

La santé des chevaux est également réellement impactée par ce mode de fonctionnement. Les études montrent en effet une réduction de 70% sur les frais de santé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction de centre équestre

Montant HT des travaux : 58 312,50€
Montant HT des travaux éligibles : 58 312,50€
Taux maximum ciblé dans le RI : 50%
Montant de la subvention appliquée : 29 156,25 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50% du montant HT des travaux éligibles, soit 50% du montant HT du projet.

Localisation géographique :
- DOURDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	58 312,50	100,00%
Total	58 312,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	29 156,25	50,00%
Audrey Blum Horse Stade	29 156,25	50,00%
Total	58 312,50	100,00%

DOSSIER N° EX047966 - BOSTY JUMP à St Martin en Bière (77) - Réhabilitation avec création d'une salle de remise en forme, changement de la toiture et réfection des circulations

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOSTY JUMP
Adresse administrative : HARAS DES BRULYS
77630 SAINT MARTIN EN BIERE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ROGER-YVES BOST, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet a pour objectif, grâce aux travaux de réhabilitation, d'accueillir dans de meilleures conditions des jeunes de la région pour qu'ils puissent être formés en profitant de l'expertise de Bosty.
De plus, la réfection des circulations sécurisera le flux des équidés sur un revêtement plus souple et adapté à leur bien-être.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction ou réhabilitation de centre équestre

Montant HT des dépenses : 254 439,10 €
Montant HT des dépenses éligibles : 254 439,10 €
Montant HT base subventionnable : 200 000 €
Taux d'intervention : 50 %
Montant de la subvention : 100 000 €

La participation régionale correspond à 50% de la base subventionnable, soit 39,30% du montant global de l'opération.

Localisation géographique :

- SAINT-MARTIN-EN-BIERE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux salle de remise en forme	35 423,25	13,92%
Travaux toiture	9 575,00	3,76%
Travaux sur les flux d'écurie (circulation des chevaux)	209 440,85	82,31%
Total	254 439,10	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	100 000,00	39,30%
Fonds propres	154 439,10	60,70%
Total	254 439,10	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX048072 - ECURIES DE LA VALLEE DE CHEVREUSE à MAGNY les HAMEAUX (78) - Construction d'un marcheur circulaire automatique pour chevaux et poneys

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	45 969,00 € HT	50,00 %	22 984,50 €
	Montant total de la subvention		22 984,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECURIES DE LA VALLEE DE CHEVREUSE
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MARE AUX 3 ORMES
78114 MAGNY-LES-HAMEAUX
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur JEAN SMADJA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un marcheur circulaire automatique pour chevaux et poneys

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en la création d'un marcheur circulaire pour chevaux et poneys permettant de détendre 6 équidés en même temps. Le but étant d'avoir des animaux plus disponibles afin d'éviter la pratique à risque pour les élèves.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction centre équestre

Montant HT des dépenses : 45 969 €
Montant HT des dépenses éligibles : 45 969 €
Taux d'intervention : 50%
Montant de la subvention : 22 984,50 €

Localisation géographique :

- MAGNY-LES-HAMEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrassement et plateforme pour la piste du marcheur	4 567,00	9,93%
Dalle béton piste	5 268,00	11,46%
Marcheur semi couvert	32 715,00	71,17%
Frais transport, copeaux piste	3 419,00	7,44%
Eclairages LED	0,00	0,00%
Total	45 969,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	22 984,50	50,00%
Fonds propres	22 984,50	50,00%
Total	45 969,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX048194 - RV EQUITATION à OZOUER LE VOULGIS (77) - Réhabilitation des aménagements (habitat poney, création d'un manège couvert, de barn's...)

Dispositif : Equipements sportifs de proximité (n° 00001019)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs de proximité	322 781,90 € HT	40,49 %	130 695,47 €
		Montant total de la subvention	130 695,47 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RV EQUITATION
Adresse administrative : RUE DE JAMARD
77390 OZOUER LE VOULGIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur RENAUD VERMES, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation des aménagements (habitat poney, création d'un manège couvert, de barn's...)

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le propriétaire sollicite et justifie un démarrage anticipé des travaux en raison des conditions d'accueil qui devenaient dangereuses pour les équidés (sols et boxes).

Description :
Le projet consiste en :

1 - Réhabilitation des espaces de travail :
La grande carrière et la petite sont usées, un mauvais drainage les jours de pluie donc de grosses flaques très profonde l'été. Il faut donc refaire les sols et par la même occasion agrandir l'espace de travail. Il est prévu dans le projet de couvrir la petite carrière qui deviendrait donc un manège pour le confort des chevaux et petits cavaliers les jours de pluie. Mise en place d'un arrosage automatique pour alléger le personnel qui aujourd'hui le fait a la main. Eclairage LED des espaces de travail et des écuries.

2. Réhabilitation de l'habitat poney
Projet de réaliser pour les poneys des stabulations libres, pour qu'ils puissent vivre en groupe. Création de fenêtres pour plus de lumières, éclairage LED, abreuvoirs automatiques.

3 - Réalisation d'un Barn's bois propriétaires avec création de 10 box supplémentaires avec 1 sellerie et 1 douche.

4 - Aménagements annexes pour le bien etre animal et humain : sanitaires/vestiaires, pâtures pour les chevaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : centre équestre

Montant HT des travaux : 322 781,90 €
Montant HT des travaux éligibles : 322 781,90 €
Taux d'intervention tranche 0 à 200 000 € : 50%, soit 100 000 € de subvention (50% de 200 000 €)
Taux d'intervention tranche > 200 000 : 25%, soit 30 695,47 € de subvention (soit 25% de 122 781,90 €)

Le montant de la subvention est de 130 695,47 € soit 40,49 % du montant total de l'opération et dépenses éligibles.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Carrière et manège	207 811,90	64,38%
Rénovation habitat poney/barn's/rond de longe	87 082,00	26,98%
Aménagements annexes pratiquants et équidés	23 765,00	7,36%
Création paddock	4 123,00	1,28%
Total	322 781,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (attribuée)	130 695,47	40,49%
Fonds propres	192 086,43	59,51%
Total	322 781,90	100,00%

Annexe n°3 - Fiches projets hors cadre

DOSSIER N° EX048160 - HAARP - ESAT LA MONTAGNE CENTRE EQUESTRE LA MONTAGNE (95) : réfection de la clôture du paddock poneys + réfection vestiaires sanitaires

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	18 134,00 € HT	55,09 %	9 990,40 €
	Montant total de la subvention		9 990,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HAARP
Adresse administrative : ROUTE STRATEGIQUE
95240 CORMEILLES-EN-PARISIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN OBADIA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection de la clôture du paddock poneys + réfection vestiaires sanitaires

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le porteur de projet a souhaité démarrer les travaux rapidement pour des raisons de sécurité des cavaliers et des équidés.

Description :
Le projet est décomposé en deux opérations distinctes, qui sont notamment nécessaires pour améliorer l'accueil des personnes en situation de handicap. L'association souhaitant obtenir le label Equi Handi Club :

Opération 1 : réfection de la clôture du paddok poney
Il s'agit de :
- l'agrandir pour plus de sécurité et de confort pour les poneys et des cavaliers
- mettre des dalles stabilisantes pour améliorer les conditions sanitaires (éviter les problèmes de boue)
- faciliter l'entretien en installant un portail assez large pour le passage d'un tracteur

Opération 2 : réfection des vestiaires-sanitaires
Il s'agit de changer les portes pour améliorer la sécurité, l'accessibilité et le confort des pratiquants.

Le centre accueille 45 pratiquants en situation de handicap , dont 13 en interne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction centre équestre

Montant HT des travaux : 14 184€
Montant HT des travaux éligibles : 13 684 € (sont exclues les dépenses prévisionnelles relatives aux frais de dépose de 500€ HT)
Taux maximum ciblé dans le RI : 50% pour un plafond HT des travaux à 200 000€,
Majoration PSH : 10%
Taux appliqué : 60%
Montant de la subvention appliquée : 8 210.40€

Type d'opération : réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires

Montant HT des travaux : 4 450 €
Montant HT des travaux éligibles : 4 450 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 40% ,
Montant de la subvention appliquée : 1 780 €

Montant HT du projet : 18 634 €
Montant Ht du projet éligible : 18 134 €
Montant de la subvention appliquée : 9 990.40€

Le montant de la subvention appliquée représente 55.09% du montant HT des travaux éligibles, soit 53.61% du montant HT du projet

Localisation géographique :
- CORMEILLES-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux Paddock poney	14 184,00	76,12%
Travaux vestiaires sanitaire	4 450,00	23,88%
Total	18 634,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	9 990,40	53,61%
Autres recettes (préciser)	8 643,60	46,39%
Total	18 634,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX048157 - EARL CEPY (78) : Réfection de la carrière principale+ construction d'une carrière d'entrainement +réfection sols de circulation des équidés + création de vestiaires

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	228 155,00 € HT	43,83 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL CEPY
Adresse administrative : 37 RUE DE LA MARE NEUVE
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ALAIN BENAINOUS, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réfection de la carrière principale+ construction d'une carrière d'entrainement +réfection sols de circulation des équidés + création de vestiaires

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste en :
-Réfection de la carrière principale (75x35) création d'une carrière de détente pour les compétitions et l'évolutions des cours "poney" (50x40).
- réfection de sols équestres pour l'amélioration de la pratique et création d'une aire d'évolution permettant une meilleure organisation d'événements équestres.
- réfection des sols de circulation (jointage des pavés) dans les écuries permettant une diminution de la pénibilité du travail d'entretien des infrastructures et de la sécurisation équidés/cavaliers
- création d'un vestiaire avec douches et sanitaires permettant l'accueil de groupes en séjour de loisir

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réfection, réhabilitation ou construction vestiaires

Montant HT des travaux : 32 800 €
Montant HT des travaux éligibles : 31 880 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais d'entretien courant d'un montant prévisionnel de 1 000€ HT)
Taux maximum ciblé dans le RI : 40 %
Montant de la subvention appliquée : 12 752 €

Type d'opération : réhabilitation ou construction centre équestre

Montant HT des travaux : 198 375 €
Montant HT des travaux éligibles : 196 275 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais d'entretien courant et le décapage d'un montant prévisionnel de 2 100€ HT)
Taux maximum ciblé dans le RI : 50% pour le 1ère tranche de 200 000€ HT
Taux d'intervention ramené à : 44.45%
Montant de la subvention appliquée : 87 248€

Montant HT du projet 231 175€
Montant HT des travaux éligibles : 228 155€
Montant de la subvention appliquée : 100 000€

Le montant de la subvention appliquée d'un montant de 100 000€ représente 43,83% du montant HT des travaux éligibles, soit 43,26% du montant HT du projet

Localisation géographique :
- LE PERRAY-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	231 175,00	100,00%
Total	231 175,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	131 175,00	56,74%
Région Ile-de-France	100 000,00	43,26%
Total	231 175,00	100,00%

DOSSIER N° EX048155 - CERCLE HIPPIQUE DE PARLY II LE CHESNAY (CHC) (78) : Remplacement des pare-bottes et des portes d'accès aux deux manèges

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	29 726,00 € TTC	50,00 %	14 863,00 €
	Montant total de la subvention		14 863,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERCLE HIPPIQUE DE PARLY II LE CHESNAY
Adresse administrative : 62 BOULEVARD SAINT ANTOINE 78150 LE CHESNAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK LABEYRIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement des pare-bottes et des portes d'accès aux deux manèges

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste au remplacement des pare-bottes pour le manège 40 x 20m et le manège 10 x 25 m car les pare-bottes datent de plus de 15 ans et ne sont plus adaptés à la sécurité des chevaux et des cavaliers.
Le choix se porte sur la fourniture et la pose de pare-bottes Hors Safe synthétique noirs, éléments avec panneaux découpés, incluant des portes de manège avec ouverture extérieure.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou constuction de centre équestre

Montant TTC des travaux : 29 726 €
Montant TTC des travaux éligibles : 29 726 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %
Montant de la subvention appliquée : 14 863 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50% du montant TTC des travaux éligibles, soit 50% du montant TTC du projet.

Localisation géographique :

- LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	29 726,00	100,00%
Total	29 726,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	14 863,00	50,00%
CH Parly I Le Chesnay	14 863,00	50,00%
Total	29 726,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX048095 - CERCLE HIPPIQUE DE PARLY II LE CHESNAY (CHC) (78) : Mise aux normes de sécurité de la fosse à fumier

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	31 626,00 € TTC	50,00 %	15 813,00 €
	Montant total de la subvention		15 813,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERCLE HIPPIQUE DE PARLY II LE CHESNAY
Adresse administrative : 62 BOULEVARD SAINT ANTOINE 78150 LE CHESNAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK LABEYRIE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise aux normes de sécurité de la fosse à fumier

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le porteur de projet a du démarrer les travaux :
- au plus vite pour des raisons sanitaires, environnementales et de sécurité (porte accès à la fosse hors d'usage et étanchéité défaillante de la fosse).
- en période de vacances d'été quand les équidiés sont au pré et en trêve sportive

Description :
Le projet consiste en la mise aux normes de la fosse à fumier selon le réglement sanitaire départemental et dans le respect d'une démarche environnementale.

La fosse est actuellement :
- vetuste et présente un énorme risque sanitaire d' infiltration des eaux polluées de la fosse à fumier dans les eaux des sous sols.
- sur le passage des cavaliers et chevaux pour l' accès aux installations extérieures. Or la porte d'accès de la fosse est délabrée et ne procure pas une sécurité suffisante pour ces passages fréquents d' équidés, cavaliers et salariés du club.

Pour toutes ces raisons, il est necessaire :

-de rendre étanche la fosse pour éviter tous risques de pollution des sols et éviter les accidents avec les membres
-d'installer une porte d' accès solide pour la sécurité des cavaliers et equidés et facilement manipulable pour tenir compte des conditions de travail des employés

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction et réhabilitation centre équestre

Montant TTC des travaux : 34 002 €
Montant TTC des travaux éligibles : 31 626 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de démolitio d'un montant de 2 376€ TTC)
Taux maximum ciblé dans le RI : 50%
Montant de la subvention appliquée : 15 813 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50% du montant TTC des travaux éligibles, soit 46,51% du montant TTC du projet

Localisation géographique :
- LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	34 002,00	100,00%
Total	34 002,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 813,00	46,51%
Autres recettes (préciser)	18 189,00	53,49%
Total	34 002,00	100,00%

DOSSIER N° EX048094 - ASS SPORTIVE EQUESTRE DU BOIS DE LA NOUE (95) : Réhabilitation de la rangée de boxes (couverture et murs)

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	18 000,00 € TTC	50,00 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS SPORTIVE EQUESTRE DU BOIS DE LA NOUE
Adresse administrative : CHEMIN DU BOIS DE LA NOUE
95270 CHAUMONTEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ghislaine GONZALES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation de la rangée de boxes (couverture et murs)

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet consiste :
- remise en état des murs fissurés, déplacés et affaissés des boxes
- remise en état de la couverture de la rangée de boxes

Le projet vise à l'amélioration des conditions de vie des poneys et des chevaux, donc indirectement des conditions d'accueil des cavaliers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Type d'opération : réhabilitation construction de centre équestre

Montant TTC des travaux : 18 480 €
Montant TTC des travaux éligibles : 18 000 € (devront être exclues les dépenses relatives aux frais de dépose, enlèvement, évacuation d'un montant prévisionnel de 480€ TTC)
Taux maximum ciblé dans le RI : 50%
Montant de la subvention appliquée : 9 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50% du montant TTC des travaux éligibles, 48,70% du montant TTC du projet

Localisation géographique :

- CHAUMONTEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	18 480,00	100,00%
Total	18 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune Chaumontel	500,00	2,71%
Région Ile-de-France	9 000,00	48,70%
Association Bois de la Noue	8 980,00	48,59%
Total	18 480,00	100,00%

DOSSIER N° EX048091 - ASS SPORTIVE EQUESTRE DU BOIS DE LA NOUE (95) : Réhabilitation et couverture du rond de longe pour chevaux

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	64 410,00 € TTC	50,00 %	32 205,00 €
	Montant total de la subvention		32 205,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS SPORTIVE EQUESTRE DU BOIS DE LA NOUE
Adresse administrative : CHEMIN DU BOIS DE LA NOUE
95270 CHAUMONTEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ghislaine GONZALES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation et couverture du rond de longe pour chevaux

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 30 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet porte sur la couverture du rond de longe existant :
- réhabilitation du rond de long existant de forme ovoïdale, en un rond de 20 mètres de diamètre
- mise en place des fondations et des bordures
- toiture fermée de 20 mètres
- clôture arrondie "round fence" d'un diamètre de 20 mètres

Ce projet vise à l'amélioration des conditions de travail des poneys et des chevaux et de développer les créneaux d'accueil des cavaliers en cas de conditions météorologiques défavorables.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : construction, réhabilitation centre équestre

Montant TTC des travaux : 64 410 €
Montant TTC des travaux éligibles : 64 210 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 50 %
Montant de la subvention appliquée : 32 205 €

Le montant de la subvention appliquée représente 50 % du montant TTC des travaux éligibles, soit 50 % du montant TTC du projet

Localisation géographique :

- CHAUMONTEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	55 470,00	86,12%
Pose et fourniture équipements sportifs et matériel	8 940,00	13,88%
Total	64 410,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	32 205,00	50,00%
Association Bois de la Noue	32 205,00	50,00%
Total	64 410,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-028

DOSSIER N° EX047773 - SOCIÉTÉ EQUESTRE DE L'ETRIER (75) : Réhabilitation du centre équestre de l'Etrier de Paris, site de Madrid

Dispositif : Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement) (n° 00001071)
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200110- Equipements sportifs de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique sports, loisirs, jeunesse, citoyenneté et vie associative (investissement)	480 000,00 € TTC	31,25 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCI T EQUESTRE DE L'ETRIER
Adresse administrative : ROUTE DES LACS MADRID
75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur ERIC DELLOYE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation du centre équestre de l'Etrier de Paris, site de Madrid

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 1 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le président de l'association a été contraint de fermer l'accès du manège et donc d'en interdire l'utilisation par les cavaliers, pour des raisons de sécurité. L'Etrier de Paris ne disposant pas d'autre manège sur le site de Madrid, il a été impératif de commencer les travaux sans délai et donc préalablement à l'instruction de la demande de subvention régionale.

Description :
L'Étrier de Paris est une Association loi 1901 créée en 1895 et qui regroupe aujourd'hui environ 1000 membres autour de la pratique équestre. Les activités sont organisées autour d'un poney-club shetland et double-poney, de deux écoles d'équitation chevaux, du débutant à la compétition Amateur.

Les installations se répartissent sur deux sites, l'Étrier Madrid et le Manège Dauphine, situés au cœur du Bois de Boulogne et aux portes de Paris, dans un cadre prestigieux et facilement accessibles en voiture ou en transport en commun.

Le programme de travaux sur le site Madrid consiste en :
- la rénovation de la charpente et de l'étanchéité du toit du grand manège, suite à une étude structurelle réalisée par un bureau d'étude
- les travaux de reprise de maçonnerie et d'étanchéité sur la tribune extérieure du grand manège, qui

présente des fissures et des défauts d'étanchéité
- les travaux de construction de la rampe handicapée le long du grand manège car actuellement les tribunes intérieures du grand manège ne sont accessibles que par escalier.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : réhabilitation ou construction de centre équestre

Montant TTC des travaux : 589 994,22 €
Montant TTC des travaux éligibles : 539 299,02 € (sont exclues les dépenses relatives aux frais de la tribune extérieure d'un montant de 50 695,20 € TTC.)
Plafond TTC des travaux éligibles : 480 000 €
Taux maximum ciblé dans le RI : 37,50 % (50% sur 1ere tranche 240 000€ TTC, puis 25% sur 2 tranche de 240 000€ TTC)
Calcul de la subvention : 180 000 €
Plafond de la subvention appliquée : 150 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 31,25% du plafond TTC des travaux éligibles, soit 25,42% du montant TTC du projet.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux charpente du grand manège, dont études	494 697,00	83,85%
Travaux étanchéité couverture grand manège	16 270,02	2,76%
Travaux rénovation maçonnerie et étanchéité tribune extérieure du grand manège	50 695,20	8,59%
Travaux de constrcution de la rampe handicapée	28 332,00	4,80%
Total	589 994,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (sollicitée)	150 000,00	25,42%
Société Equestre de l'Etrier	439 994,22	74,58%
Total	589 994,22	100,00%

Annexe n°4 - Convention type hors cadre

DISPOSITIF DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT D'EQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITE

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET
…..

Dossier d'aide n° …..

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-028 du 31 janvier 2020
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La société …., adresse……., CP Ville…….. représentée par Monsieur/Madame, Président/Gérant….
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

A cet effet, et pour répondre à la carence généralisée en équipements sportifs, la Région a décidé d'innover et de soutenir désormais le développement d'équipements sportifs structurants de proximité qui offriront à tous des lieux d'expression de la mixité des pratiques, compétitives ou de loisirs, pour le dépassement de soi ou pour le simple bien-être dans une démarche de sport-santé.

L'équipement sportif objet de la présente convention permettra de répondre aux nouvelles formes de pratiques émergentes, licenciées ou non. Dans cette logique, cet équipement bénéficie d'un financement régional.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de …., en vue de ….., conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 10 ans à compter de sa réalisation
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

2.2 – OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter …. stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 - MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT

Le bénéficiaire communiquera à la Région, avant ouverture de l'équipement, l'ensemble des créneaux réservés aux différentes catégories d'utilisateurs.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Il s'engage également à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.).

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de …. % du montant global ». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
- Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports.
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement …. de la société ….. (voir article 1) à …..

Conformément à la délibération CP n° 2020-028 du 31 janvier 2020 la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de ….. €, représentant ….. % du coût total des travaux éligibles de ….. € HT/TTC.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, pour les collectivités territoriales, EPCI et syndicats mixtes, à partir des dépenses hors TVA et pour le mouvement sportif à partir des dépenses TTC.

4.2 - REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.3 – REGLES DE CADUCITE

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

4.4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versement. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas de changement d'affectation des locaux financés par la Région Ile-de-France, le bénéficiaire restituera à la Région, au prorata du temps d'utilisation, les sommes perçues ;
- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants ;
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.

- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à St Ouen en 2 exemplaires originaux, le

Pour la société/association **Le Président/Gérant**	**Pour la Présidente de la** **Région Île-de-France**

Annexe n°5 - Fiche projet modifiée Paris Football Club

Commission permanente du 18 septembre 2019 - CP2019-342

DOSSIER N° EX046847 - PARIS FOOTBALL CLUB - Création d'un centre de formation mixte sur la plaine de jeux d'Orly (94)

Dispositif : Equipements sportifs d'intérêt régional (n° 00000036)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016 modifiée
Imputation budgétaire : 903-32-20422-132001-300
Action : 13200101- Équipements sportifs de niveau régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements sportifs d'intérêt régional	6 700 000,00 € HT	14,93 %	1 000 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS FOOTBALL CLUB
Adresse administrative : 17 RUE NEUVE TOLBIAC
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK GOBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : PARIS FOOTBALL CLUB - Création d'un centre de formation mixte sur la plaine de jeux d'Orly (94)

Dates prévisionnelles : 1 mai 2018 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Au vu de l'ampleur du projet les travaux ont été phasés et planifiés pour une ouverture du centre de formation pour la saison sportive 2020/2021

Description :
L'association du Paris Football Club a signé une convention avec la SASP Paris Football Club pour la gestion et l'animation des activités physiques et sportives relatives à la pratique du football donnant lieu à l'organisation de manifestations payantes ou à versement de rémunérations.

Le projet de centre sportif de la plaine de jeux d'Orly, porté par l'association du Paris Football Club (PFC), comprend :
- Le centre administratif du PFC ;
- Le centre d'entraînement de l'équipe professionnelle masculine actuellement en Ligue 2 et de l'équipe féminine évoluant en D1 ;
- Le centre de formation pour les équipes Réserve, les moins de 19 ans et les moins de 17 ans.

Pour la particularité et l'originalité de ce projet qui va bien au-delà du seul objectif sportif et compétitif, la Région souhaite soutenir en priorité le centre de formation dédié aux équipes réserve et aux jeunes. Cependant, pour s'inscrire dans le projet global de l'association, des dépenses liées aux équipements

sportifs de la plaine de Jeux d'Orly (locaux sportifs et terrains de jeux notamment) pourront être prises en compte, les jeunes sportifs étant susceptibles d'utiliser ces infrastructures.

Ce projet est exemplaire à plusieurs titres. C'est le premier centre de formation qui s'adresse tant aux jeunes filles qu'aux jeunes garçons. Il convient de signaler que le PFC dispose de la plus grande section sportive féminine de France en termes de licenciés (près de 400).

Ce centre va permettre à de nombreux jeunes franciliennes et franciliens de rester s'entrainer en Île de France alors qu'actuellement ils sont appelés par d'autres centres de formation en dehors de la région faute d'opportunités. En effet, au cours des trois dernières saisons sportives, le Paris FC n'a pas été en mesure de retenir près d'une centaine de jeunes franciliens. Ce sont bien évidemment les meilleurs talents franciliens qui ont quitté le club pour rejoindre directement d'autres structures de formations ou des clubs filialisés à des centres de formations nationaux reconnus. La répartition des départs de ces jeunes joueurs a été la suivante :

- 36 départs à l'issue de la saison 2016/2017,
- 27 départs à l'issue de la saison 2017/2018,
- 24 départs à l'issue de la saison 2018/2019.

La Région Ile de France regorge en effet de talents sportifs. A titre d'illustration, lors de la dernière Coupe du Monde de football féminin, pas moins de 7 membres de l'Equipe de France (sur 23) s'entrainent ou sont issues du club.

Le volet sportif est caractérisé par la qualité de l'encadrement et des infrastructures (terrains de jeux, centre médical, salles de récupération, salles de formation…).Le 1er juillet 2018, le centre de formation du Paris FC a été agréé ce qui permet au club de conserver les meilleurs jeunes et d'asseoir son développement sur une politique de formation d'excellence qui va s'exprimer pleinement au sein de ce nouveau centre de formation.

Le volet éducatif est assuré par les conventions conclues avec les établissements scolaires de proximité pour permettre aux jeunes de réussir leurs parcours scolaire dans de bonnes conditions (hébergement du centre, accompagnement des études avec des assistants d'éducation…). Un accompagnement spécifique des jeunes est mis en place dans le cadre de l'obtention du diplôme du baccalauréat. A cet effet, le club s'est engagé pour permettre aux jeunes de suivre une formation scolaire de qualité permettant aux meilleures athlètes de moins de 18 ans de concilier le suivi de leur scolarité et les exigences sportives.

Enfin, le PFC s'engage à mener une véritable politique citoyenne. Le club déploie le programme éducatif fédéral en organisant notamment des journées dédiées.
Par plusieurs initiatives, la section féminine a souhaité s'inscrire dans la lutte contre toutes formes de violences et d'incivilités dans le champ sportif. Les joueuses interviennent ainsi dans des écoles dans le cadre de l'opération « scolafoot ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Il convient de noter que pour l'association PFC, cet équipement est la finalité d'un projet mené depuis de longues années. Elle a largement investi dans ces installations. Aujourd'hui, l'association n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels ont été réalisés les différents bâtiments, terrains de jeux et installations sportives qui appartiennent à la Ville de Paris. La mise à disposition de ces terrains est ainsi régie par une convention d'occupation entre la Ville de Paris et la SASP PFC. Cette convention a été signée le 10 juillet 2018 pour une durée de 10 ans.

Le PFC s'est engagé à devenir propriétaire des terrains ou à obtenir une convention d'occupation longue de la part de la Mairie de Paris. Des échanges ont déjà été engagés et seront certainement conclusifs au cours de l'année 2020.

Pour ne pas pénaliser les jeunes franciliens qui sont en attente d'un tel équipement, pour ne pas mettre en difficulté le club dans sa progression et son développement, la Région souhaite soutenir dès maintenant ce projet au titre du dispositif régional « Equipement sportif d'intérêt régional ».

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter **3 stagiaire(s) ou alternant(s)** pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Type d'opération : Equipement Sportif d'Intérêt Régional

Montant HT des travaux : 8 450 910 €
Plafond HT des travaux éligibles : 6 700 000 €
Taux d'intervention max RI : 30%
Taux d'intervention ramené à : 14,93%
Montant de la subvention appliquée : 1 000 000 €

Le montant de la subvention appliquée représente 11.83% du montant HT des travaux, soit 14.93 % du plafond HT des travaux éligibles.

Localisation géographique :
- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Zone de jeux des terrains et rénovation des terrains	2 552 728,00	30,21%
Bâtiment équipes professionnelles	1 692 150,00	20,02%
Maitrise d'œuvre (Phase APS), réalisation et suivi	203 858,00	2,41%
Aménagement casiers, vestiaires	80 000,00	0,95%
Controle technique	11 000,00	0,13%
Centre de formation	3 911 174,00	46,28%
Total	8 450 910,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	1 000 000,00	11,83%
Subvention Commune (sollicitée)	500 000,00	5,92%
Paris Football Club	6 950 910,00	82,25%
Total	8 450 910,00	100,00%

Annexe n°6 - Avenant n°1 Paris Football Club

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LA REGION

ILE-DE-FRANCE ET LE PARIS FOOTBALL CLUB

N° EX046847

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE :

Par délibération n° CP 2019-342 du 18 septembre 2019, la Région Ile-de-France et le Paris Football Club ont conclu une convention pour la création d'un centre de formation mixte sur la plaine de jeux d'Orly (94)

IL EST EGALEMENT EXPOSE QUE :

Suite à une erreur matérielle, le projet de du Paris Football Club, qui émarge sur le dispositif « Equipement sportif d'intérêt régional», a été voté à partir d'une base subventionnable erronée car l'association Paris Football Club est assujettie à la TVA. Au lieu de 8 040 000€ TTC, le plafond des travaux éligibles à prendre en compte est de 6 700 000€ HT et la base du taux de subvention est modifiée à 14.93 %. La subvention est maintenue à hauteur de 1 000 000 €.

ARTICLE 1 :

L'alinéa 2 de l'article 3 de la convention est modifié comme suit :

Conformément à la délibération n°CP 2019-342 du 18 septembre 2019, modifiée par délibération n°CP 2020-028 du 31 janvier 2019, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de 1 000 000 € représentant 14.93 % du coût global HT du projet plafonné à 6 700 000 HT, conformément à la fiche projet modifiée jointe.

ARTICLE 2 :

L'ensemble des autres stipulations de la convention, non modifiées par le présent avenant, reste inchangé.

Fait à St Ouen en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour le Paris Football Club	**Pour le Conseil**
Le Président	**Régional Ile-de-France**
Patrick GOBERT	

Annexe n°7 - Règlement d'intervention modifié Dispositif Terrains synthétiques de grands jeux

LES TERRAINS SYNTHETIQUES DE GRANDS JEUX

Objectifs du dispositif

Décide de soutenir le développement des terrains synthétiques de grands jeux afin de :

- réduire les carences en terrains de grands jeux ;
- augmenter les créneaux horaires d'utilisation des terrains et notamment en faveur de la pratique féminine ;
- développer la capacité d'accueil des pratiquants multisports.

Critères d'éligibilité

- ***1 : BENEFICIAIRES***

Les projets présentés au titre du présent dispositif doivent être portés par les structures désignées ci-après :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes ;
- le mouvement sportif (fédérations, ligues, comités régionaux, comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines conventionnées avec la Région).

Le bénéficiaire peut être simple occupant ou locataire du terrain d'assiette ou des locaux objets du subventionnement régional. En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à maintenir le bien subventionné dans sa destination pendant une durée fixée dans la convention de subventionnement

- ***2 : PROJETS***

Sont éligibles les projets de création, de rénovation ou de transformation de terrains de grands jeux en terrains synthétiques ; le cas échéant, est adjointe la construction ou l'extension de vestiaires ainsi que la réalisation ou la reprise d'un éclairage.

Le dispositif prévoit que :

- la construction ou la transformation de terrains sportifs réponde aux normes d'au moins une fédération habilitée, et dans le cas du football, se limite aux dimensionnements standards de la pratique du foot à 11 ;
- l'éclairage d'au moins un terrain est obligatoire ;
- la création ou l'extension de vestiaires soit conforme aux normes d'au moins une fédération habilitée (leur justification doit être développée dans l'analyse des besoins que doit réaliser le maître de l'ouvrage).

Les dossiers de demande de financement sont présentés au niveau de l'avant-projet sommaire (APS), accompagnés d'un plan de financement.

Une présentation d'une étude des besoins doit être transmise par le maître d'ouvrage portant sur l'ensemble des disciplines sportives concernées par un terrain de grands jeux et sur les besoins éventuels du sport scolaire. Cette étude montrera les effets d'un tel projet notamment en termes d'augmentation de la capacité d'accueil. Il détaillera l'ensemble des créneaux horaires attribués aux différents utilisateurs (toutes disciplines, sport scolaire, etc.) en précisant les créneaux ouverts aux personnes en situation de handicap, et montrera en quoi il permet d'inciter au développement de la pratique sportive pour les personnes en situation de handicap.

Les projets présentés permettant une pratique compétitive doivent bénéficier à un club résident, accueillant une pratique sportive mixte ou possédant obligatoirement une section féminine pour les disciplines collectives sauf impossibilité argumentée et justifiée.

Le terrain financé devra prévoir une ouverture à l'ensemble du mouvement associatif local.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

- ***3 : CRITERES***

3.1 – Terrains synthétiques avec garnissage en granulat de caoutchouc

Les projets de terrains synthétiques de grands jeux, réalisés en granulat de caoutchouc devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- **La teneur en HAP** (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) de ces granulats contenus dans les terrains synthétiques ne devra pas dépasser 17 mg/kg ;

- **La provenance et la traçabilité des produits de remplissage sera garantie** par l'utilisation de produits disposant de recommandations de type Label Technigom ® (label qui garantit que les granulats sont récupérés sur le sol français et/ou produits en France) ;

- **Le respect des normes de toxicité et environnementales sera démontré et porté à connaissance des utilisateurs** :
  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain (HAP, métaux lourds…) au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge de granulats ;
  - ✓ Par la réalisation, par un laboratoire indépendant, d'un test selon les méthodes d'analyses (US EPA) et analyse de conformité aux exigences de la EN 71-3 (toxicité) et de la NF P90.112 (éco-toxicité) ;
  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous ;

- **Une solution pour la rétention des granulats sur la surface dédiée à l'équipement** (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Cette disposition vise à limiter le dépôt de granulats dans l'environnement direct de l'équipement. Il sera aussi porté une attention particulière au drainage de l'équipement.

A l'occasion de la mise en œuvre de ces dispositions, et notamment lors de la réalisation des tests de toxicité que les porteurs de projet vont être amenés à réaliser, la société de collecte et de recyclage de pneus ALIAPUR se tient à leur disposition pour faire des recherches sur l'origine et la provenance des granulats de caoutchouc afin de s'assurer qu'il s'agit bien de pneumatiques ayant été collectés sur le sol français.

3.2 – Autres terrains synthétiques

Ces projets de terrains synthétiques de grands jeux devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- La provenance et la traçabilité des produits de remplissage ainsi que le respect des normes de toxicité et environnementales seront démontrés et portés à connaissance des utilisateurs :

    - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge du garnissage;
    - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous.

Modalités du calcul de l'aide

- ***1 : DEPENSES ELIGIBLES***

Sont éligibles les dépenses de maîtrise d'œuvre y compris celles liées à la phase APS, de travaux de construction ou de transformation d'un terrain existant, de travaux d'aménagement.

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent (frais de dossiers, de notaire et autres frais liés directement aux acquisitions), les frais de démolition (démolition, dépose, désamiantage, déblaiement, décharge…), les travaux d'entretien courant et les travaux limités à une simple mise aux normes d'accessibilité.

- ***2 : TAUX ET MONTANT***

Le **taux de subvention régionale est de 15 % maximum** appliqué sur les montants des dépenses éligibles plafonnées suivants :

- 800 000 € HT pour la création ou la transformation d'un terrain en synthétique aux normes d'au moins une fédération habilitée ;

- 75 000 € HT pour la réalisation ou la reprise d'un éclairage aux normes d'au moins une fédération habilitée (si la réalisation de l'éclairage est concomitante aux travaux du terrain) ;

- 500 000 € HT pour la construction et l'extension de vestiaires (si la réalisation des vestiaires est concomitante aux travaux du terrain).

Ce taux de subvention, appliqué pour le calcul de l'aide, est majoré de **10%** pour la réalisation des dispositifs permettant la rétention des granulats de caoutchouc sur la surface dédiée au terrain synthétique (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Dans ce cas, les dépenses éligibles sont plafonnées à 1.000.000 € HT, avec un montant de subvention plafonné à 250 000 € par projet.

Pour les communes qui justifieront de l'absence d'équipement sportif sur leur territoire, l'aide régionale sera renforcée par le doublement du taux maximal de subvention, et du montant plafond de la subvention.

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

Pour les bénéficiaires qui justifieront de la mise en œuvre d'une politique sportive dédiée aux personnes en situation de handicap, notamment par la désignation d'un club résident accueillant ce public, sur cet équipement, Dans ce cas, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 10%, avec un montant de subvention plafonné à 250 000 € par projet.

Pour les bénéficiaires qui cumuleraient les deux majorations (solution de rétention et politique sportive dédiée aux personnes en situation de handicap supra), le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 20%, avec un plafond des dépenses éligibles à 1.000.000 € HT et un montant de subvention plafonné à 250 000 € par projet.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Ces dispositions s'appliquent aux dossiers déposés après le vote du présent règlement.

Annexe n°8 - Règlement d'intervention modifié Dispositif Plan piscines régional

LE PLAN PISCINES RÉGIONAL

Objectifs généraux du dispositif

Décide de poursuivre et renforcer le « Plan Piscines » a l'objectif et pour ce faire, propose :

- de réduire les carences en équipements aquatiques conformes aux besoins de la pratique ;
- d'augmenter les créneaux horaires d'utilisation et la capacité d'accueil des usagers tant scolaires qu'associatifs ou individuels ;
- de favoriser l'accès à la pratique sportive encadrée en particulier celle des publics féminins et des personnes en situation de handicap.

Critères d'éligibilité

- ***1 : BENEFICIAIRES***

Sont éligibles au dispositif d'aide régionale dans le cadre du « Plan Piscines » :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes.

Le bénéficiaire peut être simple occupant ou locataire du terrain d'assiette ou des locaux objets du subventionnement régional. En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à maintenir le bien subventionné dans sa destination pendant une durée fixée dans la convention de subventionnement.

- ***2 : PROJETS***

Les projets présentés peuvent être des réhabilitations simples, des réhabilitations avec extension ou des constructions. Ils doivent satisfaire au respect de la réglementation concernant l'accessibilité à l'équipement, la présence d'une **rampe d'accès** au bassin d'apprentissage pour les personnes en situation de handicap et une potence d'accès au bassin de nage. Pour les équipements existants ne permettant pas la réalisation d'une rampe d'accès, la mise en place d'une potence est obligatoire.

En outre, pour bénéficier du dispositif d'aide régionale dans le cadre du « Plan Piscines », une étude préalable, permettant notamment de vérifier la prise en compte des clauses régionales définies, doit être produite.

Les projets présentés permettant une pratique compétitive doivent bénéficier à un club résident, accueillant une pratique sportive mixte ou possédant obligatoirement une section féminine pour les disciplines collectives sauf impossibilité argumentée et justifiée.

Les projets proposés devront prendre en compte l'accessibilité de l'équipement, en transports en commun ou en circulation douce.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

Ces projets peuvent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique ou sous maîtrise d'ouvrage déléguée (SEM, SPL ou tout autre type d'opérateur) ou dans le cadre d'une concession. La personne publique demeure toutefois attributaire de l'aide.

Le dossier déposé doit être accompagné d'un plan de financement.

Modalités de calcul de l'aide

- ***1 : DEPENSES ELIGIBLES***

Sont éligibles les dépenses de maitrise d'œuvre y compris celles liées à la phase APS, de travaux de construction, rénovation ou de réhabilitation, de travaux d'aménagement et d'achats d'équipements ou de matériels d'usage collectif.

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent (frais de dossiers, de notaire et autres frais liés directement aux acquisitions), les frais de démolition (démolition, dépose, désamiantage, déblaiement, décharge…), les travaux d'entretien courant et les travaux limités à une simple mise aux normes d'accessibilité.

- ***2 : TAUX ET MONTANT***

Les taux de subvention appliqués aux projets d'équipements aquatiques sont fixés à :

- **15 %** maximum d'un montant de travaux plafonné à **3.000.000 € HT** pour les réhabilitations sans extension,
- **10 %** maximum d'un montant de travaux plafonné à **8.000.000 € HT** pour les réhabilitations-extensions (extension du bassin sportif normé ou extension du bassin d'apprentissage – 125 m² minimum -, ou création d'un bassin sportif normé ou d'apprentissage supplémentaire ») et les constructions.

Pour les bénéficiaires qui justifieront de l'absence d'équipement sportif sur la commune d'implantation, l'aide régionale sera renforcée par le doublement du taux maximal de subvention.

Pour les bénéficiaires qui justifieront de la mise en œuvre d'une politique sportive dédiée aux personnes en situation de handicap, notamment par la désignation d'un club résident accueillant ce public, dans cet équipement, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 10%.

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Conditions particulières

Un bénéficiaire ne peut présenter qu'un seul projet par tranche de 100.000 habitants du territoire qui le compose ou qu'il représente.

Toute nouvelle demande d'aide pour les projets d'équipements aquatiques ne peut être reçue avant un délai de 5 ans à compter de la date de signature de la convention précédente.

Ces dispositions s'appliquent aux dossiers déposés après le vote du présent règlement modifié.

Annexe n°9 - Règlement d'intervention modifié Dispositif ESIR

DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS D'INTÉRÊT RÉGIONAL (ESIR)

Objectifs du dispositif

Décide d'accompagner le développement des équipements sportifs d'intérêt régional qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par les fédérations, et concerne les seules disciplines faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

Ce dispositif ne s'applique pas aux projets identifiés dans le Contrat de Plan Etat Région (CPER).

Critères d'éligibilité

- ***1°: BENEFICIAIRES***

Sont éligibles au présent dispositif les structures désignées ci-après :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes ;
- le mouvement sportif (fédérations, ligues, comités régionaux, et à titre exceptionnel les comités départementaux et clubs associatifs dans les disciplines conventionnées avec la Région).

Le bénéficiaire peut être simple occupant ou locataire du terrain d'assiette ou des locaux objets du subventionnement régional. En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à maintenir le bien subventionné dans sa destination pendant une durée fixée dans la convention de subventionnement.

- ***2°: PROJETS***

Sont concernés par ce dispositif les projets définis ci-après :

1 : Les centres techniques

Les centres techniques permettent de regrouper des athlètes pour des stages de perfectionnement et, le cas échéant, des compétitions de niveau régional et national sans peser sur les créneaux horaires déjà trop contraints des clubs, ainsi que pour des actions de formation.

Les installations sont affectées au comité départemental, à la ligue régionale, au comité régional ou à la fédération pour lui permettre de remplir ses missions propres : les regroupements permanents ou périodiques des jeunes talents sportifs, des sessions de formations des entraîneurs et des animateurs, l'organisation de compétitions régionales ou nationales, la pratique d'athlètes inscrits dans un parcours vers le haut niveau dans les disciplines n'ayant pas de pôles Espoirs en Ile-de- France.

Ce type d'installation peut accueillir le siège administratif du comité départemental, de la ligue régionale, du comité régional ou de la fédération concernée.

Les aires d'évolution et les installations annexes réservées à l'accueil des sportifs sont conformes aux normes fédérales. En complément, ces équipements doivent disposer selon les possibilités offertes par leur configuration de locaux médico-sportifs, soit directement, soit par mise à disposition.

Les centres techniques ayant vocation à servir au mouvement sportif régional, le maître d'ouvrage financé veillera à faciliter l'accès aux installations (salles de formation, gymnase ou tout autre

équipement), ponctuellement ou de manière régulière, à des clubs de sa discipline ou à d'autres.

2 : Les équipements sportifs dédiés à la pratique sportive des personnes en situation de handicap

Ce type d'équipement s'inscrit soit dans une enceinte privée dédiée aux personnes en situation de handicap (tout type de handicap), soit est très majoritairement utilisé par celles-ci.

Un usage régional de l'équipement qui puisse aussi bien servir à une pratique ou à de la formation de ce niveau est nécessaire.

Il ne peut s'agir d'une simple mise aux normes d'un équipement en vue de son accessibilité.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

- ***3 : CRITERES***

Pour les projets qui comprennent la réalisation de terrains synthétiques :

3.1 – Terrains synthétiques avec garnissage en granulat de caoutchouc

Les projets de terrains synthétiques de grands jeux, réalisés en granulat de caoutchouc devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- La teneur en HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) de ces granulats contenus dans les terrains synthétiques ne devra pas dépasser 17 mg/kg ;

- **La provenance et la traçabilité des produits de remplissage sera garantie** par l'utilisation de produits disposant de recommandations de type Label Technigom ® (label qui garantit que les granulats sont récupérés sur le sol français et/ou produits en France) ;

- **Le respect des normes de toxicité et environnementales sera démontré et porté à connaissance des utilisateurs** :

  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain (HAP, métaux lourds…) au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge de granulats ;
  - ✓ Par la réalisation, par un laboratoire indépendant, d'un test selon les méthodes d'analyses (US EPA) et analyse de conformité aux exigences de la EN 71-3 (toxicité) et de la NF P90.112 (éco-toxicité) ;

  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous ;

- **Une solution pour la rétention des granulats sur la surface dédiée à l'équipement** (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Cette disposition vise à limiter le dépôt de granulats dans l'environnement direct de l'équipement. Il sera aussi porté une attention particulière au drainage de l'équipement.

A l'occasion de la mise en œuvre de ces dispositions, et notamment lors de la réalisation des tests de toxicité que les porteurs de projet vont être amenés à réaliser, la société de collecte et de recyclage de pneus ALIAPUR se tient à leur disposition pour faire des recherches sur l'origine et la provenance des granulats de caoutchouc afin de s'assurer qu'il s'agit bien de pneumatiques ayant été collectés sur le sol français.

3.2 – Autres terrains synthétiques

Ces projets de terrains synthétiques de grands jeux devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- La provenance et la traçabilité des produits de remplissage ainsi que le respect des normes de toxicité et environnementales seront démontrés et portés à connaissance des utilisateurs :

  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge du garnissage;
  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous.

- ***4°: Modalités du calcul de l'aide***

- ***1 : DEPENSES ELIGIBLES***

Sont éligibles les dépenses de maitrise d'œuvre y compris celles liées à la phase d'avant-projet sommaire (APS), de travaux de construction, rénovation ou de réhabilitation, de travaux d'aménagement et d'achats d'équipements ou de matériels d'usage collectif.

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent, les frais de démolition (démolition, dépose, désamiantage, déblaiement, décharge…), les travaux d'entretien courant et les travaux limités à une simple mise aux normes d'accessibilité.

- ***2 : TAUX ET MONTANT***

Le taux de subvention régional est de 30% maximum du montant des dépenses éligibles. Le montant des travaux pris en compte est plafonné à 6.700.000 € H.T

Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

Les dossiers de demande doivent être accompagnés d'un plan de financement.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Ces dispositions s'appliquent aux dossiers déposés après le vote du présent règlement modifié.

Annexe n°10 - Règlement d'intervention modifié Dispositif Equipements sportifs Lycées

LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS MIS À DISPOSITION DES LYCÉES

Objectifs généraux du dispositif

Décide d'accompagner la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs lorsque les installations sportives répondent aux besoins des lycées publics et privés sous contrat d'association en matière d'éducation physique et sportive et sont mises à leur disposition gratuitement pendant 20 ans.

Critères d'éligibilité

- ***1 : BENEFICIAIRES***

Sont éligibles au dispositif d'aide régionale des « Equipements sportifs mis à disposition des lycées » :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes ou intercommunaux.

Le bénéficiaire peut être simple occupant ou locataire du terrain d'assiette ou des locaux objets du subventionnement régional. En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à maintenir le bien subventionné dans sa destination pendant une durée fixée dans la convention de subventionnement.

- ***2 : PROJETS***

Peuvent bénéficier d'un financement régional les types d'équipements listés dans le tableau ci-après définissant les niveaux de l'intervention financière de la Région dès lors que ces équipements sont mis à disposition d'un usage lycéen de 30 heures par semaine au moins, hors vacances. Le volume horaire est de 15 heures de mise à disposition hebdomadaire lorsqu'il s'agit d'un Etablissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA), une Ecole Régionale du Premier Degré (ERPD) ou un Centre Médical et Pédagogique (CMP) (annexe d'un lycée).

Une dérogation à ces volumes horaires minimaux s'applique dans les cas où le(s) lycée(s) du secteur peu(ven)t justifier d'un besoin satisfait par une des conditions suivantes, ou un cumul des conditions suivantes :

• la présence au sein de l'établissement d'un équipement permettant de couvrir tout ou partie des besoins ;
• l'utilisation d'autres équipements sportifs extérieurs à l'établissement ;
• des besoins en volume horaire inférieurs aux minimaux (taille et/ou type de l'établissement et du public accueilli).

Ces projets peuvent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique ou sous maîtrise d'ouvrage déléguée (SEM, SPL ou tout autre type d'opérateur). La personne publique demeure toutefois attributaire de l'aide.

Les projets présentés permettant une pratique compétitive doivent bénéficier à un club résident, accueillant une pratique sportive mixte ou possédant obligatoirement une section féminine pour les disciplines collectives sauf impossibilité argumentée et

justifiée.

Le dossier déposé doit être accompagné d'un plan de financement.

- ***3 : CRITERES ADDITIONNELS PROPRES AUX PROJETS RELATIFS A LA REALISATION DE TERRAINS SYNTHETIQUES***

3.1 – Terrains synthétiques avec garnissage en granulat de caoutchouc

Les projets de terrains synthétiques de grands jeux, réalisés en granulat de caoutchouc devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- Présentation d'une étude des besoins réalisée par le maître d'ouvrage portant sur l'ensemble des disciplines sportives concernées par un terrain de grands jeux. Cette étude montrera les effets d'un tel projet et détaillera l'ensemble des créneaux horaires attribués aux différents utilisateurs (toutes disciplines, sport scolaire, etc.) en précisant les créneaux ouverts aux personnes en situation de handicap.

- La teneur en HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) de ces granulats de caoutchouc contenus dans les terrains synthétiques ne devra pas dépasser 17 mg/kg ;

- **La provenance et la traçabilité des produits de remplissage sera garantie** par l'utilisation de produits disposant de recommandations de type Label Technigom ® (label qui garantit que les granulats sont récupérés sur le sol français et/ou produits en France) ;

- **Le respect des normes de toxicité et environnementales sera démontré et porté à connaissance des utilisateurs** :

  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain (HAP, métaux lourds…) au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge de granulats ;

  - ✓ Par la réalisation, par un laboratoire indépendant, d'un test selon les méthodes d'analyses (US EPA) et analyse de conformité aux exigences de la EN 71-3 (toxicité) et de la NF P90.112 (éco-toxicité) ;

  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous ;

- **Une solution pour la rétention des granulats sur la surface dédiée à l'équipement** (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Cette disposition vise à limiter le dépôt de granulats dans l'environnement direct de l'équipement. Il sera aussi porté une attention particulière au drainage de l'équipement.

A l'occasion de la mise en œuvre de ces dispositions, et notamment lors de la réalisation des tests de toxicité que les porteurs de projet vont être amenés à réaliser, la société de collecte et de recyclage de pneus ALIAPUR se tient à leur disposition pour faire des recherches sur l'origine et la provenance des granulats de caoutchouc afin de s'assurer qu'il s'agit bien de pneumatiques ayant été collectés sur le sol français.

3.2 – Autres terrains synthétiques

Ces projets de terrains synthétiques de grands jeux devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- La provenance et la traçabilité des produits de remplissage ainsi que le respect des normes de toxicité et environnementales seront démontrés et portés à connaissance des utilisateurs :
  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge du garnissage;
  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous.

- ***4 : Modalités de calcul de l'aide***

  - ***1 : DEPENSES ELIGIBLES***

Ces plafonds de travaux intègrent les dépenses liées aux travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre y compris les honoraires liés à la phase APS. Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent (frais de dossiers, de notaire et autres frais liés directement aux acquisitions), les frais de démolition (démolition, dépose, désamiantage, déblaiement, décharge…), les travaux d'entretien courant et les travaux limités à une simple mise aux normes d'accessibilité.

  - ***2 : TAUX ET MONTANT***

Le plafond du coût HT des travaux est fixé en fonction du type d'équipement aux montants suivants :

Type d'équipement	Montant plafond des travaux en euros HT	Taux maximum de subvention
Gymnase grand gabarit (48 m x 26 m et +)	3 000 000 €	25 %
Gymnases 44 m x 26,30 m et 44 m x 23,50 m	2 500 000 €	25 %
Gymnase type C	2 000 000 €	25 %

(40 m x 20 m et +)		
Gymnase type B (30 m x 20 m et +)	1 500 000 €	25 %
Plateau extérieur EPS : terrain de grands jeux, infrastructures d'athlétisme	800 000 €	30 %
Salle spécialisée et semi-spécialisée (dojo…)	500 000 €	35 %
Equipement spécialisé (mur d'escalade…)	200 000 €	35 %
Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires	300 000 €	40 %

En cas de construction ou de rénovation d'un complexe sportif, le montant plafond des travaux à retenir pour le calcul du montant de la subvention sera celui de l'équipement dont le coût de réalisation ou de rénovation est le plus onéreux. Il n'y a donc pas de cumul de plafonds de subvention dans l'hypothèse de création d'équipements sportifs différents dans un même complexe.

Pour les projets de terrains synthétiques de grands jeux avec garnissage de caoutchouc, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 5% pour la réalisation des dispositifs permettant la rétention des granulats de caoutchouc sur la surface dédiée au terrain synthétique (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Dans ce cas, les dépenses éligibles sont plafonnées à 1.000.000 € HT.

L'ensemble des projets soumis devra satisfaire au respect de la réglementation concernant l'accessibilité à l'équipement des personnes en situation de handicap et faciliter ainsi la pratique handisport au sein de l'équipement.

Pour les bénéficiaires qui justifieront de la mise en œuvre d'une politique dédiée à ces publics, notamment par la désignation d'un club résident les accueillant dans l'équipement, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 10%.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

L'aide sera également conditionnée à l'ouverture de l'équipement à l'ensemble du mouvement associatif local.

Quand la collectivité bénéficiaire de la subvention accepte de mettre gratuitement à disposition des lycées publics et privés sous contrat d'association d'autres équipements sportifs que celui subventionné, et que le nombre d'heures de mise à disposition de ces autres équipements sportifs au bénéfice des lycéens est supérieur ou égal à 15 heures hebdomadaire, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de :

- 5 % si le volume horaire hebdomadaire de mise à disposition est au moins égal à 15 heures ;
- 10 % si le volume horaire hebdomadaire de mise à disposition est au moins égal à 30 heures.

Les heures d'utilisation doivent, non seulement, être proposées par la collectivité aux lycées susceptibles d'être intéressés, mais être formellement acceptées par ceux-ci comme répondant à leurs besoins en matière d'éducation physique et sportive pour être retenues dans le cadre du calcul de la subvention.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Ces dispositions s'appliquent aux dossiers déposés après le vote du présent règlement modifié.

Convention entre la Région, la collectivité bénéficiaire et le ou les lycée(s)

Le versement d'une subvention est subordonné à la signature d'une convention entre la collectivité bénéficiaire, la Région et le ou les lycées utilisateurs de l'équipement sportif.

Cette convention fixe notamment les conditions d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région ainsi que le volume horaire de mise à disposition de l'équipement sportif au profit du ou des lycées concernés.

Annexe n°11 - Règlement d'intervention modifié Dispositif Equipements sportifs de proximité

LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITÉ

Objectifs du dispositif

Décide la création du dispositif-cadre de soutien au développement d'équipements sportifs de proximité qui vise à :

- réduire les carences en équipements ;
- augmenter les créneaux horaires d'utilisation et la capacité d'accueil des pratiquants multisports ;
- faciliter l'accès à la pratique du sport pour le public féminin et les personnes en situation de handicap ;
- porter une attention particulière à la réduction de la fracture territoriale.

Critères d'éligibilité

- ***1 : BENEFICIAIRES***

Les projets présentés au titre du présent dispositif doivent être portés par les structures désignées ci-après :

- les collectivités territoriales ;
- les établissements publics de coopération intercommunale ;
- les syndicats mixtes ;
- le mouvement sportif (fédérations, ligues, comités régionaux, comités départementaux et clubs associatifs) ;
- les sociétés de droit privé à objet sportif.

Le bénéficiaire peut être simple occupant ou locataire du terrain d'assiette ou des locaux objets du subventionnement régional. En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à maintenir le bien subventionné dans sa destination pendant une durée fixée dans la convention de subventionnement.

.

- ***2 : PROJETS***

Les projets éligibles concernent la création ou la réhabilitation d'équipements sportifs permettant de répondre à un besoin identifié de pratique sportive, de loisirs ou non compétitive. Ils devront autant que faire se peut intégrer une logique de facilité d'accès aux transports en commun.

Les projets présentés permettant une pratique compétitive doivent bénéficier à un club résident, accueillant une pratique sportive mixte ou possédant obligatoirement une section féminine pour les disciplines collectives sauf impossibilité argumentée et justifiée.

Le bénéficiaire veille à utiliser des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

- ***3 : CRITERES ADDITIONNELS PROPRES AUX PROJETS RELATIFS A LA REALISATION DE TERRAINS SYNTHETIQUES***

Les projets présentés doivent satisfaire aux critères suivants :

- Présentation d'une étude des besoins transmise par le maître d'ouvrage portant sur l'ensemble des disciplines sportives concernées et sur les besoins éventuels du sport scolaire. Cette étude montrera, dans la mesure du possible, les effets d'un tel projet sur l'accès à la pratique sportive des personnes en situation de

handicap. Elle détaillera l'ensemble des créneaux horaires attribués aux différents utilisateurs (toutes disciplines, sport scolaire, etc.) en précisant les créneaux ouverts aux personnes en situation de handicap.

- Les dossiers de demande de financement sont présentés au niveau de l'avant-projet sommaire (APS) accompagnés d'un plan de financement, sauf pour les dossiers de pose de sols ou de panneaux d'affichage en leds, pour lesquels un devis sera exigé.

- L'équipement financé devra prévoir une ouverture à l'ensemble du mouvement associatif local.

- L'ouverture des équipements à un usage scolaire sera un plus dans l'examen des dossiers.

Les projets de terrains synthétiques non normés avec garnissage en granulat de caoutchouc devront répondre à certaines exigences particulières de protection des pratiquants et satisfaire aux critères suivants :

- La teneur en HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) de ces granulats contenus dans les terrains synthétiques ne devra pas dépasser 17 mg/kg ;

- La provenance et la traçabilité des produits de remplissage sera garantie par l'utilisation de produits disposant de recommandations de type Label Technigom ® (label qui garantit que les granulats sont récupérés sur le sol français et/ou produits en France) ;

- Le respect des normes de toxicité et environnementales sera démontré et porté à connaissance des utilisateurs :
  - ✓ Par la réalisation d'un test de mesures des composants du terrain (HAP, métaux lourds…) au moment de la mise en service du terrain et de façon régulière, notamment après toute recharge de granulats ;
  - ✓ Par la réalisation, par un laboratoire indépendant, d'un test selon les méthodes d'analyses (US EPA) et analyse de conformité aux exigences de la EN 71-3 (toxicité) et de la NF P90.112 (éco-toxicité) ;
  - ✓ Par un affichage des résultats de ces tests organisé pour être visible de tous ;

- Une solution pour la rétention des granulats sur la surface dédiée à l'équipement (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Cette disposition vise à limiter le dépôt de granulats dans l'environnement direct de l'équipement. Il sera aussi porté une attention particulière au drainage de l'équipement.

A l'occasion de la mise en œuvre de ces dispositions, et notamment lors de la réalisation des tests de toxicité que les porteurs de projet vont être amenés à réaliser, la société de collecte et de recyclage de pneus ALIAPUR se tient à leur disposition pour faire des recherches sur l'origine et la provenance des granulats de caoutchouc afin de s'assurer qu'il s'agit bien de pneumatiques ayant été collectés sur le sol français.

Modalités du calcul de l'aide

- ***1 : DEPENSES ELIGIBLES***

Ces plafonds de travaux intègrent les dépenses liées aux travaux et aux honoraires de maîtrise d'œuvre y compris les honoraires liés à la phase APS. Le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses hors TVA. Cependant lorsque l'organisme justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de

compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculée à partir des dépenses « TVA incluse ».

Ne sont pas éligibles les acquisitions foncières et les frais y afférent (frais de dossiers, de notaire et autres frais liés directement aux acquisitions), les frais de démolition (démolition, dépose, désamiantage, déblaiement, décharge…), les travaux d'entretien courant et les travaux limités à une simple mise aux normes d'accessibilité.

- ***2 : TAUX ET MONTANT***

<table>
<tr><th>Type d'opération</th><th>Plafond HT des travaux</th><th>Taux maximum de subvention</th><th>Plafond de la subvention régionale</th></tr>
<tr><td>Couverture d'équipements extérieurs (type tennis, aires multisports, …)</td><td>500.000 €</td><td>20 %</td><td>100.000 €</td></tr>
<tr><td>Réhabilitation ou construction d'un équipement extérieur (type tennis, skate park, terrain synthétique non normé, infrastructures athlétisme, city stade, équipement d'escalade (mur ou blocs) …)</td><td>800.000 €</td><td>15 %</td><td>120.000 €</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Réhabilitation ou construction :

- centre équestre (hors club house)

- centre ou base nautique</td><td>200.000 €</td><td>50%</td><td>100.000 €</td></tr>
<tr><td colspan="3">Si montant HT du projet >200.000 €, un taux supplémentaire de 25% est appliqué sur les dépenses au-delà de 200.000 € et ce, dans la limite d'un plafond de travaux de 400.000 € HT</td></tr>
<tr><td>Réhabilitation ou construction d'un équipement couvert (type gymnase, tennis, skate park, infrastructures athlétisme indoor,
équipement d'escalade (mur ou blocs…)</td><td>2.000.000 €</td><td>10 %</td><td>200.000 €</td></tr>
<tr><td>Réhabilitation ou construction de salles spécialisées ou semi-spécialisées (type dojo, sports de combat, futsal, escalade…)</td><td>500.000 €</td><td>20 %</td><td>100.000 €</td></tr>
<tr><td>Construction de structures semi-couvertes (type préau sportif…)</td><td>300.000 €</td><td>20 %</td><td>60.000 €</td></tr>
</table>

Réfection ou création d'un éclairage pour un équipement sportif	75.000 €	20 %	15.000 €
Réhabilitation ou création d'équipements sportifs **en accès libre** (parcours santé, plateaux de fitness, skate park, city stade, terrains multisports…)	200.000 €	50 %	100.000 €
Pose de sols sportifs intérieurs amovibles	300.000 €	20 %	60.000 €
Pose de panneaux d'affichage en leds	50.000 €	20 %	10.000 €
Réfection, réhabilitation ou construction de vestiaires	300.000 €	40 %	120.000 €

Pour les projets de terrains synthétiques non normés avec garnissage de caoutchouc, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 5% pour la réalisation des dispositifs permettant la rétention des granulats de caoutchouc sur la surface dédiée au terrain synthétique (encaissement de l'équipement via bordures spécifiques, ou élargissement de la surface au-delà de l'équipement…). Dans ce cas, les dépenses éligibles sont plafonnées à 800.000 € HT

Pour les bénéficiaires qui justifieront de la mise en œuvre d'une politique sportive dédiée aux personnes en situation de handicap, notamment par la désignation d'un club résident accueillant ce public, sur les équipements permettant une pratique compétitive, le taux de subvention appliqué pour le calcul de l'aide est majoré de 10% (excepté pour la réfection ou création d'un éclairage, la réhabilitation ou création d'équipements sportifs en accès libre, la pose de panneaux d'affichage en leds, la réfection ou construction de vestiaires).

Pour les communes qui justifieront de l'absence d'équipement sportif sur leur territoire, l'aide régionale sera renforcée par **l'augmentation ou** le doublement du taux maximal de subvention, et du montant plafond de la subvention (cas particulier : construction d'équipements sportifs en accès libre - taux maximum de subvention de 75%). Cette disposition ne s'applique pas à la réhabilitation ou construction de centres équestres et de bases nautiques.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

Ces dispositions s'appliquent aux dossiers déposés après le vote du présent règlement modifié.

Annexe n°12 - Convention type modifiée Dispositif Terrains synthétiques de grands jeux

DISPOSITIF DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES TERRAINS SYNTHETIQUES DE GRANDS JEUX EN ILE-DE-FRANCE

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET
……

Dossier d'aide n° ……

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La, ……représenté(e) par ……..,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

L'Ile-de-France est globalement sous-équipée en terrains de grands jeux alors que les pratiquants de football et de rugby notamment sont en constante augmentation. Aussi, la Région entend-elle à travers ce dispositif d'aide à la réalisation de terrains synthétiques de grands jeux permettre d'assurer une meilleure fréquentation et d'augmenter la capacité d'accueil de ces équipements.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de …….. en vue de ……, conformément au dossier d'Avant-Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier d'Avant-Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 10 ans à compter de sa réalisation
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

2.2 – OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter ….. stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 - MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT

Après mise en service de l'équipement quel que soit le mode de gestion, le bénéficiaire s'engage à réserver des créneaux horaires, à des conditions tarifaires privilégiées aux lycées, et à favoriser l'ouverture de l'équipement aux clubs de sports en implantant un club résident, possédant si possible une section féminine.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.).

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de …..% du montant des travaux». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale,
- le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports,
- après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de …….. (voir article 1) à ……..

Conformément à la délibération n° ……du …….…… la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de ……. €, représentant ….. % du coût total HT ou TTC des travaux plafonnés ou éligibles à …… € HT ou TTC.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, pour les collectivités territoriales, EPCI et syndicats mixtes, à partir des dépenses hors TVA et pour le mouvement sportif à partir des dépenses TTC.

4.2 - REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.3 – REGLES DE CADUCITE

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

4.4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versement. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas du non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

> Subvention restituée = subvention versée x [(durée initiale du maintien du bien dans sa destination – durée effective du maintien) ÷ durée initiale du maintien)].

- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
  en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants ;
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement;
- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le

Pour …….
Le……..

……..

Annexe n°13 - Convention type modifiée Dispositif Plan piscines régional

DISPOSITIF DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES PISCINES EN ILE-DE-FRANCE

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET
……..

Dossier d'aide n°……

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La ……représenté(e) par ……,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Soucieuse de réduire ce déficit et d'augmenter les créneaux horaires d'utilisation pour tous les publics, la Région Ile-de-France a simplifié les conditions d'éligibilité au Plan Piscines de manière à soutenir activement la construction et la réhabilitation d'équipements aquatiques. Dans le même temps, dans les cas où cette condition ne serait pas remplie, elle incite à l'implantation d'un club résident possédant si possible une section féminine.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de …….. au titre du Plan piscines régional, conformément au dossier d'Avant-Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement de ……

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

2.1.1 EN MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement aquatique visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,

- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses en incluant la mise en service et l'entretien de l'équipement aquatique,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région,
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 20 ans à compter de sa réalisation
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

2.1.2 EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

Le bénéficiaire s'engage à :

- faire réaliser le projet de l'équipement aquatique visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux ;
- inscrire annuellement sur son budget les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération, sa mise en service et son entretien conformément au plan de financement prévu par son mandataire ;
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

2.2 - MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT

Après mise en service de l'équipement quel que soit le mode de gestion, le bénéficiaire s'engage à réserver des créneaux horaires, à des conditions tarifaires privilégiées aux lycées, et à favoriser l'ouverture de l'équipement aux clubs de sports aquatiques en implantant un club résident, possédant si possible une section féminine.

Le bénéficiaire communique à la Région, avant ouverture de l'équipement puis au début de chaque saison scolaire et sportive, l'ensemble des créneaux réservés aux lycées et clubs de sports aquatiques ainsi que les dispositions tarifaires appliquées. Un bilan concernant ces créneaux et tarifications sera adressé à la Région à la fin de chaque saison.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.3 – OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter ….. stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.).

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de …. % du montant global ». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,
- le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale,
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de …….. (voir article 1) à ……..

Conformément à la délibération n° ……du ……. la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de ……. €, représentant ….. % du coût total HT ou TTC des travaux plafonnés ou éligibles à …… € HT ou TTC.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé à partir des dépenses hors TVA.

4.2 - REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.3 – REGLES DE CADUCITE

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

4.4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement financier de la Région.

4.4.1 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.4.1.1 EN MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE

Chaque demande de versement :

- précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée,

4.4.1.2 EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

Chaque demande de versement :

- indique les dates et les montants des décaissements réalisés au titre de l'opération. Ces décaissements seront attestés par les services comptables du bénéficiaire confirmé en fin d'année par son commissaire au compte ;

- précise par le biais d'une attestation du maître d'œuvre, l'avancement des travaux confirmé par les services techniques de la collectivité ;

- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de l'avancement de l'opération.

4.4.2 - VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

- EN MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération et de son paiement complet.

- EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération, de son paiement complet et de la copie du procès verbal de mise à disposition levé des réserves qui auraient pu être émises à cette occasion.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas du non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 2.1.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

  Subvention restituée = subvention versée x [(durée initiale du maintien du bien dans sa destination – durée effective du maintien) ÷ durée initiale du maintien)].

- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement ;
- **en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants** ;
- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.2 de la présente convention.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.2 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le

Pour …….
Le……..

……..

Annexe n°14 - Convention type modifiée Dispositif ESIR

DISPOSITIF DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS D'INTERET REGIONAL

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET
……..

Dossier d'aide n° ……

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

……dont le siège social est situé au :…… ……., représenté par …… ……..,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

Ainsi, elle s'engage dans une dynamique de soutien au développement des équipements sportifs d'intérêt régional qui s'inscrit pleinement dans la politique sportive portée par les fédérations, et concerne les seules disciplines faisant déjà l'objet d'une convention pluriannuelle dans le cadre du dispositif « Développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics » avec la Région.

Dans ce cadre, le dispositif de soutien au développement des « Equipements Sportifs d'Intérêt Régional » (ESIR) permet d'offrir au mouvement sportif francilien des infrastructures de haut niveau facilitant le regroupement des athlètes, la tenue des formations et, le cas échéant, de compétitions.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de ……. au titre du développement des équipements sportifs d'intérêt régional, conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement de ……..

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE/MAITRE D'OUVRAGE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Agissant en qualité de Maître d'ouvrage, le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation ;
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 25 ans à compter de sa réalisation.

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter ….. stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 - MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT

Le bénéficiaire communiquera à la Région, avant ouverture de l'équipement, l'ensemble des créneaux réservés aux différentes catégories d'utilisateurs.

En outre, le bénéficiaire opposera un refus à toutes les demandes qui visent à instaurer un traitement discriminatoire – fondé sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, les différences entre hommes et femmes – dans un lieu dévolu à l'accueil des usagers, et formera son personnel en conséquence.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.)

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de … % du montant global »,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de …….. (voir article 1) à ……..

Conformément à la délibération n° ……du ……. la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de ……. €, représentant ….. % du coût total HT ou TTC des travaux plafonnés ou éligibles à …… € HT ou TTC.

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, pour les collectivités territoriales, à partir des dépenses hors TVA et pour le mouvement sportif à partir des dépenses TTC.

3.2 - REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

3.3 - COMMUNICATION

La Région fournit au bénéficiaire des panneaux d'information et de communication sur sa participation.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire de la subvention peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte rendu financier de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions conventionnelles le prévoient.

S'agissant des subventions attribuées à des bénéficiaires disposant d'un comptable public, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

4.4 – REGLES DE CADUCITE

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

ARTICLE 5 : DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas du non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

  Subvention restituée = subvention versée x [(durée initiale du maintien du bien dans sa destination – durée effective du maintien) ÷ durée initiale du maintien)].

- si l'opération subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;
- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement ou de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 8 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

8.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.4 de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le reversement total ou partie de la subvention est exigé :

- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire,
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Si trois ans après la date de la délibération d'attribution de la subvention, aucune demande de paiement n'est adressée à la Région, la convention est résiliée de plein droit.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

En outre, à la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en courrier recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention sont tenues de respecter leurs obligations contractuelles respectives.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen en deux exemplaires originaux, le :

Pour …….
Le……..

……..

Annexe n°15 - Convention type modifiée Dispositif Equipements sportifs Lycées

DISPOSITIF D'AIDE REGIONALE A LA CONSTRUCTION, RECONSTRUCTION, EXTENSION, RENOVATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS MIS A DISPOSITION DES LYCEES

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET ……..

Dossier d'aide n°……

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP ……..du ……
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La ……, ……, représentée par ……., ……,
ci-après dénommée« le bénéficiaire »,

et

Le lycée ……,……, ……. ;, représenté par son proviseur, ……., spécialement autorisé par délibération du Conseil d'Administration de l'établissement en date du ……..

Le lycée ……,……, ……. ;, représenté par son proviseur, ……., spécialement autorisé par délibération du Conseil d'Administration de l'établissement en date du ……..

ci-après dénommés « les établissements».

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région a souhaité mettre en place une politique volontariste pour permettre aux lycéens franciliens de bénéficier d'installations nécessaires à l'enseignement de l'éducation physique et sportive. A cet effet, la Région subventionne la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs, couverts ou de plein air, lorsque les installations sportives répondent aux besoins des lycées publics et privés sous contrat d'association de d'Ile-de-France.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties, et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit de la ……..au titre du développement des équipements sportifs mis à disposition des lycées, conformément au dossier déposé lors de la

demande de financement de travaux de …….., ainsi que la mise à disposition des équipements résultant de l'opération aux élèves du lycée …….à……..

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 - REALISATION DU PROJET

2.1.1 EN MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux et inscrire annuellement sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses nécessaires à l'exploitation de l'équipement, en incluant sa mise en service et son entretien,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région,
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 20 ans à compter de sa réalisation ;
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

2.1.2 EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

Le bénéficiaire s'engage à :

- faire réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au projet déposé auprès des services régionaux et inscrire annuellement sur son budget les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération, en incluant les dépenses nécessaires à l'exploitation de l'équipement, notamment sa mise en service et son entretien, conformément au plan de financement prévu par son cocontractant ;
- ne pas avoir fait démarrer l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

2.2 - MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT

2.2.1 EQUIPEMENT MIS A DISPOSITION

Après mise en service de l'équipement, le bénéficiaire s'engage à réserver des créneaux horaires, à titre gratuit aux lycées mentionnés à l'article 1 et à prendre à sa charge pendant la durée de la convention les frais de fonctionnement afférents à son utilisation par les établissements.

La configuration de l'équipement ainsi que ses accès sont portés, avant entrée en jouissance, à la connaissance de l'établissement à l'aide de documents détaillés, ainsi que toute consigne permettant d'accéder ou d'utiliser l'équipement mis à disposition.

Ces derniers et le matériel éventuel mis à disposition font l'objet d'un inventaire annexé à la présente convention.

Le bénéficiaire favorisera l'ouverture de l'équipement aux clubs de sports en implantant un club résident, possédant si possible une section féminine.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.2.2 PERIODE D'UTILISATION

L'utilisation de l'équipement mentionné à l'article 1 a lieu aux jours et heures suivants (un calendrier est éventuellement annexé à la présente convention) :

- Lycée …….. : ……..h/semaine

Les modifications des calendriers sont prises, d'un commun accord, par simple échange de lettres entre les établissements et le bénéficiaire.

Cependant, le bénéficiaire ne peut diminuer de plus de 5 % le(s) temps de mise à disposition indiqué(s) ci-dessus, sauf accord formel des établissements. A défaut d'accord, la Région peut demander au bénéficiaire de rembourser la subvention à raison d'un quinzième par année à venir jusqu'à la fin de la durée initiale de la convention.

2.2.3 OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE RELATIVES A LA MISE A DISPOSITION

Le bénéficiaire s'engage à laisser l'équipement mentionné à l'article 1 de la présente convention à la jouissance des établissements pendant les périodes convenues entre les parties en début de chaque année scolaire.

Il notifie à chaque établissement, par lettre recommandée avec accusé de réception, le règlement intérieur d'utilisation de l'équipement ainsi que les consignes et dispositions de sécurité incendie (dispositifs d'alarme, itinéraires d'évacuation et moyens de lutte contre l'incendie). Toute modification est notifiée dans les mêmes conditions sous un délai de huit jours.

Le bénéficiaire assure le bon entretien de l'équipement, il veille à l'affichage du règlement intérieur de l'équipement ainsi que des conditions d'évacuation des locaux, et prend toutes mesures de nature à interdire l'utilisation de l'équipement en dehors de toute surveillance.

Il s'engage à fournir chaque année aux établissements une attestation d'assurance comportant une clause de renonciation à recours.

2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter …. stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.).

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de ……. %». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le bénéficiaire a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale,
- le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports,
- après l'achèvement de l'opération, le bénéficiaire présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de travaux de …….. (voir article 1) à ……..

Conformément à la délibération n° ……du ……. la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de ……. €, représentant ….. % du coût total HT ou TTC des travaux plafonnés ou éligibles à …… € HT ou TTC.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DE L'ETABLISSEMENT

L'établissement s'engage à utiliser l'équipement dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs, ainsi qu'à réparer et indemniser le bénéficiaire pour les dégâts matériels commis et les pertes constatées eu égard à l'inventaire du matériel figurant en annexe à la présente convention.

Il s'oblige à se conformer aux dispositions du règlement intérieur de l'équipement, qui est affiché dans les locaux utilisés ou à proximité de l'équipement.

L'établissement s'engage à faire accompagner et surveiller les élèves en toute circonstance par un enseignant ou toute personne habilitée.

Il ne pourra concéder l'utilisation, dont il bénéficie en vertu de la présente convention, à un autre établissement scolaire ou à un tiers sans l'autorisation préalable du bénéficiaire.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé à partir des dépenses hors TVA.

5.2 - REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux.

En cas de non-respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

5.3 – REGLES DE CADUCITE

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

5.4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

5.4.1 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versements. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention. La périodicité de demande de versement d'acomptes ne peut être inférieure à deux mois.

5.4.1.1 - EN MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE

Chaque demande de versement :

- précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;

- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

5.4.1.2 - EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

Chaque demande de versement :

- indique les dates et les montants des décaissements réalisés au titre de l'opération. Ces décaissements seront attestés par les services comptables du bénéficiaire confirmé en fin d'année par son commissaire au compte ;

- précise par le biais d'une attestation du maître d'œuvre, l'avancement des travaux confirmé par les services techniques de la collectivité ;

- est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de l'avancement de l'opération.

5.4.2 - VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

- EN MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE DIRECTE :

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération et de son paiement complet.

- EN MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE :

Le solde de la subvention est versé sur présentation des justificatifs de l'achèvement de l'opération, de son paiement complet et de la copie du procès verbal de mise à disposition levé des réserves qui auraient pu être émises à cette occasion.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 6 –RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas du non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 2.1.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

  Subvention restituée = subvention versée x [(durée initiale du maintien du bien dans sa destination – durée effective du maintien) ÷ durée initiale du maintien)].

- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
- en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement ;
- **en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants** ;
- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 5.4.2 de la présente convention.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 8 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

8.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.3 de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 10 - CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 11 – RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen en … exemplaires originaux, le……...

Pour la Commune de……	**Pour le Lycée …….**
Le Maire	**Le Proviseur**
……	**……..**

Pour le Lycée …….
Le Proviseur

……..

Annexe n°16 - Convention type modifiée Dispositif Equipements sportifs de proximité

DISPOSITIF DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT D'EQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITE

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET
……..

Dossier d'aide n° ……

Entre

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La ……représenté(e) par ……,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

La Région a décidé de porter une pratique sportive diversifiée et concertée en développant une politique visant à la réduction de l'inégalité d'accès à la pratique sportive pour tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir à la compétition.

A cet effet, et pour répondre à la carence généralisée en équipements sportifs, la Région a décidé d'innover et de soutenir désormais le développement d'équipements sportifs structurants de proximité qui offriront à tous des lieux d'expression de la mixité des pratiques, compétitives ou de loisirs, pour le dépassement de soi ou pour le simple bien-être dans une démarche de sport-santé.

Ces équipements sportifs de proximité permettront de répondre aux nouvelles formes de pratiques, licenciées ou non, qu'elles proviennent d'une discipline traditionnelle ou émergente ou qu'elles soient en libre accès. Dans cette logique, des skate-park, des plateaux fitness, des murs d'escalade et encore bien d'autres équipements pourront bénéficier d'un financement régional.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les engagements réciproques des parties et détermine les conditions particulières d'utilisation, de versement et de contrôle de la subvention attribuée par la Région au profit **« nom du bénéficiaire »** en vue de ……,

conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le projet de l'équipement visé à l'article 1 conformément au dossier d'Avant Projet Sommaire (APS) déposé lors de la demande de financement,
- inscrire sur son budget d'investissement les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation de l'opération,
- inscrire annuellement sur son budget de fonctionnement les dépenses relatives à l'entretien des équipements réalisés,
- ne pas avoir démarré l'opération avant la date d'effet de la présente convention qui doit précéder tout commencement d'exécution, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région (sauf dans le cas d'une dérogation accordée lors de la présentation du dossier en commission permanente),
- maintenir l'équipement dans sa destination pendant une durée de 10 ans à compter de sa réalisation.
- recourir à des matériaux, produits et procédés de construction réputés sûrs et conformes aux normes en vigueur au moment de leur utilisation.

2.2 – OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter ….. stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3 - MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT

Le bénéficiaire communiquera à la Région, avant ouverture de l'équipement, l'ensemble des créneaux réservés aux différentes catégories d'utilisateurs.

En outre, le bénéficiaire s'engage à refuser toutes les demandes qui viseraient à instaurer un traitement discriminatoire dans l'utilisation de l'équipement, fondé notamment sur la religion, l'origine ethnique ou sociale, ou le sexe des usagers.

2.4 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Il s'engage également à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense et de la conformité des ouvrages (procès verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation, etc.).

2.5 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

A ce titre, il s'engage à :

- insérer le logo de la Région Ile-de-France sur l'ensemble des supports de communication (physiques ou numériques),
- pendant toute la durée des travaux, le bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs, suivant la disposition des lieux) facilement lisible (format type : 4X3), faisant apparaitre la mention « Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de … % du montant global ». A ce titre, la Région peut fournir, sur demande du bénéficiaire, des panneaux d'information et de communication sur sa participation,
- tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. Ainsi, à titre d'exemple, dès lors que sont prévues une visite de chantier avec les financeurs, ou une pose de la première pierre avec les financeurs, ou un décoffrage avec les financeurs, ou une plaque inaugurale portant mention des différents financeurs, ou une prise de parole à la faveur de ces mêmes financeurs, le maître d'ouvrage a l'obligation d'octroyer le même espace d'expression à la Région. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
- Le respect des usages, du protocole, de l'ordre de préséance et des relations publiques sur les supports d'invitation en tant que financeur ainsi que le respect du rang et des préséances de l'exécutif régional présent lors d'une cérémonie ou manifestation sont obligatoires. La présence ou l'absence de l'exécutif régional ou de son représentant ne préempte pas de ne pas le faire systématiquement figurer comme force invitante sur tous les supports.
- Après l'achèvement de l'opération, le maître d'ouvrage présente, sous la forme de son choix, un bilan de visibilité de la participation régionale au financement de l'équipement (exemple : photo, journal, éditorial sur support papier ou numérique, plaquette promotionnelle, programme, dossier de presse, communiqué de presse, carton d'invitation, impressions écran des supports numérique site internet ou réseaux sociaux ou newsletter, etc.).

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement selon les taux définis dans le dispositif-cadre le projet de …….. (voir article 1) à ……..

Conformément à la délibération n° ……du ……..……. la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de ……. €, représentant ….. % du coût total HT ou TTC des travaux plafonnés ou éligibles à …… € HT ou TTC.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Le soutien financier précité constitue un plafond non révisable. Il est calculé, pour les collectivités territoriales, EPCI et syndicats mixtes, à partir des dépenses hors TVA et pour le mouvement sportif à partir des dépenses TTC.

4.2 - REVISION DU MONTANT DE LA SUBVENTION

Dans le cas où la dépense réelle réalisée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, le montant sera révisé en proportion du niveau d'exécution effective des travaux, par application du taux mentionné à l'article 3.

En cas de non respect des engagements contractuels détaillés à l'article 2, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

4.3 – REGLES DE CADUCITE

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération.

4.4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, si cet organisme justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.4.2 - VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire adresse à la Région, au fur et à mesure du déroulement de l'opération les demandes de versement. La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués jusqu'à concurrence de 80 % du montant de la subvention.

4.4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'opération, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- en cas du non-respect du maintien du bien dans sa destination tel que prévu à l'article 2.1 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, calculée de la façon suivante :

  Subvention restituée = subvention versée x [(durée initiale du maintien du bien dans sa destination – durée effective du maintien) ÷ durée initiale du maintien)].

- en cas de travaux non-conformes à ceux décrits dans son dossier, le bénéficiaire remboursera à la collectivité la totalité de la subvention perçue ;
  en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants ;
- en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant les conditions d'utilisation de l'équipement;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.
- en cas de non-respect de l'article 2.5 précisant les obligations en matière de communication.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

7.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la délibération portant attribution d'une subvention, après transmission au contrôle de la légalité, portée à la connaissance de son bénéficiaire.

7.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend fin une fois expirée la durée de maintien de l'équipement dans sa destination mentionnée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 9 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La présente convention est conclue sous réserve de la délivrance des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Les subventions accordées par la Région pour une opération sont annulées en totalité ou en partie si :

- l'objet de la subvention, la nature et/ou les caractéristiques techniques de l'investissement subventionné a été modifié sans autorisation ;
- en l'absence de production du compte rendu financier visé à l'article 4.4.3 de la présente convention.

ARTICLE 10 : RESILIATION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de trois mois, commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis ci-dessus défini, les parties à la présente convention respectent leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région, et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait à Saint-Ouen deux exemplaires originaux, le

Pour …….
Le……..

…….

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-060

DU 31 JANVIER 2020

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT AU PROFIT DES ÎLES DE LOISIRS 1ER RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 28 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997 approuvant la convention type fixant les conditions de la mise à disposition des SMEAG, des biens immeubles des BPAL propriétés de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-201 du 15 décembre 2017 relative à la délégation de service public de l'île de loisirs de Vaires-Torcy ;

VU les statuts des SMEAG des îles de loisirs de Boucles de Seine, Saint-Quentin en Yvelines et du SMEG de la Corniche des Forts ;

VU la convention de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Boucles de Seine, Saint-Quentin en Yvelines et de la Corniche des Forts ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission de la sécurité ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-060 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs »

Aménagement

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, tel que cela figure dans l'annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **16.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre de l'action 13300102 «Aménagements », du budget 2020.

Article 2 : Programme HP 32-002 (132002) - Charges diverses liées aux iles de loisirs

Affecte une autorisation d'engagement de **30.000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs » action 13300201 du budget 2020, en faveur de l'UCPA, au titre du contrat d'affermage pour la sécurisation de l'île de loisirs de Vaires-Torcy.

Affecte une autorisation d'engagement de **30.000 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre du programme HP 33-002 « Charges diverses liées aux iles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des iles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire », du budget 2020, pour différentes charges qui s'imposent à la Région en tant que propriétaire des biens immeubles des îles de loisirs.

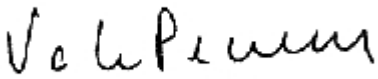
Article 3 : Programme HP 32-002 (132002) - Charges diverses liées aux iles de loisirs

Approuve l'avenant n°1 à la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de l'île de loisirs de Vaires-Torcy présenté en annexe et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 4 : Île de loisirs de la Corniche des Forts (93) – Affectation d'autorisation de programme

Affecte une autorisation de programme de **60 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 37 « Sécurité », au titre de l'action 13700103 « Sécurisation des îles de loisirs », du budget 2020 pour la sécurisation de l'île de loisirs.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166539-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Fiches projet aménagement

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-060

DOSSIER N° 20000200 - BOUCLES DE SEINE - ACQUISITION D'UNE FENDEUSE DE BUCHES ET D'UNE TRONCONNEUSE

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	7 000,00 € TTC	100,00 %	7 000,00 €
	Montant total de la subvention		7 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy MULLER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'une fendeuse de bûches et d'une tronçonneuse

Dates prévisionnelles : 3 février 2020 - 20 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs des Boucles de Seine, classée Natura 2000 sur l'intégralité de son périmètre, s'étend sur plus de 300 hectares et dispose d'un espace boisé important. Suite à la sécheresse occasionnée par plusieurs jours de forte chaleur survenus cet été, certains arbres situés aux abords des axes piétons ont souffert et deviennent dangereux pour les usagers.

Il est devenu impératif d'élaguer voire d'abattre rapidement certains sujets afin d'éviter tout risque de chute. Un agent est formé depuis 2019 à la réalisation de ces tâches, et le syndicat mixte souhaite faire l'acquisition d'une fendeuse de bûches et tronçonneuse afin d'éviter le coût d'intervention d'une entreprise extérieure et de sécuriser la circulation des usagers. Pour chaque arbre coupé, un arbre sera replanté.

Le montant total de l'opération a été estimé à 7.000 € TTC.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition fendeuse et tronçonneuse	6 000,00	100,00%
Plantation d'arbres	1 000,00	100,00%
Total	7 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	7 000,00	100,00%
Total	7 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-060

DOSSIER N° 20000207 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - DIAGNOSTIC TECHNIQUE DU DOME ESPACE EVENEMENTIEL

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)
Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
Action : 13300102- Aménagements

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	9 000,00 € TTC	100,00 %	9 000,00 €
	Montant total de la subvention		9 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Pierre PLUYAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : un diagnostic technique du dôme espace évènementiel

Dates prévisionnelles : 3 février 2020 - 20 avril 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'île de loisirs de Saint-Quentin en Yvelines disposait d'une piscine à vagues implantée à l'intérieur d'un parc de 7 hectares. Son exploitation a été stoppée en 2015 compte tenu des couts élevés nécessaires aux travaux de carrelage du bassin. Néanmoins l'ensemble de cet espace est désormais utilisé comme espace évènementiel grâce notamment au bâtiment sous forme de dôme d'une emprise au sol de 2030 m².

Le bâtiment dôme, réalisé en 1996, est constitué d'une structure apparente en bois formant une vaste coupole de 8,5 m de hauteur et de 55 m de diamètre. Des fuites importantes ont été constatées sous dôme récemment. Compte tenu du calendrier des évènements prévus sur l'année 2020, il parait urgent de faire réaliser un diagnostic technique du dôme dans les meilleurs délais afin de s'assurer que la sécurité du public n'est pas engagée.
Ainsi, le syndicat mixte sollicite la Région pour financer cette mission d'expertise visant à identifier les travaux de réparation et de mise en sécurité nécessaires pour garantir la pérennité de l'ouvrage.

Le montant total de l’opération a été estimé à 9.000 € TTC.

Il vous est proposé d’accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique :

- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Diagnostic dôme espace évènementiel	9 000,00	100,00%
Total	9 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	9 000,00	100,00%
Total	9 000,00	100,00%

AVENANT N1 DSP

CONCESSION DE SERVICES / DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC
DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE L'ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY (77)
NUMÉRO DE CONTRAT : 1600423
AVENANT N°1

ENTRE

Désignation des Parties :

D'une part, la Région Ile-de-France, dont le siège administratif est situé 2 rue Simone Weill, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée par délibération La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par délibération n°CR 2017-162 du 22 septembre 2017, et ci-après dénommé « l'autorité concédante ».

Et :

D'autre part, UCPA Sport Loisirs, association sans but lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la préfecture de Paris depuis le 27 octobre 2014 sous le numéro W751226628, dont le siège social est situé 17 rue Rémy Dumoncel 75014 Paris, répertoriée sous le SIRET n° 808 022 321 000 18, représentée par Monsieur Guillaume LEGAUT en sa qualité de Directeur Général, déclarant expressément avoir tous pouvoir à l'effet des présentes, et ci-après dénommée « le concessionnaire »,

Il est convenu ce qui suit :

Exposé des motifs :

Par une délibération CP 16-467 du 12 octobre 2016, faisant suite à l'avis de la Commission consultative des services publics locaux réunie le 26 septembre 2016, le Conseil Régional d'Ile de France a approuvé le principe du lancement d'une procédure de délégation de service public pour la gestion de la Base de plein air et de loisirs de Vaires-Torcy (77).

Au terme de la procédure de publicité et de mise en concurrence organisée en application des articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Régional, par délibération CR 2017-201 du 20 décembre 2017, s'est prononcée sur le choix du concessionnaire, a approuvé le projet de contrat de concession et a autorisé la Présidente à le signer.

Objet de l'avenant :

Conformément à l'article 14.1.c « prise en charge des frais de sécurité du pôle baignade » il est convenu que :

« Concernant le pôle baignade, à compter de 130 000 euros TTC de dépenses de maintien de l'ordre et de la sécurité engagées par le concessionnaire, l'autorité concédante s'engage à prendre en charge les dépenses supplémentaires engagées par le concessionnaire dans la limite de 30 000 euros TTC. Les frais supportés par l'autorité concédante sont limités aux dépenses dûment établies sur la base de justificatifs (factures de dépenses de maintien de l'ordre et de sécurité engagées par le concessionnaire).

Les dépenses de maintien de l'ordre et de sécurité engagées par le concessionnaire correspondent aux charges suivantes :

- les frais des personnels affectés à la sécurité ;
- les frais liés aux contrats souscrits dans le même objectif ;

Après accord de l'autorité concédante, sur la base des justificatifs présentés par le concessionnaire, ce dernier facturera le montant arrêté à l'autorité concédante qui s'engage à procéder au règlement du montant fixé par le concessionnaire dans un délai de trois mois à compter de la réception de la facture du concessionnaire.

Si les dépenses de sécurité du pole baignade du concessionnaire excèdent 160 000 euros TTC, il est fait application de la clause de revoyure (article 14.4 du présent contrat) ».

Par ailleurs l'article 14.4 « clause de revoyure » indique que : « conformément aux dispositions du 1° de l'article 36 du décret n°2016-86 du 1er février 2016, les parties conviennent de la possibilité d'apporter, par avenant, des modifications suivantes au contrat de concession dans les hypothèses suivantes:

- Inclusion ou exclusion de nouveaux espaces dans le périmètre de la concession ;
- Modification des conditions d'utilisation des équipements ;
- Modification des contraintes de service public.
- Modification de la politique de l'autorité concédante impactant de plus de 5% les tarifs ou les créneaux disponibles pour les différentes activités ;
- Fermeture totale ou partielle du site non imputable au concessionnaire ;
- Modification des conditions économiques, légales ou réglementaires s'imposant au concessionnaire et ayant obligatoirement des incidences importantes et durables sur le compte prévisionnel d'exploitation.
- Si les conventions tripartites établies entre le concessionnaire, la Région et le mouvement sportif ne sont pas signées avant octobre 2018.
- **Dépassement du plafond de dépenses de sécurité tel que fixé à l'article 14.1 c. du présent contrat** »

L'objet du présent avenant est donc de constater ce dépassement et de régler à l'UCPA les 30.000 € prévus dans le contrat

Article 1 MONTANT DE L'AVENANT

L'UCPA ayant transmis l'ensemble des justificatifs attestant de ses dépenses en matière de sécurité sur le pôle baignade, pour un montant total de dépenses de 177 474,84 €, la Région prend acte de ce montant et, conformément au contrat de concession de service public, décide de régler 30 000€ à l'UCPA

ARTICLE 2 – DELAI D'EXECUTION

Le présent avenant n°1 est rendu exécutoire à compter de sa notification et est sans incidence sur le délai d'exécution du marché. Toutes les clauses et conditions générales du

contrat initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles stipulations contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

ARTICLE 3 – NANTISSEMENT Le montant que le titulaire pourra présenter en nantissement au titre du présent avenant sera de 30.000 € TTC.

ARTICLE 4 – RENONCIATION A RECLAMATION Le titulaire du marché renonce à toute réclamation ou demande d'indemnité dont le fait générateur serait antérieur à la date ci-après.

Fait à Paris en deux exemplaires originaux,

Le

La Région Ile-de-France	**UCPA Sport Loisirs**
La Présidente **Valérie PECRESSE**	**Le Directeur Général**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-022

DU 31 JANVIER 2020

1ÈRE AFFECTATION - CENTRE HUBERTINE AUCLERT JEUNESSE ET CITOYENNETÉ

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la loi n°90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe;
VU la loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations ;
VU la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité ;
VU la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;
VU la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations ;
VU la loi n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des Droits ;
VU la loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale ;
VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
VU la délibération n° CR 43-04 du 18 novembre 2004 relative à une démocratie de participation en Île-de-France et portant création du conseil régional des jeunes d'Île-de-France ;
VU la délibération CP 05-549 du 13 juillet 2005 relative aux indemnités de transport des membres titulaires et complémentaires du conseil régional des jeunes d'Île-de-France ;
VU la délibération n° CR 29-09 du 26 mars 2009 relative à la modification de l'étendue de la prise en charge, par la régie d'avances, des frais afférents aux missions du conseil régional des jeunes ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 22 septembre 2017 relative à la simplification du fonctionnement du conseil régional ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;
VU la délibération n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
VU la délibération n° CR 161-16 du 13 octobre 2016 relative au soutien aux expressions citoyennes modifiée par la délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018 ;
VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
VU la délibération n° CR 2017-088 du 18 mai 2017 relative aux nouvelles ambitions pour un Conseil Régional des Jeunes rénové et dynamique
VU la délibération n° CR 2017-121 du 21 septembre 2017 relative au soutien régional aux radios locales d'Île-de-France et à l'organisation d'un concours « Les Chanté Nwel en Île-de- France », modifiée par la délibération n° CP 2018-141 du 16 mars 2018 et la délibération CP 2019-335 du 18 septembre 2019 ;
VU La délibération n° CP 2018-067 du 24 janvier 2018 relative à la première affectation en faveur du centre Hubertine Auclert et approuvant la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le Centre Hubertine Auclert" ;
VU la délibération n° CP 2018-196 du 30 mai 2018 relative au dispositif de « soutien aux expressions citoyennes » adoptant la convention-type, modifiée ;
VU La délibération n° CP 2018-187 du 30 mai 2018 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes

hommes ;
VU la délibération n° CP 2018-428 du 17 octobre 2018 relative à l'avenant-type modificatif au titre du dispositif de « soutien aux expressions citoyennes » ;
VU la délibération n° CP 2018-404 du 17 octobre 2018 relative au soutien régional à la politique de la ville - premières affectations ;
VU la délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 relative au soutien régional à la politique de la ville, aux expressions citoyennes, aux têtes de réseaux, à la vie associative et à la lutte contre les discriminations ;
VU la délibération n° CP 2019-069 du 20 mars 2019 relative au soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes hommes ;
VU la délibération n° CP 2019-392 du 17 octobre 2019 relative à l'attribution d'une subvention à l'association Les Antennes de la Relève Radio Néo au titre du soutien régional aux radios locales d'Ile-de-France ;
VU le budget de la Région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-022 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer au Centre Hubertine Auclert, Centre francilien pour l'égalité femmes/hommes, une première affectation de la subvention de fonctionnement inscrite au budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de 420.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200509 « Centre de ressources Egalité Femmes/Hommes - ORVF» du budget 2020.

Article 2 :

Approuve la modification du règlement d'intervention relatif au « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes », adopté par délibération n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 modifiée, tel que présenté en annexe 1 à la présente délibération.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional aux expressions citoyennes » au financement des projets de 3 associations, détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **24 000 €.**

Subordonne les versements de ces subventions à la signature par les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type votée par délibération n° CP 2018-196 du

30 mai 2018 modifiée par avenant-type adopté par délibération n° CP 2018-428 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **24 000 €,** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2020.

Accorde à la Fédération Nationale du Folklore Français (FNFF) et aux associations Ciné-Histoire et Le Cercle du Comitium une dérogation exceptionnelle à l'obligation de recrutement d'un stagiaire dans le cadre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ».

Article 4 :

Approuve l'avenant modificatif à l'avenant n°2 à la convention triennale relative à la subvention attribuée par délibération n°CP 19-392 du 17 octobre 2019 d'un montant de 15 000 € à l'association Les Antennes de la Relève Radio Néo, tel que présentée en annexe n°3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer. Le montant de la subvention voté en 2019 est inchangé.

Approuve les modifications apportées à la fiche projet de l'association Les Antennes de la Relève Radio Néo relatives au plan de financement et au taux d'intervention.

Article 5 :

Décide d'attribuer à **51 associations** participantes à l'organisation du concours « Les Chanté Nwel en Île-de-France » édition 2019, une dotation forfaitaire de 300 €, tel que détaillé en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la charte régionale du concours.

Affecte une autorisation d'engagement de **15 300 €** sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200503 « Citoyenneté et valeurs de la République » du budget 2020.

Article 6 :

Retire la subvention d'un montant de **6 000 €** attribuée par délibération CP 2018-404 du 17 octobre 2018 à CIDFF 91 - CENTRE D'INFORMATION DROITS DES FEMMES ET FAMILLES pour l'opération « Permanences juridiques au profit des femmes victimes de violences au sein du couple » - dossier N° EX037587.

Désaffecte une autorisation d'engagement d'un montant de 6 000 € sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », Sous-fonction 51 « Politique de la ville », Programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », Action 15100308 « Actions Politique de la Ville » de l'exercice budgétaire 2018.

Retire la subvention d'un montant de **5 000 €** attribuée par délibération CP 2018-404 du 17 octobre 2018 à VOIE DE LA LUNE pour l'opération « Soutenir les personnes en difficulté d'éducation, formation, emploi » - dossier N° EX037589.

Désaffecte une autorisation d'engagement d'un montant de 5 000 € sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », Sous-fonction 51 « Politique de la ville », Programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », Action 15100308 « Actions Politique de la Ville » de l'exercice budgétaire 2018.

Retire la subvention d'un montant de **5 000 €** attribuée par délibération CP 2018-404 du 17 octobre 2018 à SPRP SAVOIRS POUR REUSSIR PARIS pour l'opération « Réconciliation avec la lecture, l'écriture et le numérique » - dossier N° EX036757.

Désaffecte une autorisation d'engagement d'un montant de 5 000 € sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », Sous-fonction 51 « Politique de la ville », Programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », Action 15100308 « Actions Politique de la Ville » de l'exercice budgétaire 2018.

Retire la subvention d'un montant de **35 000 €** attribuée par délibération CP 2018-494 du 21 novembre 2018 à FFKADA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE KARATÉ ET DISCIPLINES ASSOCIÉES pour l'opération « Inciter les jeunes filles et femmes des quartiers populaires à la pratique sportive » - dossier N° 18014360

Désaffecte une autorisation d'engagement d'un montant de 35 000 € sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », Sous-fonction 51 « Politique de la ville », Programme HP-51-003 « Actions Politique de la Ville », Action 15100308 « Actions Politique de la Ville » de l'exercice budgétaire 2018.

Article 7 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, et à partir du 15 novembre 2019 pour les subventions visées à l'article 5 de la présente délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

Article 8 :

Approuve la modification du règlement cadre du conseil régional des jeunes, adopté par délibération n° CR 2017-088 du 18 mai 2017, tel que présenté en annexe 5 à la présente délibération.

Article 9 :

Abroge la délibération CP 05-549 du 13 juillet 2005 relative aux indemnités de transport des membres titulaires et complémentaires du conseil régional des jeunes d'Île-de-France.

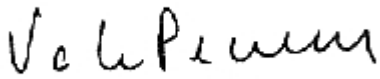
Article 10 :

Décide de procéder, en faveur des membres titulaires et ambassadeurs du CRJ non titulaires d'un forfait de transport francilien de type Navigo ou Imagine R, au remboursement des

frais de déplacement occasionnés par l'exercice de leur mandat, sur la base des justificatifs remis.

Seules les dépenses relatives aux réunions officielles ou missions faisant l'objet d'une invitation officielle validée par la Région peuvent faire l'objet d'un remboursement.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc164947-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : REGLEMENT D'INTERVENTION - DISPOSITIF LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

SOUTIEN REGIONAL A LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET POUR L'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES : APPELS A PROJETS ET PARTENARIATS SPECIFIQUES

REGLEMENT D'INTERVENTION

1. INTRODUCTION

La Région Ile-de-France est largement engagée dans la lutte contre les discriminations et contre les inégalités femmes-hommes. Elle souhaite, par le présent appel à projets, initier des démarches innovantes en la matière.

➢ Lutte contre les discriminations

Une discrimination est **une inégalité de traitement fondée sur un critère interdit par la loi** (sexe, âge, état de santé, handicap, nationalité…) et **dans un domaine cité par la loi** (accès à un service, embauche…). A ce jour, 21 critères de discrimination (« critères prohibés ») sont fixés par la loi.

Il existe plusieurs formes de discrimination :

- *La discrimination « directe »* se produit, lorsqu'une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne le serait dans une situation comparable en raison d'un motif illégal.
- *La discrimination « indirecte »* se produit lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre est susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour des personnes en raison d'un motif interdit.

RAPPEL :

Références législatives

- Loi n°2014-173 du 21 février 2014 - art. 15.
- Loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.
- Article L. 1132-1 du Code du travail.
- Article 225-1 à 225-4 du Code pénal, modifié par loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 - art. 86 et par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté.
- Loi n°2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel.

Les critères de discrimination : constitue une discrimination toute distinction opérée **entre les personnes physiques** à raison :

- de leur **origine,**
- de leur **sexe,**
- de leur **situation de famille**,
- de leur **grossesse**,
- de leur **apparence physique**,
- de leur **patronyme**,
- de leur **lieu de résidence,**
- de leur **état de santé**,

- de leur **handicap**,
- de leurs **caractéristiques génétiques**,
- de leurs **mœurs**,
- de leur **orientation ou identité sexuelle**,
- de leur **âge**,
- de leurs **opinions politiques**,
- de leurs **activités ou opinions syndicales**, et/ou mutualistes (code du travail)
- de leur **appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée,**
    - **à une ethnie,**
    - **une nation,**
    - **une race**
    - **ou une religion déterminée** (**20ème critère)**,
- de la particulière vulnérabilité résultant de leur **situation économique, apparente ou connue** de son auteur, visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale (**21ème critère,** publié au Journal Officiel du 25 juin 2016).

Constitue également une discrimination toute distinction opérée **entre les personnes morales** à raison de l'origine, du sexe, de la situation de famille, de l'apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de la situation économique, apparente ou connue de son auteur, du patronyme, du lieu de résidence, de l'état de santé, du handicap, des caractéristiques génétiques, des mœurs, de l'orientation ou identité sexuelle, de l'âge, des opinions politiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée des membres ou de certains membres de ces personnes morales.

- **Lutte contre les inégalités femmes-hommes**

La Région ambitionne également de soutenir des actions efficaces et innovantes de lutte contre les inégalités femmes-hommes. Les freins à l'égalité sont multiples, notamment dans certains domaines clefs que sont l'emploi, le sport ou la formation.

Les inégalités femmes-hommes ne relèvent pas toujours de discriminations directes ou indirectes. Elles peuvent être fondées sur des représentations sexistes issues d'attributions de rôles sociaux sexués..

Le présent appel à projets a ainsi pour objectif de promouvoir l'égalité femmes-hommes. Une attention particulière sera accordée aux projets portant sur la ruralité.

2. LE SOUTIEN REGIONAL EN FONCTIONNEMENT VIA UN APPEL A PROJETS NOVATEURS

2.1. Priorités régionales en matière de lutte contre les discriminations

a) La lutte contre les discriminations dans le domaine de l'emploi

Un certain nombre de personnes font l'objet de discriminations à l'embauche et au cours du déroulement de leur carrière en raison de leur âge, leur origine et/ou leur religion, réelles ou supposées, leur adresse, leur sexe ou leur handicap. D'après les chiffres de l'OIT (Observatoire International du Travail), c'est le cas de 3 actifs sur 10, dont près de 4 sur 10 disent ne pas avoir réagi.

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre les discriminations dans le domaine de l'accès à l'emploi et de l'évolution de carrière, à travers notamment :

- la mise en place d'actions de « testing », le suivi judiciaire (plainte) et la production de rapports en lien avec la Région d'Ile-de-France afin de rendre visibles et de dissuader les pratiques de discrimination dans l'accès à l'emploi et dans l'évolution de carrière ;
- l'accès aux droits, le soutien juridique et l'accompagnement judiciaire des personnes victimes de discrimination dans l'accès à l'emploi et dans leur évolution professionnelle ;
- la formation et l'encadrement, notamment auprès des jeunes ;
- l'accompagnement de l'accès à l'emploi de jeunes et des femmes, aussi bien dans les territoires urbains que ruraux : préparation de candidature, d'entretien, mentoring… ;
- les bonnes pratiques (le développement de l'entrepreneuriat féminin, de l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires…).

b) La lutte contre les discriminations dans l'accès au logement

L'accès au logement est une des préoccupations prioritaires des Français. Se loger est problématique pour 9 franciliens sur 10.

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre les discriminations dans le domaine de l'accès au logement, avec une attention particulière pour les personnes âgées de plus de 70 ans, les personnes discriminées en raison de leur handicap ou de leur état de santé (personnes souffrant de maladies chroniques ou de longues maladies), les familles monoparentales, les jeunes et les résidents en Ile-de-France à qui sont refusés un logement car leur caution est en outre-mer (ce qui est interdit par la loi), à travers notamment :

- les actions d'accès aux droits et de soutien juridique des personnes victimes de discrimination dans l'accès au logement ;
- la mise en place d'actions de « testing » ;
- la production de rapports en lien avec la Région d'Ile-de-France afin de rendre visibles et de dissuader les pratiques de discrimination dans l'accès au logement.

c) Les atteintes aux biens et aux personnes en raison des critères discriminatoires

Dans leur vie quotidienne, nombreux sont les Français qui subissent des atteintes de toutes sortes en raison de leur appartenance religieuse. Ainsi, en 2015, les actes et menaces anti-religieux sont en fortes hausses. Les actes anti-chrétiens ont bondi de 20% en 2015 avec 810 atteintes aux lieux de culte et aux cimetières chrétiens. Les actes anti-musulmans ont triplé en 2015, avec 429 actes et menaces contre 133 en 2014. Les actes antisémites se sont maintenus à un niveau très élevé (806 actes et menaces).[1]

Par ailleurs, l'apparence physique, l'origine, le sexe, l'identité et l'orientation sexuelle sont des motifs prédominants des agressions verbales ou physiques. Le racisme, le sexisme sous toutes ses formes et l'homophobie se banalisent.

Dans le cadre de son bouclier de sécurité et de sa volonté de lutter contre les discriminations, la Région entend ne pas laisser sans réponse ces atteintes intolérables à la dignité des personnes.

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre toutes les formes de violences, verbales et physiques, aux personnes et d'atteintes aux biens réalisées pour des raisons religieuses, liées à l'identité sexuelle, l'origine ou l'apparence physique, à travers notamment :

- des actions d'accès aux droits, de soutien juridique et d'accompagnement judiciaire pour les personnes victimes de tels actes ;

[1] Source : Rapport 2015 de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra)

- le soutien au dépôt de plainte et l'accompagnement judiciaire des organismes concernés par les atteintes aux lieux de culte et des cimetières.

d) La lutte contre les discriminations dans le sport

Le sport est un espace de construction de la citoyenneté, il est porteur de valeurs essentielles au « vivre-ensemble » : la récompense de l'effort, le respect de soi et des autres, le travail en équipe. Il est lié aux questions de santé publique, de cohésion sociale, d'éducation, d'économie. Promouvoir l'égalité dans le sport, c'est favoriser la pratique sportive pour le plus grand nombre, et donc faciliter la transmission de ces valeurs républicaines.

Pourtant des phénomènes peuvent salir l'image du sport en portant atteinte à ses valeurs. C'est le cas pour le racisme et le sexisme. C'est aussi le cas pour un motif de discrimination occulté, l'homophobie, qui constitue la dernière zone grise dans le sport comme l'indiquent différents rapports administratifs. Cette discrimination est d'autant plus grave que le plus souvent, les victimes gardent le silence, abandonnent la pratique sportive, s'isolent…

La lutte contre les stéréotypes, le racisme, le sexisme et les actes homophobes dans le sport est donc une nouvelle priorité régionale.

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre toutes formes de discriminations, et notamment l'homophobie, le racisme sous toutes ses formes et le sexisme, dans le domaine du sport, à travers notamment :
- la prévention et la lutte contre tous les stéréotypes et notamment ceux liés au sexe, à l'identité sexuelle, à l'orientation sexuelle, aux origines et à l'apparence physique, à l'état de santé, au handicap ;
- les actions d'accès aux droits, le soutien juridique et l'accompagnement judiciaire pour les personnes victimes d'actes de discrimination ;
- les bonnes pratiques

e) La lutte contre les discriminations dans le domaine de la formation

L'accès à la formation et aux stages ou leur déroulement peuvent être sources de discriminations, touchant prioritairement les jeunes et les femmes.

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre toutes formes de discriminations, et de favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine de la formation, à travers notamment :
- la prévention et la lutte contre tous les stéréotypes dans le champ de la formation et notamment ceux liés aux origines, à l'identité sexuelle, au sexe, à l'apparence physique, à l'état de santé, au handicap et à l'âge ;
- les actions d'accès aux droits, le soutien juridique pour les personnes victimes d'actes de discrimination ;
- les bonnes pratiques (diversification des choix d'orientation scolaire et professionnelle mixité des métiers, sensibilisation-formation des professionnels de l'orientation-insertion, etc.).

2.2. Priorités régionales en matière de lutte contre les inégalités femmes-hommes

a) La lutte contre les inégalités professionnelles

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre les inégalités femmes-hommes dans le domaine de l'emploi, à travers notamment :

- l'accompagnement dans le déroulement de carrière (préparation de candidatures, d'entretien, mentoring)
- la lutte pour l'égalité salariale, de carrière et d'accès aux responsabilités
- l'accompagnement à une articulation facilitée des temps de vie personnelle et des temps professionnels
- l'encouragement au développement de l'entreprenariat féminin
- la mise en valeur des métiers du numérique et leur grande diversité auprès des femmes

b) La lutte contre les inégalités femmes-hommes dans le domaine du sport

Le sport est vecteur fondamental de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes tout autant qu'il est objet d'inégalités. La lutte contre les stéréotypes dans le sport est ainsi également une priorité régionale, à travers notamment :

- la prévention et la lutte contre tous les stéréotypes liés aux inégalités entre les femmes et les hommes
- les projets innovants favorisant la pratique féminine et la mixité dans le sport, la participation des femmes dans les instances de décision du sport…).

c) La lutte contre les inégalités et les stéréotypes dans l'éducation et la formation

L'accès à la formation et aux stages ou leur déroulement peuvent être sources d'inégalités tout autant que le sont les stéréotypes dans l'éducation amenant à des choix sexistes d'orientation. Cet appel à projets a pour objectif de favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine de la formation, à travers notamment :

- la prévention et la lutte contre tous les stéréotypes dans le champ de la formation
- les bonnes pratiques (diversification des choix d'orientation scolaire et professionnelle, mixité des métiers, sensibilisation-formation des professionnels de l'orientation-insertion, féminisation des métiers du numérique, etc.)
- L'éducation à la mixité des métiers et aux choix d'orientation non stéréotypés

2.3. Descriptif des actions éligibles à l'appel à projets

Les projets pourront porter sur un ou plusieurs motifs de discriminations telles que définies par la loi (articles 225-1 et 225-1-1 du code pénal) et par le Défenseur des Droits, et complété par la loi n°2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel (cf. liste des critères plus haut) et devront porter sur les domaines identifiés dans la partie « les priorités régionales » du présent appel à projets (emploi, logement, atteintes aux biens ou aux personnes en raison de leur appartenance religieuse, de leur apparence physique et de leur identité sexuelle, sport, formation).

Outre les projets ponctuels liés à la formation, l'accompagnement, les bonnes pratiques, la sensibilisation, la Région peut soutenir et accompagner des projets qui favorisent l'égalité réelle et la lutte contre les discriminations, pouvant prendre les formes suivantes :

- L'**accès aux droits des personnes discriminées** par : la mise en place ou le développement de permanences ou de consultations pour le conseil et l'accompagnement dans le suivi juridique des victimes de discriminations et/ou de violences, et l'accompagnement vers le dépôt de plainte en particulier dans le cadre des Maisons du droit.
- Les **testings** : les projets de testing devront intégrer un descriptif de la méthodologie, un objectif quantifié et un descriptif des situations concernées. Ils devront donner lieu à des dépôts de plainte systématiques. Les rapports circonstanciés d'action et les constats d'infraction à la loi seront communiqués à la Région.

L'examen de l'éligibilité du projet portera sur la démarche mise en place par le porteur de projet suivant des critères principalement méthodologiques :

- l'ingénierie développée,
- la construction de la démarche avec les participants,
- le mode d'évaluation envisagé et critères permettant de mesurer les effets du projet.

Les projets présentant une dimension régionale et non seulement locale seront privilégiés.

2.4. Bénéficiaires éligibles à l'appel à projets

Les organismes bénéficiaires de l'aide régionale, au titre de l'appel à projets sont les personnes morales de droit privé à but non lucratif. Celles-ci devront avoir plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

2.5. Modalités de financement de l'appel à projets : dépenses éligibles et taux d'intervention

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement exclusivement imputables à la mise en œuvre des projets retenus dans le cadre de ce dispositif.

Les dépenses prises en compte sont les dépenses hors taxes, sauf si les bénéficiaires justifient qu'ils ne récupèrent pas, d'une façon ou d'une autre, en tout ou en partie, directement ou indirectement, la TVA.

La subvention régionale est fixée à 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 50 000 € maximum, pour toute la durée du projet. Les dépenses pourront inclure notamment des frais administratifs, de communication, d'organisation, de personnel, uniquement dédiés au projet.

3. LES PARTENARIATS SPECIFIQUES EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS EN FONCTIONNEMENT

Le soutien financier aux projets de lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes en fonctionnement pourra également s'inscrire dans le cadre d'un partenariat avec une association, une commune ou un établissement public. Hors appel à projets, la Région souhaite en effet mettre en place des partenariats, dans le cadre d'un financement spécifique de projets initiés par des acteurs de la lutte contre les discriminations et/ou de l'égalité femmes-hommes :

- particulièrement innovants et efficaces,
- d'un fort impact sur le territoire francilien,
- en contact direct avec les publics visés.

Une convention annuelle voire pluriannuelle avec ces partenaires sera alors mise en place permettant de décrire les engagements de chacune des parties et de suivre la mise en œuvre du dispositif qui contribuera à donner une plus grande visibilité aux actions entreprises.

Ces partenariats spécifiques ont pour objet de compléter l'action régionale mise en place pour la lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes-hommes, de globaliser un accord avec un même acteur sur plusieurs actions pouvant relever de différentes politiques sectorielles régionales,

de cibler d'autres publics ou d'autres formes de discriminations et/ou de rendre plus visible l'action régionale.

Les bénéficiaires éligibles décrits au 2.4 sont élargis aux personnes morales de droit public d'Île-de-France (collectivités territoriales, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) …). Les modalités de financement et les critères de cofinancements, sont les mêmes que ceux décrits aux points 2.3, 2.4 et 2.5 de ce règlement d'intervention.

Les projets pourront, de façon dérogatoire, donner lieu à la signature de conventions spécifiques soumises au vote et adoptées en Commission permanente.

4. LE SOUTIEN REGIONAL EN INVESTISSEMENT EN FAVEUR DE LA PROTECTION DES JEUNES EN SITUATION DE PRECARITE – PARTENARIAT SPECIFIQUE

Le public jeune peut se trouver dans une situation de grande précarité lorsqu'il est en situation de rupture familiale, avec de graves conséquences en matière de santé et de sécurité. Ce soutien financier pourra s'inscrire dans le cadre d'un **partenariat spécifique** renforcé avec des structures d'envergure régionale présentant des projets d'un fort impact sur le territoire francilien.

4.1 Partenariats renforcés

Le soutien régional en faveur des jeunes en situation de précarité s'inscrira hors appel à projets dans le cadre d'un partenariat spécifique renforcé avec des structures d'envergure régionale présentant des projets d'un fort impact sur le territoire francilien.

Une convention annuelle ou pluriannuelle (de 3 ans maximum) avec ces partenaires sera alors mise en place permettant de décrire les engagements de chacune des parties et de suivre la mise en œuvre du dispositif qui contribuera à donner une plus grande visibilité aux actions entreprises.

Ces partenariats renforcés ont pour objet de compléter l'action régionale mise en place, de globaliser un accord avec un même acteur sur plusieurs actions pouvant relever de différentes politiques sectorielles régionales, et/ou de rendre plus visible l'action régionale.

Les bénéficiaires éligibles, les modalités de financement et les critères de cofinancements, sont les mêmes que ceux décrits au point 4.3 et s. de ce règlement d'intervention.

Ces conventions étant spécifiques à chaque projet/partenariat, elles seront soumises au vote et adoptées en commission permanente.

4.2 Descriptif des actions éligibles

Le dispositif d'aide aux jeunes en rupture sociale et familiale propose de soutenir les actions des organismes engagés dans l'hébergement temporaire des jeunes en rupture familiale, notamment en raison de leur identité ou orientation sexuelle, pour leur permettre d'acquérir stabilité, autonomie et indépendance.

L'intervention régionale portera exclusivement sur une aide en investissement. Le Conseil régional finance la réhabilitation, la construction ou l'acquisition de lieux d'accueil et/ou d'hébergement temporaire dédiés aux jeunes en rupture sociale et familiale. La Région d'Ile-de-France peut également financer l'aménagement du lieu d'accueil lorsqu'il vise à l'élargissement du champ du projet d'hébergement et des conditions d'accueil, notamment territorial ou en termes de public accueilli, dans le cas où le lieu d'accueil est acquis au préalable. La subvention portera sur le gros œuvre nécessaire à la construction ou la réhabilitation du bâtiment, aux dépenses liées à

l'acquisition ou à l'aménagement du lieu d'accueil. Les travaux devront nécessairement veiller à la mise en accessibilité pour les personnes en situation de handicap.

L'examen de l'**éligibilité du projet** portera sur la démarche mise en place par le porteur de la proposition suivant des critères principalement méthodologiques. La candidature devra obligatoirement inscrire dans la démarche :

- un état des lieux des besoins identifiés en matière d'offre d'hébergement temporaire réservée aux jeunes en rupture sociale et familiale,
- la présentation d'un projet de lieu d'accueil ou d'hébergement en Ile-de-France à destination des personnes en rupture sociale et familiale,
- la caractérisation du besoin, la définition précise du public concerné ainsi que la démarche innovante du projet.

4.3 Bénéficiaires éligibles

Les **bénéficiaires éligibles** au dispositif d'aide à l'hébergement des jeunes en rupture sociale et familiale sont :

- les associations relevant de la loi de 1901 et les fondations, dont l'objet concerne l'hébergement temporaire de jeunes en rupture familiale, notamment du fait de leur orientation sexuelle,
- les communes et établissements publics.

4.4 Plan de financement des projets et cofinancements

La subvention régionale est fixée à 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à **300 000 €** maximum, pour chaque partenariat spécifique renforcé, tel que défini à l'article 4.1.

5. ENGAGEMENTS DES CANDIDATS

Tout participant remettant un dossier de candidature s'engage à :

- autoriser le Conseil régional et ses organismes associés à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été voté par la Commission permanente du Conseil régional,
- permettre toute visite des locaux par les agents de la Région, ainsi que l'observation du déroulement des services mis en place, dans le cadre du projet financé,
- participer aux rencontres régionales sur la thématique.

Les bénéficiaires du soutien régional s'engagent également à **associer étroitement la Région aux actions menées, en particulier, concernant la communication des informations** sous forme d'un rapport annuel circonstancié et quantifié des actions menées, de la communication en cours d'action des cas particuliers et des écueils rencontrés. La communication sur les résultats des opérations menées devra être commune, partenaire – Région.

La première communication publique ne pourra se faire qu'en accord et en présence de la Région. Toute communication par la suite, en dehors de la Région, devra mettre en valeur le rôle d'accompagnement et de partenariat de la Région.

Par ailleurs, et conformément à l'article 1 de la délibération **CR 08-16 du 18 février 2016**[2]**,** tout bénéficiaire d'une subvention régionale s'engage à recruter au moins un stagiaire pour une période minimale de deux mois.

Toute personne morale de droit privé, bénéficiaire d'une subvention régionale, s'engage également, conformément à la délibération n° **CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par les délibérations CP 2017-191 du 17 mai 2017 et CP 2018-494 du 21 novembre 2018** relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, à respecter et promouvoir cette dernière, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

6. DUREE DES PROJETS

Les projets devront démarrer à partir du vote en commission permanente, sauf autorisation exceptionnelle de démarrage anticipé, conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier en vigueur.

Ils pourront être annuels.
Ils pourront également s'inscrire dans la durée, dans le cadre de conventions pluriannuelles. Ces projets ne pourront toutefois pas dépasser trois années, et chaque année devra faire l'objet d'une évaluation.

Les aides apportées dans ce cadre sont distinctes et non cumulables avec des subventions régionales issues des autres dispositifs régionaux.

Aucun nouveau soutien financier ne sera apporté à un organisme qui n'aurait pas produit un rapport intermédiaire (bilan financier et qualitatif) à un projet en cours.

7. PLAN DE FINANCEMENT DES PROJETS ET COFINANCEMENTS

Des cofinancements, non obligatoires mais souhaités, peuvent provenir de sources diverses : Etat, autres collectivités, fondations, fonds privés. Ils doivent être anticipés et détaillés dans le dossier de demande de subvention. L'apport en fonds propres de l'organisme doit également apparaître dans le plan de financement.

8. PROCEDURE DE SELECTION

Les dossiers devront parvenir à la Région via la plateforme des aides régionales. A titre dérogatoire, les projets soutenus dans le cadre de partenariats renforcés, ou du renouvellement d'une subvention au titre d'une convention pluriannuelle, pourront être transmis par voie électronique.

Seuls les dossiers complets, et adressés dans les délais fixés s'agissant de l'appel à projets, seront pré-instruits par les services régionaux.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la Commission Permanente, seule compétente à décider du soutien régional et dans la limite de la disponibilité des crédits.

Les opérations pourront débuter dès attribution de la subvention par la commission permanente.

Une fois la subvention attribuée aux organismes pour mener à bien leur(s) projet(s), une

[2] « ***Article 1 :***
Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision. »

convention sera signée entre l'organisme bénéficiaire du projet, attributaire de la subvention et la Région.

Au-delà de la mise en œuvre du projet/programme soutenu, les bénéficiaires du dispositif devront en outre s'engager à diffuser les résultats de leur projet en précisant toujours la contribution régionale notamment par la mention du rôle de partenariat de la région et la présence du logo régional sur tous les documents concernant le projet.

La première communication publique ne pourra se faire qu'en accord et en présence de la Région. Toute communication par la suite, en dehors de la Région, devra se faire avec l'autorisation de la région et mettre en valeur son rôle d'accompagnement et de partenariat.

9. CONTROLE ET EVALUATION

Le contrôle d'exécution des projets et programmes sera effectué sur le fondement des règles régionales en vigueur, et notamment, le respect des règles prévues par le Règlement Budgétaire et Financier (délibération n° CR 33-10 prorogée par la délibération n° CR 01-16) :

- signature d'une convention avec le bénéficiaire ;
- remise de compte-rendu d'étape et de compte-rendu définitifs, sur la base des critères et indicateurs définis entre le bénéficiaire et la Région, et accompagnés des pièces justificatives qui conditionnent le mandatement des crédits.

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS EXPRESSIONS CITOYENNES

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-022

DOSSIER N° EX047856 - Publication de la revue semestrielle du Cercle du Comitium

Dispositif : Soutien aux expressions citoyennes (n° 00000998)
Délibération Cadre : CR161-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	10 000,00 € TTC	40,00 %	4 000,00 €
	Montant total de la subvention		4 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE CERCLE DU COMITIUM
Adresse administrative : 35 RUE DE MONTREUIL
94300 VINCENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur TOM MICHON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Publication de la revue semestrielle du Cercle du Comitium

Dates prévisionnelles : 15 décembre 2019 - 14 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association Le Cercle du Comitium organise des rencontres régulières pour débattre sur les thèmes d'actualité et enjeux de société, en présence d'invités tels que des hommes ou femmes politiques, diplomates, journalistes, dirigeants d'entreprise, économistes etc.

Pour approfondir son travail de réflexion et contribuer plus encore au débat public, l'association a pour projet de publier une revue semestrielle. Cette revue rassemblera plusieurs types d'écrits (interviews de personnalités, articles des membres de l'association ou d'intervenants extérieurs, tribunes, critiques littéraires et artistiques). Elle sera distribuée en format papier et numérique. Par la diversité des sujets traités, elle s'adressera à un large public (lycéens, étudiants, professionnels). Un premier exemplaire sera publié en décembre 2019.

En proposant un contenu varié et approfondi, ce projet de revue participe à la transmission des savoirs auprès des lycéens et des étudiants d'Île-de-France. Il a également pour ambition d'alimenter le débat public et d'inciter les jeunes à s'y investir.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Catalogues, imprimés, publications	8 000,00	80,00%
Frais postaux et télécommunications	1 000,00	10,00%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 000,00	10,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 000,00	10,00%
Subvention Aides privées (sollicitée)	5 000,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 000,00	40,00%
Total	10 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-022

DOSSIER N° EX047776 - Pérenniser la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et des grands conflits contemporains par le cinéma

Dispositif : Soutien aux expressions citoyennes (n° 00000998)
Délibération Cadre : CR161-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	24 500,00 € TTC	20,41 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINE HISTOIRE
Adresse administrative : 8 RUE DUPLEIX
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE DORRA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : pérenniser la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et des grands conflits contemporains par le cinéma

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2019 - 4 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
L'association Ciné-Histoire propose de faire découvrir des événements peu connus au moyen du cinéma, portant essentiellement sur la Seconde Guerre mondiale, les valeurs de la Résistance et la mémoire de la Déportation, mais aussi des conflits du 20ème siècle. Cette année, le thème est les années 30 et la montée des totalitarismes.

Un samedi par mois, l'association organise une projection suivie d'un débat, en présence de témoins historiens, réalisateurs etc., au cinéma Saint-André des Arts dans le 6ème arrondissement de Paris ou dans l'auditorium de la Ville de Paris.

Les actions de Ciné-Histoire visent le grand public et, en particulier, les jeunes. Il s'agit d'enseigner l'Histoire aux jeunes générations, mais aussi de transmettre les valeurs de l'engagement et de la Résistance. Des classes viennent parfois assister aux séances. Lorsque la venue des élèves n'est pas possible, des captations des séances sont organisées, avec un transfert sur DVD, facilement utilisable

dans les établissements scolaires.

Ciné-Histoire travaille en partenariat avec l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie, le Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le CERCIL, le Souvenir Français, l'association Germaine Tillon et l'association Buchenwald Dora & Kommandos.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Droits des films	2 400,00	9,80%
Fournitures et copies DVD	2 500,00	10,20%
Maintenance informatique et webmaster	3 200,00	13,06%
Technicien et captation vidéo	4 800,00	19,59%
Documentation générale et technique	3 800,00	15,51%
Rémunérations des intervenants	1 000,00	4,08%
Communication, catalogues, imprimés, publications	3 800,00	15,51%
Transports – déplacements – missions	1 200,00	4,90%
Frais postaux et télécommunications	1 800,00	7,35%
Total	24 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	20,41%
Subvention Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA)	3 000,00	12,24%
Subvention Ville de Paris	9 000,00	36,73%
Subvention aides privées (CARAC)	3 000,00	12,24%
Ressources propres	4 500,00	18,37%
Total	24 500,00	100,00%

DOSSIER N° 20000115 - RENCONTRE DES ASSOCIATIONS D'ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Dispositif : Soutien aux expressions citoyennes (n° 00000998)
Délibération Cadre : CR161-16 modifiée du 13/10/2016
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200503- Citoyenneté et valeurs de la République

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux expressions citoyennes	30 000,00 € TTC	50,00 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FNFF FEDERATION NATIONALE FOLKLORE FRANCAIS
Adresse administrative	:	2 RUE ACHILLE LUCHAIRE 75014 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur ALAIN JACOB, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : RENCONTRE DES ASSOCIATIONS D'ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

La "Fédération Nationale du Folklore Français" est une association qui accueille en son sein plusieurs dizaines de groupes folkloriques représentant une large palette des terroirs de France. Maintenir, promouvoir et transmettre le patrimoine traditionnel à travers l'étendue et la richesse du répertoire des danses, chants et danses de nos régions, mais aussi grâce à des costumes typiques, riches en variété et en couleurs, tel est le but de la FNFF.

La FNFF est présente dans de nombreuses fêtes et manifestations culturelles dans l'Hexagone, mais sa renommée et son expérience internationale du folklore ont permis à plusieurs groupes de partir hors de nos frontières (Emirats Arabes Unis, Canada, Russie, Chine, Italie, Maroc, Algérie, Mongolie…) pour faire connaître la culture traditionnelle française dans de nombreux festivals

Le projet porté par l'association consiste notamment, pour l'année 2020, en l'organisation de manifestations permettant au public francilien de découvrir les multiples facettes des folklores de France :
- la Payse de France qui se déroulera le 25 janvier 2020 à Massy : élection, en Île-de-France, de l'ambassadrice des provinces françaises avec une journée de présentation des costumes le 11 janvier 2020 ;
- la Ronde de France au 2ème semestre 2020 : spectacle réalisé dans une commune francilienne par les groupes des provinces françaises situés en Île-de-France ;
- un projet de rencontre et d'échange des groupes folkloriques d'Ile-de-France en Ile-de-France au 2ème semestre 2020 (sur une île de loisirs, par exemple) ;
- ainsi que des stages d'entretien des costumes, broderie et mise en scène de spectacle.

Le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats et fournitures (décorations, fleurs, récompenses)	3 000,00	10,00%
Services extérieurs (location de sales etc..)	2 000,00	6,67%
Déplacements, restauration, hébergement	2 500,00	8,33%
Autres services extérieurs (sonorisation, gardiennage...)	3 000,00	10,00%
Prestations des groupes (indemnisation groupes participants)	17 500,00	58,33%
Costumes et instruments (entretien, conditionnement...)	2 000,00	6,67%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	50,00%
Ressources propres	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%

ANNEXE 3 : AVENANT ET FICHE PROJET RADIO NEO

AVENANT MODIFICATIF A L'AVENANT N°2 A LA CONVENTION TRIENNALE AU TITRE DU SOUTIEN AUX RADIOS LOCALE D'ILE-DE-FRANCE (FONCTIONNEMENT)

Avenant n°3
à la convention N° 2017-464-15 (dossier n°17012986)
entre la Région Ile-de-France et ANTENNES DE LA RELEVE RADIO

Dossier EX046416

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2020-022 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **LES ANTENNES DE LA RELEVE RADIO NEO**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 441036761 00035
Code APE : 60.10Z
dont le siège social est situé au : 35 RUE DU CHEMIN VERT 75011 PARIS
ayant pour représentant Monsieur Olivier POUBELLE, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire » d'autre part,

PREAMBULE :

Par délibération N° CP 2019-392 du 17 octobre 2019, la Commission permanente a attribué **à l'association Les Antennes de la Relève Radio Néo** une subvention de 15 000 € sur la base d'un plan de financement prévisionnel erroné, proposé par le demandeur. Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la base subventionnable et le taux d'intervention.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Par le présent avenant, le montant maximum de la subvention est fixé à **15 000 €** représentant **38,96 %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **38 500 €.**

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

Le plan de financement prévisionnel, précisant les montants TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification à l'organisme.

Il expire au plus tard après mandatement du solde de la subvention ou, à défaut, à l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de l'annexe financière initiale.

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DES TERMES DE LA CONVENTION INITIALE

Toutes les stipulations de l'annexe financière non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention triennale et les avenants n°1 et 2 relatifs au dossier EX046416, le présent avenant et les annexes dénommées « fiche projet ».

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur -Seine,

Le

Pour le bénéficiaire
ANTENNES DE LA RELEVE RADIO

Monsieur Olivier POUBELLE, Président

(signature et cachet)

Le

Pour la Région Ile-de-France,
Pour la Présidente du Conseil Régional,

DOSSIER N° EX046416 - Aide à la diffusion 2019 - année 3 du programme triennal

Dispositif : Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement (n° 00000185)
Délibération Cadre : CR2017-121 du 22/09/2017
Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
Action : 10200507- Soutien régional aux radios et télévisions et aux nouveaux supports d'information et d'expression sur internet en IDF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense (radios)	38 500,00 € TTC	38,96 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ANTENNES DE LA RELEVE RADIO NEO
Adresse administrative : 35 RUE DU CHEMIN VERT 75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER POUBELLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :
"Néo", le programme diffusé par "Les Antennes de la Relève" est diffusé sur 95.2 FM de 7h à 14h et 19h à 23h ainsi qu'en continu sur Internet. Il valorise avant tout les initiatives locales, la diversité musicale et les nouveaux talents.

Radio Néo Paris a pour vocation l'encouragement à la création, la production et la diffusion des œuvres musicales issues des nouveaux talents français et/ou francophones. Elle étend depuis 2015 son domaine d'intervention aux autres modes d'expression artistique en privilégiant l'émergence et la découverte, la recherche de diversité, en toutes disciplines, tant musicales que culturelles au sens large.
Radio Néo est un vecteur de communication locale de proximité, participe à l'émergence d'artistes et à la diversité culturelle et donne une fenêtre d'exposition à des initiatives locales. Elle propose un nouveau rendez-vous quotidien qui traite de l'actualité culturelle (musique, cinéma, théâtre, arts...).

Par ailleurs, la radio s'investit également auprès de nombreuses actions associatives dans le cadre de la lutte contre les discriminations et en faveur de l'intégration. Elle diffuse également des émissions autour du développement local et sensibilise à la lutte contre les discriminations.
Le contenu éditorial de la radio contribue à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité. La radio va poursuivre la réalisation d'émissions sur le droit des femmes, des handicapés, des sans-abris, sur les lieux de vies des quartiers et sur toutes les innovations sociales et tous les nouveaux modèles d'entraide et d'ouverture sur l'autre. Elle couvre des événements et donne la parole à des associations qui luttent

contre toutes les formes de discrimination.
L'association accueille des volontaires en service civique au sein de la rédaction pour contribuer au renforcement du lien social par des relations sociales de proximité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Towercast	22 000,00	57,14%
SFR	3 000,00	7,79%
Logiciels, licences	1 800,00	4,68%
SACEM, SPREE	2 500,00	6,49%
Frais de personnels	7 000,00	18,18%
Charges patronales	2 200,00	5,71%
Total	38 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	23 500,00	61,04%
Région Ile-de-France	15 000,00	38,96%
Total	38 500,00	100,00%

ANNEXE 4 : LISTE DES PARTICIPANTS AU CONCOURS LES CHANTE NWEL EN ILE-DE-FRANCE

LISTE DES ASSOCIATIONS FRANCILIENNES PARTICIPANTES AU CONCOURS "LES CHANTE NWEL EN ILE-DE-FRANCE" - ANNEE 2019

Code dossier	Bénéficiaire	Localisation
EX047744	PMC PASSION MUSICALE CRESCENDO	**BOISSY-SAINT-LEGER**
EX047792	ASS FOLKLORIQUE FLECH CAN	**NANTERRE**
EX047793	ADA AMICALE DES ANTILLAIS D'EPINAY SUR SEINE	**EPINAY-SUR-SEINE**
EX047794	ACSSAG MI NOU ASSOCIATION CULTURELLE SPORTIVE SOCIALE ANTILLO GUYANNAISE	**BEZONS**
EX047797	COULEUR TROPIC	**GENEVILLIERS**
EX047799	ASS LA POMME CANNELLE	**CLICHY-LA-GARENNE**
EX047801	ASSOCIATION REFLET D'OUTRE-MER	**FLEURY MEROGIS**
EX047807	ASSOCIATION PIERROTINE MAI 1902	**GARGES-LES-GONESSE**
EX047808	GRENN K FE MIC	**L ILE SAINT DENIS**
EX047809	CARREFOUR DU SOLEIL	**CERGY**
EX047810	UOMS UNION OUTRE MER DE SENART	**SAVIGNY LE TEMPLE**
EX047811	KARUKERA MADI ET KERA ILE BELLES EAUX	**ARGENTEUIL**
EX047815	ASSOCIATION TROPIKANA	**VILLENEUVE-SAINT-GEORGES**
EX047816	ASS CULTURELLE MUSICALE ANTILLAISE	**SAINT-PIERRE-DU-PERRAY**
EX047819	ACTROM MADRAS 97 ASS CULT TRADIT REG OUTR MER MADRAS 97	**FONTENAY AUX ROSES**
EX047821	AFRO KREOL MOUV	**ACHERES**
EX047822	AGORA KARAYIB DE CLICHY	**CLICHY**
EX047824	MERCI LA VIE	**MONTMAGNY**
EX047825	ASHER ANTILLES SUR SEINE HOPITAL EMILE ROUX	**VALENTON**
EX047827	ASSOCIATION ANTILLAISE FEY FOUYAPEN	**VAUX-LE-PENIL**
EX047828	AMCG LES MERVEILLES CREOLES DE GRIGNY	**GRIGNY**
EX047835	KARAIB + ASS CULTURELLE ANTILLAISE	**ROSNY-SOUS-BOIS**
EX047836	OTANTIKA	**ROSNY-SOUS-BOIS**
EX047853	AMICALE DES ANTILLAIS DE ROISSY EN BRIE	**ROISSY-EN-BRIE**
EX047855	MOM MAISON DE L'OUTRE-MER	**GARGES-LES-GONESSE**
EX047857	AMICALE OUTRE MER DE GONESSE	**GONESSE**
EX047858	ASSOCIATION D'ANIMATION SAINT MICHEL	**CRETEIL**
EX047859	SOLID'ETUD	**SAVIGNY SUR ORGE**
EX047860	ASSOCIATION GRANDE-VIGIE	**VILLENEUVE-SAINT-GEORGES**
EX047861	LES ZANDOLIS DU VEXIN	**MAGNY-EN-VEXIN**

LISTE DES ASSOCIATIONS FRANCILIENNES PARTICIPANTES AU CONCOURS "LES CHANTE NWEL EN ILE-DE-FRANCE" - ANNEE 2019

Code dossier	Bénéficiaire	Localisation
EX047863	MDS METS DU SOLEIL	**VILLEPINTE**
EX047864	C T O M CULTURES ET TRADITIONS D'OUTRE MER	**MONTIGNY LE BRETONNEUX**
EX047865	UNION CARAIBEEN VITRIOTS	**VITRY SUR SEINE**
EX047866	ACTION CREOLE	**STAINS**
EX047867	JOM JEUNESSE OUTREMER	**AULNAY-SOUS-BOIS**
EX047869	ETHNICK 97	**SAVIGNY-LE-TEMPLE**
EX047870	SOCIOCULTURELLE ET SPORTIVE DE LA MAISON D ARRET DE FRESNES CHATAIGNE	**FRESNES**
EX047872	KA FRATERNITE	**BUSSY-SAINT-GEORGES**
EX047873	AROMES 2000 AMICALE RESSORT OUTRE MER SYMPATH 2000	**CHAMPS-SUR-MARNE**
EX047875	BELFONTEN NOU LA	**NOISY-LE-SEC**
EX047876	LA CASE CREOLE	**NOISY-LE-SEC**
EX047877	HIBISCUS	**LIVRY-GARGAN**
EX047878	ASSOC ACHSL	**PARIS**
EX047879	ACCA ASSOCIATION CULTURELLE D'ARCUEIL COEUR DES ANTILLES WEST INDIES HEART	**ARCUEIL**
EX047884	SOLEY K'RAYIB	**CRETEIL**
EX047882	AMU ASSOCIATION MEMOIRES ULTRAMARINES	**PIERREFITTE-SUR-SEINE**
EX047814	LBKDP LEKOL BELE KALENNDA DANMYE PARIS	**IVRY-SUR-SEINE**
EX047883	EN MOUVEMENT-AN MOUVMAN – EM AM	**LE MEE SUR SEINE**
EX047874	ASS FOLKLORIQUE ANTILLAISE KA-MANIOK	**VIGNEUX-SUR-SEINE**
EX047862	ASSOCIATION 97 DEGRES	**FLEURY-MEROGIS**
EX047854	R-G ELEGANCE EVENTS MULTICULTURELLES ET GENERATIONNELLES	**LE KREMLIN-BICETRE**

ANNEXE 5 : REGLEMENT CADRE DU CRJ

Règlement Cadre

Conseil Régional des Jeunes

d'Île-de-France

RÈGLEMENT – CADRE
du Conseil Régional des Jeunes d'Île-de-France

Adopté par délibération CP XX
du XX

Titre I / Règlement-cadre et règlement intérieur

Le présent règlement-cadre définit les missions, les principes de composition et de fonctionnement du Conseil Régional des Jeunes d'Île-de-France, ci-après désigné CRJ.

Un règlement intérieur est adopté par l'assemblée plénière du CRJ. Il précise les règles de fonctionnement. A tout moment, il peut être modifié par l'assemblée plénière du CRJ dans les conditions qu'il définit.

Titre II / Rôle et missions

Le CRJ est une instance de participation et de représentativité qui contribue à la mise en place d'actions répondant aux attentes et aux besoins de la jeunesse francilienne.

Il répond à quatre objectifs, se déclinant en missions :

- **être un espace d'engagement et d'initiatives**, permettant aux jeunes d'être partie prenante de la construction des politiques publiques régionales. Le CRJ organise et/ou participe à des événements en lien avec la jeunesse.

- **être un espace de dialogue**, instance d'échanges et de débats entre ses membres, avec les jeunes des territoires de la région, mais également un moyen d'échanges constructifs entre les élus régionaux et les jeunes ; entre les acteurs des territoires et les jeunes. A cette fin, il organise des rencontres-débats sur des politiques régionales en lien avec la jeunesse, celles-ci pouvant se tenir dans chacun des départements franciliens, avec une attention particulière aux territoires ruraux et aux quartiers prioritaires de la politique de la ville. Il relaye l'information sur les politiques régionales en lien avec la jeunesse (via les réseaux sociaux, en se faisant ambassadeurs de la Région, etc.).

- **être une force de propositions** :
  - ✓ en portant, après accord de l'Exécutif, des projets sur des thématiques de tous les champs de compétences régionales (jeunesse, transport, emploi, etc.) grâce à l'appropriation d'un budget participatif, en s'inscrivant le plus possible dans une démarche partenariale (en lien par exemple avec les fédérations d'éducation populaire, les associations de jeunesse, les clubs sportifs, etc.) ;
  - ✓ en émettant, sur saisine de l'Exécutif, des propositions et avis sur des politiques relevant des compétences régionales. Ses conclusions sont rendues sous forme de rapports, comptes rendus, notes, réalisations audio ou vidéo, labels, tags, etc. Les rapports, sur lesquels les membres du CRJ doivent voter, sont remis à l'Exécutif ;
  - ✓ en rendant, sur saisine de l'Exécutif ou de la Commission des Affaires européennes, des avis sur les consultations ouvertes par les institutions européennes sur des sujets d'intérêt pour la jeunesse francilienne. Les rapports, sur lesquels les membres du CRJ doivent voter, sont remis à l'Exécutif et à la Commission des Affaires européennes ;

- **être un espace de formation** par l'exercice d'une citoyenneté active et par l'information de ses membres quant aux compétences et décisions de la Région.

Les travaux et productions du CRJ sont présentés à ses membres lors des séances plénières et, le cas échéant, devant les instances régionales : conseil régional, commission du Sport, de la Jeunesse, de la Citoyenneté et de la Vie associative ou autre commission thématique.

Titre III/ Membres

III.1. Composition du CRJ

Le CRJ est composé à parité de jeunes âgés de 16 à 26 ans dans l'année de sélection, domiciliés en Ile-de-France et regroupés, selon leur statut, en 4 catégories :

- enseignement général
- formation professionnelle (apprentissage et enseignement professionnel)
- enseignement supérieur
- vie active (en activité professionnelle, en recherche d'emploi et/ou en insertion)

La participation au CRJ se fait sur la base du volontariat et est bénévole.

Afin que chaque zone de l'Île-de-France soit représentée, le CRJ est constitué des territoires par département sur la base de l'échelon minimal du découpage territorial administratif des intercommunalités franciliennes au 1er janvier 2017, en les regroupant en « grand territoire » (exemple : T1, T2, T3, etc.) pour obtenir une homogénéité en se basant notamment sur le nombre moyen d'habitants comme échelle de représentativité tout en respectant la logique des étendues de terre pour prendre aussi en compte les spécificités des zones rurales, vastes et peu peuplées, se trouvant à la périphérie de la Région.

Selon les spécificités géographiques de chaque département, il est constitué de 3 à 7 « grands territoires » par département, à l'exception du département de Paris qui est découpé sur la base des arrondissements de la Capitale en 5 « grands territoires » :

- le département de Paris est découpé en 5 grands territoires.
- le département des Hauts-de-Seine est découpé en 4 grands territoires, ceux des 4 territoires de la Métropole du Grand Paris.
- le département de la Seine-Saint-Denis est découpé en 4 grands territoires, ceux des 4 territoires de la Métropole du Grand Paris.
- le département du Val-de-Marne est découpé en 3 grands territoires, ceux des 3 territoires de la Métropole du Grand Paris.
- le département de la Seine-et-Marne est découpé en 7 grands territoires, regroupant 23 intercommunalités au total.
- le département des Yvelines est découpé en 6 grands territoires, regroupant 10 intercommunalités au total.
- le département de l'Essonne est découpé en 5 grands territoires, regroupant 10 intercommunalités au total.
- le département du Val d'Oise est découpé en 5 grands territoires, regroupant 10 intercommunalités au total.

Chaque département est représenté par le même nombre de CRJ à parité : 8 filles et 8 garçons, soit 16 sièges de CRJ.

Chaque « grand territoire » constitué se voit attribuer 2 sièges de CRJ à parité : 1 fille et 1 garçon.
Les « grands territoires » urbains les plus peuplés se voient par département attribuer 4 CRJ à parité : 2 filles et 2 garçons.

La répartition géographique s'appuie sur la carte des intercommunalités franciliennes afin d'assurer une juste représentation de tous les territoires, en particulier ruraux. Ce nouveau découpage, à maille plus fine que le département, est plus homogène en termes de population. Le découpage territorial est présenté sur la carte jointe en annexe.

Au total, le CRJ comprend 8 filles et 8 garçons par département et statut, soit **128 membres titulaires** (64 filles et 64 garçons) domiciliés sur le territoire francilien.

Pour permettre la transition et le passage d'information sur les travaux engagés, 30 membres actifs maximum de la mandature précédente, bénéficient du statut de membres ambassadeurs du CRJ et disposent d'une voix consultative.

III.2. Mode de désignation

Le recrutement des membres titulaires du CRJ s'effectue tous les deux ans. Il s'opère sur la base du volontariat, à l'issue d'une campagne régionale d'appel à candidatures de sensibilisation et d'information, menée via une stratégie média et hors média adressée aux réseaux d'information jeunesse, lycées-CFA-centres de formation, partenaires institutionnels, milieu associatif et sportif, etc.

La communication par les pairs étant jugée primordiale, cette campagne est réalisée après consultation des membres du CRJ sur le contenu du message à diffuser. De même, ils sont étroitement associés à sa mise en œuvre (vidéo, affiches, radio...).

Les jeunes désireux de devenir membre du CRJ font acte de candidature en ligne sur une plateforme ouverte durant la durée de la campagne régionale d'appel à candidatures. Celles-ci sont motivées. Le dossier de candidature renseigné en ligne est complété d'un document de format, au choix, texte ou vidéo dans lequel le jeune exprime sa motivation à intégrer le CRJ.

La désignation des membres ambassadeurs du CRJ s'opère sur la base du volontariat, parmi 30 membres actifs maximum de la mandature précédente ayant fait preuve de la plus grande assiduité aux séances plénières, commissions thématiques et réunions de travail du CRJ. Les jeunes désireux de bénéficier de ce statut expriment leur motivation par écrit.

Les candidatures répondant au critère principal de la motivation sont examinées par un jury de sélection, composé d'élus régionaux et d'anciens membres du CRJ, qui présélectionne les 128 membres et les 30 membres ambassadeurs du CRJ. La liste des membres est arrêtée définitivement, suite à la présentation par les jeunes de pièces justifiant dûment de leur âge et lieu d'habitation.

Une liste complémentaire est établie pour remplacer, durant leur mandat, les membres titulaires défaillants (démissionnaires ou absents).

III.3. Membres du jury de sélection

Le jury de sélection est composé des personnalités suivantes :

- La Présidente de la Région Île-de-France ou son représentant,
- Le Vice-président de la Région Île-de-France chargé des sports, des loisirs, de la Jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative ou son représentant,
- Le Président de la commission du sport, de la Jeunesse, de la citoyenneté et de la Vie associative ou son représentant,
- La Présidente de la commission de l'éducation ou son représentant,
- Trois conseillers régionaux,
- Deux membres (1 fille et 1 garçon) de CRJ précédents (avec suppléants) désignés par l'Assemblée délibérante du Conseil régional jeune.

En tant que de besoin, le jury aura la possibilité d'auditionner certains candidats.

III.4. Durée de l'engagement

La durée de l'engagement des membres titulaires est de 2 ans non renouvelables, à compter de la date d'installation. La durée de l'engagement des membres ambassadeurs du CRJ est de 1 an, à compter de cette même date d'installation.

Chaque membre du CRJ peut démissionner à tout moment par le biais d'un courrier électronique ou postal adressé à la Présidente du Conseil Régional.

La qualité de membre du CRJ se perd en cours de mandat en cas d'absence à deux séances plénières consécutives sans justification, de non-participation aux réunions de travail ou aux échanges en ligne, de tout changement de situation personnelle impliquant un non-respect des critères de candidature.

.

IV / Fonctionnement

IV.1. Week-end d'installation

Après la désignation des membres titulaires et des membres ambassadeurs du CRJ, le CRJ se réunit à l'occasion d'un week-end d'intégration. Celui-ci donne lieu à la présentation de l'instance et de son rôle au sein de la Région, de la présentation du fonctionnement de l'Administration et de l'Exécutif, de la politique régionale mise en place pour la jeunesse francilienne, à des ateliers thématiques, des échanges avec les services et élus présents. Des activités ludiques sont également programmées pour la cohésion de groupe.

IV.2. Commissions thématiques

Des commissions thématiques sont constituées à partir des saisines de l'Exécutif et/ou sur les thématiques relevant de tous les champs de compétence régionale sur lesquelles le CRJ souhaite porter des projets ou s'autosaisir. La participation des membres à une commission thématique se fait sur la base du volontariat.

Les membres des commissions thématiques élaborent puis soumettent à l'assemblée plénière du CRJ, en coordination avec les services de la Région :
- leurs questions au Conseil régional ;
- leurs avis ;
- leurs projets.

Une commission «Organisation/Communication» est chargée, en lien avec les services, de :
- l'ordre du jour des séances plénières, préparé au plus tard 15 jours avant chaque séance ;
- la communication interne et externe sur les actions du CRJ.

Un comité éditorial, composé de 5 membres volontaires de la commission Organisation/Communication, est chargé, en lien avec les services, de la lettre d'information du CRJ, les autres membres du CRJ pouvant y contribuer par la rédaction d'articles.

IV.3. Séances plénières

Le CRJ se réunit en séance plénière au moins deux fois par an, en fonction du nombre de rapports mis au vote.

L'ordre du jour des séances est préparé par la commission Organisation/Communication au plus tard 15 jours avant chaque séance et transmis à tous les membres du CRJ. Ce délai peut être ramené à 8 jours en cas d'urgence (saisine, nouveau projet). Les autres membres du CRJ peuvent proposer des amendements à l'ordre du jour, au plus tard 72 h avant la séance plénière.

Les commissions sont représentées en séance plénière par un rapporteur désigné par tirage au sort parmi les membres volontaires.
Chaque commission dispose de 15 minutes pour la présentation des rapports ou projets. L'assemblée plénière débat des rapports présentés par les membres des commissions et procède si nécessaire à un vote.

Deux modérateurs sont tirés au sort parmi les membres volontaires en début de séance. Si aucune candidature n'est déposée ou si leur nombre est insuffisant, l'équipe d'animateurs désigne deux modérateurs (une fille et un garçon) pour :
- annoncer les points à l'ordre du jour, le temps qui y sera consacré et le rapporteur ;
- après la présentation, annoncer le début des débats et le temps qui y sera consacré ;
- donner la parole et veiller au respect des temps de parole (2 min pour poser une question, 3 min pour y répondre)
- veiller à la qualité des échanges ;
- annoncer la fin des débats et le vote éventuel ;
- annoncer les résultats des votes.

Modalités de vote :
Les décisions sont prises à la majorité simple des votants. Les votes possibles sont :
« pour » / « contre » / « Ne Prend Pas Part au Vote » (NPPV) / « abstention ».
Le vote par procuration est accepté à raison d'une procuration par membre, manuscrite et signée, à remettre aux modérateurs en début de séance.

V / Communication et exemplarité

Lorsqu'ils agissent à ce titre, les membres du CRJ représentent cette institution et plus largement la jeunesse francilienne, ce qui suppose le respect de règles de bonne conduite.

Aucune communication par les membres du CRJ, en leur qualité ou au titre du CRJ n'est possible sans habilitation.

Les travaux du CRJ seront conduits en conformité avec la charte des valeurs de la République et de la laïcité et en lien avec les grandes causes régionales.

VI / Dispositions diverses

VI.1. Prise en charge des frais des membres du CRJ

Les membres sont amenés à participer aux réunions plénières, aux réunions et activités relatives aux actions inscrites dans la feuille de route, à des missions de représentation du CRJ, à des visites et formations.

La Région procède, en faveur des membres titulaires et ambassadeurs du CRJ non titulaires d'un forfait de transport francilien de type Navigo ou Imagine R, au remboursement des frais de déplacement occasionnés par l'exercice de leur mandat, sur la base des justificatifs remis.

Seules les dépenses relatives aux réunions officielles ou missions faisant l'objet d'une invitation officielle validée par la Région peuvent faire l'objet d'un remboursement.

VI.2. Le droit à l'image et la protection des données personnelles

Le membre du CRJ, ou son représentant légal s'il/si elle est mineur(e), donne autorisation à la Région, pendant toute la durée de son mandat, de prendre des photographies, de réaliser des films et de reproduire ces supports de communication sur ses propres publications, sur son site Internet et sur les espaces dédiés au CRJ, voire éventuellement auprès des organismes de presse.

Le membre du CRJ, ou son représentant légal s'il/si elle est mineur(e), donne autorisation à la Région à utiliser ses coordonnées pour toute communication liée aux activités du CRJ et aux évènements organisés par la Région ou ses organismes associés, susceptibles de l'intéresser dans le cadre de son mandat. Il dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le/la concerne exercé auprès de la Région.

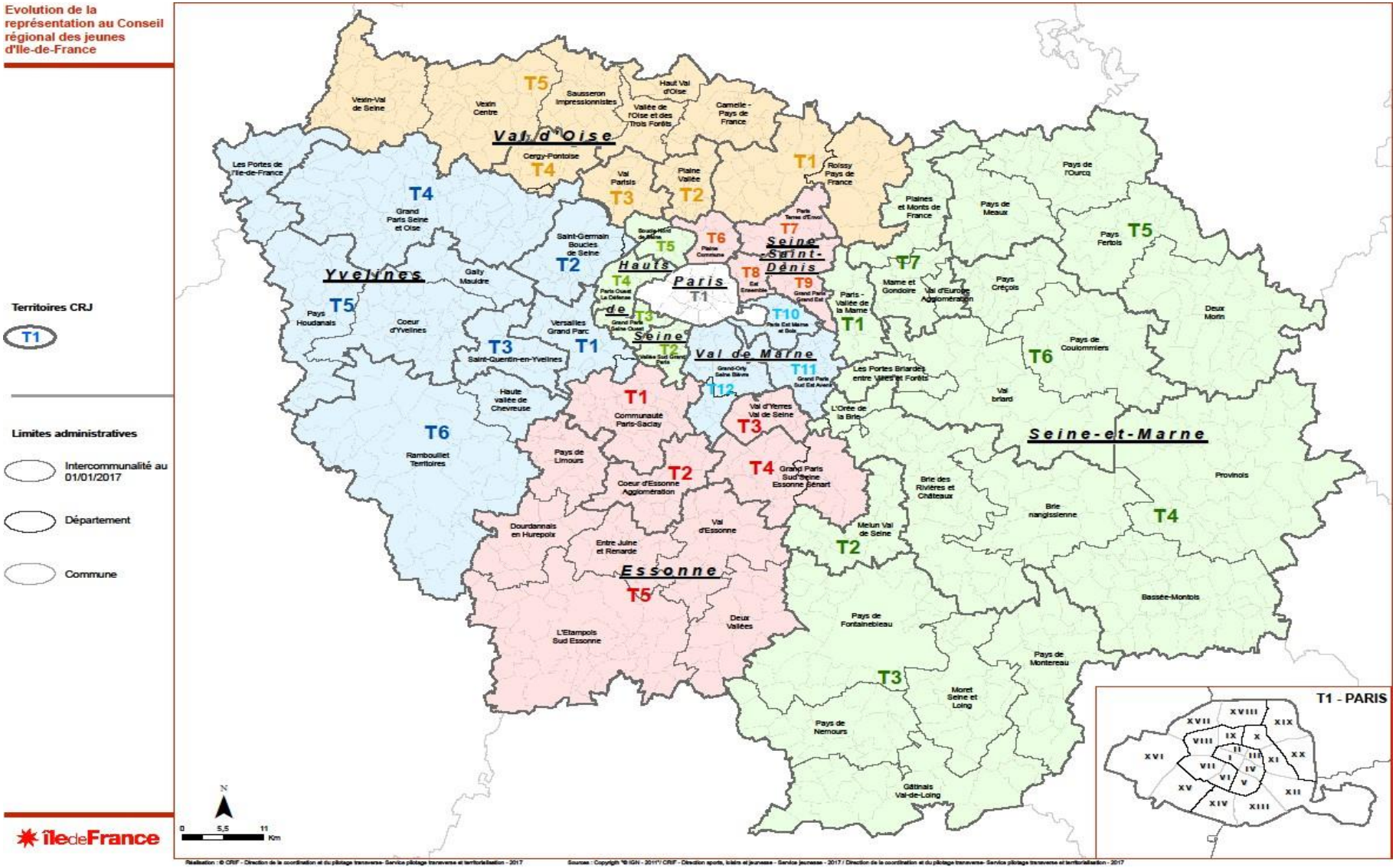
ANNEXES

1- Tableau de répartition des membres du CRJ

Départements / Statuts	Seine et Marne		Yvelines		Essonne		Val d'Oise		Hauts de Seine		Seine St-Denis		Val de Marne		Paris		Sièges/ collège
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	
Enseignement général	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	16
Formation pro. *(apprentissage et enseignement professionnel)*	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	16
Enseignement supérieur	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	16
Vie active (*en activité professionnelle, en recherche d'emploi et/ou en insertion/*	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	16
Sièges/ sexe	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	128
Sièges/ département	16		16		16		16		16		16		16		16		128

Total des filles : 64
Total des garçons : 64

2 - Cartographie des zones



3 - Répartition des candidatures par territoires

DEPARTEMENT	TERRITOIRE	INTERCOMMUNALITE	NB. HAB	NB. HAB TOTAL	CRJ	FILLE	GARCON
75	T1	T1 – Ville de Paris	2 265 886	2 265 886	16	8	8
		1er arrondissement - Louvre	17022	162037	2	1	1
		2e arrondissement - Bourse	21741				
		3e arrondissement - Temple	35666				
		4e arrondissement - Hôtel-de-Ville	27335				
		5e arrondissement - Panthéon	60273				
		6e arrondissement - Luxembourg	43479	198406	2	1	1
		7e arrondissement - Palais-Bourbon	56325				
		8e arrondissement - Élysée	39175				
		9e arrondissement - Opéranote 1	59427				
		10e arrondissement - Entrepôt, anciennement Enclos Saint-Laurent	92494	715186	4	2	2
		11e arrondissement - Popincourt	153461				
		12e arrondissement - Reuilly (hors bois de Vincennes)	144719				
		13e arrondissement - Gobelins	183713				
		14e arrondissement - Observatoire	140799				
		15e arrondissement - Vaugirard	237120	773268	4	2	2
		16e arrondissement - Passy (hors bois de Boulogne)	166552				
		17e arrondissement - Batignolles-Monceau	170077				
		18e arrondissement - Buttes-Montmartre	199519				
		19e arrondissement - Buttes-Chaumont	185953	380724	4	2	2
		20e arrondissement - Ménilmontant	194771				
92	T2	T2-Vallée Sud Grand Paris	391305	391305	4	2	2
	T3	T3-Grand Paris Seine Ouest	311729	311729	4	2	2
	T4	T4-Paris Ouest La Défense	561271	561271	4	2	2
	T5	T5-Boucle Nord de Seine	433915	433915	4	2	2
93	T6	T6-Plaine Commune	414121	414121	4	2	2
	T7	T7-Paris Terres d'Envol	349004	349004	4	2	2
	T8	T8-Est ensemble	403770	403770	4	2	2
	T9	T9-Grand Paris - Grand Est	385587	385587	4	2	2
94	T10	T10-Paris Est Marne et Bois	502700	502700	6	3	3
	T11	T11-Grand Paris Sud Est Avenir	305565	305565	4	2	2
	T12	T12-Grand-Orly Seine Bièvre	679463	679463	6	3	3

77	T1	Paris - Vallée de la Marne	225706	225706	4	2	2
	T2	Melun Val de Seine	128100	128100	2	1	1
	T3	Pays de Nemours Gâtinais Val-de-Loing Pays de Fontainebleau Moret Seine et Loing Pays de Montereau	29886 19237 68212 38761 39869	195965	2	1	1
	T4	Provinois Bassée-Montois Brie des Rivières et Châteaux L'Orée de la Brie Brie nangissienne	34483 23456 37420 25965 27171	148495	2	1	1
	T5	Deux Morin Pays Fertois Pays de l'Ourcq Pays de Meaux	26342 28177 17837 94403	166759	2	1	1
	T6	Les Portes Briardes entre Villes et Forêts Pays de Coulommiers Pays Créçois Val briard	45343 45667 35446 34512	160968	2	1	1
	T7	Val d'Europe Agglomération Marne et Gondoire Plaines et Monts de France	30732 92726 23572	147030	2	1	1
78	T1	Versailles Grand Parc	263164	263164	2	1	1
	T2	Saint-Germain Boucles de Seine	332288	332288	4	2	2
	T3	Saint-Quentin-en-Yvelines	227137	227137	2	1	1
	T4	Grand Paris Seine et Oise	404183	404183	4	2	2
	T5	Les Portes de l'Ile-de-France Gally Mauldre Pays Houdanais Coeur d'Yvelines	22161 21760 28937 48074	120932	2	1	1
	T6	Haute vallée de Chevreuse Rambouillet Territoires	25076 77782	102858	2	1	1
91	T1	Communauté Paris-Saclay	302260	302260	4	2	2
	T2	Coeur d'Essonne Agglomération	193221	193221	2	1	1
	T3	Val d'Yerres Val de Seine	175097	175097	2	1	1
	T4	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	337717	337717	4	2	2
	T5	L'Etampois Sud Essonne Pays de Limours Deux Vallées Val d'Essonne Entre Juine et Renarde Dourdannais en Hurepoix	53280 26624 18931 58443 27252 25617	210147	4	2	2
95	T1	Roissy Pays de France	344374	344374	4	2	2
	T2	Plaine Vallée	179674	179674	2	1	1
	T3	Val Parisis	263985	263985	4	2	2
	T4	Cergy-Pontoise	199938	199938	4	2	2
	T5	Vexin Centre Carnelle - Pays de France Sausseron Impressionnistes Vallée de l'Oise et des Trois Forêts Haut Val d'Oise Vexin-Val de Seine	23997 31327 19604 37625 36523 16833	165909	2	1	1
					128	**64**	**64**

Synthèse de la répartition

DEPARTEMENT	NB. HAB TOTAL	CRJ	FILLE	GARCON
75	2229621	16	8	8
92	1698220	16	8	8
93	1552482	16	8	8
94	1487728	16	8	8
77	1173023	16	8	8
78	1450562	16	8	8
91	1218442	16	8	8
95	1153880	16	8	8
	11963958	**128**	**64**	**64**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-055

DU 31 JANVIER 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU SPORT EN ÎLE-DE-FRANCE - FONCTIONNEMENT - 1ER RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du Sport ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération CR 04-06 du 30 juin 2006 relative à la convention constitutive de l'Institut Régional de Développement du Sport (IRDS) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 204-16 du 14 décembre 2016 relative aux « Nouvelles ambitions pour le Sport en Île-de-France » - Première partie ;

VU la délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 relative au « Sport, booster de l'attractivité en Île-de-France et pour l'international » - Deuxième partie ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-198 du 17 Mai 2017 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 2017-595 du 22 novembre 2017 relatif à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France et affectations d'autorisations d'engagement – dispositif Clubs Excellence Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-503 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale en faveur du Sport en Île-de-France, 7ème rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-569 du 21 novembre 2018 relative aux subventions dans le cadre du mouvement sportif en Île-de-France, conventions pluriannuelles pour l'Olympiade 2017-2020, 5ème rapport pour 2018,

VU la délibération n° CP 2019-99 du 19 mars 2019 relative aux subventions dans le cadre du soutien au mouvement sportif en Île-de-France, conventions pluriannuelles pour l'Olympiade 2017-2020, 2ème rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-175 du 19 mars 2019 relative à l'opération « 1000 stages proposés par la région Île-de-France aux élèves de 3ème dans le cadre de sa stratégie d'accompagnement à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 » ;

VU la délibération n° CP 2019-242 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif des clubs d'Excellence d'Île-de-France, saison sportive 2019 – 2020 ;

VU la délibération n° CP 2019-363 du 18 septembre 2019 relative au soutien au dispositif des clubs d'Excellence - dispositif de fonds de soutien en faveur des clubs sportifs d'Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du sport de la jeunesse de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-055 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **252 000 €** au bénéfice de l'IRDS (Institut Régional de Développement du Sport) disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2020.

Article 2 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide au titre du dispositif « Ambassadeurs du sport de la Région Île-de-France, de l'olympisme et du paralympisme » d'attribuer des bourses en faveur de **83** athlètes bénéficiaires dont la liste figure en annexe n° 1 de la présente délibération.

Prend acte que les bourses attribuées aux athlètes concernent les interventions réalisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CR 2017-47 du 9 mars 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **124 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2020.

Article 3 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Affecte une autorisation d'engagement de **600 000 €** sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-002 « développement de la pratique sportive » et du code action 13200202 « aide aux déplacements des jeunes sportifs » du budget 2020.

Article 4 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Approuve la nouvelle convention type du dispositif « Clubs Excellence d'Île-de-France – Club Premium », telle qu'elle figure en annexe n° 5 de la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions attribuées au titre du dispositif « clubs excellence – premium » par délibérations n° CP 2019-242 du 3 juillet 2019 et n° CP 2019-363 du 18 septembre 2019 à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type approuvée à l'alinéa précédent, et autorise la présidente du conseil régional à les signer ».

Article 5 **: Programme HP 32-002 «Développement de la pratique sportive »**

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de trous les publics en Île-de-France » au financement des projets détaillés en annexe n° 3 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **167 000 €**.

Affecte des autorisations d'engagement de **167 000 €** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sport», au titre du programme HP 32 002 (132002) « Développement de la pratique sportive », sur l'action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er mai 2019 correspondant à l'opération de villages sportifs réalisée à l'occasion de l'inauguration du stade nautique olympique stade nautique olympique d'Ile-de-France de Vaires, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 6 **: Programme HP 114-006 « Formations qualifiantes et Métiers »**

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics en Île-de-France », au financement des projets détaillés en annexe n° 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **45 000 €.**

Affecte des autorisations d'engagement d'un montant de **45 000 €** disponibles sur le Chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 114 « Formations des actifs occupés », au titre du programme HP114-006 (111006) «Formations qualifiantes et Métiers», sur l'action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif» du budget 2020.

Article 7 **: Programme HP 32-002 «Développement de la pratique sportive »**

Décide de réviser la base subventionnable de la subvention accordée au CROS Île-de-France par la délibération CP 2019-99 du 19 mars 2019 à **290 000 €**. Le taux d'intervention de 30 % et le montant de la subvention de **87 000 €** restent inchangés.

Approuve l'annexe financière modifiée correspondante telle qu'elle figure en annexe n° 4 de la présente délibération.

Article 8 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

Décide au titre du dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Île-de-France » de participer au financement des **16** projets détaillés en annexe n° 2 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **382 500 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2017-198 du 17 mai 2017 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **382 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Évènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 9 : Programme HP 32-003 « Evènements sportifs »

Décide d'acquérir des places en faveur des jeunes franciliens, lycéens, apprentis, et sportifs des clubs afin de leur permettre de vivre des évènements sportifs de haut niveau, et de participer à l'organisation des ateliers de la Conférence Régionale du Sport.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », au titre du programme HP 32-003 « Événements sportifs », action 13200303 « Promotion du sport » du budget 2020.

Article 10 : Programme HP 32-006 « Participation de la Région aux JOP 2024 »

Affecte une autorisation d'engagement de **90 000 €** pour l'organisation de 2 sessions de 1 000 stages pour les élèves de 3ème, sur le chapitre 933 «Culture, Sports et Loisirs», code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-006 « Participation de la Région aux JOP 2024 », action 13200602 « Participation de la région au financement des JOP 2024 » du budget 2020.

Article 11 : Dérogations au recrutement de stagiaires

Accorde à l'association « Jeunesse Sportive de la Ferté-Gaucher » une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire pour l'aide financière qui lui a été attribuée en 2018 par délibération CP n° 2018-503 du 21 novembre 2018 au titre du dispositif « Soutien aux évènements sportifs se déroulant en Île-de-France ».

Approuve en conséquence la modification de la fiche projet n° 18013785, tel que cela figure en annexe n° 6 de la présente délibération.

Accorde à la « Fédération Française de Karaté et Disciplines Associées » une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire pour l'aide financière n° 18013828 qui lui a été

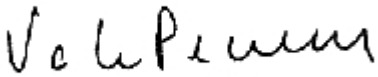
attribuée par la délibération CP n° 2018-569 du 21 novembre 2018 au titre du dispositif « Soutien de la Région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics ».

Approuve en conséquence la modification de l'annexe financière n° 18013828, tel que cela figure en annexe n° 7 de la présente délibération.

Article 12 : Programme HP 32-006 « Participation de la Région aux JOP 2024 »

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** pour assurer la participation de la Région Île-de-France aux Jeux Olympiques de Tokyo 2020 sur le chapitre 933 «Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 32 « Sports », programme HP32-006 « Participation de la Région aux JOP 2024 », action 13200602 « Participation de la région au financement des JOP 2024 ».

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167398-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1 - Ambassadeurs du sport - Affectations CP du 31 Janvier 2020

	Nom	Prénom	Sport	Olympique / Paralympique	Première affectation des autorisations d'engagement de la bourse 2020 pour les Ambassadeurs du sport sous convention
1	ADELAÏDE	Alex	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
2	ADOLPHE	Timothée	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
3	AICARDI	Jérémy	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
4	AMZILE	Hassan	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
5	ANNE	Mame-Ibra	Athlétisme	Olympique	1 500 €
6	ARDON	Patrick	Haltérophilie	Paralympique	1 500 €
7	AREZKI	Hakim	Football	Paralympique	1 500 €
8	ATINE-VENEL	Teddy	Athlétisme	Olympique	1 500 €
9	AUFFRET	Benjamin	Plongeon	Olympique	1 500 €
10	BAROUKH	Thomas	Aviron	Olympique	1 500 €
11	BELZ	Blandine	Basket-ball	Paralympique	1 500 €
12	BERTRAND	Valentin	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
13	BOREL	Yannick	Escrime	Olympique	1 500 €
14	BOYER	Marine	Gymnastique	Olympique	1 500 €
15	BROWN	Félix	Baseball	Olympique	1 500 €
16	CHAINE	Guillaume	Judo	Olympique	1 500 €
17	CISSOKHO	Souleymane	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
18	CITERNE	Robert	Escrime	Paralympique	1 500 €
19	CLAIR	Sandie	Cyclisme	Olympique	1 500 €
20	CLERGET	Axel	Judo	Olympique	1 500 €
21	COELHO	Jordan	Natation	Olympique	1 500 €
22	DALL'IGNA	Manoël	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
23	D'ALMEIDA	Michaël	Cyclisme	Olympique	1 500 €
24	DAUTREMER	Gautier	Athlétisme	Olympique	1 500 €
25	DE LA FOREST	Tanguy	Tir	Paralympique	1 500 €
26	EL ASSINE	Moez	Escrime	Paralympique	1 500 €
27	EMANE	Gévrise	Judo	Olympique	1 500 €
28	EPANGUE	Gwladys	Taekwondo	Olympique	1 500 €
29	EURANIE	Annabelle	Judo	Olympique	1 500 €
30	GARIN	Marvin	Karaté	Olympique	1 500 €
31	GEBET	Gaëlle	Escrime	Olympique	1 500 €
32	GNETO	Priscilla	Judo	Olympique	1 500 €
33	GUENOT	Christophe	Lutte	Olympique	1 500 €
34	GUERIN	Lina	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
35	GUYART	Astrid	Escrime	Olympique	1 500 €
36	HORTA	Fanny	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
37	HRIMECHE	Zachari	Gymnastique	Olympique	1 500 €
38	HYM	Charlotte	Skateboard	Olympique	1 500 €
39	IFEBE	Yannick	Escrime	Paralympique	1 500 €
40	JACQUES-ANDRE-COQUIN	Joséphine	Escrime	Olympique	1 500 €
41	JEREMIASZ	Michaël	Tennis	Paralympique	1 500 €
42	JESEL	Antoine	Aviron	Paralympique	1 500 €
43	JURBERT	Marine	Trampoline	Olympique	1 500 €
44	KEITA	Nantenin	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
45	KHYAR	Walide	Judo	Olympique	1 500 €
46	KONG	Bopha	Taekwondo	Paralympique	1 500 €
47	KONKI	Elie	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
48	LAUGEL	Jonathan	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
49	LE BLOUCH	Kilian	Judo	Olympique	1 500 €
50	LEFEBVRE	Hélène	Aviron	Olympique	1 500 €
51	LEFORT	Enzo	Escrime	Olympique	1 500 €
52	LEVERDEZ	Brice	Badminton	Olympique	1 500 €
53	LIMARE	Vincent	Judo	Olympique	1 500 €
54	LOQUETTE	Méril	Badminton	Paralympique	1 500 €
55	MAKUNDA	Trésor	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
56	MALONGA	Madeleine	Judo	Olympique	1 500 €

57	MANGA	Aurel	Athlétisme	Olympique	1 500 €
58	MARET	Cyrille	Judo	Olympique	1 500 €
59	MARTINY	Sébastien	Trampoline	Olympique	1 500 €
60	MAWEM	Mickaël	Escalade	Olympique	1 500 €
61	MONDIERE	Anne-Sophie	Judo	Olympique	1 500 €
62	MORANTE	Allan	Trampoline	Olympique	1 500 €
63	MÖRCH	Emmanuelle	Tennis	Paralympique	1 500 €
64	MORIAME	Jonathan	Water-polo	Olympique	1 500 €
65	NANKIN	Cédric	Rugby	Paralympique	1 500 €
66	N'DIAYE	M'Bar	Taekwondo	Olympique	1 500 €
67	OUBAALI	Nordine	Boxe anglaise	Olympique	1 500 €
68	PAYET	Laëtitia	Judo	Olympique	1 500 €
69	POUSSE	Pauline	Athlétisme	Olympique	1 500 €
70	PUJADES	Anthony	Triathlon	Olympique	1 500 €
71	PUJAR	Yannis	Bobsleigh	Olympique	1 500 €
72	RACINET - REAU	Delphine	Tir	Olympique	1 500 €
73	RADIUS	Louis	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
74	RECCHIA	Alexandra	Karaté	Olympique	1 500 €
75	REMBI	Lauren	Escrime	Olympique	1 500 €
76	SALLEM	Ryadh	Rugby	Paralympique	1 500 €
77	SCHIEL	Laura	Taekwondo	Paralympique	1 500 €
78	SIREAU - GOSSIAUX	Florence	Tennis de table	Paralympique	1 500 €
79	TARDIEU	Stéphane	Aviron	Paralympique	1 500 €
80	THIBUS	Ysaora	Escrime	Olympique	1 500 €
81	TONY-HELISSEY	Jean-Paul	Escrime	Olympique	1 500 €
82	TOUZI	Badr	Athlétisme	Paralympique	1 500 €
83	VALLEAU	Sacha	Rugby à 7	Olympique	1 500 €
				TOTAL	**124 500 €**

Annexe n° 2 - Fiches projet - Soutien aux évènements sportifs

DOSSIER N° EX047784 - BONDY ARCHERY TOURNAMENT 2020 - TIR A L'ARC

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	22 500,00 € TTC	26,67 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORTIVE DE BONDY
Adresse administrative : 4 AVENUE MARX DORMOY
93140 BONDY

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Nour-Eddine ZIANE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Bondy Archery Tournament 2020 en Tir à l'arc

Dates prévisionnelles : 23 septembre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
L'association sportive de Bondy va organiser le Bondy Archery Tournament 2020 les 04 et 05 janvier 2020 au Palais des sports de Bondy.

C'est un tournoi en salle sur une distance de 18 mètres, accueillant l'élite des archers français. Cela a représenté 450 archers de benjamin (10 ans) à super-vétéran soit 450 archers dont 30 athlètes de haut niveau.
Les organisateurs comptent sur la présence de 300 spectateurs à chaque journée de ce tournoi.

Ce tournoi est prévu sur 2 jours :

- le samedi 04 janvier est dédié aux qualifications,
- le dimanche 05 janvier est consacré aux finales.

Cette compétition qualificative pour le championnat de France salle reste ouverte à tous (hommes et femmes, de benjamin à super-vétéran, athlètes valides ou handisport) et permet à de nombreux archers de tous niveaux et de tous âges de côtoyer le haut niveau. Toutes les armes sont admises (arcs classiques, à poulies ou Bare Bow).

La dernière édition s'était déroulée en janvier 2019 et elle représente une des trois plus importantes compétitions en salle du calendrier Français.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	8 000,00	35,56%
Aménagement du site et location de matériels	6 000,00	26,67%
Frais d'hébergement	500,00	2,22%
Frais de restauration	1 000,00	4,44%
Frais de personnel (charges comprises)	5 500,00	24,44%
Communication	500,00	2,22%
Réception VIP	500,00	2,22%
Arbitrage	500,00	2,22%
Total	22 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	6 000,00	26,67%
Subvention Département	1 500,00	6,67%
Subvention Commune	1 000,00	4,44%
Partenaires privés	1 000,00	4,44%
Inscriptions	10 000,00	44,44%
Autres recettes	3 000,00	13,33%
Total	22 500,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP 2020-055

DOSSIER N° EX047780 - CROSS DE LA SABLIERE 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	15 000,00 € TTC	20,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : USMV UNION SPORTIVE MULTIACTIVITE VIROFLAY
Adresse administrative : 104 ROUTE DU PAV DE MEUDON
78220 VIROFLAY

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-PIERRE ROUILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Cross de la Sablière 2020

Dates prévisionnelles : 8 septembre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
L'Union Sportive Multiactivité de Viroflay organise le Cross de la Sablière le 02 février 2020, cette épreuve va accueillir les enfants des deux sexes à partir de 7 ans, les adultes et les sportifs en situation de handicap.

C'est un cross ouvert aux publics de la Fédération Française d'Athlétisme et de la Fédération Française de Triathlon avec plus de 1000 participants chaque année (2/3 d'adultes et 1/3 d'enfants). L'épreuve se déroule en forêt domaniale de Meudon - Versailles.

A cette occasion, l'association présente 3 courses enfants et 2 courses adultes (cross court de 6 km et cross long de 11 km).

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 500 spectateurs.

Les principaux objectifs de cette opération sont :

- valoriser le tissu associatif de la Ville de Viroflay,
- d'accroitre chaque année le nombre de participants,
- d'attirer un jeune public mixte sur ce genre d'épreuve.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VIROFLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	800,00	5,33%
Aménagement du site et location de matériels	2 250,00	15,00%
Frais de restauration	500,00	3,33%
Indemnités bénévoles	500,00	3,33%
Communication	1 950,00	13,00%
Frais pour audiovisuel	2 300,00	15,33%
Réception VIP	750,00	5,00%
Logistique	200,00	1,33%
Gestion compétition / chronométrage	2 050,00	13,67%
Arbitrage	500,00	3,33%
Frais de sécurité	1 450,00	9,67%
Autres dépenses (préciser)	1 750,00	11,67%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	3 000,00	20,00%
Subvention Département (sollicitée)	4 000,00	26,67%
Fonds propres	1 000,00	6,67%
Partenaires privés	1 000,00	6,67%
Inscriptions	6 000,00	40,00%
Total	15 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047719 - FESTIVAL INTERNATIONAL DES JEUNES DE PARIS IDF 2020 - ECHECS

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	40 000,00 € TTC	12,50 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIGUE IDF ECHECS
Adresse administrative : 29 RUE DES PYRENEES
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDRE RASNEUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Festival international des jeunes de Paris Ile-de-France 2020 (échecs)

Dates prévisionnelles : 16 octobre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le festival international des jeunes de Paris Ile-de-France organisé par la ligue d'Ile-de-France des échecs, aura lieu le 10 février 2020 au complexe sportif Louis Lumière à Paris (75020).

Le principal objectif de cette opération est d'organiser un évènement international jeunes sur les échecs qui puisse accueillir les espoirs franciliens et ainsi d'attirer les qualifiés d'office au championnat de France en même temps que les tournois qualificatifs jeunes de manière à décerner les différents titres de champions d'Ile-de-France. Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 300 spectateurs.

Sur toute la durée de cet évènement se dérouleront :

- 3 tournois internationaux des jeunes (moins de 20 ans)
- 10 tournois qualificatifs au championnat de France des jeunes

Ce festival va voir la participation d'environ 700 jeunes de moins 20 ans participants pour 50 clubs et 10 nations représentés en présence de quelques champions de France.

Dans le domaine du développement durable, la ligue Ile-de-France d'échecs va décliner plusieurs actions :

- nombre d'engagées féminines égal au nombre d'engagés masculins,
- la participation au tournoi est gratuite pour les personnes handicapées,
- accueil des jeunes du quartier de la Porte de Montreuil et de la Porte de Bagnolet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	1 000,00	2,50%
Aménagement du site et location de matériels	8 500,00	21,25%
Frais de restauration	8 000,00	20,00%
Frais de personnel (charges comprises)	6 000,00	15,00%
Indemnités bénévoles	3 500,00	8,75%
Frais de déplacement	1 500,00	3,75%
Communication	2 000,00	5,00%
Redevance fédération internationale	300,00	0,75%
Logistique	700,00	1,75%
Arbitrage	6 000,00	15,00%
Frais de sécurité	500,00	1,25%
Autres dépenses	2 000,00	5,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	12,50%
Subvention Département	2 500,00	6,25%
Subvention Commune	2 500,00	6,25%
Fonds propres	5 000,00	12,50%
Inscriptions	25 000,00	62,50%
Total	40 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047760 - 38ème COUPE DU MONDE DE SABRE MOINS DE 20 ANS DE DOURDAN

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	55 000,00 € TTC	20,00 %	11 000,00 €
	Montant total de la subvention		11 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CERCLE D'ESCRIME DOURDAN
Adresse administrative : ESPLANADE JEAN MOULIN
91410 DOURDAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LAURENT PAUL BOULANGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la 38ème Coupe du Monde de sabre des moins de 20 ans de Dourdan

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le Cercle d'Escrime de Dourdan organisera les 15 et 16 février 2020 la 38ème Coupe du Monde de sabre des moins de 20 ans ainsi que le challenge par équipes Georges PALFI, dans les gymnases Nicolas BILLIAULT et Lino VENTURA à Dourdan (91410). La Fédération Internationale d'Escrime (FIE) a officialisé depuis 1983 un circuit de Coupe du Monde de Sabre, par conséquent cet évènement est une étape importante dans le parcours qualificatif pour les championnats du Monde juniors.

Programme prévisionnel :

- Le samedi 15/02/2020 : Coupe du monde de sabre masculin.
- Le dimanche 16/02/2020 : Coupe du Monde de sabre masculin par équipes.

Cette manifestation sportive sera l'occasion pour le Cercle d'Escrime de Dourdan d'accueillir 120 tireurs représentant 20 nations et les 5 continents. Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1 000 spectateurs sur les 2 journées de cette compétition.

Les principaux objectifs de cette opération sont :
- de promouvoir l'escrime de haut niveau,
- de découvrir les futurs champions Olympiques,
- de développer ce sport dans la Région d'Ile de France.

Voici les principales actions prévues dans le domaine du développement durable :
- démonstration de l'escrime handisport,
- mise en place d'un contrôle antidopage,
- encouragement de la pratique féminine,
- informations sur le respect envers les athlètes et les arbitres;

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DOURDAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	5 500,00	10,00%
Aménagement du site et location de matériels	8 000,00	14,55%
Frais d'hébergement	17 000,00	30,91%
Frais de restauration	2 800,00	5,09%
Indemnités bénévoles	600,00	1,09%
Frais de déplacement	1 700,00	3,09%
Frais d'encadrement	700,00	1,27%
Communication	2 100,00	3,82%
Redevance fédération internationale	800,00	1,45%
Frais pour audiovisuel	400,00	0,73%
Réception VIP	200,00	0,36%
Logistique	4 000,00	7,27%
Gestion compétition / chronométrage	2 500,00	4,55%
Arbitrage	7 500,00	13,64%
Frais de sécurité	600,00	1,09%
Autres dépenses	600,00	1,09%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	11 000,00	20,00%
Subvention Département	5 000,00	9,09%
Subvention Commune	3 950,00	7,18%
Fonds propres	1 600,00	2,91%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	6 300,00	11,45%
Partenaires privés	1 500,00	2,73%
Inscriptions	6 000,00	10,91%
Autres recettes	19 650,00	35,73%
Total	55 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047779 - CRITERIUM CYCLISTE HANDISPORT DE LONGCHAMP 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	20 000,00 € TTC	22,50 %	4 500,00 €
	Montant total de la subvention		4 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE HANDISPORT ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 44 RUE LOUIS LUMIERE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Murielle VANDECAPPELLE-SICLIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du critérium cycliste handisport de Longchamp 2020

Dates prévisionnelles : 14 octobre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le Critérium cycliste Handisport de Longchamp est organisé du 28 mars 2020 par le Comité régional Île-de-France Handisport.

Le critérium interrégional est devenu en 20 ans une véritable institution dans le cyclisme français. Cette compétition historique, reconnue de tout cycliste handisport propose des courses de tandems, de handbike, de tricycle et de solo.

Elle est aujourd'hui la seule course cycliste handisport de Paris inscrite au calendrier national des courses cyclistes. A l'approche des Jeux Olympique et Paralympique de Tokyo en 2020 puis ceux de Paris en 2024, cette course figure comme une étape importante pour tous les cyclistes de France puisqu'elle sera inscrite au calendrier national.

Si les éditions précédentes regroupaient près 100 cyclistes, tous types de handicap confondus, notre objectif pour cette nouvelle édition est de dépasser le nombre de 100 participants et d'augmenter la participation féminine.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 500 spectateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	2 000,00	10,00%
Aménagement du site et location de matériels	3 000,00	15,00%
Frais de restauration	1 000,00	5,00%
Frais de personnel (charges comprises)	3 000,00	15,00%
Indemnités bénévoles	3 000,00	15,00%
Frais de déplacement	500,00	2,50%
Communication	500,00	2,50%
Redevance fédération internationale	1 000,00	5,00%
Logistique	1 000,00	5,00%
Gestion compétition / chronométrage	2 000,00	10,00%
Arbitrage	1 000,00	5,00%
Frais de sécurité	2 000,00	10,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	4 500,00	22,50%
Fonds propres	4 000,00	20,00%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	600,00	3,00%
Partenaires privés	8 900,00	44,50%
Inscriptions	1 000,00	5,00%
Autres recettes	1 000,00	5,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047759 - LA PISCIACAISE 2020 - ATHLETISME

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-65734-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	40 000,00 € TTC	25,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE POISSY
Adresse administrative : PLACE DE LA REPUBLIQUE
78300 POISSY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Karl OLIVE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la Pisciacaise 2020

Dates prévisionnelles : 18 septembre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Ville de Poissy va organiser l'édition 2020 de la Pisciacaise du 26 au 31 mars 2020 qui se déroule entre le parc de la Charmille et la forêt domaniale de Saint-Germain à Poissy.
Cette manifestation propose sept épreuves qui se déroulent sur un parcours forestier et urbain, les épreuves proposées sont les suivantes :

- Course de 10 km
- Course de 5 km
- Course de 2 km
- Randonnée
- Run & Bike de 10 km
- Run & Bike de 4 km
- Run & Bike de 2 km

Chaque année, plus de 6000 participants se donnent rendez-vous pour l'événement.

L'un des objectifs de cet événement est de rassembler le plus de personnes possible pour une journée sportive basée sur des valeurs de santé et de bien-être.
L'intérêt régional est de proposer une animation sur le territoire Ile de France grâce à une manifestation regroupant plusieurs épreuves. Celle-ci permet d'accueillir un grand nombre de participants et un public de profils variés afin de promouvoir la pratique de la course à pied et du Run & Bike.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1000 spectateurs.

Voici les principales actions prévues dans le domaine du développement durable :

- Présence de plusieurs professionnels de la santé.
- La Ville de Poissy a signé une convention avec l'Office Nationale des Forets.
- l'association Pompiers raid aventure va mettre en place des binômes avec des personnes valides et des personnes en situation de handicap.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	7 000,00	17,50%
Frais de restauration	4 000,00	10,00%
Frais de personnel (charges comprises)	2 300,00	5,75%
Indemnités bénévoles	6 700,00	16,75%
Communication	2 300,00	5,75%
Réception VIP	2 500,00	6,25%
Logistique	4 450,00	11,13%
Gestion compétition / chronométrage	4 700,00	11,75%
Frais de sécurité	5 200,00	13,00%
Autres dépenses	850,00	2,13%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	25,00%
Fonds propres	22 000,00	55,00%
Partenaires privés	8 000,00	20,00%
Total	40 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047829 - INTEGRATHLON 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-65735-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	125 000,00 € TTC	4,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS TERRES D'ENVOL
Adresse administrative : BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM)
Représentant : Monsieur JACQUES VERBRUGGHE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'Intégrathlon 2020.

Dates prévisionnelles : 28 octobre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La 11ème édition de l'Intégrathlon, organisée par l'EPT (Etablissement Public Territorial) PARIS TERRE D'ENVOL du 22 au 26 avril 2020, se déroulera sur le territoire des 8 communes suivantes : Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-en-France, Dugny, Drancy, Le Bourget et Villepinte.

Les objectifs de cette opération sont :

- Multiplier les pratiques adaptées et sensibiliser le public à d'autres pratiques sportives.
- Intégrer les personnes handicapées dans les activités physiques et la vie associative.
- Favoriser le développement personnel des personnes victimes de handicap.
- Briser les idées préconçues sur le handicap.
- Favoriser la cohésion territoriale.

L'Intégrathlon est un projet intercommunal multisports qui cherche à rassembler valides et personnes en situation de handicap, sportifs ou non, sur les mêmes terrains de sport.

Au-delà de ces 5 jours de pratiques sportives partagées, l'Intégrathlon ce sont aussi des actions qui se veulent pérennes tout au long de l'année : mise en relation des clubs et des établissements spécialisées pour une pratiques sportives toute l'année, financement de matériel adapté pour les clubs, utilisation des kits pédagogiques mais aussi, l'ouverture de section adapté, la formation des encadrants et la coordination d'actions spécifiques avec les services des sports des 8 villes.

L'objectif est de favoriser l'intégration des personnes en situation de handicap dans les clubs du département, notamment grâce à un travail durant toute l'année avec les associations sportives de valides, mais aussi d'handicapés, les foyers et les établissements scolaires. Chaque année, les Journées de l'Intégrathlon viennent concrétiser ce travail afin de sensibiliser le grand public. Elles prennent forme par le biais d'actions de sensibilisation et de découvertes d'environ 50 disciplines sportives et culturelles.

Une cinquantaine de clubs sportifs de tout le territoire sont concernés, une quinzaine d'athlètes olympiques et paralympiques issus du dispositif des ambassadeurs du sport de la Région Ile-de-France mais aussi des champions locaux du territoire. Il y a aussi près de 3 000 scolaires du territoire mais aussi du département de la Seine-Saint-Denis, qui sont sensibilisés pendant les journées de l'Intégrathlon (élémentaires, collèges lycées, CLIS, ULIS, IME), et plus de 2 700 personnes grand public (familles, individuels, de tous les âges mais aussi des résidents de foyers spécialisés, ESAT...). C'est une manifestation qui est ouverte à tous & à toutes. En 10 ans d'existence, le projet a permis de réunir plus de 20 000 scolaires, 27 000 individus et familles, mais aussi plus de 115 associations impliquées et près de 122 athlètes olympiques et paralympiques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	20 000,00	16,00%
Aménagement du site et location de matériels	25 300,00	20,24%
Frais de restauration	9 700,00	7,76%
Frais de déplacement	2 000,00	1,60%
Communication	30 000,00	24,00%
Logistique	30 000,00	24,00%
Frais de sécurité	1 000,00	0,80%
Autres dépenses	7 000,00	5,60%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 000,00	4,00%
Subvention Département	12 000,00	9,60%
Partenaires privés	8 000,00	6,40%
Autres recettes	100 000,00	80,00%
Total	125 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047632 - HANDISPORT OPEN DE PARIS - HOP 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	370 000,00 € TTC	2,70 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE HANDISPORT
Adresse administrative : 42 RUE LOUIS LUMIERE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GERARD MASSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'Handisport Open de Paris 2020

Dates prévisionnelles : 12 octobre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La Fédération Française Handisport va organiser le Handisport Open de Paris 2020 en athlétisme, du 06 au 08 mai 2020 au stade Charléty à Paris.

Cette manifestation sportive qui est organisée en collaboration avec le Comité Régional Handisport d'Ile-de-France et le Comité Paralympique et Sportif Français devrait accueillir près de 12 000 personnes sur les 3 journées.

Les membres de l'équipe de France handisport et les meilleurs athlètes étrangers, dont plusieurs médaillé(e)s des derniers Jeux Paralympiques de Rio en 2016 et des Championnats d'Europe 2018 à Berlin, seront en piste.

Pas moins de 500 athlètes et près de 45 nations sont attendus pour une des étapes phares du circuit World Para Athletics Grand Prix 2020.

Par conséquent, 510 athlètes (dont 110 athlètes de haut-niveau Français) représentant plus de 45 nations sont attendus pour cette 10ème étape du circuit World Para Athletics Grand Prix 2020.

Cela sera la dernière épreuve qualificative avant les championnats du Monde proposés par le Comité Paralympique International. Le spectacle se produira aussi bien dans les tribunes du stade Charléty que dans le Grand Village Handisport Ile-de-France ou se dérouleront des animations et des actions de sensibilisation au handicap.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	2 000,00	0,54%
Aménagement du site et location de matériels	25 000,00	6,76%
Frais d'hébergement	50 000,00	13,51%
Frais de restauration	35 000,00	9,46%
Frais de personnel (charges comprises)	50 000,00	13,51%
Indemnités bénévoles	10 000,00	2,70%
Frais de déplacement	20 000,00	5,41%
Frais d'encadrement	20 000,00	5,41%
Communication	50 000,00	13,51%
Redevance fédération internationale	3 000,00	0,81%
Frais pour audiovisuel	37 000,00	10,00%
Réception VIP	13 000,00	3,51%
Logistique	35 000,00	9,46%
Gestion compétition / chronométrage	7 000,00	1,89%
Arbitrage	5 000,00	1,35%
Frais de sécurité	8 000,00	2,16%
Total	370 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	10 000,00	2,70%
Subvention Commune	50 000,00	13,51%
Fonds propres	150 000,00	40,54%
Partenaires privés	130 000,00	35,14%
Inscriptions	30 000,00	8,11%
Total	370 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047761 - OPEN INTERNATIONAL DE PARIS DE DANSE SPORTIVE 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	85 000,00 € TTC	9,41 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL DANSE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 54 A, RUE DE CLICHY
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DOMINIQUE LAVAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation international de l'Open de danse sportive 2020

Dates prévisionnelles : 30 octobre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le comité Ile-de-France de danse va organiser l'Open international de Paris de danse sportive, du 22 au 24 mai 2020 au stade Pierre de Coubertin à Paris. Ce sont des compétitions internationales de danse latine et sportive inscrites au calendrier de la Fédération Française de Danse. Ces Open nationaux et internationaux de danse seront sélectifs pour les championnats d'Europe et du Monde

Cet évènement sportif international de Danse, en danse Latine et danse Standard, va représenter 800 couples de danseurs venant de 30 nations et 250 clubs dont les 50 meilleurs couples au classement mondial en danse latine.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 2000 spectateurs.

Dans le domaine du développement durable, le comité Ile-de-France de danse va mettre en place les actions suivantes :

- mise en place de navettes de transport faiblement polluantes,
- sensibilisation à la lutte anti-dopage des athlètes français et étrangers,
- utilisation de papiers recyclés pour l'impression des dossards et des résultats,
- mise en place d'un pôle d'information sur la nutrition avec les médecins fédéraux,
- découverte de disciplines sportives pour les publics les plus éloignés de la pratique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	5 000,00	5,88%
Aménagement du site et location de matériels	15 000,00	17,65%
Frais d'hébergement	10 000,00	11,76%
Frais de restauration	6 000,00	7,06%
Frais de déplacement	20 000,00	23,53%
Redevance fédération internationale	8 000,00	9,41%
Arbitrage	15 000,00	17,65%
Frais de sécurité	6 000,00	7,06%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	8 000,00	9,41%
Fonds propres	12 000,00	14,12%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	15 000,00	17,65%
Partenaires privés	10 000,00	11,76%
Billetterie	20 000,00	23,53%
Inscriptions	15 000,00	17,65%
Autres recettes	5 000,00	5,88%
Total	85 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047572 - TOURNOI DE QUALIFICATION OLYMPIQUE 2020 - BOXE ANGLAISE

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	2 500 000,00 € TTC	4,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE DE BOXE
Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDRE MARTIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Tournoi de qualification Olympique 2020 en Boxe Anglaise

Dates prévisionnelles : 5 août 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
A la demande du CIO, la Fédération Française de Boxe Anglaise va organiser le Tournoi de Qualification Olympique (TQO) du 13/05/2020 au 20/05/2020 au Grand Dôme de Villebon-sur-Yvette (91). Cela sera l'occasion pour les représentants français d'augmenter leurs chances de qualification pour les JOP Tokyo 2020 ; ils seront entre 6 et 10 qualifiés.

Cette manifestation sportive qui va se dérouler sur 8 journées, va accueillir une centaine de délégations étrangères, soit entre 350 et 400 boxeurs, cela sera également l'occasion pour la FFB de démontrer son savoir-faire organisationnel à l'horizon des JOP Paris 2024.

Les organisateurs comptent sur environ 10 000 spectateurs sur toute la durée de l'évènement. La cérémonie d'ouverture est prévue le 12/05/2020 et les élus du CIO seront entre 15 et 20.

Ce TQO fait partie des 4 tournois continentaux de qualification pour les JOP Tokyo 2020, car les prochains championnats du Monde organisés en Russie, par la Fédération internationale (AIBA) ne seront pas qualificatifs.

Le CIO a maintenu le quota de 286 athlètes pour les JOP Tokyo 2020 mais avec davantage d'athlètes féminines (100), le nombre d'athlètes masculins sera par conséquent en léger recul (186) et il y aura 13 catégories de poids.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEBON-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	120 000,00	4,80%
Aménagement du site et location de matériels	210 000,00	8,40%
Frais d'hébergement	740 000,00	29,60%
Frais de restauration	400 000,00	16,00%
Frais de personnel (charges comprises)	80 000,00	3,20%
Indemnités bénévoles	105 000,00	4,20%
Frais de déplacement	230 000,00	9,20%
Frais d'encadrement	120 000,00	4,80%
Communication	100 000,00	4,00%
Frais pour audiovisuel	70 000,00	2,80%
Réception VIP	80 000,00	3,20%
Logistique	35 000,00	1,40%
Frais de sécurité	80 000,00	3,20%
Autres dépenses	130 000,00	5,20%
Total	2 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	100 000,00	4,00%
Subvention Département	15 000,00	0,60%
Fonds propres	120 000,00	4,80%
Autres subventions publiques	105 000,00	4,20%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	500 000,00	20,00%
Partenaires privés	350 000,00	14,00%
Billetterie	30 000,00	1,20%
Inscriptions	1 250 000,00	50,00%
Vente produits finis	30 000,00	1,20%
Total	2 500 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047803 - 16eme TOURNOI DE VILLEMOMBLE A L'EPEE ET AU FLEURET HANDISPORT

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	30 000,00 € TTC	10,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION VILLEMOMBLE SPORTS
Adresse administrative : 13 BIS RUE D'AVRON
93250 VILLEMOMBLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-JACQUES PIETRASZEWSKI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 octobre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
L'association Villemomble Sports va organiser une nouvelle fois la plus importante compétition internationale d'escrime Handi-valide d'Europe. La 16ème édition de ce tournoi à l'épée et au fleuret se déroulera les 28 et 29 mars 2020.

Le Tournoi International de Villemomble est la plus importante compétition internationale d'Escrime Handi-Valide d'Europe. Cette compétition qualificative pour les championnats de France fait aussi partie des épreuves du circuit d'Escrime Handisport aux 2 armes Epée et Fleuret et compte pour le classement national handisport.

Elle réunit chaque année entre 100 et 150 escrimeurs et escrimeuses juniors et séniors handisport et valides de niveau paralympiques, nationaux et locaux.

La compétition comportera les catégories suivantes :

- Juniors - séniors Femmes Epée
- Juniors - séniors Femmes Fleuret
- Juniors - séniors Hommes Epée
- Juniors - séniors Hommes Fleuret
- compétition jeunes Epée

Dans le domaine du développement durable, l'association Villemomble Sports va décliner les actions suivantes :

- mise en place de navettes communes pour tous les déplacements,
- organisation de 2 compétitions dédiées aux femmes (épée et fleuret),
- mise en place d'arbitres pour faire respecter le règlement sportif (éthique).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEMOMBLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	500,00	1,67%
Aménagement du site et location de matériels	1 000,00	3,33%
Frais d'hébergement	7 000,00	23,33%
Frais de restauration	1 500,00	5,00%
Frais de déplacement	7 000,00	23,33%
Communication	3 500,00	11,67%
Réception VIP	1 000,00	3,33%
Logistique	1 000,00	3,33%
Gestion compétition / chronométrage	500,00	1,67%
Arbitrage	2 000,00	6,67%
Frais de sécurité	1 000,00	3,33%
Autres dépenses	4 000,00	13,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	3 000,00	10,00%
Subvention Département	8 000,00	26,67%
Subvention Commune	5 000,00	16,67%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	2 000,00	6,67%
Partenaires privés	8 000,00	26,67%
Inscriptions	1 000,00	3,33%
Autres recettes	3 000,00	10,00%
Total	30 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047802 - LES FRANCILIENS DE SPORTS COLLECTIFS INDOOR DE LA POLICE NATIONALE 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	21 000,00 € TTC	14,29 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FSPN LIGUE ILE DE FRANCE FEDERATION SPORTIVE DE LA POLICE NATIONALE
Adresse administrative : 27 BOULEVARD BOURDON 75004 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel CHABALLIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La ligue Ile-de-France de la Fédération sportive de la Police Nationale va organiser l'opération "Les franciliens de sports collectifs indoor de la Police Nationale" à partir du 02 février 2020 à Buthiers (77).

Il y aura 8 sélections départementales de présentes pour cet évènement qui se déroulera sur l'Ile de loisirs de Buthiers, et permettra ainsi aux 80 fonctionnaires présents de découvrir les différentes activités proposées par cette Ile-de-loisirs.

À l'issue de cet évènement, certains sportifs auront la possibilité d'intégrer les équipes régionales de leurs disciplines en vue de préparer les championnats de France et les meilleurs d'entre eux pourront éventuellement postuler pour les équipes de France.

Cette année, les organisateurs ont décidé de rendre mixte la pratique du basket-ball, du handball et du volley-ball. L'accent étant mis sur le futsal féminin afin de favoriser la pratique de cette discipline en demande constante.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BUTHIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	400,00	1,90%
Frais d'hébergement	8 000,00	38,10%
Frais de restauration	4 000,00	19,05%
Frais de personnel (charges comprises)	7 400,00	35,24%
Frais de déplacement	400,00	1,90%
Réception VIP	400,00	1,90%
Arbitrage	400,00	1,90%
Total	21 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	3 000,00	14,29%
Fonds propres	1 000,00	4,76%
Autres subventions publiques	9 000,00	42,86%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	4 000,00	19,05%
Partenaires privés	1 000,00	4,76%
Inscriptions	3 000,00	14,29%
Total	21 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047806 - MEETING INTERNATIONAL D'ATHLETISME DE MONTGERON ESSONNE 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	45 000,00 € TTC	17,78 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTENTE SPORTIVE MONTGERON
Adresse administrative : 43 RUE DE LA JUSTICE
91230 MONTGERON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE TOURNIER-LASSERVE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Meeting international d'athlétisme de Montgeron Essonne 2020

Dates prévisionnelles : 25 novembre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le 36ème Meeting International d'Athlétisme de Montgeron organisé par l'association Entente Sportive Montgeron se déroulera le 10 mai 2020 au stade Pierre de Coubertin à Montgeron (91). Il y aura 14 épreuves pour les athlètes valides, 2 épreuves pour les athlètes handisports et des épreuves scolaires.

En effet, ce meeting va rassembler plus de 300 athlètes (200 athlètes valides, 20 athlètes handisports et 100 jeunes provenant des écoles de la ville.) ainsi que quelques athlètes internationaux.

Cette manifestation sportive se déroulera selon les règles de la Fédération Française d'Athlétisme (FFA) dans le cadre du circuit des meetings nationaux et de celles de la Fédération Européenne d'Athlétisme. Les organisateurs comptent sur la présence de 3000 spectateurs.

Les principaux objectifs de cette opération sont :

- de préparer les athlètes à réaliser des performances en début de saison,
- de permettre à des jeunes de participer à des épreuves scolaires,
- de confronter des athlètes nationaux avec des internationaux,
- de regrouper des valides avec des athlètes handisports.

Dans le domaine du développement durable, l'Entente Sportive Montgeron va favoriser les actions suivantes :

- organisation d'épreuves handisport,
- respect du site et notamment des espaces verts,
- participation des jeunes scolaires des écoles de la Ville,
- animations pour la recherche contre le cancer chez les enfants,
- diffusion de messages pour inciter les spectateurs à la pratique sportive.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	2 000,00	4,44%
Aménagement du site et location de matériels	1 000,00	2,22%
Frais d'hébergement	8 000,00	17,78%
Frais de restauration	3 000,00	6,67%
Frais de déplacement	8 200,00	18,22%
Communication	6 500,00	14,44%
Réception VIP	4 800,00	10,67%
Logistique	1 500,00	3,33%
Gestion et chronométrage	4 000,00	8,89%
Arbitrage	1 500,00	3,33%
Frais de sécurité	1 000,00	2,22%
Autres dépenses	3 500,00	7,78%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	8 000,00	17,78%
Subvention Département	23 000,00	51,11%
Subvention Commune	10 500,00	23,33%
Fonds propres	500,00	1,11%
Partenaires privés	2 200,00	4,89%
Autres recettes	800,00	1,78%
Total	45 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047805 - TOURNOI INTERNATIONAL DE GYMNASTIQUE ARTISTIQUE DE BLANC MESNIL 2019

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	25 000,00 € TTC	12,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BMSG BLANC MESNIL SPORT GYMNASTIQUE
Adresse administrative : 44 AVENUE BAPTISTE HUREL
93150 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ISABELLE DOUCET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du tournoi international de gymnastique artistique de Blanc Mesnil 2019

Dates prévisionnelles : 17 août 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
Le 27ème Tournoi International de Gymnastique du Blanc-Mesnil "Daniel D'Amato", organisé par l'association Blanc-Mesnil Sport Gymnastique s'est déroulé les 22 et 23 novembre 2019 au Stade Jean Bouin (Gymnase Auguste Delaune) de la ville du Blanc-Mesnil.

Il a réuni environ 60 gymnastes de niveau national et international (30 féminines et 30 masculins).

Les principaux objectifs de cette opération sont :

- d'inciter la motivation des jeunes gymnastes de la Région Ile-de-France.
- de développer la connaissance des activités gymniques pour le plus grand nombre.
- de présenter l'entraînement des gymnastes aux élèves des établissements scolaires.

Cette opération s'est reposé sur le programme suivant :

- le 22 novembre 2019 : Concours général et qualificatif.
Le concours général donnera lieu à 4 classements : le classement féminin par équipes, le classement masculin par équipes, le classement individuel féminin et le classement individuel masculin.

- le 23 novembre 2019 : Finales par agrès. A l'issue du Concours général, un classement par agrès a été effectué et les 8 meilleurs gymnastes ont été qualifiés pour défendre leur chance.
Les gymnastes féminines ont pu accéder à deux finales et les masculins à trois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	1 000,00	4,00%
Aménagement du site et location de matériels	250,00	1,00%
Frais d'hébergement	8 000,00	32,00%
Frais de restauration	600,00	2,40%
Frais de personnel (charges comprises)	800,00	3,20%
Frais de déplacement	1 100,00	4,40%
Communication	50,00	0,20%
Réception VIP	3 500,00	14,00%
Logistique	1 500,00	6,00%
Gestion compétition / chronométrage	5 500,00	22,00%
Frais de sécurité	200,00	0,80%
Autres dépenses	2 500,00	10,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	3 000,00	12,00%
Subvention Département	15 000,00	60,00%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	2 000,00	8,00%
Partenaires privés	1 000,00	4,00%
Billetterie	1 000,00	4,00%
Vente produits finis	1 500,00	6,00%
Autres recettes	1 500,00	6,00%
Total	25 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047804 - CHALLENGE INTERNATIONAL DES HAUTS-DE-SEINE - CIRCUIT ELITE FLEURET SENIOR 2020

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	60 000,00 € TTC	5,00 %	3 000,00 €
	Montant total de la subvention		3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SPORTIVE DE BOURG LA REINE
Adresse administrative : 5 PLACE CONDORCET
92340 BOURG LA REINE

Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JULIEN BLANCHET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Challenge International des Hauts-de-Seine - Circuit Elite fleuret senior 2020

Dates prévisionnelles : 26 septembre 2019 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
L'association sportive de Bourg-la-Reine va organiser le challenge international des Hauts-de-Seine (circuit élite fleuret senior) les 25 et 26 janvier 2020.

C'est une compétition de fleuret hommes et femmes senior inscrite au calendrier fédéral avec la présence de membres des équipes de France et de grands noms de l'escrime internationale.

Cette manifestation sportive va regrouper environ 350 compétiteurs (250 hommes et 100 femmes) qui représenteront plus de 50 clubs français et environ 10 délégations étrangères.

Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1500 spectateurs sur les 2 journées de cette opération dont 500 pour les finales.

L'association sportive de Bourg-la-Reine va mobiliser plus de 40 bénévoles pour parfaire l'organisation et la communication de ce challenge. En effet, les résultats seront diffusés en direct et en live vidéo sur le site web du club, le site web du département des Hauts-de-Seine et la de la Fédération Française d'Escrime.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	3 000,00	5,00%
Aménagement du site et location de matériels	28 000,00	46,67%
Frais d'hébergement	1 000,00	1,67%
Frais de restauration	6 000,00	10,00%
Indemnités bénévoles	2 000,00	3,33%
Frais de déplacement	2 000,00	3,33%
Communication	2 000,00	3,33%
Logistique	1 000,00	1,67%
Gestion compétition / chronométrage	1 000,00	1,67%
Arbitrage	4 000,00	6,67%
Autres dépenses	10 000,00	16,67%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	3 000,00	5,00%
Subvention Département	20 000,00	33,33%
Subvention Commune	5 000,00	8,33%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	2 000,00	3,33%
Partenaires privés	19 000,00	31,67%
Inscriptions	6 000,00	10,00%
Vente produits finis	5 000,00	8,33%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047573 - TOURNOI DE QUALIFICATION OLYMPIQUE 2020 - KARATE

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	1 700 000,00 € HT	11,76 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFKDA FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES
Adresse administrative : 39 RUE BARBES
92120 MONTROUGE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCIS DIDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation du Tournoi de qualification Olympique 2020 en Karaté

Dates prévisionnelles : 21 décembre 2018 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
La candidature de la Fédération Française de Karaté a été retenue pour l'organisation de ce Tournoi de Qualification Olympique du 08/05/2020 au 10/05/2020 à l'Accor Hôtel Aréna, notamment grâce au succès rencontré par l'organisation des championnats du Monde en 2012 à Paris.

Si les sélections aux Jeux Olympiques de Tokyo 2020 vont être déterminées par une 1ère étape reposant sur le classement mondial des athlètes, ce tournoi de qualification correspond à la 2ème étape de qualification, car dans chacune des 8 catégories, les 3 premiers (or, argent, bronze) seront directement qualifiés pour les 1ers Jeux Olympiques de l'histoire du Karaté.

Cet évènement qui va se dérouler sur 3 journées, va accueillir près de 800 athlètes, tous sélectionnés par leur délégation nationale. Cela sera une nouvelle occasion pour la Fédération Française de Karaté de démontrer son savoir-faire en matière d'organisation et d'accueillir plus de 30 000 spectateurs.

Cette compétition se déroulera dans une configuration identique à celle des championnats du Monde, c'est à dire sur 4 tatamis en ligne pour les éliminatoires et 1 tatami central pour les finales.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	135 000,00	7,94%
Aménagement du site et location de matériels	410 000,00	24,12%
Frais d'hébergement	450 000,00	26,47%
Frais de restauration	80 000,00	4,71%
Frais de déplacement	95 000,00	5,59%
Communication	370 000,00	21,76%
Réception VIP	90 000,00	5,29%
Autres dépenses	70 000,00	4,12%
Total	1 700 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	200 000,00	11,76%
Subvention Commune	100 000,00	5,88%
Fonds propres	340 000,00	20,00%
Subvention Etat (CNDS, Ministères, ...)	250 000,00	14,71%
Partenaires privés	280 000,00	16,47%
Billetterie	200 000,00	11,76%
Vente produits finis	30 000,00	1,76%
Autres recettes	300 000,00	17,65%
Total	1 700 000,00	100,00%

Annexe n° 3 - Annexes financières CROSIF 2020

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (**Dossier IRIS 2000460**)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF D'ILE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP CRO 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 930.450 €
Taux de l'objectif : 17,95 %
Subvention prévisionnelle 2020 : 167.000 €

Cet objectif doit permettre au CROS Ile-de-France d'accompagner au mieux les comités et ligues régionaux dans leur structuration mais également d'organiser des manifestations en direction des féminines «Sport en Filles » et de publics divers «Opération Sauv'nage ».

Il va également favoriser la valorisation du sport francilien par le biais de 3 axes :

- des opérations destinées à promouvoir les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, notamment par l'organisation de manifestations sur les sites d'accueil des compétitions, et en particulier sur le stade nautique olympique d'Ile-de-France de Vaires.
- un plan d'action permettant de renforcer les relations entre les entreprises et le mouvement sportif francilien,
- la coordination d'un dispositif de communication autour du sport francilien par le biais du réseau des radios franciliennes.

Enfin, il va permettre la mise en œuvre d'outils méthodologiques et d'information qui seront mis à la disposition des dirigeants des associations sportives franciliennes.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2020 : 167.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».
Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 2**
FORMATION PROFESSIONNELLE

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE ET DE LA FORMATION
(Dossier IRIS 2000485)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF D'ILE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP CRO 001

Données prévisionnelles

FORMATION DES BENEVOLES DIRIGEANTS, JUGES ET ARBITRES

Formation 1 : Formation au management
Public formé : Dirigeants et bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 200 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 600 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 42,50 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 25.500 €

Formation 2 : Formation « Sport et développement durable »
Public formé : Dirigeants et bénévoles
Durée de la formation par stagiaire : 2 jours par an **Effectif prévu :** 60 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 120 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 51,90 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 6.228 €

Formation 3 : Formation aux valeurs républicaines et à la laïcité
Public formé : Cadres techniques des ligues et comités ou dirigeants
Durée de la formation par stagiaire : 3 jours par an **Effectif prévu :** 80 par an
Volume prévu = Durée par stagiaire x par effectif : 240 jours/stagiaires par an
Barème unitaire : 55,30 € par jour/stagiaire
Subvention prévisionnelle 2020 : 13.272 €

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE 2020: 45.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter le nombre de stagiaires ou alternants indiqué sur l'annexe n° 1.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est imputée au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Formations qualifiantes et Métiers », action 11100610 « Soutien à la formation du mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'Agence de Services et de Paiement.

Annexe n° 4 - Annexe financière modifiée CROSIF 2019

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n° 1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE MODIFIEE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 19001197)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COMITE REGIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF D'ILE-DE-FRANCE

Convention n° 17 SP CRO 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 290.000 €
Taux de l'objectif : 30%
Subvention prévisionnelle 2019 : 87.000 €

Cet objectif doit permettre au CROS Île-de-France d'accompagner au mieux les comités et ligues régionaux dans leur structuration mais également d'organiser des manifestations en direction des féminines «Sport en Filles » et de publics divers «Opération Sauv'nage ».

Il va également favoriser la valorisation du sport francilien par le biais de 3 axes :

- des opérations destinées à promouvoir les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, notamment par l'organisation de manifestations sur les sites d'accueil des compétitions, et en particulier sur le stage nautique olympique d'Ile-de-France de Vaires.
- un plan d'action permettant de renforcer les relations entre les entreprises et le mouvement sportif francilien,
- la coordination d'un dispositif de communication autour du sport francilien par le biais du réseau des radios franciliennes.

Enfin, il va permettre la mise en œuvre d'outils méthodologiques et d'information qui seront mis à la disposition des dirigeants des associations sportives franciliennes.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2019 : 87.000 €

Ces subventions Développement de la Pratique Sportive et Formation cumulées donnent lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter **3 stagiaires ou alternants**.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Ils doivent être accompagnés des justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné dans la présente annexe (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

Annexe n° 5 - Nouveau modèle de convention Clubs Premium

DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX CLUBS EXCELLENCE D'ÎLE-DE-FRANCE
CLUBS PREMIUM

CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET
…….

DOSSIER D'AIDE N°.....

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP…… du ……
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

La ligue ou comité régional dénommé :
dont le statut juridique est :.....
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont :
dont le siège social est situé au :
représenté par son dirigeant
Habilité par .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Et

Le club dénommé :
dont le statut juridique est :.....
dont le n° SIREN/SIRET et code APE (si existant) sont :
dont le siège social est situé au :
représenté par son dirigeant
habilité par .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Région capitale, l'Île-de-France concentre beaucoup de clubs de très haut niveau. Ils sont le rêve de tout pratiquant qui commence un jour dans une discipline sportive mais ils sont aussi une vitrine de l'excellence sportive du territoire francilien.

Désireuse de les accompagner dans leurs parcours compétitifs vers les plus hauts sommets nationaux et internationaux ou également dans le développement de leurs disciplines respectives et leurs programmes de formation, la Région lance un dispositif leur permettant de bénéficier des meilleures conditions d'évolution.

La Région Île-de-France décide de renforcer son soutien en faveur des clubs, aussi bien féminins que masculins, qui représentent l'Île-de-France au plus haut niveau national, afin de leur offrir les meilleures conditions d'évolution.

Propriétaire du CREPS, centre d'excellence sportive, la Région facilite la mise en œuvre de partenariat entre l'établissement et les clubs désignés afin de leur permettre de bénéficier d'un site offrant tout à la fois équipements sportifs, lieu d'hébergement, de restauration et centre de santé, notamment à l'occasion de stages de préparation.

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP ……, la Région Île-de-France a décidé de soutenir « Nom de l'association » pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

1.1 - DEFINITION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT

La Région soutient les clubs Premium, clubs franciliens évoluant ou ayant des athlètes évoluant au meilleur niveau national de disciplines non professionnalisées, pendant une saison sportive.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire des subventions dont les détails sont explicités dans l'annexe dénommé « Fiche projet » de la présente convention.

1.2 - CRITERES DES CLUBS D'EXCELLENCE

Les clubs issus des disciplines non professionnalisées sont choisis par la Région sur proposition de la ligue ou du comité régional de la discipline concernée et doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Avoir une école labellisée dans la discipline concernée ;
- Mettre en place une école d'arbitrage ou favoriser le développement de l'arbitrage par la mise en place d'une politique dédiée au sein du club ;
- Développer l'école des jeunes sportifs ;
- Aider à la formation des cadres professionnels et bénévoles du club ;
- Intégrer, dans la mesure du possible, des nouvelles pratiques.

1.3 - ELIGIBILITE

Sont éligibles au présent dispositif les clubs dont les disciplines dépendent de ligues ou comités conventionnés avec la Région sur la base du plan de développement sportif régional.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

2.1 - LA REALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale de la République et de la laïcité, dans la limite des lois et règlements en vigueur.

2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage :

- à informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes.
- à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- à informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- à conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- à faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- à tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- à adopter un cadre budgétaire et conforme au plan comptable général.

2.5 - OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à transmettre à la Région à sa demande, toute pièce justificative de la dépense.

Il s'engage également à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

2.6 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la Région Ile-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …).
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale et l'ensemble des documents réalisés doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Evènements :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :

Le bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.
Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple :

autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité régionale…
Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région:

Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier.
- en aval : le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet de (Nom de l'association) pour la saison sportive …… (voir article 1).

Conformément à la délibération n° CP ……, la Région attribue à ce projet une subvention d'un montant maximal de ……. €, représentant ….. % du coût total TTC du projet plafonné à …….. € TTC.

3.1 - CALCUL DU MONTANT DE LA SUBVENTION

L'aide régionale est calculée sur la base d'un projet de club (ambitions sportives, programme prévisionnel d'actions, besoins matériels identifiés) et d'un budget prévisionnel proposé par les clubs retenus.

La Région s'engage à accompagner financièrement le bénéficiaire au titre de la saison sportive …….. Le montant de la participation régionale est fixé par délibération de la commission permanente du Conseil régional.

En application de la règle de non cumul des aides, une même opération ne pourra pas être financée par plusieurs aides de la Région telles que définies dans ses différentes délibérations. Toutefois, un même territoire pourra être éligible à plusieurs aides portant sur des opérations différentes.

3.2 - REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée pour les engagements du club, tels que définis à l'article 1.1 de la convention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux mentionnés dans la fiche projet.

Dans ce cas, elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région Île-de-France.

La subvention est versée conformément au règlement budgétaire et financier de la Région en vigueur au moment du vote de la subvention.

La subvention régionale est versée en appliquant le taux de la subvention aux paiements effectués, diminués des acomptes et avances déjà versés.

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

4.1 - VERSEMENT DES AVANCES

Le bénéficiaire de la subvention peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % de la subvention.

4.2- VERSEMENT DES ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

4.3 - VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement du paiement complet de l'action subventionnée. Pour les personnes morales de droit privé et de droit public, le compte-rendu financier doit être accompagné d'un bilan qualitatif du projet soutenu, et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées signé par le représentant légal.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité,

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 5 – DELAIS DE VALIDITE DE LA SUBVENTION

Les conditions de validité et de paiement de la subvention régionale sont soumises au règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une 1ère demande de versement, ladite subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention régionale versée dans les cas suivants :

- si l'action subventionnée est réalisée à un coût moindre ou n'est pas réalisée dans sa totalité, le montant de la subvention sera réduit en conséquence. En cas de trop perçu, celui-ci fera l'objet d'un versement immédiat à due concurrence ;

- en cas de fausse déclaration du bénéficiaire, la Région exigera la restitution de la totalité de la subvention. Le bénéficiaire remboursera la totalité de la subvention perçue lorsque la subvention n'aura pas été utilisée ou utilisée pour un objectif non prévu par la présente convention ;

- **en cas de non-respect de l'article 2.2 précisant les obligations relatives à la Chartre régionale des valeurs de la République et la laïcité;**

- **en cas de non-respect de l'article 2.3 précisant l'obligation relative au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;**

- en cas de non-respect de l'article 2.6 précisant les obligations en matière de communication, la Région se réserve le droit de réclamer remboursement de tout ou partie de la subvention perçue.

ARTICLE 7 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement approuvé par la Commission Permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 8 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

8.1 - DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

8.2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la saison sportive…….. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 5.

ARTICLE 9 : CONTROLE

Le bénéficiaire de la subvention conserve les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

La Région peut demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

La Région peut en outre faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 10 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme de l'aide régionale.

Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en

application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Paris.

Fait à Saint-Ouen, en 3 exemplaires originaux, le

Le Club	La Ligue ou Comité régional de la discipline concernée	La Présidente du Conseil Régional Île-de-France
(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)	(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)	(nom, qualité du Signataire et Cachet du bénéficiaire)

Annexe n° 6 - Fiche projet modifiée Trails de la Brie des Morin 2018

Commission permanente du 21 novembre 2018 – CP 2018-503
Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP 2020-055

DOSSIER N° 18013785 - TRAILS DE LA BRIE DES MORIN 2018

Dispositif : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France (n° 00000075)
Délibération Cadre : CR204-16 du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
Action : 13200301- Soutien aux évènements sportifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs	35 000,00 € TTC	17,14 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JS FERTE GAUCHER
Adresse administrative : 25 AVENUE DE NANCY
77320 LA FERTE-GAUCHER
Statut Juridique : Association
Représentant : LAURENT DEVILLIERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de l'Ultra Trail de la Brie des Morin 2018

Dates prévisionnelles : 11 janvier 2018 - 21 novembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale.

Description :
L'association Jeunesse Sportive de la Ferté Gaucher a organisé l'Ultra Trail de la Brie des Morin les 27 et 28 avril 2018 à Rebais et Saint Cyr sur Morin (77).

En complément des principales épreuves, les organisateurs ont prévus des marches nordiques et des randonnées. L'Ultra Trail de la Brie des Morin propose une distance de 89 km avec un dénivelé positif de 2000 mètres. Les organisateurs ont constaté la participation d'environ 1 500 coureurs.

Cette course permet de valoriser 2 points pour l'UTMB (Ultra Trail du Mont Blanc) et propose un dénivelé assez rare dans les Trails proposés en Région Ile-de-France.
Elle permet également de mettre en valeur le patrimoine local (musée des pays de Seine et Marne, base de canoë, grotte de Saint-Hubert) et exploitation des produits régionaux.

En complément de cette course, plusieurs autres épreuves ont été proposées :

- Le Grand Trail du Sonneur de 68 km,
- Le Trail du Tacot Briard de 33 km,
- La marche nordique du Tacot Briard de 33 km,
- La course des têtards de 12 km,
- La marche nordique des têtards de 12 km
- Les mini-trails de la Brie des Morin pour les enfants,
- 3 randonnées longue distance de 33, 42 et 68km,
- 1 randonnée nocturne de 12km.

Dans le domaine du développement durable, l'association Jeunesse sportive de la Ferté Gaucher a mis en place les actions suivantes :

- rédaction d'une charte antidopage,
- promotion de l'épreuve auprès des personnes handicapées,
- action de soutien en faveur d'une association pour la recherche médicale,
- sensibilisation des coureurs sur l'hygiène de vie et la protection de la santé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

« L'association Jeunesse Sportive de la Ferté Gaucher bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires ».

Localisation géographique :

- LA FERTE-GAUCHER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais administratifs	670,00	1,91%
Frais de communication	2 330,00	6,66%
Frais de restauration	2 000,00	5,71%
Animations	3 600,00	10,29%
Location infrastructures	1 500,00	4,29%
Sécurité	4 600,00	13,14%
Frais liés aux bénévoles	8 200,00	23,43%
Ravitaillement	3 700,00	10,57%
Balisage	300,00	0,86%
Frais divers	5 100,00	14,57%
Achats de récompenses	3 000,00	8,57%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Ile-de-France	6 000,00	17,14%
Subvention Conseil Départemental	2 500,00	7,14%
Partenaires privés	6 500,00	18,57%
Recettes engagements des coureurs	20 000,00	57,14%
Total	35 000,00	100,00%

Annexe n° 7 - Annexe financière modifiée FF Karaté

REGION ILE DE FRANCE **Annexe n°1**

ANNEXE PEDAGOGIQUE ET FINANCIERE
A LA CONVENTION PARTENARIALE ETABLIE DANS LE CADRE
DU DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE SPORTIVE (Dossier IRIS 18013828)

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES

Convention n° 18 SP KAR 001

I) DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES

Budget prévisionnel de l'objectif : 100.000 €
Taux de l'objectif : 20 %
Subvention prévisionnelle 2018 : 20.000 €

A) Karaté citoyen et lutte contre les incivilités

1 : Le programme de coaching – la formation des coaches

Sous l'impulsion de la fédération internationale de karaté (WKF) et parce que le karaté est devenu olympique, la fédération française de karaté a pour objectif de valoriser l'image de la discipline en mettant en place un programme de coaching.

C'est pourquoi, la direction technique nationale renforce la structuration du dispositif de coaching en organisant des meetings nationaux s'inscrivant dans un programme de formation. La démarche consiste à former, tester et accréditer les entraîneurs de clubs en tant que coaches.

Cette action se construit principalement autour de deux axes :

- Établir un cadre règlementaire et déontologique à travers « le manuel du coach » où les droits et les devoirs du coach, les règles du comportement et l'esprit sportif des athlètes sont des indicateurs qui donnent des repères clairs à l'ensemble des acteurs évoluant dans le contexte des compétitions lutter contre les incivilités.

- Former, accompagner, perfectionner et optimiser la compétence des coaches et les sensibiliser au règles comportementales et déontologiques liées à la formation du coach.

La mise en œuvre de ce programme de coaching est prolongée cette année à l'échelle territoriale. Les ligues régionales, zones interdépartementales et départements mettent en place ce dispositif de coaching à leur échelon territorial.

2 : Le programme des jeunes arbitres

Hormis la formation continue pour les arbitres, la commission nationale de l'arbitrage insuffle une politique dynamique de détection, de promotion et de développement des jeunes arbitres sur tout l'hexagone et en territoires d'outre-mer. L'objectif est donc de sensibiliser les jeunes pratiquants à intégrer un secteur où les règles de bonne conduite et la lutte contre les incivilités sont les bases de l'apprentissage des jeunes arbitres notamment dans la discipline « le karaté », sport de combat, qui demande à la fois une grande maitrise technique pour éviter les contacts excessifs au visage mais surtout un contrôle de soi à tout épreuve.

C'est pourquoi, inciter les jeunes à l'arbitrage est un des moyens éducatifs de la politique sportive.

On dénombre aujourd'hui 1945 arbitres sur tout le territoire dont 478 jeunes arbitres.

B) Contribuer à soutenir la solidarité internationale et le développement de la performance du mouvement sportif francilien

Stage France Japon

Le projet consiste à créer des temps de travail communs entre les sportifs des équipes de France et du Japon et entre les membres de leur encadrement pour mettre en place des échanges d'ordre pédagogique, technique, sportif et tactique.
Le projet doit se dérouler en 2018, 2019 et 2020.

L'équipe nationale de karaté du Japon (21 sportifs et leur encadrement en 2017) aura séjourné à Paris du 16 janvier au 19 mars 2018. L'équipe de France séjournera à son tour à deux reprises au Japon en 2018 du 19 au 24 juillet et du 8 au 14 octobre 2018.

Un séjour de l'équipe du Japon en France et un séjour de l'équipe de France au Japon sont prévus chaque année en 2019 et en 2020.

C) Accompagner et soutenir les évènements sportifs internationaux

Open de Paris

L'Open Paris Karaté - Premier League 2019 est un prestigieux tournoi international qui se déroulera du vendredi 25 au dimanche 27 janvier 2019 au Stade Pierre de Coubertin (Paris). Cette édition sera une étape du calendrier 2019 de la Fédération Mondiale de Karaté (WKF) comptant pour le parcours de qualification olympique appelé "Tokyo 2020 Standing". Comme ces dernières années, la compétition se déroulera sur trois jours, avec des phases éliminatoires le vendredi et le samedi et des phases finales (combats pour le bronze et finales) le dimanche.

D) Favoriser l'accès au sport pour le plus grand nombre

La diversification en fonction de toutes les tranches d'âges

Cette action se déploie à travers 4 sous - actions :

- Le développement à destination des jeunes enfants et enfants, avec la création des programmes « Baby-karaté » pour les 3 à 5 ans et « Karaté Kids » pour les 6 à 11 ans. Cette démarche comprend plusieurs volets : la spécialisation des méthodes et contenus pédagogiques, la formation autour de ces connaissances spécifiques, l'organisation de compétitions adaptées, la communication dédiée.

- L'enrichissement de la pratique proposée aux publics adolescents afin de lutter contre l'abandon de la pratique, important pour cette catégorie d'âge. Cette action comprend plusieurs champs : structurer et renforcer un parcours de compétitions à destination de ce public, étoffer l'offre de stages de progression et perfectionnement technique, proposer des formations accessibles et attrayantes dès 14 ans.

- Le développement de la pratique des séniors. Cela passe par l'adaptation des programmes pédagogiques et leur diffusion par la formation des professeurs, l'organisation et la mobilisation autour d'évènement fédérateurs, et le maintien de l'accès à la pratique sportive compétitive par la mise en place de compétitions spécifiques.

La diversification en fonction des publics spécifiques

1. La promotion de la pratique féminine. Il s'agit de mettre en exergue des aspects de la pratique attrayants et motivants pour ce public. D'abord, cela passe par le développement du body-karaté : cette pratique repose sur des postures et mouvements issus du karaté, proposés dans des séries d'enchaînements à rythme soutenu sur fond musical. Le concept juxtapose ainsi la tradition et la modernité, alliant la passion de l'art martial et le besoin d'affirmer une féminité dans une expression moderne et musicale bien éloignée de la pratique traditionnelle. Ensuite, le développement du karaté-défense est également un levier de promotion pour la pratique féminine : c'est une forme épurée du karaté, tant dans son approche technique que pédagogique. Elle propose d'assimiler plus rapidement des techniques et enchaînements simples, directement applicables en situation de défense. Enfin, la promotion de la pratique féminine passe par une adaptation de la communication et la mobilisation autour d'évènements fédérateurs tels que la journée de la femme, organisée en région parisienne, ou un stage de préparation de l'équipe de France féminine partagé et ouvert aux licenciés.
   La féminisation de l'encadrement technique : dans l'optique de la recherche de parité hommes-femmes, ces activités attirent aujourd'hui un plus grand nombre de femmes à devenir enseignantes dans un club. En effet, le certificat de body karaté (CBK) est un diplôme permettant l'encadrement de cette activité au sein de la FFK.

La féminisation des instances dirigeantes : mise en place des séminaires pour les 1ère, 2ème, et 3ème Dan féminines, ce qui incitera les femmes à se positionner en tant que dirigeantes. La féminisation des fonctions d'arbitrages et d'encadrement : action menée à travers l'organisation de plusieurs stages d'une journée, coordonnée par une responsable de la CRA (thèmes abordés : arbitrage et le positionnement des femmes dans un milieu principalement masculin).

2. Le développement de la pratique à destination des publics en situation de handicap. Forte de sa délégation ministérielle, la fédération souhaite structurer et développer le para-karaté. Cela comprend l'organisation de compétitions adaptées aux niveaux local et national ainsi que la mise en place du système de sélection pour les compétitions internationales, la formation spécifique des enseignants, la constitution et l'animation d'un réseau d'acteurs, la communication et l'information autour de la pratique.

   De plus, la volonté est forte de mettre l'accent sur un projet para-karaté qui fait aujourd'hui partie intégrante des orientations générales (a. Réunion et structuration administrative pour le handicap et la mise en place de conventions avec les partenaires acteurs du handisport et du sport adapté. / b. Journées de stage s'adressant aux professeurs et/ou futurs professeurs de la Ligue en situation de handicap ou non. L'objectif est de faire vivre et comprendre aux enseignants et participants qu'il est possible d'enseigner et de pratiquer dans le respect de la personne. L'intérêt à moyen et long terme sera "l'identification, la sensibilisation et la préparation aux éventuelles détections pour le para karaté").

II) ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SPORTIFS DANS LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE

IIa / Stages de détection, d'évaluation et de formation des sportifs

Budget prévisionnel de l'objectif : 20.000 €
Taux de l'objectif : 25 %
Subvention prévisionnelle 2018 : 5.000 €

Un grand stage national annuel de détection est organisé au CREPS de Châtenay-Malabry. Un groupe très élargi des meilleurs espoirs du karaté français est sélectionné par les entraîneurs nationaux. L'objectif est d'intégrer des jeunes sportifs talentueux dans une dynamique de performance et d'excellence pour les accompagner au plus haut niveau.

IIb / Accompagnement des sportifs dans les pôles Espoirs

Budget prévisionnel de l'objectif : 20.000 €
Taux de l'objectif : 25 %
Subvention prévisionnelle 2018 : 5.000 €

Avec l'intégration officielle du karaté en tant que sport additionnel aux JO 2020 à TOKYO au JAPON, la Fédération accompagne la Ligue Régionale IDF dont l'objectif est de devenir une région d'excellence sportive de Haut Niveau. La stratégie à court moyen et long termes est d'investir ses méthodes dans la sélection des meilleur(e)s sportifs(ves) formant ainsi une élite pour représenter la ligue régionale Ile-de-France de karaté aux compétitions de références sélectives pour les rencontres internationales (Championnats du Monde, d'Europe et Jeux Olympiques).

L'accompagnement des jeunes espoirs se fera par des stages et des sessions de détection dès les catégories « benjamines » jusqu'au juniors de manière à former des équipes régionales dans les deux disciplines reconnues de haut niveau : le Combat et le Kata. Ces séquences seront mises en œuvre par un entraîneur régional de l'Ile de France.

SUBVENTION PREVISIONNELLE TOTALE EN 2018 : 30.000 €

« La Fédération Française de Karaté et Disciplines Associées bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires ».

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La dépense est à imputer au chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 «Sports», programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif ».

Le règlement de la subvention fait l'objet de versements annuels par appel de fonds :

Avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Cette justification se fera sous la forme d'une attestation sur l'honneur du responsable accompagnée d'un plan prévisionnel de trésorerie.

Acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle au vu des engagements réalisés et des dépenses justifiées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde de la subvention est versé après agrément du compte rendu d'exécution et du compte rendu financier de l'ensemble du programme subventionné.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-039

DU 31 JANVIER 2020

ACTIONS EUROPÉENNES : PREMIÈRES AFFECTATIONS 2020 ACCORDS DE PARTENARIAT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds Européens Structurels et d'Investissement ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1301/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) ;

VU le règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil n°1304/2013 du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen (FSE) ;

VU le règlement (UE) n° 1291/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant établissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation Horizon 2020 (2014-2020),

VU la décision du Conseil du 3 décembre 2013 établissant le programme spécifique d'exécution du programme-cadre pour la recherche et l'innovation Horizon 2020 (2014-2020),

VU le règlement de l'Union européenne n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352/1 du 24/12/2013 ;

VU le code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1115.1

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 ;

VU le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 08-14 du 13 février 2014 relative à la prise d'autorité de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) de la période 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 35-14 du 25 septembre 2014 relative à l'autorité et mise en œuvre de la gestion des fonds européens FEDER, FSE et FEADER 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission Permanente, modifiée ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la stratégie européenne de la Région Ile-de-France modifiée par délibération n° CP 2018-92 du 16 mars 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-90 du 8 mars 2017 relative à la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et l'association Ile-de-France Europe ;

VU la délibération n° CP 2018-182 du 4 juillet 2018 adoptant une nouvelle convention type « dispositif Europe » portant attribution de subventions dans le cadre du dispositif Europe ;

VU la capacité de la Région de Stockholm de souscrire des Déclarations d'intention commune dans le domaine de ses compétences ;

VU le budget 2020 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-039 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1:

Décide de participer, au titre du dispositif Europe au financement des projets détaillés en annexes 1 et 2 de la présente délibération par l'attribution de deux subventions d'un montant maximum de 37 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-182 du 4 juillet 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 37 000 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 042 « actions européennes » programme HP 042-004 (104004) « actions européennes » action 10400402 « actions européennes » nature 657 « subventions » du budget 2020.

Article 2:

Décide d'attribuer à l'association Île-de-France Europe la subvention de 222 600 € correspondant à la première tranche de la subvention de fonctionnement pour l'année 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de 222 600€ disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 042 « actions européennes » programme HP 042-004 (104004) « actions européennes » action 10400402 « actions européennes » nature 657 « subventions » du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 41 600 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 042 « actions européennes » programme HP 042-004 (104004) « actions européennes » action 10400402 « actions européennes » du budget 2020, pour les dépenses directes liées à l'accueil de délégations étrangères venant des zones de coopération et à l'organisation de manifestations organisées sur le territoire d'Île-de-France.

Article 4:

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de 1 358 000 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP 0202-012 (102012) « fonctionnement des services », action 10201213 « assistance technique » du budget 2020, pour les dépenses directes liées aux actions détaillées en annexe 3.

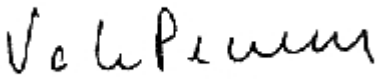
Article 5 :

Approuve l'accord de consortium du projet européen « Réponse politique durable à la transition de la mobilité urbaine » en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 6 :

Approuve l'accord de coopération entre la Région de Stockholm et la Région Île-de-France figurant en annexe 5 à la présente délibération et habilite la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166436-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

FICHE PROJET TV 78

Commission permanente du 31 janvier2020

DOSSIER N° EX036771 – MEDIA DE L'OUEST PARISIEN Production du magazine TV"78 Europe" mettant en valeur l'Europe sur le quotidien des franciliens.

Dispositif : Dispositif EUROPE (n° 00001001)
Délibération Cadre : CR129-16 du 08/07/2016
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	113 030,00 € TTC	19,47 %	22 000,00 €
		Montant total de la subvention	22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDIA DE L'OUEST PARISIEN
Adresse administrative : 4 BIS CITE VERON
75018 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Thierry BARBEDETTE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Production du magazine TV"78 Europe" mettant en valeur l'Europe sur le quotidien des franciliens.

Dates prévisionnelles : Février 2020- Novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
TV 78 souhaite produire un magazine audiovisuel "78 Europe" valorisant, par des reportages et des plateaux, les actions et projets ayant obtenu un financement européen sur le territoire francilien.
Le magazine sera tourné en partie au Parlement Européen, et associera la fondation Jean Monnet et le Centre Europe Direct contribuant au projet. Il sera diffusé sur l'ensemble des box ADSL-câble-fibre de tous les opérateurs TV, sur le site internet de TV78, ViaGrandParis et des partenaires de l'émission ainsi que sur les réseaux sociaux, You tube et les plateformes vidéo. Ces canaux de diffusion permettront d'assurer une forte visibilité sur l'ensemble de l'Ile-de-France auprès de publics divers : habitants, chefs d'entreprise, étudiants, séniors, élus…
Le magazine "78 Europe", crée en 2016, a pour objectif de rendre compréhensible et concrète l'Europe. Sa nouvelle version, en le rendant plus dynamique, vise à ajouter une forte dimension de proximité par la diversité de ses reportages et par l'intérêt suscité auprès de nouveaux porteurs de projets.

Dans sa formule 2019-2020, le magazine "78 Europe" est composé de la manière suivante :
• Reportage "**Initiatives**" sur un projet bénéficiant d'une aide européenne (durée : 3')
en alternance :
• **Plateau invité(s)**, tourné au Parlement Européen, sur le plateau TV 78 ou en plateau sur un site francilien, animé par un journaliste spécialisé (durée : 15')

• **Débat**, tourné dans les plateaux de ViaGrandParis (75) et animé par un journaliste spécialisé et abordant une thématique européenne avec des experts franciliens.(durée : 15')
en alternance, une chronique de 3' :
- **"Chez nos voisins"**
tournée au "Centre Europe Direct" de Saint-Germain-en-Laye.
- **"Pères fondateurs**"
en partenariat avec l'association Jean Monnet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Responsable éditorial	5 500,00	4,87%
Présentation	3 850,00	3,41%
Journalistes/pigistes	7 150,00	6,33%
Réalisateur	8 800,00	7,79%
Caméras HD	9 240,00	8,17%
Plateau multi-cam11880	11 880,00	10,51%
Eclairage	5 280,00	4,67%
Fongible et assurances	6 600,00	5,84%
Montage	17 600,00	15,57%
Habillage-Infographie	5 280,00	4,67%
Cadrage	8 800,00	7,79%
PAD	3 700,00	3,27%
Encodage	3 600,00	3,18%
Frais de diffusion	9 600,00	8,49%
Déplacements, missions et réceptions	6 150,00	5,44%
Total	113 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Europe	10 000,00	8,85%
Région	22 000,00	19,47%
Fonds propres	61 000,00	53,97%
Publicité locale	10 000,00	8,85%
Publicité nationale	10 000,00	8,85%
Total	113 030,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à :
Aides de minimis entreprise

FICHE PROJET MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° EX047036 - MAISON DE L'EUROPE DE PARIS Projet Parcours citoyen-européen pour les lycées professionnels d'Ile-de-France.

Dispositif : Dispositif EUROPE (n° 00001001)
Délibération Cadre : CR129-16 du 08/07/2016
Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020
Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	40 000,00 € TTC	37,50 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MAISON DE L'EUROPE DE PARIS
Adresse administrative	:	29 AVENUE DE VILLIERS 75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame URSULA SERAFIN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet d'éducation à l'Europe s'adresse aux enseignants de lycées professionnels et à leurs élèves de la Région Ile-de-France. Il vise à :

- les sensibiliser sur les enjeux et le fonctionnement de l'Union européenne et à encourager une citoyenneté active,
- créer une dynamique partenariale entre les acteurs franciliens pour favoriser l'émergence d'actions permettant de sensibiliser les jeunes aux questions européennes.

Les activités pédagogiques comprendront pour les équipes encadrantes de deux lycées professionnels sélectionnés une présentation des institutions, des visites du Conseil de l'Europe et du Parlement européen à Strasbourg, une rencontre avec un eurodéputé.

Pour les élèves de deux lycées professionnels sélectionnés, ce programme proposera :
- des ateliers créatifs de sensibilisation à la citoyenneté européenne et formation au fonctionnement de l'Union européenne ; utilisation d'un escape game et de "Pop Europe", application dont la création a été soutenue par la Région en 2017.
- une visite d'étude à Bruxelles pour les élèves : jeu de rôle au Parlamentarium et visite du bureau de la région Ile-de-France.
- la réalisation de supports de présentation du "parcours citoyen-européen" par les élèves sur la

thématique générale "les jeunes parlent aux jeunes de l'UE

Dissémination du projet
Afin d'accroître la visibilité du projet, les élèves et les professeurs participeront à une fête de l'Europe et présenteront à l'aide des supports et créations réalisés les différents travaux du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
15 000 € : une partie du matériel pour conférences et ateliers, documentation et une partie des frais de missions franciliens (déplacements professeurs, élèves)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de mission (frais de transport, hébergement, repas, restauration)	16 000,00	40,00%
Documentation	5 000,00	12,50%
Frais généraux	10 000,00	25,00%
Frais administratifs	3 000,00	7,50%
Frais techniques, de production	6 000,00	15,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	37,50%
Autofinancement	25 000,00	62,50%
Total	40 000,00	100,00%

LISTE DES MARCHES 2020 POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA GESTION DES FESI

Commission permanente du 31 janvier 2020

DOSSIER D200094
AFFECTATION D'AUTORISATION D'ENGAGEMENT

Dispositif : Assistance technique FESI
Délibération cadre : CP2020-039 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 930-0202
Action : 10201213 « assistance technique »
Montant AE : 1 800 000,00 €

Libellé	Montant AE
Organisation du CRSI	**3 000 €**
Estimation annonces légales	**5 000 €**
Marché cadre de mise en œuvre du plan d'évaluation du programme opérationnel : ✓ Evaluation d'impact création-reprise-entreprise ✓ Evaluation d'impact scolarisation ✓ Evaluation d'impact sur la qualification et l'employabilité ✓ Evaluation d'impact sur la maitrise énergétique ✓ Evaluation d'impact plan Seine ✓ Evaluation d'impact populations marginalisées et lutte contre les discriminations ✓ Evaluation d'impact sur l'aménagement durable des territoires et la revitalisation urbaine ✓ Evaluation d'impact des entreprises innovantes ✓ Evaluation d'impact WiFi	**600 000 €**
Marché de supervision, contrôle interne et d'aide à l'analyse des opérations cofinancées par les fonds européens : ✓ Aide à l'analyse (expertise thématique) : analyse régime d'aide d'Etat, commande publique, capacité juridique et financière du porteur. ✓ Supervision et reperformance des Contrôles de Service Fait de l'Autorité de Gestion et des Organismes intermédiaires ✓ Contrôle interne	**500 000 €**
Marché de réalisation de contrôles de service fait	**200 000 €**
Marché pour la réalisation d'une exposition mobile de valorisation des fonds européens structurels et d'investissement	**50 000 €**
TOTAL	**1 358 000,00 €**

PROJET ACCORD DE COOPERATION REGION ILE-DE-FRANCE ET REGION DE STOCKHOLM

ACCORD DE COOPERATION

ENTRE

LA REGION DE STOCKHOLM

ET

LA RÉGION ILE-DE-FRANCE

La Région de Stockholm, représentée par la Présidente de Conseil Régional, Mme Irene Svenonius,

Et

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Mme Valérie Pécresse,

DECLARENT QUE :

La Région de Stockholm et la Région Île-de-France souhaitent renforcer les liens d'amitié, politiques, économiques et institutionnels entre les deux territoires.

Conscients des effets positifs de la coopération régionale et de sa contribution effective au processus d'intégration européenne.

Décidés à renforcer la coopération bilatérale dans certains domaines d'intérêt commun dans l'objectif de mener conjointement des actions de promotion de leurs intérêts auprès des instances communautaires, de développer des projets communs bénéfiques aux acteurs des deux territoires dans la mise en œuvre de stratégies régionales partagées et de l'accord national « *Un partenariat stratégique franco-suédois pour l'innovation et les solutions vertes* » signé le 17 novembre 2017.

Considérant l'accord national mentionné au-dessus signé le 17 novembre 2017

Considérant la délibération n° CP 2020-039 du 31 janvier 2020 par laquelle la Région Ile-de-France a approuvé le présent accord et autorise sa Présidente à le signer.

En vertu des éléments exposés ci-dessus, les signataires approuvent cet accord et conviennent de ce qui est présenté ci-dessous :

Premièrement :

Les signataires envisagent, dans le plein respect des régimes juridiques et des législations respectives en vigueur, de coopérer dans des domaines d'intérêt commun, de travailler ensemble pour identifier les domaines de coopération prioritaires et de rapprocher les acteurs franciliens et stockholmois.

Deuxièmement :

Les signataires aspirent à approfondir les contacts existants et à élargir les échanges bilatéraux entre l'Île-de-France et la Région de Stockholm.

Troisièmement :

Les signataires conviennent de promouvoir et de favoriser la coopération dans leurs domaines de compétences et envisagent de signer des déclarations d'intention particulières dans les domaines qui, moyennant des négociations conjointes, seront identifiés comme étant d'intérêt commun.

Parmi ces domaines, il est prévu de porter en avant :

Dans le domaine de l'industrie, la promotion de partenariats thématiques étroits entre pôles de compétences (en France : pôles de compétitivité ; en Suède : clusters, entre autres institutions et organismes), notamment dans les secteurs suivants : les véhicules du futur autonomes et connectés, les énergies propres, l'intelligence artificielle, les biotechnologies. Ceci dans le but de faciliter les transferts de compétence et de soutenir des entreprises innovantes.

Dans le domaine économique, le renfort de la collaboration entre les signataires afin de valoriser l'attractivité des deux territoires, de développer des projets communs et des possibilités de coopération.

Dans le domaine de l'aménagement urbain et des villes intelligentes, le développement de partenariats entre acteurs publics de la mobilité durable et échanges d'expériences dans le domaine des transports publics dans les régions.

Dans le domaine de l'environnement, le partage d'expériences dans la gestion des ressources naturelles et de la finance verte.

Quatrièmement :

Des rapports annuels d'activités réalisées dans le cadre de cette déclaration d'intention commune seront rédigés. Les unités responsables seront : pour la Région de Stockholm, le service Regionledningskontor; et pour la Région Île-de-France, le Pôle Affaires Européennes, Coopération Internationale et Tourisme.

Cinquièmement :

Les signataires s'engagent à résoudre par échange direct tout différend qui pourrait apparaître dans la mise en œuvre du présent accord de coopération.

Sixièmement :

Cet accord de coopération prend effet à compter de sa signature par les deux parties et sera d'abord mis en œuvre pendant cinq ans. Cette durée de mise en œuvre peut être

ensuite renouvelée par tacite reconduction pour une période de cinq ans supplémentaires. Chaque signataire peut cesser à tout moment la collaboration prévue par le présent accord de coopération. Elle communiquera à l'autre partie par écrit son intention de cesser la collaboration au moins trois mois avant la date de cessation prévue. La cessation de la collaboration n'aura pas d'impact sur la poursuite de tous les projets commencés avant cette date. Cet accord de coopération est modifiable à tout moment d'un commun accord ; la modification revêtira la forme écrite.

Fait à …… le……en deux exemplaires, chacun en langue suédoise et en langue française, les deux textes ayant la même valeur.

Pour la
Région de Stockholm
Irene Svenonius
Présidente du Conseil Régional de Stockholm

Pour la
Région Île-de-France

Valérie Pécresse
Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

ACCORD DE CONSORTIUM DU PROJET EUROPEEN "REPONSE POLITIQUE DURABLE A LA TRANSITION DE LA MOBILITE URBAINE"

ACCORD DE CONSORTIUM

Pour l'action de recherche et d'innovation
dans le cadre du programme Horizon H2020 de l'Union européenne

Numéro 814910
« **Réponse politique durable à la transition de la mobilité urbaine** »
(**Sustainable policy response to urban mobility transition)**

H2020 – LC – MC – 1 – 3 - 2018

Table des matières

Article 1 : Définitions 3

Article 2 : Objet 4

Article 3 : Entrée en vigueur, durée et fin 4

Article 4 : Responsabilité des Partenaires 5

Article 5 : Responsabilité mutuelle 6

Article 6 : Structure de gouvernance 8

Article 7 : Provisions financières 16

Article 8 : Résultats 18

Article 9 : Droits d'accès 21

Article 10 : Non-divulgation d'informations 26

Article 11 : Dispositions diverses 28

Article 12 : Signatures 30

Annexe 1: Connaissances préexistantes 35

Annexe 2: Formulaire d'adhésion 37

Annexe 3: Liste des tiers pour un transfert simplifié conformément à l'article 8.3.2. 38

Annexe 4: Entités affiliées identifiées conformément à l'article 9.5 38

Annexe 5: Liste des Partenaires internationaux conformément à l'article 14a 38

ACCORD DE CONSORTIUM

Cet Accord de consortium est basé sur le règlement (UE) n°1290/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant les Règles de participation et de diffusion au programme-cadre «Horizon 2020 - Programme-cadre pour la recherche et l'innovation (2014 - 2020) » (ci-après dénommées « Règles de participation »), et la Convention de subvention de type général multi-bénéficiaires de la Commission européenne et ses Annexes, et est conclu le 1er septembre 2019, ci-après dénommée « Date d'entrée en vigueur »

ENTRE :

FUNDACIÓN ZARAGOZA LOGISTICS CENTER (ZLC), le coordinateur

ET :

UNIVERSIDAD POLITECNICA DE MADRID,

ETHNIKO KENTRO EREVNAS KAI TECHNOLOGIKIS ANAPTYXIS,

VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL,

POLIS - PROMOTION OF OPERATIONAL LINKS WITH INTEGRATED SERVICES, ASSOCIATION INTERNATIONALE,

WUPPERTAL INSTITUT FUR KLIMA, UMWELT, ENERGIE GMBH,

AYUNTAMIENTO DE VALENCIA,

FUNDACION DE LA COMUNIDAD VALENCIANA PARA LA INVESTIGACION, PROMOCION Y ESTUDIOS COMERCIALES DE VALENCIAPORT,

FERROCARRILS DE LA GENERALITAT VALENCIANA,

NINGBO SUPPLY CHAIN INNOVATION INSTITUT CHINA,

NINGBO UNIVERSITY OF TECHNOLOGY,

BKK BUDAPESTI KOZLEKEDESI KOZPONT ZARTKORUEN MUKODO RESZVENYTARSASAG,

BUDAPEST KOZUT ZARTKORUEN MUKODO RESZVENYTARSASAG,

COMUNE DI PADOVA,

VENICE INTERNATIONAL UNIVERSITY,

TEL AVIV YAFO MUNICIPALITY,

TECHNION-ISRAEL INSTITUTE OF TECHNOLOGY

INSTYTUT LOGISTYKI I MAGAZYNOWANIA,

MIASTO KALISZ,

FUNDACJA KALISKI INKUBATOR PRZEDSIE BIORCZOSCI,

MUNICIPALITY OF IOANNINA,

STAD MECHELEN,

MUNICIPIUL ARAD,

GEMEENTE 'S-HERTOGENBOSCH,

REGION ILE DE FRANCE,

CAMARA MUNICIPAL DE ALMADA,

AGENCIA MUNICIPAL DE ENERGIA DE ALMADA,

WEST MIDLANDS COMBINED AUTHORITY,

GOTEBORGS KOMMUN

ci-après, conjointement ou individuellement, appelés « Partenaires » ou « Partenaire »

relatif à l'action intitulée

« RÉPONSE POLITIQUE DURABLE À LA TRANSITION DE LA MOBILITÉ URBAINE »

en abrégé, SPROUT,

ci-après appelée « Projet »

CONSIDERANT QUE :

Les Partenaires, ayant une expérience conséquente dans le domaine concerné, ont soumis une proposition pour le Projet à l'Autorité de financement dans le cadre du Programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020).

Les Partenaires souhaitent préciser ou compléter leurs engagements en plus des dispositions de la Convention de subvention spécifique à signer entre les Partenaires et l'Autorité de financement (ci-après « Convention de subvention »).

Les Partenaires reconnaissent que cet Accord de consortium est basé sur l'Accord de consortium de modèle DESCA.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1: Définitions

1.1 Définitions

Les mots commençant par une lettre majuscule sont à appréhender selon leur signification définie dans le présent Accord de consortium, dans les Règles de participation ou dans la Convention de subvention, y compris ses Annexes.

1.2 Définitions complémentaires

« **Organisme de consortium** » **:** désigne tout organisme de management décrit dans l'article « Structure de gouvernance » du présent Accord de consortium.

« **Plan de consortium** » **:** désigne la description de l'action et le budget lui correspondant, tels que définis dans la Convention de subvention et susceptibles d'être mis à jour par l'Assemblée générale.

« **Partenaire défaillant** » : désigne un Partenaire que l'Assemblée générale a identifié comme agissant en violation du présent Accord de consortium et/ou de la Convention de subvention, conformément à l'article 4.2 du présent Accord de consortium.

« **Dissémination** » : désigne la divulgation publique de Résultats par tous moyens appropriés autres que ceux résultant de la protection ou de l'exploitation des Résultats, et incluant la publication des Résultats sur tout support.

« **Autorité de financement** » **:** désigne l'organisme qui octroie la subvention pour le Projet.

« **Nécessaire** » désigne

- concernant la mise en œuvre du projet : des Droits d'accès sont Nécessaires si, sans l'octroi de tels Droits d'accès, l'exécution des tâches confiées au Partenaire destinataire serait techniquement ou juridiquement impossible, considérablement retardée ou si elle nécessite d'importantes ressources financières ou humaines supplémentaires.
- concernant l'exploitation de ses propres résultats : des Droits d'accès sont Nécessaires si, sans l'octroi de tels Droits, l'exploitation de ses propres résultats serait techniquement ou juridiquement impossible pour un Partenaire.

« **Résultats** » ont la signification qui leur est attribuée dans les Règles, à savoir tout résultat matériel ou immatériel généré dans le cadre de l'Action, tel que des données, des connaissances et des informations, quelle que soit leur forme ou leur nature et qu'ils puissent ou non être protégés (y compris, pour lever tout doute, les résultats générés par les Employés et Sous-traitants pour le compte d'un Partenaire), ainsi que tous les droits qui leur sont attachés, y compris les Droits de propriété intellectuelle.

« **Logiciel** » : désigne une séquence d'instructions permettant d'exécuter un processus, ou de le convertir en une forme exécutable par un ordinateur et fixée dans tout support d'expression tangible.

Article 2 : Objet

Le présent Accord de consortium a pour objet de préciser, en ce qui concerne le Projet, les relations entre les Partenaires, en particulier en ce qui concerne l'organisation du travail entre les Partenaires, la gestion du Projet et les droits et obligations des Partenaires concernant, notamment, les responsabilités, les Droits d'accès et la Résolution des litiges.

Article 3 : Entrée en vigueur, durée et fin

3.1 Entrée en vigueur

Une entité devient Partenaire du présent Accord de consortium dès signature de ce dernier par l'un de ses représentants dûment autorisé.

Cet Accord de consortium entrera en vigueur à compter de la Date d'entrée en vigueur indiquée au début de l'Accord de consortium.

Une nouvelle entité devient Partenaire de cet Accord de consortium à la signature du Formulaire d'adhésion (Annexe n°2) par le nouveau Partenaire et par le Coordinateur. Cette adhésion prend effet à compter de la date indiquée dans le Formulaire d'adhésion.

3.2 Durée et fin

Le présent Accord de consortium restera en vigueur jusqu'à la réalisation complète de toutes les obligations contractées par les Partenaires en vertu de la Convention de subvention et du présent Accord de consortium.

Toutefois, cet Accord de consortium ou la participation d'un ou de plusieurs Partenaires peuvent être résiliés conformément aux termes du présent Accord de consortium :

- si la Convention de subvention n'est pas signée par l'Autorité de financement ou un Partenaire,

- ou si la Convention de subvention est résiliée,

- ou si la participation d'un Partenaire à la Convention de subvention est résiliée,

Le présent Accord de Consortium prend automatiquement fin à l'égard du ou des Partenaires concernés, sous réserve des dispositions mentionnées à l'article 3.3 du présent Accord de consortium qui continueront de s'appliquer.

3.3 Continuité des droits et des obligations

Les dispositions relatives aux Droits d'accès, à la Diffusion et à la confidentialité, pour la période de temps mentionnée, ainsi qu'à la responsabilité, au droit applicable et au règlement des litiges, continueront au-delà de l'expiration ou à la résiliation du présent Accord de consortium.

La résiliation n'affectera pas les droits ou obligations d'un Partenaire quittant le Consortium, encourus avant la date de résiliation, sauf accord contraire entre l'Assemblée générale et le Partenaire sortant. Cela comprend l'obligation de fournir l'ensemble des contributions, livrables et documents requis durant le temps de sa participation.

Article 4 : Responsabilité des Partenaires

4.1 Principes généraux

Chaque Partenaire s'engage à déployer tous les efforts raisonnables pour participer à la mise en œuvre efficace du Projet et à coopérer, à exécuter et à remplir, dès que possible et dans les délais requis, toutes les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention de subvention et du présent Accord de consortium, dans la mesure où cela peut raisonnablement lui être demandé et de bonne foi conformément à la législation belge.

Chaque Partenaire s'engage à notifier rapidement, conformément à la structure de gouvernance du Projet, tout renseignement, fait, problème ou retard important susceptible d'affecter le Projet.

Chaque Partenaire fournit sans délai toutes les informations raisonnablement requises par un Organe du consortium ou par le Coordinateur pour l'exécution de ses tâches.

Chaque Partenaire prend les mesures adéquates pour assurer l'exactitude des renseignements ou des documents qu'il fournit aux autres Partenaires.

4.2 Violation des obligations

Si un Organe responsable du consortium constate qu'un Partenaire n'a pas respecté ses obligations au titre du présent Accord de consortium ou de la Convention de subvention (mise en œuvre incorrecte du Projet, par exemple), le Coordinateur ou, si le Coordinateur ne respecte pas ses obligations, le Partenaire désigné par l'Assemblée générale, lui adressera une mise en demeure visant à remédier à cette violation dans les 30 jours civils suivant la réception par ce Partenaire de la notification écrite de la violation.

S'il s'agit d'une violation substantielle à laquelle il n'est pas remédié dans ce délai ou s'il n'est pas possible d'y remédier, l'Assemblée générale peut décider de déclarer la Partenaire en défaut et d'en tirer les conséquences, qui peuvent inclure la cessation de sa participation.

4.3 Participation de tiers

Un Partenaire qui conclut un contrat de sous-traitance ou impliquant des tiers (y compris, mais sans s'y limiter, des entités affiliées) dans le Projet reste responsable de l'exécution des missions qui lui incombent dans le Projet et du respect par ce tiers des dispositions du présent Accord de consortium et de la Convention de subvention. Il doit veiller à ce que la participation de tiers n'affecte pas les droits et obligations des autres Partenaires au titre du présent Accord de consortium et de la convention de subvention.

Article 5 : Responsabilité mutuelle

5.1 Aucune garantie

Concernant toute information ou tout matériel (y compris les résultats et le contexte) fourni par un Partenaire à un autre Partenaire dans le cadre du Projet, aucune garantie ou déclaration de quelque nature que ce soit n'est faite, donnée ou implicite quant à la suffisance ou à l'adéquation à un usage ou quant à l'absence de toute violation d'un droit de propriété de tierces parties.

Par conséquent,

- le Partenaire destinataire est dans tous les cas entièrement et exclusivement responsable de l'usage qu'il fait de ces informations et matériels, et
- aucun Partenaire accordant des Droits d'accès ne peut être tenu responsable en cas de violation des droits de propriété d'un tiers résultant de l'exercice par un autre Partenaire (ou ses entités affiliées) de ses Droits d'accès.

5.2 Limitations de la responsabilité contractuelle

Aucun Partenaire n'est responsable envers un autre Partenaire de tout dommage indirect ou consécutif ou de tout dommage similaire tel que, mais sans s'y limiter, le manque à gagner, la perte de revenus ou la perte de contrats, pour autant que ces dommages ne soient pas causés par un acte volontaire, par: une violation de la confidentialité ou par une violation des droits de propriété intellectuelle de cette autre partie.

Pour toute responsabilité contractuelle résiduelle, la responsabilité globale d'un Partenaire à l'égard de l’ensemble des autres Partenaires est limitée à la part du Partenaire dans les coûts totaux du Projet, telle qu'identifiée à l'Annexe 2 de la Convention de subvention, à condition que ces dommages n'aient pas été causés par un acte volontaire ou une négligence grave ou la violation de la confidentialité ou la violation des Droits de propriété intellectuelle de cette autre partie

Les termes du présent Accord de consortium ne doivent pas être interprétés comme modifiant ou limitant la responsabilité légale d'un Partenaire.

5.3 Dommages causés aux tiers

Chaque Partenaire est seul responsable des pertes, dommages ou préjudices subis par des tiers du fait de l'exécution par lui ou en son nom des obligations qui lui incombent en vertu du

présent Accord de consortium ou de l'utilisation qu'il fait des résultats ou des données de base.

5.4 Force majeure

Aucun Partenaire n'est considéré comme étant en infraction avec le présent Accord de consortium s’il est empêché de remplir ses obligations au titre de l'Accord de consortium par Force majeure.

Chaque Partenaire notifiera sans délai aux membres compétents du consortium tout cas de Force majeure. Si les conséquences de la Force majeure pour le Projet ne sont pas surmontées dans les 6 semaines suivant cette notification, le transfert des tâches, le cas échéant, sera décidé par les Membres compétents du consortium.

Article 6 : Structure de gouvernance

6.1 Structure générale

La structure organisationnelle du Consortium comprend les Organismes de consortium suivants:

- L'Assemblée générale, organe de décision suprême du consortium,
- L'Equipe de coordination, organe de supervision pour l'exécution du Projet, qui rendra compte à l'Assemblée générale.

Le Coordinateur (Coordinateur administratif dans la Proposition) est la personne morale agissant en tant qu'intermédiaire entre les Partenaires et l'Autorité de financement. Outre ses responsabilités en tant que Partenaire, le Coordinateur exécute les tâches qui lui sont assignées conformément à la Convention de subvention et au présent Accord de consortium.

6.2 Procédures opérationnelles générales pour tous les Organes du consortium

6.2.1. Représentation aux réunions

Tout Partenaire qui est membre d'un organe du consortium (ci-après dénommé "Membre") :

- doit être présent ou représenté à toute réunion ;
- peut nommer un remplaçant ou un fondé de pouvoir pour assister et voter à toute réunion ;

et participe de manière coopérative aux réunions.

6.2.2. Préparation et organisation des réunions

6.2.2.1. Convocation des réunions

Le président d'un organe du consortium convoque les réunions de cet organe.

	Réunion ordinaire	Réunion extraordinaire
Assemblée générale	Au moins une fois par an	A tout moment sur demande écrite de l'Equipe de coordination ou d'1/3 des Membres de l'Assemblée générale
Equipe de coordination	Au moins une fois par trimestre	En tout temps sur demande écrite d'un membre de l'Equipe de coordination

6.2.2.2. Avis de convocation

Le président d'un Organe du consortium doit aviser par écrit de la tenue d'une réunion à chaque Membre de cet organe dès que possible et au plus tard le nombre minimal de jours précédant la réunion, comme indiqué ci-dessous.

	Réunion ordinaire	Réunion extraordinaire
Assemblée générale	45 jours calendaires	15 jours calendaires
Equipe de coordination	14 jours calendaires	7 jours calendaires

6.2.2.3. Envoi de l'ordre du jour

Le président d'un Organe du consortium doit préparer et envoyer à chaque Membre de cet Organe un ordre du jour écrit (original) au plus tard le nombre minimum de jours précédant la réunion, comme indiqué ci-dessous.

Assemblée générale	21 jours calendaires, 10 jours calendaires pour une réunion extraordinaire
Equipe de coordination	7 jours calendaires

6.2.2.4. Ajouter des points à l'ordre du jour:

Tout point de l'ordre du jour nécessitant une décision des Membres d'un Organe du consortium doit être identifié comme tel dans l'ordre du jour.

Tout Membre d'un Organe du consortium peut ajouter un point à l'ordre du jour initial par notification écrite à tous les autres Membres de cet Organe jusqu'au nombre minimum de jours précédant la réunion comme indiqué ci-dessous.

Assemblée générale	14 jours calendaires, 7 jours calendaires pour une réunion extraordinaire
Equipe de coordination	2 jours calendaires

6.2.2.5.

Au cours d'une réunion, les Membres d'un Organe du consortium présents ou représentés peuvent convenir à l'unanimité d'ajouter un nouveau point à l'ordre du jour initial.

6.2.2.6.

Les réunions de chaque Organe du consortium peuvent également se tenir par téléconférence ou par d'autres moyens de télécommunication.

6.2.2.7

Les décisions ne seront contraignantes qu'une fois que la partie pertinente du procès-verbal aura été acceptée conformément aux dispositions de l'article 6.2.5.

6.2.2.8.

Toute décision peut également être prise sans réunion si le Coordinateur distribue à tous les Membres de l'Organe du Consortium un document écrit, qui est ensuite approuvé à la majorité définie (voir article 6.2.3) de tous les Membres de l'Organe du Consortium. Ce document devra inclure une date limite de réponse.

Les décisions prises sans réunion sont considérées comme acceptées si, dans le délai prévu à l'article 6.2.4.4.4, aucun Membre n'a adressé d'objection par écrit au président. Les décisions seront contraignantes après que le président aura envoyé à tous les Membres de l'Organe du consortium et au Coordinateur une notification écrite de cette acceptation.

6.2.3. Règles de vote et quorum

6.2.3.1.

Chaque Organe du Consortium ne délibère et ne décide valablement que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents ou représentés (quorum). Si le quorum n'est pas atteint, le président de l'Organe du consortium doit convoquer une autre réunion ordinaire dans les 15 jours civils. Si le quorum n'est pas à nouveau atteint lors de cette réunion, le président convoque une réunion extraordinaire qui a le droit de décider même si moins que le quorum des membres est atteint ou représenté.

6.2.3.2.

Chaque Membre d'un Organe du consortium présent ou représenté à la réunion dispose d'une voix.

6.2.3.3.

Un Partenaire que l'Assemblée générale a déclaré Partenaire défaillant conformément à l’article 4.2 ne peut pas voter.

6.2.3.4.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix exprimées.

6.2.3.5.

Pour lever tout doute, les décisions d'un Organisme de consortium ne peuvent imposer unilatéralement à un Partenaire donné des obligations supplémentaires allant au-delà des obligations acceptées par ce Partenaire en vertu de l'Accord de consortium et de l'Accord de subvention, si ce Partenaire ne donne pas son accord pour les accepter.

6.2.4. Droits de veto

6.2.4.1.

Un Membre qui peut démontrer que son propre travail, son temps d'exécution, ses coûts, ses responsabilités, ses droits de propriété intellectuelle ou d'autres intérêts légitimes seraient gravement affectés par une décision d'un Organe de consortium peut exercer son veto à l'égard de la décision correspondante ou de la partie de la décision concernée.

6.2.4.2.

Lorsque la décision est prévue à l'ordre du jour initial, un Membre ne peut opposer son veto à une telle décision que pendant la réunion.

6.2.4.3.

Lorsqu'une décision a été prise sur un nouveau point ajouté à l'ordre du jour avant ou pendant la réunion, un Membre peut opposer son veto à cette décision pendant la réunion et dans les 15 jours calendaires suivant l'envoi du projet de procès-verbal de la réunion. Un Partenaire qui n'est pas Membre d'un Organe du consortium particulier peut opposer son veto à une décision durant le même nombre de jours civils après l'envoi du projet de procès-verbal de la réunion.

6.2.4.4.

Lorsqu'une décision a été prise sans réunion, un Membre peut opposer son veto à cette décision dans les 15 jours civils suivant la notification écrite par le président du résultat du vote.

6.2.4.5.

En cas d'exercice du droit de veto, les Membres de l'Organe du consortium concerné mettront tout en œuvre pour résoudre la question qui a donné lieu au veto pour la satisfaction générale de tous ses Membres.

6.2.4.6.

Un Partenaire ne peut opposer son veto aux décisions relatives à son identification comme étant en violation de ses obligations ni à son identification comme Partenaire défaillant. Le Partenaire défaillant ne peut opposer son veto aux décisions relatives à sa participation au consortium et à sa résiliation ou aux conséquences qui en découlent.

6.2.4.7.

Un Partenaire qui demande à quitter le consortium ne peut opposer son veto aux décisions qui s'y rapportent.

6.2.5. Procès-verbaux des réunions

6.2.5.1.

Le président du consortium doit produire un procès-verbal écrit de chaque réunion, qui doit être le compte rendu officiel de toutes les décisions prises. Il envoie le projet de procès-verbal à tous les Membres dans les dix jours calendaires suivant la réunion.

6.2.5.2.

Le procès-verbal est considéré comme accepté si, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de son envoi, aucun Membre n'a adressé par écrit au président une objection quant à l'exactitude du projet de procès-verbal.

6.2.5.3.

Le président transmet le procès-verbal accepté à tous les Membres de l'Organe du consortium et au Coordinateur, qui en assure la conservation. Sur demande, le Coordonnateur fournit aux Partenaires des duplicatas authentifiés.

6.3. Procédures opérationnelles spécifiques pour les organes du consortium

6.3.1. Assemblée générale

En plus des règles décrites à l'article 6.2, les règles suivantes s'appliquent :

6.3.1.1. Membres

6.3.1.1.1.

L'Assemblée générale se compose d'un représentant de chaque Partenaire (ci-après dénommé Membre de l'Assemblée générale).

6.3.1.1.2.

Chaque Membre de l'Assemblée générale est réputé dûment autorisé à délibérer, négocier et décider de toutes les questions énumérées au point 6.3.1.2. du présent Accord de consortium.

6.3.1.1.3.

Le Coordonnateur préside toutes les réunions de l'Assemblée générale, sauf décision contraire prise lors d'une réunion de l'Assemblée générale.

6.3.1.1.4.

Les Partenaires conviennent de se conformer à toutes les décisions de l'Assemblée générale. Cela n'empêche pas les Partenaires de soumettre un différend à la résolution conformément aux dispositions de l'article 11.8 du Règlement des différends.

6.3.1.2. Décisions

L'Assemblée générale est libre d'agir de sa propre initiative pour formuler des propositions et prendre des décisions conformément à la procédure énoncée dans le présent Accord de consortium. En outre, toutes les propositions faites par l'Equipe de coordination sont également examinées et décidées par l'Assemblée générale.

Les décisions suivantes sont prises par l'Assemblée générale :

<u>Contenus, finances et droits de propriété intellectuelle</u>

- Propositions de modifications des Annexes 1 et 2 de l'Accord de subvention, à approuver par l'Autorité de financement,
- Modifications du Plan de consortium,
- Modifications apportées à l'Annexe 1 (Eléments de contexte inclus),
- Ajouts à l'Annexe 3 (Liste des tierces parties pour un transfert simplifié, conformément à l'article 8.3.2),
- Ajouts à l'Annexe 4 (Entités affiliées identifiées),
- Ajouts à l'Annexe 5 (Liste des Partenaires internationaux conformément à l'article 14a de la Convention de subvention).

<u>Evolutions du consortium</u>

- Adhésion d'un nouveau Partenaire au consortium et approbation des dispositions sur les conditions d'adhésion d'un tel nouveau Partenaire,

- Retrait d'un Partenaire du consortium et approbation des dispositions sur les conditions du retrait,
- Identification d'un manquement par un Partenaire à ses obligations au titre du présent Accord de consortium ou de la Convention de subvention,
- Déclaration d'un Partenaire comme Partenaire défaillant,
- Correctifs devant être apportés par un Partenaire défaillant,
- Cessation de la participation d'un Partenaire défaillant au consortium et mesures y afférentes,
- Proposition à l'Autorité de financement pour un changement de Coordonnateur,
- Proposition à l'Autorité de financement de la suspension de tout ou d'une partie du Projet,
- Proposition à l'Autorité de financement pour la résiliation du Projet et de la Convention de consortium

Désignations

Sur la base de la Convention de subvention, la désignation, le cas échéant :

- de Membres de l'Equipe de coordination

6.3.2. Equipe de coordination

Outre les règles énoncées au point 6.2, les règles suivantes s'appliquent :

6.3.2.1. Membres

L'Equipe de coordination se compose de tous les Leaders des groupes de travail, de tous les Coordonnateurs des pilotes, du Directeur de l'innovation et du Coordonnateur administratif. Le Coordinateur administratif préside toutes les réunions du Conseil de l'Equipe de coordination, sauf décision contraire prise à la majorité des deux tiers.

6.3.2.2. Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions de l'Equipe de coordination, une fois acceptés, sont envoyés par le Coordinateur aux membres de l'Assemblée générale pour information.

6.3.2.3. Tâches

6.3.2.3.1.

L'Equipe de coordination prépare les réunions, propose des décisions et prépare l'ordre du jour de l'Assemblée générale conformément à l'article 6.3.1.2.

6.3.2.3.2.

L'Equipe de coordination recherche un consensus entre les Partenaires.

6.3.2.3.3.

L'Equipe de coordination est responsable de la bonne exécution et de l'application des décisions de l'Assemblée générale.

6.3.2.3.4.

L'Equipe de coordination surveillera la mise en œuvre efficace et efficiente du Projet.

6.3.2.3.5.

En outre, l'Equipe de coordination recueille des informations au moins tous les six mois sur l'état d'avancement du Projet, examine ces informations pour évaluer la conformité du Projet avec le Plan de consortium et, si nécessaire, propose des modifications du Plan de consortium à l'Assemblée générale.

6.3.2.3.6.

L'Equipe de coordination doit :

- aider le Coordonnateur à préparer les réunions avec l'Autorité de financement et à préparer les données et les produits livrables connexes,
- préparer le contenu et le calendrier des communiqués de presse et des publications conjointes du consortium ou proposés par l'Autorité de financement concernant les procédures de l'article 29 de la Convention de subvention.

En cas de suppression de tâches à la suite d'une décision de l'Assemblée générale, l'Equipe de coordination conseille l'Assemblée générale sur les moyens de réorganiser les tâches et les budgets des Partenaires concernés. Ce réaménagement tient compte des engagements légitimes pris préalablement aux décisions, qui ne peuvent être annulés.

6.4. Coordinateur

6.4.1.

Le Coordinateur est l'intermédiaire entre les Partenaires et l'Autorité de financement et exécute toutes les tâches qui lui sont confiées conformément à la Convention de subvention et au présent Accord de consortium.

6.4.2.

En particulier, le Coordinateur est chargé des tâches suivantes:

- surveiller le respect par les Partenaires de leurs obligations
- tenir à jour et à jour la liste des adresses des Membres et des autres personnes à contacter
- recueillir, examiner pour vérifier leur uniformité et les soumettre à l'Autorité de financement, les rapports, autres livrables (y compris les états financiers et les attestations connexes) et documents spécifiques requis,
- transmettre les documents et informations liés au Projet aux autres Partenaires concernés,
- administrer la contribution financière de l'Autorité de financement et s'acquitter des tâches financières décrites à l’article 7.3,
- fournir, sur demande, aux Partenaires des copies officielles ou des originaux de documents qui sont en la possession exclusive du Coordonnateur lorsque ces copies ou originaux sont nécessaires pour que les Partenaires puissent présenter leurs demandes,

Si un ou plusieurs Partenaires est en retard pour la transmission d’un quelconque livrable du Projet, le Coordinateur devra néanmoins transmettre à l’Autorité de financement dans les délais les livrables des autres partenaires, ainsi que tout document requis par la Convention de subvention.

6.4.3.

Si le Coordinateur échoue dans ses tâches de coordination, l'Assemblée générale peut proposer à l'Autorité de financement de le remplacer.

6.4.4.

Le Coordinateur n'est pas habilité à agir ou à faire des déclarations juridiquement contraignantes au nom d'un autre Partenaire ou du Consortium, sauf disposition contraire expresse de la Convention de subvention ou du présent Accord de consortium.

6.4.5.

Le Coordinateur n'élargit pas son rôle au-delà des tâches spécifiées dans le présent Accord de consortium et dans la Convention de subvention.

Article 7 : Provisions financières

7.1 Principes généraux

7.1.1. Redistribution de la subvention

La subvention de l'Autorité financière au projet sera redistribuée par le Coordinateur conformément :

- au Plan de consortium,
- à l'approbation des rapports par l'Autorité de financement,
- et aux les dispositions concernant les modalités de paiement de l’article 7.3.

Un Partenaire n'est financé que pour les tâches qu'il accomplit conformément au Plan de consortium.

7.1.2. Justification des coûts

En accord avec ses propres principes et pratiques en matière de comptabilité et de gestion, chaque Partenaire est seul responsable de la justification de ses coûts concernant le Projet vis-à-vis de l'Autorité de financement. Ni le Coordinateur, ni aucun des autres Partenaires ne peut être tenu pour responsable de la justification de ces coûts vis-à-vis de l'Autorité de financement.

7.1.3. Principes de financement

Un Partenaire qui dépense moins que la part du budget qui lui est attribuée, telle que définie dans le Plan de consortium ou - en cas de remboursement sur la base de coûts unitaires - met en œuvre moins d’unités que prévu dans le Plan de consortium ne sera financé que conformément à ses coûts réels éligibles dûment justifiés.

Un Partenaire qui dépense plus que la part du budget qui lui est attribuée, telle que définie dans le Plan de consortium, ne sera financé pour les coûts éligibles dûment justifiés que pour un montant ne dépassant par cette part.

7.1.4. Restitution des paiements excédentaires; recettes

7.1.4.1.

Dans le cas où un Partenaire a reçu des paiements excédentaires, il devra restituer le montant correspondant au Coordinateur dans les meilleurs délais.

7.1.4.2.

Dans le cas où un Partenaire perçoit une recette déductible du financement total prévu dans le Plan de consortium, la déduction ne s'applique qu'au Partenaire qui perçoit ce revenu. La part financière du budget des autres Partenaires n'est pas affectée par la recette perçue par un Partenaire. Dans le cas où la recette correspondante dépasse la part attribuée au Partenaire dans le Plan de consortium, le Partenaire rembourse la baisse de financement subie par les autres Partenaires.

7.1.5. Conséquences financières de la résiliation de la participation d'un Partenaire

Un Partenaire qui quitte le Consortium remboursera tous les paiements reçus, à l'exception de la part de la subvention acceptée par l'Autorité de financement ou par un autre contributeur. En outre, un Partenaire défaillant doit, dans les limites précisées à l’article 5.2 du présent Accord de consortium, supporter les coûts additionnels raisonnables et justifiables qui s’imposent aux autres Partenaires pour effectuer ses et leurs tâches.

7.2 Budgétisation

Le budget prévu dans le Plan de consortium sont évalués conformément aux principes et aux pratiques comptables et de gestion habituels des Partenaires respectifs.

7.3 Paiements

7.3.1. Les paiements aux Partenaires sont des tâches exclusives du Coordinateur.

En particulier, le Coordinateur :

- notifie sans délai au Partenaire concerné la date et le montant transféré sur son compte bancaire, en indiquant les références pertinentes,
- exécute avec diligence ses tâches relatives à l'administration des fonds et la tenue des comptes,
- s’engage à distinguer la contribution financière de l’Autorité de financement au Projet de ses comptes commerciaux, de ses propres avoirs et de ses biens propres, sauf si le Coordinateur est un organisme public ou n’y est pas autorisé en vertu de la législation en vigueur,
- Conformément aux articles 21.2 et 21.3.2 de la Convention de subvention, aucun Partenaire ne peut, avant la fin du projet, recevoir plus que la part qui lui a été attribuée du montant maximal de la subvention, duquel ont été déduits les montants retenus par l'Autorité de financement pour le Fonds de garantie et pour le paiement final.

7.3.2.

L’échéancier des paiements, qui comprend le transfert des préfinancements et les paiements intermédiaires aux Partenaires, sera traité selon les modalités suivantes :

Le remboursement des coûts inclus dans le Plan de consortium sera versé aux Partenaires dans les 60 jours après leur réception par l’Autorité de financement, et conformément aux dispositions de la Convention de subvention. Les coûts acceptés par l'Autorité de financement seront payés au Partenaire concerné.

Le Coordinateur est habilité à retenir tout paiement dû à un Partenaire identifié par un Organe du consortium responsable comme étant en violation de ses obligations en vertu du présent Accord de consortium ou de la Convention de subvention ou à un bénéficiaire qui n'a pas encore signé cet Accord de consortium.

Le Coordinateur est habilité à recouvrer les paiements déjà versés à un Partenaire défaillant. Le Coordinateur a également le droit de retenir des paiements à un Partenaire lorsque cela est suggéré par ou convenu avec l'Autorité de financement.

Article 8 : Résultats

8.1 Propriété des résultats

Les résultats sont la propriété du Partenaire dont les Employés, les Sous-traitants ou les Organismes affiliés les ont générés, ou pour le compte duquel ces résultats ont été générés.

Afin d'éviter toute ambiguïté, chaque Partenaire devra, jusqu’à 4 ans après la fin du présent Accord de consortium, tenir à jour des archives prouvant que les travaux qui ont généré un Résultat ont été réalisés seuls et de manière indépendante. Tout accord conclu entre un Partenaire et chacun de ses Sous-traitants doit stipuler que tous les Résultats générés par ce Sous-traitant doivent appartenir au Partenaire concerné. Il est interdit au Sous-traitant de breveter ou, sous quelque forme que ce soit, de revendiquer des Droits de propriété intellectuelle sur les Résultats obtenus dans ce contexte.

8.2 Copropriété

Conformément à l'article 26.2 premier alinéa, de l’Accord de subvention, deux ou plusieurs Partenaires sont propriétaires des Résultats conjointement si :

(a) ils les ont conjointement générés ; et

(b) il n'est pas possible :

(i) d’établir la contribution respective de chaque partie ; ou

ii) de les séparer pour pouvoir demander, obtenir ou maintenir leur protection.

Une fois les résultats générés, les copropriétaires peuvent convenir par écrit d'appliquer un autre régime que la propriété conjointe.

Sauf accord contraire:

- chacun des copropriétaires est autorisé à utiliser ses Résultats en copropriété à des fins d'activités de recherche non commerciales, en franchise de droits et sans que l'accord préalable de l'autre copropriétaire soit nécessaire, et

- chacun des copropriétaires a le droit d'exploiter les Résultats en copropriété et d'accorder des licences non exclusives à des tiers (sans droit de sous-licence), si les autres copropriétaires se voient attribuer:

(a) un préavis d'au moins 45 jours civils; et

(b) une Compensation juste et raisonnable.

8.3 Transfert des Résultats

8.3.1

Chaque Partenaire peut transférer la propriété de ses propres Résultats en suivant les procédures de l'article 30 de l'Accord de subvention.

8.3.2

Il peut identifier des tiers spécifiques auxquels il a l'intention de transférer la propriété de ses Résultats en Annexe 3 du présent Accord de consortium. Les autres Partenaires renoncent par les présentes à leur droit de préavis et à leur droit de s'opposer à un transfert vers les tiers listés, conformément à l'article 30.1 de l'Accord de subvention.

8.3.3

Toutefois, au moment du transfert, le Partenaire qui effectue ce transfert en informe les autres Partenaires et veille à ce que les droits de ces derniers ne soient pas affectés par ce transfert. Tout ajout à l'Annexe 3 après la signature du présent Accord nécessite une décision de l'Assemblée générale.

8.3.4

Les Partenaires reconnaissent que, dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition d'une part importante de ses actifs, il peut être impossible en vertu des législations européenne et nationales applicables en matière de fusions et acquisitions à un Partenaire de donner un préavis de 45 jours calendaires pour le transfert, comme prévu dans la Convention de subvention.

8.3.5

Les obligations ci-dessus ne s'appliquent que tant que les autres Partenaires ont encore - ou peuvent encore avoir – des Droits d'accès aux résultats.

8.4 Diffusion

8.4.1

Afin d'éviter tout doute, il est entendu qu'aucune des dispositions du présent Article 8.4 n'a d'incidence sur les obligations de confidentialité énoncées à l'article 10.

8.4.2 Diffusion de ses propres résultats

8.4.2.1

Au cours du Projet et pendant une période d'un an après la fin du Projet, la diffusion de ses propres résultats par un ou plusieurs Partenaires, y compris mais non exclusivement des publications et des présentations, est régie par la procédure de l'article 29.1 de la Convention de subvention et conforme aux dispositions ci-après.

Toute publication prévue doit être notifiée aux autres Partenaires au moins 45 jours calendaires avant cette publication. Toute objection à la publication envisagée doit être formulée par écrit au Coordinateur, ainsi qu'au Partenaire ou aux Partenaires proposant la diffusion, conformément à la Convention de subvention, dans un délai de 30 jours calendaires après réception de la notification. Si aucune objection n'est faite dans le délai indiqué ci-dessus, la publication est autorisée.

8.4.2.2

Une objection est justifiée si :

(a) la protection des résultats ou des connaissances antérieures du Partenaire opposant serait impactée négativement,

(b) les intérêts légitimes du Partenaire opposant en ce qui concerne les résultats ou les connaissances antérieures subiraient un préjudice important.

L'objection doit inclure une demande précise des modifications nécessaires.

8.4.2.3

Si une objection a été soulevée, les Partenaires concernés doivent échanger sur les moyens de supprimer les éléments justifiant cette objection dans des délais raisonnables (par exemple, en modifiant la publication prévue et / ou en protégeant les informations avant la publication) et le Partenaire opposant ne doit pas maintenir son opposition sans motif valable si des mesures appropriées sont prises à l'issue de cet échange.

Le Partenaire qui fait objection peut demander un délai de publication ne dépassant pas 90 jours calendaires à compter du moment où il a soulevé une telle objection. Après 90 jours calendaires, la publication est autorisée.

8.4.3 Diffusion des résultats non publiés ou des informations générales d'un autre Partenaire

Un Partenaire ne doit inclure dans aucune activité de diffusion les résultats ou les connaissances antérieures d'un autre Partenaire sans obtenir l'approbation écrite préalable du Partenaire propriétaire, à moins qu'ils ne soient déjà publiés.

8.4.4 Obligations de coopération

Les Partenaires s'engagent à coopérer pour permettre la soumission, l'examen, la publication et la défense en temps utile de toute thèse ou mémoire pour un diplôme comprenant leurs résultats ou leurs connaissances antérieures, dans les conditions de confidentialité et de publication convenues dans le présent Accord de consortium.

8.4.5 Utilisation des noms, logos ou marques de commerce

Aucune disposition de cet Accord de consortium ne doit être interprétée comme conférant le droit d'utiliser, dans une publicité, action à vocation publicitaire ou de toute autre manière, le

nom des Partenaires ou l’un de leurs logos ou marques de commerce sans leur autorisation écrite préalable.

Article 9 : Droits d’accès

9.1. Connaissances préexistantes

9.1.1.

Dans l'Annexe 1, les Partenaires ont identifié et se sont mis d’accord sur les connaissances préexistantes nécessaires pour exécuter le Projet et se sont également informés mutuellement, le cas échéant, que l'accès à certaines de ces connaissances spécifiques est soumis à des restrictions ou limites légales.

Toute connaissance non identifiée dans l'Annexe 1 ne peut faire l'objet d'obligations en matière de Droit d'accès concernant les connaissances antérieures.

9.1.2.

Tout Partenaire peut ajouter d'autres connaissances préexistantes à l'Annexe 1 pendant la durée du Projet par notification écrite aux autres Partenaires. Toutefois, l'approbation de l'Assemblée générale est nécessaire si un Partenaire souhaite modifier ou retirer ses connaissances préexistantes de l'Annexe 1.

9.2. Principes généraux

9.2.1

Chaque Partenaire exécute ses tâches conformément au Plan du consortium et a seul la responsabilité de veiller à ce que ses actes dans le cadre du Projet ne portent pas sciemment atteinte aux droits de propriété de tiers.

9.2.2.

Tous les droits d'accès accordés excluent expressément les droits de sous-licence, sauf indication contraire.

9.2.3.

Les droits d'accès sont libres de tout coût de transfert administratif.

9.2.4.

Les droits d'accès sont accordés sur une base non exclusive.

9.2.5.

Les résultats et les connaissances préexistantes ne sont utilisés qu'aux fins pour lesquelles des Droits d'accès ont été accordés.

9.2.6.

Toutes les demandes de Droits d'accès doivent être faites par écrit. L'octroi de Droits d'accès peut être subordonné à l'acceptation de conditions spécifiques garantissant que ces droits ne seront utilisés qu'aux fins prévues et que des obligations de confidentialité appropriées sont en place.

9.2.7.

Le Partenaire requérant doit démontrer que les Droits d'accès sont nécessaires.

9.3 Droits d'accès pour la mise en œuvre

Les Droits d'accès aux résultats et aux connaissances préexistantes nécessaires à l'exécution des travaux propres d'un Partenaire dans le cadre du Projet sont accordés en franchise de redevance, à moins qu'il n'en soit convenu autrement pour les connaissances préexistantes dans l'Annexe 1.

9.4.Droits d'accès à des fins d'exploitation

9.4.1. Droits d'accès aux résultats

Les Droits d'accès aux résultats nécessaires à l'exploitation des propres résultats d'un Partenaire sont accordés à des conditions équitables et raisonnables.

Les Droits d'accès aux résultats pour les activités de recherche internes sont accordés en franchise de redevance.

9.4.2.

Les Droits d'accès aux connaissances préexistantes nécessaires à l'exploitation des propres résultats d'un Partenaire, y compris à des fins de recherche pour le compte d'un tiers, sont accordés à des conditions équitables et raisonnables.

9.4.3.

Une demande de Droits d'accès peut être faite jusqu'à douze mois après la fin du Projet ou, dans le cas de l’article 9.7.2.1.2, après la fin de la participation du Partenaire requérant au Projet.

9.5. Droits d'accès des entités affiliées

Les entités affiliées ont des Droits d'accès en vertu des dispositions des articles 25.4 et 31.4 de la Convention de subvention.

Ces Droits d'accès doivent être demandés par l'entité affiliée au Partenaire qui détient les connaissances préexistantes ou les résultats. Autrement, le Partenaire qui octroie les Droits d'accès peut convenir individuellement avec le Partenaire qui demande les Droits d'accès d'inclure les Droits d'accès avec le droit de concéder des sous-licences aux entités affiliées de cette dernière [et énumérées à l'Annexe 4]. Les Droits d'accès aux entités affiliées sont accordés à des conditions équitables et raisonnables et sur accord bilatéral écrit.

Les entités affiliées qui obtiennent des Droits d'accès en contrepartie remplissent toutes les obligations de confidentialité et autres obligations acceptées par les Partenaires en vertu de

la Convention de subvention ou du présent Accord de consortium comme si ces entités affiliées étaient des Partenaires.

Les Droits d'accès peuvent être refusés aux entités affiliées si une telle attribution est contraire aux intérêts légitimes du Partenaire qui possède les connaissances préexistantes ou les résultats.

Les Droits d'accès accordés à une entité affiliée sont soumis au maintien des Droits d'accès du Partenaire auquel il est affilié et prennent automatiquement fin à la résiliation des Droits d'accès accordés à ce Partenaire.

Dès la cessation du statut d'entité affiliée, tout droit d'accès accordé à cette ancienne entité affiliée devient caduc.

D'autres ententes avec des entités affiliées peuvent être négociées dans le cadre d'ententes distinctes.

9.6. Droits d’accès supplémentaires

Afin de lever tout doute, toute concession de Droits d'accès non couverte par la Convention de subvention ou le présent Accord de consortium sera laissée à l'entière discrétion du Partenaire propriétaire et sera soumise aux modalités et conditions convenues entre les Partenaires propriétaire et destinataire.

9.7. Droits d'accès pour les Partenaires entrant dans le Consortium ou en sortant

9.7.1. Nouveaux Partenaires entrant dans le Consortium

Concernant les résultats obtenus avant l'adhésion du nouveau Partenaire, celui-ci se verra accorder des Droits d'accès aux conditions applicables aux droits d'accès aux données de base.

9.7.2. Partenaires quittant le consortium

9.7.2.1. Droits d'accès accordés à un Partenaire sortant

9.7.2.1.1. Partenaire défaillant

Les Droits d'accès accordés à un Partenaire défaillant et son droit à demander des Droits d'accès cessent immédiatement dès réception par le Partenaire défaillant de la notification formelle de la décision de l'Assemblée générale mettant fin à sa participation au Consortium.

9.7.2.1.2. Partenaire non défaillant

Un Partenaire non défaillant qui quitte le Consortium volontairement et avec le consentement des autres Partenaires verra ses Droits d'accès aux résultats maintenus jusqu'à la date de la fin de sa participation. Il peut demander des Droits d'accès dans le délai prévu à l'article 9.4.3.

9.7.2.2. Droits d’accès accordés par un Partenaire sortant

Tout Partenaire qui quitte le projet peut continuer à accorder des Droits d'accès conformément à la Convention de subvention et au présent Accord de consortium, comme si il était resté Partenaire pendant toute la durée du projet.

9.8 Dispositions spécifiques relatives aux Droits d'accès aux logiciels

9.8.1. Définitions relatives aux Logiciels

« Interface de programmation d'application » (API) : désigne le matériel d'interface de programmation d'applications et la Documentation connexe contenant toutes les données et informations permettant aux développeurs de logiciels qualifiés de créer des interfaces logicielles qui s'interfacent ou interagissent avec d'autres logiciels spécifiés.

« Conditions de Licence contrôlée » : désigne les conditions d’utilisation de toute licence, qui exigent que l'utilisation, la copie, la modification et/ou la distribution du Logiciel ou d'une autre œuvre (« Œuvre ») et/ou de toute œuvre qui est une version modifiée ou une œuvre dérivée de cette Œuvre (dans chaque cas, « Œuvre dérivée ») soit soumise, en totalité ou en partie, à une ou plusieurs des dispositions suivantes :

a) que le code source (lorsque l'Œuvre ou l'Œuvre dérivée est un Logiciel), ou d'autres formats préférentiels de modification, soient mis de plein droit à la disposition de tout tiers qui en fait la demande, qu'ils soient libres de droits ou non ;
b) que la permission de créer des versions modifiées ou des Œuvres dérivées de l’Œuvre ou de l’Œuvre e dérivée soit accordée à tout tiers ;
c) qu'une Licence libre de redevance relative à l'Œuvre ou à l’Œuvre dérivée soit accordée à tout tiers.

Pour lever tout doute, toute licence de Logiciel qui ne fait que permettre (mais n'exige aucune des choses) les éléments mentionnés aux points (a) à (c) n'est pas une licence contrôlée (et est donc une licence non contrôlée).

« Code objet » désigne un Logiciel sous forme lisible, compilée et/ou exécutable par machine, y compris, sans s’y limiter, sous forme de code octet et sous forme de bibliothèque lisible utilisée pour relier des procédures et des fonctions à d'autres Logiciels.

« Documentation du logiciel » désigne des informations sur le Logiciel, qu'il s'agisse d'informations techniques utilisées ou utiles dans le cadre de la conception, du développement, de l'utilisation ou de la maintenance de toute version d'un programme logiciel ou relatives à ce logiciel.

« Code source » désigne un Logiciel sous forme lisible par l'homme, normalement utilisé pour y apporter des modifications, y compris, sans toutefois s'y limiter, des commentaires et un code de procédure tels qu'un langage de contrôle des travaux et des scripts pour contrôler la compilation et l'installation.

9.8.2. Principes généraux

Afin de lever tout doute, les dispositions générales relatives aux Droits d'accès prévues dans le présent article 9 s'appliquent également aux Logiciels, dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent article 9.8.

Les Droits d'accès des Partenaires aux Logiciels n'incluent pas le droit de recevoir le Code source ou le Code d'objet transféré sur une plate-forme matérielle donnée, ni le droit de

recevoir le Code source, le Code d'objet ou la Documentation du logiciel concerné sous une forme ou des détails spécifiques, mais uniquement dans le format dont dispose le Partenaire qui accorde les Droits d'accès.

L'introduction prévue de la Propriété intellectuelle (y compris, mais s'y limiter, celle des Logiciels) sous Licence contrôlée dans le Projet nécessite l'approbation de l'Assemblée générale pour son intégration dans le Plan de consortium.

9.8.3. Accès aux logiciels

Les Droits d'accès aux Logiciels qui sont des Résultats doivent comprendre :

L'accès au Code objet, et,

- lorsque l'utilisation normale d'un tel Code objet nécessite une Interface de programmation d'application (ci-après API), l'accès au Code objet et à cette API,
- et si un Partenaire peut démontrer que l'exécution de ses tâches dans le cadre du Projet ou l'exploitation de ses propres résultats est techniquement ou légalement impossible sans accès au Code source, l'accès au Code source dans la mesure nécessaire.

Les Droits d'accès aux Logiciels constituant des Résultats propres à un Partenaire conformément à l'article 8.1. ne sont fournis que dans le Code objet, sauf accord contraire entre les Partenaires concernés.

Les Connaissances préexistantes ne sont fournies que dans le Code objet, sauf accord contraire entres les Partenaires concernés.

9.8.4. Licences de logiciels et sous-licences

9.8.4.1. Code objet

9.8.4.1.1. Résultats – Droits d'un Partenaire

Lorsqu'un Partenaire dispose de Droits d'accès au Code objet et/ou à l'API qui sont des résultats d'exploitation, cet accès comprend, outre l'accès à l'exploitation prévu à l'article 9.4, dans la mesure nécessaire à l'exploitation de ses propres résultats, le droit :

- de faire un nombre illimité de copies du Code objet et de l'API,
- de distribuer, mettre à disposition, commercialiser, vendre et proposer à la vente ces Code objet et API, seuls ou dans le cadre ou en relation avec d'autres produits ou services pour lesquels le Partenaire est titulaire de Droits d'accès ;

à condition toutefois que tout produit, processus ou service ait été développé par le Partenaire titulaire de ces Droits d'accès conformément à ses droits d'exploiter le Code objet et l'API pour ses propres résultats.

S'il est prévu d'utiliser les services d'un tiers aux fins de le présent article 9.8.4.1.1, les Partenaires concernés conviennent des conditions de cette utilisation dans le respect des intérêts du Partenaire accordant les Droits d'accès, tels que définis à l'article 9.2 du présent Accord de consortium.

9.8.4.1.2. Résultats – Droits d'octroi de sous-licences aux utilisateurs finaux

En outre, les Droits d'accès au Code objet comprennent, dans la mesure nécessaire à l'exploitation des résultats propres au Partenaire, le droit d'accorder, dans le cours normal de

la transaction concernée, aux clients utilisateurs finaux qui achètent/utilisent le produit/service et dans la mesure où cela est nécessaire à l'utilisation normale du produit ou service concerné, une sous-licence permettant d'utiliser le Code objet seul ou dans le cadre des produits et services du Partenaire ayant les Droits d'accès ou dans le cadre, ou en relation avec eux, ou intégrés à ceux-ci, et, dans la mesure où cela est techniquement nécessaire :

- de maintenir ce produit/service ;
- de créer pour sa propre utilisation finale un logiciel interopérable interactif conforme à la directive 2009/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur.

9.8.4.1.3. Connaissances préexistantes

Pour lever tout doute, lorsqu'un Partenaire dispose de Droits d'accès au Code d'objet et/ou à une API qui constituent des connaissances préexistantes pour l'exploitation, les Droits d'accès excluent le droit de sous-licence. Ces droits de sous-licence peuvent toutefois être négociés entre les Partenaires.

9.8.4.2. Code source

9.8.4.2.1. Résultats – Droits d'un Partenaire

Lorsque, conformément à l'article 9.8.3, un Partenaire dispose de Droits d'accès au Code source correspondant à des Résultats d'exploitation, les Droits d'accès à ce Code source, dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exploitation des Résultats propres au Partenaire, comprennent un droit à utiliser, à faire des copies, à modifier, à développer, à adapter le Code source pour la recherche, à créer/commercialiser un produit/procédé et à créer/fournir un service dans le monde entier.

S'il est prévu d'utiliser les services d'un tiers aux fins du présent article 9.8.4.2.1, les Partenaires conviennent des conditions, dans le respect des intérêts du Partenaire qui octroie les droits d'accès, tels que définis à l'article 9.2 du présent Accord de consortium.

9.8.4.2.2. Résultats - Droits d'octroi de sous-licences aux utilisateurs finaux

En outre, les Droits d'accès, dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exploitation des propres Résultats du Partenaire, comprennent le droit d'accorder une sous-licence sur ce Code source, mais uniquement à des fins d'adaptation, de correction d'erreurs, de maintenance et/ou de support du Logiciel.

Toute autre sous-licence du Code source est explicitement exclue.

9.8.4.2.3. Connaissances préexistantes

Pour lever tout doute, lorsqu'un Partenaire a des Droits d'accès au Code source qui constituent des connaissances préexistantes d'exploitation, les Droits d'accès excluent le droit d'accorder une sous-licence. Ces droits de sous-licence peuvent toutefois être négociés entre les Partenaires.

9.8.5. Formalités spécifiques

Chaque sous-licence accordée conformément aux dispositions de l'article 9.8.4 doit faire l'objet d'un accord traçable précisant et protégeant les droits de propriété du ou des Partenaires concernés.

Article 10 : Non-divulgation d'informations

10.1

Toute information liée au Projet et divulguée pendant sa mise en œuvre, sous quelque forme ou mode de communication que ce soit, par un Partenaire, ses Sous-traitants ou ses Organismes affiliés (le « Partenaire divulgateur ») à tout autre Partenaire, Sous-traitant ou Organisme affilié (le « Destinataire ») et explicitement identifiée comme « confidentielle » au moment de la divulgation, ou révélée oralement comme confidentielle au moment de la divulgation et confirmée et désignée par écrit comme telle dans les 15 jours calendaires au plus tard suivant sa divulgation orale par le Partenaire divulgateur, ou qui pourrait raisonnablement être considérée comme confidentielle compte tenu de toutes les circonstances de sa divulgation est une « Information confidentielle ».

10.2

En outre, les Destinataires s'engagent, sans préjudice de tout engagement de non-divulgation en vertu du présent Accord de subvention, pour une période de 4 ans après la fin du Projet :

- à ne pas utiliser les Informations confidentielles à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été divulguées ;
- à ne pas divulguer d'Informations confidentielles sans le consentement écrit préalable du Partenaire divulgateur ;
- à veiller à ce que la diffusion interne d'Informations confidentielles par un destinataire se fasse sur la base d'un strict besoin de savoir;
- et à retourner au Partenaire divulgateur, ou à détruire, sur demande, toutes les Informations confidentielles qui ont été divulguées aux destinataires, y compris leurs copies, et à supprimer toutes les informations stockées sous une forme lisible par machine dans la mesure du possible. Les Destinataires peuvent en conserver une copie dans la mesure où il leur est demandé de conserver, d'archiver ou de stocker ces Informations confidentielles en raison du respect des lois et règlements applicables ou de la preuve de leurs obligations en cours, à condition que les Destinataires se conforment aux obligations de confidentialité décrites dans le présent Accord de consortium vis-à-vis de cette copie aussi longtemps que celle-ci est conservée.

10.3

Les Destinataires sont responsables du respect des obligations susmentionnées par leurs employés ou les tiers impliqués dans le Projet et doivent s'assurer qu'ils restent ainsi tenus, dans la mesure où la loi le permet, pendant et après la fin du Projet et/ou après la fin de la relation contractuelle avec l'employé ou le tiers.

10.4

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas à la divulgation ou à l'utilisation d'Informations confidentielles si, et dans la mesure où, le destinataire peut démontrer que :

- Les Informations confidentielles sont ou deviennent accessibles au public par des moyens autres que le non-respect des obligations de confidentialité du Destinataire ;

- le Partenaire divulgateur informe par la suite le Destinataire que les Informations confidentielles ne sont plus confidentielles ;
- les Informations confidentielles sont communiquées au Destinataire sans aucune obligation de confidentialité par un tiers qui, à la connaissance du Destinataire, est en possession légale de ces renseignements et sans obligation de confidentialité envers le Partenaire divulgateur ;
- la divulgation ou la communication des Informations confidentielles est prévue par les dispositions de la Convention de subvention ;
- les Informations confidentielles, à tout moment, ont été élaborés par le bénéficiaire indépendamment de toute divulgation par le Partenaire divulgateur ;
- les Informations confidentielles étaient déjà connues du Destinataire avant leur divulgation ;
- le Destinataire est tenu de divulguer les Informations confidentielles afin de se conformer aux lois ou réglementations en vigueur ou à une ordonnance d'un tribunal ou à une décision administrative, sous réserve des dispositions de l'article 10.7 ci-dessous ;
- les Informations confidentielles ne sont pas réputées appartenir au domaine public du simple fait qu'une partie quelconque de ces informations est incorporée dans des divulgations générales ou parce que des caractéristiques, des composants ou des combinaisons de celles-ci sont désormais, ou deviennent, connues du public.

10.5

Le Destinataire appliquera aux Informations confidentielles divulguées dans le cadre du Projet le même degré de soin qu'à l'égard de ses propres Informations confidentielles et/ou protégées, mais dans tous les cas avec un soin raisonnable.

10.6

Chaque Partenaire informe sans délai l'autre Partenaire par écrit de toute divulgation, détournement ou mauvaise utilisation non autorisée d'Informations confidentielles dès qu'il en a connaissance.

10.7

Si un Partenaire apprend qu'il sera tenu, ou sera probablement tenu, de divulguer des Informations confidentielles afin de se conformer aux lois ou règlements applicables ou à une ordonnance judiciaire ou administrative, il doit, dans la mesure où il est légalement en mesure de le faire, avant toute divulgation :

- le notifier au Partenaire divulgateur, et
- se conformer aux instructions raisonnables du Partenaire divulgateur afin de protéger la confidentialité des informations.

Article 11 : Dispositions diverses

11.1 Pièces jointes, incohérences et séparabilité

Cet accord de consortium se compose de ce texte de base et des annexes suivantes :

1 Connaissances préexistantes

2 Formulaire d’adhésion

3 Liste des tiers pour un transfert simplifié conformément à l’article 8.3.2

4 Entités affiliées identifiées conformément à l’article 9.5

5 Liste des partenaires internationaux conformément à l'article 14bis de la Convention de subvention

En cas de conflit entre les termes du présent Accord de consortium et ceux de la Convention de subvention, les termes de cette dernière prévaudront. En cas de conflit entre les pièces jointes et le texte principal du présent Accord de consortium, ce dernier prévaut.

Si l'une des dispositions du présent Accord de consortium devait devenir invalide, illégale ou inapplicable, elle n'affecterait pas la validité des autres dispositions du présent Accord de consortium. Dans un tel cas, les Partenaires concernés ont le droit de demander qu'une disposition valide et praticable soit négociée de manière à réponde à l'objet de la disposition initiale.

11.2 Aucune représentation, partenariat ou agence

Sauf disposition contraire de l’article 6.4.4, aucun Partenaire n'est autorisé à agir ou à faire des déclarations juridiquement contraignantes au nom d'un autre Partenaire ou du Consortium. Aucune disposition du présent Accord de consortium n'est réputée constituer une entreprise commune, une agence, un partenariat, un groupement d'intérêt ou tout autre type de groupement ou d'entité commerciale officiel entre les Partenaires.

11.3 Avis et autres communications

Tout avis devant être donné dans le cadre du présent Accord de consortium doit l'être par écrit aux adresses et destinataires figurant sur la liste d'adresses la plus récente tenue par le Coordinateur.

Mises en demeure : si le présent Accord de consortium (articles 4.2, 9.7.2.1.1 et 11.4) exige qu'une mise en demeure, un consentement ou une approbation formelle soit donné, cet avis doit être signé par un représentant autorisé d'un Partenaire et doit être signifié en personne ou envoyé par courrier recommandé ou par téléfax avec accusé de réception.

Autres communications: les autres communications entre Partenaires peuvent également être effectuées par d'autres moyens tels que le courrier électronique avec accusé de réception, qui remplit les conditions de la forme écrite.

Tout changement de personne ou de coordonnées est immédiatement notifié par le Partenaire concerné au Coordinateur. La liste d'adresses doit être accessible à tous les Partenaires.

11.4 Cession et modifications

Sauf dans les cas prévus à l’article 8.3, aucun droit ou obligation des Partenaires découlant du présent Accord de consortium ne peut être cédé ou transféré, tout ou partie, à un tiers sans l'approbation formelle préalable des autres Partenaires. Les amendements et modifications au texte du présent Accord de consortium qui ne sont pas explicitement énumérés à l’article 6.3.1.2 nécessitent la signature d'un Accord écrit distinct entre tous les Partenaires.

11.5 Droit national obligatoire

Aucune disposition du présent Accord de consortium ne sera réputée exiger d'un Partenaire qu'il enfreigne une loi statutaire impérative en vertu de laquelle il opère.

11.6 Langue

Le présent Accord de consortium est rédigé en anglais, langue qui régit tous les documents, avis, réunions, procédures d'arbitrage et procédures y afférentes.

11.7 Droit applicable

Le présent Accord de consortium doit être interprété conformément au droit belge, à l'exception de ses dispositions relatives aux conflits de lois.

11.8 Règlement des différends

Les Partenaires s'efforcent de régler leurs différends à l'amiable.

Tout différend, controverse ou réclamation découlant du présent contrat ou de toute modification ultérieure du présent contrat ou découlant de celui-ci, y compris, sans s'y limiter, sa formation, sa validité, son effet contraignant, son interprétation, son exécution, sa violation ou sa résiliation, ainsi que les réclamations contractuelles, sont soumises à la médiation conformément au règlement de médiation de l'OMPI. Le lieu de médiation est Bruxelles, sauf disposition contraire. La langue à utiliser dans la médiation est l'anglais sauf disposition contraire.

Si, et dans la mesure où, un tel litige, controverse ou réclamation n'a pas été réglé dans le cadre de la médiation dans les 60 jours calendaires suivant le début de la médiation, il est déposé une demande d'arbitrage par l'un des Partenaires pour qu'il soit définitivement tranché conformément aux règles d'arbitrage accéléré de l'OMPI. Par ailleurs, si, avant l'expiration de ladite période de 60 jours calendaires, l'un ou l'autre des Partenaires ne participe pas ou ne continue pas à participer à la médiation, le différend ou la réclamation doit, faire l'objet d'une demande d'arbitrage par l'autre Partenaire et être arbitré conformément aux règles d'arbitrage accéléré de l'OMPI. Le lieu de l'arbitrage sera Bruxelles, sauf disposition contraire. La langue à utiliser dans la procédure d'arbitrage est l'anglais sauf disposition contraire.

Aucune disposition du présent Accord de consortium ne limite le droit des Partenaires à demander un redressement par voie d'injonction devant tout tribunal compétent.

Article 12 : Signatures

COMME TÉMOIN:

Les Partenaires ont fait en sorte que le présent Accord de consortium soit dûment signé par leurs représentants autorisés soussignés dans des pages de signature séparées le jour et l'année indiqués ci-dessus.

Pour FUNDACION ZARAGOZA LOGISTICS CENTER
Signature(s)
Nom(s)

Titre(s)
Date

Pour UNIVERSIDAD POLITECNICA DE MADRID
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour ETHNIKO KENTRO EREVNAS KAI TECHNOLOGIKIS ANAPTYXIS
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour POLIS - PROMOTION OF OPERATIONAL LINKS WITH INTEGRATED SERVICES, ASSOCIATION INTERNATIONALE
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour WUPPERTAL INSTITUT FUR KLIMA, UMWELT, ENERGIE GMBH
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour AYUNTAMIENTO DE VALENCIA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour FUNDACION DE LA COMUNIDAD VALENCIANA PARA LA INVESTIGACION, PROMOCION Y ESTUDIOS COMERCIALES DE VALENCIAPORT
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour FERROCARRILS DE LA GENERALITAT VALENCIANA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour NINGBO SUPPLY CHAIN INNOVATION INSTITUT CHINA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour NINGBO UNIVERSITY OF TECHNOLOGY
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour BKK BUDAPESTI KOZLEKEDESI KOZPONT ZARTKORUEN MUKODO RESZVENYTARSASAG
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour BUDAPEST KOZUT ZARTKORUEN MUKODO RESZVENYTARSASAG
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour COMUNE DI PADOVA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour VENICE INTERNATIONAL UNIVERSITY
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour TEL AVIV YAFO MUNICIPALITY
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour TECHNION - ISRAEL INSTITUTE OF TECHNOLOGY
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour INSTYTUT LOGISTYKI I MAGAZYNOWANIA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour MIASTO KALISZ
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour FUNDACJA KALISKI INKUBATOR PRZEDSIE BIORCZOSCI
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour MUNICIPALITY OF IOANNINA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour STAD MECHELEN
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour MUNICIPIUL ARAD
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour GEMEENTE 'S-HERTOGENBOSCH
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour REGION ILE DE FRANCE
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour CAMARA MUNICIPAL DE ALMADA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour AGENCIA MUNICIPAL DE ENERGIA DE ALMADA
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour WEST MIDLANDS COMBINED AUTHORITY
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Pour GOTEBORGS KOMMUN
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)
Date

Annexe 1: Connaissances préexistantes

Selon la Convention de subvention (article 24), les Connaissances préexistantes sont définies comme les "Données, savoir-faire ou informations (…) nécessaires à la mise en œuvre de l'action ou à l'exploitation des résultats". Pour cette raison, les Droits d'accès à ces connaissances doivent être accordés en principe, mais les Partenaires doivent identifier et convenir entre eux des Connaissances préexistantes nécessaires à la mise en œuvre du projet. C'est l'objet de la présente annexe.

En ce qui concerne VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL, il est convenu entre les Partenaires qu'à leur connaissance, au moment de la signature du présent Accord de consortium, les éléments suivants sont par la présente identifiés et convenus pour le projet. Les limitations et / ou conditions spécifiques doivent être telles que mentionnées ci-dessous:

Description des connaissances préexistantes	**Limites spécifiques et/ou conditions de mise en œuvre (article 25.2 de l'Accord de subvention)**	**Limites spécifiques et/ou conditions d'exploitation (article 25.3 de l'Accord de subvention)**
MAMCA © est un logiciel web d'aide à la décision qui vise à permettre l'évaluation de mesures, scénarios, technologies, etc. , de politiques alternatives, tout en incluant explicitement différentes étapes du processus de prise de décision. Il est basé sur la méthodologie d'analyse multi-critères et multi-acteurs développée par Prof. Dr. Cathy Macharis, VUB. Le résultat est une analyse complète et coordonnée basée sur la comparaison de scénarios complexes.	La VUB accorde aux Partenaires de SPROUT ayant besoin d'un accès à MAMCA © le droit d'utiliser la version bêta du logiciel MAMCA gratuitement. Une connexion temporaire au logiciel web sera fournie sur demande. Le code source ne sera pas rendu disponible. Le logiciel MAMCA, la documentation associée et toutes les copies appartiennent et demeurent propriétés de la VUB. Les Partenaires SPROUT ne peuvent pas supprimer les avis de droits d'auteur du logiciel MAMCA. Les partenaires SPROUT s'engagent à empêcher toute copie non autorisée du logiciel MAMCA et la documentation associée.	Les Partenaires SPROUT reconnaissent que la version bêta du logiciel MAMCA est uniquement destinée à la recherche, à l'exclusion des toute utilisation commerciale ou recherche avec des tiers, et n'est pas considéré par la VUB comme un produit fini destiné à un usage général par les consommateurs. En tant que tel, le logiciel MAMCA étant fourni n'est pas destiné à être complet en termes de protection requise pour la conception, la commercialisation et/ou la fabrication. Le logiciel MAMCA ne doit en aucun cas être assemblé directement ou indirectement dans le cadre des productions des Partenaires SPROUT. Les Partenaires SPROUT ne peuvent pas vendre, céder, concéder en sous-licence, louer à bail, louer ou autrement distribuer le logiciel MAMCA à des fins commerciales, tout ou partie, ou utiliser le logiciel MAMCA dans un système de production. Les Partenaires SPROUT ne peuvent pas reproduire le logiciel MAMCA ni sa documentation associée, ni modifier, désosser, ou désarchiver le logiciel MAMCA, tout ou en partie. L'accès à la technologie MAMCA à des fins d'exploitation doit toujours faire l'objet d'un contrat de licence aux conditions du marché entre la VUB et le demandeur.

Il s'agit du statut au moment de la signature du présent Accord de consortium.

PARTENAIRE 25

En ce qui concerne la REGION ILE DE FRANCE, il est convenu entre les Partenaires qu'à leur connaissance, aucune donnée, savoir-faire ou information de la REGION ILE DE FRANCE ne sera nécessaire à un autre Partenaire pour la réalisation du projet (article 25.2 de la Convention de subvention) ou pour l'exploitation des Résultats de cet autre Partenaire (article 25.3 de la Convention de subvention).

Il s'agit du statut au moment de la signature du présent Accord de consortium.

Annexe 2: Formulaire d'adhésion

ADHESION

d'un nouveau Partenaire à

l'Accord de Consortium « Sustainable Policy RespOnse to Urban mobility Transition (SPROUT) », version […, YYYY-MM-DD]

[NOM OFFICIEL DU NOUVEAU PARTENAIRE TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LA CONVENTION DE SUBVENTION].

consent par la présente à devenir Partenaire à l'Accord de consortium susmentionné et accepte tous les droits et obligations d'un Partenaire à compter du [date].

[NOM OFFICIEL DU COORDONNATEUR TEL QU'IL EST INDIQUE DANS LA CONVENTION DE SUBVENTION].

certifie par la présente que le Consortium a accepté, lors de sa réunion tenue le [date], l'adhésion de [le nom du nouveau Partenaire] au Consortium à compter du [date].

Le présent Formulaire d'adhésion a été établi en deux exemplaires originaux qui doivent être dûment signés par les représentants autorisés soussignés.

[Date et lieu]

[INSÉRER LE NOM DU NOUVEAU PARTENAIRE]
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)

[Date et lieu]

[INSÉRER LE NOM DU COORDINATEUR]
Signature(s)
Nom(s)
Titre(s)

Annexe 3: Liste des tiers pour un transfert simplifié conformément à l’article 8.3.2.

Technion Research & Development Foundation Ltd, Third party to Technion – Israel Institute of Technology.

Annexe 4: Entités affiliées identifiées conformément à l’article 9.5

Technion Research & Development Foundation Ltd, Third party to Technion – Israel Institute of Technology.

Annexe 5: Liste des partenaires internationaux conformément à l'article 14a de l’Accord de subvention

NINGBO MUNICIPAL COMMISSION OF COMMERCE, lié à NINGBO SUPPLY CHAIN INNOVATION INSTITUT CHINA.

CITY of Minneapolis Department of Public Works, linked to Fundación Zaragoza Logistics Center.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-030

DU 31 JANVIER 2020

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS 1ÈRE AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L 541-13 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 modifiée portant approbation de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;

VU la délibération n° CP 13-863 du 20 novembre 2013 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique de prévention et de valorisation des déchets ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation ;

VU la délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ;

VU la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif Île-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Ile de France ;

VU la délibération n° CP 16-581 du 16 novembre 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types dans le cadre du fonds propreté ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la Région Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2019 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-030 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet ci-jointes en annexe 1, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **593 842,10 €**.

Subordonne le versement des subventions définies ci-dessus à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016 susvisée, modifiée par les délibérations n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisées et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **593 842,10 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action 472001063 « Economie circulaire et déchets », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 volet 3 « transition écologique et énergétique », sous-volet 32 « économie circulaire et économie des ressources».

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projet ci-jointes en annexe 1, par l'attribution de subventions d'investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **316 071,40 €**.

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-581 du 16 novembre 2016, au titre du dispositif Fonds propreté susvisé et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

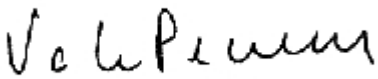
Affecte un montant d'autorisations de programme de **316 071,40 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », Sous-fonction 72 « actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200109 « Fonds propreté », du budget 2020.

Article 3 :

Emet un avis favorable sur les compléments apportés au Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de la région Normandie afférents aux actions prévues pour déployer la Tarification Incitative et à la planification des installations de Combustible Solides de Récupération (CSR) ;

Rappelle la nécessité de mettre en place le suivi inter-régional des flux de déchets transitant entre les deux régions.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166553-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : Fiches-projet

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-030

DOSSIER N° 20000125 - INSTALLATION DE BORNES ENTERREES SUR LE TERRITOIRE DU SIRMOTOM DE MONTEREAU – PHASE 2 (77)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 041 000,00 € HT	19,21 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SIRMOTOM SYNDICAT REGION MONTEREAU FAULT YONNE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES
Adresse administrative	:	22 RUE DE LA GRANDE HAIE 77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte Communal
Représentant	:	Monsieur YVES JEGO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le SIRMOTOM de Montereau (40 communes, 50 000 habitants) a en charge la collecte des déchets ménagers et assimilés. Le parc actuel vieillissant de points d'apport volontaire (PAV) aériens doit être remplacé par un parc neuf, semi-enterré ou enterré. Après une expérimentation réussie, le SIRMOTOM souhaite généraliser ce mode de collecte à l'ensemble de son territoire. La totalité du projet créera, en 3 phases, 130 sites (total de 336 bornes) de PAV sur 34 communes.
La 2ème phase concernera 14 communes. 110 nouvelles bornes enterrées seront installées : 12 bornes pour la collecte des ordures ménagères résiduelles, 10 bornes pour la collecte sélective des emballages ménagers recyclables, 43 bornes pour le papier et 45 bornes pour les emballages en verre. Soit 49 points d'apport.

Les objectifs sont :
- optimiser le service de collecte
- favoriser et faciliter l'accès au tri
- augmenter les performances des collectes sélectives
- améliorer la qualité architecturale, la propreté urbaine et les conditions de travail du personnel de collecte.

Le SIRMOTOM avait réalisé des études préliminaires permettant de recenser les possibilités d'implantation et d'appréhender les différentes contraintes, notamment environnementales.

Ce projet permet de contribuer à l'atteinte des objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en termes d'augmentation des performances des collectes sélectives des déchets ménagers et assimilés (DMA).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 :
Aide plafonnée à 200 000 €, soit 19,21% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	480 000,00	46,11%
Fourniture containers	561 000,00	53,89%
Total	1 041 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	841 000,00	80,79%
Région Île-de-France	200 000,00	19,21%
Total	1 041 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-030

DOSSIER N° 20000134 - DEPLOIEMENT DE POINTS D'APPORT VOLONTAIRE A VITRY-SUR-SEINE (94)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	207 102,00 € HT	20,00 %	41 420,00 €
	Montant total de la subvention		41 420,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Etablissement Public Territorial (EPT) Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) lance le déploiement de conteneurs enterrés en habitat collectif sur des résidences de la commune de Vitry-sur-Seine.
Ce dispositif de collecte permet de répondre aux contraintes techniques et logistiques de manque de place dans les locaux poubelles, de trottoirs encombrés, de nuisances olfactives et visuelles et surtout de performances de collecte faibles.

En effet, sur cette commune, les performances de collecte plafonnent autour de 37 kg / hab. (11,5 kg / hab. de verre et 25,5 kg / hab. d'emballages et de papier). L'EPT vise donc l'équipement de 2 résidences de respectivement de 88 et 450 logements en conteneurs enterrés pour les ordures ménagères résiduelles, les emballages, le papier et le verre (conteneur enterré ou aérien selon les implantations). Les locaux poubelles seront transformés en espace de stockage pour la collecte des encombrants et une réflexion est d'ores et déjà lancée pour la mise en place d'opération de compostage en pieds d'immeuble.

Cette démarche vise l'augmentation des performances de collecte des emballages (+12% par habitant), une meilleure gestion des encombrants et donc une limitation du nombre de dépôts sauvages.
Elle sera aussi l'opportunité de sensibiliser les habitants autour des consignes de tri lors de la mise en place de ce nouveau dispositif et de mobiliser le bailleur qui aura à sa charge, par convention, le nettoyage des conteneurs et de ses abords.

Selon les résultats obtenus, d'autres résidences pourront ensuite faire l'objet d'un dispositif identique.

La mise en place de ces équipements s'inscrit dans l'objectif du PRPGD qui vise 65% de valorisation de valorisation matière et organiques des déchets à l'horizon 2031.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 - Renforcer les performances de recyclage et de valorisation organiques des déchets ménagers et assimilés : 20% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Génie civil	110 800,00	53,50%
Fourniture et pose des conteneurs	96 302,00	46,50%
Total	207 102,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	42 102,00	20,33%
SYCTOM	123 580,00	59,67%
Région Île-de-France	41 420,00	20,00%
Total	207 102,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-030

DOSSIER N° 20000122 - CREATION D'UNE PLATEFORME LOGISTIQUE DE COLLECTE, TRI ET REGROUPEMENT DE DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES (DEEE) A GENNEVILLIERS (92)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	800 000,00 € HT	25,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVIE 2E IDF ENVIE 2E ENVIRONNEMENT ET EMPLOI ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 40 RTE DU BASSIN N 6 92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALFRED BARANY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Envie 2E Ile-de-France est une entreprise d'insertion qui collecte et démantèle des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) ; il s'agit d'une activité support pour le retour vers l'emploi durable de personnes en difficulté. Elle mène depuis 12 ans ses activités en partenariat étroit avec le groupe industriel Derichebourg Environnement. En lien avec la politique de responsabilité sociale des entreprises (RSE) des Ports de Paris, une emprise de 2 200 m² a été identifiée sur le Port de Gennevilliers pour la mise en œuvre de ce projet dans des conditions favorables (bail suffisamment long, loyer annuel raisonnable). Ce projet s'inscrit dans une perspective de développement régional en vue d'approvisionner ENVIE Trappes et ENVIE Paris. L'objectif est de développer un outil performant de retour à l'emploi par l'apprentissage de compétences (conduite d'engins, de véhicules légers et de poids lourds, techniques de réparation, manipulation d'outils) et ancré dans une logique d'économie circulaire.

Les aménagements à réaliser sont les suivants :
- mise aux normes Installations Classées pour la Protection de l'environnement (ICPE) : séparateur hydrocarbures, réseau incendie, murs coupe-feu… ;
- pose d'un pont à bascule ;
- couverture des zones de stockage des DEEE collectés ;

- signalisation horizontale et verticale ;
- pose d'une mezzanine industrielle pour les tests et le stockage des DEEE fléchés vers la réutilisation (cette zone inclura un espace de réparation des téléviseurs à écrans plats) ;
- aménagement de bureaux et d'une salle de formation.

Ce projet permet de contribuer à l'atteinte des objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en termes de réduction et de réemploi / réparation / réutilisation des DEEE.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 :
L'aide régionale est plafonnée à 200 000,00 €, ce qui représente 25% des dépenses éligibles en investissement qui correspondent à 800 000,00 € HT.

Localisation géographique :
- GENNEVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	800 000,00	100,00%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	600 000,00	75,00%
Région Île-de-France	200 000,00	25,00%
Total	800 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° 20000124 - EXPERIMENTATION POUR DEVELOPPER LA COLLECTE DE BIODECHETS POUR COMPOSTAGE (77)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	41 800,00 € TTC	46,65 %	19 500,00 €
	Montant total de la subvention		19 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON INTERCOMMUNALE DE L'INSERTION / EMPLOI DU VAL MAUBUEE
Adresse administrative : 5 CRS DE L'ARCHE GUEDON
77200 TORCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard EUDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Maison Intercommunale de l'Insertion et de l'Emploi (M2IE) gère une micro-activité de collecte de biodéchets des professionnels et de compostage pour les besoins de son jardin-potager, qui permet à une trentaine de personnes éloignées de l'emploi d'être recrutées en contrat d'insertion à durée déterminée. Cette activité s'inscrit dans l'activité plus globale du chantier d'insertion « espaces verts ». La M2IE souhaite développer ce dernier avec une prestation plus conséquente de collecte de biodéchets auprès des professionnels et de compostage. Pour ce faire, la M2IE va réaliser une étude de faisabilité qui comprendra une analyse préliminaire, et qui permettra l'identification et la caractérisation des sources de biodéchets, l'identification des moyens de collecte, une expérimentation de collecte et de compostage, le dimensionnement de la future plateforme, et une étude de marché et de débouchés. L'étude permettra également de concevoir une maquette des emplois disponibles ou à créer, ainsi que les formations pour faire monter en compétences les salariés en insertion. La M2IE fera appel à un consultant, et réunira les partenaires techniques et financiers du projet (syndicats de collecte et de traitement des déchets, chambres consulaires, communauté d'agglomération, ADEME, Région). Elle fera l'acquisition de petit matériel pour l'expérimentation de collecte et de compostage.
Cette étude de faisabilité correspond à la phase 1 du projet. Selon ses conclusions, elle sera suivie d'une phase 2 de mise en œuvre avec l'acquisition du matériel technique et logistique qui aura été identifié.

Ce projet permet de contribuer à l'atteinte des objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en termes de collecte et de valorisation des biodéchets produits par les professionnels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 4 :
Pour l'étude de faisabilité, 50% des dépenses éligibles en investissement
Pour l'achat de petit matériel, 15% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude préopérationnelle	37 800,00	90,43%
Matériel de collecte et de compostage	4 000,00	9,57%
Total	41 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 300,00	53,35%
Région Ile-de-France	19 500,00	46,65%
Total	41 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-030

DOSSIER N° 20000127 - REEMPLOI DE DALLES DE FAUX-PLANCHER TECHNIQUE

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	56 924,00 € HT	40,00 %	22 769,60 €
	Montant total de la subvention		22 769,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOBIUS REEMPLOI
Adresse administrative : 5 BD HENRI BARBUSSE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur NOE BASCH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 1 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Créée en octobre 2017, l'entreprise MOBIUS a fait le choix de se positionner comme un acteur de la réduction des déchets et de la limitation du recours aux matières premières naturelles dans le secteur de la construction par le réemploi et la réutilisation. MOBIUS s'est spécialisée dans le réemploi de matériels et matériaux de construction du second œuvre, segment sur lequel elle est la première en France à réussir à faire correctement assurer ses produits afin qu'ils soient acceptés par les majors de la construction. Elle propose du conseil, du sourcing et de la fourniture de matériaux.

A ce jour, MOBIUS propose un type de produits : les dalles de faux plancher technique. Depuis septembre 2018, elle a vendu plus de 40 000 m² de ces éléments. La production s'exécute dans ses locaux de 3 500m² situés à Rosny-sous-Bois. Les collectes sont réalisées à 90% en Île de France et le reste en France. Cinq à huit salariés assurent le réemploi de 1 000 à 1 200 m² de dalles par semaine.
Elle dispose d'un stock d'environ 30 000m².
Ses principaux clients sont Bouygues (avec lequel elle a signé en 2019 un accord-cadre de fourniture pour 20 000m²/an sur 3 ans), Fayat, Bateg et plus largement le Groupe Vinci, et enfin promoteurs, aménageurs ou prescripteurs d'envergures diverses.

Les perspectives de développement des ventes sont bonnes mais les décalages de trésorerie sont importants. Ainsi MOBIUS sollicite une aide de la Région au titre de l'investissement dans l'objectif de doubler sa ligne de production actuelle. Il s'agit d'acquérir des machines-outils, de l'outillage

électroportatif, du matériel de manutention et un véhicule utilitaire.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 - soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets : 40% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Eco circulaire BTP

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement	50 924,00	89,46%
Véhicule	6 000,00	10,54%
Total	56 924,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 384,80	20,00%
ADEME	22 769,60	40,00%
Région Île-de-France	22 769,60	40,00%
Total	56 924,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° 20000137 - ACQUISITION D'UN VEHICULE FRIGORIQUE POUR DES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	66 120,00 € TTC	50,00 %	33 060,00 €
	Montant total de la subvention		33 060,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BAPIF BANQUE ALIMENTAIRE DE PARIS ET ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 15 AVENUE JEANNE D'ARC 94110 ARCUEIL CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Nicole FARLOTTI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Banque alimentaire de Paris et d'Île-de-France (BAPIF) est de plus en plus sollicitée, non seulement par les associations de distribution et notamment par deux nouvelles, Aurore et Emmaüs, qui viennent de rejoindre leur réseau, mais aussi par les plateformes logistiques des industries agro-alimentaires (IAA) et des grandes et moyennes surfaces (GMS). Ces dernières proposent régulièrement à la BAPIF de récupérer des denrées dans des délais très courts (24 / 48h) conditionnées sur des palettes de 700kg.

Pour pouvoir assurer ces opérations, la BAPIF doit disposer de ses propres moyens. En effet, louer des véhicules ponctuellement, ne permet pas de répondre au caractère de réactivité nécessaire et induit souvent la perte de ces denrées.
Ainsi, l'évolution de la législation autorisant la conduite des véhicules de plus de 3,5t avec des permis type C1, permet à la BAPIF, à compétence équivalente de ses chauffeurs, d'envisager de s'équiper directement d'un véhicule frigorifique de 7.5 tonnes.

La BAPIF collecte d'ores et déjà plus de 1 000 tonnes auprès des IAA et des GMS et elle vise avec ce nouveau véhicule une progression de plus de 400 tonnes par an. Cette démarche s'inscrit parfaitement dans les objectifs de lutte contre le gaspillage alimentaire inscrits dans le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets qui vise à diviser par 2 le gaspillage alimentaire à l'horizon 2025 par rapport à

2015.

De plus, l'acquisition de ce véhicule serait complémentaire avec les investissements pour l'acquisition et la mise aux normes de chambres froides dont les travaux ont débuté en novembre pour le site de Savigny-le-Temple et pour lesquels une subvention régionale a été accordée en juillet 2019.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 - Soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets : 50% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- SAVIGNY-LE-TEMPLE
- GENNEVILLIERS
- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule frigorifique	66 120,00	100,00%
Total	66 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	33 060,00	50,00%
Région Île-de-France	33 060,00	50,00%
Total	66 120,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-030

DOSSIER N° 20000138 - DEVELOPPEMENT D'ACTIONS DE PREVENTION PAR LE REEMPLOI ET OPTIMISATION DU TRI PAR L'INSERTION SOCIALE (78/91)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	17 385,00 € HT	50,00 %	8 692,50 €
	Montant total de la subvention		8 692,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RE SACLAY
Adresse administrative : 8 AVENUE DU PARANA
91940 LES ULIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur MICHEL GERBER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Re-Saclay, entreprise d'insertion que la Région Île-de-France a d'ores et déjà choisi d'accompagner alors qu'elle commençait à se structurer (CP du 14 mars 2018), a aujourd'hui, bien ancré son activité sur son territoire d'implantation.
Au 31 octobre 2019, ReSaclay comptait 15 emplois à temps plein (ETP) en parcours d'insertion et 5 ETP encadrement / gestion.

Elle a notamment assuré des prestations de :
- vidage de bâtiments et d'enlèvement de mobilier à Polytechnique ;
- collecte et tri des encombrants des aires d'accueil des gens du voyage de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay ;
- collecte et tri des dépôts sauvages sur 2 points de la commune de Villebon-sur-Yvette ;
- fourniture de mobilier issus du réemploi à la CA Paris Saclay ;
- collecte préservante de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) pour le compte d'Ecologic sur le territoire de Versailles Grand Parc ;
- collecte de flux valorisables pour le compte de toutes les agences Pôle Emploi de l'Essonne, le CNRS, les grandes écoles (ENSTA, Polytechnique) ;
- développement de ses propres logiciels de traçabilité des flux adaptés aux besoins des salariés en insertion.

Aujourd'hui, les besoins de Re-Saclay en matière de financement ont évolué par rapport au plan de financement très précis de la convention en cours. Il était prévu d'investir dans une machine roto compacteur pour les cartons. Or il s'avère que cet équipement n'est plus utile de par le partenariat que Re-Saclay a noué avec la Société Nouvelle Attitude, entreprise d'insertion conventionnée qui est déjà équipée d'une telle machine. Cet investissement initial avait été évalué à 17 500 €.

Il pourra être substitué par des investissements qui demeurent en cohérence avec le déploiement des activités de Re-Saclay :
- 2 bennes supplémentaires avec réhausse de porte ;
- 1 plateau porte engin + treuil de remorquage.

Ces nouveaux équipements auraient notamment vocation à être utilisés dans le cadre de collectes préservantes et d'opérations de tri de dépôts sauvages afin de favoriser la valorisation à l'exutoire résiduel.
Le montant de ces nouveaux investissements s'élève à 17 385 € HT, soit l'équivalent de ceux que la Région avaient d'ores et déjà prévu de soutenir.

Cette demande s'intègre dans une démarche de disposer d'équipements pour favoriser le ré-emploi et le tri pour limiter au maximum l'envoi des déchets en filière de déchets résiduels, conformément aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de Zéro déchet valorisable enfoui.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 - Soutenir les actions et les programmes d'actions pour la prévention des déchets : 50% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel de collecte dont camion plateau	17 385,00	100,00%
Total	17 385,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 692,50	50,00%
Région Île-de-France	8 692,50	50,00%
Total	17 385,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-030

DOSSIER N° 20000151 - EXTRAMUROS : CREATION D'UN ATELIER DE FORMATION ECONOMIE CIRCULAIRE EN MENUISERIE (75)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	125 000,00 € TTC	24,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EXTRAMUROS L'ASSOCIATION
Adresse administrative : 156 RUE DE MENILMONTANT
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François CONNAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association Extramuros, qui mène depuis 2012 des chantiers éducatifs permettant d'identifier des jeunes très éloignés de l'emploi et de la formation, souhaite compléter ses actions par un nouveau dispositif vers l'insertion professionnelle assis sur les nouvelles pratiques écologiques dans la construction de meubles et la prise en considération du réemploi.

Ce dispositif a pour objectif de proposer une première étape de formation professionnelle de courte durée (420 heures réparties sur trois mois) ainsi qu'un accompagnement renforcé pour permettre l'orientation vers l'emploi pérenne, vers l'Insertion par l'Activité Économique ou encore vers des formations plus longues et plus qualifiantes.

Le parcours de formation est composé de 8 modules permettant d'aborder les aspects essentiels du métier de menuisier en économie circulaire : identification des gisements de bois disponibles, conception des plans, techniques de base d'assemblage, prévention des risques liés aux métiers… Il proposera aux stagiaires de mener concrètement des projets de menuiserie à destination d'associations locales ou de l'espace public en travaillant uniquement avec du bois issu du réemploi et de la réutilisation (mobilier de réemploi, évènementiel…).

Pour mettre en œuvre son projet, l'association Extramuros doit :
- engager des travaux dans un second local de 115 m², propriété d'ICADE, situé à proximité du local actuellement utilisé : revêtement des sols et murs, installations électriques, pose de sanitaires et de cloisons intérieures (salle de réunion et sanitaires) ;
- faire l'acquisition d'un véhicule ;
- acheter de l'outillage et du matériel de menuiserie.

L'encadrant responsable d'atelier et le menuisier dédié au déploiement de ce projet seront assistés du personnel chargé des activités des chantiers éducatifs, des chantiers participatifs et des activités de sensibilisation auprès des jeunes publics.

Ce projet contribuera à la mise en œuvre de l'objectif du PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets) de doublement de l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des Franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 - Accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation : 24 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	40 000,00	32,00%
Outillage et machines	65 000,00	52,00%
Véhicule	20 000,00	16,00%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	25 000,00	20,00%
SYCTOM	30 000,00	24,00%
Ville de Paris	40 000,00	32,00%
Région Île-de-France	30 000,00	24,00%
Total	125 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets.

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-030

DOSSIER N° 20000152 - PYXO : CREATION D'UN CENTRE DE NETTOYAGE DE CONTENANTS ALIMENTAIRES ET DE BOISSONS NECESSAIRE AU DEPLOIEMENT DE LA CONSIGNE POUR REEMPLOI (92)

Dispositif : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)
Délibération Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-1700
Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	384 000,00 € TTC	10,00 %	38 400,00 €
	Montant total de la subvention		38 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PYXO
Adresse administrative : 39 BD DES CAPUCINES
75002 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur BENJAMIN PERI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'activité de Pyxo consiste à mettre à disposition de restaurateurs collectifs des contenants réutilisables pour la restauration à emporter : mise à disposition de contenants propres, collecte des contenants sales, lavage des contenants dans un centre de nettoyage, reconditionnement et redistribution.
Les contenants réutilisables et collecteurs fournis par Pyxo sont éco-conçus et adaptables à différents types de plats cuisinés.

En partenariat avec l'entreprise Sodexo, Pyxo va déployer dès mars 2020 un volume total de 11 000 contenants à nettoyer par jour dans plusieurs campus d'entreprises à Vélizy-Villacoublay.

Pour développer cette activité, il est nécessaire de créer un centre de nettoyage, qui sera localisé dans le département des Hauts de Seine, d'une surface comprise entre 200 et 800 m². Le local, qui nécessite des travaux, sera équipé de machines adaptées aux contenants nettoyés avec un tunnel de nettoyage d'une longueur comprise entre 11 et 15 mètres, ainsi que d'une zone de stockage sale (environ 50 m²) et d'une zone de stockage propre (environ 50 m²).
Ce centre de lavage, d'une capacité pouvant aller jusqu'à 20 entreprises en partenariat, pourra à termes être mutualisé avec d'autres structures franciliennes qui développent la consigne pour réemploi.

Le déploiement de cette activité permettra la création d'ici à la fin 2020 de 10 emplois chez des partenaires du projet comme Carton Plein, Vitamine T ou Ecolotrans (transport des contenants jusqu'au centre de nettoyage et opérations de lavage).

Ce projet contribuera à l'atteinte de l'objectif du PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets) de déploiement de la consigne pour réemploi d'ici à 2025 sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 2 - Accompagner le développement des ressourceries, du réemploi et de la réutilisation : 10 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et certification du centre de lavage	24 000,00	6,25%
Achat et installation laveuse	216 000,00	56,25%
Travaux d'aménagement	72 000,00	18,75%
Moules contenants	72 000,00	18,75%
Total	384 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	345 600,00	90,00%
Région Île-de-France	38 400,00	10,00%
Total	384 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.40405 (Environnement) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° 20000136 - ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND ORLY SEINE BIEVRE (94)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	215 000,00 € HT	60,00 %	129 000,00 €
		Montant total de la subvention	129 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2023
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'Etablissement Public Territorial (EPT) Grand Orly Seine Bièvre (GOSB) a intégré dans sa compétence « Gestion des déchets ménagers et assimilés », la collecte des dépôts sauvages sur les communes de son périmètre. Toutefois, les modalités de collecte ne sont pas harmonisées sur l'ensemble du territoire et relèvent parfois de prestations de service, de collecte par les agents de l'EPT ou par ceux des services de la propreté urbaine des communes adhérentes. Une étude a été lancée pour optimiser ces fonctionnements.

Dans ce contexte, l'EPT GOSB souhaite accompagner le plan d'actions de lutte contre les dépôts sauvages initié par Vitry-sur-Seine. En effet, la commune prévoit des actions en amont des opérations de collecte des dépôts : brigade propreté, vidéo-protection, déploiement d'outils et de campagne de sensibilisation… L'EPT souhaite mettre à disposition de la commune des moyens curatifs à travers l'achat de véhicules de collecte (camion plateau et benne compacteuse) notamment et d'un marché de location longue durée d'un camion grue (non inclus dans la demande de subvention).

Ces moyens permettront donc à la commune d'avoir une triple approche pour lutter contre les dépôts sauvages : préventive, répressive et curative.
Le bilan de ces actions est suivi mensuellement lors de groupe de travail conjoint entre la commune et l'EPT et fait l'objet d'un rapport annuel.

Cette démarche s'inscrit parfaitement dans les objectifs du PRPGD qui a inscrit la lutte contre les dépôts sauvages comme un des 9 piliers stratégiques pour la gestion des déchets en Île-de-France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du Fonds propreté : 60% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de véhicule	215 000,00	100,00%
Total	215 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	86 000,00	40,00%
Région Île-de-France	129 000,00	60,00%
Total	215 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20000140 - INSTALLATION DE CAMERAS DE VIDEO SURVEILLANCE POUR LUTTER CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES A ARGENTEUIL (95)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	56 015,00 € HT	60,00 %	33 609,00 €
		Montant total de la subvention	33 609,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ARGENTEUIL
Adresse administrative : 12-14 BOULEVARD LEON FEIX
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GEORGES MOTHRON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les dépôts sauvages, essentiellement des déchets de construction, sont récurrents et représentent plusieurs centaines de m3 par an le long de la bretelle d'autoroute de la sortie de l'A15 qui mène à la rue de Gode : 18,66 tonnes en 2018, et 24,7 tonnes sur les trois premiers trimestres de 2019.

La ville d'Argenteuil souhaite limiter les dépôts sauvages sur cette section autoroutière et ainsi sécuriser la circulation des véhicules. Chaque année, le syndicat AZUR, doté de la compétence collecte et traitement des déchets, effectue 4 à 5 nettoyages en partenariat avec la Direction régionale des routes d'Île-de-France (DiRIF) qui est propriétaire de l'équipement et avec qui la ville a signé une convention visant à renforcer la lutte contre les dépôts sauvages.

Pour cela, le projet consiste en l'aménagement de divers dispositifs visant à empêcher les dépôts sauvages le long de cette bretelle d'autoroute :
- des aménagements de voirie visant à réduire la largeur de la bretelle, et donc empêcher les arrêts en pleine voie ;
- l'installation d'un réseau d'éclairage ;
- l'installation de 3 caméras haute définition reliées au centre de supervision urbain de la Ville d'Argenteuil afin de verbaliser les contrevenants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté : 60% des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	30 631,00	54,68%
Acquisition et installation de caméras de vidéo surveillance	25 384,00	45,32%
Total	56 015,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	22 406,00	40,00%
Région Île-de-France	33 609,00	60,00%
Total	56 015,00	100,00%

DOSSIER N° 20000149 - PLAN D'ACTIONS DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES PREPARATOIRE AU DEVELOPPEMENT D'UN POLE AGRICOLE DE PROXIMITE A BESSANCOURT (95)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	66 278,00 € HT	58,13 %	38 527,00 €
		Montant total de la subvention	38 527,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE - COMMUNE DE BESSANCOURT
Adresse administrative : PL DU TRENTE AOUT
95550 BESSANCOURT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Christophe POULET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Un projet de pôle agricole de proximité (agriculture maraichère, vente sur place) et un projet de cité organique (compostage, méthanisation, production agricole, vente et restauration…) sont en cours de développement sur un espace agricole de 1,54 hectares au sud du tissu urbain de la commune de Bessancourt. Il est toutefois nécessaire de nettoyer au préalable les nombreux dépôts sauvages qui existent, déposés depuis près de 20 ans, dégradant la qualité des sols, les milieux naturels et contraignant l'activité des exploitants agricoles.

Le pont de la rue de Pontoise, qui permet de traverser l'autoroute A115, est particulièrement concerné avec un tonnage estimé d'environ 250 à 300 tonnes de déchets sur le secteur Nord du périmètre de résorption, et d'environ 100 à 150 tonnes de déchets sur le secteur Sud, soit un total de 350 à 450 tonnes de déchets à enlever répartis sur 7 sites différents.

Un plan d'action de résorption des dépôts sauvages a été imaginé par la ville de Bessancourt en lien avec le SMAPP (Syndicat Mixte pour l'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye-Bessancourt), la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural d'Ile-de-France), la Communauté d'Agglomération Val Parisis et le Département du Val d'Oise.

Pour le mettre en œuvre, la ville de Bessancourt souhaite :

- faire l'acquisition d'un véhicule et de bennes pour dégager les dépôts dangereux ou gênants ;
- installer des panneaux d'information pour rappeler la réglementation en vigueur, les sanctions et amendes encourues ;
- aménager des merlons pour limiter la possibilité de déposer des dépôts sauvages sur les sites déjà résorbés ;
- remettre en service des barrières existantes aux entrées des chemins ruraux.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté : 58,13 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- BESSANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements (merlons...)	6 428,00	9,70%
Barrières	4 850,00	7,32%
Communication	5 000,00	7,54%
Véhicule	50 000,00	75,44%
Total	66 278,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	25 383,00	38,30%
Département du Val d'Oise	2 368,00	3,57%
Région Île-de-France	38 527,00	58,13%
Total	66 278,00	100,00%

DOSSIER N° 20000150 - PLAN D'ACTION DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES A HERBLAY (95)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)
Délibération Cadre : CR127-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700
Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	191 559,00 € HT	60,00 %	114 935,40 €
		Montant total de la subvention	114 935,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'HERBLAY
Adresse administrative : 43 RUE DU G N RAL DE GAULLE
95220 HERBLAY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Philippe ROULEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 21 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le territoire de la commune d'Herblay est très vaste (1 274 hectares), avec des zones non urbanisées importantes, et un linéaire de voirie et chemin développé (116 kilomètres) permettant facilement l'accès à de nombreux sites qui font régulièrement l'objet de dépôts sauvages.

La ville est confrontée à des dépôts sauvages de deux types :
- les dépôts faits dans le plaine par des particuliers et des petits artisans : déchets de chantiers (briques, parpaings, plâtre, bois, tuiles, amiante ciment etc.), éléments de taille et d'élagage, mobilier divers, pneus et véhicules hors d'usage ;
- les dépôts faits en zone urbaine par des particuliers : mobilier divers (meubles, canapés, matelas), électro-ménager, résidus de travaux (bois, porte, placo, pots de peinture etc.).

En 2018, les quantités de dépôts sauvages collectées et traitées s'élevaient à 540 tonnes représentant un coût d'environ 137 000 €.

D'importants moyens d'actions de sensibilisation et de répression ont été mis en œuvre afin de lutter contre la recrudescence de ce phénomène :
- la ville d'Herblay a réalisé une campagne d'affichage contre les dépôts sauvages, rappelé la règlementation et sensibilisé ses habitants dans le journal de la ville, augmenté le nombre de ses policiers municipaux et créé une police équestre ;

- la Communauté d'Agglomération Val Parisis a développé une application pour repérer et géolocaliser les dépôts sauvages, et propose un système d'enlèvement mutualisé ;
- le syndicat Tri Action, compétent pour la collecte et le traitement des déchets, a adapté les horaires de sa déchèterie, l'a ouvert aux artisans et petites entreprises, mis en place un service de déchèteries mobiles et travaille avec les syndicats voisins à l'harmonisation des conditions d'accès en déchèterie.

Malgré les actions engagées, les tonnages de dépôts sauvages collectés progressent.

Aussi, la ville, avec la Communauté d'Agglomération de Val Parisis, le Syndicat Tri-Action, les associations impliquées dans la sauvegarde des Espaces Naturels et les Conseils de Quartier souhaitent développer un plan d'action global :
- sensibilisation des Herblaysiens sur le respect des règlementations, de leurs lieux de vie, de leur territoire et de leurs concitoyens : 2 campagnes de communication par an, plan de communication dédié à destination des artisans, sensibilisation des propriétaires des sites privés de dépôts récurrents… ;
- renforcement des actions de dissuasion et de sanctions : création d'une brigade de gestion des dépôts sauvages assermentée, formation de la police municipale et de la police équestre aux dépôts sauvages, renforcement de la verbalisation… ;
- développement d'actions de prévention : installation de panneaux, aménagements limitant les dépôts sauvages… ;
- renforcement des moyens d'enlèvement des dépôts : acquisition d'un véhicule et de deux bennes mobiles, équipement des agents en téléphone mobile et de géolocalisation pour repérage des dépôts sauvages ;
- nettoyage des zones de la plaine qui font l'objet de dépôts sauvages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Au titre du fonds propreté : 60 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :
- HERBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Panneaux de signalisation	2 500,00	1,31%
Barrières	109 009,00	56,91%
Aménagements	40 000,00	20,88%
Véhicule et bennes	31 850,00	16,63%
Equipements brigade	8 200,00	4,28%
Total	191 559,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	56 623,60	29,56%
Département du Val d'Oise	20 000,00	10,44%
Région Île-de-France	114 935,40	60,00%
Total	191 559,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-056

DU 31 JANVIER 2020

POLITIQUE AIR ÉNERGIE CLIMAT : MODIFICATION DE RÈGLEMENTS D'INTERVENTION : 1ÈRE AFFECTATION 2020 ET SIGNATURE DE CHARTE MÉTHANISATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides minimis ;

VU le plan d'investissement européen dit Plan Juncker adopté le 24 juin 2015 par le parlement européen ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'énergie ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives dite Loi Warsmann ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;

VU la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

VU le décret n° 2015-1491 du 18 novembre 2015 relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas-carbone ;

VU le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

VU le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie ;

VU le décret n° 2016-1134 du 19 août 2016 relatif à la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse et aux schémas régionaux biomasse ;

VU le plan de protection de l'atmosphère de l'Île-de-France arrêté le 31 janvier 2018 par le Préfet de la région d'Île-de-France et de Paris, le Préfet de Police, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité de Paris et les Préfets des départements franciliens ;

VU la délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 relative à la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;

VU la délibération n° CR 98-12 du 22 novembre 2012 relative à l'approbation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) ;

VU la délibération n° CR 16-14 du 13 février 2014 relative à la stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 14-615 du 17 octobre 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale, quatrième affectation 2014 ;

VU la délibération n° CP 15-227 du 9 avril 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale, deuxième affectation 2015 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, l'approbation du Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Vallée de la Seine et à l'approbation du projet de Contrat de Plan Interrégional Etat Région 2015-2020 Plan de Seine ;

VU la délibération n° CP 15-713 du 8 octobre 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique énergie-climat régionale, quatrième affectation 2015 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 relative à l'adoption du plan « Changeons d'air en Île-de-France » : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) et à la convention pluriannuelle conclue entre la Région Île-de-France et l'Association AIRPARIF ;

VU la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 relative au dispositif Île-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté modifiée par la délibération n° CP 18-534 du 21 novembre 2018 et par la délibération n° CP 19-043 du 24 janvier 2019 ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la Région vers un objectif « zéro déchet » en Île de France ;

VU la délibération n° CP 16-636 du 16 novembre 2016 relative à la politique énergie-climat, quatrième affectation 2016 ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 approuvant le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-185 du 23 novembre 2017 approuvant la stratégie régionale pour la forêt et le bois 2018-2021 ;

VU la délibération n° CP 18-121 du 16 mars 2018 relative à l'approbation de nouvelles conventions types dans le secteur de l'énergie et à la modification du dispositif « véhicules propres » ;

VU la délibération n° CP 18-223 du 30 mai 2018 relative à l'approbation de nouvelles conventions types pour des opérations en Délégation de Service Public dans le secteur de l'énergie ;

VU la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 relative au pacte agricole – un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2020 ;

VU la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018 approuvant le nouveau règlement d'intervention relatif à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergie climat et l'approbation des conventions-types ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à la convention entre la Région et l'agence de services et paiement ASP pour la gestion et le règlement d'aides ;

VU la délibération n° CR 2018-048 du 22 novembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale pour l'essor des filières de matériaux et produits biosourcés en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2019-247 du 22 mai 2019 relative à la mise en œuvre de la politique énergie-climat : 4ème affectation 2019 – Règlement d'intervention SLTE - Solde Airparif pour 2019 ;

VU la délibération CR 2019-054 du 21 novembre 2019 relative à la stratégie régionale énergie climat : Île-de-France, territoire solaire ;

VU la délibération CR 2019-055 du 21 novembre 2019 relative à la stratégie régionale énergie climat : Île-de-France, territoire hydrogène ;

VU la délibération CR 2019-057 du 21 novembre 2019 relative au plan méthanisation pour relever le défi du biogaz en Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-056 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, au titre de l'aide aux investissements, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de **456 000 €** pour les opérations présentées dans la fiche-projet ci-jointe en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de 456 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », programme PR 73-001 (473001) « Qualité de l'air – Climat », action 473001013 « Investissement et études d'AIRPARIF», du budget 2020.

Cette affectation s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 – AIRPARIF, code projet 351 – AIRPARIF – Île de France.

***Article 2* :**

Décide, au titre de l'aide au fonctionnement, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de **510 000 €** pour les opérations présentées dans la fiche-projet ci-jointe en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de 510 000 € disponibles sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », programme PR 73-001 (473001) « Qualité de l'air – Climat », action 473001023 « Soutien à AIRPARIF», du budget 2020.

Cette affectation s'inscrit dans le cadre du CPER 2015-2020, volet 3 – transition écologique et énergétique, sous volet 35 – AIRPARIF, code projet 351 – AIRPARIF – Île de France.

Article 3 :

Décide, **au titre de la mise en œuvre du Plan « Changeons d'air en Île-de-France »,** d'approuver le règlement d'intervention **« véhicules propres »,** ci-joint en annexe 2. Ce nouveau règlement entrera en vigueur le 4 mars 2020.

Article 4 :

Décide, **au titre de la Stratégie énergie-climat,** d'approuver le règlement d'intervention ci-joint en annexe 3 et d'abroger le règlement d'intervention précédemment en vigueur adopté par délibération CP 2018-454 susvisée.

Article 5 :

Approuve les conventions types suivantes relative à la Stratégie Énergie-Climat de la région Île-de-France adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 susvisée :

- convention type pour les subventions d'investissements ci-jointe en annexe 4 de la présente délibération,
- convention type pour les subventions d'investissements dans le cadre du dispositif « 100 projets d'énergie renouvelable citoyens », ci-jointe en annexe 5 de la présente délibération,
- convention type pour subventions pour des projets avec délégation de service public, ci-jointe en annexe 6 de la présente délibération,
- convention type pour les subventions de fonctionnement, ci-jointe en annexe 7 de la présente délibération.

Abroge les conventions type précédemment en vigueur sur les mêmes sujets.

Article 6 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiqué dans les fiches-projet en annexe à la délibération par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 7 :

Le titre de la fiche EX046921 figurant dans le rapport n CP 2019-384 adopté lors de la commission permanente du 20 novembre 2019 devient « Innovons pour l'air dans les bâtiments publics – 1ére tranche d'expérimentation- MERCATE – crèches de Courbevoie ». Cette modification n'a pas d'incidence financière.

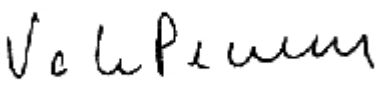
Article 8 :

Autorise la présidente du conseil régional à signer la Charte pour le développement de la méthanisation en Seine-et-Marne et approuver son plan d'action, joint en annexe 9, dont les dispositions s'appliquent aux projets et actions développés sur le territoire seine-et-marnais.

Article 9 :

Accorde, **au titre de la Stratégie énergie-climat**, une dérogation à la mesure «100 000 stages» pour les bénéficiaires des projets détaillés dans les fiches-projet correspondantes jointes en annexe 8 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166428-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 FICHES PROJET

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-056

DOSSIER N° 20000180 - 1ERE AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS D'AIRPARIF POUR 2020

Dispositif : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 907-73-20422-473001-1700
Action : 473001013- Investissements et études d'AirParif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	456 000,00 € TTC	100,00 %	456 000,00 €
	Montant total de la subvention		456 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative	:	7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le programme d'investissement d'Airparif concerne principalement le matériel nécessaire pour le réseau de mesure, la métrologie et la chimie, notamment :
- l'acquisition de matériels de mesures granulométriques des particules ultrafines nécessaires pour la mise en œuvre de la campagne d'étude proposée sur cette thématique en 2020,
- le renouvellement de d'analyseurs (particules, ozone, et également pour l'analyse des composés organiques volatils COV),
- l'acquisition de deux analyseurs Black Carbon (carbone suie),
- l'achat de matériel de chromatographie ionique afin de réaliser des analyses chimiques des particules mais également des composés ammoniacaux et soufrés.

Une enveloppe de 70 k€ est dédiée pour des évolutions des outils de communication digitale (application Itinér'air etc).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Comme le prévoit la convention AIRPARIF/REGION, 60 % du BP (qui est de 760 000 €) est affecté en janvier 2020 soit une affectation de 456 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-056

DOSSIER N° 20000179 - 1ERE AFFECTATION AU TITRE DE L'AIDE AU FONCTIONNEMENT D'AIRPARIF 2020

Dispositif : Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF (n° 00000576)
Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016
Imputation budgétaire : 937-73-6574-473001-1700
Action : 473001023- Soutien à AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	510 000,00 € TTC	100,00 %	510 000,00 €
		Montant total de la subvention	510 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP
Adresse administrative	:	7 RUE CRILLON 75004 PARIS 04
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Programme basé sur une année civile

Description :
Outre le maintien des travaux récurrents de l'observatoire de la qualité de l'air en Île-de-France et l'information du public et des autorités, les priorités 2020 seront les suivantes :

L'axe "Surveiller" poursuit l'objectif de produire des données de mesures, d'analyses, d'inventaire d'émissions et de résultats de modélisation de qualité. Les points suivant figurent au programme de 2020:
- un inventaire sur les émissions 2018,
- l'améliorations des cartographies de la qualité de l'air au pas de temps horaire,
- approfondissement dans le cadre d'échanges européens (projet Autopollen) afin de développer la faisabilité de mise en œuvre d'un réseau automatique de surveillance des pollens.
- campagne de mesure dans les enceintes ferroviaires souterraines de la SNCF

L'axe "Comprendre" sera consacré à l'étude de mesure des particules ultra-fines dans différents environnements (étude sur 2020 – 2022). La station de mesure permanente servira de référence. Des mesures seront menées en situation de fond, en zone péri-aéroportuaire ainsi qu'à proximité du trafic routier.

Des échanges sont prévus avec des équipes de recherche pour affiner les connaissances sur l'ozone notamment en périodes de canicule avec des températures très élevées.
Les mesures à l'émission des bus seront poursuivies avec des mesures sur des bus au gaz. La finalisation de l'inventaire prospectif 2025 des émissions est également envisagée.

Axe "Accompagner" :
- travaux d'accompagnement notamment pour mieux interagir avec les Franciliens à travers le déploiement de son nouveau site web et la révision complète de son application pour téléphone mobile.
- actions de formations et sensibilisations renforcées notamment vers le personnel des collectivités
Les travaux au sein d'AIRLAB sur l'innovation seront prolongés en croisant les nouvelles technologies de mesures et les préoccupations des Franciliens.
Enfin, pour répondre à des sollicitations de plus en plus importantes, Airparif développera son activité internationale et favorisera ainsi le rayonnement du savoir-faire francilien.

Axe "Supports" : A noter qu'Airparif se dotera également d'un nouvel outil de management de la qualité et étendra sa démarche qualité à la mise en place d'une politique RSE.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Comme le prévoit la convention AIRPARIF/REGION, 60 % du BP (qui est de 850 000 €) est affecté en janvier 2020, soit 510 000 €.
Le montant total du budget de fonctionnement prévisionnel d'Airparif pour 2020 s'établit à 8,9 millions d'€uros.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/AirParif

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANNEXE 2 REGLEMENT D'INTERVENTION VEHICULES PROPRES

Règlement d'intervention
Dispositif « Véhicules propres »

I. OBJECTIFS DE L'AIDE RÉGIONALE

L'aide régionale a pour objectif d'augmenter la part des véhicules plus propres en termes de polluants atmosphériques dans le parc de véhicules professionnels des petites entreprises franciliennes notamment artisanales.

II. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

a. Bénéficiaires

Sont éligibles les entreprises (y compris les taxis et voiture de transport avec chauffeur, VTC), comptant au plus 50 salariés, ayant leur siège en Île-de-France et dont le chiffre d'affaire annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 000 000 €. Les entreprises de transport de marchandises pour le compte d'autrui ne sont pas éligibles à ce dispositif.

b. Dépenses éligibles

L'acquisition de ce véhicule pourra être effectuée par son achat directement ou via une location longue durée, location avec option d'achat ou crébit-bail.

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles doivent concerner l'acquisition de véhicules professionnels, neufs ou d'occasion ([1]), électriques, à hydrogène ou au GNV dont les codes nationaux (champ P3 de la carte grise) sont EL, H2, HH, HE et GN ainsi que les véhicules de code national EN de PTAC (Poids Total Autorisé en Charge) supérieur à 3,5 tonnes.

Dans le cadre d'une location longue durée, l'aide est versée au loueur qui la répercute en totalité sur les loyers. Le contrat de location doit faire apparaitre le coût d'achat du véhicule et l'impact de l'aide sur les loyers.

Sont éligibles :
- les taxis et VTC ([2]), y compris les motorisations hybrides rechargeables (code EE dans le champ P3 de la carte grise),
- les autres véhicules professionnels dont les codes nationaux (champ J1 de la carte grise) sont VP, TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 et MTT2, CTTE, VASP, CAM.

Sont exclus de ce dispositif :
- les vélos électriques ou à assistance électrique,
- les trottinettes électriques,

[1] L'achat du véhicule devra être effectué auprès d'un professionnel. Les achats auprès des particuliers sont exclus du dispositif

[2] Les justificatifs émanant d'un organisme officiel comportent un code NAF correspondant aux taxis et VTC ou une copie de la carte professionnelle en cours de validité devra être fournie.

- les véhicules électriques dont l'énergie pour la motorisation est fournie par des batteries au plomb,

Les véhicules d'occasion ([1]) sont éligibles à l'aide régionale s'ils n'ont pas déjà fait l'objet, lors d'une précédente acquisition :
- d'une subvention au titre de ce même dispositif,
- d'une aide publique autre que celles de l'Etat (subvention de collectivités territoriales notamment).

Dans le cas de la location, le preneur doit s'engager à immobiliser cette dépense dans son bilan. La durée du contrat doit être de 2 ans minimum si le locataire acquiert le véhicule loué à l'issue de cette période ou via une location longue durée de 5 ans minimum dès lors que le véhicule loué n'est pas destiné à être vendu. Le loueur s'engage à restituer l'aide dans les trois mois suivant la modification du contrat de location si celui-ci déroge aux conditions ci-dessus.

Les véhicules subventionnés devront présenter une immatriculation française.

Dans le cas de l'achat d'un véhicule, sa commande, son paiement et la demande de carte grise devront intervenir postérieurement à la date de notification de l'aide au bénéficiaire.
Dans le cas de la location, la date de signature du contrat avec le locataire du véhicule devra être postérieure à la date de notification de l'aide au bénéficiaire.

III. MODALITES DE L'AIDE

Dans le cadre de ce dispositif, l'aide est attribuée sur le fondement du règlement n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

Le montant de l'aide régionale est plafonnée à :
- 1 500 € pour les deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles électriques (dont le code est TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 ou MTT2) et 3 000 € si la puissance du véhicule est supérieure ou égale à 11 kilowatts,
- 6 000 € pour un véhicule professionnel léger (code VP, CTTE, VASP) électrique, GNV ou à hydrogène, ainsi que les taxis hybrides rechargeables (code EE) de PTAC inférieur ou égal à 3,5 tonnes,
- 9 000 € pour un véhicule professionnel (code CAM) électrique, GNV ou à hydrogène de PTAC supérieur 3,5 tonnes.

L'aide régionale est cumulable avec les aides de l'Etat mais non cumulable avec d'autres aides publiques (notamment celles des collectivités territoriales), ayant le même objet.

Le cumul d'aides publiques est plafonné à 50 % du prix d'achat du véhicule TTC. En cas de dépassement de ce taux, l'aide régionale est revue à la baisse à due concurrence.

Au titre de ce dispositif, une même entreprise ne peut prétendre à une aide régionale pour plus de cinq véhicules. Pour les entreprises individuelles (auto-entrepreneurs, professions libérales etc), ce dispositif ne peut être sollicité que pour l'achat d'un seul véhicule.

Une même personne physique ([3]), représentante légal, de plusieurs entreprises ne pourra solliciter ce dispositif régional qu'au titre d'une seule d'une entreprise.

[3] Une copie de la carte d'identité, du passeport ou du titre de séjour devra être fournie

Pour l'acquisition de deux-roues de type scooters, trois-roues ou quadricycles électriques et de véhicules de tourisme (champs J1 de la carte grise TM, QM, CYCL, CL, MTL, MTT1 et MTT2, VP), l'entreprise devra justifier d'une ancienneté supérieure à un an ([4]).

Les bénéficiaires de l'aide ne sont pas tenus par les engagements énoncés dans la délibération CR 2017-51 relative à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité. Ils sont de plus, exonérés de l'obligation de recruter de(s) stagiaire(s) ou alternant(s), prévue initialement par la délibération CR 08-16.

IV. ENGAGEMENT DU BÉNÉFICIAIRE

A compter de la date de notification de l'aide, le bénéficiaire dispose de neuf mois pour envoyer les documents nécessaires au paiement de l'aide ([5]). Il est recommandé aux bénéficiaires de faire parvenir dans les plus brefs délais ces documents afin de pouvoir réaliser, pendant ce délai de 9 mois, le traitement d'éventuelles non-conformités détectées lors de l'analyse des pièces par l'ASP. Le non-respect de ce délai de 9 mois entrainera la caducité du dossier et donc l'annulation de l'aide.

Le bénéficiaire de l'aide régionale s'engage à ne pas revendre le(s) véhicule(s) concerné(s) dans un délai de deux ans (24 mois) à compter de la date d'acquisition. A défaut, le bénéficiaire devra rembourser l'aide perçue pour chaque véhicule sur la base suivante

[montant du remboursement] = [montant de l'aide] x [24 –M]/24

« M » étant le nombre de mois complets où le véhicule a été conservé depuis son acquisition jusqu'à sa revente. En cas de vente moins d'un mois après son acquisition, la subvention doit donc être remboursée en totalité.

Les bénéficiaires, recevront un autocollant, fourni par la Région, pour faire la promotion de cette démarche et s'engagent à le coller sur chaque véhicule subventionné, au titre du présent dispositif, de manière visible depuis l'extérieur.

V. GESTION DU DISPOSITIF

La liste des pièces nécessaires à la demande d'aide figure sur le portail de la Région : www.iledefrance.fr/vehicules-propres-entreprises

Le dépôt de la demande s'opère de façon dématérialisée via la plateforme des aides régionales : https://mesdemarches.iledefrance.fr/

La gestion et le paiement des aides au titre de ce dispositif sont confiés à l'Agence de Services et de Paiement (ASP). Les échanges entre l'ASP et les entreprises, concernant l'instruction des dossiers, sera effectuée de manière dématérialisée (par mail) avec des documents en pièce jointe au format PDF.

[4] Fourniture d'un justificatif émanant d'un organisme officiel comportant cette information

[5] Les pièces nécessaires pour déclencher le paiement de l'aide devront être envoyées exclusivement par mail, en format PDF, à l'Agence de Services et de Paiement notamment, la copie de la nouvelle carte grise définitive, le bon de commande, la facture acquittée. C'est la date du mail d'envoi de la notification qui sera prise en compte pour le calcul des délais.

ANNEXE 3 REGLEMENT D'INTERVENTION STRATEGIE REGIONALE ENERGIE CLIMAT

Stratégie Régionale énergie-climat
Règlement d'intervention

Par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018, la stratégie énergie-climat de la Région Ile-de-France a été adoptée. A travers ce document, la Région affiche trois principes primordiaux : la sobriété, la production d'énergies renouvelables et de récupération et la réduction de la dépendance énergétique francilienne.

L'objectif pour 2030 est de diminuer de moitié la dépendance aux énergies fossiles et nucléaire de l'Ile-de-France par rapport à 2015, grâce à :
- la réduction de près de 20% de la consommation énergétique régionale,
- la multiplication par 2 de la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire francilien,
- la multiplication par 3 de la part globale des énergies renouvelables et de récupération (ENR&R) dans la consommation énergétique régionale.

Par délibération n° CR 2019-054 du 21 novembre 2019, la Région a adopté le plan solaire et la charte hydrogène par délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 pour accompagner l'essor de ces énergies et accélérer la réalisation des projets sur le territoire francilien.

Ce dispositif d'aide est pris en application du régime d'aide exempté n° SA.40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Article 1 : Bénéficiaires des subventions régionales

Sauf mention contraire, les bénéficiaires des subventions régionales accordées dans le cadre de la stratégie énergie-climat sont toutes les personnes morales, à l'exception de l'Etat.

Dans le cadre d'une opération réalisée en délégation de service public, le bénéficiaire de la subvention régionale est la collectivité délégante, charge à elle de reverser la subvention régionale au délégataire.

Article 2 : Actions éligibles et subventions

Les taux d'intervention régionaux définis dans le présent règlement constituent des maxima.

Pour être éligible à un soutien de la Région Ile-de-France, toute demande de subvention doit précéder le démarrage des travaux et/ou prestations intellectuelles de l'opération envisagée, les dépenses éligibles des dossiers éligibles sont prises en compte à compter de la date de la notification de la subvention.

Le dépôt d'un dossier de demande de subvention ne vaut pas promesse de subvention et le fait qu'un projet soit éligible ne vaut pas attribution de subvention. Cette décision appartenant à la commission permanente de la Région.
La subvention de la Région est décidée par son assemblée délibérante, qui fixe son taux et son montant maximum, dans la limite du budget régional.

Règle de non cumul : les subventions proposées dans ce règlement d'intervention ne sont pas cumulables avec un autre dispositif régional qui couvrirait les mêmes dépenses.

Basée sur la comparaison entre la solution du projet proposée par le dossier de demande de subvention et une solution de référence (lorsque cette comparaison est possible) l'analyse économique d'un projet permet de déterminer le montant de l'assiette des investissements éligibles et le juste niveau d'aide publique à attribuer au projet en ce qu'elle permet :

- d'analyser la faisabilité économique du projet (au travers, notamment, de l'indicateur de taux de rentabilité interne) afin d'apporter le juste niveau d'aide publique aux projets,
- de faire respecter les plafonds de subvention s'imposant dans le cadre du régime d'aide exempté n° SA.40405, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Les actions éligibles, les dépenses éligibles et les subventions correspondantes sont présentées ci-après. La Région propose ainsi **des appels à projets, des appels à manifestation d'intérêt et des dispositifs complémentaires** afin d'inscrire résolument l'Ile-de-France dans la transition énergétique.

La méthanisation fait l'objet d'un plan dédié voté au Conseil Régional du 21 novembre 2019.

1. Les appels à projets (AAP) et appels à manifestation d'intérêt (AMI)

Chaque appel à projets et appel à manifestation d'intérêt fera l'objet d'un règlement dédié venant préciser les critères d'éligibilité, ainsi que le calendrier à respecter.

Les axes d'analyse seront adaptés selon les appels à projets. Ces axes pourront être notamment les suivants :

- Le caractère innovant du projet
- L'acceptabilité du projet par les citoyens impactés par le projet
- La prise en compte de la transition écologique de manière globale dans le projet : performances énergétiques, prévention et gestion des déchets de chantier, qualité de l'air, préservation des ressources naturelles, le taux d'incorporation de matériaux bois et bio sourcés et l'origine géographique des matériaux utilisés et moyens de transformation utilisés, en privilégiant dans les deux cas les circuits courts.
- La production d'énergie thermique. Concernant les demandes de subvention portant sur ces installations, il devra être réalisé au préalable des études
    - de potentiels EnR&R réalisée en amont qui montrera que la source d'ENR&R retenue est conforme à la priorisation des EnR&R telle qu'inscrite dans le SRCAE. A cet effet le maître d'ouvrage dispose de l'outil ENRChoix : http://www.enrchoix.idf.ademe.fr/)
    - de faisabilité combinant analyse technique, économique, règlementaire et environnementale (incluant les analyses d'impact) mentionnées à l'article 4 et qui aura été réalisée par un bureau d'études indépendant du maître d'œuvre (sauf dérogation liée à une expertise publique ou une recherche infructueuse de compétences sur un domaine innovant ; ces points devront être dûment justifiés et des contre-expertises pourront être demandées).
- L'impact sur la création et / ou le maintien d'emplois locaux non délocalisables
- L'origine des financements et la répartition des retours sur investissement
- L'impact financier sur les usagers
- Le niveau de mobilisation de l'ingénierie régionale (utilisation de données issues du ROSE, de l'outil GESI, recours au Réseau Régional de la Transition Energétique,…)

Si nécessaire, la Région, se réserve le droit de consulter des partenaires institutionnels pour l'examen technique des dossiers de candidature reçus.

Le financement des études suivantes peut être demandé :
- Schéma directeur d'énergies renouvelables et de récupération
- Etude de faisabilité technique, économique, financière, juridique
- Accompagnement aux concertations publiques (hors concertation réglementaire)
- Etude des dépendances énergétiques des territoires

Les études à caractère obligatoire (étude d'impact, dossier ICPE, par exemple) ne sont pas éligibles à l'aide régionale.

Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

a. Appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables

Cet appel à projets vise à financer :

- Les schémas directeurs de réseaux de chaleur et de froid
  Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

- Les créations et extensions de réseaux de chaleur et/ou de froid alimentés en énergies renouvelables et de récupération
  Aide régionale : jusqu'à 30% du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000€

- Les installations de géothermie superficielle, doublet de géothermie profonde, installations de récupération d'énergie fatale (dont UIOM, datacenter, eaux usées,….)
  Aide régionale : jusqu'à 30% du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000€ sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000€.

- Les chaufferies biomasse
  Aide régionale :
  - Si la production d'énergie de l'installation est inférieure à 1 200 MWh/an : jusqu'à 50% du montant des dépenses éligibles TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 500 000 €.
  - Si la production d'énergie de l'installation est supérieure à 1 200 MWh/an : jusqu'à 30% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA des dépenses éligibles, plafonnée à 1 000 000 €.

- Les plateformes biomasse
  Aide régionale : jusqu'à 70% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, toutes aides publiques confondues dans la limite des 100€/m³ abrité, en cas de recours à une structure en bois.

b. Appel à projets EnR&R – électricité renouvelable

Cet appel à projets vise à financer :
- Les installations éoliennes
- Les installations photovoltaïques
- Les installations de production et de distribution d'hydrogène d'origine renouvelable et de récupération
- Les installations de production d'hydro électricité.

Aide régionale pour les investissements : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000 € sauf pour les installations photovoltaïques subventionnées jusqu'à 50 %.

c. Appel à projets citoyens

Cet appel à projets financera les initiatives citoyennes portées par des sociétés de projets dans lesquelles les personnes physiques et les collectivités sont majoritaires.

Il permettra :

- Le financement d'études de faisabilité
  Aide régionale de ces études : jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €

- Le financement des investissements, sur le principe de 1€ de subvention de la Région pour 1€ investi dans un projet citoyen.
  Aide régionale : 50 % maximum du montant éligible, plafonnée à 200 000 €. La Région pourra verser une avance de subvention à la signature de la convention de 80 % du montant attribué.
  En 2020, l'aide à l'investissement dans les projets citoyens sera bonifiée de 10 % supplémentaires, en la portant à 60 % maximum, plafonnée à 200 000 €.

d. Appel à projets rénovation énergétique

Cet appel à projets portera sur les travaux de rénovation énergétique et climatique ambitieuse des bâtiments tertiaires publics pour les communes de moins de 20 000 habitants.

- Le financement de plans stratégiques patrimoniaux :
  Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

- Le financement de travaux :
  Aide régionale : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux bio-sourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher.

e. Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire

Cet appel à projets portera sur la rénovation ambitieuse d'installations d'éclairage public et de gestion de l'éclairage public pour les communes de moins de 20 000 habitants, s'inscrivant dans une réflexion globale de l'éclairage du territoire dans un objectif de diminution de la pollution lumineuse et de création d'une trame noire.

- Le financement d'études pour un schéma directeur d'éclairage public (à bien distinguer des études permettant la mise en place de trame noire, ces dernières pouvant être accompagnées dans le cadre de la Stratégie Régionale de la Biodiversité)
  Aide régionale : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

- Le financement de travaux
  Aide régionale :

- jusqu'à 20 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des projets qui conduisent à une réduction par facteur 2 de la consommation énergétique sur le périmètre d'installations rénové ;
- jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des projets qui conduisent à une réduction au moins par un facteur 3 de la consommation énergétique sur le périmètre d'installations rénové ;

Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit.

L'aide régionale est plafonnée à 150 000 €.

L'aide est attribuée à la commune mais la demande peut-être regroupée par un EPCI tel qu'un syndicat d'énergie par exemple.

f. Appel à projets innovants

La transition énergétique étant un sujet évolutif, cette rubrique permettra l'émergence de projets innovants.

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 1 000 000 €.

g. L'AMI « Mobilisation des collectivités pour le développement de l'énergie solaire en Ile-de-France »

La Région lancera un appel à manifestation d'intérêt à destination des collectivités afin de les accompagner dans l'élaboration d'un diagnostic solaire.

En utilisant notamment le cadastre solaire, l'objectif est de réaliser un diagnostic des potentiels solaires des collectivités lauréates afin de révéler les opportunités d'installation de panneaux photovoltaïques sur le foncier et le bâti de leur territoire et de les accompagner dans l'identification des bons interlocuteurs techniques et financiers pour la réalisation des projets.

Ainsi cet AMI va permettre de :

- Mettre en avant les potentiels solaires issus du cadastre solaire,
- Identifier le foncier disponible et adapté au développement de centrales solaires photovoltaïques,
- Rassembler les initiatives communales et intercommunales pour les aider à atteindre une taille critique lorsqu'elle n'est pas atteinte,
- Fournir un cadre technico-économique de référence aux collectivités territoriales
- Partager les bonnes pratiques et faciliter l'essor des projets en Ile-de-France.

Ce dispositif fera l'objet d'une collaboration technique entre la Région et l'Institut Paris Région et notamment l'Agence Régionale Energie Climat (AREC) dès le début 2020.

h. L'AMI « Innovation et structuration de la filière Hydrogène »

La Région lancera un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Innovation et structuration de la filière Hydrogène » à destination des collectivités et des entreprises afin de lever les freins à la structuration d'un réseau opérationnel de distribution de l'hydrogène : accessibilité et interopérabilité.

Ainsi cet AMI va permettre d'accompagner le développement d'un réseau de stations de recharge accessibles en aidant notamment :

- Le développement de stations ouvertes à terme, et de leur répartition spatiale en fonction des besoins et des stations déjà existantes,
- La fourniture d'hydrogène en interopérabilité (350 et 700 bars),
- L'organisation de l'universalité des paiements,
- La possibilité de conversion d'une station propriétaire en une station ouverte au public et interopérable,
- Les innovations facilitant le développement de la filière hydrogène dans tous domaines (fluvial, réseaux…).

De plus, la démarche doit s'intégrer dans une cohérence de déploiement des points de distribution sur le territoire francilien.

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 400 000 €.

2. Le réseau de la transition énergétique

Dans l'objectif de renforcer le réseau francilien de la transition énergétique, les fonctionnements de ces structures sont soutenus dans le cadre de programmes annuels d'actions énergie-climat des ALEC (Agences Locales de l'Energie) et structures assimilées.

Aide régionale : les modalités de financement sont fixées dans une convention reposant sur un socle de missions à exercer pour les particuliers, les collectivités et les entreprises. Le programme d'activités est suivi par des indicateurs permettant d'évaluer les résultats concrets.

Article 3 : Conditions administratives d'éligibilité

Accueil de stagiaire(s) ou d'apprenti(s)

Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ». Elle vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail.

L'ensemble des structures subventionnées ont l'obligation d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum.

Le bénéficiaire s'engage donc, au regard du montant prévisionnel de la subvention régionale, de ses capacités d'accueil et des plafonds légaux encadrant l'accueil des stagiaires, à accueillir des stagiaires - ou jeunes en alternance - pour une durée minimum de deux mois.

Dans le cadre d'une opération réalisée en Délégation de Service Public, l'engagement de recruter des stagiaires est porté par l'autorité délégante.

Cet engagement ne s'applique ni aux agriculteurs, ni aux syndics de copropriétés ni aux projets citoyens.

Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité

Par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, le Conseil régional a adopté la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avec cette charte, la Région entend promouvoir et faire respecter les valeurs de la République et le principe de laïcité dans tous les champs de son intervention, en garantissant à toutes et tous l'égalité de traitement, la liberté d'accès aux services, la non-discrimination, le refus des provocations, des violences et des incitations à la haine.

La Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité s'applique aux agents régionaux, mais également à tous les organismes soutenus par la Région et usagers des équipements et services publics régionaux.

La charte constitue donc une pièce obligatoire à fournir pour toute demande de subvention. Cette obligation s'applique à tous les candidats hors organismes publics (collectivités, EPCI et Etat).

Signature d'une convention

Le bénéficiaire devra également signer une convention, en double exemplaire, avec la Région sur la base du modèle type adopté par la Région pour chaque catégorie de subvention concernée (investissement simple, investissement avec délégation de service public, fonctionnement) dès lors que le montant de la subvention est supérieur ou égal à 23 000€ comme le stipule le règlement budgétaire et financier de la Région.

Ces conventions apportent des précisions sur les engagements des bénéficiaires sur les aspects financiers, administratifs et techniques mais également sur les engagements en matière d'information et de communication.

Article 4 : Composition du dossier de demande de subvention

Pour tout projet, le bénéficiaire doit présenter un dossier de demande de subvention complet, comportant à minima les pièces suivantes et sauf dérogation (liste complétée et précisée dans les cahiers des charges des AAP et AMI).

Concernant le volet administratif :
- la fiche administrative dûment complétée,
- la charte de la laïcité et des valeurs de la République signée,
- la lettre portant engagement de recruter des stagiaires signée,
- la preuve de l'intégration du projet dans un cadre d'engagement signé avec la Région,
- le RIB du bénéficiaire,
- pour les associations : le bilan et le compte de résultats synthétiques les plus récents.

Concernant le volet technico-économique du projet :
- la fiche technique spécifique au projet,
- tout rapport d'études préalables aux travaux (études de faisabilité, audits, diagnostics,…),
- une note situant le projet au sein du contexte énergétique local (PCAET, consommateurs associés,…),
- le plan d'affaires de l'opération.

A noter que pour les études, le porteur de projet présentera uniquement :
- la fiche administrative, dûment complétée,
- le cahier des charges de l'étude pour laquelle il sollicite la Région,
- un devis, le cas échéant.

Les dossiers sont à déposer sur la plateforme régionale des aides :
https://mesdemarches.iledefrance.fr

ANNEXE 4 CONVENTION TYPE INVESTISSEMENT

CONVENTION INVESTISSEMENT N°xxxxx

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CP 2019-332 du 18 septembre 2019**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **XXXXX**
dont le statut juridique est : **XXXXX**
N° SIRET : XXXXX
Code APE : **XXXXX**
Représenté(e) par **XXXXXXX**
dont le siège social est situé au : **XXXXXX**
ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « stratégie énergie-climat » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-16 du 3 juillet 2018 et dont le règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020.

L'attribution par la Région de toute subvention et son versement respectent les règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération **N° CP xxxx-xxxx du xxxxxx**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention :

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **xxxx %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **xxxxx €,** soit un montant maximum de subvention de **xxxxx €.**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2-1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet »,

- mettre en place le comité de pilotage composé :
  - du bénéficiaire
  - de la Région
  - tout autre organisme financeur (ADEME,…),

  et de le réunir au moins une fois,

- dans le cas d'une aide aux investissements/travaux : réaliser un suivi de l'exploitation sur l'opération afin de fournir un bilan énergétique annuel pendant la durée de la convention mentionnée à l'article 4,

- dans le cas d'une aide aux études : la demande est accompagnée d'un livrable valant rapport ou rendu d'études (sous format informatique et/ou papier) qui compile l'ensemble des informations inscrites au cahier des charges de l'étude (ex : rapport du calcul thermique réglementaire, résultats des études de conception en Basse consommation, résultats des études de faisabilité sur les énergies renouvelables, potentiel/gisement des énergies renouvelables, gisement des économies d'énergie …),

- conserver pendant 10 ans les documents administratifs, comptables et toutes pièces justificatives liés au projet financé par la Région, y compris le présent contrat qui ne fera l'objet d'aucune reproduction, sauf circonstances exceptionnelles,

- supporter les conséquences financières des décisions des institutions européennes en cas de manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat portant sur la subvention régionale.

ARTICLE 2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter **1** stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (PAR) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre

part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire,

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,

- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement,

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2-5 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire s'engage à inscrire la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage, concernant l'apposition du logotype, à :

- apposer la mention **Action financée par la Région Île-de-France** sur l'ensemble des documents d'information et communication en lien avec l'objet de la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action,

- faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférences de presse, communiqués et dossiers de presse associés.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos) et positionné en page d'accueil des sites web pour permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France (www.iledefrance.fr).

L'utilisation du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents de communication doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage, concernant les événements :

- à porter à la connaissance de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles des événements liés à l'opération subventionnée par la Région, en particulier les dates d'inauguration des projets ou des équipements financés,

- à soumettre à la Région les documents, supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires,

- à inscrire dans les puissances invitantes la Présidente de la Région et réserver à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

- à transmettre régulièrement à la Région :
  - le calendrier prévisionnel des dates, faits marquants pendant tout le déroulement et l'exécution de la présente convention,
  - les dates prévisionnelles des opérations de relations presse et publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Ces informations seront transmises au chargé de la communication.

Panneaux d'information :

Pendant la durée des travaux, le bénéficiaire appose un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) visible de la voie publique, portant l'inscription «travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de X% ou X€ du montant global» accompagné du logo de la Région conformément à la charte graphique régionale.

La Région peut faire implanter un ou des panneaux d'information, par une société d'affichage qu'elle désigne, en collaboration avec le bénéficiaire. Ce dernier met à disposition de la Région toutes informations utiles à la réalisation de ces panneaux.

A la livraison, le bénéficiaire s'engage à apposer, en permanence, à la vue du public un panneau ou plaque d'information mentionnant «travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France et/ou équipement inauguré par XXX (représentant la Région Ile-de-France)» accompagné du logo de la Région conformément à la charte précitée.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la présente convention pouvant être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Exemple : autorisation de prise de vues ou tournage, apposition de drapeaux, banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise la Région à utiliser, à titre gracieux, les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par la Région :

Les services de la Région contrôlent la bonne réalisation des obligations mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication, liés à cette convention, devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier,

- en aval : il s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ils pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires des documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web où apparaît le logo de la Région, envoi de newsletters, emailings…

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3-1 : ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES

La subvention régionale prend en compte les dépenses liées aux opérations qui ont débuté à compter de la date de démarrage définie dans la fiche projet précitée, jusqu'à l'achèvement de l'opération qui fait l'objet de la présente convention, sauf s'il est fait application des règles de caducités définies à l'article 3-2 ci-dessous.

ARTICLE 3-2 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Région une demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3-3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme.

3.3.1 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle et sur présentation des documents justificatifs suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

3.3.2 - Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet,

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux,

- le rapport final de l'étude si la subvention porte sur des études,

- le compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité mentionné à l'article 2.2 de la présente convention,

- des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet,

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. L'état récapitulatif doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,

- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux,

- le rapport final de l'étude si la subvention porte sur des études,

- des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

ARTICLE 3-4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 précité. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à savoir la date de Commission Permanente d'attribution.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2 de la présente convention.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 6 – SUIVI DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire informe la Région de la date du commencement et de celle de la fin d'exécution de l'opération, afin de dresser le bilan des actions et travaux réalisés.

Le comité de pilotage, mis en place par le bénéficiaire, dont la composition est décrite à l'article 2-1 doit se réunir au moins une fois afin d'être tenu informé de l'état d'avancement du projet et des difficultés rencontrées lors de sa mise en œuvre.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 8 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Par ailleurs, à l'issue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à communiquer tout élément permettant d'avoir un suivi financier et technique suite à la livraison de l'opération durant 2 ans, sous peine de la restitution de toute ou partie de la subvention perçue.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou d'alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **n° CP xxxxx du XXXXX.**

ARTICLE 10 - LITIGE

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à SAINT-OUEN en 2 exemplaires originaux,

Le

La Présidente de la REGION ILE DE FRANCE

Le

Le bénéficiaire
Le XXXXX

ANNEXE 5 CONVENTION TYPE 100 PROJETS D'ENERGIE RENOUVELABLE CITOYENS

CONVENTION INVESTISSEMENT 100 PROJETS D'ENERGIE RENOUVELABLE CITOYENS N°XXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XX-XXXX du XXXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
Représenté(e) par
dont le siège social est situé au :
ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « stratégie énergie-climat » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-16 du 3 juillet 2018 et dont le règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020.

L'attribution par la Région de toute subvention et son versement respectent les règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération CP XX-XXX du XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXX (référence dossier n° XXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX,XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2-1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet »,

- mettre en place le comité de pilotage composé :
  - du bénéficiaire
  - de la Région
  - tout autre organisme financeur (ADEME,…),

  et de le réunir au moins une fois,

- dans le cas d'une aide aux investissements/travaux : réaliser un suivi de l'exploitation sur l'opération afin de fournir un bilan énergétique annuel pendant la durée de la convention mentionnée à l'article 4,

- dans le cas d'une aide aux études : la demande est accompagnée d'un livrable valant rapport ou rendu d'études (sous format informatique et/ou papier) qui compile l'ensemble des informations inscrites au cahier des charges de l'étude (ex : rapport du calcul thermique réglementaire, résultats des études de conception en Basse consommation, résultats des études de faisabilité sur les énergies renouvelables, potentiel/gisement des énergies renouvelables, gisement des économies d'énergie …),

- conserver pendant 10 ans les documents administratifs, comptables et toutes pièces justificatives liés au projet financé par la Région, y compris le présent contrat qui ne fera l'objet d'aucune reproduction, sauf circonstances exceptionnelles,

- supporter les conséquences financières des décisions des institutions européennes en cas de manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat portant sur la subvention régionale.

ARTICLE 2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire,

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,

- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement,

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2-4 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire s'engage à inscrire la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage, concernant l'apposition du logotype, à :

- apposer la mention **Action financée par la Région Île-de-France** sur l'ensemble des documents d'information et communication en lien avec l'objet de la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action,

- faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférences de presse, communiqués et dossiers de presse associés.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos) et positionné en page d'accueil des sites web pour permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France (www.iledefrance.fr).

L'utilisation du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents de communication doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage, concernant les événements :

- à porter à la connaissance de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles des événements liés à l'opération subventionnée par la Région, en particulier les dates d'inauguration des projets ou des équipements financés,

- à soumettre à la Région les documents, supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires,

- à inscrire dans les puissances invitantes la Présidente de la Région et réserver à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

- à transmettre régulièrement à la Région :
    - le calendrier prévisionnel des dates, faits marquants pendant tout le déroulement et l'exécution de la présente convention,

- les dates prévisionnelles des opérations de relations presse et publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Ces informations seront transmises au chargé de la communication.

Panneaux d'information :

Pendant la durée des travaux, le bénéficiaire appose un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) visible de la voie publique, portant l'inscription «travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de X% ou X€ du montant global» accompagné du logo de la Région conformément à la charte graphique régionale.

La Région peut faire implanter un ou des panneaux d'information, par une société d'affichage qu'elle désigne, en collaboration avec le bénéficiaire. Ce dernier met à disposition de la Région toutes informations utiles à la réalisation de ces panneaux.

A la livraison, le bénéficiaire s'engage à apposer, en permanence, à la vue du public un panneau ou plaque d'information mentionnant «travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France et/ou équipement inauguré par XXX (représentant la Région Ile-de-France)» accompagné du logo de la Région conformément à la charte précitée.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la présente convention pouvant être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Exemple : autorisation de prise de vues ou tournage, apposition de drapeaux, banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise la Région à utiliser, à titre gracieux, les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par la Région :

Les services de la Région contrôlent la bonne réalisation des obligations mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication, liés à cette convention, devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier,

- en aval : il s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ils pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires des documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web où apparaît le logo de la Région, envoi de newsletters, emailings…

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3-1 : ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES

La subvention régionale prend en compte les dépenses liées aux opérations qui ont débuté à compter de la date de démarrage définie dans la fiche projet précitée, jusqu'à l'achèvement de l'opération qui fait l'objet de la présente convention, sauf s'il est fait application des règles de caducités définies à l'article 3-2 ci-dessous.

ARTICLE 3-2 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Région une demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3-3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme.

3.3.1 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle et sur présentation des documents justificatifs suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

3.3.2 - Versement d'avance

Le bénéficiaire peut demander le versement d'une avance à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle et sur présentation des documents justificatifs suivants

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- un devis daté et signé par le bénéficiaire et le prestataire cohérent avec la fiche projet mentionné à l'article 9 de la présente convention.

- Un plan de trésorerie justifiant la demande d'avance.

3.3.3 - Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet,

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux,

- le rapport final de l'étude si la subvention porte sur des études,

- le compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité mentionné à l'article 2.2 de la présente convention,

- des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet,

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des

prestations réalisées. L'état récapitulatif doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,

- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux,

- le rapport final de l'étude si la subvention porte sur des études,

- des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

ARTICLE 3-4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 précité. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à savoir la date de Commission Permanente d'attribution.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2 de la présente convention.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 6 – SUIVI DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire informe la Région de la date du commencement et de celle de la fin d'exécution de l'opération, afin de dresser le bilan des actions et travaux réalisés.

Le comité de pilotage, mis en place par le bénéficiaire, dont la composition est décrite à l'article 2-1 doit se réunir au moins une fois afin d'être tenu informé de l'état d'avancement du projet et des difficultés rencontrées lors de sa mise en œuvre.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 8 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Par ailleurs, à l'issue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à communiquer tout élément permettant d'avoir un suivi financier et technique suite à la livraison de l'opération durant 2 ans, sous peine de la restitution de toute ou partie de la subvention perçue.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou d'alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP XX-XXX du XXXX.

ARTICLE 11 - LITIGE

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à SAINT-OUEN en 2 exemplaires originaux,

Le

La présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Le

Le bénéficiaire
xxxxxxxxxxxx

ANNEXE 6 CONVENTION TYPE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

CONVENTION N° XXXXX
POUR UNE OPERATION MENEE EN DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Entre

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone VEIL – 93400 SAINT OUEN représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération CP XXXXXXX du XXXXXX
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
Représenté(e) par
dont le siège social est situé au :
ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire, également appelée personne délégante, a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « stratégie énergie-climat » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-16 du 3 juillet 2018 et dont le règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020.

Il a informé la Région, au moment du dépôt de sa demande d'aide, que l'opération est réalisée sous la forme d'une Délégation de Service Public (DSP) en application des articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XXXX du XXXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir XXXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche-projet » de la présente convention : xxxxxx (référence dossier n° xxxxx).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XXX % de la dépense subventionnable dont le montant s'élève à XXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Elle autorise le bénéficiaire à reverser la subvention à son délégataire dans le respect des dispositions de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le montant de la subvention régionale est apprécié au regard des autres financements publics présentés par le bénéficiaire dans le budget prévisionnel conformément au règlement d'attribution adopté par la délibération n° CP 2018-454 du 17 octobre 2018.

ARTICLE 2-1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage composé :
  - du bénéficiaire
  - du délégataire
  - de la Région
  - tout autre organisme financeur (ADEME,…),

  et le réunir au moins une fois,

- réaliser un suivi de l'exploitation sur l'opération afin de fournir un bilan énergétique annuel pendant la durée de la convention mentionnée à l'article 5,

- conserver pendant 10 ans les documents administratifs, comptables et toutes pièces justificatives liés au projet financé par la Région,

- supporter les conséquences financières des décisions des institutions européennes en cas de manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat portant sur la subvention régionale.

ARTICLE 2-2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Dans le cadre de la délégation de service public, le bénéficiaire s'engage à :

- mener les opérations définies dans la fiche projet annexée jusqu'à leur terme.

- assurer avec son délégataire le complément de financement, y compris tout dépassement financier éventuel par rapport à l'estimation globale,

- inscrire sur son budget d'investissement, en cas de participation financière à l'opération prévue dans le contrat de délégation de service public, les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation des opérations,

- répercuter intégralement la subvention régionale sur l'usager du service public délégué par une baisse des tarifs perçus par le délégataire et/ou, ou le cas échéant, de la baisse des droits de raccordement des bâtiments.

- permettre tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, du respect des stipulations de la présente convention, par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

- transmettre à la Région tout document financier contractuel (convention initiale, avenant…) montrant la prise en compte de l'intégralité de la subvention dans la fixation des tarifs payés par l'usager sur la durée de la délégation de service public et/ou de la baisse des droits de raccordement des bâtiments. La transmission de ce document devra se faire au plus tard lors de la première demande de versement de la subvention,

- s'assurer que la subvention régionale versée à son cocontractant ne puisse être qualifiée de surcompensation illégale au sens des articles 106 et 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

ARTICLE 2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (PAR) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire,

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,

- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement,

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2-5 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire s'engage à inscrire la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage, concernant l'apposition du logotype, à :

- apposer la mention **Action financée par la Région Île-de-France** sur l'ensemble des documents d'information et communication en lien avec l'objet de la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action,

- faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférences de presse, communiqués et dossiers de presse associés.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos) et positionné en page d'accueil des sites web pour permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France (www.iledefrance.fr).

L'utilisation du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents de communication doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage, concernant les événements :

- à porter à la connaissance de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles des événements liés à l'opération subventionnée par la Région, en particulier les dates d'inauguration des projets ou des équipements financés,

- à soumettre à la Région les documents, supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires,

- à inscrire dans les puissances invitantes la Présidente de la Région et réserver à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement,

- à transmettre régulièrement à la Région :
    - o le calendrier prévisionnel des dates, faits marquants pendant tout le déroulement et l'exécution de la présente convention,
    - o les dates prévisionnelles des opérations de relations presse et publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Ces informations seront transmises au chargé de la communication.

Panneaux d'information :

Pendant la durée des travaux, le bénéficiaire appose un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) visible de la voie publique, portant l'inscription « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de X% ou X€ du

montant global » accompagné du logo de la Région conformément à la charte graphique régionale.

La Région peut faire implanter un ou des panneaux d'information, par une société d'affichage qu'elle désigne, en collaboration avec le bénéficiaire. Ce dernier met à disposition de la Région toutes informations utiles à la réalisation de ces panneaux.

A la livraison, le bénéficiaire s'engage à apposer, en permanence, à la vue du public un panneau ou plaque d'information mentionnant « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France et/ou équipement inauguré par XXX (représentant la Région Ile-de-France) » accompagné du logo de la Région conformément à la charte précitée.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la présente convention pouvant être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Exemple : autorisation de prise de vues ou tournage, apposition de drapeaux, banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise la Région à utiliser, à titre gracieux, les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par la Région :

Les services de la Région contrôlent la bonne réalisation des obligations mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication, liés à cette convention, devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier,

- en aval : il s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ils pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires des documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web où apparaît le logo de la Région, envoi de newsletters, emailings…

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3-1 : ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES

La subvention régionale prend en compte les dépenses liées aux opérations qui ont débuté à compter de la date de démarrage définie dans la fiche projet précitée, jusqu'à l'achèvement de l'opération qui fait l'objet de la présente convention, sauf s'il est fait application des règles de caducités définies à l'article 3-2 ci-dessous.

ARTICLE 3-2 : CADUCITE

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 3 ans à compter de la date de décision d'attribution de la subvention pour présenter une première demande de versement. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai de 4 ans pour présenter la demande de solde. Passé ce délai, la subvention ou son reliquat est caduque ou annulé.

ARTICLE 3-3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme.

3.3.1 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle et sur présentation des documents justificatifs suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le délégataire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet,

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le délégataire et revêtu du cachet. Cet état précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- une attestation sur l'honneur relative à la prise en compte intégrale de la subvention régionale dans la fixation des tarifs perçus par le délégataire ou bénéficiaire et/ou de la baisse des droits de raccordement des bâtiments.

3.3.2 - Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.
Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le délégataire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet,

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le délégataire et revêtu du cachet. Cet état précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Si le délégataire est une personne de droit public, l'état récapitulatif doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,

- Si le délégataire est une personne morale de droit privé, le compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux,

- le rapport final de l'étude si la subvention porte sur des études,

- le contrat de Délégation de Service Public s'il n'a pas été transmis lors d'une demande d'acompte,

- une attestation de reversement des fonds au délégataire, certifiée par le comptable public dans un délai de 3 mois suivant le versement du solde,

- des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.4 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

ARTICLE 3-4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire de l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à savoir la date de Commission Permanente d'attribution.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2 de la présente convention

En tout état de cause, elle ne peut produire d'effet au-delà du terme du contrat (concession, DSP, etc.) passé entre le bénéficiaire et son cocontractant, dans le cadre duquel est réalisée l'opération subventionnée.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant, dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 6 – SUIVI DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire informe la Région de la date du commencement et de celle de la fin d'exécution de l'opération, afin de dresser le bilan des actions et travaux réalisés.

Le comité de pilotage, mis en place par le bénéficiaire, dont la composition est décrite à l'article 2-1 doit se réunir au moins une fois afin d'être tenu informé de l'état d'avancement du projet et des difficultés rencontrées lors de sa mise en œuvre.

ARTICLE 7 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 8 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Par ailleurs, à l'issue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à communiquer tout élément permettant d'avoir un suivi financier et technique suite à la livraison de l'opération durant 2 ans, sous peine de la restitution de tout ou partie de la subvention régionale.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou d'alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP XX-XXX du XXXX.

ARTICLE 10 - LITIGE

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Le

Le bénéficiaire
xxxxxxxxx

CONVENTION N° XXXXX
POUR UNE OPERATION MENEE EN DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Entre

La Région d'Ile-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone VEIL – 93400 SAINT OUEN représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération CP XXXXXXX du XXXXXX
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
Représenté(e) par
dont le siège social est situé au :
ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire, également appelée personne délégante, a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « stratégie énergie-climat » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-16 du 3 juillet 2018 et dont le règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020.

Il a informé la Région, au moment du dépôt de sa demande d'aide, que l'opération est réalisée sous la forme d'une Délégation de Service Public (DSP) en application des articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XXXX du XXXX, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir XXXXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche-projet » de la présente convention : xxxxxx (référence dossier n° xxxxx).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XXX % de la dépense subventionnable dont le montant s'élève à XXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Elle autorise le bénéficiaire à reverser la subvention à son délégataire dans le respect des dispositions de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le montant de la subvention régionale est apprécié au regard des autres financements publics présentés par le bénéficiaire dans le budget prévisionnel conformément au règlement d'attribution adopté par la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020.

ARTICLE 2-1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage composé :
  - du bénéficiaire
  - du délégataire
  - de la Région
  - tout autre organisme financeur (ADEME,…),

  et le réunir au moins une fois,

- réaliser un suivi de l'exploitation sur l'opération afin de fournir un bilan énergétique annuel pendant la durée de la convention mentionnée à l'article 5,

- conserver pendant 10 ans les documents administratifs, comptables et toutes pièces justificatives liés au projet financé par la Région,

- supporter les conséquences financières des décisions des institutions européennes en cas de manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat portant sur la subvention régionale.

ARTICLE 2-2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Dans le cadre de la délégation de service public, le bénéficiaire s'engage à :

- mener les opérations définies dans la fiche projet annexée jusqu'à leur terme.

- assurer avec son délégataire le complément de financement, y compris tout dépassement financier éventuel par rapport à l'estimation globale,

- inscrire sur son budget d'investissement, en cas de participation financière à l'opération prévue dans le contrat de délégation de service public, les crédits nécessaires pour assurer la bonne réalisation des opérations,

- répercuter intégralement la subvention régionale sur l'usager du service public délégué par une baisse des tarifs perçus par le délégataire et/ou, ou le cas échéant, de la baisse des droits de raccordement des bâtiments.

- permettre tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, du respect des stipulations de la présente convention, par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

- transmettre à la Région tout document financier contractuel (convention initiale, avenant…) montrant la prise en compte de l'intégralité de la subvention dans la fixation des tarifs payés par l'usager sur la durée de la délégation de service public et/ou de la baisse des droits de raccordement des bâtiments. La transmission de ce document devra se faire au plus tard lors de la première demande de versement de la subvention,

- s'assurer que la subvention régionale versée à son cocontractant ne puisse être qualifiée de surcompensation illégale au sens des articles 106 et 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

ARTICLE 2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (PAR) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire,

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,

- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement,

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2-5 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire s'engage à inscrire la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage, concernant l'apposition du logotype, à :

- apposer la mention **Action financée par la Région Île-de-France** sur l'ensemble des documents d'information et communication en lien avec l'objet de la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action,

- faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférences de presse, communiqués et dossiers de presse associés.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos) et positionné en page d'accueil des sites web pour permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France (www.iledefrance.fr).

L'utilisation du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents de communication doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage, concernant les événements :

- à porter à la connaissance de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles des événements liés à l'opération subventionnée par la Région, en particulier les dates d'inauguration des projets ou des équipements financés,

- à soumettre à la Région les documents, supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires,

- à inscrire dans les puissances invitantes la Présidente de la Région et réserver à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement,

- à transmettre régulièrement à la Région :
    - o le calendrier prévisionnel des dates, faits marquants pendant tout le déroulement et l'exécution de la présente convention,
    - o les dates prévisionnelles des opérations de relations presse et publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Ces informations seront transmises au chargé de la communication.

Panneaux d'information :

Pendant la durée des travaux, le bénéficiaire appose un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) visible de la voie publique, portant l'inscription « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de X% ou X€ du

montant global » accompagné du logo de la Région conformément à la charte graphique régionale.

La Région peut faire implanter un ou des panneaux d'information, par une société d'affichage qu'elle désigne, en collaboration avec le bénéficiaire. Ce dernier met à disposition de la Région toutes informations utiles à la réalisation de ces panneaux.

A la livraison, le bénéficiaire s'engage à apposer, en permanence, à la vue du public un panneau ou plaque d'information mentionnant « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France et/ou équipement inauguré par XXX (représentant la Région Ile-de-France) » accompagné du logo de la Région conformément à la charte précitée.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la présente convention pouvant être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Exemple : autorisation de prise de vues ou tournage, apposition de drapeaux, banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise la Région à utiliser, à titre gracieux, les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par la Région :

Les services de la Région contrôlent la bonne réalisation des obligations mentionnées ci-dessus.

- en amont : l'ensemble des supports de communication, liés à cette convention, devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier,

- en aval : il s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ils pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires des documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web où apparaît le logo de la Région, envoi de newsletters, emailings…

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3-1 : ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES

La subvention régionale prend en compte les dépenses liées aux opérations qui ont débuté à compter de la date de démarrage définie dans la fiche projet précitée, jusqu'à l'achèvement de l'opération qui fait l'objet de la présente convention, sauf s'il est fait application des règles de caducités définies à l'article 3-2 ci-dessous.

ARTICLE 3-2 : CADUCITE

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 3 ans à compter de la date de décision d'attribution de la subvention pour présenter une première demande de versement. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai de 4 ans pour présenter la demande de solde. Passé ce délai, la subvention ou son reliquat est caduque ou annulé.

ARTICLE 3-3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme.

3.3.1 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle et sur présentation des documents justificatifs suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le délégataire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet,

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le délégataire et revêtu du cachet. Cet état précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- une attestation sur l'honneur relative à la prise en compte intégrale de la subvention régionale dans la fixation des tarifs perçus par le délégataire ou bénéficiaire et/ou de la baisse des droits de raccordement des bâtiments.

3.3.2 - Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.
Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le délégataire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet,

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le délégataire et revêtu du cachet. Cet état précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Si le délégataire est une personne de droit public, l'état récapitulatif doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,

- Si le délégataire est une personne morale de droit privé, le compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux,

- le rapport final de l'étude si la subvention porte sur des études,

- le contrat de Délégation de Service Public s'il n'a pas été transmis lors d'une demande d'acompte,

- une attestation de reversement des fonds au délégataire, certifiée par le comptable public dans un délai de 3 mois suivant le versement du solde,

- des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.4 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

ARTICLE 3-4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire de l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à savoir la date de Commission Permanente d'attribution.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2 de la présente convention

En tout état de cause, elle ne peut produire d'effet au-delà du terme du contrat (concession, DSP, etc.) passé entre le bénéficiaire et son cocontractant, dans le cadre duquel est réalisée l'opération subventionnée.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant, dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 6 – SUIVI DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire informe la Région de la date du commencement et de celle de la fin d'exécution de l'opération, afin de dresser le bilan des actions et travaux réalisés.

Le comité de pilotage, mis en place par le bénéficiaire, dont la composition est décrite à l'article 2-1 doit se réunir au moins une fois afin d'être tenu informé de l'état d'avancement du projet et des difficultés rencontrées lors de sa mise en œuvre.

ARTICLE 7 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 8 – RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Par ailleurs, à l'issue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à communiquer tout élément permettant d'avoir un suivi financier et technique suite à la livraison de l'opération durant 2 ans, sous peine de la restitution de tout ou partie de la subvention régionale.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou d'alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP XX-XXX du XXXX.

ARTICLE 10 - LITIGE

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Le

Le bénéficiaire
xxxxxxxxx

ANNEXE 7 CONVENTION TYPE FONCTIONNEMENT

CONVENTION FONCTIONNEMENT N°XXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone VEIL, 93400 SAINT OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP XX-XXXX du XXXXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant Madame X ou Monsieur X, son/sa XXXXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Stratégie énergie climat » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2018-16 du 3 juillet 2018 et dont le règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020.

L'attribution par la Région de toute subvention et son versement respectent des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

Sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XX-XXX du XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXX (référence dossier n° IRIS).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX,XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 - OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il s'engage également à mettre en place un comité de pilotage composé du bénéficiaire, de la Région et tout autre organisme financeur (ADEME,…) et le réunir au moins une fois.

ARTICLE 2.2 - OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 - OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à inscrire la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage, concernant l'apposition du logotype, à :

- apposer la mention **Action financée par la Région Île-de-France** sur l'ensemble des documents d'information et communication en lien avec l'objet de la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action,

- faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférences de presse, communiqués et dossiers de presse associés.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos) et positionné en page d'accueil des sites web pour permettre un lien vers le site institutionnel de la Région Île-de-France (www.iledefrance.fr).

L'utilisation du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents de communication doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage, concernant les événements :

- à porter à la connaissance de la Région Île-de-France les dates prévisionnelles des actions en lien avec l'exécution de la présente convention, en particulier les dates d'inauguration de projets ou d'équipements, la tenue d'événements,
- à soumettre à la Région les documents, supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires,
- à inscrire dans les puissances invitantes la Présidente de la Région et réserver à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement,
- à transmettre régulièrement à la Région :
    - le calendrier prévisionnel des dates, faits marquants pendant tout le déroulement et l'exécution de la présente convention,
    - les dates prévisionnelles des opérations de relations presse et publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Ces informations seront transmises au chargé de la communication.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la présente convention pouvant être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Exemple : autorisation de prise de vues ou tournage, apposition de drapeaux, banderoles visant à assurer la visibilité régionale…

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise la Région à utiliser, à titre gracieux, les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par la Région :

Les services de la Région contrôlent la bonne réalisation des obligations mentionnées ci-dessus :

- en amont : l'ensemble des supports de communication, liés à cette convention, devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier,

- en aval : il s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ils pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires des documents imprimés, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web où apparaît le logo de la Région, envoi de newsletters, emailings…

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 - CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 - MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

3.2.1 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

3.2.2 - Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité mentionné à l'article 2.2 de la présente convention,

- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonnée à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 - RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée sera révisée si la dépense s'avère inférieure au montant total initialement prévu en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 - ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier de l'année en cours et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le (date de la Commission Permanente).

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 6 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou d'alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP XX-XXX du XXXX.

ARTICLE 9 – LITIGE

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à SAINT-OUEN, en 2 exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire (nom, qualité du signataire et cachet)	La Présidente de la Région Ile-de-France
XXXXXXXXX	**Valérie PECRESSE**

ANNEXE 8 FICHES PROJETS MODIFIEES SANS INCIDENCE FINANCIERE

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-503
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP 2020-056

DOSSIER N° 16011542 - COMMUNE DE LA CHAPELLE LA REINE : ADAPTATION RESEAU SECONDAIRE DES BATIMENTS RELIES AU RESEAU DE CHALEUR BOIS

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204142-475001-1700
Action : 475001073- Réseaux de chaleur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	53 800,00 € HT	30,00 %	16 140,00 €
	Montant total de la subvention		16 140,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA CHAPELLE LA REINE MAIRIE
Adresse administrative : 17 RUE DU DOCTEUR ANTOINE BATTESTI 77760 LA CHAPELLE-LA-REINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylviane ALIX, Secrétaire Général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2015 - 30 juin 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande déposée en fin d'année 2015 n'ayant pas pu être présentée à une commission permanente précédente

Description :
Dans le cadre de la création de la chaufferie bois communale, différents bâtiments communaux seront raccordés :
- maison des associations - bâtiment 1 + pôle de santé
- maison des associations - bâtiment 2 + maison de l'info
- presbytère

Pour optimiser la distribution de chaleur dans ces bâtiments, des travaux d'adaptation seront nécessaires comme l'installation de pompes à débit variable ou d'un système de régulation (capteurs et vannes automatisées).

Dérogation à la mesure « 100 000 stages » est accordée, à titre exceptionnel, compte tenu des éléments transmis par le bénéficiaire aux services régionaux.

Localisation géographique :
- LA CHAPELLE-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Energies renouvelables et de récupération

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES	53 800,00	100,00%
Total	53 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	16 140,00	30,00%
COMMUNE	37 660,00	70,00%
Total	53 800,00	100,00%

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-636
Modifiée par la Commission Permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-056

DOSSIER N° 16015500 - COMMUNE DE FUBLAINES - TTV SUR RESTAURANT SCOLAIRE

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 907-75-204142-175001-1700
Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	48 000,00 € HT	12,50 %	6 000,00 €
		Montant total de la subvention	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FUBLAINES
Adresse administrative : 24 RUE ALPHONSE CABON
77470 FUBLAINES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick BRIET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 novembre 2016 - 26 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
300 m² de toiture végétalisé dans le cadre de la construction d'un restaurant scolaire

Dérogation à la mesure « 100 000 stages » est accordée, à titre exceptionnel, compte tenu des éléments transmis par le bénéficiaire aux services régionaux.

Localisation géographique :
- FUBLAINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement	48 000,00	100,00%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fond propre	42 000,00	87,50%
Subvention Région	6 000,00	12,50%
Total	48 000,00	100,00%

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-636
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP 2020-056

DOSSIER N° 16015621 - CRF CROIX ROUGE FRANCAISE - INSTALLATION PV - UNITE SEVRAN

Dispositif : Politique énergie climat (n° 00000634)
Délibération Cadre : CR2018-016 du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 907-75-20422-175001-1700
Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique énergie climat	31 547,00 € HT	15,00 %	4 732,00 €
		Montant total de la subvention	4 732,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
Adresse administrative : 98 RUE DIDOT
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Franck LAILLIER, Président de l'Unité Locale de Sevran Villepinte

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 novembre 2016 - 31 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation de 35m² de panneaux photovoltaïque sur le pavillon de l'antenne de Sevran

Dérogation à la mesure « 100 000 stages » est accordée, à titre exceptionnel, compte tenu des éléments transmis par le bénéficiaire aux services régionaux.

Localisation géographique :
- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement	31 547,00	100,00%
Total	31 547,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	4 732,00	15,00%
Fonds propres	26 815,00	85,00%
Total	31 547,00	100,00%

ANNEXE 9 CHARTE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT DE LA METHANISATION EN SEINE-ET-MARNE ET PLAN D'ACTIONS

Energie, Environnement et Agriculture

CapMetha77, vers un territoire exemplaire

Charte pour le développement de la méthanisation en Seine-et-Marne

Approuvée par délibération du 2 décembre 2019

Préambule

Les signataires de la présente Charte ont comme ambition commune de développer la filière méthanisation sur le département afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'augmenter la production locale d'énergie de source renouvelable pour les usages résidentiels et une mobilité décarbonée au bioGaz Naturel Véhicule, de mettre en œuvre le traitement des déchets organiques, de diversifier les activités économiques dont celles en lien avec l'activité agricole.

Les signataires de la Charte sont :

Le Département de Seine-et-Marne,
Représenté par Monsieur Patrick Septiers, Président du Conseil départemental

La Préfecture de Seine-et-Marne,
Représentée par Madame Béatrice Abollivier, Préfète de Seine-et-Marne

La Chambre d'agriculture de région Ile-de-France,
Représentée par Monsieur Christophe Hillairet, Président

La Région Ile-de-France,
Représentée par Madame Valérie PECRESSE, agissant en qualité de Présidente du Conseil Régional, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération n° 2019-384 du 20 novembre 2019

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,
Représentée par

L'Union des Maires et des EPCI de Seine-et-Marne,
Représentée par Monsieur Guy Geoffroy, Président

Le Syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne,
Représenté par Monsieur Pierre Yvroud, Président

GRDF
Représenté par Monsieur Bertrand de Singly, Directeur Clients Territoires Ile-de-France

GRTGaz,
Représenté par Monsieur Frédéric MOULIN, Délégué territorial GRTgaz Val de Seine

Le département de Seine-et-Marne présente de nombreux atouts pour le développement de la filière méthanisation. La Seine-et-Marne est un département rural à forte densité de ressources agricoles avec des pratiques culturales compatibles avec le retour au sol. Les acteurs du territoire sont très impliqués dans le développement de la filière et la dynamique est bien engagée. Le réseau de gaz est également bien développé et des utilisateurs de biogaz, actuels et potentiels (collectivités utilisant du biogaz pour les réseaux de bus, secteur logistique très développé en Seine-et-Marne notamment), sont présents sur le territoire.

Au niveau régional, la volonté d'accompagner le développement pérenne de cette filière se traduit par des objectifs ambitieux dans la Stratégie régionale de l'énergie et du climat et le Plan méthanisation régional. Cette volonté commune, de la Région et des signataires, pour un développement de la filière et le souci de politiques publiques efficientes, ont conduit à un travail partenarial pour une bonne articulation des outils produits, à l'échelle régionale, notamment dans le cadre du Cercle régional des acteurs de la méthanisation, et à l'échelle de la Seine-et-Marne. Une fois les outils opérationnels, le partenariat installé se poursuivra, dans ce même esprit de coopération et de réciprocité des contributions et des échanges.

Au niveau local, les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des acteurs clefs pour le développement de la production et de l'utilisation des énergies renouvelables, dont le biogaz. En effet, ils sont porteurs de démarches de planification et de programmation, telles que les Plans climat air énergie territoriaux (PCAET), tous lancés en Seine-et-Marne, approuvés pour certains, les Contrats de transition écologique (CTE) dispositif porté par l'État qui vient compléter les PCAET d'un volet contractuel, les documents d'urbanisme SCOT et PLU(i)...

Enfin, le développement de la filière est inscrit dans la feuille de route de la Communauté départementale de la transition énergétique (CDTE) signée le 28 septembre 2018 par la Préfecture de Seine-et-Marne, la Région, le Département, l'Union des Maires et des Présidents d'EPCI de Seine-et-Marne, le Syndicat départemental des Énergies de Seine-et-Marne (SDESM), la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France, et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Le Département de Seine-et-Marne a lancé en 2018 l'élaboration d'un schéma de développement de la méthanisation sur son territoire. Ce schéma a réuni l'ensemble des acteurs impliqués dans ces projets et a mis en évidence l'importance d'une approche territoriale tant à l'échelle des projets qu'à l'échelle de la filière.

Sur proposition du Département, le comité de pilotage du schéma a décidé la rédaction d'une charte de la méthanisation afin d'affirmer les orientations et valeurs qui doivent guider les projets de méthanisation, favoriser leur appropriation par tout porteur de projet, élu ou autre acteur seine-et-marnais concerné, et contribuer à leur réussite.

Objet de la Charte

La charte porte deux objets :

Elle **engage les signataires sur** un **objectif partagé** qui est d'atteindre à partir du biométhane **75% d'autonomie gaz** à horizon 2030 pour les usages résidentiels, soit alimenter les besoins à hauteur de 2 500 GWh/an, l'équivalent de 100 sites de méthanisation (cet objectif tenant compte du scénario pour le renforcement de l'efficacité énergétique de la Région), et contribuer à **une mobilité décarbonée.**

Elle **formalise** cet engagement pour une **politique volontariste** de développement de la méthanisation dans le département de Seine-et-Marne, **plus particulièrement en faveur de la méthanisation à la ferme** en raison des caractéristiques du territoire et des besoins plus importants d'accompagnement, et pour une meilleure appropriation locale des projets.

Les engagements des signataires

Pour atteindre ces objectifs, les signataires de la présente charte s'engagent à :

1. Œuvrer à l'établissement d'une filière pérenne tenant compte des enjeux environnementaux, sociétaux et économiques

Le développement et la pérennisation d'une filière méthanisation a pour objectif premier la production d'une énergie renouvelable et « propre », pour un département plus autonome en énergie. Il permettra également de générer d'autres bénéfices pour les territoires, en matière de développement économique (emplois, diversification de l'activité agricole), d'environnement et de cadre de vie (effets positifs sur les milieux et les ressources naturels : air, sol et eau), et de climat (neutralité carbone). Les signataires s'engagent pour le développement d'une telle filière, **respectueuse de l'environnement et du cadre de vie** des habitants.

Les signataires contribuent à promouvoir l'ensemble de ces **externalités positives**, notamment pour favoriser un **fort portage politique qui contribue** à l'acceptabilité locale des projets, et inclure ces derniers dans la stratégie **d'économie circulaire** du territoire.

Les signataires aident les porteurs de projet à intégrer leur **projet dans leur territoire**, et à prendre en compte les **attentes des riverains** au stade de la conception du projet et pendant son fonctionnement, afin d'en favoriser l'acceptation locale.

2. Éclairer, accompagner les porteurs de projet sur les différents volets, de l'émergence à la réalisation d'une unité de méthanisation

Il est essentiel, pour la réussite d'un projet, de bien appréhender à la fois ses atouts pour le territoire, sur lesquels la communication est primordiale, et les sujets à tension à anticiper afin d'éviter les points de blocage. En outre, les unités de méthanisation sont des projets dont le montage est complexe, tant d'un point de vue administratif que technique.

Les signataires s'engagent à **accompagner les porteurs de projet** à chaque étape de sa mise en œuvre, de l'émergence jusqu'à la mise en fonctionnement de l'unité de méthanisation. Cet accompagnement porte notamment sur les volets communication, concertation, financement, réglementaire, technique.

Les signataires diffusent, valorisent et promeuvent les **outils existants,** notamment ceux mis en place dans le cadre du Cercle régional des acteurs de la méthanisation impulsée par la Région Ile-de-France dans le cadre de son Plan Méthanisation et dont le Département est partenaires, et les adaptent au besoin au contexte de la Seine-et-Marne. Ils contribuent si nécessaires à la **création et à la mise en œuvre de nouveaux outils** techniques, financiers et d'accompagnement.

Ils participent à identifier et diffuser, auprès des futurs porteurs de projet et plus largement des territoires, les **expériences réussies** mises en œuvre en Seine-et-Marne ou ailleurs, y compris à l'étranger, en articulation et réciprocité avec les ressources mises à disposition par les outils du Cercle régional.

3. Structurer la filière et accompagner son développement en se basant sur les compétences respectives de chaque acteur dans une logique de coopération

Les signataires s'engagent pour **une filière opérationnelle**, sous tous ses aspects. Ils agissent pour sa **professionnalisation et sa montée en compétences**, tant des porteurs de projet que des bureaux d'études, constructeurs, futurs exploitants et personnels de maintenance des installations.

Les signataires de la présente Charte encouragent, accompagnent et valorisent les **partenariats locaux** des projets de développement de la méthanisation, notamment en matière de **mobilité** (pour les transports en commun avec les collectivités, pour l'approvisionnement des camions en lien avec la filière logistique).

Ils favorisent la **recherche et le développement de nouvelles techniques** de méthanisation, de pratiques culturales et d'utilisation du biogaz.

4. Contribuer à la mise en œuvre du plan d'actions, issu du schéma, animé par le Département

Les signataires de la présente charte s'engagent à accompagner la **mise en œuvre du plan d'actions** annexé à la présente Charte et à **promouvoir ces actions** en Seine-et-Marne et hors Seine-et-Marne.

La gouvernance de la Charte et son plan d'actions

Durée de la Charte

La Charte accompagnée de son plan d'actions, est signée pour une durée de 5 ans (2020-2025). Elle est renouvelable pour 5 ans (2025-2030), après évaluation au regard des indicateurs du plan d'actions.

Instance de pilotage

Le Comité de coordination, constitué des signataires de la charte, est l'instance de pilotage de la charte accompagnée de son plan d'actions. Il valide les ajustements techniques du plan. Le Comité de coordination est piloté par le Département de Seine-et-Marne.

Le Comité de coordination se réunit une fois par an.

Instance de suivi de la charte et du plan d'actions

Le Comité technique a pour rôle le suivi technique de la Charte et du plan d'actions. Il est constitué du référent technique de chaque signataire et peut s'adjoindre ponctuellement la présence d'autres participants. Il vise à préparer le Comité de coordination de la charte. Il peut être le lieu de réflexions sur des sujets techniques spécifiques dans le but de faire progresser la filière.

Le Comité Technique se réunit au minimum une fois par an.

Engagements réciproques

Pour contribuer à la mise en œuvre de la filière dans un climat de coopération, les signataires respectent les engagements suivants :

- Transparence des informations remontées du terrain,
- Respect de la confidentialité sur certaines informations communiquées,
- Instauration d'un dialogue constructif et serein,
- Respect des obligations et compétences des signataires.

Intégration de nouveaux signataires

L'intégration de nouveaux signataires sera assujettie à l'accord du Comité de coordination. Suite à cet accord, et dès lors que l'adhésion du nouveau membre n'a pas de répercussion sur les obligations et droits des signataires déjà engagés, il appartiendra aux nouveaux membres d'approuver et de signer cette charte selon les règles qui leur sont applicables. Les nouveaux membres sont engagés par les clauses de la Charte à compter de leur signature.

Révision de la charte

La charte est révisable à la demande d'un des signataires. L'ajustement technique du plan d'actions, validé par le Comité de coordination, ne constitue pas un motif de révision de la charte.

Ainsi, les signataires s'engagent à renforcer et coordonner leurs actions en faveur des thématiques exposées précédemment afin de contribuer ensemble au déploiement de la méthanisation et faire de la Seine-et-Marne un département engagé dans la transition énergétique avec des objectifs clairement affichés.

Signée à …….…….. Le ……..

La Préfète de Seine-et-Marne	Le Président du Département de Seine-et-Marne
Le Président de la Chambre d'agriculture de région Île-de-France	Pour la Présidente, Le Vice-président chargé de l'écologie et du développement durable de la Région Ile-de-France
Le / La	Le Président de l'UM77
Le Président du SDESM	Le / La ….
Le Délégué territorial GRTGaz Val de Seine	

Energie, Environnement et Agriculture

CapMetha77, vers un territoire exemplaire

Annexe à la charte - Plan d'action

Approuvée par délibération du 2 décembre 2019

<u>Enjeu 1</u> : Consolider et animer un réseau d'acteurs de la méthanisation en Seine-et-Marne pour le développement de la filière et pour positionner la Seine-et-Marne comme un département précurseur et volontariste sur la méthanisation

Pour favoriser la concrétisation des projets en cours et l'émergence de futurs projets, la stratégie départementale doit veiller à assurer ***la mise en réseau*** *de tous les acteurs de la filière et des porteurs de projet, afin de poursuivre la professionnalisation et la montée en compétence de la filière, tant des porteurs de projet que des bureaux d'études, constructeurs, futurs exploitants et personnels de maintenance des installations. Ce réseau actif permettra également de valoriser et diffuser l'ambition politique forte des acteurs du territoire en faveur de la méthanisation au regard de ses atouts pour l'environnement, le cadre de vie, l'économie et la résilience des territoires.*

1.1. Fédérer l'ensemble des acteurs impliqués

Action 1	Élaborer et animer une charte partenariale pour accélérer le développement de la méthanisation en Seine-et-Marne
Action 2	Animer un réseau permanent à l'échelle départementale,

Action 1 : Élaborer et animer une charte partenariale pour accélérer le développement de la méthanisation en Seine-et-Marne

Niveau de priorité
Fort

Calendrier prévisionnel
3ème trimestre 2019 : Rédaction et signature de la charte A partir du 1er trimestre 2020 : Animation de la charte

Description
La charte départementale, initiée par le Département Seine-et-Marne en lien avec la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France, s'inscrit dans une politique volontariste et exemplaire de développement de la méthanisation dans le département de Seine et Marne, plus particulièrement en faveur de la méthanisation à la ferme. Elle formalise l'engagement des acteurs autour d'un objectif commun : atteindre avec le biogaz issu de la méthanisation 75% d'autonomie pour le gaz à usage résidentiel dès 2030 soit alimenter les besoins à hauteur de 2 500 GWh/an, l'équivalent de 100 sites de méthanisation (cet objectif tenant compte du scénario pour le renforcement de l'efficacité énergétique de la Région), et contribuer à une mobilité décarbonée au BioGaz Naturel Véhicule. Elle **fédère les acteurs** de la filière méthanisation, **favorise les synergies**, **valorise** l'action collective et individuelle, **promeut et diffuse les bonnes pratique**s, au service d'un développement exemplaire de la méthanisation. La charte est signée pour une durée de 5 ans renouvelable après évaluation. Elle est pilotée par un Comité de coordination.

Acteurs	
Pilote	▪ Département Seine-et-Marne
Autres acteurs potentiellement mobilisables	▪ Autres signataires de la charte (Région Ile-de-France, ADEME, Chambre d'agriculture de région Ile-de-France, Préfecture de département, Union des Maires et des Présidents des EPCI 77, SDESM, GRDF, GRT Gaz)

Financement	
Budget prévu	▪ Moyens humains à préciser
Financeurs	▪ CD77 (pour mise à dispo moyens humains)

Indicateur(s) de suivi / réalisation
Tenue du comité de coordination annuel (o/n)

Évolution de la production de biogaz par méthanisation (en GWh/an) et niveau d'atteinte de l'objectif de 75% d'autonomie gaz issue du biométhane à horizon 2030 pour les usages résidentiels

Action 2 : Animer un réseau permanent à l'échelle départementale

Niveau de priorité
Forte

Calendrier prévisionnel
1er trimestre 2020 : Mobilisation des acteurs, création du réseau et définition des rôles de chaque membre A partir du 2ème trimestre 2020 : Organisation de rencontres du réseau

Description
Le confortement, le développement et l'animation d'un réseau permanent sur le département se mènera en déclinaison de l'animation des acteurs de la méthanisation à l'échelle régionale, dans un esprit de coopération et de réciprocité via le Cercle régional des acteurs de la méthanisation. Pour assurer la mise en réseau des acteurs de la filière, la création d'un réseau permanent en Seine-et-Marne facilitera les échanges entre les porteurs de projets et les acteurs opérationnels de la filière. Au-delà de l'identification des acteurs et des projets, le réseau permettra d'avoir une vision d'ensemble de la filière et des potentiels de développement à l'échelle du territoire. Parmi les acteurs de la filière qui constituent le réseau on retrouve en premier lieu les signataires de la charte CapMétha77. Il est aussi ouvert à d'autres acteurs, notamment ceux en lien avec le secteur de la formation. La construction du réseau est mise en œuvre en lien avec la Communauté départementale de la transition énergétique (CDTE). Les rencontres des membres du réseau ont pour objectif de favoriser le partage d'expériences et de communiquer autour des projets. Il peut, à ce titre, conduire des réflexions en lien avec la Commission de facilitation des projets d'énergies renouvelables pilotée par les services de l'État.

Acteurs	
Pilote	▪ Département Seine-et-Marne / Région Ile-de-France
Autres acteurs potentiellement mobilisables	▪ Autres signataires de la Charte CapMétha77 ▪ CDTE ▪ Ministère de l'agriculture et de l'alimentation ▪ DRIEE

	▪ DRIAAF ▪ Porteurs de projets ▪ Constructeurs ▪ Bureaux d'études

Financement	
Budget prévu	▪ Temps humains
Financeurs	▪ A la discrétion de chaque acteur

Indicateur(s) de suivi / réalisation
Nombre de réunions techniques

1.2. Partager les compétences du réseau

Action 3	Contribuer à la mise en œuvre des groupes de travail thématique dans le cadre du Cercle régional des acteurs de la méthanisation
Action 4	Contribuer à l'événement annuel régional sur la méthanisation
Action 5	Définir la stratégie de communication des signataires

Action 3 : Contribuer à la mise en œuvre des groupes de travail thématique dans le cadre du Cercle régional des acteurs de la méthanisation

Niveau de priorité
Fort

Calendrier prévisionnel
Suivant calendrier Cercle régional des acteurs de la méthanisation

Description
Le Cercle régional des acteurs de la méthanisation prévoit, comme l'un de ses moyens d'action, la mise en place de groupes de travail thématiques. Ils visent, en fonction des besoins identifiés par les acteurs, à apporter des pistes de solutions aux problématiques rencontrées par les porteurs de projet ou plus globalement pouvant freiner un développement exemplaire de la filière, par exemple en lien avec le respect de la réglementation ou encore la mise en œuvre de bonnes pratiques. La présente action vise à accompagner le Cercle régional pour l'organisation et la tenue de ces groupes de travail, en lien avec le réseau d'acteurs départemental. Ainsi, un des signataires de la charte, et plus particulièrement le Département, pourrait piloter un groupe dont la problématique serait particulièrement en lien avec un enjeu départemental. Suivant les sujets traités, certains groupes de travail pourraient être délocalisés, et notamment en Seine-et-Marne, auquel cas le réseau départemental serait particulièrement mobilisé.

Acteurs	
Pilote	▪ Département de Seine-et-Marne / Cercle régional
Autres acteurs potentiellement mobilisables	▪ Acteurs du réseau départemental

Financement	
Budget prévu	▪ Moyens humains
Financeurs	▪ /

Indicateur(s) de suivi / réalisation
Nombre de groupes de travail pilotés par un des signataires de la charte **Nombre de groupes de travail délocalisés en Seine-et-Marne**

Action 4 : Contribuer à l'événement annuel régional sur la méthanisation

Niveau de priorité
Moyen

Calendrier prévisionnel
Suivant calendrier Cercle régional des acteurs de la méthanisation

Description
Le Cercle régional des acteurs de la méthanisation prévoit, comme l'un de ses moyens d'action, l'organisation d'un événement annuel sur la méthanisation, qui permettra de rassembler les différents acteurs de la filière méthanisation francilienne, voire au-delà, de partager les actualités et d'appuyer le dynamisme de la filière. Le Département s'impliquera en tant que co-pilote de l'événement lorsque celui-ci sera organisé en Seine-et-Marne. Dans les autres cas, et sous réserve d'une implication plus forte des autres signataires de la Charte laissée à leur libre appréciation, le Département et ses partenaires seront associés en tant que membres du réseau d'acteurs régional.

Acteurs	
Pilote	▪ Cercle régional, associé au Département Seine-et-Marne pour les événements se déroulant en S&M
Autres acteurs potentiellement mobilisables	▪ Signataires de la charte CapMétha77 ▪ Autres acteurs à définir au cas par cas

Financement	
Budget prévu	▪ A définir pour les événements ayant lieu en Seine-et-Marne
Financeurs	▪ A définir pour les événements ayant lieu en Seine-et-Marne

Indicateur(s) de suivi / réalisation
Nombre d'événements annuels ayant eu lieu en Seine-et-Marne **Nombre de participants à l'événement annuel (pour tout lieu d'organisation)**

Action 5 : Définir la stratégie de communication des signataires

Niveau de priorité
Fort

Calendrier prévisionnel
Démarrage dès signature de la charte

Description
L'objet de cette action est de définir la stratégie de communication, intra et extra territoriale pour faire connaître et valoriser la démarche, en s'appuyant sur la charte comme document d'intention. Cette stratégie vise à apporter de la cohérence dans la communication mise en œuvre par chacun des signataires pour communiquer dans sa sphère sur la méthanisation (quels message communiqués, à quel moment, sur quels supports, par qui…). Elle est également mise en place dans un objectif d'optimisation des moyens à y consacrer. La stratégie est à élaborer en lien avec la plateforme internet développée par le Cercle régional des acteurs de la méthanisation, outil de communication à destination des acteurs de la filière (partage des actualités franciliennes et des informations de références pour les porteurs de projet, sensibilisation du grand public). Toute référence à un acteur / actions d'un acteur dans la communication d'un autre acteur devra faire l'objet d'une validation par l'acteur concerné. Un marqueur graphique commun CapMétha77 signera toute communication mise en œuvre par l'ensemble des signataires en lien avec cette charte.

Acteurs	
Pilote	▪ Département Seine-et-Marne / Cercle régional des acteurs de la méthanisation
Autres acteurs potentiellement mobilisables	▪ Signataires de la charte CapMétha77 ▪ Seine-et-Marne Attractivité

Financement	
Budget prévu	▪ A la discrétion de chaque acteur
Financeurs	▪ A la discrétion de chaque acteur

Indicateur(s) de suivi / réalisation
État d'avancement de la stratégie de communication

<u>Enjeu 2 :</u> Favoriser l'acceptation locale et l'appropriation des unités de méthanisation

Les acteurs de la filière aident les porteurs de projet à développer des projets envirotannelemnt exemplaires, à l'intégrer dans leur territoire et à prendre en compte les attentes des riverains, afin d'en favoriser l'acceptation locale.

*Pour une bonne appropriation du projet et l'inscrire dans le projet du territoire (notamment dans les documents cadre tels que Plans climat air énergie territoriaux, Plan local d'urbanisme), les acteurs locaux, de tout niveau, sont à impliquer dès l'amont du projet. En effet, **élus, habitants, associations…** tous sont concernés et sont à associer (communication et concertation) aux différentes étapes clés du projet d'unité de méthanisation, et également pendant sa phase de fonctionnement.*

2.1. Prendre en compte les enjeux environnementaux et sociétaux dès l'amont du projet

Action 6	Réaliser un guide pour l'insertion paysagère des unités de méthanisation
Action 7	Créer une cellule de veille, d'information et de communication sur le retour au sol

Action 6 : Réaliser un guide pour l'insertion paysagère des unités de méthanisation

Niveau de priorité
Fort

Calendrier prévisionnel
4ème trimestre 2019 : Lancement des travaux Fin du 1er semestre 2020 : Diffusion du guide

Description
L'insertion des sites dans leur environnement est un des facteurs clé de la réussite d'un projet et de son acceptation locale en Seine-et-Marne, compte-tenu du nombre de projets émergents. Si des guides d'insertion paysagère existent déjà, il est néanmoins important qu'un guide spécifique pour la Seine-et-Marne soit réalisé, pour qu'il soit adapté aux enjeux paysagers du département. Il s'appuiera notamment, pour le référentiel des paysages, sur l'Atlas des paysages de Seine-et-Marne, réalisé par le Département. Outre une diffusion sur les canaux propres à chacun des signataires de la charte CapMétha77, le guide sera versé comme ressource sur la plateforme internet du Cercle régional des acteurs de la méthanisation. Ce travail sera conduit en étroite collaboration avec le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de Seine-et-Marne (CAUE 77), les services de la DDT et la Commission de facilitation des projets d'énergies renouvelables piloté par l'Etat (DDT) dans le cadre de son action visant à lever les blocages réglementaires en lien avec les documents d'urbanisme (doctrine en cours d'élaboration par les services de l'Etat), ainsi que l'Institut Paris Région.

Acteurs	
Pilote	▪ Département de Seine-et-Marne
Autres acteurs potentiellement mobilisables	▪ Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de Seine-et-Marne (CAUE77) ▪ Chambre d'agriculture de région Ile-de-France ▪ Architectes des bâtiments de France ▪ DDT ▪ Institut Paris Région

Financement	
Budget prévu	▪ 1 500 €
Financeurs	▪ Département

Indicateur(s) de suivi / réalisation

Avancement du guide

Action 7 : Créer une cellule de veille, d'information et de communication sur la valorisation du digestat retour au sol

Niveau de priorité
Moyen

Calendrier prévisionnel
1er trimestre 2020 : Constituer la cellule et réaliser une veille réglementaire
2ème trimestre 2020 : Recueillir des retours d'expériences sur les pratiques de l'épandage
3ème trimestre 2020 : Communiquer aux porteurs de projet et aux parties prenantes

Description
Le digestat issu du process de méthanisation est valorisé par un retour au sol (épandage). Bien qu'encadrée par la réglementation, cette pratique peut néanmoins être source d'interrogations pour les élus, exploitants et riverains. En réponse à cela, la cellule de veille, d'information et de communication permettra d'identifier et de diffuser les bonnes pratiques en matière de gestion du digestat en amont de l'épandage (stockage, transport), de retour au sol, et ses impacts positifs (sur la qualité agronomique des sols, sur l'économie des exploitations…). L'objet de la veille concernera également le cadre réglementaire, et communiquera sur les retours d'expériences. La cellule de veille pourra s'appuyer sur les travaux de l'INRA, partenaire de la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France sur ce sujet. La veille réglementaire et la communication doivent être réalisées régulièrement afin d'assurer l'actualisation des informations et d'apporter des réponses aux réflexions en cours.

Acteurs	
Pilote	▪ Chambre d'agriculture de région Ile-de-France
Autres acteurs potentiellement mobilisables	▪ Département Seine-et-Marne ▪ Région ▪ DRIEE ▪ DDT ▪ ADEME ▪ AREC ▪ INRA

Financement	
Budget prévu	▪ Moyens humains et budget sur la communication
Financeurs	▪ Département (via convention avec la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France), DRIEE, DDT, ADEME, AREC

Indicateur(s) de suivi / réalisation
Etat d'avancement de la mise en place **Nombre de productions (documents, études, synthèses, communication…), d'interventions (séminaires, salons…)**

2.2. Anticiper les enjeux de concertation et de sensibilisation

Action 8	Développer des outils de sensibilisation à destination des élus et du grand public

Action 8 : Développer des outils de sensibilisation à destination des élus et du grand public

Niveau de priorité
Fort

Calendrier prévisionnel
A partir du 1er trimestre 2020

Description

Les outils proposés s'appuient sur :

1. Un circuit de visites de sites :

Les visites de sites permettent de mieux appréhender les enjeux d'un projet et sont un outil de sensibilisation au processus de méthanisation. Un circuit de visite d'une unité de méthanisation en fonctionnement a un rôle pédagogique pour la bonne compréhension du processus sur un plan technique mais aussi sur l'analyse de cycle de vie de la méthanisation, assurant ainsi la bonne prise en compte des enjeux environnementaux et sociétaux. Elle peut cibler différents publics, élus, habitants, associations, scolaires. L'organisation de ces circuits de visite doit tenir compte de la mobilisation de l'exploitant afin de ne pas être trop chronophage et donc être compatible avec son activité professionnelle (répartition des circuits sur plusieurs unités de méthanisation, en veillant à l'équilibre géographique). Elle sera menée en articulation avec les visites de sites prévues par le Cercle régional des acteurs de la méthanisation.

2. Des réunions associant élus locaux, porteurs de projets, associations, habitants :

Les rencontres entre les porteurs de projets et les différents types de publics concernés favorisent l'acceptation locale des projets, par le dialogue qu'elles permettent d'instaurer. Ainsi, l'objet de ces réunions est de donner la possibilité à chacun de s'exprimer sur le projet (conception, bénéfices pour le territoire, attentes des élus et habitants…), ce qui servira ensuite à alimenter des pistes de réflexions constructives pour le porteur de projet. Les retours d'expériences de sites en fonctionnement pourront également être partagés. Ces rencontres, qui seront organisées par les élus des territoires concernés, pourront avoir lieu une fois le projet mûr techniquement, et tout au long des phases de construction et mise en service de l'unité de méthanisation.

3. Une vidéothèque de films pédagogiques sur des unités de méthanisation dans le département :

La diffusion de ces films a une vocation pédagogique, pour faciliter l'appropriation des projets, partager des retours d'expériences, visualiser le projet dans son ensemble. Ces

films peuvent cibler les unités en fonctionnement ou le montage de projets dès l'intention et jusqu'à la mise en route de l'unité. L'intérêt est de mettre en avant la bonne prise en compte des enjeux environnementaux et sociétaux et de révéler des axes prioritaires d'appropriation locale des projets. Ils seront versés comme ressources à la plateforme internet du Cercle régional des acteurs de la méthanisation.

Acteurs	
Pilote	▪ Département de Seine-et-Marne
Autres acteurs potentiellement mobilisables	▪ Autres signataires de la Charte ▪ Seine-et-Marne Attractivité ▪ Seine-et-Marne Environnement ▪ Communes / EPCI

Financement	
Budget prévu	▪ A définir
Financeurs	▪ A définir

Indicateur(s) de suivi / réalisation
Nombre d'installations ayant des circuits de visite **Nombre de vidéos réalisées** **Nombre de réunions publiques organisées par les Communes / EPCI**

2.3. S'appuyer sur les externalités positives du développement de la méthanisation au bénéfice des territoires

Action 9	Promouvoir le développement des stations de gaz GNV et des flottes alimentées au GNV (bus, PL…)
Action 10	Porter et diffuser un argumentaire pour outiller les élus

Action 9 : Promouvoir le développement des stations de gaz bioGNV et des flottes alimentées au bioGNV (bus, PL, …)

Niveau de priorité
Moyen

Calendrier prévisionnel
A partir du 2ème trimestre 2020

Description
La Seine-et-Marne a un potentiel de développement de la filière du bioGNV important aussi bien sur les possibilités d'implantation de stations de gaz par ses activités logistiques importantes, que sur l'usage du bioGNV à travers le dynamisme de la méthanisation agricole. Cette action vise à développer l'usage du bioGNV dans la mobilité, en premier lieu à destination des flottes captives (bus, camions de transport logistique, véhicules pour la collecte des déchets…). Pour ce faire, il s'agira dans un premier temps de conduire un recensement des potentialités de développement (flottes captives publiques / privées, zones d'activités logistiques, actualité concernant le renouvellement des délégations de service public pour les transports par bus par exemple…). Sur cette base, une stratégie de développement sera conduite en travaillant sur plusieurs axes : lobbying auprès des décideurs, accompagnement pour le renouvellement des DSP, développement de clauses spécifiques dans les marchés publics -garanties d'origine par exemple - mise en relation des acteurs pour des marchés mutualisés… Pour chaque unité de méthanisation en projet ou en service, pourra être appréciée la faisabilité d'installer une station GNV (étude d'opportunité en fonction de la situation par rapport au bassin de vie, de zones d'activités…), et si oui, les modalités de financement possible. Dans un premier temps, il s'agira de préciser le périmètre de l'étude, avec l'appui de la DDT sous la forme de l'élaboration d'un pré-cadrage de l'étude. Ces travaux seront menés en collaboration avec les SEM SIGEIF Mobilités et SDESM Energies, dont l'objet est de développer les stations GNV/BioGNV. L'essor des stations bioGNV se base aussi sur un rôle pédagogique, en créant des outils pour faciliter la compréhension du lien entre la méthanisation et mobilité.

Acteurs

Pilote	▪ Département de Seine-et-Marne / SDESM ?
Autres acteurs potentiellement mobilisables	▪ SEM SIGEIF Mobilités ▪ Ile-de-France Mobilité ▪ Établissements publics d'aménagements (EPA) ▪ Syndicats / EPCI compétence collecte déchets ▪ Aménagement 77 ▪ Seine-et-Marne Attractivité ▪ EPCI ▪ GRT Gaz ▪ GRDF ▪ DDT ▪ Logisticiens (syndicat professionnel ?) ▪ SIGEIF

Financement	
Budget prévu	▪ Étude à budgéter suivant périmètre
Financeurs	▪ Département Seine-et-Marne / SDESM ?

Indicateur(s) de suivi / réalisation
Avancement de l'étude **Nombre de stations avec bioGNV présentes sur le territoire**

Action 10 : Porter et diffuser un argumentaire pour outiller les élus

Niveau de priorité
Fort

Calendrier prévisionnel
A compter du 1er trimestre 2020

Description
Il s'agit de fournir aux élus un argumentaire simple, qui leur permettra d'expliquer aux habitants ce qu'est la méthanisation, ce qu'elle peut apporter de positif au territoire pour les habitants et l'environnement, pour l'activité agricole, et en lien avec les Plans climat air énergie territoriaux (PCAET). Il devra également traiter des impacts potentiels de la méthanisation, afin de les objectiver et de prévenir / lever les craintes par les réponses qui y seront apportées (par exemple sur les craintes liées aux odeurs, à la pollution des eaux, aux évolutions du paysage, au trafic routier, la concurrence par rapport à l'usage alimentaire des productions agricoles…).Il pourra prendre la forme d'une Foire aux questions (FAQ), qui listera les questions les plus courantes et les éléments de langage à porter en réponse. Le recueil des questionnements sera constitué sur la base des guides déjà existants. L'Union des Maires et des Présidents d'EPCI de Seine-et-Marne pourra apporter un appui à l'organisation de rencontres avec les élus, par secteur, afin de faire connaître, promouvoir et aider les élus à se saisir de cet outil. L'argumentaire sera versé comme ressource à la plateforme internet du Cercle régional des acteurs de la méthanisation.

Acteurs	
Pilote	▪ Département de Seine-et-Marne
Partenaires et nature de l'engagement (technique, financier… à préciser)	▪ Autres signataires de la Charte CapMétha77 ▪ Communauté départementale de la transition énergétique (CDTE)

Financement	
Budget prévu	▪ Moyens humains
Financeurs	▪ + Budget com (Mise en forme ?)

Indicateur(s) de suivi / réalisation
Avancement de la plaquette argumentaire

<u>Enjeu 3 :</u> Agir pour la professionnalisation de la filière et sa montée en compétence

La bonne connaissance de la filière de valorisation et des unités de méthanisation tant sur le plan technique qu'administratif est un point clé pour la maturité de la filière.
Mettre en cohérence l'offre de formation avec les enjeux du développement de la filière, *en proposant des sessions de formation adaptées aux différents publics concernés (porteurs de projet, acteurs de la filière, étudiants en lycées agricoles) et* ***proposer un suivi des évolutions réglementaires.***

3.1. Proposer une offre de formation aux différents publics concernés et un appui méthodologique aux porteurs de projet

Action 11	Proposer des modules de formation pour toute la filière
Action 12	Réaliser un référentiel des pratiques culturales à destination des agriculteurs visant les Cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE)

Action 11 : Proposer des modules de formation pour toute la filière

Niveau de priorité
Moyen

Calendrier prévisionnel
A compter du 2eme semestre 2020

Description
Afin de répondre aux besoins de formation (des pratiques culturales à la construction, maintenance et gestion des unités de méthanisation) pour le développement de la filière de méthanisation, il s'agit dans un premier temps de recenser les dispositifs existants (formation initiale ou formation continue) et d'apprécier les besoins (qui former et dans quels domaines). Un travail sera conduit avec les organismes de formation sur l'existant, et le cas échéant sur les nouveaux besoins et nouveaux contenus. Des échanges pourront également avoir lieu, en ce sens, avec les services de l'État pour travailler sur les programmes des lycées agricoles et également avec les lycées technologiques. L'offre de formation doit couvrir à la fois les connaissances techniques (construction, fonctionnement et maintenance des unités de méthanisation, pratiques agronomiques…), réglementaires (réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, épandage des digestats…), administratives, pour avoir une vue globale du secteur.

Acteurs	
Pilote	▪ Chambre d'agriculture de région Ile-de-France
Partenaires et nature de l'engagement (technique, financier… à préciser)	▪ Cercle régional des acteurs de la méthanisation ▪ Services de l'État (relation avec les lycées agricoles) ▪ Lycées professionnels ▪ Club biogaz ATEE ▪ GRT Gaz ▪ GRDF

Financement	
Budget prévu	▪ A préciser
Financeurs	▪ A préciser

Indicateur(s) de suivi / réalisation

Nombre de modules de formation existants recensés **Nombre de modules de formation mises en place**

Action 12 : Réaliser un référentiel des pratiques culturales à destination des agriculteurs visant principalement les Cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE)

Niveau de priorité
Fort

Calendrier prévisionnel
1er trimestre 2020 : Recensement des pratiques culturales 2ème trimestre 2020 : Sélection des pratiques culturales et recueil d'expériences 3ème trimestre 2020 : Rédaction du référentiel 4ème trimestre 2020 : Diffusion du référentiel, notamment via l'interface web du Cercle régional des acteurs de la méthanisation

Description
Le référentiel des pratiques culturales est un guide pour le partage des bonnes pratiques, à destination des agriculteurs. Il permet de mettre en lumière les avantages et inconvénients de chaque pratique, de transmettre des connaissances techniques et les pistes d'optimisation des pratiques. Il est ciblé principalement sur les Cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE), qui constituent une ressource essentielle d'alimentation des unités de méthanisation pour atteindre l'objectif fixé pour le département de Seine-et-Marne (75% d'autonomie pour le gaz d'usage résidentiel) sans concurrencer les productions à usage alimentaire. Les CIVE présentent en outre des avantages agronomiques : limitation du lessivage des nitrates, structuration du sol, lutte contre les adventices (compétition pour les ressources), préservation des populations d'abeilles, en cas de plantes produisant du nectar. Par ailleurs, des synergies seront mises en place avec les travaux actuellement en cours sur la valorisation des menues pailles (étude menée par le Département et la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France sur toute la Seine-et-Marne), en s'appuyant notamment sur l'étude réalisée sur le sud seine-et-marnais (étude réalisée par Fermiers du Gâtinais, et financée principalement par Equimeth avec subventions FEADER et ADEME).

Acteurs	
Pilote	▪ Chambre d'agriculture de région Ile-de-France

Partenaires et nature de l'engagement (technique, financier… à préciser)	▪ Cercle régional des acteurs de la méthanisation ▪ Département Seine-et-Marne

Financement	
Budget prévu	▪ A définir
Financeurs	▪ Chambre d'agriculture de région Ile-de-France ▪ Département Seine-et-Marne (via convention)

Indicateur(s) de suivi / réalisation
Avancement du référentiel

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-100

DU 31 JANVIER 2020

BUDGET PARTICIPATIF ÉCOLOGIQUE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives dite Loi Warsmann ;

VU la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-16 du 3 juillet 2018 portant approbation de la Stratégie Energie climat de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2019-047 du 21 novembre 2019 portant actualisation du plan régional «Anti-Bouchon» et pour changer la route en faveur de l'électromobilité ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Île-de-France et son rapport environnement associé ;

VU la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 portant approbation de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2020;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-100 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la mise en place d'un budget participatif écologique dans les domaines d'intérêt majeurs que sont :

- les espaces verts et la biodiversité ;
- le vélo et les mobilités propres ;
- la propreté, les déchets et l'économie circulaire ;
- les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ;
- la santé environnementale.

Article 2 :

Approuve le règlement d'intervention joint en annexe 1 à la présente délibération.

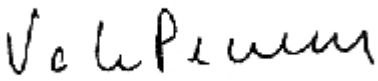
Article 3 :

Approuve la convention type jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Article 4 :

Décide que les projets présentés dans le cadre des règlements d'intervention en vigueur dans les champs visés à l'article 1 pourront faire l'objet d'une prime citoyenne écologique venant majorer de 10 % le plafond de la subvention régionale de droit commun, cette majoration ne pouvant dépasser 300 000 €. Cette subvention sera soumise à l'avis des Franciliens *via* la plateforme Île-de-France Smart Services.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc170613-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : REGLEMENT D'INTERVENTION

Règlement d'intervention
Budget participatif écologique
dédié aux projets des associations de franciliens

I – OBJECTIFS

La Région a pour objectif de permettre la réalisation de projets proposés par des citoyens structurés en personnalités morales sises en Île-de-France (associations…).

II – CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. Bénéficiaires

Toutes les personnalités morales sises en Île-de-France (associations…) sont éligibles dès lors que la réalisation du projet est localisée en Île-de-France.

b. Projets éligibles

Les projets déposés devront répondre aux critères d'éligibilité suivants :

1. le projet est localisé en Île-de-France ;
2. le projet doit répondre à l'intérêt général et avoir une visée collective ;
3. le projet doit avoir pour objectif de contribuer :

- aux espaces verts et à la Biodiversité ;
- au vélo et aux mobilités propres ;
- à la propreté, à la prévention et la gestion des déchets et à l'économie circulaire ;
- aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ;
- à la santé environnementale.

4. Le projet proposé ne doit pas :

- être contraire à la règlementation en vigueur ;
- être discriminatoire, diffamatoire, contraire à l'ordre public ;
- être contraire au principe de laïcité ;
- générer un conflit d'intérêt ;
- présenter une incompatibilité avec un projet ou un dispositif d'intervention voté par la Région, un marché public conclu ou un appel d'offres en cours ;
- correspondre à une action de lobbying à visée commerciale ou à une action à visée politique.

5. Le projet doit être techniquement et juridiquement réalisable, et suffisamment précis pour être estimé juridiquement, techniquement et financièrement lors de l'instruction ;

6. L'aide régionale est au minimum de 1 000 € et au maximum de 10 000 € avec un taux de subvention pouvant atteindre 100 %, avec une avance pouvant elle-même être de 80%.

7. Les dépenses de fonctionnement (salaires, frais divers...) ne sont pas éligibles au budget participatif écologique. **Seules les dépenses d'investissement sont éligibles**.

c. Sélection des projets

Les projets doivent être déposés sur la plateforme Île-de-France Smart Services selon le format disponible sur la plateforme.

Les pièces nécessaires à la constitution du dossier seront listées sur la plateforme Île-de-France Smart Services. Il sera notamment nécessaire de fournir :

- une description du projet ;
- une justification des dépenses estimées ;
- un plan de financement ;
- les éventuels cofinancements du projet ;
- l'adresse du siège social de l'association qui porte le projet ;
- les statuts de l'association ;
- un à trois visuels représentant le projet si cela se justifie ;
- un résumé de 10 à 20 lignes de présentation du projet, destiné à sa publication ;

Seuls les dossiers complets, seront instruits par les services compétents de la région.

L'accord du maire de la commune où est prévu l'investissement sera requis au moment de l'instruction.

Une commission d'admissibilité dont la composition sera arrêtée par un arrêté de la Présidente de la Région s'assurera que les projets répondent aux conditions d'éligibilité et qu'ils sont compatibles avec les compétences, priorités et stratégies régionales en vigueur votées par le conseil régional. Cette commission d'admissibilité sera composée d'élus de la majorité, d'élus de l'opposition et de personnalités qualifiées. Elle se prononcera en particulier sur l'intérêt général, social et environnemental des projets et veillera à leur juste équilibre géographique.

Les projets retenus par cette commission seront proposés au vote des Franciliens.

Le vote se déroulera sur la plateforme Île-de-France Smart Services.

III – MODALITES DE FINANCEMENT

L'attribution de la subvention relève de la compétence de l'assemblée délibérante.

L'aide régionale pour les projets retenus à l'issue du vote des franciliens pourra aller jusqu'à 100 % des dépenses et sera plafonnée à 10 000 euros.

En outre, une avance de 80 % du montant attribué pourra être versée, si le porteur de projet en fait la demande, dans les conditions prévues par la convention.

IV – ENGAGEMENT DES PORTEURS DE PROJET

Les projets retenus dans le cadre du budget participatif écologique doivent être mis en œuvre dans l'année suivant l'attribution de l'aide régionale par l'assemblée délibérante.

Les porteurs du projet s’engagent à signer, respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité adoptée par le conseil régional (n° CR 2017-51), dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire est exempté de l’obligation de recrutement de stagiaires ou d’alternants.

ANNEXE 2 : CONVENTION TYPE EN INVESTISSEMENT

CONVENTION INVESTISSEMENT N°xxxxx
BUDGET PARTICIPATIF ECOLOGIQUE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N° CPXX du XX**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **XXXXX**
dont le statut juridique est : **XXXXX**
N° SIRET : XXXXX
Code APE : **XXXXX**
Représenté(e) par **XXXXXXX**
dont le siège social est situé au : **XXXXXX**
ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

d'autre part,

PREAMBULE :

L'attribution par la Région de toute subvention et son versement respectent les règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération **N° CP xxxx-xxxx du xxxxxx**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention. L'aide régionale est au minimum de 1 000 € et ne pourra dépasser 10 000 € maximum.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une **subvention d'investissement** correspondant à **xxxx %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **xxxxx €,** soit un montant maximum de subvention de **xxxxx €.**

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : BASE DE CALCUL

Conformément à l'article 20 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « Hors TVA ».
Cependant, lorsque l'organisme subventionné justifie, soit qu'il ne récupère pas tout ou partie de la TVA, soit qu'il n'est pas éligible au fonds de compensation de la TVA (FCTVA), le montant de la subvention est calculé à partir des dépenses « TVA incluse ».

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 3-1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » ;
- conserver pendant 10 ans les documents administratifs, comptables et toutes pièces justificatives liés au projet financé par la Région, y compris le présent contrat qui ne fera l'objet d'aucune reproduction, sauf circonstances exceptionnelles ;
- supporter les conséquences financières des décisions des institutions européennes en cas de manquement à la réglementation relative aux aides d'Etat portant sur la subvention régionale.

ARTICLE 3.2 - OBLIGATIONS RELATIVES À LA CHARTE RÉGIONALE DES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITÉ

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.3 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;

- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;

- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4-1 : ELIGIBILITÉ DES DÉPENSES

La subvention régionale prend en compte les dépenses liées aux opérations qui ont débuté à compter de la date de démarrage définie dans la fiche projet précitée, jusqu'à l'achèvement de l'opération qui fait l'objet de la présente convention, sauf s'il est fait application des règles de caducités définies à l'article 4-2 ci-dessous.

ARTICLE 4-2 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Région une demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 1 année pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4-3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme.

4.3.1 - Versement d'avance

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avance à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle et sur présentation des documents justificatifs suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

4.3.2 - Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet,

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées,

- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux,

- le rapport final de l'étude si la subvention porte sur des études,

- le compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité mentionné à l'article 2.2 de la présente convention,

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- une demande de versement de subvention signée, datée par le bénéficiaire et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée,

- une copie des factures acquittées relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet,

- un état récapitulatif des dépenses signé, daté par le bénéficiaire et revêtu du cachet de l'organisme qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. L'état récapitulatif doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,

- l'attestation d'achèvement des travaux signée et datée du bénéficiaire si la subvention porte sur des travaux,

- le rapport final de l'étude si la subvention porte sur des études,

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

ARTICLE 4-4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire est inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 précité. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 5 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à savoir la date de Commission Permanente d'attribution.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2 de la présente convention.

ARTICLE 6 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 7 – SUIVI DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire informe la Région de la date du commencement et de celle de la fin d'exécution de l'opération, afin de dresser le bilan des actions et travaux réalisés.

ARTICLE 8 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 - RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Par ailleurs, à l'issue de la réalisation de l'objet de la présente convention, le bénéficiaire s'engage à communiquer tout élément permettant d'avoir un suivi financier et technique suite à la livraison de l'opération durant 2 ans, sous peine de la restitution de toute ou partie de la subvention perçue.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 3 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **n° CP xxxxx du XXXXX.**

ARTICLE 11 - LITIGE

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à SAINT-OUEN en 2 exemplaires originaux,

Le

La Présidente de la REGION ILE DE FRANCE

Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-068

DU 31 JANVIER 2020

RÈGLEMENT D'INTERVENTION DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR LA BIODIVERSITÉ 2020-2030

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L. 110-3 ;... ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;

VU la délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013, relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Île-de-France, abrogée par la délibération n° CR 2019-060 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée, portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 103-16 du 22 septembre 2016, relative à la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides ;

VU La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée par délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2017-50 du 10 mars 2017, portant approbation du Plan Vert ;

VU la délibération n° CR 2017-93 du 23 novembre 2017, portant création de l'Agence Régionale de la Biodiversité ;

VU la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019, relative à la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-068 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Adopte le règlement d'intervention pour la mise en œuvre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030 votée par délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 susvisée ci-jointe en annexe n° 1.

Article 2 :

Décide le lancement d'une première session de l'Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France » au premier semestre 2020.

Article 3 :

Approuve les conventions-type financières relatives aux appels à projet biodiversité investissement et fonctionnement figurant en annexe 2.

Article 4 :

Approuve les conventions-type financières relatives aux réserves naturelles régionales investissement et fonctionnement figurant en annexe 3.

Article 5 :

Approuve la convention-type financière relative aux grands partenariats pour la biodiversité figurant en annexe 4.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167091-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n° 1 : Stratégie régionale pour la Biodiversité 2020-2030 : Règlement d'intervention

STRATEGIE REGIONALE POUR LA BIODIVERSITE
2020-2030

REGLEMENT D'INTERVENTION

Par délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019, la Région Île-de-France a adopté la **Stratégie Régionale pour la Biodiversité 2020-2030**. Incarnation du chef de filât régional, cette Stratégie constitue un document cadre, avec 71 actions portées par la Région et ses partenaires, articulées autour de **4 grandes orientations stratégiques** :

- **Améliorer la santé et le bien-être des Franciliens grâce à la nature**, en agissant sur les sources de pollution et en facilitant l'accès à la nature pour tous ;
- **Faire de la biodiversité un atout économique et d'innovation**, en soutenant des secteurs économiques qui placent la biodiversité au cœur de leurs activités ;
- **Placer la biodiversité au cœur de l'aménagement des territoires**, de la planification à la réalisation des projets ;
- **Protéger la nature**, grâce à la création de nouveaux espaces protégés, à la restauration des continuités écologiques et à la sensibilisation de tous.

Du fait du **caractère transversal** de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité, **l'ensemble des actions et dispositifs sur lesquels s'appuie la Stratégie ne sont pas inclus dans le présent règlement d'intervention** : la mise en œuvre de certaines actions mobilisera des dispositifs de droit commun ayant fait l'objet de délibérations indépendantes.

En complémentarité de ces dispositifs existants, le présent règlement d'intervention fixe les **modalités techniques et financières** du soutien apporté par la Région aux maîtres d'ouvrages dans le cadre de trois dispositifs :

1. **Appel à Projet « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »**
2. **Soutien aux Réserves Naturelles Régionales**
3. **Grands partenariats pour la biodiversité**

Article 1 : Bénéficiaires des subventions régionales

Les bénéficiaires des subventions régionales accordées dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité sont les collectivités territoriales et leurs groupements, les associations, les établissements publics d'aménagement, toute autre personne publique, para publique ou privée intervenant dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée, les bailleurs sociaux publics ou privés.

Article 2 : Actions éligibles et subventions

Les actions et les dépenses susceptibles de bénéficier d'une aide financière régionale au titre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité sont définies dans les alinéas qui suivent.

Les dossiers susceptibles de bénéficier d'une aide régionale sont sélectionnés à l'issue de l'un des dispositifs définis ci-dessous, ou répondent aux conditions des dispositifs

complémentaires afin d'inscrire résolument l'Île-de-France dans les objectifs de reconquête de la biodiversité.

1. Dispositions communes

Les taux d'intervention régionaux définis dans le présent règlement constituent des maxima.

Le projet peut bénéficier de subventions régionales complémentaires pour des objets ou lots distincts au titre de différentes politiques. Il ne peut pas bénéficier, pour un même objet, de subventions cumulées au titre de différentes politiques régionales ou de Parcs Naturels Régionaux.

Le taux cumulé des aides publiques aux collectivités ne peut dépasser 70 % du montant HT des dépenses en investissement et du montant TTC des dépenses en fonctionnement.

Les aides régionales entrant dans le champ de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne devront respecter la réglementation européenne des aides d'Etat.

Conformément aux règles d'attribution des subventions régionales, les projets présentés **ne devront pas avoir commencé** avant l'adoption par la commission permanente des conventions dont ils font l'objet.

Le dépôt d'un dossier de demande de subvention ne vaut pas promesse de subvention et le fait qu'un projet soit éligible ne vaut pas attribution de subvention. La subvention de la Région est décidée par son assemblée délibérante, qui fixe son taux et son montant maximum, sous réserve des fonds régionaux disponibles, dans la limite du budget régional et sur approbation de sa commission permanente.

2. Appel à Projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France »

Le présent Appel à Projets comporte un règlement dédié qui précise les critères d'éligibilité attendus, ainsi que le calendrier à respecter.

Il propose d'accompagner techniquement et financièrement les actions concourant à la mise en œuvre des objectifs de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité et du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Il vise à encourager et soutenir les **actions contribuant à préserver et restaurer les espèces, les milieux naturels, les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité**.

Si **l'ensemble des actions en faveur de la biodiversité répondant aux critères d'éligibilité peuvent relever du présent Appel à Projets**, seront valorisées en particulier les initiatives locales s'inscrivant dans **4 thématiques phares** :

Continuités terrestres et collisions : pour résorber les obstacles au déplacement des espèces terrestres, la Région soutiendra les projets qui visent notamment à :

- Faciliter l'identification des points de collision de la faune sauvage ;
- Favoriser les études, travaux et aménagements permettant la préservation des continuités écologiques ;
- Résorber les principaux points de conflit de la faune sauvage et des activités humaines ;

- Favoriser la prise en compte des continuités écologiques dans les documents de planification ;
- …

Pollinisateurs sauvages : essentiels au maintien de la diversité de la flore et à notre alimentation, leur préservation est un enjeu fort en Île-de-France. La Région soutiendra donc des projets qui visent notamment à :

- Améliorer les connaissances sur les pollinisateurs sauvages et leurs habitats ;
- Transférer ces connaissances aux acteurs des territoires ;
- Intégrer des aménagements et des pratiques de gestion favorables aux pollinisateurs sauvages dans les espaces publics, les espaces verts, les espaces naturels urbains et ruraux, les dépendances vertes des infrastructures de transport… ;
- …

Trame noire et faune nocturne : leviers d'action locaux en faveur de la biodiversité, la diminution de la pollution lumineuse et la recréation d'une trame noire ont également des bienfaits forts pour la santé humaine et pour la consommation énergétique locale. La Région soutiendra donc des projets qui visent notamment à :

- Améliorer les connaissances sur la faune nocturne et sur l'impact des pollutions lumineuses sur les espèces ;
- Favoriser l'identification des trames noires dans les territoires et l'élaboration de programmes d'actions pour restaurer les continuités nocturnes ;
- Mettre en place des aménagements favorables à la faune nocturne ;
- …

Nota : le remplacement des luminaires et l'élaboration de documents de planification en matière d'éclairage (Schéma Directeur d'Aménagement Lumière, Plan Lumière…) ne sont pas éligibles au présent Appel à Projets et il est nécessaire de référer au dispositif « Réduction de l'impact de la pollution lumineuse et recréation de trame noire » (n° CP 2020-056).

Biodiversité en milieux ouverts : en complémentarité des dispositifs d'aide aux agriculteurs (Programme de Développement Rural, Pacte Agricole, aides à l'agriculture biologique…), la Région soutiendra les projets franciliens qui visent à :

- Améliorer la connaissance des espèces des milieux ouverts ;
- Mettre en place des plans d'actions pour la préservation d'espèces spécialistes des milieux ouverts ;
- Collaborer avec les agriculteurs pour l'aménagement et la gestion d'infrastructures agroécologiques et d'habitats à fort intérêt écologique ;
- …

Nota : le présent Appel à Projets ne permet pas le versement d'aides directes aux agriculteurs et propose uniquement des aides aux structures relais et accompagnatrices (cf liste des bénéficiaires éligibles).

Dans l'objectif de faire émerger des **dynamiques réelles et ambitieuses** en faveur des milieux et des espèces, seront examinés prioritairement les projets qui s'inscrivent dans une **démarche concertée et pérenne de prise en compte de la biodiversité au sein d'un projet de territoire** (contrats territoriaux Trame Verte et Bleue, stratégies locales de

développement forestier, Territoires engagés pour la Nature, chartes forestières, territoires agri-urbains…).

DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses éligibles au titre de l'Appel à Projets sont les suivantes :

- **Planification et déclinaison territoriale** : cartographie de la Trame Verte et Bleue, programmes d'actions pour la restauration des milieux ou des continuités écologiques, plans de gestion des milieux naturels… ;
- **Etudes pré-opérationnelles** : études diagnostics sur les milieux naturels et les espèces, études de faisabilité et de conception permettant de définir les travaux à mener… ;
- **Restauration** : travaux et aménagements favorables à la biodiversité, plantations (haies, prairies mellifères…), passages à faune, nichoirs, réouvertures de milieux, renaturation de milieux, signalétique… ;
- **Gestion** : entretien des milieux naturels, entretien de végétation, lutte contre les espèces envahissantes… ;
- **Connaissance** : atlas de la biodiversité communale, inventaires faune et flore, suivis de populations d'espèces, suivis de milieux naturels, programmes de recherche… ;
- **Animation** : démarches de concertation, mise en réseau d'acteurs, formation…

MODALITES DE FINANCEMENT

Territoire d'intervention

Ces aides peuvent être attribuées sur l'ensemble du territoire francilien.

Les aides régionales accordées concernent les opérations situées sur le domaine public en conformité avec les obligations administratives nécessaires. Lorsque les opérations concernent le domaine privé, elles doivent obligatoirement avoir fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique ou d'une Déclaration d'Utilité Publique ou d'Intérêt Général. Les conditions d'entretien doivent alors être précisées et contractualisées par une convention.

Taux de subvention et plafonds

Pour les dépenses en **investissement**, le taux de subvention est fixé à **70% maximum** du montant des dépenses subventionnables. Le montant maximum de la subvention régionale est plafonné à 200 000€.

Pour les dépenses en **fonctionnement**, le taux de subvention est fixé à **50% maximum** du montant des dépenses subventionnables. Le montant maximum de la subvention régionale est plafonné à 20 000€ toutes taxes comprises, bénévolat exclu.

Récapitulatif des taux et plafonds de subvention

	Investissement	**Fonctionnement**
Taux d'intervention maximum	**70%**	**50%**
Plafond de la subvention	200 000€	20 000€ TTC

Les dépenses en fonctionnement et en investissement feront l'objet d'aides distinctes ; toutefois, les maîtres d'ouvrages sont invités à ne déposer qu'un seul dossier détaillant l'ensemble de leurs actions.

DEMARCHES

Dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comprendre au minimum les pièces suivantes :

Pièces administratives :

- Un courrier de saisine adressé à la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;
- La délibération de la collectivité ou la décision du conseil d'administration du maître d'ouvrage approuvant l'opération et sollicitant les aides financières de la Région , les délibérations et le cas échéant la convention, lorsque l'un des maîtres d'ouvrage délègue la maîtrise d'ouvrage à une autre collectivité ;
- Avis de la commune si le projet est porté par un autre maître d'ouvrage que la collectivité ;
- Un certificat de non récupération de la TVA le cas échéant ;
- Un RIB ;
- Le numéro de SIRET ;
- La fiche SIREN ;
- Une lettre d'engagement de la structure à embaucher un ou plusieurs stagiaires pour une durée minimum de deux mois, conformément à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » adoptée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 ;
- La Charte Régionale des Valeurs de la République et de la Laïcité signée, pour tous les porteurs de projets, **à l'exception des collectivités territoriales et de leurs groupements, et des établissements publics**.

Pièces techniques :

- Un mémoire explicatif **détaillé** du projet, ou une étude de faisabilité, précisant notamment les gains attendus en matière de biodiversité ;
- Tout élément graphique permettant d'apprécier le projet (dossier photographique, plan masse, plan cadastral, situations projetées…) ;
- Un devis estimatif détaillé du projet ;
- Un plan de financement détaillé du projet ;
- Le calendrier prévisionnel de réalisation du projet, le projet ne devant pas démarrer avant la date de la Commission permanente d'attribution des subventions. Toute demande de dérogation de démarrage anticipé du projet ne peut être accordée qu'à titre exceptionnel, et devra être accompagnée par un courrier motivant la demande de la dérogation ;
- Le respect des mesures d'accompagnement d'ordre administratif ou réglementaire.

Pour les associations :

En plus des éléments précédemment énoncés, le dossier devra comprendre également :

- La copie des statuts de l'organisme ;
- La copie certifiée du compte de résultats et du bilan du dernier exercice certifié par un commissaire aux comptes si nécessaire ;
- Les références des opérations réalisées en tant que porteur de projet.

Dépôt du dossier
Les porteurs de projet peuvent présenter leurs dossiers de candidature toute l'année. Les dossiers reçus seront examinés lors de deux sessions d'Appel à Projets chaque année. Les dates limites de réception pour chaque session et les modalités d'envoi du dossier de candidature sont définies sur la plateforme des aides régionales « mes démarches ». Tout dossier non déposé à la date de clôture ne sera pas instruit pour cette session de l'Appel à Projets.

Instruction du dossier
Un comité de programmation sera chargé de l'examen des projets. Ce comité, présidé par le Vice-président en charge de l'écologie, du développement durable et de l'aménagement, associe l'Agence Régionale de la Biodiversité et les services de la Région. Le comité de programmation veille à la qualité des dossiers et à la répartition équilibrée des projets sur le territoire francilien.
La commission permanente (CP) du conseil régional désigne ensuite les initiatives lauréates, le montant de la dotation régionale prévisionnelle et approuve les conventions financières correspondantes.

3. Soutien aux Réserves Naturelles Régionales

Territoires protégés au cœur de l'Île-de-France, les **Réserves Naturelles Régionales** sont des outils indispensables pour préserver un patrimoine naturel remarquable et menacé (biologique, géologique et paléontologique) et le valoriser auprès du grand public et en sensibilisant les Franciliens.
A la croisée de plusieurs objectifs prioritaires de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité, la Région s'engage aux côtés des gestionnaires et affirme son soutien aux Réserves Naturelles Régionales, selon les modalités d'intervention détaillées ci-après.

DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses éligibles au titre du soutien aux Réserves Naturelles Régionales sont les suivantes :

- La réalisation d'études et d'inventaires permettant d'améliorer la connaissance des milieux, des espèces et de leur évolution (état initial ou suivi) ;
- Les études préalables au classement (études de faisabilité, prospective foncière, définition du périmètre cohérent de gestion…) ;
- L'élaboration et l'évaluation du plan de gestion ;
- Les opérations contribuant à la gestion de la réserve, comprenant :
    - Les travaux d'aménagement : travaux généraux de réhabilitation, ouverture de milieux, plantations, acquisition d'animaux pour pâturage, clôtures, création de cheminements, restauration écologique de berges, étrépage, création de bandes enherbées… L'opération peut inclure un dispositif de suivi des actions de restauration mises en œuvre.
    - Les travaux d'entretien : pâturage par convention de gestion, fauchage, débroussaillage…
    - Les équipements et outils de sensibilisation nécessaires pour l'accueil du public : mobilier de signalétique, structures d'accueil, observatoires, sentiers d'interprétation, mobilier pédagogique, supports d'animation (malles pédagogiques, jeux, maquettes, petit matériel tel que jumelles, épuisettes,

loupes…), supports de communication (dépliants, affiches, kakemonos, panneaux d'exposition, site internet…)…

- L'animation, la surveillance et la gestion conservatoire.

CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES

Les opérations d'aménagement et d'entretien soutenues doivent être **inscrites au projet de plan de gestion ou plan de gestion approuvé**, à l'exception des travaux urgents à titre conservatoire.

Les structures d'accueil légères seront privilégiées, sauf projet pédagogique particulièrement développé. Les aménagements devront respecter la réglementation en vigueur en matière d'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

L'animation, la surveillance et la gestion conservatoire peuvent être soutenues par la Région sous condition d'établissement d'une convention de gestion, renouvelable, entre la Région et le gestionnaire.

La réalisation d'inventaires du patrimoine naturel et l'animation dans le cadre de l'éducation à l'environnement sur une réserve peuvent aussi être menées par une association selon des modalités définies par le gestionnaire. Le cas échéant, la convention de gestion précise les partenariats possibles ou envisagés.

MODALITES DE FINANCEMENT

Le **taux de subvention** est plafonné à :

- **70% maximum** des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les **Réserves Naturelles Régionales non situées sur des propriétés régionales**.
- **100% maximum** des dépenses subventionnables relevant de crédits d'investissement et de fonctionnement pour les **Réserves Naturelles Régionales situées sur les propriétés régionales**.

Le **montant maximum de la subvention régionale** est plafonné à :

- 80 000€ par an pour les inventaires ;
- 70 000€ par étude de faisabilité, d'élaboration et d'évaluation de plan de gestion, sauf déplafonnement accordé pour un site de grande taille ou complexe (multi-sites, contexte foncier ou juridique, contexte nécessitant des expertises complémentaires) ;
- 400 000€ pour les opérations d'aménagement du site, sauf déplafonnement accordé pour un projet d'ambition exceptionnelle ou lié à des conditions naturelles de réalisation difficile ;
- 80 000€ par an et par poste budgétaire de fonctionnement pour la gestion conservatoire ;
- 70 000€ par an et par poste budgétaire de fonctionnement pour l'animation et la surveillance du site.

Dans le cas où le site serait en partie ou en totalité en périmètre Natura 2000, il sera privilégié la mise en œuvre des actions prévues dans le document d'objectifs par la signature d'une charte ou d'un contrat Natura 2000 mobilisant des crédits européens.

4. Grands partenariats pour la biodiversité

Dans un esprit de cohérence, d'efficacité et de pertinence de l'action, la Région soutient des partenaires qui mènent, à leur initiative et sous leur responsabilité, des projets d'ampleur régionale contribuant à la mise en œuvre des objectifs de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité.

Ainsi, la Région entend soutenir les structures qui apportent leur concours à :

- La mise en œuvre de grands projets régionaux et l'animation de sites à rayonnement régional ;
- L'amélioration des connaissances à l'échelle du territoire francilien, au travers notamment de la production de données régionales, l'alimentation de l'Observatoire Régional de la Biodiversité et du Système d'Information sur la Nature et les Paysages, la mise à jour des Listes Rouges Régionales ;
- L'expertise scientifique au service des instances régionales (CRB, conseils scientifiques des RNR, des PNR, comité des partenaires de l'ARB, CSRPN…) ;
- La formation des acteurs régionaux et l'animation des réseaux de naturalistes franciliens, notamment au travers des écoles régionales ;
- La valorisation des actions franciliennes vertueuses et opérations innovantes en faveur de la biodiversité.

MODALITES DE FINANCEMENT

La pertinence des projets de partenariat sera évaluée par les services régionaux au regard des priorités en matière de biodiversité, de l'intérêt régional du projet et des disponibilités financières de la Région. Les partenaires devront présenter un **programme d'actions détaillé concourant à la réalisation des objectifs régionaux en matière de biodiversité**.

L'aide régionale au titre des grands partenariats pour la biodiversité fait l'objet d'une **convention fixant les objectifs du partenariat ainsi que les montants et modalités** de versement de la subvention régionale, qui sera présentée au vote en commission permanente.

Article 3 – Conditions administratives d'éligibilité

Les bénéficiaires des aides s'engagent à respecter les conditions générales des aides versées par la Région Île-de-France :

- En matière d'information relative à ce soutien par affichage public avec l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale ;
- En matière de recrutement de stagiaires conformément à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » adoptée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 ;
- En matière de laïcité avec la signature de la Charte Régionale des Valeurs de la République et de la Laïcité signée, pour tous les porteurs de projets, à l'exception des collectivités territoriales et de leurs groupements, et des établissements publics.

Les bénéficiaires des aides s'engagent également à **valoriser les actions ciblées par la subvention dans le cadre d'un livrable associant la Région**. De plus, ils s'engagent à informer suffisamment en amont la Région de tous les évènements, manifestations et opérations de valorisation des actions menées dans le cadre de la convention afin que celle-ci puisse le cas échéant être représentée.

Annexe n° 2 : Convention-type financière Appel à projet Biodiversité investissement et fonctionnement

CONVENTION

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° XXX (DELIBERATION APPROUVANT LA SUBVENTION),
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : BENEFICIAIRE
dont le statut juridique est : XXX
N° SIRET : XXX
Code APE : XXX
dont le siège social est situé au : XXX
ayant pour représentant REPRESENTANT
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Appel à projet Biodiversité - investissement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP XXXX-XX du XXXXXXXXXX

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente : TITRE FICHE PROJET (référence dossier n°XXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX,XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».
Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 12 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité préservation de la biodiversité.

Dans le cadre de son projet, le bénéficiaire participe à l'enrichissement de l'observatoire régional de la biodiversité et de programmes publics de connaissance et conservation du patrimoine naturel par la saisie et le transfert de données naturalistes. Le bénéficiaire veillera à transmettre à l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) :
- les données-sources ou les données élémentaires d'échange

- les métadonnées, les rapports d'études ou données de synthèse. Ces derniers seront aussi transmis à la Région Ile-de-France.
Il reviendra au bénéficiaire de se rapprocher de l'ARB pour connaître les conditions, délais et formats des données et métadonnées répondant aux exigences de l'observatoire régional. L'ensemble des informations obtenues dans le cadre du projet sera dûment référencé par le bénéficiaire dans le système d'information sur la nature et les paysages (SINP), en complétant le formulaire mis en place par l'ARB sur son site Internet. Le bénéficiaire devra ainsi :
- soit transmettre à l'ARB les données élémentaires d'échange au format standard SINP et saisir les métadonnées sur le site Internet de l'ARB ;
- soit rentrer directement les données-source et métadonnées dans l'outil « CETTIA » (outil de saisie et base de données proposé par l'ARB, compatible au format SINP et intégrant les données de programmes publics), en informant la Région Ile-de-France de cette saisie.

Le bénéficiaire s'engage à produire et fournir à la Région à l'issue de la réalisation du projet faisant l'objet de la présente convention un bilan de projet.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Le bénéficiaire s'engage en outre à fournir à la Région le compte-rendu annuel de l'organisme et dès l'achèvement de chacune des actions un compte rendu d'exécution.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de XX justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE DE LA CP et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE LA CP.
Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXX du DATE DE LA CP.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le	Le
La présidente du conseil régional d'Île-de-France	Le bénéficiaire TITRE DU REPRESENTANT STRUCTURE
Madame Valérie PECRESSE	REPRESENTANT

CONVENTION

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° XXX (DELIBERATION APPROUVANT LA SUBVENTION),
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : BENEFICIAIRE
dont le statut juridique est : XXX
N° SIRET : XXX
Code APE : XXX
dont le siège social est situé au : XXX
ayant pour représentant REPRESENTANT
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Appel à projet Biodiversité - fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2020-XX du 31 janvier 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : TITRE FICHE-PROJET (référence dossier n°XXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX,XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXXX €. »

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Dans le cadre de son projet, le bénéficiaire participe à l'enrichissement de l'observatoire régional de la biodiversité et de programmes publics de connaissance et conservation du patrimoine naturel par la saisie et le transfert de données naturalistes. Le bénéficiaire veillera à transmettre à l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) :
- les données-sources ou les données élémentaires d'échange
- les métadonnées, les rapports d'études ou données de synthèse. Ces derniers seront aussi transmis à la Région Ile-de-France.

Il reviendra au bénéficiaire de se rapprocher de l'ARB pour connaître les conditions, délais et formats des données et métadonnées répondant aux exigences de l'observatoire régional. L'ensemble des informations obtenues dans le cadre du projet sera dûment référencé par le bénéficiaire dans le système d'information sur la nature et les paysages (SINP), en complétant le formulaire mis en place par l'ARB sur son site Internet. Le bénéficiaire devra ainsi :
- soit transmettre à l'ARB les données élémentaires d'échange au format standard SINP et saisir les métadonnées sur le site Internet de l'ARB ;
- soit rentrer directement les données-source et métadonnées dans l'outil « CETTIA » (outil de saisie et base de données proposé par l'ARB, compatible au format SINP et intégrant les données de programmes publics), en informant la Région Ile-de-France de cette saisie.

Le bénéficiaire s'engage à produire et fournir à la Région à l'issue de la réalisation du projet faisant l'objet de la présente convention un bilan de projet.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
Le bénéficiaire s'engage en outre à fournir à la Région le compte-rendu annuel de l'organisme et dès l'achèvement de chacune des actions un compte rendu d'exécution.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de XX justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE DE LA CP et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE LA CP.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXX du DATE DELA CP.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le	Le
La présidente du conseil régional d'Île-de-France	Le bénéficiaire TITRE DU REPRESENTANT STRUCTURE
Madame Valérie PECRESSE	REPRESENTANT

Annexe n° 3 : Convention-type financière Réserves Naturelles Régionales investisement et fonctionnement

CONVENTION

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° XXX (DELIBERATION APPROUVANT LA SUBVENTION),
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : BENEFICIAIRE
dont le statut juridique est : XXX
N° SIRET : XXX
Code APE : XXX
dont le siège social est situé au : XXX
ayant pour représentant REPRESENTANT
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Réserves Naturelles Régionales Investissement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2020-XX du 31 janvier 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : TITRE FICHE-PROJET (référence dossier n° XXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX,XX% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».
Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 12 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité de la Réserve Naturelle Régionale.

Si, dans le cadre de son projet, le bénéficiaire participe à l'enrichissement de l'observatoire régional de la biodiversité et de programmes publics de connaissance et conservation du patrimoine naturel par la saisie et le transfert de données naturalistes, le bénéficiaire veillera à transmettre à l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) :
- les données-sources ou les données élémentaires d'échange

- les métadonnées, les rapports d'études ou données de synthèse. Ces derniers seront aussi transmis à la Région Ile-de-France.
Il reviendra au bénéficiaire de se rapprocher de l'ARB pour connaître les conditions, délais et formats des données et métadonnées répondant aux exigences de l'observatoire régional. L'ensemble des informations obtenues dans le cadre du projet sera dûment référencé par le bénéficiaire dans le système d'information sur la nature et les paysages (SINP), en complétant le formulaire mis en place par l'ARB sur son site Internet. Le bénéficiaire devra ainsi :
- soit transmettre à l'ARB les données élémentaires d'échange au format standard SINP et saisir les métadonnées sur le site Internet de l'ARB ;
- soit rentrer directement les données-source et métadonnées dans l'outil « CETTIA » (outil de saisie et base de données proposé par l'ARB, compatible au format SINP et intégrant les données de programmes publics), en informant la Région Ile-de-France de cette saisie.

Le bénéficiaire s'engage à produire et fournir à la Région à l'issue de la réalisation du projet faisant l'objet de la présente convention un bilan de projet.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Le bénéficiaire s'engage en outre à fournir à la Région le compte-rendu annuel de l'organisme et dès l'achèvement de chacune des actions un compte rendu d'exécution.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Toutes les actions de communication sur la réserve doivent respecter la charte graphique des Réserves Naturelles Régionales d'Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de XX justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE DE LA CP et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE LA CP.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP XX du DATE DE LA CP.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le	Le
La présidente du conseil régional d'Île-de-France	Le bénéficiaire TITRE DU REPRESENTANT STRUCTURE
Madame Valérie PECRESSE	REPRESENTANT

CONVENTION

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° XXX (DELIBERATION APPROUVANT LA SUBVENTION),
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : BENEFICIAIRE
dont le statut juridique est : XXX
N° SIRET : XXX
Code APE : XXX
dont le siège social est situé au : XXX
ayant pour représentant REPRESENTANT
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Réserves Naturelles Régionales Fonctionnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2020-XX du 31 janvier 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : TITRE FICHE-PROJET (référence dossier n° XXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX,XX% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXX €. »

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Dans le cadre de son projet, le bénéficiaire participe à l'enrichissement de l'observatoire régional de la biodiversité et de programmes publics de connaissance et conservation du patrimoine naturel par la saisie et le transfert de données naturalistes. Le bénéficiaire veillera à transmettre à l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) :
- les données-sources ou les données élémentaires d'échange

- les métadonnées, les rapports d'études ou données de synthèse. Ces derniers seront aussi transmis à la Région Ile-de-France.
Il reviendra au bénéficiaire de se rapprocher de l'ARB pour connaître les conditions, délais et formats des données et métadonnées répondant aux exigences de l'observatoire régional. L'ensemble des informations obtenues dans le cadre du projet sera dûment référencé par le bénéficiaire dans le système d'information sur la nature et les paysages (SINP), en complétant le formulaire mis en place par l'ARB sur son site Internet. Le bénéficiaire devra ainsi :
- soit transmettre à l'ARB les données élémentaires d'échange au format standard SINP et saisir les métadonnées sur le site Internet de l'ARB ;
- soit rentrer directement les données-source et métadonnées dans l'outil « CETTIA » (outil de saisie et base de données proposé par l'ARB, compatible au format SINP et intégrant les données de programmes publics), en informant la Région Ile-de-France de cette saisie.

Le bénéficiaire s'engage à produire et fournir à la Région à l'issue de la réalisation du projet faisant l'objet de la présente convention un bilan de projet.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Le bénéficiaire s'engage en outre à fournir à la Région le compte-rendu annuel de l'organisme et dès l'achèvement de chacune des actions un compte rendu d'exécution.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Toutes les actions de communication sur la réserve doivent respecter la charte graphique des Réserves Naturelles Régionales d'Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de XX justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE DE LA CP et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE LA CP.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXX du DATE DE LA CP.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Madame Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire
TITRE DU REPRESENTANT
STRUCTURE

REPRESENTANT

Annexe n° 4 : Convention-type financière Grands Partenariats pour la Biodiversité

CONVENTION

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° XXX (DELIBERATION APPROUVANT LA SUBVENTION),
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : BENEFICIAIRE
dont le statut juridique est : XXX
N° SIRET : XXX
Code APE : XXX
dont le siège social est situé au : XXX
ayant pour représentant REPRESENTANT
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Grands partenariats pour la biodiversité » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2020-XX du 31 janvier 2020.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : TITRE FICHE-PROJE T (référence dossier n° XXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX,XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXX €. »

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Dans le cadre de son projet, le bénéficiaire participe à l'enrichissement de l'observatoire régional de la biodiversité et de programmes publics de connaissance et conservation du patrimoine naturel par la saisie et le transfert de données naturalistes. Le bénéficiaire veillera à transmettre à l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) :
- les données-sources ou les données élémentaires d'échange
- les métadonnées, les rapports d'études ou données de synthèse. Ces derniers seront aussi transmis à la Région Ile-de-France.
Il reviendra au bénéficiaire de se rapprocher de l'ARB pour connaître les conditions, délais et formats des données et métadonnées répondant aux exigences de l'observatoire régional. L'ensemble des informations obtenues dans le cadre du projet sera dûment référencé par le bénéficiaire dans le système d'information sur la nature et les paysages (SINP), en complétant le formulaire mis en place par l'ARB sur son site Internet. Le bénéficiaire devra ainsi :
- soit transmettre à l'ARB les données élémentaires d'échange au format standard SINP et saisir les métadonnées sur le site Internet de l'ARB ;
- soit rentrer directement les données-source et métadonnées dans l'outil « CETTIA » (outil de saisie et base de données proposé par l'ARB, compatible au format SINP et intégrant les données de programmes publics), en informant la Région Ile-de-France de cette saisie.

Le bénéficiaire s'engage à produire et fournir à la Région à l'issue de la réalisation du projet faisant l'objet de la présente convention un bilan de projet.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
Le bénéficiaire s'engage en outre à fournir à la Région le compte-rendu annuel de l'organisme et dès l'achèvement de chacune des actions un compte rendu d'exécution.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état

récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de XX justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE DE LA CP et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE LA CP.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXX du DATE DE LA CP.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le	Le
La présidente du conseil régional d'Île-de-France	Le bénéficiaire TITRE DU REPRESENTANT STRUCTURE
Madame Valérie PECRESSE	REPRESENTANT

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-002

DU 31 JANVIER 2020

SOUTIEN AUX ORGANISMES ASSOCIÉS : PREMIÈRES AFFECTATIONS 2020 - BIENNALE D'ARCHITECTURE ET DU PAYSAGE - RI PLAN FRICHES - ADHÉSION CLUB DES ACTEURS DU GRAND PARIS - AVENANT CONVENTION DISNEY N°9- SIGNATURE DU PPA GRAND ORLY

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 86-19 du 10 juillet 1986 relative à l'implantation d'Eurodisneyland à Marne-la-vallée ;

VU la délibération n° CR 41-99 du 14 octobre 1999 relative au protocole sur la création du deuxième parc à thème Eurodisney ;

VU la délibération n° CP 01-249 du 10 mai 2001 portant habilitation du Président à signer l'avenant à la convention pour la création et l'exploitation d'Eurodisneyland en France ;

VU la délibération n° CP 03-565 du 10 juillet 2003 relative à l'engagement de la troisième phase du projet Disney ;

VU la délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 71-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour la biodiversité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 14-084 du 30 janvier 2014 modifiée approuvant la convention avec BRUITPARIF ;

VU La délibération n° CR 12-14 du 13 février 2014 modifiée approuvant la convention avec l'AEV ;

VU la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 modifiée approuvant la convention avec le CERVIA ;

VU la délibération n° CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du

CPER 2015-2020 ;

VU la délibération n° CP 15-397 du 9 juillet 2015 modifiée approuvant la convention avec l'IAU- Île-de-France devenu Institut Paris Region ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 50-16 du 17 mars 2016 portant création d'une biennale de l'architecture et de l'urbanisme en Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-188 du 17 mai 2017 portant désignation des lauréats de la deuxième session de l'AMI régional « Appui aux initiatives d'urbanisme transitoire »,

VU la délibération n° CR 2019-056 du 21 novembre 2019 portant approbation du plan régional « reconquérir les friches franciliennes »,

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU le rapport n°CP 2020-002 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer des subventions de fonctionnement à l'Institut Paris Region (anciennement IAU Île-de-France), l'AEV, Île-de-France Terre de saveurs (anciennement CERVIA) et BRUITPARIF, pour un montant total de **23 318 400 €**

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 23 318 400 €, dont :

- **12 234 600 €**, disponibles sur le chapitre 935 « aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « services commun », programme HP 50-002 (150002) « soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », action 15000201 « soutien à l'Institut Paris Region », du budget 2020 ;

- **3 346 700 €**, disponibles sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 71 «actions transversales », programme HP 71-008 (471008) « actions transversales », action 471008053 « soutien à l'Institut Paris Region - Environnement », du budget 2020 ;

- **672 000 €**, disponibles sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 78 «autres actions », programme HP 78-002 (178002) « lutte contre le bruit », action 17800203 « soutien à Bruitparif », du budget 2020 ;

- **6 020 000 €**, disponibles sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 76 « patrimoine naturel », programme HP 76-001 (176001) « Agence des espaces verts », action 17600104 « soutien à l'AEV », du budget 2020 ;

- **1 045 100 €**, disponibles sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 93 « agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-002 (193002) « valorisation de la production agricole et agro-alimentaire », action 19300202 « Île-de-France Terre de saveurs », du budget 2020.

Article 2 :

Décide d'attribuer à BRUITPARIF, au titre de son action dans le domaine de l'environnement, une subvention d'investissement de **189 000 €.**

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **189 000 €**, disponible sur le chapitre 907 « environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-002 (178002) « lutte contre le bruit », action 17800203 « soutien à Bruitparif », du budget 2020.

Article 3 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **500 000 €** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-002 (150002) « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », action 15000206 « Biennale de l'architecture et de l'urbanisme », du budget 2020.

Article 4 :

Adopte le règlement d'intervention pour la mise en œuvre du plan régional *« Reconquérir les friches franciliennes »* voté par délibération n° CR 2019-056 du 21 novembre 2019, en annexe 1 à la délibération, ainsi que la convention type en annexe 2 à la délibération.

Article 5 :

Décide d'adhérer au Club des Acteurs du Grand Paris.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **700 €** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires», code fonctionnel 50 « Services communs», programme HP 50-001 (150001) « Etudes générales », action 15000101 «Etudes, prospective et valorisation», du budget 2020.

Article 6 :

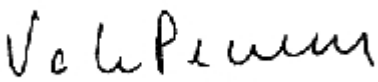
Approuve l'avenant n° 9 à la convention pour la création et l'exploitation d'Euro Disneyland

en France et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 7 :

Approuve le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement du « Grand Orly » et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167627-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET BRUITPARIF

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-002

DOSSIER N° 19011976 - BRUITPARIF - Première affectation- subvention d'investissement- 2020

Dispositif : OA / Aide aux projets d'investissement de l'association BRUITPARIF. (n° 00000528)
Délibération Cadre : CP07-265 du 22/03/2007
Imputation budgétaire : 907-78-20422-178002-1700
Action : 17800203- Soutien à Bruitparif

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
OA / Aide aux projets d'investissement de l'association BRUITPARIF.	189 000,00 € TTC	100,00 %	189 000,00 €
	Montant total de la subvention		189 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	BRUITPARIF OBSERVATOIRE REGIONAL DU BRUIT EN IDF
Adresse administrative	:	32 BOULEVARD ORNANO 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Didier GONZALES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 -
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les investissements pour BRUITPARIF en 2020 concernent principalement:
- l'acquisition de matériels de mesure et équipements associés pour le renforcement du réseau de mesure du bruit,
- les outils de traitement des données, logiciels et matériels informatiques.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : REGLEMENT D'INTERVENTION PLAN FRICHES

DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN A LA RECONQUETE DES FRICHES FRANCILIENNES

Règlement d'intervention de l'appel à manifestation d'intérêt

Contenu

I. Contexte **3**

II. Enjeux pour la Région **3**

1) Accompagner des projets recouvrant des situations singulières… 3

2) Qui doivent tous contribuer à construire la ville de demain, sobre et durable 4

III. Modalités d'intervention de la Région et de ses partenaires **4**

1) Une ingénierie pluridisciplinaire 4

2) Des financements spécifiques pour débloquer les situations les plus complexes 5

IV. Organisation de l'AMI **6**

1) Périmètre de l'AMI 6

2) Constitution du dossier de candidature 6

3) Analyse des dossiers de candidature 6

a.1 Critères d'appréciation des dossiers concernant un site « sans projet » 7

a.2 Critères d'appréciation des dossiers concernant un site « avec projet » 7

b. Composition du comité de sélection 8

V. Cas des projets éligibles à une subvention régionale ad hoc **8**

1) Bénéficiaires 8

2) Modalités d'instruction et de versement des subventions 8

3) Nature et calcul de la subvention 9

4) Obligations diverses 9

a. Obligations en matière de communication 9

b. Obligation en matière de recrutement de stagiaires ou d'alternants 10

c. Obligations en matière de bilan, de suivi et d'évaluation 10

VI. Démarches **10**

I. Contexte

La Région Île-de-France propose de nouveaux modes d'intervention sur les fonciers délaissés afin de contribuer à l'objectif « zéro artificialisation nette» inscrit comme axe majeur de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité. Il s'agit notamment de substituer ces espaces stérilisés à la pression que l'étalement urbain exerce avec acuité sur les terres agricoles et naturelles d'Île de France.

Depuis le début de la mandature, l'action régionale en faveur du recyclage urbain s'inscrit dans ce mouvement de fond notamment avec :

- Des schémas régionaux incitant à la limitation de l'étalement urbain et au réinvestissement de friches industrielles et urbaines, à l'image du Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) et du Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) ;
- Des dispositifs visant à accompagner les projets en faveur du recyclage et de l'animation des friches (dispositif de soutien à l'urbanisme transitoire, Plan Vert, Pacte Agricole…)

En cohérence avec ces différentes stratégies régionales, le plan *« Reconquérir les friches franciliennes »* a pour ambition de mobiliser des acteurs disposant d'expertises complémentaires en matière foncière (Banque des Territoires, EPFIF, SAFER, Institut Paris Region,…) afin d'accompagner les collectivités dans la reconquête des friches de leur territoire, d'apporter des réponses « sur-mesure » aux situations contrastées des friches franciliennes et d'accélérer la mise en œuvre opérationnelle de leurs projets de valorisation ou de requalification.

II. Enjeux pour la Région

A travers ce plan ambitieux, la Région souhaite pleinement investir son rôle de chef de file de l'aménagement du territoire régional en **conduisant et en animant une action coordonnée à visée opérationnelle sur les territoires franciliens possédant des espaces en état de friche**.

Le plan *« Reconquérir les friches franciliennes »* se concrétise par un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) permettant d'accompagner des collectivités candidates, qui ont des friches sur leur territoire et souhaitent donner une nouvelle vie à des espaces aujourd'hui délaissés, avec l'objectif de contenir l'étalement urbain et d'améliorer le cadre de vie des Franciliens.

1) Accompagner des projets recouvrant des situations singulières…

Selon que l'on se trouve à l'intérieur ou en dehors de l'agglomération centrale, les enjeux liés aux friches ne sont pas les mêmes. La Région ayant vocation à s'intéresser à la diversité des territoires franciliens, l'AMI « *Reconquérir les friches franciliennes* » concernera tout type de friche, mais plus particulièrement :

- Les friches en zone dense où la production urbaine se fait déjà majoritairement sur le modèle du renouvellement urbain. L'enjeu pour les projets concernant ce type de friches sera de préserver ou recréer les espaces naturels et leurs qualités écologiques dans le tissu urbain existant ou dans la nouvelle urbanisation projetée (pérennisation du caractère naturel, introduction d'îlots de fraicheur…) ;
- Les friches en dehors des agglomérations centrales, dans les secteurs où le marché est moins tendu, où la production de logements et d'activité s'est essentiellement faite sur le mode de l'extension urbaine ces dernières années. L'enjeu ici sera de limiter l'extension urbaine sur les terres agricoles et naturelles et de favoriser le renouvellement de la ville sur elle-même (projets de redynamisation de centres villes et centres bourgs, renouvellement de

zones commerciales obsolètes, restructuration d'anciennes zones d'activités économiques…) ;
- Les friches agricoles, parfois situées à la lisière de ces espaces, représentent quant à elles un enjeu majeur car ces espaces ont un rôle essentiel dans la préservation du paysage, de la biodiversité, de la création d'emplois, et de la production locale d'aliments.

De manière transversale, une attention particulière sera portée aux espaces à haute valeur écologique (richesse des milieux et des espèces faunistiques et floristiques présents sur le site) dont il s'agira de préserver les fonctions de refuge.

2) Qui doivent tous contribuer à construire la ville de demain, sobre et durable

La diversité des friches franciliennes ne doit pas faire oublier les objectifs communs qui sous-tendent leurs projets de requalification. Les projets de réinvestissement de friches devront notamment permettre de :

- Lutter contre l'étalement urbain / tendre vers l'objectif zéro artificialisation nette en favorisant une urbanisation maîtrisée et en harmonie avec son environnement ;
- Préserver les espaces de friche à haut potentiel écologique ;
- Redonner de la valeur d'usage à ces espaces délaissés souvent perçus par les habitants comme des endroits « en attente » ;
- Améliorer le cadre de vie des Franciliens en réintégrant ces espaces à la ville et en en faisant les lieux d'une nouvelle urbanité.

III. Modalités d'intervention de la Région et de ses partenaires

A travers le plan *« Reconquérir les friches franciliennes »*, la Région souhaite apporter l'ingénierie nécessaire d'une part pour faciliter le déblocage des situations ayant conduit à la création de friches, et d'autre part pour accompagner l'élaboration de projets opérationnels.

Pour cela, la Région lance un appel à manifestation d'intérêt. Les sites retenus bénéficieront des expertises croisées des partenaires mobilisés qui examineront la nature de la friche et les raisons de sa déshérence, et identifieront des pistes d'action pour en lever les blocages. Pour la mise en œuvre des projets de requalification identifiés, les porteurs de projet pourront être redirigés vers les dispositifs pertinents (dispositifs régionaux – plan Vert, Smart Implantation… ou dispositifs des partenaires). Des subventions régionales spécifiques, pourront également être consenties pour la réalisation des projets en fonction de leur nature et de leur équilibre économique.

Les modalités d'intervention de la Région (ingénierie et financement) sont décrites de façon plus détaillée ci-dessous.

1) Une ingénierie pluridisciplinaire

Le bénéfice de l'AMI consiste en un accompagnement personnalisé des collectivités candidates par les services de la Région et ses partenaires associés. En mobilisant leurs expertises complémentaires, ils pourront ainsi préciser le diagnostic de la situation de friche et dresser une première liste d'outils et de pistes d'actions à mener, lever les freins relevés et impulser une démarche de projet.

La Région et ses partenaires s'attacheront à identifier les motifs de blocage du site, souvent liés aux contraintes découlant des occupations antérieures des friches (remise en état des sols) et aux bâtis obsolètes. Leur expertise conjointe sera mobilisée pour identifier les leviers permettant de s'affranchir

de ces obstacles. Dans cette optique, les bénéficiaires seront appuyés dans la recherche d'un équilibre via des montages opérationnels innovants, des programmations hybrides, ou encore des pratiques d'urbanisme collaboratif impliquant futurs usagers et exploitants.

Les premiers partenaires du dispositif sont la **Banque des Territoires**, l'**EPFIF**, la **SAFER**, et l'**Institut Paris Region,** sachant que **l'AEV et Choose Paris Region,** notamment, ont vocation à les appuyer en tant que de besoin. D'autres acteurs pourront également être sollicités.

- La Région Île-de-France
  Pilote de l'appel à manifestation d'intérêt, la Région est garante de la qualité de l'accompagnement des lauréats. Elle mobilisera par ailleurs ses expertises internes en matière d'aménagement et d'environnement lors de la phase ingénierie.

- La Banque des Territoires
  Partenaire financier des collectivités, la Banque des Territoires pourra, outre l'apport de ses connaissances des mécanismes financiers, s'impliquer auprès des collectivités concernées, à travers sa participation à la valorisation immobilière d'un site ou possiblement à travers une offre intégrée combinant ingénierie et investissement (sous forme de crédits d'ingénierie Caisse des Dépôts).

- L'Etablissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF)
  Opérateur foncier de l'Etat au service des collectivités locales d'Île-de-France, l'EPFIF pourra conseiller et soutenir les collectivités :
  - Dans la réalisation d'études stratégiques et pré-opérationnelles (diagnostics fonciers, études de faisabilité de valorisation foncière et mutations urbaines)
  - Via des conventions d'intervention, pour la définition et la mise en œuvre de stratégies d'acquisitions foncières
  - En conduisant des opérations et des travaux de dépollution et / ou de démolition pour le compte des collectivités.

- La SAFER Île-de-France
  Forte de ses expériences en matière de requalification de friches agricoles, la SAFER pourra faire bénéficier les lauréats de ses compétences et conseils en matière de revalorisation agricole, d'évaluation du potentiel des sites pour une remise en culture, d'appui aux négociations foncières, etc.

- L'Institut Paris Region
  Par l'expertise pluridisciplinaire que lui a conféré sa récente transformation, l'Institut Paris Region pourra appuyer les lauréats dans l'analyse spatiale, écologique et programmatique de leurs sites, tout en les faisant bénéficier de sa connaissance des dynamiques à l'œuvre sur les différents territoires franciliens, et de sa capacité à alimenter les projets par des retours d'expériences innovants en matière économique et environnementale.

2) Des financements spécifiques pour débloquer les situations les plus complexes

Sans préjudice de l'aide apportée par les autres partenaires, la Région pourra faire bénéficier les lauréats :

- D'un ou plusieurs de ses dispositifs de droit commun ;
- D'un accompagnement spécifique le cas échéant.

En cas d'éligibilité, l'apport financier de la Région est octroyé et modulé selon le type d'actions envisagées (études ou travaux). Le montant des subventions ainsi que leurs modalités d'attribution sont précisées dans le paragraphe V.

IV. Organisation de l'AMI

1) Périmètre de l'AMI

L'appel à manifestation d'intérêt s'adresse aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, ainsi qu'aux établissements publics territoriaux d'Île-de-France présentant des situations de friches.

Il n'est pas nécessaire que les candidats aient la maîtrise foncière des terrains concernés. Ils devront par contre faire état de leur relation avec le ou les propriétaires (voir constitution du dossier ci-dessous.)

2) Constitution du dossier de candidature

Le dossier de candidature à déposer sur la plateforme des aides régionales « Mes Démarches » est composé des pièces suivantes :

Documents obligatoires :

- Lettre de candidature explicitant les intentions du candidat pour le devenir de la friche concernée ;
- Description du territoire et de ses orientations d'aménagement ;
- Description du site et des nuisances induites ;
    - Localisation et périmètre ;
    - Photos et illustrations du site et de la friche considérée ;
    - Usage passé et actuel (y/c ses usages temporaires) : espaces de stationnement, bâtiment industriel, zone d'activités, terrains nus…
    - Propriétaire(s) : public(s)/privé(s)
    - Explicitation des liens et de l'état des négociations avec le ou les propriétaire(s) du site si des négociations sont déjà en cours.

Documents complémentaires, le cas échéant :

- Compléments à la description du site :
    - Occupation antérieure et contraintes techniques en découlant ;
    - Blocages empêchant la requalification de la friche ;
    - Synthèse des études déjà réalisées sur le sujet ;
    - Toute autre information concernant la friche connue à ce stade.

- Dans le cas où un projet est d'ores et déjà défini :
    - Dossier de présentation du projet et formulation des besoins du porteur de projet ;
    - Eléments portant sur la gouvernance envisagée (ou déjà mise en place) pour permettre le démarrage et le suivi du projet dans le temps ;
    - Plan de financement prévisionnel intégrant dépenses et recettes (montants en € HT) ;
    - Calendrier prévisionnel.

3) Analyse des dossiers de candidature

Consciente des blocages parfois profonds liés à la requalification de friches, la Région admet dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt que les projets de requalification puissent être plus ou

moins avancés au regard de la complexité des situations. **L'appréciation de la pertinence des candidatures saura tenir compte de cette caractéristique.**

a.1 Critères d'appréciation des dossiers concernant un site « sans projet »

Dans le cas où il n'existe pas de projet défini, la Région et ses partenaires étudieront les sites proposés au regard de critères d'évaluation transversaux :

Critères d'évaluation transversaux
Compréhension des enjeux et des objectifs de l'AMI
Pertinence et potentiel de reconversion du site proposé

a.2 Critères d'appréciation des dossiers concernant un site « avec projet »

En fonction de l'état d'avancement du projet et des informations disponibles au stade de la candidature, la Région et ses partenaires prendront en compte, en plus des critères transversaux mentionnés ci-dessus, des critères d'évaluation spécifiques au type de projet développé :

Critères d'évaluation spécifiques	
CAS 1 – Projets impliquant la création d'une nouvelle offre urbaine résidentielle ou d'activité	Contribution du projet à la rationalisation du foncier.
	Inscription du projet dans une stratégie globale de développement urbain équilibré et durable.
	Pertinence de la programmation proposée (offre immobilière répondant aux besoins de ses usagers et contribuant au développement économique du territoire).
	Inscription du projet dans son environnement urbain et architectural.
	Intégration d'îlots de fraicheur et d'espaces ouverts aux projets en milieu urbain constitué.
CAS 2 – Projets de renaturation d'espaces urbanisés ou de préservation de friches naturelles	Inscription du projet dans les continuités écologiques identifiées au SRCE[1] et contribution du projet à la préservation voire au renforcement de la biodiversité, en particulier pour les espaces de friche à haut potentiel écologique.
	Pour les projets paysagers, qualité des aménagements proposés et de leurs usages associés.
	Anticipation des modalités de gestion des friches requalifiées, avec une attention portée sur les pratiques de gestion écologique.
CAS 3 – Projets de reconversion de friches agricoles	Contribution du projet à l'installation de jeunes agriculteurs et/ou à l'accroissement de la capacité productive de la ferme francilienne. Intégration d'objectifs en lien avec le développement d'une agriculture de proximité.
	Contribution du projet à la préservation voire au renforcement de la biodiversité.

[1] Schéma Régional de Cohérence Ecologique

b. Composition du comité de sélection

Le comité de sélection est constitué d'experts issus de la Région et de ses partenaires (Banque des Territoires, EPFIF, SAFER, Institut Paris Region), auquel sont associés Choose Paris Region et l'Agence des Espaces Verts, en tant que de besoin.

V. Cas des projets éligibles à une subvention régionale au titre du règlement d'intervention du Plan friches

Le soutien financier régional concerne uniquement les sites pour lesquels les dispositifs existants ne sont pas adaptés pour amorcer des opérations de requalification de friches.

1) Bénéficiaires

Les bénéficiaires éligibles à la subvention sont les mêmes que ceux de l'AMI, à savoir les communes, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et les établissements publics territoriaux d'Île-de-France présentant des situations de friches.

Dans le cadre d'une opération réalisée via une délégation de maîtrise d'ouvrage, le bénéficiaire de la subvention régionale est la collectivité délégante. La collectivité est autorisée à reverser la subvention à son délégataire dans le respect des dispositions de la convention annexée au présent règlement d'intervention.

2) Modalités d'instruction et de versement des subventions

Les candidats sont invités à compter de la date d'ouverture de l'appel à manifestation d'intérêt à déposer un dossier de candidature via la plateforme régionale « Mes Démarches ». L'instruction et la sélection des candidatures à l'AMI se feront sur la base de ce dossier. L'ensemble des lauréats retenus pourront s'ils le souhaitent bénéficier d'un accompagnement en ingénierie.

En complément et sans préjudice des dispositifs de droit commun, certains projets pourront faire l'objet d'une subvention au regard de la pertinence des sites proposés et des objectifs définis dans le règlement d'intervention Plan friches.

Parmi les dossiers lauréats de l'AMI, une liste de bénéficiaires de la subvention régionale « friche », sera aussi établie et proposée en commission permanente de la Région. Deux cas de figure sont possibles :

- des sites pour lesquels un projet abouti est proposé dans le dossier déposé sur la plateforme « Mes Démarches » dans le cadre de l'AMI. Dans ce cas, le dossier déposé vaut demande de subvention ;
- des sites « sans projet », retenus après analyse de leurs dossiers de candidature, bénéficieront d'un accompagnement en ingénierie destiné à les aider à élaborer un projet de requalification. Ils pourront compléter, par la suite, leur dossier de candidature et déposer leur demande de subvention sur « Mes Démarches ».

Concernant le versement de la subvention, celle-ci ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet des études et/ou travaux subventionnés.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 4.b de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

3) Nature et calcul de la subvention

Les subventions accordées aux candidats retenus sont exclusivement des subventions d'investissement. A ce titre, **seules les dépenses d'investissement sont éligibles à un soutien financier**. Il peut s'agir de dépenses liées à la réalisation d'études comme de travaux, mais qui doivent nécessairement participer de l'amorçage voire du démarrage des projets. Citons parmi les dépenses éligibles :

- Les études réglementaires et les études pré-opérationnelles liées au développement du projet : études environnementales, techniques, de marché, urbaines… ;
- Les honoraires de maîtrise d'œuvre dès lors qu'elle participe à des dépenses effectives de travaux ;
- Les travaux de rénovation ou de réhabilitation d'un ou plusieurs bâtiments publics ;
- Les travaux d'aménagement d'espaces publics ;
- La réalisation d'un ou plusieurs bâtiments publics ;
- Dans le cas de projets visant à ne créer que des espaces désimperméabilisés, et avec un effet positif du point de vue de la biodiversité, l'aide régionale pourra porter sur l'acquisition du foncier.

Conformément à la règle de non cumul, les subventions proposées dans ce règlement d'intervention ne sont pas cumulables avec un autre dispositif régional qui couvre les mêmes dépenses.

Chaque subvention est calculée selon les modalités suivantes :

- Sur la base d'un taux d'intervention de participation régionale dans la limite de 60% du montant des dépenses éligibles ;
- Avec un plafond maximum de la subvention régionale de 200 000€.

Les bénéficiaires peuvent demander le versement d'acomptes (deux acomptes maximum) à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% de la subvention.

L'attribution de la subvention régionale est par ailleurs subordonnée à la signature d'une convention à laquelle est annexée la fiche projet, signée entre la Région et la collectivité territoriale concernée. La convention spécifiera si la collectivité décide de déléguer la maîtrise d'ouvrage du projet à un tiers opérateur (auquel cas la collectivité pourra reverser le montant de la subvention à l'opérateur).

Un modèle de convention est annexé au présent règlement d'intervention.

4) Obligations diverses

a. <u>Obligations en matière de communication</u>

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de France » et de l'apposition du logo régional.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

b. Obligations en matière de recrutement de stagiaires ou d'alternants

Engagée dans la création de « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens », la Région subordonne l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale – sauf dispositifs spécifiques contraires – au recrutement d'au moins un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Chaque bénéficiaire de subvention doit donc recruter au moins un stagiaire ou alternant quel que soit le montant de la subvention. Leur nombre est fixé au cas par cas, en négociation avec le bénéficiaire, dans le respect des planchers prévus par la délibération régionale (2 stagiaires pour une subvention entre 23.001 et 100.000€ et 3 stagiaires pour une subvention entre 100.001 et 500.000€) et du cadre légal applicable aux stages.

c. Obligations en matière de bilan, de suivi et d'évaluation

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place un bilan ou un suivi et une évaluation de l'aide régionale au regard du projet de requalification de friche global. Le bilan doit permettre de constater les apports (en termes financier, de déblocage de situations complexes, de réduction de la part de surface des sols artificialisés, etc.) du dispositif *« Reconquérir les friches franciliennes »* dans le déroulé du projet d'aménagement.

VI. Démarches

Chaque Appel à Manifestation d'Intérêt est annoncé sur le site Internet de la Région Île-de-France www.iledefrance.fr, rubriques « Aides régionales et services ». Les porteurs de projet peuvent déposer leurs dossiers de candidature sur la plateforme des aides régionales « Mes démarches » qui précise le calendrier des appels à projet.

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE (PLAN FRICHES)

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS *(signataire de la convention)*
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS
N° SIRET : XXX
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION *(représentant signataire convention)*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional associé au plan « *Reconquérir les friches franciliennes* » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2019-056 du 21 novembre 2019.

Dans le cas où l'opération est réalisée sous la forme d'une maîtrise d'ouvrage déléguée, il en a informé la Région au moment de la demande de dépôt de sa demande d'aide.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE (référence dossier n° XXXXXXXX), et dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée à ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS. *(uniquement dans le cas où le bénéficiaire délègue la maîtrise d'ouvrage de l'opération à un tiers opérateur)*

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX DE SUBVENTION % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet », et à informer la Région de l'avancée de ce programme d'actions. Il s'engage par ailleurs à fournir, avant l'élaboration des conventions de financement, toutes les pièces nécessaires au vote des subventions.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, l'un des objectifs du dispositif étant de créer une ingénierie sur le sujet, le bénéficiaire s'engage à transmettre les informations susceptibles d'enrichir cette ingénierie, ainsi qu'à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale. Ainsi, le bénéficiaire doit procéder à des reportages photographiques que la Région pourra mobiliser pour des actions de valorisation et communication, et autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE BILAN, DE SUIVI ET D'EVALUATION

A l'échelle de l'ensemble des initiatives lauréates, une démarche de capitalisation est prévue, en liaison avec les porteurs de projets, leurs partenaires et des experts de l'aménagement. Cette démarche permettra de constituer une communauté de réflexion, de montrer les différentes initiatives possibles, leurs objectifs et leurs conditions de réalisation et ainsi de développer une ingénierie pour les prochaines sessions du dispositif.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage à fournir à la région tout élément permettant de dresser un bilan ou un suivi et une évaluation de l'impact du présent dispositif régional. Le bilan doit permettre de constater les apports du dispositif (en termes financier, de déblocage de situations complexes, de réduction de la surface des sols artificialisés, etc.).

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION

La Région Île-de-France décide de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention dont le montant figure à l'article 1 de la présente convention.

Dans le cas d'une opération réalisée en maîtrise d'ouvrage déléguée, elle autorise le bénéficiaire à reverser la subvention à son délégataire dans le respect des dispositions de la présente convention.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 4.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement de deux acomptes maximum à valoir sur les paiements déjà effectués en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état

récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En cas d'opération réalisée en maîtrise d'ouvrage, le bénéficiaire peut demander le versement des acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués par le délégataire sous présentation de :

- la copie du contrat de concession le cas échéant ;
- la demande de versement de subvention, signée, datée, et revêtue du cachet du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée ;
- l'état récapitulatif des factures émanant du délégataire – reprenant le montant des dépenses en relation avec le projet – signé, daté et revêtu du cachet du délégataire.

ARTICLE 4.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire (ou le délégataire en cas d'opération réalisée en maîtrise d'ouvrage déléguée) de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)

En cas de d'opération réalisée en maîtrise d'ouvrage déléguée, le bénéficiaire s'engage à transmettre dans un délai de 3 mois suivant le versement de la subvention régionale, une attestation de reversement des fonds au délégataire, certifiée par le comptable public.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, à défaut, en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

En tout état de cause et en cas de délégation de maîtrise d'ouvrage, elle ne peut produire d'effet au-delà du terme du contrat (concession, DSP, etc.) passé entre le bénéficiaire et son cocontractant, dans le cadre duquel est réalisé l'opération subventionnée.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM, NOM, FONCTION *(représentant signataire convention)*

ANNEXE N°4 A LA DELIBERATION : CONVENTION DISNEY - AVENANT N°9

AVENANT N° 9

A LA CONVENTION POUR LA CREATION ET L'EXPLOITATION D'EURO DISNEYLAND EN FRANCE

* * *

AVENANT

ENTRE :

- **LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

  Représentée par …….

  Ci-après « l'**Etat** »,

- **LA REGION D'ILE-DE-FRANCE,**

  Représentée par le Président du Conseil Régional,

  Ci-après la « **Région** »,

- **LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE**,

  Représenté par le Président du Conseil Général,

  Ci-après le « **Département** »,

- **LA REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS**,

  Représentée par le Président-Directeur général,

  Ci-après la « **RATP** »,

- **L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT DU SECTEUR IV DE LA VILLE NOUVELLE DE MARNE-LA-VALLEE**,

  Représenté par le Directeur général,

  Ci-après « l'**EPA** »

SIGNATAIRES DE PREMIERE PART,

ET :

- **EURO DISNEY ASSOCIES S.A.S**., société par actions simplifiée, ayant son siège social à CHESSY (77700), 1 rue de la Galmy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Meaux sous le numéro B 397 471 822, représentée par son Président,

Ci-après « **EDA** » ou la « **Société Pivot** »,

- **LES VILLAGES NATURE DE VAL D'EUROPE S.A.S.**, société par actions simplifiée ayant son siège social 1 rue du Pré des Merlans à Bailly Romainvilliers (77700), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Meaux sous le numéro 449 772 953, représentée par son Président, la société Villages Nature Management S.A.R.L., elle-même représentée par ses deux cogérants,

Ci-après « **Société Pivot Villages Nature** » ou « **SPVN** »

SIGNATAIRES DE SECONDE PART,

Pour les besoins du présent Avenant, (i) l'Etat, la Région et le Département sont collectivement désignés les « **Contractants Publics Français** » ; (ii) EDA et SPVN sont collectivement désignées les « **Parties Privées** »; et (iii) l'Etat, la Région, le Département, la RATP, EDA, EDL, EDA et SPVN sont collectivement désignées individuellement ou collectivement par la ou les « **Partie(s)** ».

PREALABLEMENT A L'AVENANT OBJET DES PRESENTES, IL A ÉTÉ EXPOSE CE QUI SUIT :

1. Par une convention conclue le 24 mars 1987 entre l'Etat, la Région, le Département, la RATP, l'Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle de Marne la Vallée et The WALT DISNEY COMPAGNY (TWDC), et à laquelle EDA et l'EPA sont devenues parties (ci-après la « Convention »), il a été prévu la réalisation et l'exploitation d'un parc à thème (et éventuellement d'un second) ainsi qu'un développement périphérique dudit parc sur une emprise de 1.943 hectares dans le Secteur IV de la Ville Nouvelle de Marne-la-Vallée aménagé par l'EPA.

2. Conformément aux termes et conditions de la Convention, la Société Pivot a mis en œuvre et réalisé un programme d'ensemble comprenant notamment les parcs à thèmes Disneyland (anciennement Magic Kingdom ou Royaume Enchanté) et Walt Disney Studios et, dans le cadre du développement périphérique, six hôtels à thèmes, le ranch Davy Crockett, un centre de divertissements, un golf de 27 trous, un ensemble de logements individuels, ainsi qu'un centre urbain comprenant un centre commercial régional et un ensemble de logements collectifs, de bureaux et d'activités économiques, le tout réparti sur les divers quartiers de l'emprise précitée.

Huit avenants à la Convention du 24 mars 1987 ont été signés à ce jour :

- le 12 juillet 1988,
- le 5 juillet 1991,
- le 30 décembre 1994,
- le 3 septembre 1998,
- le 29 septembre 1999,
- le 12 juin 2001,
- le 22 décembre 2004, et
- le 14 septembre 2010.

3. Les études relatives à la contribution touristique, économique et sociale réalisées, notamment à l'initiative de la Délégation Interministérielle au Projet Eurodisney en France, ont permis de mesurer les retombées positives du projet Eurodisneyland en termes de création de logements et d'emplois ainsi que de rééquilibrage économique à l'Est de la région Ile de France :

- Euro Disney est la première destination touristique en Europe avec la création depuis l'origine de 68 milliards d'euros de valeur ajoutée à l'économie française,
- L'implantation de Disneyland Paris dans l'Est francilien représente un investissement total de 7,9 milliards d'euros, dont 91 % (7,21 milliards d'euros) d'investissements privés pour 9 % (690 millions d'euros) d'investissements publics,
- Euro Disney est le premier employeur mono-site de France avec 17 000 salariés, l'entreprise génère 56 000 emplois directs et indirects.

4. En février 2018, le Groupe Disney a annoncé un investissement de 2 milliards d'euros pour Disneyland Paris dont 500 millions d'euros destinés à une extension majeure du parc Walt Disney Studios, qui renforcera l'attractivité touristique de la destination. Cet investissement, prend notamment la forme d'un plan pluriannuel de développement du parc Walt Disney Studios, également désigné à la Convention sous le vocable « deuxième attraction majeure ».

5. L'intérêt marqué par les pouvoirs publics pour le développement de l'Est Francilien, les nouvelles perspectives de développement touristiques et les créations d'emplois générées par le projet d'extension majeure du second parc à thème des Walt Disney Studios, les a conduits à envisager un certain nombre de mesures susceptibles d'en optimiser la réalisation.

6. Les Parties ont ainsi convenu que cette extension majeure justifie la signature d'un nouvel avenant à la Convention pour en permettre la réalisation ainsi que le recalage de certaines échéances relatives respectivement :

- à la réalisation de la troisième attraction majeure,
- à la zone optionnelle du secteur Est de Villages Nature,
- au rythme d'aménagement et de développement des Emprises Euro Disney et Villages Nature.

7. Ce rééchelonnement vise à tenir compte de l'impact de l'extension majeure du 2ème parc sur le calendrier général de réalisation du projet Euro Disneyland et le terme prévu par la Convention.

8. La Région et le Département ont été autorisés à signer le présent Avenant par, respectivement, la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional d'Ile de France en date du …….. et la délibération du Conseil Général de Seine et Marne en date du …….. L'EPA a été autorisé à signer le présent avenant par la délibération de son Conseil d'Administration en date du ……..... La RATP a été autorisée à signer le présent avenant par la délibération de son Conseil d'Administration en date du ……...

9. Les Parties ont ainsi convenu d'apporter à la Convention par le présent avenant et ses annexes (ci-après l'« Avenant ») les modifications nécessaires, sur la poursuite de l'aménagement et du développement touristique et urbain.

Ceci étant exposé, les Parties ont convenu ce qui suit.

* *
*

TITRE I - MODIFICATIONS APPORTEES A LA CONVENTION

1.1. **<u>L'article 15.1.1 « Les Projets sont décrits par quatre documents approuvés par les Parties » est annulé et remplacé comme suit</u> :**

« *- Le Plan de l'Emprise, (échelle approximative 1/25000è), faisant apparaître le périmètre des 2118 ha qui constituent l'assiette foncière des Projets EURO DISNEY et Villages Nature (Annexe 1.1 intégrant le Projet Villages Nature).*

- Le Plan d'Ensemble qui définit l'organisation spatiale générale des Projets EURO DISNEY et Village Nature (Annexe 1.3.A).

- Un Plan des Quartiers qui fait apparaître la localisation des dix quartiers (Annexe 15.1).

- Le Programme Général d'Aménagement qui définit, par quartier, la nature et l'importance des programmes envisagés (Annexe 1.3.B). »

1.2. **<u>L'article 15.1.2 est supprimé.</u>**

1.3. **<u>L'article 15.2.2 *a)* « Aménagement dans le temps de l'Emprise hors Secteur Est du Projet Villages Nature » est annulé et remplacé comme suit</u>** :

« Le développement dans le temps du Projet doit respecter un rythme minimum d'aménagement qui sera contrôlé à des dates fixes convenues à l'avance.

- Les objectifs minimum à atteindre en termes de Programmes Détaillés tels que défini à l'article 15.3 ci-après sont :

- *Au 31 décembre 1997 = 600 ha (infrastructures régionales et primaires incluses).*
- *Au 31 décembre 2007 = 975 ha (infrastructures régionales et primaires incluses).*
- *Au 31 décembre 2024 = 1569 ha (infrastructures régionales et primaires incluses)*

- Les Parties se réuniront dans le mois suivant chacune des deux dates précitées pour vérifier si les objectifs minimums ont été respectés.

S'ils ne le sont pas, la Société Pivot perdra ses droits sur une fraction de la différence entre l'objectif ici fixé et le total des surfaces incluses dans les Programmes Détaillés, à l'exception des droits qui lui sont expressément conférés par les dispositions ci-après du présent article 15.2.2.

Cette fraction est arrêtée à un tiers lors de la première vérification et à deux tiers lors de la seconde.

- Les terrains qui redeviendront, sous réserve du respect des documents d'urbanisme, librement commercialisables par l'EPA, seront déterminés par la Société Pivot.

La commercialisation de ces terrains par l'EPA sera effectuée conformément aux dispositions de l'Article 15.5.2 ci-dessous, sauf en ce qui concerne les stipulations relatives au prix de vente à la Société Pivot qui sera égal au prix offert par le preneur potentiel s'il y en a un, ou s'il n'y en a pas, au prix fixé par l'EPA dans sa proposition.

Ces terrains devront constituer un ou plusieurs blocs homogènes dont la surface, la configuration et la situation permettent leur commercialisation dans des conditions usuelles en Ville Nouvelle et ne devront pas comporter un pourcentage de terrains affectés aux emprises des infrastructures primaires et régionales et aux Equipements Publics de superstructure, supérieur à celui résultant du Programme Général d'Aménagement du Projet.

Toutefois, ne pourront faire l'objet d'une telle désignation, ni les terrains inclus dans un Programme Détaillé ni, sauf accord des CONTRACTANTS PUBLICS FRANÇAIS, ceux situés au Sud de l'Autoroute A4.

Par ailleurs, en aucun cas, la Société Pivot ne pourra être tenue, en vertu du présent article 15.2.2 de renoncer aux droits qu'elle possède sur l'un quelconque des terrains du quartier du centre tel qu'il figure au Plan des Quartiers et du site de l'Erable tel qu'il figure à l'Annexe 15.2 (le « Site de l'Erable »).

Par exception à ce qui est stipulé ci-avant, dans le cas où un Programme détaillé conforme aux études antérieures ayant fait l'objet d'un accord entre l'EPA et la Société Pivot n'était pas signé dans les délais prévus à l'Article 15.3 ci-après, la date du 31 décembre 2024 sera repoussée d'une durée égale au retard constaté. Il est cependant entendu que le report de date ne pourra intervenir que si ledit retard n'est pas attribuable à la Société Pivot, ou s'il lui est attribuable, seulement à raison de son refus de signature dudit Programme Détaillé justifié par un motif substantiel se rapportant uniquement au contenu dudit Programme Détaillé. ».

1.4. <u>L'article 15.3.1 «Mise au point d'une Phase d'Aménagement » est annulé et remplacé comme suit</u> :

« La mise au point d'une Phase d'Aménagement comporte deux étapes devant aboutir à la signature d'un Programme Détaillé par la Société Pivot et l'EPA :

- la proposition d'une nouvelle Phase d'Aménagement ;
- l'élaboration d'un Programme Détaillé.

A) Proposition d'une nouvelle Phase d'Aménagement

La Société Pivot peut, quand elle le décide, notifier à l'EPA une proposition de nouvelle Phase d'Aménagement.

Cette proposition comportera :

✓ *un Plan Général d'Aménagement de la Phase d'Aménagement localisant les Ilots dont l'Aménagement est envisagé,*

✓ *un Programme Général d'Aménagement de la Phase d'Aménagement précisant les coûts approximatifs de construction agrégés de la Phase d'Aménagement et par Ilot : la nature et l'importance de l'occupation du sol envisagée, et l'échéancier des programmes envisagés sur chaque Lot,*

✓ *la date prévisionnelle de contractualisation de cette Phase d'Aménagement, par signature du Programme Détaillé.*

Cette proposition sera établie en concertation avec l'EPA. Dans ce cadre, la Société Pivot communiquera à l'EPA les hypothèses de programmation.

Dans les deux mois suivant la réception de la proposition de la Société Pivot, l'EPA vérifiera la compatibilité de la proposition de la Société Pivot avec le Plan d'Ensemble et le Programme Général d'Aménagement et avec les documents d'urbanisme d'ensemble applicables au Secteur IV. Ce délai est porté à six mois pour les Phases d'Aménagement comportant des programmes de logements. Dans ce cas, l'EPA étudiera les besoins complémentaires d'équipements publics de superstructure et vérifiera leurs conditions de réalisation, il pourra faire des propositions de modification justifiées de nature à optimiser ces équipements.

A ce stade, l'EPA pourra demander à la Société Pivot des informations supplémentaires et proposer toute modification ayant pour objet de faire en sorte que les infrastructures primaires - qui en l'état de précision de la proposition paraissent nécessaires à la desserte de la Phase - soient compatibles avec les schémas à terme de la desserte de l'Emprise et généralement soient comparables en termes relatifs d'investissements publics et privés à celles des Phases antérieures prises dans leur ensemble. Les demandes de modification ne pourront être refusées par la Société Pivot sans raison valable.
Le défaut de réponse de l'EPA dans ce délai vaudra confirmation tacite de compatibilité.

B) Elaboration d'un Programme Détaillé

Elle se fera en trois temps :

- Remise par la Société Pivot d'un Dossier d'Informations Complémentaires couvrant l'ensemble des programmes de la Phase d'Aménagement concernée ;

- Mise au point de l'avant-projet de Programme Détaillé ;

- Contractualisation du Programme Détaillé.

a) Dossiers d'Informations Complémentaires (D.I.C.)

Après la confirmation expresse ou tacite par l'EPA de la compatibilité de la proposition de la Société Pivot (au sens de l'Article 15.2.3.1.a), cette dernière établira en concertation avec l'EPA un Dossier d'Information Complémentaires comportant :

. Un plan masse définissant pour chaque Ilot :

- *le découpage en Lots cessibles avec l'indication de leur surface approximative de terrain, les surfaces à construire (surface de planchers) des programmes prévus, l'affectation et la densité de construction de chaque lot,*
- *la localisation souhaitée des infrastructures secondaires et primaires,*
- *les emprises d'Equipements Publics de superstructure,*
- *les emprises des infrastructures publiques au-dessus desquelles serait effectuée une division en volume.*

. Les orientations architecturales, de composition urbaine et d'ambiance pour l'emprise de la Phase d'Aménagement et les prescriptions relatives au mobilier urbain étant précisé que l'assiette foncière du Parc ne fera pas l'objet de ces dispositions,

. Un échéancier prévisionnel de signatures de Promesses de vente et des levées d'option, Lot par Lot,

. L'évaluation par la Société Pivot du positionnement des différents programmes inclus dans la proposition de Phase d'Aménagement au regard de leur marché respectif ; l'EPA pourra par une demande motivée obtenir la réalisation d'une étude de marché avant la signature du Programme Détaillé sur tel ou tel programme dont le marché semblerait plus problématique.

. L'évaluation par la Société Pivot des besoins en fluide, en énergie, en télécommunications ainsi que du trafic induit de chacun des programmes proposés.

Le Dossier d'Informations Complémentaires devra être compatible avec le Plan d'Ensemble et le Programme Général d'Aménagement et avec les documents d'urbanisme applicables à l'ensemble du Secteur IV. Le niveau de détail de ce dossier sera défini d'un commun accord par la Société Pivot et l'EPA.

Toute modification ultérieure des programmes d'une Phase d'Aménagement concernée devra également faire l'objet de DIC modificatifs par la Société Pivot.

b) Mise au point du Programme Détaillé

Dès réception par l'EPA du Dossier d'Informations Complémentaires, l'EPA engagera sans autre condition, sur la base de ce dossier et en coopération avec la Société Pivot, les études, notamment techniques, relatives à la mise au point du Programme Détaillé portant en particulier sur l'estimation des dépenses d'infrastructures secondaires et primaires.

A ce stade, l'EPA vérifiera plus spécialement que le contenu de la Phase d'Aménagement permet d'optimiser l'utilisation des infrastructures primaires déjà réalisées ou prévues. Il pourra proposer toute modification permettant cette optimisation.

Parallèlement, l'EPA assurera une concertation avec les Collectivités Locales sur les Propositions de la Société Pivot qui y sera associée.

Des réunions périodiques entre la Société Pivot et l'EPA au cours desquelles la Société Pivot pourra notamment faire valoir ses observations ; Val d'Europe Agglomération et les communes membres concernées seront associés à ces réunions qui permettront de suivre conjointement l'avancement des études et la mise au point du Programme Détaillé.

L'avant-projet de Programme Détaillé sera adressé par l'EPA à la Société Pivot dans les six mois suivant la notification par la Société Pivot à l'EPA du Dossier d'Informations Complémentaires. Ce délai pourra être prorogé de six mois à la demande de l'EPA ou de la Société Pivot.

La Société Pivot fera connaître son accord sur cet avant-projet dans les trois mois suivant sa transmission par l'EPA.

c) Contractualisation du Programme Détaillé :

Dès réception par l'EPA de l'accord de la Société Pivot sur cet avant-projet de Programme Détaillé, l'EPA engagera des études techniques détaillées ainsi que les procédures administratives appropriées en matière de création et de réalisation de ZAC et de programmation budgétaire des infrastructures primaires en concertation étroite avec les collectivités publiques concernées.

Des réunions périodiques entre la Société Pivot et l'EPA au cours desquelles la Société Pivot pourra faire ses observations ; Val d'Europe Agglomération et les communes membres concernées seront associés à ces réunions qui permettront de suivre conjointement l'avancement de la mise au point du projet.

Le Programme Détaillé correspondra à la mise en œuvre de la présente Convention pour la Phase d'Aménagement concernée. Il respectera l'ensemble des dispositions de cette Convention.

Il sera établi sur la base du Dossier d'Informations Complémentaires et à partir des études techniques effectuées par l'EPA conformément au paragraphe (b) ci-dessus et au présent paragraphe (c).

Le Programme Détaillé comporte au minimum huit éléments :

▪ Le descriptif des infrastructures primaires entraînées par la desserte de la Phase d'Aménagement pour lesquelles un engagement financier a été pris par l'ETAT, la REGION, les Collectivités Locales et les Etablissements Publics concernés, et compatibles avec les schémas généraux joints en annexe de l'Article 13 ci-dessus et, s'il y a lieu, les dispositions liées à un préfinancement éventuel de ces infrastructures correspondant aux dispositions de l'Article 15.2.3.2.

▪ La localisation exacte des emprises d'Equipements Publics de superstructure nécessaires à la desserte de cette Phase d'Aménagement, et leur calendrier prévisionnel de réalisation.

▪ Les conditions d'occupation du sol et la densité de construction pour chaque Lot.

▪ Les directives d'architecture et d'urbanisme arrêtées d'un commun accord entre l'EPA, la Société Pivot et les collectivités locales concernées présentées par la Société Pivot ainsi que les prescriptions techniques avec notamment les limites des prestations secondaires de desserte de chaque Lot du programme de la Phase d'Aménagement définies conformément à l'Article 14.

▪ Les dispositions spécifiques relatives aux Ilots de droits de volume proposés à la Société Pivot sur les emprises d'infrastructures publiques et aux Ilots de Droits de Construire de surfaces de plancher demandés par la Société Pivot (ci-après « les Droits de Construire »).

▪ Les dispositions retenues en matière de desserte de chantier de l'ensemble de la Phase d'Aménagement.

▪ Le planning de signature et de levée des Promesses de Vente Lot par Lot, compte tenu notamment des procédures d'urbanisme à mettre en œuvre et en particulier des procédures de création, de réalisation et/ou révision de ZAC.
L'EPA veillera à intégrer dans les dossiers de ZAC soumis à l'enquête publique les dispositions contenues dans le Programme Détaillé. Il saisira les collectivités locales compétentes pour intégrer ces éléments dans les documents d'urbanisme des collectivités locales.

▪ Une première grille indicative de prix pour chacun des Lots de chaque Ilot sera établie selon les stipulations de l'Article 16.

Dans les neuf mois suivant la notification par la Société Pivot de son accord sur l'avant-projet de Programme Détaillé, le projet de Programme Détaillé sera transmis par l'EPA à la Société Pivot pour signature. Ce délai pourra être prolongé de six mois à la demande de l'EPA ou de la Société Pivot.

A ce stade et dans la perspective d'une date de signature prévisionnelle de ce Programme Détaillé sera vérifiée la condition de recevabilité visée à l'Article 15.2.3.1.b) ; s'il y a lieu, sera également déterminé le Taux

d'Engagement de la Phase précédente ainsi que prévu à l'Article 15.2.3.2 ci-avant.

La signature du Programme Détaillé par la Société Pivot et l'EPA constitue la contractualisation de la Phase d'Aménagement correspondante. Elle interviendra dans les trois mois de la transmission du projet par l'EPA à la Société Pivot, sauf prorogation d'un commun accord entre la Société Pivot et l'EPA. Pendant cette période la Société Pivot pourra proposer à l'EPA, pour accord, des ajustements au projet de Programme Détaillé. »

1.5. L'article 15.3.4 *f)* « Développement des Lots après le 23 mars 2030 » est annulé et remplacé comme suit :

« f) Développement des Lots après le 23 mars 2040

Les programmes des Lots définis dans le(s) dernier(s) Programme(s) Détaillé(s) contractualisé(s) avant le 23 Mars 2040 en application de l'article 15.3.1.B) de la Convention entre la Société Pivot et l'EPA et dont la réalisation est prévue après le 23 Mars 2040, se poursuivront après cette date conformément aux calendriers visés dans le(s) dit(s) Programme(s) Détaillé(s). Conformément à l'article 15.3.1.B.a) de la Convention, la Société Pivot devra indiquer qu'une étude de marché correspondant à chacun de ces programmes aura bien été effectuée. En outre, pour l'application de l'article 15.6 de la Convention, la Société Pivot devra justifier de ses meilleurs efforts pour la réalisation de ces programmes au regard des capacités d'absorption des marchés propres à chaque type de programme, dans le respect des critères de qualité et de rentabilité propres au Projet, tels que précisés, notamment, dans lesdites études de marchés.

Les dispositions de la Convention continueront à s'appliquer pour les besoins de la poursuite de l'exécution dudit (desdits) Programme(s) Détaillé(s).

Les actes de vente des Lots cessibles compris dans les Programmes Détaillés à venir devront intervenir au plus tard le 31 décembre 2045. Toutes les promesses de vente pour lesquelles l'acte de vente n'aura pas été régularisé le 31 décembre 2045 au plus tard seront caduques de plein droit. ».

1.6. L'article 15.3.5.1 « Les études préalables » est annulé et remplacé comme suit :

« *L'EPA pilote des études préalables des nouveaux quartiers urbains en concertation avec les collectivités territoriales compétentes ; ces études réalisées à l'initiative de l'EPA en amont des Phases d'Aménagement et actualisées en cohérence avec la concertation prévue à l'article 15.3.1-A ne sont pas opposables en tant que telles à la Société Pivot mais ont pour objet d'éclairer les parties publiques ainsi que Val d'Europe Agglomération et ses communes membres concernées sur les différents impacts des développements urbains envisageables.* »

1.7. <u>L'article 15.5.2 « Cas particulier : Sort des terrains en cas de non-réalisation d'une troisième attraction majeure » est annulé et remplacé comme suit</u> :

« Si au 24 mars 2036, la Société Pivot ou son cessionnaire n'a pas demandé l'inclusion dans un Programme Détaillé correspondant à la réalisation d'une troisième attraction majeure susceptible d'attirer chaque année des millions de visiteurs supplémentaires par rapport à ceux qui viennent visiter les Parcs Disneyland et Walt Disney Studios dans le quartier des attractions tel que figurant dans le Plan des Quartiers, l'EPA pourra commercialiser les terrains non utilisés du Site de l'Erable dans les conditions précisées ci-dessous à l'Article 15.5.3.

Les terrains, objet d'une telle commercialisation par l'EPA comprendront tous les terrains du Site de l'Erable qui, au 24 mars 2036, n'auront pas été inclus dans une demande de Programme Détaillé en vue de l'une des utilisations prévues aux paragraphes ci-dessus.

Il est cependant convenu entre les Parties que l'échéance ci-dessus du 24 mars 2036 relative à la réalisation d'une troisième attraction touristique majeure pourra être reportée par la Société Pivot par voie d'avenant à la présente Convention jusqu'à la date à laquelle un seuil d'au moins 22 millions de visiteurs annuels aura été atteint par les deux Parcs Disneyland et Walt Disney Studios, étant entendu qu'en pareil cas la réalisation de cette troisième attraction majeure devra être prévue dans un programme détaillé signé au plus tard le 23 mars 2040.

Au choix de la Société Pivot ou de son cessionnaire, l'affectation des terrains du Site de l'Erable pourra comporter des attractions, et / ou des développements hôteliers et / ou des équipements touristiques, ludiques et sportifs, et en complément de la troisième attraction majeure ou en remplacement de celle-ci. »

1.8. <u>L'article 15.8 « TRANCHE CONDITIONNELLE DE L'EMPRISE » est annulé et remplacé comme suit</u> :

« Pour ce qui concerne la tranche conditionnelle de l'Emprise (i.e., le Secteur Est VN), il est convenu ce qui suit :

La Société Pivot Villages Nature pourra au plus tard le 31 décembre 2030 manifester son intention de développer la tranche conditionnelle correspondant au Secteur Est VN à la condition qu'à la date à laquelle elle manifeste son intention (i) au moins 75% des terrains du Secteur Ouest du Projet Villages Nature aient été inclus dans un Programme Détaillé, sur la base d'un coefficient d'occupation des sols global qui ne saurait être inférieur à 0,10, et (ii) 2/3 au moins de la Surface Hors Œuvre Nette (SHON) prévue dans le Secteur Ouest du Projet Villages Nature aient été livrés. Pour les besoins de ce calcul, les terrains du Ranch Davy Crockett ne seront pris en compte que dans le cas où leur affectation en résidences de tourisme aura été prévue dans un Programme Détaillé.

Si la Société Pivot Villages Nature ne manifeste pas cette intention, elle perdra ses droits sur les terrains du Secteur Est VN et l'EPA pourra les commercialiser librement conformément aux stipulations de l'article 15.3.4.e) ci-avant.

Si la Société Pivot Villages Nature manifeste cette intention, les Parties se réuniront pour convenir avant le 24 mars 2032 d'un avenant à la Convention pour le développement du Secteur Est, en ce notamment compris, le Programme du Secteur Est VN, le détail des infrastructures primaires et secondaires desservant les Lots cessibles de ce Secteur ainsi que les objectifs d'engagement et de livraison pour ce dernier. ».

1.9. L'article 16.4.a.(e) « Frais financiers » est annulé et remplacé comme suit :

« *Ce poste comprend les frais financiers résultant du décalage qui existera entre le paiement de toutes les dépenses et l'encaissement de toutes les recettes (ce décalage représente le besoin de financement) concernant un Programme Détaillé de phase d'aménagement constitué d'un ou plusieurs Ilots. Ce décalage mobilise la trésorerie de l'EPA pour lui permettre de remplir ses obligations au titre dudit Programme Détaillé, et le conduit, soit à utiliser ses fonds propres, soit à contracter les emprunts nécessaires auprès d'établissements financiers.*

Dans le cas où plusieurs Lots-Ilots seraient introduits par un même avenant, les frais financiers seront calculés pour ledit avenant sur l'ensemble desdits Lots-Ilots.

Les stipulations du paragraphe ci-dessus, prenant effet à la signature du présent avenant, n'affecteront pas les îlots clôturés provisoirement ou définitivement des Phases I, II et III.

Ce poste ne prend en compte les frais financiers relatifs aux terrains inclus dans un programme détaillé ou dans un avenant au programme détaillé qu'à partir du moment où ces terrains ont été imputés à une Phase, conformément aux dispositions du paragraphe (a). Le calcul des frais financiers sera effectué le dernier jour de chaque trimestre.

Le montant total des sommes donnant lieu au calcul annuel des frais financiers sera égal à la différence constatée le dernier jour du trimestre entre les dépenses cumulées décaissées conformément aux paragraphes (a), (b), (c) et (d) du présent Article 16.4. et toutes les recettes cumulées encaissées relatives à un Programme Détaillé ou à un avenant au Programme Détaillé, à laquelle s'ajoutera une provision de trésorerie égale à un virgule cinq douzième (1,5/12) des dépenses des douze derniers mois pour un Programme Détaillé ou un avenant au Programme Détaillé considéré. Dans l'hypothèse d'un besoin de financement auprès d'un établissement financier, les frais financiers générés non couverts par une recette donneront lieu à capitalisation jusqu'à leur couverture complète par un encaissement.

Les frais financiers seront alors calculés et arrêtés annuellement, jusqu'à la clôture de la phase d'aménagement considérée, en multipliant le montant moyen des sommes définies précédemment pour chaque trimestre par le

taux d'intérêt moyen pondéré pour le trimestre, calculé de la manière suivante :

- Le taux de référence pour chaque période sera le taux usuel de la Caisse des Dépôts et Consignations applicable aux aménageurs publics pouvant prétendre à des prêts à moyen terme garantis par des Collectivités Publiques, le premier jour de chaque trimestre.

- Le taux pondéré retenu pour chaque trimestre sera égal à la moyenne des taux de référence applicables à chaque période trimestrielle antérieure, et ce à compter de la date de remise par la Société Pivot à l'EPA de la proposition d'une phase d'aménagement ou d'un Dossier d'Information Complémentaire (DIC) en vue de l'introduction d'un(de) nouveau(x) Lot(s) en vue de la signature d'un Avenant au Programme Détaillé, pondérés par l'évolution du besoin de financement de chaque période trimestrielle correspondante. Ne sont prises en compte dans le calcul que les périodes ayant fait apparaître une augmentation du besoin de financement.

L'EPA tiendra des livres et comptes séparés pour les frais financiers calculés et arrêtés par Programme Détaillé de Phase d'Aménagement et par Avenant à chaque Programme Détaillé, conformément aux méthodes et procédures décrites au présent Article 16.4.

Dans le cadre d'un recours à l'emprunt, l'EPA remettra à la Société Pivot tous les documents justifiant les frais financiers décaissés et capitalisés, tels que les tableaux d'amortissement.

L'ensemble des modalités du calcul des frais financiers précédemment exposées, ainsi que la liste des natures budgétaires constitutives de l'assiette de calcul des frais financiers sont reportées respectivement en annexes 16.4a et 16.4b. »

1.10. <u>Le titre et les stipulations de l'article 16.4.b « Contribution de l'aménageur aux Equipements Publics réalisés par le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Val d'Europe » sont modifiés comme suit :</u>

*« **16.4.b. <u>Contribution de l'aménageur aux Equipements Publics réalisés par les communes ou la Communauté d'Agglomération du Val d'Europe</u>***

Cette contribution forfaitaire applicable au Projet EURO DISNEY et à la charge de la Société Pivot sera :

- *pour les programmes de logements, hors résidences spécifiques, inclus au jour du présent avenant n° 9 dans le Programme Détaillé de la Phase IV, de 2100 Euros (deux mille cent euros) par logement ;*

- *pour les programmes de logements, hors résidences spécifiques, contractualisés à partir de la Phase V d'Aménagement ou inclus par voie d'Avenant à la Phase IV postérieurement à la signature du présent avenant, de :*

- *6000 Euros (six mille euros) par logement, en considération du programme général d'aménagement en matière de logement visé à l'annexe 1.3.B ci-après.*

- *2100 Euros (deux mille cent euros) par logement dédié aux salariés de la Société Pivot ou des sociétés filiales ou affiliés au groupe Disney.*

Ces contributions, qui ne seront pas indexées, seront versées directement par la Société Pivot à l'EPAFRANCE.»

1.11. <u>L'article 16.9 « Comptabilité spécifique » est annulé et remplacé comme suit</u> :

« *Une comptabilité annexe applicable uniquement aux opérations réalisées à l'intérieur de l'Emprise sera instaurée au sein de la comptabilité de l'EPA.*

Cette comptabilité annexe fera l'objet d'un Rapport Financier spécifique approuvé par le Conseil d'Administration. L'EPA fournira à la Société Pivot ou à son Cessionnaire les rapports mensuels périodiques relatifs aux dépenses directes engagées sur chaque Ilot (postes (a), (b) et (c) de l'Article 16.4) et cela en décomposant par nature chacune de ces dépenses et en les présentant d'une façon suffisamment détaillée pour que la Société Pivot puisse se convaincre de la réalité des dépenses exposées et de ce qu'elles relèvent de l'Ilot auquel elles sont imputées.

La Société Pivot sera en droit au vu des états décrivant les dépenses directes exposées, de réclamer la communication de tous documents justificatifs relatifs à ces dépenses, pouvant être raisonnablement demandés.

La Société Pivot aura la possibilité, après un préavis raisonnable et pendant les heures ouvrables, d'avoir accès et contrôler toutes parties des registres, comptes et documents correspondant aux dépenses directes concernées, étant entendu que ce droit ne sera exercé que dans une minorité de cas, à moins que n'aient été établies précédemment des irrégularités. »

1.12. <u>Le premier alinéa de l'article 40 « DUREE » est annulé et remplacé par ce qui suit</u> :

« La présente Convention est conclue pour une durée expirant le 23 mars 2040 ».

1.13. <u>La liste des annexes de la Convention est modifiée ainsi qu'il suit :</u>

Les Annexes n°1.1, 1.3 A, 1.3 B, 15.1 et 17.4 sont modifiées.
Les Annexes n° 16.4a et 16.4b sont créées.

TITRE II - DIVERS

II.1. Le présent Avenant entre en vigueur au jour de sa signature par toutes les Parties.

II.2. Toutes les clauses, charges et conditions de la Convention non modifiées par le présent Avenant demeurent inchangées.

II.3. Chaque Partie déclare par les présentes à chacune des autres Parties que :

(i) la signature du présent Avenant par ladite Partie a été dûment autorisée, autant que de besoin, en respectant toutes les formalités et autorisations nécessaires ;
(ii) aucune autorisation ou signature autre que celles obtenues et existantes à la date des présentes, ne sont nécessaires ou requises pour la signature du présent Avenant par ladite Partie; et
(iii) le présent Avenant, dès qu'il sera signé, engagera et liera valablement ladite Partie conformément à ses termes et conditions.

EN FOI DE QUOI, chacun des signataires a fait signer le présent Avenant par son ou ses représentants dûment habilité(s).

Fait à Paris, le ……2019, en sept (7) exemplaires originaux.

LA REPUBLIOUE FRANCAISE
Par ……..

LA REGION ILE-DE-FRANCE
Par le Président du Conseil Région 1

_____

LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
Par le Président du Conseil Général

_____

LA REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Par le Président-Directeur général

_____

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT DU SECTEUR IV DE LA VILLE NOUVELLE DE MARNE-LA-VALLEE
Par le Directeur Général

_____

EURO DISNEY ASSOCIES S.A.S.
Par son Président

_____ Natacha RAFALSKI

LES VILLAGES NATURE DE VAL D'EUROPE S.A.S.
Par son Président

_____

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1.1 : PLAN DE L'EMPRISE ET COORDONNÉES

ANNEXE 1.3 A : PLAN D'ENSEMBLE

ANNEXE 1.3 B : PROGRAMME GENERAL D'AMENAGEMENT

ANNEXE 15.1 : PLAN DES QUARTIERS

ANNEXE 16.4a : MODALITES DE CALCUL DES FRAIS FINANCIERS ET DEFINITION DE L'ASSIETTE DE CALCUL

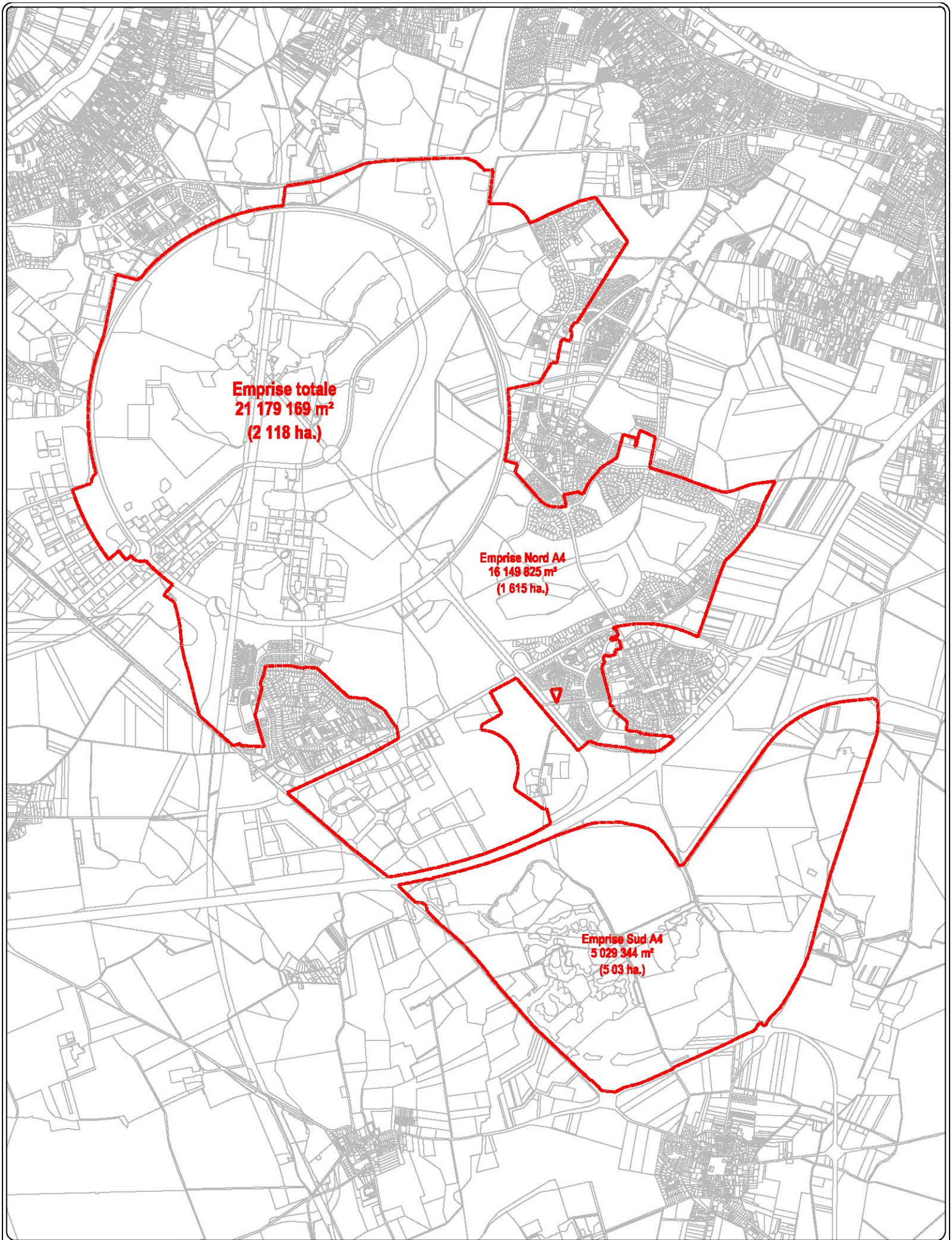
ANNEXE 16.4b : NATURES BUDGETAIRES CONSTITUTIVES DE L'ASSIETTE DE CALCUL DES FRAIS FINANCIERS

ANNEXE 17.4 : IDENTIFICATION DES TERRAINS EXCLUS OU AJOUTÉ A L'EMPRISE INITIALE et 3 sous-plans identifiant les recalages sont joints :

. ANNEXE 17.4a (Quartier Nord **–** Coupvray, Montry)

. ANNEXE 17.4b (Quartier de l'Est - Bailly-Romainvilliers, Coutevroult)

. ANNEXE 17.4c (**–** Quartier Sud 'Secteur Est' **–** Bailly-Romainvilliers, Coutevroult)



CONVENTION
AGREEMENT

ANNEXE N°
ANNEX N°
1.1

PLAN DE L'EMPRISE - PERIMETRE
.
SITE PLAN - PERIMETER
.
Echelle / Scale : 1 : 25 000 *Août / August 2019*

LEGENDE 1 / 17 *LEGEND*

LIMITE D'EMPRISE *SITE BOUNDARY*

Annexe 1.1

A - EMPRISE DISNEY NORD AUTOROUTE A4								
N°	**X**	**Y**	**Dist**	**Gis**	**X centre**	**Y centre**	**Rayon**	**N°**
1	1682722,524	8184993,208						1
2					1684321,708	8185043,093	1599,96	2
3	1682839,831	8185646,352						3
			0	0				
3	1682839,831	8185646,352						3
			479,72	12,871				
4	1682936,164	8186116,304						4
			168,58	115,356				
5	1683099,861	8186076,034						5
			19,52	45,052				
6	1683112,549	8186090,865						6
			10,94	115,291				
7	1683123,177	8186088,262						7
			83,51	39,878				
8	1683172,131	8186155,913						8
			0	0				
8	1683172,131	8186155,912						8
9					1684321,696	8185043,084	1599,96	9
10	1683714,375	8186523,302						10
11					1684321,704	8185043,085	1599,97	11
12	1684199,727	8186638,396						12
			0	250				
12	1684199,726	8186638,395						12
			150,71	8,673				
13	1684220,195	8186787,708						13
			242,51	89,69				
14	1684459,527	8186826,809						14
			7,66	89,183				
15	1684467,075	8186828,104						15
			5,9	88,933				
16	1684472,883	8186829,124						16
			6,77	85,47				
17	1684479,474	8186830,655						17
			8,98	79,665				
18	1684488,003	8186833,476						18
			94,86	79,832				
19	1684578,143	8186863,027						19
			35,32	77,126				
20	1684611,209	8186875,447						20
			9,85	76,279				
21	1684620,381	8186879,032						21
			4,82	84,254				
22	1684625,058	8186880,213						22
			50,99	80,059				
23	1684673,564	8186895,924						23
			13,11	74,159				
24	1684685,612	8186901,102						24
			38,54	73,058				
25	1684720,755	8186916,931						25
			49,86	74,923				
26	1684766,801	8186936,069						26
			30,59	72,324				
27	1684794,542	8186948,951						27

			26,06	78,427				
28	1684819,117	8186957,613						28
			25,81	85,48				
29	1684844,255	8186963,448						29
			16,79	89,54				
30	1684860,817	8186966,194						30
			8,16	93,215				
31	1684868,93	8186967,062						31
			31,63	93,221				
32	1684900,381	8186970,424						32
			4,1	93,204				
33	1684904,459	8186970,861						33
			9,27	90,845				
34	1684913,63	8186972,189						34
			6,52	90,844				
35	1684920,079	8186973,123						35
			20,25	95,996				
36	1684940,291	8186974,396						36
			37,08	91,397				
37	1684977,036	8186979,392						37
			81,23	96,451				
38	1685058,136	8186983,918						38
			241,05	97,182				
39	1685298,95	8186994,586						39
			10,95	95,539				
40	1685309,877	8186995,353						40
			87,34	97,299				
41	1685397,139	8186999,057						41
			30,49	97,007				
42	1685427,594	8187000,49						42
			7,23	102,237				
43	1685434,82	8187000,236						43
			72,37	99,924				
44	1685507,189	8187000,322						44
			84,98	99,837				
45	1685592,171	8187000,54						45
			82,34	124,183				
46	1685668,644	8186970,007						46
			87,73	149,143				
47	1685731,507	8186908,814						47
			65,19	97,083				
48	1685796,632	8186911,8						48
			257,13	207,381				
49	1685766,887	8186656,4						49
			20	107,408				
50	1685786,751	8186654,078						50
			89,79	99,2				
51	1685876,536	8186655,207						51
52					1685864,787	8186433,231	222,29	52
53	1686071,652	8186514,585						53
			6,5	177,079				
54	1686073,942	8186508,502						54
			47,08	77,766				
55	1686118,184	8186524,614						55
			18,64	74,676				
56	1686135,364	8186531,833						56
			101,25	71,585				

57	1686226,693	8186575,538						57
			13,76	73,464				
58	1686239,275	8186581,109						58
			151,55	74,199				
59	1686378,551	8186640,862						59
			15,57	74,301				
60	1686392,867	8186646,977						60
			70,26	74,3				
61	1686457,479	8186674,576						61
			27,06	84,513				
62	1686483,742	8186681,094						62
			13,86	84,492				
63	1686497,197	8186684,438						63
			49,3	84,496				
64	1686545,046	8186696,327						64
			35,69	87,314				
65	1686580,034	8186703,393						65
			7,36	198,141				
66	1686580,249	8186696,033						66
			12,34	160,177				
67	1686587,475	8186686,029						67
			393,79	160,173				
68	1686818,069	8186366,819						68
			724,26	235,616				
69	1686433,688	8185752,97						69
			19,79	289,721				
70	1686414,153	8185749,788						70
			58,26	236,566				
71	1686382,5	8185700,877						71
			30,16	170,718				
72	1686395,888	8185673,852						72
			62,23	212,093				
73	1686384,138	8185612,743						73
			28,14	312,092				
74	1686356,504	8185618,056						74
75					1686364,368	8185659,185	41,87	75
76	1686341,43	8185624,153						76
			15,21	336,564				
77	1686328,664	8185632,414						77
			32,5	236,567				
78	1686311,006	8185605,13						78
			165,25	212,118				
79	1686279,741	8185442,866						79
			36,57	312,091				
80	1686243,828	8185449,77						80
			179,06	235,616				
81	1686148,799	8185298,01						81
			245,55	286,605				
82	1685908,66	8185246,725						82
83					1684321,708	8185043,109	1599,96	83
84	1685885,377	8184704,267						84
			100,05	116,481				
85	1685982,091	8184678,654						85
			64,73	218,505				
86	1685963,54	8184616,643						86
			266,6	153,831				
87	1686140,375	8184417,131						87

			19,42	153,834				
88	1686153,254	8184402,599						88
89					1686265,132	8184501,758	149,5	89
90	1686260,722	8184352,327						90
			47,74	101,878				
91	1686308,442	8184350,919						91
92					1686347,313	8184339,077	40,63	92
93	1686309,156	8184353,049						93
			42,63	98,826				
94	1686351,778	8184353,835						94
			36,02	389,151				
95	1686345,669	8184389,334						95
			29,53	387,807				
96	1686340,048	8184418,322						96
			15,67	382,806				
97	1686335,868	8184433,421						97
			12,5	366,485				
98	1686329,588	8184444,227						98
			67,61	87,762				
99	1686395,952	8184457,144						99
			43,66	86,599				
100	1686438,644	8184466,266						100
			46,77	125,766				
101	1686481,638	8184447,848						101
			50,08	25,767				
102	1686501,36	8184493,884						102
103					1686786,772	8184371,613	310,5	103
104	1686567,168	8184591,121						104
105					1686362,432	8184795,772	289,48	105
106	1686609,918	8184645,608						106
			148,02	64,272				
107	1686735,233	8184724,386						107
			101,92	17,12				
108	1686762,314	8184822,647						108
			18,16	17,203				
109	1686767,162	8184840,149						109
			63,14	16,968				
110	1686783,793	8184901,063						110
			3	16,967				
111	1686784,582	8184903,953						111
			6,03	149,828				
112	1686788,854	8184899,704						112
			97,48	116,709				
113	1686882,993	8184874,413						113
			4,5	116,704				
114	1686887,338	8184873,246						114
			61,98	216,105				
115	1686871,825	8184813,239						115
			8,5	116,108				
116	1686880,055	8184811,111						116
			61,9	16,104				
117	1686895,547	8184871,041						117
			66,01	16,105				
118	1686912,068	8184934,948						118
			127,37	127,371				
119	1687027,85	8184881,856						119
			44,9	211,906				

120	1687019,502	8184837,741						120
			190,11	211,907				
121	1686984,152	8184650,943						121
			2,99	119,058				
122	1686987,013	8184650,06						122
			290,96	119,067				
123	1687265,022	8184564,213						123
			4,5	220,993				
124	1687263,564	8184559,953						124
			255,06	121,541				
125	1687504,164	8184475,285						125
			32,48	117,105				
126	1687535,475	8184466,664						126
			27,13	106,173				
127	1687562,473	8184464,038						127
			27,15	92,662				
128	1687589,447	8184467,161						128
			33,97	82,673				
129	1687622,17	8184476,294						129
			105,49	78,148				
130	1687721,509	8184511,798						130
			37,36	80,569				
131	1687757,142	8184523,025						131
			32,13	88,398				
132	1687788,74	8184528,848						132
			154,1	91,694				
133	1687941,526	8184548,896						133
			11,02	239,323				
134	1687935,145	8184539,914						134
			148,54	230,793				
135	1687866,066	8184408,416						135
			42,19	226,164				
136	1687849,21	8184369,738						136
			42,28	222,44				
137	1687834,615	8184330,062						137
			67,55	219,27				
138	1687814,479	8184265,584						138
			22,47	224,01				
139	1687806,203	8184244,691						139
			21,74	228,566				
140	1687796,77	8184225,099						140
			44,01	236,422				
141	1687772,942	8184188,096						141
			216,91	242,858				
142	1687637,697	8184018,511						142
			109,8	252,387				
143	1687557,201	8183943,836						143
			2,61	223,342				
144	1687556,264	8183941,396						144
			80,99	223,345				
145	1687527,226	8183865,79						145
			96,67	222,062				
146	1687494,391	8183774,863						146
			52,07	222,063				
147	1687476,706	8183725,892						147
			83,11	221,353				
148	1687449,35	8183647,415						148

			20	221,349				
149	1687442,768	8183628,529						149
			93,79	221,354				
150	1687411,895	8183539,967						150
			184,17	221,315				
151	1687351,378	8183366,021						151
			65,42	326,212				
152	1687291,426	8183392,202						152
153					1686936,255	8182578,898	887,47	153
154	1686885,863	8183464,94						154
			0,01	94,707				
155	1686885,875	8183464,94						155
156					1686936,273	8182578,821	887,55	156
157	1686706,252	8183436,048						157
158					1686729,642	8183454,833	30	158
159	1686728,445	8183424,859						159
			53,44	176,736				
160	1686747,542	8183374,948						160
			61,02	281,338				
161	1686689,127	8183357,316						161
			23,4	181,373				
162	1686695,877	8183334,907						162
163					1686729,993	8183270,982	72,46	163
164	1686709,083	8183340,359						164
			0	0				
164	1686709,083	8183340,359						164
			2,5	381,377				
165	1686708,362	8183342,753						165
			30,9	81,363				
166	1686737,947	8183351,67						166
			12,5	181,364				
167	1686741,554	8183339,702						167
			12,1	81,355				
168	1686753,134	8183343,194						168
			67,76	183,499				
169	1686770,502	8183277,693						169
			54,93	283,5				
170	1686717,408	8183263,615						170
			30,9	181,339				
171	1686726,337	8183234,032						171
			52,94	281,338				
172	1686675,652	8183218,733						172
			33,56	316,723				
173	1686643,239	8183227,448						173
174					1686553,947	8183251,45	92,46	174
175	1686630,947	8183200,263						175
			36,04	167,806				
176	1686648,406	8183168,733						176
			18,19	281,338				
177	1686630,996	8183163,478						177
			36,88	216,72				
178	1686621,421	8183127,863						178
			230,2	183,6				
179	1686680,068	8182905,26						179
			12,29	183,6				
180	1686683,2	8182893,372						180
			54,53	193,888				

181	1686688,427	8182839,098						181
			22,43	94,946				
182	1686710,789	8182840,877						182
			34,38	195,13				
183	1686713,416	8182806,6						183
			14,28	144,796				
184	1686724,304	8182797,361						184
			119,49	144,797				
185	1686815,41	8182720,051						185
			66,67	208,195				
186	1686806,851	8182653,933						186
			97,76	106,003				
187	1686904,174	8182644,729						187
			21,84	144,796				
188	1686920,826	8182630,599						188
			215,15	106,003				
189	1687135,024	8182610,342						189
190					1687093,083	8182714,871	112,63	190
191	1687142,696	8182613,758						191
			5,96	154,682				
192	1687146,587	8182609,248						192
			34,68	154,675				
193	1687169,244	8182582,993						193
			51,9	256,828				
194	1687128,829	8182550,435						194
			22,98	257,944				
195	1687110,683	8182536,334						195
			40,92	263,72				
196	1687076,231	8182514,257						196
			20,4	266,142				
197	1687058,649	8182503,912						197
			2,24	240,836				
198	1687057,307	8182502,115						198
			29,04	291,642				
199	1687028,514	8182498,313						199
			4,42	201,512				
200	1687028,409	8182493,894						200
			36,78	298,802				
201	1686991,639	8182493,202						201
			63,96	306,103				
202	1686927,97	8182499,324						202
			53,29	303,113				
203	1686874,745	8182501,929						203
			38,5	321,341				
204	1686838,388	8182514,595						204
			34,72	318,629				
205	1686805,142	8182524,611						205
			220,56	307,581				
206	1686586,143	8182550,814						206
			37,36	326,303				
207	1686551,923	8182565,816						207
			24,37	329,839				
208	1686530,181	8182576,825						208
			115,84	254,492				
209	1686442,703	8182500,895						209
			67,87	356,532				
210	1686399,878	8182553,551						210

			158,61	354,982				
211	1686296,835	8182674,131						211
			37,71	354,982				
212	1686272,334	8182702,802						212
			143,32	354,982				
213	1686179,226	8182811,755						213
			59,69	354,982				
214	1686140,449	8182857,131						214
			129,16	354,982				
215	1686056,538	8182955,322						215
			128,03	354,982				
216	1685973,364	8183052,651						216
			162,44	268,761				
217	1685830,094	8182976,103						217
			33,01	268,76				
218	1685800,983	8182960,549						218
			29,98	267,715				
219	1685774,777	8182945,989						219
			174,3	167,717				
220	1685859,425	8182793,626						220
			16,57	217,717				
221	1685854,874	8182777,697						221
			165,13	267,716				
222	1685710,523	8182697,5						222
			38,8	208,042				
223	1685705,635	8182659,013						223
224					1685691,773	8182364,694	294,64	224
225	1685964,379	8182252,883						225
226					1686002,868	8182233,033	43,31	226
227	1685978,275	8182197,387						227
			0	0				
227	1685978,275	8182197,387						227
			243,37	138,448				
228	1686178,598	8182059,179						228
			24,59	86,234				
229	1686202,616	8182064,455						229
			119,28	183,351				
230	1686233,457	8181949,226						230
			0,96	166,224				
231	1686233,941	8181948,401						231
			15,6	266,226				
232	1686220,486	8181940,508						232
			139,03	267,372				
233	1686099,319	8181872,33						233
			161,51	273,047				
234	1685952,072	8181805,976						234
			213,28	275,94				
235	1685753,84	8181727,276						235
			16,95	275,94				
236	1685738,09	8181721,023						236
			121,93	280,704				
237	1685621,72	8181684,63						237
			47,36	280,704				
238	1685576,52	8181670,494						238
			117,25	282,58				
239	1685463,632	8181638,81						239
			31,52	282,579				

240	1685433,286	8181630,292						240
			50,48	283,468				
241	1685384,502	8181617,331						241
			43,22	286,088				
242	1685342,31	8181607,961						242
			66,85	286,68				
243	1685276,917	8181594,076						243
			3,86	285,401				
244	1685273,16	8181593,199						244
			84,26	285,419				
245	1685191,101	8181574,069						245
			192,13	289,224				
246	1685001,714	8181541,702						246
			55,76	343,14				
247	1684958,271	8181576,664						247
			26,2	342,844				
248	1684937,784	8181592,995						248
			101,81	342,441				
249	1684857,776	8181655,948						249
			181,25	342,27				
250	1684715,035	8181767,643						250
			163,01	345,273				
251	1684591,536	8181874,04						251
			193,11	345,472				
252	1684445,629	8182000,541						252
			279,82	345,01				
253	1684232,885	8182182,302						253
			267,57	72,666				
254	1684476,164	8182293,689						254
			230,08	72,519				
255	1684685,139	8182389,952						255
			156,25	72,459				
256	1684826,996	8182455,46						256
			53,2	69,512				
257	1684874,207	8182479,973						257
			233,94	67,716				
258	1685078,708	8182593,589						258
			1,6	390,2				
259	1685078,463	8182595,168						259
			42,21	390,187				
260	1685071,982	8182636,879						260
			50,94	390,186				
261	1685064,16	8182687,216						261
			10,33	295,874				
262	1685053,851	8182686,547						262
			149,59	362,866				
263	1684971,458	8182811,403						263
			156,8	335,806				
264	1684838,811	8182895,016						264
			139,82	306,16				
265	1684699,648	8182908,524						265
			327,76	347,248				
266	1684458,086	8183130,055						266
			17,12	303,107				
267	1684440,988	8183130,89						267
			19,02	303,165				
268	1684421,996	8183131,835						268

			18,76	303,605				
269	1684403,262	8183132,897						269
			37,01	303,058				
270	1684366,297	8183134,674						270
			12,91	254,546				
271	1684356,544	8183126,223						271
			105,63	312,238				
272	1684252,864	8183146,403						272
			184,82	299,422				
273	1684068,05	8183144,725						273
			71,5	212,48				
274	1684054,123	8183074,596						274
			16,94	225,099				
275	1684047,617	8183058,958						275
			53,54	222,235				
276	1684029,294	8183008,647						276
			31,5	173,236				
277	1684042,149	8182979,893						277
			216,12	215,666				
278	1683989,501	8182770,285						278
			249,13	181,799				
279	1684059,762	8182531,266						279
			18,5	303,453				
280	1684041,29	8182532,269						280
			36,22	303,477				
281	1684005,127	8182534,246						281
			123,15	302,715				
282	1683882,092	8182539,497						282
			17	381,319				
283	1683877,175	8182555,77						283
			42,27	282,878				
284	1683836,425	8182544,538						284
			15,04	276,005				
285	1683822,437	8182539,001						285
			344,25	346,594				
286	1683566,35	8182769,056						286
			180,68	383,838				
287	1683520,973	8182943,94						287
			176,22	384,521				
288	1683478,549	8183114,974						288
			72,65	381,263				
289	1683457,474	8183184,499						289
			109,32	385,986				
290	1683433,603	8183291,185						290
			134,81	394,92				
291	1683422,857	8183425,562						291
			33,29	389,295				
292	1683417,286	8183458,381						292
			17,32	389,296				
293	1683414,387	8183475,46						293
			106,28	386,218				
294	1683391,559	8183579,255						294
			55,54	379,483				
295	1683373,966	8183631,94						295
			62,83	337,623				
296	1683321,79	8183666,949						296
			30,22	337,622				

297	1683296,691	8183683,789						297
			102,76	45,434				
298	1683363,962	8183761,474						298
			0	50				
298	1683363,963	8183761,474						298
299					1684321,708	8185043,116	1599,96	299
300	1683279,39	8183829,256						300
301					1684325,218	8185046,991	1605,19	301
302	1683157,023	8183946,103						302
303					1683122,494	8184018,267	80	303
304	1683050,616	8183983,149						304
			52,57	254,984				
305	1683010,648	8183948,996						305
			0	0				
305	1683010,648	8183948,995						305
306					1684321,88	8185043,223	1707,82	306
307	1682955,608	8184018,546						307
			0	0				
307	1682955,608	8184018,546						307
			100,04	254,982				
308	1682879,556	8183953,554						308
2					1684321,71	8185043,095	1807,46	2
309	1682603,384	8184482,506						309
			0	0				
309	1682603,384	8184482,506						309
			151,85	79,307				
310	1682747,281	8184530,999						310
311					1682826,843	8184539,344	80	311
312	1682782,608	8184606						312
2					1684321,708	8185043,095	1599,96	2
1	1682722,524	8184993,21						1
Superficie A				**16 154 114 m2**				

B - PARTIE HORS PERIMETRE DISNEY NORD AUTOROUTE A4 ***(Cimetière de Romainvilliers)***								
N°	**X**	**Y**	**Dist**	**Gis**	**X centre**	**Y centre**	**Rayon**	**N°**
313	1686284,854	8182871,612						313
			103,65	18,275				
314	1686314,201	8182971,022						314
			78,6	295,677				
315	1686235,784	8182965,689						315
			16,84	178,261				
316	1686241,423	8182949,822						316
			55,87	173,652				
317	1686263,892	8182898,669						317
			31,74	171,438				
318	1686277,661	8182870,067						318
			7,36	86,531				
313	1686284,854	8182871,612						313
Superficie B ***(à déduire de A)***				**4 289 m2**				

C - EMPRISE DISNEY ZONE SUD AUTOROUTE A4								
N°	**X**	**Y**	**Dist**	**Gis**	**X centre**	**Y centre**	**Rayon**	**N°**
319	1687852,628	8182508,045						319
			1060,49	238,956				
320	1687243,443	8181639,98						320

			38,1	276,711				
321	1687207,867	8181626,352						321
			55,27	368,272				
322	1687181,447	8181674,9						322
			164,55	360,3				
323	1687085,354	8181808,48						323
			95,77	354,418				
324	1687022,495	8181880,731						324
			58,89	333,066				
325	1686971,369	8181909,963						325
			74,83	317,673				
326	1686899,403	8181930,471						326
			139,2	312,796				
327	1686763,004	8181958,263						327
			173,04	299,088				
328	1686589,981	8181955,783						328
			35,29	292,419				
329	1686554,944	8181951,591						329
			56,18	282,764				
330	1686500,812	8181936,566						330
			21,73	274,974				
331	1686480,739	8181928,242						331
			223,43	278,435				
332	1686270,007	8181853,995						332
			53,31	273,765				
333	1686221,158	8181832,642						333
			69,51	275,93				
334	1686156,562	8181806,984						334
			35,09	273,032				
335	1686124,576	8181792,561						335
			157,4	273,831				
336	1685980,292	8181729,668						336
			152,47	277,294				
337	1685837,414	8181676,432						337
			92,7	278,51				
338	1685749,944	8181645,73						338
			70,39	282,276				
339	1685682,264	8181626,385						339
			90	281,696				
340	1685595,959	8181600,863						340
			199,82	283,73				
341	1685402,634	8181550,351						341
			58,49	285,52				
342	1685345,648	8181537,161						342
			10,16	286,67				
343	1685335,709	8181535,049						343
			6	147,777				
344	1685340,094	8181530,96						344
			35,35	285,378				
345	1685305,673	8181522,912						345
			5,56	375,906				
346	1685303,618	8181528,08						346
			10,64	286,132				
347	1685293,232	8181525,781						347
			148,58	287,192				
348	1685147,645	8181496,09						348
			67,93	288,185				

349	1685080,884	8181483,556						349
			9,99	216,661				
350	1685078,3	8181473,909						350
			76,36	149,397				
351	1685132,801	8181420,43						351
			18,17	145,774				
352	1685146,476	8181408,46						352
			78,04	149,567				
353	1685202,035	8181353,651						353
			11,01	123,805				
354	1685212,28	8181349,631						354
			48,55	104,679				
355	1685260,699	8181346,066						355
			10,08	144,334				
356	1685268,431	8181339,601						356
			28,66	144,334				
357	1685290,421	8181321,214						357
			39,46	189,09				
358	1685297,15	8181282,335						358
			110,73	150,618				
359	1685374,681	8181203,283						359
			28,75	149,192				
360	1685395,27	8181183,21						360
			118,44	144,171				
361	1685486,325	8181107,471						361
			104,46	146,607				
362	1685564,022	8181037,643						362
			2,82	138,765				
363	1685566,338	8181036,028						363
			36,21	152,075				
364	1685591,094	8181009,603						364
			82,11	154,46				
365	1685644,946	8180947,623						365
			26,28	149,421				
366	1685663,696	8180929,211						366
			147,08	155,904				
367	1685757,619	8180816,025						367
			3,36	242,57				
368	1685755,537	8180813,39						368
			49,39	156,92				
369	1685786,465	8180774,885						369
			10,37	158,414				
370	1685792,765	8180766,653						370
			31,73	155,476				
371	1685813,19	8180742,373						371
			64	156,093				
372	1685853,913	8180693						372
			38,04	153,72				
373	1685879,192	8180664,58						373
			65,26	153,98				
374	1685922,364	8180615,642						374
			97,47	153,98				
375	1685986,846	8180542,547						375
			45,83	153,999				
376	1686017,154	8180508,17						376
			108,99	154				
377	1686089,232	8180426,414						377

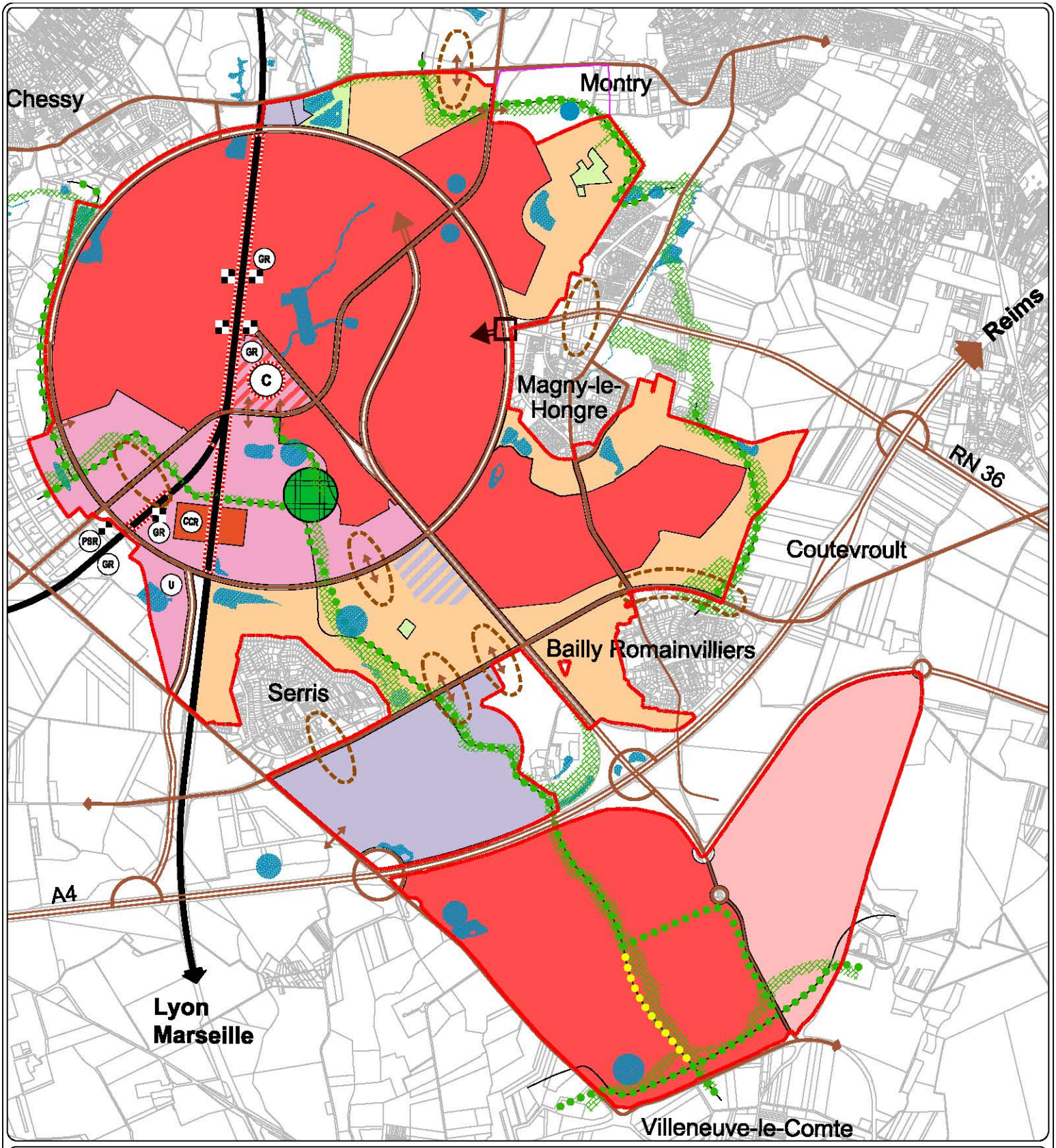
			26,75	152,186				
378	1686107,488	8180406,859						378
			38,17	150,561				
379	1686134,24	8180379,631						379
			32,3	148,125				
380	1686157,742	8180357,474						380
			81,7	148,497				
381	1686216,86	8180301,084						381
			175,47	148,276				
382	1686344,251	8180180,414						382
			40,8	147,993				
383	1686373,998	8180152,486						383
			51,59	148,437				
384	1686411,359	8180116,916						384
			54,49	148,198				
385	1686450,963	8180079,493						385
			14,05	148,199				
386	1686461,175	8180069,843						386
			40,03	148,199				
387	1686490,268	8180042,351						387
			30,88	148,197				
388	1686512,716	8180021,14						388
			21,87	148,201				
389	1686528,609	8180006,121						389
			12,14	148,194				
390	1686537,432	8179997,785						390
			6,75	50,207				
391	1686542,219	8180002,541						391
			65,15	150,207				
392	1686588,14	8179956,321						392
			23,81	146,105				
393	1686605,975	8179940,545						393
			4,14	262,937				
394	1686602,513	8179938,266						394
			28,36	146,104				
395	1686623,758	8179919,474						395
			102,85	105,642				
396	1686726,209	8179910,371						396
			38,22	67,252				
397	1686759,481	8179929,175						397
			34,75	71,123				
398	1686790,716	8179944,402						398
			49,21	82,903				
399	1686838,165	8179957,46						399
			34,27	85,896				
400	1686871,596	8179964,99						400
			48,97	81,967				
401	1686918,617	8179978,677						401
			34,74	76,54				
402	1686951,027	8179991,192						402
			40,19	73,452				
403	1686987,77	8180007,469						403
			99,56	73,188				
404	1687078,628	8180048,171						404
			87,59	73,557				
405	1687158,77	8180083,515						405
			27,09	49,634				

406	1687177,812	8180102,777						406
			190,21	73,39				
407	1687351,647	8180179,989						407
			51,84	73,389				
408	1687399,027	8180201,034						408
			122,61	73,389				
409	1687511,079	8180250,805						409
			30,82	73,391				
410	1687539,243	8180263,314						410
			46,47	72,069				
411	1687581,313	8180283,055						411
			33,72	72,068				
412	1687611,836	8180297,378						412
			20,13	65,271				
413	1687629,045	8180307,823						413
			55,13	70,088				
414	1687678,203	8180332,785						414
			103,61	74,181				
415	1687773,405	8180373,661						415
			19,69	53,935				
416	1687788,161	8180386,697						416
			39,57	32,082				
417	1687807,27	8180421,35						417
			5	32,08				
418	1687827,054	8180439,227						418
419					1687976,282	8180555,201	188,99	419
420	1687840,89	8180423,339						420
			12,89	150,842				
421	1687849,881	8180414,107						421
			15,95	82,646				
422	1687865,245	8180418,402						422
			25,17	32,572				
423	1687877,569	8180440,35						423
			23,87	32,571				
424	1687889,255	8180461,162						424
			29,45	43,144				
425	1687907,719	8180484,102						425
			44,88	54,215				
426	1687941,487	8180513,67						426
			34,27	49,26				
427	1687965,436	8180538,182						427
			32,74	41,932				
428	1687985,478	8180564,077						428
			61,72	34,256				
429	1688017,107	8180617,072						429
			12,67	50,405				
430	1688026,122	8180625,973						430
			7,72	31,265				
431	1688029,762	8180632,779						431
			186,54	32,065				
432	1688119,796	8180796,153						432
			93,56	30,219				
433	1688162,557	8180879,367						433
			2,9	385,855				
434	1688161,919	8180882,191						434
			5,99	15,338				
435	1688163,348	8180888,007						435

			5,82	32,283				
436	1688166,173	8180893,092						436
			1,97	148,285				
437	1688167,602	8180891,738						437
			36,44	23,997				
438	1688181,014	8180925,618						438
			55,46	20,993				
439	1688198,971	8180978,086						439
			27,91	17,107				
440	1688206,382	8181004,999						440
			68	17,107				
441	1688224,435	8181070,557						441
			2	356,343				
442	1688223,17	8181072,103						442
			11,31	13,63				
443	1688225,573	8181083,155						443
			1,71	96,758				
444	1688227,28	8181083,242						444
			30,97	16,973				
445	1688235,439	8181113,116						445
			9,99	13,269				
446	1688237,506	8181122,889						446
			74,33	16,928				
447	1688257,039	8181194,606						447
			73,44	17,085				
448	1688276,512	8181265,417						448
			2,49	320,661				
449	1688274,149	8181266,212						449
			12,82	16,897				
450	1688277,512	8181278,584						450
			2,65	93,077				
451	1688280,15	8181278,872						451
			99,48	16,878				
452	1688306,215	8181374,874						452
			91,42	16,693				
453	1688329,911	8181463,165						453
			12,82	26,131				
454	1688335,028	8181474,923						454
			8,65	23,511				
455	1688338,149	8181482,986						455
			76,55	13,964				
456	1688354,805	8181557,7						456
			353,63	20,401				
457	1688466,195	8181893,324						457
			475,39	20,44				
458	1688616,22	8182344,421						458
			96,93	20,515				
459	1688646,918	8182436,362						459
			204,25	20,435				
460	1688711,361	8182630,178						460
			27,46	6,359				
461	1688714,099	8182657,499						461
			12,02	8,187				
462	1688715,641	8182669,424						462
			18,04	4,973				
463	1688717,049	8182687,412						463
			20,37	0,559				

464	1688717,228	8182707,785						464
			12,53	4,695				
465	1688718,151	8182720,277						465
			15,11	10,335				
466	1688720,594	8182735,193						466
			19,02	3,282				
467	1688721,574	8182754,185						467
			128,76	396,17				
468	1688713,832	8182882,712						468
469					1688720,782	8182918,827	36,78	469
470	1688690,004	8182898,695						470
			201,34	293,746				
471	1688489,638	8182878,949						471
472					1688576,238	8182000,235	882,97	472
473	1687875,122	8182536,96						473
474					1686003,62	8183969,647	2356,93	474
319	1687852,628	8182508,045						319
Superficie C				**5 029 344 m2**				

SUPERFICIE TOTALE : A-B+C =	**21 179 169 m2**



LEGENDE

PERIMETRE DISNEY

EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

- Voies ferrée (TGV - RER ...)
- Gare ou bâtiment voyageurs
- Transport en commun capacitaire
- Voie principale - Echangeur, diffuseur important
- Pénétrante majeure
- Boulevard urbain - Autre voie importante
- Liaison fonctionnelle - Desserte de quartier
- Infrastructures à l'étude

- Parking d'intérêt régional - Gare routière
- Réserve pour équipement
- Centre de congrès
- Centre commercial régional
- Centralité secondaire / Continuité urbaine
- Université
- Droit de volume sur infrastructures publiques (périmètre)

CARACTERE DOMINANT DU TISSU

- Bourg existant
- Dominante Habitat
- Dominante Activité
- Dominante Touristique
- Centre urbain multifonctionnel
- Centre commercial
- Espace naturel
- Agriculture urbaine
- Plan d'eau
- Trame verte majeure (tracé indicatif)
- Cheminement ouvert au public (tracé indicatif)
- Parc urbain
- Programme à déterminer

CONVENTION
AGREEMENT

ANNEXE N° 1.3 A
ANNEX N°

AMENAGEMENT PARTIEL DU SECTEUR IV DE MARNE-LA-VALLEE

DEVELOPPEMENT OF PART OF SECTOR IV OF MARNE-LA-VALLEE

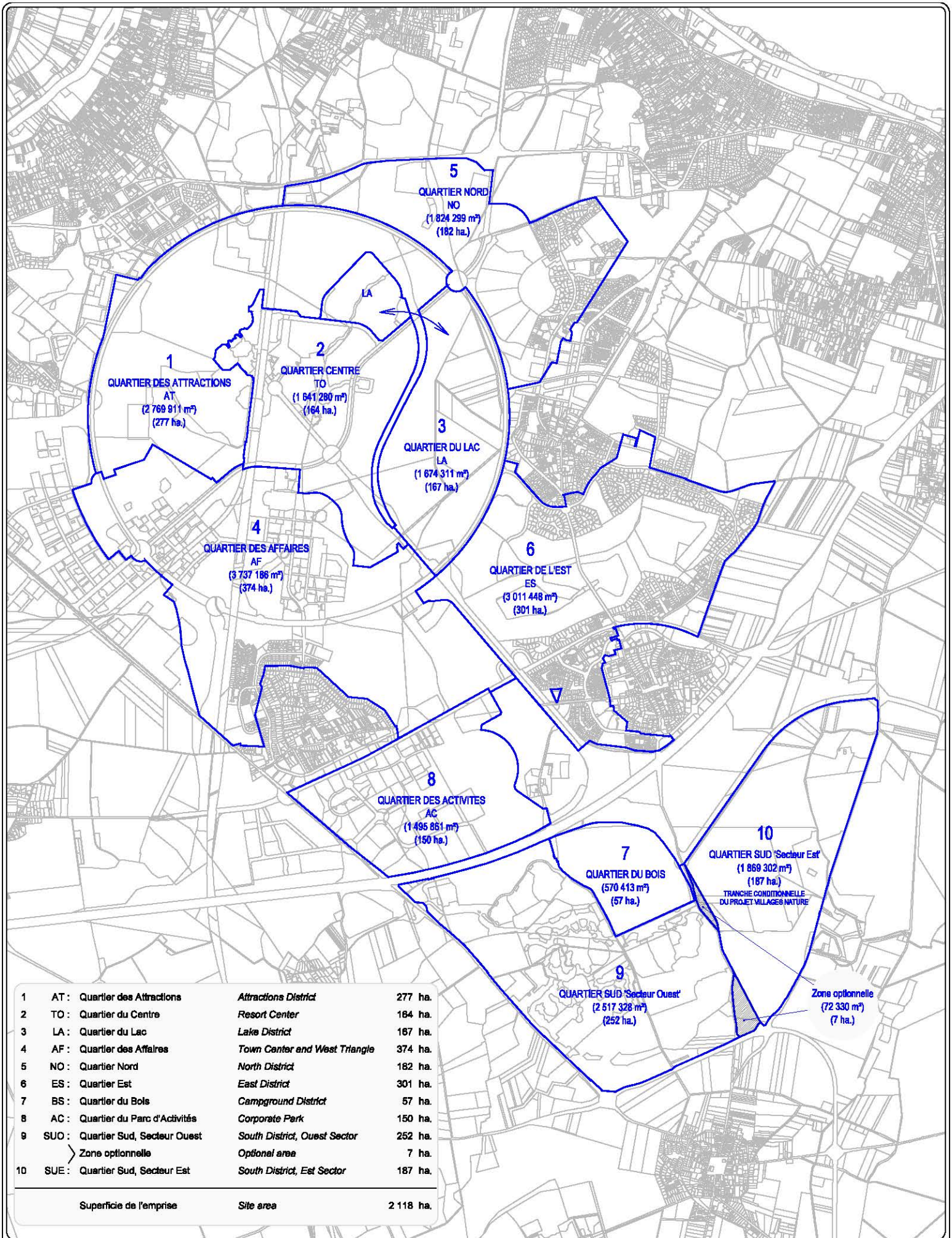
Echelle / Scale : 1 : 25 000 *Août / August 2019*

Annexe 1.3 B
à la Convention

PROGRAMME GENERAL D'AMENAGEMENT
(à terme) PAR QUARTIER

	Désignation	Unités		Emprise (ha)
	TERRAINS AMENAGEABLES			
	(Lots, infrastructures primaires, secondaires et équipements publics de superstructure)			
1	**Quartier des Attractions**			
	Parc			
	Esplanade	750 000	m² sdp	
	Extension Majeure du Parc ou 2ème Attraction Majeure			
	Hôtels 4 Etoiles	1 000	chambres	
	Total Quartier :			**277**
2	**Quartier du Centre**			
	Spectacles / Restaurants / Commerces	115 000	m² sdp	
	Hôtels	9 800	chambres	
	Centre de Congrès	40 000	m² sdp	
	Bureaux	60 000	m² sdp	
	Total Quartier :			**164**
3	**Quartier du Lac**			
	3ème Attraction Majeure	350 000	m² sdp	
	Hôtels	4 700	chambres	
	Spectacles / Restaurants / Commerces	30 000	m² sdp	
	Total Quartier :			**167**
4	**Quartier d'Affaires**			
	Centre Commercial Regional	247 000	m² sdp	
	Bureaux	540 000	m² sdp	
	Habitat à dominante collectif	8 725	u.	
	Résidences spécifiques	2 925	u.	
	Commerces de proximité	20 000	m² sdp	
	Hôtels	2 900	chambres	
	Activités	15 000	m² sdp	
	Total Quartier :			**374**
5	**Quartier Nord**			
	Hôtels	4 350	chambres	
	Habitat à dominante individuel	1 850	u.	
	Résidences spécifiques	480	u.	
	Commerces de proximité	10 000	m² sdp	
	Activités	25 000	m² sdp	
	Total Quartier :			**182**
6	**Quartier Est**			
	Hôtels	1 030	chambres	
	Habitat à dominante individuel	1 935	u.	
	Résidences spécifiques	745	u.	
	Commerces de proximité	1 500	m² sdp	
	Golf	1	terrain	
	Activités	50 000	m² sdp	
	Total Quartier :			**301**
7	**Quartier des Activités**			
	Activités	600 000	m² sdp	
	Hôtels	400	chambres	
	Total Quartier :			**150**
8	**Quartier du Bois**			
	Résidences touristiques et/ou Hôtels	700	u.	
	Equipements privés	10 000	m² sdp	
	Total Quartier :			**57**
9	**Villages Nature Secteur Ouest**			
	Résidences touristiques et/ou Hôtels	3 600	u.	
	Equipements privés	64 000	m² sdp	
	Total Quartier :			**252**
-	**Villages Nature Zone optionnelle**			**7**
10	**Villages Nature Secteur Est**			
	Programme éco touristique à déterminer			
	Programme éco touristique à déterminer			
	Total Quartier :			**187**
11	**A répartir**			
	Habitat	1 800	u.	
	Habitat dédié aux salariés de la Société Pivot ou des sociétés filiales ou affiliés au groupe Disney	450	u.	
	Résidences spécifiques	250	u.	
	TOTAL TERRAINS AMENAGEABLES *			**2 118**

* Des terrains aménageables des quartiers seront affectés d'une part aux équipements publics de superstructures jusqu'à 67 ha, et d'autre part aux emprises de parcs urbains identifiés dans le programme d'aménagement.



1	AT :	Quartier des Attractions	*Attractions District*	277 ha.
2	TO :	Quartier du Centre	*Resort Center*	164 ha.
3	LA :	Quartier du Lac	*Lake District*	167 ha.
4	AF :	Quartier des Affaires	*Town Center and West Triangle*	374 ha.
5	NO :	Quartier Nord	*North District*	182 ha.
6	ES :	Quartier Est	*East District*	301 ha.
7	BS :	Quartier du Bois	*Campground District*	57 ha.
8	AC :	Quartier du Parc d'Activités	*Corporate Park*	150 ha.
9	SUO :	Quartier Sud, Secteur Ouest	*South District, Ouest Sector*	252 ha.
		Zone optionnelle	*Optional area*	7 ha.
10	SUE :	Quartier Sud, Secteur Est	*South District, Est Sector*	187 ha.
		Superficie de l'emprise	*Site area*	2 118 ha.

CONVENTION
AGREEMENT

ANNEXE N° 15.1
ANNEX N°

PLAN DES QUARTIERS
DISTRICT MAP

Echelle / Scale : 1 : 25 000 — *Août / August 2019*

LEGENDE — 13 / 17 — *LEGEND*

LIMITE DE QUARTIER — *DISTRICT BOUNDARY*

ANNEXE 16.4a

MODALITES DU CALCUL DES FRAIS FINANCIERS ET DEFINITION DE L'ASSIETTE DE CALCUL

a) Le calcul des frais financiers dans l'hypothèse de besoin de financement :

Année 1	Trimestre 1 (T1)	Trimestre 2 (T2)	Trimestre 3 (T3)	Trimestre 4 (T4)
A Cumul des dépenses (a+b+c+d) du trimestre	A (T1)	A (T2)	A (T3)	A (T4)
B Cumul des recettes du trimestre	B (T1)	B (T2)	B (T3)	B (T4)
C Dépenses cumulées décaissées au dernier jour du trimestre	C (T1) = A (T1)	C (T2) = C (T1) + A (T2) + N (T1)	C (T3) = C (T2) + A (T3) + N (T2)	C (T4) = C (T3) +A (T4) + N (T3)
D Recettes cumulées encaissées au dernier jour du trimestre	D (T1) = B (T1)	D (T2) = D (T1) + B (T2)	D (T3) = D (T2) + B (T3)	D (T4) = D (T3) + B (T4)
E Recettes cumulées - Dépenses cumulées	E (T1) = D (T1) - C (T1)	E (T2) = D (T2) - C (T2)	E (T3) = D (T3) - C (T3)	E (T4) = D (T4) - C (T4)
F Provision de trésorerie (1,5/12 des dépenses des 12 derniers mois)	F (T1)	F (T2)	F (T3)	F (T4)
G Montant du besoin de financement	G (T1) = E (T1) + F (T1)	G (T2) = E (T2) + F (T2)	G (T3) = E (T3) + F (T3)	G (T4) = E (T4) + F (T4)
H Taux de référence (Taux usuel CDC - Aménageurs publics)	H (T1)	H (T2)	H (T3)	H (T4)
I Moyenne des taux de références de la période précédente	I (T1) = H (T1)	I (T2) = H (T1)	I (T3) = moyenne (H (T1); H (T2))	I (T4) = moyenne (H (T1); H (T2); H(T3))
J évolution des besoins de financement	J (T1) = G (T1)	J (T2) = G (T2) - G (T1)	J (T3) = G (T3) - G (T2)	J (T4) = G (T4) - G (T3)
K Taux d'évolution des besoins de financement	K (T1) = 0	K (T2) = J (T2) / G (T1) si J (T2)>0, sinon 0	K (T3) = J (T3) / G (T2) si J (T3)>0, sinon 0	K (T4) = J (T4) / G(T3) si J (T4)>0, sinon 0
L Taux moyen pondéré calculé	L (T1) = I (T1) + K (T1), si K (T1)>0 sinon L (T1) = I (T1)	L (T2) = I (T2) + K (T2), si K (T2)>0 sinon L (T2) = I (T2)	L (T3) = I (T3) + K (T3), si K (T3)>0 sinon L (T3) = I (T3)	L (T4) = I (T4) + K (T4), si K (T4)>0 sinon L (T4) = I (T4)
M Moyenne du montant du besoin de financement	M (T1) = Moyenne (G (T1); G (T2); G (T3); G (T4))	M (T2) = Moyenne (G (T1); G (T2); G (T3); G (T4))	M (T3) = Moyenne (G (T1); G (T2); G (T3); G (T4))	M (T4) = Moyenne (G (T1); G (T2); G (T3); G (T4))
N Frais financiers calculés	N (T1) = M (T1) * L (T1) /100/4	N (T2) = M (T2) * L (T2) /100/4	N (T3) = M (T3) * L (T3) /100/4	N (T4) = M (T4) * L (T4) /100/4

b) Le calcul des frais financiers dans l'hypothèse sans besoin de financement :

	Année 1	Trimestre 1 (T1)	Trimestre 2 (T2)	Trimestre 3 (T3)	Trimestre 4 (T4)
A	Cumul des dépenses (a+b+c+d) du trimestre	A (T1)	A (T2)	A (T3)	A (T4)
B	Cumul des recettes du trimestre	B (T1)	B (T2)	B (T3)	B (T4)
C	Dépenses cumulées décaissées au dernier jour du trimestre	C (T1) = A (T1)	C (T2) = C (T1) + A (T2)	C (T3) = C (T2) + A (T3)	C (T4) = C (T3) +A (T4)
D	Recettes cumulées encaissées au dernier jour du trimestre	D (T1) = B (T1)	D (T2) = D (T1) + B (T2)	D (T3) = D (T2) + B (T3)	D (T4) = D (T3) + B (T4)
E	Recettes cumulées - Dépenses cumulées	E (T1) = D (T1) - C (T1)	E (T2) = D (T2) - C (T2)	E (T3) = D (T3) - C (T3)	E (T4) = D (T4) - C (T4)
F	provision de trésorerie (1,5/12 des dépenses des 12 derniers mois)	F (T1)	F (T2)	F (T3)	F (T4)
G	Montant du besoin de financement	G (T1) = E (T1) + F (T1)	G (T2) = E (T2) + F (T2)	G (T3) = E (T3) + F (T3)	G (T4) = E (T4) + F (T4)
H	Taux de référence (Taux usuel CDC - Aménageurs publics)	H (T1)	H (T2)	H (T3)	H (T4)
I	Moyenne des taux de références de la période précédente	I (T1) = H (T1)	I (T2) = H (T1)	I (T3) = moyenne (H (T1); H (T2))	I (T4) = moyenne (H (T1); H (T2); H(T3))
J	évolution des besoins de financement	J (T1) = G (T1)	J (T2) = G (T2) - G (T1)	J (T3) = G (T3) - G (T2)	J (T4) = G (T4) - G (T3)
K	Taux d'évolution des besoins de financement	K (T1) = 0	K (T2) = J (T2) / G (T1) si J (T2)>0, sinon 0	K (T3) = J (T3) / G (T2) si J (T3)>0, sinon 0	K (T4) = J (T4) / G(T3) si J (T4)>0, sinon 0
L	Taux moyen pondéré calculé	L (T1) = I (T1) + K (T1), si K (T1)>0 sinon L (T1) = I (T1)	L (T2) = I (T2) + K (T2), si K (T2)>0 sinon L (T2) = I (T2)	L (T3) = I (T3) + K (T3), si K (T3)>0 sinon L (T3) = I (T3)	L (T4) = I (T4) + K (T4), si K (T4)>0 sinon L (T4) = I (T4)
M	Moyenne du montant du besoin de financement	M (T1) = Moyenne (G (T1); G (T2); G (T3); G (T4))	M (T2) = Moyenne (G (T1); G (T2); G (T3); G (T4))	M (T3) = Moyenne (G (T1); G (T2); G (T3); G (T4))	M (T4) = Moyenne (G (T1); G (T2); G (T3); G (T4))
N	Frais financiers calculés	N (T1) = M (T1) * L (T1) /100/4	N (T2) = M (T2) * L (T2) /100/4	N (T3) = M (T3) * L (T3) /100/4	N (T4) = M (T4) * L (T4) /100/4

4 octobre 2019

ANNEXE 16.4b
LISTE DES NATURES BUDGETAIRES CONSTITUTIVES DE L'ASSIETTE DE CALCUL

A) Liste des codes comptables applicables à Disney dans la comptabilité spécifique **depuis la signature de la convention de 1987**

Comptes de dépenses

Terrains	601
Etudes	604
Participations	6048
Travaux	605
Services extérieurs	61
Autres services extérieurs	62
Impôts et taxes	63 (déduits des taxes refacturées)
Charges opérationnelles	65 (dont atténuation recettes et Solde provisoire)
Charges exceptionnelles	67 (dépenses désormais incluses en 65)

Comptes de recettes

Ventes de terrains	701
Ventes de Bati	702
Ventes de travaux	704
Ventes d'études	705
Produits subv	7487
Produits divers et conventions	75 (ceux en déduction de dépenses / soldes provisoires)
Produits exceptionnels	77(produits désormais inclus en 75)
Transfert de charges / exercice en cours	7913 (déduction dépenses)

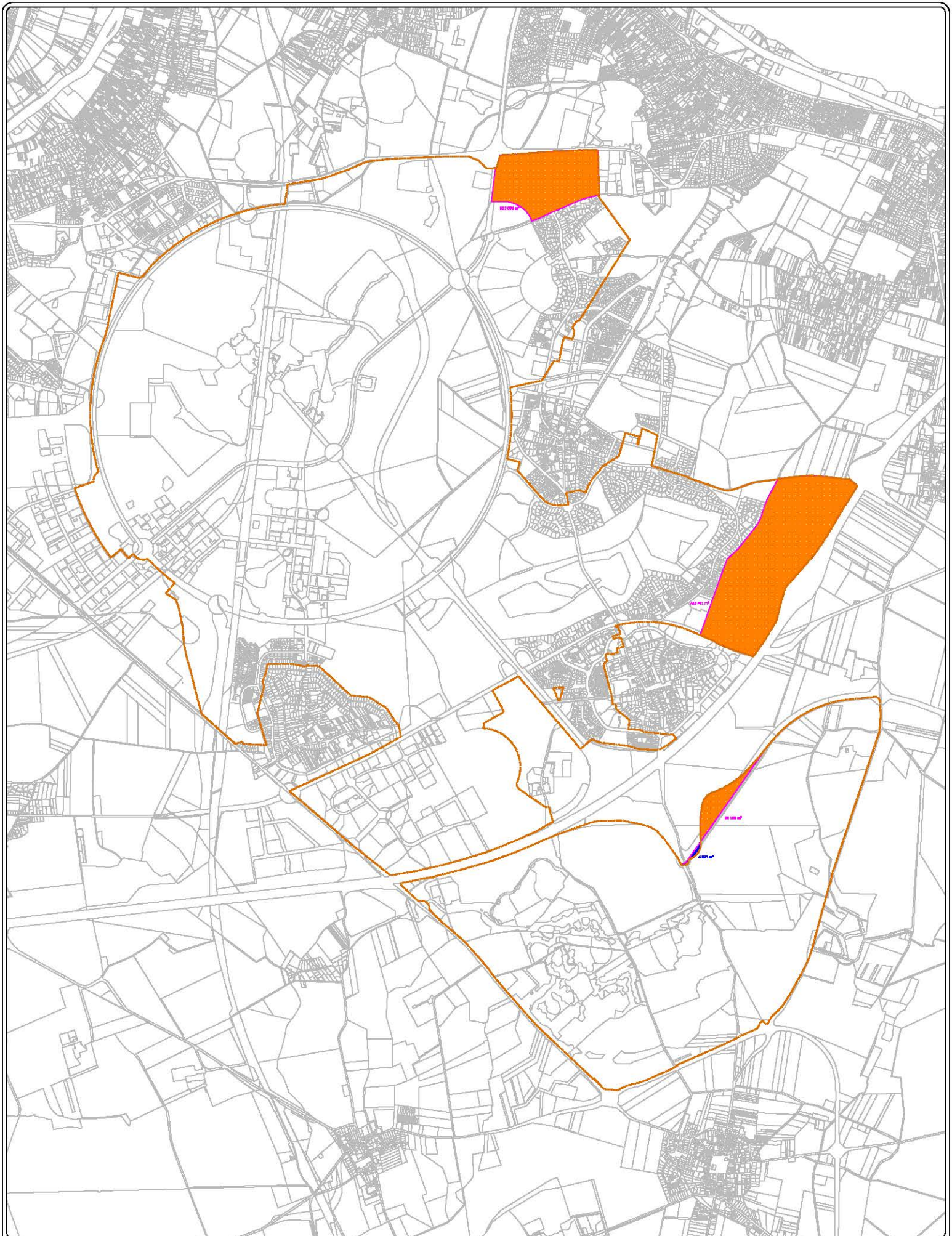
B) Liste des codes comptables applicables à Disney dans la comptabilité spécifique selon **la nouvelle norme comptable applicable aux EPA.**

Comptes de dépenses

Terrains	601
Etudes	604
Participations	6048
Travaux	605
Services extérieurs	61 (Nouvelle norme passe en compte 604)
Autres services extérieurs	62 (Nouvelle norme passe en compte 604)
Charges opérationnelles	65 (atténuations recettes / soldes provisoires et cpt 67)

Comptes de recettes

Ventes de terrains	701
Ventes de Bati	702
Ventes de travaux	704
Ventes d'études	705
Produits subv	7487
Produits divers et conventions	75 (déduction de dépenses / soldes provisoires et cpt 77)
Transfert de charges / exercice en cours	791 (ceux en déduction de dépenses)



CONVENTION
AGREEMENT

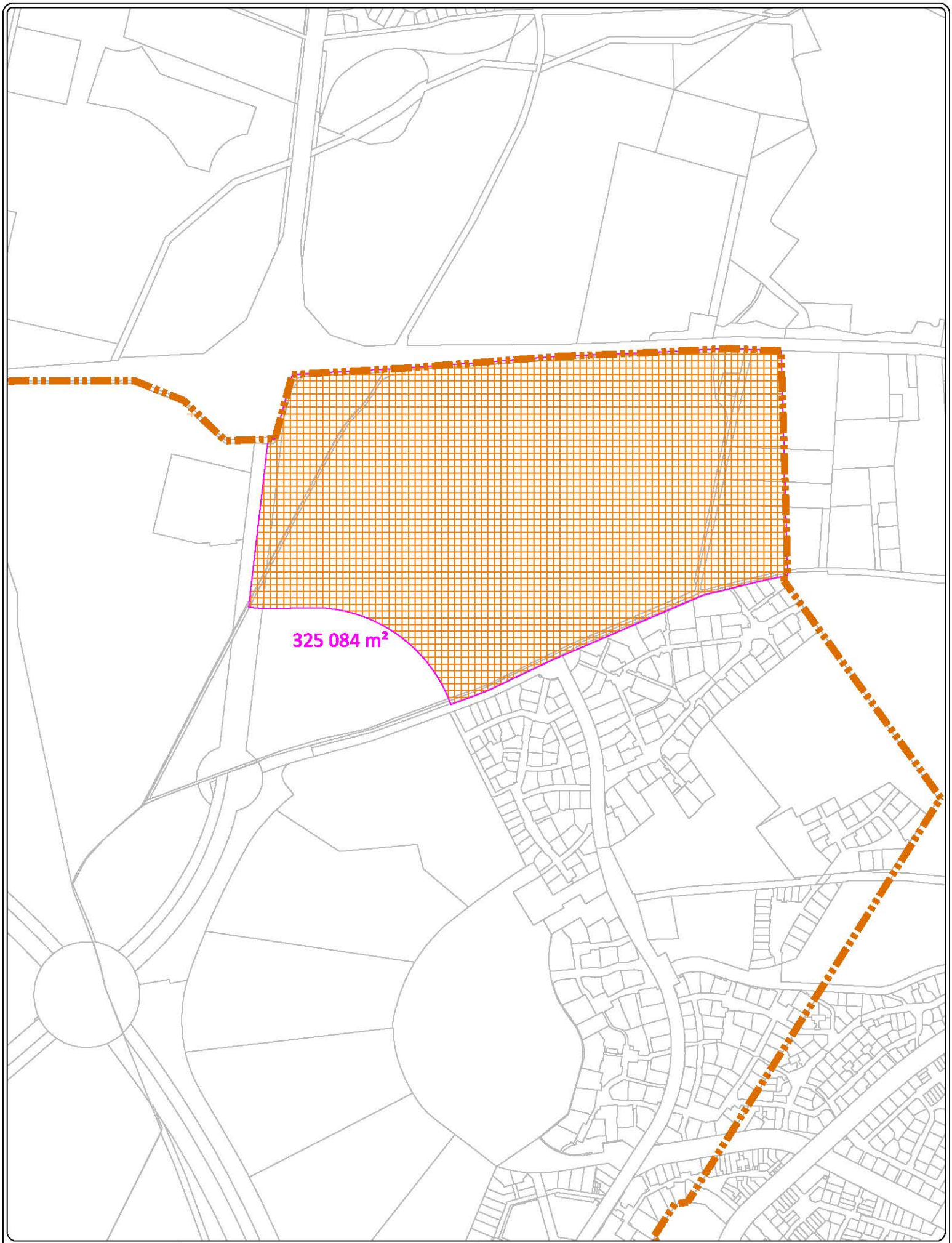
ANNEXE N°
ANNEX N°
17.4

IDENTIFICATION DES TERRAINS EXCLUS OU AJOUTES A L'EMPRISE INITIALE

IDENTIFICATION OF THE AREA EXLUDED OR ADDED TO THE INITIAL SITE BOUNDARY

Echelle / Scale : 1 : 25 000 *Août / August 2019*

LEGENDE		*LEGEND*
LIMITE INITIALE D'EMPRISE (Avenant 8 - septembre 2010)		*INITIAL SITE BOUNDARY (Amendment n° 8 September 2010)*
TERRAINS EXCLUS	112 ha. (1 116 098 m²)	*EXCLUDED AREA*
TERRAINS AJOUTES	1.8 ha. (17 865 m²)	*ADDED AREA*



CONVENTION
AGREEMENT

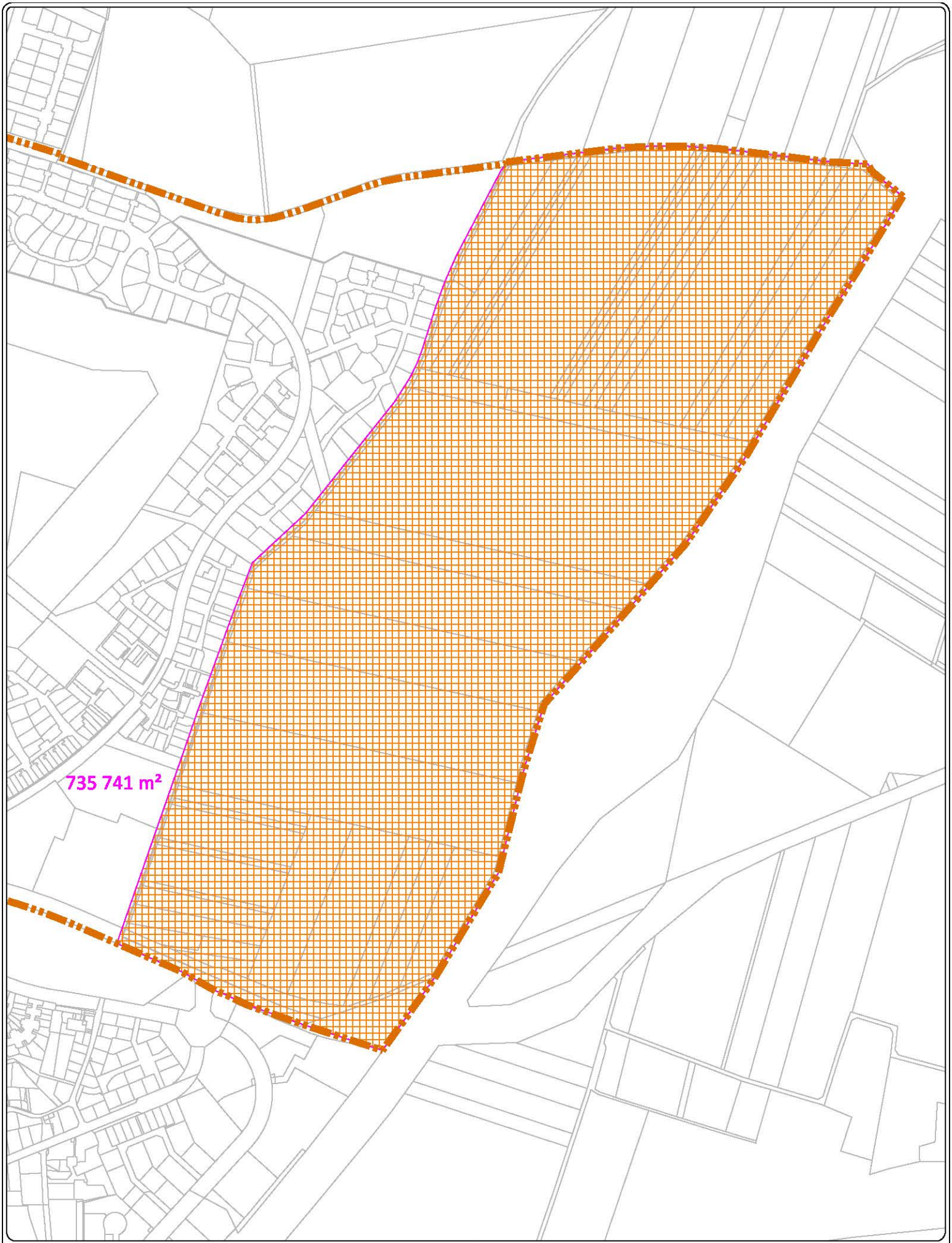
ANNEXE N°
ANNEX N°
17.4a

IDENTIFICATION DES TERRAINS EXCLUS OU AJOUTES A L'EMPRISE INITIALE

IDENTIFICATION OF THE AREA EXLUDED OR ADDED TO THE INITIAL SITE BOUNDARY

Echelle / Scale : 1 : 5 000 *Août / August 2019*

LEGENDE		*LEGEND*
LIMITE INITIALE D'EMPRISE (Avenant 8 - septembre 2010)		*INITIAL SITE BOUNDARY (Amendment n° 8 September 2010)*
TERRAINS EXCLUS	112 ha. (1 116 098 m²)	*EXCLUDED AREA*
TERRAINS AJOUTES	1.8 ha. (17 865 m²)	*ADDED AREA*



CONVENTION
AGREEMENT

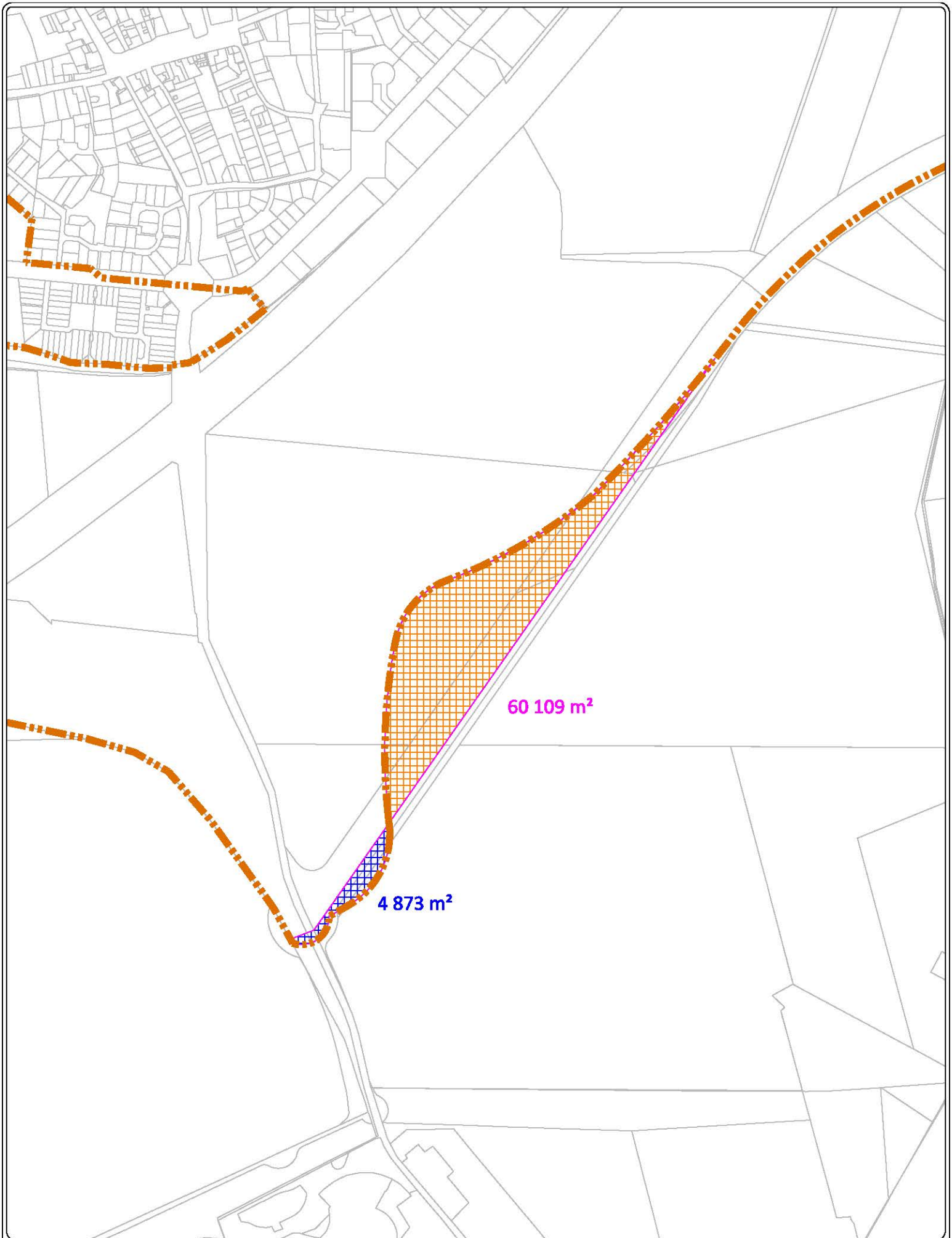
ANNEXE N°
ANNEX N°
17.4b

IDENTIFICATION DES TERRAINS EXCLUS OU AJOUTES A L'EMPRISE INITIALE

IDENTIFICATION OF THE AREA EXLUDED OR ADDED TO THE INITIAL SITE BOUNDARY

Echelle / Scale : 1 : 5 000 *Août / August 2019*

LEGENDE		*LEGEND*
LIMITE INITIALE D'EMPRISE (Avenant 8 - septembre 2010)		*INITIAL SITE BOUNDARY (Amendment n° 8 September 2010)*
TERRAINS EXCLUS	112 ha. (1 116 098 m²)	*EXCLUDED AREA*
TERRAINS AJOUTES	1.8 ha. (17 865 m²)	*ADDED AREA*



CONVENTION
AGREEMENT

ANNEXE N°
ANNEX N°
17.4c

IDENTIFICATION DES TERRAINS EXCLUS OU AJOUTES A L'EMPRISE INITIALE

IDENTIFICATION OF THE AREA EXLUDED OR ADDED TO THE INITIAL SITE BOUNDARY

Echelle / Scale : 1 : 5 000 *Août / August 2019*

LEGENDE		*LEGEND*
LIMITE INITIALE D'EMPRISE (Avenant 8 - septembre 2010)		*INITIAL SITE BOUNDARY (Amendment n° 8 September 2010)*
TERRAINS EXCLUS	112 ha. (1 116 098 m²)	*EXCLUDED AREA*
TERRAINS AJOUTES	1.8 ha. (17 865 m²)	*ADDED AREA*

ANNEXE N°5 A LA DELIBERATION : CONTRAT DE PPA GRAND ORLY ET SES ANNEXES

CONTRAT DE

PROJET PARTENARIAL D’AMÉNAGEMENT

GRAND ORLY

Préambule....3
A.1. Objectifs poursuivis par le contrat....4
A.2. Situation et périmètre du Grand-Orly....4
B. Le projet....6
B.2. Accompagner la mise en œuvre opérationnelle des projets....8
B.3. Plan d'actions du PPA....8
B.4. Gouvernance du contrat....9
C. Les engagements des parties....9
C.1. Signataires du contrat....9
C.2. Les engagements....9
D. Mise en œuvre du PPA....10
D.1. Pilotage et principes de conduite du projet....10
D.2. Durée et Actualisation du contrat....10
E. Liste des annexes....11
F. Signatures....12

Préambule

Le Grand Orly, situé aux limites des départements de l'Essonne et du Val-de-Marne, concentre des activités économiques d'importance majeure pour l'Île-de-France notamment la plate-forme aéroportuaire d'Orly et le marché d'intérêt national de Rungis. Il constitue un pôle d'emplois important dans les domaines industriels, tertiaire, logistique, hôtelier et commercial .

Il constitue également un vaste territoire habité totalisant plus de 360 000 habitants, soucieux de bénéficier de cette dynamique de développement en matière d'emplois, de commerces et services, et d'un cadre de vie de qualité.

Le potentiel foncier dont il dispose au sud de la métropole francilienne offre des perspectives de développement urbain et économique. Pour autant, le Grand Orly est un territoire soumis à des risques et des nuisances. Par ailleurs, son développement a historiquement généré de grandes emprises monofonctionnelles qui fragmentent le territoire.

Ainsi, la cohabitation entre des grands services métropolitains, voire nationaux ou internationaux, comme l'aéroport d'Orly, avec leur territoire d'implantation et les populations qui y résident reste une préoccupation majeure. L'activité aérienne actuelle ou à venir ne peut s'effectuer sans une recherche impérative de réduction des nuisances d'une part, et de garantie de ne pas en générer de nouvelles, d'autre part, ainsi que de l'amélioration du système de compensation de la gêne occasionnée, tant du point de vue du développement urbain que des indemnités versées aux riverains.

Avec l'arrivée des nouvelles lignes de transports du Grand Paris Express, le Grand Orly a entamé une transformation urbaine d'envergure initiée par les acteurs publics et privés : nouvelles infrastructures, opérations d'aménagement, modernisation de sites économiques, équipements métropolitains à l'instar de la Cité de la Gastronomie ou de la Seine Digitale.

Si ce dynamisme reflète bien les atouts du territoire, ces initiatives se développent sans réelle vision d'ensemble et sans que leur complémentarité et leur cohérence soient assurées au sein d'un projet global, défini collectivement au profit des habitants et des salariés du pôle.

Depuis les premières Assises du pôle d'Orly en 2005 à l'initiative des Conseils départementaux de l'Essonne et du Val-de-Marne, plusieurs démarches et réflexions ont été initiées sur le Grand Orly. Un contrat de développement d'intérêt territorial (CDIT) a été élaboré en 2014 afin de réfléchir aux moyens de transformer ce territoire de flux en territoire vécu, doté de toutes les fonctions urbaines auxquelles il peut prétendre. Jamais signé, ce contrat traduisait néanmoins la volonté de l'État et des collectivités de faire émerger un projet de territoire à l'échelle du pôle. Plus récemment, les Rencontres d'Orly, organisées par les deux Conseils départementaux de l'Essonne et du Val-de-Marne au printemps 2019, ont permis d'identifier des axes de travail partagés sur les thématiques de l'environnement, de la mobilité et du développement économique et de l'emploi.

Issu de la loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN), le contrat de Projet d'Aménagement Partenarial (PPA) permet de créer un partenariat entre l'État, les collectivités et les acteurs locaux publics et privés afin d'accompagner le développement des territoires et rendre possible la réalisation d'opérations d'aménagement complexes répondant aux objectifs de développement durable.

Compte tenu des enjeux du territoire, l'État a proposé aux collectivités concernées d'engager un PPA sur le territoire du Grand Orly, dans la continuité des Rencontres d'Orly et en cohérence avec les démarches Territoire d'industrie et du Contrat de Transition Écologique portées notamment par l'EPT Grand Orly Seine Bièvre. Ce PPA doit permettre de donner un nouvel élan pour conforter une vision partagée du développement du Grand Orly et accompagner de manière opérationnelle la dynamique de projets d'aménagement du pôle.

A. L’objet et les parties du contrat

A.1. Objectifs poursuivis par le contrat

La mobilisation des acteurs du territoire doit permettre de mieux articuler leurs interventions dans le temps et dans l'espace, de leur donner un sens commun. Elle doit également prendre en compte les mutations économiques et sociales et répondre aux impératifs environnementaux et climatiques dans un territoire où ces défis sont majeurs et peuvent être vecteurs d’innovation.

La dynamique de développement du territoire portée par le PPA autour d’un aéroport tel que celui d’Orly ne pourra, en effet, s’entendre que si des efforts sont menés dans le même temps pour la réduction des nuisances sonores liées au trafic aérien et l’appui à l’insonorisation des logements et équipements non isolés.

Ainsi, les principaux objectifs poursuivis par le PPA sont :

- Construire et mettre en œuvre une stratégie globale et partagée pour un aménagement et un développement durables du Grand Orly
- Accompagner la mise en œuvre opérationnelle des projets notamment sur les secteurs à enjeux suivants :
  - le secteur du SENIA et de la future gare TGV,
  - le secteur des Portes d’Orly autour de la gare MIN Porte de Thiais et la cité de la gastronomie,
  - le secteur du Triage, sur lequel un contrat d’intérêt national est actuellement mis en œuvre avec l’ensemble des partenaires concernés
  - l’axe de la RD / RN 7 et ses abords, au nord et au sud de l’aéroport, intégrant le contournement sud de l’aéroport et la réflexion sur la possibilité d’implantation d’une gare de la ligne 14 à Morangis
  - le pôle tertiaire Cœur d’Orly
  - les réserves foncières d’ADP à l’est et à l’ouest de la plate-forme aéroportuaire
  - l’entrée de ville au nord d’Athis-Mons.
- Cette liste de secteurs à enjeux est amenée à évoluer et être enrichie par la suite.

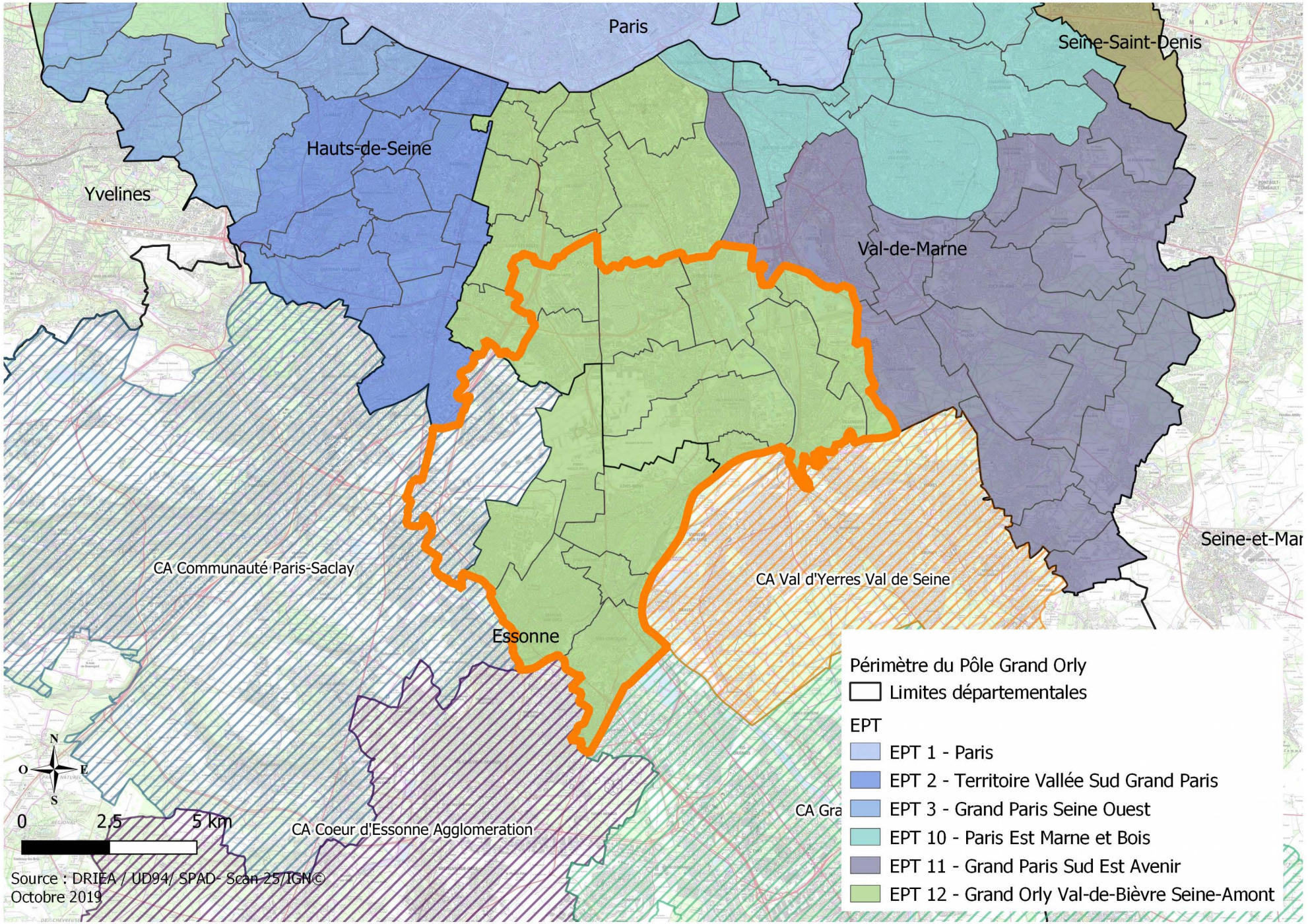
A.2. Situation et périmètre du Grand-Orly

Au sein de l’agglomération parisienne, situé aux limites des départements de l’Essonne et du Val de Marne, le territoire du Grand Orly comprend 17 communes, pour une superficie de 9 300 hectares, une population de 360 000 habitants et environ 170 000 emplois.

Le pôle comprend les communes val-de-marnaises et essonniennes de l’Établissement Public Territorial Grand Orly-Seine-Bièvre situées autour de la plateforme aéroportuaire ainsi que les communes de Chilly-Mazarin et Wissous comprises dans la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay. Les 17 communes du pôle Grand Orly sont : Ablon-sur-Seine, Athis-Mons, Chevilly-Larue, Chilly-Mazarin, Choisy-le-Roi, Juvisy-sur-Orge Morangis, Orly, Paray-Vieille-Poste, Rungis, Savigny-sur-Orge, Thiais, Valenton, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Wissous.

Le développement économique est particulièrement présent au cœur du pôle, autour du MIN de Rungis et de l'aéroport Paris-Orly.

Le pôle est desservi par un réseau d’infrastructures routières et autoroutières (A86, A106, RD7) mais aussi ferroviaires ainsi que par des lignes de transports en commun existants (RER C, tramway T7, TVM) et à venir (lignes 14 et 18, tramway T9, nouvelle gare TGV).


Paris
Seine-Saint-Denis
Hauts-de-Seine
Yvelines
Val-de-Marne
Seine-et-Mar
CA Communauté Paris-Saclay
CA Val d'Yerres Val de Seine
Essonne
CA Gra
CA Coeur d'Essonne Agglomeration
N
O
E
S
0
2,5
5 km
Source : DRIEA / UD94/ SPAD- Scan 25/IGN©
Octobre 2019
Périmètre du Pôle Grand Orly
Limites départementales
EPT
EPT 1 - Paris
EPT 2 - Territoire Vallée Sud Grand Paris
EPT 3 - Grand Paris Seine Ouest
EPT 10 - Paris Est Marne et Bois
EPT 11 - Grand Paris Sud Est Avenir
EPT 12 - Grand Orly Val-de-Bièvre Seine-Amont

B. Le projet

La mise en cohérence des enjeux de développement du pôle avec l'amélioration du cadre de vie de ses habitants et de ses usagers nécessite d'articuler vision stratégique et appui opérationnel aux projets.

Il transparaît du diagnostic, annexé à ce contrat de PPA, la nécessité de rendre le pôle d'Orly plus fonctionnel et agréable à vivre et de réduire les difficultés auxquelles se confrontent quotidiennement les habitants, salariés, visiteurs et acteurs économiques.

Ce diagnostic a permis d'identifier des enjeux en termes de développement durable, de mobilité des flux et des marchandises, d'attractivité territoriale et de développement urbain. Il est nécessaire de répondre à ces enjeux à l'heure où le pôle a entamé une importante transformation urbaine initiée par les acteurs publics et privés (nouvelles infrastructures de transport, opérations d'aménagement, modernisation des sites économiques, équipements emblématiques à l'instar de la Cité de la gastronomie Paris-Rungis, de la Scène Digitale, etc.). Le pôle conserve, par ailleurs, des capacités de développement significatives lui permettant de conforter son rôle économique à l'échelle de la métropole, en articulation avec les dynamiques à l'œuvre sur les territoires voisins.

Ceci nécessite de porter collectivement une vision du développement en cours et à venir du pôle d'Orly, permettant d'articuler vision stratégique et accompagnement opérationnel :

- pour engager plus fortement le pôle dans la voie de la transition écologique et énergétique, afin de mieux répondre aux impératifs environnementaux et climatiques et mieux accompagner la réduction des nuisances ;
- pour trouver les équilibres, les complémentarités et les synergies entre les usages du pôle ;
- pour soutenir les projets d'aménagement, participer au renouvellement de la ville sur la ville et améliorer les conditions de vie des habitants, salariés et visiteurs, en assurant leurs conditions de réussite : mobilités, formation, services et équipements, etc. ;
- pour coordonner les projets du fait de la multiplicité des maîtres d'ouvrage et identifier les actions à mettre en place à court terme en matière de déplacements, d'accès à l'emploi, de formation, de rénovation du bâti, etc.

B.1. Élaborer une stratégie partagée de développement et d'aménagement

- **Inscrire le Grand Orly dans une dynamique de transition écologique et énergétique**

Le pôle d'Orly est traversé par des grandes infrastructures routières qui favorisent l'usage de la voiture particulière et le recours aux poids-lourds pour la desserte des sites logistiques. Il se caractérise également par la minéralisation des plateformes économiques qui participe au phénomène d'îlot de chaleur urbain. Le PPA se doit ainsi de porter des orientations fortes en manière environnementale face à l'urgence climatique. Le pôle dispose à ce titre de fortes potentialités en matière de performance énergétique et d'optimisation des flux logistiques.

- Réduire au maximum à la source les risques et nuisances présents sur le territoire, notamment celles liées à l'activité de la plate-forme aéroportuaire, et continuer à améliorer leur prise en compte dans les différents projets d'aménagement.
- Continuer à améliorer le cadre de vie en développant et en valorisant les aménités urbaines, les trames verte et bleue et notamment la Seine, les paysages singuliers et emblématiques, ainsi que l'agriculture et son lien avec le territoire.
- Permettre l'adaptation du territoire au changement climatique, en renforçant la présence de la nature en ville (préservation et valorisation des espaces ouverts et des espaces naturels existants, réduction de l'imperméabilisation des espaces publics et des grands sites logistiques, création de nouveaux espaces verts, etc.).
- Soutenir la réalisation de projets d'aménagement à forte qualité environnementale et porteurs d'innovations énergétiques et écologique.

- Poursuivre le développement des réseaux de chaleur alimentés par la géothermie et la récupération des énergies « fatales ».
- Réduire l'impact environnemental des activités de transport, de logistique et de distribution par une meilleure organisation des flux de marchandises et l'utilisation de matériels moins polluants.

• Améliorer les conditions de déplacements (personnes et marchandises) en faveur d'une mobilité plus durable

Le développement important du réseau de transport en commun du Grand Orly, engagé par l'arrivée prochaine des lignes de métro 14 et 18, permettra une première amélioration très significative des conditions de mobilité de ses habitants et salariés. Pour autant, le morcellement du territoire, l'absence d'un réseau de transport totalement maillé ou encore les spécificités des activités économiques du pôle (horaires décalés par exemple) constituent des difficultés appelant des actions complémentaires. En particulier, l'amélioration du système viaire actuellement peu lisible et hiérarchisé doit permettre de développer le partage multimodal de la voirie, en faveur des transports en commun et des modes actifs, en s'appuyant notamment sur l'évolution des infrastructures et des comportements (covoiturage, lissage des heures de pointe, etc.) tout en se projetant sur les mobilités du futur (alimentation énergétique des véhicules, rôle du numérique, etc.). Enfin, l'importance du secteur de la logistique au sein du pôle appelle résolument l'engagement d'actions pour son évolution vers un transport de marchandises plus durable et plus vertueux.

- Améliorer la desserte en transport en commun pour encourager le report modal et fluidifier le trafic (« hub intermodal ») ; pour cela, faire avancer la mise en œuvre des projets de transports en commun structurant et ceux de desserte locale (barreau Massy-Valenton, prolongements du bus 393, du tramway T7, évolution de l'Orlyval, etc.), en prenant en compte les horaires décalés de nombreux salariés.
- Solliciter les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures lourdes nécessaires au développement du pôle (Gare TGV, prolongements ligne 14, ligne 18, Orlyval, etc.) pour mettre en place des temps d'échanges avec les acteurs du pôle et poursuivre la réflexion collective sur ces projets
- Faire évoluer le réseau viaire vers une voirie mieux hiérarchisée, plus urbaine et plus multimodale, en prenant en compte la mise en place d'une zone de faible émission (ZFE) par la Métropole du Grand Paris à l'intérieur du périmètre de l'A86 et les réflexions en cours sur les « routes du futur » impulsées par le Forum Métropolitain du Grand Paris.
- Offrir des parcours continus aux modes actifs et limiter les effets de coupure (infrastructures, plaques mono-fonctionnelles, Seine, etc.) afin de réduire l'usage de la voiture, notamment pour les trajets courte distance.
- Accompagner l'évolution de la logistique vers une logistique urbaine et plus compatible avec les autres usages du territoire et encourager le report modal par la promotion d'une logistique ferrée et fluviale.

• Créer les conditions économiques et sociales pour renforcer l'attractivité du 1er pôle d'emploi du sud francilien

Le pôle d'Orly accueille des activités économiques diversifiées, à l'image de la transformation et de la vente de produits alimentaires au sein du MIN, des activités tertiaires du parc Icade à Rungis et du Petit Leroy à Chevilly-Larue, des métiers de l'aérien sur l'aéroport, de l'hôtellerie-restauration, des industries de pointe (Air France Industrie, Renault, etc.), des commerces et services des centres-villes et centres commerciaux, des fonctions logistiques assurées par la plateforme Sogaris et des entreprises du SENIA, etc. Cette diversité devra être soutenue et amplifiée dans le cadre des projets de construction à venir sur le territoire.

Les projets développés dans le cadre du PPA devront également prendre en compte et soutenir les actions déjà mises en place pour améliorer l'accès aux emplois du pôle par l'ensemble des catégories socio-professionnelles de ce territoire.

- Accompagner l'évolution des principales filières du pôle, comme la logistique, l'industrie agroalimentaire et aéronautique, le commerce de gros, les activités de transport et de génie urbain.
- Renouveler le parc d'activités et développer une offre immobilière productive intégrée à des projets mixtes d'aménagement et adaptée aux différents besoins du territoire, prenant en compte les nouvelles organisations du travail et des modes de consommation, la transition écologique, le déploiement de l'économie numérique.
- Accompagner les démarches mises en œuvre au sein du territoire en matière de valorisation des emplois à pourvoir sur le pôle (« vitrine des emplois ») et de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences au regard de l'évolution des activités prévues sur le territoire, dans le cadre du Bassin d'Emploi.
- Accompagner les habitants du pôle pour leur favoriser un meilleur accès aux emplois du pôle.
- Mener des réflexions sur de nouveaux centres de formation, d'enseignement supérieur et de recherche, et accompagner l'offre de formation au regard de l'évolution des secteurs d'activité et de leur diversité.
- Permettre en complément la diversification des activités et répondre aux évolutions des pratiques de travail par une offre intégrée à des projets mixtes d'aménagement, offrant services et équipements.
- Renouveler le parc d'activités en conséquence afin de développer une offre immobilière adaptée aux différents besoins du territoire.

- **Améliorer l'urbanité du pôle pour ses habitants et salariés**

La transformation urbaine du pôle d'Orly s'est engagée depuis plusieurs années avec l'émergence de nombreux projets d'aménagement et de renouvellement urbain, la modernisation de l'aéroport et des sites économiques. Il est important de donner à voir l'ensemble des mutations opérées par les projets en cours et à venir, leurs effets en matière de diversification des activités et de l'offre de logements, et d'en mesurer la cohérence et la capacité du pôle à les accueillir dans de bonnes conditions tout au long de leur mise en œuvre.

La présence de l'aéroport sur un territoire habité rend d'autant plus nécessaire le dialogue entre les acteurs locaux, de l'aménagement et de l'aérien afin d'agir collectivement dans le sens de la réduction des impacts négatifs de son activité.

- Répondre aux besoins résidentiels en conciliant développement économique, parcours résidentiels complets des habitants et accès aux pôles d'emplois.
- Encourager, accompagner et, le cas échéant, renforcer la rénovation énergétique et l'isolation acoustique des logements (tous segments de marché confondus) et des bureaux (simplification des procédures, concomitance des travaux, etc.).
- Développer les aménités urbaines pour répondre aux besoins des populations vivant ou travaillant dans le territoire (renforcer les liaisons douces, développer les équipements, commerces et les services et améliorer le cadre de vie).
- Accompagner l'évolution des secteurs urbains les plus contraints.

B.2. Accompagner la mise en œuvre opérationnelle des projets

Sur les secteurs de projets opérationnels identifiés au point A.1, le contrat peut également décliner une gouvernance resserrée. À l'initiative des acteurs des secteurs concernés, elle favorisera et accompagnera la mise en œuvre des projets ainsi que la conduite d'études de projets urbains sur les secteurs le nécessitant.

B.3. Plan d'actions du PPA

Le plan d'action présent en annexe du contrat détaille les actions à mener. Pour chacune des actions, un pilote (ou des co-pilotes) est désigné. Il assurera la coordination de l'action en partenariat avec les acteurs concernés. Ces actions se distinguent selon la typologie suivante :

- Les études cadres, à traiter en priorité, sont nécessaires à la définition de la stratégie de développement et d'aménagement du Pôle ;
- Les études thématiques ciblent des enjeux qui seront à considérer dans un second temps pour enrichir la stratégie mise en place grâce aux études cadres ;
- Les actions opérationnelles sont identifiées comme suffisamment matures pour être lancées à court terme ;
- Les actions sectorielles correspondent aux initiatives relatives aux secteurs de projet identifiés, appelant la mise en place d'une gouvernance resserrée spécifique ;
- Les groupes de travail, à mettre en place pour engager une réflexion sur des sujets importants pour le pôle ;
- Les démarches existantes à articuler avec le PPA, notamment par des temps d'échanges.

B.4. Gouvernance du contrat

Pour répondre à ces ambitions, ce PPA Grand Orly doit être l'occasion, en s'appuyant sur les démarches et réflexions déjà engagées de créer une instance de gouvernance efficace et partagée où un travail d'échange et de coordination peut se mettre en place, permettant ainsi de faire avancer les projets structurants pour le territoire et leur donner une visibilité dans le temps.

Le contrat propose ainsi de mettre en œuvre une gouvernance à deux échelles :

- Une échelle élargie, à l'ensemble du Grand Orly, associant tous les acteurs publics et privés du territoire dans le cadre d'un comité de pilotage. Compte-tenu de la taille du périmètre de réflexion ainsi que du nombre important de partenaires, il est prévu une structure de suivi (comité technique) incluant les principaux acteurs, l'État, les collectivités (Conseil régional Île-de-France, Métropole du Grand Paris, Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et Communauté d'agglomération Paris Saclay, Conseils départementaux de l'Essonne et du Val-de-Marne) ainsi que les grands acteurs économiques ou de l'aménagement du territoire (ADP, Semmaris, Sogaris, Icade, Grand Paris Aménagement / EPAORSA). Cette structure assurera le suivi et la coordination de l'ensemble des démarches.
- Une échelle restreinte aux secteurs de projets opérationnels avec la mise en œuvre de structures de pilotage resserrées aux acteurs publics et privés concernés. Elles se réuniront autant que de besoin, à l'initiative de leur pilote.

Une telle organisation doit permettre de répondre à la fois aux besoins de mise en cohérence à l'échelle du pôle et de partage d'une vision stratégique de son développement tout en assurant l'accompagnement des projets.

C. Les engagements des parties

C.1. Signataires du contrat

Le présent contrat est signé par les parties suivantes :

- L'État,
- Les collectivités territoriales du pôle et leurs établissements publics,
- Les principaux opérateurs et entreprises du pôle.

C.2. Les engagements

Chacune des parties signataires du contrat s'engagent à :

- participer à la gouvernance du PPA,
- élaborer et mettre en œuvre la stratégie définie dans le cadre du PPA,
- mettre en commun les données à leur disposition concernant les sujets traités dans le cadre du PPA,

- partager les conclusions des études et des démarches sur des sujets liés au PPA, que ces études et démarches, réalisées ou à mener, soient conduites dans le cadre du PPA ou en dehors.

Des partenaires, qu'ils soient ou non signataires du PPA, pourront être sollicités pour informer régulièrement de l'avancée des études engagées sur des projets stratégiques ou structurants pour le Grand Orly, à l'image par exemple du projet de gare TGV.

Pour chacune des actions identifiées, il est précisé un pilote ou des copilotes, ainsi que quelques partenaires identifiés comme étant les plus concernés par l'action, sachant que chaque partenaire du PPA peut participer et contribuer à l'ensemble des actions engagées. Le pilote / les co-pilotes ont vocation à prendre les initiatives nécessaires et à assurer l'animation pour l'engagement effectif de l'action dont ils ont la responsabilité.

A ce titre, il convient, pour chacune d'entre elles, de prévoir des réunions de travail spécifiques permettant de définir plus précisément les modalités de mise en œuvre (cahier des charges d'étude, calendrier, etc.) ainsi que de financement. Les études proposées ont pour objectif d'aboutir rapidement à des propositions opérationnelles pouvant être mises en œuvre dans le cadre du PPA.

Pour chaque action à mener, les pilotes et partenaires définiront les modalités de financement ainsi que les engagements de chacun.

D. Mise en œuvre du PPA

D.1. Pilotage et principes de conduite du projet

Les signataires du PPA entendent coordonner leurs actions en constituant un comité de pilotage. Le comité de pilotage se réunira chaque fois que nécessaire pour valider les orientations proposées par les instances techniques de travail, et au minimum une fois par an. Cette instance veillera à ce que la mise en œuvre du PPA soit cohérente dans tous ses volets. Il validera les démarches des travaux techniques et pilotera l'ensemble des démarches du projet. Le secrétariat du comité de pilotage sera assuré par l'État.

Le comité de pilotage a deux missions principales :

- Il consolide la stratégie d'aménagement viable à l'échelle du pôle. Pour cela :
  - il assure la mise en cohérence des différentes études existantes,
  - il engage de nouvelles études nécessaires à la définition d'une stratégie d'aménagement globale. La clé de répartition des financements des études sera définie entre les partenaires selon les thématiques et périmètres de chaque étude,
  - il assure la transmission des éléments issus des différents travaux aux organes délibérants de ses membres,
  - il peut associer d'autres partenaires,
  - il assure le suivi et la mise en œuvre opérationnelle du plan d'actions permettant la réalisation de la stratégie de développement.
- Il accompagne la mise en œuvre opérationnelle des projets identifiés comme d'intérêt particulier pour le pôle

D.2. Durée et Actualisation du contrat

Durée

La durée de validité du présent contrat de PPA est fixée à 10 ans à compter de sa signature.
Sa durée correspond à la durée estimée de mise en œuvre globale de la stratégie de développement du pôle Grand Orly.

Actualisation

Comme tout contrat, le présent PPA pourra être modifié par voie d'avenant en respectant le principe du parallélisme de formes au terme duquel un acte modificatif doit être adopté selon la même procédure que celle qui a été observée pour prendre l'acte initial. Cet avenant devra être présenté et validé en comité de pilotage par l'ensemble des signataires.

Sont notamment considérées comme substantielles et devront faire l'objet d'un tel avenant les modifications suivantes :

- la modification de la composition du comité de pilotage,
- la modification de projets ou l'identification de projets nouveaux exigeant une modification de la gouvernance,
- la prolongation du présent contrat au-delà d'un an.

E. Liste des annexes

Dynamiques et enjeux du Grand Orly
Plan d'actions à mener

F. Signatures

L'État	L'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre	La Communauté d'agglomération Paris-Saclay
Le Conseil régional	Le Conseil départemental du Val-de-Marne	Le Conseil départemental de l'Essonne
La Métropole du Grand Paris	L'Établissement public d'aménagement Orly Rungis Seine Amont - Grand Paris Aménagement	L'ADOR
Orly International	Île-de-France Mobilités	L'Établissement public foncier d'Île-de-France
Le groupe ADP	SEMMARIS	SOGARIS
ICADE	KLEPIERRE	CDC -Banque des Territoires
Ablon-sur-Seine	Athis-Mons	Chevilly-Larue
Chilly-Mazarin	Choisy-le-Roi	Juvisy-sur-Orge
Morangis	Orly	Paray-Vieille-Poste
Rungis	Savigny-sur-Orge	Thiais
Valenton	Villeneuve-le-Roi	Villeneuve-Saint-Georges
Viry-Châtillon	Wissous	

Plan d'actions du contrat de PPA du Grand Orly

Mode d'actions	Objet	Description	Articulation avec d'autres démarches	Pilotes	Partenaires identifiés	Calendrier prévisionnel
Etudes cadres	**Evolution des mobilités**	Mener un travail de recensement et de synthèse des études et projets déjà engagées, avant de lancer une/des études sur l'évolution des mobilités, tous modes, aux différentes échelles du Grand Orly y compris les franges, en tenant compte de l'évolution du territoire et dans la continuité des études déjà réalisées par les différents acteurs. La ou les études pourront s'attacher à : - quantifier et qualifier les flux routiers supportés par le pôle, en poids lourds et véhicules légers - proposer des scénarios d'évolution et de structuration du maillage viaire et de son partage tout mode, prenant en compte les projets en cours et à venir et permettant notamment d'assurer la continuité du réseau cyclable et d'améliorer la desserte en transports en commun (en particulier, bus sur voirie) - identifier les secteurs où des études complémentaires devront être menées - le cas échéant, proposer des actions opérationnelles sur les secteurs identifiés comme les plus congestionnés (notamment carrefour des portes de l'Essonne, secteur entre le Sénia, belle Epine et Thiais Village, secteur des Avernaises)	-Comités de pôle des gares du GPE -Projet RD7 sud en Val-de-Marne -Projet de contournement sud de l'aéroport en Essonne -Elargissement du pont entre Juvisy et Draveil pour la circulation des vélos -Etudes sur les franchissements de Seine entre Orly et Villeneuve-Saint-Georges et entre Athis-Mons, Vigneux-sur-Seine et Montgeron -Conférence stratégique des mobilités routières d'Ile-de-France	Etat Conseils Départementaux IDF Mobilités	SGP / RATP / SNCF EPT GOSB CPS Communes Acteurs économiques ADOR GPA - EPA ORSA	2020
	Evolution de la logistique	Initier une étude prospective sur l'évolution de la logistique sur le Grand Orly, qui s'articule autour des objectifs suivants : - identifier les besoins et les opportunités des opérateurs ; - mieux organiser les flux de marchandises en faveur de la multimodalité (fer, fleuve); - accompagner le développement de la logistique urbaine et de sa meilleure intégration dans le tissu urbain	-Contrat de transition écologique (CTE) - Document d'orientations stratégiques pour le fret en IDF à l'horizon 2025 -Stratégie pour le fret et la logistique de la Région Ile-de-France -Plans fret des Départements - Démarche et stratégie de l'EPT GOSB sur la logistique (dont mission AMO LéonKaiMus sur la suppression de la desserte fret ferroviaire Perpignan Rungis et ses possibilités de développement à une échelle plus large). -démarche relative à l'évolution du terminal logistique du MIN de Rungis en lien avec le devenir de la ligne Fret Rungis-Perpignan	EPT GOSB CPS MGP CD 94	Etat, Collectivités, Entreprises (notamment SOGARIS, SEMMARIS, ADP) Opérateurs de transport (SNCF, Haropa, VNF) CCI, ADOR, Banque des Territoires	Lancement 1er semestre 2020
	Développement urbain et économique	Mener une étude sur le développement urbain, économique et commercial du pôle d'un point de vue quantitatif (recensement précis des projets en cours, à l'étude ou envisagés, de leur volumétrie et de leur calendrier) et qualitatif (réponses aux enjeux environnementaux, climatiques, aux évolutions sociétales) pour en vérifier la faisabilité, veiller à leur coordination et identifier les conditions de réussite (ex : besoin en équipements, développement des services urbains). Cette étude permettra également d'éclairer les perspectives d'évolution des filières existantes, le potentiel de développement de filières émergentes (y compris en matière d'économie circulaire), l'état du parc immobilier économique et son adéquation avec les besoins.	-Etudes et réflexions engagées dans le cadre des projets d'aménagement -Evolution des documents d'urbanisme	EPT GOSB CPS GPA - EPA ORSA MGP	Etat, Région, communes, Conseils départementaux, acteurs économiques, ADOR, CCI, Banque des Territoires	Lancement 1er semestre 2020
Etudes thématiques	**Valorisation des espaces agricoles et naturels**	Mener une étude sur la valorisation des espaces agricoles, des espaces naturels et des cours d'eau du territoire, permettant de : - définir une stratégie en matière de trame verte et bleue - valoriser l'activité agricole locale, en particulier en saisissant les opportunités de développement des circuits courts en bénéficiant de la proximité du MIN		EPT GOSB CPS	Etat Collectivités Semmaris	2020
	Réseaux de chaleur	Mener une étude sur le développement des réseaux de chaleur et des énergies renouvelables sur le territoire. Cette étude devra identifier le potentiel du territoire, ses besoins, les mutualisations possibles entre projets pour concourir à sa transition énergétique.	-Contrat de transition écologique (CTE) -Plans Climat Air Energie Territorial (PCAET) en cours d'élaboration par l'EPT GOSB et la CPS	EPT GOSB CPS	Etat Collectivités Gestionnaires de réseaux de chaleur, Banque des Territoires	Lancement 1er semestre 2020
Actions opérationnelles	**Mise en place d'un plan de mobilité commun aux entreprises du pôle**	Ce plan de mobilité devra notamment prévoir le développement du covoiturage pour les déplacements domicile-travail au sein du pôle et poursuivre le renforcement de la part des véhicules propres dans les flottes de véhicules des acteurs du pôle.	-Expérimentation du lissage des heures de pointe engagée par le Région et Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart -Dispositifs de la Région en matière de covoiturage	ADOR	Entreprises Région	A définir
	Atelier des territoires	Porter la démarche "Atelier des Territoires" sur l'un des enjeux du PPA.		A définir	A définir	2020

Plan d'actions du contrat de PPA du Grand Orly

Mode d'actions	Objet	Description	Articulation avec d'autres démarches	Pilotes	Partenaires identifiés	Calendrier prévisionnel
Actions sectorielles	**Secteur du Sénia**	Accompagner la mise en œuvre des projets de requalification de la zone du Sénia, dans le cadre d'une gouvernance associant l'ensemble des acteurs concernés	-protocole en cours d'élaboration -projet de la requalification de la RD7 porté par le CD94	Etat, EPAORSA, villes de Thiais et d'Orly, Semmaris	EPT GOSB, Sogaris, ADP, SGP, CD94, CDC-Banque des Territoires	2020
	Secteur des Avernaises	Engager la restructuration de ce secteur situé à la confluence des départements de l'Essonne et du Val-de-Marne pour accompagner la mise en œuvre des projets immobiliers d'ADP, de Sogaris et d'Icade	-projet de la requalification de la RD7 porté par le CD94	EPT GOSB	Etat, ADP, ICADE, ADOR, Sogaris, CD94, CD91, CDC-Banque des Territoires	2020
	Secteur MIN Porte de Thiais - Cité de la gastronomie – Belle Epine	Accompagner la mise en œuvre des projets autour de la future gare MIN Porte de Thiais, en lien avec la requalification de la RD7 et l'enfouissement des lignes électriques	-projet de la requalification de la RD7 porté par le CD94 -projet de la Cité de la Gastronomie Paris-Rungis -projet de restructuration du centre-commercial Belle Epine	EPT GOSB CD94 Syndicat mixte de la cité de la gastronomie	Etat, Semmaris, Sogaris, SGP, RATP, communes concernées, RTE, CDC-Banque des Territoires	2020
	Sud RN7 et entrée de ville Athis-Mons	Engager une réflexion sur l'aménagement de ce secteur, compte-tenu des projets envisagés et de la perspective de réalisation du prolongement au sud du tramway T7		EPT GOSB	Etat, CD91, CD94, ADP, communes concernées	2020
	Emprises foncières mutables à l'est et l'ouest de l'aéroport	Engager une réflexion sur les potentialités de développement offertes par les emprises foncières identifiées comme mutables		A définir	A définir	A définir
	Requalification de certaines ZAE	Engager et/ou poursuivre la requalification des ZAE existantes (par exemple Morangis, Bords de Seine en Essonne, …) en lien avec les résultats de l'étude cadre sur le développement urbain et économique		en fonction des ZAE concernées		2020-2021
Groupes de travail	**AMI de valorisation du territoire**	Lancer un Appel à Manifestation d'Intérêt pour définir des propositions de valorisation du territoire.		CD 91	Etat Collectivités Entreprises	A définir
	Nuisances sonores dues au trafic aérien	Poursuivre les réflexions entre les acteurs de l'aérien et les acteurs du territoires sur l'amélioration de la gestion des nuisances sonores liées aux activités aéroportuaires : - conditions de réduction du bruit à la source - financement de la réhabilitation conjointe acoustique et thermique des logements les plus exposés aux nuisances - réflexions sur l'évolution des secteurs les plus exposés	-Commission Consultative de l'Environnement (CCE) de l'aéroport d'Orly	EPT GOSB ADP CPS MGP	Etat Conseils Départementaux Communes concernées	Lancement 1er semestre 2020
	Aéroport du futur	Stratégie d'innovation "aéroport du futur" (living lab, accélérateur de start up, incubateur, motorisations innovantes, etc.)	-Stratégie régionale SRDEI, Dispositifs BPI (PIA, accélérateurs) soutien à l'innovation.	CPS EPT GOSB Région	ADP Clusters et pôles de compétitivité industriels Ecoles d'ingénieurs, Universités	Lancement 1er semestre 2020
	Promotion et développement du parcours résidentiel des entreprises de la filière agro-alimentaire	Accompagnement des entreprises dans leur implantation et leur développement sur le territoire, en articulation avec les écoles et les acteurs de la filière	-Club agroalia (EPT GOSB adhérent) -Action CCI 94 via l'incubateur Rungis and Co -Plan d'action SEMMARIS	EPT GOSB CPS CCI 94	SEMMARIS ADOR	Lancement 1er semestre 2020
Démarches existantes à articuler avec le PPA	**Démarches en matière d'emploi et de formation**	Identifier les besoins en formation au sein du territoire et travailler sur des moyens de renforcer l'accompagnement à l'accès à l'emploi des jeunes actifs du territoire.	-Vitrine des Emplois créée dans le cadre du programme Territoire d'Industrie -Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale (GPECT) mise en place dans le cadre du Bassin d'emploi	gouvernance prévue dans le cadre du Bassin emploi formation		en cours
	Marketing territorial	Ce groupe de travail doit permettre de réaliser une synthèse des études et actions engagés en matière de marketing territorial pour développer et promouvoir la notoriété du Grand Orly, notamment autour de la lisibilité des atouts et des compétences présentes au sein du territoire	-Stratégie de marketing territorial régionale impulsée sous l'égide de "Choose Paris Region" réunissant la Région, la Ville de Paris, la MGP, la CCI Paris Ile-de-France et Business France	EPT GOSB CPS	Etat, Collectivités Orly international, ADOR Entreprises, CCI	en cours
	Développement industriel	Développement de l'activité industrielle et productive sur le pôle d'Orly (mobilisation du foncier, soutien aux investissements industriels, innovation immobilière…)	-Manifeste pour un territoire industriel et productif signé par 50 acteurs économiques et institutionnels -Plan d'action "territoire d'industrie" de l'EPT GOSB -Stratégie régionale SRDEI -Pacte productif Etat	EPT GOSB Région Etat	Acteurs économiques et fonciers Opérateurs de l'Etat mobilisés (BPI, CDC banque des territoires, ADEME, Business France…)	en cours
	Projets de transports en commun engagés dans le cadre du CPER 2015-2020	Assurer la mise en œuvre effective des projets financés dans le cadre du CPER 2015-2020 (prolongement 393, prolongement du tramway T7 au sud, liaison Massy-Valenton et schéma directeur du RER C)		gouvernance prévue par IDF-mobilités		en cours
	Projets de transports lancés à articuler avec le PPA	Mise en oeuvre des projets engagés par les partenaires (franchissement de la Seine, contournement routier de la plate-forme aéroportuaire en Essonne, etc.)		gouvernance spécifique à chacun des projets		en cours

Mode d'actions	Objet	Description	Articulation avec d'autres démarches	Pilotes	Partenaires identifiés	Calendrier prévisionnel
	Autres projets de transports	Poursuivre les réflexions et intensifier les échanges avec les maîtres d'ouvrage, en lien avec la démarche sur les mobilités, en termes d'infrastructures complémentaires nécessaires pour améliorer l'accessibilité du pôle (mise en place d'un service bus 24/24 type Fileo, prolongement du tramway T9, gare à Morangis sur la ligne 14, prolongement à l'est de la ligne 18, rénovation et transformation d'Orlyval, gare TGV à Pont de Rungis, etc.)		gouvernance spécifique à chacun des projets		en cours

Dynamiques et enjeux

Grand Orly

Synthèse.....2

1 .Développement durable.....8
1.1.Un territoire à fort potentiel soumis à des nuisances et contraintes importantes.....8
1.2.Approvisionnement en énergie.....11
1.3.Un patrimoine écologique à préserver et à valoriser.....14
1.1 Des usages au sein du pôle à (ré)concilier.....17

2 .Mobilité des personnes et des marchandises.....18
2.1 L'aéroport d'Orly.....18
2.2 Les déplacements domicile travail.....18
2.2.1 Des déplacements domicile travail importants, une minorité d'actifs stables.....18
2.2.2 Des déplacements Nord / Sud marqués.....20
2.3 Une part modale où la voiture est très largement majoritaire.....24
2.4 Un territoire marqué par des infrastructures terrestres majeures mais qui présentent de nombreux dysfonctionnements.....25
2.5 Un développement des transports en commun qui constitue un levier pour encourager au report modal.....27
2.6 Un usage de la route qui doit être repensé pour valoriser le potentiel de développement des modes actifs.....29
2.7 Des atouts à valoriser pour permettre une évolution du secteur de la logistique.....31

3 . Attractivité territoriale.....32
3.1 Un pôle économique majeur.....32
3.2 Le confortement des activités historiques dans un contexte économique en mutation….34
3.3 Tout en créant les conditions de la diversification des activités économiques dans un souci de développement équilibré et cohérent du Grand Orly.....36
3.4 Un objectif de mettre en cohérence les emplois et les populations actives du territoire…38

4 . Développement urbain et construction de logements.....40
4.1 Un territoire servant au sein duquel la ville s'est progressivement développée pour constituer un pôle métropolitain important.....40
4.2 Une dynamique de construction de logements qui ne répond que partiellement aux besoins liés à l'accroissement de la population.....42
4.3 Une part de logements sociaux importants avec un enjeu fort de renouvellement urbain, notamment du fait de l'ancienneté du bâti.....47
4.4 La nécessité de concilier les usages dans l'aménagement urbain pour sortir d'une logique mono-fonctionelle.....47

Document élaboré grâce aux réflexions et contributions des partenaires du PPA Grand Orly coordonné par la DRIEA/UD 94 et par la DDT 91

Synthèse

Porte d'entrée de la métropole parisienne, le Grand Orly est le premier pôle économique sud Francilien. Regroupant 17 communes réparties sur l'Essonne et le Val-de-Marne[1], il se situe sur un plateau entre les vallées de la Seine et de la Bièvre, à la croisée de l'axe N/S marqué par la RD7 et la tangentielle Est / Ouest. La présence de grands équipements métropolitains (2ème aéroport national, MIN de Rungis), de fonctions logistiques (SENIA, plateforme SOGARIS) ainsi que d'importantes fonctions industrielles, tertiaires (Parc ICADE) et commerciales (centre commercial Belle Épine, Thiais Village) lui confère une place centrale au sein du système économique régional.

Le Pôle est desservi par un réseau d'infrastructures routières et autoroutières (A86, A106, RD7) mais aussi ferroviaire ainsi que par des lignes de transports en commun existants (RER C, tramway 7, TVM) et à venir (futures gares lignes 14 et 18, future gare TGV). Au regard de son importance économique, des échanges et des emplois qui le concernent, le pôle Grand Orly a longtemps été considéré comme un territoire fonctionnel marqué par d'importants flux de biens, de marchandises et de personnes.

Un diagnostic à partager

Cinq ans après les travaux entrepris dans le cadre du contrat de développement d'intérêt territorial (CDIT), les enjeux identifiés semblent toujours d'actualité. L'émergence d'un pôle structuré, avec une stratégie de développement partagée, appelée des vœux des différents acteurs, ne s'est pas encore concrétisée. Cependant la dynamique de développement du pôle est soutenue, la mise en œuvre du Grand Paris est entrée en phase opérationnelle : les projets les plus emblématiques sont en cours de réflexion et confortent les perspectives de croissance.

Un grand nombre de projets sont engagés ou en mis en perspective à moyen ou long terme. Ils prévoient le développement de l'habitat, la mutation de secteurs d'activités en zone mixte, comme sur le SENIA, ou la valorisation de fonciers par les grands opérateurs comme Aéroports de Paris, la Sogaris ou Icade avec les opérations d'Orlyparc ou Cœur d'Orly. En 2030, 2 millions de m² de surface de plancher créée sont ainsi prévus incluant la construction de 11 000 logements supplémentaires[2].

D'un secteur d'étude à fort potentiel, le Grand Orly est désormais un territoire de projet dynamique qui s'appuie sur de fortes capacités de développement pour les opérateurs présents et pour l'accueil de nouvelles entreprises. Les raisons en sont nombreuses : sa position, au cœur de l'Île-de-France, la visibilité que lui confère la notoriété d'équipements au rayonnement métropolitain voire national et international, un potentiel foncier ainsi que des filières déjà implantées.

L'arrivée de nouvelles lignes de transport du réseau du Grand Paris Express, au premier rang duquel les lignes 14 et 18, la transformation des sites lauréats de l'appel à projet Inventons la Métropole, associée à l'implantation d'équipements métropolitains, comme la cité de la gastronomie, vont profondément transformer le territoire dans les années à venir, l'inscrivant très probablement dans une nouvelle trajectoire historique.

1 17 communes du pôle Grand Orly : Ablon-sur-Seine, Athis-Mons, Chevilly-Larue, Chilly-Mazarin, Choisy-le-Roi, Juvisy-sur-Orge Morangis, Orly, Paray-Vieille-Poste, Rungis, Savigny-sur-Orge, Thiais, Valenton, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Wissous. Viry-Châtillon

2 Estimation sur la base des projets connus sur le territoire, sources UDEA94, EPT GOSB

Des enjeux toujours d'actualité

• Développement durable

Si le pôle du Grand Orly recèle des atouts exceptionnels pour son développement, le nombre important de risques naturels ou technologiques et de nuisances présents sur le pôle, en particulier celles liées à l'activité aéroportuaire, nécessite d'établir une réflexion à l'échelle de ce territoire afin de les réduire au maximum et de mieux les prendre en compte dans les différents projets d'aménagement. Cette réflexion doit permettre la mise en place d'une démarche d'exemplarité, y compris en matière d'économie circulaire. Au regard du développement attendu à l'échelle du pôle, une réflexion sur une territorialisation de l'offre de logements en fonction des nuisances les plus fortes est à mener : la limitation de la population exposée aux risques et aux nuisances est un enjeu fort.

Cette limitation ne doit pas être perçue comme un gel des territoires, des usages innovants peuvent émerger, à la croisée de différentes fonctions. Ainsi les espaces ouverts de la plateforme aéroportuaire peuvent être le support d'une réflexion autour des paysages de la transition. Une stratégie à l'échelle du pôle doit permettre de mieux aborder les questions de conflit d'usages inhérentes à un territoire toujours plus dense et qui porte un développement urbain aux franges de secteurs d'activité. Les projets d'aménagement envisagés doivent présenter une qualité environnementale élevée pour répondre aux enjeux climatiques.

Une amélioration du cadre de vie passe également par le développement et la valorisation de la trame verte et bleue au sein du pôle. Ces espaces naturels sont indispensables pour le bon fonctionnement des écosystèmes dans le temps et pour permettre au pôle de supporter l'urbanisation à venir dans des conditions de vie satisfaisantes. Cette valorisation de la trame verte et bleu existante s'accompagne notamment par une diminution de l'imperméabilisation, la création d'îlots de fraîcheur et la renaturation des sites, notamment des berges de la Seine et de l'Yerres.

Le développement durable des territoires doit enfin s'appuyer sur la réduction des impacts environnementaux des activités économiques présentes sur le territoire. L'émergence rapide d'un nouveau marché immobilier de la logistique urbaine est une opportunité pour accompagner la transition écologique des acteurs de la distribution, confrontées tant à l'accroissement des contraintes pesant sur la circulation des véhicules les plus lourds et les plus polluants en zone dense qu'aux nouveaux enjeux de compétitivité liés à la rapidité de la distribution des marchandises au consommateur final. Cette opportunité relève de la responsabilité des exploitants mais également des bailleurs, pour doter les sites d'activités en équipements favorisant la transition vers l'utilisation de véhicules plus propres (électriques, gaz, hydrogène) ; elle relève également de la responsabilité des investisseurs et acteurs locaux dans leur capacité à déployer un réseau de site connectés, à même de mieux organiser les flux de marchandises et ainsi réduire l'impact environnemental des activités de transport, de logistique et de distribution.

• Mobilité des personnes et des marchandises

L'aéroport d'Orly est une porte d'entrée de la métropole et de l'Île-de-France, ouverte sur l'international. Son activité en développement depuis plusieurs années[3] va être consolidée grâce à la modernisation de l'aéroport. Le réseau ferroviaire est d'intérêt national. La perspective d'une gare TGV à Pont de Rungis constitue une opportunité pour le développement du territoire et de l'intermodalité air-fer. Le réseau viaire magistral permet une accessibilité facilitée au cœur de la métropole. Cinq lignes de transports lourds dont deux RER et un tramway desservent le territoire et facilitent l'accès à la capitale.
Enfin un réseau de bus permet d'affiner le maillage. Cependant cette offre diversifiée est inégale, incomplète et présente des dysfonctionnements.

3 Le nombre de passagers est passé de 25 millions par an en 2010 à 32 millions en 2018.

Aujourd'hui, le réseau routier est saturé. Les nombreux déplacements en voiture ajoutés aux flux de camions desservant les sites logistiques d'envergure métropolitaine dépassent la capacité des voiries. En effet, les déplacements domicile-travail, très importants sur le pôle, sont très majoritairement réalisés en voiture. Chaque jour un grand nombre d'actifs entre ou sort du pôle pour se rendre à leur lieu de destination alors que les nombres d'emplois et d'actifs sont cohérents[4]. Un enjeu important du pôle est de hiérarchiser et limiter l'engorgement du réseau, les prévisions pour 2030 annonçant une situation dégradée par rapport à aujourd'hui. Le développement du covoiturage est une des réponses à court terme permettant de fluidifier le réseau[5].

Le pôle est desservi par cinq lignes de transports en commun. La majorité de ces lignes convergent vers Paris, seul le Nord du pôle disposant d'une desserte en rocade en transport en commun structurant. L'amélioration de la desserte en transport en commun est un levier pour encourager le report modal et fluidifier le trafic. Des projets de modernisation (schémas directeurs des RER) et de développement vont permettre d'améliorer l'offre. Des réflexions sur le rabattement, en particulier autour des futurs pôles de transports, et la restructuration du réseau de bus devront accompagner ces projets pour permettre à tous les habitants du pôle d'en profiter et éviter de créer un clivage nord/sud de l'aéroport. L'offre devra aussi être adaptée aux besoins spécifiques du fonctionnement du pôle (horaires décalés, fonctionnement de l'aéroport, mobilité interne…).

Une des spécificités du pôle est en effet la présence de sites de logistique d'envergure métropolitaine qui apportent emplois et ressources et constituent, comme le MIN, un vecteur de notoriété du territoire aux échelles nationale et internationale. En parallèle, ces activités logistiques entraînent des nuisances dont un trafic poids-lourds important. Le développement de l'intermodalité en augmentant le recours à la voie fluviale et au réseau ferroviaire s'appuierait sur les atouts du territoire et permettrait de limiter ces nuisances. L'activité logistique doit évoluer pour mieux s'inscrire dans son territoire dense en travaillant sur les modes d'approvisionnement, la motorisation des véhicules et l'insertion urbaine des sites.

L'activité logistique induit aussi des coupures sur le territoire, au même titre que la Seine ou les infrastructures routières. La réduction des coupures sur le pôle est nécessaire pour assurer une continuité des mobilités. L'aéroport d'Orly est à la fois le centre du pôle d'Orly-Rungis et une coupure entre le Val-de-Marne et l'Essonne. Les projets de requalification de la RN7 et le prolongement du T7 sont donc essentiels pour l'accès des Essoniens aux pôles d'emplois et de transports. La Seine crée une séparation entre l'Est et l'Ouest du territoire. De nouveaux franchissements doivent être créés, accessibles aux modes motorisés ainsi qu'aux modes actifs.

Le développement des modes actifs est une opportunité pour le territoire. La part modale de la marche et du vélo sont aujourd'hui encore très faibles. Leur développement détient un fort potentiel. Le territoire est marqué par des infrastructures terrestres majeures. L'usage de la route et la place du véhicule doivent être repensés. Des aménagements devront être créés ou rénovés pour instaurer un véritable réseau cyclable complet, efficace et sécurisé. L'utilisation du vélo doit être précisée dans le cadre de la constitution d'un réseau structurant, facilitant notamment la relation entre l'habitat, l'emploi et les services et équipements de centralité, doté de jalonnements et de dispositifs de stationnement sécurisés. Le recours à la marche est lié à l'organisation même de la ville, par une politique de réduction des distances entre l'habitat, les services, les loisirs et le travail. L'augmentation de la pratique des modes actifs sera permise avec le rapprochement des bassins de vie et d'emplois. L'amélioration de la qualité de l'espace public, avec un meilleur partage multimodal de la voirie, apparaît aussi nécessaire pour le développement de ces modes.

4 Le pôle compte 10 % d'actifs de plus que d'emplois

5 En Ile de France, le taux moyen d'occupation d'une voiture est de seulement 1,3 passagers (EGT 2010).

Attractivité territoriale

Le pôle Orly est marqué par la prédominance d'activités historiques au service du fonctionnement métropolitain. Ces filières, comme le commerce de gros, les activités de transport et de génie urbain, l'industrie aéronautique ou la logistique doivent être confortées et consolidées. Elles devront s'adapter non seulement à un contexte économique en mutation mais aussi s'adapter à la nécessité d'ancrer le pôle au sein de son environnement urbain.

Les évolutions de modes de consommation et le déploiement de l'économie numérique sont pris en compte par les grands opérateurs présents sur le territoire, mais elles entraînent également des changements profonds pour l'ensemble des acteurs économiques. Les évolutions des modes de consommation nécessitent le développement d'un système intégré de logistique urbaine sur le pôle (mutation des plateformes, nouveaux sites de types hôtels logistiques et espaces urbains de distribution), puisque les grands sites logistiques présents sur le territoire ont un rayonnement régional et ne visent pas exclusivement l'approvisionnement du pôle. Le développement rapide de la fonction de logistique urbaine offre des opportunités nouvelles de transformation des bâtiments logistiques existants et d'arrivée sur le territoire de nouveaux acteurs économiques intéressés par l'excellente desserte du territoire et sa proximité aux grands bassins de consommation du Grand Paris ; elle est aussi l'occasion de redensifier en emploi les zones logistiques existantes par un taux d'emplois plus importants qu'en logistique traditionnelle, et d'accompagner la transition écologique des activités de transport, de logistique et de distribution. Ces évolutions sont déjà largement impulsées par les grands acteurs de la logistique ; elles doivent être poursuivies et amplifiées.

Les impacts sur le développement immobilier du pôle impliquent un renforcement des besoins en immobiliers logistiques et d'activités. L'évolution du parc aujourd'hui vieillissant, voire obsolète, ainsi que la capacité de proposer des actifs immobiliers appropriés et donc des locaux d'activités adaptés et à un prix abordable pour les entreprises constituent un enjeu important.

La diversification des activités économiques du pôle à travers le développement d'une offre tertiaire ne pourra se faire qu'en créant les conditions d'accueil de ces nouvelles activités, ce qui passe par l'amélioration de l'accessibilité, une capacité à produire une offre immobilière adaptée et un positionnement métropolitain conforté dans un contexte concurrentiel fort.

Le développement économique gagnera également à cibler une économie verte, à la fois soucieuse d'une réduction des impacts environnementaux négatifs mais également de façon intégrée, comme le proposent par exemple les approches en termes d'économie circulaire.

Enfin, la dynamique de métropolisation sur laquelle le pôle doit se positionner devra être consolidée, articulée avec le territoire vécu et pensée en complémentarité avec les territoires environnants (Massy, Saclay, Evry, etc.). L'accompagnement vers l'emploi et la formation, notamment à destination des jeunes représente un levier important pour assurer une cohérence des emplois offerts avec la population active du territoire[6]. La dynamique de métropolisation doit conduire à l'implantation de services nouveaux destinés à la fois aux salariés et aux habitants du territoire. Ce but constitue une condition de meilleure acceptabilité des activités.

Il en résulte un enjeu important d'anticipation et de coordination, l'ensemble des défis posés par la mutation des bases économiques du pôle Orly ne saurait se résoudre à l'échelle des opérations d'aménagement. Une vision partagée du développement économique apparaît essentielle pour renforcer l'attractivité du territoire et pérenniser son activité économique.

6Des actions sont déjà menées dans le cadre d'Orly International, les projets de formation portés par Air France Industrie, le CFI d'Orly et la Semmaris ou la démarche plus globale de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences lancée à l'échelle de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre.

Développement urbain et construction de logements

Souvent perçu comme un territoire marqué par la prédominance des activités productives, les fonctions résidentielles se sont progressivement implantées le long de la vallée de la Seine puis la plateforme aéroportuaire s'est implantée dans cette zone déjà en partie urbanisée. Aujourd'hui le pôle regroupe approximativement 288 000 habitants.

Le maintien d'une croissance démographique portée à la fois par les dynamiques naturelles et par un possible regain d'attractivité, nécessite de poursuivre la construction de logements en portant une attention particulière à la qualité urbaine des projets . Un des enjeux du pôle d'Orly est d'ancrer la population en conciliant développement économique, parcours résidentiels complets des populations locales et accès aux pôles d'emplois. Cela ne pourra se faire qu'en visant l'amélioration de la qualité du cadre de vie.

Le développement de l'offre résidentielle attendu a également pour objectif de favoriser le logement des employés du territoire et de favoriser l'attractivité des emplois, diminuant ainsi les trajets domicile-travail, et de veiller à un équilibre territorial. En complément de la construction de nouveaux logements, un certain nombre de quartiers au sein de ce territoire appellent une réponse en termes de rénovation urbaine dans le cadre de la politique de la ville. La rénovation des logements existants, notamment en termes d'isolation phonique et thermique, accompagnée d'un renforcement de l'offre de services et d'équipements est un enjeu majeur de ce territoire. Dans le même temps, certaines communes présentent un enjeu de rééquilibrage en termes de mixité sociale et devront accueillir davantage de logements sociaux.

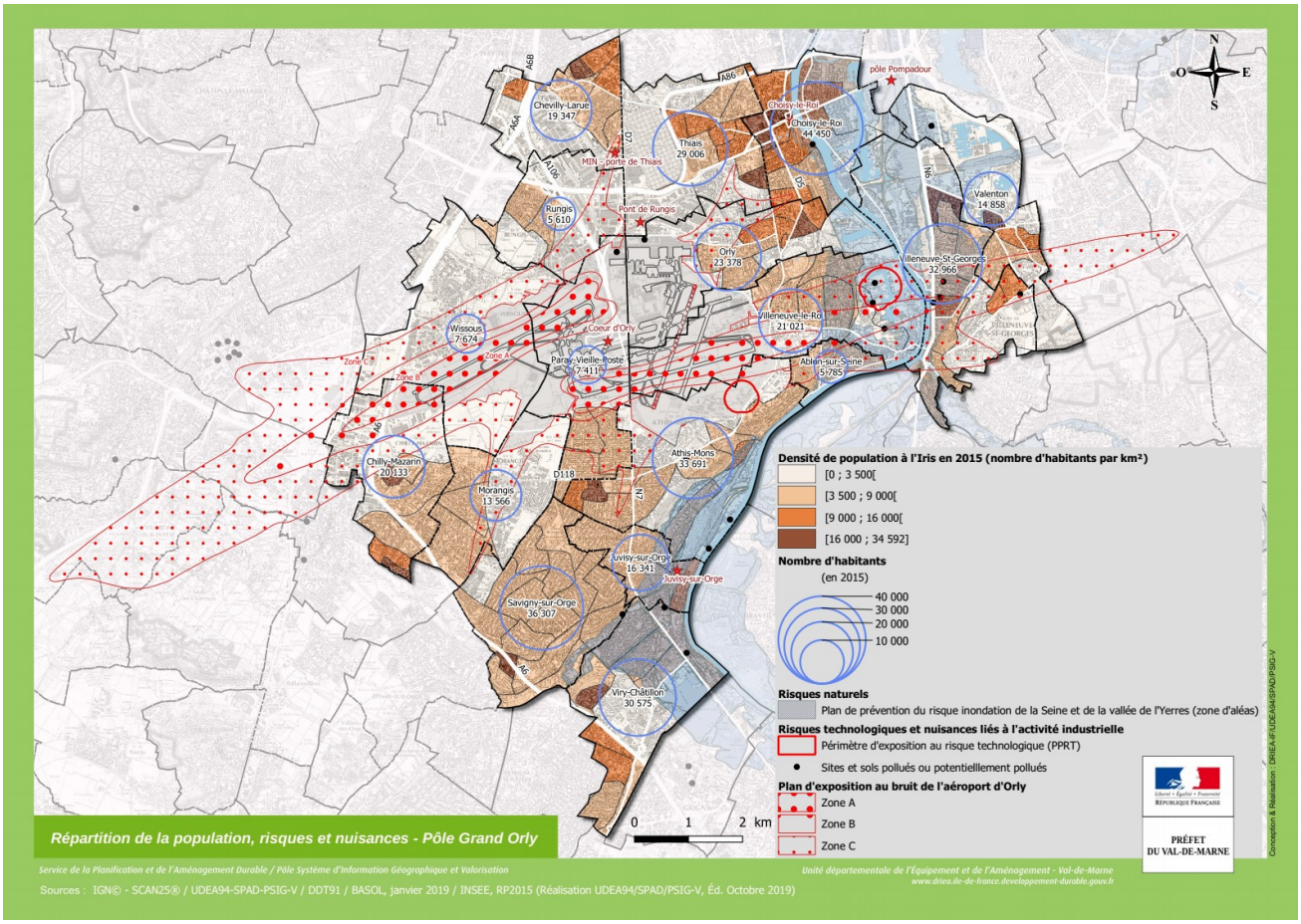
Le développement des aménités urbaines[7], lié en particulier à une économie résidentielle à soutenir, constitue un objectif important pour répondre aux besoins des populations vivant ou travaillant dans le territoire et forger une nouvelle identité urbaine.

7 Centralités identifiées par l'APUR reprenant l'ensemble des centres-anciens, des équipements publics, espaces verts et sportifs, commerces, grandes surfaces et services urbains « attractif »

1 . Développement durable

1.1. Un territoire à fort potentiel soumis à des nuisances et contraintes importantes

Les contraintes pesant sur le pôle Orly sont nombreuses et importantes. Elles sont liées aux activités et aux infrastructures du pôle ainsi qu'à la présence du fleuve. Certaines communes à l'Est du territoire cumulent les difficultés, c'est le cas de Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Ablon-sur-Seine et Orly dans une moindre mesure.



Les principaux risques ou nuisances présents sur le pôle sont :

- Les risques inondation notamment en vallée de la Seine

Dans le Val-de-Marne, les communes d'Ablon-sur-Seine, de Choisy-Le-Roi, d'Orly, de Valenton, de Villeneuve-Le-Roi et de Villeneuve-Saint-Georges sont concernées par le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Marne et de la Seine, approuvé par arrêté préfectoral du 28 juillet 2000, modifié le 12 novembre 2007.

En Essonne, plusieurs communes sont soumises au risque d'inondation :
- pour le PPRI de la Seine approuvé le 20 octobre 2003, les communes d'Athis-Mons, de Juvisy-sur-Orge, de Savigny sur Orge et de Viry-Châtillon,
- pour le PPRI de l'Orge et de la Sallemouille approuvé le 10 juillet 2017, les communes d' Athis-Mons, Juvisy-sur-Orge et Savigny-sur-Orge,
- pour le PPRI de l'Yvette approuvé le 26 septembre 2006, les communes de Chilly-Mazarin et Savigny-sur-Orge.

Le PPRI est un outil réglementaire qui précise comment intégrer le risque inondation selon les choix d'occupation du sol. Les PPRI identifiés sur certaines communes du pôle ont pour finalité de protéger les populations et les biens du risque inondation en établissant une cartographie aussi précise que possible des zones de risque afin de réglementer voire d'interdire les implantations de bâtiment et d'occupations humaines dans les zones les plus dangereuses, de réduire la vulnérabilité des installations existantes et de préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues.

Certains secteurs du territoire ont été particulièrement touchés lors des épisodes de crue en 2016 et 2018, notamment les quartiers de Triage et Blandin- Belle Place à Villeneuve-Saint-Georges et les bords de Seine à Viry-Châtillon.

Les secteurs de projets concernés par ce risque inondation par débordement de cours d'eau devront par conséquent respecter le règlement des PPRI et mettre en place des formes urbaines résilientes et/ou innovantes (nivellement, fondations...) afin de réduire la vulnérabilité au risque d'inondation.

- Les risques liés aux anciennes carrières

La commune de Thiais est concernée par les risques liés aux anciennes carrières, notamment le nord de la commune près de Vitry-sur-Seine où l'on observe un secteur en zone d'aléa très fort.

- Les risques de mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols

Le plan de prévention des risques de mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols dans le département du Val-de-Marne a été approuvé par arrêté préfectoral du 21 novembre 2018. Il concerne plusieurs communes du territoire du Grand Orly.

- Bruit aérien

Le Plan d'Exposition au Bruit (PEB), définissant les zones d'exposition au bruit de l'aéroport d'Orly, a été approuvé le 21 décembre 2012 par arrêté inter-préfectoral des Préfets de l'Essonne et du Val-de-Marne. Environ 26 % du territoire du pôle est concerné par les zones A (4,5%) ,B (6%) ou ex-C (16%) du PEB, en vigueur préalablement au 20 février 2009 (limite du PEB de 1975). Les conditions d'application du PEB sont régies par le code de l'urbanisme, notamment les articles L.112-5 à L.112-15.

Dans les zones A et B, toute construction de logements nouveaux est interdite à quelques exceptions près. Dans le périmètre de l'ex-zone C actuelle, l'augmentation du nombre de logements restera soumise à la création, par arrêté du Préfet de département, de « périmètres de renouvellement urbain », au sens de l'article L. 112-10 du code de l'urbanisme.

Un plan de gène approuvé le 30 décembre 2013, délimite la zone où les riverains peuvent bénéficier d'une aide à l'insonorisation de leur logement.

L'aéroport d'Orly étant situé au centre du territoire du Grand Orly, la prise en compte des nuisances, notamment sonores, apportées par cet équipement est un enjeu majeur pour le développement du pôle.

La bonne insertion de l'aéroport dans son environnement est une priorité. Elle s'appuie, s'agissant des nuisances sonores, sur quatre « piliers » issus des règles internationales et européennes :

- Réduction du bruit à la source, par l'introduction d'avions de moins en moins bruyants
- Planification et gestion foncière, d'une part, au plan préventif, par des règles contraignantes sur l'urbanisation alentour au moyen du plan d'exposition au bruit (PEB) et d'autre part, au plan curatif, par un dispositif d'aide financière à l'insonorisation en faveur des habitants situés dans le plan de gêne sonore (PGS)
- Procédures opérationnelles réduisant le bruit, en optimisant les profils horizontaux et verticaux de vol afin de réduire l'impact sonore de chaque trajectoire
- Restrictions d'exploitation de l'aérodrome :
    - Limitation du nombre de créneaux horaires attribuables à 250 000 par an ;
    - Couvre-feu interdisant les décollages entre 23h15 et 6h00 et les atterrissages entre 23h30 et 6h15.

La loi « PACTE » (pour plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) promulguée le 22 mai 2019 transfère ces deux dernières mesures du niveau réglementaire au niveau législatif afin d'en assurer leur pérennité.

Quelques 51 500 logements et locaux sont concernés par le PGS. Depuis la mise en place du dispositif en 1995, l'aide aux travaux d'insonorisation a bénéficié à près de 27 500 logements et locaux, pour un montant total d'aides de 256 M€. En 2018, ce sont 833 logements qui ont fait l'objet d'un avis favorable de la commission consultative d'aide aux riverains (CCAR) pour les travaux, pour un montant d'aides notifiées de 6,3 M€.

- Pollution atmosphérique

La pollution provient essentiellement des activités aéroportuaires mais également du trafic routier (VP et transports de marchandises). Il s'agit de diminuer la pollution à la source et d'encourager l'utilisation de solutions alternatives moins polluantes (par exemple : transports en commun, TGV pour les voyageurs / voie fluviale et fret pour les marchandises...).

- Le plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET)

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17 août 2015 est venue renforcer le rôle des intercommunalités en les nommant coordinateurs de la transition énergétique.

Le PCAET est le support du projet territorial de développement durable. Il est à la fois stratégique et opérationnel et prend en compte l'ensemble de la problématique climat-air-énergie autour de plusieurs axes d'actions que sont la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), l'adaptation au changement climatique, la sobriété énergétique, la qualité de l'air, le développement des énergies renouvelables.

La Métropole du Grand Paris est assujettie à la réalisation d'un plan climat-air-énergie métropolitain (PCAEM).
Les établissements publics territoriaux (EPT) dont l'EPT Grand-Orly-Seine-Bièvre (T12), partie intégrante du territoire du Grand Orly, élaborent un plan climat-air-énergie territorial (PCAET[8]) compatible avec le PCAEM.

Ce plan, tant dans son élaboration que dans son application, se doit de mobiliser et d'impliquer le plus largement possible tous les acteurs économiques, associatifs et citoyens, à l'échelle du territoire.

8Élaboration engagée par l'EPT GOSB, diagnostic en cours de réalisation (octobre 2019).

- Les risques technologiques

Les plans de préventions des risques technologiques (PPRT) sont des outils de maîtrise de l'urbanisation autour des établissements industriels à « hauts risques » créés par la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 dite « loi Risques ». Leur finalité est de protéger les personnes par la maîtrise de l'urbanisation future et par la mise en œuvre de mesures sur le bâti existant.

Le pôle est concerné par deux PPRT :
- le PPRT de l'établissement SMCA a été approuvé le 22 juin 2011 et vaut servitude d'utilité publique. Il concerne principalement la commune d'Athis-Mons et une toute petite partie de Villeneuve-le-Roi.
- le PPRT autour du dépôt pétrolier de la SPVM a été approuvé le 20 juillet 2017 et vaut servitude d'utilité publique. Il concerne la commune de Villeneuve-le-Roi.

- Pollution des sols

La vallée de la Seine est également concernée, du fait de son passé industriel, par d'importantes contraintes à la pollution des sols, notamment sur les secteurs du centre-ville et de Triage à Villeneuve-Saint-Georges, ou encore de la Carelle à Villeneuve-le-Roi. Les coûts de dépollution des sols pèsent sur les bilans des opérations et concernent, pour certains, des secteurs en mutation à fort potentiel. La transformation des anciens secteurs industriels nécessitera un portage foncier, un accompagnement particulier de la part des différents partenaires publics et une optimisation des coûts pouvant présenter des risques pour les opérations.

Le territoire est également concerné par d'autres risques et nuisances : risques de mouvement de terrain liées aux anciennes carrières ou à la présence d'argile, risques de ruissellement urbain, présence de canalisations de transport de matières dangereuses, etc..

L'ensemble de ces externalités dessine une géographie de sites regroupant différentes difficultés. Ces périmètres ont des effets non seulement en termes de développement urbain mais surtout en termes de qualité de vie pour les populations les plus exposées. Les sites cumulant les nuisances et les risques les plus importants méritent une attention particulière, notamment ceux présentant un taux élevé de logements anciens, comme à Choisy-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Villeneuve-le-Roi, Athis-Mons et Juvisy-sur-Orge.

L'addition des emprises monofonctionnelles, des gênes et des nuisances limitant le développement du territoire suggère une reconquête nécessaire. Dans ces situations l'amélioration du cadre de vie revêt une importance singulière pour ne pas accentuer des phénomènes de relégation de certains quartiers. Les programmes d'amélioration du bâti existant, comme le PNRQAD à Villeneuve-Saint-Georges et à Juvisy-sur-Orge, sont des opportunités pour améliorer la résilience du territoire. Ces attentions seront complémentaires de recherches sur la limitation des nuisances à la source et sur l'évolution des activités vers un développement plus durable.

1.2. Approvisionnement en énergie

- Canalisations de transport de matières dangereuses

Le territoire du Grand Orly est concerné par l'existence de canalisations de transport de matières dangereuses. Il s'agit des canalisations de transport de gaz et d'hydrocarbures exploitées par GRTgaz et les sociétés TRAPIL et SMCA. En raison des risques technologiques potentiels qu'elles représentent, une maîtrise de l'urbanisation adaptée à leur proximité doit être observée.

- Infrastructures de transport d'électricité

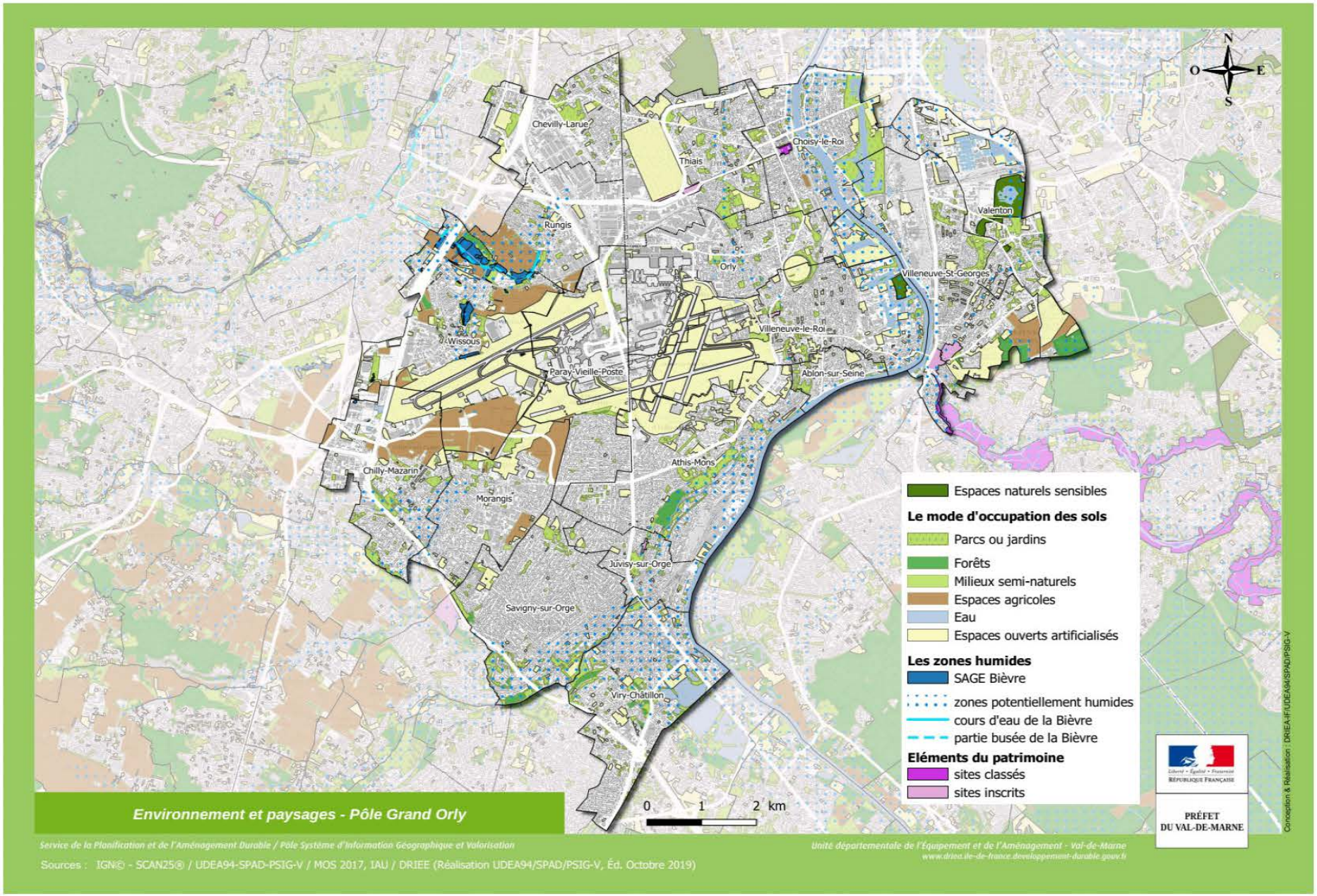
  Plusieurs ouvrages du réseau public de transport de l'électricité traversent le territoire du Grand Orly. On peut souligner le rôle du poste de transformation 225/63 kV de Chevilly-Larue qui joue un rôle stratégique d'irrigation régionale en acheminant l'énergie électrique depuis le poste 440/225 kV de Villejust vers plusieurs postes de répartition en grande et proche banlieue. Il joue également un rôle de garantie de la sécurité d'alimentation en permettant des liaisons de secours entre les poches électriques.

  Il est nécessaire de partager le caractère du réseau de transport existant (pénétrante de 225 kV) avec les acteurs de l'aménagement du territoire. Ce réseau, essentiel pour l'alimentation électrique, doit en effet faire face à une pression foncière de plus en plus forte. Dans certains sites, il est nécessaire d'enfouir les lignes existantes pour répondre à des enjeux de développement urbain et de qualité de vie. Ces actions sont à conduire dans un cadre partenarial.

  Le territoire du Grand Orly peut constituer un terrain d'expérimentation privilégié pour les projets de distribution d'électricité intelligente, appelés aussi « Smart Grids ».

- Géothermie

  Le réseau de chaleur utilisant les forages géothermiques est déjà bien développé sur le territoire dans la partie val-de-marnaise. Une étude du BRGM publiée en 2012 montre que l'ensemble des communes, notamment celles situées en Essonne, sont propices à l'installation de nouveaux puits permettant d'exploiter plusieurs niveaux des couches d'eaux chaudes. La géothermie permet, tout en contribuant à la diminution du recours aux énergies fossiles d'alimenter en chaleur les nouveaux quartiers dans des conditions économiques favorables : la réalisation d'aménagements urbains liée au projet de territoire du Grand Orly représente une remarquable opportunité de développement.


Chevilly-Larue
Thiais
Choisy-le-Roi
Rungis
Valenton
Orly
Villeneuve-St-Georges
Villeneuve-le-Roi
Wissous
Paray-Vieille-Poste
Ablon-sur-Seine
Athis-Mons
Chilly-Mazarin
Morangis
Juvisy-sur-Orge
Savigny-sur-Orge
Viry-Châtillon
N
O
E
S
Espaces naturels sensibles
Le mode d'occupation des sols
Parcs ou jardins
Forêts
Milieux semi-naturels
Espaces agricoles
Eau
Espaces ouverts artificialisés
Les zones humides
SAGE Bièvre
zones potentiellement humides
cours d'eau de la Bièvre
partie busée de la Bièvre
Eléments du patrimoine
sites classés
sites inscrits
0
1
2 km
Environnement et paysages - Pôle Grand Orly
Service de la Planification et de l'Aménagement Durable / Pôle Système d'Information Géographique et Valorisation
Sources : IGN© - SCAN25® / UDEA94-SPAD-PSIG-V / MOS 2017, IAU / DRIEE (Réalisation UDEA94/SPAD/PSIG-V, Éd. Octobre 2019)
Unité départementale de l'Equipement et de l'Aménagement - Val-de-Marne
www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DU VAL-DE-MARNE
Conception & Réalisation : DRIEA-IF/UDEA94/SPAD/PSIG-V

1.3. Un patrimoine écologique à préserver et à valoriser

- Préserver et agrandir les espaces de biodiversité

Situé au cœur d'un paysage très urbanisé, le plateau d'Orly possède néanmoins de nombreux espaces non bâtis : espaces agricoles, parcs urbains, friches, terrains de loisirs, prairies aux abords de la plateforme aéroportuaire etc. De qualités paysagères et de tailles très différentes, ils forment des espaces de respiration urbaine[9] :
- Cimetière parisien de Thiais ;
- Parc des Lilas à Vitry-sur-Seine ;
- Parc interdépartemental des Sports à Choisy-le-Roi ;
- Parc Départemental de la Plage Bleue à Valenton ;
- Lac de Créteil à Créteil ;
- Secteur des vœux à Orly qui fait l'objet d'un projet d'aménagement conservant une perméabilité des sols importante ;
- Jardins de la Saussaie à Ablon-sur-Seine ;
- Plaine de Montjean à Fresnes et Rungis et autres espaces agricoles (champs à Wissous et Morangis) ;
- Coteau des Vignes à Athis-Mons,
- Secteur Blandin-Belleplace à Villeneuve-Saint-Georges qui fait l'objet d'un projet de renaturation,
- Lac de l'Essonne à Viry-Châtillon.

La pérennisation des espaces ouverts, non bâtis, est bénéfique à la biodiversité ordinaire, elle contribue au maintien de la nature en ville, mais elle rend également des services en matière de gestion des risques et des nuisances, en favorisant par exemple la rétention d'eau à la parcelle et en atténuant le bruit, deux nuisances non négligeables sur ce territoire.
Ces espaces constituent également des lisières, des espaces-tampons végétalisés qui facilitent la co-existence entre les enjeux agricoles et urbains. Le SDRIF fixe un seuil de 10m^2 d'espaces verts publics de proximité par habitant. Les projets d'aménagement devront prendre en compte ces espaces, les préserver et viser à leur mise en cohérence.

Dans les communes disposant de moins de 10 % en superficie d'espaces agricoles, boisés, naturels et d'espaces ouverts urbains, des espaces sont à reconquérir. Au sein du pôle, les communes de Morangis, Savigny, Wissous et Chevilly-Larue[10] notamment, présentent un déficit d'espaces verts.

La représentation des espaces de transition du patrimoine végétal majeur comme les espaces naturels sensibles, les parcs départementaux et les ZNIEFF, incluant leur distance d'attractivité, traduit également un déficit en espaces verts de certaines portions du pôle Orly.

La rareté de ces espaces ouverts, leurs potentialités récréatives obligent à se poser la question de leur protection et de leur développement. Ces espaces, plus ou moins interstitiels, présentent un intérêt tant en termes de maintien de la biodiversité que de cadre de vie et de respiration urbaine qu'il est important d'identifier et de valoriser, en les plaçant au cœur des projets d'aménagement. Ce potentiel doit être amplifié en s'appuyant sur les parcelles résidentielles : le tissu pavillonnaire, ainsi que les ensembles d'habitat collectif comprenant des espaces verts sont une nappe de milieux semi-perméables dont la qualité est variable mais le potentiel présent.

9 Certains de ces secteurs sont reconnus pour leur intérêt écologique par le SRCE
10 Carte du chapitre 3.3 du fascicule « Défis, projet spatial régional et objectifs » du SDRIF

- Une trame bleue à révéler

La Seine a un rôle prédominant de corridor écologique et représente le principal cours d'eau du pôle. Des espèces d'intérêt patrimonial sont retrouvées dans et aux abords du fleuve, parmi lesquelles le martin pêcheur d'Europe ou le brochet[11] soulignant son rôle essentiel dans la trame verte et bleue du territoire.

Au-delà de la Seine, le ru de Rungis et la Bièvre sont des cours d'eau souterrains, présents sur le territoire et susceptibles de faire l'objet d'opérations de réouverture[12]. Des dispositions d'accompagnement des projets de réouvertures de la Bièvre et du ru de Rungis, avec un objectif de marge de recul par rapport aux cours d'eau, sont prévues[13]. Des zones humides identifiées par le SAGE accompagnent ces cours d'eau. Il est nécessaire de valoriser cette trame bleue.

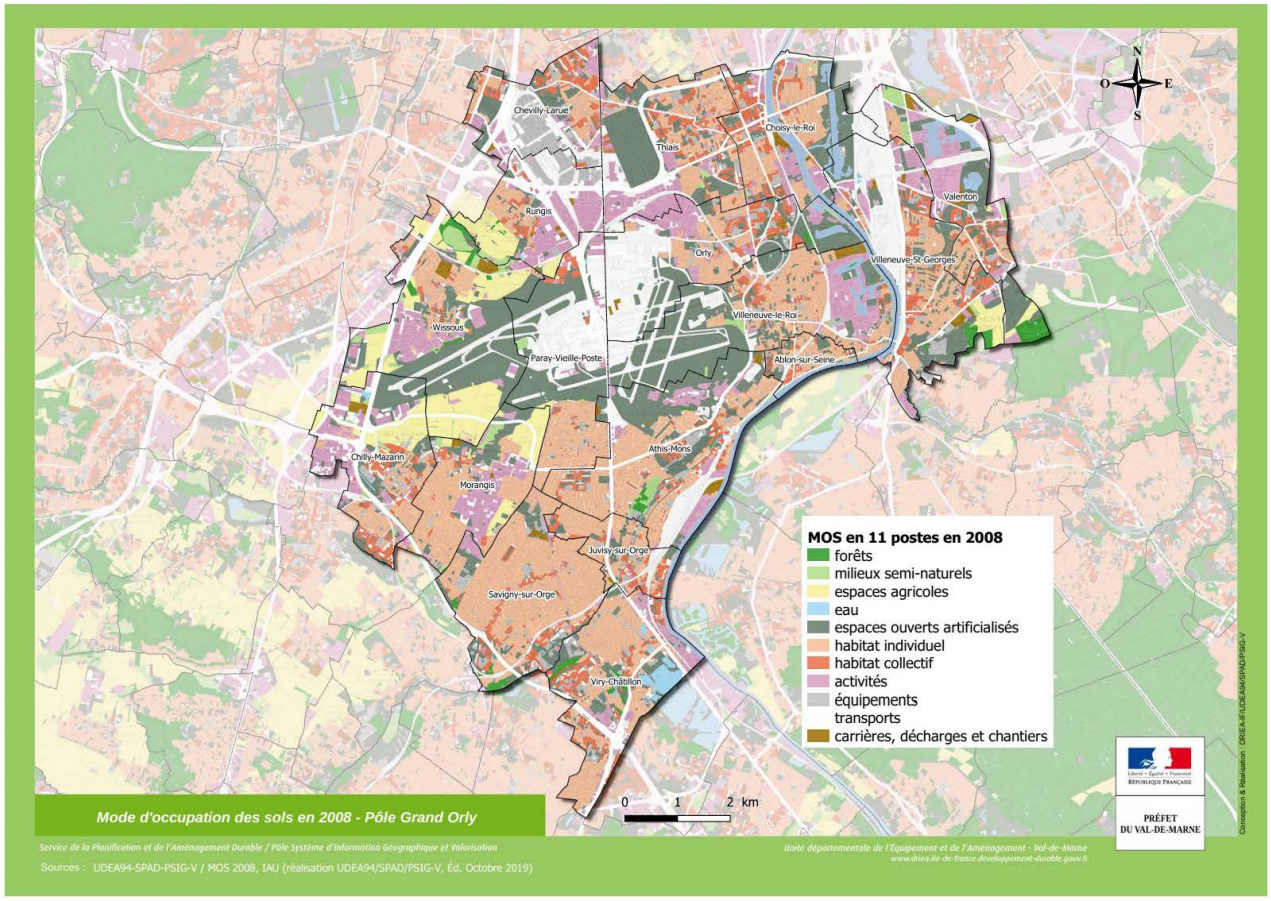
Le Pôle Orly, situé de part et d'autre de l'axe Seine, comporte des secteurs à enjeux avec un potentiel écologique assez fort (les berges boisées de Villeneuve-Saint-Georges, d'Orly et de Villeneuve-le-Roi). Des secteurs à potentiel écologique moyen existent au niveau du secteur des Vœux avec la plate-forme portuaire abritant une colonie d'Hirondelles de rivage et les berges paysagères de Choisy-le-Roi. Un des enjeux le long de ce cours d'eau est de valoriser les continuités écologiques des berges, de préserver et faire cohabiter cette nature avec les activités et les différents usages du pôle.

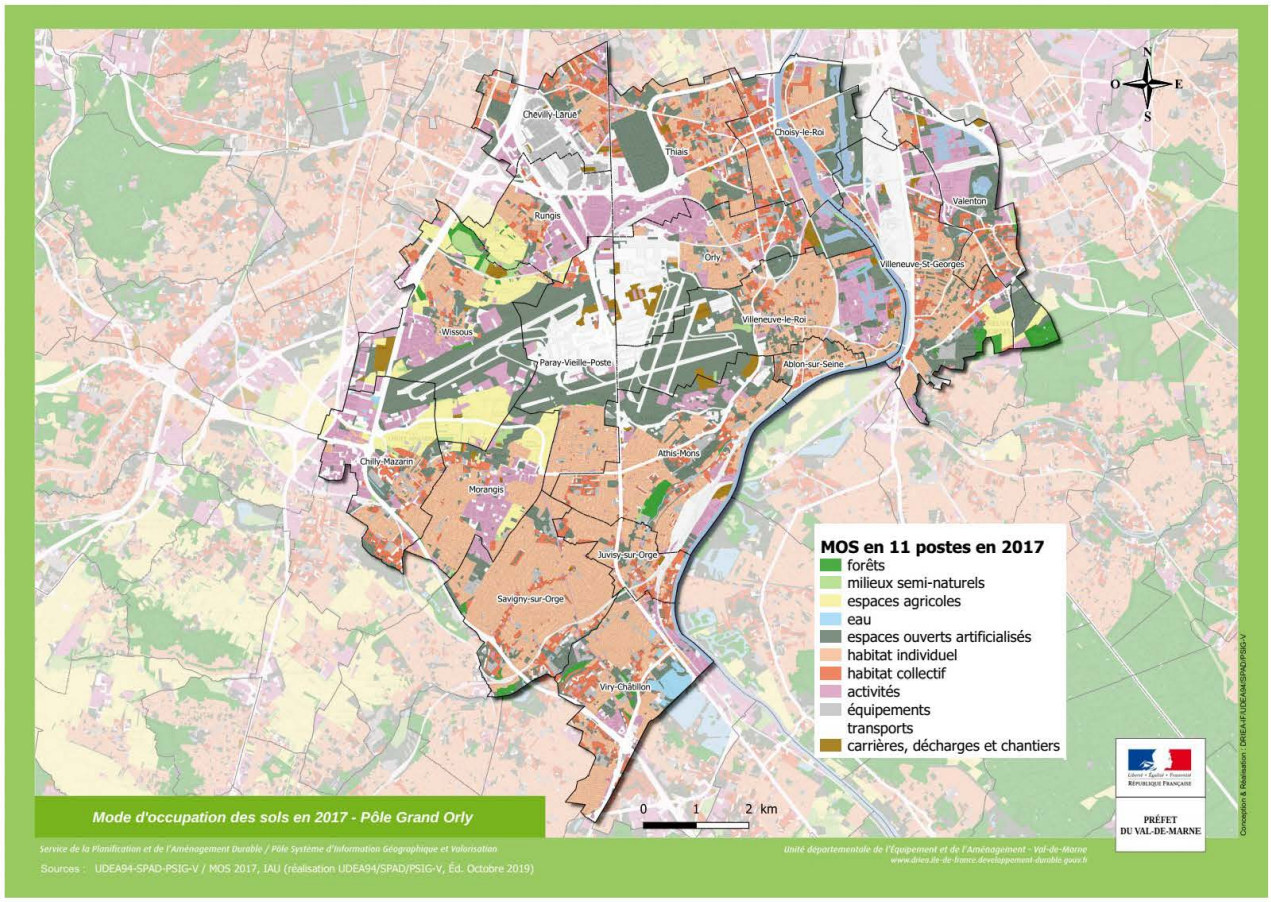
Les espaces non urbanisés sont majoritairement constitués d'espaces ouverts artificialisés et d'espaces agricoles, comportant beaucoup de grandes cultures. Les milieux semi-naturels sont rares. Il s'agit de parcelles morcelées difficiles à relier entre elles, si ce n'est en trouvant appui sur le tissu urbanisé et les espaces ouverts artificialisés, en particulier les pelouses qui bordent les pistes de l'aéroport d'Orly. De plus ces milieux naturels rares, sont parfois entourés ou à proximité de « plaques » monofonctionnelles (grands services urbains métropolitains, activités de transports et plaques économiques zones logistiques, industrielles et commerciales) qui engendrent des nuisances et sont souvent peu en lien avec leur environnement proche. Ces grandes emprises monofonctionnelles souvent reliées au réseau magistral créent également des difficultés de franchissements naturels et urbains et isolent les différents secteurs.

Entre 2008 et 2017, l'urbanisation, déjà très présente, s'est poursuivie. Les espaces naturels ou semi-naturels qui ont été urbanisés (habitat, activités) sur la période 2008 – 2017 concernent principalement des espaces en limite de l'aéroport. En effet, deux secteurs principaux d'urbanisation entre 2008 et 2017 peuvent être identifiés : au Sud-Est de la commune de Villeneuve-Saint-Georges et sur le pourtour des pistes de l'aéroport d'Orly, partie Ouest.

L'urbanisation importante des espaces ouverts artificialisés sur les dix dernières années concerne particulièrement tout le pourtour des pistes de l'aéroport d'Orly mais également de manière plus disséminée l'ensemble des tissus urbains. Quel que soit le type d'urbanisation cela représente une dégradation de la perméabilité des sols et de ses potentialités écologiques.
La carte de l'évolution de l'occupation des sols illustre une dynamique de diminution des espaces naturels et semi-naturels. Dans ce pôle où les espaces non urbanisés sont rares, leurs réductions, même restreintes, portent souvent atteinte à la qualité de vie des habitants et des salariés des environs. Afin d'assurer un cadre de vie agréable pour la population du pôle, il est nécessaire de préserver les espaces verts existants et trouver des formes innovantes pour préserver et intégrer la nature dans le tissu urbanisé existant.

11 Voir étude « Biodiversité et urbanité », vers une trame verte et bleue sur le pôle, 2011
12 Source SRCE
13 Source SAGE du bassin versant de la Bièvre, entré en vigueur le 7 août 2017


Chevilly-Larue
Thiais
Choisy-le-Roi
Valenton
Rungis
Orly
Villeneuve-St-Georges
Villeneuve-le-Roi
Wissous
Paray-Vieille-Poste
Ablon-sur-Seine
Chilly-Mazarin
Athis-Mons
Morangis
Juvisy-sur-Orge
Savigny-sur-Orge
Viry-Châtillon
N
O
E
S
MOS en 11 postes en 2008
forêts
milieux semi-naturels
espaces agricoles
eau
espaces ouverts artificialisés
habitat individuel
habitat collectif
activités
équipements
transports
carrières, décharges et chantiers
0
1
2 km
Mode d'occupation des sols en 2008 - Pôle Grand Orly
Service de la Planification et de l'Aménagement Durable / Pôle Système d'Information Géographique et Valorisation
Sources : UDEA94-SPAD-PSIG-V / MOS 2008, IAU (réalisation UDEA94/SPAD/PSIG-V, Éd. Octobre 2019)
Unité départementale de l'Équipement et de l'Aménagement - Val-de-Marne
www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
PRÉFET
DU VAL-DE-MARNE


Chevilly-Larue
Thiais
Choisy-le-Roi
Valenton
Rungis
Orly
Villeneuve-St-Georges
Villeneuve-le-Roi
Wissous
Paray-Vieille-Poste
Ablon-sur-Seine
Chilly-Mazarin
Athis-Mons
Morangis
Juvisy-sur-Orge
Savigny-sur-Orge
Viry-Châtillon
N
O
E
S
MOS en 11 postes en 2017
forêts
milieux semi-naturels
espaces agricoles
eau
espaces ouverts artificialisés
habitat individuel
habitat collectif
activités
équipements
transports
carrières, décharges et chantiers
0
1
2 km
Mode d'occupation des sols en 2017 - Pôle Grand Orly
Service de la Planification et de l'Aménagement Durable / Pôle Système d'Information Géographique et Valorisation
Sources : UDEA94-SPAD-PSIG-V / MOS 2017, IAU (réalisation UDEA94/SPAD/PSIG-V, Éd. Octobre 2019)
Unité départementale de l'Équipement et de l'Aménagement - Val-de-Marne
www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
PRÉFET
DU VAL-DE-MARNE

1.1 Des usages au sein du pôle à (ré)concilier

Le Grand Orly recèle des espaces agricoles interstitiels dont le devenir représente un enjeu pour le territoire. Intégrés à des exploitations céréalières, ils offrent des respirations naturelles et paysagères au sein des villes, et font pour partie l'objet de projets tournés vers une diversification des cultures et des liens renforcés avec les habitants et usagers du secteur.

À la croisée des trois communes de Rungis, Wissous et Fresnes et des deux départements, la plaine de Montjean est aujourd'hui un grand espace ouvert et en partie cultivé, d'environ 200 ha, où cohabitent le centre horticole de la Ville de Paris, des terrains agricoles et le bois de Montjean. Le projet porté par les collectivités avec l'EPA ORSA vise à y développer une agriculture maraîchère biologique tournée vers des usagers situés à proximité. A plus petite échelle, un projet alliant logements et agriculture urbaine a émergé de l'appel à projets « inventons la métropole du Grand Paris », à Morangis. Ce projet se développe sur un terrain d'environ 1 ha, mais est intégré à une enclave agricole en devenir beaucoup plus vaste.

Au sud de la plateforme aéroportuaire, à Chilly-Mazarin, Wissous et Morangis, se déploient des espaces de cultures composant un paysage agricole ouvert sur les pistes, le long du « contournement sud » d'Orly. Ces espaces sont reconnus par un front urbain d'intérêt régional du SDRIF, qui laisse aux documents d'urbanisme locaux le soin d'en fixer précisément l'épaisseur et la limite.

La proximité, sur le territoire entre des zones agricoles et le MIN de Rungis constitue une opportunité unique de développement de l'économie agricole de proximité favorisant les circuits courts, la qualité des produits et une empreinte carbone réduite.

La valorisation des espaces ouverts inconstructibles, en marge de la plateforme aéroportuaire, pourrait être le support d'une réflexion pour un paysage de la transition énergétique. Les zones inconstructibles, potentiels à révéler, sont peut-être le support du paysage de la transition de demain. De même, les toitures des entrepôts présentent un potentiel d'utilisation des énergies solaires qui peut être à approfondir.

Concernant la mise en commun de ressources par les acteurs économiques, le pôle dispose d'un doublet géothermique en fonctionnement sur l'aéroport. Ce projet répond à une demande en énergie sur la plate-forme d'Orly et permet d'optimiser les installations de production et des réseaux énergétiques existants sur la plate-forme, ainsi que leur utilisation. Autre exemple de mutualisation des ressources, la présence sur le MIN de Rungis d'une usine d'incinération génère de la chaleur qui alimente un réseau de chaleur. Cette chaleur est distribuée au MIN ainsi qu'à l'aéroport. D'autres synergies pourraient être recherchées en s'appuyant sur des principes d'écologie industrielle et territoriale (EIT) comme levier pour mobiliser les acteurs en faveur d'une transition écologique et énergétique.

S'agissant du ravitaillement des véhicules de nouvelle motorisation, il est à relever que le pôle est d'ores et déjà bien équipé en stations délivrant des carburants alternatifs :

- 4 stations GNV : Sogaris, Semmaris, Les Halles et Marché de Rungis
- 2 stations GNL : Sogaris, Semmaris
- 1 station hydrogène : Orly

En plus d'autres projets (hydrogène à Semmaris et GNV sur les centres bus de la RATP)

L'hydrogène et le GNV sont dédiés aux véhicules légers (taxis, utilitaires) et aux bus. Le GNL est particulièrement bien adapté aux poids-lourds.

2 . Mobilité des personnes et des marchandises

Le pôle Orly est marqué par des infrastructures terrestres majeures qui lui permettent de se constituer en porte d'entrée de la région et de la métropole. Néanmoins, ces infrastructures souffrent de dysfonctionnements et induisent des nuisances sur le territoire. Les nombreuses infrastructures routières fragmentent le territoire et sont soumises à une congestion importante. L'usage de la route doit être repensé. La résorption des coupures, le développement des transports en commun et des déplacements en modes actifs seront nécessaires pour rendre durables les projets d'aménagement.

2.1 L'aéroport d'Orly

Avec 33,1 millions de passagers en 2018 (+3,4% sur un an), l'aéroport de Paris-Orly est la 2ème plateforme aéroportuaire de France, et la 12ème en Europe. Son activité repose sur l'exploitation de 2 pistes orientées selon un axe ouest-est, une 3ème piste nord-sud pouvant être utilisée en conditions dégradées (travaux ou conditions météorologiques inhabituelles, par exemple). Orly est historiquement dédiée principalement aux vols de point à point (sans correspondance). La répartition du trafic entre les routes domestiques, européennes, et non européennes, y est équilibrée.

Lancées le 20 mars 2018, les Assises nationales du transport aérien se sont conclues le 8 mars dernier par la production d'une « Stratégie nationale du transport aérien 2025 »[14].

Ce document porte une vision ambitieuse sur quatre grands axes stratégiques : transition écologique et développement durable, performance du transport aérien français, desserte des territoires français, le transport aérien de demain.

En tant que 2ème plateforme aéroportuaire française, et accueillant une grande variété de compagnies aériennes et des marchés très divers, l'aéroport d'Orly est concerné par l'ensemble de ces grands axes, eux-mêmes déclinés en objectifs.

Il bénéficiera ainsi directement d'un travail encore plus ambitieux sur la prise en compte des impacts territoriaux, via notamment la lutte contre les nuisances sonores et atmosphériques, les démarches innovantes, et la conception d'une feuille de route de la biodiversité sur les aéroports français.

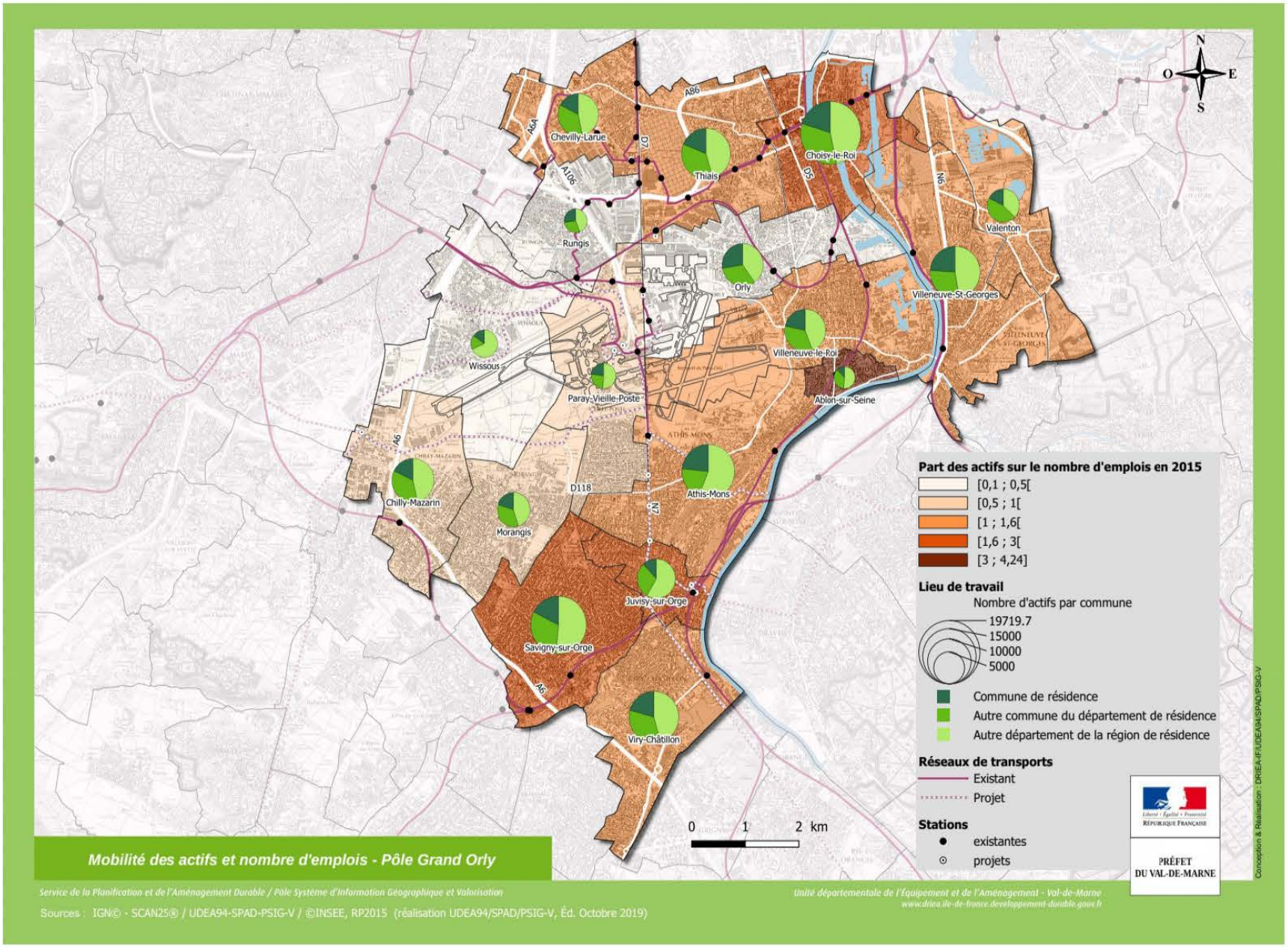
2.2 Les déplacements domicile travail

2.2.1 Des déplacements domicile travail importants, une minorité d'actifs stables

Au sein du Grand Orly, les déplacements domicile-travail structurent le territoire car ils sont les plus fréquents et les plus contraints. La moyenne des actifs stables par commune[15] en Île-de-France est de 26 % et de 37 % en province. A l'échelle du pôle Grand Orly, seules les communes d'Orly et Rungis atteignent la moyenne régionale, ce sont les communes recensant le plus grand nombre d'emplois sur le pôle.[16] Ce taux, pour ces deux communes, peut toutefois être considéré comme relativement faible au regard du nombre d'emplois proposés. Il représente plus de deux fois le nombre d'actifs résidant sur ces communes. Six communes sur les dix-sept du pôle ont un nombre d'actifs résidant inférieur au nombre d'emplois. Pourtant, plus de 3/4 des actifs résidant dans le pôle se déplacent dans une commune différente de leur lieu d'habitation pour aller travailler.

14 https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Strat_Aerien_2025.pdf
15 Par arrondissement pour Paris
16 Orly et Rungis étaient les deux seules communes du pôle à proposer plus de 11 027 emplois au lieu de travail en 2015

Une majorité de ces actifs doivent se rendre dans un autre département, près de 50 % des actifs du territoire résident et travaillent dans des départements différents. Les déplacements domicile-travail peuvent être qualifiés d'importants sur le territoire du pôle Grand Orly.


Chevilly-Larue
Thiais
Choisy-le-Roi
Rungis
Orly
Valenton
Villeneuve-St-Georges
Villeneuve-le-Roi
Wissous
Paray-Vieille-Poste
Ablon-sur-Seine
Athis-Mons
Chilly-Mazarin
Morangis
Juvisy-sur-Orge
Savigny-sur-Orge
Viry-Châtillon
A6
A86
A106
D7
D5
N6
D118
N7
0 1 2 km
N
O
E
S
Part des actifs sur le nombre d'emplois en 2015
[0,1 ; 0,5[
[0,5 ; 1[
[1 ; 1,6[
[1,6 ; 3[
[3 ; 4,24]
Lieu de travail
Nombre d'actifs par commune
19719.7
15000
10000
5000
Commune de résidence
Autre commune du département de résidence
Autre département de la région de résidence
Réseaux de transports
Existant
Projet
Stations
existantes
projets
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DU VAL-DE-MARNE
Mobilité des actifs et nombre d'emplois - Pôle Grand Orly
Service de la Planification et de l'Aménagement Durable / Pôle Système d'Information Géographique et Valorisation
Unité départementale de l'Equipement et de l'Aménagement - Val-de-Marne
www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
Sources : IGN© - SCAN25® / UDEA94-SPAD-PSIG-V / ©INSEE, RP2015 (réalisation UDEA94/SPAD/PSIG-V, Éd. Octobre 2019)
Conception & Réalisation : DRIEA-IF/UDEA94/SPAD/PSIG-V

2.2.2 Des déplacements Nord / Sud marqués

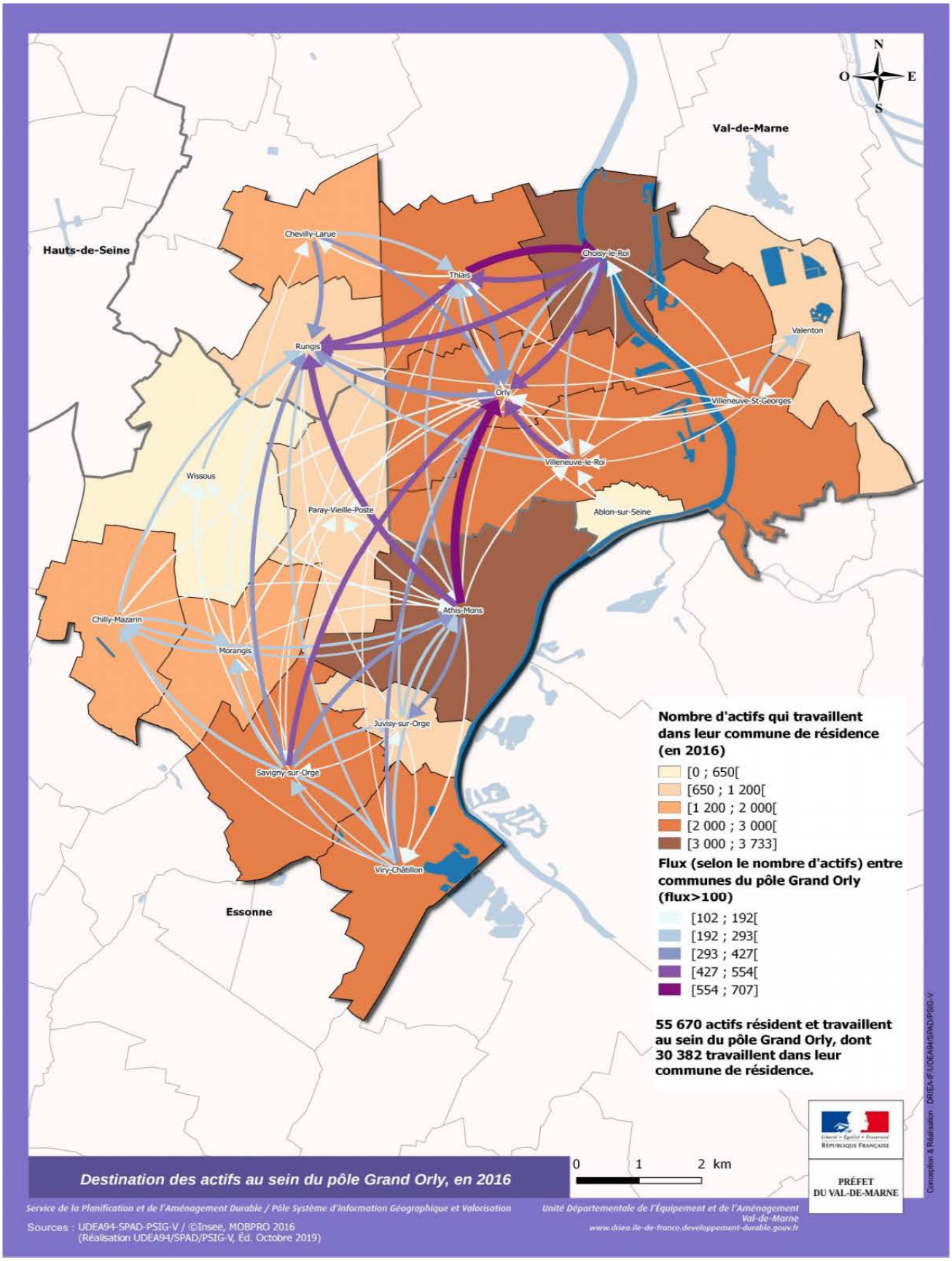
Le pôle propose presque autant d'emplois que d'actifs résidant[17] et pourtant peu d'actifs sont stables à l'échelle du pôle. Les flux entrants et sortants sont importants et polarisés. Paris est le principal pôle attracteur. En revanche les actifs travaillant au sein du pôle proviennent essentiellement de l'Essonne et du Val-de-Marne. Les cartes suivantes apportent des informations plus détaillées sur les lieux de travail et de résidence des actifs du pôle. Concernant les déplacements domicile-travail internes au pôle, les communes d'Orly et de Rungis attirent la grande majorité des flux. Les flux internes avec une destination différente peuvent se résumer à des flux courts, entre communes voisines.

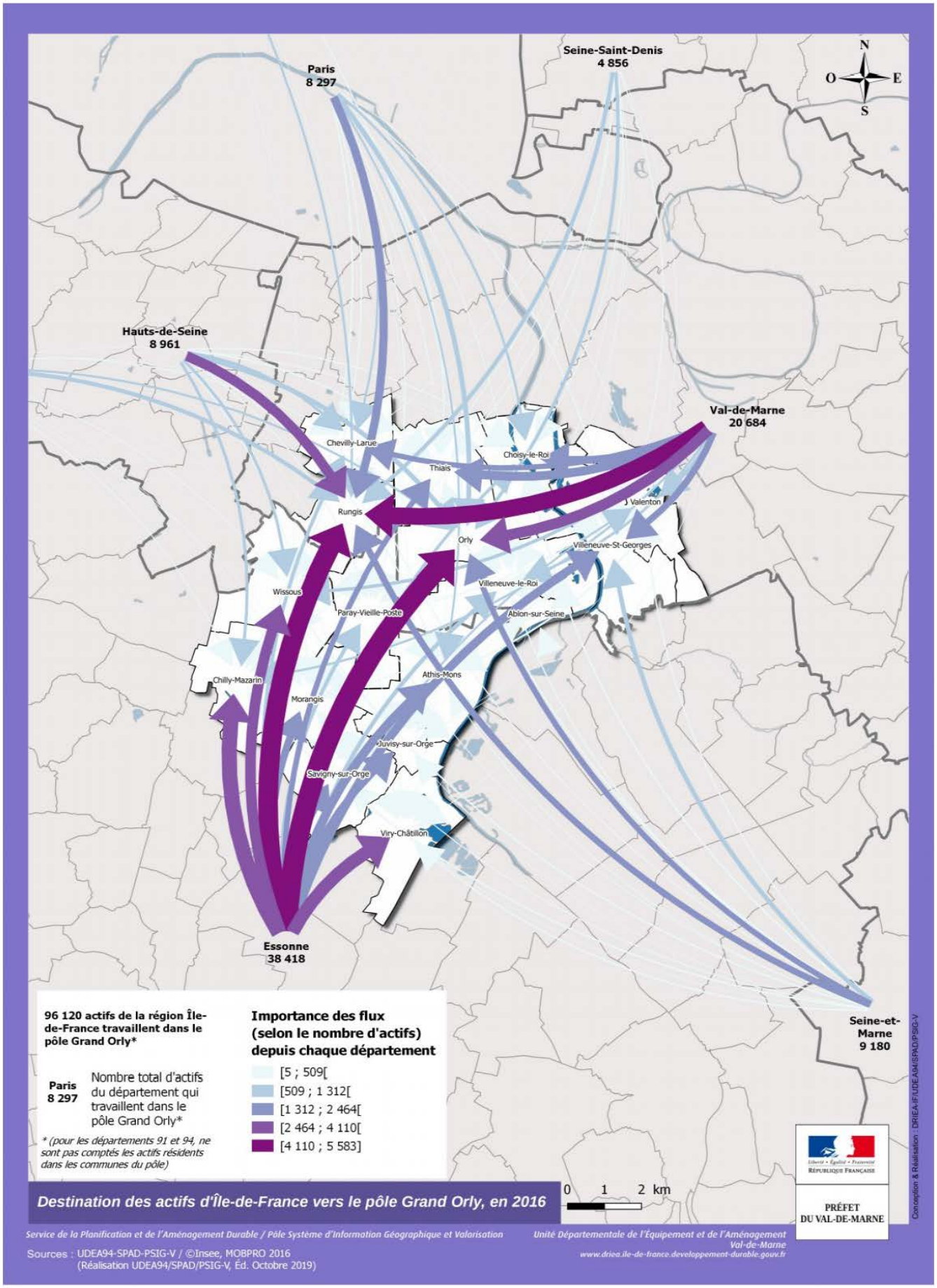
Les actifs sortant du pôle pour aller travailler ont tendance à aller vers le Nord, peu de flux sont en direction du Sud et de l'Est. Les flux sortants ne sont pas répartis de manière homogène, Paris polarisant l'ensemble des flux. Le pôle attire particulièrement des actifs habitant au Nord et au Sud du pôle[18]. La Seine semble créer une coupure que ce soit pour les flux internes et les flux externes. La majorité des actifs travaillant à l'Ouest du territoire habitent à l'Ouest de la Seine. De même, les actifs de l'Est du pôle habitent pour la majorité à l'Est de la Seine.

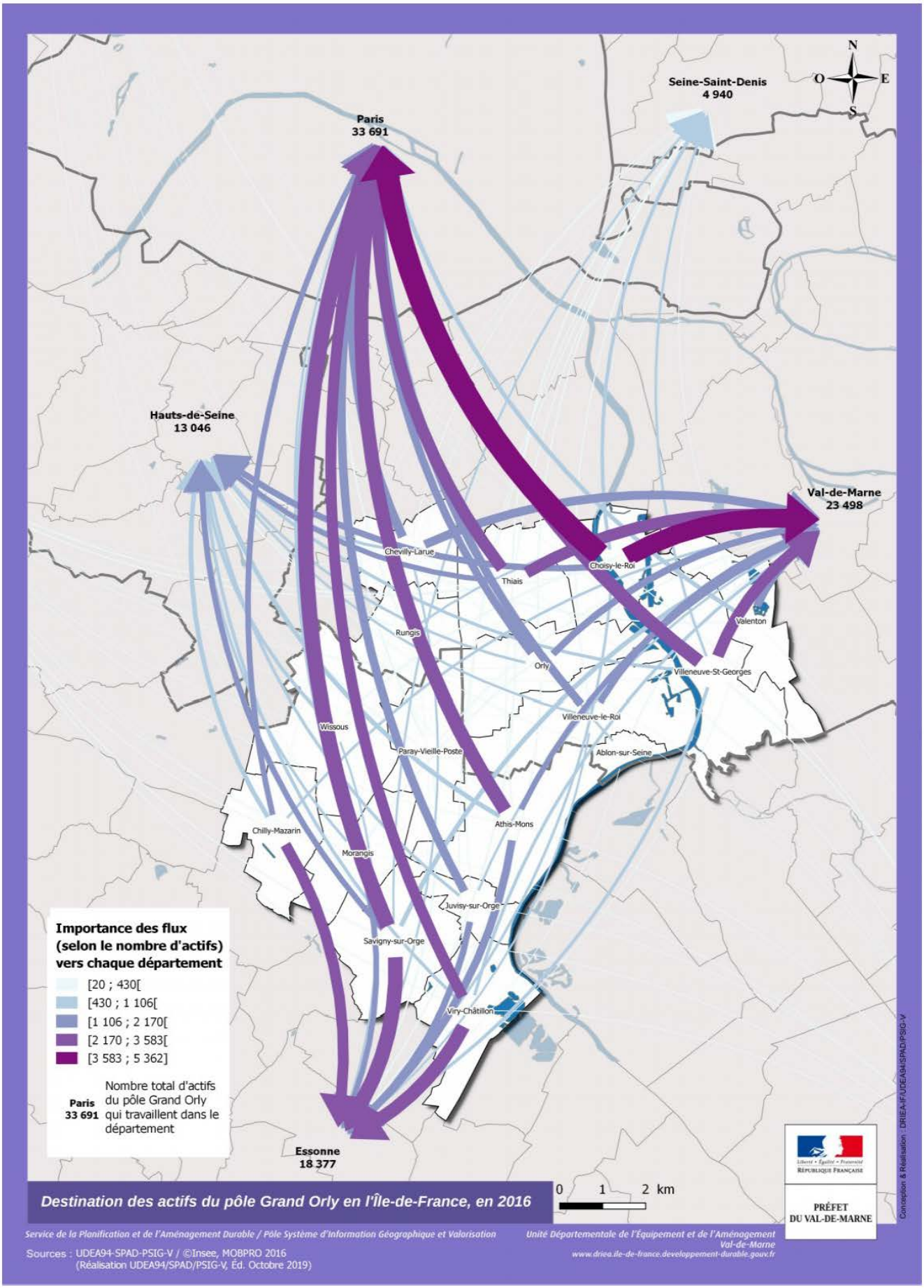
L'importance des flux Nord/Sud traduit la relative accessibilité du pôle depuis Paris grâce aux infrastructures de transports. Les déplacements E/O ou inter-villes, sans utiliser le réseau magistral, souffrent d'infrastructures de transport moins développées.

17 159 562 emplois pour 176 953 actifs soit un différentiel d'environ 10 %

18 L'analyse prend en compte seulement les flux supérieurs à 100 (donnée INSEE disponible) et ne comptabilise donc pas les actifs qui sont moins de 100 par commune d'origine ou de destination.


N
O
E
S
Val-de-Marne
Hauts-de-Seine
Essonne
Chevilly-Larue
Thiais
Choisy-le-Roi
Valenton
Rungis
Orly
Villeneuve-St-Georges
Villeneuve-le-Roi
Wissous
Paray-Vieille-Poste
Ablon-sur-Seine
Athis-Mons
Chilly-Mazarin
Morangis
Juvisy-sur-Orge
Savigny-sur-Orge
Viry-Châtillon
Nombre d'actifs qui travaillent dans leur commune de résidence (en 2016)
[0 ; 650[
[650 ; 1 200[
[1 200 ; 2 000[
[2 000 ; 3 000[
[3 000 ; 3 733]
Flux (selon le nombre d'actifs) entre communes du pôle Grand Orly (flux>100)
[102 ; 192[
[192 ; 293[
[293 ; 427[
[427 ; 554[
[554 ; 707]
55 670 actifs résident et travaillent au sein du pôle Grand Orly, dont 30 382 travaillent dans leur commune de résidence.
0
1
2 km
Destination des actifs au sein du pôle Grand Orly, en 2016
Service de la Planification et de l'Aménagement Durable / Pôle Système d'Information Géographique et Valorisation
Sources : UDEA94-SPAD-PSIG-V / ©Insee, MOBPRO 2016
(Réalisation UDEA94/SPAD/PSIG-V, Éd. Octobre 2019)
Unité Départementale de l'Équipement et de l'Aménagement Val-de-Marne
www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU VAL-DE-MARNE
Conception & Réalisation : DRIEA-IF/UDEA94/SPAD/PSIG-V

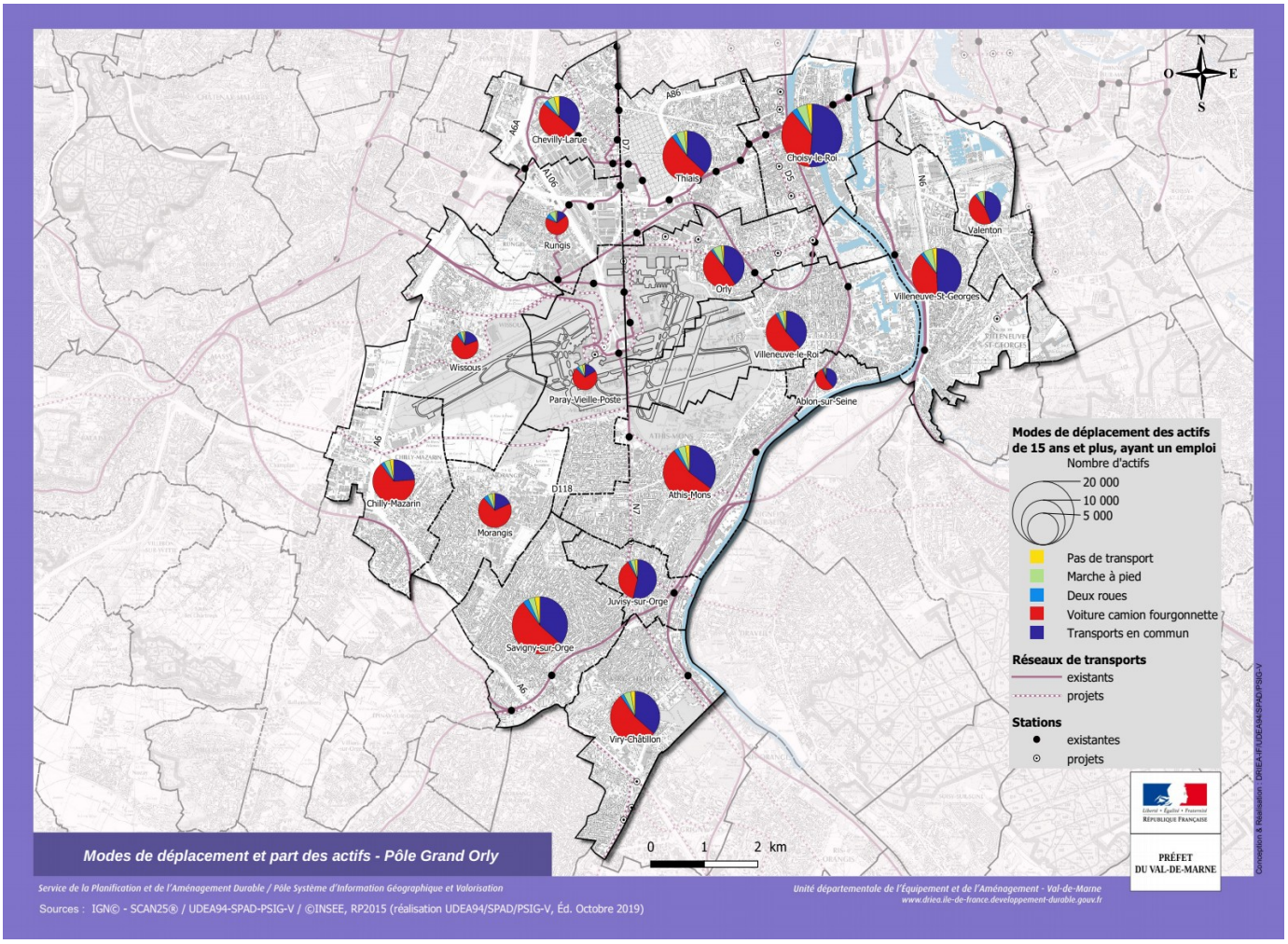

Paris
8 297
Seine-Saint-Denis
4 856
Hauts-de-Seine
8 961
Val-de-Marne
20 684
Essonne
38 418
Seine-et-Marne
9 180
N
O
E
S
Chevilly-Larue
Thiais
Choisy-le-Roi
Valenton
Rungis
Orly
Villeneuve-St-Georges
Villeneuve-le-Roi
Wissous
Paray-Vieille-Poste
Ablon-sur-Seine
Chilly-Mazarin
Morangis
Athis-Mons
Juvisy-sur-Orge
Savigny-sur-Orge
Viry-Châtillon
96 120 actifs de la région Île-de-France travaillent dans le pôle Grand Orly*
Paris
8 297
Nombre total d'actifs du département qui travaillent dans le pôle Grand Orly*
* (pour les départements 91 et 94, ne sont pas comptés les actifs résidents dans les communes du pôle)
Importance des flux (selon le nombre d'actifs) depuis chaque département
[5 ; 509[
[509 ; 1 312[
[1 312 ; 2 464[
[2 464 ; 4 110[
[4 110 ; 5 583]
0 1 2 km
Destination des actifs d'Île-de-France vers le pôle Grand Orly, en 2016
Service de la Planification et de l'Aménagement Durable / Pôle Système d'Information Géographique et Valorisation
Unité Départementale de l'Équipement et de l'Aménagement Val-de-Marne
www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
Sources : UDEA94-SPAD-PSIG-V / ©Insee, MOBPRO 2016
(Réalisation UDEA94/SPAD/PSIG-V, Éd. Octobre 2019)
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU VAL-DE-MARNE
Conception & Réalisation : DRIEA-IF/UDEA94/SPAD/PSIG-V


N
O
E
S
Seine-Saint-Denis
4 940
Paris
33 691
Hauts-de-Seine
13 046
Val-de-Marne
23 498
Essonne
18 377
Chevilly-Larue
Thiais
Choisy-le-Roi
Valenton
Rungis
Orly
Villeneuve-St-Georges
Villeneuve-le-Roi
Wissous
Paray-Vieille-Poste
Ablon-sur-Seine
Athis-Mons
Chilly-Mazarin
Morangis
Juvisy-sur-Orge
Savigny-sur-Orge
Viry-Châtillon
Importance des flux
(selon le nombre d'actifs)
vers chaque département
[20 ; 430[
[430 ; 1 106[
[1 106 ; 2 170[
[2 170 ; 3 583[
[3 583 ; 5 362]
Paris
33 691
Nombre total d'actifs
du pôle Grand Orly
qui travaillent dans le
département
0
1
2 km
Destination des actifs du pôle Grand Orly en l'Île-de-France, en 2016
Service de la Planification et de l'Aménagement Durable / Pôle Système d'Information Géographique et Valorisation
Unité Départementale de l'Équipement et de l'Aménagement
Val-de-Marne
www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
Sources : UDEA94-SPAD-PSIG-V / ©Insee, MOBPRO 2016
(Réalisation UDEA94/SPAD/PSIG-V, Éd. Octobre 2019)
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DU VAL-DE-MARNE
Conception & Réalisation : DRIEA-IF/UDEA94/SPAD/PSIG-V

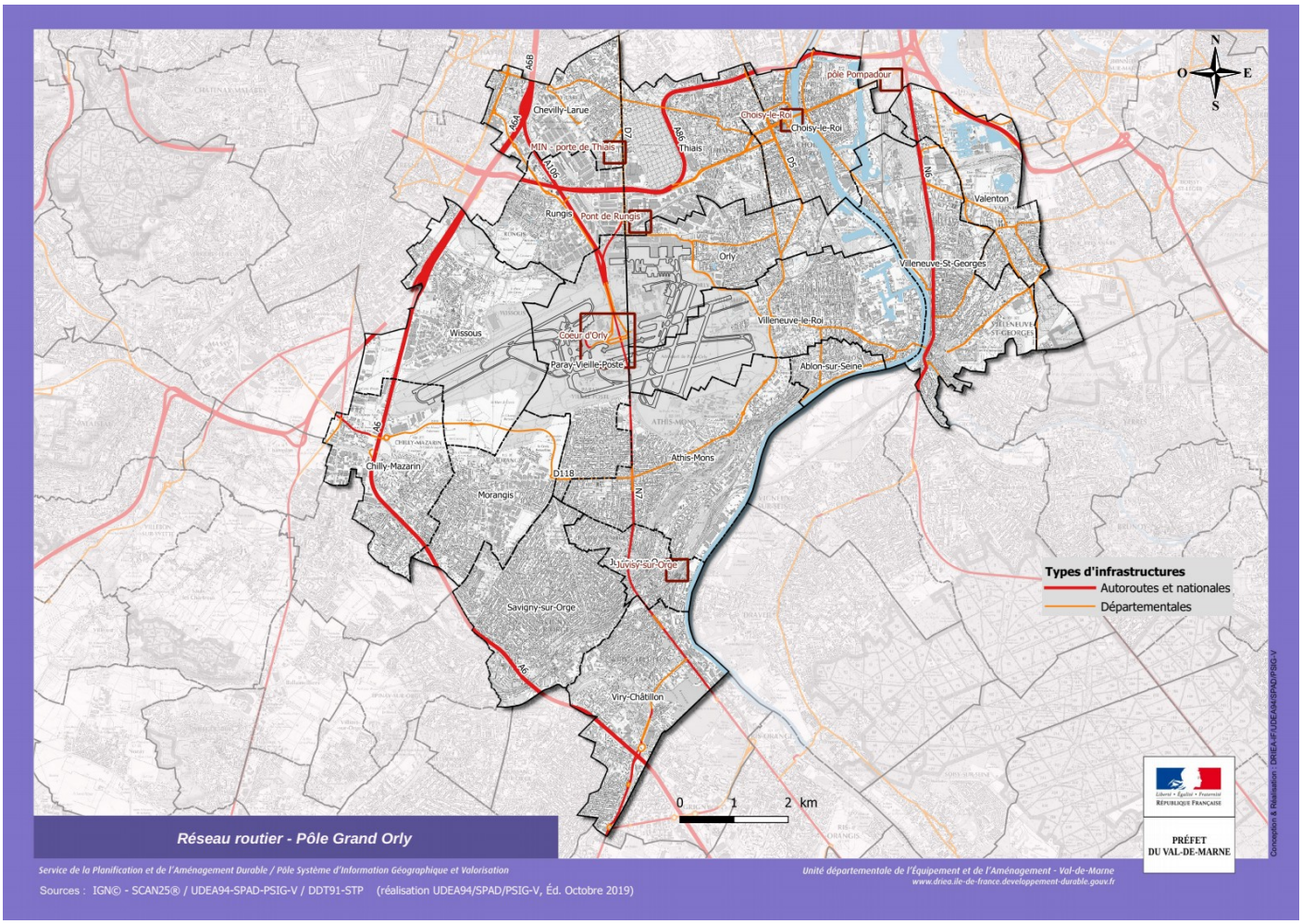
2.3 Une part modale où la voiture est très largement majoritaire

Concernant les modes de déplacement, la voiture est le moyen privilégié des actifs résidant au sein du pôle. Dans la majorité des communes, la part modale de la voiture est de plus de 50 %. L'utilisation de la voiture est particulièrement développée dans les communes du Sud-Ouest du pôle. La part modale des transports en commun est plus élevée dans les communes du Nord et de l'Est, territoires où le réseau de transport en commun est plus développé. Néanmoins la part modale de la voiture y reste élevée.

La part modale de la marche et des deux roues est stable entre les différentes communes, aux alentours de 2 % pour les deux roues et 5 % pour la marche. Le PDUIF a fixé pour objectif une réduction de 2 % des déplacements individuels motorisés et une augmentation de 20 % de l'usage des transports collectifs et de 10 % des modes actifs entre 2010 et 2020, soit des objectifs de part modale en Île-de-France de 36 % pour les modes individuels motorisés, de 41 % pour les modes actifs et de 23 % pour les transports en commun. Ces objectifs étant à l'échelle de la région, ils doivent être adaptés à chaque territoire. Toutefois, il est constaté un écart important entre les parts modales actuelles de véhicules individuelles motorisés et des modes actifs et les objectifs du PDUIF. Les flux sont donc importants sur le territoire et réalisés majoritairement en voiture.



2.4 Un territoire marqué par des infrastructures terrestres majeures mais qui présentent de nombreux dysfonctionnements



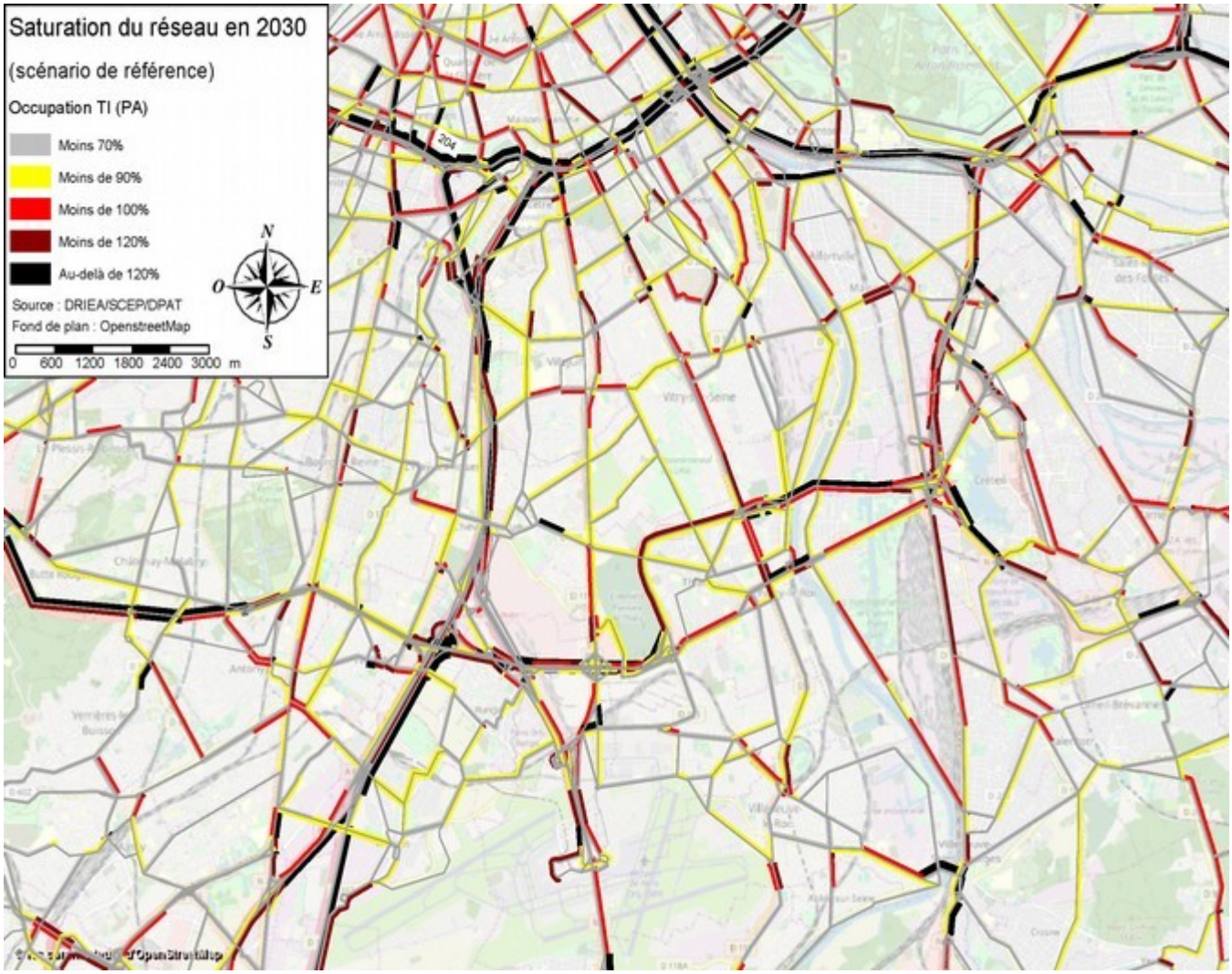
Le pôle se caractérise par une importante desserte routière (A6, A106, A86, A106, A6, RN6, RD7, RD118). Le réseau magistral est puissant, il constitue un réseau de passages intra-national et européen et permet d'assurer une bonne desserte de l'aéroport et du MIN. L'aéroport permet une ouverture internationale et est amené à se développer tout en respectant les exigences législatives et réglementaires[19]. La livraison cette année du bâtiment de jonction entre les deux terminaux permettra de consolider l'activité. La perspective d'une gare TGV à Pont de Rungis constitue une opportunité pour valoriser le réseau ferroviaire d'intérêt national présent sur le territoire et pour le développement de l'intermodalité air-fer.

Cette desserte à de multiples échelles demande à être améliorée. Le réseau viaire présente des dysfonctionnements et privilégie une desserte Nord/Sud. Il est également complexe et présente des points de congestion notamment sur les axes historiques. L'épine dorsale de ce système routier, l'A86, présente un phénomène de saturation qui tend à s'amplifier.
Cette congestion du réseau entraîne un report vers les voies départementales (RD165, RN186), voire locales, posant ainsi un problème de hiérarchisation et de lisibilité du système. Les voiries nécessaires pour les circulations internes au pôle sont hétérogènes au Nord et au Sud. En outre un manque de liaison Est /Ouest se fait particulièrement sentir, notamment entre les rives de la Seine. La question des franchissements et des contournements, tant de la Seine que de la plateforme aéroportuaire, apparaît être un enjeu pour le développement du pôle. Lancé par le conseil départemental de l'Essonne, un projet de franchissement entre Athis-Mons et Vigneux-sur-Seine est actuellement à l'étude.

19 L'aéroport d'Orly doit respecter un couvre-feu. Le plafonnement du nombre de vols à Orly est désormais inscrit dans la loi PACTE.

La DRIEA a réalisé des projections à l'horizon 2030 pour évaluer le trafic sur le pôle à l'aide de son modèle de trafic MODUS. Ces prévisions sont réalisées en scénario de référence, c'est-à-dire en prenant en compte les projets de transports en commun et routier dont le financement est assuré[20].

Les prévisions sont présentées à l'heure de pointe du matin et indiquent une forte augmentation du niveau de saturation sur les axes routiers. De nombreux axes apparaissent saturés alors que le modèle MODUS ne permet pas de représenter toute la congestion[21]. Une dégradation des conditions de circulation est attendue par rapport à aujourd'hui. Les points de congestion les plus importants identifiés sont les raccordements entre A6B et A10, A6B et A86, le carrefour du Cockpit et les axes RN6, RN7, A86, A6 et A10. Si des projets d'amélioration sont prévus, comme le contournement sud de l'aéroport, aucun ne permettra de fluidifier de manière satisfaisante la circulation à court et à long terme. Au vu des prévisions, le développement de l'offre en transport en commun et pour les modes actifs apparaît nécessaire.

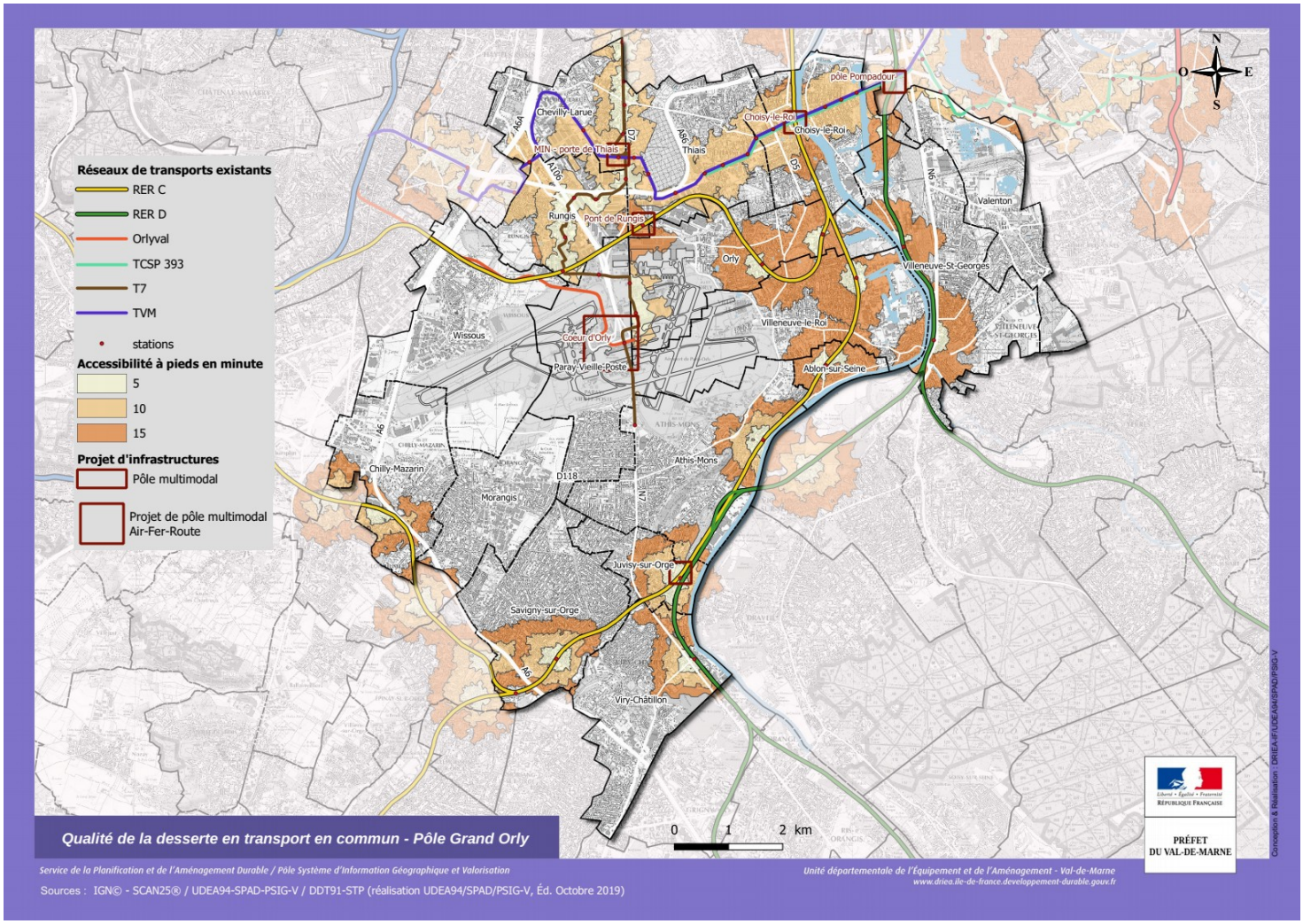


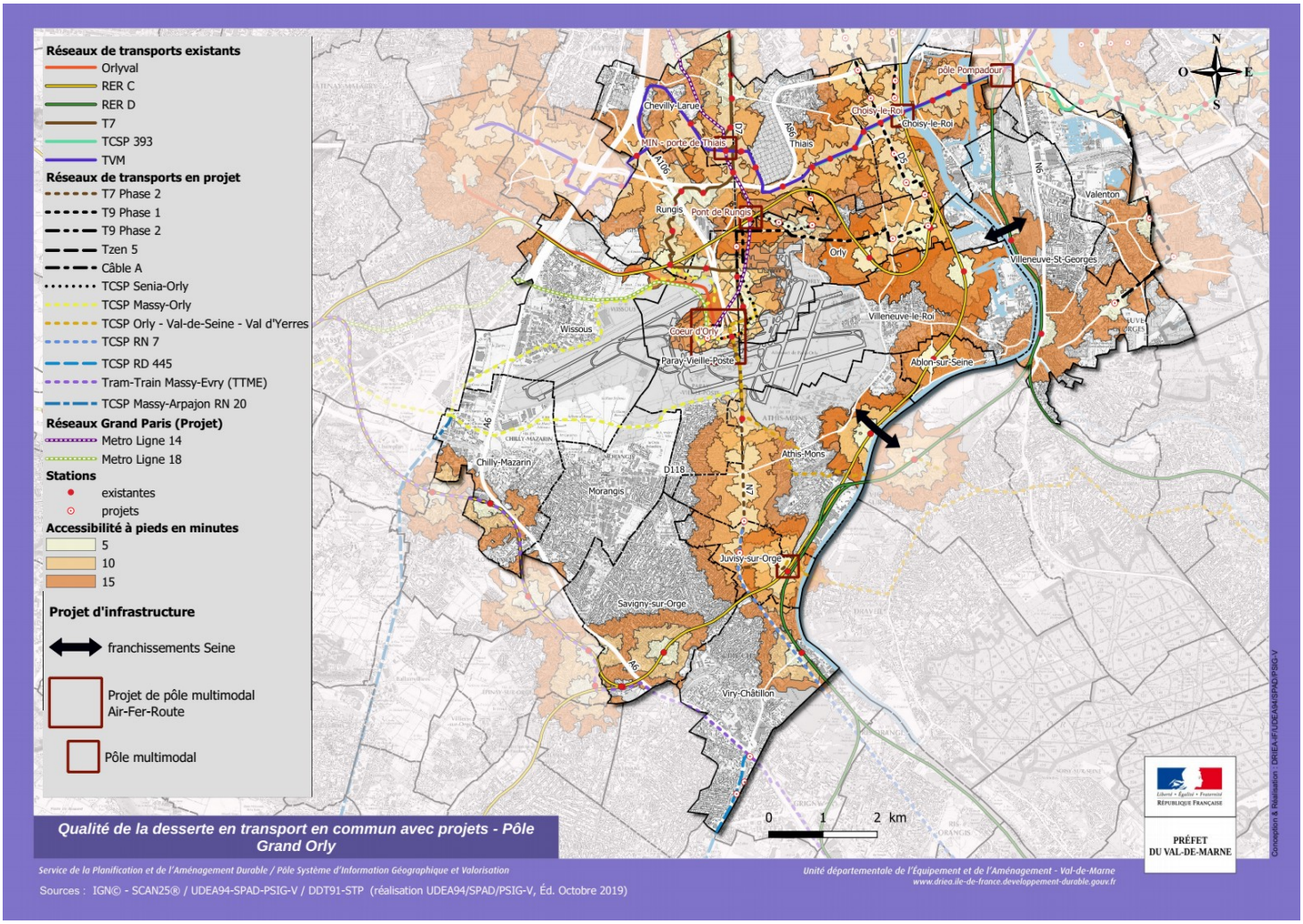
20 Les projets de transport en commun présentés dans la partie suivante sont tous pris en compte à part les projets de TCSP Essonniens. Concernant les projets routiers, le bouclage du contournement de la plateforme aéroportuaire et la requalification de la RD7 ne sont pas pris en compte.

21 Le modèle ne prend pas en compte les remontées de files de véhicules, la carte suivante n'illustre pas la propagation de la congestion en cas d'axe saturé. Au vu de la saturation supérieure à 100 % sur certains axes, il est envisageable que des phénomènes de saturation impacte des voiries supplémentaires

2.5 Un développement des transports en commun qui constitue un levier pour encourager au report modal

Le pôle est desservi par cinq lignes de transports lourds. Même si la majorité de ces lignes convergent vers Paris, le Nord du pôle dispose d'une bonne desserte en rocade avec la ligne TVM et la branche Pont-de-Rungis / Massy-Palaiseau du RER C. Une forte disparité en termes de desserte entre le nord et le sud du territoire est à noter.





L'offre en transport en commun va considérablement évoluer avec l'arrivée des deux lignes du Grand Paris Express. Le prolongement de la 14 desservira le MIN de Rungis, l'aéroport d'Orly et de nombreux secteurs en mutation. La ligne 14 sera en correspondance avec le RER C, le TVM et le tramway T7 sur le pôle. Son arrivée est prévue pour 2024. Son prolongement vers le sud via la création d'une station à Morangis est souhaité par un grand nombre de partenaires. La ligne 18 complétera ce réseau permettant une liaison en rocade avec les territoires à l'ouest dont les pôles d'Antony et de Massy-Palaiseau.

L'arrivée du GPE va être accompagnée d'un renforcement global de l'offre de transport en commun. Une modernisation du réseau RER est en cours et de nombreux projets sont à l'étude ou en cours de réalisation sur le territoire :

- Le tramway T9 reliera à l'horizon 2020, Paris (Porte de Choisy) au centre-ville d'Orly (station du Fer à Cheval) et traversera les communes de Choisy-le-Roi, Thiais et Orly sur le pôle.
- Le prolongement du T7 des Portes de l'Essonne à Athis Mons jusqu'à Juvisy permettra de renforcer l'offre de transports en commun dans la partie essonnienne du pôle et de renforcer le pôle d'échange multimodal de Juvisy (plus grande gare de banlieue d'Île-de-France) en le reliant à l'aéroport d'Orly. Ce projet présente un intérêt majeur pour permettre aux Essonniens d'accéder aux emplois et aux transports du pôle.
- La réalisation d'un téléphérique urbain (Câble A) entre la ville de Villeneuve-Saint-Georges et la station de métro de la ligne 8 « Créteil Pointe du Lac » à Créteil apportera un renfort d'offre à l'est du territoire.

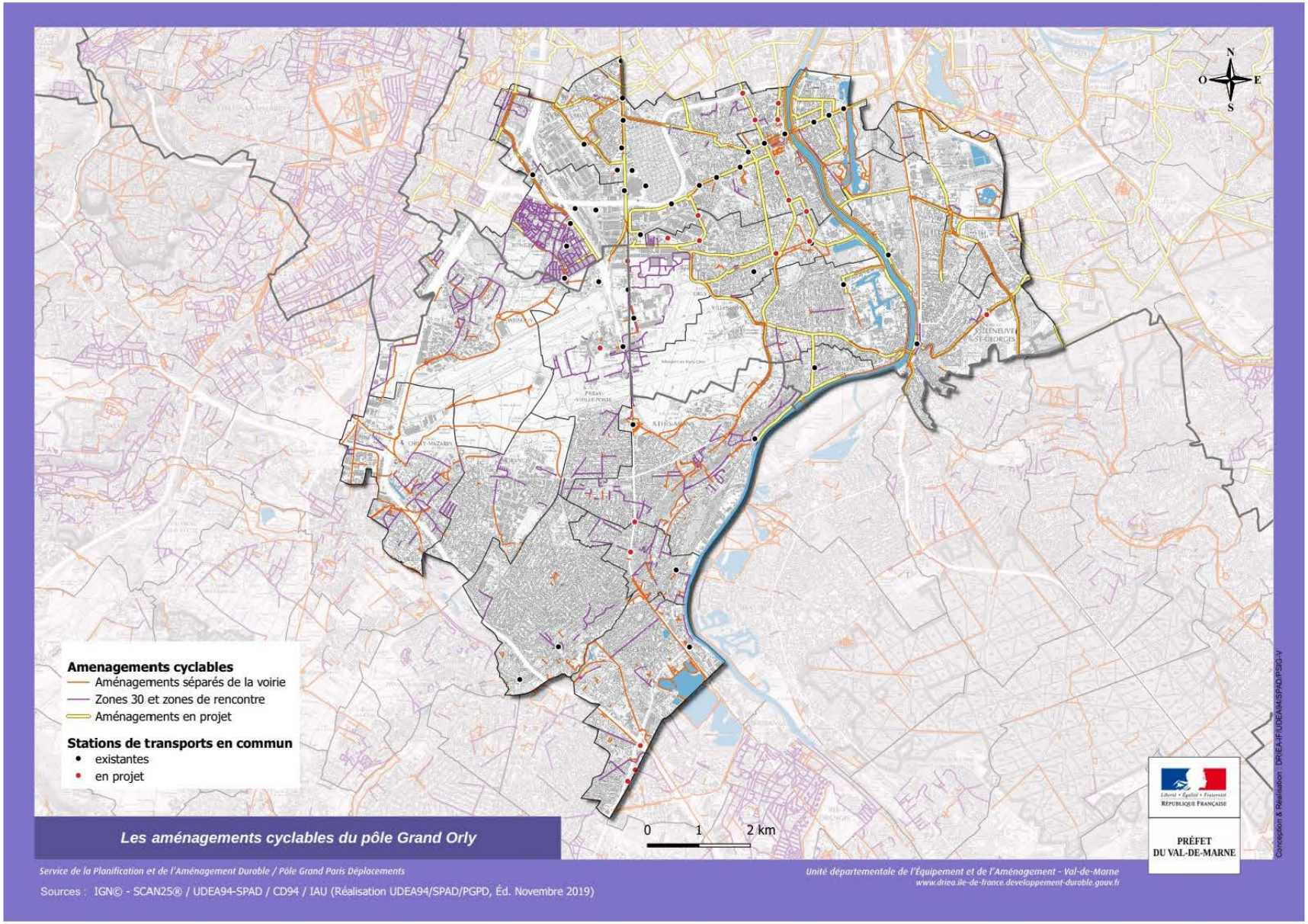
- La mise en place du Tzen 5 entre la station de RER C Bibliothèque François Mitterrand et le pôle de Choisy-le-Roi permettra de desservir via une vingtaine de stations, les nouveaux quartiers urbains mixtes localisés sur les communes d'Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine et Choisy-le-Roi.
- La réalisation du TCSP Sénia-Orly entre le carrefour de la Résistance à Thiais et l'aéroport d'Orly apportera une autre liaison à l'aéroport et desservant les communes de Thiais, Orly et Rungis et longera également Paray-Vieille-Poste.
- Quatre autres TCSP sont également en projet sur le département de l'Essonne dont :
    - Le TCSP Massy-Orly : ce projet a pour objectif de relier les deux pôles d'échange que constituent Orly et Massy. Deux variantes sont envisagées et proposent un contournement de la plateforme aéroportuaire soit par le nord, soit par le sud. On notera pour autant que ce projet est requestionné avec l'arrivée de la ligne 18 du Grand-Paris qui pourrait de fait se substituer au projet de TCSP.
    - Le TCSP Orly-Evry RN7 : dans le cadre de la requalification de la RN7, le Conseil Départemental de l'Essonne et les collectivités locales envisagent la création d'un TCSP. Dans la continuité du T7, ce projet pourrait permettre de relier les deux pôles majeurs d'activité que sont Evry/Corbeil-Essonnes et Orly et d'améliorer la mobilité des actifs et habitants de l'Essonne.

Des projets de reconfiguration de gares routières tel que la gare de Massy-Atlantis, desservant l'aéroport d'Orly et mettant en relation le Cluster du Plateau de Saclay sont également en cours. Tous ces projets vont permettre d'améliorer la desserte Nord/Sud et Est/Ouest. L'offre devra être adaptée aux besoins spécifiques du pôle et notamment au fonctionnement en horaires décalés pour de nombreux emplois. Une réflexion conjointe des entreprises du secteur avec l'autorité organisatrice des transports devra être menée en ce sens. Malgré les nombreux projets, les disparités de qualité de la desserte entre le Nord et Sud du territoire perdureront. Ces améliorations du réseau structurant devront donc être accompagnées d'une restructuration du réseau bus pour permettre une desserte fine du territoire et un rabattement vers les stations de transports lourds. Cet enjeu sera très important pour les communes du Sud du territoire. Les parkings de rabattement devraient aussi permettre aux résidents du Sud du territoire d'emprunter les lignes structurantes. Un parking relais (P+R) est prévu en gare de Pont de Rungis.

2.6 Un usage de la route qui doit être repensé pour valoriser le potentiel de développement des modes actifs

Les déplacements actifs ou modes doux recèlent un large potentiel sur le territoire du Grand Orly. La géographie de plateau facilite ce type de déplacements. Les Départements de l'Essonne et du Val de Marne ont mis en place des schémas directeurs d'itinéraires cyclables, mais les discontinuités demeurent. En effet, le pôle est marqué par de nombreuses coupures comme certains franchissements de Seine ou les emprises mono-fonctionnelles. Il est nécessaire de compléter le réseau cyclable sur l'ensemble du territoire tant en termes d'aménagements que de stationnements. L'implantation des gares et stations des nouvelles lignes de transport en commun doit être prise en compte.

Le développement des modes actifs souffre de l'aspect très routier de nombreux espaces publics. Il s'agit de retrouver une lisibilité et une qualité d'espaces publics autour des avenues et boulevards structurants du territoire (RD7, RN6, RD5). La requalification de la RD7 pourra à terme de constituer un axe Nord - Sud pacifié traversant le pôle. Le projet du département du Val-de-Marne permettra de créer une première section au Nord du pôle. Aménager de grandes promenades et des circulations douces adossées sur les entités paysagères est aussi un levier pour le développement des modes actifs. Trois secteurs ont un potentiel important sur le pôle, la promenade autour de l'aéroport d'Orly, l'évolution du centre commercial Belle-Epine et les berges de Seine. Ces espaces peuvent être valorisés en ménageant des continuités piétonnes et cyclables et en améliorant leur accessibilité. Les aménagements cyclables doivent être qualitatifs pour permettre un cheminement confortable pour les vélos et les piétons pour tous types d'usages, du loisir au déplacement domicile travail.


N
O
E
S
Amenagements cyclables
Aménagements séparés de la voirie
Zones 30 et zones de rencontre
Aménagements en projet
Stations de transports en commun
existantes
en projet
0
1
2 km
Les aménagements cyclables du pôle Grand Orly
Service de la Planification et de l'Aménagement Durable / Pôle Grand Paris Déplacements
Sources : IGN© - SCAN25® / UDEA94-SPAD / CD94 / IAU (Réalisation UDEA94/SPAD/PGPD, Éd. Novembre 2019)
Unité départementale de l'Équipement et de l'Aménagement - Val-de-Marne
www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DU VAL-DE-MARNE
Conception & Réalisation : DRIEA-IF/UDEA94/SPAD/PSIG-V

2.7 Des atouts à valoriser pour permettre une évolution du secteur de la logistique

Enfin un dernier levier pour fluidifier le trafic routier est l'optimisation des flux et la diminution corrélative du nombre de kilomètres parcourus par les camions sur les voiries. Le territoire est marqué par la présence d'installations de logistique urbaine et de fret d'envergure métropolitaine et nationale génératrices de trafic routier. Les sites logistiques s'inscrivent sur un axe Est – Ouest allant du MIN de Rungis au port de Bonneuil-sur-Marne. Le pôle comprend trois zones ayant des vocations modales différentes : le secteur Ouest Rungis-Orly, le triage à Villeneuve-St-Georges avec le secteur fluvial et le secteur de Valenton.
Les sites du MIN, du SENIA et de la SOGARIS sont directement embranchés à partir de la Grande Ceinture ferroviaire, qu'utilise notamment le RER C. Ils ont été historiquement développés dans l'objectif d'améliorer le transport de marchandise, notamment alimentaire, vers Paris.

La présence en zone dense de ce type d'activité est essentiel pour le fonctionnement métropolitain et est notamment rappelé dans le SDRIF, le pôle représente ainsi un secteur clé de l'armature logistique francilienne. On constate cependant une sous utilisation du fret ferroviaire ainsi qu'un phénomène de desserrement avec un éloignement progressif des lieux de stockage vers les franges de l'Île-de-France. Cet éloignement dégrade la qualité de l'organisation logistique et pénalise les territoires (congestion, pollution, consommation foncière).

Si la présence d'une activité logistique dans un tissu urbain est essentielle au fonctionnement métropolitain, l'activité n'en demeure pas moins source de nuisances et de conflits d'usages au niveau local. Une transition vers un secteur plus vertueux passe par le développement d'une nouvelle offre logistique en réseau, par la généralisation de motorisations de véhicules plus propres et par le développement de l'intermodalité permettant d'accroître le recours à la voie fluviale et au réseau ferroviaire. Les équipements portuaires et les installations embranchées, notamment le site du triage de Villeneuve-Saint-Georges, les installations ferroviaires du MIN et le chantier combiné de Valenton, apparaissent essentiels pour l'évolution du territoire, à la fois pour le maintien et le développement de l'activité économique et pour une réduction des nuisances induites.

L'intégration de l'activité logistique en ville questionne conjointement la capacité de cette activité à limiter ses nuisances et celle des acteurs de la ville à intégrer la logistique dans son fonctionnement. L'activité logistique doit évoluer pour mieux s'inscrire dans son territoire dense en travaillant sur les modes d'approvisionnement, la motorisation des véhicules et l'insertion urbaine des sites. Les plateformes logistiques sont ainsi appelées à se réinventer pour répondre aux enjeux de développement du e-commerce et de la proximité de quartier mixte, dans un contexte de mutation urbaine. De même, les acteurs de la ville doivent développer des projets et des principes d'aménagement permettant une prise en compte des contraintes propres à la logistique.

Le secteur logistique doit également évoluer dans ses autres composantes que la stricte mobilité et l'intermodalité : des logiques conjointes de mutualisation de services, d'ouvrages, et de façon induite de coûts, peuvent être opportunément combinées à celle de soutenabilité et de respect de l'environnement. Ainsi, le regroupement de plateformes logistiques (changement d'échelle), de regroupement d'activités d'entreprises différentes en privilégiant la proximité à bénéfice mutuel (écologie industrielle et territoriale), la mise en œuvre de technique de compacité des emballages (afin de minimiser l'emprise au sol lors de l'entreposage ou dans les véhicules de transport en cas d'acheminement des produits, avec pour effet induit la réduction du nombre de parcours et l'augmentation du taux de remplissage) doivent être pris en compte.

3 . Attractivité territoriale

3.1 Un pôle économique majeur

Avec près de 170 000 emplois, le pôle d'Orly émerge comme le premier pôle d'emplois du sud francilien. Le territoire s'inscrit dans le secteur logistique Seine Amont Nord Essonne qui renvoie à des activités de logistique, de commerce de gros, de services aériens et aéroportuaires, de fournitures industrielles, de génie urbain – services urbains, de construction, de maintenance, de propreté, de sécurité. Ces activités sont caractérisées par l'échelle métropolitaine de l'approvisionnement et de l'organisation matérielle, y compris par l'organisation de ses flux et par une certaine similitude des profils d'emplois avec une majorité d'emplois d'exécution et intermédiaires.

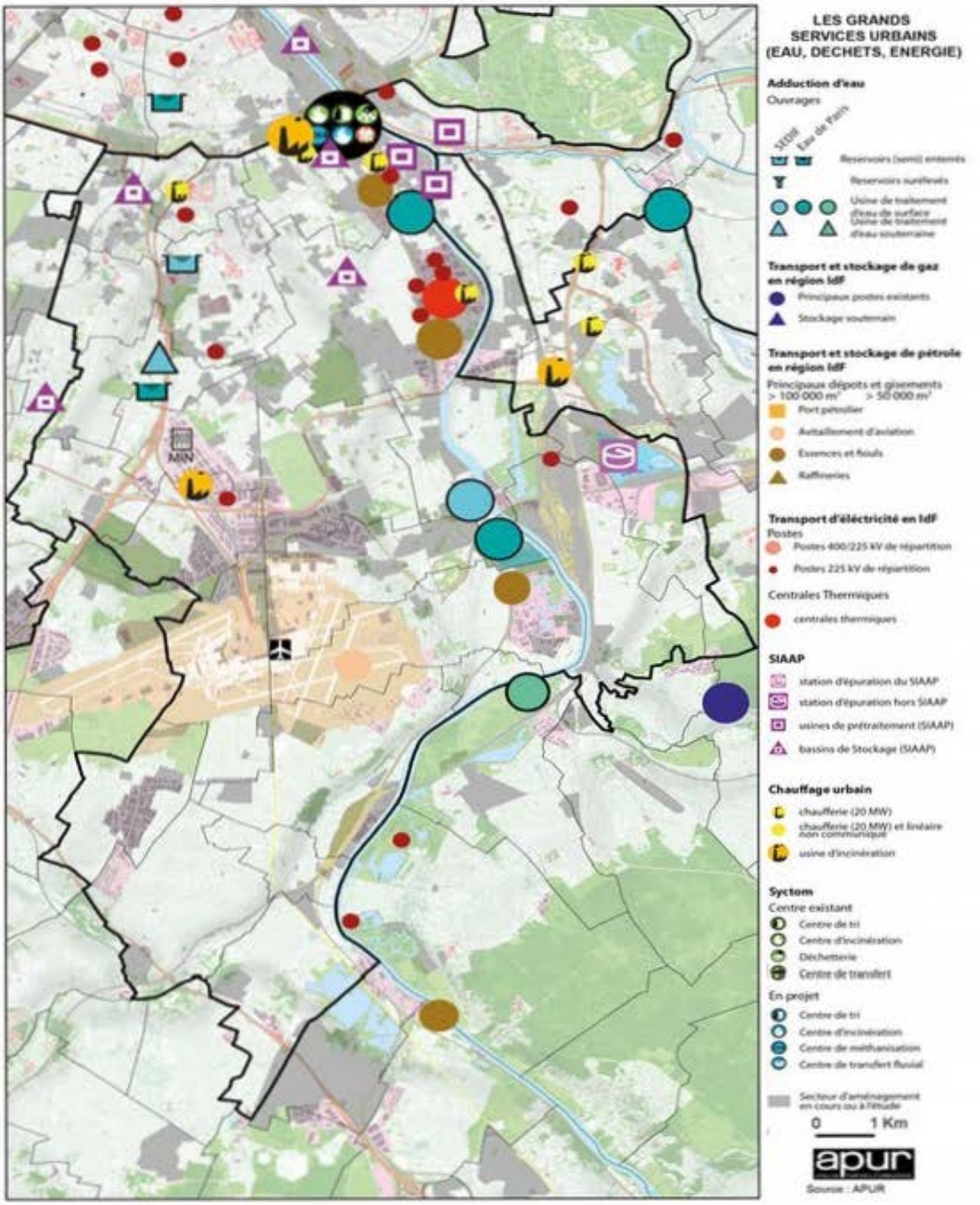
Ce profil économique atypique, à l'échelle francilienne, est principalement hérité des années 1960, avec l'aménagement de grandes plaques économiques monofonctionnelles destinées au fonctionnement de Paris dont l'aéroport d'Orly et le MIN de Rungis sont les éléments emblématiques. Il résulte également des mutations industrielles de la vallée de la Seine, dont ont subsisté les grands équipements de génie urbain, alors que les activités de fournitures industrielles et de BTP ont remplacé les activités productives manufacturières, massivement affectées par la désindustrialisation francilienne de la seconde moitié du 20^{e} siècle.

Parmi les activités phares du territoire, on distingue en premier lieu les activités logistiques. Le pôle d'Orly constitue le 2ème pôle logistique francilien après le Grand Roissy en termes d'emplois et de surface d'entrepôts. Les entrepôts, espaces de distribution et de stockage sont présents partout, que ce soit à travers des plateformes (plateforme aéroportuaire d'Orly, MIN de Rungis, Sogaris) ou des espaces plus diffus.

La fonction logistique est prépondérante, mais elle s'accompagne d'activités diversifiées telles que le commerce de gros, les fournitures industrielles, etc. Par rapport aux autres pôles franciliens, le pôle d'Orly se distingue par des atouts, uniques en Île-de-France :

- sa proximité avec le cœur d'agglomération ;
- son potentiel puissant d'intermodalité, mêlant autoroutes (plusieurs carrefours), chemin de fer (dont la principale gare fret française), voie fluviale (ports sur la Seine, proximité du port de Bonneuil-sur-Marne, 2^{e} port fluvial francilien), aéroport international, etc., sans que ces infrastructures ne forment un système intégré ;
- la force de sa filière agro-alimentaire et distribution alimentaire, notamment grâce au MIN de Rungis (1er marché mondial de produits frais) et ~~à~~ son écosystème.

Les activités de « génie urbain », liées à l'approvisionnement en termes de réseaux et de fluides constituent un autre pan de spécialisation « productive résidentielle » du pôle. La partie du pôle d'Orly située dans la vallée de la Seine comprend de grands équipements de services urbains d'échelle régionale voire nationale (alimentation en eau potable à Choisy-le-Roi et Orly, traitement des eaux usées à Valenton, recyclage et dépôt pétrolier à Villeneuve-le-Roi – la Carelle), puits de géothermie et réseau de chaleur et constitue avec les autres communes de la Seine Amont un des principaux espaces de concentration régionale.


LES GRANDS SERVICES URBAINS (EAU, DECHETS, ENERGIE)
Adduction d'eau
Ouvrages
SEDIF
Eau de Paris
Reservoirs (semi) enterrés
Reservoirs surélevés
Usine de traitement d'eau de surface
Usine de traitement d'eau souterraine
Transport et stockage de gaz en région IdF
Principaux postes existants
Stockage souterrain
Transport et stockage de pétrole en région IdF
Principaux dépots et gisements
> 100 000 m³
> 50 000 m³
Port pétrolier
Avitaillement d'aviation
Essences et fiouls
Raffineries
Transport d'électricité en IdF
Postes
Postes 400/225 kV de répartition
Postes 225 kV de répartition
Centrales Thermiques
centrales thermiques
SIAAP
station d'épuration du SIAAP
station d'épuration hors SIAAP
usines de prétraitement (SIAAP)
bassins de Stockage (SIAAP)
Chauffage urbain
chaufferie (20 MW)
chaufferie (20 MW) et linéaire non communiqué
usine d'incinération
Syctom
Centre existant
Centre de tri
Centre d'incinération
Déchetterie
Centre de transfert
En projet
Centre de tri
Centre d'incinération
Centre de méthanisation
Centre de transfert fluvial
Secteur d'aménagement en cours ou à l'étude
0
1 Km
apur
Source : APUR
MIN

Le pôle d'Orly apparaît comme un quartier d'affaires. Il a connu un important mouvement de développement des activités de bureaux entre les années 1990 et le milieu des années 2000, à l'instar d'autres pôles de Grande Couronne, porté par un mouvement de diffusion des activités tertiaires au sein de l'Île-de-France.

Cette tertiarisation a néanmoins été singulière. Elle mêle des activités décisionnelles caractéristiques de la première couronne ouest et des activités opérationnelles et de support, caractéristiques de la seconde couronne. Les implantations les plus emblématiques sont liées à l'aéroport, directement (compagnies aériennes, ADP…) ou indirectement (implantations en France de grandes entreprises internationales comme Ricoh, Kyocera, bases tertiaro-logistiques de grands comptes…), au MIN via les dimensions agro-alimentaire et distribution (Système U, Bio C'est Bon, Danone Eaux France…), sur la plateforme SOGARIS pour les acteurs de la distribution et de la mobilité urbaine (La Poste, Heppner, Lime's, etc.) ou à la vocation de territoire ressources avec une forte présence du BTP (sièges régionaux de Vinci Construction France et de Demathieu-Bard).

En revanche, les activités les plus emblématiques des quartiers d'affaires ou de technopole sont peu représentées (services bancaires et assurances, grands comptes industriels français, administration, enseignement supérieur, R&D excepté le centre R&D de Chevilly-Larue mais qui est en extrémité nord du pôle, le long de la RD7 et qui est à voir comme une frange du pôle de biotechnologies du Val de Bièvre s'étendant vers Vitry…).

Près de 40 % des emplois se concentrent au nord du pôle et sur l'aéroport (69 000 emplois sur 170 000), et parmi eux, les activités les plus visibles et emblématiques : MIN, plateforme Sogaris, centres commerciaux Belle Epine et Thiais Village, aéroport, ainsi que les principaux espaces tertiaires. Toutefois, les espaces économiques se sont diffusés sur quasiment toutes les franges de la plateforme aéroportuaire.

3.2 Le confortement des activités historiques dans un contexte économique en mutation…

Les bases économiques du territoire sont impactées par des évolutions structurelles, qui sans les remettre en cause, les amènent à muter et à se restructurer.

- Économie du numérique et impact

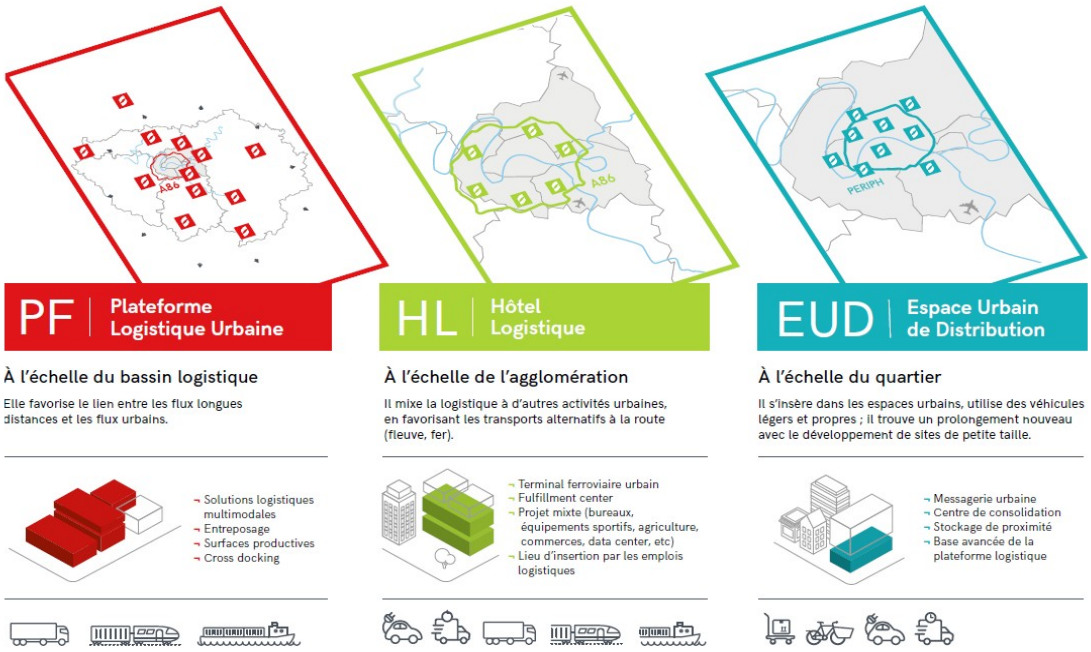
Les activités du pôle d'Orly sont exposées aux profondes mutations de la nouvelle révolution productive : numérique, automatisation (robotique, intelligence artificielle, impression 3D, internet des objets). Elles vont innerver les différentes sphères d'activités et donc faire leur entrée ou intensifier leur présence dans les entrepôts, les usines, les commerces ou les bureaux. La logistique est triplement concernée, par sa propre numérisation, mais aussi par celle de l'industrie et par le développement de l'e-commerce.

Le développement de l'e-commerce crée une demande pour une logistique en ville. La livraison chez le particulier plutôt qu'en magasin entraîne une relocalisation des activités logistiques au sein de la métropole, avec une montée en puissance des transporteurs du dernier kilomètre. Situé à l'articulation entre Grande et Petite Couronne, entre logistique de longue portée et logistique urbaine, le pôle d'Orly est pleinement concerné par ces mutations, que ce soit du point de vue organisationnel ou immobilier. La logistique du dernier kilomètre est également une réalité prégnante pour le territoire, plusieurs sites logistiques du pôle jouant le rôle de base du dernier kilomètre pour la distribution de colis aux habitants du territoire Orly-Rungis voire l'ensemble du Val de Marne (entrepôt La Poste à Sogaris) ; le MIN de Rungis appliquera par ailleurs là compter de 2020 les nouvelles restrictions de circulation poids lourds de la Ville de Paris.

Ces évolutions structurantes soulignent avec une acuité nouvelle l'enjeu de l'intermodalité. L'ensemble de ces évolutions accroît les enjeux fonciers et immobiliers, car la logistique et l'industrie ont désormais besoin d'être au plus près des bassins de consommation. Elles génèrent un renforcement des besoins en immobilier logistique et d'activités et exigent des actifs aux normes flexibles, hybrides, modulables. Le renforcement de la compétitivité numérique (puissance électrique, connectivité très haut débit) passe par de nouveaux aménagements.

- Evolution des modes de consommation et impact sur les activités

Le pôle d'Orly est aujourd'hui inégalement préparé à absorber ces mutations. Elles sont prises



source : IAU

à bras le corps par les grands opérateurs économiques des grandes plateformes, qui mènent des programmes de transformation ambitieux et volontaristes, avec des investissements sans précédents.

La Semmaris a engagé le plan stratégique Rungis 2025 qui est assorti d'un milliard d'euros d'investissements sur la période 2015-2025. Il prévoit notamment la création (effective depuis 2018) d'une plateforme permettant aux grossistes de faire leurs achats en ligne, le développement des services aux clients, la création et rénovation de pavillons et entrepôts, la création de nouveaux espaces pour accueillir les activités en expansion (ateliers de découpes, mûrisseries, show room et bureaux…) et un incubateur et pépinière, Rungis&Co, pour accueillir les start-up de l'agro-alimentaire, soit un total de 230 000m² de bâtiments nouveaux ou entièrement restructurés, des projets énergétiques, de traitement des déchets.

Malgré ce plan, les enjeux immobiliers et fonciers restent prégnants car le MIN fait face à de nouveaux besoins immobiliers liés à la croissance des activités de transformation, alors que ses bâtiments sont pleins (taux d'occupation de 97 %). Le MIN, constitue un vecteur important du développement du territoire et va notamment créer un pôle d'excellence, cluster de la filière de l'alimentation. En lien avec le développement du MIN, certaines activités agro-alimentaires pourraient également être développées sur le secteur du SENIA.

Le Groupe Sogaris a également engagé d'importants investissements (500 millions d'euros) dans le cadre de son plan stratégique à 10 ans, faisant l'objet d'une accélération sur la période 2019-2021 avec 300 M€ d'investissement prévus sur 3 ans. Sogaris entend ainsi déployer un réseau de site dédiés à la logistique urbaine sur le Grand Paris, permettant ainsi de mieux organiser les flux pour en réduire le poids économique et le coût environnemental. (2016-2026). Concernant la plateforme de Rungis, après en être devenu propriétaire en 2015, Sogaris prévoit de la moderniser la plateforme de Rungis, certifiée ISO 14 001, en la densifiant, en la diversifiant et en renforçant le caractère urbain : un premier bâtiment mixte à l'entrée de la plateforme sera mis en chantier en 2021 pour proposer de nouveaux services aux clients du site, suivi de plusieurs opérations de développement ou de renouvellement sur la plateforme elle-même. En outre, une campagne de réappropriation du site par l'art a été lancé en 2016 par la réalisation de deux premières fresques de street art visibles depuis le tramway T7 et destiné à rouvrir la plateforme sur son environnement. La plateforme de Rungis a vocation à fonctionner en réseau avec les autres sites du Groupe, existant ou en développement.

Paris Aéroport (ex ADP) a engagé en 2013 un projet de rénovation et de valorisation de l'aéroport d'Orly, « Paris-Orly, un nouvel envol », qui, étalé, sur les Contrats de régulation économique 2011-2015 et 2016-2020 mobilise près de 2 milliards d'euros. Déjà largement avancé, il a permis le rajeunissement et l'amélioration des infrastructures aéroportuaires et la création de capacités annuelles additionnelles d'accueil de passagers : réaménagement des abords des terminaux et des accès parkings, construction d'une nouvelle salle d'embarquement dédiée aux vols internationaux, construction d'un bâtiment de jonction entre les terminaux Ouest et Sud. Ce plan s'accompagne de plusieurs dizaines de milliers de m² de développements immobiliers connexes, tournés à la fois vers le tertiaire de bureaux, le tourisme d'affaires et vers le tissu économique local, notamment sur des produits PME-PMI et logistiques.

Le groupe Klepierre a engagé depuis 2015 une rénovation du centre commercial Belle Epine à Thiais afin de répondre au mieux aux besoins des 18 millions de visiteurs annuels fréquentant le site. Sa poursuite est liée à l'arrivée de la ligne 14 sud à MIN Porte de Thiais d'une part et à la requalification du SENIA d'autre part.

En revanche, les mutations sont beaucoup moins engagées ailleurs, où le contexte d'intervention est nettement moins favorable. Les grandes propriétés foncières sont moins présentes et le tissu d'entreprises est dominé par des PME-PMI parfois fragiles, qui n'ont pas des moyens lourds d'investissement. Les façades nord-est et ouest de l'aéroport et la vallée de la Seine sont particulièrement concernées.

3.3 Tout en créant les conditions de la diversification des activités économiques dans un souci de développement équilibré et cohérent du Grand Orly

Le pôle d'Orly va connaître une amélioration substantielle de son accessibilité, qui va permettre un accès plus aisé avec les autres pôles économiques et bassins d'habitat franciliens. Il va également transformer son important potentiel de renouvellement urbain et économique, du fait notamment de la contraction industrielle en requalification urbaine. Ce renouveau urbain va permettre l'arrivée de la ville au cœur du pôle, sur sa façade nord, jusqu'alors composé de grandes entités économiques monofonctionnelles, avec des logements, des équipements publics de proximité (Senia ILMGP) et des équipements métropolitains (Cité de la Gastronomie, pôle e-Sport).

Ces évolutions sont à même de gommer quelques-uns des handicaps les plus structurels du pôle d'Orly pour développer des activités comprenant une dimension tertiaire.
Pour autant, ce développement n'est que potentiel : il n'a rien d'automatique et nécessite que les acteurs territoriaux s'en emparent, pour l'inscrire en cohérence et complémentarité des développements existants.

Le pôle d'Orly pourrait offrir de nouveaux arguments aux activités suivantes :

- L'économie présentielle grâce, d'une part, à l'arrivée de la ville au cœur des plaques économiques et, d'autre part, à l'accroissement de l'offre de logements, permet d'atteindre les masses critiques en termes d'aire de chalandise. L'économie présentielle est pourvoyeuse d'emplois aisément accessibles par les populations locales et donc apparaît, au-delà des aménités fournies aux populations résidentes et salariées, comme un facteur d'ancrage local du développement : elle permettrait à la fois d'atténuer la forte évasion salariale que connaît le pôle d'Orly et de créer des emplois non délocalisables ouverts aux salariés locaux de toutes qualifications.

- Les activités tertiaires de bureaux : grâce à sa nouvelle accessibilité et à l'arrivée de la ville en son cœur, le pôle d'Orly va pouvoir se voir repositionné par rapport à ses concurrents de 1ère et de 2de Couronnes, pour attirer des activités exogènes issues de la déconcentration d'activités parisiennes, notamment sur des fonctions opérationnelles, mais aussi d'administrations, d'équipements, de lieux d'enseignement et de formation en recherche d'extension ou de regroupement sur un même site ou pour localiser les développements des entreprises déjà présentes. Toutefois, les mutations en cours du tertiaire de bureaux et la forte concurrence des pôles environnants sont à bien appréhender.
- Des activités tertiaires plus spécifiques, faisant appel à des locaux plus mixtes. Plusieurs créneaux semblent à approfondir : l'écosystème des réalités virtuelles, pour lesquelles le projet de pôle e-sport sur le Senia peut être un catalyseur, l'économie collaborative et l'évolution des modes de travail, à travers des tiers-lieux généralistes ou spécialisés, indispensables pour capter et ancrer l'entreprenariat de la population résidente ou fonctionnant en lien avec les activités déjà présentes ; des activités relevant de « l'innovation de proximité » exploitant la situation entre Paris (centre des innovations d'usage) et Saclay (centre des innovations de rupture) pour des activités en quelque sorte de « R&D appliquée ». Le Pôle d'Orly est un territoire d'innovation, comme en atteste sa participation au programme Territoires d'Industrie. Les principaux acteurs sont mobilisés et portent des projets en matière de formation, d'appui aux entreprises, de transports et de développement économique et urbain.

- Dans le prolongement des activités historiques du MIN, les activités orientées vers le grand publc dans le domaine de la gastronomie et l'alimentation avec la Cité de la Gastronomie et le pole d'excellence alimentaire du MIN

- Le tourisme d'affaires et les échanges internationaux, renforcés par la nouvelle dimension internationale de l'aéroport, les grands équipements, les aménités de la ville.

- Les activités de l'industrie du futur, dont les nouveaux paradigmes sont beaucoup plus favorables au développement en milieu urbain : proximité avec le marché, accès à un écosystème d'acteurs diversifiés, à la main-d'œuvre, aux infrastructures numériques, aux aménités, à la logistique pour permettre une production personnalisée de masse, s'adaptant quasiment en temps réel à la demande.

La capacité à proposer des immobiliers appropriés constitue un autre enjeu majeur. Les nouveaux développements potentiels exigent pour certains des produits immobiliers inédits ou mixtes qui ne comptent pas parmi les plus rémunérateurs. Par exemple l'implantation d'activités artisanales et commerciales qui interroge la capacité des acteurs à proposer des locaux à des prix adaptés, alors que le contexte de renouvellement urbain du pôle d'Orly induit des opérations complexes avec de nombreux surcoûts.

Il importera de trouver la bonne jauge et d'éviter une trop grande dispersion, soit parce que le contexte concurrentiel est fort du fait d'un tertiaire de bureaux purs, soit parce les activités sont émergentes et le marché plus restreint (innovation de proximité, réalités virtuelles, agro-alimentaire, industrie du futur), alors même que le pôle d'Orly conservera un écosystème économique moins diversifié et une intensité urbaine moindre que certains de ses plus vifs concurrents.

La reconnaissance du Grand Orly comme un élément moteur de l'économie francilienne devra passer par une coordination des actions menées par les différents acteurs du territoire pour contribuer à les orienter vers des buts définis en communs. Le marketing territorial du pôle passe par un renforcement de la performance économique en valorisant les filières, en exploitant l'économie résidentielle et en créant des synergies entre les entreprises. Elle devra s'appuyer sur une action forte de promotion du territoire par une politique de marques et un plan d'actions marketing autour des produits franciliens en lien avec le Grand Orly.

3.4 Un objectif de mettre en cohérence les emplois et les populations actives du territoire

Les analyses de cette partie ont été établies à partir de premières études, appelées à être consolidées par la suite. Ces études ont consisté en :

- un premier recollement des programmations connues des différents projets d'aménagement actuellement formulés au sein du périmètre d'étude. Si les projets diffus n'ont pas été pris en compte, tous les projets de plus de 50 logements et de plus de 1 000 m² d'immobilier d'entreprise ont ainsi été recensés ;
- une première analyse du marché d'immobilier d'entreprise par le Service de la connaissance des études et de la prospective de la DRIEA. Les analyses prospectives de marché ont été établies jusqu'en 2021.

o Des programmations qui ne répondent que partiellement aux enjeux de mutations

Les programmations économiques en projet sont largement tournées vers les activités tertiaires de bureaux. Ainsi, sur les 1, 315 millions de m² d'immobilier d'entreprises recensés, 0,98 million de m² soit près de 75 %, sont programmés en bureaux. L'immobilier de commerces, d'hôtellerie et de services représente quant à lui 0,19 million de m².

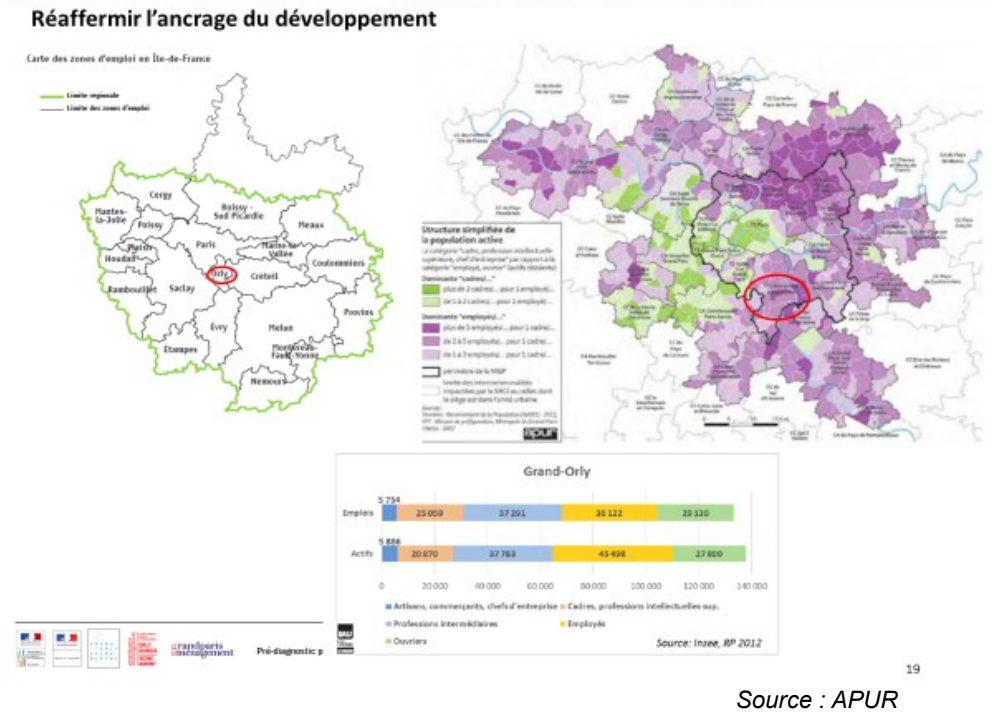
Les principales opérations supportant cette programmation sont : Cœur d'Orly sur l'aéroport, l'écoquartier des Portes d'Orly à Chevilly-Larue, les projets IMGP du Senia à Thiais et Orly, la densification du parc Icade à Rungis, les ZAC du Port et du Lugo à Choisy-le-Roi. Ces programmes se développent en exploitant par anticipation l'arrivée du Grand Paris Express, car ils sont pour la plupart localisés à proximité de gares de la ligne 14. Ces programmations sont essentiellement prévues à travers la réalisation d'immeubles monofonctionnnels composés de vastes plateaux aux configurations modulables. Les programmations logistiques sont essentiellement le fait des grands opérateurs, Semmaris, Sogaris, et ADP.

Toutefois ces projets ne sont pas de nature à répondre à des besoins identifiés ou correspondant à une demande potentielle en matière d'immobilier d'entreprise. Il faudrait pouvoir :

- répondre à la pénurie de locaux d'activités aux normes, en général ;
- répondre à des besoins plus spécifiques, comme les locaux d'activités de petites surfaces mixtes aussi bien pour des activités artisanales que pour des activités au contenu plus « technologique », à destination de l'entreprenariat local et en locaux d'activités pour la transformation agro-alimentaire, en lien avec le MIN ;
- appréhender la logistique à l'échelle du pôle entier des synergies entres opérateurs et développer l'intermodalité et l'émergence de nouveaux services ;
- appréhender les enjeux de l'industrie 4.0 dont la dimension productive a vocation à se rapprocher de la logistique et des grands pôles urbains de consommation pour former en

quelque sorte des « pôles productifs aval » conjuguant production en grandes séries à partir de produits semi-finis et logistique dans des locaux flexibles et évolutifs en fonction de la demande ;
- développer des tiers lieux favorisant les espaces de co-working et de télétravail.

o Un besoin de renforcer l'ancrage territorial des activités



Source : APUR

Le pôle d'Orly présente la spécificité à l'échelle métropolitaine de posséder un certain ancrage de son développement. Il possède une adéquation réelle entre les emplois proposés et le profil socio-professionnel de sa population résidente. Il apparaît comme un territoire « fonctionnel », proposant des emplois aisément accessibles à une population majoritairement populaire, même si l'ensemble du territoire n'est pas uniforme.

Il en résulte un fonctionnement pour partie autonome au sein de la métropole, comme en témoigne l'existence d'une zone d'emplois, telle que définie par l'Insee, qui inclut l'ensemble du pôle d'Orly, en l'élargissant quelque peu au nord et au sud (la zone d'emplois d'Orly comprend toutes les communes d'ORSA ainsi que celles de Wissous, Athis-Mons, Paray-Vieille-Poste, Wissous, Draveil, Juvisy-sur-Orge et Vigneux-sur-Seine). Toutefois, l'équilibre actuel est fragile, car exposé à un risque de spécialisation sociale. Les récentes dynamiques en rendent compte :

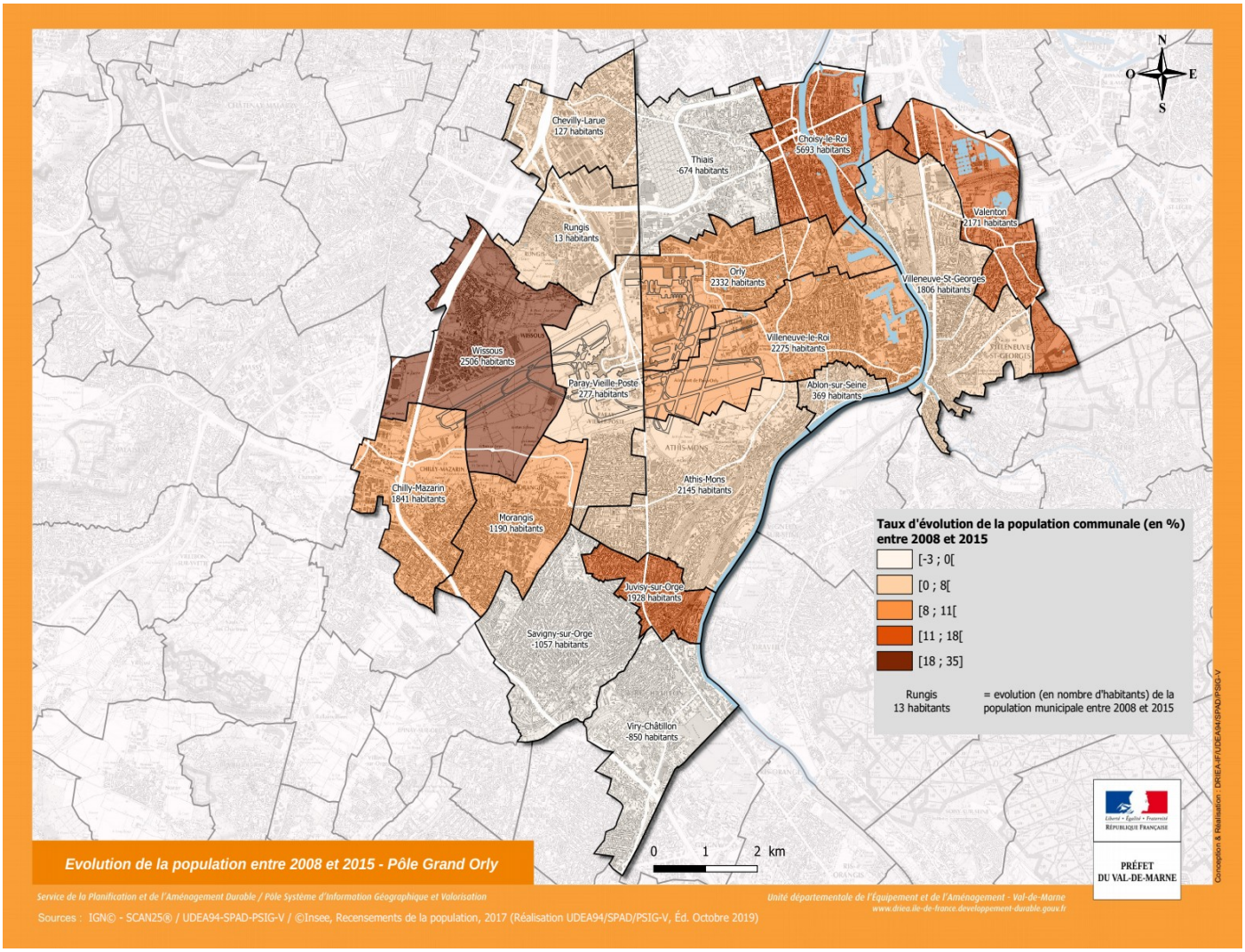
- l'emploi croît, tandis que le chômage se maintient à un niveau élevé voire augmente ;
- les nouveaux emplois ont davantage concerné des emplois de cadres et ont donc peu bénéficié aux habitants. La mise en relation des actifs présents sur le pôle et des emplois doit être améliorés. L'accompagnement de partenaires publics et le développement de formation professionnelles adaptées sont nécessaires pour faire correspondre bassin d'emploi et bassin de vie. Un premier recensement des acteurs du Sud Francilien à même de pouvoir répondre aux besoins de formation et de compléter l'offre existante permettrait d'augmenter la capacité de répondre aux besoins du Pôle le cas échéant ;
- un effet de ciseau entre le développement économique et le développement social émerge : les conditions de vie des habitants (revenu médian, niveau de qualification, proportion de cadres…) progressent mais à un rythme substantiellement moindre que le rythme régional et fragilise ainsi les équilibres du territoire.

4 . Développement urbain et construction de logements

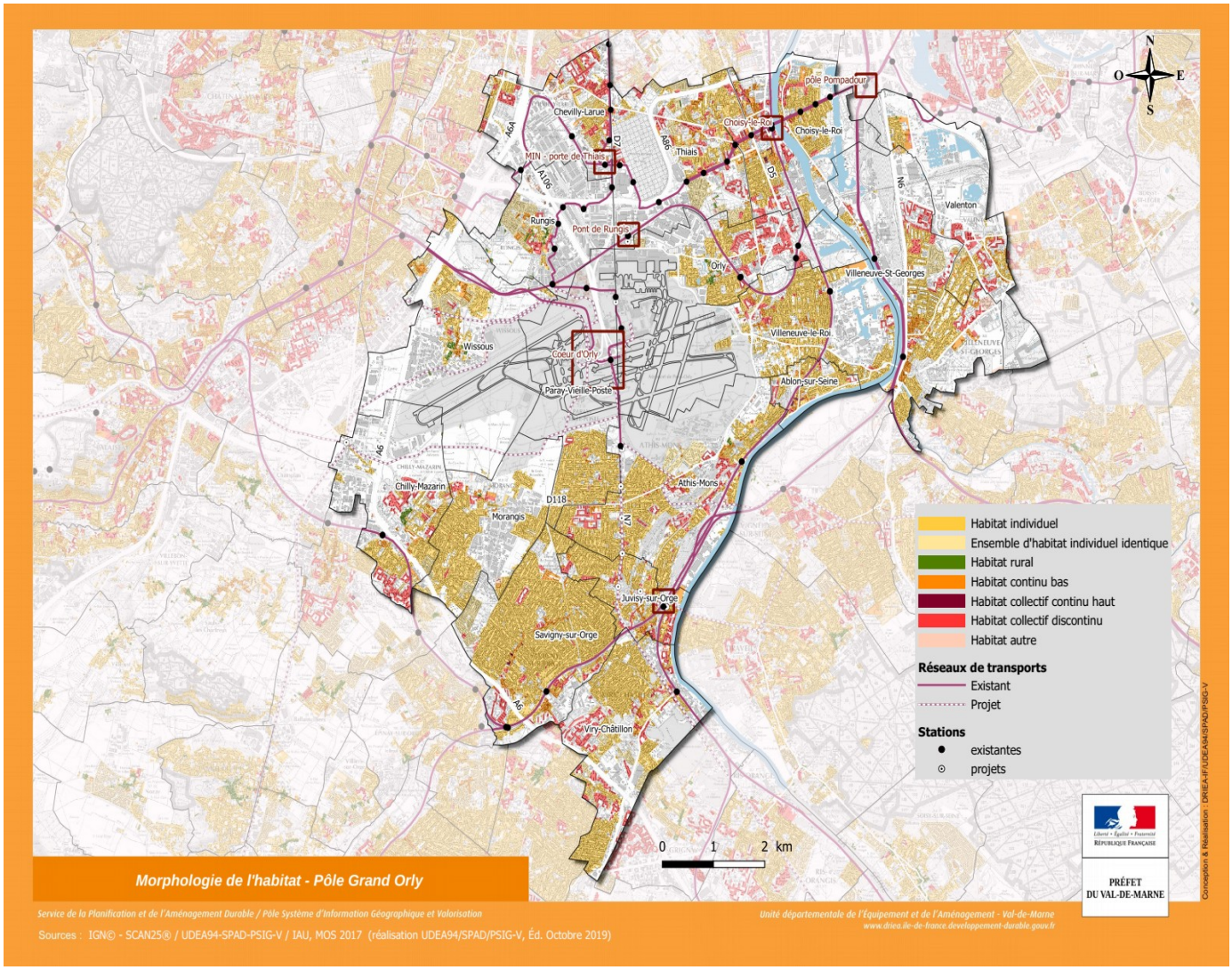
4.1 Un territoire servant au sein duquel la ville s'est progressivement développée pour constituer un pôle métropolitain important

La géographie du pôle Orly (vallée de la Seine, coteaux et plateau de Longboyau), et sa position, en frange de l'ancien département de la Seine, ont facilité un développement autour de la vocation aéroportuaire du site. À l'aérodrome du début du 20ème siècle s'est substitué le 2ème aéroport national. L'implantation de cet équipement supra-communal dans les années 60 s'est accompagnée d'un renforcement des modes de desserte destinés à rendre facilement accessible le pôle depuis Paris. Les activités économiques d'envergure métropolitaine se sont développées autour de l'équipement sur un foncier alors largement disponible.

Les fonctions résidentielles se sont implantées dans la vallée et au sud de la plateforme, en renforcement progressif des centres-bourgs et des lotissements du début du 20ème siècle. La place centrale de l'aéroport, élément incontournable du paysage, a contraint le développement urbain à ses franges dans une logique de contournement de la plateforme. Le développement atypique et rapide du pôle, territoire projeté dans la modernité, a également généré des délaissés et des enclaves, hier aux franges d'un département, aujourd'hui au centre de la métropole.

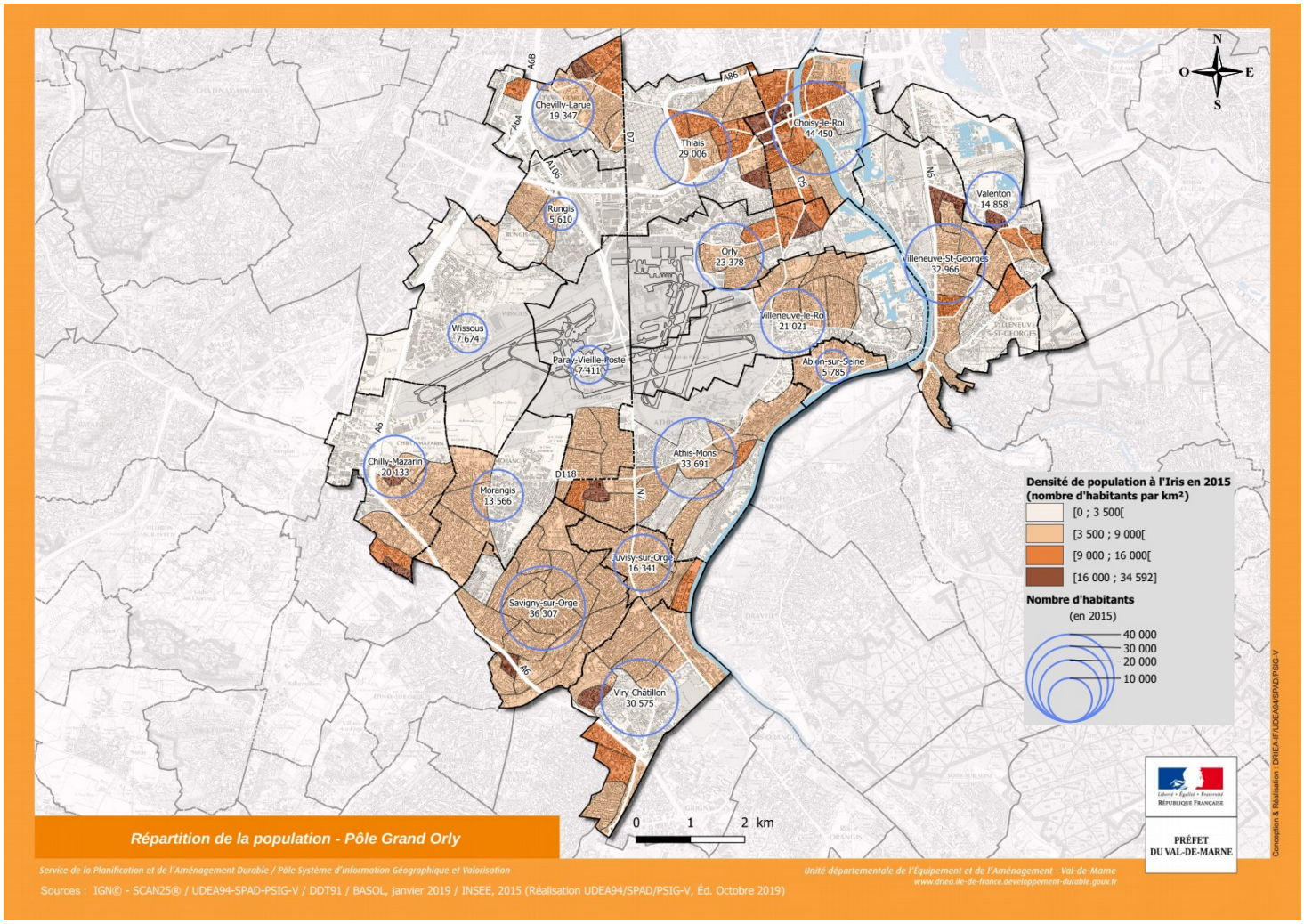


La population au sein du pôle est principalement localisée le long de l'axe Seine, aux franges des plateformes MIN de Rungis / Aéroport d'Orly. Les densités sont assez variables en fonction des formes urbaines, le secteur Nord-Est est ainsi plus dense. Les espaces à vocation d'habitat se situent autour de la plateforme. Dans la moitié nord (Fresnes, Chevilly-Larue, Thiais, Orly, Choisy-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges et Valenton) un tissu mixte d'habitat collectif, avec notamment quelques grands ensembles, domine. Au Sud, à Paray-Vieille-Poste, Athis-Mons, Juvisy-sur-Orge, Savigny-sur-Orge et Morangis, le tissu est majoritairement pavillonnaire, avec quelques ensembles collectifs notamment le long des axes historiques.



Aujourd'hui le pôle compte approximativement 360 000 habitants, les quatorze communes de l'Établissement Public Territorial composant le Pôle Orly représentent près de 50 % de la population du territoire. Les communes sont de strates démographiques très différentes entre Ablon-sur-Seine, Rungis et Paray-Vieille-Poste qui comptent moins de 10 000 habitants et les communes, le long du RER, comme Choisy-le-Roi, Savigny-sur-Orge, Athis-Mons, Villeneuve-Saint-Georges et Viry-Châtillon qui rassemblent chacune plus de 30 000 habitants. Les communes du cœur du Pôle ont des effectifs démographiques réduits ce qui s'explique par la présence de l'aéroport et des grandes emprises monofonctionnelles qui ont limité leur possibilité d'extension.

4.2 Une dynamique de construction de logements qui ne répond que partiellement aux besoins liés à l'accroissement de la population



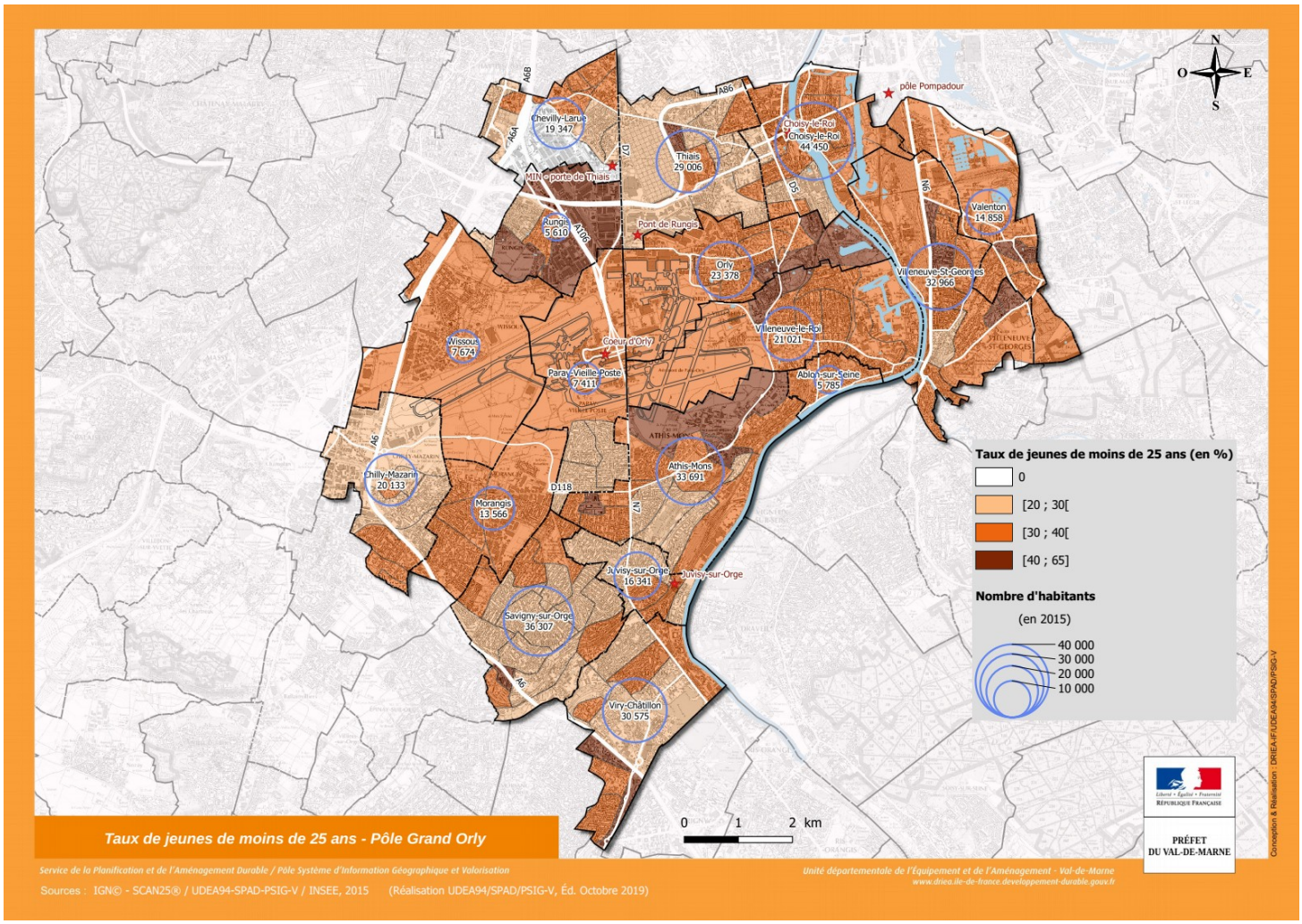
Si les communes du Pôle ont vu leurs populations augmenter depuis 1999, cette reprise démographique s'explique surtout par un solde naturel positif. La croissance démographique est ainsi estimée autour de 0,8 / 1 % par an, suivant en cela les grandes tendances observées à l'échelle métropolitaine.

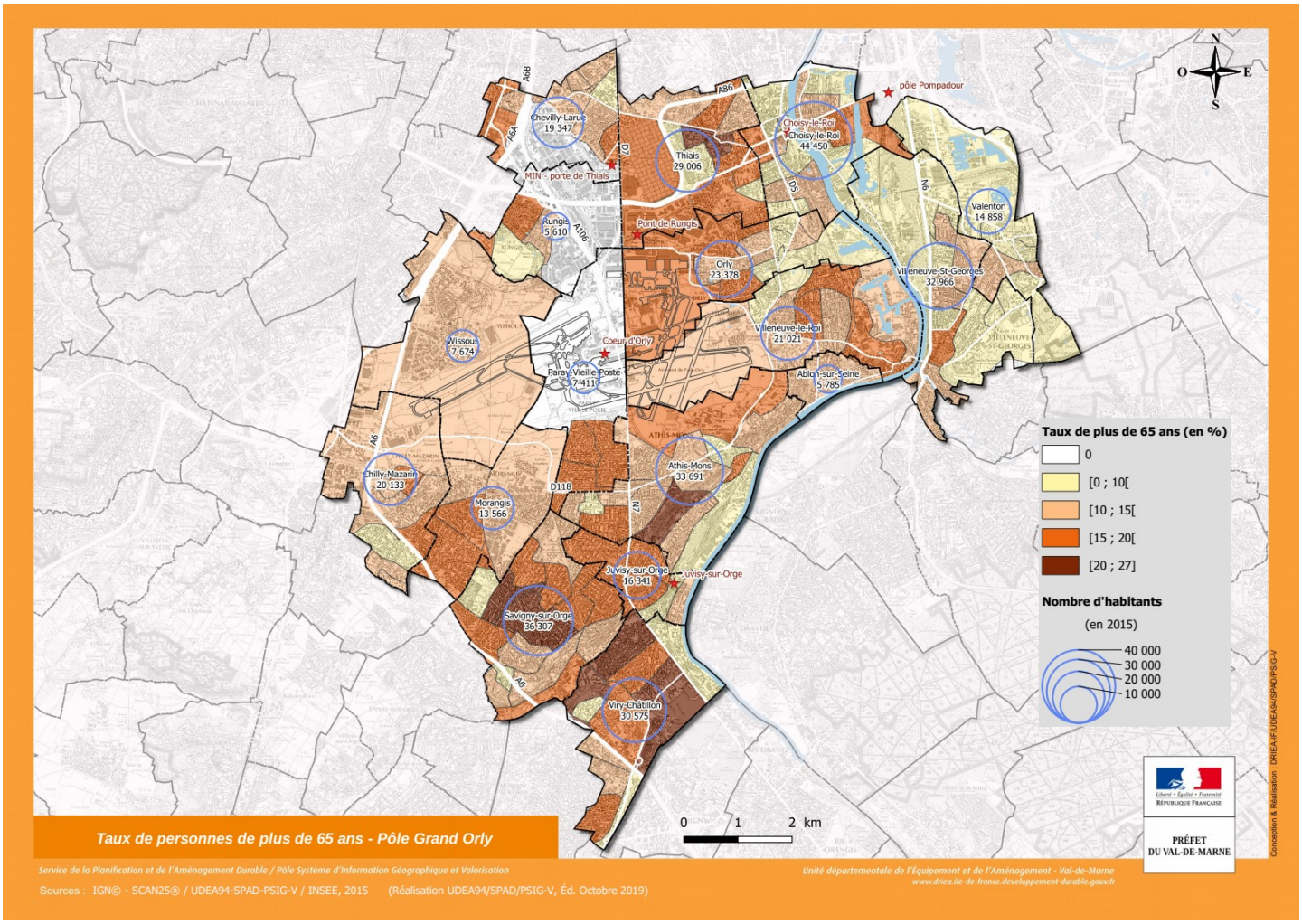
Certaines communes du pôle se détachent avec une forte augmentation comme Choisy-le-Roi et Juvisy-sur-Orge, portée par un effort constructif important et un dynamisme de leurs pôles de transports multimodaux, la première en interface avec la petite-couronne et la seconde en interface avec la grande-couronne. A contrario, certaines communes plus pavillonnaires et moins bien desservies ont vu une augmentation plus modérée, voire négatives entre 2019 et 2014, comme Thiais.

Le taux d'évolution annuelle moyen des communes de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, bien que positif a cependant tendance à se ralentir ces dernières années : il est passé de +7,3% par an entre 1990 et 1999, à +1,4% entre 1999 et 2010 pour se stabiliser à +1% entre 2010 et 2015.

Depuis 1999, la croissance démographique naturelle s'est accompagnée d'un ralentissement du solde migratoire, précédemment négatif, il tend désormais à se rapprocher de l'équilibre. Cet élément traduit à la fois une certaine attractivité retrouvée, résultat d'un effort sur l'augmentation et la diversification de l'offre de logements, le dynamisme économique du Pôle et une amélioration de la desserte en transports collectifs (pôle multimodal de Choisy avec le RER C et le TVM, aménagement du T7 sur l'ex-RN7).
La croissance démographique est aussi soutenue par un certain renouvellement des populations porté par de meilleurs parcours résidentiels et les importantes opérations de renouvellement urbain qui ont concerné certaines communes (Choisy, Orly, Athis-Mons, Villeneuve-le-Roi).

Cette croissance démographique se solde par une population assez jeune où la part des moins de 25 ans est assez importante. Il existe une différence de répartition entre les communes et entre les quartiers. Ainsi certains quartiers d'Orly, de Villeneuve-Saint-Georges, de Valenton et d'Athis-Mons comptent entre 40 et 53 % de moins de 25 ans. Inversement, les secteurs plus pavillonnaires ont une part inférieure comprise entre 20 % à 30 %. Ce phénomène ne peut cacher un certain vieillissement de la population avec une part des plus de 65 ans qui tend à augmenter.

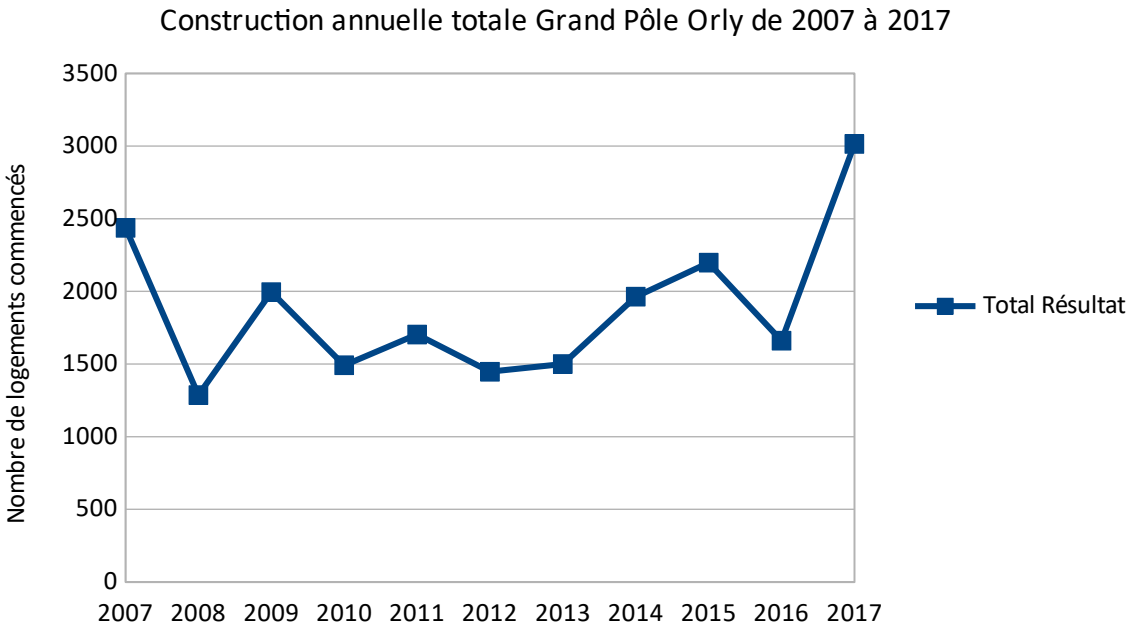




Afin d'ancrer la population du pôle et de pouvoir proposer un parcours résidentiel complet, cette dynamique démographique doit s'accompagner d'un effort accru porté sur la production de logements.

Le pôle atteint depuis deux ans ses objectifs de production de logements. La déclinaison locale de l'objectif de production de logements de la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris est évaluée à environ 2700 logements par an[22]. Ces objectifs ont été atteints en 2017, confirmant l'augmentation globale constatée depuis les deux décennies précédentes : la production était de 1 270 logements/an entre 1990 et 2000 et de 1 440 logements/an entre 2000 et 2010.

22 projet de PMHH : 2500 logements par an pour les communes de l'EPT GOSB / projet PLH de la CPS 225 logements par an pour les communes de Chilly-Mazarin et Wissous.

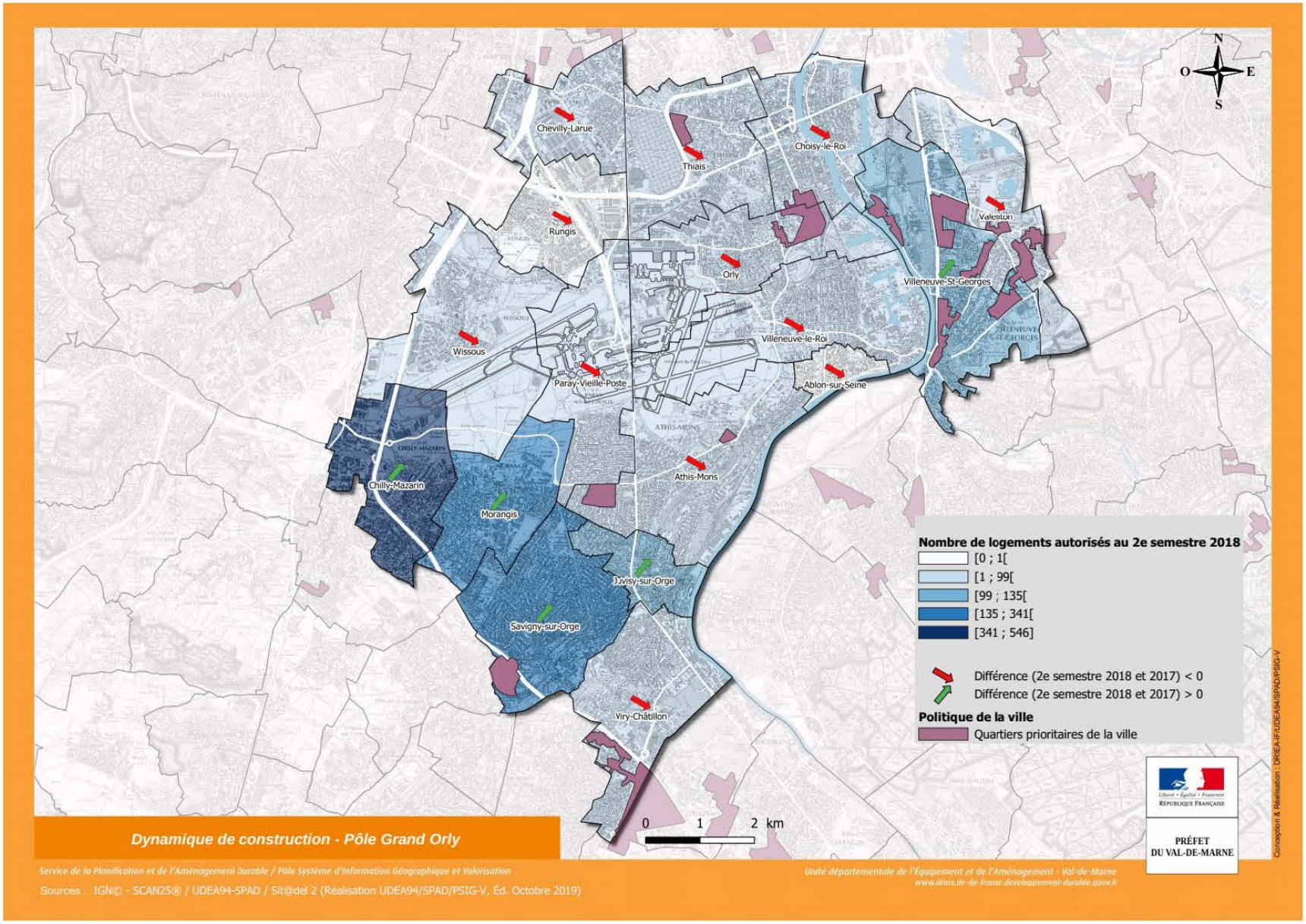


Source : SIT@DEL2 – Logements commences en dates réelles (extraction de décembre 2018)

Cette tendance générale, lissée à l'échelle du pôle, montre cependant de grandes disparités à l'échelle communale, entre les communes et selon les années. La comparaison de la moyenne annuelle de construction de logements par commune, sur la période récente de 2010 à 2017, permet de faire ressortir [23]:

- les cas des communes dynamiques comme Morangis, Choisy-le-Roi, Savigny-sur-Orge et Athis-Mons qui surpasse l'objectif de 80 % ;
- les communes en deçà de l'objectif (réalisation entre la moitié de l'objectif et l'objectif) : Thiais, Paray-Vieille-Poste, Juvisy-sur-Orge, Chevilly-Larue, Rungis, Fresnes, Orly ;
- les communes bien en dessous (moins de la moitié de l'objectif logements atteint) : Ablon, Villeneuve-le-Roi, Valenton, Villeneuve-Saint-George, qui représentent les communes les plus impactées par les nuisances et les risques.

23 Il n'est pas tenu compte dans ce descriptif des communes de Wissous et Chilly-Mazarin qu'il n'est pas possible de comparer à la TOL


N
O
E
S
Chevilly-Larue
Thiais
Choisy-le-Roi
Valenton
Rungis
Orly
Villeneuve-St-Georges
Villeneuve-le-Roi
Wissous
Paray-Vieille-Poste
Ablon-sur-Seine
Athis-Mons
Chilly-Mazarin
Morangis
Juvisy-sur-Orge
Savigny-sur-Orge
Viry-Châtillon
Nombre de logements autorisés au 2e semestre 2018
[0 ; 1[
[1 ; 99[
[99 ; 135[
[135 ; 341[
[341 ; 546]
Différence (2e semestre 2018 et 2017) < 0
Différence (2e semestre 2018 et 2017) > 0
Politique de la ville
Quartiers prioritaires de la ville
0
1
2 km
Dynamique de construction - Pôle Grand Orly
Service de la Planification et de l'Aménagement Durable / Pôle Système d'Information Géographique et Valorisation
Sources : IGN© - SCAN25® / UDEA94-SPAD / Sit@del 2 (Réalisation UDEA94/SPAD/PSIG-V, Éd. Octobre 2019)
Unité départementale de l'Équipement et de l'Aménagement - Val-de-Marne
www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET
DU VAL-DE-MARNE
Conception & Réalisation : DRIEA-IF/UDEA94/SPAD/PSIG-V

4.3 Une part de logements sociaux importants avec un enjeu fort de renouvellement urbain, notamment du fait de l'ancienneté du bâti

Les ménages du pôle ont des revenus relativement modestes, avec dans certaines communes une forte représentation des catégories socio-professionnelles ouvrières et employées notamment celles au nord-est du pôle, en corrélation avec l'importance du parc social de ces dernières. La part des cadres a cependant tendance à augmenter. Plusieurs tendances se profilent :

- les communes où la part des ouvriers et employés demeure stable comme Juvisy, Chevilly, Rungis ou Villeneuve-Saint-Georges ;
- les communes qui connaissent une perte importante de la part des ouvriers ou employés comme Athis et Choisy ;
- des communes qui perdent en attractivité pour les cadres comme Paray, Ablon, Orly ou Valenton.

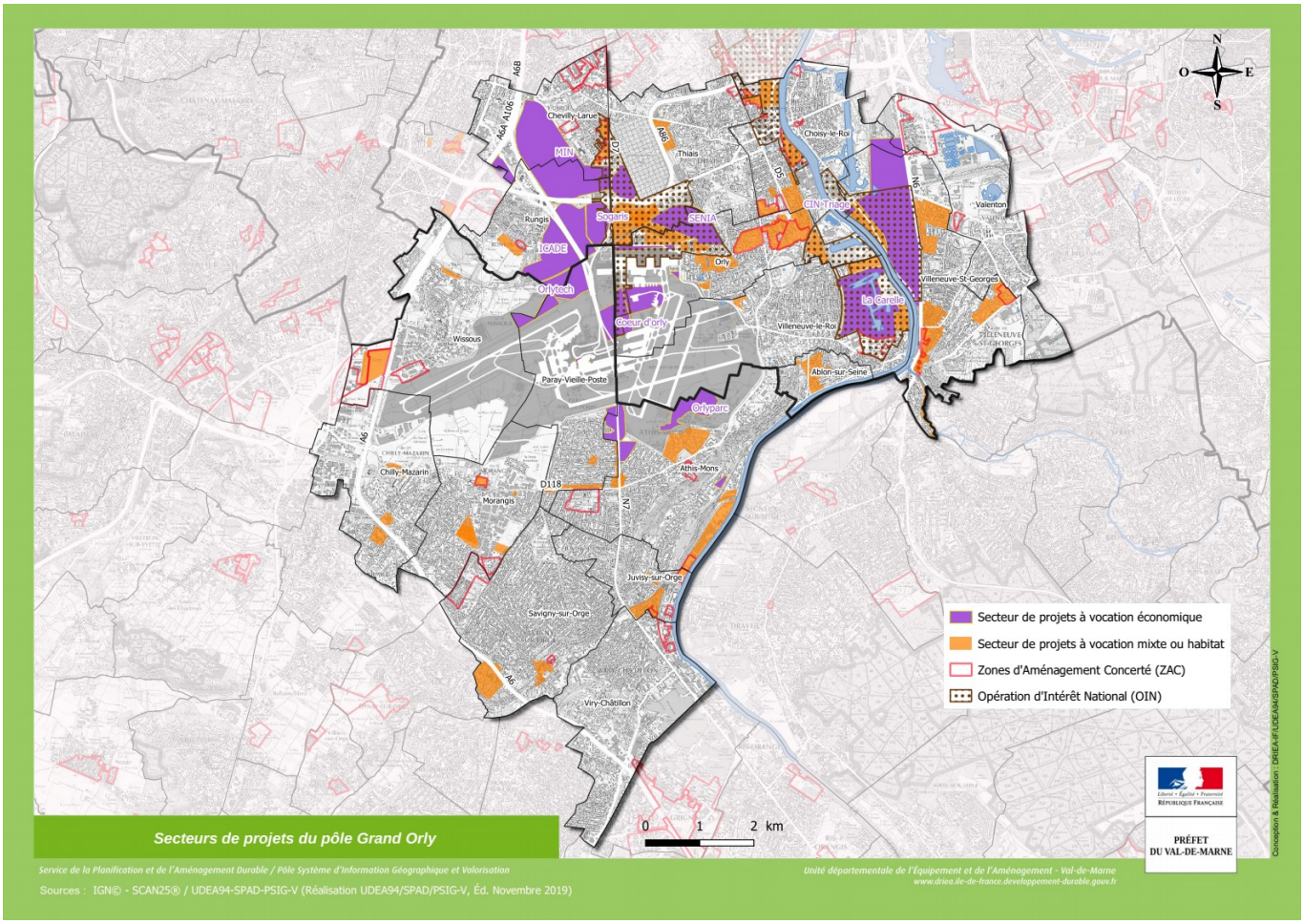
Le nombre de logements s'établit en 2015 à 140 000, dont près de 32 % en locatif social. Du fait des différentes phases d'urbanisation, la part du parc ancien construit avant 1949 est intermédiaire entre les communes du nord-est, val-de-marnaises (24 %) et les communes du sud, essonnienne (15 %). L'habitat ancien se concentre majoritairement dans les anciens bourgs et les lotissements pavillonnaires du début du 20ème siècle et de l'entre-deux guerres. Il peut constituer des poches d'habitat dégradé dans certaines communes notamment à Villeneuve-Saint-Georges.

Côté Essonne, un enjeu d'amélioration de la mixité sociale concerne Chilly-Mazarin, Morangis, Savigny-sur-Orge. Ces trois communes présentent un déficit en logements sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU.

4.4 La nécessité de concilier les usages dans l'aménagement urbain pour sortir d'une logique mono-fonctionelle

Les communes du pôle connaissent un important renouvellement urbain porté :

- par des projets de rénovation urbaine notamment avec les nouveaux programmes NPRU et le PNRQAD de Villeneuve-Saint-Georges ;
- par des projets structurants d'intérêt national ou métropolitain portés majoritairement par l'EPAORSA sur la partie valdemarnaise du pôle et notamment sur les communes de Chevilly-Larue, Orly et Thiais ;
- par des opérations « au fil de l'eau » sous la forme de ZAC, d'opérations dans le diffus ou via des procédures d'urbanisme négociées, notamment au Sud de la plateforme (ZAC de la Cité de l'air, ZAC des Bords de Seine, SRU à Paray et Athis-Mons le long de la RN7, projet du quartier Grand Vaux à Savigny-sur-Orge, reconversion du site Découflé à Chilly-Mazarin) et à l'est (ZAC de la Pologne, SRU Joliot-Curie, opération du Triage).



Ces projets portent une augmentation et une diversification de l'offre permettant à la fois de répondre aux besoins de la population locale tout en affirmant la volonté d'attirer de nouvelles populations. L'augmentation de l'offre de logements permettra de développer l'économie résidentielle à travers le développement d'aménités urbaines, indispensable pour ancrer localement le développement. Pourvoyeuse d'emploi, elle permettra d'atténuer l'évasion salariale que connaît le pôle et de créer des emplois accessibles en termes de qualification pour la population résidente et non délocalisables.

L'augmentation quantitative de l'offre devra être accompagnée d'une dimension qualitative. Les principaux services d'équipements et services se regroupent autour des lieux de vie et des centres-villes qui sont plus ou moins dynamiques. Ces centres-villes sont composés d'un appareil commercial de proximité qui souffre de la concurrence des grands centre commerciaux. La croissance démographique induit une augmentation de l'offre d'équipements de proximité, notamment pour les scolaires. L'adaptation de l'offre à l'augmentation de la population et aux nouvelles demandes est cependant complexe sur des territoires à la recherche de foncier mutable accessible et présente un coût que les opérations d'aménagement ont du mal à rentabiliser, notamment en ce qui concerne les infrastructures et l'offre scolaire. La capacité d'absorption de cette augmentation démographique par les services et équipements actuels du pôle devra être étudiée afin d'accompagner au mieux l'intégration des nouvelles populations dans le fonctionnement actuel du pôle.

Il existe aussi une certaine carence en termes d'équipements hospitaliers (le seul hôpital public à demeurer sera celui de Villeneuve-Saint-Georges en cas de regroupement de celui de Juvisy avec Orsay) et de structures d'enseignement supérieur (hormis l'IUT de Juvisy-sur-Orge et l'institut Georges Méliès à Orly).

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-040

DU 31 JANVIER 2020

CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) : 1ER RAPPORT POUR 2020 - CONTRAT RÉGIONAL TERRITORIAL (CRT)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 juillet 2001 relative à l'évolution du règlement des Contrats Régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CP 14-719 du 20 novembre 2014 relative au contrat régional territorial de la commune de Palaiseau (91) ;

VU la délibération n° CP 15-487 du 9 juillet 2015 relative au contrat régional territorial de la commune de Paray-Vieille-Poste (91) ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 relative au contrat régional territorial de la commune de Mormant (77) ;

VU la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée portant création du contrat d'aménagement régional (CAR) ;

VU la délibération n° CP 2017-421 du 20 septembre 2017 relative au contrat d'aménagement régional de la commune de Pringy (77) ;

VU la délibération n° CP 2017-422 du 20 septembre 2017 relative au contrat d'aménagement régional de la commune de Mennecy (91) ;

VU la délibération n° CP 2017-539 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains contrat d'aménagement régional, contrat régional territorial, quatrième affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 2018-138 du 13 mars 2018 relative au contrat d'aménagement régional

de la commune d'Asnières-sur-Oise (95) ;

VU la délibération n° CP 2018-249 du 30 mai 2018 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) : conclusion de contrats – attribution de subventions – réaffectations – avenants **;**

VU la délibération n° CP 2018-538 du 21 novembre 2018 relative aux contrats d'aménagement régionaux des communes de Montfort l'Amaury (78) et de Suresnes (92) ;

VU la délibération n° CP 2019-034 du 24 janvier 2019 relative au contrat d'aménagement régional de la commune de Vernouillet (78) ;

VU la délibération n° CP 2019-139 du 19 mars 2019 relative au contrat d'aménagement régional de la commune de Montigny-les-Cormeilles (95) ;

VU la délibération n° CP 2019-183 du 22 mai 2019 relative aux contrats d'aménagement régionaux de la commune d'Andrésy (78) et des Clayes-sous-Bois (78) ;

VU la délibération n° CP 2019-261 du 3 juillet 2019 relative aux contrats d'aménagement régionaux des communes de Collégien (77), de Courbevoie (92), du Raincy (93), de Rueil-Malmaison (92) et de Vaires-sur-Marne (77) ;

VU la délibération n° CP 2019-348 du 18 septembre 2019 relative aux contrats d'aménagement régionaux des communes de Charenton-le-Pont (94), de Gargenville (78), de Villevaudé (77) et de Vaux-le-Pénil (77) ;

VU la délibération n° CP 2019-490 du 20 novembre 2019 relative à la commune de Ballancourt-sur-Essonne (91), de Châtenay-Malabry (92), d'Evry-Courcouronnes (91), de Montgeron (91), d'Orly (94), du Perreux-sur-Marne (94) et de Varennes-Jarcy (91) ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-040 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre du dispositif **« contrats d'aménagement régionaux »**,

d'une part, de conclure avec **9** communes ou structures intercommunales, pour les opérations citées en annexe n°1 et récapitulées dans les échéanciers prévisionnels ci-joints en annexe n°2, un contrat d'aménagement régional conforme au contrat type approuvé par la délibération n° CR 181-16 susvisée.

et, d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe n°3, inscrites dans des contrats d'aménagement régionaux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion, avec chaque commune maître d'ouvrage, d'un contrat d'aménagement régional et d'une convention conforme à la

convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **6 716 800 €**, réparti comme suit :

- 6 316 800 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2020.

- 400 000 € disponible sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100206 « Contrats d'aménagement régional – équipements culturels et artistiques – actions territorialisées » du budget 2020.

Article 2 :

Décide au titre des dispositifs **« contrat d'aménagement régional » et « contrat régional territorial »**, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets ci-jointes en annexe n°3, relatives aux contrats d'aménagement régionaux (CAR) et aux contrats régionaux territoriaux (CRT) susvisés.

Subordonne le versement de la subvention pour le contrat régional territorial approuvé avant mai 2016 (n° CP 15-487 du 9 juillet 2015) à la signature d'une convention conforme à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CR 07-12 du 28 juin 2012.

Subordonne le versement de la subvention pour le contrat régional territorial approuvé après mai 2016 (n° CP 16-622 du 16 novembre 2016) à la signature d'une convention conforme à la convention-type de réalisation approuvée par délibération n° CP 16-183 du 18 mai 2016.

Subordonne le versement des subventions pour les contrats d'aménagement régionaux à la signature de conventions conformes à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2017.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **8 462 418,54 €** réparti comme suit :

- 6 948 334,04 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes », programme HP 52-002 (152002) « Contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15200205 « Contrat d'aménagement régional », du budget 2020.

- 435 362 € disponible sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100206 « Contrats d'aménagement régional – équipements culturels et artistiques – actions territorialisées » du budget 2020.

- 449 607 € sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments…) », programme HP 131-004 « Développement du patrimoine en région », action 13100406 « Contrats d'aménagement régional – patrimoine – actions territorialisées » du budget 2020.

- 429 115,50 € disponible sur le chapitre 903 « Culture, sport et loisirs », Code fonctionnel 32 « sports », Programme HP 32-005 « Contrats d'aménagement régional – Equipements sportifs de proximité – Actions territorialisées », Action 13200501 « Contrats d'aménagement régional – Equipements sportifs de proximité – actions territorialisées », du budget 2020.

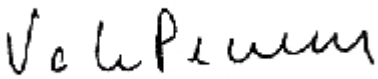
- 200 000 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 52 « agglomérations et villes moyennes », Programme PR52-004 « Contrat d'aménagement régional – environnement – Actions territorialisées », Action 452004016 « Contrat d'aménagement régional – Environnement – actions territorialisées », du budget 2020.

Cette affectation relève du Contrat de Plan 2015 – 2020, volet 6 « Volet territorial », sous-volet 61 « Stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs », Projet 612 « Aménagement durable et innovation urbaine ».

Article 3 :

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc172786-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 à la délibération : tableau de délibération

77 SEINE-ET-MARNE			
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE	EX047532	Volet travaux de construction et d'extension portant sur la création de la Maison des Fromages de Brie	600 000,00
	EX047533	Construction d'un ALSH et d'un multi-accueil à Coulommiers	900 000,00
		Total subvention	**1 500 000,00**
EMERAINVILLE	EX047656	Création d'un espace scénique en extension de la halle des sports Guy Drut	400 000,00
	EX047661	Construction d'une structure multi-accueil	360 000,00
	EX047651	Transformation de la structure halte garderie en Maison des Associations	40 000,00
		Total subvention	**800 000,00**
LE CHÂTELET-EN-BRIE	EX047366	Aménagement du centre bourg	400 000,00
	EX047372	Réaménagement de l'ancien écomarché désaffecté	400 000,00
		Total subvention	**800 000,00**
VILLEPARISIS	EX047584	Construction d'un groupe scolaire comprenant une école primaire, un accueil de loisirs et un restaurant scolaire	700 000,00
	EX047582	Réhabilitation d'un marché couvert	300 000,00
		Total subvention	**1 000 000,00**
91 ESSONNE			
RIS-ORANGIS	EX044212	Travaux de réhabilitation de la rue du Temple	518 261,50
	EX044210	Travaux de Réhabilitation de la rue Robida	481 738,50
		Total subvention	**1 000 000,00**
WISSOUS	EX045736	Aménagement route de Montjean	309 000,00
	EX045735	Aménagement du Boulevard de l'Europe	230 000,00
	EX045734	Construction d'une restauration municipale et de deux réfectoires	261 000,00
		Total subvention	**800 000,00**
94 VAL-DE-MARNE			
VALENTON	EX046758	Aménagement du parc Jacques Duclos	350 000,00
	EX046747	Construction d'un Centre Technique Municipal	350 000,00
		Total subvention	**700 000,00**
95 VAL D'OISE			
CORMEILLES-EN-PARISIS	EX047729	Aménagement d'espaces publics et des parvis des nouveaux lycée et gymnase	622 200,00
	EX047732	Poste de police municipale et ses aménagements extérieurs	377 800,00
		Total subvention	**1 000 000,00**
PERSAN	EX043729	Agrandissement de la cuisine centrale	136 817,09

	EX043506	Création d'un parc de stationnement	186 409,66
	EX043574	Réfection de la toiture-terrasse de la maternelle Paul Eluard	129 355,70
	EX043505	Réalisation d'un parc urbain	547 417,55
		Total subvention	**1 000 000,00**
		TOTAL GENERAL	**8 600 000,00**

Annexe n°2 à la délibération : échéanciers financiers prévisionnels

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE COULOMMIERS-PAYS-DE-BRIE - CACPB (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Construction d'un ALSH et d'un multi-accueil à Coulommiers	3 118 435,42 €	3 000 000,00 €	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	30,00%	900 000 €
Volet travaux de construction et d'extension portant sur la création de la Maison des fromages de Brie	2 883 601,21 €	2 000 000,00 €	666 000,00 €	667 000,00 €	667 000,00 €	30,00%	600 000 €
TOTAL	6 002 036,63 €	5 000 000,00 €	1 666 000,00 €	1 667 000,00 €	1 667 000,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			499 800,00 €	500 100,00 €	500 100,00 €	30%	**1 500 000,00 €**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE D'EMERAINVILLE (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Transformation de la structure halte-garderie en maison des associations	96 456,45 €	80 000,00 €	80 000,00 €			50%	40 000,00 €
Construction d'une structure multi-accueil	917 646,97 €	720 000,00 €	500 000,00 €	220 000,00 €		50%	360 000,00 €
Création d'un espace scénique en extension de la halle des sports Guy Drut	834 219,36 €	800 000,00 €	550 000,00 €	250 000,00 €		50%	400 000,00 €
TOTAL	1 848 322,78 €	1 600 000,00 €	1 130 000,00 €	470 000,00 €	0,00 €		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			565 000,00 €	235 000,00 €	0,00 €	50%	**800 000,00 €**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DU CHATELET EN BRIE (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Aménagement du centre bourg	973 906,25	800 000,00	800 000,00			50%	400 000,00
Réaménagement de l'Ecomarché désaffecté	1 058 000,00	800 000,00	800 000,00			50%	400 000,00
TOTAL	2 031 906,25	1 600 000,00	1 600 000,00				800 000,00
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			1 600 000,00				**800 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMEN REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE VILLEPARISIS (77)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant en €
Construction d'un groupe scolaire comprenant une école primaire, un accueil de loisirs et un restaurant scolaire	5 101 000	1 400 000	73 684,21	884 210,53	442 105,26	50%	700 000
Réhabilitation du marché couvert	1 070 093	600 000	42 857,14	514 285,71	42 857,15	50%	300 000
Total	**6 171 093**	**2 000 000**	**116 541,35**	**1 398 496,24**	**484 962,41**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			58 270,68	699 248,12	242 481,21		1 000 000

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE DE RIS ORANGIS (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Travaux de réhabilitation rue du Temple	1 149 676,53 €	1 036 523,00 €	1 036 523,00 €			50%	518 261,50 €
Travaux de réhabilitation rue Robida	1 061 895,00 €	963 477,00 €	963 477,00 €			50%	481 738,50 €
TOTAL	2 226 306,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €				
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			1 000 000,00 €				**1 000 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE WISSOUS (91)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Requalification de la route de Montjean	1 239 984,00	618 000,00	618 000,00	0,00	0,00	50%	**309 000,00**
Requalification du boulevard de l'Europe	921 873,50	460 000,00	460 000,00	0,00	0,00	50%	**230 000,00**
Construction d'une restauration municipale et 2 réfectoires	1 843 360,00	522 000,00	46 500,00	475 500,00	0,00	50%	**261 000,00**
TOTAL	4 005 217,50	1 600 000,00	1 124 500,00	475 500,00	0,00	50%	**800 000,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**562 250,00**	**237 750,00**	**0,00**		**800 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE VALENTON (94)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Construction d'un Centre Technique Municipal	4 565 186,00	700 000,00	210 000,00	336 000,00	154 000,00	50%	350 000,00
Aménagement du Parc Duclos	4 498 172,00	700 000,00	210 000,00	378 000,00	112 000,00	50%	350 000,00
TOTAL	9 063 358,00	1 400 000,00	300 000,00	510 000,00	190 000,00	50%	700 000,00
Dotation prévisonnelle maximum région							**700 000,00**

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL
CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE CORMEILLES-EN-PARISIS (95)

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant en €
Aménagement d'espaces publics et des parvis des nouveaux lycée et gymnase	1 400 000,00	1 244 400,00	0,00	0,00	1 244 400,00	50%	**622 200,00**
Poste de police municipale et ses aménagements extérieurs	850 000,00	755 600,00	75 560,00	226 680,00	453 360,00	50%	**377 800,00**
TOTAL	2 250 000,00	2 000 000,00	75 560,00	226 680,00	1 697 760,00	50%	**1 000 000,00**
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			**37 780,00**	**113 340,00**	**848 880,00**		

ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL

CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE PERSAN (95)

OPERATIONS	Montant des opérations proposées (€ HT)	Montant retenu par la région (€ HT)	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2019	2020	2021	Taux %	Montant (€)
Réalisation d'un parc urbain	1 644 000,00 €	1 094 835,10		437 934,04	656 901,06	50%	547 417,55
Création d'un parc de stationnement	559 824,00 €	372 819,32	298 255,46	74 563,86		50%	186 409,66
Agrandissement de la cuisine centrale	410 888,00 €	273 634,18		218 907,34	54 726,84	50%	136 817,09
Réfection de la toiture terrasse de l'école maternelle Paul Eluard	388 480,00 €	258 711,40		206 969,12	51 742,28	50%	129 355,70
TOTAL	**3 003 192,00**	**2 000 000,00**	**298 255,46**	**938 374,37**	**763 370,18**		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			149 127,73	469 187,18	381 685,09		**1 000 000,00**

Annexe n°3 à la délibération : fiches-projet

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX047533 - CAR - CONSTRUCTION D'UN ALSH ET D'UN MULTI-ACCUEIL A COULOMMIERS - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE COULOMMIERS-PAYS-DE-BRIE - CACPB (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	3 000 000,00 € HT	30,00 %	900 000,00 €
	Montant total de la subvention		900 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CACPB COMMUNAUTE D AGGLOMERATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE
Adresse administrative	: 13 RUE DU GENERAL DE GAULLE 77120 COULOMMIERS
Statut Juridique	: Communauté d'Agglomération
Représentant	: Monsieur Ugo PEZZETTA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser ces travaux de manière urgente, dans le cadre d'un calendrier contraint, afin de garantir l'ouverture de la structure dans les meilleurs délais.

Description :
La communauté d'agglomération de Coulommiers-Pays-de-Brie - CACPB (75 370 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Construction d'un ALSH et d'un multi-accueil à Coulommiers ».

Le projet prévoit la construction d'un équipement comportant un multi-accueil conçu pour 12 enfants de moins de 3 ans et un accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) prévu pour un effectif de 60 enfants de maternelle (3-6 ans) et 60 enfants d'élémentaires (plus de 6 ans). Les deux structures, multi-accueil et ALSH, seront scindées physiquement pour des questions de fonctionnement et d'optimisation du terrain mis à disposition par la Ville au profit de la communauté d'agglomération de Coulommiers-Pays-de-Brie (CACPB). Le site accueillera dans une première partie le multi-accueil, en simple rez-de-chaussée, et l'ALSH en R+1 dans la profondeur de la parcelle. L'emprise globale du nouveau bâtiment sera de 840 m² au sol, et l'étage de l'ALSH couvrira plus de 479 m², permettant d'installer 3 salles d'activités pour les plus de 6 ans.

La superstructure du bâtiment sera en béton et composera un jeu de volumes cubiques marquant les secteurs, du multi-accueil jusqu'au rez-de-chaussée de l'ALSH dédié aux 3-6 ans et surmonté d'un étage pour les plus grands. Ces volumes permettront d'aménager des espaces externes de cours et de terrasses pour les activités extérieures, tout en créant une distribution de circulations adaptées aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Le chauffage du bâtiment sera assuré par un raccordement au réseau géothermique de la ville. L'éclairage naturel sera favorisé par des prises de lumière zénithales ; les baies orientées au sud seront équipées de brises-soleil et surmontées par des débords de toiture. La réalisation d'une toiture végétalisée apportera également une protection thermique externe au bâtiment.

L'architecte des Bâtiments de France a été associé, dès la phase esquisse, pour validation des choix de matériaux prévus en façade comme des enduits minéraux de ton pierre, des éléments de résine orangés ou en zinc quartzé.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 3 118 435,42€ HT, plafonné à 3 000 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

Localisation géographique :
- COULOMMIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 018 435,42	96,79%
HONORAIRES	100 000,00	3,21%
Total	3 118 435,42	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	900 000,00	28,86%
ETAT - CONTRAT DE RURALITE - Acquise	300 000,00	9,62%
CAISSE DES ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) - Sollicitée	395 600,00	12,69%
DEPARTEMENT 77 - CONTRAT INTERCOMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (CID) - Acquise	424 838,50	13,62%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE COULOMMIERS-PAYS-DE-BRIE	1 097 996,92	35,21%
Total	3 118 435,42	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX044787 - CAR - AMELIORATION DU PATRIMOINE COMMUNAL : EGLISE - TRAVAUX DE RENOVATION PARTIELLE INTERIEURE ET EXTERIEURE - COLLEGIEN (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	110 000,00 € HT	50,00 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE COLLEGIEN
Adresse administrative	: 8 PLACE MIREILLE MORVAN 77090 COLLEGIEN
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Marc PINOTEAU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de programmer des travaux en urgence en raison des pluies orageuses du mois de juin 2019 qui ont provoqué de nouvelles dégradations à l'intérieur de l'église.

Description :
La commune de Collégien (3 412 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Amélioration du patrimoine communal : église - Travaux de rénovation partielle intérieure et extérieure".

L'église, non protégée au titre des Monuments historiques, est située le long de la voie principale de la commune. L'extérieur du bâtiment présente un aspect noirci et de nombreuses fissures. A l'intérieur, suite à des fuites de la toiture, divers dommages sont apparus. De plus, l'absence de sanitaires pose un problème lors des manifestations et des offices.

Les travaux envisagés concerneront notamment la réfection de la toiture du clocher pour réparer les fuites, avec une intervention sur la charpente. La croix existante sera remplacée, avec mise aux normes du paratonnerre. L'ensemble du plafond sera repeint, après lessivage adapté, traitement des fissures et ponçage. Le ravalement extérieur permettra de reprendre les joints défaillants ainsi que les parties cimentées, principalement à la chaux.

Le programme d'amélioration du patrimoine comprend également la mise en place de sanitaires aux

normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR). Un système de chauffage électrique sera posé, répondant au besoin d'usage ponctuel de l'église et ayant une rapide montée en température ressentie.

Ce bâtiment se trouve dans le site inscrit de la Vallée de la Gondoire (arrêté préfectoral en date du 20 juillet 1972) : le projet a reçu un avis favorable de principe de l'Architecte de Bâtiments de France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux est estimé à 155 770€ HT, plafonné à 110 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- COLLEGIEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	141 670,00	90,95%
MATERIEL DE SONORISATION non-éligible (micros, amplificateur, platine CD, enceintes).	14 100,00	9,05%
Total	155 770,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	55 000,00	35,31%
COMMUNE	100 770,00	64,69%
Total	155 770,00	100,00%

DOSSIER N° EX023583 - CAR - EXTENSION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE - COMMUNE DE PRINGY (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	900 000,00 € HT	50,00 %	450 000,00 €
	Montant total de la subvention		450 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PRINGY
Adresse administrative : MAIRIE
77310 PRINGY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Eric BONNOMET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Extension de l'école élémentaire

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Pringy (2 944 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "extension de l'école élémentaire".

Une étude a mis à jour la nécessité de réaliser une école maternelle de 7 classes et une école élémentaire de 10 classes à l'horizon 2020. La commune a décidé de lancer la création d'une école maternelle dans un premier temps, puis l'extension de l'école maternelle existante sur un même site.
L'école élémentaire est composée de deux volumes principaux : l'école actuelle rénovée et le bâtiment neuf avec un étage partiel. Les murs seront en béton (offrant une bonne inertie thermique) et isolés par l'extérieur. L'ensemble des cloisons peut être démonté pour permettre aisément une restructuration future.
Les jardins pédagogiques sont composés de parcelles alternant plantations potagères et florales et seront accessibles directement depuis la cour de récréation maternelle.
La cour élémentaire distribue le centre de loisirs grâce à un accès sécurisé depuis le portail. Un gradinage semi-circulaire forme un amphitéâtre positionné devant le centre de loisirs. Le préau sera couvert d'une toile pour protéger les enfants du soleil et des intempéries.
Certains locaux (salle de motricité, salle polyvalente) ont été positionnés afin d'être facilement accessibles au public. L'école élémentaire est desservie par son hall d'entrée positionné au cœur du bâtiment, accessible par un parvis sécurisé. Les locaux d'administration sont regroupés à proximité du hall facilitant

l'accueil des parents et la surveillance des élèves. Les classes sont réparties en rez-de-chaussée et R+1. Deux classes peuvent être utilisées par les grandes sections de maternelle et sont facilement accessibles depuis l'école maternelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 2 021 050 € HT, plafonné à 900 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- PRINGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	2 021 050,00	100,00%
Total	2 021 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	450 000,00	22,27%
FSIL (acquis)	802 350,00	39,70%
CAF (acquis)	31 500,00	1,56%
COMMUNE	737 200,00	36,48%
Total	2 021 050,00	100,00%

DOSSIER N° EX044790 - CAR - REHABILITATION DU PAVILLON LOUIS XIII EN LOCAUX D'EXPOSITION - VAIRES-SUR-MARNE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-1700
Action : 13100406- Contrats d'aménagement régional - patrimoine - actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	899 214,00 € HT	50,00 %	449 607,00 €
		Montant total de la subvention	449 607,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE VAIRES SUR MARNE
Adresse administrative	: 26 BOULEVARD DE LORRAINE 77360 VAIRES-SUR-MARNE
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Jean-Pierre NOYELLES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2019 - 30 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Vaires-sur-Marne (13 580 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réhabilitation du Pavillon Louis XIII en locaux d'exposition".

La commune s'est portée acquéreur de la propriété en 2009 et a ouvert le jardin au public. Le bâtiment, fait de briques rouges et aux toits pointus couverts d'ardoise, date de 1910. La commune envisage de rénover ce lieu dans le but de créer un lieu d'exposition propice au lien social et à la mixité intergénérationnelle.

Le pavillon comprend 4 niveaux dont un rez-de-jardin. Le chantier portera sur la rénovation de la toiture, le ravalement des façades et le remplacement des menuiseries extérieures. Une extension de type jardin d'hiver est prévue avec la création d'une véranda.

Dans le cadre de sa réhabilitation, le bâtiment sera mis aux normes afin de pouvoir recevoir un public en situation de handicap. L'accès se fera dans la continuité du terrain naturel, en rez-de-jardin au niveau de la façade Nord. Un ascenseur sera installé pour permettre aux personnes à mobilité réduite (PMR) d'accéder au rez-de-chaussée et au R+1 qui seront transformés en salles polyvalentes. Des sanitaires accessibles aux PMR seront placés au rez-de-jardin. Le deuxième étage sera aménagé avec 3 salles. Une mise en conformité des escaliers existants est également prévue, notamment par la pose d'une main-courante.

Enfin, les travaux comprendront un volet paysage pour intervenir sur le jardin. De nouvelles plantations sont prévues avec l'installation d'un système d'arrosage et de fontainerie, la réfection des allées et l'installation de nouveaux mobiliers de jeux et urbains.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 900 900,00€ HT, plafonné à 899 214,00 €. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- VAIRES-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	75 900,00	8,42%
TRAVAUX	825 000,00	91,58%
Total	900 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	449 607,00	49,91%
CID (CONTRAT INTERCOMMUNAL DE DEVELOPPEMENT) - Sollicité	47 587,45	5,28%
RESERVE PARLEMENTAIRE - Acquise	10 000,00	1,11%
COMMUNE	393 705,55	43,70%
Total	900 900,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX045951 - CAR - REQUALIFICATION DU PARKING DU CENTRE CULTUREL DE LA FERME DES JEUX - COMMUNE DE VAUX-LE-PENIL (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE VAUX LE PENIL
Adresse administrative	: RUE DES CAROUGES 77000 VAUX LE PENIL
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Henri DE MEYRIGNAC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vaux-le-Pénil (11 221 habitants - INSEE 2016) propose l'opération : "requalification du parking du centre culturel de la ferme des Jeux".

Equipement culturel favorisant la culture pour tous, le soutien à la création, l'éducation artistique et la diversité culturelle, la Ferme des Jeux rayonne comme un des lieux culturels privilégié du sud Seine-et-Marne. Créée en 1995 dans une ancienne ferme rénovée, la Ferme des jeux offre une activité culturelle pluridisciplinaire et s'articule autour de différents espaces, dont une salle de spectacle vivant et de cinéma d'une capacité de 280 places, des salles, des bureaux, un studio de répétition, un restaurant, etc. L'activité de la Ferme des Jeux se décline dans de nombreux domaines et accueille des évènements culturels, éducatifs ou festifs, associatifs ou institutionnels au sein d'un site placé à proximité du centre-ville.
Conçu à l'origine avec une contexture en pierre calcaire de deux couches d'enduit bitumineux gravillonné, le parking présente aujourd'hui une forte dégradation. Aussi il est prévu à l'occasion de sa requalification de traiter qualitativement cet espace en le désimperméabilisant au maximum (5 400 m² concernés) en suivant le principe ECOLAB, qui permet de restituer l'eau de pluie au sous-sol, le centre de chacune des 101 places étant végétalisé. De plus, les noues existantes seront reprises sur le pourtour du parking pour la récupération des eaux de pluie et des fosses de plantation seront réalisées pour accueillir des arbres tiges. Un espace range-vélo est également prévu. Enfin, un éclairage en led avec abaissement de

puissance est prévu.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération est estimé à 249 854 € HT plafonné à 200 000€. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- VAUX-LE-PENIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	249 854,00	100,00%
Total	249 854,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	100 000,00	40,02%
COMMUNE	74 956,20	30,00%
DSIL Sollicité	74 897,80	29,98%
Total	249 854,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX047582 - CAR - REHABILITATION DU MARCHE COUVERT - VILLEPARISIS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	600 000,00 € HT	50,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEPARISIS
Adresse administrative : 32 RUE DE RUZE
77270 VILLEPARISIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur HERVE TOUGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 26 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Villeparisis (26 507 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante :"Réhabiliation du marché couvert".

La commune possède un marché couvert qui permet de satisfaire les habitants de la commune et ceux des communes voisines. Ce marché couvert de 2 509 m² dont 2 346 m² d'espace de vente accessible au public, occupe le rez-de-chaussée d'un ensemble d'immeubles d'habitation sur l'avenue du Général de Gaulle.
Le marché est organisé trois fois par semaine dans la halle et à l'exterieur les mercredis, vendredis et dimanches matin. L'offre est complète et variée (fruits, légumes, boucherie, poissonnerie, crémerie, production directe de maraichers, produits orientaux et fleurs). Le marché organise de nombreuses manifestations tout au long de l'année qui contribuent à l'animation et à la convivialité.
Malgré l'investissement de la commune et des commerçants qui contribuent à faire de ce marché un lieu de vie, il n'en demeure pas moins que la structure est vieillissante. Afin de conserver l'attractivité de ce lieu, la commune souhaite effectuer la réhabilitation de son marché couvert, ainsi que la rénovation de la façade d'accès, afin d'en garantir sa pérennité.
Les travaux comprendront la mise en sécurité, la rénovation de la façade sur l'avenue du Général de Gaulle, la réfection de l'électricité et de la plomberie, la peinture des parois intérieures, la rénovation des revêtements de sol. Sont également prévues la création d'un local déchet et la sonorisation du marché.
Ces travaux seront réalisés de façon à ne pas interrompre le fonctionnement du marché.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 1 070 093 € HT plafonné à 600 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- VILLEPARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 070 093,00	100,00%
Total	1 070 093,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	300 000,00	28,03%
COMMUNE	770 093,00	71,97%
Total	1 070 093,00	100,00%

DOSSIER N° EX047584 - CAR - CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE COMPRENANT UNE ECOLE PRIMAIRE, UN ACCUEIL DE LOISIRS ET UN RESTAURANT SCOLAIRE - VILLEPARISIS (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 400 000,00 € HT	50,00 %	700 000,00 €
	Montant total de la subvention		700 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE VILLEPARISIS
Adresse administrative	: 32 RUE DE RUZE 77270 VILLEPARISIS
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur HERVE TOUGUET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Villeparisis (26 507 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante :"Construction d'un groupe scolaire comprenant une école primaire, un accueil de loisirs et un restaurant scolaire".

Face à l'augmentation des effectifs scolaires, à la saturation des équipements existants et à la volonté d'anticiper les évolutions démographiques, la ville de Villeparisis prévoit la construction d'une nouvelle école primaire qui regroupe des enseignements maternelles et élémentaires sous la responsabilité d'un même directeur. La livraison de l'équipement, réalisé en phase unique de travaux, est prévue pour la rentrée 2021.
Le bâtiment s'implantera, dans un quartier pavillonnaire, avec un recul de 1 à 2 m de l'avenue du Général de Gaulle et à l'alignement de l'avenue d'Alsace Loraine.
L'équipement, de 2 046 m² de surface hors oeuvre (SHO) sera construit sur deux niveaux, avec des murs de béton porteurs, isolés de l'interieur et revêtus d'un parement de pierre en façade. Il comprendra 12 classes dont 2 classes maternelles, 3 salles de classe tampon (maternelles et/ ou élémentaires), 7 classes élémentaires. Elle comprendra également un accueil périscolaire et un centre de loisirs (ALSH) pour environ 150 enfants, une restauration scolaire maternelle et élémentaire, des locaux administratifs, logistiques et un appartement et loge de gardien. Les deux cours de récréation et l'abri 2 roues se déploieront sur 1 620 m².
La gestion et dissociation des flux piétons et véhicules lors des entrées et sorties scolaires sont prises en

compte dans la conception de l'équipement, de même que la mutualisation des espaces scolaires pour l'accueil périscolaire, l'intégration d'un centre de loisirs : Il est ainsi envisagé l'ouverture de la salle polyvalente aux associations en dehors des heures de fonctionnement de l'école.

Les10 places de stationnement-minute et un arrêt Bus, accès livraison, etc. seront réalisés, sur l'espace public, par la commune.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 5 101 000 € HT plafonné à 1 400 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- VILLEPARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	5 101 000,00	100,00%
Total	5 101 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	700 000,00	13,72%
DEPARTEMENT 77 - attribué	730 000,00	14,31%
COMMUNE	3 671 000,00	71,97%
Total	5 101 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045741 - CAR CREATION D'UN NOUVEAU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - VILLEVAUDE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	75 000,00 € HT	50,00 %	37 500,00 €
	Montant total de la subvention		37 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEVAUDE
Adresse administrative : 27 RUE CHARLES DE GAULLE
77410 VILLEVAUDE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal PIAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2018 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'un contrat de maîtrise d'oeuvre (Architecte) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Villaudé (2 133 habitants-INSEE 2016) propose l'opération suivante "Création d'un nouveau centre technique municipal". Le centre technique actuel sera déplacé près d'une zone d'activité dans un environnement plus propice aux activités exercées et permettra un meilleur accès des différents engins. L'établissement ne recevra pas de public.
Le nouveau bâtiment, d'une surface utile de 280 m², comprendra une zone de stockage, un garage et un atelier et dans une autre partie du bâtiment des sanitaires H/F équipés d'une douche, un coin réfectoire et un bureau. Ces locaux construits sur un seul niveau sont organisés en triangle autour d'une cour centrale que fermera un portail. Ils seront traités en bardage métallique.
Les travaux comportent également les aménagements extérieurs. L'accès principal se fera à partir de la rue des Plantes. Sept places de stationnements de 2,5 m par 5 m seront créées dans la cour.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 815 250 € HT, il est plafonné à 75 000 € HT : la subvention est calculée au taux de 50 % sur ce montant.

Localisation géographique :

- VILLEVAUDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	65 250,00	8,00%
TRAVAUX	750 000,00	92,00%
Total	815 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	37 500,00	4,62%
COMMUNE	774 750,00	95,38%
Total	812 250,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX047651 - CAR - TRANSFORMATION DE LA STRUCTURE HALTE-GARDERIE EN MAISON DES ASSOCIATIONS - EMERAINVILLE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	80 000,00 € HT	50,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EMERAINVILLE
Adresse administrative : 16 PLACE DE L'EUROPE
77184 EMERAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur ALAIN KELYOR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2019 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivé par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé avec le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Emerainville (7 786 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Transformation de la structure halte-garderie en Maison des associations".

La halte-garderie étant devenue non conforme pour la restauration des enfants, il a été décidé de transformer les locaux en Maison des associations et de réaliser une nouvelle structure multi-accueil adaptée et conforme aux normes en vigueur.

Les travaux d'aménagement des locaux de l'ancienne halte-garderie de 286 m² consistent en la réfection des sols en carrelage, les reprises des faux-plafonds, la mise en peinture des murs de tous les locaux, le remplacement des convecteurs, le bouchement de certaines baies et la transformation d'un sanitaire pour le rendre accessible aux personnes handicapées.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 90 000 € HT, plafonné à 80 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- EMERAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	6 000,00	6,67%
TRAVAUX	84 000,00	93,33%
Total	90 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	40 000,00	44,44%
COMMUNE	50 000,00	55,56%
Total	90 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047656 - CAR - CREATION D'UN ESPACE SCENIQUE EN EXTENSION DE LA HALLE DES SPORTS GUY DRUT - EMERAINVILLE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 903-312-204142-131002-1700
Action : 13100206- Contrats d'aménagement régional - équipements culturels et artistiques - actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	800 000,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
		Montant total de la subvention	400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EMERAINVILLE
Adresse administrative : 16 PLACE DE L'EUROPE
77184 EMERAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur ALAIN KELYOR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 octobre 2018 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivé par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé avec le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Emerainville (7 786 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "création d'un espace scénique en extension de la halle des sports Guy Drut".

La halle des sports Guy Drut est aménagée ponctuellement pour accueillir des manifestations culturelles. Après 10 années de fonctionnement de cet équipement, l'extension de ce bâtiment permettra d'y adjoindre un espace scénique, uniquement dédié à l'accueil de spectacles vivants (représentations musicales et théâtrales).

L'opération consiste en une extension qui, dans un souci d'intégration dans le site, sera semi-enterrée et surmontée d'une toiture pyramidale en harmonie avec les locaux existants. Les abords de la halle des sports seront réaménagés avec la plantation d'arbres de haute tige et d'espaces engazonnés.

En complément de la la structure scénique, le projet comprend également la réalisation d'une loge, d'une cuisine de préparation et de réchauffage, de locaux de réserve et d'un sanitaire. Tous les locaux créés seront accessibles aux personnes à mobilité réduite, y compris la scène par le biais d'une plateforme élévatrice.

La création d'une véritable scène permettra ainsi d'augmenter d'environ 120 places la jauge actuelle passant ainsi en moyenne à environ 370 places assises, tout en évitant la lourde charge d'une nouvelle construction.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 834 219,36 € HT, plafonné à 800 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- EMERAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	64 600,00	7,74%
TRAVAUX	769 619,36	92,26%
Total	834 219,36	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	400 000,00	47,95%
COMMUNE	434 219,36	52,05%
Total	834 219,36	100,00%

DOSSIER N° EX047661 - CAR - CONSTRUCTION D'UNE STRUCTURE MULTI-ACCUEIL - EMERAINVILLE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	720 000,00 € HT	50,00 %	360 000,00 €
	Montant total de la subvention		360 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EMERAINVILLE
Adresse administrative : 16 PLACE DE L'EUROPE
77184 EMERAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur ALAIN KELYOR, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 11 mai 2018 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivé par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé avec le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Emerainville (7 786 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Construction d'une structure multi-accueil".

Pour augmenter les capacités d'accueil et compte tenu de la transformation de l'ancienne halte-garderie en Maison des asociations, il est prévu la construction d'une nouvelle structure multi-accueil permettant de recevoir 25 enfants âgés de 10 semaines à 3 ans. Sa réalisation en face de la "Maison de la famille" complètera l'offre existante et permettra de mieux répondre aux besoins de la population.

Ce bâtiment de 358 m² de surface de plancher sera composé de 8 espaces différents tous situés en rez-de-chaussée et accessibles aux personnes à mobilité réduite :
- un espace réservé à l'accueil ;
- un espace vie des grands enfants avec espaces de repos et espace de change ;
- un espace vie des petits enfants avec espaces de repos, espace de change et biberonnerie ;

- un espace pour le personnel comprenant des vestiaires, une buanderie et un espace de repos avec kitchenette ;
- un espace cuisine ;
- une salle d'activités ;
- un bureau ;
- un espace rangement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 917 646,97 € HT, plafonné à 720 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- EMERAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	98 074,87	10,69%
TRAVAUX	653 832,50	71,25%
EQUIPEMENTS MOBILIERS NON ELIGIBLES + PLAFONNEMENT DES DEPENSES D'HONORAIRES	165 739,60	18,06%
Total	917 646,97	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	360 000,00	39,23%
CAF - Acquise	205 000,00	22,34%
COMMUNE	352 646,97	38,43%
Total	917 646,97	100,00%

DOSSIER N° EX047366 - CAR - AMENAGEMENT DU CENTRE BOURG - LE CHATELET-EN-BRIE (77)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	800 000,00 € HT	50,00 %	400 000,00 €
	Montant total de la subvention		400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU CHATELET EN BRIE
Adresse administrative : PLACE DE L'H TEL DE VILLE
77820 LE CHATELET EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain MAZARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 mars 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement budgétaire et financier (RBF), l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de conduire des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (bureaux d'études, CSPS, programmiste), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune du Châtelet-en-Brie (4 548 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement du centre bourg".

Les abords de ces deux équipements étant actuellement voués principalement au stationnement, les circulations piétonnes manquent de continuités, les vues sur l'église et la mairie sont limitées par la présence de la voiture et des réseaux aériens disgracieux, il y a peu de végétalisation et de parterres verts. Le socle de l'église et le parvis de l'Hôtel de Ville souffrent d'un manque de lisibilité et de cohérence, la place respective des voitures et des piétons n'y est pas clairement identifiée.

Les orientations retenues pour la requalification des espaces publics du centre-bourg sont les suivantes :
- faire en sorte que la place contribue bien à l'image du « Chatelet-en-Brie Village Nature » grâce à un aménagement qualitatif et une ambiance plus rurale (aspect plus naturel moins routier) et végétale,

- créer un parvis à l'église afin de remettre cet édifice classé en valeur et d'éloigner le stationnement automobile,
- rendre le parvis de l'Hôtel de Ville et la place aux piétons, retrouver un confort et des continuités dans les circulations piétonnes,
- retrouver et ouvrir les vues sur la mairie et l'église en enfouissant les réseaux aériens et en réduisant légèrement le nombre de places de stationnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 973 906,25 € HT, plafonné à 800 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- LE CHATELET-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	846 875,00	86,96%
FRAIS D'HONORAIRES	127 031,25	13,04%
Total	973 906,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	400 000,00	41,07%
COMMUNE	573 906,25	58,93%
Total	973 906,25	100,00%

DOSSIER N° EX044962 - CAR EXTENSION ET MISE AUX NORMES DU GROUPE SCOLAIRE DENOUVAL - ANDRESY (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	900 000,00 € HT	50,00 %	450 000,00 €
	Montant total de la subvention		450 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANDRESY
Adresse administrative : 4 BOULEVARD NO L MARC
78570 ANDRESY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hugues RIBAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Andrésy (13 076 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Extension et mise aux normes du groupe scolaire Denouval".

L'opération concerne un bâtiment constitué d'une école maternelle et d'une école élémentaire datant des années 1970. Le programme d'extension et de mise aux normes génère la réalisation des travaux suivants :
- pour l'école élémentaire, il est prévu la création de : deux salles de classe, de sanitaires, de rangements, d'un abri vélo, d'une salle d'activité multimédia ainsi que l'extension de la cour de récréation.
- pour l'école maternelle, il est prévu la création de : deux salles de classe, d'un second dortoir, d'un second sanitaire, de rangements, d'espaces dédiés aux adultes (animateurs, ATSEM), ainsi que l'extension de la cour de récréation.
- pour la restauration il est prévu : l'extension des réfectoires maternelle et élémentaire, et la révision de l'organisation de la partie cuisine avec acquisition de matériel adapté le cas échéant.

Concernant la partie fonctionnelle et architecturale du projet, il convient de préciser les aspects suivants :
• Le projet prévoit une extension en superstructure modulaire en charpente bois de façon à créer un contraste valorisant entre les deux matériaux (bois et béton du groupe scolaire initial). Le rez-de-chaussée sera reconstruit en maçonnerie en cohérence et en continuité avec l'existant.

• Une mise en accessibilité ludique sera réalisée par la création d'une rampe extérieure (donnant sur la cour de récréation maternelle) avec une pente à 4%. Cette mise en accessibilité sera complétée à la demande de la Ville d'Andrésy par la mise en place d'un ascenseur desservant la partie maternelle et élémentaire.
• Un large espace modulable sera réalisé au rez-de-chaussée de l'école maternelle, par la remise en continuité directe de la salle de motricité existante et du hall. Par ailleurs, la salle attenante sera supprimée afin d'y créer une seconde salle de motricité, soit un espace de plus de 200m² de motricité. En outre, une classe supplémentaire sera créée sous la rampe d'accessibilité, ainsi que des espaces de rangements.
• A l'étage de l'école maternelle, un deuxième dortoir sera aménagé en liaison avec une classe destinée aux petites sections de maternelle. Les autres classes se développeront sur un côté d'une circulation en lumière naturelle, les vestiaires seront intégrés sur les largeurs de cette circulation, et un local supplémentaire de rangement sera prévu.
• Pour l'école élémentaire, le projet prévoit la création de nouveau rangement, le déplacement du bureau de la directrice à proximité immédiate de l'entrée, l'installation de nouveaux sanitaires accessibles, la création de deux nouvelles salles de classes au-dessus de la restauration, ainsi que la création d'une troisième classe au rez-de-chaussée.
• La restauration sera totalement repensée : l'espace cuisine sera réorganisé afin d'optimiser son fonctionnement en offrant un maximum de linéaire de plan de travail. L'espace de stockage sera rendu directement accessible en garantissant le respect du circuit propre et de la marche en avant. La surface du réfectoire maternelle sera doublée pour atteindre 84 m². Le réfectoire des élémentaires sera construit en longueur dans le prolongement visuel du préau. L'espace entre les deux réfectoires sera dédié aux adultes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 3 040 000 € HT plafonné à 900 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- ANDRESY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 040 000,00	100,00%
Total	3 040 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	450 000,00	14,80%
DETR	117 000,00	3,85%
COMMUNE	2 473 000,00	81,35%
Total	3 040 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX045417 - CAR REHABILITATION THERMIQUE ET ACCESSIBILITE DES BATIMENTS SCOLAIRES ET COMMUNAUX - GARGENVILLE (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARGENVILLE
Adresse administrative : 15 PLACE DU 11 NOVEMBRE 1918
78440 GARGENVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean LEMAIRE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier, l'autorisaiton de démarrage anticipé des travaux est motivée par le fait que les travaux doivent être faits dans des locaux inoccupés.

Description :
La commune de Gargenville (7 201 habitants - INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Réhabilitation thermique et accessibilité des bâtiments scolaires et communaux".
Cette opération concerne la deuxième tranche de mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP) / installations ouvertes au publics (IOP).
Suite à l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la commune instauré par la loi de 2015, validé par le préfet, une première tranche de travaux d'accessibilité a été réalisée sur les équipements communaux, durant 3 ans.
Il s'agit à présent d'engager la 2ème tranche de travaux, qui porte sur les équipements suivants : Château de Rangiport, tribunes et vestiaires Rugby, clubhouse tennis et tennis couverts, local tir à l'arc, police municipale, école maternelle Arc en ciel, école primaire Corneille, restaurant scolaire Corneille, salle de musculation, église, gymnase Montesquieu, Maisonnettes, cimetière.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 581 455 ,49 € HT plafonné à 400 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- GARGENVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	581 445,49	100,00%
Total	581 445,49	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	200 000,00	34,40%
CD 78 - Sollicité	96 615,00	16,62%
COMMUNE	284 830,49	48,99%
Total	581 445,49	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX039054 - CAR - VALORISATION TOURISTIQUE DU CENTRE VILLE - COMMUNE DE MONTFORT L'AMAURY (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 285 563,92 € HT	50,00 %	642 781,96 €
	Montant total de la subvention		642 781,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE MONTFORT L'AMAURY
Adresse administrative	: 36 RUE DE PARIS 78490 MONTFORT L AMAURY
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Hervé PLANCHENAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 7 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Montfort l'Amaury (2 943 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Valorisation touristique du centre-ville".

Le projet porte sur le pavage de toutes les rues du cœur de ville historique qui rassemble l'essentiel du flux touristique, en référence au passé médiéval de la ville, et aux voies gallo-romaines alentours.
Les rues concernées sont la ruelle des Fossés et les rues Saint-Nicolas, de la Croix Buisée, des Charettes, de Sancé.
Les travaux comprendront l'installation du chantier, les démolitions diverses, la dépose des pavés et des bordures, le rabotage des voiries et des trottoirs, la pose des bordures en pierre naturelle, la réalisation des revêtements sur trottoir, la fourniture et pose des pavés en pierre naturelle, les divers travaux d'eaux pluviales, les travaux de signalisation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 1 313 468,25 € HT, plafonné à 1 285 563,92 € HT. Le taux est de 50%.

Localisation géographique :
- MONTFORT-L'AMAURY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 243 065,00	94,64%
HONORAIRES	70 403,25	5,36%
Total	1 313 468,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	642 781,96	48,94%
COMMUNE	670 686,29	51,06%
Total	1 313 468,25	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX044621 - CAR - REALISATION D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT ET PLACE PUBLIQUE - COMMUNE DES CLAYES-SOUS-BOIS (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES CLAYES SOUS BOIS
Adresse administrative : PL CHARLES DE GAULLE
78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame VERONIQUE COTE-MILLARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Clayes-sous-Bois (17 749 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réalisation d'une aire de stationnement et place publique".

Dans la continuité des différents projets de requalification des espaces publics afin de renforcer l'attractivité du centre-ville, la deuxième opération proposée dans le cadre du contrat d'aménagement régional est la réalisation d'une aire de stationnement et place publique sur une partie de la parcelle de l'ancienne halle de marché (démolie et reconstruite à proximité immédiate).
Ce projet remplira la double fonction d'offrir un parvis pour les commerces en rez-de-chaussée de l'immeuble qui sera construit sur l'autre partie de la parcelle de l'ancienne halle, et 20 places de stationnements. Lors des jours de marché, cette place accueillera les commerces ambulants en complément de la nouvelle halle. Une attention particulière sera portée sur le choix des matériaux et sur la végétalisation des espaces afin de faire de cette place une nouvelle polarité du centre-ville. La planéité du sol entre parc de stationnement et parvis sera recherchée pour faciliter l'installation du marché et la circulation des piétons.
Le programme comprend les travaux préparatoires (démolition béton et surfaces minérales, terrassement, dépose mobilier urbain,…), la réalisation d'éclairage, les revêtements minéraux (géotextile, fondation en grave ciment, enrobés, dallages, bordures,…), la plantation de haies et d'arbres, mais aussi la signalisation et la pose de mobilier urbain, notamment des stationnements vélos et des bancs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 455 395,00 € HT, plafonné à 400 000,00 € HT. Le taux d'intervention est de 50%.

Localisation géographique :
- LES CLAYES-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	455 395,00	100,00%
Total	455 395,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	200 000,00	43,92%
COMMUNE	255 395,00	56,08%
Total	455 395,00	100,00%

DOSSIER N° EX041929 - CAR AMENAGEMENT D'UN ESPACE PUBLIC EN CENTRE-VILLE-VERNOUILLET (78)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	440 000,00 € HT	50,00 %	220 000,00 €
	Montant total de la subvention		220 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: MAIRIE COMMUNE DE VERNOUILLET
Adresse administrative	: 9 RUE PAUL DOUMER 78540 VERNOUILLET
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Pascal COLLADO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vernouillet (10 148 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante : "Aménagement d'un espace public en centre-ville".

La commune est propriétaire de plusieurs parcelles dont une récemment acquise. Elle souhaite y aménager un espace public en centre-ville aux abords de l'école élémentaire du Clos-des-Vignes et du square Louis Pottier. Cet espace public accueillera à la fois du stationnement de véhicules en arrêt minute pour l'école primaire et des places de stationnement destinées au square pour enfants qui est localisé à proximité. Ces aménagements permettront également de sécuriser le cheminement piétons dans ce quartier pavillonnaire. En plus de l'arrêt minute, il s'agit d'aménager une zone de stationnement d'une vingtaine de places tout en créant des espaces plantés d'arbres et d'arbustes en périphérie le long des liaisons piétonnes. Les places pour véhicules seront traitées avec un revêtement engazonné type "evergreen", ou similaire, de manière à créer une rupture verte dans la surface d'enrobé. Ce type d'aménagement permet :
- d'obtenir une zone de stationnement perméable avec un rendu esthétique et paysager,
- de créer des refuges pour les oiseaux le long du cheminement piétons,
- de proposer des places de stationnement ombragées sur la périphérie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 611 450 € HT, plafonné à 440 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- VERNOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	611 450,00	100,00%
Total	611 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	220 000,00	35,98%
COMMUNE	391 450,00	64,02%
Total	611 450,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX046671 - CAR - REAMENAGEMENT DE LA RUE DU MARTROY - BALLANCOURT-SUR-ESSONNE (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	240 000,00 € HT	50,00 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BALLANCOURT SUR ESSONNE
Adresse administrative	:	2 RUE DE LA MAIRIE 91610 BALLANCOURT-SUR-ESSONNE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jacques MIONE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 juin 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Ballancourt-sur-Essonne (7 709 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Réaménagement de la rue du Martroy".
La rue du Matroy est l'artère historique de la commune et l'une des principales rues commerçantes de Ballancourt. Elle donne accès à de nombreux équipements publics.
Aujourd'hui la voie est difficilement praticable pour les piétons, la largeur des trottoirs ne favorise pas l'accès des personnes handicapées et le passage avec des poussettes. L'objectif de cette opération est donc d'avoir des trottoirs suffisamment larges et sécurisés.
La rénovation de la rue du Martroy fait partie d'un programme phasé sur plusieurs années.
Les travaux seront les suivants :
- création d'un trottoir de 1,40 m de large sur la partie gauche de la voie, le trottoir de droite sera conservé à une largeur minimale,
- les trottoirs seront séparés de la voirie par des bordures en grès, dans la continuité de la tranche précédemment traitée,
- aménagement de la voie de circulation en zone 30 km/h en respectant la largeur de 3,50 m,
- création de places de stationnement sur la partie gauche de la chaussée en limite du trottoir réaménagé,
- enfouissement des réseaux aériens sur toute la longueur de la voie,
- rénovation de l'éclairage public (nouveaux candélabres identiques à ceux déjà utilisés dans la ville et

posés en applique sur les façades),
- matérialisation par des pavés et lanières en grès des passages piétons et des accès aux sentes piétonnes latérales,
- installation de bacs à fleurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 489 481 € HT, plafonné à 240 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- BALLANCOURT-SUR-ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	489 481,00	100,00%
Total	489 481,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	120 000,00	24,52%
COMMUNE	369 481,00	75,48%
Total	489 481,00	100,00%

DOSSIER N° EX019773 - CAR - REHABILITATION DU GYMNASE GUITTON - MENNECY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132005-1700
Action : 13200501- Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	525 600,00 € HT	50,00 %	262 800,00 €
	Montant total de la subvention		262 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MENNECY
Adresse administrative	:	PLACE DE LA MAIRIE 91540 MENNECY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Mennecy (14 170 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Réhabilitation du gymnase Guitton".

Le gymnase René Guitton est une salle omnisports équipée de gradins ouvert tous les jours de 8h30 à 23h00 qui accueille régulièrement des visiteurs. Plus de trente manifestations y sont organisées pendant l'année.
Après plus de trente ans d'existence et de forte fréquentation, ce complexe sportif nécessite une réhabilitation car le bardage vieillissant et non isolé est troué à plusieurs endroits et ne permet plus à la lumière extérieure de pénétrer le bâtiment ; de plus, la couverture présente des défauts d'étanchéité et ne comporte aucune isolation. Les WC ne sont pas aux normes PMR.
L'opération consiste ainsi à remplacer le bardage et la toiture avec renforcement de l'isolation pour améliorer la performance énergétique du bâtiment, à créer des toilettes aux normes PNR ainsi qu'un accès PMR pour les gradins.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 804 000 € HT, plafonné à 525 600 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- MENNECY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	804 000,00	100,00%
Total	804 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE	262 800,00	32,69%
COMMUNE	541 200,00	67,31%
Total	804 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX047604 - CAR - TRAVAUX DE VOIRIE CHEMIN DU DESSOUS DES VIGNES DU NOUZET - MONTGERON (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	299 900,96 € HT	50,00 %	149 950,48 €
	Montant total de la subvention		149 950,48 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTGERON
Adresse administrative : 112 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
91230 MONTGERON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sylvie CARILLON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Montgeron (24 261 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « travaux de voirie Chemin du Dessous des Vignes du Nouzet ».

Détail du calcul de la subvention :
La commune de Montgeron (23 972 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Travaux de voirie chemin du Dessous des Vignes du Nouzet".
Le Chemin du Dessous des Vignes du Nouzet se situe dans le quartier de la Glacière, au nord-ouest de la commune de Montgeron, à proximité des quartiers de la Prairie de l'Oly et de celui des Castors.
La portion de voie considérée dans ce projet va de la rue du Commandant Louis Bouchet à la rue Raymond Paumier sur une longueur totale de 150 ml.
Cette voie, qui longe l'actuelle Route Nationale 6, dessert le groupe scolaire Jules Ferry et permet également aux élèves de relier le collège et le lycée Rosa Parks situé au cœur de la Ville.
Le quartier de l'Oly, construit entre 1965 et 1967, est un quartier d'habitat social d'environ 3 500 habitants pour 951 logements. Le quartier est classé en Zone Urbaine Sensible et a fait l'objet d'une rénovation urbaine dans le cadre de l'ANRU. Le quartier de la Glacière est composé de la zone des Castors située en contrebas du Chemin du Dessous des Vignes du Nouzet.

Ce projet a pour objet la rénovation complète de la voirie avec la création d'un trottoir PMR, la réalisation des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution électrique et de télécommunication ainsi que de fibre optique.
Les travaux porteront sur :
-déplacement des réseaux de distribution électrique basse tension et télécommunication, création d'un réseau de fibre optique,
-éclairage public - remplacement des mâts,
-suppression des émergences liées à l'alimentation de la distribution électrique, remplacées par des coffrets normalisés (pris en charge par Enedis),
-création d'un trottoir PMR côté Résidence des Castors,
-rénovation totale de la chaussée,
-plantations de haies d'arbustes et d'arbres d'alignement à essences adaptées,
-mise en place d'une lisse en bois le long du futur trottoir en limite de l'actuel talus de la Résidence des Castors.

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches Iris EX044605 et EX044604.

Localisation géographique :

- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	299 900,96	100,00%
Total	299 900,96	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	149 950,48	50,00%
COMMUNE	149 950,48	50,00%
Total	299 900,96	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX044210 - CAR - TRAVAUX DE REHABILITATION RUE ROBIDA - RIS-ORANGIS (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	963 477,00 € HT	50,00 %	481 738,50 €
	Montant total de la subvention		481 738,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RIS-ORANGIS
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane RAFFALLI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 septembre 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable . La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Ris-Orangis (28 796 habitants INSEE 2016) propose l'opération : "travaux de réhabilitation rue Robida".
Les travaux porteront sur :
- installation de chantier,
- abattage des arbres,
- enfouissement des réseaux,
- pose de fourreaux écliarage et fibre optique,
- démolition et modfications des grilles avaloirs,
- terrassement,
- rabotage de chaussée,
- démolition des bordures et caniveaux,
- réfection de la voirie et des trottoirs,
- création de fosses d'arbres,

- création de stationnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 061 895 € HT, plafonné à 963 477 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 000 668,63	94,23%
FRAIS D'HONORAIRES	61 227,00	5,77%
Total	1 061 895,63	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	481 738,50	45,37%
ENEDIS Sollicité	45 749,00	4,31%
FONDS DE CONCOURS CA GRAND PARIS SUD Sollicité	67 404,00	6,35%
COMMUNE	467 004,13	43,98%
Total	1 061 895,63	100,00%

DOSSIER N° EX044212 - CAR - TRAVAUX DE REHABILITATION RUE DU TEMPLE - RIS-ORANGIS (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 036 523,00 € HT	50,00 %	518 261,50 €
	Montant total de la subvention		518 261,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RIS-ORANGIS
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE
91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane RAFFALLI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Ris-Orangis (28 796 habitants INSEE 2016) propose l'opération : "travaux de réhabilitation rue du Temple".
Les travaux porteront sur :
- démolition et reconstruction des trottoirs et pose de bordures et caniveaux,
- décroutage et terrassement des surfaces,
- enfouissement des réseaux,
- enfouissement des réseaux aériens d'éclairage public,
- réglage et compactage des fonds de forme,
- finition des structures en enrobé,
- mise aux normes de la chaîne de déplacement des PMR,
- création de plateau surélevé,
- réfection générale des revêtements de chaussée et de trottoirs,
- création d'un parking de 23 places.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 149 676,53 € HT, plafonné à 1 036 523 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- RIS-ORANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 149 676,53	96,02%
FRAIS D'HONORAIRES	47 684,23	3,98%
Total	1 197 360,76	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE	518 261,50	43,28%
ENEDIS Sollicité	45 749,00	3,82%
FONDS DE CONCOURS CA GRAND PARIS SUD Sollicité	67 404,00	5,63%
COMMUNE	565 946,26	47,27%
Total	1 197 360,76	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX046792 - CAR - RENOVATION DE LA SALLE DES FETES - COMMUNE DE VARENNES-JARCY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	440 000,00 € HT	50,00 %	220 000,00 €
	Montant total de la subvention		220 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VARENNES JARCY
Adresse administrative : PLACE ARISTIDE BRIAND
91480 VARENNES-JARCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN MARC JUBAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Varennes-Jarcy (2342 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Rénovation de la salle des fêtes"

La commune organise régulièrement des manifestations culturelles et festives au sein de la salle des fêtes qui accueille des activités telles que la musique, la danse, les expositions, le théâtre, etc.
Afin de valoriser son patrimoine, ses édifices municipaux et répondre aux besoins de ses administrés, la commune a souhaité réaliser des travaux de rénovation de la salle des fêtes qui n'est plus adaptée au développement de la vie culturelle. Le projet consistera à mettre aux normes l'accessibilité PMR, à effectuer des travaux d'électricité, de peinture, de plomberie et de cloisonnage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 455 279 € HT, plafonné à 440 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- VARENNES-JARCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	425 279,00	93,41%
HONORAIRES	30 000,00	6,59%
Total	455 279,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	220 000,00	48,32%
COMMUNE	235 279,00	51,68%
Total	455 279,00	100,00%

DOSSIER N° EX045735 - CAR - REQUALIFICATION DU BOULEVARD DE L'EUROPE - COMMUNE DE WISSOUS (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	460 000,00 € HT	50,00 %	230 000,00 €
	Montant total de la subvention		230 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE WISSOUS
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
91320 WISSOUS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Richard TRINQUIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser les travaux durant la période des vacances scolaires car le trafic est moins intense (travaux débutés le 08/07/2019).

Description :
La commune de Wissous (7 674 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Requalification du boulevard de l'Europe".

Ce boulevard supporte un trafic intense et lourd (véhicules légers, bus, et surtout poids lourds) et elle est de ce fait très dégradée. La structure de la chaussée est à refaire.
Le projet d'aménagement de la voirie consiste à créer une chaussée à voie centrale banalisée, réduite à une largeur en enrobé noir de 4,50 m. Ceci permettra une forte réduction de la vitesse.
Deux pistes cyclables seront créées de chaque côté de la voie centrale afin de développer les déplacements décarbonnisés. Ces pistes feront 1,50 m de large (1 m en résine et 50 cm de chaussée végétale perméable).
Des noues végétalisées seront implantées de part et d'autre afin de reprendre l'ensemble des eaux pluviales et un double alignement d'arbres sera planté au centre des noues qui seront irriguées naturellement.
Il est également prévu de mettre en place un cheminement PMR en chaussée végétale perméable sur toute la section du boulevard de l'Europe.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimée à 921 873,50 € HT, plafonné à 460 000,00 € HT. Le taux est de 50%.

Localisation géographique :
- WISSOUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	921 873,50	100,00%
Total	921 873,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	230 000,00	24,95%
CA PARIS SACLAY - Sollicitation	391 033,17	42,42%
COMMUNE	300 840,33	32,63%
Total	921 873,50	100,00%

DOSSIER N° EX045736 - CAR - REQUALIFICATION DE LA ROUTE DE MONTJEAN - COMMUNE DE WISSOUS (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	618 000,00 € HT	50,00 %	309 000,00 €
	Montant total de la subvention		309 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE WISSOUS
Adresse administrative : PLACE DE LA LIBERATION
91320 WISSOUS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Richard TRINQUIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2019 - 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser les travaux durant la période des vacances scolaires car le trafic est moins intense (travaux débutés le 08/07/2019).

Description :
La commune de Wissous (7 674 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Requalification de la route de Montjean".

Cette rue est bordée par des maisons individuelles et supporte un trafic de voitures et de bus très important. Elle est de ce fait très dégradée. L'éclairage public est également obsolète.
L'objectif du projet consiste à réaménager cette rue avec plus de surfaces perméables et végétalisées et à la requalifier en voie verte de cœur de ville.
La bande en enrobé noir sera réduite à 4 m et 2 bandes cyclables seront implantées de chaque côté.
Des pavés à joints végétalisés perméables et PMR seront appliqués sur tout le reste des emprises formant ainsi l'espace piétonnier. Les quais de bus PMR seront aménagés avec ce même revêtement et formeront une écluse en entrée de rue. Des fils d'eau guideront l'excédent des eaux de pluie vers des avaloirs. L'éclairage public sera remis à neuf avec du matériel peu consommateur en énergie.
Un double alignement de poiriers et de rosiers lianes sera planté. Les pieds des façades privées seront plantés en concertation avec les habitants. La palette végétale sera adaptée au fleurissement champêtre et rustique de ces bords de trottoir (pas d'arrosage ni d'entretien trop coûteux).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimée à 1 239 984 € HT, plafonné à 618 000,00 € HT. Le taux est de 50%.

Localisation géographique :
- WISSOUS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 239 984,00	100,00%
Total	1 239 984,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	309 000,00	24,92%
CA PARIS SACLAY - sollicitation	525 966,83	42,42%
COMMUNE	405 017,17	32,66%
Total	1 239 984,00	100,00%

DOSSIER N° EX026228 - CAR - ETANCHEITE DE LA TOITURE DU GYMNASE JEAN CHEVANCE - EGLY (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 903-32-204142-132005-1700
Action : 13200501- Contrats d'aménagement régional - Equipements sportifs de proximité - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	332 631,00 € HT	50,00 %	166 315,50 €
	Montant total de la subvention		166 315,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE D'EGLY
Adresse administrative	: 4 GRANDE RUE 91520 EGLY
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Gérard MARCONNET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2017 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingéniérie et de conception (études, contrôles techniques, relevés, sondages...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Egly (5 707 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "étanchéité de la toiture du gymnase Jean Chevance".
En vue d'initier une démarche vertueuse d'économie d'énergie sur le gymnase Jean Chevrance (en chauffage et en éclairage), il est proposé la réfection complète de la couverture, avec apport d'une isolation thermique et d'un éclairage naturel par lanterneaux.
La luminosité ambiante sera renforcée par l'emploi de bacs acier laqués blancs en face visible, pour un gain accru en isolation thermique et en éclairage naturel, qui permettra en outre de moderniser l'aspect du bâtiment par le choix de textures et / ou de couleurs appropriées.
Il est également proposé de remplacer la façade de la salle du gymnase, constituée aujourd'hui d'une simple peau de polyester fibré, par un bardage en panneaux alvéoles mutichambres en polycarbonate.
La campagne de travaux devrait inclure des opérations conservatoires comprenant la reprise des épaufrures de béton et le traitement des bois extérieurs apparents.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 332 631 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- EGLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	309 300,00	92,99%
HONORAIRES	23 331,00	7,01%
Total	332 631,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	166 315,50	50,00%
COMMUNE	166 315,50	50,00%
Total	332 631,00	100,00%

DOSSIER N° EX046712 - CAR - TRANSFERT DE LA CRECHE DE L'AGORA SUR LE SITE SENGHOR - EVRY-COURCOURONNES (91)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 200 000,00 € HT	50,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE D'EVRY-COURCOURONNES
Adresse administrative	: PLACE DROITS DE LHOMME ET DU CITOYEN 91000 EVRY
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Stéphane BEAUDET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Evry-Courcouronnes (55 425 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Transfert de la crèche de l'Agora sur le site de Senghor".

Construite à la fin des années 1970, la crèche de l'Agora, située en contrebas de la Place des Terrasses de l'Agora, est d'une capacité de 42 places pour des enfants de 0 à 3 ans et son fonctionnement est traditionnel (accueil en journée des enfants dont les deux parents travaillent). L'équipement est aujourd'hui vétuste et son organisation ne correspond plus aux besoins des enfants et des familles et rend difficile le travail des équipes. De plus, sa localisation en contrebas de la place des Terrasses de l'Agora et en pied d'immeuble pose des problèmes de sécurité et a notamment nécessité l'installation de filets de protection pour garantir la sécurité et la propreté dans les espaces extérieurs.
Il a donc été décidé de créer une nouvelle structure. Le nouvel emplacement a été choisi suivant le critère de proximité avec l'Hôtel de Ville et la gare d'Evry-Courcouronnes d'une part, et l'accessibilité aisée à partir du quartier des Aunettes d'autre part, ce dernier ne bénéficiant d'aucune structure d'accueil collectif petite enfance. Le choix s'est porté sur le site de l'actuel parking Senghor, situé au droit du boulevard des Champs Elysées. La nouvelle crèche sera implantée sur sa partie nord, qui offre une superficie de 2000 m².
La crèche doit évoluer vers une structure de type multi-accueil (accueil régulier et occasionnel) permettant notamment de répondre aux demandes évolutives des familles (parents isolés, en recherche d'emploi ou

en insertion professionnelle). Dans ce cadre, la capacité d'accueil de l'équipement sera portée à 48 places et permettra d'accueillir des enfants dès l'âge de 4 mois.

Les travaux comprendront :
- la création d'un bassin de stockage des eaux de pluie,
- l'exécution de fondations spéciales sur pieux,
- la construction du bâti en mode constructif traditionnel,
- l'aménagement d'une aire de jeux et d'un jardin accolé à l'espace multi-accueil,
- la création d'un parking sécurisé (20 places et dépose minute),
- et la requalification du parking pour la reconstitution de l'offre de stationnement public payante.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 3 604 304 € HT, plafonné à 1 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 604 304,00	100,00%
Total	3 604 304,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	600 000,00	16,65%
CAF (sollicité)	370 000,00	10,27%
ACTION COEUR DE VILLE	200 000,00	5,55%
DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2018 (sollicité)	900 000,00	24,97%
GPA (sollicité)	200 000,00	5,55%
DOTATION SOUTIEN A INVESTISSEMENT LOCAL 2019 (sollicité)	250 000,00	6,94%
Ville d'Evry-Courcouronnes	1 084 304,00	30,08%
Total	3 604 304,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX046447 - CAR - TRAVAUX LIES A LA PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DU GROUPE SCOLAIRE JEAN JAURES - COMMUNE DE CHATENAY-MALABRY

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-452004-1700
Action : 452004016- Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHATENAY-MALABRY
Adresse administrative : 26 RUE DU DOCTEUR LE SAVOUREUX
92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur GEORGES SIFFREDI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Châtenay-Malabry (33 413 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Travaux liés à la performance énergétique et environnementale du groupe scolaire Jean Jaurès".

Les travaux qui permettront d'améliorer la performance énergétique du bâtiment concernent le lot chauffage, ventilation avec l'installation :
- d'une chaudière à condensation,
- d'un plancher chauffant hydraulique à basse température,
- de radiateurs à basse température pour un chauffage central,
- d'un chauffe-eau solaire collectif,
- d'un système de gestion technique du bâtiment,
- d'un système de ventilation double flux avec échangeur à débit constant ou modulé,
- d'une pompe à chaleur à absorption de type air/eau ou eau/eau fonctionnant au gaz naturel, de ventilo-convecteurs haute performance,
- d'une isolation d'un réseau hydraulique de chauffage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 858 375 € HT, plafonné à 400 000 € HT. Le taux est de 50%.

Localisation géographique :

- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	858 375,00	100,00%
Total	858 375,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	200 000,00	23,30%
METROPOLE DU GRAND PARIS	150 000,00	17,47%
COMMUNE	508 375,00	59,23%
Total	858 375,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX046448 - CAR - REQUALIFICATION DE LA RUE ROLAND GOSSELIN - COMMUNE DE CHATENAY-MALABRY (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE CHATENAY-MALABRY
Adresse administrative	: 26 RUE DU DOCTEUR LE SAVOUREUX 92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur GEORGES SIFFREDI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Châtenay-Malabry (33 413 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Requalification de la rue Roland Gosselin".

Le programme des travaux de requalification de la rue prévoit :
- la réduction de la largeur de la chaussée, afin d'éveiller la vigilance des conducteurs et de réduire la vitesse actuellement trop importante sur cet axe et de permettre l'élargissement du trottoir favorisant ainsi les mobilités douces et permettant l'accessible aux personnes à mobilité réduite ;
- la lutte contre le stationnement sauvage, en hiérarchisant les usages et les fonctions de l'espace public et en matérialisant clairement toutes les places de stationnement ;
- la réfection de la structure de la chaussée actuellement vétuste, l'implantation d'un coussin berlinois et la réfection complète de la chaussée et du trottoir avec l'utilisation de matériaux nobles (entrées charretières en pavés) ;
- la pose de candélabres performants au plan énergétique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 389 340 € HT, plafonné à 200 000 € HT. Le taux est de 50%.

Localisation géographique :
- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	389 340,00	100,00%
Total	389 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	100 000,00	25,68%
COMMUNE	289 340,00	74,32%
Total	389 340,00	100,00%

DOSSIER N° EX044747 - CAR REAMENAGEMENT DE LA RUE DE SEBASTOPOL - COURBEVOIE (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	625 000,00 € HT	50,00 %	312 500,00 €
	Montant total de la subvention		312 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURBEVOIE
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jacques KOSSOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Courbevoie (82 351 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Réaménagement de la rue de Sébastopol".

La rue Sébastopol permet l'accès à la place de la gare dont le réaménagement est programmé pour 2020 après la livraison du nouveau bâtiment de la gare de Courbevois prévue pour octobree 2019. L'ensemble formera un quartier apaisé attendu des riverains et des usagers de la gare estimés au nombre d'environ 6 800 par jour.

Les aménagements prévus consistent :
- à redessiner la chaussée de manière à limiter la vitesse et le nombre de voiture,
- à reconfigurer entièrement le bas-côté peu praticable actuellement,
- à compenser l'absence de bas-côté le long du remblai de la voie ferrée,
- à paysager l'ensemble de la rue.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les montants des travaux s'élèvent à 625 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	625 000,00	100,00%
Total	625 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	312 500,00	50,00%
COMMUNE	312 500,00	50,00%
Total	625 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX045261 - CAR CREATION D'AIRES DE JEUX AU SEIN DU FUTUR PARC RICHELIEU - RUEIL MALMAISON (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	328 110,00 € HT	50,00 %	164 055,00 €
	Montant total de la subvention		164 055,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON
Adresse administrative	: 13 BLD FOCH 92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Patrick OLLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Rueil-Malmaison (79 783 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Création d'aires de jeux au sein du futur parc Richelieu".

Situé sur les terrains de l'ancien domaine du Cardinal de Richelieu, le parc Richelieu (2,5 hectares) était occupé jusqu'en 2015 par le siège social de Novartis France. L'emprise a ensuite été cédée à deux promoteurs dans le cadre du projet immobilier Domaine Richelieu qui ont rétrocédé une partie du terrain à la ville de Rueil-Malmaison. Dans le cadre de cette opération, la ville a souhaité que le parc, jusqu'ici privé, devienne public et accessible aux Rueillois.
Retrouvant l'esprit d'origine, basée sur la mise en valeur du parcours de l'eau et du patrimoine arboré, le projet vise à proposer de nouveaux aménagements ludiques par la création d'aires de jeux intégrées dans ce site en les raccordant aux espaces publics, eux aussi requalifiés. Cette opération prévoit de prolonger des connexions piétonnes entre le quartier et le centre-ville, et permettra aux habitants et aux usagers de bénéficier d'équipements publics de haute qualité environnementale.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 328 110 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	328 110,00	100,00%
Total	328 110,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	164 055,00	50,00%
CD 92 - Sollicité	46 200,00	14,08%
COMMUNE	117 855,00	35,92%
Total	328 110,00	100,00%

DOSSIER N° EX045263 - CAR CREATION D'UN LOCAL TECHNIQUE ET D'UN OSSUAIRE - RUEIL-MALMAISON (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	561 667,00 € HT	50,00 %	280 833,50 €
	Montant total de la subvention		280 833,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON
Adresse administrative : 13 BLD FOCH
92500 RUEIL-MALMAISON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick OLLIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Rueil-Malmaison (79 783 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Création d'un local technique et d'un ossuaire".

La création d'un ossuaire (coté cimetière des Bulvis) et d'un local technique destiné à la voirie (côté rue Léon Houlier) permet de répondre aux obligations légales en matière de service funéraire et de créer un nouveau dépôt de stockage voirie suite à la création de la déchetterie par le Syndicat Intercommunal pour le Traitement des Résidus Urbains (SITRU) sur ce même terrain. Les travaux concerneront la construction des fondations, la construction en béton de tous les voiles, planchers bas et haut, acrotères…ainsi que des travaux de démolition, de terrassement et d'assainissement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 561 667 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	561 667,00	100,00%
Total	561 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	280 833,50	50,00%
COMMUNE	280 833,50	50,00%
Total	561 667,00	100,00%

DOSSIER N° EX031114 - CAR CONSTRUCTION D'UNE ECOLE PRIMAIRE- SURESNES (92)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 200 000,00 € HT	50,00 %	600 000,00 €
	Montant total de la subvention		600 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92150 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmère subventionnable. La datre de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Suresnes (48 565 habitants INSEE 2015) propose l'opération suivante "Construction d'une école primaire".
En raison d'une augmentation croissante des élèves scolarisés dans le quartier Ecluse Belvédère, la Ville de Suresnes prévoit la construction d'un groupe scolaire de 14 classes, répondant aux besoins définis par le service des affaires scolaires de la ville et destiné à accueillir 450 personnes (420 élèves et périscolaires et 30 enseignants et membres du personnel). Cet équipement scolaire comportera notamment :
- une école maternelle de 4 classes et des locaux correspondant à leur activité, une école élémentaire de 8 classes et les locaux correspondant à son activité,
- 2 classes mixtes conçues et aménagées pour des activités périscolaires et pouvant être affectées indifféremment soit à l'école élémentaire, soit à l'école maternelle,
- un ensemble de restauration pour le personnel communal.

Le projet sera agrémenté de deux cours de récréation pour les élèves de maternelle (700 m²) et d'élémentaire (900 m²) comportant des jeux et des espaces paysagers. Le maître d'ouvrage souhaite engager une démarche de Haute Qualité Environnementale reposant sur la création d'un environnement intérieur sain et confortable pour les usagers en toute saison, une maîtrise de l'impact du bâtiment sur son environnement extérieur, la préservation des ressources naturelles grâce à une optimisation de leur utilisation et la réduction de la consommation énergétique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux s'élève à 9 900 000 € HT plafonné à 1 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	6 482 000,00	65,47%
HONORAIRES	1 791 000,00	18,09%
ACQUISITION	1 627 000,00	16,43%
Total	9 900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	600 000,00	6,06%
COMMUNE	9 300 000,00	93,94%
Total	9 900 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° 17015786 - CAR AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DES ATELIERS MUNICIPAUX - LE RAINCY (93)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	80 000,00 € HT	50,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU RAINCY
Adresse administrative : 121 AVENUE DE LA RESISTANCE
93340 LE RAINCY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Michel GENESTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 avril 2019 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de démarrer les travaux en urgence pour mises en conformité et en sécurité du personnel utilisant les différents ateliers et vestiaires, ainsi que le logement du gardien.

Description :
La commune du Raincy (14 806 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Amélioration de la performance énergétique des ateliers municipaux". Le bâtiment abritant les ateliers municipaux est une construction de type industriel de forme rectangulaire édifié en 1976 sur deux niveaux :
- les garages des véhicules des services techniques et l'atelier du mécanicien se trouvent au premier niveau,
- le deuxième niveau abrite différents ateliers (menuiseries, peintures, serrurerie ou encore mobiliers urbains), un bureau, des vestiaires, un coin cuisine et le logement du gardien.

Ce bâtiment est occupé à l'année par les services techniques de la ville et a vocation à le rester. La vêture de ce bâtiment est majoritairement composée de bardage métallique sans isolation. Cet édifice n'a pas connu d'amélioration sur le plan des performances énergétiques depuis sa construction et est, par conséquent, énergivore. Il en est de même pour les équipements de chauffage des ateliers constitués d'émetteurs directs radiants archaïques et vétustes qui datent de la construction du bâtiment.

Les études réalisées ont permis de mettre au point un projet de réhabilitation performant qui permettra un

gain de 38 % des consommations d'énergie. Il s'agira principalement :
- d'isoler complètement les pignons par l'extérieur et les murs intérieurs donnant sur des locaux non chauffés et d'isoler en sous couche le plancher bas,
- de renforcer l'isolation de la toiture terrasse et l'isolation des toitures inclinées,
- de poser des fenêtres double vitrage PVC avec lame d'argon dans les logements, la loge et la verrière,
- d'installer un extracteur dans l'atelier de mobilier urbain.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 464 000,00 € HT, plafonné à 80 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- LE RAINCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	403 500,00	86,96%
HONORAIRES	60 500,00	13,04%
Total	464 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	40 000,00	8,62%
METROPOLE DU GRAND PARIS -Acquise	242 000,00	52,16%
COMMUNE	182 000,00	39,22%
Total	464 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX045766 - CAR - RESTAURATION INTERIEURE DE L'HOTEL DE VILLE - CHARENTON-LE-PONT (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	848 088,64 € HT	50,00 %	424 044,32 €
	Montant total de la subvention		424 044,32 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHARENTON LE PONT
Adresse administrative : 7 BIS QUAI DE BERCY
94220 CHARENTON-LE-PONT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé GICQUEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Charenton-le-Pont (30 500 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "restauration intérieure de l'Hôtel de Ville".

L'Hôtel de Ville de Charenton-le-Pont se compose de deux bâtiments communicants : le Pavillon Antoine de Navarre, classé au registre des Monuments Historiques depuis 1862, agrandi par un second bâtiment édifié en 1888.

Le projet de restauration de l'Hôtel de Ville comprend deux phases:
- une première phase portant sur les extérieurs (façades et clos couvert). Cette phase n'est pas prise en compte dans la demande de subvention ;
- une seconde, objet de la demande de subvention, relative à la restauration intérieure de l'Hôtel de Ville dans la partie non classée au registre des Monuments Historiques. Cette phase consiste notamment à

traiter les désordres structurels, à réaliser une mise aux normes des réseaux électriques et informatiques et des installations techniques existantes (SSI, chaufferie...), à aménager les locaux destinés au service en charge de la reprographie, à créer des sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR) au rez-de-chaussée et à réaménager le sous-sol.

Les travaux envisagés permettront d'accueillir le public en toute sécurité et de disposer d'un bâtiment plus économe en énergie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 848 088,65 € HT, plafonné à 848 088,64 €. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	69 178,45	8,16%
TRAVAUX	778 910,20	91,84%
Total	848 088,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	424 044,32	50,00%
COMMUNE	424 044,33	50,00%
Total	848 088,65	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX045767 - CAR - RESTAURATION DES FACADES DES ECOLES VALMY ET PORT-AUX-LIONS - CHARENTON-LE-PONT (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	619 245,96 € HT	50,00 %	309 622,98 €
		Montant total de la subvention	309 622,98 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHARENTON LE PONT
Adresse administrative : 7 BIS QUAI DE BERCY
94220 CHARENTON-LE-PONT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé GICQUEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 décembre 2018 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'oeuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Charenton-le-Pont (30 500 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "restauration des façades des écoles Valmy et Port-aux-Lions".

Cette opération a pour objectif la restauration des façades extérieures de deux écoles publiques : l'école élémentaire Valmy et l'école maternelle Port aux Lions. Les études et audits d'opportunités d'isolation thermique par l'extérieur réalisés ont révélé, que compte tenu des contraintes techniques et architecturales, que les investissements seraient trop coûteux par rapport aux économies d'énergies attendues. Aussi, la restauration proposée concerne essentiellement le piquage des façades et leur ravalement.

L'école élémentaire Valmy date du début du XXème siècle. Le bâtiment se compose de 4 corps de bâtiments en périmètre d'une cour de récréation centrale intérieure. Sept façades sont à traiter dans le

cadre du projet de ravalement de l'école. Ses façades en enduit ciment ont fait l'objet d'un piquage partiel stoppant la chute de certains fragments sur la voie publique. L'opération de ravalement a pour but de finaliser cette opération de mise en sécurité, d'assurer l'imperméabilisation des parois extérieures, et de traiter architecturalement les façades.

L'école maternelle du Port aux Lions est située dans le quartier de Bercy. Une partie du bâtiment a été construit dans les années 50-60, une extension de l'établissement date du début des années 90. Les façades de cette école ont connu un vieillissement important, accéléré par la proximité de l'autoroute A4. Le ravalement aura pour but de remplacer l'enduit par un revêtement plus lisse, devant permettre une pérennité supérieure. Les travaux consisteront en un montage d'échafaudage, au piquage des supports et réparations diverses (appuis de baies, réparation de fissures, remplacement d'éléments de zinguerie ou grilles d'entrées d'air …), et à la réalisation d'enduits neufs à faible modénature. Les ferronneries et menuiseries extérieures seront également repeintes.

Ces travaux permettront de préserver le patrimoine bâti, architectural et historique, de sécuriser les abords des écoles et d'améliorer l'accueil des enfants.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût estimé de l'opération est de 652 569,26 € HT, plafonné à 619 245,96 HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	49 152,26	7,53%
TRAVAUX	603 417,00	92,47%
Total	652 569,26	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	309 622,98	47,45%
COMMUNE	342 946,28	52,55%
Total	652 569,26	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX046747 - CAR- REALISATION D'UN CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - COMMUNE DE VALENTON (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	700 000,00 € HT	50,00 %	350 000,00 €
	Montant total de la subvention		350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE VALENTON MAIRIE
Adresse administrative	: 1 ALLEE FERNANDE FLAGON 94460 VALENTON
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Madame Françoise BAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 mars 2019 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Valenton (15011 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Construction d'un Centre Technique Municipal"
Faisant face à la saturation de certains équipements ainsi que des besoins nouveaux en termes de développement du service public de proximité, la ville de Valenton souhaite reconstruire le Centre Technique Municipal.
Le projet consiste à regrouper sur 2 sites (La Ferme de l'hôpital et La Fontaine St Martin), le nouveau Centre Technique Municipal.
Le site de la Ferme de l'hôpital accueillera le bâtiment principal d'une surface de 1443 m² construit sur 2 niveaux (RDC et R+1) et intégrera des ateliers et dépôts, ainsi que des espaces extérieurs (cours de matériaux, stationnements des véhicules utilitaires Légers ou Lourds).
Le site de la Fontaine Saint Martin, composé de trois stades de football et d'un bâtiment vestiaire associé, abritera un entrepôt de plain-pied de 406 m², avec des espaces de stockage extérieurs.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 4 565 186 € HT, plafonné à 700 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- VALENTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	3 699 922,00	81,05%
ETUDES ET HONORAIRES	865 264,00	18,95%
Total	4 565 186,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	350 000,00	7,67%
COMMUNE	4 215 186,00	92,33%
Total	4 565 186,00	100,00%

DOSSIER N° EX046758 - CAR - AMENAGEMENT DU PARC JACQUES DUCLOS - COMMUNE DE VALENTON (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	700 000,00 € HT	50,00 %	350 000,00 €
	Montant total de la subvention		350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VALENTON MAIRIE
Adresse administrative : 1 ALLEE FERNANDE FLAGON
94460 VALENTON
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame FRAN OISE BAUD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 juillet 2019 - 30 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Valenton (15011 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement du parc Jacques Duclos"
Classé en espace naturel sensible, le parc est situé au cœur de la ville, c'est un point de convergence inter-quartiers. Le projet regroupe différents types de travaux tels que : l'extension et l'élargissement de la coulée verte, l'aménagement d'un cheminement du nord au sud, la hiérarchisation des itinéraires par agencement de trajets directs, la mise en place d'éclairages permettant de réduire la pollution lumineuse et les nuisances auprès des riverains, la création de deux passages mettant en valeur le Ru de Gironde. Les travaux comprendront également la fixation de signalétiques directionnelles assurant le repérage dans le parc en lien avec les différents quartiers, l'installation de plaquettes d'affichages pédagogiques, l'affichage du règlement du parc, ainsi que la plantation de plantes vivaces pérennes et d'essences adaptées au climat et au sol limitant l'arrosage, et la mise en place d'un paillage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 4 498 172 € HT, plafonné à 700 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- VALENTON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	4 002 121,00	88,97%
HONORAIRES	496 051,00	11,03%
Total	4 498 172,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	350 000,00	7,78%
Métropole du Grand Paris	1 000 000,00	22,23%
SYAGE (synd. rivière)	163 993,00	3,65%
COMMUNE	2 984 179,00	66,34%
Total	4 498 172,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX046942 - CAR - REALISATION D'UNE MAISON DES PROJETS - COMMUNE DE ORLY (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORLY
Adresse administrative : 7 AVENUE ADRIEN RAYNAL
94310 ORLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine JANODET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 octobre 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Orly (23621 habitants - INSEE 2016), propose l'opération "Réalisation d'une maison des projets"
Une Maison de la Rénovation Urbaine (MRU) est ouverte depuis 2006. Située au croisement de l'avenue Marcel Cachin et de la voie des Saules, sa mission de lieu d'exposition et d'information reste limitée et utilisée pour des usages parfois étrangers à sa fonction première.
La ville souhaite redynamiser et rénover l'ancienne MRU en incluant la dimension du développement durable pour aboutir à une Maison des Projets et du Développement Durable (MdPDD).
Cette initiative a été accélérée en raison de la réalisation du tramway T9, dont la station «Les Saules» sera située à proximité immédiate du bâtiment.
Le futur bâtiment aura pour mission d'informer les usagers des projets en cours ou projetés. Les travaux prévus concernent la mise en place d'une façade vitrée, le réaménagement du parvis, des espaces extérieurs, des terrasses, de la clôture, la création de salles d'expositions, de locaux polyvalents ainsi

qu'une mise en accessibilité PMR.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 908 500 € HT, plafonné à 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- ORLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	790 000,00	86,96%
HONORAIRES	118 500,00	13,04%
Total	908 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	100 000,00	11,01%
COMMUNE	682 100,00	75,08%
ETAT - ANRU	126 400,00	13,91%
Total	908 500,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX046731 - CAR - CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE ALSACE-LORRAINE - LE PERREUX-SUR-MARNE (94)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 651 519,50 € HT	50,00 %	825 759,75 €
	Montant total de la subvention		825 759,75 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PERREUX SUR MARNE
Adresse administrative : 98 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94170 LE PERREUX SUR MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christel ROYER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 août 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune du Perreux-sur-Marne (33 729 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Construction du groupe scolaire Alsace-Lorraine ».

Ce groupe scolaire, future 9ème école de la ville (aujourd'hui 5 écoles maternelles et 4 écoles élémentaires), sera construit dans le nord de la commune, boulevard Alsace-Lorraine, dans une zone appelée à se densifier dans les prochaines années. Les perspectives d'évolution du nombre d'enfants en maternelle et primaire laissent présager, à horizon 2020, entre 200 et 230 élèves supplémentaires compte tenu des projets d'urbanismes connus et des naissances enregistrées ces dernières années.

L'opération, d'une surface utile totale estimée à 2 900 m² (et une surface de plancher d'environ 3 800 m²), comprendra :
- 4 classes maternelles ;
- 6 classes élémentaires ;
- un centre de loisirs (60 enfants de maternelle + 40 enfants d'élémentaire) ;
- un service de restauration scolaire (en préparation chaude sur place) ;
- les espaces récréatifs extérieurs.

Après démolition des bâtiments existants, seront réalisés :

- au nord, un corps de bâtiment à R+4 côté boulevard Alsace-Lorraine qui protègera notamment les cours et leurs usagers des nuisances du trafic ;
- au sud-ouest, un bâtiment à R+1 + cour en toiture terrasse qui abritera l'ensemble des espaces d'enseignement ;
- au sud-est, la cour des maternelles se développera de plain-pied, en partie protégée par le mur d'enceinte périphérique et à l'abri des deux corps de bâtiment précédemment mentionnés ;
- les équipements techniques seront disposés en toiture (R+4), à l'abri d'un voile pare vues.

En février 2019, les travaux préparatoires à cette opération ont été menés (démolition d'un ancien garage automobile et des locaux de la Croix-Rouge) intégrant une phase de dépollution. Ces travaux ne sont pas pris en compte dans le présent contrat. Par ailleurs, les locaux de la Croix-Rouge sont relocalisés rue du Général-de-Gaulle.

A la suite d'une consultation, c'est le nom de Germaine Sablon - chanteuse et actrice française, résistante durant la seconde guerre mondiale, née au Perreux-sur-Marne - qui sera donné à ce futur établissement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 9 361 580 € HT, plafonné à 1 651 519,50 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	9 361 580,00	100,00%
Total	9 361 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	825 759,75	8,82%
COMMUNE	8 535 820,25	91,18%
Total	9 361 580,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX043611 - CAR - REQUALIFICATION DE LA PLACE JEAN-BAPTISTE GREUZE - MONTIGNY-LES-CORMEILLES (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	250 000,00 € HT	50,00 %	125 000,00 €
		Montant total de la subvention	125 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTIGNY LES CORMEILLES
Adresse administrative : 14 RUE FORTUNE CHARLOT
95370 MONTIGNY LES CORMEILLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JEAN-NOËL CARPENTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Montigny-lès-Cormeilles (20 927 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Requalification de la Place Jean-Baptiste Greuze".

Dans le cadre des projets ANRU, la commune a bénéficié en 2010 d'une convention de renouvellement urbain pour l'aménagement d'espaces extérieurs de la place Greuze.
Ce dispositif a permis de réaliser des aménagements qualitatifs sur ce secteur des Frances situé en Quartier Politique de la Ville (QPV).
La requalification proposée dans le présent projet vient compléter et finaliser les aménagements existant en axant les travaux sur une qualification environnementale de ce quartier. Il s'agit de permettre, par la mise en place de bacs potager un usage de l'espace au profit des habitants, offrant un cadre de vie verdoyant et favorisant le lien social.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 250 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	125 000,00	50,00%
DEPARTEMENT SOLLICITE	50 000,00	20,00%
COMMUNE	75 000,00	30,00%
Total	250 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX043615 - CAR - AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS AUTOUR DU COMPLEXE LEONARD DE VINCI - MONTIGNY-LES-CORMEILLES (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MONTIGNY LES CORMEILLES
Adresse administrative	:	14 RUE FORTUNE CHARLOT 95370 MONTIGNY LES CORMEILLES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur JEAN-NOËL CARPENTIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Montigny-lès-Cormeilles (20 927 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement des espaces publics autour du complexe Léonard de Vinci".

Le complexe Léonard de Vinci est un pôle multi-activités situé au cœur du quartier des Frances en zone urbaine dense. Il regroupe des espaces adaptés à des pratiques sportives diverses, des salles d'activités et d'exposition. Il se trouve à proximité de la piscine aujourd'hui intercommunale.
L'opération d'aménagement de ses espaces publics inclut la création d'un ilot de fraicheur par la mise en place d'une fontaine-jeux d'eaux formées de jets d'eaux et brumisateurs intégrant un système de recyclage et de récupération d'eaux. Il fera partie d'un parvis entièrement réaménagé et verdoyant avec du mobilier urbain.
Lieu familial et convivial de proximité, au pied d'ensembles immobiliers alliant logements sociaux et copropriétés, cet aménagement contribuera au maillage du territoire ignymontain de lieux de respiration et présentera un caractère ludique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 500 000 € HT, plafonné à 100 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	500 000,00	100,00%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	50 000,00	10,00%
DEPARTEMENT SOLLICITE	100 000,00	20,00%
COMMUNE	350 000,00	70,00%
Total	500 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX043505 - CAR - REALISATION D'UN PARC URBAIN - COMMUNE DE PERSAN (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 094 835,10 € HT	50,00 %	547 417,55 €
	Montant total de la subvention		547 417,55 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PERSAN
Adresse administrative : 65 AVENUE GASTON VERMEIRE
95340 PERSAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain KASSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 décembre 2019 - 1 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par le fait que la commune n'a pu acquérir dans les temps escomptés une propriété foncière. Cette acquisition n'a été formalisée que le 3 décembre 2019 permettant de lancer les travaux.

Description :
La commune de Persan (12736 habitants - Insee 2016) propose la réalisation d'un parc urbain
La commune de Persan envisage d'ouvrir aux habitants de Persan un nouvel espace vert de proximité sur une partie des terrains de l'ancien établissement industriel Great Lakes Chemical.

Le site d'une superficie d'environ 9 hectares, est situé à l'entrée ouest de Persan, dans une zone industrielle entourée pour partie d'une zone urbanisée. Il jouxte le parc Robespierre, à proximité du quartier du Village. L'activité exercée sur le site concernait plus particulièrement la chimie des polymères. Le site produisait des additifs pour les plastiques, des anti-oxydants et anti UV à destination de différents secteurs industriels. La cessation d'activité est intervenue courant 2003.

Un arrêté préfectoral, en date du 25 juillet 2006, encadre les travaux de réhabilitation du site. Il fixe les objectifs de dépollution à atteindre afin de permettre une réutilisation de ce site en un usage tertiaire résidentiel. Ces travaux sont un préalable nécessaire au transfert de propriété.

Les travaux de dépollution du site ont été menés par l'ancien propriétaire pour l'euro symbolique à la ville de Persan.

Ce terrain présente différents atouts : il est situé dans le prolongement d'un parc existant, il est bordé par un réseau viaire qui le relie à différents quartiers, il comprend différentes ambiances et milieux écologiques : espaces ouverts, boisés, milieux humides, traversé par le ru de !'Esches.

La commune a confié au CAUE du Val d'Oise une mission d'assistance et d'accompagnement pour préparer la reconversion de ce site en parc urbain de proximité.
Les orientations proposées par le CAUE pour la création d'un parc urbain et validées par les élus sont les suivantes:
- inscrire le projet de parc dans l'histoire du site et l'ouvrir vers le parc Robespierre,
- mettre en valeur les arbres existants et diversifier la végétation, favoriser la végétation des bords d'eau,
- marquer et qualifier l'entrée de ville par la RD4z,
- créer des circulations douces,
- réaliser des espaces de jeux et ouvrir des accès vers les différents quartiers en périphérie.

Le transfert de propriété du terrain à la commune a eu lieu le 3 décembre 2019.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimée à 1 664 000 € HT, plafonnée à 1 094 835, 10 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :
- PERSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 664 000,00	100,00%
Total	1 664 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	547 417,55	32,90%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 (sollicité)	218 967,02	13,16%
COMMUNE	897 615,43	53,94%
Total	1 664 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX043506 - CAR - CREATION D'UN PARC DE STATIONNEMENT- COMMUNE DE PERSAN (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	372 819,32 € HT	50,00 %	186 409,66 €
	Montant total de la subvention		186 409,66 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE PERSAN
Adresse administrative	: 65 AVENUE GASTON VERMEIRE 95340 PERSAN
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Alain KASSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 octobre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par le fait que la commune n'a pu acquérir dans les temps escomptés une propriété foncière qui n'a pas permis de déposer plus tôt le projet de CAR. Conformément au courrier de demande de démarrage anticipé daté du 25 octobre 2019, le parking de stationnement Colette Besson est très attendu par les administrés et a une vocation structurante pour le centre-ville de Persan.

Description :
La commune de Persan (12736 habitants - Insee 2016) propose l'opération "Création d'un parc de stationnement".
La Ville a mis en œuvre depuis quelques années une stratégie de développement du centre ville par la création de nouveaux équipements et la réalisation de logements à proximité du coeur de ville.
Les places de stationnement réalisées accompagnent l installation de ces nouvelles structures. Ainsi, la commune envisage la réalisation d'un parking de 80 places supplémentaires sur un terrain communal. Le futur aménagement complètera l'offre existante pour des véhicules légers à proximité des structures existantes qui seront protégées par un écran végétal.

Les matériaux utilisés seront en dalles alvéolaires pour un remplissage minéral et favoriser l'infiltration des eaux de pluies.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 559 824,00 € HT, plafonnée à 372 819,32 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- PERSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	559 824,00	100,00%
Total	559 824,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	186 409,66	33,30%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 (sollicité)	74 563,86	13,32%
COMMUNE	298 850,48	53,38%
Total	559 824,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX043571 - CAR - AGRANDISSEMENT DE LA CUISINE CENTRALE - COMMUNE DE PERSAN (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	273 634,18 € HT	50,00 %	136 817,09 €
	Montant total de la subvention		136 817,09 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE PERSAN
Adresse administrative	: 65 AVENUE GASTON VERMEIRE 95340 PERSAN
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Alain KASSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 1 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Persan (12736 habitants - Insee 2016) propose l'opération "Agrandissement de la cuisine centrale » située dans le quartier du Village.

L'agrandissement de la structure existante est prévu pour répondre à l'accroissement de la population (nouvelles école maternelle de 4 classes et école élémentaire de 6 classes).
Pour répondre à cet acroissement démographique, l'extension de la cuisine centrale est donc nécessaire notamment par la réalisation de nouvelles chambres froides.

La superficie de la partie extension s'élève à 39,20 m² détaillée comme suit :
- Chambre Froide traiteur => 5,40 m²
- Stockage Containers Chauds => 17,20 m²
- Zone de Cuisson => 16,60 m²

Un réaménagement complet des locaux de la cuisine centrale en tenant compte de l'agrandissement permettra une meilleure distribution des zones d'activités (préparation, cuisson, mise en conditionnement, stockage et expédition).
L'ensemble du projet porte sur une surface de plus de 350 m².

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 410 888,00 € HT, plafonnée à 273 634,18 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- PERSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	410 888,00	100,00%
Total	410 888,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	136 817,09	33,30%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 (sollicité)	54 726,84	13,32%
COMMUNE	219 344,07	53,38%
Total	410 888,00	100,00%

DOSSIER N° EX043574 - CAR - REFECTION DE LA TOITURE-TERRASSE DE L'ECOLE MATERNELLE PAUL ELUARD - COMMUNE DE PERSAN (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	258 711,40 € HT	50,00 %	129 355,70 €
	Montant total de la subvention		129 355,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: COMMUNE DE PERSAN
Adresse administrative	: 65 AVENUE GASTON VERMEIRE 95340 PERSAN
Statut Juridique	: Commune
Représentant	: Monsieur Alain KASSE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 1 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Persan (12736 habitants - Insee 2016) propose l'opération "Réfection de la toiture-terrasse de l'école maternelle Paul Eluard ».
L'école située dans le quartier du Village accueille 148 élèves. Elle se compose de 6 classes et d'une salle pour des activités polyvalentes.

L'école maternelle Paul ELUARD bien que récemment agrandie pour améliorer l'accueil des enfants scolarisés fait l'objet d'un programme de rénovation. En effet, les éléments de structures présentent plusieurs signes de faiblesse dus à des problèmes d'infiltration d'eau par la toiture-terrasse.
Une toiture en bac métallique avait été installée pour palier à ce dysfonctionnement mais il s'avère que cette solution n'est pas pérenne.
C'est ainsi qu'il est envisagé une réfection complète de la toiture terrasse (couverture et charpente) par l'utilisation de matériaux de dernière génération

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le coût de l'opération est estimé à 388 480,00 € HT, plafonnée à 258 711,40 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- PERSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	388 480,00	100,00%
Total	388 480,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	129 355,70	33,30%
CONSEIL DEPARTEMENTAL 95 (sollicité)	51 742,28	13,32%
COMMUNE	207 382,02	53,38%
Total	388 480,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° EX047732 - CAR - POSTE DE POLICE MUNICIPALE ET SES AMENAGEMENTS EXTÉRIEURS - CORMEILLES-EN-PARISIS (95)

Dispositif : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)
Délibération Cadre : CR181-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-52-204142-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	755 600,00 € HT	50,00 %	377 800,00 €
	Montant total de la subvention		377 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE CORMEILLES EN PARISIS
Adresse administrative : 3 AVENUE MAURICE BERTEAUX 95240 CORMEILLES-EN-PARISIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yannick BOËDEC, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 20 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Cormeilles-en-Parisis (23 924 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réalisation d'un poste de police municipale et ses aménagements extérieurs".

Afin d'accompagner la croissance démographique de la commune et d'améliorer la sécurisation de son territoire, la Ville souhaite s'engager dans la construction d'un poste de police municipale, au sud de la gare. Cet équipement est localisé rue de Nancy, en prolongement de la gare routière et à proximité d'un Parc Relais de 304 places en cours de réalisation.
Ce nouvel équipement permettra aux agents de la police municipale comme aux Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP) de travailler dans de meilleures conditions grâce à des locaux suffisamment grands mais aussi plus fonctionnels.
Le poste de police municipale va être réalisé au sein d'un ensemble immobilier de 63 logements incluant 2 commerces. A cela il faut ajouter la réalisation de 82 emplacements de stationnement dont 6 réservés à la police municipale. Le poste de police municipale est totalement indépendant de l'ensemble immobilier et occupera partiellement le rez-de-chaussée du bâtiment. Parallèlement, au-dessus du parking souterrain de l'ensemble immobilier sera aménagée une place permettant la desserte du poste de police municipale.
Du fait de l'imbrication des programmes, le poste de police municipale sera réalisé en VEFA « publique » (Vente en Etat Future d'Achèvement pour les équipements publics) par le promoteur qui réalisera

également les logements et commerces, sur la base d'un cahier des charges détaillé réalisé par la ville. S'agissant d'un ensemble immobilier indivisible dont seule une partie a vocation à devenir propriété de la ville, le recours à la VEFA « publique » est ainsi envisageable.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 850 000 € HT, plafonné à 755 600 € HT. La subvention est caluclée au taux de 50%.

Localisation géographique :

- CORMEILLES-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	850 000,00	100,00%
Total	850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	377 800,00	44,45%
DEPARTEMENT 95	151 120,00	17,78%
COMMUNE	321 080,00	37,77%
Total	850 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-040

DOSSIER N° 17015897 - CRT REHABILITATION DE LA FERME DU CENTRE-VILLE - POLE CULTUREL - MORMANT (77)

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 903-312-204141-131002-1700
Action : 13100206- Contrats d'aménagement régional - équipements culturels et artistiques - actions territorialisées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	1 088 405,00 € HT	40,00 %	435 362,00 €
	Montant total de la subvention		435 362,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORMANT
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77720 MORMANT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain CLERIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 août 2016 - 1 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Mormant (4 797 habitants -INSEE 2016) propose l'opération "Réhabilitation de la ferme du centre-ville - pôle culturel".

La municipalité a décidé d'acquérir la ferme Bachelier, d'une superficie de 5 307 m², située au cœur de la commune, à côté de l'église. Elle souhaite réaliser d'importants travaux de réhabilitation afin de pouvoir y accueillir certains équipements publics, qui ne sont pas ou plus adaptés aux besoins des usagers dans leur configuration actuelle. Le projet s'inscrit dans un objectif de dynamisation du centre-ville, avec une attention particulière portée à la qualité architecturale, puisqu'il conservera les éléments remarquables du site, tout en intégrant des éléments modernes.

La présente opération porte sur la réhabilitation de plusieurs bâtiments permettant l'installation d'un pôle culturel, tandis que l'installation d'un pôle administratif et l'aménagement des espaces extérieurs font

l'objet d'une autre opération du contrat.

En complément de la salle des fêtes actuelle d'une capacité de 1000 personnes permettant d'accueillir les manifestations importantes, le projet prévoit d'aménager dans la ferme Bachelier une salle de spectacles de petite et moyenne capacité (jusqu'à 120 personnes) de type auditorium avec gradins rétractables, dont la modularité permettra également de pouvoir accueillir des expositions.
L'école de musique, actuellement installée dans des locaux non confortables et peu lumineux sera relocalisée sur le site et pourra organiser spectacles et auditions dans l'auditorium ou dans la cour de la ferme.
Un foyer-espace d'attente sera créé pour offrir au public un espace de détente et/ou de petite restauration.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 576 400 € HT, plafonné à 1 088 405 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- MORMANT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 446 400,00	91,75%
HONORAIRES	130 000,00	8,25%
Total	1 576 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	435 362,00	27,62%
COMMUNE	1 141 038,00	72,38%
Total	1 576 400,00	100,00%

DOSSIER N° 15003142 - AMENAGEMENT D'UN CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (CLSH) DANS LES ANCIENS LOCAUX DE LA CUISINE CENTRALE - COMMUNE DE PARAY VIEILLE POSTE (91)

Dispositif : Contrat régional territorial (n° 00000801)
Délibération Cadre : CR07-12 du 28/06/2012
Imputation budgétaire : 905-52-204141-152002-1700
Action : 15200205- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat régional territorial	856 430,25 € HT	20,00 %	171 286,05 €
	Montant total de la subvention		171 286,05 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PARAY VIEILLE POSTE
Adresse administrative : PL HENRI BARBUSSE
91550 PARAY-VIEILLE-POSTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain VEDERE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 6 avril 2016 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Paray-Vieille-Poste (7411 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Aménagement d'un centre de loisirs sans hébergement (CLSH) dans les anciens locaux de la cuisine centrale"

Aujourd'hui, les enfants de 3 à 4 ans sont accueillis les mercredis et pendant les vacances scolaires au sein de l'école Victor Hugo. Les enfants plus âgés se rendent en bus vers le Prieuré de Saint-Evroult à Saint-Chéron, propriété de Paray-Vieille-Poste situé à 32 km. Cette organisation n'est pas satisfaisante car les enfants subissent la fatigue des transports.

La construction d'une nouvelle cuisine centrale (objet d'une précédente demande de subvention) sur un nouveau site, va libérer des locaux d'une surface de 440 m² sur l'emprise de l'école Jules Ferry. Le projet consiste à les rénover, en affectant l'ensemble du rez-de-chaussée au centre de loisirs. Le sous-sol sera utilisé pour les locaux techniques. Les travaux porteront sur le gros oeuvre, l'étanchéité, les menuiseries,

la serrurerie, le carrelage, la peinture, l'électricité.

Certains fonctions pourront être mutualisées entre l'école et l'accueil périscolaire, notamment la cour.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 1 036 800 € HT, plafonné à 856 430.25 € HT. La subvention est calculée au taux de 20%.

Localisation géographique :

- PARAY-VIEILLE-POSTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	810 000,00	78,13%
HONORAIRES ET FRAIS DIVERS	226 800,00	21,88%
Total	1 036 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	171 286,05	16,52%
COMMUNE	865 513,95	83,48%
Total	1 036 800,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-080

DU 31 JANVIER 2020

DOTATION 2020 (1ÈRE AFFECTATION EN FONCTIONNEMENT) AU GIP GENOPOLE - MARCHÉS DE PRESTATIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de la commande publique

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La délibération n° CR 65-01 du 13 décembre 2001 par laquelle la Région a décidé d'adhérer au GIP Genopole ;

VU La délibération n° CR 39-13 du 26 septembre 2013 par laquelle la Région a approuvé les nouveaux statuts du GIP Genopole ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente modifiée par délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 prorogeant le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 34-16 du 17 mars 2016 relative à la mise en place du nouveau Conseil Scientifique Régional (CSR) ;

VU La délibération n° CR 2017-051 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité modifiée ;

VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 relative au Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

VU les délibérations n° CR 2017-153 du Conseil régional en date du 21 septembre 2017 et n° CP 2019-064 du 24 janvier 2019, relatives notamment à une garantie d'emprunt accordée à la SEM Genopole ;

VU La convention entre la Région et la SEM Genopole signée en date du 16 novembre 2017 relative à une garantie d'emprunt et son avenant n°1 ;

VU Les offres de financement de La Banque Postale du 11/05/2018 acceptées le 04/06/2018 par la SEM GENOPOLE ;

VU la délibération n° CP 2019-317 du 3 juillet 2019 relative aux allocations de recherche – Paris Region PhD 2019 ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-080 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien au GIP Genopole

Décide d'attribuer une première partie de la contribution 2020 au fonctionnement du GIP Genopole d'un montant de 2 800 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **2 800 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM) » du budget 2020.

Article 2 : Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **36 000 €** disponible sur le chapitre 939 «action économique », code fonctionnel 92 «recherche et innovation », programme HP 92-003 (192003) «Evaluations, études, actions support », action 19200302 « Evaluations, études, actions support » du budget 2020, pour couvrir principalement des dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur, ainsi que des prestations pour la réalisation d'études dans le domaine de la recherche et du transfert de technologie.

Article 3 : Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **5 000 €** disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 92 « recherche et innovation », programme HP 92-003 (192003) « Evaluations, études, actions support », action 19200301 « Conseil Scientifique Régional » du budget 2020 afin de couvrir les frais liés au fonctionnement du Conseil Scientifique Régional.

Article 4 : Marché de prestations intellectuelles

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 939 «action économique », code fonctionnel 92 «recherche et innovation », programme HP 92-001 (192007) « Soutien au dialogue sciences- société», action 19200701 « Diffusion de la culture scientifique et technique » du budget 2020, en vue d'un marché de prestations, destiné au montage de « Paroles de chercheurs » .

Article 5: Marché de prestations intellectuelles

Affecte une autorisation d'engagement de **25 000 €** disponible sur le chapitre 939 «action économique », code fonctionnel 92 «recherche et innovation », programme HP 92-001 (192001) «Soutien aux compétences scientifiques et technologiques », action 19200111 « Soutien aux coopérations scientifiques » du budget 2020, en vue d'un marché de prestations, destiné à l'accompagnement d'un projet européen porté par la Région.

Article 6 : modification de la garantie d'emprunt à la SEM Genopole en vue de l'acquisition de terrains destinés à l'implantation d'une unité de bioproduction sur les maladies rares (Yposkesi)

Décide de modifier l'article 7 de la délibération n° CP 2019-064 suite à de nouvelles

modalités des termes de l'emprunt de 2 000 000 € contracté par la SEM Genopole auprès de la Banque Postale.

Considérant l'acte définitif signé entre la SEM et la société YPOSKESI, en vue de l'installation d'une unité de bioproduction sur les maladies rares, et le retour à un taux fixe pour les deux segments d'emprunt contractés par la SEM Genopole auprès de la Banque Postale à hauteur de 1 000 000 €.

Décide de garantir le paiement des intérêts et le remboursement du capital de l'emprunt, tel que défini en articles 7 et 8.

Article 7 :

Décide de garantir le paiement des intérêts et le remboursement du capital de l'emprunt d'un montant de 2 000 000 € à hauteur de 12,5%, soit 250 000€ au taux en vigueur au moment de l'établissement du contrat de prêt, souscrit par le cocontractant auprès de La Banque Postale aux conditions contenues dans son offre de financement.

Les caractéristiques de l'emprunt à souscrire auprès de La Banque Postale sont désormais les suivantes :

Caractéristiques	Prêt
Montant en € HT	925 000 (capital restant dû à la date d'effet du passage à taux fixe)
Taux	Taux fixe de 0,96%
Durée	18 ans et 6 mois
Echéance	2038
Annuités	52 000 € HT/an
Annuités garanties par le Conseil Régional	6 500 € HT/an

La garantie de la Région est accordée pour la durée totale du prêt, soit 18 ans et six mois au maximum.

Article 8 :

Approuve les offres de prêts de La Banque Postale telles que détaillées en annexe 2 (annexe à disposition au SGCR) à la présente délibération.

Article 9 :

Approuve l'avenant n° 2 à la convention du 16 novembre 2017 entre la Région et la SEM Genopole relative à des garanties d'emprunt, joint en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente à le signer.

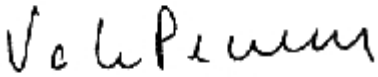
Article 10 :

Précise que l'engagement de la Région objet des articles 6 et suivant deviendra caduc si dans un délai de deux (2) ans, les emprunts n'ont pas été contractés.

***Article 11* : Avenant n° 1 à la convention 19006502 du DIM STCN- Programme PRPhD**

Approuve l'avenant n° 1 à la convention n° 19006502 du DIM STCN - Programme PRPhD 2019 joint en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167645-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - avenant n°2 à la garantie emprunt SEM

AVENANT N°2 A LA CONVENTION ENTRE LA REGION D'ILE–DE–FRANCE ET LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE GENOPOLE RELATIVE A DES GARANTIES D'EMPRUNT

La **Région d'Ile – de –France**
sise au 2, rue Simone Veil – 793400 Saint-Ouen-Sur-Seine
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE,**
En vertu de la délibération N° CP xxxxx
ci-après dénommée **la Région**

d'une part,

La **Société d'Economie Mixte GENOPOLE**
Société anonyme d'économie mixte locale
sise au 5 rue Henri Desbruères, 91030 Evry cedex
représentée par son directeur général, **Monsieur Fabrice TARATTE,**
ci après dénommée **« la SEM »**,

VU Le règlement UE n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 septembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 2017-153 du Conseil régional en date du 21 septembre 2017 relative notamment à la garantie d'emprunt accordée à la SEM Genopole ;

VU la convention entre la Région et la SEM Genopole signée le 16 novembre 2017 relative à des garanties d'emprunt ;

VU Les nouvelles offres de financements de La Banque Postale du 7/11/2019 à la SEM GENOPOLE ;

VU Le contrat de Prêt n° LBP-00004724, signé en date du 28/09/2108, entre la SEM Genopole et La Banque Postale relatif à un prêt à taux fixe de 1 000 000€ en vue de l'acquisition de terrains destinés à l'implantation d'une unité de bioproduction sur les maladies rares ;

VU Le contrat de Prêt n° LBP-00004721, signé en date du 28/09/2108, entre la SEM Genopole et La Banque Postale relatif à un prêt à taux variable de 1 000 000€ en vue de l'acquisition de terrains ;

Préambule

Dans le cadre de ses missions, la SEM Genopole a acquis en février 2017, 10 000m² de terrains sur le site du biocluster afin d'accueillir une unité de bioproduction sur les maladies rares et a sollicité la Région en vue de garantir son emprunt de 2 000 000 € (délibération n°CR 2017-153), pour une valeur de 250 000 €.

La promesse de vente signée avec Yposkesi (novembre 2016) fixait le délai pour signer l'acte définitif à 30 mois et précisait qu'en cas de non signature, Yposkesi devait reverser à la SEM Genopole une indemnité financière d'1 000 000 €. Par conséquent, le financement par le prêt avec un taux de 2,67 % a été séparé en deux prêts contractés en 2018 de 1 000 000 € chacun. Le premier segment est à taux fixe, 2.04%, quelle que soit l'issue de la promesse de vente avec Yposkesi ; le second est à taux variable, sans pénalité de remboursement

anticipé ce qui permettrait à la SEM Genopole de le rembourser de façon anticipée grâce à l'indemnité perçue d'Yposkesi en cas de non signature de l'acte définitif.

Signature à la signature de l'acte définitif par Yposkesi en avril 2019, le taux variable n'a plus lieu d'être. Par conséquent, la SEM Genopole demande à exercer son option de passer à taux fixe, objet du présent avenant.

En conséquence de quoi, les articles de la convention adoptée par la délibération n° CR 2017-153 et de l'avenant n°1 adopté par délibération n°CP2019-064 sont modifiés comme suit :

ARTICLE 1 TER – modification des modalités d'emprunt

En lieu et place des modalités d'emprunt relatives à l'acquisition de terrains, destinés à l'unité de bioproduction (Yposkesi) définies par convention du 16 novembre 2017 entre la Région Ile-de-France et la SEM Genopole, il est désormais prévu que :

La Région Ile-de-France garantisse le paiement des intérêts et le remboursement du capital d'un emprunt d'un montant total de 2.000.000 € à hauteur de 12,5%, soit 250 000 € aux taux en vigueur au moment de l'établissement d contrats de prêts, souscrits par le cocontractant auprès des organismes bancaires précisés.

Ces emprunts sont destinés à financer l'acquisition de 10 000m² de terrains destinés à l'implantation d'une unité de bioproduction sur les maladies rares,

Les modalités relatives au RIE restent inchangées.

Mode de financement	**Acquisition de terrains**		**Total**
	Emprunt 1ère tranche Taux fixe	**Emprunt 2ème tranche Taux fixe**	
Fonds propres	500 000	500 000	1 000 000 €
Emprunt bancaire	1 000 000 €	1 000 000 €	2 000 000 €
capital restant dû à la date d'effet du passage à taux fixe		925 000 €	
Montant total des investissements	**3 000 000€**		**3 000 000 €**
Frais et intérêts intercalaires	0	0	
Demande de garantie bancaire à 12,5% auprès de la Région Ile-de-France	125 000 €	125 000 €	250 000 €
Demande de garantie bancaire à 12,5% auprès de la Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud	125 000 €	125 000 €	250 000 €
Banque	La Banque Postale	La Banque Postale	
Durée emprunt	25 ans et 1 mois	18 ans et 6 mois	
Taux d'intérêt	2.04%	0.96%	

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides *de minimis* entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013).

Au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles, la Région s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de La Banque Postale par lettre missive, dans la limite de sa quote-part de garantie, soit 12,5 % de la somme, sur simple notification de La Banque Postale par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Région s'engage pendant toute la durée des prêts à mobiliser, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir pour couvrir sa quote-part de garantie, soit 12,5 % des charges de l'emprunt.

La SEM se garde la possibilité de fixer le taux et donc les conditions de remboursement de l'emprunt. Cette disposition ne vient pas modifier les conditions de garantie de la région Ile-de-France.

Précise que l'engagement de la Région deviendra caduc si dans un délai de deux (2) ans, les emprunts n'ont pas été contractés.

ARTICLE 11 :

Les pièces contractuelles sont les suivantes :

- la présente convention et avenants
- les annexes : les tableaux de prêts revus
- les contrats de prêts

ARTICLE 12 :

Les autres articles de la convention demeurent inchangés

Fait en quatre exemplaires
A Paris, le

Pour la SEM Genopole	**Pour la Région**
Le directeur général (*)	**La Présidente du Conseil Régional**
Fabrice TARATTE	**Valérie PECRESSE**

Annexe 2 - avenant n°1 à la convention PRPhD STCN

AVENANT N° 1 À LA CONVENTION N°19006502

FINANCEMENT D'ALLOCATIONS DOCTORALES

DIM STCN

PARIS REGION PHD

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu des délibérations n° CP 2019-317 du 3 juillet 2019 et CP 2019-528 du 20 novembre 2019,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Sorbonne Université

dont le statut juridique est :

N° SIRET : 130 023 385 000 11

dont le siège social est situé au : 21 rue de l'école de médecine, 75006 Paris

ayant pour représentant : Monsieur Jean CHAMBAZ, Président

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche 2011-2016 ;

VU La délibération n° CR 229-16 du 15 décembre 2016 relative à la labellisation des nouveaux Domaines d'intérêt majeur pour la période 2017-2020 et au règlement d'intervention du soutien régional aux DIM ;

VU La délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;

VU la délibération CP 2019-142 du 19 mars 2019, relative à l'ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche, et notamment le dispositif Paris Region PhD.

VU la délibération CP 2019-317 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution des allocations de recherche Paris Region PhD 2019

Après avoir rappelé que :

- les enjeux sociaux, scientifiques et économiques, liés à la recherche dans les domaines du Domaine d'Intérêt Majeur sont prioritaires pour la Région ;
- la Région fait du soutien à l'emploi scientifique ainsi que de la reconnaissance et de la valorisation du doctorat une priorité pour améliorer les conditions de formation des

doctorants et de développement des carrières des jeunes chercheurs par le biais d'un système d'allocations de recherche attractif,

- le dispositif « Paris Region PhD » vise à renforcer, les compétences scientifiques des laboratoires franciliens, avec le recrutement de jeunes chercheurs, mais aussi assurer leur immersion dans le tissu socio-économique francilien, tout en stimulant la recherche dans les sciences et technologies du numérique,
- la Région a pour objectif de soutenir 100 allocations doctorales, d'ici 2022, sur le périmètre des Domaines d'Intérêt Majeur, en partenariat avec le secteur socio-économique et culturel, de façon à contribuer à l'innovation et à répondre aux besoins des partenaires sur des enjeux numériques.

Et que :

- le bénéficiaire a été désigné par les porteurs de projets d'allocations de recherche dites « Paris Region PhD » pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale ;
- un contrat d'objectifs et de moyens pour la durée de la labellisation du DIM a été signé entre la Région et le bénéficiaire ;
- le financement des allocations Paris Region PhD 2019 s'appuie sur les domaines d'intérêt majeurs ;
- L'attribution de 300 000€ à Sorbonne Université pour le soutien à 3 projets PRPhD ;
- Le changement du laboratoire et de l'établissement de rattachement bénéficiaire d'une des 3 allocations de recherche

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'annexe technique Paris Region PhD 2019 est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant.

ARTICLE 2 :

Cette modification prend effet à partir du 29 janvier 2020.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux,

Le Président

Jean CHAMBAZ

Pour la Présidente du
Conseil régional d'Ile-de-France
et par délégation
La Directrice de la Recherche
et du Transfert de Technologie

Cendrine CRUZILLE

Annexe Technique PRPhD 2019 à la convention 19006502 - DIM STCN

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement de Rattachement signataire de la convention
La fabrique sociale de l'Intelligence Artificielle Concevoir et mettre en œuvre une "justice prédictive"	286	Centre d'étude des Mouvement Sociaux (CEMS)	Eve CHIAPELLO	Nicolas DODIER	CNIL	Gwendal Le GRAND	Camille GIRARD-CHANUDET	EHESS
Une analyse des données massives issues des réseaux sociaux pour une offre touristique renouvelée et intelligente : le cas de la métropole francilienne	**529**	**Laboratoire DICEN-IDF Dispositifs d'information et de communication à l'ère numérique EA 7339**	**Manuel ZACKLAD**	**Nathalie FABRY**	SENSEGO	Michaël WEISS	Naïma AÏDI	**Université Paris Est Marne La Vallée**
L'accessibilité et l'exploitation des documents textuels numérisés: un enjeu pour les bibliothèques numériques d'Île-de-France	3	Centre d'étude de la langue et des littératures françaises (CELLF UMR 8599)	Claude RÉTAT	Glenn ROE	Bibliothèque Mazarine	Christophe VELLET	Tanguy Jean-Baptiste	Sorbonne Université, Faculté des lettres

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-073

DU 31 JANVIER 2020

DÉPLOIEMENT ET ANIMATION DU SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE L'ORIENTATION DANS LES BASSINS D'EMPLOI ET AIDES INDIVIDUELLES AU DAEU 2019-2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail ;

VU le code de la commande publique, notamment son article L.2511-6 ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU les délibérations n° CP 12-731 du 11 octobre 2012 et n° CP 14-585 du 17 octobre 2014, relatives aux aides à la mobilité internationale des doctorants – AMI-Doc ;

VU la délibération n° CR 33-15 du 10 juillet 2015 adoptant les principes de mise en œuvre du service public régional de l'orientation en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-162, portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité".

VU les délibérations n° CP 2017-511 du 22 novembre 2017 et n° CP 2018-567 du 21 novembre 2018, relatives à l'aide au passage du diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 adoptant le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences ;

VU la délibération n° CR 2019-023 du 28 mai 2019 adoptant la stratégie régionale de l'information et de l'orientation tout au long de la vie ;

VU la délibération n° CP 2019-534 du 20 novembre 2019, relatives à la première édition des trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France et aux aides individuelles pour le passage du DAEU ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-073 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Contrat de coopération « public/public » pour le déploiement et l'animation du SPRO dans neuf nouveaux bassins en 2020

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **225 000 €,** disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage», code fonctionnel 113 «Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 113-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », action 11100405 « Service Public Régional de l'Orientation – SPRO » du budget 2020.

Cette somme sera prise sur les crédits du PRIC – Pacte régional d'investissement dans les Compétences.

Article 2 : Aides régionales pour le passage du diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)

Décide, au titre du dispositif « Aide régionale pour le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) » pour l'année universitaire 2019-2020, de soutenir 500 étudiants en reprise d'études, dont la liste est présentée en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 € par bénéficiaire.

Article 3 : Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France – complément de versement pour un lauréat 2019

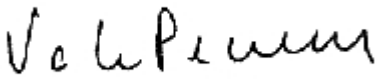
Décide, conformément au règlement d'intervention du concours « Trophées des étudiants-ambassadeurs de l'Ile-de-France », d'attribuer un bonus d'un montant de 300 € à un des lauréats primés en novembre dernier, tel que précisé en annexe n°2 à la délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **300 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » - programme HP 23 004 (123 004) « Actions en faveur de la mobilité internationale » - Action 123 004 01 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens » du budget 2020.

Article 4 : Remises gracieuses - dispositif AMI-Doctorants

Décide d'accorder les remises gracieuses relatives aux ordres de recouvrement émis vis-à-vis de deux doctorants d'un montant de 3 535,23 €, dont le détail figure en annexe n°3 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167543-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE N° 1 A LA DELIBERATION : Liste des bénéficiaires de l'aide régionale au passage du DAEU - Année 2019-2020

Annexe non diffusable

Pièce à consulter auprès du Secrétariat Général du Conseil Régional d'Ile-de-France

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : Complément de versement pour un étudiant-ambassadeur du concours 2019

Annexe non diffusable

Pièce à consulter auprès du Secrétariat Général du Conseil Régional d'Ile-de-France

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : Remises gracieuses en faveur de deux bénéficiaires du dispositif AMI-DOC 2012 et 2014

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT DE BENEFICIAIRES DE L'AIDE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES DOCTORANTS (AMI-DOCTORANTS), OBJET D'UN ORDRE DE RECOUVREMENT

N° titre de recette	Montant de l'aide attribuée	Montant de l'avance versée	Montant du titre	Montant de la remise gracieuse	Avis du service
4212 / 2012	4 000,00 €	3 200,00 €	3 200,00 €	2 247,81 €	Accord partiel
3369 / 2019	2 100,00 €	1 680,00 €	1 680,00 €	1 287,42 €	Accord partiel
TOTAL				**3 535,23 €**	

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-042

DU 31 JANVIER 2020

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 1ÈRE AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;

VU la délibération n° CR 03-12 modifiée du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de santé en Île-de- France ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération n° CP 2017-038 du 27 janvier 2017 relative à une nouvelle convention entre la Région et le GIP TSHIF ;

VU la délibération n° CP 2018-064 du 24 janvier 2018 relative à l'approbation de la COM entre la région et le CRIPS pour les années 2018, 2019 et 2020 ;

VU la délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018 - la politique régionale de santé 5ème affectation pour 2018 – approbation de la convention-type en investissement santé ;

VU la délibération n° CP 2018-433 du 17 octobre 2018 - la politique régionale de santé 6ème affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019 - la politique régionale de santé 1ère affectation pour 2019 – approbation de la convention-type en fonctionnement santé ;

VU la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 - la politique régionale de santé en Île-de-France – Troisième affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP2019-238 du 3 juillet 2019 - la politique régionale de santé en Île-de-France – Quatrième affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CP2019-482 du 20 novembre 2019 relative à la politique régionale de santé en Île-de- France – septième affectation pour 2019 ;

VU le budget de la Région pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-042 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux »

Décide de participer au titre du dispositif « *Fonds régional de résorption des déserts médicaux* » au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution de 11 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 408 872,91 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 408 872,91 €.€** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* », action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2020.

Article 2 : Règlement d'intervention « Aide à l'installation et au maintien des professionnels de santé »

Autorise à ajouter la structure juridique intitulée société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) parmi la liste des bénéficiaires du point 1.(Aide aux structures d'exercice collectif et aux structures de coordination) du volet II (Soutien aux structures collectives de soins) du règlement d'intervention « Aide à l'installation et au maintien des professionnels de santé » adopté par délibération n°CR 2017-126 du 21 septembre 2017, modifiée par délibérations n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018 et n°CP 2019-081 du 19 mars 2019. '

Article 3 : Dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG »

Décide de participer au titre du dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG » au financement de 5 projets détaillés en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **165 024 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2018-366 du 19 septembre 2018, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **165 024 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-008 (141 008) « *Soutien aux centres d'IVG* », action 141 008 01 « Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG » du budget 2020.

Article 4 : Dispositif « Prévention santé jeunes »

Décide de participer au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes » au financement d'un projet détaillé en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2020.

Article 5 : Convention de partenariat avec FondaMental

Approuve dans le cadre du règlement d'intervention « Région Solidaire en santé » adopté par la délibération CP n° 2019-160 du 22 mai 2019, dispositif « Prévention Santé jeunes » la convention de partenariat renforcé relative au soutien régional en fonctionnement avec la Fondation FondaMental, présentée en annexe 4 de la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Décide dans le cadre de ce partenariat renforcé, de participer au financement d'un projet détaillé en annexe 4 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de **100.000€.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » , code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 03 « Prévention santé - Jeunes » du budget 2020.

Article 6 : Dispositif « Une région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé »

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité » au financement d'un projet en fonctionnement par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **3 130 €,** conformément à la fiche projet présentée en annexe 5 de la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **3 130 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2020.

Article 7 : Dispositif « Soutien aux grandes vulnérabilités »

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux grandes vulnérabilités » au financement d'un projet détaillé en annexe 6 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 11 « Région Solidaire en santé » du budget 2020.

Article 8 : Dispositif « Bourse régionale d'aide à l'installation médicale »

Décide de participer au titre du programme « Prévention et éducation à la santé », au financement de 4 bourses régionales d'aide à l'installation médicale par l'attribution d'allocations de fin d'études d'un montant maximum prévisionnel de **700 €** par mois et par bénéficiaire, pour une durée maximale de 24 mois.

Subordonne le versement de ces allocations à la signature des conventions conforme à la convention-type adoptée par la délibération CP n°2018-433 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **33 600 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et Action Sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » - Action 141 001 07 « Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins » du budget 2020.

Article 9 : Affectation aux organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés ci-dessous dénommés une première affectation des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2020 :
- Île de France Prévention Santé Sida (CRIPS - Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes),
- GIP TSHIF (Groupement d'intérêt public transport sanitaire héliporté en Île-de-France).

Affecte une autorisation d'engagement de **1 956 500 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-001 (141001) « prévention et éducation à la santé », action 14100102 « Île de France Prévention Santé Sida » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **120 000 €** disponible sur le chapitre 934 « développement social et santé », code fonctionnel 41 « santé », programme HP41-004 (141004) « transport aérien d'urgence », action 14100401 « GIP transport sanitaire par hélicoptère en Ile-de-France » du budget 2020.

Article 10 : Convention de partenariat avec l'association « Naissance Maternité des Lilas »

Approuve dans le cadre du règlement d'intervention « Région Solidaire en santé » adopté par la délibération CP n° 2019-160 du 22 mai 2019, dispositif « Contraception grossesses précoces IVG » la convention de partenariat renforcé relative au soutien régional en fonctionnement avec l'association « Naissance Maternité des Lilas », présentée en annexe 7 de la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Décide dans le cadre de ce partenariat renforcé, de participer au financement d'un projet détaillé en annexe 7 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant de **100.000€.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2019-025 du 24 janvier 2019, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 12 « Prévention contraception grossesses précoces IVG » du budget 2020.

Article 11 : Rectification d'une fiche projet votée en Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet n°EX045072 en annexe 8 à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR01-16 du 22 janvier 2016.

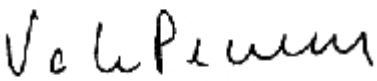
Décide de modifier en conséquence la date de démarrage prévisionnelle du projet de la fiche n° EX045072 relative à la subvention attribuée au titre du dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » à la Maison de Santé Pluridisciplinaire Jacobi lors de la CP2019-238 du 3 juillet 2019, telle que présentée en annexe 8 à la présente délibération. '

Approuve l'avenant à la convention portant modification de la fiche projet n° EX045072 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 12 : Dérogation pour démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166385-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 19002184 - Création d'un centre de santé santé sur la commune de Evry-Courcouronnes (91)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	2 250 614,00 € HT	11,11 %	250 000,00 €
		Montant total de la subvention	250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE EVRY COURCOURONNES
Adresse administrative : PL DROITS HOMME ET CITOYEN
91000 (EX) EVRY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane BEAUDET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'un centre de santé sur la commune de Evry-Courcouronnes (91).

Dates prévisionnelles : 19 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire sollicite une autorisation de démarrage anticipé des travaux en urgence afin de ne pas retarder la programmation de l'important chantier qui doit se terminer au plus tard à la fin de l'année 2020.

Description :
La commune d'Evry créée un centre de santé municipal sur le territoire d'Evry Courcouronnes, zone classée en zone d'intervention prioritaire par l'Agence Régionale de santé.

Ce nouveau centre permettra d'augmenter l'offre de soins en passant de 4 à 6 médecins généralistes, de 1 à 2 infirmiers, de 1 à 3 dentistes.

- Zonage ARS : Zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Secteur : médecins généralistes conventionnés secteur 1

Le projet de santé a pour axe de travail la prévention, dont la prise en charge de l'obésité, le diabète et autres facteurs de risques cardio-vasculaires notamment l'hypertension artérielle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 568 100,00	69,67%
Honoraires	432 514,00	19,22%
Mobilier	250 000,00	11,11%
Total	2 250 614,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat PDV 2019	870 000,00	38,66%
Subvention Région	250 000,00	11,11%
Subvention ARS	350 000,00	15,55%
Commune d'Evry	780 614,00	34,68%
Total	2 250 614,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° EX047444 - Agrandissement de la Maison de Santé Pluridisciplinaire Galathée

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	913 566,00 € TTC	16,42 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI BAUX ET FILS
Adresse administrative : 3 RUE HENRI GEORGES ANDR
95160 MONTMORENCY
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur MICHEL BAUX, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : agrandissement de la Maison de Santé Pluridisciplinaire Galathée

Dates prévisionnelles : 2 mars 2020 - 1 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Agrandissement de la maison de santé pluridisciplinaire GALATHEE à Deuil-la-Barre.

Implantation de nouveaux professionnels de santé au sein de la structure : 4 médecins généralistes, 1 sage-femme, 1 gériatre, 1 cardiologue, 1 diabétologue, 1 orthophoniste, 1 psychologue, 1 diététicienne.

La MSP existante est composée actuellement de 5 médecins généralistes, 1 sage-femme, 3 infirmiers, 1 podologue, 1 orthophoniste, 3 psychomotriciennes

- Zonage : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Secteur : médecins généralistes conventionnés secteur 1

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- DEUIL-LA-BARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	362 500,00	39,68%
Travaux	551 066,00	60,32%
Total	913 566,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	548 566,00	60,05%
Subvention Région	150 000,00	16,42%
Subvention ARS-URPS	215 000,00	23,53%
Total	913 566,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° EX047491 - création d'une MSP sur la commune de Villejuif (94)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 783 238,00 € HT	14,02 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HEXA MSP
Adresse administrative : 8 RUE DES MOULINS
75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame PASCALINE MOUREY, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une MSP sur la commune de Villejuif (94)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Villejuif.
Depuis 2009, la commune a perdu 32 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte actuellement 27 médecins généralistes dont 13 sont âgées de 60 ans ou plus et sont donc amenés à prendre leur retraite dans les 5 prochaines années, ce qui représente 48% des effectifs en médecine générale.

Implantation d'une équipe pluriprofessionnelle qui prévoit de :
- Participer à la formation des étudiants en santé
- Développer des projets de recherche en soins primaires.
- Favoriser la coordination ville-hôpital (Hôpitaux Paul-Brousse et Bicêtre)

A terme, l'équipe pluriprofessionnelle sera constituée de 6 médecins généralistes ou spécialistes et de 9 à 11 professionnels paramédicaux (4 kinésithérapeutes, 2 à 4 infirmières, 1 sage-femme, 1 orthophoniste, 1 psychologue
et/ou 1 diététicienne).

- Zonage : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Secteur : médecins conventionnés en secteur 1

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	1 117 328,00	62,66%
Travaux	665 910,00	37,34%
Total	1 783 238,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	120 000,00	6,73%
Emprunt	1 163 238,00	65,23%
Région Ile-de-France	250 000,00	14,02%
Subvention ARS-URPS	250 000,00	14,02%
Total	1 783 238,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 19010080 - Installation d'un kinésithérapeute dans la commune de Dormelles (77).

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	55 568,80 € TTC	26,99 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAROCCI FRANCESCO
Adresse administrative : 2 RUE DE LA GARENNE
77130 DORMELLES
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Monsieur FRANCESCO CAROCCI

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'un kinésithérapeute dans la commune de Dormelles (77).

Dates prévisionnelles : 2 décembre 2019 - 2 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet doit débuter en urgence avant la date de la commission permanante pour pouvoir être terminé dans les temps afin d'accueillir les patients dans de bonnes conditions.

Description :
Installation d'un nouveau kinésithérapeute à Dormelles (77). Il s'agit de la reprise d'un cabinet menaçant de fermer après le départ d'un professionnel de santé.
La ville de Dormelles a été définie par l'ARS "Zone d'intervention prioritaire" (ZIP). L'installation de ce nouveau kinésithérapeute permettra d'améliorer l'accès aux soins et la continuité des soins avec les autres professionnels de santé déjà installés sur le territoire.
Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- DORMELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véranda piscine de balnéothérapie	30 568,00	55,01%
Equipement : ensemble du matériel de kinésithérapie	25 000,00	44,99%
Total	55 568,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	15 000,00	26,99%
Emprunt Crédit Agricole	25 000,00	44,99%
Fonds propres	15 568,00	28,02%
Total	55 568,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 19011985 - Installation d'une médecin généraliste à Chelles (77)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	17 160,06 € TTC	50,00 %	8 580,00 €
	Montant total de la subvention		8 580,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALILI HASSIBA
Adresse administrative : 56 BOULEVARD CHILPERIC
77500 CHELLES
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame HASSIBA ALILI

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'une médecin généraliste à Chelles (77)

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet doit débuter en urgence avant la date de la commission permanante pour pouvoir être terminé dans les temps afin d'accueillir les patients dans de bonnes conditions.

Description :
Implantation d'une jeune médecin généraliste sur la commune de Chelles (77) permettant de consolider l'offre de soins existante.

En matière d'offre de soins, la ville de Chelles a été définie par l'ARS comme ZIP (Zone d'intervention prioritaire).
Chelles présente d'ores et déjà un profil déficitaire en médecine générale. La commune compte 32 médecins, ce qui représente une densité médicale de 5,9 médecins pour 10 000 habitants, contre 6,4 en Seine-et-Marne et 7,2 en région Ile-de-France.
Parmi ces 32 médecins, 11 sont âgés de plus de 60 ans et devraient prendre leur retraite au cours des 5 prochaines années, ce qui représente 34% des effectifs.

L'offre de soins déjà fragile sur ce territoire va le devenir encore plus puisque le nombre de bénéficiaires ne cesse d'augmenter : en 2019, 44 582 bénéficiaires ont consommé au moins un acte de médecine générale contre 37 014 bénéficiaires en 2009.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel informatique	6 602,75	38,48%
Mobilier	5 110,00	29,78%
Matériel médical	5 447,31	31,74%
Total	17 160,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	8 580,00	50,00%
Emprunt bancaire	8 580,00	50,00%
Total	17 160,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 19012028 - Installation de professionnel de santé (sage-femme) - Aulnay-sous-Bois (93)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	9 045,81 € TTC	50,00 %	4 522,91 €
	Montant total de la subvention		4 522,91 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROBIN CHARLENE
Adresse administrative : 7 AVENUE HENRI BARBUSSE
93150 LE BLANC-MESNIL
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame CHARLENE ROBIN

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation de professionnel de santé (sage-femme) - Aulnay-sous-Bois (93)

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 20 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Installation d'une sage-femme échographiste dans le cabinet paramédical d'Aulnay-sous-bois (93).

La commune d'Aulnay-sous-bois fait partie des zones très sous dotée en sages-femmes. Il n'existe à ce jour pas de sage-femme échographiste dans le secteur d'Aulnay-sous-bois. Il existe une demande très forte pour une offre de soins faible.
Cette sage-femme intègrera donc un cabinet paramédical comprenant déjà 2 ostéopates, 1 infirmière et 1 sage-femme.
La sage-femme présente dans le cabinet ne peut plus répondre à la demande qui est trop forte, c'est pourquoi une nouvelle sage-femme vient s'installer avec la compétence échographique, pour permettre aux patientes d'avoir un suivi plus complet. Le but étant que les 2 sages-femmes travaillent en collaboration afin de compléter les suivis patients, en plus de pouvoir mieux répondre aux nombreuses demandes.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15 000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobiliers : Bureau	139,00	1,54%
Mobilier : Chaises patients x2	119,90	1,33%
Mobilier : Fauteuil praticien	169,00	1,87%
Mobilier de rangement	169,00	1,87%
Informatique : Ordinateur	599,00	6,62%
Informatique : Imprimante	349,99	3,87%
Informatique : Téléphone professionnel	539,00	5,96%
Matériel médical : Table d'examen et ses accessoires	3 879,90	42,89%
Matériel médical : Equipements et accessoires médical	3 081,02	34,06%
Total	9 045,81	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	4 522,91	50,00%
Fonds propre	4 522,91	50,00%
Total	9 045,82	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 20000540 - Installation d'un médecin généraliste - AUBERGENVILLE (78)

Dispositif : Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe (n° 00000792)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé » - soutien à l'installation des professionnels libéraux exerçant seuls ou en cabinet de groupe	28 848,00 € TTC	50,00 %	14 424,00 €
	Montant total de la subvention		14 424,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KATERJI PIERRE
Adresse administrative : 7 RUE DES FLANCDRES
78990 ELANCOURT
Statut Juridique : Personne Morale de Droit Privé
Représentant : Monsieur PIERRE LAURENT NOEL KATERJI

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : installation d'un médecin généraliste - AUBERGENVILLE (78)

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 1 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une acquisition du local dans les meilleurs délais et l'ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Installation d'un médecin généraliste dans une maison médicale à Aubergenville (78).

La commune d'Aubergenville est située en zone d'intervention prioritaire (ZIP).
La Maison médicale comprends déjà 3 médecins, mais au vu des besoins trop nombreux, 2 médecins retraités reviennent afin de faire des mi-temps. Cela permet à tous les patients d'avoir un suivi médical et d'offrir accès aux soins continu sur la commune.

10% des patients de la maison médicale sont bénéficaires de l'AME et/ou de la CMU.
Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer aux travaux d'installation et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers ou informatiques) dans la limite de 50% maximum de la dépense subventionnable. Le plafond est de 15

000€ par professionnel.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux : Achat et pose de carrelage en salle d'examen	5 705,70	19,78%
Equipement : pose et fourniture d'un radiateur	2 857,82	9,91%
Equipements : Meubles, bureau, chaises, plan de travail, secrétariat	12 390,00	42,95%
Equipement : Lavabo et mitigeur	685,60	2,38%
Fauteuil de bureau	649,90	2,25%
Ceinture d'éléctrodes	378,00	1,31%
Appareil à ECG	1 690,00	5,86%
Divan d'examen	4 172,20	14,46%
Malette médicale	319,00	1,11%
Total	28 848,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	14 424,00	50,00%
Prêt Crédit Mutuel	10 000,00	34,66%
Fonds propres	4 424,00	15,34%
Total	28 848,00	100,00%

DOSSIER N° EX046810 - Aide à l'acquisition d'un local en vue de la création d'un cabinet médical - Vauhallan (91)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	480 000,00 € TTC	30,00 %	144 000,00 €
	Montant total de la subvention		144 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUHALLAN
Adresse administrative : 10 GRANDE RUE DU 8 MAI 1945
91430 VAUHALLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur FRANCOIS HILLION, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide à l'acquisition d'un local en vue de la création d'un cabinet médical - Vauhallan (91)

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une acquisition du local dans les meilleurs délais et l'ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
La commune de Vauhallan acquiert un local pour favoriser les conditions de création d'un nouveau cabinet médical. Cette structure accueillera 3 médecins généralistes dont deux nouveaux arriveront en 2020.

- Zonage ARS : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Conventionnement des médecins généralistes : secteur 1

2 infirmières et 1 podologue exerceront également dans ce nouveau cabinet.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à

l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

- VAUHALLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	480 000,00	100,00%
Total	480 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	144 000,00	30,00%
Subvention Région	144 000,00	30,00%
Subvention ARS	192 000,00	40,00%
Total	480 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 19007460 - Création d'une maison médicale (pôle gare) à Louveciennes (78)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	670 000,00 € TTC	29,85 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LOUVECIENNES
Adresse administrative : 30 RUE DU GENERAL LECLERC
78430 LOUVECIENNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre-François VIARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une maison médicale (pôle gare) à Louveciennes (78).

Dates prévisionnelles : 18 septembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
La commune de Louveciennes compte actuellement 3 médecins généralistes dont 2 sont en partage de cabinet.
La densité médicale est de 2,8 médecins pour 10 000 habitants contre 7,1 médecins dans les Yvelines. Sur ces trois médecins, un est âgé de plus de 60 ans et prendra sa retraite dans les années à venir. La Ville ne compte aucun médecin spécialiste.

Afin de pallier au déficit de médecins sur le territoire, la commune créé deux pôles médicaux, l'un situé dans le quartier de la gare dont les locaux sont propriété de la commune, l'autre dans le centre ville où la commune est locataire. Le pôle gare accueillera 3 médecins, un cabinet d'infirmier et un ou deux autres professionnels de santé (podologue).

- Zonage ARS : Zone d'action complémentaire
- L'ensemble des professionnels s'engage à exercer son activité en secteur 1.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements.

Localisation géographique :
- LOUVECIENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	660 000,00	98,51%
Equipements	10 000,00	1,49%
Total	670 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	270 000,00	40,30%
Subvention ARS/URPS	200 000,00	29,85%
Subvention Région	200 000,00	29,85%
Total	670 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° EX047494 - Création d'une maison médicale - Le Blanc Mesnil (93)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	407 820,00 € TTC	30,00 %	122 346,00 €
	Montant total de la subvention		122 346,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI CABINET MEDICAL G PERI
Adresse administrative : 13 PLACE GABRIEL P RI
93150 LE BLANC MESNIL
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame JESSICA SALINES, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison médicale - Le Blanc Mesnil (93)

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 15 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue, fin février 2020.

Description :
Création d'une maison médicale dans la commune du Blanc-Mesnil.

Depuis 2009, la commune a perdu 22 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte à ce jour, 33 médecins généralistes exclusifs. 15 sont âgés de plus de 60 ans et sont amenés à prendre leur retraite dans les 5 prochaines années.

Cette structure a vocation à accueillir l'activité de 3 médecins généralistes dont 2 primo-installants.

- Zonage : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Conventionnement des médecins généralistes : secteur 1

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- LE BLANC-MESNIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions foncières et charges afférentes	346 020,00	84,85%
Equipements médicaux	61 800,00	15,15%
Total	407 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	122 346,00	30,00%
Région	122 346,00	30,00%
Subvention ARS-URPS	163 128,00	40,00%
Total	407 820,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° EX047535 - création d'une maison de santé - Sucy-en-Brie (94)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	850 957,00 € HT	29,38 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI CAP RESIDENTIEL 1
Adresse administrative : 33 AV PIERRE MENDES FRANCE
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS NEUTRE, Associé

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison de santé - Sucy-en-Brie (94)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 28 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire sollicite une autorisation d'acquisition foncière anticipée en urgence afin de permettre l'installation des professionnels de santé dès l'ouverture de la structure en février 2020.

Description :
Acquisition d'un local permettant la création d'une maison de santé à Sucy-en-Brie.

Depuis 2009, la commune a perdu 12 % de ses effectifs en médecine générale. Elle compte actuellement 20 médecins généralistes. 8 sont âgés de plus de 60
ans et sont donc amenés à prendre leur retraite dans les prochaines années.

La structure a vocation à accueillir 6 médecins généralistes et 6 professionnels paramédicaux : 6 (4 infirmiers, 1 diététicienne, 1 psychologue).

- Zonage ARS : zone d'intervention prioritaire (ZIP)
- Secteur : médecins généralistes conventionnés en secteur 1

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	850 957,00	100,00%
Total	850 957,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	350 957,00	41,24%
Subvention Région ile-de-france	250 000,00	29,38%
Subvention ARS-URPS	250 000,00	29,38%
Total	850 957,00	100,00%

ANNEXE 2 - FICHES PROJET RELATIVES AUX CENTRES DE PLANIFICATION - CONTRACEPTION - IVG

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° EX047567 - Acquisition d'un échographe pour le centre de santé de GENTILLY (94)

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-204141-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	62 205,00 € TTC	41,80 %	26 000,00 €
	Montant total de la subvention		26 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GENTILLY
Adresse administrative : 14 PLACE HENRI BARBUSSE
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Patricia TORDJMAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un échographe pour le centre de santé de GENTILLY (94).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achat de l'échographe en anticipation et en urgence permettant une mise en service à la date prévue.

Description :
Acquisition d'un échographe pour le centre de santé de la commune de Gentilly.

Cet échographe permettra un meilleur accès aux actes de mammographies de dépistage, aux IVG médicamenteuses et échographies cardiaques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition d'échographes à hauteur de 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € par appareil.

Localisation géographique :
- GENTILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'échographe	62 205,00	100,00%
Total	62 205,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	26 000,00	41,80%
Fonds propres	36 205,00	58,20%
Total	62 205,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 18011011 - Acquisition d'un échographe pour le centre municipal de santé sur la commune de Nanterre (92)

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-204141-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	54 865,00 € TTC	50,00 %	27 433,00 €
	Montant total de la subvention		27 433,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTERRE
Adresse administrative : 88 RUE DU 8 MAI 1945
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PATRICK JARRY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un échographe pour le centre municipal de santé sur la commune de Nanterre (92)

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achat d'échographe en anticipation et en urgence permettant une mise en service à la date prévue.

Description :
Acquisition d'un échographe pour le centre de santé de la commune de Nanterre et de nouvelles sondes permettant de développer l'activité en 2020.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition d'échographes à hauteur de 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € par appareil.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'échographe	54 865,00	100,00%
Total	54 865,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	27 433,00	50,00%
Fonds propres	27 432,00	50,00%
Total	54 865,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 19011978 - Acquisition d'un échographe pour le centre de santé Pesqué - AUBERVILLIERS (93).

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-204141-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	48 485,00 € TTC	77,94 %	37 788,00 €
	Montant total de la subvention		37 788,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 2 RUE DE LA COMMUNE DE PARIS
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Mériem DERKAOUI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un échographe pour le centre de santé Pesqué - AUBERVILLIERS (93).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achat de l'échographe en anticipation et en urgence permettant une mise en service à la date prévue.

Description :
Renouvellement de l'échographe du centre de santé d'Aubervilliers (CPEF) et équipement de sondes.

Ce nouveau matériel permettra une amélioration des suivis de grossesses et une simplification des parcours notamment la datation fiable des grossesses en cas de demande d'IVG.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition d'échographes à hauteur de 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € par appareil.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'échographe	48 485,00	100,00%
Total	48 485,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	37 788,00	77,94%
Commune	10 697,00	22,06%
Total	48 485,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 19009464 - Acquisition de deux échographes pour l'hôpital Louis Mourier - Colombes (92).

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-204181-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	69 254,00 € TTC	80,00 %	55 403,00 €
		Montant total de la subvention	55 403,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AP HP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX
PARIS HOPITAL LOUIS MOURIER
Adresse administrative : 178 RUE DES RENOUILLERS
92700 COLOMBES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur LUDOVIC TRIPAULT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition de deux échographes pour l'hôpital Louis Mourier - Colombes (92).

Dates prévisionnelles : 2 décembre 2019 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats des deux échographes en anticipation et en urgence permettant une mise en service dès que possible.

Description :
Acquisition de 2 échographes pour le centre de contraception et d'IVG de l'hôpital Louis-Mourier situé à Colombes.

25% des patientes de ce centre sont titulaires de l'AME ou la CMUC.

Ces échographes permettront :
- d'améliorer la prise en charge (datation des grossesses
per et post-IVG) avec un moindre recours aux actes en ville avec dépassements d'honoraires
- de simplifier les parcours sans surcharger les urgences gynécologiques

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition d'échographes à hauteur de 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € par appareil.

Localisation géographique :

- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'échographe	69 254,00	100,00%
Total	69 254,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	55 403,00	80,00%
Fonds propres DMU AP-HP	13 851,00	20,00%
Total	69 254,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 19012027 - Acquisition d'un échographe pour le centre de planification de Paris 75002.

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)
Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012
Imputation budgétaire : 904-41-20421-141008-300
Action : 14100801- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	23 000,00 € TTC	80,00 %	18 400,00 €
	Montant total de la subvention		18 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MFPF- MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE PARIS
Adresse administrative	:	10 RUE VIVIENNE 75002 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame MARIE-CLAUDE ZALAMANSKY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un échographe pour le centre de planification de Paris 75002.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande d'achat de l'échographe en anticipation et en urgence permettant une mise en service à la date prévue.

Description :
Acquisition d'un échographe pour le centre de planification du Mouvement Français du Planning Familial situé dans le 2nd arrondissement à Paris.

Par cette acquisition, les échographies pourront être proposées rapidement aux patientes de ce centre. Le dépistage de grossesses extra-utérines et la datation des grossesses figurent parmi les examens qui pourront être proposés.

Ce centre est un lieu de formation des professionnels de santé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition d'échographes à hauteur de 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50.000 € par appareil.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'échographe	23 000,00	100,00%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	18 400,00	80,00%
Fonds propres	4 600,00	20,00%
Total	23 000,00	100,00%

ANNEXE 3 - FICHE PROJET RELATIVE A LA PREVENTION SANTE

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 19011927 - Création de la Maison de Marion pour une prise en charge globale des victimes de harcèlement scolaire

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	282 000,00 € TTC	17,73 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	MARION FRAISSE LA MAIN TENDUE
Adresse administrative	:	11 RUE DE LA DIMANCHERIE 91400 ORSAY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Hafsa TIRANE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de la Maison de Marion pour une prise en charge globale des victimes de harcèlement scolaire.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
L'Association Marion Fraisse La Main Tendue intervient pour prévenir et lutter contre les violences et le harcèlement en milieu scolaire ainsi que pour agir contre les cyber violences. Elle développe des messages de prévention et apporte une aide aux victimes de ces violences ainsi qu'à leur famille.

La Maison de Marion sera un lieu de vie permettant aux élèves en souffrance de participer à des ateliers artistiques, à des remises à niveau, en côtoyant leurs pairs en toute confiance, avec un suivi médical et psychologique. L'objectif étant de proposer une prise en charge à 360 degrés des causes et conséquences des violences en milieu scolaire, du harcèlement, de la santé mentale, du décrochage scolaire, des conduites addictives, de l'éducation, etc. Ainsi, les actions proposées dépassent le seul soutien à la victime. En effet, ce lieu permettra, notamment, de former des acteurs de l'enfance et des spécialistes de santé aux problématiques du harcèlement scolaire mais aussi de prendre en charge les familles des victimes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Sur un budget total de 285 000 €, 3 000 € des dépenses sont non-subventionnables (services bancaires), soit un budget subventionnable de 282 000 €.

Localisation géographique :

- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Indemnisation des intervenants	6 000,00	2,11%
Frais de déplacement	6 000,00	2,11%
Achat de fournitures pour interventions	10 000,00	3,51%
Publicité, communication, documentation	9 000,00	3,16%
Locations	45 000,00	15,79%
Equipement/matériel/petit matériel de bureau	10 000,00	3,51%
Energie, consommables, fournitures diverses	5 000,00	1,75%
Assurance	3 000,00	1,05%
Frais de conseil, comptabilité, juridique	25 000,00	8,77%
Services bancaires	3 000,00	1,05%
Salaires et charges sociales	155 000,00	54,39%
Autres charges fixes de fonctionnement	8 000,00	2,81%
Total	285 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	17,54%
Etat	120 000,00	42,11%
Essonne	30 000,00	10,53%
Subvention Aides privées (Factum Group)	10 000,00	3,51%
Dons et legs collectés	5 000,00	1,75%
Ressources propres	70 000,00	24,56%
Total	285 000,00	100,00%

ANNEXE 4 - CONVENTION AVEC LA FONDATION FONDAMENTAL ET FICHE PROJET

Convention cadre de partenariat

entre

la Région Île-de-France et la Fondation FondaMental

ENTRE

La Région Île-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la Région »
D'une part,

ET

La Fondation FondaMental, située à l'Hôpital Albert Chenevier - Pôle Psychiatrie - 40 rue de Mesly, 94000 Créteil
Représentée par Madame le Professeur Marion Leboyer, directrice de la Fondation FondaMental
Ci-après dénommée « la Fondation FondaMental »
D'autre part,

« La Région » et la « Fondation FondaMental » sont communément dénommées « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Créée en 2007 à l'initiative du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, la Fondation FondaMental a pour mission la coopération scientifique dédiée à la lutte contre les maladies mentales les plus sévères.

Pour prendre de vitesse les maladies mentales et promouvoir une médecine personnalisée en psychiatrie, elle s'est donnée quatre missions : améliorer le diagnostic précoce, la prise en charge et le pronostic ; accélérer la recherche en psychiatrie ; diffuser les savoirs ; briser les préjugés.

La Fondation FondaMental est forte d'un réseau national qui s'appuie sur la mobilisation de tous, médecins et chercheurs. Ce réseau est composé de plus de 100 laboratoires de recherche et de services hospitaliers reconnus pour leur excellence académique.

La Région Île-de-France est engagée de façon résolue et énergique dans la lutte contre les fractures sociales et territoriale. A travers le programme Région Solidaire, elle mobilise l'ensemble de ses politiques et leviers d'actions afin d'aider les Franciliens à surmonter les obstacles qu'ils peuvent rencontrer dans la réussite de leurs projets. La santé est ainsi au cœur de ce programme d'actions et des priorités régionales car elle est facteur majeur de cohésion sociale mais aussi une condition de réussite du projet de développement économique du territoire porté par l'exécutif régional. En matière de santé, la santé mentale représente un axe primordial, tant la prévalence des maladies mentales est forte, et tant elle est à l'origine d'importantes inégalités sociales et territoriales. En outre, un bon repérage et une bonne prise en charge des pathologies mentales, spécifiquement chez les sujets jeunes, est une exigence car elle conditionne l'avenir du territoire régional et la bonne santé de sa population active. C'est ainsi qu'en 2017, à l'occasion de ses travaux sur la prévention santé des jeunes, la Région a fait de la prévention et de la prise en charge des troubles mentaux des jeunes une priorité centrale : troubles des conduites alimentaires, souffrance psychique et risques suicidaires, conduites addictives (alcool, drogues, …).

Afin de franchir une nouvelle étape dans cette politique de prévention et de prise en charge, afin d'apporter des réponses concrètes aux besoins de santé de la population francilienne, la Région Ile-de-France souhaite engager une coopération renforcée avec la Fondation FondaMental aux fins de mettre en place des programmes ciblés à même de toucher un grand nombre de jeunes.

Dans cette perspective, la présente convention propose un partenariat innovant et formalise l'engagement de la Région Île-de-France et de la Fondation FondaMental à conduire des projets communs.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet et mise en œuvre de la convention

La Fondation FondaMental et la Région Île-de-France s'engagent, à travers la présente convention de partenariat, à travailler conjointement dans le cadre du programme Région solidaire qui vise à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de santé. La jeunesse étant une préoccupation centrale de la Région, le partenariat mis en place s'avère stratégique au regard des données épidémiologiques : une personne sur cinq est touchée par un problème de santé mentale et les troubles mentaux apparaissent dans 70 % cas entre 12 et 25 ans.

La convention cadre de partenariat renforcée avec la Fondation FondaMental permettra à la Région d'être accompagnée dans sa réflexion et ses actions via la mobilisation des experts et des outils de la Fondation FondaMental, dans ses actions en faveur de la santé mentale, dans la mise en place d'actions de prévention du suicide, notamment des jeunes, dans le déploiement d'outils et de campagnes de sensibilisation, et dans la création de liens entre acteurs académiques et industriels de la région Ile-de-France intéressés par la santé mentale. Ainsi, ce partenariat aura pour but de renforcer respectivement les actions des deux Parties, dans un objectif commun, celui de mieux préserver et de mieux prendre en charge la santé mentale des Franciliens, notamment des jeunes.

Cette convention a également pour objectif de lutter contre la stigmatisation de la maladie mentale et pour ce faire de sensibiliser les acteurs régionaux à ses enjeux, notamment en s'appuyant sur les

programmes régionaux, sur les outils de communication et sur les organismes associés des deux Parties.

Enfin, la collaboration entre les deux entités permettra d'innover en faveur de la santé mentale, en déployant des approches nouvelles et en touchant un public plus large.

ARTICLE 2 – Comité de pilotage

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de pilotage, qui aura en charge le suivi des relations entre la Fondation FondaMental et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et les projets en cours de chacune des Parties, les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les Parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Le comité de pilotage est présidé par la Vice-Présidente en charge des Solidarités, de la santé et de la famille, avec la participation éventuelle d'autres Vice-présidents, en fonction des thématiques concernées. Il se réunit a minima une fois par an.

Le comité de pilotage peut aussi être organisé sous forme de groupes de travail, s'il le juge nécessaire, réunissant les services de la Région et les équipes de la Fondation FondaMental, afin d'approfondir les possibilités de partenariat sur d'autres sujets. En ce sens, il pourra s'agir de construire ensemble de nouveaux projets ad hoc.

ARTICLE 3 – Engagements de la Fondation FondaMental

La Fondation FondaMental s'engage à :

- Participer avec la Région Île-de-France à développer une région solidaire à partir des thématiques prioritaires et des actions communes identifiées ;
- Mettre en place des projets d'intérêt régional en matière de santé mentale s'inscrivant dans la feuille de route régionale ;
- Fournir à la Région Île-de-France des données quantitatives et qualitatives pouvant contribuer aux différentes politiques publiques régionales ;
- Se rendre disponible pour être auditionnée sur des questions liées à son champ d'expertise et de compétences, afin d'alimenter les travaux de la Région et produire des propositions liées à la connaissance du terrain, afin de porter à connaissance de bonnes pratiques ;
- Informer la Région Île-de-France de ses projets d'évènements et manifestation en lien avec la présente convention et si nécessaire la consulter et l'associer ;
- Convier annuellement la Présidente de la Région Île-de-France ou son représentant à une rencontre avec la Fondation FondaMental afin d'échanger sur les enrichissements réciproques apportés par la convention ;
- Associer la Région aux projets et évènements régionaux relatifs à son secteur d'activités ;

- Transmettre à la Vice-présidente en charge des Solidarités un bilan annuel des activités conduites au titre du comité de pilotage, de manière à en informer la commission thématique « Action sociale, santé, famille » et/ou l'assemblée régionale réunie en séance plénière.

ARTICLE 4 – Engagements de la Région Île-de-France

En contrepartie, dans le cadre de ce partenariat renforcé tel que porté par son règlement d'intervention « Région solidaire en santé » adopté par la délibération CP n°2019-160 du 22 mai 2019 dans son titre I alinéa 2 « Prévention Santé jeunes », la Région s'engage à :

- Participer au financement des dépenses en fonctionnement liées au coût des projets pour un montant plafond annuel de 100 000 €, à hauteur de 50% de la dépense subventionnable (sous réserve de la disponibilité des crédits et du vote favorable de la commission permanente, la Région s'engage, par ce partenariat renforcé). Le montant annuel de la subvention régionale donnera lieu à une affectation spécifique proposée chaque année au vote de la Commission permanente de la Région.
  Chaque projet fera l'objet d'une convention dédiée, décrivant celui-ci et spécifiant les engagements de chacune des Parties dans le projet.

- Soutenir en particulier les actions de la Fondation FondaMental en faveur de :
  - la santé mentale, avec un focus sur l'amélioration de la santé des jeunes, le sommeil, dans la continuité des priorités identifiés dans le rapport « Préventions santé des jeunes »
  - l'innovation en psychiatrie, afin de faire à la fois progresser la recherche publique et privée et la prise en charge des patients
  - changement de regard sur la maladie mentale, afin de lutter contre les discriminations dont souffrent les malades mais également afin de réduire le retard au diagnostic.

- Mettre en place et animer un comité de pilotage, au minimum une fois par an.

- Informer la Fondation FondaMental des différents dispositifs en droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés pour ses actions dans les domaines de la citoyenneté, de la santé, des loisirs, du sport, des solidarités, du numérique, de la culture et de l'engagement citoyen.

- Apporter son concours aux actions menées par la Fondation FondaMental, notamment en organisant des événements communs qui pourront se tenir dans les locaux régionaux, sous réserve de disponibilité et de nécessité de service public.

- Informer la Fondation FondaMental des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de la santé, et autant que possible l'associer à ces évènements.

ARTICLE 5 – Communication

Les deux Parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication qui entrent dans le champ de la présente convention, et à s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

La Fondation FondaMental s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région, ainsi qu'à assurer la présence du logo de la Région sur l'ensemble des supports d'information et de communication traitant des actions qu'elle soutient.

La Région Île-de-France s'engage à communiquer sur les actions de la Fondation FondaMental soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

ARTICLE 6 – Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 – Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle prend effet le jour de sa signature par les Parties.

ARTICLE 8 – Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux Parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant de mise en demeure.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France	Pour la Fondation FondaMental
Valérie Pécresse Présidente de la Région Île-de-France	**Marion Leboyer** Directrice de la Fondation FondaMental

DOSSIER N° 20003170 - Améliorer la santé mentale des franciliens : de la déstigmatisation au soutien à l'innovation en psychiatrie

Dispositif : Prévention santé jeunes - Partenariats renforcés (n° 00001193)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100103- Prévention santé - Jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention santé jeunes - Partenariats renforcés	200 000,00 € TTC	50,00 %	100 000,00 €
		Montant total de la subvention	100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION FONDAMENTAL
Adresse administrative : 40 RUE DE MESLY
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur DAVID DE ROTHSCHILD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : AMELIORER LA SANTE MENTALE DES FRANCILIENS : DE LA DESTIGMATISATION AU SOUTIEN A L'INNOVATION EN PSYCHIATRIE

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : action se déroulant sur l'année civile.

Description :
La Fondation FondaMental propose d'apporter à la Région son expertise scientifique et technique pour servir les ambitions de la Grande Cause régionale 2020 dédiée à la prévention du suicide et du burn out.
Les actions à mettre en place dans le cadre de ce partenariat ont pour objectif :
- d'améliorer la connaissance des franciliens, et plus spécifiquement des étudiants (population à risque), sur les maladies mentales afin d'améliorer le recours précoce aux soins et de prévenir les gestes suicidaires ;
- de contribuer à l'avènement d'une médecine de précision en psychiatrie à travers la stimulation de l'innovation en santé (encourager les partenariats publics-privés de la recherche francilienne).
1. INFORMATION ET DESTIGMATISATION
Chaque année, la Fondation FondaMental, la Région Île de France et ses partenaires déploieront des actions de communication et d'information auprès du grand public mais aussi des professionnels de santé sur des grands enjeux de santé mentale.
2. SOUTIEN A L'INNOVATION A TRAVERS LE DEVELOPPEMENT D'ECHANGES ENTRE

ACTEURS PUBLICS-PRIVES
La promotion de l'innovation en psychiatrie est un levier essentiel de l'amélioration de la prise en charge psychiatrique des franciliens. Cela nécessite de favoriser les rencontres entre acteurs publics, académiques et industriels et de stimuler les collaborations.
La Fondation FondaMental propose :
- de conseiller la Région Île-de-France sur les thématiques porteuses et les acteurs de l'innovation en psychiatrie ;
- de nourrir la réflexion de la Région en s'appuyant sur les résultats des travaux académiques ;
- de contribuer à la mise en place d'une manifestation permettant la rencontre des acteurs privés et publics de l'innovation de l'écosystème francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achats fournitures de bureau ou d'entretien	3 000,00	1,50%
Locations	6 000,00	3,00%
études et recherches	20 000,00	10,00%
divers : colloques, séminaires	15 000,00	7,50%
Déplacements, missions et réceptions	20 000,00	10,00%
Frais postaux et frais de télécommunications	3 000,00	1,50%
honoraires	30 000,00	15,00%
Impôts et taxes : taxes sur les salaires	3 000,00	1,50%
frais de personnel	100 000,00	50,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	50,00%
entreprises	50 000,00	25,00%
fonds propres	50 000,00	25,00%
Total	200 000,00	100,00%

ANNEXE 5 - FICHE PROJET RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT DES PROFESSIONNELS DE SANTE

DOSSIER N° 20000458 - Projet de coordination des professionnels de santé de Trappes

Dispositif : Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité (n° 00001140)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100107- Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité	6 260,00 € TTC	50,00 %	3 130,00 €
	Montant total de la subvention		3 130,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOINS COORDONNES
Adresse administrative : 42 RUE VICTOR GENOUX
70300 LUXEUIL LES BAINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Peggy WIHLIDAL, Déléguée

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : projet de coordination des professionnels de santé de Trappes.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 29 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évènement a lieu le 16 janvier, il est donc impératif de pouvoir commencer l'organisation de l'opération en amont.

Description :
Organisation de la 1ère réunion de concertation des professionnels de santé à Trappes (78).

Dans le cadre de sa politique Région solidaire et de son action de lutte contre les déserts médicaux, la Région Ile-de-France a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) en 2018, pour soutenir une expérimentation visant à coordonner les ressources des professionnels de santé en partant des besoins du territoire. L'association Soins coordonnés a été retenu dans le cadre de cet AMI.
Ce projet vise à proposer une meilleure organisation des différents acteurs de la santé et à apporter des réponses aux problèmes rencontrés par les Franciliens.
Pour la première fois en partant des besoins des territoires, l'opérateur propose et tester un nouveau modèle de coordination des ressources locales sur une zone présentant des besoins spécifiques.

En janvier 2020, Soins Coordonnés organise la première réunion de concertation des professionnels de santé de Trappes, au cours de laquelle, les différents corps médicaux en présence vont participer à l'élaboration d'un outil de coordination. Cet outil va permettre aux professionnels de santé de mieux

échanger dans leurs pratiques et d'optimiser le parcours des patients.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Logistique : salle, accueil, catering	2 080,00	33,23%
Support de communication : flyer, impressions; kakemono, photographe	1 180,00	18,85%
Communication : réseaux sociaux, invitations et presse (PQR, bulletins municipaux ...)	3 000,00	47,92%
Total	6 260,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	3 130,00	50,00%
Soins Coordonnés	3 130,00	50,00%
Total	6 260,00	100,00%

ANNEXE 6 - FICHE PROJET RELATIVE AUX GRANDES VULNERABILITES

DOSSIER N° 20000163 - Création d'une maison des parents pour faciliter l'hébergement des familles d'enfants hospitalisés.

Dispositif : Soutien aux grandes vulnérabilités (n° 00001163)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100111- Région solidaire en santé

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux grandes vulnérabilités	282 940,00 € TTC	17,67 %	50 000,00 €
		Montant total de la subvention	50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PRINCESSE MARGOT
Adresse administrative : 3 RUE DE L'ABBE POUCHARD
94160 SAINT-MANDE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HATTAB Muriel, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une maison des parents pour faciliter l'hébergement des familles d'enfants hospitalisés.

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association « Princesse Margot » a pour objectif l'amélioration du bien-être des enfants malades et de leurs familles. Pour cela, l'association accueille les familles dans cette épreuve et est un lieu d'accueil où, enfants, parents et fratries reçoivent un soutien affectif et psychologique. Aujourd'hui, l'association souhaite aller plus loin et renforcer ses actions à destination des familles précaires dont les enfants sont atteints par la maladie du cancer.
C'est pourquoi elle a décidé de créer une maison des parents afin de faciliter l'hébergement des familles d'enfants hospitalisés et qui fautes de ressources conséquentes ne peuvent se payer des frais d'hébergement durant la période d'hospitalisation de leurs enfants.
A travers ce projet, il s'agit pour l'association d'apporter une réponse inédite, socialement innovante et adaptée aux besoins des familles précaires. En effet, moins de 300 chambres sont disponibles dans les maisons de parents localisées en zone parisienne, une capacité d'accueil très inférieure à la demande et le coût élevé des frais d'hôtels contraignent certaines familles. Ainsi, cette maison des parents permet de proposer aux familles un logement temporaire, avec un tarif adapté à leurs revenus, dans une résidence qui leur est spécialement dévolue.
Ce lieu propose des chambres individuelles et des pièces à vivre en commun. Par ce projet, l'association entend offrir plus qu'un « lieu pour dormir » mais un véritable espace de réconfort et de détente pour les familles.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-MANDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses administratives et informatiques	85 790,00	30,32%
Dépenses logistiques	97 240,00	34,37%
Communication	24 400,00	8,62%
Charges de personnel	75 510,00	26,69%
Total	282 940,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	50 000,00	17,67%
Fonds propres	232 940,00	82,33%
Total	282 940,00	100,00%

ANNEXE 7 - CONVENTION ET FICHE PROJET RELATIVES AU PARTENARIAT RENFORCE AVEC LA MATERNITE DES LILAS

Convention de partenariat stratégique
entre
la Région Île-de-France et la Maternité des Lilas

ENTRE

La Région Ile-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine,
Représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
Ci-après dénommée « la Région »,
D'une part,

ET

L'association « Naissance maternité des Lilas », située 12-14 rue du Coq Français 93260 Les Lilas
Représentée par Monsieur Louis Fabiano, président de l'association « Naissance Maternité des Lilas »,
Ci-après dénommée « la Maternité des Lilas »,
D'autre part,

« La Région » et «Maternité des Lilas » sont communément dénommées « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

La maternité des Lilas est un établissement de santé d'intérêt collectif, sans dépassement d'honoraires, centré sur la prise en charge des femmes et des couples dans leur parcours de vie qu'il s'agisse d'accompagnement de la grossesse et de la naissance, de planification familiale ou d'interruption de grossesse. Depuis 1964, elle est un lieu emblématique d'écoute et d'humanité où chacun, femme comme homme, est accueilli et respecté dans ses choix. Le planning familial de la Maternité des Lilas participe à l'offre de soins du département de la Seine-Saint-Denis en réalisant chaque année environ 1000 interruptions de grossesse.

La Région Ile-de-France est engagée de façon résolue et énergique dans la lutte contre les fractures territoriales et sociales. A travers le programme Région Solidaire, la Région s'attache à améliorer la qualité de vie en Île-de-France en veillant notamment à l'accès à la santé de tous les Franciliens sur l'ensemble du territoire et en agissant pour leur garantir plus de protection et de sécurité. La Région soutient ainsi des actions structurantes visant à améliorer la prévention, le dépistage, l'éducation à la santé et l'accompagnement thérapeutique des malades à travers le soutien de projets relatifs aux enjeux spécifiques de santé en Ile-de-France.

Au regard du rôle de la Maternité des Lilas pour la santé des femmes, des jeunes mais aussi des populations fragiles, au regard de l'engagement de la Région pour une politique de santé et de prévention innovante, il a été décidé d'unir leurs forces et de construire un partenariat stratégique, gage d'une efficacité plus grande au service des Franciliens, c'est l'objet de la présente convention.

Elle formalise l'engagement de la Région Ile-de-France et de la Maternité des Lilas à poursuivre leur action en commun en faveur du programme Région solidaire en santé, au sein duquel l'éducation à la vie affective et sexuelle notamment des plus jeunes (en matière de contraception, d'accès à l'IVG), la santé des femmes, la prévention des violences faites aux femmes sont des priorités. Ce partenariat est un maillon de plus dans notre politique volontariste vers une Région sans SIDA.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet de la convention

La Maternité des Lilas et la Région Ile-de-France s'engagent à travers la présente convention de partenariat stratégique à travailler conjointement à des actions permettant aux jeunes, aux hommes comme aux femmes, d'être écoutés et accompagnés dans leurs choix.
Cette approche croise :

- l'accès facilité au dépistage et à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) des personnes les plus vulnérables
- le développement de temps spécifiques d'information à la sexualité, de prévention des violences et d'accompagnement à la parentalité

Les thématiques de partenariat, intégré au programme Région Solidaire, relèvent en particulier de l'accès aux soins, à l'information et aux droits en santé sexuelle et à la citoyenneté.

Les deux parties partagent une ambition de se nourrir mutuellement de points de vue et de projets concrets au service des Franciliens et de leur santé.

L'objectif est d'installer un partenariat durable pluriannuel définissant une méthode de travail commune : des échanges réguliers entre les responsables des deux structures et une réunion bilan au cours de l'année avec production d'un rapport d'activité annuel.

ARTICLE 2 - Engagements de la Maternité des Lilas

La Maternité des Lilas s'engage à :

- Poursuivre les actions de nature à renforcer l'accès et l'accompagnement des femmes, notamment les plus précaires, à l'IVG.
- Faire connaitre et rendre accessible sur le territoire le futur centre gratuit d'Information, de dépistage et de diagnostic des virus de l'immunodéficience humaine (VIH), des hépatites et des infections sexuellement transmissibles (IST) de la maternité des Lilas dont l'accréditation a été sollicitée par la maternité auprès de l'ARS. L'attention sera portée à la continuité du parcours des personnes les plus vulnérables.
- Développer des temps d'information et d'échanges innovants hors les murs pour permettre notamment aux plus jeunes :

  - d'être informés sur leurs droits en matière de santé sexuelle

  - de favoriser le respect de chacun afin de prévenir les violences notamment celles faites aux femmes.

Une réflexion particulière sera portée à la sensibilisation du public masculin notamment dans les lycées et les associations sportives.

- Organiser des sessions d'accompagnement de la parentalité : rencontres proposées sur la thématique de la bientraitance.
- A partir des thématiques prioritaires identifiées, participer à des projets communs avec la Région allant dans le sens d'une région solidaire en santé
- Fournir à la Région un bilan d'activité chaque année
- Informer la Région de ses projets d'événements et manifestations en lien avec la présente convention et si nécessaire le consulter et l'associer. De même s'associer aux projets et événements régionaux relatifs à son secteur d'activités

ARTICLE 3 – Engagements de la Région Ile-de-France

En contrepartie, dans le cadre de son action en faveur de la santé pour tous les Franciliens, la Région s'engage à :

- Informer la Maternité des Lilas des différents dispositifs de droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés pour ses actions dans les domaines de la santé, de la prévention (IPASS contraception) et de la télémédecine
- Soutenir l'action de la Maternité des Lilas en faveur :
    - D'actions favorisant l'accès à l'IVG et au dépistage
    - De la tenue de sessions spécifiques hors les murs dans le champ de la prévention en matière de santé sexuelle et de citoyenneté
    - Développer de nouvelles formes d'accompagnement de la parentalité
- Informer la Maternité des Lilas des manifestations organisées par la Région Ile-de-France en faveur de la santé et autant que nécessaire la consulter et l'associer.

En tant qu'acteur particulièrement engagé dans la prévention santé des jeunes, la santé des femmes et l'accès aux soins des publics vulnérables, la Région apporte son soutien à la Maternité des Lilas dans le cadre d'un partenariat renforcé tel que prévu par le règlement d'intervention Région solidaire en santé approuvé par délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019.
Dans ce cadre, et sous réserve de la disponibilité des crédits et du vote favorable de la commission permanente, la Région s'engage pour la durée de la convention à apporter un soutien en fonctionnement à la Maternité des Lilas pour l'ensemble des actions mentionnées à l'article 2 de la présente convention à hauteur de 50% des dépenses engagées et dans un plafond de 100 000€ par an.
Ce soutien en fonctionnement relève du chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP HP41-001 (141 001) «Prévention et éducation à la santé» - Action 141 001 12 «Prévention – Contraception - Grossesses précoces - IVG».

ARTICLE 4 – Communication

Les deux parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication entrant dans le champ de la présente convention, et à s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

La Maternité des Lilas s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région et assurer la présence du logo de la Région sur l'ensemble des supports d'information et de communication traitant des actions soutenues par la Région.

La Région s'engage à communiquer sur les actions de la Maternité des Lilas soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

ARTICLE 5 - Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Elle prend effet le jour de sa signature par les parties.

Les engagements réciproques pour les années 2021 et 2022 seront pris par avenant chaque année.

ARTICLE 6 – Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 – Conditions de modification et de résiliation de la convention
Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du conseil régional.
En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.
Fait

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Ile-de-France

Pour l'association « Naissance Maternité des Lilas »

Monsieur Louis FABIANO,
président de l'association
« Naissance Maternité des Lilas »

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° 20000171 - Prévention - contraception - IVG - Santé sexuelle

Dispositif : Contraception - Grossesses précoces - IVG - Partenariats renforcés (n° 00001192)
Délibération Cadre : CP2019-160 du 22/05/2019
Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
Action : 14100112- Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contraception - Grossesses précoces - IVG - Partenariats renforcés	392 831,00 € TTC	25,46 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NAISSANCE MATERNITE DES LILAS
Adresse administrative : 12-14 RUE DU COQ FRANCAIS
93260 LES LILAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean Claude HIREL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévention - contraception - IVG - Santé sexuelle

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Région Île-de-France initie un nouveau partenariat renforcé avec un établissement investi de longue date sur les questions des droits des femmes et de la santé sexuelle, la Maternité des Lilas.

Ce partenariat inédit et structurant porte l'ambition du programme Région solidaire d'être aux côtés d'acteurs clés, tels que la Maternité des Lilas, pour soutenir toutes les femmes, leur permettre de disposer librement de leurs corps et les accompagner dans leurs choix. Ainsi, ce partenariat répond pleinement aux objectifs que la Région s'est fixés à travers ce programme : accompagner les femmes encore trop souvent isolées et de les aider à répondre aux difficultés auxquelles elles sont confrontées, promouvoir toute action visant un accès facilité à la contraception et plus largement, soutenir les actions structurantes visant à améliorer la prévention, le dépistage, l'éducation à la santé.Ce partenariat vise également à sensibiliser les jeunes garçons au respect des femmes et à les informer sur le rôle en matière de prévention.

La Maternité des Lilas et la Région Île-de-France ont décidé d'unir leurs forces et de travailler conjointement à de nouvelles approches permettant aux femmes comme aux hommes d'être écoutés. Des sessions de sensibilisation auprès de publics jeunes y compris masculins pourront notamment être proposées hors-les-murs au plus proche des lieux et des questionnements individuels en matière de

santé, de sexualité, de prévention des risques, de réflexion citoyenne. La convention établie prévoit quatre grandes pistes d'action :
- Renforcer l'accès et l'accompagnement des femmes à l'IVG notamment les personnes plus précaires.
- Développer des temps d'information et d'échanges innovants hors les murs pour permettre notamment aux plus jeunes d'être informés sur leurs droits en matière de santé sexuelle, de favoriser le respect de chacun afin de prévenir les violences notamment celles faites aux femmes. Une réflexion particulière sera portée à la sensibilisation du public masculin notamment dans les lycées et les associations sportives.
- Faire connaitre et rendre accessible sur le territoire le futur centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic des virus de l'immunodéficience humaine (VIH), des hépatites et des infections sexuellement transmissibles (IST)
- Organiser des sessions d'accompagnement de la parentalité, des rencontres seront proposées sur la thématique de la bientraitance.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LES LILAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges fixes (eau, chauffage, fournitures, entretien, loyers)	25 695,00	6,54%
Charges variables	6 060,00	1,54%
Charges de structure (Direction, RH, comptabilité, service hotelier etc...)	62 216,00	15,84%
Frais de personnels	298 860,00	76,08%
Total	392 831,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	100 000,00	25,46%
Subvention département	262 802,00	66,90%
Fonds propres	30 029,00	7,64%
Total	392 831,00	100,00%

ANNEXE 8 - AVENANT A LA CONVENTION ET FICHE PROJET RELATIVE A LA MSP JACOBI

AVENANT A LA CONVENTION portant modification de la fiche projet N° EX045072 - Création d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire à Paris - 16e arrondissement (CP2020-042 - 31 janvier 2020)

La **Région Ile-de-France**, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) - 2, rue Simone Veil, représentée par la présidente du conseil régional, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération de la CP 2020-042 du 31 janvier 2020,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

Le bénéficiaire dénommé : **DOCTEUR ECLANCHER**
dont le statut juridique est : Société Civile Immobilière
N° SIRET : 845310903 00016
Code APE : 68.20B
dont le siège social est situé au : 26 RUE VOLTA 92800 PUTEAUX
ayant pour représentant Monsieur WILLIAM ECLANCHER, Gérant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide aux structures d'exercice collectif » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR2017-126 modifiée du 21 septembre 2017.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n° CP 2019-238 du 3 juillet 2019, la Région a attribué à la SCI Docteur Eclancher une subvention d'un montant maximum de 100 000€ représentant 5,97 % de la dépense subventionnable pour la création d'une Maison de santé pluridisciplinaire à Paris - 16e dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » du présent avenant à la convention.

Le présent avenant a pour objet de permettre au bénéficiaire d'obtenir une dérogation pour le démarrage anticipé d'acquisition foncière et de travaux à partir du 1er mai 2019.

ARTICLE 1 :

L’article 3.4 de la convention est modifié.

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er mai 2019 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

ARTICLE 3:

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 4 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet rectificative.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France

Pour la Présidente du Conseil Régional d’Ile-de-France

Le Directeur Général Adjoint

Pôle des politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation

Cédric ARCOS

Le bénéficiaire DOCTEUR ECLANCHER

Monsieur WILLIAM ECLANCHER, Gérant

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-238
Modification le 31 janvier 2020 - CP2020-042

DOSSIER N° EX045072 - Création d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire à Paris - 16e arrondissement

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)
Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017
Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
Action : 14100203- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 674 735,00 € TTC	5,97 %	100 000,00 €
		Montant total de la subvention	100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DOCTEUR ECLANCHER
Adresse administrative : 26 RUE VOLTA
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur WILLIAM ECLANCHER, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une Maison de santé pluridisciplinaire à Paris - 16e arrondissement

Dates prévisionnelles : 1 mai 2019 - 30 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé d'acquisition foncière en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :
Depuis 2009, le 16e 'arrondissement a perdu 34 % de ses effectifs en médecine générale. Il compte actuellement 185 médecins généralistes exclusifs, parmis lesquels 109 sont âgés de 60 ans et plus, soit 59 % des effectifs et sont donc amenés à prendre leur retraite dans les prochaines années à venir. L'offre en médecine générale va donc diminuer à court terme, d'autant plus que la demande de soins, elle, ne cesse d'augmenter.
L'implantation d'une nouvelle offre de soins a vocation à :
- Développer l'offre de soins en soins primaires du territoire de la Porte de Saint-Cloud.
-Coordonner un réseau de soins avec des acteurs médicaux et para-médicaux locaux.
-Favoriser l'accès aux soins des femmes et des enfants avec la création d'un pôle mère-enfant.
-Favoriser la prise en charge des patients en situation de fragilité (sociale, mentale, physique).
-Organiser des soins non programmés

L'association regroupera à terme : 7 médecins généralistes, 2 sages-femmes, 2 orthophonistes, 1 infirmier, 2 pharmaciens.

L'ensemble des professionnels de santé est conventionné secteur 1.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250.000 € pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100.000 € pour les équipements

Localisation géographique :
- **PARIS**

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	**Montant**	**%**
Acquisition foncière et charges afférentes	**1 430 000,00**	**85,39%**
Travaux et frais d'architecte	**244 735,20**	**14,61%**
Total	**1 674 735,20**	**100,00%**

Recettes (€)		
Libellé	**Montant**	**%**
Emprunt	**1 374 735,20**	**82,09%**
Subvention Région Ile-de-France	**100 000,00**	**5,97%**
Subvention ARS/URPS	**200 000,00**	**11,94%**
Total	**1 674 735,20**	**100,00%**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-013

DU 31 JANVIER 2020

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : AVANCES SUR LA SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2020 - FUSION UNIVERSITÉ DE PARIS - PQFC ET PACTE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU le code du travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU la délibération n° CP 12-335 du 29 mars 2012 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 «une ambition pour répondre aux défis de demain» ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU la délibération n° CP 2018-174 du 30 mai 2018 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU Ia délibération n° CP 2018-255 du 4 juillet 2018 relative aux conventions de financement des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue ;

VU la délibération n° CP 2019-009 du 24 janvier 2019 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 30 mars 2019 relative au pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-276 du 3 juillet 2019 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2019-504 du 20 novembre 2019 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU le rapport n°CP 2020-013 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique au financement d'avances représentant 70 % de la subvention de l'année 2019 conformément aux montants précisés en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 89 157 760 € disponibles sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 13 «formations sanitaires et sociales», programme HP13-001 «formations sanitaires», action 11300102 «fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire» du budget 2020.

Article 2 : Financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations du secteur social au financement d'avances représentant 70 % de la subvention de l'année 2019 conformément aux montants précisés en annexe 2 à la présente délibération.

Approuve la convention d'objectifs et de moyens 2020 avec l'université de Paris, telle que présentée en annexe 3, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Subordonne le versement de la subvention globale de fonctionnement 2020 à l'université de Paris à la signature de la convention adoptée à l'alinéa précédent.

Affecte une autorisation d'engagement de 24 709 776 € disponibles sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 13 «formations sanitaires et sociales», programme HP13-002 «formations sociales», action 11300202 «fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2020.

Article 3 : Financement des centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue

Décide, pour la rentrée de janvier 2020, d'attribuer six places supplémentaires à l'Association de Formation des Professionnels de Santé (AFPS) au titre du PACTE et une place supplémentaire à l'association AGESPA au titre du PQFC pour la formation d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture en faveur des demandeurs d'emploi.

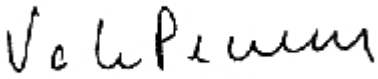
Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant de la formation professionnelle continue, au subventionnement des formations de la rentrée de janvier 2020 conformément aux montants précisés en annexe 4 à la présente délibération.

Approuve l'avenant type à la convention de financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue tel qu'il figure en annexe 5 de la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération N° CP 2019-009 du 20 janvier 2019 pour cinq établissements (ABC Puériculture, DOMEA, AGESPA et ABCD Abbaye des bords de Marne), d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé par délibération N° CP 2019-276 du 3 juillet 2019 pour deux établissements (ABC Puériculture, DOMEA) et d'un avenant conforme à l'avenant type approuvé à l'alinéa précédent pour tous les autres établissements, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 1 880 542 € disponible sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 113 «formation certifiante des personnes en recherche d'emploi», programme HP113-011 «formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture», action 11101101 «formation continue - aides-soignants et auxiliaires de puériculture » du budget 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc164329-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Tableau récapitulatif des avances sur la subvention globale de fonctionnement des écoles et instituts de formations paramédicales et maïeutiques

Centres de formation du secteur paramédical et maïeutique
Tableau récapitulatif au titre des avances 2020

Dépt	Bénéficiaire	Montant subvention définitive 2019	Avances au titre de la subvention 2020 (70% de la subvention 2019) - Montants arrondis à l'€ supérieur	N° dossier IRIS
75	CRF - CROIX ROUGE FRANCAISE	4 130 900 €	**2 891 630 €**	20000040
	AP-HP ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS	45 739 592 €	**32 017 715 €**	20000043
	FONDATION DIACONESSES DE REUILLY	1 975 376 €	**1 382 764 €**	20000048
	GROUPE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE PARIS-PSYCHIATRIE ET NEUROSCIENCES	3 989 670 €	**2 792 769 €**	20000042
	FONDATION HOPITAL SAINT-JOSEPH - ECOLE DES INFIRMIERES ET INFIRMIERS	2 565 660 €	**1 795 962 €**	20000039
	ADERE ASSOCIATION DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT RECHERCHE EN ERGOTHERAPIE	308 000 €	**215 600 €**	20000036
	VYV CARE POLE ENSEIGNEMENT ET FORMATION	734 600 €	**514 220 €**	20000038
	SORBONNE Université	953 000 €	**667 100 €**	20000037
Total 75		**60 396 798 €**	**42 277 760 €**	
77	GHEF GRAND HOPITAL DE L'EST FRANCILIEN	3 957 700 €	**2 770 390 €**	20000045
	FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE France CMPA	85 640 €	**59 948 €**	20000041
	CENTRE HOSPITALIER SUD SEINE ET MARNE	2 551 800 €	**1 786 260 €**	20000046
	GROUPE HOSPITALIER DU SUD ILE DE France	1 140 500 €	**798 350 €**	20000044
	CENTRE HOSPITALIER DE PROVINS - HOPITAL LEON BINET	1 106 600 €	**774 620 €**	20000047
Total 77		**8 842 240 €**	**6 189 568 €**	
78	HOPITAL DE PEDIATRIE ET DE REEDUCATION DE BULLION	238 000 €	**166 600 €**	20000054
	CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POISSY SAINT-GERMAIN	2 475 500 €	**1 732 850 €**	20000051
	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	829 100 €	**580 370 €**	20000053
	CENTRE HOSPITALIER DE VERSAILLES	1 304 440 €	**913 108 €**	20000049
	CHIMM - CENTRE HOSPITAIIER INTERCOMMUNAL DE MEULAN LES MUREAUX	2 359 235 €	**1 651 465 €**	20000050
	CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE RAMBOUILLET	1 147 600 €	**803 320 €**	20000055
	MGEN ACTION SANITAIRE ET SOCIALE - INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS MARCEL RIVIERE	1 280 800 €	**896 560 €**	20000052
Total 78		**9 634 675 €**	**6 744 273 €**	
91	CENTRE HOSPITALIER GENERAL D'ARPAJON	130 000 €	**91 000 €**	20000057
	CENTRE HOSPITALIER SUD FRANCILIEN	3 310 000 €	**2 317 000 €**	20000059
	GROUPE HOSPITALIER NORD ESSONNE	2 220 000 €	**1 554 000 €**	20000058
	ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE BARTHELEMY DURAND	1 215 000 €	**850 500 €**	20000056
Total 91		**6 875 000 €**	**4 812 500 €**	
92	OEUVRE DU PERPETUEL SECOURS - INSTITUT HOSPITALIER FRANCO-BRITANNIQUE	2 308 300 €	**1 615 810 €**	20000060
	CASH - CENTRE D'ACCUEIL DE SOINS HOSPITALIERS DE NANTERRE	2 733 715 €	**1 913 601 €**	20000063
	CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL STELL	1 325 040 €	**927 528 €**	20000062
	ASSOCIATION HOPITAL FOCH	2 088 525 €	**1 461 968 €**	20000061
Total 92		**8 455 580 €**	**5 918 907 €**	
93	CFLC - CENTRE DE FORMATION LOUISE COUVE	1 338 978 €	**937 285 €**	20000064
	CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL ROBERT BALLANGER	1 642 400 €	**1 149 680 €**	20000068
	FONDATION OEUVRE DE LA CROIX ST-SIMON	2 452 750 €	**1 716 925 €**	20000035
	GIP IFITS INSTITUT DE FORMATION INTERHOSPITALIER THEODORE SIMON	4 263 155 €	**2 984 209 €**	20000065
	ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE DE VILLE EVRARD	1 437 420 €	**1 006 194 €**	20000067
	CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE ST-DENIS - CENTRE HOSPITALIER DELAFONTAINE	1 954 530 €	**1 368 171 €**	20000066
Total 93		**13 089 233 €**	**9 162 464 €**	
94	CHIV - CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE VILLENEUVE ST GEORGES	1 235 000 €	**864 500 €**	20000070
	CENTRE HOSPITALIER LA QUEUE BRIE HOPITAL LES MURETS	1 620 000 €	**1 134 000 €**	20000069
	GROUPE HOSPITALIER PAUL GUIRAUD	1 475 000 €	**1 032 500 €**	20000074
	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE - ECOLE DEPARTEMENTALE DE PUERICULTURE	345 000 €	**241 500 €**	20000072
	LES HOPITAUX DE SAINT-MAURICE	3 282 000 €	**2 297 400 €**	20000073
	UPEC - UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE	280 000 €	**196 000 €**	20000071
Total 94		**8 237 000 €**	**5 765 900 €**	
95	CENTRE HOSPITALIER VICTOR DUPOUY	1 673 900 €	**1 171 730 €**	20000079
	CENTRE HOSPITALIER GENERAL GONESSE	1 586 850 €	**1 110 795 €**	20000081
	CENTRE HOSPITALIER MOISSELLES ROGER PREVOT	1 479 785 €	**1 035 850 €**	20000077
	CENTRE HOSPITALIER SIMONE-VEIL	1 592 140 €	**1 114 498 €**	20000075
	GHCPO - GROUPE HOSPITALIER CARNELLE PORTES DE L'OISE - SITE DR JACQUES FRITSCHI	1 391 935 €	**974 355 €**	20000076
	CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS	1 830 250 €	**1 281 175 €**	20000078
	FONDATION LEONIE CHAPTAL	2 282 835 €	**1 597 985 €**	20000080
Total 95		**11 837 695 €**	**8 286 388 €**	
TOTAL Ile de France		**127 368 221 €**	**89 157 760 €**	

Annexe 2 - Tableau récapitulatif des avance sur la subvention globale de fonctionnement des organismes de formations sociales

Centres de formation en travail social
Tableau récapitulatif au titre des avances 2020

Dépt	Bénéficiaire	Montant subvention définitive 2019	Avances au titre de la subvention 2020 (70% de la subvention 2019 hors complément) - Montants arrondis à l'€ supérieur	N° dossier IRIS
75	APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	84 425 €	59 098 €	20000082
	CRAMIF	442 371 €	309 660 €	20000083
	AEFPP - ASSOCIATION ECOLE DE FORMATION PSYCHO-PEDAGOGIQUE	2 084 625 €	1 459 238 €	20000084
	ECOLE NORMALE SOCIALE	845 000 €	591 500 €	20000085
	ETSUP - ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL	2 412 000 €	1 688 400 €	20000086
	INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE	154 250 €	107 975 €	20000087
	ASSOCIATION POUR LA GESTION DU CENTRE DE FORMATION SAINT-HONORE	2 342 500 €	1 639 750 €	20000088
	UNIVERSITE DE PARIS	553 085 €	387 160 €	20000089
	AFRIS ASSOCIATION INSTITUT PARMENTIER	6 267 126 €	4 386 989 €	20000090
Total 75		**15 185 382 €**	**10 629 770 €**	
78	SAUVEGARDE DE L'ENFANT DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES - BUC RESSOURCES	2 641 170 €	1 848 819 €	20000092
	DEPARTEMENT DES YVELINES - INSTITUT DE FORMATION SOCIALE DES YVELINES	606 600 €	424 620 €	20000093
Total 78		**3 247 770 €**	**2 273 439 €**	
91	CFE - CENTRE DE FORMATION DE L'ESSONNE	618 000 €	432 600 €	20000094
	IRFASE	2 702 655 €	1 891 859 €	20000095
Total 91		**3 320 655 €**	**2 324 459 €**	
92	L'HORIZON	1 047 295 €	733 107 €	20000096
	ITSRS - INSTITUT DE TRAVAIL SOCIAL ET DE RECHERCHES SOCIALES	6 133 821 €	4 293 675 €	20000097
	INITIATIVES	275 000 €	192 500 €	20000098
Total 92		**7 456 116 €**	**5 219 282 €**	
93	CERPE CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE PETITE ENFANCE	911 655 €	638 159 €	20000099
	ASSOCIATION REGIONALE DES CEMEA IDF	1 198 595 €	839 017 €	20000100
	CFLC - CENTRE DE FORMATION LOUISE COUVE	92 000 €	64 400 €	20000105
	UNIVERSITE PARIS XIII -NORD	475 000 €	332 500 €	20000101
Total 93		**2 677 250 €**	**1 874 076 €**	
94	INFA - INSTITUT NATIONAL DE FORMATION ET D'APPLICATION	820 000 €	574 000 €	20000102
	ANIMATION 94	80 000 €	56 000 €	20000103
Total 94		**900 000 €**	**630 000 €**	
95	CPCV - CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE	67 500 €	47 250 €	20000104
	EPSS - ECOLE PRATIQUE DE SERVICE SOCIAL	2 445 000 €	1 711 500 €	20000091
Total 95		**2 512 500 €**	**1 758 750 €**	
TOTAL Ile-de-France		**35 299 673 €**	**24 709 776 €**	

Annexe 3 - Convention d'objectifs et de moyens Université de Paris

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social

La région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente,
En vertu de la délibération N° CP 2020-013 du 31 janvier 2020

Ci-après dénommée *« la Région »*

ET

Nom du bénéficiaire : **Université de Paris**

Statut juridique : Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de .

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code du travail, et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n°88-368 du 15 avril 1998 fixant les taux et les montants de rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle continue ;

VU le décret n° 2005-426 du 4 mai 2005 pris pour application des articles L.451-2 à L.451-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2017-537 du 14 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social;

VU le règlement régional des bourses, adopté par délibération du Conseil régional n° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017;

VU le règlement du fonds régional d'aide sociale, adopté par délibération du Conseil régional n° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 15 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 « une ambition pour répondre aux défis de demain »,

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 approuvant, notamment, le règlement d'intervention pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CP 2017-579 du 22 novembre 2017 relative aux « conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social » ;

VU le budget de la Région Ile de France ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission santé ;

VU l'avis de la commission des finances ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Préambule

La Région a adopté, en décembre 2016, son nouveau schéma régional des formations sanitaires et sociales (SRFSS). Désormais, elle assure le pilotage de l'appareil de formation et son financement au regard des orientations et des préconisations d'évolution de l'offre de formation définies dans ce schéma.

Il vise notamment à répondre à de nouveaux enjeux qualitatifs de meilleure gestion des centres, de qualité de la formation, d'amélioration du soutien aux élèves et étudiants en formation et d'innovation. Il aspire à répondre aux besoins en emploi des territoires.

Il définit de grandes orientations pour relever ces enjeux :

- **Optimiser la gestion des ressources** par la mise en place d'outils de gestion et de pilotage et l'amélioration du suivi des établissements,

- **Développer la qualité** en favorisant la réussite et l'insertion des étudiants et en inscrivant les établissements dans les priorités régionales,
- **Introduire l'innovation** par le développement d'équipement et de nouvelles pratiques pédagogiques**.**

Pour atteindre ces objectifs, la Région détermine des priorités régionales. Elle s'appuie sur un partenariat resserré avec les établissements en mettant en œuvre une politique de financement, d'optimisation de la carte des formations et de soutien à différentes actions (sécurité, investissement, équipement et innovation). Le soutien à l'équipement et à l'investissement fait l'objet d'une convention spécifique.

Afin d'assurer le pilotage optimal du secteur, elle met en place un contrat de performance qui s'appuie sur des indicateurs pour suivre au mieux les établissements et partager les informations. Il est attendu des centres une attention particulière à la qualité et à la fiabilité des éléments transmis. Ces derniers constituent un élément de suivi et complètent les dialogues de gestion.

Article 1 : Objet général de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre partenarial entre la Région et le bénéficiaire pour permettre à ce dernier de mener à bien les formations en travail social décrites dans les annexes 1 et 1bis et ayant fait l'objet d'un agrément conformément à la réglementation en vigueur.

La présente convention intervient dans le cadre défini par le décret n° 2017-537 du 13 avril 2017.

La présente convention s'inscrit dans la mise en oeuvre du schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022. Elle précise également les modalités du financement régional pour le fonctionnement des formations sociales dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement annuelle, les modalités du partenariat et du financement et celles du contrôle des dossiers de demandes d'aides.

Article 2 : Obligations du bénéficiaire

Article 2.1 : Règles générales du partenariat

Le bénéficiaire s'engage à réaliser à son initiative et sous sa responsabilité les formations de qualité financées par la Région, à suivre les étudiants de leur sélection jusqu'à leur insertion professionnelle et à assurer l'accès à l'information ainsi que la transmission des dossiers d'aides aux étudiants.

Article 2.2 : Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à transmettre toutes les données statistiques demandées par la Région, dans les délais impartis, et notamment :

- les informations relatives au budget, aux effectifs, au personnel et aux aides aux étudiants ;
- les informations relatives au pilotage du schéma des formations sanitaires et sociales ;
- les indicateurs relatifs au suivi ;
- les informations relatives aux partenariats avec les Universités ;
- les projets d'extension ou d'ouverture de nouvelles sections de formation des centres de formation pour contrôle et validation par la Région ;

- les informations relatives à la formation continue ;
- les informations nécessaires à la réalisation des enquêtes ;
- les informations nécessaires à la communication au grand public.

Il s'engage également à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies à l'article 1er ci-dessus et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle, notamment comptable, de l'utilisation de la subvention régionale ;
- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- informer la Région des changements de référents chargés des aides aux étudiants : bourses et FRAS ;
- informer la Région par écrit dans les meilleurs délais, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- apporter toute explication ou toute pièce complémentaire que la Région juge utile quant à l'exécution de la ou des actions subventionnées et aux étudiants en formation.

Afin de permettre le contrôle par la Région des obligations du bénéficiaire, ce dernier s'engage également à :

- respecter les conditions d'exécution imposées, à en faciliter et à en permettre le contrôle à tout moment par les services régionaux, assistés, le cas échéant, de personnes désignées par la Région ;
- conserver l'ensemble des documents administratifs et comptables relatifs à l'exécution pour une durée minimale de 10 ans à compter de l'expiration de la présente convention ;
- transmettre, sur simple demande de la Région, tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution des formations et la bonne gestion de l'organisme ;
- transmettre des informations relatives à la qualité de la formation, au profil des étudiants et à leur insertion professionnelle ou à leur poursuite d'études.

La Région, ou toute personne qu'elle aura désignée, se réserve la possibilité de contrôle, notamment technique et financier de l'utilisation des fonds et de la réalisation de la / des formation(s) au titre de la présente convention.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et sur place, notamment par l'accès aux documents administratifs, comptables et de suivi et à toutes autres pièces justificatives. Le bénéficiaire peut être amené à fournir, sur demande de la Région, tous les éléments lui permettant d'attester du service fait, et notamment les listes d'émargement.

Pour rappel, il appartient au centre de formation :

- de déclarer son activité de formation auprès de la DIRECCTE conformément à la loi du 24 novembre 2009 (notamment codifiée à l'article R6351-1 et suivants du Code du travail) relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie,
- de veiller chaque année à s'inscrire sur la liste des instituts autorisés à percevoir la taxe d'apprentissage, publiée par la Préfecture de Région, si les conditions requises sont remplies,
- de veiller à s'inscrire sur le Datadock qui permet aux financeurs de la formation professionnelle de vérifier la conformité des organismes de formation aux critères qualité définis par le décret du 30 juin 2015.

Article 2.3 : Obligations financières et comptables

Article 2.3.1 : Respect des principes comptables

La comptabilité du bénéficiaire retrace l'intégralité des opérations réalisées pour le centre de formation, y compris les équipements et les investissements.

Le bénéficiaire doit mettre en place une comptabilité analytique permettant de répartir les coûts entre les formations. Les principes de comptabilité analytique entre les formations doivent être respectés, en privilégiant une affectation directe. Les formations initiales doivent être distinctes pour identifier le financement régional.

Toute modification des imputations requiert l'accord préalable écrit de la Région avant l'envoi des documents budgétaires.

Pour les charges indirectes, une notice explicative des clefs de répartition adoptées doit être fournie à la Région lors de la présentation des documents budgétaires. Toute modification de comptabilisation ou de montant doit être soumise pour accord préalable écrit de la Région.

Pour les centres de formation sous statut d'association, de fondation, etc… intégrés dans une structure intervenant dans plusieurs domaines, l'activité de formation en travail social fait l'objet d'une comptabilité analytique distincte des autres activités. Pour les centres de formation adossés à un établissement de santé, le budget du centre de formation est un budget annexe au budget principal.

Article 2.3.2 : Respect des règles d'équilibre budgétaire

Les budgets prévisionnels du bénéficiaire doivent être sincères, réalistes et annuels (année civile). Si le bénéficiaire est rattaché à un établissement public de santé, ils doivent être adoptés à l'équilibre. Le budget adopté par l'établissement n'engage pas la Région tant que la subvention régionale n'est pas notifiée.

En cas de déficit, le bénéficiaire doit informer la Région des causes du décalage entre le prévisionnel et le réalisé, fournir un plan de retour à l'équilibre pour examen par la Région et mettre en place une procédure de suivi du budget.

Article 2.3.3 : Affectation du résultat

Les excédents ou déficits doivent obligatoirement faire l'objet d'un report pluriannuel sur les exécutions et sur les budgets prévisionnels de l'activité financée par la Région.

Les excédents peuvent être mis en réserve ou affectés à l'investissement, après accord écrit de la Région.

Dans le cadre de la procédure contradictoire, la Région se laisse la possibilité d'ajuster chaque année le montant de la subvention régionale en fonction des résultats des exercices précédents.

Article 2.3.4 : Diversification des ressources propres

Le centre de formation s'engage à élargir ses activités au-delà des activités subventionnées afin de disposer de ressources diversifiées (formation continue des salariés, financement par les OPCA et OPACIF, communication aux demandeurs d'emploi des modalités d'activation du CIF-CDD, formations modulaires, validation des acquis de l'expérience, préparation aux épreuves de sélection, etc.).

Les autres activités doivent s'équilibrer (charges et recettes) pour ne pas peser sur la subvention régionale.

Par conséquent, l'organisme de formation facture des tarifs égaux aux coûts de formation pour tous les publics non éligibles à la subvention régionale.

Le centre de formation doit enregistrer dans ses comptes les produits de la formation continue, de l'apprentissage ou d'autres activités.

Les ressources de taxe d'apprentissage collectées sur un exercice doivent être consommées au cours de l'exercice. Si en fin d'année, un reliquat doit être constaté, il doit être enregistré en comptabilité.

Article 2.3.5 : Transmission des documents

L'ensemble des documents listés en annexe 2 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Ces documents sont transmis d'une part au moyen de l'outil informatique fourni par la Région, d'autre part sur support papier. A l'issue de la procédure contradictoire, la dernière version doit être signée par le directeur du centre de formation et le directeur financier.

Si, aux dates précisées en annexe 2, la Région n'a pas reçu tous les documents permettant le calcul de la subvention, la Région peut ne pas verser les avances et le solde de la subvention pour l'exercice en cours jusqu'à réception et validation par la Région des dits documents. Au-delà de l'année de l'attribution de subvention, la demande de subvention ne sera pas instruite. Aucune subvention ne sera attribuée.

Les documents transmis doivent être sincères et réalistes et respecter la forme définie par la Région.

Le bénéficiaire doit remonter aux services de la Région dans les meilleurs délais toute difficulté particulière pour fournir ces informations.

Article 2.4 : Obligations à l'égard des élèves, des étudiants et des stagiaires

Article 2.4.1 : Obligations générales

Le bénéficiaire s'engage à :

- proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute formation, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette formation, la participation financière de la Région, les critères d'éligibilité à la subvention régionale, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant ;

- préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances ;
- préciser à tout candidat les frais « pédagogiques » qui lui seront remboursés par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée ;
- fournir le règlement intérieur du centre de formation conformément aux dispositions du livre III de la 6ème partie du code du travail ;
- s'assurer de la protection sociale des étudiants ;
- assurer un suivi de l'insertion des étudiants pour connaître les fonctions et l'employeur, le type de contrat ;
- transmettre les informations des politiques régionales relatives aux dispositifs de soutien aux étudiants.

Article 2.4.2 : Obligations relatives aux aides sociales

- *Bourses destinées aux élèves et étudiants inscrits en formation initiale en travail social*

Depuis le 1er janvier 2005, la région Ile-de-France attribue une bourse aux étudiants inscrits à temps plein dans les instituts et écoles franciliens de formation initiale de travail social, de maïeutique et de professionnel du secteur paramédical. Versée mensuellement, son attribution s'établit sur la base de critères sociaux lors d'une instruction menée par les services de la Région.

Afin de faciliter l'inscription et l'instruction des demandes de bourses, l'organisme de formation s'engage à suivre les[1]modalités définies par la Région pour :

- communiquer et informer les élèves et étudiants sur le calendrier des campagnes de bourse (distribution et affichage de la documentation et des informations transmises par la Région) ;
- accompagner les élèves et étudiants lors de leur inscription, et notamment, en cas de difficulté, lors de la saisie du télé formulaire sur Internet et dans la collecte des pièces justificatives ;
- réceptionner et valider les pièces des dossiers sur l'interface Internet proposé par la Région dans les délais impartis fixés par la Région ;
- envoyer les pièces justificatives à la Région en respectant les délais impartis ;
- suivre les boursiers pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler leur assiduité et signaler, dès que l'école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation d'un étudiant ;
- prévenir la Région, en cas de rentrée tardive (après la clôture des inscriptions) pour anticiper le nombre de dossiers « hors délais », et rassembler les pièces nécessaires à l'instruction de la demande d'aide auprès de l'étudiant dans des délais raisonnables (3-4 semaines maximum).

- *Fonds Régional d'Aide Sociale (FRAS) :*

Destiné à un public en formation continue, non cumulable avec la bourse, le FRAS est une aide financière à versement unique auprès d'étudiants en grande difficulté sociale et financière. Afin d'assurer la bonne mobilisation du dispositif, l'organisme s'engage à ne proposer le FRAS qu'aux élèves et étudiants en grande difficulté financière et susceptibles pour ces raisons d'abandonner leur formation.

[1] Certains engagements sont susceptibles d'évoluer dans le cadre de la démarche de dématérialisation des demandes d'aides individuelles

Pour faciliter l'inscription et l'instruction des demandes du fonds régional d'aide sociale, l'organisme de formation s'engage[2] à :

- proposer le FRAS aux élèves et étudiants qui respectent les critères définis par le règlement d'attribution régional ;
- créer un dossier à l'élève/étudiant sur le site internet de la Région ;
- vérifier les pièces justificatives à fournir et la complétude du dossier ;
- apporter un avis motivé sur la demande de l'élève ou de l'étudiant ;
- valider le dossier sur internet ;
- envoyer le dossier à la Région dans les meilleurs délais : fiche récapitulative (à imprimer après validation du dossier) accompagnée des pièces justificatives ;
- contacter impérativement la Région avant l'envoi de tout dossier transmis après les 4 premiers mois suivant la rentrée scolaire. De même, les dossiers urgents doivent également être signalés en amont par le centre de formation ;
- suivre les bénéficiaires du FRAS pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler l'assiduité et signaler, dès que l'école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation de l'étudiant.

L'organisme doit veiller à ne pas présenter simultanément un dossier de demande de bourse et un dossier de demande sur le FRAS pour le même élève ou étudiant.

En cas de doute sur l'éligibilité du bénéficiaire à l'un ou l'autre des dispositifs, le centre de formation consulte la Région, via son centre d'appels 01 53 85 73 84.

Pour ces deux dispositifs, l'organisme de formation s'engage à respecter les modalités définies par la Région dans les règlements bourses et FRAS.

Article 2.4.3 : Obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Les formations dispensées par le centre et précisées en annexe 4 à la convention ouvrent droit sous certaines conditions à rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle n'est pas cumulable avec l'attribution d'une bourse ou du FRAS, ni avec une indemnité de Pôle emploi.

L'organisme s'engage à respecter la procédure et les obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle telles que décrites à l'annexe 4 de la présente convention et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'assurer le bon déroulement de l'instruction des demandes de prise en charge, l'organisme s'engage en priorité à :

- faire une demande d'agrément à la rémunération auprès des services de la Région (concerne les formations listées en annexe 4),
- à ne pas remettre à l'étudiant le dossier de demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle avant la délivrance de l'agrément régional.

En cas d'agrément de rémunération pour des stagiaires de formation professionnelle, le bénéficiaire s'engage à :

[2] Certains engagements sont susceptibles d'évoluer dans le cadre de la démarche de dématérialisation des demandes d'aides individuelles

- fournir les dossiers de demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle (R S1) complets et validés par le prestataire retenu par la Région pour gérer et verser la rémunération,
- déclarer dans les meilleurs délais les états de fréquentation mensuels au prestataire afin que le stagiaire puisse être rémunéré rapidement,
- fournir au prestataire ainsi qu'à la Région tout autre document demandé pour l'instruction ou la complétude des dossiers,
- déclarer tous les stagiaires afin que ces derniers puissent bénéficier d'une protection sociale,
- fournir toute autre pièce à la demande de la Région et suivre ses instructions pour la diffusion, le contrôle et la remontée des dossiers.

Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 7.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'accessibilité de la formation et des locaux aux étudiants en situation de handicap

Suite à l'adoption de son Agenda 22 en 2014, la région Ile-de-France s'est engagée dans une démarche de responsabilité sociétale où toutes ses politiques sont concernées par la question du handicap. Dans le respect de cet engagement régional, et pour faciliter l'accès aux formations aux personnes handicapées, il est attendu que le bénéficiaire :

- s'engage à développer l'accueil des étudiants en situation de handicap et à prendre toutes dispositions afin de concourir à la formation de ces étudiants en milieu ordinaire de travail,
- participe activement à améliorer l'accompagnement en formation des personnes en situation de handicap en mobilisant les partenariats et financements existants avec l'AGEFIPH et la FIFPH,
- veille à assurer l'accessibilité physique de ses locaux aux personnes en situation de handicap conformément aux prescriptions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014.

Article 2.7 : Obligations relatives au système d'information sur l'offre de formation

Face au défi de l'orientation, la région Ile-de-France s'est engagée notamment dans le cadre du Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle 2016-2020 (CPRDFOP) à apporter un accompagnement renforcé auprès des Franciliens en leur diffusant l'information la plus complète concernant l'offre de formation en Ile-de-France. A cette fin, un portail numérique de l'orientation est mis à leur disposition permettant un accès direct aux offres de formation géo localisées, et délivrant les informations essentielles sur les métiers, les formations et leurs débouchés.

Il est ainsi attendu que :

- le bénéficiaire contribue aux contenus du portail en fonction des sollicitations régionales et fournisse les informations sur les moments « forts » dans son établissement (portes ouvertes, concours, rentrée des sessions, etc.).
- le bénéficiaire s'engage à renseigner la base de données DOKELIO avant chaque nouvelle rentrée (janvier, septembre), www.idf.dokelio.fr. Cette banque de données sur l'offre de formation fournit l'information contenue dans le portail numérique de l'orientation destiné aux franciliens, salariés ou en recherche d'emploi, et professionnels de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Article 3 : Engagement de la Région

Article 3.1 : Dispositions financières

La Région s'engage à verser au bénéficiaire, sous réserve du respect par ce dernier des dispositions de la présente convention, une subvention globale de fonctionnement annuelle dont le montant est calculé en vertu de l'article 3.4 de la présente convention.

Article 3.2 : Principes généraux d'attribution de la subvention régionale de fonctionnement

La subvention régionale définie par cette convention ne finance que les dépenses de fonctionnement éligibles du bénéficiaire, listées à l'article 3.6.

La subvention globale de fonctionnement régionale couvre les coûts de formation des effectifs définis dans les agréments des formations, conformément à l'article L 451-2-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3.3 : Caducité

La présente convention déroge aux dispositions de l'article 10 du règlement budgétaire et financier de la Région.

Ainsi, la totalité de la subvention doit être impérativement sollicitée par le bénéficiaire dans l'année de son attribution, sous peine de caducité du droit à subvention.

L'article 3.5 de la présente convention précise les modalités de son versement.

Article 3.4 : Principes de calcul de la subvention

Article 3.4.1 : Procédure contradictoire

Les réalisations, la proposition de budget prévisionnel et la demande de subvention complétée par les centres de formation servent de base aux échanges et discussions avec la Région. La procédure contradictoire permet de recenser et d'instruire les demandes de subvention présentées par les centres. Les demandes de subvention font l'objet d'une instruction par les services de la Région. L'arbitrage s'inscrit dans le cadre du budget régional, des évolutions structurelles du secteur et des priorités fixées par la Région, dans le cadre du SRFSS.

Le montant de la subvention peut être ajusté par la Région en fonction des critères qu'elle a fixés, des priorités régionales et des réalisations et des reports des exercices précédents. La Région peut revoir le montant de la subvention à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution des besoins structurels et de la performance de l'organisme par voie d'avenant.

Au terme de la procédure contradictoire et après vote en Commission permanente du Conseil régional, le montant de la subvention de l'année est notifié au bénéficiaire afin qu'il intègre dans son budget prévisionnel annuel et réajuste ce dernier pour ne pas créer de déséquilibre. Ce montant est définitif sous réserve des dispositions prévues à l'article 3.7. Le bénéficiaire s'engage à adapter ses dépenses prévisionnelles et l'exécution de son budget au montant de la subvention annuelle attribuée par la Région, et transmet à la Région le document budgétaire signé intégrant la subvention régionale ainsi notifiée.

En tout état de cause, le budget prévisionnel voté par l'assemblée délibérante du bénéficiaire avant la notification de la subvention régionale attribuée pour l'exercice considéré, n'engage pas la Région.

Article 3.4.2 : Principes de calcul

Le calcul de la subvention de fonctionnement de l'année « n » est fondé sur :

- la subvention de l'année n-1,
- le coût de formation,
- les priorités régionales définies annuellement,
- la prise en compte des mesures nouvelles retenues,
- les effectifs agréés,
- l'analyse des charges, des produits et des résultats.

La subvention globale de fonctionnement est calculée annuellement selon les modalités indiquées dans les annexes 1 et 1bis. Elle est déterminée chaque année sur la base des déclarations et des documents listés en annexe 2 transmis par le centre de formation et validés par la Région.

Les indicateurs listés en annexe 3 seront examinés pour s'assurer de la bonne gestion des fonds publics.

La subvention totale du bénéficiaire est la somme des subventions calculées selon les critères définis dans une ou plusieurs de ces annexes, en fonction des formations dispensées et des publics accueillis.

Article 3.5 : Modalités de versement

La subvention fait l'objet de 3 versements annuels dont les modalités sont précisées ci-après :

- une 1ère avance, correspondant à 40 % du montant de la subvention votée l'année n-1, déduction faite, le cas échéant, de toute subvention complémentaire non pérenne.

La 1ère année de conventionnement, en 2018, le versement intervient après la réception de la convention d'objectifs et de moyens signée, accompagnée d'un appel de fonds.
Pour les années suivantes, le versement intervient à compter du 1er trimestre après la réception de l'appel de fonds du bénéficiaire.

- une 2ème avance, correspondant à 30 % du montant de la subvention votée l'année n-1, déduction faite, le cas échéant, de la subvention complémentaire attribuée au titre de la sécurité.

Le versement de cette 2ème avance intervient à compter du 2ème trimestre après la transmission de l'appel de fonds par le bénéficiaire.

- le solde est versé à partir du 3ème trimestre : il correspond à 100 % du montant de la subvention de l'année n, déduction faite des avances déjà versées. La demande doit être adressée à la Région avant la date de la clôture budgétaire de l'année, dans le cas contraire la règle de caducité définie à l'article 3.3 s'applique. Cette date limite de réception des dossiers sera envoyée tous les ans par voie électronique au bénéficiaire.

Le bénéficiaire doit joindre, à l'appui de sa demande d'appel de fonds relatif au solde :

- les comptes annuels clos, certifiés et/ou signés de l'exercice n-1 selon la réglementation en vigueur,
- l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens, dûment signé, dont l'objet est d'arrêter le montant de la subvention de l'année n, après la procédure contradictoire.

Le comptable assignataire pour la Région est le Directeur régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

Article 3.6 : Périmètre des dépenses éligibles

Pour toute la durée de la convention, les dépenses subventionnables sont prises en compte par année civile du 1er janvier au 31 décembre.

Seules les dépenses suivantes afférentes à la formation des effectifs éligibles dans les formations financées par la Région sont prises en compte dans la subvention régionale de fonctionnement. Elles ne peuvent pas être augmentées sans l'accord exprès de la Région :

- les dépenses de personnel affecté aux centres de formation : personnel pédagogique, documentaliste, administratifs et d'entretien, y compris les frais de personnel non permanent (vacataires sous contrats ou intervenants extérieurs facturés sur honoraires) : charges liées aux rémunérations, frais de déplacements et de restauration ;

- les charges de location de locaux. Toute modification du périmètre de location des locaux doit être autorisée au préalable par la Région ;
- les charges de fonctionnement et d'entretien courant des locaux;
- les frais généraux ;
- les charges de blanchisserie ;
- les primes d'assurances et les dépenses d'études ;
- les impôts et taxes ;
- l'équipement pédagogique non immobilisé ;
- les charges exceptionnelles ;
- les charges financières relatives aux emprunts contractés pour les investissements ou les équipements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région au préalable ;
- les dotations aux amortissements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région, et les dotations aux provisions. Toute augmentation des dotations doit être justifiée et acceptée par la Région au préalable ;
- les exonérations ou remboursements de frais d'inscription pour les élèves et étudiants boursiers régionaux des formations en travail social ;
- les dépenses liées à l'universitarisation des formations dans la limite du droit à compensation défini par l'Etat.

Les autres dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de la subvention de fonctionnement. Elles doivent être couvertes par des recettes propres correspondantes et concernent notamment :

- les dépenses de formation continue, apprentissage, validation des acquis de l'expérience (VAE), classes préparatoires, passerelles, parcours partiels ;
- les frais de sélection et concours : ces frais doivent être couverts par les frais de dossier et d'inscription aux concours (sauf reliquats) ;
- les dépenses de vie étudiante (logement, repas et restauration, crèche, …), la recherche, les dépenses afférentes à l'organisation de colloques et de séminaires (pour les centres de formation adossés à des établissements de santé, ces dépenses ne figurent pas au budget annexe des écoles), sauf accord préalable de la Région.

Le financement des immobilisations n'est pas couvert par le champ de la présente convention. En cas de projet d'équipement ou d'investissement même non financé par la Région mais néanmoins relatif aux activités de formation, le centre de formation doit en informer la Région en amont et lui soumettre un plan de financement pluriannuel pour garantir que la réalisation de l'équipement ne met pas en péril l'équilibre du fonctionnement sur les années à venir. La Région doit avoir donné son accord sur le projet pour que les charges liées au projet soient prises en compte.

Les fonds publics (subvention, taxe d'apprentissage …) utilisés pour financer des équipements et des investissements de l'organisme de formation sont amortis au bilan et au compte de résultat dans les mêmes conditions de durée que les équipements ou investissements qu'ils ont financés.

Article 3.7 : Ajustement de la subvention suite à la modification de l'agrément

La subvention peut être ajustée en cours d'année pour intégrer la modification de l'agrément des formations.

Une fois l'arrêté concernant l'agrément des formations notifié au bénéficiaire, l'annexe 1 et/ou 1bis est modifiée par voie d'avenant adopté en Commission permanente pour reporter les effectifs retenus.

Le nouvel effectif défini sera pris en compte à partir de la rentrée qui suit l'entrée en vigueur de l'agrément.

Suite à cet avenant, le montant de la subvention sera ajusté par la Région en fonction des effectifs financés définis dans l'annexe 1 et/ou 1bis à la présente convention. Le montant de la subvention sera révisé pour intégrer les variations des effectifs éligibles.

Article 3.8 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4 : Contrat de performance

Pour atteindre les orientations prévues dans le schéma régional, la Région met en place un pilotage plus fin des établissements.

Aussi, plusieurs indicateurs ont été définis, figurant en annexe 3 « Contrat de performance ». Ces éléments permettent d'expliciter des situations, de relever des spécificités dans l'accueil des publics, de veiller à la qualité de la formation dispensée, de valider la portée des innovations et de suivre l'insertion professionnelle.

Ce contrat s'articule autour de 3 secteurs pour lesquels les indicateurs sont déclinés :

- optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses :
  - indicateurs chiffrés relatifs aux postes (ETP), financiers et aux effectifs,
  - indicateurs de suivi relatifs aux outils de pilotage RH et financier
- développer la qualité de la formation :
  - indicateurs relatifs aux stages et à la réussite au diplôme,
  - indicateurs de suivi liée à l'information, l'évaluation des formations et à l'insertion professionnelle
- introduire l'innovation dans la formation, nouvelles méthodes d'apprentissage :
  - indicateurs de suivi des activités menées dans le domaine pédagogique

Les indicateurs sont communs à l'ensemble des établissements. Ils s'inscrivent dans la durée de la convention afin de mesurer les évolutions sur plusieurs années.
Ils permettent d'apprécier la situation propre du bénéficiaire et le contexte régional. Le contrat de performance se situe dans une démarche de progression adaptée à la situation de chaque bénéficiaire et contextualisée.

Ce document est présenté à la Région au moment du dialogue de gestion auquel il sert de support.

L'ensemble du contrat de performance en annexe 3 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 6 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général ou en cas de retrait de l'autorisation et/ou de l'agrément des formations accordé au bénéficiaire. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut prononcer la résiliation, de manière anticipée, de la présente convention dans le cas où l'agrément des formations est modifié et le bénéficiaire n'a plus d'effectif financé. La résiliation intervient après notification du nouvel arrêté concernant l'agrément. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région. Elle entraîne l'interruption des recrutements et l'achèvement des formations en cours.

En outre, en cas de reprise d'activité, la Région s'assure du transfert des activités de formation dans le ou les centres de formation considérés. Le centre de formation transfère les données administratives, financières et pédagogiques à ce ou ces même(s) centre(s).

Article 7 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la Commission permanente du Conseil régional.

Article 9 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes, modifiées par délibération N°CP 2020-013 du 31 janvier 2020.

Article 10 : Règlement des litiges

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif compétent dans le ressort territorial de la région Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires originaux.

Le	Le
Pour le bénéficiaire Nom, Prénom du signataire Qualité (signature et cachet de l'organisme)	Pour la région Ile-de-France La présidente du conseil régional Par délégation

ANNEXE 1

Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement
Formations de niveau III réingéniées

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n est déterminé par une délibération votée au 3ième trimestre de l'année.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Les formations sont réparties comme suit :

- formations de niveau V
- formations de niveau IV
- formations de niveau III[3]

Pour chaque domaine, un coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

❑ ***Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux***

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,

[3] Niveau II à compter de la rentrée de septembre 2018.

- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant),
- mise en œuvre des priorités régionales définies annuellement.

❑ ***Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations***

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, mesures nouvelles retenues et financées, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits dans une formation initiale financée par la Région et disposant d'un agrément pour la formation initiale, suivant une formation à temps plein et présents au 15 février de l'année sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, inscrits ou non en Mission locale, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les demandeurs d'emploi (catégories A et B), inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois[4] au minimum à l'entrée en formation, dont le coût de formation n'est pas pris en charge par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,

[4] Disposition transitoire : s'agissant du critère de 6 mois d'inscription à Pôle emploi avant l'entrée en formation, une souplesse est accordée pour les élèves et étudiants entrant en formation en janvier 2018, compte tenu des informations connues au moment de l'organisation des sélections.

- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

Les effectifs d'étudiants sont considérés par année de formation.

Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs. La Présidente peut accorder une dérogation pour prendre en charge le financement de la formation à titre exceptionnel et après examen du dossier du candidat.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation,
- les demandeurs d'emploi ayant mis fin à un contrat de travail par démission ou rupture conventionnelle dans les 6 mois précédant l'entrée en formation,
- toute personne ayant bénéficié d'une prise en charge partielle par le FONGECIF,
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les passerelles.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux épreuves de sélection est plafonné aux effectifs accordés dans l'agrément de l'établissement de formation en travail social.

Conformément au décret n° 2017-537, l'arrêté du 7 juin 2017 concernant l'agrément régional détermine les effectifs financés par la Région à l'entrée en formation, répartis de la façon suivante :

- formation Assistant de Service Social : 40 places agréées dont 40 places financées par promotion au titre de la formation initiale.

ANNEXE 1 bis

Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement
Formations de niveaux IV et V

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n est déterminé par une délibération votée au 3ième trimestre de l'année.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Les formations sont réparties comme suit :

- formations de niveau V
- formations de niveau IV
- formations de niveau III[5]

Pour chaque domaine, un coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

- ***Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux***

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,
- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes …). Le

[5] Niveau II à compter de la rentrée de septembre 2018

financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant).

- ***Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations***

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, mesures nouvelles retenues et financées, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits dans une formation initiale financée par la Région et disposant d'un agrément pour la formation initiale, suivant une formation à temps plein et présents au 15 février de l'année sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, inscrits ou non en Mission locale, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les demandeurs d'emploi (catégories A et B), inscrits à Pôle emploi depuis 6 mois[6] au minimum à l'entrée en formation, dont le coût de formation n'est pas pris en charge par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

[6] Disposition transitoire : s'agissant du critère de 6 mois d'inscription à Pôle emploi avant l'entrée en formation, une souplesse est accordée pour les élèves et étudiants entrant en formation en janvier 2018, compte tenu des informations connues au moment de l'organisation des sélections.

Les effectifs d'étudiants sont considérés par année de formation.

Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs. La Présidente peut accorder une dérogation pour prendre en charge le financement de la formation à titre exceptionnel et après examen du dossier du candidat.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation,
- les demandeurs d'emploi ayant mis fin à un contrat de travail par démission ou rupture conventionnelle dans les 6 mois précédant l'entrée en formation,
- toute personne ayant bénéficié d'une prise en charge partielle par le FONGECIF,
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les passerelles.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux épreuves de sélection est plafonné aux effectifs accordés dans l'agrément de l'établissement de formation en travail social.

Conformément au décret n° 2017-537, l'arrêté du 7 juin 2017 concernant l'agrément régional détermine les effectifs financés par la Région à l'entrée en formation, répartis de la façon suivante :

- formation XXX : XXX places agréées, XXX places financées, XXX places par promotion dont :
    - le nombre de places en formation initiale ;
    - le nombre de places en formation continue ;
    - le nombre de places par voie d'apprentissage.

ANNEXE 2
Documents à présenter à la Région

1. Documents à transmettre pour le calcul de la subvention régionale de l'année n

Le bénéficiaire complète les informations suivantes, demandées par la Région dans le document budgétaire transmis annuellement. Ce document reprend notamment :

- le budget prévisionnel synthétique présenté en année civile et détaillé par formation,
- le détail des frais de personnel,
- l'état des immobilisations et des amortissements du centre de formation en identifiant les immobilisations financées par la Région et/ou par la taxe d'apprentissage,
- les activités du centre de formation,
- une annexe détaillant les charges indirectes refacturées dans les comptes du bénéficiaire,

Les documents suivants doivent également être transmis :

- la demande officielle de subvention par le centre de formation à la Région pour l'année n, cette notification ouvre la procédure contradictoire régionale,
- le budget prévisionnel présenté en conseil d'administration, en assemblée générale ou en conseil de surveillance,
- les délibérations ou décisions fixant les tarifs facturés aux employeurs et demandés aux étudiants en formation,
- une note de présentation, qui présente les faits marquants et le périmètre du budget : activités de formation financée par la Région, autres activités de formation, autres activités,
- les indicateurs et, le cas échéant, une note pouvant apporter des éléments complémentaires par rapport aux indicateurs fournis.

Les documents budgétaires doivent être signés par le directeur du centre de formation et par le directeur financier et transmis à la Région dans les délais impartis.

Ces documents doivent parvenir à la Région avant le 28 février de l'année n.

2. Documents à transmettre après la notification de la subvention

Le bénéficiaire s'engage à fournir le document budgétaire signé intégrant la subvention notifiée.

3. Documents des réalisations à transmettre

Le bénéficiaire s'engage à fournir pour le centre de formation et pour la structure gestionnaire (association, établissement public de santé …) :

- le document « Réalisé n-2 » renseigné pour le centre de formation et présenté par année civile, qui détaille notamment les charges et produits par formation, avant le 28 février de l'année n,
- les projets de délibération ou de décision relatifs à l'affectation du résultat comptable de l'année n-1,
- les comptes annuels clos, certifiés et/ou signés selon la réglementation en vigueur dès qu'ils sont en sa possession et en tout état de cause avec la demande de solde

(article 3.5 de la convention) : compte de résultat, bilan, annexes, balance des comptes, envoyés prioritairement sous format numérique,

- les documents de présentation des comptes clôturés en conseil d'administration, en assemblée générale ou en conseil de surveillance (rapport financier, rapport moral et rapport d'activité),
- les explications complémentaires (justification des variations de postes),
- le cas échéant pour les centres de formation adossés à un établissement public de santé, l'état retraçant les dépenses et les recettes d'investissement réalisées au cours de l'exercice précédent au bénéfice des écoles et instituts de formation prévu à l'article R.6145-61 du code de la santé publique,
- le cas échéant, le rapport général et spécial du commissaire aux comptes,
- le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles du livre III de la 6ème partie du code du travail,

Tout au long de l'année, le bénéficiaire s'engage à envoyer les procès-verbaux des conseils d'administration.

4. Rappel des règles de certification des comptes annuels

Les comptes annuels doivent être certifiés ou signés :

- par le directeur du centre hospitalier (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature régulière) si le centre de formation est adossé à une structure hospitalière (en cas de budget annexe au budget principal de l'établissement public hospitalier tel que défini par le code de la santé publique relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant des établissements publics de santé et modifiant le code la santé publique) ;
- par le président de l'organisme (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature) ou, en cas de sociétés commerciales par le mandataire social, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est inférieur à 15 245 € ;
- par un expert-comptable, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celles de la Région est comprise entre 15 245 € et 76 225 € ;
- par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du code de commerce, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est supérieur à 76 225 € et si l'organisme dispose d'un commissaire aux comptes, quel que soit le montant de la subvention ;
- par le comptable public pour les centres de formation rattachés à un établissement public de santé.

ANNEXE 3

Contrat de performance

Pour atteindre les orientations prévues dans le schéma régional, à savoir optimiser la gestion des ressources, développer la qualité et introduire l'innovation, la Région met en place un contrat de performance qui est établi sur la base d'un nombre restreint d'indicateurs chiffrés.

Ces indicateurs réunissent trois caractéristiques :

- ils sont en rapport direct avec l'activité de formation,
- ils sont cohérents avec l'objectif auquel ils se rattachent,
- ils sont pertinents et ils permettent d'apprécier les actions menées ou les résultats obtenus.

Ce contrat s'articule autour de 3 secteurs pour lesquels les indicateurs sont déclinés :

- optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses :
  - indicateurs chiffrés relatifs aux postes (ETP), financiers et aux effectifs,
  - indicateurs de suivi relatifs aux outils de pilotage RH et financier
- développer la qualité de la formation :
  - indicateurs relatifs aux stages et à la réussite au diplôme,
  - indicateurs de suivi liée à l'information, l'évaluation des formations et à l'insertion professionnelle
- introduire l'innovation dans la formation, nouvelles méthodes d'apprentissage :
  - indicateurs de suivi des activités menées dans le domaine pédagogique

Ils s'inscrivent dans la durée de la convention afin de mesurer les évolutions sur plusieurs années. Il s'agit de définir une trajectoire à 3 ans, avec une restitution annuelle dans le cadre des éléments à transmettre pour le calcul de la subvention. Il est attendu des centres une attention particulière à la qualité et à la fiabilité des éléments transmis.

Ils permettent d'apprécier la situation propre du bénéficiaire et le contexte régional. Le contrat de performance se situe dans une démarche de progression adaptée à la situation de chaque bénéficiaire et contextualisée. Le contrat de performance peut être complété en fonction des besoins par une note permettant de contextualiser les indicateurs fournis.

INDICATEURS CENTRE DE FORMATION - CONTRAT DE PERFORMANCE

PROCEDURE BUDGETAIRE 20XX

version du 14/11/2017

PARTIE 1 - PRESENTATION

Nom du centre de formation	
Nom du Centre	
Adresse :	
Commune :	
Nom de(s) écoles :	
Statut	
Nombre de sites	

Niveaux	Diplômes	Effectif total de l'école au 15/02/20XX	Effectif dans les formations financées FSS	Effectif financé FSS	Temps complet	Parcours partiels

ANNEE 20XX	

Budget total	Montant de la subvention régionale accordée	Part régionale / Budget	Autres activités (ressources)	Nombre d'ETP dans l'établissement	Ratio d'encadrement pédagogique	Ratio d'encadrement personnel administratif

PARTIE 2 - ELEMENTS CLES

Résultat de l'exercice en 20XX	Report à nouveau en 20XX	Nombre d'élèves en situation de handicap au 15/02/20XX

PARTIE 3 - INDICATEURS

Indicateurs par formation					
N°	*Type*	*pour le centre de formation*	*par formation*	*Comparaison vs moyenne régionale*	
Objectif n°1 : Optimiser la gestion des ressources et encadrer les dépenses					
mettre en place un outil de gestion et de pilotage					
	Existence de tableau de suivi de consommation budgétaire	oui/non			
	Existence d'un plan de trésorerie	oui/non			
	Existence d'un tableau de suivi des emplois et des effectifs	oui/non			
	Total des postes budgétés (ETP) en 20XX				
	Postes occupés (en ETP) en 20XX				
	Postes vacants (en ETP) en 20XX				
améliorer le suivi					
1	**indicateurs Financiers (réalisé 20XX)**				
	Coût de la formation par étudiant				
	Charges indirectes / Total des charges				
	Tarif facturé pour les salariés / Coût de formation				
2	**indicateurs Effectifs (réalisé 20XX)**				
	Evolution des effectifs par rapport à l'année 0 (20XX) par formation				
	Taux de remplissage par formation				

N°	Type	pour le centre de formation	par formation	Comparaison vs moyenne régionale		
Objectif n°2 : Développer la qualité de la formation						
s'inscrire dans les priorités régionales						
	Respect du décret qualité					
3	Référencement auprès des OPCA (Datadock)	oui/non				
	Enquête de satisfaction auprès des stagiaires/élèves/étudiants	oui/non				
	sécurisation des parcours					
4	Mise à jour annuelle des documents internes du centre de formation : supports d'information auprès du public [bourse/rémunération/financement]	oui/non				
5	réalisation d'une enquête pour suivre insertion professionnelle des étudiants – jeunes diplômés	oui/non				

favoriser la réussite des étudiants et l'insertion des jeunes diplômés						
	Améliorer les conditions de vie des étudiants					
6	Participation des représentants étudiants aux instances de gouvernance du centre de formation	oui/non				
	Stages (données 20XX)					
7	Etudiants non présentés au diplôme faute de stage / Nombre total d'étudiants présentés (uniquement pour les formations des établissements en travail social)					
	Nombre d'ETP consacré à la recherche de stage					
	réussite (données 20XX)					
8	Ratio présentés au DE (session initiale et rattrapage) / Présents rentrée + 4 semaines					
	Taux de réussite à l'examen par formation					

N°	Type	pour le centre de formation	par formation	Comparaison vs moyenne régionale		
Objectif n°3 : Introduire l'innovation dans la formation - nouvelles méthodes d'apprentissage						
	Innovation nouvelle méthode d'apprentissage					
	Mise en place d'actions inter professionnelles	oui/non				
9	Mise en place de e-learning, MOOC, pédagogie inversée, plateforme pour les cours, documentation en ligne ...	oui/non				
	Développement d'actions de recherche (communication, article, alternance intégrative, recherche action, accueil de doctorants ...)	oui/non				
	Actions de simulations moyenne fidélité dispensées	oui/non				

ANNEXE 4

Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

en application de la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 approuvant, notamment, le règlement d'intervention pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

1. Présentation du dispositif

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue est versée par le prestataire retenu par la Région dès lors que la formation fait l'objet d'un agrément à la rémunération par la Région, conformément au code du travail.

Quelle que soit la formation concernée, le montant de la rémunération varie selon la situation des stagiaires, conformément aux modalités de calcul de la rémunération professionnelle, prévues par le livre III de la 6ème partie du code du travail, décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002.

2. Pour les formations de niveau IV et supérieurs

Le dispositif consiste en une prise en charge de rémunération en relais de l'Allocation Retour à l'Emploi Formation (AREF) ou l'Allocation Retour à l'Emploi (ARE) sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

A leur entrée en 2ème ou 3ème année de formation ou en spécialisation :

- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation de l'AREF/ARE versée par Pôle emploi,
- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation d'une allocation de substitution, telle l'allocation pour perte d'emploi dans le secteur public.

Pour être éligible, il n'est pas nécessaire que le demandeur d'emploi ait bénéficié d'une indemnisation pendant toute la durée de sa 1ère année de formation ; il est obligatoire en revanche qu'il ait été indemnisé à son entrée en 1ère année de formation.

b. Public non éligible

- les stagiaires inscrits en première année de formation,
- les demandeurs d'emploi non indemnisés à l'entrée en 1ère année de formation,
- les étudiants sortis du système scolaire depuis moins d'un an,
- les agents publics et les salariés du secteur privé,
- les salariés bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par la Présidente du Conseil régional.

c. Durée de prise en charge régionale

- éligibilité à partir de la 2ème année de formation (sauf pour les spécialisations sur un an),
- démarrage à la date d'expiration complète des droits à indemnisation par Pôle emploi (ou régime de substitution) ; si l'indemnisation prend fin pendant la 1ère année de formation, la prise en charge n'interviendra qu'à partir de l'entrée en 2ème année,

- couverture de la formation pour une durée maximum de 21 mois (reconduction automatique de la prise en charge d'un stagiaire jusqu'à la fin de sa formation ne nécessitant pas de nouvelle demande pour la deuxième année de rémunération),
- durée de prise en charge calculée en mois stagiaires en vertu du tableau ci-après :

Désignation de la formation	Durée totale en année	Durée rémunérable en mois par année de formation
Assistant de service social Formation post-DUT carrières sociales 1 an (uniquement la troisième année)	3	2ème année : 10,15 3ème année : 10,15
Conseiller en économie sociale et familiale	3	2ème année : 10,15 3ème année : 10,15
Educateur de jeunes enfants	3	2ème année : 11 3ème année : 10,15
Educateur spécialisé	3	2ème année : 10,15 3ème année : 10,15
Educateur technique spécialisé	3	2ème année : 3ème année : 10,15
Moniteur éducateur	2	2ème année : 10,15
Technicien de l'intervention sociale et familiale	2	2ème année : 10,15

Pour les élèves ayant une reconnaissance de travailleur handicapé (RQTH délivrée par la CDAPH), la prise en charge est possible dès la 1ère année de formation et couvre la totalité de la formation (maximum de mois stagiaire : 30,45).

d. Procédure et obligations des centres de formation

1. Le centre de formation fait une demande de prise en charge à la Région :
   - via le formulaire régional intitulé « demande de prise en charge au titre de la rémunération professionnelle pour les stagiaires demandeurs d'emploi en formation de niveaux IV, III et II dans les secteurs sanitaire et social »,
   - ce formulaire précise pour chaque stagiaire notamment :
     - o les dates d'entrée et de sortie de formation,
     - o la date de fin des droits à indemnisation (AREF/ARE, allocation de substitution),
     - o il doit être accompagné de(s) la(es) copie(s) de notification(s) de Pôle emploi indiquant la nature de l'allocation chômage perçue, la date de fin de droits à indemnisation et la qualité de demandeur d'emploi.
2. La collecte des informations et des documents nécessaires à l'instruction de la Région auprès des stagiaires ainsi que l'envoi du formulaire complété sont assurés par le centre de formation.
3. A la réception de la demande, la Région complète le document. L'accord de la Région sur ce formulaire vaut agrément de rémunération.

4. L‘agrément de rémunération est ensuite transmis par la Région au centre de formation et au prestataire retenu pour la gestion et le versement de la rémunération et des aides aux stagiaires (protection sociale, forfaits hébergement et transport).

5. A réception d’un accord de prise en charge, le centre de formation remet un dossier de *« Demande d’admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle »* préalablement obtenu auprès du prestataire, aux stagiaire(s) concerné(s).

6. Le centre de formation renvoie l’ensemble des documents dûment complétés au prestataire dans les délais impartis. Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l’instruction des dossiers par les services du prestataire (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, saisie dans le logiciel ...).

Annexe 4 - Détail par centre de formation du programme PQFC et PACTE - rentrée de janvier 2020

Programme de Qualification pour la formation continue "Aide-soignant-e - Auxiliaire de puériculture" - Rentrée de janvier 2020

Dpt	Etablissement	Lieu de formation (si différent du centre)	Ville	Formations dispensées	Rentrée de janvier 2020								
					Janvier	Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés au titre du PQFC	Conventionnement rentrée de janvier 2020 au titre du PQFC	Dossier IRIS PQFC	Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés au titre du PRIC	Conventionnement rentrée de janvier 2020 au titre du PRIC	Dossier IRIS PRIC	Nombre de demandeurs d'emploi minimum financés (PQFC + PRIC)	Montant de la subvention maximum
75	ABC PUERICULTURE	ABC PUERICULTURE	PARIS	AP	X	12	89 784 €	20000004	5	37 410 €	20000020	17	127 194 €
	ASSISTEAL Formation	ASSISTEAL Formation	PARIS	AS	X	36	251 280 €	20000005	24	167 520 €	20000021	60	418 800 €
TOTAL 75						**48**	**341 064 €**		**29**	**204 930 €**		**77**	**545 994 €**
77	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AS	X	8	46 000 €	20000006	7	40 250 €	20000022	15	86 250 €
	Lycée Technologique Pierre de Coubertin - GRETA MTI 77	Lycée Jean Moulin	TORCY	AP	X	7	40 250 €	20000007	4	23 000 €	20000023	11	63 250 €
	IFAC	IFAC	COMBS LA VILLE	AP	X	11	57 200 €	20000014	4	20 800 €	20000029	15	78 000 €
TOTAL 77						**26**	**143 450 €**		**15**	**84 050 €**		**41**	**227 500 €**
78	DOMEA	DOMEA	SAINT REMY LES CHEVREUSE	AS	X	14	84 000 €	20000010	4	24 000 €	20000026	18	108 000 €
	Ecole Jeanne Blum	Ecole Jeanne Blum	JOUY EN JOSAS	AS	X	15	102 000 €	20000008	4	27 200 €	20000024	19	129 200 €
	IFAC	IFAC	ELANCOURT	AP	X	13	67 600 €	20000015	5	26 000 €	20000030	18	93 600 €
	Lycée Viollet Le Duc - GRETA des Yvelines	Lycée Henri Matisse	TRAPPES	AS	X	7	40 250 €	20000009	8	46 000 €	20000025	15	86 250 €
TOTAL 78						**49**	**293 850 €**		**21**	**123 200 €**		**70**	**417 050 €**
92	AFPS	AFPS	VILLENEUVE LA GARENNE	AS	X	7	48 671 €	20000011	9	62 577 €	20000027	16	111 248 €
	AGESPA	AGESPA	CHATENAY MALABRY	AS	X	14	66 500 €	20000012				14	66 500 €
	IFAC	IFAC	ASNIERES	AP	X	12	62 400 €	20000013	5	26 000 €	20000028	17	88 400 €
	SGM	SGM	SURESNES	AP	X	12	64 200 €	20000016	4	21 400 €	20000031	16	85 600 €
TOTAL 92						**45**	**241 771 €**		**18**	**109 977 €**		**63**	**351 748 €**
93	Lycée Gustave Eiffel - GRETA MTI 93	Lycée Henri Sellier	LIVRY GARGAN	AS	X	14	80 500 €	20000017	5	28 750 €	20000032	19	109 250 €
TOTAL 93						**14**	**80 500 €**		**5**	**28 750 €**		**19**	**109 250 €**
94	ABCD Abbaye des Bords de Marne	Abbaye des Bords de Marne	SAINT MAUR DES FOSSES	AS	X	20	114 000 €	20000018				20	114 000 €
	Lycée Polyvalent Maximilien Perret - GRETA MTI 94	Lycée Louise Michel	CHAMPIGNY / MARNE	AP	X	15	86 250 €	20000019	5	28 750 €	20000033	20	115 000 €
TOTAL 94						**35**	**200 250 €**		**5**	**28 750 €**		**40**	**229 000 €**
TOTAL Ile-de-France						**217**	**1 300 885 €**		**93**	**579 657 €**		**310**	**1 880 542 €**

Annexe 5 - Avenant type à la convention relative au financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue

AVENANT TYPE A LA CONVENTION N° …

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue (PQFC et PACTE)

La région Ile-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par sa présidente,
En vertu de la délibération n° CP

Ci-après dénommée « la Région »

ET

Nom du bénéficiaire :

Statut juridique :
Adresse du siège social : «adresse»
Représenté par :
Titre :
En vertu de .

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRES AVOIR RAPPELE :

La région Ile-de-France et le bénéficiaire ont conclu le 4 juillet 2018 (CP n° 2018-255) une convention n° … relative au financement des centres de formation dispensant des formations d'aide-soignant et/ou d'auxiliaire de puériculture en formation professionnelle continue approuvée par la délibération N°CP 2018-174.

Conformément au dernier alinéa de l'article 3.3 de la convention susvisée, un avenant à l'annexe 1 doit être passé pour permettre le financement au titre des contributions régionales et du PACTE de la rentrée de …

C'est l'objet du présent avenant.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Dans le point 1- Financement régional de l'annexe 1, après le tableau correspondant à l'année …, sont insérés les deux alinéas suivants :

Au titre de l'année X, la subvention régionale s'élève à … € et permet de financer un minimum de …. demandeurs d'emploi, répartis comme suit :

Formation(s)	Session de …	Nombre d'élèves minimum financés par la Région	Subvention régionale maximum

ARTICLE 2 :

Dans le point 1- Financement régional de l'annexe 1 bis, après le tableau correspondant à l'année …, sont insérés les deux alinéas suivants :

Au titre de l'année X, la subvention régionale s'élève à … € et permet de financer un minimum de …. demandeurs d'emploi, répartis comme suit :

Formation(s)	Session de …	Nombre d'élèves minimum financés par la Région	Subvention régionale maximum

ARTICLE 3 :

Toutes les stipulations de la convention et de ses annexes non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux.

Le

Pour le bénéficiaire

(nom, qualité du signataire et cachet de l'organisme)

Le

La Présidente du Conseil Régional,

Par délégation

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-050

DU 31 JANVIER 2020

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES - AIDES EN FAVEUR DES ÉTUDIANTS - 1ÈRE AFFECTION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7 et D 451-18, D 4383-1 et suivants, R 6145-28 et suivants et les titres V du livre I, le titre IV du livre II et les titres I à VIII du livre III de sa quatrième partie ainsi que les articles D 4151-18, D 4383-1 et l'annexe 41-2 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 2005-426 du 4 mai 2005 pris pour application des articles L.451-2 à L.451-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2016-1901 du 28 décembre 2016 relatif aux bourses accordées aux étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation de certaines professions de santé ;

VU le décret n° 2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la suspension temporaire des études dans les établissements publics dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU l'arrêté du 15 juillet 2019 portant sur les taux et barèmes des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour l'année universitaire 2019-2020 ;

VU la délibération n°CR 92-15 modifiée du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n°CR 225-16 du 14 décembre 2016 relative au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 ;

VU la délibération n° CP 2017-044 du 27 janvier 2017 relative aux aides aux étudiants, alignement sur l'enseignement supérieur des bourses et modification des règlements ;

VU la délibération n° CP 2019-214 du 22 mai 2019 relative à l'évolution du règlement des bourses ;

VU le budget de la Région pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU le rapport n°CP 2020-050 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **17 131 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 «formations sanitaires et sociales », programme HP 13-001 « formations sanitaires », action 11300101 « bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires » du budget 2020.

Article 2:

Décide d'affecter une d'autorisation d'engagement d'un montant de **3 908 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-002 « formations sociales», action 11300201 « bourses aux élèves et étudiants des formations sociales » du budget 2020.

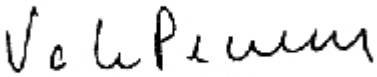
Article 3 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **150 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale», action 11300401 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sanitaires» du budget 2020.

Article 4 :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **50 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP 13-004 « fonds régional d'aide sociale », action 11300402 « fonds régional d'aide sociale pour les élèves des formations sociales» du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166383-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours

devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-004

DU 31 JANVIER 2020

MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 1ER RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8 modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 publié au JOUE L 313 du 10/12/2018 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de « délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par la délibération CR 2017-162 du 21 septembre 2017 » ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 22 janvier 2016 « portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 » ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région Solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 7e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 « Politique régionale en faveur du Handicap et des MDPH – 5eme affectation pour 2018 » ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-004 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Décide de participer, au titre du dispositif « Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles», au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 91 595 €.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 91 595 € disponible sur le chapitre 934 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 «Fonds régional de solidarité et soutien aux familles», au titre du budget 2020.

Article 2 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Accueils de jour, établissements et services accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants

Décide de participer, au titre du programme « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 869 242 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 869 242 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 142 003 01 « Etablissements et services pour femmes en difficulté» au titre du budget 2020.

Article 3 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 447 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 447 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2020.

Article 4 : Réseau Maisons Région Solidaire

Décide de participer, au titre du projet Maisons Région solidaire et centres d'hébergement transitoire au profit des sans-abri dormant dans le métro, au financement du projet détaillé en annexe 4 à la délibération par l'attribution d'une subvention de 100 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 100 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et Action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », et action 14200311 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2020.

Article 5 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif de soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Décide de participer, au titre du programme «Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance», au financement du projet détaillé en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 150 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n°CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 150 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-001 (142 001) « Dispositif en faveur de la petite enfance », action 14200101 « Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement » au titre du budget 2020.

Article 6 : Intervention régionale dans le cadre du plan Grand Froid

Décide de participer, au titre du « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets présentés en annexe 6 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 325 050€.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Accorde à chacun des bénéficiaires une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires au titre des subventions qui leur sont accordées par la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 325 050€ disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2020.

Article 7 : Règlement d'intervention « Grands partenariats pour une région solidaire »

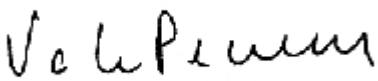
Approuve le règlement d'intervention relatif aux Grands partenariats pour une région solidaire figurant en annexe 7 à la présente délibération.

Les subventions de fonctionnement sont imputées sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles ».

Article 8 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc163032-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - FICHES PROJET "FONDS REGIONAL DE SOLIDARITE ET SOUTIEN AUX FAMILLES"

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000120 - Enquête sur les sans-abri du métro

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-65738-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	71 476,00 € TTC	48,97 %	35 000,00 €
		Montant total de la subvention	35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75012 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Catherine GUILLOUARD, Présidente Directrice Générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : enquête sur les sans-abri du métro.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2018 - 1 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
Pour la première fois depuis 30 ans, une enquête de grande ampleur s'intéresse aux sans-abri du métro. L'objectif de cette enquête, menée par la RATP et l'observatoire du Samusocial de Paris, est de mieux appréhender la difficile problématique de ce public en grande vulnérabilité. Durant six mois, des observateurs participent à plus de 50 maraudes pour rencontrer plus de 700 sans-abri et demandent le renseignement de questionnaires par les sans-abri.

Cette enquête a ainsi pour objectif de mieux comprendre les besoins de ces personnes afin de concevoir ensuite les réponses adaptées à cette population spécifique. Elle s'inscrit pleinement dans la mobilisation régionale en faveur d'une Région solidaire et dans le cadre de l'ouverture des Maisons Région solidaire.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (SNCF, RATP, STIF, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra ainsi de disposer d'une vision d'ensemble.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels (sociologues, responsable de l'enquete qualitative, chargés d'étude)	61 800,00	86,46%
Retranscription des entretiens	5 000,00	7,00%
Frais de structure	4 676,00	6,54%
Total	71 476,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	48,97%
Fonds propres	36 476,00	51,03%
Total	71 476,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 19011898 - Développer et animer la solidarité citoyenne autour de la Maison Région Solidaire à Clichy-la-Garenne

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	43 191,00 € TTC	50,00 %	21 595,00 €
	Montant total de la subvention		21 595,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTOURAGE
Adresse administrative : 29 RUE MARBEUF
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc POTDEVIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Développer et animer la solidarité citoyenne autour de la Maison Région Solidaire à Clichy-la-Garenne.

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 1 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
Entourage est une association engagée dans la lutte contre l'exclusion. La philosophie d'Entourage est de redonner un réseau aux personnes sans-abri et une place dans la société.

Le présent projet vise à lancer un réseau solidaire à Clichy-la-Garenne dans le cadre de l'ouverture de la Maison Région Solidaire opérée par la Croix Rouge. L'objectif est de redonner de la dignité aux personnes de la rue en les intégrant dans un réseau citoyen formé avec les habitants qui ont un rôle complémentaire au travail des associations. Afin de sensibiliser et d'aider les habitants à entrer en relation avec les personnes SDF, des ateliers grand public sont proposés ainsi que la distribution de livrets "Simple Comme Bonjour" (petit guide pour aller à la rencontre des personnes sans-abri). Par ailleurs, des événements sont organisés pour permettre la rencontre entre voisins et sans-domicile.

Le projet a également pour objet de poursuivre le développement du réseau solidaire de La Défense par l'animation d'ateliers de sensibilisation en entreprise pour la mobilisation des salariés autour des personnes sans-abri et l'organisation d'événements de convivialité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CLICHY
- COURBEVOIE
- LA GARENNE-COLOMBES
- NANTERRE
- PUTEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	500,00	1,16%
Locations	1 733,00	4,01%
Assurance	150,00	0,35%
Hébergement serveur	100,00	0,23%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4 400,00	10,19%
Publicité, publications, relations publiques	12 000,00	27,78%
Rémunération des personnels	16 490,00	38,18%
Charges sociales	6 528,00	15,11%
Autres charges de personnel	1 290,00	2,99%
Total	43 191,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	21 595,00	50,00%
Subvention Aides privées (attribuée)	15 596,00	36,11%
Dont cotisations, dons manuels ou legs	5 000,00	11,58%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations	1 000,00	2,32%
Total	43 191,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000113 - Soutien à des projets franciliens de coordination de l'aide alimentaire par de la formation et la création d'une boîte à outils

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	94 000,00 € TTC	37,23 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGENCE NOUVELLE DES SOLIDARITES ACTIVES
Adresse administrative : 28 RUE DU SENTIER
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François ENAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à des projets franciliens de coordination de l'aide alimentaire par de la formation et la création d'une boîte à outils

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Après avoir réalisé un diagnostic territorial de l'offre en matière d'aide alimentaire sur deux territoires franciliens, l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA) poursuit ce projet par une seconde phase qui vise à mobiliser les acteurs locaux de l'aide alimentaire (essentiellement collectivités et associations locales) dans différents territoires franciliens.

L'état des lieux réalisé en 2018-2019, déjà financé par la Région, avait en effet montré la multiplicité et la disparité des acteurs intervenant en matière d'aide alimentaire sur un même territoire. L'enjeu consiste donc aujourd'hui à améliorer l'interconnaissance et la coordination de ces acteurs, en intégrant la nécessité de travailler à l'amélioration de l'offre d'aide alimentaire et les contraintes environnementales (développement du bio et des circuits courts) qui s'imposent désormais.

Cette seconde phase consistera en :
- la publication d'un appel à manifestation d'intérêt pour recruter les collectivités volontaires
- la tenue de trois journées de formation-action collective
- à l'issue de celles-ci, la création d'une boîte à outils utilisable directement et gratuitement par d'autres territoires et l'organisation d'un événement de restitution et d'échanges de pratiques.

Dans ce cadre, l'Ansa souhaite mobiliser des partenaires dans les différents départements de la Région Ile-de-France, afin de donner une dimension régionale au projet. Un comité de pilotage, composé de la Région Île-de-France, de l'ARS, de la DRIAAF et de la DRIHL, continuera à s'investir pour soutenir, donner des orientations et évaluer le projet.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources humaines (frais salariaux)	91 800,00	97,66%
Frais de réception et de communication (salle, repas, impression...)	2 200,00	2,34%
Total	94 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRIAAF (sollicité)	35 000,00	37,23%
ARS (attribué)	15 000,00	15,96%
Région Île-de-France (sollicité)	35 000,00	37,23%
DRIHL	9 000,00	9,57%
Total	94 000,00	100,00%

ANNEXE 2 - FICHES PROJET "ETABLISSEMENTS ET SERVICES POUR FEMMES EN DIFFICULTE"

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° EX046808 - Rénovation d'un établissement pour mères isolées et leurs enfants à Cachan (94)

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	1 171 753,85 € TTC	7,98 %	93 527,00 €
	Montant total de la subvention		93 527,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UFSE UNION FRANCAISE SAUVETAGE ENFANCE
Adresse administrative : 50 AVENUE JEAN JAURES 94230 CACHAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HELENE ALAZET, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation d'un établissement pour mères isolées et leurs enfants à Cachan (94).

Dates prévisionnelles : 21 octobre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
La Maison Pauline Kergomard est un lieu ressource pour toute personne défavorisée en démarche d'insertion (accompagnement vers l'emploi, vers le logement, à la santé et aux soins).

L'association souhaite réaliser des travaux de rénovation pour améliorer le confort de vie et la sécurité des familles accueillies. Les travaux visent à adapter le bâtiment en maison partagée pour accueillir dans un premier temps 4 mères avec leurs enfants. Ce projet permet d'offrir aux familles plus d'autonomie en leur permettant à la fois d'avoir leur propre espace d'intimité tout en leur donnant la possibilité de rompre leur isolement.

L'objectif est d'intégrer une logique de parcours et de proposer un accueil, un hébergement et un accompagnement adaptés aux différents niveaux d'autonomie des mères accueillies.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Etablissements d'hébergement des femmes en difficulté

Conformément à l'article 5 du RI, la subvention régionale est fixée :
- pour la charge foncière, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 300.000 €,
- pour les études, travaux et honoraires, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant de subvention de 16.500 € par place,
- pour l'équipement, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 1.000 € par place.

Localisation géographique :
- CACHAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	860 000,00	73,39%
Equipements mobilier et matériel	20 000,00	1,71%
Travaux et charges afférentes	291 753,85	24,90%
Total	1 171 753,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	39 044,95	3,33%
Emprunt	900 000,00	76,81%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	93 527,00	7,98%
Subvention et aide privée (attribuée)	5 000,00	0,43%
Subvention et aide privée (sollicitée)	30 000,00	2,56%
Autres subventions publiques (préciser)	104 181,90	8,89%
Total	1 171 753,85	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° EX046827 - Rénovation du foyer Chaillot-Galliéra dans le 8ème afin d'offrir aux jeunes femmes accueillies un meilleur cadre de vie

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	1 629 326,00 € TTC	18,41 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FOYER DE CHAILLOT
Adresse administrative : 28 AVENUE GEORGE V
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Charles-André DE VILLAINES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation du foyer Chaillot-Galliéra dans le 8ème afin d'offrir aux jeunes femmes accueillies un meilleur cadre de vie.

Dates prévisionnelles : 1 mai 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Foyer Chaillot-Galliéra souhaite offrir à des jeunes femmes d'origines sociales et géographiques diverses des possibilités d'insertion sociale et professionnelle ainsi qu'un accompagnement éducatif et culturel. Les jeunes filles accueillies sont en en situation précaire, souvent en rupture familiale et peuvent être victimes de violences conjugales ou être en difficultés économiques, psychiques, voire psychiatriques.

Le projet présenté vise à permettre aux jeunes femmes en difficulté accueillies :
-de retrouver la dignité à travers des conditions d'accueil optimales (logement sain et mieux équipé)
-de pouvoir renouer des relations dans les espaces collectifs aménagés pour lutter contre l'isolement.
-de pouvoir travailler en accompagnement collectif sur des thématiques difficiles (accès aux droits, accès au logement, accès à l'emploi).
-de retrouver un sentiment de sécurité.
-de trouver des chambres plus adaptées et plus confortables du fait du nouvel aménagement.

80 places seront créées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Etablissements d'hébergement des femmes en difficulté

Conformément à l'article 5 du RI, la subvention régionale est fixée :
- pour la charge foncière, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 300.000 €,
- pour les études, travaux et honoraires, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant de subvention de 16.500 € par place,
- pour l'équipement, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 1.000 € par place.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobilier et matériel	107 000,00	6,57%
Travaux et charges afférentes	1 443 773,00	88,61%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	78 553,00	4,82%
Total	1 629 326,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 329 326,00	81,59%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	18,41%
Total	1 629 326,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° EX046871 - Création de logements très sociaux intermédiaires afin de répondre aux besoins des familles en difficulté à Bezons (95)

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	3 624 156,00 € TTC	8,28 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AB HABITAT
Adresse administrative : 203 RUE MICHEL CARRE
95870 BEZON
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Dominique LESPARRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de logements très sociaux intermédiaires afin de répondre aux besoins des familles en difficulté à Bezons (95).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
La Société Coopérative d'Intérêt Collectif Argenteuil-Bezons Habitat agit contre la précarité et le mal-vivre.

La résidence sociale créée aura pour vocation d'accueillir des personnes qui cumulent des difficultés économiques et sociales. En particulier, le public ciblé sera composé de familles monoparentales en difficulté. La résidence sociale proposera un cadre de vie chaleureux et sécurisant dans l'objectif de permettre à chacun de retrouver une stabilité, une confiance en soi, de rebâtir des repères et du lien social, au travers d'actions simples du quotidien. L'objectif est également de lutter contre l'isolement par l'organisation d'évènements et d'animations en groupe, et par l'implication de chacun dans la vie de la structure. Les Travailleurs Sociaux présents sur place auront pour rôle de réaliser l'accompagnement social des résidentes et familles accueillies.

98 places seront créées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Etablissements d'hébergement des femmes en difficulté

Conformément à l'article 5 du RI, la subvention régionale est fixée :
- pour la charge foncière, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 300.000 €,
- pour les études, travaux et honoraires, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant de subvention de 16.500 € par place,
- pour l'équipement, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 1.000 € par place.

Localisation géographique :
- BEZONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 245 759,00	34,37%
Equipements mobilier et matériel	134 000,00	3,70%
Travaux et charges afférentes	2 244 397,00	61,93%
Total	3 624 156,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	525 503,00	14,50%
Emprunt	2 728 653,00	75,29%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	8,28%
Autres subventions publiques (préciser)	70 000,00	1,93%
Total	3 624 156,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° EX047430 - Aménagement de lieux d'accueil pour femmes en difficulté et leurs enfants à Cergy et Sarcelles

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	152 385,00 € TTC	30,00 %	45 715,00 €
	Montant total de la subvention		45 715,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DU COTE DES FEMMES
MAISON DES FEMMES
Adresse administrative : 21 AVENUE DES GENOTTES
95805 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Michèle ROUBINET-LOUP, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement de lieux d'accueil pour femmes en difficulté et leurs enfants.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
L'association Du côté des femmes, Maison des femmes œuvre pour l'autonomie des femmes.

Le présent projet vise à offrir aux familles victimes de violences, des espaces d'hébergement et de mise en sécurité, pour prévenir le danger des féminicides et répondre aux besoins des familles. D'une part, une première structure collective de 36 places pour une dizaine de familles qui seraient, dans un premier temps, rassemblées dans une maison afin de ne pas se retrouver isolées et de créer des solidarités. D'autre part, une deuxième structure qui serait un SAS sécurisé, ouvert 24h/24h et 7j/7, et qui permettrait d'accueillir à tous moments, des victimes, et les mettre en sécurité. Une permanence de psychologue, juridique, de la PMI, parentale seront assurées afin de répondre au plus près aux priorités des familles. Ce SAS d'accueil assurerait ensuite l'orientation des familles vers les hébergements les plus adaptés au vu des situations.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Etablissements d'hébergement des femmes en difficulté

Conformément à l'article 5 du RI, la subvention régionale est fixée :
- pour la charge foncière, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 300.000 €,
- pour les études, travaux et honoraires, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant de subvention de 16.500 € par place,
- pour l'équipement, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 1.000 € par place.

Localisation géographique :
- CERGY
- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobilier et matériel	121 630,00	79,82%
Travaux et charges afférentes	20 755,00	13,62%
Véhicules	10 000,00	6,56%
Total	152 385,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 715,50	30,00%
Subvention Département (sollicitée)	13 478,50	8,85%
Autres subventions publiques (préciser)	93 191,00	61,15%
Total	152 385,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° EX047688 - Création de 41 places d'hébergement d'urgence pour femmes victimes de violences, pouvant être accompagnées de leurs enfants à La Courneuve

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	318 190,00 € TTC	26,71 %	85 000,00 €
	Montant total de la subvention		85 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMICALE DU NID
Adresse administrative : 21 RUE DU CHATEAU D EAU
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Hélène FRANJOU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de 41 places d'hébergement d'urgence pour femmes victimes de violences, pouvant être accompagnées de leurs enfants.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
L'Amicale du Nid est une association qui mène des actions de soutien à destination des femmes victimes de violences.

Le projet présenté vise à ouvrir un Centre d'hébergements d'urgence pour Femmes victimes de violences pouvant être accompagnées d'enfant en bas-âge. L'objectif étant de proposer un lieu sécurisé et sécurisant pour les femmes victimes de violences et leurs enfants, chaque famille disposera d'une chambre privative et pourra accéder à des locaux partagés (cuisine, salles d'eau, salle à manger, espace convivial, buanderie et jardin).

L'accompagnement social global se fera conjointement avec les services sociaux référents des familles avant l'admission. En cas d'absence de service social référent, la travailleuse sociale du service sera chargée de l'évaluation sociale, du suivi global et des orientations nécessaires vers les services compétents. Une vigilance spécifique sera portée aux femmes enceintes ainsi qu'aux sortantes de maternité. Suivi de grossesse et soutien à la parentalité seront mis en œuvre pour ces publics.

41 places seront créées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Etablissements d'hébergement des femmes en difficulté

Conformément à l'article 5 du RI, la subvention régionale est fixée :
- pour la charge foncière, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 300.000 €,
- pour les études, travaux et honoraires, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant de subvention de 16.500 € par place,
- pour l'équipement, à 30 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 1.000 € par place.

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobilier et matériel	60 500,00	19,01%
Travaux et charges afférentes	217 190,00	68,26%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	25 000,00	7,86%
Véhicules	15 500,00	4,87%
Total	318 190,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	123 190,00	38,72%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	85 000,00	26,71%
Subvention Commune (sollicitée)	10 000,00	3,14%
Subvention et aide privée (sollicitée)	100 000,00	31,43%
Total	318 190,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° EX046874 - Rénovation d'un centre d'accueil de jour pour sans-abri réservé aux femmes dans le 6ème

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	178 000,00 € TTC	25,28 %	45 000,00 €
	Montant total de la subvention		45 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FED FRSE EQUIPES SAINT VINCENT
Adresse administrative : 67 RUE DE SEVRES
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame France MORANE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation d'un centre d'accueil de jour pour sans-abri réservé aux femmes.

Dates prévisionnelles : 21 décembre 2019 - 21 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
La Fédération Française des Equipes Saint Vincent agit contre les différentes formes de détresses matérielles, physiques ou morales.

Le présent projet vise à rénover un centre d'accueil de jour pour sans-abri réservé aux femmes afin de créer des douches, une laverie, des casiers pour ranger leurs affaires en sécurité, une cuisine pour partager des repas, une salle de repos et de soins de première nécessité, un grand espace de convivialité.

Au sein de cet accueil de jour « Louise et Rosalie » des soins de première nécessité seront assurés sur place et une orientation vers des services médicaux spécialisés sera organisée. Un travailleur social sera présent deux jours par semaine pour initier une démarche active vers la réinsertion. L'objectif est de créer un lieu d'accueil sécurisé et chaleureux où les femmes de la rue pourront se poser et se reposer. Ce lieu d'écoute bienveillante permettra aux femmes de sortir de l'isolement et de la solitude.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour la charge foncière, les études, travaux, honoraires, l'équipement et l'acquisition de véhicule à 50% maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant de subvention de 100.000€ par établissement.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	23 350,00	13,12%
Travaux et charges afférentes	135 750,00	76,26%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	18 900,00	10,62%
Total	178 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	18 000,00	10,11%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 000,00	25,28%
Subvention et aide privée (attribuée)	115 000,00	64,61%
Total	178 000,00	100,00%

ANNEXE 3 - FICHES PROJET "INNOVATION SOCIALE"

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° EX047518 - Aménagement d'un Centre d'hébergement et de stabilisation pour créer des colocations solidaires, Paris 14ème

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	7 194 376,00 € TTC	4,17 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 3F RESIDENCES
Adresse administrative : 1 BOULEVARD HIPPOLYTE MARQU S
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DIDIER JEANNEAU, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aménagement d'un Centre d'hébergement et de stabilisation en vue d'y créer des colocations solidaires

Dates prévisionnelles : 1 mars 2020 - 1 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
3F Résidences souhaite aménager un Centre d'hébergement et de stabilisation dans le 14ème arrondissement de Paris dont la gestion reviendra à l'Association Pour l'Amitié. Il s'agit d'un projet de colocation solidaire avec des personnes d'âges, de culture et de situations sociales différentes.

Ce centre permettra l'accueil de 56 personnes en précarité et de 49 bénévoles.
Le programme représente un total de 46 logements répartis en :
- 37 T1
- 2 appartements en colocation pour 4 personnes
- 1 appartement en colocation pour 6 personnes
- 2 appartements en colocation pour 7 personnes
- 2 appartements en colocation pour 10 personnes
- 2 appartements en colocation pour 12 personnes

La subvention permettra de trouver un équilibre pour financer les travaux de réhabilitation et pour l'acquisition du foncier.

Le programme de travaux consiste en :

- Le réaménagement du RDC en espaces collectifs et logements
- Le réaménagement du Rez-de-jardin en logements
- Des travaux d'amélioration dans les logements existants
- Des travaux de sécurité incendie
- Des travaux de performance énergétique (menuiserie, isolation intérieure, isolation toiture, etc).

Le projet est socialement innovant dans la mesure où il consiste à créer des colocations solidaires, avec des personnes d'âge, de culture, d'insertion sociale très différents.
En effet, l'APA a pour objet le soutien aux personnes sans domicile fixe et isolées. Elle intervient en créant et animant des appartements partagés où habitent ensemble d'anciens SDF et des jeunes volontaires.
Dans ce cadre, l'association propose :
- un hébergement en chambre individuelle dans un appartement de 6 à 10 personnes, non mixte,
- un cadre favorisant la création de relations bienveillantes entre résidents, avec l'organisation d'activités, notamment sportives et culturelles, et de séjours de vacances,
- un soutien à l'insertion grâce à un accompagnement social assuré par des professionnels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	4 267 828,00	59,32%
Travaux et charges afférentes	2 215 500,00	30,79%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	711 048,00	9,88%
Total	7 194 376,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	4 094 376,00	56,91%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	4,17%
Subvention Commune (sollicitée)	2 800 000,00	38,92%
Total	7 194 376,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° EX047692 - Création d'outils digitaux collaboratifs et innovants au service de la lutte contre l'exclusion

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)
Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	294 000,00 € TTC	50,00 %	147 000,00 €
	Montant total de la subvention		147 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTOURAGE
Adresse administrative : 29 RUE MARBEUF
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Marc POTDEVIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'outils digitaux collaboratifs et innovants au service de la lutte contre l'exclusion.

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La vocation de l'association Entourage est d'aider les citoyens à aider les plus précaires, de leur fournir les bons outils, et de connecter les acteurs au moyen du digital pour les faire agir ensemble au service des plus fragiles.

Le projet présenté, qui s'inscrit pleinement dans le programme Région solidaire et dans le cadre de l'ouverture des Maisons Région solidaire, vise à développer les outils digitaux de l'association :
-L'ajout de fonctionnalités et le renforcement technique de l'application Entourage afin de permettre aux riverains qui veulent aider des personnes, mais également aux personnes SDF elles-mêmes, de mieux comprendre quels sont les services d'aide et d'accompagnement social disponibles sur les territoires, mais aussi d'avoir accès à des groupes d'entraide de quartier actifs de manière permanente.
-Le développement d'un accès au réseau Entourage depuis un site internet, qui donnera accès aux mêmes fonctionnalités que la plateforme tels que poster une action, rejoindre une action, accéder à l'annuaire des structures solidaires, accéder à sa messagerie.
-La refonte de la plateforme pédagogique Simple comme Bonjour. L'objectif est d'améliorer cette plateforme pour rendre le parcours pédagogique plus ludique, plus interactif, davantage tourné vers l'action, et le transformer en vrai parcours d'accompagnement au changement de comportement.

Tout le monde peut agir au sein de son quartier, avoir des gestes de solidarités et apporter sa contribution afin de rompre l'isolement social des personnes sans-abri. La mise en réseau permet à chacun de proposer ou solliciter une ressource (laver du linge, prendre un café, etc.), rejoindre une association pour du bénévolat, proposer des compétences (travailler une candidature professionnelle, traduire des documents).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	294 000,00	100,00%
Total	294 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	29 000,00	9,86%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	147 000,00	50,00%
Subvention Commune (attribuée)	42 000,00	14,29%
Subvention et aide privée (attribuée)	16 000,00	5,44%
Subvention et aide privée (sollicitée)	60 000,00	20,41%
Total	294 000,00	100,00%

ANNEXE 4 - FICHE PROJET MAISON REGION SOLIDAIRE

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 19011908 - Opération Maison Région Solidaire à Clichy-la-Garenne

Dispositif : Subvention spécifique solidarités, santé et famille (investissement) (n° 00001146)
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique solidarités, santé et famille (investissement)	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE C HEBERGT URGENCE SCIALE SAISONNIER CHUS
Adresse administrative : 8 B BD DE FRIEDBERG 94350 VILLIERS-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe LE GALL, Président Délégué régional Ile-de-France

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Opération Maison Région Solidaire à Clichy-la-Garenne.

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 31 mars 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour permettre une prise en charge des sans-abri dormant dans le métro dès le début de la période hivernale 2019 et ainsi répondre à la l'urgence de la situation, les démarches liées à l'aménagement et à l'ameublement des bâtiments démontables, préalables à l'accueil des sans-abri, doivent être lancés dès le 1er novembre 2019.

Description :
Le programme Région solidaire se décline tout particulièrement en matière de lutte contre la précarité, avec l'objectif d'agir efficacement contre les inégalités territoriales et sociales.

En la matière, la situation des sans-abris dormant dans les couloirs du métro est inacceptable et une réponse humaine, solidaire et durable doit leur être apportée. La RATP dénombre ainsi aujourd'hui plus de 300 personnes qui dorment chaque nuit dans le réseau et vivent dans des conditions indignes.

Devant cette situation d'urgence sociale, la Région Île-de-France, les services de l'État, autorité compétente pour la lutte contre l'exclusion, l'hébergement et l'insertion, et la Croix-Rouge française, gestionnaire d'établissement sociaux ont souhaité unir leurs forces et leurs actions pour apporter des solutions d'hébergement dignes à ces personnes, tout particulièrement dans la perspective de l'approche de l'hiver. La Croix-Rouge a ainsi proposé de mettre en place des sites d'hébergements d'urgence et d'insertion, qui trouveraient place dans le réseau de « Maisons Région solidaire » que souhaite soutenir

activement l'exécutif régional. Ainsi une première solution dédiée et opérationnelle dans de brefs délais a pu être trouvée à Clichy-la-Garenne où la Croix Rouge prendra en charge 120 personnes dès cet hiver.

Ainsi l'exécutif régional a voté l'attribution d'une subvention à ALTERALIA lors de la CP du 18 septembre 2019 pour financer les travaux d'aménagement du terrain et d'installation des bâtiments démontables.

Cette phase arrivant à son terme, l'ameublement de ces bâtiments démontables doit à présent être assurée par la Croix Rouge. C'est tout l'objet du présent projet ici soumis à l'approbation des élus.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement et ameublement des bâtiments démontables	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

ANNEXE 5 - FICHE PROJET "SOUTIEN AUX MODES DE GARDE INNOVANTS POUR LA PETITE ENFANCE EN INVESTISSEMENT"

DOSSIER N° 20000117 - Création d'une micro-crèche intergénérationnelle au sein de la Villa Beausoleil de Meudon

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300
Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	448 600,00 € TTC	33,44 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	TOM ET JOSETTE
Adresse administrative	:	31 AVENE DE SEGUR 75007 PARIS
Statut Juridique	:	Société par Actions Simplifiées
Représentant	:	Madame Isabelle PELISSIE DU RAUSAS, Directrice Générale Associée

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création d'une micro-crèche intergénérationnelle au sein de la Villa Beausoleil de Meudon.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La préparation du projet se réalisant en amont, le démarrage doit être pris en compte en urgence.

Description :
La société Tom et Josette a pour projet la création d'une micro-crèche intergénérationnelle à la Villa Beausoleil de Meudon pour accueillir 10 enfants.

Ce projet repose sur la mise en œuvre d'un projet d'accueil intergénérationnel innovant qui reconnecte les générations. L'objectif est de proposer aux jeunes enfants accueillis à la micro-crèche de bénéficier des bienfaits de l'ouverture à l'intergénérationnel et à la différence, de proposer aux seniors des activités stimulantes qui les replacent dans un rôle de transmission, et contribuer à renforcer le lien social entre la Résidence et son quartier. Les enfants et personnes âgées se rencontrent ainsi autour d'activités ritualisées auxquelles participent également le personnel : lecture de contes, partage d'un goûter, balade dans le potager, atelier pâtisserie.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	423 600,00	94,43%
Aménagement intérieur	25 000,00	5,57%
Total	448 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	33,44%
Fonds propres	86 800,00	19,35%
Steva - Villa Beausoleil	211 800,00	47,21%
Total	448 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

ANNEXE 6 - PLAN GRAND FROID

DOSSIER N° 20000418 - Episode de grand froid 2019-2020 : aide d'urgence aux Franciliens démunis

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-65738-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	87 360,00 € TTC	40,06 %	35 000,00 €
		Montant total de la subvention	35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAMU SOCIAL PARIS
Adresse administrative : 35 AVENUE COURTELINE
75012 PARIS 12
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Monsieur Eric PLIEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Episode de grand froid 2019-2020 : aide d'urgence aux Franciliens démunis.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à anticiper l'organisation de la prise en charge de l'épisode hivernal.

Description :
Intervenant de nuit, sur signalement ou en sillonnant les rues de Paris, les équipes mobiles d'aide (EMA) du Samu social de Paris sont des maraudes d'évaluation et d'orientation : elles évaluent, tant sur le volet sanitaire que social, l'aide dont la personne rencontrée a besoin, et peuvent l'orienter vers des dispositifs d'accès aux droits, voire, en accord avec celle-ci, l'accompagner vers un centre d'hébergement d'urgence (en fonction des places disponibles), un hôpital, ou un lit halte soins santé.

Elles maraudent de 20h à 5h toutes les nuits, 7j/7j, 365 jours dans l'année (4 maraudes sectorisées, 1 maraude signalement et 1 maraude pure).

Elles proposent à tous afin de favoriser le lien et l'accroche des publics boisson chaude, duvets et vêtements. La distribution est alors un outil en soi pour permettre l'action d'évaluation et d'orientation des publics. Ce besoin est d'autant plus nécessaire en période de grand froid qui augmente le risque d'hypothermie des personnes vivants en rue.

La subvention régionale porte sur l'achat de vêtements chauds, duvets et couvertures.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de fournitures	87 360,00	100,00%
Total	87 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention DRIHL	21 388,00	24,48%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	40,06%
Communes	21 388,00	24,48%
Aides privées	9 584,00	10,97%
Total	87 360,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000408 - Acquisition d'équipements de première nécessité pour les plus démunis en période hivernale

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	70 000,00 € TTC	50,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative : 72 AVENUE DENFERT ROCHEREAU
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS MORILLON, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'équipements de première nécessité pour les plus démunis en période hivernale

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à anticiper l'organisation de la prise en charge de l'épisode hivernal.

Description :
L'association Aurore accueille et accompagne vers l'autonomie près de 30 000 personnes en situation de précarité ou d'exclusion, via l'hébergement, les soins et l'insertion professionnelle.

Dans le cadre du plan Grand froid, les besoins identifiés par l'association sont les suivants :
- acquisition de vêtements chauds et de matériel médical (fauteuils roulants, béquilles), ces besoins ayant été identifiés avec les publics rencontrés durant les maraudes ;
- accroissement des moyens du Centre d'hébergement d'urgence Frassin, situé à Bezons dans le Val d'Oise, par l'acquisition de petit matériel hôtelier, l'aide au déplacement des personnes hébergées et l'accompagnement humain des personnes ;
- acquisition de matériel de première nécessité pour les familles très démunies accueillies dans le cadre du Centre d'hébergement d'urgence de Noisy-le-Grand ;
- acquisition de matériel de première nécessité pour le Centre d'hébergement d'urgence du Raincy, qui a ouvert cette année 10 nouvelles places destinées à des femmes en situation de grande précarité ;
- recrutement pendant la période hivernale (3 mois) d'un travailleur social afin de permettre à l'accueil de jour Itinérances, situé à Paris 10ème, de traiter toutes les demandes de jeunes en situation d'errance.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat matières et fournitures	54 550,00	77,93%
Entretien et réparations	5 000,00	7,14%
Rémunération des personnels	10 450,00	14,93%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	50,00%
Subvention DRIHL 75 / 93 / 95	35 000,00	50,00%
Total	70 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000409 - Aide aux plus démunis pendant la période de froid hivernal

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	55 100,00 € TTC	50,00 %	27 550,00 €
		Montant total de la subvention	27 550,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SPF - IDF CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS
Adresse administrative	:	6 PASSAGE RAMEY 75018 PARIS 18
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Louis DURAND-DROUHIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide aux plus démunis pendant la période de froid hivernal

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à anticiper l'organisation de la prise en charge de l'épisode hivernal.

Description :
Dans tous les départements d'Ile-de-France le Secours populaire mène de nombreuses actions de soutien en faveur des personnes les plus vulnérables : les sans domicile fixe (hommes, femmes, familles, etc.), les personnes mal-logées, les personnes en situation de précarité, etc.
La situation de ces personnes est rendue encore plus difficile par la vague de froid qui s'abat chaque hiver. C'est pourquoi le SPF s'engage auprès d'eux et renforce ses actions lors de cette période. Cela passe notamment par des achats ainsi que des frais supplémentaires destinés au soutien des Franciliens les plus démunis lors de cette situation d'urgence, par exemple par la prise en charge de la précarité énergétique de ces personnes.
De plus, pour faire face à ces situations d'urgence, le SPF engage un certain nombre d'achats nécessaires au renforcement de son activité auprès de ce public, par ses permanences comme en maraude : duvets, gants, thermos, percolateurs, café, nourriture, etc., ainsi que les frais divers nécessaires pour mener à bien ces actions.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels et fournitures	35 900,00	65,15%
Services extérieurs (déplacements, missions)	1 750,00	3,18%
Charges de personnel	17 450,00	31,67%
Total	55 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis	2 500,00	4,54%
Subvention Région (sollicitée)	27 550,00	50,00%
Agence de services et de paiements	1 794,00	3,26%
Cotisations, dons manuels ou legs	23 256,00	42,21%
Total	55 100,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000416 - Episode de grand froid 2019-2020 : aide d'urgence aux Franciliens démunis

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	90 191,00 € TTC	38,81 %	35 000,00 €
		Montant total de la subvention	35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESTAUS DU COEUR LES RELAIS COEUR
PARIS
Adresse administrative : 4 CITE HAUTEVILLE
75010 PARIS 10
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Antoine BOUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : épisode de grand froid : aide d'urgence aux Franciliens démunis

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à anticiper l'organisation de la prise en charge de l'épisode hivernal.

Description :
Le plan d'action contre les rigueurs climatiques des Restos du Coeur permet de venir en aide dans l'urgence à des personnes victimes d'épisodes climatiques extrêmes.
Avec cette action d'urgence, il s'agit de fournir, de façon inconditionnelle aux familles et aux personnes isolées - notamment aux enfants - qui en ont besoin, des produits de lutte contre le froid : duvets, paires de chaussettes, parkas, vestes polaires, bonnets, gants...
Concrètement, face à l'accroissement prévisible des besoins, il est prévu la distribution en Île-de-France de 2500 chaussures et produits textiles adultes et enfants (730 paires de chaussures, 680 parkas et doudounes enfants, 650 polaires, 440 chaussures enfants), ainsi que la distribution de 22 200 repas chauds supplémentaires.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats vêtements chauds	39 110,00	43,36%
Achats fournitures pour repas	44 400,00	49,23%
Charges de fonctionnement	6 681,00	7,41%
Total	90 191,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	38,81%
Cotisations, dons manuels ou legs	55 191,00	61,19%
Total	90 191,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000417 - Episode de grand froid 2019-2020 : aide d'urgence aux Franciliens démunis

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	50 000,00 € TTC	50,00 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
Adresse administrative : 98 RUE DIDOT
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Christophe COMBE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Episode de grand froid 2019-2020 : aide d'urgence aux Franciliens démunis.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à anticiper l'organisation de la prise en charge de l'épisode hivernal.

Description :
Pour cet épisode de froid, des abris de nuit supplémentaires seront ouverts sur le territoire francilien et les équipes maraudes seront renforcées, avec plusieurs équipes de maraudes salariées en plus et des maraudes bénévoles hebdomadaires supplémentaires sur les huit départements franciliens.

De plus, la Croix-Rouge Française, dans la région a également apporté un renfort logistique et matériel (lits picots, duvets, …) à la DRIHL et à certaines communes. Plus concrètement, sur l'organisation, une régulation nationale coordonne l'ensemble des dispositifs déployés, ce qui permet de mobiliser des ressources et des équipements d'autres territoires au besoin, et donc d'avoir une réponse la plus adéquate possible.
La subvention est centrée sur les besoins en petit matériel et le renforcement des moyens de fonctionnement (transport, achat de denrées alimentaires, etc).

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matières et de fournitures	20 000,00	40,00%
Autres fournitures	10 000,00	20,00%
Rémunération des personnels	10 000,00	20,00%
Entretien et réparations	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	50,00%
Cotisations, dons manuels ou legs	15 000,00	30,00%
Fonds propres	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000419 - Episode de grand froid 2019-2020 : aide d'urgence aux Franciliens démunis

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	70 000,00 € TTC	50,00 %	35 000,00 €
		Montant total de la subvention	35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS SOLIDARITE
Adresse administrative : 32 RUE DES BOURDONNAIS
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE FRANCE EPRINCHARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Episode de grand froid 2019-2020 : aide d'urgence aux Franciliens démunis.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à anticiper l'organisation de la prise en charge de l'épisode hivernal.

Description :
Emmaüs Solidarité gère plusieurs centres d'hébergement d'urgence et une dizaine d'accueils de jour. De plus, des équipes de maraude circulent à la rencontre des personnes dans la rue.
L'association participe en ouvrant des centres hivernaux qui ferment pour certains à la fin de l'hiver, d'autres structures sont reconduites sur une ou plusieurs années.
Enfin, des accueils de nuit sont ouverts au sein de l'association depuis 2018.
Les lieux sont situés principalement dans Paris, mais aussi dans les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-St-Denis, du Val-de-Marne et de l'Essonne.
Les maraudes tournent dans le bois de Vincennes, dans le centre et le nord de Paris.
Au moment du grand froid, l'association renforce sa réponse aux personnes en détresse, en acquérant des vêtements et effets chauds pour les franciliens. La subvention permettra ainsi à l'association d'acquérir des duvets, des couvertures, ainsi que des vêtements pour répondre aux besoins des plus démunis.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, petits équipements	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	50,00%
Subvention DRHIL (sollicitée)	35 000,00	50,00%
Total	70 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000420 - Episode de grand froid 2019-2020: aide d'urgence aux Franciliens démunis

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	53 000,00 € TTC	37,74 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OHFOM OEUVRES HOSPITALIERES FRANCAISES DE L ORDRE DE MALTE
Adresse administrative : 42 RUE DES VOLONTAIRES 75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur YANN BAGGIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : épisode de grand froid 2019-2020 : aide d'urgence aux Franciliens démunis

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à anticiper l'organisation de la prise en charge de l'épisode hivernal.

Description :
En période de grand froid, les équipes bénévoles de l'Ordre de Malte France en charge des maraudes et autres actions de solidarité aux personnes démunies sont particulièrement mobilisées. 1 000 bénévoles se relaient et les 10 maraudes sociales et médicales franciliennes augmentent en fréquence. Afin de faire face efficacement aux épisodes de grand froid à venir, ces équipes ont particulièrement besoin de s'équiper en duvets, soupes lyophilisées, sous-vêtements et kits bonnets/écharpes/gants afin d'en distribuer en plus grande quantité.
En parallèle, l'Ordre de Malte France dispose en Ile-de-France d'unités de secours et d'intervention, composées de secouristes et logisticiens bénévoles, prêts à intervenir,à la demande des préfectures, en soutien aux populations fragilisées lors d'épisodes climatiques intenses. Pour parer efficacement aux besoins de ces personnes, les équipes de l'Ordre de Malte ont besoin de s'équiper en matériel spécifique afin par exemple d'organiser une mise à l'abri urgente de personnes sans-abri (tentes, lits de camp, matériel de chauffage, kits hygiène…).

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :
Sont exclus de la base subventionnable les services bancaires, les autres impôts et taxes, ainsi que les dotations aux amortissements, qui représentent un montant total de 17 000€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	28 400,00	40,57%
Autres fournitures	1 000,00	1,43%
Entretien et réparations	5 100,00	7,29%
Assurance	2 500,00	3,57%
Déplacements, missions	1 000,00	1,43%
Services bancaires	676,00	0,97%
Autres impôts et taxes	130,00	0,19%
Rémunération des personnels	15 000,00	21,43%
Dotations aux amortissements et aux provisions	16 194,00	23,13%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRIHL 75 (att)	9 073,00	12,96%
DDCS 77/DDCS 78 (soll)	20 000,00	28,57%
DRIHL 92 (att)	2 500,00	3,57%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	28,57%
Ville de Rueil	2 700,00	3,86%
Ville de Sèvres	2 000,00	2,86%
Ville de Boulogne	1 900,00	2,71%
Fonds propres	11 827,00	16,90%
Total	70 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000424 - Servir en hiver un repas chaud et complet à des personnes en difficulté ou sans abris à Paris 17e

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	32 500,00 € TTC	38,46 %	12 500,00 €
	Montant total de la subvention		12 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE LOCAL ANIMATION SOCIALE SOLIDARITE XVII
Adresse administrative : 16 RUE DES BATIGNOLLES 75017 PARIS 17
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier BRUNET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : servir en hiver un repas chaud et complet à des personnes en difficulté ou sans abris à Paris 17e

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à anticiper l'organisation de la prise en charge de l'épisode hivernal.

Description :
Chaque soir de semaine de décembre à mars, une distribution de repas chauds, constitués d'une soupe, d'un sandwich, d'un laitage et d'un dessert, est organisée de 18h à 19h30 dans le hall de la mairie du 17ème arrondissement. Cette distribution permet à environ 70 personnes par jour, hommes sans domicile fixe, travailleurs pauvres et familles monoparentales en très grande difficulté, de bénéficier d'un repas complet. Chaque hiver, ce sont ainsi près de 45.000 repas qui sont servis.

Avec l'avancée en âge des bénévoles qui s'occupaient traditionnellement de cette activité, il est devenu nécessaire de recruter des salariés pour gérer la manutention des tables, des denrées, ainsi que le nettoyage et le rangement. L'objet de la subvention vise à participer au paiement du salaire des salariés.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de nourriture	20 000,00	61,54%
Frais de personnel	12 500,00	38,46%
Total	32 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	12 500,00	38,46%
Subvention mairie du 17ème arrdt	20 000,00	61,54%
Total	32 500,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000437 - Intensification pendant la période hivernale de l'hébergement de personnes en grande précarité en Seine-Saint-Denis

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	110 000,00 € TTC	31,82 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PFP LES PETITS FRERES DES PAUVRES
Adresse administrative : 19 CITE VOLTAIRE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain VILLEZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : intensification pendant la période hivernale de l'hébergement de personnes en grande précarité en Seine-Saint-Denis

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à anticiper l'organisation de la prise en charge de l'épisode hivernal.

Description :
L'association les Petits Frères des Pauvres a décidé de créer une équipe d'accompagnement vers le logement de personnes en situation de précarité, en Seine-Saint-Denis.
L'équipe a ouvert son local d'accueil à Bobigny en février 2019 et a commencé cette année une mise à l'abri de ce public. A ce jour, 26 personnes ont été prises en charge, hébergées ou en cours de relogement.
Deux salariés diplômés en travail social et une équipe de bénévoles prennent en charge ces personnes.
Avec l'hiver, les sollicitations augmentent et le dispositif est maintenant saturé. La subvention allouée par la Région va permettre d'augmenter le nombre de places disponibles, afin de continuer à intégrer de nouvelles personnes et poursuivre l'hébergement des personnes orientées.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Financement de nuitées	39 600,00	36,00%
Frais de location	11 600,00	10,55%
Aide alimentaire	5 500,00	5,00%
Charges de personnel	53 300,00	48,45%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	31,82%
Fonds propres	75 000,00	68,18%
Total	110 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000441 - Plan Grand froid 2019-2020

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	60 300,00 € TTC	49,75 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DONS SOLIDAIRES
Adresse administrative : 13 RUE DE TEMARA
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BASTIEN CHARPENTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Plan Grand froid 2019-2020.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à anticiper l'organisation de la prise en charge de l'épisode hivernal.

Description :
La subvention permettra de contribuer à la collecte et à la redistribution de produits « Grand Froid » et d'autres produits non alimentaires indispensables aux bénéficiaires du réseau d'associations caritatives d'Ile-de-France de Dons solidaires, particulièrement vulnérables pendant la période hivernale.
Pourront ainsi être achetés des produits « Grand Froid » ciblés : doudounes, sacs de couchage, vêtements chauds et accessoires (gants, bonnets…), couettes, sous-vêtements chauds, produits de protection de la peau (cold cream, sticks lèvres…). Les produits distribués pourront inclure également des produits d'hygiène indispensables pour accueillir les personnes en précarité mise à l'abri du froid dans des conditions décentes.
Ces produits seront distribués via une offre spéciale « Grand Froid » aux 56 associations partenaires d'Ile-de-France, et à de nouvelles associations régionales intéressées, qui accompagnent des personnes précarisées particulièrement vulnérables pendant l'hiver.
La subvention de la région contribuera ainsi également à couvrir une partie des frais logistiques liés à l'opération (stockage des produits et livraison aux associations).

Les associations partenaires de Dons solidaires accompagnent chaque année 90 000 bénéficiaires et 30 000 personnes en file active.

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations	680,00	1,13%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	50 170,00	83,20%
Rémunération des personnels	6 420,00	10,65%
Charges sociales	2 500,00	4,15%
Charges fixes et de fonctionnement	530,00	0,88%
Total	60 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits	27 300,00	45,27%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	49,75%
Mécénat (Crédit Agricole)	3 000,00	4,98%
Total	60 300,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-004

DOSSIER N° 20000446 - Opération Bonjour

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)
Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	93 580,00 € TTC	37,40 %	35 000,00 €
		Montant total de la subvention	35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DE L ARMEE DU SALUT
Adresse administrative : 60 RUE DES FRERES FLAVIEN
75020 PARIS
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Daniel NAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : conduite de l'Opération Bonjour

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à anticiper la prise en charge de l'organisation du froid hivernal.

Description :
"Opération Bonjour" est un dispositif de maraudes qui a pour but la distribution de petits déjeuners, et encore plus particulièrement dans le cadre du plan grand froid.
De 6h30 à 10 heures environ, tous les matins, un véhicule avec des bénévoles et un salarié de l'Armée du Salut sillonne les rues de certains arrondissements du nord de Paris, en particulier à proximité des Gares de l'Est, du Nord et Saint-Lazare, pour servir un petit-déjeuner aux personnes et aux familles avec des enfants qui ont passé la nuit dans la rue.
Ce service est une première dans la capitale et répond en effet à un besoin essentiel mais non couvert jusque-là. Sont servies des boissons chaudes, bouteilles d'eau, croissants et madeleines, mais aussi diverses fournitures (hygiène, parfois sacs de couchage, etc.). Ce service est une occasion également pour encourager les personnes rencontrées à se rendre dans des lieux d'accueil pouvant répondre à leurs besoins, en particulier les deux accueils de jours parisiens de la Fondation de l'Armée du Salut (l'ESI Saint-Martin -3e arrondissement- et la Maison du Partage -19e arrondissement).

Le bénéficiaire bénéficie d'une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	47 500,00	50,76%
Entretien et réparations	50,00	0,05%
Charges sociales	3 160,00	3,38%
Rémunération des personnels	38 870,00	41,54%
Autres charges de gestion courante	4 000,00	4,27%
Total	93 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	37,40%
Cotisations, dons manuels ou legs	3 000,00	3,21%
Fonds propres	55 580,00	59,39%
Total	93 580,00	100,00%

ANNEXE 7 - GRANDS PARTENARIATS POUR UNE REGION SOLIDAIRE

REGLEMENT D'INTERVENTION
GRANDS PARTENARIATS POUR UNE REGION SOLIDAIRE

1. OBJECTIFS

La Région Île-de-France entend amplifier sa politique de partenariat initiée en juillet 2018 dans le cadre de la démarche Région solidaire, en rendant possible le soutien financier à des projets ou des programmes d'actions de grands opérateurs franciliens qui agissent au quotidien dans le domaine de la solidarité.

2. ACTIONS ELIGIBLES

Au service de la politique Région solidaire que souhaite porter la Région, des partenariats renforcés peuvent être conclus avec des acteurs emblématiques par la nature de leur intervention et l'ampleur de leurs actions sur le territoire francilien.

Ils ont pour objet de compléter l'action régionale, de globaliser un accord avec un acteur sur plusieurs projets pouvant relever de différentes politiques sectorielles régionales, et/ou de rendre plus visible l'action régionale.

Ces partenariats donnent lieu, hors appel à projets, à une convention et à un financement spécifiques. La convention est soumise au vote des élus et adoptée en Commission permanente.

Les aides attribuées au titre du présent règlement sont des aides en fonctionnement qui complètent d'autres dispositifs d'intervention dans le champ des solidarités. Ces aides visent à financer des actions significatives et structurantes, et qui mettent en œuvre des projets qui du fait de leur objet, leur modus operandi, ou leur public, apportent des réponses concrètes dans le cadre de la politique de Région Solidaire.

Il s'agira notamment d'insuffler les pratiques en faveur de la résorption des fractures territoriales prenant en compte la mixité des publics ou de publics peu pris en charge.

L'ensemble de ces actions traduit une politique régionale de solidarité volontariste, transversale et ambitieuse inscrite dans la démarche Région solidaire approuvée par délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018.

3. BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les personnes morales suivantes :

- les associations relevant de la loi de 1901,
- les groupements d'intérêt public,
- les fondations,
- les établissements publics,
- les sociétés d'économie mixte,
- les offices publics d'aménagement et de construction,
- les offices publics d'habitations à loyer modéré, les offices publics de l'habitat,
- les sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré,
- les mutuelles privées non lucratives,
- les caisses de retraite publiques et privées non lucratives,
- les groupements de coopération sociale et médico-sociale, dès lors qu'ils sont exclusivement constitués d'organismes cités au présent article,
- les groupements de coopération sanitaire, dès lors qu'ils sont exclusivement constitués d'organismes cités au présent article,
- les sociétés coopératives et les sociétés coopératives d'intérêt collectif, relevant de la loi n° 47-1775 du 19 septembre 1947, dès lors qu'elles disposent d'un agrément, délivré par l'autorité habilitée à cet effet, leur conférant la qualité de maître d'ouvrage d'insertion,
- les sociétés civiles immobilières, dès lors que leur objet social indique que la destination des biens immobiliers acquis, créés, réhabilités gérés ou loués grâce à l'obtention de subventions régionales est exclusivement à caractère social et/ou médico-social ; et que les membres associés des sociétés civiles immobilières relèvent exclusivement des catégories de maîtres d'ouvrage listées au présent article.

4. MODALITES D'INTERVENTION FINANCIERE

Les dispositions ci-après s'entendent dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle et sous réserve du vote des élus.

La subvention régionale est fixée à 50% de la dépense subventionnable (coût du projet excepté les dépenses non éligibles).

Le montant de subvention est fixé au plafond de 100 000 € par an et par opérateur pour un même programme d'actions, dans le cadre d'une convention de partenariat pluriannuelle mise en place avec cet acteur pour définir les engagements de chacune des parties et les modalités de suivi du partenariat, contribuant ainsi à donner une plus grande visibilité aux actions entreprises.

La structure ne peut bénéficier d'autre aide régionale pour l'opération présentée au titre du présent dispositif.

Les subventions de fonctionnement sont imputées sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles ».

Dépenses éligibles

Les dépenses prises en compte sont les dépenses hors taxes, sauf si les bénéficiaires justifient qu'ils ne récupèrent pas, d'une façon ou d'une autre, en tout ou en partie, directement ou indirectement, la TVA.

En fonctionnement, les dépenses éligibles sont celles strictement liées au projet telles que les frais de personnel, les frais de mission (transports, restauration) et les dépenses de communication (conception de documents, de sites web, impression…), ainsi que des dépenses de petit équipement dès lors qu'elles sont indispensables à sa réalisation. Sont exclus de la dépense subventionnable les frais financiers, les dotations aux amortissements et provisions, les salaires et charges afférents aux emplois tremplins régionaux, et les contributions volontaires en nature.

5. ENGAGEMENTS DES BENEFICIAIRES

Règlementation relative aux aides d'Etat

Les aides régionales entrant dans le champ de l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne doivent respecter la règlementation européenne des aides d'Etat.

Charte des valeurs de la République et de la laïcité

Les bénéficiaires de droit privé doivent s'engager à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité, adoptée par la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par les délibérations n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018.

Accueil de stagiaires

Obligation est faite pour les structures subventionnées d'accueillir, en fonction du montant de subvention prévu, au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, en vertu de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Communication

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées au projet soutenu.

Engagements, contrôle et évaluation du soutien régional

Les engagements du bénéficiaire, le contrôle et l'évaluation de l'action soutenue sont définis dans la convention de partenariat conclue entre le bénéficiaire et la Région.

A l'issue de l'action soutenue, et aux fins d'évaluation de l'action, le porteur de projet doit faire état auprès des services régionaux d'un bilan du projet (quantitatif, qualitatif et financier).

Durée et lancement du projet

Le soutien régional peut porter sur une année (convention annuelle) ou sur plusieurs années (conventions pluriannuelles) pour des projets pluriannuels pouvant aller jusqu'à 3 ans.
Les projets doivent démarrer à partir du vote en commission permanente, sauf autorisation exceptionnelle de démarrage anticipé, conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier en vigueur.

6. MODALITES DE CANDIDATURE

Elaboration du dossier et demande de subvention

Les dossiers de demande de subvention au titre du présent règlement d'intervention doivent être déposés sur la plateforme des aides régionales à l'adresse suivante : https://mesdemarches.iledefrance.fr
Date de transmission des projets : tout au long de l'année.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-014

DU 31 JANVIER 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU TOURISME EN ÎLE-DE-FRANCE PREMIÈRE AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 221-16 du 15 décembre 2016 relative à la création du Fonds pour le tourisme, modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée ;

VU la délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017 portant approbation de conventions relatives au dispositif du fonds régional pour le tourisme ;

VU la délibération n° CR 2017-179 du 23 novembre 2017 relative à l'approbation du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017-2021 ;

VU la délibération n° CP 2018-210 du 30 mai 2018 relative à l'adoption des conventions d'objectifs et de moyens entre la Région et le CRT et la Région et les CaRT;

VU la délibération n° CP 2018-533 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et Aéroports de Paris ;

VU la délibération CP 2019-349 du 18 septembre 2019 portant attribution de subventions au titre du Fonds régional pour le tourisme – quatrième affectation 2019

VU le budget de la région d'Ile-de-France pour 2020.

VU l'avis de la commission du tourisme ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-014 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement des projets détaillés en annexe n°1 de la présente délibération par l'attribution de **11** subventions d'un montant maximum de **633 519 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement » ou « fonctionnement » adoptée par délibération n°CP 2017-155 du 17 mai 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **122 788 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500109 « Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de **219 196 €** sur le chapitre 909 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 1950011 « Fonds pour la sécurité » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **291 535 €** sur le chapitre 939 «Action économique» code fonctionnel 95 «Tourisme et thermalisme» programme HP 95-001 (195001) «dispositifs régionaux en faveur du développement touristique» Action 19500108 «Fonds de soutien au tourisme» du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles indiquées dans les fiches projet en annexe de la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 :

Décide d'attribuer au CRT une subvention de 6 715 100 € et aux CaRT une subvention de 756 000 € correspondant à 70% de leur subvention de fonctionnement 2020 :

- Affecte une autorisation d'engagement de **6 715 100 € en faveur du CRT** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2020 (première affectation).

- Affecte une autorisation d'engagement de **756 000 € en faveur des CaRT** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2020 (première affectation).

Article 3 :

Décide de participer financièrement au fonctionnement des points d'information touristique dans les aéroports franciliens d'Orly et de Roissy par l'attribution aux Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT) d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 750 000 €.**

Affecte une autorisation d'engagement de **1 750 000 €** disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2020 (première affectation).

Article 4 :

Le dernier alinéa de l'article 1 de la délibération n°CP 2019-349 du 18 septembre 2019 est remplacé par les dispositions suivantes :

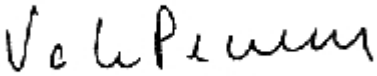
« Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 et 29, alinéas 3, de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ».

Décide de remplacer la fiche projet n°EX044689 approuvée par délibération n°CP 2019-349 du 18 septembre 2019 par la fiche projet figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 5:

Décide d'affecter, à titre provisionnel, une autorisation d'engagements de **30 000 €** sur le chapitre 939 « Action économique » - code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme » - programme HP 095-001(195001) « dispositif régionaux en faveur du développement touristique » - action 19500108 « Fonds de soutien au tourisme » sur le budget 2020 pour la prise en charge de dépenses directes d'achats et de prestations induites par l'activité du secteur, notamment l'organisation de manifestations sur le territoire d'île-de-France (telle la rencontre des lauréats du Fonds de soutien en 2020).

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167017-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projet

FONDS TOURISME

AXE MODERNISATION ET TRANSITION NUMÉRIQUE

DOSSIER N° EX047770 - CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
Aménagement d'un accueil au Panthéon pour la remise des audioguides

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204182-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	124 296,00 € TTC	30,00 %	37 288,00 €
	Montant total de la subvention		37 288,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
Adresse administrative : 62 RUE SAINT-ANTOINE
75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur DAVID MADEC, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er février 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les études, réalisées entre 2005 et 2011, ont conclu à la nécessité de mener une vaste campagne de restauration de l'ensemble de l'édifice du Panthéon, pour un montant prévisionnel de 100 M€ à programmer sur une dizaine d'années. Les travaux effectués de novembre 2012 à novembre 2015 par le Centre des monuments nationaux pour un montant de 20 M€, constituaient la première étape de cette campagne (partie haute de l'édifice : le dôme, comprenant la coupole et la lanterne, reposant sur le tambour, et notamment les chapiteaux de la colonnade particulièrement dégradés).
Après cette phase de restauration, il s'agit d'améliorer l'expérience de visite du Panthéon en procédant à la modernisation de l'accueil du monument, à la refonte de l'équipement de billetterie et de la boutique et en renforçant le dispositif de sécurité à l'entrée du Panthéon. Les visiteurs, désormais plus nombreux, se verront proposer un accueil de qualité (renforcement du dispositif de sécurité, modernisation des équipements, diminution des files d'attente …). Il est notamment envisagé de réaménager l'espace dédié à la remise des audioguides aux touristes. Avec une fréquentation de 900 000 visiteurs en 2019, composée de 55% de touristes étrangers et de 45% de visiteurs français, le Panthéon s'est largement ouvert aux touristes et a su développer une offre à destination des franciliens.

Ces travaux permettront au Panthéon de s'inscrire dans les standards de l'accueil des touristes et de pouvoir être en capacité d'intégrer les prochains grands évènements internationaux tels que les Jeux Olympiques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La demande d'aide porte sur l'aménagement d'un accueil pour proposer des audioguides (en 11 langues)

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement l'aménagement d'un accueil	124 296,00	100,00 %
Total	124 296,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds Propres	87 008,00	70,00%
Région	37 288,00	30,00%
Total	124 296,00	100,00%

DOSSIER N° EX047817 – BONPORT
Espace d'accueil et de travail innovant pour les voyageurs

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-20422-195001-020
Action : 19500109- Fonds pour la modernisation et la transition numérique du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	285 000,00 € HT	30,00 %	85 500,00 €
	Montant total de la subvention		85 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONPORT
Adresse administrative : 115 RUE CARDINET
75017 PARIS 17E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : SAS
Représentant : Madame JULIE MAYS, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er janvier 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ouverture du lieu en février 2020

Description :
Créée en 2017, BONPORT est une start-up francilienne (incubée au Welcome City Lab), qui développe une chaîne de salons d'attente premiums dans tous les espaces fréquentés par les voyageurs (aéroports, gares et sites de congrès). Ainsi, la startup souhaite mettre en place de véritables lieux de calme et de confidentialité, que l'on choisit et réserve avec son Smartphone, à destination principalement, d'une clientèle d'affaires mais également ouverts à tous les touristes voyageurs. Son ambition est d'être leader du salon d'attente privatif en gares et aéroports. Après une première expérience réussie à la gare Lille Flandres, BONPORT souhaite installer son premier salon en Ile-de-France, gare Montparnasse, dont le trafic devrait atteindre les 90 millions de passagers en 2020. Comme cela a été le cas à Lille, la start-up établira des partenariats avec les commerçants de proximité et proposera un ensemble de services (connexion wifi haut débit, prises de courant, espace détente, accessibilité aux informations en gare ; petite restauration en libre-service). L'ouverture d''autres salons dans des gares parisiennes est prévue à partir de fin 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Dans l'objectif de proposer un accueil adapté aux besoins des touristes et voyageurs, notamment à la clientèle d'affaires, le salon Bonport à Montparnasse offrira un espace de travail et de ressourcement connecté et sécurisé. Le voyageur aura accès à du wifi haut débit, des prises de courant, un espace de restauration légère ainsi que des écrans d'informations directement reliés à la gare. Le projet ne mobilise pour sa réalisation que des entreprises françaises (mobilier entièrement fabriqué en France). Le matériel utilisé au sein du salon intègrera les normes de de développement durable. La création de ce salon d'attente premium à Montparnasse, comprend :
- des missions d'étude, de conception et de contrôle,
- des travaux et l'aménagement des salons individuels connectés incluant connectique, acoustique des salons, système de climatisation et chauffage individuels,
- l'achat de mobilier et de machines,
- le recrutement d'une équipe d'hôtes et d'accueil multilingue pour l'accueil des voyageurs.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Missions d'étude et de conception des salons et Mission de contrôle	**45 000,00**	**9,28%**
Travaux et aménagement des salons individuels connectés	**125 000,00**	**25,77%**
Achat de mobilier et de machines	**80 000,00**	**16,49%**
Frais de développement d'une application	**35 000,00**	**7,22%**
Exploitation 12 mois	120 000,00	24,74%
Frais de promotion et de communication	80 000,00	16,49%
Total	485 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	399 500,00	82,37%
Région	85 500,00	17,63%
Total	485 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

FONDS TOURISME

AXE PROMOTION ET COMMUNICATION

DOSSIER N° EX045170 - LES AILES DU PAYS DE MEAUX
Manifestation aérienne sur l'aérodrome de Meaux-Esbly

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	211 300,00 € TTC	33,13 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APM LES AILES DU PAYS DE MEAUX
Adresse administrative : AERODROME DE MEAUX-ESBLY 77450 ISLES-LES-VILLENOY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PATRICK MONBRUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : dépenses engagées pour l'édition 2020 de la manifestation à compter du 1er janvier 2020

Description :
Cette manifestation aérienne gratuite et accueillant 35 000 à 40 000 personnes sur l'aérodrome de Meaux-Esbly le 20 juin 2020, est l'un des 5 premiers meetings français et le plus important d'Ile-de-France. Cet évènement vise à renforcer l'attractivité touristique de Meaux et de ses environs mais également à conforter le positionnement économique de ce bassin d'emploi dans le développement de sa filière aéronautique et des métiers liés au secteur de la maintenance aéronautique. Un forum des métiers de l'emploi et des formations aéronautique et aéroportuaire à destination des lycéens, demandeurs d'emploi et personnes en reconversion, sera organisé en amont de l'évènement (les vendredi 19 et samedi 20 juin). L'édition 2020 de cette manifestation aérienne mettra à l'honneur le groupe de chasse Normandie Niémen qui fêtera le 75ème anniversaire de son retour au Bourget. Le spectacle se déroulera aussi bien au sol que dans les airs:
- Au sol, 200 reconstituants des deux guerres ainsi que des reconstituants russes animeront dans des camps des démonstrations de tir et de prises d'armes. Un parcours permettra de découvrir une centaine d'avions en statique Un village exposants de 5 000 m2 complétera le dispositif au sol, avec des expositions, notamment : Normandie Niémen, Adolphe Pégoud (pionnier de l'acrobatie aérienne), ONAC, musée SAFRAN...), des simulateurs de vol, la présence de partenaires (Fédération Française Aéronautique, CAPM, Offices de tourisme...), et des commerçants.

- En l'air, un show aérien réunira 70 avions et sera clôturé par la Patrouille de France. Il représentera l'aviation civile et militaire du début du siècle à nos jours, avec un tableau de plusieurs avions Yak dédié au Normandie Niémen, et deux reconstitutions portant sur un combat aérien 14-18 et une attaque de Pearl Harbor.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'organisation de la manifestation implique les dépenses suivantes :
- Promotion presse de l'événement
- Location des aéronefs
- Logement et nourriture des différents participants (hors public)
- Location des éléments logistiques (barrières Vauban, Heras, groupes électrogènes, toilettes mobile, barnums, matériel de manutention et de levage)
- Location de parking avion (Le Bourget)
- Défraiement reconstituteurs

Localisation géographique :
- ISLES-LES-VILLENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication (dont impression divers, spots radio, réseaux sociaux, boitage…)	**27 700,00**	**9,23%**
Sécurité (dont gardiennage avions, gendarmerie, CRS…)	**33 500,00**	**11,17%**
Pyrotechnie	**7 000,00**	**2,33%**
Logistique (dont barrières, WC, Groupes électrogènes…)	**56 100,00**	**18,70%**
Prestations pilotes	**87 000,00**	**29,00%**
Hébergement et restauration	47 200,00	15,73%
VIP	10 000,00	3,33%
Baptêmes DC3	8 000,00	2,67%
Transports et assurances	10 000,00	3,33%
Autres frais	13 500,00	4,50%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département	30 000,00	10,00%
Commune	50 000,00	16,67%
Ville Esbly	4 000,00	1,33%
Dons en nature	17 400,00	5,80%
Prestations de services	78 600,00	26,20%
Fonds propres	50 000,00	16,67%
Région	70 000,00	23,33%
Total	300 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX046866 - Paris Face Cachée
Evènement pour découvrir les lieux méconnus du Grand Paris

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	38 310,00 € TTC	50,00 %	19 155,00 €
	Montant total de la subvention		19 155,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A SUIVRE
Adresse administrative : 35 BOULEVARD SAINT MARTIN
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BENJAMIN CHACUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 novembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : dépenses engagées dès novembre 2019 pour préparer l'édition 2020 de l'évènement

Description :
Paris Face Cachée est un événement grand public qui propose de découvrir les trésors cachés de la Région Ile-de-France dans tous les domaines (culture, patrimoine, science, gastronomie, sport, mode, spectacle, métiers, savoir-faire ...). Il invite à passer de "l'autre côté du miroir", à pénétrer dans des lieux normalement interdits au public pour y vivre des moments uniques et décalés, durant 72h dans plus de 100 lieux de la région Ile-de-France (Paris, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis et l'Essonne) pour plus de 11.000 visiteurs (60% ont moins de 35 ans). Le public s'inscrit à une aventure au titre et au descriptif évocateurs, sans pour autant savoir qui l'organise, ni qui il va rencontrer. Le lieu de rendez-vous est tenu secret jusqu'à ce que le spectateur reçoive son billet. Paris Face Cachée est un évènement visant à mettre en valeur les trésors du territoire et montrer au grand public ses richesses dans des conditions d'accueil optimales et avec des contenus riches et pertinents, souvent exceptionnels.

L'objectif pour l'édition 2020 est de répondre à la demande grandissante du public et d'accroître le rayonnement de Paris. Paris Face Cachée souhaite en 2020, développer le nombre de rendez-vous en Ile-de-France et augmenter les visites; 80% des aventures étant, à minima, renouvelées chaque année. Les visites de Paris Face Cachée se construisent en étroite collaboration avec les lieux qu'ils accompagnent (définition des contenus, expertise sécuritaire et gestion des publics). Lors de la réalisation des visites, des membres de l'équipe sont présents pour l'encadrement de l'évènement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses couvertes par la subvention régionale portent sur des frais de communication, de personnel et de matériel.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Graphisme et Impression programme, affiche et différents supports	**6 500,00**	**7,57%**
Création du visuel	**1 500,00**	**1,75%**
Site internet	**3 000,00**	**3,49%**
Conférencier guide	**2 500,00**	**2,91%**
Frais de sécurité	**2 750,00**	**3,20%**
Location matériel technique et petit équipement	**5 360,00**	**6,24%**
Vidéo	**1 000,00**	**1,16%**
2 chargées de production	**13 000,00**	**15,13%**
Cocktail et catering	**2 700,00**	**3,14%**
Contrat de cession artistique	4 600,00	5,36%
Régisseurs, chargé billetterie et chargé réseaux sociaux	33 240,00	38,70%
Frais de fonctionnement	6 250,00	7,28%
Auteur	2 000,00	2,33%
Assurances	1 500,00	1,75%
Total	85 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	10 900,00	12,69%
Région	19 155,00	22,30%
Ville de paris	40 000,00	46,57%
Autres partenaires	15 845,00	18,45%
Total	85 900,00	100,00%

DOSSIER N° EX047461 - ETABLISSEMENT PUBLIC CHATEAU DE FONTAINEBLEAU
Campagne de communication

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-65738-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	73 000,00 € HT	50,00 %	36 500,00 €
	Montant total de la subvention		36 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC CHATEAU DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE 77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Jean-François HEBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er février 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le château de Fontainebleau, inscrit au patrimoine mondial de l'humanité, est, avec 515 000 visiteurs en 2018, le 4ème château le plus fréquenté en France et le deuxième en Ile-de-France. Son objectif de fréquentation est de 700 000 visites à l'horizon 2028. En 2015, l'Etat a doté le château d'un schéma directeur, avec un important programme d'investissements pour mettre le château en conformité sur le plan de la sécurité et de la conservation du patrimoine, et l'accompagner dans son développement d'objectif de fréquentation. A cet effet, l'établissement a lancé, en 2015, une étude de positionnement marketing pour mieux cerner les attentes des publics actuels et les potentiels du château. Cette étude a notamment abouti à la définition d'un nouveau positionnement stratégique du château autour de 3 thèmes: « la demeure des rois », « à la rencontre de Napoléon Ier », et « une source d'inspiration ». Le château a travaillé au cours de l'année 2018 à la mise au point d'une signature de marque, « Un voyage au cœur de l'histoire », qui intègre ces trois axes de positionnement. Le château souhaite décliner cette marque par la mise en œuvre d'une vaste campagne de communication.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Afin de valoriser son nouveau positionnement, le Château de Fontainebleau souhaite lancer une vaste campagne de communication comprenant de l'affichage, de la diffusion de prospectus, de l'achat d'espace dans la presse, et un volet numérique permettant de dynamiser les ventes via le nouveau site web du château et sa billetterie en ligne :
Partie print :
- Un plan d'affichage dans le métro parisien, en gare de Lyon et sur les quais de la ligne R,
- La diffusion du prospectus sur une sélection d'aires d'autoroutes et de sites de l'espace francilien et de la Région Centre val de Loire,
- La diffusion de prospectus sur des présentoirs professionnels dans une sélection de lieux de l'espace francilien,
- la réalisation d''un partenariat media avec un grand quotidien et un grand hebdomadaire.
Partie web :
- La réalisation d'un film de promotion positionné « un voyage au cœur de l'histoire »,
- La mise en place d'annonces textuelles Google et de contenus textes, images et vidéos (Facebook et Instagram)

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Campagne dans le métro parisien et Gare de Lyon	**47 000,00**	**55,29%**
Affichage sur les quais de la ligne R	**5 000,00**	**5,88%**
Diffusion du flyer de promotion sur une sélection d'aires d'autoroutes et de sites de l'espace francilien et de la Région Centre val de Loire	**6 000,00**	**7,06%**
Diffusion du flyer de promotion sur des présentoirs professionnels dans une sélection de lieux de l'espace franciliens	**8 000,00**	**9,41%**
Partenariat media avec un grand quotidien et un grand hebdomadaire	**5 000,00**	**5,88%**
Réalisation d'un film de promotion positionné « un voyage au cœur de l'histoire »	**2 000,00**	**2,35%**
Référencement google, FB et instagram	12 000,00	14,12%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	48 500,00	57,06%
Région	36 500,00	42,94%
Total	85 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047521 - JARDINS ARTS ET COMPAGNIE
Evènement bi-annuel autour de la thématique du jardin, de l'art de vivre et du terroir

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	24 500,00 € TTC	40,82 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JARDINS ARTS ET COMPAGNIE
Adresse administrative : JARDINS ARTS ET COMPAGNIE
77580 CRECY-LA-CHAPELLE
Statut Juridique : Association loi 1901
Représentant : Madame ANNE WINCKEL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Ce projet porte sur l'organisation d'un évènement bi-annuel (au printemps et à l'automne) dans deux sites touristiques de Seine-et-Marne (Château de Blandy-les-Tours et le Château de Jossigny) sur les thématiques du jardin, de l'art de vivre et du terroir à destination du grand public. Les Journées des plantes et Art du jardin réunissent des professionnels du paysage (paysagistes, pépiniéristes, horticulteurs), des artisans créateurs d'ornements de jardin, des producteurs du terroir et des amateurs ou néophytes autour d'une exposition-vente liée au végétal. Ces journées donneront lieu à des conférences, des animations et des ateliers de sensibilisation à la nature, aux cultures et à la pratique du jardinage pour les enfants et les adultes. Les exposants pourront également vendre leur production.
L'accueil dans ces deux châteaux (au printemps dans le château et village de Blandy-les-Tours et à l'automne dans le château de Jossigny) permettra aux visiteurs de découvrir ces lieux historiques et d'apporter un intérêt touristique complémentaire à l'évènement. En 2020, la production des exposants franciliens sera mise en valeur en les identifiant à travers le label régional "Produit en Ile de France".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses concernées par la subvention régionale sont liées à la communication digitale, la presse et à la signalétique.

Localisation géographique :

- BLANDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Tentes mobiliers	10 800,00	6,67%
Groupe électrogène	2 500,00	1,54%
Sonorisation	3 840,00	2,37%
Location véhicule	3 000,00	1,85%
Webmaster	**2 500,00**	**1,54%**
Signalétique	**6 000,00**	**3,70%**
Communication	**10 000,00**	**6,17%**
Infographiste	**6 000,00**	**3,70%**
Attachée de presse	5 000,00	3,09%
Personnel	23 200,00	14,32%
Régisseur	16 000,00	9,88%
Autres frais	73 160,00	45,16%
Total	162 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département	10 000,00	6,17%
Exposants	40 000,00	24,69%
Billetterie	54 000,00	33,33%
Sponsoring	30 000,00	18,52%
CC Marne	12 000,00	7,41%
CC Rivières et Châteaux	6 000,00	3,70%
Région	10 000,00	6,17%
Total	162 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP 2020-014

DOSSIER N° EX047620 – OCAM
Spectacle historique de Meaux

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	156 746,00 € HT	31,90 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	OFFICE CONCERTATION ANIMAT SOCIO CULTURE
Adresse administrative	:	OCAM 77100 MEAUX
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame GWENDOLINE MICHENET, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis 1982, Meaux vit ses étés au rythme des représentations de son spectacle historique. La pérennité de cet événement est liée à un intérêt fondamental pour le patrimoine. Meaux est une Ville d'Art et d'Histoire et accorde, à ce titre, une importance forte à la culture en général et à l'expression artistique en particulier. Quartier sacré de la ville, la Cité Episcopale est constituée de chefs-d'œuvre architecturaux : la cathédrale Saint-Etienne, mais également le Palais Episcopal, la Chapelle ou le Vieux Chapitre. Forte de ses atouts, la ville a fait de cet environnement historique le cadre de son spectacle nocturne. Alliant le décor unique de la cité sacrée et une mise en scène originale et forte, utilisant des technologies très actuelles, le spectacle historique de Meaux réussit à faire vivre à ses spectateurs les moments clé de son histoire. Grand événement de l'été, ce spectacle mobilise 500 bénévoles et se décline en dix représentations. En 2020, il s'agira de proposer un nouveau spectacle visant à retracer 2000 ans d'histoire de la ville de Meaux, des gaulois jusqu'aux années folles. Le scénario est écrit par le metteur en scène (Pierre Corbel) et une équipe de meldois et d'historiens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Création d'une nouvelle fresque lumineuse, qui nécessite l'achat d'une armoire électrique et de gros accessoires

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Armoire électrique	**14 100,00**	**8,20%**
Mapping (fresque lumineuse)	**11 000,00**	**6,39%**
Gros accessoires	**14 500,00**	**8,43%**
Echafaudage balcon	**5 000,00**	**2,91%**
Décors, son, costumes	**92 346,00**	**53,68%**
Artifices	**18 000,00**	**10,46%**
Statues plâtres	**800,00**	**0,47%**
Frais de production	**1 000,00**	**0,58%**
Frais divers	15 291,00	8,89%
Total	172 037,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Commune	122 037,00	70,94%
Région	50 000,00	29,06%
Total	172 037,00	100,00%

DOSSIER N° EX047681 - COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DU VAL-DE-MARNE
Valorisation touristique de la Grande Confluence

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	78 868,00 € TTC	35,50 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DU VAL-DE-MARNE
Adresse administrative	:	16 RUE JOSEPHINE DE BEAUHARNAIS 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame HELENE SALLET-LAVOREL, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Depuis plusieurs années, le Comité Départemental du Val de Marne (CDT du Val-de-Marne) recense et développe un programme d'animations des berges et de tourisme fluvial sur la Marne (croisières, visites, balades). En 2019, une action spécifique de mise en tourisme de la Grande Confluence (Marne/Seine) a été initiée, sous l'impulsion et avec le soutien du Département du Val-de- Marne, et l'ensemble des acteurs institutionnels (EPT Grand Orly Seine Bièvre, EPA Orsa, Grand Paris Aménagement. villes…) ainsi que les acteurs associatifs et privés. Quelques actions ont ainsi pu voir le jour dès l'été 2019.

Après cette première étape d'aide au développement et à la mise en tourisme du territoire de la Grande Confluence, le CDT souhaite, en 2020, inciter les acteurs à développer des produits touristiques sur ce territoire. Afin de les mobiliser, il lance une campagne de communication et de promotion d'envergure rassemblant l'ensemble des initiatives estivales créées sur ces territoires.

Ce projet s'intègre pleinement dans les orientations du futur Contrat Régional de Destination Boucles de la Marne prévu en 2020 dont la thématique tourisme fluvial sera développée en lien avec la mise en œuvre de l'Itinéraire culturel européen des boucles de la Marne et le projet Interreg « STAR Cities », animés et pilotés par le CDT Val-de-Marne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le projet consiste à développer et proposer des actions d'animations (croisières, visites, balades, …) sur les berges de Seine sur le territoire de la Grande Confluence (de Paris 12-13 à Ablon-sur-Seine). Des actions de communication d'envergure viendront appuyer cette programmation avec la mise en place de partenariats médias, d'accueil de presse et bloggeurs, de campagnes sur les réseaux sociaux. En parallèle, le CDT du Val-de-Marne accompagnera la démarche d'animation des berges avec la mise en place d'une signalétique éphémère (identité visuelle Seine) et d'appels à manifestations d'intérêt sur deux sites identifiés avec les villes et partenaires : Pont du Port à l'Anglais à Vitry-sur-Seine et Place Moulierat à Villeneuve St Georges.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication (partenariats presse, accueil influenceurs, reportage photos,…)	28 100,00	35,63%
Achat de prestations (visites, bateaux et balades)	7 068,00	8,96%
CDD (9 mois) dédié au projet	40 700,00	51,61%
Croisière inaugurale	3 000,00	3,80%
Total	78 868,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département	15 000,00	19,02%
SIAAP (Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne.	15 000,00	19,02%
Fonds propres	20 868,00	26,46%
Région	28 000,00	35,50%
Total	78 868,00	100,00%

DOSSIER N° EX047686 - OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DE PLAINE COMMUNE GRAND PARIS
Projet Cultures mobiles

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	38 000,00 € HT	50,00 %	19 000,00 €
	Montant total de la subvention		19 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DE PLAINE COMMUNE GRAND PARIS
Adresse administrative : 1 RUE DE LA REPUBLIQUE 93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Francis DUBRAC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er février 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
« Cultures mobiles » est un projet visant à valoriser les offres culturelles, patrimoniales et événementielles du territoire en s'appuyant sur un outil de communication mobile et une action de sensibilisation/communication des acteurs du territoire (visiteurs résidants, salariés, franciliens et touristes) qui deviendront des relais de l'information. Le périmètre d'intervention de « Cultures mobiles » s'étendra au-delà des lieux d'implantation des points d'information touristique de l'office de tourisme de Plaine commune Grand Paris Nord (Villes de Saint-Ouen-Sur-Seine et de Saint-Denis) afin d'attirer des visiteurs franciliens, nationaux et internationaux à l'approche des grands événements culturels et sportifs comme les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Il s'agira, pour cela, de mettre en place des relais actifs et partenaires de l'office de tourisme de Plaine Commune Grand Paris sur des points stratégiques du territoire. Cela nécessite de :
- Cibler des lieux culturels et associatifs, de créer et animer le réseau des partenaires,
-Sensibiliser les partenaires aux patrimoines et projets culturels du territoire, pour que le lieu devienne partenaire « ambassadeur »,
- Lancer le projet «Cultures mobiles » au sein de ces lieux thématisés
- Mettre en œuvre un plan de formation des résidents habitants et stagiaires de l'OT.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
« Cultures mobiles » nécessite la création d'une identité visuelle externe y compris des tenues, macarons ou présentoirs. L'Office de tourisme Plaine Commune Grand Paris souhaite développer un kit « Cultures mobiles » auprès des partenaires avec de la documentation adaptée aux sites ainsi qu'un présentoir valorisant l'artisanat local. Afin de permettre cette mobilité, le projet « Cultures mobiles » nécessite l'achat de 3 vélos ainsi que le renouvellement du véhicule de l'association par un véhicule hybride électrique. Enfin, la dernière phase du projet propose un volet mobile, outil de « Cultures mobiles » permettant à l'Office et à ses partenaires de mettre en place le volet itinérant du projet à l'aide d'un triporteur cogéré par des partenaires et l'Office.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de 3 vélos	**2 400,00**	**3,69%**
Achat structure triporteur	**16 000,00**	**24,62%**
Habillage stand extérieur	**1 000,00**	**1,54%**
Achat véhicule semi-électrique	**18 000,00**	**27,69%**
Vitrophanie voiture	**600,00**	**0,92%**
Animation, tenues, assurance et Kit OT	4 000,00	6,15%
Stagiaires et formation	23 000,00	35,38%
Total	65 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
OTI	46 000,00	70,77%
Région	19 000,00	29,23%
Total	65 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047706 - FONDATION ROYAUMONT
Refonte de l'offre touristique

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	117 760,00 € TTC	50,00 %	58 880,00 €
	Montant total de la subvention		58 880,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION ROYAUMONT
Adresse administrative : ABBAYE DE ROYAUMONT
95270 ASNIERES-SUR-OISE
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Françis MARECHAL, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er février 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Édifiée il y a près de 800 ans, à l'initiative de Saint Louis, l'abbaye de Royaumont est aujourd'hui un lieu laïc dévolu au tourisme, à la culture et à son partage. Située au cœur du Parc Naturel Régional Oise-Pays de France, cette abbaye est gérée par la Fondation Royaumont. A l'issu de nombreux travaux de restauration de son patrimoine bâti et des jardins, l'abbaye de Royaumont est devenue un lieu touristique ouvert à l'année au grand public. Plafonnant actuellement à 60 000 visiteurs annuels, ce site a engagé une stratégie de reconquête des publics afin de dépasser ce seuil de fréquentation et renforcer sa visibilité. Une première étape, réalisée en avril 2019, a consisté à fusionner les services aux publics et la communication afin d'améliorer la synergie et l'efficacité entre les actions. Les deux prochaines étapes consisteront à refondre l'offre, à améliorer l'accessibilité et le marketing en intégrant de nouveaux outils numériques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les actions soutenues par la Région porteront sur :
La redéfinition de l'offre et l'amélioration de l'accessibilité comprenant :
Pour les individuels
- la création d'une animation touristique tous les week-ends à partir de mars, autour du patrimoine, des jardins, de la musique et de la danse,
- l'élargissement de la durée d'ouverture de l'hôtellerie et de la « table » de Royaumont d'un samedi soir/mois à tous les samedis soirs,
- l'accessibilité du monument en transports en commun, avec la mise en place de navettes tous les week-ends depuis la gare, plaçant ainsi l'abbaye à 45 minutes de Paris en transports en commun.

Pour les groupes
- la création d'une nouvelle offre de tourisme culturel globale incluant visites guidées, concerts, hébergement et restauration.

Le développement du marketing et de la commercialisation :
Pour les individuels
- La création d'un nouveau site internet plus orienté sur les visites,
- La mise en œuvre de campagnes de communication digitale pour l'acquisition de nouveaux publics, avec une mise en avant de l'accessibilité en transport en commun (navettes week end),
- le développement des relations presse sur l'année centrées sur la visite du monument,
- Une action commerciale renforcée auprès des professionnels du tourisme.

Pour les groupes
- le développement d'une base de données groupes.

Localisation géographique :
- ASNIERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création du site internet (dont traduction anglais)	**32 820,00**	**25,03%**
Relations presse	**23 760,00**	**18,12%**
Communication digitale	**53 380,00**	**40,71%**
Achat fichier groupes	**7 800,00**	**5,95%**
Navettes	13 370,00	10,20%
Total	131 130,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	72 250,00	55,10%
Région	58 880,00	44,90%
Total	131 130,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

FONDS TOURISME

AXE SECURITE

DOSSIER N° EX047771 - CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
Mise en sécurité du Panthéon

Dispositif : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 909-95-204182-195001-020
Action : 19500111- Sécurité pour le tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	438 392,00 € TTC	50,00 %	219 196,00 €
	Montant total de la subvention		219 196,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
Adresse administrative : 62 RUE SAINT-ANTOINE 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur DAVID MADEC, Administrateur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er février 2020 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les études, réalisées entre 2005 et 2011, ont conclu à la nécessité de mener une vaste campagne de restauration de l'ensemble de l'édifice du Panthéon, pour un montant prévisionnel de 100 M€ à programmer sur une dizaine d'années. Les travaux effectués de novembre 2012 à novembre 2015 par le Centre des monuments nationaux pour un montant de 20 M€, constituaient la première étape de cette campagne (partie haute de l'édifice : le dôme, comprenant la coupole et la lanterne, reposant sur le tambour, et notamment les chapiteaux de la colonnade particulièrement dégradés).

Après cette phase de restauration, il s'agit d'améliorer l'expérience de visite du Panthéon en procédant à la modernisation de l'accueil du monument, à la refonte de l'équipement de billetterie et de la boutique et en renforçant le dispositif de sécurité à l'entrée du Panthéon. Les visiteurs, désormais plus nombreux, se verront proposer un accueil de qualité (renforcement du dispositif de sécurité, modernisation des équipements, diminution des files d'attente …). Avec une fréquentation de 900 000 visiteurs en 2019, composée de 55% de touristes étrangers et de 45% de visiteurs français, le Panthéon s'est largement ouvert aux touristes et a su développer une offre à destination des franciliens ; Ces travaux permettront au Panthéon de s'inscrire dans les standards de l'accueil des touristes dans la perspective notamment d'accueillir les prochains grands évènements internationaux tels que les Jeux Olympiques.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale portera sur :
- l'aménagement d'un sas d'entrée intégrant un poste de contrôle des sacs,
- l'aménagement d'une billetterie permettant de sécuriser l'accès et de proposer un accueil aux standards internationaux,
- l'automatisation du contrôle des billets (portiques automatiques),
- l'aménagement du sas de sortie permettant d'éviter des intrusions.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement de la zone contrôle des sacs	154 157,00	35,16%
Portique de contrôle automatique des billets	143 875,00	32,82%
Travaux liés à l'aménagement du SAS de sortie	140 360,00	32,02%
Total	438 392,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	219 196,00	50,00%
Région	219 196,00	50,00%
Total	438 392,00	100,00%

Annexe 2 : Fiche Projet EX044689

DOSSIER N° EX044689
ACP COUPERIE ASSOCIATION DES CAVALIERS PROPRIETAIRES DES ECURIES COUPERIE
Randonnée touristique équestre Route Eiffel

Dispositif : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)
Délibération Cadre : CR221-16 modifié du 14/12/2016
Imputation budgétaire : 939-95-6574-195001-020
Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	1 577 500,00 € TTC	1,58 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACP COUPERIE ASSOCIATION DES CAVALIERS PROPRIETAIRES DES ECURIES COUPERIE
Adresse administrative	:	13 AV STEPHANE COUPERIE 33440 SAINT VINCENT DE PAUL
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CAROLE VALETTE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 19 mars 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La randonnée ayant lieu début juillet 2019, les dépenses éligibles seront prises en compte au 19/03/2019, date de dépôt du dossier

Description :
Il est proposé de soutenir le projet de la Route Eiffel, randonnée équestre pendant le Paris Eiffel Jumping ayant eu lieu les 6 et 7 juillet 2019. Cette randonnée traverse les départements des Yvelines et du Val d'Oise et suit un tracé dans Paris. Chaque année un nouveau département s'ajoute à ceux déjà traversés lors de l'édition précédente, permettant la découverte des chemins de l'Ile-de-France, des monuments, Châteaux, Abbayes et sites emblématiques d'Île-de-France (pour 2019, les Yvelines). Le tracé s'appliquera à faire découvrir les sites des prochains Jeux Olympiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
2 trajets sont proposés pour environ 50 à 60 chevaux chacun :
• *Un tracé dans le Val d'Oise* validé avec le département et la Région IDF. Ce tracé s'adresse à des cavaliers de tourisme équestre confirmés,
• *Un tracé à Versailles*, s'adressant à des cavaliers moins confirmés. Ils évolueront par groupes de 6 à 8 cavaliers, chaque groupe étant accompagné d'un encadrant diplômé sous contrat SFET (un arrêt point presse avec photos sur site olympique).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement du site et location de matériels	**950 000,00**	39,58%
Frais d'hébergement	120 000,00	5,00%
Frais de restauration	50 000,00	2,08%
Frais de personnel (charges comprises)	**245 000,00**	10,21%
Indemnités bénévoles	2 000,00	0,08%
Frais de déplacement	2 000,00	0,08%
Taxes diverses	16 000,00	0,67%
Communication	**136 000,00**	5,67%
Redevance fédération internationale	31 000,00	1,29%
Frais pour audiovisuel	**72 000,00**	3,00%
Réception VIP	544 000,00	22,67%
Logistique	**25 000,00**	1,04%
Gestion compétition / chronométrage	**2 500,00**	0,10%
Arbitrage	**24 000,00**	1,00%
Frais de sécurité	**123 000,00**	5,13%
Autres dépenses	57 500,00	2,40%
Total	2 400 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation Fédération / Ligue ou Comité régional	20 000,00	0,83%
Partenaires privés	2 000 000,00	83,33%
Billetterie	70 000,00	2,92%
Inscriptions	180 000,00	7,50%
Vente produits finis	10 000,00	0,42%
Droits audiovisuels	20 000,00	0,83%
Autres recettes	25 000,00	1,04%
Subvention Région Sport	50 000,00	2,08%
Subvention Région Tourisme	25 000,00	1,04%
Total	2 400 000,00	100,00%

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-016

DU 31 JANVIER 2020

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME "CONSTRUIRE AU FUTUR, HABITER LE FUTUR" ET DE LA STRATÉGIE SMART RÉGION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative aux Programme d'investissements d'avenir, telle que modifiée par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et par la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

VU la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique ;

VU la convention du 10 mai 2017 modifiée entre l'État et la Caisse des Dépôts et Consignations relative au Programme d'investissements d'avenir Territoires d'Innovation ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2018-052 du 22 novembre 2018 relative au Programme Smart Région ;

VU la délibération n° CR 2019-070 du 22 novembre 2019 relative à la création de l'association « Construire au futur, Habiter le futur » dans le cadre de l'appel à projets Territoires d'Innovation ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2019 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-016 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

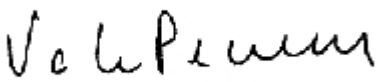
Article 1 :

Approuve la convention de financement relative au programme « Construire au futur, Habiter le futur », jointe en annexe à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :

Décide d'affecter une autorisation de programme de 1 500 000 € sur le Chapitre 909, « Développement économique », Code fonctionnel 92, « Recherche et innovation », Programme HP 92-009 « Smart Région, modernisation et innovation territoriale », Action 19200901 « Smart Région avenir numérique » du budget 2019, pour la mise en œuvre du programme Smart Région.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167171-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Projet de convention de financement Territoires d'Innovation

Programme d'investissements d'avenir
Action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition »
Volet
« Territoires d'innovation »

Convention de financement
entre la Caisse des Dépôts,
la région Île-de-France
et l'association « Construire au futur, Habiter le futur »

AVANT-PROPOS

Vu la loi n°2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010, relative aux Programme d'investissements d'avenir, telle que modifiée par la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et par la loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

Vu la convention du 10 mai 2017 modifiée entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au Programme d'investissements d'avenir Territoires d'innovation ;

Vu le cahier des charges de l'appel à projets « Territoires d'innovation » (« **L'AAP** ») approuvé par un arrêté du Premier Ministre en date du 19 novembre 2018 ;

Vu le Règlement général et financier relatif à l'action « Territoires d'innovation » (le « **RGF** ») qui précise les modalités de mise en œuvre de l'AAP ;

Vu le dossier de candidature déposé le 26 avril 2019 et les demandes de subvention qui y figurent, déposé par la région Île-de-France, pour le programme « Construire au futur, Habiter le futur » ;

Vu l'avis favorable du comité de pilotage Territoires d'innovation en date du 23 juillet 2019 ;

Vu la décision du Premier ministre désignant les lauréats de l'AAP en date du 30 septembre 2019 ;

Vu le procès-verbal du comité de pilotage Territoires d'innovation en date du XX émettant l'ensemble des recommandations relative au projet lauréat ;

Vu la décision du Premier Ministre du XXX relative au projet XXX.

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial, créée par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est 56 rue de Lille, 75007 Paris, agissant en son nom et pour le compte de l'État, en qualité d'Opérateur de l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition », volet « Territoires d'innovation », représentée par Nicolas CHUNG, Directeur de la Mission Mandats et Investissements d'Avenir dûment habilité à l'effet des présentes

Ci-après dénommée l' « **Opérateur** » ou la « **CDC »**,

ET

Version projet

La région Île-de-France représenté par sa présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « **Porteur de projet** », mandaté en cette qualité par l'ensemble des partenaires impliqués dans le projet « Construire au futur, Habiter le futur ».

ET

L'association « Construire au futur, Habiter le futur », représentée par sa présidente, Madame Alexandra Dublanche, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « **Gestionnaire de projet** », représentant l'ensemble des partenaires impliqués dans le projet « Construire au futur, Habiter le futur », constitués en consortium.

Ci-après désignées ensemble les ***Parties*** et individuellement une ***Partie***.

Version projet

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION 7

ARTICLE 2 – OBJET, MODALITÉS, CALENDRIER ET COÛTS DU PROJET 7

2.1 OBJET 7
2.2 PARTENAIRES 7
2.3 MODALITÉS ET CALENDRIER DE RÉALISATION DU PROJET 9
2.4 COÛT DU PROJET 9

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE LA SUBVENTION 9

3.1 DÉPENSES ÉLIGIBLES À LA SUBVENTION 10
3.2 ENCADREMENT DE LA SUBVENTION 10
3.2.1 Montant de la Subvention *10*
3.2.2 Cofinancement des Actions *10*
3.3 MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION 11
3.3.1 Calendrier des versements *11*
3.3.2 Demandes de versements *12*
3.3.3 Réalisation des versements *13*
3.3.4 Suspension des versements *13*
3.4 NON-ASSUJETTISSEMENT DE LA SUBVENTION À LA TVA 14

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET ET DU GESTIONNAIRE DE PROJET 14

4.1.1 ENGAGEMENT DU PORTEUR DE PROJET POUR SON COMPTE ET POUR CELUI DES PARTENAIRES ... 14
4.1.2 ENGAGEMENT DU GESTIONNAIRE DE PROJET POUR SON COMPTE ET POUR CELUI DES PARTENAIRES 14
4.2 COLLABORATION DE BONNE FOI 14
4.3 RÉALISATION DES ACTIONS 14
4.4 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE SUIVI 15
4.5 OBLIGATIONS COMPTABLES LIÉES À LA SUBVENTION 16
4.6 OBJECTIFS ET ÉVALUATION 16
4.7 COMITÉ DE SUIVI 17
4.8 RESPONSABILITÉ 17

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ 18

ARTICLE 6 – COMMUNICATION ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 19

6.1 COMMUNICATION 19
6.2 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 19

ARTICLE 7 – DURÉE 20

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION 20

ARTICLE 9 – STIPULATIONS GÉNÉRALES 22

9.1 NOTIFICATIONS 22
9.2 CESSION DES DROITS ET OBLIGATIONS 22
9.3 NULLITÉ 22
9.4 INTÉGRALITÉ DE LA CONVENTION 22
9.5 MODIFICATION DE LA CONVENTION 23
9.6 RENONCIATION 23
9.7 JURIDICTION 23
9.8 DOCUMENTS CONTRACTUELS 24

ANNEXE 1 – AVIS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DE PILOTAGE TERRITOIRES D'INNOVATION 26

ANNEXE 2 – CARACTÉRISTIQUES DU PROJET 27

Version projet

ANNEXE 3 – FICHE ACTION [NOM DE L'ACTION] **28**
ANNEXE 4 – BILAN FINANCIER **29**
ANNEXE 5 – BILAN TECHNIQUE **30**
ANNEXE 6 – DECISION PREMIER MINISTRE **31**
ANNEXE 7 – COURRIER DE DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION **32**
ANNEXE 8 –LETTRES DE MANDAT **33**
ANNEXE 9 – CHARTE DE COMMUNICATION **34**
ANNEXE 10 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL ET FINANCIER **35**
ANNEXE 11 – CRITERES D'EVALUATION **36**

Version projet

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'objet de l'action PIA « Territoires d'innovation de grande ambition » est d'identifier, de sélectionner et d'accompagner une vingtaine de territoires d'intérêt national, dans les étapes clés d'un projet de transformation ambitieux et fédérateur, selon une stratégie clairement définie tenant compte des spécificités du territoire, avec un impact visé substantiel sur la qualité de vie des habitants et la durabilité globale du territoire concerné.

Cette action s'est déroulée en deux phases :

- La première phase d'appel à manifestation d'intérêt, lancée en 2017 ayant eu pour objectif de sélectionner des projets qui ont bénéficié d'un accompagnement financier en ingénierie pour préciser les axes d'innovation à explorer, les expérimentations possibles, les montages juridiques et financiers adaptés.
- La seconde phase, objet de la présente convention, est relative à la phase d'appel à projets qui permet d'accompagner le déploiement effectif du plan d'actions permettant à horizon 10 ans d'atteindre les objectifs de transformation stratégique visée par le territoire.

Le Porteur de projet a sollicité, en son nom et au nom de ses partenaires, (ci-après les « **Partenaires** ») un financement dans le cadre de l'AAP.

En réponse à cette demande, l'État a décidé d'accorder une subvention (ci-après la **Subvention**) au Gestionnaire de projet et à ses Partenaires pour financer les différentes actions du projet global (ci-après respectivement la ou les « **Action(s)** » et le « **Projet** ») décrit à l'article 2 de la présente convention.

Version projet

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention incluant ses annexes et son préambule (ci-après la « **Convention** ») a pour objet :

- de définir les conditions de versement de la Subvention qui sera versée par l'Opérateur au Gestionnaire de projet aux fins de la réalisation des Actions (telles que décrites ci-après) ;

- d'organiser les modalités de suivi du Projet et des Actions ;

- et de définir les engagements et obligations des Parties, dans le cadre du soutien des Actions, tel que décidé par le Premier ministre, et les modalités de mise en œuvre du financement par le Gestionnaire de projet.

ARTICLE 2 – OBJET, MODALITÉS, CALENDRIER ET COÛTS DU PROJET

2.1 Objet

Le Projet dans sa globalité consiste à « Construire au futur, Habiter le futur », c'est-à-dire répondre aux grands défis du territoire : penser des espaces qui s'adaptent à l'évolution des besoins et des usages ; favoriser le bien vivre ensemble ; développer la continuité des services territoriaux ; intégrer la transition environnementale des bâtiments ; soutenir l'innovation et l'excellence dans la filière « bâtiment et construction ».

Les caractéristiques du Projet sont plus amplement détaillées dans l'annexe 2 de la présente Convention.

Le courrier de notification du SGPI où figure l'ensemble des recommandations relatives au Projet se trouve en annexe 1.

La Subvention intervient pour le financement d'Actions décomposées en opérations (ci-après la ou les « Opération(s) »).

2.2 Partenaires

Les partenaires intervenant dans la réalisation du Projet et qui composent le Consortium (le « **Consortium »**) sont les suivants :

A26 Architecture	CUBIK-HOME	LECO
Action Logement Services	Cycle Up	Make Ici
AFPA	DAWEX Systems	Materiaupole
Agilcare Construction	DCBrain	MECD - CERIB
Alkern	Département du Val d'Oise	Nobatek Inef4
AMR77	Ecole des Ponts ParisTech	OGIC
AMR91	Efficacity	Orange
Artelia	Egis Concept (Elioth)	Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse

Version projet

Axeleo Capital	ENGIE BtB&T	Parc Naturel Régional du Gâtinais
Backacia	ENGIE COFELY	Plateau Urbain
Bellastock	ENGIE ENERGIE SERVICES	PLEASE
Canopée Structures	ENSA Paris Val de Seine	Plug & Co (Birds)
CAP DIGITAL	EPA Marne	Qarnot Computing
CAPEB	EPAPS	Initialement RATP Habitat représenté par « Régie autonome des transports parisiens »
CEA Tech List	EPFIF	RENOCOOP
CEREMA	EPT Paris Ouest La Défense	Scale Up Booster
CERIB	ESITC	Siradel
Climate KIC SAS	Espacité	Smartuse
Coalescent	ESSEC	Société financière de la Nef
Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France	Fédération de l'Industrie et du Béton	Société Mazenq
Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise	Initialement « Fédération Française du Bâtiment » représenté par « Union Française du Bâtiment »	Sodexo
Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud Seine Essonne Senart	Grand Paris Aménagement	SOLIHA
Communauté d'agglomération de Paris-Saclay	Groupe VYV	Strate
Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc	HAL Robotics	Suez RV France
Commune d'Antony	HESAM Université	Supratec
Commune de Champagne-sur-Seine	Hibana	Systematic Paris-Region
Commune de Le Perray-en-Yvelines	HXPERIENCE	Topager
Commune de Montrouge	IARA	Université Cergy-Pontoise
Commune de Nanterre	ICADE / Vertuo	Université de Marne-la-Vallee
Commune de Puteaux	IdF Energies	Université Paris Nanterre
Commune de Rosny-Sous-Bois	IFP ENERGIES NOUVELLES	Université Paris-Saclay
Commune de Saint-Cloud	ILW - Digital for the planet	Urbalia

version projet

Commune de Saint-Ouen-sur-Seine	Immobel	Urban Radar
Commune de Villiers-le-Bel	Impulse Partners	Val d'Oise Numérique
Commune d'Evry-Courcouronnes	Institut Paris Région	Vergers Urbains
COMUE Université Paris-Est	Jardins de Gally	Ville Ouverte
Conseil Régional d'Île-de-France	KNOCK	VoisinMalin
Coopérer pour Habiter (Groupe Arcade)	La 27ème Région	Wakanda
Coste Architectures	L'Atelier des Jardiniers	WiseBIM
CSTB	Le Sens de la Ville	XtreeE

Le Porteur de projet et les Partenaires susvisés ont formalisé le Consortium pour la durée du Projet en se constituant en association (le Gestionnaire de projet).

Le Consortium est formalisé par les deux engagements successifs des Partenaires que constituent à la fois la production de lettres de mandat signées par chacun des Partenaires et adressées au Porteur de projet (les « **Lettres de mandat** »), au moment du dépôt du dossier, jointes en annexe 8, et l'adhésion des Partenaires à l'association (Gestionnaire de projet).

À ce titre, le Porteur de projet ou le Gestionnaire du projet transmettra à l'Opérateur les statuts de l'association illustrant la répartition des rôles entre le Porteur de projet, le Gestionnaire de projet et les partenaires du Projet.

2.3 Modalités et calendrier de réalisation du Projet

Le Projet sera réalisé selon les *modalités et calendrier prévisionnels de réalisation*, dont le détail est précisé en annexe 2.

Le détail du calendrier prévisionnel de réalisation de chaque Action figure en annexe 3.

2.4 Coût du Projet

Le coût des Actions du Projet dont le financement est demandé par Subvention est estimé à soixante-douze millions d'euros (72 000 000 €) TTC.

L'annexe 3 dédiée de chaque Action détaille la contribution de chaque Partenaire et la répartition du coût de l'Action par Opération et par bénéficiaire.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE LA SUBVENTION

Sous réserve du respect des engagements du Porteur de projet et du Gestionnaire de projet au titre de la Convention, l'Opérateur s'engage à participer au financement des Actions, par le versement de la Subvention correspondante, conformément aux termes du présent article et conformément aux recommandations du comité de pilotage Territoires d'innovation en annexe 2.

Version projet

3.1 Dépenses éligibles à la Subvention

Les dépenses reconnues comme éligibles à la Subvention dans le cadre des Actions sont définies à l'article 2 du Règlement général et financier et précisées à l'annexe 10 (ci-après les « **Dépenses Eligibles »**).

La Subvention est strictement réservée à la réalisation des Actions et plus précisément au paiement des Dépenses Eligibles ou des coûts admissibles définis dans les régimes d'exemption. Elle constitue un financement exceptionnel qui s'ajoute aux moyens mobilisés par le Porteur de projet et les Partenaires rassemblés pour mettre en œuvre ces Actions.

Ainsi l'assiette des coûts présentés au titre des Dépenses Eligibles ne peut concerner que des coûts nouveaux directement liés aux Actions.

Par principe, seules les Dépenses Eligibles engagées à compter de la date de signature de la présente Convention jusqu'à son terme pourront être financées par la Subvention.

A titre exceptionnel, les Dépenses Eligibles engagées après la date de dépôt du dossier de candidature à l'AAP, soit le 27 avril 2019, peuvent être acceptées par l'Opérateur après validation écrite du SGPI.

Le montant de la Subvention dont l'emploi n'aura pas pu être justifié ou qui ne serait pas alloué au paiement de Dépenses Eligibles fera l'objet d'un reversement à l'Opérateur sur simple demande de ce dernier.

3.2 Encadrement de la Subvention

3.2.1 Montant de la Subvention

La Subvention sera versée par l'Opérateur selon les modalités prévues à l'article 3.3.

Le montant total de la Subvention est plafonné à huit millions quatre cents vingt-deux mille euros (8 422 000 €), en application de la décision individuelle du Premier Ministre du XXX et figurant en annexe 6.

La Subvention est soumise au respect des règles européennes relatives aux aides d'Etat (articles 106, 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et textes dérivés), dès lors qu'elle est qualifiable d'aide d'Etat.

L'ensemble des subventions versées aux différents partenaires, dès lors qu'elles sont considérées comme des Aides d'Etat, respecteront les règles européennes applicables à la catégorie d'Aide d'Etat appropriée et définies dans les textes visés à l'article 2 du Règlement général et financier présent à l'annexe 10 de la présente Convention.

Il est rappelé que le financement PIA de chacune des Actions ne peut en tout état de cause excéder 50% des Dépenses éligibles définies à l'article 2 du Règlement général et financier.

3.2.2 Cofinancement des Actions

Le financement des Actions par l'Opérateur s'inscrit dans le cadre d'un cofinancement avec le Porteur de projet, le Gestionnaire de projet et ses Partenaires. À ce titre, le solde du

Version projet

financement nécessaire aux Actions doit être directement pris en charge par le Porteur de projet, le Gestionnaire de projet et ses Partenaires. Le Gestionnaire de projet est responsable de l'obtention des financements complémentaires et peut subdéléguer cette responsabilité à ses partenaires au titre de leurs conventions de reversements, dans le respect des règles européennes relatives aux aides d'État.

Le co-financement de chaque Action est indiqué dans l'annexe 3 dédiée.

3.3 Modalités de versement de la Subvention

3.3.1 Calendrier des versements

Sous réserve du respect des engagements du Gestionnaire de projet au titre de la Convention, la Subvention sera versée au Gestionnaire de projet selon l'échéancier suivant :

- Un premier versement, à la signature de la Convention, égal à 2 526 600€ soit 30 % du montant maximum de la Subvention ;
- Des versements intermédiaires sur une base annuelle :
  - 3 368 800€ soit 40 % du montant maximum de la Subvention en 2021 ;
  - 842 200€ soit 10 % du montant maximum de la Subvention en 2022 ;
- le solde correspondant à 20% du montant maximum de la Subvention, à l'achèvement du Projet, sous réserve que le coût définitif ne soit pas supérieur au coût du Projet précisé à l'article 2.3 ci-dessus et que le montant définitif des Dépenses Éligibles soit justifié dans les délais prévus au 3.1. Le montant prévu au 3.2 constitue un maximum. Le montant de la Subvention ne pourra être revu à la hausse lors du versement du solde. Si le coût définitif du Projet est inférieur au coût initial précisé à l'article 2.3, la différence est imputée sur le solde. Si le coût définitif des Actions est inférieur à ce qui a été versé lors du premier versement, le Gestionnaire de projet devra procéder au remboursement de la différence. Chacun de ces deux versements est conditionné à la présentation par le Gestionnaire de projet à l'Opérateur de l'ensemble des documents justificatifs listés ci-dessous.

Le prévisionnel de décaissement de trésorerie du Gestionnaire de projet pour la réalisation des Actions figure en Annexe X.

Cet échéancier annuel respecte les conditions suivantes :

- Versement d'un premier acompte de 30% maximum au démarrage du Projet ;
- Versements intermédiaires d'acomptes complémentaires pour les Opérations en cours, le cumul de tous les acomptes versés depuis la signature de la Convention ne pouvant pas dépasser 80% du montant de la Subvention ;
- Versement du solde de la Subvention après son achèvement, ce solde représentant au moins 20% du montant de la Subvention ;
- Versements échelonnés des frais de gestion et de pilotage du Projet sur toute la durée de la Convention.

Version projet

Au vu de ces conditions, cet échéancier pourra faire l'objet de modifications en fonction des dates de démarrage et d'achèvement des opérations, lesquelles modifications seront validées lors des revues du Projet périodiques organisées par l'Opérateur.

Le montant total présenté dans l'échéancier ne doit pas être supérieur au montant prévu au 3.2.1 qui constitue un montant maximum.

Le coût définitif du Projet ne doit pas être supérieur au coût précisé à l'article 2.4 ci-dessus.

3.3.2 Demandes de versements

Le Gestionnaire de projet notifiera ses demandes de versement de la Subvention par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Opérateur à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations

Direction des investissements et du développement local

AAP – Territoires d'innovation

A l'attention de Madame Marie ROUBELLAT

72, avenue Pierre Mendès France – 75914 Paris Cedex 13

Aux demandes de versement devront impérativement être jointes les pièces justificatives listées ci-dessous. Une demande de versement de la Subvention ne sera réputée reçue qu'à la condition d'être complète.

Les pièces justificatives à l'appui des demandes de versement de la Subvention pourront être transmises par lettre recommandée en pièces jointes à la lettre de demande de versement ou bien en passant par la plateforme d'échanges de fichiers sécurisée de l'Opérateur via la procédure « secure file exchange » dite SFE accessible depuis le lien suivant : https ://sfe.caissedesdepots.fr/sdf-web/sdf-web/Depot/Depot

Les documents seront disponibles pendant 15 jours ouvrés pour l'Opérateur sur cette plateforme.

La Subvention sera versée au Gestionnaire du projet, sous réserve de la disponibilité des crédits nécessaires audit versement de la part de l'Etat sur le compte de l'Opérateur, dans les conditions suivantes :

Pour la première demande de versement, le Gestionnaire de projet devra transmettre à l'Opérateur :

- la Convention ainsi que les annexes 3 dédiées aux Actions signées par les Parties ;

- son RIB ;

- si nécessaire son KBIS de moins de trois mois ;

- la lettre de demande de versement de la Subvention (recommandée avec accusé de réception), à partir du modèle fourni dans l'annexe 7.

Pour chacune des demandes annuelles de versements, le Gestionnaire de projet devra transmettre à l'Opérateur :

Version projet

- son RIB (en cas de changement depuis la première demande de versement) ;

- si nécessaire son KBIS de moins de trois mois ;

- le nouvel échéancier si celui-ci a été modifié et validé au cours de la revue périodique de Projet organisée par l'Opérateur ;

- les éléments de bilan des Opérations achevées dont le paiement du solde est inclus dans la demande de versement annuel, à savoir :

  - le bilan technique final présentant l'ensemble des travaux menés dans le cadre des Opérations, à partir du modèle fourni dans l'annexe 5 ;

  - le bilan financier final, détaillant l'ensemble des dépenses réalisées pour les Opération, tel que décrit dans l'annexe 4, accompagné des justificatifs nécessaires ;

- la lettre de demande de versement de la Subvention (recommandée avec accusé de réception), à partir du modèle fourni dans l'annexe 7.

Pour la demande de versement du solde de la Subvention, le Gestionnaire de projet devra transmettre :

- son RIB (en cas de changement depuis la première demande de versement) ;

- si nécessaire son KBIS de moins de trois mois ;

- le bilan technique final présentant l'ensemble des travaux menées dans le cadre des Actions, à partir du modèle fourni dans l'annexe 5 ;

- la lettre de demande de versement de la Subvention (recommandée avec accusé de réception), à partir du modèle fourni dans l'annexe 7.

Si la demande est incomplète (i.e. certaines pièces n'ont pas été transmises), l'Opérateur le notifiera au Gestionnaire de projet dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de sa date de réception par courrier postal ou via la plateforme SFE.

La demande complète de versement du solde doit parvenir à l'Opérateur dans un délai maximum de 12 mois après la date d'achèvement du Projet et au plus tard le 31 décembre 2030. A défaut, l'Opérateur sera libéré de toute obligation de versement de la Subvention, sans préjudice des dispositions de l'article 8.1.

3.3.3 Réalisation des versements

Tous les paiements sont versés par l'Opérateur au Gestionnaire de projet dans un délai moyen de 15 jours ouvrés.

Le Gestionnaire de projet redistribue ensuite la Subvention aux Partenaires, conformément au cahier des charges et au RGF, et tout document régissant les relations entre le Porteur et les partenaires.

3.3.4 Suspension des versements

L'Opérateur peut être amené à suspendre les versements en cas de de Manquement tels que définis à l'article 8 ci-après.

Le versement de la Subvention peut reprendre après autorisation du SGPI.

Version projet

3.4 Non-assujettissement de la Subvention à la TVA

La Subvention qui ne représente pas la contrepartie d'une prestation de service ou la livraison d'un bien et qui ne constitue pas le complément du prix d'une telle opération ne sera pas imposable à la TVA (BOI 3 CA-94 repris dans la Documentation administrative 3 B 1111 N°38 du 18 septembre 2000).

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET ET DU GESTIONNAIRE DE PROJET

4.1.1 Engagement du Porteur de projet pour son compte et pour celui des Partenaires

Le Porteur de projet s'engage au titre de la Convention en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des Partenaires conformément aux lettres de mandats et aux statuts de l'association. Le Porteur de projet est l'interlocuteur de l'Opérateur responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les Partenaires et de la coordination des Actions**.**

4.1.2 Engagement du Gestionnaire de projet pour son compte et pour celui des Partenaires

Le Gestionnaire de projet s'engage au titre de la Convention en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des Partenaires. Le Gestionnaire de projet est l'interlocuteur de l'Opérateur et il est responsable de la répartition et du reversement de la Subvention entre les Partenaires**.**

4.2 Collaboration de bonne foi

Le Porteur de projet, le Gestionnaire de projet et l'Opérateur s'engagent à collaborer de bonne foi et à communiquer entre eux autant que nécessaire afin de s'assurer de la bonne réalisation des Actions, conformément aux termes de la Convention.

Le Porteur de projet s'engage à transmettre à l'Opérateur dans un délai de dix jours ouvrés toute information relative à la modification des Actions.

Les Parties se rapprocheront alors pour déterminer la suite à donner à la Convention.

4.3 Réalisation des Actions

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet s'engagent à tout mettre en œuvre pour que les Partenaires réalisent les Actions sélectionnées par le SGPI sur avis du comité de pilotage Territoires d'innovation dans les délais prévus à l'article 2.3.

Le Porteur de projet s'engage à se conformer aux obligations qui lui incombent au titre de la présente Convention.

Version projet

Le Gestionnaire de projet s'engage à se conformer aux obligations qui lui incombent au titre :

- De la présente Convention,
- Des règles européennes en matière d'aides d'État notamment celles visées à l'article 3.2.1.,
- Des règles relatives à la lutte anti blanchiment envers ses Partenaires ;
- De toute autre réglementation susceptible de s'appliquer aux Actions en vertu tant de son objet que du statut des Partenaires.

4.4 Obligation d'information et de suivi

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet prennent acte des termes de la convention du 10 mai 2017 modifiée entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au Programme d'investissements d'avenir Territoires d'innovation (ci-après « Convention Etat-CDC ») et s'engagent en conséquence à collaborer avec l'Opérateur afin de permettre à ce dernier de remplir sa mission d'information à l'égard de l'Etat, sa mission d'évaluation et son obligation de suivi des projets financés dans le cadre du programme des investissements d'avenir. Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet prennent le même engagement à l'égard de l'ensemble des comités mis en place dans le cadre de l'action Territoire d'Innovation.

À ce titre le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet s'engagent :

(a) à communiquer à première demande et dans un délai raisonnable toute information ou document que l'Opérateur pourrait solliciter dans ce cadre ;

(b) à informer l'Opérateur par écrit dès qu'ils en ont connaissance et à proposer un plan d'action destiné à y remédier le cas échéant :

  (i) De tout évènement pouvant affecter le bon déroulement des Actions ou la bonne exécution de la Convention ;

  (ii) De toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation ;

  (iii) De tout changement de sa forme juridique préalablement à la réalisation dudit changement ;

  (iv) De toute difficulté liée à la situation juridique ou financière d'un des Partenaires susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements au titre de la Convention, ainsi que de toute modification de cette situation ;

  (v) De tout changement de la forme juridique d'un des Partenaires préalablement à la réalisation dudit changement ;

  (vi) De tout changement relatif au Consortium ;

(c) À exécuter leurs obligations d'information périodiques en utilisant les outils ou applications informatiques déterminés par l'Opérateur et que ce dernier pourra le cas échéant mettre à la disposition du Porteur de projet et du Gestionnaire de projet. La CDC fera évoluer ces indicateurs en fonction des besoins d'évaluation du PIA Territoire d'Innovation, sous réserve d'en informer le bénéficiaire préalablement à la modification envisagée par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception ;

(d) À participer aux revues de projets périodiques organisées par l'Opérateur et à répondre aux éventuelles réserves et recommandations qui en découlent ;

Version projet

(e) À participer aux évènements organisés avec l'Opérateur, le SGPI, le comité de pilotage Territoire d'Innovation pour faire les bilans de l'avancée des Actions.

En outre, le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet acceptent expressément que la réalisation des Actions puisse donner lieu à la mise en place par l'Opérateur, selon les modalités prévues par la Convention Etat-CDC, d'évaluations pour apprécier notamment l'impact des financements mis en œuvre.

4.5 Obligations comptables liées à la Subvention

Le Gestionnaire de projet assume sous sa responsabilité la gestion de la Subvention qui lui est versée et à ce titre collecte les pièces justificatives correspondantes et les conserve pendant toute la durée de la Convention et pendant une durée de dix ans à compter du terme de la Convention.

Le Gestionnaire de projet s'engage à pouvoir présenter tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des coûts liés à la réalisation des Actions, ainsi qu'une traçabilité des flux financiers (entrées et sorties) liés à la gestion de la Subvention.

4.6 Objectifs et évaluation

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet prennent acte des objectifs fixés à l'Opérateur en application de la Convention Etat-CDC et s'engagent pour ce qui concerne les Partenaires et eux-mêmes à remplir les objectifs figurant en annexe 2.

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet acceptent en outre expressément que la réalisation des Actions et plus largement du Projet puisse donner lieu, en application de l'article 4.4 ci-dessus, à un contrôle et à une évaluation par l'Opérateur ou par tout organisme de contrôle désigné par lui ou autorisé aux termes de la Convention Etat-CDC.

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet s'engagent par ailleurs à fournir tous les documents nécessaires aux évaluations des Actions et à collaborer avec l'Opérateur, ou toute personne ou organisme désigné par elle, pour les besoins de ces évaluations.

Le Gestionnaire de projet s'engage également à fournir, une fois les Actions réalisées, tous justificatifs et informations utiles au suivi de l'utilisation de la Subvention, et le cas échéant, toutes informations demandées par l'Opérateur afin de répondre aux exigences des autorités nationales ou européennes.

Comme indiqué dans le cahier des charges de l'appel à projets « Territoires d'innovation », l'évaluation doit être menée à chaque étape de la réalisation du Projet et suivie par l'équipe opérationnelle de direction de Projet.

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet, à l'initiative de ce dernier, doivent proposer leur propre processus d'évaluation, celui-ci devant permettre notamment :

- de mesurer l'atteinte des objectifs aux différentes niveaux du Projet (Ambition, Actions) et de les réorienter le cas échéant ;
- de mesurer le respect des délais et des plans de financement ;
- de mesurer la contribution et l'impact des innovations ;
- d'évaluer leurs conditions de reproductibilité (en mesurant notamment l'acceptabilité par la population et l'implication significative des usagers) ;
- de mettre en place un processus d'amélioration continue des projets.

Version projet

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet, à l'initiative de ce dernier, mettent en place un référentiel d'indicateurs ainsi qu'un processus d'auto-évaluation présentés en annexe 11 [Annexe à créer par le Lauréat]. Ce référentiel est présenté de manière exhaustive au comité de suivi (voir supra 4.7) qui pourra émettre des recommandations et amendements.

Une revue annuelle du PIA Territoires d'innovation sera conduite sous la responsabilité du Porteur de Projet. Cette revue sera présentée au SGPI ainsi qu'à l'Opérateur et l'ensemble des services de l'État concernés.

Conformément à l'article 2.6 du cahier des charges de l'appel à projets « Territoires d'innovation », à l'issue d'une période de deux ans à compter de la signature de la présente convention, le comité de pilotage Territoires d'innovation procèdera à un examen critique de la mise en œuvre du Projet afin de notamment s'assurer de la mise en œuvre de l'ensemble des recommandations émises dans l'annexe 1, pouvant donner lieu à une réallocation des financements.

4.7 Comité de suivi

[A compléter par le Porteur de projet, en précisant le rôle et la composition du Comité de suivi. Ce comité doit comprendre au moins 1 représentant CDC. Il doit se réunir au moins deux fois par an.]

4.8 Responsabilité

Dans le cadre de la Convention, le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet sont seuls responsables de l'exécution du Projet. À ce titre, ils s'engagent à subdéléguer aux Partenaires la responsabilité de l'exécution des Actions et de l'ensemble des Opérations afférentes y compris toute déclaration et obtention d'autorisation légale ou règlementaire relative à la protection des données à caractère personnel.

Le Porteur de projet, en tant que mandataire des partenaires au titre des lettres de mandat, et le Gestionnaire de projet, s'engagent, dans la limite de leurs prérogatives respectives définies par la Convention, à ce que les Actions aient été réalisées dans le respect de la réglementation lui étant applicable, compte tenu, notamment, du statut des Partenaires ou de la nature de ces dernières.

L'Opérateur et l'État ne peuvent être tenus pour responsables de tout acte, manquement contractuel ou infraction commis à raison de la réalisation des Actions par le Porteur de projet. Sauf absence injustifiée de versement du Financement, le Gestionnaire de projet garantit l'Opérateur contre tout recours et conséquences pécuniaires dudit recours provenant d'un tiers, y compris les autres Partenaires.

En particulier, l'Opérateur n'intervient en rien dans les rapports que le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet entretiennent avec les Partenaires, leurs contractants et sous-traitants éventuels et sa responsabilité ne saurait être engagée à ce titre.

Le Gestionnaire de projet s'engage à souscrire, si besoin est, et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, à ses propres frais, les polices d'assurance nécessaires afin de couvrir, pour un montant suffisant, les risques et responsabilités lui incombant tant en vertu du

Version projet

droit commun que de ses engagements découlant de la présente Convention. À cet égard, le Gestionnaire de projet fournira copie à l'Opérateur son attestation de responsabilité civile.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet s'engagent à maintenir les stipulations de la Convention ainsi que les documents, données, informations qui seront échangés, notamment concernant les modalités organisationnelles et financières prévues par la Convention et concernant l'Opérateur strictement confidentielles et reconnait qu'elles ne doivent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers, sauf accord exprès de l'Opérateur. Dans le cas où la réalisation de la Convention nécessiterait la divulgation d'informations confidentielles par le Porteur de projet ou le Gestionnaire de projet à un tiers (partenaire ou sous-traitant), il devra obtenir l'accord écrit et préalable de l'Opérateur et devra obtenir de ce tiers un engagement de confidentialité dans des termes équivalents à ceux du présent article.

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet s'engagent :

- à faire respecter par leur personnel et Partenaires les règles de confidentialité sus-énoncées ;

- à ce que les informations confidentielles qui sont communiquées dans le cadre de la présente Convention, ne soient en aucun cas, divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées ;

- à n'utiliser les informations confidentielles qu'aux seules fins de l'exécution de la présente Convention ;

- à ne pas publier ni divulguer les informations confidentielles à des tiers, sauf avec l'accord préalable et écrit de l'Opérateur, ou sur injonction d'un tribunal ou de toute autorité de contrôle, ou si cette divulgation est nécessaire pour permettre la mise en œuvre ou prouver l'existence d'un droit en vertu de la Convention (toutefois, ils pourront communiquer, sous la plus stricte confidentialité, la convention et les documents y afférents à leur courtier d'assurance, à leurs assureurs, conseils soumis au secret professionnel, commissaires aux comptes, aux organismes fiscaux et sociaux en cas de contrôle, et aux assemblées délibérantes concernées par l'objet de la présente Convention).

Ne sont pas considérées comme informations confidentielles, notamment les informations :

- Qui étaient connues par le Porteur de projet ou du Gestionnaire de projet avant qu'elles ne lui soient divulguées, sous réserve, d'une part qu'il puisse justifier de façon valable en avoir eu connaissance préalablement et, d'autre part, qu'il n'était soumis à aucune obligation de confidentialité relativement à cette information avant sa communication et n'avait pas obtenu cette information de manière illégale ;
- Qui seraient dans le domaine public au moment de leur communication ou tomberaient dans le domaine public postérieurement à leur communication, sous réserve, dans ce dernier cas, que ce ne soit pas le résultat d'une violation des présentes par le Porteur de projet ou le Gestionnaire de projet ;
- Qui seraient communiquées postérieurement à la signature des présentes par un tiers et reçues de bonne foi par le Porteur de projet ou le Gestionnaire de projet ;

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet prennent acte des obligations de communication d'information mises à la charge de l'Opérateur en application de la Convention Etat-CDC et notamment à l'égard de toute commission parlementaire compétente.

Version projet

Dans ce cadre il est précisé que :

- L'Opérateur pourra notamment communiquer sur les objectifs généraux du Projet et des Actions, ses enjeux et leurs réalisations ;
- L'Opérateur pourra rendre publiques les informations issues du bilan technique qui lui sera transmis chaque année par le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet.

Il est entendu entre les Parties que l'Opérateur, conformément à l'article 8.2. de la Convention Etat-CDC, met à disposition des commissions compétentes du Parlement l'ensemble des documents relatifs à Territoires d'innovation.

Il est convenu entre les Parties que l'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux Informations confidentielles divulguées en application de dispositions légales, réglementaires, ou de droit européen impératives ou en exécution d'une décision ou ordonnance de justice ou d'une autorité règlementaire compétente, à condition de tenir informée l'autre Partie de cette communication.

Cette obligation de confidentialité demeure valable pendant toute la durée d'exécution de la Convention et pendant une durée de deux ans à compter de la terminaison de cette Convention.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

6.1 Communication

Dans tous les documents, (bilan technique et actions de communication écrites ou orales, dossier de presse, rubrique « partenaires » du site internet, rapport d'activité des Actions du Projet, etc.), Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet s'engagent à faire figurer la mention « Opération soutenue par l'État dans le cadre du volet Territoires d'innovation du Programme d'investissements d'avenir, opéré par la Caisse des Dépôts », et apposer les logotypes du Programme d'investissements d'avenir et de l'Opérateur conformément à la charte de communication présente en annexe 9 en vigueur transmise par celui-ci.

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet s'obligent à soumettre à l'autorisation préalable et écrite de l'Opérateur, dans un délai minimal de dix jours ouvrés avant sa divulgation au public, le contenu de toute communication écrite ou orale qu'ils souhaitent réaliser au sujet de la Convention.

Ce délai permet à l'Opérateur d'apporter une réponse au plus tard cinq jours ouvrés avant la divulgation au public. L'Opérateur peut, pendant ce délai, demander des modifications, s'opposer ou demander que la Subvention soit mentionnée.

A défaut de réception du contenu de communication au plus tard dix jours ouvrés en amont de la divulgation au public, l'Opérateur ne peut s'engager à faire un retour au Porteur de projet dans les délais impartis.

Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet s'engagent à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de l'Opérateur et de l'Etat.

6.2 Propriété intellectuelle

Aux seules fins d'exécution et pour la durée de la Convention, l'Opérateur autorise le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet à utiliser, dans le cadre du Projet.

Version projet

- la marque française semi-figurative **CAISSE DES DEPOTS & Logo** n°04/3.332.494, constituant le logotype ;

- la marque française semi-figurative **INVESTISSEMENTS D'AVENIR** n°4275371, constituant le logotype, dans les conditions prévues par le règlement d'usage de cette marque (annexe 9) ;

- le logo « Territoires d'innovation » (ajout références de ce logo).

À ce titre, la charte d'identité visuelle destinée aux bénéficiaires du programme d'investissements d'avenir sera transmise par la CDC au Porteur de projet.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de l'Opérateur et de l'État par le Porteur de projet ou le Gestionnaire de projet non prévue par le présent article est interdite.

Au terme de la convention, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des signes distinctifs de l'Opérateur et de l'État, sauf accord exprès écrit contraire.

Le Porteur de projet, le Gestionnaire de projet ou les Partenaires seront propriétaires ou copropriétaires, au regard des conventions qui seront passées entre eux, des œuvres, bases de données, signes distinctifs, inventions réalisés et exploités dans des Actions. Le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet garantissent d'acquérir auprès des Partenaires et de tout tiers l'ensemble des droits, notamment de propriété intellectuelle, strictement nécessaires à la mise en œuvre et la diffusion des Actions et de leur contenu.

Ainsi le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet déclarent faire le nécessaire pour disposer, sans restriction ni réserve, des autorisations nécessaires à l'exploitation des Actions et s'acquitter des rémunérations dues à ce titre aux auteurs et ayants droit de tous les contenus qui seront utilisés dans le cadre des Actions.

Et, d'une manière générale, le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet déclarent faire le nécessaire pour disposer, sans restriction ni réserve, des autorisations de toute personne ayant participé à la conception des contenus qui seront utilisés dans le cadre des Actions, ou pouvant faire valoir un droit quelconque concernant l'exploitation des Actions.

Le Gestionnaire de projet s'engage à préciser dans les conventions de reversements avec les Partenaires l'ensemble des informations relatives à la propriété des études ainsi que les droits d'usage et de communication avec l'ensemble des partenaires.

ARTICLE 7 – DURÉE

La Convention prend effet à compter de la date de la signature et reste en vigueur jusqu'au terme de la convention du 10 mai 2017 et de ses éventuels avenants entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au Programme d'investissements d'avenir Territoires d'innovation, sous réserve des stipulations relatives à l'obligation de restitution de la Subvention figurant à l'article 8 et des stipulations figurant aux articles 4.4, 4.5, 4.6 et 5, qui restent en vigueur pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Convention sera résiliée de plein droit en cas d'inexécution par le Porteur de projet ou par le Gestionnaire de projet de leurs engagements respectifs définis à l'article 4. Cette résiliation sera effective un (1) mois après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, adressée au Porteur de projet et au Gestionnaire de projet par l'Opérateur et restée sans effet.

Version projet

L'Opérateur est en droit de suspendre le versement d'une partie ou de la totalité de la Subvention ou/et résilier la Convention en cas de manquement (un « **Manquement** ») tel que qualifié ci-dessous :

(i) Manquement par le Porteur de projet ou par le Gestionnaire de projet à l'une de ses obligations au titre de la Convention ;

(ii) Cessation de la réalisation ou constatation notamment au vu des bilans transmis à l'opérateur de la non réalisation des Actions ;

(iii) Manquement par un Partenaire à l'une de ses obligations ayant un effet significatif défavorable sur la réalisation des Actions ;

(iv) Toute modification du Consortium sans l'accord préalable de l'Opérateur qui serait susceptible d'avoir un effet significatif défavorable sur la réalisation des Actions ou l'exécution par le Porteur de projet, le Gestionnaire de projet ou les Partenaires de leurs engagements respectifs au titre de la Convention ;

(v) Dissolution ou redressement ou liquidation judiciaire du Porteur de projet, du Gestionnaire de projet ou d'un des Partenaires ou modification de leur forme juridique.

(vi) Comme indiqué à l'article 4.6 de la Convention, à l'issue d'une période de deux ans à compter du démarrage du Projet, si l'examen du comité de pilotage Territoires d'innovation ne conclut pas à la mise en œuvre de l'ensemble des réserves et recommandations précisées dans l'annexe 1.

La Convention pourra également être résiliée en cas de force majeure telle que qualifiée par les juridictions.

L'Opérateur se réserve le droit de demander :

- La restitution de l'intégralité de la Subvention, si la résiliation repose sur une des hypothèses prévues aux paragraphes (i), (ii), (iii) et (iv),
- La restitution d'une partie de cette subvention au prorata de la durée d'affectation des biens conformément à la Convention, si la résiliation est fondée sur une autre hypothèse citée ci-dessus.

La part restituée de la subvention est calculée à partir d'éléments figurant dans le bilan financier ainsi que dans le bilan technique transmis par le Gestionnaire de projet.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet devront remettre à l'Opérateur, dans les huit jours ouvrés suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par l'Opérateur et/ou que le Porteur de projet et/ou que le Gestionnaire de projet détiendraient au titre de la Convention.

Le Gestionnaire de projet disposera d'un délai de quarante jours ouvrés pour restituer la part de la Subvention ou l'intégralité de la Subvention demandée par l'Opérateur après mise en demeure.

La résiliation de la Convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes transmis sous trente jours ouvrés à l'Opérateur.

Tous les frais engagés par l'Opérateur pour recouvrer les sommes dues par le Gestionnaire de projet sont à la charge de ce dernier.

Aucune indemnité ne pourra être demandée par le Porteur de projet ou le Gestionnaire de projet à l'Opérateur et/ou à l'Etat du fait d'une résiliation de la Convention.

Version projet

ARTICLE 9 – STIPULATIONS GÉNÉRALES

9.1 Notifications

Toute notification requise en vertu de la Convention et qui ne nécessite pas d'avenant à cette dernière pourra être effectuée par simple courriel.

En revanche, toute notification nécessitant la mise en place d'un avenant à la présente Convention devra être en forme écrite et sera valablement effectuée si elle est envoyée par simple courriel confirmé le jour même par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'adresse suivante :

Pour l'Opérateur :

Caisse des dépôts et consignations

Direction des investissements

AAP – Territoires d'innovation

A l'attention de Madame Marie ROUBELLAT

72, avenue Pierre Mendès France – 75914 Paris Cedex 13

Pour le Porteur de projet :

[*A compléter*]

Pour le Gestionnaire de projet :

[*A compléter*]

Tout changement d'adresse par une Partie sera notifié aux autres Parties dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date dudit changement d'adresse. Les notifications par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception. Les notifications par télécopie confirmée par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception.

9.2 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue intuitu personae. En conséquence, le Porteur de projet et le Gestionnaire de projet ne pourront transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention.

L'Opérateur pourra quant à lui librement transférer les droits et obligations au titre de la Convention.

9.3 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.4 Intégralité de la Convention

Version projet

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

9.5 Modification de la Convention

La Partie qui souhaite compléter ou obtenir la modification d'un ou de plusieurs articles de la présente Convention doit en faire la demande par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux autres Parties.

Toute modification de la Convention fait l'objet d'un avenant daté, signé par les Parties, lequel fait partie intégrante de l'ensemble contractuel qu'il modifie.

Conformément à l'article 7.4 de la Convention Etat-CDC, toute modification de la Convention sollicitée par le Porteur de projet ou le Gestionnaire de projet est soumise à une évaluation préalable des Actions et de ses conditions de réalisation, diligentée par l'Opérateur.

Les modifications mineures qui ne touchent pas à l'économie générale aux Actions sont validées par l'Opérateur.

Les modifications substantielles (modification du budget, du Consortium…) sont proposées par l'Opérateur pour validation par le comité de pilotage, voire consultation du comité d'experts et décision du Premier ministre.

En cas de modification du cadre législatif ou réglementaire ayant une incidence sur l'exécution de la Convention, ces modifications s'appliqueront de plein droit aux Parties sans qu'il soit nécessaire de modifier la Convention. Le cas échéant, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi pour apporter les adaptations nécessaires à la Convention.

9.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce à son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

9.7 Juridiction

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable toute difficulté dans la mise en œuvre de la présente convention.

Sur cette base, les Parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution, l'interruption ou la fin de la Convention pour quelque cause que ce soit, préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A cet effet, dès qu'une Partie identifie un différend avec une autre Partie, il lui appartient de demander la convocation d'une réunion ad hoc, réunissant des interlocuteurs des Parties de niveau Direction concernée, afin de discuter du règlement de la question objet du différend. Cette convocation est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette réunion se tient dans un délai maximum de trente jours ouvrés à compter de la réception de ladite lettre recommandée par les Parties destinataires.

Version projet

Si dans ledit délai de trente jours ouvrés suivant la tenue de cette réunion ad hoc, aucune solution entérinée par un écrit signé des représentants des Parties n'est trouvée, ou si la réunion ad hoc n'a pas lieu dans le délai prévu au paragraphe précédent, le différend sera soumis aux tribunaux compétents.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort des juridictions de Paris.

9.8 Documents contractuels

L'intégralité de l'accord conclu entre les Parties comprend les documents cités ci-dessous par ordre de valeur juridique décroissant.

1. La présente Convention
2. Ses annexes.

En cas de contradiction entre les documents énumérés ci-dessus, les articles de la Convention prévaudront sur les annexes.

Aucune modification de la Convention, quelle que soit la forme, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles, conformément aux dispositions de l'article 9.5 de la présente Convention.

Fait en deux exemplaires,

À [•], le [•],

Pour la Caisse des Dépôts

Nicolas Chung

Pour le Porteur de projet

Valérie Pécresse

Pour le Gestionnaire de projet

Alexandra Dublanche

Directeur de la mission MIA

XXX

En présence de XXXX

Version projet

Directeur régional de la Caisse des Dépôts

Version projet

ANNEXE 1 – AVIS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DE PILOTAGE TERRITOIRES D'INNOVATION

[Copie du courrier signé par le SGPI/G.Boudy]

Version projet

ANNEXE 2 – CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

Descriptif détaillé du projet
Résumé d'une page présentant les enjeux du projet, les objectifs principaux, l'intérêt des collaborations et du consortium, le dispositif et sa mise en œuvre, les résultats attendus.

Calendrier prévisionnel du Projet
Début prévisionnel et durée du projet
NB : la date de démarrage officielle (T0) est la date définie dans la convention d'aide

Partenaires du projet

Sigle	Nom	Catégorie*

*Catégorie : Unité de recherche ou Université, Collectivité territoriale, Association, Entreprise, Autre acteur public, Autre acteur privé

Budget prévisionnel du projet
Important : Les Dépenses Eligibles sont définies dans le Règlement général et financier et précisées à l'article 3 de cette convention.

Tableau de synthèse issu du fichier de détail des dépenses

Action	Montant des dépenses	Financement		
		PIA	Autre financement public	Financement privé

Version projet

ANNEXE 3 – FICHE ACTION [NOM DE L'ACTION]

Descriptif détaillé de l'action
Résumé d'une page présentant les enjeux de l'action, les objectifs principaux, l'intérêt des collaborations et du consortium, le dispositif et sa mise en œuvre, les résultats attendus

Evaluation de l'action
Présentation des indicateurs d'évaluation avec niveau à (T0) début de l'action et les cibles attendues (niveau et calendrier)

Calendrier prévisionnel de l'action
Début prévisionnel et durée de l'action
NB : la date de démarrage officielle (T0) est la date définie dans la convention

Partenaires de l'action et contributions

Partenaire		Opération	Contribution *en équivalent €*
Sigle	**Nom**		

Budget prévisionnel de l'action
Tableau de synthèse issu du fichier de détail des dépenses

Action	Opération			Bénéficiaire	Montant des dépenses	Financement		
	Descriptif	Date début	Date fin			PIA	Autre financement public	Financement privé

Version projet

ANNEXE 4 – BILAN FINANCIER

Pour la demande de versement du solde de la Subvention, le Gestionnaire de projet doit remplir et transmettre le bilan financier accompagné des justificatifs nécessaires, *ie* tout document permettant de comprendre la nature, l'objet et le paiement des dépenses.

Les dépenses doivent être certifiées payées par l'Agent comptable, un commissaire aux comptes ou un expert-comptable.

Les dépenses relatives à des prestataires externes doivent être justifiées par des factures établies au nom du partenaire, les commandes et devis ne sont pas recevables.

Il est précisé que les justificatifs nécessaires des dépenses de l'ensemble du Projet seront conservés par le Gestionnaire de projet pendant toute la durée définie à l'article 4.3.et communiqués à la demande de l'Opérateur conformément aux dispositions de l'article 4.4 de la présente convention.

Bilan financier

Opération	Nature des dépenses	Montant des dépenses	Financement PIA
Total des dépenses **Acomptes versés** **Solde à recevoir**			

Version proj

ANNEXE 5 – BILAN TECHNIQUE

Le Porteur de Projet ou le Gestionnaire de projet proposent une note de synthèse au format libre sur l'ensemble des travaux effectués et cofinancés par la subvention accordée.

Ce bilan technique décrit, pour chaque Opération, les livrables produits, les conclusions des études menées, les conséquences et réalisations opérationnelles, ainsi que toute autre information utile à la compréhension des travaux engagés au cours de l'Opération.

Version projet

ANNEXE 6 – DECISION PREMIER MINISTRE

[Copie de la décision individuelle du Premier ministre indiquant le plafond de subvention accordé]

Version projet

ANNEXE 7 – COURRIER DE DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Coordonnées du gestionnaire de projet

Caisse des dépôts et consignations
Direction des investissements et du développement local
Territoires d'innovation
A l'attention de Madame Marie ROUBELLAT
72, avenue Pierre Mendès France – 75914
Paris Cedex 13

[Ville], le [date]

Objet : Convention de Subvention entre la Caisse des Dépôts et la XXXX

Madame, Monsieur,

Je soussigné, xxxxxx, agissant en qualité de représentant XXXX

- confirme avoir pris connaissance de la Convention référencée en objet et notamment des dispositions financières prévues dans son article 3.3,
- certifie détenir l'ensemble des justificatifs attestant de la réalisation du Projet / de l'Action X faisant l'objet de la présente demande de versement,
- déclare être à jour de mes obligations au titre de l'article 4 de la Convention référencée en objet, à la date de signature de la présente demande,
- certifie que les éléments et informations mis à votre disposition à l'appui de la demande de versement référencée en objet sont exacts et correspondent à la réalité des travaux réalisés et des dépenses engagées

Je demande le versement de la somme de XXXXX euros.

[signature et cachet du signataire]

Nb : la demande doit être impérativement accompagnée des pièces justificatives dont la liste figure à l'article 3.3.2 de la présente convention.

version projet

ANNEXE 8 –LETTRES DE MANDAT

A intégrer par le lauréat

Version projet

ANNEXE 9 – CHARTE DE COMMUNICATION

[Eléments à mentionner en annexe 9 : charte de communication, charte graphique et logo]

Version projet

ANNEXE 10 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL ET FINANCIER

[RGF publié lors de l'Appel à projets]

Version projet

ANNEXE 11 – CRITERES D'EVALUATION

Version projet

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-010

DU 31 JANVIER 2020

SOUTIEN À CHOOSE PARIS RÉGION, ANCIENNEMENT DÉNOMMÉE PARIS RÉGION ENTREPRISES - 1ÈRE AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CP 11-596 du 7 juillet 2011 relative au soutien à divers organismes contribuant au développement économique et à l'emploi régional – Tome 1 ;

VU la délibération n° CR 03-14 du 13 février 2014 relative à la mise en œuvre de la SRDEI : création de Paris Région Entreprises ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 portant adoption de la convention d'objectifs et de moyens de Paris Région Entreprises ;

VU la délibération n° CR 2019-050 du 21 novembre 2019 portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes – Novembre 2019 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-010 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer à Choose Paris Region, la première affectation de la subvention globale de fonctionnement soit 6 743 100 € et une subvention d'investissement de 98 000 €.

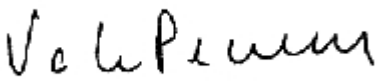
Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 6 743 100 € prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-013 (191013) « Paris Région Entreprises (PRE) », action 19101301 « Paris Région Entreprises (PRE) », nature 6574 du budget régional 2020.

Affecte une autorisation de programme de 98 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », sous fonction 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-013 (191013) « Paris Région Entreprises (PRE) », action 19101302 « Paris Région Entreprises (PRE) », du budget 2020.

Article 2 :

Adopte l'avenant à la convention triennale d'objectifs et de moyens 2019-2021 entre la région Île-de-France et Choose Paris Region, adoptée par la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 susvisée, tel que joint en annexe à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc163865-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

Avenant à la convention triennale d'objectifs et de moyens

AVENANT A LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE ET CHOOSE PARIS REGION 2019-2021 (Adoptée le 19 septembre 2018 par la délibération n° CP 2018-409)

ENTRE

La région Île-de-France,
dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93 400 SAINT-OUEN

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération CP n° 2020-010 du 31 janvier 2020

Ci-après dénommée « La Région »,

ET

Le bénéficiaire dénommé : Choose Paris Region (anciennement dénommé Paris Region Entreprises)

dont le statut juridique est : Association

dont le numéro SIRET est : 802 060 814 00018

dont le siège social est situé au : 11 rue de Cambrai, Parc de Flandres, Bâtiment 28 - 75019 PARIS

Ayant pour représentant, Monsieur Franck MARGAIN, Président

Ci-après dénommée « Le Bénéficiaire »

Préambule

La signature de cet avenant est nécessitée par l'évolution récente de la gouvernance de Paris Region Entreprises et son changement de dénomination en Choose Paris Région.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 :
Toutes les mentions de Paris Region Entreprises sont remplacées par Choose Paris Region.

Article 2 :
Dans le préambule, le passage suivant « *PRE a connu de profonds changements ces deux dernières années pour recentrer son activité sur l'attractivité autour de trois missions principales : la promotion de l'Ile-de-France à l'international, la prospection d'investissements étrangers et l'accompagnement à l'implantation d'entreprises étrangères en Ile-de-France une fois prise la décision de s'installer en Ile-de-France.* » est remplacé par :

« *Choose Paris Region est une agence sous statut associatif fondée conjointement en 2014 par trois membres fondateurs à savoir la région Île-de-France, la Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France et Bpifrance Financement, sur la base de la volonté de deux organismes préexistants de fusionner. L'Etat est également membre de droit et fondateur de l'agence. La mission de l'agence est d'attirer des investisseurs internationaux en Île-de-France au travers de trois axes principaux : contribuer à la compétitivité et à l'attractivité de l'Île-de-France, développer la notoriété et la visibilité de l'Île-de-France à l'international et prospecter des investissements étrangers, et proposer aux entreprises étrangères un accompagnement différencié. Pour mener à bien sa mission, Choose Paris Region assure la coordination et la fédération des acteurs de l'attractivité sur le territoire (collectivités franciliennes, Etat, organismes publics et parapublics, entreprises françaises et étrangères, etc.) – et agit pour et au nom d'un collectif de partenaires. Ce rôle de coordination et d'animation des acteurs franciliens de l'attractivité a été conforté par la mise en place du guichet unique des investissements étrangers en novembre 2016 dont l'agence était le pilote. Le fait de confier à Paris Region Entreprises le pilotage du guichet unique est issu de la décision du premier ministre de l'époque Manuel Valls à la suite de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, cette décision ayant été*

confirmée par le premier ministre Edouard Philippe en 2017. L'unité des partenaires est en effet un élément clé de l'attractivité, et Choose Paris Region doit être un espace de rencontre entre tous ces acteurs pour décliner une stratégie d'attractivité de manière collective et partagée.
Par ailleurs, suite à l'intégration des missions de la Commission du Film d'Île-de-France en 2019, l'agence a également pour mission de promouvoir la destination francilienne pour les productions et la filière de l'image, d'accompagner les productions sur toute la chaîne de fabrication du film, et de fédérer la filière et les professionnels.

L'agence a recentré ses missions sur l'attractivité internationale à partir de 2016. »

Article 3 :
A l'article 1 *« Objet de la convention triennale d'objectifs et de moyens »,* le passage « *La présente convention précise les orientations de Paris Region Entreprises (PRE) et les engagements respectifs de PRE et de la région Île-de-France […]* » est remplacé par « *La présente convention précise les engagements respectifs de Choose Paris Region et de la région Île-de-France […] »*

Article 4 :
Les paragraphes 3 et 4 de l'objectif général n° 2 prévu à l'article 2.1 de la convention – *« Renforcer le lien avec les partenaires régionaux de l'attractivité »* sont modifiés comme suit :

« *Choose Paris Region sera attentif à la lisibilité et à la mise en synergie des actions menées par l'ensemble des acteurs de l'écosystème de l'attractivité en Île-de-France, à la fois partenaires publics et privés.*

Dans cette perspective, Choose Paris Region s'engage à :
- *mieux faire connaître son offre de services auprès des partenaires de l'attractivité en Île-de-France (territoires franciliens, Business France, CCI, Paris Europlace, Paris Île-de-France Capitale Economique, incubateurs, etc.) ;*
- *organiser un réseau territorial performant mobilisant notamment les collectivités territoriales infrarégionales et les établissements publics d'aménagement ;*
- *mieux associer les acteurs publics et privés à son action voire à sa gouvernance.* »

Le premier paragraphe de l'objectif n° 4 – *« Conforter et renforcer la position de l'Île-de-France »* comme leader en Europe pour la production d'images et le tournage de films, est modifié comme suit :

« *L'intégration des activités de la Commission du Film au sein de Choose Paris Region effective depuis le 1er janvier 2019 constitue un nouveau champ d'intervention de l'agence d'attractivité. La Commission du film a pour mission de promouvoir la destination francilienne, d'accueillir des tournages en Île-de-France et de fédérer l'écosystème. Cette activité contribue fortement à mettre en valeur la région à l'international et génère d'importantes retombées économiques pour les professionnels de la filière ainsi que pour le tourisme. L'animation de l'écosystème économique de la production d'images et du tournage de films en Ile-de-France sont clés pour la réussite de cette mission.* »

Article 5 :
L'article 2.2 *« La réalisation d'un plan annuel d'actions »* est modifiée de la manière suivante :

« *Choose Paris Region s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 2.1 en les déclinant dans un plan d'actions annuel présenté en fin d'année aux instances de gouvernance de l'agence.*

Le plan annuel d'actions finalisé est transmis à la Région dès son vote par l'organisme. La réalisation du plan annuel d'actions de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée. »

Article 6 :
La partie 2.3 *« Modèle économique »* est modifiée comme suit :

« *Choose Paris Region assure une mission d'intérêt général reposant sur une offre de services dont une partie doit être proposée gratuitement aux entreprises étrangères. En parallèle, Choose Paris Region doit engager une réflexion sur le déploiement d'une offre de services rémunérés et structurer sa proposition de valeur, notamment auprès des grandes entreprises, pour trouver de nouvelles sources de financement et augmenter la part des recettes privées dans les ressources*

de l'association. Choose Paris Region s'engage à informer la Région chaque année à l'occasion de la clôture financière de l'exercice des nouvelles sources de financement qu'elle a récupérées au cours de l'exercice clôturé.

Choose Paris Region a une filiale PRIME aux Etats-Unis. PRIME Inc. est une société commerciale de droit américain ; elle possède une personnalité juridique et un patrimoine propre. Elle a été créée en 2006 et est détenue à 100% par Choose Paris Region. La structure et l'organisation de la société sont enregistrées sous le « Consent of incorporator ». Son siège social est basé à San Francisco. Cette filiale a deux activités principales : innovation avec des grands groupes et attractivité (marketing et accompagnement de projets). Choose Paris Region s'engage à un autofinancement de l'activité d'innovation avec les grands groupes. »

Article 7 :
Les dispositions de l'article 3.2 *« Modalités de versement de la subvention »* de la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et Choose Paris Region sont complétées comme suit : « *La région Île-de-France autorise Choose Paris Region à reverser une partie de la subvention régionale à sa filiale américaine PRIME Inc. pour ses activités liées aux missions prévues à la présente convention conformément au montant voté en Conseil d'administration de Choose Paris Region.* »

Article 8 :
L'article 5.1 est renommé *« Suivi de la présente convention »* et son contenu est modifié comme suit :

« *Choose Paris Region et la Région mobilisent les ressources nécessaires pour assurer la bonne coordination du partenariat ; en particulier un référent opérationnel est désigné au sein de chaque organisme. Côté Choose Paris Region il s'agit du Directeur général, et du côté de la région Île-de-France de la Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Entreprises et Emploi (et/ou de son(a) représentant(e)) et du Directeur de la Culture (et/ou de son(a) représentant(e)).*

Un comité de suivi, comprenant au minimum ces référents, est mis en place et se réunit sur une base trimestrielle pour partager de l'information sur les évènements à venir et sur les projets d'implantation d'entreprises étrangères. »

Article 9 :
Tous les autres articles de la convention restent inchangés et en vigueur.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires originaux, le

Conseil régional d'Île-de-France La Présidente	Choose Paris Region Le Président
Valérie PECRESSE	**Franck MARGAIN**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-048

DU 31 JANVIER 2020

PARIS RÉGION UP - AIDES PM'UP, TP'UP ET INNOV'UP MOBILISÉES POUR LES ENTREPRISES FRANCILIENNES - 1ER RAPPORT POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L. 352 du 24 décembre 2013 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 56-00 des 13 et 14 décembre 2000 relative à la ligne 48 « financement et développement de l'entreprise » – Création d'un Fonds de garantie régional ;

VU la délibération n° CP 11-046 du 27 janvier 2011 : « Favoriser l'accès au crédit des PME franciliennes – Fonds Régionaux de Garantie OSEO et SIAGI » ;

VU la délibération n° CP 11-187 du 10 mars 2011 portant diverses mesures d'ordre économique ;

VU la délibération n° CP 12-071 du 26 janvier 2012 : « Favoriser l'accès au financement des PME franciliennes : dotation 2012 du Fonds Régional de Garantie OSEO Île-de-France partenariat Etat-Région pour l'instruction des appels à projet PM'up » ;

VU la délibération n° CP 12-496 du 12 juillet 2012 : « Favoriser l'accès au financement des PME franciliennes - dotation 2012 du Fonds Régional de Garantie OSEO Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 13-182 du 4 avril 2013 : « Favoriser l'accès au financement des PME franciliennes - dotation 2013 du Fonds Régional de Garantie OSEO Île-de-France – Dotation 2013 du Fonds Régional de Garantie SIAGI Île-de-France » ;

VU la délibération n° CP 13-726 du 17 octobre 2013 : « Favoriser l'accès des PME franciliennes au crédit et aux fonds propres – Dotation du Fonds Régional de Garantie Île-de-France – dotation du Rebond prévention, augmentation de capital du fonds régional de co-investissement et soutien aux réseaux de business angels – Lancement d'un marché pour la réalisation d'une étude ex ante préalable à la mise en place d'outils d'ingénierie financière bénéficiant de fonds FEDER du programme 2014-2020 » ;

VU la délibération n° CP 14-126 du 30 janvier 2014 relative à la dotation du Fonds Régional de Garantie Île-de-France Bpifrance Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 15-326 du 17 juin 2015 relative à la gamme régionale de financement : attributions de subventions dans le cadre des politiques régionales de soutien aux associations de prêts d'honneur – Modification des modalités de fonctionnement du Fonds Régional de Garantie (FRG) Bpifrance Île-de-France relatives au prêt participatif d'amorçage ;

VU la délibération n° CP 15-660 du 8 octobre 2015 : « Favoriser l'accès au crédit des PME franciliennes : dotation du Fonds Régional de Garantie Bpifrance Île-de-France » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 portant adoption de la mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up ;

VU la délibération n° CR 110-16 du 16 juin 2016, relative au Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 (FRG2) et au prêt TPE ;

VU la délibération n° CP 16-373 du 12 juillet 2016 relative au Fonds Régional de Garantie et Prêt Croissance TPE – Adoption des conventions entre la Région Ile-de-France et Bpifrance et affectation de crédits pour 2016 ;

VU la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative au Grand Paris Région Up tome 1 - Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, Innov'up Proto et TP'up ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à LA stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France - adoption du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 - débat sur le rapport relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre en Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 2017-052 du 27 janvier 2017 Paris Région Up mise en place et adaptation des aides Innov'up, PM'up et TP'up, attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, TP'up et Back'up ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CP 2017-320 du 5 juillet 2017 relative au Paris Région Up tome 1 - Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up et Back'up

VU la délibération n° CP 2017-496 du 18 octobre 2017 Paris Région Up - Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, TP'up et Back up, Innov'up Proto, augmentation du capital du fonds régional de co-investissement d'Ile-de-France et dotation au dispositif de prêts d'amorçage ;

VU la délibération nº CP 2017-576 du 22 novembre 2017 Paris Région Up - Attribution de subventions dans le cadre des dispositifs PM'up et TP'up, soutien aux réseaux franciliens de business angels, dotation au dispositif du Prêt Croissance TPE, dotation au fonds Equisol ;

VU la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 relative au Paris Région Up - Attribution de subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2018-484 du 17 octobre 2018 relative au Paris Région Up - Attribution des subventions PM'up, TP'up, Innov'up Proto, ajustement des modalités de TP'up et d'Innov'up Leader PIA et cession d'Île-de-France capital ;

VU la délibération n° CP 2018-573 du 21 novembre 2018 relative au Paris Région Up – Attribution de subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2019-148 du 19 mars 2019 adoptant la création du Fonds de soutien aux commerçants et artisans franciliens ;

VU la délibération nº CP 2019-334 du 18 septembre 2019 Paris Région Up - aides PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 5ème rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant adoption de la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) - Année 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-048 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Désignation de 16 nouveaux bénéficiaires PM'up

Décide de participer au titre du dispositif PM'up, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 2 625 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 975 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 250 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services »,

programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400107 « PM'up industrie » du budget 2020.

Affecte une autorisation de programme de 400 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400109 « PM'up ESS » du budget 2020.

Article 2 : Adoption d'un avenant spécifique

Approuve l'avenant à la convention n° 2017-4-ANS-624744-A de l'entreprise SND, approuvée par la délibération n° CP 2017-320 du 5 juillet 2017 susvisée, tel qu'il figure en annexe 2 à la présente délibération, subordonne le versement de la subvention à la signature de celui-ci et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 : Modification d'une annexe technique et financière (ATF), annexée à la convention PM'up, pour préciser une nouvelle répartition selon les régimes d'aides

Modifie l'annexe technique et financière annexée à la convention n° 2018-7-AUT-633777-A de l'entreprise RG DISTRIBUTION, approuvée par la délibération n° CP 2018-573 du 21 novembre 2018 susvisée, détaillée en annexe 3 à la présente délibération.

Article 4 : Désignation de 17 nouveaux bénéficiaires TP'up

Décide de participer au titre du dispositif TP'up, au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 533 224 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 2018-427 du 19 septembre 2018 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 533 224 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 «TP'up » du budget 2020.

Article 5 : Modification du règlement d'intervention du Fonds de soutien aux commerçants et artisans franciliens

Modifie le règlement d'intervention relatif au Fonds de soutien aux commerçants et artisans franciliens, adopté par délibération n° CP 2019-148 du 19 mars 2019 susvisée, en ce que les dossiers de demandes d'aides peuvent être déposés par les professionnels jusqu'au 30 juin 2020 auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie Paris Île-de-France et la Chambre Régionale de Métiers et d'Artisanat d'Île-de-France.

Adopte l'avenant n° 3 à la convention quadripartite relative au Fonds de soutien aux commerçants et artisans franciliens, figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

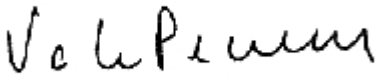
Article 6 : Relèvement de la quotité garantie par le Fonds régional de garantie Île-de-France 2 à 40 % afin de porter la garantie globale des prêts bancaires des TPE/PME à 80 %

Adopte l'avenant n° 5 à la convention pluriannuelle relative au Fonds régional de garantie Île-de-France 2, en annexe 6 à la délibération, prévoyant de relever jusqu'au 30 septembre 2020 la quotité garantie par le Fonds régional de garantie Île-de-France 2 à 40 % et la garantie globale à 80 %, et autorise la Présidente à le signer.

Article 7 : Assouplissement du Prêt Croissance TPE

Adopte l'avenant n° 2 à la convention Prêt Croissance TPE, en annexe 7 à la délibération, prévoyant de déroger au seuil d'âge des entreprises bénéficiaires et de reconduire la convention jusqu'au 25 août 2021, et autorise la Présidente à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 5 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 5 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166306-DE-1-1) et affichage ou notification le 5 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Désignation de 16 bénéficiaires PM'up

Désignation de 16 bénéficiaires PM'up

Jury du 3 décembre 2019

raison sociale	filière	ville	subvention attribuée	date de prise en compte des dépenses	nombre de stagiaires
42PIX	Numérique	ISSY LES MOULINEAUX	150 000 €	22/07/2019	3
ALU CONCEPT	Autre	CHILLY MAZARIN	200 000 €	10/07/2018	3
CREOLES ALEXANDRINE PARIS	Autre	PARIS	100 000 €	17/05/2019	2
HISTOVERY	Tourisme, sports, loisirs	PARIS	120 000 €	06/07/2015	3
HUDI SAS	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	NOISY LE SEC	150 000 €	24/09/2019	3
LE RACCORD INDUSTRIEL	Autre	COLLEGIEN	250 000 €	31/08/2019	3
LES ALCHIMISTES	Région - Ville durable et intelligente	L'ILE-SAINT-DENIS	250 000 €	30/07/2019	3
LUNII	Autre	PARIS	200 000 €	16/09/2019	3
MAISON NATHALIE BLANC	Autre	BAGNOLET	150 000 €	30/07/2019	3
SKALIS	Autre	PARIS	150 000 €	01/07/2019	3
SOLEN	Région - Ville durable et intelligente	PARIS	150 000 €	12/07/2019	3
TEAMRISE	Numérique	MONTREUIL	150 000 €	17/05/2019	3
TEEPTRAK	Numérique	PARIS	150 000 €	19/07/2019	3
TICKET FOR CHANGE	Autre	PARIS	150 000 €	07/08/2019	3
ZAION	Numérique	PARIS	125 000 €	12/07/2019	3
ZELROS	Autre	CHATILLON	180 000 €	04/09/2019	3

Annexe 2 : Avenant n° 1 PM'up société SND

Avenant n° 1

à la convention n° 2017-4-ANS-624744-A

approuvée par la délibération n° CP 2017-320 du 5 juillet 2017

attribuant la subvention PM'up

La REGION ILE DE FRANCE
2, rue Simone Veil
93400 SAINT OUEN

Dûment représentée par sa présidente Madame Valérie Pécresse en vertu de la délibération n° CP 2020-048 du 31 janvier 2020

et

SND
Avenue de Mont
77111 SOIGNOLLES EN BRIE

SIREN : 401 790 423

Représentée par la société JL2 Gestion, Présidente, elle-même représentée par José LEBRETON, dûment habilités

Après avoir rappelé :

La subvention a été attribuée conformément aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et dans le respect du RI du dispositif PM'up, adopté par la délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up – Innov'up – TP'up – Back'up et modifiée par la délibération n° CP n° 2018-427 du 19 septembre 2018.

Par la délibération n° CP 2017-320 du 5 juillet 2017, la commission permanente a attribué une subvention à la société SND dans le cadre de son projet PM'up.

En 2019, la holding détenant le Groupe auquel appartient SND a fait l'acquisition de la société Meca Distribution. Le projet est conjointement réalisé par la Société SND et Meca Distribution. SND est mandataire du projet.

Il est convenu de ce qui suit :

Article 1 : Autorisation de reversement de la subvention régionale

La Région autorise la société SND à reverser une partie de la subvention reçue à la société MECA Distribution.

Article 2 : Dispositions non modifiées

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables aux parties.

signature des parties

A……., le …….
Représentant légal de SND : JL2 Gestion, Présidente, elle-même représentée par José LEBRETON

A……., le …….
La région Île-de-France

Annexe 3 : Modification n°1 annexe technique et financiere PM'up société RG Distribution

Convention n° 2018-7-AUT-633777-A

modification n°1 à l'Annexe Technique et Financière

Entreprise
Raison sociale : **RG DISTRIBUTION** SIREN : 75 213 471 800 044

Activité : Usinage de pièces prototypes de petites et moyennes séries et rectification de haute précision

Créations d'emplois attendues : 8

Projet : L'entreprise souhaite acquérir de nouvelles machines pour son outil industriel , se doter d'un ERP et s'engager dans une certification ISO

Seules les actions engagées à compter du 15 mai 2018 sont éligibles au soutien régional.

Le montant total de l'aide régionale attribuée est 140 000 €, dont :

- **50 000 € en application du règlement de minimis**
- **90 000 € en application du régime d'aides exemptées SA.40453**

Observations complémentaires :

fait à Paris, ...
en trois exemplaires originaux,

le .....

pour la **région Île-de-France**,
la présidente du conseil régional,

Valérie PECRESSE

le 25-10-2019

pour l'entreprise **RG Distribution**
le président,

Gabriel DE GALZAIN

RG. DISTRIBUTION sas
122, Chemin de la Cavée
78630 ORGEVAL
Tél 01 39 62 40 92 - Fax 01 39 62 40 94
RCS VERSAILLES : 752 134 718

Annexe 4 : Désignation de 17 bénéficiaires TP'up

Désignation de 17 bénéficiaires TP'up

Raison-sociale	Filière	Ville	Ventilation subvention de fonctionnement	Ventilation subvention d'investissement	Total subvention	Date transmission - Demande	Engagement stagiaire
LUDOBOX	Tourisme, sports, loisirs	Nogent-Sur-Marne	0	33 250 €	33 250 €	13/05/2019	2
MYCUBE	Autre	Paris 8e Arrondissement	0	35 000 €	35 000 €	22/05/2019	2
PRECIFIELD	Numérique	Vinantes	0	20 000 €	20 000 €	21/06/2019	1
SARL BOULANGERIE PINEAU	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	Melun	0	25 800 €	25 800 €	01/07/2019	2
ACTIGLASS	Automobiles et mobilités	Paris 8e Arrondissement	0	45 750 €	45 750 €	10/07/2019	2
SOCIETE MECANIQUE GENERALE DE VITRY	Autre	Choisy-Le-Roi	0	55 000 €	55 000 €	16/07/2019	2
MEMENTO	Numérique	Les Mureaux	0	25 000 €	25 000 €	02/09/2019	2
BOWO	Tourisme, sports, loisir	Feucherolles	0	19 405 €	19 405 €	19/09/2019	1
SAS 77CRAFT BRASSERIE ARTISANALE DE VILLIERS-SOUS-GREZ	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	Villiers Sous Grez	0	10 979 €	10 979 €	26/09/2019	1
URBASENSE	Numérique	Versailles	0	43 740 €	43 740 €	27/09/2019	2
ACHAT CENTRALE	Numérique	Levallois Perret	0	30 000 €	30 000 €	09/10/2019	2
LR BUSINESS SUPPORT	Numérique	Vernou La Celle Sur Seine	0	40 000 €	40 000 €	10/10/2019	2
LA LAITERIE DE PARIS	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	Paris 18e Arrondissement	0	16 800 €	16 800 €	27/10/2019	1
UNIVEIRA	Aéronautique, spatial et défense	Argenteuil	0	50 500 €	50 500 €	05/11/2019	2
RSVP	Autre	Paris 10e Arrondissement	0	34 000 €	34 000 €	08/11/2019	2
COLISCONSULT	Automobiles et mobilités	Saint Maur Des Fosses	0	26 000 €	26 000 €	18/11/2019	2
LOISIRS-EXTRA	Tourisme, sports, loisirs	Ballainvilliers	0	22 000 €	22 000 €	19/11/2019	1

Annexe 5 : Avenant n° 3 à la convention fonds d'urgence

Avenant n°3 à la convention de Fonds de soutien aux commerçants et artisans franciliens

Entre :

- **la Région Ile-de-France**, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Mme Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-048 du 31 janvier 2020,
  ci-après dénommée la « **Région** »

- **la Ville de Paris**, dont le siège est situé place de l'Hôtel de Ville, 75 004 Paris, représentée par sa Maire, Mme Anne HIDALGO, dûment habilitée à cet effet par la délibération du Conseil municipal n°XXX, en date du XX/XX/XXXX,
  ci-après dénommée la « **Ville de Paris** »

- **la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile-de-France,** dont le siège est 27 avenue de Friedland, 75 008 Paris, identifié sous le n° X RCS X, représentée par M. Didier KLING, Président,
  ci-après dénommée la « **CCI PIdF** »,

- **la Chambre régionale de Métiers et d'Artisanat de l'Ile-de-France**, dont le siège est 1 boulevard de la Madeleine, 75 009 paris, identifié sous le n° X RCS X, représentée par M. Laurent MUNEROT, Président,
  ci-après dénommée la « **CRMA IdF** »,

Vu le règlement *de minimis*, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides *de minimis*,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée,

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France n° CP 2019-148 en date du 19 mars 2019 approuvant la présente convention,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Paris n°…….. en date du …….. approuvant la présente convention,

Vu la délibération du conseil d'administration de la CCI PIdF en date du ……. approuvant la présente convention,

Vu la délibération du conseil d'administration de la CRMA IdF en date du ……. approuvant la présente convention.

Les sous-articles et articles ci-après remplacent ceux de la convention initiale.

AU SEIN DE L'ARTICLE 3 :

3.2.1. Nature du processus de sélection

Les bénéficiaires potentiels pourront être informés par courrier de la Région, de la Ville de Paris et par leurs contacts « terrains » des chambres consulaires. Cette information sera coordonnée entre les signataires de la présente convention. La sélection des bénéficiaires s'opèrera par ordre d'arrivée des dossiers dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt ouvert pour une période de 15 mois (20 mars 2019 au 30 juin 2020), conformément à l'article 5 de la présente convention. Les décisions se prennent au sein du comité de sélection régional prévu par l'article 4.2.

ARTICLE 5

Le processus de sélection est le suivant :

1. **Réception des projets** : les dossiers de demande d'aides peuvent être déposés par les professionnels du 20 mars 2019 au 30 juin 2020 auprès de la CCI PIdF et la CRMA IdF, sous format papier ou dématérialisé.

2. **Présélection** : par ordre d'arrivée des dossiers, la CCI PIdF ou la CRMA IdF se prononcent dans un délai de 5 jours sur l'éligibilité ou pas du projet à partir du dossier réceptionné, et informent le dépositaire par courrier ou courriel.
   L'artisan ou le commerçant attendant des justificatifs de la part de son assureur peut déposer son dossier et le compléter ultérieurement (dans un délai maximum de 2 mois). Le dossier est instruit au moment où il est déclaré complet.

3. **Instruction** : l'instruction des dossiers est conduite par la CCI PIdF ou la CRMA IdF dans un délai maximal de 10 jours suivant la réception du dossier.

   Pendant l'instruction, la CCI PIdF et la CRMA IdF sont chargées de :
   - Proposer l'attribution d'une subvention de 1 000 €, 2 000 €, 3 000 €, 4 000 :€, 5 000 €, 6 000 € ou 7 000 € sur la base du constat d'un reste à charge d'un montant au moins équivalent au montant d'aide envisagé découlant de dommages matériels ayant touché le lieu de vente ou d'activité des commerçants et artisans, justifié par des factures non prises en charge pour tout ou partie par les assureurs, ainsi que le montant d'éventuelles franchises restant à la charge des intéressés intervenant dans le cadre de leur contrat d'assurance.

4. **Présentation au comité de sélection régional** : à l'issue de l'instruction, la CCI PIdF ou la CRMA IdF présente son instruction et sa proposition de soutien lors d'une réunion du comité de sélection régional qui se tient chaque quinzaine (comité dématérialisé possible). Les décisions doivent faire l'objet d'un avis motivé.

   La CCI PIdF et la CRMA IdF tiennent à disposition des représentants de la Région et de la Ville de Paris les documents constitutifs des dossiers déposés.
   Le comité de sélection régional peut demander à auditionner les porteurs de projets.

5. **Décision** : le comité de sélection régional sélectionne les projets qui seront financés dans le cadre du fonds de soutien et détermine les subventions attribuées. La CCI PIdF et la CRMA IdF transmettent à la Région et à la Ville de Paris la liste et les coordonnées des bénéficiaires afin d'établir les lettres de notification. En cas de refus, la CCI PIdF et la CRMA IdF informent le demandeur par courrier ou mail dans un délai de 10 jours. La Région et la Ville de Paris doivent être tenue informées des décisions de refus avant leur notification au bénéficiaire.

6. **Notification :** sur la base de la décision du comité de sélection régional, la Région et la Ville de Paris adressent sous double timbre une lettre de notification conjointe informant le bénéficiaire de l'aide attribuée, précisant le montant respectivement attribué par la Région et la Ville de Paris. La signature du courrier de notification interviendra dans les meilleurs délais à compter de la réception du modèle proposé par la CCI et la CRMA.

Les autres dispositions non modifiées demeurent applicables à l'ensemble des parties.

Fait à Paris, le ……

En 4 exemplaires originaux

La présidente du conseil régional	La Maire de Paris
Valérie PECRESSE	Anne HIDALGO
Le Président de la Chambre Régionale de Métiers et d'Artisanat d'Ile-de-France	Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Paris Ile-de-France
Laurent MUNEROT	Didier KLING

Annexe 6 : Avenant n° 5 à la convention pluriannuelle Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2

Avenant n° 5 à la convention pluriannuelle Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2

L'avenant consiste à ajouter un alinéa 2 à l'article 3 de l'annexe 1 « modalités d'intervention du volet " général " » de la manière suivante :

« 3 – Quotité garantie.
(…)
A compter du (date de signature de l'avenant) et jusqu'au 30 septembre 2020, pour les opérations de renforcement de la trésorerie, la quotité de garantie pourra être portée au maximum à 40% dans la limite d'une quotité globale – au titre du Fonds Régional de Garantie Ile-de-France 2 constitué auprès de Bpifrance Régions et des fonds nationaux constitués auprès de Bpifrance Financement – de 80%, avec une commission de garantie de 1,12%. »

Annexe 7 : Avenant n° 2 à la convention pour la création du « Prêt Croissance TPE » en Région Ile-de-France

Avenant n° 2 à la convention pour la création du « Prêt Croissance TPE »
en Région Ile-de-France

L'avenant consiste à ajouter un article 3 et à modifier le 1er alinéa de l'article 8. L'ensemble des articles sont renumérotés :

« Article 3 :
Afin de permettre à un nombre plus important d'entreprises de bénéficier des conditions préférentielles du Prêt Croissance, la condition d'âge (3 ans) peut, à titre dérogatoire, être considérée comme satisfaite dès lors que l'entreprise présente deux bilans d'une durée minimum cumulée de 24 mois.
Bpifrance s'assure de la capacité de l'entreprise à rembourser le Prêt Croissance TPE.
(…)
Article 8 :
La convention est prolongée jusqu'au 25 août 2021, sauf dénonciation de la présente convention par l'une ou l'autre des parties, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. »

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-023

DU 31 JANVIER 2020

POLITIQUES RÉGIONALES EN FAVEUR DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352/1 du 24 décembre 2013 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.40391 relatif aux aides à la recherche au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la commission européenne le 17 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

VU le règlement de minimis SIEG n° 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L. 313 du 10/12/2018) ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 portant ajustements de la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

VU la délibération n° CP 14-689 en date du 20 novembre 2014 relative au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 2017-110 du 8 mars 2017 portant attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi, et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2017-127 du 6 juillet 2017 portant adoption d'une politique stratégique en faveur du design en Île-de-France pour favoriser l'innovation et la croissance des entreprises ;

VU la délibération n° CP 2017-488 du 18 octobre 2017 relative aux mesures en faveur de l'entrepreneuriat ;

VU la délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 : « Devenir la première smart région d'Europe » ;
VU la délibération n° CP 2018-139 du 16 mars 2018 relative à l'entrepreneuriat et aux autres actions de développement économique ;

VU la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 relative à l'aménagement numérique et aux actions en faveur du développement économique ;

VU la délibération n° CP 2019-163 du 19 mars 2019 relative au soutien aux grands projets de R&D ;

VU la délibération n° CP 2019-194 du 22 mai 2019 relative au soutien aux grands projets de R&D ;

VU la délibération n° CP 2019-410 du 17 octobre 2019 relative à la politique régionale en faveur de l'aménagement numérique du territoire et des lieux d'innovation ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-023 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à l'aménagement de RaiseLab

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation au financement de l'aménagement de Raise Lab, tel que décrit dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de 350 000 € en faveur de la société Raise Lab.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type, adoptée par la délibération n° CP 2018-383 du 19 septembre 2018 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 350 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et innovation », programme HP 92-002 « Soutien à l'innovation », action 19200208 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2020.

Article 2 : Soutien à l'entrepreneuriat dans les quartiers de la politique de la Ville

Décide de participer au titre de l'appel à projets « Entreprendre dans les quartiers de la politique de la ville 2017-2019 », au financement pour l'année 2019 de 1 projet de FIAISM Femmes Inter Association ISM détaillé dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 28 000€.

Affecte une autorisation d'engagement de 28 000 € disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2020.

Approuve l'avenant à la convention relative au soutien régional au titre de 2019, joint en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant mentionné à l'alinéa précédent par toutes les parties.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la présente délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 : Hébergement de la plateforme du HUB du design

Décide de maintenir pour une nouvelle année le contrat d'hébergement et de renouvellement du nom de domaine de la plateforme le Hub du design chez son opérateur d'origine.

Affecte une autorisation d'engagement pour un montant prévisionnel maximum de 3 200 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerces et autres services », programme HP 94001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400103 « Soutien aux entreprises et aux filières prioritaires » du budget 2020.

Article 4 : Soutien au challenge Innovatech

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux évènements et manifestations dans les domaines des contenus numériques de l'internet et du multimédia », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe de la présente délibération, par attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention type conforme à la convention, adoptée par la délibération n° CP 2017-599 en date du 22 novembre 2017 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 25 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5 : Soutien à l'évènement Techinnov

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux évènements et manifestations dans les domaines des contenus numériques de l'internet et du multimédia », au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe de la présente délibération, par attribution de subvention d'un montant maximum prévisionnel déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention type conforme à la convention, adoptée par la délibération n° CP 2017-599 en date du 22 novembre 2017 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement du territoire », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Evènements et acteurs numériques », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier.

Article 6 : Modification de projets et de convention de tiers-lieux

Approuve la modification de la fiche projet et l'avenant à la convention n° EX046613 relative à une subvention attribuée au Medialab93 et adoptée par la délibération n° CP 2019-410 du 17 octobre 2019 susvisée, joints en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Approuve la modification de la fiche projet EX046615 relative à une subvention attribuée au Groupement Interprofessionnel de la région Vallée de la Seine et adoptée par la délibération n° CP 2019-410 du 17 octobre 2019 susvisée, jointe en annexe 4 à la présente délibération.

Article 7 : Réattribution de subvention (Projet EXPEVIVO, FUI 18)

Décide d'attribuer une subvention de 96 334 € à la société Screencell correspondant au solde de la subvention attribuée initialement à cette société par la délibération n° CP 14-689 du 20 novembre 2014 susvisée.

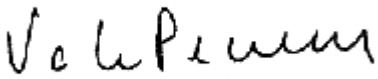
Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention, jointe en annexe 5 à la présente délibération, et autorise la pésidente du conseil régional à la signer.

Affecte pour ce faire une autorisation de programme d'un montant de 96 334 € sur le chapitre 909 « Action Economique», code fonctionnel 92 Recherche et Innovation, programme HP 92-005 (192005) «Soutien aux pôles de compétitivité », action 19200504, « soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique » du budget 2020.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à

compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc170070-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-023

DOSSIER N° 19010086 - Aménagement de RAISE LAB

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 909-92-20421-192002-400
Action : 19200208- Incubateurs, grands lieux d'innovation

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	2 164 853,00 € HT	16,17 %	350 000,00 €
	Montant total de la subvention		350 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RAISE LAB
Adresse administrative : 138 BIS RUE DE GRENELLE
75007 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Clara GAYMARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le porteur le décrit comme un « concept de Villa Medicis, dédié à la collaboration entre startups et grandes entreprises »

Raiselab accueillera notamment des startups développant des projets B2B et B2B2C à même de développer des solutions pertinentes pour les grandes entreprises qui auront exprimé un besoin.

Raise et Schoolab bénéficient déjà chacun d'un réseau partenarial structuré qui profitera aux activités de Raiselab dès l'amorçage. En outre Le projet a fait l'objet ces derniers mois d'une phase de préfiguration au sein des nouveaux locaux de Schoolab.

Le lieu, qui se veut être une vitrine du savoir-faire de l'innovation à la française, pourra accueillir les entreprise en résidence ou de manière ponctuelle.

RaiseLab s'étendra sur 2400 m² au 18, rue de la Fontaine au Roi à Paris 11, avec :
- des espaces de travail collaboratifs et bureaux
- des espaces de créativité
- des espaces d'évènementiels
- 8 chambres pour accueil ponctuel de résidents

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 4 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Peinture / revêtements de sols	100 000,00	4,62%
Mobilier	1 200 864,00	55,47%
Equipements	496 989,00	22,96%
Architecture d'intérieur	367 000,00	16,95%
Total	2 164 853,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 814 853,00	83,83%
Subvention Région (attribuée)	350 000,00	16,17%
Total	2 164 853,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-023

DOSSIER N° 19005953 - FIA-ISM Emergence et accompagnement de la capacité entreprenariale des femmes des quartiers 2019

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)
Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
Action : 19100102- Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	70 702,00 € TTC	39,60 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FIAISM FEMMES INTER ASSOCIATION ISM
Adresse administrative	:	21 TER RUE VOLTAIRE 75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Thérèse AUCLAIR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule dans le cadre d'une convention pluriannuelle 18003230

Description :
FIA-ISM est un réseau national d'associations de femmes, avec une forte implantation en Ile-de-France, particulièrement en Essonne et dans le Val de marne, oeuvrant pour la promotion de l'Egalité entre les femmes et les hommes.

L'action comporte plusieurs axes :

1 – Détection des femmes au sein même des QPV en lien avec les maisons de quartier, les associations de proximité et celles adhérentes au réseau FIA.
2 – Accompagnement des femmes dans leur potentiel entrepreneurial en individuel et en collectif.
3 - Mise en place d'un lieu collaboratif fin 2017 au sein d'un quartier politique de la ville (sur la ville de Grigny, Evry ou Courcouronnes)
4 – En 2018 et 2019 : animation interne et externe du lieu collaboratif en lien avec les partenaires

associatifs et du réseau de la création d'entreprises.
5 - Mise en valeur des réussites par des soirées évènementielles, annuaire des créatrices, forum des talents, participation à des rencontres, animation de la page Facebook du lieu collaboratif…

Objectifs 2019 : 40 femmes (tous âges et toutes origines confondus) issues des QPV en priorité (soit 120 sur la durée de l'action 2017/2019) porteuses de projet relevant de la restauration, confection/couture, artisanat, esthétique et artisanat d'art.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible à l'assiette subventionnable

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures entretien et petit équipement	1 500,00	2,12%
Fournitures administratives	550,00	0,78%
Prestations diverses (communications, etc.)	500,00	0,71%
Maintenance photocopieur	200,00	0,28%
Maintenance informatique	450,00	0,64%
Loyer	5 500,00	7,78%
Assurance	400,00	0,57%
Documentation Générale	150,00	0,21%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 000,00	11,32%
Mission/Réception/Dplcmnt	2 000,00	2,83%
Impressions	950,00	1,34%
Télécommunication (téléphones fixes et portables/ internet)	450,00	0,64%
Rémunération des personnels	44 892,00	63,49%
Charges sur les salaires	5 160,00	7,30%
Total	70 702,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fondation	4 000,00	5,66%
Subvention ETAT CGET 91	3 000,00	4,24%
Subvention EPCI Grand Paris Sud	10 000,00	14,14%
Subvention conseil régional Ile de France "entrepreneuriat"	28 000,00	39,60%
ASP	20 052,00	28,36%
Etat Aide à l emploi PEC	5 650,00	7,99%
Total	70 702,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

DOSSIER N° 20000341 - Challenge InnovaTech 2020/Elles bougent

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013 modifiée
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	61 000,00€	40,98 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ELLES BOUGENT
Adresse administrative : 5-7 PLACE DE L'EUROPE 92500 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Association
Représentant : Marie-Sophie Pawlak, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Date prévisionnelle de l'évènement : Jeudi 27 février 2020
Dates du projet : 25 octobre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 25/10/19

Description :
Le Challenge Innovatech est un challenge intergénérationnel qui visent à rassembler des professionnelles scientifiques, des étudiantes et des lycéennes autour de projets d'innovation liés à l'industrie du futur et au numérique.

Le temps d'une journée, les équipes constituées imaginent un produit ou un service lié à l'Industrie du Futur. Elles travaillent ensemble en mode "speed project" et présentent ensuite leur concept de manière dynamique et inspirante sous forme de pitch devant un jury d'expert.e.s.

Au travers de cette manifestation, il s'agit d'encourager l'identification et la projection des jeunes femmes dans les métiers d'ingénieurs et de techniciennes de l'industrie du futur et du secteur des nouvelles technologies.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	36 000,00	59,02%
Charges externes : achat fournitures, publicité/communication, location matériel, restauration, prestations de service	25 000,00	40,98%
Total	61 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	40,98%
Ressources propres	25 000,00	40,98%
Taxe d'apprentissage	11 000,00	18,03%
Total	61 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aide suivant : Règlement (UE) n ° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis '.

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-023

DOSSIER N° 20000358 - TECHINNOV 2020/CCI

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)
Délibération Cadre : CR63-13 du 27/09/2013 modifiée
Imputation budgétaire : 935-56-6574-156001-400
Action : 15600104- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	320 000,00 € HT	12,5 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF CCIT ESSONNE
Adresse administrative	:	2 CRS MONSEIGNEUR ROMERO 91000 EVRY
Statut Juridique	:	Etablissement public administratif
Représentant	:	Emmanuel Miller, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de l'évènement : 27 février 2020
Dates du projet : 27 septembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure engageant des dépenses avant la date de passage en commission permanente, le démarrage anticipé permettra de soutenir les dépenses d'organisation engagées à partir du 27/09/19

Description :
Techinnov est un évènement plateforme de l'écosystème d'innovation francilien, organisé à l'espace Grande Arche de la Défense, et qui se veut à la fois convention d'affaires et lieu de fertilisation croisée des innovation entres filières industrielles et technologiques.

L'évènement auquel sont attendues plus de 2000 personnes, permet de générer 15 000 rendez-vous de travail qualifiés entre grands comptes, PME/PMI, startups, laboratoires de recherche, investisseurs.

En complément du socle des 3 conventions historiques - industrie, R&D, financement - l'évènement abordera en 2020 3 thématiques transversales : Usine du futur, IA, Healthtech.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges internes : salaires	65 000,00	20,31%
Communication	68 000,00	21,25%
Dépenses d'organisation	40 000,00	12,50%
Logistique : location espaces, matériel, déplacements, etc	147 000,00	45,94%
Total	320 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale (sollicitée)	40 000,00	12,50%
Ressources propres	75 000,00	23,44%
Ressources privées: sponsorship et concession	205 000,00	64,06%
Total	320 000,00	100,00%

La région informe le bénéficiaire que cette aide est octroyée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-023

DOSSIER N° 20000353 - SCREENCELL - EXPEVIVO CTC - POLE MEDICEN - FUI 18 - REAFFECTATION DE SOLDE

Dispositif : Subvention spécifique développement économique, agriculture et ruralité (investissement) (n° 00001164)
Imputation budgétaire : 909-92-20422-192005-400
Action : 19200504- Soutien aux projets de R&D des entreprises à fort potentiel économique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique développement économique, agriculture et ruralité (investissement)	1 070 376,72 € HT	9,00 %	96 334,00 €
	Montant total de la subvention		96 334,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCREENCELL
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur DAVID ZNATY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2014 - 1 juin 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont déjà réalisés. Il s'agit d'une réaffectation de solde

Description :
Des cellules malignes peuvent se détacher des tumeurs et passer dans le sang où elles constituent les cellules tumorales circulantes (CTC), certaines d'entre elles étant à l'origine des métastases. Les CTC sont accessibles par une prise de sang et représentent parfois le seul matériel tumoral résiduel après traitement. Les CTC constituent l'un des axes les plus actifs de recherche sur le cancer avec plus de 400 essais cliniques incluant les CTC comme biomarqueurs.

La technique ScreenCell innovante et simple, déjà testée en recherche et en clinique en France et à l'étranger apporte une solution économique pour effectuer des tests d'efficacité thérapeutique adaptés à chaque patient.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**
SA.40391(RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Recherche industrielle

Annexe 2 : Avenant Entrepreneuriat QPV

Avenant n° 2 à la convention n° 17014706

Relative au soutien au projet favorisant l'entrepreneuriat dans les QPV porté par l'association FIAISM Femmes Inter Association ISM

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du conseil régional d'Ile-de-France
agissant en exécution de la délibération N°CP 2020-023 du 31 janvier 2020.
ci-après dénommée «la Région»
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : FIAISM Femmes Inter Association ISM
dont le statut juridique est : Associatif
N° SIRET : 349305334 - 00048
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au 21 TER RUE VOLTAIRE 75011 PARIS

représenté par xxxxx, Président, dûment habilité,
ci-après dénommé «le bénéficiaire»
d'autre part,

Après avoir rappelé :

Par délibération N°CP 2017-488 du 18 octobre 2017, la convention n° 17014706 porte sur la période 2017-2019. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2017, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement.

Par délibération CP 2018-139 du 16 mars 2018 la Région a décidé de poursuivre en 2018 son soutien à l'association FIAISM dans le cadre de sa politique entrepreneuriale en faveur des Quartiers Politique de la Ville 2017-2019. A cet effet, un premier avenant a été conclu avec l'association.

Il a été décidé de poursuivre ce soutien pour l'année 2019, raison pour laquelle un avenant 2 est conclu avec l'association dont le descriptif complet figure dans l'annexe fiche projet.

Il est précisé que le projet relève du caractère d'intérêt général. En effet, le soutien régional répond à la définition des Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) car il favorise l'accès au retour d'activité et au retour à l'emploi d'un public résidant dans les Quartiers Politique de le Ville (QPV).

La subvention est donc octroyée sur la base du régime d'aides règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Après le dernier alinéa de l'article 1, sont insérés les alinéas suivants :

« La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par FIAISM Femmes Inter Association ISM et décrite dans la fiche projet annexée, à hauteur de 39,60 % des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 28 000 € au maximum en fonctionnement. Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 70 702 € pour l'année 2019».

ARTICLE 2 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en 2 exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour la Présidente du conseil régional d'Île-de-France et par délégation	**Pour l'association FIAISM Femmes Inter Association ISM**
Valérie PECRESSE	**XXXX**

Annexe 3 : Avenant n° 1 Convention TL Medialab93

Avenant n°1 à la Convention de soutien aux tiers-lieux n°EX046613

Entre

La région Ile-de-France
dont le siège est situé au : 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° CP 2020-023 du 31 janvier 2020;
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

Le Medialab 93,
Dont le siège social est situé au : 9 rue de l'ancien canal, 93 500 Pantin
représenté par Monsieur Erwan RUTY, directeur,
ci-après dénommé « le BENEFICIAIRE » ;

PREAMBULE :

LE BENEFICIAIRE a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de sa politique de soutien à la création de tiers-lieux.

Par convention EX046613 approuvée par délibération n° CP 2019-410 du 17 octobre 2019, les parties ont convenu des modalités du soutien financier au projet du Médialab93 pour une subvention d'un montant total maximal de 22 000 €.

Pour chaque subvention attribuée, la Région souhaite que le BENEFICIAIRE engage des stagiaires. Suite à une erreur matérielle, la convention EX046613 précise que le BENEFICIAIRE doit recruter 2 stagiaires. Or, au vu du montant de la subvention attribuée, le recrutement d'un seul stagiaire est nécessaire.

Ainsi le présent avenant propose de rectifier la convention initiale.

De plus, suite à l'identification d'un local plus adapté à leur besoin, le projet du Medialab se développera dans un autre immeuble, mais toujours dans la commune de Pantin. La fiche projet est donc modifiée en ce sens.

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent avenant remplace le second alinéa de l'article 2.2 : obligations diverses du bénéficiaire :
« A recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois. »

Par :
« A recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois. »

Le reste de l'article est inchangé.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS NONS MODIFIEES

Les articles non modifiés demeurent en vigueur et applicables.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

- la fiche projet modifiée

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le ……

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du conseil régional,

Valérie PECRESSE

Pour **Le Medialab 93**
Le Directeur

Erwan RUTY

Fiche projet de la CP 2019-410 du 17 octobre 2019
modifiée par la CP 2020-023 du 31 janvier 2020

Commission permanente du 17 octobre 2019 - CP2019-410

DOSSIER N° EX046613 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - LE MEDIALAB93

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017
Imputation budgétaire : 905-56-20421-456001-400
Action : 456001054- Tiers lieux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – projets d'investissement	55 000,00 € TTC	40,00 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ML93 LE MEDIALAB93
Adresse administrative : 9 RUE DE L'ANCIEN CANAL
93500 PANTIN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ERWAN RUTY, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2019 - 1 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'incubateur "Medialab93" propose de reloger son espace de coworking dédié aux thématiques des médias, de la communication, du numérique et de la culture dans un nouveau bâtiment plus adapté à leur besoin. Il s'agira d'un espace de 615 m² proposant 80 postes de travail environ.

Organisé sous forme de coopérative, le Medialab93 est un acteur connu pour son engagement dans les quartiers politique de la ville et son action en faveur de la mixité sociale et culturelle afin de favoriser la diversité dans le domaine des médias et la professionnalisation des projets.

En lien avec leur incubateur, les animations organisées en partenariat avec La Ruche seront fréquentes (26 événements par an). En plus de l'hébergement, les services proposés par le tiers-lieux consistent en de la formation, de l'évènementiel, de la production/diffusion de contenus.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Une subvention régionale de 22 000 € est proposée. Sur une base éligible de 55 000 €, le taux d'intervention régional s'établit à 40 %.

Localisation géographique :

- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : NUMERIQUE/Soutien aux projets numériques

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement Intérieur	50 000,00	90,91%
Equipement	0,00	0,00%
Frais d'étude	5 000,00	9,09%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Ile-de-France	22 000,00	40,00%
Subvention Commune (attribuée)	5 000,00	9,09%
Emprunt bancaire	13 000,00	23,64%
Subvention privée (sollicitée)	15 000,00	27,27%
Total	55 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 4 : Fiche projet GIR Vallée de la Seine

Fiche projet de la CP 2019-410 du 17 octobre 2019
modifiée par la CP 2020-023 du 31 janvier 2020

Commission permanente du 17 octobre 2019 - CP2019-410

DOSSIER N° EX046615 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL DE LA RÉGION VALLÉE DE LA SEINE

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)
Délibération Cadre : CR2017-101 du 19/05/2017
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300107- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	1 075 000,00 € HT	18,60 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL DE LA REGION VALLEE DE LA SEINE
Adresse administrative : ALL E DES MARRONNIERS 78200 MANTES-LA-JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARTINE CHEVALIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 1 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Groupement Interprofessionnel de la région (GIR) de la Vallée de la Seine est un réseau historique de chefs d'entreprises bien identifié sur son territoire. Suite à une étude de marché approfondie, la création d'un tiers-lieu est apparue comme le moyen de développer la culture entrepreneuriale en zone péri-urbaine.

Le local sera la propriété du GIR qui y hébergera également ses propres bureaux. La surface dédiée au tiers-lieu sera quant à elle de 650 m², avec la création de 52 postes de travail. L'espace acceuillera des entrepreneurs ahérents du GIR et plus largement des entrepreneurs de la Vallée de la Seine (travailleurs nomades, free-lances, TPE, télétravailleurs, entreprises locales...). Il leur offrira des bureaux fermés et collectifs, des bureaux de passage, des salles de réunion équipées de visio-conférence ainsi qu'un espace modulable pour les expositions et évènements.

Ce projet d'ampleur et très complet par son offre de services se pense comme un lieu de rencontre et de convivialité. Il sera animé par l'équipe de l'association du GIR qui organisera des conférences, des ateliers

de travail thématiques, des petits déjeuners d'intégration, des afterwork, des déjeuners d'affaires, business dating, visites d'entreprises rencontres culturelles ou sportives.

Réunis dans un même ensemble immobilier, un restaurant, une crèche, un hôtel d'affaires de 60 chambres et un service de conciergerie viendront renforcer la dynamique de ce tiers-lieu et diversifier ses utilisateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Une subvention régionale de 200 000 € est proposée. Sur une base éligible de 1 075 000 €, le taux d'intervention régional s'établit à 18,60 %.

Localisation géographique :
- BUCHELAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement Intérieur	895 000,00	32,81%
Equipement	180 000,00	6,60%
Dépenses non-éligibles	1 653 000,00	60,59%
Total	2 728 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention région Ile-de-France	200 000,00	7,33%
Fonds propres	1 125 000,00	41,24%
Emprunt bancaire	1 403 000,00	51,43%
Total	2 728 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 5 : Convention Screencell

CONVENTION N° XXXXXX
entre la Région Ile-de-France et SCREENCELL
relative au projet coopératif EXPEVIVO du pôle MEDICEN

Entre :

La Région d'Ile-de-France,
Sise au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
Habilitée à signer la convention par délibération N° CP 2020-23 du 31 janvier 2020

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :
L'entreprise SCREENCELL
Sise :
SIRET :
Code APE :
Représentée par Monsieur **,** dûment habilitée

Désignée ci-après par le « BENEFICIAIRE

VU Le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1511-1 à L1511-5,

VU La délibération du conseil régional relative aux contrats de performance des pôles de compétitivité labellisés,

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région n°CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n° CP 14-689 en date du 20 novembre 2014, et la convention n°14018506 entre la Région et SCREENCELL relative au projet EXPEVIVO du pôle MEDICEN

VU le Projet EXPEVIVO, ci-après désigné « le Projet »,

APRES AVOIR RAPPELE :

1. l'attribution par délibération n° CP 14-689 en date du 20 novembre 2014, d'une subvention d'investissement de 481 669,52 € de la région Ile-de-France au bénéficiaire afin de soutenir le projet « EXPEVIVO » ;
2. l'établissement de la convention n°14018506 entre le bénéficiaire et la région Ile-de-France relative au projet sus référencé ;
3. Les versements d'une avance et d'acomptes pour un montant total de 385 335,52 €;
4. la caducité du solde de la subvention pour des raisons de délais de traitement de la demande de versement du solde ;
5. l'arrivée à échéance de la convention sus-référencée le 28 janvier 2019,
6. l'avis du médiateur de la région Ile-de-France.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le projet « EXPEVIVO » qui a pour objectif de réaliser l'analyse des CTC, comme modèle de pharmacologie prédictive des cancers, par un système automatisé en imagerie cellulaire dédié à la détection et la caractérisation des CTC, tel que décrit à l'annexe technique.

Ce programme sera exécuté à :

ScreenCell

10 Avenue Charles Péguy – 95200 SARCELLES

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région s'engage à verser le montant correspondant au solde du projet de recherche désigné à l'article 1. Ce solde est calculé sur la base des dépenses éligibles mentionnées dans l'annexe financière, déduction faite des acomptes de 385 335,88 € déjà versés au titre des travaux effectués dans le cadre du projet.

Le montant de 96 334 € constitue le plafond de la subvention.

ARTICLE 3 – DELAIS DE REALISATION

En contrepartie de cette aide, le BENEFICIAIRE s'engage à :

- réaliser le programme présenté dans un délai de 36 mois, à compter du 1er décembre 2014, date de démarrage du projet, telle que présentée dans la fiche projet et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- maintenir ses compétences / ses effectifs en Ile-de-France et favoriser la création de nouveaux emplois.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DU SOLDE

Le solde est versé à l'achèvement des travaux, après constat de fin de programme par BPI France (pour les projets « FUI ») et les collectivités territoriales financeurs.

La demande de solde du BENEFICIAIRE, adressée à la Région, **est accompagnée des documents suivants** qui, pour permettre le versement du solde de l'aide, devront être jugés satisfaisants par la Région, à savoir :

- un état récapitulatif des dépenses acquittées, certifié exact, daté et signé (précisant les noms et qualités des signataires) par, le BENEFICIAIRE ou la personne habilitée et par l'agent comptable pour les laboratoires
- une attestation actualisée de régularité de la situation fiscale et sociale du BENEFICIAIRE,
- un état récapitulatif de l'ensemble des aides publiques obtenues par le BENEFICIAIRE (incluant le solde à percevoir) pour tout ou partie du programme quelles qu'en soient leur forme (prêt, aide remboursable, subvention, exonération de charges, etc…) et leur origine (Commission Européenne, Etat, collectivités territoriales…) certifié exact par le BENEFICIAIRE,
- seulement si la Région le juge utile et le demande expressément : les derniers bilans, comptes de résultat et annexes du BENEFICIAIRE, depuis la date d'enregistrement

de la demande d'aide, approuvés par un expert-comptable ou le commissaire aux comptes si l'organisme en est doté.

Dans le cas où les documents et pièces justificatives fournies par le BENEFICIAIRE feraient apparaître des dépenses inférieures aux dépenses retenues dans l'assiette de l'aide, le montant de l'aide sera de plein droit réduit à due proportion des dépenses effectivement justifiées, le BENEFICIAIRE s'engageant à reverser sans délai l'indu éventuellement constaté.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le Projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du présent contrat serait réduite à due proportion par le non versement, en partie ou en totalité du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires.

La Région ne sera pas tenue de verser tout ou partie du montant de l'aide si l'un des cas visé à l'article 10 ci-après vient à se produire ou si BPI France estime que l'évolution de la capacité technique et/ou financière du BENEFICIAIRE ne lui permet pas de mener à bien l'exécution du programme.

La Région ne sera tenue au versement des montants de l'aide que dans la limite des crédits budgétaires de paiement disponibles. Le cas échéant, la Région informera le BENEFICIAIRE de cette situation dans les meilleurs délais.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la région Ile-de-France.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le BENEFICIAIRE certifie par les présentes qu'il est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales et sociales et s'engage en outre :

5.1.- à affecter exclusivement l'aide accordée par les présentes aux dépenses prévues dans le programme et réalisées postérieurement à la date du communiqué de presse interministériel visée à l'exposé,

5.2.- à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du programme sans en informer au préalable la Région,

5.3.- à tenir la Région immédiatement informée

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du programme et du Projet,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,

5.5. - à fournir concomitamment à la demande de solde, un rapport de fin de programme commun à tous les partenaires du consortium et visé par le coordonnateur du consortium, rendant compte:

de son exécution technique et de ses résultats par rapport aux objectifs fixés (et, si la Région juge utile de les demander, des éléments explicatifs sur le contenu de ce rapport, de ces dépenses et de ces comptes).

- de l'évolution des effectifs des sites concernés par le programme,

5.6. - à tenir une comptabilité sur laquelle figureront tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des dépenses effectuées conformément à l'assiette de l'aide (factures externes et documents analytiques internes). Cette comptabilité, ainsi que les éléments de comptabilité générale s'y rapportant, seront tenus à la disposition de la Région dans les

quinze jours de la demande formulée par la Région, et pendant une durée de dix ans à compter du dernier versement de l'aide,

5.7.- à se soumettre au contrôle qui sera opéré sur le plan technique et sur le plan financier par la Région ou tout représentant accrédité par la Région ainsi qu'à donner toute facilité pour l'exercice de ce contrôle, notamment en ce qui concerne les vérifications sur pièces et sur place. Les bénéficiaires solidaires sont engagés au même titre que le BENEFICIAIRE à se soumettre au présent contrôle,

5.8. - à ne pas procéder à l'aliénation, la cession, la concession, l'apport ou la transmission à titre quelconque, directement ou indirectement, à titre gratuit, à titre onéreux ou même à titre de réciprocité, des moyens nécessaires soit à la réalisation du programme aidé, spécialement des brevets, procédés de fabrication ou résultats techniques divers, soit à l'exploitation des résultats de ce programme, sans avoir obtenu l'accord préalable de la Région,

ARTICLE 6 – EVALUATION DES RETOMBEES DU PROJET – DUREE MAXIMALE DES OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

La Région se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique du Projet dans un délai maximum de dix ans à compter de la date du vote de la délibération. Cette évaluation sera réalisée à la charge de la Région. Le BÉNÉFICIAIRE sera informé préalablement du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par la Région. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêts entre le BENEFICIAIRE et l'expert.

ARTICLE 7 – RESILIATION ET RESTITUTION

7.1.- Résiliation :

A la seule initiative de la Région, la présente aide donne lieu à la résiliation de plein droit de la présente convention et à répétition de la subvention dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- inobservation par le BENEFICIAIRE de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes,
- déclarations inexactes ou mensongères,
- situation non régulière au regard des obligations fiscales et sociales,
- si le BENEFICIAIRE, renonce à valoriser industriellement ou commercialement les résultats du projet aidé. Cette clause pourra être appliquée s'il apparaît que le BENEFICIAIRE, même s'il ne renonce pas officiellement à cette exploitation, ne fait pas en pratique ses meilleurs efforts pour en assurer le succès,
- en cas de restructuration ayant un impact fort sur l'emploi du BENEFICIAIRE sur le lieu de réalisation du Programme ou impliquant la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi sur le site francilien concerné par le Projet.

7.2.- Restitution (pour la remise en cause du caractère collaboratif du projet) :

Le Projet étant mené en collaboration par plusieurs partenaires, le BENEFICIAIRE s'engage à informer BPI France et les collectivités financeurs de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de ce Projet, en particulier lorsque l'un des partenaires décide d'abandonner les tâches de recherche, de développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les participants souhaitent qu'un nouveau partenaire prenne part au Projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au Projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, BPI France se réserve le droit en accord avec les collectivités territoriales financeurs de réexaminer l'aide accordée pour l'ensemble du Projet. BPI France

et les collectivités détermineront les conditions dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère collaboratif du Projet,
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause,
- du respect des obligations contractuelles.

7.3.- Modalités applicables :

Dans les cas prévus par l'article 9 ainsi que les articles 7.7, le reversement immédiat est de droit si la Région l'exige par lettre recommandée avec avis de réception et sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. La somme à verser est alors égale au montant versé, à compter de la réception du courrier par le BENEFICIAIRE.

Les sommes versées au BENEFICIAIRE ne lui sont définitivement acquises qu'à l'issue d'un délai de dix ans à compter du versement du solde de l'aide, délai pendant lequel la Région se réserve le droit de procéder à un contrôle conformément aux termes de l'article 7.6.

ARTICLE 8 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BENEFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont : la présente convention, la fiche projet, l'annexe financière du programme et le modèle d'état récapitulatif des dépenses.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal administratif de Paris.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux, le ---------

SCREENCELL

La Présidente
de la région Ile-de-France
ou son représentant

Annexes :

- Annexe Financière du programme
- La fiche Projet

FUI-AAP18 - EXPEVIVO2-CTC - SCREENCELL - Annexe entreprise.

Tableau 1 : dépenses de personnel (4) (comptes éligibles du PCG (5) : 6247, 631, 633, 641, 645, 647, 648)

Code ligne	Description	Coût horaire (€ HT)	Nombre d'heures	Coût total (€ HT)
1a	Responsable R&D	34,00	3904	132 736,00
1b	Ingénieur R&D	29,00	4685	135 865,00
1c	Chercheur	31,00	1394	43 214,00
1d	Coordinateur du projet	60,00	960	57 600,00
			Total T1 :	369 415,00

Tableau 2 : amortissement d'équipements de R&D (comptes éligibles du PCG (5) : 6122, 6135, 6811)

Code ligne	Description	Année d'acquisition	Valeur d'acquisition	Durée de l'amortissement (en année)	Ammortissement annuel	Durée d'utilisation (en années)	Coût total (€ HT)
2a							
2b							
2c							
2d							
2e							
						Total T2 :	

Tableau 3 : dépenses de sous-traitance (compte éligible du PCG (5) : 611)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
3a	Consultant anatomo-pathologiste (1394h)	61 336,00
3b		
3c		
3d		
3e		
	Total T3 :	61 336,00

Tableau 4 : frais de mission (comptes éligibles du PCG (5) : 6251, 6256)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
4a		
4b		
4c		
4d		
4e		
	Total T4 :	0,00

Tableau 5 : autres dépenses comptabilisées (comptes éligibles du PCG (5) : 601, 6021, 6022, 604, 605, 617, 621, 651)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
5a	Fonctionnement (2160 kits de 4 dispositifs au prix de revient + hybridizer + anticorps + sondes fish)	297 664,00
5b	Motorisation Microscope	61 336,00
5c		
5d		
5e		
	Total T5 :	359 000,00

Tableau 6 : dépenses liées à l'utilisation d'autres équipements de R&D que ceux du tableau 2 (6)

Code ligne	Description	Coût unitaire (€ HT)	Nombre d'unités	Coût total (€ HT)
6a				
6b				
6c				
6d				
6e				
			Total T6 :	

Tableau 7 : autres dépenses (6)

Code ligne	Description	Coût total (€ HT)
7a		
7b		
7c		
7d		
7e		
	Total T7 :	

Tableau 8 : dépenses forfaitaires

Code ligne			Coût total (€ HT)
8a	Encadrement/Assistance	T1 x 20%	73 883,00
8b	Part assise sur les dépenses de personnel	(T1 + 8a) x 40%	177 319,20
8c	Part assise sur les autres dépenses	(T2 + ... + T5) x 7%	29 423,52
		Total T8 :	280 625,72

Total des dépenses prévues	T1 +...+ T8 =	1 070 376,72
	Montant validé:	**1 070 376,72**
	Taux d'intervention: 45%	45%
	Subvention régionale:	**481 669,52**
	Déjà Versé	**385 335,52**
	Solde	**96 334,00**

(1)	Catégories de personnel pour le tableau 1
(2)	L'unité est l'heure pour les tableaux 1 et 6, l'annuité d'amortissement d'un équipement pour le tableau 2.
(3)	Le coût total est égal au produit du coût unitaire par le nombre d'unités, pour les tableaux 1,2 et 6; il est rempli directement pour les tableaux 3,4,5 et 7
(4)	Personnel directement affecté au projet (cf. la ligne 8a pour la prise en compte des dépenses de personnel relatives à l'encadrement ou à l'assistance) : préciser une catégorie par ligne (ex : ingénieur de recherche), exprimée en H/an (équivalent temps plein); Taux horaire direct = salaires bruts annuels (figurant sur la DAS) + charges patronales/1600 heures.
(5)	Plan comptable général.
(6)	A la différence de celles des tableaux 1 à 5, les lignes des tableaux 6 et 7 relèvent de facturations internes.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-043

DU 31 JANVIER 2020

PNR : FRAIS DE STRUCTURE 2020 - CONVENTION ET AVENANT - DISPOSITIF DE SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITÉ EN MILIEU RURAL

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013 ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 333-1 et suivants et R. 333-1 et suivant ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret du 30 juillet 2008 portant classement du parc naturel régional du Vexin français ;

VU le décret n° 2011-465 en date du 27 avril 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2011-1430 du 3 novembre 2011 portant renouvellement du classement du parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU le décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2018-750 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

VU le décret n° 2018-751 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2018-752 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du parc naturel régional du Vexin français ;

VU la délibération n° CR 19-03 du 26 juin 2003 relative à la création du Parc naturel régional Oise - Pays de France ;

VU la délibération n° CR 125-07 du 16 novembre 2007 relative au classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

VU la délibération n° CR 53-10 du 1er octobre 2010 relative au Parc naturel régional du Gâtinais français : approbation du projet de charte révisée et renouvellement du classement du parc ;

VU la délibération n° CR 02-11 A du 10 février 2011 portant approbation du projet de Charte révisée du parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse et demande de renouvellement du classement ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 58-15 du 19 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 relative au doublement des aides aux territoires ruraux ;

VU la délibération n° CR 113-16 du 7 juillet 2016 modifiée relative à la mise en œuvre du pacte rural : sauvegarder les commerces de proximité ;

VU la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et à la contribution des parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural ;

VU la délibération n° CP 2017-565 du 22 novembre 2017 relative à la convention entre la Région et l'ASP ;

VU la délibération n° CR 2017-184 du 23 novembre 2017 portant adoption des orientations régionales des nouveaux contrats de parcs naturels régionaux (2018 – 2020) ;

VU la délibération n° CP 2018-043 du 24 janvier 2018 relative aux parcs naturels régionaux PNR – contrats de parcs – Frais de structure – Convention type – PNR du Gâtinais et de la Haute Vallée de Chevreuse – Subventions réaffectation ;

VU la délibération n° CR 2019-006 du 20 mars 2019 relative au parc naturel régional du Vexin français : engagement de la procédure de renouvellement de classement ;

VU la délibération n° CP 2019-297 du 3 juillet 2019 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural : 3ème affectation 2019 – Modification du règlement d'intervention – Réhabilitation du patrimoine bâti rural agricole : règlement d'intervention ;

VU la délibération n° CR 2019-058 du 22 novembre 2019 relative à l'approbation du nouveau périmètre du parc naturel régional Oise - Pays de France et de sa charte révisée ;

VU la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU le rapport n°CP 2020-043 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre **du soutien aux PNR,** de participer au financement des frais de structure des Syndicats mixtes d'aménagement et de gestion (SMAG) des Parcs naturels régionaux de la Haute Vallée de Chevreuse, du Vexin français, du Gâtinais français et de Oise - Pays de France, détaillés dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 596 093,10 €.

Approuve la convention relative aux frais de structure 2020 en faveur du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise - Pays de France figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention n° 20000132 à la signature de cette convention avec le SMAG du Parc naturel régional Oise - Pays de France et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 3 596 093,10 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme PR 76-002 (476002) « Parcs naturels régionaux », action 476002066 « Soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2020.

Ces affectations relèvent du contrat de plan État-Région 2015-2020, volet 6 « Volet territorial », sous volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains ruraux et les pôles de centralité », action 623 « Parcs naturels régionaux ».

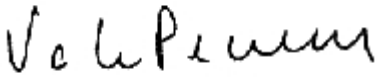
Article 2 :

Approuve l'avenant au contrat de Parc de la Haute Vallée de Chevreuse entre l'État, le SMAG du Parc et la Région joint en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 :

Accorde, au titre **du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural,** une dérogation à la mesure «100 000 stages» pour les bénéficiaires des projets portés par des entreprises détaillés dans les fiches projets correspondantes jointes en annexe 4 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 4 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 4 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166206-DE-1-1) et affichage ou notification le 4 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS PNR

Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP 2020-043

DOSSIER N° 20000132 - PNR OISE-PAYS DE FRANCE : FRAIS DE STRUCTURE 2020

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)
Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	307 000,00 € TTC	100,00 %	307 000,00 €
	Montant total de la subvention		307 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR PARC NAT REGION OISE
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX BP 6
60560 ORRY LA VILLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Patrice MARCHAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'affectation des frais de structure de l'année 2020

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR Oise - Pays de France pour l'année 2020.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Détail du calcul de la subvention :
307000,00*100%=307000,00

Localisation géographique :
- BELLEFONTAINE
- CHATENAY-EN-FRANCE
- CHAUMONTEL
- EPINAY-CHAMPLATREUX
- JAGNY-SOUS-BOIS

- LASSY
- LUZARCHES
- MAREIL-EN-FRANCE
- VILLIERS-LE-SEC
- ASNIERES-SUR-OISE
- SEUGY
- VIARMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-043

DOSSIER N° 20000131 - PNR DU VEXIN FRANCAIS : FRAIS DE STRUCTURE 2020

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)
Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 230 760,00 € TTC	100,00 %	1 230 760,00 €
	Montant total de la subvention		1 230 760,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'affectation des frais de structure de l'année 2020.

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR du Vexin français pour l'année 2020.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Localisation géographique :

DROCOURT
FOLLAINVILLE-DENNEMONT
GOMMECOURT
BRUEIL-EN-VEXIN
JAMBVILLE
JUZIERS
MEZY-SUR-SEINE
OINVILLE-SUR-MONTCIENT
TESSANCOURT-SUR-AUBETTE
VAUX-SUR-SEINE
EVECQUEMONT
FONTENAY-SAINT-PERE
GAILLON-SUR-MONTCIENT
GARGENVILLE
GUERNES
GUITRANCOURT

LAINVILLE-EN-VEXIN
MONTALET-LE-BOIS
SAILLY
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE
BOISSY-L'AILLERIE
BREANCON
BRIGNANCOURT
CHARS
CORMEILLES-EN-VEXIN
FREMECOURT
GRISY-LES-PLATRES
HARAVILLIERS
LE HEAULME
MARINES
MONTGEROULT
NEUILLY-EN-VEXIN
SANTEUIL
THEUVILLE
ARRONVILLE
BERVILLE
ENNERY
EPIAIS-RHUS
GENICOURT
HEDOUVILLE
HEROUVILLE
LABBEVILLE
LIVILLIERS
MENOUVILLE
NESLES-LA-VALLEE
VALLANGOUJARD
LE BELLAY-EN-VEXIN
CLERY-EN-VEXIN
COMMENY
GOUZANGREZ
GUIRY-EN-VEXIN
MOUSSY
NUCOURT
LE PERCHAY
CHAMPAGNE-SUR-OISE
PARMAIN
AUVERS-SUR-OISE
BUTRY-SUR-OISE
VALMONDOIS
ABLEIGES
AVERNES
CONDECOURT
COURCELLES-SUR-VIOSNE
FREMAINVILLE
GADANCOURT
LONGUESSE
SAGY
SERAINCOURT
THEMERICOURT
US
VIGNY
AMENUCOURT
CHAUSSY
CHERENCE
HAUTE-ISLE
LA ROCHE-GUYON
VETHEUIL
VIENNE-EN-ARTHIES
VILLERS-EN-ARTHIES
AINCOURT
AMBLEVILLE
ARTHIES
BANTHELU
BRAY-ET-LU
BUHY
LA CHAPELLE-EN-VEXIN
CHARMONT
FROUVILLE
GENAINVILLE
HODENT
MAGNY-EN-VEXIN
MAUDETOUR-EN-VEXIN
MONTREUIL-SUR-EPTE
OMERVILLE
RONQUEROLLES
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE
SAINT-CYR-EN-ARTHIES
SAINT-GERVAIS
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-043

DOSSIER N° 20000130 - PNR DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE : FRAIS DE STRUCTURE 2020

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)
Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 106 368,00 € TTC	100,00 %	1 106 368,00 €
	Montant total de la subvention		1 106 368,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative	:	CHEMIN JEAN RACINE 78460 CHEVREUSE
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur YVES VANDEWALLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'affectation des frais de structure pour l'année 2020.

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse pour l'année 2020.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Localisation géographique :

MAGNY-LES-HAMEAUX
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES
HERMERAY
POIGNY-LA-FORET
RAIZEUX
RAMBOUILLET
SONCHAMP
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES
JOUARS-PONTCHARTRAIN
AUFFARGIS
LES BREVIAIRES
LES ESSARTS-LE-ROI
LE PERRAY-EN-YVELINES
SAINT-LEGER-EN-YVELINES
BAZOCHES-SUR-GUYONNE
BONNELLES
BULLION
LA CELLE-LES-BORDES
CERNAY-LA-VILLE
CHATEAUFORT

CHEVREUSE
CHOISEL
DAMPIERRE-EN-YVELINES
GALLUIS
GAMBAIS
GAMBAISEUIL
GROSROUVRE
LEVIS-SAINT-NOM
LONGVILLIERS
MAREIL-LE-GUYON
MERE
LE MESNIL-SAINT-DENIS
LES MESNULS
MILON-LA-CHAPELLE
MONTFORT-L'AMAURY
LA QUEUE-LES-YVELINES
ROCHEFORT-EN-YVELINES
SAINT-FORGET
SAINT-LAMBERT
SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
SAINT-REMY-L'HONORE
SENLISSE
LE TREMBLAY-SUR-MAULDRE
BOULLAY-LES-TROUX
COURSON-MONTELOUP
FONTENAY-LES-BRIIS
FORGES-LES-BAINS
GOMETZ-LA-VILLE
JANVRY
SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD
GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 31 janvier 2020 -

DOSSIER N° 20000128 - PNR DU GÂTINAIS FRANCAIS : FRAIS DE STRUCTURE 2020

Dispositif : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)
Délibération Cadre : CR09-15 du 18/02/2015
Imputation budgétaire : 937-76-65738-476002-1700
Action : 476002066- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	951 965,10 € TTC	100,00 %	951 965,10 €
	Montant total de la subvention		951 965,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS
Adresse administrative	:	20 BOULEVARD DU MAR CHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique	:	Syndicat Mixte
Représentant	:	Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'affectation des frais de structure de l'année 2020.

Description :
Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR du Gatinais français pour l'année 2020.
Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

Localisation géographique :

GIRONVILLE
PRINGY
SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY
BOUTIGNY
ARBONNE-LA-FORET
BARBIZON
CELY
CHAILLY-EN-BIERE
FLEURY-EN-BIERE
PERTHES
SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE
SAINT-MARTIN-EN-BIERE
SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE
VILLIERS-EN-BIERE
CHEVRAINVILLIERS
FROMONT
GARENTREVILLE
GUERCHEVILLE
LARCHANT
NANTEAU-SUR-ESSONNE
ORMESSON
RECLOSES
COURANCES
DANNEMOIS
MILLY-LA-FORET
MOIGNY-SUR-ECOLE
ONCY-SUR-ECOLE
SOISY-SUR-ECOLE
BAULNE
CERNY
CHAMPCUEIL
CHEVANNES
LA FERTE-ALAIS
AUVERS-SAINT-GEORGES
BOISSY-LE-CUTTE
BOURAY-SUR-JUINE
CHAMARANDE
JANVILLE-SUR-JUINE
VAYRES-SUR-ESSONNE
VIDELLES
ACHERES-LA-FORET
AMPONVILLE
BOISSY-AUX-CAILLES
BOULANCOURT
BURCY
BUTHIERS
RUMONT
LA FORET-SAINTE-CROIX
PUISELET-LE-MARAIS
VALPUISEAUX
BOIGNEVILLE
BROUY
BUNO-BONNEVAUX
CHAMPMOTTEUX
COURDIMANCHE-SUR-ESSONNE
D'HUISON-LONGUEVILLE
GUIGNEVILLE-SUR-ESSONNE
MAISSE
MONDEVILLE
ORVEAU
PRUNAY-SUR-ESSONNE
TOUSSON
URY
LE VAUDOUE
VILLIERS-SOUS-GREZ
BOUVILLE VILLENEUVE-SUR-AUVERS
LA CHAPELLE-LA-REINE
CHATENOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Parcs naturels régionaux

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANNEXE 2 : CONVENTION DE FINANCEMENT FRAIS DE STRUCTURE 2020 PNR OISE - PAYS DE FRANCE

SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL OISE - PAYS DE FRANCE - CONVENTION - FRAIS DE STRUCTURE 2020

La **région Île-de-France** dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE, en vertu de la délibération n° _____du _____,

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

Le **syndicat mixte d'aménagement et de gestion** du parc naturel régional Oise - Pays de France, dont le siège est situé au Château de la Borne Blanche, 60560 Orry-la-Ville représenté par son Président, Monsieur Patrice MARCHAND, autorisé par délibération du Comité syndical du _____,

ci-après dénommé « *le SMAG* »

d'autre part.

***APRÈS AVOIR RAPPELÉ* :**

La charte du parc naturel régional Oise - Pays de France approuvée par la délibération n° CR 2019-058 et notamment ses axes prioritaires d'intervention, dans laquelle la présente convention s'inscrit :

- Axe 1 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine du territoire
- Axe 2 : Vers un territoire accueillant et responsable face au changement climatique
- Axe 3 : Favoriser un cadre de vie harmonieux, fonde sur la préservation des ressources
- Axe 4 : Accompagner un développement économique porteur d'identité
- Axe 5 : Un projet de territoire partage

Le Contrat de plan État-Région (CPER) 2015 – 2020, approuvé par la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 53-15 du 18 juin 2015, prévoit la poursuite du soutien financier régional aux PNR, et d'établir de nouveaux contrats jusqu'en 2020, de manière à accompagner les missions des parcs de manière dynamique et pluriannuelle sur la mandature, tout en respectant la temporalité du CPER à laquelle les financements sont adossés.

Sans attendre le contrat de parc, dont les orientations régionales ont été validées par délibération du conseil régional de novembre 2017 (n° CR 2017-184) ; il est nécessaire d'organiser pour 2020, de façon bipartite, le soutien financier apporté au Parc naturel régional Oise - Pays de France pour son fonctionnement 2020 par la région Île-de-France.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Afin de répondre aux objectifs ci-dessus rappelés, le Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise - Pays de France a défini dans son budget prévisionnel 2020 un montant de frais de structure à hauteur de 307 000 €.

Ils correspondent aux dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions et toutes autres dépenses de fonctionnement régulières (communication institutionnelle).

Article 2 : ENGAGEMENTS DU PARC POUR 2020

Le Parc s'engage à déployer les moyens nécessaires à la mise en œuvre de sa Charte et à :

- Porter à la connaissance de la région Île-de-France, tous les projets de modifications concernant les statuts du parc.

- Fournir à la région Île-de-France, dans les six mois de l'année suivante, un bilan des crédits consommés au cours de l'année écoulée (compte administratif et compte de gestion) ainsi qu'un rapport d'activités indiquant les opérations réalisées et leur niveau d'avancement.

- Faciliter le contrôle par la région Île-de-France ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

- Faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées aux dépenses de structure faisant l'objet de la présente convention.

Article 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dans le cadre du budget de la région Île-de-France pour 2020, la Région s'engage à soutenir financièrement le parc pour la réalisation de ses objectifs définis dans sa Charte, en participant aux dépenses relatives aux frais de structure estimés à 307 000 € pour l'année 2020.

La subvention correspondante, au titre de l'année 2020, est versée en une seule fois.

Les modalités du soutien régional au fonctionnement des Parcs pour la suite de la programmation seront précisées dans le nouveau Contrat de Parc.

Article 4 : SUIVI DE LA CONVENTION

En complément des réunions financeurs, il est institué un comité de suivi en vue d'assurer la bonne exécution de la convention.
Ce comité fait, autant de fois que nécessaire, le point sur l'état d'avancement de la convention tant sur les aspects positifs que sur les difficultés rencontrées. Il peut proposer des réajustements au cas où des événements extérieurs interfèrent de façon significative et incontestable dans la gestion des projets.
Ce comité de suivi, dont le secrétariat est pris en charge par le Parc, est composé d'au minimum un représentant des services administratifs de chaque partenaire.

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention est versée selon les modalités définies par le Règlement budgétaire et financier de la Région approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Ainsi, à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, et en l'absence de demande de versement par le bénéficiaire à

l'administration régionale, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

Le versement de la subvention intervient après appel de fonds du bénéficiaire sur présentation des comptes annuels de N-1 de l'organisme visés par le représentant légal du Parc et le comptable public.

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom du SMAG :
Code banque : .....
Code guichet : .....
N° compte : .....
Clé RIB : .....
Domiciliation : .....

Le comptable assignataire est, pour la région Île-de-France, le Directeur Régional des Finances Publiques de la région Île-de-France et de Paris.

Le montant total de l'autorisation d'engagement correspondante sera affecté sur le chapitre 937 « environnement » code fonctionnel 76 « patrimoine naturel » programme (PR 76-002) « parcs naturels régionaux », action 476002066 « soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2020.

Article 6 : CONDITIONS FINANCIERES DE LA CONVENTION

L'éventuel arrêt des financements apportés par la Région ne saurait obliger les autres partenaires du Parc à prendre en charge les compléments de financement nécessaires au fonctionnement de la structure du Parc.

Article 7 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé selon les mêmes formes d'approbation de la présente convention.

Article 8 : CONDITIONS FINANCIERES DE LA CONVENTION

L'éventuel arrêt des financements apportés par la Région ne saurait obliger les autres partenaires du Parc à prendre en charge les compléments de financement nécessaires au fonctionnement de la structure du Parc.

Article 9 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

Il est procédé à la restitution de la subvention versée en cas de résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessous.

Article 10 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa notification, elle expire 30 jours ouvrés après la transmission à la Région du compte d'emploi de la subvention définie à l'article 2 ci-dessus.

Article 11 : RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours,

indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas, il est adressé au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la décision de résiliation est adressée au bénéficiaire. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire.

La présente convention comporte 3 annexes :

Annexe 1 : projet de budget prévisionnel 2020 du Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise - Pays de France
Annexe 2 : organigramme 2020 et tableau des agents fléchés par catégorie du Parc naturel régional Oise - Pays de France
Annexe 3 : obligations en matière de communication

Fait en 2 exemplaires originaux
A Saint-Ouen, le _____

Pour la région Île-de-France, *La présidente du conseil régional*	*Pour le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise - Pays de France,* *Le Président*
Valérie PÉCRESSE	**Patrice MARCHAND**

ANNEXE 1 : projet de budget prévisionnel 2020 du Syndicat Mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise - Pays de France

Dépenses

Charges à caractère général	**350 600,00 €**
6042 - Achats prestations de services	35 000,00 €
60611 - Eau et assainissement	500,00 €
60612 - Énergie - Électricité	16 000,00 €
60622 - Carburants	5 000,00 €
60623 - Alimentation	1 800,00 €
60628 - Autres fournitures non stockées	500,00 €
60631 - Fournitures d'entretien	3 000,00 €
60632 - Fournitures de petit équipement	4 000,00 €
6064 - Fournitures administratives	10 000,00 €
61521 - Entretien de terrains	14 000,00 €
615221 - Entretien et réparations bâtiments publics	15 000,00 €
615231 - Entretien et réparations voiries	5 000,00 €
61551 - Entretien et réparations sur matériel roulant	10 000,00 €
61558 - Autres biens mobiliers (remplacement panneaux)	15 000,00 €
6156 - Maintenance	25 000,00 €
6161 - Assurance multirisques	30 000,00 €
6182 - Documentation générale et technique	8 000,00 €
6184 - Versements à des organismes de formation	1 500,00 €
6185 - Frais de colloques et séminaires	5 000,00 €
6225 - Indemnités au comptable et aux régisseurs	800,00 €
6227 - Frais d'actes et de contentieux	10 000,00 €
6231 - Annonces et insertions	6 000,00 €
6232 - Fêtes et cérémonies	2 000,00 €
6237 - Publications	30 000,00 €
6251 - Voyages et déplacements	9 000,00 €
6256 - Missions	5 000,00 €
6257 - Réceptions	3 000,00 €
6261 - Frais d'affranchissement	35 000,00 €
6262 - Frais de télécommunications	10 000,00 €
627 - Services bancaires et assimilés	500,00 €
6281 - Concours divers (cotisations...)	25 000,00 €
6283 - Frais de nettoyage des locaux	10 000,00 €
Charges de personnel et frais assimilés	**995 000,00 €**
6218 - Autre personnel extérieur	10 000,00 €
6331 - Versement de transport	3 000,00 €
6332 - Cotisations versées au F.N.A.L.	700,00 €
6336 - Cotisations CNFPT et Centres de gestion	15 000,00 €
6338 - Autres impôts, taxes , ...sur rémunérations	2 000,00 €
64111 - Rémunération principale	265 000,00 €
64112 - NBI, SFT et indemnité de résidence	6 000,00 €
64118 - Autres indemnités	90 000,00 €

64131 - Rémunérations	285 000,00 €
64138 - Autres indemnités	22 920,00 €
6451 - Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	150 000,00 €
6453 - Cotisations aux caisses de retraite	120 000,00 €
6454 - Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	25 000,00 €
6456 - Versement au F.N.C du supplément familial	150,00 €
6475 - Médecine du travail, pharmacie	230,00 €
Autres charges de gestion courante	**22 500,00 €**
651 - Redevances pour concessions, brevets, licences, logiciels ..	5 000,00 €
6531 - Indemnités	15 000,00 €
6533 - Cotisations de retraite	2 500,00 €
TOTAL DES DEPENSES	**1 368 100,00 €**

Recettes

Dotation et participation	
Participation de la Région Île-de-France	307 000,00 €
Participation de la Région Hauts de France	370 000,00 €
Participation du Département de l'Oise	220 900,00 €
Participation des communes	308 700,00 €
Participation de l'Etat	100 000,00 €
Participation de l'Union Europenne	61 500,00 €
TOTAL DES RECETTES	**1 368 100,00 €**

ANNEXE 2 : organigramme 2020 et tableau des agents fléchés par catégorie du Parc naturel régional Oise - Pays de France

Personnel actuel		
Directrice	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur principal
Chargé de mission patrimoine naturel	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur
Chargée de mission environnement	Contractuelle - cadre A	
Chargé de mission urbanisme	Contractuel - cadre A	
Chargé de mission SIG/évaluation	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur principal
Chargé de mission éducation à l'environnement et au patrimoine	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur
Architecte	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur
Chargée de mission Paysage	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur
Chargée de mission Tourisme	Fonctionnaire - cadre A	Ingénieur
Chargé de mission Patrimoine historique et culturel	Fonctionnaire - cadre A	Attaché de conservation du patrimoine
Chargé de mission Agriculture/forêt	Contractuelle - cadre A	
Animateur LEADER	Contractuel - cadre A	
Chargée de communication	Contractuel - cadre A	
Responsable financière	Fonctionnaire - cadre C	Adjoint administratif 2ème cl principal
Secrétaire	Fonctionnaire - cadre C	Adjoint administratif 2ème cl
Secrétaire	Fonctionnaire - cadre C	Adjoint administratif 2ème cl
Secrétaire	Fonctionnaire - cadre C	Adjoint administratif 2ème cl
Nouvelles embauches en 2019		
1 charge de mission environnement	Cadre A	
1 chargé de mission aménagement	Cadre A	

ANNEXE 3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la lisibilité de l'action de la Région, le SMAG du Parc naturel régional s'engage à faire apparaître la contribution de la Région dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Présence de la mention :
Le SMAG s'engage à apposer la mention « Action financée par « nom du financeur» » sur l'ensemble des documents d'information et de communication en lien avec la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action.

Apposition du logotype :
La présence du logotype de la Région est obligatoire, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos …).
De la même façon, le logotype doit être positionné en page d'accueil des sites web et permettre un lien vers le site institutionnel de la Région.
L'utilisation du logotype doit se faire conformément à la charte graphique régionale, qui lui est communiquée à sa demande par les services de la Région. La maquette des documents et supports concernés devant être transmise à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Évènements :
Le SMAG s'engage à mettre en place et à transmettre régulièrement aux services de la Région un calendrier prévisionnel de l'ensemble des manifestations publiques et actions de communication liées à la présente convention.
Pour tous les événements organisés liés à l'aide attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le SMAG est tenu d'en informer préalablement les partenaires financeurs de l'opération et de leur soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes, l'État et la Présidence de la Région et en réservant à ces derniers ou leurs représentants la place qui leur revient dans le déroulement de l'événement.

Relations presse / relations publiques :
Le SMAG s'engage à porter à la connaissance des services de la Région les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liée à l'exécution de la présente convention.
Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication des partenaires financeurs de l'opération dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Réalisation d'un panneau d'information, de signalétique, d'orientation, etc.
Le SMAG s'engage à apposer de façon systématique le logotype de la Région, selon les principes de la charte graphique en vigueur. Pour les actions relevant de la maîtrise d'ouvrage du SMAG, la réalisation du panneau en fonction des normes, sa pose, et son entretien sont de son ressort.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région, en lien avec l'objet de la convention.
Le SMAG s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication liées à l'exécution de la présente convention qui pourraient être décidées par la Région, (en

fonction de la nature du projet ou de l'événement). Pour exemple : autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux ou banderoles visant à assurer la visibilité de la Région, …
Dans ce cadre, le SMAG autorise à titre gracieux la Région, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par les services de la Région :
Les services de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations en matière de communication mentionnées ci-dessus.

- En amont : la Région devra pouvoir valider l'ensemble des supports de communication liés à l'objet de la présente convention avant fabrication et/ou diffusion
- En aval : le SMAG s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité évènementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings…).

ANNEXE 3 : AVENANT AU CONTRAT DE PARC DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE

AVENANT N°1 AU CONTRAT DU PARC NATUREL REGIONAL DE LA HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE 2018-2020

ENTRE

L'État représenté par le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine –Normandie **M. Michel CADOT**,

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du conseil régional, **Mme Valérie PÉCRESSE**, autorisée par délibération du conseil régional d'Île-de-France en date du 31 janvier 2020,

d'une part,

ET :

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse**,** représenté par son Président, **M. Yves VANDEWALLE**, dénommé « Le Parc », autorisé par délibération du Comité syndical ……..

d'autre part,

Le présent avenant modifie l'article 7 du contrat de parc 2018-2020 de la Haute Vallée de Chevreuse approuvé par la délibération n° CP2018-043 du 24 janvier 2018 et conclu le 26 mars 2018 en remplaçant les dispositions de l'avant dernier alinéa du paragraphe portant sur les financements des frais de structure du Parc par les dispositions suivantes :

La Région Île-de-France consacre une contribution maximale pour la période 2018-2020 de 3 542 806,84 € pour les frais de structure du Parc.

Les autres dispositions du contrat du parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse 2018-2020 demeurent inchangées.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Fait à ……..…….le……..……

Pour l'État,
Le Préfet de la Région Île-de-France
M. Michel CADOT,

Pour la Région Île-de-France ,
La Présidente du Conseil régional
Mme Valérie PÉCRESSE,

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion (SMAG) du Parc naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse,
Le Président du SMAG du Parc naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse
M. Yves VANDEWALLE

ANNEXE 4 : FICHES PROJETS COMMERCES DE PROXIMITE

Commission permanente du 16 mars 2018 – CP 2018-109
Modifiée par la commission permanente du 31 janvier 2020 - CP 2020-043

DOSSIER N° EX029413 - PATOUT MEUNIER SANDRINE - AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR D'UN COMMERCE DE VENTE DE PRÊT-À-PORTER ET DE LOCATION DE VIDÉOS

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	13 590,00 € HT	34,12 %	4 637,00 €
		Montant total de la subvention	4 637,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PATOUT MEUNIER SANDRINE
Adresse administrative : 3 PLACE DU MARCHE AU BLE
77540 ROZAY-EN-BRIE
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame Sandrine PATOUT

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aménagement extérieur et intérieur d'un commerce de vente de vêtements (prêt-à-porter) et de location de vidéos.

Dates prévisionnelles : 16 mars 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
1/ Travaux d'aménagement extérieurs et intérieurs contribuant à améliorer:
- la visibilité et l'attractivité du magasin (enseigne, ravalement de façade, stores)
- l'accès et la circulation des personnes à mobilité réduite (porte d'entrée, comptoir)
- les performances énergétiques du magasin (double-vitrage, éclairage).

2/ Prestations d'ingénierie de la CCI de Seine-et-Marne (conseil, aide à la constitution du dossier...)

Détail du calcul de la subvention :
La subvention d'un montant global de 4 637 € se décompose comme suit:
- Coût des travaux 12 790 € HT X 30% = 3 837 €
- Montant forfaitaire de la prestation d'ingénierie = 800 €

Localisation géographique :

- ROZAY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	800,00	5,89%
Achats de matériels, équipements et travaux	12 790,00	94,11%
Total	13 590,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Travaux Région (sollicitée)	3 837,00	28,23%
Subvention Etudes Région (sollicitée)	800,00	5,89%
Quote part	8 953,00	65,88%
Total	13 590,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 19 mars 2019 – CP 2019-083
Modifiée par la commission permanente du 31 janvier 2020 - CP 2020-043

DOSSIER N° EX043681 - THIERRY VOISIN - MODERNISATION DE L'AMENAGEMENT D'UNE BOULANGERIE/PATISSERIE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	35 550,00 € HT	31,58 %	11 225,00 €
		Montant total de la subvention	11 225,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VOISIN THIERRY GILBERT
Adresse administrative : 6 PLACE DU MARCHE AU BLE
77540 ROZAY-EN-BRIE
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur THIERRY VOISIN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Modernisation de l'aménagement d'une boulangerie/pâtisserie

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Il s'agit d'un projet d'aménagement d'un commerce de boulangerie/pâtisserie situé en centrebourg de la commune rurale de Rozay-en-Brie (2 904 habitants) en Seine-et-Marne.
L'essentiel de la clientèle est constituée des habitants de Rozay-en-Brie.
L'objectif de cet investissement est d'une part de moderniser l'aménagement du local commercial afin d'améliorer son attractivité et d'autre part de disposer d'un aménagement plus fonctionnel et adapté, pour la clientèle mais également pour le personnel.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 11 225 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 34 750 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 10 425 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- ROZAY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	34 750,00	97,75%
Achats d'études et prestations de services	800,00	2,25%
Total	35 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prêt bancaire	24 325,00	68,42%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	10 425,00	29,32%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	2,25%
Total	35 550,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aide de minimis général

Commission permanente du 19 mars 2019 – CP 2019-083
Modifiée par la commission permanente du 31 janvier 2020 - CP 2020-043

DOSSIER N° EX043166 - NLN - CREATION ET EQUIPEMENT D'UNE EPICERIE FINE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	160 800,00 € HT	30,35 %	48 800,00 €
		Montant total de la subvention	48 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NLN
Adresse administrative : 43 RUE DU TAHURIAU
77700 BAILLY-ROMAINVILLIERS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame CHRISTINE MARTIAL, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création et équipement d'une épicerie fine.

Dates prévisionnelles : 1 février 2019 - 28 février 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce commerce a été créé en octobre 2018 et le dossier a été déposé sur la plateforme régionale le 9 novembre 2018.
Pour des raisons économiques, il n'est pas envisageable de lancer les travaux d'aménagement après la tenue de la Commission Permanente du 20 mars 2019.

Description :
Il s'agit de la création d'une épicerie fine de produits italiens en centre-bourg de la commune rurale de Bailly-Romainvilliers (7 560 habitants) en Seine-et-Marne.
Ce projet sera localisé dans une des coques commerciales proposées par la commune.
Des travaux d'aménagement intérieur (travaux et achat de mobilier professionnel) et d'extérieur (création de la devanture) doivent être réalisés avant tout démarrage d'activité.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 48 800 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 160 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 48 000 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- BAILLY-ROMAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INVESTISSEMENTS EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS	160 000,00	99,50%
PRESTATION INGENIERIE	800,00	0,50%
Total	160 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET BANCAIRE	112 000,00	69,65%
SUBVENTION REGIONALE INVESTISSEMENTS	48 000,00	29,85%
SUBVENTION REGIONALE INGENIERIE	800,00	0,50%
Total	160 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à :
Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 19 mars 2019 – CP 2019-083
Modifiée par la commission permanente du 31 janvier 2020 - CP 2020-043

DOSSIER N° EX042988 - COCCIMARKET - CREATION D'UNE SUPERETTE MULTISERVICES

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	116 663,00 € HT	30,00 %	34 999,00 €
	Montant total de la subvention		34 999,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL FOLLAINVILLE DENNEMONT MULTISERVICES
Adresse administrative : 135 RUE JEAN JAURES 78520 FOLLAINVILLE-DENNEMONT
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame ITTO BALOCHE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une supérette multi-services

Dates prévisionnelles : 15 novembre 2018 - 1 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé sur la plateforme régionale le 04/10/2018.
Les travaux de modernisation et d'équipement sont indispensables pour un fonctionnement optimal de l'activité.
Le démarrage de ces travaux ne peut attendre la tenue de la Commission Permanente du 20 mars 2019.

Description :
Il s'agit de la création d'une supérette multiservices (162 m2) située dans la commune rurale de Follainville-Dennemont (1 988 habitants) dans les Yvelines et dans le périmètre du Parc Naturel Régional du Vexin Français.
Au-delà des produits alimentaires, la superette assurera les services de relais-colis, bureau postal, point vert et la livraison de produits à domicile.
Une large place sera également accordée aux produits frais provenant des producteurs du PNR du Vexin et des Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 34 999 € pour un montant total des investissements éligibles de 116 663 € HT.

Localisation géographique :
- FOLLAINVILLE-DENNEMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	116 663,00	100,00%
Total	116 663,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prêt bancaire	65 000,00	55,72%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	34 999,00	30,00%
Autofinancement	16 664,00	14,28%
Total	116 663,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 22 mai 2019 – CP 2019-196
Modifiée par la commission permanente du 31 janvier 2020 - CP 2020-043

DOSSIER N° EX044711 - EPICERIE/PRESSE DE L'OURCQ - MODERNISATION DE L'EQUIPEMENT EN MATERIEL FRIGORIFIQUE

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204161-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	17 131,60 € HT	33,27 %	5 699,00 €
		Montant total de la subvention	5 699,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: PRESSE DE L' OURCQ
Adresse administrative	: 9 PLACE DU MARCHE 77840 CROUY-SUR-OURCQ
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame DANIELLE CIROTTEAU, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Equipement en matériel frigorifique performant

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 15 mai 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le remplacement des équipements frigorifiques est urgent compte tenu de l'état de l'équipement actuel. Il n'est donc pas possible d'attendre la tenue de la Commission Permanente du 22 mai 2019.

Description :
Il s'agit du remplacement et de la modernisation des équipements frigorifiques d'une épicerie/presse située dans la commune rurale de Crouy-sur-Ourcq (1 974 habitants) en Seine-et-Marne.
L'équipement actuel n'est plus fiable et énergivore.
Cette modernisation permettra, en outre, d'apporter un meilleur confort thermique tant à la clientèle qu'aux salariés.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la subvention s'élève à 5 699 € et se décompose de la manière suivante :
- un montant total des investissements éligibles de 16 331.60 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant de 4 899 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de Seine-et-Marne.

Localisation géographique :

- CROUY-SUR-OURCQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	16 331,60	95,33%
Achats d'études et prestations de services	800,00	4,67%
Total	17 131,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt bancaire	4 000,00	23,35%
Autofinancement	7 432,60	43,39%
Subvention régionale (travaux, achat d'équipements...)	4 899,00	28,60%
Subvention régionale (prestation ingénierie)	800,00	4,67%
Total	17 131,60	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à :
Aides de minimis entreprise

Commission permanente du 19 mars 2019 - CP2019-083
Modifiée par la commission permanente du 31 janvier 2020 - CP 2020-043

DOSSIER N° EX043160 - ABPB ROQ SERVICES - EQUIPEMENT D'UN CAMION ITINERANT

Dispositif : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)
Délibération Cadre : CR113-16 du 07/07/2016
Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700
Action : 15300108- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	32 800,00 € HT	30,00 %	9 840,00 €
	Montant total de la subvention		9 840,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ABPB ROQ SERVICES
Adresse administrative : 10 RUE DES MARAICHERS
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame ADELINE JEAN-FRANCOIS

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Equipement d'un camion itinérant pour distribuer des produits de première nécessité

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 janvier 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé le 7 novembre 2018 sur la plateforme régionale. Un dossier de demande de subvention Leader est en cours et un autre a été fait en parallèle au Pacte rural pour cofinancer ce projet de commerce itinérant en milieu rural.

Afin de pouvoir être opérationnel pour fin avril 2019, les dépenses d'investissements doivent être engagées coutant janvier 2019 et ne peuvent donc attendre la Commission Permanente du 20 mars 2019.

Description :
Il s'agit d'un projet destiné à offrir, grâce à l'équipement d'un camion itinérant équipé, un service de distribution de produits de première nécessité (épicerie, fruits et légumes, pain, etc.) aux personnes en situation d'isolement dans des communes rurales dans les Yvelines (Hargeville, Goupillières, Thoiry, St-Martin-la-Garenne, Guerville ...).
Le camion sera équipé de vitrines réfrigérées, de frigos, de présentoirs, d'une balance, d'une caisse enregistreuse.
Le projet est accompagné par le GAL Seine Aval.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total des investissements s'élève à 63 210 € HT. Le montant des dépenses éligibles s'élève à 32 800 € HT auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de subvention de 9 840 €.

Localisation géographique :
- AUBERGENVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
INVESTISSEMENTS EQUIPEMENTS	63 210,00	100,00%
Total	63 210,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	15 000,00	23,73%
SUBVENTION ADASA	7 800,00	12,34%
SUBVENTION REGIONALE	9 840,00	15,57%
AUTOFINANCEMENT	30 570,00	48,36%
Total	63 210,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis entreprise (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aide de minimis général

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-011

DU 31 JANVIER 2020

CONTRATS RURAUX : ANCIENS ET NOUVEAUX DISPOSITIFS - AVENANT - 1ÈRE AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux ;

VU la délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001 relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et ruraux et à la création des contrats de territoire ;

VU la délibération n° CP 10-565A du 8 juillet 2010 portant approbation de contrats ruraux (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise) ;

VU la délibération n° CP 11-406A du 19 mai 2011 portant approbation de contrats ruraux et d'avenants (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val d'Oise) ;

VU la délibération n° CP 14-167 du 10 avril 2014 portant attributions de subventions dans le cadre de la politique des contrats ruraux et fonds d'intervention, aménagement et équipement de l'espace rural – Deuxième affectation 2014 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 portant affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle et dispositions pour achèvement d'opérations diverses en faveur des territoires ruraux – Troisième affectation 2016 ;

VU la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

VU la délibération n° CP 2017-203 du 17 mai 2017 portant affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux – Contrats ruraux, contrats d'aménagement régionaux – Première affectation 2017 ;

VU la délibération n° CP 2017-542 du 22 novembre 2017 portant affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux et sur des contrats antérieurement conclus – Quatrième affectation ;

VU la délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 relative aux nouveaux contrats ruraux – Décisions d'affectations sur les dispositifs nouveaux contrats ruraux, fonds régional d'intervention exceptionnelle ;

VU la délibération n° CP 2018-197 du 30 mai 2018 relative aux nouveaux contrats ruraux – Troisième affectation de 2018 – Avenant à un contrat rural ;

VU la délibération n° CP 2018-279 du 4 juillet 2018 relative aux contrats ruraux – Quatrième rapport pour 2018 – Affectations sur les dispositifs contrats ruraux, avenant, réaffectation ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la ruralité et de l'agriculture ;

VU l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-011 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide au titre des dispositifs **« contrat rural » et « nouveau contrat rural»**,

d'une part, de conclure avec chaque commune citée en annexe 1 à la présente délibération, pour les opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération, un contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée ;

et d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération et inscrites dans les nouveaux contrats ruraux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune ou intercommunalité maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque commune maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CP 10-565A susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, conformément à l'état récapitulatif ci-joint en annexe 1 à la présente délibération, d'un montant total de **2 740 847,50 €**, prélevés sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (153002) « Politiques contractuelles en milieu rural », action 15300202 « Contrats ruraux» , du budget 2020.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projet figurant en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 :

Décide d'accorder, à titre exceptionnel, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » au titre du contrat, concernant la collectivité suivante :

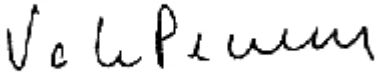
- Communes de Champeaux (77) Vauhallan (91) et Moigny-sur-Ecole (91) approuvés par la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 susvisée ;
- Commune de Lainville-en-Vexin (78) approuvé par la délibération n° CP 2017-203 du 17 mai 2017 susvisée ;
- Commune de Corbreuse (91) approuvé par la délibération n° CP 2017-542 du 22 novembre 2017 susvisée ;
- Commune de Wy Dit joli village (95) approuvé par la délibération n° CP 2018-112 du 16 mars 2018 susvisée ;
- Commune de Citry (77) approuvé par la délibération n° CP 2018-197 du 30 mai 2018 susvisée ;
- Communes de Seraincourt (95), Mondeville (91) approuvés par la délibération n° CP 2018-279 du 4 juillet 2018 susvisée ;

Autorise le versement des soldes de subventions attribuées à ces structures communales au titre du dispositif « nouveau contrat rural » pour les opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération.

Article 4 :

Approuve l'avenant au contrat rural de la commune de Roinville-sous-Dourdan (91) joint en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166415-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : TABLEAU RECAPITULATIF DES NOUVEAUX CONTRATS RURAUX

NOUVEAUX CONTRATS RURAUX **CP 2020-011**

COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/ AFFECTATIONS EN €
77 SEINE ET MARNE			
CHEVRY-EN-SEREINE	**EX047473**	Poursuite de la restauration de l'église Saint-Julien – 1ère tranche	85 102,00
	19011928	Poursuite de la restauration de l'église Saint-Julien – 2ème tranche	62 898,00
		Total subvention	***148 000,00***
COCHEREL	**EX047680**	construction de deux classes maternelles	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
EGLIGNY	**EX047671**	Mise en accessibilité des bâtiments communaux	105 088,97
	19012051	Création de deux réserves incendie	19 822,95
		Total subvention	***124 911,92***
SIRP DE LORREZ-LE-BOCAGE – PRÉAUX	**EX047684**	Réfection des écoles maternelle et primaire (remplacement de toutes les huisseries)	107 410,00
		Total subvention	***107 410,00***
MONDREVILLE	**EX047693**	Rénovation de l'église Saint-Etienne	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
MONTCEAUX-LÈS-MEAUX	**EX047594**	Création d'une boulangerie	138 558,00
		Total subvention	***138 558,00***
MONTMACHOUX	**EX047541**	Restauration de la nef de l'église Saint-Martin (travaux extérieurs)	96 600,00
	19011984	Restauration de la nef de l'église Saint-Martin (travaux intérieurs)	51 400,00
		Total subvention	***148 000,00***
VERDELOT	**EX047588**	Extension et mise en accessibilité de l'épicerie communale	108 321,39
	19012025	Réfection des allées du cimetière	22 784,78
	19012024	Réfection des trottoirs	14 702,69
		Total subvention	***145 808,86***
VILLENEUVE LE COMTE	**EX047645**	Requalification de voiries (rue Basses des Fossés, chemin de la Fontaine et chemin de Villiers)	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
VILLUIS	**EX047679**	Aménagement rue de Forge et rue de l'église	122 807,00
		Total subvention	***122 807,00***
VINANTES	**19012060**	Restauration de l'église de Notre-Dame de la nativité - 1ère tranche	52 900,00
	EX047668	Création d'un city stade, aménagement d'une aire de jeux, réhabilitation de la salle polyvalente et réfection de la cloture de la mairie	95 100,00
		Total subvention	***148 000,00***

78 YVELINES			
ADAINVILLE	**EX047497**	Rénovation de la mairie et de l'ancien local des pompiers	92 808,00
		Total subvention	***92 808,00***
LA BOISSIERE-ECOLE	**EX047695**	Réhabilitation centre de coisirs sans hébergement (CLSH)	124 614,00
	19012059	Reprise du pont du passoir	23 386,00
		Total subvention	***148 000,00***
SAINT-HILARION	**EX047591**	Construction d'une salle de classe	105 193,72
		Total subvention	***105 193,72***
SAINT-LAMBERT-DES-BOIS	**EX047722**	Réhabilitation de l'école	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT	**EX047690**	Réhabilitation lourde d'équipements communaux : maison des associations, groupe scolaire et salle des sports	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
SAINT-MARTIN-LA-GARENNE	**EX047611**	Extension et constructions de bâtiments communaux (extension ateliers communaux, construction maison des associations et halle ouverte)	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
91 ESSONNE			
ANGERVILLIERS	**EX047502**	Travaux d'enfouissement de réseaux, création de trottoirs et chaussées rue du Val Saint-Germain et rue de la fosse aux Martiniers	148 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
95 VAL D'OISE			
EPIAIS-LÈS-LOUVRES	**EX047575**	Création d'un nouvel accès et aménagement paysager municipal	80 000,00
	19012021	Création d'un local de stockage	40 000,00
	19012022	Réhabilitation de la maison communale	28 000,00
		Total subvention	***148 000,00***
		TOTAL GENERAL	**2 613 497,50**

ANNEXE 2 : FICHES PROJETS

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° 12020686 - CRUR - RENOVATION DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - BLENNES (77)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	85 000,00 € HT	45,00 %	38 250,00 €
		Montant total de la subvention	38 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BLENNES MAIRIE
Adresse administrative : RUE MOINES
77940 BLENNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal DALICIEUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 juin 2015 - 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Blennes, (560 habitants - INSEE 2016), propose l'opération "Rénovation du centre technique municipal".

Situé à l'entrée du village en venant de Voulx, le bâtiment de volumétrie simple accueillant le centre technique municipal (stationnement, stockage et locaux sociaux), comporte également un local d'archives et une salle commune. Les façades présentent un enduit très dégradé. La couverture en tuile plate est elle aussi en mauvais état. Directement accessible depuis la rue Grande, le centre technique municipal masque un jardin public accueillant des jeux d'enfants.

Le projet comprendra le ravalement des façades, le rejointement des briques de l'appentis, la mise en place d'une couverture neuve, d'une nouvelle porte d'accès au local de stationnement/stockage, la dépose et le remplacement du contrefort existant. Il comprendra également la pose d'une clôture neuve pour le jardin public avec l'installation d'un portillon et d'un portail.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 93 281 € HT, plafonné à 85 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :
- BLENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	85 000,00	91,12%
HONORAIRES	8 281,00	8,88%
Total	93 281,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	38 250,00	41,01%
DEPARTEMENT 77- acquis	29 750,00	31,89%
COMMUNE	25 281,00	27,10%
Total	93 281,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° 15003368 - CRUR - ISOLATION THERMIQUE DE LA MAIRIE - BUNO BONNEVAUX (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	30 000,00 € HT	45,00 %	13 500,00 €
	Montant total de la subvention		13 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUNO BONNEVAUX
Adresse administrative : PL DE LA MAIRIE
91720 BUNO-BONNEVAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur BERNADIN COUDORO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Buno-Bonnevaux (445 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Isolation thermique de la mairie".
Le projet vise à améliorer et à préserver l'état du bâtiment afin de continuer à assurer les missions administratives dans des locaux décents. Cette opération économisera de l'énergie (prévision d'économie de chauffage jusqu'à 1000 € par an) et améliorera la qualité de l'air dans le bâtiment par des aérateurs intégrés aux fenêtres. Les combles bénéficieront d'un soufflage d'isolant dans les deux zones à l'extrémité du bâtiment (32 cm d'épaisseur), et toutes les fenêtres à l'étage et au rez-de-chaussée seront remplacées par du double vitrage 4/20/4.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 30 009 € HT, plafonné à 30 000 € HT. Le taux de subvention est de 45%.

Localisation géographique :

- BUNO-BONNEVAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	27 009,00	89,11%
FRAIS D'HONORAIRES	3 300,00	10,89%
Total	30 309,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	13 500,00	44,99%
DEPARTEMENT 91 (acquis)	10 500,00	34,99%
COMMUNE	6 009,00	20,02%
Total	30 009,00	100,00%

DOSSIER N° 15003372 - CRUR - PARC DE LOURY : CREATION D'UN ESPACE LUDIQUE POUR LES 3-12 ANS - BUNO-BONNEVAUX (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	130 000,00 € HT	45,00 %	58 950,00 €
	Montant total de la subvention		58 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE BUNO BONNEVAUX
Adresse administrative	:	PL DE LA MAIRIE 91720 BUNO-BONNEVAUX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur BERNADIN COUDORO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maitrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, géomètre, sondage, frais de dossier), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Buno-Bonnevaux (445 habitants INSEE 2016) propose l'opération "Parc de Loury : création d'un espace ludique pour les 3-12 ans".
Cette opération a pour objectifs d'ouvrir un espace de jeux à la disposition des enfants et de favoriser le lien inter-générationnel par la proximité avec le boulodrome et la zone de pêche. Elle met en valeur le cadre paysager de plusieurs activités de détente et permet aussi la découverte des abords de l'étang en créant une halte pique-nique pour les randonneurs.
Baptisé Parc de Loury, cet espace ludique sera implanté aux abords de la route de Chantambre, du fossé coulant, de l'étang de Buno et du boulodrome.
Sont prévus : un accès piéton par la route de Chantambre, une liaison via l'étang au moyen d'un pont aménagé au-dessus du fossé coulant, une aire de stationnement de 10 véhicules entre le fossé coulant et l'étang, ainsi qu'un accès piéton au boulodrome. D'une superficie de 4 500 m2, il sera aménagé sur 1500 m2 en trois principaux secteurs (aire de jeux, aire de tennis de table, aire de skateboard) avec l'implantation de mobilier urbain.

Ce contrat ne donne pas lieu à l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 136 629,88 € HT, plafonné à 130 000 € HT. Le taux de subvention est de 45%.

Localisation géographique :
- BUNO-BONNEVAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	122 219,88	89,45%
FRAIS D'HONORAIRES	14 410,00	10,55%
Total	136 629,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	58 950,00	43,15%
DEPARTEMENT 91 (ACQUIS)	45 850,00	33,56%
COMMUNE	31 829,88	23,30%
Total	136 629,88	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° 13016506 - CRUR - AMENAGEMENT DE LA PROMENADE PEDESTRE DU PONT AUX ANES - COMMUNE DE ROINVILLE (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	37 000,00 € HT	45,00 %	16 650,00 €
		Montant total de la subvention	16 650,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROINVILLE
Adresse administrative : 2 RUE DU GENERAL DE GAULLE
91410 ROINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yannick HAMOIGNON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 1 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Roinville (1368 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "aménagement de la promenade pédestre du Pont aux ânes".

La commune souhaite aménager la rive sud de l'Orge entre la ferme de Poissard et la Grange de Malassis. Cet aménagement bénéficiera d'un traitement paysager qui respecte le milieu naturel.

L'opération se divise en trois parties :
- aménagement d'un cheminement pédestre sur 850 ml le long de l'Orge entre la ferme de Poissard et le plateau sportif de Malassis,
- aménagement d'une aire de stationnement paysagère temporaire au nord du chemin de Malassis pour les grandes manifestations,
- aménagement d'une passerelle au-dessus de l'Orge au niveau de la Grange Malassis pour assurer une continuité piétonne.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est de 50 647 € HT, plafonné à 37 000 € HT. Le taux est de 45 %.

Localisation géographique :
- ROINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	50 647,00	100,00%
Total	50 647,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	16 650,00	32,87%
DEPARTEMENT 91 - Acquis	12 950,00	25,57%
COMMUNE	21 047,00	41,56%
Total	50 647,00	100,00%

DOSSIER N° EX047684 - COR - REFECTION DES ECOLES MATERNELLE ET PRIMAIRE (REMPLACEMENT DE TOUTES LES HUISSERIES) - SIRP DE LORREZ-LE-BOCAGE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	268 525,00 € HT	40,00 %	107 410,00 €
	Montant total de la subvention		107 410,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LORREZ LE BOCAGE SIRP
Adresse administrative : 1 RUE EMILE BRU
77710 LORREZ LE BOCAGE PREAUX
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur YVES BOYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 octobre 2019 - 1 octobre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
Le syndicat intercommunal pour le regroupement pédagogique de Lorrez-le-Bocage-Préaux (1495 habitants – INSEE 2016) propose l'opération « Réfection des écoles maternelle et primaire (remplacement de toutes les huisseries)».

Le projet porte sur la réfection des menuiseries (portes et fenêtres) des deux écoles composant le groupe scolaire, construit en 1977. L'école maternelle (étendue en 2005) comprend, sur une surface de plancher de 540 m², un hall d'entrée, 5 salles d'activités, un dortoir, un bureau de direction, un coin cuisine, des toilettes et un local technique. L'école élémentaire accueille, sur une surface de plancher de 800 m², un hall d'entrée, 8 salles de classe, un bureau de direction, un coin cuisine, des toilettes et des locaux techniques.
Les menuiseries sont en bois et pourvues de stores extérieurs pour une partie des baies. L'ensemble est vétuste et présente diverses anomalies: manque d'étanchéité à l'air, défauts de fermeture, stores délavés et dégradés, la peinture s'écaille, certaines baies sont obturées par des panneaux intérieurs. Les travaux

consistent à les remplacer par des menuiseries en aluminium et double-vitrage, et à changer les stores pour les parties orientées sud et ouest. Des travaux complémentaires de maçonnerie auront lieu dans l'école élémentaire (fermeture des baies avec la création d'allèges au droit des baies vitrées).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 268 525 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	233 500,00	86,96%
HONORAIRES	35 025,00	13,04%
Total	268 525,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	107 410,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	80 557,50	30,00%
COMMUNE	80 557,50	30,00%
Total	268 525,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047473 - COR - POURSUITE DE LA RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-JULIEN – 1ERE TRANCHE - COMMUNE DE CHEVRY-EN-SEREINE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	212 755,00 € HT	40,00 %	85 102,00 €
	Montant total de la subvention		85 102,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHEVRY EN SEREINE
Adresse administrative	:	3 RUE DE LA CROIX SAINT MARC 77710 CHEVRY EN SEREINE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Claude TOURNIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 janvier 2018 - 1 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Chevry-en-Sereine, (528 habitants - INSEE 2016), propose l'opération "Poursuite de la restauration de l'église Saint-Julien (1ère tranche)".

L'église Saint-Julien, classée au titre des monuments historiques, a déjà subi entre 2016 et 2017 des travaux de restauration, concernant notamment la stabilisation de son gros œuvre. L'église présente encore des faiblesses au niveau du clocher du XVème siècle et de ses parements, en particulier les parties hautes sont fortement dégradées (problèmes de fissures, d'humidité, d'étanchéité, d'ardoises qui se déchaussent). A l'intérieur du monument, les décors peints et sculptés, les sols, les ouvrages menuisés, certains vitraux nécessitent une intervention.

La commune souhaite donc poursuivre la restauration de l'église en commençant par une première tranche de travaux portant sur les parties hautes du clocher et les décors intérieurs des parties occidentales de la nef. Outre l'installation de chantier, il s'agira de travaux de maçonnerie, de révision de

la charpente et de la couverture, de menuiserie et de serrurerie, de restauration des vitraux, des décors peints et des éléments sculptés (étant précisé que les interventions sur les éléments mobiliers n'entrent pas dans la dépense subventionnable).
Des travaux d'électrification du clocher et d'une première partie de la nef sont également prévus comprenant notamment la mise aux normes des équipements actuels, la mise en place d'équipements de sécurité et la pose d'éclairages complémentaires.

La seconde opération du contrat portera sur une deuxième tranche de travaux de restauration (partie orientale de la nef, chœur et chapelles latérales, poursuite des travaux d'électrification).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 467 682 € HT, plafonné à 212 755 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- CHEVRY-EN-SEREINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	406 680,00	86,96%
HONORAIRES	61 002,00	13,04%
Total	467 682,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	85 102,00	18,20%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	63 826,50	13,65%
DRAC (sollicitée)	162 376,54	34,72%
FONDATION DU PATRIMOINE (sollicitée)	96 000,00	20,53%
COMMUNE	60 376,96	12,91%
Total	467 682,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° 19011928 - COR - POURSUITE DE LA RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-JULIEN – 2EME TRANCHE - COMMUNE DE CHEVRY-EN-SEREINE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	157 245,00 € HT	40,00 %	62 898,00 €
	Montant total de la subvention		62 898,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CHEVRY EN SEREINE
Adresse administrative	:	3 RUE DE LA CROIX SAINT MARC 77710 CHEVRY EN SEREINE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Claude TOURNIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 janvier 2018 - 30 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Chevry-en-Sereine, (528 habitants - INSEE 2016), propose l'opération "Poursuite de la restauration de l'église Saint-Julien (2ère tranche)".

L'église Saint-Julien, classée au titre des monuments historiques, a déjà subi entre 2016 et 2017 des travaux de restauration, concernant notamment la stabilisation de son gros œuvre. L'église présente encore des faiblesses au niveau du clocher du XVème siècle et de ses parements. A l'intérieur du monument, les décors peints et sculptés, les sols, les ouvrages menuisés, certains vitraux nécessitent une intervention.

En complément de la première opération du contrat rural portant sur la restauration des parties hautes du clocher et les décors intérieurs des parties occidentales de la nef (1ère tranche), la présente opération concernera la restauration des intérieurs de la partie orientale de la nef, du chœur et des chapelles latérales. Outre l'installation de chantier, il s'agira de travaux de maçonnerie, de menuiserie et de

serrurerie, de restauration des décors peints et des éléments sculptés (étant précisé que les interventions sur les éléments mobiliers n'entrent pas dans la dépense subventionnable).
Des travaux d'électrification sont prévus sur une seconde partie de la nef et sur le chœur comprenant notamment la mise aux normes des équipements actuels et la pose d'éclairages complémentaires.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX047473.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 324 303.22 € HT, plafonné à 157 245 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- CHEVRY-EN-SEREINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	282 002,80	86,96%
HONORAIRES	42 300,42	13,04%
Total	324 303,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	62 898,00	19,39%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	47 173,50	14,55%
DRAC (sollicitée)	105 745,77	32,61%
COMMUNE	108 485,95	33,45%
Total	324 303,22	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047680 - COR - CONSTRUCTION DE DEUX CLASSES MATERNELLES - COCHEREL (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COCHEREL
Adresse administrative : 9 RUE DU GU MATTHIEU
77440 COCHEREL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre EELBODE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 janvier 2018 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Cocherel (639 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Construction de deux classes maternelles ».

Au sein du regroupement pédagogique intercommunal (R.P.I.) de Cocherel-Jaignes-Tancrou, la commune de Cocherel accueille une classe de CP-CE1 et une classe maternelle à l'école du bourg, ainsi que deux autres classes de maternelle au hameau de Crépoil. Le bâtiment scolaire vétuste de ce hameau nécessite de nombreux travaux et son éloignement du bourg est un handicap pour l'organisation des temps d'activités. La commune envisage donc de transférer les 2 classes vers le bourg, en construisant un nouveau bâtiment à côté de l'école existante, donnant sur la vaste cour de récréation située à l'arrière de la mairie.

Les travaux permettront de créer 2 classes de 60 m² chacune, une salle de repos de 22 m² et des sanitaires adaptés aux jeunes enfants.

Le bâtiment de plain-pied comprendra un plancher isolant sur vide sanitaire, destiné à recevoir une structure en ossature bois. Les façades sur cour seront traitées avec un bardage en bois, tandis qu'un parement en pierre habillera leur soubassement. Les menuiseries extérieures en aluminium thermolaqué seront installées sur un appui béton sous baies.

La cour existante sera remaniée entre les bâtiments scolaires afin d'homogénéiser l'aspect du site.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 370 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- COCHEREL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	48 260,87	13,04%
TRAVAUX	321 739,13	86,96%
Total	370 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	111 000,00	30,00%
COMMUNE	111 000,00	30,00%
Total	370 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047671 - COR - MISE EN ACCESSIBILITE DES BATIMENTS COMMUNAUX - COMMUNE D'EGLIGNY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	262 722,44 € HT	40,00 %	105 088,97 €
	Montant total de la subvention		105 088,97 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EGLIGNY
Adresse administrative : RUE SAINT-FELICIEN
77126 EGLIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry DEQUIROT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juin 2018 - 1 novembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Egligny (335 habitants -INSEE 2016) propose l'opération "Mise en accessibilité des bâtiments communaux".

Le projet consiste à mettre en conformité PMR la mairie, l'école élémentaire, l'école annexe, la salle polyvalente et le cimetière.
Pour ce faire, des places de stationnement aux normes PMR seront aménagées : une à l'entrée du cimetière, une seconde à proximité de l'école annexe et une 3ème à proximité de la salle polyvalente, qui sera commune avec l'école élémentaire et la mairie.
Un réaménagement de la cour de la mairie est prévu, qui intègrera la création d'un accès conforme par la façade nord (avec création d'une porte d'accès à la salle du conseil et d'une rampe). Des interventions sur les passages et portes sont également nécessaires à l'intérieur du bâtiment pour assurer l'accessibilité au secrétariat et à la salle du conseil.
Les travaux de mise en conformité de l'école élémentaire concernent la porte d'entrée et les portes

intérieures, l'escalier desservant la salle de lecture, l'aménagement de sanitaires accessibles aux PMR aux deux niveaux, la création d'un espace d'attente sécurisé à l'étage devant l'issue de secours, l'installation d'un monte-personne. L'accès à l'école annexe sera mis aux normes et un sanitaire aux normes PMR sera aménagé.
La mise aux normes de la salle polyvalente suppose la modification d'un sanitaire, l'adaptation du bar, des portes et passages, l'adaptation des escaliers (installation de nez de marche, pose d'une bande podotactile...).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 262 722.44 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- EGLIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	242 140,50	92,17%
HONORAIRES	20 581,94	7,83%
Total	262 722,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	105 088,97	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	78 816,73	30,00%
COMMUNE	78 816,74	30,00%
Total	262 722,44	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° 19012051 - COR - CREATION DE DEUX RESERVES INCENDIE - COMMUNE D'EGLIGNY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	49 557,38 € HT	40,00 %	19 822,95 €
	Montant total de la subvention		19 822,95 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EGLIGNY
Adresse administrative : RUE SAINT-FELICIEN
77126 EGLIGNY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Thierry DEQUIROT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juin 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune d'Egligny (335 habitants -INSEE 2016) propose l'opération "Création de deux réserves incendie".

La commune n'étant pas totalement couverte au titre de la protection incendie, des réserves incendie vont être aménagées en deux points stratégiques afin de protéger le centre-bourg.
Les travaux comprendront la préparation du terrain, la mise en place des aspirations dans la vieille Seine, la réalisation de terrassements et remblais, d'un lit de pose en sable, l'installation de bâches de réserve d'eau de 120m3. Le projet intègre également la clôture et la plantation des terrains ainsi que la création des voiries d'accès.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX047671.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 49 557.38 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- EGLIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	45 675,00	92,17%
HONORAIRES	3 882,38	7,83%
Total	49 557,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	19 822,95	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	14 867,21	30,00%
COMMUNE	14 867,22	30,00%
Total	49 557,38	100,00%

DOSSIER N° EX047693 - COR- RENOVATION DE L'EGLISE SAINT-ETIENNE - MONDREVILLE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MONDREVILLE
Adresse administrative	:	3 RUE DE LA GARDE 77570 MONDREVILLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Patrick CHAUSSY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 janvier 2018 - 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Mondreville (345 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Rénovation de l'église Saint-Etienne"

L'église Saint-Etienne, du XIIe siècle, est classée au titre des monuments historiques. Elle souffre de désordres multiples tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, mettant en cause la stabilité et la bonne conservation du bâti. Des interventions ponctuelles ont été réalisées ces dernières décennies pour pallier les urgences.
La commune souhaite à présent engager la reprise de l'ensemble des façades et des toitures pour préserver et mettre en valeur cet édifice culturel remarquable du sud de la Seine-et-Marne.
Les travaux porteront principalement sur la maçonnerie, notamment pour conforter les toitures et les façades, mais aussi assainir ces dernières et permettre l'accessibilité du bâtiment. La charpente sera reprise et la couverture refaite. Des travaux de menuiserie et une intervention sur les vitraux, la cloche et le paratonnerre sont également prévus. Quelques travaux préparatoires seront entrepris à l'intérieur de l'édifice (soubassements et sondages de peintures murales).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 640 000 € HT, plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- MONDREVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	562 510,00	87,89%
HONORAIRES	77 490,00	12,11%
Total	640 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	23,13%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	111 000,00	17,34%
DRAC (sollicitée)	251 103,00	39,23%
COMMUNE	129 897,00	20,30%
Total	640 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX047594 - COR - CREATION D'UNE BOULANGERIE - MONTCEAUX-LES-MEAUX (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	346 395,00 € HT	40,00 %	138 558,00 €
		Montant total de la subvention	138 558,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MONTCEAUX LES MEAUX
Adresse administrative	:	PLACE DE LA MAIRIE 77470 MONTCEAUX LES MEAUX
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Michel BELIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2020 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Montceaux-les-Meaux (598 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Création d'une boulangerie ».

Le projet de la mairie de Montceaux-lès-Meaux, en devenant propriétaire d'une maison sise 52 rue de Lizy, est de créer une boulangerie-salon de thé-épicerie fine. Aujourd'hui, la commune ne dispose que d'un seul commerce. La création de cette boulangerie aidera à dynamiser le village. Ce commerce proposera aux habitants mais également aux personnes de passage, et notamment aux randonneurs, des viennoiseries, du "snacking", un espace salon de thé et un espace dédié à la vente de produits locaux.

Le bâtiment, qui a aujourd'hui une configuration de maison de ville à double orientation, sera entièrement rénové et équipé d'un laboratoire de boulangerie (cuisson au rez-de-chaussée et préparation au 1er étage) et d'un logement au 1er étage. La partie du commerce accessible au public se limitera à 95 m² accessible de plain-pied. La zone consacrée au salon de thé prévoit une vingtaine de places assises sous une verrière à créer en lieu et place d'un local à démolir situé entre la mairie et l'actuelle maison de ville.

L'architecte des Bâtiments de France a donné son accord au projet le 15 mai 2019 dans le cadre d'un périmètre "Site patrimonial remarquable".

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 346 395 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- MONTCEAUX-LES-MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	12 000,00	3,46%
TRAVAUX	334 395,00	96,54%
Total	346 395,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	138 558,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	103 918,50	30,00%
COMMUNE	103 918,50	30,00%
Total	346 395,00	100,00%

DOSSIER N° EX047541 - COR - RESTAURATION DE LA NEF DE L'EGLISE SAINT-MARTIN (TRAVAUX EXTERIEURS) - COMMUNE DE MONTMACHOUX (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	241 500,00 € HT	40,00 %	96 600,00 €
	Montant total de la subvention		96 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTMACHOUX
Adresse administrative : 5 RUE DE L'ECOLE
77940 MONTMACHOUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick JACQUES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2018 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Montmachoux (241 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Restauration de la nef de l'église Saint-Martin (travaux extérieurs)".

Une première phase de travaux a eu lieu entre 2016 et 2017 pour la restauration du chœur et de la sacristie de cette église inscrite aux monuments historiques.
La commune a le projet de restaurer la nef, qui présente des fissures dans les angles occidentaux révélant un basculement de la façade dû à un manque de contrebutement. Les maçonneries souffrent de remontées d'humidité, les parements sont en mauvais état, de même que la couverture en tuiles plates. Des fuites ponctuelles ont pu altérer localement la charpente. A l'intérieur, les enduits sont dégradés, la voûte plâtrée est en mauvais état. Les panneaux de vitrerie losangée sont cassés, les éléments mobiliers sont dégradés par l'humidité.
Les travaux à réaliser à l'extérieur comprendront la consolidation de la structure avec la restauration des parements, la reprise des têtes de contreforts et l'injection de coulis de confortation comprenant la mise

en place de tirants forés dans les gouttereaux de la nef pour résoudre le dévers de la façade occidentale. L'assainissement de l'église sera réalisé avec la réfection de la couverture en tuiles plates anciennes et la révision de la charpente, la restauration des enduits extérieurs, la mise en œuvre d'une barrière d'étanchéité en soubassement, le nivellement superficiel des terres attenantes plus élevées que le sol intérieur de l'église.
Une intervention à la nacelle est également prévue sur le clocher pour la mise en place d'un paratonnerre et la révision de la couverture en ardoises dans l'attente d'une réfection complète ultérieure.
En complément, la seconde opération du contrat portera sur la restauration intérieure de la nef.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 272 803 € HT, plafonné à 241 500 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- MONTMACHOUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	237 220,00	86,96%
HONORAIRES	35 583,00	13,04%
Total	272 803,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	96 600,00	35,41%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	72 450,00	26,56%
DRAC (sollicitée)	48 044,33	17,61%
COMMUNE	55 708,67	20,42%
Total	272 803,00	100,00%

DOSSIER N° 19011984 - COR - RESTAURATION DE LA NEF DE L'EGLISE SAINT-MARTIN (TRAVAUX INTERIEURS) - COMMUNE DE MONTMACHOUX (77))

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	128 500,00 € HT	40,00 %	51 400,00 €
	Montant total de la subvention		51 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTMACHOUX
Adresse administrative : 5 RUE DE L'ECOLE
77940 MONTMACHOUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick JACQUES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2018 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Montmachoux (241 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Restauration de la nef de l'église Saint-Martin (travaux intérieurs)".

Une première phase de travaux a eu lieu entre 2016 et 2017 pour la restauration du chœur et de la sacristie de cette église inscrite aux monuments historiques.
La commune a le projet de restaurer la nef, qui présente des fissures dans les angles occidentaux révélant un basculement de la façade dû à un manque de contrebutement. Les maçonneries souffrent de remontées d'humidité, les parements sont en mauvais état, de même que la couverture en tuiles plates. Des fuites ponctuelles ont pu altérer localement la charpente. A l'intérieur, les enduits sont dégradés, la voûte plâtrée est en mauvais état. Les panneaux de vitrerie losangée sont cassés, les éléments mobiliers sont dégradés par l'humidité.
En complément de la 1ère opération du contrat portant sur les extérieurs de la nef, la restauration et la mise en valeur des intérieurs comprendra la réparation de la voûte du XIXe siècle en lattis-plâtre, la

réfection des enduits et des badigeons, la restauration du confessionnal et de la porte d'entrée, la mise en place d'une grille au revers du portail. Des vitraux munis de ventilations et de protections grillagées seront installés.
L'opération intègre également la mise aux normes des installations électriques, la mise en place d'éclairages et d'équipements de sécurité.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n°EX047541.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 148 085,50 € HT, plafonné à 128 500 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- MONTMACHOUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	128 770,00	86,96%
HONORAIRES	19 315,50	13,04%
Total	148 085,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	51 400,00	34,71%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	38 550,00	26,03%
DRAC (sollicitée)	24 133,68	16,30%
COMMUNE	34 001,82	22,96%
Total	148 085,50	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047588 - COR - EPICERIE COMMUNALE - VERDELOT (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	270 803,47 € HT	40,00 %	108 321,39 €
	Montant total de la subvention		108 321,39 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VERDELOT
Adresse administrative	:	4 PLACE ALBERT BOYER 77510 VERDELOT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Rémy LEMOINE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 août 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Verdelot (694 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Epicerie communale ».

La commune a repris le fonds de commerce de l'épicerie du village et souhaite redynamiser les lieux en projetant son extension, afin d'augmenter la surface de vente et d'aménager un espace de convivialité de type cafétéria permettant de s'installer pour une pause repas. Les travaux concerneront d'une part, la mise en conformité technique et sanitaire des locaux existants, réorganisés pour une meilleure fonctionnalité et d'autre part, la création d'une extension en rez-de-chaussée d'une surface de 59 m² et l'aménagement de ses abords immédiats.

L'extension s'appuiera sur le pignon aveugle du bâtiment actuel et sera réalisée en maçonnerie traditionnelle enduite au mortier de chaux de ton pierre. La façade existante sera ravalée par un badigeon du même ton. Les menuiseries extérieures de l'extension seront en bois peint, la même teinte de peinture sera reprise pour les menuiseries de la vitrine existante. Le local sanitaire sera réimplanté dans la remise réaménagée, accessible par la nouvelle salle créée dans l'extension.

Le retrait de la façade de l'extension sur rue préservera une surlargeur de trottoir cohérente avec les normes d'accessibilité actuelles et la couverture à 2 versants en tuiles plates vieillies se prolongera de façon à former un porche abrité, côté rue.

Par ailleurs, la mise en conformité de l'accessibilité de l'épicerie consiste en une intervention sur ses abords immédiats. Un trottoir pavé étroit longe la devanture : compte tenu de l'impossibilité de réduire le gabarit de la chaussée en élargissant ce trottoir, les travaux porteront sur la création d'un accès aménagé à l'arrière de l'extension afin de mener à l'aire de stationnement prévue, comprenant quatre places de stationnement dont une adaptée PMR (personnes à mobilité réduite).

Pour information, la commune a bénéficié d'une aide régionale attribuée en CP du 21 novembre 2018 (CP2018-545) afin de financer l'achat du fonds de commerce et les travaux de création du parking de l'épicerie (terrassement...), dans le cadre du Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n°EX041098)

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 270 803,47€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- VERDELOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	235 481,28	86,96%
HONORAIRES	35 322,19	13,04%
Total	270 803,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	108 321,39	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	81 241,04	30,00%
COMMUNE	81 241,04	30,00%
Total	270 803,47	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° 19012024 - COR - REFECTION DES TROTTOIRS - VERDELOT (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	36 756,72 € HT	40,00 %	14 702,69 €
		Montant total de la subvention	14 702,69 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERDELOT
Adresse administrative : 4 PLACE ALBERT BOYER
77510 VERDELOT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Rémy LEMOINE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 août 2018 - 28 février 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Verdelot (694 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Réfection des trottoirs ».

La commune souhaite remettre en état les trottoirs de deux voies, les rues du Petit Morin et de l'Eglise, perpendiculaires à la rue de la Mairie. Ces axes de cheminement situés au cœur du village sont fréquentés au quotidien, un commerce de proximité donnant sur la rue du Petit Morin.

Ces trottoirs sont dégradés du fait de leur ancienneté et sont de largeur variable selon les emprises de voirie. Ils présentent de plus un aspect hétérogène de surface : des portions de sol stabilisé, des restes d'enrobés et des parterres engazonnés se succèdent, le tout rendant le cheminement des piétions mal aisé.
En revanche, les accès carrossables des parcelles riveraines de ces rues sont composés de pavés de grès qu'il conviendra de préserver et de conforter, afin de participer à l'aspect qualitatif de l'opération envisagée.

Les travaux de réfection permettront d'homogénéiser les trottoirs et leurs bordures. Ils consisteront à évacuer les matériaux impropres, mettre à niveau tous les ouvrages annexes (regards, compteurs...), remblayer et reprofiler en grave compactée le cheminement. La finition sera constituée par la pose d'une couche d'enrobé qui représentera une couverture neuve de 834 m² répartie sur les deux rues.

Le 23 octobre 2019, l'opération a reçu un avis favorable de principe de l'architecte des Bâtiments de France dans le cadre du périmètre "Site patrimonial remarquable" (S.P.R.) des abords de l'église Saint-Crépin-Saint-Crépinien (inscrite à l'inventaire des Monuments historiques en 1927).

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX047588.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 36 756,72€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- VERDELOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	36 036,00	98,04%
HONORAIRES	720,72	1,96%
Total	36 756,72	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	14 702,69	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	11 027,02	30,00%
COMMUNE	11 027,01	30,00%
Total	36 756,72	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° 19012025 - COR - REFECTION DES ALLEES DU CIMETIERE - VERDELOT (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	56 961,94 € HT	40,00 %	22 784,78 €
		Montant total de la subvention	22 784,78 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VERDELOT
Adresse administrative	:	4 PLACE ALBERT BOYER 77510 VERDELOT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Rémy LEMOINE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 août 2018 - 31 mars 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Verdelot (694 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Réfection des allées du cimetière ».

Le cimetière communal se situe en limite nord du village, sur le flanc abrupt du coteau dominant le bourg. Il présente une emprise linéaire sur la longueur et une disposition en gradins sur la largeur : les allées de circulation sont disposées principalement sur l'axe longitudinal alors que les allées transversales suivent la pente. L'ensemble des allées est en mauvais état. La pente accentue les dégradations sur les allées transversales, engendrant des risques de chute des visiteurs.

La présente opération a pour objet de stabiliser la constitution des voies et de rétablir une finition en enrobé de 4 cm d'épaisseur, valorisée qualitativement par une imprégnation de gravillons silico-calcaire pour sécuriser le cheminement des visiteurs.
Par ailleurs, il est prévu la création de nouvelles allées dans la partie engazonnée de l'emprise qui constituera une extension du cimetière.

Le 23 octobre 2019, l'opération a reçu un avis favorable de principe de l'architecte des Bâtiments de France dans le cadre du périmètre "Site patrimonial remarquable" (S.P.R.) des abords de l'église Saint-Crépin-Saint-Crépinien (inscrite à l'inventaire des Monuments historiques en 1927).

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX047588.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 56 961,94€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- VERDELOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	55 845,04	98,04%
HONORAIRES	1 116,90	1,96%
Total	56 961,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	22 784,78	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	17 088,58	30,00%
COMMUNE	17 088,58	30,00%
Total	56 961,94	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047645 - COR - REQUALIFICATION DE VOIRIES COMMUNALES (RUE BASSES DES FOSSES, CHEMIN DE LA FONTAINE ET CHEMIN DE VILLIERS) - VILLENEUVE-LE-COMTE (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE LE COMTE
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77174 VILLENEUVE LE COMTE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Daniel CHEVALIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2020 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Villeneuve-le-Comte (1 859 habitants - INSEE 2016) propose l'opération « Requalification de voiries communales (rue Basses des Fossés, chemin de la Fontaine et chemin de Villiers) ».

Les trois voies encadrent un terrain où a été construit un nouveau lotissement de 38 maisons en cours de livraison. Présentant un état dégradé, chacune des voiries va nécessiter des travaux de reprofilage et la pose d'un nouveau tapis d'enrobés sur chaussée rabotée. Le chemin de la Fontaine, mis en sens unique, organisera la circulation des véhicules du chemin de Villiers vers la rue Basses des Fossés.

Les travaux permettront également de réaliser une offre de stationnement en lien avec l'arrivée de nouveaux habitants, par la création de plusieurs places chemin de la Fontaine et rue Basses des Fossés. Des trottoirs seront aménagés d'un côté de la chaussée, chemin de la Fontaine (1,75 m de large) et de chaque côté de la rue Basses des Fossés (1,50 m de large), nécessitant ponctuellement le déplacement de candélabres. Le caniveau sera réalisé avec des bordures en grès et des grilles avaloir pour l'évacuation des eaux de pluie vers le réseau existant. Des plateaux surélevés seront installés au niveau de deux intersections, rue Basses des Fossés. La mise en œuvre d'un engazonnement viendra compléter l'aménagement des accotements des chemins de la Fontaines et de Villiers.

Cette opération s'intègre aux objectifs du projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D.)

communal afin d'organiser les déplacements en maintenant et poursuivant la hiérarchisation de la structure du réseau viaire et en favorisant l'usage des déplacements doux.

Le 05 novembre 2019, l'opération a reçu un avis favorable de principe de l'architecte des Bâtiments de France dans le cadre du périmètre "Site patrimonial remarquable" (S.P.R.) de la commune lié à l'église Notre-Dame de la Nativité (classée au titre des Monuments historiques en 1849).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de l'opération s'élève à 407 000€ HT, plafonné à 370 000€ HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LE-COMTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	407 000,00	100,00%
Total	407 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	36,36%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	111 000,00	27,27%
COMMUNE	148 000,00	36,36%
Total	407 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047679 - COR - AMENAGEMENT RUE DE FORGES ET RUE DE L'EGLISE - COMMUNE DE VILLUIS (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	307 017,52 € HT	40,00 %	122 807,00 €
	Montant total de la subvention		122 807,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLUIS
Adresse administrative : 21 RUE DES FORGES
77480 VILLUIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JOEL PACHOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 janvier 2019 - 3 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Villuis (271 habitants – INSEE 2016) propose l'opération «Aménagement rue de Forges et rue de l'Eglise ».

Les travaux porteront sur la rue de Forges (entre la RD59 et la rue de l'Eglise, et entre la ruelle de Minuit et le chemin de Trainel) et sur la rue de l'Eglise (entre la place de l'Eglise et la rue de Forges), qui font partie des axes principaux de la commune. Ces rues étroites sont empruntées par les bus scolaires et les engins agricoles, ce qui impose une circulation alternée à certains moments de la journée. Il s'agit de prendre en compte cette contrainte d'usage, tout en améliorant la sécurité des usagers, notamment en régulant la vitesse, et de mettre aux normes d'accessibilité ces voies.

Les travaux de réfection de voirie intégreront une intervention sur les trottoirs pour la création d'un cheminement PMR sur la totalité des linéaires requalifiés rue des Forges, ce qui ne sera pas possible sur l'intégralité du linéaire concerné rue de l'Eglise (étroitesse, dénivelés). Un marquage au sol adapté sera

alors mis en œuvre, les secteurs comprenant l'école, la mairie et l'église seront redéfinis en zone 30. Deux abris-bus seront mis aux normes, des passages piétons aménagés. L'accès des riverains à leur propriété se fera par l'aménagement de bateaux ou de bordures surbaissées. L'assainissement pluvial sera également pris en compte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 307 017,52 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

Localisation géographique :
- VILLUIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	280 417,52	91,34%
HONORAIRES	26 600,00	8,66%
Total	307 017,52	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	122 807,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 (sollicité)	92 105,26	30,00%
COMMUNE	92 105,26	30,00%
Total	307 017,52	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047668 - COR - CREATION D'UN CITY STADE, AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE JEUX, REHABILITATION DE LA SALLE POLYVALENTE ET REFECTION DE LA CLOTURE DE LA MAIRIE - VINANTES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	237 750,00 € HT	40,00 %	95 100,00 €
	Montant total de la subvention		95 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE VINANTES
Adresse administrative	:	1 RUE DE MEAUX 77230 VINANTES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur YVES PELLETIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 septembre 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessous correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Vinantes (385 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante :"Création d'un city stade, aménagement d'une aire de jeux, réhabilitation de la salle polyvalente et réfection de la clôture de la maire".

La commune propose de mener plusieurs petites opérations de restauration et de rénovation de certains équipements communaux. Dans ce cadre, sont notamment envisagés :
- la transformation du terrain de tennis en city-stade. Les installations prévues intègrent la mise en place de 4 panneaux de baskets, de 2 "mini-buts" et l'équipement d'un terrain de tennis avec marquages correspondants. Un mât sera installé pour éclairer l'équipement,
- l'aménagement d'une aire de jeux avec, d'une part, la reprise du terrain de pétanque qui sera nettoyé et dont la forme sera reconstituée avec mise en place d'un géotextile et une finition en stabilisé compacté. D'autre part, une dalle de béton finition balayée sera réalisée à proximité afin d'y installer une table de

ping-pong,
- la réhabilitation de la salle polyvalente dont les façades seront nettoyées et repeintes. Les anciennes menuiseries seront changées par de nouvelles en PVC et les volets seront remplacés par de nouveaux en métal laqué. Une isolation acoustique sera mise en œuvre dans "la petite salle" de l'équipement par la mise en place d'éléments sur les murs et au plafond,
- la réfection du mur de la mairie qui sert actuellement de soutènement à un massif planté sera pourvue de barbacanes permettant l'évacuation de l'eau qui s'accumule à l'arrière et détériore le mur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 238 050 € HT plafonné 237 750 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- VINANTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	207 000,00	86,96%
HONORAIRES	31 050,00	13,04%
Total	238 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	95 100,00	39,95%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	71 325,00	29,96%
COMMUNE	71 625,00	30,09%
Total	238 050,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° 19012060 - COR - RESTAURATION DE L'EGLISE NOTRE-DAME DE LA NATIVITE (1ère TRANCHE) - VINANTES (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	132 250,00 € HT	40,00 %	52 900,00 €
	Montant total de la subvention		52 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VINANTES
Adresse administrative : 1 RUE DE MEAUX
77230 VINANTES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur YVES PELLETIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 mars 2019 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessous correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Vinantes (385 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante: "Restauration de l'église Notre-Dame de la Nativité (1ère tranche)".

La commune est dotée d'une église paroissiale datant des 17ème et 18ème siècles située au centre du village. La dernière restauration de ce monument non classé date de 1988.
L'église de la Nativité est constituée d'une nef avec des bas-côtés, d'une fausse croisée de transepts, surmontée d'un campanile et se termine à l'Est par un chevet plat.

Des travaux de consolidation et de rénovation sont nécessaires. Aussi, une première tranche de travaux est proposée concernent la restauration des parements intérieurs du bas-côté nord et la réfection partielle de la charpente du bas-côté sud.
Ces travaux comprendront :
- la réfection des voutes et parements verticaux du bas-côté nord. (avec notamment la reprise des

fissures, reprises ponctuelles de pierres, reprises d'enduits)
- les travaux de charpente des travées 3 et 4 des combles du bas-côté sud. (Avec notamment le remplacement des fermes en chêne et des chevrons en sapin, la réfection de la couverture en tuiles)

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX047668.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 132 250 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- VINANTES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	115 000,00	86,96%
HONORAIRES	17 250,00	13,04%
Total	132 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	52 900,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	39 675,00	30,00%
COMMUNE	39 675,00	30,00%
Total	132 250,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047497 - COR - RENOVATION DE LA MAIRIE ET DE L'ANCIEN LOCAL DES POMPIERS - COMMUNE D'ADAINVILLE (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	232 020,00 € HT	40,00 %	92 808,00 €
	Montant total de la subvention		92 808,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ADAINVILLE
Adresse administrative : 1 GRANDE RUE
78113 ADAINVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame MARIE-HELENE QUINAULT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 avril 2019 - 30 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune d'Adainville (765 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Rénovation de la mairie et de l'ancien local des pompiers".

L'opération consiste à réaliser des travaux pour améliorer les conditions de travail et d'accueil du public dans le bâtiment de la mairie au rez-de-chaussée et à l'étage. Pour cela, une mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite sera effectuée ainsi qu'un changement des menuiseries et du système électrique pour une amélioration des performances énergétiques.

Par ailleurs, des travaux sur l'ancien bâtiment des pompiers pour la mise en valeur et la pérennisation du caractère patrimonial et vernaculaire du bâtiment seront réalisés et supervisés par l'Architecte des Bâtiments de France.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 232 020 € HT. Le taux est de 40%.

Localisation géographique :
- ADAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	23 220,00	10,01%
TRAVAUX	208 800,00	89,99%
Total	232 020,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	92 808,00	40,00%
DEPARTEMENT 78 - sollicité	69 606,00	30,00%
COMMUNE	69 606,00	30,00%
Total	232 020,00	100,00%

DOSSIER N° EX047695 - COR - REHABILIATION CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT- COMMUNE DE LA BOISSIÈRE-ÉCOLE (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	311 535,00 € HT	40,00 %	124 614,00 €
	Montant total de la subvention		124 614,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LA BOISSIERE ECOLE
Adresse administrative : 21 RUE DES ECOLES
78125 LA BOISSIERE ECOLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame ANNE-FRANCOISE GAILLOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de la Boissière Ecole (773 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réhabilitation du centre de loisir sans hébergement".

L'accueil de loisirs de la commune de La Boissière-Ecole est un bâtiment préfabriqué vieillissant, insuffisamment fonctionnel et énergivore. Ses faibles capacités d'accueil ne permettront pas à la commune de faire face aux besoins générés par l'augmentation de population prévue dans les prochaines années (une cinquantaine de nouveaux logements prévus au PLU).
Il a été fait le choix de démolir ce bâtiment pour le reconstruire sur le même emplacement, en mitoyenneté de la micro-crèche et à proximité immédiate de la Maison pour tous. Le principe d'une préfabrication de haute qualité est privilégié, dans l'objectif de générer un chantier avec peu de nuisances.

Le nouvel équipement permettra d'accueillir une quarantaine d'enfants sur une surface d'environ 120 m² dans un espace très fonctionnel en termes de modularité, d'accessibilité et de qualité acoustique. Son intégration paysagère sera soignée.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 311 535 € HT. Le taux est de 40 %.

Localisation géographique :
- LA BOISSIERE-ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	40 635,00	13,04%
TRAVAUX	270 900,00	86,96%
Total	311 535,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	124 614,00	40,00%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	93 460,00	30,00%
COMMUNE	93 461,00	30,00%
Total	311 535,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° 19012059 - COR - REPRISE DU PONT DU PASSOIR - COMMUNE DE LA BOISSIÈRE-ÉCOLE (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	58 465,00 € HT	40,00 %	23 386,00 €
	Montant total de la subvention		23 386,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE LA BOISSIERE ECOLE
Adresse administrative	:	21 RUE DES ECOLES 78125 LA BOISSIERE ECOLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame ANNE-FRANCOISE GAILLOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2018 - 30 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de la Boissière Ecole (773 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Pont du Passoir".

Le pont du Passoir est l'unique accès pour relier le hameau du Passoir. Il a fait l'objet d'un diagnostic approfondi en mai 2018. Celui-ci indique un ouvrage en mauvais état général, dont la structure est étayée par des troncs d'arbres à mi-travée. La structure métallique du tablier est très oxydée, ce qui fragilise d'autant l'ouvrage. Son maintien en l'état actuel fait courir un risque réel aux usagers quotidiens.
Le projet comporte une remise en état complète de l'ouvrage avec dépose et remplacement du tablier, un entretien spécialisé des maçonneries et le nettoyage approfondi de l'ouvrage et de ses abords.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX047695.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 128 200 € HT, plafonné à 58 465 € HT. Le taux est de 40 %.

Localisation géographique :

- LA BOISSIERE-ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	14 900,00	11,62%
TRAVAUX	113 300,00	88,38%
Total	128 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	23 386,00	18,24%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	17 540,00	13,68%
DEPARTEMENT Extension	48 815,00	38,08%
COMMUNE	38 459,00	30,00%
Total	128 200,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047591 - COR - CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CLASSE - COMMUNE DE SAINT-HILARION (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	262 984,30 € HT	40,00 %	105 193,72 €
	Montant total de la subvention		105 193,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT HILARION
Adresse administrative : MAIRIE
78125 SAINT HILARION
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude BATTEUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 septembre 2019 - 30 novembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Saint-Hilarion (907 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "construction d'une salle des fêtes".

En raison de la création d'un lotissement en cœur de village et d'une opération de promotion immobilière à venir (maisons individuelles et petit collectif livrables en 2021), l'école communale actuelle qui est constituée de 2 classes de maternelle et de 2 classes d'enseignement primaire, n'aura plus la capacité d'accueillir les effectifs attendus à la rentrée 2020. La création d'une classe supplémentaire est donc nécessaire.
Les bâtiments de l'école communale sont situés sur une grande parcelle de 1 680 m2 qui contient, outre les 4 classes, les équipements nécessaires au fonctionnement de la vie scolaire.
Le projet vient en continuité des bâtiments existants dans l'angle sud-est de la parcelle, à l'arrière du mur de clôture en pierres des champs qui sera conservé. Le volume projeté est de forme simple (en forme de L) qui reprend les dimensions des volumes existants. Ce volume est couvert par une toiture terrasse afin de le dissimuler derrière le mur de clôture conservé.

Le coté d'accolement de l'extension sur les bâtiments existants est volontairement lié au dortoir existant afin de profiter d'un accès à ce local mis en commun entre les 2 classes. Un petit bâtiment de rangement du matériel pédagogique d'extérieur sera construit sur le petit côté du « L » dans la continuité du volume créé pour la nouvelle classe. L'ensemble sera desservi par la cour sud de l'école.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 262 984,30 € HT. Le taux est de 40%.

Localisation géographique :

- SAINT-HILARION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	34 302,30	13,04%
TRAVAUX	228 682,00	86,96%
Total	262 984,30	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE DE FRANCE	105 193,72	40,00%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	78 895,29	30,00%
COMMUNE	78 890,58	30,00%
Total	262 984,30	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047722 - COR -REHABILITATION DE L'ECOLE - COMMUNE DE SAINT LAMBERT DES BOIS (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
		Montant total de la subvention	148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT LAMBERT DES BOIS
Adresse administrative : 13 RUE DE LA MAIRIE
78470 SAINT LAMBERT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard GUEGUEN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 30 septembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Saint-Lambert-des-Bois (453 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Réhabilitation de l'école"

Le bâtiment accueillant l'école de la commune a souffert des inondations de 2016 : le plafond s'est effondré sur une salle de classe. Depuis, ce bâtiment est fermé et les cours ont lieu dans la maison des associations et le manoir (deux bâtiments contigus à celui de l'école).

Le projet consiste à réhabiliter le bâtiment de l'école pour lui rendre sa vocation initiale. Par ailleurs des travaux seront opérés sur le manoir qui accueillera désormais les activités périscolaires.

Les travaux prévus sont les suivants:
- Reprise de toiture, y compris sur le manoir,
- Remplacement de la chaufferie,
- Reprise du plancher haut et isolation,

- Mise aux normes des sanitaires et accessibilité PMR,
- Réhabilitation du dortoir,
- Création d'un bureau pour la direction,
- Reprise des réseaux courant fort et courant faible,
- Mise aux normes de l'assainissement,
- Reprise des murs d'enceinte.

Les bâtiments ne subiront aucune modification d'apparence ni d'emprise au sol, si ce n'est la mise en accessibilité PMR des abords.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 767 150 € HT, plafonné à 370 000 € HT. Le taux est de 40%.

Localisation géographique :
- SAINT-LAMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	69 450,00	9,05%
TRAVAUX	697 700,00	90,95%
Total	767 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	19,29%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	111 000,00	14,47%
ETAT - DETR	117 000,00	15,25%
DEPARTEMENT Extension	161 000,00	20,99%
COMMUNE	230 150,00	30,00%
Total	767 150,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047690 - COR - REHABILITATION LOURDE D'EQUIPEMENTS COMMUNAUX : MAISON DES ASSOCIATIONS, GROUPE SCOLAIRE ET SALLE DES SPORTS - COMMUNE DE SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SAINT MARTIN BRETHENCOURT
Adresse administrative	:	7 GRANDE RUE 78660 SAINT MARTIN DE BRETHENCOURT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur JACKY DRAPPIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 30 avril 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune de Saint Martin de Brethencourt (646 habitants -INSEE 2016) propose l'opération "Réhabilitation lourde d'équipements communaux : maison des associations, groupe scolaire et salle des sports".
En ce qui concerne la Maison des associations, il est prévu d'engager une réhabilitation de l'existant, la création d'une extension de 100 m² environ qui pourra accueillir une centaine de personnes assises et au moins le double debout, salle qui sera divisible grâce à une cloison amovible isophonique, des sanitaires PMR et un accueil avec vestiaires seront également réalisés.

Pour le groupe scolaire, il est nécessaire de réaliser une mise en accessibilité PMR, une rénovation thermique (reprise de couverture et d'huisseries), une mise en conformité sécurité incendie (remplacement des portes, améliorations des issues de secours) et électrique.

La salle de sport sera aménagée dans l'ancien lavoir communal, ce qui nécessite quelques améliorations en matière de mise en accessibilité PMR des abords, de réhabilitation électrique (réfection du réseau et remplacement des luminaires) et rénovation thermique (remplacement du système de chauffage).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 776 088 € HT, plafonné à 370 000 € HT. Le taux est de 40%.

Localisation géographique :
- SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	101 228,91	13,04%
TRAVAUX	674 859,09	86,96%
Total	776 088,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE DE FRANCE	148 000,00	19,07%
DEPARTEMENT 78 - Sollicité	111 000,00	14,30%
DEPARTEMENT Extension	161 000,00	20,75%
COMMUNE	356 088,00	45,88%
Total	776 088,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047611 - COR - EXTENSION ET CONSTRUCTION DE BATIMENTS COMMUNAUX (EXTENSION ATELIERS COMMUNAUX, CONSTRUCTION MAISON DES ASSOCIATIONS ET HALLE COUVERTE) - SAINT-MARTIN-LA-GARENNE (78)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SAINT MARTIN LA GARENNE
Adresse administrative	:	105 RUE DU VIEUX PUITS 78520 SAINT MARTIN LA GARENNE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Stéphan CHAMPAGNE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2019 - 31 octobre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Saint-Martin-la-Garenne (1 018 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante : "Extension et construction de bâtiments communaux (extension ateliers communaux, construction maison des associations et halle couverte)".

Ce projet global de trois équipements complémentaires en un lieu unique présentera de nombreux avantages en termes de mise en accessibilité et praticité. Il sera un plus pour les agents de la commune, les associations et le tissu social.

Tout d'abord, le projet d'extension des ateliers communaux prévoit la construction d'un nouvel édifice en prolongement du bâtiment actuel. Une aire de manœuvre sera aménagée à l'arrière de l'extension. Le nouveau bâtiment se développera sur un seul niveau de 200 m² et sera directement connecté à la partie

existante.

La construction de la maison des Associations se développera sur un seul niveau et comprendra un hall d'entrée, trois salles d'activités, des espaces de rangement, un office et des sanitaires.

Enfin, la construction d'une halle couverte permettra d'accueillir divers groupes, associations et évènements sportifs et culturels tout au long de l'année. D'architecture simple, le bâtiment sera couvert par une toiture de tuiles à double pente afin de s'intégrer au mieux aux bâtiments existants. Les façades du bâtiment seront couvertes et laisseront la structure et la charpente visibles depuis les abords de la halle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 915 000 € HT plafonné à 370 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- SAINT-MARTIN-LA-GARENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	915 000,00	100,00%
Total	915 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	16,17%
DEPARTEMENT 78 (AVEC EXTENSION) - Sollicité	272 000,00	29,73%
CONTRAT DE RURALITE	119 000,00	13,01%
FONDS DE CONCOURS	100 000,00	10,93%
COMMUNE	276 000,00	30,16%
Total	915 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047502 - COR - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE RESEAUX, CREATION DE TROTTOIRS ET CHAUSSEES RUE DU VAL SAINT GERMAIN ET RUE DE LA FOSSE AUX MARTINIERS - COMMUNE D'ANGERVILLIERS (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ANGERVILLIERS
Adresse administrative : RUE DU CHATEAU
91470 ANGERVILLIERS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Dany BOYER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 novembre 2016 - 31 mars 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

Description :
La commune d'Angervilliers (1681 habitants -INSEE 2016) propose l'opération "Travaux d'enfouissement de réseaux, création de trottoirs et chaussées rue du Val Saint Germain et rue de la Fosse aux Mariniers".

Pour accompagner la dynamique de développement urbain de la commune, un réaménagement des voiries de la rue du Val Saint Germain et de la rue de la Fosse aux Mariniers est nécessaire. La création du lotissement du "Parc du Château" constitué de 71 logements est en cours dans le secteur sud-ouest. Les accès sont prévus par la rue du Val Saint Germain, ce qui impose une remise à niveau des conditions de circulation.
Les travaux sur les rues du Val Saint Germain et de la Fosse aux Mariniers consistent en :
- la création de trottoir d'une largueur de 1.50 m
- la pose de bordure de chaque côté de la route
- la réfection de la chaussée avec un enrobé noir et la pose de la signalisation
- la création de puisards répartis sur le linéaire pour réguler l'écoulement des eaux de pluie.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 433 913 € HT, plafonné à 370 000 € HT. Le taux est de 40%.

Localisation géographique :
- ANGERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	31 600,00	7,28%
TRAVAUX	402 313,00	92,72%
Total	433 913,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE DE FRANCE	148 000,00	34,11%
DEPARTEMENT 91 - (sollicité)	111 000,00	25,58%
ENEDIS/ORANGE	31 000,00	7,14%
COMMUNE	143 913,00	33,17%
Total	433 913,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-011

DOSSIER N° EX047575 - COR - CREATION D'UN NOUVEL ACCES ET AMENAGEMENT PAYSAGER MUNICIPAL - EPIAIS LES LOUVRES (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	200 000,00 € HT	40,00 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'EPIAIS-LES-LOUVRES
Adresse administrative	:	8 RUE DU MANOIR 95380 EPIAIS-LES-LOUVRES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Isabelle RUSIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Epiais-lès-Louvres (110 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante :"Création d'un nouvel accès et aménagement paysager du parc municipal".

La commune possède un équipement de loisirs de plein air en cœur d'ilot. Il était jusqu'à présent accessible uniquement de la rue du Manoir, au nord, par la cour de la mairie avec une entrée sécurisée. La commune a acquis une parcelle, à l'ouest, afin de créer un nouvel accès depuis la rue de la Croix et agrandir cette aire de jeux.
L'espace d'accès entre la rue et le cœur d'ilot sera traité en pavés de grès. En cœur d'ilot la nouvelle placette sera traitée en béton désactivé et accueillera une table et des bancs permettant des moments de convivialité. Une aire de fitness sera aménagée avec des éléments posés sur le pavé engazonné ou l'enrobé existant. Seront installés : une structure complète de jeux pour les enfants de 1 à 11 ans, deux jeux à ressort, un carroussel posé sur un sol souple et des marquages ludiques sur les enrobés existants. De nouveaux végétaux respectant la palette végétale en place seront ajoutés. Le mobilier, les candélabres et corbeilles respecteront la charte de la ville.
Cet aménagement sera également l'occasion de mettre en valeur l'ancienne balance pour les tracteurs qui s'y trouve. Un panneau pédagogique expliquera l'histoire du lieu et le fonctionnement de la balance. La porte qui ferme l'accès au mécanisme sera remplacée par une vitre afin de le rendre visible.
Comme pour l'accès nord, ce nouvel accès sera sécurisé par deux clôtures et portillons munis de pavés à codes.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 219 062,21 € HT plafonné à 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- EPIAIS-LES-LOUVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	219 062,21	100,00%
Total	219 062,21	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	80 000,00	36,52%
DEPARTEMENT 95 - Sollicité	60 000,00	27,39%
COMMUNE	79 062,21	36,09%
Total	219 062,21	100,00%

DOSSIER N° 19012021 - COR - CREATION D'UN LOCAL DE STOCKAGE - EPIAIS-LÈS-LOUVRES (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	100 000,00 € HT	40,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPIAIS-LES-LOUVRES
Adresse administrative : 8 RUE DU MANOIR
95380 EPIAIS-LES-LOUVRES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Isabelle RUSIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Epiais-lès-Louvres (110 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante :"Création d'un local de stockage".

La commune ne dispose d'aucun espace pour abriter les outils, le matériel et les engins et souhaite construire un local de stockage.

Ce local de 50 m², sera construit à l'arrière de la mairie. Afin de préserver les caractéristiques de la commune, une attention particulière sera apportée aux matériaux utilisés. Ainsi, il sera réalisé en bois pour les menuiseries et les volets et un bardage vertical en bois, dont les joints seront recouverts par des chevrons en relief, recouvrira la façade. La toiture sera en tuiles plates pour s'inscrire en harmonie avec les constructions existantes.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX047575.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 121 640,36 € HT plafonné 100 000 € HT. La subvention est calculée au

taux de 40 %.

Localisation géographique :
- EPIAIS-LES-LOUVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	121 640,36	100,00%
Total	121 640,36	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	40 000,00	32,88%
DEPARTEMENT 95 - Sollicité	30 000,00	24,66%
COMMUNE	51 640,36	42,45%
Total	121 640,36	100,00%

DOSSIER N° 19012022 - COR - REHABILITATION DE LA MAISON COMMUNALE - EPIAIS-LÈS-LOUVRES (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	70 000,00 € HT	40,00 %	28 000,00 €
	Montant total de la subvention		28 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE D'EPIAIS-LES-LOUVRES
Adresse administrative	:	8 RUE DU MANOIR 95380 EPIAIS-LES-LOUVRES
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Isabelle RUSIN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune d'Epiais-lès-Louvres (110 habitants INSEE 2016) propose l'opération suivante :"Réhabilitation de la maison communale".

La maison communale est l'unique équipement culturel et associatif de la commune. Diverses activités destinées à tous les âges y sont organisées. L'équipement dispose par ailleurs d'un office de réchauffage qui permet de proposer des repas.

Ce bâtiment, essentiel à la vie de la commune, nécessite des travaux de rénovation (isolation, peinture et supports, révision des menuiseries extérieures).

La commune prévoit également la création d'un auvent dans le prolongement de l'équipement. Il sera réalisé dans le même esprit que pour le local de stockage, avec une attention portée à la structure dont les poteaux et fermes de charpente traditionnelles seront réalisées en bois massif. La couverture se fera en tuiles plates dans le respect des constructions alentours.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS EX047575.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût des travaux est estimé à 85 891,84 € HT plafonné à 70 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

Localisation géographique :
- EPIAIS-LES-LOUVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	85 891,84	100,00%
Total	85 891,84	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	28 000,00	32,60%
DEPARTEMENT 95 - Sollicité	21 000,00	24,45%
COMMUNE	36 891,84	42,95%
Total	85 891,84	100,00%

ANNEXE 3 : FICHES PROJETS MODIFIEES RELATIVES AUX "100 000 STAGES"

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 16011652 - AMELIORATION THERMIQUE DE LA SALLE DES FETES - CHAMPEAUX

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	167 950,00 € HT	45,00 %	75 577,50 €
		Montant total de la subvention	75 577,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPEAUX
Adresse administrative : RUE CLOITRE
77720 CHAMPEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves LAGÜES-BAGET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Les travaux porteront sur la reprise des huisseries, la rénovation du chauffage, la pose d'un double vitrage, l'amélioration de l'acoustique, l'éclairage, la rénovation des menuiseries extérieures.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- CHAMPEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	189 517,00	89,17%
HONORAIRES	23 020,00	10,83%
Total	212 537,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ÎLE-DE-FRANCE	75 577,50	35,56%
DEPARTEMENT 77 EN COURS	58 782,50	27,66%
COMMUNE	78 177,00	36,78%
Total	212 537,00	100,00%

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 16011656 - REHABILITATION DE LA COUR D'ECOLE - CHAMPEAUX

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	120 000,00 € HT	45,00 %	54 000,00 €
	Montant total de la subvention		54 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPEAUX
Adresse administrative : RUE CLOITRE
77720 CHAMPEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves LAGÜES-BAGET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La cour fera l'objet d'une réfection complète des surfaces, ainsi que de la rénovation des réseaux d'assainissement et la reprise des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement.

Comme sur la fiche 16011652 suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- CHAMPEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	121 666,00	93,57%
HONORAIRES	8 358,00	6,43%
Total	130 024,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ÎLE-DE-FRANCE	54 000,00	41,53%
DEPARTEMENT 77 EN COURS	42 000,00	32,30%
COMMUNE	34 024,00	26,17%
Total	130 024,00	100,00%

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 16011657 - CREATION D'UN COLUMBARIUM - CHAMPEAUX

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	12 050,00 € HT	45,00 %	5 422,50 €
	Montant total de la subvention		5 422,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPEAUX
Adresse administrative : RUE CLOITRE
77720 CHAMPEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves LAGÜES-BAGET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le conseil municipal a décidé de la création d'un columbarium dans l'enceinte du cimetière communal suite à la forte demande de la population. Un jardin du souvenir sera intégré.
Le choix s'est porté sur un dimensionnement de deux fois six cases. Une extension ultérieure est possible.

Comme sur la fiche 16011652 suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- CHAMPEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	12 050,00	100,00%
Total	12 050,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CONSEIL REGIONAL ÎLE-DE-FRANCE	5 422,50	45,00%
DEPARTEMENT 77 EN COURS	4 217,50	35,00%
COMMUNE	2 410,00	20,00%
Total	12 050,00	100,00%

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 16015444 - CREATION D'UNE SALLE MULTI-ACTIVITE - VAUHALLAN

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	222 000,00 € HT	45,00 %	99 900,00 €
	Montant total de la subvention		99 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUHALLAN
Adresse administrative : 10 GRANDE RUE DU 8 MAI 1945
91430 VAUHALLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François HILLION, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 novembre 2016 - 10 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le projet se caractérise principalement par l'installation de baies vitrées sur l'ensemble du bâtiment, afin de conserver des vues paysagères sur le rû de Vauhallan et le bassin de retenue.

De plus, afin de rendre accessible cette salle, elle sera équipée d'un ascenseur, qui desservira également la bibliothèque.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- VAUHALLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	559 814,00	100,00%
Total	559 814,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	99 900,00	17,85%
DEPARTEMENT 91 - Acquis	77 700,00	13,88%
COMMUNE	382 214,00	68,28%
Total	559 814,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 16015435 - CRUR - EXTENSION ET REHABILITATION DE L'ECOLE MATERNELLE - VAUHALLAN (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	61 266,00 € HT	45,00 %	27 569,70 €
	Montant total de la subvention		27 569,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUHALLAN
Adresse administrative : GRANDE RUE
91430 VAUHALLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François HILLION, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 août 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vauhallan (2081 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Extension et réhabilitation de l'école maternelle".

Le lieu de stockage et de rangement de l'école sont trop exigus et ne permettent pas d'optimiser l'utilisation de l'espace. Le projet consiste à agrandir ce lieu et réorganiser la pièce qui est multi-usages. Cette extension permettra d'accueillir les jeux extérieurs tels que les trottinettes, vélos et autres petits jeux.
Une ventilation simple flux sera installée dans le plenum des salles de classes, les sanitaires et la cuisine. Un aménagement avec du mobilier mobile sera réalisé pour délimiter les espaces dans l'atrium. Une ouverture sera créée pour accéder directement du bureau de la directrice depuis l'atrium. Dans un souci d'harmonisation des façades, le projet prévoit le même type de vêture que celui présent actuellement sur les façades de l'école maternelle. Le volume est conçu en toiture plate.

Comme sur la fiche 16015444 suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire

Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s’élève à 61 266 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :

- VAUHALLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	61 266,00	100,00%
Total	61 266,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	27 569,70	45,00%
DEPARTEMENT 91 - acquis	21 443,10	35,00%
COMMUNE	12 254,00	20,00%
Total	61 266,80	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-260
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 16015442 - CRUR-REPRISE DE LA FACADE DE LA CRYPTE DE L'EGLISE - VAUHALLAN (91)

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	16 495,00 € HT	45,00 %	7 422,75 €
		Montant total de la subvention	7 422,75 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUHALLAN
Adresse administrative : GRANDE RUE
91430 VAUHALLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François HILLION, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 juillet 2019 - 31 juillet 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Vauhallan (2081 habitants - INSEE 2016) propose l'opération "Reprise de la façade de la crypte de l'église".

Une première phase de travaux pour assurer la stabilité des structures a été réalisée dans l'église. Dans cette deuxième phase de travaux, il est prévu de réhabiliter la crypte. Cette dernière est dans un état vétuste et nécessite une rénovation. Elle se fera essentiellement au niveau de la façade dont des morceaux de pierres tombent.

Comme sur la fiche 16015444 suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux s'élève à 16 495 € HT. La subvention est calculée au taux de 45%.

Localisation géographique :
- VAUHALLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	16 495,00	100,00%
Total	16 495,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	7 422,75	45,00%
DEPARTEMENT 91 - Acquis	5 773,25	35,00%
COMMUNE	3 299,00	20,00%
Total	16 495,00	100,00%

Commission permanente du 22 novembre 2017 - CP2017-542
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° EX026062 - COR RENOVATION ET REMISE AUX NORMES DE LA MAIRIE - CORBREUSE (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	370 000,00 € HT	40,00 %	148 000,00 €
	Montant total de la subvention		148 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CORBREUSE
Adresse administrative	:	RUE DES ECOLES 91410 CORBREUSE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Denis MOUNOURY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 22 novembre 2017 - 31 août 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'hôtel de ville qui a fait l'objet de réaménagements successifs et d'interventions multiples ne correspond plus à son usage. Le bâtiment est mal isolé, les menuiseries sont à remplacer (simple vitrage). Les installations techniques sont obsolètes (électricité, ventilation, circuit informatique). Les espaces intérieurs sont contraints et présentent divers désordres liés à l'humidité, résultant du manque de chauffage et de ventilation. L'établissement n'est pour le moment pas accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR).
Les mesures suivantes sont proposées :
- pour la rénovation du bâtit : remplacement des menuiseries extérieures pour des fenêtres en bois identiques équipées de double vitrage. Mise en place d'une isolation des combles. Création d'une ventilation simple flux.
- dans le cadre de l'accessibilité : depuis la place de stationnement, il est prévu de modifier le cheminement PMR pour obtenir un sol lisse et facilement praticable par un fauteuil roulant. Réalisation d'une rampe destinée aux PMR leur permettant de rejoindre le rez-de-chaussée. Cet aménagement et la mise à niveau du rez-de-chaussée par la réhausse de la salle de conseil, impliqueront une restructuration partielle des accès au bâtiment.
- dans le cadre du code du travail : réorganisation des bureaux en rez-de-chaussée et R+1. Création des espaces nécessaires au fonctionnement de la mairie : salle de réunion R+2, zone d'archivage, sanitaires du personnel, réfectoire du personnel, local technique et reprographie. Mises aux normes électriques. Réorganisation du réseau informatique.

- dans le cadre d'un établissement recevant du public (ERP) : réalisation des travaux conformément au dépôt des recommandations du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et de l'accessibilité. Il s'agit essentiellement de l'installation des équipements de sécurité comprenant les plans d'évacuation.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- CORBREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	390 207,88	91,40%
HONORAIRES	36 692,89	8,60%
Total	426 900,77	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	148 000,00	34,67%
DEPARTEMENT 91 - Sollicité	111 000,00	26,00%
COMMUNE	167 900,77	39,33%
Total	426 900,77	100,00%

Commission permanente du 16 mars 2018 - CP2018-112
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° EX031046 - CoR - REHABILITATION DE L'ANCIENNE GARE EN LOGEMENT SOCIAL - WY-DIT-JOLY-VILLAGE (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	242 745,00 € HT	40,00 %	97 098,00 €
	Montant total de la subvention		97 098,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE WY-DIT-JOLY-VILLAGE
Adresse administrative	:	4 RUE DE LA MAIRIE 95420 WY-DIT-JOLI-VILLAGE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Georges MOISSET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Wy-dit-Joli-Village (326 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Réhabilitation de l'ancienne gare en logement social".

La commune a fait l'acquisition de l'ancienne gare et des terrains attenants en 2013.

A l'abandon depuis plusieurs années, il est indispensable de faire des travaux importants de rénovation qui permettraient d'en faire un logement social pouvant accueillir un jeune couple avec des enfants.

L'intérêt est donc double : d'une part, assurer la conservation d'un édifice faisant partie de l'histoire du village en gardant son identité et par conséquent son histoire ; d'autre part, permettre à un jeune couple aux revenus modestes de pouvoir s'installer dans le village, permettant ainsi à la commune de maintenir sa population.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	227 000,00	88,89%
Etudes	28 375,00	11,11%
Total	255 375,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	97 098,00	38,02%
Département 95 sollicité	72 823,50	28,52%
Commune	85 453,50	33,46%
Total	255 375,00	100,00%

Commission permanente du 16 mars 2018 - CP2018-112
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 18002481 - CoR - CONSTRUCTION D'UN BATIMENT TECHNIQUE MUNICIPAL - WY-DIT-JOLY-VILLAGE (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	127 255,00 € HT	40,00 %	50 902,00 €
	Montant total de la subvention		50 902,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE WY-DIT-JOLY-VILLAGE
Adresse administrative	:	4 RUE DE LA MAIRIE 95420 WY-DIT-JOLI-VILLAGE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Georges MOISSET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 août 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Wy-dit-Joli-Village (326 habitants - INSEE 2015) propose de réaliser l'opération "Construction d'un bâtiment technique municipal".
Ce projet envisagé de longue date n'a pu être réalisé jusqu'alors pour des raisons budgétaires.

Il s'agit d'édifier un bâtiment technique municipal de 12 mètres X 6 mètres qui permettrait d'entreposer, en un même lieu, tout le matériel utilisé par la commune (panneaux électoraux, plancher utilisé lors de la brocante, décorations de Noël, panneaux de signalisation, etc.). Ce matériel est actuellement réparti en divers points sur la commune (à l'école, à la Mairie, à la sacristie, dans des locaux privatifs appartenant aux élus).

Cette réalisation permettra d'identifier rapidement les différentes natures de matériels stockés, de les conserver dans un endroit plus adapté, mieux isolé et par conséquent, d'accroître leur longévité.

Comme sur la fiche EX031046 suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- WY-DIT-JOLI-VILLAGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	129 000,00	89,69%
Etudes	14 835,00	10,31%
Total	143 835,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région-ÎLE-DE-FRANCE	50 902,00	35,39%
Département 95 sollicité	38 176,50	26,54%
Commune	54 756,50	38,07%
Total	143 835,00	100,00%

Commission permanente du 30 mai 2018 - CP2018-197
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° EX033747 - COR - AMENAGEMENTS DE VOIRIE AU HAMEAU DE VILLARE : RUE DE LA CROIX - CITRY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	46 810,00 € HT	40,00 %	18 724,00 €
	Montant total de la subvention		18 724,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CITRY
Adresse administrative	:	MAIRIE 77730 CITRY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Thierry FLEISCHMAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Citry (869 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « Aménagements de voirie au hameau de Villaré : rue de la Croix ».

Le projet porte sur des voies du hameau de Villaré à la fois dégradées et inadaptées aux besoins actuels de stationnement des véhicules et du cheminement sécurisé des piétons. Le hameau est le deuxième secteur d'habitat aggloméré de la commune, en dehors du centre-bourg.

Les interventions prévues se situent dans la partie inférieure de la rue de la Croix, urbanisée récemment, dont l'accotement existant est érodé et la partie basse ne comporte pas de revêtement de surface. De plus, du fait de la pente importante de cette voie, l'absence de bordurage pour constituer un fil d'eau accélère les dégradations dues au ruissellement anarchique.

Les travaux porteront donc sur l'élargissement de la chaussée et la pose d'un revêtement en béton bitumineux sur 240 m² de surface. Ils seront complétés par la création d'un trottoir sur 120 m² d'accotement, du côté des constructions nouvelles, et par le prolongement du réseau d'éclairage qui permettra la pose de deux nouveaux candélabres.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- CITRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	46 810,00	100,00%
Total	46 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	18 724,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	14 043,00	30,00%
COMMUNE	14 043,00	30,00%
Total	46 810,00	100,00%

Commission permanente du 30 mai 2018 - CP2018-197
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 18004057 - COR - AMENAGEMENTS DE VOIRIE AU HAMEAU DE VILLARE : RUE DU PLESSIER - CITRY (77)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	87 500,00 € HT	40,00 %	35 000,00 €
	Montant total de la subvention		35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE CITRY
Adresse administrative	:	MAIRIE 77730 CITRY
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Thierry FLEISCHMAN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2018 - 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Citry (869 habitants - INSEE 2015) propose l'opération « Aménagements de voirie au hameau de Villaré : rue du Plessier ».

Le projet porte sur des voies du hameau de Villaré à la fois dégradées et inadaptées aux besoins actuels de stationnement des véhicules et du cheminement sécurisé des piétons. Le hameau est le deuxième secteur d'habitat aggloméré de la commune, en dehors du centre-bourg.

Les interventions prévues se situent dans la rue du Plessier, sur un tronçon de voirie tortueux et étroit. L'unique trottoir d'un côté de la voie est impraticable et l'accotement de l'autre côté est non stabilisé, ce qui complique la gestion des écoulements pluviaux vers la canalisation partiellement obstruée.

Les travaux porteront donc sur la réfection de la chaussée sur 470 m² de surface, avec la construction sur 80 m² d'un trottoir dont les bordures formeront un fil d'eau pour l'écoulement des eaux pluviales. Des travaux d'assainissement interviendront pour installer une nouvelle canalisation en remplacement de l'existante. Enfin, l'esplanade communale le long de la rue sera aménagée en parking et, en complément, trois places de stationnement seront créées sur l'accotement dont la largeur le permet.

Comme sur la fiche EX033747 suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- CITRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	87 500,00	100,00%
Total	87 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	35 000,00	40,00%
DEPARTEMENT 77 - Sollicité	26 250,00	30,00%
COMMUNE	26 250,00	30,00%
Total	87 500,00	100,00%

Commission permanente du 4 juillet 2018 - CP2018-279
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° EX036265 - COR - AMENAGEMENT DES TROTTOIRS - MONDEVILLE (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	229 545,00 € HT	40,00 %	91 818,00 €
	Montant total de la subvention		91 818,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONDEVILLE
Adresse administrative : 18 GRANDE RUE
91590 MONDEVILLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre DELHOTAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (études, contrôles techniques, relevés, sondages...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Mondeville (710 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Aménagement des trottoirs".
Les travaux concernent la rue de Corbeil, la Grande rue et la route de la Padole. L'aménagement prévoit la mise aux normes PMR des trottoirs, la réfection en béton désactivé, l'éclairage d'un sentier piéton, la peinture et la signalisation routière sur la traversée du village ainsi que la pose d'une fontaine d'eau potable pour les randonneurs.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- MONDEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FRAIS D'HONORAIRES	3 321,00	1,45%
TRAVAUX	226 224,00	98,55%
Total	229 545,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	91 818,00	40,00%
DEPARTEMENT 91	68 863,00	30,00%
COMMUNE	68 864,00	30,00%
Total	229 545,00	100,00%

Commission permanente du 4 juillet 2018 - CP2018-279
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 18007739 - COR - RENOVATION DES CHAUDIERES DE LA MAIRIE, DE L'ECOLE ET DE LA SALLE POLYVALENTE - MONDEVILLE (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	50 641,00 € HT	40,00 %	20 256,40 €
	Montant total de la subvention		20 256,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MONDEVILLE
Adresse administrative	:	18 GRANDE RUE 91590 MONDEVILLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre DELHOTAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Mondeville (710 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "rénovation des chaudières de la mairie, de l'école et de la salle polyvalente".
Le projet prévoit, en premier lieu, le remplacement de l'unique chauffage de la mairie et de l'école par deux installations distinctes ; la mairie sera équipée d'une chaudière à condensation au fuel de 40 kW avec un ballon d'eau chaude séparé. Quant à l'école, c'est une pompe à chaleur réversible qui sera installée, permettant l'activation de la climatisation.
En second lieu, la chaudière fuel, datant de 1985, de la salle polyvalente sera remplacée par une pompe à chaleur de type air/air.

Comme sur la fiche EX036265 suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût de l'opération est estimé à 51 943 € HT, plafonné à 50 641 € HT.

Localisation géographique :

- MONDEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	51 943,00	100,00%
Total	51 943,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	20 256,40	39,00%
DEPARTEMENT 91	15 193,00	29,25%
COMMUNE	16 493,60	31,75%
Total	51 943,00	100,00%

Commission permanente du 4 juillet 2018 - CP2018-279
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 18007740 - COR - ENFOUISSEMENT DE RESEAUX ET RENOVATION D'ECLAIRAGE PUBLIC - MONDEVILLE (91)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	89 814,00 € HT	40,00 %	35 925,60 €
	Montant total de la subvention		35 925,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE MONDEVILLE
Adresse administrative	:	18 GRANDE RUE 91590 MONDEVILLE
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre DELHOTAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La commune de Mondeville (710 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Enfouissement de réseaux et rénovation d'éclairage public".
Les travaux concernent :
1 - l'enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques du chemin de la Croix Rouge (sur une longueur de 240 ml) ;
2 - le remplacement des éclairages publics du chemin de la Garde et de la rue de Ballancourt. Cette phase prévoit le câblage et le remplacement des actuels poteaux béton par des candélabres.

Comme sur la fiche IRIS EX036265 suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- MONDEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	89 814,00	100,00%
Total	89 814,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	35 925,60	40,00%
DEPARTEMENT 91	26 994,00	30,06%
COMMUNE	26 894,40	29,94%
Total	89 814,00	100,00%

Commission permanente du 4 juillet 2018 - CP2018-279
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 18007644 - COR - AMENAGEMENT PAYSAGER D'UN PARKING POUR DESSERVIR LES COMMERCES ET SERVICES DU CENTRE-BOURG - SERAINCOURT (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	174 263,00 € HT	40,00 %	69 705,20 €
	Montant total de la subvention		69 705,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SERAINCOURT
Adresse administrative	:	12 RUE DES VALLEES 95450 SERAINCOURT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Anne-Marie MAURICE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 mars 2018 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier de la Région, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération : pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.
La date de début de projet correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de SERAINCOURT (1 305 habitants - INSEE 2015) propose de réaliser l'opération " Aménagement paysager d'un parking pour desservir les commerces du centre-bourg ".

L'espace qui fait actuellement office de parking pour les clients des commerçants du centre-bourg est sous-dimensionné et n'est plus fonctionnel ; il ne répond plus aux conditions d'usage et de sécurité attendues par la commune.

L'inadaptation de cette aire de stationnement pose aujourd'hui la question de son réaménagement pour faciliter son utilisation, notamment pour les clients des différents commerces (boulangerie, épicerie, boucherie) et services de Seraincourt.

Les clients de ces commerces, habitants du village ou des communes limitrophes, stationnent aujourd'hui n'importe où, empêchant parfois les automobilistes bien garés de quitter leur place, créant des problèmes d'insécurité et des difficultés de circulation pour les habitants du village.
Pour procéder à la réalisation de ce parking paysager, la commune a acquis un terrain contigu et envisage de reconfigurer l'ensemble de cet espace pour le rendre plus fonctionnel. Cette réalisation entrainera l'interdiction du stationnement sauvage et va permettre d'améliorer la fluidité de la circulation et une sécurisation du réseau viaire communal.

L'objectif de ce projet est aussi de permettre de pérenniser l'attractivité commerciale de Seraincourt pour les clients du village mais aussi des communes voisines.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- SERAINCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	162 263,00	93,11%
HONORAIRES	12 000,00	6,89%
Total	174 263,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	69 705,20	40,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE (95)	52 278,90	30,00%
COMMUNE	52 278,90	30,00%
Total	174 263,00	100,00%

Commission permanente du 4 juillet 2018 - CP2018-279
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 18007645 - COR - REFECTION DE LA RUE SAINT-JEAN, DE LA RUE DE LA COLLINE ET DE L'IMPASSE DES VALLEES - SERAINCOURT (95)

Dispositif : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)
Délibération Cadre : CR200-16 du 17/11/2016
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	101 865,00 € HT	40,00 %	40 746,00 €
	Montant total de la subvention		40 746,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	COMMUNE DE SERAINCOURT
Adresse administrative	:	12 RUE DES VALLEES 95450 SERAINCOURT
Statut Juridique	:	Commune
Représentant	:	Madame Anne-Marie MAURICE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 26 mars 2018 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
Conformément à l'article 17 du Règlement Budgétaire et Financier de la Région, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération : pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, géomètre, sondage, frais de dossier,…), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

La date de début de projet correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Description :
La commune de Seraincourt (1 305 habitants - INSEE 2015) propose de réaliser l'opération " Réfection de la rue Saint-Jean, de la rue de la Colline et de l'impasse des Vallées".

La remise en état de ces linéaires fait suite aux inondations survenues fin mai - début juin 2016.
La rue de la Colline et l'impasse des Vallées ont subi la montée du niveau du ru de l'Eau Brillante qui a affecté la sous-couche servant de support à la bande de roulement bitume, soulevant cette dernière qui a fini par être arrachée par la violence et l'importance de ce débordement.

La rue Saint-Jean a constitué le seul exutoire au surplus de pluie tombé sur la plaine entre Seraincourt et Gaillon. Le déferlement violent et le ruissellement ont entrainé des pierres, creusant dans le bitume des

crevasses de plus de 20 centimètres de profondeur.

Pour pallier ces dégradations, la commune a procédé dans un premier temps à une remise en état provisoire du réseau viaire.
Les travaux programmés concernent la réfection des bandes de roulement en bitume, la remise en état des bordures pour empêcher les infiltrations d'eau sous le bitume et la création de fossés pour absorber les surplus de ruissellement.

Comme sur la fiche IRIS n°18007644 suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- SERAINCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	94 865,00	93,13%
HONORAIRES	7 000,00	6,87%
Total	101 865,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	40 746,00	40,00%
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE (95)	30 559,50	30,00%
COMMUNE	30 559,50	30,00%
Total	101 865,00	100,00%

Commission permanente du 17 mai 2017 – CP 2017-203
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX019447

Objet : COR - CREATION DE TROIS LOGEMENTS COMMUNAUX DANS LES COMBLES DE L'ECOLE - LAINVILLE EN VEXIN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	302 275,00 €	40,00 %	120 910,00 €
	Montant Total de la subvention		120 910,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-200
15300202- Contrats ruraux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LAINVILLE EN VEXIN
Adresse administrative : MAIRIE
78440 LAINVILLE-EN-VEXIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane HAZAN, Maire

N° SIRET : 21780329500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Nouveau contrat rural (CoR)
Rapport Cadre : CR200-16 du 17/11/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Population (Insee 2014) : 815 hab.
Superficie : 7,75 km²
Densité : 105 hab./km²
PLU en cours d'élaboration – PLUI en cours d'élaboration
Intercommunalité : CU Grand paris Seine et Oise
SDRIF : Entité "Bourgs, villages, hameaux"
TIM : La vallée aval de la Seine

Le projet est dans la continuité des orientations de développement de la commune :
- la commune souhaite conserver un développement cohérent du territoire, protéger les terres agricoles et préserver le patrimoine naturel, favoriser l'implantation de nouveaux habitants,
- réaliser une remise à niveau de certains équipements communaux en particulier dans le domaine du

sport,

Les opérations inscrites dans le présent contrat rural (COR) sont :
- la création de trois logements communaux dans les combles de l'école,
- la réfection des murs du cimetière,
- la réhabilitation du terrain de sports.

Description :
La commune ne dispose pas de logements sociaux et peu de logements sont disponibles pour les personnes à revenu modeste qui souhaiteraient rester ou s'établir sur la commune.
La volonté de l'équipe municipale est donc de réaliser trois logements communaux, en réhabilitant les combles de l'école.

Les travaux comprennent principalement :
- la réalisation d'un escalier extérieur pour l'accès aux logements,
- des travaux de toiture,
- des travaux d'aménagement des trois logements (doublage, isolation, cloisonnement, menuiserie intérieurs et extérieurs, travaux divers de second œuvre).

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- LAINVILLE-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	267 550,00	88,51%
HONORAIRES	34 725,00	11,49%
Total	302 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	120 910,00	40,00%
DEPARTEMENT 78	90 682,50	30,00%
COMMUNE	90 682,50	30,00%
Total	302 275,00	100,00%

ECHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	20 910,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Déplacements à vélo en ÎLE-DE-FRANCE (investissement)	87 825,75 €
	Montant total	87 825,75 €

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 16012831 - CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE - MOIGNY-SUR-ECOLE

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	170 000,00 € HT	45,00 %	76 500,00 €
	Montant total de la subvention		76 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOIGNY SUR ECOLE
Adresse administrative : 59 GRAND-RUE
91490 MOIGNY-SUR-ECOLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal SIMONNOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 novembre 2016 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le restaurant scolaire comprend la construction d'une salle de restaurant de 80 m² fractionnés en deux espaces différenciés pour les enfants de maternelle et les enfants de primaire et la construction d'un office relais fonctionnel comprenant un local de stockage liaison froide, des locaux vestiaires du personnel, un office zone préparation, un office zone laverie et un local ordures ménagère.
Le restaurant scolaire intégré dans l'ilot des écoles sera directement accessible aux enfants de maternelle et primaire depuis la cour de récréation en toute sécurité.
Il bénéficie des locaux sanitaires prévus dans l'équipement et l'accueil périscolaire accessible depuis un hall commun.
Le regroupement dans un même bâtiment des trois opérations à usage périscolaire constituant ce projet de contrat rural, permet de mutualiser les équipements d'accueil, les sanitaires ainsi que les équipements techniques de chauffage et de ventilation.
La localisation de l'office tient compte de la nécessité d'assurer la desserte des livraisons par un accès voirie légère jusqu'au local stockage liaison froide.
La superficie de la salle de restaurant définie à raison de 1 à 1,2 m2 par rationnaire permettra l'accueil de 70 à 80 enfants par service.
La configuration des salles permet de créer des espaces fractionnés de l'ordre de 40 m² afin d'éviter un lieu unique trop important entraînant des conditions de déroulement de repas bruyants et peu propices à la détente des enfants.
Un soin particulier sera apporté à l'absorption des bruits particulièrement élevés dans ces espaces de restauration par le traitement acoustique des plafonds, des murs et revêtements de sol. Les locaux seront

ventilés par un système double flux.
La salle de restauration sera largement ouverte sur l'extérieur grâce à de grandes baies vitrées côté est et sud, protégés côté sud par un porche formant une protection scolaire.

Suite à la publication d'une offre de stage restée infructueuse, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- MOIGNY-SUR-ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	389 286,00	100,00%
Total	389 286,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	76 500,00	19,65%
DEPARTEMENT DE L'ESSONNE ACQUIS	59 500,00	15,28%
COMMUNE	253 286,00	65,06%
Total	389 286,00	100,00%

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 16012838 - CONSTRUCTION D'UN ACCUEIL PERISCOLAIRE - MOIGNY-SUR-ECOLE

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	125 000,00 € HT	45,00 %	56 250,00 €
	Montant total de la subvention		56 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOIGNY SUR ECOLE
Adresse administrative : 59 GRAND-RUE
91490 MOIGNY-SUR-ECOLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal SIMONNOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'accueil périscolaire comprend une salle de 78 m² comprenant l'espace de l'accueil, un local tisanerie, un local rangement, un hall d'accueil commun avec les deux autres opérations de contrat rural, des sanitaires garçons adaptés avec des toilettes PMR adultes et des sanitaires filles adaptés avec des toilettes PMR adultes.
Une aire de jeux extérieure côté sud et une aire de jeux extérieure côté nord viennent compléter cet équipement.
La salle d'accueil périscolaire est largement ouverte sur les espaces extérieurs côté sud et nord. Au sud, un auvent en prolongement de la salle formera la protection solaire des grandes baies vitrées.
L'accueil périscolaire intégré dans l'îlot des Ecoles sera directement accessible aux enfants de maternelle et de primaire en toute sécurité depuis la cour de récréation.
Le regroupement dans un même bâtiment des trois opérations à usage périscolaire constituant ce projet de contrat rural permet de mutualiser les équipements d'accueil, les sanitaires ainsi que les équipements techniques de chauffage et de ventilation.

Comme sur la fiche IRIS n°16012831, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :

- MOIGNY-SUR-ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	289 032,00	100,00%
Total	289 032,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	56 250,00	19,46%
DEPARTEMENT ESSONNE ACQUIS	43 750,00	15,14%
COMMUNE	189 032,00	65,40%
Total	289 032,00	100,00%

Commission permanente du 16 novembre 2016 - CP16-622
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2020-011

DOSSIER N° 16012839 - CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE MOTRICITE - MOIGNY-SUR-ECOLE

Dispositif : Contrats ruraux (n° 00000207)
Imputation budgétaire : 905-53-204142-153002-1700
Action : 15300201- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats ruraux	75 000,00 € HT	45,00 %	33 750,00 €
		Montant total de la subvention	33 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MOIGNY SUR ECOLE
Adresse administrative : 59 GRAND-RUE
91490 MOIGNY-SUR-ECOLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pascal SIMONNOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2017 - 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Cet ensemble périscolaire permet à la commune de mutualiser les équipements mis en commun pour les trois opérations ainsi que les services des personnels affectés à la restauration scolaire, à l'accueil périscolaire, à l'étude surveillée et aux activités périscolaires dans le cadre des NAP.
La salle d'activités élémentaire, intégrée au bâtiment des équipements périscolaires sera directement accessible aux enfants en toute sécurité depuis la cour de récréation.
Cette salle bénéficie des locaux sanitaires prévus dans l'équipement de l'accueil périscolaire accessibles depuis un hall commun.
La salle d'activité élémentaire intégrée dans la construction du bâtiment "équipement périscolaire" prendan place sur le terrain communal rue des Ecoliers à proximité immédiate des écoles.
Les accès depuis le parc de stationnement et depuis la cour de récréation sont conservés.

Comme sur la fiche IRIS n°16012831, la Région exempte la commune de l'obligation de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- MOIGNY-SUR-ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2017

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	181 700,00	100,00%
Total	181 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	33 750,00	18,57%
DEPARTEMENT ESSONNE ACQUIS	26 250,00	14,45%
COMMUNE	121 700,00	66,98%
Total	181 700,00	100,00%

ANNEXE 4 : AVENANT A UN CONTRAT RURAL

AVENANT N° 1 AU CONTRAT RURAL
DE ROINVILLE-SOUS-DOURDAN (91)

La Région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2020- du 2020,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Le Département de l'Essonne, sis à Evry-Courcouronnes (91000) - 2 avenue du parc, représenté par son président, Monsieur François Durovray,

ci-après dénommée « le Département »

d'autre part,

La Commune de Roinville-sous-Dourdan (91410) sise au 2, rue du Général de Gaulle, représentée par son Maire, Monsieur Yannick HAMOIGNON, en vertu de la délibération du Conseil municipal du 19 octobre 2019,

ci-après dénommée « la Commune »

enfin,

Après avoir rappelé :

- Le contrat rural de Roinville-sous-Dourdan signé le 9 février 2015;
- La délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 14-167 du 10 avril 2014 et la délibération du conseil départemental n° CP 12-63 du 18 décembre 2012 approuvant le dit contrat;
- La délibération n° CP 96-355 du 21 novembre 1996 relative à l'actualisation du règlement des contrats ruraux,
- La délibération du conseil municipal du 19 octobre 2019 sollicitant la prorogation du contrat rural

A la demande de la commune de Roinville-sous-Dourdan en date du 1er octobre 2019, la Région, par délibération n°CP 2020- du 2020, et le Département, par courrier du 10 octobre 2019 , ont accepté de proroger l'opération '*Aménagement d'une promenade pédestre du pont aux Anes* '.

C'est l'objet du présent avenant.

Article 1 :

L'échéance du contrat rural liant la commune de Roinville-sous-Dourdan, le Département de l'Essonne et la Région est prorogée jusqu'au 30 juin 2020.

Article 2 :

Toutes les stipulations du contrat rural (CRUR) de Roinville-sous-Dourdan non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées**.**

Fait en trois exemplaires originaux.

A Roinville-sous-Dourdan, le	A Evry-Courcouronnes, le	A Saint-Ouen-sur-Seine, le
Pour la commune de Roinville-sous-Dourdan *Le Maire*	Pour le département de l'Essonne *Le président du conseil départemental de l'Essonne*	Pour la région Île-de-France *La présidente du conseil régional*
Yannick HAMOIGNON	**François DUROVRAY**	**Valérie PÉCRESSE**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-007

DU 31 JANVIER 2020

PRIME RÉGIONALE POUR LES EMPLOYEURS D'APPRENTIS POUR 2020 : 1ÈRE AFFECTATION POUR L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment le livre II de la 6ème partie ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, notamment l'article 27 ;

VU la délibération n° CR 87-11 du 7 avril 1987 relative à la politique régionale de formation professionnelle et d'apprentissage ;

VU la délibération n° CR 31-06 du 17 mars 2006 relative au dispositif cadre de la prime régionale aux employeurs d'apprentis ;

VU la délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 relative à la politique régionale de développement de l'apprentissage durable et équitable (Investissement, Fonctionnement des CFA, Primes aux employeurs d'apprentis) ;

VU la délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 relative à la réforme de la prime régionale aux employeurs d'apprentis ;

VU la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015 : « La Région s'engage pour l'emploi : aide au recrutement d'apprentis » ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 portant nouvel engagement pour l'apprentissage : plan d'action ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant adoption de la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) – Année 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-007 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

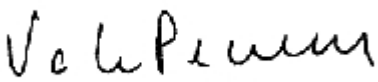
Article 1 :

Approuve le versement des primes régionales aux employeurs d'apprentis par l'intermédiaire de l'Agence de services et de paiement (ASP).

Article 2 :

Affecte un montant de **6 000 000 €** prélevé sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », sous-fonction 12 « apprentissage », programme HP 12-004 (112004) « Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprentis», Action 11200401 « Indemnité Compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc163699-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-024

DU 31 JANVIER 2020

AFFECTATION POUR UNE SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU GIP CARIF DÉFI MÉTIERS (1ÈRE AFFECTATION 2020) ET CONVENTIONS "AGORA"

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive n° 95/46/CE ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU le décret n° 2017-772 du 4 mai 2017, relatif à l'organisation de l'échange de données dématérialisées relatives à la formation professionnelle entre les organismes financeurs de la formation professionnelle, les institutions et organismes chargés du conseil en évolution professionnelle et le compte personnel de formation ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007 - 2013 ;

VU la délibération n° CR 45-13 du 20 juin 2013 portant engagement de la Région pour la formation et le développement de partenariats : chéquier unique VAE avec Pôle emploi, groupement de commandes avec Agefiph, convention constitutive de Défi Métiers ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéens et au projet éducatif régional;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du contrat de plan État-Région 2015-2020 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle – Mobilisation et renouvellement des conventions : Pôle emploi Île-de-France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association régionale des Missions Locales – Formalisation des modalités d'aides aux stagiaires – Mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU la délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 portant approbation de la stratégie régionale pour la formation professionnelle 2017-2021 : une ambition pour l'emploi et la croissance – et du Contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle - CPRDFOP ;

VU la délibération n° CP 2017-033 du 27 janvier 2017 approuvant la Convention triennale d'objectifs et de moyens 2017-2019 entre la Région et le Centre d'animation, de ressources et d'information sur les formations en Ile-de-France (CARIF Défi Métiers) ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 relative à la mise en œuvre du Plan investissement compétences ;

VU la délibération n° CP 2018-232 du 4 juillet 2018 relative affectations pour une subvention globale de fonctionnement au GIP CARIF Défi Métiers (2ème affectation 2018) ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant approbation du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU l'avis de la commission de l'éducation ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU le rapport n°CP 2020-024 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve la convention d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et le GIP CARIF Défi métiers jointe en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 :

Décide de participer au financement du GIP CARIF Défi Métiers par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement d'un montant maximal prévisionnel de 876 600 € pour la première affectation de janvier 2020.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention et à l'annexe technique et financière jointes respectivement en annexes 1 et 2 à la présente délibération.

L'ensemble des affectations mentionnées au sein de cet article relève du contrat de plan 2015-2020 :

- volet 5 « Innovation, filières d'avenir et usine du futur »
- sous-volet 51 « Filières d'avenir et d'emploi »
- projet 51101 « GIP Défi métiers ARACT Ile-de-France et actions sectorielles GPEC ».

Le territoire concerné par cette action est l'Île-de-France.

Affecte à cet effet trois autorisations d'engagement décomposées comme suit :

- Première autorisation d'engagement d'un montant de 743 400 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 10 « Services communs », programme PR 10-002 (410002) « Mesures transversales », code action 410002085 « Défi métiers » du budget régional 2020.

- Seconde autorisation d'engagement d'un montant de 90 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme PR 28-005 (428005) « Schéma des formations », code action 428005015 « Budget d'autonomie éducative et réussite des élèves » du budget régional 2020.

- Troisième autorisation d'engagement d'un montant de 43 200 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme PR 13-003 (413003) « Mesures diverses », code action 413003015 « Mesures diverses » du budget régional 2020.

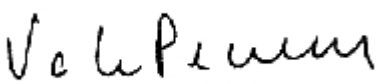
Article 3 :

Autorise, du fait de l'engagement des dépenses de fonctionnement ordinaires de la structure au 1er janvier 2020, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention de fonctionnement du CARIF Défi métiers à compter du 1er janvier 2020 par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 :

Approuve les conventions juridique et de service relatives aux échanges de données entre la région Île-de-France et la Caisse des Dépôts et Consignations pour la plateforme nationale AGORA, figurant en annexes 3 et 4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020

03/02/2020 09:02:16

(référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166566-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention d'objectifs et de moyens Défi Métiers 2020

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2020

ENTRE LA REGION ILE DE FRANCE ET LE CARIF DEFI METIERS

Entre

La région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

Le Centre d'Animation, de Ressources et d'Information sur les Formations en Ile-de-France, Groupement d'intérêt public CARIF Ile-de-France (Défi métiers)
dont le n° SIRET est 187 512 637 00013
dont le siège social est situé au 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine
ayant pour représentante Madame Marie-Christine DIRRINGER en sa qualité de Présidente

Ci-après dénommé « CARIF Ile-de-France Défi métiers » ou « l'organisme »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

Compétence essentielle de la Région, renforcée par les lois du 20 décembre 1993, du 17 janvier 2002, du 13 août 2004 et du 5 mars 2014, la formation professionnelle constitue un vecteur privilégié de l'insertion et de l'évolution professionnelle, de la sécurisation des parcours et du retour à l'emploi.

Dans un paysage institutionnel caractérisé par une pluralité d'intervenants au sein des domaines de l'emploi et de la formation, il apparaît capital pour la Région de disposer d'un outil permettant d'élaborer avec l'Etat une vision commune des interventions conduites à l'échelon régional sur ces champs.

L'organisme associé CARIF Ile de France Défi métiers contribue, par son appui au développement de démarches concertées, à faciliter la cohérence, la complémentarité et l'efficience des politiques respectives conduites en matière d'orientation, de formation et d'emploi en direction des professionnels du secteur.

Depuis sa création en 1996, le CARIF « développe la circulation et la mise à jour de l'information sur la formation professionnelle et l'emploi », objectif complété par des missions d'observation et de prospective sur les besoins en emploi-formation sur le territoire francilien (OREF).

Son implication croissante dans les politiques de l'emploi et de la formation lui a conféré ce rôle d'outil d'aide à la décision, au service de la réussite de ces politiques.

L'action du CARIF se trouve inscrite dans le contrat de projet 2015- 2020, au titre du volet 5 « Innovation, filières d'avenir et usine du futur » voté par l'assemblée plénière du 12 février 2015.

Dans un contexte économique complexe, une articulation de plus en plus étroite entre les politiques d'orientation, de formation professionnelle et d'emploi s'impose. Ce lien se trouve

facilité par l'action du CARIF Défi métiers, outil d'aide à la décision chargé d'assurer l'interface entre l'observation, la prospective et l'information.

Par délibération CR n°45-13 du 20 juin 2013, la Région a décidé conjointement avec l'Etat de poursuivre son soutien au CARIF en approuvant une nouvelle convention constitutive pour la période 2014-2020. Cette nouvelle convention stipule que le groupement constitue un outil opérationnel visant à faciliter les synergies et les coopérations entre l'Etat, la Région et les partenaires sociaux en matière d'information et d'observation sur la formation mais aussi sur son étroite relation avec l'orientation et l'emploi.

Son périmètre d'intervention est la région Île-de-France.

Historique et statuts du CARIF Ile de France Défi métiers

Association « loi 1901 », le CARIF fut créé en 1996 par l'Etat et la Région dans le cadre du contrat de plan 1996-2002. Il avait alors pour objectif de « développer la circulation de l'information sur la formation professionnelle et l'emploi en privilégiant l'utilisation des NTIC » en direction des professionnels de la formation et de l'emploi en Ile-de-France.

Constitué depuis 2001 en Groupement d'Intérêt Public (GIP), il fut reconduit dans ses missions dans le cadre du contrat de plan 2000-2006.

Fin 2007, la signature d'une nouvelle convention constitutive s'inscrit dans le nouveau contrat de projet 2007-2013, au titre du grand projet 1 « agir sur le chômage », qui investit le CARIF « d'une mission d'appui au développement des synergies entre les politiques de formation, d'insertion et d'emploi portées par la Région, l'Etat et les acteurs socio-économiques franciliens ».

Le soutien renouvelé au CARIF - nommé « Défi Métiers » en 2012 - formalisé dans une convention constitutive votée par délibération CR 45-13 du 20 juin 2013, entrée en application le 1er janvier 2014, correspond à une volonté partagée de l'Etat et de la Région, soutenue par les partenaires sociaux, de conforter la dynamique de partenariat existant en Ile-de-France dans les domaines de l'information sur l'orientation, la formation et l'emploi.

Gouvernance

La gouvernance du CARIF est adossée à deux instances, le Conseil d'administration et l'Assemblée générale, organisées autour de 4 collèges (Etat, Région, partenaires sociaux et les acteurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi).

L'Assemblée générale et le Conseil d'administration sont présidés par le président du conseil régional ou son ou sa représentant(e) désigné(e). La vice-présidence est exercée par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, ou son ou sa représentant(e) désigné(e).

Conventions antérieures de fonctionnement

Par délibération n°CP 14-085 du 30 janvier 2014, une première Convention d'Objectifs et de Moyens triennale a été adoptée pour la période 2014-2016 avec le CARIF.

Par délibération n°CP 17-033 du 30 janvier 2017, une deuxième Convention d'Objectifs et de Moyens triennale a été adoptée pour la période 2017-2019 avec le CARIF.

Cette convention venant à expiration le 29 janvier 2020, une nouvelle Convention d'Objectifs et de Moyens doit être adoptée pour l'année 2020.

ARTICLE I : Objet de la Convention triennale d'objectifs et de moyens

La présente convention détermine les objectifs du GIP CARIF Défi métiers et, les engagements de la Région pour l'année 2020.

La présente convention précise :

- Les objectifs du GIP CARIF Défi métiers, en déclinaison de la convention constitutive de la structure et les moyens mis en œuvre pour réaliser ces objectifs ;
- Les objectifs retenus en commun pour le partenariat engagé avec la Région et les moyens mis en œuvre pour les réaliser. L'organisme s'engage à réaliser ces objectifs dont le contenu est détaillé dans l'annexe n° 1 à la présente convention. Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ces objectifs ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation des missions et actions. Ces missions se déclinent via une série d'objectifs généraux et d'objectifs opérationnels dont le niveau de réalisation est évalué sur la base d'indicateurs d'activité, de processus et de résultats, présentés en annexe n° 1 du document.

Identification des objectifs généraux :

Objectif général n° 1 : Informer sur l'offre de formation en Île-de-France

Cette mission concerne à la fois des actions :

- de développement de l'information sur l'offre de formation prenant en compte la dimension quantitative et qualitative de l'offre référencée,

- d'accompagnement des organismes de formation à la complétude de la base francilienne de l'offre de formation Dokelio,

- d'optimisation de l'utilisation de cette offre de formation par les prescripteurs ;

- d'évolution de la base offre de formation pour répondre aux exigences de qualité et de visibilité essentielles en matière d'information sur l'offre de formation conventionnée ;

- d'intégration des formations éligibles au Compte personnel de formation dans le SI CPF (mission de tiers de confiance confiée par le COPAREF au CARIF) ;

- de contribution à une meilleure connaissance de l'appareil de formation francilien ;

- de mise à disposition des membres de la Commission du SPRO et des réunions CEP (Conseil en évolution professionnelle) des analyses et ressources informatives sur les champs de l'orientation-emploi-formation,

- d'appui technique à la mise en œuvre du SPRO ou plus largement sur des sujets liés à l'orientation ;

- d'animation des JIRIF (Journées Inter-réseaux d'Information sur la Formation) ;

- d'outillage et d'accompagnement des professionnels de la VAE.

Objectif général n°2 : analyser la relation emploi-formation en Île-de-France

Cette mission vise prioritairement à collecter et à mettre à disposition des pouvoirs publics et acteurs de l'emploi-formation des éléments de connaissance ou des analyses sur l'évolution des métiers, l'emploi et les besoins de formation. Le travail est complété par une analyse du lien emploi-formation pour certaines familles professionnelles, en mettant en exergue les spécificités de l'Île-de-France.

S'agissant des études au long cours, les services de la Région sont associés pendant les différentes phases de travaux relatifs à ces études : en amont pour préciser la demande, pendant sa mise en œuvre, et à l'issue de celle-ci pour une présentation commentée des résultats.

Ces objectifs généraux sont détaillés en annexe à la présente convention. Ils se déclinent en objectifs opérationnels dont la réalisation est évaluée sur la base d'indicateurs définis conjointement. Des indicateurs transverses sur les domaines RH et financiers complètent les indicateurs de suivi de l'activité et de résultats attendus. Cette liste est susceptible d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région et/ou du CARIF Défi métiers.

La présente convention précise également les conditions de l'engagement régional au soutien financier de la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : Engagements de l'organisme

2.1. La réalisation des objectifs

L'organisme s'engage à :

- A mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'article 1 ;
- A rechercher ou développer de nouveaux partenariats publics ou privés, sous l'autorité des organes dirigeants de l'organisme auxquels participent des représentants de la Région.
- A poursuivre et renforcer les financements spécifiques pour les actions concourant aux missions fondatrices confiées au CARIF, ces éléments étant définis dans la Convention constitutive 2014-2020 adoptée par délibération CR 45-13 du 20 juin 2013. Le temps consacré à la recherche de financements spécifiques ne devra toutefois pas se faire au détriment de la mise en œuvre des missions visées à l'article 1. A cette fin, une note précisant les éléments de cadrage pour l'évolution du financement du CARIF Défi métiers est jointe à cette convention (note approuvée en Assemblée générale Défi métiers du 11 décembre 2014).

2.2. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du conseil régional n° CR 08-16 du 18 février 2016, le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois dans l'année.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

2.3. La réalisation d'un programme annuel d'actions

L'organisme s'engage à réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail annuel défini d'un commun accord avec la Région.

La réalisation du programme de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région, sur la base des indicateurs définis dans la présente convention (annexe 1).

2.4. Le cadre budgétaire et comptable

L'organisme s'engage à :

- Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
- Présenter une programmation budgétaire avec pour objectif la maîtrise des charges de structure ;
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations ;
- Adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 1 et en annexe ;
- Fournir annuellement à la Région :

  a) au plus tard avant le 1er décembre de l'année N-1, l'avant-projet de budget de l'année à venir et l'avant-projet de programme d'actions annuel ;

  b) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;

  c) au plus tard avant le 30 juin de l'année N,

  - les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos et notamment un compte emploi ressources ;
  - le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

  d) au plus tard avant le 1er mai de l'année N, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes.

2.5. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'organisme s'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (assemblée générale, conseil d'administration) dans les délais prévus par les statuts régissant l'organisme.
- Faire parvenir les procès-verbaux de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur tenue.
- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- Fournir les indicateurs d'évaluation de l'année N -1 tels que précisés à l'article 4.2, avant le 30 mai de l'année N.
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées en amont ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc..) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

2.6. Obligations administratives

L'organisme informe la Région des différentes phases de recrutement du ou des stagiaire(s) ou alternant(s) et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans son déroulement.

L'organisme s'engage également à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter la réglementation des marchés publics, à savoir les dispositions du code de la commande publique;
- Définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires…).

2.7. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le CARIF Défi métiers s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le CARIF Défi métiers autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats des projets subventionnés (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur ces projets. Toute utilisation ou exploitation commerciale de ces projets par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.
La taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Le CARIF Défi métiers s'engage à mettre à disposition toutes données utiles et ouvertement disponibles en vue d'alimenter l'open data de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, l'organisme s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'organisme dans sa démarche.

Lorsque les actions subventionnées comprennent la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, DVD, ou tout autre support), l'organisme s'engage à :
- échanger en amont avec les services régionaux sur les principaux documents de communication,
- mettre à disposition de la Région une version numérique de chaque support réalisé,
- laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne en charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

La Région peut, à la demande du CARIF Défi métiers apporter son expertise et émettre des recommandations sur la conception et réalisation de stands, la conception de brochures et les modalités de leur diffusion. Dans le cas d'une présence concomitante sur une même manifestation, salon ou festival, la Région et le CARIF Défi métiers collaborent, le plus en amont possible, en vue d'une recherche de cohérence et de complémentarité de leurs espaces d'accueil et d'information du public.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles l'organisme s'engage en application du présent article.

ARTICLE 3 : Engagements de la Région

3.1. Moyens affectés à la réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention annuelle pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits au CARIF Défi métiers par la commission permanente du conseil régional.

La Région soutient le CARIF Défi métiers au titre du fonctionnement.

3.2. Modalités de versement de la subvention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

La subvention régionale annuelle est mandatée en trois versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances ou d'acomptes se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- Un courrier d'appel de fonds;
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- Un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- Les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos,
- Un justificatif de recrutement des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Ces subventions sont versées sur le compte ouvert au nom du CARIF Défi métiers.

Intitulé et coordonnées du compte :

Domiciliation : BPRIVES

Code identification de la banque : CCBPFRPPMTG

Code établissement : 10207

Code guichet : 00426

Numéro de compte : 20219394071

Clé 20 26

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

3.3. Révision et Restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. En cas de trop perçu, l'organisme le reverse à la Région.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement du stagiaire ou de l'alternant.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 4 : Suivi de la Convention d'Objectifs et de Moyens et évaluation des actions

4.1 Comité technique de suivi

Pour assurer le suivi de la présente convention, un comité technique réunit les services de l'organisme et ceux de la Région (unités opérationnelles et fonctionnelles).

Ce comité technique est chargé de préparer le programme d'actions relevant des objectifs communs à l'organisme et à la Région, le budget et sa mise en œuvre, le suivi des indicateurs et les travaux relatifs à l'évaluation des actions.

Ce comité pourra s'appuyer sur diverses instances existantes du CARIF, notamment le COS (Comité d'orientations stratégiques) relatif au suivi du plan d'actions annuel auquel il sera convié. Il se réunit en tant que de besoin et en particulier lors de l'élaboration du plan d'actions et du budget N+1.

Un compte rendu de réunions est transmis à l'organisme par les services de la Région, Pôle Formation professionnelle et Apprentissage.

4 .2 Evaluation des actions et suivi des indicateurs

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par le CARIF Défi métiers au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, tels que précisés à l'annexe 1 à la présente convention. Ce suivi sera réalisé via les informations transmises par l'organisme à la Région.

La liste des informations et des indicateurs de suivi est susceptible d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région ou du CARIF Défi métiers. L'objectif est de disposer de données de réalisation à travers notamment l'alimentation d'indicateurs quantitatifs, qualitatifs, fiables et sincères collectés par le CARIF Défi métiers. Ces tableaux devront être renseignés et transmis à la Région au plus tard le 1er mai (pour l'année N-1).

Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la région dans le cadre du comité technique de suivi.

Ces tableaux d'indicateurs sont assortis d'une note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'organisme pour les atteindre.

Ces documents doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'organisme.

Les tableaux d'indicateurs et la note d'analyse des résultats s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'organisme. Ils sont présentés en annexe du rapport soumis au vote des élus de la Région pour l'affectation du solde de la subvention régionale de l'année N.

ARTICLE 5 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1er février 2020 et expire le 23 décembre 2020, au même moment que la fin de la Convention constitutive 2014-2020 sous réserve de l'application des règles de caducité de la subvention, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

ARTICLE 6 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'organisme et par la Commission permanente du conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 8 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse au CARIF Défi métiers une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme du délai imparti, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le ……	**Le ……**
Pour la Région,	Pour le CARIF Défi métiers
la présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,	la Présidente,
Valérie PECRESSE	**Marie-Christine DIRRINGER**

ANNEXES A LA CONVENTION

ANNEXE 1 : MISSIONS CONFIEES AU CARIF DEFI METIERS

ANNEXE 2 : TABLEAU DES OBJECTIFS GÉNÉRAUX ET OPÉRATIONNELS, DES ACTIONS ET DES INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

ANNEXE 3 : ELEMENTS DE CADRAGE POUR L'EVOLUTION DU FINANCEMENT DU CARIF DEFI METIERS

Annexe 1 - Missions confiées au CARIF Défi métiers

Les principales missions conférées au CARIF Défi métiers sont inscrites dans la convention constitutive 2014-2020 du CARIF, votée par délibération CR 13-45 du 21 juin 2013.

Toutefois, au regard de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale**,** un recentrage des missions du CARIF a été opéré depuis 2015 afin de prendre en compte diverses évolutions nécessaires.

Les missions du CARIF Défi métiers s'articulent autour de deux grands axes, déclinés comme suit :

1) Information et connaissance de l'offre de formation

Enjeu majeur du renforcement de la qualification des franciliens tout au long de la vie, de l'accès ou du maintien dans l'emploi, l'information sur l'offre de formation régionale doit constamment s'adapter en vue de répondre aux attentes et pratiques des publics cibles.

Il s'agit ici de favoriser l'accès à la formation continue par la mise à disposition d'une banque d'information sur l'offre de formation régionale, mission originelle et centrale des CARIF. A cette fin, le GIP doit continuellement veiller à renforcer la qualité, viser l'exhaustivité et permettre l'appropriation par les acteurs de l'AIO (Accueil-Information-Orientation) de l'offre de formation régionale.

DOKELIO Ile-de-France, la banque régionale d'information sur l'offre de formation directement accessible sur le site internet de Défi métiers, recense l'ensemble des actions de formation continue. Y sont répertoriées les actions financées par le Conseil régional, les Conseils généraux, Pôle Emploi, les OPCA, l'AGEFIPH, etc.
Au 1er juin 2015, 4 316 actions et 2 821 organismes de formation étaient recensés au sein de cette base indispensable à la fois aux prescripteurs de formation tout comme aux bénéficiaires en quête d'informations.
Outre un rôle d'accompagnement des organismes de formation à la complétude des actions de formation financées, Défi métiers effectue tous les contrôles nécessaires avant publication et mise à disposition sur son site internet. Défi métiers a également été désigné « tiers de confiance » par le COPAREF pour assurer l'intégration des listes des formations régionales éligibles dans le système d'information du portail officiel du Compte Personnel de Formation (CPF) de la Caisse des dépôts et des consignations (CDC).

En 2016, la mise en place du « Plan 500 000 formations » a fait ressortir avec évidence une volonté commune de la Région et de la Direccte de disposer d'une plus grande visibilité sur les places disponibles au sein des programmes conventionnés. Faisant preuve de réactivité, Défi métiers a développé un nouvel outil d'accès direct à l'offre de formation conventionnée, facilitant ainsi une orientation de qualité vers les dispositifs concernés.
L'interfaçage entre les outils de recueil d'informations de la Région et de Défi métiers, initié en 2016, devrait à terme permettre une optimisation de l'affichage des actions de formations financées par la Région.

Afin de disposer d'une photographie de l'offre de formation sur le territoire, Défi métiers met à disposition des professionnels sur son site Internet une cartographie interactive de l'ensemble de l'offre de formation continue et initiale, à l'échelle de l'Ile-de-France.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Service public régional d'orientation (SPRO) et du Conseil en Evolution Professionnelle (CEP), Défi métiers est sollicité pour apporter un appui et une assistance technique. Il s'agit de réaliser des travaux d'études, de benchmark ou bien apporter un éclairage qui alimentera à la fois les réunions du groupe d'opérateurs du CEP et les réunions de la Commission SPRO.
Par ailleurs, le CARIF a développé en 2015 une cartographie dynamique permettant de localiser les acteurs du CEP en Ile-de-France. Celle-ci devra faire l'objet d'une actualisation régulière pour être opérationnelle.

Les Rendez-Vous de l'Orientation et de la Formation (RDVOF) bimestriels organisés par Défi métiers sur des thématiques précises (le Socle de connaissance et de compétences, la qualité des formations, l'information sur l'offre de formation, etc.) connaissent un franc succès auprès des opérateurs de l'AIOF.

Depuis 2007, des journées d'information inter réseaux (JIRIF) « Connaître les dispositifs régionaux de formation » sont proposées aux prescripteurs en vue de leur offrir un panorama de l'offre de formation disponible sur le territoire francilien. Ces journées sont le fruit d'un travail partenarial entre la Direction régionale de Pôle emploi, du Conseil régional, de l'Agefiph et du CARIF.
Depuis 2015, des journées territorialisées d'information sur l'offre de formation, adaptées aux besoins des référents des bénéficiaires du RSA, ont été organisées en collaboration avec les conseils départementaux. Au regard du besoin croissant d'informations sur l'offre de formation et de la multiplicité des acteurs susceptibles d'orienter, une diversification des canaux de communication est à l'étude.

S'agissant du dispositif de validation des acquis professionnels, l'action confiée au CARIF vise non seulement à informer, outiller et professionnaliser les acteurs de la VAE mais également à mieux faire connaître ce dispositif qui constitue une réelle voie d'accès à la certification et un levier de sécurisation des parcours professionnels. Outre les journées de professionnalisation organisées à destination des conseiller-ères et assistant-e-s des antennes VAE, Défi métiers propose sur son site internet un espace dédié à la VAE.

2) Observation de la relation emploi-formation

L'élaboration et la mise en œuvre des politiques de formation et d'emploi suppose que les décideurs et les acteurs de terrain disposent en premier lieu d'une connaissance précise des spécificités des territoires et des publics auxquels elles sont destinées.
Par ailleurs, il apparaît capital d'anticiper les impacts des mutations économiques, démographiques, technologiques et sociales sur l'évolution de l'emploi, des métiers et des qualifications mais aussi sur les besoins en formation initiale et continue qui en découlent.

Ainsi, le CARIF contribue à l'observation, à l'analyse et à la prospective sur les évolutions de l'emploi, des compétences, des qualifications, de la formation et de la relation emploi-formation sur le territoire francilien.
En ce sens, il répond aux besoins croissants en matière d'études et de prospective à des fins opérationnelles d'élaboration des politiques régionales de formation professionnelle. Il constitue un outil d'aide à la décision chargé d'assurer l'interface entre la prospective et l'action en matière de relation emploi-formation.

Défi métiers participe à la collecte de données, à l'analyse des besoins en emploi-formation, ainsi qu'à l'appui à la réalisation de diagnostics opérationnels permettant d'identifier les spécificités du territoire francilien et d'améliorer les outils de connaissance du territoire.

Les diagnostics partagés doivent permettre d'organiser un socle d'actions cohérentes entre l'Etat, la Région et les acteurs économiques afin de promouvoir les qualifications nécessaires, en lien avec les différents observatoires régionaux de branches.

Les axes de travail fixés à la mission prospective (OREF), dans le cadre de la programmation annuelle définie conjointement par l'Etat et la Région, portent notamment sur l'analyse et la prospective des secteurs, des métiers, des qualifications et des compétences, des besoins de recrutement, l'appui à la réalisation de diagnostics locaux relatifs à la formation/emploi, des approches sectorielles par branche, l'appui au suivi des mutations économiques, etc.

L'ensemble des travaux font l'objet d'une valorisation auprès des professionnels et des acteurs de terrain via la diffusion de l'information sous forme de publications ou de mise à disposition des données via divers outils adaptés.

Annexe 2 - Tableau des objectifs généraux et opérationnels, des actions et des indicateurs de suivi et d'évaluation

Modaltés d'action	Catégories	Indicateurs COM type	Mode de calcul	
Eléments généraux	Publics ciblés	Publics touchés par catégorie	Nombre de publics touchés par catégorie (utilisateurs, institutionnels, presse, grand public)	
	Rayonnement	Nombre d'actions en Ile de France	Nombre de départements / bassins d'Ile de France ayant bénéficié d'une action de l'organisme	
		Contenu site internet	formes web et numérique (Synthèse/dossiers/Actus/Rapports/Spéciaux) Nombre de publications numériques Nombre de téléchargements	
		Nombre d'abonnés / followers	Cumul des différents réseaux	
		Evolution du nombre d'abonnés / followers	Taux d'évolution N-1	
		Fréquentation du Site internet	Nbre de visiteurs uniques/nombre de pages visitées, taux de rebond	
		Evolution du taux de fréquentation du site internet	Pourcentage d'augmentation : global, et par orientation (moteur de recherche, réseaux sociaux, etc.), provenance	
		Pages visitées sur la base offre de formation Dokelio	Nombre de pages visitées	
		Pages visitées sur l'outil "Accès à l'offre de formation conventionnée"		
RH	Effectifs	Effectifs des années n-2, n-1 et n	Nombre de salariés en ETP au 31/12 des années n-2, n-1 et n	
		Evolution des effectifs (en valeur et %)	(nbre de salariés en ETP de l'année n - nbre de salariés en ETP n-1) / nbre salariés en ETP n-1	
	Dépenses depersonnel	Moyenne des plus hautes rémunérations (salaires + primes)	si < à 100 salariés : moyenne des 3 plus hautes	
		Dépenses de personnel totales en K€	Masse salariale + charges afférentes	
		Evolution des dépenses de personnel (en valeur et %)	(dépenses de personnel n - dépenses de personnel n-1) / dépenses personnel n-1	
		Part des dépenses de personnel dans les charges d'exploitation	(total dépenses de personnel / total charges d'exploitation du compte de résultat) *100	

Finances	Budget	Budget voté des années n-2, n-1 et n	Prévision budgétaire des dépenses et recettes des années n-2, n-1 et n (en K€)	
		Budget réalisé des années n-2, n-1 et n	Réalisation des dépenses et recettes des années n-2, n-1 et n (en K€) sur la base comptes annuels certifiés	
	Financement	Part du financement Régional par rapport aux fonds publics	Subvention régionale / total des fonds publics	
		Part des fonds publics par rapport au total des fonds	(ensemble des subventions / total produits d'exploitation) *100	
	Ratios	Fonds propres	Capitaux propres+réserves+report+résultat n-1+provisions+sub investissement	
		Fonds de roulement	FR= ressources stables - actif immobilisé net	
		Besoin en fonds de roulement	BFR= actif circulant - passif circulant	
		Trésorerie nette	Trésorerie = FR - BFR	
Sensibilisation et valorisation	Animation/événements de valorisation	Nombre d'événements/d'actions de sensibilisation ou de valorisation organisés	Nombre d'événements par catégorie (RDVOF, p'tit déj, autres)	
		Nombre de participants aux événements organisés	Nombre de participants par type d'événements	
		Nombre d'événements oragnisés par des partenaires dans lesquels le CARIF est intervenu	Nombre d'événements par catégorie (RDVOF, p'tit déj, autres)	
	Professionnalisation	Nombre d'actions de professionnalisation organisées	Nombre d'actions organisées dans le cadre de l'activité de l'organisme auprès d'un public extérieur	
		Nombre d'actions de professionnalisation animées	Nombre d'actions animées dans le cadre de l'activité de l'organisme auprès d'un public extérieur	
		Nombre de personnes inscrites et présentes	Nombre de personnes inscrites et présentes lors des actions de professsionnalisation animées/organisées	
Mise en réseau	Réseaux	Nombre de réseaux	Nombre de réseaux animés/créés/développés par catégorie	
		Nombre de partenariats existants et de nouveaux partenaires développés	nombre d'actions contractualisées et menées conjointement avec un partenaire/ nombre de partenariats formalisés	
Etudes et expertises	Etudes	Nombre d'études prévues et réalisées par catégorie (OREF)	Nombre d'études classées par type de publication	
		Taux de réalisation des études par rapport au programme annuel	Nombre d'études réalisées / nombre d'études prévues dans l'année	
		Nombre de tableaux de bord emploi-formation (numérique)	Fréquence d'actualisation des tableaux de bord	
Recensement et diffusion de l'offre de formation	Accompagnement des organismes de formation	Nombre de réponses apportées par mail	Nb mails traités	
		Nombre d'accompagnement par téléphone	Nb d'appels téléphoniques traités	
		Nb ateliers utilisateurs Dokelio organisés	Nb d'ateliers en présentiel ou à distance organisés	
		Nb participants aux ateliers utilisateurs Dokelio	Nb de participants aux différents atliers organisés	
		Nombre de mises à jour d'actions de formation par organisme de formation	Nb d'actions de formations mises à jour par organisme de formation	
	Diffusion de l'offre de formation	Nombre d'organismes de formation en diffusion		
		Nombre d'organismes de formation franciliens en diffusion		
		Nombre d'organismes de formation franciliens dispensant une action de formation conventionnée en diffusion		
		Nombre d'actions de formation en diffusion		
		Nombre de sessions de formation en diffusion		
		Nombre de jours entre la réception des fichiers Région du programme et la complétude de Dokelio		
Autres indicateurs	Développement spécifique	Actions spécifiques	Nb actions, classification par nature de projet	
		Financements spécifiques	Volume financier	

Annexe 3 - Eléments de cadrage pour l'évolution du financement de Défi métiers

(Subventions spécifiques, Appels d'offres)

I – La situation actuelle

Défi métiers, groupement d'intérêt public, fonctionne quasi exclusivement avec les financements de l'Etat et de la Région.

Ces financements sont composés majoritairement de :

- Subventions (Conseil Régional, Etat, AGEFIPH).

Ces subventions correspondent conformément aux règles juridiques des GIP au financement du fonctionnement du CARIF Défi métiers qui assure les missions inscrites dans la convention constitutive.

Des subventions dites « spécifiques » sont autorisées et prévues par la loi Warsmann. Elles doivent correspondre à des actions, projets, interventions confiés spécifiquement au GIP par l'un des membres constitutifs.

- Prestations :
  - → Mise à disposition de produits. (*Exemple :* Les vidéos qui sont diffusées par d'autres canaux font l'objet d'une convention financière),
  - → Des journées d'intervention.

Ces deux derniers types de financement restent marginaux (-5%).

II – Constat

- Contraintes budgétaires des pouvoirs publics ;
- Transfert des activités liées au réseau des missions locales à compter de 2015 entrainant une diminution des subventions du Conseil Régional et de l'Etat,
- Perspectives de développement qui apparaissent limitées pour l'Etat et la Région,
- Masse salariale et charges structure progressent d'année en année (augmentation des coûts plus politique salariale).

Dans ces conditions, l'AG de décembre 2013 a autorisé le GIP à chercher des financements complémentaires, en particulier en répondant aux AO. Dans cette optique, une présentation des différentes pistes possibles d'évolution a été exposée

par Défi métiers, parmi lesquelles la réponse aux appels d'offres, lors du CA du 15 mai.

III – Les principes d'intervention

Les interventions qui feront l'objet de financements complémentaires relèveront du champ habituel du GIP. Les objets ou les sujets traités devront être complémentaires aux actions menées au titre du programme annuel.

Ces interventions permettront de conforter des expertises sur le champ de la formation professionnelle et de sa relation à l'emploi/évolution des métiers.

L'objet de l'intervention ne doit pas relever d'actions déjà subventionnées.

Il paraît cohérent que le GIP puisse bénéficier de subventions spécifiques ou candidater à un appel d'offre, correspondant à son champ et à son objet, mais ne faisant pas partie de son programme annuel.

Rappel : La loi Warsmann précise que des financements complémentaires sont possibles :

- → Subventions spécifiques (dans le cadre de convention particulière) qui peuvent être légalement versées au GIP par les services de l'Etat, de toute collectivité territoriale (Conseil régional, conseils généraux,…) toute association (ex OPCA, OPACIF,…) ou fondation ;
- → Contribution financière d'un ou plusieurs membres de la gouvernance du GIP,
- → Les produits des biens propres ou mis à sa disposition ;
- → La rémunération des prestations et les produits de la propriété
- → intellectuelle ;
- → Les emprunts et autres ressources d'origine contractuelle ;
  Les dons et legs.

Défi métiers, en tant que GIP, s'assurera que le versement des subventions qu'il pourrait recevoir ainsi que les partenariats entre structures de même statut (subvention entre GIP) s'effectuent dans des conditions juridiquement sécurisées, notamment si les deux structures se trouvent financées majoritairement par Etat/Région.

Le Conseil d'administration sera régulièrement informé des réponses aux appels d'offres auxquels Défi métiers aura soumissionnés et des offres sur lesquelles il sera retenu. Par ailleurs, une information préalable sur les réponses envisagées sera systématiquement effectuée auprès de l'Etat et de la Région, avec délai de réaction court, et veto possible

L'Etat et la Région se réservent la possibilité de demander en cours d'exécution de la mission des informations sur les résultats obtenus et moyens humains et financiers engagés. Les résultats des missions leur sont transmis ainsi qu'aux membres du CA.

Ils pourront faire l'objet de communication et diffusion dans l'intérêt public et cet élément sera spécifié dans les réponses aux appels d'offres proposées par le GIP.

IV – Les appels d'offres :

Les appels d'offres auxquels Défi métiers répondra, s'inscriront dans les principes suivants :

- Privilégier les appels d'offres émanant des pouvoirs publics et des partenaires sociaux et de leurs outils (OPCA, OPACIF…). Les partenariats avec des grandes entreprises/grands groupes pourront également être développés si le travail à réaliser permet d'accéder à un terrain, à des matériaux concourant à l'approfondissement de l'expertise de Défi-métiers et la production d'un livrable servant l'intérêt général, (exemple : travail sur les compétences et les mobilités professionnelles).

Les sujets/thèmes qui seront sélectionnés renverront aux objets du GIP et conforteront les expertises du Carif-Oref sur le champ de la formation professionnelle.

V – La nature des prestations :

- Etudes sur la relation emploi-formation (métiers, diplômes/qualifications)
- Accompagnement/production d'outils entrant dans notre champ (ex : référentiel diplôme, certification, catalogue,…),
- Intervention d'information/sensibilisation,
- Diagnostics besoins emploi-formation.

VI – Le volume financier :

- Les financements spécifiques seront limités à 400 K€ et correspondront à 10% au maximun du budget public
- Aujourd'hui, apparait dans le budget 2015 du GIP une somme de 55 K€ au titre des financements spécifiques. **Cette inscription rejoint la volonté régionale (cf COM Région/défi métiers) de poursuivre et renforcer les financements spécifiques pour les actions concourant aux missions fondatrices confiées au Carif-Oref.**

Cette somme de 55 K€ inscrite au budget 2015 sur la ligne « 706 Prestations de services », correspond au programme d'actions 2015. L'ensemble des actions identifiées dans ce programme devront être réalisées avec les ressources humaines actuelles (hormis renfort temporaire CDD ou stagiaire qui seraient recrutés dans le cadre du montant 2015 affecté à la masse salariale).

Si des actions sont confiées à Défi métiers et déclenchent des ressources spécifiques supplémentaires alors des ressources humaines dédiées pourront être recrutées.

VII – Points de vigilance en matière de soumission à des marchés publics :

En matière de soumission à des marchés publics sans risque de porter atteinte à la libre concurrence (et absence de situation de favoritisme), Défi-métiers respectera les principes suivants :

- l'ensemble des coûts directs et indirects de la prestation fixera le prix de l'offre,

- le Carif-Oref ne devra pas utiliser d'avantages issus des ressources ou des moyens relatifs à sa mission de service public dans le cadre de son offre,

- ses documents comptables ou tout autre moyen d'information approprié (compta analytique précise et distincte permettant de dégager les coûts précis de l'activité commerciale) en attesteront,

- l'offre sera soumise aux mêmes conditions de concurrence que les autres candidats

Annexe 2 : Annexe annuelle technique et financière

ANNEXE ANNUELLE TECHNIQUE ET FINANCIERE

Détail des subventions attribuées
ANNEE 2020 - 1ère affectation

	CP n° 2019-024 Du 31 janvier 2020
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle Développement Economie, Emploi, Formation**	743 400 €
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle Lycées**	90 000 €
Subvention de fonctionnement CARIF (OREF) **Pôle TRESOR – Direction des Formations Sanitaires et Sociales**	43 200 €
TOTAL	876 600 €

Nom du signataire :

Titre :

Cachet de la Structure :

Annexe 3 : Convention juridique AGORA

CONVENTION FIXANT LES CONDITIONS D'ÉCHANGE DE DONNÉES ENTRE LA CDC ET LA REGION [NOM] HABILITÉE À ACCÉDER AU SI CPF

Interne

TABLE DES MATIERES

Préambule 4
Article 1 : Définitions 5
Article 2 : Objet 6
Article 3 : Documents contractuels 7
article 4 : Entrée en vigueur – Durée de la Convention 7
Article 5 : Objectifs de la plateforme Agora 7
Article 6 : Origine des données de la plateforme Agora 8
Article 7 : Engagements en ce qui concerne la Reprise d'antériorité des données 9
7.1 Définition de la reprise d'antériorité des données 9
7.2 Engagements en ce qui concerne la reprise d'antériorité 10
Article 8 : Engagements en ce qui concerne la mise en œuvre des flux de données 10
8.1 Les flux de données entre le Partenaire et le SI CPF 10
8.2 Engagements en ce qui concerne les flux de données. 10
8.3 Délégation de transmission des flux de données 10
8.4 Documentation 10
Article 9 : Standard d'interopérabilité retenu par les Parties 11
Article 10 : Description des applications concernees au sein de chaque système d'information 11
Article 11 : Données échangées entre les Parties 11
11.1 Identification des données 11
11.2 Droits d'utilisation des données 12
Article 12 : Gestion des identifications aux applications du Partenaire 12
Article 13 : Gestion des habilitations et Profils Applicatifs Génériques Métiers (PAGM) 12
Article 14 : Transfert d'habilitation et authentification 13
Article 15 : Sécurité 14
Article 16 : Traçabilité des echanges et auditabilite des traces 14
Article 17 : Obligations des parties 15
17.1 Obligations communes 15
17.2 Obligations spécifiques de la CDC 15
17.3 Obligations spécifiques du Partenaire 16
Article 18 : Comites 16
18.1 Principes généraux 16
18.2 Organisation et fonctionnement des comités d'arbitrage et de suivi 16
Article 19 : Responsabilité 17
Article 20 : Confidentialité 18
Article 21 : Données personnelles 19
21.1 Principes 19
21.3 Documentation du traitement 20
21.4 Sécurité des données 21
Article 22 : Sous-traitance 21
Article 23 : Propriété intellectuelle 21
Article 24 : Conditions financières 22
Article 25 : Exécution de bonne foi 22
Article 26 : Résiliation 22
Article 27 : Force majeure 22
Article 28 : Non-renonciation 23
Article 29 : Communication et notification entre les parties 23
Article 30 : Cession de la Convention 23
Article 31 : Nullité 23
Article 32 : Conciliation 24
Article 33 : Loi 24
Article 34 : Domiciliation 24
Article 35 : Attribution de juridiction 24

Interne

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement à caractère spécial créé par la loi du 28 avril 1816 et codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier,
Dont le siège social est 56 rue de Lille, 75007 Paris.

Représentée par Monsieur Michel Yahiel, en sa qualité de Directeur des retraites et de la solidarité de la Caisse des dépôts et des consignations dûment habilitées aux fins des présentes

Ci-après dénommée « Caisse des Dépôts » ou « CDC »,

D'UNE PART,

ET

La Région [Nom], visée aux articles L. 6121-1 et suivants du Code du travail, dont le siège social est situé [adresse].

Représentée par XXX, en sa qualité de XXX, dûment habilité aux fins des présentes

Ci-après dénommé « le Partenaire »,

D'AUTRE PART,

ETANT EGALEMENT DESIGNEE(S) INDIVIDUELLEMENT PAR LA OU LES PARTIE(S).

Interne

PRÉAMBULE

Le champ de la formation des personnes en recherche d'emploi a connu de profondes transformations au cours des vingt dernières années. L'État, Pôle Emploi et les Régions y ont développé des systèmes d'information adaptés à leurs besoins avec une exigence toujours plus importante. Toutefois, la nécessité de partager entre les acteurs de la formation professionnelle les données relatives au suivi des actions de formation et aux parcours de formation et de permettre à chacun de disposer d'une vue consolidée de ces données s'est progressivement imposée et a été réaffirmée par plusieurs rapports, notamment l'étude d'opportunité conduite par le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social, représenté par la Délégation Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ci-après la « DGEFP »), à la demande du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (« CNEFOP »), en 2015 auprès de tous les acteurs de la formation professionnelle.

Cette étude a confirmé un besoin très largement partagé d'échange de données et en a identifié les hypothèses de mise en œuvre. Le CNEFOP a ainsi retenu la solution s'appuyant sur les systèmes d'information des acteurs et visant à assurer la mise à disposition des informations au sein des différents systèmes de gestion à partir d'un agrégateur de données, sur un périmètre intégrant à la fois les actions de formation destinées aux demandeurs d'emploi et celles en direction des salariés financées un organisme public ou paritaire.

Ainsi, la loi du 8 août 2016 (art 81) a créé à l'article L. 6353-10 du code du travail une obligation d'information des organismes de formation sur les entrées et sorties de formation auprès de leur financeur. Elle institue le partage de données en matière de formation entre les financeurs, les opérateurs du conseil en évolution professionnelle (CEP) et l'organisme gestionnaire du système d'information du compte personnel de formation (CPF). Ce partage s'effectue sous forme dématérialisée et repose sur les données collectées par les organismes de formation complétées par des données détenues par les financeurs et les opérateurs du CEP. Il s'applique au Partenaire.

Le décret n°2017-772 du 4 mai 2017 précise les conditions de l'échange des informations entre les parties. Le partage s'effectue à partir de la plateforme « Agora ».

La plateforme Agora ne se substitue pas aux systèmes d'information des différents Partenaires mais s'interface avec eux. Respectueuse des outils déjà déployés par les Régions, cette plateforme ouverte permet d'organiser, en temps réel, les échanges entre les différents systèmes d'information, permettant à chaque acteur, de répondre à ses propres besoins, et permettant collectivement de renforcer le suivi et la mesure d'impact des actions déployées.

Cette plateforme constitue l'un des éléments du Système d'information du Compte Personnel de Formation (ci-après le « SI CPF »), dont la mise en œuvre a été confiée par la DGEFP à CDC.

La CDC intervient, à ce titre, comme gestionnaire du SI CPF et donc de la plateforme Agora, pour le compte de l'Etat.

Interne

Elle met en œuvre et gère, en application de l'article L.6323-9 du Code du travail et en coresponsabilité avec l'Etat, le traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion du CPF dénommé SI-CPF qui comprend le service dématérialisé accessible à l'adresse www.moncompteformation.gouv.fr (article R.6323-32 du Code du travail), la plateforme d'échange et le référentiel des données de la formation professionnelle (article L.6353-10 du Code du travail).

Le SI CPF permet au Partenaire de recueillir les données strictement nécessaires à son traitement de données personnelles, accessibles sur le SI CPF. Certaines de ces données ont été déposées sur la plateforme par d'autres personnes morales habilitées à alimenter le SI CPF ou relèvent de référentiels gérés par des tiers (SNGI, API ENTREPRISE, DGEF, etc.).

Il est, par ailleurs, précisé que, pour l'exécution de la présente convention (ci-après la « Convention »), les principes suivants ont notamment été acceptés par les Parties :

- La transposition au SI CPF de l'application des normes techniques d'INTEROPS-A qui est un standard d'interopérabilité conçu à l'origine pour les organismes de protection sociale, pour s'échanger des informations dans les domaines de la retraite et de la solidarité ;
- Un conventionnement entre les Parties se basant sur la convention juridique type qui s'applique au standard INTEROPS ;
- La confiance mutuelle entre les Parties ;
- La réalisation de l'authentification de l'Utilisateur par le Partenaire ;
- L'attribution de l'habilitation par le Partenaire à ses Utilisateurs ;
- La transmission de l'habilitation, de manière sécurisée, à la CDC, par le biais d'un Vecteur d'Identification tel que défini dans les documents techniques de référence ;
- La traçabilité du Vecteur d'Identification afin d'en permettre le contrôle *a posteriori*.

C'est dans ce contexte que la présente Convention est conclue.

ARTICLE 1 : DÉFINITIONS

Les termes employés avec une majuscule au sein du présent document ont la signification qui leur est donnée ci-après :

« Application à application » : désigne le mode d'interopérabilité/de communication à distance, et de manière sécurisée entre les applications du système d'information du Partenaire et celles du SI CPF. Les échanges de données sont réalisés par l'intermédiaire de « web services » (protocoles d'échanges standards (XML, https), et effectués dans un contexte applicatif sans identification d'un Utilisateur.

« AGORA » : désignation du projet qui répond à l'obligation portée par l'article L.6353-10 du Code du travail et qui consiste à organiser, au sein du SI CPF le partage des données d'entrées et de sorties de formation.

« **Convention** » : désigne l'ensemble des stipulations énoncées dans le présent document incluant le Préambule, ainsi que tout avenant daté et signé des Parties qui viendrait

Interne

compléter, modifier ou se substituer à celles-ci. La Convention annule et remplace tout document échangé entre les Parties avant son entrée en vigueur et ayant le même objet.

« Infrastructure de Gestion de Clés (IGC) » : Ensemble de personnel, politique, procédures, composants et facilités qui lient l'identité de l'individu à deux clés cryptographiques asymétriques. Architecture et organisation permettant de demander, générer puis remettre des bi-clés/certificats.

« Partenaire » : désigne l'organisme habilité au SI CPF, partie à la Convention, dont les applications métiers communiquent avec les applications du SI CPF (situées à la CDC) conformément et dans le respect des normes techniques prévues aux présentes. Le Partenaire est l'organisme de départ des Requêtes, celui qui initie les Requêtes au titre de la gestion des comptes personnels de formation.

« CDC » : désigne la Caisse des Dépôts, partie à la Convention, en tant qu'organisme fournisseur de services qui exploite les applications du SI CPF. La CDC est l'organisme d'arrivée des Requêtes. Elle se contente de répondre aux Requêtes initiées par le Partenaire après vérification du Vecteur d'Identification conformément aux normes techniques prévues aux présentes.

« Profil Applicatif Générique Métier (PAGM) » : désigne le profil défini en commun par la CDC et le Partenaire, qui fait correspondre à chaque rôle métier ou application cliente du Partenaire un ou plusieurs profil(s) applicatif(s) correspondant(s) (et ainsi les droits attribués) du côté de la CDC.

« Requête(s) » : désigne toute demande effectuée par les applications du Partenaire à destination des applications du SI CPF conformément et dans le respect des normes techniques décrites aux présentes. Toute Requête est transmise avec un Vecteur d'Identification au travers d'un canal sécurisé.

« Utilisateur » : désigne toute personne autorisée par le Partenaire à se connecter aux applications métiers du système d'information de celui-ci, selon une procédure d'identification déterminée par le Partenaire et relevant de sa seule responsabilité. L'Utilisateur agit au nom et pour le compte du Partenaire.

« Vecteur d'identification » : désigne le jeton de sécurité (représenté techniquement sous la forme d'une assertion SAML), généré et transmis avec chaque Requête initiée par le Partenaire qui contient *a minima* les éléments techniques permettant l'identification, l'authentification, le niveau d'authentification et l'habilitation du Partenaire ou de l'application cliente de départ. Le Vecteur d'Identification est vérifié par la CDC. Lorsque tous les éléments techniques coïncident, la Requête est adressée aux applications de la CDC visées qui traitent la demande et génèrent une réponse. La réponse est ensuite transmise en retour à l'application cliente par le biais d'un canal sécurisé.

ARTICLE 2 : OBJET

La présente Convention a pour objet de définir :

- Les modalités d'accès du système d'information du Partenaire au SI CPF de la CDC, conformément au standard INTEROPS-A décrit dans la Convention de service et ses

Interne

annexes, afin que les applications du système d'information du Partenaire et du SI CPF puissent communiquer entre elles, à distance, de manière sécurisée et pérenne dans le cadre dans le cadre du projet AGORA.

- La reprise d'antériorité des données
- La mise en œuvre des flux de données
- Le rappel aux Parties de leurs responsabilités dans le traitement des données.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent document, dénommé la « Convention » ;
- Les annexes de la Convention ;
- La Convention de service ;
- Le document technique Standard d'interopérabilité mis en place entre la CDC et Le Partenaire, ci-après dénommé « Annexe technique » ;

La présente Convention et la Convention de service constituent un ensemble contractuel indivisible.

En cas de contradiction entre des documents de rangs différents, les stipulations contenues dans le document de rang supérieur prévaudront.

A l'exception des stipulations expressément mentionnées dans les annexes comme pouvant faire l'objet de modification en tant que de besoin par les Parties et des stipulations relatives à la désignation des correspondants de chaque Partie et de leurs coordonnées, l'autre Partie devant en être informée dans les plus brefs délais, toute modification de la Convention devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les Parties.

La signature de la présente Convention vaut également adhésion aux spécifications définies dans les autres documents de référence du Standard INTEROPS (publiés sur le site http://www.interops.fr/)

ARTICLE 4 : ENTRÉE EN VIGUEUR – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur dès sa signature par les Parties.

La Convention est conclue pour une durée de cinq (5) années, à compter de la date de son entrée en vigueur. La Convention est renouvelable ensuite annuellement par tacite reconduction, sauf dénonciation, par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre Partie six (6) mois au moins avant l'expiration de la période contractuelle en cours.

ARTICLE 5 : OBJECTIFS DE LA PLATEFORME AGORA

La plateforme AGORA du SI CPF poursuit les objectifs publics suivants :

Interne

- Simplifier la charge administrative pour les organismes de formation et plus largement pour l'ensemble des opérateurs, autour du principe « dites-le nous une fois » ;

- Mettre à disposition de l'ensemble des financeurs de formation – et notamment des Régions – les données sur les entrées et sorties de formation et alimenter le système d'information du CPF ;

- Mettre à disposition de Pôle Emploi, l'ensemble des informations relatives aux entrées et sorties de formation afin de permettre une optimisation de la gestion de la liste, quel que soit le financeur ;

- Améliorer le suivi et l'accompagnement dans le parcours des personnes à travers des échanges systématiques d'informations entre les opérateurs en charge de l'accompagnement et ceux en charge de la formation (informations sur les entrées en formation, interruptions éventuelles et sorties de formation) ;

- Améliorer la connaissance des effets de la politique de formation continue à travers la mise en cohérence et le partage des données suivies par les différents acteurs et ainsi produire des données consolidées sur les parcours de formation et leurs déterminants.

La plateforme Agora fait partie des mesures retenues par le Conseil de la simplification d'octobre 2016. Elle a également été identifiée comme porteur d'amélioration de la qualité du pilotage de la formation professionnelle continue dans le rapport de l'Inspection générale interministérielle du secteur social (« IGAS ») sur l'évaluation des informations statistiques disponibles sur les politiques publiques et paritaires de formation professionnelle de février 2016 ainsi que dans le rapport de l'IGAS sur la transformation digitale de la formation professionnelle continue.

Ainsi, l'idée de la plateforme AGORA est de permettre à chaque partenaire, via son système d'information d'initier ou d'enrichir les dossiers des bénéficiaires de formation de la Région à partir des informations transmises par les différents contributeurs de la plateforme.

La plateforme AGORA sera progressivement enrichie de services permettant le suivi et d'agrégation des données collectées tels que la mise à disposition de données agrégées, d'extractions pré-formatées, la fourniture d'indicateurs ou la production de tableaux de bord thématiques.

ARTICLE 6 : ORIGINE DES DONNÉES DE LA PLATEFORME AGORA

La CDC n'est pas à l'origine des données de la plateforme Agora. Elle agrège des données provenant des différents acteurs de la formation professionnelle. Elle est également alimentée de données issues de référentiels existants, notamment les données relatives aux personnes issues du système national de gestion des individus (SNGI), les données d'un organisme à partir de son SIRET, les données relatives à la certification préparée issue du

Interne

référentiel national de la certification professionnelle ou les données relatives aux parcours professionnels issues de la déclaration sociale nominative.

Cette agrégation de données s'effectue grâce notamment au Numéro d'identification du répertoire national d'identification des personnes physiques (« NIR »), qui est utilisé comme identifiant pour le SI CPF.

Ainsi, le SI CPF comprend notamment :

- Les données relatives à la situation au regard de l'emploi des stagiaires, après leurs formations, obtenues à partir de la Déclaration sociale nominative (« DSN ») ;

- Les données relatives à l'offre de formation recensées dans le catalogue national de l'offre de formation (L6111-7 du code du travail) ;

- Les données relatives aux organismes de formation, issues de la Liste Publique des Organismes de Formation (L.6351-7-1 du Code du Travail) ;

- Les données liées à l'indemnisation des personnes privées d'emploi, collectées dans le Répertoire national commun de la protection sociale (« RNCPS ») ;

- Les données relatives aux catégories socioprofessionnelles, collectées via la DSN.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS EN CE QUI CONCERNE LA REPRISE D'ANTÉRIORITÉ DES DONNÉES

7.1 Définition de la reprise d'antériorité des données

La reprise d'antériorité des données consiste en une alimentation ponctuelle du SI CPF pour des dossiers de formation non éligibles CPF dont l'existence est antérieure à la mise en œuvre des flux, au moyen d'un traitement de masse asynchrone.

Le NIR des titulaires du CPF est une donnée obligatoire dans le processus de reprise d'antériorité des dossiers AGORA. Si le Partenaire n'en dispose pas, un service permettant de restituer le ou les NIR correspondant aux données d'état civil stockées dans le SI du Partenaire devra être mis en place. Pour des raisons de volumétrie, ce service s'effectue en mode échange de fichier batch en amont du processus de reprise d'antériorité des données.

Compte tenu de la présence de données personnelles et du NIR, une transmission sécurisée est indispensable pour l'échange des données avec le Partenaire.

C'est pourquoi, deux modes d'échange sont prévus :

- si le Partenaire est accroché au SI CPF avec le protocole d'échange CFT, les données seront échangées via ce protocole ;
- si le Partenaire n'est pas accroché au SI CPF avec le protocole d'échange CFT, les données seront transmises via SFE, le service de transfert de fichier sécurisé de la CDC.

Interne

7.2 Engagements en ce qui concerne la reprise d'antériorité

- Profondeur de la reprise d'antériorité : le Partenaire s'engage à intégrer dans la reprise d'antériorité les dossiers dont la date d'entrée en session est postérieure ou égale au 1er janvier 2019.

- Périmètre de la reprise : le Partenaire s'engage à faire ses meilleurs efforts et à déployer toutes les diligences nécessaires à l'effet de transmettre l'ensemble des dossiers qu'il a financés conformément à l'annexe 1 « Reprise d'antériorité »

- Période de réalisation de la reprise d'antériorité : le Partenaire s'engage à finaliser l'ensemble des opérations nécessaires et à transmettre les données de la reprise d'antériorité à la CDC, dans le respect des modalités techniques définies par la CDC, au plus tard le [date].

ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS EN CE QUI CONCERNE LA MISE EN ŒUVRE DES FLUX DE DONNÉES

8.1 Les flux de données entre le Partenaire et le SI CPF

Ces flux sont destinés à l'alimentation régulière et synchrone du SI CPF par le système d'information du Partenaire.

8.2 Engagements en ce qui concerne les flux de données.

- Périmètre des dossiers de formation transmis par les flux : le Partenaire s'engage à transmettre l'ensemble des dossiers qu'il finance à l'exclusion des dispositifs qui feront l'objet d'une délégation de transmission des flux de données.
- Période de mise en production opérationnelle des flux de données : le Partenaire s'engage à finaliser l'ensemble des opérations nécessaires et à mettre en œuvre la transmission des données relatives au flux de dossiers de formation qu'il finance vers le SI CPF dans le respect des modalités techniques définies par la CDC au plus tard le [date]

La mise en œuvre des flux de données s'effectue conformément à l'annexe 2 « Mise en place des flux de données ».

8.3 Délégation de transmission des flux de données

En cas de délégation par le Partenaire de la transmission des flux de données à un tiers, le Partenaire s'engage à en informer la CDC par écrit dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la mise en œuvre de la première transmission par le délégataire.

8.4 Documentation

Les Parties s'engagent à se communiquer leur documentation métier et technique décrivant :

- La correspondance entre les données de son système d'information transmises et celles mentionnées dans les spécifications techniques de ces mêmes flux.

Interne

- Les règles métier et techniques de déclenchement de la transmission des différents types de flux.

Les Parties s'engagent à dispenser, à la demande de l'autre Partie, les explications nécessaires à la bonne compréhension de ces documents.

ARTICLE 9 : STANDARD D'INTEROPÉRABILITÉ RETENU PAR LES PARTIES

Le standard d'interopérabilité retenu par les Parties au titre du CPF est le standard INTEROPS-A dont les spécifications fonctionnelles et détaillées sont décrites dans l'Annexe technique.

ARTICLE 10 : DESCRIPTION DES APPLICATIONS CONCERNEES AU SEIN DE CHAQUE SYSTÈME D'INFORMATION

Les applications du Partenaire et de la CDC, qui sont amenées à communiquer entre elles au titre de la Convention, sont décrites dans la Convention de service et identifiées pour chacune des Parties dans l'Annexe technique.

Toute modification des applications (ou du périmètre de celles-ci) du Partenaire et/ou de la CDC doit être communiquée par tous moyens, à l'autre Partie, dans les plus brefs délais, dans la mesure où cette modification aura une incidence notamment sur les habilitations (PAGM) et sur le transfert desdites habilitations via le Vecteur d'Identification et *in fine*, sur l'accès au SI CPF et de manière plus générale, sur son fonctionnement.

ARTICLE 11 : DONNÉES ÉCHANGÉES ENTRE LES PARTIES

11.1 Identification des données

Toute modification du type ou du format de données demandées par une Partie doit faire l'objet d'un accord écrit, par tous moyens, des Parties.

Il est précisé que les Parties ne peuvent se communiquer que les données dont elles sont destinataires en application du décret n° 2014-1717 du 30 décembre 2014 et du décret n°2017-772 du 4 mai 2017.

A cet effet, il est rappelé que les données personnelles collectées dans le traitement automatisé SI CPF et échangées entre les Parties sont les données énumérées à l'article R.6323-34 du Code du travail :

1° Données d'identification du titulaire du compte personnel de formation, y compris le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) ;
2° Données relatives à l'action de formation ;
3° Données relatives à l'entrée effective, aux interruptions et aux sorties de formation ;
4° Données relatives au parcours professionnel du titulaire du compte ;
5° Données relatives au parcours de formation du titulaire du compte.

Interne

11.2 Droits d'utilisation des données

Chaque Partie déclare qu'elle dispose sur les données et fichiers échangés de tous les droits nécessaires pour l'exécution de la Convention, notamment des droits de propriété le cas échéant.

Les données à caractère personnel échangées entre les Parties sont traitées conformément à l'article 21 de la Convention.

ARTICLE 12 : GESTION DES IDENTIFICATIONS AUX APPLICATIONS DU PARTENAIRE

Il est rappelé que le Partenaire a en charge la procédure d'identification de ses Utilisateurs à ses propres applications clientes (le Standard INTEROPS ne régissant pas cette étape préalable).

Le mode d'identification retenu, quel qu'il soit (par exemple, login/mot de passe ou bi-clé/certificat RGS) et les mesures mises en œuvre pour assurer la confidentialité et la sécurité de la procédure d'identification relèvent de la responsabilité du Partenaire.

En conséquence, il appartient au Partenaire de veiller, en interne, au respect de cette procédure par ses Utilisateurs et d'éviter que des personnes non-autorisées aient accès aux applications clientes ou ne les utilisent.

A titre d'exemple, le Partenaire doit notamment disposer de mesures empêchant :

- ✓ L'usurpation de l'identité d'un Utilisateur ;
- ✓ La consultation, la modification, l'altération ou la copie de données par toute personne non-autorisée ;
- ✓ L'abus de ses droits par un Utilisateur pour accéder à des applications ou des données.

Le Partenaire doit, en outre, veiller à maintenir à jour la liste des Utilisateurs dont la gestion lui incombe.

La CDC ne saurait être tenue pour responsable en cas d'accès ou d'utilisation frauduleuse des applications du Partenaire en application du présent article.

ARTICLE 13 : GESTION DES HABILITATIONS ET PROFILS APPLICATIFS GÉNÉRIQUES MÉTIERS (PAGM)

Chaque application du Partenaire (correspondant par exemple à un rôle métier chez celui-ci) qui émet une Requête, est mise en relation avec une application de la CDC grâce à un profil commun dénommé PAGM (Profil Applicatif Générique Métier). Le PAGM contient les droits accordés par la CDC sur ses applications au Partenaire. Ainsi, à chaque application cliente est associé un ou plusieurs PAGM vis-à-vis d'applications gérées par la CDC.

Les modalités d'attribution d'un ou plusieurs PAGM à une ou plusieurs applications ne font pas partie du Standard INTEROPS et sont spécifiques à chacun des organismes. Ainsi, le Partenaire déterminera pour un PAGM donné à quelle(s) applications clientes/rôles métiers

Interne

celui-ci correspond et la CDC déterminera, de son côté, pour ce même PAGM, à quel profil applicatif il correspond.

En revanche, le regroupement des profils (et les droits auxquels ils correspondent pour le Partenaire sur les applications de la CDC) est déterminé d'un commun accord entre les Parties.

La liste des PAGM convenus entre les Parties pour une application ou un ensemble d'applications est précisée dans l'Annexe technique.

Le Partenaire est responsable de la sécurité du mécanisme de gestion des PAGM. A ce titre, il lui incombe notamment de veiller à ce que les PAGM ne soient pas altérés ou modifiés pour octroyer des droits autres que ceux initialement convenus entre les Parties.

A défaut, en cas de dysfonctionnement de l'accès à ses applications par les applications clientes ou de toute autre anomalie affectant le fonctionnement du SI CPF de la CDC et ayant pour origine un PAGM, la CDC ne saurait être tenue pour responsable.

ARTICLE 14 : TRANSFERT D'HABILITATION ET AUTHENTIFICATION

Toute Requête émise par une application cliente à destination d'une application de la CDC contient un Vecteur d'Identification qui permet d'authentifier l'origine de ladite Requête et de transporter les informations sur l'identité et l'habilitation de l'application cliente et son PAGM.

Le Vecteur d'Identification est un jeton de sécurité, représenté techniquement sous la forme d'une assertion SAML, généré et transmis avec chaque Requête initiée par le Partenaire.

Le Vecteur d'Identification contient notamment :

- ✓ L'identifiant du Partenaire ;
- ✓ L'identifiant de l'application cliente de départ ;
- ✓ La durée de vie de l'habilitation ;
- ✓ L'identification de la CDC ;
- ✓ Le ou les PAGM définis en commun et autorisés pour cette application ;
- ✓ Un niveau d'authentification éventuel ;
- ✓ Une signature numérique délivrée par le Partenaire qui permet de valider l'authenticité des éléments décrits ci-dessus.

La Requête enrichie du Vecteur d'Identification est communiquée à la CDC par le biais d'un canal sécurisé.

Le Vecteur d'Identification est ensuite vérifié par la CDC. Lorsque tous les éléments techniques coïncident, la Requête est adressée aux applications de la CDC visées qui traitent la demande et génèrent une réponse qui est ensuite transmise en retour à l'application cliente par le biais d'un canal sécurisé.

Les spécifications techniques relatives au Vecteur d'Identification et applicables aux présentes sont définies dans l'Annexe technique.

Interne

ARTICLE 15 : SÉCURITÉ

Chacune des Parties met en œuvre les moyens humains et techniques appropriés pour assurer la sécurité physique et logicielle de son système d'information, aux fins d'exécution de la présente convention.

Chacune des Parties doit notamment :

- Assurer la protection physique de ses locaux, de ses matériels, et de ses services afin d'empêcher les accès non autorisés, les risques de modification, de destruction ou de perte de données ;
- Assurer la sécurité des échanges, et pour ce faire, utiliser les certificats électroniques générés par l'Infrastructure de Gestion de Clés validée par chacune d'elles. A ce titre, il est, précisé que les certificats auto-signés ne sont pas autorisés pour les certificats de signature du Vecteur d'Identification et les certificats SSL et TLS du canal sécurisé

Les spécifications techniques relatives à la sécurité et applicables aux présentes sont définies dans l'annexe technique. Les engagements de moyens et les modalités de mise en œuvre relèvent de la convention de service.

ARTICLE 16 : TRAÇABILITÉ DES ECHANGES ET AUDITABILITE DES TRACES

Les traces visées dans la Convention sont :

- Les traces de connexion (notamment pour toute Requête transmise ou renvoyée) ;
- Les traces de création du Vecteur d'Identification afin d'en permettre le contrôle *a posteriori.*

La complétude des traces est assurée par une consolidation des traces du Partenaire et de la CDC.

Chacun des organismes est responsable des éléments de traçabilité qui lui incombent et de leur archivage. En effet, les traces pourront être utilisées *a posteriori* en cas de besoin (litige ou contentieux).

Les Parties s'engagent à respecter, chacune pour ce qui la concerne, les règles techniques décrites dans les documents de référence du Standard INTEROPS afin notamment d'établir le format d'échange des traces.

Il est, en outre, précisé que toute interruption des traces du côté de la CDC induit l'arrêt des services du SI CPF de la CDC.

Les traces sont conservées dans le respect du Règlement européen sur la protection des données et sur la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et conformément au délai fixé par l'article R6323-40 du Code du travail.

Les Parties s'engagent à respecter les conditions de conservation des traces définies ci-après :

Interne

- L'accès aux traces doit être limité aux seuls membres du personnel de chaque organisme spécifiquement habilité et de leurs éventuels sous-traitants à les consulter ;
- Les dispositifs physiques et méthodes logiques doivent garantir leur intégrité, y compris lors d'un changement de support ;
- Les traces sont conservées pendant un délai un (1) an conformément à l'Annexe technique. Si pendant la durée du délai, un incident était identifié, les traces propres à cet incident devront pouvoir être conservées le temps nécessaire à l'investigation en vues d'éventuelles poursuites pénales ou civiles ;
- Pendant le délai de conservation des traces, le mode de conservation des traces doit garantir leur communication en moins de 15 jours calendaires selon le format d'échange pivot d'INTEROPS.

Les modalités de gestion des traces sont explicitées dans la Convention de service et l'Annexe technique.

ARTICLE 17 : OBLIGATIONS DES PARTIES

17.1 Obligations communes

Les Parties s'engagent à :

- Collaborer activement afin d'assurer la bonne exécution de la Convention et le fonctionnement du SI CPF de la CDC ;
- Désigner leurs interlocuteurs privilégiés respectifs et indiquer les procédures d'escalade à suivre en cas d'incident ;
- Communiquer, dans les plus brefs délais, et par tous moyens, tout changement d'interlocuteur ;
- Se tenir informées de toute difficulté ou anomalie détectée lors de l'utilisation des applications, via les interlocuteurs privilégiés figurant dans la Convention de service ;
- S'informer des incidents survenus sur leurs systèmes d'information respectifs, susceptibles d'impacter les échanges dans un délai d'un jour ;
- S'informer de toute évolution de leur système d'information susceptible d'impacter les échanges dans un délai compatible avec le délai nécessaire à l'évolution du système d'information de chacune des Parties ;
- Echanger les paramètres techniques nécessaires à la mise en œuvre du Standard INTEROPS ;
- Fournir tous les éléments de traçabilité dans les conditions et selon le format d'échange prévues dans les documents de référence du standard INTEROPS ;
- Archiver les traces dans le délai convenu entre les Parties afin d'en permettre un contrôle *a posteriori* en cas de besoin.

17.2 Obligations spécifiques de la CDC

La CDC s'engage à :

- Fournir, sur demande, les éléments permettant notamment au Partenaire d'identifier les informations auxquelles un Utilisateur a eu accès ;
- Retrouver un profil applicatif utilisé pour une Requête ;

Interne

- Faire ses meilleurs efforts, pour respecter les niveaux de service du SI CPF, tels que définis dans la Convention de service, en termes de disponibilité, de qualité et de performance.

17.3 Obligations spécifiques du Partenaire

Le Partenaire s'engage à :

- Mettre en place et gérer la procédure d'identification de ses Utilisateurs aux applications clientes ;
- Attribuer à chaque application cliente un ou plusieurs PAGM vis-à-vis des applications gérées par la CDC ;
- Assurer la sécurité du mécanisme de gestion des PAGM ;
- Utiliser les données obtenues à partir des méthodes du webservice ou des batch du SI CPF dans le strict cadre de la Convention ;
- S'assurer de la conformité des données aux saisies effectuées par les organismes de formation ;
- Contacter les organismes de formation si les données saisies sont erronées ou incomplètes pour correction ou complétude ;
- Fournir, à première demande de la CDC, les éléments permettant notamment de retrouver :
  - L'association à un instant donné entre un Utilisateur ou une application cliente et les PAGM autorisés ;
  - L'identifiant de l'Utilisateur final ayant formulé une Requête à un instant donné, tel qu'il figure dans le Vecteur d'Identification ;
  - Pour une Requête donnée, le couple Requête/Vecteur d'Identification, sous la forme d'un archivage sécurisé de toutes les assertions SAML.

ARTICLE 18 : COMITES

18.1 Principes généraux

Le fonctionnement du SI CPF repose sur une démarche de coopération entre l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle.

Dans ce cadre, un comité de pilotage stratégique sur la formation professionnelle a été institué par la DGEFP, auquel les Parties participent.

Les Parties conviennent de présenter pour avis, au comité de pilotage stratégique, tout projet d'avenant portant sur une modification substantielle de la Convention.

18.2 Organisation et fonctionnement des comités d'arbitrage et de suivi

Les Parties conviennent d'organiser, pendant la durée de la Convention, des comités d'arbitrage et des comités de suivi. Ces comités sont le lieu d'échange privilégié des informations nécessaires à l'exécution de la Convention.

Le **comité d'arbitrage** a principalement pour attribution de :

- De prendre toute décision stratégique relative à l'exécution de la Convention ;

Interne

- D'effectuer les arbitrages techniques nécessaires ;
- D'arbitrer les éventuelles difficultés dont le Comité serait saisi par le Comité de suivi ou par l'une des Parties ;
- D'Identifier les points à soumettre au Comité de pilotage stratégique.

Le Comité d'arbitrage se réunit dans les meilleurs délais à l'initiative de la Partie la plus diligente. Il est composé des directeurs de projet de la CDC et du Partenaire ou de leur représentant.

Le **comité de suivi** a pour objet de suivre l'exécution de la Convention. Il permet ainsi notamment :
- d'échanger sur les modalités d'interaction entre les systèmes d'informations de la CDC et du Partenaire ;
- d'échanger des informations nécessaires au fonctionnement du SI CPF ;
- de prendre toute décision technique nécessaire ;
- d'examiner les problèmes rencontrés par l'une ou l'autre des Parties.

Le comité de suivi est composé a minima des chefs de projet de la CDC et du Partenaire. Il se réunit en fonction des besoins et selon les différentes étapes du projet.

Les Parties peuvent convier à l'un ou l'autre de ces comités toute personne dont la participation présente un intérêt compte tenu de l'ordre du jour, sous réserve que la Partie requérante ait communiqué à l'autre Partie les noms et coordonnées de cette personne, avant la date de la réunion. Il est précisé que l'autre Partie pourra refuser la présence de cette personne pour des raisons de confidentialité.

Chaque comité se réunit dans les locaux de la CDC, sauf accord contraire des Parties, selon une périodicité propre à chacun d'eux. Les comités se réuniront également à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties chaque fois que nécessaire, et ce sur convocation, par courriel, adressée au moins 7 jours avant la date proposée par la Partie qui en prend l'initiative.

Les comptes rendus de réunion sont rédigés par la CDC et adressés à l'interlocuteur privilégié du Partenaire pour approbation après la date de réunion. A défaut de réponse du Partenaire dans les 7 jours calendaires de l'envoi du compte-rendu, il est réputé avoir approuvé son contenu.

ARTICLE 19 : RESPONSABILITÉ

Sauf stipulation contraire, les obligations incombant à chacune des Parties au titre des présentes sont des obligations de moyens.

Chacune des Parties n'est, au titre des présentes, responsable que des dommages directs causés à l'autre Partie, à l'exclusion de tout dommage indirect.

La CDC met en œuvre une infrastructure technique permettant notamment aux acteurs de la formation professionnelle d'échanger des données entre eux. En sa qualité d'intermédiaire technique, la CDC ne garantit pas la qualité et la complétude des données transmises par ces acteurs. Il appartient à chacun de ces acteurs dont le Partenaire de s'assurer de la qualité et de la complétude des données échangées via le SI CPF.

Interne

ARTICLE 20 : CONFIDENTIALITÉ

Dans le cadre de la Convention, les Parties sont amenées à s'échanger des données personnelles au titre du CPF. Ces données sont, de par la finalité du traitement SI CPF, destinées à être agrégées et échangées entre les acteurs de la formation professionnelle. Ces données sont soumises à l'article 22 de la Convention.

A l'exception des données soumises à l'article 22 de la Convention, les informations stratégiques, techniques, financières et organisationnelles concernant l'autre Partie sont des informations confidentielles.

A ce titre, les Parties s'engagent :

- À n'utiliser les informations confidentielles que dans le cadre de l'exécution de la Convention ;
- À ne pas utiliser, reproduire, modifier ou adapter les informations confidentielles pour un usage autre que celui de l'exécution de la Convention ;
- À ne communiquer les informations confidentielles qu'aux membres de son personnel et à ses éventuels sous-traitants qui sont dans la nécessité de les connaître pour l'exécution de la Convention ;À prendre toutes mesures de protection nécessaires pour empêcher la publication ou la divulgation des informations confidentielles à des tiers non autorisés ;
- À ne pas les communiquer à des tiers sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie, et sous réserve que ces tiers présentent des garanties suffisantes en termes de confidentialité et de sécurité des informations et prennent les mêmes engagements de confidentialité. A défaut, un engagement spécifique doit être signé avec lesdits tiers mettant à la charge de ces derniers les obligations de la présente. En outre, les Parties s'engagent à faire souscrire à ces tiers, en plus des engagements contenus dans le présent article les engagements suivants :
    - ✓ Ne pas utiliser les documents et supports d'information confiés par l'une des Parties à des fins autres que celles spécifiées à la Convention ;
    - ✓ Ne conserver aucune copie des documents et supports d'information portant sur les données échangées par l'une des Parties après l'exécution de la Convention ;
    - ✓ Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes que celles autorisées pour en connaître ;
    - ✓ Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers en cours d'exécution de la présente Convention ;
    - ✓ Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle et logique, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la Convention ;
    - ✓ Reconstituer les documents et les fichiers qui leur sont confiés et qui viendraient à être perdus ou inutilisables par leurs fautes.

Cette obligation de confidentialité s'impose également à tous les membres du personnel de chacune des Parties qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ont accès à ces informations confidentielles.

Interne

Les Parties s'engagent au respect de cette clause par les membres de leur personnel et éventuels sous-traitants auxquels ils auront communiqué la teneur de l'obligation de confidentialité.
Le caractère confidentiel ne s'applique pas :

- À celles obtenues de tiers par des moyens licites et sans obligation de secret ;
- À celles rendues publiques par la Partie qui les a communiquées ;
- Si l'une des Parties est sollicitée par une autorité administrative (notamment le Ministère du Travail, la CNIL) ou judiciaire dans le cadre de l'exercice de ses missions.

Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas non plus aux avocats, experts comptables et aux commissaires aux comptes des Parties, ceux-ci étant soumis au secret professionnel à l'égard de leurs clients en vertu de l'article 226-13 du Code pénal.

Les Parties s'engagent à respecter la présente clause de confidentialité quant à ces données pendant toute la durée d'exécution de la Convention et pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de cessation de celle-ci.

ARTICLE 21 : DONNÉES PERSONNELLES

21.1 Principes

Il est rappelé que :

- L'échange des données s'effectue entre le Partenaire et la CDC et est prévu par L.6353-10 du Code du travail et l'article 11.1 des présentes ;
- Le Partenaire agit en qualité de Responsable de Traitement sur son propre traitement relatif à la gestion de la formation professionnelle ;
- La CDC et l'Etat (DGEFP) sont conjointement Responsable de Traitement du traitement automatisé de données « SI CPF ». Ce traitement est fondé sur une obligation légale.

Le Partenaire d'une part et la CDC et l'Etat (DGEFP) d'autre part sont respectivement autorisés à mettre en œuvre un traitement comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire aux termes du décret n°2019-341 du 19 avril 2019.

Les Parties s'engagent à respecter la réglementation nationale et européenne en vigueur et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le Règlement Européen sur la protection des Données ») incluant les obligations relatives à la sécurisation des données par le Responsable de Traitement (Article 5 du RGPD).

21.2 Rappels sur les obligations respectives des responsables de traitement

a) Le droit à l'information :

Pour être loyale et licite, la collecte de données personnelles doit s'accompagner d'une information claire et précise des personnes concernées conforme aux articles 13 et 14 du RGPD.

Interne

Chaque Partie assure son obligation d'information des personnes concernées en sa qualité de responsable de traitement.

Au regard de la nature même du traitement, cette information doit préciser que l'autre Partie est destinataire des données à caractère personnel échangées conformément à l'article 11.1 des présentes.

b) Les droits des personnes concernées

Les Parties s'engagent à respecter les droits des personnes concernées d'accès, de rectification et d'effacement de leurs données, à la limitation du traitement de leurs données ainsi que de définir des directives spéciales relatives au sort de leurs données après leur décès. Il est précisé que le droit d'opposition et le droit à la portabilité des données ne s'appliquent pas au traitement SI CPF.

En cas de demande d'accès ou de rectification par la personne concernée, le Responsable de traitement concerné veille, conformément à l'article 12.3 du RGPD, à ce que la demande soit traitée dans un délai d'1 mois, à compter de la réception de la demande.

A l'issu de ce délai, le Responsable de traitement concerné informe le demandeur des suites données à sa demande d'exercice des droits.

c) Délégués à la protection des données (DPO)

Chaque Partie s'engage à communiquer à l'autre Partie le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du Règlement Européen sur la protection des données.

21.3 Documentation du traitement

Il est rappelé que conformément à l'article 30 du RGPD, les Parties doivent, en leur qualité de responsable de traitement, tenir un registre des activités des traitements effectués sous leur responsabilité.

De plus, en vertu de l'article 35 du RGPD, lorsqu'un traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques, le responsable de traitement effectue une analyse d'impact des opérations de traitement envisagées sur la protection des données personnelles.

Le Partenaire est informé que la CDC et l'Etat (DGEFP) ont considéré que, le SI CPF est un traitement à grande échelle portant sur des catégories particulières de données (le RNIPP) et qu'il devait à minima faire l'objet d'une analyse d'impact sur leur périmètre.

Interne

Le Partenaire doit analyser la nécessité de réaliser également une analyse d'impact vie privée sur son traitement.

21.4 Sécurité des données

Chaque Partie s'engage, dans le cadre de l'exécution de la Convention, à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes concernées.

Ainsi les Parties prennent toutes précautions utiles afin de garantir la sécurité (intégrité, confidentialité, disponibilité) des données à caractère personnel stockées et échangées, et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

ARTICLE 22 : SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, chaque Partie garantit que tout sous-traitant (ou tout tiers) qu'il aura choisi respecte l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre de la Convention.

ARTICLE 23 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chacune des Parties s'engagent à transmettre l'ensemble des éléments notamment les rapports, documents techniques, images, sons ou développements informatiques (les « Éléments ») nécessaires à l'exécution des présentes.

Toutefois, l'ensemble des éléments qu'une Partie communique à l'autre Partie pour l'exécution de la Convention sont et restent la propriété exclusive de la Partie à l'origine de la communication. Les Parties s'interdisent ainsi d'utiliser, sauf pour les besoins d'exécution de la Convention, de quelque manière que ce soit, les éléments qui leur auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du Convention, sans l'accord exprès et préalable de la Partie à l'origine de la communication.

Les Parties peuvent utiliser ou faire référence aux dénominations, marques, logos ou signes distinctifs de l'autre Partie comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution de la Convention et ce, exclusivement dans le cadre de la plateforme Agora.

Dans ce cadre, le Partenaire autorise expressément la CDC à utiliser le Logo du Partenaire n° ….. tel que reproduit en entête de cette convention et en annexe 3 « Logo du Partenaire ».

Aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts autorise le Partenaire, à utiliser la marque française semi-figurative ‘ ’ Groupe Caisse des Dépôts et logo » n° N°19/4.519.996, telle que figurant à l'annexe 4 « Marque CDC ».

Interne

A l'extinction des obligations susvisées, les Parties s'engagent à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de l'autre Partie, sauf accord exprès contraire écrit de cette dernière.

Les Parties s'interdisent d'une manière générale de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle et à l'image de l'autre Partie ainsi qu'à l'image du CPF.

ARTICLE 24 : CONDITIONS FINANCIÈRES

La Convention a uniquement pour objet la coopération technique entre les Parties (modalités techniques d'échanges de données au titre du Compte Personnel de formation afin d'en garantir l'accès à distance, de façon sécurisée, tout en assurant leur confidentialité) et n'implique pas la délivrance de prestations de services faisant l'objet d'une tarification entre les Parties.

ARTICLE 25 : EXÉCUTION DE BONNE FOI

Les Parties s'engagent à exécuter la Convention avec la plus grande loyauté.

ARTICLE 26 : RÉSILIATION

En cas d'inexécution, par l'une des Parties, de l'une des dispositions de la Convention, la Convention peut être résiliée par l'autre Partie, 3 (trois) mois calendaires après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, ceci sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient, le cas échéant, être réclamés à la Partie défaillante.

La Convention est résiliée de plein droit en cas de cessation (pour quelle que cause que ce soit) du contrat principal liant la Caisse des Dépôts et le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social, représenté par la Délégation Générale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DGEFP) et qui a eu pour objet de confier à la Caisse des Dépôts la gestion du SI CPF, dans la mesure où la Convention constitue un accessoire de ce contrat principal. La résiliation prend effet au terme du contrat principal précité.

ARTICLE 27 : FORCE MAJEURE

Sont considérés comme des cas de force majeure ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

La survenance d'un cas de force majeure invoqué par une des Parties suspendra l'exécution de la Convention.

La Partie qui l'invoque s'engage à en informer l'autre, par tout moyen à sa disposition et dans les meilleurs délais. Elle indiquera l'évènement constitutif de la force majeure, sa durée prévisible ainsi que les obligations dont elle estime ne plus pouvoir assurer l'exécution. Elle indiquera, en outre, les moyens qu'elle entend mettre en œuvre pour limiter les conséquences de la force majeure.

Interne

En tout état de cause, si le cas de force majeure a une durée d'existence supérieure à 3 jours, les Parties s'engagent à collaborer activement aux fins de poursuite et/ou de rétablissement du fonctionnement du SI CPF de la CDC.

ARTICLE 28 : NON-RENONCIATION

Le fait pour l'une des Parties d'avoir toléré par le passé ou de tolérer, une situation, n'a pas pour effet d'accorder à l'autre Partie des droits acquis.

Une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

ARTICLE 29 : COMMUNICATION ET NOTIFICATION ENTRE LES PARTIES

Toute notification ou correspondance aux termes de la présente Convention est valablement faite par écrit et si nécessaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à destination des Parties aux adresses mentionnées en tête des présentes.

De même, les Parties utilisant la messagerie électronique (avec accusé de réception) pour l'exécution de la Convention, elles accordent pleine valeur juridique au contenu de ces messages qu'elles s'adresseront par le biais de cet outil de communication.

Les notifications ou correspondances doivent être adressées aux interlocuteurs privilégiés de chacune des Parties désignés dans la Convention de service et l'Annexe technique.

Toutefois, si le contenu d'un message est en contradiction ou modifie une stipulation de la Convention ou d'un de ses avenants, seules les dispositions écrites et signées de la Convention ou ses avenants écrits, datés et signés s'appliquent.

ARTICLE 30 : CESSION DE LA CONVENTION

La Convention ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par l'une des Parties, sans l'accord écrit et préalable de l'autre Partie, excepté en cas de cession au sein du groupe de la Caisse des Dépôts ou pour le cas où cela s'avèrerait nécessaire dans le cadre de l'exploitation du SI CPF ou plus généralement de la mise en œuvre du Compte Personnel de Formation.

ARTICLE 31 : NULLITÉ

Si une ou plusieurs stipulations de la Convention sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Interne

ARTICLE 32 : CONCILIATION

En cas de difficulté dans l'exécution de la Convention, chacune des Parties s'engage à chercher, dans un premier temps, une solution amiable au différend qui les oppose.

Pour ce faire, les Parties désignent deux personnes dûment habilitées à cet effet.

Ces personnes se réunissent à l'initiative de la Partie la plus diligente dans les dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la lettre recommandée demandant la tenue d'une réunion de conciliation.

L'ordre du jour de cette réunion est fixé par la Partie qui prend l'initiative de la conciliation.

Les décisions prises par les Parties au cours de cette réunion peuvent l'objet d'un avenant daté et signé par les Parties, le cas échéant.

ARTICLE 33 : LOI

La Convention est régie par la loi française. Il en est ainsi tant pour les règles de fond que pour les règles de forme. En outre, la langue française est la seule utilisée pour la rédaction des documents contractuels.

ARTICLE 34 : DOMICILIATION

Les Parties élisent domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

ARTICLE 35 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige relatif à l'exécution de la Convention et à défaut de parvenir à un accord amiable entre les Parties, dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la notification des griefs par la Partie la plus diligente, compétence est attribuée aux juridictions du ressort de la Cour administrative d'appel de Paris.

Interne

Fait en 2 originaux,

A ……, le ……	A [LIEU SIGNATURE], le [DATE]
Pour la CDC	Pour [NOM DU PARTENAIRE]
Monsieur Michel Yahiel, Directeur	[NOM DU REPRESENTANT], [FONCTION DU REPRESENTANT]
Signature :	Signature :

Interne

Annexe 1 : Reprise d'antériorité

La reprise d'antériorité prévue à l'article 7 de la Convention doit permettre la gestion du CPF et mise en place du partage des données tel qu'il est prévu par la législation et la réglementation en vigueur.

Cf. « Annexe à la convention - SFG-SI Form PRO » (chapitre 2.5 page 18)

Interne

Annexe 2 : Mise en place des flux de données

La reprise d'antériorité prévue à l'article 8 de la Convention doit permettre la gestion du CPF et mise en place du partage des données tel qu'il est prévu par la législation et la réglementation en vigueur.

Cf. « Annexe à la convention : SFG-SI Form PRO » (Chapitre 5.2 page 33) et « Annexe à la convention: SFD Services AGORA »

Interne

Annexe 3 : Logo du Partenaire

Interne

Annexe 4 : Marque CDC

Logotype de la Caisse des Dépôts : Marque GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo :

n° 19/4.519.996

Ce logotype se caractérise par les éléments suivants :

- Le logo existe uniquement en version rouge (Pantone 485 C) ou en version noire (Pantone Black C)
- La taille minimale du logo est de 15 mm, ce qui préserve la visibilité et la lisibilité de la médaille.

Interne

Annexe à la convention juridique Agora - SFG SI FORM PRO - Plateforme AGORA

SPÉCIFICATIONS FONCTIONNELLES GÉNÉRALES SI FORM PRO – PLATEFORME AGORA V2

Réponse à l'expression de besoin métier

AGORA

25 juillet 2019
Version 6

SDSI 67 – Département de la formation professionnelle
Pôle Agora et Portails

Interne

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION 6

1.1. Contexte 7

1.2. Objectifs et enjeux 7

1.3. Analyse de l'existant 8

1.4. Périmètre fonctionnel 8

1.5. Impacts et conduite du changement 8

1.6. Exigences 9

1.7. Déploiement 9

2. LA QUALITÉ DES DONNÉES 10

2.1. Contrôles de doublons 11

2.2. Restitution des NIRs 11

2.3. Enrichissement des données adresse dans le dossier de formation 11

2.4. Mise à disposition de référentiels – « dites-le nous une fois ! » 13

2.5. Reprise d'Historique et d'Antériorité 18

2.5.1. Reprise d'Historique 18

2.5.2. Limites / Risques 19

2.5.3. Gestion des dossiers existants / Reprise d'Antériorité 20

2.6. Alimentation du Big Data 21

2.6.1. Incohérence entre les données des dossiers partenaires et les référentiels CDC 21

2.6.2. Incohérence des chiffres liés aux coûts et données de financement 21

Interne

2.7. Bonnes pratiques 21

3. AGORA V2 ET FORMATIONS ELIGIBLES AU CPF 22
3.1. Règle de couverture du financement à la validation 24
3.2. Financement en heures 25
3.3. Données et règles de gestion du CPF 25

4. LES ACTEURS ET DROITS D'ACCES 26
4.1. Le fournisseur pivot 27
4.2. Les Cofinanceurs 29
4.3. Délégant / Déclarant 29
4.4. Les Droits d'Accès 30

5. LES NOUVELLES MÉTHODES DE CONSULTATION DES DONNÉES RÉFÉRENCÉES D'AGORA VERS LES SI PARTENAIRES 32
5.1. Référentiels 33
5.2. Les flux de transmission des données référencées d'Agora vers les SI sources 33
5.2.1. Flux des données « Personne » 33
5.2.2. Offre Info 34
5.2.3. Référentiel entreprise qui renvoie des données de l'API Entreprise et de MAF 36
5.2.4. Référentiel DSN qui renvoie des données issues des DSN du titulaire 37
5.3. Les données personnelles du titulaire consultables en IHM 38

6. LE CYCLE DE VIE D'UN DOSSIER DE FORMATION 39
6.1. Schéma du Cycle de vie du Projet 40
6.2. Les méthodes de contrôles 40
6.2.1. Méthode « 0 » 40
6.2.2. Méthode de Recherche de la préexistence d'un Dossier de Formation 41
6.3. Statuts du dossier de formation et Actions sur le dossier 42
6.3.1. Méthode Création 42
6.3.2. Méthode Validation 42
6.3.3. Méthode Entrée en formation 43
6.3.4. Méthode Sortie de formation 43
6.3.5. Méthode Clôture 43
6.3.6. Méthode facultative Rémunération/Indemnisation DE 43
6.3.7. Méthode facultative de Réingénierie 44
6.3.8. Données obligatoires en entrée de trame hors trame de dossier 44

Interne

6.4. Détail de la liste des Données obligatoires action par action sur le dossier 45
6.4.1. Contrôle d'unicité du couple NIR/NIA + Nom de naissance 45
6.4.2. Recherche de la préexistence d'un dossier et création 46
6.4.3. Création de dossier 47
6.4.4. Validation du dossier de l'action de formation 48
6.4.5. Entrée en formation (ou 1er paiement) 48
6.4.6. Sortie de formation 49
6.4.7. Clôture de l'action de formation (ou du marché public) 49
6.4.8. Rémunération/Indemnisation 49
6.4.9. Réingénierie 50
6.4.10. Rejet du dossier de formation 50

7. LES DONNÉES DU DOSSIER DE FORMATION, LEUR CARACTÈRE OBLIGATOIRE SUR CHACUNE DES MÉTHODES, LEUR RÈGLE ET LEUR FORMAT 51

7.1. Description de l'ensemble des données 52
7.2. Nomenclature des données du dictionnaire 97
7.2.1. Sources de financement 97
7.2.2. Catégories socio-professionnelles 98
7.2.3. Modalités d'enseignement 98
7.2.4. Niveaux d'étude 99
7.2.5. Niveaux de classe 99
7.2.6. Motifs de rejet d'un dossier de formation 99
7.2.7. Motif de fin de formation 99
7.2.8. Type financeur 100
7.2.9. Situation 100
7.2.10. Activité / Statut 100
7.2.11. Type de contractualisation 101
7.2.12. GEF (Groupe Emploi Formation) 102
7.2.13. Action/dimension individuelle ou collective 103
7.2.14. Formation en situation de travail 103
7.2.15. Nationalité 103
7.2.16. Achat individuel ou collectif 103
7.2.17. Unité d'achat 103
7.2.18. Nature du coût pédagogique 104
7.2.19. Nature Indemnisation 104
7.2.20. Bénéficiaire d'une politique Publique Nationale 104
7.2.21. Catégorie d'Employeur 104
7.2.22. Objectif Général 104
7.2.23. Dispositif Principal 105
7.2.24. Statut du Dossier 105
7.2.25. Objectif Général OF 105
7.2.26. Indice de répétition de la voie 105
7.2.27. Nature de la voie 106
7.2.28. Code pays 107
7.2.29. Formation certifiante 113
7.2.30. Catégorie juridique INSEE 113

Interne

7.2.31. BOE 119
7.2.32. Atteinte certification 119
7.2.33. Statut conventionnel du salarié 119
7.2.34. Nature du contrat de travail 120
7.2.35. Dispositif de politique publique et conventionnel 120
7.2.36. Statut d'emploi du salarié 121
7.2.37. Modalité d'exercice du temps de travail 121
7.3. Impact sur le SI de la Formation Professionnelle 121
8. REPORTING 122
8.1. Demandes spécifiques par type d'organisme 123
8.1.1. Les Conseils Régionaux 123
8.1.2. Les OPCA 123
8.1.3. Les Fongecif & OPACIF 123
8.1.4. L'AGEFIPH 124
8.2. Modalités de reporting fournies par le SI de la Formation Professionnelle 124
8.2.1. MODALITE 1 – Un export des dossiers nominatifs 124
8.2.2. MODALITE 2 - Un accès internet à une base de données nationale anonymisée 124
8.2.3. MODALITE 3 - Des tableaux de bord génériques 125
8.3. Transformation des données dans le cadre de leur mise à disposition pour du reporting 127
8.4. Mise en place de variables pour les besoins de reporting dans Agora 127

Interne

GROUPE Caisse des Dépôts

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte

La livraison de cette seconde phase d'Agora, qui définit le périmètre de données et les modalités de contribution sur les dossiers de formation vient compléter le langage de référence pour la description de l'offre de formation engagé avec la norme LHEO en 2015 ; ce langage permet déjà d'exprimer de façon cohérente et structurée une action de formation et sert de norme dans les échanges sur la formation au niveau national.

Le projet Agora répond à la nécessité de partager, entre l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle, les données relatives aux personnes, aux organismes de formation, à l'action de formation et aux parcours de formation.

Le choix de mise en œuvre est celui de s'appuyer sur les systèmes d'information des différents contributeurs pour assurer ensuite la mise à disposition des informations sur le SI de la Formation Professionnelle de la Caisse des Dépôts ou SI FormPro.

Le chantier sémantique conduit au cours du 1er semestre 2017 a permis, à travers une démarche collaborative associant l'ensemble des acteurs concernés, de poser quelques-uns des éléments fondamentaux du projet en proposant notamment un dictionnaire de données cible pour AGORA.

Dans la continuité de cette dynamique collective, quatre nouveaux chantiers opérationnels ont été mis en place, animés par la Caisse des Dépôts et Consignations, sur les thèmes suivants :

- Chantier 1 : Reprise d'historique
- Chantier 2 : Règles d'alimentation et droits d'accès
- Chantier 3 : Besoins en Reporting
- Chantier 4 : Qualité et exhaustivité des données

Les résultats de ces différents chantiers ont ainsi complété le chantier sémantique qui permettent de réaliser la seconde version d'AGORA (V2), dont le déploiement est attendu pour juin 2019.

1.2. Objectifs et enjeux

Si AGORA a vocation à être alimenté en temps réel par les données sélectionnées contenues au sein des SI des acteurs contributeurs, la phase de lancement du projet nécessite de définir le périmètre et les modalités de reprise des données antérieures. L'objectif est d'obtenir une profondeur d'observation suffisante et produire des résultats de reporting pertinents dès le démarrage du projet. Il s'agira également de disposer dès l'origine de l'ensemble des dossiers déjà en cours pour éviter que pour une durée significative, AGORA ne recense qu'une partie des dossiers de formation d'un même organisme.

Pensé comme un « hub » de données, le déploiement opérationnel du projet Agora implique d'articuler l'action :

De « contributeurs » qui enregistrent sur la plateforme des données en fonction du moment où ils en disposent ;

De « consommateurs » qui souhaitent pouvoir y accéder soit pour faciliter leur processus de gestion, soit pour améliorer leur reporting.

Ce sont dès lors deux types de procédure que le chantier s'attache à fixer :

Des règles d'alimentation en données d'Agora par les différents acteurs ;

Des droits d'accès aux données pour les acteurs concernés.

Le projet Agora a pour objet d'améliorer à la fois la remontée des données de gestion nécessaires au pilotage de l'action des financeurs, mais aussi à améliorer la production de statistiques consolidées sur les personnes formées, leurs parcours de formation et leurs parcours professionnels ante et post formation.

C’est pour répondre à cette ambition d’amélioration de la qualité du pilotage de la formation professionnelle, ainsi que des statistiques publiques portant sur ce champ, que des ateliers de conception plus approfondie seront organisés sur des points spécifiques.

1.3. Analyse de l’existant

Agora est un Projet visant notamment à étendre les données relatives à un dossier de formation.

Une première version d’Agora (connue sous le nom d’Agora V1) a été livrée ; elle consiste à l’intégration dans le SI existant de la Formation Professionnelle de la Caisse des Dépôts, des dossiers de formation non financés par le dispositif CPF, c’est-à-dire portant sur des formations non éligibles au CPF et identifiées par le code CPF « 999999999999 ».

Des batchs et webservices ont été livrés pour pouvoir gérer ces dossiers : créer des nouveaux dossiers de formation Agora, reprendre l’antériorité des dossiers de formation Agora des partenaires.

1.4. Périmètre fonctionnel

Le projet Agora V2 a pour vocation le partage d’information au plus tôt entre les différents acteurs qu’ils soient financeurs ou opérateurs de rémunération.

Le projet s’attache à donner un accès en écriture mais aussi en lecture aux Dossiers de Formation qu’ils soient éligibles au CPF ou pas au niveau national.

1.5. Impacts et conduite du changement

Il est prévu que les différents acteurs puissent contribuer à l’enrichissement de la base de données sans que les gestionnaires internes de la Caisse des Dépôts n’aient à réaliser d’actions de régularisation sur les dossiers.

Sur le SI actuellement :

- Les gestionnaires internes, via leur portail, ont des droits de mise à jour sur les dossiers des formations éligibles au compte de droits CPF, ont des droits de rectification des comptes de droits DIF/CPF. Ces mises à jour de droits DIF/CPF ne sont réalisées que de cette manière. Cette action permet de rétablir le solde des droits qui sont ensuite mobilisés puis débités c’est-à-dire indispensables au financement et à la validation des formations éligibles.

  Ils n’ont en revanche qu’un accès en lecture seule sur les dossiers de formation non éligibles.

- Les gestionnaires externes, lorsqu’ils sont habilités à gérer des dossiers de formations éligibles dans le SI, le font par IHM, par webservice ou par batch. Ils ont des droits de rectification du compte de droit DIF.

  Ils n’ont en revanche qu’un accès en lecture seule sur les dossiers de formation non éligibles.

- Le titulaire, dans le cadre du parcours autonome qui sera mis en production en octobre 2019, aura la possibilité de gérer sa formation éligible et uniquement elle dans le SI sans l’intervention d’un gestionnaire interne ou externe. Il a des droits de rectification du compte de droits DIF tant qu’il n’a pas de dossier validé.

  S’il souhaite suivre une formation non éligible, il sera invité à se rapprocher de ses opérateurs de compétences ou de son « CPIR ». Le titulaire a un accès en lecture seule à ses formations non éligibles.

- Les données personnelles d’un titulaire, hors données SNGI, sont modifiables en IHM par tous les gestionnaires à partir d’un unique N° d’inscription valide (NIR ou NIA) permettant l’identification d’un seul titulaire.

Dans le cadre du projet Agora V2, pas de modifications de ces droits. Cependant les données dossier de formation doivent être disponibles au format Agora V2 sur tous les portails.

De plus, une très importante activité d'accrochage est prévue pour ce projet avec pour objectif que tous les acteurs de la formation et de son financement puissent échanger et disposer collectivement de données fiabilisées et complètes. L'impact en matière de relation client est donc au centre des préoccupations des équipes puisqu'il entend un accompagnement maximal de tous les partenaires pour assurer un bon accrochage.

Ce dispositif sera donc réalisé dans une démarche de conduite du changement prévoyant un accompagnement personnalisé des partenaires avec un interlocuteur maîtrise d'ouvrage dédié, des points réguliers, une assistance spécifique ainsi que la préparation d'un nouveau kit d'accrochage permettant à tous partenaires de s'en saisir.

1.6. Exigences

Ce cahier des charges prend en compte tous les besoins exprimés dans les 5 documents livrés le 28 juin en amont de la réunion plénière du 5 juillet.

Ces documents de référence sont :

- Dossier Chantier 1 – REPRISE HISTORIQUE
- Dossier Chantier 2 – DROITS ACCES
- Dossier Chantier 2 – REGLES ALIMENTATION
- Dossier Chantier 3 – REPORTING
- Dossier Chantier 4 – QUALITE et DICTIONNAIRE DONNEES

Dernière version du dictionnaire des données finalisées – version du 22 novembre 2018 résultant d'échanges entre la CDC et la DGEFP.

1.7. Déploiement

Le Projet Agora Cible fait évoluer le SI Formation Professionnelle de la CDC et sera mené en parallèle du projet de réforme de la Formation Professionnelle, avec notamment la suppression des listes éligibles et la monétisation des droits qui a un impact supplémentaire sur les échanges avec les partenaires accrochés ou souhaitant s'accrocher en juin 2019. En effet, la gestion du compte DIF/CPF sera en heures jusqu'à la mise en production du projet monétisation.

Les nouvelles données, méthodes et règles seront livrées en juin 2019 pour la mise en production d'Agora V2.

2. LA QUALITÉ DES DONNÉES

2.1. Contrôles de doublons

A la création d'un nouveau dossier, un contrôle spécifique permettra de s'assurer que le partenaire ne crée pas de doublon.

Si des doublons sont trouvés ils seront communiqués au partenaire dans la réponse à cette méthode de contrôle. Aucun nouveau dossier de formation n'aura été créé.

2.2. Restitution des NIRs

Un utilitaire de restitution des NIRs à partir des données d'état civil a été développé par la CDC et est déjà disponible à destination des partenaires.

2.3. Enrichissement des données adresse dans le dossier de formation

Structure de l'adresse du titulaire dans le SI aujourd'hui :

- Ligne 1 (Résidence, bâtiment, escalier appartement)
- Ligne 2 (Complément d'identification)
- Ligne 3 (Numéro et libellé de la voie)
- Ligne 4 (Lieu-dit, boîte postale)
- Code postal
- Ville

Cette structure va devoir évoluer afin de faciliter leur exploitation à des fins statistiques, les champs Numéro de la voie, Indice de répétition de la voie, Nature de voie et Libellé de la voie seront isolés (actuellement toutes ces données sont concaténées sur une seule ligne). Ce découpage va permettre la détermination du code Insee dans un 1er temps et au niveau du reporting la détermination des zonages type QPV, ZRR ou autre sera ainsi calculable.

Pour déterminer le code Insee, l'outil AGM, mis en place pour la gestion des retraites par la Caisse des Dépôts, pourrait être utilisé. Une étude est actuellement en cours sur l'utilisation d'un autre outil qui permettra de déterminer la latitude et la longitude des lieux, nécessaires pour les lieux de formation.

La nouvelle structure va permettre également la gestion des adresses à l'étranger.

Nous nous sommes appuyés sur la structure de l'adresse postale pour déterminer la structure de la nouvelle adresse dans le SI.

Une adresse postale se compose de 6 lignes :

- Ligne 1 : Nom prénom si personne physique, Raison sociale si personne morale
- Ligne 2 : Résidence, bâtiment, escalier appartement
- Ligne 3 : Complément d'identification
- Ligne 4 : N° dans la voie, Indice de répétition dans la voie, Nature de la voie, Libellé de la voie
- Ligne 5 : Lieu-dit, boîte postale si adresse en France, Code postal et ville si adresse à l'étranger
- Ligne 6 : Code postal et ville si adresse en France, Pays si adresse à l'étranger

Nouvelle structure proposée :

- Résidence, bâtiment, escalier appartement

Alphanumérique sur 70

Correspond à la ligne 2 de l'adresse postale

- Complément d'identification

  Alphanumérique sur 70

  Correspond à la ligne 3 de l'adresse postale

- Si adresse en France
  - N° dans la voie

    Alphanumérique sur 4

    Alimente la ligne 4 de l'adresse postale
  - Indice de répétition de la voie

    Alphanumérique sur 1

    Alimente la ligne 4 de l'adresse postale

    Liste des codes – Libellé en Nomenclature
  - Nature de la voie

    Alphanumérique sur 4

    Alimente la ligne 4 de l'adresse postale

    Liste des codes – Libellé en Nomenclature
  - Libellé de la voie

    Alphanumérique sur 32

    Alimente la ligne 4 de l'adresse postale
- Lieu-dit, boîte postale pour les adresses en France – code postal et ville pour les adresses à l'étranger

  Alphanumérique sur 70

  Correspond à la ligne 5 de l'adresse postale
- Si adresse en France
  - Code postal

    Alphanumérique sur 5

    Alimente la ligne 6 de l'adresse postale
  - Ville

    Alphanumérique sur 64

    Alimente la ligne 6 de l'adresse postale
- Si adresse à l'étranger
  - Code pays

    Alphanumérique sur 5

    Correspond à la ligne 6 de l'adresse postale

    Liste des codes – Libellé en Nomenclature
- Code Insee de la commune si adresse en France

  Alphanumérique sur 5

Sur Agora V2, l'adresse du titulaire est également une donnée du dossier de formation et se décline en adresse de domiciliation avec un caractère obligatoire dès la création du dossier et en adresse de contact avec un caractère facultatif.

Lorsque l'adresse a un caractère obligatoire, pour l'adresse en France cela concernera les données :

- Code postal
- Ville
- Une des 2 lignes « Lieu-dit » ou couple (« Nature de la voie » et « libellé de la voie »)

Et pour l'adresse à l'étranger, le code pays.

Cette nouvelle structure adresse sera apportée sur toutes les données adresses du dictionnaire de données d'Agora V2 :

- Adresse de domiciliation du titulaire
- Adresses du dossier de formation :
  - Adresse de domiciliation
  - Adresse de contact
  - Adresse de l'organisme de formation contractant et de l'organisme de formation responsable pédagogique
  - Adresse de l'employeur du stagiaire salarié
  - Adresse du lieu de formation

2.4. Mise à disposition de référentiels – « dites-le nous une fois ! »

Agora va s'appuyer sur des référentiels externes pour garantir la qualité des données du titulaire et des données Dossier de Formation et les mettra à disposition des contributeurs du dossier :

- Le référentiel SNGI pour les données personnelles de la personne

  Les données du titulaire proviennent déjà aujourd'hui du SNGI pour une partie

- Le référentiel API Entreprise pour les données entreprise

  Les données du dossier de formation relatives aux offreurs de formation s'appuieront sur celles détenues dans la liste nationale des organismes de formation (issues de Mon activité Formation - MAF) pour le N° de déclaration d'activité et l'assujettissement à TVA si le référentiel met à disposition la donnée et l'API Entreprise pour les autres données.

- Le référentiel Offre Info/Certif Info pour les données action de formation, EdOf[1] à venir
- Les DSN pour les données de carrière du stagiaire et le suivi de sa situation professionnelle.

  Les données de la DSN permettent de reconstituer la carrière du stagiaire depuis début 2017 et jusqu'au mois précédant la consultation. Elles permettront de vérifier postérieurement à la formation suivie, le retour à l'emploi éventuel du stagiaire.

Ces référentiels seront stockés dans des composants internes au SI.

---

[1] A noter que dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle, la Caisse des Dépôts met en place un portail dédié pour permettre aux organismes de formation d'intégrer sur une plateforme commune, l'ensemble des formations qu'ils proposent, dans un premier temps sur les formations éligibles aux CPF (dès octobre 2019) et à terme, pour la totalité.

Du SNGI, Agora devra récupérer, en plus des NIRs certifiés, le N° d'inscription provisoire NIA[2] c'est-à-dire les NIRs non certifiés. Ce NIA est nécessaire pour pouvoir gérer dans le SI Agora des formations pour les personnes qui sont en attente d'obtention d'un NIR certifié. Le niveau de certification (certifié/Non certifié) sera également une donnée du référentiel interne SNGI.

Dans le SI, sur les données personnelles d'une personne, il faudra toujours un seul NIR d'indentification unique d'une personne + son niveau de certification :

- Certifié
- Non certifié

Le Genre de la personne en formation ne sera pas diffusé aux gestionnaires externes. S'ils le souhaitent, ils pourront le déduire du NIR/NIA.

Agora devrait également pouvoir récupérer la nationalité et la restituer dans les données personnelles du titulaire sous forme de répartition géographique :

- Française
- Union européenne (ou autre pays membre de l'espace Schengen)
- Hors Union Européenne

La donnée Nationalité n'étant pas présente dans le référentiel SNGI, elle est supprimée des données personnelles du titulaire mais est conservée au niveau du dossier de formation avec un caractère facultatif.

Les données issues des référentiels du SI devront également permettre l'enrichissement des dossiers de formation des SI source. Lorsqu'une action sur un dossier sera demandée par un gestionnaire externe, si l'action de formation, par exemple, porte sur une formation Offre Info, le partenaire indiquera : le code Offre Info et le code CPF (avec code CPF = « 999999999999 » pour une formation non éligible) ; le SI enrichira le dossier de formation de toutes les données Offre Info et l'offrira en retour au partenaire si l'action est acceptée.

Ainsi, seules les données « Index » doivent être présentes en entrée de trames. Agora à partir de ces données « Index » viendra enrichir le dossier dans le SI dès lors que l'action demandée est acceptée et enverra le dossier enrichi au partenaire à l'origine de l'action.

Il est impératif de ne pas modifier les données du dossier de formation transmises par le partenaire dans le SI de la Formation Professionnelle de la Caisse des Dépôts et Consignations. En conséquence, dès lors que l'on a des données « Index », l'action sera rejetée si le partenaire nous a transmis des données à enrichir des référentiels internes Agora. Le SI a la charge d'enrichir les dossiers de formation mais pas de les modifier.

Ainsi :

Si le stagiaire est salarié d'une entreprise avec une adresse en France, seul le SIRET de l'entreprise sera communiqué par le partenaire ; les autres données entreprise ne doivent pas être renseignées dans la trame d'entrée sous peine de rejet.

Le SI interrogera l'API Entreprise et si ce SIRET existe (établissement actif ou inactif), le dossier dans le SI sera enrichi avec les données entreprise et l'ensemble de ces données seront communiquées en retour au partenaire :

- Code NAF / APE (*)
- Raison sociale (*)
- Adresse
  - Résidence, bâtiment, escalier appartement (correspond à la ligne 2 de l'adresse postale)
  - Complément d'identification (correspond à la ligne 3 de l'adresse postale)

[2] La mise à disposition du NIA est en cours côté SNGI.

- N° dans la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
- Indice de répétition de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
- Nature de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
- Libellé de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
- Lieu-dit, boîte postale (correspond à la ligne 5 de l'adresse postale)
- Code postal (*) (alimente à la ligne 6 de l'adresse postale)
- Ville (*) (alimente à la ligne 6 de l'adresse postale)
- Code Insee (*)

Les données marquées d'un astérisque sont obligatoirement attendues du référentiel. Si ces données ne sont pas complétées, l'action sera refusée car l'enrichissement ne sera pas complet.

Lorsque l'adresse a un caractère obligatoire, cela ne concernera que les données :

- Code postal
- Ville
- Une des 2 lignes « Lieu-dit » ou couple (« Nature de la voie » et « libellé de la voie »)

Si le Siret n'existe pas (établissement actif ou inactif) dans l'API Entreprise, l'action sera refusée.

Si le stagiaire est salarié d'une entreprise avec une adresse à l'étranger, le gestionnaire externe devra indique le code pays de l'adresse ainsi que les données entreprise (Le code NAF/APE n'est plus dans ce cas-là une donnée obligatoire car elle ne concerne que les établissements implantés en France)

S'il s'agit d'une formation Offre Info, le partenaire indiquera le code Offre Info et le code CPF ainsi que le code Certif Info s'il s'agit d'une formation certifiante.

Le SI ira dans le référentiel Offre Info vérifier son existence (validité du couple Code Offre Info/Code CPF pour une formation éligible et validité du code Offre Info si formation non éligible)

Le SI ira dans le référentiel Certif Info vérifier son existence ainsi que la validité du couple Code Offre Info-Code Certif Info.

Si les données fournies sont correctes, le SI enrichira le dossier avec les données formation du catalogue de formation et l'ensemble de ces données seront communiquées en retour au partenaire :

- Intitulé de l'action (*)
- Domaine de l'action (FORMACODE)
- Spécialisation de l'action (NSF)
- Code ROME
- Groupe Emploi Formation
- Objectif général OF (*)
- Total du nombre d'heures (*)
- Formation certifiante
- Code Certif Info
- Intitulé Certif Info
- Niveau de certification visé par la formation
- Adresse du Lieu principal de la formation : (*)

- Résidence, bâtiment, escalier appartement (correspond à la ligne 2 de l'adresse postale)
- Complément d'identification (correspond à la ligne 3 de l'adresse postale)
- Si adresse en France :
  - N° dans la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
  - Indice de répétition de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
  - Nature de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
  - Libellé de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
- Si adresse en France :
  - Lieu-dit, boîte postale (alimente à la ligne 5 de l'adresse postale)
- Si adresse à l'étranger :
  - Code postal, ville (alimente à la ligne 5 de l'adresse postale)
- Si adresse en France :
  - Code postal (alimente à la ligne 6 de l'adresse postale)
  - Ville (alimente à la ligne 6 de l'adresse postale)
- Si adresse à l'étranger :
  - Code pays (correspond à la ligne 6 de l'adresse postale)
- Si adresse en France, Code Insee de la commune

- Contenu de la formation

Les données marquées d'un astérisque sont obligatoirement attendues du référentiel. Si ces données ne sont pas complétées, l'action sera refusée car l'enrichissement ne sera pas complet.

L'action sera également refusée si le code transmis n'existe pas dans le catalogue (validité du couple Code Offre Info/Code CPF pour une formation éligible et validité du code Offre Info si formation non éligible).

Lorsque la plateforme EdOF sera en place, une action identique sera effectuée lorsque le code EdOf sera communiqué par le partenaire

Une formation peut avoir plusieurs domaines d'action (FORMACODE) et plusieurs codes ROME. Lors de l'enrichissement des données toutes les valeurs présentes dans le catalogue viendront enrichir le dossier de formation.

Le résultat de cette consultation catalogue peut s'avérer assez important, nous préconisons une consultation bornée sur une plage de temps à définir.

Concernant les données organisme de formation, si la formation n'est pas assurée par un Service de formation interne à l'entreprise, les données organisme de formation sont attendues.

Si l'organisme de formation (contractant/responsable pédagogique) a une adresse en France, le partenaire devra renseigner le SIRET (OF contractant/responsable pédagogique) dans la trame d'entrée.

Le SI interrogera l'API Entreprise. Si le SIRET n'existe pas, l'action sera rejetée. Si le SIRET existe, le dossier dans le SI sera enrichi avec les données organisme de formation et l'ensemble de ces données seront communiquées en retour au partenaire :

- Raison sociale de l'organisme de formation contractant (*)
- Adresse de l'organisme de formation contractant : (*)

    - Résidence, bâtiment, escalier appartement (correspond à la ligne 2 de l'adresse postale)
    - Complément d'identification (correspond à la ligne 3 de l'adresse postale)
    - N° dans la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
    - Indice de répétition de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
    - Nature de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
    - Libellé de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
    - Lieu-dit, boîte postale (alimente à la ligne 5 de l'adresse postale)
    - Code postal (alimente à la ligne 6 de l'adresse postale)
    - Ville (alimente à la ligne 6 de l'adresse postale)
    - Si adresse en France, Code Insee de la commune
- Catégorie juridique de l'organisme de formation contractant (*)
- Raison sociale de l'organisme de formation responsable pédagogique (*)
- Adresse de l'organisme de formation responsable pédagogique (*) :
    - Résidence, bâtiment, escalier appartement (correspond à la ligne 2 de l'adresse postale)
    - Complément d'identification (correspond à la ligne 3 de l'adresse postale)
    - N° dans la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
    - Indice de répétition de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
    - Nature de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
    - Libellé de la voie (alimente à la ligne 4 de l'adresse postale)
    - Lieu-dit, boîte postale (alimente à la ligne 5 de l'adresse postale)
    - Si adresse en France :
    - Code postal (alimente à la ligne 6 de l'adresse postale)
    - Ville (alimente à la ligne 6 de l'adresse postale)
    - Si adresse en France, Code Insee de la commune
- Catégorie juridique de l'organisme de formation responsable pédagogique (*)

Le SI interrogera ensuite le référentiel MAF via l'API Entreprise pour enrichir les données OF du dossier avec :

- N° de déclaration d'activité de l'organisme de formation contractant (*)
- Assujettissement à TVA de l'organisme de formation contractant (*)
- N° de déclaration d'activité de l'organisme de formation responsable pédagogique (*)

Les données marquées d'un astérisque sont obligatoirement attendues du référentiel. Si ces données ne sont pas complétées, l'action sera refusée car l'enrichissement ne sera pas complet.

Lorsque l'adresse a un caractère obligatoire, cela ne concernera les données :

- Code postal
- Ville
- Une des 2 lignes « Lieu-dit » ou couple (« Nature de la voie » et « libellé de la voie »)

L'action sera également refusée si le SIRET n'existe pas dans MAF.

Si l'organisme contractant (idem responsable pédagogique) a une adresse à l'étranger, le gestionnaire externe devra indiquer le code pays de l'adresse ainsi que les données entreprise (Le N° de Déclaration d'activité et l'Assujetissement à TVA ne sont plus dans ce cas-là des données obligatoires car elles ne concernent que les établissements implantés en France)

2.5. Reprise d'Historique et d'Antériorité

Nous distinguons la Reprise d'Antériorité qui traduit une valeur V1 en une valeur V2, de la Reprise d'Historique qui vise à collecter un maximum de dossiers afin d'obtenir un volume de dossiers pertinents pour la constitution d'un reporting à grande échelle.

2.5.1. Reprise d'Historique

Une Reprise de l'Historique est demandée afin de fournir à Agora un volume de données pertinent pour extraire du reporting.

A ce jour les partenaires disposent de deux batchs :

Un batch VSF est aujourd'hui à disposition de tous les organismes pour cette reprise d'historique. Ce traitement n'injecte que des dossiers clôturés au format V1 :

- Clôture de dossier existant pour toutes les formations
- Création + clôture de dossier de formation non éligible

Dans un même fichier en entrée du batch, des dossiers éligibles comme des dossiers non éligibles sont autorisés.

Ce batch autorise, en entrée, une trame dite « simplifiée » ; seules quelques données sont demandées et il y a un recalcul de coût horaire au niveau du financement.

Un autre batch nommé « Agora » a été développé pour permettre la création de dossiers à l'état « validé » ou « clos » ainsi que la clôture de dossiers existants au statut « validés » mais uniquement pour les formations non éligibles. La trame d'entrée est identique à celle utilisée en webservice, c'est-à-dire complète au format V1.

Seul le batch VSF est utilisé en production et seul Pôle Emploi a créé des dossiers de formations non éligibles dans le SI directement au statut « Clos » V1.

Dans le cadre de l'accrochage des partenaires à Agora V2, l'envoi des dossiers « historiques » à Agora est à la charge du partenaire, cette reprise d'historique est demandée à partir du 1er janvier 2019.

Le reprise de l'historique depuis le 1er janvier 2019 concerne tous les dossiers « clos » dont la date de début effectif de formation est supérieure ou égale au 01/01/2019.

Pour les dossiers historiques, 2 nouveaux batch seront mis à leur disposition ; ils permettront :

- De modifier des dossiers déjà existants dans le SI qui sont à l'état « Clos » V1 pour les passer à l'état « Clos » V2
- De créer des nouveaux dossiers directement à l'état « Clos » V2

Les partenaires déjà accrochés au SI en V1 et s'accrochant en V2, disposeront des outils nécessaires pour migrer en masse leurs dossiers de formation du format V1 au format V2.

De la même façon, les partenaires qui s'accrocheront directement en V2 comme ceux déjà accrochés au SI en V1 mais qui n'auraient pas alimenté le SI de l'ensemble de leurs dossiers de formations, disposeront des outils nécessaires pour alimenter le SI de leurs dossiers historiques au format V2.

2.5.2. Limites / Risques

La reprise d'historique est demandée pour le reporting indépendamment de l'accrochage en webservice.

Les partenaires demeurent dans l'obligation de fournir les dossiers de formation rétroactivement à compter du mois de janvier 2019.

La complexité de cette tâche est de renseigner les données Agora V2 obligatoires sur des dossiers remontant à janvier 2019.

Dans ce contexte, pour la reprise d'historique, l'adresse ne pourra pas avoir un caractère obligatoire comme en webservice car même au niveau du SI de la Formation Professionnelle de la Caisse des Dépôts, l'adresse de tous les titulaires n'est pas toujours complète. En conséquence, il est proposé de marquer chaque dossier repris par une information « Reprise totale », « Reprise incomplète » et de prévoir de restituer le taux de complétude de la reprise de chaque dossier, par déclarant.

Ce caractère facultatif sur les données adresses pourrait être étendu à d'autres données obligatoires du dossier de formation si les gestionnaires externes étaient dans l'incapacité de les fournir.

2.5.3. Gestion des dossiers existants / Reprise d'Antériorité

Au jour de la mise en production de la V2 d'AGORA, les partenaires auront le choix, selon l'avancée de leurs travaux de mise à jour de leur SI, de rester en V1 pour ceux qui sont déjà accrochés ou de s'accrocher en V2.

Si le partenaire décide de se maintenir en V1, les méthodes existantes continuent d'être fonctionnelles et la définition du dossier V1 persiste.

Si le partenaire s'oriente vers un accrochage en V2 :

- Les dossiers en cours en V1 doivent être validés en V2. Charge au partenaire de rendre les dossiers compatibles. Cette opération consiste à utiliser la méthode de validation enrichie sur un dossier existant. Le partenaire aura aussi la possibilité de supprimer les dossiers créés en V1 afin de les recréer en V2.
- Les dossiers validés en V1 doivent passer au format V2.

  Ces dossiers pourront pour suivre les différentes étapes du cycle de vie du dossier de formation via les nouvelles méthodes webservice format V2.

  Dans le cas de volume de dossiers important, le batch de la reprise pourrait être ajusté pour permettre :

  - De modifier des dossiers déjà existants dans le SI qui sont à l'état « Validés » V1 pour les passer à l'état « Validés » V2
  - De créer des nouveaux dossiers directement à l'état « Validés » V2
- Les dossiers clôturés en V1 devront être transformés au format clôturé V2 par le batch mis à disposition dans la reprise d'historique.

Sur demande, la CDC pourra fournir une liste des dossiers concernés.

Toute création de nouveaux dossiers devra s'effectuer sur la définition V2.

Tout dossier V2 ne pourra pas être mis à jour par un partenaire uniquement accroché en V1 ➔ Incidences possibles sur les actions du dossier de formation V2 en webservice vis-à-vis du déploiement des accrochages des organismes en V2.

Scenarii supportés par la Caisse des Dépôts et Consignations

Etat du dossier	Partenaire V1	Partenaire V2

Encours en V1	Doit le valider en V1	Doit le valider en V2
Validé en V1	Doit le clôturer en V1	Ne peut pas le clôturer en V1 en webservice. Peut, par la méthode de réingénierie, le valider en V2 ou le passer au statut « Entrée en formation » V2. Peut le transformer en « Validé V2 » par batch de reprise d'historique
Clôturé en V1	NA	Doit le transformer en « Clôturé V2 » par le batch de reprise d'historique
Validé en V2	NA	Peut le modifier en le laissant au statut « Validé » V2 via la méthode de Réingénierie. Peut lui faire poursuivre son cycle de vie et le passer, dans un 1er temps, au statut « Entrée de formation » V2 via la nouvelle méthode « Entrée en formation »

Cas d'usage

Des dossiers en cours en V1, qui auraient un financement spécifié dans son état « en cours » (ce qui est rare) et qui seraient repris par des partenaires accrochés en V2, devront avoir leur financement redéfini entièrement pour coller à la structure de financement V2.

Un partenaire non accroché en V2 ne peut pas intervenir sur un dossier V2 même s'il est déclaré en tant que financeur sur le dossier.

2.6. Alimentation du Big Data

Toutes les données d'un dossier Agora seront envoyées vers le data lake spécifique qui alimentera le Big Data de la formation professionnelle de la Caisse des Dépôts ainsi que les données issues des référentiels ce qui permettra de mettre en lumière des incohérences et de produire les statistiques et tableaux de bord de pilotage.

2.6.1. Incohérence entre les données des dossiers partenaires et les référentiels CDC

La CDC établira des rapports pour mettre en lumière des incohérences entre les données de référentiel stockées au sein de son propre SI et les données adressées par les partenaires, ces rapports serviront d'alertes et permettront aux partenaires de procéder à des corrections, étant entendu que les données qui seront intégrées au SI Formation Professionnelle seront celles qui seront issues des référentiels.

2.6.2. Incohérence des chiffres liés aux coûts et données de financement

Il est établi qu'Agora ne procèdera à aucun calcul ni contrôle de cohérence sur les montants (calculs TTC, HT, taux de TVA) vis-à-vis des montants de prise en charge transmis par les partenaires.

De la même manière, l'information liée au RAC (Reste A Charge) ne sera pas rapprochée des autres montants envoyés. La fiabilité de ces données incombera donc aux partenaires.

2.7. Bonnes pratiques

Il est attendu des partenaires de générer, au sein du SI de la Formation Professionnelle, le minimum de rejet lors des actions sur le dossier.

Agora V2 leur met à disposition des services de consultation de référentiels pour les aider dans l'instruction de leur dossier dans leur propre SI.

Agora V2 contrôle, sur chaque action demandée par un partenaire sur le dossier, les données « clé » :

- Siret organisme de formation
- Siret de l'entreprise du salarié
- Code Offre Info/Code CPF

Et rejette l'action si ces données « clé » n'existent pas dans les référentiels

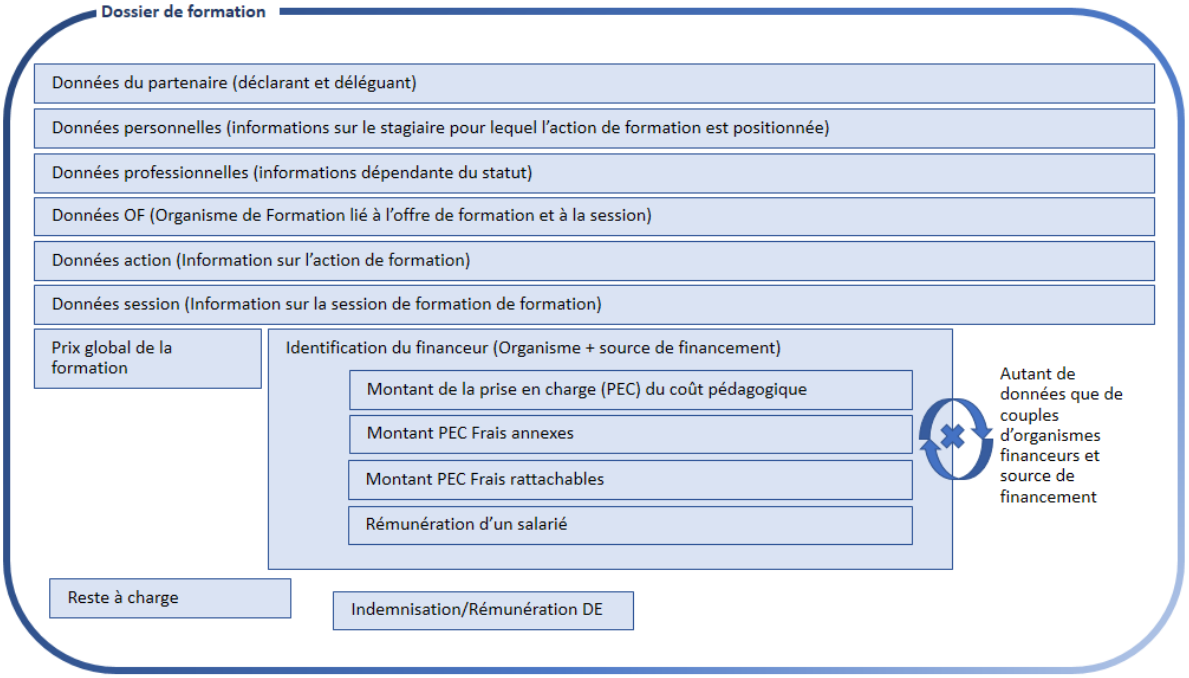
De plus, dans la mesure où la cohérence entre les montants HT, TTC et Reste à charge (pas de RAC possible pour les formations éligibles au dispositif CPF) ne sera pas vérifiée, il est de la responsabilité des partenaires d'établir ces contrôles au sein de leur propre SI.

3. AGORA V2 ET FORMATIONS ELIGIBLES AU CPF

3. Agora V2 et formations eligibles au cpf

Les dossiers CPF, c'est-à-dire les dossiers ayant un code formation faisant partie de la liste unique des formations éligibles à la consommation du compte personnel de formation du titulaire, s'adaptent à la nouvelle description du dossier.

Vue macro du dossier AGORA V2 :



Dans le SI de la Formation Professionnelle aujourd'hui, pour les formations éligibles à l'utilisation du compte de droits CPF, en IHM comme en webservice, on a en lecture seule, le solde en heure du compte de droits DIF et du compte de droits CPF (5)

Au niveau du coût, les données doivent indiquer :

- (1) Le coût pédagogique total de la formation en montant
- Si les montants sont exprimés en TTC ou en HT (Dossier TTC)
- (4) La durée totale de la formation en heure

Au niveau du financement, on a :

- Le nombre d'heures mobilisées pour le dossier (DIF+CPF) (6)
- Le coût pédagogique afférent aux heures DIF+CPF exprimé en montant (2)
- De 0 à N abondements supplémentaires (3)

Ensuite une règle s'applique :

(1) Doit être égal à (2) + (3)

(6) ne doit dépasser ni (4) ni (5)

Autrement dit :

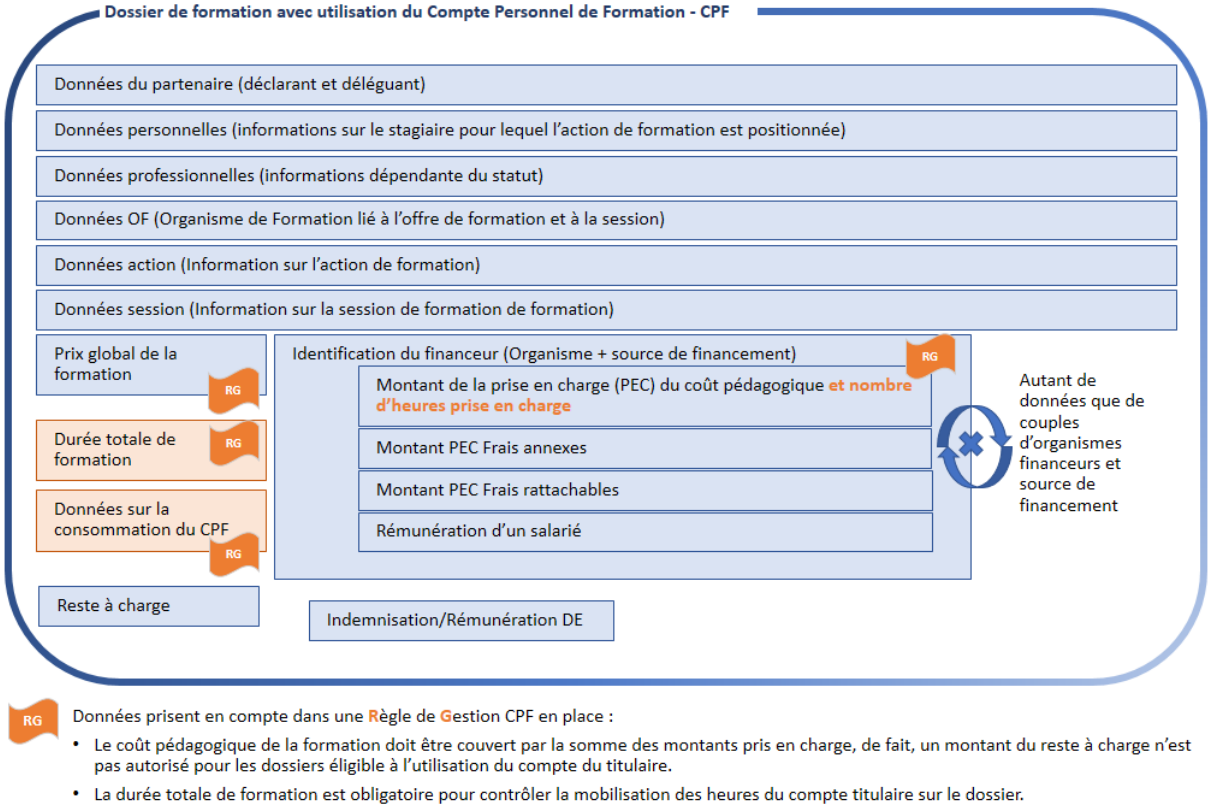
- (1) coût pédagogique total de la formation = (2) coût pédagogique afférent aux heures DIF et CPF + (3) abondements supplémentaires
- (6) Durée totale de la formation ne doit dépasser ni (5) heures DIF+CPF disponibles ni (5) nombre d'heures mobilisées

Si cette règle n'est pas respectée, la validation du dossier est impossible ; aucun reste à charge n'est autorisé.

Dans le cadre du projet Parcours Autonome, le titulaire peut s'inscrire tout seul à une formation éligible au compte DIF/CPF et peut financer une partie de sa formation si son solde DIF/CPF est insuffisant. Lorsque le financement de sa formation est complètement couvert, le titulaire qui participe au financement de sa formation est identifié, il transmet ses coordonnées bancaires à la Caisse qui le facturera en retour.

Ce fonctionnement de gestion des heures, de couverture totale du coût pédagogique de la formation et de service fait concerne toutes les formations éligibles au compte de droits CPF et doit continuer à fonctionner sur Agora V2.

Sur la description ci-dessous, une visualisation des données nécessaires à l'application des règles de gestion en place pour identifier les consommations du compte formation sont positionnées, d'autres sont utilisées :



3.1. Règle de couverture du financement à la validation

Dans le SI de la Formation Professionnelle de la Caisse des Dépôts, pour les formations éligibles à l'utilisation du compte de droits CPF, la couverture totale du coût pédagogique, c'est-à-dire la prise en charge du coût et/ou des heures par l'ensemble des cofinanceurs est contrôlée à la validation du dossier.

La règle de couverture du financement est reconduite sur les dossiers au format AGORA V2 portant sur la formation éligible à l'utilisation du compte de droits CPF.

Par cofinanceur, on entend organisme financeur, titulaire et employeur 0,2%. Le financement des employeur 0,2% des stagiaires salariés prend fin au 31 décembre 2018. Cependant, les dossiers validés à la mise en production d'Agora V2 devront continuer à vivre avec ces financeurs jusqu'à leur clôture.

Un financement titulaire se déclinera avec Type financeur et Source de financement = titulaire

Agora V2 introduit une information « Reste à charge » au niveau du dossier de formation :

- Reste à charge prévisionnel HT
- Reste à charge prévisionnel TTC
- Reste à charge effectif HT
- Reste à charge effectif TTC

Il s'agit du différentiel entre le coût pédagogique et la prise en charge de ce coût par l'ensemble des financeurs sur le dossier de formation avec un caractère facultatif et déclaratif.

Cette notion ne concernera que les formations non éligibles au dispositif CPF.

Pour les formations éligibles au compte de droits CPF, ces données « RAC » ne seront pas prises en compte pour le calcul de la couverture du coût.

3.2. Financement en heures

À la suite de la mise en production d'AGORA V2, la gestion en heures des dossiers de formation est pérenne : pour le cas des saisies en retard. Chaque donnée de prise en charge du coût pédagogique doit prendre compte des heures.

Avec la réforme de la formation professionnelle, les droits CPF basculeront en Euros en octobre 2019, les mêmes règles s'appliqueront pour les droits en Euros.

3.3. Données et règles de gestion du CPF

Les données spécifiques à la gestion des dossiers portant sur une formation éligible à l'utilisation du CPF ne sont demandées que pour ces dossiers (heures/Euros, utilisation du compte…). Pour les dossiers ne portant pas sur une formation CPF, elles sont interdites.

Les données et les règles de gestion du compte DIF/CPF des dossiers CPF sont décrites au début de ce paragraphe.

Ces règles s'appliqueront sur les nouvelles méthodes décrites ci-dessous lorsqu'il s'agira du financement d'une formation éligible au compte DIF/CPF.

Les acteurs à l'origine de ces actions disposeront des outils déjà en place dans le SI :

- « Consulter les soldes du compte de droits d'un titulaire »
- « Vérifier l'éligibilité d'une formation pour un titulaire »
- « Enregistrer le solde DIF d'un titulaire »

Les règles de gestion du compte de droits ainsi que la couverture totale du coût pédagogique sont reconduites sur Agora V2.

4. LES ACTEURS ET DROITS D’ACCES

Aujourd’hui l’accès aux dossiers est uniforme, tout contributeur peut modifier un dossier. Un contributeur est un organisme externe défini par un type et un SIRET, un titulaire défini par un NIR/NIA, un gestionnaire interne défini par un type et un SIRET.

Avec Agora v2 les droits d’accès sur un dossier de formation sont fonction de son rôle sur le dossier.

4.1. Le fournisseur pivot

Le pivot est l’acteur jugé comme celui le plus susceptible d’avoir une information complète et fiable pour assurer la remontée des informations vers AGORA. Il est désigné sur le dossier selon le type de dispositif principal ET selon l’étape de vie du dossier de formation (méthode).

Hors données de financement, les informations dossier de formation transmises par le pivot prévalent sur celles des autres fournisseurs ; les données transmises par le fournisseur « pivot » ont vocation à remplacer celles déjà existantes. Lorsque le pivot envoie une action sur un dossier, si l’action est acceptée, toutes les données dossier de formation, hors financement communiquées par le pivot sont prises en compte sur le dossier dans le SI. C’est-à-dire que si la donnée dossier est communiquée dans la trame webservice, la donnée du dossier dans le SI est mise à jour (sachant que la valeur nulle est une valeur). Si la donnée facultative n’est pas communiquée dans la trame, la donnée du dossier dans le SI n’est pas modifiée. Et dès lors que le fournisseur pivot est intervenu sur le dossier via une action, les données dossier ne sont plus modifiables par un autre acteur que lui.

Le pivot est le seul à pouvoir faire avancer le dossier à une étape ultérieure.

Le fournisseur pivot peut, s’il en a connaissance, transmettre les données de financement c’est-à-dire les siennes, s’il est financeur sur le dossier ainsi que celles des autres cofinanceurs qu’il connaît.

En cas de cofinancement, l’enjeu est de permettre à chaque cofinanceur d’apporter les informations qui le concernent, sans doublon, ni absence.

De tels cas de cofinancement peuvent apparaître lorsque :

- Des partenaires achètent ensemble dans un projet commun (un contrat unique) et partagent les coûts pour une même action ;
- Des partenaires cofinancent une action sans avoir de partenariat (exemple : ingénierie financière du plan de formation) ;
- Un ou des acteurs peuvent « rembourser » un partenaire pour des actions qui répondent à certaines conditions (exemple : remboursement d’actions de formation valorisables au titre du FSE) ;
- Un cofinanceur intervient pour compléter un financement porté par des partenaires et pour lequel il existerait un déficit.

Exemple purement théorique pour comprendre les droits sur le financement :

L’Agefiph créé un dossier de formation avec son financement propre.

Le fournisseur pivot valide le dossier et apporte son financement ainsi que celui de la région.

Le financement de l’Agefiph n’est pas modifié par le fournisseur pivot.

Dans le dossier de formation, les 3 financements sont décrits dans le SI :

- Celui de l’Agefiph
- Celui du pivot
- Celui de la région

Un OPCA modifie le dossier validé par réingénierie en apportant son financement propre.

Dans le dossier de formation, les 4 financements sont décrits dans le SI :

- Celui de l’Agefiph
- Celui du pivot
- Celui de la région
- Celui de l’OPCA

Le pivot vient faire avancer le dossier pour le passer au statut Entrée en formation avec son financement, celui de la Région et celui de l'OPCA.

Dans le dossier de formation, les 4 financements doivent être remontés dans le SI :

- Celui de l'Agefiph
- Celui du pivot modifié par le pivot
- Celui de la région est modifié par le pivot. En outre, le CR peut à tout moment modifier la donnée financement apportée par le pivot ; ce dernier ne pourra alors plus la faire évoluer.
- Celui de l'OPCA non modifié par le pivot

Règles :

- Les données « financement » du pivot doivent s'ajouter aux financements déjà existants ou modifier un financement déjà existant sauf si le financeur lui-même est intervenu sur son propre financement.
- Les données « financement » d'un financeur autre que le pivot viennent s'ajouter aux financements déjà existants ou modifier son propre financement.

➔Fonctionnement jusqu'à la clôture

La table de détermination du fournisseur pivot doit être disponible en IHM via un module d'administration accessible par des utilisateurs désignés. Ceci pour permettre un paramétrage évolutif par méthode et par dispositif. Si le pivot désigné est Pôle Emploi, il faudra indiquer pour quelle nature d'indemnisation Pôle Emploi est pivot et pour quelle nature un autre organisme est pivot.

Si aucun fournisseur n'est désigné pour une méthode et un dispositif, cela signifie qu'il n'y a pas de fournisseur maître sur les données du dossier de formation.

Voici un exemple de définition du pivot qui avait été vu lors des ateliers de 2017-2018, ce tableau doit être actualisé avec les nouveaux dispositifs et les nouveaux acteurs :

Liste des méthodes génériques	Le plan de développement des compétences des entreprises (ainsi que les bilans de compétences, la VAE, les versements volontaires et la plupart des dispositifs conventionnels)	Achats collectifs par l'OPCA	Contrat de pro'	CPF individu / salarié	POEI / POEC / CSP	CIF (et assimilés)	Achat collectif de la Région (avec ou sans CPF)	Aide / achat individuel CR	AIF / AFC / AFPR	Autres cas isolés
Recherche d'un dossier préexistant et création	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	Fongecif / OPACIF	Conseil régional	CR (ou son délégataire)	Pôle Emploi	Premier acteur informé
Validation du dossier	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	Fongecif / OPACIF	Conseil régional	CR (ou son délégataire)	Pôle Emploi	Pas de pivot : le dernier flux reçu remplace les données antérieures
Entrée en formation (ou premier paiement)	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	Pôle Emploi	Fongecif / OPACIF	Conseil régional	CR (ou son délégataire)	Pôle Emploi	
Rémunération / indemnisation versée	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	Pôle Emploi	Fongecif / OPACIF	Pôle Emploi (si AREF/R2F) OU CR/opérateur de rémunération (si rémunération régionale)	Pôle Emploi (si AREF/R2F) OU CR/opérateur de rémunération (si rémunération régionale)	Pôle Emploi	
Sortie de formation	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	Pôle Emploi	Fongecif / OPACIF	Conseil régional	CR (ou son délégataire)	Pôle Emploi	
Solde du contrat ou du marché	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	Fongecif / OPACIF	Conseil régional	CR (ou son délégataire)	Pôle Emploi	
Réingénierie	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	Fongecif / OPACIF	Conseil régional	CR (ou son délégataire)	Pôle Emploi	
Annulation du dossier	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA	OPCA / Pôle Emploi	Fongecif / OPACIF	Conseil régional	Conseil régional	Pôle Emploi	

Une fois la méthode utilisée par le pivot, l'intégralité des données sur le dossier est figée par ce contributeur et aucun autre partenaire ne pourra faire de mise à jour sauf le pivot ou un autre pivot à une étape ultérieure.

Bonnes Pratiques : *Avant toute mise à jour d'un dossier le partenaire doit absolument s'assurer qu'il dispose des dernières mises à jour sur le dossier sans quoi, les données facultatives envoyées à vide non seulement effaceraient les données potentiellement renseignées avant son passage, mais le pivot étant prioritaire sur la donnée, sa donnée vide ne pourrait plus être mise à jour par un autre contributeur.*

4.2. Les Cofinanceurs

Un cofinanceur est un partenaire qui apporte une contribution financière sur une partie d'une action de formation.

Le fournisseur pivot peut indiquer l'intégralité des cofinancements mais les cofinanceurs peuvent modifier ou ajouter leur propre cofinancement.

Dans la partie financement du dossier de formation, le cofinanceur doit être identifié :

- Par son rôle de financeur,
- Par son type d'organisme :
  - Conseils Régionaux
  - OPCA
  - Opérateurs de Rémunération
  - Ministères
  - Conseils départementaux
  - Pôle Emploi
  - Agefiph
- Par son SIRET

Les cofinanceurs transmettent à AGORA les données relatives au financement qu'ils mobilisent lors d'une action sur un dossier. A la création du dossier par exemple, ajouter leur financement sur un dossier validé sans en changer le statut, …

Pour les formations éligibles à l'utilisation du compte de droits CPF (actions financées par le « CPF »), le titulaire, dans le cadre de son parcours autonome et les gestionnaires externes, doivent pouvoir ajouter un financement titulaire pour pouvoir répondre à la couverture totale du coût pédagogique.

4.3. Délégant / Déclarant

Le fournisseur, qui créé le dossier de formation dans son propre SI, peut déléguer tout ou partie de sa gestion et/ou des financements associés.

AGORA doit pouvoir suivre distinctement l'identité de celui qui « apporte » l'information, de celle de celui « pour le compte » de qui ces informations sont remontées. Ainsi, deux acteurs/rôles sont introduits :

- Le déclarant : est celui qui « apporte » l'information
  - Type et SIRET organisme
- Le délégant : celui pour le compte de qui ces informations sont remontées
  - Type et SIRET organisme

Le déclarant est celui qui est à l’origine d’une action en webservice. Il est aujourd’hui systématiquement en entrée de toutes les actions, c’est l’appelant identifié par son type et son SIRET. Ce n’est pas une donnée du dossier de formation c’est une donnée de l’action sur le dossier de formation. Cet appelant est stocké, à chaque action, dans l’historique du dossier de formation.

Le délégant, lui aussi, n’a de sens qu’associé à l’action sur le dossier. Il sera systématiquement en entrée de toutes les actions et sera également stocké, à chaque action, dans l’historique du dossier de formation.

Le déclarant et le délégant sont des données obligatoires sur chaque action sur le dossier qui peuvent changer d’une action à l’autre et seront systématiquement présentent dans la trame d’entrée mais pas dans la trame du dossier de formation.

Ainsi, sur le dossier de formation, les données du déclarant et du délégant seront historisées sur chaque action sur le dossier.

Le numéro de dossier interne au déclarant est le N° du dossier de formation dans les SI Source. Il est facultatif avec une occurrence multiple pour avoir un N° propre à chaque déclarant. Ce N° doit permettre aux gestionnaires externes de rattacher le dossier à leur propre SI.

Proposition : chaque déclarant doit avoir la possibilité de saisir de façon facultative :

- Son N° de dossier interne et que ce N° lui soit restitué dans la réponse à chacune de ses actions sur le dossier de formation
- Le N° de dossier interne de celui pour qui il a reçu délégation et que ce N° lui soit restitué dans la réponse à chacune de ses actions sur le dossier de formation en cas de délégation
- Les N° de dossier interne des autres acteurs ne sont pas restitués dans la réponse à chacune de ses actions

Ainsi, sur le dossier de formation, on aura un triplet :

- Type organisme
- Siret organisme
- N° de dossier interne

Exemple :

Si Pôle Emploi est déclarant et a reçu délégation de l’Agefiph, Pôle Emploi pourra saisir son propre N° de dossier et le N° de dossier de l’Agefiph et l’ensemble de ces 2 triplets lui seront renvoyés dans le dossier de formation.

4.4. Les Droits d’Accès

Ainsi, les droits d’accès des différents intervenants sont :

- Consultation d’un dossier de formation
  - Les cofinanceurs ont accès à toutes les données dossier sans restriction.
  - Le fournisseur Pivot a accès à toutes les données dossier sans restriction.
  - Le déclarant a accès à toutes les données dossier à l’exclusion des données de financement. S’il est financeur sur le dossier, il a accès à toutes les données dossier sans restriction.
- Mise à jour d’un dossier de formation
  - Les cofinanceurs ne peuvent mettre à jour que les données propres à leur financement. Ils ne mettent à jour les données du dossier que si le fournisseur pivot n’est pas intervenu sur le dossier.

- Le fournisseur Pivot peut mettre à jour toutes les données dossier de formation car il est maître sur ces données. S’il est financeur, il peut mettre à jour les données propres à son financement. S’il en a reçu la délégation expresse, il peut renseigner les données de financement « pour le compte » du cofinanceur délégant. Il peut enfin amener toutes les données de financement dont il a connaissance.
- Le déclarant peut mettre à jour toutes les données dossier de formation sauf celles transmises par le fournisseur Pivot. S’il est financeur, il peut mettre à jour les données propres à son financement.

5. LES NOUVELLES MÉTHODES DE CONSULTATION DES DONNÉES RÉFÉRENCÉES D'AGORA VERS LES SI PARTENAIRES

5. Les nouvelles méthodes de consultation des données référencées D’agora vers les si partenaires

5.1. Référentiels

Le projet AGORA a pour objet d’améliorer la production de statistiques consolidées sur les personnes formées et leurs parcours de formation.

Pour assurer ce rôle, la plateforme AGORA va s’appuyer sur des bases de référentiels externes pour en garantir la qualité. Ces référentiels seront stockés dans des composants internes au SI.

AGORA permettra aux gestionnaires la consultation de ces données référencées. S’il s’agit de gestionnaires externes, de nouveaux webservices seront mis à leur disposition, s’il s’agit de gestionnaires internes, l’IHM du SI devra permettre leur consultation. Tous les gestionnaires habilités à accéder au SI auront accès en consultation uniquement à ces données référencées, via de nouvelles méthodes webservices et en IHM.

Aucun acteur AGORA n’aura de droit de mise à jour de ces données.

5.2. Les flux de transmission des données référencées d’Agora vers les SI sources

5.2.1. Flux des données « Personne »

Sur la base des données NIR/NIA et Nom de naissance fournies par le partenaire, cette méthode doit permettre de contrôler l’unicité du couple NIR/Nom de naissance et fournir en réponse :

Soit l’invalidité du couple ;

Soit la validité du couple. Dans ce cas, la réponse au partenaire ramènera toutes les données SNGI de la personne identifiée.

Données	Description	Format
NIR / NIA	Numéro d'Inscription au Registre valide sans la clé	Alphanumérique sur 13 positions
Certification du NIR/NIA	Niveau de certification du NIR/NIA	Numérique sur 1 position Certifié, Non certifié
Nom de naissance (patronyme)	Nom de naissance de la personne en formation	Alphanumérique sur 50 positions
Nom d'usage	Nom d'usage ou nom usuel de la personne	Alphanumérique sur 50 positions
1er prénom		Alphanumérique sur 20 positions
2ème prénom		Alphanumérique sur 20 positions
3ème prénom		Alphanumérique sur 20 positions
Date de naissance	Date de naissance de la personne	Date : JJ/MM/AAAA Dans SNGI, seule l'année est obligatoire, en conséquence: Si pas de jour: __/MM/AAAA Si pas de mois: JJ/__/AAAA
Date de Décès	Indication si la personne est décédée	Date : JJ/MM/AAAA

5.2.2. Offre Info

Sur la base du Code Offre Info ou du code CPF ou du couple Code Offre Info-Code CPF fourni par le partenaire, cette méthode doit permettre la consultation du catalogue Offre Info / Certif Info et fournir en réponse :

Soit l'invalidité du :

- Code Offre Info si code Offre Info uniquement communiqué par le partenaire
- Code CPF si code CPF uniquement communiqué par le partenaire
- Couple Offre Info/Code CPF si couple Code Offre Info/Code CPF uniquement communiqué par le partenaire

Soit la validité du code. Dans ce cas, la réponse au partenaire ramènera toutes les données du catalogue de formation Offre Info.

Données	Description	Format
Code CPF	Désigne le code CPF utilisé par la personne pour financer l'action de formation visée	9(12)
Code offre info	Numéro Offre Info de l'action de formation	Alphanumérique sur 50 positions
Intitulé de l'action de formation	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 caractères
Domaine de l'Action	FORMACODE	99999 Plusieurs occurrences possibles
Spécialisation de l'action	NSF	999
Code ROME	Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions Plusieurs occurrences possibles
GEF	Groupe emploi Formation	9(2) Nomenclature/GEF
Objectif Général OF	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.	9(2) Nomenclature/Objectif Général OF
Total du nombre d'heures	Cette donnée correspond au nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation.	Numérique sur 5 positions
Formation Certifiante	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)	9(1) Nomenclature/Formation certifiante
Code Certif Info	Code certif info de la certification	Alphanumérique sur 5 positions
Intitulé Certif Info	Nomenclature Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions
Niveau de certification	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé	9(2) Nomenclature/Niveaux d'étude
Adresse Lieu principal de formation	Lieu principal de l'action de formation pédagogique, si différent du siège de l'établissement responsable pédagogique. Le lieu principal s'entend comme le lieu sur lequel la personne passe le plus de temps de formation.	Voir format adresse
Contenu	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes	Alphanumérique sur 3 000 positions

5. Les nouvelles méthodes de consultation des données référencées D’agora vers les si partenaires

SIRET de l’organisme de formation contractant	Identifiant SIRET de l’entreprise ayant contractualisé en vue de la formation.	Alphanumérique sur 14 caractères
Raison sociale de l’organisme de formation contractant		Alphanumérique sur 50 positions
N° de DA de l’organisme de formation contractant	Numéro de déclaration d'activité Cette donnée sera récupérée de MAF	Alphanumérique - 11 caractères
Assujettissement TVA de l’organisme de formation contractant	Indique si l' OF qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA • Soumis à la TVA • Exonéré de TVA Cette donnée sera récupérée de MAF	Booléen (O/N)
Adresse de l’organisme de formation contractant		Voir format adresse
Catégorie juridique de l’organisme de formation contractant		Alphanumérique sur 4 positions Nomenclature/Catégorie juridique INSEE
SIRET de l’organisme de formation responsable pédagogique	Identifiant SIRET de l’entreprise responsable au plan pédagogique.	Alphanumérique sur 14 caractères
Raison sociale de l’organisme de formation responsable pédagogique		Alphanumérique sur 50 positions
N° de DA de l’organisme de formation responsable pédagogique	Numéro de déclaration d'activité Cette donnée sera récupérée de MAF	Alphanumérique - 11 caractères
Adresse de l’organisme de formation responsable pédagogique		Voir format adresse
Catégorie juridique de l’organisme de formation responsable pédagogique		Alphanumérique sur 4 positions Alphanumérique sur 4 positions Nomenclature Catégorie juridique INSEE

Dans le catalogue du référentiel du SI, pour les formations éligibles, il existe un état qui indique si la formation est périmée ou pas. Si pour les formations Offre Info, cette information n’existe pas. Il serait peut-être intéressant de la restituer dans cette méthode de consultation pour les formations éligibles.

Lorsque le catalogue EdOF sera dans le référentiel interne du SI, une méthode de consultation ramènera les données du catalogue EdOF à partir du code EdOF. Le code EDOF est constitué par le triplet {numéro de formation, numéro d’action, numéro de session}, éventuellement complété du code CPF de la formation pour les formations éligibles au compte de droits.

Format Adresse

Structure Adresse		
Résidence, bâtiment, escalier, appartement	Alphanumérique sur 70	Correspond à la ligne 2 de l’adresse
Complément d’identification	Alphanumérique sur 70	Correspond à la ligne 3 de l’adresse

Numéro dans la voie si adresse en France	Alphanumérique sur 4	Alimente la ligne 4 de l'adresse
Indice de répétition si adresse en France	Alphanumérique sur 1	Code indice de répétition si adresse en France Alimente la ligne 4 de l'adresse Liste des codes – Libellé en annexe
Nature de la voie si adresse en France	Alphanumérique sur 4	Code nature de la voie si adresse en France Alimente la ligne 4 de l'adresse Liste des codes - Libellé en annexe
Libellé de la voie si adresse en France	Alphanumérique sur 32	Alimente la ligne 4 de l'adresse
Lieu-dit, boîte postale si adresse en France Code postal, ville si adresse à l'étranger	Alphanumérique sur 70	Alimente la ligne 5 de l'adresse
Code postal si adresse en France	Alphanumérique sur 5	Alimente la ligne 6 de l'adresse si adresse en France
Ville si adresse en France	Alphanumérique sur 64	Alimente la ligne 6 de l'adresse si adresse en France
Code INSEE	Alphanumérique sur 5	Code INSEE de la commune
Code pays si adresse à l'étranger	Alphanumérique sur 5	Alimente la ligne 6 de l'adresse si adresse à l'étranger Liste des codes - Libellé en annexe

5.2.3. Référentiel entreprise qui renvoie des données de l'API Entreprise et de MAF

Sur la base du SIRET fourni par le partenaire, cette méthode doit permettre la consultation des données entreprise. Il peut s'agir du SIRET d'un organisme de formation ou de l'entreprise du stagiaire salarié.

Données présentes dans la réponse :

- Soit l'inexistence du SIRET ;
- Soit sa validité. Dans ce cas, la réponse au partenaire ramènera toutes les données de l'organisme de formation.

Données	Description	Format
SIRET		Alphanumérique sur 14 positions
Raison sociale		Alphanumérique sur 50 positions
N° de DA	Numéro de déclaration d'activité Cette donnée sera récupérée de MAF	Alphanumérique - 11 caractères
Assujettissement TVA	Indique si l'entreprise qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA • Soumis à la TVA • Exonéré de TVA Cette donnée sera récupérée de MAF	Booléen (O/N)
Résidence, bâtiment, escalier, appartement	Alphanumérique sur 70	Correspond à la ligne 2 de l'adresse
Complément d'identification	Alphanumérique sur 70	Correspond à la ligne 3 de l'adresse
Numéro dans la voie	Alphanumérique sur 4	Alimente la ligne 4 de l'adresse
Indice de répétition	Alphanumérique sur 1	Code indice de répétition Alimente la ligne 4 de l'adresse Nomenclature/Indice de répétition
Nature de la voie	Alphanumérique sur 4	Code nature de la voie Alimente la ligne 4 de l'adresse Nomenclature/Nature de la voie
Libellé de la voie	Alphanumérique sur 32	Alimente la ligne 4 de l'adresse
Lieu-dit, boîte postale	Alphanumérique sur 70	Alimente la ligne 5 de l'adresse

Code postal	Alphanumérique sur 5	Alimente la ligne 6 de l'adresse
Ville	Alphanumérique sur 64	Alimente la ligne 6 de l'adresse
Code INSEE	Alphanumérique sur 5	Code INSEE de la commune
Catégorie juridique		Alphanumérique sur 4 positions Nomenclature/catégorie juridique INSEE
Code NAF/APE		Alphanumérique sur 6 positions

5.2.4. Référentiel DSN qui renvoie des données issues des DSN du titulaire

Sur la base du NIR fourni par le partenaire, cette méthode doit permettre la consultation des données des DSN des différentes entreprises. En mois M, la méthode envoie en réponse la carrière du titulaire reconstituée jusqu'au mois M-1. La profondeur disponible dans le référentiel permet de remonter la carrière du stagiaire jusqu'au début 2017.

Les périodes mensuelles issues de la DSN sont agrégées.

Exemple : La carrière est restituée avec une seule occurrence par année lorsqu'il y a un seul et même employeur sur toute l'année, voire une seule occurrence recouvrant éventuellement plusieurs années dans le cas où la personne reste chez le même employeur dans les mêmes conditions.

Données présentes dans la réponse :

- Soit l'inexistence du NIR ;
- Soit sa validité. Dans ce cas, la réponse au partenaire ramènera toutes les données de la DSN.

Données	Description	Format
N° de SS sans la clé	Numéro de SS sans la clé	Alphanumérique sur 13 positions
Nom du titulaire	Nom du titulaire consulté (usuel ou marital)	Alphanumérique sur 50 positions
Nombre d'entreprises trouvées	Nombre d'entreprises différentes trouvées. Valeur à zéro	Numérique sur 2 positions
Liste des entreprises trouvées		
SIRET de l'entreprise	Numéro de SIRET de l'entreprise	Numérique sur 14 positions
Raison sociale de l'entreprise	Raison sociale de l'entreprise	Alphanumérique sur 255 positions
Date de début du contrat	Date de début du contrat	Date JJ/MM/AAAA
Date de fin du contrat	Date de fin du contrat	Date JJ/MM/AAAA
Statut du salarié (conventionnel)	Statut défini sur la base des grandes catégories socioprofessionnelles dont le salarié fait partie. Il s'entend au sens de la convention collective applicable dans l'entreprise. Liste des codes - Libellé en annexe	Alphanumérique sur 2 positions
Code profession et Catégorie socio-professionnelle (PCS-ESE)	Liste des codes - Libellé en annexe	Alphanumérique sur 4 positions
Libellé de l'emploi	Termes précisant la fonction de l'individu au sein de l'entreprise	Alphanumérique sur 120 positions
Nature du contrat	Nature du lien entre l'entreprise et l'individu Liste des codes - Libellé en annexe	Alphanumérique sur 2 positions
Dispositif de politique publique et conventionnel	Dispositif d'aide, d'incitation ou de politique publique d'emploi, de formation professionnelle ou de tout autre dispositif	Alphanumérique sur 2 positions

	conventionnel visant à instaurer des formes particulières de contrat. Liste des codes - Libellé en annexe	
Statut d'emploi du salarié	Précise le statut privé ou public (et de quel statut public il s'agit) Liste des codes - Libellé en annexe	Alphanumérique sur 2 positions
Modalité d'exercice du temps de travail	Liste des codes - Libellé en annexe	Numérique sur 2 positions

5.3. Les données personnelles du titulaire consultables en IHM

L'IHM devra prendre en compte les nouvelles données SNGI et les modifications de format de certaines autres :

Nouvelles données :

- Niveau certification du NIR (Certifié, Non certifié)
- Code INSEE de l'adresse de domiciliation

Changement de format pour les données

- 1er prénom
- 2ème prénom
- 3ème prénom
- Téléphone fixe : sous format international sur 15 positions (exemple : « +447911123456 »)
- Téléphone portable : sous format international sur 15 positions (exemple : « +447911123456 »)
- Email : 160 caractères avec un « @ »
- Date de naissance :
  - JJ/ Facultatif - numéro du jour de naissance (absent si jour inconnu)
  - MM/ Facultatif - numéro du mois de naissance (absent si mois inconnu)
  - AAAA Obligatoire - année de naissance avec le siècle
- Adresse de domiciliation :
  - Résidence, bâtiment, escalier, appartement (correspond à la ligne 2 de l'adresse)
  - Complément d'identification (correspond à la ligne 3 de l'adresse)
  - Si adresse en France :
    - Numéro dans la voie (alimente la ligne 4 de l'adresse si adresse en France)
    - Indice de répétition (alimente la ligne 4 de l'adresse si adresse en France)
    - Nature de la voie (alimente la ligne 4 de l'adresse si adresse en France)
    - Libellé de la voie (alimente la ligne 4 de l'adresse si adresse en France)
  - Lieu-dit, boîte postale pour adresse en France – Code postal et ville pour adresse à l'étranger (correspond à la ligne 5 de l'adresse)
  - Si adresse en France
    - Code postal (alimente la ligne 6 de l'adresse si adresse en France)
    - Ville (alimente la ligne 6 de l'adresse si adresse en France)
  - Si adresse à l'étranger :
    - Code pays (alimente la ligne 6 de l'adresse si adresse à l'étranger
  - Code INSEE de la commune de l'adresse en France

Dans le SI aujourd'hui, les données personnelles d'un titulaire, hors données SNGI, sont modifiables en IHM par tous les gestionnaires à partir d'un unique N° d'inscription valide (NIR ou NIA) permettant l'identification d'un seul titulaire.

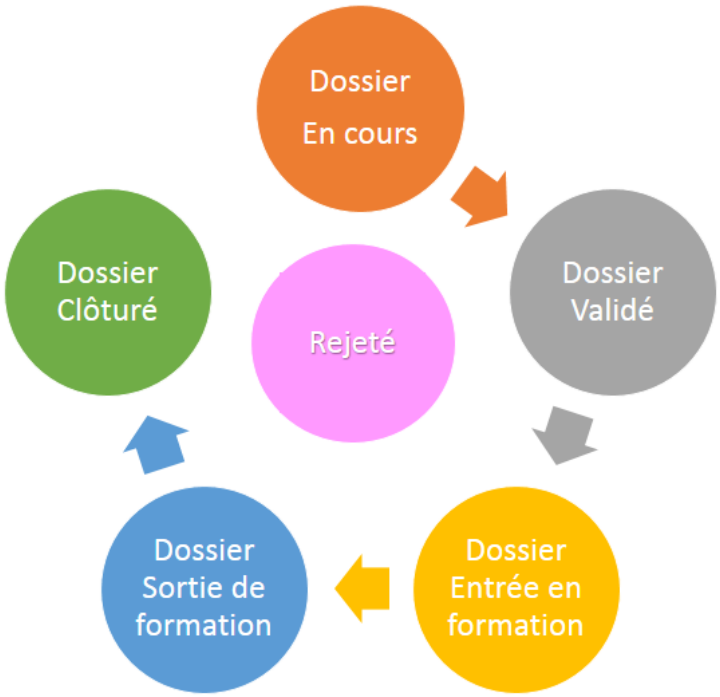
Dans Agora V2, ces droits sont reconduits.

5. Les nouvelles méthodes de consultation des données référencées D’agora vers les si partenaires

PS : Dans le SNGI, les prénoms de la personne sont dans une seule et même donnée. Le référentiel SNGI du SI opère déjà un découpage des prénoms.

6. LE CYCLE DE VIE D'UN DOSSIER DE FORMATION

6.1. Schéma du Cycle de vie du Projet

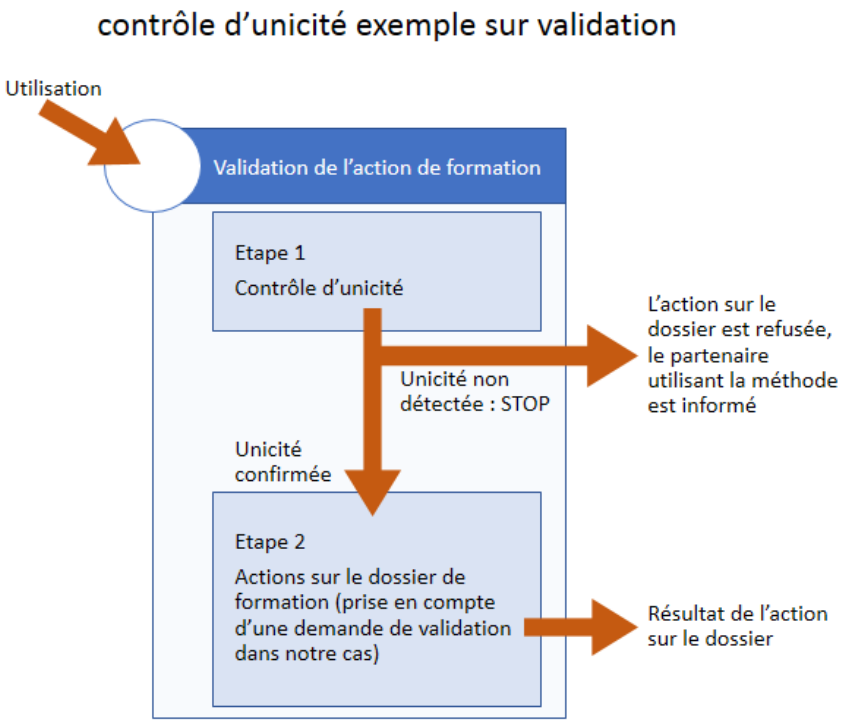


6.2. Les méthodes de contrôles

6.2.1. Méthode « 0 »

La méthode « 0 », contrôle d’unicité du couple NIR/NIA + Nom de naissance, est positionnée systématiquement avant chaque méthode d’action sur le dossier de formation.

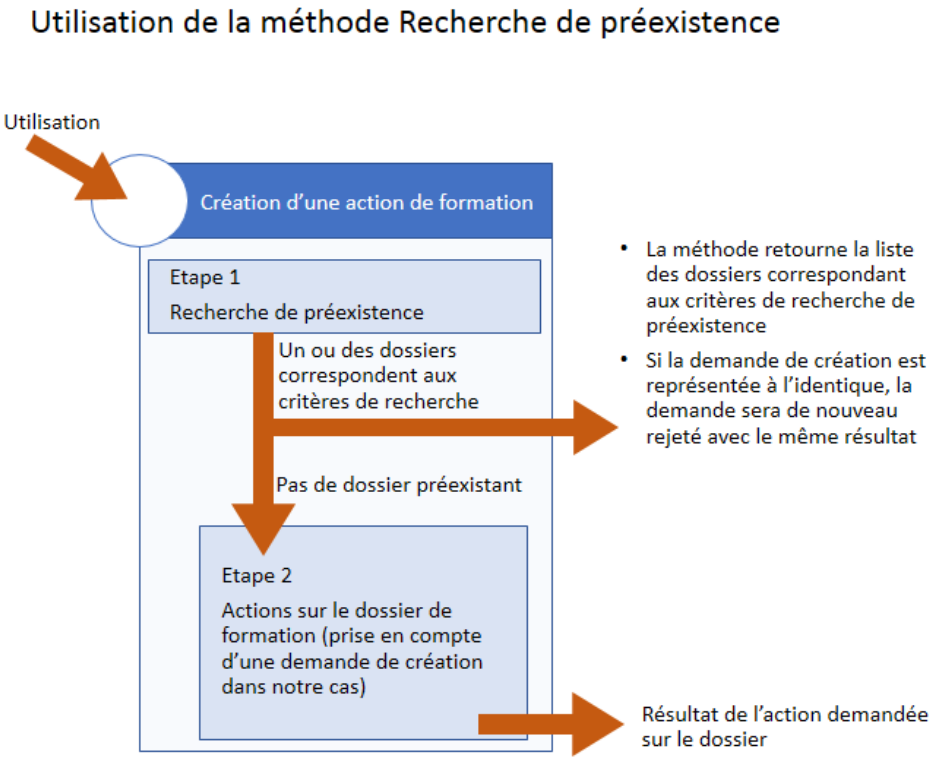
Elle permet de déterminer de façon unique un titulaire et ainsi de déterminer sur quel stagiaire une action sur un dossier de formation va avoir lieu.



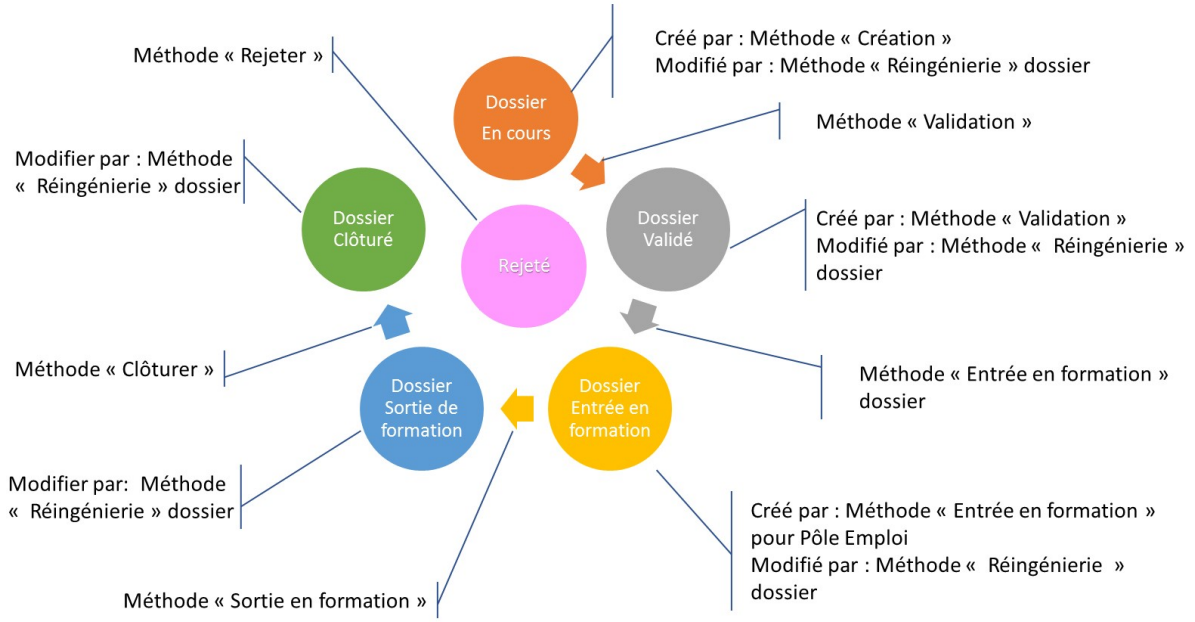
6.2.2. Méthode de Recherche de la préexistence d’un Dossier de Formation

Dès lors qu’une action de création d’un nouveau dossier est demandée par le partenaire, la méthode de recherche de doublon est activée.

Les dossiers clos ou les dossiers rejetés sont ignorés.



6.3. Statuts du dossier de formation et Actions sur le dossier



Sur l'ensemble des méthodes, la validité du couple NIR/NIA + Nom de naissance est systématiquement contrôlée.

Les méthodes permettant la création d'un dossier commencent toute leur traitement par la détection de potentiels « doubles existants » pour le dossier à créer.

6.3.1. Méthode Création

La méthode de création d'un nouveau dossier appelle systématiquement la méthode de contrôle d'unicité du couple NIR/NIA + Nom de naissance puis, si le contrôle est correct, la recherche de doublon.

Si des doublons sont trouvés dans le SI, l'action de création est refusée et les N° des doublons sont communiqués au partenaire.

6.3.2. Méthode Validation

Cette méthode doit permettre la validation d'un dossier existant au statut En cours ou de (créer et valider) un nouveau dossier de formation.

Cette méthode appelle systématiquement la méthode de contrôle d'unicité du couple NIR/NIA + Nom de naissance puis, si le contrôle est correct :

Si le N° de dossier Agora n'est pas renseigné dans la trame entrante, l'action demandée sera Création ET validation du dossier. Ainsi, la méthode de recherche de doublon sera mise en œuvre avant l'action sur le dossier

Si le N° de dossier Agora est renseigné, le SI vérifiera l'existence du dossier sur le titulaire identifié puis le statut En cours du dossier dans le SI avant de traiter l'action demandée

6.3.3. Méthode Entrée en formation

Cette méthode doit permettre de passer un dossier existant du statut « Validé » au statut « Entrée en formation ». Pour l'appelant Pôle Emploi, elle permet, pour un nouveau dossier de formation, de traiter simultanément les actions de « créer », « valider » et « entrée en formation ».

Cette méthode appelle systématiquement la méthode de contrôle d'unicité du couple NIR/NIA + Nom de naissance puis, si le contrôle est correct :

Si le N° de dossier Agora n'est pas renseigné dans la trame entrante, l'action demandée sera Création ET validation ET Entrée en formation du dossier. Ainsi, le SI vérifiera que le type d'organisme appelant est Pôle Emploi. Si c'est bien Pôle Emploi, la méthode de recherche de doublon sera mise en œuvre avant l'action sur le dossier

Si le N° de dossier Agora est renseigné, le SI vérifiera l'existence du dossier sur le titulaire identifié puis le statut Validé du dossier dans le SI avant de traiter l'action demandée.

6.3.4. Méthode Sortie de formation

Cette méthode doit permettre de passer un dossier existant du statut « Entrée en formation » au statut « Sortie de formation ».

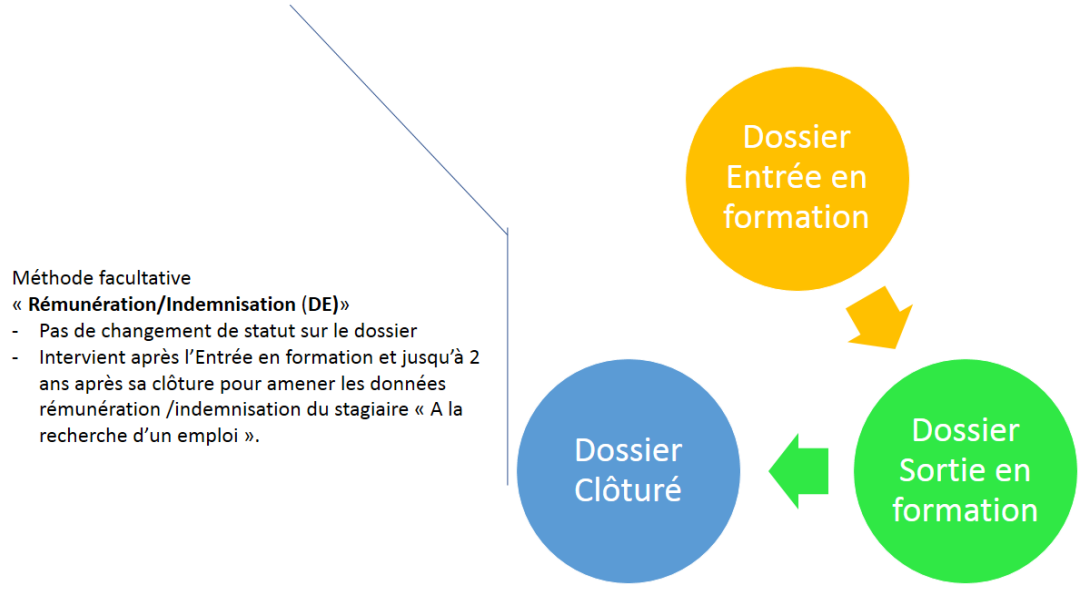
Cette méthode appelle systématiquement la méthode de contrôle d'unicité du couple NIR/NIA + Nom de naissance puis, si le contrôle est correct :

Le SI vérifie que le N° de dossier Agora est renseigné, l'existence du dossier sur le titulaire identifié puis le statut Entrée en formation du dossier dans le SI avant de traiter l'action demandée.

6.3.5. Méthode Clôture

La méthode de clôture d'un dossier existant appelle systématiquement avant l'action demandée un contrôle d'unicité du couple NIR/NIA + Nom de naissance et, si le contrôle est correct, doit permettre à partir du N° de dossier Agora dans la trame d'entrée de clôturer un dossier au statut Sortie de formation.

6.3.6. Méthode facultative Rémunération/Indemnisation DE



La méthode de rémunération/indemnisation Demandeurs d'Emplois (DE) d'un dossier existant appelle systématiquement avant l'action demandée un contrôle d'unicité du couple NIR/NIA + Nom de

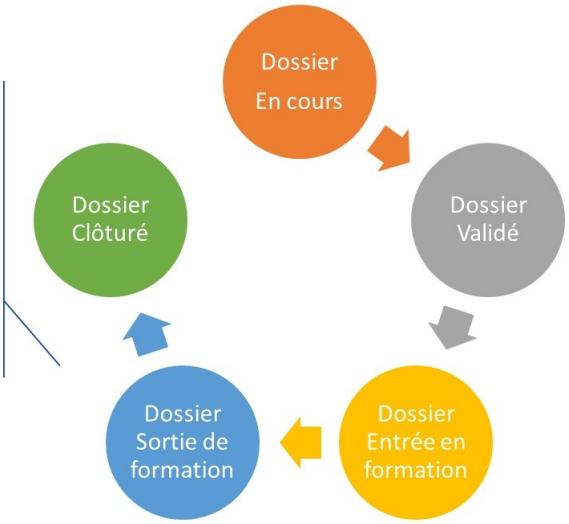
naissance et, si le contrôle est correct, doit permettre à partir du N° de dossier Agora dans la trame d’entrée de mettre à jour les données rémunération/indemnisation DE du stagiaire.

Sur cette méthode les données de prise en charge rémunération/indemnisation DE sont obligatoires Sur toutes les autres méthodes, sauf pour les méthodes « Rémunération/Indemnisation DE » et « Réingénierie », les données de prise en charge rémunération/Indemnisation sont absentes de la trame d’entrée.

6.3.7. Méthode facultative de Réingénierie

« **Réingénierie** » du dossier

- Cette action ne sera pas autorisée dans le cas d’un dossier de formation éligible au compte de droit
- Intervient en cas de révision des données de coût et de financement du dossier de formation et sans changer le statut du dossier
  - Ouverte à tous les partenaires avant clôture
  - Réservée au fournisseur pivot après clôture et jusqu’à 2 ans après la clôture.



Sur toutes les autres méthodes, sauf pour la méthode « Rémunération/Indemnisation DE » et « Réingénierie », les données de prise en charge rémunération/Indemnisation sont absentes de la trame d’entrée.

6.3.8. Données obligatoires en entrée de trame hors trame de dossier

Comme nous l’avons expliqué précédemment, Type et SIRET de l’appelant = Type et SIRET du déclarant sont obligatoires.

Type et SIRET du délégant sont obligatoires, donc seront identiques aux données de l’appelant en l’absence de délégation.

Ces données, lorsque l’action est acceptée, seront stockées dans l’historique du dossier de formation avec l’action.

Les dossiers clôturés depuis plus de 2 ans et les dossiers rejetés sont exclus de toute action.

Un financeur qui n’a pas la connaissance complète du dossier de formation peut apporter son financement propre dès la création d’un nouveau dossier ou sur un dossier existant sans changer son statut par la méthode de Réingénierie. Il pourra au préalable consulter le dossier de formation via la méthode existante de consultation qui sera modifiée pour passer au format V2 du dossier de formation afin d’apporter son financement sur le dossier avec les données obligatoires exigées sur l’action qu’il a choisie.

Seul le fournisseur pivot est autorisé à faire avancer le dossier dans son cycle de vie c’est à dire faire passer le dossier d’un statut N à un statut N+1.

Le cycle de vie théorique du dossier de formation est chronologiquement respecté.

6.4. Détail de la liste des Données obligatoires action par action sur le dossier

Les données du dossier de formation transmises par les gestionnaires externes dans chacune des méthodes sont de leur responsabilité.

Les données fournies sur chaque méthode par le fournisseur pivot viennent en « annule et remplace » de celles du dossier dans le SI hors données de financement et de coût, si l’action associée à la méthode n’est pas rejetée. Cependant les données de détection de doublon ne sont plus modifiables par personne après la création du dossier dans le SI.

Des contrôles afférents à chacune des méthodes conditionneront l’acceptation de l’action demandée :

Dans le formatage d’une donnée dans la demande reçue ;

Sur un contrôle d’existence non passant (caractère obligatoire non respecté);

Sur une valeur attendue (existence dans une table de paramétrage, dépassement d’un seuil …) ;

Lors d’un contrôle inter rubrique (dépendances entre 2 valeurs attendues) ;

Dans la vérification de la cohérence fonctionnelle des données

Certaines données du dossier de formation, non transmises par le partenaire, seront enrichies à partir de référentiels dans le dossier de formation dans le SI de la Formation Professionnelle. Il est impératif de ne pas modifier les données du dossier de formation transmises par le partenaire dans le SI. En conséquence, dès lors que l’on a des données « Index », l’action sera rejetée si le partenaire nous a transmis des données à enrichir des référentiels internes Agora. Le SI à la charge d’enrichir les dossiers de formation mais pas de les modifier. Si l’action est acceptée, dans la réponse au partenaire, le dossier enrichi sera transmis au partenaire.

La réponse au contrôle sera la non prise en compte de l’action sur le dossier dans le SI dès lors qu’un contrôle ou qu’une règle de gestion sur une donnée n’est pas respecté.

Aucune action n’est autorisée sur un dossier clôturé depuis plus de 2 ans comme sur un dossier rejeté. Si une action sur un tel dossier est demandée par un partenaire, l’action est refusée avec un motif adapté.

Le partenaire peut fournir d’autres données du dossier de formation facultatives sur la méthode. Si elles sont présentes, elles sont contrôlées.

Sur toutes les méthodes, sauf pour les méthodes « Rémunération/Indemnisation » et « Réingénierie », les données de prise en charge rémunération/Indemnisation sont absentes de la trame d’entrée.

6.4.1. Contrôle d’unicité du couple NIR/NIA + Nom de naissance

Cette méthode permet de contrôler la validité du couple NIR/NIA + Nom de naissance et est systématiquement mis en œuvre sur chaque action sur le dossier.

Le partenaire doit fournir en entrée le N° d’inscription valide de la personne, il peut s’agir du NIA, il peut s’agir du NIR. Si le N° d’inscription communiqué par le partenaire n’est pas le N° valide dans le SI, l’invalidité du couple sera renvoyée dans la réponse.

Ces données sont nécessaires au contrôle d’unicité :

Données	Format	Règle de gestion
Un seul N° d’inscription valide NIR ou NIA	Alphanumérique sur 13	Obligatoire
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Obligatoire

La réponse à ce contrôle indiquera soit :

L’invalidité du couple et le rejet de l’action demandée sur le dossier

La validité du couple et le traitement de l’action demandée se poursuivra avec ses propres contraintes

6.4.2. Recherche de la préexistence d’un dossier et création

Cette méthode permet d’éviter la création de doublon avant la création d’un nouveau dossier. Elle sera mise en œuvre avant le traitement de l’action de « Création » et de « Création + Validation ».

Dans la recherche d’un dossier déjà enregistré dans le SI, les dossiers ayant une date de clôture supérieure à 2 ans ET les dossiers rejetés sont exclus.

Données nécessaires au contrôle de préexistence d’un dossier :

Données	Format	Règle de gestion
Date entrée prévisionnelle en formation	Date format JJ/MM/AAAA	Obligatoire
SIRET de l’organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire pour un organisme de formation avec une adresse en France
Dispositif principal	Numérique sur 3 positions	Obligatoire

Prérequis : les données NIR/NIA + Nom de naissance communiqués par le partenaire ont permis l’identification d’un unique titulaire (Cf contrôle d’unicité du couple NIR/Nom de naissance).

Pour le stagiaire, identifié, par son NIR/NIA et son Nom de naissance, recherche de tous les dossiers de formation avec :

Date de début prévisionnelle de début de formation avec une marge à plus ou moins 3 mois = Date de début prévisionnelle de début de formation communiquée par le partenaire :

- Si aucun dossier trouvé, le contrôle s’arrête, l’action demandée démarre et suit ses contrôles propres
- Si un ou des dossiers sont trouvés, la recherche se poursuit avec SIRET de l’organisme de formation contractant :

  SIRET de l’organisme contractant = SIRET de l’organisme contractant communiqué par le partenaire :

  - Si aucun dossier trouvé, le contrôle s’arrête, l’action demandée démarre et suit ses contrôles propres
  - Si un ou des dossiers sont trouvés, la recherche se poursuit avec Dispositif principal de formation :

    Dispositif principal de formation = dispositif principal de formation communiqué par le partenaire :

    - Si aucun dossier trouvé, le contrôle s’arrête, l’action demandée démarre et suit ses contrôles propres
    - Si un ou des dossiers sont trouvés, la recherche se poursuit sur le Code Offre Info :

      Code Offre Info = Code Offre Info communiqué par le partenaire :

      - Si aucun dossier trouvé, le contrôle s’arrête, l’action demandée démarre et suit ses contrôles propres
      - Si un ou des dossiers sont trouvés, la recherche se poursuit sur le Code Certif Info :

        Code Certif Info = Code Certif Info communiqué par le partenaire

        - Si aucun dossier trouvé, le contrôle s’arrête, l’action demandée démarre et suit ses contrôles propres

- Si un ou des dossiers sont trouvés, le contrôle s’arrête et le dossier n’est pas créé dans le SI

6.4.3. Création de dossier

Cette méthode permet la création d’un nouveau dossier de formation dans le SI.

Données obligatoires dans la méthode :

Données	Description	Format	Règle de gestion
NIR/NIA	Numéro d'Inscription au Registre (NIR/NIA) ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé	Alphanumérique sur 13	Non modifiable par les déclarants
Nom de naissance	Nom de naissance de la personne en formation	Alphabétique sur 50 positions	Non modifiable par les déclarants
Adresse de domiciliation du stagiaire	Décrit l’adresse de résidence principale du stagiaire		Voir description ci-dessous
Données	**Description**	**Format**	**Règle de gestion**
Dispositif principal de formation	Définit le dispositif principal de formation qui permet le financement de l’action de formation (auquel se rattache l’action de formation).	Numérique sur 3 positions	Voir nomenclature
SIRET de l’organisme de formation contractant	Identifiant SIRET de l’entreprise ayant contractualisé en vue de la formation si organisme contractant avec adresse française.	Alphanumérique sur 14 caractères	Donnée obligatoire pour un organisme de formation en France
Date d’entrée prévisionnelle en formation		Date	

Adresse de domiciliation du stagiaire Si adresse à l’étranger, Code pays obligatoire Si adresse en France, sont obligatoires : - **Code postal** - **Ville** - **Lieu-dit ou (Nature et libellé de la voie)**			
Résidence, bâtiment, escalier, appartement	Correspond la ligne 2 de l’adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	
Complément d’identification	Correspond la ligne 3 de l’adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	
Numéro dans la voie de l’adresse en France	Alimente la ligne 4 de l’adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	
Indice de répétition de l’adresse en France	Alimente la ligne 4 de l’adresse postale	Alphanumérique sur 1 position	Voir nomenclature
Nature de la voie de l’adresse en France	Alimente la ligne 4 de l’adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	Voir nomenclature
Libellé de la voie de l’adresse en France	Alimente la ligne 4 de l’adresse postale	Alphanumérique sur 32 positions	
Lieu-dit, boite postale pour une adresse en France, Code postal et ville pour une adresse à l’étranger	Alimente la ligne 5 de l’adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	
Code postal de l’adresse en France	Alimente la ligne 6 de l’adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	
Ville de l’adresse en France	Alimente la ligne 6 de l’adresse postale	Alphanumérique sur 64 positions	

Code Insee de la commune en France		Alphanumérique sur 4 positions	
Code pays de l'adresse à l'étranger	Correspond à la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Liste Insee des pays

Le partenaire peut fournir d'autres données du dossier de formation du dictionnaire. Si elles sont présentes, elles sont contrôlées

La réponse de la méthode indiquera :

- L'invalidité du couple NIR/NIA – Nom de naissance si aucun titulaire trouvé dans la réponse et action sur le dossier ne sera intégrée dans le SI
- Le ou les dossiers en double suivant l'algorithme de contrôle de préexistence dans la réponse et action sur le dossier ne sera intégrée dans le SI
- Sinon, le dossier est créé dans le SI, enrichi des données « Index » transmises et les appels aux référentiels concernés. Le N° du dossier Agora (identifiant unique du dossier) sera restitué dans la réponse ainsi que le dossier créé dans le SI avec toutes les données transmises par le partenaire plus les données enrichies auprès des référentiels.

6.4.4. Validation du dossier de l'action de formation

Cette méthode est utilisée dès que la prise en charge est acceptée par le financeur.

Cette méthode permet la validation d'un dossier en cours dans le SI et permet la création ET la validation d'un nouveau dossier de formation. Le N° de dossier Agora, identifiant unique du dossier dans le SI, est présent dans la trame d'entrée du dossier, s'il n'est pas renseigné, l'action sera une création et la validation d'un nouveau dossier ; dans le SI, si l'action est acceptée, le dossier sera créé directement au statut « Validé ».

La réponse de la méthode indiquera, pour une création + validation :

- L'invalidité du couple NIR/NIA – Nom de naissance si aucun titulaire trouvé dans la réponse et action sur le dossier ne sera intégrée dans le SI
- Le ou les dossiers en double suivant l'algorithme de contrôle de préexistence dans la réponse et action sur le dossier ne sera intégrée dans le SI
- Sinon, le dossier est créé ET validé dans le SI, enrichi des données « Index » transmises et les appels aux référentiels concernés. Le N° du dossier Agora (identifiant unique du dossier) sera restitué dans la réponse avec le dossier créé dans le SI avec toutes les données transmises par le partenaire plus les données enrichies auprès des référentiels.

La réponse de la méthode indiquera, pour une validation :

- Un rejet de l'action si au moins un contrôle n'est pas satisfait
- Sinon l'ensemble du dossier de formation passe au statut Validé, est enrichi dans le SI et est restitué dans la réponse.

6.4.5. Entrée en formation (ou 1er paiement)

Cette méthode est utilisée au plus tôt après l'entrée effective en formation.

Cette méthode permet l'entrée en formation d'un dossier validé dans le SI et permet la création ET la validation ET l'entrée en formation d'un nouveau dossier de formation mais uniquement pour Pôle Emploi. Le N° de dossier Agora, identifiant unique du dossier dans le SI, est présent dans la trame d'entrée du dossier, s'il n'est pas renseigné, l'action sera une création et la validation et l'entrée en formation d'un nouveau dossier ; dans le SI, si l'action est acceptée, le dossier sera créé directement au statut « Entrée en formation ».

La réponse de la méthode indiquera, pour une création + validation + entrée en formation :

- L'invalidité du couple NIR/NIA – Nom de naissance si aucun titulaire trouvé dans la réponse et action sur le dossier ne sera intégrée dans le SI
- Le ou les dossiers en double suivant l'algorithme de contrôle de préexistence dans la réponse et action sur le dossier ne sera intégrée dans le SI
- Sinon, le dossier est créé ET validé ET entrée en formation dans le SI, enrichi des données « Index » transmises et les appels aux référentiels concernés. Le N° du dossier Agora (identifiant unique du dossier) sera restitué dans la réponse et le dossier créé dans le SI avec toutes les données transmises par le partenaire plus les données enrichies auprès des référentiels.

La réponse de la méthode indiquera, pour une entrée en formation :

- Un rejet de l'action si au moins un contrôle n'est pas satisfait
- Sinon l'ensemble du dossier de formation passe au statut Entrée en formation, est enrichi dans le SI et est restitué dans la réponse.

6.4.6. Sortie de formation

Cette méthode est utilisée au plus tôt après la sortie effective de formation.

La réponse de la méthode indiquera :

- Un rejet de l'action si au moins un contrôle n'est pas satisfait
- Sinon l'ensemble du dossier de formation passe au statut Sortie de formation, est enrichi dans le SI et est restitué dans la réponse.

6.4.7. Clôture de l'action de formation (ou du marché public)

Cette méthode est utilisée au dernier paiement de l'action (frais pédagogiques, frais annexes, autres frais).

La réponse de la méthode indiquera :

- Un rejet de l'action si au moins un contrôle n'est pas satisfait
- Sinon l'ensemble du dossier de formation passe au statut Clôturé, est enrichi dans le SI et est restitué dans la réponse.

6.4.8. Rémunération/Indemnisation

Cette méthode est facultative, ne change pas le statut du dossier et peut intervenir, sur un dossier au statut Entrée en formation ou Sortie de formation ou clôturé (et jusqu'à 2 ans après la clôture du dossier).

La réponse de la méthode indiquera :

- Un rejet de l'action si au moins un contrôle n'est pas satisfait
- Sinon l'ensemble du dossier de formation reste au même statut dans le SI et est restitué dans la réponse.

Les données obligatoires de cette méthode sont celles du statut du dossier dans le SI :

- Statut = Entrée de formation, les données obligatoires sont celles de la méthode Entrée en formation
- Statut = Sortie de formation, les données obligatoires sont celles de la méthode Sortie de formation
- Statut = Clôturé, les données obligatoires sont celles de la méthode Clôture

6.4.9. Réingénierie

Cette méthode est facultative, ne change pas le statut du dossier et peut intervenir, sur un dossier depuis son statut En cours et jusqu’à 2 ans après sa clôture.

Les dossiers de formations éligibles au compte de droits CPF sont exclus de cette méthode.

Dans les sous-chapitres, nous allons détailler le caractère obligatoire des données.

Le SI devra contrôler d’une part le statut du dossier dans le SI par rapport au statut dans la trame car il faut un même statut que celui dans le SI, et suivant le statut dans la trame, vérifier que les données obligatoires du dit statut sont bien présentes.

Le mécanisme d’enrichissement des données auprès des référentiels internes au SI doit toujours être opérationnel.

La réponse de la méthode indiquera :

- Un rejet de l’action si au moins un contrôle n’est pas satisfait
- Sinon l’ensemble du dossier de formation mis à jour est restitué dans la réponse ; le statut du dossier dans le SI est également transmis dans la réponse.

6.4.10. Rejet du dossier de formation

Dans le SI de la Formation Professionnelle aujourd’hui, il existe une méthode pour « créer et rejeter » un dossier de formation éligibles et non éligibles au dispositif CPF (AGORA V1).

Son fonctionnement sur Agora V2 permettra de rejeter un dossier déjà existant et jusqu’à 2 ans après sa clôture mais ne pourra être opérée que par le fournisseur pivot.

Les données du dossier en entrée de trame :

Données	Format	Règle de gestion
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Obligatoire
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Obligatoire
N° de dossier Agora	Numérique sur 13	Obligatoire
Motif de rejet	Numérique sur 2 positions	Obligatoire

7. LES DONNÉES DU DOSSIER DE FORMATION, LEUR CARACTÈRE OBLIGATOIRE SUR CHACUNE DES MÉTHODES, LEUR RÈGLE ET LEUR FORMAT

7.1. Description de l’ensemble des données

Données	Description	Format	Règle de gestion	Obligatoire en Création	Obligatoire en Validation	Obligatoire en Entrée en formation	Obligatoire en Sortie de formation	Obligatoire en clôture	Obligatoire en Réingénierie	Suppression 2 ans après clôture du dossier	Nomenclature
Données acteur sur le dossier de formation Ces données sont stockées à chaque action dans l’historique du dossier de formation											
Type de Déclarant	Type de l'organisme déclarant (appelant Identifie l’acteur qui remonte les informations sur la plateforme formation professionnelle	Numérique sur 2 positions		X	X	X	X	X	X	Non	Type d’organisme
Siret du déclarant	SIRET de l'organisme déclarant (appelant Identifie l’acteur qui remonte les informations sur la plateforme formation professionnelle	Numérique sur 14 positions		X	X	X	X	X	X	Non	
Type de Délégant	Type de l'organisme délégant Identifie celui pour le compte duquel l’enregistrement de la donnée est réalisé. Si pas de délégation, indiquer à nouveau le déclarant.	Numérique sur 2 positions		X	X	X	X	X	X	Non	Type d’organisme
Siret du délégant	SIRET de l'organisme délégant Identifie celui pour le compte duquel l’enregistrement de la donnée est réalisé. Si pas de délégation, indiquer à nouveau le déclarant.	Numérique sur 14 positions		X	X	X	X	X	X	Non	
Données dossier de formation											
N° de dossier AGORA	Numéro de dossier unique généré lors de la création d'un dossier de formation	Numérique sur 13 positions	Non modifiable par les déclarants		X	X	X	X	X	Non	
Statut du dossier	Statut correspondant à l’étape de vie du dossier	Numérique sur 1 position	Non modifiable par les déclarants	X	X	X	X	X	X	Non	Statut du dossier
Motif de rejet		Numérique sur 1 position	Non modifiable par les déclarants							Non	Motif de rejet
Données personnelles du stagiaire											

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Résidence, bâtiment, escalier, appartement	Correspond la ligne 2 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions		X	X	X	X	X	X	Oui	
Complément d'identification	Correspond la ligne 3 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions		X	X	X	X	X	X	Oui	
Numéro dans la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions		X	X	X	X	X	X	Oui	
Indice de répétition de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 1 position		X	X	X	X	X	X	Oui	Indice de répétition
Nature de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	Si adresse en France, une des deux lignes « lieu-dit » ou « Nature et libellé de la voie » devra être obligatoirement renseignée	X	X	X	X	X	X	Oui	Nature de la voie
Libellé de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 32 positions	Si adresse en France, une des deux lignes « lieu-dit » ou « Nature et libellé de la voie » devra être obligatoirement renseignée	X	X	X	X	X	X	Oui	
Lieu-dit, boite postale pour une adresse en France, Code postal et ville pour une adresse à l'étranger	Alimente la ligne 5 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Si adresse en France, une des deux lignes « lieu-dit » ou « Nature et libellé de la voie » devra être obligatoirement renseignée	X	X	X	X	X	X	Oui	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Code postal de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Si adresse en France devra être obligatoirement renseignée	X	X	X	X	X	X	Non	
Ville de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 64 positions	Si adresse en France, devra être obligatoirement renseignée	X	X	X	X	X	X	Oui	
Code Insee de la commune en France		Alphanumérique sur 70 positions	Cette donnée n'est pas à renseigner par les partenaires ; elle sera déduite des autres informations adresse française							Non	
Code pays de l'adresse à l'étranger	Correspond à la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Si adresse étrangère, devra être obligatoirement renseignée	X	X	X	X	X	X	Non	Liste INSEE des codes pays
Domicile Stagiaire : Téléphone portable	Numéro de téléphone portable de la personne	Alphanumérique sur 15 positions								Oui	
Domicile stagiaire : Téléphone fixe	Numéro de téléphone fixe de la personne	Alphanumérique sur 15 positions								Oui	
Domicile stagiaire : courriel	Adresse courriel / mail	Alphanumérique sur 160 positions								Oui	
Situation professionnelle du stagiaire											
Identifiant national Pôle Emploi	Cette donnée ne doit pas être renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Numérique sur 10 positions	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche							Non	

			d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »								
Identifiant régional Pôle Emploi	Cette donnée ne doit pas être renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Numérique sur 8 positions	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »							Non	
Code Pôle Emploi Régional	Cette donnée ne doit pas être renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Numérique sur 3 positions	Si activité/statut = Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi » Obligatoire si identifiant régional Pôle Emploi renseigné							Non	
Département du stagiaire	Lieu d'habitation si demandeur d'emploi, lieu de travail si salarié	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département d'habitation si dispositif = CPF et si situation = « A la recherche d'un emploi » ou celui du lieu			X	X	X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

			de travail activité/statut = « salarié »								
Situation	Situation de la personne à l'entrée en formation. En cas de multi-situations (ex : la personne est en activité ET inscrit sur la liste DE), le statut qui conduit à la formation est retenu	Numérique sur 1 position				X	X	X	X	Non	Situation
Activité/statut	Activité de la personne au regard de sa situation à l'entrée en formation	Numérique sur 2 positions	Obligatoire si situation renseignée			X	X	X	X	Non	Activité/Statut
Type de Contractualisation	Pour les salariés (activité = salarié), type de contrat conclu avec l'employeur au départ en formation	Numérique sur 2 positions	Obligatoire si activité/statut = « salarié »			X	X	X	X	Non	Type de contractualisation
Catégorie Socio-Professionnelle du stagiaire	Catégorie socio-professionnelle de la personne à l'entrée en formation	Numérique sur 2 position	Obligatoire si activité/statut = « salarié »			X	X	X	X	Non	Catégories socio-professionnelles
Catégorie employeur	Permet d'indiquer si l'employeur est une entreprise ou un particulier O = Entreprise N = Particulier employeur	Booléen (O/N)	Obligatoire si activité/statut = « salarié »			X	X	X	X	Non	O = entreprise, N=particulier
Siret employeur	Identifiant SIRET de l'entreprise du stagiaire salarié. Le SIRET n'est demandé que si l'entreprise a une adresse en France	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire si le activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné			X	X	X	X	Non	
Raison sociale employeur	Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Alphanumérique sur 100 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné			X	X	X	X	Non	

	Si le stagiaire est salarié d'une entreprise avec une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire		Obligatoire si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et code pays renseigné								
Code APE/NAF employeur	Code NAF/APE de l'entreprise employeur Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Alphanumérique sur 6 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné			X	X	X	X	Non	
			Obligatoire activité/statut = « salarié » et si catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné								
Adresse de l'employeur entreprise du stagiaire salarié											
Si l'employeur a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'employeur											
Si l'employeur a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire											
Résidence, bâtiment, escalier, appartement	Correspond la ligne 2 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné			X	X	X	X	Non	
			Zone uniquement renseignée pour activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »								
Complément d'identification	Correspond la ligne 3 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le			X	X	X	X	Non	

			SI si SIRET employeur renseigné Zone uniquement renseignée pour le activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »								
Numéro dans la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Zone uniquement renseignée pour le activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »			X	X	X	X	Non	
Indice de répétition de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 1 position	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Zone uniquement renseignée pour le activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »			X	X	X	X	Non	Indice de répétition
Nature de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le			X	X	X	X	Non	Nature de la voie

			SI si SIRET employeur renseigné Zone uniquement renseignée pour le activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »								
Libellé de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 32 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Zone uniquement renseignée pour le activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »			X	X	X	X	Non	
Lieu-dit, boite postale pour une adresse en France, Code postal et ville pour une adresse à l'étranger	Alimente la ligne 5 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Zone uniquement renseignée pour le activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »			X	X	X	X	Non	
Code postal de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le			X	X	X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

			SI si SIRET employeur renseigné Zone uniquement renseignée pour le activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »								
Ville de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 64 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Zone uniquement renseignée pour le activité/statut = « salarié » avec employeur = « O »			X	X	X	X	Non	
Code Insee de la commune en France		Alphanumérique sur 5 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Zone uniquement renseignée pour le activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »							Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Code pays de l'adresse à l'étranger	Correspond à la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O »			X	X	X	X	Non	Liste Insee des codes pays
N° URSSAF	Code URSSAF du stagiaire salarié d'un particulier employeur	Alphanumérique sur 18 positions	Obligatoire si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « N »			X	X	X	X	Non	
Données organisme de formation											
Service de Formation Interne	Détermine si la formation est réalisée en interne à l'entreprise. Elle n'agit alors pas comme offreur de formation et ne dispose pas de numéro de déclaration.	Booléen (O/N)	N par défaut	X	X	X	X	X	X	Non	
Si service de formation en interne = O, les données organisme de formation contractant et organisme de formation responsable pédagogique ne doivent pas être renseignées											
SIRET de l'organisme de formation contractant	L'organisme contractant est l'organisme responsable de l'offre. Le SIRET n'existe que si l'organisme de formation contractant a une adresse en France	Alphanumérique sur 14 positions	Si Service de formation interne = N et organisme de formation contractant avec une adresse en France (code pays adresse non renseigné) Si Service de formation interne = N, on doit avoir soit SIRET de l'organisme de formation contractant soit code pays de l'adresse de l'organisme de formation contractant renseigné	X	X non modifiable	X non modifiable	X non modifiable	X non modifiable	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

N° de déclaration d'activité de l'organisme contractant	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'offre	Alphanumérique sur 11 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné							Non	
Adresse de l'organisme contractant											
Si l'organisme de formation contractant a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant											
Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire											
Résidence, bâtiment, escalier, appartement	Correspond la ligne 2 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		X	X	X	X	X	Non	
Complément d'identification	Correspond la ligne 3 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		X	X	X	X	X	Non	
Numéro dans la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		X	X	X	X	X	Non	
Indice de répétition de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 1 position	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		X	X	X	X	X	Non	Indice de répétition

Nature de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		X	X	X	X	X	Non	Nature de la voie
Libellé de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 32 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		X	X	X	X	X	Non	
Lieu-dit, boite postale pour une adresse en France, Code postal et ville pour une adresse à l'étranger	Alimente la ligne 5 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		X	X	X	X	X	Non	
Code postal de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		X	X	X	X	X	Non	
Ville de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 64 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		X	X	X	X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Code Insee de la commune en France		Alphanumérique sur 5 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N							Non	
Code pays de l'adresse à l'étranger	Correspond à la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Si Service de formation interne = N et si adresse à l'étranger Si Service de formation interne = N, on doit avoir soit SIRET de l'organisme de formation contractant soit code pays de l'adresse renseigné	X	X non modifiable	X non modifiable	X non modifiable	X non modifiable	X	Non	Liste Insee des codes pays
Assujettissement à TVA de l'organisme contractant	Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise	Booléen (O/N)	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné							Non	
Raison sociale de l'organisme de formation contractant	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan administratif et financier de l'action. Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Alphanumérique sur 50 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Obligatoire si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		X	X	X	X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Catégorie juridique de l'organisme de formation contractant	Catégorie juridique INSEE	Alphanumérique sur 4 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		X	X	X	X	X	Non	Catégorie juridique INSEE
	Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise		Obligatoire si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné								
	Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire										
L'organisme de formation responsable pédagogique doit être différent de l'organisme de formation contractant											
SIRET du responsable pédagogique	Entreprise responsable au plan pédagogique, qui réalise à titre principal l'action, si différent de l'organisme contractant	Alphanumérique sur 14 positions	Si Service de formation interne = N et si différent du SIRET de l'organisme de formation contractant							Non	
			Si Service de formation interne = N, on ne peut avoir SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique et code pays de l'adresse de l'organisme responsable pédagogique renseigné								
N° de déclaration d'activité de l'organisme responsable pédagogique	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable pédagogique de l'action.	Alphanumérique sur 11 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET de l'organisme responsable pédagogique							Non	

			renseigné								
Adresse de l'organisme responsable pédagogique											
Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant											
Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire											
Résidence, bâtiment, escalier, appartement	Correspond la ligne 2 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N							Non	
Complément d'identification	Correspond la ligne 3 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N							Non	
Numéro dans la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI Si Service de formation interne = N							Non	
Indice de répétition de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 1 position	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné							Non	Indice de répétition

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

			Si Service de formation interne = N								
Nature de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné							Non	Nature de la voie
			Si Service de formation interne = N								
Libellé de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 32 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné							Non	
			Si Service de formation interne = N								
Lieu-dit, boite postale pour une adresse en France, Code postal et ville pour une adresse à l'étranger	Alimente la ligne 5 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné							Non	
			Si Service de formation interne = N								
Code postal de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné							Non	
			Si Service de formation interne = N								
Ville de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 64 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné							Non	
			Si Service de formation interne = N								

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Code Insee de la commune en France		Alphanumérique sur 5 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N							Non	
Code pays de l'adresse à l'étranger	Correspond à la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Si adresse à l'étranger Si Service de formation interne = N, on ne peut avoir SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique et code pays de l'adresse de l'organisme responsable pédagogique renseigné							Non	Liste Insee des codes pays
Raison sociale de l'organisme responsable pédagogique	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan pédagogique, si différent de l'organisme contractant Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 50 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné								
Catégorie juridique de l'organisme responsable	Catégorie juridique INSEE	Alphanumérique sur 4 positions	Non transmis par le partenaire, enrichi par le							Non	Catégorie juridique INSEE

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

pédagogique			SI si SIRET renseigné								
	Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise		Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné								
	Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant										
Données action de formation											
Titre du dossier de formation	Cette donnée est importante pour avoir en IHM des dossiers nommés	Alphanumérique sur 255 positions		X	X	X	X	X	X	Non	
Nationalité	Nationalité de la personne en formation sous forme de répartition géographique	Numérique sur 1 position								Non	Nationalité
Bénéficiaire Politique Publique Nationale	Détermine si la personne a bénéficié d'un dispositif de politiques publiques d'insertion ou de maintien dans l'emploi.	Numérique sur 2 positions		Non demandé aux partenaires	Non demandé aux partenaires	Non demandé aux partenaires	Non demandé aux partenaires	Non demandé aux partenaires	Non demandé aux partenaires	Non	Bénéficiaire Politique Publique Nationale
BOE	La personne s'est fait connaître comme Bénéficiaire d'une Obligation d'Emploi (BOE) à son entrée en formation. L'information est considérée comme déclarative. Le partenaire pourra indiquer que la situation est « Non connue » s'il ignore ou ne dispose pas de l'information	Numérique sur 1 position				X	X	X	X	Non	BOE
Adresse de contact du stagiaire											
Résidence, bâtiment, escalier, appartement	Correspond la ligne 2 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions								Oui	
Complément d'identification	Correspond la ligne 3 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions								Oui	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Numéro dans la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions								Oui	
Indice de répétition de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 1 position								Oui	Indice de répétition
Nature de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions								Oui	Nature de la voie
Libellé de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 32 positions								Oui	
Lieu-dit, boite postale pour une adresse en France, Code postal et ville pour une adresse à l'étranger	Alimente la ligne 5 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions								Oui	
Code postal de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions								Non	
Ville de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 64 positions								Oui	
Code Insee de la commune en France		Alphanumérique sur 5 positions								Non	
Code pays de l'adresse à l'étranger	Correspond à la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Code pays si adresse à l'étranger								Liste Insee des codes pays
Contact Stagiaire : Téléphone portable	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678	Alphanumérique sur 15 positions								Oui	
Contact stagiaire : Téléphone fixe	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678	Alphanumérique sur 15 positions								Oui	
Contact stagiaire : Courriel	Courriel du stagiaire durant sa formation	Alphanumérique sur 160 positions								Oui	
Date accord du titulaire pour l'utilisation des heures CPF		Date			X	X	X	X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Code CPF de la formation		Numérique sur 12 positions	Egal à 999999999999 pour un dossier non éligible au compte de droit CPF		X	X	X	X	X	Non	
Type de référentiel		Alphanumérique sur 100 positions	La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles		X	X	X	X	X	Non	
Identifiant dans le référentiel		Alphanumérique sur 100 positions	La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles		X	X	X	X	X	Non	
Intitulé de l'action de formation	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Non	
Objectif général	Cet élément décrit les objectifs généraux de la formation. Ils ne doivent pas être confondus avec les objectifs pédagogiques	Numérique sur 2 positions								Non	Objectif général
Objectif Général OF	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.	Numérique sur 2 positions	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Non	Objectif Général OF
Total du nombre d'heures	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation	Numérique sur 5 positions	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Obligatoire si code Offre Info non renseigné	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Bilan de compétence	Indique si l'action financée est un bilan de compétences	Booléen (O/N)			X	X	X	X	X	Non	
VAE	Indique si l'action financée est une validation des acquis de l'expérience	Booléen (O/N)			X	X	X	X	X	Non	
Dispositif principal	Définit le dispositif principal de formation qui permet le financement de l'action de formation (auquel se rattache l'action de formation).	Numérique sur 3 positions	Si « CPF », le « Code CPF » doit être différent de "999999999999" et doit être exister (ou avoir existé) à la date d'entrée en formation dans le catalogue	X	X non modifiable	X non modifiable	X non modifiable	X non modifiable	X	Non	Dispositif principal
Domaine de l'action	Domaine Formacode de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner							Non	
Spécialisation de l'action	Domaine NSF de l'Action	Numérique sur 3 positions	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner							Non	
Code ROME		Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles	Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner							Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

GEF (Groupe Emploi Formation)	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation	Numérique sur 2 positions	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner							Non	GEF
Contenu de la formation	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes	Alphanumérique sur 3000 positions	Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner							Non	
Formation Certifiante	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)	Booléen (O/N)	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si pas de code Offre info Si code certif info renseigné alors formation certifiante		X	X	X	X	X	Non	
Code Certif Info	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)	Alphanumérique sur 5 positions			X	X	X	X	X	Non	
Intitulé Certif Info	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée	Alphanumérique sur 255 positions	Transmis par le partenaire si pas de code Certif info ou enrichi par le SI si code Certif info donc à ne pas renseigner Obligatoire si formation certifiante							Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Niveau de certification	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé	Numérique sur 2 positions	Transmis par le partenaire si pas de code Certif info ou enrichi par le SI si code Certif info donc à ne pas renseigner Obligatoire si « formation certifiante							Non	Niveaux d'étude
Code Offre Info	Numéro Offre Info de l'action de formation	Alphanumérique sur 50 positions	Obligatoire si formation codifiée Offre Info							Non	
Code interne Parcours	Permet, par l'usage d'un code propre au déclarant (financeur ou CEP) de relier différents dossiers de formation orchestrés en vue d'un même projet afin d'indiquer qu'ils constituent pour la personne un « parcours ».	Alphanumérique sur 50 positions								Non	
Action Individuelle/collective	L'action est dite « collective » dès lors que l'achat de formation est réalisé pour un groupe de personnes L'action est dite « individuelle » dès lors que l'achat de formation porte sur une action unique pour une personne	Numérique sur 1 position			X	X	X	X	X	Non	Action/dimension Individuelle/Collective
Positionnement individualisé	Qualifie une action pour laquelle un positionnement préalable de l'individu a été financé dans le cadre des coûts pédagogiques. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.	Booléen (O/N)								Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Accompagnement spécifique	Qualifie une action pour laquelle un accompagnement non directement lié à la formation mais permettant de lever les freins à son déroulement (transport, logement, santé, …) est intégré à l'action de formation financée (dans le coût pédagogique).	Booléen (O/N)								Non	
Modalité d'enseignement	Définit les modalités pédagogiques de l'action financée.	Numérique sur 1 position					X	X	X	Non	Modalité d'enseignement
Formation en situation de travail		Numérique sur 1 position								Non	Formation en situation de travail
Période en entreprise	Définit si la formation comprend une période de formation pratique en entreprise (que cette entreprise soit ou non celle de la personne). (Ex : stage, alternance, …)	Booléen (O/N)								Non	
Adresse du lieu principal de formation											
Si code Offre Info, la donnée n'est pas à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info, l'adresse du lieu de formation est à renseigner par le partenaire											
Si pas de code Offre Info et adresse en France, code postal et ville sont obligatoires ainsi que lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie)											
Si pas de code Offre Info et adresse à l'étranger, le code pays est obligatoire											
Résidence, bâtiment, escalier, appartement	Correspond la ligne 2 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à renseigner par le partenaire			X	X	X	X	Non	
Complément d'identification	Correspond la ligne 3 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à renseigner par le partenaire avec un caractère			X	X	X	X	Non	

			facultatif								
Numéro dans la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à renseigner par le partenaire avec un caractère facultatif			X	X	X	X	Non	
Indice de répétition de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 1 position	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à renseigner par le partenaire avec un caractère facultatif			X	X	X	X	Non	Indice de répétition

Nature de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 4 positions	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à renseigner par le partenaire Si pas de code pays renseigné (adresse en France) alors Lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie) obligatoire			X	X	X	X	Non	Nature de la voie
Libellé de la voie de l'adresse en France	Alimente la ligne 4 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 32 positions	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à renseigner par le partenaire Si pas de code pays renseigné (adresse en France) alors Lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie) obligatoire			X	X	X	X	Non	

Lieu-dit, boite postale pour une adresse en France, Code postal et ville pour une adresse à l'étranger	Alimente la ligne 5 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 70 positions	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à renseigner par le partenaire Si pas de code pays renseigné (adresse en France) alors Lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie) obligatoire			X	X	X	X	Non	
Code postal de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à renseigner par le partenaire Si pas de code pays renseigné (adresse en France) alors obligatoire			X	X	X	X	Non	
Ville de l'adresse en France	Alimente la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 64 positions	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à renseigner par le partenaire Si pas de code pays renseigné (adresse en France) alors obligatoire			X	X	X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Code Insee de la commune en France		Alphanumérique sur 5 positions	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à ne pas renseigner par le partenaire car calculé							Non	
Code pays de l'adresse à l'étranger	Correspond à la ligne 6 de l'adresse postale	Alphanumérique sur 5 positions	Si code Offre Info, à ne pas renseigner car enrichi par le catalogue Offre Info Si pas de code Offre Info, à renseigner par le partenaire avec un caractère obligatoire si adresse à l'étranger			X	X	X	X	Non	Liste Insee des codes pays
Durée prévisionnelle totale	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures	Numérique sur 5 positions			X	X	X	X	X	Non	
Durée Effective totale	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures	Numérique sur 5 positions					X	X	X	Non	
Durée prévisionnelle hors entreprise	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise	Numérique sur 5 positions	Doit être inférieure à celle de « Durée Prévisionnelle totale »							Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

	Nombre entier d'heures										
Durée Effective hors entreprise	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Numérique sur 5 positions	Doit être inférieure à celle de « Durée Effective totale » 							Non	
Nombre d'heures hors temps de travail	Désigne Le nombre d'heures suivi hors temps de travail par le stagiaire. Nombre entier d'heures	Numérique sur 5 positions	Doit être inférieure à celle de « Durée prévisionnelle totale »							Non	
Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	Niveau de certification le plus haut du stagiaire à l'entrée en formation	Numérique sur 2 positions				X	X	X	X	Non	Niveaux d'étude
Niveau Maximum de Classe au moment de l'entrée en formation	Détermine le plus haut niveau de classe suivie par le stagiaire au moment de son entrée en formation	Numérique sur 2 positions	Si situation du stagiaire « A la recherche d'un emploi » Ne peut être supérieur au Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation			X	X	X	X	Non	Niveaux de classe
Atteinte certification	Détermine si la personne a obtenu la certification visée	Numérique sur 1 position	Obligatoire si formation certifiante				X	X	X	Non	Atteinte certification
Niveau de Certification en fin de formation	Détermine, sur la base de la classification RNCP, si le bénéficiaire a obtenu une certification à l'issue de sa formation et, le cas échéant, le niveau de celle-ci	Numérique sur 2 positions	Obligatoire sauf si « Atteinte certification » = Non connue				X	X	X	Non	Niveaux d'étude

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

N° de dossier interne (plusieurs occurrences possibles, clé Type + Siret)											
Type organisme	Type de l'organisme déclarant/délégant	Numérique sur 2 positions								Non	Type d'organisme
Siret organisme	SIRET de l'organisme déclarant/délégant	Numérique sur 14 positions	Obligatoire si type organisme renseigné							Non	
Numéro de dossier interne	Numéro de dossier propre au déclarant/délégant Vise à permettre de rattacher le dossier à son SI selon son propre système de codification des dossiers.	Alphabétique sur 50 positions	Obligatoire si type organisme renseigné							Non	
Données session de formation											
Identifiant session formation Numéro Offre Info de la session de formation (c'est-à-dire la période pendant laquelle une action de formation sera réalisée dans un centre de formation ou dans une entreprise et regroupant généralement plusieurs participants en simultané)											
Numéro formation		Alphanumérique sur 30 positions								Non	
Numéro action		Alphanumérique sur 30 positions								Non	
Numéro session		Alphanumérique sur 20 positions								Non	
Date entrée prévisionnelle en formation	Date indique de manière prévisionnelle la date de démarrage de la réalisation de l'action de formation par la personne	Date	Ne peut être postérieure à la « Date de sortie prévisionnelle de formation » Ne peut être antérieure de plus de 3 ans à la « Date de sortie prévisionnelle de formation »	X	X non modifiable	X non modifiable	X non modifiable	X non modifiable	X	Non	
Date entrée effective en formation	Cette date indique la période effective de démarrage de l'action de formation par la personne.	Date	Ne peut être postérieure à la « Date de sortie effective de formation »			X	X	X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

			Ne peut être antérieure de plus de 3 ans à la « Date de sortie effective de formation »								
Date sortie prévisionnelle de formation	Date indique de manière prévisionnelle la date d'achèvement de la réalisation de l'action de formation pour la personne.	Date	Ne peut être antérieure à la « Date d'entrée prévisionnelle en formation » Ne peut être postérieure de plus de 3 ans à la « Date d'entrée prévisionnelle en formation »		X	X	X	X	X	Non	
Date sortie effective de formation	Cette date indique la période effective d'achèvement de l'action de formation pour la personne.	Date	Ne peut être antérieure à la « Date d'entrée effective en formation » Ne peut être postérieure de plus de 3 ans à la « Date d'entrée effective en formation »				X	X	X	Non	
Date début prévisionnelle contrat alternance	Date indique de manière prévisionnelle la date de démarrage du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée prévisionnelle en formation.	Date	Obligatoire si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage » Ne peut être postérieure à la « Date d'entrée prévisionnelle de formation »				X	X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

			Ne peut être antérieure de plus de 3 ans à la « Date d'entrée prévisionnelle de formation »								
Date début effectif contrat alternance		Date	Obligatoire si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »				X	X	X	Non	
			Ne peut être antérieure de plus de 3 ans à la « Date d'entrée prévisionnelle de formation »								
			Ne peut être postérieure à la « Date d'entrée effective en formation »								
Date fin prévisionnelle contrat alternance	Date indique de manière prévisionnelle la date de fin du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie prévisionnelle en formation.	Date	Obligatoire si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »				X	X	X	Non	
			Ne peut être antérieure à la « Date de sortie prévisionnelle de formation »								

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

			Ne peut être postérieure de plus de 3 ans à la « Date de sortie prévisionnelle de formation »								
Date fin effectif contrat alternance		Date	Obligatoire si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »				X	X	X	Non	
			Ne peut être antérieure à la « Date de sortie effective de formation »								
			Ne peut être postérieure de plus de 3 ans à la « Date de sortie prévisionnelle de formation »								
Motif de fin de formation	Le motif de fin de formation est renseigné en sortie de formation ou en clôture	Numérique sur 2 positions					X	X	X	Non	Motif de fin de formation
Situation d'emploi 3 mois		Numérique sur 2 positions								Non	Situation d'emploi
Situation d'emploi 6 mois		Numérique sur 2 positions								Non	Situation d'emploi
Situation d'emploi 12 mois		Numérique sur 2 positions								Non	Situation d'emploi
Données coût pédagogique											

Prix Global par personne TTC	Valeur, en €uros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	999999,99	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.		X	X	X	X	X	Non	
Prix Global par personne HT	Valeur, en €uros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	999999,99	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.		X	X	X	X	X	Non	
Prix Individualisé après positionnement TTC	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en €uros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. Pour un achat individuel, ce prix est égal au « prix global »	999999,99								Non	
Prix Individualisé après positionnement HT	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en €uros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. Pour un achat individuel, ce prix est égal au « prix global »	999999,99								Non	

Prix Constaté après réalisation TTC	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en €uros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.	999999,99								Non	
Prix Constaté après réalisation HT	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en €uros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.	999999,99								Non	
Unité d'Achat	Définit l'unité d'achat qui a été privilégiée par le financeur pour l'action de formation concernée	Numérique sur 2 positions			X	X	X	X	X	Non	
Numéro/Code identifiant de la subvention ou du marché	Sur une « Action collective », permet d'identifier l'ensemble des actions qui ont été financées dans le cadre d'un même marché ou d'une même subvention. Ce code appartient au déclarant et ne renvoie à aucun référentiel partagé. Il permet le regroupement des dossiers financés dans le cadre d'un même marché ou sur une même subvention.	Alphanumérique sur 55 positions								Non	
Coût pédagogique réel ou calculé (en relation avec le prix de la formation)	Définit la manière dont le coût pédagogique transmis par le financeur a été obtenu (en fonction des pratiques d'achat, de l'unité d'achat). Celui peut être réel, en ce qu'il correspond exactement aux frais engagés pour l'individu concerné, ou recalculé sur la base d'une moyenne par stagiaire déduite d'un forfait/d'un marché plus large.	Numérique sur 1 position	Doit obligatoirement indiquer « coût recalculé par le financeur » si « Unité d'achat retenue par le financeur » = « heure/groupe » ou « heure/formateur » ou « jour/groupe » ou « jour/formateur » ou « multiple »		X	X	X	X	X	Non	
Données Reste à charge											

Reste à charge prévisionnel (HT)	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs	999999,99	La valeur doit être inférieure ou égale à celle de « Prix global par personne »							Non	
Reste à charge prévisionnel (TTC)	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs	999999,99	La valeur doit être inférieure ou égale à celle de « Prix global par personne »							Non	
Reste à charge effectif (HT)	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs	999999,99	La valeur doit être inférieure ou égale à celle de « Prix global par personne »							Non	
Reste à charge effectif (TTC)	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs	999999,99	La valeur doit être inférieure ou égale à celle de « Prix global par personne »							Non	
Prise en charge rémunération toutes formations si situation du stagiaire = « Personne à la recherche d'un emploi »											
Plusieurs occurrences possibles – Clé Type financeur – Siret financeur – Source de financement – Nature – date de début – date de fin											
Ce bloc de donnée est inexistant sur toutes les méthodes sauf sur les méthodes « rémunération/indemnisation DE » et « réingénierie » où il est obligatoire											
Siret financeur	Identifie le financeur de l'action de formation	Numérique sur 14 positions							X	Non	
Type financeur		Numérique sur 2 positions	Obligatoire si SIRET financeur renseigné						X	Non	Type financeur
Source de financement	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Numérique sur 3 positions	Obligatoire si TYPE financeur renseigné						X	Non	Sources de financement
Assujettissement TVA du Financeur	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Booléen (O/N)	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné						X	Non	
Nature Indemnisation	Correspond à la nature de l'indemnisation du stagiaire de la formation professionnelle perçue	Numérique sur 2 positions							X	Non	Nature Indemnisation

	pendant la formation										
Date de début de période d'indemnisation	Date de début de la période d'indemnisation du stagiaire pendant la formation	Date	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement » La Date de début ne peut être antérieure à la date d'entrée effective en formation						X	Non	
Date de fin de période d'indemnisation	Date de fin de la période d'indemnisation du stagiaire pendant la formation	Date	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement » La Date de fin ne peut être postérieure à la date de sortie effective de la formation						X	Non	
Montant effectif de l'indemnisation versée	Montant que le financeur pourrait prendre en charge au titre d'indemnisation du demandeur d'emploi en formation	999999,99	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement »						X	Non	
Montant effectif des cotisations de protection sociale	Montant que le financeur pourrait prendre en charge au titre des cotisations de protection sociale du demandeur d'emploi en formation	999999,99							X	Non	
Données spécifiques « DF éligible CPF » déjà présentes en V1											

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Nombre d'heures DIF mobilisées prévisionnel		Numérique sur 5 positions	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)		X	X	X	X	X	Non	
Nombre d'heures DIF mobilisées effectif		Numérique sur 5 positions	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)					X	X	Non	
Nombre d'heures CPF mobilisées prévisionnel		Numérique sur 5 positions	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)		X	X	X	X	X	Non	
Nombre d'heures CPF mobilisées effectif		Numérique sur 5 positions	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)					X	X	Non	
Montant DIF mobilisé prévisionnel		999999,99	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)		X	X	X	X	X	Non	
Montant DIF mobilisé effectif		999999,99	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)					X	X	Non	
Montant CPF mobilisé prévisionnel		999999,99	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)		X	X	X	X	X	Non	
Montant CPF mobilisé effectif		999999,99	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)					X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Organisme financeur des heures DIF/CPF		Entier numérique sur 2	Obligatoire si formation éligible au CPF		X	X	X	X	X	Non	Sources de financement
PEC coût pédagogique afférent aux heures DIF/CPF prévisionnel		999999,99	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)		X	X	X	X	X	Non	
PEC coût pédagogique afférent aux heures DIF/CPF effectif		999999,99	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)					X	X	Non	
Rémunération sur le budget 0,2% CPF prévisionnelle		999999,99	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)		X	X	X	X	X	Non	
Rémunération sur le budget 0,2% CPF effective		999999,99	Obligatoire si formation éligible au CPF (doit être égal à zéro si hors CPF)					X	X	Non	
Données financement – Par financeur et source de financement											
Plusieurs occurrences sur Type+ Siret Financeur / Source de financement											
Siret financeur	Identifie le financeur de l'action de formation	Numérique sur 14 positions	Si présent, Type financeur obligatoire		X	X	X	X	X	Non	
Type financeur		Numérique sur 2 positions	Si présent et différent de Titulaire, SIRET financeur obligatoire		X	X	X	X	X	Non	Type financeur
Source de financement	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Numérique sur 3 positions	Obligatoire si TYPE financeur renseigné		X	X	X	X	X	Non	Sources de financement
Assujettissement TVA du Financeur	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA	Booléen (O/N)	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné		X	X	X	X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Données financement - Prise en charge des frais pédagogiques											
Montant prévisionnel de la prise en charge HT	Prise en charge Frais pédagogique	999999,99	Doit être inférieure ou égale à celle de « Prix global HT par personne » Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »		X	X	X	X	X	Non	
Montant prévisionnel de la prise en charge TTC	Prise en charge Frais pédagogique Correspond au montant en €uros que le financeur prévoit d'engager pour le financement d'une formation à venir. Il intègre tous les éléments financiers que le financeur entend financer (y.c. les primes pour insertion). Il se distingue du prix.	999999,99	Doit être inférieure ou égale à celle de « Prix global TTC par personne » Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »		X	X	X	X	X	Non	
Montant effectif de la prise en charge HT		999999,99	Doit être inférieure ou égale à celle de « Prix global HT par personne »					X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

			Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »								
Montant effectif de la prise en charge TTC	Prise en charge Frais pédagogique	999999,99	Doit être inférieure ou égale à celle de « Prix global TTC par personne »					X	X	Non	
	Correspond au montant, en €uros, que le financeur a réellement payé pour le financement d'une formation à échéance. Il intègre tous les éléments financiers prévus au contrat (y.c. les primes pour insertion)										
	(ex : pour une action dont le prix global demandé par l'offreur est 100€, le financeur pourra en fonction de ses propres règles n'en prendre que 90 en charge)		Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »								
Montant individualisé prévisionnel de subvention versée	Correspond, en €uros, au montant prévisionnel de subvention qui sera versée à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	999999,99	Obligatoire sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »		X	X	X	X	X	Non	
Montant individualisé effectif de subvention versée	Correspond, en €uros, au montant versé sous forme de subvention à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	999999,99	Obligatoire sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »					X	X	Non	

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Données spécifiques « DF éligible CPF »											
Durée de l'abondement prévisionnelle		Numérique sur 5 positions			X	X	X	X	X	Non	
Durée de l'abondement effective		Numérique sur 5 positions						X	X	Non	
Commentaire rattaché à l'abondement		Alphanumérique sur maximum 255 positions	Obligatoire si source de financement « Autre »		X	X	X	X	X	Non	
Données financement - Prise en charge des frais annexes											
Total des frais annexes		999999,99							X	Non	
Frais annexe – hébergement	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais d'hébergement du stagiaire	999999,99	Ne peut être supérieur au montant « Total des frais annexes »							Non	
Frais annexes - restauration	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de restauration du stagiaire	999999,99	Ne peut être supérieur au montant « Total des frais annexes »							Non	
Frais annexes – transport	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de transport du stagiaire	999999,99	Ne peut être supérieur au montant « Total des frais annexes »							Non	
Frais annexes – frais de garde	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de garde d'enfants du stagiaire	999999,99	Ne peut être supérieur au montant « Total des frais annexes »							Non	
Données financement - Prise en charge des frais rattachables											

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

Fonction tutorale	Correspond au montant, en euros, que le financeur prend en charge au titre de la fonction tutorale. Cette dépense est rattachée au bénéficiaire de l'action de formation.	999999,99								Non	
Coût remplaçant	Correspond au montant, en €uros, que le financeur rembourse à l'employeur qui a fait remplacer le salarié parti en formation	999999,99	Non renseigné si activité/statut différent de « salarié »							Non	
Spécifique Certification HT	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique	999999,99								Non	
Spécifique Certification TTC	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique	999999,99								Non	
Coût Spécifique Positionnement HT	En cas de prise en charge particulière (hors frais pédagogiques), indique le montant de prise en charge du positionnement préalable de l'individu. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.	999999,99								Non	
Coût Spécifique Positionnement TTC		999999,99								Non	
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - HT		999999,99								Non	
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts		999999,99								Non	

pédagogiques - TTC											
Autres frais versés au Stagiaire HT		999999,99								Non	
Autres frais versés au Stagiaire TTC	Correspond au montant, en €uros, que le financeur dépense au titre des diverses aides individuelles (pécuniaires ou en nature) qu'il verse au stagiaire en formation professionnelle au titre de l'action qu'il suit. Ces frais se conçoivent hors du « montant global des frais annexes ». Exclusion : bourses, rémunération/indemnisation, …	999999,99								Non	
Données financement - Prise en charge rémunération pour un salarié											
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire prévisionnel	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prévoit de prendre en charge au titre du salaire de la personne en formation	999999,99	Obligatoire si activité/statut = salarié		X	X	X	X	X	Non	
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire effectif	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend réellement en charge au titre du salaire de la personne en formation	999999,99	Obligatoire si activité/statut = salarié					X	X	Non	

7.2. Nomenclature des données du dictionnaire

Les valeurs sont paramétrables, des ajouts et des obsolescences de valeurs peuvent être apportés à tout moment.

Les codes des nouvelles valeurs Agora V2 seront précisées dans les spécifications techniques.

7.2.1. Sources de financement

Code	Nom du financeur	Possible en financeur des heures du titulaire	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
2	Employeur	O	O	N
3	OPCA	O	O	O
4	Accord de branche	N	O	N
5	Accord Etat	N	O	N
7	Pôle Emploi	O	O	N
8	AGEFIPH	N	O	O
9	Titulaire	N	O	O
10	Dotation additionnelle région - obsolète	N	O	N
11	Accord d'entreprise	N	O	N
12	Autres	N	O	N
13	Dotation FPSPP - obsolète	N	O	O
14	OPACIF	O	O	N
15	Région Alsace	O	O	N
16	Région Aquitaine	O	O	N
17	Région Auvergne	O	O	N
18	Région Basse Normandie	O	O	N
19	Région Bourgogne	O	O	N
20	Région Bretagne	O	O	N
21	Région Centre	O	O	N
22	Région Champagne-Ardenne	O	O	N
23	Région Corse	O	O	N
24	Région Franche-Comté	O	O	N
25	Région Guadeloupe	O	O	N
26	Région Guyane	O	O	N
27	Région Haute-Normandie	O	O	N
28	Région Ile de France	O	O	N
29	Région Languedoc-Roussillon	O	O	N
30	Région Limousin	O	O	N
31	Région Lorraine	O	O	N
32	Région Martinique	O	O	N
33	Région Midi-Pyrénées	O	O	N
34	Région Nord-Pas-de-Calais	O	O	N
35	Région Pays de la Loire	O	O	N
36	Région Picardie	O	O	N
37	Région Poitou-Charentes	O	O	N
38	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	O	O	N
39	Région Réunion	O	O	N
40	Région Rhône-Alpes	O	O	N
41	Région Grand-Est	O	O	N
42	Région Nouvelle-Aquitaine	O	O	N
43	Région Bourgogne-Franche-Comté	O	O	N
44	Région Occitanie	O	O	N
45	Région Hauts-de-France	O	O	N
46	Région Normandie	O	O	N
47	Région Auvergne-Rhône-Alpes	O	O	N
51	Compte Professionnel de Prévention	N	O	N
52	Dotation FPSPP évaluation CléA DE - obsolète pour les dossiers débutant après le 31/12/2012	N	O	N

54	Hors SI CPF	N	O	N
55	Employeur 0,2% (sur budget CPF)	N	O	N
56	Employeur 0,2% (hors budget CPF)	N	O	N
57	Abondement suite à refus d'accord d'entreprise	N	O	N
58	Abondement DE senior	N	O	N
59	Région Mayotte (à partir du 01/01/2019)	O	O	N
60	Abondement victime AT/MP	N	O	N
61	Fonds conventionnels de branche	N	N	O
62	FSE	N	N	O
63	Fonds propres Etat	N	N	O
64	Fonds propres régionaux	N	N	O
65	Fonds OETH	N	N	O
66	CPIR	N	O	O
67	Caisse des Dépôts et Consignations	N	O	O
68	LADOM	N	O	N
69	Droits CPF monétisés	N	O	N
70	Versement volontaire CPF Usager	N	N	O
71	Versement volontaire (Entreprise) aux OPCO	N	N	O
72	Abondement CPF Employeur (Accord entreprise)	N	N	O
73	Abondement CPF Employeur (Décision unilatérale)	N	N	O
74	Fonds Propres AGEFIPH (contribution employeur/FIPHFP)	N	N	O
75	Fonds propres Pôle emploi (contribution UNEDIC / autres produits)	N	N	O
76	Fonds légaux CPF CDC	N	N	O
77	Fonds légaux Alternance OPCO	N	N	O
78	Fonds légaux – Plan développement des compétences - 50 OPCO	N	N	O
79	Fonds légaux CPF « de transition » Transition professionnelle	N	N	O
80	FEDER	N	N	O
81	FEADER	N	N	O

7.2.2. Catégories socio-professionnelles

Code	Libellé	Code DSN	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
1	Employés	**5**	O	O
2	Ouvriers non qualifiés	**6**	O	N
3	Ouvriers qualifiés	**6**	O	N
4	Technicien / Agent de maîtrise / Autres professions intermédiaires	**4**	O	N
5	Ingénieur / Cadre	**3**	O	N
6	Agriculteurs exploitants	**1**	N	O
7	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	**2**	N	O
8	Cadres et professions intellectuelles supérieures	**3**	N	O
9	Professions Intermédiaires	**4**	N	O
10	Ouvriers	**6**	N	O

7.2.3. Modalités d'enseignement

Code	Libellé
0	Formation entièrement présentielle
1	Formation mixte
2	Formation entièrement à distance

Par défaut, si la donnée n'est pas transmise, les dossiers seront automatiquement passés à « 0 - Formation entièrement présentielle ».

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

7.2.4. Niveaux d'étude

Code	Libellé	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
0	Information non communiquée	O	O
1	Certificat de Qualification Professionnelle	O	N
2	NIVEAU 2 (Sans diplôme ou Diplôme national du Brevet)	O	O
3	NIVEAU 3 (CAP, BEP, ...)	O	O
4	NIVEAU 4 (BP, BT, bac prof ou techno)	O	O
5	NIVEAU 5 (BTS, DUT, etc...)	O	O
6	NIVEAU 6 (Licence, master 1)	O	O
7	NIVEAU 7 (Grade master)	O	O
8	NIVEAU 8 (Doctorat, etc..)	N	O
9	NIVEAU 1 (Sans niveau spécifique)	N	O

7.2.5. Niveaux de classe

Code	Libellé	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
0	Information non communiquée	N	O
1	Primaire, 6e, 5e, 4e, CPA, CPPN ou CLIPA	N	O
2	3e ou première année de CAP ou BEP	N	O
3	2de, 1ère de l'enseignement général ou 2e année de CAP ou BEP	N	O
4	Terminale	N	O
5	1ère ou 2e année de DEUG, DUT, BTS, école des formations sanitaires et sociales	N	O
6	Classes de 2e ou 3e cycle de l'enseignement supérieur	N	O

7.2.6. Motifs de rejet d'un dossier de formation

Code	Libellé	
1	Formation non éligible	
2	Projet de formation non validé	
3	Refus du reste à charge par le titulaire	
4	Financement non accordé	
5	Demande hors CPF	
6	Dossier incomplet	
7	Formation annulée par l'OF	
8	Demande Hors délai	
9	Autre	
10	Doublon de dossier	
11	Erreur de saisie	
12	Erreur sur le bénéficiaire	
13	Entrée en formation non réalisée	

Les dernières valeurs n'existent pas en V1.

7.2.7. Motif de fin de formation

Code	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2

1	Absence en cours de formation	
2	Retour à l'emploi	
3	Abandon du titulaire / Décès	
4	Exclusion du titulaire	Exclusion du Titulaire
5	Financement non accordé en commission	
6	Autre	Autre
7	Refus du reste à charge du titulaire	
8		Fin prévue de l'action de formation
9		Entrée dans une autre formation
10		Abandon du Titulaire
11		Décès
12		Motif inconnu
13		Retour à l'emploi avant la fin de la formation
14		Changement d'offreur de formation en cours de formation

En V1, le motif de fin de formation n'est exigé que lorsque la formation n'est pas totalement réalisée.
En V2, le motif de fin de formation est obligatoire à la sortie de la formation dans tous les cas.

7.2.8. Type financeur

Code	Libellé
1	Autres
2	Employeur 0,2%
3	OPCA
4	OPACIF / FONGECIF
5	Mission locale
6	Région
7	APEC
8	AGEFIPH / Cap Emploi
9	Pôle Emploi
10	PNDS
11	Employeurs Publics
12	Opérateur de rémunération
13	Ministère
14	Conseil départementaux
15	OETH
16	Titulaire
17	Autres collectivités territoriales
18	Transitions Pro "Régions" / CPIR
19	OPCO

7.2.9. Situation

Code	Libellé
1	En activité
2	A la recherche d'un emploi

7.2.10. Activité / Statut

Code	Libellé	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
1	Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle Emploi	O	O si situation = A la recherche d'un emploi sinon N
2	Personne en recherche	O	O si situation = A la recherche d'un

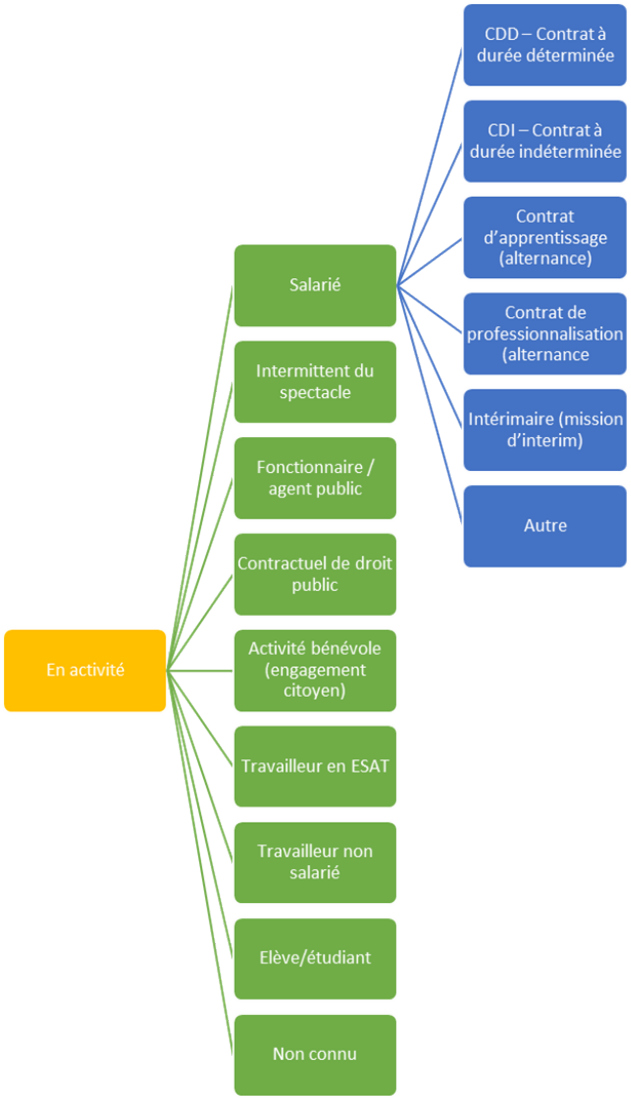
	d'emploi non inscrite sur la liste Pôle Emploi		emploi		
3	Salarié	O	O si situation = En activité sinon N		
4	Personne en Contrat de Sécurisation Professionnelle	O	O		
5	Intermittent du spectacle	O	O si situation = En activité sinon N		
6	Fonctionnaire / agent public	N	O si situation = En activité sinon N		
7	Contractuel de droit public	N	O si situation = En activité sinon N		
8	Activité bénévole (engagement citoyen)	N	O si situation = En activité sinon N		
9	Travailleur en ESAT	N	O si situation = En activité sinon N		
10	Travailleur non salarié	N	O si situation = En activité sinon N		
11	Elève/étudiant	N	O si situation = En activité sinon N		
12	Non connu	N	O si situation = En activité sinon N		
13	Situation au regard de la liste Pôle emploi non connue	N	O si situation = A la recherche d'un emploi sinon N		
14			Agent consulaire	O	O

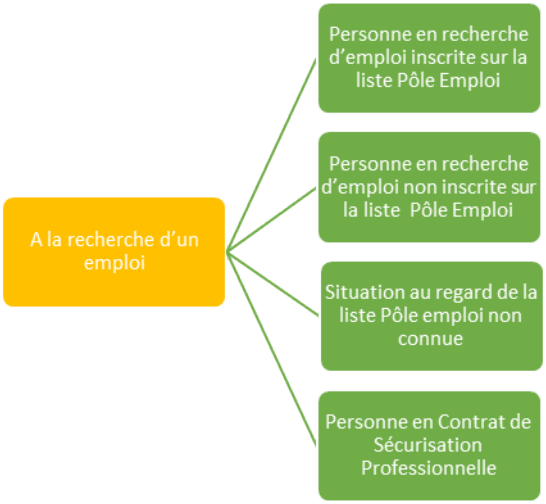
7.2.11. Type de contractualisation

Code	Libellé
1	CDD - Contrat à durée déterminée
2	CDI - Contrat à durée indéterminée
4	Contrat d'apprentissage (alternance)
5	Contrat de professionnalisation (alternance)
8	Intérimaire (mission d'intérim)
9	Autre
0	Information non communiquée

En V2, le statut s'intitule Activité et fait partie d'un triplet de données Situation – Activité – Type de contractualisation

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format





7.2.12. GEF (Groupe Emploi Formation)

Code	Libellé

1	A : Agriculture
2	B : Pêche, Mer
3	C : Bâtiment : gros oeuvre, travaux publics
4	D : Bâtiment : second œuvre
5	E : Travail des métaux
6	F : Mécanique
7	G : Electromécanique
8	H : Electricité, énergie
9	I : Appui à la production des industries
10	J : Transformation des matériaux, procédés
11	K : Production alimentaire
12	L : Textile, habillement, cuir
13	M : Travail du bois, matériaux de synthèse
14	N : Techniques graphiques, impression
15	O : Transport, logistique
16	P : Gestion et traitement de l'information
17	Q : Commerce
18	R : Santé, social, soins personnels
19	S : Hôtellerie, tourisme, loisirs
20	T : Environnement, nettoyage, sécurité
21	U : Communication, médias
22	V : Création et production artistique
23	W : Autres professions, professions d'enseignement et de la magistrature
24	X : Formation d'insertion

7.2.13. Action/dimension individuelle ou collective

Code	Libellé
1	Achat Collectif
2	Achat Individuel

7.2.14. Formation en situation de travail

Code	Libellé
1	En partie
2	En totalité
3	Non

7.2.15. Nationalité

Code	Libellé
1	Française
2	Union européenne (ou autre pays membre de l’espace Schengen)
3	Hors Union Européenne

7.2.16. Achat individuel ou collectif

Code	Libellé
0	Achat Collectif
1	Achat Individuel

7.2.17. Unité d’achat

Code	Libellé
1	Heure / stagiaire
2	Heure / groupe
3	Heure / formateur
4	Jour / stagiaire
5	Jour / groupe
6	Jour / formateur

7	Forfait parcours
8	Multiple
9	Subvention d'équilibre
10	Autre

7.2.18. Nature du coût pédagogique

Code	Libellé
1	Coût réel
2	Coût recalculé par le financeur

7.2.19. Nature Indemnisation

Code	Libellé
1	Protection sociale uniquement
2	AREF (allocation retour en emploi – Formation Personnes en Recherche d'emploi indemnisées)
3	R2F (rémunération de fin de formation)
4	RFPE (rémunération versée par Pôle emploi, destinée aux personnes en recherche d'emploi non indemnisés pour les formations que Pôle emploi agrée)
5	Rémunération de stagiaire de la formation professionnelle – Régime public (rémunération versée par une Région, destinée aux personnes en recherche d'emploi non indemnisés pour les formations que la Région agrée)
6	CIF-CDD
7	Bourse Formation Sanitaire et Sociale
8	Autre indemnisation

7.2.20. Bénéficiaire d'une politique Publique Nationale

Code	Libellé
1	Non
2	Insertion par l'Activité Economique (IAE)
3	Contrat aidé
4	Garantie jeune
5	PACEA
6	Plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs

7.2.21. Catégorie d'Employeur

Code	Libellé
O	Entreprise
N	Particulier

7.2.22. Objectif Général

Code	Libellé
1	Mobilisation, remobilisation, aide à l'élaboration d'un projet professionnel & bilans (notamment bilan de compétences)
2	Compétences clés, illettrisme, savoirs de base
3	Acquisition de compétences préalable à l'emploi
4	Préparation à l'accès à la qualification
5	Formations qualifiantes / certifiantes au service du retour à l'emploi
6	Adaptation au poste / maintien dans l'emploi
7	Développement des compétences professionnelles des salariés
8	Reconversion
9	Appui à la création / reprise d'entreprise
10	Autres

7. Les données du Dossier de Formation, leur caractère obligatoire sur chacune des méthodes, leur règle et leur format

7.2.23. Dispositif Principal

Code	Libellé
1	Contrat de professionnalisation
2	Formations sanitaires et sociales (subvention)
3	POEI
4	POEC
5	AFPR
6	Plan de développements des compétences
7	Reconversion ou promotion par l'alternance - Pro-A
8	Actions collectives régionales
9	Aides individuelles régionales
10	Dispositifs conventionnels de branche
11	AFC (Pôle emploi)
12	AIF (Pôle emploi)
13	CPF
14	Contrat d'apprentissage
15	CPF de Transition (ou CPF PTP)
16	Aides individuelles Agefiph
17	Achats collectifs Agefiph

7.2.24. Statut du Dossier

Code	Libellé
1	En cours d'élaboration
2	Validé
3	Clos - Réalisation Totale
4	Clos - Réalisation Partielle
5	Clos - Non Réalisée
6	Rejeté
12	Entrée en Formation
13	Sortie de Formation

7.2.25. Objectif Général OF

Code	Libellé
1	Code(s) obsolète(s)
3	Perfectionnement, élargissement des compétences
4	Création d'entreprise
5	Remise à niveau, maîtrise des savoirs de base, initiation
6	Certification
7	Professionnalisation
8	Préparation à la qualification
9	(Re)mobilisation, aide à l'élaboration de projet professionnel

7.2.26. Indice de répétition de la voie

Code	Libellé
« »	Sans objet ou autre
B	bis
T	ter
Q	quater
C	quinquies

7.2.27. Nature de la voie

Code	Libellé
« »	Sans objet ou autre
ALL	Allée
AV	Avenue
BD	Boulevard
CAR	Carrefour
CHE	Chemin
CHS	Chaussée
CIT	Cité
COR	Corniche
CRS	Cours
DOM	Domaine
DSC	Descente
ECA	Ecart
ESP	Esplanade
FG	Faubourg
GR	Grande Rue
HAM	Hameau
HLE	Halle
IMP	Impasse
LD	Lieu-dit
LOT	Lotissement
MAR	Marché
MTE	Montée
PAS	Passage
PL	Place
PLN	Plaine
PLT	Plateau
PRO	Promenade
PRV	Parvis
QUA	Quartier
QUAI	Quai
RES	Résidence
RLE	Ruelle
ROC	Rocade
RPT	Rond-point
RTE	Route
RUE	Rue
SEN	Sente - Sentier
SQ	Square
TPL	Terre-plein
TRA	Traverse
VLA	Villa

VLG	Village

7.2.28. Code pays

Europe	
99125	ALBANIE
99109	ALLEMAGNE
99130	ANDORRE
99135	ARUBA
99110	AUTRICHE
99131	BELGIQUE
99148	BIELORUSSIE
99118	BOSNIE-HERZEGOVINE
99103	BOUVET (ILE)
99111	BULGARIE
99119	CROATIE
99101	DANEMARK
99134	ESPAGNE
99106	ESTONIE
99156	EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE
99101	FEROE (ILES)
99105	FINLANDE
99133	GIBRALTAR
99126	GRECE
99132	GUERNESEY
99112	HONGRIE
99136	IRLANDE, ou EIRE
99102	ISLANDE
99127	ITALIE
99132	JERSEY
99157	KOSOVO
99107	LETTONIE
99113	LIECHTENSTEIN
99108	LITUANIE
99137	LUXEMBOURG
99144	MALTE
99132	MAN (ILE)
99151	MOLDAVIE
99138	MONACO
99120	MONTENEGRO
99103	NORVEGE
99135	PAYS-BAS
99122	POLOGNE
99139	PORTUGAL

99141	REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE
99142	REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
99114	ROUMANIE
99132	ROYAUME-UNI
99123	RUSSIE
99128	SAINT-MARIN
99121	SERBIE
99117	SLOVAQUIE
99145	SLOVENIE
99104	SUEDE
99140	SUISSE
99103	SVALBARD et ILE JAN MAYEN
99115	TCHECOSLOVAQUIE
99116	TCHEQUE (REPUBLIQUE)
99124	TURQUIE D'EUROPE
99155	UKRAINE
99129	VATICAN, ou SAINT-SIEGE
Asie	
99212	AFGHANISTAN
99201	ARABIE SAOUDITE
99252	ARMENIE
99253	AZERBAIDJAN
99249	BAHREIN
99246	BANGLADESH
99214	BHOUTAN
99224	BIRMANIE
99225	BRUNEI
99234	CAMBODGE
99216	CHINE
99254	CHYPRE
99237	COREE
99239	COREE (REPUBLIQUE DE)
99238	COREE (REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE)
99247	EMIRATS ARABES UNIS
99228	ETATS MALAIS NON FEDERES
99255	GEORGIE
99223	GOA
99230	HONG-KONG
99223	INDE
99231	INDONESIE
99204	IRAN
99203	IRAQ
99207	ISRAEL

99217	JAPON
99222	JORDANIE
99211	KAMTCHATKA
99256	KAZAKHSTAN
99257	KIRGHIZISTAN
99240	KOWEIT
99241	LAOS
99205	LIBAN
99232	MACAO
99227	MALAISIE
99229	MALDIVES
99218	MANDCHOURIE
99242	MONGOLIE
99215	NEPAL
99250	OMAN
99258	OUZBEKISTAN
99213	PAKISTAN
99261	PALESTINE (Etat de)
99220	PHILIPPINES
99221	POSSESSIONS BRITANNIQUES AU PROCHE-ORIENT
99248	QATAR
99209	SIBERIE
99226	SINGAPOUR
99235	SRI LANKA
99206	SYRIE
99259	TADJIKISTAN
99236	TAIWAN
99219	THAILANDE
99262	TIMOR ORIENTAL
99210	TURKESTAN RUSSE
99260	TURKMENISTAN
99208	TURQUIE
99243	VIET NAM
99244	VIET NAM DU NORD
99245	VIET NAM DU SUD
99251	YEMEN
99233	YEMEN DEMOCRATIQUE
99202	YEMEN (REPUBLIQUE ARABE DU)
Afrique	
99319	ACORES, MADERE
99303	AFRIQUE DU SUD
99352	ALGERIE
99395	ANGOLA

99327	BENIN
99347	BOTSWANA
99331	BURKINA
99321	BURUNDI
99322	CAMEROUN
99305	CAMEROUN ET TOGO
99313	CANARIES (ILES)
99396	CAP-VERT
99323	CENTRAFRICAINE (REPUBLIQUE)
99397	COMORES
99324	CONGO
99312	CONGO (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE)
99326	COTE D'IVOIRE
99399	DJIBOUTI
99301	EGYPTE
99317	ERYTHREE
99315	ETHIOPIE
99328	GABON
99304	GAMBIE
99329	GHANA
99330	GUINEE
99314	GUINEE EQUATORIALE
99392	GUINEE-BISSAU
99320	ILES PORTUGAISES DE L'OCEAN INDIEN
99332	KENYA
99348	LESOTHO
99302	LIBERIA
99316	LIBYE
99333	MADAGASCAR
99334	MALAWI
99335	MALI
99350	MAROC
99390	MAURICE
99336	MAURITANIE
99393	MOZAMBIQUE
99311	NAMIBIE
99337	NIGER
99338	NIGERIA
99308	OCEAN INDIEN (TERRITOIRE BRITANNIQUE DE L')
99339	OUGANDA
99313	PRESIDES
99313	PROVINCES ESPAGNOLES D'AFRIQUE
99340	RWANDA
99389	SAHARA OCCIDENTAL

99306	SAINTE HELENE, ASCENSION ET TRISTAN DA CUNHA
99394	SAO TOME-ET-PRINCIPE
99341	SENEGAL
99398	SEYCHELLES
99342	SIERRA LEONE
99318	SOMALIE
99343	SOUDAN
99307	SOUDAN ANGLO-EGYPTIEN, KENYA, OUGANDA
99349	SOUDAN DU SUD
99391	SWAZILAND
99325	TANGER
99309	TANZANIE
99344	TCHAD
99345	TOGO
99351	TUNISIE
99346	ZAMBIE
99308	ZANZIBAR
99310	ZIMBABWE
Amérique	
99404	ALASKA
99425	ANGUILLA
99441	ANTIGUA-ET-BARBUDA
99431	ANTILLES NEERLANDAISES
99415	ARGENTINE
99436	BAHAMAS
99434	BARBADE
99429	BELIZE
99425	BERMUDES
99418	BOLIVIE
99443	BONAIRE, SAINT EUSTACHE ET SABA
99416	BRESIL
99425	CAIMANES (ILES)
99401	CANADA
99417	CHILI
99419	COLOMBIE
99406	COSTA RICA
99407	CUBA
99444	CURAÇAO
99408	DOMINICAINE (REPUBLIQUE)
99438	DOMINIQUE
99414	EL SALVADOR
99420	EQUATEUR
99404	ETATS-UNIS

99427	GEORGIE DU SUD ET LES ILES SANDWICH DU SUD
99435	GRENADE
99430	GROENLAND
99409	GUATEMALA
99428	GUYANA
99410	HAITI
99411	HONDURAS
99426	JAMAIQUE
99403	LABRADOR
99427	MALOUINES, OU FALKLAND (ILES)
99405	MEXIQUE
99425	MONTSERRAT
99412	NICARAGUA
99413	PANAMA
99421	PARAGUAY
99422	PEROU
99432	PORTO RICO
99442	SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIEVES
99439	SAINTE-LUCIE
99445	SAINT-MARTIN (PARTIE NEERLANDAISE)
99440	SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES
99437	SURINAME
99432	TERR. DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE EN AMERIQUE
99427	TERR. DU ROYAUME-UNI DANS L'ATLANTIQUE SUD
99402	TERRE-NEUVE
99425	TERRITOIRES DU ROYAUME-UNI AUX ANTILLES
99433	TRINITE-ET-TOBAGO
99425	TURKS ET CAIQUES (ILES)
99423	URUGUAY
99424	VENEZUELA
99425	VIERGES BRITANNIQUES (ILES)
99432	VIERGES DES ETATS-UNIS (ILES)
Océanie	
99501	AUSTRALIE
99501	CHRISTMAS (ILE)
99501	COCOS ou KEELING (ILES)
99502	COOK (ILES)
99508	FIDJI
99505	GUAM
99504	HAWAII (ILES)
99501	HEARD ET MACDONALD (ILES)
99513	KIRIBATI
99505	MARIANNES DU NORD (ILES)

99515	MARSHALL (ILES)
99516	MICRONESIE (ETATS FEDERES DE)
99507	NAURU
99502	NIUE
99501	NORFOLK (ILE)
99502	NOUVELLE-ZELANDE
99517	PALAOS (ILES)
99510	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE
99503	PITCAIRN (ILE)
99512	SALOMON (ILES)
99505	SAMOA AMERICAINES
99506	SAMOA OCCIDENTALES
99505	TERR. DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE EN OCEANIE
99502	TOKELAU
99509	TONGA
99511	TUVALU
99514	VANUATU

7.2.29. Formation certifiante

Code	Libellé
N	Formation non certifiante
O	Formation certifiante

7.2.30. Catégorie juridique INSEE

Code	Libellé
1000	Entrepreneur individuel
2110	Indivision entre personnes physiques
2120	Indivision avec personne morale
2210	Société créée de fait entre personnes physiques
2220	Société créée de fait avec personne morale
2310	Société en participation entre personnes physiques
2320	Société en participation avec personne morale
2385	Société en participation de professions libérales
2400	Fiducie
2700	Paroisse hors zone concordataire
2900	Autre groupement de droit privé non doté de la personnalité morale
3110	Représentation ou agence commerciale d'état ou organisme public étranger immatriculé au RCS
3120	Société commerciale étrangère immatriculée au RCS
3205	Organisation internationale
3210	État, collectivité ou établissement public étranger
3220	Société étrangère non immatriculée au RCS
3290	Autre personne morale de droit étranger
4110	Établissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public

4120	Établissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public
4130	Exploitant public
4140	Établissement public local à caractère industriel ou commercial
4150	Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial
4160	Institution Banque de France
5191	Société de caution mutuelle
5192	Société coopérative de banque populaire
5193	Caisse de crédit maritime mutuel
5194	Caisse (fédérale) de crédit mutuel
5195	Association coopérative inscrite (droit local Alsace Moselle)
5196	Caisse d'épargne et de prévoyance à forme coopérative
5202	Société en nom collectif
5203	Société en nom collectif coopérative
5306	Société en commandite simple
5307	Société en commandite simple coopérative
5308	Société en commandite par actions
5309	Société en commandite par actions coopérative
5370	Société de Participations Financières de Profession Libérale Société en commandite par actions (SPFPL SCA)
5385	Société d'exercice libéral en commandite par actions
5410	SARL nationale
5415	SARL d'économie mixte
5422	SARL immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI)
5426	SARL immobilière de gestion
5430	SARL d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER)
5431	SARL mixte d'intérêt agricole (SMIA)
5432	SARL d'intérêt collectif agricole (SICA)
5442	SARL d'attribution
5443	SARL coopérative de construction
5451	SARL coopérative de consommation
5453	SARL coopérative artisanale
5454	SARL coopérative d'intérêt maritime
5455	SARL coopérative de transport
5458	SARL coopérative ouvrière de production (SCOP)
5459	SARL union de sociétés coopératives
5460	Autre SARL coopérative
5470	Société de Participations Financières de Profession Libérale Société à responsabilité limitée (SPFPL SARL)
5485	Société d'exercice libéral à responsabilité limitée
5498	SARL unipersonnelle
5499	Société à responsabilité limitée (sans autre indication)
5505	SA à participation ouvrière à conseil d'administration
5510	SA nationale à conseil d'administration
5515	SA d'économie mixte à conseil d'administration
5520	Fonds à forme sociétale à conseil d'administration
5522	SA immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) à conseil d'administration

5525	SA immobilière d'investissement à conseil d'administration
5530	SA d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER) à conseil d'administration
5531	Société anonyme mixte d'intérêt agricole (SMIA) à conseil d'administration
5532	SA d'intérêt collectif agricole (SICA) à conseil d'administration
5542	SA d'attribution à conseil d'administration
5543	SA coopérative de construction à conseil d'administration
5546	SA de HLM à conseil d'administration
5547	SA coopérative de production de HLM à conseil d'administration
5548	SA de crédit immobilier à conseil d'administration
5551	SA coopérative de consommation à conseil d'administration
5552	SA coopérative de commerçants-détaillants à conseil d'administration
5553	SA coopérative artisanale à conseil d'administration
5554	SA coopérative (d'intérêt) maritime à conseil d'administration
5555	SA coopérative de transport à conseil d'administration
5558	SA coopérative ouvrière de production (SCOP) à conseil d'administration
5559	SA union de sociétés coopératives à conseil d'administration
5560	Autre SA coopérative à conseil d'administration
5570	Société de Participations Financières de Profession Libérale Société anonyme à conseil d'administration (SPFPL SA à conseil d'administration)
5585	Société d'exercice libéral à forme anonyme à conseil d'administration
5599	SA à conseil d'administration (s.a.i.)
5605	SA à participation ouvrière à directoire
5610	SA nationale à directoire
5615	SA d'économie mixte à directoire
5620	Fonds à forme sociétale à directoire
5622	SA immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) à directoire
5625	SA immobilière d'investissement à directoire
5630	Safer anonyme à directoire
5631	SA mixte d'intérêt agricole (SMIA)
5632	SA d'intérêt collectif agricole (SICA)
5642	SA d'attribution à directoire
5643	SA coopérative de construction à directoire
5646	SA de HLM à directoire
5647	Société coopérative de production de HLM anonyme à directoire
5648	SA de crédit immobilier à directoire
5651	SA coopérative de consommation à directoire
5652	SA coopérative de commerçants-détaillants à directoire
5653	SA coopérative artisanale à directoire
5654	SA coopérative d'intérêt maritime à directoire
5655	SA coopérative de transport à directoire
5658	SA coopérative ouvrière de production (SCOP) à directoire
5659	SA union de sociétés coopératives à directoire
5660	Autre SA coopérative à directoire
5670	Société de Participations Financières de Profession Libérale Société anonyme à Directoire (SPFPL SA à directoire)
5685	Société d'exercice libéral à forme anonyme à directoire

5699	SA à directoire (s.a.i.)
5710	SAS, société par actions simplifiée
5720	Société par actions simplifiée à associé unique ou société par actions simplifiée unipersonnelle
5770	Société de Participations Financières de Profession Libérale Société par actions simplifiée (SPFPL SAS)
5785	Société d'exercice libéral par action simplifiée
5800	Société européenne
6100	Caisse d'Épargne et de Prévoyance
6210	Groupement européen d'intérêt économique (GEIE)
6220	Groupement d'intérêt économique (GIE)
6316	Coopérative d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA)
6317	Société coopérative agricole
6318	Union de sociétés coopératives agricoles
6411	Société d'assurance à forme mutuelle
6511	Sociétés Interprofessionnelles de Soins Ambulatoires
6521	Société civile de placement collectif immobilier (SCPI)
6532	Société civile d'intérêt collectif agricole (SICA)
6533	Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)
6534	Groupement foncier agricole
6535	Groupement agricole foncier
6536	Groupement forestier
6537	Groupement pastoral
6538	Groupement foncier et rural
6539	Société civile foncière
6540	Société civile immobilière
6541	Société civile immobilière de construction-vente
6542	Société civile d'attribution
6543	Société civile coopérative de construction
6544	Société civile immobilière d' accession progressive à la propriété
6551	Société civile coopérative de consommation
6554	Société civile coopérative d'intérêt maritime
6558	Société civile coopérative entre médecins
6560	Autre société civile coopérative
6561	SCP d'avocats
6562	SCP d'avocats aux conseils
6563	SCP d'avoués d'appel
6564	SCP d'huissiers
6565	SCP de notaires
6566	SCP de commissaires-priseurs
6567	SCP de greffiers de tribunal de commerce
6568	SCP de conseils juridiques
6569	SCP de commissaires aux comptes
6571	SCP de médecins
6572	SCP de dentistes
6573	SCP d'infirmiers

6574	SCP de masseurs-kinésithérapeutes
6575	SCP de directeurs de laboratoire d'analyse médicale
6576	SCP de vétérinaires
6577	SCP de géomètres experts
6578	SCP d'architectes
6585	Autre société civile professionnelle
6588	Société civile laitière
6589	Société civile de moyens
6595	Caisse locale de crédit mutuel
6596	Caisse de crédit agricole mutuel
6597	Société civile d'exploitation agricole
6598	Exploitation agricole à responsabilité limitée
6599	Autre société civile
6901	Autre personne de droit privé inscrite au registre du commerce et des sociétés
7111	Autorité constitutionnelle
7112	Autorité administrative ou publique indépendante
7113	Ministère
7120	Service central d'un ministère
7150	Service du ministère de la Défense
7160	Service déconcentré à compétence nationale d'un ministère (hors Défense)
7171	Service déconcentré de l'État à compétence (inter) régionale
7172	Service déconcentré de l'État à compétence (inter) départementale
7179	(Autre) Service déconcentré de l'État à compétence territoriale
7190	Ecole nationale non dotée de la personnalité morale
7210	Commune et commune nouvelle
7220	Département
7225	Collectivité et territoire d'Outre Mer
7229	(Autre) Collectivité territoriale
7230	Région
7312	Commune associée et commune déléguée
7313	Section de commune
7314	Ensemble urbain
7321	Association syndicale autorisée
7322	Association foncière urbaine
7323	Association foncière de remembrement
7331	Établissement public local d'enseignement
7340	Pôle métropolitain
7341	Secteur de commune
7342	District urbain
7343	Communauté urbaine
7344	Métropole
7345	Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM)
7346	Communauté de communes
7347	Communauté de villes
7348	Communauté d'agglomération

7349	Autre établissement public local de coopération non spécialisé ou entente
7351	Institution interdépartementale ou entente
7352	Institution interrégionale ou entente
7353	Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU)
7354	Syndicat mixte fermé
7355	Syndicat mixte ouvert
7356	Commission syndicale pour la gestion des biens indivis des communes
7357	Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)
7361	Centre communal d'action sociale
7362	Caisse des écoles
7363	Caisse de crédit municipal
7364	Établissement d'hospitalisation
7365	Syndicat inter hospitalier
7366	Établissement public local social et médico-social
7367	Centre Intercommunal d'action sociale (CIAS)
7371	Office public d'habitation à loyer modéré (OPHLM)
7372	Service départemental d'incendie et de secours (SDIS)
7373	Établissement public local culturel
7378	Régie d'une collectivité locale à caractère administratif
7379	(Autre) Établissement public administratif local
7381	Organisme consulaire
7382	Établissement public national ayant fonction d'administration centrale
7383	Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel
7384	Autre établissement public national d'enseignement
7385	Autre établissement public national administratif à compétence territoriale limitée
7389	Établissement public national à caractère administratif
7410	Groupement d'intérêt public (GIP)
7430	Établissement public des cultes d'Alsace-Lorraine
7450	Etablissement public administratif, cercle et foyer dans les armées
7470	Groupement de coopération sanitaire à gestion publique
7490	Autre personne morale de droit administratif
8110	Régime général de la Sécurité Sociale
8120	Régime spécial de Sécurité Sociale
8130	Institution de retraite complémentaire
8140	Mutualité sociale agricole
8150	Régime maladie des non-salariés non agricoles
8160	Régime vieillesse ne dépendant pas du régime général de la Sécurité Sociale
8170	Régime d'assurance chômage
8190	Autre régime de prévoyance sociale
8210	Mutuelle
8250	Assurance mutuelle agricole
8290	Autre organisme mutualiste
8310	Comité central d'entreprise
8311	Comité d'établissement
8410	Syndicat de salariés

8420	Syndicat patronal
8450	Ordre professionnel ou assimilé
8470	Centre technique industriel ou comité professionnel du développement économique
8490	Autre organisme professionnel
8510	Institution de prévoyance
8520	Institution de retraite supplémentaire
9110	Syndicat de copropriété
9150	Association syndicale libre
9210	Association non déclarée
9220	Association déclarée
9221	Association déclarée d'insertion par l'économique
9222	Association intermédiaire
9223	Groupement d'employeurs
9224	Association d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle
9230	Association déclarée, reconnue d'utilité publique
9240	Congrégation
9260	Association de droit local (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle)
9300	Fondation
9900	Autre personne morale de droit privé
9970	Groupement de coopération sanitaire à gestion privée

7.2.31. BOE

Code	Libellé
1	Oui
2	Non
3	Non connu
4	En cours de reconnaissance

7.2.32. Atteinte certification

Code	Libellé
1	Oui
2	Non
3	Non connu
4	Atteinte partielle

7.2.33. Statut conventionnel du salarié

Code	Libellé
01	agriculteur salarié de son exploitation
02	artisan ou commerçant salarié de son entreprise
03	cadre dirigeant (votant au collège employeur des élections prud'hommales)
04	autres cadres au sens de la convention collective (ou du statut pour les régimes spéciaux)
05	profession intermédiaire (technicien, contremaître, agent de maîtrise, clergé)

06	employé administratif d'entreprise, de commerce, agent de service
07	ouvriers qualifiés et non qualifiés y compris ouvriers agricoles
08	agent de la fonction publique d'Etat
09	agent de la fonction publique hospitalière
10	agent de la fonction publique territoriale

7.2.34. Nature du contrat de travail

Code	Libellé
01	Contrat de travail à durée indéterminée de droit privé
02	Contrat de travail à durée déterminée de droit privé
03	Contrat de mission (contrat de travail temporaire)
07	Contrat à durée indéterminée intermittent
08	Contrat à durée indéterminée intérimaire
09	Contrat de travail à durée indéterminée de droit public
10	Contrat de travail à durée déterminée de droit public
29	Convention de stage (hors formation professionnelle)
32	Contrat d'appui au projet d'entreprise
50	Nomination dans la fonction publique (par arrêté, par décision,?)
60	Contrat d'engagement éducatif
80	Mandat social
81	Mandat d'élu
89	Volontariat de service civique
70	Contrat de soutien et d'aide par le travail
90	Autre nature de contrat, convention, mandat

7.2.35. Dispositif de politique publique et conventionnel

Code	Libellé
21	CUI - Contrat Initiative Emploi
41	CUI - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi
42	CUI - Contrat d'accès à l'emploi - DOM
50	Emploi d'avenir secteur marchand
51	Emploi d'avenir secteur non marchand
61	Contrat de Professionnalisation
64	Contrat d'apprentissage entreprises artisanales ou de moins de 11 salariés (loi du 3 janvier 1979)
65	Contrat d'apprentissage entreprises non inscrites au répertoire des métiers d'au moins 11 salariés (loi de 1987)
70	Contrat à durée déterminée pour les séniors
71	Contrat à durée déterminée d'insertion
80	Contrat de génération
81	Contrat d'apprentissage secteur public (Loi de 1992)
99	Non concerné

7.2.36. Statut d'emploi du salarié

Code	Libellé
01	Titulaire de la Fonction publique
02	Non titulaire de la Fonction publique
03	Statutaire
04	Non statutaire
06	Personnel médical hospitalier
07	Médecin sans statut hospitalier
99	Non concerné

7.2.37. Modalité d'exercice du temps de travail

Code	Libellé
10	Temps plein
20	Temps partiel
21	Temps partiel thérapeutique
99	Salarié non concerné

7.3. Impact sur le SI de la Formation Professionnelle

Agora devient le format d'information généralisé, pour l'ensemble des dossiers de formation professionnelle, qu'ils soient éligibles au dispositif CPF ou non.

Les obligations et formats de données, mais aussi le périmètre des données Agora s'appliquent donc à l'intégralité du SI de la Formation Professionnelle, c'est-à-dire que pour pouvoir clôturer un dossier éligible au compte de droits, le même périmètre de données Agora V2 devra être renseigné au niveau du Dossier CPF. En conséquence, l'IHM, les batchs et les webservices seront mis à jour au fur et à mesure des ajouts de données sur le SI de la Formation Professionnelle.

8. REPORTING

L'ensemble des données collectées dans le Big Data, qu'elles soient issues des référentiels externes ou des données reçues de nos différents partenaires sur les dossiers de formation, seront nécessaires :

Au pilotage des investissements des financeurs

A l'amélioration des statistiques sur les bénéficiaires de formations, leurs parcours de formation et leurs parcours professionnels ante et post formation.

Au meilleur suivi des stagiaires post-formation

Une analyse fine sur quelques points de vigilance basée sur des indicateurs comme :

- Certaines populations
- Les méthodes de formation
- Des zones géographiques particulières
- Des métiers dits « prioritaires » sur le territoire

8.1. Demandes spécifiques par type d'organisme

Les attentes en matière de reporting diffèrent selon le type d'organisme mais d'une manière générale les partenaires souhaitent un accès aux données brutes d'Agora pour en établir leur propre rapport.

8.1.1. Les Conseils Régionaux

Les Conseils Régionaux attendent d'Agora :

- Un flux de transmission vers la DARES facilité et un support en matière de reporting dans le cadre de leurs engagements FSE, le suivi de leurs accords avec des cofinanceurs tiers et pour stabiliser leurs bilans CPF.
- De faciliter la pertinence de leur réponse aux commandes ponctuelles en matière de politique de la Formation professionnelle.
- Des données récentes, fiables et leur permettant un benchmark des actions menées par les autres Conseils Régionaux.

8.1.2. Les OPCA

Les OPCA attendent d'Agora :

- Un support pour la transmission de leurs données à la DGEFP, FPSPP, FSE, Carif-Oref et aux CEP.
- La pertinence de leur réponse aux commandes ponctuelles en matière de politique de la Formation professionnelle.
- La possibilité du suivi fiable et accru de leur engagement dans les politiques de formation menées en partenariat avec des branches adhérentes.
- Un périmètre plus large des données relatives aux dossiers de formation.
- Le suivi de leurs accords avec des co-financeurs tiers.

8.1.3. Les Fongecif & OPACIF

Les Fongecif & OPACIF attendent d'Agora :

- Un support pour la transmission de leurs données à la DGEFP, FPSPP & FSE.
- La pertinence de leur réponse aux commandes ponctuelles en matière de politique de la Formation professionnelle.

8.1.4. L'AGEFIPH

L'AGEFIPH attend d'Agora :

- Une visibilité sur la formation des BOETH.
- Un meilleur suivi des politiques de formation en faveur des personnes handicapées.
- La pertinence de leur réponse aux commandes ponctuelles en matière de politique de la Formation professionnelle.
- Stabilisation de leurs bilans CPF.
- Le suivi de leurs accords avec des co-financeurs tiers.
- Un support pour la transmission de leurs données à l'extérieur.

8.2. Modalités de reporting fournies par le SI de la Formation Professionnelle

8.2.1. MODALITE 1 – Un export des dossiers nominatifs

Il s'agit de fournir à chaque acteur les données :

- Des dossiers dans lesquels il est intervenu,
- Apportées par les autres acteurs du dossier,
- Issues des différents référentiels auxquels AGORA est connectée.

Cet export n'est pas anonymisé pour permettre :

- L'intégration des données dans les SI des partenaires, notamment les SI décisionnels,
- Des recoupements techniques et métier permettant de s'assurer de l'homogénéité des données entre les SI des acteurs et AGORA.

Ne peuvent bénéficier de cet export complet que les acteurs ayant contribué au financement des dossiers concernés. Les acteurs du CEP disposeront d'un export au contenu spécifique à définir.

L'accès est assuré par transmission sécurisée à l'acteur concerné par la CDC tous les mois (de manière systématique), à l'instar de ce qui est réalisé aujourd'hui dans le cadre du SI de la Formation Professionnelle.

8.2.2. MODALITE 2 - Un accès internet à une base de données nationale anonymisée

Il s'agit de l'open data de l'état Français, à disposition de tous.

Afin de garantir l'anonymat des bénéficiaires les données suivantes seront supprimées de la base de données, il s'agit à minima de :

Données d'Etat civil

- NIR & Nom
- Nom d'usage
- Date de Naissance

Données de contact

- Adresse du bénéficiaire
- Email
- Téléphone fixe & mobile

8.2.3. MODALITE 3 - Des tableaux de bord génériques

Il s'agit d'un ensemble de représentations ponctuelles sous forme de tableaux ou de graphiques basées sur des indicateurs généraux et produits par l'outil Tableau.

Ces représentations seront à disposition de tous les acteurs d'Agora au format html et accessibles via le portail gestionnaire du SI de la Formation Professionnelle.

Ces représentations seront exportables aux formats Excel & PDF et imprimables.

Pour les OPCA des tableaux modélisés spécifiquement pour leur besoin de communiquer vers l'extérieur seront établis avec la possibilité pour les OPCA de valider avant envoi.

Le tableau de bord commun à l'ensemble des financeurs a d'ores et déjà été défini comme suit :

Filtres à faire évoluer pour moduler le champ	Modalité de calcul de l'indicateur	Donnée de renseignement de l'indicateur
1) Périmètre territorial[3] : - National - Régional (global et chacune d'entre elles) - Département (par région) ⇨ *Soit sur la base du « lieu principal de formation », soit sur la base du « Code officiel géographique (INSEE) du domicile de la personne ».* **2) Période :** - 13 / 6 / 3 derniers mois glissants et le dernier mois lui-même avant ⇨ *sur la base des dates d'entrées effectives* - 13 / 6 / 3 prochains mois glissants et le prochain mois lui-même après ⇨ *sur la base des dates d'entrées prévisionnelles* - Année civile en cours **3) Dispositifs de formation :** - Tous - Par « dispositif principal » **4) Statut de la personne au regard de l'activité :** - Tous - Personne en Recherche d'Emploi - En activité **5) Typologie des actions :** - Tous - Par « objectif général de l'action » **6) Actions qualifiantes ou non :** - Tous - Actions qualifiantes - Actions non qualifiantes	Genre*Age *(tableau/graphique et/ou carte)* Genre*Age*Financeurs (par type de financeurs) Genre*Age*niveau de qualification à l'entrée en formation *(tableau/graphique)* Genre*Age*Niveau de qualification à l'entrée en formation *(tableau/graphique)* Genre*Age*Domaine de formation *(tableau/graphique)* Genre*Age*Statut au regard de l'activité à l'entrée en formation *(tableau/graphique)* Genre*Age*Objectif général de la formation *(tableau/graphique)* Genre*Age*Dispositif principal *(tableau/graphique)* Genre*Age*Durée de la formation *(tableau/graphique)* Lieu principal de formation*Région de résidence de la personne *(carte)* Statut de l'OF contractant (et total des OF) *(tableau/graphique)* Sortie effective de formation*domaine de	- Nb de stagiaires - Nb de stagiaires déclarés BOETH - Nb de personnes - Volume d'heures - Durée moyenne de formation - Montant en € *(principalement sur les coûts effectifs, à défaut sur coûts prévisionnels)*

[3] Un périmètre plus fin, notamment par bassins d'emploi, restera possible pour chaque financeur en modalité 2.

Filtres à faire évoluer pour moduler le champ	Modalité de calcul de l'indicateur	Donnée de renseignement de l'indicateur
7) Financeurs : - Tous - Conseils régionaux (global ou par Conseil régional) - OPCA (global ou par OPCA) - Pôle Emploi - Agefiph **8) Domaine de formation :** - Tous - Par Grand domaine du Formacode (14) **9) Age à l'entrée en formation :** - Tous - Par Tranche d'âge **10) Travailleurs reconnus BOETH** - Tous - Oui - Non **11) Niveau de qualification à l'entrée en formation** - Tous - Par niveau **12. Source de financement** donnée extraite de la DSN pour les salariés CSP à l'entrée en formation CSP à la sortie de formation Branche de l'établissement employeur (pour les salariés) Ancienneté du salarié dans l'entreprise (pour les salariés) taille d'entreprise (pour les salariés)	formation *(tableau/graphique)* Nationalité *(tableau/graphique)* Top 10 des certifications visées*Genre *(liste/graphique)* Top 10 des actions financées*Genre *(liste/graphique)* Rémunération*Financeurs (par type de financeurs) *(tableau/graphique)* Lieu principal de formation (sous forme d'une carte d'intensité de la formation) *(carte nationale avec déclinaison par région / cartes régionales avec déclinaison au niveau des départements)* Financeurs *(carte nationale avec déclinaison par région / cartes régionales avec déclinaison au niveau des départements)* Rémunération effectivement versée*Financeurs (par type de financeurs) *(tableau/graphique)*	
Spécificité : uniquement pour les « actions qualifiantes »	Genre*Age*Obtention de la certification *(tableau/graphique)*	
Spécificité : la « période » se définit sur les « sorties effectives de formation »	Situation d'emploi à l'issue de la formation à 6 mois (au 1er jour du mois concerné par le reporting)*A eu un emploi durant les 6 mois après sa formation (au 1er jour du mois concerné par le reporting)* Sortie effective de formation (à 3, 6 et 12 mois). *(tableau)*	- Nb de stagiaires - Nb de personne - % par rapport à la population formée
Pas de spécificité (reprendre les 11 filtres)	Répartition par nature de frais dans le financement : part frais pédago / frais rem / frais annexes / autres frais *(graphique)*	- Montant

8.3. Transformation des données dans le cadre de leur mise à disposition pour du reporting

Afin d'obtenir des données pertinentes tout en maintenant l'anonymat des personnes certaines données devront être transformées comme suit :

Donnée disponible dans AGORA	Référentiel de transformation mobilisé	Donnée brute transformée par AGORA
NIR des individus	SNGI	**Clé interne AGORA d'identification d'une personne**
Adresse de domiciliation (dont code INSEE)	Carte des Quartiers Prioritaires de la Ville	**Stagiaire domicilié dans un QPV**
	Carte des Zones de Revitalisation Rurale	**Stagiaire domicilié dans une ZRR**
	Décret fixant la liste des bassins d'emploi à redynamiser (BER)	**Stagiaire domicilié dans un BER**

8.4. Mise en place de variables pour les besoins de reporting dans Agora

La mise à disposition des données d'Agora est conditionnée par le statut juridique du partenaire destinataire.

Certaines données, variables de reporting, seront déduites du dictionnaire d'Agora (sans en faire partie) et seront disponibles pour du reporting.

L'ensemble de ces variables, qu'elles soient brutes ou déduites sont identifiées comme suit :

Les données relatives à la personne					
			Disponibilité de la variable		
Variables de reporting disponibles	**Source**	**Définition de la variable**	**modalité 1**	**modalité 2**	**modalité 3**
■ NIR	AGORA / SNGI	Numéro d'Inscription au Registre (NIR), vérifié au SNGI	Oui	Non	Non
■ Clé interne CDC d'identification d'une personne	AGORA / SNGI	Clé individuelle créée par la CDC, permettant de suivre les éventuels changements de NIR. Cette clé n'est pas identifiante.	Non (pour éviter les correspondances avec le NIR)	Oui	Non
■ Noms	AGORA / SNGI	Nom de naissance de la personne	Oui	Non	Non
■ Age de la personne	SNGI	Age de la personne, calculé à partir de la date de naissance certifiée par le SNGI : - à la date d'entrée en formation - à la date de sortie	Oui	Oui, par année et, si possible techniquement, avec la capacité d'établir ses propres tranches pour le consommateur de la donnée	Oui, sous forme de tranche (moins de 25 ; 25 à moins de 30 ans ; 30 à moins de 45 ans ; 45 à moins de 55 ans, plus de 55 ans).
■ Genre de la personne	SNGI	Genre, sexe de la personne déterminé par le NIR	Oui	Oui	Oui (homme/femme/total)
■ Personne déclarée BOETH	AGORA	La personne s'est fait connaître comme Bénéficiaire d'une Obligation d'Emploi Travailleur Handicapé (BOETH)	Oui	Oui	Oui
■ **Titre BOETH validé**	MDPH (?)	Le titre BOETH de la personne est certifié valide au jour de l'entrée en	Uniquement pour	Oui	Non

		formation	l'AGEFIPH		
■ Nationalité de la personne	SNGI	Nationalité de la personne	Oui	Oui avec nomenclature restreinte : Français, UE, hors UE	Oui avec nomenclature restreinte : Français, UE, hors UE
■ Adresse(s)	AGORA	Adresses exactes de domiciliation et adresse de contact de la personne pendant la formation	Oui	Non	Non
■ Code Postal du domicile de la personne	AGORA	Code postal de domiciliation de la personne	Oui	Non	Non
■ Code officiel géographique (INSEE) du domicile de la personne	AGORA	Code INSEE des communes françaises attaché à l'adresse de domiciliation de la personne	Oui	Oui, avec filtre : région / département / ou en associations de codes INSEE au choix pour définir des bassins.	Oui, en filtre National / Régions / Départements Egalement pour identifier la « région de résidence de la personne »
■ Résident Quartier Prioritaire de la Ville	AGORA	La personne réside dans un QPV à la date d'entrée effective en formation	Oui	Oui, avec historisation de l'indicateur à la date d'entrée effective en formation	Non
■ Résident Zone rurale	AGORA	La personne réside en Zone rurale à la date d'entrée effective en formation	Oui	Oui, avec historisation de l'indicateur à la date d'entrée effective en formation	Non
■ Résident en zone de Revitalisation Rurale	AGORA	La personne réside en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR) à la date d'entrée effective en formation	Oui	Oui, avec historisation de l'indicateur à la date d'entrée effective en formation	Non
■ Résident dans un BER		La personne réside dans un Bassin d'emploi à redynamiser (BER) à la date d'entrée effective en formation	Oui	Oui, avec historisation de l'indicateur à la date d'entrée effective en formation	Non
■ Personne en activité ou en recherche d'emploi	AGORA	La personne est en activité ou en recherche d'emploi	Oui	Oui	Oui
■ Statut de la personne en activité	AGORA	Statut de la personne au regard de l'activité à la date d'entrée effective en formation	Oui	Oui	Non
■ Statut de la personne sur la liste des personnes en recherche d'emploi	AGORA	Statut de la personne au regard de la liste des personnes en recherche d'emploi à la date d'entrée effective en formation	Oui	Oui	Non
■ PCSP de la personne en activité	DSN	Catégorie socio-professionnelle de la personne à la date d'entrée effective en formation	Oui	Oui	Non
■ PCSP du dernier emploi occupé pour les personnes en recherche d'emploi	DSN	Catégorie socio-professionnelle du dernier emploi occupé par la personne à la date d'entrée effective en formation	Oui	Oui	Non
■ SIRET de l'employeur de la personne salariée	DSN	SIRET de l'employeur de la personne salariée en formation	Oui	Non. La possibilité d'un regroupement par code NAF des employeurs pourra être étudiée.	Non

Les données relatives à l'organisme de formation					
			Disponibilité de la variable		
Variables de reporting disponibles	**Source**	**Définition de la variable**	**modalité 1**	**modalité 2**	**modalité 3**
■ SIRET de l'Organisme de Formation (OF) contractant	AGORA	Identifiant SIRET de l'organisme ayant contractualisé en vue de la formation	Oui	Oui	Non
■ SIRET de l'OF responsable pédagogique de la formation	AGORA	Identifiant SIRET de l'organisme de formation responsable au plan pédagogique, si différent de l'organisme contractant.	Oui	Non	Non
■ Numéro de déclaration d'activité de l'Organisme de formation contractant	AGORA (ou MAF)	Numéro de déclaration d'activité (NDA) de l'organisme ayant contractualisé en vue de la formation	Oui	Oui	Non
■ Code postal de l'Organisme de formation contractant	AGORA / API Entreprise	Code postal du siège de l'OF contractant	Oui	Non	Non
■ Code INSEE de la commune de l'Organisme de formation contractant	AGORA / API Entreprise	Code INSEE des communes françaises attaché à l'adresse du siège de l'OF contractant	Oui	Oui, avec filtre : région / département / ou en associations de codes INSEE au choix pour définir des bassins.	Non
■ Taille de la commune dans laquelle est localisé l'Organisme de formation	API Entreprise	Nombre d'habitants de la commune du siège de l'OF contractant	Oui	Oui, sous forme de tranches à définir (granulométrie fine pour permettre les regroupements au choix)	Non
■ Statut de l'OF contractant	AGORA	Statut (public ou privé) de l'OF contractant	Oui	Oui	Oui.
Les données relatives à l'action de formation					
			Disponibilité de la variable		
Variables de reporting disponibles	**Source**	**Définition de la variable**	**modalité 1**	**modalité 2**	**modalité 3**
■ Intitulé de l'action	AGORA / Offre info	Intitulé de l'action de formation financée	Oui	Non	Non
■ Domaine de l'action de formation	AGORA / Offre info	Cet élément contient des listes de codes décrivant le domaine de la formation.	Oui	Oui, à partir des 64 Champs sémantiques	Oui, à partir des 14 grands domaines
■ Objectif général de l'action	AGORA	Cet élément décrit les objectifs généraux de la formation. Ils se distinguent des objectifs pédagogiques.	Oui	Oui	Oui
■ Formation certifiante	AGORA	Détermine si l'action vise l'obtention d'une certification	Oui	Oui	Oui
■ Code diplôme Certif' Info	AGORA	Code diplôme recensé par Certif' Info	Oui	Oui	Non
■ Intitulé du diplôme, titre ou certificat visé par la formation	Certif Info / AGORA	Intitulé du diplôme, titre ou certificat visé par la formation	Oui	Oui	Non
■ Niveau du diplôme, titre ou certificat visé par la formation	Certif info	Cet élément indique si la formation permet d'obtenir une certification (diplôme, titre ou certificat de qualification) et le niveau de certification visé	Oui	Oui	Non

■ Identifiant Offre info de l'action de formation	AGORA	Numéro Offre Info de l'action de formation	Oui	Oui	Non
■ Positionnement individualisé préalable à l'action	AGORA	Détermine si l'action a préalablement fait l'objet d'un positionnement de la personne	Oui	Oui	Non
■ Accompagnement / tutorat externe de la personne	AGORA	Détermine si la personne fait l'objet d'un accompagnement externe	Oui	Oui	Non
■ Modalités pédagogiques de réalisation de l'action	AGORA	Détermine si l'action est réalisée en présentiel ou à distance (en tout ou partie)	Oui	Oui	Oui selon le regroupement : présentiel / En partie à distance / A distance
■ Période de formation en entreprise	AGORA	Détermine si la personne a suivi en tout ou partie une formation en entreprise	Oui	Oui	Non
■ Dispositif de formation	AGORA	Définit le dispositif principal de formation qui permet le financement de l'action de formation (auquel se rattache l'action de formation).	Oui	Oui	Oui
■ Contenu de l'action de formation	AGORA/ Offre info	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation.	Oui	Non	Non
■ Lieu principal de formation	AGORA	Lieu principal de l'action de formation pédagogique	Oui	Oui	Oui
■ Durée globale de l'action de formation prise en charge (prévision & effective)	AGORA	Cet élément permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle et effective de la formation suivie par la personne et prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise.	Oui	Oui, avec possibilité de définir des « tranches » de durée de formation	Oui, en moyenne et par tranches préétablies : Moins de 200h / moins de 400h / moins de 1000h / 1000h et plus (uniquement sur les durées effectives)
■ Durée de l'action prise en charge hors formation en entreprise (prévision & effective)	AGORA	Cet élément permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle et effective de formation suivie par la personne et prise en charge, hors période de stage en entreprise.	Oui	Oui, avec possibilité de définir des « tranches » de durée de formation	Non
■ Mobilisation du CPF	AGORA	Détermine si le CPF de la personne a été mobilisé	Oui	Oui	Oui
Les données relatives au coût de l'action de formation					
Les données relatives au financeur et à l'acte d'achat					
			Disponibilité de la variable		
Variables de reporting disponibles	**Source**	**Définition de la variable**	**modalité 1**	**modalité 2**	**modalité 3**
■ Financeur concerné	AGORA	Définit le ou les financeurs mobilisés sur une action donnée	Oui	Oui	Oui, par type de financeurs : Tous / Conseils régionaux (global et chacun) / OPCA (global et chacun) / Pôle Emploi / Agefiph
■ Prix de l'action	AGORA	Indique en euros le prix de l'action affiché par l'offreur	Oui	Oui	Non
■ Montant prévisionnel de la prise en charge	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Montant effectif de la prise en charge	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Reste à charge	AGORA		Oui	Oui	Non

prévisionnel (en HT et TTC)					
■ Reste à charge effectif (en HT et TTC)	AGORA		Oui	Oui	Non

Les données relatives à la rémunération et l'indemnisation du stagiaire					
			Disponibilité de la variable		
Variables de reporting disponibles	**Source**	**Définition de la variable**	**modalité 1**	**modalité 2**	**modalité 3**
■ Remboursement prévisionnel du salaire à l'employeur (pour un salarié)	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Remboursement effectif du salaire à l'employeur	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Nature de l'indemnisation perçue pendant la formation (pour un DE)	AGORA		Oui	Oui	Oui (rapporté à : oui / non)
■ Montant prévisionnel de l'indemnisation pendant la formation (pour un DE)	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Montant effectif de l'indemnisation versée pendant la formation (pour un DE)	AGORA		Oui	Oui	Oui
Les données relatives aux frais annexes du stagiaire					
			Disponibilité de la variable		
Variables de reporting disponibles	**Source**	**Définition de la variable**	**modalité 1**	**modalité 2**	**modalité 3**
■ Montant global des frais annexes	AGORA		Oui	Oui	Oui
■ Montant des frais de transport	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Montant des frais d'hébergement	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Montant des frais de restauration	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Montant des frais de garde d'enfants	AGORA		Oui	Oui	Non
Les données relatives aux frais rattachables à l'action de formation					
			Disponibilité de la variable		
Variables de reporting disponibles	**Source**	**Définition de la variable**	**modalité 1**	**modalité 2**	**modalité 3**
■ Montant de l'aide à l'exercice de la formation « tutorale » dans le cadre de l'alternance	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Montant de la rémunération du salarié « remplaçant » celui en formation	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Montant des aides individuelles à la formation	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non intégrés aux coûts pédagogiques (En HT et	AGORA		Oui	Oui	Non

TTC)					
■ Les coûts d'inscription à la certification	AGORA		Oui	Oui	Non
Les données relatives au financeur et à l'acte d'achat					
			Disponibilité de la variable		
Variables de reporting disponibles	**Source**	**Définition de la variable**	**modalité 1**	**modalité 2**	**modalité 3**
■ Assujettissement à la TVA du financeur	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Unité d'achat retenue par le financeur	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Dimension individuelle ou collective de l'action de formation	AGORA	Définit si l'action concernée est collective ou individuelle. L'action est dite « collective » dès lors que l'achat de formation est réalisé pour un groupe de personnes prédéfinies ou non. L'action est dite « individuelle » dès lors que l'achat de formation porte sur une action unique pour une personne pré-identifiée.	Oui	Oui	Non
■ Coût pédagogique « réel » ou « recalculé » de l'action	AGORA		Oui	Oui	Non
■ Source(s) de financement mobilisé(es) par le financeur	AGORA		Oui	Oui	Non
Données relatives au parcours de la personne					
			Disponibilité de la variable		
Variables de reporting disponibles	**Source**	**Définition de la variable**	**modalité 1**	**modalité 2**	**modalité 3**
■ Entrée prévisionnelle en formation	AGORA	Ces dates indiquent de manière prévisionnelle la période de démarrage de l'action de formation par la personne.	Oui	Oui, permettre de définir une période (ex : toutes les entrées en formation prévues du X au Y ; celles du mois W, de l'année Z, …)	Oui
■ Sortie prévisionnelle de formation	AGORA	Ces dates indiquent de manière prévisionnelle la période d'achèvement de l'action de formation par la personne.	Oui	Oui, permettre de définir une période (ex : toutes les sorties de formation prévues du X au Y; celles du mois W, de l'année Z, …)	Non
■ Entrée effective en formation	AGORA	Ces dates indiquent, pour la personne concernée, la date ou la période effective de démarrage de l'action	Oui	Oui, permettre de définir une période (ex : toutes les entrées effectives en formation du X au Y; celles du mois W, de l'année Z, …)	Oui
■ Sortie effective en formation	AGORA	Ces dates indiquent, pour la personne concernée, la période effective d'achèvement de l'action	Oui	Oui, permettre de définir une période (ex : toutes les sorties effectives de formation du X au Y; celles du mois W, de l'année Z, …)	Oui
■ Motif de fin de formation	AGORA	Motif de la fin de formation pour la personne	Oui	Oui	Non

Niveau de qualification maximum au moment de l'entrée dans le parcours	AGORA	Niveau de qualification maximum au moment de l'entrée dans le parcours	Oui	Oui	Oui
Dernière classe suivie au moment de l'entrée dans le parcours	AGORA	Détermine le plus haut niveau de classe suivie par la personne au moment de son entrée en formation. Information déclarative.	Oui	Oui	Non
Atteinte de la certification visée ou non par la personne	AGORA (ou ministère certificateur)	Détermine si la personne a obtenu la certification visée	Oui	Oui	Oui
Niveau de formation atteint post formation	AGORA (ou ministère certificateur)	Détermine, sur la base de la classification RNCP, le cas échéant, le niveau de la certification obtenue	Oui	Oui	Non
Situation d'emploi à l'issue de la formation à 3 mois (à date)	DSN / AGORA	Détermine la situation de la personne au regard de l'emploi 3 mois après sa sortie	Oui	Oui	Oui
A eu un emploi durant les 3 mois après sa formation	DSN / AGORA	Détermine si la personne a occupé un ou des emplois durant les 3 mois qui ont suivi sa formation	Oui	Oui	Oui
Durée de la période en emploi durant les 3 mois après sa formation	DSN / AGORA	Indique la durée « en emploi » pendant les 3 mois qui ont suivi la formation	Oui	Oui	Non
Situation d'emploi à l'issue de la formation à 6 mois (à date)	DSN / AGORA	Détermine la situation de la personne au regard de l'emploi 6 mois après sa sortie	Oui	Oui	Oui
A eu un emploi durant les 6 mois après sa formation	DSN / AGORA	Détermine si la personne a occupé un ou des emplois durant les 6 mois qui ont suivi sa formation	Oui	Oui	Oui
Durée de la période en emploi durant les 6 mois après sa formation	DSN / AGORA	Indique la durée « en emploi » pendant les 6 mois qui ont suivi la formation	Oui	Oui	Non
Situation d'emploi à l'issue de la formation à 12 mois (à date)	DSN / AGORA	Détermine la situation de la personne au regard de l'emploi 12 mois après sa sortie	Oui	Oui	Oui
A eu un emploi durant les 12 mois après sa formation	DSN / AGORA	Détermine si la personne a occupé un ou des emplois durant les 12 mois qui ont suivi sa formation	Oui	Oui	Oui
Durée de la période en emploi durant les 12 mois après sa formation	DSN / AGORA	Indique la durée « en emploi » pendant les 12 mois qui ont suivi la formation	Oui	Oui	Non
Changement d'entreprise après la formation	DSN / AGORA	Détermine si la personne a changé d'entreprise après sa formation (au moment de la consultation)	Oui	Oui (dans la limite de 12 mois après la fin de la formation)	Non
Changement de domaine d'activité de l'entreprise employeur après la formation	DSN / AGORA	Détermine, pour les salariés, si l'entreprise de la personne exerce une autre activité (au moment de la consultation).	Oui	Oui	Non
Secteur d'activité de l'entreprise après la formation si changement	DSN / AGORA	Détermine le secteur d'activité de la nouvelle entreprise de la personne post-formation	Oui	Oui	Non
Durée du dernier contrat occupé	DSN / AGORA	Indique la durée du dernier contrat occupé par la personne post-formation.	Oui	Oui	Non
Evolution de la	DSN /	Détermine si la personne a	Oui	Oui (à 3, 6 et 12	Non

	profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS-ESE) post formation	AGORA	évolué de PCSP post-formation		mois)	
■	Nature du contrat post formation	DSN / AGORA	Nature du lien entre l'employeur et l'individu (CDI, CDD, …)	Oui	Oui (à 3, 6 et 12 mois)	Non
■	Dispositif de politique publique et conventionnel	DSN / AGORA	Détermine si la personne s'est inscrite post formation dans un dispositif d'aide, d'incitation ou de politique publique d'emploi ou de formation professionnelle ou de tout autre dispositif conventionnel visant à instaurer des formes particulières de contrat	Oui	Oui (à 3, 6 et 12 mois)	Non
■	Evolution du temps de travail avant/après formation à 3 mois	DSN / AGORA	Détermine, pour les salariés, si le temps de travail de la personne a évolué après la formation	Oui	Oui (à 3, 6 et 12 mois)	Non
■	Evolution de la rémunération nette fiscale après départ en formation	DSN / AGORA	Détermine si le salaire de la personne a évolué après son départ de la formation.	Oui	A définir selon quelles modalités	Non
■	Tranche d'effectif salarié de l'établissement employeur	API Entreprise	Cette variable correspond à la tranche d'effectif salarié de l'établissement	Oui	Oui (par tranche à définir)	Non

Annexe à la convention juridique Agora - SFD Services AGORA

mon CompteFormation .gouv.fr

SFD Services AGORA V2
Services du Dossier de Formation

Responsable du document	Examinateur(s)	Approbateur
Nom / Visa	Nom(s) / Visa(s)	Nom / Visa / Date
J.DANCS	A. Gandon	T. Banège

Version	Date	Objet	Chapitre
1.0	31/10/18	Initialisation du document AGORA V2 Reprise du document existant « SpecificationsGenerales_Echanges SI Partenaire - SI CPF_v17.1.docx »	Tous
1.1	06/11/18	Mise à jour du financement AGORA V2	Tous
1.2	07/11/18	Reprise des données	Tous
1.3	09/11/2018	Positionnement du paramétrage : description des tables de paramètre en annexe et référencement à cette dernière dans le corps du document.	Tous
1.4	27/11/2018	Ajout des méthodes entrée en formation et sortie de formation et prise en compte de la dernière version du cahier des charges.	Tous
1.5	22/01/2019	Prise en compte de la version du cahier des charges SFG SI FORM PRO - Plateforme AGORA Vdef + Modification algorithme de détermination des doublons	Tous
1.6	14/02/2019	Prise en compte de la dernière version du cahier des charges Cahier des charges Agora version 4.docx	Tous
1.7	14/03/2019	Prise en compte de la dernière version du cahier des charges Cahier des charges Agora version 5.docx	Tous
1.8	19/07/2019	Prise en compte de la dernière version du cahier des charges incluant les données FSS Cahier des charges Agora version 6.docx Modification algorithme de détermination des doublons	Tous

Introduction 7
1. Services du dossier de formation proposés pour l'interconnexion SI partenaire 8
1.1. Identification du titulaire du dossier de formation 9
1.2. Principe de la recherche de doublon avant création 9
1.3. Definition du format adresse 10
1.4. Historisation des modifications de dossier 11
1.5. Services sur le dossier de formation 12
1.5.1. Créer un dossier de formation d'un titulaire 12
1.5.2. Valider un dossier de formation d'un titulaire 35
1.5.3. Entrée en formation sur un dossier de formation 58
1.5.4. Rémunération / Indemnisation DE 83
1.5.5. Sortie de formation sur un dossier de formation 87
1.5.6. Solder / Clore un dossier de formation d'un titulaire 112
1.5.7. Réingénierie sur un dossier de formation 137
1.5.8. Rejeter un dossier de formation d'un titulaire 163
1.5.9. Consulter les dossiers de formation d'un titulaire 166
1.5.10. Rechercher un dossier de formation par identifiant de dossier 185
1.6. Autres Services sur le dossier de formation 187
1.6.1. Modifier la confidentialité d'un dossier 187
1.6.2. Rompre lien de la transmission vers un OPCA 189
1.6.3. Consulter la liste des dossiers transmis 190
1.6.4. Envoi de notification sur le dossier de formation 192
1.6.5. Récupérer pièce jointe d'un dossier de formation 194
2. Annexes : tables et cas d'exception 196
2.1. Annexe 1 : Tables de paramètres 196
2.1.1. Sources de financement 196
2.1.2. Catégories socio-professionnelles 197
2.1.3. Modalités enseignements 198
2.1.4. Niveaux d'étude 198
2.1.5. Niveaux de classe 198
2.1.6. Motifs de rejet d'un dossier de formation 199
2.1.7. Types d'organismes 199
2.1.8. Type de contractualisation 199
2.1.9. Type de diplôme 200
2.1.10. Statut du dossier 203
2.1.11. Notification du dossier 203

2.1.12. Type de pièce jointe....203
2.1.13. Motif de fin de formation....203
2.1.14. GEF (Groupe Emploi Formation)....204
2.1.15. Action/dimension individuelle ou collective....204
2.1.16. Formation en situation de travail....204
2.1.17. Activité / Statut du stagiaire....205
2.1.18. Achat individuel ou collectif....205
2.1.19. Unité d'achat....205
2.1.20. Nature du coût pédagogique....206
2.1.21. Nature Indemnisation....206
2.1.22. Objectif Général....206
2.1.23. Objectif Général OF....206
2.1.24. Dispositif Principal....207
2.1.25. Indice de répétition de la voie....207
2.1.26. Nature de la voie....207
2.1.27. Situation....208
2.1.28. Nationalité....208
2.1.29. Bénéficiaire d'une politique Publique Nationale....209
2.1.30. Code pays....209
2.1.31. Formation certifiante....215
2.1.32. Catégorie juridique INSEE....215
2.1.33. BOE....222
2.1.34. Atteinte certification....222
2.1.35. Statut conventionnel du salarié....222
2.1.36. Nature du contrat de travail....223
2.1.37. Dispositif de politique publique et conventionnel....223
2.1.38. Statut d'emploi du salarié....224
2.1.39. Modalité d'exercice du temps de travail....224
2.2. Annexe 2 : Cas d'exception....225

Introduction

L'objectif de ce document est de donner une vision claire des échanges suite à l'interconnexion du SI du Partenaire avec le SI Form Pro proposée par le webservice externe mis à disposition des partenaires de la Caisse des Dépôts (CDC).

Pour ce faire, le document recense et décrit succinctement les traitements informatiques mis en œuvre au sein du SI Form Pro pour permettre aux gestionnaires du partenaire de mettre à jour et de gérer les dossiers de formation CPF, depuis le SI du partenaire.

Les données à caractère personnel et les informations véhiculées et enregistrées, sont régies par les textes ci-dessous

Décret n°2014-1717 du 30 décembre 2014 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation » relatif à la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation

Décret 2017-772 du 4 mai 2017 relatif à l'organisation de l'échange de données dématérialisées relatives à la formation professionnelle entre les organismes financeurs de la formation professionnelle, les institutions et organismes chargés du conseil en évolution professionnelle et le compte personnel de formation

La durée de conservation des données est de trois (3) ans conformément à l'article R 6323-20 du Code du travail.

1. Services du dossier de formation proposés pour l'interconnexion SI partenaire

Le service web externe proposé par le SI Form Pro permet aux équipes des organismes partenaires, au travers plusieurs services sur dossier de formation (méthodes du service web) :

- De gérer les dossiers de formation d'un titulaire :
  1. Créer un dossier de formation d'un titulaire
  2. Valider un dossier de formation d'un titulaire
  3. Entrée en formation
  4. Rémunération / indemnisation DE
  5. Sortie de formation
  6. Clore / solder un dossier de formation d'un titulaire
  7. Réingénierie
  8. Rejeter un dossier de formation d'un titulaire
  9. Rechercher les dossiers de formation d'un titulaire
  10. Rechercher un dossier de formation par identifiant de dossier

- De consulter et gérer les dossiers de formation dématérialisés
  11. Modifier la confidentialité d'un dossier
  12. Annuler Transmission
  13. Rechercher Dossier Transmis
  14. Notifier Dossier de Formation
  15. Récupérer Pièce jointe

D'autres méthodes ne concernant pas la consultation ou la gestion des dossiers de formation sont disponibles et décrites dans un autre document.

Les listes de valeurs sont gérées en table paramètres, dont le contenu est fourni en annexe (statut du titulaire, niveau le plus élevé obtenu, Catégorie socio professionnelle, financeurs, modalités d'enseignement…).

1.1. IDENTIFICATION DU TITULAIRE DU DOSSIER DE FORMATION

A chaque utilisation d'une méthode, le contrôle de l'existence du titulaire pour lequel la méthode de gestion de dossier est utilisée est effectué.

Ce contrôle s'effectue sur la recherche d'un couple **NIR/NIA et NOM DE NAISSANCE** connu dans la SI en correspondance avec le couple fourni dans la trame d'utilisation de la méthode.

L'absence de correspondance dans le SI implique le rejet de l'action demandée par la méthode.

1.2. PRINCIPE DE LA RECHERCHE DE DOUBLON AVANT CRÉATION

Les méthodes permettant la création d'un dossier de formation commencent toutes leur traitement par la détection de potentiels « doubles existant » (doublons) pour le dossier à créer.

Systématiquement avant le début d'un traitement de création la recherche suivante est effectuée.

Pour le stagiaire, identifié, par son NIR/NIA et son Nom de naissance, recherche de tous les dossiers de formation (excepté les dossiers clos ou rejetés) avec :

- ► Date de début prévisionnel de début de formation avec une marge à plus ou moins 3 mois = Date de début prévisionnel de début de formation communiquée par le partenaire
  - Si aucun dossier trouvé, le contrôle s'arrête, l'action demandée démarre et suit ses contrôles propres
  - Si un ou des dossiers sont trouvés, la recherche se poursuit sur le SIRET de l'organisme de formation contractant communiqué par le partenaire :
    - ► SIRET de l'organisme contractant = SIRET de l'organisme contractant communiqué par le partenaire :
      - Si aucun dossier trouvé, le contrôle s'arrête, l'action demandée démarre et suit ses contrôles propres
      - Si un ou des dossiers sont trouvés, la recherche se poursuit sur le Dispositif principal de formation :
        - ► Dispositif principal de formation = Dispositif principal de formation communiqué par le partenaire :
          - Si aucun dossier trouvé, le contrôle s'arrête, l'action demandée démarre et suit ses contrôles propres
          - Si un ou des dossiers sont trouvés, la recherche se poursuit sur le Code Offre Info :
            - ▸ Code Offre Info = Code Offre Info communiqué par le partenaire :
              - o Si aucun dossier trouvé, le contrôle s'arrête, l'action demandée démarre et suit ses contrôles propres
              - o Si un ou des dossiers sont trouvés, la recherche se poursuit sur le Code Certif Info :
                - ► Code Certif Info = Code Certif Info communiqué par le partenaire

- Si aucun dossier trouvé, le contrôle s'arrête, l'action demandée démarre et suit ses contrôles propres
- Si un ou des dossiers sont trouvés, le contrôle s'arrête et le dossier n'est pas créé dans le SI

Pour un rejet sur doublon, le dossier ou la liste des dossiers est retournée en réponse au partenaire.

1.3. DEFINITION DU FORMAT ADRESSE

La structure de l'adresse dans le SI Form Pro est basée sur la structure de l'adresse postale.
Une adresse postale se compose de 6 lignes :

- Ligne 1 : Nom prénom si personne physique, Raison sociale si personne morale
- Ligne 2 : Résidence, bâtiment, escalier appartement
- Ligne 3 : Complément d'identification
- Ligne 4 : N° dans la voie, Indice de répétition dans la voie, Nature de la voie, Libellé de la voie
- Ligne 5 : Lieu-dit, boîte postale si adresse en France, Code postal et ville si adresse à l'étranger
- Ligne 6 : Code postal et ville si adresse en France, Pays si adresse à l'étranger

La structure adresse dans le SI Form Pro :

Libellé	**Format**	**Description**
Résidence, bâtiment, escalier, appartement	Alphanumérique sur 70	Correspond à la ligne 2 de l'adresse postale
Complément d'identification	Alphanumérique sur 70	Correspond à la ligne 3 de l'adresse postale
Numéro dans la voie	Alphanumérique sur 4	Numéro dans la voie de l'adresse en France Alimente la ligne 4 de l'adresse postale
Indice de répétition	Alphanumérique sur 1	Code indice de répétition de l'adresse en France Alimente la ligne 4 de l'adresse postale Liste des codes – Libellé en annexe
Nature de la voie	Alphanumérique sur 4	Code nature de la voie de l'adresse en France Alimente la ligne 4 de l'adresse postale Liste des codes - Libellé en annexe
Libellé de la voie	Alphanumérique sur 32	Libellé de la voie de l'adresse en France Alimente la ligne 4 de l'adresse postale
Lieu-dit, boîte postale si adresse en France Code postal, ville si adresse à l'étranger	Alphanumérique sur 70	Alimente la ligne 5 de l'adresse postale
Code postal	Alphanumérique sur 5	Code postal de l'adresse en France Alimente la ligne 6 de l'adresse postale
Ville	Alphanumérique sur 64	Ville de l'adresse en France Alimente la ligne 6 de l'adresse postale
Code INSEE	Alphanumérique sur 5	Code INSEE de la commune si adresse en France
Code pays	Alphanumérique sur 5	Code pays de l'adresse à l'étranger Alimente la ligne 6 de l'adresse postale Liste des codes - Libellé en annexe

Le code pays ne concerne que les adresses à l'étranger et permet d'indiquer le pays de l'adresse à l'étranger.

Lorsque l'adresse a un caractère obligatoire, pour l'adresse en France cela concernera les données :

- Code postal
- Ville
- Une des 2 lignes « Lieu-dit » ou couple (« Nature de la voie » et « libellé de la voie »)

Pour l'adresse à l'étranger, le code pays.
Ce découpage de l'adresse doit permettre, dans le SI Form Pro, la détermination du code INSEE de l'adresse en France ainsi que la détermination, au niveau du reporting, des zonages type QPV, ZRR ou autre.
Aussi, une attention particulière est demandée aux acteurs sur le dossier de formation sur les données adresse qu'ils vont communiquer dans les trames webservice.

1.4. HISTORISATION DES MODIFICATIONS DE DOSSIER

Afin de conserver la traçabilité des interventions des partenaires au travers des services, et permettre la reconstitution de l'image actuelle du dossier, une photographie du dossier de formation sera conservée à chaque modification des données communes ou de financement du dossier.

1.5. SERVICES SUR LE DOSSIER DE FORMATION

1.5.1. Créer un dossier de formation d'un titulaire

Ce service est proposé par la méthode « creerDossierFormation » du webservice.

- Description du service



- NIR
- NOM
- Données associées à l'action de formation à créer

SI réponse favorable :
- Dossier de formation créé

SI réponse défavorable (rejet) :
- Cas d'exception

Cinématique de la méthode « creerDossierFormation »

Si l'appel a fonctionné, le dossier est créé en statut « en cours d'élaboration »

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description donnée méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Créer un dossier de formation	Balise <urn :xxx>	xxx = creerDossierFormation
Identification de l'organisme appelant et de l'organisme délégant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme appelant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.
SIRET de l'organisme délégant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme délégant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque délégant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Données dossier de formation					
Statut du dossier	Numérique sur 1 position	Statut correspondant à l'étape de vie du dossier demandée		O	O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Données personnelles du stagiaire					
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		O	
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Nom de naissance de la personne en formation		O	
Adresse de domiciliation du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de résidence principale du stagiaire		O	
Domicile Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° de portable du stagiaire Exemple pour la France : +33612345678			
Domicile stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° de téléphone domicile stagiaire Exemple pour la France : +33612345678			
Domicile stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel domicile du stagiaire			
Situation professionnelle du stagiaire					
Identifiant national Pôle Emploi	Numérique sur 10 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »		
Identifiant région Pôle Emploi	Numérique sur 8 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Code Pôle Emploi Régional	Numérique sur 3 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi » Si identifiant régional Pôle Emploi renseigné		
Département lieu habitation	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département d'habitation si situation = « A la recherche d'un emploi »	Si Dispositif = CPF		
Département lieu travail	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département du lieu de travail activité/statut = « salarié »	Si Dispositif = CPF		
Situation	Numérique sur 1 position	Situation de la personne à l'entrée en formation. En cas de multi- situations (ex : la personne est en activité ET inscrit sur la liste DE), le statut qui conduit à la formation est retenu			O
Activité/statut	Numérique sur 2 positions	Activité de la personne au regard de sa situation à l'entrée en formation	Si situation renseignée		O
Type de Contractualisation	Numérique sur 2 positions	Pour les salariés (activité = salarié), type de contrat conclu avec l'employeur au départ en formation	Si activité/statut = « salarié »		O
Catégorie Socio-Professionnelle du stagiaire	Numérique sur 2 positions	Catégorie socio-professionnelle de la personne à l'entrée en formation	Si activité/statut = « salarié »		O
Catégorie employeur	Alphanumérique sur 1 position	Employeur particulier ou entreprise O = entreprise, N=particulier	Si activité/statut = « salarié »		O
Siret employeur	Alphanumérique sur 14 positions	Identifiant SIRET de l'entreprise employeur Le SIRET n'est demandé que si l'entreprise a une adresse en France	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Raison sociale employeur	Alphanumérique sur 100 positions	Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné		
		Si le stagiaire est salarié d'une entreprise avec une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et code pays renseigné		
Code APE/NAF employeur	Alphanumérique sur 6 positions	Code NAF/APE de l'entreprise employeur Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » et si catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné		
Adresse de l'employeur	Format adresse en $1.3	Adresse de l'employeur entreprise du stagiaire salarié Si l'employeur entreprise a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'employeur Si l'employeur entreprise a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »		
N° URSSAF	Alphanumérique sur 18 positions	Code URSAFF du stagiaire salarié d'un particulier employeur	Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « N »		
Données organisme de formation					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Service de Formation Interne	Booléen (O/N)	Détermine si la formation est réalisée en interne à l'entreprise. Elle n'agit alors pas comme offreur de formation et ne dispose pas de numéro de déclaration.	N par défaut	O	
Si service de formation en interne = O, les données organisme de formation contractant et organisme de formation responsable pédagogique ne doivent pas être renseignées					
SIRET de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 14 positions	L'organisme contractant est l'organisme responsable de l'offre Le SIRET n'existe que si l'organisme de formation contractant a une adresse en France	Si Service de formation interne = N et organisme de formation contractant avec une adresse en France (code pays adresse non renseigné)	(O)	
N° de déclaration d'activité de l'organisme contractant	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'offre	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		
Adresse de l'organisme contractant	Format adresse en $1.3	Adresse de l'organisme contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		
Assujettissement à TVA de l'organisme contractant	Booléen (O/N)	Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera récupérée de MAF	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Raison sociale de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan administratif et financier de l'action. Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		
Catégorie juridique de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF contractant Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		
L'organisme de formation responsable pédagogique peut être différent de l'organisme de formation contractant					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
SIRET de l'organisme responsable pédagogique	Alphanumérique sur 14 positions	Entreprise responsable au plan pédagogique, qui réalise à titre principal l'action, si différent de l'organisme contractant	Si Service de formation interne = N et si différent du SIRET de l'organisme de formation contractant Si Service de formation interne = N, on ne peut avoir SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique et code pays de l'adresse de l'organisme responsable pédagogique renseigné		
N° de déclaration d'activité de l'organisme pédagogique	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'action	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET de l'organisme responsable pédagogique renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'organisme pédagogique	Format adresse en $1.3	Adresse de l'établissement de l'organisme de formation pédagogique Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		
Raison sociale de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan pédagogique si différent de l'organisme contractant. Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Catégorie juridique de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF responsable pédagogique Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		
Données action de formation					
Titre du dossier de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cette donnée est importante pour avoir en IHM des dossiers nommés		O	
Nationalité	Numérique sur 1 position	Nationalité de la personne en formation sous forme de répartition géographique			O
BOE	Numérique sur 1 position	La personne s'est fait connaître comme Bénéficiaire d'une Obligation d'Emploi (BOE) à son entrée en formation. L'information est considérée comme déclarative. Le partenaire pourra indiquer que la situation est « Non connue » s'il ignore ou ne dispose pas de l'information			O
Bénéficiaire Politique Publique Nationale	Numérique sur 2 positions	Détermine si la personne a bénéficié d'un dispositif de politiques publiques d'insertion ou de maintien dans l'emploi			O
Adresse de contact du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de contact du stagiaire pendant sa formation			
Contact Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			
Contact stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Contact stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel du stagiaire durant sa formation			
Date accord du titulaire pour l'utilisation des heures CPF	Date	Exemple 2019-06-19T00:00:00.000			
Code CPF de la formation	Numérique sur 12 positions		Egal à 999999999999 pour un dossier non éligible au compte de droit CPF		
Type de référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles		
Identifiant dans le référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles		
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Objectif général	Numérique sur 2 positions	Cet élément décrit les objectifs généraux de la formation. Ils ne doivent pas être confondus avec les objectifs pédagogiques			O
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		O
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Bilan de compétence	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est un bilan de compétences			
VAE	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est une validation des acquis de l'expérience			
Dispositif principal	Numérique sur 3 positions	Définit le dispositif principal de formation qui permet le financement de l'action de formation (auquel se rattache l'action de formation).	Si « CPF », le « Code CPF » doit être différent de "999999999999"	O	O
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles		Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		O
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes	Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Formation Certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si pas de code Offre info Si code certif info renseigné alors formation certifiante		O
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)			
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		O
Code Offre Info	Alphanumérique sur 50 positions	Numéro Offre Info de l'action de formation			
Code interne Parcours	Alphanumérique sur 50 positions	Permet, par l'usage d'un code propre au déclarant (financeur ou CEP) de relier différents dossiers de formation orchestrés en vue d'un même projet afin d'indiquer qu'ils constituent pour la personne un « parcours ».			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Action Individuelle/collective	Numérique sur 1 position	L'action est dite « collective » dès lors que l'achat de formation est réalisé pour un groupe de personnes L'action est dite « individuelle » dès lors que l'achat de formation porte sur une action unique pour une personne			O
Positionnement individualisé	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un positionnement préalable de l'individu a été financé dans le cadre des coûts pédagogiques. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Accompagnement spécifique	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un accompagnement non directement lié à la formation mais permettant de lever les freins à son déroulement (transport, logement, santé, …) est intégré à l'action de formation financée (dans le coût pédagogique).			
Modalité d'enseignement	Numérique sur 1 position	Définit les modalités pédagogiques de l'action financée.			O
Formation en situation de travail	Numérique sur 1 position				O
Période en entreprise	Booléen (O/N)	Définit si la formation comprend une période de formation pratique en entreprise (que cette entreprise soit ou non celle de la personne). (Ex : stage, alternance, …)			
Adresse du lieu principal de formation Si code Offre Info, l'adresse du lieu de formation n'est pas à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info, l'adresse du lieu de formation est à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info et adresse en France, code postal et ville sont obligatoires ainsi que lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie) Si pas de code Offre Info et adresse à l'étranger, le code pays est obligatoire					
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3		Si pas de code Offre info		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Durée totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures			
Durée hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée totale »		
Nombre d'heures hors temps de travail	Numérique sur 5 positions	Désigne Le nombre d'heures suivi hors temps de travail par le stagiaire. Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée totale »		
Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	Numérique sur 2 positions	Niveau de certification le plus haut du stagiaire à l'entrée en formation			O
Niveau Maximum de Classe	Numérique sur 2 positions	Détermine le plus haut niveau de classe suivie par le stagiaire au moment de son entrée en formation	Si situation du stagiaire « A la recherche d'un emploi Ne peut être supérieur au Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation		O
Atteinte certification	Numérique sur 1 position	Détermine si la personne a obtenu la certification visée	Si formation certifiante		
Niveau de Certification en fin de formation	Numérique sur 2 positions	Détermine, sur la base de la classification RNCP, si le bénéficiaire a obtenu une certification à l'issue de sa formation et, le cas échéant, le niveau de celle-ci	Sauf si « Atteinte certification » = Non connue		O
N° de dossier interne (plusieurs occurrences possibles, clé Type + Siret)					
Siret organisme	Numérique sur 14 positions				O
Type organisme	Numérique sur 2 positions		Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Numéro de dossier interne	Alphabétique sur 50 positions	Numéro de dossier propre au déclarant/délégant.	Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Données session de formation					
Identifiant session formation Numéro Offre Info de la session de formation (c'est-à-dire la période pendant laquelle une action de formation sera réalisée dans un centre de formation ou dans une entreprise et regroupant généralement plusieurs participants en simultané)					
Numéro formation	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro action	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro session	Alphanumérique sur 20 positions				
Date entrée en formation	Date	Date de démarrage de la réalisation de l'action de formation par la personne Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date sortie de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000			
Date début contrat alternance	Date	Date de démarrage du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		
Date fin contrat alternance	Date	Date de fin du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		
Motif de fin de formation	Numérique sur 2 positions	Ne pas renseigner lors de la création			O
Situation d'emploi 3 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 6 mois	Numérique sur 2 positions				O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Situation d'emploi 12 mois	Numérique sur 2 positions				O
Données coût pédagogique					
Prix Global par personne TTC	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.		
Prix Global par personne HT	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.		
Prix Individualisé après positionnement TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne TTC			
Prix Individualisé après positionnement HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne HT			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Prix Constaté après réalisation TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Prix Constaté après réalisation HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Unité d'Achat	Numérique sur 2 positions	Définit l'unité d'achat qui a été privilégiée par le financeur pour l'action de formation concernée			O
Numéro/Code identifiant de la subvention ou du marché	Alphanumérique sur 55 positions	Sur une « Action collective », permet d'identifier l'ensemble des actions qui ont été financées dans le cadre d'un même marché ou d'une même subvention. Ce code appartient au déclarant et ne renvoie à aucun référentiel partagé			
Coût pédagogique réel ou calculé (en relation avec le prix de la formation)	Numérique sur 1 position	Définit la manière dont le coût pédagogique transmis par le financeur a été obtenu (en fonction des pratiques d'achat, de l'unité d'achat). Celui peut être réel, en ce qu'il correspond exactement aux frais engagés pour l'individu concerné, ou recalculé sur la base d'une moyenne par stagiaire déduite d'un forfait/d'un marché plus large.			O
Données Reste à charge					
Reste à charge (HT)	999999,99	Correspond au différentiel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Données spécifiques « DF éligible CPF » déjà présentes en V1					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Nombre d'heures DIF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Nombre d'heures CPF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Montant DIF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Montant CPF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Organisme financeur des heures DIF/CPF	Entier numérique sur 2		Obligatoire si formation éligible au CPF		O
PEC coût pédagogique afférent aux heures DIF/CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Rémunération sur le budget 0,2% CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Données financement – Par financeur et source de financement					
Plusieurs occurrences sur Type+ Siret Financeur / Source de financement					
Siret financeur	Numérique sur 14 positions	Identifie le financeur de l'action de formation	Si présent, Type financeur obligatoire		
Type financeur	Numérique sur 2 positions		Si présent, SIRET financeur obligatoire		O
Source de financement	Numérique sur 3 positions	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné		O
Assujettissement TVA du Financeur	Booléen (O/N)	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné		
Données financement - Prise en charge des frais pédagogiques si financeur/source de financement présent					
Montant de la prise en charge HT	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Montant de la prise en charge TTC	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »		
Montant individualisé de subvention versée	999999,99	Montant prévisionnel de subvention qui sera versée à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	Obligatoire si dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »		
Données spécifiques « DF éligible CPF »					
Durée de l'abondement	Numérique sur 5 positions				
Commentaire rattaché à l'abondement	Alphanumérique sur maximum 255 positions		Obligatoire si source de financement « Autre »		
Données financement - Prise en charge des frais annexes si financeur/source de financement présent					
Total des frais annexes	999999,99				
Frais annexe – hébergement	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais d'hébergement du stagiaire			
Frais annexes - restauration	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de restauration du stagiaire			
Frais annexes – transport	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de transport du stagiaire			
Frais annexes – frais de garde	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de garde d'enfants du stagiaire			
Données financement - Prise en charge des frais rattachables si financeur/source de financement présent					
Fonction tutorale	999999,99	Correspond au montant, en euros, que le financeur prend en charge au titre de la fonction tutorale. Cette dépense est rattachée au bénéficiaire de l'action de formation.			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Coût remplaçant	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur rembourse à l'employeur qui a fait remplacer le salarié parti en formation	Non renseigné si activité/statut différent de « salarié »		
Spécifique Certification HT	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			
Spécifique Certification TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			
Coût Spécifique Positionnement HT	999999,99	En cas de prise en charge particulière (hors frais pédagogiques), indique le montant de prise en charge du positionnement préalable de l'individu. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Coût Spécifique Positionnement TTC	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - HT	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - TTC	999999,99				
Autres frais versés au Stagiaire HT	999999,99				

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Autres frais versés au Stagiaire TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur dépense au titre des diverses aides individuelles (pécuniaires ou en nature) qu'il verse au stagiaire en formation professionnelle au titre de l'action qu'il suit. Ces frais se conçoivent hors du « montant global des frais annexes ».			
Données financement - Prise en charge rémunération pour un salarié si financeur/source de financement présent					
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prendre en charge au titre du salaire de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »		

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

🕐 Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si la demande de création est acceptée, alors les données retournées sont celles du dossier de formation complétées des données suivantes si formation Offre info :

Données	Format	Description
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles	
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation
Formation certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)

Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3	
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes

Le système restitue également les données suivantes :

Donnée	Format	Description
Identifiant du dossier	Numérique sur 13	Renseigné (le SI Form Pro renvoie l'identifiant attribué)
Dossier confidentiel	Booléen (O/N)	Obligatoire
Total des heures (DIF + CPF) disponibles pour une formation	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire
Montant total disponible (DIF+CPF)	999999,99	Obligatoire, même à 0
Dotation FPSPP déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures max dotation FPSPP	Entier sur 3 positions max.	Facultative. Présente (éventuellement 0) si la dotation n'a pas encore été utilisée
Données relatives à la dotation senior		
Dotation Senior déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures reliquat dotation Senior	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire Correspond au nombre d'heures restants pouvant être utilisé pour la dotation senior.

Si l'action est refusée suite à la détection de doublon, les dossiers identifiés en doublon sont restitués.

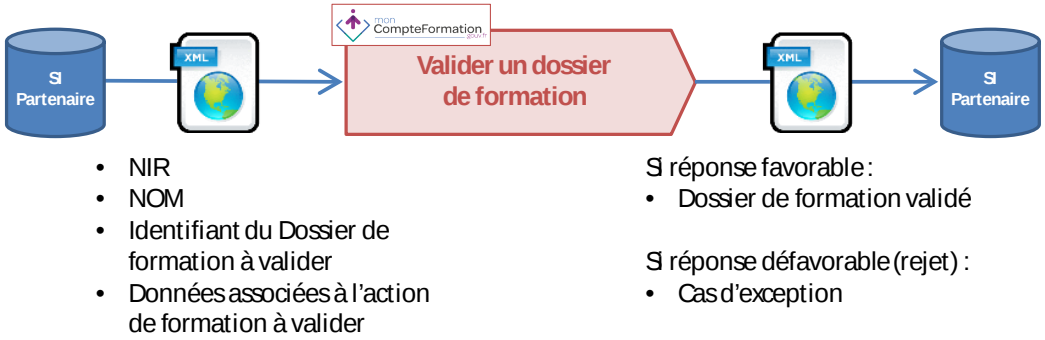
- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits en annexe.

1.5.2. Valider un dossier de formation d'un titulaire

Ce service est proposé par la méthode « validerDossierFormation » du webservice.

- Description du service



Cinématique de la méthode « validerDossierFormation »

Cette méthode permet de valider un dossier de formation déjà existant à l'état « En cours ».
Mais aussi de créer un nouveau dossier de formation non existant directement à l'état « Validé ».

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Valider un dossier de formation	Balise <urn :xxx>	xxx = validerDossierFormation
Identification de l'organisme appelant et de l'organisme délégant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme appelant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.
SIRET de l'organisme délégant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme délégant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque délégant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Données dossier de formation					
N° de dossier AGORA	Numérique sur 13 positions	Numéro de dossier unique généré lors de la création d'un dossier de formation		(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Statut du dossier	Numérique sur 1 position	Statut correspondant à l'étape de vie du dossier demandée		O	O
Données personnelles du stagiaire					
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		O	
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Nom de naissance de la personne en formation		O	
Adresse de domiciliation du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de résidence principale du stagiaire		O	
Domicile Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° de portable du stagiaire			
Domicile stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° de téléphone domicile stagiaire			
Domicile stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel domicile du stagiaire			
Situation professionnelle du stagiaire					
Identifiant national Pôle Emploi	Numérique sur 10 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	(O)	
Identifiant région Pôle Emploi	Numérique sur 8 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Code Pôle Emploi Régional	Numérique sur 3 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi » Si identifiant régional Pôle Emploi renseigné	(O)	
Département lieu habitation	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département d'habitation si situation = « A la recherche d'un emploi »	Si Dispositif = CPF		
Département lieu travail	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département du lieu de travail activité/statut = « salarié »	Si Dispositif = CPF		
Situation	Numérique sur 1 position	Situation de la personne à l'entrée en formation. En cas de multi- situations (ex : la personne est en activité ET inscrit sur la liste DE), le statut qui conduit à la formation est retenu			O
Activité/statut	Numérique sur 2 positions	Activité de la personne au regard de sa situation à l'entrée en formation	Si situation renseignée		O
Type de Contractualisation	Numérique sur 2 positions	Pour les salariés (activité = salarié), type de contrat conclu avec l'employeur au départ en formation	Si activité/statut = « salarié »		O
Catégorie Socio-Professionnelle du stagiaire	Numérique sur 2 positions	Catégorie socio-professionnelle de la personne à l'entrée en formation	Si activité/statut = « salarié »		O
Catégorie employeur	Alphanumérique sur 1 position	Employeur particulier ou entreprise O = entreprise, N=particulier	Si activité/statut = « salarié »		O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Siret employeur	Alphanumérique sur 14 positions	Identifiant SIRET de l'entreprise employeur Le SIRET n'est demandé que si l'entreprise a une adresse en France	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné		
Raison sociale employeur	Alphanumérique sur 100 positions	Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné		
		Si le stagiaire est salarié d'une entreprise avec une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et code pays renseigné		
Code APE/NAF employeur	Alphanumérique sur 6 positions	Code NAF/APE de l'entreprise employeur Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » et si catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'employeur	Format adresse en $1.3	Adresse de l'employeur entreprise du stagiaire salarié Si l'employeur entreprise a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'employeur Si l'employeur entreprise a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »		
N° URSSAF	Alphanumérique sur 18 positions	Code URSAFF du stagiaire salarié d'un particulier employeur	Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « N »		
Données organisme de formation					
Service de Formation Interne	Booléen (O/N)	Détermine si la formation est réalisée en interne à l'entreprise. Elle n'agit alors pas comme offreur de formation et ne dispose pas de numéro de déclaration.	N par défaut	O	
Si service de formation en interne = O, les données organisme de formation contractant et organisme de formation responsable pédagogique ne doivent pas être renseignées					
SIRET de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 14 positions	L'organisme contractant est l'organisme responsable de l'offre Le SIRET n'existe que si l'organisme de formation contractant a une adresse en France	Si Service de formation interne = N et organisme de formation contractant avec une adresse en France (code pays adresse non renseigné)	(O) non modifiable	
N° de déclaration d'activité de l'organisme contractant	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'offre	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'organisme contractant	Format adresse en $1.3	Adresse de l'organisme contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N	(O)	
Assujettissement à TVA de l'organisme contractant	Booléen (O/N)	Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera récupérée de MAF	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		
Raison sociale de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan administratif et financier de l'action. Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Catégorie juridique de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF contractant Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	(O)	
L'organisme de formation responsable pédagogique peut être différent de l'organisme de formation contractant					
SIRET de l'organisme responsable pédagogique	Alphanumérique sur 14 positions	Entreprise responsable au plan pédagogique, qui réalise à titre principal l'action, si différent de l'organisme contractant	Si Service de formation interne = N et si différent du SIRET de l'organisme de formation contractant Si Service de formation interne = N, on ne peut avoir SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique et code pays de l'adresse de l'organisme responsable pédagogique renseigné		
N° de déclaration d'activité de l'organisme pédagogique	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'action	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET de l'organisme responsable pédagogique renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'organisme pédagogique	Format adresse en $1.3	Adresse de l'établissement de l'organisme de formation pédagogique Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		
Raison sociale de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan pédagogique si différent de l'organisme contractant. Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Catégorie juridique de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF responsable pédagogique Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		
Données action de formation					
Titre du dossier de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cette donnée est importante pour avoir en IHM des dossiers nommés		O	
Nationalité	Numérique sur 1 position	Nationalité de la personne en formation sous forme de répartition géographique			O
BOE	Numérique sur 1 position	La personne s'est fait connaître comme Bénéficiaire d'une Obligation d'Emploi (BOE) à son entrée en formation. L'information est considérée comme déclarative. Le partenaire pourra indiquer que la situation est « Non connue » s'il ignore ou ne dispose pas de l'information			O
Bénéficiaire Politique Publique Nationale	Numérique sur 2 positions	Détermine si la personne a bénéficié d'un dispositif de politiques publiques d'insertion ou de maintien dans l'emploi			O
Adresse de contact du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de contact du stagiaire pendant sa formation			
Contact Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			
Contact stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Contact stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel du stagiaire durant sa formation			
Date accord du titulaire pour l'utilisation des heures CPF	Date	Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Code CPF de la formation	Numérique sur 12 positions		Egal à 999999999999 pour un dossier non éligible au compte de droit CPF	O	
Type de référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles	(O)	
Identifiant dans le référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles	(O)	
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	O	
Objectif général	Numérique sur 2 positions	Cet élément décrit les objectifs généraux de la formation. Ils ne doivent pas être confondus avec les objectifs pédagogiques			O
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	
Bilan de compétence	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est un bilan de compétences		O	
VAE	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est une validation des acquis de l'expérience		O	
Dispositif principal	Numérique sur 3 positions	Définit le dispositif principal de formation qui permet le financement de l'action de formation (auquel se rattache l'action de formation).	Si « CPF », le « Code CPF » doit être différent de "999999999999"	O non modifiable	O
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles		Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes	Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Formation Certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si pas de code Offre info Si code certif info renseigné alors formation certifiante	(O)	O
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)			
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		O
Code Offre Info	Alphanumérique sur 50 positions	Numéro Offre Info de l'action de formation			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Code interne Parcours	Alphanumérique sur 50 positions	Permet, par l'usage d'un code propre au déclarant (financeur ou CEP) de relier différents dossiers de formation orchestrés en vue d'un même projet afin d'indiquer qu'ils constituent pour la personne un « parcours ».			
Action Individuelle/collective	Numérique sur 1 position	L'action est dite « collective » dès lors que l'achat de formation est réalisé pour un groupe de personnes L'action est dite « individuelle » dès lors que l'achat de formation porte sur une action unique pour une personne		O	O
Positionnement individualisé	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un positionnement préalable de l'individu a été financé dans le cadre des coûts pédagogiques. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Accompagnement spécifique	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un accompagnement non directement lié à la formation mais permettant de lever les freins à son déroulement (transport, logement, santé, …) est intégré à l'action de formation financée (dans le coût pédagogique).			
Modalité d'enseignement	Numérique sur 1 position	Définit les modalités pédagogiques de l'action financée.			O
Formation en situation de travail	Numérique sur 1 position				O
Période en entreprise	Booléen (O/N)	Définit si la formation comprend une période de formation pratique en entreprise (que cette entreprise soit ou non celle de la personne). (Ex : stage, alternance, …)			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse du lieu principal de formation Si code Offre Info, , l'adresse du lieu de formation n'est pas à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info, l'adresse du lieu de formation est à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info et adresse en France, code postal et ville sont obligatoires ainsi que lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie) Si pas de code Offre Info et adresse à l'étranger, le code pays est obligatoire					
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3		Si pas de code Offre info		
Durée totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures		O	
Durée hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée totale »		
Nombre d'heures hors temps de travail	Numérique sur 5 positions	Désigne Le nombre d'heures suivi hors temps de travail par le stagiaire. Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée totale »		
Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	Numérique sur 2 positions	Niveau de certification le plus haut du stagiaire à l'entrée en formation			O
Niveau Maximum de Classe	Numérique sur 2 positions	Détermine le plus haut niveau de classe suivie par le stagiaire au moment de son entrée en formation	Si situation du stagiaire « A la recherche d'un emploi Ne peut être supérieur au Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation		O
Atteinte certification	Numérique sur 1 position	Détermine si la personne a obtenu la certification visée	Si formation certifiante		
Niveau de Certification en fin de formation	Numérique sur 2 positions	Détermine, sur la base de la classification RNCP, si le bénéficiaire a obtenu une certification à l'issue de sa formation et, le cas échéant, le niveau de celle-ci	Sauf si « Atteinte certification » = Non connue		O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
N° de dossier interne (plusieurs occurrences possibles, clé Type + Siret)					
Siret organisme	Numérique sur 14 positions				O
Type organisme	Numérique sur 2 positions		Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Numéro de dossier interne	Alphabétique sur 50 positions	Numéro de dossier propre au déclarant/délégant.	Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Données session de formation					
Identifiant session formation Numéro Offre Info de la session de formation (c'est-à-dire la période pendant laquelle une action de formation sera réalisée dans un centre de formation ou dans une entreprise et regroupant généralement plusieurs participants en simultané)					
Numéro formation	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro action	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro session	Alphanumérique sur 20 positions				
Date entrée en formation	Date	Date de démarrage de la réalisation de l'action de formation par la personne Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O non modifiable	
Date sortie de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date début contrat alternance	Date	Date de démarrage du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Date fin contrat alternance	Date	Date de fin du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		
Motif de fin de formation	Numérique sur 2 positions	Ne pas renseigner lors de la validation			O
Situation d'emploi 3 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 6 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 12 mois	Numérique sur 2 positions				O
Données coût pédagogique					
Prix Global par personne TTC	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.	O	
Prix Global par personne HT	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.	O	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Prix Individualisé après positionnement TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne TTC			
Prix Individualisé après positionnement HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne HT			
Prix Constaté après réalisation TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Prix Constaté après réalisation HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Unité d'Achat	Numérique sur 2 positions	Définit l'unité d'achat qui a été privilégiée par le financeur pour l'action de formation concernée		O	O
Numéro/Code identifiant de la subvention ou du marché	Alphanumérique sur 55 positions	Sur une « Action collective », permet d'identifier l'ensemble des actions qui ont été financées dans le cadre d'un même marché ou d'une même subvention. Ce code appartient au déclarant et ne renvoie à aucun référentiel partagé			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Coût pédagogique réel ou calculé (en relation avec le prix de la formation)	Numérique sur 1 position	Définit la manière dont le coût pédagogique transmis par le financeur a été obtenu (en fonction des pratiques d'achat, de l'unité d'achat). Celui peut être réel, en ce qu'il correspond exactement aux frais engagés pour l'individu concerné, ou recalculé sur la base d'une moyenne par stagiaire déduite d'un forfait/d'un marché plus large.		O	O
Données Reste à charge					
Reste à charge (HT)	999999,99	Correspond au différentiel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Données spécifiques « DF éligible CPF » déjà présentes en V1					
Nombre d'heures DIF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Nombre d'heures CPF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Montant DIF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Montant CPF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Organisme financeur des heures DIF/CPF	Entier numérique sur 2		Obligatoire si formation éligible au CPF	(O)	O
PEC coût pédagogique afférent aux heures DIF/CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Rémunération sur le budget 0,2% CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Données financement – Par financeur et source de financement					
Plusieurs occurrences sur Type+ Siret Financeur / Source de financement					
Siret financeur	Numérique sur 14 positions	Identifie le financeur de l'action de formation	Si présent, Type financeur obligatoire	(O)	
Type financeur	Numérique sur 2 positions		Si présent, SIRET financeur obligatoire	(O)	O
Source de financement	Numérique sur 3 positions	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	O
Assujettissement TVA du Financeur	Booléen (O/N)	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	
Données financement - Prise en charge des frais pédagogiques si financeur/source de financement présent					
Montant de la prise en charge HT	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant de la prise en charge TTC	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant individualisé de subvention versée	999999,99	Montant prévisionnel de subvention qui sera versée à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	Obligatoire si dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Données spécifiques « DF éligible CPF »					
Durée de l'abondement	Numérique sur 5 positions			(O)	
Commentaire rattaché à l'abondement	Alphanumérique sur maximum 255 positions		Obligatoire si source de financement « Autre »	(O)	
Données financement - Prise en charge des frais annexes si financeur/source de financement présent					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Total des frais annexes	999999,99				
Frais annexe – hébergement	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais d'hébergement du stagiaire			
Frais annexes - restauration	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de restauration du stagiaire			
Frais annexes – transport	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de transport du stagiaire			
Frais annexes – frais de garde	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de garde d'enfants du stagiaire			
Données financement - Prise en charge des frais rattachables si financeur/source de financement présent					
Fonction tutorale	999999,99	Correspond au montant, en euros, que le financeur prend en charge au titre de la fonction tutorale. Cette dépense est rattachée au bénéficiaire de l'action de formation.			
Coût remplaçant	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur rembourse à l'employeur qui a fait remplacer le salarié parti en formation	Non renseigné si activité/statut différent de « salarié »		
Spécifique Certification HT	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			
Spécifique Certification TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Coût Spécifique Positionnement HT	999999,99	En cas de prise en charge particulière (hors frais pédagogiques), indique le montant de prise en charge du positionnement préalable de l'individu. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Coût Spécifique Positionnement TTC	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - HT	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - TTC	999999,99				
Autres frais versés au Stagiaire HT	999999,99				
Autres frais versés au Stagiaire TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur dépense au titre des diverses aides individuelles (pécuniaires ou en nature) qu'il verse au stagiaire en formation professionnelle au titre de l'action qu'il suit. Ces frais se conçoivent hors du « montant global des frais annexes ».			
Données financement - Prise en charge rémunération pour un salarié si financeur/source de financement présent					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prendre en charge au titre du salaire de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »	(O)	

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

🕐 Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si le résultat de la demande de validation est accepté, alors les données retournées sont celles du dossier de formation complétées des données suivantes si formation Offre info :

Données	Format	Description
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles	
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation
Formation certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3	
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités

		dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes

Le système restitue également les données suivantes :

Donnée	Format	Présence / commentaire
Identifiant du dossier	Numérique sur 13	Renseigné (le SI Form Pro renvoie l'identifiant attribué)
Dossier confidentiel	Booléen (O/N)	Obligatoire
Total des heures (DIF + CPF) disponibles pour une formation	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire
Montant total disponible (DIF+CPF)	999999,99	Obligatoire, même à 0
Dotation FPSPP déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures max dotation FPSPP	Entier sur 3 positions max.	Facultative. Présente (éventuellement 0) si la dotation n'a pas encore été utilisée
Données relatives à la dotation senior		
Dotation Senior déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures reliquat dotation Senior	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire Correspond au nombre d'heures restants pouvant être utilisé pour la dotation senior.

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits en annexe.
Les règles de validation d'un dossier de formation au regard des heures et montants sont indiqués en fin de document.

1.5.3. Entrée en formation sur un dossier de formation

Ce service est proposé par la méthode « entreeEnFormationDF » du webservice.

- Description du service



- NIR
- NOM
- Données associées à l'action de formation

Si réponse favorable:
- Dossier de formation Entrée en Formation

Si réponse défavorable (rejet):
- Cas d'exception

Cinématique de la méthode « entreeEnFormationDF »

Cette méthode permet d'acter l'entrée en formation et est disponible pour un dossier à l'état « Validé ».

Si l'appel a fonctionné, le dossier passe au statut « Entrée en formation ».

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Entrée en formation d'un dossier de formation	Balise <urn :xxx>	xxx = entreeEnFormationDF
Identification de l'organisme appelant et de l'organisme délégant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme appelant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.
SIRET de l'organisme délégant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme délégant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque délégant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Données dossier de formation					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
N° de dossier AGORA	Numérique sur 13 positions	Numéro de dossier unique généré lors de la création d'un dossier de formation		O	
Statut du dossier	Numérique sur 1 position	Statut correspondant à l'étape de vie du dossier demandée		O	O
Données personnelles du stagiaire					
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		O	
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Nom de naissance de la personne en formation		O	
Adresse de domiciliation du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de résidence principale du stagiaire		O	
Domicile Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° de portable du stagiaire			
Domicile stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° de téléphone domicile stagiaire			
Domicile stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel domicile du stagiaire			
Situation professionnelle du stagiaire					
Identifiant national Pôle Emploi	Numérique sur 10 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	(O)	
Identifiant région Pôle Emploi	Numérique sur 8 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Code Pôle Emploi Régional	Numérique sur 3 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi » Si identifiant régional Pôle Emploi renseigné	(O)	
Département lieu habitation	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département d'habitation si situation = « A la recherche d'un emploi »	Si Dispositif = CPF	(O)	
Département lieu travail	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département du lieu de travail activité/statut = « salarié »	Si Dispositif = CPF	(O)	
Situation	Numérique sur 1 position	Situation de la personne à l'entrée en formation. En cas de multi- situations (ex : la personne est en activité ET inscrit sur la liste DE), le statut qui conduit à la formation est retenu		O	O
Activité/statut	Numérique sur 2 positions	Activité de la personne au regard de sa situation à l'entrée en formation	Si situation renseignée	(O)	O
Type de Contractualisation	Numérique sur 2 positions	Pour les salariés (activité = salarié), type de contrat conclu avec l'employeur au départ en formation	Si activité/statut = « salarié »	(O)	O
Catégorie Socio-Professionnelle du stagiaire	Numérique sur 2 positions	Catégorie socio-professionnelle de la personne à l'entrée en formation	Si activité/statut = « salarié »	(O)	O
Catégorie employeur	Alphanumérique sur 1 position	Employeur particulier ou entreprise O = entreprise, N=particulier	Si activité/statut = « salarié »	(O)	O
Siret employeur	Alphanumérique sur 14 positions	Identifiant SIRET de l'entreprise employeur Le SIRET n'est demandé que si l'entreprise a une adresse en France	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Raison sociale employeur	Alphanumérique sur 100 positions	Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné	(O)	
		Si le stagiaire est salarié d'une entreprise avec une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et code pays renseigné		
Code APE/NAF employeur	Alphanumérique sur 6 positions	Code NAF/APE de l'entreprise employeur Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » et si catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné	(O)	
Adresse de l'employeur	Format adresse en $1.3	Adresse de l'employeur entreprise du stagiaire salarié Si l'employeur entreprise a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'employeur Si l'employeur entreprise a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »	(O)	
N° URSSAF	Alphanumérique sur 18 positions	Code URSAFF du stagiaire salarié d'un particulier employeur	Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « N »	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Données organisme de formation					
Service de Formation Interne	Booléen (O/N)	Détermine si la formation est réalisée en interne à l'entreprise. Elle n'agit alors pas comme offreur de formation et ne dispose pas de numéro de déclaration.	N par défaut	O	
Si service de formation en interne = O, les données organisme de formation contractant et organisme de formation responsable pédagogique ne doivent pas être renseignées					
SIRET de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 14 positions	L'organisme contractant est l'organisme responsable de l'offre Le SIRET n'existe que si l'organisme de formation contractant a une adresse en France	Si Service de formation interne = N et organisme de formation contractant avec une adresse en France (code pays adresse non renseigné)	(O) non modifiable	
N° de déclaration d'activité de l'organisme contractant	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'offre	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		
Adresse de l'organisme contractant	Format adresse en $1.3	Adresse de l'organisme contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N	(O)	
Assujettissement à TVA de l'organisme contractant	Booléen (O/N)	Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera récupérée de MAF	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Raison sociale de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan administratif et financier de l'action. Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	(O)	
Catégorie juridique de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF contractant Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	(O)	
L'organisme de formation responsable pédagogique peut être différent de l'organisme de formation contractant					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
SIRET de l'organisme responsable pédagogique	Alphanumérique sur 14 positions	Entreprise responsable au plan pédagogique, qui réalise à titre principal l'action, si différent de l'organisme contractant	Si Service de formation interne = N et si différent du SIRET de l'organisme de formation contractant Si Service de formation interne = N, on ne peut avoir SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique et code pays de l'adresse de l'organisme responsable pédagogique renseigné		
N° de déclaration d'activité de l'organisme pédagogique	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'action	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET de l'organisme responsable pédagogique renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'organisme pédagogique	Format adresse en $1.3	Adresse de l'établissement de l'organisme de formation pédagogique Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		
Raison sociale de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan pédagogique si différent de l'organisme contractant. Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Catégorie juridique de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF responsable pédagogique Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		
Données action de formation					
Titre du dossier de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cette donnée est importante pour avoir en IHM des dossiers nommés		O	
Nationalité	Numérique sur 1 position	Nationalité de la personne en formation sous forme de répartition géographique			O
BOE	Numérique sur 1 position	La personne s'est fait connaître comme Bénéficiaire d'une Obligation d'Emploi (BOE) à son entrée en formation. L'information est considérée comme déclarative. Le partenaire pourra indiquer que la situation est « Non connue » s'il ignore ou ne dispose pas de l'information		O	O
Bénéficiaire Politique Publique Nationale	Numérique sur 2 positions	Détermine si la personne a bénéficié d'un dispositif de politiques publiques d'insertion ou de maintien dans l'emploi			O
Adresse de contact du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de contact du stagiaire pendant sa formation			
Contact Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			
Contact stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Contact stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel du stagiaire durant sa formation			
Date accord du titulaire pour l'utilisation des heures CPF	Date	Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Code CPF de la formation	Numérique sur 12 positions		Egal à 999999999999 pour un dossier non éligible au compte de droit CPF	O	
Type de référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles	(O)	
Identifiant dans le référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles	(O)	
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	
Objectif général	Numérique sur 2 positions	Cet élément décrit les objectifs généraux de la formation. Ils ne doivent pas être confondus avec les objectifs pédagogiques			O
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	
Bilan de compétence	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est un bilan de compétences		O	
VAE	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est une validation des acquis de l'expérience		O	
Dispositif principal	Numérique sur 3 positions	Définit le dispositif principal de formation qui permet le financement de l'action de formation (auquel se rattache l'action de formation).	Si « CPF », le « Code CPF » doit être différent de "999999999999"	O non modifiable	O
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles		Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes	Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Formation Certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si pas de code Offre info Si code certif info renseigné alors formation certifiante	(O)	O
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)			
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		O
Code Offre Info	Alphanumérique sur 50 positions	Numéro Offre Info de l'action de formation			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Code interne Parcours	Alphanumérique sur 50 positions	Permet, par l'usage d'un code propre au déclarant (financeur ou CEP) de relier différents dossiers de formation orchestrés en vue d'un même projet afin d'indiquer qu'ils constituent pour la personne un « parcours ».			
Action Individuelle/collective	Numérique sur 1 position	L'action est dite « collective » dès lors que l'achat de formation est réalisé pour un groupe de personnes L'action est dite « individuelle » dès lors que l'achat de formation porte sur une action unique pour une personne		O	O
Positionnement individualisé	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un positionnement préalable de l'individu a été financé dans le cadre des coûts pédagogiques. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Accompagnement spécifique	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un accompagnement non directement lié à la formation mais permettant de lever les freins à son déroulement (transport, logement, santé, …) est intégré à l'action de formation financée (dans le coût pédagogique).			
Modalité d'enseignement	Numérique sur 1 position	Définit les modalités pédagogiques de l'action financée.			O
Formation en situation de travail	Numérique sur 1 position				O
Période en entreprise	Booléen (O/N)	Définit si la formation comprend une période de formation pratique en entreprise (que cette entreprise soit ou non celle de la personne). (Ex : stage, alternance, …)			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse du lieu principal de formation Si code Offre Info, , l'adresse du lieu de formation n'est pas à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info, l'adresse du lieu de formation est à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info et adresse en France, code postal et ville sont obligatoires ainsi que lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie) Si pas de code Offre Info et adresse à l'étranger, le code pays est obligatoire					
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3		Si pas de code Offre info	(O)	
Durée prévisionnelle totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures		O	
Durée effective totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée effective totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures			
Durée prévisionnelle hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée prévisionnelle totale »		
Durée effective hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée effective de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée effective totale »		
Nombre d'heures hors temps de travail	Numérique sur 5 positions	Désigne Le nombre d'heures suivi hors temps de travail par le stagiaire. Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée prévisionnelle totale »		
Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	Numérique sur 2 positions	Niveau de certification le plus haut du stagiaire à l'entrée en formation		O	O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Niveau Maximum de Classe	Numérique sur 2 positions	Détermine le plus haut niveau de classe suivie par le stagiaire au moment de son entrée en formation	Si situation du stagiaire « A la recherche d'un emploi Ne peut être supérieur au Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	O	O
Atteinte certification	Numérique sur 1 position	Détermine si la personne a obtenu la certification visée	Si formation certifiante		
Niveau de Certification en fin de formation	Numérique sur 2 positions	Détermine, sur la base de la classification RNCP, si le bénéficiaire a obtenu une certification à l'issue de sa formation et, le cas échéant, le niveau de celle-ci	Sauf si « Atteinte certification » = Non connue		O
N° de dossier interne (plusieurs occurrences possibles, clé Type + Siret)					
Siret organisme	Numérique sur 14 positions				O
Type organisme	Numérique sur 2 positions		Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Numéro de dossier interne	Alphabétique sur 50 positions	Numéro de dossier propre au déclarant/délégant.	Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Données session de formation					
Identifiant session formation Numéro Offre Info de la session de formation (c'est-à-dire la période pendant laquelle une action de formation sera réalisée dans un centre de formation ou dans une entreprise et regroupant généralement plusieurs participants en simultané)					
Numéro formation	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro action	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro session	Alphanumérique sur 20 positions				

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Date entrée prévisionnelle en formation	Date	Date de démarrage prévisionnelle de la réalisation de l'action de formation par la personne Non modifiable si la formation est éligible au compte de droits CPF Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Non modifiable si Dispositif principal de la formation = « CPF »	O	
Date entrée effective en formation	Date	Date de démarrage effective de la réalisation de l'action de formation par la personne Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date sortie prévisionnelle de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement prévisionnel de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date sortie effective de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement effectif de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000			
Date début prévisionnelle contrat alternance	Date	Date de démarrage prévisionnelle du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		
Date début effective contrat alternance	Date	Date de démarrage effective du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Date fin prévisionnelle contrat alternance	Date	Date de fin prévisionnelle du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		
Date fin effective contrat alternance	Date format JJ/MM/AAAA	Date de fin effective du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		
Motif de fin de formation	Numérique sur 2 positions	Ne pas renseigner lors de l'entrée en formation			O
Situation d'emploi 3 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 6 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 12 mois	Numérique sur 2 positions				O
Données coût pédagogique					
Prix Global par personne TTC	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.	O	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Prix Global par personne HT	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.	O	
Prix Individualisé après positionnement TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne TTC			
Prix Individualisé après positionnement HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne HT			
Prix Constaté après réalisation TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Prix Constaté après réalisation HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Unité d'Achat	Numérique sur 2 positions	Définit l'unité d'achat qui a été privilégiée par le financeur pour l'action de formation concernée		O	O
Numéro/Code identifiant de la subvention ou du marché	Alphanumérique sur 55 positions	Sur une « Action collective », permet d'identifier l'ensemble des actions qui ont été financées dans le cadre d'un même marché. Ce code appartient au déclarant et ne renvoie à aucun référentiel partagé			
Coût pédagogique réel ou calculé (en relation avec le prix de la formation)	Numérique sur 1 position	Définit la manière dont le coût pédagogique transmis par le financeur a été obtenu (en fonction des pratiques d'achat, de l'unité d'achat). Celui peut être réel, en ce qu'il correspond exactement aux frais engagés pour l'individu concerné, ou recalculé sur la base d'une moyenne par stagiaire déduite d'un forfait/d'un marché plus large.		O	O
Données Reste à charge					
Reste à charge prévisionnel (HT)	999999,99	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge prévisionnel (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge effectif (HT)	999999,99	Correspond au différentiel effectif, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge effectif (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel effectif, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Données spécifiques « DF éligible CPF » déjà présentes en V1					
Nombre d'heures DIF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Nombre d'heures CPF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Montant DIF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Montant CPF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Organisme financeur des heures DIF/CPF	Entier numérique sur 2		Obligatoire si formation éligible au CPF	(O)	O
PEC coût pédagogique afférent aux heures DIF/CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Rémunération sur le budget 0,2% CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Données financement – Par financeur et source de financement					
Plusieurs occurrences sur Type+ Siret Financeur / Source de financement					
Siret financeur	Numérique sur 14 positions	Identifie le financeur de l'action de formation	Si présent, Type financeur obligatoire	(O)	
Type financeur	Numérique sur 2 positions		Si présent, SIRET financeur obligatoire	(O)	O
Source de financement	Numérique sur 3 positions	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	O
Assujettissement TVA du Financeur	Booléen (O/N)	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	
Données financement - Prise en charge des frais pédagogiques si financeur/source de financement présent					
Montant prévisionnel de la prise en charge HT	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Montant prévisionnel de la prise en charge TTC	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant effectif de la prise en charge HT	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant effectif de la prise en charge TTC	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant individualisé prévisionnel de subvention versée	999999,99	Montant prévisionnel de subvention qui sera versée à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	Obligatoire si dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant individualisé effectif de subvention versée	999999,99	Montant versé sous forme de subvention à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	Obligatoire si dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Données spécifiques « DF éligible CPF »					
Durée de l'abondement	Numérique sur 5 positions			(O)	
Commentaire rattaché à l'abondement	Alphanumérique sur maximum 255 positions		Obligatoire si source de financement « Autre »	(O)	
Données financement - Prise en charge des frais annexes si financeur/source de financement présent					
Total des frais annexes	999999,99				
Frais annexe – hébergement	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais d'hébergement du stagiaire			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Frais annexes - restauration	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de restauration du stagiaire			
Frais annexes – transport	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de transport du stagiaire			
Frais annexes – frais de garde	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de garde d'enfants du stagiaire			
Données financement - Prise en charge des frais rattachables si financeur/source de financement présent					
Fonction tutorale	999999,99	Correspond au montant, en euros, que le financeur prend en charge au titre de la fonction tutorale. Cette dépense est rattachée au bénéficiaire de l'action de formation.			
Coût remplaçant	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur rembourse à l'employeur qui a fait remplacer le salarié parti en formation	Non renseigné si activité/statut différent de « salarié »		
Spécifique Certification HT	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			
Spécifique Certification TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			
Coût Spécifique Positionnement HT	999999,99	En cas de prise en charge particulière (hors frais pédagogiques), indique le montant de prise en charge du positionnement préalable de l'individu. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Coût Spécifique Positionnement TTC	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - HT	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - TTC	999999,99				
Autres frais versés au Stagiaire HT	999999,99				
Autres frais versés au Stagiaire TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur dépense au titre des diverses aides individuelles (pécuniaires ou en nature) qu'il verse au stagiaire en formation professionnelle au titre de l'action qu'il suit. Ces frais se conçoivent hors du « montant global des frais annexes ».			
Données financement - Prise en charge rémunération pour un salarié si financeur/source de financement présent					
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire prévisionnel	999999,99	Correspond au montant prévisionnel, en €uros, que le financeur prendre en charge au titre du salaire prévisionnel de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »	(O)	
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire effectif	999999,99	Correspond au montant effectif, en €uros, que le financeur prendre en charge au titre du salaire prévisionnel de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »	(O)	

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

- Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si l'action est acceptée, les données retournées sont celles du dossier de formation complétées des données suivantes si formation Offre info :

Données	Format	Description
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles	
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation
Formation certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3	
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes

Le système restitue également les données suivantes :

Donnée	Format	Présence / commentaire
Dossier confidentiel	Booléen (O/N)	Obligatoire
Total des heures (DIF + CPF) disponibles pour une formation	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire
Montant total disponible (DIF+CPF)	999999,99	Obligatoire, même à 0
Dotation FPSPP déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures max dotation FPSPP	Entier sur 3 positions max.	Facultative. Présente (éventuellement 0) si la dotation n'a pas encore été utilisée
Titre de la formation éligible	Alphanumérique sur	Obligatoire si un code formation éligible CPF

	maximum 255 positions	a été Positionné
Données relatives à la dotation senior		
Dotation Senior déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures reliquat dotation Senior	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire Correspond au nombre d'heures restants pouvant être utilisé pour la dotation senior.

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits en annexe.

1.5.4. Rémunération / Indemnisation DE

Ce service est proposé par la méthode « RemunerationDE » du webservice.

- Description du service



- NIR
- NOM
- Données associées à l'action de formation

Si réponse favorable :
- Dossier de formation mis à jour Entrée en formation

Si réponse défavorable (rejet) :
- Cas d'exception

Cinématique de la méthode « remunerationDE »

Cette méthode permet de réaliser une mise à jour sur des données de rémunération / indemnisation du titulaire demandeur d'emploi, sur un dossier de formation en statut :

1. « Entrée en formation »
2. « Sortie de formation »
3. « Clos »

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Rémunération et indemnisation DE d'un dossier	Balise <urn :xxx>	xxx = remunerationDF
Identification de l'organisme appelant et de l'organisme délégant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme appelant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.
SIRET de l'organisme délégant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme délégant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque délégant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe

Données dossier de formation					
N° de dossier AGORA	Numérique sur 13 positions	Numéro de dossier de formation unique		O	
Statut du dossier	Numérique sur 1 position	Statut correspondant à l'étape de vie du dossier actuelle		O	O
Données personnelles du stagiaire					
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		O	
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Nom de naissance de la personne en formation		O	
Prise en charge rémunération toutes formations si situation du stagiaire = « Personne à la recherche d'un emploi »					
Plusieurs occurrences possibles – Clé Type financeur – Siret financeur – Source de financement – Nature – date de début – date de fin					
Siret financeur	Numérique sur 14 positions	Identifie le financeur de l'action de formation		O	
Type financeur	Numérique sur 2 positions		Obligatoire si SIRET financeur renseigné	O	O
Source de financement	Numérique sur 3 positions	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	O
Assujettissement TVA du Financeur	Booléen (O/N)	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	
Nature Indemnisation	Numérique sur 2 positions	Correspond à la nature de l'indemnisation du stagiaire de la formation professionnelle perçue pendant la formation		O	O
Date de début de période d'indemnisation	Date	Date de début de la période d'indemnisation du stagiaire pendant la formation Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement » La Date de début ne peut être antérieure à la date d'entrée effective en formation	(O)	
Date de fin de période d'indemnisation	Date	Date de fin de la période d'indemnisation du stagiaire pendant la formation Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement » La Date de fin	(O)	

			ne peut être postérieure à la date de sortie effective de la formation		
Montant effectif de l'indemnisation versée	999999,99	Montant que le financeur pourrait prendre en charge au titre d'indemnisation du demandeur d'emploi en formation	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement »	(O)	
Montant effectif des cotisations de protection sociale	999999,99	Montant que le financeur pourrait prendre en charge au titre des cotisations de protection sociale du demandeur d'emploi en formation		O	

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

🕐 Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si l'action est acceptée, les données retournées sont celles du dossier de formation complétées des données suivantes si formation Offre info :

Données	Format	Description
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles	
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation
Formation certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée

	positions	
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3	
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes

Le système restitue également les données suivantes :

Donnée	Format	Présence / commentaire
Dossier confidentiel	Booléen (O/N)	Obligatoire
Total des heures (DIF + CPF) disponibles pour une formation	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire
Montant total disponible (DIF+CPF)	999999,99	Obligatoire, même à 0
Dotation FPSPP déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures max dotation FPSPP	Entier sur 3 positions max.	Facultative. Présente (éventuellement 0) si la dotation n'a pas encore été utilisée
Titre de la formation éligible	Alphanumérique sur maximum 255 positions	Obligatoire si un code formation éligible CPF a été Positionné
Données relatives à la dotation senior		
Dotation Senior déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures reliquat dotation Senior	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire Correspond au nombre d'heures restants pouvant être utilisé pour la dotation senior.

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits dans l'annexe 2

1.5.5. Sortie de formation sur un dossier de formation

Ce service est proposé par la méthode « sortieDeFormationDF » du webservice.

- Description du service



- NIR
- NOM
- Données associées à l'action de formation à créer

Si réponse favorable :
- Dossier de formation sortie de formation

Si réponse défavorable (rejet) :
- Cas d'exception

Cinématique de la méthode « sortieDeFormationDF »

Cette méthode permet de passer du statut « Entrée en formation » au statut « Sortie de formation » et ainsi déclarer la sortie de formation d'un titulaire sur son dossier.

Si l'appel a fonctionné, le dossier est passe au statut « Sortie de formation ».

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Sortie de formation d'un dossier de formation	Balise <urn :xxx>	xxx = sortieDeFormationDF
Identification de l'organisme appelant et de l'organisme délégant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme appelant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.
SIRET de l'organisme délégant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme délégant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque délégant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Données dossier de formation					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
N° de dossier AGORA	Numérique sur 13 positions	Numéro de dossier unique généré lors de la création d'un dossier de formation		O	
Statut du dossier	Numérique sur 1 position	Statut correspondant à l'étape de vie du dossier demandée		O	O
Données personnelles du stagiaire					
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		O	
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Nom de naissance de la personne en formation		O	
Adresse de domiciliation du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de résidence principale du stagiaire		O	
Domicile Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° de portable du stagiaire			
Domicile stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° de téléphone domicile stagiaire			
Domicile stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel domicile du stagiaire			
Situation professionnelle du stagiaire					
Identifiant national Pôle Emploi	Numérique sur 10 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	(O)	
Identifiant région Pôle Emploi	Numérique sur 8 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Code Pôle Emploi Régional	Numérique sur 3 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi » Si identifiant régional Pôle Emploi renseigné	(O)	
Département lieu habitation	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département d'habitation si situation = « A la recherche d'un emploi »	Si Dispositif = CPF	(O)	
Département lieu travail	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département du lieu de travail activité/statut = « salarié »	Si Dispositif = CPF	(O)	
Situation	Numérique sur 1 position	Situation de la personne à l'entrée en formation. En cas de multi- situations (ex : la personne est en activité ET inscrit sur la liste DE), le statut qui conduit à la formation est retenu		O	O
Activité/statut	Numérique sur 2 positions	Activité de la personne au regard de sa situation à l'entrée en formation	Si situation renseignée	(O)	O
Type de Contractualisation	Numérique sur 2 positions	Pour les salariés (activité = salarié), type de contrat conclu avec l'employeur au départ en formation	Si activité/statut = « salarié »	(O)	O
Catégorie Socio-Professionnelle du stagiaire	Numérique sur 2 positions	Catégorie socio-professionnelle de la personne à l'entrée en formation	Si activité/statut = « salarié »	(O)	O
Catégorie employeur	Alphanumérique sur 1 position	Employeur particulier ou entreprise O = entreprise, N=particulier	Si activité/statut = « salarié »	(O)	O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Siret employeur	Alphanumérique sur 14 positions	Identifiant SIRET de l'entreprise employeur Le SIRET n'est demandé que si l'entreprise a une adresse en France	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné	(O)	
Raison sociale employeur	Alphanumérique sur 100 positions	Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné	(O)	
		Si le stagiaire est salarié d'une entreprise avec une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et code pays renseigné		
Code APE/NAF employeur	Alphanumérique sur 6 positions	Code NAF/APE de l'entreprise employeur Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » et si catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'employeur	Format adresse en $1.3	Adresse de l'employeur entreprise du stagiaire salarié Si l'employeur entreprise a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'employeur Si l'employeur entreprise a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »	(O)	
N° URSSAF	Alphanumérique sur 18 positions	Code URSAFF du stagiaire salarié d'un particulier employeur	Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « N »	(O)	
Données organisme de formation					
Service de Formation Interne	Booléen (O/N)	Détermine si la formation est réalisée en interne à l'entreprise. Elle n'agit alors pas comme offreur de formation et ne dispose pas de numéro de déclaration.	N par défaut	O	
Si service de formation en interne = O, les données organisme de formation contractant et organisme de formation responsable pédagogique ne doivent pas être renseignées					
SIRET de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 14 positions	L'organisme contractant est l'organisme responsable de l'offre Le SIRET n'existe que si l'organisme de formation contractant a une adresse en France	Si Service de formation interne = N et organisme de formation contractant avec une adresse en France (code pays adresse non renseigné)	(O) non modifiable	
N° de déclaration d'activité de l'organisme contractant	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'offre	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'organisme contractant	Format adresse en $1.3	Adresse de l'organisme contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N	(O)	
Assujettissement à TVA de l'organisme contractant	Booléen (O/N)	Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera récupérée de MAF	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		
Raison sociale de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan administratif et financier de l'action. Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Catégorie juridique de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF contractant Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	(O)	
L'organisme de formation responsable pédagogique peut être différent de l'organisme de formation contractant					
SIRET de l'organisme responsable pédagogique	Alphanumérique sur 14 positions	Entreprise responsable au plan pédagogique, qui réalise à titre principal l'action, si différent de l'organisme contractant	Si Service de formation interne = N et si différent du SIRET de l'organisme de formation contractant Si Service de formation interne = N, on ne peut avoir SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique et code pays de l'adresse de l'organisme responsable pédagogique renseigné		
N° de déclaration d'activité de l'organisme pédagogique	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'action	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET de l'organisme responsable pédagogique renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'organisme pédagogique	Format adresse en $1.3	Adresse de l'établissement de l'organisme de formation pédagogique Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		
Raison sociale de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan pédagogique si différent de l'organisme contractant. Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Catégorie juridique de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF responsable pédagogique Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		
Données action de formation					
Titre du dossier de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cette donnée est importante pour avoir en IHM des dossiers nommés		O	
Nationalité	Numérique sur 1 position	Nationalité de la personne en formation sous forme de répartition géographique			O
BOE	Numérique sur 1 position	La personne s'est fait connaître comme Bénéficiaire d'une Obligation d'Emploi (BOE) à son entrée en formation. L'information est considérée comme déclarative. Le partenaire pourra indiquer que la situation est « Non connue » s'il ignore ou ne dispose pas de l'information		O	O
Bénéficiaire Politique Publique Nationale	Numérique sur 2 positions	Détermine si la personne a bénéficié d'un dispositif de politiques publiques d'insertion ou de maintien dans l'emploi			O
Adresse de contact du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de contact du stagiaire pendant sa formation			
Contact Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			
Contact stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Contact stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel du stagiaire durant sa formation			
Date accord du titulaire pour l'utilisation des heures CPF	Date	Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Code CPF de la formation	Numérique sur 12 positions		Egal à 999999999999 pour un dossier non éligible au compte de droit CPF	O	
Type de référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles	(O)	
Identifiant dans le référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles	(O)	
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	
Objectif général	Numérique sur 2 positions	Cet élément décrit les objectifs généraux de la formation. Ils ne doivent pas être confondus avec les objectifs pédagogiques			O
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	
Bilan de compétence	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est un bilan de compétences		O	
VAE	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est une validation des acquis de l'expérience		O	
Dispositif principal	Numérique sur 3 positions	Définit le dispositif principal de formation qui permet le financement de l'action de formation (auquel se rattache l'action de formation).	Si « CPF », le « Code CPF » doit être différent de "999999999999"	O non modifiable	O
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles		Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes	Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Formation Certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si pas de code Offre info Si code certif info renseigné alors formation certifiante	(O)	O
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)			
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		O
Code Offre Info	Alphanumérique sur 50 positions	Numéro Offre Info de l'action de formation			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Code interne Parcours	Alphanumérique sur 50 positions	Permet, par l'usage d'un code propre au déclarant (financeur ou CEP) de relier différents dossiers de formation orchestrés en vue d'un même projet afin d'indiquer qu'ils constituent pour la personne un « parcours ».			
Action Individuelle/collective	Numérique sur 1 position	L'action est dite « collective » dès lors que l'achat de formation est réalisé pour un groupe de personnes L'action est dite « individuelle » dès lors que l'achat de formation porte sur une action unique pour une personne		O	O
Positionnement individualisé	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un positionnement préalable de l'individu a été financé dans le cadre des coûts pédagogiques. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Accompagnement spécifique	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un accompagnement non directement lié à la formation mais permettant de lever les freins à son déroulement (transport, logement, santé, …) est intégré à l'action de formation financée (dans le coût pédagogique).			
Modalité d'enseignement	Numérique sur 1 position	Définit les modalités pédagogiques de l'action financée.		O	O
Formation en situation de travail	Numérique sur 1 position				O
Période en entreprise	Booléen (O/N)	Définit si la formation comprend une période de formation pratique en entreprise (que cette entreprise soit ou non celle de la personne). (Ex : stage, alternance, …)			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse du lieu principal de formation Si code Offre Info, , l'adresse du lieu de formation n'est pas à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info, l'adresse du lieu de formation est à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info et adresse en France, code postal et ville sont obligatoires ainsi que lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie) Si pas de code Offre Info et adresse à l'étranger, le code pays est obligatoire					
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3		Si pas de code Offre info	(O)	
Durée prévisionnelle totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures		O	
Durée effective totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée effective totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures		O	
Durée prévisionnelle hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée prévisionnelle totale »		
Durée effective hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée effective de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée effective totale »		
Nombre d'heures hors temps de travail	Numérique sur 5 positions	Désigne Le nombre d'heures suivi hors temps de travail par le stagiaire. Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée effective totale »		
Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	Numérique sur 2 positions	Niveau de certification le plus haut du stagiaire à l'entrée en formation		O	O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Niveau Maximum de Classe	Numérique sur 2 positions	Détermine le plus haut niveau de classe suivie par le stagiaire au moment de son entrée en formation	Si situation du stagiaire « A la recherche d'un emploi Ne peut être supérieur au Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	O	O
Atteinte certification	Numérique sur 1 position	Détermine si la personne a obtenu la certification visée	Si formation certifiante	O	
Niveau de Certification en fin de formation	Numérique sur 2 positions	Détermine, sur la base de la classification RNCP, si le bénéficiaire a obtenu une certification à l'issue de sa formation et, le cas échéant, le niveau de celle-ci	Sauf si « Atteinte certification » = Non connue	O	O
N° de dossier interne (plusieurs occurrences possibles, clé Type + Siret)					
Siret organisme	Numérique sur 14 positions				O
Type organisme	Numérique sur 2 positions		Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Numéro de dossier interne	Alphabétique sur 50 positions	Numéro de dossier propre au déclarant/délégant.	Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Données session de formation					
Identifiant session formation Numéro Offre Info de la session de formation (c'est-à-dire la période pendant laquelle une action de formation sera réalisée dans un centre de formation ou dans une entreprise et regroupant généralement plusieurs participants en simultané)					
Numéro formation	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro action	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro session	Alphanumérique sur 20 positions				
Date entrée prévisionnelle en formation	Date	Date de démarrage prévisionnelle de la réalisation de l'action de formation par la personne Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Non modifiable si Dispositif principal de la formation = « CPF »	O	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Date entrée effective en formation	Date	Date de démarrage effective de la réalisation de l'action de formation par la personne		O	
Date sortie prévisionnelle de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement prévisionnel de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date sortie effective de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement effectif de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date début prévisionnelle contrat alternance	Date	Date de démarrage prévisionnelle du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	O	
Date début effective contrat alternance	Date	Date de démarrage effective du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	O	
Date fin prévisionnelle contrat alternance	Date	Date de fin prévisionnelle du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	O	
Date fin effective contrat alternance	Date	Date de fin effective du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	O	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Motif de fin de formation	Numérique sur 2 positions			O	O
Situation d'emploi 3 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 6 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 12 mois	Numérique sur 2 positions				O
Données coût pédagogique					
Prix Global par personne TTC	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.	O	
Prix Global par personne HT	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.	O	
Prix Individualisé après positionnement TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne TTC			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Prix Individualisé après positionnement HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne HT			
Prix Constaté après réalisation TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Prix Constaté après réalisation HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Unité d'Achat	Numérique sur 2 positions	Définit l'unité d'achat qui a été privilégiée par le financeur pour l'action de formation concernée		O	O
Numéro/Code identifiant de la subvention ou du marché	Alphanumérique sur 55 positions	Sur une « Action collective », permet d'identifier l'ensemble des actions qui ont été financées dans le cadre d'un même marché ou d'une même subvention. Ce code appartient au déclarant et ne renvoie à aucun référentiel partagé			
Coût pédagogique réel ou calculé (en relation avec le prix de la formation)	Numérique sur 1 position	Définit la manière dont le coût pédagogique transmis par le financeur a été obtenu (en fonction des pratiques d'achat, de l'unité d'achat). Celui peut être réel, en ce qu'il correspond exactement aux frais engagés pour l'individu concerné, ou recalculé sur la base d'une moyenne par stagiaire déduite d'un forfait/d'un marché plus large.		O	O
Données Reste à charge					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Reste à charge prévisionnel (HT)	999999,99	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge prévisionnel (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge effectif (HT)	999999,99	Correspond au différentiel effectif, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge effectif (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel effectif, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Données spécifiques « DF éligible CPF » déjà présentes en V1					
Nombre d'heures DIF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Nombre d'heures CPF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Montant DIF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Montant CPF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Organisme financeur des heures DIF/CPF	Entier numérique sur 2		Obligatoire si formation éligible au CPF	(O)	O
PEC coût pédagogique afférent aux heures DIF/CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Rémunération sur le budget 0,2% CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Données financement – Par financeur et source de financement					
Plusieurs occurrences sur Type+ Siret Financeur / Source de financement					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Siret financeur	Numérique sur 14 positions	Identifie le financeur de l'action de formation	Si présent, Type financeur obligatoire	(O)	
Type financeur	Numérique sur 2 positions		Si présent, SIRET financeur obligatoire	(O)	O
Source de financement	Numérique sur 3 positions	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	O
Assujettissement TVA du Financeur	Booléen (O/N)	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	
Données financement - Prise en charge des frais pédagogiques si financeur/source de financement présent					
Montant prévisionnel de la prise en charge HT	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant prévisionnel de la prise en charge TTC	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant effectif de la prise en charge HT	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant effectif de la prise en charge TTC	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Montant individualisé prévisionnel de subvention versée	999999,99	Montant prévisionnel de subvention qui sera versée à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	Obligatoire si dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant individualisé effectif de subvention versée	999999,99	Montant versé sous forme de subvention à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	Obligatoire si dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Données spécifiques « DF éligible CPF »					
Durée de l'abondement	Numérique sur 5 positions			(O)	
Commentaire rattaché à l'abondement	Alphanumérique sur maximum 255 positions		Obligatoire si source de financement « Autre »	(O)	
Données financement - Prise en charge des frais annexes si financeur/source de financement présent					
Total des frais annexes	999999,99				
Frais annexe – hébergement	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais d'hébergement du stagiaire			
Frais annexes - restauration	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de restauration du stagiaire			
Frais annexes – transport	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de transport du stagiaire			
Frais annexes – frais de garde	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de garde d'enfants du stagiaire			
Données financement - Prise en charge des frais rattachables si financeur/source de financement présent					
Fonction tutorale	999999,99	Correspond au montant, en euros, que le financeur prend en charge au titre de la fonction tutorale. Cette dépense est rattachée au bénéficiaire de l'action de formation.			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Coût remplaçant	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur rembourse à l'employeur qui a fait remplacer le salarié parti en formation	Non renseigné si activité/statut différent de « salarié »		
Spécifique Certification HT	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			
Spécifique Certification TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			
Coût Spécifique Positionnement HT	999999,99	En cas de prise en charge particulière (hors frais pédagogiques), indique le montant de prise en charge du positionnement préalable de l'individu. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Coût Spécifique Positionnement TTC	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - HT	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - TTC	999999,99				

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Autres frais versés au Stagiaire HT	999999,99				
Autres frais versés au Stagiaire TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur dépense au titre des diverses aides individuelles (pécuniaires ou en nature) qu'il verse au stagiaire en formation professionnelle au titre de l'action qu'il suit. Ces frais se conçoivent hors du « montant global des frais annexes ».			
Données financement - Prise en charge rémunération pour un salarié si financeur/source de financement présent					
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire prévisionnel	999999,99	Correspond au montant prévisionnel, en €uros, que le financeur doit prendre en charge au titre du salaire de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »	(O)	
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire effectif	999999,99	Correspond au montant effectif, en €uros, que le financeur va réellement prendre en charge au titre du salaire de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »	(O)	

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

🕐 Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si l'action est acceptée, les données retournées sont celles du dossier de formation complétées des données suivantes si formation Offre info :

Données	Format	Description
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles	
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de

		professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation
Formation certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3	
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes

Le système restitue également les données suivantes :

Donnée	Format	Présence / commentaire
Dossier confidentiel	Booléen (O/N)	Obligatoire
Total des heures (DIF + CPF) disponibles pour une formation	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire
Montant total disponible (DIF+CPF)	999999,99	Obligatoire, même à 0
Dotation FPSPP déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures max dotation FPSPP	Entier sur 3 positions max.	Facultative. Présente (éventuellement 0) si la dotation n'a pas encore été utilisée
Titre de la formation éligible	Alphanumérique sur maximum 255 positions	Obligatoire si un code formation éligible CPF a été Positionné
Données relatives à la dotation senior		
Dotation Senior déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures reliquat dotation Senior	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire Correspond au nombre d'heures restants pouvant être utilisé pour la dotation senior.

Si l'action est refusée, suite à la détection de doublon, les dossiers identifiés en doublon sont restitués à l'identique.

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits en annexe

1.5.6. Solder / Clore un dossier de formation d'un titulaire

Ce service est proposé par la méthode du webservice « cloturerDossierFormation ».
Cette méthode permet de clôturer des dossiers de formation à l'état « Sortie de formation » passant ainsi le statut à « Clos ».

- Description du service



- NIR
- NOM
- Données associées à l'action de formation à clore

Si réponse favorable :
- Dossier de formation clos

Si réponse défavorable (rejet) :
- Cas d'exception

Cinématique de la méthode « cloturerDossierFormation »

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Clôturer un dossier de formation	Balise <urn :xxx>	xxx = cloturerDossierFormation
Identification de l'organisme appelant et de l'organisme délégant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme appelant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.
SIRET de l'organisme délégant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme délégant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque délégant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Données dossier de formation					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
N° de dossier AGORA	Numérique sur 13 positions	Numéro de dossier unique généré lors de la création d'un dossier de formation		O	
Statut du dossier	Numérique sur 1 position	Statut correspondant à l'étape de vie du dossier demandée		O	O
Données personnelles du stagiaire					
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		O	
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Nom de naissance de la personne en formation		O	
Adresse de domiciliation du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de résidence principale du stagiaire		O	
Domicile Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° de portable du stagiaire			
Domicile stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° de téléphone domicile stagiaire			
Domicile stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel domicile du stagiaire			
Situation professionnelle du stagiaire					
Identifiant national Pôle Emploi	Numérique sur 10 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	(O)	
Identifiant région Pôle Emploi	Numérique sur 8 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Code Pôle Emploi Régional	Numérique sur 3 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi » Si identifiant régional Pôle Emploi renseigné	(O)	
Département lieu habitation	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département d'habitation si situation = « A la recherche d'un emploi »	Si Dispositif = CPF	(O)	
Département lieu travail	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département du lieu de travail activité/statut = « salarié »	Si Dispositif = CPF	(O)	
Situation	Numérique sur 1 position	Situation de la personne à l'entrée en formation. En cas de multi-situations (ex : la personne est en activité ET inscrit sur la liste DE), le statut qui conduit à la formation est retenu		O	O
Activité/statut	Numérique sur 2 positions	Activité de la personne au regard de sa situation à l'entrée en formation	Si situation renseignée	(O)	O
Type de Contractualisation	Numérique sur 2 positions	Pour les salariés (activité = salarié), type de contrat conclu avec l'employeur au départ en formation	Si activité/statut = « salarié »	(O)	O
Catégorie Socio-Professionnelle du stagiaire	Numérique sur 2 positions	Catégorie socio-professionnelle de la personne à l'entrée en formation	Si activité/statut = « salarié »	(O)	O
Catégorie employeur	Alphanumérique sur 1 position	Employeur particulier ou entreprise O = entreprise, N=particulier	Si activité/statut = « salarié »	(O)	O
Siret employeur	Alphanumérique sur 14 positions	Identifiant SIRET de l'entreprise employeur Le SIRET n'est demandé que si l'entreprise a une adresse en France	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Raison sociale employeur	Alphanumérique sur 100 positions	Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné	(O)	
		Si le stagiaire est salarié d'une entreprise avec une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et code pays renseigné		
Code APE/NAF employeur	Alphanumérique sur 6 positions	Code NAF/APE de l'entreprise employeur Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » et si catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné	(O)	
Adresse de l'employeur	Format adresse en $1.3	Adresse de l'employeur entreprise du stagiaire salarié Si l'employeur entreprise a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'employeur Si l'employeur entreprise a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »	(O)	
N° URSSAF	Alphanumérique sur 18 positions	Code URSAFF du stagiaire salarié d'un particulier employeur	Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « N »	(O)	
Données organisme de formation					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Service de Formation Interne	Booléen (O/N)	Détermine si la formation est réalisée en interne à l'entreprise. Elle n'agit alors pas comme offreur de formation et ne dispose pas de numéro de déclaration.	N par défaut	O	
Si service de formation en interne = O, les données organisme de formation contractant et organisme de formation responsable pédagogique ne doivent pas être renseignées					
SIRET de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 14 positions	L'organisme contractant est l'organisme responsable de l'offre Le SIRET n'existe que si l'organisme de formation contractant a une adresse en France	Si Service de formation interne = N et organisme de formation contractant avec une adresse en France (code pays adresse non renseigné)	(O) non modifiable	
N° de déclaration d'activité de l'organisme contractant	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'offre	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		
Adresse de l'organisme contractant	Format adresse en $1.3	Adresse de l'organisme contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N	(O)	
Assujettissement à TVA de l'organisme contractant	Booléen (O/N)	Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera récupérée de MAF	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Raison sociale de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan administratif et financier de l'action. Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	(O)	
Catégorie juridique de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF contractant Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	(O)	
L'organisme de formation responsable pédagogique peut être différent de l'organisme de formation contractant					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
SIRET de l'organisme responsable pédagogique	Alphanumérique sur 14 positions	Entreprise responsable au plan pédagogique, qui réalise à titre principal l'action, si différent de l'organisme contractant	Si Service de formation interne = N et si différent du SIRET de l'organisme de formation contractant Si Service de formation interne = N, on ne peut avoir SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique et code pays de l'adresse de l'organisme responsable pédagogique renseigné		
N° de déclaration d'activité de l'organisme pédagogique	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'action	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET de l'organisme responsable pédagogique renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'organisme pédagogique	Format adresse en $1.3	Adresse de l'établissement de l'organisme de formation pédagogique Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		
Raison sociale de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan pédagogique si différent de l'organisme contractant. Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Catégorie juridique de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF responsable pédagogique Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		
Données action de formation					
Titre du dossier de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cette donnée est importante pour avoir en IHM des dossiers nommés		O	
Nationalité	Numérique sur 1 position	Nationalité de la personne en formation sous forme de répartition géographique			O
BOE	Numérique sur 1 position	La personne s'est fait connaître comme Bénéficiaire d'une Obligation d'Emploi (BOE) à son entrée en formation. L'information est considérée comme déclarative. Le partenaire pourra indiquer que la situation est « Non connue » s'il ignore ou ne dispose pas de l'information		O	O
Bénéficiaire Politique Publique Nationale	Numérique sur 2 positions	Détermine si la personne a bénéficié d'un dispositif de politiques publiques d'insertion ou de maintien dans l'emploi			O
Adresse de contact du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de contact du stagiaire pendant sa formation			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Contact Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			
Contact stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			
Contact stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel du stagiaire durant sa formation			
Date accord du titulaire pour l'utilisation des heures CPF	Date	Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Code CPF de la formation	Numérique sur 12 positions		Egal à 999999999999 pour un dossier non éligible au compte de droit CPF	O	
Type de référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles	(O)	
Identifiant dans le référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles	(O)	
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	
Objectif général	Numérique sur 2 positions	Cet élément décrit les objectifs généraux de la formation. Ils ne doivent pas être confondus avec les objectifs pédagogiques			O
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	(O)	
Bilan de compétence	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est un bilan de compétences		O	
VAE	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est une validation des acquis de l'expérience		O	
Dispositif principal	Numérique sur 3 positions	Définit le dispositif principal de formation qui permet le financement de l'action de formation (auquel se rattache l'action de formation).	Si « CPF », le « Code CPF » doit être différent de "999999999999"	O non modifiable	O
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles		Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes	Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Formation Certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si pas de code Offre info Si code certif info renseigné alors formation certifiante	(O)	O
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)			
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		O
Code Offre Info	Alphanumérique sur 50 positions	Numéro Offre Info de l'action de formation			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Code interne Parcours	Alphanumérique sur 50 positions	Permet, par l'usage d'un code propre au déclarant (financeur ou CEP) de relier différents dossiers de formation orchestrés en vue d'un même projet afin d'indiquer qu'ils constituent pour la personne un « parcours ».			
Action Individuelle/collective	Numérique sur 1 position	L'action est dite « collective » dès lors que l'achat de formation est réalisé pour un groupe de personnes L'action est dite « individuelle » dès lors que l'achat de formation porte sur une action unique pour une personne		O	O
Positionnement individualisé	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un positionnement préalable de l'individu a été financé dans le cadre des coûts pédagogiques. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Accompagnement spécifique	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un accompagnement non directement lié à la formation mais permettant de lever les freins à son déroulement (transport, logement, santé, …) est intégré à l'action de formation financée (dans le coût pédagogique).			
Modalité d'enseignement	Numérique sur 1 position	Définit les modalités pédagogiques de l'action financée.		O	O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Formation en situation de travail	Numérique sur 1 position				O
Période en entreprise	Booléen (O/N)	Définit si la formation comprend une période de formation pratique en entreprise (que cette entreprise soit ou non celle de la personne). (Ex : stage, alternance, …)			
Adresse du lieu principal de formation Si code Offre Info, , l'adresse du lieu de formation n'est pas à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info, l'adresse du lieu de formation est à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info et adresse en France, code postal et ville sont obligatoires ainsi que lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie) Si pas de code Offre Info et adresse à l'étranger, le code pays est obligatoire					
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3		Si pas de code Offre info	(O)	
Durée prévisionnelle totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée **prévisionnelle** totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures		O	
Durée effective totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée effective totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures		O	
Durée prévisionnelle hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée prévisionnelle totale »		
Durée effective hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée effective de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée effective totale »		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Nombre d'heures hors temps de travail	Numérique sur 5 positions	Désigne Le nombre d'heures suivi hors temps de travail par le stagiaire. Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée totale »		
Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	Numérique sur 2 positions	Niveau de certification le plus haut du stagiaire à l'entrée en formation		O	O
Niveau Maximum de Classe	Numérique sur 2 positions	Détermine le plus haut niveau de classe suivie par le stagiaire au moment de son entrée en formation	Si situation du stagiaire « A la recherche d'un emploi Ne peut être supérieur au Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	O	O
Atteinte certification	Numérique sur 1 position	Détermine si la personne a obtenu la certification visée	Si formation certifiante	O	
Niveau de Certification en fin de formation	Numérique sur 2 positions	Détermine, sur la base de la classification RNCP, si le bénéficiaire a obtenu une certification à l'issue de sa formation et, le cas échéant, le niveau de celle-ci	Sauf si « Atteinte certification » = Non connue	O	O
N° de dossier interne (plusieurs occurrences possibles, clé Type + Siret)					
Siret organisme	Numérique sur 14 positions				O
Type organisme	Numérique sur 2 positions		Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Numéro de dossier interne	Alphabétique sur 50 positions	Numéro de dossier propre au déclarant/délégant.	Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Données session de formation					
Identifiant session formation Numéro Offre Info de la session de formation (c'est-à-dire la période pendant laquelle une action de formation sera réalisée dans un centre de formation ou dans une entreprise et regroupant généralement plusieurs participants en simultané)					
Numéro formation	Alphanumérique sur 30 positions				

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Numéro action	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro session	Alphanumérique sur 20 positions				
Date entrée prévisionnelle en formation	Date	Date de démarrage de la réalisation de l'action de formation par la personne Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date entrée effective en formation	Date	Date de démarrage effective de la réalisation de l'action de formation par la personne Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date sortie prévisionnelle de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date sortie effective de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement effectif de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date début prévisionnelle contrat alternance	Date	Date de démarrage du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	O	
Date début effective contrat alternance	Date	Date de démarrage effective du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	O	
Date fin prévisionnelle contrat alternance	Date	Date de fin du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	O	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Date fin effective contrat alternance	Date	Date de fin effective du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	O	
Motif de fin de formation	Numérique sur 2 positions			O	O
Situation d'emploi 3 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 6 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 12 mois	Numérique sur 2 positions				O
Données coût pédagogique					
Prix Global par personne TTC	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.	O	
Prix Global par personne HT	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.	O	
Prix Individualisé après positionnement TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne TTC			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Prix Individualisé après positionnement HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne HT			
Prix Constaté après réalisation TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Prix Constaté après réalisation HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Unité d'Achat	Numérique sur 2 positions	Définit l'unité d'achat qui a été privilégiée par le financeur pour l'action de formation concernée		O	O
Numéro/Code identifiant de la subvention ou du marché	Alphanumérique sur 55 positions	Sur une « Action collective », permet d'identifier l'ensemble des actions qui ont été financées dans le cadre d'un même marché ou d'une même subvention. Ce code appartient au déclarant et ne renvoie à aucun référentiel partagé			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Coût pédagogique réel ou calculé (en relation avec le prix de la formation)	Numérique sur 1 position	Définit la manière dont le coût pédagogique transmis par le financeur a été obtenu (en fonction des pratiques d'achat, de l'unité d'achat). Celui peut être réel, en ce qu'il correspond exactement aux frais engagés pour l'individu concerné, ou recalculé sur la base d'une moyenne par stagiaire déduite d'un forfait/d'un marché plus large.		O	O
Données Reste à charge					
Reste à charge prévisionnel (HT)	999999,99	Correspond au différentiel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge prévisionnel (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge effectif (HT)	999999,99	Correspond au différentiel effectif, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge effectif (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel effectif, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Données spécifiques « DF éligible CPF » déjà présentes en V1					
Nombre d'heures DIF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Nombre d'heures CPF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Montant DIF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Montant CPF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Organisme financeur des heures DIF/CPF	Entier numérique sur 2		Obligatoire si formation éligible au CPF	(O)	O
PEC coût pédagogique afférent aux heures DIF/CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Rémunération sur le budget 0,2% CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	O	
Données financement – Par financeur et source de financement					
Plusieurs occurrences sur Type+ Siret Financeur / Source de financement					
Siret financeur	Numérique sur 14 positions	Identifie le financeur de l'action de formation	Si présent, Type financeur obligatoire	(O)	
Type financeur	Numérique sur 2 positions		Si présent, SIRET financeur obligatoire	(O)	O
Source de financement	Numérique sur 3 positions	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	O
Assujettissement TVA du Financeur	Booléen (O/N)	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	
Données financement - Prise en charge des frais pédagogiques si financeur/source de financement présent					
Montant prévisionnel de la prise en charge HT	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant prévisionnel de la prise en charge TTC	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Montant effectif de la prise en charge HT	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant effectif de la prise en charge TTC	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant individualisé prévisionnel de subvention versée	999999,99	Montant prévisionnel de subvention qui sera versée à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	Obligatoire si dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant individualisé effectif de subvention versée	999999,99	Montant versé sous forme de subvention à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	Obligatoire si dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Données spécifiques « DF éligible CPF »					
Durée de l'abondement	Numérique sur 5 positions			(O)	
Commentaire rattaché à l'abondement	Alphanumérique sur maximum 255 positions		Obligatoire si source de financement « Autre »	(O)	
Données financement - Prise en charge des frais annexes si financeur/source de financement présent					
Total des frais annexes	999999,99				
Frais annexe – hébergement	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais d'hébergement du stagiaire			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Frais annexes - restauration	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de restauration du stagiaire			
Frais annexes – transport	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de transport du stagiaire			
Frais annexes – frais de garde	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de garde d'enfants du stagiaire			
Données financement - Prise en charge des frais rattachables si financeur/source de financement présent					
Fonction tutorale	999999,99	Correspond au montant, en euros, que le financeur prend en charge au titre de la fonction tutorale. Cette dépense est rattachée au bénéficiaire de l'action de formation.			
Coût remplaçant	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur rembourse à l'employeur qui a fait remplacer le salarié parti en formation	Non renseigné si activité/statut différent de « salarié »		
Spécifique Certification HT	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			
Spécifique Certification TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Coût Spécifique Positionnement HT	999999,99	En cas de prise en charge particulière (hors frais pédagogiques), indique le montant de prise en charge du positionnement préalable de l'individu. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Coût Spécifique Positionnement TTC	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - HT	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - TTC	999999,99				
Autres frais versés au Stagiaire HT	999999,99				
Autres frais versés au Stagiaire TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur dépense au titre des diverses aides individuelles (pécuniaires ou en nature) qu'il verse au stagiaire en formation professionnelle au titre de l'action qu'il suit. Ces frais se conçoivent hors du « montant global des frais annexes ».			
Données financement - Prise en charge rémunération pour un salarié si financeur/source de financement présent					
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire prévisionnel	999999,99	Montant, en €uros, que le financeur prévoit de prendre en charge au titre du salaire de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire effectif	999999,99	Montant, en €uros, que le financeur va réellement prendre en charge au titre du salaire de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »	(O)	

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

🕐 Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si l'action est acceptée, les données retournées sont celles du dossier de formation complétées des données suivantes si formation Offre info :

Données	Format	Description
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles	
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation
Formation certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3	
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités

		dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes

Le système restitue également les données suivantes :

Donnée	Format	Présence / commentaire
Dossier confidentiel	Booléen (O/N)	Obligatoire
Total des heures (DIF + CPF) disponibles pour une formation	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire
Montant total disponible (DIF+CPF)	999999,99	Obligatoire, même à 0
Dotation FPSPP déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures max dotation FPSPP	Entier sur 3 positions max.	Facultative. Présente (éventuellement 0) si la dotation n'a pas encore été utilisée
Titre de la formation éligible	Alphanumérique sur maximum 255 positions	Obligatoire si un code formation éligible CPF a été Positionné
Données relatives à la dotation senior		
Dotation Senior déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures reliquat dotation Senior	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire Correspond au nombre d'heures restants pouvant être utilisé pour la dotation senior.

Si l'action est refusée, suite à la détection de doublon, les dossiers identifiés en doublon sont restitués à l'identique.

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits dans l'annexe.

1.5.7. Réingénierie sur un dossier de formation

Ce service est proposé par la méthode « reingenierieFinanciereDossier » du webservice.

La méthode de réingénierie permet de réaliser une mise à jour de tous les éléments d'un dossier depuis sa création jusqu'à sa clôture depuis moins de 2 ans. Dans le cas d'un dossier de formation adossé à un dispositif principal de formation CPF, **cette action ne sera pas autorisée depuis la validation et jusqu'à la clôture**.

Attention : Le dossier modifié à la suite de l'utilisation de cette méthode continue à présenter les rubriques obligatoires de son statut. Si une demande de modification induit la non-conformité du dossier en fonction de son statut celle-ci est rejetée.
Les données facultatives non transmises ne seront pas écrasées. Cependant, les données transmises à vide seront écrasées par les données présentes dans le système AGORA.

- Description du service



- NIR
- NOM
- Identifiant du Dossier de formation à modifier
- Données associées à l'action de formation à modifier

SI réponse favorable :
- Dossier de formation modifié

SI réponse défavorable (rejet) :
- Cas d'exception

Cinématique de la méthode « reingenierieFinancieredossier»

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Modifier un dossier de formation	Balise <urn :xxx>	xxx = reingenierieFinancieredossier
Identification de l'organisme appelant et de l'organisme délégant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme appelant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.
SIRET de l'organisme délégant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme délégant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque délégant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Données dossier de formation					
N° de dossier AGORA	Numérique sur 13 positions	Numéro de dossier unique généré lors de la création d'un dossier de formation		O	
Statut du dossier	Numérique sur 1 position	Statut correspondant à l'étape de vie du dossier actuelle		O	O
Données personnelles du stagiaire					
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		O	
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Nom de naissance de la personne en formation		O	
Adresse de domiciliation du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de résidence principale du stagiaire		O	
Domicile Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° de portable du stagiaire			
Domicile stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° de téléphone domicile stagiaire			
Domicile stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel domicile du stagiaire			
Situation professionnelle du stagiaire					
Identifiant national Pôle Emploi	Numérique sur 10 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Identifiant région Pôle Emploi	Numérique sur 8 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	(O)	
Code Pôle Emploi Régional	Numérique sur 3 positions	Cette donnée n'est pas renseignée lorsque l'organisme appelant n'est pas de type Pole Emploi	Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi » Si identifiant régional Pôle Emploi renseigné	(O)	
Département lieu habitation	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département d'habitation si situation = « A la recherche d'un emploi »	Si Dispositif = CPF		
Département lieu travail	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département du lieu de travail activité/statut = « salarié »	Si Dispositif = CPF		
Situation	Numérique sur 1 position	Situation de la personne à l'entrée en formation. En cas de multi- situations (ex : la personne est en activité ET inscrit sur la liste DE), le statut qui conduit à la formation est retenu			O
Activité/statut	Numérique sur 2 positions	Activité de la personne au regard de sa situation à l'entrée en formation	Si situation renseignée		O
Type de Contractualisation	Numérique sur 2 positions	Pour les salariés (activité = salarié), type de contrat conclu avec l'employeur au départ en formation	Si activité/statut = « salarié »		O
Catégorie Socio-Professionnelle du stagiaire	Numérique sur 2 positions	Catégorie socio-professionnelle de la personne à l'entrée en formation	Si activité/statut = « salarié »		O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Catégorie employeur	Alphanumérique sur 1 position	Employeur particulier ou entreprise O = entreprise, N=particulier	Si activité/statut = « salarié »		O
Siret employeur	Alphanumérique sur 14 positions	Identifiant SIRET de l'entreprise employeur Le SIRET n'est demandé que si l'entreprise a une adresse en France	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné		
Raison sociale employeur	Alphanumérique sur 100 positions	Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné		
		Si le stagiaire est salarié d'une entreprise avec une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et code pays renseigné		
Code APE/NAF employeur	Alphanumérique sur 6 positions	Code NAF/APE de l'entreprise employeur Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » et si catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'employeur	Format adresse en $1.3	Adresse de l'employeur entreprise du stagiaire salarié Si l'employeur entreprise a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'employeur Si l'employeur entreprise a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »		
N° URSSAF	Alphanumérique sur 18 positions	Code URSSAF du stagiaire salarié d'un particulier employeur	Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « N »		
Données organisme de formation					
Service de Formation Interne	Booléen (O/N)	Détermine si la formation est réalisée en interne à l'entreprise. Elle n'agit alors pas comme offreur de formation et ne dispose pas de numéro de déclaration.	N par défaut	O	
Si service de formation en interne = O, les données organisme de formation contractant et organisme de formation responsable pédagogique ne doivent pas être renseignées					
SIRET de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 14 positions	L'organisme contractant est l'organisme responsable de l'offre Le SIRET n'existe que si l'organisme de formation contractant a une adresse en France	Si Service de formation interne = N et organisme de formation contractant avec une adresse en France (code pays adresse non renseigné)	(O)	
N° de déclaration d'activité de l'organisme contractant	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'offre	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'organisme contractant	Format adresse en $1.3	Adresse de l'organisme contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		
Assujettissement à TVA de l'organisme contractant	Booléen (O/N)	Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera récupérée de MAF	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné		
Raison sociale de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan administratif et financier de l'action. Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		
Catégorie juridique de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF contractant Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
L'organisme de formation responsable pédagogique peut être différent de l'organisme de formation contractant					
SIRET de l'organisme responsable pédagogique	Alphanumérique sur 14 positions	Entreprise responsable au plan pédagogique, qui réalise à titre principal l'action, si différent de l'organisme contractant	Si Service de formation interne = N et si différent du SIRET de l'organisme de formation contractant Si Service de formation interne = N, on ne peut avoir SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique et code pays de l'adresse de l'organisme responsable pédagogique renseigné		
N° de déclaration d'activité de l'organisme pédagogique	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'action	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET de l'organisme responsable pédagogique renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Adresse de l'organisme pédagogique	Format adresse en $1.3	Adresse de l'établissement de l'organisme de formation pédagogique Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N		
Raison sociale de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan pédagogique si différent de l'organisme contractant. Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Catégorie juridique de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF responsable pédagogique Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné		
Données action de formation					
Titre du dossier de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cette donnée est importante pour avoir en IHM des dossiers nommés		O	
Nationalité	Numérique sur 1 position	Nationalité de la personne en formation sous forme de répartition géographique			O
BOE	Numérique sur 1 position	La personne s'est fait connaître comme Bénéficiaire d'une Obligation d'Emploi (BOE) à son entrée en formation. L'information est considérée comme déclarative. Le partenaire pourra indiquer que la situation est « Non connue » s'il ignore ou ne dispose pas de l'information			O
Bénéficiaire Politique Publique Nationale	Numérique sur 2 positions	Détermine si la personne a bénéficié d'un dispositif de politiques publiques d'insertion ou de maintien dans l'emploi			O
Adresse de contact du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de contact du stagiaire pendant sa formation			
Contact Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			
Contact stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Contact stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel du stagiaire durant sa formation			
Date accord du titulaire pour l'utilisation des heures CPF	Date	Exemple 2019-06-19T00:00:00.000			
Code CPF de la formation	Numérique sur 12 positions		Egal à 999999999999 pour un dossier non éligible au compte de droit CPF		
Type de référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles		
Identifiant dans le référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles		
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Objectif général	Numérique sur 2 positions	Cet élément décrit les objectifs généraux de la formation. Ils ne doivent pas être confondus avec les objectifs pédagogiques			O
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		O
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Bilan de compétence	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est un bilan de compétences			
VAE	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est une validation des acquis de l'expérience			
Dispositif principal	Numérique sur 3 positions	Définit le dispositif principal de formation qui permet le financement de l'action de formation (auquel se rattache l'action de formation).	Si « CPF », le « Code CPF » doit être différent de "999999999999"	O	O
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles		Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		O
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes	Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Formation Certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si pas de code Offre info Si code certif info renseigné alors formation certifiante		O
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)			
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante		O
Code Offre Info	Alphanumérique sur 50 positions	Numéro Offre Info de l'action de formation			
Code interne Parcours	Alphanumérique sur 50 positions	Permet, par l'usage d'un code propre au déclarant (financeur ou CEP) de relier différents dossiers de formation orchestrés en vue d'un même projet afin d'indiquer qu'ils constituent pour la personne un « parcours ».			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Action Individuelle/collective	Numérique sur 1 position	L'action est dite « collective » dès lors que l'achat de formation est réalisé pour un groupe de personnes L'action est dite « individuelle » dès lors que l'achat de formation porte sur une action unique pour une personne			O
Positionnement individualisé	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un positionnement préalable de l'individu a été financé dans le cadre des coûts pédagogiques. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Accompagnement spécifique	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un accompagnement non directement lié à la formation mais permettant de lever les freins à son déroulement (transport, logement, santé, …) est intégré à l'action de formation financée (dans le coût pédagogique).			
Modalité d'enseignement	Numérique sur 1 position	Définit les modalités pédagogiques de l'action financée.			O
Formation en situation de travail	Numérique sur 1 position				O
Période en entreprise	Booléen (O/N)	Définit si la formation comprend une période de formation pratique en entreprise (que cette entreprise soit ou non celle de la personne). (Ex : stage, alternance, …)			
Adresse du lieu principal de formation Si code Offre Info, , l'adresse du lieu de formation n'est pas à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info, l'adresse du lieu de formation est à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info et adresse en France, code postal et ville sont obligatoires ainsi que lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie) Si pas de code Offre Info et adresse à l'étranger, le code pays est obligatoire					
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3		Si pas de code Offre info		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Durée prévisionnelle totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures			
Durée effective totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée effective totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures			
Durée prévisionnelle hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée prévisionnelle totale »		
Durée effective hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée effective de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée effective totale »		
Nombre d'heures hors temps de travail	Numérique sur 5 positions	Désigne Le nombre d'heures suivi hors temps de travail par le stagiaire. Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée effective totale », à défaut à celle de « Durée prévisionnelle totale »		
Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	Numérique sur 2 positions	Niveau de certification le plus haut du stagiaire à l'entrée en formation			O
Niveau Maximum de Classe	Numérique sur 2 positions	Détermine le plus haut niveau de classe suivie par le stagiaire au moment de son entrée en formation	Si situation du stagiaire « A la recherche d'un emploi Ne peut être supérieur au Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation		O

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Atteinte certification	Numérique sur 1 position	Détermine si la personne a obtenu la certification visée	Si formation certifiante		
Niveau de Certification en fin de formation	Numérique sur 2 positions	Détermine, sur la base de la classification RNCP, si le bénéficiaire a obtenu une certification à l'issue de sa formation et, le cas échéant, le niveau de celle-ci	Sauf si « Atteinte certification » = Non connue		O
N° de dossier interne (plusieurs occurrences possibles, clé Type + Siret)					
Siret organisme	Numérique sur 14 positions				O
Type organisme	Numérique sur 2 positions		Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Numéro de dossier interne	Alphabétique sur 50 positions	Numéro de dossier propre au déclarant/délégant.	Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	(O)	
Données session de formation					
Identifiant session formation Numéro Offre Info de la session de formation (c'est-à-dire la période pendant laquelle une action de formation sera réalisée dans un centre de formation ou dans une entreprise et regroupant généralement plusieurs participants en simultané)					
Numéro formation	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro action	Alphanumérique sur 30 positions				
Numéro session	Alphanumérique sur 20 positions				
Date entrée prévisionnelle en formation	Date	Date de démarrage prévisionnelle de la réalisation de l'action de formation par la personne Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		O	
Date entrée effective en formation	Date	Date de démarrage effective de la réalisation de l'action de formation par la personne Exemple 2019-06-19T00:00:00.000			
Date sortie prévisionnelle de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement prévisionnel de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Date sortie effective de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement effectif de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000			
Date début prévisionnelle contrat alternance	Date	Date de démarrage prévisionnelle du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		
Date début effective contrat alternance	Date	Date de démarrage effectif du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		
Date fin prévisionnelle contrat alternance	Date	Date de fin prévisionnelle du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		
Date fin effective contrat alternance	Date	Date de fin effective du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »		
Motif de fin de formation	Numérique sur 2 positions	Ne pas renseigner sur un dossier en statut en cours, validé, ou en entrée de formation			O
Situation d'emploi 3 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 6 mois	Numérique sur 2 positions				O
Situation d'emploi 12 mois	Numérique sur 2 positions				O
Données coût pédagogique					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Prix Global par personne TTC	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.		
Prix Global par personne HT	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.		
Prix Individualisé après positionnement TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne TTC			
Prix Individualisé après positionnement HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne HT			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Prix Constaté après réalisation TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Prix Constaté après réalisation HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.			
Unité d'Achat	Numérique sur 2 positions	Définit l'unité d'achat qui a été privilégiée par le financeur pour l'action de formation concernée			O
Numéro/Code identifiant de la subvention ou du marché	Alphanumérique sur 55 positions	Sur une « Action collective », permet d'identifier l'ensemble des actions qui ont été financées dans le cadre d'un même marché ou d'une même subvention. Ce code appartient au déclarant et ne renvoie à aucun référentiel partagé			
Coût pédagogique réel ou calculé (en relation avec le prix de la formation)	Numérique sur 1 position	Définit la manière dont le coût pédagogique transmis par le financeur a été obtenu (en fonction des pratiques d'achat, de l'unité d'achat). Celui peut être réel, en ce qu'il correspond exactement aux frais engagés pour l'individu concerné, ou recalculé sur la base d'une moyenne par stagiaire déduite d'un forfait/d'un marché plus large.			O
Données Reste à charge					
Reste à charge prévisionnel (HT)	999999,99	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge prévisionnel (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Reste à charge effectif (HT)	999999,99	Correspond au différentiel effectif, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Reste à charge effectif (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel effectif, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs			
Prise en charge rémunération toutes formations si situation du stagiaire = « Personne à la recherche d'un emploi »					
Plusieurs occurrences possibles – Clé Type financeur – Siret financeur – Source de financement - Nature – date de début – date de fin					
Siret financeur	Numérique sur 14 positions	Identifie le financeur de l'action de formation		O	
Type financeur	Numérique sur 2 positions		Obligatoire si SIRET financeur renseigné	(O)	O
Source de financement	Numérique sur 3 positions	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	O
Assujettissement TVA du Financeur	Booléen (O/N)	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	(O)	
Nature Indemnisation	Numérique sur 2 positions	Correspond à la nature de l'indemnisation du stagiaire de la formation professionnelle perçue pendant la formation		O	O
Date de début de période d'indemnisation	Date	Date de début de la période d'indemnisation du stagiaire pendant la formation Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement » La Date de début ne peut être antérieure à la date d'entrée effective en formation	(O)	

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Date de fin de période d'indemnisation	Date	Date de fin de la période d'indemnisation du stagiaire pendant la formation Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement » La Date de fin ne peut être postérieure à la date de sortie effective de la formation	(O)	
Montant effectif de l'indemnisation versée	999999,99	Montant que le financeur pourrait prendre en charge au titre d'indemnisation du demandeur d'emploi en formation	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement »	(O)	
Montant effectif des cotisations de protection sociale	999999,99	Montant que le financeur pourrait prendre en charge au titre des cotisations de protection sociale du demandeur d'emploi en formation		O	
Données spécifiques « DF éligible CPF » déjà présentes en V1					
Nombre d'heures DIF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Nombre d'heures CPF mobilisées	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Montant DIF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Montant CPF mobilisé	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Organisme financeur des heures DIF/CPF	Entier numérique sur 2		Obligatoire si formation éligible au CPF		O
PEC coût pédagogique afférent aux heures DIF/CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Rémunération sur le budget 0,2% CPF	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)		
Données financement – Par financeur et source de financement					

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Plusieurs occurrences sur Type+ Siret Financeur / Source de financement					
Siret financeur	Numérique sur 14 positions	Identifie le financeur de l'action de formation	Si présent, Type financeur obligatoire		
Type financeur	Numérique sur 2 positions		Si présent, SIRET financeur obligatoire		O
Source de financement	Numérique sur 3 positions	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné		O
Assujettissement TVA du Financeur	Booléen (O/N)	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné		
Données financement - Prise en charge des frais pédagogiques si financeur/source de financement présent					
Montant de la prise en charge HT prévisionnel	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »		
Montant de la prise en charge TTC prévisionnel	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique Correspond au montant en €uros que le financeur prévoit d'engager pour le financement d'une formation à venir. Il intègre tous les éléments financiers que le financeur entend financer (y.c. les primes pour insertion). Il se distingue du prix.	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »		
Montant de la prise en charge HT effectif	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »		

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Montant de la prise en charge TTC effectif	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique Correspond au montant, en €uros, que le financeur a réellement payé pour le financement d'une formation à échéance. Il intègre tous les éléments financiers prévus au contrat (y.c. les primes pour insertion)	Obligatoire sauf sur le dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »		
Montant individualisé prévisionnel de subvention versée	999999,99	Montant prévisionnel de subvention qui sera versée à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	Obligatoire si dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Montant individualisé effectif de subvention versée	999999,99	Montant versé sous forme de subvention à l'établissement durant l'année de formation au titre du dossier concerné, toutes natures de coûts confondues (mobiliers et immobiliers)	Obligatoire si dispositif principal = « Formations sanitaires et sociales (subvention) »	(O)	
Données spécifiques « DF éligible CPF »					
Durée de l'abondement	Numérique sur 5 positions				
Commentaire rattaché à l'abondement	Alphanumérique sur maximum 255 positions		Obligatoire si source de financement « Autre »		
Données financement - Prise en charge des frais annexes si financeur/source de financement présent					
Total des frais annexes	999999,99				
Frais annexe – hébergement	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais d'hébergement du stagiaire			
Frais annexes - restauration	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de restauration du stagiaire			
Frais annexes – transport	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de transport du stagiaire			

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Frais annexes – frais de garde	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de garde d'enfants du stagiaire			
Données financement - Prise en charge des frais rattachables si financeur/source de financement présent					
Fonction tutorale	999999,99	Correspond au montant, en euros, que le financeur prend en charge au titre de la fonction tutorale. Cette dépense est rattachée au bénéficiaire de l'action de formation.			
Coût remplaçant	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur rembourse à l'employeur qui a fait remplacer le salarié parti en formation	Non renseigné si activité/statut différent de « salarié »		
Spécifique Certification HT	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			
Spécifique Certification TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique			
Coût Spécifique Positionnement HT	999999,99	En cas de prise en charge particulière (hors frais pédagogiques), indique le montant de prise en charge du positionnement préalable de l'individu. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.			
Coût Spécifique Positionnement TTC	999999,99				

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - HT	999999,99				
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - TTC	999999,99				
Autres frais versés au Stagiaire HT	999999,99				
Autres frais versés au Stagiaire TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur dépense au titre des diverses aides individuelles (pécuniaires ou en nature) qu'il verse au stagiaire en formation professionnelle au titre de l'action qu'il suit. Ces frais se conçoivent hors du « montant global des frais annexes ».			
Données financement - Prise en charge rémunération pour un salarié si financeur/source de financement présent					
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire prévisionnel	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prévoit de prendre en charge au titre du salaire de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »		
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire effectif	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend réellement en charge au titre du salaire de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »		

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

🕐 Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si l'action est acceptée, les données retournées sont celles du dossier de formation complétées des données suivantes si formation Offre info :

Données	Format	Description

Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles	
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation
Formation certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3	
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes

Le système restitue également les données suivantes :

Donnée	Format	Présence / commentaire
Dossier confidentiel	Booléen (O/N)	Obligatoire
Total des heures (DIF + CPF) disponibles pour une formation	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire
Montant total disponible (DIF+CPF)	999999,99	Obligatoire, même à 0
Dotation FPSPP déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures max dotation FPSPP	Entier sur 3 positions max.	Facultative. Présente (éventuellement 0) si la dotation n'a pas encore été utilisée
Données relatives à la dotation senior		
Dotation Senior déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures reliquat dotation Senior	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire Correspond au nombre d'heures restants pouvant être utilisé pour la dotation senior.

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d’exception pouvant être rencontrés sont décrits en annexe.

1.5.8. Rejeter un dossier de formation d'un titulaire

Ce service est proposé par la méthode « rejeterDossierFormationV2 » du webservice.
N.B : Les données facultatives non transmises ne seront pas écrasées (par contre les données transmises à vide vont écraser les données présentes dans le SI FORM PRO).

- Description du service



- NIR
- NOM
- L'Identifiant du Dossier de formation à rejeter
- Données associées à l'action de formation de rejet

Si réponse favorable :
- Dossier de formation rejeté

Si réponse défavorable (rejet) :
- Cas d'exception

Cinématique de la méthode « rejeterDossierFormationV2 »

Le rejet du dossier de formation peut intervenir :
- Sur un dossier aux états « En cours », « validé », « entrée en formation », « sortie de formation » et « clos ».

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Rejeter un dossier de formation	Balise <urn :xxx>	xxx = rejeterDossierFormationV2
Identification de l'organisme appelant et de l'organisme délégant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme appelant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.
SIRET de l'organisme délégant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme délégant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque délégant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe

Données dossier de formation					
N° de dossier AGORA	Numérique sur 13 positions	Numéro de dossier de formation unique		O	
Statut du dossier	Numérique sur 1 position	Statut correspondant à l'étape de vie du dossier demandée	Obligatoire à 6	O	
Motif de rejet	Numérique sur 1 position		Obligatoire sauf si création en simultanée	O	O
Données personnelles du stagiaire					
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		O	
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Nom de naissance de la personne en formation			

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

🕐 Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si l'action est acceptée, les données retournées sont celles du dossier de formation complétées des données suivantes si formation Offre info :

Données	Format	Description
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation
Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles	
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation
Formation certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé
Lieu principal de la	Format adresse en $1.3	

formation		
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes

Le système restitue également les données suivantes :

Donnée	Format	Présence / commentaire
Dossier confidentiel	Booléen (O/N)	Obligatoire
Total des heures (DIF + CPF) disponibles pour une formation	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire
Montant total disponible (DIF+CPF)	999999,99	Obligatoire, même à 0
Dotation FPSPP déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures max dotation FPSPP	Entier sur 3 positions max.	Facultative. Présente (éventuellement 0) si la dotation n'a pas encore été utilisée
Titre de la formation éligible	Alphanumérique sur maximum 255 positions	Obligatoire si un code formation éligible CPF a été Positionné
Données relatives à la dotation senior		
Dotation Senior déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures reliquat dotation Senior	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire Correspond au nombre d'heures restants pouvant être utilisé pour la dotation senior.

Si l'action est refusée, suite à la détection de doublon, les dossiers identifiés en doublon sont restitués à l'identique.

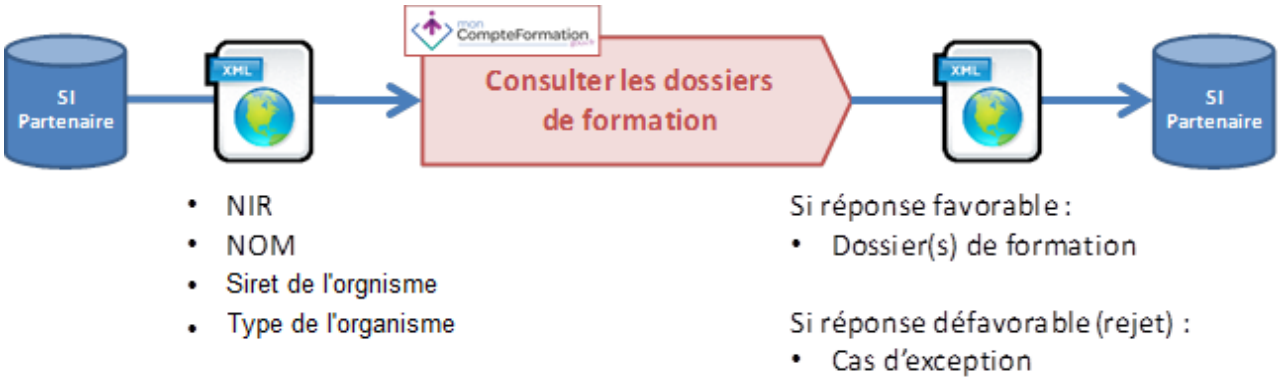
- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits en annexe.

1.5.9. Consulter les dossiers de formation d'un titulaire

Ce service est proposé par la méthode « RechercherDossiersFormation » du webservice. Elle permet de rechercher l'ensemble des dossiers de formation d'un titulaire.

- Description du service



Cinématique de la méthode « RechercherDossiersFormation »

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Rechercher les dossiers de formation d'un titulaire	Balise <urn :xxx>	xxx = rechercherDossiersFormation
Identification de l'organisme appelant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire*	Annexe
Données personnelles du titulaire					
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		O	
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Nom de naissance de la personne en formation		O	

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

- Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Données	Format	Description	Commentaire	Annexe
Données dossier de formation				
N° de dossier AGORA	Numérique sur 13 positions	Numéro de dossier unique généré lors de la création d'un dossier de formation		
Statut du dossier	Numérique sur 1 position	Statut correspondant à l'étape de vie du dossier		O
Données personnelles du stagiaire				
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		
Nom de naissance	Alphabétique sur 50 positions	Nom de naissance de la personne en formation		
Adresse de domiciliation du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de résidence principale du stagiaire		
Domicile Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° de portable du stagiaire		
Domicile stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° de téléphone domicile stagiaire		
Domicile stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel domicile du stagiaire		
Situation professionnelle du stagiaire				
Identifiant national Pôle Emploi	Numérique sur 10 positions		Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	
Identifiant région Pôle Emploi	Numérique sur 8 positions		Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi »	

Code Pôle Emploi Régional	Numérique sur 3 positions		Si activité/statut = « Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle emploi » ou « Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle emploi » Si identifiant régional Pôle Emploi renseigné	
Département lieu habitation	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département d'habitation si situation = « A la recherche d'un emploi »	Si Dispositif = CPF	
Département lieu travail	Alphanumérique sur 3 positions	Désigne le département du lieu de travail activité/statut = « salarié »	Si Dispositif = CPF	
Situation	Numérique sur 1 position	Situation de la personne à l'entrée en formation. En cas de multi- situations (ex : la personne est en activité ET inscrit sur la liste DE), le statut qui conduit à la formation est retenu		O
Activité/statut	Numérique sur 2 positions	Activité de la personne au regard de sa situation à l'entrée en formation	Si situation renseignée	O
Type de Contractualisation	Numérique sur 2 positions	Pour les salariés (activité = salarié), type de contrat conclu avec l'employeur au départ en formation	Si activité/statut = « salarié »	O
Catégorie Socio-Professionnelle du stagiaire	Numérique sur 2 positions	Catégorie socio-professionnelle de la personne à l'entrée en formation	Si activité/statut = « salarié »	O
Catégorie employeur	Alphanumérique sur 1 position	Employeur particulier ou entreprise O = entreprise, N=particulier	Si activité/statut = « salarié »	O
Siret employeur	Alphanumérique sur 14 positions	Identifiant SIRET de l'entreprise employeur Le SIRET n'est demandé que si l'entreprise a une adresse en France	Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné	
Raison sociale employeur	Alphanumérique sur 100 positions	Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise Si le stagiaire est salarié d'une entreprise avec une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » et catégorie employeur = « O » et code pays renseigné	

Code APE/NAF employeur	Alphanumérique sur 6 positions	Code NAF/APE de l'entreprise employeur Si SIRET employeur renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée par le partenaire car elle sera enrichie via l'API entreprise	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » et si catégorie employeur = « O » et pas de code pays adresse renseigné	
Adresse de l'employeur	Format adresse en $1.3	Adresse de l'employeur entreprise du stagiaire salarié Si l'employeur entreprise a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'employeur Si l'employeur entreprise a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET employeur renseigné Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « O »	
N° URSSAF	Alphanumérique sur 18 positions	Code URSAFF du stagiaire salarié d'un particulier employeur	Si activité/statut = « salarié » avec catégorie employeur = « N »	
Données organisme de formation				
Service de Formation Interne	Booléen (O/N)	Détermine si la formation est réalisée en interne à l'entreprise. Elle n'agit alors pas comme offreur de formation et ne dispose pas de numéro de déclaration.	N par défaut	
Si service de formation en interne = O, les données organisme de formation contractant et organisme de formation responsable pédagogique ne doivent pas être renseignées				
SIRET de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 14 positions	L'organisme contractant est l'organisme responsable de l'offre Le SIRET n'existe que si l'organisme de formation contractant a une adresse en France	Si Service de formation interne = N et organisme de formation contractant avec une adresse en France (code pays adresse non renseigné)	
N° de déclaration d'activité de l'organisme contractant	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'offre	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné	

Adresse de l'organisme contractant	Format adresse en $1.3	Adresse de l'organisme contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N	
Assujettissement à TVA de l'organisme contractant	Booléen (O/N)	Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera récupérée de MAF	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné	
Raison sociale de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan administratif et financier de l'action. Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	
Catégorie juridique de l'organisme de formation contractant	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF contractant Si SIRET de l'organisme de formation contractant renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation contractant a une adresse à l'étranger, la donnée doit être fournie par le partenaire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	
L'organisme de formation responsable pédagogique peut être différent de l'organisme de formation contractant				

SIRET de l'organisme responsable pédagogique	Alphanumérique sur 14 positions	Entreprise responsable au plan pédagogique, qui réalise à titre principal l'action, si différent de l'organisme contractant	Si Service de formation interne = N et si différent du SIRET de l'organisme de formation contractant Si Service de formation interne = N, on ne peut avoir SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique et code pays de l'adresse de l'organisme responsable pédagogique renseigné	
N° de déclaration d'activité de l'organisme pédagogique	Alphanumérique sur 11 positions	Numéro de déclaration d'activité de l'organisme responsable de l'action	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET de l'organisme responsable pédagogique renseigné	
Adresse de l'organisme pédagogique	Format adresse en $1.3	Adresse de l'établissement de l'organisme de formation pédagogique Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse en France, les données adresse ne sont pas à renseigner par le partenaire car elles seront enrichies par l'API entreprise via le SIRET de l'organisme de formation contractant Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, les données adresse doivent être fournies par le partenaire et le code pays de l'adresse est alors obligatoire	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N	
Raison sociale de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 50 positions	Raison sociale de l'organisme de formation responsable au plan pédagogique si différent de l'organisme contractant. Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	

		l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant		
Catégorie juridique de l'organisme de formation pédagogique	Alphanumérique sur 4 positions	Catégorie juridique de l'OF responsable pédagogique Si SIRET de l'organisme de formation responsable pédagogique renseigné, cette donnée ne doit pas être renseignée car elle sera enrichie via l'API entreprise Si l'organisme de formation responsable pédagogique a une adresse à l'étranger, la donnée peut être fournie par le partenaire si différent de l'organisme de formation contractant	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si SIRET renseigné Si Service de formation interne = N et SIRET non renseigné	
Données action de formation				
Titre du dossier de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cette donnée est importante pour avoir en IHM des dossiers nommés		
Nationalité	Numérique sur 1 position	Nationalité de la personne en formation sous forme de répartition géographique		O
BOE	Numérique sur 1 position	La personne s'est fait connaître comme Bénéficiaire d'une Obligation d'Emploi (BOE) à son entrée en formation. L'information est considérée comme déclarative. Le partenaire pourra indiquer que la situation est « Non connue » s'il ignore ou ne dispose pas de l'information		O
Bénéficiaire Politique Publique Nationale	Numérique sur 2 positions	Détermine si la personne a bénéficié d'un dispositif de politiques publiques d'insertion ou de maintien dans l'emploi		O
Adresse de contact du Stagiaire	Format adresse en $1.3	Décrit l'adresse de contact du stagiaire pendant sa formation		
Contact Stagiaire : Téléphone portable	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678		
Contact stagiaire : Téléphone fixe	Alphanumérique sur 15 positions	N° du stagiaire durant sa formation Exemple pour la France : +33612345678		
Contact stagiaire : Courriel	Alphanumérique sur 160 positions	Courriel du stagiaire durant sa formation		

Date accord du titulaire pour l'utilisation des heures CPF	Date	Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		
Code CPF de la formation	Numérique sur 12 positions		Egal à 999999999999 pour un dossier non éligible au compte de droit CPF	
Type de référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles	
Identifiant dans le référentiel	Alphanumérique sur 100 positions		La donnée n'est retournée que pour les formations non éligibles	
Intitulé de l'action de formation	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément décrit l'intitulé de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	
Objectif général	Numérique sur 2 positions	Cet élément décrit les objectifs généraux de la formation. Ils ne doivent pas être confondus avec les objectifs pédagogiques		O
Objectif Général OF	Numérique sur 2 positions	Il peut s'agir d'une session de certification, de professionnalisation, de préparation à la qualification, de remise à niveau, de (re)mobilisation, de perfectionnement ou de création d'entreprise.	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	O
Total du nombre d'heures	Numérique sur 5 positions	Nombre total d'heures maximum indiqué par l'organisme responsable de l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	
Bilan de compétence	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est un bilan de compétences		
VAE	Booléen (O/N)	Indique si l'action financée est une validation des acquis de l'expérience		
Dispositif principal	Numérique sur 3 positions	Définit le dispositif principal de formation qui permet le financement de l'action de formation (auquel se rattache l'action de formation).	Si « CPF », le « Code CPF » doit être différent de "999999999999"	O

Domaine de l'action	Numérique sur 5 positions avec plusieurs occurrences possibles	Domaine Formacode de l'action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	
Spécialisation de l'action	Numérique sur 3 positions	Domaine NSF de l'Action	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	
Code ROME	Alphanumérique sur 5 positions avec plusieurs occurrence possibles		Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	
GEF (Groupe Emploi Formation)	Numérique sur 2 positions	Groupe Emploi Formation associé à l'action de formation	Transmis par le partenaire si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	O
Contenu de la formation	Alphanumérique sur 3000 positions	Décrit le contenu de la formation et fournit une description détaillée des différents sujets traités dans la formation (programme de l'action de formation ou référentiel de certification pour les formations certifiantes	Transmis par le si pas de code Offre info ou enrichi par le SI si code Offre info donc à ne pas renseigner	
Formation Certifiante	Booléen (O/N)	Indique si la formation vise à l'obtention d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification ou bloc de compétences)	Non transmis par le partenaire, enrichi par le SI si pas de code Offre info Si code certif info renseigné alors formation certifiante	O
Code Certif Info	Alphanumérique sur 5 positions	Code certif info de la certification (Doit correspondre à un code Certif Info ayant une date de fin de validité inférieure ou égale à la date d'entrée en formation.)		
Intitulé Certif Info	Alphanumérique sur 255 positions	Cet élément indique l'intitulé de la certification visée	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner	

			Si formation certifiante	
Niveau de certification	Numérique sur 2 positions	Indique si la formation permet d'obtenir le niveau de certification visé	Transmis par le partenaire si pas de code Certif Info ou enrichi par le SI si code Certif Info et donc à ne pas renseigner Si formation certifiante	O
Code Offre Info	Alphanumérique sur 50 positions	Numéro Offre Info de l'action de formation		
Code interne Parcours	Alphanumérique sur 50 positions	Permet, par l'usage d'un code propre au déclarant (financeur ou CEP) de relier différents dossiers de formation orchestrés en vue d'un même projet afin d'indiquer qu'ils constituent pour la personne un « parcours ».		
Action Individuelle/collective	Numérique sur 1 position	L'action est dite « collective » dès lors que l'achat de formation est réalisé pour un groupe de personnes L'action est dite « individuelle » dès lors que l'achat de formation porte sur une action unique pour une personne		O
Positionnement individualisé	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un positionnement préalable de l'individu a été financé dans le cadre des coûts pédagogiques. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.		
Accompagnement spécifique	Booléen (O/N)	Qualifie une action pour laquelle un accompagnement non directement lié à la formation mais permettant de lever les freins à son déroulement (transport, logement, santé, …) est intégré à l'action de formation financée (dans le coût pédagogique).		
Modalité d'enseignement	Numérique sur 1 position	Définit les modalités pédagogiques de l'action financée.		O
Formation en situation de travail	Numérique sur 1 position			O
Période en entreprise	Booléen (O/N)	Définit si la formation comprend une période de formation pratique en entreprise (que cette entreprise soit ou non celle de la personne). (Ex : stage, alternance, …)		
Adresse du lieu principal de formation Si code Offre Info, , l'adresse du lieu de formation n'est pas à renseigner par le partenaire				

Si pas de code Offre Info, l'adresse du lieu de formation est à renseigner par le partenaire Si pas de code Offre Info et adresse en France, code postal et ville sont obligatoires ainsi que lieu-dit ou couple (Nature et libellé de la voie) Si pas de code Offre Info et adresse à l'étranger, le code pays est obligatoire				
Lieu principal de la formation	Format adresse en $1.3		Si pas de code Offre info	
Durée prévisionnelle totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures		
Durée effective totale	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée effective totale de la formation prise en charge, y compris période de formation à distance et en entreprise. Nombre entier d'heures		
Durée prévisionnelle hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée prévisionnelle de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée prévisionnelle totale »	
Durée effective hors entreprise	Numérique sur 5 positions	Permet d'indiquer en heures la durée effective de la formation prise en charge, hors période de formation en entreprise Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée effective totale »	
Nombre d'heures hors temps de travail	Numérique sur 5 positions	Désigne Le nombre d'heures suivi hors temps de travail par le stagiaire. Nombre entier d'heures	Doit être inférieure à celle de « Durée effective totale », à défaut à celle de « Durée prévisionnelle totale »	
Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	Numérique sur 2 positions	Niveau de certification le plus haut du stagiaire à l'entrée en formation		O
Niveau Maximum de Classe	Numérique sur 2 positions	Détermine le plus haut niveau de classe suivie par le stagiaire au moment de son entrée en formation	Si situation du stagiaire « A la recherche d'un emploi Ne peut être supérieur au Niveau de certification maximum du stagiaire à l'entrée en formation	O
Atteinte certification	Numérique sur 1 position	Détermine si la personne a obtenu la certification visée	Si formation certifiante	

Niveau de Certification en fin de formation	Numérique sur 2 positions	Détermine, sur la base de la classification RNCP, si le bénéficiaire a obtenu une certification à l'issue de sa formation et, le cas échéant, le niveau de celle-ci	Sauf si « Atteinte certification » = Non connue	O
N° de dossier interne (plusieurs occurrences possibles, clé Type + Siret)				
Siret organisme	Numérique sur 14 positions			O
Type organisme	Numérique sur 2 positions		Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	
Numéro de dossier interne	Alphabétique sur 50 positions	Numéro de dossier propre au déclarant/délégant.	Si SIRET organisme renseigné Non renseigné sinon	
Données session de formation				
Identifiant session formation Numéro Offre Info de la session de formation (c'est-à-dire la période pendant laquelle une action de formation sera réalisée dans un centre de formation ou dans une entreprise et regroupant généralement plusieurs participants en simultané)				
Numéro formation	Alphanumérique sur 30 positions			
Numéro action	Alphanumérique sur 30 positions			
Numéro session	Alphanumérique sur 20 positions			
Date entrée prévisionnelle en formation	Date	Date de démarrage prévisionnelle de la réalisation de l'action de formation par la personne Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		
Date entrée effective en formation	Date	Date de démarrage effective de la réalisation de l'action de formation par la personne Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		
Date sortie prévisionnelle de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement prévisionnel de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		
Date sortie effective de formation	Date	Cette date indique la période d'achèvement effectif de l'action de formation pour la personne. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000		
Date début prévisionnelle contrat alternance	Date	Date de démarrage prévisionnel du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	

Date début effective contrat alternance	Date	Date de démarrage effectif du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date d'entrée en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	
Date fin prévisionnelle contrat alternance	Date	Date de fin prévisionnelle du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	
Date fin effective contrat alternance	Date	Date de fin effective du contrat en alternance signée par la personne. Elle peut être différente de la date de sortie en formation. Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Si Dispositif principal de la formation = « contrats de professionnalisation » ou « contrats d'apprentissage »	
Motif de fin de formation	Numérique sur 2 positions	Non renseigné sur dossier en statut en cours, validé ou en entrée de formation		O
Situation d'emploi 3 mois	Numérique sur 2 positions			O
Situation d'emploi 6 mois	Numérique sur 2 positions			O
Situation d'emploi 12 mois	Numérique sur 2 positions			O
Données coût pédagogique				
Prix Global par personne TTC	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.	
Prix Global par personne HT	999999,99	Valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation à l'acheteur. Ce prix est indiqué par personne	Correspond à la donnée « Coût pédagogique total » du DF éligible CPF et donc le montant à couvrir par les droits DIF/CPF et l'ensemble des PEC des frais pédagogique des abondements.	

Prix Individualisé après positionnement TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne TTC		
Prix Individualisé après positionnement HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation estime l'action de formation individualisée à l'acheteur après positionnement de la personne. En cas d'achat individuel, ce prix est égal au prix global par personne HT		
Prix Constaté après réalisation TTC	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.		
Prix Constaté après réalisation HT	999999,99	En cas d'achat collectif correspond à la valeur, en euros, à laquelle l'offreur de formation vend l'action de formation réellement réalisé, notamment en cas d'écart avec le positionnement initial.		
Unité d'Achat	Numérique sur 2 positions	Définit l'unité d'achat qui a été privilégiée par le financeur pour l'action de formation concernée		O
Numéro/Code identifiant de la subvention ou du marché	Alphanumérique sur 55 positions	Sur une « Action collective », permet d'identifier l'ensemble des actions qui ont été financées dans le cadre d'un même marché ou d'une même subvention. Ce code appartient au déclarant et ne renvoie à aucun référentiel partagé		
Coût pédagogique réel ou calculé (en relation avec le prix de la formation)	Numérique sur 1 position	Définit la manière dont le coût pédagogique transmis par le financeur a été obtenu (en fonction des pratiques d'achat, de l'unité d'achat). Celui peut être réel, en ce qu'il correspond exactement aux frais engagés pour l'individu concerné, ou recalculé sur la base d'une moyenne par stagiaire déduite d'un forfait/d'un marché plus large.		O
Données Reste à charge				
Reste à charge prévisionnel (HT)	999999,99	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs		
Reste à charge prévisionnel (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel prévisionnel, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs		

Reste à charge effectif (HT)	999999,99	Correspond au différentiel effectif, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs		
Reste à charge effectif (TTC)	999999,99	Correspond au différentiel effectif, en €uros, entre le prix de la formation et le montant pris en charge par l'ensemble des financeurs		
Prise en charge rémunération toutes formations si situation du stagiaire = « Personne à la recherche d'un emploi »				
Plusieurs occurrences possibles – Clé Type financeur – Siret financeur – Source de financement - Nature – date de début – date de fin				
Siret financeur	Numérique sur 14 positions	Identifie le financeur de l'action de formation		
Type financeur	Numérique sur 2 positions		Obligatoire si SIRET financeur renseigné	O
Source de financement	Numérique sur 3 positions	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	O
Assujettissement TVA du Financeur	Booléen (O/N)	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	O
Nature Indemnisation	Numérique sur 2 positions	Correspond à la nature de l'indemnisation du stagiaire de la formation professionnelle perçue pendant la formation		O
Date de début de période d'indemnisation	Date	Date de début de la période d'indemnisation du stagiaire pendant la formation Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement » La Date de début ne peut être antérieure à la date d'entrée effective en formation	
Date de fin de période d'indemnisation	Date	Date de fin de la période d'indemnisation du stagiaire pendant la formation Exemple 2019-06-19T00:00:00.000	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement » La Date de fin ne peut être	

			postérieure à la date de sortie effective de la formation	
Montant effectif de l'indemnisation versée	999999,99	Montant que le financeur pourrait prendre en charge au titre d'indemnisation du demandeur d'emploi en formation	Obligatoire si Nature indemnisation différent de « 1 – Protection sociale uniquement »	
Montant effectif des cotisations de protection sociale	999999,99	Montant que le financeur pourrait prendre en charge au titre des cotisations de protection sociale du demandeur d'emploi en formation		
Données spécifiques « DF éligible CPF » déjà présentes en V1				
Nombre d'heures DIF mobilisées prévisionnel	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
Nombre d'heures DIF mobilisées effectif	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
Nombre d'heures CPF mobilisées prévisionnel	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
Nombre d'heures CPF mobilisées effectif	Numérique sur 5 positions		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
Montant DIF mobilisé prévisionnel	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
Montant DIF mobilisé effectif	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
Montant CPF mobilisé prévisionnel	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
Montant CPF mobilisé effectif	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
Organisme financeur des heures DIF/CPF	Entier numérique sur 2		Obligatoire si formation éligible au CPF	O
PEC coût pédagogique afférent aux heures DIF/CPF prévisionnelle	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
PEC coût pédagogique afférent aux heures DIF/CPF effective	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
Rémunération sur le budget 0,2% CPF prévisionnelle	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	

Rémunération sur le budget 0,2% CPF effective	999999,99		Obligatoire (doit être égal à zéro si hors CPF)	
Données financement – Par financeur et source de financement				
Plusieurs occurrences sur Type+ Siret Financeur / Source de financement				
Siret financeur	Numérique sur 14 positions	Identifie le financeur de l'action de formation	Si présent, Type financeur obligatoire	
Type financeur	Numérique sur 2 positions		Si présent, SIRET financeur obligatoire	O
Source de financement	Numérique sur 3 positions	Permet d'identifier la nature des financements mobilisés	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	O
Assujettissement TVA du Financeur	Booléen (O/N)	Indique si le financeur qui remonte les données est assujetti ou non à la TVA O : soumis à la TVA N : non soumis à TVA	Obligatoire si TYPE/SIRET financeur renseigné	
Données financement - Prise en charge des frais pédagogiques si financeur/source de financement présent				
Montant de la prise en charge HT prévisionnel	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique		
Montant de la prise en charge TTC prévisionnel	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique		
Montant de la prise en charge HT effectif	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique		
Montant de la prise en charge TTC effectif	999999,99	Prise en charge Frais pédagogique		
Montant individualisé prévisionnel de subvention versée	999999,99	Montant prévisionnel de subvention		
Montant individualisé effectif de subvention versée	999999,99	Montant versé de subvention		
Données spécifiques « DF éligible CPF »				
Durée de l'abondement prévisionnelle	Numérique sur 5 positions			
Durée de l'abondement effective	Numérique sur 5 positions			
Commentaire rattaché à l'abondement	Alphanumérique sur maximum 255 positions		Obligatoire si source de financement « Autre »	
Données financement - Prise en charge des frais annexes si financeur/source de financement présent				
Total des frais annexes	999999,99			

Frais annexe – hébergement	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais d'hébergement du stagiaire		
Frais annexes - restauration	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de restauration du stagiaire		
Frais annexes – transport	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de transport du stagiaire		
Frais annexes – frais de garde	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge au titre des frais de garde d'enfants du stagiaire		
Données financement - Prise en charge des frais rattachables si financeur/source de financement présent				
Fonction tutorale	999999,99	Correspond au montant, en euros, que le financeur prend en charge au titre de la fonction tutorale. Cette dépense est rattachée au bénéficiaire de l'action de formation.		
Coût remplaçant	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur rembourse à l'employeur qui a fait remplacer le salarié parti en formation	Non renseigné si activité/statut différent de « salarié »	
Spécifique Certification HT	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique		
Spécifique Certification TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend en charge afin de permettre l'inscription de la personne aux examens, si distinct du coût pédagogique		
Coût Spécifique Positionnement HT	999999,99	En cas de prise en charge particulière (hors frais pédagogiques), indique le montant de prise en charge du positionnement préalable de l'individu. Le positionnement s'entend ici comme la reconnaissance préalable des compétences et des connaissances issues des formations antérieures et de l'expérience dans le but de définir un parcours de formation individualisé.		
Coût Spécifique Positionnement TTC	999999,99			
Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - HT	999999,99			

Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - TTC	999999,99			
Autres frais versés au Stagiaire HT	999999,99			
Autres frais versés au Stagiaire TTC	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur dépense au titre des diverses aides individuelles (pécuniaires ou en nature) qu'il verse au stagiaire en formation professionnelle au titre de l'action qu'il suit. Ces frais se conçoivent hors du « montant global des frais annexes ».		
Données financement - Prise en charge rémunération pour un salarié si financeur/source de financement présent				
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire prévisionnel	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prévoit de prendre en charge au titre du salaire de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »	
Prise en charge ou remboursement à l'employeur du salaire effectif	999999,99	Correspond au montant, en €uros, que le financeur prend réellement en charge au titre du salaire de la personne en formation	Uniquement si activité/statut = « salarié »	

Les données suivantes sont également retournées :

Donnée	Format	Présence / commentaire
Dossier confidentiel	Booléen (O/N)	Obligatoire
Total des heures (DIF + CPF) disponibles pour une formation	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire
Montant total disponible (DIF+CPF)	999999,99	Obligatoire, même à 0
Dotation FPSPP déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures max dotation FPSPP	Entier sur 3 positions max.	Facultative. Présente (éventuellement 0) si la dotation n'a pas encore été utilisée
Titre de la formation éligible	Alphanumérique sur maximum 255 positions	Obligatoire si un code formation éligible CPF a été Positionné
Données relatives à la dotation senior		
Dotation Senior déjà utilisée	Booléen (O/N)	Obligatoire
Nb heures reliquat dotation Senior	Entier sur 3 positions max.	Obligatoire Correspond au nombre d'heures restants pouvant être utilisé pour la dotation senior.

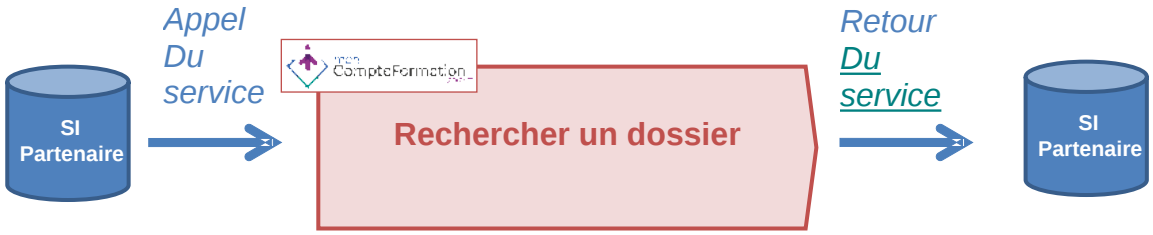
- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits en annexe.

1.5.10. Rechercher un dossier de formation par identifiant de dossier

Ce service est proposé par la méthode « rechercherDossierFormationParIdentifiant » du webservice.

- Description du service



Code CPF du dossier

Si réponse favorable :
Informations sur le dossier + informations sur les pièces jointes (si OPCA habilité)

Si réponse défavorable :
Cas d'exception

Cinématique de la méthode « rechercherDossierFormationParIdentifiant»

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Rechercher un dossier de formation par son identifiant	Balise <urn :xxx>	xxx = rechercherDossierFormationParIdentifiant
Identification de l'organisme appelant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire*	Annexe
Données dossier de formation					
N° de dossier AGORA	Numérique sur 13 positions	Numéro de dossier de formation unique		O	

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

- Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Les données retournées sont identiques à celles de la méthode : rechercherDossiersFormation

Si des informations sur les pièces jointes sont à retourner :

Donnée	Format	Présence / commentaire	Annexe
ID de la pièce jointe	Numérique sur 13 caractères	Obligatoire si PJ présente	
Type pièce jointe	Numérique sur 2	Obligatoire si PJ présente Type de la pièce jointe	O
Date de dépôt de la pièce jointe	Date	Obligatoire si PJ présente	
Nom de la pièce jointe	Texte	Obligatoire si PJ présente	

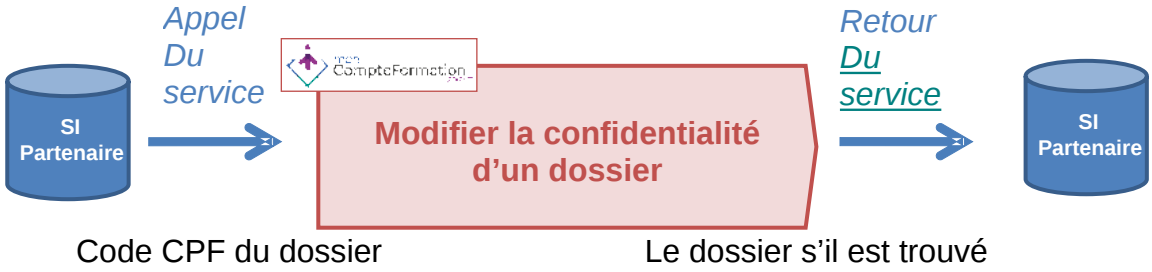
- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)
- Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits en annexe.

1.6. AUTRES SERVICES SUR LE DOSSIER DE FORMATION

1.6.1. Modifier la confidentialité d'un dossier

Ce service est proposé par la méthode « modifierConfidentialiteDossier » du webservice.

- Description du service



Cinématique de la méthode « modifierConfidentialiteDossier »

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Modifier la confidentialité d'un dossier	Balise <urn :xxx>	xxx = modifierConfidentialiteDossier
Identification de l'organisme appelant et de l'organisme délégant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme appelant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.
SIRET de l'organisme délégant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme délégant	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque délégant.

Données	Format	Description	Commentaire	Obligatoire *	Annexe
Données dossier de formation					
N° de dossier AGORA	Numérique sur 13 positions	Numéro de dossier de formation unique		O	
Données personnelles du titulaire					
NIR/NIA	Alphanumérique sur 13	Numéro d'Inscription au Registre certifié ; N° INSEE ; N° de Sécurité Sociale sans la clé		O	
Dossier	Booléen	Confidentialité du dossier		O	

confidentiel	(O/N)				

* O ✹ Obligatoire
(O) ✹ Obligatoire sous condition
(O)* ✹ Sous condition, le groupe de données est obligatoire

- Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Les données retournées sont identiques à celles de la méthode : RechercherDossiersFormation

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Si le dossier était confidentiel à la validation, il ne pourra pas être remis à « non confidentiel » via cette méthode (A charge au titulaire d'aller modifier cette information directement dans l'IHM si besoin).

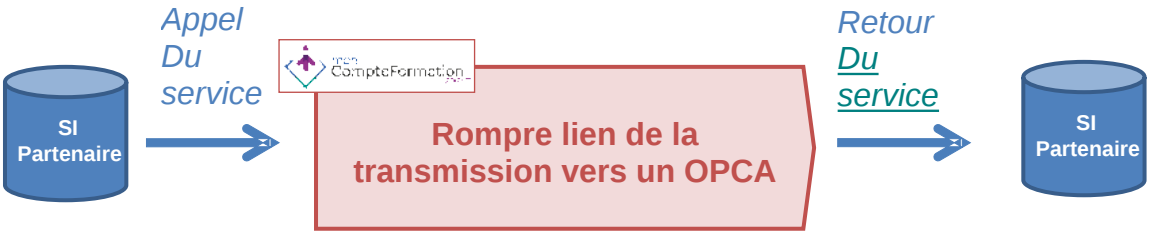
La confidentialité n'est pas modifiable pour les dossiers « En cours » transmis.

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits en annexe.

1.6.2. Rompre lien de la transmission vers un OPCA

Ce service est proposé par la méthode « annulerTransmission » du webservice.

- Description du service



- Notification
- Code CPF du dossier
- NIR du titulaire
- Siret de l'organisme
- Type de l'organisme

- Si réponse favorable, le lien est rompu.
- Si réponse défavorable cas d'erreur.

Cinématique de la méthode « annulerTransmission »

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Annuler la transmission d'un dossier	Balise <urn :xxx>	xxx = annulerTransmission
Identification de l'organisme appelant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.

Donnée	Format	Description
Identifiant du dossier	Numérique sur 13 caractères	L'identifiant du dossier CPF recherché.
N° de SS sans la clé	Alphanumérique sur 13 caractères	
Id notification	Numérique sur 2 caractères	Au moins un des deux paramètres est obligatoire. On peut passer les deux paramètres. (Voir annexe)
Texte libre	Alphanumérique sur 1000 caractères	

- Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Les données retournées sont identiques à celles de la méthode :
« rechercherDossierFormationParIdentifiant »

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Seul l'OPCA ayant reçu le dossier en transmission peut rompre le lien.

1.6.3. Consulter la liste des dossiers transmis

Ce service est proposé par la méthode « rechercherDossiersTransmis » du webservice.
Il permet de récupérer la liste des dossiers transmis à un OPCA.
Cette méthode n'est utilisable que pour les organismes de type OPCA.

- Description du service



- Critères de recherche
- Siret de l'organisme
- Type de l'organisme

- Si réponse favorable, liste des dossiers
- Si réponse défavorable cas d'erreur.

Cinématique de la méthode « rechercherDossiersTransmis »

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Rechercher les dossiers transmis	Balise <urn :xxx>	xxx = rechercherDossiersTransmis
Identification de l'organisme appelant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.

Donnée	Format	Description	Annexe
Statut du dossier	Numérique sur 1 caractère	Facultatif. Statut des dossiers recherchés	O
Borne de début pour la sélection de la date de transmission	Date	Facultatif	
Borne de fin pour sélection de la date de transmission	Date	Facultatif Par défaut on prendra la date du jour. La borne de début pour la sélection sur la date de transmission est obligatoire si on passe la borne de fin.	
Borne de début pour la	Date	Facultatif	

sélection de la date de début de formation			
Borne de fin pour la sélection de la date de fin de formation	Date	Facultatif Par défaut on prendra la date du jour La borne de début pour la sélection sur la date de début de formation est obligatoire si on passe la borne de fin.	
SIRET employeur	Alphanumérique sur 14 caractères	Facultatif Zone uniquement renseignée pour le statut « salarié » avec employeur entreprise et pas de code pays renseigné	

- Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si l'action est acceptée, voici les données retournées :

Donnée	Format	Description
Identifiant du dossier	Numérique sur 13	
Statut du dossier	Numérique sur 1 caractère	
Titre du dossier de formation	Alphanumérique sur maximum 255 positions	
Code CPF de la formation	Numérique sur 12	
Date de transmission du dossier	Date	
Date de début de formation	Date	
Date de fin de formation	Date	
SIRET employeur sur le dossier de formation	Alphanumérique sur 14 caractères	
NIR du titulaire	Alphanumérique sur 13 caractères	
Nom du titulaire	Alphabétique sur 50	

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits dans l'annexe 2.

1.6.4. Envoi de notification sur le dossier de formation

Ce service est proposé par la méthode « notifierDF » du webservice.

- Description du service



- Notification
- Code CPF du dossier
- NIR du titulaire
- Siret de l'organisme
- Type de l'organisme

- Si réponse favorable, la notification est positionnée.
- Si réponse défavorable cas d'erreur.

Cinématique de la méthode « notifierDF »

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Ajouter une notification sur un dossier	Balise <urn :xxx>	xxx = notifierDF
Identification de l'organisme appelant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.

Donnée	Format	Présence / commentaire	Annexe
Identifiant du dossier	Numérique sur 13 caractères	Obligatoire. L'identifiant du dossier CPF recherché.	
N° de SS sans la clé	Alphanumérique sur 13 caractères	Obligatoire.	
Id notification	Numérique sur 2 caractères	Au moins un des deux paramètres est obligatoire. On peut passer les deux paramètres.	O
Texte libre	Alphanumérique sur 1000 caractères		

- Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si l'action est acceptée, voici les données retournées :

Donnée	Format	Présence / commentaire
N° de SS sans la clé	Alphanumérique sur 13 caractères	
Identifiant du dossier	Numérique sur 13 caractères	L'identifiant du dossier CPF recherché.
Résultat de la demande	Numérique sur 2 caractères	Réponse « OK »

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits dans l'annexe 2.

1.6.5. Récupérer pièce jointe d'un dossier de formation

Cette méthode permet de récupérer une pièce jointe liée à un dossier de formation à partir de son identifiant obtenu via la liste des pièces jointe présente dans le retour de la méthode « rechercherDossierFormationParIdentifiant ».

Seul l'OPCA à qui a été transmis le dossier de formation peut en récupérer les pièces jointes.

- Description du service



- ID du DF
- NIR du titulaire
- Nom du titulaire
- Id de la pièce jointe
- Siret de l'organisme
- Type de l'organisme

- Si OK on récupère la pièce jointe
- Si KO message d'erreur.

Cinématique de la méthode « recupererPieceJointe»

- Données fournies par le SI du partenaire pour appel du webservice

Description de la méthode WS	Format	Nom de la méthode WS
Récupérer contenu d'une pièce jointe	Balise <urn :xxx>	xxx = recupererPieceJointe
Identification de l'organisme appelant		
SIRET de l'organisme appelant	Alphanumérique sur 14 positions	Obligatoire
Type organisme	Numérique sur 2 positions	Obligatoire. La valeur sera attribuée par la CDC à chaque appelant.

Donnée	Format	Présence / commentaire
Identifiant du dossier	Numérique sur 13 caractères	Obligatoire. L'identifiant du dossier CPF recherché.
N° de SS sans la clé	Alphanumérique sur 13	Obligatoire La recherche dans le SI Form Pro est réalisée sur le couple de données (NIR ; 30 premiers caractères du nom) (A et B acceptés pour les corses dans le NIR) La comparaison se fait sur de la majuscule, sans accent.
Nom du titulaire (naissance/usuel)	Alphabétique sur 50	
Id de la pièce	Numérique sur 13	

jointe	caractères	

- Données retournées par le webservice à destination du SI du partenaire

Si l'action est acceptée, voici les données retournées :

Donnée	Format	Présence / commentaire	Annexe
N° de SS sans la clé	Alphanumérique sur 13 caractères		
Identifiant du dossier	Numérique sur 13 caractères	L'identifiant du dossier CPF recherché.	
Type de la pièce jointe	Numérique sur 2 caractères	Type de la pièce jointe	O
ID de la pièce jointe	Numérique sur 13 caractères	Identifiant technique de la pièce jointe	
Pièce jointe (contenu)	Représentation binaire de la pièce jointe encodée		

- Cas d'exception (motifs de rejet à l'appel du service)

Les différents cas d'exception pouvant être rencontrés sont décrits en annexe.

2. Annexes : tables et cas d'exception

2.1. ANNEXE 1 : TABLES DE PARAMÈTRES

2.1.1. Sources de financement

Code	Nom du financeur	Possible en financeur des heures du titulaire	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
2	Employeur	O	O	N
3	OPCA	O	O	O
4	Accord de branche	N	O	N
5	Accord Etat	N	O	N
7	Pôle Emploi	O	O	N
8	AGEFIPH	N	O	O
9	Titulaire	N	O	N
10	Dotation additionnelle région - *obsolète*	N	O	N
11	Accord d'entreprise	N	O	N
12	Autres	N	O	N
13	Dotation FPSPP - *obsolète*	N	O	N
14	OPACIF	O	O	N
15	Région Alsace	O	O	N
16	Région Aquitaine	O	O	N
17	Région Auvergne	O	O	N
18	Région Basse Normandie	O	O	N
19	Région Bourgogne	O	O	N
20	Région Bretagne	O	O	N
21	Région Centre	O	O	N
22	Région Champagne-Ardenne	O	O	N
23	Région Corse	O	O	N
24	Région Franche-Comté	O	O	N
25	Région Guadeloupe	O	O	N
26	Région Guyane	O	O	N
27	Région Haute-Normandie	O	O	N
28	Région Ile de France	O	O	N
29	Région Languedoc-Roussillon	O	O	N
30	Région Limousin	O	O	N
31	Région Lorraine	O	O	N
32	Région Martinique	O	O	N
33	Région Midi-Pyrénées	O	O	N
34	Région Nord-Pas-de-Calais	O	O	N
35	Région Pays de la Loire	O	O	N
36	Région Picardie	O	O	N
37	Région Poitou-Charentes	O	O	N
38	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	O	O	N
39	Région Réunion	O	O	N
40	Région Rhône-Alpes	O	O	N
41	Région Grand-Est	O	O	N
42	Région Nouvelle-Aquitaine	O	O	N
43	Région Bourgogne-Franche-Comté	O	O	N
44	Région Occitanie	O	O	N
45	Région Hauts-de-France	O	O	N
46	Région Normandie	O	O	N

47	Région Auvergne-Rhône-Alpes	O	O	N
51	Compte Professionnel de Prévention	N	O	N
52	Dotation FPSPP évaluation CléA DE *- obsolète pour les dossiers débutant après le 31/12/2012*	N	O	N
54	Hors SI CPF	N	O	N
55	Employeur 0,2% (sur budget CPF)	N	O	N
56	Employeur 0,2% (hors budget CPF)	N	O	N
57	Abondement suite à refus d'accord d'entreprise	N	O	N
58	Abondement DE senior	N	O	N
59	Région Mayotte (à partir du 01/01/2019)	O	O	N
60	Abondement victime AT/MP	N	O	N
61	Fonds conventionnels de branche	N	N	O
62	FSE	N	N	O
63	Fonds propres Etat	N	N	O
64	Fonds propres régionaux	N	N	O
65	Fonds OETH	N	N	O
66	CPIR	O	O	N
67	Caisse des Dépôts et Consignations	O	N	O
68	LADOM	O	O	O
69	Droits CPF monétisés	N	O	N
70	Versement volontaire CPF Usager	N	N	O
71	Versement volontaire (Entreprise) aux OPCO	N	N	O
72	Abondement CPF Employeur (Accord entreprise)	N	N	O
73	Abondement CPF Employeur (Décision unilatérale)	N	N	O
74	Fonds Propres AGEFIPH (contribution employeur/FIPHFP)	N	N	O
75	Fonds propres Pôle emploi (contribution UNEDIC / autres produits)	N	N	O
76	Fonds légaux CPF CDC	N	N	O
77	Fonds légaux Alternance OPCO	N	N	O
78	Fonds légaux – Plan développement des compétences -50 OPCO	N	N	O
79	Fonds légaux CPF « de transition » Transition professionnelle	N	N	O
80	FEDER	N	N	O
81	FEADER	N	N	O

2.1.2. Catégories socio-professionnelles

Code	Libellé	Code DSN	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
1	Employés	5	O	O
2	Ouvriers non qualifiés	6	O	N
3	Ouvriers qualifiés	6	O	N
4	Technicien / Agent de maîtrise / Autres professions intermédiaires	4	O	N

5	Ingénieur / Cadre	3	O	N
6	Agriculteurs exploitants	1	N	O
7	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	2	N	O
8	Cadres et professions intellectuelles supérieures	3	N	O
9	Professions Intermédiaires	4	N	O
10	Ouvriers	6	N	O

2.1.3. Modalités enseignements

Code	Libellé
0	Formation entièrement présentielle
1	Formation mixte
2	Formation entièrement à distance

Si la donnée n'est pas transmise, les dossiers sont passés à « 0 - Formation entièrement présentielle ».

2.1.4. Niveaux d'étude

Code	Libellé	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
0	Information non communiquée	O	O
1	Certificat de Qualification Professionnelle	O	N
2	NIVEAU 2 (Sans diplôme ou Diplôme national du Brevet)	O	O
3	NIVEAU 3 (CAP, BEP, ...)	O	O
4	NIVEAU 4 (BP, BT, bac prof ou techno)	O	O
5	NIVEAU 5 (BTS, DUT, etc...)	O	O
6	NIVEAU 6 (Licence, master 1)	O	O
7	NIVEAU 7 (Grade master)	O	O
8	NIVEAU 8 (Doctorat, etc..)	O	O
9	NIVEAU 1 (Sans niveau spécifique)	O	O

2.1.5. Niveaux de classe

Code	Libellé	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
0	Information non communiquée	N	O
1	Primaire, 6e, 5e, 4e, CPA, CPPN ou CLIPA	N	O
2	3e ou première année de CAP ou BEP	N	O
3	2de, 1ère de l'enseignement général ou 2e année de CAP ou BEP	N	O
4	Terminale	N	O
5	1ère ou 2e année de DEUG, DUT, BTS, école des formations sanitaires et sociales	N	O
6	Classes de 2e ou 3e cycle de l'enseignement supérieur	N	O

2.1.6. Motifs de rejet d'un dossier de formation

Code	Libellé
1	Formation non éligible
2	Projet de formation non validé
3	Refus du reste à charge par le titulaire
4	Financement non accordé
5	Demande hors CPF
6	Dossier incomplet
7	Formation annulée par l'OF
8	Demande Hors délai
9	Autre
10	Doublon de dossier
11	Erreur de saisie
12	Erreur sur le bénéficiaire
13	Entrée en formation non réalisée

2.1.7. Types d'organismes

Code	Libellé
1	Autres
2	Employeur 0,2%
3	OPCA
4	OPACIF / FONGECIF
5	Mission locale
6	Région
7	APEC
8	AGEFIPH / Cap Emploi
9	Pôle Emploi
10	PNDS
11	Employeurs Publics
12	Opérateur de rémunération
13	Ministère
14	Conseil départementaux
15	OETH
16	Titulaire
17	Autres collectivités territoriales
18	Transitions Pro "Régions" / CPIR
19	OPCO

2.1.8. Type de contractualisation

Code	Libellé	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
1	CDD - Contrat à durée déterminée	O	O
2	CDI - Contrat à durée indéterminée	O	O
3	CTT - Contrat de travail temporaire ou Intérim	O	N
4	Contrat d'apprentissage (alternance)	O	O
5	Contrat de professionnalisation (alternance)	O	O
6	CUI, CAE, CIE - Contrat Unique d'Insertion / Accompagnement dans l'emploi / Initiative Emploi	O	N
7	Agent consulaire statutaire	O	N
8	Intérimaire (mission d'intérim)	N	O
9	Autre	N	O
0	Information non communiquée	N	O

2.1.9. Type de diplôme

Code	Code niveau CERTIF-INFO	Libellé
114	1	Diplôme de recherche et technologie
132	1	Master
140	1	Diplôme supérieur des arts appliqués
142	1	Diplôme national supérieur d'expression plastique
145	1	Brevet d'Etat d'éducateur sportif (3e degré)
148	1	Diplôme d'école de commerce (bac + 5)
150	1	Diplôme de médecine et de pharmacie
163	1	Certificat de spécialisation
165	1	Autre titre inscrit sur demande au RNCP (niveau 1)
170	1	Diplôme d'ingénieur
171	1	Ingénieur diplômé par l'Etat
187	1	Autre diplôme d'Etat de niveau 1
199	1	Autre certification de niveau 1
205	2	Licence
210	2	Diplôme national de technologie spécialisé
229	2	Licence d'institut universitaire professionnalisé (IUP)
239	2	Diplôme national d'art
241	2	Diplôme national d'arts et techniques
242	2	Diplôme national d'arts plastiques
245	2	Brevet d'Etat d'éducateur sportif (2e degré)
247	2	Diplôme d'école de commerce (bac + 3)
248	2	Diplôme d'école de commerce (bac + 4)
249	2	Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport
250	2	Licence professionnelle
261	2	Titre professionnel (TP de niveau 2)
265	2	Autre titre inscrit sur demande au RNCP (niveau 2)
287	2	Autre diplôme d'Etat de niveau 2
299	2	Autre certification de niveau 2
320	3	Brevet de technicien supérieur
321	3	Diplôme des métiers d'art
322	3	Diplôme de technicien supérieur
323	3	Brevet de technicien supérieur agricole
331	3	Un des meilleurs ouvriers de France
341	3	Certificat d'études d'arts plastiques
349	3	Diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport
350	3	Diplôme universitaire de technologie

355	3	Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques
361	3	Titre professionnel (TP de niveau 3)
363	3	Certificat de spécialisation (CS de niveau 3)
365	3	Autre titre inscrit sur demande au RNCP (niveau 3)
381	3	Certificat professionnel
387	3	Autre diplôme d'Etat de niveau 3
399	3	Autre certification de niveau 3
400	4	Baccalauréat professionnel
401	4	Brevet des métiers d'art
403	4	Baccalauréat professionnel agricole
420	4	Brevet de technicien
422	4	Diplôme de technicien
423	4	Brevet de technicien agricole
430	4	Baccalauréat technologique
437	4	Mention complémentaire (de niveau 4)
445	4	Brevet d'Etat d'éducateur sportif (1er degré)
446	4	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport
447	4	Brevet d'Etat d'animateur technicien de l'éducation populaire et de la jeunesse
450	4	Brevet professionnel (Education nationale)
453	4	Brevet professionnel (Agriculture)
461	4	Titre professionnel (TP de niveau 4)
463	4	Certificat de spécialisation (CS de niveau 4)
465	4	Autre titre inscrit sur demande au RNCP (niveau 4)
470	4	Baccalauréat général
471	4	Baccalauréat binational
487	4	Autre diplôme d'Etat de niveau 4
488	4	Diplôme d'accès aux études universitaires
499	4	Autre certification de niveau 4
500	5	Certificat d'aptitude professionnelle
503	5	Brevet professionnel agricole (niveau 5)
510	5	Brevet d'études professionnelles
513	5	Brevet d'études professionnelles agricole
533	5	Certificat d'aptitude professionnelle agricole
537	5	Mention complémentaire (de niveau 5)
545	5	Brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien
550	5	Certificat technique des métiers
561	5	Titre professionnel (TP de niveau 5)
562	5	Brevet de compagnon professionnel
563	5	Certificat de spécialisation (CS de niveau 5)
565	5	Autre titre inscrit sur demande au RNCP (niveau 5)
587	5	Autre diplôme d'Etat de niveau 5
599	5	Autre certification de niveau 5
660	6	Certification de formation générale de niveau VI

740	7	Diplôme national du brevet
966	9	Certificat de qualification professionnelle
967	9	Certificat de qualification paritaire de la métallurgie
968	9	Certificat de qualification professionnelle inter-branches
970	9	Habilitation
999	9	Autre certification sans niveau spécifique

2.1.10. Statut du dossier

Code	Libellé
1	En cours d'élaboration
2	Validé
3	Clos - Réalisation Totale
4	Clos - Réalisation Partielle
5	Clos - Non Réalisée
6	Rejeté
12	Entrée en formation
13	Sortie de formation

2.1.11. Notification du dossier

Code	Libellé
1	Création du dossier
2	Validation du dossier
3	Rejet du dossier pour formation non éligible
4	Rejet du dossier pour projet de formation non validé
5	Rejet du dossier pour refus de reste à charge par le titulaire
6	Rejet du dossier pour financement non accordé
7	Rejet du dossier pour demande hors CPF
8	Rejet du dossier pour dossier incomplet
9	Rejet du dossier pour formation annulée par l'organisme financeur
10	Rejet du dossier pour demande hors délai
11	Rejet du dossier pour autre raison.
12	Rejet de la transmission pour document manquant
13	Rejet de la transmission pour mauvais OPCA sélectionné
14	Autre

2.1.12. Type de pièce jointe

Code	Libellé	PJ obligatoire	Nombre maximum d'occurrences
1	Justificatif(s) DIF	Non	2
2	Programme et devis de la formation	Oui	5
3	Dernier bulletin de salaire	Oui	1
4	Permis B - Attestation sur l'honneur	Non	1

2.1.13. Motif de fin de formation

Code	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
1	Absence en cours de formation	
2	Retour à l'emploi	
3	Abandon du titulaire / Décès	
4	Exclusion du titulaire	Exclusion du Titulaire
5	Financement non accordé en commission	
6	Autre	Autre
7	Refus du reste à charge du titulaire	
8		Fin prévue de l'action de formation
9		Entrée dans une autre formation
10		Abandon du Titulaire
11		Décès
12		Motif inconnu
13		Retour à l'emploi avant la fin de la formation
14		Changement d'offreur de formation durant formation

2.1.14. GEF (Groupe Emploi Formation)

Code	Libellé
1	A : Agriculture
2	B : Pêche, Mer
3	C : Bâtiment : gros oeuvre, travaux publics
4	D : Bâtiment : second œuvre
5	E : Travail des métaux
6	F : Mécanique
7	G : Electromécanique
8	H : Electricité, énergie
9	I : Appui à la production des industries
10	J : Transformation des matériaux, procédés
11	K : Production alimentaire
12	L : Textile, habillement, cuir
13	M : Travail du bois, matériaux de synthèse
14	N : Techniques graphiques, impression
15	O : Transport, logistique
16	P : Gestion et traitement de l'information
17	Q : Commerce
18	R : Santé, social, soins personnels
19	S : Hôtellerie, tourisme, loisirs
20	T : Environnement, nettoyage, sécurité
21	U : Communication, médias
22	V : Création et production artistique
23	W : Autres professions, professions d'enseignement et de la magistrature
24	X : Formation d'insertion

2.1.15. Action/dimension individuelle ou collective

Code	Libellé
1	Achat Collectif
2	Achat Individuel

2.1.16. Formation en situation de travail

Code	Libellé
1	En partie
2	En totalité
3	Non

2.1.17. Activité / Statut du stagiaire

Code	Libellé	Utilisable sur un dossier au format V1	Utilisable sur un dossier au format AGORA V2
1	Personne en recherche d'emploi inscrite sur la liste Pôle Emploi	O	O
2	Personne en recherche d'emploi non inscrite sur la liste Pôle Emploi	O	O
3	Salarié	O	O
4	Personne en Contrat de Sécurisation Professionnelle	O	O
5	Intermittent du spectacle	O	O
6	Fonctionnaire / agent public	N	O
7	Contractuel de droit public	N	O
8	Activité bénévole (engagement citoyen)	N	O
9	Travailleur en ESAT	N	O
10	Travailleur non salarié	N	O
11	Elève/étudiant	N	O
12	Non connu	N	O
13	Situation au regard de la liste Pôle emploi non connue	N	O
14	Agent consulaire	N	O

2.1.18. Achat individuel ou collectif

Code	Libellé
0	Achat Collectif
1	Achat Individuel

2.1.19. Unité d'achat

Code	Libellé
1	Heure / stagiaire
2	Heure / groupe
3	Heure / formateur
4	Jour / stagiaire
5	Jour / groupe
6	Jour / formateur
7	Forfait parcours
8	Multiple
9	Subvention d'équilibre
10	Autre

2.1.20. Nature du coût pédagogique

Code	Libellé
1	Coût réel
2	Coût recalculé par le financeur

2.1.21. Nature Indemnisation

Code	Libellé
1	Protection sociale uniquement
2	AREF (allocation retour en emploi – Formation Personnes en Recherche d'emploi indemnisées)
3	R2F (rémunération de fin de formation)
4	RFPE (rémunération versée par Pôle emploi, destinée aux personnes en recherche d'emploi non indemnisés pour les formations que Pôle emploi agrée)
5	Rémunération de stagiaire de la formation professionnelle – Régime public (rémunération versée par une Région, destinée aux personnes en recherche d'emploi non indemnisés pour les formations que la Région agrée)
6	CIF-CDD
7	Bourse Formation Sanitaire et Sociale
8	Autre indemnisation

2.1.22. Objectif Général

Code	Libellé
1	Mobilisation, remobilisation, aide à l'élaboration d'un projet professionnel & bilans (notamment bilan de compétences)
2	Compétences clés, illettrisme, savoirs de base
3	Acquisition de compétences préalable à l'emploi
4	Préparation à l'accès à la qualification
5	Formations qualifiantes / certifiantes au service du retour à l'emploi
6	Adaptation au poste / maintien dans l'emploi

7	Développement des compétences professionnelles des salariés
8	Reconversion
9	Appui à la création / reprise d'entreprise
10	Autres

2.1.23. Objectif Général OF

Code	Libellé
1	Code(s) obsolète(s)
3	Perfectionnement, élargissement des compétences
4	Création d'entreprise
5	Remise à niveau, maîtrise des savoirs de base, initiation
6	Certification
7	Professionnalisation
8	Préparation à la qualification
9	(Re)mobilisation, aide à l'élaboration de projet professionnel

2.1.24. Dispositif Principal

Code	Libellé
1	Contrat de professionnalisation
2	Formations sanitaires et sociales (subvention)
3	POEI
4	POEC
5	AFPR
6	Plan de développements des compétences
7	Reconversion ou promotion par l'alternance - Pro-A
8	Actions collectives régionales
9	Aides individuelles régionales
10	Dispositifs conventionnels de branche
11	AFC (Pôle emploi)
12	AIF (Pôle emploi)
13	CPF
14	Contrat d'apprentissage
15	CPF de Transition (ou CPF PTP)
16	Aides individuelles Agefiph
17	Achats collectifs Agefiph

2.1.25. Indice de répétition de la voie

Code	Libellé
« »	Sans objet ou autre
B	bis
T	ter
Q	quater
C	quinquies

2.1.26. Nature de la voie

Code	Libellé
« »	Sans objet ou autre
ALL	Allée
AV	Avenue
BD	Boulevard
CAR	Carrefour
CHE	Chemin
CHS	Chaussée
CIT	Cité
COR	Corniche
CRS	Cours
DOM	Domaine
DSC	Descente
ECA	Ecart
ESP	Esplanade
FG	Faubourg
GR	Grande Rue
HAM	Hameau
HLE	Halle
IMP	Impasse
LD	Lieu-dit
LOT	Lotissement
MAR	Marché
MTE	Montée
PAS	Passage
PL	Place
PLN	Plaine
PLT	Plateau
PRO	Promenade
PRV	Parvis
QUA	Quartier
QUAI	Quai
RES	Résidence
RLE	Ruelle
ROC	Rocade
RPT	Rond-point
RTE	Route
RUE	Rue
SEN	Sente - Sentier
SQ	Square
TPL	Terre-plein

TRA	Traverse
VLA	Villa
VLG	Village

2.1.27. Situation

Code	Libellé
1	En activité
2	A la recherche d'un emploi

2.1.28. Nationalité

Code	Libellé
1	Française
2	Union européenne (ou autre pays membre de l'espace Schengen)
3	Hors Union Européenne

2.1.29. Bénéficiaire d'une politique Publique Nationale

Code	Libellé
1	Non
2	Insertion par l'Activité Economique (IAE)
3	Contrat aidé
4	Garantie jeune
5	PACEA
6	Plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs

2.1.30. Code pays

Code	Libellé
	Europe
99125	ALBANIE
99109	ALLEMAGNE
99130	ANDORRE
99135	ARUBA
99110	AUTRICHE
99131	BELGIQUE
99148	BIELORUSSIE
99118	BOSNIE-HERZEGOVINE
99103	BOUVET (ILE)
99111	BULGARIE
99119	CROATIE
99101	DANEMARK
99134	ESPAGNE
99106	ESTONIE
99156	EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE
99101	FEROE (ILES)

99105	FINLANDE
99133	GIBRALTAR
99126	GRECE
99132	GUERNESEY
99112	HONGRIE
99136	IRLANDE, ou EIRE
99102	ISLANDE
99127	ITALIE
99132	JERSEY
99157	KOSOVO
99107	LETTONIE
99113	LIECHTENSTEIN
99108	LITUANIE
99137	LUXEMBOURG
99144	MALTE
99132	MAN (ILE)
99151	MOLDAVIE
99138	MONACO
99120	MONTENEGRO
99103	NORVEGE
99135	PAYS-BAS
99122	POLOGNE
99139	PORTUGAL
99141	REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE
99142	REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
99114	ROUMANIE
99132	ROYAUME-UNI
99123	RUSSIE
99128	SAINT-MARIN
99121	SERBIE
99117	SLOVAQUIE
99145	SLOVENIE
99104	SUEDE
99140	SUISSE
99103	SVALBARD et ILE JAN MAYEN
99115	TCHECOSLOVAQUIE
99116	TCHEQUE (REPUBLIQUE)
99124	TURQUIE D'EUROPE
99155	UKRAINE
99129	VATICAN, ou SAINT-SIEGE
Asie	
99212	AFGHANISTAN

99201	ARABIE SAOUDITE
99252	ARMENIE
99253	AZERBAIDJAN
99249	BAHREIN
99246	BANGLADESH
99214	BHOUTAN
99224	BIRMANIE
99225	BRUNEI
99234	CAMBODGE
99216	CHINE
99254	CHYPRE
99237	COREE
99239	COREE (REPUBLIQUE DE)
99238	COREE (REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE)
99247	EMIRATS ARABES UNIS
99228	ETATS MALAIS NON FEDERES
99255	GEORGIE
99223	GOA
99230	HONG-KONG
99223	INDE
99231	INDONESIE
99204	IRAN
99203	IRAQ
99207	ISRAEL
99217	JAPON
99222	JORDANIE
99211	KAMTCHATKA
99256	KAZAKHSTAN
99257	KIRGHIZISTAN
99240	KOWEIT
99241	LAOS
99205	LIBAN
99232	MACAO
99227	MALAISIE
99229	MALDIVES
99218	MANDCHOURIE
99242	MONGOLIE
99215	NEPAL
99250	OMAN
99258	OUZBEKISTAN
99213	PAKISTAN
99261	PALESTINE (Etat de)
99220	PHILIPPINES

99221	POSSESSIONS BRITANNIQUES AU PROCHE-ORIENT
99248	QATAR
99209	SIBERIE
99226	SINGAPOUR
99235	SRI LANKA
99206	SYRIE
99259	TADJIKISTAN
99236	TAIWAN
99219	THAILANDE
99262	TIMOR ORIENTAL
99210	TURKESTAN RUSSE
99260	TURKMENISTAN
99208	TURQUIE
99243	VIET NAM
99244	VIET NAM DU NORD
99245	VIET NAM DU SUD
99251	YEMEN
99233	YEMEN DEMOCRATIQUE
99202	YEMEN (REPUBLIQUE ARABE DU)
Afrique	
99319	ACORES, MADERE
99303	AFRIQUE DU SUD
99352	ALGERIE
99395	ANGOLA
99327	BENIN
99347	BOTSWANA
99331	BURKINA
99321	BURUNDI
99322	CAMEROUN
99305	CAMEROUN ET TOGO
99313	CANARIES (ILES)
99396	CAP-VERT
99323	CENTRAFRICAINE (REPUBLIQUE)
99397	COMORES
99324	CONGO
99312	CONGO (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE)
99326	COTE D'IVOIRE
99399	DJIBOUTI
99301	EGYPTE
99317	ERYTHREE
99315	ETHIOPIE
99328	GABON

99304	GAMBIE
99329	GHANA
99330	GUINEE
99314	GUINEE EQUATORIALE
99392	GUINEE-BISSAU
99320	ILES PORTUGAISES DE L'OCEAN INDIEN
99332	KENYA
99348	LESOTHO
99302	LIBERIA
99316	LIBYE
99333	MADAGASCAR
99334	MALAWI
99335	MALI
99350	MAROC
99390	MAURICE
99336	MAURITANIE
99393	MOZAMBIQUE
99311	NAMIBIE
99337	NIGER
99338	NIGERIA
99308	OCEAN INDIEN (TERRITOIRE BRITANNIQUE DE L')
99339	OUGANDA
99313	PRESIDES
99313	PROVINCES ESPAGNOLES D'AFRIQUE
99340	RWANDA
99389	SAHARA OCCIDENTAL
99306	SAINTE HELENE, ASCENSION ET TRISTAN DA CUNHA
99394	SAO TOME-ET-PRINCIPE
99341	SENEGAL
99398	SEYCHELLES
99342	SIERRA LEONE
99318	SOMALIE
99343	SOUDAN
99307	SOUDAN ANGLO-EGYPTIEN, KENYA, OUGANDA
99349	SOUDAN DU SUD
99391	SWAZILAND
99325	TANGER
99309	TANZANIE
99344	TCHAD
99345	TOGO
99351	TUNISIE
99346	ZAMBIE
99308	ZANZIBAR

99310	ZIMBABWE
Amérique	
99404	ALASKA
99425	ANGUILLA
99441	ANTIGUA-ET-BARBUDA
99431	ANTILLES NEERLANDAISES
99415	ARGENTINE
99436	BAHAMAS
99434	BARBADE
99429	BELIZE
99425	BERMUDES
99418	BOLIVIE
99443	BONAIRE, SAINT EUSTACHE ET SABA
99416	BRESIL
99425	CAIMANES (ILES)
99401	CANADA
99417	CHILI
99419	COLOMBIE
99406	COSTA RICA
99407	CUBA
99444	CURAÇAO
99408	DOMINICAINE (REPUBLIQUE)
99438	DOMINIQUE
99414	EL SALVADOR
99420	EQUATEUR
99404	ETATS-UNIS
99427	GEORGIE DU SUD ET LES ILES SANDWICH DU SUD
99435	GRENADE
99430	GROENLAND
99409	GUATEMALA
99428	GUYANA
99410	HAITI
99411	HONDURAS
99426	JAMAIQUE
99403	LABRADOR
99427	MALOUINES, OU FALKLAND (ILES)
99405	MEXIQUE
99425	MONTSERRAT
99412	NICARAGUA
99413	PANAMA
99421	PARAGUAY
99422	PEROU

99432	PORTO RICO
99442	SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIEVES
99439	SAINTE-LUCIE
99445	SAINT-MARTIN (PARTIE NEERLANDAISE)
99440	SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES
99437	SURINAME
99432	TERR. DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE EN AMERIQUE
99427	TERR. DU ROYAUME-UNI DANS L'ATLANTIQUE SUD
99402	TERRE-NEUVE
99425	TERRITOIRES DU ROYAUME-UNI AUX ANTILLES
99433	TRINITE-ET-TOBAGO
99425	TURKS ET CAIQUES (ILES)
99423	URUGUAY
99424	VENEZUELA
99425	VIERGES BRITANNIQUES (ILES)
99432	VIERGES DES ETATS-UNIS (ILES)
Océanie	
99501	AUSTRALIE
99501	CHRISTMAS (ILE)
99501	COCOS ou KEELING (ILES)
99502	COOK (ILES)
99508	FIDJI
99505	GUAM
99504	HAWAII (ILES)
99501	HEARD ET MACDONALD (ILES)
99513	KIRIBATI
99505	MARIANNES DU NORD (ILES)
99515	MARSHALL (ILES)
99516	MICRONESIE (ETATS FEDERES DE)
99507	NAURU
99502	NIUE
99501	NORFOLK (ILE)
99502	NOUVELLE-ZELANDE
99517	PALAOS (ILES)
99510	PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE
99503	PITCAIRN (ILE)
99512	SALOMON (ILES)
99505	SAMOA AMERICAINES
99506	SAMOA OCCIDENTALES
99505	TERR. DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE EN OCEANIE
99502	TOKELAU
99509	TONGA

99511	TUVALU
99514	VANUATU

2.1.31. Formation certifiante

Code	Libellé
N	Formation non certifiante
O	Formation certifiante

2.1.32. Catégorie juridique INSEE

Code	Libellé
1000	Entrepreneur individuel
2110	Indivision entre personnes physiques
2120	Indivision avec personne morale
2210	Société créée de fait entre personnes physiques
2220	Société créée de fait avec personne morale
2310	Société en participation entre personnes physiques
2320	Société en participation avec personne morale
2385	Société en participation de professions libérales
2400	Fiducie
2700	Paroisse hors zone concordataire
2900	Autre groupement de droit privé non doté de la personnalité morale
3110	Représentation ou agence commerciale d'état ou organisme public étranger immatriculé au RCS
3120	Société commerciale étrangère immatriculée au RCS
3205	Organisation internationale
3210	État, collectivité ou établissement public étranger
3220	Société étrangère non immatriculée au RCS
3290	Autre personne morale de droit étranger
4110	Établissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public
4120	Établissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public
4130	Exploitant public
4140	Établissement public local à caractère industriel ou commercial
4150	Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial
4160	Institution Banque de France
5191	Société de caution mutuelle
5192	Société coopérative de banque populaire
5193	Caisse de crédit maritime mutuel
5194	Caisse (fédérale) de crédit mutuel
5195	Association coopérative inscrite (droit local Alsace Moselle)
5196	Caisse d'épargne et de prévoyance à forme coopérative

5202	Société en nom collectif
5203	Société en nom collectif coopérative
5306	Société en commandite simple
5307	Société en commandite simple coopérative
5308	Société en commandite par actions
5309	Société en commandite par actions coopérative
5370	Société de Participations Financières de Profession Libérale Société en commandite par actions (SPFPL SCA)
5385	Société d'exercice libéral en commandite par actions
5410	SARL nationale
5415	SARL d'économie mixte
5422	SARL immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI)
5426	SARL immobilière de gestion
5430	SARL d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER)
5431	SARL mixte d'intérêt agricole (SMIA)
5432	SARL d'intérêt collectif agricole (SICA)
5442	SARL d'attribution
5443	SARL coopérative de construction
5451	SARL coopérative de consommation
5453	SARL coopérative artisanale
5454	SARL coopérative d'intérêt maritime
5455	SARL coopérative de transport
5458	SARL coopérative ouvrière de production (SCOP)
5459	SARL union de sociétés coopératives
5460	Autre SARL coopérative
5470	Société de Participations Financières de Profession Libérale Société à responsabilité limitée (SPFPL SARL)
5485	Société d'exercice libéral à responsabilité limitée
5498	SARL unipersonnelle
5499	Société à responsabilité limitée (sans autre indication)
5505	SA à participation ouvrière à conseil d'administration
5510	SA nationale à conseil d'administration
5515	SA d'économie mixte à conseil d'administration
5520	Fonds à forme sociétale à conseil d'administration
5522	SA immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) à conseil d'administration
5525	SA immobilière d'investissement à conseil d'administration
5530	SA d'aménagement foncier et d'équipement rural (SAFER) à conseil d'administration
5531	Société anonyme mixte d'intérêt agricole (SMIA) à conseil d'administration
5532	SA d'intérêt collectif agricole (SICA) à conseil d'administration
5542	SA d'attribution à conseil d'administration

5543	SA coopérative de construction à conseil d'administration
5546	SA de HLM à conseil d'administration
5547	SA coopérative de production de HLM à conseil d'administration
5548	SA de crédit immobilier à conseil d'administration
5551	SA coopérative de consommation à conseil d'administration
5552	SA coopérative de commerçants-détaillants à conseil d'administration
5553	SA coopérative artisanale à conseil d'administration
5554	SA coopérative (d'intérêt) maritime à conseil d'administration
5555	SA coopérative de transport à conseil d'administration
5558	SA coopérative ouvrière de production (SCOP) à conseil d'administration
5559	SA union de sociétés coopératives à conseil d'administration
5560	Autre SA coopérative à conseil d'administration
5570	Société de Participations Financières de Profession Libérale Société anonyme à conseil d'administration (SPFPL SA à conseil d'administration)
5585	Société d'exercice libéral à forme anonyme à conseil d'administration
5599	SA à conseil d'administration (s.a.i.)
5605	SA à participation ouvrière à directoire
5610	SA nationale à directoire
5615	SA d'économie mixte à directoire
5620	Fonds à forme sociétale à directoire
5622	SA immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) à directoire
5625	SA immobilière d'investissement à directoire
5630	Safer anonyme à directoire
5631	SA mixte d'intérêt agricole (SMIA)
5632	SA d'intérêt collectif agricole (SICA)
5642	SA d'attribution à directoire
5643	SA coopérative de construction à directoire
5646	SA de HLM à directoire
5647	Société coopérative de production de HLM anonyme à directoire
5648	SA de crédit immobilier à directoire
5651	SA coopérative de consommation à directoire
5652	SA coopérative de commerçants-détaillants à directoire
5653	SA coopérative artisanale à directoire
5654	SA coopérative d'intérêt maritime à directoire
5655	SA coopérative de transport à directoire
5658	SA coopérative ouvrière de production (SCOP) à directoire
5659	SA union de sociétés coopératives à directoire
5660	Autre SA coopérative à directoire
5670	Société de Participations Financières de Profession Libérale Société anonyme à Directoire (SPFPL SA à directoire)
5685	Société d'exercice libéral à forme anonyme à directoire

5699	SA à directoire (s.a.i.)
5710	SAS, société par actions simplifiée
5720	Société par actions simplifiée à associé unique ou société par actions simplifiée unipersonnelle
5770	Société de Participations Financières de Profession Libérale Société par actions simplifiée (SPFPL SAS)
5785	Société d'exercice libéral par action simplifiée
5800	Société européenne
6100	Caisse d'Épargne et de Prévoyance
6210	Groupement européen d'intérêt économique (GEIE)
6220	Groupement d'intérêt économique (GIE)
6316	Coopérative d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA)
6317	Société coopérative agricole
6318	Union de sociétés coopératives agricoles
6411	Société d'assurance à forme mutuelle
6511	Sociétés Interprofessionnelles de Soins Ambulatoires
6521	Société civile de placement collectif immobilier (SCPI)
6532	Société civile d'intérêt collectif agricole (SICA)
6533	Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)
6534	Groupement foncier agricole
6535	Groupement agricole foncier
6536	Groupement forestier
6537	Groupement pastoral
6538	Groupement foncier et rural
6539	Société civile foncière
6540	Société civile immobilière
6541	Société civile immobilière de construction-vente
6542	Société civile d'attribution
6543	Société civile coopérative de construction
6544	Société civile immobilière d' accession progressive à la propriété
6551	Société civile coopérative de consommation
6554	Société civile coopérative d'intérêt maritime
6558	Société civile coopérative entre médecins
6560	Autre société civile coopérative
6561	SCP d'avocats
6562	SCP d'avocats aux conseils
6563	SCP d'avoués d'appel
6564	SCP d'huissiers
6565	SCP de notaires
6566	SCP de commissaires-priseurs
6567	SCP de greffiers de tribunal de commerce

6568	SCP de conseils juridiques
6569	SCP de commissaires aux comptes
6571	SCP de médecins
6572	SCP de dentistes
6573	SCP d'infirmiers
6574	SCP de masseurs-kinésithérapeutes
6575	SCP de directeurs de laboratoire d'analyse médicale
6576	SCP de vétérinaires
6577	SCP de géomètres experts
6578	SCP d'architectes
6585	Autre société civile professionnelle
6588	Société civile laitière
6589	Société civile de moyens
6595	Caisse locale de crédit mutuel
6596	Caisse de crédit agricole mutuel
6597	Société civile d'exploitation agricole
6598	Exploitation agricole à responsabilité limitée
6599	Autre société civile
6901	Autre personne de droit privé inscrite au registre du commerce et des sociétés
7111	Autorité constitutionnelle
7112	Autorité administrative ou publique indépendante
7113	Ministère
7120	Service central d'un ministère
7150	Service du ministère de la Défense
7160	Service déconcentré à compétence nationale d'un ministère (hors Défense)
7171	Service déconcentré de l'État à compétence (inter) régionale
7172	Service déconcentré de l'État à compétence (inter) départementale
7179	(Autre) Service déconcentré de l'État à compétence territoriale
7190	Ecole nationale non dotée de la personnalité morale
7210	Commune et commune nouvelle
7220	Département
7225	Collectivité et territoire d'Outre Mer
7229	(Autre) Collectivité territoriale
7230	Région
7312	Commune associée et commune déléguée
7313	Section de commune
7314	Ensemble urbain
7321	Association syndicale autorisée
7322	Association foncière urbaine
7323	Association foncière de remembrement
7331	Établissement public local d'enseignement

7340	Pôle métropolitain
7341	Secteur de commune
7342	District urbain
7343	Communauté urbaine
7344	Métropole
7345	Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM)
7346	Communauté de communes
7347	Communauté de villes
7348	Communauté d'agglomération
7349	Autre établissement public local de coopération non spécialisé ou entente
7351	Institution interdépartementale ou entente
7352	Institution interrégionale ou entente
7353	Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU)
7354	Syndicat mixte fermé
7355	Syndicat mixte ouvert
7356	Commission syndicale pour la gestion des biens indivis des communes
7357	Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)
7361	Centre communal d'action sociale
7362	Caisse des écoles
7363	Caisse de crédit municipal
7364	Établissement d'hospitalisation
7365	Syndicat inter hospitalier
7366	Établissement public local social et médico-social
7367	Centre Intercommunal d'action sociale (CIAS)
7371	Office public d'habitation à loyer modéré (OPHLM)
7372	Service départemental d'incendie et de secours (SDIS)
7373	Établissement public local culturel
7378	Régie d'une collectivité locale à caractère administratif
7379	(Autre) Établissement public administratif local
7381	Organisme consulaire
7382	Établissement public national ayant fonction d'administration centrale
7383	Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel
7384	Autre établissement public national d'enseignement
7385	Autre établissement public national administratif à compétence territoriale limitée
7389	Établissement public national à caractère administratif
7410	Groupement d'intérêt public (GIP)
7430	Établissement public des cultes d'Alsace-Lorraine
7450	Etablissement public administratif, cercle et foyer dans les armées
7470	Groupement de coopération sanitaire à gestion publique
7490	Autre personne morale de droit administratif
8110	Régime général de la Sécurité Sociale

8120	Régime spécial de Sécurité Sociale
8130	Institution de retraite complémentaire
8140	Mutualité sociale agricole
8150	Régime maladie des non-salariés non agricoles
8160	Régime vieillesse ne dépendant pas du régime général de la Sécurité Sociale
8170	Régime d'assurance chômage
8190	Autre régime de prévoyance sociale
8210	Mutuelle
8250	Assurance mutuelle agricole
8290	Autre organisme mutualiste
8310	Comité central d'entreprise
8311	Comité d'établissement
8410	Syndicat de salariés
8420	Syndicat patronal
8450	Ordre professionnel ou assimilé
8470	Centre technique industriel ou comité professionnel du développement économique
8490	Autre organisme professionnel
8510	Institution de prévoyance
8520	Institution de retraite supplémentaire
9110	Syndicat de copropriété
9150	Association syndicale libre
9210	Association non déclarée
9220	Association déclarée
9221	Association déclarée d'insertion par l'économique
9222	Association intermédiaire
9223	Groupement d'employeurs
9224	Association d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle
9230	Association déclarée, reconnue d'utilité publique
9240	Congrégation
9260	Association de droit local (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle)
9300	Fondation
9900	Autre personne morale de droit privé
9970	Groupement de coopération sanitaire à gestion privée

2.1.33. BOE

Code	Libellé
1	Oui
2	Non
3	Non connu

4	En cours de reconnaissance

2.1.34. Atteinte certification

Code	Libellé
1	Oui
2	Non
3	Non connu
4	Atteinte partielle

2.1.35. Statut conventionnel du salarié

Code	Libellé
01	agriculteur salarié de son exploitation
02	artisan ou commerçant salarié de son entreprise
03	cadre dirigeant (votant au collège employeur des élections prud'hommales)
04	autres cadres au sens de la convention collective (ou du statut pour les régimes spéciaux)
05	profession intermédiaire (technicien, contremaître, agent de maîtrise, clergé)
06	employé administratif d'entreprise, de commerce, agent de service
07	ouvriers qualifiés et non qualifiés y compris ouvriers agricoles
08	agent de la fonction publique d'Etat
09	agent de la fonction publique hospitalière
10	agent de la fonction publique territoriale

2.1.36. Nature du contrat de travail

Code	Libellé
01	Contrat de travail à durée indéterminée de droit privé
02	Contrat de travail à durée déterminée de droit privé
03	Contrat de mission (contrat de travail temporaire)
07	Contrat à durée indéterminée intermittent
08	Contrat à durée indéterminée intérimaire
09	Contrat de travail à durée indéterminée de droit public
10	Contrat de travail à durée déterminée de droit public
29	Convention de stage (hors formation professionnelle)
32	Contrat d'appui au projet d'entreprise
50	Nomination dans la fonction publique (par arrêté, par décision,?)
60	Contrat d'engagement éducatif
80	Mandat social
81	Mandat d'élu
89	Volontariat de service civique
70	Contrat de soutien et d'aide par le travail

90	Autre nature de contrat, convention, mandat

2.1.37. Dispositif de politique publique et conventionnel

Code	Libellé
21	CUI - Contrat Initiative Emploi
41	CUI - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi
42	CUI - Contrat d'accès à l'emploi - DOM
50	Emploi d'avenir secteur marchand
51	Emploi d'avenir secteur non marchand
61	Contrat de Professionnalisation
64	Contrat d'apprentissage entreprises artisanales ou de moins de 11 salariés (loi du 3 janvier 1979)
65	Contrat d'apprentissage entreprises non inscrites au répertoire des métiers d'au moins 11 salariés (loi de 1987)
70	Contrat à durée déterminée pour les séniors
71	Contrat à durée déterminée d'insertion
80	Contrat de génération
81	Contrat d'apprentissage secteur public (Loi de 1992)
99	Non concerné

2.1.38. Statut d'emploi du salarié

Code	Libellé
01	Titulaire de la Fonction publique
02	Non titulaire de la Fonction publique
03	Statutaire
04	Non statutaire
06	Personnel médical hospitalier
07	Médecin sans statut hospitalier
99	Non concerné

2.1.39. Modalité d'exercice du temps de travail

Code	Libellé
10	Temps plein
20	Temps partiel
21	Temps partiel thérapeutique
99	Salarié non concerné

2.2. ANNEXE 2 : CAS D'EXCEPTION

Une exception est retournée dans la réponse des WS lors de la détection d'une erreur :

- Dans le formatage d'une donnée dans la demande reçue ;
- Sur un contrôle d'existence non passant ;
- Sur une valeur attendue (existence dans une table de paramétrage, dépassement d'un seuil …) ;
- Lors d'un contrôle inter rubrique (dépendances entre 2 valeurs attendues) ;
- Dans la vérification de la cohérence fonctionnelle des données ;

Dans ce cas, une erreur explicite est retournée sous la forme d'un libellé cohérent décrivant l'exception rencontrée.

Exemples de libellés retournés :

- Le code de la formation éligible est obligatoire.
- Le titre de la formation éligible n'est pas renseigné.
- L'organisme n''existe pas. Veuillez vérifier ses paramètres.
- L'identifiant patrimoine du bénéficiaire est obligatoire ("CPF-id-patrimoine")
- L'intitulé de la formation doit être compris entre 1 et 255 caractères.
- Le dossier de formation n'existe pas.
- Modification du solde DIF impossible : présence de dossiers de formation à l'état "validé" ou "clos".
- Aucune formation éligible ne correspond au code formation XX
- Plusieurs formations correspondent au code formation XX
- La modification en base n'a pas abouti pour le dossier XX
- Aucun dossier de formation n'a été trouvé.
- Une erreur est survenue lors de l'enregistrement de l'opération post-clôture
- L'attribut "statut de bénéficiaire" est manquant.
- L'attribut "bénéficiaire" n'existe pas.
- La formation éligible est différente de celle renseignée au moment de la validation.
- La durée totale est différente de celle renseignée au moment de la validation.
- La date d'accord est différente de celle renseignée au moment de la validation.
- Le statut du titulaire est différent de celui renseigné au moment de la validation.
- Le diplôme du titulaire est différent de celui renseigné au moment de la validation.
- La catégorie socio professionnelle du titulaire est différente de celle renseignée au moment de la validation.
- Le dossier ne peut pas être modifié. Son statut ne le permet pas.
- Le Siret de l''employeur est invalide.

Annexe à la convention juridique Agora - Dictionnaire de données

ID	CATEGORIE DECRET	CATEGORIE	DONNEES	OBLIGATOIR	ENTRANTE	SORTANTE	REFERENTIEL	IDENTIFIE	ACTION REGION	ETAT	REMARQUES	REGLES DE GESTION	Mise en conformité 12/09/2019
	PAR DOSSIER DE FORMATION							OnDAEO					
			Identité de l'organisme déclarant										
1.1.1	Données Action de formation	Partenaire	**SIRET du déclarant**	O	X	X		= SIRET CRIDF		#N/D			
1.1.2	Données Action de formation	Partenaire	**Identité du déclarant**	O	X	X		= Id correspondant à CRIDF		#N/D			
1.1.3	Données Action de formation	Partenaire	**SIRET du Délégant**	O	X	X		=SIRET du déclarant		#N/D			
1.1.4	Données Action de formation	Partenaire	**Identité du Délégant**	O	X	X		=Identité du déclarant		#N/D			
			Caractérisation de la personne										
2.1.1	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**NIR / NIA**	O	X	X	SNGI	T_INDIVIDU.NIR		#N/D	le WS SNGI rejette pour le moment les NIA car la CDC n'a pas encore obtenu la donnée NIA de la part du CNAV	T_INDIVIDU.NUM_SECU_SOCIALE_NIR + T_INDIVIDU.CLE_NIR ?	
2.1.2	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Certification NIR / NIA**	O		X	SNGI	T_INDIVIDU.Certification NIR		#N/D		Ajout du champ de stockage en base de données	
2.1.3	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Nom de naissance (patronyme)**	O	X	X	SNGI	T_INDIVIDU.NOM_NAISSANCE si Genre=Femme T_INDIVIDU.NOM Si genre=Homme		#N/D		T_INDIVIDU.NOM	
2.1.4	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Nom d'usage**	O		X	SNGI	Retour SNGI		#N/D		Mise en place de l'interrogation du SNGI	
2.1.5.1	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Prénom 1**	O		X	SNGI	Retour SNGI		#N/D		Mise en place de l'interrogation du SNGI	
2.1.5.2	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Prénom 2**	N		X	SNGI	Retour SNGI		#N/D		Mise en place de l'interrogation du SNGI	
2.1.5.3	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Prénom 3**	N		X	SNGI	Retour SNGI		#N/D		Mise en place de l'interrogation du SNGI	
2.1.6	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Date de naissance**	O		X	SNGI	Retour SNGI		#N/D		Mise en place de l'interrogation du SNGI	
2.1.7	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Genre**	O			SI FORM PRO	Induit du NIR		#N/D		Mise en place de l'interrogation du SNGI	
2.1.8	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Date de Décès**	O		X	SNGI	Retour SNGI		#N/D		Mise en place de l'interrogation du SNGI	
			Coordonnées de la personne										
2.2.1.1	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Résidence, bâtiment, escalier appartement - Domiciliation**	N	X	X		T_STAGIAIRE.COMPLEMENT_ADR_1		#N/D		T_STAGIAIRE.COMPLEMENT_ADR_1	
2.2.1.2	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Complément d'identification - Domiciliation**	N	X	X		=Complément d'identification déclarant		#N/D			
2.2.1.3	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**N° de la voie - Domiciliation**	N	X	X		T_STAGIAIRE.ADRESSE et parfois dans		#N/D		Extraction de la donnée depuis T_STAGIAIRE.ADRESSE	
2.2.1.4	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Indice de répétition de la voie - Domiciliation**	N	X	X		T_STAGIAIRE.ADRESSE et parfois dans		#N/D		Extraction de la donnée depuis T_STAGIAIRE.ADRESSE	
2.2.1.5	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Nature de la voie - Domiciliation**	N	X	X		T_STAGIAIRE.ADRESSE et parfois dans		#N/D		Extraction de la donnée depuis T_STAGIAIRE.ADRESSE	
2.2.1.6	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Libellé de la voie - Domiciliation**	N	X	X		l'indice de répétition T_STAGIAIRE.ADRESSE		#N/D		Extraction de la donnée depuis T_STAGIAIRE.ADRESSE	
2.2.1.7	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Lieu-dit, boîte postale - Domiciliation**	N	X	X		T_STAGIAIRE.COMPLEMENT_ADR_2		#N/D		T_STAGIAIRE.COMPLEMENT_ADR_2	
2.2.1.8	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Code postal - Domiciliation**	O	X	X		T_STAGIAIRE.CODE_POSTAL		#N/D		T_STAGIAIRE.CODE_POSTAL	
2.2.1.9	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Ville - Domiciliation**	O	X	X		T_STAGIAIRE.VILLE		#N/D		T_STAGIAIRE.VILLE	
2.2.1.10	Données Identification du titulaire	**Données personnelles**	**Code Insee - Domiciliation**	O		X	SI FORM PRO	T_Stagiaire.code_insee		#N/D		T_STAGIAIRE_CODE_INSEE	
2.2.1.11	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Code pays - Domiciliation**	O	X	X		= vide car toujours en France		OK			
2.2.2	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Téléphone portable**	N	X	X		T_STAGIAIRE.TEL_PORTABLE		#N/D		T_STAGIAIRE.TEL_PORTABLE	
2.2.3	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Téléphone fixe**	N	X	X		T_STAGIAIRE.TEL_FIXE		#N/D		T_STAGIAIRE.TEL_FIXE	
2.2.4	Données Identification du titulaire	Données personnelles	**Email**	N	X	X		T_STAGIAIRE.MAIL		#N/D		T_STAGIAIRE.MAIL	
			Identification du dossier de l'action de formation										
3.1.1	Données Action de formation	Dossier	**N° Dossier AGORA**	O	X	X	SI FORM PRO			#N/D	A revoir	Chiffrer l'ajout et l'intégration du champ en provenance de AGORA	Pas de besoin fonctionnel identifié à faire remonter la donnée dans SAFIR
3.1.3	Données Action de formation	Action de formation	**Code interne "parcours" déclarant**	N	X	X		T_ACTION.NUM_CONTRAT		#N/D			
1.2.1	Données Action de formation	Dossier	**Statut du dossier**	O	X	X	SI FORM PRO			#N/D	A revoir. Comment récupérer cette donnée du silo	Valider si il s'agit de la même donnée dans le SI CRIDF et dans AGORA	Pas de besoin fonctionnel identifié à faire remonter la donnée dans SAFIR
			Caractéristiques de la personne à l'entrée en formation										
3.2.1	Données Action de formation	Dossier	**Nationalité à l'entrée en formation**	N	X	X		T_INDIVIDU.ID_NATIONALITES (le referentiel est identique)		#N/D			
3.2.2	Données Action de formation	Dossier	**BOE**	O	X	X		T_STAGIAIRE.TRAVAILLEUR_HANDICAPE=1		#N/D	Rapprochement avec CapEmploi pour avoir l'exactitude de l'information du statut handicapé du stagiaire	sinon 9 (Non connu)	
3.2.3	Données Action de formation	Dossier	**Bénéficiaire Politique Publique Nationale**	N	X	X		=Bénéficiaire Politique Publique déclarant		#N/D			
3.2.4	Données Action de formation	Action de formation	**Niveau de certification maximum au moment de l'entrée en formation**	O	X	X		T_STAGIAIRE.ID_CERTIFICATION		#N/D		Gérer le cas d'un libellé remplissant plusieurs conditions (par exemple NIVEAU 3 - (...) Certificat de qualification	
3.2.5	Données Action de formation	Action de formation	**Niveau maximum de classe au moment de l'entrée en formation**	O	X	X		T_STAGIAIRE.ID_NIVEAU_SCOLAIRE		#N/D		T_STAGIAIRE.ID_NIVEAU_SCOLAIRE à mapper sur le référentiel "Niveau d'études"	
			Coordonnées de la personne pendant la formation										
3.3.1.1	Données Action de formation	Dossier	**Résidence, bâtiment, escalier appartement - Contact (pdt formation)**	N	X	X		T_STAGIAIRE.COMPLEMENT_ADR_1		#N/D		T_STAGIAIRE.COMPLEMENT_ADR_1	
3.3.1.2	Données Action de formation	Dossier	**Complément d'identification - Contact (pdt formation)**	N	X	X		=Complément d'identification Contact pdt déclarant		#N/D			
3.3.1.3	Données Action de formation	Dossier	**N° de la voie - Contact (pdt formation)**	N	X	X		T_STAGIAIRE.ADRESSE et parfois dans		#N/D		Extraction de la donnée depuis T_STAGIAIRE.ADRESSE	
3.3.1.4	Données Action de formation	Dossier	**Indice de répétition de la voie - Contact (pdt formation)**	N	X	X		T_STAGIAIRE.ADRESSE et parfois dans		#N/D		Extraction de la donnée depuis T_STAGIAIRE.ADRESSE	
3.3.1.5	Données Action de formation	Dossier	**Nature de la voie - Contact (pdt formation)**	N	X	X		T_STAGIAIRE.ADRESSE et parfois dans		#N/D		Extraction de la donnée depuis T_STAGIAIRE.ADRESSE	
3.3.1.6	Données Action de formation	Dossier	**Libellé de la voie - Contact (pdt formation)**	N	X	X		l'indice de répétition T_STAGIAIRE.ADRESSE		#N/D		Extraction de la donnée depuis T_STAGIAIRE.ADRESSE	
3.3.1.7	Données Action de formation	Dossier	**Lieu-dit, boîte postale - Contact (pdt formation)**	N	X	X		T_STAGIAIRE.COMPLEMENT_ADR_2		#N/D		T_STAGIAIRE.COMPLEMENT_ADR_2	
3.3.1.8	Données Action de formation	Dossier	**Code postal - Contact (pdt formation)**	N	X	X		T_STAGIAIRE.CODE_POSTAL		#N/D		T_STAGIAIRE.CODE_POSTAL	
3.3.1.9	Données Action de formation	Dossier	**Ville - Contact (pdt formation)**	N	X	X		T_STAGIAIRE.VILLE		#N/D		T_STAGIAIRE.VILLE	
3.3.1.10	Données Action de formation	Dossier	**Code Insee - Contact (pdt formation)**	N		X	SI FORM PRO	Onooio SI FORM PRO		#N/D	Revoir si ce n'est pas présent dans SAFIR	T_STAGIAIRE_CODE_INSEE	
3.3.1.11	Données Action de formation	Dossier	**Code pays - Contact (pdt formation)**	N	X	X		= vide car toujours en France		#N/D			
3.3.2	Données Action de formation	Dossier	**Téléphone portable - Contact (pdt Formation)**	N	X	X		T_STAGIAIRE.TEL_PORTABLE		#N/D		T_STAGIAIRE.TEL_PORTABLE	
3.3.3	Données Action de formation	Dossier	**Téléphone fixe - Contact (pdt Formation)**	N	X	X		T_STAGIAIRE.TEL_FIXE		#N/D		T_STAGIAIRE.TEL_FIXE	
3.3.4	Données Action de formation	Dossier	**Email - Contact (pdt Formation)**	N	X	X		T_STAGIAIRE.MAIL		#N/D		T_STAGIAIRE.MAIL	
			Situation de la personne à l'entrée en formation										
5.1.1	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Situation**	O	X	X		2		#N/D	Dans SAFIR, il n'y a que des stagiaires en recerche d'emploi, donc la valuer devrait être 2	Quel est le référentiel correspondant ? (non trouvé dans les SFD AGORA)Uniquement des stagiaires en recherche d'emploi, donc valeur à 2	
5.1.2	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Statut / Modalité d'exercice de l'activité**	O	X	X		stagiaire"Si		#N/D		Référentiel "Activité/statut du stagiaire)si T_STAGIAIRE.INSCRIT_POLE_EMPLOI = 1	
5.1.3	Données Parcours Professionnel		**Département du stagiaire**	O	X	X		A partir de T_STAGIAIRE.CODE_POSTAL : mettre "0" puis les deux premiers chiffres du code postal		#N/D		0 + deux premiers caractères de T_STAGIAIRE.CODE_POSTAL	
5.2.1	Données Parcours Professionnel	Situation prof_de	**Identifiant National Pôle Emploi**	N	X	X		T_STAGIAIRE.NUM_DEMANDEUR_EMPLOI		#N/D			
5.2.2	Données Parcours Professionnel	Situation prof_de	**Identifiant Régional Pôle Emploi**	N	X	X		T_STAGIAIRE.NUM_DEMANDEUR_EMPLOI		#N/D			
5.2.3	Données Parcours Professionnel	Situation prof_de	**Code Pôle Emploi Régional**	O	X	X		Le code Pole Emploi saisi dans SAFIR	Connaître l'importance de l'exactitude de cette donnée	#N/D	Il n'y a pas de différenciation entre Pôle Emploi Nationale et Régional lors de la saisie dans SAFIR	De quel champ s'agit-il ?	
5.3.1	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Type de contractualisation**	O	X	X		S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.2	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**PCSP**	O	X	X		S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.3	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Catégorie Employeur**	O	X	X		S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.4	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**SIRET Employeur**	O	X	X		S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.5	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Code URSSAF**	O	X	X		S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.6	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Code NAF**	O		X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.7	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Raison sociale employeur**	O	X	X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.1	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Résidence, bâtiment, escalier appartement - Employeur**	N		X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.2	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Complément d'identification - Employeur**	N		X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.3	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**N° de la voie - Employeur**	N		X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.4	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Indice de répétition de la voie - Employeur**	N		X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.5	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Nature de la voie - Employeur**	N		X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.6	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Libellé de la voie - Employeur**	N		X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.7	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Lieu-dit, boîte postale - Employeur**	N		X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.8	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Code postal - Employeur**	O		X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.9	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Ville - Employeur**	O	X	X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.10	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Code Insee - Employeur**	O		X	SI FORM PRO	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
5.3.8.11	Données Parcours Professionnel	Situation prof_entree formation	**Code Pays - Employeur**	O	X	X	API Entreprise	S.O. car concerne les salarié		#N/D	SAFIR ne gère que les dossiers du statut Sans Emploi		
			Identification de l'action de formation										
3.4.1	Données Action de formation	Action de formation	**Code offre info**	N	X	X		= Co correspondant à CRCOF	donnée de façon fiable et l'insérer dans la table	#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux	Comment récupérer cette donnée ?Champ à ajouter dans T_COMPOSANTE	
3.4.2	Données Action de formation	Action de formation	**Code EdOF**	N	X	X	EDOF			#N/D			
3.4.3	Données Action de formation	Action de formation	**Titre du Dossier de formation**	O	X	X	OFFRE INFO / EDOF	T_COMPOSANTE.LIBELLE	déterminent le périmètre des	#N/D	Le code CertInfo est présent dans SAFIR, mais pas encore le code pour les formations qualifiantes	Mapping à effectuer par DSA et PVIT_COMPOSANTE.LIBELLE	
			Objectifs poursuivis par la mise en oeuvre de l'action de formation										
3.5.1	Données Action de formation	Action de formation	**Domaine de l'Action - Formacode**	N	X	X	OFFRE INFO / EDOF	T_REF_T_COMPO.ID_REF_COMPO pour ID_REF=8		#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux	T_REF_VAL_T_COMPO.ID_COMPOSANTE = T_REF_COMPO.ID_COMPOSANTE et T_REF_VAL_T_COMPO.ID_REF = 8	
3.5.2	Données Action de formation	Action de formation	**Spécialisation de l'action - NSF**	N	X	X	OFFRE INFO / EDOF	T_REF_T_COMPO.ID_REF_COMPO pour ID_REF=1		#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux	T_REF_VAL_T_COMPO.ID_COMPOSANTE = T_REF_COMPO.ID_COMPOSANTE et T_REF_VAL_T_COMPO.ID_REF = 1	
3.5.3	Données Action de formation	Action de formation	**Code ROME**	N	X	X	OFFRE INFO / EDOF			#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux		
3.5.4	Données Action de formation	Action de formation	**GFE**	N	X	X	OFFRE INFO / EDOF			#N/D			
3.5.5	Données Action de formation	Action de formation OF	**Objectif Général OF**	O	X	X	OFFRE INFO / EDOF	Offre Info		#N/D		Mapping du référentiel à effectuer avec PVIInterrogation du référentiel OffreInfo dans AGORA	
3.5.6	Données Action de formation	Action de formation	**Objectif Général**	O	X	X		=Objectif déclarant		#N/D	Des tables de correspondance ont été établies par Pauline et peuvent être intégrées	Intégration des tables de correspondance établies par PVI	
3.5.7	Données Action de formation	Action de formation	**Bilan de compétences**	O	X	X		Non		OK			
3.5.8	Données Action de formation	Action de formation	**VAE**	O	X	X		Non		OK			
			Formations certifiantes										
3.6.1	Données Action de formation	Action de formation	**Formation Certifiante**	O	X	X	OFFRE INFO / EDOF	Si=1 => O		#N/D		O (oui)	
3.6.2	Données Action de formation	Action de formation	**Code Certif Info**	O	X	X		valeur à lire dans		#N/D		formation	
3.6.3	Données Action de formation	Action de formation	**Intitulé Certif Info**	O		X	CERTIF INFO			#N/D		T_CERTIFICAT_INFO.LIBELLE avec T_CERTIFICAT_INFO.ID_CERTIFICAT_INFO = T_COMPOSANTE.ID_CERTIFICAT_INFO pour la composante de l'action de formation	
3.6.4	Données Action de formation	Action de formation	**Niveau de certification visé par la formation**	O		X	CERTIF INFO			#N/D		De quel champ s'agit-il ?	Pas de nécessité de faire remonter l'ionformation dans SAFIR pour le moment
3.6.5	Données Action de formation	Action de formation	**Atteinte de la certification visée ou pas**	O	X	X		ou 249 Alors la réponse est oui		#N/D	Règle de gestion à détailler avec Pauline	formation ?Utilisation du ID_REF = 5 ?Présence d'une ligne dans T_BILAN_SITUATION pour le stagiaire et la composante de l'action de formation	
3.6.6	Données Action de formation	Action de formation	**Niveau de la certification obtenue en fin de formation**	O	X	X		Niveau de la formation associé à T_COMPOSANTE pour ID_REF=2		#N/D		ID_REF = 2 -> Niveau(x) de la formation à la sortie	
			Modalités de réalisation de l'action										
3.7.1	Données Action de formation	Action de formation	**Positionnement (individualisé) préalable réalisé**	N	X	X				#N/D			
3.7.2	Données Action de formation	Action de formation	**Accompagnement spécifique du stagiaire**	N	X	X				#N/D			
3.7.3	Données Action de formation	Action de formation	**Modalités Pédagogiques (d'enseignement)**	O	X	X			valider les règles d'utilisation	#N/D	Principalement en présentiel, même si les formations elearning (en	données existantes, et modification de l'envoi des données de INSTRUCTION vers EXECUTION pour ajouter la donnée)	Référentiel présentiel, mixte ou à distance
3.7.4	Données Action de formation	Action de formation	**Action de formation en situation de travail**	N	X	X				#N/D			
3.7.5	Données Action de formation	Action de formation	**Période de formation pratique en entreprise**	N	X	X				#N/D			
3.7.6.1	Données Action de formation	Dossier	**Résidence, bâtiment, escalier appartement - Lieu principal de formation**	N	X	X	(SI "Identifiant de la session de formation"	T_SITE_REALISATION.COMPLEMENT_ADR_1		#N/D		T_SITE_REALISATION.COMPLEMENT_ADR_1	
3.7.6.2	Données Action de formation	Dossier	**Complément d'identification - Lieu principal de formation**	N	X	X	(SI "Identifiant de la session de formation"			#N/D			
3.7.6.3	Données Action de formation	Dossier	**N° de la voie - Lieu principal de formation**	N	X	X	(SI "Identifiant de la session de formation"	T_SITE_REALISATION.NUMERO_VOIE		#N/D		T_SITE_REALISATION.NUMERO_VOIE	
3.7.6.4	Données Action de formation	Dossier	**Indice de répétition de la voie - Lieu principal de formation**	N	X	X	(SI "Identifiant de la session de formation"	OIE puis rechercher le LIBELLE_ABREGE dans la table T_CODE_EXTENSION_VOIE pour vle même		#N/D		Faire le mapping du référentiel "Indice de répétition de la voie"T_CODE_EXTENSION_VOIE.LIBELLE_ABREGE avec	
3.7.6.5	Données Action de formation	Dossier	**Nature de la voie - Lieu principal de formation**	N	X	X	(SI "Identifiant de la session de formation"	T_CODE_TYPE_VOIE pour ID_CODE_TYPE_VOIE=T_SITE_REALISATION.ID		#N/D		Gérer les cas sans correspondanceT_CODE_TYPE_VOIE.LIBELLE_ABREGE avec	
3.7.6.6	Données Action de formation	Dossier	**Libellé de la voie - Lieu principal de formation**	N	X	X	(SI "Identifiant de la session de formation"	(ACTION-4)T_SITE_REALISATION.LIBELLE_VOIE		#N/D		T_SITE_REALISATION.LIBELLE_VOIE	
3.7.6.7	Données Action de formation	Dossier	**Lieu-dit, boîte postale - Lieu principal de formation**	N	X	X	(SI "Identifiant de la session de formation"	(ACTION-4)par T_SITE_REALISATION.COMPLEMENT_ADR_2	de gestion de la donnée	#N/D		T_SITE_REALISATION.COMPLEMENT_ADR_2	
3.7.6.8	Données Action de formation	Dossier	**Code postal - Lieu principal de formation**	O	X	X	(SI "Identifiant de la session de formation"	(ACTION-4)par T_SITE_REALISATION.CODE_POSTAL associé au	de gestion de la donnée	#N/D	Présent dans le module Instrution	Validation de la RG de la donnée par PVIT_SITE_REALISATION.CODE_POSTAL associé au stagiaire	
3.7.6.9	Données Action de formation	Dossier	**Ville - Lieu principal de formation**	O	X	X	(SI "Identifiant de la session de formation"	(ACTION-4)par T_SITE_REALISATION.VILLE	de gestion de la donnée	#N/D	Présent dans le module Instrution	Champ sur 255 caractères, si on dépasse, on tronque ? (0 occurrence)T_SITE_REALISATION.VILLE associée au stagiaire	
3.7.6.10	Données Action de formation	Dossier	**Code Insee - Lieu principal de formation**	O		X	SI FORM PRO	Onooio SI FORM PRO	où se situe précisément	#N/D	Présent dans le module Exécution	Emplacement de la donnée à valider par PVIT_SITE_REALISATION.CODE_INSEE associé au stagiaire	
3.7.6.11	Données Action de formation	Dossier	**Code Pays - Lieu principal de formation**	O	X	X	(SI "Identifiant de la session de formation"	="vide" Tous les sites ont une adresse en France	d'ajout du champ décrit en	#N/D	Présent dans le module Instrution		
3.7.7	Données Action de formation	Action de formation	**Contenu**	N	X	X	OFFRE INFO / EDOF			#N/D			
			Durées de l'action de formation										
3.8.1	Données Action de formation	Action de formation OF	**Total du nombre d'heures**	O	X	X	OFFRE INFO / EDOF	T_UNITE_OEUVRE.VOLUME_MOYEN	récupérer l'information dans	#N/D	Cf. Les mantis pour identification de l'unité d'œuvre et ramener cela en heure	Si on choisit de faire la conversion des volumes en heures, il nous faut un moyen d'identifier l'unité du volume de chaque UORécupération de la donnée dans OffreInfo ?	entreprise ou visites et être
3.8.2	Données Action de formation	Action de formation	**Durée globale prévisionnelle prise en charge**	O	X	X			métiers pour savoir comment remonter la	#N/D	Cf T_PRESCRIPTION	Comment récupérer la donnée ? A préciser par PVI	heures si besoin
3.8.3	Données Action de formation	Action de formation	**Durée globale effective de prise en charge**	O	X	X		= volume réalisé dans SAFIR et appliquer un taux TIR	détail pour préciser cette	#N/D	Cf. T_REALISATION et T_RECTIFICATIF	Comment récupérer la donnée ? A préciser par PVI	heures si besoin
3.8.4	Données Action de formation	Action de formation	**Durée globale prévisionnelle de prise en charge hors formation pratique en entreprise**	N	X	X			détail pour préciser cette	#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux		
3.8.5	Données Action de formation	Action de formation	**Durée globale effective de prise en charge hors formation pratique en entreprise**	N	X	X			détail pour préciser cette	#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux		
3.8.6	Données Action de formation	Action de formation	**Nombre d'heures hors temps de travail**	N	X	X				#N/D			
			Les entrées / sorties en formation										
4.1.1.1	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Identifiant de la session de formation - Numéro formation**	N	X	X	OFFRE INFO / EDOF			#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux	De quel champ s'agit-il ? A préciser par PVI	
4.1.1.2	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Identifiant de la session de formation - Numéro action**	N	X	X	OFFRE INFO / EDOF			#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux	De quel champ s'agit-il ? A préciser par PVI	
4.1.1.3	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Identifiant de la session de formation - Numéro session**	N	X	X	OFFRE INFO / EDOF			#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux	De quel champ s'agit-il ? A préciser par PVI	
4.1.2	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Date d'entrée prévisionnelle en formation**	O	X	X		T_ENTREE.DATE_ENTREE		#N/D			
4.1.3	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Date d'entrée effective en formation**	O	X	X		T_ENTREE.DATE_ENTREE		#N/D			
4.1.4	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Date de sortie prévisionnelle de formation**	O	X	X		T_ENTREE.DATE_SORTIE		#N/D			
4.1.5	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Date de sortie effective de formation**	O	X	X		T_SORTIE.DATE_SORTIE		#N/D			
4.1.6	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Motif de fin de formation**	O	X	X		'Référentiel AGORA' doit être ajouté		#N/D	Cf. les Mantis qui en parlent de la conversion. Actuellement, à chaque fois qu'un programme est saisi, il y a une recopie du tableau des motifs de sortie	T_MOTIF_SORTIE.ID_MOTIF_SORTIE = T_SORTIE.ID_MOTIF_SORTIE	Cf. Mantis 0013315
			Les débuts / fin de contrat en alternance										
4.2.1	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Date de début prévisionnelle du contrat en alternance**	O	X	X		= vide car SAFIR ne gère pas les contrats d'alternance		#N/D			
4.2.2	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Date de début effective du contrat en alternance**	O	X	X		= vide car SAFIR ne gère pas les contrats d'alternance		#N/D			
4.2.3	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Date de fin prévisionnelle du contrat en alternance**	O	X	X		= vide car SAFIR ne gère pas les contrats d'alternance		#N/D			
4.2.4	Données entrée effective / interruption et sorties de formation	Session Formation	**Date de fin effective du contrat en alternance**	O	X	X		= vide car SAFIR ne gère pas les contrats d'alternance		#N/D			
			Offreurs de formation en charge de la réalisation de l'action										
3.9.1	Données Action de formation	Action de formation	**Service de formation interne (SFI)**	O	X	X		Non		#N/D	Pas de gestion des stagiaires en rentrprise dans SAFIR		
3.9.2	Données Action de formation	OF	**SIRET OF Contractant**	O	X	X	OFFRE INFO / EDOF	ou 8SIRET du titulaire		#N/D		T_ORGANISME.SIRET avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation	
3.9.3	Données Action de formation	OF	**Raison Sociale OF Contractant**	O	X	X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF	ou 8Raison sociale du titulaire ou cotraitant		#N/D		T_ORGANISME.RAISON_SOCIALE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation	
3.9.4	Données Action de formation	OF	**N° DA OF Contractant**	O		X	mesure de la fournir) Liste nationale			#N/D		T_ORGANISME.NUMERO_ACTIVITE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation	A valider par PVI. Champ à rendre obligatoire ?
3.9.5.1	Données Action de formation	OF	**Résidence, bâtiment, escalier appartement - OF Contractant**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D		T_ORGANISME.COMPL_ADR_SITE_1 avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation	
3.9.5.2	Données Action de formation	OF	**Complément d'identification - OF Contractant**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D			
3.9.5.3	Données Action de formation	OF	**N° de la voie - OF Contractant**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D		T_ORGANISME.NUMERO_VOIE_SITE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation	
3.9.5.4	Données Action de formation	OF	**Indice de répétition de la voie - OF Contractant**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D		Faire le mapping du référentiel "Indice de répétition de la voie"T_CODE_EXTENSION_VOIE.LIBELLE_ABREGE avec	
3.9.5.5	Données Action de formation	OF	**Nature de la voie - OF Contractant**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D		Gérer les cas sans correspondanceT_CODE_TYPE_VOIE.LIBELLE_ABREGE avec	
3.9.5.6	Données Action de formation	OF	**Libellé de la voie - OF Contractant**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D		T_ORGANISME.LIBELLE_VOIE_SITE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation	
3.9.5.7	Données Action de formation	OF	Lieu-dit, boîte postale - OF Contractant	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D		T_ORGANISME.COMPL_ADR_SITE_2 avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation	
3.9.5.8	Données Action de formation	OF	**Code postal - OF Contractant**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF	Code postal du contractant		#N/D		T_ORGANISME.CODE_POSTAL_SITE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation	
3.9.5.9	Données Action de formation	OF	**Ville - OF Contractant**	O	X	X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF	mettre en place)T_ORGANISME.VILLE_SIEGE		#N/D		Champs sur 45 caractères, si on dépasse, on tronque ? (1 occurrence)T_ORGANISME.VILLE_SITE avec	

3.9.5.10	Données Action de formation	OF	**Code Insee - OF Contractant**	O		X	SI FORM PRO			#N/D			T_ORGANISME.CODE_INSEE_SITE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.5.11	Données Action de formation	OF	**Code Pays - OF Contractant**	O	X	X	API Entreprise OFFRE INFO / EDOF	= vide		#N/D			
3.9.6	Données Action de formation	OF	**Assujettissement TVA**	O		X	Présent dans la fourniture des référentiels	0		#N/D			0
3.9.7	Données Action de formation	OF	**Catégorie Juridique OF Contractant**	O		X	API Entreprise			#N/D			T_CATEG_INSEE.CLE_EXTERNE avec T_CATEG_INSEE.ID_CATEG_INSEE = T.ORGANISME.T_CATEG_INSEE
3.9.8	Données Action de formation	OF	**SIRET OF Resp pédagogique**	O	X	X	OFFRE INFO / EDOF	T_ORGANISME.SIRET pour		#N/D			T_ORGANISME.SIRET avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.9	Données Action de formation	OF	**Raison Sociale OF Resp pédagogique**	O	X	X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF	T_ORGANISME.RAISON_SOCIALE pour T_PRESTATAIRE.ID_TYPE_PRESTATAIRE = 1 A		#N/D			T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.10	Données Action de formation	OF	**N° DA OF Resp pédagogique**	O		X	formation (quand le			#N/D			pour l'action de formation
3.9.11.1	Données Action de formation	OF	**Résidence, bâtiment, escalier, appartement + OF Resp pédagogique**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D			T_ORGANISME.COMPL_ADR_SITE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.11.2	Données Action de formation	OF	**Complément d'identification - OF Resp pédagogique**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D			T_ORGANISME.NUMERO_VOIE_SITE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.11.3	Données Action de formation	OF	**N° de la voie - OF Resp pédagogique**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D			T_CODE_EXTENSION_VOIE.ID_CODE_EXTENSION_VOIE = T_ORGANISME.ID_CODE_EXTENSION_VOIE_SITE et T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.11.4	Données Action de formation	OF	**Indice de répétition de la voie - OF Resp pédagogique**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D			T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.11.5	Données Action de formation	OF	**Nature de la voie - OF Resp pédagogique**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D			T_ORGANISME.LIBELLE_VOIE_SITE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.11.6	Données Action de formation	OF	**Libelle de la voie - OF Resp pédagogique**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D			T_ORGANISME.COMPL_ADR_SITE_2 avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.11.7	Données Action de formation	OF	**Lieu-dit, boite postale - OF Resp pédagogique**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D			T_ORGANISME.CODE_POSTAL_SITE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.11.8	Données Action de formation	OF	**Code postal - OF Resp pédagogique**	O		X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF			#N/D			T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.11.9	Données Action de formation	OF	**Ville - OF Resp pédagogique**	O	X	X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF	T_ORGANISME.VILLE pour T_PRESTATAIRE.ID_TYPE_PRESTATAIRE = 1 A		#N/D			T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.11.10	Données Action de formation	OF	**Code Insee - OF Resp pédagogique**	O		X	SI FORM PRO			#N/D			T_ORGANISME.CODE_INSEE_SITE avec T_ORGANISME.ID_ORGANISME = T_ACTION.ID_ORGANISME pour l'action de formation
3.9.11.11	Données Action de formation	OF	**Code Pays - OF Resp pédagogique**	O	X	X	API Entreprise / OFFRE INFO / EDOF	= 'vide'		#N/D			
3.9.12	Données Action de formation	OF	**Catégorie Juridique OF Resp pédagogique**	O		X	API Entreprise			#N/D			T_CATEG_INSEE.CLE_EXTERNE avec T_CATEG_INSEE.ID_CATEG_INSEE = T.ORGANISME.T_CATEG_INSEE
			Modalités de financement de l'action de formation										
3.10.1	Données Action de formation	Action de formation	**Dispositif principal de formation**	O	X	X			réflexion et la réalisation	#N/D			Réalisation d'une table de correspondance qui reste à fournir par PVI
3.10.2	Données Action de formation	Dossier	**Code CPF de la formation éligible**	O	X	X			liste de correspondace que	#N/D	En attente des règle de gestion de la part de la CDC		Intégration d'une table de correspondance avec les codes CPF pour chaque code dokelio
			Prix de l'action										
3.11.1.1	Données Action de formation	Cout/Frais pédagogique	**Prix global par personne (HT)**	O	X	X		T_COMPOSANTE.EFF_PREVISIONNELMarché :		#N/D	Pour les subventions, il faut faire un prorata par rapport au volume de stagiaires prévus		Calcul à réaliser par PVI : Subventions allouées par somme des T_COMPOSANTE.EFF_PREVISIONNEL pour l'action de formation / T_DISPOSITIF.ID_TYPE_CONVENTION = 1
3.11.1.2	Données Action de formation	Cout/Frais pédagogique	**Prix global par personne (TTC)**	O	X	X		T_COMPOSANTE.EFF_PREVISIONNELMarché :		#N/D			Calcul à réaliser par PVI : Subventions allouées par somme des T_COMPOSANTE.EFF_PREVISIONNEL pour l'action de formation / T_DISPOSITIF.ID_TYPE_CONVENTION = 1
3.11.2.1	Données Action de formation	Cout/Frais pédagogique	**Prix individualisé après positionnement (HT)**	N	X	X		Prix global par personne (HT) si prix unitaire défini : somme des T_PRESCRIPTION.VOLUME * Prix		#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux		même valeur que "Prix global par personne (HT)"si PRIX_HT_UNITAIRE != 0
3.11.2.2	Données Action de formation	Cout/Frais pédagogique	**Prix individualisé après positionnement (TTC)**	N	X	X		"Prix global par personne (TTC)"Si prix unitaire défini		#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux		même valeur que "Prix global par personne (TTC)"si PRIX_HT_UNITAIRE != 0
3.11.3.1	Données Action de formation	Cout/Frais pédagogique	**réalisation de l'action (HT) Prix individualisé constaté**	N	X	X		T_FACTURE.MT_DEMANDE_HTsomme des		#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux		somme des T_REALISATION.VOLUME * T_REPARTITION.PRIX_HT_UNITAIRE pour le stagiaire
3.11.3.2	Données Action de formation	Cout/Frais pédagogique	**réalisation de l'action (TTC) Prix individualisé constaté après réalisation de l'action (TTC) Prix individualisé**	N	X	X		T_FACTURE.MT_DEMANDE_TTCsomme des		#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux		somme des T_REALISATION.VOLUME * T_REPARTITION.PRIX_HT_UNITAIRE * appliquer le taux de TVA à 20% pour le stagiaire
			Modalité d'achat de l'action										
3.12.1	Données Action de formation	Action de formation	**Dimension individuelle ou collective**	O	X	X		collective		#N/D	SAFIR comprend seulement les actions collectives		Toujours égal à "Achat collectif" dans le référentiel "Action/dimension individuelle ou collective"
3.12.2	Données Action de formation	Cout/Frais pédagogique	**Unité d'achat retenue**	O	X	X		D'ACHAT" de l'onglet "Nomenclature des données"prendre le premier	Faudrait doit réaliser une	#N/D			Valeurs par PVI/prenom T_UNITE_OEUVRE.LIBELLE avec FACTURABLE=1 pour la correspondre du stagiaire
3.12.3	Données Action de formation	Cout/Frais pédagogique	**Coût pédagogique « réel » ou « recalculé »**	O	X	X			informations sur le choix à	#N/D			Référentiel "Nature du coût pédagogique"si T_DISPOSITIF.ID_TYPE_CONVENTION = 1
3.12.4	Données Action de formation	Cout/Frais pédagogique	**Subvention « ou du « marché » Numéro code identifiant de la « subvention » ou du « marché »**	N	X	X		T_ACTION.CODE		#N/D	Besoin de reporting. Information facultative à envoyer dans le flux		
	Par Financeurs												
			Identification du financeur et des sources de financement mobilisées										
3.13.1	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Siret du financeur**	O	X	X		= Si correspondant à CHSF - 100% dans le cadre des marchés		#N/D			alors
3.13.2	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Type d'organismes**	O	X	X		6	Revoir le tableau de correspondance	#N/D			Réalisation de la correspondance des types d'organismes financeurs par PVI
3.13.3	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Assujettissement TVA**	O	X	X		Non	en attente d'un retour de la CDC	#N/D			Référentiel "Types d'organisme" -> Région -> Est-il fonction de critères de ressort (IDI de données / SED AGORA) ?
	Par financeur et financement(s) mobilisé(s)												Retour de la CDC attendu via PVI
3.13.4	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Source(s) de financement mobilisé(es)**	O	X	X				#N/D	La région n'est pas en capacité de répondre précisément au contenu de la donnée. Normalement Fonds propres + FSE (50%)		Retour de la CDC attendu via PVI_ACTION.TIR Retour de la CDC attendu via PVIT_ACTION.TIR
			Prise en charge Frais pédagogique										
3.14.1.1	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant prévisionnel de la prise en charge (HT)**	O	X	X		(T_UNITE_OEUVRE.AVEC_EFFECTIF=0) faire		#N/D			somme des T_REPARTITION.PRIX_HT_TOTAL de l'action divisé par somme des T_COMPOSANTE.EFF_PREVISIONNEL
3.14.1.2	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant prévisionnel de la prise en charge (TTC)**	O	X	X		(T_UNITE_OEUVRE.AVEC_EFFECTIF=0) faire		#N/D			somme des T_REPARTITION.PRIX_TTC_TOTAL de l'action divisé par somme des T_COMPOSANTE.EFF_PREVISIONNEL
NC	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant réel de la prise en charge (HT)**	O	X	X		= Si le stagiaire n'est ni ajourné ni calé à l'issue		#N/D			alors
3.14.2.1	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant prévisionnel de la prise en charge (TTC) (la valeur doit être inférieure ou égale à celle de « Prix global par personne »)Montant effectif**	O	X	X		T_VOL_SORTIE.FACTURABLE=1 Puis multiplier ce volume total (incluant par le Prix relatif HT de		#N/D			pour chaque UO prescrite au stagiaire dans T_PRESCRIPTION avec T_UNITE_OEUVRE.FACTURABLE = 1 x somme des
3.14.2.2	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant effectif de la prise en charge (TTC)**	O	X	X		TUO avec le taux TVA du prestataire associé à la	réalisation (ID_ORGANISME_CREA respectivement	#N/D			T_VOL_ABSENCE.T_VOL_RECTIFICATIF.T_VOL_SORTIE_PRESTA) pour chaque UO prescrite au stagiaire dans
NC	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant individualisé effectif de subvention versée**	O	X	X				#N/D			Montant total payé par la région à l'OF sur l'action + ch heures réalisées par le stagiaire / prorata du stagiaire
			Prise en charge rémunération Salarié										
3.14.3	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Prise en charge Salaire Prévisionnel**	O	X	X		S.O. car concerne les salarié		#N/D			
3.14.4	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Prise en charge Salaire Effectif**	O	X	X		S.O. car concerne les salarié		#N/D			
			Prise en charge Frais Annexes										
3.14.5	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant global des frais annexes**	O	X	X		Données ASP	décomposition des	#N/D	Au moment du solde, il y a le calcul des frais de gestion à réclamer au		Règle de calcul à valider par PVIDonnée à récupérer auprès de l'ASP
3.14.6	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant des frais de transport**	N	X	X		Données ASP		#N/D			Donnée à récupérer auprès de l'ASP potentiellement directement envoyé à AGORA ou via le SILO ou via SAFIR
3.14.7	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**d'hébergementMontant des frais**	N	X	X		Données ASP		#N/D			Donnée à récupérer auprès de l'ASP potentiellement directement envoyé à AGORA ou via le SILO ou via SAFIR
3.14.8	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**restaurationMontant des frais de restaurationMontant**	N	X	X		Données ASP		#N/D			Donnée à récupérer auprès de l'ASP potentiellement directement envoyé à AGORA ou via le SILO ou via SAFIR
3.14.9	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant des frais de garde d'enfants**	N	X	X		Données ASP		#N/D			Donnée à récupérer auprès de l'ASP potentiellement directement envoyé à AGORA ou via le SILO ou via SAFIR
			Prise en charge Frais rattachables										
3.14.10.1	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant des autres frais versés au stagiaire - HT**	N	X	X				#N/D			
3.14.10.2	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant des autres frais versés au stagiaire - TTC**	N	X	X				#N/D			
3.14.11.1	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - HT**	N	X	X				#N/D			
3.14.11.2	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Coûts spécifiques d'ingénierie pédagogiques non-intégrés aux coûts pédagogiques - TTC**	N	X	X				#N/D			
3.14.12	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant de l'aide à l'exercice de la fonction « tutorale »**	N	X	X				#N/D			
3.14.13	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant rémunération du salarié « remplaçant » celui de formation**	N	X	X				#N/D			
3.14.14.1	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Coûts spécifiques à la certification - HT**	N	X	X				#N/D			
3.14.14.2	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Coûts spécifiques à la certification - TTC**	N	X	X				#N/D			
3.14.15.1	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Coûts spécifiques du positionnement (individualisé) calculable - HT**	N	X	X				#N/D			
3.14.15.2	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Coûts spécifiques du positionnement (individualisé) calculable - TTC**	N	X	X				#N/D			
			Prise en charge rémunération /Indemnisation DE										
3.15.1	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**l'indemnisation perçue Nature de l'indemnisation**	O	X	X		Données ASP		#N/D			Deux valeurs possibles dans le référentiel "Nature l'indemnisation"
3.15.2.1	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Période versement indemnisation - Début**	O	X	X		Données ASP		#N/D			Données à récupérer auprès de l'ASP potentiellement directement envoyé à AGORA ou via le SILO ou via SAFIR
3.15.2.2	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Période versement indemnisation - Fin**	O	X	X		Données ASP		#N/D			Données à récupérer auprès de l'ASP potentiellement directement envoyé à AGORA ou via le SILO ou via SAFIR
3.15.3	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant effectif de l'indemnisation versée**	O	X	X		Données ASP		#N/D			Données à récupérer auprès de l'ASP potentiellement directement envoyé à AGORA ou via le SILO ou via SAFIR
3.15.4	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant effectif des cotisations de protection sociale**	O	X	X		Données ASP		#N/D			Données à récupérer auprès de l'ASP potentiellement directement envoyé à AGORA ou via le SILO ou via SAFIR
	Par dossier de formation												
			Reste à charge										
3.16.1.1	Données Action de formation	Cout/Reste à charge Frais pédagogique	**Reste à charge prévisionnel (HT)**	N	X	X				#N/D			
3.16.1.2	Données Action de formation	Cout/Reste à charge Frais pédagogique	**Reste à charge prévisionnel (TTC)**	N	X	X				#N/D			
3.16.2.1	Données Action de formation	Cout/Reste à charge Frais pédagogique	**Reste à charge effectif (HT)**	N	X	X				#N/D			
3.16.2.2	Données Action de formation	Cout/Reste à charge Frais pédagogique	**Reste à charge effectif (TTC)**	N	X	X				#N/D			
			Données spécifiques aux actions financées dans le cadre du compte personnel de formation										
3.17.1	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Date accord du stagiaire pour l'utilisation des heures CPF**	O	X	X		CDC	= date de création du dossier dans SAFIR	#N/D			Retour de la CDC attendu via PVIT_STAGIAIRE.DATE_CREA ou récupération de la donnée auprès de la CDC Retour de la CDC attendu via PVIT_STAGIAIRE.DATE_CREA ou récupération de la donnée auprès de la CDC
3.17.2	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Nombres d'heures DIF mobilisées prévisionnel**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.3	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Nombres d'heures DIF mobilisées effectif**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.4	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Nombres d'heures CPF mobilisées prévisionnel**	O	X	X		CDC	Il a CDC pour avoir les détails de la conversion en heure et	#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.5	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Nombres d'heures CPF mobilisées effectif**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.6	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant DIF mobilisé prévisionnel**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.7	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant DIF mobilisé effectif**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.8	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant CPF mobilisé prévisionnel**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.9	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Montant CPF mobilisé effectif**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.10	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Organisme financeur des heures DIF/CPF**	O	X	X		CDC		#N/D	La Région		Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.11	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Prise en charge coût pédagogiques afférents aux heures DIF/CPF prévisionnel**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.12	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Prise en charge coût pédagogiques afférents aux heures DIF/CPF effectif**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.13	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Rémunération sur le budget 0,2% CPF prévisionnelle**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.14	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Rémunération sur le budget 0,2% CPF effective**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.15	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Durée de l'abondement prévisionnelle**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.16	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Durée de l'abondement effective**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
3.17.17	Données Action de formation	Cout/Par financeurs	**Commentaire rattaché à l'abondement**	O	X	X		CDC		#N/D			Retour de la CDC attendu via PVI
			Devenir du stagiaire de formation										
5.4.1	Données Parcours Professionnel	Situation prof_suite formation	**Situation d'emploi 3 mois**	N	X	X		0		#N/D			
5.4.2	Données Parcours Professionnel	Situation prof_suite formation	**Situation d'emploi 6 mois**	N	X	X		0		#N/D			
5.4.3	Données Parcours Professionnel	Situation prof_suite formation	**Situation d'emploi 12 mois**	N	X	X		0		#N/D			
déclarant	**Par Type d'acteur et par Siret de déclarant ou, le cas échéant, de délégant**												
			Données de liaisons entre AGORA et le SI des déclarants/délégants										
3.1.2	Données Action de formation	Dossier	**Numéro de dossier interne**	N	X	X		"S"+"Id composante"+"-"+"Id Stagiaire"		OK	voir ce que Zéfir met à ce niveau là		Validation de la donnée à envoyer

Annexe 4 : Convention de service entre la Caisse des dépôts et consignations et la région Île de France dans le cadre du SI-CPF

Convention de service entre la Caisse des dépôts et consignations et la Région Ile de France dans le cadre du SI-CPF

Interne

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2
1. DÉFINITIONS 5
2. DESCRIPTION DU SERVICE OFFERT PAR LA CDC ET LA DGEFP 7
3. DESCRIPTION DE L'INTERVENTION DU PARTENAIRE 8
4. SURVEILLANCE DU NIVEAU DE SERVICE LIÉ À LA SÉCURITÉ 9
4.1 Sécurité du service 9
4.2 Veille sécuritaire 9
4.3 Gestion des correctifs de sécurité 9
4.4 Coupure de l'interconnexion 9
5. GESTION DES INCIDENTS ET DES PROBLÈMES 10
5.1 Incidents et problèmes 10
5.1.1 Cas de détection par le Partenaire 10
5.1.2 Cas de détection par la CDC 11
5.1.3 Traitements des Anomalies par les Parties 11
5.1.4 Procédure d'escalade en cas d'urgence 11
5.1.5 Processus de déclaration et de suivi des Anomalies 12
5.2 Coupure du raccordement et cellule de crise 12
5.2.1 Décision technique de coupure de raccordement 12
5.2.2 Constitution de la cellule de crise 12
5.2.3 Remise en service 13
5.3 Informations à l'utilisateur 13
6. MODALITÉS D'ÉCHANGE DES TRACES 14
6.1 De la CDC vers le Partenaire 14
6.2 Du Partenaire vers la CDC 15
7. GESTION DES CHANGEMENTS 16
7.1 Prérequis en termes de plateforme de recette 16
7.2 Gestion des changements du service par la CDC 16
7.3 Gestion des changements par le Partenaire 17
8. SUIVI DES ENGAGEMENTS DE SERVICE : 18
9. INDIVISIBILITÉ DES CONVENTIONS : 19

Interne

La présente convention de service est signée entre :

La **Caisse des Dépôts et Consignations - Direction des Retraites et de la Solidarité (CDC-DRS)**,
établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier,
dont le siège est situé au 56 rue de Lille à Paris (75007)

- dénommée la « Caisse des Dépôts » ou « CDC »,
- représentée par la Secrétaire générale de la direction des retraites et de la solidarité, Madame Karen Le Chenadec, dûment habilitée ;

Et

La **région Île-de-France,**
dont le siège est situé 2 rue Simone Veil – 93400 Saint Ouen

- dénommée « le Partenaire »,
- représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilité(e)

Ci-après dénommées conjointement « les Parties ».

Interne

La présente convention de service décrit les engagements en termes de services et d'organisation mis en œuvre par la CDC et le Partenaire, afin d'assurer les échanges d'informations entre le SI-CPF et le SI du Partenaire dans le cadre de la plateforme AGORA.

La gestion du SI-CPF a été confiée à la Caisse des dépôts conformément aux dispositions de l'article L. 6323-9 du code du travail. Le Ministre chargé de la formation professionnelle et la Caisse des dépôts sont responsables conjoints du traitement automatisé en application des dispositions de l'article R. 6323-32 du code du travail tel qu'il résulte du décret n° 2019-1049 du 11 octobre 2019 portant modification du traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation ».

La présente convention de service est prise en application :

- Du décret n° 2015-1224 du 2 octobre 2015 autorisait les traitements automatisés de données à caractère personnel permettant la connexion au « système d'information du compte personnel de formation » pour la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation aux acteurs de la formation professionnelle

- De l'article 81 de la loi 2016-1088 du 8 août 2016 consacre l'utilité de la plateforme AGORA et induit la création de l'article L.6353-10 dans le code du travail qui dispose que :
    - Les organismes de formation informent les organismes qui financent la formation, du début, des interruptions et de l'achèvement de la formation, pour chacun de leurs stagiaires, et leur communiquent les données relatives à l'emploi et au parcours de formation professionnelle dont ils disposent sur ces stagiaires.

    - Les organismes financeurs, l'organisme gestionnaire du système d'information du compte personnel de formation (mentionné à l'article L. 6323-9) et les institutions et organismes chargés du conseil en évolution professionnelle mentionnés à l'article L. 6111-6 partagent les données mentionnées au premier alinéa, ainsi que celles relatives aux coûts des actions de formation, sous forme dématérialisée et dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

- Du Décret n° 2017-772 du 4 mai 2017 (modifiant le décret n°2015-1224 du 2 octobre 2015) permet d'organiser la consolidation des données qualitatives, quantitatives et financières relatives à la formation professionnelle continue mentionnées à l'article L. 6353-10 du code du travail (début, interruptions, achèvement de la formation, les données relatives à l'emploi et au parcours de formation professionnelle).
  Le décret pris en application de cette disposition législative élargit l'objet du SI-CPF, en prévoyant de faire de ce dernier la brique de base de cette plateforme d'échanges dématérialisés et de fait en confie la réalisation à la Caisse des Dépôts.

- De la loi du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », la Caisse des dépôts a été mandatée afin de gérer plusieurs volets dans la mise en œuvre opérationnelle de la loi, lui octroyant ainsi un rôle élargi dans le champ de la formation professionnelle.
  Elle passe ainsi du rôle de simple gestionnaire à un rôle stratégique visant à participer à la création et au pilotage d'une société de compétences mais aussi au développement de la formation professionnelle. Elle fluidifie les échanges entre les principales parties prenantes de ce secteur : usagers, organismes de formation, financeurs, entreprises et conseillers en évolution professionnelle (CEP)
  A cet effet, la Caisse des dépôts, en tant que tiers de confiance, doit réunir toutes les conditions afin de permettre, notamment avec le SI-CPF, d'échanger, de partager et d'analyser des données relatives à la formation professionnelle, éligibles ou non CPF, avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème.

Interne

1. DÉFINITIONS

Les termes employés avec une majuscule au sein du présent document ont la signification qui leur est donnée ci-après :

« **Anomalie** » : désigne tout incident qui entraîne un défaut ou une non-conformité dans le fonctionnement des services, des applications, de leurs fonctionnalités et de l'interconnexion des SI des Parties.

« **Anomalie critique ou majeure** » : désigne (i) une indisponibilité totale du service : le service, l'application ou ses fonctionnalités essentielles étant totalement indisponibles pour l'ensemble de ses Utilisateurs, ou au moins 50 Utilisateurs et/ou (ii) un incident qui n'impacte qu'une partie des Utilisateurs du service : le service ou l'application est disponible et raisonnablement utilisable pour les fonctionnalités essentielles, mais des fonctionnalités non essentielles sont indisponibles ou dégradées.

« CDC » : désigne la Caisse des Dépôts, partie à la Convention, en tant qu'organisme fournisseur de services qui exploite les applications du SI-CPF. La CDC est l'organisme d'arrivée des Requêtes. Elle se contente de répondre aux Requêtes initiées par le Partenaire après vérification du Vecteur d'Identification conformément aux normes techniques prévues aux présentes.

« Convention » : désigne l'ensemble des stipulations énoncées dans la Convention cadre pour l'échange de données entre le SI CPF et le Partenaire. L'ensemble des stipulations de la Convention s'applique à la Convention de service, dans les modalités prévues à l'article 3 de la Convention.

« **Convention de service** » : désigne le présent document incluant le Préambule, ainsi que tout avenant daté et signé des Parties qui viendrait compléter, modifier ou se substituer à celles-ci étant précisé que les annexes en font partie intégrante. La Convention de service est une convention d'application de la Convention.

« Partenaire » : désigne le partenaire habilité au SI-CPF, partie à la Convention, dont les applications métiers communiquent avec les applications du SI-CPF (situées chez la CDC) conformément et dans le respect des normes techniques prévues aux présentes. Le Partenaire est l'organisme de départ des Requêtes, celui qui initie les Requêtes au titre de la gestion des comptes personnels de formation.

« Requête(s) » : désigne toute demande effectuée par les applications du Partenaire à destination des applications du SI-CPF conformément et dans le respect des normes techniques décrites aux présentes. Toute Requête est transmise avec un Vecteur d'Identification au travers d'un canal sécurisé.

« **Service** » : la CDC propose aux partenaires la mise en service de flux inter applicatifs permettant d'interroger le service AGORA mis à disposition par la CDC.
Ces échanges inter applicatifs s'inscrivent dans un cadre juridique et technique fixé par le standard INTEROPS. Dans le contexte du SI-CPF, l'utilisation du standard INTEROPS-A permet de sécuriser les échanges de type « Web Service (http/SOAP) » entre le Partenaire et le SI-CPF.

« **Spécifications générales** » : désigne le document décrivant les spécifications fonctionnelles générales d'AGORA et les prérequis techniques et fonctionnelles à respecter pour en bénéficier du service. La première version a été communiquée par la CDC au Partenaire le 26 mars 2019. Ce document est susceptible d'évoluer conformément à l'article 7 « Gestion des changements » de la Convention de service.

Interne

« Trace » : il s'agit des traces audit produites dans le cadre du standard INTEROPS. Les données participantes à la constitution de ces traces sont extraites des requêtes échangées dans le cadre du Service en Ligne.

« Utilisateur » : désigne toute personne autorisée par le Partenaire à se connecter aux applications métiers du système d'information de celui-ci, selon une procédure d'identification déterminée par le Partenaire et relevant de sa seule responsabilité. L'Utilisateur agit au nom et pour le compte du Partenaire.

« Vecteur d'identification » : désigne le jeton de sécurité (représenté techniquement sous la forme d'une assertion SAML), généré et transmis avec chaque Requête initiée par le Partenaire qui contient a minima les éléments techniques permettant l'identification, l'authentification, le niveau d'authentification et l'habilitation du Partenaire ou de l'application cliente de départ. Le Vecteur d'Identification est vérifié par la CDC. Lorsque tous les éléments techniques coïncident, la Requête est adressée aux applications de la CDC visées qui traitent la demande et génèrent une réponse qui est ensuite transmise en retour à l'application cliente par le biais d'un canal sécurisé.

Interne

2. DESCRIPTION DU SERVICE OFFERT PAR LA CDC ET LA DGEFP

Le service offert, au titre des présentes, est un service de place mis en œuvre par la CDC en lien avec la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) pour les régions et d'autres partenaires du projet Agora.

Il est défini, ainsi que les prérequis à respecter par le Partenaire pour pouvoir en bénéficier, dans les Spécifications générales. Ce document est validé par la DGEFP et est commun aux partenaires autorisés à utiliser le service Agora.

La plage d'ouverture des services est de 24/24 et 7/7. Il y a interruption du service le dimanche de 22h à 23h (Fuseau horaire de Paris).

La plage de surveillance est de 7h/19h (Fuseau horaire de Paris) les jours ouvrés. En cas d'incident le délai de rétablissement du service est de 11 heures ouvrées sur la plage d'ouverture.

Interne

3. DESCRIPTION DE L'INTERVENTION DU PARTENAIRE

Le Partenaire peut notamment, depuis son application métier gérant le parcours de formation du titulaire (SAFIR), grâce à une interconnexion au Web service du SI-CPF de la CDC :

- Consulter les droits à formation d'un titulaire (CPF, DIF)
- Consulter les dossiers de formation d'un titulaire
- Rechercher un dossier de formation par identifiant de dossier
- Contrôle d'unicité du couple NIR/Nom
- Recherche de la préexistence d'un dossier et création
- Validation du dossier de l'action de formation
- Entrée en formation (ou premier paiement)
- Rémunération / indemnisation versée
- Sortie de formation
- Solde de l'action de formation (ou du marché public)
- Réingénierie du dossier de formation
- Consulter les soldes du compte de droits d'un titulaire
- Vérifier l'éligibilité d'une formation pour un titulaire
- Enregistrer le solde DIF d'un titulaire

Interne

4. SURVEILLANCE DU NIVEAU DE SERVICE LIÉ À LA SÉCURITÉ

4.1 Sécurité du service

Les Parties doivent mettre en œuvre et maintenir respectivement des procédures et des mesures de sécurité afin d'assurer la protection de leurs matériels, leurs locaux hébergeant les services mis à disposition par la CDC. D'une manière générale les deux parties s'engagent à appliquer sur le service partagé la même politique de sécurité des Systèmes d'informations que celle adoptée pour le reste de leur Système d'information interne.

Les Parties doivent respectivement mettre en œuvre et maintenir des procédures et des mesures de sécurité physique et logique afin d'assurer la protection des accès au service utilisé contre les risques d'accès non autorisés, de modification, de destruction de perte de données y figurant.

Les modalités d'interconnexion des réseaux empruntés doivent se conformer aux règles définies dans les Conventions juridiques et de service.

4.2 Veille sécuritaire

Chaque partie assure une veille sécuritaire active sur tous les éléments concernés de son système d'information.

4.3 Gestion des correctifs de sécurité

Chacune des parties s'engage à apporter tout correctif de sécurité identifié sur ses systèmes.

Cela relève plus généralement du processus de gestion des changements avec une urgence adaptée à la vulnérabilité.

Chaque partie s'engage à communiquer en toute transparence les vulnérabilités découvertes, les correctifs apportés avec les délais.

4.4 Coupure de l'interconnexion

En cas de détection d'un incident de sécurité majeur ou critique ou de suspicion d'un tel problème, les parties sont autorisées à désactiver le raccordement entre les deux systèmes d'information.

Interne

5. GESTION DES INCIDENTS ET DES PROBLÈMES

5.1 Incidents et problèmes

En cas de dysfonctionnement impactant le SI-CPF, la CDC et le Partenaire s'engagent à mettre tous les moyens dont ils disposent pour rétablir une situation normale dans les meilleurs délais.

Toutes les Anomalies sur les services en ligne considérés sont tracées par chacune des Parties. A chaque incident ouvert est associé un niveau de priorité défini en fonction des critères suivants :

- L'impact de l'Anomalie sur le service aux utilisateurs,
- L'urgence qui reflète l'évaluation de la rapidité avec laquelle une Anomalie doit être résolue, en solution définitive ou de contournement.

5.1.1 Cas de détection par le Partenaire

Le Partenaire s'engage à notifier à la CDC tout dysfonctionnement du SI CPF qu'il détecte. Cette détection doit être notifiée à la CDC selon les modalités suivantes :

- Notification adressée dans les meilleurs délais à compter de la détection de l'Anomalie :
  - par téléphone. Toute information par téléphone doit être confirmée par courriel à MOACPF@caissedesdepots.fr à des fins de qualification et suivi dans les meilleurs délais ou au plus tard dans un délai de 2 heures à compter de la détection de l'Anomalie ;
  - Ou par courriel à MOACPF@caissedesdepots.fr
- Le courriel de notification doit comprendre les informations suivantes :
  - Le nom du Partenaire
  - Les coordonnées de la personne à contacter pour l'Anomalie :
    - Nom,
    - Code utilisateur,
    - N° de téléphone
    - Email
  - La nature de l'Anomalie :
    - Domaine/ Application / Service concerné
    - Décrire le plus précisément possible le dysfonctionnement constaté
    - Joindre en pièce jointe tous documents utiles pour la résolution de l'incident (exemple captures d'écran).

- Un numéro de ticket d'incident sera fourni par le Partenaire à la CDC. Ce numéro servira de référence de rappel lors des correspondances et au suivi de résolution de l'incident.

Interne

5.1.2 Cas de détection par la CDC

La CDC ne dispose pas de moyens d'accès au SI du Partenaire lui permettant de contrôler la régularité, la complétude ou l'intégrité des données transmises par le Partenaire, ce qui ne lui permet pas de détecter les éventuels dysfonctionnements du SI du Partenaire ou dans l'utilisation du service par le Partenaire.

Néanmoins, si la CDC est informée par un autre partenaire ou si elle détecte une Anomalie concernant l'utilisation des services SI-CPF par le Partenaire, la CDC s'engage à en informer ce dernier dans les meilleurs délais par courriel adressé à l'attention de la personne ou du service identifié par le Partenaire comme à contacter en cas d'incident.

La CDC veillera à transmettre dans la mesure du possible :

- Les coordonnées de la personne à contacter au sein de la CDC :
  - Nom,
  - Code utilisateur,
  - N° de téléphone
  - Email
- La nature de l'Anomalie :
  - Domaine/ Application.
  - Décrire le plus précisément possible l'anomalie constatée
  - Joindre en pièce jointe tous documents utiles pour la résolution de l'incident (exemple captures d'écran).

5.1.3 Traitements des Anomalies par les Parties

Les Parties s'engagent à corriger les Anomalies critiques ou majeures ou, à défaut, à mettre en place une solution de contournement, dans un délai maximum de 11 heures ouvrés (Fuseau Horaire de Paris).

Les autres Anomalies pourront être corrigées lors des futures mises à jour.

5.1.4 Procédure d'escalade en cas d'urgence

Les Parties conviennent de mettre en place une procédure d'escalade à utiliser en cas d'urgence ou si le délai de réponse et le suivi des Anomalies par l'autre Partie ne donnent pas satisfaction.

Ainsi la procédure d'escalade pourra être engagée dans les situations suivantes :

- Pour les incidents d'exploitation :
  - En situation de crise due à un sinistre majeur ;
  - En absence de réponse suite à notification d'une Anomalie critique ou majeure.
- Pour les incidents applicatifs :
  - En absence de réponse suite à notification d'une Anomalie critique ou majeure.

Interne

La procédure d'escalade consiste à informer le responsable identifié par l'autre Partie.

5.1.5 Processus de déclaration et de suivi des Anomalies

A la signature de la Convention de service, le processus de déclaration et de suivi des Anomalies s'effectue uniquement par voie électronique ou par téléphone. Les Parties envisagent toutefois de mettre en place des procédures et des outils partagés de déclaration et de suivi des Anomalies. Les Parties conviennent de se réunir dans le cadre du Comité de suivi prévu à l'article 18 de la Convention et/ou d'un groupe de travail que la CDC pourrait organiser avec d'autres partenaires du projet Agora pour réfléchir ensemble à ce qui pourrait être mis en place.

Elles s'engagent également à réaliser dans un délai d'un (1) an à compter de la signature des présentes une présentation de leurs réflexions au Comité de pilotage stratégique prévu à l'article 18 de la Convention.

Le processus de déclaration et de suivi des Anomalies pourra évoluer conformément à l'article 7 « Gestion des changements » de la Convention de service.

5.2 Coupure du raccordement et cellule de crise

5.2.1 Décision technique de coupure de raccordement

Par respect du principe de précaution, en cas de suspicion ou de corruption avérée d'un service en ligne ou de tout autre incident, les Parties s'engagent à désactiver le raccordement entre les deux sites dans les plus brefs délais.

Cette décision technique peut si nécessaire être prise à tout instant par les équipes qui exploitent les sites de chacune des parties.

Chaque Partie doit prévenir l'autre dans les plus brefs délais afin de synchroniser la désactivation du raccordement.

Cette décision doit obligatoirement activer la convocation d'une cellule de crise.

5.2.2 Constitution de la cellule de crise

Cette cellule de crise, constituée des responsables techniques et fonctionnels des Parties se réunit dans un délai de 2 jours ouvrés pour analyser les causes des problèmes et déterminer les modalités de remise en service du raccordement.

Interne

Les membres de la cellule de crise sont :

- **Pour le Partenaire :**

  S'agissant des incidents/demandes du domaine ETUDES, le contact identifié par le Partenaire comme membre de la cellule de crise du domaine ETUDES :

  agora@iledefrance.fr

  S'agissant des incidents/demandes du domaine PRODUCTION, le contact identifié par le Partenaire comme membre de la cellule de crise du domaine PRODUCTION :

  agora@iledefrance.fr

- **Pour la CDC :**

  Le Partenaire peut contacter la CDC à **MOACPF@caissedesdepots.fr**

5.2.3 Remise en service

La remise en service ne peut être réalisée qu'après accord exprès de la cellule de crise.

5.3 Informations à l'utilisateur

Les deux Parties s'engagent à mettre en œuvre une communication à l'attention de l'Utilisateur afin de l'informer de l'indisponibilité de l'un ou l'autre des services.

En cas d'Anomalie critique ou majeure, la CDC se réserve le droit d'en informer les titulaires de CPF. Le Partenaire fournit l'ensemble des informations nécessaires à cette fin.

En cas d'Anomalie critique ou majeure, le Partenaire peut également informer ses usagers de l'indisponibilité de l'un ou l'autre des services. La CDC fournit l'ensemble des informations nécessaires le cas échéant.

Interne

6. MODALITÉS D'ÉCHANGE DES TRACES

Le Partenaire et la CDC peuvent à tout moment s'échanger les traces telles que spécifiées dans « Spécifications du format d'échanges de traces », publiées sur le site http://interops.fr

Les deux Parties s'adressent les demandes par courriel.

Les deux Parties se restituent les réponses par courriel.

6.1 De la CDC vers le Partenaire

Toutes les transactions techniques INTEROPS faites avec la CDC sont historisées dans un log de trace technique. La politique de conservation et d'archivage de ces traces est conforme à minima aux engagements pris dans le cadre de la Convention.

Ces traces sont exploitées et analysées uniquement en cas de fraudes avérées. Dans ce cadre, la CDC s'engage à fournir les informations de traces nécessaires à la consolidation et à l'analyse a postériori conformément au format décrit dans l'Annexe technique prévue à l'article 3 de la Convention.

La demande et l'échange de traces doit respecter les principes suivants :

- La demande d'extraction de pistes d'audit n'est recevable par la CDC que si elle est effectuée par une personne identifiée par la personne en charge des fonctions de Responsable de la sécurité des SI « RSSI » du Partenaire comme personne habilitée à recevoir les traces ;
- Cette dernière doit :
  - Prendre la forme d'une demande écrite (courrier ou courriel) adressée au RSSI de la CDC
  - Comporter les éléments nécessaires à l'extraction des pistes d'audit (liste de VI)

Le RSSI de la CDC est la seule personne habilitée à vérifier la validité de la demande.

- Si la demande est valide, le RSSI de la CDC transmettra à la personne habilitée par le Partenaire les informations demandées :

  - Soit par le biais du service sécurisé de dépôt de fichier (Secure File Exchange) de la CDC. Dans ce cas, la personne habilitée par le Partenaire recevra un lien forgé lui permettant de retirer le fichier. La récupération du fichier nécessite la saisie d'un code de retrait fourni par la CDC.

  - Soit par transporteur sur un support non réinscriptible

En fonction de la taille des données échangées, la CDC se réserve le droit d'utiliser l'un ou l'autre des moyens.

Interne

6.2 Du Partenaire vers la CDC

Toutes les transactions techniques INTEROPS faites avec le Partenaire sont historisées dans un log de trace technique. La politique de conservation et d'archivage de ces traces est conforme à minima aux engagements pris dans le cadre de la convention juridique passée entre le Partenaire et la CDC.

Ces traces sont exploitées et analysées uniquement en cas de fraudes avérées. Dans ce cadre, le Partenaire s'engage à fournir les informations de traces nécessaires à la consolidation et à l'analyse a postériori conformément au format décrit dans l'annexe technique signée par les deux parties.

Le principe de demande et d'échanges de traces est le suivant :

- Les traces sont produites par un composant Partenaire dénommé « Passerelle de sécurisation des accès » et stockées dans le référentiel des traces INTEROPS ;
- Les demandes d'audit sont émises par la CDC ou son représentant désigné sous la forme de demandes écrites (mail, courrier) et sont transmises à un ou des référents de la Coordination Audit de la DSI Partenaire, appelés auditeurs. Le RSSI vérifie l'identité et les habilitations du demandeur et demande une ouverture de compte à l'administrateur. Puis il consulte le référentiel des traces INTEROPS et produit le rapport d'audit associé à la demande sous la forme d'un document PDF ;
- Chaque opération de consultation est consignée dans un journal d'audit.

Interne

7. GESTION DES CHANGEMENTS

7.1 Prérequis en termes de plateforme de recette

La CDC s'engage à raccorder de manière durable une plateforme de recette ouverte de son service en ligne sur la plateforme de recette du Partenaire pour effectuer les tests et recettes nécessaires.

Ce raccordement des environnements de recette ouverte doit pouvoir être maintenu durablement ou réactivé selon le besoin des deux Parties par une opération simple faite dans un délai acceptable et convenu entre les deux Parties.

La CDC raccorde enfin son environnement de production avec celui du Partenaire afin d'ouvrir le service.

7.2 Gestion des changements du service par la CDC

La CDC se réserve le droit de faire évoluer le SI CPF.

Elle s'engage à informer le Partenaire de toute évolution du service ou des modalités d'interconnexion dans un délai de :

- six (6) mois avant la mise en production d'une évolution impactant de manière significative le SI du Partenaire.

Est considéré comme significative une évolution impliquant des développements dans le SI du Partenaire.

- trois (3) mois pour toute autre évolution du service.

La CDC communiquera dans les mêmes délais au Partenaire la nouvelle version de l'Annexe technique ou des Spécifications générales.

Lors de toute évolution du service, la CDC est responsable des tests de non régression sur son application et sur le raccordement en recette ouverte.

La CDC est seule responsable de la décision de livrer la nouvelle version de son service en production. Le Partenaire est informé que le calendrier de livraison en production est défini avec la DGEFP.

Deux types d'évolutions sont à prendre en compte dans notre gestion des versions :

- Les évolutions techniques liées à l'infra ou au contexte INTEROPS ;
- Les évolutions applicatives.

Le calendrier de rotation des versions majeures devra être limité et sera validé en comité de pilotage stratégique défini à l'article 18 de la Convention.

Interne

7.3 Gestion des changements par le Partenaire

Toute évolution applicative, hors résolution d'Anomalie critique ou majeure, s'inscrit dans le cadre de la planification des versions SI du partenaire, afin de pouvoir réaliser systématiquement des tests de bout en bout, préalables à la mise en production. Une planification conjointe, tenant compte des contraintes des deux parties sera donc nécessaire, avec un délai de prévenance qui ne pourrait être inférieur à 3 mois calendaires avant la date de mise en production souhaitée.

Toute modification opérée dans le système en production (comprenant les évolutions techniques et d'Anomalie critique ou majeure) passe par le dispositif de gestion des changements. Celui-ci permet d'identifier, d'analyser et de traiter l'ensemble des changements et de communiquer à leur sujet.

Tout changement fait l'objet d'une communication par le chef de projet du domaine Etudes, dans un délai de 4 semaines avant sa mise en production.

Les Parties s'engagent à veiller au maintien en conditions opérationnelles des infrastructures de production et de recette déployées dans le cadre de l'interconnexion, comprenant les équipements et leur configuration, les droits et licences valides des outils acquis (logiciels ou matériels), ainsi qu'à garantir un maintien en conditions de sécurité conforme à l'état de l'art au regard de la sensibilité des données échangées.

Interne

8. SUIVI DES ENGAGEMENTS DE SERVICE :

Les Parties s'engagent à consacrer, a minima une fois par an, un des comités de suivi prévu à l'article 16 de la Convention, à la réalisation d'une revue de l'exécution de la Convention de service et à la présentation de la tenue des engagements de service, via un rapport de service consolidé des apports des deux institutions.
Lors de ce comité, les sujets suivants sont abordés :

- La performance et la disponibilité des échanges au regard des engagements pris ;
- L'état des demandes de service de chacune des DSI ;
- Point sur la période, la tenue des engagements, et les attentes en termes d'évolution du contrat de service ;
- Recueil des demandes spécifiques et planification de réunions thématiques pour la période à venir.

Interne

9. INDIVISIBILITÉ DES CONVENTIONS :

La présente convention de service est une convention d'application de la Convention fixant les conditions d'échange de données entre la CDC et le Partenaire habilité à accéder au SI CPF.

Dès lors, l'ensemble des stipulations contractuelles de la Convention s'applique à la présente Convention de service et ce, conformément à l'article 3 de la Convention. Ces deux conventions forment un ensemble contractuel indivisible pour les besoins de l'interprétation et de l'exécution de celles-ci. La suspension ou la fin de la Convention entraîne de plein droit celle de la Convention de service.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux, le ……

Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil Régional
D'Ile-de-France

Karen Le Chenadec
Secrétaire Générale
de la Direction des retraites et de la solidarité
de la CDC

Interne

ANNEXES :

Modèles de formulaire de contacts à compléter et à transmettre à l'autre Partie

Les coordonnées sont celles des personnes à contacter au jour de la signature de la Convention. Elles sont données à titre indicatif et elles devront faire l'objet d'une notification dans les meilleurs délais à l'autre Partie.

	Nom / Prénom	**@mail**	**Téléphone**
Correspondant Etudes			
Correspondant Exploitation/Production			
Equipe Sécurité RSSI			
Correspondant Métier/ Demandes relatives à une expression de besoin			
Directeur de projet DSI			
Chef de projet DSI			
Exploitation Interops			
Annexe technique/ Support technique DSI			

Interne

Membres de la cellule de crise (domaine études)			
Membres de la cellule de crise (domaine production)			
Procédure d'escalade			

Interne

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-009

DU 31 JANVIER 2020

VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPÉRIENCE : PROGRAMME D'INFORMATION, D'ENTRETIENS CONSEIL ET DE PROMOTION DE LA VAE ET PRIC 2020, CHÉQUIERS VAE 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment les livres I et IV de la sixième partie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle : la Région clarifie les compétences en matière de formation des demandeurs d'emploi et simplifie leur accès à la formation ;

VU la délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la décentralisation et partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2018-169 du 30 mai 2018 relative au lancement de la consultation-Programme régional d'information, d'entretiens conseil et de promotion de la VAE 2019-2022 ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-353 du 18 septembre 2019 portant diverses mesures pour l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 relative à l'adoption de la Convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement ASP pour l'année 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-009 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme d'information, d'entretiens conseil et de promotion de la VAE

Affecte une autorisation d'engagement de 1 370 000 € pour la mise en œuvre de la deuxième année du programme d'information, d'entretiens conseil et de promotion de la VAE 2019-2022 disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 113 « formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme 111004 « accès à l'information et à l'orientation » action 11100402 « pôle régional d'information conseil en VAE » du budget 2020.

Article 2* : *Abondement du programme dans le cadre du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) 2020

Affecte une autorisation d'engagement de 750 000 € dans le cadre du PRIC 2020 pour le programme d'information, d'entretiens conseil et de promotion de la VAE, disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 113 « formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme 111004 « accès à l'information et à l'orientation » action 11100402 « pôle régional d'information conseil en VAE » du budget 2020.

Article 3 : Dispositif Chéquier VAE

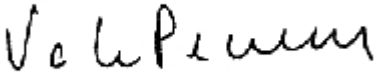
Décide d'attribuer, au titre du dispositif d'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience, pour l'année 2020 les chéquiers VAE selon la répartition prévisionnelle suivante :

- 800 accompagnements renforcés à maximum 1 200 €
- 600 accompagnements classiques à maximum 800 €
- 37 formations avant ou après jury de maximum 1 600 €

Autorise la présidente du conseil régional à signer les décisions d'aide individuelle et à verser les aides correspondantes.

Affecte une autorisation d'engagement de 1 500 000 € disponible sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 113 « formation certifiante des personnes en recherche d'emploi», programme 111004 « accès à l'information et à l'orientation » action 11100403 « actions VAE » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc163857-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-037

DU 31 JANVIER 2020

FINANCEMENT DES ÉCOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE EN ÎLE-DE-FRANCE - AVANCE 2020 ; CONVENTION DE TRANSFERT AU HUB DE LA RÉUSSITE ; SUBVENTION ACTION EXPÉRIMENTALE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision n° 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

VU le régime d'aide exempté n° SA.40207, relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU le code de l'éducation, notamment l'article L.214-14 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles, politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles – Dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (espace dynamique d'insertion) – Écoles de la 2ème chance – Aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 relative à l'engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-099 du 16 mars 2018 relative au soutien régional aux actions expérimentales ;

VU la délibération n° CP 2018-393 du 17 octobre 2018 relative au conventionnement 2019-2022 avec les Écoles de la Deuxième Chance ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) – Avenant 2018 et convention 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-026 du 24 janvier 2019 relative au financement des Écoles de la deuxième chance en Île-de-France – avance 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 relative aux actions expérimentales – première affectation ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019 relative aux espaces de dynamique d'insertion (EDI) et écoles de la deuxième chance (E2c) : seconde affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-305 du 3 juillet 2019 relative à la consultation « formations e-learning et multimodales » - mise en œuvre du pacte et subventions « actions territorialisées » et « actions expérimentales » ;

VU la délibération n° CP 2019-330 du 18 septembre 2019 relative au conventionnement et au financement de l'association Sport dans la ville ; convention de transfert au Hub de la réussite et financement des E2c 78 et 95 ;

VU la délibération n° CP 2019-353 du 18 septembre 2019 portant diverses mesures sur l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2019-450 du 17 octobre 2019 relative à la rémunération des stagiaires – 3ème affectation ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) – Convention 2020 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-037 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, au titre du soutien aux associations franciliennes « Ecoles de la deuxième chance », d'accorder une avance d'un montant de 4 760 247,87 € au titre des compensations attribuées pour l'année 2020. Cette avance est calculée sur la base de 60 % du montant des crédits affectés en 2019, au titre de la deuxième année d'application de la convention d'objectifs et de moyens 2019- 2022.

Affecte une autorisation d'engagement de 4 760 247,87 € disponible sur le chapitre budgetaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi », programme 111 005 « Mesures d'insertion professionnelle », action 11100502 « Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisees » du budget 2020.

Article 2 :

Décide le transfert à l'association Hub de la réussite de compensations régionales accordées au titre de l'année 2019 à l'E2c 77.

Approuve la convention de transfert présentée en annexe 2 à la présente délibération, subordonne le transfert des subventions à la signature de cette convention et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Décide de modifier la convention de transfert de financements régionaux attribués au titre des années 2018 et 2019 aux E2c 78 et 95 au Hub de la réussite approuvée par la délibération n° CP 2019-330 du 18 septembre 2019 susvisée comme suit : la référence à la délibération n° CP 2019-366 du 18 septembre 2019 est remplacée par une référence à la délibération n° CP 2019-330 du 18 septembre 2019 dans toutes les stipulations de la convention.

Article 4 :

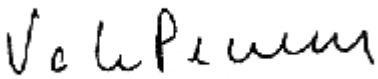
Décide de participer au titre du dispositif Actions expérimentales, au financement du projet détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 200 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type jointe en annexe à la délibération n° CP 2019-057 du 24 janvier 2019 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 200 000 € disponible sur le chapitre 931 «formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 112 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 112-006 (111 006) « Formations qualifiantes et métiers », Action 11100605 « Formations complémentaires », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc160822-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Fiches projets

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-037

DOSSIER N° 19011644 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE- AVANCE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 383 670,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative	:	51 RUE PIERRE 92110 CLICHY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Claude SENEQUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2019 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE).

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-037

DOSSIER N° 19011645 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES YVELINES-AVANCE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-6574-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 730 817,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HUB DE LA REUSSITE
Adresse administrative	:	10 AVENUE DE L'ENTREPRISE 95863 CERGY PONTOISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2019 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE).

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-037

DOSSIER N° 19011646 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE-AVANCE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	479 745,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN ESSONNE
Adresse administrative	:	11 AV I ET F JOLIOT CURIE 91130 RIS-ORANGIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Dominique FONTENAILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2019 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE).

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-037

DOSSIER N° 19011647 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS-AVANCE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	512 190,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE PARIS
Adresse administrative	: 47 RUE D AUBERVILLIERS 75018 PARIS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur Denis BOUCHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2019 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d’aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE).

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-037

DOSSIER N° 19011648 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE - AVANCE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	548 222,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HUB DE LA REUSSITE
Adresse administrative	:	10 AVENUE DE L'ENTREPRISE 95863 CERGY PONTOISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2019 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE).

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-037

DOSSIER N° 19011649 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE SAINT DENIS - AVANCE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	840 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	E2C ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE E2C93
Adresse administrative	:	6 MAIL MAURICE DE FONTENAY 93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Marie-Christine DURAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2019 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE).

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-037

DOSSIER N° 19011650 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE - AVANCE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	478 079,28 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: E2C 94 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative	: 87 AV DE LA VICTOIRE 94310 ORLY
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Claude SAMSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2019 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE).

DOSSIER N° 19011651 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL D'OISE-AVANCE 2020

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)
Délibération Cadre : CP2018-393 du 17/10/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	787 523,31 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	HUB DE LA REUSSITE
Adresse administrative	:	10 AVENUE DE L'ENTREPRISE 95863 CERGY PONTOISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :
Conformément aux dispositions prévues par la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 signée avec l'E2c, le montant proposé est une avance, correspondant à 60% du montant affecté en 2019 à la structure.
Le montant total de la compensation accordée à l'E2c sera déterminé après instruction du projet de l'E2C et fera l'objet d'une revalorisation de la présente avance. La description complète du projet sera présentée lors de cette deuxième affectation.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE).

DOSSIER N° 19011981 - FONDATION ROYAUMONT Action EXPERIMENTALE 2020

Dispositif : Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)
Délibération Cadre : CR17-12 du 17/02/2012
Imputation budgétaire : 931-112-65738-111006-400
Action : 11100605- Formations complémentaires

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	683 000,00 € TTC	29,28 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION ROYAUMONT
Adresse administrative : ABBAYE DE ROYAUMONT
95270 ASNIERES-SUR-OISE
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur FRANK MAGLOIRE, Directeur général adjoint

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 30 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet était prévu pour être proposé en commission permanente en 2019. Il n'a pas été présenté sur l'exercice 2019 pour pouvoir instruire la compatibilité avec les aides d'état.

Description :
Ce projet intervient dans le cadre d'un partenariat territorial formalisé par un contrat d'objectifs quadripartite (Département du Val d'Oise, Direction régionale des affaires culturelle -DRAC- Fondation Royaumont et la Région) qui fait l'objet d'une implication régionale sans cesse renouvelée, au titre de trois axes en particulier :
- le projet artistique de la Fondation Royaumont,
- l'entretien et la rénovation du patrimoine architectural de la Fondation Royaumont,
- le travail développé par la Fondation Royaumont au titre de la formation professionnelle.

Concernant le dernier axe, la Fondation propose une formation en cinq programmes artistiques couvrant les voix, la composition contemporaine, les claviers, la recherche, la composition chorégraphiques et les musiques transculturelles.
Elle s'inscrit dans une stratégie globale d'accompagnement des artistes dans leur carrière professionnelle. Ces parcours proposent des formations à forte valeur ajoutée par rapport aux établissements supérieurs ou d'autres acteurs du paysage culturel.
En 2019, 199 stagiaires minimum et 30 étudiants issus des établissements supérieurs seront formés à

Royaumont.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
personnel enseignant	159 000,00	23,28%
personnel non enseignant	153 900,00	22,53%
fonctionnement	370 100,00	54,19%
Total	683 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
contribution des participants aux stages	37 000,00	5,42%
Région	200 000,00	29,28%
autres financements publics	400 000,00	58,57%
participation des employeurs	46 000,00	6,73%
Total	683 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40207 (Formation) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides à la formation
SA.42681 (Culture) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période

Annexe 2 : Convention de transfert de financements

CONVENTION DE TRANSFERT DE FINANCEMENTS REGIONAUX ATTRIBUES AU TITRE DE L'ANNEE 2019 A L'E2C 77 AU HUB DE LA REUSSITE

La région Île-de-France,
dont le siège est situé au 2, rue Simone-Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP 2020-037 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Le Hub de la Réussite, association loi 1er juillet 1901
dont le siège est situé Campus Saint-Christophe, Galilée 3 – 10 avenue de l'Entreprise – 95863 CERGY PONTOISE
représenté par Monsieur Benjamin CHKROUN,
en vertu du procès-verbal de l'Assemblée Génale Constitutive du 8 mars 2019
ci-après dénommé « Hub de la Réussite»

D'autre part,

Après avoir rappelé :

Le règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 applicable à tout versement de subvention par la Région y compris celle versée au titre de la présente convention,

Les termes de la délibération n° CP 2018-393 du 17 octobre 2018 relative au conventionnement 2019- 2022 avec les Écoles de la Deuxième Chance ;

Les termes de la délibération n° CP 2019-026 du 24 janvier 2019 relative aux Ecoles de la Deuxième Chance financement 2019 – 1ère affectation ;

Les termes de la délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019 relative aux Espaces de Dynamique d'Insertion (EDI) et Écoles de la Deuxième Chance (E2C) : seconde affectation 2019 ;

Les termes de la délibération n° CP 2020-037 du 31 janvier 2020 relative au financement des Ecoles de la deuxième chance en Île-de-France - Avance 2020 ; convention de transfert au Hub de la Réussite ; subvention action expérimentale ;

Les stipulations de la convention d'objectif et de moyen 2019-2022 (N° convention : E2CH77001)
et de son avenant n° 1 conclus, entre la Région et l'E2c 77.

Créé le 8 mars 2019, le hub de la réussite est une structure « chapeau » ayant vocation à rassembler des établissements secondaires ayant des activités variées : Missions locales, E2c, Maisons de l'emploi, digitales académies (tiers lieux d'enseignement supérieur à distance), dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire, et tout autre dispositif d'insertion et d'emploi.

Àla suite de son assemblée générale extraordinaire du 14 décembre 2019, l'E2C 77 a adopté le transfert au Hub de la réussite de l'intégralité de ses contrats ou conventions de financement, avec une date d'effet au 1er janvier 2020.

Considérant la fusion absorption de l'Ecole de la Deuxième Chance 77 au sein du Hub de la Réussite, la commission permanente de la Région d'Ile-de-France a, par délibération n° CP 2020-037 du 31 janvier 2020 décidé de transférer au Hub de la Réussite :

- le reliquat non versé de la compensation attribuée en 2019 à l'E2C 77 par délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019 relative aux Espaces de Dynamique d'Insertion (EDI) et Ecoles de la Deuxième Chance (E2C) : seconde affectation 2019 ;
- la mise en œuvre de la Convention d'Objectif et de Moyen 2019-2022 actée par délibération n° CP 2018-393 du 17 octobre 2018 et de son avenant n°1.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE

Le projet d'Ecole de la Deuxième Chance porté par l'E2C 77 est désormais porté par le Hub de la Réussite qui s'engage à réaliser les projets dans les conditions fixées par la convention d'objectif et de moyen 2019-2022 et son avenant n° 1, conclus initialement entre la Région et l'E2C 77.

ARTICLE 2 : VERSEMENT DU SOLDE DE LA COMPENSATION 2019 AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire initial a obtenu pour la compensation attribuée en 2019, le versement :

- d'une avance d'un montant de 480 000,00 €,
- d'un acompte d'un montant de 45 188,95 €.

Sur la base du montant et du taux initial de la compensation demeurés inchangés et présentés dans la fiche projet jointe à la délibération n° CP 2019-216 du 3 juillet 2019, le reliquat de la compensation et du bonus (le cas échéant) à verser au Hub de la Réussite, sous réserve de la production des pièces prévues dans la convention d'objectif et de moyen 2019-2022 et son avenant n°1, s'élève à un montant maximum 388 515,45 €.

Le solde à verser est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Compensation 2019 au titre de la COM de 2019-2022									
	Base subventionnable	Montant de l'avance versée suite à la 1ère affectation	Montant du solde de la 2ème affectation	Montant total maximum de la compensation 2019	TIR	Bonus maximum	Montant total maximum 2019 (compensation + bonus)	Montant de l'acompte versé suite à la 2ème affectation	**Montant maximum transféré au Hub de la réussite (2ème affectation plus bonus moins acompte versé suite à la 2ème affectation)**
E2C 77 Tiers IRIS P0008251 AV IRIS 18014793	2 610 783,20	480 000,00	390 194,70	870 194,70	33,33 %	43 509,70	913 704,40	45 188,95	**388 515,45**

ARTICLE 3 : PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DE TRANSFERT

Le versement des financements régionaux au Hub de la Réussite est conditionné à la transmission des pièces suivantes datées et signées :

- Le procès-verbal de l'E2c 77 validant sa dissolution et la fusion avec le Hub de la réussite,
- Le traité de fusion de l'E2c le cas échéant,
- Le RIB du Hub de la Réussite.

Ainsi que toute pièce relative à des modifications intervenues, le cas échéant, depuis la transmission le 2 octobre 2019 :

- des statuts du hub de la réussite et du procès-verbal les validant,
- du procès-verbal relatif à la constitution du bureau du Hub de la Réussite,
- du récépissé de déclaration en préfecture du Hub de la Réussite.

ARTICLE 4 : SUBSTITUTION DU NOUVEAU BENEFICIAIRE AU BENEFICIAIRE INITIAL

Dans tous les articles des contrats, avenants et conventions suscités, le terme « bénéficiaire » (E2C 77) désigne désormais le Hub de la Réussite.

ARTICLE 5 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Toutes les autres dispositions des contrats, avenants et conventions suscités demeurent inchangées et s'appliquent au Hub de la Réussite qui s'engage à réaliser les projets cités à l'article 1er de la présente convention dont la nature reste inchangée.

Fait en 4 exemplaires originaux.

Le _____*(date de signature)*

Pour *(nom du nouveau bénéficiaire)*
(qualité du représentant)
signature revêtue du cachet
de l'organisme bénéficiaire

Le _____*(date de signature)*

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-058

DU 31 JANVIER 2020

SOUTIEN RÉGIONAL À L'ASSOCIATION RÉGIONALE DES MISSIONS LOCALES ET AUX MISSIONS LOCALES : CONVENTIONS, AVANCES ET AVENANT DE TRANSFERT HUB DE LA RÉUSSITE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment ses articles L. 5314-1 et suivants, L. 6121-1 et R. 5131-6 ;

VU la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 modifiée relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle;

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 modifiée généralisant le revenu de solidarité active et reformant les politiques d'insertion ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007 – 2013, prorogée par la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 18 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formations des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CP 14-768 du 20 novembre 2014 relative au soutien régional aux missions locales, avance des subventions 2015 et ajustement 2014;

VU la délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU la délibération n° CP 15-464 du 3 juillet 2015 relative à l'aide au transport des jeunes en insertion : nouvelle convention entre la Région, le STIF, la RATP, SNCF-TRANSILIEN, et l'OPTILE relative aux modalités de financement et de distribution des chèques mobilité ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle – Mobilisation et renouvellement des conventions : Pôle emploi Île-de-France, Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, Association Régionale des Missions Locales – Formalisation des modalités d'aides aux stagiaires, mobilisation des espaces de dynamique d'insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU la délibération n° CR 185-16 du 17 novembre 2016 relative à l'évolution du cadre de conventionnement des missions locales, présentation de l'accord-cadre État/Région/Association Régionale des missions locales Île-de-France, soutien régional aux missions locales avance 2017 et ajustement 2016 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-563 du 22 novembre 2017 relative au soutien régional aux missions locales, avance 2018 et ajustement 2017 ;

VU la délibération n° CP 2018-206 du 30 mai 2018 relative au soutien régional aux missions locales, 2ème affectation, évolution du réseau, prorogation de la convention chèque mobilité ;

VU la délibération n° CP 2018-535 du 21 novembre 2018 relative au soutien régional aux missions locales, prorogation de la convention triennale, première affectation 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-107 du 22 mai 2019 portant approbation du renforcement de la performance dans le pilotage et le financement des missions locales, seconde affectation 2019, et convention constitutive du GIP Ivry-Vitry ;

VU la délibération n° CP 2019-088 du 3 juillet 2019 relative à la convention d'objectifs et de moyens 2019 de l'ARML Île-de-France et affectation de la subvention 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant approbation de la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) – Année 2020 **;**

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-058 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Convention d'objectifs et de moyens Région – ARML

Approuve la convention d'objectifs et de moyens avec l'association régionale des missions locales d'Île-de-France (ARML) pour l'année 2020, jointe en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 2 : Subvention de fonctionnement ARML

Décide de participer au titre du soutien à l'ARML pour l'année 2020 au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 600 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une première autorisation d'engagement de 420 000 € disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » code fonctionnel 116 « Autres », programme HP 116-004 (111004) « accès à l'information et à l'orientation» - Action 11100401 « soutien aux missions locales » du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à compter du 1er janvier 2020 à la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 : Approbation de la convention triennale

Approuve la convention régionale de partenariat et de financement type triennale, jointe en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à signer avec chaque mission locale francilienne une convention conforme à cette convention type.

Article 4 : Attribution d'une subvention de fonctionnement

Attribue aux missions locales, au titre de la première affectation sur la subvention globale de fonctionnement 2020, les subventions indiquées en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **6 000 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 «Autres» programme HP 116-004 (111004) « accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « soutien aux missions locales », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2020, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Approuve la convention régionale de partenariat et de financement type triennale, jointe en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à signer avec chaque mission locale francilienne une convention conforme à cette convention type.

Article 5 : Attribution d'une subvention au titre du dispositif « parrainage »

Attribue aux missions locales, au titre de la première affectation 2020 du dispositif « Parrainage », les subventions indiquées en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **274 805 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres » programme HP 116-004 (111004) « accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « soutien aux missions locales », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2020, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 6 : Attribution d'une subvention au titre du dispositif « chèque mobilité »

Attribue aux missions locales, au titre de la première affectation 2020 du dispositif « chèque mobilité », les subventions indiquées en annexe 4 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type jointe en annexe 3 à la présente délibération.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **900 000 €** sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 116 « Autres » programme HP 116-004 (111004) « accès à l'information et à l'orientation », action 11100401 « soutien aux missions locales », du budget 2020.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2020, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 7 : Approbation de la convention de transfert de la mission locale Réflexes 95 vers le Hub de la Réussite

Décide le transfert à l'association Hub de la réussite de subventions régionales accordées pour l'année 2019 à la mission locale Réflexes 95.

Approuve la convention de transfert présentée en annexe 5 à la présente délibération.

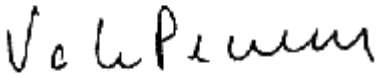
Subordonne le transfert des subventions à la signature de cette convention et autorise la présidente du conseil régional à la signer

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter du 1er janvier 2019, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 8 : Accord cadre tripartite Etat-Région-ARML

Approuve l'accord-cadre tripartite État-Région-ARML joint en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166872-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : ARML – Convention d'objectifs et de Moyens

Région îledeFrance	**CONVENTION N° CP XXX-XX**

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2020
POUR L'ASSOCIATION RÉGIONALE DES MISSIONS LOCALES D'ÎLE-DE-FRANCE

Entre :

La région d'Île-de-France, Située 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération CP 2020-058 du 31 janvier 2020,
Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

L'Association Régionale des Missions Locales d'Île-de-France
dont le statut juridique est : association loi 1901
dont le n° SIRET est 450 001 870 00044
dont le siège social est situé au MDA 14ème, 22 rue Deparcieux, 75014 Paris
ayant pour représentant Monsieur Jacques CROSNIER, en sa qualité de Président
Ci-après dénommée « ARML Ile-de-France »

d'autre part,

Il est expressément convenu ce qui suit :

Préambule :

Les missions locales agissent pour l'emploi et la formation visant l'accès à la qualification des jeunes. Une approche régionale visant une structuration territoriale du réseau des missions locales franciliennes est essentielle pour mener à bien ces actions.
Par leurs objectifs en matière de coordination de l'emploi, d'orientation et de formation professionnelles destinés à favoriser l'insertion des jeunes, la Région et l'Etat ont souhaité disposer d'un interlocuteur régional en capacité de structurer et d'animer le réseau régional des missions locales. La région Île-de-France soutient ainsi l'ARML Île-de-France, Association Régionale des Missions Locales d'Île-de-France, depuis 2014.

A cet effet, l'ARML Île-de-France doit par son positionnement régional :

- Jouer un rôle fédérateur pour les missions locales et être le relais de leurs projets et de leurs attentes auprès de leurs financeurs et de leurs partenaires régionaux publics, privés ou associatifs ;
- Assurer la représentation politique, stratégique et institutionnelle du réseau des missions locales, dans les instances régionales en charge de l'emploi des jeunes ;
- Proposer une offre de service qui vise à développer un appui conseil et technique pour soutenir l'action des missions locales.

Afin de répondre aux attendus de leurs partenaires et financeurs, les missions de L'ARML doivent être réaffirmées et leurs objectifs précisés. Ces missions s'inscrivent en cohérence avec le plan d'action défini annuellement.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La région Île-de-France a décidé de soutenir l'Association Régionale des Missions Locales (L'ARML Île-de-France) par la mise en place d'une convention d'objectifs et de moyens (COM) pour l'année 2020.

La présente convention détermine les objectifs de l'ARML Île-de-France et ses engagements.

L'ARML Île-de-France s'engage à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de la Région et conformément à son objet social, les orientations stratégiques pour 2020.

Les orientations franciliennes de l'animation régionale des missions locales s'organisent autour de quatre axes prioritaires :

- Accompagner la mise en œuvre et la convergence des politiques publiques en faveur de l'emploi des jeunes en veillant à l'amélioration de la visibilité des dispositifs et leur articulation Etat/Région ;
- Renforcer la coordination et l'animation opérationnelle du réseau des missions locales d'Île-de-France ;
- Optimiser le suivi et le pilotage des systèmes d'information (y compris le SI national I-Milo) au niveau régional afin de valoriser l'activité et les résultats des missions locales ;
- Assurer la représentation et la mobilisation du réseau au sein des instances régionales.

Cette convention d'objectifs et de moyens prend appui sur le plan d'action annuel décidé au sein des instances mises en place : comité de pilotage stratégique et comité de suivi technique.

Les objectifs prioritaires pour 2020 sont les suivants :

- Faciliter l'appropriation du contenu de l'offre de formation de la Région par les missions locales afin d'améliorer les prescriptions sur dispositifs de la Région ;
- Favoriser l'exploitation des données des systèmes d'information utilisés par les missions locales ;
- Transmettre régulièrement des données quantitatives relatives aux orientations et aux entrées des jeunes suivis par les missions locales dans les dispositifs de formation.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DE LA CONVENTION

La Région et l'Etat, dans le cadre du CREFOP, ont souhaité organiser un pilotage stratégique de l'activité des missions locales et de leur association régionale. Les membres de ce comité de pilotage stratégique sont :

- Pour l'Etat : Le Préfet de la région Île-de-France ou son représentant,
- Pour la Région : Le Délégué spécial à l'emploi, la formation professionnelle et l'apprentissage, ou son représentant,
- Pour l'ARML Île-de-France : le Président de l'ARML, les membres du bureau, le délégué général de l'ARML.

Le comité de pilotage stratégique a pour objet de définir les objectifs annuels prioritaires et les actions mises en œuvre par l'ARML Île-de-France, ainsi que les besoins en subventions correspondants.

La convention fait l'objet d'un suivi dans le cadre d'un comité technique réunissant :
- Pour la Région : la Directrice de la formation professionnelle, ou son représentant,
- Pour l 'Etat : la Direccte, ou son représentant,
- Pour l'ARML Île-de-France : le délégué général de l'ARML accompagné de membres de l'ARML (Conseil d'Administration ou Comité des Directeurs, personnes qualifiées

adhérentes du réseau).

Le comité technique a pour objet :

- Le suivi des actions prévues à la convention annuelle ;
- L'évaluation des résultats de l'année N-1 sur la base de l'analyse du plan d'action de l'année N-1 ;
- L'analyse des perspectives d'actions à réaliser pour l'année N et les années à venir.

Un compte rendu des réunions est transmis par l'ARML aux services de la Région, Pôle Développement Economique Emploi et Formation / Direction de la formation professionnelle, au plus tard dans le mois qui suit la rencontre.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES

3.1. La réalisation des objectifs de la convention

Réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un programme de travail défini d'un commun accord avec la Région.

L'association régionale des missions locales s'engage à :

- Mobiliser les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs tels que définis dans l'article 1 ;
- Mettre en œuvre les actions prioritaires définies et le programme régional d'animation.

A cette fin, l'ARML Île-de-France s'engage à :

- Réaliser les objectifs figurant à l'article 1 en les déclinant dans un plan d'action annuel défini d'un commun accord avec la Région ;
- Transmettre à la demande de la Région des extractions consolidées issues des systèmes d'informations utilisés par les missions locales afin de permettre à la Région de suivre et analyser l'activité des missions locales, notamment les orientations/entrées vers les dispositifs régionaux.

Le plan d'action définitif est transmis à la Région dès son adoption par l'assemblée générale de l'ARML Île-de-France.

3.2 - Les obligations de l'ARML Île-de-France

3.2.1 : Les obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

3.2.2 : Les obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter, au titre de l'année 2020, **3 stagiaire(s)** ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme « Mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Il doit ensuite enregistrer les conventions signées dans l'outil.

3.3. Le cadre budgétaire et comptable

L'ARML Île-de-France s'engage à :

- Respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
- Présenter une programmation budgétaire annuelle ;

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations ;
- Fournir à la Région :

a) dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;
b) au plus tard avant le 30 juin :

- Les comptes annuels de l'année 2019 (bilan, compte de résultat et annexe selon rapport du CAC) du dernier exercice clos et notamment un compte emploi ressources ;
- Le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos tel que présenté en AG ;
- Le rapport du commissaire au compte sur les comptes de l'exercice clos.

3.4. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'ARML Île-de-France s 'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations, l'ordre du jour détaillé et les documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (assemblée générale, conseil d'administration) dans les mêmes délais que ceux prévus par les statuts régissant l'ARML ;
- Faire parvenir les procès-verbaux de ces réunions dès leur validation par le bureau ou le CA ;
- Répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier et informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées en amont ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc..) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

3.5. Obligations administratives

L'ARML Île-de-France s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- Conserver et archiver l'ensemble des documents comptables et les pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- Respecter les dispositions du code de la commande publique ;
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés que l'organisme pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement ;
- A respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

3.6. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, l'ARML Île-de-France s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1. Moyens affectés à la réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement l'ARML Île-de-France par le versement d'une subvention de fonctionnement pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1 pour 2020, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale, dans la limite de la disponibilité des crédits et de leur affectation par la commission permanente du conseil régional.

Ainsi, une subvention correspondant à **42,49 %** du coût estimé de l'opération dont le montant prévisionnel s'élève à **1 412 000 €** pour l'année 2020, soit un montant maximum de subvention de **600 000 €** est versé à l'ARML Île-de-France pour la réalisation de ce projet.

4.2. Modalités de versement de la subvention.

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et du cachet de l'organisme.

Art 4.2.1 : Modalités de versement

La subvention régionale est allouée sur la base d'une affectation votée par la commission permanente du conseil régional et dans le respect des dispositions suivantes :

Art 4.2.2 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'une avance de 45 % du montant prévisionnel sur présentation :

- d'un courrier d'appel de fonds,
- d'un plan de trésorerie
- des accusés de réception de dépôt des offres de stages sur la Plateforme des Aides Régionales.

Le bénéficiaire peut demander une seconde avance sur présentation :

- d'un courrier d'appel de fonds
- d'un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Ces documents sont datés, cachetés et signés par le représentant du bénéficiaire.
Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Art 4.2.3 Versement du solde

Le versement du solde est subordonné à la présentation des pièces suivantes :

- d'un courrier d'appel de fonds ;
- d'un rapport d'activité annuel, établi au regard du plan d'action annuel signé par le représentant légal du bénéficiaire ;
- des comptes annuels du bénéficiaire signés par le représentant légal et l'expert-comptable et validé par les rapports du commissaire aux comptes (rapport et rapport spécial) ;
- des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ;
- d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

4.3 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versée est caduc.
Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles prévues à l'alinéa précédent.

4.4. Révision et restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. En cas de trop perçu, l'ARML le reverse à la Région.

La Région se réserve le droit de réviser le montant de la subvention régionale ou d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution de la convention et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention, conformément au règlement budgétaire et financier de la Région.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE LA REGION

A tout moment, y compris à l'issue de la convention, l'ARML Île-de-France s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'ARML Île-de-France et par la Commission permanente du conseil régional.
Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'ARML Île-de-France. Dans ce cas, la Région adresse à l'ARML Île-de-France, une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme du délai imparti, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'ARML la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.
Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'ARML Île-de-France par la Région.

ARTICLE 9 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges nés de l'exécution des dispositions relatifs à la présente convention, les parties signataires s'obligent à mettre en œuvre une procédure de règlement amiable avant l'engagement de toutes procédures contentieuses.

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent :

- La présente convention proprement dite,
- le document « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-058 du 31 janvier 2020, et son annexe « budget prévisionnel ».

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....	Le.....
Pour l'Association Régionale des Missions Locales d'Île-de-France (nom, qualité du signataire et cachet du bénéficiaire)	La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Annexe 2 : ARML – Fiche projet

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-058

DOSSIER N° 20000192 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2020 ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES)

Dispositif : Soutien à l'association régionale des missions locales ARML IDF (n° 00000852)
Délibération Cadre : CP2020-058 du 31/01/2020
Imputation budgétaire : 931-116-6574-111004-400
Action : 11100401- Soutien aux missions locales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'association régionale des missions locales ARML IDF	1 412 000,00 € TTC	29,75 %	420 000,00 €
	Montant total de la subvention		420 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOC REGIONALE MISSIONS LOCALES PAIO
Adresse administrative : 22 RUE DEPARCIEUX 75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jacques CROSNIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2019 - 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : en raison de la nature de la subvention, subvention de fonctionnement, le démarrage anticipé est pris en compte dès le 01/01/2019. En tant que tête de réseau régionale des missions locales, il n'y a pas de rupture d'activité dans le cadre des missions confiées à l'ARML par la Région sur le champ de l'animation régionale de missions locales.

Description :
L'ARML assure un rôle de représentation du réseau des missions locales d'Ile-de-France vis-à-vis des partenaires et financeurs. Elle a en charge les relations institutionnelles ainsi que la communication vers et pour le réseau des missions locales en Ile-de-France. Elle assure le portage de dossiers thématiques, avec pour objectifs prioritaires pour 2020 :

- Faciliter l'appropriation du contenu de l'offre de formation de la Région par les missions locales afin d'améliorer les prescriptions sur dispositifs de la Région ;
- Favoriser l'exploitation des données des systèmes d'information utilisés par les missions locales ;
- Transmettre régulièrement des données quantitatives relatives aux orientations et aux entrées des jeunes suivis par les missions locales dans les dispositifs de formation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Budget ARML-tdF 2020 Version du 19/11/2019

CHARGES	Budget 2019	Budget 2020	PRODUITS	Budg et 2019	Budget 2020
fO-Achat	**444640**	**403940**	70 - VenN' dl produlœ nnls, prNtldlons de serAcu ,marchandH s		
Achats d'études et da p,astations da safi11Ces	430 94 0	389 940	Prestation de Hrvices		
Achats non stockés da matières el de fournitures	800	1 000			
Fournitures non stockab/as (eau, énergie)	1400	1500			
Fourniture d'entretien el de pefl équipement	2 500	2 500			
Autresfournlures	9000	9 000			
81- S.-vtc.. utlrleurs	**78500**	108000	74- Subventions d'exploi tation	**1275000**	**1347000**
Sous traitance générale	30000	15 000	État (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)		
Locations	38000	80 000	- DIRECCTE	66 0 00 0	660 000
Entretienet réparation	8000	10 000	Région lie de France	600 000	600000
Assurance	2000	2 000	AGEFIPH	15 000	15 000
Documentation	500	500	PR/TH		10000
Divers		500	Déparlemenl(s):		
82 - Au,,.... Meu utlrleurs	**125360**	**142400**	-		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	33 800	33 800	Communa(s):		
Communication		59 000	-		
Evènementiel	71 960	30 000			
Animation régionale des références (Déplacements & missions)	7 000	7000	-		
Frais postaux al de télécommunications	7 300	7 300	Organismes sociaux (à déta1/ler).		
Services bancaires, autres	5300	5300	-		
13-lmp6ts.ttaxu	**12120**	**15000**	-		
Impôts et taxes sur rémunération.	12 120	15 000	Fonds europ4ens		
Autresimpdtseltaxes		0	CNASEA (emplois aidés)		
	685 580	742 660	Autres recettes (précisez) Fondations		62 000
Rémunération des personnels,	425 940	464 741	75 - Autru prodult. de gu tJon courante	**71200**	**65000**
Charges sociales,	219 940	23 7 446	Dont cotisations	46000	45000
Autres charges de personnel	32 000	3 2 000	Dont taxe apl')'enfissage	25 200	20000
65- Autre s charges de gestion courante		473	71 - Produit• ffnanclers		0
66- Chorges nnanclères	2 000	2 000	11 - Produit. excep1onnel s		0
67- Charges exceptionnel/es	0	O	78 - Reprises allr amortiu eme nsr el provisions		0
6S- Dotation aux amortissements (provi sJon s pour renouvellement)	5 700	6 000	79 - tran.,,,, de ch.-pu		0
68-0otatlon aux fonds dédiés					
TOTAL DES CHARGESPREVISIONNa.LES	1 346 200	1 4U 000	TOTAL DES PRODUtrS PRE.VtSIONNas	**1346200**	**1412000**
86- Emplois des contrlbutlon a volontaires en nature			87. Contrlbudo,,. volonta/rN en nlltU,.		
Secours an nature			Bénévolat		
Mise à dispoSJtion gratule de biens et prestations			Prestations en nature		
Personne/ bénévole			Dons an nature		
ENGAGEMENT A REAUSER SUR l'.!ESSOURCES AFFECTEES					
TOTAL DES CHARGES		**1412 000**	**TOTAL DES PRODIRTS**		**1412 000**

Annexe 3 : Missions locales - Convention triennale 2020-2022

CONVENTION REGIONALE DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT

Entre : La région d'Île-de-France représentée par sa Présidente en application de la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020.

d'une part,

et : La mission locale pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, dénommée **:**

Statut juridique :

N° SIRET :

Adresse :

Représentée par (nom et qualité) : .....
.....

Désignée ci-après par " la mission locale "

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La loi quinquennale pour l'emploi du 20 décembre 1993 a confié aux Régions la formation professionnelle des jeunes, et notamment le financement au sein des missions locales de postes de correspondants.

Dans ce cadre, la région Île-de-France finance les missions locales franciliennes avec les communes et leurs groupements, les conseils départementaux et l'Etat.

Créées à partir de 1982 suite au rapport de Bertrand SCHWARTZ, les missions locales exercent une mission de service public à laquelle la Région est attachée. Cette mission est définie par l'article L 5314-2 du code du travail : « dans le cadre de leur mission de service public pour l'emploi, elles ont pour objet d'aider les jeunes de 16 à 25 ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale, en assurant les fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement. » Vis-à-vis des jeunes, les missions locales garantissent l'accès au droit à l'accompagnement prévu à l'article L 5131-3 du code du travail.

Aussi, la Région leur reconnaît pleine compétence pour traiter des difficultés des jeunes dans leur globalité, et leur confie la mission :

- de les accueillir, les informer, les orienter et les accompagner dans la construction de leur projet personnel de formation et professionnel ;
- de leur apporter une réponse adaptée aux situations diversifiées ;
- de leur permettre de développer leur autonomie ;
- de favoriser la réussite pour tous, et plus prioritairement de celle des jeunes les plus en difficulté.

Ainsi, par leur action, les missions locales contribuent pleinement aux principes stratégiques du contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP), adopté le 26 janvier 2017 (délibération n° CR 2017-01), et répondent aux objectifs prioritaires qu'il fixe concernant notamment l'accès à la formation initiale et continue des jeunes, ainsi que l'effectivité du service public régional de l'orientation, en vue de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes franciliens.
Les missions locales constituent un réseau de relais opérationnels de proximité, sur lequel la Région choisit tout particulièrement de s'appuyer pour la mise en œuvre de ses politiques en faveur des jeunes.

Afin de définir les objectifs et la nature de son soutien aux missions locales, le conseil régional d'Île-de-France a adopté par délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020 un règlement d'intervention relatif au soutien régional aux missions locales. La présente convention s'inscrit dans ce cadre, dont elle précise les modalités pratiques d'application.

Par ailleurs, désireuse d'aider les missions locales à atteindre l'efficacité attendue, d'accompagner les évolutions de leur réseau, de garantir une égale qualité de service à tous les jeunes quel que soit leur lieu de résidence, la Région participe avec l'Etat et l'Association Régionale des Missions Locales à l'animation régionale des missions locales.

Pour permettre un suivi optimal des parcours des jeunes, ainsi que le pilotage du réseau, l'Etat, la Région et l'Association Régionale des Missions Locales (ARML) utilisent le système d'information MILO. De par ses fonctions de structuration et d'appui en tant que représentant régional des missions locales franciliennes, l'ARML assure l'animation technique de ce système d'information, aide à la définition de la charte régionale de saisie et veille à son application, élabore des requêtes et tableaux de bord.

Titre 1 : Objet de la convention

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet le soutien régional aux missions locales franciliennes qui distingue :

- une aide au fonctionnement pour la réalisation de leurs missions ;
- des dispositifs d'accompagnement par lesquels la région aide les missions locales à développer leur offre de service dans le cadre de certaines de leurs missions de base.

L'attribution de l'aide au fonctionnement et des aides aux dispositifs d'accompagnement est votée annuellement en Commission permanente, sous réserve de la disponibilité des crédits inscrits au budget de la région Île-de-France.

Titre 2 : Subvention de fonctionnement

ARTICLE 2 : OBJECTIFS

ARTICLE 2-1 - PUBLIC VISÉ

Concernant les habitants de son territoire d'intervention, la mission locale s'engage à accueillir, informer, orienter et accompagner en priorité les jeunes déscolarisés de 16 à 25 ans révolus, en difficulté d'insertion sociale et professionnelle. C'est-à-dire soit :

- pas ou peu qualifiés : de niveau VI, Vbis et V, voir IV ou plus si leurs qualifications ne sont pas adaptées au marché du travail, ou s'ils correspondent aux caractéristiques décrites ci-dessous ;
- rencontrant diverses difficultés personnelles et sociales, entravant leur accès à l'emploi pérenne.

ARTICLE 2-2 - RÉSULTATS VISÉS

La Région attend de la mission locale qu'elle accompagne le public visé ci-dessus à l'emploi pérenne. Par emploi pérenne est entendu, au-delà de tout contrat de travail d'une durée supérieure ou égale à six mois, le développement de la faculté pour chaque jeune d'évoluer positivement et avec autonomie dans sa vie professionnelle.

A cette fin, la qualification des jeunes, via tout mode de formation (continue, alternance, etc.) ou de validation des acquis, sera particulièrement recherchée par la mission locale.

ARTICLE 2-3 - MÉTHODE

La mission locale prend en compte la globalité des problématiques de chaque jeune, afin d'aboutir à l'emploi pérenne tel que défini ci-dessus. Elle mobilise, dans le cadre d'un parcours co-construit avec chaque jeune, l'ensemble des dispositifs d'emploi, de formation et d'accompagnement social. Elle cherche à cette fin les partenariats adéquats, et guide chaque jeune vers les services les plus adaptés à sa situation et à son projet.

ARTICLE 2-4 - MISSION PARTICULIÈRE VIS-À-VIS DES DISPOSITIFS DE LA RÉGION

La Région confie à la mission locale le rôle d'orientation et de prescription sur les dispositifs dédiés aux jeunes. A ce titre, la mission locale :

- s'engage à participer aux journées inter-réseaux d'information sur la formation en Île-de-France (Jirif) animées par la Région ou le GIP-CARIF Défi Métiers Île-de-France ;
- diffuse localement l'information sur ces dispositifs auprès du public concerné ;
- utilise et met en œuvre ces dispositifs, en cohérence avec les besoins du jeune et les potentialités du territoire ;
- participe aux comités de pilotage des dispositifs régionaux organisés par les organismes financés par la Région ;
- noue des relations de travail constructives avec les organismes financés par la Région pour conduire ces dispositifs, dans l'intérêt du public ;
- informe les organismes financés par la Région des potentialités et difficultés des jeunes qu'elle leur oriente notamment au moyen de « fiches de liaison » ;
- informe chaque jeune des possibilités d'indemnisation au titre de stagiaire de la formation professionnelle et l'aide à rassembler les pièces nécessaires à l'établissement de son dossier de rémunération ;
- prend connaissance des objectifs et du parcours de formation que l'organisme financé par la Région aura défini avec chaque jeune qu'elle lui a orienté. A cette fin, sur certains dispositifs régionaux, la mission locale participe à l'élaboration du contrat de formation entre l'organisme et le jeune ;
- suit, en lien étroit avec l'organisme financé par la Région, le bon déroulement du parcours de chaque jeune sur le dispositif où elle l'a orienté. Elle participe à cette fin aux instances (comités techniques) de suivi des parcours et recherche en partenariat les solutions aux problèmes rencontrés (absentéisme, problèmes sociaux, etc) ;
- s'attache, en lien étroit avec l'organisme financé par la Région, à faire aboutir avec succès le parcours des jeunes à l'issue du dispositif sur lequel elle les a orientés ;
- participe aux travaux de réflexion et d'évaluation menés par la Région sur les dispositifs dédiés aux jeunes en insertion.

ARTICLE 2-5 - FONCTIONS À EXERCER

Dans ce cadre, la subvention de fonctionnement versée par la Région a pour objet de contribuer, avec les apports des autres financeurs publics, à l'exercice par la mission locale des fonctions suivantes, telles que décrites en annexe 1 :

- l'accueil ;
- l'information ;
- l'orientation ;
- l'accompagnement ;
- l'accès à la formation et à l'emploi dans le cadre de parcours co-construits avec le jeune ;
- les actions concourant à l'insertion professionnelle et sociale (logement, santé, citoyenneté, lutte contre les discriminations, etc.) menées directement par la mission locale ou, principalement, en partenariat avec les acteurs compétents ;
- la capacité d'expertise et de connaissance de son territoire et à monter des projets.

La mission locale exerce chacune de ces fonctions. Elle s'attache à en développer la qualité. Pour ce faire, elle bénéficie de l'appui méthodologique de l'Association Régionale des Missions Locales, au financement de laquelle la Région participe.

Les cinq premières fonctions sont évaluées par les critères d'activité et de résultat/performance décrits ci-dessous.

ARTICLE 3 : CALCUL DE LA SUBVENTION

ARTICLE 3– 1 - MODALITÉS DE CALCUL

La subvention de fonctionnement est attribuée par la Région, son montant est calculé sur la base de plusieurs critères de contexte, d'activité et de résultat. La répartition des subventions entre missions locales est calculée en fonction notamment du poids de chaque mission locale par rapport à l'ensemble des missions locales d'Île-de-France pour chaque critère.

Le résultat de cette répartition est appliqué à une enveloppe dont le montant est déterminé chaque année par la Région. Le détail du calcul pour chaque mission locale de la subvention est indiqué dans l'annexe technique et financière de la convention.

Les données chiffrées relatives à chaque critère sont actualisées chaque année sous réserve de leur disponibilité.

Les modalités de calcul de la subvention sont détaillées dans l'annexe informative jointe à la présente convention, approuvée par la délibération de la Commission Permanente n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020, conformément au Règlement d'Intervention approuvé par délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008.

ARTICLE 3-2 - LIMITES DES ECARTS

Afin de limiter les écarts trop importants, il est garanti à la mission locale que le montant de la subvention globale de fonctionnement ne varie pas de plus de 5 % à la baisse d'une année sur l'autre.

ARTICLE 3-3 - MODALITÉS D'AFFECTATION

La subvention annuelle de fonctionnement fait l'objet de deux affectations :

- Une avance votée en début d'année
- Un solde voté au cours du premier semestre de l'année, calculé sur la base des critères de contexte, d'activité et de résultat/performance.

Le détail des montants relatifs à ces deux versements est précisé dans l'annexe technique et financière à la convention notifiée aux structures à l'issue des votes.

Le montant annuel affecté à chaque mission locale est déterminé lors du calcul du solde, d'après les données relatives aux indicateurs pour l'année N-1.

ARTICLE 3-4 APPLICATION D'UN BONUS OU D'UN MALUS FINANCIER SUR LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT EN FONCTION DE LA PERFORMANCE

Un bonus ou malus est appliqué sur la subvention de fonctionnement en fonction d'un indicateur de performance calculé pour chaque mission locale selon le contexte socio-économique dans lequel elles exercent leur activité.

Pour ce faire, les missions locales sont réparties en 4 classes établies selon des indicateurs portant sur la démographie, le marché du travail, l'emploi et les caractéristiques des jeunes présents sur le territoire.

Les 4 classes définies sont les suivantes :

- **Classe A** : majoritairement des territoires denses en population et en emploi, dans un contexte économique très favorable

- **Classe B** : majoritairement des territoires dans un contexte socio-économique en difficulté, ayant une plus forte proportion de quartiers prioritaires de la politique de la ville.

- **Classe C** : majoritairement des territoires moins denses en population et en emploi, caractérisés par une plus forte proportion d'ouvriers ou employés.

- **Classe D** : majoritairement des missions locales proches de la moyenne régionale.

La performance est évaluée au regard du nombre de jeunes accompagnés vers une entrée en situation positive (emploi durable, non durable, formation ou alternance).

Les bonus ou malus attribués pour l'année N sont déterminés par des indicateurs relatifs à l'année N-1 et s'appliquent sur les subventions de fonctionnement.

Les missions locales ayant engagé un processus de fusion ou ayant changé de périmètre dans l'année N-1 ne sont pas soumises à l'affectation du bonus / malus performance.

Pour toutes les autres missions locales, les classes sont partagées en quatre groupes (quartiles). Le premier groupe aura un bonus sur sa subvention de +5% ; le deuxième groupe aura + 2,5%, l'avant dernier aura -2,5% ; le dernier aura – 5%.

Les modalités de calcul de la performance sont détaillées dans l'annexe informative jointe à la présente convention, approuvée par la délibération de la Commission Permanente n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020, conformément au Règlement d'Intervention approuvé par délibération n° CP 2019-107 du 22 mai 2019 ;

Article 3-5 CADUCITE

Pour les subventions de fonctionnement, les règles sont les suivantes :

- Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de un an par décision de la présidente du conseil régional, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
  Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une nouvelle affectation.
- A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter la demande du solde de l'opération.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

La structure s'engage à :

1. Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et une comptabilité analytique.

2. Fournir pour chaque exercice les documents relatifs au bilan de l'activité et à son évaluation.

3. Communiquer à la Région, dans les 3 mois suivant la notification de la convention, les coordonnées de l'expert-comptable ou du Commissaire aux comptes (le Commissaire aux comptes ne pouvant être qu'un expert-comptable ou un comptable agréé).

4. Porter obligatoirement à la connaissance de la Région toute modification concernant :

- la convention constitutive, les statuts (dès leur parution au JO),
- le représentant de la structure président de l'organisme (après validation par l'Assemblée Générale, notamment en cas de présidence tournante),
- la composition des instances dirigeantes (après validation par l'Assemblée Générale),
- le trésorier (après validation par l'Assemblée Générale),
- le commissaire aux comptes (après validation par l'Assemblée Générale),
- l'adresse (dès que le changement est effectif),
- le RIB (dès que le changement est effectif),
- les associations doivent également, pour les structures nouvelles ou celles dont les statuts ont été modifiés, fournir une copie certifiée conforme de la publication au journal officiel desdites modifications.

5. En cas de participation ou d'intégration à une structure « insertion-emploi » à vocation plus large (de type maison de l'emploi ou plan local pour l'insertion et l'emploi), la mission locale gardera une comptabilité distincte. Elle gardera impérativement son activité spécifique vis-à-vis des jeunes, et en assurera le rendu compte tel que prévu à la présente convention. Si la mission locale participe aux frais communs de la structure à laquelle elle est intégrée, elle doit être en mesure de présenter une procédure de répartition de ces frais communs, à savoir :

- l'assiette des frais répartis,
- les clefs de répartition adoptées.

6. Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans.

7. Faire état de l'aide financière de la Région dans toute action de promotion et d'information sur le fonctionnement de la structure ou sur toute prestation financée par la Région.

8. Respecter les chartes de saisie sur SI-MILO, indiquées par l'Association régionale des missions locales.

9. Conserver pendant 3 ans les justificatifs des parcours des jeunes déclarés en 1er accueil, jeunes accompagnés, et entrés en mesure.

10. Obligations relatives à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »

Le bénéficiaire s'engage :

- à recruter, au titre de l'année N, un nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois, Ce nombre est précisé dans l'annexe technique et financière notifiée au moment du vote de l'avance

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la **Plateforme des Aides Régionales** selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

- à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 5: PRISE EN COMPTE D'UN CHANGEMENT DE PÉRIMÈTRE DE LA STRUCTURE

Tout changement de périmètre de la mission locale, permettant de délimiter la zone de couverture de son action auprès des jeunes 16-25 ans, doit être impérativement signalé à la Région dès que les pièces justificatives sont disponibles. Ces modifications de périmètre ne pourront être prises en compte que si ces pièces sont reçues au plus tard deux mois avant la commission permanente actant du calcul de la seconde affectation.

Afin de garantir la validité des décisions prises au niveau local, l'ensemble des missions locales concernées par le changement de périmètre, devront adresser à la Région les procès-verbaux des assemblées générales respectives ainsi que l'ensemble des documents relatifs à ce changement

ARTICLE 6 : BILAN ET ÉVALUATION

Pour chaque exercice, la structure s'engage à fournir les éléments suivants :

ARTICLE 6 - 1 - LES STATISTIQUES D'ACTIVITÉ DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE ISSUES DU SI-MILO

La structure s'engage à utiliser le SI-MILO en respectant la charte régionale de saisie indiquée par l'Association régionale des missions locales.

Les statistiques mentionnées ci-dessous sont issues du SI-MILO.
Elles sont validées par l'Etat, la Région, et l'Association Régionale des missions locales. Dans ce cadre, au 1er février de l'année N, sont éditées les requêtes relatives à l'année N-1 :

- Le nombre de premiers accueils par âge, par genre et par niveau,
  - Le nombre de jeunes accompagnés par âge, par genre et par niveau,
  - Le nombre de jeunes ayant reçu une proposition d'emploi durable et non durable, d'alternance ou de formation par âge, par genre et par niveau,
  - Le nombre d'entrées en d'emploi durable et non durable, d'alternance ou de formation par âge, par genre et par niveau,
  - les entrées dans les mesures par âge, par genre et par niveau,
  - les entretiens individuels et collectifs, par âge, par genre et par niveau

ARTICLE 6– 2 - LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT DU DERNIER EXERCICE, AINSI QUE LE RAPPORT D'ACTIVITÉ:

Par ailleurs, pour chaque exercice, la structure s'engage à fournir avant le 30 juin de l'année en cours :

- **Les comptes annuels :** bilan et compte de résultat détaillés et leurs annexes, qui sont :
  - arrêtés par l'assemblée générale ou le conseil d'administration de la mission locale (joindre le procès-verbal de séance) ;
  - conformes au plan comptable général ;
  - certifiés par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du Code de Commerce (joindre le rapport et le rapport spécial du commissaire aux comptes) :
    - si la mission locale a choisi d'en disposer ;
    - ou obligatoirement si la mission locale perçoit plus de 75 000 € de subventions publiques.

- **Le rapport d'activité annuel** est validé par l'assemblée générale ou le conseil d'administration. La Région peut définir une grille pour l'établissement de ce rapport. Il doit comporter au minimum les éléments suivants :

  - le budget prévisionnel de l'année suivante, approuvé par l'assemblée générale ou le conseil d'administration de la mission locale (joindre le procès-verbal).
  - le tableau des financeurs indiquant la répartition des ressources par financeur

- des fiches actions détaillant les actions menées sur les domaines suivants : Parrainage, Chèques Mobilité, logement, emploi, formation (notamment dispositifs régionaux), accès aux droits, accueil de proximité, orientation, santé et autres thèmes à la demande de la Région. Celles-ci reprennent notamment les points suivants :
    - descriptif de l'action,
    - l'ensemble des moyens mobilisés,
    - le public visé,
    - le nombre de bénéficiaires
    - les résultats obtenus en termes de suites de parcours et d'insertion professionnelle.

- **Les justificatifs de recrutement de stagiaires** ou alternants au titre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »

La remise de ces documents conditionne le versement des subventions votées et l'attribution de nouvelles subventions par la Région au titre de la présente convention.

Titre 3 : Dispositifs d'accompagnement

LE PARRAINAGE

ARTICLE 7 : OBJECTIF

Le dispositif parrainage permet d'accompagner l'accès à l'emploi et le maintien dans l'emploi des jeunes franciliens de 16 à 25 ans qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle en raison de « freins » liés à un manque de qualification ou d'expérience professionnelle, mais aussi potentiellement exposés à des discriminations de toute forme (sociales, origines ethniques ou géographiques).
Ce dispositif d'accompagnement est assuré par des personnes bénévoles, actives ou retraitées, ayant des aptitudes de médiation, dotées d'expérience, de références et d'un réseau personnel dans un secteur d'activité spécifique. Les parrains doivent manifester leur volonté de s'engager dans cette démarche.

ARTICLE 8 : PUBLIC VISÉ

Le dispositif concerne les jeunes inscrits en mission locale qui souhaitent s'engager dans une démarche active d'insertion professionnelle, mais rencontrent l'une ou l'autre des difficultés suivantes :

- Un faible niveau de qualification
- Un manque d'expérience professionnelle
- Un milieu social défavorisé
- Un risque de discrimination fondé, notamment, sur l'origine ethnique, géographique, sociale, etc.
- Un inégal accès dans la recherche de réseaux professionnels

ARTICLE 9 : MISE EN OEUVRE

Le parrainage se situe dans le cadre d'un parcours d'insertion professionnelle et constitue une mesure renforçant l'accompagnement des bénéficiaires.

L'action de parrainage se décline en deux grandes catégories :

- Le parrainage vers l'emploi qui aide le jeune dans ses démarches de recherche d'emploi et permet de lever les freins rencontrés lors de tentatives d'accès à l'emploi.

- Le parrainage dans l'emploi, visant le maintien dans l'emploi, par une médiation avec le monde du travail.

Renouvellement de l'action parrainage :

Le descriptif de l'action initialement présenté est valable pour toute la durée de la convention. Son renouvellement est tacite.
Le cas échéant, la mission locale informera pour accord la Région de toute modification apportée à l'action initiale avant décembre N-1.
Si la mission locale souhaite ne pas renouveler l'action parrainage, elle doit en informer la Région, par courrier, avant décembre N-1.

ARTICLE 10 : MODALITÉS DE PAIEMENT

La Région apporte son soutien financier à hauteur d'un montant forfaitaire de 305€ par jeune « parrainé ». Ce soutien régional est attribué par vote de l'assemblée délibérante.

La subvention du parrainage fait l'objet de deux affectations :

- Une avance votée en janvier de l'année N ;
- Un solde voté au cours de l'année N.

Les modalités de versement de la subvention du parrainage s'effectuent comme suit :

Pour le renouvellement d'un projet :

- L'avance, attribuée en janvier de l'année N constitue une avance ;
- Le solde, attribué au cours de l'année N, sur production d'un bilan financier.

Pour un nouveau projet :

- La subvention fera l'objet d'un seul vote au cours de l'année N, au moment du vote du solde.

Après chaque affectation, le volume annuel de places attribuées, voté par la Commission Permanente, sera notifié par l'envoi d'une annexe technique et financière à la convention précisant le montant prévisionnel maximal de la subvention.

L'avance ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

AIDE AU TRANSPORT DES JEUNES

ARTICLE 11 : OBJECTIF

Dans le cadre de ses missions de base et plus précisément de l'accompagnement des jeunes, la mission locale doit faciliter la mobilité en utilisant les aides proposées : solidarité transport, gratuité des transports pour les jeunes en insertion, et particulièrement le « chèque mobilité ».

ARTICLE 12 : MISE EN OEUVRE

La mission locale distribue les aides aux transports mises en œuvre par le Syndicat de transport d'Île-de-France (STIF) et cofinancées par la Région pour les jeunes sans emploi, dans le but de favoriser leur insertion professionnelle.
Cette aide se concrétise par la remise à ces jeunes de « Chèques Mobilité » qu'ils utilisent pour l'achat de titres de transport en commun en Île-de-France auprès de la RATP, de la SNCF et des sociétés de transports adhérentes de l'Organisation Professionnelle du Transport en Île-de-France (OPTILE).
La Région détermine le plafond total de distribution aux jeunes accordé à chaque mission locale au titre d'une année N en fonction du nombre de chèques mobilité qu'elle a distribué aux jeunes au cours de l'année N-1

Une part de ce plafond est notifiée par avance aux missions locales en janvier de l'année N, afin de leur permettre de couvrir le premier semestre de l'année N. Le solde est notifié au cours de l'année N.

Procédure de commande des chèques mobilité :

Envoi des commandes

Les missions locales adressent leur commande tous les mois aux services en charge du traitement des commandes, avant le 2 de chaque mois. Toute commande reçue ultérieurement est reportée sur le mois suivant. Les missions locales utilisent le document de commande transmis par la Région et l'adressent par email exclusivement à l'adresse suivante : DFPML@iledefrance.fr.

Un exemplaire du registre détaillé de la **distribution**, tenu par les missions locales, doit être joint à la commande adressée à la Région (DFPML@iledefrance.fr).
Il doit également être transmis aux services de l'ASP, à l'adresse suivante : idf-ml@asp-public.fr

Les missions locales utilisent à cette fin les modèles des états récapitulatifs de commande et des registres transmis par la Région.

Validation des commandes

Un plafond maximum de commande est attribué annuellement à chaque structure. Ce plafond est arrêté pour chaque mission locale par délibération et figure à l'annexe technique et financière de la convention triennale. Le plafond inclut toutes les commandes passées entre les mois de janvier et de décembre.

Pour chaque commande, la Région vérifie que l'état de consommation du plafond de la structure n'est pas dépassé, et permet de disposer du montant nécessaire à celle-ci. Si une mission locale transmet une commande dépassant son plafond annuel (au regard du cumul des commandes passées en cours d'année), la Région rectifie la commande en fonction du montant disponible et en informe la structure.

En cas de situation litigieuse, la Région est seule décisionnaire.

Transmission des commandes

La Région regroupe l'ensemble des commandes en un état récapitulatif des commandes incluant pour chaque structure :
- le nom de la structure ;
- le numéro de convention triennale ;
- le code point de livraison et l'adresse de livraison ;
- le nombre de chèques de 4 € commandés ;
- le nombre de chèques de 8 € commandés ;
- le montant total de chèques de 4 € commandés ;
- le montant total de chèques de 8 € commandés ;
- le montant total de la commande ;
- un rappel du plafond attribué ;
- le taux de consommation du plafond incluant la commande en cours ;
- le solde disponible pour chaque structure après la commande en cours.

L'état récapitulatif de la commande mensuelle est transmis au prestataire en charge de l'impression et de la livraison des chéquiers.

ARTICLE 13 : PUBLICS VISÉS ET DÉPLACEMENT

Peuvent bénéficier de l'aide régionale au transport les jeunes sans emploi et sans qualification de 16 à 25 ans suivis par une mission locale et engagés dans un parcours d'insertion.

Les déplacements ouvrant droit à l'utilisation des chèques mobilité répondent aux motifs d'attribution tels que listés dans le mode opératoire du dispositif spécifique chèques mobilité figurant en annexe 4 de la présente convention.

Titre 4 : Modalités de mise en œuvre de la convention

ARTICLE 14 : IMPUTATION ET PAIEMENT

Les dépenses sont imputées sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », Programmes : HP 11-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », Action 11100401 « Soutien aux Missions locales » Nature 657 «Subventions» du budget de la région Île-de-France.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agence de Services et de Paiement.

ARTICLE 15 : SUIVI DE LA CONVENTION ET ÉVALUATION DES ACTIONS

Le suivi de la convention annuelle se fera notamment dans le cadre des dialogues de gestion organisés annuellement.

Ils ont vocation à analyser :

- Le contexte socio-économique dans lequel s'inscrit la mission locale
- L'activité et les actions menées
- Les résultats
- L'évolution du réseau

Ces éléments seront appréciés au vu des critères utilisés pour la détermination du montant de la subvention annuelle ainsi que des critères suivants :

- Nombre de 1er accueil/Nombre de jeunes actifs non occupés (JANO)
- Nombre de Jeunes Accompagnés* / Nombre de JANO
- Nombre d'ETP dédiés à l'accompagnement/ Nombre total d'ETP
- Nombre d'ETP dédiés à l'accompagnement/ Nombre de jeunes accompagnés
- Taux de sortie positive : emploi, formation, alternance

Les indicateurs de suivi pourront évoluer à la demande de la Région.

ARTICLE 16 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 01 janvier 2019 pour une durée de trois ans.

Toutefois la convention prend fin lors du versement du solde de la subvention annuelle régionale ou à défaut, par l'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.5.

ARTICLE 17 : RÉVISION ET RESTITUTION DE LA CONVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Sont restituées à la Région les sommes qui n'auront pas été utilisées ou auront été utilisées pour un objectif qui n'a pas été prévu par la présente convention.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par la structure bénéficiaire du compte rendu financier final de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

En cas de cessation d'activité, la subvention annuelle sera restituée au prorata des mois restant à courir entre la date de cessation d'activité et la date de fin de la présente convention.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, la structure bénéficiaire est invitée à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution de la convention. Le cas échéant, sur sa demande, la structure bénéficiaire peut présenter ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par la structure bénéficiaire sont à la charge de cette dernière.

ARTICLE 18 : CONTRÔLE

La mission locale facilite tout contrôle effectué par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, ainsi que de la conformité aux engagements mentionnés dans la présente convention, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toute pièce justificative.

Ce contrôle peut porter sur tous les éléments de la présente convention. Des audits financiers, sur pièces et sur place, peuvent notamment être diligentés afin de vérifier la bonne utilisation des fonds et l'exactitude des éléments servant de base au calcul des subventions.

Si la mission locale perçoit une aide de l'Union Européenne ou du Fonds Social Européen, elle est tenue de se soumettre aux contrôles de l'instance habilitée. Elle doit en outre individualiser dans ses comptes le concours financier du FSE.

ARTICLE 19 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant soumis à l'approbation de la Commission permanente du conseil régional.

ARTICLE 20 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 21 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la participation régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, sauf utilisation de la marque territoriale.

Les correspondances avec les destinataires des actions soutenues par la Région dans le cadre de la présente convention indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Île-de-France et/ou du Fonds Social européen le cas échéant.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la région Île-de-France, sauf utilisation de la marque territoriale.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, l'association s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles le bénéficiaire s'engage en application du présent article.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet financé (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à disposition du public toutes les informations utiles relatives aux formations mises en place (contenu, dates de sessions, effectifs, etc.), notamment via le Carif-Oref Défi Métiers et la base de données Dokelio.

Les services concernés de la Direction de la formation professionnelle de la région Île-de-France sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'organisme dans sa démarche.

ARTICLE 22 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges nés de l'exécution des dispositions relatifs à la présente convention, les parties signataires s'obligent à mettre en œuvre une procédure de règlement amiable avant l'engagement de toutes procédures contentieuses.

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal administratif de référence.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers. Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Région.

Les services concernés de la Direction de la formation professionnelle de la région Île-de-France sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'organisme dans sa démarche.

ARTICLE 23: PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes :

- Annexe 1 « DEFINITION DES FONCTIONS EXERCEES PAR LA MISSION LOCALE »
- Annexe 2 « MODE DE CALCUL DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET DU FINANCEMENT SUR PERFORMANCE »
- Annexe 3 « MODE OPERATOIRE DU DISPOSITIF SPECIFIQUE PARRAINAGE »
- Annexe 4 « MODE OPERATOIRE DU DISPOSITIF SPECIFIQUE CHEQUES MOBILITE »
- Annexe 5 « TECHNIQUE ET FINANCIERE DES SUBVENTIONS»

, adoptées par la délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020.

Fait en 3 exemplaires originaux à Paris,

A	A .....
Le	Le .....
Pour la Structure **(*)**	La présidente du conseil régional,
(Nom du signataire, titre, signature et cachet de la structure support)	

(*) Ces indications doivent être conformes à celles mentionnées en première page.

ANNEXE 1 À LA CONVENTION RÉGIONALE DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT :

DEFINITION DES FONCTIONS EXERCEES PAR LA MISSION LOCALE

→ L'Accueil

- favoriser l'égalité d'accès aux services sur le territoire, en assurant notamment un accueil de proximité,
- proposer un premier accueil immédiat,
- mener des actions volontaristes pour toucher les jeunes qui ne viennent pas spontanément,
- veiller à la cohérence, à la qualité égale et à l'harmonisation des prestations d'accueil.

→ L'Information

- donner une information neutre et précise sur les métiers, leurs conditions d'exercice, les opportunités d'emploi qu'ils représentent, tout particulièrement pour les secteurs accessibles aux jeunes,
- donner des informations précises et ciblées pour chaque cas, notamment pour les dispositifs de la Région,
- donner des informations sur tous les domaines : logement, santé, culture, loisirs, formation, emploi, métiers etc., en faisant intervenir des professionnels, des extérieurs pour offrir une information vivante et concrète,
- informer sur les dispositifs de formation et d'insertion ainsi que sur les contrats aidés,
- assurer l'actualisation, la fiabilité et la qualité de l'information des jeunes,
- travailler en partenariat, avec les CIO, avec l'Education Nationale, le réseau Information Jeunesse, le réseau de l'enseignement agricole, de Pôle-Emploi, le réseau de la PJJ, le réseau des droits des femmes (CIDF), etc…
- faciliter l'auto-information, l'auto-documentation,
- généraliser les TIC dans l'information, avec un accompagnement adapté,
- organiser au moins une manifestation d'information sur les métiers par an,
- développer de nouveaux supports d'information attractifs, ludiques, interactifs.

→ L'Orientation

- conduire des entretiens par des conseillers formés pour réaliser un diagnostic formalisé. Cet entretien est restitué à chaque jeune,
- conseiller et aider le jeune à effectuer des choix et à prendre des décisions, afin de construire avec lui son parcours d'insertion professionnelle,
- favoriser la connaissance du milieu du travail en organisant des rencontres, débats avec des employeurs et des salariés, des visites d'entreprises,
- mener des actions en faveur de l'égalité des chances pour tous et de l'élargissement des choix professionnels pour les femmes,
- valoriser l'alternance et notamment l'apprentissage et ses dispositifs d'accès,
- prescrire si nécessaire un bilan de compétences ou une prestation adaptée en cohérence avec le parcours du jeune et en étroite liaison avec les prestataires et partenaires,

→ L'Accompagnement

- attribuer à chaque jeune un conseiller référent,
- proposer des solutions aux problèmes de ressources (accès au FAJ), de santé, de logement, de mobilité, d'accès à la culture, aux sports, aux loisirs, en mobilisant tous les partenaires,

- privilégier l'accompagnement du public le plus en difficulté par des rencontres fréquentes, un suivi renforcé et individualisé,
- suivre le jeune tout au long de son parcours et proposer rapidement des aménagements prenant en compte les évolutions de sa situation personnelle,
- Etre garant du parcours du jeune, de sa cohérence, de son enchaînement et de son aboutissement,
- armer le jeune contre les discriminations,
- faciliter la mobilité en utilisant les aides proposées et particulièrement le chèque mobilité, ainsi que la gratuité des transports pour les jeunes en insertion,
- *mettre en place ou participer à un réseau de parrainage,*
- *proposer un suivi du jeune lorsqu'il est en emploi, en développant les outils appropriés,*
- *faciliter les échanges européens et internationaux.*

→ L'accès à la qualification et à l'emploi dans le cadre d'un parcours co-construit avec le jeune

L'accès à la qualification

- élaborer des parcours personnalisés et les formaliser,
- avoir une bonne connaissance de l'offre de formation pour prescrire et utiliser pertinemment les dispositifs de formation,
- avoir des liaisons régulières avec l'organisme pendant la formation et lui transmettre les éléments nécessaires sur le jeune pour l'entrée en stage, établir une fiche de liaison,
- informer le jeune sur les conditions de rémunération et les pièces à préparer pour le dossier,
- prendre connaissance du bilan de la formation,
- *veiller à une bonne utilisation des systèmes de reconnaissance et de validation des acquis,*
- *informer sur la validation des acquis de l'expérience.*

L'accès à l'emploi

- établir un partenariat contractualisé avec Pôle-Emploi,
- animer des ateliers de recherche d'emploi, aider le jeune à rédiger un CV, une lettre de motivation, et mettre à disposition les outils facilitant une recherche d'emploi,
- rapprocher les besoins des jeunes et les besoins des entreprises,
- favoriser l'accès à l'emploi en multipliant les séquences en entreprise dans les parcours d'insertion des jeunes,
- établir des liaisons avec les entreprises et les réseaux économiques,
- *encourager la création d'activités et d'entreprises, en liaison avec les partenaires impliqués,*

→ Les Actions concourant à l'insertion professionnelle et sociale

La santé

- informer et orienter vers les réseaux œuvrant dans le domaine de la santé,
- prescrire des visites médicales, en privilégiant dans toute la mesure du possible les prestations offertes par les centres de bilans de santé,
- *organiser des actions de sensibilisation des jeunes aux problèmes de santé,*
- *accueillir dans la structure des psychologues professionnels ou travailler en partenariat pour offrir aux jeunes une écoute psychologique non thérapeutique destinée à soutenir leur démarche d'insertion.*

L'accès au droit

- lutter contre les discriminations,
- *mettre en place des permanences juridiques tenues par des professionnels,*

- *mailler le territoire en réseau et en complémentarité avec les MJD,*
- *mener des actions spécifiques sur ce thème,*
- *initier des partenariats avec des organismes spécialisés, au niveau départemental, et les formaliser si possible dans une convention*.

→ La Capacité d'expertise et de connaissance de son territoire, et à monter des projets

Connaître et faire connaître son territoire

- évaluer le nombre de jeunes à toucher et ses caractéristiques,
- contribuer à l'analyse des besoins, à l'observation et à la réalisation du diagnostic de la zone de compétence de la mission locale à partir des outils disponibles (Parcours) et en mobilisant le partenariat local,
- déterminer, au vu de l'analyse, le plan d'action.

Monter des projets

- animer ou participer au partenariat local d'acteurs et accompagner des initiatives locales,
- monter des projets en partenariat, s'inscrire dans une démarche de développement local,
- s'impliquer dans les PLIE lorsqu'ils existent, accompagner des publics dans le cadre des PLIE,
- impulser et favoriser le partenariat entre toutes les structures d'accueil d'information et d'orientation, notamment dans le cadre des maisons de l'emploi ou des cités des métiers lorsqu'elles existent,
- contribuer à la complémentarité et à la lisibilité pour le public des différents services d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.

FACTEURS CLES DE REUSSITE

- disposer de locaux agréables et adaptés à l'accueil du public (notamment handicapé),
- avoir une signalétique Mission Locale (logo, panneaux....) visible de l'extérieur,
- assurer l'ensemble de ses missions en liaison étroite avec les services de la Région et de l'Etat en participant à des rencontres régulières avec leurs représentants, notamment en vue d'une adaptation constante des dispositifs,
- participer à l'échange et à la capitalisation avec d'autres Missions Locales et notamment sur le réseau Intranet SESAME, dans une volonté de communication régionale,
- veiller à la bonne circulation des informations auprès de tous les conseillers,
- respecter la charte régionale de saisie sur i-milo,
- établir des profils de poste pour tous les personnels,
- formaliser les objectifs et mettre en place une évaluation des actions menées par la structure,
- mettre en place une gestion du temps qui permette en interne d'échanger, de capitaliser, de prendre du recul, de se créer de nouveaux outils,
- établir un plan de formation des personnels cohérent avec les missions confiées à la structure,
- faciliter l'accès des personnels aux formations existantes,
- développer les compétences des conseillers sur l'ensemble des missions confiées,
- désigner au sein de l'équipe de la Mission Locale des référents ou personnes ressources sur des domaines spécifiques, impliqués dans la mise en place des politiques régionales portant sur l'illettrisme, le handicap, la lutte contre les discriminations, l'accès au droit, etc.

ANNEXE 2 À LA CONVENTION RÉGIONALE DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT :

MODE DE CALCUL DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET DE LA PRIME DE PERFORMANCE

A - Méthodologie de calcul de la subvention de fonctionnement

CONTEXTE 30%		ACTIVITE 35 %		RESULTAT 35%	
15 %	Nombre de jeunes actifs non occupés	10 %	Nombre de 1er accueil	10 %	Nombre d'entrées en emploi durable
5 %	Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois en QPV	25 %	Nombre de jeunes accompagnés	7,5 %	Nombre d'entrées en emploi non durable
5 %	Nombre de ménages non assujettis			10 %	Nombre d'entrées en alternance
5 %	Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de niveau IV non validé et infra			7,5 %	Nombre d'entrées en formation

1) Les indicateurs de contexte

La partie «contexte» de la maquette permet de financer les ML à la hauteur des besoins de leur territoire. Les indicateurs et pondérations suivantes sont appliqués:

Mesurer le public potentiel:

- ✓ Indicateur: Jeunes Actifs Non Occupés (JANO) de 15 à 24 ans présents sur le territoire de la ML (cet indicateur pourra évoluer pour prendre en compte la tranche d'âge 16-25 ans)
- ✓ Pondération:15%
- ✓ Objectif: Il s'agit d'un indicateur stable sur 3 ans, permettant de mesurer le public susceptible de se présenter en ML.

Mesurer le niveau de qualification sur le territoire

- ✓ Indicateur: nombre de jeunes demandeurs d'emploi en fin de mois de 16 à 25 ans de niveau IV non validé et infra présents sur le territoire.
- ✓ Pondération: 5%
- ✓ Objectif: Prise en compte de la difficulté liée à la qualification des jeunes sur le territoire ainsi que de la typologie des jeunes accueillis.

Mesurer la précarité du territoire:

- ✓ 1er indicateur: Demandeurs d'emploi en fin de mois résidents des QPV
- ✓ Pondération: 5%
- ✓ Objectif: Prise en compte du nombre de demandeurs d'emploi résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville présents sur le territoire de la ML.

- ✓ 2e indicateur: Nombre de ménages non assujettis sur le territoire
- ✓ Pondération: 5%
- ✓ Objectif: Prise en compte de la précarité sur l'ensemble du territoire de manière continue. Contrepoids au financement très localisé attribué au titre des quartiers QPV.

2) Les indicateurs d'activité

La partie «activité et accompagnement» permet de mesurer le volume de l'activité de la ML, et ainsi octroyer des financements en prenant en compte «l'effet taille» des ML.

Mesurer la captation des nouveaux publics:

- ✓ Indicateur: nombre de premiers accueils dans l'année
- ✓ Pondération: 10%
- ✓ Objectif: Prise en compte du volume d'activité nouvelle pour la ML chaque année.

Mesurer l'accompagnement réalisé par la ML :

- ✓ Indicateur: Nombre de jeunes accompagnés (au moins un évènement de type ''Entretien individuel'', ''Atelier'' ou ''Information collective'' dans l'année)
- ✓ Pondération: 25%
- ✓ Objectif: Prise en compte de la charge de travail d'une ML, dans sa définition la plus large. Les actions individuelles et collectives proposées en ML tout au cours de l'année sont ainsi mesurées.

3) Les indicateurs de résultat

La partie «résultats» de la maquette met en valeur les solutions que les ML mobilisent pour les jeunes.
Comptabilisation du nombre de jeunes (et non du nombre de situations), qui permet de valoriser l'apport d'une solution pour le maximum de jeunes se présentant en ML.
Les indicateurs et pondérations suivantes sont appliqués:

Mesurer l'emploi durable:

- ✓ Indicateur: nombre de jeunes en emploi (y compris contrats aidés) d'une durée supérieure à 6 mois
- ✓ Pondération: 10%
- ✓ Objectif: La distinction entre emploi durable et non durable permet de valoriser davantage le travail conséquent que représente la recherche de solutions durables pour les jeunes.

Mesurer l'emploi non durable:

- ✓ Indicateur: nombre de jeunes en emploi d'une durée de moins de 6 mois
- ✓ Pondération: 7,5%
- ✓ Objectif: L'emploi non durable est également valorisé, presque à la même hauteur que l'emploi durable

Mesurer l'alternance

- ✓ Indicateur: nombre de jeunes en alternance
- ✓ Pondération: 10%
- ✓ Objectif: La pondération de l'alternance est fortement augmentée par rapport à l'ancienne maquette (de 5 à 10%), afin de refléter l'importance accordée par la Région et la DIRECCTE à la mobilisation de ces parcours pour les jeunes suivis en ML. Sans qu'il soit

comptabilisé à part dans la maquette, la mobilisation de l'apprentissage sera d'une importance particulière dans le pilotage Etat Région

Mesurer la formation

- ✓ Indicateur: nombre de jeunes en formation (y compris les prescriptions vers les E2C, Avenir jeunes)
- ✓ Pondération: 7,5%
- ✓ Objectif: Les formations sont valorisées car elles sont essentielles dans la construction du parcours de nombreux jeunes qui se présentent en ML sans les compétences nécessaires pour l'emploi recherché. Il a été envisagé de comptabiliser, séparément ou uniquement, les solutions de formation qualifiante, mais cela ne sera pas appliqué à ce stade faute de définition claire et partagée de la formation qualifiante

B - Méthodologie de calcul de la prime de performance

L'indicateur retenu pour la mesure de la performance estle taux de sorties positives, c'est-à-dire le nombre de sorties en emploi, formation ou alternance rapporté au nombre de jeunes accompagnés

Le financement de la performance prend en compte le contexte socio-économique des territoires dans lesquels s'inscrivent les missions locales.

Le versement du financement de la performance interviendra au premier semestre de l'année n, sur la base des données consolidées en année n-1.

Le montant attribuable sur performance sera calculé selon la méthodologie suivante :

L'indicateur de performance sera calculé pour chaque mission locale sur les données de l'année n-1 ; Le résultat est exprimé en pourcentage, puis les missions locales seront classées au sein de leur groupe de référence selon l'indicateur calculé (la première est celle ayant le % le plus élevé).

Chacune des classes de missions locales sont partagées en quatre groupes (quartiles construits à partir des percentiles calculés sur la base du nombre de missions locales dans chaque classe).

- Le groupe le plus performant obtiendra un bonus financier représentant 5% de sa subvention de fonctionnement
- le 2ème groupe un bonus financier représentant 2,5% de sa subvention de fonctionnement
- le 3ème groupe verra appliqué sur sa subvention de fonctionnement un malus financier de – 2,5%
- le 4ème groupe verra appliqué sur sa subvention de fonctionnement un malus financier de – 5%

ANNEXE 3 À LA CONVENTION RÉGIONALE DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT :

MODE OPERATOIRE DU DISPOSITIF SPECIFIQUE

PARRAINAGE

Cadre du dispositif

Le dispositif parrainage permet aux missions locales de mettre en place un accompagnement individuel pour faciliter l'accès à l'emploi et le maintien dans l'emploi des jeunes franciliens de 16 à 25 ans qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle en raison de « freins » occasionnés par des défauts de qualification et d'expérience professionnelle ou pour des raisons de discrimination sociales, d'origines ethniques ou géographiques.

A ce titre, il mobilise un référent du dispositif au sein des missions locales et un réseau de bénévoles volontaires pour s'engager dans cette démarche.

Règles de mise en œuvre

a) Objectif poursuivi

L'action de parrainage se décline en deux grandes catégories :

Le parrainage vers l'emploi, qui aide le jeune dans ses démarches de recherche d'emploi. Il doit permettre de lever les « freins » rencontrés lors de tentatives d'accès à l'entreprise.

L**e parrainage dans l'emploi** qui vise le maintien dans l'emploi et offre une médiation avec le « monde du travail ».

b) Durée

La durée d'un parcours est détaillée ci-dessous.

Au titre d'une année N, les entrées pourront s'effectuer du 1er janvier au 31 décembre.

Préconisations en termes de méthode et de moyens

Le parrainage vers l'emploi :

Le parrainage vers l'emploi se traduit par un suivi personnalisé assuré obligatoirement par le même parrain ou la même marraine sur toute la durée du parrainage. Le binôme parrainé et parrain est basé sur la relation de confiance qui en constitue le dynamisme. La durée maximale de ce type de parrainage est de 6 mois au cours de laquelle il est préconisé que le jeune rencontre régulièrement son parrain ou sa marraine.

Seuls les parcours comprenant au moins 2 entretiens individuels peuvent faire l'objet d'un financement. Dans le cas où le parrainage est validé par une insertion en emploi ou en formation, la subvention est versée en totalité quel que soit le nombre d'entretien.

Le contenu de ce parrainage dépend des besoins du parrainé et de la demande formulée par le conseiller prescripteur de l'action. Il peut s'agir d'action de préparation à un entretien d'embauche, d'aide à la recherche de stage de formation ou d'emploi, mais également de toutes actions permettant au jeune de lever les freins liés aux risques de discrimination dont il peut faire l'objet. Il peut évoluer naturellement selon la progression propre au parrainé. Il est toujours orienté vers l'emploi et ne se superpose pas aux interventions du professionnel qui reste omniprésent dans ce processus.

Toutes les actions sont prévues dans le cadre des actions de préparation à la recherche d'emploi dans les domaines définis selon les besoins, et la progression du parrainé.

Le parrainage dans l'emploi :

Le parrainage vise à assurer une médiation avec l'entreprise d'accueil et le parrainé. Le but est de favoriser le maintien dans l'emploi nouvellement obtenu en facilitant la communication ou en intervenant sur des aspects extraprofessionnels.

Ce type de parrainage est assuré par un bénévole, et se distingue du tutorat exercé au sein de l'entreprise par un membre du personnel qui aide la personne à se doter de savoirs professionnels. Ce type de parrainage nécessite une méthodologie spécifique de partenariat avec l'entreprise et les employeurs. Il suppose aussi l'acceptation par le parrainé de la médiation.
Il peut être mobilisé dans la négociation des suites de contrat (apport d'information etc.), ou encore dans le cadre de l'accompagnement à la création d'activité.

Comme pour le parrainage vers l'emploi, le nombre minimum d'entretien individuel est de 2 par parrainage. La fréquence des entretiens est évidemment dictée par les besoins de la médiation. De même, la durée du parrainage dans l'emploi dépend directement de la situation du parrainé au départ du contrat de travail. A titre indicatif, la préconisation de durée est de trois mois.

Obligations communes aux deux types de parrainage

Le parrain doit être disponible pour participer aux réunions et aux contacts avec les équipes techniques chargées de l'insertion des personnes pressenties pour le parrainage. Il doit présenter les qualités suivantes :

- Etre reconnu par les employeurs du fait de son expérience professionnelle ou de sa participation à la vie locale lui permettant de jouer un rôle de médiateur ;
- Présenter des qualités d'écoute et de dialogue avec les personnes d'une part, les employeurs ou leurs représentants d'autre part, afin d'assurer la médiation ;
- Etre susceptible de s'engager afin d'accompagner efficacement et dans la durée les personnes dans leur démarche d'insertion dans l'emploi.

Afin de garantir une bonne qualité d'accompagnement, il convient de limiter le nombre de parrainés à trois par parrain dans la même période de suivi.

Modalités de l'aide de la Région

La participation financière de la Région s'inscrit dans une logique de cofinancement du parrainage avec l'Etat.
Dans le cadre du développement du parrainage, les missions locales peuvent cumuler les actions de parrainage Etat/Région. Néanmoins elle ne pourra pas demander aux deux administrations de financer un même parrainé.

c) Règles de financement des places

Seuls les parcours comprenant au moins 2 entretiens individuels peuvent faire l'objet d'un soutien financier de la Région. Un parrainé ayant bénéficié de ces deux catégories de parrainage sur une même année ne peut faire l'objet que d'un seul soutien financier.
Pour une atteinte optimale des objectifs de réalisation des places de parrainage attribuées à chacune des missions locales, des ajustements à la hausse ou à la baisse sur le nombre de places accordées peuvent avoir lieu sur demande de la mission locale. A cette fin, un formulaire de demande de régulation des places sera envoyé par les services régionaux aux missions locales au cours du premier semestre de l'année N.

<u>ANNEXE 4</u> À LA CONVENTION RÉGIONALE DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT:

MODE OPERATOIRE DU DISPOSITIF SPECIFIQUE
CHEQUES MOBILITE

I. <u>LE CADRE DU DISPOSITIF</u>

1) Champ d'application :

L'aide au transport des jeunes sans emploi est attribuée par les missions locales aux jeunes qu'elles suivent régulièrement sous la forme de "Chèques Mobilité". D'une valeur nominale de 8 € et de 4 €, ces " Chèques Mobilité " sont utilisés pour l'achat de titres de transport en Île-de-France auprès de la RATP, de la SNCF et les sociétés de l'Organisation Professionnelle du Transport en Île-de-France.

Il s'agit d'une aide exclusivement accordée aux jeunes sans emploi engagés dans un parcours d'insertion élaboré avec l'aide d'une mission locale. Les jeunes qui suivent des stages de formation professionnelle pour lesquels des aides au transport spécifiques existent déjà n'ont pas accès au " Chèque Mobilité " afin d'éviter les doubles financements (excepté, à titre dérogatoire, pour le premier mois).

S'agissant des dispositifs Avenir Jeunes, Ecoles de la 2ème Chance, et les dispositifs de type Qualifiants (Programme Régional de Formation pour l'Emploi (PRFE), Programme Régional Qualifiant Compétences (PRQC), Groupement de Commande Région-Pôle emploi (GCRP) et Programme Régional Formations Métiers (PRFM)). Le chèque mobilité peut être distribué autant que de besoin et dans la limite des plafonds disponibles, dans l'attente de l'activation effective de la gratuité des transports pour les jeunes en insertion.

2) Montant et durée de l'aide :

L'aide régionale au transport accordée à un jeune est limitée à 3 mois consécutifs maximum. Si le parcours d'insertion du jeune le justifie, la durée de l'aide pourra être prolongée, la mission locale étant en charge de garantir à l'ensemble des jeunes qu'elle suit un accès équitable à ce dispositif.

Cette aide est plafonnée à 80 % du prix du titre de transport. Elle est utilisée pour l'achat de titres de transport selon la grille des tarifs plafonds transmise par la Région. L'aide s'exprime par la remise aux ayants droits d'un ou plusieurs chèques dédiés à l'achat de titres de transport.

A titre exceptionnel, pour les jeunes dont la situation financière ne permet pas de prendre en charge la quote-part de 20 %, les chèques-mobilité délivrés par la mission locale pourront couvrir 100 % du coût du titre de transport.

Le " Chèque Mobilité " peut aussi être utilisé pour l'achat de tickets à l'unité par le jeune ou par la mission locale qui les délivre au jeune. La structure est en effet autorisée à utiliser les " Chèques Mobilité " pour l'achat de tickets à l'unité ou de carnets de tickets pour aider le jeune lorsque cette solution est plus avantageuse que l'achat d'un titre de transports hebdomadaire ou forfaitaire. Dans ce cas, le ticket est remis au jeune sans demande de contrepartie.

Le montant de l'aide est égal à un nombre entier de "Chèques Mobilité" d'une valeur nominale de 4 € et 8 €. Il est complété par le bénéficiaire par les moyens classiques de paiement. Le rendu de monnaie au guichet n'est pas autorisé.

3) Motifs d'attribution

Les chèques mobilité sont accordés pour les motifs suivants :

N° Motif	Motif
M1	Couverture de la période précédant l'activation de la gratuité – EDI
M2	Couverture de la période précédant l'activation de la gratuité – PEE
M3	Couverture de la période précédant l'activation de la gratuité – E2C
M4	Couverture de la période précédant l'activation de la gratuité - Formations qualifiantes
M5	Déplacements dans le cadre du suivi Parrainage (Région et Etat)
M6	Alternance
M7	Stage
M8	Emploi
M9	Garantie Jeunes (couverture du 1er mois exclusivement)
M10	Démarches de recherche d'emploi ou de formation (entretien d'embauche, plateau technique, tests, visites entreprises, réunion d'information, bilan de compétence…) en dehors des motifs M1 à M9
M11	Démarches relatives au parcours d'insertion (administratives, médicales…)

Les motifs d'attribution doivent être systématiquement indiqués par la mission locale pour chaque chèque distribué dans les registres mensuels transmis aux services de la Région et à l'ASP.

II. LES REGLES DE MISE EN ŒUVRE

1) Validité des chèques Mobilité

Les " Chèques Mobilité " portent mention au recto du nom de la mission locale à laquelle ils sont livrés.

Pour marquer le caractère personnel de l'aide, le nom du jeune doit impérativement être reporté au dos des chèques.

Les chèques mobilité d'une année N sont valables 16 mois maximum, entre le 1er octobre de l'année N-1 jusqu'au 31 janvier de l'année N+1.

2) Commandes

a. Les modalités

Les missions locales ont la possibilité d'effectuer une commande chaque mois, en fonction de leurs besoins et dans le respect du plafond qui leur a été attribué par la Région. Celui-ci prend en compte le montant total des commandes livrées entre les mois de janvier et de décembre.

NB : si, à fin décembre, l'intégralité du plafond n'a pas été utilisée, le reliquat ne pourra être utilisé pour passer commande l'année suivante. Ce reliquat sera donc perdu.

➊ La Région est chargée d'enregistrer les commandes et de suivre le rythme des conventions. Les commandes doivent lui être adressées par email exclusivement à l'adresse : DFPML@iledefrance.fr

❷ La limite de toute commande est fixée impérativement à la fin du mois qui précède celui de livraison. Pour être honorée, la commande devra être reçue par les services de la Région au plus tard **avant le 2 du mois de livraison**.

Exemple : pour une livraison attendue mi-avril (pour l'achat du forfait Navigo de mai), il faut retourner le bon de commande avant le 2 avril.

❸ La périodicité des livraisons est **mensuelle.**

Pour des raisons de coûts, il est demandé à la mission locale de **ne pas passer de commande inférieure à 30 chéquiers** (sauf pour clôturer l'enveloppe attribuée).

Pour les commandes, les missions locales doivent utiliser le bon de commande spécifique " Chèques Mobilité " conforme au modèle fourni par la Région et en conserver un doublon (document téléchargeable sur le portail Sésame : https://arml-idf.org/sesame/dispositifs/action-sociale/cheque-mobilite/).

b. Le traitement de la commande

Le 2 de chaque mois, la Région établit le récapitulatif des commandes des Missions Locales. Ce récapitulatif est transmis par la Région au prestataire, qui se charge de l'impression et de la livraison des chèques aux Missions Locales (au plus tard le 15 du mois).

Les chèques sont imprimés tous les mois en fonction des commandes passées : ni le prestataire en charge de l'impression et de la livraison des commandes des chéquiers, ni la Région ne détiennent de stock. Il est donc impossible de délivrer des chèques entre deux commandes.

3) Distribution

Les structures peuvent distribuer les chèques mobilité aux jeunes sur toute la période de validité des chèques.

Il appartient à chaque mission locale de tenir **le registre des aides au transport** délivrées aux jeunes, à l'aide du formulaire établi et transmis par la Région (document téléchargeable sur le portail Sésame : https://arml-idf.org/sesame/dispositifs/action-sociale/cheque-mobilite/) faisant apparaître le nom et le prénom de chaque bénéficiaire (en lettres capitales), sa date de naissance, si possible son adresse, la date de remise des chèques, le montant de l'aide reçue pour la période considérée, le prix-tarif des titres achetés.

Les formulaires du registre indiquant la distribution du mois N doivent être adressés la première semaine du mois N+1 au service " Chèque Mobilité " de la délégation régionale de l'ASP, via l'adresse email : idf-ml@asp-public.fr

Une copie du registre mensuel est adressée aux services de la Région.

NB : le montant plafond de la subvention annuelle attribuée au titre des Chèques Mobilité est calculé sur la base des registres détaillant la consommation de l'année précédente. Il est donc **primordial de tenir ces registres à jour et de les transmettre à l'ASP et à la Région selon le calendrier prévu**, afin que soient pris en compte les besoins de la structure dans le calcul de la subvention de l'année suivante.

Les jeunes bénéficiaires ayant droit à 90 jours consécutifs maximum d'aide au transport par année civile, la mission locale se charge de contrôler que les jeunes n'ont pas épuisé leurs droits.

4) Habilitations

La mission locale se doit impérativement de renvoyer à la Région le formulaire d'habilitation des personnels à réceptionner les chèques en cas de changement d'adresse de la structure ou en cas de changement de personnes habilitées à réceptionner les chèques (document téléchargeable sur le portail Sésame : https://arml-idf.org/sesame/dispositifs/action-sociale/cheque-mobilite/).

Si ces indications de changement d'adresse et/ou de personne habilitée ne sont pas communiquées à la Région suffisamment en amont de la prochaine date de livraison prévue, **les chéquiers ne pourront être remis à la structure lors de la livraison mensuelle**.

La remise des chèques à une personne qui ne serait plus habilitée par le Président ou son délégué, et l'usage que cette personne pourrait en faire ne sauraient constituer un motif de recours contentieux de la part de la mission locale.

III. CAS PARTICULIERS

1) Harmonisation avec l'action de certains départements

Dans les départements où le Conseil Départemental accorde aussi des chèques mobilité aux jeunes et notamment aux bénéficiaires du RSA, il est demandé aux missions locales de veiller à ce qu'un jeune ne puisse bénéficier de ces aides simultanément.

2) Perte et vol

La distribution des chèques s'effectue sous la responsabilité financière de la mission locale. La responsabilité s'étend à la perte et au vol à partir de la remise des chéquiers entre les mains du directeur ou d'une personne de la structure habilitée pour les réceptionner.

En cas de perte ou de vol, la mission locale informe immédiatement la Région par courrier. Elle joint à ce courrier un double de la déclaration de perte ou de vol auprès des autorités de police. La Région se réserve le droit d'exiger le remboursement des chèques perdus ou volés et ne saurait en aucun cas être tenue de délivrer de nouveaux chèques pour le montant déclaré volé.

3) Restitution des Chèques Mobilité inutilisés

Au 31 janvier de l'année N+1, les chèques du millésime N non utilisés sont retournés par envoi recommandé avec accusé de réception à l'ASP (Service « chèques mobilité » - 12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 40004 – 93555 MONTREUIL CEDEX). Il se charge de les transmettre à l'émetteur pour destruction. La destruction se fait en présence d'un représentant du Syndicat des Transports d'Île-de-France pour enregistrement et contrôle des numéros de chèques détruits.

Doivent être retournés à l'ASP non seulement les chèques dont le millésime est périmé mais aussi ceux qui ont été remis aux jeunes et qui n'ont pu être utilisés.

En cas de cessation d'activité, les chèques détenus par la mission locale sont retournés par envoi recommandé avec accusé de réception à la région Île-de-France, à l'attention du responsable du service, à l'adresse suivante : Pôle Développement économique, emploi et formation - Direction de la formation professionnelle continue – CMOD SOCLE / Missions Locales – 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN SUR SEINE.

CONVENTION N°

Mission Locale de :
Classe :

ANNEXE 5 - DETAIL TECHNIQUE ET FINANCIER A LA CONVENTION REGIONALE DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT 2020-2022

ANNEE

Délibération n° CP 2020-058 du 31 janvier 2020

	1ERE AFFECTATION : PART FIXE ACCORDEE		2DE AFFECTATION : PART VARIABLE ACCORDEE	TOTAL ANNUEL ACCORDE (= a+b)
	Montant annuel de la subvention de fonctionnement N-1	xx% du montant annuel de la subvention de fonctionnement N-1 (a)	sur la base des critères de contexte, d'activité et de résultat après vote du budget régional (b)	
Subvention de fonctionnement (voir détail page suivante)				

			TOTAL bonus ou malus
Bonus ou malus appliqué			

	Nombre annuel de places N-1	Nombre de places AVANCE XX % N-1	MONTANT DE L'AVANCE (a)	Nombre de places SOLDE N	MONTANT SOLDE (b)	TOTAL ANNUEL ACCORDE (= a+b)
Parrainage						

Total des subventions maximales prévisionnelles accordées			

	AVANCE (a)	SOLDE (b)	TOTAL ANNUEL ACCORDE (= a+b)
Plafond chèques mobilité			

Détail du montant annuel de la subvention de fonctionnement 20xx

CRITERES			Mission locale (A)	Total Île-de-France (B)	Part de la ML (C =A / B)	Sous enveloppe régionale (D)	Subvention de la ML (E = C x D)
CONTEXTE 30%	15 %	Nombre de jeunes actifs non occupés					
	5 %	Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois en QPV					
	5 %	Nombre de ménages non assujettis					
	5 %	Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de niveau IV non validé et infra					
ACTIVITE 35 %	10 %	Nombre de 1er accueil					
	25 %	Nombre de jeunes accompagnés					
RESULTAT 35%	10 %	Nombre d'entrées en emploi durable					
	7,5 %	Nombre d'entrées en emploi non durable					
	10%	Nombre d'entrées en alternance					
	7,5 %	Nombre d'entrées en formation					
						Résultat	
						Montant annuel plafonné	
						Dont montant attribué sur performance	

La mission locale s'engage à recruter XX stagiaires ou alternants au titre de l'année XX, pour une période minimale de deux mois.

A Le

(1) joindre impérativement la copie de l'acte autorisant la signature du délégataire

Annexe 4 : Tableau financier des subventions

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2020 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2020	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2020 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2020" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2020" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2020 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2020	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Mission Locale de Paris	20R75MLPARISF	75	Association Loi 1901	706 391,85 €	*5*	1 525,00 €	88 111,49 €	*125 873,56 €*	*707 916,85 €*	**796 028,34 €**	5
Mission Locale du Bassin Chellois	20R77MLCHEF	77	Association Loi 1901	45 890,88 €	*15*	4 575,00 €	7 089,43 €	*10 127,76 €*	*50 465,88 €*	**57 555,31 €**	2
Mission Locale de la Brie et des Morins	20R77MLMORF	77	Association Loi 1901	67 547,78 €	*41*	12 505,00 €	3 245,58 €	*4 636,55 €*	*80 052,78 €*	**83 298,36 €**	2
Mission Locale des Boucles de la Marne	20R77MLBOUF	77	Association Loi 1901	53 968,62 €	*0*	0,00 €	5 228,91 €	*7 469,87 €*	*53 968,62 €*	**59 197,53 €**	2
Maison de l'emploi et de la formation Nord-Est 77 / Département mission locale	20R77MLMEAF	77	Association Loi 1901	93 137,12 €	*8*	2 440,00 €	8 822,52 €	*12 603,60 €*	*95 577,12 €*	**104 399,64 €**	2
Mission Locale du Sud Ouest Seine et Marne / Mission Emploi-Insertion Melun Val de Seine	20R77MLMELF	77	Association Loi 1901	101 545,58 €	*0*	0,00 €	6 240,29 €	*8 914,70 €*	*101 545,58 €*	**107 785,87 €**	2
Mission Locale de la Plaine de France	20R77MLPLAF	77	Groupement d'Interet Public (GIP)	54 473,62 €	*0*	0,00 €	9 102,47 €	*13 003,53 €*	*54 473,62 €*	**63 576,09 €**	2
Maison de l'emploi et de la formation de Sénart / activité mission locale	20R77MLSENF	77	Association Loi 1901	72 733,33 €	*0*	0,00 €	9 282,03 €	*13 260,05 €*	*72 733,33 €*	**82 015,36 €**	2
Mission Locale du Bassin Economique de Montereau	20R77MLMONF	77	Association Loi 1901	56 419,58 €	*42*	12 810,00 €	2 828,43 €	*4 040,61 €*	*69 229,58 €*	**72 058,01 €**	2
Mission Locale de la Seine et du Loing	20R77MLSEIF	77	Association Loi 1901	67 972,92 €	*18*	5 490,00 €	4 864,04 €	*6 948,63 €*	*73 462,92 €*	**78 326,96 €**	2
Mission Locale du Provinois	20R77MLPROF	77	Association Loi 1901	47 205,99 €	*5*	1 525,00 €	5 649,17 €	*8 070,24 €*	*48 730,99 €*	**54 380,16 €**	2
Mission Locale pour l'emploi du Plateau de Brie	20R77MLBRIF	77	Association Loi 1901	69 941,87 €	*15*	4 575,00 €	5 219,92 €	*7 457,03 €*	*74 516,87 €*	**79 736,79 €**	2
Mission Locale pour l'Emploi de Marne la Vallée - Val Maubuée	20R77MLTORF	77	Association Loi 1901	88 064,81 €	*31*	9 455,00 €	13 958,81 €	*19 941,16 €*	*97 519,81 €*	**111 478,62 €**	2
Mission Locale de Saint Quentin en Yvelines et des Environs - SQYWAY 16/25	20R78MLQUEF	78	Association Loi 1901	132 617,83 €	*0*	0,00 €	22 735,16 €	*32 478,80 €*	*132 617,83 €*	**155 352,99 €**	2
Mission Locale du Mantois	20R78MLMANF	78	Association Loi 1901	123 661,65 €	*0*	0,00 €	17 042,89 €	*24 346,99 €*	*123 661,65 €*	**140 704,54 €**	2
Mission Locale Intercommunale des Mureaux	20R78MLMURF	78	Association Loi 1901	61 317,51 €	*0*	0,00 €	10 909,71 €	*15 585,30 €*	*61 317,51 €*	**72 227,22 €**	2
Mission Locale Intercommunale de Poissy - Conflans Sainte Honorine - MLIPC	20R78MLPOIF	78	Association Loi 1901	101 879,18 €	*0*	0,00 €	12 433,84 €	*17 762,63 €*	*101 879,18 €*	**114 313,02 €**	2
Mission Locale Intercommunale de Rambouillet	20R78MLRAMF	78	Association Loi 1901	41 561,36 €	*0*	0,00 €	4 255,72 €	*6 079,59 €*	*41 561,36 €*	**45 817,08 €**	2
Mission Locale de Saint Germain en Laye et des communes environnantes	20R78MLGERF	78	Association Loi 1901	31 412,38 €	*13*	3 965,00 €	4 051,99 €	*5 788,56 €*	*35 377,38 €*	**39 429,37 €**	2
Mission Locale de Sartrouville, Houilles, Maisons-Lafitte, Montesson, Carrières-sur-Seine, Le Mesnil-le-Roi	20R78MLSARF	78	Association Loi 1901	47 636,00 €	*11*	3 355,00 €	5 989,72 €	*8 556,74 €*	*50 991,00 €*	**56 980,72 €**	2

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2020 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2020	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2020 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2020" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2020" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2020 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2020	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Mission Locale Intercommunale de Versailles	20R78MLVERF	78	Association Loi 1901	58 269,99 €	*27*	8 235,00 €	5 716,58 €	*8 166,54 €*	*66 504,99 €*	**72 221,57 €**	2
Mission Locale Nord-Essonne	20R91MLNORF	91	Association Loi 1901	79 620,03 €	*37*	11 285,00 €	15 707,90 €	*22 439,86 €*	*90 905,03 €*	**106 612,93 €**	2
Mission Locale des Trois Vallées	20R91MLVALF	91	Association Loi 1901	122 131,03 €	*0*	0,00 €	16 201,48 €	*23 144,97 €*	*122 131,03 €*	**138 332,51 €**	2
Mission Intercommunale Vers l'Emploi (MIVE)	20R91MLCORF	91	Association Loi 1901	66 720,34 €	*58*	17 690,00 €	7 392,51 €	*10 560,73 €*	*84 410,34 €*	**91 802,85 €**	2
Mission Locale Sud-Essonne	20R91MLSUDF	91	Association Loi 1901	51 303,02 €	*20*	6 100,00 €	5 234,94 €	*7 478,49 €*	*57 403,02 €*	**62 637,96 €**	2
Mission Locale d'Evry / DYNAMIQUE EMPLOI	20R91MLEVRF	91	Association Loi 1901	76 673,16 €	*50*	15 250,00 €	10 787,44 €	*15 410,63 €*	*91 923,16 €*	**102 710,60 €**	2
Mission Locale de Grigny	20R91MLGRIF	91	Association Loi 1901	40 745,21 €	*0*	0,00 €	10 614,54 €	*15 163,63 €*	*40 745,21 €*	**51 359,75 €**	2
ViTaCiTé, la mission locale	20R91MLMASF	91	Association Loi 1901	112 644,56 €	*0*	0,00 €	4 138,73 €	*5 912,48 €*	*112 644,56 €*	**116 783,29 €**	2
Mission Locale du Val d'Orge	20R91MLORGF	91	Association Loi 1901	72 925,55 €	*31*	9 455,00 €	16 043,41 €	*22 919,15 €*	*82 380,55 €*	**98 423,96 €**	2
Insertion et Développement (I.D.) du Val d'Yerres Val de Seine	20R91MLYERF	91	Association Loi 1901	92 654,40 €	*0*	0,00 €	19 988,97 €	*28 555,67 €*	*92 654,40 €*	**112 643,37 €**	2
Mission Locale des Ulis	20R91MLULIF	91	Association Loi 1901	59 705,48 €	*24*	7 320,00 €	13 134,70 €	*18 763,85 €*	*67 025,48 €*	**80 160,18 €**	2
GIP Emploi Vallée Sud Grand Paris	20R92MLEVSF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	150 248,61 €	*15*	4 575,00 €	22 382,70 €	*31 975,28 €*	*154 823,61 €*	**177 206,31 €**	2
GIP - Mission Locale Intercommunale Asnières sur Seine, Villeneuve La Garenne	20R92MLASVF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	53 931,18 €	*0*	0,00 €	6 808,71 €	*9 726,73 €*	*53 931,18 €*	**60 739,89 €**	2
Mission Locale de Clichy - Mission Clichoise pour l'Insertion Sociale Professionnelle des Jeunes	20R92MLCLIF	92	Association Loi 1901	41 422,21 €	*0*	0,00 €	12 137,40 €	*17 339,15 €*	*41 422,21 €*	**53 559,61 €**	2
Mission Locale de Colombes - Association Colombienne pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes de 16 à 25 ans	20R92MLCOLF	92	Association Loi 1901	45 151,97 €	*9*	2 745,00 €	4 829,29 €	*6 898,98 €*	*47 896,97 €*	**52 726,26 €**	2
Partenaires pour l'emploi - Mission locale Rives de Seine	20R92MLCOUF	92	Association Loi 1901	75 134,58 €	*0*	0,00 €	5 920,91 €	*8 458,44 €*	*75 134,58 €*	**81 055,49 €**	2
Mission Locale pour l'Insertion Professionnelle et Sociale des Jeunes de Gennevilliers	20R92MLGENF	92	Association Loi 1901	39 206,21 €	*18*	5 490,00 €	2 972,25 €	*4 246,08 €*	*44 696,21 €*	**47 668,46 €**	2
Seine Ouest Entreprise et Emploi / Maison des Entreprises et de l'Emploi / activité Mission locale	20R92MLARSF	92	Association Loi 1901	67 975,07 €	*0*	0,00 €	12 905,69 €	*18 436,70 €*	*67 975,07 €*	**80 880,76 €**	2
Maison de l'emploi et de la formation de Nanterre / activité mission locale	20R92MLNANF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	70 129,78 €	*10*	3 050,00 €	8 621,31 €	*12 316,15 €*	*73 179,78 €*	**81 801,09 €**	2
Maison de l'Emploi Rueil, Suresnes / activité mission locale	20R92MLRUEF	92	Groupement d'Interet Public (GIP)	28 086,25 €	*0*	0,00 €	4 455,87 €	*6 365,53 €*	*28 086,25 €*	**32 542,12 €**	2

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2020 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2020	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2020 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2020" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2020" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2020 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2020	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Mission Locale d'Aubervilliers - A.I.S.P.J.A.	20R93MLAUBF	93	Association Loi 1901	87 433,65 €	*0*	0,00 €	9 857,23 €	*14 081,75 €*	*87 433,65 €*	**97 290,88 €**	2
MDE Convergence Entrepreneurs - Maison de l'Emploi Convergence Entrepreneurs	20R93MLAULF	93	Association Loi 1901	71 060,11 €	*9*	2 745,00 €	8 523,22 €	*12 176,03 €*	*73 805,11 €*	**82 328,33 €**	2
Mission Locale Intercommunale de la MIRE Bobigny, Drancy, Le Blanc-Mesnil	20R93MLMIRF	93	Association Loi 1901	163 632,89 €	*23*	7 015,00 €	19 016,78 €	*27 166,83 €*	*170 647,89 €*	**189 664,67 €**	2
Mission Locale pour l'Emploi de Bondy	20R93MLBONF	93	Association Loi 1901	68 719,11 €	*5*	1 525,00 €	11 092,73 €	*15 846,76 €*	*70 244,11 €*	**81 336,84 €**	2
Mission Locale pour l'Emploi de la Dhuys	20R93MLDHUF	93	Association Loi 1901	82 141,85 €	*10*	3 050,00 €	3 653,67 €	*5 219,54 €*	*85 191,85 €*	**88 845,52 €**	2
Mission Locale Intercommunale de La Courneuve, Le Bourget, Stains et Dugny	20R93MLCOUF	93	Association Loi 1901	73 723,32 €	*0*	0,00 €	8 986,87 €	*12 838,39 €*	*73 723,32 €*	**82 710,19 €**	2
Mission Intercommunale pour l'Insertion des Jeunes (MIIJ)	20R93MLEPIF	93	Association Loi 1901	85 907,37 €	*21*	6 405,00 €	30 473,21 €	*43 533,15 €*	*92 312,37 €*	**122 785,58 €**	2
Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93	20R93MLMONF	93	Association Loi 1901	117 326,92 €	*0*	0,00 €	25 687,16 €	*36 695,94 €*	*117 326,92 €*	**143 014,08 €**	2
Mission Locale pour l'Emploi Sud 93	20R93MLSUDF	93	Association Loi 1901	46 402,47 €	*8*	2 440,00 €	12 437,45 €	*17 767,78 €*	*48 842,47 €*	**61 279,92 €**	2
Mission Locale de la Lyr - Pantin, Le Pré St Gervais, Les Lilas	20R93MLLYRF	93	Association Loi 1901	45 965,48 €	*0*	0,00 €	6 846,26 €	*9 780,37 €*	*45 965,48 €*	**52 811,74 €**	2
Mission Locale de la Marne aux Bois	2015R93MLROSF	93	Association Loi 1901	65 443,15 €	*8*	2 440,00 €	10 468,98 €	*14 955,69 €*	*67 883,15 €*	**78 352,13 €**	2
Mission Locale Intercommunale de St Denis, Pierrefitte - OBJECTIF EMPLOI	20R93MLDENF	93	Association Loi 1901	121 900,89 €	*0*	0,00 €	30 887,49 €	*44 124,98 €*	*121 900,89 €*	**152 788,38 €**	2
Mission Locale Intercommunale de Sevran, Tremblay en France, Villepinte	20R93MLTREF	93	Association Loi 1901	95 168,13 €	*20*	6 100,00 €	25 180,50 €	*35 972,14 €*	*101 268,13 €*	**126 448,63 €**	2
Mission Locale de Gagny, Villemomble, Les Pavillons sous Bois	20R93MLVILF	93	Association Loi 1901	45 790,48 €	*10*	3 050,00 €	7 132,77 €	*10 189,67 €*	*48 840,48 €*	**55 973,25 €**	2
Mission Locale du Plateau Briard	20R94MLPLAF	94	Association Loi 1901	29 856,18 €	*5*	1 525,00 €	10 889,29 €	*15 556,13 €*	*31 381,18 €*	**42 270,47 €**	2
Mission Locale Intercommunale du Nord Ouest du Val de Marne (INNOVAM)	20R94MLVALF	94	Association Loi 1901	86 518,38 €	*15*	4 575,00 €	26 879,37 €	*38 399,11 €*	*91 093,38 €*	**117 972,75 €**	2
Mission Locale d'Orly, Choisy Le Roi, Villeneuve le Roi, Ablon sur Seine (MLOCVA)	20R94MLORLF	94	Association Loi 1901	58 360,60 €	*0*	0,00 €	12 922,00 €	*18 460,00 €*	*58 360,60 €*	**71 282,60 €**	2
A.I.F.P. Mission Locale de la Plaine Centrale du Val de Marne	20R94MLCENF	94	Association Loi 1901	93 712,45 €	*0*	0,00 €	20 813,52 €	*29 733,60 €*	*93 712,45 €*	**114 525,97 €**	2
Mission Locale des Villes du Nord du Bois	20R94MLVNBF	94	Association Loi 1901	35 362,97 €	*20*	6 100,00 €	9 433,41 €	*13 476,30 €*	*41 462,97 €*	**50 896,38 €**	2
Mission Locale de Bièvre Val de Marne	20R94MLBIEF	94	Association Loi 1901	66 698,37 €	*8*	2 440,00 €	7 384,25 €	*10 548,94 €*	*69 138,37 €*	**76 522,62 €**	2
Mission Locale Intercommunale de Maisons Alfort, Charenton Le Pont, Saint-Maur des Fossés, Saint-Maurice	20R94MLALFF	94	Association Loi 1901	52 792,91 €	*0*	0,00 €	6 607,64 €	*9 439,49 €*	*52 792,91 €*	**59 400,55 €**	2

Mission locale	N° convention	dept	Statut juridique	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention de fonctionnement 2020 à affecter	Nombre de places Avance parrainage 2020	Montant maximum prévisionnel de l'avance de la subvention parrainage 2020 à affecter	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2020" (participation Région)	Montant maximum prévisionnel de l'avance du plafond "chèques mobilité 2020" (participation Région+ Stif)	Total des crédits maximum à verser aux missions locales pour l'avance 2020 (hors plafond chèques mobilité)	Total des crédits à affecter pour l'avance 2020	Nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 nouveaux stages
Mission Locale Intercommunale des Bords de Marne	20R94MLBORF	94	Association Loi 1901	100 041,40 €	*19*	5 795,00 €	11 176,41 €	*15 966,30 €*	*105 836,40 €*	**117 012,81 €**	2
GIP-Mission Locale Intercommunale de Villeneuve St Georges, Valenton - VIVA	20R94MLVILF	94	Groupement d'Interet Public (GIP)	34 473,73 €	*8*	2 440,00 €	4 078,45 €	*5 826,36 €*	*36 913,73 €*	**40 992,18 €**	2
Mission Locale des Portes de la Brie	20R94MLPORF	94	Association Loi 1901	42 604,37 €	*20*	6 100,00 €	4 269,26 €	*6 098,94 €*	*48 704,37 €*	**52 973,63 €**	2
Mission Locale Intercommunale d'Ivry-Vitry / GIP d'Ivry-Vitry	20R94MLIVRF	94	Groupement d'Interet Public (GIP)	99 060,85 €	*87*	26 535,00 €	11 356,16 €	*16 223,09 €*	*125 595,85 €*	**136 952,01 €**	2
Hub de la Réussite - Mission Locale Nord Val D'Oise	20R95MLBEAF	95	Association Loi 1901	61 286,37 €	*8*	2 440,00 €	5 295,71 €	*7 565,30 €*	*63 726,37 €*	**69 022,08 €**	2
Mission Locale Argenteuil-Bezons	20R95MLABEF	95	Association Loi 1901	89 607,57 €	*13*	3 965,00 €	21 244,72 €	*30 349,60 €*	*93 572,57 €*	**114 817,29 €**	2
Mission Locale Agir pour la Valorisation par l'Emploi et les Compétences - A.V.E.C.	20R95MLCERF	95	Association Loi 1901	121 208,22 €	*0*	0,00 €	16 125,21 €	*23 036,01 €*	*121 208,22 €*	**137 333,43 €**	2
Mission Locale de la Vallée de Montmorency	20R95MLMONF	95	Association Loi 1901	100 725,38 €	*5*	1 525,00 €	12 478,13 €	*17 825,90 €*	*102 250,38 €*	**114 728,51 €**	2
Mission Locale SeinOise	20R95MLSEIF	95	Association Loi 1901	74 193,07 €	*26*	7 930,00 €	18 183,63 €	*25 976,62 €*	*82 123,07 €*	**100 306,70 €**	2
A.I.S.P.J. - Mission Locale Val d'Oise Est	20R95MLVALF	95	Association Loi 1901	177 928,05 €	*40*	12 200,00 €	29 940,19 €	*42 771,71 €*	*190 128,05 €*	**220 068,24 €**	2
Mission Locale de Taverny - G.I.P. Insertion	20R95MLTAVF	95	Groupement d'Interet Public (GIP)	34 894,82 €	*10*	3 050,00 €	7 620,85 €	*10 886,93 €*	*37 944,82 €*	**45 565,67 €**	2
Total				6 000 000,00 €	*901*	274 805,00 €	900 000,00 €	1 285 714,29 €	*6 274 805,00 €*	**7 174 805,00 €**	

Annexe 5 : Convention de transfert REFLEXE 95 – Hub de la réussite

Pôle développement économique, emploi et formation
Direction de la formation professionnelle continue
Sous-Direction des formations socles et des parcours professionnels

SOUTIEN REGIONAL AUX MISSIONS LOCALES

CONVENTION DE TRANSFERT DE LA CONVENTION N°15R95MLBEAF AU HUB DE LA REUSSITE

Entre

La région Île-de-France,
dont le siège est situé au 2, rue Simone-Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération CP n° 2020-058 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée « la Région »,

D'une part,

Le Hub de la Réussite, association loi 1er juillet 1901
dont le siège est situé Campus Saint-Christophe, Galilée 3 – 10 avenue de l'Entreprise – 95863 CERGY PONTOISE
représenté par Monsieur Benjamin CHKROUN,
en vertu du procès-verbal de l'Assemblée Générale Constitutive du 8 mars 2019
ci-après dénommé « Hub de la Réussite»

D'autre part,

PREAMBULE :

Créé le 8 mars 2019, le Hub de la Réussite est une structure « chapeau » ayant vocation à rassembler des établissements secondaires ayant des activités variées : missions locales, E2c, maisons de l'emploi, digitales académies (tiers lieux d'enseignement supérieur à distance), dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire, et tout autre dispositif d'insertion et d'emploi.

La Mission Locale Réflexes 95 ayant été absorbée par le Hub de la Réussite au 1er juillet 2019, les activités précédemment assurées par cette structure sont désormais mises en œuvre par la Mission Locale Nord Val d'Oise, établissement secondaire intégré au Hub de la Réussite. Celui-ci s'engage à réaliser les projets dans les conditions fixées par la Convention triennale prorogée et ses avenants, conclus initialement entre la Région et la Mission Locale Réflexes 95.

- Par délibération n° CP 14-768 du 20 novembre 2014, la Région a renouvelé la convention triennale relative au soutien régional aux missions locales, de partenariat et de financement pour la période 2015-2017, convention n°15R95MLBEAF ;

- Par délibération n° CP 2017-563 du 22 novembre 2017, la Région a prorogé cette convention triennale pour l'année 2018 ;

- Par délibération n° CP 2018-535 du 21 novembre 2018, la Région a prorogé cette convention triennale pour l'année 2019 et a voté les avances 2019 des subventions de Fonctionnement, Parrainage, et des plafonds Chèques Mobilité;

- Par délibération n° CP 2019-107 du 22 mai 2019, la Région a voté et affecté les soldes 2019 des subventions de Fonctionnement, Parrainage, et des plafonds Chèques Mobilité;

- Compte tenu du récépissé préfectoral de déclaration de création de l'association Hub de la Réussite, daté du 21 mars 2019 ;

- Compte tenu du traité de fusion création de l'association Réflexes 95 par l'association Hub de la réussite, entériné par l'assemblée générale extraordinaire de Réflexes 95 le 17 juin 2019 et par l'assemblée générale extraordinaire du Hub de la Réussite également le 17 juin 2019, et ;

- Compte tenu de la dissolution de plein droit et sans liquidation de Réflexes 95 et de la transmission universelle du patrimoine de l'association Réflexes 95 au profit de l'association hub de la Réussite, les actes portant reprise des compétences et des subventions précédemment attribuées à l'association Réflexes 95 sont transférés au Hub de la Réussite à compte du 1er juillet 2019 ;

Considérant la fusion absorption de la Mission Locale Réflexes 95 au sein du Hub de la Réussite, la commission permanente de la région d'Île-de-France décide de transférer au Hub de la Réussite:

- la mise en œuvre de la Convention triennale prorogée et de ses avenants,
- le reliquat non versé des soldes 2019 des subventions de Fonctionnement et de Parrainage.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

La présente convention a pour objet de prendre en compte le périmètre d'intervention du Hub de la Réussite, qui s'engage à reprendre et respecter l'ensemble des droits et obligations de l'association Réflexes 95, à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention n°15R95MLBEAF et ses avenants.

La présente convention a pour objet d'autoriser le transfert des subventions attribuées et non encore versées à l'association Réflexes 95 au titre de la convention n°15R95MLBEAF vers le Hub de la Réussite avant l'entrée en vigueur de la transmission universelle de patrimoine au 1er juillet 2019.

Le bénéficiaire initial a obtenu une subvention globale pour l'année 2019 :

- D'un montant de 168 188,86 € au titre de la subvention globale de fonctionnement.
  Une avance de 56 578,63 € a été versée à la Mission Locale Réflexes 95 le 5 février 2019.

- D'un montant de 4 880 € au titre du dispositif Parrainage.
  Une avance de 1 830 € a été versée à la Mission Locale Réflexes 95 le 5 février 2019.

- Un plafond de 12 550,33 € au titre des Chèques Mobilité.

Les versements restant à effectuer au titre de la convention n°15R95MLBEAF, sous réserve du respect par le Hub de la Réussite des conditions prévues et de la production des pièces prévues par la convention transférée, sont de :

- 111 610,23 € au titre du solde de la subvention de fonctionnement 2019,
- 3 050 € maximum au titre du dispositif Parrainage 2019,

ARTICLE 2

Les subventions sont en cours d'exécution, les paiements des subventions faisant l'objet de la présente convention seront payés par l'Agence de Services et de Paiement.

ARTICLE 3

Le versement des financements régionaux au Hub de la Réussite est conditionné à la transmission des pièces suivantes datées et signées :

- Le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'association Réflexes 95 du 17 juin 2019, validant sa dissolution et la fusion avec le Hub de la réussite,
- Le RIB du Hub de la Réussite.

Ainsi que toute pièce relative à des modifications intervenues, le cas échéant, depuis la transmission le 2 octobre 2019 :

- des statuts du Hub de la Réussite et du procès-verbal les validant,
- du procès-verbal relatif à la constitution du bureau du Hub de la Réussite,
- du récépissé de déclaration en préfecture du Hub de la Réussite.

ARTICLE 4

Dans tous les articles des conventions et avenants suscités, le terme « bénéficiaire » désigne désormais le Hub de la Réussite.

Les conditions d'exécution administrative, pédagogique et financière des conventions prévues initialement demeurent inchangées.

ARTICLE 5

Toutes les autres dispositions des contrats, avenants et conventions suscités demeurent inchangées et s'appliquent au Hub de la Réussite qui s'engage à réaliser les projets cités à l'article 1er de la présente convention.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

Le Président du Hub de la Réussite
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France et par délégation

Annexe 6 : Accord-cadre tripartite

Accord-cadre tripartite 2020-2022

Région/Etat/Association Régionale des Missions Locales Île-de-France

Le présent accord-cadre est conclu entre :

La région Île-de-France,

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE Dont le siège est situé 2 rue Simone Veil, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Ci-après dénommée la Région

Et

L'Etat,

Représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Monsieur Michel CADOT,

Dont le siège est situé 5 rue Leblanc, 75015 PARIS

Ci-après dénommé l'Etat

Et

L'Association Régionale des Missions Locales Île-de-France,

Représentée par son Président, Monsieur Jacques CROSNIER,

Dont le n° SIRET est 450 001 870 00044

Dont le siège social est situé au 22 rue Deparcieux 75014 PARIS

Ci-après dénommée l'Association Régionale des Missions Locales Île-de-France

PROJET

I. CONTEXTE

1.1 Le contexte francilien de l'emploi des jeunes

Par rapport à la moyenne nationale, la situation des jeunes franciliens se caractérise par une proportion plus importante de poursuite d'études (48,4 % des 16-25 ans), par des situations d'emploi moins précaires (60,8 % des jeunes actifs en emploi sont en CDI à temps complet), et une proportion de chômeurs un peu plus faible (11,2 % des 16-25 ans).

Pour autant, les jeunes actifs sont davantage confrontés au chômage et à la précarité que le reste de la population active. Le taux de chômage des jeunes, au sens du recensement[1], atteint 24,2 % contre 12,7 % pour l'ensemble des classes d'âge (27,3% au niveau national). Il est en hausse de +1,4 points sur les cinq dernières années[2].

Les jeunes actifs sont d'autant plus exposés aux difficultés d'insertion qu'ils sont peu diplômés : 69 % des jeunes non diplômés ou ayant une certification équivalente au niveau CAP sont en situation précaire (chômage, CDD, intérim, travail à temps partiel).

Parmi les chômeurs âgés de 16 à 25 ans, 73,6 % ont, au mieux, un diplôme de niveau baccalauréat.

Si le nombre de jeunes demandeurs d'emploi connaît une tendance à la baisse depuis 2015 (-6,5 % entre fin 2015 et fin 2018 dans les catégories A, B, C), on peut observer que les jeunes ont tendance à moins s'inscrire à Pôle emploi, notamment faute de droits à indemnisation.

Au total, les jeunes NEET (ni en emploi, ni en formation, ni en stage) représentent 16,5 % des 16-25 ans en Île-de-France, dont 48 % ont un niveau de diplôme de niveau V ou infra. La part des NEET est, en outre, plus élevée au sein des habitants des quartiers prioritaires (24 % selon les estimations de l'INSEE et le recensement 2015).

Face à cet enjeu, le réseau des missions locales franciliennes, constitué actuellement de 72 missions locales, a pour objet d'assurer un maillage territorial important et de proposer une offre de services diversifiée : activités d'information et d'orientation, accompagnement vers la formation, l'apprentissage ou les dispositifs visant un emploi, associés à une aide pour faciliter l'accès à l'autonomie : logement, santé, transport.

Avec 42 % de jeunes de niveau V et infra et 24 % de résidants en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV) parmi les premiers accueils, les missions locales s'adressent aux publics les plus éloignés de l'emploi. Au total, elles ont accompagné 162 000 jeunes en 2018.

1.2 Le contexte institutionnel

Face à ce contexte pénalisant pour les jeunes et leur insertion professionnelle, la priorité a été donnée à la jeunesse dans les politiques publiques, et plus particulièrement aux jeunes sans qualification. Cette action volontariste est en cohérence avec les orientations communautaires de la garantie européenne pour la jeunesse qui a pour ambition de proposer rapidement des solutions aux jeunes sortis du système éducatif et sans emploi (appelés les « NEET » : Not in Employement Education or Training).

Par ailleurs, un Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) a été lancé par l'Etat, en coopération avec les Régions, pour la période 2018-2022. Il vise à former des demandeurs

[1] Recensement de la population (RP) 2016 : résultats des enquêtes de 2014 à 2018.
[2] Recensement de la population 2011 : résultats des enquêtes de 2009 à 2013.

PROJET

d’emploi peu qualifiés et de jeunes décrocheurs pour édifier une société de compétences et lutter durablement contre le chômage, et transformer en profondeur l’offre de formation. Le PIC est composé d’un volet national et d’un volet régional, contractualisé avec la Région. Le volet national est porté directement par l’Etat et se traduit par le lancement d’appels à projets, notamment en direction du public « jeunes », au sein desquels les Missions locales sont largement associées : appel à projets 100% inclusion, prépa apprentissage ou repérage et mobilisation des invisibles. Le volet régional s’est traduit par le vote et la signature du Pacte Régional d’Investissement dans les Compétences, lors du conseil régional de en mars 2019 pour un montant global d’un milliards d’euros sur 3 ans (2019-2022).

Ce pacte permet un abondement de places supplémentaires sur des dispositifs de formation tels Parcours d’entrée en emploi, les écoles de la Deuxième chance. Il vise aussi la mise en place d’une démarche d’innovation, et la création d’actions nouvelles visant à moderniser l’appareil de la formation en le rendant plus agile selon les besoins des publics et des futurs employeurs.

Le Pacte vise prioritairement des publics en grande difficulté d’insertion professionnelle et des secteurs et métiers en tension fortement mobilisés dans la réalisation des grands projets structurants d’Île-de-France (Grand Paris, Jeux Olympiques et Paralympiques 2024).

Par ailleurs, les actions du Pacte s’inscrivent en cohérence avec les politiques publiques de l’Etat en région telles que la stratégie de lutte contre la pauvreté et les territoires d’industrie.

La mise en œuvre du Pacte est réalisée à la maille des 25 bassins d’emploi d’Île-de-France lancés en mai 2018. L’objectif est de disposer d’un cadre de référence pertinent nécessaire à l’atteinte d’objectifs partagés entre l’Etat et le conseil régional d’Île-de-France en fonction des besoins identifiés dans les territoires.
Dans ce contexte institutionnel, la présente convention détermine le cadre d'intervention que se donnent l'Etat, la Région et les représentants des missions locales.

Il - OBJECTIFS OPERATIONNELS DE L'ACCORD CADRE TRIPARTITE

2.1 Objectifs

L'objectif final est le déploiement d'une offre de service de qualité sur l'ensemble du territoire francilien, à destination des jeunes en insertion les plus vulnérables et des employeurs. Il s’agit de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, via l'accès à l'emploi, l'alternance ou la formation qualifiante. Cette offre de service vise en priorité les jeunes sans qualification ou résidant en QPV, et vise à répondre aux besoins de recrutement des employeurs.

En Île-de-France, l'Etat et la Région travaillent en coordination au le pilotage du réseau des missions locales, en se basant notamment sur une maquette de financement reposant sur un socle commun d’indicateurs pour la répartition des crédits aux missions locales. Les financeurs soutiennent l'Association Régionale des Missions Locales d'IDF (ARML-IDF)

PROJET

dans ses fonctions de structuration et d'appui en tant que représentant régional des missions locales franciliennes.

Après la 1ère convention 2017-2019, l'objet de cette deuxième convention-cadre tripartite est de renforcer le déploiement des politiques publiques complémentaires et cohérentes pour favoriser la formation et l'emploi de jeunes en développant le pilotage à la performance.

Pour la durée du présent accord-cadre les signataires s'engagent, chacun dans leur rôle et leurs champs de compétence, à :

- se coordonner, suivre et piloter la présente convention cadre ;

- soutenir financièrement les missions locales ;

- s'appuyer sur l'Association Régionale des Missions locales d'Île-de-France en charge de : l'animation régionale et des actions de coordination départementale, de l'appropriation par les missions locales des dispositifs d'insertion, de leur mobilisation optimale, et de l'accompagnement du réseau des missions locales dans les changements.

La présente contractualisation se décline :

- par le présent accord-cadre régional et les modalités de pilotage afférentes ;

- par des conventionnements avec les missions locales, sous la forme de conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) pour l'Etat et de conventions triennales d'engagements pour la Région ;

- par des conventionnements avec l'ARML, par lesquels les modalités de la contribution de I'ARML sont précisées.

2.2 Les priorités partagées sur l'offre de service des missions locales

Les signataires affirment leur partage des priorités suivantes pour le réseau des missions locales.

Ces priorités guideront l'élaboration des conventions avec les missions locales et l'Association Régionale des Missions Locales sur la période de la présente convention.

2.3 Améliorer le repérage, l'accueil, et l'orientation, et la lutte contre le décrochage

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale confie aux Régions, la coordination sur leurs territoires de tous les acteurs de l'orientation professionnelle à destination des demandeurs d'emploi, des actifs et des décrocheurs.

Parmi ces réseaux, les missions locales occupent une place centrale dans l'accueil et l'appui des jeunes en insertion professionnelle. Dans le cadre de leur mission de repérage et d'accueil des jeunes, les missions locales concourent à la mise en œuvre service public régional aux côtés des autres réseaux d'acteurs. L'orientation reste une étape clé dans le parcours des jeunes

PROJET

afin de définir, consolider leur projet professionnel ou d'accès à la qualification. A ce titre, les missions locales déploient le conseil en évolution professionnelle (CEP). Le suivi des publics bénéficiant des 3 niveaux du conseil en évolution professionnelle est assuré à travers I-Milo.

Au titre du décrochage, le conseil régional a réaffirmé la priorité de lutte contre le décrochage au sein du CR 82-16 du 19 mai 2016. A ce titre, la Région souhaite mobiliser les représentants de l'Education nationale et des missions locales pour agir de façon complémentaire au sein des PSAD, plateformes d'appui et de suivi des élèves en situation de décrochage afin d'accompagner les jeunes sans qualification vers une solution emploi, formation, apprentissage, etc.

Pour l'Etat, l'instruction DGEFP du 16 mai 2019 réaffirme la priorité de mieux repérer, identifier et mobiliser les jeunes les plus vulnérables en leur proposant rapidement les solutions adaptées à leurs besoins. Cet enjeu passe par des démarches proactives, et si besoin hors les murs en associant le cas échéant des partenaires locaux (action éducative, formation initiale, loisir, sports, culture, justice, etc.), afin de raccrocher les jeunes les plus éloignés des institutions et les plus en difficulté. Les jeunes en situation de handicap, les jeunes primo-arrivants, les sortants de l'aide sociale à l'enfance ou sans domicile fixe doivent être particulièrement ciblés.

En Île-de-France on décompte actuellement environ 256 000 jeunes ni en emploi, en formation ou en stage (NEET) de moins de 26 ans, dont 185 500 se déclarant en recherche d'emploi. Parmi eux, Il apparaît qu'environ 50 000 NEET échappent aujourd'hui au suivi du SPE en Île-de-France et peuvent être qualifiés d'invisibles. En parallèle, les structures d'insertion font état de difficultés persistantes, notamment dans les QPV, à repérer et à intégrer le public jeune dans les dispositifs d'accompagnement institutionnels. Afin de remédier à ces difficultés le préfet d' Île-de-France a lancé en 2018 le plan régional d'insertion des jeunes dans 77 QPV.

Ce plan prévoit notamment la mobilisation de référents de parcours afin d'accompagner les jeunes identifiés dans leur remobilisation. Cet accompagnement doit se faire vers les structures et dispositifs de droit commun, et en particulier vers les ML qui mettent en place un accompagnement adapté à tous les besoins des jeunes en insertion. Les Missions Locales sont donc reconnues comme étant un acteur essentiel de ce plan. Dans ce cadre leur bonne articulation avec les structures de prévention spécialisée est essentielle. En outre l'AAP « repérer et mobiliser les invisibles» lancé en 2019 permettra de développer des actions de repérage et de mobilisation, en particulier sur les territoires ciblés par le PRIJ. Ainsi la mobilisation et l'articulation des signataires du présent accord-cadre devra se poursuivre afin que la PRIJ permette de repérer et d'intégrer les jeunes résidant en QPV dans des parcours d'accès à l'emploi et d'améliorer la complémentarité des dispositifs emplois de l'Etat et du conseil régional.

2.4 Mettre en place un accompagnement global vers l'emploi et l'autonomie

PROJET

L'objectif est de parvenir à un décloisonnement des dispositifs, à une coordination des acteurs, et à une offre adaptée aux besoins de chaque jeune pour accéder à l'emploi et l'autonomie. Cette évolution passe notamment par la mise en place de parcours fluides et modulables, et par le parcours d'accompagnement contractualisé vers l'emploi et l'autonomie (PACEA[3]) qui s'inscrit dans le cadre du CEP.

Le parcours en mission locale mobilisera rapidement l'ensemble des solutions disponibles permettant de consolider le projet professionnel, dans la mesure du possible avant le 4e mois après l'inscription du jeune, et en particulier :

- les contrats de transition (contrats aidés, CDD courts, intérim, etc.) ainsi que les stages et immersions en entreprises (PMSMP) ;

- le parrainage pour renforcer les liens avec le monde économique ;

- l'accès à des dispositifs régionaux de formation non qualifiante (Avenir jeunes, Parcours Entrée dans l'Emploi, Espace Dynamique d'Insertion) et aux dispositifs de 2ème chance (E2C, EPIDE, Pacte 2ème chance) ;

- pour les jeunes en précarité sociale ou financière, un parcours en Garantie jeunes, assorti d'une allocation financière, ou un PACEA assorti d'une allocation destinée à soutenir ponctuellement le jeune lorsqu'il ne perçoit aucune autre rémunération ou allocation.

Par ailleurs, il est réaffirmé que l'emploi des personnes en situation de handicap est l'une des priorités pour le réseau des missions locales. Celles-ci mobiliseront l'ensemble des leviers pour renforcer les mesures à destination des jeunes en situation de handicap afin de les accompagner dans la recherche d'emploi ou la création d'entreprise.

Enfin, une attention particulière doit également être portée à la mobilité notamment dont les zones rurales, car son absence représente un frein important à l'autonomie pour accéder à un emploi ou à une formation.

2.5 Améliorer l'accès à la formation

L'accès à la formation des moins de 26 ans constitue un objectif clé pour la Région afin de développer les compétences et améliorer le niveau de qualification des jeunes franciliens. Pour cela, la Région met en place une palette de dispositifs de formation, dont certains spécifiques aux publics jeunes, allant de la construction du projet professionnel et le développement des compétences clés, à la certification et à la qualification.

Depuis 2018, la région Île-de-France participe au « Plan Régional d'Investissement dans les Compétences » par le développement de places de formation dans des programmes existants, et la mise en œuvre d'actions innovantes visant à favoriser les parcours sans couture.

[3] Prévu par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Sur ces actions, la mobilisation des missions locales tant au niveau des territoires qu'au niveau régional, est essentielle et permet de contribuer à l'augmentation du nombre de jeunes accédant à une formation.

Pour l'Etat, en lien étroit avec le conseil régional, le développement des compétences et des qualifications constitue une réponse particulièrement adaptées pour les jeunes les moins qualifiés. Les parcours d'insertion des jeunes doivent donc prioriser la formation et l'apprentissage. La loi « Liberté de choisir son avenir professionnel » du 5 septembre 2018 et le PRIC créent les conditions d'un accès facilité à ce type de dispositifs.

2.6 Favoriser l'accès à l'emploi durable, à l'alternance et à la création d'activité, en renforçant les liens entre les missions locales, les CFA et les employeurs concernés

Pour favoriser l'accès à l'emploi durable, toutes les offres d'emploi seront mobilisées en lien avec les besoins des employeurs (entreprises et en priorité TPE-PME, associations ou collectivités) et la prospection s'inscrira dans la continuité des démarches de prospection des parcours emploi compétences (PEC - contrats uniques d'insertion du secteur non marchand[4]), dans le cadre des accords négociés aux niveaux national ou régional, et en complémentarité avec les accords locaux de coopération signés avec Pôle Emploi.

L'accès à l'alternance est également une priorité, et particulièrement à l'apprentissage qui garantit à la fois une expérience professionnelle et l'acquisition d'une certification en formation initiale. Sera notamment développé l'accès pour les jeunes sans qualification à l'apprentissage sur des certifications de niveau V. Les missions locales œuvrent pour une sécurisation des parcours, possible notamment par une préparation des jeunes en amont et un suivi des jeunes pendant leur parcours.

Les missions locales contribueront à l'atteinte des objectifs prioritaires fixés dans le cadre de la circulaire relative à la mobilisation nationale pour l'emploi et à la transition écologique, notamment en participant à la mise en relation entre l'offre et la demande d'apprentissage exprimées sur les territoires franciliens.

Elles participeront au repérage des jeunes intéressés par la voie de l'apprentissage et les sensibiliseront aux opérations de mise en relation (ex : job dating).

Elles contribueront également à la promotion et à l'orientation des jeunes en faveur des prépa-apprentissage.

Les missions locales encouragent la création d'activité, en repérant les jeunes potentiellement intéressés, proposant des solutions individualisées pour lever les freins aux projets, et en redirigeant les jeunes vers les acteurs compétents le cas échéant.

III - MODALITES DE PILOTAGE

[4] À partir de janvier 2018, les contrats aidés sont transformés en parcours emploi compétences (PEC) : dans sa forme juridique, le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) constitue la déclinaison pour le secteur non marchand du contrat unique d'insertion (CUI).

PROJET

3.1 La coordination des signataires

Un comité de pilotage est constitué pour assurer le pilotage stratégique de l'accord-cadre, composé de la manière suivante :

- pour l'Etat : La directrice de la DlRECCTE ou son représentant ;

- pour le conseil régional : La Directrice Générale Adjointe du Pôle formation professionnelle et apprentissage ou son représentant ;

- pour l'Association Régionale des Missions Locales : Le Président ou son représentant.

Il se réunit au moins une fois par trimestre afin de :

- suivre la mise en œuvre de l'accord-cadre et l'état d'avancement des travaux au regard des objectifs et échéances fixés ;

- acter les évolutions et ajustements nécessaires au cours de la période de mise en œuvre de l'accord-cadre ;

- dresser un bilan des travaux. Ce bilan partagé par les signataires fera l'objet d'une communication auprès de leurs instances de gouvernance respectives une fois par an.

3.2 Les modalités de copilotage du réseau des missions locales

Des dialogues de gestion sont réalisés pour chaque mission locale une fois par an par les services de l'Etat (les Unités Départementales de la Direccte) et suivis par les services de la Région. Ils associent le cas échéant les autres financeurs tels que les départements, les collectivités territoriales, les communes et leurs groupements.

Par ailleurs, la tenue de conférences de réunissant l'ensemble des financeurs des missions locales devra être favorisée, et selon les contextes locaux, ces dispositifs seront à initier ou à systématiser afin de fixer des objectifs concertés entre financeurs.

De plus, les missions locales concourent à l'animation des bassins d'emploi en participant à l'ensemble des actions ou événements organisés relatifs aux thématiques de l'accompagnement et de l'emploi des jeunes.

Le système d'information national des missions locales « I-Milo » déployé en 2015, permet un pilotage et un suivi de l'activité des 72 Missions Locales d'Île-de-France.

La Région et l'Etat souhaitent optimiser le pilotage des dispositifs régionaux par une meilleure visibilité du suivi et de l'orientation des jeunes vers l'offre de service régionale et nationale.

A ce titre, l'ARML transmet à la Région les données relatives à l'orientation des jeunes vers les dispositifs régionaux.

PROJET

IV – LE DEPLOIEMENT D'ACTIONS D'ANIMATION ET DE STRUCTURATION DU RESEAU

Pour faciliter l'atteinte des objectifs identifiés ci-dessus des actions d'animation régionale et de coordination départementale seront développées.

L'Association Régionale des Missions Locales est chargée par l'Etat et la Région de l'animation régionale du réseau des missions locales, à travers les principales fonctions suivantes :

- assurer la représentation et la mobilisation du réseau francilien des Missions Locales dans les réunions des instances régionales (CREFOP, forums, groupes de travail, etc.) ;

- accompagner le réseau des missions locales et contribuer à sa professionnalisation afin de faciliter l'atteinte des objectifs partagés identifiés dans ce présent accord-cadre (mise en œuvre des nouvelles actions de gouvernance prévues par le contexte législatif, appropriation des nouveaux dispositifs déployés par l'Etat et la Région) ;

- assurer l'assistance technique régionale (ATR) sur le système d'information I-Milo ;

- transmettre les données relatives aux orientations vers les dispositifs régionaux.

Les actions mutualisées et outils produits aux niveaux régional et départemental devront être capitalisés et diffusés à l'ensemble des missions locales des territoires concernés, et partagés au niveau régional.

V – UN FINANCEMENT COORDONNE DES MISSIONS LOCALES

Le présent accord-cadre tripartite vise à poursuivre le développement du pilotage des missions locales à la performance et conséquemment l'évolution des critères de financement de façon concertée en fonction des critères suivants :

- le contexte du territoire (public, niveau de formation et précarité sur le territoire) ;

- l'activité et l'accompagnement (1ers accueils et nombre de jeunes suivis) ;

- les résultats (entrées en formation qualifiante, entrées en alternance, entrées en emploi notamment durable).

Les indicateurs servant à la répartition des financements socles des missions locales sont partagés par l'Etat et la Région. Ils sont annexés au présent accord-cadre (annexe 1).

Au sein de ces blocs de critères, les indicateurs, leur pondération et la part et les indicateurs relatifs au financement à la performance seront précisés dans les conventions triennales (d'engagement) de la région Île-de-France avec les Missions locales.

Concernant l'Etat, les modalités de financement des missions locales sont issues d'une concertation menée en 2019 avec l'ARML et le réseau des missions locales. Le financement des missions locales est de plus encadré par l'instruction n° DGEFP/SDPAE/MAJE/2019/89 du 16 mai 2019 relative à la stratégie pluriannuelle de performance des missions locales pour

PROJET

la période 2019-2022. Cette dernière est annexée aux conventions pluriannuelles (CPO) entre l'Etat et les missions locales pour la période 2019-2022. L'instruction fixe notamment la liste des dix indicateurs de performance nationaux : ces derniers servent à moduler l'allocation des crédits de performance, qui représentent 10% du montant total de leur enveloppe en fonction de l'atteinte ou non des objectifs fixés.

VI – CONDITIONS DE MODIFICATION ET DE RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification de l'accord-cadre fera l'objet d'un avenant conclu dans les mêmes formes et conditions.

Il pourra y être mis fin à tout moment, à l'issue d'un préavis de trois mois, après envoi d'un courrier par lettre recommandée avec accusé de réception.

VII – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la période 2020-2022. Elle prendra effet à la date de sa signature et arrivera à échéance le 31 décembre 2022.

Fait à Paris, le

Pour la région Île-de-France,
La présidente du conseil régional,
Valérie PECRESSE

Pour l'Etat,
Le Préfet de la région Île-de-France,
Michel CADOT

Pour l'Association Régionale
des Missions locales Île-de-France
Le Président,
Jacques CROSNIER

PROJET

Annexe 1

Issue d'une concertation entre l'Etat et le conseil régional avec le réseau des missions locales d'Île-de-France, la maquette de répartition des financements est un outil utilisé par les financeurs pour répartir les crédits socles destinés à chaque mission locale chaque début d'année (hors part performance).

Les indicateurs retenus sont les suivants :

Indicateurs de contexte	
1	Les jeunes actifs non occupés (JANO) au sens du recensement de population de l'INSEE
2	Le nombre d'inscriptions à Pôle emploi au cours de l'année n-1 de jeunes de 16 à 25 ans de niveau de formation « IV sans diplôme et infra »
3	Public potentiel / Taux de ménage non imposable sur le territoire (taux de pauvreté)
4	Demandeurs d'emploi (DEFM cat. ABC) QPV au 31 décembre N-1
Indicateurs d'activité	
5	Nombre de premiers accueils entre le 1er janvier N-1 et le 31 décembre
6	Nombre de jeunes accompagnés entre le 1er janvier N-1 et le 31 décembre
Indicateurs de résultats	
7	Nombre de jeunes entrés en situation emploi durable au cours de l'année
8	Nombre de jeunes entrés en situation alternance au cours de l'année
9	Nombre de jeunes entrés en situation emploi non durable au cours de l'année
10	Nombre de jeunes entrés en situation formation au cours de l'année

PRO

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-019

DU 31 JANVIER 2020

ESPACES DE DYNAMIQUE D'INSERTION (EDI) 2020 : AFFECTATION 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment la sixième partie et ses articles L6121-2-1, R 6121-1 et suivants ;

VU la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie, 2007-2013, prorogé par la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles – Politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport Service public régional de formation et d'insertion professionnelles – Refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative au service public de la formation et de l'insertion professionnelle – Dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (espace dynamique d'insertion) – Écoles de la 2ème chance – Aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle Mobilisation et renouvellement des conventions - Pôle Emploi Ile DE France - Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels - Association Régionale des Missions Locales Formalisation des modalités d'aides aux stagiaires Mobilisation des Espaces de Dynamique d'Insertion dans le cadre du plan 500 000 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-275 du 4 juillet 2018 relative au dispositif régional Espaces de dynamique d'Insertion : seconde affectation 2018, mise en place de l'habilitation et appel public à proposition 2019-2022 ;

VU la délibération n° CP 2018-393 du 17 octobre 2018 relative au conventionnement 2019- 2022 avec les Écoles de la Deuxième Chance ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de services et de paiement (ASP) – Avenant 2018 et convention 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019 relative aux EDI : Habilitation 2019-2022 et 1ère affectation 2019, et à la mission locale de Sevran : 1ère affectation de la subvention de fonctionnement 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-094 du 19 mars 2019 relative aux Espaces Dynamique d'Insertion : avenant 2019 à la convention d'habilitation 2019-2022 ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-019 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve les modifications, supprimant le principe de deux affectations par année et portant la limite du nombre d'EDI à 27, apportées au règlement d'intervention régional relatif au dispositif de soutien régional aux Espaces de Dynamique d'Insertion (EDI), valant dossier d'habilitation, adopté par la délibération n° 2018-275 du 4 juillet 2018 susvisée.

Le règlement d'intervention consolidé figure en annexe 2 à la présente délibération.

Article 2 :

Approuve l'avenant type n° 3 à la convention d'habilitation approuvée par la délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019 susvisée, joint en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer avec chaque structure concernée.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du programme Espaces de Dynamique d'Insertion 2020, au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération (fiches projets) par l'attribution :

- des compensations financières prévisionnelles annuelles pour un montant total de 4 994 344, 41 € ;

- du bonus, aux conditions définies par la délibération n° CP 2019-094 du 19 mars 2019 « Espaces Dynamique d'Insertion (EDI) - Modalités de calcul du montant du bonus – Avenant 2019 à la convention d'habilitation 2019 – 2022 », pour un montant total prévisionnel maximum de 499 434,44 €

- soit un montant total prévisionnel annuel s'élevant à 5 493 778,88 €.

Subordonne le versement des compensations financières à la signature de l'avenant conforme à l'avenant type annuel approuvé dans le cadre de délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019 susvisée.

Autorise la présidente du conseil régional à signer les avenants précités avec chaque structure

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 5 493 778,88 € au titre du montant prévisionnel annuel de la compensation financière et du bonus, disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi», Programme 111005 « Mesures d'insertion professionnelle », code action 11100501 « Accès au savoirs de base » du budget régional 2020.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces compensations à compter du 1er janvier 2020, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

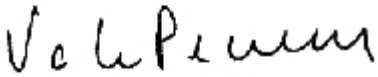
Article 5 :

Approuve l'appel public à propositions figurant à l'annexe 4 à la présente délibération et autorise son lancement.

Article 6 :

Affecte au financement de trois Espaces de Dynamique d'Insertion, dans le cadre du Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC), une autorisation d'engagement d'un montant de 500 000 € au titre du montant prévisionnel annuel de la compensation financière et du bonus, disponible sur le chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage » Code fonctionnel 111 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi», Programme 111005 « Mesures d'insertion professionnelle », code action 11100501 « Accès au savoirs de base » du budget régional 2020.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc172749-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-019

DOSSIER N° 20000359 - ACTION PREVENTION SPORT

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	245 568,21 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	APS ACTION PREVENTION SPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	7 RUE ROLAND MARTIN 94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Benjamin BURLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
94	APS	105	436 333.60	223 243,83 €	51,16 %	22 324,38 €	245 568,21 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	56 249,83	12,89%
Services extérieurs	80 394,63	18,42%
Autres services extérieurs	29 158,30	6,68%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	6 880,00	1,58%
Charges de personnel	247 250,00	56,67%
Autres charges de gestion courante	6 000,00	1,38%
Dotations aux amortissements et aux provisions	10 400,84	2,38%
Total	436 333.60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	52 000,00	11,92%
Fonds publics	34 000,00	7,79%
Entreprises, OPCO	120 000,00	27,50%
Autres recettes	7 089,77	1,62%
Compensation Région	223 243,83	51,16%
Total	436333.60	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000360 - AGIR COMBATTRE REUNIR DES HAUTS DE SEINE (ACR)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	244 729,72 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACR
Adresse administrative	:	72 RUE DESIRE CLEMENT 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame FRANCOISE LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
92	ACR 92	115	299 281,62 €	222 481,56 €	74,34 %	22 248,16 €	244 729,72 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 700,00	3,24%
Services extérieurs	79 212,22	26,47%
Autres services extérieurs	16 620,45	5,55%
Charges de personnel	174 248,95	58,22%
Autres charges de gestion courante	17 800,00	5,95%
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 700,00	0,57%
Total	299 281,62	100,00%

Recettes	Recettes (€)	
Libellé	Montant	%
Autres recettes	76 800,06	25,66%
Compensation Région	222 481,56	74,34%
Total Total	299 281,62	**100,00**%
		%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000361 - ANRS - ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	245 916,64 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ANRS - NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE
Adresse administrative	:	18 AVENUE VICTORIA 75001 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame CATHERINE THIBAULT, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
75	ANRS	110	376 060,58 €	223 560,58 €	59,45 %	22 356,06 €	245 916,64 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 750,00	0,73%
Services extérieurs	27 570,00	7,33%
Autres services extérieurs	87 896,35	23,37%
Impôts, taxes et versements assimilés	19 951,03	5,31%
Charges de personnel	210 624,20	56,01%
Autres charges de gestion courante	15 669,00	4,17%
Dotations aux amortissements et aux provisions	11 600,00	3,08%
Total	376 060,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	152 500,00	40,55%
Compensation Région	223 560,58	59,45%
Total	376 060,58	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000362 - ASS DEP DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE (ADSEA 95) - ESPACE CESAME

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	245 943,58 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAUVEGARDE DE L ENFANCE ET DE L ADOLESCENCE DU VAL D OISE
Adresse administrative	:	20 RUE LECHARPENTIER 95300 PONTOISE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Brigitte WERA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
95	SAUVEGARDE 95 / EDI CESAME	92	386 876,58 €	223 585,07	57,79 %	22 358,51 €	245 943,58 €

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	25 450,00	6,58%
Services extérieurs	17 232,09	4,45%
Autres services extérieurs	63 701,26	16,47%
Charges de personnel	248 729,23	64,29%
Autres charges de gestion courante	24 480,00	6,33%
Dotations aux amortissements et aux provisions	7 284,00	1,88%
Total	386 876,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	130 220,00	33,66%
Fonds publics	18 000,00	4,65%
Autres produits	15 071,51	3,90%
Compensation Région	223 585,07	57,79%
Total	386 876,58	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-019

DOSSIER N° 20000363 - ASS SAUVEGARDE ET ADOLESCENCE DE SEINE SAINT DENIS (ADSEA 93)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	243 512,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ADSEA 93 ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE
Adresse administrative	:	20 RUE GALLI NI 93000 BOBIGNY
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame FRANCELINE LEPANY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
93	SAUVEGARDE 93 / EDI NORD OUEST	100	347 224 €	221 375	63,76 %	22 137,50 €	243 512,50 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	53 000,00	15,26%
Services extérieurs	14 875,	4,28%
Autres services extérieurs	11 300,00	3,25%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	19 312,00	5,56%
Charges de personnel	217 925,00	62,76%
Autres charges de gestion courante	29 000,00	8,35%
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 812,00	0,52%
Total	347 224	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	64 000,00	18,43%
Fonds publics	45 000,00	12,96%
Autres recettes	16 849,00	4,85%
Compensation Région	221 375	63,76%
Total	347 224	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000364 - ASSOCIATION ACR SAINT QUENTIN SUD YVELINES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	212 781,96 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACR
Adresse administrative	:	72 RUE DESIRE CLEMENT 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame FRANCOISE LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
78	ACR ST QUENTIN EN YVELINES	100	253 438,14 €	193 438,14 €	76,33 %	19 343,81 €	212 781,96 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 620,00	3,40%
Services extérieurs	43 739,53	17,26%
Autres services extérieurs	3 799,92	1,50%
Charges de personnel	169 503,65	66,88%
Autres charges de gestion courante	20 275,04	8,00%
Dotations aux amortissements et aux provisions	7 500,00	2,96%
Total	253 438,14	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	60 000,00	23,67%
Compensation Région	193 438,14	76,33%
Total	253 438,14	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000365 - ASSOCIATION AURORE EDI ILIADE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation+bonus)
	202 660,78 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
77	AURORE / EDI ILIADE	80	249 070,92 €	184 237,07 €	73,97 %	18 423,71 €	202 660,78 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 626,00	3,06%
Services extérieurs	20 123,35	8,08%
Autres services extérieurs	15 837,06	6,36%
Impôts et taxes	10 480,27	4,21%
Charges de personnel	183 521,54	73,68%
Autres charges de gestion courante	7 611,24	3,06%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 871,46	1,55%
Total	249 070,92	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds publics	64 833,85	26,03%
Compensation Région	184 237,07	73,97%
Total	249 070,92	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000366 - ASSOCIATION AURORE ODYSSEE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	243 521,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
93	AURORE / EDI ODYSSEE	120	279 351,09 €	221 383,09 €	79,25 %	22 138,31 €	243 521,40 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	11 000,00	3,94%
Services extérieurs	33 692,00	12,06%
Autres services extérieurs	26 809,09	9,60%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	14 966,00	5,36%
Charges de personnel	171 528,00	61,40%
Autres charges de gestion courante	16 456,00	5,89%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 900,00	1,75%
Total	279 351,09	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds publics	47 500,00	17,00%
Autres recettes	10 468,00	3,75%
Compensation Région	221 383,09	79,25%
Total	279 351,09	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000367 - ASSOCIATION AURORE S'PASSE 24

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	244 035,10 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
93	AURORE / EDI SPASSE 24	120	323 850,09 €	221 850,09 €	68,50 %	22 185,01 €	244 035,10 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	10 000,00	3,09%
Services extérieurs	43 185,00	13,33%
Autres services extérieurs	14 802,09	4,57%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	18 690,00	5,77%
Charges de personnel	214 213,00	66,15%
Autres charges de gestion courante	16 960,00	5,24%
Dotations aux amortissements et aux provisions	6 000,00	1,85%
Total	323 850,09	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	45 000,00	13,90%
Autres fonds publics	57 000,00	17,60%
Compensation Région	221 850,09	68,50%
Total	323 850,09	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000368 - ASSOCIATION AURORE-LE VERGER

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	215 814,37 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
77	AURORE/ EDI LE VERGER	80	247 997,93 €	196 194,88 €	79,11 %	19 619,49 €	215 814,37 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 493,00	3,83%
Services extérieurs	20 749,81	8,37%
Autres services extérieurs	12 099,88	4,88%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	8 991,69	3,63%
Charges de personnel	185 957,22	74,98%
Autres charges de gestion courante	7 614,12	3,07%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 092,21	1,25%
Total	247 997,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds publics	51 803,05	20,89%
Compensation Région	196 194,88	79,11%
Total	247 997,93	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000369 - ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 92)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	239 703,84 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FAIRE ASS FORMA AIDE REINSERT
Adresse administrative	:	48 RUE DE L AMIRAL MOUCHEZ 75014 PARIS 14
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Michel PERETTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
92	FAIRE 92	110	273 112,60 €	217 912,60 €	79,79 %	21 791,26 €	239 703,84 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	7 653,13	2,82%
Services extérieurs	27 511,93	9,41%
Autres services extérieurs	17 780,96	6,56%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	11 432,23	4,22%
Charges de personnel	175 975,64	64,91%
Autres charges de gestion courante	32 758,72	12,08%
Total	273 112,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds publics	46 000,00	16,84%
Autres recettes	9 200,00	3,37%
Compensation Région	217 912,60	79,79%
Total	273 112,60	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000370 - ASSOCIATION DE FORMATION ET AIDE A LA REINSERTION (FAIRE 94)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	245 423,84 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FAIRE ASS FORMA AIDE REINSERT
Adresse administrative	:	48 RUE DE L AMIRAL MOUCHEZ 75014 PARIS 14
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Michel PERETTI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
94	FAIRE 94	110	332 112,58 €	223 112,58 €	67,18 %	22 311,26 €	245 423,84 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	21 585,74	6,50%
Services extérieurs	56 442,02	16,99%
Autres services extérieurs	21 018,00	6,33%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	12 676,26	3,82%
Charges de personnel	195 979,10	59,01%
Autres charges de gestion courante	24 411,46	7,35%
Total	332 112,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	35 000,00	10,54%
Fonds publics	74 000,00	22,28%
Compensation Région	223 112,58	67,18%
Total	332 112,58	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000371 - ASSOCIATION FILIGRANE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	216 135,52 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION FILIGRANE
Adresse administrative	:	CENTRE D'AFFAIRES LES IRIS 91130 RIS ORANGIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Rodrigue ABOSSOLO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
91	FILIGRANE	120	290 486,75 €	196 486,84 €	67,64 %	19 648,68 €	216 135,52 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	33 180,00	11,42%
Services extérieurs	61 710,00	21,24%
Autres services extérieurs	11 530,00	3,97%
Charges de personnel	176 466,75	60,75%
Autres charges de gestion courante	2 600,00	0,90%
Charges exceptionnelles	2 500,00	0,86%
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 500,00	0,86%
Total	290 486,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	58 000,00	19,97%
Fonds publics	26 000,00	8,95%
Entreprises, OPCO	2 000,00	0,69%
Particuliers	2 000,00	0,69%
Autres recettes	5999,91	2,07%
Compensation Région	196 486,84	67,64%
Total	290 486,75	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000372 - ASSOCIATION IMAJ (EDI CHRYSALIDE)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	245 712,58 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	IMAJ INITIATIVES MULTIPLES ACTION JEUNE
Adresse administrative	:	RUE LOUISE MICHEL 95570 BOUFFEMONT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Michèle ALART, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
95	IMAJ	100	441 085,00 €	223 375,07	50,64 %	22 337,51 €	245 712,58 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	14 949,00	3,39%
Services extérieurs	29 923,00	6,78%
Autres services extérieurs	36 347,00	8,24%
Charges de personnel	322 549,00	73,13%
Autres charges de gestion courante	21 111,00	4,79%
Dotations aux amortissements et aux provisions	16 206,00	3,67%
Total	441 085,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	18 000,00	4,08%
Autres fonds public	131 909,00	29,91%
Autres recettes	67 800,93	15,37%
Compensation Région	223 375,07	50,64%
Total	441 085,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000373 - ASSOCIATION RELAIS POUR L'EDUCATION ET L'INSERTION DES JEUNES (ARPEIJE)

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	215 032,91 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ARPEIJE
Adresse administrative	:	54 RUE DU MOULIN DE PIERRE 92140 CLAMART
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Anne-Marie FAYOLLE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
92	ARPEIJE	78	245 627,46 €	195 484,46 €	79,59 %	19 548,45 €	215 032,91 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 697,60	3,95%
Services extérieurs	10 865,72	4,42%
Autres services extérieurs	20 918,20	8,52%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	8 154,80	3,32%
Charges de personnel	191 583,14	78,00%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 408,00	1,79%
Total	245 627,46	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	14 000,00	5,70%
Fonds publics	12 000,00	4,89%
Autres recettes	24 143,00	9,83%
Compensation Région	195 484,46	79,59%
Total	245 627,46	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000374 - ASSOCIATION REPERES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	246 001,33 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION REPERES
Adresse administrative	:	35 RUE DANAUX 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Michel VAUTRIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

Cf. le récapitulatif, présenté sous forme de tableau, indiquant :
- le coût total du projet ;
- le montant annuel prévisionnel de la compensation régionale ;
- le Taux d'Intervention Régionale (TIR) en résultant ;
- le montant de la première affection ;
- le montant de la seconde affectation ;
- l'effectif annuel prévisionnel.

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
91	REPERES	90	413 637,57 €	223 637,57 €	54,07 %	22 363,76 €	246 001,33 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	14 500,00	3,51%
Services extérieurs	74 000,00	17,89%
Autres services extérieurs	19 000,00	4,59%
Charges de personnel	286 137,57	69,18%
Dotations aux amortissements et aux provisions	20 000,00	4,84%
Total	413 637,57	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	155 000,00	37,47%
Autres fonds publics	35 000,00	8,46%
Compensation Région	223 637,57	54,07%
Total	413 637,57	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000375 - ASSOCIATION SAUVEGARDE DE L'ADOLESCENCE - CIEJ - EDI COQUERON

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	245 258,84 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	SAUVEGARDE ADOLESCENCE
Adresse administrative	:	3 RUE COQ HERON 75001 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame Fabienne ZELLNER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
75	SAUVEGARDE 75 - CIEJ / EDI COQUERON	110	330 069,58 €	222 962,58 €	67,55 %	22 296,26 €	245 258,84 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 270,00	1,29%
Services extérieurs	11 880,00	3,60%
Autres services extérieurs	6 112,58	1,85%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	20 636,00	6,25%
Charges de personnel	211 308,00	64,02%
Autres charges de gestion courante	75 263,00	22,80%
Dotations aux amortissements et aux provisions	600,00	0,18%
Total	330 069,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	100 000,00	30,30%
Autres fonds publics	7 107,00	2,15%
Compensation Région	222 962,58	67,55%
Total	330 069,58	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000376 - AURORE AGORA

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	244 035,10 **€**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
77	AURORE / EDI AGORA	120	289 774,73 €	221 850,09	76,56 %	22 185,01 €	244 035,10 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 920,00	3,42%
Services extérieurs	18 760,85	6,47%
Autres services extérieurs	4 054,00	1,40%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	13 008,34	4,49%
Charges de personnel	227 910,37	78,65%
Autres charges de gestion courante	8 876,50	3,06%
Dotations aux amortissements et aux provisions - charges exceptionnelles	7 244,67	2,50%
Total	289 774,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds publics	67 924,64	23,44%
Compensation Région	221 850,09	76,56%
Total	289 774,73	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000377 - AURORE L'ARCHE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	210 577,47 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ASSOCIATION AURORE
Adresse administrative	:	34 BOULEVARD SEBASTOPOL 75004 PARIS 4E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Pierre COPPEY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
77	AURORE / EDI L'ARCHE	80	242 068,86 €	191 434,06 €	79,08 %	19 143,41 €	210 577,47 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 131,00	1,71%
Services extérieurs	17 670,46	7,30%
Autres services extérieurs	7 697,06	3,18%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	7 991,51	3,30%
Charges de personnel	169 864,23	70,17%
Autres charges de gestion courante	6 357,95	2,63%
Dotations aux amortissements et aux provisions	28 356,65	11,71%
Total	242 068,86	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	12 000,00	4,96%
Autres fonds publics	38 634,80	15,96%
Compensation Région	191 434,06	79,08%
Total	242 068,86	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000378 - FONDATION JEUNESSE FEU VERT - LE TIPI

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	213 262,58 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	JEUNESSE FEU VERT
Adresse administrative	:	34 RUE DE PICPUS 75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	:	Fondation
Représentant	:	Monsieur Jean-Marc STEINDECKER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
75	JFV	100	339 939,07 €	193 875,07 €	57,03 %	19 387,51 €	213 262,58 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 750,00	1,99%
Services extérieurs	61 925,07	18,22%
Autres services extérieurs	17 270,00	5,08%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	17 600,00	5,18%
Charges de personnel	211 063,00	62,09%
Autres charges de gestion courante	16 914,00	4,98%
Dotations aux amortissements et aux provisions - charges exceptionnelles	8 417,00	2,48%
Total	339 939,07	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	130 064,00	38,26%
Autres fonds publics	16 000,00	4,71%
Compensation Région	193 875,07	57,03%
Total	339 939,07	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000379 - INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	136 971,77 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INSTEP LEO LAGRANGE ILE DE FRANCE
Adresse administrative	:	8 RUE CHARLES MICHELS 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Loup CHAUMET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
91	INSTEP L. LAGRANGE	40	156 119,79 €	124 519,79	79,76 %	12 451,98 €	136 971,77 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	4 700,00	3,01%
Services extérieurs	15 438,00	9,89%
Autres services extérieurs	1 802,03	1,15%
Charges de personnel	121 778,90	78,00%
Autres charges de gestion courante	12 400,87	7,94%
Total	156 119,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Particuliers	13 400,00	8,58%
Fonds publics	18 200,00	11,66%
Compensation Région	124 519,80	79,76%
Total	156 119,80	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-019

DOSSIER N° 20000380 - LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DES YVELINES - FEDERATION DES YVELINES

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	207 625,39 **€**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FEDERATION DES YVELINES
Adresse administrative	:	7 RUE DENIS PAPIN 78190 TRAPPES
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean-Pierre BONIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
78	LIGUE 78	65	249 750,35 €	188 750,35 €	75,58 %	18 875,04 €	207 625,39 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 095,00	0,84%
Services extérieurs	5 246,00	2,10%
Autres services extérieurs	3 586,00	1,44%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	14 453,89	5,79%
Charges de personnel	221 075,66	88,52%
Autres charges de gestion courante	3 293,80	1,32%
Total	249 750,35	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	24 000,00	9,61%
Autres fonds publics	37 000,00	14,81%
Compensation Région	188 750,35	75,58%
Total	249 750,35	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000381 - LA MONTAGNE VIVRA

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	238 824,43 **€**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	LA MONTAGNE VIVRA
Adresse administrative	:	18 RUE THIBAULT CHABRAND 95240 CORMEILLES EN PARISIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Patrice BLOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :
- un diagnostic socio professionnel initial ;

- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
95	LA MONTAGNE VIVRA	110	327 074,12 €	217 113,12 €	66,38 %	21 711,31 €	238 824,43 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	36 322,70	11,11%
Services extérieurs	12 781,34	3,91%
Autres services extérieurs	5 556,70	1,70%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	10 901,00	3,33%
Charges de personnel	261 512,38	79,96%
Total	327 074,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	87 900,00	26,87%
Autres fonds publics	22 061,00	6,74%
Compensation Région	217 113,12	66,38%
Total	327 074,12	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 20000382 - LES ATELIERS AGIR COMBATTRE ET REUNIR DES YVELINES (ACR)- CONFLANS SAINTE HONORINE

Dispositif : AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion (n° 00000624)
Délibération Cadre : CP2018-275 du 04/07/2018
Imputation budgétaire : 931-111-65738-111005-400
Action : 11100501- Accès aux savoirs de base

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM (affectation + bonus)
	244 729,02 **€**

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	ACR
Adresse administrative	:	72 RUE DESIRE CLEMENT 78700 CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Madame FRANCOISE LEGER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 janvier 2020 - 30 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date d'entrée en formation et la date du vote en commission permanente.

Description :

1. Le public cible visé sont les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi.

2. Les objectifs d'un EDI sont :

- la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- la levée des principaux freins à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, linguistiques et numériques, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3. Le contenu du parcours en EDI

Le contenu du parcours en l'EDI prévoit :

- un diagnostic socio professionnel initial ;
- un accompagnement socio professionnel individualisé, global et quotidien ;
- des ateliers d'activités et un atelier de mise en situation obligatoirement mis en place en interne à l'EDI ;
- l'organisation des projets collectifs ;
- l'organisation de stages en entreprise facultatifs ;
- l'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation par l'utilisation de la carte de compétences.

4. La durée du parcours

La durée moyenne d'un parcours est de 5 mois. L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois sauf dérogation expresse de la Région. Le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N est fixé au 30 juin de l'année N+1.

5. Le financement du projet

- Le cout total de l'opération
- Le montant de la compensation annuelle prévisionnelle
- Le taux d'Intervention Régional (TIR) en résultant
- Le montant maximum du bonus
- Le total de la compensation et du bonus

Le montant maximum du bonus est attribué sous réserve de la disponibilité budgétaire.

DPT	PROJETS RETENUS	Effectif prévisionnel 2020	Cout total de l'opération	Montant prévisionnel de la compensation financière	Taux d'intervention Régional	Montant prévisionnel du bonus (10% maximum du montant prévisionnel de la compensation	Montant total de la compensation et du bonus
78	ACR CONFLANS STE HONORINE	115	302 121,93 €	222 480,93 €	73,64 %	22 248,09 €	244 729,02 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	12 100,00	4,01%
Services extérieurs	60 988,65	20,19%
Autres services extérieurs	12 743,94	4,22%
Charges de personnel	191 029,34	63,23%
Autres charges de gestion courante	19 760,00	6,54%
Dotations aux amortissements et aux provisions	5 500,00	1,82%
Total	302 121,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	12 000,00	3,97%
Autres fonds publics	12 500,00	4,14%
Autres Recettes	55 141,00	18,25%
Compensation Région	222 480,93	73,64%
Total	302 121,93	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

ANNEXE 2 : DOSSIER HABILITATION MODIFIE

DOSSIER D'HABILITATION EN APPLICATION DE L'ARTICLE L6121-2-1 DU CODE DU TRAVAIL.

RELATIF AUX ESPACES DE DYNAMIQUE D'INSERTION (EDI)

SOMMAIRE

Les éléments de contexte et la finalité du dispositif

I. LE PUBLIC, PRESCRIPTEURS, RESEAU
- **I.1 Le public cible visé**
- **I.2 Les limites à l'accueil des jeunes en EDI**
- **I.3 Le statut des jeunes en EDI**
- **I.4 Les prescripteurs**
- **I.5 Le partenariat**

II. LES OBJECTIFS, LE CONTENU PEDAGOGIQUE, L'ACCOMPAGNEMENT DU JEUNE
- **II.1 Les objectifs**
- **II.2 Le contenu d'un parcours en EDI**
  - **II.2.1 Le diagnostic socio professionnel**
  - **II.2.2 L'accompagnement socio professionnel**
  - **II.2.3 L'acquisition et le développement des compétences transversales nécessaires à l'accès à l'emploi et / ou à la formation**
  - **II.2.4 Les ateliers d'activité**
  - **II.2.5 Les projets collectifs**
  - **II.2.6 L'évaluation des compétences des stagiaires**
- **II.3 La durée des parcours**
- **II.4 Les moyens et les modalités de mise en œuvre**
  - **II.4.1 Le projet et les méthodes pédagogiques**
  - **II.4.2 Les moyens humains**
  - **II.4.3 Les moyens matériels et les horaires d'ouverture**

III. LES MODALITES DE PILOTAGE REGIONAL
- **III.1 Les comités techniques et les comités de pilotage**
- **III.2 Les visites au cours de l'année**
- **III.3 L'évaluation de l'activité des EDI**
  - **III.3.1 Le bilan d'activité**
  - **III.3.2 La date de production du bilan d'activité**

IV. LES MODALITES DE FINANCEMENT DES PROJETS

- **IV.1 La compensation financière**
  - **IV.1.1 L'objet de la participation de la Région**
  - **IV.1.2 La forme juridique et le contenu de la compensation régionale**
  - **IV.1.3 Le montant de la compensation de la Région**
  - **IV.1.4 Le cofinancement des projets**
  - **IV.1.5 Les modalités de versement de la compensation régionale**
- **IV.2 Bonus au plan d'amélioration de service : un mode de valorisation de l'activité des EDI**
  - **IV.2.1 Les indicateurs pour le calcul du montant du bonus**
- **IV.2.2 Le versement du bonus**

V. LES MODALITES D'ATTRIBUTION

V.1 Les structures éligibles
V.2 Le dossier de réponse à l'appel à public à propositions et la demande de compensation financière

VI. LA MODIFICATION ET LA RESILIATION DE LA CONVENTION D'HABILITATION

VI.1Modification de la convention par avenant
VI.2 Résiliation de la convention

VII. L'APPLICATION DES MESURES REGIONALES

VII.1 La charte de laïcité
VII.2 L'accueil de jeunes stagiaires au sein des structures subventionnées par la Région en vue de favoriser l'accès à l'emploi des jeunes

VIII. LA REGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT

Ce règlement d'intervention constitue le dossier d'habilitation cité à l'article L6121-2-1 du code du travail.

Cette procédure d'habilitation de service public s'effectue dans le cadre du décret n°2014-1390 du 21 novembre 2014 relatif à la procédure d'habilitation des organismes chargés d'actions d'insertion et de formation professionnelles, pris en application de l'article 21 de la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale codifié aux articles R6121-1 et suivants du code du travail, et dans le respect des dispositions communautaires, notamment à la décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011.

La qualification de « service public » est porteuse d'obligation en matière en matière de continuité, d'adaptabilité et d'égalité.

Il est notamment basé sur les principes fondamentaux du Service Public Régional de Formation (SPRFP) adopté par le Conseil Régional du 19 juin 2009.

Le règlement d'intervention qui suit met en œuvre ses obligations de service public.

Les éléments de contexte et la finalité du dispositif

Les Espaces de Dynamique d'Insertion (EDI) ont été mis en place pour des jeunes qui, en raison du cumul de leurs difficultés, ne peuvent accéder directement aux programmes de formation classiques et / ou à l'emploi.

Ils constituent la première étape d'un parcours vers la formation et / ou l'emploi. Le dispositif EDI doit permettre aux jeunes en grandes difficultés de s'engager, à court ou à moyen terme, dans un parcours d'accès à la formation et / ou à l'emploi.

Ainsi :

- l'accès à la formation et / ou à l'emploi constitue le fil directeur du parcours des jeunes en EDI ;
- l'offre pédagogique des EDI est centrée sur cet objectif d'accès à la formation et / ou à l'emploi.

I. PUBLIC, PRESCRIPTEURS, RESEAU

I.1 1. Le public visé

- Le principe général : le public relevant de la compétence régionale

Le public cible visé par le dispositif EDI est constitué par les jeunes :

- âgés de 16 ans à moins de 26 ans ;
- peu (niveau infra CAP/BEP) ou non qualifiés ;
- dont les difficultés – sociales et / ou professionnelles- les empêchent d'accéder directement à une formation et / ou à un emploi et
- éligibles au statut de stagiaire de la formation professionnelle.

Aucun prérequis n'est posé à l'entrée des jeunes en EDI. Aucun quota n'est fixé (sauf en faveur des jeunes relevant de la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS : voir infra. I.4 Les prescripteurs).
La structure garantit l'égalité d'accès du public à l'EDI.

- Les publics relevant également de la compétence d'autres collectivités publiques

Dès lors qu'ils répondent aux conditions précitées, les EDI peuvent accueillir des jeunes relevant de la compétence d'autres collectivités publiques : par exemple, des conseils départementaux (jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance - ASE -, du Revenu de Solidarité Active – RSA -), d'autres collectivités

territoriales (communes, Etablissement Publics de Coopération Intercommunale…), de l'Etat (Protection Judiciaire de la Jeunesse PJJ), etc…
Il appartient alors à la structure porteuse de l'EDI de conclure, si nécessaire, une convention avec la collectivité dont les jeunes concernés relèvent afin, entre autres, de fixer les modalités de co financement de la formation de ces derniers.

D'une manière générale, la diversité des publics au sein des EDI constitue un facteur d'équilibre, d'efficacité pédagogique et d'intégration sociale.
A ce titre, les EDI veilleront à préserver la diversité et l'équilibre des publics.
En conséquence, il leur appartient de réguler eux-mêmes l'entrée des jeunes aux profils spécifiques afin de préserver l'équilibre pédagogique des groupes.

I.2 Les limites à l'accueil des jeunes en EDI

L'EDI engage un travail de fonds avec les jeunes qu'il accueille. En conséquence :

- l'EDI n'est pas un lieu d'accueil d'urgence.

  S'il apparaît que la seule demande du jeune relève d'un traitement de l'urgence, celle-ci ne relève pas de la compétence de l'EDI. Le jeune sera alors informé des prestations pouvant lui être offertes par d'autres structures et y sera orienté ;

  L'EDI n'a pas vocation à prodiguer aux jeunes des soins psychiatriques et peut ne pas donner une suite favorable à une prescription si les problèmes psychiatriques ou de santé mentale, notamment, sont de nature à entraver le parcours des jeunes. En revanche, l'accompagnement des jeunes vers une reconnaissance du handicap entre dans le champ de sa compétence.
- l'EDI n'a pas vocation à prodiguer aux jeunes un accompagnement social uniquement qui n'est ni de la compétence technique de l'EDI, ni de la compétence régionale.

I.3 Le statut des jeunes en EDI

Hormis les jeunes relevant de la MLDS, dès l'entrée dans un EDI, le jeune acquiert :

- le statut de **stagiaire de la formation professionnelle** et bénéficie à ce titre d'une protection sociale prise en charge par la Région ;
- le statut de stagiaire de la formation professionnelle **rémunéré** dès lors que la durée hebdomadaire de ses activités est au moins égale à 20 heures. La rémunération est prise en charge par la Région.

I.4 Les prescripteurs

Les prescripteurs d'un parcours en EDI sont, entre autres, les missions locales, les travailleurs sociaux, les Clubs de prévention, les structures relevant de la PJJ et toutes autres structures, en particulier associatives.

Dans la limite de 5 % de l'effectif conventionné par la Région, les EDI accueillent des jeunes relevant des Missions de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS).

Cette liste n'est pas exhaustive et peut être différente selon les territoires et les conventionnements existants.
Les jeunes peuvent également se présenter directement à un EDI.

Si la mission locale n'est pas le prescripteur, l'EDI prend contact avec celle dont dépend le jeune et fait procéder à son inscription.

I.5 Le partenariat

Afin d'apporter aux jeunes des réponses spécifiques mais complémentaires et articulées entre elles, l'EDI constitue, développe et anime un réseau partenarial dans les champs :

- de l’action sociale et éducative, du logement (et / ou de l’hébergement), de la santé et, plus largement, dans le champ social, d’une part,
- dans le champ de l’orientation, de l’insertion, de la formation et de l’emploi, entre autres, avec les missions locales, les prestataires des Parcours d’Entrée dans l’Emploi, d’autre part.

L’EDI construit et développe un réseau d’expertise en mobilisant prioritairement et autant que faire se peut, les ressources territoriales existantes.

II. OBJECTIFS, CONTENU PEDAGOGIQUE, ACCOMPAGNEMENT DU JEUNE

II.1 Les objectifs d'un EDI

L'objectif général d'un EDI est la construction des prérequis nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi et l'accompagnement des jeunes vers la formation et / ou l'emploi.
Il en résulte les objectifs intermédiaires suivants :

- la levée des principaux obstacles à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, nécessaires à l'accès à la formation du droit commun et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

Au regard des caractéristique du public accueil, il appartient à l'EDI d'adapter les caractéristiques du parcours (contenu, durée) et les modalités de leur mise en œuvre. Cette disposition contribue à la mise en œuvre du principe d'adaptabilité.

II.2 Le contenu du parcours en EDI

En application de l'article L 6121-2-1 du code du travail, les jeunes en EDI bénéficient d'un parcours individualisé comportant un accompagnement à caractère pédagogique, social et professionnel.

L'accès au monde du travail est l'objectif autour duquel les différentes activités proposées aux jeunes se structurent et s'organisent.

Le parcours en EDI doit comporter*a minima* les éléments ci-après.

II.2.1 Le diagnostic socio professionnel initial

Lors de la phase d'accueil, un diagnostic socio professionnel de la situation de chaque jeune est effectué. Il permet de :

- repérer, valoriser et formaliser de manière précise et détaillée les capacités, les besoins en formation, les acquis professionnels et expérientiels du stagiaire ;
- repérer les freins à l'insertion.

Au regard des résultats du diagnostic, valant évaluation initiale, un parcours individualisé de formation est co construit avec le jeune et les partenaires internes et externes à l'EDI intervenant dans la mise en œuvre du parcours du jeune.

II.2.2 L'accompagnement socio professionnel

L'accompagnement socio professionnel de chaque jeune est individualisé. L'accompagnement est individuel et collectif, global et quotidien.

L'EDI accompagne les jeunes jusqu'à l'élaboration de leur plan d'action afin d'organiser la suite de leur parcours. Dans cette perspective, l'EDI veille à sécuriser les suites de parcours par un partenariat diversifié sur le territoire (cf. supra article I.5 Le partenariat).

II.2.3 L'acquisition et le développement des compétences transversales nécessaires à l'accès à l'emploi et / ou à la formation (mécanismes d'acquisition des savoirs, mais également des savoirs être)

Les compétences transversales nécessaires à l'accès à l'emploi et / ou à la formation sont principalement :

- le développement des **compétences comportementales et sociales**, indispensables à l'accès à une formation qualifiante et / ou à l'emploi, entre autres :

- Le développement de la compétence **« apprendre à apprendre** »

En effet, les activités réflexives sur les stratégies d'apprentissage de chacun des jeunes les préparent à l'accès à la formation qualifiante, en alternance ou non et /ou à l'emploi.

- Les **compétences clés** (cf. carte de compétence Région et outil numérique associé)
- La certification CléA

La certification CléA est présentée et proposée aux stagiaires.

- Les **compétences linguistiques**, selon l'évaluation des besoins,
- Les **compétences numériques**

Le développement des compétences numériques fait l'objet d'activités identifiées, en relation avec les projets développés dans l'EDI.

- l'acquisition et / ou le développement des connaissances de base en **anglais** en lien avec le projet d'insertion socio-professionnelle du jeune et dans le cadre rappelé de la région bilingue.

II.2.4 Les ateliers d'activités

Les ateliers d'activités mis en place au sein de l'EDI constituent des supports pédagogiques destinés à révéler, construire et développer des compétences en vue de l'accès à un emploi ou à une formation.

Parmi ces ateliers, l'EDI met obligatoirement en place, en interne, un atelier de mise en situation de travail. Chaque jeune, quels que soient son niveau et ses difficultés, en bénéficie.

II.2.5 Les projets collectifs

L'EDI pourra réaliser des projets collectifs associant d'autres EDI, un ou plusieurs organismes de formation comme ceux porteurs d'un Parcours d'Entrée dans l'Emploi.

II.2. 6 L'évaluation des compétences des stagiaires

L'évaluation des compétences des stagiaires au regard de l'objectif d'accès à l'emploi ou à la formation est obligatoire. Les phases d'évaluation constituent des temps essentiels au sein de l'EDI car elles permettent de formaliser et construire avec le stagiaire la suite de son parcours. L'outil d'évaluation utilisé par les EDI est la carte de compétences (cf. l'annexe n° 1 au présent Règlement d'intervention ou dossier d'habilitation). Les corrélations avec le socle CléA sont établies.

Au minimum, le jeune bénéficie d'une évaluation initiale, intermédiaire et finale.

II.3 La durée du parcours

L'ensemble du parcours du stagiaire au sein de l'EDI ne doit pas excéder douze mois. Toutefois, dans des cas limités et à titre hautement exceptionnel, sur demande expresse et motivée adressée à la Région, celle-ci peut, par un accord formel, accorder une dérogation.

En tout état de cause, le terme des parcours de formation en EDI pour une entrée en année N, ne peut excéder le 30 juin de l'année N+1.

II.4 Les moyens et les modalités de mise en œuvre

II.4.1 Le projet et les méthodes pédagogiques

Chaque EDI définit son projet pédagogique et déploie ses propres méthodes pédagogiques conformément aux caractéristiques du public visé et aux objectifs qui en découlent.

Si l'EDI est libre de son projet et de ses méthodes pédagogiques, il doit cependant :

- mettre en œuvre l'individualisation, un des principes structurant de la mise en œuvre de l'activité de l'EDI ;
- rendre les stagiaires acteurs de leur formation, de leur parcours et, donc, de leur projet et leur devenir professionnels.

II.4.2 les moyens humains

- **Une équipe pluridisciplinaire**

L'EDI mobilise une équipe pluridisciplinaire et assure une capacité d'animation, de formation et d'encadrement adaptées aux besoins des jeunes visés par ce dispositif, notamment pour la mise en œuvre d'un accompagnement socio professionnel individualisé des jeunes.

- **Le référent handicap**

L'EDI porte une attention particulière à l'intégration des personnes handicapées dans l'action qu'il met en œuvre.
Les stagiaires reconnus en situation de handicap doivent bénéficier des mêmes conditions d'accès et de traitement que les autres stagiaires.
A cette fin, la structure met en place une fonction de référent handicap. Ses principales fonctions sont les suivantes :

- prendre en compte les situations de handicap ;
- accueillir et informer la personne handicapée ;
- organiser, autant que possible, la mise en œuvre de parcours de formation au sein de la structure ;
- assurer un suivi pédagogique et administratif tout au long de la formation ;
- rechercher, si nécessaire, des solutions à des difficultés spécifiques ;
- veiller à la pédagogie mise en œuvre et, si nécessaire, l'adapter aux besoins du stagiaire ;
- mobiliser les interlocuteurs internes et externes compétents pour accompagner la personne handicapée.

II.4.3 Moyens matériels et horaires d'ouverture

Les moyens matériels proposés devront être adaptés à la mise en œuvre du projet et permettrons notamment l'accueil de personne en situation de handicap.

Les horaires d'ouvertures devront permettre d'assurer la continuité du service public étant entendu qu'il est attendu une fermeture maximale de 2 semaines en continu, et au maximum d'un mois sur une année.
Cette disposition contribue à garantir la continuité du service public.

III. MODALITES DE PILOTAGE REGIONAL

III.1 Les comités techniques et les comités de pilotage

L'EDI organise :

- des comités techniques de suivi réunissant l'ensemble des partenaires afin d'effectuer le suivi individuel de chaque stagiaire ;
- des comités de pilotage qui réunissent, en présence de la Région, l'ensemble des financeurs et des partenaires.

Le comité de pilotage vise à réguler, adapter ou redéfinir les modalités d'organisation et de mise en œuvre des parcours au sein de l'EDI. Il rend compte de la mise en œuvre pédagogique des parcours, des bilans des diverses actions menées et du fonctionnement de l'EDI.

III.2 Les visites de suivi en cours d'année

Afin de contrôler la conformité de l'action mise en œuvre par la structure au règlement d'intervention, à l'appel à projet, à la convention et au projet tel qu'accepté et conventionné par la Région, celle-ci effectue, à son initiative, et au moins une fois par an, des visites de suivi de chaque EDI.

La synthèse de la visite est transmise à la structure. Elle peut comporter des rappels au respect des règles précitées ainsi que des préconisations. La Région s'assure de la bonne exécution de ses conclusions.
Les modalités d'application de ces dispositions seront précisées dans la convention conclue entre la Région et la structure bénéficiaire.

III.3 L'évaluation de l'activité des EDI

L'activité de l'EDI donne lieu à une **évaluation annuelle** qui repose notamment sur un bilan d'activité produit annuellement par la structure.

III.3.1 Le bilan d'activité

Il est partagé entre les co-financeurs. Le cas échéant, la structure participera aux travaux organisés par la Région sur ce sujet.

Le modèle type de ce document est établi par la Région, en complément des éléments à renseigner dans SAFIR.
Ainsi, sur la base des données quantitatives déjà saisies par la structure sur SAFIR, celle-ci renseigne les différentes rubriques à caractère plus qualitatif figurant au sein du bilan.

III.3.2 La date de production du bilan d'activité

Les données du bilan d'activité de la structure sont arrêtées au **30 juin de l'année N+1**, date de la fin du dernier parcours et date de la fin de l'action.

Le bilan d'activité est adressé à la Région pour le 30 septembre de l'année N+1, **dernier délai, au-delà duquel aucun bilan ne sera plus accepté et par conséquent aucun solde versé**. En effet, plus le bilan est rendu tôt à la Région, plus vite le solde est versé.

Le versement du solde et du bonus est subordonné à la production impérative du bilan au **30 septembre de l'année N+1 dernier délai, pour une fin d'action à la fin juin de la même année.**

IV. LES MODALITES DE FINANCEMENT DES PROJETS

IV.1I La compensation financière

IV.1.1 L'objet de la participation de la Région

La Région soutient les dépenses de fonctionnement liées à la mise en œuvre de l'action EDI, dans la limite du budget annuel alloué au dispositif.

La participation de la Région fera l'objet d'une instruction précise permettant d'évaluer la juste compensation du service, ainsi que le bonus lié au Plan d'Amélioration de Service.

La rémunération des stagiaires étant directement prise en charge par la Région au titre de la formation professionnelle, elle ne fait pas partie des dépenses éligibles pour le porteur de projet. Cette dépense n'apparaît pas donc pas dans le budget prévisionnel présenté chaque année à la Région.

IV.1.2 La forme juridique et le contenu de la compensation régionale

La compensation régionale prend la forme d'une aide de base destinée à garantir et sécuriser le fonctionnement de l'EDI et, sous certaines conditions, d'un bonus dans le cadre du plan d'amélioration qualité.

IV.1.3 Le montant de la compensation de la Région

La Région peut financer un projet dans la double limite de :

- 80 % des dépenses éligibles rattachées au projet ;
- et de 250 000 € par EDI et par an (bonus dans le cadre du plan d'amélioration de service).

Cette dotation pourra être complétée dans le cadre de projets nationaux permettant un abondement au budget régional (PACTE d'investissement dans les Compétences).

Ce montant devra être déterminé avant la conclusion de la convention d'Habilitation.

La compensation financière de la Région varie en fonction des critères ci-après :

- le projet et les moyens pédagogiques proposés ;
- les ateliers mis en place (objectifs, contenu, moyens) dont l'atelier de mise en situation de travail interne à l'EDI ;
- les différentes modalités de découverte du monde du travail offertes aux jeunes ;
- le contenu et les outils de l'accompagnement socio - professionnel ;
- l'individualisation des parcours de formation (formes, modalités, outils) ;
- le domaine, l'objet et les modalités des partenariats effectifs ;
- les moyens humains et matériels mis à disposition au regard du projet proposé ;
- les outils, les modes et les référentiels d'évaluation prévus ;
- les cofinancements proposés et par conséquent le taux d'intervention de la Région ;
- le cout financier du projet (cout de la place stagiaire, cout du projet total) ;
- la couverture territoriale proposée par l'EDI.

La compensation financière de la Région sera limitée à ce qui est strictement nécessaire. Pour tous les projets générant des recettes, même faibles, il conviendra de les déclarer à la région afin qu'elles soient prises en compte dans le calcul de la compensation.

Un contrôle régulier sera réalisé par les services de la Région pour s'assurer de l'absence de surcompensation. En cas de surcompensation, la région procèdera à la récupération des aides trop perçues.

IV.1.4 Le cofinancement des projets

La participation de la Région étant limitée à 80 % du montant du projet, les projets présentés bénéficient d'au moins un cofinancement ou aide en nature notamment de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou de toutes autres structures publiques et / ou privées**.**

IV.1.5 Les modalités de versement de la compensation

Le versement de la compensation est subordonné à la signature d'une convention d'habilitation. Cette convention est conclue pour une durée de 4 ans. Toutefois les conventions d'habilitation conclues à compter de l'année 2020 sont d'une durée de 3 ans.

Le montant de la compensation financière est déterminé à titre prévisionnel pour la durée de la convention. Dans la limite des crédits disponibles, la compensation financière est attribuée chaque année par l'assemblée délibérante.

La notification du solde de l'aide de base, et du bonus dans le cadre du plan d'amélioration de service le cas échéant, à la structure est accompagnée de la convention pour la première année d'exécution, d'un avenant à celle-ci pour les années suivantes »

La convention d'habilitation précise les modalités concrètes d'attribution et de versement de la compensation. Ces modalités sont conformes aux règles du règlement budgétaire et financier en vigueur ainsi qu'aux délibérations du Conseil régional, notamment en ce qui concerne l'application des mesures « 100 000 stages » et de la Charte de Laïcité (cf. infra).

Elle fera l'objet d'un **avenant annuel** pour ajuster les conditions de mise en œuvre et pour déterminer le montant annuel définitif de la compensation financière après instruction.

IV.2 Bonus lié au Plan d'Amélioration de Service : un mode de valorisation de l'activité des EDI

Afin de valoriser le travail d'accompagnement des EDI et les résultats associés, un bonus lié au plan d'amélioration de service pourra être versée. Le montant du bonus est situé dans une fourchette de 5 à 10 % de la subvention de base.

IV.2.1 Les indicateurs pour le calcul du montant du bonus

Le calcul du montant du bonus repose sur trois catégories d'indicateurs :

- le **contexte socio-économique** et le public accueilli : pondération de 25 % ;
- la valorisation de l'**accompagnement** : 50 % maximum du montant total de la prime ;
- les **résultats** : les sorties **emploi et / ou en formation** : 25 % maximum du montant total de la prime

Les modalités de calcul du montant de la prime seront déclinées dans la convention d'habilitation. Les indicateurs seront issus des éléments du bilan d'activité.

IV.2.2 Le versement du bonus (voir supra III.3 « L'évaluation de l'activité des EDI »)

Le versement du bonus intervient au moment du versement du solde de la compensation au titre de l'année considérée, sur la base des bilans transmis**, au plus tard, le 30 septembre de l'année N+1.**

V. LES MODALITES D'ATTRIBUTION

L'attribution des compensations financières est effectuée sur la base des propositions par les structures en réponse à un appel public à propositions lancé par la Région en application du présent règlement d'intervention et retenus par celle-ci. Les modalités de réponses sont précisées dans l'appel public à propositions.

V.1 Les structures éligibles

La Région financera 27 EDI au maximum sur le territoire francilien. Lors de l'instruction des projets, la Région sera sensible à ce que la meilleure couverture territoriale soit assurée.

V.2 Le dossier de réponse à l'appel public à propositions et la demande de compensation financière

Pour la première année d'exécution de l'appel public à propositions, la structure adresse à la Région un dossier de réponse et une demande de compensation financière.
Le règlement de l'appel public à propositions détermine la liste des pièces à fournir, la procédure et les modalités d'instruction des projets.

Pour les années suivantes, la structure retenue adresse à la Région une demande de compensation financière mise à jour pour l'année à venir. Les pièces seront celles de l'appel public à propositions si elles ont fait l'objet de modification, accompagnées du plan de financement prévisionnel et des éléments de bilan de l'activité.

VI. LA MODIFICATION ET LA RESILIATION DE LA CONVENTION D'HABILITATION

VI.1Modification de la convention par avenant

Toute modification de la convention d'habilitation fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente du conseil régional.

VI.2Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai indiqué dans la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région à la structure bénéficiaire. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par la structure bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse à la structure bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai de 30 jours (cf. Article R6121-8 du code du travail)
.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à la structure bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

VII- L'APPLICATION DES MESURES REGIONALES

VII.1 La charte de laïcité

En application de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, la structure bénéficiaire se conforme à la charte de laïcité et de tout autre document adopté par l'assemblée régionale en la matière.

VII.2 La mesure « 100 000 « stages » : l'accueil de jeunes stagiaires au sein des structures subventionnées par la Région en vue de favoriser l'accès à l'emploi des jeunes

En application de la délibération du Conseil régional n° CR 08-16 du 18 février 2016 adoptée en vue de soutenir l'accès à l'emploi des jeunes, la structure support d'un EDI bénéficiaire de la compensation régionale recrute un ou plusieurs stagiaire (s) pour une période minimale de 2 mois.

Le nombre de stagiaires à accueillir par structure sera précisé dans la convention d'habilitation et ses avenants annuels.

VIII LA REGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT

Il s'agit d'un dispositif d'aide pris en application de la décision 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

ANNEXE 3 : PROJET D'AVENANT

AVENANT N°X ANNEE XXXX CONCLU EN APPLICATION DE LA CONVENTION D'HABILITATION

N° CONVENTION :
N° ACTION :

Entre :

La région Île de France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération n° CP XX-XXX

Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

Et :

L'organisme dénommé ……

- dont :
  - le statut juridique est une :
  - le siège social porte le n° SIRET et est situé à :
  - l'établissement exécutant l'action porte le n° SIRET et est situé au :

- ayant pour représentant :
  - ci-après dénommé « l'opérateur » :

D'autre part.

PREAMBULE :

Le présent avenant est conclu en application :

- du règlement d'intervention, valant dossier d'habilitation approuvé par la délibération n° CP 2018-275 du 4 juillet 2018 modifié par la délibération n° CP 2020-XXX du XXX ;

- de la convention d'habilitation 2019-2022 approuvée par la délibération n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019 et des avenants-types adoptés par les délibérations n° CP 2019-038 du 24 janvier 2019 et n° CP 2019-094 du 19 mars 2019.

Il a pour objet de :

ARTICLE 1

L'article 3.2. « Les modalités d'affectation et de versement de la compensation» , a. « Les principes généraux et b. « Le versement d'une avance » sont modifiés comme suit :

« 3. Les modalités de versement de la compensation

a. Les principes généraux

Dans la limite des crédits disponibles, la compensation financière est affectée et attribuée chaque année par l'assemblée délibérante

Chaque versement de la compensation est effectué sur demande de l'opérateur, par le biais du système d'information régional (cf. supra l'article 2.4.5.). La demande de versement renseignée, datée et signée par le représentant habilité de l'opérateur qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action aidée

b. Le versement d'une avance

L'opérateur peut obtenir une avance à valoir sur les paiements prévus. Le montant de cette avance correspond à 60 % du montant de la compensation versée au titre de l'année N-1.

Pour bénéficier de cette avance, l'opérateur justifie que sa trésorerie est insuffisante. Le besoin de trésorerie est établi par la présentation d'un plan de trésorerie de l'opérateur sur un an. Ce plan :

- porte sur une période qui débute à la date de la demande ;
- est daté, signé par le représentant légal et complété par l'opérateur en précisant le nom et la qualité du signataire.

Le versement de l'avance est subordonné à la production de deux documents datés et signés par le représentant légal de l'opérateur :

- la demande de versement de la compensation ;
- et le plan de trésorerie.

Dans le cadre de la mesure « Trouver un stage pour les jeunes franciliens », le versement de l'avance est également conditionné à la saisie des propositions de stages ou de contrats de travail sur la Plateforme d'Aides Régionales «https://mesdemarches.iledefrance.fr.».

ARTICLE 3

Les autres articles de la convention initiale demeurent inchangés en tant qu'ils ne sont pas contraires au présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant prend effet à compter de la date de sa signature par les parties.

Signature des parties :

A Saint-Ouen,

La présidente de la région Île-de-France
Et, par délégation

Date, nom, qualité et signature

Le représentant légal de l’opérateur

Date, nom, qualité et signature du délégataire

ANNEXE 4 : PROJET D'APPEL PUBLIC A PROPOSITIONS

POLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EMPLOI ET FORMATION
DIRECTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

APPEL PUBLIC A PROPOSITIONS
PROCEDURE D'HABILITATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DE FORMATION PROFESSIONNELLE ESPACES DE DYNAMIQUE D'INSERTION (EDI) DANS LE CADRE D'UN SERVICE D'INTERET ECONOMIQUE GENERAL PORTANT SUR LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE ET SUR LE DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

1- Objet de l'appel à propositions : le dispositif Espaces de Dynamique d'Insertion

L'appel à propositions a pour objet de sélectionner les organismes de formation chargés de la mise en œuvre du service d'intérêt économique général de la formation professionnelle « Espaces de Dynamique d'Insertion » (EDI).
Ce dispositif a été mis en place en 1996 par la Région, pour des jeunes qui, en raison du cumul de leurs difficultés, ne peuvent accéder directement aux programmes de formation classiques et / ou à l'emploi.

A travers le dispositif EDI, la Région, aux côtés des cofinanceurs, soutient les initiatives et la mobilisation des acteurs locaux pour préparer et accompagner vers l'emploi ou la formation les jeunes qui en sont les plus éloignés.

La finalité de l'aide régionale est de permettre aux jeunes en grandes difficultés de s'engager, à court ou moyen terme, dans un parcours d'accès à la formation et / ou à l'emploi.

Ainsi :

- l'accès à la formation et / ou à l'emploi constitue le fil directeur du parcours des jeunes en EDI ;

- l'offre pédagogique des EDI est centrée sur cet objectif d'accès à la formation et / ou à l'emploi.

Le dossier d'habilitation a été adopté par la délibération n° CP 2018-275 du 4 juillet 2018 et modifié par la délibération n° CP 2020-019 du 31 janvier 2020 et figure en pièce jointe du présent appel à proposition dans sa version consolidée.

Cadre juridique général

Le présent règlement a pour objet de préciser les règles relatives à la procédure de sélection des organismes de formation qui seront mandatés par la Région pour mettre en œuvre le dispositif EDI.

Cette procédure d'habilitation de service public s'effectue dans le cadre du décret n°2014-1390 du 21 novembre 2014 relatif à la procédure d'habilitation des organismes chargés d'actions d'insertion et de formation professionnelles, pris en application de l'article 21 de la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale codifié aux articles R6121-1 et suivants du code du travail, et dans le respect des dispositions communautaires, notamment à la décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 .

2- Les objectifs de l'aide régionale

Les objectifs de l'aide régionale sont de permettre pour le public cité :

- la levée des principaux obstacles à l'insertion ;
- l'acquisition et le développement des compétences transversales, nécessaires à l'accès à la formation et / ou à l'emploi ;
- l'autonomie pour rechercher une formation et / ou un emploi.

3- Les propositions éligibles

Les projets éligibles sont ceux qui répondent à l'ensemble des conditions fixées dans le règlement d'intervention précité.

Il est rappelé que les structures éligibles sont les structures qui sont déclarées comme organismes de formation.

4- Le nombre d'EDI finançables par la Région et la couverture géographique de chaque EDI

La Région a habilité 24 EDI. Suite aux constats d'une couverture territoriale insuffisante pour les départements du Val de Marne et de Seine-et-Marne, la Région pourra financer 3 EDI au maximum dont au moins 1 EDI par Département. Les territoires concernés sont donc le département du Val de Marne et de Seine-et-Marne.

Lors de l'instruction des projets, la Région sera sensible à ce que la meilleure couverture territoriale soit assurée.

En ce sens, chaque structure indique dans sa proposition son périmètre d'intervention privilégié ; c'est-à-dire le bassin d'emploi ou le regroupement de bassins d'emploi qu'elle entend couvrir. La carte des bassins d'emploi franciliens figure en annexe au présent appel à propositions. Pour autant, il est précisé que l'EDI peut accueillir un public résidant dans n'importe quel autre bassin d'emploi sans restriction.

5- La durée de validité prévisionnelle de l'habilitation

Suite à l'appel public à propositions, l'habilitation a une durée prévisionnelle de validité de trois ans à compter de la signature de la convention d'habilitation entre la Région et la structure bénéficiaire.

6- L'objet, le montant et les modalités de versement de l'aide régionale : rappel

6.1. L'objet de la participation de la Région

Dans la limite du budget annuel alloué au dispositif, la Région propose de soutenir les dépenses de fonctionnement liées à la mise en œuvre de l'action EDI.

La participation de la Région fera l'objet d'une instruction précise permettant d'évaluer la juste compensation du service, ainsi que le bonus lié au Plan d'Amélioration Qualité.
La grille de calcul et le vadémécum afférent seront joints au dossier d'appel public à propositions.

La rémunération des stagiaires étant directement prise en charge par la Région au titre de la formation professionnelle, elle ne fait pas partie des dépenses éligibles pour le porteur de projet. Cette dépense n'apparaît pas donc pas dans le budget prévisionnel présenté chaque année à la Région.

6.2. Le montant de la compensation : rappel

Dans le cadre de son budget propre, la Région peut financer un projet dans la double limite de :

- 80 % des dépenses éligibles rattachés au projet ;
- Et de 250 000 € par EDI et par an (bonus du Plan d'amélioration de service inclus).

Cette dotation est abondée dans le cadre du PACTE d'Investissement dans les Compétences.
Ce montant devra être déterminé avant la conclusion de la convention d'Habilitation.

7- Les démarches pour répondre à l'appel public à proposition au titre de la première année d'exécution de la convention

7.1. Composition du dossier

Le dossier comprend les pièces suivantes :

- le présent règlement d'appel public à propositions
- les documents types relatifs à la candidature à compléter
- la grille financière vierge à compléter
- les documents supports fournis (carte de compétences, bassins d'emploi

Le dossier de l'appel à proposition est consultable / téléchargeable directement sur le site https://www.iledefrance.fr/jusqu'à la date limite de réponse.

7.2. Modification du dossier d'appel public à propositions en cours de consultation

La Région se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier d'appel à proposition ou compléments (éléments d'instructions) en cours de consultation jusqu' au plus tard **15** jours avant la date limite de réception des propositions. Il appartiendra aux candidats intéressés de vérifier les éventuelles modifications apportées sur le site de la Région.

Au titre de la première année d'exécution, la structure effectue une demande de compensation financière à la Région.

7.3. Le dépôt du dossier de candidature

Le dépôt de votre dossier de candidature est effectué sur une boite email dont l'adresse vous sera communiquée dans le cadre de la publicité sur le lancement du présent appel public à propositions.

7.4. La liste des pièces à fournir pour l'instruction du dossier

Seuls les dossiers complets et transmis à temps seront considérés comme recevables et instruits par les services de la Région.

L'ensemble des organismes bénéficiaires fournit une liste de pièces. Les associations fournissent, en outre, 3 autres pièces.

7.4.1. Pour l'ensemble des organismes
Pour l'ensemble des organismes, ces pièces sont les suivantes :

- un document attestant de la capacité du représentant légal à engager la responsabilité de l'organisme pour l'opération ;

- une délégation de signature si nécessaire ;

- un relevé d'identité bancaire ou postal ;

- une fiche INSEE (situation au répertoire SIREN de votre structure) ;

- une attestation relative au régime de l'organisme en matière de TVA (voir document joint) ;

- le rapport, à jour, de la commission départementale de sécurité ou rapport de visite de la société chargée du matériel incendie et/ou électricité ;

- la dernière déclaration d'activité en tant qu'organisme de formation ;

- la présentation et la description précise des activités de la structure ;

- une fiche de présentation de l'organisme (voir document joint) ;

- une fiche de présentation du projet (voir document joint) qui indiquera notamment les horaires d'ouvertures au public de l'EDI, étant précisé que dans le cadre de la continuité du service, il est attendu une fermeture maximale de 2 semaines en continu, et au maximum d'un mois sur une année

- la ou les Grille (s) financière (s) datée (s) et signée (s), accompagnée(s) d'un document explicitant les modalités d'organisation et la méthodologie de la comptabilité analytique déployée, et attestant de la capacité de l'opérateur à justifier les coûts exposés (clefs de répartition), dans le cas où la structure exerce une autre activité que celle de l'EDI ;

- l'expérience de l'organisme dans l'accompagnement des publics en difficultés, jeunes et adultes (préciser) vers la formation et / ou l'emploi (préciser les effectifs pris en charge) et l'expérience de l'organisme avec les personnes publiques et privés concernant ce type de public.
  Ces informations seront consignées sur papier libre, daté et dument signé ;

- le dernier bilan et compte de résultat approuvés et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes.

- une lettre d'intention de cofinancement par co-financeur (voir document joint) ;

- la lettre d'engagement au titre de la mesure 100 000 stages (voir document joint).

7.4.2. Les pièces complémentaires pour les associations

Les associations, fournissent en outre les pièces suivantes :

- une copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la Préfecture ;

- la liste des membres du Conseil d'administration ;

- les statuts.

Pour les années suivantes, ne seront demandées que les pièces ayant fait l'objet d'une évolution, accompagnées du plan de financement et du bilan d'activités de l'année précédente (cf. RI).

8- La clôture de l'appel public à propositions

La date de clôture de **l'appel public à propositions est fixée au 19 mars 2020 à 15 h**, **dernier délai.**

Les dossiers qui seraient saisis après cette date seront considérés comme irréguliers.
Les propositions ont une durée de validité de 190 jours à compter de la date de clôture de l'appel public à propositions.

9 - L'instruction du projet et de la demande de financement

Le choix des organismes habilités se fait au vu des réponses des candidats, de leur capacité à répondre aux besoins et aux obligations de service public conformément aux critères précisés ci-après et selon les modalités ci-dessous.:

La Région procèdera à une instruction technique et financière des dossiers de réponse. Elle pourra demander aux candidats de compléter leur dossier de réponse dans un délai requis et pourra engager des négociations éventuelles.

9.1. L'instruction du projet porte principalement sur :

- l'expérience de la structure dans la préparation et l'accompagnement des publics en difficultés vers la formation et l'emploi ;
- le projet et les moyens pédagogiques proposés ;
- les ateliers mis en place (objectifs, contenu, moyens) dont l'atelier de mise en situation de travail interne à l'EDI ;
- les différentes modalités de découverte du monde du travail offertes aux jeunes ;
- le contenu, les outils et les modalités de l'accompagnement socio - professionnel ;
- l'individualisation des parcours de formation (formes, modalités, outils) ;
- le domaine, l'objet et les modalités des partenariats effectifs ;
- les moyens humains et matériels mis à disposition au regard du projet proposé ;
- les outils, les modes et les référentiels d'évaluation prévus ;
- les cofinancements proposés et par conséquent le taux d'intervention de la Région ;
- le cout financier du projet (coût de la place stagiaire, coût du projet total) ;
- la couverture territoriale proposée par l'EDI.

Comme indiqué au point 4 plus haut, lors de l'instruction des projets, la Région sera sensible à ce que la meilleure couverture territoriale soit assurée. Chaque structure indique dans sa réponse son périmètre d'intervention ; c'est-à-dire les bassins d'emploi qu'elle entend couvrir.
La Région pourra étudier les demandes présentée au cours de la période validité du programme.

9.2. Analyse finale des propositions

Les propositions seront jugées en fonction de la qualité des réponses sur les items indiqués ci-dessous, avec la pondération suivante :

1. Réseau partenarial : 20/100
2. Modalités de mise en œuvre de la prestation (modalités pédagogique et d'organisation) : 20/100
3. Moyens humains 20/100
4. Moyens matériels : 10/100
5. Coût du service 30/100

10- Contact

Région Île-de-France/ Pôle Développement Economique Emploi Formation/ Direction formation professionnelle continue / Sous-direction formations socles et parcours professionnels / Service conception et mise en œuvre des dispositifs socle /

11 - Calendrier prévisionnel de la procédure

Lancement de la procédure : début février 2020
Retour des propositions : 20 mars 2020
Négociations éventuelles : mi-mars à mi-avril 2020
Date prévisionnelle de notification : mai 2020

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-053

DU 31 JANVIER 2020

PREMIÈRES AFFECTATIONS 2020 POUR LES AIDES RÉGIONALES AU CINÉMA ET À L'AUDIOVISUEL SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT DE LA MAISON JEAN COCTEAU

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le régime exempté de notification n°SA.48161 relatif aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

VU la délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée par délibération n°CR2017-162 du 22 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU le code de la commande publique;

VU la délibération CP16-146 du 18 mai 2016 adoptant les conventions-type relatives aux manifestations et réseaux cinématographiques franciliens ;

VU la délibération CR 2017-10 du 26 janvier 2017 relative au Fonds de soutien cinéma et audiovisuel ;

VU la délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 adoptant notamment les conventions-types du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel ;

VU la délibération n° CR2017-131 du 6 juillet 2017 pour une politique innovante en matière de soutien à la jeune création : FORTE, l'Ile-des-chances et les 24h de la création

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par les délibérations n°CP2017-191 du 17 mai 2017 et CP 2018-494 du 21 novembre 2018 ;

VU la délibération n° CR2017-191 du 23 novembre 2017 relative à la nouvelle politique d'investissement culturel régionale ;

VU la délibération CR 2018-004 du 15 mars 2018 relative à la création du fonds d'aide à la création de jeu vidéo ;

VU la délibération CP2018-140 du 16 mars 2018 portant sur l'aménagement culturel en Ile-de-France ;

VU la délibération n° CP 2018-238 du 30 mai 2018 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide après-réalisation ;

VU la délibération CP2018-543 du 21 novembre 2018 adoptant le marché relatif à l'accompagnement des jeunes sociétés bénéficiaires du Fonds d'aide à la création de jeu vidéo ;

VU la délibération n° CP 2019-311 du 3 juillet 2019 adoptant notamment les conventions-types de l'Aide à l'écriture de scénario ;

VU la délibération n° CP 2019-320 du 3 juillet 2019 relative à l'attribution des subventions en faveur de la société ACP La manufacture chanson – projet Victoria Delarozière n° EX045361 ; de l'association Decor de l'envers - projet Le tango chinois - Santiago Aldunate n° EX 045363, de l'association Le Plus Petit Cirque du Monde – projet : Duo Zenzero & Cannela –Nicola Bussi et Magdalena Vicente n° EX045444, de l'association La Loge CDC Productions – projet Bandes - Camille Dagen n° EX045446, de l'association Toujours après Minuit - Surprise Parti - Faustine Nogues n° EX045448 ; de l'association Ne Rougissez pas ! –projet La Bohème - Estelle Henriot n° EX045538 ;

VU la délibération n° CP 2019-531 du 20 novembre 2019 relatif à l'adoption d'une convention type pour les projets FoRTE ;

VU la délibération n° CP 2019-364 du 18 septembre 2019 relative notamment à l'attribution d'une subvention à By Association n°EX044665 ;

VU la délibération CP2019-402 en date du 18 septembre 2019 portant attribution de subventions dans le cadre de la politique de soutien à l'investissement culturel pour le spectacle vivant (4ème affectation pour 2019) et notamment l'adoption de la fiche projet 19008172 relative à la Scala

VU la délibération n°CP2019-432 du 20 novembre 2019 relative à l'adoption des fiches projets n° EX045599 et n° EX045668 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle et notamment aux renouvellements de l'association CLEF et le Théâtre Romain Rolland ;

VU la délibération n°CP2019-511 du 20 novembre 2019 attribuant une aide remboursable de 50 000 € à la société FINANCIERE DE LOISIRS pour contribuer à la réalisation du jeu Les Montagnes Hallucinées ;

VU l'avis du comité de lecture du Fonds de soutien audiovisuel du 5 septembre 2019 ;

VU l'avis du comité de lecture de l'aide à l'écriture de scénario du 19 novembre 2019 (collège débutant) ;

VU le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-053 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Fonds de soutien audiovisuel

Décide de participer au titre du Fonds de soutien audiovisuel, au financement d'un projet détaillé en annexe à la présente délibération par l'attribution d'une aide remboursable d'un montant maximum prévisionnel de **315 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2017-348 du 5 juillet 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **315 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101502 « Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle » du budget 2020.

Article 2 : Aide à l'écriture de scénario

Décide de participer au titre de l'aide à l'écriture de scénario, au financement des projets détaillés en annexe à la présente délibération par l'attribution de 5 bourses (4 projets) d'un montant maximum de **44 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP2019-311 du 3 juillet 2019 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **44 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget 2020. »

Article 3 : Affectation provisionnelle

Décide d'affecter une autorisation d'engagement provisionnelle **de 30 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturels », programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100902 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles » du budget 2020 pour les opérations de promotion du cinéma et avant-premières de films.

Article 4 : Aide à la création de jeu vidéo – changement de bénéficiaire pour une aide précédemment votée : LES MONTAGNES HALLUCINEES – Financières de Loisirs

Décide de transférer à la société de production Compagnie du Mississippi – Why not AI la subvention de 50 000 € attribuée précédemment à la société FINANCIERE DE LOISIRS par délibération n° CP2019-511 en date du 20 novembre 2019, pour contribuer à la réalisation du jeu Les Montagnes Hallucinées.

Subordonne le versement de l'aide régionale à la signature par COMPAGNIE DU MISSISSIPPI – WHY NOT AI d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n°CP2018-543 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à

la signer.

Article 5 : Rétroactivité des aides accordées à trois projets du spectacle vivant

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions en fonctionnement pour les fiches projet n° EX045599 et EX045668 annexées à la délibération n°CP2019-432 du 20 novembre 2019, à compter du 1er juillet 2019, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR33-10 du 17 juin 2010 relative au Règlement Budgétaire et Financier, prorogée par la délibération n°CR 0116 du 21 janvier 2016.

Article 6 : Correctif : SAS les petites heures – Théâtre La Scala

Fixe au 1er juillet 2019 la date d'éligibilité des dépenses subventionnables de la fiche projet 19008172, annexée à la délibération n° CP2019-402 du 18 septembre 2019.

Approuve la modification de la fiche projet précitée en conséquence.

Article 7 : Aide la résidence territoriale – Correction d'erreurs matérielles

Corrige les erreurs matérielles intervenues dans la fiche projet EX044665 du rapport n°CP2019-364 du 18 septembre 2019 et approuve la nouvelle fiche projet en annexe à la présente délibération.

Article 8 – FoRTE - *Soutien aux talents émergents* - changement de bénéficiaire pour une aide précédemment votée : LA BOHEME – Ne Rougissez pas !

Décide de participer au titre du dispositif FoRTE au financement du projet de la lauréate de la 2e édition de FoRTE, Estelle Henriot, porté par la structure Le Centquatre, détaillé dans la fiche projet en annexe à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 25 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention type adoptée par la délibération n° CP 2019-531 du 20 novembre 2019 jointe en annexe à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 25 000 € disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire », action 13101303 « Fonds Régional des Talents Emergents » du budget 2020.

Article 9 – FoRTE - *Soutien aux talents émergents* – désaffectation d'une aide précédemment votée : LA BOHEME – Ne Rougissez pas !

Retire la subvention n° EX045538 attribuée par délibération n° CP2019-320 du 03 juillet 2019 au profit de la structure Ne Rougissez pas ! et désaffecte l'aide initialement votée de 25 000€ par délibération CP2019-320 du 03 juillet 2019 au profit de la structure Ne Rougissez pas ! (EX045538) sur le budget FoRTE 2019, au chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-013 « Soutien culturel pluridisciplinaire », action 13101303 « Fonds Régional des Talents Emergents » du budget 2019.

Article 10 – FoRTE – Corrections d'erreurs matérielles

Modifie la base subventionnable et le taux d'intervention des subventions suivantes, afin d'intégrer le différentiel entre le montant sollicité auprès de la Région et celui accordé aux bénéficiaires :

- Subvention accordée à ACP LA MANUFACTURE CHANSON (aide n° EX045361), votée par la délibération n°CP 2019-320 du 3 juillet 2019, tel que cela figure dans la fiche projet jointe en

annexe à la présente délibération.
Le montant de la base subventionnable est de 35 100,00 € HT et le taux d'intervention est de 62,68 %. Le montant de la subvention qui est de 22 000,00 € reste inchangé.

- Subvention accordée à l'association DECOR DE L'ENVERS (aide n° EX045363), votée par la délibération n°CP 2019-320 du 3 juillet 2019, tel que cela figure dans la fiche projet jointe en annexe à la présente délibération.
Le montant de la base subventionnable est de 33 750,00 € TTC et le taux d'intervention est de 68,15 %. Le montant de la subvention qui est de 23 000,00 € reste inchangé.

- Subvention accordée à l'association LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE (aide n° EX045444), votée par la délibération n°CP 2019-320 du 3 juillet 2019, tel que cela figure dans la fiche projet jointe en annexe à la présente délibération.
Le montant de la base subventionnable est de 35 837,00 € TTC et le taux d'intervention est de 66,97 %. Le montant de la subvention qui est de 24 000,00 € reste inchangé.

- Subvention accordée à l'association LA LOGE CDC PRODUCTION (aide n° EX045446), votée par la délibération n°CP 2019-320 du 3 juillet 2019, tel que cela figure dans la fiche projet jointe en annexe à la présente délibération.
Le montant de la base subventionnable est de 105 000,00 € HT et le taux d'intervention est de 28,57 %. Le montant de la subvention qui est de 30 000,00 € reste inchangé.

- Subvention accordée à l'association TOUJOURS APRES MINUIT (aide n° EX045448), votée par la délibération n°CP 2019-320 du 3 juillet 2019, tel que cela figure dans la fiche projet jointe en annexe à la présente délibération.
Le montant de la base subventionnable est de 68 000,00 € HT et le taux d'intervention est de 48,53 %. Le montant de la subvention qui est de 33 000,00 € reste inchangé.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de l'avenant n°1 aux conventions, figurant en annexe de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à le signer.

Article 11 : Marché relatif à l'accompagnement des jeunes sociétés bénéficiaires, pour l'aide à la création de jeu vidéo – correction affectation

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondante **de 50 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles », programme HP 312-009 « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », action 13100902 « actions culturelles cinématographiques et audiovisuelles » du budget 2020 pour les opérations de promotion et d'accompagnement des jeux vidéo soutenus.

Article 12 : Marché relatif à l'accompagnement des jeunes sociétés bénéficiaires, pour l'aide à la création de jeu vidéo – désaffectation 2018

Décide de désaffecter l'autorisation de programme initialement pris par délibération CP2018-543 du 21/11/2018 d'un montant de 50 000 € prélevés sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture », Action 13101503 « Jeux Vidéos » du budget 2018.

Article 13 – Maison Jean Cocteau

Décide d'affecter une autorisation d'engagement correspondante de 150 000 € sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « patrimoine », programme HP313-010 «patrimoine régional à vocation culturelle », action 13101005 « Patrimoine régional

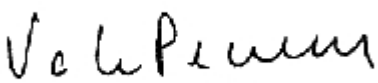
(Villarceaux et Maison Jean Cocteau) » afin d'assurer la continuité du fonctionnement de la Maison Jean Cocteau.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention, figurant en annexe de la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Article 14 : dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17 et 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc167600-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

FICHES PROJET

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX045487 - EN THERAPIE

Dispositif : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement) (n° 00000958)
Délibération Cadre : CR2017-10 modifiée du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 903-312-2764-131015-300
Action : 13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 315 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: LES FILMS DU POISSON
Adresse administrative	: 54 RUE RENE BOULANGER 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Madame LAETITIA GONZALEZ, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide à la production de la série de fiction EN THERAPIE 35X26mn d'Olivier Nacache, Eric Toledano et Mathieu Vadepied.

Dates prévisionnelles : 16 avril 2019 - 20 novembre 2026
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

AVIS FAVORABLE du comité de lecture du 03 septembre 2019.

Description :
Auteurs : Eric Toledano, Olivier Nakache, David Elkaïm, Vincent Poymiro, Pauline Guéna, Alexandre Manneville, Nacim Mehtar

Réalisateurs : Eric Toledano, Olivier Nakache et Mathieu Vadepied

Résumé : « En Thérapie » raconte la société française au lendemain des attentats du 13 novembre vue depuis un cabinet de psychanalyse situé à quelques pas du Bataclan.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	6 794 682,00	86,00%
Dépenses de fabrication hors Île-de-France (hors imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région	253 000,00	3,20%
Autre dépenses (imprévus frais généraux et poste 9 du devis Région)	853 296,00	10,80%
Total	7 900 978,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Apport Producteur	100 000,00	1,27%
1er coproducteur français (uniquement société de production, pas de chaines en coproduction)	259 134,00	3,28%
2ème coproducteur français (uniquement société de production, pas de chaines en coproduction)	259 134,00	3,28%
préa achat et apport copro de chaine française 1	3 720 000,00	47,08%
Préa achat et apport copro de plateforme web 1 préciser la nationalité	500 000,00	6,33%
CNC, cosip, préciser automatique ou sélectif	1 786 845,00	22,62%
Procirep Angoa	46 800,00	0,59%
Crédit d'impôt (le cas échéant)	879 065,00	11,13%
Autres collectivités locales 1, préciser le type d'aide	350 000,00	4,43%
Total	7 900 978,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.48161 (Cinéma et Audiovisuel), relatif à : Ile de France: Fonds de soutien cinéma et audiovisuel & aide à l'écriture de scénario

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX047783 - Aide à l'écriture de scénario - Auteurs débutants - Victor DEKYVERE - LES AMOURS D'ELIASSE

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: VICTOR DEKYVERE
Adresse administrative	: 5 RUE DE CHAUMONT 75019 PARIS
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Monsieur VICTOR DEKYVERE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Description :
L'auteur : Victor Dekyvère a réalisé deux courts métrages, Les Uns contre les autres en 2017 et Le Manège en 2015, tous deux sélectionnés dans de nombreux festivals. Son premier long métrage, Avis de tempête est actuellement en production et il est également journaliste et chroniqueur pour Arte.

Projet : Les Amours d'Eliasse
Genre : Long métrage fiction cinéma

Résumé : Éliasse, cavalière de 22 ans, est en passe de se qualifier pour son objectif de toujours. Elle rencontre Anaïs, une jeune admiratrice, ancienne cavalière. Attirée par son charisme et ses expériences multiples, elle lui propose de travailler à l'écurie familiale. La vie de la jeune sportive va basculer à mesure qu'Anaïs se rend indispensable et qu'Éliasse s'ouvre à la sensualité.
Ateliers : L'auteur souhaite mettre en place ses ateliers-rencontres en milieu scolaire dans un lycée francilien, envisageant le cinéma comme porte d'entrée au débat, à l'échange autour de tous types de sujets.

Avis favorable du Comité de lecture, collège Débutants, du 19 novembre 2019.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX047789 - Aide à l'écriture de scénario - Auteurs débutants - Garance SCHARF - LES NOUVELLES SORCIERES

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: GARANCE SCHARF
Adresse administrative	: 106 RUE DE MENILMONTANT 75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Madame GARANCE SCHARF

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Description :
L'autrice : Garance Scharf est titulaire d'un Master en Réalisation et Création cinématographique de l'Université Paris 8 et réalise son premier moyen métrage documentaire en 2018, Anna. Elle a également occupé différents postes de technicienne cinéma et anime des ateliers en milieu scolaire avec la Ligue de l'Enseignement depuis 2017.

Projet : Les Nouvelles Sorcières
Genre : Documentaire TV 52'
Résumé : Le film part à la rencontre de trois sorcières françaises modernes qui vivent la sorcellerie avec joie, passion, humour et intelligence, comme une ouverture sur soi, son environnement et les autres. Autour des thèmes de la spiritualité, de la politique et de l'éco-féminisme, il vise à comprendre pourquoi nous réhabilitons la figure de la sorcière aujourd'hui.

Ateliers : L'autrice s'engage à mener ses ateliers-rencontres sous forme de projections suivies de débats dans les centres d'animation franciliens de la Ligue de l'Enseignement autours de la figure de la sorcière dans sa dimension symbolique féministe et écologiste.

Avis favorable du Comité de lecture, collège Débutants, du 19 novembre 2019.

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX047790 - Aide à l'écriture de scénario - Auteurs débutants - Eurydice DA SILVA - UNE JEUNESSE IDEALE

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: EURYDICE DA SILVA
Adresse administrative	: 1 AVENUE JEAN JAURES 94340 JOINVILLE-LE-PONT
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Madame EURYDICE DA SILVA

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Description :
L'autrice : Eurydice Da Silva est diplômée en scénario et production de l'Université de Californie et achève en 2019 un doctorat en études cinématographiques portugaises à l'Université de Paris-Nanterre. Elle est en parallèle scénariste pour le cinéma et la télévision en France et au Portugal.

Projet : Une Jeunesse idéale
Genre : Documentaire TV 52'
Résumé : A base d'images d'archives inédites, le film porte sur la Jeunesse Portugaise Féminine, organisation créée en 1937 sous la dictature d'António Oliveira Salazar. Plusieurs femmes, anciennes membres de cette organisation, reviennent sur leurs années formatrices, où leur étaient inculquées les valeurs conservatrices du régime en place et un idéal féminin à atteindre.

Ateliers : L'autrice s'engage à mener des ateliers-rencontres d'analyse filmique et historique au Centre de Recherche de l'Université Paris-Nanterre, afin de faire connaître le Cinéma portugais sous l'Etat nouveau et ainsi déconstruire les mécanismes du cinéma de propagande.

Avis favorable du Comité de lecture, collège Débutants, du 19 novembre 2019.

Localisation géographique :
- JOINVILLE-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX047791 - Aide à l'écriture de scénario - Auteurs débutants - Celine BARIL - L'ETE EN CHANTIER

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CELINE BARIL
Adresse administrative	: 25 RUE DES GARDES 75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Madame CELINE BARIL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Description :
L'autrice : Celine Baril est une scénariste et réalisatrice. Elle s'est formée à la mise en scène à la Fémis dont elle est sortie diplômée en 2017. Elle a une expérience d'assistante caméra, de cadreuse et de chef opératrice ? Son film de fin d'études, le court métrage Rodja est présenté dans plusieurs festivals.

Projet : L'Eté en chantier
Genre : Long métrage fiction cinéma
Résumé : Le film est une chronique adolescente et sociale. Leyla doit passer l'été chez son père qu'elle connait mal, dans un quartier populaire d'Istanbul menacé par la gentrification, pendant que sa mère part en lune de miel. Ayse, sa nouvelle amie, va bientôt se faire expulser. Mais à 14 ans, Leyla est plus attirée par les garçons que par les problèmes politiques du quartier.

Ateliers : Les autrices envisagent de mener leurs ateliers-rencontres avec l'association Quatorze, collectif d'architectes promouvant une approche sociale et solidaire de l'urbanisme. Elles souhaitent permettre à un jeune public de réaliser un film documentaire.

Avis favorable du Comité de lecture, collège Débutants, du 19 novembre 2019.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° 20000326 - Aide à l'écriture de scénario - Auteurs débutants - Pauline OUVRARD - L'ETE EN CHANTIER

Dispositif : Aide à l'écriture de scénario (auteurs) (n° 00000788)
Délibération Cadre : CR2017-10 du 26/01/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
Action : 13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: OUVRARD PAULINE
Adresse administrative	: 231 RUE DIDEROT 94300 VINCENNES
Statut Juridique	: A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant	: Madame PAULINE OUVRARD

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Description :
L'autrice : Pauline Ouvrard est la co-autrice de Céline Baril sur le projet. Elle a suivi la formation CinéSup de Nantes et sort diplômée de la Femis section scénario en 2016. Elle a collaboré à plusieurs courts et longs métrages en tant que consultante ou co-scénariste.

Projet : L'Eté en chantier
Genre : Long métrage fiction cinéma
Résumé : Le film est une chronique adolescente et sociale. Leyla doit passer l'été chez son père qu'elle connait mal, dans un quartier populaire d'Istanbul menacé par la gentrification, pendant que sa mère part en lune de miel. Ayse, sa nouvelle amie, va bientôt se faire expulser. Mais à 14 ans, Leyla est plus attirée par les garçons que par les problèmes politiques du quartier.

Ateliers : Les autrices envisagent de mener leurs ateliers-rencontres avec l'association Quatorze, collectif d'architectes promouvant une approche sociale et solidaire de l'urbanisme. Elles souhaitent permettre à un jeune public de réaliser un film documentaire.

Avis favorable du Comité de lecture, collège Débutants, du 19 novembre 2019.

Localisation géographique :
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Commission permanente du 20 novembre 2019 - CP2019-432
Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX045599 - CLEF CULTURE LOISIRS & FORMATION - Renouvellement PAC (CP NOVEMBRE 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	296 500,00 € HT	33,73 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CLEF CULTURE LOISIRS & FORMATION
Adresse administrative	: 46 RUE DE MAREIL 78100 ST GERMAIN EN LAYE
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur ALAIN DE CHAMBORANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er juillet 2019 – 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation du démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Créée en 1984 à Saint-Germain-en-Laye, l'association « La CLEF » (Culture, Loisirs Et Formation) rassemble en son sein une MJC (2 000 adhérents), une école de musique associative (600 élèves) et une salle de concerts, labellisée SMAC par le Ministère de la culture en 1995.
Après d'importants travaux de rénovation achevés en 2009, le lieu comprend désormais 2 salles de diffusion équipées (530 & 220 places), 3 studios de répétition, 1 studio d'enregistrement numérique, 2 salles de danse, 1 espace d'expositions équipé et une vingtaine de salles d'activités et d'ateliers."

La Clef présente un bilan positif des trois dernières années. La SMAC du Nord-Est des Yvelines dirigée par Vincent Rulot a accueilli en moyenne 19 résidences par an dans sa salle. Elle a été lauréate Forte avec l'artiste Steve Amber, groupe « mad » du nom du dispositif d'accompagnement des groupes émergents de la SMAC. Autre groupe « mad » la chanteuse Karoline Rose, non structurée en association, a été accompagnée par la Clef sur plusieurs projets. La salle a connu des changements en interne avec l'arrivée récente d'un Directeur délégué, venu du RIF, qui renforce l'équipe cadre dans l'attente du départ

de la Directrice adjointe. Arrivée il y a trois ans, une chargée d'action culturelle a permis de développer les projets de sensibilisation aux musiques actuelles de la SMAC, notamment avec les lycéens. La Clef a par exemple mené un projet d'action culturelle avec le trio de jazz « Journal intime » (trompette, saxophone, trombone) avec le Lycée Léonard de Vinci. Le nombre d'heures d'actions culturelles passe de 216 à 472 heures entre 2016 et 2019 et de 55h à 102 heures pour les heures d'intervention artistique auprès des lycéens.
Le projet PAC proposé repose sur la recherche d'une plus grande pluridisciplinarité avec une attention portée à l'accueil en résidence de projets « hybrides », la durée des accompagnements avec le développement du « compagnonnage », une attention au public adolescent, un axe numérique, l'égalité femmes/hommes et une inscription territoriale renforcée (une étude territoriale est en cours, elle porte sur les coopérations territoriales sur Saint Germain-en-Laye et son agglomération). Les artistes accueillis en résidence sont Balik (reggae), Nadir (electro), Xanax(hip hop), La Chica (electro), Blair (chanson), Elias Dris (folk, pop), Etienne Gaillochet (jazz).

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 30 septembre et a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant à la hausse.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 296 500 euros et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Résidences / Création / Diffusion	236 000,00	74,57%
Action culturelle	17 500,00	5,53%
Fonctionnement	63 000,00	19,91%
Total	316 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France PAC	120 000,00	37,91%
Drac Île-de-France (acquis)	110 000,00	34,76%
CD 78 (en cours)	10 000,00	3,16%
Education nationale / etablissements scolaires	5 000,00	1,58%
Sociétés civiles	5 000,00	1,58%
Recettes propres	66 500,00	21,01%
Total	316 500,00	100,00%

Commission permanente du 20 novembre 2019 - CP2019-432
Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX045668 - THEATRE ROMAIN ROLLAND - Renouvellement PAC (CP NOVEMBRE 2019)

Dispositif : Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs (n° 00001010)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100504- Développement de la permanence artistique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la Permanence artistique et culturelle pour les lieux et opérateurs	365 840,00 € HT	22,07 %	80 740,00 €
	Montant total de la subvention		80 740,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: AGTRR THEATRE ROMAIN ROLLAND
Adresse administrative	: 18 RUE EUGENE VARLIN 94800 VILLEJUIF
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur MARTIAL ROGER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er juillet 2019 – 30 juin 2020
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation du démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité la date de démarrage du projet est le 01 Juillet 2019.

Description :
Dirigé aujourd'hui par Alexandre Krief, le Théâtre Romain Rolland de Villejuif fut inauguré en 1964. Depuis l'ouverture en 2007 de sa deuxième salle, la salle Eglantine, le Théâtre Romain Rolland développe un projet de maison de production, projet rare et unique pour un théâtre de ville. Il est à ce titre, scène conventionnée pour l'accompagnement de la création par la DRAC. Le théâtre assure pour certaines créations la production déléguée, apportant un soutien (artistique, technique et administratif) dès le début du processus de création jusqu'à l'organisation des tournées. Les créations accompagnées bénéficient de temps de résidences longues et d'une série d'une dizaine de représentations dans la petite salle. Le Théâtre Roman Rolland a ainsi accompagné Anne Barbot, Hala Ghosn, Paula Giusti et Volodia Serre…
Le Théâtre Roman Rolland est soutenu par la Ville de Villejuif et l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la Région Ile-de-France et la DRAC.

Le Théâtre Romain Rolland de Villejuif présente un bilan très positif des 3 dernières années. Le projet du théâtre s'articule principalement autour du soutien aux écritures de plateau et passe chaque année par le

portage d'une production déléguée par le théâtre et l'accompagnement de 3 créations. Dans le cadre de la production déléguée, le théâtre apporte un soutien complet à l'équipe artistique sur les plans administratifs, techniques et artistiques. L'apport financier à la production est d'environ 30 000 € et s'accompagne d'une diffusion en série au TRR de 5 à 10 dates selon les besoins en visibilité. Le Théâtre assure également le travail de diffusion sur la première saison. Il a notamment produit des créations de la Cie LTDH (Nicolas Giret-Famin), de la Cie Toda Via Teatro (Paula Giusti) et de la Cie Légendes urbaines (David Farjon) en 2019. Cette dernière a pu s'inscrire plus durablement dans le territoire en étant retenue pour une résidence territoriale dans le Val de Bièvre. Concernant les équipes soutenues en coproduction, celles-ci bénéficient, en plus d'un apport moyen de 8 000 €, d'un accueil en résidence de 2 à 6 semaines et d'une diffusion en série de 4 à 7 dates.
Lors de la dernière convention, le Théâtre a aussi développé une proposition d'arts de la rue. Appuyé sur l'expérience menée durant la période de travaux de 2014 à 2016, cette proposition prend la forme d'une journée annuelle présentant 5 ou 6 spectacles.
Le Théâtre a développé un lien très fort avec son public qui lui permet d'atteindre un taux de remplissage élevé de 95%. Il mène de nombreuses actions culturelles et est particulièrement actif sur le plan des pratiques amateurs qui donnent lieu à un festival annuel en juin.
Le projet PAC du Théâtre Romain Rolland pour les 4 années à venir s'inscrit dans la continuité du projet actuel. Le Théâtre projette de renforcer son soutien aux écritures de plateau à travers l'accueil en résidence et le soutien en coproduction d'une 4ème équipe artistique chaque année. Il projette également d'augmenter la diffusion en série des créations qu'il soutient afin d'accroitre leur visibilité et de faciliter leur diffusion future. Dans les années à venir, le Théâtre assurera la production déléguée de créations de la Cie Légendes urbaines et la Cie Camara Oscura. Il accompagnera aussi Julie Deliquet et le collectif In Vitro, la Cie Les Vagues tranquilles, Elise Chatauret et la Cie Babel.

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 30 septembre 2019.
Au vu de l'évaluation de la dernière convention de permanence artistique et culturelle et du projet présenté par la structure pour son renouvellement, elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour quatre nouvelles années, pour un montant à l'identique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 365 840 € et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel, déduction faite de l'écart de 22 260 € entre la subvention demandée et la subvention proposée, et déduction faite du montant de l'aide régionale à la création de 12 000 € .

Localisation géographique :
- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de résidences / Création / Diffusion	310 727,00	77,66%
Dépenses d'action culturelle	19 763,00	4,94%
Dépenses de fonctionnement	69 610,00	17,40%
Total	400 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France PAC	103 000,00	25,74%
Région Île-de-France / Aide à la création	12 000,00	3,00%
Drac Île-de-France / Convention (acquis)	50 300,00	12,57%
Drac Île-de-France / Aide à la production dramatique (en cours)	12 000,00	3,00%
CD 94 (en cours)	50 000,00	12,50%
Ville de Rungis (en cours)	40 000,00	10,00%
EPCI GOSB (acquis)	45 000,00	11,25%
Sociétés civiles	12 000,00	3,00%
Recettes propres	75 800,00	18,95%
Total	400 100,00	100,00%

Commission permanente du 18 septembre 2019 - CP2019-402
Commission permanente du 31 janvier 2020 – CP2019-053

DOSSIER N° 19008172 - LES PETITES HEURES THEATRE LA SCALA ACQUISITION DE MATERIELS TECHNIQUES POUR LE SYSTEME D'ACOUSTIQUE VARIABLE

Dispositif : Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation (n° 00000147)
Délibération Cadre : CR2017-191 du 23/11/2017
Imputation budgétaire : 903-312-20421-131007-300
Action : 13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement culturel - Matériel numérique, scénographique et numérisation	669 243,00 € HT	37,36 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES PETITES HEURES
Adresse administrative : 13 BOULEVARD DE STRASBOURG
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame MELANIE BIESSY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1er juillet 2019 - 1 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les acquisitions de matériels techniques pour le système d'acoustique variable sont prévues pour la fin du mois de Juillet. Ainsi elles auront lieu avant le vote de la Région ce qui est justifié par le caractère urgent d'une partie de l'opération. La demande de subvention ayant été déposée avant tout commencement d'exécution.

Description :
La Scala, ancienne salle de music-hall, créée en 1874, est située au n° 13 boulevard de Strasbourg. Ce lieu, longtemps fermé au public, a été racheté et réhabilité en 2018 par la SAS « Les Petites Heures » créée par Frédéric BIESSY, producteur privé et indépendant, avec le soutien notamment de La Région à hauteur de 500 000€ (2017) et de l'Etat.
La Scala Paris dispose d'une jauge comprise entre (550 places assises/ 700 places debout et souhaite occuper une place particulière dans le paysage des théâtres privés parisiens en offrant une programmation artistique contemporaine de qualité mêlant artistes confirmés et artistes plus émergents, dans le cadre de séries de représentations produites par La Scala, en visant un modèle économique mixte s'appuyant sur des recettes de billetterie, de vente des productions en tournée et de subventions. Depuis son ouverture, La Scala a accueilli de nombreux publics (60 000 spectateurs), notamment scolaires et des publics empêchés en lien avec des associations. Le lieu souhaite développer une politique de développement des publics et d'action culturelle.

Le projet actuel de travaux concerne l'acquisition de matériel permettant une acoustique modulable de dernière génération. Ce programme de sonorisation s'appuie sur l'acquisition de trois outils : un système de son immersif via un matériel de diffusion électrique acoustique, un ensemble de panneaux acoustiques coulissants et un réflecteur plafond.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses éligibles correspondent aux montants des devis des acquisitions envisagées soit un montant de 669 243€ HT.
Cette subvention est allouée sur la base du régime d'aide exempté n°SA 42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériels techniques pour le système d'acoustique variable	669 243,00	100,00%
Total	669 243,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	401 546,00	60,00%
Conseil Régional Île de France sollicité	267 697,00	40,00%
Total	669 243,00	100,00%

Commissions permanentes du 18 septembre 2019 - CP2019-364
et du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX044665 - BY ASSOCIATION - RESIDENCE DEMANDE 2019

Dispositif : Aide à la résidence territoriale (n° 00001009)
Délibération Cadre : CR2017-52 modifiée du 10/03/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
Action : 13100501- Soutien au spectacle vivant

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence territoriale	22 000,00 € HT	45,45 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BY ASSOCIATION
Adresse administrative : 10 RUE DU DR PAQUELIN
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur KAMEL KHERCHOUCH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 13 mars 2019 - 19 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dans le cadre de cette mise en œuvre du soutien à la résidence territoriale, des dépenses d'organisation sont engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande le 13 mars 2019.

Description :
By association est la compagnie créée en 2015 par le danseur et chorégraphe Yaïr Barelli dont les activités étaient auparavant hébergées par la compagnie de Mickaël Phelippeau. Yaïr Barelli a créé plusieurs solos et une pièce de groupe « Sur l'interprétation – titre de l'instant », création qui change en fonction du contexte dans lequel elle est jouée. Le travail de Yaïr Barelli est souvent en lien avec les arts visuels ce qui l'a conduit à intervenir régulièrement en centre d'art. Il a notamment été en résidence au CND de Pantin, au Théâtre de Vanves, à Micadanses et à Bétonsalon.
Durant la saison 2019-2020, Yaïr Barelli sera en résidence 11 semaines au MAC VAL à Vitry-sur-Seine. Il travaillera tout d'abord à une recréation in situ de « Sur l'interprétation – titre de l'instant » qui sera jouée dans le MAC VAL entre deux expositions. En lien avec ce spectacle, il travaillera avec un groupe de jeunes malvoyants de l'Institut le Val Mandé et avec des étudiants de l'ENSAD.
Yaïr Barelli travaillera également sur la réalisation d'un film « Sortie de secours » qui sera réalisé avec des détenus d'une maison d'arrêt du territoire (Fresnes ou Fleury-Mérogis) et des élèves de la classe préparatoire aux Ecoles d'art de Vitry.
Le MAC VAL accompagnera Yaïr Barelli dans ses relations avec les différents partenaires du projet notamment la maison d'arrêt, mettra à disposition ses espaces et différents moyens techniques (véhicule, équipements son et lumière) et apportera 6000€ au projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable s'élève à 22 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé par le bénéficiaire, déduction faite de la différence entre le montant sollicité et le montant proposé (- 2 000 €).

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2019

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges artistiques	16 978,00	70,74%
Charges techniques	4 352,00	18,13%
Communication	150,00	0,63%
Coûts de structure	2 520,00	10,50%
Total	24 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - Aide à la résidence	12 000,00	50,00%
Recettes propres	12 000,00	50,00%
Total	24 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° 20000595 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aide aux structures - LE CENTQUATRE - LA BOHEME - Estelle HENRIOT

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-65738-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	32 410,00 € TTC	77,14 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	104 CENT QUATRE
Adresse administrative	:	104 RUE D'AUBERVILLIERS 75019 PARIS
Statut Juridique	:	Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant	:	Monsieur JOSE-MANUEL GONCALVES, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 31 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Des dépenses pourront être engagées en amont du projet.

Description :

Le Centquatre accompagnera le projet d'Estelle HENRIOT, en prenant en charge la rémunération de l'artiste à travers la subvention accordée ainsi que les coûts afférents au projet. De plus, le Centquatre accompagnera l'Artiste sous forme d'apports en nature et en industrie de différents types, notamment la mise à disposition d'espaces de travail, de matériels et d'organisations de rencontres à partir du réseau du CENTQUATRE-PARIS (104factory, Le Cinq,...).

Estelle HENRIOT effectue un parcours européen pour ses études plastiques, centrées d'emblée autour du livre. Intégrée à un programme Erasmus au Camberwell College of Arts de Londres (section Book Arts), elle est ensuite Stagiaire a` l'atelier de reliure Montanari a` Bologne en Italie, avant d'obtenir un DNSEP/Master 2 Art mention Objet (livre) a` l'Ecole Supe´rieure des Arts De´coratifs de Strasbourg, et enfin un CAP Arts de la reliure de l'Acade´mie de Strasbourg en candidate libre, afin de maitriser parfaitement la chaine associée à l'objet. Parallèlement, elle mène plusieurs collaborations (Plasticienne intervenante, Artiste-auteur et Artisan-relieur...) et est retenue pour plusieurs expositions collectives, au au Centre Pompidou en 2010, a` la galerie Central Booking a` New-York en 2014 ou a` la Monnaie de Paris en 2018.
La candidate se penche sur la nature, politique et numérique, du travail d'artiste dans le monde actuel,

questionnant, en recourant parfois aux sciences humaines, le statut de l'artiste contemporain, l'invasivite´ des technologies, l'impact re´ciproque de l'individu sur son environnement. L'enjeu du projet actuel est de "devenir son propre Google" en générant des datas autogérées entièrement artisanales sur sa vie quotidienne. L'analyse de cette base de données, matière brute de la création, donnera lieu à une recherche formelle de médium et techniques de report.

Livrable : L'accueil en résidence de l'artiste s'étendra sur quatre périodes de deux semaines de résidence jusqu'au 24/05/2020. La premiere résidence sera dédiée à un temps de réalisation d'un livrable sous la forme d'un objet éditorial autour des premières recherches de l'artiste, premier chapitre de l'édition de restitution. Le deuxième temps de résidence permettra à Estelle Henriot de bénéficier d'un regard extérieur sur son travail. Un troisième temps de résidence sera lié à un moment d'exposition de la pièce finale de l'artiste, associé à un cycle de rencontres vce des intervenants extérieurs sous la forme d'un C'LE CHANTIER. Autour de ces quatre temps de résidence seront organisés différents ateliers et workshps dans d'autres structures (le 6b, la Gaité lyrique).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération du jeune artiste	18 670,00	57,61%
dépenses artistiques	1 800,00	5,55%
Dépenses techniques	5 840,00	18,02%
Communication	1 100,00	3,39%
Coût de la structure	5 000,00	15,43%
Total	32 410,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	77,14%
Recettes propres	7 240,00	22,34%
Workshop Gaité Lyrique	170,00	0,52%
Total	32 410,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320
Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX045361 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - ACP LA MANUFACTURE CHANSON - VICTORIA DELAROZIERE

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	35 100,00 € HT	62,68 %	22 000,00 €
	Montant total de la subvention		22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACP LA MANUFACTURE CHANSON
Adresse administrative : 124 AV DE LA REPUBLIQUE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur ST PHANE RIVA, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mai 2019 - 28 février 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : La Manufacture Chanson est une société coopérative d'artistes (sous forme de SCOP ARL) reconnue et déjà aidée par la Région (notamment via FoRTE). La structure entend proposer à la candidate et à son équipe du temps et des moyens professionnels de création.
Cet accompagnement sera fait en 3 phases : un temps de diagnostic, un temps de création-répétition et perfectionnement et un denier temps de diffusion.
L'ensemble des équipements de la Manufacture Chanson seront mis à la disposition de l'artiste et les séquences de travail seront rémunérées au cachet. Une équipe d'artistes, de techniciens et d'intervenants (voir présentation de l'équipe) accompagneront ce projet, à la fois aux niveaux artistique et professionnel.

Projet de l'artiste : Issue d'une compagnie de théâtre, la candidate s'est nourrie de cette pratique mais aussi de celle de l'accordéon, du piano, de la basse et des musiques traditionnelles latino-américaines pour composer son répertoire de chansons.
Elle accompagnée en studio et sur scène par Raphael Dumas à la mandoline et au banjo et par Jo Zeugma à la contrebasse pour des morceaux réalistes teintés de féminisme et d'humour noir sur fond de tango, valse et rock. La scène, pensée comme un spectacle, est très importante dans ce projet.

Livrable : Plusieurs objectifs opérationnels sont visés :
- Renouvellement d'un set scénique, d'1 heure à 1 heure 15, de niveau professionnel, de sa création à sa diffusion (série de dates de concerts)
- Enregistrement d'un EP de 4à 6 titres avec les nouvelles compositions.
- Réalisation d'une captation vidéo en public
- Réalisation d'un clip sur l'un des titres du dernier EP.
- Sensibilisation et développement du public
- Mise en place d'une stratégie de développement, de communication, création d'une identité et d'outils de communication.
- Mise en place d'un encadrement professionnel destiné à suivre l'artiste à l'issu du dispositif, notamment en ce qui concerne l'aspect « musique enregistrée » du projet (éditeur,label...)

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable est de 35 100 euros HT, résultant du différentiel entre la subvention Régionale sollicitée et celle accordée de 22 000 euros.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	25 815,00	46,35%
Droits d'auteur	1 000,00	1,80%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	1 000,00	1,80%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	4 500,00	8,08%
Communication	5 585,00	10,03%
Décors, costumes, accessoires	1 500,00	2,69%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	5 400,00	9,69%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	5 500,00	9,87%
Prestations	1 900,00	3,41%
Locations (préciser)	3 500,00	6,28%
Total	55 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	2 000,00	3,59%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	42 600,00	76,48%
Subvention Commune (attribuée)	2 000,00	3,59%
Subvention Commune (sollicitée)	2 000,00	3,59%
Ressources propres	4 000,00	7,18%
Autres (préciser)	3 100,00	5,57%
Total	55 700,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320
modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX045363 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - DECOR DE L'ENVERS - LE TANGO CHINOIS - Santiago Aldunate

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	33 750,00 € TTC	68,15 %	23 000,00 €
	Montant total de la subvention		23 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE DECOR DE L'ENVERS
Adresse administrative : 43 RUE DES 7 ARPENTS
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CAROLINE GUAINE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 mars 2019 - 28 janvier 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : L'association Décor de l'Envers organise depuis 9 ans le Mégaphone Tour qui est un festival itinérant national. Ce dispositif décloisonne le concert en allant directement à la rencontre des publics éloignés.
Le candidat sera accompagné par la mise à disposition du réseau professionnel de la structure, des réunions d'information sur l'industrie musicale, l'élaboration d'une stratégie de communication et de diffusion.

Projet de l'artiste : Formé lors de son cursus à L'Ecole Nationale Supérieure d'Arts à différentes disciplines audiovisuelles, Santiago, qui s'est déjà produit avec un groupe de rock se consacre depuis 2015 à un projet personnel de recherches musicales guidé par la recherche de ses racines chilliennes.
Ce projet Le Tango Chinois, en collaboration avec le Mégaphone Tour permettrait de donner une forme à ces recherches : la création d'un nouveau set live pluridisciplinaire à l'occasion d'une résidence. Au centre de ce projet, seront les ateliers d'écriture et de performance à l'adresse de jeunes migrants et résidents des centres d'accueil Emmaüs.

Livrable : A l'issue de 10 mois de résidence en Île-de-France, incluant des ateliers d'écriture et de

performances auprès de jeunes migrants et résidents de centres d'accueil Emmaus, sera proposé un spectacle de musique et vidéo scénographié, « Le Tango Chinois ». Ce spectacle sera "prêt à tourner", avec un travail de diffusion et promotion préalable.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable est de 33 750 euros TTC, résultant du différentiel entre la subvention sollicitée et celle accordée de 23 000 euros.

Localisation géographique :
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	20 710,00	40,81%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	7 350,00	14,48%
Communication	4 000,00	7,88%
Décors, costumes, accessoires	3 090,00	6,09%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	9 300,00	18,33%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	5 500,00	10,84%
Prestations	800,00	1,58%
Total	50 750,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	78,82%
Subvention Département (sollicitée)	750,00	1,48%
Subvention Commune (sollicitée)	4 000,00	7,88%
Ressources propres	5 000,00	9,85%
Autres (préciser)	1 000,00	1,97%
Total	50 750,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320
Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX045444 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE - DUO ZENZERO & CANNELA

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	35 837,00 € TTC	66,97 %	24 000,00 €
	Montant total de la subvention		24 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE
Adresse administrative : IMPASSE DE LA RENARDIERE
92220 BAGNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ELEFT RIOS KECHAGIOGLOU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2018 - 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : Depuis 25 ans, l'association « le plus petit cirque du monde » a développe des activités diverses : école de cirque, fabrique artistique, laboratoire de lien social, plateforme d'échange, pépinière d'artiste. Au cœur d'un quartier prioritaire (Tertres-Cuverons), le PPCM mène un projet interdisciplinaire, citoyen et pédagogique. La pépinière « Premier Pas » travaille sur 3 modules : « idéation » (processus créatif), « développement » (résidence d'artiste), « accélération » (affiner une production et faciliter sa diffusion). Elle s'adresse à des jeunes artistes issus de formations diplômantes, des artistes confirmés en recherche de formats innovants, des artistes souhaitant développer des projets à visées sociales.
L'aide proposée à ce duo d'artistes revêt plusieurs facettes :
- aide à la structuration du projet : recherche de partenaires, finalisation du budget, recherche de résidences, mise au point d'un calendrier de création et étude du modèle économique
- promotion du projet auprès de partenaires, dans les réseaux du PPCM, réalisation d'outils de communication pour la promotion du projet auprès de professionnels
- aide à la recherche de lieux pour une première résidence de travail de l'équipe, résidences compagnie de musicien, aide à la résidence dans le cadre d'un accueil à la cité du Cirque (Mans),

résidence au PPCM
- conseils en stratégie par la direction (conseils techniques, artistiques, premiers retours d'expériences suite aux premières représentations)
- diffusion dans le cadre de la Fête des Vendanges, du Festival Premier Pas (au PPCM),
- travail sur la communication et la diffusion
- présentation à d'autres professionnels, captation lors des fins de cycle d'étapes de création pour créer des outils de communication

Projet de l'artiste :
Nicolo Bussi, artiste circassien (jongleur, porteur) né en 1994, compose un duo avec Magdalena Vincente demaestri (clown, voltigeuse), argentine. Ils se sont rencontrés en dernière année de formation à l'école nationale des arts du Cirque de Rosny-sous-Bois. Ils donnent souvent des workshops dans les écoles de cirque et interviennent dans les lycées pour proposer des ateliers de découverte et de pratique du cirque autour de l'acrobatie et du jonglage. Ils ont commencé à travailler avec le PPCM dans le cadre de projets artistiques d'actions dans la ville tels que Circoncerto (en collaboration avec le Fa7).
Aujourd'hui, leur objectif est de créer un spectacle « tout terrain » qui se joue partout et qui est accessible à tout public. « La huitième Balle du Jongleur », nom donné au spectacle, se projette comme des situations clownesques où le jongleur et la huitième balle se retrouveront entre les autres balles. Va se mélanger l'ancien cirque et le contemporain.

Livrable :
Des sorties de résidences sont prévues à la finalisation de chaque cycle de création, le 25 mars 2019, 29 mars 2019 ainsi que début juillet 2019. Le livrable consistera en une première version finie du projet : la huitième Balle du jongleur, version finalisée de 40 minutes (septembre 2019).
Aux étapes 3 et 4 du projet, réalisation à plusieurs reprises de "work in progress" ou de show case afin de présenter l'évolution du travail de l'artiste, de sensibiliser et/ou de se confronter au public.
Lors de l'étape 4, une fois le set scénique finalisé, plusieurs dates de concerts seront organisées, sous forme de Show-case destiné aux professionnels, de concerts dans le cadre de la programmation de la Manufacture Chanson ou dans le cadre de partenariats.
En plus de ces représentations, Maïtagari sera heureuse de montrer son travail lors des "24h de la création".

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable est de 35 837euros TTC, résultant du différentiel entre la subvention Régionale sollicitée et celle accordée de 24 000 euros.

Localisation géographique :
- BAGNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	12 579,00	22,13%
Droits d'auteur	600,00	1,06%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	9 728,00	17,12%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	10 880,00	19,14%
Communication	5 900,00	10,38%
Décors, costumes, accessoires	1 950,00	3,43%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	5 200,00	9,15%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	10 000,00	17,59%
Total	56 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	45 000,00	79,17%
Subvention Commune (attribuée)	1 837,00	3,23%
Autres (préciser)	10 000,00	17,59%
Total	56 837,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX045448 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - TOUJOURS APRÈS MINUIT - SURPRISE PARTI - Faustine Noguès

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	68 000,00 € HT	48,53 %	33 000,00 €
	Montant total de la subvention		33 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS TOUJOURS APRES MINUIT
Adresse administrative : 3 RUE SAINT-GERMAIN
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SERGE BONTEMPS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2019 - 30 mai 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement : La Cie Toujours Après Minuit est co-dirigée par deux artistes, Brigitte Seth et Roser Montllo Guberna. Chorégraphes et metteuses en scènes, elles sont également interprètes de chacune des créations. Conventionnée DRAC depuis 2016, la Cie s'implante durablement sur le territoire de Seine et Loing. Elle est en convention de partenariat avec le conseil départemental de Seine-et-Marne pour son action culturelle avec les médiathèques. Depuis 2018, elle est soutenue par la région au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle pour les équipes artistiques professionnelles indépendantes. La compagnie mutualise des bureaux et du personnel intermittent : une administratrice de production, une chargée de production, de diffusion, un attachée de presse et des bureaux avec quatre autres compagnies.
Faustine Noguès a d'abord travaillé comme chargée de production au sein de la Cie Toujours Après Minuit, puis comme assistante à la dramaturgie sur le spectacle Family Machine. La Cie souhaite aujourd'hui soutenir Faustine Noguès dans le cadre de son premier projet professionnel en tant que metteuse en scène, en mettant à sa disposition la stabilité et le rayonnement d'une structure expérimentée.

Cet accompagnement permettra à l'artiste de bénéficier de :

- Conseil artistique de la part de B. Seth et R. M. Guberna sur la conception de l'univers visuel et sonore déployé dans Surprise Parti, ainsi que sur le travail de direction d'acteur avec une attention particulière accordée à l'aspect corporel.
- Un accompagnement administratif, de la recherche de financements à la réalisation du projet : structuration, conseil en développement, gestion budgétaire et sociale, logistique, etc.
- Un soutien en communication et une mise en relation avec le réseau de la Cie Toujours Après Minuit (théâtre partenaires, collaborateurs artistiques et techniques)
- Une mise à disposition de matériel acquis par la compagnie et utile à la réalisation de Surprise parti ou des actions culturelles liées.

Projet de l'artiste :
Diplômée d'un Master Théâtre spécialité Métiers de la production, Faustine Noguès débute son parcours professionnel comme chargée de production pour diverses compagnies. En 2017, elle se penche sur l'écriture théâtrale et décroche plusieurs prix : lauréate de l'aide à l'écriture Beaumarchais-SACD (juin 2018), de l'aide à la création d'ARTCENA (novembre 2018), du label Jeune Texte en Liberté. Enrichie de ces expériences théâtrales autant créatives qu'administratives et logistiques, elle cherche aujourd'hui à amener sa pratique de la mise en scène et de l'écriture à un niveau professionnel.
Au travers de sa création Surprise Parti, elle cherche à ouvrir un espace de réflexion avec le public sur le thème de la démocratie et de la représentation politique. Surprise parti trouve ses origines en Islande où, en 2010, dans un contexte de grave crise économique et politique, les habitants de Reykjavik ont élu au poste de maire un humoriste, comédien et bassiste punk. Six mois avant son élection, Jon Gnarr, maire et humoriste, fonde un parti satirique « le meilleur parti » avec un groupe d'artistes anarcho-surréaliste. Leur programme énumère des propositions fantasques dont la dernières est de n'en tenir aucune. Avec le spectacle Surprise Parti, la jeune metteuse en scène propose d'observer comment des amateurs sont parvenus à s'emparer du pouvoir avec humour et légèreté, et à construire une alternative en faveur d'une démocratie plus directe et participative. Le texte et la mise en scène se construisent sur l'opposition de deux mondes : celui politique gangréné, enfermé dans des logiques de parti et de l'autre, celui punk, créatif qui s'empare des codes du premier pour le pénétrer et le renverser. Le fictif côtoie le réel et fait naître une hybridation entre art et politique.

Livrable : 2 mises en espace sont programmés en avril et en juin 2019 au théâtre du Rond-Point et à la SACD pour présenter le projet à de nouveaux programmateurs. Les 10 mois de résidence s'achèveront sur la création du spectacle Surprise Parti et le spectacle sera prêt à tourner.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable est de 68 000 euros HT, résultant du différentiel entre la subvention Régionale sollicitée et celle accordée de 33 000 euros.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	50 700,00	59,65%
Autres charges artistiques dépenses (préciser)	3 150,00	3,71%
Communication	400,00	0,47%
Décors, costumes, accessoires	11 000,00	12,94%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	18 100,00	21,29%
Prestations	1 650,00	1,94%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	58,82%
Autres (préciser)	35 000,00	41,18%
Total	85 000,00	100,00%

Commission permanente du 3 juillet 2019 - CP2019-320
Modifiée par la Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-053

DOSSIER N° EX045446 - Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - LA LOGE CDC PRODUCTIONS - BANDES- Camille Dagen

Dispositif : Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures (n° 00001074)
Délibération Cadre : CR2017-131 du 06/07/2017
Imputation budgétaire : 933-312-6574-131013-300
Action : 13101303- Fonds Régional des Talents Emergents

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional pour les talents émergents (FoRTE) - Structures	105 000,00 € HT	28,57 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LOGE CDC PRODUCTIONS
Adresse administrative : 20 RUE DE LA BANQUE
75002 PARIS 2E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ALICE VIVIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2019 - 30 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison du montage du projet, des dépenses seront engagées en amont.

Description :
Accompagnement :
Devenue un lieu emblématique de la jeune création théâtrale et musicale, La Loge est une salle de spectacle que offre un accompagnement adapté à de nombreuse jeune équipe artistique en communication, administration, technique et diffusion. Il s'associe avec le bureau de FormArt pour soutenir le projet de Camille Dagen. Ce bureau de production accompagne des projets artistiques basé sur Paris. Les compétences et champs d'action couvrent l'ensemble du développement des projets artistiques : administration, gestion et coordination, conseil stratégique, diffusion, communication. Confirmées ou émergentes, FormArt accompagne des compagnies ou des productions déléguées.
Parmi les aides prévues : le bureau FormArt se charge de la partie administrative du projet ainsi que du développement de la production. Il assurera le montage de la production du spectacle et la recherche de partenaires, la gestion administrative de la production, la communication et la diffusion du projet. Son expertise en montage de projets et en communication, alliée à l'important réseau de partenaires du bureau seront mobilisés pour permettre à la compagnie le déploiement professionnel de son projet artistique.
La Loge s'engagera sur la mise en visibilité, et plus largement la mise en réseau de Camille Dagen à

travers ses dispositifs et partenariats existants (Festival fragment(s), réseau Puissance quarte avec le TU-Nantes, le Théâtre Sorano à Toulouse et le Théâtre olympia CDN de Tours…) mais également à inventer. La Loge sera ainsi également force de proposition pour nouer des partenariats pertinents afin de faciliter le montage de la production

Projet de l'artiste :
Normalienne spécialité philosophie, diplômée de l'école du TNS, Camille Dagen mène un travail de recherche autour de plusieurs questions : qu'est-ce qui fait qu'une idée critique peut devenir un mouvement réel ?
Les objectifs de camille Dagen et de Bandes consistent à faire se rencontrer et agir ensemble des gens de théâtre et des gens qui produisent une pensée de la situation contemporaine à travers des actes, des textes (philosophes, militant, étudiants, bénévoles ou rien de tout cela…). Mêlant arts vivants et matière historique, critique et philosophique, BANDES ambitionne d'être un spectacle sur notre rapport à l'histoire de la contre-culture et à la pensée subversive de la modernité. A partir du texte Lipstick traces de Greil Marcus et la Société du spectacle de Guy Debord, Camille Dagen souhaite plonger le spectateur au cœur de la question du regroupement des individus en bandes, de ce que les bandes ont créées des mouvements de contre-culture qui ont jalonné le 20ème siècle. Le projet porte le désir de rassembler des bandes hétéroclites.

Livrable :
- 4 semaines de Labo à la fonderie (Le Mans) et une semaine d'écriture à Paris : résidence au plateau avec l'équipe artistique et une dizaine d'invités (Juin Juillet 2019)
- 5 semaines de résidences de création : Mains d'œuvres (Saint-Ouen), Théâtre de la Commune (Aubervilliers), Plateaux Sauvages (Septembre Novembre 2019)
- Janvier 2020 : une semaine de résidence au Théâtre de Gennevilliers
- 3 semaines de résidence avant les 1eres représentations:
-Août 2020 :3 semaines de résidence à la Commune (Aubervilliers)

Proposé par une troupe de cinq acteurs, les premières représentations auront lieu en Septembre 2020 à La Commune (Aubervilliers). La troupe sera en tournée sur la saison 2020-2021.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable est de 105 000 euros HT, résultant du différentiel entre la subvention Régionale sollicitée et celle accordée de 30 000 euros.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales) (préciser les postes)	90 625,00	72,50%
Droits d'auteur	3 000,00	2,40%
Transport, hébergement, restauration, défraiements	9 875,00	7,90%
Communication	4 000,00	3,20%
Décors, costumes, accessoires	6 000,00	4,80%
Technique : son, lumières, vidéo, plateau..	1 500,00	1,20%
Personnel (salaires + charges sociales) (préciser les postes)	6 400,00	5,12%
Prestations	2 100,00	1,68%
Locations (préciser)	1 500,00	1,20%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	10 000,00	8,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	50 000,00	40,00%
Subvention Commune (sollicitée)	5 000,00	4,00%
Ressources propres	30 100,00	24,08%
Autres (préciser)	29 900,00	23,92%
Total	125 000,00	100,00%

DOSSIER N° 20001021 - ASSOCIATION MAISON JEAN COCTEAU (91) - SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT ET A LA GESTION DE LA MAISON JEAN COCTEAU MILLY-LA-FORÊT (1ER SEMESTRE 2020)

Dispositif : Subvention spécifique culture, patrimoine et création (fonctionnement) (n° 00001111)
Imputation budgétaire : 933-313-6574-131010-300
Action : 13101005- Patrimoine régional (Villarceaux et maison Jean Cocteau)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention spécifique culture, patrimoine et création (fonctionnement)	183 910,00 € TTC	81,56 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON JEAN COCTEAU A MILLY LA FORET
Adresse administrative : 15 RUE DU LAU
91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GAUTIER LOUIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Soutien au fonctionnement de la structure pour préparer la réouverture de la maison Jean Cocteau en mai 2020 et déployer la programmation de la saison

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de couvrir les coûts de fonctionnement de la structure, la date de prise en compte des dépenses est arrêtée au 1er janvier 2020, par dérogation à l'article 29 du Règlement Budgétaire et Financier.

Description :
Pour la Région Ile-de-France, la maison de Jean Cocteau et le musée qu'elle abrite constituent un atout culturel d'importance, dans un territoire peu dense en équipements culturels, et dont le potentiel culturel et touristique pourrait être développé.

La donation de la Maison Jean Cocteau à la Région a été signée le 11 septembre 2019. Pour faciliter la gouvernance et le fonctionnement de cette maison d'artiste, la Région souhaite créer un Groupement d'Intérêt Public (GIP). La procédure est en cours.

Dans l'attente de la création effective de cette structure, l'association de la Maison Jean Cocteau assure jusqu'au 30 juin 2020 la continuité du fonctionnement du lieu. Il s'agit de faire face aux frais de fonctionnement courant (fluides, assurance, entretien des lieux…) ainsi qu'à la mise en œuvre de la

saison 2020.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- MILLY-LA-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation exposition	24 850,00	13,51%
Dépenses de fournitures courantes	70 460,00	38,31%
Impôts et taxes	9 000,00	4,89%
Salaires et charges sociales	79 600,00	43,28%
Total	183 910,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	150 000,00	81,56%
Fonds propres	32 910,00	17,89%
Recettes billeterie	1 000,00	0,54%
Total	183 910,00	100,00%

AVENANTS FORTE

Avenant n°1 à la convention n° CP2019-320 (dossier EX045361)
Entre la Région Ile-de-France et la société ACP LA MANUFACTURE CHANSON

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP2020-053 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ACP LA MANUFACTURE CHANSON
dont le statut juridique est : Société à Responsabilité Limitée
N° SIRET : 328582598 00046

dont le siège social est situé au : 124 AV DE LA REPUBLIQUE

75011 PARIS
ayant pour représentant : Mr STEPHANE RIVA, GERANT
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :
En vertu de la délibération n°CP2019-320 du 3 juillet 2019, une subvention d'un montant maximum de 22 000 €, a été attribuée à l'association ACP LA MANUFACTURE CHANSON (projet : VICTORIA DELAROZIERE).

A la suite d'une erreur matérielle intervenue sur le dossier n° EX045361 (association ACP LA MANUFACTURE CHANSON – projet : VICTORIA DELAROZIERE), il est proposé de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention, précédemment votés par délibération CP2019-320 du 3 juillet 2019. Le montant maximum de la subvention demeure inchangé.

ARTICLE 1 : Objet du présent avenant
L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION
Par délibération N° CP2019-320 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ACP LA MANUFACTURE CHANSON pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - l'association ACP LA MANUFACTURE CHANSON – VICTORIA DELAROZIERE (référence dossier n°EX045361). »

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 62,68 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 35 100,00 € HT, soit un montant maximum de subvention de 22 000,00 €. »

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ANNEXE A LA CONVENTION
Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite adoptée par délibération CP 2019-320 du 3 juillet 2019 et l'avenant n°1 et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° 2020-053 du 31 janvier 2020.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT
Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à en 2 exemplaires originaux

Le .....

M.
(*signature et cachet*)

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Avenant n°1 à la convention n° CP2019-320 (dossier EX045363)
Entre la Région Ile-de-France et l'association DECOR DE L'ENVERS

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP2020-053 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : DECOR DE L'ENVERS
dont le statut juridique est : Association loi 1901
N° SIRET : 511 496 812 00021
dont le siège social est situé au : 43 RUE DES 7 ARPENTS
93500 PANTIN
ayant pour représentant : Madame CAROLINE GUAINE, Directrice
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :
En vertu de la délibération n°CP2019-320 du 3 juillet 2019, une subvention d'un montant maximum de 40 000 €, a été attribuée à l'association DECOR DE L'ENVERS (projet : LE TANGO CHINOIS).
A la suite d'une erreur matérielle intervenue sur le dossier n° EX045363 (association DECOR DE L'ENVERS – projet : LE TANGO CHINOIS), il est proposé de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention, précédemment votés par délibération CP2019-320 du 3 juillet 2019. Le montant maximum de la subvention demeure inchangé.

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT AVENANT
L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION
Par délibération N° CP2019-320 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LE DECOR DE L'ENVERS pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - DECOR DE L'ENVERS - LE TANGO CHINOIS - Santiago Aldunate (référence dossier n°EX045363).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 68,15 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 33 750,00 €, soit un montant maximum de subvention de 23 000,00 €. »

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ANNEXE A LA CONVENTION
Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite adoptée par délibération CP 2019-320 du 3 juillet 2019 et l'avenant n°1 et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° 2020-053 du 31 janvier 2020.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT
Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à en 2 exemplaires originaux

Le .....

M.
(*signature et cachet*)

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Avenant n°1 à la convention n° CP2019-320 (dossier EX045444)
Entre la Région Ile-de-France et l'association PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP2020-053 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 392 483 483 00054
dont le siège social est situé au : IMPASSE DE LA RENARDIERE
92220 BAGNEUX
ayant pour représentant : Monsieur ELEFTERIOS KECHAGIOGLOU, Directeur
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :
En vertu de la délibération n°CP2019-320 du 3 juillet 2019, une subvention d'un montant maximum de 24 000 €, a été attribuée à l'association LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE (projet : DUO ZENZERO & CANNELA).

A la suite d'une erreur matérielle intervenue sur le dossier n° EX045444 (association LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE – projet : DUO ZENZERO & CANNELA), il est proposé de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention, précédemment votés par délibération CP2019-320 du 3 juillet 2019. Le montant maximum de la subvention demeure inchangé.

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT AVENANT
L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION
Par délibération N° CP2019-320 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - l'association LE PLUS PETIT CIRQUE DU MONDE - DUO ZENZERO & CANNELA – Nicola BUSSI et Magdalena VICENTE (référence dossier n°EX045444).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 66,97 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 35 837,00 €, soit un montant maximum de subvention de 24 000,00 €. »

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ANNEXE A LA CONVENTION
Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite adoptée par délibération CP 2019-320 du 3 juillet 2019 et l'avenant n°1 et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° 2020-053 du 31 janvier 2020.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT
Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à en 2 exemplaires originaux

Le .....

M.
(*signature et cachet*)

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Avenant n°1 à la convention n° CP2019-320 (dossier EX045446)
Entre la Région Ile-de-France et l'association LA LOGE CDC PRODUCTIONS

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP2020-053 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LA LOGE CDC PRODUCTIONS
dont le statut juridique est : Association loi 1901
N° SIRET : 353874738 00043
dont le siège social est situé au : 81 RUE SAINT-MAUR
75011 PARIS
ayant pour représentant : Madame ALICE VIVIER, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »,
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :
En vertu de la délibération n°CP2019-320 du 3 juillet 2019, une subvention d'un montant maximum de 30 000 €, a été attribuée à l'association LA LOGE CDC PRODUCTIONS (projet : BANDES).

A la suite d'une erreur matérielle intervenue sur le dossier n° EX045446 (association LA LOGE CDC PRODUCTIONS – projet : BANDES), il est proposé de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention, précédemment votés par délibération CP2019-320 du 3 juillet 2019. Le montant maximum de la subvention demeure inchangé.

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT AVENANT
L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION
Par délibération N° CP2019-320 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LA LOGE CDC PRODUCTIONS pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - l'association LA LOGE CDC PRODUCTIONS – BANDES – Camille DAGEN (référence dossier n°EX045446).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 28,57 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 105 000,00 € HT, soit un montant maximum de subvention de 30 000,00 €. »

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ANNEXE A LA CONVENTION
Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite adoptée par délibération CP 2019-320 du 3 juillet 2019 et l'avenant n°1 et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° 2020-053 du 31 janvier 2020.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT
Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le .....

M.
(*signature et cachet*)

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

Avenant n°1 à la convention n° CP2019-320 (dossier EX045448)
Entre la Région Ile-de-France et l'association TOUJOURS APRES MINUIT

La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE agissant en vertu de la délibération n° CP2020-053 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée la " Région "
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ASS TOUJOURS APRES MINUIT
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 419409727 00056
dont le siège social est situé au : 3 RUE SAINT-GERMAIN
94400 VITRY-SUR-SEINE
ayant pour représentant : Monsieur SERGE BONTEMPS, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

Après avoir rappelé ce qui suit :
En vertu de la délibération n°CP2019-320 du 3 juillet 2019, une subvention d'un montant maximum de 33 000 €, a été attribuée à l'association TOUJOURS APRES MINUIT (projet : SURPRISE PARTI).
A la suite d'une erreur matérielle intervenue sur le dossier n° EX045448 (association TOUJOURS APRES MINUIT – projet : SURPRISE PARTI), il est proposé de modifier la base subventionnable et le taux d'intervention, précédemment votés par délibération CP2019-320 du 3 juillet 2019. Le montant maximum de la subvention demeure inchangé.

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT AVENANT
L'article 1 de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION
Par délibération N° CP2019-320 du 3 juillet 2019, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'association TOUJOURS APRES MINUIT pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Fond régional pour les talents émergents (FoRTE) - Aides aux structures - l'association TOUJOURS APRES MINUIT – SURPRISE PARTI – Faustine NOGUES (référence dossier n°EX045448).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 48,53 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 68 000,00 € HT, soit un montant maximum de subvention de 33 000,00 €. »

ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ANNEXE A LA CONVENTION
Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite adoptée par délibération CP 2019-320 du 3 juillet 2019 et l'avenant n°1 et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° 2020-053 du 31 janvier 2020.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT
Le présent avenant prend effet dès sa notification au titulaire.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait à en 2 exemplaires originaux

Le .....

M.
(*signature et cachet*)

Le.....

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

CONVENTION MAISON JEAN COCTEAU

CONVENTION N°20001021

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 92400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-053 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ASSOCIATION MAISON JEAN COCTEAU
dont le statut juridique est : Association Loi 1901
N° SIRET : 402451330-00037
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au : 15 rue du Lau - 91490 MILLY-LA-FORET
ayant pour représentant : Monsieur Louis GAUTIER, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

D'autre part,

PREAMBULE :

Personnalité atypique du monde des lettres et des arts du XXème siècle, Jean Cocteau est à la fois une personnalité connue du grand public, célébrée de son vivant, et l'auteur d'une œuvre prolifique extrêmement diverse touchant à tous les arts.

L'ensemble patrimonial de Milly-la-Forêt est imprégné de l'empreinte de l'artiste, tant dans les pièces de vie de sa maison, qui dégagent une atmosphère de mystère et de fantastique, que dans le jardin, ouvert sur un château entouré de douves.

L'association maison Jean Cocteau, qui a restauré et entretenu la maison de Jean Cocteau à Milly-la-Forêt jusqu'au transfert de cette propriété à la Région, conformément à son objet, a pour but de veiller à l'animation de ce lieu de mémoire, à son ouverture au public et plus largement à faire rayonner l'œuvre et le souvenir de Jean Cocteau. .

Depuis le 11 septembre 2019, la Région est propriétaire de la Maison Jean Cocteau, à la suite de la donation opérée par l'association Maison Jean Cocteau et qui a été acceptée par délibération n° CR 2019-005 du 20 mars 2019.

Le mode de gestion définitif a fait l'objet d'une étude approfondie. L'une des pistes proposées, adaptée aux contraintes de gestion de cette maison, serait la constitution d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) au sens des dispositions de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit.

Ce GIP permettrait d'organiser une gouvernance optimale, en fédérant l'ensemble des collectivités locales et les institutions culturelles et touristiques en capacité de faire vivre et de développer cette maison d'artistes.

Dans l'attente de la constitution de ce GIP, et durant cette phase de transition, l'association poursuit l'exploitation et continue d'assurer les modalités de fonctionnement de l'équipement jusqu'au 30 juin 2020, au plus tard jusqu'à la constitution effective de ce GIP.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association continue en 2020 d'organiser les modalités de fonctionnement de l'équipement, conformément à des objectifs généraux fixés par la présente convention et un programme d'activités approuvé par les parties.

La Région y contribue financièrement par le versement d'une subvention d'exploitation au regard des objectifs généraux ci-après définis et du programme d'activités prévues sur la période de la convention :

1.1 Objectifs de l'association:

- Assurer l'entretien courant de la maison et de ses jardins. A cette fin, elle pourra recourir à des prestataires externes selon les besoins et la nature des travaux ;
- Assurer l'ouverture de la maison aux scolaires, aux groupes et au grand public, sur RV ou lors des jours et horaires habituels de visite. A cette fin, elle mobilise le personnel nécessaire à cette mission ;
- Contribuer à la mise en œuvre du programme d'activités approuvé par les parties.

1.2 Engagement de la Région:

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention de 150 000 € pour la réalisation des objectifs définis dans l'article 1 et qui répond au descriptif figurant en annexe « fiche projet », sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à l'association Maison Jean Cocteau par la Commission permanente du conseil régional.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : La réalisation des objectifs

Le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs généraux tels que définis dans l'article 1 ;

ARTICLE 2.2 : Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité ;

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : Le cadre budgétaire et comptable

L'organisme s'engage :

1. à respecter les dispositions en vigueur quant à l'utilisation des fonds publics ;

2. à présenter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;

2.4. Obligations d'information et d'accès aux documents

L'organisme s'engage à :

- Faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (Assemblée générale, conseil d'administration, conseil de surveillance, directoire…) dans les mêmes délais que ceux prévus par les statuts régissant l'organisme.
- Faire parvenir, dans les meilleurs délais, les procès-verbaux de ces réunions Répondre à toute demande d'information et de document relative au suivi budgétaire et financier.
- Informer la Région des autres subventions publiques ou privées demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention.
- Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc….) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.

2.5. Obligations administratives :

L'organisme s'engage à :

- Conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ou à les transférer au GIP chargé ensuite de la gestion de la maison par la Région;
- Respecter, le cas échéant, le code de la commande publique ;

ARTICLE 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.
Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut bénéficier d'une avance de 80 % de la subvention votée à valoir sur les dépenses prévisionnelles du projet, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.
Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est OU peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **1er janvier 2020** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet le 1er janvier 2020 pour une durée de 6 mois, et en tout état de cause jusqu'à la date de constitution effective du GIP.

ARTICLE 5 : CONTROLE DE LA REGION

A tout moment, y compris à l'issue de la convention, l'organisme s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au

bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7: RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis à l'article 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'organisme, le montant de la subvention régionale peut être révisée. En cas de trop perçu, l'organisme le reverse à la Région.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale. Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2020-053 du 31 janvier 2020.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le Président
de l'Association Maison Jean Cocteau

ANNEXE FINANCIERE

L'Association Maison Jean Cocteau projette une ouverture au public de son établissement du 30 mai au 1er novembre 2020, les samedis et dimanches, de 14h à 18h (exception faite de deux week-ends, correspondant aux congés annuels estivaux de la Directrice). Pour ce faire, deux salariés sont nécessaires : Pascale Léautey, Directrice et Bruno Lacouque, jardinier/factotum engagé en contrat à durée déterminée, jusqu'au 30 juin 2020.
Ils auront en charge la remise en état des salles d'exposition et la préparation de la saison 2020 : peinture, accrochage, pose des cartels, textes et éléments de scénographie.

Au premier étage, 79 œuvres seront présentées, toutes provenances confondues. L'accrochage sera découpé comme tel :
1/ CARICATURES
- La Belle-Epoque
- Environnement artistique

2/ GUERRES
- Le Potomak
- Le Mot

3/ COLLABORATIONS ARTISTIQUES
- Le Bœuf sur le toit
- Les Ballets russes/Parade
- Les Amis

4/ THOMAS L'Imposteur

5/ COCTEAU VU PAR…

Au rez-de-chaussée de la maison, 2 salles accueillent chaque année une petite exposition thématique, en lien ou non avec l'exposition du premier étage.

BUDGET PREVISIONNEL

Charges	**Objet**	**Montant TTC**
Réalisation exposition	Assurances	2 500
	Matériel de remise en état de la salle	1 000
	Peintures	700
	Lettrages	500
	Impressions textes et cartels	400
	Transfert œuvres Pompidou – Milly	8 500
	Transfert œuvres Chenue – Milly	500
	Equipes d'accrocheurs pour 4 jours	5 050
	Staf' Conservateurs (hébergement + hôtel + taxi)	1 800
	Encadrement	600
	Matériel montage expo	2 500
	Heures supplémentaires	800
		24 850

Fournitures maison	Eau	1 500
	Gaz	2 500
	EDF	3 500
	Entretien et petit équipement	2 000
	Fournitures administratives	800
	sous traitance générale	1 500
	Location TPE CB	150
	LLD Photocopieur Grenke	1 600
	J diffusion location copieur	1 200
	Contrat logiciel caisse	3 700
	Entretien maison	2 000
	ACMS	800
	Fournitrures et Entretien jardin	4 500
	Entretien Anvolia	1 790
	Intervention alarme	400
	Assurances	8 000
	Documentation	150
	hébergement site internet	980
	Personnel ext. Ménage	2 000
	Honoraires comptable	2 400
	Honoraires commissaires au compte	9 800
	Autres honoraires	3 500
	Communication	1 800
	Déplacement/mission/réception	1 900
	ind km salariés	3 500
	Réception	4 500
	Frais postaux	150
	Téléphone	3 500
	frais services bancaires	40
	commissions CB	100
	Cotisations diverses	200
		70 460
Impôts, taxes	Part. formation continue	800
	taxes foncières	6 600
	Uniformation	1 600
		9 000
Salaires et charges sociales	Salaires (3 salariés)	74 500
	indemnités CDD	2 500
	Tickets restaurant	2 600
		79 600
Total charges d'exploitation		**183 910**

Produits	**Objet**	**Montant TTC**
Produit d'exploitation	Vente billetterie	1 000
Maison Cocteau		32 910
Subvention Région 2020		150 000
Total Produits d'explo.		**183 910**

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-027

DU 31 JANVIER 2020

PREMIÈRES AFFECTATIONS 2020 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIÉS À L'ACTION CULTURELLE RÉGIONALE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CP 15-105 du 29 janvier 2015 relative à l'adoption d'une convention entre la Région et l'ONDIF ;

VU la délibération n° CP 2018-409 du 19 septembre 2018 relative à la convention d'adossement des activités de la Commission du Film Ile-de-France à l'agence Paris Region entreprises ;

VU la délibération CP2019-511 du 20 novembre 2019 relative à la dissolution de l'EPCC Commission du Film ;

VU la délibération n° CP 16-340 du 12 juillet 2016 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyen entre la Région et le FRAC ;

VU la délibération n° CP 2018-057 du 24 janvier 2018 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens triennale entre la Région et le Chœur Vittoria ;

VU le budget de la Région pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-027 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectations en faveur des organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés à l'action culturelle régionale une avance sur la subvention de fonctionnement pour l'année 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **6 222 000 €** disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », Action 13100503 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **690 200 €** disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-006 (131006) « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques », Action 13100602 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques » du budget 2020.

Affecte une autorisation d'engagement de **509 600 €** disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », Programme HP 312-009 (131009) « Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel », Action 13100903 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine du cinéma » du budget 2020.

Article 2 : Approbation de la convention avec l'ONDIF

Approuve la convention administrative et financière conclue entre la Région Ile-de-France et l'ONDIF figurant en annexe à la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

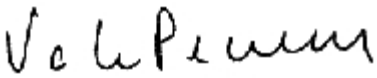
Article 3 : Approbation de la convention avec le FRAC

Approuve la convention administrative et financière conclue entre la Région Ile-de-France et le FRAC figurant en annexe à la délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Article 4 : Affectation provisionnelle Villarceaux

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de 238 000 €, disponible sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », Code fonctionnel 313 « Patrimoine », Programme HP 313-010 « Patrimoine régional à vocation culturelle », Action 13101005 « Patrimoine régional – Villarceaux et maison Cocteau » du budget 2020.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc165205-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

CONVENTION 2020 ONDIF

Convention entre la Région Ile-de-France

et l'Orchestre National D'Ile-de-France pour l'année 2020

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint Ouen
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-027 du 31 janvier 2020,
ci-après dénommée « La Région »,

D'une part,

Et

L'Orchestre National d'Ile-de-France (ONDIF)
Dont le n° de SIRET est : 300 513 132 00054
Dont le siège social est situé au 19 rue des Ecoles, 94 140 Alfortville
Ayant pour représentant sa Présidente, Madame Florence PORTELLI,
ci-après dénommé « l'organisme »
D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule
Il est prévu de conclure en 2020 une convention pluripartite et pluriannuelle d'objectifs entre l'ONDIF, la Région et l'Etat. Dans cette attente, la présente convention permettra d'assurer le bon fonctionnement de l'organisme et la continuité des activités.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2020.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'organisme s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

3.1 Soutien financier :

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention, votée par l'assemblée régionale sous réserve de l'affectation des crédits à l'Orchestre National D'Ile-de-France par la commission permanente du conseil régional.

Pour 2020, cette subvention se décompose en trois parties:

- une subvention globale de fonctionnement à hauteur de 8 200 000 €,
- une subvention de 150 000 € pour les actions culturelles mises en œuvre par l'ONDIF dans les lycées et CFA d'Ile-de-France à titre gratuit
- une subvention de 213 000 € pour le projet de concert avec Radio Classique impliquant des lycéens

3.2 Modalités de versement de la subvention

La subvention régionale annuelle est mandatée en deux versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- un courrier d'appel de fonds
- un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit signé par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme 31 (005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2020. Elle expire, au plus tard, le 31 décembre 2020.

ARTICLE 5 : CONTROLE

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

A tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTCLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le……..

Pour l'ONDIF,
La Présidente

Le…….

Pour la Région,
La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

CONVENTION 2020 FRAC

Convention entre la Région Ile-de-France

et le FRAC Ile-de-France pour l'année 2020

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint Ouen
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-548 du 29 janvier 2020,
Ci-après dénommée « La Région »,

D'une part,

Et

Le Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC)
Dont le n° de SIRET est : 32966567300037
Dont le siège social est situé au 33 rue des Alouettes, 75019 Paris
Ayant pour représentant sa Présidente, Madame Florence BERTHOUT
Ci-après dénommé « l'organisme »
D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :
Dans l'attente de la conclusion d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre le FRAC et la Région Ile-de-France pour tenir compte des évolutions engendrées par l'ouverture des réserves fin 2020 à Romainville (93), la présente convention permet d'assurer le bon fonctionnement de l'organisme et la continuité des activités.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de fonctionnement de l'année 2020.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'organisme s'engage à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

L'organisme saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA REGION

3.1 Soutien financier :

La Région s'engage à soutenir financièrement l'organisme par le versement d'une subvention, votée par l'assemblée régionale sous réserve de l'affectation des crédits au Fonds Régional d'Art Contemporain par la commission permanente du conseil régional.

Pour 2020, cette subvention se décompose en trois parties:

- une dotation globale de fonctionnement à hauteur de 1 066 000 €,
- une subvention de 150 000 € pour les actions culturelles mises en œuvre par le FRAC dans les lycées franciliens (projet Flash Collection),
- une subvention de 305 000 € pour l'acquisition et la conservation d'œuvres d'art contemporain.

Par ailleurs, et sous réserve des disponibilités budgétaires, une enveloppe complémentaire pourra être affectée afin de permettre le déménagement et l'installation des œuvres dans les nouvelles réserves de Romainville.

3.2 Modalités de versement de la subvention

La subvention régionale annuelle de fonctionnement est mandatée en deux versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Les versements d'avances se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme :

- un courrier d'appel de fonds
- un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- un courrier d'appel de fonds daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit signé par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Le versement du solde est également subordonné à la production de 1 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

La dotation annuelle de fonctionnement est imputée sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme 31 (006) « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques», action 13100602 « Soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques ».

La subvention régionale annuelle pour les actions culturelles mises en œuvre par le Frac dans les lycées franciliens (Flash Collection) est mandatée en 1 versement, sur la base d'une affectation votée par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles », Programme 312 (013) « Soutien culturel pluridisciplinaire», action 13101302 « Education artistique des lycéens ».

La subvention régionale annuelle pour l'acquisition et la conservation d'œuvres est mandatée en 1 versement, sur la base d'une affectation votée par la Commission permanente du Conseil régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région.

Cette subvention est imputée sur le chapitre 903 «Culture, sports et loisirs», code fonctionnel 313 «Patrimoine», programme 131 (004) « Développement du patrimoine en Région » - action 13100404 « aide à l'acquisition d'œuvres d'art pour le FRAC et à leur conservation».

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2020. Elle expire au plus tard, le 31 décembre 2020.

ARTICLE 5 : CONTROLE

L'organisme s'engage à faciliter, à tout moment, les contrôles notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

A tout moment et sous réserve d'une information suffisante en amont, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé, en vue de vérifier l'exactitude des éléments financiers transmis (comptes annuels, situation de trésorerie et budget).

ARTCLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région lui adresse une mise en demeure de remplir les obligations dans un délai fixé. Si au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'organisme la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'organisme par la Région.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen,

Le……..	Le…….
Pour le FRAC, La Présidente	Pour la Région, La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-093

DU 31 JANVIER 2020

APPROBATION DU PROJET DE LA CONVENTION ORCOD-IN DU VAL FOURRÉ À MANTES-LA-JOLIE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret 2020-8 du 6 janvier 2020 déclarant d'intérêt national l'opération de requalification des copropriétés dégradées du quartier du « Val Fourré » à Mantes-la-Jolie ;

VU la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement ;

VU la délibération n° CP 15-036 du 29 janvier 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement - aide au parc privé et approuvant notamment la labellisation de la copropriété Tour Neptune à Mantes-la-Jolie ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente et modifiée par délibération n° CR 2017-162 du 21 septembre 2017 ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 intitulée « Région Île-de-France Région solidaire » ;

VU l'avis de la commission du logement et de la rénovation urbaine ;

VU l'avis de la commission des finances ;

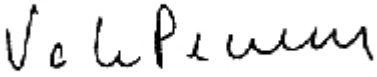
VU le rapport n°CP 2020-093 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Approuve la convention entre partenaires publics relative à la mise en œuvre de l'opération d'intérêt national de requalification des copropriétés dégradées du Val Fourré à Mantes-la-Jolie (78), jointe en annexe 1 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc170009-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXE A LA DELIBERATION

ANNEXE N°1 - Projet de convention ORCOD-IN pour la requalification des copropriétés du Val Fourré à Mantes-la-Jolie

Opération d'intérêt national de requalification des copropriétés dégradées du quartier du « Val Fourré » à Mantes-la-Jolie (78)

Convention entre partenaires publics

Conclue en application de l'article L741-1 du Code de la construction et de l'habitation (CCH)

Objet :

La présente convention, prévue à l'article L741-1 du Code de la construction et de l'habitation, constitue le socle contractuel du partenariat conclu entre la Ville de Mantes-la-Jolie, la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (CU GPSEO), le Département des Yvelines, la Région Ile-de-France, l'Etablissement public foncier d'Ile de France, l'ANAH, l'ANRU, l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, le Ministère de la Justice, La Caisse des dépôts et consignations, la Caisse d'allocation familiales, l'AORIF et l'Etat.

Elle détermine les conditions nécessaires au démarrage de l'Opération de Requalification de Copropriétés Dégradées d'Intérêt National (ORCOD IN) du Val Fourré - prévue à l'article L. 741-2 du CCH -, en définissant l'ambition partagée des signataires et en fixant leurs engagements réciproques pour garantir la réussite du projet.

Cette convention sera complétée en tant que de besoin, au fur et à mesure du processus et de la réalisation des études, en particulier sur le programme urbain, le plan de relogement et d'accompagnement social, l'intervention immobilière et foncière ainsi que les volumes financiers et la mobilisation de moyens humains à engager par les partenaires.

La présente convention est valable pendant toute la durée de l'ORCOD IN. Elle pourra être modifiée par voie d'avenant. Sa mise en œuvre fera l'objet d'un point d'étape annuel.

Il est convenu entre :

Signataires

STRUCTURE	PERSONNE SIGNATAIRE (a priori)	
Préfecture de Région	Le Préfet de Région Ile-de-France	Michel CADOT
Préfecture de Département	Le Préfet du Département des Yvelines	Jean-Jacques BROT
Ministère de la Justice	Directeur des services judiciaires	Peimane GHALEH-MARZBAN
ARS	Le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France	Aurélien ROUSSEAU
Région	La Présidente du Conseil Régional Ile-de-France	Valérie PECRESSE
Département	Le Président du Conseil Départemental des Yvelines	Pierre BEDIER
Communauté Urbaine	Le Président de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise	Philippe TAUTOU
Ville	Le Maire de Mantes la Jolie	Raphael COGNET
ANRU	Le Directeur Général de l'ANRU	Nicolas GRIVEL
ANAH	La Directrice Générale de l'ANAH	Valérie MANCRET-TAYLOR
AORIF	Le Président	Jean-Luc VIDON
EPFIF	Le Directeur Général	Gilles BOUVELOT
Caisse des dépôts et consignations	La Directrice régionale Ile de France	Marianne LOURADOUR

Ce qui suit :

Sommaire :

PREAMBULE : les enjeux de l'ORCOD d'intérêt national du Val Fourré 4
1) L'enjeu des copropriétés pour le devenir du quartier du Val Fourré 4
2) La création d'une ORCOD IN au Val Fourré 5
3) Les axes de l'intervention publique dans le cadre de l'ORCOD IN 6
Titre 1 : Les engagements réciproques des partenaires publics 10
Article 1 – La lutte contre l'habitat indigne 10
Article 2 - L'action foncière et le relogement lié 10
Article 3 - L'accompagnement des copropriétés 14
Article 4 – La conduite du projet de renouvellement de la centralité du quartier 17
Article 5 – La mise en œuvre du relogement 21
Titre 2 : Gouvernance du projet 23
Article 6- Rôle et missions de l'EPFIF 23
Article 7- Communication, concertation, médiation et participation des habitants. 24
Article 8- Organisation du pilotage 24
Annexe 1 : Décret n°2020-8 du 6 janvier 2020 27
Annexe 2 : Périmètre de l'ORCOD IN 29

PREAMBULE : les enjeux de l'ORCOD d'intérêt national du Val Fourré

1) L'enjeu des copropriétés pour le devenir du quartier du Val Fourré

Classé en PRU d'intérêt national, le quartier du Val Fourré compte aujourd'hui 6100 logements accueillant 25 000 habitants, soit plus de la moitié de la population communale.

Le Val Fourré est rapidement entré, après sa construction dans les années 60 et 70, dans un cycle de dépréciation et de paupérisation qui s'est fortement accéléré dans les années 90, motivant la création de l'EPAMSA en 1996, habilité depuis 2008 à intervenir en risque propre sur ce territoire au titre de l'OIN Seine Aval.

Les investissements conséquents déjà consentis pour rénover le quartier et lui redonner de l'attractivité n'ont toutefois pas suffi à ce jour à enrayer l'effritement des ressources de la population.

Le revenu médian des habitants du Val Fourré, de 8 836 €[1] en 2013, représente le tiers du revenu médian départemental, 38% du revenu médian francilien, et 45% du revenu de la communauté urbaine GPSEO. Le taux de chômage y est particulièrement élevé, à 29% en 2014 contre 12,8% pour l'Ile-de-France, 13,5% pour l'ex-CAMY, et 18% en moyenne pour les ZUS de Seine-Aval. De façon significative, cette pauvreté s'accentue dans la partie centrale et nord du quartier, avec pour ces secteurs des taux de pauvreté de plus de 60%. Représentant 20% du parc du Val Fourré[2], les 13 copropriétés historiques du Val Fourré sont disséminées dans le quartier.

L'état des lieux établi dans le cadre du rapport de préfiguration de l'ORCOD IN remis en décembre 2016 par le Préfet des Yvelines à la Ministre du Logement met en évidence la grande fragilité et l'enjeu de la rénovation des copropriétés du quartier.

Elles arrivent au terme d'un cycle technique, avec un vieillissement d'autant plus visible que le parc locatif social voisin a fait ou fera l'objet, par le 1er PRU et le NPRU, de rénovations ambitieuses. La mise en œuvre de travaux de rénovation lourds est nécessaire, tant pour assurer leur pérennité technique que leur maintien sur le marché.

Elles constituent un parc social de fait, tourné vers des publics souvent captifs. Les valeurs immobilières, en baisse, sont très inférieures au reste du bassin d'emploi, ces logements constituant un marché restreint et peu attractif, induisant une certaine assignation à résidence des propriétaires occupants.

En dehors des deux copropriétés mixtes (Marie Laurencin et Les Explorateurs) et des tours Neptune, Jupiter et d'Estrées, principalement locatives, les 8 autres copropriétés historiques appartiennent encore majoritairement à des propriétaires occupants. Les ressources de ces derniers, supérieures à la moyenne du quartier, restent très modestes, supposant un accompagnement important par les pouvoirs publics pour enclencher la rénovation du patrimoine, voire dans certain cas un accompagnement structurel pour maintenir l'équilibre de la gestion courante. Le vieillissement de cette population et son renouvellement sont des facteurs de fragilisation supplémentaire.

---

[1] par an et par unité de consommation en 2013

[2] Sur 6 113 logements du quartier recensés au 1er janvier 2018, on dénombre 1 409 logements en copropriétés, dont :
- 1 245 logements appartenant aux 13 copropriétés dites « historiques » et 164 logements appartenant aux 3 copropriétés récentes ;
- 1 040 logements privés, en excluant les logements locatifs sociaux des deux copropriétés mixtes.

La partie locative du parc privé accueille en revanche une population particulièrement paupérisée, dont 90% se situent sous les plafonds de ressources PLAI. Ainsi, les tours, et principalement celles du secteur central (Neptune et Jupiter), rencontrent des difficultés aigües :

- Forme urbaine moins attractive sur le marché, et coûteuse à la rénovation et à l'exploitation ;
- Situation financière dégradée (68% d'impayés en 2018 pour Neptune, et 89% en 2018 pour Jupiter), impactant la capacité de gestion courante et la délivrance des services fondamentaux. L'importance des incivilités, détériorant les parties communes, aggrave les difficultés de gestion.
- Niveau de charges structurellement élevé, en inadéquation avec les ressources des occupants, avec une faible élasticité en cas de rénovation thermique du fait des contraintes pesant sur les coûts d'abonnement au réseau de chauffage urbain ;
- Typologie de logements de nature à fragiliser le fonctionnement des immeubles : très grands logements pour Neptune[3], petites typologies pour Jupiter[4] favorisant son positionnement locatif ;
- Appartenance minoritaire à des propriétaires occupants (23% pour Jupiter et 42% pour Neptune), et présence accrue de multipropriétaires bailleurs débiteurs chroniques ;
- Concentration des problématiques d'habitat indigne et présence de propriétaires indélicats. Les problématiques d'insalubrité sont particulièrement prégnantes dans les tours Neptune et Jupiter (ainsi que la tour Estrée hors du secteur central) au sein desquels sont représentés les propriétaires bailleurs du quartier les plus fortement débiteurs;
- Décrochage particulièrement marqué des valeurs immobilières.

Dans ce contexte, l'action publique doit :

- Mobiliser les moyens nécessaires au redressement et à la rénovation des copropriétés du quartier, en coordination avec les actions menées dans le cadre du NPNRU du Val Fourré ;
- Mener de front le redressement des 13 copropriétés historiques avec le renouvellement du quartier, et notamment la restructuration du quartier des dalles centrales qui constitue à la fois la centralité rayonnant à l'échelle du Val Fourré, et le secteur le plus dégradé ;
- Prévoir, pour le cas où le processus de redressement et de rénovation mené n'aboutisse pas, une sortie du statut de copropriété pour les ensembles les plus engagés dans le processus de dégradation.

2) La création d'une ORCOD IN au Val Fourré

L'ORCOD IN vise à développer une approche globale du traitement des copropriétés de logements, et d'intensifier et mieux coordonner l'intervention publique. Elle articule au travers d'une convention entre personnes publiques les actions suivantes, précisées à l'article 741-1 du code de la construction et de l'habitation :

- Un dispositif d'intervention immobilière et foncière en copropriété ;
- Un plan de relogement et d'accompagnement social des occupants ;
- La mobilisation des dispositifs coercitifs de lutte contre l'habitat indigne ;
- La mise en œuvre des dispositifs habitat privé (plans de sauvegarde, OPAH), et si nécessaire de la procédure d'administration provisoire renforcée ;
- La mise en œuvre d'actions ou d'opérations d'aménagement.

[3] Neptune : 75% de grands T4 et grands T5

[4] Jupiter : 70% de T1 et T2

Le décret en Conseil d'Etat n°2020-8 du 6 janvier 2020 déclarant d'intérêt national l'ORCOD du Val Fourré (cf. annexe n° 1) :

- créé une ORCOD d'intérêt national pour le quartier dit du « Val Fourré » à Mantes la Jolie ;
- définit le périmètre de l'ORCOD IN « du Val Fourré » (cf. annexe n°2)
- charge l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France de conduire l'ORCOD IN, de coordonner les actions des personnes publiques signataires de la convention, et de réaliser ou faire réaliser les différentes actions de l'ORCOD IN, notamment le portage immobilier, le projet d'aménagement, et les dispositifs de redressement des copropriétés.
- précise les conditions dans lesquelles l'EPFIF peut bénéficier des aides de l'ANAH et de l'ANRU.

Concernant les actions d'aménagement, le décret habilite notamment l'EPFIF à prendre l'initiative de créer une zone d'aménagement concerté ou à mobiliser autres outils d'aménagement, et possiblement de concéder la réalisation de cette opération d'aménagement.

3) Les axes de l'intervention publique dans le cadre de l'ORCOD IN

Le dispositif d'intervention immobilière et foncière :

Le dispositif d'intervention foncière mis en place dans le cadre de l'ORCOD IN a vocation à remplacer le DCIF (dispositif coordonnée d'intervention immobilière et foncière) mené par l'EPAMSA depuis la fin des années 90 avec l'appui de l'Etat, du Département des Yvelines et de l'ancienne Communauté d'agglomération de Mantes en Yvelines, et à redéployer cette action au sein des copropriétés du Val Fourré. A cette fin, le droit de préemption urbain renforcé sera délégué à l'EPFIF sur le périmètre de l'ORCOD IN pendant la durée de l'opération par délibération du conseil communautaire de GPS&O.
Le DCIF en dehors du périmètre de l'ORCOD IN n'est pas impacté par la présente convention.

Dans le cadre d'une stratégie de redressement des copropriétés, le portage vise, en articulation étroite avec les dispositifs d'accompagnement des copropriétés (PDS, OPAH, POPAC) :

- à faciliter la vente des logements pour les copropriétaires débiteurs ;
- à freiner l'arrivée de nouveaux bailleurs indélicats ou de copropriétaires impécunieux ;
- à participer au redressement via la présence d'un copropriétaire public dans les instances de gouvernance de la copropriété, et à peser sur les décisions en assemblées générales ;
- à améliorer la trésorerie de la copropriété par le paiement des charges des lots acquis.

Au-delà des ventes par adjudication, qui donneront lieu à une acquisition systématique par l'EPFIF, le ciblage des lots à acquérir sera défini pour chacune des copropriétés en lien avec la Ville et la communauté urbaine, et avec l'appui de l'opérateur de suivi-animation. *Les volumes estimés portent sur un volume d'acquisition d'une centaine de logements à acquérir sur la durée de l'ORCOD IN (soit une quinzaine de logements par an), ce volume étant porté à 250 logements en cas de recyclage de copropriétés.*

En cas de besoin, la capacité à reloger rapidement est essentielle pour accompagner l'action de portage, afin de résoudre, parallèlement à l'action foncière, les situations d'indignité manifeste ne pouvant être résolues par des travaux en parties privatives. L'Etat a la charge de la conduite du relogement, en lien avec les collectivités territoriales locales. En cas de mobilisation insuffisante des disponibilités des différents réservataires, et afin de garantir la mise en œuvre effective des relogements rendus nécessaires, le Préfet de Département pourra mettre en œuvre le pouvoir de désignation dont il dispose (article L. 741-2 CCH). En cas de projet de démolition, la stratégie de relogement sera mise en place de façon partenariale en articulation avec les enjeux du NPNRU et la

CIL. Elle sera copilotée et mise en œuvre par l'Etat et les collectivités locales, si nécessaire à un niveau régional. Les actions d'accompagnement social liées au relogement seront déployées par l'EPFIF en fonction des besoins.

La cession des lots est prévue après rénovation de l'immeuble, un délai supplémentaire de portage pouvant être prévu le temps de la stabilisation de la situation financière de la copropriété. La stratégie de cession (à des particuliers, un bailleur social ou institutionnel) sera définie au regard du projet et de la situation à terme de la copropriété, en lien avec la Ville et la communauté urbaine.

La mobilisation des dispositifs coercitifs de lutte contre l'habitat indigne :

Les actions mises en œuvre dans le cadre de l'ORCOD IN pour le redressement pérenne des copropriétés du Val Fourré s'appuient sur la mise en place effective des actions de lutte contre l'habitat indigne et contre les marchands de sommeil relevant des pouvoirs de police du Maire et du Préfet. Ces dispositifs seront particulièrement mobilisés sur l'ensemble du périmètre de l'ORCOD IN, voire sur un périmètre élargi, compte tenu des risques de report de l'action des marchands de sommeil en dehors du quartier du Val Fourré.

En complément des actions de nature coercitives, mises en œuvre en lien avec le SCHS, la Ville de Mantes-la-Jolie, en accord avec GPS&O, a mis en place en 2018 le permis de louer (ou autorisation préalable à la mise en location) à l'échelle de toute la commune.

Plus spécifiquement, dans le cadre de l'action de portage de l'ORCOD IN est instauré l'obligation de joindre aux DIA un rapport relatif à la salubrité et à la sécurité du bien. Les mesures de police liées à l'habitat indigne seront déclenchées systématiquement dès le repérage des problématiques.

L'accompagnement des copropriétés et des copropriétaires en difficulté :

L'accompagnement des 13 copropriétés de l'ORCOD IN, à mettre en place ou à poursuivre, fait suite à l'OPAH 2012-2017 portant initialement sur 9 copropriétés. La copropriété Neptune, initialement inscrite dans l'OPAH copropriétés dégradées, a été sortie du dispositif OPAH pour passer en plan de sauvegarde le 24 décembre 2015. Il devra répondre aux enjeux suivants :

- Assainissement de la situation financière des copropriétés par une aide au redressement de la gestion (suivi des impayés, accompagnement dans la maitrise des charges…) et un accompagnement social des copropriétaires en difficultés, s'articulant avec le dispositif de portage ;
- Mise en œuvre des travaux de rénovation ;
- En cas de projet de recyclage, maintien du fonctionnement et de la sécurité des occupants jusqu'à l'extinction du statut de la/des copropriété(s).

L'EPFIF assurera la coordination et la maitrise d'ouvrage des plans de sauvegarde dès lors que l'enjeu est d'engager une rénovation lourde (concernant a minima Neptune, Jupiter, Explorateurs, Marie Laurencin, Albert Camus, Archimède), tandis que la communauté urbaine GPSEO conservera le pilotage et la maitrise d'ouvrage des dispositifs pour les autres copropriétés, dans le cadre d'un POPAC. A travers l'OPAH, les copropriétés concernées ont déjà voté et engagé des travaux, à l'exception de certaines dont les copropriétés Jacques Cartier et Butte Verte. Si des travaux n'étaient pas engagés dans celles-ci d'ici Novembre 2019, des études pré-opérationnelles seront lancées sous pilotage de l'EPFIF afin d'identifier le niveau d'accompagnement à leur apporter en conséquence.

Le redressement pérenne des copropriétés nécessite par ailleurs un dispositif efficace et coordonné d'accompagnement social des copropriétaires en difficulté, renvoyant à des enjeux de mobilisation des moyens (FSL, ingénierie d'accompagnement…) et de coordination des acteurs publics.

La conduite du projet de renouvellement de la centralité du quartier

Les dalles du Val Fourré constituent une centralité très forte à l'échelle du quartier, s'articulant autour d'un pôle commercial accueillant plus de 80 commerces, principalement constitués en copropriété, de 4 tours de logements, dont les tours Neptune et Jupiter, de nombreux équipements, et d'une offre importante de stationnement en superstructure, dont une grande partie est condamnée.

La mise en œuvre d'un projet urbain sur ce secteur particulièrement dégradé est complexe, notamment du fait de l'imbrication foncière de ces éléments, en copropriété et en divisions en volumes.

Les ambitions du projet :

Le projet de rénovation de ce secteur a pour ambition d'affirmer et d'ouvrir davantage le secteur de la centralité, et notamment :

- De conforter la dynamique et le rayonnement commercial actuel (du marché et des commerces sédentaires), tout en diversifiant et requalifiant l'offre commerciale. Ces orientations se traduiront par un renouvellement de l'appareil commercial et en intervenant sur la structure foncière des copropriétés commerciales. La mobilisation d'un ou plusieurs investisseurs prenant en compte ces ambitions urbaines est un enjeu fort dans la mise en œuvre du projet ;
- De maintenir une intensité résidentielle et diversifier l'offre de logement dans le centre du quartier, relativement aux capacités d'absorption incertaines de ce marché;
- De mettre en valeur les équipements publics et favoriser leur rayonnement, à travers une ossature d'espace public qui relie les dalles à l'ensemble du quartier (mails Lopez et Ronsard),
- De restructurer l'offre de stationnement, potentiellement par la démolition du parking Ronsard, et améliorer plus largement l'accessibilité des dalles centrales, en adéquation avec les besoins de l'activité commerciale et les besoins résidentiels, en tenant compte des conditions possibles de gestion de ce parc.

Ce projet a vocation à donner lieu à une opération d'aménagement dont le périmètre et le programme précis restent à définir.

La définition des orientions du projet et la conduite des démarches pré-opérationnelles

Dans le cadre de sa mission de direction de projet du NPNRU, les services de la communauté urbaine GPSEO sont en charge de la phase pré-opérationnelle permettant de définir les orientations générales du projet de renouvellement de la centralité, en vue d'une validation par les partenaires publics, et notamment ceux qui auront vocation à financer le déficit de l'opération.

Les orientations inscrites dans le plan guide NPNRU, portent sur :

- La stratégie de refonte de la polarité commerciale (localisation de l'offre future, grandes lignes programmatiques, orientations de gestion future) ;
- Les orientations concernant le devenir des tours de logements existantes, les relogements à prévoir, et la construction d'une offre résidentielle neuve ;
- Les orientations concernant la rénovation ou la démolition des parkings existant en superstructure;
- Les orientations concernant la relocalisation, la rénovation ou la construction d'équipements publics.

Le pilotage de ces études par GPSEO est mené en lien étroit avec la Ville et l'EPFIF, en tenant compte notamment de la capacité à mobiliser des opérateurs et investisseurs intégrant les objectifs du projet urbain, pour les volets commerces, logements, et le cas échéant stationnements.

En complémentarité avec les études déjà menées sur le secteur ou encore en cours, l'EPFIF sera en charge de conduire les démarches pré-opérationnelles nécessaires à la mise en œuvre du projet, telles que :

- la mobilisation d'un ou plusieurs investisseurs commerciaux, en lien étroit avec la communauté urbaine et la Ville ;
- les chiffrages des travaux à réaliser, de l'acquisition de lots commerciaux et les évictions/transferts des occupants ;
- en cas de transformation en logement locatif social sociaux, la mobilisation d'un bailleur social, en lien étroit avec la communauté urbaine et la Ville dans le cadre d'un partenariat plus large ;
- en tant que de besoin, la conduite d'études complémentaires pour finaliser la programmation et le projet urbain ;
- en tant que de besoin, et en articulation avec la stratégie à l'échelle du projet de rénovation du Val Fourré, la réalisation de l'étude d'impact environnemental à l'échelle du projet centralité ;
- la conduite de la concertation préalable ;
- le montage du/des dossier(s) de DUP ;
- la conduite d'études techniques spécifiques (diagnostic amiante, VRD…) ;
- etc.

L'EPAMSA pourra être mobilisé en appui de l'EPFIF et de la communauté urbaine dans le cadre d'une partie de ces démarches.

La mise en œuvre du projet :

Au titre de l'Opération d'Intérêt National de l'ORCOD, l'EPFIF prendra l'initiative de l'opération d'aménagement de rénovation de la centralité, après avis de la Ville et de la Communauté urbaine, et du Département, conformément à l'article L.311-1 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'article L.300-4 du même code, en cas de réalisation du projet par voie de concession d'aménagement, avec transfert de risque le cas échéant, la concession pourra être établie dès lors que sera arrêté le bilan de la concertation, et que l'EPFIF aura délibéré sur les enjeux et l'objectif de l'opération, son périmètre d'intervention, son programme et son bilan financier prévisionnel.

Les collectivités locales restent maîtres d'ouvrage des projets de construction ou de rénovation des équipements publics dont elles ont la compétence.

Titre 1 : Les engagements réciproques des partenaires publics

Par cette convention conclue en application de l'article L741-1 du CCH, les partenaires s'engagent dès à présent à mobiliser pour l'ORCOD IN du Val Fourré, d'une part et en priorité leurs moyens de droit commun et, d'autre part, des moyens exceptionnels.

Article 1 – La lutte contre l'habitat indigne

1.1 Identification des situations d'indignité

1.1.1 Pour toute DIA située dans le périmètre de l'ORCOD IN**, le SCHS de Mantes la Jolie** établira dans un délai d'un mois le rapport prévu par l'article L.741-1 du CCH.

Dans le cas des adjudications, le déplacement du SCHS pour établir un rapport est nécessaire dès la visite organisée par le Tribunal.

En cas de projet d'expropriation, la visite de l'ensemble des logements sera à prévoir préalablement à la procédure d'expropriation de l'immeuble, afin d'identifier les situations d'habitat indigne et d'engager les procédures de police idoines.

Le flux moyen observé est d'une vingtaine de DIA par an pour les 13 copropriétés anciennes du Val Fourré.

1.2 Mise en œuvre des pouvoirs de police du Maire et du Préfet

1.2.1 Le SCHS conduira les procédures en application des polices générales et spéciales du maire, mais également des pouvoirs de police du Préfet en matière de lutte contre l'insalubrité conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique (CSP).

L'inspecteur de salubrité du SCHS rédigera un rapport motivé pour la mise en œuvre des procédures administratives adaptées à la situation d'insalubrité constatée et saisira Monsieur le Préfet des Yvelines pour la rédaction de l'arrêté préfectoral (mission assurée par la DD-ARS pour le compte du Préfet).

1.3.1 Une convention entre l'ARS Ile de France et l'EPFIF a été signée le 15 janvier 2016. Elle prévoit un renforcement de moyens au sein de l'ARS, via la création d'une cellule dédiée à la mise en œuvre des ORCOD IN en Ile de France. Un avenant à cette convention précisera les modalités d'intervention de la DD ARS sur Mantes-la-Jolie (validation technique des dossiers, procédures administratives et juridiques).

Article 2 - L'action foncière et le relogement lié

Les enjeux et objectifs de l'action de portage sont précisés en préambule.

2.1 Stratégie d'acquisition et mobilisation des moyens pour acquérir

2.1.1 L'**EPFIF** :

- Définira en lien avec la Ville, la communauté urbaine, le Département, l'Etat et le/les opérateur(s) de suivi-animation des dispositifs habitat privé, les objectifs ciblés d'acquisition de lots par copropriété ;
- Mobilisera les moyens humains et financiers nécessaires pour mettre en œuvre l'acquisition des lots ciblés, et assurer leur gestion, y compris locative ;
- Se portera acquéreur des logements non conventionnés appartenant à la Ville, la communauté urbaine GPSEO et l'EPAMSA inscrite dans le périmètre de l'ORCOD IN.

Les acquisitions de logements seront enclenchées à compter de la signature de la présente convention.

Les conditions d'acquisition par l'EPFIF seront compatibles avec l'estimation des biens par la Direction Nationale des Domaines.

Les volumes estimés portent sur un volume d'acquisition d'une centaine de logements à acquérir sur la durée de l'ORCOD IN (soit une quinzaine de logements par an), ce volume étant porté à 250 logements en cas de recyclage de copropriétés.

2.1.2 La Communauté Urbaine GPSEO s'engage à déléguer, dès la signature de la présente convention, son droit de préemption urbain renforcé à l'EPFIF, sur l'ensemble du périmètre de l'ORCOD IN pendant la durée de l'opération, et prévoyant l'obligation de joindre un rapport hygiène à chaque DIA.

2.1.3 La **Direction nationale d'interventions domaniales (DNID)** dédiera les moyens nécessaires :

- pour l'estimation des lots à acquérir à compter de la signature de la présente convention,
- en cas d'expropriation, pour assurer la mission de commissaire du Gouvernement à l'occasion des fixations judiciaires.

2.1.4 En cas de recyclage, **la Direction des services judiciaires** mobilisera les magistrats et greffiers nécessaires au Tribunal de Grande Instance de Versailles pour le traitement des expropriations.

2.2 Organisation du portage de logements par l'EPFIF

2.2.1 Pour mener à bien sa mission de portage**, l'EPFIF** s'appuiera sur des prestataires :

- Un mandataire de gestion sera missionné pour réaliser l'ensemble des actions nécessaires à la gestion technique et locative des lots de copropriétés acquis ;

  L'EPFIF pourrait mobiliser l'EPAMSA pour assurer une mission de gestionnaire de patrimoine.

- Des prestataires techniques seront missionnés pour assurer l'ensemble des actions relatives aux travaux à l'intérieur des lots acquis : audits techniques, travaux d'entretien, travaux de sécurisation...

  Un prestataire social assurera notamment l'accompagnement individuel lié au logement des locataires de l'EPF, et le cas échéant des ménages à reloger, en lien avec la ville, la Communauté Urbaine, le Département et la CAF.

➢ *Avant l'acquisition – réalisation des diagnostics :*

2.2.2 Quel que soit le mode d'acquisition (préemption, adjudication, amiable), tous les lots concernés feront l'objet d'une **visite préalable** qui permettra d'établir un premier diagnostic social (identification du besoin de relogement signalé à l'Etat en cas de sur-occupation notamment, d'accompagnement social, …) et technique (état du logement, soupçon d'insalubrité…).

En outre**, l'EPFIF** fera réaliser un audit de sécurité avant la prise de possession des lots acquis afin d'établir la liste et le montant des travaux à effectuer, préconisés par le maître d'œuvre et validés par le bureau de contrôle.

➢ *Au moment de l'acquisition :*

2.2.3 Dès l'acquisition, **l'EPFIF** fera systématiquement réaliser les travaux de mise en sécurité préconisés et validés par le bureau de contrôle. Ces travaux seront réceptionnés par le maître d'œuvre et certifiés conformes par le bureau de contrôle.

Des travaux supplémentaires, de confort, seront réalisés dans les lots occupés en tant que de besoin, ou dans certains lots vacants en vue de leur mise en location.

Les lots vacants et non remis en location seront sécurisés pour prévenir les tentatives de squat.

➢ *Après l'acquisition :*

2.2.4 La gestion technique et locative sera assurée par le mandataire de gestion désigné par **l'EPFIF**.

En cas d'impayé de loyer et/ou de nécessité de relogement, les locataires de l'EPFIF feront l'objet d'un accompagnement assuré par le prestataire social de l'EPFIF. Le relogement interviendra dans les conditions décrites à l'article 5.

2.3 Fonctionnement du comité des acquisitions et des relogements liés

2.3.1 Il est créé un **comité des acquisitions et du relogement**, composé de l'EPFIF, de l'Etat (**DDCS** et **DDT**), de la Ville, représentée par le Maire ou un conseiller municipal, et de la communauté urbaine GPSEO. Les membres sont assistés le cas échéant des prestataires en charge de l'animation des plans de sauvegarde, du relogement et de l'accompagnement social. La Délégation départementale de l'ARS (DD-ARS) participera à ce comité en tant qu'expert.

Ce comité **décidera des acquisitions,** statuera sur les **besoins de relogement** en fonction des critères définis à l'article 5, dès leur repérage, **en articulation avec les procédures de lutte contre l'habitat indigne,** et décidera de la **stratégie de portage** de chaque lot qui lui sera soumis.

Il se réunira à minima trois fois par an. En tant que de besoin, et notamment dans le cadre de DIA, les décisions du comité pourront être validées par simple mail électronique.

2.3.2 **Préalablement à toute acquisition :**

- **L'EPFIF et** l'inspecteur salubrité **de la Ville** procéderont à la visite du logement concerné.
- **L'EPFIF** fera établir un pré-diagnostic technique du logement et social des occupants afin d'identifier le besoin de relogement.

-Si l'enquête met en évidence un risque pour la santé ou la sécurité des occupants, pour l'application de l'article L.1331-26 ou 24 du code de la santé publique, l'inspecteur de salubrité du SCHS rédigera un rapport motivé de présentation au CoDERST (co-signé du Directeur du SCHS), concluant à l'insalubrité du logement et saisira Monsieur le Préfet des Yvelines pour la demande de passage du dossier au CoDERST. La DD-ARS, assure le secrétariat du CoDERST et prépare les convocations des parties à la séance du CoDERST. Le rapport motivant la prise d'un arrêté préfectoral d'insalubrité est présenté par l'inspecteur de salubrité du SCHS aux membres du CoDERST. Le CoDERST doit donner son avis dans un délai de 2 mois à compter de la saisine du Préfet. Le CoDERST se prononce sur la réalité et les causes de l'insalubrité et sur les mesures propres à y remédier. A la suite de l'avis du CoDERST, l'arrêté préfectoral est signé par Monsieur le Préfet.

Pour l'application des autres procédures (L.1331-22,23, ou 25 du Code de la Santé Publique), l'inspecteur de salubrité du SCHS rédigera un rapport motivé et saisira Monsieur le Préfet des Yvelines pour la mise en œuvre des procédures administratives.

La DD-ARS est en appui technique pour la mise en œuvre des procédures administratives.

- Si un **besoin de relogement** lié aux critères définis à l'article 5 est identifié**, l'EPFIF** le signalera immédiatement à l'Etat et le portera à l'ordre du jour du comité des acquisitions et du relogement suivant.

2.3.3 **Lors du comité des acquisitions et du relogement :**

- **Le délai et les conditions de relogement seront discutés au cas par cas par comité**, le cas échéant en lien avec la procédure de désignation. Il sera décidé de la poursuite des procédures d'acquisition au regard de ces éléments.
- Compte tenu du délai mentionné à l'article 2.3.2, l'arrêté d'insalubrité ou de sur-occupation interviendra au plus tard **un à deux mois après la décision de préemption** validée en comité des acquisitions.

Lorsque la décision d'acquisition est confirmée et que la vente a pu être conclue **l'EPFIF s'engage à** :

- En cas de sur-occupation ou insalubrité irrémédiable : accompagner techniquement le relogement du ménage (déménagement, constitution des dossiers…) en mobilisant son prestataire « accompagnement social », lorsqu'une proposition de logement aura été faite par l'Etat et acceptée par l'occupant. Ce relogement permettra la levée de l'arrêté de sur-occupation le cas échéant.
- En cas d'insalubrité remédiable : mettre tout en œuvre pour réaliser les travaux permettant de lever l'arrêté d'insalubrité.
- Réaliser toutes les actions prévues au 1.2 de la présente convention.

Lorsque la décision d'acquisition n'est pas confirmée ou que la vente n'a pu être conclue (refus du propriétaire), **le propriétaire du lot demeure responsable de la levée de l'arrêté.**

2.3.4 **L'EPFIF** établira le **compte-rendu des décisions du comité des acquisitions**, qui vaudra relevé de décisions pour les partenaires concernés par la poursuite des actions d'acquisition, de relogement et de lutte contre l'habitat indigne.

Chaque comité des acquisitions fera un bilan des engagements pris par les différents partenaires lors des comités précédents, pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de la procédure.

2.4 Cessions des logements

2.4.1 La stratégie de cession sera validée dans les instances de gouvernance de l'ORCOD IN :

- Copropriétés en redressement : cession à des particuliers ou des bailleurs institutionnels, après rénovation de la copropriété.
- Le cas échéant, transformation complète en logement locatif social : cession à un bailleur social en amont de la rénovation des parties communes.
- Le cas échéant, démolition : cession à l'aménageur ou à un opérateur immobilier, en lien avec le projet urbain.

2.4.2 En cas de transformation complète en logements locatifs sociaux et acquisitions/améliorations de logements par des organismes HLM, ces derniers pourront solliciter l'ANRU pour mobiliser des

financements au titre du NPNRU, selon les modalités définies par son règlement général et les principes validés par le comité d'engagement NPNRU.

L'ANRU n'interviendra pas sur le traitement des copropriétés existantes, en dehors d'éventuelles aides aux bailleurs sociaux pour les travaux de rénovation dans le cadre des copropriétés mixtes (Marie Laurencin et Explorateurs), ou dans le cas d'un projet de transformation complète en logement locatif social.

Le cas échéant, des évolutions du projet ultérieures à la signature de la convention initiale ANRU devront donner lieu à un avenant à la convention ANRU.

Article 3 - L'accompagnement des copropriétés

3.1 Le pilotage des dispositifs habitat privé

3.1.1 Copropriété Neptune

La copropriété Neptune fait l'objet d'un plan de sauvegarde pour la période 2016-2020, en vue de son redressement et de sa rénovation. L'intervention initiée et programmée dans ce cadre doit pouvoir aller à son terme, afin de ne pas minorer le bénéfice des outils d'ores et déjà mobilisés ainsi que des partenariats existants.

L'EPFIF reprendra la maîtrise d'ouvrage et la coordination du dispositif de suivi-animation du plan de sauvegarde en cours au 1er janvier 2020, en associant étroitement les services de la communauté urbaine en charge compétents sur l'habitat privé, et la ville.

Enfin, la copropriété **Neptune** est dans sa quatrième année de plan de sauvegarde. Bien que sa situation financière présente une amélioration récente, elle reste inquiétante et justifie l'engagement d'un second plan de sauvegarde, conditionné à une évaluation du dispositif en cours dans sa dernière année. En 2020, l'EPFIF engagera une évaluation du dispositif. En parallèle, un suivi animation d'une année devra être engagé pour que la copropriété soit suivie dans la continuité de l'accompagnement en cours. Cette dernière année de suivi animation devra permettre d'accompagner la copropriété dans la modification de son projet CPE vers plus d'ambition, si ce dernier, évalué au 2ème semestre 2019, ne répond pas à l'enjeu de repositionnement induit par le projet urbain de la centralité du Val Fourré.

Cependant, en cas d'absence de perspective de redressement pérenne de la copropriété **l'EPFIF** assurera le pilotage du dispositif ultérieur, en vue d'accompagner le recyclage de la copropriété, en lien étroit avec la communauté urbaine et la ville.

3.1.2 Copropriété Jupiter

La résidence Jupiter doit faire l'objet d'un accompagnement en vue de son redressement. Cependant, en cas d'absence de perspective de redressement pérenne de la copropriété, il sera mis en place un dispositif de plan de sauvegarde visant au maintien du fonctionnement de la copropriété et d'accompagnement du syndicat, de ses propriétaires et de ses occupants vers le recyclage de la copropriété. Ce plan de sauvegarde nécessite qu'une étude pré-opérationnelle vienne définir les orientations de ce plan de sauvegarde. Le portage sur cette copropriété pourra, sans attendre le rendu de l'étude pré-opérationnelle et dès validation dans le cadre de l'ORCOD-IN, permettre l'acquisition des logements en vente et l'accompagnement social des occupants.

3.1.3 Copropriétés Explorateurs, Marie Laurencin, Albert Camus, Archimède

Ces copropriétés n'ont pas fait partie de l'OPAH du Val Fourré 2012-2017.

La proximité de plusieurs résidences qui ont fait ou vont faire l'objet de travaux de rénovation thermique visibles accentue la déqualification de ces copropriétés. De surcroit, elles présentent chacune des faiblesses et/ou difficultés de fonctionnement qui questionnent quant à leur gestion dans les années à venir. La nécessité d'engager un dispositif de redressement, de type plan de sauvegarde, est partagée par l'ensemble des acteurs du territoire et impose une phase d'étude permettant de définir et affiner les orientations de ces dispositifs, tout en les adaptant aux particularités et aux besoins des copropriétés.

C'est au regard des formes d'accompagnement nécessaires que ces copropriétés peuvent être appréhendées ensemble dans une première phase d'étude pré-opérationnelle :

- **Les copropriétés mixtes impliquant le bailleur social 1001 Vies Habitat : Marie-Laurencin et Les Explorateurs**,
- **Les petites copropriétés : Albert Camus, Archimède ainsi que Jacques Cartier et Butte Verte en cas de non réalisation de leur projet de travaux d'OPAH CD**.

Ces copropriétés pourront faire l'objet de portage provisoire dont les conditions particulières pourront être précisées par les études pré-opérationnelles. Sans attendre, l'EPFIF pourra préempter les logements dont les ventes à des acheteurs privés constitueraient un obstacle au redressement de la copropriété.

3.1.4 Copropriétés Estrées, Boileau, 92 Logements, Butte Verte, Jacques Cartier, Forêt de Sully, Côtes de Seine

Ces copropriétés ont engagé des travaux dans le cadre de l'OPAH 2012-2017.

La communauté urbaine GPSEO poursuivra l'accompagnement de ces copropriétés sur les volets suivants :

- Mise en œuvre des travaux votés dans le cadre de l'OPAH ;
- En tant que de besoin, aide au redressement de la gestion et accompagnement social des copropriétaires en difficulté.

Un dispositif d'accompagnement de type POPAC poursuivra la mise en œuvre des travaux engagés dans le cadre de l'OPAH. En l'absence de réalisation des travaux votés dans le cadre de l'OPAH, les copropriétés concernées pourraient faire l'objet d'une étude pré-opérationnelle dans le cadre de l'ORCOD IN.

3.2 Estimations du coût de l'intervention sur les copropriétés pour l'EPFIF

Les estimations du coût de l'opération pour l'EPFIF intègrent notamment :

- Les coûts d'acquisition et de portage ;
- Les recettes de cession (de logements ou de charges foncières) ;
- La totalité des montants de travaux de rénovation menés sur les logements acquis par l'EPFIF (parties privatives et quote-part des parties communes, travaux d'urgence et travaux de rénovation) ;
- Les travaux de démolition des logements ;
- Les études d'ingénierie ;

3.3 Le financement de l'ingénierie

3.3.1 L'**ANRU** et l'**ANAH** coordonneront leurs financements aux missions d'ingénierie portées par les collectivités, relatives à l'habitat privé au sein de l'ORCOD IN.

Concernant l'ingénierie des missions de suivi-animation portées par l'EPFIF, l'**ANAH** apportera son concours financier selon des modalités définies par son Conseil d'administration ou par son autorité de gestion.

3.3.2 La **CDC** apportera son expertise et cofinancera en crédits d'ingénierie les plans de sauvegarde, selon ses modalités d'intervention et sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

3.4 L'assainissement de la situation financière des copropriétés

3.4.1 **La Direction des services judiciaires** mobilisera les magistrats et greffiers nécessaires au Tribunal d'Instance de Mantes la Jolie pour les procédures de recouvrement des impayés de charges par les copropriétés.

3.5 L'accompagnement social des copropriétaires en difficulté

3.5.1 **L'EPFIF** et la **communauté urbaine GPSEO,** dans le cadre des missions de suivi-animation dont ils ont la maîtrise d'ouvrage, prévoiront un dispositif de repérage et d'accompagnement social des ménages copropriétaires occupants en difficulté.

3.5.2 Le **Département des Yvelines** mobilisera le Fonds solidarité logement (FSL) pour faciliter l'accès au logement et le maintien dans le logement, à l'appui du règlement départemental et dans la limite de son budget.

3.5.3 **L'EPFIF, la communauté urbaine, la Ville et le Département** s'assureront de coordonner au mieux les actions et les financements de chaque partenaire (CCAS, FSL, accompagnement social des bénéficiaires des minimas sociaux, etc.)

3.5.4 **L'ARS Ile de France et le SCHS de Mantes-la-Jolie** s'assureront de la mobilisation des acteurs sanitaires, qui pourra être enclenchée lorsque le diagnostic social mettra en évidence des interactions spécifiques entre cadre de vie et pathologies (maladies chroniques, handicap, problèmes de dépendance, pathologies psychiatriques, pathologies infectieuses liés ou non à un recours tardif aux soins).

3.6 Le financement des travaux en parties communes

3.6.1 **L'ANAH** apportera son concours financier aux travaux dans les parties communes des bâtiments ayant vocation à se maintenir en copropriété, ainsi que, le cas échéant, aux travaux d'urgence des copropriétés ayant vocation à être recyclées, selon les modalités définies par son Conseil d'administration ou par son autorité de gestion.

Une avance pourra être versée, sans excéder 70% du montant prévisionnel de l'aide, aux syndicats de copropriétaires dans le cadre des programmes de travaux décidés dans le cadre de l'ORCOD IN.

3.6.2 En cas de transformation complète en logements locatifs sociaux et acquisitions/améliorations de logements par des organismes HLM, ces derniers pourront solliciter l'ANRU pour mobiliser des financements au titre du NPNRU, selon les modalités définies par son règlement général et les principes validés par le comité d'engagement NPNRU.

L'ANRU n'interviendra pas sur le traitement des copropriétés existantes, en dehors d'éventuelles aides aux bailleurs sociaux pour les travaux de rénovation dans le cadre des copropriétés mixtes (Marie Laurencin et Explorateurs), ou dans le cas d'un projet de transformation complète en logement locatif social (Neptune).

3.6.3 La CU GPSEO étudiera la possibilité d'accompagner financièrement les syndicats de copropriétaires qui réaliseront des travaux dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement. Le cas échéant, les modalités de financement devront faire l'objet d'un règlement d'attribution qui sera soumis à l'approbation du conseil communautaire.

3.7 Prescription de travaux

3.7.1 Conformément aux termes du code de la construction et de l'habitation, **le Maire** pourra prendre les arrêtés prévus aux articles L.129-1 ou L.511-1 et suivants permettant la mise en œuvre des travaux de mise en sécurité lorsque nécessaire.

3.7.2 **L'ANAH** financera ces opérations dans le cadre de ses règles de droit commun.

Article 4 – La conduite du projet de renouvellement de la centralité du quartier

4.1 Répartition des compétences et définition du projet urbain

4.1.1 La **communauté urbaine GPSEO,** porteur du projet de rénovation urbaine vis-à-vis de l'ANRU, est en charge de piloter la phase pré-opérationnelle du processus de rénovation urbaine à l'échelle du grand quartier Val-Fourré-Limay. Pour la phase opérationnelle, la fonction de direction du NPRU du Val Fourré serait assurée dans ses dimensions stratégiques et opérationnelles par des équipes de la Ville de Mantes-la-Jolie, en lien étroit avec la CU GPSEO : sa Direction Politique de la ville demeure en charge du suivi et de la coordination à l'échelle intercommunale des NPRU en tant que porteur de projet, et ses Directions métiers restent mobilisées dans l'exercice des compétences utiles à la mise en œuvre du projet.

A ce titre, les services de la ville de Mantes-la-Jolie ont pour mission, en lien avec la CU GPS&O et les différents porteurs de projet présents sur le quartier :

- De définir la stratégie urbaine à l'échelle du quartier, et notamment la stratégie habitat, la stratégie en matière de développement économique et d'armature commerciale, et la stratégie en matière d'équipement ;
- De finaliser les orientations stratégiques du projet de renouvellement de la centralité, en lien étroit avec la CU GPS&O et l'EPFIF, et en vue d'une validation des orientations par la Communauté urbaine, la Ville, le Département, l'Etat et l'EPFIF : orientions du projet commercial, orientations concernant les tours de logements existantes et la construction d'une offre résidentielle nouvelle, stratégie concernant la rénovation ou la démolition des parkings en superstructure existant, orientations concernant la relocalisation, la rénovation ou la construction d'équipements publics ;
- D'assurer la coordination des différents projets du quartier dans le cadre de la définition et mise en œuvre de la convention ANRU, et notamment de l'élaboration de la convention ANRU et du suivi opérationnel des projets au regard des engagements des partenaires au titre de la convention.

La coordination des actions de relogements à l'échelle du NPNRU du Val Fourré sera pilotée par la CU GPS&O, dans le cadre de la CIL et d'une charte de relogement à l'échelle de la Communauté Urbaine. Un protocole spécifique au Val Fourré définissant les conditions de relogement dans le cadre de l'ORCOD IN s'inscrira en complément de la charte.

4.1.2 Au titre de l'Opération d'Intérêt Nationale de l'ORCOD IN, **l'EPFIF** prendra l'initiative de l'opération d'aménagement de renouvellement de la centralité, après avis de la Ville et de la Communauté urbaine, dès lors que le périmètre et les orientations stratégiques du projet urbain auront été arrêtés.

Il assurera la conduite des démarches pré-opérationnelles, et notamment :

- La mobilisation d'un investisseur commercial, en lien étroit avec la communauté urbaine et la Ville ;
- Les chiffrages des travaux à réaliser, de l'acquisition de lots commerciaux et les évictions/transferts des occupants ;
- En cas de transformation en logement locatif social, la mobilisation de bailleurs sociaux, en lien étroit avec la communauté urbaine et la Ville dans le cadre d'un partenariat plus large ;
- En tant que de besoin, la conduite d'études complémentaires pour finaliser la programmation et le projet urbain ;
- En tant que de besoin, et en articulation avec la stratégie à l'échelle du projet de rénovation du Val Fourré, la réalisation de l'étude d'impact environnemental à l'échelle du projet centralité ;
- La conduite de la concertation préalable ;
- Le montage du/des dossiers de DUP ;
- La conduite d'études techniques spécifiques (diagnostic amiante, VRD…) ;
- etc.

L'EPFIF assurera la mise en œuvre du projet, dans le respect des conditions législatives et réglementaires relatives à une opération d'intérêt national, tout en s'inscrivant dans le pilotage du NPNRU par les collectivités.

4.1.3 **La Ville** et le cas échéant **la communauté urbaine** assureront la maîtrise d'ouvrage des opérations de relocalisation, rénovation et construction des équipements publics correspondant à leur compétence, situées dans le périmètre de l'ORCOD IN.

4.1.4 **Les signataires de la présente convention** tiendront à la disposition de l'EPFIF l'ensemble des éléments nécessaires à une évaluation précise de la situation locale et des moyens d'actions futurs. Ils mettront à disposition de l'EPFIF toute étude ou travaux réalisés pour contribuer à la réalisation du projet sur le quartier des dalles centrales. Ils associeront étroitement l'EPFIF aux instances de pilotage d'études ou travaux impactant le projet de rénovation de la centralité, dès la phase de lancement.

4.1.5 L**'ANRU** pourra le cas échéant mobiliser les experts de son pôle d'appui opérationnel, à la demande de l'EPFIF ou des collectivités locales, pour la réalisation de missions ponctuelles. L**'ANAH** mobilisera également le cas échéant l'expertise de son pôle copropriété ou de ses prestataires dans le cadre de ses missions d'appui ponctuelles, à la demande de l'EPFIF et du délégué de l'ANAH dans le département.

4.1.6 **L'AORIF et les bailleurs** seront associés à l'élaboration du projet urbain en apportant leur connaissance du territoire.

4.2 Mise en œuvre du projet urbain de renouvellement de la centralité :

Modalité de réalisation :

4.2.1 **L'EPFIF** définira les modalités de mise en œuvre du projet défini, en lien avec la Ville, le Département et la communauté urbaine.

En cas de réalisation par voie de concession, conformément à l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, la concession pourra être établie dès lors que sera arrêté le bilan de la concertation, et que l'EPFIF aura délibéré sur les enjeux et l'objectif de l'opération, son périmètre d'intervention, son programme et son bilan financier prévisionnel.

Le financement de l'opération d'aménagement (hors copropriétés de logement) :

L'estimation du projet d'aménagement nécessitera d'être affiné et confirmé dans le cadre de la finalisation des études pré-opérationnelles. Ce bilan inclut :

- Les couts de maîtrise foncière (acquisition/évictions/transferts) liés notamment à l'intervention sur les commerces et le parking Ronsard ;
- Les couts de démolitions et de remise en état des sols ;
- Les couts de viabilisation et requalification des espaces publics dans la limite du périmètre de l'opération ORCOD IN validée par décret ;
- Les recettes de cession de charges foncières (logements et commerces) ;
- Les couts d'ingénierie (études, honoraires aménageur…).

Le traitement des tours Neptune et Jupiter, sera inclus dans le projet d'aménagement global, et sera financé dans le cadre de l'intervention sur les copropriétés évoqué à l'article 3. Il n'est donc pas intégré au titre du financement de l'aménagement décrit ici.

Le bilan de l'opération d'aménagement n'inclut pas non plus le traitement des deux tours locatives sociales du périmètre (Mercure et Pluton), ni le traitement des équipements publics existants (école, centre culturel, mairie annexe…) ou à réaliser sur le secteur.

Le financement du déficit de l'opération d'aménagement sera assuré de façon conjointe par l'EPFIF, l'ANRU et les collectivités locales :

- Le niveau de participation des collectivités et de l'ANRU sera arrêté sur la base d'un bilan financier prévisionnel du projet établi en amont du dossier de réalisation de ZAC et du traité de concession, ou, si les modalités de mise en œuvre du projet ne donnent pas lieu à une ZAC et/ou une concession, en amont du lancement des actions foncières et de la/les DUP aménagement. Les collectivités pouvant être mobilisées pour le cofinancement sont notamment la ville de Mantes-la-Jolie, la Communauté Urbaine GPS&O, et le Département des Yvelines.
- L'EPFIF pourra contribuer à hauteur de 20% du déficit de l'opération d'aménagement, en tant que maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement (et le cas échéant concédant).

4.2.2 La **Ville** de Mantes-la-Jolie**,** la **Communauté urbaine** GPSEO, le **Département** des Yvelines, et la **Région** Ile-de-France s'attacheront à accompagner financièrement les opérations du projet urbain, dans le cadre de leurs dispositions propres et des orientations et des moyens qu'ils définiront pour le soutien du NPNRU.

Les engagements financiers plafonnés de l'ANRU et des collectivités locales seront précisés au regard du bilan d'opération prévisionnel, et préalablement à toute acquisition foncière par l'EPFIF dans le cadre du bilan d'aménagement.

4.2.3 La Caisse des Dépôts et Consignations, partenaire des acteurs publics locaux mobilisera l'ensemble des moyens de la Banque des Territoires. En fonction des domaines, elle pourra proposer :

- Son expertise en matière d'investissement, notamment sur la faisabilité économique et technique des projets d'investissement, grâce à un apport de connaissances sectorielles et une ingénierie de montage des opérations immobilières ;
- Des crédits d'ingénierie en co-financement d'études complémentaires à mener pour expertiser la faisabilité de la réhabilitation du centre commercial CCM2 et tout autre projet d'investissement sous maîtrise d'ouvrage privée ;
- Des fonds propres pour investir dans des opérations privées structurantes aux côtés d'autre(s) investisseur(s) privé(s), telles que par exemple le centre commercial CCM2, sous réserves toutefois d'un modèle économique avéré ;
- Des prêts de longue durée pour le portage foncier, la construction et réhabilitation de logements sociaux et pour la réalisation de projets structurants des collectivités locales.

Pour chaque sollicitation financière (ingénierie, prêt, investissement), l'accompagnement de la Banque des Territoires sera subordonné aux critères d'éligibilité de ses axes d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.

Les porteurs de projets publics comme privés ont, à travers le correspondant qui siège aux instances de l'ORCOD IN du Val Fourré, un référent unique de la Banque des Territoires avec lequel ils pourront examiner les modalités de travail, d'échange et de saisine de l'offre de l'établissement public.

Action foncière

4.2.4 **L'EPFIF** engagera l'action foncière portant sur les lots de commerces ou d'activité (acquisition, évictions ou transfert de fonds de commerces) et sur les lots de parking une fois arrêtés le projet d'aménagement et son plan de financement.

4.2.5 Concernant les fonciers publics, il sera privilégié des acquisitions directement par l'aménageur concessionnaire, dans l'hypothèse d'une réalisation par voie de concession.

4.2.6 Les conditions d'acquisition et de cession par l'EPFIF, auprès de personnes privées et publiques, seront compatibles avec l'estimation des biens par la Direction Nationale des Domaines.

Opération quart-nord est :

4.2.7 Une première opération est engagée par la Ville et l'EPAMSA sur le périmètre dit « quart nord-est » en amont du projet global des dalles centrales qui sera piloté par l'EPFIF. Une DUP « réserve foncière » à l'échelle de cette opération quart-nord-est, au bénéfice de l'EPAMSA, doit permettre d'assurer la maîtrise foncière du site.

En cas de mise en œuvre de cette opération par l'EPAMSA, le financement du déficit de cette opération sera assuré par la Ville et l'EPAMSA, et le cas échéant par l'ANRU, dans le cadre de ses conditions d'intervention, et suivant l'intégration du projet Quart-Nord-Est au projet d'aménagement d'ensemble des dalles centrales.

Ainsi, la Ville et l'EPAMSA s'assureront, en lien étroit avec l'EPFIF et les partenaires du projet des dalles centrales, de l'articulation du montage opérationnel de cette première opération avec le projet de

renouvellement de la centralité, au regard notamment des enjeux de programmation et de gestion globale de la future centralité commerciale.

Le cas échéant, l'intégration de cette opération par l'EPFIF dans le projet d'aménagement d'ensemble et l'action foncière de l'EPFIF sur le Quart-Nord-Est ne pourra intervenir que dans le cadre de l'élaboration d'un projet global sur la centralité auprès d'un ou plusieurs investisseurs, validé en Comité Directeur de l'ORCOD. En tout état de cause, l'EPFIF ne prendre pas en charge les coûts de portage, éviction et transfert encourus préalablement à cette décision.

Secteur « Chénier, Lopez, Ronsard »

4.2.8. Le secteur « Chénier, Lopez, Ronsard » constitue l'ensemble des terrains situés au sud-est des dalles centrales, entre le mail Lopez à l'Ouest, le mail Ronsard à l'Est et l'avenue du général de Gaulle au sud. Ce site abrite aujourd'hui des équipements publics amenés à être relocalisés et restructurés (dont le collège Chénier), des fonciers non occupés issus de démolitions de l'ANRU1, ainsi que le marché, devant à terme être relocalisé sur la dalle Clemenceau.

Le renouvellement de ce secteur est solidaire de celui des dalles centrales, autant dans la programmation commerciale que celle de logements à l'échelle de centralité. La création d'une offre diversifiée de logements sur le secteur Chénier prendra appui sur un environnement renouvelé, structuré autour de nouvelles aménités urbaines (parc, gymnase, groupe scolaire…). Le développement de ce site sera mené en plusieurs phases, dont la première pourrait intervenir dans la même temporalité que l'opération Quart Nord-Est.

L'intégration de ce secteur dans l'opération d'aménagement d'ensemble porté par l'EPFIF au titre de l'ORCOD-IN fera l'objet d'un arbitrage en Comité Directeur de l'ORCOD-IN. Que l'intervention urbaine de ce secteur soit portée par l'EPFIF au titre de l'ORCOD-IN ou par les collectivités, un travail commun sera mené en termes de programmation et de mise en œuvre opérationnelle.

Droit des sols

4.2.9 **L'Etat** assurera l'instruction des décisions d'urbanisme liées à l'OIN (permis de construire, ZAC, etc.).

4.2.10 S'agissant d'une opération d'intérêt national, **les collectivités** concernées feront évoluer les documents d'urbanisme correspondants, en particulier le PLUI, pour prendre en compte le programme urbain qui sera défini et validé par les partenaires.

Insertion par l'activité économique

4.2.11 L'ORCOD IN intégrera les objectifs d'insertion par l'activité économique prévus dans la Nouvelle charte nationale d'insertion de l'ANRU, déclinée par la charte intercommunale en cours d'élaboration par la communauté urbaine GPSEO.

Article 5 – La mise en œuvre du relogement

5.1 **L'Etat, en partenariat avec l'ensemble des réservataires publics,** pilotera le processus de relogement, afin de faire face aux relogements rendus nécessaires par l'intervention foncière de l'EPFIF, quand ce dernier rencontrera des situations d'habitat indigne, ainsi qu'en cas de projet de recyclage d'une copropriété supposant sa libération complète.

La décision de relogement sera actée collégialement dans le cadre du comité des acquisitions et du relogement (cf. article 2.3.).

5.2 En cas de projet de recyclage supposant la libération complète d'un immeuble, **l'EPFIF**, en lien avec l'Etat, la communauté urbaine, la Ville, le Département, et l'AORIF, ainsi que les bailleurs partenaires du projet et impliqués dans le NPNRU, définira un **plan de relogement adapté**, s'intégrant dans les documents d'orientation de la conférence intercommunale du logement et dans la charte de relogement mise en place à l'échelle du NPNRU. Un protocole spécifique au Val Fourré définissant les conditions de relogement dans le cadre de l'ORCOD IN s'inscrira en complément de la charte.

Ce plan de relogement intègrera les engagements de l'ensemble des réservataires de logements locatifs sociaux sur le territoire.

5.3 En application de l'article L.741-2 du code de la construction et de l'habitation, **l'Etat mettra en œuvre la procédure de désignation** prévue à l'art. L.441-2-3 sur l'ensemble du territoire régional, à compter de la signature de la convention**.** Le comité des acquisitions et du relogement pourra décider au cas par cas de déclencher cette procédure dès le constat initial du besoin de relogement et sans attendre l'aboutissement des procédures de lutte contre l'habitat indigne, de manière à permettre l'acquisition sans délai.

Sur décision du comité des acquisitions et du relogement, et afin de permettre l'acquisition sans délais par l'EPFIF, cette procédure de relogement portera également sur les situations de sur-occupation constatées, au titre du code de la santé publique, ne faisant pas l'objet d'arrêté, lorsque les ménages sont relogeables (situation administrative en règle, situation économique et sociale permettant d'envisager un relogement) et de bonne foi (éléments attestant de la bonne foi au regard des diagnostics sociaux produits). L'Etat examinera également au cas par cas la situation des ménages pour lesquels le logement est considéré comme inadapté (personnes âgées, handicap), et recherchera des solutions pour les situations les plus urgentes.

Pour les relogements à privilégier hors du département des Yvelines, le Préfet de Région interviendra auprès des Préfets de département concernés pour qu'ils procèdent à ces désignations.

5.4 **L'Etat** participera au relogement en mobilisant son contingent**.**

5.5 **La Ville de Mantes-la-Jolie** mettra à disposition son contingent et se mobilisera dans le cadre du dispositif de relogement de l'ORCOD IN.

5.6 **La communauté urbaine GPSEO** contribuera au relogement de l'ORCOD-IN par la mobilisation de son contingent. Le niveau de mobilisation de son contingent sera corrélé avec les autres priorités de relogement déclinées dans la convention cadre d'attribution portée par la CIL.

5.7 **La Région Ile de France**, à l'échelle de l'ensemble de son territoire, s'engage à mobiliser son contingent dans le cadre de sa convention avec l'Etat en faveur du logement des publics prioritaires.

5.8 **Le Conseil départemental des Yvelines** mettra à disposition son contingent et s'engage à participer au relogement, à titre temporaire ou définitif, des ménages pour lesquels le logement s'avère inadapté. Il désignera à cet effet leurs candidatures pour l'attribution d'un logement social adapté dont il est réservataire.

5.9 Cette mobilisation des contingents pour le relogement interviendra en coordination avec la mission de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) ad hoc et dans le cadre du plan de relogement élaboré de manière partenariale.

La MOUS examinera de manière systématique et préalablement aux relogements l'éligibilité des ménages aux critères de labellisation en tant que public prioritaire selon le Code de la Construction et de l'Habitation (art. L441-1). Les partenaires conviennent d'instruire toute situation, prioritaire ou non potentiellement éligible, au cas par cas sur une base individuelle.

5.10 **L'AORIF** s'engage à mobiliser les bailleurs sociaux pour mettre en œuvre les relogements sur les contingents publics listés ci-avant dans les meilleurs délais. Cette mobilisation s'articulera avec l'**instance inter-bailleurs mises en place dans le cadre des relogements du NPNRU**.

5.11 **L'EPFIF** mobilisera, si nécessaire et selon ses disponibilités, une offre de logement temporaire au sein de son patrimoine situé dans le périmètre de l'ORCOD IN, afin de répondre aux situations d'urgence.

5.12 **Les autres partenaires et réservataires** pourront également mobiliser l'offre locative dont ils disposent sur le territoire régional, afin de faciliter le relogement des personnes résidant dans le secteur concerné par les projets de démolition.

Titre 2 : Gouvernance du projet

Article 6- Rôle et missions de l'EPFIF

6.1 Conformément à l'article L 321-1-1 du Code de l'urbanisme définissant le rôle de l'Etablissement Public Foncier à qui est confiée la conduite d'une ORCOD IN, **l'EPFIF** est chargé de la **coordination des actions des personnes publiques** dans le cadre de la mise en œuvre de l'ORCOD IN du Val Fourré.

A ce titre, il assure les missions de **direction de projet**, en lien étroit avec la Ville de Mantes-la-Jolie, la Communauté urbaine GPSEO et le représentant de l'Etat dans le département, dans le respect des orientations inscrites à la présente convention.

Il organise et co-anime les instances de pilotage de l'ORCOD IN avec le Maire de Mantes-la-Jolie, le président de la Communauté urbaine GPSEO et le représentant de l'Etat dans le département, par ailleurs délégué territorial de l'ANRU et de l'ANAH. Les agences de l'Etat seront associées le cas échéant à ces instances de pilotage.

Il assure un reporting régulier de l'avancement de l'opération au Maire de Mantes-la-Jolie, au président Communauté urbaine GPSEO et au représentant de l'Etat dans le département.

6.2 **L'EPFIF** réalisera par ailleurs les missions suivantes, dont le contenu est développé au chapitre 2 de la présente convention :

- Mise en œuvre d'un dispositif d'intervention immobilière et foncière en copropriété, incluant les missions de gestion du patrimoine et d'accompagnement social des locataires, confiées à des prestataires extérieurs ;
- Maîtrise d'ouvrage des dispositifs d'habitat privé des copropriétés, et si besoin coordination des plans de sauvegarde, dès lors que des travaux lourds de rénovation sont à prévoir ;
- Initiative et mise en œuvre de l'opération d'aménagement de renouvellement de la centralité, au titre de l'OIN de l'ORCOD ;
- En cas de démolition, contribution et coordination de la stratégie de relogement sous l'égide de l'Etat, en lien étroit avec la communauté urbaine, et dans le cadre de la conférence intercommunale du logement ;

- Communication et concertation spécifiquement liées à l'action de l'ORCOD IN sur les copropriétés et sur le projet des dalles centrales, en co-pilotage avec la ville de Mantes-la-Jolie et la communauté urbaine GPSEO ;
- Gestion administrative et financière de l'opération.

6.3 **L'EPFIF** s'engage à mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Une direction de projet dédiée à l'ORCOD IN de Mantes-la-Jolie est mise en place, afin d'assurer l'ensemble des missions attendues.

Cette direction de projet disposera de locaux sur le territoire de Mantes-la-Jolie, afin d'organiser la proximité et la réactivité nécessaires pour la mise en œuvre du projet.

Article 7- Communication, concertation, médiation et participation des habitants.

7.1 L'ORCOD IN ne pourra se concevoir sans une association étroite et une information claire des habitants du quartier, tout au long du projet.

La stratégie et la mise en œuvre des actions de communication et concertation s'inscriront dans le cadre d'une stratégie partagée avec la Ville et la communauté urbaine. Elle sera validée dans le cadre des instances de gouvernance de l'ORCOD IN (article 9), et s'articulera avec la stratégie et les actions mises en place à l'échelle du NPNRU.

L'association des habitants au projet reposera sur :

- Un dispositif d'information tout au long du projet ;
- Un dispositif de concertation sur l'élaboration et la mise en œuvre du projet, animé par l'EPFIF en lien avec la ville et la communauté urbaine.

En complément, des actions spécifiques à destination des conseils syndicaux et visant notamment la mobilisation des copropriétaires pourront être organisées dans le cadre des plans de sauvegarde.

7.2 Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, piloté par la ville / l'EPCI, et en lien avec l'EPFIF.

La perspective de la phase opérationnelle des NPNRU et de l'ORCOD IN permet d'envisager un conventionnement d'échelle communautaire pour la GUP. Ce nouveau cadre prendra effet en 2021 et sera formalisé dans une convention GUP 2021/2023 prenant en compte les deux échelles communautaire et QPV. Le projet NPNRU prévoit deux priorités :

- La gestion de la phase chantier des NPRU qui vient fragiliser la qualité des prestations de services tels que la propreté, la collecte des ordures ménagères, la sécurité de l'espace public, l'accès aux équipements…
- La collecte des OM et des encombrants qui, avec le stationnement, sont régulièrement au cœur des insatisfactions des habitants et des professionnels travaillant dans ces territoires.

Le cas échéant, l'EPFIF ou les collectivités locales pourront être maîtres d'ouvrage d'actions de GUSP dans le périmètre des copropriétés, tel que prévu par l'ANAH au titre du nouveau dispositif issu du Plan Initiative Copropriétés.

Article 8- Organisation du pilotage

8.1 Le comité directeur :

Le comité directeur de l'ORCOD IN est l'instance partenariale où seront pris les arbitrages stratégiques concernant l'ORCOD IN du Val Fourré.

Présidé par le Maire, le Président de la communauté urbaine et le Préfet de département, et animé par l'EPFIF, il sera notamment composé des signataires de la présente convention entre partenaires publics :

- Des services déconcentrés de l'État (DDT, DDCS, DRIHL…) ;
- Du ministère de la Justice ;
- De l'Agence régionale de santé (ARS)
- De la Région Île de France ;
- Du Département des Yvelines ;
- De la communauté urbaine GPSEO ;
- De la Ville de Mantes-la-Jolie ;
- De l'ANAH ;
- De l'ANRU ;
- De l'AORIF ;
- De la Caisse des Dépôt et Consignations
- De la Caisse d'allocations familiales
- De l'EPFIF.

En tant que de besoin, les maîtres d'ouvrage impliqués dans le projet (bailleurs, syndicats de copropriété…) seront associés à ce comité directeur. Il se réunira au moins 1 fois par an.

8.2 Le comité de pilotage restreint :

Il rassemble la **Ville**, la **Communauté urbaine**, le **Département**, **l'Etat** et ses agences (ANRU et ANAH) et **l'EPFIF**, tous les trois mois environ, afin d'accompagner la mise en œuvre du projet dans le cadre de circuits de validation courts et efficients.

En tant que de besoin, et en fonction de l'ordre du jour, le Maire et le Préfet de département ou son représentant associeront les autres partenaires de l'opération.

8.3 Les comités techniques :

Des comités techniques seront organisés et animés par l'EPFIF pour la mise en œuvre opérationnelle du projet. Ils seront chargés notamment de préparer les éléments nécessaires à la prise de décision dans le cadre du comité directeur et du comité de pilotage restreint, et porteront notamment sur :

- les acquisitions et les besoins de relogement directement liés ;
- le suivi des dispositifs habitat privés ;
- la mise en œuvre du projet d'aménagement des dalles centrales ;
- le cas échéant, la mise en œuvre du plan de relogement ;
- la communication et la concertation liée à l'ORCOD IN.

L'ensemble de ces comités techniques associeront à minima la ville, la communauté urbaine, l'Etat, le Département, et l'ensemble des personnes concernées par les différents sujets, et se réuniront en tant que de besoin.

8.4 Clause de revoyure :

La présente convention, prévue à l'article L.741-1 du Code de la construction et de l'habitation, constitue le socle contractuel des partenaires de l'ORCOD IN du Val Fourré.

Elle est valable pendant toute la durée de l'ORCOD IN.

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant en tant que de besoin.

Fait à le

En présence de :

Monsieur Julien DENORMANDIE Ministre auprès de la Ministre de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités territoriales, chargé de la Ville et du Logement

Le Préfet de Région Ile de France M. Michel CADOT	**Le Préfet du département des Yvelines** M. Jean-Jacques BROT
Le Directeur Général de l'EPFIF M. Gilles BOUVELOT	**Le Président du Département des Yvelines** M. Pierre BEDIER
Le Maire de Mantes-la-Jolie M. Raphael COGNET	**Le Président de la communauté urbaine Seine et Oise** M. Philippe TAUTOU
La Présidente du Conseil Régional d'Ile de France Mme Valérie PECRESSE	**Le Directeur général de l'ARS d'Ile de France** M. Aurélien ROUSSEAU
La directrice régionale Ile de France de la Caisse des dépôts Mme Marianne LOURADOUR	**Le Directeur Général de l'ANRU** M. Nicolas GRIVEL
La Directrice Générale de l'Anah Mme Valérie MANCRET-TAYLOR	**Le directeur des services judiciaires du Ministère de la Justice** M. Peimane GHALEH-MARZBAN
Le Président de l'AORIF M. Jean-Luc VIDON	

Annexe 1 : Décret n°2020-8 du 6 janvier 2020

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

VILLE ET LOGEMENT

Décret n° 2020-8 du 6 janvier 2020 déclarant d'intérêt national l'opération de requalification de copropriétés dégradées du quartier du « Val Fourré » à Mantes-la-Jolie

NOR : *LOGL1922755D*

Publics concernés : *commune de Mantes-la-Jolie, communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise, établissement public foncier d'Ile–de-France, syndicats de copropriétaires de Mantes-la-Jolie.*

Objet : *déclaration d'intérêt national de l'opération de requalification de copropriétés dégradées du quartier du « Val Fourré » à Mantes-la-Jolie.*

Entrée en vigueur : *le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

Notice : *aux termes de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, des opérations de requalification de copropriétés dégradées peuvent être mises en place par l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements pour lutter contre l'indignité et la dégradation des immeubles. L'Etat peut déclarer d'intérêt national une opération de requalification, si celle-ci présente des enjeux majeurs en matière d'habitat dégradé, une complexité de traitement particulière et nécessite de lourds investissements, et si le droit de préemption urbain renforcé a été instauré et que la commune s'est engagée à le déléguer à l'opérateur. Le quartier du « Val Fourré » à Mantes-la-Jolie réunit toutes ces caractéristiques : le présent décret déclare en conséquence l'intérêt national de cette opération. Il en confie la mise en œuvre à l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) qui est ainsi autorisé à mobiliser une partie de ses ressources fiscales affectées pour financer la requalification du quartier.*

Références : *Le décret peut être consulté sur le site Légifrance (https://www.legifrance.gouv.fr).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 741-1, L. 741-2, R. 321-5, R.* 321-12 ;

Vu le code général des impôts, notamment son article 1607 *ter* ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 102-12, L. 132-1, L. 311-1, L. 311-6, L. 321-1-1, R. 102-3 et R. 311-1 ;

Vu le décret n° 2019-498 du 22 mai 2019 relatif aux aides de l'Agence nationale de l'habitat, notamment ses articles 1 et 5 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'établissement public foncier d'Ile-de- France en date du 20 juin 2019 ;

Vu la délibération de la communauté urbaine Grand Paris Seine-Ouest en date du 27 juin 2019 ;

Vu la délibération de la commune de Mantes-la-Jolie en date du 1er juillet 2019 ;

Vu l'avis du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris en date du 15 juillet 2019 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Art. 1er. – Une opération de requalification de copropriétés dégradées d'intérêt national, au sens de l'article L. 741-2 du code de la construction et de l'habitation, est mise en place pour le quartier du « Val Fourré » à Mantes-la-Jolie dans le cadre de l'opération d'intérêt national figurant au 9° de l'article R. 102-3 du code de l'urbanisme.

Conformément au tracé reporté sur le plan joint en annexe 1 au présent décret (1), le périmètre de cette opération est composé des parcelles dont les références sont listées dans le tableau suivant :

SECTIONS INCLUSES PARTIELLEMENT dans périmètre de l'opération	REFERENCES CADASTRALES DES PARCELLES incluses dans le périmètre de l'opération
Section AR	AR37, AR56, AR107, AR109, AR110, AR111, AR112, AR113, AR114, AR115, AR116, AR212, AR222, AR376, AR377, AR465, AR512, AR530, AR539, AR540, AR546, AR557, AR559, AR560, AR562, AR563, AR573, AR607, AR628, AR629 (en partie), AR644, AR645, AR648, AR649, AR650, AR651, AR652, AR661, AR662, AR663, AR730 (en partie), AR777, AR810, AR826 (en partie), AR1024, AR1025, AR1026, AR1027, AR1028, AR1029, AR1030, AR1031, AR1032, AR1033, AR1034, AR1036, AR1037, AR1038, AR1040, AR1041, AR1042, AR1043, AR1044, AR1046, AR1047, AR1048, AR1049, AR1050, AR1051, AR1052, AR1053, AR1054, AR1055, AR1056, AR1057, AR1058, AR1059, AR1060, AR1061, AR1062, AR1063, AR1064, AR1065, AR1066, AR1067, AR1068, AR1069, AR1070, AR1071, AR1072, AR1074, AR1075, AR1076, AR1077, AR1078, AR1079, AR1080, AR1081, AR1082, AR1083, AR1084, AR1085, AR1086, AR1087, AR1088, AR1089, AR1090, AR1091, AR1092, AR1093, AR1100, AR1101, AR1102, AR1103, AR1104, AR1105, AR1106, AR1107, AR1108, AR1109, AR1110, AR1172, AR1174, AR1176, AR1193, AR1194, AR1195, AR1196, AR1253, AR1254, AR1260, AR1263, AR1270, AR1290, AR1291, AR1295, AR1302, AR1304, AR1305, AR1306, AR1307, AR1308, AR1309, AR1310, AR1322, AR1323, AR1324, AR1354 (en partie), AR1356, AR1365, AR1366, AR1367, AR1368, AR1376, AR1377, AR1378, AR1380, AR1382, AR1383, AR1384, AR1385, AR1386, AR1387, AR1388, AR1389, AR1397, AR1398, AR1548, AR1549, AR1551, AR1561, AR1562, AR1563, AR1565, AR1566, AR1567, AR1568, AR1569, AR1570, AR1571, AR1572, AR1573, AR1574, AR1575, AR1576, AR1578, AR1579, AR1580, AR1581, AR1584, AR1585, AR1586, AR1587, AR1588, AR1590, AR1591, AR1592, AR1593, AR1632, AR1634, AR1635, AR1638, AR1639, AR1640, AR1641, AR1642, AR1643, AR1644, AR1645, AR1646, AR1647, AR1648, AR1649, AR1650, AR1651, AR1652, AR1653, AR1654, AR1655, AR1656, AR1657, AR1658, AR1877.

Art. 2. – L'établissement public foncier d'Ile-de-France est chargé de conduire cette opération au sens de l'article L. 321-1-1 du code de l'urbanisme et peut réaliser ou faire réaliser toutes les actions mentionnées aux 1°, 4°, 5° et 6° de l'article L. 741-1 du code de la construction et de l'habitation.

Dans le périmètre de l'opération mentionné à l'article 1, l'établissement public foncier d'Ile-de-France peut :

– concéder la réalisation des actions ou opérations d'aménagement prévues au 6° de l'article L. 741-1 du code de la construction et de l'habitation à toute personne y ayant vocation dans les conditions prévues par l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme ;

– prendre l'initiative de créer une zone d'aménagement concerté en application de l'article R. 311-1 du code de l'urbanisme.

L'établissement public foncier d'Ile-de-France ne peut intervenir sur les équipements publics, notamment les équipements scolaires et les voiries publiques, que si cette intervention est nécessaire pour la réalisation des actions prévues au 6° de l'article L. 741-1 du code de la construction et de l'habitation ou pour faciliter les éventuels transferts de propriété visant à faire coïncider celle-ci avec l'usage effectif des biens en cause.

Art. 3. – Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, le préfet des Yvelines, l'Agence nationale de l'habitat, l'Agence régionale de santé, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ainsi que l'établissement public foncier d'Ile-de-France et toute personne publique intéressée à l'opération, sont signataires de la convention de mise en œuvre de l'opération prévue par l'article L. 741-1 du code de la construction et de l'habitation.

Les conditions d'octroi des concours financiers à l'établissement public foncier d'Ile-de-France sont soumises aux règles et procédures prévues par les règlements respectifs de l'Agence nationale de l'habitat et de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine.

Art. 4. – La ministre des solidarités et de la santé, la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et le ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 6 janvier 2020.

EDOUARD PHILIPPE

Par le Premier ministre :

Le ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement,
JULIEN DENORMANDIE

La ministre des solidarités et de la santé,
AGNÈS BUZYN

La ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales,
JACQUELINE GOURAULT

(1) Ce plan peut être consulté à la préfecture des Yvelines (1, avenue de l'Europe, 78000 Versailles), à la mairie de Mantes-la-Jolie (31, rue Léon-Gambetta, 78200 Mantes-la-Jolie) et au siège de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France (14, rue Ferrus, 75014 Paris)

Annexe 2 : Périmètre de l'ORCOD IN

ANNEXE 1 – PERIMETRE DE L'OPERATION DE REQUALIFICATION DE COPROPRIETES DEGRADEES DU QUARTIER DU « VAL FOURRE » A MANTES-LA-JOLIE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Département :
YVELINES

Commune :
MANTES-LA JOLIE

Section : AR
Feuille : 000 AR 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/5000

Date d'édition : 14/11/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

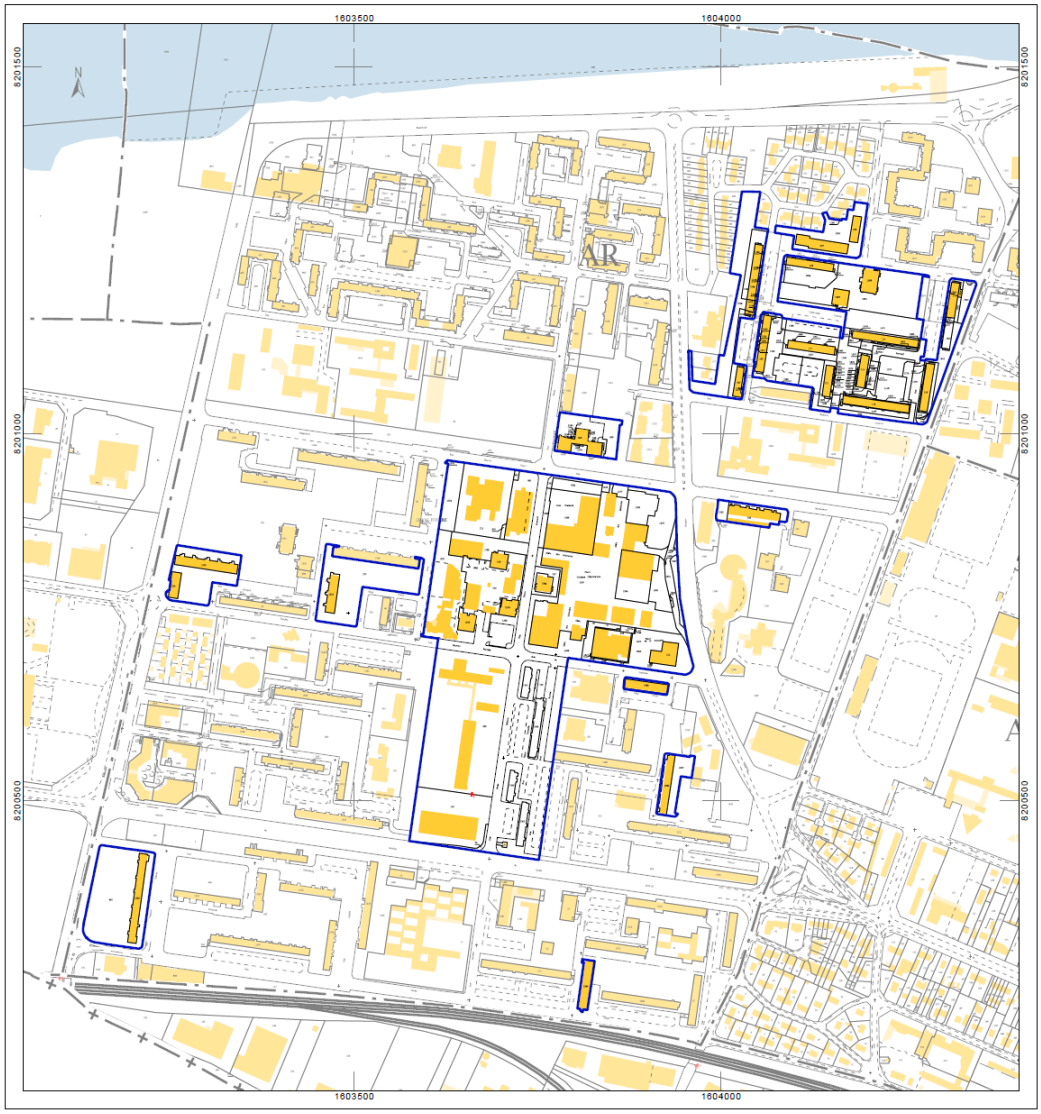
Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
VERSAILLES - Accueil et délivrance de documents
ouvert du lundi au vendredi 8h30/12h-13h30/16h sauf le mercredi de 8h30/12h 78015
78015 VERSAILLES CEDEX
tél. 01.30.97.44.52 -fax 01.30.97.45.76
cdif.versailles@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

LEGENDE :

- Périmètre ORCOD-IN
- Parcelles
- Immeubles



Décret déclarant d'intérêt national l'opération de requalification de copropriétés dégradées du quartier du « Val Fourré » à Mantes-la-Jolie

DÉLIBÉRATION N°CP 2020-031

DU 31 JANVIER 2020

POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU HANDICAP ET DES MDPH 1ÈRE AFFECTATION POUR 2020

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, publié au JOUE du 26 avril 2012 n°L114/8 modifié par le règlement (UE) n°2018/1923 publié au JOUE L 313 du 10/12/2018

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L114-1 et suivants ainsi que les articles L146-5 et L 245-3 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi :100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU La délibération n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative à la participation relative à la participation régionale aux fonds départementaux de compensation du handicap ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région solidaire » ;

VU la délibération n° CR 2019-33 du 28 mai 2019 relative au règlement d'intervention « aide pour l'effectivité des droits culturels pour les personnes en situation de handicap » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 7ème rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale en faveur du handicap et des MDPH, 5ème affectation pour 2018 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2020 ;

VU l'avis de la commission de la famille de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances ;

VU le rapport n°CP 2020-031 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Renouvellement de la convention type entre la Région et les Maisons Départementales des Personnes Handicapées Franciliennes

Approuve la convention-type, figurant en annexe 1, fixant les modalités d'attribution de la subvention régionale aux MDPH dans le cadre de la contribution de la Région aux fonds départementaux de compensation du handicap.

Autorise la présidente du conseil régional à signer avec chaque MDPH francilienne une convention conforme à la convention type précitée.

Article 2 : Attribution des subventions au profit des Maisons Départementales des Personnes Handicapées franciliennes.

Décide de participer au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement des fonds départementaux de compensation des MDPH franciliennes, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 440 000 €**, selon la répartition financière figurant en annexe 2**.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, d'un avenant financier, conformément aux dispositions de la convention adoptée par délibération n° CP 2020-031 du 31 janvier 2020 et présentés en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 440 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2020.

Article 3 : Soutien dans le cadre du dispositif « Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance »

Décide de participer, au titre du dispositif «Soutien aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance», au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution de **11** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 651 350 €.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type relevant de la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 651 350 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap», action 142 004 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2020.

Article 4 : Soutien dans le cadre du dispositif « Aide à l'effectivité des droits culturels pour

les personnes en situation de handicap »

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide à l'effectivité des droits culturels pour les personnes en situation de handicap », au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **20 000 €** au titre du budget 2020.

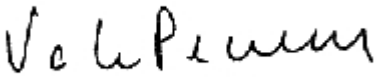
Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », l'action 14200304 « fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2020.

Article 5 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 3 février 2020, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 3 février 2020 (référence technique : 075-237500079-20200131-lmc166602-DE-1-1) et affichage ou notification le 3 février 2020.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

ANNEXES A LA DELIBERATION

annexe 1 : convention triennale

CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP DE LA MDPH de xxx

La Région Ile-de-France, dont le siège social est situé au 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen sur Seine (93), représentée par la Présidente du conseil régional d'Ile de France, agissant en vertu de la délibération n°CP 2019-031 du 31 janvier 2020

Et

La Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) de xxx
Adresse : Statut juridique : n° SIRET :
Code APE : représentée par :

En vertu de :

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
VU l'article L146-5 du code de l'action sociale et des familles relatif à la gestion et aux modalités d'organisation d'un fonds départemental de compensation du handicap,
VU la délibération n°CR 01-16 du 22 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU la délibération n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative à la participation régionale aux fonds départementaux de compensation du handicap ;

Est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

Par la présente convention, la Région Ile-de-France contribue au fonds départemental de compensation du handicap de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) chargé d'accorder des aides financières destinées à permettre aux personnes handicapées de faire face aux frais de compensation restant à leur charge, après qu'elles ont fait valoir l'ensemble de leurs droits, de manière à ne pas compromettre la réalisation du projet, tel qu'il a été validé par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

Article 2- Montant de la subvention régionale :

Le montant prévisionnel de la subvention annuelle maximale à répartir entre les départements franciliens est défini, à l'issue du vote du budget de la Région, au titre de l'action 142 004 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap » du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » et, en son sein, enveloppe déterminée pour les MDPH, de la sous fonction 42 « Action sociale » du chapitre budgétaire 904 « Santé et action sociale ».

La subvention est calculée proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP[1] du département.

[1] Taux de bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH) ou de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), au 31/12/N-2 **Source** Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

Elle fait l'objet

- d'une affectation au premier semestre de l'exercice considéré, dans la limite de 60 % du montant prévisionnel des subventions de chaque MDPH, et compte tenu des consommations N-1 ;
- d'une affectation complémentaire, au second semestre, correspondant au solde à couvrir en fonction du taux de consommation et des besoins réels de chaque fonds de compensation, et dans la limite du budget voté par l'assemblée régionale.

Le versement de la subvention correspondant à chaque affectation se fait, pour chaque MPDH, en une fois sur appel de fonds.

Article 3- Modalités d'instruction des demandes présentées par le fonds de compensation, et sollicitant l'aide régionale

1) Le comité de gestion du fonds de compensation de la Maison Départementale des Personnes Handicapées de xxx instruit les dossiers éligibles au fonds de compensation du handicap.

2) Le comité de gestion du fonds de compensation du handicap fixe le montant et le plan de financement des aides qui sont attribuées à chaque bénéficiaire.

L'aide régionale ne peut être mobilisée que pour les demandes d'acquisition d'aides techniques, d'appareillages, d'aménagement de véhicules, d'assistance animalière et/ou d'adaptation des logements au handicap, des surcouts de transport lié à un plan global d'accompagnement à l'exclusion de toute autre aide et, en particulier, des aides humaines.

L'attribution de l'aide régionale se fait selon les modalités suivantes en application de l'article L245-3 du CASF:

Pour l'accès aux aides techniques et animalières (élément 2 et 5 de la Prestation de Compensation du Handicap), la participation régionale est égale à 15 % maximum de la dépense et ne peut excéder 2 400 € par opération.

Pour l'aménagement du logement et du véhicule de la personne handicapée, ainsi que pour faire face à d'éventuels surcoûts résultant de son transport (élément 3 de la Prestation de Compensation du Handicap), la Région intervient comme suit :

- Pour l'adaptation du logement au handicap, l'intervention régionale est égale à 60 % maximum de la dépense et ne peut excéder 4.500 € par opération. A cette somme s'ajoute la rémunération, fixée à 350 € par opération, des organismes mandatés pour l'évaluation et le suivi des travaux.

- Pour l'aménagement du véhicule, l'intervention régionale est égale à 30 % maximum de la dépense et ne peut excéder 3.500 € par opération.

- Pour les surcoûts de transport dans le cadre d'un PAG (Plan d'Accompagnement Global), l'intervention régionale est égale à 30 % maximum de la dépense et ne peut excéder 3.500 € par opération

On entend par « dépenses » le montant du coût du projet retenu pour le calcul de la prestation de compensation du handicap.

3) Le représentant de la Région, participant aux comités de gestion du fonds de compensation, donne un avis sur les aides accordées. Seules les listes établies selon le format préétabli par la Région et adressées électroniquement, pourront être présentées en commission permanente du conseil régional.

4) Les dossiers validés avant le 31 décembre par les comités de gestion du fonds de compensation de la MDPH, et n'ayant pu être présentés à la commission permanente du conseil régional avant le 31 décembre pourront être soumis au vote de la commission permanente au cours de l'année suivante.

Article 4 - Modalités de versement de la subvention

4.1 Procédure d'appel de fonds

La Commission permanente du conseil régional procède à deux affections annuelles au profit des MDPH dans la limite de budget disponible.

Un avenant, voté lors de la première commission permanente qui suit le vote du budget de l'année, est notifié à chaque MDPH, indiquant, pour le département, le montant de la subvention ainsi obtenue **:**

Données de référence	**Résultat**
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA année-N-2) - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la région (données CNSA Année N-2)	% de la population régionale (PCH/ACTP) X enveloppe =

Chaque demande d'appel de fonds est signée par le représentant légal de la MDPH qui certifie la réalité du montant demandé et son affectation aux opérations subventionnées.

La subvention est versée sur le compte bancaire ou postal :

Soit de la MDPH de…… - (transmission d'un RIB aux services régionaux), établi au nom de :

MDPH
Ouvert à :
Compte n°:
Code Guichet :
Code Banque :

4.2 Versement au bénéficiaire

La Maison Départementale des Personnes Handicapées verse le montant de l'aide au bénéficiaire. La notification individuelle qu'elle lui adresse à cette occasion fait apparaître l'identité visuelle de la Région Ile-de-France et, le cas échéant, le montant de l'aide qu'elle a accordée.

A titre dérogatoire, le fonds de compensation de la Maison Départementale des Personnes Handicapées est autorisé à verser une aide avant le vote de la Commission permanente, sans préjuger de la décision de cette assemblée.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Article 5 – Obligations de la MDPH

Article 5.1 – Obligations budgétaires et comptables

La MDPH de, _____, s'engage à

1 – Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mission définie à l'article 1 et à fournir à la Région, lors de la seconde affectation de l'année, un bilan annuel de l'utilisation de la subvention ainsi attribuée suivant les indicateurs suivants :

- le nombre d'aides attribuées,
- le type de handicap concerné,
- le type de bénéficiaire (âge, sexe, situation familiale),
- la proportion de l'aide régionale apportée dans le financement des projets,
- la répartition géographique…

Ces éléments feront l'objet d'un recueil et d'une présentation standardisée à l'ensemble des MDPH.

2 – Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièce ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toute pièce justificative.

Article 5.2 – Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, la MDPH s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.
Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, la MDPH s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 5-3 - Dispositions diverses

S'agissant de l'emploi des fonds attribués à la MDPH, les montants visés à l'article 2 de la présente convention seront uniquement destinés au fonds de compensation créé au sein de la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées ou en cas de non-respect par la MDPH de ses obligations.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par la MDPH des bilans prévus à l'article 5.1 de la présente convention.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, la MDPH est invitée à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution de l'action subventionnée et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

En cas de non-exécution de tout ou partie de la convention, de retard significatif ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par la MDPH, le montant de la subvention peut être révisé. En cas de trop perçu, l'organisme le reverse à la Région.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par la MDPH sont à la charge de cette dernière.

Article 6 - Durée, validité et résiliation de la convention

La présente convention, conclue pour une durée de 3 ans, prend effet à compter du 1 janvier 2020.
Un avenant sera proposé annuellement à l'issue du vote du budget régional pour définir la subvention annuelle maximale.
Par ailleurs, la convention pourra être modifiée sous forme d'avenant, sur accord des parties.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre partie, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 7 – Règlement des litiges

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au tribunal administratif compétent.

Fait en trois exemplaires originaux, à Paris, le 31 janvier 2020.

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Pour la Maison Départementale des Personnes Handicapées de Xxx

annexe 2 : répartition financière

MDPH	Nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP en 2018	Pourcentage régional	Montant de l'enveloppe prévisionnelle pour 2020	Première affectation de 60 % de janvier 2020
PARIS	8034	17,19%	412 635 €	247 581 €
SEINE-ET-MARNE	5202	11,13%	267 180 €	160 308 €
YVELINES	5420	11,60%	278 377 €	167 026 €
ESSONNE	5304	11,35%	272 419 €	163 451 €
HAUTS-DE-SEINE	5711	12,22%	293 323 €	175 994 €
SEINE-SAINT-DENIS	7507	16,07%	385 568 €	231 341 €
VAL-DE-MARNE	5359	11,47%	275 244 €	165 146 €
VAL-D'OISE	4191	8,97%	215 254 €	129 153 €
Total	46728		2 400 000 €	1 440 000 €

annexe 3 : avenants financiers

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2020

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
Sise 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa présidente agissant en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 janvier 2020.
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS,
ayant son siège au, 69, Rue de la Victoire 75009 PARIS.
Représentée par Monsieur Nicolas NORDMAN Président.
ci-après dénommée **« la MDPH de PARIS**».

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Paris sont régies par la convention n°CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020 .

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la subvention annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH de Paris, au titre de l'action 142 004 05«Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2020 à **412 635 €.**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2018) : **8 034** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2018) : **46 728**	**- 17,19 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € **= 412 635 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen-sur-Seine, le 31 janvier 2020,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH de Paris
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Nicolas NORDMAN** Le Président de la MDPH

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

îledeFrance

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2020

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
Sise 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa présidente agissant en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 janvier 2020.
Ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-ET-MARNE,
Ayant son siège au 16, rue de l'Aluminium 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE
Représentée par Monsieur Bernard COZIC, Président délégué de la Commission Exécutive.
Ci-après dénommée **« la MDPH de SEINE-ET-MARNE**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Seine-et-Marne sont régies par la convention n°CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la subvention annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH de Seine-et-Marne, au titre de l'action 142 004 05«Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2020 à **267 180 €.**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2018) : **5 202** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2018) : **46 728**	**- 11,13 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € **= 267 180 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen-sur-Seine, le 31 janvier 2020,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH de Seine-et-Marne
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Bernard COZIC** Le Président délégué de la COMEX

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2020

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
Sise 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa présidente agissant en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 janvier 2020.
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES,
Ayant son siège au 2, place André-Mignot 78000 Versailles.
Représentée par Madame Marie-Hélène AUBERT Présidente de la la Commission Exécutive du Groupement d'Intérêt Public par délégation.
Ci-après dénommée **« la MDPH des YVELINES**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH des Yvelines sont régies par la convention n°CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la subvention annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH des Yvelines, au titre de l'action 142 004 05«Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2020 à **278 377 €.**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2018) : **5 420** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2018) : **46 728**	**- 11,60 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € **= 278 377 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen-sur-Seine, le 31 janvier 2020,

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

Pour la MDPH des Yvelines

Marie-Hélène AUBERT
La Présidente du GIP/MDPH
par délégation

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2020

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
Sise 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa présidente agissant en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 janvier 2020.
Ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE L'ESSONNE,
Ayant son siège 93 Rue Henri Rochefort 91000 EVRY
Représentée par Monsieur François DUROVRAY President du Groupement d'Intérêt Public,
Ci-après dénommée **« la MDPH de L'ESSONNE**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de l'Essonne sont régies par la convention n°CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la subvention annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH de l'Essonne, au titre de l'action 142 004 05«Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2020 à **272 419 €.**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2018) : **5 304** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2018) : **46 728**	**- 11,35 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € **= 272 419 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen-sur-Seine, le 31 janvier 2020,

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

Pour la MDPH de l'Essonne

François DUROVRAY
Le Président du GIP/MDPH

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2020

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
Sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN- SUR- SEINE,
Représentée par sa présidente agissant en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 janvier 2020.
Ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES HAUTS-DE-SEINE,
Ayant son siège au 2 Rue Rigault 92000 NANTERRE
Représentée par Monsieur Patrick DEVEDJIAN Président de la Commission Exécutive.
Ci-après dénommée **« la MDPH des HAUTS-DE-SEINE**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH des Hauts-de-Seine sont régies par la convention n°CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la subvention annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH des Hauts-de-Seine, au titre de l'action 142 004 05«Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2020 à **293 323 €.**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2018) : **5 711** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2018) : **46 728**	**- 12,22 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € **= 293 323 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen-sur-Seine, le 31 janvier 2020,

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

Pour la MDPH des Hauts-de-Seine

Patrick DEVEDJIAN
Le Président de la COMEX

îledeFrance

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2020

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
Sise 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa présidente agissant en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 janvier 2020.
Ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-SAINT-DENIS,
Ayant son siège au 7-11, rue Erik Satie 93000 BOBIGNY
Représentée par Madame Magalie THIBAULT Présidente déléguée du Groupement d'Intérêt Public.
Ci-après dénommée **« la MDPH de SEINE-SAINT-DENIS**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Seine-Saint-Denis sont régies par la convention n°CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la subvention annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH de Seine-Saint-Denis, au titre de l'action 142 004 05«Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2020 à **385 568 €.**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2018) : **7 507** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2018) : **46 728**	**- 16,07 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € **= 385 568 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen-sur-Seine, le 31 janvier 2020,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH de Seine-Saint-Denis
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Magalie THIBAULT** Présidente déléguée du GIP MDPH
Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France **Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation** **Cédric ARCOS**	

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2020

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
Sise 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa présidente agissant en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 janvier 2020.
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-DE-MARNE,
Ayant son siège au 7-9 Voie Félix Eboué 94000 CRETEIL.
Représentée par Madame Brigitte JEANVOINE Présidente de la Commission Exécutive.
Ci-après dénommée **« la MDPH du VAL-DE-MARNE**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH du Val-de-Marne sont régies par la convention n°CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la subvention annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH du Val-de-Marne, au titre de l'action 142 004 05«Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2020 à **275 244 €.**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2018) : **5 359** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2018) : **46 728**	**- 11,47 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € **= 275 244 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen-sur-Seine, le 31 janvier 2020,

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

Pour la MDPH du Val-de-Marne

Brigitte JEANVOINE
La Présidente de la COMEX

AVENANT FINANCIER
A LA CONVENTION N° CP 2020-031 FIXANT LES MODALITES DE LA PARTICIPATION REGIONALE AU FONDS DEPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP POUR L'ANNEE 2020

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
Sise 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
Représentée par sa présidente agissant en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 janvier 2020.
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-D'OISE,
Ayant son siège au 2 Avenue du Parc 95000 CERGY
Représentée par Madame Émilie IVANDEKICS Présidente déléguée de la Commission Exécutive.
Ci-après dénommée **« la MDPH du VAL-D'OISE**»

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH du Val-d'Oise sont régies par la convention n°CP 2020-031, en vertu de la délibération n°CP 2020-031 du 31 Janvier 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE Ier :

Le montant de la subvention annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH du Val-d'Oise, au titre de l'action 142 004 05«Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap» du programme HP 42-004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2020 à **215 254 €.**

Données de référence	Résultat
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département (données CNSA de l'année 2018) : **4 191** - Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2018) : **46 728**	**- 8,97 %** de la population régionale de référence (PCH/ACTP) X 2 400 000 € **= 215 254 €**

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Saint-Ouen-sur-Seine, le 31 janvier 2020,

Pour la Région Ile-de-France	Pour la MDPH du Val-d'Oise
Valérie PECRESSE la Présidente du Conseil régional	**Émilie IVANDEKICS** La Présidente déléguée de la COMEX

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation

Cédric ARCOS

annexe 4 : fiches projets

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-031

DOSSIER N° 19007230 - Construction d'un nouveau bâtiment pour l' EHPAD « PAYS DE FRANCE CARNELLE » située au FRECHOT à Viarmes (95).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	21 008 199,00 € TTC	0,71 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EHPAD PAYS DE FRANCE CARNELLE
Adresse administrative : 3 RUE KLEINPETER
95270 VIARMES
Statut Juridique : Etablissement Public Local Social et Médico-social
Représentant : Monsieur CHRISTIAN ISART, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Construction d'un nouveau bâtiment pour l' EHPAD « PAYS DE FRANCE CARNELLE » située au FRECHOT à Viarmes (95).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 1 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La restructuration, sur un même site, de l'EPHAD « PAYS DE FRANCE CARNELLE » est une opération lourde et complexe. Afin de respecter les délais cet établissement a dû commencer ses travaux en urgence avant la date de la commission permanente.

Description :
L'Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Pays de France Carnelle » est la fusion de deux EHPAD publics situés dans les communes de Luzarches et de Viarmes dans le Val-d'Oise.
Il est le seul établissement public autonome de ce bassin de vie. Compte tenu de la vétusté de ses locaux et afin d'offrir un accompagnement optimal aux personnes accueillies, il a été décidé de reconstruire sur un même site un nouveau bâtiment répondant aux diverses réglementations en faveur des personnes âgées avec ou sans troubles cognitifs.
Ainsi, le nouveau bâtiment qui va se situer au FRECHOT à Viarmes, pourra accueillir 154 personnes en hébergement complet et 14 places en accueil de jour.
Il est proposé ici de financer la charge foncière, la construction, et les équipements de ce nouveau bâtiment.

Le Projet peut s'inscrire dans le règlement d'intervention régionale en matière d'innovations dans l'accueil des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

la subvention proposée est minorée car la plateforme ne s'adresse pas exclusivement à un public Alzheimer.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aquisition foncière	892 903,00	4,25%
Travaux	18 115 296,00	86,23%
Equipements	2 000 000,00	9,52%
Total	21 008 199,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	1,43%
Subvention Département (attribuée)	800 000,00	3,81%
Subvention Autres établissements publics (ARS)	4 350 000,00	20,71%
Emprunts	15 425 319,00	73,43%
Fonds propres	132 880,00	0,63%
Total	21 008 199,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-031

DOSSIER N° 19007520 - Réalisation de travaux de rénovation, modernisation de l'EHPAD du Foyer des Israélites Réfugiés situé 5 rue de Varize dans le 16ème arrondissement de Paris.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	2 356 176,00 € TTC	6,37 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: FOYER ISRAELITES REFUGIES
Adresse administrative	: 5 RUE DE VARIZE 75016 PARIS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame Nadia NEIMAN-PATARAYA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réalisation de travaux de rénovation, modernisation de l'EHPAD du Foyer des Israélites Réfugiés situé 5 rue de Varize dans le 16ème arrondissement de Paris.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 20 novembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'association F.I.R. souhaite entamer ces travaux de restructuration de façon urgente. En effet, ces derniers qui dureront 2 ans doivent être impérativement terminés en 2021.

Description :
L'Association « Foyer des Israélites Réfugiés » (FIR), fondée en 1934 et reconnue d'utilité publique le 19 février 2007, gère un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de 37 places et un Centre d'Accueil de Jour (CAJ) habilités à l'aide sociale, situé à Paris dans le 16e arrondissement.

Dans le cadre d'une convention tripartite signée entre l'association, l'ARS d'Île-de-France et la DASES de Paris, l'association doit moderniser et rénover son EHPAD.
Cette opération a pour objectif de répondre au mieux aux besoins des personnes accueillies en appliquant de nouvelles méthodes d'accompagnement des résidents et de management des professionnels. Ces démarches visent à favoriser la liberté et l'autonomie des personnes, quelles que soient leurs fragilités en adaptant l'aide en fonction des besoins.
Il s'agit notamment de :

- développer des soins appropriés avec la création de balnéothérapie, des soins non médicamenteux pour les résidents atteints de troubles de la maladie d'Alzheimer et apparentés ;
- favoriser autant que possible la participation des résidents à la vie de la structure en développant des programmes d'activités co-organisées par les résidents et professionnels et développer les activités extérieures ;
- adapter l'organisation du travail des équipes soignantes au rythme des personnes accueillies.

Le présent dossier vise au financement des travaux et de l'équipement des locaux afin d'accompagner cette structure dans l'évolution des pratiques internes.
Le projet proposé par le FIR répond aux critères innovants d'accueil des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et maladies apparentées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

La moyenne d'âge est de 90 ans. Toutes les personnes accueillies souffrent de maladies neurodégénératives. Cependant, le projet concerne 37 résidents ; la subvention est donc minorée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	2 236 176,00	94,91%
Equipements	120 000,00	5,09%
Total	2 356 176,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	6,37%
Subvention Département (sollicitée)	1 000 000,00	42,44%
CNSA	1 068 150,00	45,33%
Fonds Propres	138 026,00	5,86%
Total	2 356 176,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-031

DOSSIER N° 19008058 - Acquisition, travaux et équipements des locaux de l'extension du FAM « Simone Veil », situé au 12 rue Desnouettes, à Paris XVème.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	4 900 000,00 € TTC	4,08 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: AEIDF AUTISME EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative	: 3 RUE VERDUN 78590 NOISY-LE-ROI
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur JEAN-MARC MONGUILLET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition, travaux et équipements des locaux de l'extension du FAM « Simone Veil », situé au 12 rue Desnouettes, à Paris XVème.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 1 septembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Ce projet a été lauréat, le 14 février 2019 de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé par l'ARS Ile-de-France en juillet 2018. L'ARS a demandé au lauréat d'engager les travaux avant fin 2019. Il est donc proposé d'accorder à l'association Autisme en Île-de-France une dérogation afin qu'elle puisse démarrer en urgence son opération avant la date de la commission permanente.

Description :
L'association « Autisme en Île-de-France » est issue de la fusion en janvier 2018 de 2 associations : « Autisme 75 Île-de-France » et « Autisme – en – Yvelines ». Elle a pour but de favoriser l'accompagnement des enfants, adolescents, adultes présentant un trouble du spectre autistique et apparenté. Elle accompagne dans ses 7 établissements et ses 3 services, répartis sur l'ensemble du territoire francilien, près de 300 personnes.
Parmi ces établissements, elle gère, depuis 2017, le Foyer d'Accueil Médicalisé « Simone Veil » (FAM), situé au 5 allée Eugénie à Paris XVe, qui accueille 33 adultes porteurs d'un trouble du spectre de l'autisme.

Le projet d'extension de 19 places du FAM Simone Veil a été retenu dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt, lancé le 2 juillet 2018 par l'ARS Île-de-France.
Ces nouvelles places sont réparties comme suit : 10 places d'accueil de jour « hors les murs », six places de FAM « hors les murs », et 3 places de Foyer d'Hébergement externalisé.

Ce projet "hors les murs" vise à favoriser l'inclusion des personnes avec un TSA dans la cité en proposant des modèles alternatifs d'habitats et en mettant l'accent sur l'insertion professionnelle dans certains cas.

Il est conforme aux règlements d'intervention par sa dimension innovante et par les solutions proposées pour maintenir les personnes à domicile.

Il est donc proposé ici de financer l'acquisition, les travaux et les équipements de ces nouveaux locaux.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300.000 € par service ou établissement.

L'association ayant déjà bénéficié de nombreuses aides régionales en 2019, le soutien proposé est minoré à 200 000€.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition	3 900 000,00	79,59%
Travaux	850 000,00	17,35%
Equipements matériels et mobiliers	150 000,00	3,06%
Total	4 900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	6,12%
Subvention Commune (sollicitée)	270 000,00	5,51%
Subvention Autres établissements publics (sollicitée)	374 800,00	7,65%
Subvention Aides privées (sollicitée)	305 200,00	6,23%
Emprunt	3 650 000,00	74,49%
Total	4 900 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis SIEG 360/2012 (publié au JOUE L114 du 26 avril 2012) modifié par le règlement 2018/1923 (publié au JOUE L313 du 10/12/2018), relatif à : Aides de minimis SIEG

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-031

DOSSIER N° 19009323 - Travaux d'adaptation et équipement de 45 places de logement inclusif sur 3 départements franciliens.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	105 214,00 € TTC	49,99 %	52 600,00 €
	Montant total de la subvention		52 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: GAPAS GROUPEMENT DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES D ACTION SOCIALE
Adresse administrative	: 87 RUE DU MOLINEL 59700 MARCQ EN BAROEUL
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur PIERRE GALLIX, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'adaptation et l'équipement de 45 places de logement inclusif sur 3 départements franciliens.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 1 octobre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'opération de logements inclusifs développés par le GAPAS a eu l'agrément de l'ARS Île-de-France et des conseils départementaux des Yvelines, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine. Il était urgent de procéder à leur ouverture avant fin 2019.

Description :
Le Groupement des Associations Partenaires d'Action Sociale (GAPAS) est un regroupement de 4 associations implantées en Île-de-France et dans les Hauts de France. Il propose diverses formes d'accompagnement pour des personnes en situation de handicap et gère 26 établissements et services à destination d'enfants, adolescents, et adultes handicapés. Son projet s'articule autour de la citoyenneté et de l'autodétermination des personnes qu'il accompagne soit près de 1000 personnes en 2018.

Le GAPAS souhaite reproduire, sur 3 départements franciliens (les Yvelines, l'Essonne, et les Hauts de Seine), l'habitat inclusif accompagné pour des personnes en situation de handicap psychique qu'il a déjà mis en place dans les Hauts de France.

Il a obtenu une aide de la part de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France afin d'engager des coordinateurs qui devront mettre en œuvre des partenariats de proximité sur le territoire (les centres sociaux, les équipements municipaux, etc.) et les logements dédiés. En effet, l'inclusion par l'habitat ne se limite pas aux murs des lieux de vie mais prend en compte l'environnement social, culturel, économique d'un territoire.
Pour mener à bien son projet, l'association louera 6 logements sociaux (du T2 au T6) à des bailleurs sociaux et effectuera des travaux afin de rendre les logements adaptés aux handicaps. Elle fera l'acquisition d'équipements matériels et mobiliers. Il est proposé dans ce projet de participer au financement des travaux d'adaptation et à l'acquisition des équipements matériels et mobiliers.
Le projet proposé par le GAPAS répond aux critères des « structures innovantes » par sa dimension « innovation sociale ».
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'adaptation	44 991,00	42,76%
Equipements matériels et mobiliers	60 223,00	57,24%
Total	105 214,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	52 600,00	49,99%
Subvention Aides privées (sollicitée)	22 614,00	21,49%
Fonds propes	30 000,00	28,51%
Total	105 214,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-031

DOSSIER N° 19009370 - Acquisition d'un véhicule adapté pour le SAMSAH Ferry situe au 12-14, rue jules-ferry a Rosny-Sous-Bois (93).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	30 814,00 € TTC	32,45 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	FONDATION COS ALEXANDRE GLASBERG
Adresse administrative	:	88 BOULEVARD DE SEBASTOPOL 75003 PARIS
Statut Juridique	:	Association
Représentant	:	Monsieur Jean ARIBAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule adapté pour le SAMSAH Ferry situe au 12-14, rue jules-ferry a Rosny-Sous-Bois (93).

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La Fondation COS Alexandre GLASBERG gère, sur toute la France, des établissements et services sanitaires et médicaux-sociaux en direction de trois publics. Ainsi, l'association dispose de 1 930 places et lits en direction des personnes âgées, 1 337 places en direction des personnes en situation de précarité et 1 008 lits et places en direction des personnes en situation de handicap.

Le COS gère notamment le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés FERRY (SAMSAH) de Rosny-sous-Bois en Seine-Saint-Denis. Le SAMSAH FERRY, de 52 places, reçoit des personnes handicapées âgées de 20 à 60 ans et demeurant à Rosny-Sous-Bois ou dans les communes limitrophes. Près de 37 % des personnes accompagnées par l'équipe du SAMSAH vivent seules à domicile. Pour mener à bien ce projet, et en particulier favoriser l'inclusion sociale des personnes accompagnées et permettre aux professionnels de mener à bien leur mission, le service doit augmenter son parc de véhicules. Ainsi il est proposé ici de financer l'achat d'un nouveau véhicule permettant le transport d'un fauteuil roulant.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 € par véhicule.

Localisation géographique :
- ROSNY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule	23 500,00	76,26%
Transformation TPMR	7 314,00	23,74%
Total	30 814,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	32,45%
Fonds propres	20 814,00	67,55%
Total	30 814,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-031

DOSSIER N° 19009419 - Création d'une plateforme gérontologique à Villiers-le-Bel (95).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	19 081 700,00 € TTC	1,05 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D HABITATIONS A LOYER MODERE
Adresse administrative	: 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique	: Société Anonyme
Représentant	: Madame ANNA LEKARSKI TUAL, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une plateforme gérontologique à Villiers-le-Bel (95).

Dates prévisionnelles : 20 juillet 2019 - 1 juin 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de construction estimés à 24 mois environ et de l'ouverture de la structure prévue au deuxième semestre 2021, l'opérateur a dû signer la VFA de façon urgente, avant la date de la commission permanente.

Description :
CDC HABITAT, société anonyme d'habitations à loyer modéré et Arpavie, 1er groupe associatif gestionnaire de résidences pour personnes âgées, ont été lauréats de l'appel d'offres conjoints de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France et du conseil départemental du Val-d'Oise portant sur la création d'une plate-forme multiservices pour personnes âgées en perte d'autonomie sur le territoire de Villiers-le-Bel.

Cette plateforme sera composée d'un service polyvalent d'aide et de soins a domicile (SPASAD), d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile (SADD) seniors, d'un accueil de jour de 20 places, d'un hébergement temporaire de 20 places, d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et d'une plateforme d'accompagnement et de répit des aidants.

Ce regroupement permettra d'améliorer la coordination de l'ensemble des services qui composent cette plate-forme. Cette dernière s'inscrira pleinement dans la coopération du groupement de coopération sociale et médico-sociale de Villiers-le-Bel, facilitera l'articulation entre les différentes offres et optimisera la réactivité de recherche de la solution adaptée au besoin des personnes âgées.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du règlement d'intervention d'une part, par l'amélioration de la coordination entre secteur médical et secteur médicosocial et d'autre part par sa dimension innovante.
Le présent dossier vise à financer la charge foncière et la construction des locaux de cette plate-forme.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

la subvention proposée est minorée car la plateforme ne s'adresse pas exclusivement à un public Alzheimer. Il s'agit néanmoins d'un projet à soutenir de par son ampleur et son inscription dans les solutions innovantes pour personnes âgées dépendantes.

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges foncières	6 678 595,00	35,00%
Travaux	12 403 105,00	65,00%
Total	19 081 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	1,57%
Subvention Autres établissements publics (sollicitée)	999 000,00	5,24%
Prêts	12 771 304,00	66,93%
fonds propres	5 011 396,00	26,26%
Total	19 081 700,00	100,00%

DOSSIER N° 19009946 - Extension de 7 places de l'IME « La Roseraie » et création d'un centre de loisirs adaptés au 27. Rue du général Leclerc à Carrières-Sur-Seine (78).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	2 804 474,00 € TTC	10,70 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AVENIR APEI
Adresse administrative : 27 RUE DU GENERAL LECLERC
78420 CARRIERES-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN MICHEL REITER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Extension de 7 places de l'IME « La Roseraie » et création d'un centre de loisirs adaptés au 27. Rue du général Leclerc à Carrières-Sur-Seine (78).

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2019 - 20 novembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en place ces deux projets et en particulier le centre de loisirs adapté, l'association a commencé les travaux en urgence. En effet, ceux-ci doivent être impérativement finis à l'été 2020 date à laquelle le centre de loisirs adaptés doit ouvrir.

Description :
Avenir APEI est une association de parents et d'amis de personnes handicapées mentales. À ce titre, elle gère 22 établissements et services pour enfants, adolescents, et adultes présentant un handicap mental et/ou psychique.

Elle gère notamment, depuis 1964, l'Institut Médico Educatif « la Roseraie » qui accueille 47 enfants et adolescents âgés de 6 à 20 ans présentant une déficience intellectuelle ou un Troubles du Spectre de l'Autisme (TSA).

Les projets portés par l'association pour cet établissement sont :

– D'une part, la construction de locaux adaptés à l'accueil spécifique de 7 enfants et adolescents

porteurs d'un TSA, en prenant en compte notamment les aspects acoustiques, le confort visuel, l'organisation spatiale. Ces aspects sont importants pour l'accompagnement des jeunes porteurs d'un TSA, pour leur offrir une approche éducative et thérapeutique optimale.

- Et d'autre part la création d'un centre de loisirs adaptés. Ce projet a été lauréat, en février 2019, de l'appel à manifestation d'intérêt de l'ARS Île-de-France relatif à « l'autonomie des personnes en situation de handicap en Île-de-France » de 2018. Il vise à créer un espace permettant de développer l'accès aux loisirs des enfants et adolescents en situation de handicap quel que soit la nature et la gravité de leur handicap et ceci en dehors des espaces familiaux et/ou institutionnels. Il permettra aussi aux parents et aux aidants de mieux concilier leur vie personnelle et professionnelle.

Ainsi, ces deux projets s'inscrivent dans les objectifs du règlement d'intervention par leur dimension innovante auprès de personnes porteuses d'un TSA.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

Localisation géographique :
- CARRIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de construction d'un nouveau bâtiment	2 685 060,00	95,74%
Equipements matériel et mobilier	119 414,00	4,26%
Total	2 804 474,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	10,70%
Subvention Autres établissements publics (ARS)	133 996,00	4,78%
Emprunt	233 731,00	8,33%
Fonds propres	2 136 747,00	76,19%
Total	2 804 474,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-031

DOSSIER N° 19011461 - Construction d'un bâtiment accueillant la plateforme interdépartementale d'hébergement situé rue baptiste Marcet, aux Mureaux (78).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	18 867 325,00 € TTC	1,59 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION DES AMIS DE L'ATELIER
Adresse administrative : 59 BOULEVARD DE STRASBOURG
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GHYSLAINE WANWANSCAPPEL, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Construction d'un bâtiment accueillant la plateforme interdépartementale d'hébergement situé rue baptiste Marcet, aux Mureaux (78).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 1 octobre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais de construction de ce nouveau bâtiment, la Fondation des Amis de l'Atelier a dû commencer ses travaux en urgence, avant la date de la commission permanente, afin de pouvoir ouvrir cette structure au premier trimestre 2021.

Description :
En 2018, la Fondation des amis de l'atelier, reconnue d'utilité publique le 3 février 2011, gère 80 établissements et services à destination de personnes handicapées psychiques et mentales, sur 9 départements français. Elle accueille ainsi près de 3000 personnes.

La Fondation des amis de l'atelier a été lauréate, en 2018, d'un appel à projets « création d'une plateforme interdépartementale d'hébergement et de services pour adultes avec troubles du spectre autistique et handicap psychiques implantée dans le département des Yvelines porté conjointement par l'ARS Île-de-France et le département des Yvelines. La plateforme sera composée d'un Foyer d'Accueil Médicalisé, d'un Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) et de 2 Pôles de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE).

La présente demande porte sur la création du FAM qui comprendra 116 places avec deux entités distinctes, l'une en faveur d'adultes présentant des Troubles du Spectre Autistique (TSA) et l'autre pour des adultes présentant des troubles psychiques.

Le FAM proposera des modalités d'accompagnement diversifiées, souples et adaptées dans une démarche de parcours à des adultes avec Troubles du Spectre Autistique et adultes avec handicap psychique, sans oublier leurs aidants. Organisée de manière partenariale avec les acteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux, le FAM proposera des modalités d'accueil avec des hébergements adaptés aux besoins des personnes, mais aussi tournées vers le milieu ordinaire. Elle met ainsi en oeuvre des modes d'accompagnement innovants pour maintenir et développer des compétences permettant la participation sociale et l'inclusion dans la cité.

Ce projet s'inscrit en droite ligne des préconisations en matière d'accueil et d'accompagnement des personnes en situation de handicap et en particulier des personnes présentant un trouble de l'autisme et répond aux critères du règlement d'intervention en terme de « Réponse Accompagnée Pour Tous ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et travaux de construction	18 867 325,00	100,00%
Total	18 867 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	1,59%
Subvention Département des Yvelines (attribuée)	9 283 662,50	49,20%
Subvention Département des Hauts-de-Seine (attribuée)	9 283 662,50	49,20%
Total	18 867 325,00	100,00%

DOSSIER N° 19011586 - Création d'une résidence accueil pour personnes avec un TSA, située au 6, rue de Koufra à Boulogne Billancourt (92)

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	1 841 600,00 € TTC	13,58 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCA FONCIERE HABITAT ET HUMANISME
Adresse administrative : 69 CHEMIN DE VASSIEUX
69300 CALUIRE ET CUIRE
Statut Juridique : Société En Commandite Par Actions
Représentant : Monsieur PIERRE JAMET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'une résidence accueil pour personnes avec un TSA, située au 6, rue de Koufra à Boulogne Billancourt (92)

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 28 février 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association « Habitat et humanisme Ile-de-France », créée en 1992, a pour objet, en partenariat avec les différents acteurs du logement social, de favoriser les actions en faveur du logement des populations démunies et d'y participer directement ou indirectement.
Elle se préoccupe des différents aspects du logement social, sa conception, son financement, sa gestion, comme ses conséquences sociales, culturelles et économiques. Elle développe des concepts innovants de lieu de vie en favorisant les relations humaines et en développant des mesures d'accompagnement adapté au public accueilli. Ainsi, elle a en gestion près de 1400 logements. Elle accompagne près de 840 ménages et a accueilli près de 301 nouvelles familles en 2018. Elle intervient sur la majeure partie des départements franciliens.

Habitat et humanisme souhaite créer une résidence accueil de 15 logements sur la commune de Boulogne Billancourt. Ce projet est l'aboutissement d'une réflexion commune avec l'association « Toi et Vie », qui regroupe des familles de personnes présentant un Trouble du Spectre Autistique (TSA). Ce projet vise à proposer un habitat alternatif permettant à de jeunes adultes présentant un TSA de

bénéficier d'un logement autonome tout en bénéficiant d'un accompagnement adapté et sécurisant tenant compte de leur handicap. L'emplacement de cette réalisation est en plein cœur de la ville et présente des facilités d'accès en termes de transport, d'équipements culturels et de services. Ce projet s'inscrit dans le règlement d'intervention en matière de soutien aux structures innovantes par sa dimension «Accompagnement renforcé pour le maintien à domicile ».
Ce dossier vise le financement des travaux d'aménagement de la résidence accueil. Ce financement est porté par la Foncière « SAS Foncière Habitat et Humanisme » qui est maître d'ouvrage du projet immobilier et qui délègue la maîtrise d'ouvrage à l'association Habitat et Humanisme Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
charges foncières et travaux	1 681 600,00	91,31%
équipements	160 000,00	8,69%
Total	1 841 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	250 000,00	13,58%
Subvention État (attribuée)	300 000,00	16,29%
Subvention Département (attribuée)	308 208,00	16,74%
Subvention ville de Boulogne Billancourt (attribuée)	162 000,00	8,80%
Prêts	757 103,00	41,11%
Fonds Propres	64 289,00	3,49%
Total	1 841 600,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-031

DOSSIER N° 19011605 - Acquisition d'un véhicule de service pour les établissements de la société philanthropique située dans les XIeme et XIIeme arrondissements de Paris.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	17 516,16 € TTC	49,95 %	8 750,00 €
	Montant total de la subvention		8 750,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SOCIETE PHILANTHROPIQUE
Adresse administrative	: 15 RUE DE BELLECHASSE 75007 PARIS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Monsieur LOUIS DE MONTFERRAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Acquisition d'un véhicule de service pour les établissements de la société philanthropique située dans les XIeme et XIIeme arrondissements de Paris.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2019 - 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date d'ouverture de la MAS en novembre 2019 et afin de ne pas pénaliser son organisation interne la société philanthropique a dû acquérir en urgence et avant la date de la commission permanente son véhicule de service.

Description :
La Société Philanthropique est une association d'action sanitaire, sociale et médico-sociale au service des personnes rendues vulnérables. Elle intervient dans le champ du handicap, du grand âge, du sanitaire, de la protection de l'enfance, du logement et de l'insertion. Elle accueille et accompagne près de 2 309 personnes.

Parmi ces 20 établissements et services, elle gère un Institut d'éducation motrice pour enfants et adolescents polyhandicapés à Paris XIe et a ouvert en novembre 2019 une Maison d'Accueil Spécialisé (MAS) permettant d'accueillir, en journée, 17 jeunes adultes porteurs d'un polyhandicap à Paris XIIe.
Ce nouvel établissement a été lauréat de l'Appel à Manifestation d'Intérêt relatif à l'autonomie des personnes en situation de handicap en Ile-de-France lancée le 3 juillet 2018 par l'ARS IDF et a bénéficié d'une aide régionale pour ses travaux et ses équipements (AV : 19005892).

Compte tenu de la proximité géographique de l'IEM et de la MAS il a été décidé de confectionner les repas des deux structures dans la cuisine moderne de la MAS qui garantit une production de repas dans de bonnes conditions sanitaires. Ainsi, l'établissement souhaite acquérir un véhicule de service permettant le transport des repas de la MAS vers l'IEM. Le présent dossier vise le financement de ce véhicule.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée pour un véhicule à 50% maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de 10 000 €.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'un véhicule de service	17 516,16	100,00%
Total	17 516,16	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	8 750,00	49,95%
Subvention Autres établissements publics (attribuée)	8 766,16	50,05%
Total	17 516,16	100,00%

DOSSIER N° 19011977 - Travaux et équipements d'une cuisine pour le CLUBHOUSE de Paris située au 7, rue de Lunéville à Paris dans le XIXème.

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)
Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018
Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
Action : 14200405- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	60 000,00 € TTC	50,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUBHOUSE FRANCE
Adresse administrative : 43 RUE DU TELEGRAPHE
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe CHARRIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux et équipements d'une cuisine pour le CLUBHOUSE de Paris située au 7, de Lunéville à Paris dans XIXème.

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 janvier 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'association CLUBHOUSE FRANCE, créée en 2012, est un lieu d'activité de jour non médicalisé créé pour et avec des personnes fragilisées par des troubles psychiques, dans le but de faciliter leur socialisation et leur insertion professionnelle.
Pour ce faire, l'association s'appuie sur les besoins et les souhaits de ses membres. Les activités de l'association sont développées en cogestion avec les bénéficiaires.

L'association a aussi pour but d'aider à la réinsertion sociale et professionnelle de ses membres, de développer et d'animer un réseau de partenaires et enfin de développer des actions de sensibilisation auprès des milieux professionnels et le grand public.

Pour poursuivre et enrichir son accompagnement, le CLUBHOUSE Paris souhaite développer une activité autour de la nutrition avec plusieurs objectifs :
- acquérir de bons réflexes en matière d'alimentation équilibrée
- développer une autonomie en apprenant des rudiments de cuisine domestique - découvrir les métiers de

la restauration et de l'hôtellerie

Le projet soutenu porte sur la rénovation et la mise aux normes de la cuisine qui est un élément central du travail de réinsertion sociale et professionnelle. Il est proposé dans le projet de participer au financement des travaux et de l'acquisition d'équipements matériels et mobiliers.

Le projet porté par le CLUBHOUSE de Paris répond aux critères des « structures innovantes » par sa dimension «accompagnement renforcé pour le maintien à domicile ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour la charge foncière, les études, travaux et honoraires et pour l'équipement, à 50 % maximum de la dépense envisagée, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 300 000 € par service ou établissement.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	26 400,00	44,00%
Équipement matériel et mobilier	33 600,00	56,00%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	50,00%
Fondation Notre Dame (attribuée)	10 000,00	16,67%
autres fondations (sollicitée)	20 000,00	33,33%
Total	60 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-031

DOSSIER N° EX047324 - Dynamiser, développer le réseau Ciné-ma différence.

Dispositif : Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap (n° 00001170)
Délibération Cadre : CR2019-033 du 28/05/2019
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap	53 000,00 € TTC	18,87 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CINE MA DIFFERENCE
Adresse administrative	: 60 RUE DIDOT 75014 PARIS
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame PAULINE D'ORGEVAL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : dynamiser, développer le réseau Ciné-ma différence.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2019 - 1 octobre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le lancement officiel du dispositif 'Relax' étant programmé le 5 octobre 2019, il était urgent de prendre en compte les dépenses de manière anticipée.

Description :
Ciné-ma différence est une structure-ressource spécialisée dans la mise en accessibilité des lieux culturels (cinémas et salles de spectacle vivant) aux personnes avec un handicap complexe. Le coeur de son action est de proposer une réponse concrète à l'exclusion de la culture de ces personnes dont le handicap, parfois invisible, entraîne des comportements sociaux « hors normes » : personnes autistes, polyhandicapées, avec handicap mental, handicap psychique, maladie d'Alzheimer... et de leurs familles.

Le projet de l'association est de :
- dynamiser le réseau (conseil et accompagnement des organisateurs, sensibilisation des membres du reseau, animation du réseau et rappel des bonnes pratiques...) et étendre le dispositif vers les territoires de l'Île-de-France en manque de propositions culturelles
- structurer et développer le dispositif Relax pour l'accès inclusif au spectacle vivant.
Ce dispositif permet un accueil bienveillant, apaisant pour les personnes en situation de handicap, sans les contraintes des codes habituels. Les spectateurs sans handicap sont sensibilisés à l'accueil bienveillant de la différence.

Le dispositif Relax est inscrit dans la programmation des 60 ans du Ministère de la Culture et a été officiellement lancé à l'Opéra Comique en décembre 2019 en présence du Ministre de la culture et de la Secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées.

17 structures culturelles sont partenaires sur l'ensemble de l'Ile-de-France pour un nombre de bénéficiaires estimé potentiellement à 8500.

Ce projet s'inscrit dans l'axe 2 du dispositif régional.
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans l'axe 2 du dispositif.
La base subventionnalbe retenue tient compte du différentiel entre la subvention demandée et la suvention proposée.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	35 700,00	56,67%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 750,00	13,89%
Frais de mission (déplacements, restauration, ...)	1 800,00	2,86%
Frais de communication	8 750,00	13,89%
Frais de fonctionnement (20% max. du fonctionnement global)	8 000,00	12,70%
Total	63 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	31,75%
Subvention Département (attribuée)	8 000,00	12,70%
Subvention Etat (attribuée)	12 500,00	19,84%
fonds propres	5 000,00	7,94%
Subventions privées (attribuée)	17 500,00	27,78%
Total	63 000,00	100,00%

Commission permanente du 31 janvier 2020 - CP2020-031

DOSSIER N° EX047538 - Finalisation du film "la voie silencieuse"pour les entendants valides ou pas !

Dispositif : Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap (n° 00001170)
Délibération Cadre : CR2019-033 du 28/05/2019
Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap	25 000,00 € TTC	40,00 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: FOTOFILMECRIT PERSISTE ET SIGNE
Adresse administrative	: 78 RUE DU DOCTEUR ROUX 94100 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique	: Association
Représentant	: Madame BRIGITTE LEMAINE, Délégué

PRESENTATION DU PROJET

Error! Unknown op code for conditional.
Dates prévisionnelles : 31 janvier 2020 - 31 janvier 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
FotoFilmÉcrit est une association qui produit des films et des expositions sur les sourds, le handicap et les maltraitances. Elle réunit des professionnels de la santé, de l'éducation, de l'audiovisuel et des artistes sourds et entendants.
L'association va à la rencontre des publics concernés lors de projections-conférences dans des lieux institutionnels et de Culture. Les films sont soumis aux télévisions et aux distributeurs non commerciaux pour les bibliothèques.
L'association a déjà produit une dizaine de films sur la culture et l'histoire des sourds et sur le handicap.

"James Castle (1899-1977), la voie silencieuse" est un film de 80 minutes, tourné aux USA en 2017 et 2018 sur la vie et l'oeuvre d'un artiste sourd maintenant très réputé.
Il s'agit de faire connaître, dans le monde francophone, la puissance du travail acharné de cet artiste handicapé sensoriel, isolé dans une ferme en Idaho et sans doute illettré.
La réalisatrice et sociologue Brigitte Lemaine est allée étudier à Boise, Idaho ses dessins, peintures, figures et constructions pour dégager des thématiques typiquement sourdes et faire comprendre la situation des sourds à l'époque de l'interdiction de la langue des signes dans les institutions pour sourds qui a généré beaucoup de souffrances et l'illetrisme.

Le soutien porte sur la finalisation du film, le montage son, le mixage et l'étalonnage (travail sur la couleur et la présentation) de façon à ce que les reproductions de l'art de James Castle, qui constituent une grande part du film, soient bien respectées et bien mises en valeur. Il faut aussi finaliser le sous-titrage français pour sourds et malentendants.
La diffusion est prévue sur l'Île-de-France notamment pour :
- 1100 bibliothèques,
- 50 écoles ou établissements pour sourds
- une centaine d'associations de sourds
- musées, universités...
Ce film a été sélectionné par l'ADAV (direction du livre, ministère de la culture) dans le cadre de sa sélection par Images en bibliothèques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet s'inscrit dans l'axe 2 du dispositif.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	5 775,00	23,10%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	16 653,00	66,61%
Frais de mission (déplacements, restauration, ...)	500,00	2,00%
Frais de communication	1 000,00	4,00%
Frais de fonctionnement (20% max. du fonctionnement global)	1 072,00	4,29%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	40,00%
Subvention Département (sollicitée)	1 530,00	6,12%
Subvention Etat (sollicitée)	3 000,00	12,00%
Fonds propres	470,00	1,88%
souscription DVD (appel de fonds communautaires)	10 000,00	40,00%
Total	25 000,00	100,00%

Envoyé en préfecture le 20/01/2020
Reçu en préfecture le 20/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200102-2020_01-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-01 du 2 janvier 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'article 6 des statuts de la Mission Locale de Gagny-Villemomble-Les Pavillons-sous-Bois,

VU la délibération n° CR 2019-072 du 16 décembre 2019 relative à la désignation et au remplacement des représentants du Conseil régional d'Ile-de-France dans divers organismes.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de la Mission Locale de Gagny-Villemomble-Les Pavillons-sous-Bois :

- **Madame Brigitte MARSIGNY**
  Conseillère régionale d'Ile-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 20/01/2020
Reçu en préfecture le 20/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200102-2020_02-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-02 du 2 janvier 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'article 6 des statuts de la Mission Locale d'Argenteuil-Bezons,

VU la délibération n° CR 2019-072 du 16 décembre 2019 relative à la désignation et au remplacement des représentants du Conseil régional d'Ile-de-France dans divers organismes.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Assemblée générale de la Mission Locale d'Argenteuil-Bezons :

- **Monsieur Claude BODIN**
  Conseiller régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 20/01/2020
Reçu en préfecture le 20/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200102-2020_03-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-03 du 2 janvier 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'article 8 des statuts de la Mission Locale de la Marne aux Bois,

VU la délibération n° CR 2019-072 du 16 décembre 2019 relative à la désignation et au remplacement des représentants du Conseil régional d'Ile-de-France dans divers organismes.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

est désignée pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France au sein de l'Assemblée générale de la Mission Locale de la Marne aux Bois :

- **Madame Manon LAPORTE-SIERACZEK**
  Conseillère régionale Déléguée spéciale

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 10/01/2020
Reçu en préfecture le 10/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200104-2020_04-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-04 du 2 janvier 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 18-262 du 5 octobre 2018 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Commission d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val-d'Oise.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val-d'Oise, le 23 janvier 2020 :

- **Madame Samira SAKI-AIDOUD,** *Conseillère régionale d'Ile-de-France*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 17/01/2020
Reçu en préfecture le 17/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200106-2020_05-AR

îledeFrance
Conseil régional

La Présidente

Réf. : I20-CRIDF-00007

ARRETE N°2020-05
du 06 janvier 2020

Portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.4231-1 à L.4231-9 ;

VU l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'ordonnance n°2016-1562 du 21 novembre 2016 - art.331 ;

VU l'arrêté n°18—278 du 16 octobre 2018 portant désignation de Monsieur Vincent ROGER à la Présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

ARRETE

Article I :

Est désigné, en remplacement de Monsieur Vincent ROGER, pour représenter la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à la Présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) lors de la réunion du 20 janvier 2020 :

- Monsieur Jean-François LEGARET, Conseiller Régional d'Ile-de-France.

Article II :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_06-AR

îledeFrance
Conseil régional

Réf. : I20-CRIDF-00004

ARRETE N°2020-06
du 07 janvier 2020

portant délégations de signature
du Pôle Achats, Performance, Commande Publique, Juridique et Transformation Numérique

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Marc SAUVAGE, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Achats, Performance, Commande Publique, Juridique et Transformation Numérique, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_06-AR

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc SAUVAGE, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté à :

- Monsieur Charles-Edouard ESCURAT, Directeur des Achats, dans les limites des attributions de la Direction des Achats ;
- Madame Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, dans les limites des attributions de la Direction de la Commande Publique ;
- Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique, dans les limites des attributions de la Direction Juridique ;
- Madame Gwennaëlle COSTA-LE-VAILLANT, Directrice de la Donnée, du Numérique et Smart Région, dans les limites des attributions de la Direction de la Donnée, du Numérique et Smart Région.

Direction des Achats

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Charles-Edouard ESCURAT, Directeur des Achats, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la Direction des Achats.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Madame Pascale BOURGEOIS, Chef du service Achats généraux, communication et prestations de service, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Marouane ASKRI, Chef du service Achats de travaux et prestations associées, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Mehdi NECIB, Chef du service Achats formations, conseil, numérique et équipements, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Direction de la Commande Publique

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Noëlle DESAILLY, Directrice de la Commande Publique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la Direction de la Commande Publique.

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_06-AR

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Cédric BRESOLIN, Chef du service Conseils et études marchés, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Philippe CHAVEROT, Chef du service CAO, jurys et contrôle de légalité, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Madame Véronique DUPUIS, Chef du service Passation de marchés de prestations intellectuelles, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Norbert DELAUNE, Chef du service des Marchés de construction et prestations associées, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Steven ZIAJA, Chef du service Passation des marchés de fournitures et de services, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Direction juridique

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Xavier MANDRY, Directeur Juridique, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la Direction Juridique.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Alexandre NAIT, Chef du service Contentieux et assurances, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_06-AR

Article 15 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre NAIT, délégation est donnée à Monsieur Nicolas DEMARCHE, Chef de service adjoint contentieux et assurances, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 du présent arrêté.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à Madame Sophie BELLARD-LUCATS, Chef du service Conseil et études juridiques, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences du service.

Direction de la Donnée, Numérique et Smart Région

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Madame Gwennaëlle COSTA-LE-VAILLANT, Directrice de la Donnée, du Numérique et Smart Région, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans les compétences de la Direction de la Donnée, du Numérique et Smart Région.

Article 18 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 2019-211 du 09 juillet 2019.

Article 19 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 09/01/2020
Reçu en préfecture le 09/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_07-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020- 07
portant modification de l'arrêté n°16-154 du 30 mai 2016

Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS)
de l'Association de Formation des professionnels de santé (AFPS)
100, avenue de Verdun – 92390 Villeneuve-la-Garenne

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional d'autorisation des formations paramédicales ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux
VU l'arrêté n°16-154 du 30 mai 2016 portant renouvellement de capacité d'accueil de l'institut de formation d'aides-soignants de l'Association de Formation des professionnels de santé ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposé le 24°avril 2019 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France en date du 9 décembre 2019;

Considérant le changement de locaux de l'Institut de formation d'aides-soignants de l'Association de Formation des professionnels de santé (AFPS) anciennement situé au 3-7 rue Gaston Appert à Villeneuve-La-Garenne (92390) ;

Article 1

L'activité de l'Institut de formation d'aides-soignants rattaché à l'Association de Formation des professionnels de santé est transférée dans les locaux situés 100 avenue de Verdun, Parc de l'Etoile (Bâtiment B) à Villeneuve-la-Garenne (92).

Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté n°16-154 du 30 mai 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 janvier 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/01/2020
Reçu en préfecture le 09/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_08-AR

Région îledeFrance

ARRETE N°2020 08
Portant modification de l'arrêté n° 16-180 du 30 mai 2016

AUGMENTATION DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de Formation d'Auxiliaire de Puériculture (IFAP)
du Lycée Camille Pissarro
1 rue Henri Matisse – 95300 Pontoise

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional d'autorisation des formations paramédicales ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU le rapport n° CP 2019-276 du 3 juillet 2019 approuvant le financement par le PQFC de places de formation au lycée Camille Pissarro ;
VU l'arrêté n° 16-180 du 30 mai 2016 portant renouvellement de capacité d'accueil de l'Institut de formation d'auxiliaires de puériculture du lycée Camille Pissarro à Pontoise (95) ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposée le 24 juin 2019;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 9 décembre 2019 ;

Considérant le Plan d'Investissement de Compétences (PIC) mis en place par la Région Ile-de-France pour permettre d'augmenter le nombre de places en formation continue ;

Article 1

Autorise l'augmentation de la capacité d'accueil de 4 places en formation continue, pour l'Institut de formation d'auxiliaire de puériculture du lycée Camille Pissarro– GRETA du Val d'Oise, institut situé lieu, 1, rue Henri Matisse à Pontoise (95).
Sa capacité totale d'accueil est ainsi portée à 34 places, réparties entre la voie de formation initiale par voie scolaire (24 places) et de formation continue (10 places).

Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté n°16-180 du 30 mai 2016 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 janvier 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 09/01/2020
Reçu en préfecture le 09/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_09-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020- 09
portant modification de l'arrêté n°18-63 du 19 mars 2018

Ecole d'Infirmiers Anesthésistes (IADE)
de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP)
site Espace Broussais
Centre de Formation et de Développement des Compétences (CFDC)
33 Boulevard de Picpus – Paris 75012

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional d'autorisation des formations paramédicales ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'arrêté n°18-63 du 18 mars 2018 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'Ecole d'infirmiers anesthésistes de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposé le 18 mai 2018 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France en date du 20 décembre 2018 ;

Considérant le changement de locaux de l'Ecole d'infirmiers anesthésistes de l'AP-HP anciennement situé sur le site de la Pitié-Salpêtrière au 47 boulevard de l'Hôpital à Paris (75013) ;

Article 1

L'activité de l'Ecole d'infirmiers anesthésistes de l'AP-HP est transférée à l'Espace Broussais, Pavillon Leriche, 8 rue Maria Hélèna Vieira Da Silva à Paris (75014).

Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté du 18 mars 2018 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 janvier 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 14/01/2020
Reçu en préfecture le 14/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_10-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020-10
portant modification de l'arrêté n°18-64 du 19 mars 2018

Ecole d'Infirmiers de bloc opératoire (IBODE)
de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP)
site Espace Broussais
Centre de Formation et de Développement des Compétences (CFDC)
33 Boulevard de Picpus – 75012 Paris

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional d'autorisation des formations paramédicales ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'arrêté n°18-64 du 18 mars 2018 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'Ecole d'infirmiers de bloc opératoire de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposé le 18 mai 2018 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France en date du 20 décembre 2018 ;

Considérant le changement de locaux de l'Ecole d'infirmiers de bloc opératoire de l'AP-HP anciennement situé sur le site de la Pitié-Salpêtrière au 47 boulevard de l'Hôpital à Paris (75013) ;

Article 1

L'activité de l'Ecole d'infirmiers de bloc opératoire de l'AP-HP est transférée à l'Espace Broussais, Pavillon Leriche, 8 rue Maria Hélèna Vieira Da Silva à Paris (75014).

Article 2

Les autres dispositions de l'arrêté du 18 mars 2018 susvisé restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 7 janvier 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_11-AR

îledeFrance
Conseil régional

Réf. : I20-CRIDF-00005

ARRETE N° 2020-11
du 07 janvier 2020

Portant délégations de signature
du Pôle Finances

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Direction Générale Adjointe

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Paul BERARD, Directeur Général Adjoint du Pôle Finances, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, relevant de la compétence du pôle Finances, y compris ceux relatifs aux emprunts, aux crédits et avances de trésorerie contractés par la Région d'Ile-de-France et aux garanties d'emprunts accordées par elle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul BERARD, délégation est donnée à Madame Sylvie VIDAL, Adjointe au Directeur Général Adjoint et Directrice du Budget, à l'effet de signer ceux des actes visés à l'article 1er du présent arrêté.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_11-AR

Direction du Budget

Article 3 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er à Madame Sylvie VIDAL, Adjointe au Directeur Général Adjoint et Directrice du Budget, à l'effet de signer les actes qui relèvent de la compétence de la direction.

Direction des Finances

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Manuel THOMAS, Directeur des Finances, à l'effet de signer les pièces comptables concernant les appels de fonds et les demandes de remboursement entrant dans le cadre de la gestion de la trésorerie régionale, de signer les échéanciers de dettes, les restitutions de taxes d'urbanisme, ainsi que les certifications aux pièces originales de tous documents financiers, y compris ceux portant sur les emprunts et garanties d'emprunt.

Direction de la Comptabilité

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, Directrice de la Comptabilité, à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence de la Direction ainsi que les certifications aux pièces originales de tous documents comptables.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, délégation est donnée à Monsieur Benjamin PELLARDY, adjoint à la Directrice de la Comptabilité, à l'effet de signer ceux des actes visés à l'article 5 du présent arrêté.

***Article 6-1* : *Service* « Dépenses d'Intervention Société, Transport et Education »**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Valérie METOUT, Chef du service « Dépenses d'Intervention Société, Transport et Education », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, de Monsieur Benjamin PELLARDY et de Madame Valérie METOUT, délégation est donnée à Madame Isabelle GRAMMATICO-DOUSSERON, Chef de service adjointe « Dépenses d'Intervention Société, Transport et Education », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service.

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_11-AR

Article 6-2 **: « *Service* Dépenses d'Achats Enseignement »**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Monsieur Quentin ORDONEZ, Chef du service « Dépenses d'Achats Enseignement », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service.

Article 6-3 **:** ***Service des*** **« Dépenses d'Achats Territoires, Economie, Société et Supports »**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Marie BRULE, Chef du service des « Dépenses d'Achats Territoires, Economie, Société et Supports », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service.

Article 6-4 **:** ***Service*** **« Dépenses d'Intervention Territoires, Economie et Recherche »**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Muriel REGNARD, Chef du service « Dépenses d'Intervention Territoires, Economie et Recherche », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON, de Monsieur Benjamin PELLARDY et de Madame Muriel REGNARD, délégation est donnée à Madame Claire VALLIERE, Chef de service adjointe « Dépenses d'Intervention Territoires, Economie et Recherche », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service.

Article 6-5 **:** ***Service « Actions transversales »***

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexa GUENA-ANDERSSON et de Monsieur Benjamin PELLARDY, délégation est donnée à Madame Marie PY, Chef du service « Actions transversales », à l'effet de signer tous mandats, titres de recettes, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats relevant de la compétence du service.

Article 7 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°18-277 du 16 octobre 2018.

Article 8 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_12-AR

îledeFrance
Conseil régional

Ref. : I20-CRIDF-00006

ARRETE N°2020-12
du 07 janvier 2020

portant délégations de signature du Pôle Entreprises et Emploi

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie ESNAULT-BERTRAND, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Entreprises et Emploi à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie ESNAULT-BERTRAND, délégation est donnée à Monsieur Sylvain LECLANCHER, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Entreprises et Emploi, dans les limites de l'article 1er à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du Pôle Entreprises et Emploi.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_12-AR

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Sylvain LECLANCHER, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Entreprises et Emploi, à l'effet de signer les avances de fonds et remboursements concernant les dispositifs du Pôle dont la gestion a été confiée à l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Direction des Aides aux entreprises

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Renaud GALVEZ, Directeur des Aides aux entreprises à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de la direction.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 4, à Monsieur Frederick BECQUET, Chef du service Aides aux entreprises Nord Ile-de-France à la Direction des Aides aux entreprises à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence du service.

Direction des Politiques économiques

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Madame Nathalie LEFEVRE, Directrice des Politiques économiques à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de la direction.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 6, à Monsieur Julien THEISSE, Chef du service Filières et innovation à la Direction des politiques économiques à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence du service.

Direction Ressources et relations avec les entreprises

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Romain FOLEGATTI, Directeur Ressources et relations avec les entreprises, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de la direction.

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200107-2020_12-AR

Mission Economie sociale et solidaire

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Madame Florence OULES, Responsable de la Mission Economie sociale et solidaire, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de la mission.

Mission Développement économique territorial et des compétences

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean-Baptiste FERNANDES, Responsable de la Mission Développement économique territorial et des compétences, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de la mission.

Article 11 :

Le présent arrêté abroge les articles 1 à 17 de l'arrêté 18-343 du 5 décembre 2018.

Article 12 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200108-2020_13-AR

îledeFrance
Conseil régional

Réf. : I20-CRIDF-00010

ARRETE N° 2020-13
du 08 janvier 2020

portant délégations de signature du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Daniel DAEHN, Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux, à l'effet de signer tout acte, décision, tout contrat et ses avenants ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du pôle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel DAEHN, délégation est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté à :

- Madame Guylène ROTTIER, Directrice du Soutien des sites, dans les limites des attributions de la Direction du Soutien des sites ;
- Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, Directeur des Services aux utilisateurs, dans les limites des attributions de la Direction des Services aux utilisateurs.

Région Île-de-France
2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
Tél. : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200108-2020_13-AR

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Rabah BAROUDI, Chef de la Mission Administration, Pilotage et Projets Transverses, à l'effet d'engager et de signer les bons de commande, constater le service fait et liquider les factures à l'exception de ce qui relève de la Direction du Soutien des sites et de la Direction des Services aux utilisateurs.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle GRIERE, Chef du service Budgétaire et comptable à la Mission Administration, Pilotage et Projets Transverses, à l'effet d'engager et de signer les bons de commande et de liquider les factures jusqu'à hauteur de 50 000 € TTC à l'exception de ce qui relève de la Direction du Soutien des sites et de la Direction des Services aux utilisateurs et tout acte portant constatation du service fait à l'exception de ce qui relève de la Direction du Soutien des sites et de la Direction des Services aux utilisateurs dans la limite d'un montant de 50 000 € TTC.

Direction du Soutien des sites

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Madame Guylène ROTTIER, Directrice du Soutien des sites du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux, à l'effet de signer toute décision, tout ordre de mission, tout contrat et ses avenants et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 90 000 € TTC ainsi que tout acte portant constatation du service fait, constatation conforme à l'original, notamment à l'original du marché remis par le titulaire en vue de permettre le nantissement, toute pièce relative à l'exécution des programmes d'études et des programmes de travaux, notamment les permis de construire et de démolir et toutes les autres demandes d'autorisations administratives, les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans les compétences de la direction.

Article 6 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Guylène ROTTIER, Directrice du Soutien des sites, délégation est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 5 du présent arrêté, à Monsieur Jessy VIOUGEAS, Directeur-Adjoint du Soutien des sites.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Madame Lucile FISSOLO, Chef du service Technique, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait entrant dans la compétence du service.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Pierre-Louis CADOR, Chef du service Sûreté sécurité, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC ainsi que tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences du service.

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200108-2020_13-AR

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Madame Audrey ZAMAGNA, Chef du service Accueil, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout contrat et tout bon de commande jusqu'à 5 000 € TTC ainsi que tout acte portant constatation du service fait entrant dans la compétence du service.

Direction des Services aux utilisateurs

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, Directeur des Services aux utilisateurs du Pôle Patrimoine et Moyens Généraux, à l'effet de signer toute décision, tout ordre de mission, tout état de frais, tout contrat et ses avenants et tout bon de commande jusqu'à hauteur de 90 000 € TTC ainsi que tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences de la direction.

Article 11 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe BARRAUD, Directeur des Services aux utilisateurs, délégation est donnée à Madame Letizia MURRET-LABARTHE, Directrice-adjointe des Services aux utilisateurs dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 11 du présent arrêté.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Madame Martine WITON, Chef du service Déplacements, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande et d'état de frais jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences du service dans la limite d'un montant de 8 000 € TTC.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Gilles ZUCCARELLI, adjoint au Chef du service Automobile, à l'effet de signer les actes suivants relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France et gérés par le service : demande d'immatriculation, retrait de cartes grises, dépôt de plainte.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle AMADOU, Chef du service Documentation, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande dans la limite de 5 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences du service dans la limite d'un montant de 5 000 € TTC.

Envoyé en préfecture le 21/01/2020
Reçu en préfecture le 21/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200108-2020_13-AR

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Olivier GILTON, Chef du Service Général, à l'effet de signer tout ordre de mission non permanent, tout bon de commande jusqu'à hauteur de 5 000 € TTC et tout acte portant constatation du service fait entrant dans les compétences du service dans la limite d'un montant de 5 000 € TTC.

Article 16 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 19-34 en date du 6 février 2019.

Article 17 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 15/01/2020
Reçu en préfecture le 15/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200108-2020_14-AR

ARRETE N° 2020-14 du 08 janvier 2020

de désignation des candidats admis à concourir au concours de maîtrise d'oeuvre en vue de la

RÉNOVATION GLOBALE DU LYCÉE DE CACHAN (94)

îledeFrance

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Vu le code des collectivités territoriales et ses articles L 4231-3, 1er alinéa et L 1411-5 ;

Vu le code de la commande publique et notamment l'article L. 2125-1-2° ;

Vu le code de la commande publique et notamment les articles R. 2162-15 à R. 2162-25 ;

Vu la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015, relative à la délégation du Conseil Régional à sa présidente en matière de marchés publics ;

Vu la délibération n° CR 2019-037 du 19 septembre 2019, désignant les membres de la Commission d'Appel d'Offres, jury de concours et jury de conception-réalisation ;

Vu l'arrêté n°17-228 du 24 novembre 2017, désignant Monsieur Jean-François LEGARET, pour représenter la Présidente du Conseil régional à la présidence des jurys de concours ;

Vu le procès-verbal du jury de maîtrise d'oeuvre en date du 08 janvier 2020, admettant à concourir quatre candidats ;

Après avoir délibéré, le jury propose conformément à l'article R. 2162-16 du code de la commande publique, la liste suivante :

1) Elizabeth NAUD & Luc POUX Architectes Associés / SFICA/ PASODOBLE/ ANTEA FRANCE/ VIZEA (pli n°23)

2) Atelier d'Architecture Philippe PROST / ATELIER MASSE/ ALTO Ingénierie/ ALTO STEP/ Ferré Lemoine Ingénierie/ ANTEA FRANCE/ D'ici là (pli n°26)

3) Agence Rudy RICCIOTTI Architecte / LAMOUREUX & RICCIOTTI Ingénierie/ BERIM/ AGI2D/ Parcs et Jardins Méditerranéens/ OMEGA ALLIANCE (pli n°28)

4) Anne SPEICHER (Baumschlager Eberle Architekten)/ Jean-Patrice CALORI (CAB Architectes) / BATISERF Ingénierie/ ALTO Ingénierie/ A.V.R/ MAZET & ASSOCIES/ DJAO-RAKITINE/ BELLEGARDE Ing (pli n°48)

ARRETE

Article unique :

La liste des candidats admis à concourir en vue de la Rénovation globale du lycée de Cachan (94) est établie comme suit :

- Elizabeth NAUD & Luc POUX Architectes Associés / SFICA/ PASODOBLE/ ANTEA FRANCE/ VIZEA
- Atelier d'Architecture Philippe PROST / ATELIER MASSE/ ALTO Ingénierie/ ALTO STEP/ Ferré Lemoine Ingénierie/ ANTEA FRANCE/ D'ici là
- Agence Rudy RICCIOTTI Architecte / LAMOUREUX & RICCIOTTI Ingénierie/ BERIM/ AGI2D/ Parcs et Jardins Méditerranéens/ OMEGA ALLIANCE
- Anne SPEICHER (Baumschlager Eberle Architekten)/ Jean-Patrice CALORI (CAB Architectes) / BATISERF Ingénierie/ ALTO Ingénierie/ A.V.R/ MAZET & ASSOCIES/ DJAO-RAKITINE/ BELLEGARDE Ing

Le Président du jury
Jean-François LEGARET

Envoyé en préfecture le 11/02/2020
Reçu en préfecture le 11/02/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200108-2020_15-AR

Région îledeFrance

Réf. : I20-CRIDF-00022

ARRETE N°2020-15
du 8 janvier 2020

portant délégations de signature
du Pôle Formation professionnelle et apprentissage

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa Présidente ;

VU l'arrêté n° 16-326 du 25 novembre 2016, modifié, fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ainsi que de la direction fonctionnelle du Conseil économique, social et environnemental régional ;

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Thierry BRIFFAULT, Adjoint à la Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Formation professionnelle et apprentissage, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, entrant dans les compétences du Pôle, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie BRION, Cheffe du service Performance, à l'effet de signer les avances, fonds de roulement et appels de fonds concernant les dispositifs du Pôle dont la gestion a été confiée à l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Envoyé en préfecture le 11/02/2020
Reçu en préfecture le 11/02/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200108-2020_15-AR

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry BRIFFAULT, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à :

- Monsieur Vincent VERGES, Directeur de l'Apprentissage dans les limites des attributions de la Direction de l'Apprentissage,
- Monsieur Jean-Philippe BOULINEAU, Directeur de la Qualification et des métiers dans les limites des attributions de la Direction Qualification et métiers,
- Madame Sandrine LERAY-BODARD, Directrice Parcours professionnels dans les limites des attributions de la Direction Parcours professionnels,
- Madame Marie BRION, Cheffe du service Performance dans les limites des attributions du Service Performance.

Direction de l'Apprentissage

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Vincent VERGES, Directeur de l'Apprentissage, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de la direction.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent VERGES, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 4 du présent arrêté à :

- Madame Brigitte TREHEN, Chef du service Financement, dans les limites des attributions du service Financement ;
- Madame Pascale BOUET, Chef adjointe du service Financement, dans les limites des attributions du service Financement ;
- Madame Anne LE-RHUN-HABIB, Chef du service Investissement, dans les limites des attributions du service Investissement.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée, à Madame Brigitte TREHEN, Chef du service Financement et à Madame Pascale BOUET, Chef adjointe du service Financement, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 4 et de ses attributions, tous actes entrant dans la compétence du service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000 € HT et des décisions défavorables.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Madame Anne LE-RHUN-HABIB, Chef du service Investissement, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 4 et de ses attributions, tous actes entrant dans la compétence du service à l'exception des marchés supérieurs à 40 000 € HT et des décisions défavorables.

Envoyé en préfecture le 11/02/2020
Reçu en préfecture le 11/02/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200108-2020_15-AR

Direction Qualifications et métiers

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean-Philippe BOULINEAU, Directeur de la qualification et des métiers, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de la direction

Article 9 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 8 du présent arrêté à :

- Madame Sihame SBAI, Chef adjointe du service Conception et mise en œuvre des dispositifs métiers, dans les limites des attributions du service Conception et mise en œuvre des dispositifs métiers ;
- Monsieur William PINARD, Chef du service Administratif et financier métiers, dans les limites des attributions du service Administratif et financier métiers ;

Article 10 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William PINARD, délégation est donnée, dans les limites de l'article 9, à Madame Daouya AGOUNE, Chef adjointe du service Administratif et financier métiers.

Direction des parcours professionnels

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à Madame Sandrine LERAY-BODARD, Directrice des parcours professionnels, à l'effet de signer, dans la limite de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution entrant dans la compétence de sa direction.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 11 du présent arrêté à :

- Madame Adeline DIEUDONNE, Chef du service Conception et mise en œuvre des dispositifs socle dans les limites des attributions du service Conception et mise en œuvre des dispositifs socle ;
- Madame Magali THALMANN, Chef du service Administratif et financier socle dans les limites des attributions du service Administratif et financier socle ;

Article 13 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Adeline DIEUDONNE, délégation est donnée, dans les limites de l'article 12, à Madame Alix HUMBERT, Chef adjointe du service Conception et mise en œuvre des dispositifs socle, à l'effet de signer tous actes, décisions, contrats, marchés ou conventions, dans les limites des attributions du service Conception et mise en œuvre des dispositifs socle.

Envoyé en préfecture le 11/02/2020
Reçu en préfecture le 11/02/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200108-2020_15-AR

Article 14 :

Délégation permanente est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 12 du présent arrêté, à Monsieur Hubert BONNEAU, Chef du service Aides individuelles et VAE, à l'effet de signer les actes de gestion entrant dans la compétence de son service.

Service Performance

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie BRION, Chef du service Performance, à l'effet de signer, dans les limites de l'article 1er et de ses attributions, tous actes, contrats ou marchés, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence du service à l'exception des actes, contrats ou marchés supérieurs à 40 000 € HT et des décisions défavorables.

Article 16 :

Le présent arrêté abroge les articles 18 à 40 de l'arrêté 18-343 du 5 décembre 2018.

Article 17 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine,

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 13/01/2020
Reçu en préfecture le 13/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200113-2020_16-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020 - 16

fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire de la catégorie A de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 modifié fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 « Instances paritaires et élections professionnelles» ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie A de la Région Ile de France (scrutin du 29 novembre 2018 au 6 décembre 2018) et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n° 2018-112 du 15 mai 2018 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie A ;

VU l'arrêté n° 2019-08 du 15 janvier 2019 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel de la commission administrative paritaire de la catégorie A ;

Considérant que M. Julien FEUILLE est démissionnaire de son mandat de représentant titulaire de la catégorie A (groupe hiérarchique 5) et que Mme Fanny RAMANAH a obtenu une mutation dans une autre collectivité ;

SUR la proposition du Directeur général des services.

Conseil Régional
2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN
01.53.85.53.85
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Région îledeFrance

Envoyé en préfecture le 13/01/2020
Reçu en préfecture le 13/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200113-2020_16-AR

ARRETE

Article 1er : La liste des représentants de la collectivité territoriale à la commission administrative paritaire de la catégorie **A** de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

Présidente	Mme Marie-Carole CIUNTU, Vice-présidente chargée des lycées et de l'administration générale
Membres titulaires	Mme Caroline CARMANTRAND, conseillère régionale M. Pierre DENIZIOT, conseiller régional, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap Mme Ngandu KENYA, conseillère régionale M. Jean-François LEGARET, conseiller régional Mme Valérie MONTANDON, conseillère régionale M. Nicolas TARDY-JOUBERT, conseiller régional
Membres suppléants	M. Gilles BATTAIL, conseiller régional M. Denis GABRIEL, conseiller régional M. Jean-Pierre LECOQ, conseiller régional M. Philippe LOREC, conseiller régional Mme Isabelle PERDEREAU, conseillère régionale M. Jérémy REDLER, conseiller régional Mme Christel ROYER, conseillère régionale

Envoyé en préfecture le 13/01/2020
Reçu en préfecture le 13/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200113-2020_16-AR

Article 2 : Sont nommés en qualité de représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie **A** de la Région d'Ile-de-France :

- **Groupe hiérarchique 6** :

Membres titulaires	Mme Marie-Françoise PINEDA (CFDT INTERCO-SPP) Mme Isabelle REVERDY (CGT - SPERCRIF)
Membres suppléants	M. Fabrice DELANGRE (CFDT INTERCO-SPP) Mme Isabelle PELLISSIER (CGT - SPERCRIF)

- **Groupe hiérarchique 5** :

Membres titulaires	M. Gérard CARDONA (CFDT INTERCO-SPP) Mme Delphine BERLING (CFDT INTERCO-SPP) M. Stéphane ASSELINE (CFDT INTERCO-SPP) Mme Elisabeth MAZALTOV (CGT - SPERCRIF) Mme Zahia ZAIDAT (CGT - SPERCRIF)
Membres suppléants	Mme Amel KOUIDER-MONIOT (CFDT INTERCO-SPP) M. Michel ROSE (CFDT INTERCO-SPP) Mme Muriel REGNARD (CFDT INTERCO-SPP) Mme Cécile VENDROT AL-SULIEHAT (CGT - SPERCRIF) Mme Anne-Marie TOUTAIN (CGT - SPERCRIF)

Article 3 : Mme Marie-Claude CIUNTU est désignée Présidente de la commission administrative paritaire de la catégorie A.

Article 4 : L'arrêté n° 2019-08 du 15 janvier 2019 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de la catégorie **A** de la Région d'Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint Ouen, le 13 JAN. 2020

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 13/01/2020
Reçu en préfecture le 13/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200113-2020_17-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020 - 17

fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission consultative paritaire de la catégorie C de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 «Instances paritaires et élections professionnelles» ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel à la commission consultative paritaire de la catégorie C de la Région Ile de France (scrutin du 29 novembre 2018 au 6 décembre 2018) et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n° 2019-13 du 15 janvier 2019 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission consultative paritaire de la catégorie C de la Région d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 2019-73 du 15 mars 2019 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la Commission consultative paritaire de la catégorie C de la Région d'Ile-de-France ;

Considérant la démission de Mme Mylène DORBAIS des services de la Région d'Ile-de-France et des interruptions de contrat d'agents des lycées intervenues pendant la période d'été ;

SUR la proposition du Directeur général des services

Conseil Régional
2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN
01.53.85.53.85

Envoyé en préfecture le 13/01/2020
Reçu en préfecture le 13/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200113-2020_17-AR

ARRETE

Article 1er : La liste des représentants de la collectivité territoriale à la commission consultative paritaire de la catégorie **C** de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

Présidente	Mme Marie-Carole CIUNTU, Vice-présidente chargée des lycées et de l'administration générale
Membres titulaires	Mme Caroline CARMANTRAND, conseillère régionale M. Pierre DENIZIOT, conseiller régional, délégué spécial auprès de la Présidente, en charge du handicap Mme Ngandu KENYA, conseillère régionale M. Jean-François LEGARET, conseiller régional M. Nicolas TARDY-JOUBERT, conseiller régional
Membres suppléants	M. Jean-Pierre LECOQ, conseiller régional Mme Valérie MONTANDON, conseillère régionale Mme Isabelle PERDEREAU, conseillère régionale M. Jérémy REDLER, conseiller régional M. Denis GABRIEL, conseiller régional M. Philippe LOREC, conseiller régional

Article 2 : Sont nommés en qualité de représentants du personnel à la commission consultative paritaire de la catégorie **C** de la Région d'Ile-de-France :

Membres titulaires	M. Amadou DIARRA (FO) M. Paul BINDI (CGT - SPERCRIF) Mme Khadija HALOUI (CGT - SPERCRIF) Mme Oumou BOCOUM (CGT – SPERCRIF) M. Célestin BETU NKUMESU (SYNPER) Mme Marie-Edith ZADI-BESSE (SYNPER)
Membres suppléants	Mme Deborah LOUIS SIDNEY (FO) M. Samba DOUCOURE (CGT – SPERCRIF) Mme Hady BAKAYOKO (CGT – SPERCRIF) Mme Olfa EL BEIALY (CGT – SPERCRIF) M. Marc MICHAUD (SYNPER) M. Oubeidillah BEN AHMED (SYNPER)

Envoyé en préfecture le 13/01/2020
Reçu en préfecture le 13/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200113-2020_17-AR

Article 3 : Mme Marie-Claude CIUNTU est désignée Présidente de la commission consultative paritaire de la catégorie C.

Article 4 : L'arrêté n° 2019-73 du 15 mars 2019 fixant la liste des représentants de la collectivité territoriale et des représentants du personnel à la commission consultative paritaire de la catégorie **C** de la Région d'Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 5 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Saint Ouen, le 13 JAN. 2020

Valérie PECRESSE

Conseil Régional
2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN
01.53.85.53.85
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 20/01/2020
Reçu en préfecture le 20/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200113-2020_18-AR

Région îledeFrance

La Présidente

Arrêté n° 2020-18
du 13 janvier 2020

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L.4231-9,

VU l'arrêté n° 18-262 du 5 octobre 2018 portant désignation du représentant de la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France au sein de la Commission d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val-d'Oise.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Est désignée, en remplacement de Madame Florence PORTELLI, pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France lors de la réunion de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) du Val-d'Oise, le 13 février 2020 :

- **Madame Samira SAKI-AIDOUD,** *Conseillère régionale d'Ile-de-France*

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr

RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 27/01/2020
Reçu en préfecture le 27/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200120-2020_19-AR

îledeFrance

ARRETE N°2020-19 du 20 janvier 2020
portant composition du comité technique
de la Région d'Ile-de-France

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU les résultats des élections des conseillers régionaux d'Ile-de-France du 13 décembre 2015 ;

VU la délibération CR 2018-017 du 31 mai 2018 relative aux instances statutaires et élections professionnelles ;

VU le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour l'élection des représentants du personnel au comité technique de la Région Ile-de-France du 6 décembre 2018 et la proclamation des résultats de l'élection du 6 décembre 2018 ;

VU Le départ en retraite de monsieur Alex DELUGE et son remplacement par monsieur Modibo DIARRA ;

VU Le départ en retraite de monsieur Philippe VESPASIEN, et son remplacement par madame Dominique HUSBANDS au vu des courriers de démission des membres de la FSU la précédant dans la liste du comité technique ;

SUR la proposition du Directeur Général des Services.

Envoyé en préfecture le 27/01/2020
Reçu en préfecture le 27/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200120-2020_19-AR

îledeFrance

ARRETE

Article 1er : La composition du comité technique de la Région d'Ile-de-France est fixée comme suit :

- **Représentants de la collectivité**

Titulaires :

- Mme Valérie PECRESSE, présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
- Mme Marie-Carole CIUNTU, vice-présidente en charge de l'administration générale et des lycées
- Mme Béatrice de LAVALETTE, vice-présidente en charge du dialogue social
- M. Jean-François LEGARET, conseiller régional
- M. Othman NASROU, conseiller régional
- M. David BONNEAU, directeur général des services
- Mme Fabienne CHOL, directrice générale adjointe chargée du pôle ressources humaines
- M. Marc SAUVAGE, directeur général adjoint chargé du pôle achats, performance, commande publique juridique
- Mme Aline RIDET, adjointe à la directrice générale adjointe du pôle ressources humaines
- M. Cédric ARCOS, directeur des solidarités, de la sécurité et de la modernisation, direction générale des services
- Mme Marlène GERMAIN, inspectrice générale au service de l'inspection
- M. Patrick TONDAT, directeur général adjoint chargé du pôle lycées
- Mme Caroline GODINOT, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines
- M. Paul BERARD, directeur général adjoint chargé du pôle finances
- Mme Catherine ODIN, déléguée territoriale, mission développement économique territorial et des compétences.

Suppléants :

- Mme Marion ZALAY, directrice générale adjointe du pôle cohésion territoriale
- M. Didier JEAN, adjoint au directeur général adjoint du pôle affaires européennes, coopération internationale et tourisme
- Mme Sarah KOWAL, adjointe au directeur général adjoint du pôle lycées chargée des partenariats économiques, de la maîtrise d'ouvrage et du patrimoine du pôle lycées
- M. Olivier DENERT, directeur de l'aménagement du pôle cohésion territoriale
- Mme Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, directeur général adjoint du pôle transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation réseaux
- M. Jacques ROGEL, adjoint au directeur général adjoint du pôle développement économique, emploi et formation
- Mme Alexa GUENA-ANDERSSON, directrice de la comptabilité du pôle finances
- M. Laurent VILMIN, directeur de l'audit externe et du contrôle de gestion du pôle finances
- Mme Valérie BERGER, directrice des sports, des loisirs et de la jeunesse, direction générale des services

Envoyé en préfecture le 27/01/2020
Reçu en préfecture le 27/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200120-2020_19-AR

- M. Charles-Edouard ESCURAT, directeur des achats du pôle achats performance commande publique juridique
- Mme Claire FOUCQUIER, directrice de l'administration du personnel du pôle ressources humaines
- M. Guillaume AUBIN, directeur adjoint de la transformation et responsable de la mission Administration, pilotage et projets transverses pôle ressources humaines
- Mme Emmanuelle BARRE, directrice du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines
- Mme Laurie PRAT, directrice adjointe de l'audit, contrôle externe, systèmes d'information et chef du service contrôle de gestion des systèmes d'information du pôle finances
- Mme Pauline SCHAMING, directrice adjointe du développement et de l'accompagnement des ressources humaines lycées du pôle ressources humaines

- **Représentants du personnel**

. Syndicat des personnels du Conseil régional d'Ile-de-France - Confédération Générale du Travail (SPERCRIF - CGT)

Titulaires :

- Mme Maëva BALLON
- M. Jacqui GUEHENNEUX
- M. Julien FEUILLE
- Mme Fabienne PAIRE

Suppléants :

- Mme Sabrina JULLIARD
- M. Dominique MARE
- Mme Elise DAUSSY
- Mme Myriam KESSOUS

. Syndicat Force Ouvrière du Personnel de la Région Ile-de-France (FO)

Titulaires :

- Mme Michèle FUMA
- Mme Chrystelle FERRIER
- Mme Lydiane LAPORTE

Suppléants :

- M. Patrice CAUNET
- M. Eddy TENDAVARAYEN
- M. Modibo DIARRA

. Syndicat des personnels des départements franciliens et de la Région Ile-de-France (SYNPER IDF)

Envoyé en préfecture le 27/01/2020
Reçu en préfecture le 27/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200120-2020_19-AR

Titulaires :

- M. Vincent CALLIES
- Mme Léa EL OURAOUI
- M. Abdelaatik AHIZOUNE

Suppléants :

- Mme Korotoumou DIAGOURAGA
- Mme Mandume MONZALI
- Mme Illiene MICHAUD

. Syndicat des services publics parisiens - Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT INTERCO-SPP)

Titulaires :

- Mme Danielle PAWLUK
- M. Fabrice DELANGRE

Suppléants :

- Mme Anne LE RHUN-HABIB
- Mme Cécile TRACLET

. Syndicat national unitaire des agents des collectivités territoriales et de l'Etat et syndicat national de l'enseignement technique agricole public affiliés à la fédération syndicale unitaire (SNUACTE-FSU et SNETAP-FSU)

Titulaire :

- M. Cyril RIGAUDIERE

Suppléant :

- Mme Dominique HUSBANDS

. Syndicat SUD EDUCATION

Titulaire :

- Mme Valérie JOUFFROY

Suppléant :

- M. Jacques ALEXIS

. Union nationale des syndicats autonomes conseil régional d'Ile-de-France affiliée à l'union nationale des syndicats autonomes (UNSA TERRITORIAUX CRIDF)

Titulaire :

Envoyé en préfecture le 27/01/2020
Reçu en préfecture le 27/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200120-2020_19-AR

- M. Brunel LORNE

Suppléant :

- M. Patrick ETENNA

Article 2 : Le comité technique est présidé par Mme Valérie PECRESSE, présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France. En son absence, la présidence est assurée par Madame CIUNTU, vice-présidente en charge des lycées et de l'administration générale ou par Mme Béatrice de LAVALETTE, vice-présidente en charge du dialogue social, ou par M. Jean-François LEGARET, conseiller régional ou par M. Othman NASROU, conseiller régional

Article 3 : L'arrêté n°19-64 du 11 mars 2019 portant composition du comité technique de la Région Ile-de-France est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Ile-de-France.

Pour la Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France et par délégation
Le Directeur Général des Services

David BONNEAU

La Présidente informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Envoyé en préfecture le 28/01/2020
Reçu en préfecture le 28/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_20-AR

Région îledeFrance

ARRETE N° 2020- 20

Fixant la capacité d'accueil de formation dans les instituts ou écoles du secteur paramédical

RENOUVELLEMENT DE CAPACITE D'ACCUEIL ANNUELLE

Institut de formation d'auxiliaires de puériculture (IFAP)
de l'Institut Petite Enfance (SGM)
4A rue des Gaudonnes – 92380 Garches

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.4383-3 et R.4383-2 ;
VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France, n° CP 2019-119 du 19 mars 2019 approuvant le règlement régional d'autorisation des formations paramédicales ;
VU l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du Pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU l'arrêté n° 15-105 du 9 juillet 2015 portant renouvellement de la capacité d'accueil de l'institut de formation d'auxiliaires de puériculture de l'Institut Petite Enfance ;
VU l'arrêté n°19-139 du 9 mai 2019 portant changement de locaux de l'Institut de formation d'auxiliaires de puériculture de l'Institut Petite Enfance SGM ;
VU l'instruction favorable par les services régionaux du dossier de demande déposé le 28 octobre 2019 ;
VU l'avis du Directeur de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France du 20 janvier 2020 ;

Article 1

Autorise le renouvellement de la capacité d'accueil de 60 places, en formation initiale par voie de l'apprentissage et en formation continue, **réparties entre deux sessions**, pour l'Institut de formation d'auxiliaire de puériculture de l'Institut Petite Enfance SGM, institut situé 13/15 Quai Gallieni à Suresnes (92)

Cette autorisation est valable **cinq ans à compter de la date de sa notification**.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 3 exemplaires
Le 28 janvier 2020

La Présidente du Conseil Régional
Madame Valérie Pécresse

Par délégation,

La Cheffe du Service des Relations avec les organismes
Valérie VARAULT

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Tél : 01 53 85 53 85 – www.iledefrance.fr
RegionIleDeFrance @iledefrance

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

ARRÊTÉ N°2020-21 DU 28 JANVIER 2020

Portant décision de la présidente du conseil régional d'Ile-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le conseil régional

ÉQUIPEMENTS DES EPLE

CESSIONS DE BIENS MOBILIERS ANCIENS ET HORS D'USAGE

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.4221-5

VU La délibération CR n°93-15 en date du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente

VU L'arrêté n°2019-206 en date du 27 juin 2019 portant délégations de signature du pôle « Lycées »

VU La loi n°83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat

VU La circulaire interministérielle du 9 mai 1989 relative à la désaffectation des biens des établissements scolaires et à leurs changements d'utilisation

Décide :

Article 1 :

De procéder à la cession de 13 véhicules dont la liste figure dans le tableau joint en annexe 1.

Article 2 :

D'autoriser la sortie d'inventaire d'un véhicule volé. Ce véhicule est listé dans le tableau en annexe 2.

Pour la Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France et par délégation

Sarah KOWAL
Directrice Générale Adjointe des Services
de la Région Île-de-France en charge du Pôle lycées

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

ANNEXE 1

LISTE DES VEHICULES POUR VENTES OU DESTRUCTIONS FUTURES

N° Inventaire	Marque & Type de véhicule	Immatriculation	Date de mise en circulation	Lycée	Ville	Valeur d'achat
2834	CITROEN C15E	EC 431 ZK	1996	LYCEE CARNOT	75 - PARIS	8 923,16
3083	CITROEN	783 MHP 75	1998	LYCEE T. DE CHAMPAGNE	77 - PROVINS	15 985,13
3011	RENAULT EXPRESS	463 JAJ 75	1990	LYCEE CAMILLE CLAUDEL	77 - PONTAULT COMBAULT	9 290,25
3256	CITROEN C15E	900 MTB 75	1998	LYCEE JEANNE D'ALBRET	78 - ST GERMAIN EN LAYE	9 228,05
3295	PEUGEOT	460 PAS 75	2002	LYCEE LOUISE WEISS	78 - ACHERES	9 505,35
3294	PEUGEOT PARTNER	408 PAS 75	2002	LYCEE DUMONT D'URVILLE	78 MAUREPAS	9 505,35
3282	CITROEN C15	129 LNZ 75	2001	LYCEE LAVOISIER	78 - PORCHEVIELLE	9 228,05
3357	PEUGEOT J5	309 KCJ 75	1992	LYCEE ERREA CHÂTEAU DU LAC	91 - OLLAINVILLE	11 205,40
3359	RENAULT EXPRESS	833 KFG75	1992	LYCEE ERREA CHÂTEAU DU LAC	91 - OLLAINVILLE	9 290,25
3652	CITROEN C15	93 LNZ 75	1996	LYCEE C. NICOLAS LEDOUX	93 - LES PAVILLON S/S BOIS	8 923,16
3512	CITROEN	795 LNW 75	1996	LYCEE PAUL ELUARD	93 - SAINT DENIS	15 703,58
3628	PEUGEOT J5	BL - 282 PB (a)	1992	LYCEE MONTALEAU	94 - SUCY EN BRIE	11 205,40
3754	PEUGEOT J5	229 KTT 75	1994	LYCEE JULES VERNES	95 - CERGY	13 171,05

(a) ancienne immatriculation : 909JZC75

ANNEXE 2

LISTE DES VEHICULES POUR SORTIE D'INVENTAIRE

N° Inventaire	Marque & Type de véhicule	Immatriculation	Date de mise en circulation	Lycée	Ville	Valeur d'achat
7407	RENAULT KANGOO	833 QSK 75	2006	FRANCOIS TRUFFAUT	91 - BONDOUFLE	12 575,09

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

Lycée Carnot

Procès Verbal du CA du 06 mai 2019

Les membres du conseil d'Administration se sont réunis, sur invitation du Chef d'Etablissement, le lundi 06 mai pour examiner et valider le compte financier du lycée. Diverses questions furent aussi abordées lors de la séance. M. Devaux entame la séance à 18h05 lorsqu'il constate que le quorum est atteint (20 membres étaient présents)

Ordre du jour : A/ Approbation du PV du CA du 11/02/2019
B/ Questions diverses
C/ Compte financier 2018

A/ Approbation du PV du CA du 11/02/2019

Le procès verbal a été approuvé par l'unanimité des participants
Vote Pour : 20 Contre : 0 Abstention : 0

B/ Questions diverses

1/ Modification du règlement intérieur VOTE

M. Devaux demande aux membres du CA de bien vouloir valider l'ajout d'un paragraphe au règlement intérieur du lycée. Ce paragraphe stipule que, désormais, les portables pourront être confisqués par les membres de l'équipe pédagogique et conservés par la direction sans limitation de durée ; cette dernière est laissée à l'appréciation du proviseur. Le vote ne recueille pas l'unanimité des participants.
Vote : Pour : 17 Contre : 3 Abstention : 0

2/ Remise à la région de l'ancien véhicule de fonction VOTE

L'établissement a utilisé pendant des années un véhicule utilitaire, une fourgonnette Citroën C15. Nous avons fait depuis l'acquisition d'un nouveau véhicule utilitaire électrique ; mais l'ancien encombre toujours le parking de l'établissement. Le Conseil d'administration doit approuver la mise à disposition du véhicule à la Région Ile-de-France.
Vote : Pour : 20 Contre : 0 Abstention : 0

3/ Mise au rebut du matériel informatique obsolète VOTE

Comme pour le véhicule, l'établissement stocke inutilement du matériel informatique obsolète. Les membres sont invités à approuver la mise à disposition à la Région Ile-de-France de ce matériel informatique pour qu'il soit mis au rebut.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

Vote : Pour : 20 Contre : 0 Abstention : 0

4/ Réforme du lycée : Bilan d'étape SANS VOTE

La mise en place de la réforme « Blanquer » à la rentrée 2019 suscite de nombreuses inquiétudes. Elle avait déjà été très débattue lors du CA précédent. Pour rappel, les élèves doivent choisir en fin de seconde trois spécialités qu'ils suivront à hauteur de 4h hebdomadaire chacune pendant leur année de première. L'établissement offre sept spécialités (cf feuille ci-jointe). Les premiers vœux exprimés par les élèves permettent déjà de faire des estimations sur les effectifs de la rentrée 2019. Mais Mme Harrache, proviseur-adjointe, rappelle aux membres du CA que les chiffres ne sont pas définitifs car les élèves n'ont pas encore exprimé leurs vœux définitifs. Ce sera fait fin mai. Les conseils de classe de seconde du 3ème trimestre ont également été avancés pour permettre au proviseur de rencontrer les familles pour lesquelles le choix des spécialités n'est pas tranché, et pour anticiper la constitution des classes et des groupes de spécialité.

Une fois ce rappel effectué, Mme Harrache dresse un premier bilan. Une grande majorité d'élèves demandent des spécialités scientifiques. Mathématiques et Physique-Chimie recueillent le plus grand nombre de demandes, viennent ensuite la SVT puis les Sciences Economiques. Finalement, les deux « triplettes » (c'est-à-dire le choix de trois spécialités) les plus importantes seront la triplette purement scientifique (Maths-Physique-SVT) puis la triplette éco-scientifique (Maths-Physique-SES).

A la suite de cet exposé, les enseignants prennent la parole pour souligner les nombreuses incertitudes qui demeurent quant à l'application concrète de la réforme en septembre 2019. M. Guerre, enseignant d'histoire-géographie, craint que la réforme ne nuise au corps enseignant, particulièrement pour les matières peu plébiscitées. Il craint que de nombreux collègues ne puissent plus assurer leurs heures au sein de l'établissement et soient contraints d'effectuer des compléments de service ailleurs. M. Maujean, enseignant de Lettres, s'inquiète du fait que les élèves ne puissent choisir qu'une triplette proposée par l'établissement et non une sélection de leurs propres choix. Il souligne là une sérieuse limite à la flexibilité voulue par la réforme et à son attrait pour les élèves.

C/ Compte Financier 2018 Vote (cf Document joint)

Le resultat a été aprouvé à l'unanimité

Vote : Pour : 20 Contre : 0 Abstention : 0

L affectation du résultat a été approuvée à l'unanimité

Vote : Pour : 20 Contre : 0 Abstention : 0

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

LYCEE T. DE CHAMPAGNE – Véhicule Citroën 783-MHP-75

0770942F
ACADEMIE DE CRETEIL
LYCEE POLYVALENT THIBAUT DE CHAMPAGNE
3 RUE DU COLLEGE
77160 PROVINS
Tel : 0164003333

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 5
Numéro d'enregistrement : 29
Année scolaire : 2018-2019
Nombre de membres du CA : 30
Quorum : 16
Nombre de présents : 23

Le conseil d'administration
Convoqué le : 08/02/2019
Réuni le : 18/02/2019
Sous la présidence de : Eric Mansencal
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

le chef d'établissement propose au conseil la mise au rebut véhicule de marque Jumper Peugeot 785 MPH 75 qui est non roulant
par ailleurs
les chef d'établissement propose la mise au rebut du batteur mélangeur BM6 AS de 1991

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	22
Pour :	22
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration
Nom : Mansencal
Prénom : Eric
Signé le: 22/02/2019 15:28:07

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

LYCEE CAMILLE CLAUDEL – Véhicule Renault 463-JAJ-75

0772243V
ACADEMIE DE CRETEIL
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE CAMILLE CLAUDEL
PLACE ANYAMA
77347 PONTAULT COMBAULT CEDEX
Tel : 0164406023

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 7
Numéro d'enregistrement : 20
Année scolaire : 2018-2019
Nombre de membres du CA : 29
Quorum : 15
Nombre de présents : 23

Le conseil d'administration
Convoqué le : 05/04/2019
Réuni le : 18/04/2019
Sous la présidence de : Michele Marechal
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Le chef d'établissement demande à la Région Ile de France de procéder à la désaffectation du véhicule Renault Express immatriculé 463JAJ75.
Ce véhicule mis en circulation en 1990 n'est plus utilisable.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	23
Pour :	23
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Marechal
Prénom : Michele
Signé le: 13/05/2019 08:20:30

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

0782132U
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE JEANNE D'ALBRET
6 RUE GIRAUD TEULON
78101 ST GERMAIN EN LAYE CEDEX
Tel : 0139041520

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : destruction de vehicule

Numéro de séance : 4
Numéro d'enregistrement : 34
Année scolaire : 2018-2019
Nombre de membres du CA : 30
Quorum : 16
Nombre de présents : 22

Le conseil d'administration
Convoqué le : 08/02/2019
Réuni le : 19/02/2019
Sous la présidence de : Catherine Mary
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20
-

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

autorise la sortie de l'inventaire du véhicule Citroën Berlingot, immatriculé 900MTB 75, date de mise en circulation 29 04 1999, pour destruction.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	21
Pour :	21
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration
Nom : Mary
Prénom : Catherine
Signé le: 10/03/2019 20:52:01

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

LYCEE LOUISE WEISS – Véhicule Peugeot 460-PAS-75

0781950W
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE POLYVALENT LOUISE WEISS
201 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
78260 ACHERES
Tel : 0139220857

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Mise à disposition d'un véhicule de service

Numéro de séance : 1
Numéro d'enregistrement : 13
Année scolaire : 2018-2019
Nombre de membres du CA : 30
Quorum : 16
Nombre de présents : 17

Le conseil d'administration
Convoqué le : 17/09/2018
Réuni le : 27/09/2018
Sous la présidence de : Barbara Chappe-Robert
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20
-

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

approuve la mise à disposition de la Région du véhicule de service du lycée qui n'est plus en état d'utilisation. Une fourgonnette Peugeot immatriculée 460 PAS 75 le 02/04/2002.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	17
Pour :	16
Contre :	0
Abstentions :	1
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Chappe-Robert
Prénom : Barbara
Signé le: 01/10/2018 11:00:02

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le représentant authentifié de l'entité.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

LYCEE DUMONT D'URVILLE - Véhicule Peugeot 408-PAS-75

0781883Y
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE POLYVALENT DUMONT D'URVILLE
2 AVENUE DE FRANCHE COMTE
78310 MAUREPAS
Tel : 0130164610

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Mise au rebut - Véhicule de service

Numéro de séance : 3
Numéro d'enregistrement : 42
Année scolaire : 2019-2020
Nombre de membres du CA : 29
Quorum : 15
Nombre de présents : 18

Le conseil d'administration
Convoqué le : 05/12/2019
Réuni le : 16/12/2019
Sous la présidence de : Michel Bocage-Marchand
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20
-
Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration adopte
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

Demande de mise au rebut après du conseil régional pour le véhicule de service de marque PEUGEOT / référence: PARTNER - immatriculation: 408 PAS 75

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	18
Pour :	18
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Bocage-Marchand
Prénom : Michel
Signé le: 17/12/2019 17:50:32

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

LYCEE LAVOISIER – Véhicule Citroën 129 LNZ 75

0781948U
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE POLYVALENT ANTOINE LAVOISIER
40 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
78440 PORCHEVILLE
Tel : 0134796630

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 2
Numéro d'enregistrement : 9
Année scolaire : 2015-2016
Nombre de membres du CA : 28
Quorum : 15
Nombre de présents : 18

Le conseil d'administration
Convoqué le : 08/02/2016
Réuni le : 15/02/2016
Sous la présidence de : Victor Honvo
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

Le conseil d'administration autorise l'aliénation des biens suivants :
Engins brûlés (Caterpillar 206 BFT de 1993 - case CX130 de 2000)
Epave à enlever (Caterpillar 4HG011083 de 1988)
Epave à enlever (C15)

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	18
Pour :	18
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration
Nom : Honvo
Prénom : Victor
Signé le: 22/03/2016 18:19:34

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

LYCEE EREA Château du Lac – Véhicules Peugeot 309-KCJ-75 et Renault 833-KFG-75

0910429X
ACADEMIE DE VERSAILLES
ETAB.REGIONAL ENSEIGNT ADAPTE LE CHATEAU DU LAC
2 RUE DE LA ROCHE
91340 OLLAINVILLE
Tel : 0160832363

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Désaffectation

Numéro de séance : 1
Numéro d'enregistrement : 6
Année scolaire : 2019-2020
Nombre de membres du CA : 17
Quorum : 9
Nombre de présents : 9

Le conseil d'administration
Convoqué le : 14/07/2019
Réuni le : 10/09/2019
Sous la présidence de : Manuelle Gago
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20
-
Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

Le Conseil d'administration approuve la désaffectation des véhicules suivants propriété de la Région Ile de France et destinés à la destruction :
- Peugeot J5 3089 KCJ 75
- Renault express 833 KFG 75

Résultats du vote	
Suffrages exprimés :	9
Pour :	9
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

0930136T
ACADEMIE DE CRETEIL
LP LYCEE DES METIERS CLAUDE-NICOLAS LEDOUX
1 BOULEVARD DE PARIS
93320 LES PAVILLONS SOUS BOIS
Tel : 0148503200

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 4
Numéro d'enregistrement : 25
Année scolaire : 2018-2019
Nombre de membres du CA : 30
Quorum : 16
Nombre de présents : 19

Le conseil d'administration
Convoqué le : 01/02/2019
Réuni le : 14/02/2019
Sous la présidence de : Olivier Catayee
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Mise à disposition du véhicule 93 LNZ 75 pour désaffectation

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	19
Pour :	19
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration
Nom : Catayee
Prénom : Olivier
Signé le: 23/02/2019 13:18:53

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

LYCEE PAUL ELUARD – Véhicule Citroën 795 LNW 75

0930125F
ACADEMIE DE CRETEIL
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE PAUL ELUARD
15 AVENUE JEAN MOULIN
93206 ST DENIS CEDEX
Tel : 0149717000

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Mise à disposition de véhicule

Numéro de séance : 6
Numéro d'enregistrement : 49
Année scolaire : 2018-2019
Nombre de membres du CA : 29
Quorum : 15
Nombre de présents : 19

Le conseil d'administration
Convoqué le : 17/06/2019
Réuni le : 04/07/2019
Sous la présidence de : Bruno Bobkiewicz
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20
-

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise la mise à disposition à la région Ile-de-France du véhicule utilitaire immatriculé 795 LNW 75

Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

Mise à disposition véhicule : Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise la mise à disposition à la région Ile-de-France du véhicule utilitaire immatriculé 795 LNW 75 en vue de sa vente ou de sa destruction

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	19
Pour :	16
Contre :	1
Abstentions :	2
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration
Nom : Bobkiewicz
Prénom : Bruno
Signé le: 05/07/2019 10:59:52

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

LYCEE MONTALEAU – Véhicule Peugeot BL-282-PB

0942130E
ACADEMIE DE CRETEIL
LPO LYCEE DES METIERS MONTALEAU
2 BIS RUE PIERRE SEMARD
94371 SUCY EN BRIE CEDEX
Tel : 0145902513

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Désaffectation d'un véhicule

Numéro de séance : 1
Numéro d'enregistrement : 3
Année scolaire : 2019-2020
Nombre de membres du CA : 28
Quorum : 15
Nombre de présents : 15

Le conseil d'administration
Convoqué le : 05/09/2019
Réuni le : 16/09/2019
Sous la présidence de : Serge Morfan
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20
-

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration vote la désaffection du véhicule PEUGEOT J5 du Lycée

Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

Les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité le vote sur la désaffection du véhicule PEUGEOT J5 du Lycée car les réparations ne peuvent plus être effectuées, les pièces n'étant plus fabriquées.

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	16
Pour :	16
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration
Nom : Morfan
Prénom : Serge
Signé le : 18/09/2019 15:29:07

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

LYCEE JULES VERNE – Véhicule Peugeot 229-KTT-75

0951756T
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE POLYVALENT JULES VERNE
1 RUE MICHEL STROGOFF
95800 CERGY
Tel : 0134322000

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 1
Numéro d'enregistrement : 7
Année scolaire : 2018-2019
Nombre de membres du CA : 29
Quorum : 15
Nombre de présents : 21

Le conseil d'administration
Convoqué le : 19/10/2018
Réuni le : 08/11/2018
Sous la présidence de : Michel Collet
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[ ] Oui [X] Non Nombre: 0

Libellé de la délibération :

J5
Sortie d'inventaire d'un véhicule utilitaire de type J5 immatriculé 229 KTT 75 mis en circulation le 03/03/1994

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	21
Pour :	21
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Collet
Prénom : Michel
Signé le: 09/11/2018 10:17:24

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

DEPOT DE PLAINTE – VEHICULE VOLE 833 QSK 75

GENDARMERIE NATIONALE
Compagnie de gendarmerie départementale d'Évry

COB BONDOUFLE

ENQUÊTE DE FLAGRANCE

PROCÈS-VERBAL DE VOL DE VÉHICULE

Code unité	Nmr P.V.	Année	Nmr dossier justice	Nmr pièce	N° feuillet
67864	07637	2019			1 / 3

Analyse et références — *NATINF*

Fait VOL SIMPLE DE VEHICULE
Qualification DELIT
Du 12/12/2019 à 19:00 *au* 13/12/2019 à 06:30 *Code Postal, Commune* BONDOUFLE 91070 (France)
Adresse de commission du fait rue georges pompidou *INSEE* 91086 — **7151J**
Nature lieu PARKING
Prévu ART.311-1, ART.311-3 C.PENAL.
Réprimé ART.311-3, ART.311-14 1°,2°,3°,4°,6° C.PENAL.

Saisine du service enquêteur

Affaire **Nathalie DUBOIS**

Le vendredi 13 décembre 2019 à 14 heures 00 minute.
Nous soussigné Gendarme Alexandre SICILIA, Agent de Police Judiciaire en résidence à BONDOUFLE
Sous le contrôle de Adjudant-chef Éric LEJEUNE, Officier de Police Judiciaire en résidence à BONDOUFLE
Vu les articles 20, 21-1 et 53 à 67 du Code de Procédure Pénale.
Nous trouvant au bureau de notre unité à BONDOUFLE 91070, rapportons les opérations suivantes :

NATURE, DATE (OU PÉRIODE) ET LIEU DES FAITS

Période du 12/12/2019 à 19 heures 00 au 13/12/2019 à 06 heures 30. Lieu : rue georges pompidou à BONDOUFLE 91070

IDENTITE DE LA PERSONNE REPRÉSENTANT LÉGAL

Sexe F — *Nom* **DUBOIS** — *Prénom* **Nathalie**
Situation de famille Divorcé(e) — *Divorcée* — *Validité état-civil* Identité confirmée
Date naissance 16/03/1972 — *Commune naissance et Code Postal* VITRY SUR SEINE 94400 — *Pays* France — *INSEE* 94081
Adresse 14 Rue Jean Monnet
Commune résidence et Code Postal BONDOUFLE 91070 — *Pays* France — *INSEE* 91086
N° de téléphone — *N° tph portable* 06.80.48.60.36 — *Profession* GESTIONNAIRE — *Nationalité* française
e-m@il — *Fax*

COMMUNICATION PAR VOIE ELECTRONIQUE AU COURS DE LA PROCEDURE

La personne dénommée ci-dessus accepte de recevoir communication des avis, convocations et documents intéressant la procédure par voie électronique.
Cette communication pourra se faire par SMS au numéro de téléphone suivant : 06.80.48.60.36
La personne est informée qu'elle peut se désister de ce consentement à tout moment de la procédure ou signaler tout changement concernant le mode de communication choisi ou les coordonnées fournies.
Durant l'enquête de gendarmerie, cette démarche devra s'effectuer directement dans les locaux de l'unité en charge de la procédure. A l'issue de cette phase d'enquête, la personne entendue devra s'adresser au greffe de la juridiction saisie de son dossier.

Agissant en qualité de représentant légal d'une personne morale, à savoir :

La personne entendue — **L'Agent de Police Judiciaire**

(DESTINATAIRES)
[1] - Mme la Procureur de la république à EVRY 91000
[1] - Archives BONDOUFLE 91070

Date de clôture — *Signature(s)* — *Vu et transmis par :* Le

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

PERSONNE MORALE VICTIME

Forme juridique	*Raison sociale*	*Sigle*
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	Conseil régional ile de france	

Adresse
2 rue simone veil

Commune et Code Postal	*Pays*	*INSEE*
ST OUEN SUR SEINE 93400	France	93070

Secteur d'activité	*N° SIREN*	*NIC*
ENSEIGNEMENT		

Entendons la personne dénommée ci-dessus qui nous déclare en qualité de employé du ou des biens appartenant à :

PERSONNE MORALE VICTIME

Forme juridique	*Raison sociale*	*Sigle*
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	Conseil régional ile de france	

Adresse
2 rue simone veil

Commune et Code Postal	*Pays*	*INSEE*
ST OUEN SUR SEINE 93400	France	93070

Secteur d'activité	*N° SIREN*	*NIC*
ENSEIGNEMENT		

RENSEIGNEMENTS SUR LE VÉHICULE VOLÉ

Nature	Marque	Type commercial
VOITURE PARTICULIERE	RENAULT	KANGOO
Nmr série	Nmr immatriculation	Pays immatriculation
VF1FC1FAF36705872	833 QSK 75	France
Nmr immatriculation Secondaire	Pays immatriculation Secondaire	

Type	Date M.E.C	Cylindrée
FC1FAF	11/10/2006	1675
Carrosserie	Puissance	Kilométrage
FOURGON	6	
Couleur	Foncé / Clair	Antivol
BLANC	Clair	Non concerné
N° Moteur	Inscription(s) Sérigraphie	Description
		Logo régional ILE DE FRANCE présent sur la carrosserie.
Couleur Secondaire		Foncé / Clair
	Critère dangerosité	
Opérateur Transpondeur	Technologie de lecture du transpondeur	Numéro transpondeur

ETAT DU CERTIFICAT D'IMMATRICULATION

Situation certificat	*Original ou duplicata*	*Date de délivrance*	*Numéro de formule*
Non volé	Original	13/12/2019	

CONSTATATIONS (RENSEIGNEMENTS UTILES, MANIÈRE D'OPÉRER)

La personne entendue constate le vol du véhicule renseigné lors de sa prise de fonction le 13/12/2019 à 09H30. Après renseignements auprès des employés du lycée Truffaut à BONDOUFLE le véhicule est constaté volé à 06H30.
Le véhicule appartient au lycée Truffaut, ce véhicule était stationné sur le parking attenant à l'établissement scolaire.
Parking fermé par un portail électrique, le boitier étant cassé auparavant, les auteurs ont pu accéder à ce boitier pour passer le portail en manuel.
Pas de trace de verre de constaté par la victime.
Pas d'objet particulier à l'intérieur de ce véhicule.

La personne entendue **L'Agent de Police Judiciaire**

Envoyé en préfecture le 12/03/2020
Reçu en préfecture le 12/03/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200128-2020_21-AR

Envoyé en préfecture le 29/01/2020
Reçu en préfecture le 29/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200122-2020_22-AR

Région îledeFrance

La Présidente

ARRETE N° 2020_22 du 29.01.20.

Portant nomination au Comité de lecture du programme de résidences d'écrivains de la Région Ile de France.

LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L4231-1 et suivants,

VU la délibération n° CR 2017-61 du 9 mars 2017 « Pour une politique du livre plus ambitieuse et inclusive »

VU la délibération n° CR 31-16 du 18 février 2016 « Désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes »

ARRETE

ARTICLE PREMIER:

Sont désignés comme **membres titulaires du Comité de lecture « Programme de résidences d'écrivains de la Région Ile-de-France »**, en qualité de membres professionnels du livre et la lecture :

Monsieur Mathieu SIMONET
Ecrivain

Madame Valérie PETIT
Responsable des développements culturels, bibliothèque département de prêt de Seine et Marne

Madame Sylvie GOMEZ
Libraire, Folie d'encres à Saint Ouen

Envoyé en préfecture le 29/01/2020
Reçu en préfecture le 29/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200122-2020_22-AR

Monsieur Patrick SOUCHON
Délégation Académique aux Arts et à la Culture, rectorat de Versailles

ARTICLE II :

Sont désignés comme **membres suppléants du Comité de lecture « Programme régional de résidences d'écrivains de la Région Ile-de-France »**, en qualité de membres professionnels du livre et de la lecture :

Madame Hélène FRAPPAT
Ecrivain

Madame Gwénaelle HAMELIN
Directrice du réseau de lecture publique de la Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud-Essonne

Madame Colette KERBER
Libraire, Librairie Colette

Madame Laure FRECHES
Conseillère livre DAAC Créteil

ARTICLE III

Ces désignations prennent effet à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE IV :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France.

Valérie PECRESSE

Envoyé en préfecture le 31/01/2020
Reçu en préfecture le 31/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200130-2020_23-AR

Région îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°2020- 23
portant modification de l'arrêté d'agrément délivré à un établissement de formation en travail social

Ecole Normale Sociale (ENS)

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU	le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.451-1, L451-2 et R.451-2 ;
VU	le décret n°2018-733 du 22 août 2018 relatif aux formations et diplômes du travail social et notamment son article 4 prolongeant d'un an la durée de l'agrément transitoire des organismes financés par la Région ;
VU	l'arrêté du 7 juin 2017 relatif aux éléments constitutifs de la demande d'agrément
VU	la délibération n° CR 2017-187 du 23 novembre 2017 adoptant le règlement d'agrément des formations en travail social ;
VU	l'arrêté n°19-24 du 29 janvier 2019 portant délégation de signature du pôle Transfert, Recherche, Enseignement Supérieur et Orientation en Réseaux ;
VU	l'arrêté 2019-345 du 22 novembre 2019 portant agrément d'un établissement de formation en travail social délivré à l'ENS - Ecole Normale Sociale, sur le site de formation du 2 rue de Torcy 75018 Paris pour le diplôme d'état Assistant de Service Social (DEASS).

Article 1

Dans l'article 2 de l'arrêté du 22 novembre 2019 susvisé, les mots « 40 places » sont remplacés par les mots **« 45 places ».**

Article 2

L'article 3 de l'arrêté de l'arrêté du 22 novembre 2019 susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes :

« La capacité totale d'accueil est répartie de la façon suivante :

- **en formation initiale** : 35 places par promotion à raison d'une rentrée annuelle, soit **35 places totales par an** ;
-
- **en formation continue** : 10 places par promotion à raison d'une rentrée annuelle, soit **10 places totales par an** ».

Envoyé en préfecture le 31/01/2020
Reçu en préfecture le 31/01/2020
Affiché le
ID : 075-237500079-20200130-2020_23-AR

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Île-de-France et un exemplaire sera adressé au représentant de l'Etat dans la région.

Fait à Saint-Ouen-Sur-Seine en 3 exemplaires
Le
30 JAN. 2020

Pour la Présidente du Conseil Régional et par délégation,

C. Ladoy.

La Directrice des Formations Sanitaires et Sociales
Catherine LADOY

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200131-20_001-DE

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France,
le : 05 FEV. 2020
La Présidente du Conseil d'administration
Anne CABRIT

BUREAU DÉLIBÉRANT DU 31 JANVIER 2020 (REPORT SÉANCE DU 28 JANVIER 2020)

Affaire n°20-001

Approbation de la participation financière de l'Agence des espaces verts à la protection sociale complémentaire des agents pour le risque santé et la prévoyance

DÉLIBÉRATION

Le Bureau délibérant,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 25 alinéa 6 ;

VU la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU la circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU la délibération du Conseil d'administration du CIG Grande Couronne du 1er octobre 2012 autorisant la signature de conventions de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°13-075 du 2 juillet 2013 relative à la mise en œuvre de mesures d'ordre social en faveur du personnel de l'Agence des espaces verts : protection sociale complémentaire ;

VU l'avis du Comité technique en date du 3 décembre 2019 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la participation financière de l'Agence des espaces verts à la protection sociale complémentaire des fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé, c'est-à-dire les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et la maternité.

Envoyé en préfecture le 05/02/2020
Reçu en préfecture le 05/02/2020
Affiché le
ID : 075-287500052-20200131-20_001-DE

DIT que pour ce risque, la participation financière de l'établissement sera accordée exclusivement aux agents adhérant au contrat référencé par le CIG.

FIXE, à compter du 1er janvier 2020, le niveau de participation comme suit : 30% de la cotisation annuelle de l'agent, avec un plafond annuel de participation de 150 € pour l'agent, auquel s'ajoutent 75 € annuels par enfant jusqu'au 3ème enfant et 150 € annuel par enfant à partir du 4ème enfant.

Article 2 : MAINTIENT la participation financière de l'Agence des espaces verts à la protection sociale complémentaire des fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité pour la prévoyance, c'est-à-dire les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès.

DIT que pour ce risque, la participation financière de l'établissement sera accordée exclusivement aux agents adhérant au contrat référencé par le CIG.

FIXE le niveau de participation comme suit :
- 15% de la cotisation annuelle de l'agent de catégorie A, avec un plafond annuel de participation de 100 € ;
- 20% de la cotisation annuelle de l'agent de catégorie B, avec un plafond annuel de participation de 90 € ;
- 25% de la cotisation annuelle de l'agent de catégorie C, avec un plafond annuel de participation de 80 €.

Article 3 : DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de présents..... :	28
Nombre de mandats ..... :	2
Nombre de votants ..... :	4
Votes POUR..... :	4
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions..... :	0
Ne prend pas part au vote ..... :	0

BUREAU DÉLIBÉRANT
DU 31 JANVIER 2020
(REPORT SÉANCE DU 28 JANVIER 2020)

Affaire n°20-002

Approbation de la convention de participation à la protection sociale complémentaire 2020-2025 souscrite par le CIG Grande Couronne pour le risque santé

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Bureau délibérant,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 25 alinéa 6 ;

VU la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU la circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°19-076 du 26 septembre 2019 de ralliement à la procédure de passation d'une convention de participation relative au risque santé pour la période 2020-2025 portée par le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne ;

VU la délibération du Bureau délibérant n°20-001 du 28 janvier 2020 relative à la participation financière de l'Agence des espaces verts à la protection sociale complémentaire des agents pour le risque santé et la prévoyance ;

VU la délibération du Conseil d'administration du CIG grande couronne en date du 24 juin 2019 autorisant la signature de la convention de participation au risque « Santé » ;

VU l'avis du Comité technique en date du 4 juin 2019 ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU la convention d'adhésion à la convention de participation à la protection sociale complémentaire 2020-2025 souscrite par le CIG Grande Couronne pour le risque santé auprès du groupe VYV ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la convention de participation de participation à la protection sociale complémentaire 2020-2025 souscrite par le CIG Grande Couronne pour le risque santé auprès du groupe VYV ci-annexée.

PREND ACTE que l'adhésion à la convention de participation donne lieu à une contribution aux frais de gestion du CIG d'un montant annuel de 400 € (collectivité de 50 à 149 agents).

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer la convention de participation et tout acte en découlant.

Article 4 : DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

ANNEXE 1

CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION
DE LA GRANDE COURONNE DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

CONVENTION D'ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE 2020-2025 SOUSCRITE PAR LE CIG GRANDE COURONNE POUR LE RISQUE SANTE AUPRES DU GROUPE VYV

ENTRE

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la grande couronne de la région d'Ile de France, représenté par son Président agissant en vertu des délibérations du Conseil d'administration du 24 juin 2019.

Ci-après désigné « le CIG »

ET

L'Agence des espaces verts du Conseil Régional d'Ile-de-France
représentée par sa Présidente, Madame Anne CABRIT, habilitée à signer la présente convention en vertu d'une délibération n° 2019-042 prise en date du 25 juin 2019

Ci-après désignée « la collectivité »

ET

Le groupe VYV représenté par Monsieur Rodolphe SORIN,

Ci-après désigné « l'opérateur »

PRÉAMBULE

La compétence des centres de gestion en matière de protection sociale complémentaire est fixée par l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, qui a été successivement modifié par la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, puis par la loi n°2009-972 du 19 août 2007 relative à la mobilité.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a fixé une procédure spécifique de mise en concurrence pour la mise en place de convention de participation qui permet de sélectionner des contrats ou des règlements en fonction de la solidarité qu'ils garantissent à leurs bénéficiaires, conformément à l'article 22 bis de la loi du 13 juillet 1983 « droits et obligations des fonctionnaires », procédure définie au chapitre II du décret.

Ainsi en conformité avec l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 qui dispose que les centres de gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur demande des collectivités, le CIG grande couronne, après avoir reçu mandat de celles-ci, a lancé la procédure de convention de participation conformément au décret du 8 novembre 2011. Les collectivités et établissements publics peuvent adhérer à cette convention de participation sur délibération de leur exécutif, après consultation de leur Comité Technique.

Dans le cadre de cette procédure, le CIG a souscrit une convention de participation pour le risque santé auprès de la mutuelle Harmonie Mutuelle pour une durée de six (6) ans prenant effet le 1er janvier 2020 pour se terminer au 31 décembre 2025. Avec une possibilité de prorogation d'une année conformément à l'article 19 du décret n° 2011-1474.

VU l'avis du Comité Technique en date du 3 décembre 2019.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention d'adhésion

Cette convention permet à l'Agence des espaces verts d'adhérer à la convention de participation qui lie le CIG et l'opérateur et qui définit les conditions d'adhésion individuelle des agents des collectivités ayant donné mandat au CIG, à un contrat garantissant le risque « santé ». La convention de participation entre le CIG et l'opérateur fixe le cadre contractuel du contrat collectif à adhésion facultative et les conditions d'adhésion individuelle des agents.

La présente convention d'adhésion a pour objet de permettre aux agents de la Collectivité de souscrire un contrat garantissant le risque « santé » auprès de l'opérateur et de bénéficier de la participation financière de la collectivité à ce contrat, dans les conditions votées par l'organe délibérant.

Article 2 : Durée et prise d'effet du présent contrat

La présente convention prend effet à compter du : 01/03/2020
Elle prend fin à l'issue de la convention de participation du CIG, soit au 31 décembre 2025 au plus tard.
Elle peut être prorogée pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder un (1) an pour se terminer au 31 décembre 2026.

Article 3 : Participation financière de la Collectivité

La participation financière de la collectivité constitue une aide à la personne, sous forme d'un montant unitaire par agent, et vient en déduction de la cotisation ou de la prime due par les agents. La participation financière de la collectivité bénéficiant au personnel éligible est fixée selon les modalités définies ci-dessous :

L'Agence des espaces verts participe à hauteur de 30% de la cotisation de l'agent, avec un plafond de participation annuel de 150 € par l'agent, auquel s'ajoute 75 € annuel par enfant jusqu'au 3ème et 150 € annuel par enfant à partir du 4ème.

Article 4 : Modalités de gestion

4.1. Adhésion des agents

Le contrat concerne les fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé, selon les modalités prévues par la convention de participation et ses annexes.

L'opérateur garantit le paiement pour chaque agent adhérent des prestations définies en dans la convention de participation.

La collectivité communique à l'opérateur toutes les informations nécessaires permettant la prise d'effet des garanties dans le délai convenu.

4.2. Suivi du contrat

Avant chaque 31 janvier, la collectivité fournit à l'opérateur :

- Un état nominatif du personnel ayant souscrit les garanties, en activité à la date d'effet de la convention d'adhésion indiquant pour chaque intéressé, ses nom, prénoms, date de naissance, situation de famille..

- En cours d'exercice un état des entrées des nouveaux assurés.

De la même manière, en cours d'année, la collectivité adhérente informe l'opérateur des mutations survenant au sein du groupe des assurés et fournit à l'opérateur :

- Un état rectificatif du personnel indiquant les dates et le motif de départ ; seuls les départs pour démission du poste de travail, cessation d'activité, suite à un congé parental ou une mise en disponibilité pour convenance personnelle, détachement, mise à disposition, révocation, retraite ou décès peuvent faire l'objet d'une sortie en cours d'année. Les autres adhérents doivent indiquer leur intention avec deux (2) mois de préavis avant le 31 décembre de chaque année à l'opérateur.

Article 5 : Paiement des cotisations

Les cotisations dues à l'opérateur sont payées par la collectivité adhérente par mandat administratif.

En cas d'adhésion en cours d'exercice, la cotisation est calculée au prorata temporis en mois complets avec effet du 1er jour du mois qui suit la date de demande d'adhésion.

La cotisation est précomptée sur le salaire de l'agent assuré. En aucun cas, l'agent ne verse une cotisation à l'opérateur.

Les cotisations sont prélevées mensuellement sur les traitements par la collectivité adhérente et versées à l'opérateur.

Les appels de cotisation ou de prime distinguent le montant total de la cotisation ou de la prime du montant de la participation financière de la Collectivité.

Article 6 : Révision des cotisations

L'opérateur produit annuellement les pièces justificatives nécessaires au suivi du contrat.

Une réunion annuelle aura lieu entre l'opérateur et le CIG pour un compte rendu d'exécution du contrat dans le courant du 1er trimestre de l'exercice suivant.

Le montant et les modalités des garanties sont établis en fonction des textes législatifs et réglementaires ainsi que de la convention de participation existant à la date de prise d'effet la convention de participation.

Si ultérieurement, ces textes venaient à être modifiés, l'opérateur se réserve le droit de réviser ses conditions de garanties en accord avec le CIG.

Article 7 : Résiliation

L'opérateur est lié par la convention de participation. En cas de résiliation de celle-ci, la présente convention d'adhésion devient caduque.

Les cas de résiliation d'une convention de participation prévus par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents sont applicables à la présente convention d'adhésion :
Si la collectivité constate que l'opérateur ne respecte plus son engagement concernant : les conditions d'adhésion, les prestations offertes, le tarif de chacune des options, les limites âge par âge au-delà desquelles ce tarif ne peut évoluer, le degré effectif de solidarité, les moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques ; ou, en cas de dépassement des limites tarifaires, que celui-ci n'est pas justifié par le caractère significatif d'une aggravation de la sinistralité, d'une variation du nombre d'agents et de retraités adhérents, d'évolutions démographiques ou des modifications de la réglementation.

Dans ce cas, la collectivité dénonce le contrat après avoir recueilli les observations écrites, et le cas échéant, sur sa demande, orales de l'opérateur. Il doit lui être indiqué qu'il peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

La présente convention étant un contrat administratif, la collectivité peut le résilier pour un motif d'intérêt général selon les principes définis pour ces contrats, ou pour faute, même dans le silence du contrat, en dehors des cas prévus par le décret précité.

Toute décision de résiliation doit parvenir à l'opérateur avant le 30 juin.

En cas de résiliation, la Collectivité informe, dans un délai d'un mois à compter de la décision de résiliation, les adhérents des conséquences de cette résiliation. Elle prend effet pour les agents à compter du premier jour du deuxième mois suivant la fin de la convention.

Article 8 : Modification

Toute modification de la présente convention d'adhésion doit faire l'objet d'un avenant, sauf exception prévue dans la convention de participation. En effet, en cas de modification de la convention de participation et de ses annexes, le CIG notifie à la Collectivité les changements à intervenir.

Article 9 : Litiges

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention d'adhésion, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, le Tribunal administratif du ressort territorial de la Collectivité est compétent.

Etabli en trois exemplaires originaux,

Pour la Collectivité *Pour le CIG* *Pour l'Opérateur*

BUREAU DÉLIBÉRANT
DU 31 JANVIER 2020
(REPORT SÉANCE DU 28 JANVIER 2020)

Affaire n°20-003

Approbation de l'acte modificatif n°2 au marché de travaux d'aménagements paysagers du Bois Moreau Fontaine de l'espace naturel régional de la Butte Pinson

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Bureau délibérant,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le budget de l'Agence des espaces verts ;

VU le marché de travaux n°5407 notifié au groupement solidaire TERIDEAL-MABILLON &TERIDEAL-SEGEX le 09 septembre 2019 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : APPROUVE la conclusion de l'acte modificatif n°2 du marché n°5407 de travaux d'aménagements paysagers du Bois Moreau Fontaine de l'espace naturel régional de la Butte Pinson.

Article 2 : HABILITE la Présidente à signer cet acte modificatif.

Article 3 : DIT que cet acte modificatif n°2 a une incidence financière sur le montant du marché public représentant une augmentation de 1,88 % par rapport au montant initial du marché (soit une augmentation globale de 6,84%) et que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

BUREAU DÉLIBÉRANT
DU 31 JANVIER 2020
(REPORT SÉANCE DU 28 JANVIER 2020)

Affaire n°20-004

Habilitation donnée à la Présidente à solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie pour le financement des études préalables au traitement des sols pollués du site de la Butte Pinson (95)

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Le Bureau délibérant,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4413-2 et R.4413-1 à R.4413-16 ;

VU le règlement budgétaire et financier de l'Agence des espaces verts, notamment le titre 3 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré :

Article 1 : HABILITE la Présidente à solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie pour le financement des études préalables au traitement des sols pollués du site de la Butte Pinson.